

*image
not
available*

Fr 70.35

Harvard College
Library



FROM THE BEQUEST OF
FRANCIS BROWN HAYES

Class of 1839

OF LEXINGTON, MASSACHUSETTS

Fr 70.35

Harvard College
Library



FROM THE BEQUEST OF
FRANCIS BROWN HAYES

Class of 1839

OF LEXINGTON, MASSACHUSETTS

BULLETIN DES LOIS

DE

L'EMPIRE FRANÇAIS.

XI^e SÉRIE.

RÈGNE DE NAPOLÉON III, EMPEREUR DES FRANÇAIS.

PREMIER SEMESTRE DE 1864,

CONTENANT

LES DÉCRETS ET ARRÊTÉS D'INTÉRÊT LOCAL OU PARTICULIER

DEPUIS LE 1^{er} JANVIER 1864 JUSQU'AU 30 JUIN INCLUSIVEMENT.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

TOME XXIII.

N^{os} 1002 à 1048.



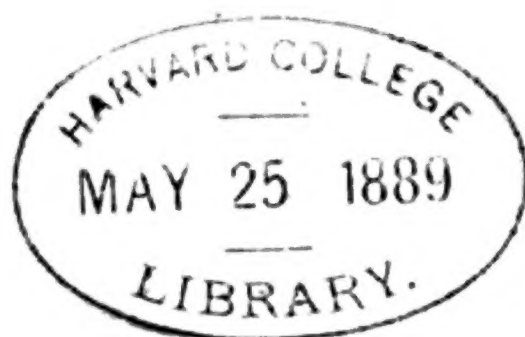
nc
PARIS

IMPRIMERIE IMPÉRIALE.

M DCCC LXIV.

~~For Nick. H.~~

7270.35



Hayes fund.

39-176
1-48

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS

CONTENUS DANS LE TOME XXIII DE LA XI^e SÉRIE
DU BULLETIN DES LOIS.

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
	ACTES ANTÉRIEURS AU 1 ^{er} SEMESTRE DE 1864.		
25 Mai 1863.	DÉCRET qui admet un étranger à jouir des droits de citoyen français, n° 16,375.....	1034	1058
16 Août 1864.	DÉCRET qui autorise un étranger à établir son domicile en France, n° 16,376.....	<i>Ibid.</i>	1059
11 Juin 1858.	DÉCRET qui autorise l'acceptation de legs, n° 16,038.....	1016	386
14 Juill. 1862.	DÉCRET qui admet un étranger à jouir des droits de citoyen français, n° 16,377.....	1034	1059
11 Fév. 1863.	DÉCRET qui autorise un étranger à établir son domicile en France, n° 16,378.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
7 Mars 1863.	DÉCRET qui autorise un étranger à établir son domicile en France, n° 16,379.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
14.	DÉCRET qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir des coupes extraordinaires dans des bois communaux du département des Vosges, n° 15,794.....	1002	4
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'exploitation d'une coupe de bois dans la forêt communale de Saint-Broing (Haute-Saône), n° 15,799.....	1003	22
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que les bois communaux de divers départements seront soumis au régime du taillis, n° 15,810.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
18.	DÉCRET qui autorise la vente de trois mille arbres dans la forêt des hospices de Saint-Bonnet-le-Château (Loire), n° 15,801.....	<i>Ibid.</i>	23
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir des coupes extraordinaires dans des bois de diverses communes du département du Doubs, n° 15,802.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir des coupes extraordinaires dans des bois communaux du département du Haut-Rhin, n° 15,805....	1004	38
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir des coupes extraordinaires dans des bois communaux du département des Hautes-Pyrénées, n° 15,806.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'exploitation d'une coupe extraordinaire dans les bois communaux de Morez (Jura), n° 15,807.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
25.	DÉCRET concernant l'aménagement de la forêt domaniale de Gramcey (Meurthe), n° 15,808.....	<i>Ibid.</i>	39
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la délivrance d'une coupe extraordinaire à la commune de Rurey (Doubs), n° 15,809.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la délivrance d'une coupe extraordinaire à la commune de Russey (Doubs), n° 15,810....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la délivrance d'une coupe extraordinaire à la commune de Tramans (Jura), n° 15,811..	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
1 ^{er} Avril.	DÉCRET concernant l'aménagement de la forêt communale de la Chaux (Doubs), n° 15,812.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
4.	DÉCRET qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir des coupes extraordinaires dans divers bois communaux du département des Basses-Pyrénées, n° 15,813.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
4 Avril 1863.	DÉCRET qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir des coupes extraordinaires dans des bois communaux du département des Hautes-Pyrénées, n° 15,825.....	1006	55
8.	DÉCRET relatif à l'aménagement et à la division de la forêt communale de Savigny (Vosges), n° 15,826.....	<i>Ibid.</i>	56
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt communale de Petite-Chaux (Doubs), n° 15,835.....	1007	75
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir des coupes extraordinaires dans des bois communaux du département de la Moselle, n° 15,862.....	1009	141
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir des coupes extraordinaires dans des bois communaux du département du Bas-Rhin, n° 15,863.....	<i>Ibid.</i>	144
18.	DÉCRET qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir une coupe extraordinaire dans les bois des hospices de Montmorillon (Vienne), n° 15,836.....	1007	75
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir des coupes extraordinaires dans des bois communaux du département des Vosges, n° 15,837.....	<i>Ibid.</i>	76
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui admet un étranger à jouir des droits de citoyen français, n° 16,380.....	1034	1059
22.	DÉCRET qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir une coupe extraordinaire dans une forêt indivise du département de la Meurthe, n° 15,864.....	1009	146
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'administration des forêts à délivrer une coupe extraordinaire à la commune de Lemilly (Moselle), n° 15,865.....	<i>Ibid.</i>	147
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise des coupes extraordinaires dans la forêt communale de Feldbach (Haut-Rhin), n° 15,866.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir des coupes extraordinaires dans des bois communaux du département de la Drôme, n° 15,867.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir des coupes extraordinaires dans des bois communaux du département du Gard, n° 15,868.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'exploitation d'une coupe extraordinaire dans le bois communal d'Ambléon (Ain), n° 15,869.....	<i>Ibid.</i>	148
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la délivrance d'une coupe extraordinaire à la commune de Bossieu (Isère), n° 15,882.....	1010	173
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la délivrance d'une coupe extraordinaire à la commune de Reithouse (Jura), n° 15,883...	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
25.	DÉCRET qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir des coupes extraordinaires dans des bois communaux du département de la Savoie, n° 15,884.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
29.	DÉCRET qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir une coupe extraordinaire dans des bois communaux du département des Hautes-Pyrénées, n° 15,885.	<i>Ibid.</i>	174
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant l'assiette d'une coupe extraordinaire dans le bois communal de Mietesheim (Bas-Rhin) et la construction d'une maison forestière dans ledit bois, n° 15,886.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir des coupes extraordinaires dans des bois communaux du département des Alpes-Maritimes, n° 15,887.	<i>Ibid.</i>	175
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir des coupes extraordinaires dans des bois communaux du département de la Haute-Savoie, n° 15,888.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
2 Mai.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt domaniale de Saint-Louis (Meurthe), n° 15,889.....	<i>Ibid.</i>	176
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'aménagement de diverses forêts domaniales du département des Vosges, n° 15,890.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt communale de Cognac (Charente), n° 15,891.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
2 Mai 1863.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt communale de Laruns (Basses-Pyrénées), n° 15,892.....	1010	176
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement des bois communaux de Marre (Meuse), n° 15,893.....	Ibid.	Ibid.
6.	DÉCRET relatif à l'aménagement des forêts domaniales d'Adelhouse et de Goutte-Bainsing (Meurthe), n° 15,894.	Ibid.	177
Idem.	DÉCRET qui autorise l'assiette d'une coupe extraordinaire dans le bois communal de Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes), n° 15,895.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement des bois communaux de Fay (Jura), n° 15,896.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir une coupe extraordinaire dans les bois communaux d'Ebersheim (Bas-Rhin), n° 15,916.....	1011	195
Idem.	DÉCRET qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir une coupe dans le bois communal de Romenay (Saône-et-Loire), n° 15,917.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui prescrit que la forêt communale de Lautenbach (Haut-Rhin) formera à l'avenir deux séries d'exploitation, n° 15,918.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui soumet au régime du taillis des bois communaux de différents départements, n° 15,919.....	Ibid.	196
Idem.	DÉCRET qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir des coupes extraordinaires dans des bois communaux du département du Bas-Rhin, n° 15,920.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir des coupes extraordinaires dans des bois communaux du département du Gard, n° 15,921.....	Ibid.	197
Idem.	DÉCRET qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir des coupes extraordinaires dans des bois communaux du département du Var, n° 15,922.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir des coupes extraordinaires dans des bois communaux du département du Cantal, n° 15,923.....	Ibid.	Ibid.
9.	DÉCRET portant que la forêt domaniale de la Struth (Bas-Rhin) sera traitée en futaie pleine et divisée en quatre séries d'exploitation, n° 15,924.....	Ibid.	198
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement des forêts domaniales dans le département de la Meurthe, n° 15,925.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à l'exploitation de la forêt communale de Nevaches (Hautes-Alpes), n° 15,926.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt communale de Candresse (Landes), n° 15,927.....	Ibid.	199
Idem.	DÉCRET relatif à l'exploitation de la forêt communale de Saint-Vincent-de-Paul (Landes), n° 15,928.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt communale de Marac (Haute-Marne), n° 15,929.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à l'exploitation des bois communaux de Carlepont (Oise), n° 15,930.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt sectionale de Morogne, commune de Chenevrey (Haute-Saône), n° 15,931.....	Ibid.	Ibid.
27.	DÉCRET portant que la forêt domaniale de Natrou (Meurthe) sera convertie en futaie pleine, n° 15,932.....	Ibid.	200
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt communale de Genay (Côte-d'Or), n° 15,933.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt communale de Remoray (Doubs), n° 15,934.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à l'exploitation de la forêt communale de Clermont (Landes), n° 15,935.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt communale de Dax (Landes), n° 15,936.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt communale de la Commande (Basses-Pyrénées), n° 15,937.....	Ibid.	201
Idem.	DÉCRET relatif à l'exploitation de la forêt communale de Brumath (Bas-Rhin), n° 15,938.....	Ibid.	Ibid.

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
27 Mai 1863.	DÉCRET qui approuve le partage effectué entre les églises de Saint-Thomas-d'Aquin, de Saint-Sulpice et de Notre-Dame-des-Champs, à Paris (Seine), de tous les biens appartenant à l'église de l'Abbaye-aux-Bois, supprimée, n° 16,039.....	1016	387
30.	DÉCRET portant l'assiette d'une coupe extraordinaire dans une forêt indivise du département de la Loire, n° 15,940.....	1011	201
Idem.	DÉCRET portant l'assiette d'une coupe extraordinaire dans le bois communal de Souès (Haut-Rhin), n° 15,941...	Ibid.	202
Idem.	DÉCRET portant l'assiette de coupes extraordinaires dans la forêt communale de Westhalen (Haut-Rhin), n° 15,942.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant l'assiette de coupes extraordinaires dans les bois communaux de Willer (Haut-Rhin), n° 15,943.	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir des coupes extraordinaires dans des bois de diverses communes du département du Haut-Rhin, n° 15,989.....	1014	281
1 Juin.	DÉCRET portant que les forêts domaniales de Grammont, de Chenessey et de Fouilly (Meurthe) seront réunies sous la dénomination de forêt de Grammont, n° 15,969,	1013	253
Idem.	DÉCRET portant que la forêt domaniale de Lautenbach (Haut-Rhin) formera à l'avenir trois séries d'exploitation, n° 15,970.....	Ibid.	254
Idem.	DÉCRET portant que la forêt communale d'Étival (Jura) restera divisée en deux sections, n° 15,971.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant que la série résineuse de la forêt communale de Moirans (Jura) sera soumise à des coupes pour la transformer en futaie régulière, n° 15,972...	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant que la forêt communale de Viry (Jura) sera divisée en deux sections, n° 15,973.....	Ibid.	255
6.	DÉCRET qui autorise l'assiette d'une coupe extraordinaire dans la forêt communale de Pierre-Châtel (Isère), n° 15,974.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant que la réserve de la forêt communale de Châteauneuf (Nièvre) sera vendue au profit de la caisse communale, n° 15,975.....	Ibid.	Ibid.
11.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt domaniale de la Reine (Meurthe), n° 15,976.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise la commune de Saint-Martin-d'Uriage (Isère) à exploiter une coupe extraordinaire dans ses bois, n° 15,977.....	Ibid.	256
Idem.	DÉCRET qui autorise la délivrance d'une coupe de bois à la commune de Besain (Jura), n° 15,978.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt communale de Bouchoux (Jura), n° 15,990.....	1014	284
Idem.	DÉCRET qui autorise la délivrance d'une moitié de la coupe afférente à l'exercice 1864 dans les bois communaux de Rouvroy (Haute-Marne), n° 15,991.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise l'exploitation d'une coupe dans les bois communaux de Florimont (Haut-Rhin), n° 16,013.	1015	353
18.	DÉCRET qui autorise une coupe dans le bois communal de Certines (Ain), n° 16,014.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à l'exploitation de la forêt communale de Chantegrue (Doubs), n° 16,015.....	Ibid.	354
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt communale des Petites-Chiettes (Jura), n° 16,016.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise l'assiette d'une coupe de bois dans la forêt communale de Sainte-Croix-aux-Mines (Haut-Rhin), n° 16,017.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise l'assiette d'une coupe dans les bois communaux de Bonnevent (Haute-Saône), n° 16,018..	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement des forêts sectionales de Bonnevent et Velloreille Haute-Saône), n° 16,019....	Ibid.	Ibid.

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
28 Juin 1863.	DÉCRET relatif à l'exploitation d'une coupe dans le bois communal de Boyer (Saône-et-Loire), n° 16,021.....	1015	354
Idem.	DÉCRET qui autorise une coupe extraordinaire dans la forêt communale d'Oncourt (Vosges), n° 16,022.....	Ibid.	355
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de divers bois communaux, n° 16,023.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise l'assiette de coupes extraordinaires dans des bois communaux du département de la Haute-Savoie, n° 16,024.....	Ibid.	Ibid.
29.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt domaniale de Chelles (Oise), n° 16,025.....	Ibid.	356
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt communale de Grusse (Jura), n° 16,026.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt communale de Saint-Pierre (Jura), n° 16,027.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise l'assiette de coupes dans divers bois communaux du département de la Haute-Savoie, n° 16,035.....	1016	386
Idem.	DÉCRET qui autorise l'assiette d'une coupe de bois dans la forêt communale de Plancher-les-Mines (Haute-Saône), n° 16,036.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement des bois communaux de Domecy-sur-Cure (Yonne), n° 16,037.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise des étrangers à établir leur domicile en France, n° 16,381.....	1034	1059
6 Juillet.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,076.....	1018	472
Idem.	DÉCRET qui autorise l'acceptation d'un legs, n° 16,105..	1020	527
Idem.	DÉCRET relatif à la perception des octrois de différentes communes, n° 16,141.....	1023	646
Idem.	DÉCRET qui autorise l'assiette d'une coupe dans le bois communal de Weckolsheim et Hettenschlag (Haut-Rhin), n° 16,157.....	1024	662
Idem.	DÉCRET qui autorise l'assiette d'une coupe dans le bois communal de Chantes (Haute-Saône), n° 16,158.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui suspend l'exploitation de la coupe n° 7 appartenant à la commune de Roye (Haute-Saône) et qui autorise la délivrance à cette commune, par anticipation, de la coupe n° 8, n° 16,159.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise l'assiette d'une coupe dans la forêt communale de Cluny (Saône-et-Loire), n° 16,160.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise l'assiette d'une coupe dans le bois communal de Sommant (Saône-et-Loire), n° 16,161...	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise l'exploitation d'une coupe dans les bois communaux de Saint-André-le-Désert (Saône-et-Loire), n° 16,162.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise l'assiette d'une coupe dans la forêt communale de Mieussy (Haute-Savoie), n° 16,163....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise l'assiette d'une coupe dans le bois de Bramard, appartenant à l'hospice civil de Saint-Etienne (Haute-Loire), n° 16,164.....	Ibid.	663
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt domaniale d'Hazelbourg (Meurthe), n° 16,210.....	1026	714
Idem.	DÉCRET qui autorise l'assiette d'une coupe extraordinaire dans la forêt communale d'Aix (Bouches-du-Rhône), n° 16,211.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement du bois communal de la Cour-d'Arcenay (Côte-d'Or), n° 16,212.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à l'exploitation du bois communal de Loulle (Jura), n° 16,213.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui suspend les coupes de bois dans la forêt sectionale de Villeneuve, commune de Fourmiguères (Pyrénées-Orientales), n° 16,214.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant que la forêt indivise d'Obernay et de Bernardswiller (Bas-Rhin) sera partagée en deux sections, n° 16,215.....	Ibid.	Ibid.

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
6 Juill. 1863.	DÉCRET qui autorise l'assiette de coupes extraordinaires dans des bois communaux du département de la Savoie, n° 16,216.....	1026	715
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt communale de Sessenheim (Bas-Rhin), n° 16,217.....	Ibid.	716
Idem.	DÉCRETS qui érigent en chapelles vicariales et en chapelles de secours différentes églises, n° 16,228.....	1017	726
Idem.	DÉCRET qui réunit les forêts domaniales de Châtenuis (Bas-Rhin) et de Chalmont (Haut-Rhin), n° 16,165....	1024	663
Idem.	DÉCRET qui divise en deux séries d'exploitation la forêt communale de Fort-du-Plasne (Jura), n° 16,166.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement des bois communaux de Dompierre (Vosges), n° 16,167.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant des nominations dans la Légion d'honneur, n° 16,175.....	1025	672
Idem.	DÉCRET qui divise en deux séries d'exploitation la forêt domaniale de Serrières (Marne), n° 16,168.....	1024	664
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt domaniale d'Hautvillers (Marne), n° 16,169.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt communale de Boujailles (Doubs), n° 16,118.....	1026	716
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt communale des Fourgs (Doubs), n° 16,219.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui soumet au régime du taillis les bois de différentes communes, n° 16,236.....	1027	728
Idem.	DÉCRET qui autorise une coupe de bois dans les bois de la commune de Germaine (Haute-Marne), n° 16,237....	Ibid.	729
Idem.	DÉCRET qui autorise une coupe de bois dans le bois communal de Borelères (Hautes-Pyrénées), n° 16,238.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à la division de la forêt communale de Courtauvau (Haut-Rhin), n° 16,239.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à l'exploitation des bois communaux de Guémars (Haut-Rhin), n° 16,240.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise l'administration des forêts à faire assaier différentes coupes, n° 16,241.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à la perception des octrois de différentes communes, n° 16,112.....	1025	647
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,106.....	1026	528
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,107.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de diverses donations, n° 16,117.....	1021	570
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de différents legs, n° 16,118.....	Ibid.	572
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de différents legs, n° 16,119.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de différents legs, n° 16,130.....	1032	604
Idem.	DÉCRET qui autorise l'acceptation de legs faits par la dame veuve Gazanot, n° 16,204.....	1025	700
Idem.	DÉCRETS qui érigent en chapelle de secours et en succursale deux églises, n° 16,219.....	1027	727
Idem.	DÉCRET portant réintégration d'un négociant dans la qualité de Français, n° 16,88.....	1034	1059
Idem.	DÉCRET relatif à la perception de l'octroi de Lyon (Rhône), n° 16,143.....	1033	647
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt communale de Bouisse (Aude), n° 16,242.....	1027	730
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de différents legs, n° 16,260.....	1028	850
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de différents legs, n° 16,261.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de différents legs, n° 16,262.....	Ibid.	851
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de différents dons et legs, n° 16,263.....	Ibid.	Ibid.

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
23 Juill. 1863.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de différents dons et legs, n° 16,264.....	1028	851
Idem.	DÉCRET qui autorise des étrangers à établir leur domicile en France, n° 16,383.....	1034	1060
30.	DÉCRET relatif à l'exploitation du bois taillis de la commune de Censeau (Jura), n° 16,243.....	1027	730
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt communale de Lamoura (Jura), n° 16,244.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à la division de la forêt communale de Rabouillet (Pyrénées-Orientales), n° 16,245.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt domaniale de Holwald (Bas-Rhin), n° 16,246.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt domaniale de Pourlans (Saône-et-Loire), n° 16,247.....	Ibid.	731
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt communale de Molay (Haute-Saône), n° 16,248.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de legs, n° 16,265..	1028	852
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de donations et legs, n° 16,279.....	1029	912
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de donations et legs, n° 16,280.....	Ibid.	913
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,281.....	Ibid.	914
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de donations, n° 16,282.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui admet un étranger à jouir des droits de citoyen français, n° 16,384.....	1034	1060
Idem.	DÉCRET qui autorise des étrangers à établir leur domicile en France, n° 16,385.....	Ibid.	Ibid.
6 Août.	DÉCRET concernant le changement d'époque de la tenue de différentes foires et de la suppression d'autres dans différentes villes, n° 15,846.....	1008	98
Idem.	DÉCRET qui établit une foire dans la commune de Beaudrières (Saône-et-Loire), n° 15,847.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise le syndicat du Guiers-Vif (Isère) à contracter un emprunt; et un autre autorisant les sieurs Magron et Matelet à maintenir un barrage dans la rivière de la Plaine (Meurthe), n° 15,848.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise la ville de Barcelonnette (Basses-Alpes) à établir un abattoir, n° 15,849.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise la commune de Guîtres (Gironde) à établir un abattoir public et à acquérir un immeuble pour l'établissement dudit abattoir, n° 15,850.....	Ibid.	99
Idem.	DÉCRET relatif à la perception de l'octroi de Rodez (Aveyron), n° 16,144.....	1023	648
Idem.	DÉCRET relatif à la perception des octrois de Châteaurenard (Bouches-du-Rhône) et de Toulon (Var), n° 16,145.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET concernant les tarifs et règlements d'octrois de diverses communes, n° 16,223.....	1027	724
Idem.	DÉCRET qui érige en succursales différentes églises, n° 16,230.....	Ibid.	727
Idem.	DÉCRETS qui érigent en chapelle vicariale et en chapelles de secours les églises de trois communes, n° 16,231...	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui distrait le hameau de Capard de la commune d'Osmanville et le réunit à la commune d'Isigny (Calvados), n° 16,232.....	Ibid.	728
Idem.	DÉCRET qui prescrit la formation en deux séries d'exploitation de la forêt domaniale de Kastenwald (Haut-Rhin), n° 16,249.....	Ibid.	731
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,283.....	1029	914
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de legs, n° 16,284..	Ibid.	915
Idem.	DÉCRET qui admet des étrangers à jouir des droits de citoyen français, n° 16,386.....	1034	1061
Idem.	DÉCRET qui autorise des étrangers à établir leur domicile en France, n° 16,387.....	Ibid.	Ibid.

DATEs des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
10 Août 1863.	DÉCRET portant des promotions dans la Légion d'honneur, n° 16,176	1025	672
Idem.	DÉCRET portant des nominations dans la Légion d'honneur, n° 16,177.....	Ibid.	Ibid.
12.	DÉCRET portant concession aux sieurs <i>Levylier</i> (<i>Joseph et Salomon</i>) de mines de houille sises dans différentes communes du département de la Moselle, n° 15,851..	1008	100
Idem.	DÉCRET qui réunit en association syndicale les propriétaires intéressés au curage, etc., de la rivière de Reysouze, commune de Viriat (Ain), n° 15,897.....	1010	177
Idem.	DÉCRET qui modifie le décret du 21 juillet 1856, portant règlement d'administration publique pour le curage et le faucardement des canaux qui dérivent de la Somme et de l'Avre dans la ville d'Amiens (Somme), n° 15,898.	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant acceptation de la renonciation du sieur <i>Guyon</i> à la concession des mines de fer de Monay (Jura), n° 15,899.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui établit deux foires dans la commune de Peaugres (Ardèche), n° 15,900.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui change l'époque de la tenue de différentes foires, n° 15,901.....	Ibid.	178
Idem.	DÉCRET qui maintient en activité plusieurs usines et qui autorise diverses prises d'eau, n° 15,902.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise la commune de Lussac à établir un abattoir public, n° 15,903.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise la délivrance de différents arbres à la commune de Samognat (Ain), n° 16,250.....	1027	731
Idem.	DÉCRET qui autorise une coupe dans les bois appartenant aux hospices de Troyes (Aube), n° 16,251.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt communale de Meuse (Haute-Marne), n° 16,252.....	Ibid.	732
Idem.	DÉCRET relatif à l'exploitation de la forêt sectionale de la Rodarée, commune d'Ambert (Puy-de-Dôme), n° 16,253.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt communale de Navarrenx (Basses-Pyrénées), n° 16,254	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise une coupe dans la forêt communale de Champvans (Haute-Saône), n° 16,255	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,285.....	1029	915
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,286.....	Ibid.	916
Idem.	DÉCRET qui autorise l'assiette d'une coupe dans le bois communal de Ligny (Saône-et-Loire), n° 16,300.....	1030	948
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt communale de Puymoras (Vaucluse), n° 16,301.....	Ibid.	949
Idem.	DÉCRET qui autorise l'assiette de coupes extraordinaires dans des bois communaux du département de la Drôme, n° 16,331.....	1031	682
Idem.	DÉCRET qui autorise l'assiette de coupes extraordinaires dans des bois communaux du département des Hautes-Pyrénées, n° 16,332.....	Ibid.	983
Idem.	DÉCRET qui admet un étranger à jouir des droits de citoyen français, n° 16,388.....	1034	1061
Idem.	DÉCRET qui admet des étrangers à jouir des droits de citoyen français, n° 16,389.....	Ibid.	1062
16.	DÉCRET qui autorise des étrangers à établir leur domicile en France, n° 16,390.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif au reboisement de terrains à Menglon (Drôme), n° 16,146.....	1024	649
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,287.....	1029	916
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt domaniale de Nideck (Bas-Rhin), n° 16,302.....	1030	949
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt domaniale de Massouges (Meuse), n° 16,303.....	Ibid.	Ibid.

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
16 Août 1863.	DÉCRET portant que les bois communaux de Goult (Vaucluse) formeront, à l'avenir, deux sections d'exploitation, n° 16,304.....	1030	950
Idem.	DÉCRET portant que la forêt communale de Fontenoy-le-Château (Vosges) formera deux sections d'exploitation, n° 16,305.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise des étrangers à établir leur domicile en France, n° 16,391.....	1034	1062
Idem.	DÉCRET portant que M. de Viry est autorisé à se faire naturaliser Italien, n° 16,392.....	Ibid.	Ibid.
28.	DÉCRET relatif au reboisement de terrains à Badaroux (Lozère), n° 16,147.....	1024	650
Idem.	DÉCRET relatif au reboisement de terrains à Balsièges (Lozère), n° 16,148.....	Ibid.	651
Idem.	DÉCRET relatif au reboisement de terrains à Brenoux (Lozère), n° 16,149.....	Ibid.	652
Idem.	DÉCRET relatif au reboisement de terrains au Chastel-Nouvel (Lozère), n° 16,150.....	Ibid.	653
Idem.	DÉCRET relatif au reboisement de terrains à Lanuéjols (Lozère), n° 16,151.....	Ibid.	654
Idem.	DÉCRET relatif au reboisement de terrains à Mende (Lozère), n° 16,152.....	Ibid.	655
Idem.	DÉCRET relatif au reboisement de terrains à Saint-Bauzile (Lozère), n° 16,153.....	Ibid.	657
Idem.	DÉCRET relatif au reboisement de terrains à Saint-Étienne-du-Valdonnez (Lozère), n° 16,154.....	Ibid.	658
Idem.	DÉCRET relatif à la mise en vigueur des tarifs et règlements d'octrois de différentes communes, n° 16,224...	1027	724
Idem.	DÉCRET relatif à la mise en vigueur des tarifs et règlements d'octrois de différentes communes, n° 16,225...	Ibid.	726
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt domaniale de Romeyer (Drôme), n° 16,333.....	1031	983
Idem.	DÉCRET qui autorise la réunion des cantons de la forêt domaniale de Bitche à la forêt de Haspelscheidt (Moselle), n° 16,334.....	Ibid.	984
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt communale du Lac-des-Rouges-Truites (Jura), n° 16,345.....	1032	1005
Idem.	DÉCRET relatif à l'exploitation et à la délivrance d'une coupe de bois dans la forêt communale de Thiébauménil (Meurthe), n° 16,346.....	Ibid.	1006
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt sectionale de Villeneuve, commune de Voudenay (Saône-et-Loire), n° 16,347.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant que divers bois communaux et d'établissements publics sont soumis au régime du taillis, n° 16,348.....	Ibid.	Ibid.
29.	DÉCRET qui autorise le changement d'époque de la tenue de la foire de Soudan (Loire-Inférieure), n° 15,944...	1011	202
Idem.	DÉCRET qui autorise le changement d'époque de la tenue de la foire de Chailland (Mayenne), n° 15,945.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise des modifications à l'usine sur la Sarre, commune d'Imling (Meurthe), n° 15,946.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui réunit en association syndicale les propriétaires qui usent des eaux du ruisseau dit des Moulins (Meurthe), n° 15,947.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant concession de mines de plomb, argent, etc., à Aulus (Ariège), n° 15,948.....	Ibid.	203
Idem.	DÉCRET qui autorise l'établissement d'un abattoir public à Albert (Somme) et à acheter pour cet établissement des parcelles de terrain, n° 15,949.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui érige en succursales les églises de deux communes, n° 16,233.....	1027	728
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,306.....	1030	950
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,307.....	Ibid.	Ibid.

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
29 Août 1863.	DÉCRET qui admet des étrangers à jouir des droits de citoyen français, n° 16,393.....	1034	1062
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui admet des étrangers à jouir des droits de citoyen français, n° 16,394.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise des étrangers à établir leur domicile en France, n° 16,395.....	<i>Ibid.</i>	1063
2 Septembre.	DÉCRET qui autorise l'assiette d'une coupe dans le bois communal de Séranon (Alpes-Maritimes), n° 16,349..	1032	1007
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'assiette d'une coupe extraordinaire dans les bois communaux de Réauville (Drôme), n° 16,350.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la délivrance d'une coupe affouagère à la commune de Foncine-le-Bas (Jura), n° 16,351.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'exploitation dans les bois communaux de Montégut (Hautes-Pyrénées), n° 16,352.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'assiette de coupes extraordinaires dans les bois communaux du département de la Drôme, n° 16,353.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'assiette de coupes extraordinaires dans les bois communaux du département de la Meuse, n° 16,354.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
4.	DÉCRETS qui autorisent des changements à une usine à Durfort (Tarn) et une réunion de concessions de mines à Laissey (Doubs), n° 15,904.....	1010	179
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'établissement d'une usine à fer à Brives (Corrèze), n° 15,905.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRETS qui accordent diverses concessions de mines d'anthracite et de bitume, n° 15,906.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt communale de Foncine-le-Haut (Jura), n° 16,355.....	1032	1008
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt communale d'Anastasia (Var), n° 16,356.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise des étrangers à établir leur domicile en France, n° 16,396.....	1034	1063
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt communale de Forcalqueiret (Var), n° 16,450.....	<i>Ibid.</i>	1073
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'aménagement de la forêt communale de Pourcieux (Var), n° 16,451.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
7.	DÉCRET qui érige en chapelle de secours l'église de Petit-Sainte-Foy, section de la commune de Duras (Lot-et-Garonne), n° 16,234.....	1027	728
<i>Idem.</i>	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de legs, n° 16,308..	1030	951
<i>Idem.</i>	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,309.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de libéralités, n° 16,456.....	1034	1074
<i>Idem.</i>	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,457.....	<i>Ibid.</i>	1075
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'acceptation de legs, n° 16,458....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
8.	DÉCRET portant une nomination dans la Légion d'honneur, n° 16,175.....	1025	674
9.	DÉCRET concernant l'octroi de la commune de Commentry (Allier), n° 16,226.....	1027	726
15.	DÉCRET qui admet des étrangers à jouir des droits de citoyen français, n° 16,397.....	1034	1063
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise des étrangers à établir leur domicile en France, n° 16,398.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
19.	DÉCRET qui autorise l'assiette de coupes extraordinaires dans des bois communaux du département des Hautes-Pyrénées, n° 16,452.....	<i>Ibid.</i>	1073
23.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de legs, n° 16,463..	1035	1082
24.	DÉCRET relatif au règlement supplémentaire de l'octroi de Lorient (Morbihan), n° 16,227.....	1027	726
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'exploitation des bois de la commune de Marcenat (Allier), n° 16,453.....	1034	1074

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
24 Sept. 1863.	DÉCRET qui autorise la délivrance de coupes de bois par anticipation à la commune de la Neuville-aux-Tourneurs (Ardennes), n° 16,454.....	1034	1074
Idem.	DÉCRET qui autorise la délivrance d'une coupe de bois à la ville de Soultz (Haut-Rhin), n° 16,455.....	Ibid.	Ibid.
25.	DÉCRET qui accorde soixante-trois pensions de retraite sur les fonds de la caisse des invalides de la marine, n° 15,795.....	1003	9
18.	DÉCRETS qui érigent en chapelle de secours et en succursale deux églises, n° 16,235.....	1037	728
Idem.	DÉCRET qui admet un étranger à jouir des droits de citoyen français, n° 16,399.....	1034	1064
Idem.	DÉCRET qui autorise des étrangers à établir leur domicile en France, n° 16,400.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,459.....	Ibid.	1075
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,460.....	Ibid.	Ibid.
2 octobre.	DÉCRET qui autorise des étrangers à établir leur domicile en France, n° 16,401.....	Ibid.	1064
3.	DÉCRET portant deux nominations dans la Légion d'honneur, n° 16,695.....	1048	1472
Idem.	DÉCRET portant une nomination dans la Légion d'honneur, n° 16,696.....	Ibid.	Ibid.
7.	DÉCRET qui accorde quatre pensions de retraite sur les fonds de la caisse des invalides de la marine, n° 15,796.	1003	14
Idem.	DÉCRET qui accorde quatre pensions de veuves sur les fonds de la caisse des invalides de la marine, n° 15,797.	Ibid.	16
Idem.	DÉCRET qui accorde quarante-quatre pensions de veuves ou d'orphelins sur les fonds de la caisse des invalides de la marine, n° 15,798.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRETS qui autorisent la commune d'Ivry-la-Bataille (Eure) à construire un pont sur la rivière d'Eure et l'établissement de diverses usines et prise d'eau, n° 15,907.....	1010	179
Idem.	DÉCRET qui change l'époque de la tenue d'une foire à Argentan (Orne), n° 15,908.....	Ibid.	180
Idem.	DÉCRET qui autorise des propriétaires à se réunir en association syndicale dans le but d'exploiter une prise d'eau d'irrigation sur la Sarre-Rouge (Meurthe), n° 15,909.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui réunit en association syndicale les propriétaires intéressés au curage, etc., de la rivière de Hurande (Aube), n° 15,910.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise un étranger à établir son domicile en France, n° 16,402.....	1034	1064
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de donations, n° 16,444.....	1035	1082
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,465.....	Ibid.	1083
9.	DÉCRET qui autorise un étranger à établir son domicile en France, n° 16,403.....	1034	1064
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,466.....	1035	1083
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de legs, n° 16,467..	Ibid.	1084
10.	DÉCRETS qui autorisent l'établissement d'une usine à Cornanel (Aude) et le maintien en activité d'une usine à Charmes (Vosges) et l'établissement d'un barrage dans le lit de la Moselle, n° 15,950.....	1011	203
16.	DÉCRET qui autorise M. de Talleyrand-Périgord, duc de Valençay, à se faire conférer par le roi de Prusse l'investiture du duché de Sagan, n° 16,404.....	1034	1065
Idem.	DÉCRET qui autorise un étranger à établir son domicile en France, n° 16,405.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de donations, n° 16,468.....	1035	1084

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
16 Oct. 1863.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,469.....	1035	1084
20.	DÉCRET portant création d'un bureau d'octroi à Puteaux (Seine), n° 16,660.....	1046	1427
24.	DÉCRET portant concession de quarante-quatre pensions de veuves et d'orphelins sur les fonds de la caisse des invalides de la marine, n° 15,911.....	1011	181
Idem.	DÉCRET portant concession de six pensions de veuves et d'une orpheline sur les fonds de la caisse des invalides de la marine, n° 15,912.....	Ibid.	186
Idem.	DÉCRET portant des nominations dans la Légion d'honneur, n° 16,179.....	1025	674
Idem.	DÉCRET portant une nomination dans la Légion d'honneur, n° 16,180.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui modifie la circonscription en deux paroisses de la ville de Vienne (Isère), n° 16,318.....	1031	980
Idem.	DÉCRET qui érige en chapelle de secours l'église d'Ugny-l'Équipée (Somme), n° 16,319.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de legs, n° 16,470..	1035	1085
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,471.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de legs, n° 16,472..	Ibid.	1086
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de legs, n° 16,473..	Ibid.	Ibid.
28.	DÉCRET qui réunit en association syndicale les propriétaires intéressés au curage, etc., de la rivière de Nartuby (Var), n° 15,951.....	1010	204
Idem.	DÉCRETS qui érigent en chapelles de secours deux églises, n° 16,320.....	1031	980
Idem.	DÉCRET qui autorise des étrangers à établir leur domicile en France, n° 16,406.....	1034	1065
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,474.....	1035	1087
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de legs, n° 16,475..	Ibid.	Ibid.
31.	DÉCRET qui autorise la commune de Muret (Haute-Garonne) à établir un abattoir public, n° 15,952.....	1011	204
Idem.	DÉCRET qui érige en succursales différentes églises, n° 16,321.....	1031	980
Idem.	DÉCRET qui érige en chapelle de secours l'église de Semming, commune de Rodemack (Moselle), n° 16,322...	Ibid.	981
Idem.	DÉCRET qui proroge les tarifs et règlements d'octrois de différentes communes, n° 16,661.....	1046	1427
Idem.	DÉCRET portant établissement d'octrois dans diverses communes, n° 16,662.....	Ibid.	Ibid.
4 Novembre.	DÉCRET portant une nomination dans la Légion d'honneur, n° 15,879.....	1010	173
Idem.	DÉCRET qui établit une foire à Évrans (Côtes-du-Nord), n° 16,058.....	1017	423
Idem.	DÉCRET qui change l'époque de la tenue de différentes foires à Saint-Phal (Aube), au Pont-de-l'Arche (Eure), à Sauzet (Lot) et à Pontaurmur (Puy-de-Dôme), n° 16,059.....	Ibid.	424
Idem.	DÉCRET qui autorise l'établissement d'une usine pour la fabrication de la fonte à la Nouvelle (Aude), n° 16,060	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant des promotions et des nominations dans la Légion d'honneur, n° 16,181.....	1025	674
Idem.	DÉCRET qui érige en succursale l'église de Richardmémil (Meurthe), n° 16,323.....	1031	981
Idem.	DÉCRET qui autorise des étrangers à établir leur domicile en France, n° 16,407.....	1034	1065
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,476.....	1035	1087
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,477.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de legs, n° 16,478..	Ibid.	1088
Idem.	DÉCRET concernant les octrois de différentes communes, n° 16,678.....	1047	1442

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
7 Nov. 1863.	DÉCRET portant concession d'une pension de veuve sur les fonds de la caisse des invalides de la marine, n° 15,913.....	1011	187
Idem.	DÉCRET portant concession de vingt-trois pensions de retraite sur les fonds de la caisse des invalides de la marine, n° 15,914.....	Ibid.	188
Idem.	DÉCRET qui réunit en associations syndicales les propriétaires intéressés au curage à vieux fonds et vieux bords et au faucardement des rivières de la Rimarde, de l'Oëuf et de l'Essonne, à Aulnay-la-Rivière (Loiret), n° 16,061.....	1017	424
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique : 1° la construction d'un pont ; 2° le prolongement de la rue de Vergy sur la rive gauche de la Marne ; 3° la construction d'un bureau d'octroi à Saint-Dizier (Haute-Marne), ainsi que la construction d'un abattoir dans ladite commune, n° 16,083.....	1019	515
Idem.	DÉCRET portant des promotions et des nominations dans la Légion d'honneur, n° 16,182.....	1025	675
13.	DÉCRETS qui autorisent la construction et le maintien en activité de diverses usines, n° 16,084.....	1019	515
Idem.	DÉCRET qui autorise la caisse d'épargne de Corbeil (Seine-et-Oise) à accepter une donation, n° 16,085.....	Ibid.	516
Idem.	DÉCRET portant modification de l'ordonnance du 20 juillet 1843, qui a constitué un syndicat pour le dessèchement des marais de Saint-Fitilien et de Saint-André-le-Gaz (Isère), n° 16,086.....	Ibid.	Ibid.
18.	DÉCRET portant une promotion dans la Légion d'honneur, n° 15,880.....	1010	173
Idem.	DÉCRET portant concession de trente pensions de retraite sur les fonds de la caisse des invalides de la marine, n° 15,915.....	1011	192
Idem.	DÉCRET portant concession de deux pensions de veuves sur les fonds de la caisse des invalides de la marine, n° 15,961.....	1013	233
Idem.	DÉCRET portant concession de trente et une pensions de veuves et d'orphelins sur les fonds de la caisse des invalides de la marine, n° 15,962.....	Ibid.	234
Idem.	DÉCRET portant une nouvelle concession de mines de cuivre, plomb, argent et autres métaux à réunir à celle de Saint-Augustin, dans la commune de Castifao (Corse), n° 16,087.....	1019	516
Idem.	DÉCRET qui autorise le sieur Adrien Perret à remettre en activité une ancienne aciérie située à Saint-Étienne (Loire), n° 16,100.....	1020	526
Idem.	DÉCRET qui autorise le syndicat du canal d'irrigation de Bohère (Pyrénées-Orientales) à contracter un emprunt, n° 16,101.....	Ibid.	527
Idem.	DÉCRET portant des promotions et des nominations dans la Légion d'honneur, n° 16,183.....	1025	676
Idem.	DÉCRETS qui érigent en succursale et en chapelles de secours diverses églises, n° 16,324.....	1031	981
Idem.	DÉCRET qui érige en chapelles de secours deux chapelles à Châteaulin (Finistère), n° 16,325.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui admet des étrangers à jouir des droits de citoyen français, n° 16,408.....	1034	1065
Idem.	DÉCRET qui autorise le sieur Carrée à prendre du service à l'étranger, n° 16,409.....	Ibid.	1066
Idem.	DÉCRET qui autorise des étrangers à établir leur domicile en France, n° 16,410.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,479.....	1035	1088
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de legs, n° 16,480..	Ibid.	1089
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de legs, n° 16,481..	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de legs, n° 16,482..	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de legs, n° 16,483..	Ibid.	1090

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
18 Nov. 1863.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,484.....	1035	1090
<i>Idem.</i>	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,485.....	<i>Ibid.</i>	1091
<i>Idem.</i>	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,486.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de donations, n° 16,487.....	<i>Ibid.</i>	1092
<i>Idem.</i>	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,493.....	1036	1110
<i>Idem.</i>	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,494.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux octrois de différentes communes, n° 16,679.....	1047	1443
22.	DÉCRET portant concession de trente-quatre pensions de retraite sur les fonds de la caisse des invalides de la marine, n° 15,963.....	1013	238
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui réunit en association syndicale les propriétaires intéressés aux travaux d'assainissement des vallées de Charrin et de Saint-Hilaire (Nièvre), n° 16,102.	1020	527
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui érige en chapelles vicariales et en chapelles de secours les églises de diverses communes, n° 16,326.	1031	981
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui érige en chapelle vicariale l'église de Geu (Hautes-Pyrénées), n° 16,327.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui admet des étrangers à jouir des droits de citoyen français, n° 16,411.....	1034	1066
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise des étrangers à établir leur domicile en France, n° 16,412.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,495.....	1036	1111
<i>Idem.</i>	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de legs, n° 16,496..	<i>Ibid.</i>	1112
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui érige en chapelle vicariale l'église de Misery (Somme) et qui autorise cette commune à accepter une donation, n° 16,497.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au reboisement de terrains à Chadenet (Lozère), n° 16,680.....	1048	1445
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au reboisement de terrains à Rians et à Artigues (Var), n° 16,681.....	<i>Ibid.</i>	1446
24.	DÉCRET portant des promotions et des nominations dans la Légion d'honneur, n° 16,184.....	1025	676
28.	DÉCRET qui érige en chapelle de secours l'église de Beaumont-le-Hareng (Seine-Inférieure) et autorise l'acceptation d'un legs, n° 16,505.....	1038	1188
<i>Idem.</i>	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de legs, n° 16,506..	<i>Ibid.</i>	1189
29.	DÉCRET qui érige en succursale l'église de Gertwiller (Bas-Rhin), n° 16,328.....	1031	982
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise des étrangers à établir leur domicile en France, n° 16,413.....	1034	1067
30.	DÉCRET portant une nomination dans la Légion d'honneur, n° 15,881.....	1010	173
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant concession de trente-neuf pensions de retraite sur les fonds de la caisse des invalides de la marine, n° 15,964.....	1013	242
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui établit différentes foires, n° 16,103.....	1020	527
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui change l'époque de la tenue de différentes foires, n° 16,104.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant des promotions et des nominations dans la Légion d'honneur, n° 16,185.....	1025	677
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au reboisement de terrains à Bessat (Loire), n° 16,682.....	1048	1447
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à divers octrois, n° 16,699.....	<i>Ibid.</i>	1474
4 Décembre.	DÉCRET qui autorise des étrangers à établir leur domicile en France, n° 16,414.....	1034	1067
<i>Idem.</i>	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de legs, n° 16,507...	1038	1190
5.	DÉCRET portant des promotions et nominations dans la Légion d'honneur, n° 16,647.....	1046	1412

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
6 Déc. 1863.	DÉCRET qui modifie l'article 178 de celui du 19 novembre 1859 sur la police de la pêche côtière dans le cinquième arrondissement maritime, n° 15,838.....	1008	77
Idem.	DÉCRET portant concession de vingt et une pensions de veuves et une pension d'orpheline sur les fonds de la caisse des invalides de la marine, n° 15,965.....	1013	246
Idem.	DÉCRET portant concession de quatre pensions de veuves sur les fonds de la caisse des invalides de la marine, n° 15,966.....	Ibid.	250
Idem.	DÉCRET portant concession de treize pensions de retraite sur les fonds de la caisse des invalides de la marine, n° 15,967.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de deux mille huit cent quatre-vingt-douze pensions sur les fonds de la caisse des invalides de la marine, n° 16,256.....	1028	733
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de legs, n° 16,508.	1038	1190
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de diverses donations, n° 16,509.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant concession de mines d'antimoine dans les communes de Violay, etc. (Loire), n° 16,528.....	1039	1218
Idem.	DÉCRETS qui autorisent des modifications au régime hydraulique d'une usine à fer à Saint-Martin-de-Pontchardon (Orne) et des modifications à une usine à fer à Maubeuge (Nord), n° 16,529.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise la commune de Jarnac (Charente) à établir un abattoir, à faire l'acquisition d'un terrain et à contracter un emprunt, n° 16,530.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à divers octrois, n° 16,700.....	1048	1474
Idem.	DÉCRET qui fixe le tarif de l'octroi de Charleville (Ardennes), n° 16,701.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif aux octrois de diverses communes, n° 16,702.....	Ibid.	1475
Id.	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Acigné (Ille-et-Vilaine), n° 15,819.....	1006	54
Idem.	DÉCRET portant concession de vingt et une pensions de veuves et d'une pension d'orpheline (marine), n° 16,206.....	1026	701
Idem.	DÉCRET qui admet des étrangers à jouir des droits de citoyen français, n° 16,415.....	1034	1067
Idem.	DÉCRET qui autorise le sieur Jaubert à prendre du service dans la marine espagnole, n° 16,416.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise des étrangers à établir leur domicile en France, n° 16,417.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui érige en chapelle de secours l'église de Clerques (Pas-de-Calais) et qui autorise l'acceptation d'un legs, n° 16,510.....	1038	1191
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,511.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de legs, n° 16,512..	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui fixe les limites de la concession de mines de plomb de Villefort et Vialas (Lozère), n° 15,531.....	1039	1219
Idem.	DÉCRET portant réunion des concessions de mines de houille de Bouquiès et Cahuac avec celles des communes de Decazeville et de Planhac (Aveyron), n° 16,532.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant concession de mines de houille, commune de Firmy (Aveyron), n° 16,543.....	1040	1250
Idem.	DÉCRET relatif aux octrois de différentes communes, n° 16,703.....	1048	1475
20.	DÉCRET qui autorise le proviseur du lycée impérial de Coutances (Manche) à faire des acquisitions et échanges d'immeubles, n° 15,958.....	1012	230
Idem.	DÉCRET qui autorise la ville de Mende (Lozère) à concéder de nouveau à M. l'abbé Valentin les bâtiments de l'ancien collège communal, n° 15,959.....	Ibid.	232

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
20 Déc. 1863.	DÉCRET qui autorise la société d'agriculture du département de la Marne à accepter le legs fait par le sieur Charles Picot, n° 15,960	1012	232
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant des promotions et des nominations dans la Légion d'honneur, n° 16,186.....	1025	673
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui admet des étrangers à jouir des droits de citoyen français, n° 16,418.....	1034	1067
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise des étrangers à établir leur domicile en France, n° 16,419.....	<i>Ibid.</i>	1068
<i>Idem.</i>	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,513.....	1038	1192
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui érige en chapelle de secours l'église de Vestric-et-Candiac (Gard) et autorise l'acceptation de plusieurs legs, n° 16,526.....	1039	1218
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui érige en chapelle de secours l'église de Fléville (Moselle) et autorise l'acceptation d'un legs, n° 16,527.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui proroge d'un an le délai des travaux du canal de Plaisance (Gers), n° 16,544.....	1040	1251
<i>Idem.</i>	DÉCRETS portant des changements d'époque de la tenue de différentes foires, n° 16,545.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRETS qui établissent différentes foires, n° 16,546....	<i>Ibid.</i>	1252
<i>Idem.</i>	DÉCRETS qui autorisent le maintien en activité d'une usine, l'établissement de deux prises d'eau et différents changements à effectuer à une usine, n° 16,547.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant modification du décret du 18 mars 1861 qui a réglementé l'usine à fer sur l'Ariège, commune de Pamiers (Ariège), n° 16,548.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant trois nominations dans la Légion d'honneur, n° 16,697.....	1048	1473
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux octrois de différentes communes, n° 16,704.....	<i>Ibid.</i>	1476
23.	DÉCRET qui approuve la liquidation de sept pensions civiles, n° 15,814.....	1005	41
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant concession de vingt-sept pensions de retraite (marine), n° 16,207.....	1026	704
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui rapporte le décret du 9 septembre 1861, autorisant l'établissement d'un moulin à blé à Saint-Géry (Lot), n° 16,588.....	1042	1299
26.	DÉCRET qui approuve la liquidation de trente-six pensions civiles, n° 15,815.....	1005	42
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la liquidation d'une pension civile, n° 15,816..	<i>Ibid.</i>	46
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la société de Charité maternelle de Strasbourg, n° 15,839.....	1008	78
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant concession de deux pensions de veuves et d'une pension d'orpheline (marine), n° 16,208.....	1026	706
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant concession de quarante-deux pensions de veuves et d'orphelins (marine), n° 16,209.....	<i>Ibid.</i>	708
<i>Idem.</i>	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,533.....	1039	1219
<i>Idem.</i>	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs, n° 16,534.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe le régime hydraulique du martinet à cuivre à Penne (Lot-et-Garonne), n° 16,589.....	1042	1299
3 .	DÉCRET portant trois promotions dans la Légion d'honneur, n° 15,788.....	1002	2
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant six promotions dans la Légion d'honneur, n° 15,789.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant des nominations dans la Légion d'honneur, n° 15,790.....	<i>Ibid.</i>	3
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant une nomination dans la Légion d'honneur, n° 15,791.....	<i>Ibid.</i>	4
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant une nomination dans la Légion d'honneur, n° 15,792.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
28 Déc. 1863.	DÉCRET portant une nomination dans la Légion d'honneur, n° 15,793.....	1002	4
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui raye définitivement des matricules de la Légion d'honneur un ex-sous-lieutenant de dragons, n° 15,859.....	1009	138
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui raye définitivement et qui suspend pendant un certain temps plusieurs militaires de tous les droits et prérogatives, y compris le traitement, attachés à la Légion d'honneur, à la médaille militaire et aux médailles de Crimée et d'Italie, n° 15,860.....	<i>Ibid.</i>	139
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui raye définitivement et qui suspend pendant un certain temps plusieurs militaires de tous les droits et prérogatives, y compris le traitement, attachés à la médaille militaire, ainsi que des médailles d'Italie, de Crimée et de Chine, n° 15,861.....	<i>Ibid.</i>	140
30.	DÉCRET portant une nomination dans la Légion d'honneur, n° 15,832.....	1007	75
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant des promotions et des nominations dans la Légion d'honneur, n° 16,187.....	1025	678
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant des nominations dans la Légion d'honneur, n° 16,188.....	<i>Ibid.</i>	681
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant des nominations dans la Légion d'honneur, n° 16,189.....	<i>Ibid.</i>	695
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui érige en succursales différentes églises, n° 16,329.....	1031	982
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui érige en succursales différentes églises, n° 16,330.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui admet un étranger à jouir des droits de citoyen français, n° 16,420.....	1034	1068
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui réintègre deux individus dans la qualité et les droits de Français, n° 16,421.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un étranger à établir son domicile en France, n° 16,422.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant concession de dix pensions de retraite pour la marine, n° 16,488.....	1036	1093
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise les propriétaires d'un lais de mer à Saint-Michel-en-l'Herm (Vendée) à se réunir en association, n° 16,590.....	1042	1299
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au reboisement de terrains à Bonneval (Drôme), n° 16,683.....	1048	1448
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au reboisement de terrains à Boule (Drôme), n° 16,684.....	<i>Ibid.</i>	1449
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au reboisement de terrains à Glandage (Drôme), n° 16,685.....	<i>Ibid.</i>	1450
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au reboisement de terrains à Glandage (Drôme), n° 16,686.....	<i>Ibid.</i>	1451
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au reboisement de terrains à Lus-la-Croix-Haute (Drôme), n° 16,687.....	<i>Ibid.</i>	1453
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au reboisement de terrains à Saint-Pons (Hérault), n° 16,688.....	<i>Ibid.</i>	1454
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au reboisement de terrains à Soubès (Hérault), n° 16,689.....	<i>Ibid.</i>	1455
31.	DÉCRET qui accorde des pensions de retraite à quatre militaires à titre d'ancienneté de service, n° 15,852...	1009	101
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant une promotion dans la Légion d'honneur, n° 16,190.....	1025	695
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant deux nominations dans la Légion d'honneur, n° 16,191.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant une promotion et deux nominations dans la Légion d'honneur, n° 16,192.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
1 ^{er} SEMESTRE DE 1864.			
1 ^{er} Janv. 1864.	DÉCRET qui approuve la liquidation de onze pensions et indemnités viagères de veuves d'employés et agents des anciennes listes civiles et du domaine privé du dernier règne, n° 15,787.....	1002	1

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
23 Janv. 1864.	DÉCRET qui autorise le sieur <i>de Heeckeren</i> à prendre du service dans l'armée alliée mexicaine, n° 16,430.....	1034	1070
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un étranger à établir son domicile en France, n° 16,431.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare établissement d'utilité publique l'association établie à Elbeuf (Seine-Inférieure) sous la dénomination de <i>Société industrielle d'Elbeuf</i> , n° 16,131.	1023	605
27.	DÉCRET qui autorise la caisse d'épargne de Saint-Julien (Haute-Savoie), n° 15,877.....	1010	170
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui admet un étranger à jouir des droits de citoyen français, n° 16,432.....	1034	1070
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un étranger à établir son domicile en France, n° 16,433.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
30.	DÉCRET portant une nomination dans la Légion d'honneur, n° 15,988.....	1014	280
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise des étrangers à établir leur domicile en France, n° 16,434.....	1034	1070
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant concession de quarante-sept pensions de retraite pour la marine, n° 16,491.....	1036	1102
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant concession de vingt et une pensions de retraite pour la marine, n° 16,492.....	<i>Ibid.</i>	1106
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui change l'époque de la tenue des foires d'Aillant-sur-Tholon (Yonne), n° 16,593.....	1042	1300
3 Février.	DÉCRET qui autorise l'inscription au trésor public de deux pensions civiles accordées à un employé et à une veuve d'employé de la compagnie des canaux d'Orléans et du Loing, n° 15,878.....	1010	172
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la liquidation de deux pensions civiles, n° 15,957.....	1012	230
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reconnaît comme établissement d'utilité publique l'Œuvre de bienfaisance fondée à Strasbourg (Bas-Rhin) en faveur des pauvres honteux protestants, n° 15,979.....	1214	257
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la création d'un hospice à Houplines (Nord), n° 16,007.....	1015	352
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la création d'un hospice à Mutzig (Bas-Rhin), n° 16,008.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui établit des foires dans diverses communes, n° 16,594.....	1042	1300
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui change l'époque de la tenue de la foire de Longny (Orne), n° 16,595.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant une promotion dans la Légion d'honneur, n° 16,602.....	1043	1320
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant des nominations dans la Légion d'honneur, n° 16,648.....	1046	1413
4.	DÉCRET portant une promotion dans la Légion d'honneur, n° 15,968.....	1013	253
5.	DÉCRET qui approuve la liquidation de trois pensions civiles, n° 15,998.....	1015	324
6.	DÉCRET qui approuve la liquidation de trois pensions civiles, n° 15,999.....	<i>Ibid.</i>	326
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise des étrangers à établir leur domicile en France, n° 16,435.....	1034	1070
<i>Idem.</i>	DÉCRETS portant concession de mines de houille, commune de Jumeaux (Puy-de-Dôme), et de mines de lignite, commune de Milhau (Aveyron), n° 16,610...	1043	1322
8.	DÉCRET qui réunit en association syndicale les propriétaires intéressés à la réparation de la digue sur la rive gauche du Doubs, n° 16,609.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
10.	DÉCRET qui reconnaît comme établissement d'utilité publique l'Œuvre des orphelines protestantes de Montauban (Tarn-et-Garonne), n° 15,980.....	1014	260
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reconnaît comme établissement d'utilité publique, sous le nom d' <i>Orphelinat de Tours</i> , l'institution de bienfaisance fondée à Tours (Indre-et-Loire) sous le nom de <i>Maison des orphelins</i> , n° 15,981.....	<i>Ibid.</i>	263

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
10 Fév. 1864.	DÉCRET qui approuve la liquidation de six pensions civiles, n° 16,000.....	1015	328
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt-six pensions civiles, n° 16,001.....	Ibid.	330
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de quatre pensions civiles, n° 16,002.....	Ibid.	335
Idem.	DÉCRET qui autorise la création d'un établissement qui prendra le nom d'Orphelinat agricole Leclerc-Chauvin, à Angoulême (Charente), n° 16,009.....	Ibid.	352
Idem.	DÉCRET qui autorise la ville de la Flèche (Sarthe) à établir un abattoir, à acquérir une parcelle de terrain, à faire un emprunt et à s'imposer extraordinairement, n° 16,613.....	1043	1323
11.	DÉCRET qui autorise le supérieur général des Frères des écoles chrétiennes à accepter un legs de quarante mille francs et à l'employer à l'achat de rentes sur l'État, n° 16,205.....	1025	700
13.	DÉCRET qui autorise l'inscription au trésor public de quatre pensions militaires, n° 15,982.....	1014	265
Idem.	DÉCRET qui autorise l'inscription au trésor public de deux cent soixante-quinze pensions militaires, n° 15,983.....	Ibid.	266
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt-huit pensions civiles, n° 15,984.....	Ibid.	267
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt-cinq pensions civiles, n° 15,985.....	Ibid.	272
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt-deux pensions civiles, n° 15,986.....	Ibid.	276
Idem.	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Mouchard (Jura), n° 16,010.....	1015	352
Idem.	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Guise-la-Motte (Oise), n° 16,011.....	Ibid.	353
Idem.	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Limoges-Fourches (Seine-et-Marne), n° 16,012.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant une nomination dans la Légion d'honneur, n° 16,032.....	1016	385
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de quatre pensions civiles, n° 16,042.....	1017	389
Idem.	DÉCRET qui autorise le sieur Charriot à accepter les fonctions de vice-consul d'Espagne à Calcutta, et le sieur Tordo, la place de commissaire de police à Monaco, n° 16,136.....	1034	1071
Idem.	DÉCRET qui autorise des étrangers à établir leur domicile en France, n° 16,437.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRETS qui autorisent des prises d'eau, la création et le maintien en activité de diverses usines, n° 16,612..	1043	1324
17.	DÉCRET qui autorise l'inscription au trésor public de quatre pensions de donataires, n° 16,003.....	1015	336
Idem.	DÉCRET qui reconnaît comme établissement d'utilité publique l'orphelinat fondé à Sens (Yonne) en faveur des enfants pauvres, n° 16,030.....	1016	372
Idem.	DÉCRET portant une nomination dans la Légion d'honneur, n° 16,034.....	Ibid.	386
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de six pensions civiles, n° 16,043.....	1017	390
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de six pensions civiles, n° 16,044.....	Ibid.	392
Idem.	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Marest-Dampcourt (Aisne), n° 16,055.....	Ibid.	422
Idem.	DÉCRET qui admet un étranger à jouir des droits de citoyen français, n° 16,438.....	1034	1071
Idem.	DÉCRET qui établit une foire à Rigney (Doubs), n° 16,613.	1043	1324
19.	DÉCRET qui approuve la liquidation d'une pension civile, n° 16,045.....	1017	394
Idem.	DÉCRET qui autorise l'acceptation de différents legs, n° 16,257.....	1028	849

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
20 Fév. 1864.	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt-sept pensions civiles, n° 16,004.....	1015	338
Idem.	DÉCRET portant prorogation de la durée de la société formée à Angoulême (Charente) pour l'exploitation du comptoir d'escompte, n° 16,031.....	1031	376
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de deux pensions civiles, n° 16,046.....	1017	394
Idem.	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Brans (Jura), n° 16,056.....	Ibid.	422
Idem.	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Salbris (Loir-et-Cher), n° 16,057.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant création d'une caisse d'épargne à Lunéville (Meurthe), n° 16,062.....	1018	425
Idem.	DÉCRET qui approuve des modifications aux statuts de la société anonyme formée à Lyon (Rhône) sous la dénomination de <i>Compagnie générale de navigation</i> , n° 16,063.....	Ibid.	426
Idem.	DÉCRET portant une promotion dans la Légion d'honneur, n° 16,094.....	1020	526
Idem.	DÉCRET qui autorise l'acceptation d'un legs fait au bureau de bienfaisance d'Alger, n° 16,259.....	1028	850
Idem.	DÉCRET qui autorise des étrangers à établir leur domicile en France, n° 16,439.....	1034	1071
Idem.	DÉCRET portant concession de onze pensions de retraite et une pension de réforme (marine), n° 16,559.....	1042	1285
Idem.	DÉCRET portant concession de vingt-cinq pensions de veuves et d'orphelins (marine), n° 16,560.....	Ibid.	1286
Idem.	DÉCRET portant concession de trente-quatre pensions de veuves ou d'orphelins (marine), n° 16,561.....	Ibid.	1290
Idem.	DÉCRET portant concession de trois pensions de veuves (marine), n° 16,562.....	Ibid.	1294
Idem.	DÉCRET portant une nomination dans la Légion d'honneur, n° 16,603.....	1043	1320
24.	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt pensions civiles, n° 16,006.....	1015	348
Idem.	DÉCRET qui accorde des pensions de retraite pour ancienneté de service à douze militaires, n° 16,047.....	1017	396
Idem.	DÉCRET qui accorde des pensions de réforme à quatre officiers, n° 16,048.....	Ibid.	399
Idem.	DÉCRET qui approuve des modifications aux statuts de la société anonyme formée à Metz sous la dénomination de <i>Compagnie des mines de Decize (Nievre)</i> , n° 16,064..	1018	429
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de soixante-sept pensions civiles, n° 16,065.....	Ibid.	431
Idem.	DÉCRET qui autorise M. <i>Crosnier</i> , dit de <i>Varigny</i> , à accepter les fonctions de ministre des finances du roi des îles Sandwich, n° 16,440.....	1034	1071
Idem.	DÉCRET qui autorise un étranger à établir son domicile en France, n° 16,441.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise le syndicat du canal d'irrigation de la Bave (Lot) à contracter un emprunt, n° 16,614....	1043	1324
Idem.	DÉCRET portant concession de mines de fer hydroxydé oolithiques sises dans différentes communes du département de la Moselle, n° 16,615.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRETS qui autorisent des prises et dérivation d'eau et le maintien en activité d'une usine, n° 16,621.....	1044	1347
Idem.	DÉCRET portant des nominations dans la Légion d'honneur, n° 16,649.....	1046	1413
25.	DÉCRET qui approuve la liquidation de deux pensions civiles, n° 16,066.....	1018	437
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation d'une pension civile, n° 16,067.....	Ibid.	438
26.	DÉCRET qui raye des contrôles des décorés des médailles militaire, d'Italie, de Crimée et de la Valeur militaire de Sardaigne plusieurs militaires, n° 16,074.....	Ibid.	471

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
26 Fév. 1864.	DÉCRET portant une promotion dans la Légion d'honneur, n° 16,095.....	1020	526
Idem.	DÉCRET portant une promotion dans la Légion d'honneur, n° 16,096.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant une nomination dans la Légion d'honneur, n° 16,097.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui rapporte le décret du 19 juillet 1862, en ce qui concerne le nommé <i>Strang</i> (<i>Jean-Paul</i>), n° 16,339.	1032	1003
Idem.	DÉCRET qui rapporte le décret du 13 août 1863, qui concerne le sieur <i>Poulain</i> (<i>Pierre-Marie</i>), n° 16,340.....	Ibid.	1004
Idem.	DÉCRET qui raye des registres matricules de la Légion d'honneur le nommé <i>Poulet</i> (<i>Pierre-Hippolyte</i>), n° 16,341.	Ibid.	Ibid.
27.	DÉCRET qui approuve la liquidation de cinq pensions civiles, n° 16,049.....	1017	400
Idem.	DÉCRET qui accorde des pensions à cent vingt-deux militaires à titre d'ancienneté de service, n° 16,068.....	1018	440
Idem.	DÉCRET qui accorde des pensions à cinquante-cinq veuves de militaires et à deux orphelines, n° 16,069.....	Ibid.	452
Idem.	DÉCRET portant règlement pour l'exploitation de carrières à ouvrir dans le département de la Mayenne, n° 16,070.	Ibid.	456
Idem.	DÉCRET qui accorde des pensions de retraite pour blessures ou infirmités à quatre-vingt-huit militaires, n° 16,077.....	1019	473
Idem.	DÉCRET qui modifie l'article 27 du règlement du pilotage pour le deuxième arrondissement maritime, n° 16,170.	1025	666
Idem.	DÉCRET relatif à la tenue de foires dans diverses communes, n° 16,622.....	1044	1347
Idem.	DÉCRET qui établit des foires dans diverses communes, n° 16,623.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui institue un syndicat pour administrer l'association des propriétaires intéressés au dessèchement de marais dans le département de la Côte-d'Or, n° 16,624.....	Ibid.	1348
Idem.	DÉCRET qui rapporte le décret du 22 novembre 1861, qui autorisait une prise d'eau sur le canal de Bourgogne, n° 16,625.....	Ibid.	1048
29.	DÉCRET qui autorise l'acceptation de différents legs, n° 16,258.....	1028	850
1 ^{er} Mars.	DÉCRET portant une promotion dans la Légion d'honneur, n° 16,034.....	1016	386
Idem.	DÉCRET qui raye des registres matricules des chevaliers de la Légion d'honneur les nommés <i>Ledru</i> (<i>Louis-Ferdinand</i>) et <i>Marre</i> (<i>Cerals-Marc-Auguste</i>), n° 16,075....	1018	472
Idem.	DÉCRET qui raye plusieurs militaires des contrôles des décorés de la médaille militaire, n° 16,342.....	1032	1004
Idem.	DÉCRET qui autorise le supérieur général des Frères des écoles chrétiennes de la Miséricorde à acquérir le domaine dit l'abbaye de Montebourg (Manche) et à contracter un emprunt, n° 16,535.....	1039	1220
2.	DÉCRET qui autorise l'inscription au trésor public de deux cent dix-neuf pensions militaires, n° 16,050.....	1017	402
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de trente pensions civiles, n° 16,051.....	Ibid.	404
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de dix-sept pensions civiles, n° 16,052.....	Ibid.	410
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt-cinq pensions civiles, n° 16,053.....	Ibid.	414
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt-cinq pensions civiles, n° 16,054.....	Ibid.	418
Idem.	DÉCRET portant autorisation de la société anonyme formée à Paris (Seine) sous la dénomination de <i>Compagnie du chemin de fer du Médoc</i> , n° 16,078.....	1019	482
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de six pensions civiles, n° 16,079.....	Ibid.	509
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de quatre pensions civiles, n° 16,080.....	Ibid.	510

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
2 Mars 1864.	DÉCRET qui approuve la liquidation de quatre pensions civiles, n° 16,081.....	1019	512
Idem.	DÉCRET qui autorise des étrangers à établir leur domicile en France, n° 16,442.....	1034	1072
5.	DÉCRET qui autorise un étranger à établir son domicile en France, n° 16,443.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant une nomination dans la Légion d'honneur, n° 16,650.....	1046	1413
Idem.	DÉCRET qui autorise l'établissement de différentes foires, n° 16,633.....	1045	1394
9.	DÉCRET qui approuve la liquidation de cinq pensions civiles, n° 16,071.....	1018	464
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de dix-neuf pensions civiles, n° 16,072.....	Ibid.	466
Idem.	DÉCRET qui modifie l'article 9 des statuts de la société de la colonie agricole de Sainte-Foy, n° 16,082.....	1019	514
Idem.	DÉCRET qui approuve les modifications aux statuts de la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de <i>Caisse générale des assurances agricoles et des assurances contre l'incendie</i> , n° 16,132.....	1023	606
Idem.	DÉCRET qui admet un étranger à jouir des droits de citoyen français, n° 16,444.....	1034	1072
Idem.	DÉCRET portant concession de mines de plomb dans diverses communes du département de la Savoie, n° 16,634.....	1045	1394
Idem.	DÉCRET portant concession de vingt-six pensions de veuves ou d'orphelins (marine), n° 16,663.....	1047	1429
Idem.	DÉCRET portant concession de vingt-quatre pensions de retraite et une pension de réforme (marine), n° 16,664.....	Ibid.	1432
11.	DÉCRET portant une promotion dans la Légion d'honneur, n° 16,098.....	1020	526
Idem.	DÉCRET qui accorde des pensions de retraite pour ancienneté de service à soixante-dix militaires, n° 16,108...	1021	529
Idem.	DÉCRET qui accorde des pensions à cinquante-quatre veuves de militaires et à un orphelin, n° 16,109.....	Ibid.	536
Idem.	DÉCRET qui accorde des pensions de retraite pour ancienneté de service à soixante-trois militaires, n° 16,110..	Ibid.	542
Idem.	DÉCRET qui accorde des pensions de retraite pour ancienneté de service à quatre-vingt-deux militaires, n° 16,111.	Ibid.	548
Idem.	DÉCRET qui accorde des pensions de retraite pour blessures ou infirmités à cinq militaires, n° 16,112.....	Ibid.	556
Idem.	DÉCRET qui accorde des pensions de réforme à cinq officiers, n° 16,113.....	Ibid.	558
12.	DÉCRET qui autorise l'inscription au trésor public de quatre cent trois pensions militaires, n° 16,073.....	1018	470
13.	DÉCRET portant des promotions dans la Légion d'honneur, n° 16,651.....	1046	1414
14.	DÉCRET qui approuve la liquidation de deux pensions civiles, n° 16,088.....	1020	517
Idem.	DÉCRET portant des nominations dans la Légion d'honneur, n° 16,652.....	1046	1415
Idem.	DÉCRET portant une promotion et des nominations dans la Légion d'honneur, n° 16,653.....	Ibid.	1420
15.	DÉCRET portant une promotion dans la Légion d'honneur, n° 16,193.....	1025	695
Idem.	DÉCRET portant une nomination dans la Légion d'honneur, n° 16,194.....	Ibid.	696
Idem.	DÉCRET portant une nomination dans la Légion d'honneur, n° 16,195.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant une nomination dans la Légion d'honneur, n° 16,196.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant des nominations dans la Légion d'honneur, n° 16,197.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui raye un militaire des matricules de la Légion d'honneur, et qui en suspend plusieurs autres pendant un certain temps, n° 16,343.....	1032	1005

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
15 Mars 1864.	DÉCRET qui raye des contrôles des décorés de la médaille militaire et des médailles de Crimée et d'Italie le nommé <i>Dapp (Jean-Georges)</i> , n° 16,344.....	1032	1005
16.	DÉCRET qui approuve la liquidation de dix pensions civiles, n° 16,155.....	1024	659
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui réintègre le sieur <i>Sorbé</i> dans la qualité de Français, n° 16,445.....	1034	1072
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise des étrangers à établir leur domicile en France, n° 16,446.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant le changement d'époque de la tenue de différentes foires, n° 16,635.....	1045	1395
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'établissement de différentes foires, n° 16,636.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRETS qui maintiennent en activité diverses usines et autorisent à pratiquer une prise d'eau sur la Meurthe, n° 16,637.....	<i>Ibid.</i>	1396
19.	DÉCRET qui autorise l'inscription au trésor public de cent cinquante et une pensions militaires, n° 16,089.....	1020	518
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la liquidation de trois pensions civiles, n° 16,090.....	<i>Ibid.</i>	519
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'inscription au trésor public d'une pension concédée à une titulaire devenue Française par suite de la réunion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice à la France, n° 16,091.....	<i>Ibid.</i>	520
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'inscription au trésor public de vingt-trois pensions concédées à des titulaires devenus Français par le fait de la réunion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice à la France, n° 16,092.....	<i>Ibid.</i>	522
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant une nomination dans la Légion d'honneur, n° 16,099.....	<i>Ibid.</i>	526
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant des nominations dans la Légion d'honneur, n° 16,654.....	1046	1420
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant des nominations dans la Légion d'honneur, n° 16,655.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant des promotions et des nominations dans la Légion d'honneur, n° 16,656.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui établit trois foires à Commeny (Allier), n° 16,638.....	1045	1396
23.	DÉCRET qui autorise l'inscription au trésor public de cent soixante-dix-huit pensions militaires, n° 16,093.....	1020	524
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt pensions civiles, n° 16,114.....	1021	560
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt-deux pensions civiles, n° 16,115.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la liquidation de cinq pensions civiles, n° 16,116.....	<i>Ibid.</i>	568
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la liquidation de onze pensions civiles, n° 16,120.....	1022	573
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la liquidation de onze pensions civiles, n° 16,121.....	<i>Ibid.</i>	576
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la liquidation de dix pensions civiles, n° 16,122.....	<i>Ibid.</i>	579
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la liquidation de deux pensions civiles, n° 16,123.....	<i>Ibid.</i>	582
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la liquidation de deux pensions civiles, n° 16,172.....	1025	698
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant une nomination dans la Légion d'honneur, n° 16,198.....	<i>Ibid.</i>	699
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant une nomination dans la Légion d'honneur, n° 16,199.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant une nomination dans la Légion d'honneur, n° 16,200.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant une nomination dans la Légion d'honneur, n° 16,201.....	<i>Ibid.</i>	700
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant une promotion dans la Légion d'honneur, n° 16,202.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
23 Mars 1866.	DÉCRET qui admet des étrangers à jouir des droits de citoyen français, n° 16,447.....	1034	1072
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un étranger à établir son domicile en France, n° 16,448.....	<i>Ibid.</i>	1073
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant concession de deux pensions de veuves ou d'orphelins (marine), n° 16,665.....	1047	1436
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant concession de vingt-trois pensions de veuves et d'orphelins (marine), n° 16,666.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
26.	DÉCRET qui autorise l'inscription au trésor public de deux pensions de donataires, n° 16,124.....	1022	582
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'inscription au trésor public de seize pensions militaires, n° 16,125.....	<i>Ibid.</i>	584
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt-trois pensions civiles, n° 16,126.....	<i>Ibid.</i>	585
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt-cinq pensions civiles, n° 16,127.....	<i>Ibid.</i>	590
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt-cinq pensions civiles, n° 16,128.....	<i>Ibid.</i>	594
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt et une pensions civiles, n° 16,129.....	<i>Ibid.</i>	598
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant autorisation de la caisse d'épargne de Somme-dieu (Meuse), n° 16,133.....	1023	634
30.	DÉCRET portant autorisation de la caisse d'épargne établie à Angoulême (Charente), n° 16,134.....	<i>Ibid.</i>	635
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant autorisation de la caisse d'épargne établie à Fontainebleau (Seine-et-Marne), n° 16,135.....	<i>Ibid.</i>	636
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant autorisation de la caisse d'épargne établie à Montargis (Loiret), n° 16,136.....	<i>Ibid.</i>	637
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la liquidation d'une pension civile, n° 16,173.....	1025	669
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la création d'un hospice au Montet (Allier), n° 16,299.....	1030	948
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise des étrangers à établir leur domicile en France, n° 16,449.....	1034	1073
1 ^{er} Avril.	DÉCRET qui accorde des pensions de retraite à cent cinq militaires, n° 16,266.....	1029	853
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde des pensions de retraite à cent quatre militaires, n° 16,267.....	<i>Ibid.</i>	863
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde des pensions de retraite à cent douze militaires, n° 16,268.....	<i>Ibid.</i>	874
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde des pensions de retraite à vingt-six militaires, n° 16,269.....	<i>Ibid.</i>	884
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde des pensions de retraite à quarante-cinq militaires, n° 16,270.....	<i>Ibid.</i>	888
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde des pensions de retraite à quinze militaires, n° 16,271.....	<i>Ibid.</i>	894
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde des pensions de retraite à huit militaires, n° 16,272.....	1029	896
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant des promotions et des nominations dans la Légion d'honneur, n° 16,657.....	1046	1422
2.	DÉCRET qui autorise l'inscription au trésor public de quatre-vingt-huit pensions militaires, n° 16,137.....	1023	638
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'inscription au trésor public d'une pension accordée à titre de récompense nationale à M. Crespel-Dellisse, n° 16,138.....	<i>Ibid.</i>	639
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt-cinq pensions civiles, n° 16,139.....	<i>Ibid.</i>	640
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la liquidation de huit pensions civiles, n° 16,140.....	<i>Ibid.</i>	644
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant une nomination dans la Légion d'honneur, n° 16,203.....	1025	700
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la liquidation d'une pension civile, n° 16,220.....	1027	717
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la liquidation de cinq pensions civiles, n° 16,221.....	<i>Ibid.</i>	718

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
6 AVRIL 1864.	DÉCRET qui accorde une pension extraordinaire à M ^{me} Simon, veuve de l'amiral Hamelin, n° 16,156.....	1024	660
Idem.	DÉCRET portant des promotions et des nominations dans la Légion d'honneur, n° 16,658.....	1046	1423
Idem.	DÉCRET portant une promotion dans la Légion d'honneur, n° 16,659.....	Ibid.	1427
9.	DÉCRET qui autorise l'inscription au trésor public de deux cent quatre-vingts pensions militaires, n° 16,174.....	1025	670
Idem.	DÉCRET portant une nomination dans la Légion d'honneur, n° 16,276.....	1029	912
Idem.	DÉCRET portant une nomination dans la Légion d'honneur, n° 16,277.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de huit pensions civiles, n° 16,357.....	1033	1009
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de deux pensions civiles, n° 16,358.....	Ibid.	1010
Idem.	DÉCRET qui autorise la société anonyme formée à Lyon sous la dénomination de Compagnie lyonnaise des Magasins généraux et de la Gare de Vaise, n° 16,368.....	1034	1029
Idem.	DÉCRET qui approuve des modifications aux statuts de la société d'assurances mutuelles mobilières contre l'incendie établie à Caen (Calvados), n° 16,369.....	Ibid.	1037
Idem.	DÉCRET qui approuve des modifications aux statuts de la société d'assurances mutuelles immobilières contre l'incendie formée à Moulins (Allier), n° 16,370.....	Ibid.	1049
Idem.	DÉCRET portant une nomination dans la Légion d'honneur, n° 16,523.....	1039	1216
10.	DÉCRET qui approuve la liquidation de quatre pensions civiles, n° 16,288.....	1030	917
13.	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt et une pensions civiles, n° 16,222.....	1027	720
Idem.	DÉCRET qui nomme M ^{re} Coquereau (Félix) au grade de grand officier de la Légion d'honneur, n° 16,278.....	1029	912
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de trois pensions civiles, n° 16,289.....	1030	918
Idem.	DÉCRET qui autorise l'inscription au trésor public d'une pension concédée à un titulaire devenu Français par suite de la réunion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice à la France, n° 16,291.....	Ibid.	921
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de cent trois pensions civiles, n° 16,310.....	1031	953
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de douze pensions civiles, n° 16,461.....	1035	1077
15.	DÉCRET qui autorise différents établissements du département de la Haute-Savoie à accepter des legs faits en leur faveur, n° 16,558.....	1041	1284
16.	DÉCRET qui autorise la liquidation de vingt-cinq pensions civiles, n° 16,273.....	1029	899
Idem.	DÉCRET qui autorise la liquidation de vingt-cinq pensions civiles, n° 16,274.....	Ibid.	904
Idem.	DÉCRET qui autorise la liquidation de vingt-cinq pensions civiles, n° 16,275.....	Ibid.	908
Idem.	DÉCRET relatif aux rues de la ville de Nuits (Côte-d'Or), n° 16,311.....	1031	962
Idem.	DÉCRET qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la société de Charité maternelle de Besançon (Doubs), n° 16,312.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation d'une pension civile, n° 16,359.....	1033	1012
Idem.	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Varennes-lez-Nevers (Nièvre), n° 16,364.....	Ibid.	1028
Idem.	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Envronville (Seine-Inférieure), n° 16,365.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Gerville (Seine-Inférieure), n° 16,366.....	Ibid.	Ibid.

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
16 Avril 1864.	DÉCRET qui approuve la liquidation de trois pensions civiles, n° 16,371.....	1034	1051
20.	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt-six pensions civiles, n° 16,292.....	1030	922
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt-cinq pensions civiles, n° 16,293.....	Ibid.	928
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt-cinq pensions civiles, n° 16,294.....	Ibid.	931
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de douze pensions civiles, n° 16,295.....	Ibid.	938
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de treize pensions civiles, n° 16,296.....	Ibid.	942
Idem.	DÉCRET qui autorise l'inscription au trésor public de cinq pensions concédées à des titulaires devenus Français par suite de la réunion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice à la France, n° 16,297.....	Ibid.	944
Idem.	DÉCRET qui autorise l'inscription au trésor public de deux pensions concédées à des titulaires devenus Français par suite de la réunion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice à la France, n° 16,298.....	Ibid.	947
Idem.	DÉCRET qui autorise le rétablissement de l'hospice d'Argenton (Indre), n° 16,367.....	1033	1028
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de trois pensions civiles, n° 16,462.....	1035	1080
23.	DÉCRET qui autorise l'inscription au trésor public de deux pensions de donataires, n° 16,313.....	1031	965
Idem.	DÉCRET qui autorise l'inscription au trésor public de la pension civile accordée à M ^{me} Simon, veuve de l'amiral Hamelin, n° 16,314.....	Ibid.	966
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt-cinq pensions civiles, n° 16,315.....	Ibid.	967
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt-cinq pensions civiles, n° 16,316.....	Ibid.	971
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de dix-huit pensions civiles, n° 16,317.....	Ibid.	976
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de trois pensions civiles, n° 16,372.....	1034	1052
Idem.	DÉCRET qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la société d'assistance mutuelle fondée à Versailles (Seine-et-Oise), n° 16,373.....	Ibid.	1051
Idem.	DÉCRET portant une nomination dans la Légion d'honneur, n° 16,524.....	1039	1217
27.	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt-cinq pensions civiles, n° 16,335.....	1032	985
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt-cinq pensions civiles, n° 16,336.....	Ibid.	990
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt pensions civiles, n° 16,337.....	Ibid.	994
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt-cinq pensions civiles, n° 16,338.....	Ibid.	998
Idem.	DÉCRET portant règlement pour l'exploitation des carrières ouvertes et à ouvrir dans le département du Jura, n° 16,361.....	1033	1014
Idem.	DÉCRET qui autorise la société anonyme formée à Paris sous la dénomination <i>le Monde</i> , compagnie d'assurances à primes contre l'incendie, n° 16,503.....	1038	1129
Idem.	DÉCRET qui autorise la société anonyme formée à Paris sous la dénomination <i>le Monde</i> , compagnie d'assurances à primes sur la vie des hommes, n° 16,504.....	Ibid.	1155
28.	DÉCRET portant une promotion dans la Légion d'honneur, n° 16,374.....	1034	1058
Idem.	DÉCRET qui raye des matricules de la Légion d'honneur le sieur Guyot, capitaine en retraite, et qui suspend pendant un an le sieur Debaune, ex-maréchal des logis de la gendarmerie, n° 16,807.....	1043	1322

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
30 Avril 1864.	DÉCRET qui autorise l'inscription au trésor public de quatre cent quinze pensions militaires, n° 16,362.....	1033	1021
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt-cinq pensions civiles, n° 16,363.....	Ibid.	1023
1 Mai.	DÉCRET portant une nomination dans la Légion d'honneur, n° 16,525.....	1039	1217
Idem.	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Moyrazès (Aveyron), n° 16,564.....	1042	1297
Idem.	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Mehun-sur-Yèvre (Cher), n° 16,565.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Chapdes-Beaufort (Puy-de-Dôme), n° 16,566..	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Hagenthal-le-Bas (Haut-Rhin), n° 16,567.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Hagenthal-le-Haut (Haut-Rhin), n° 16,568...	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Saint-Germain-du-Plain (Saône-et-Loire), n° 16,569.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui approuve des modifications aux statuts de la société sous la dénomination de <i>Compagnie d'éclairage par le gaz de la ville de Saint-Étienne (Loire)</i> , n° 16,626.	1045	1349
Idem.	DÉCRET qui autorise la société formée à Paris sous la dénomination de <i>Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie française</i> , n° 16,627.....	Ibid.	1357
7.	DÉCRET qui approuve la liquidation de deux pensions civiles, n° 16,498.....	1037	1113
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de deux pensions civiles, n° 16,499.....	Ibid.	1114
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation d'une pension civile, n° 16,500.....	Ibid.	1116
Idem.	DÉCRET qui autorise l'inscription au trésor public d'une pension de veuve, n° 16,501.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de trente-six pensions civiles, n° 16,514.....	1039	1193
11.	DÉCRET qui approuve la liquidation de dix pensions civiles, n° 16,515.....	Ibid.	1196
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de dix-huit pensions civiles, n° 16,516.....	Ibid.	1198
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de six pensions civiles, n° 16,517.....	Ibid.	1202
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de quatre pensions civiles, n° 16,518.....	Ibid.	1204
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de deux pensions civiles, n° 16,519.....	Ibid.	1205
Idem.	DÉCRET qui accorde des pensions de retraite pour ancienneté de service à soixante-quinze militaires, n° 16,536.....	1040	1221
Idem.	DÉCRET qui accorde des pensions de réforme à quatre officiers, n° 16,537.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui accorde des pensions aux veuves ou orphelins de quatre-vingt-dix-neuf militaires, n° 16,538.....	Ibid.	1230
Idem.	DÉCRET qui accorde des pensions aux veuves et à un orphelin de vingt-huit militaires, n° 16,539.....	Ibid.	1238
Idem.	DÉCRET qui accorde des pensions de retraite à titre d'ancienneté de service, à treize officiers, n° 16,540...	Ibid.	1242
Idem.	DÉCRET relatif aux rues de la commune de Maisons-sur-Seine (Seine-et-Oise), n° 16,563.....	1042	1296
Idem.	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans chacune des communes de Marigny et de la Rixouse (Jura), n° 16,570.....	Ibid.	1297
14.	DÉCRET qui approuve la liquidation de deux pensions civiles, n° 16,520.....	1039	1206
Idem.	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Brunchamel (Aisne), n° 16,571.....	1042	1297

DATES des décrets et arrêtés.	TITRE DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
14 Mai 1864.	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Cœuvres-et-Valsery (Aisne), n° 16,572.....	1042	1298
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Decazeville (Aveyron), n° 16,573.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Jallerange (Doubs), n° 16,574.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Chambon (Indre-et-Loire), n° 16,575.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Pajay (Isère), n° 16,576.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Châteauneuf (Loir-et-Cher), n° 16,577.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Droué (Loir-et-Cher), n° 16,578.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à la Ferrière (Maine-et-Loire), n° 16,579.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Lanfroicourt et un à Bey (Meurthe), n° 16,580.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Demange-aux-Eaux (Meuse), n° 16,581.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Marcey (Orne), n° 16,582.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Randonnay (Orne), n° 16,583.....	<i>Ibid.</i>	1299
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Ardillats (Rhône), n° 16,584.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Quevillon (Seine-Inférieure), n° 16,585.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Sannois (Seine-et-Oise), n° 16,586.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Saint-Lieux-lez-Lavaur (Tarn), n° 16,587.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
18.	DÉCRET portant prorogation de la durée de la société formée à Saint-Jean-d'Angely (Charente-Inférieure) pour l'exploitation du comptoir d'escompte, n° 16,502.	1037	1118
21.	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt pensions civiles, n° 16,521.....	1039	1208
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la liquidation de deux pensions civiles, n° 16,541.....	1040	1244
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant autorisation de la caisse d'épargne de Cannes (Alpes-Maritimes), n° 16,549.....	1041	1253
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant autorisation de la caisse d'épargne de Château-du-Loir (Sarthe), n° 16,550.....	<i>Ibid.</i>	1254
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde des pensions à cent neuf militaires, n° 16,616.....	1044	1325
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde des pensions à dix-neuf militaires, n° 16,617.....	<i>Ibid.</i>	1335
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde des pensions à trente-deux militaires, n° 16,618.....	<i>Ibid.</i>	1338
25.	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt-cinq pensions civiles, n° 16,522.....	1039	1212
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la liquidation de dix-sept pensions civiles, n° 16,542.....	1040	1246
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la liquidation de neuf pensions civiles, n° 16,551.....	1041	1255
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la liquidation de huit pensions civiles, n° 16,552.....	<i>Ibid.</i>	1256
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la liquidation de trois pensions civiles, n° 16,596.....	1043	1301
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la liquidation de quatre pensions civiles, n° 16,597.....	<i>Ibid.</i>	1302
28.	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt-cinq pensions civiles, n° 16,553.....	1041	1258
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt-cinq pensions civiles, n° 16,554.....	<i>Ibid.</i>	1262

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
23 Mai 1864.	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt-cinq pensions civiles, n° 16,555.....	1041	1268
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt-cinq pensions civiles, n° 16,556.....	Ibid.	1274
Idem.	DÉCRET qui autorise la nouvelle société formée à Bordeaux sous la dénomination de <i>la Gironde</i> , n° 16,598..	1043	1304
Idem.	DÉCRET qui raye définitivement des contrôles des décorés de la médaille militaire les nommés <i>Brides</i> , ex-zouave, et <i>Loustallot</i> , ex-canonnier d'artillerie de marine, n° 16,603.....	Ibid.	1322
Idem.	DÉCRET qui accorde des pensions à quinze militaires, n° 16,619.....	1044	1342
Idem.	DÉCRET qui accorde des pensions pour infirmités à deux militaires, n° 16,620.....	Ibid.	1344
29.	DÉCRET portant une promotion dans la Légion d'honneur, n° 16,604.....	1043	1321
Idem.	DÉCRET portant une promotion et deux nominations dans la Légion d'honneur, n° 16,605.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant une nomination dans la Légion d'honneur, n° 16,606.....	Ibid.	Ibid.
1 ^{er} Juin.	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt-cinq pensions civiles, n° 16,557.....	1041	1278
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de cinq pensions civiles, n° 16,628.....	1045	1382
4.	DÉCRET qui autorise l'inscription au trésor public de deux pensions de donataires, n° 16,599.....	1043	1314
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de seize pensions civiles, n° 16,600.....	Ibid.	1315
5.	DÉCRET qui approuve la liquidation de trois pensions civiles, n° 16,601.....	Ibid.	1320
11.	DÉCRET qui autorise la création d'un hôpital à Marguerittes (Gard), n° 16,667.....	1047	1440
Idem.	DÉCRET qui autorise la création d'un hôpital à l'Île-Bouchard (Indre-et-Loire), n° 16,668.....	Ibid.	1441
Idem.	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Saint-Jean-Fromental (Loir-et-Cher), n° 16,669.	Ibid.	Ibid.
12.	DÉCRET relatif aux rues de Charolles (Saône-et-Loire), n° 16,639.....	1046	1397
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de deux pensions civiles, n° 16,640.....	Ibid.	1398
Idem.	DÉCRET qui autorise l'inscription au trésor public de deux cent vingt pensions militaires, n° 16,629.....	1045	1383
Idem.	DÉCRET qui autorise la liquidation de vingt-six pensions civiles, n° 16,630.....	Ibid.	1385
Idem.	DÉCRET qui autorise la liquidation de seize pensions civiles, n° 16,631.....	Ibid.	1390
Idem.	DÉCRET qui autorise la liquidation de deux pensions civiles, n° 16,632.....	Ibid.	1394
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de quatre pensions civiles, n° 16,690.....	1048	1457
13.	DÉCRET qui autorise l'inscription au trésor public d'une pension de donataire, n° 16,641.....	1046	1398
Idem.	DÉCRET qui autorise l'inscription au trésor public d'une pension de veuve d'un vétéran du camp de Juliers, n° 16,642.....	Ibid.	1400
Idem.	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt-cinq pensions civiles, n° 16,642.....	Ibid.	1401
Idem.	DÉCRET qui autorise la caisse d'épargne de Saint-Palais (Basses-Pyrénées), n° 16,643.....	Ibid.	1406
Idem.	DÉCRET qui autorise la création d'un hôpital à Lurcy-Lévy (Allier), n° 16,670.....	1047	1441
Idem.	DÉCRET qui autorise la création d'un hôpital à Auxy (Loiret), n° 16,671.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Château-Chinon-Campagne (Nièvre), n° 16,672.	Ibid.	1442

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
18 Juin 1864.	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Donzy (Nièvre), n° 16,673.....	1047	1442
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Prémery (Nièvre), n° 16,674.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Maulers (Oise), n° 16,675.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Bocquencé (Orne), n° 16,676.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance à Molliens-aux-Bois (Somme), n° 16,677.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve des modifications aux statuts de la compagnie des Entrepôts et magasins généraux de Paris, n° 16,691.....	1048	1458
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant autorisation de la société dite <i>l'Internationale</i> , compagnie d'assurances maritimes et fluviales, formée à Paris, n° 16,692.....	<i>Ibid.</i>	1462
24.	DÉCRET portant une nomination dans la Légion d'honneur, n° 16,698.....	<i>Ibid.</i>	1473
25.	DÉCRET qui autorise l'inscription au trésor public de cent soixante-dix-sept pensions militaires, n° 16,645.....	1046	1407
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la liquidation de vingt-quatre pensions civiles, n° 16,646.....	<i>Ibid.</i>	1408
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la liquidation de deux pensions civiles, n° 16,693.....	1048	1471
27.	DÉCRET qui approuve la liquidation d'une pension civile, n° 16,694.....	<i>Ibid.</i>	1472

FIN DE LA TABLE CHRONOLOGIQUE DU TOME XXIII, PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1002.

N° 15.787. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 11 liquidations de Pensions et Indemnités viagères de Veuves d'Employés et Agents des anciennes Listes civiles et du Domaine privé du dernier règne.*

Du 2 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'ordonnance royale du 3 décembre 1814, portant règlement sur les pensions de retraite imputées sur la caisse de vétérance des anciennes listes civiles;

Vu la loi du 29 juin 1835, relative à la liquidation de cette caisse;

Vu la loi du 8 juillet 1852, sur les indemnités viagères de retraite des employés de la dernière liste civile;

Vu les décrets des 13 et 15 juin 1853, relatifs aux indemnités viagères du domaine privé du dernier règne;

La commission de la caisse de vétérance entendue, en son avis du 23 décembre 1863;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les onze liquidations de pensions et indemnités viagères comprises pour une somme totale de mille neufcent cinquante-quatre francs (1,954^f) au tableau d'autre part sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor, avec jouissance du jour indiqué à chacun des articles du tableau qui suit.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 2 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

NUMÉROS d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS des titulaires.	NAISSANCE.		EMPLOI DU MARI.	DURÉE des serv.	
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.
ANCIENNES LISTES CI						
1	BONNE (Gotton), veuve JACOBBER...	7 janvier 1793.	Paris (Seine).	Fleuriste à la manufacture de Sèvres.	10	
2	COLUOT (Marie-Rose-Euphrosine), veuve HANOT.	11 octobre 1795.	Conty (Somme).	Ouvrier à la manufacture de Beauvais.	15	
3	LAROCHE (Louise-Eugénie), veuve BEAUGRAND.	21 avril 1798.	Versailles (Seine-et-Oise).	Cocher.....	10	10
4	MARÉCHAL (Madeleine-Germinale), veuve LABBÉ.	13 avril 1799.	Rambouillet (Seine-et-Oise).	Garde-portier à la conserva- tion de Versailles.	12	7
5	SIVÉ (Cécile-Pauline), veuve FILLON.	23 mars 1804.	Pierrefonds (Oise).	Brigadier garde des forêts.	15	3
6	VOLPETTE (Anne), veuve DELAU- RIER.	Octobre 1796.	Condes (Puy-de-Dôme).	Garçon de garde-meuble...	15	2
DERNIÈRE LISTE C						
7	BECKHOL (Anne-Christine), veuve DRUY.	30 juin 1804.	Rotterdam (Étranger).	Régisseur du palais de Saint- Cloud.	17	1
8	BONNE (Gotton), veuve JACOBBER..	7 janvier 1793.	Paris (Seine).	Peintre de fleurs à la manu- facture de Sèvres.	16	1
9	CALONGNE (Agathe - Albertine - Jo- sèphe), veuve AMAND.	17 sept. 1809.	Frévent (Pas-de-Calais).	Garçon d'attelage	18	3
10	DUCRET (Marie-Anne), veuve MAUL- BONT.	22 janvier 1800.	Tréveray (Meuse).	Garde à cheval des forêts...	18	2
DOMAINE PRIVÉ DU DERNIER R						
11	DUCRET (Marie-Anne), veuve MAUL- BONT.	22 janvier 1800.	Tréveray (Meuse).	Garde à cheval des forêts de l'apanage.	7	11

N° 15.788. — DÉCRET IMPÉRIAL (rendu sur la proposition du grand chancelier de la Légion d'honneur et contre-signé par le ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts) qui nomme commandeurs de l'ordre impérial de la Légion d'honneur :

M. *Daniel du Colhoé (Philibert-Armand)*, colonel d'infanterie de la marine en retraite; quarante-deux ans de service, huit campagnes; officier de l'ordre le 3 mai 1851.

M. le docteur *Longet*, médecin en chef des Maisons impériales Napoléon de Saint-Denis et d'Écouen, membre de l'Institut, l'un des médecins de l'Empereur par quartier, membre de l'académie de médecine, professeur de physiologie à la faculté de médecine; vingt-cinq ans de services; officier de l'ordre depuis dix ans.

M. *Gorrant (Robert-Jean)*, colonel d'état-major en retraite; quarante et un ans de service, dix campagnes; officier de l'ordre le 30 avril 1835. (*Paris, 28 Décembre 1863.*)

N° 15.789. — DÉCRET IMPÉRIAL (rendu sur la proposition du grand chancelier de la Légion d'honneur et contre-signé par le ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts) qui nomme officiers de l'ordre impérial de la Légion d'honneur :

M. *Allavène (Jean-Baptiste-Charles)*, chef d'escadron d'artillerie en retraite; trente et un ans de service, vingt-neuf campagnes, une blessure; chevalier de l'ordre le 26 mars 1808.

M. *Begon de la Rouzière (Antoine)*, chef d'escadron d'état-major en retraite; trente et un ans de service, dix campagnes, trois blessures, une action d'éclat, une proposition; chevalier de l'ordre le 25 avril 1821.

M. *Terson de Palleville (Daniel-Casimir)*, chef d'escadron d'artillerie en retraite;

MOTIFS DE LA CONCESSION.	MONTANT de la pension ou de l'indemnité viagère.	DATES de jouissance.	DOMICILE.
(du 29 juin 1835.)			
Reversion de moitié de la pension de 546 francs concédée au sieur JACOBET, décédé le 16 juillet 1863.	273 ^f	17 juillet 1863.	Paris (Seine).
Reversion de moitié de la pension de 139 francs concédée au sieur HAIOT, décédé le 31 août 1863.	70	1 ^{er} septembre 1863.	Beauvais (Oise).
Reversion de moitié de la pension de 205 francs concédée au sieur BÉTHARAT, décédé le 23 octobre 1863.	103	24 octobre 1863.	Paris (Seine).
Reversion de moitié de la pension de 63 francs concédée au sieur LEBET, décédé le 20 mars 1863.	32	21 mars 1863.	Vitry-aux-Loges (Loiret).
Reversion de moitié de la pension de 154 francs concédée au sieur PILLON, décédé le 25 avril 1863.	77	26 avril 1863.	Pierrefonds (Oise).
Reversion de moitié de la pension de 250 francs concédée au sieur DELAVERGNE, décédé le 28 juillet 1863.	125	19 juillet 1863.	Andrésy (Seine-et-Oise).
(du 31 juillet 1852.)			
Reversion de moitié de l'indemnité viagère de 750 francs con- cédée au sieur DREY, décédé le 25 mars 1863.	375	26 mars 1863.	Sully-sur-Loire (Loiret).
Reversion de moitié de l'indemnité viagère de 1092 francs con- cédée au sieur JACOBET, décédé le 16 juillet 1863.	546	17 juillet 1863.	Paris (Seine).
Reversion de moitié de l'indemnité viagère de 305 francs con- cédée au sieur ANARD, décédé le 29 septembre 1863.	153	30 septembre 1863.	Idem.
Reversion de moitié de l'indemnité viagère de 273 francs con- cédée au sieur MAILLOTT, décédé le 17 mai 1863.	137	18 mai 1863.	Compiègne (Oise).
(décès des 13 et 15 juin 1853.)			
Reversion de moitié de l'indemnité viagère de 125 francs con- cédée au sieur MAILLOTT, décédé le 17 mai 1863.	63	18 mai 1863.	Compiègne (Oise).
TOTAL.....	1,954		

vingt et un ans de service, trois campagnes, trois blessures; chevalier de l'ordre le 2 novembre 1814.

M. Albertini (Jean), chef d'escadron au premier régiment de chasseurs, en retraite; trente-quatre ans de service, onze campagnes, deux propositions, trois citations; chevalier de l'ordre le 13 janvier 1837; aveugle par suite d'amaurose contractée en Afrique.

M. le docteur Martinenq (Louis-Laurent-Jean-François), ancien chirurgien de la marine, ancien maire, etc. etc.; vingt-sept ans de services militaires, seize ans de services civils, douze campagnes, deux ans de captivité; chevalier de l'ordre le 27 juillet 1832.

M. Desbarannes (Pierre-Louis), ancien officier de marine, ancien maître des requêtes au Conseil d'État, ancien sous-préfet; trente et un ans de services militaires et civils, six campagnes; chevalier de l'ordre le 26 août 1833. (Paris, 28 Décembre 1863.)

N° 15,790. — DÉCRET IMPÉRIAL (rendu sur la proposition du grand chancelier de la Légion d'honneur et contre-signé par le ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts) qui nomme chevaliers de l'ordre impérial de la Légion d'honneur :

M. Raymond (Ignace-Joseph), lieutenant du train d'artillerie en retraite; trente-trois ans de services, quinze campagnes; prisonnier de guerre en 1815.

M. Carouille (Philippe-Georges-Damase), maréchal des logis au troisième régiment de lanciers, en retraite; trente-quatre ans de service, cinq campagnes.

M. Davy de Virville (Alexandre-Louis-Joseph), sergent au vingt et unième régiment d'infanterie de ligne, en retraite; quatre ans de services, quatre campagnes, une blessure; amputé du bras gauche.

M. Driou (Hughes-Édouard), maréchal des logis au deuxième régiment de chasseurs

d'Afrique, en retraite; huit ans de services, huit campagnes, six blessures; amputé du bras gauche.

M. *Paquet (Antoine)*, sergent au neuvième régiment d'infanterie légère, en retraite, ancien officier de garde nationale; onze ans de services, dix campagnes, une blessure à Marengo; amputé pour blessure.

M. *Poggi (Joseph-Antoine)*, ancien caporal aux flaqueurs de l'île d'Elbe, ancien capitaine de la garde nationale d'Ajaccio, etc.; trente-quatre ans de services militaires et civils, deux campagnes, une blessure à Waterloo.

M. *Pinard (Jean-Jacques)*, sous-lieutenant d'infanterie en retraite, ancien capitaine de la garde nationale, membre de la commission administrative de l'hospice de Vierzon (Cher); trente ans de services militaires, trente-trois ans de services civils, onze campagnes, une blessure.

M. *Chaput (François)*, sergent d'infanterie en retraite; onze ans de services, sept campagnes; amputé du bras gauche.

M. *Denegri (Louis)*, chef de bataillon, major de place en retraite; trente-quatre ans de services, une campagne, une blessure, une action d'éclat.

M. *Pothier (Nicolas)*, ancien sous-lieutenant au cinquième régiment d'infanterie de ligne, ancien capitaine de garde nationale; trente ans de services militaires, quatorze ans de services civils, onze campagnes, trois blessures.

M. *Carle (Jean-Baptiste)*, sous-lieutenant au sixième régiment de hussards, en retraite; trente ans de services, treize campagnes, deux blessures.

M. *Lugarde (Louis-Frédéric-Auguste)*, sous-lieutenant au septième régiment d'infanterie de ligne, en retraite, ancien maire; onze ans de services militaires, trente-quatre ans de services civils, cinq campagnes, une blessure grave.

M. *Bocquillon (Pierre-Charles)*, ancien membre du conseil d'arrondissement de Bar-sur-Aube, ancien capitaine de garde nationale, etc. etc.; trente-six ans de services.

M. *Geoffroy (Jacques-René-Alexandre)*, chef de division à la préfecture de l'Aube, en retraite; trente-quatre ans de services. (*Paris, 28 Décembre 1863.*)

N° 15,791. — DÉCRET IMPÉRIAL (rendu sur la proposition du grand chancelier de la Légion d'honneur et contre-signé par le ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts) qui nomme chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. *Prat (Jacques)*, sous-lieutenant de lanciers en retraite; quatorze ans de service, une campagne, une blessure. (*Paris, 28 Décembre 1863.*)

N° 15,792. — DÉCRET IMPÉRIAL (rendu sur la proposition du grand chancelier de la Légion d'honneur et contre-signé par le ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts) qui nomme chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. *Gotteland (Charles)* (en religion, le révérend *dom Charles*), ancien militaire au service de France, abbé commendataire de l'abbaye de Hautecombe (Savoie); trois ans de services militaires, cinquante-quatre ans de services civils, deux campagnes. (*Paris, 28 Décembre 1863.*)

N° 15,793. — DÉCRET IMPÉRIAL (rendu sur la proposition du grand chancelier de la Légion d'honneur et contre-signé par le ministre de la maison de l'Empereur et des beaux-arts) qui nomme chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. *Lainé (Hervé-Hyacinthe)*, caporal au cinquante et unième régiment d'infanterie de ligne, en retraite; six ans de service, six campagnes, une action d'éclat; amputé du bras gauche en 1813. (*Paris, 28 Décembre 1863.*)

N° 15,794. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant
ART. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à faire asseoir, dans les bois communaux ou d'établissement public situés dans le département des Vosges, les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

Noms des communes proprié- taires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
	Noms des cantons ou les coupes seront assises.	Etendue des coupes à exploiter par conten- nance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantité de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
1. Louze.....	Quart en réserve.....	3 ^h 00 ^a	"	"	"
2. Stigneville	Idem	4 00	"	"	"
3. Autigny- la-Tour.	Idem	8 03	"	"	"
4. Auzain- villers.	Coupe de l'exercice 1864	2 50	"	"	Sous la condition qu'au- cune délivrance ne sera faite en 1864.
5. Idem	Quart en réserve.....	6 13	"	"	Le surplus de la demande de la commune est rejeté.
6. Grainvilliers	Idem	26 00	"	"	Par portions égales en 1863 et 1864.
7. Damblain ..	Idem	2 68	"	"	Le surplus de la demande de la commune est rejeté.
8. Dolaincourt.	Idem	4 84	"	"	"
9. Frain	Idem	7 41	"	"	"
10. Freville....	Idem	9 38	"	"	Eclaircie.
11. Idem	Coupes n° 21 et 22.....	9 43	"	"	Par portions égales en 1863, 1864 et 1865.
12. Grand	Quart en réserve.....	39 00	"	"	Onze hectares pour 1863 et sept hectares pour cha- cun des exercices 1864, 1865, 1866 et 1867.
13. Hannon- ville.	Idem	10 00	"	"	Par moitié en 1863 et 1865.
14. Bouécourt..	Coupes n° 9, 10 et 11. .	30 70	"	"	Par quart pour les exer- cices 1863, 1864, 1865 et 1866.
15. Landaville .	Quart en réserve.....	12 81	"	"	Le surplus de la demande de la commune est rejeté.
16. Medrevaux.	Idem	13 00	"	"	Par portions égales en 1863 et 1864.
17. Moncel-et- Happou- court.	Idem	5 55	"	"	"
18. Meuvezain .	Idem	3 77	"	"	"
19. Pumerot...	Idem	9 36	"	"	"
20. Rebeuville..	Idem	7 01	"	"	"
21. Rollainville.	Idem	6 23	"	"	"
22. Romain- aux-Bois.	Coupe de l'exercice 1864	3 60	"	"	Par moitié en 1863 et 1864.
23. Roucourt ...	Quart en réserve.....	14 25	"	"	Par portions égales en 1863 et 1864.
24. St-Elopie...	Idem	4 29	"	"	"
25. Sauvillie...	Idem	10 00	"	"	"
26. Suriauville.	Idem	5 00	"	"	"
27. Thilleux...	Idem	4 32	"	"	"
28. Vandou- court.	Idem	14 70	"	"	Neuf hectares six ares à exploiter en 1863 et cinq hectares soixante-quatre ares en 1864.
29. Vricourt...	Idem	5 98	"	"	"
30. Théville....	Coupes n° 5 et 6.....	6 00	"	"	Par portions égales en 1863, 1864 et 1865.
31. Gircourt...	Coupe de l'exercice 1864	3 68	"	"	Par moitié en 1863 et 1864.
32. Idem	Divers	"	49	"	"
33. Edry	Quart en réserve.....	5 56	"	"	"
34. Gircourt...	Idem	4 96	"	"	"
35. Harol	Idem	26 57	"	"	Par portions égales en 1863, 1864, 1865 et 1866.
36. Montureux..	Idem	36 00	"	"	Par portions égales en six années, à partir de 1863.
37. Font-lez- Bonfays.	Coupe n° 26.....	0 85	"	"	"
38. Idem	Sur la lisière.....	"	6	"	"

N ^{os} DES ARTICLES.	NOMS des communes et établisse- ment public propriétaires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS. sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
		Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par conten- nance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantités de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
39	Racécourt..	Quart en réserve.....	7 ^h 78 ^a	"	"	Par portions égales en 1864, 1866 et 1868.
40	Senonges ..	Idem.....	5 00	"	"	"
41	Socourt....	Idem.....	1 84	"	"	Le surplus de la demande est rejeté.
42	Totainville.	Idem.....	2 76	"	"	"
43	Valfroicourt	Idem.....	11 24	"	"	Par portions égales en 1863, 1865 et 1867.
44	Vincey.....	Idem.....	4 00	"	"	"
45	Idem.....	Coupes des exercices 1836, 1838, 1840 et 1841.	16 00	"	"	Éclaircie par portions égales, en 1863, 1864, 1865 et 1866.
46	Le Clerjus..	Quart en réserve.....	"	"	1,800	Par portions égales en 1863, 1864 et 1865.
47	Darnieulles.	Coupes de 1859 et 1860.	"	50	"	Le surplus de la demande de la commune est rejeté.
48	Digunonville.	Quart en réserve.....	"	80	"	"
49	Dommartin- aux-Bois (Agémont).	Idem.....	"	"	300	"
50	Escles	Parcelle C	"	"	799	"
51	Haut- mougey.	Coupes n ^{os} 10 à 14.....	"	66	"	Cinq chênes, soixante et un hêtres.
52	La Chapelle.	Quart en réserve.....	"	"	2,400	Quinze cents stères et deux lots égaux pour les exercices 1863 et 1864 et neuf cents stères en deux lots égaux pour les exercices 1865 et 1866.
53	Lerrain....	Idem.....	"	"	2,000	Par lots égaux en 1863 et 1864.
54	Meménil...	Idem.....	"	"	400	"
55	Thunimont.	Idem.....	"	"	250	"
56	Tré- montzey.	Idem.....	19 00	"	"	Nettoisement et enlèvement de vieux bois.
57	Uremain- la-Rue.	Cummée, Petit bois...	"	"	250	"
58	Les Voivres.	Quart en réserve.....	"	"	500	"
59	Idem.....	Grand bois.....	"	"	500	"
60	Bruyères (hospice de)	Bois de l'Hospice.....	"	"	80	"
61	Buel.....	Quart en réserve... ..	"	"	690	"
62	Charmois- devant- Bruyères.	Idem.....	"	"	490	"
63	Châtel.....	Idem.....	"	"	5,067	Savoir : deux mille quatre cent vingt-deux stères pour 1863 et deux mille six cent quarante-cinq stères pour 1864.
64	Chéniménil.	Idem.....	"	"	300	Le surplus de la demande de la commune est rejeté.
65	Clézén- taines.	Idem.....	15 47	"	"	Par portions égales en 1863 et 1864.
66	Damas- aux-Bois.	Coupes n ^{os} 18 et 19.....	"	112	"	"
67	Destord....	Quart en réserve et la Nove.	"	"	192	"
68	Domèvre- sur- Durhion.	Évreux.....	11 30	"	"	Extraction d'arbres et nettoisement.
69	Frizon.....	Quart en réserve... ..	"	"	1,380	Arbres déperissants.
70	Idem.....	Idem.....	"	"	280	Éclaircie.
71	Grand- villers.	Idem.....	"	"	129	"

N°	Noms des communes propriétaires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.			Quantités de stères sans désignation du nombre d'arbres.	CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
		Noms des cantons ou les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par contenance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.		
73	Haligny-les-Verrières	Quart en réserve.....	6 ^b 00 ^e	"	"	Nettoisement.
74	Idem.....	Idem.....	"	"	580	Extraction de vieux arbres
75	Idem.....	Idem.....	"	"	1,533	Savoir : sept cent huit stères pour 1863 et huit cent vingt-cinq stères pour 1864.
76	Lépanges.....	Idem.....	"	"	106	"
77	Idem.....	Idem.....	"	"	119	"
78	Morville.....	Idem.....	"	"	1,030	Extraction de vieux arbres et nettoisement.
79	Nomexy.....	Pied-de-Lièvre.....	"	"	661	"
80	Peloux.....	Quart en réserve.....	"	"	620	"
81	Rehaincourt.....	Idem.....	"	58	"	"
82	Romout.....	Idem.....	27 00	"	"	Par portions égales en six exercices, à partir de 1863.
83	Vaconcourt.....	Idem.....	4 00	"	"	Coupe définitive. Le surplus de la demande de la commune est rejeté.
84	Raefvillers.....	Boisne, Haie, Montilly.	"	"	1,000	"
85	Aamont-rupt.....	Quart en réserve.....	"	"	480	"
86	Xaroval.....	Xaroval.....	1 91	"	"	"
87	Idem.....	Divers.....	"	"	122	"
88	le-Champ.....	"	"	"	"	"
89	Bourg-Bruche.....	Grand-Alban, Jolamont.	"	"	650	"
90	Breuve-lieues.....	Faing-Flandre.....	"	"	2,000	"
91	Brayens.....	Troisième et quatrième affectations.	"	"	1,500	"
92	Dampaire.....	Idem.....	"	"	750	"
93	Frapelle.....	Ormont.....	"	"	500	"
94	Harbache.....	Chastel.....	"	"	400	"
95	Lusse.....	Hoffapré.....	"	"	800	"
96	Neuviller-sur-Fave.....	Fontaine-Charmelin.....	"	"	135	"
97	Saint-Jean-d'Ormont.....	Ormont-Recrets.....	"	"	128	"
98	Idem.....	Divers.....	"	"	270	"
99	Taintoux.....	Bambois.....	"	"	1,250	"
100	Barenbach.....	Ordondes, Grand bois, Ordon-Saxe, Sale-Côte	"	"	3,600	Par portions égales en 1863 et 1864.
101	Hayes-de-Celles.....	Barre-Colin, Haie de Celles.	"	"	2,000	"
102	Chatas.....	Cantonement.....	"	"	198	"
103	Moyen-moulier.....	Idem.....	"	"	845	"
104	Russ.....	Meyemont.....	"	"	1,620	"
105	Valdersbach.....	Derrière les Monts.....	"	"	560	"
106	Amold.....	Asseux.....	"	"	700	Le produit de la coupe sera employé à la construction d'une route forestière.
107	Wandray.....	Divers.....	"	"	3,904	Par portions égales en 1863 et 1864.
108	Cornimont.....	Broche.....	"	"	2,000	Le surplus de la demande de la commune est rejeté.
109	Dommartin et Vercourt.....	Champ-Boiles, le Fays, les Meules.	"	"	4,000	Par portions égales en 1863, 1864, 1865 et 1866.
110	La Bresse.....	Schmarguet, Verstbruche, Sareslets.	"	"	6,000	Par portions égales en 1863, 1864 et 1865.
111	Le Ménil.....	Géhaud.....	"	"	1,100	"

N ^o DES ARTICLES.	NOMS des communes proprié- taires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu
		Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par conten- nance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantités de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
110	Plombières et les Granges-de- Plombières.	Bonglaing.	1 ^h 00 ^a	"	"	La coupe ne sera déli- vée à la commune qu'après probation du partage lucratif en cours d' exécution ou après l'asse- mblée de deux autres co- communes intéressées.
111	Ruauz.	Poirmont.	"	"	250	
112	S ^t -Etienne.	Bois l'Abbesse.	1 00	"	"	
113	S ^t -Nabord..	Humerot.	"	1,161	"	
114	Tendon.	Honnots.	"	"	175	
115	Le Thillot..	Le Thillot.	"	"	1,500	
116	Le Val-d'Ajol.	Veiche et Chanot-Har- roux.	"	"	3,000	A exploiter en 1865.
117	Reherrey...	Reherrey.	"	"	185	
118	Ventron....	Veceux.	"	"	200	
		L'envers du Mont-d'Air.	"	"	1,000	

2. Sont rejetées les demandes formées par les communes ci-après : Lemmecourt, Morelmaison, Norroy, Pargny-sous-Mureaux, Pompierre, Tollaincourt, Viocourt, Basgney, Lignéville, Pierrefitte, Dommartin-aux-Bois (section de Dommartin et Adorcourt), Grandrupt, Girancourt, la Basse, la Haye, Dompéro, Mortagné. (*Paris, 14 Mars 1863.*)



Certifié conforme :

Paris, le 13^e Janvier 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1003.

N° 15.795. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant concession de 63 Pensions de retraite sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.*

Du 25 Septembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de l'ordonnance du 27 août 1817, portant application à la marine;

2° La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de mer, et celles des 21 juin 1856, 26 juin 1861 et 28 juin 1862;

3° Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, chargée par la loi de payer lesdites pensions;

La section de la guerre, de la marine, des colonies et de l'Algérie de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau d'autre part une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau.

2. La dépense annuelle de cinquante-deux mille cent soixante-dix-sept francs (52,177^f) qui résultera de la concession des soixante-trois articles de pensions de retraite compris dans le tableau qui suit sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Biarritz, le 25 Septembre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la guerre, chargé, par intérim, du département de la marine et des colonies,

Signé RANDON.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			1
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	
1	LEPÈVRE (Amédée). . .	3 juin 1798.	Paris (Seine).	Directeur du service de santé de la marine.	46	6	15	6	8	25	52
2	CHARIOT (Bernard - Charles-Jacques).	12 juin 1803.	Rochefort (Charente-Infér.).	Ingénieur de la marine de 2 ^e classe.	44	2	14	"	"	"	46
3	MÉNARD (Félix-Alexandre).	20 oct. 1814.	Saint-Servan (Ille-et-Vilaine).	Lieutenant de vaisseau.	33	7	21	14	8	3	46
4	GALLAY (Victor - Théodore).	7 juin 1817.	Olliontes (Var).	Aide-commissaire de la marine.	25	1	19	7	1	27	32
5	FLANDIN (Remy - Philogène).	20 sept. 1821.	Toulon (Var).	Idem.	25	9	6	4	4	17	36
6	DANIEL (Jean - Claude - Félix).	20 oct. 1806.	Reims (Marne).	Maître ajusteur entretenu à 2,000 fr.	37	10	15	"	"	"	37
7	LECARPENTIER (Charles-François).	30 août 1806.	Tollevast (Manche).	Écrivain de direction à 975 fr.	33	7	27	"	"	"	33
8	ANDRIEU (Vincent - Sulpice).	5 mai 1818.	Évenos (Var).	Premier maître mécanicien.	26	10	23	12	"	4	38
9	CARLES (Antoine).	7 avril 1813.	Agen (Lot-et-Garonne).	Premier maître de manœuvre.	28	9	4	14	9	3	43
10	PERREGAUX (Isidore), dit SIMONIN.	20 nov. 1819.	Trieste (Italie).	Capitaine d'armes de 1 ^{re} classe.	28	1	2	12	"	17	40
11	ROUDIL (Louis-Martin).	24 juin 1813.	Toulon (Var).	Maître calfat.	36	2	21	14	8	27	50
12	FLEURY (Pierre - François - Honoré).	24 janv. 1813.	Cherbourg (Manche).	Idem.	33	8	12	9	6	10	43
13	HAMEL (Pierre).	30 mars 1814.	Idem.	Idem.	28	8	29	10	11	27	39
14	CONTE (Joseph - Marie - Henri).	20 juillet 1813.	Toulon (Var).	Maître voilier.	33	11	23	12	9	21	46
15	DUPONT (François). . .	1 ^{er} janv. 1813.	Rochefort (Charente-Infér.).	Maître forgeron embarquant.	34	6	18	4	6	15	39
16	LEBLANGE (Eugène-Alexandre).	29 sept. 1814.	Cherbourg (Manche).	Sergent-major aux équipages de la flotte.	25	6	10	10	2	12	35
17	JOURDAN (Jean-Michel-André).	4 sept. 1819.	Toulon (Var).	Magasinier embarquant à 90 fr.	27	2	11	6	8	27	33
18	GAYRUL (Antoine-Lazare)	30 août 1811.	Saint-Nazaire (Var).	Deuxième maître de manœuvre.	27	5	12	9	11	4	37
19	FURIC (Pierre-Marie). . .	3 octobre 1815.	Brest (Finistère).	Quartier-maître calfat.	31	1	18	11	8	23	42
20	CALTEAUX (François-Honorat).	7 avril 1813.	Idem.	Matelot.	32	8	23	12	14	18	45
21	GIRARDOT (Charles-Augustin).	12 déc. 1812.	Citers (Haute-Saône).	Idem.	28	"	13	8	4	21	36
22	GUERRE (Pierre).	22 juin 1841.	Leucate (Aude).	Idem.	2	1	22	1	"	"	3
23	LE VAILLANT (Alain-Marie).	2 nov. 1833.	Yvins (Côtes-du-Nord).	Idem.	7	"	3	5	2	24	12
24	COLIN (Pierre-Émile). . .	23 nov. 1845.	Lambézellec (Finistère).	Novice.	1	9	3	2	8	9	4

DÉSIGNATION de l'objet de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE des titulaires.
		Loi des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.	Loi du 21 juin 1856.	Total.	
des 18 avril 1831 et 1861.	Directeur du service de santé, réunissant plus de 6 ans de navigation sur les bâtiments de l'État.	5,200 ^f	"	5,200 ^f	Brest.
Idem.	Ingénieur de la marine de 2 ^e classe. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	3,473	"	3,473	Idem.
Idem.	Lieutenant de vaisseau. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	2,544	"	2,544(a)	Paris.
Idem.	Aide - commissaire de la marine, réunissant plus de 6 ans de navigation sur les bâtiments de l'État.	1,324	"	1,324	Toulon.
Idem.	Idem.	1,264	"	1,264	Idem.
Idem.	Maître entretenu à 1,500 ^f et au-dessus. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,273	"	1,273	Indret.
Idem.	Écrivain à la solde de 600 fr. et au-dessus.	442	"	442	Cherbourg.
Idem.	Premier maître mécani- cien.	1,229	"	1,229	Toulon.
Idem.	Premier maître des équi- pages de la flotte.	959	"	959	Rochefort.
Idem.	Capitaine d'armes.	1,094	"	1,094	Lorient.
des 18 avril 1831 et 1861.	Maître des équipages de la flotte.	700	165 ^f	865	Toulon.
Idem.	Idem.	681	165	847	Cherbourg.
Idem.	Idem.	647	165	812	Idem.
Idem.	Idem. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	840	198	1,038	Toulon.
Idem.	Maître des équipages de la flotte.	641	165	806	Rochefort.
Idem.	Sergent-major des équi- pages de la flotte.	607	165	772	Cherbourg.
Idem.	Magasinier embarquant à 75 fr. et au-dessus.	589	165	754	Toulon.
Idem.	Deuxième maître. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'ac- tivité dans ce grade.)	411	198	609	Idem.
Idem.	Quartier-maître. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	393	198	591	Brest.
Idem.	Matelot.	300	165	465	Idem.
Idem.	Idem.	257	165	422	Lorient.
Idem.	Idem. / Amputation d'un membre par suite d'une blessure reçue au service.)	300	165	465	Brest.
Idem.	Matelot. (Blessure reçue au service et mettant ce marin hors d'état d'y rester et de pourvoir à sa subsis- tance.)	200	165	365	Cherbourg.
Idem.	Boisier. (Blessure reçue au service et équivalente à la perte de l'usage d'un mem- bre.)	222	165	387	Brest.

Supplément de la pension de 1,920 francs qui lui avait été réglée par décret du 6 avril 1861.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADÉS.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			1
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	
54	CASAS (Jean-Antoine)...	11 déc. 1799.	Brest (Finistère).	Canotier au port de Brest.	47	8	9	•	•	•	4
55	CAMPION (Thomas-François).	6 sept. 1806.	Idem.	Gardienn de vaisseau.	40	11	15	•	•	•	4
56	BRUN (Joseph-Pierre)...	5 juin 1803.	Toulon (Var).	Idem.	39	1	25	6	11	5	3
57	PENHOAT (Yves-Marie)...	4 mars 1808.	Brest (Finistère).	Idem.	37	4	28	2	8	28	5
58	BERNARD (Jules-François).	3 janvier 1811.	Lorient (Morbihan).	Surveillant de 9 ^e classe des établissements pénitentiaires	25	8	5	12	4	7	3
59	LEFRANC (Louis-Napoléon).	9 juillet 1803.	Saint-Omer (Pas-de-Calais).	Lieutenant-colonel d'artillerie de marine.	37	10	28	11	6	•	4
60	CAMPION (Paul-André).	31 janv. 1807.	Rouen (Seine-Inférieure)	Chef de bataillon d'artillerie de marine.	35	7	•	21	6	•	4
61	VAUTRIN (Charles-Nicolas).	17 janv. 1822.	Paris (Seine).	Captaine d'infanterie de marine.	25	3	27	12	9	20	1
62	BAUDOUIN (Jean-Nicolas).	30 oct. 1819.	Bellefontaine (Vosges).	Lieutenant d'infanterie de marine.	28	2	15	16	•	•	•
63	DEMOORE (Joseph).....	20 août 1815.	Pégomas (Var).	Gendarme maritime.	25	7	13	4	7	•	•

N^o 15,796. — DÉCRET IMPÉRIAL portant concession de 4 Pensions de retraite sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.

Du 7 Octobre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de marine et des colonies;

Vu, 1^o les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de l'ordonnance du 27 août 1817, portant application à la marine;

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADÉS.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
1	MAZÉ (Charles-Yves)...	26 juin 1803.	Brest (Finistère).	Inspecteur adjoint de la marine.	40	10	•	1	•	15
2	VAUGANU (Louis-Alexandre-Maxime).	29 mai 1804.	Toulon (Var).	Maître fondeur entrepneu à 1,800 fr.	43	3	2	•	•	•
3	BOISNEL (Édouard)....	9 avril 1807.	Cherbourg (Manche).	Maître charpentier entrepneu à 1,800 fr.	35	7	13	•	•	•
4	BARROT (François-Michel).	17 sept. 1797.	Besançon (Doubs).	Gardienn à la direction d'artillerie.	46	1	26	1	6	•

LIGES RÉGLES de la fixation de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE des titulaires.
		Lois des 11 et 18 avril 1831 25 juin 1861 et 28 juin 1862.	Loi du 21 juin 1856.	Total.	
Lois des 18 avril 1831 et 25 juin 1862.	Canotier.	453 ^f	"	453 ^f	Brest.
Idem.	Gardien de vaisseau.	420	"	420	Idem.
Idem.	Idem, réunissant plus de 6 ans de navigation sur les bâtiments de l'Etat.	420	"	420	Toulon.
Idem.	Gardien de vaisseau.	416	"	416	Brest.
Lois des 18 avril 1831 et 25 juin 1862.	Surveillant de 2 ^e classe des établissements péniten- tiaires.	630	165 ^f	795	Lorient.
Lois des 11 et 18 avril 1831 et 25 juin 1862.	Lieutenant-colonel, réu- nissant plus de 9 ans de ser- vices à la mer et aux colo- nies.	3,120	"	3,120	Brest.
Idem.	Chef de bataillon, réu- nissant plus de 9 ans de ser- vices à la mer et aux colo- nies.	2,590	"	2,590	Idem.
Idem.	Capitaine, réunissant plus de 9 ans de services à la mer et aux colonies.	1,928	"	1,928	Bordeaux.
Idem.	Lieutenant, réunissant plus de 9 ans de services à la mer et aux colonies.	1,658	"	1,658	Bellefontaine.
Lois des 11 avril 1831 et 25 juin 1862.	Soldat. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans le grade de gendarme.)	271	198	469	Toulon.
	TOTAUX....	49,240	2,937	52,177	

2° La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de mer, et celles des 26 juin 1861 et 28 juin 1862;

3° Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, chargée par la loi de payer lesdites pensions;

La section de la guerre, de la marine, des colonies et de l'Algérie de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-dessous une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau.

LIGES RÉGLES de la fixation de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION DE LA PENSION.		DOMICILE des titulaires.
		Lois des 18 avril 1831, 26 juin 1861 et 28 juin 1862.		
Lois des 18 avril 1831 et 25 juin 1862.	Inspecteur adjoint.	2,330 ^f		Lorient.
Idem.	Maître entretenu à 1,500 fr. et au-dessus. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans le grade de maître en- tretenu à 1,500 francs et à 1,800 francs.)	1,453		Toulon.
Idem.	Idem.	1,197		Cherbourg.
Lois des 18 avril 1831 et 25 juin 1862.	Gardien des divers ser- vices.	453		Brest.
	TOTAL....	5,433		

2. La dépense annuelle de cinq mille quatre cent trente-trois francs (5,433') qui résultera de la concession des quatre articles de pensions de retraite compris dans le tableau qui précède sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Octobre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

Signé C^{te} P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 15,797. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant concession de 4 Pensions de Veuves sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.*

Du 7 Octobre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de l'ordonnance du 27 août 1817, portant application à la marine;

NOMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris.	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS ET PRÉNOMS des veuves.
			de la tessa- tion de l'acti- vité.	du décès.		
1	BOUILLON (Aimé - Am- broise-Alexandre).	Maitre mécani- cien.	16 juin 1862.	16 juin 1862.	Mort des suites de maladie endémique contractée à Ceylan.	ALGARNON (Caro- lorine-Virginie).
2	PRESSAT (Camille - Pierre).	Deuxième mai- tre mécanicien.	14 juillet 1862.	14 juillet 1862.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexique.	LE PETIT (Bern- adette).
3	GUYOT (François - Mar- cellin-Victor).	Quartier-mai- tre mécanicien.	30 oct. 1862.	30 oct. 1862.	Idem.	BILLANT (Marie- tienne).
4	BERRY (Ernest - Théo- phile).	Idem.	13 juillet 1862.	13 juillet 1862.	Idem.	GUILLEMOT (Ma- phie).

N° 15,798. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant concession de 44 Pensions de Veuves ou d'Orphelins sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.*

Du 7 Octobre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

2° La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de mer, et celle du 26 avril 1855;

3° Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, chargée par la loi de payer lesdites pensions;

La section de la guerre, de la marine, des colonies et de l'Algérie de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-dessous une pension annuelle fixée conformément aux indications de ce tableau.

2. La dépense annuelle de six cent neuf francs (609^f) qui résultera de la concession des quatre articles de pensions de veuves compris dans le tableau qui suit sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Octobre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

Signé C^{te} P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

NOMINE.	DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	FIXATION DE LA PENSION.			DÉPARTEMENT.	DÉSIGNATION de la fixation.
			Portion à la charge de la caisse des invalides de la marine.	de la dotation de l'armée.	Total.		
Lorient Kerthas	10 sept. 1856.	Plus de 2 ans.	175 ^f	41 ^f	216 ^f	Lorient.	Lois des 18 avril 1831 et 26 avril 1855.
Toulon Gaudet	23 janv. 1859.	Idem.	100	41	141	Cherbourg.	Idem.
Comptons Gaudet	25 juin 1855.	Idem.	100	26	126	Brest.	Idem.
Brest Fimathère	2 octobre 1860.	Idem.	100	26	126	Idem.	Idem.
TOTALS...			475	134	609		

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de l'ordonnance du 27 août 1817, portant application à la marine;

2° La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de mer, et celles des 9 juin 1853, 26 avril et 21 juin 1856, 26 juin 1861 et 28 juin 1862;

3° Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, chargée par la loi de payer lesdites pensions;

La section de la guerre, de la marine, des colonies et de l'Algérie de
notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris.	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS ET PRÉNOMS des veuves.
			de la cessa- tion de l'acti- vité.	du décès.		
1	JEHENNE (Aimable-Cons- tant).	Contre-amiral.	29 mai 1863.	29 mai 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	LE PONTOIS (Louis rie-Rose).
2	OLIVIER (Benoit-Lazare).	Capitaine de vaisseau.	15 avril 1853.	29 juin 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	ABRILLE (Madel- Léa).
3	L'HÔPITAL (Pierre).....	Lieutenant de vaisseau.	26 janv. 1863.	26 janv. 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée en Co- chinchine.	EDELIN (Caroline).
4	DESPREZ (Claude-Stanis- las).	Commis de ma- rine.	30 juin 1837.	16 juin 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	PAVÉS (Claire-Al- drine).
5	GASPARD (Marcel - Ma- rius).	Premier mai- tre mécanicien.	25 juillet 1862.	25 juillet 1862.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexi- que.	SAÏSSE (Margueri- rie-Joséphine).
6	MOULIN (Antoine-Régis).	Idem.	3 octobre 1849.	4 mai 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	MARCHAL (Vincen- toinette).
7	MARTINENQ (Joseph - Ca- simir).	Premier mai- tre de manœuvre.	10 janv. 1858.	22 juin 1863.	Idem.	MARTEL (Marie-Vic- toine).
8	SÉGALEN (Louis-Paul)..	Idem.	24 sept. 1862.	24 sept. 1862.	Mort des suites de maladie endémique contractée sur la côte occidentale d'Afrique	LUART (Désirée-E- dith).
9	G E N S O L L E N (Victor- Louis).	Capitaine d'ar- mes.	10 juillet 1862.	10 juillet 1862.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexi- que.	O L I V I E R (Mad- Marthe-Louise).
10	MAHOUX (Joseph).....	Idem.	28 nov. 1847.	3 juillet 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	RICHARD (Jeanne- Louise).
11	ABRAHAM (Antoine - Bal- thazar).	Pilote côtier à 81 fr.	31 mars 1835.	8 juillet 1863.	Idem.	SAURIN (Marie-Éli- sabeth).
12	ENRICI-BAJON (Générac- Antoine).	Maître armu- rier embarquant.	15 juillet 1851.	22 juillet 1863.	Idem.	PARCOU (Étienne- toinette).
13	TRESCAT (Jean-Marie)..	Maître forgeron embarquant.	8 janvier 1863.	8 janvier 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée en Co- chinchine.	DUMONT (Marie-P- arthe).
14	FOUROUX (Jean - Bap- tiste).	Premier com- mis aux vivres.	6 juillet 1862.	6 juillet 1862.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexi- que.	DAGUIEN (Fra- nçoise).
15	RAYNAUD (Jean-Antoine- Marius).	Idem.	20 sept. 1861.	20 sept. 1861.	Mort des suites d'un accident résultant du service.	DESTOMMIEUX (An- toine).
16	LE TANAFF (Jules).....	Deuxième mai- tre canonnier.	26 juin 1862.	26 juin 1862.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexi- que.	PIRIOU (Marie- Louise).
17	LE HÉNAPP (Louis).....	Deuxième mai- tre charpentier.	5 février 1863.	5 février 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	HUGUET (Anne- Louise).
18	CHABERT (Honoré).....	Deuxième mai- tre voilier.	1 ^{er} juin 1863.	1 ^{er} juin 1863.	Idem.	GIRAUD (Cécile)
19	D U V E A U (Christophe- Jean).	Quartier-maître de manœuvre.	11 mars 1856.	30 juin 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	G R A N D J E A N (Louise).
20	L E M A R E C (Joseph - Marie).	Quartier-maître canonnier.	3 sept. 1862.	3 sept. 1862.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexi- que.	MASSON (Marie- Louise).
21	RENOUARD (Louis-Marie).	Matelot.	26 août 1862.	26 août 1862.	Idem.	QUINTIN (Rosalie)

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-après une pension ou un secours annuel fixés conformément aux indications de ce tableau.

NOM.	NAISSANCE. Lieu.	DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
				Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.	Loi du 21 juin 1856.	Total.		
	Lorient (Morbihan).	22 oct. 1822.	Plus de 2 ans.	1,300 ^f	"	1,300 ^f	Brest.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.
	La Ciotat (Bouches-du-Rhône).	15 déc. 1824.	Idem.	975	"	975	La Ciotat.	Idem.
	Nantes (Loire-inférieure).	7 février 1853.	Idem.	530	"	530	Lorient	Idem.
	Toulon (Var).	21 janv. 1807.	Idem.	420	"	420	Toulon.	Idem.
	La Seyne (Var).	30 oct. 1859.	Idem.	350	"	350	La Seyne.	Idem.
	Brest (Finistère).	24 oct. 1832.	Idem.	350	"	350	Privas.	Idem.
	La Seyne (Var).	10 fév. 1834.	Idem.	245	"	245	Marseille.	Idem.
	Brest (Finistère).	13 juin 1855.	Idem.	245	"	245	Brest.	Idem.
	Tourves (Var).	11 août 1847.	Idem.	245	"	245	Toulon.	Idem.
	Plérinel (Morbihan).	13 fév. 1833.	Idem.	245	"	245	Brest.	Idem.
	Toulon (Var).	26 avril 1820.	Idem.	175	41 ^f	216	Toulon.	Lois des 18 avril 1831 et 21 juin 1856.
	Brest (Finistère).	8 février 1830.	Idem.	175	41	216	Brest.	Idem.
	Lorient (Morbihan).	21 fév. 1846.	Idem.	175	41	216	Lorient.	Idem.
	Toulon (Var).	21 nov. 1859.	Idem.	175	41	216	Toulon.	Idem.
	Idem.	15 avril 1857.	Idem.	175	41	216	Idem.	Idem.
	Brest (Finistère).	2 avril 1857.	Idem.	100	41	141	Brest.	Idem.
	Lorient (Morbihan).	4 nov. 1843.	Idem.	100	41	141	Toulon.	Idem.
	Draguignan (Var).	4 juin 1835.	Idem.	100	41	141	Alger.	Idem.
	Lambézellec (Finistère).	9 octobre 1822.	Idem.	100	26	126	Brest.	Idem.
	Landivisiau (Finistère).	12 nov. 1845.	Idem.	100	26	126	Idem.	Idem.
	Heslin (Cher-de-Nord).	24 nov. 1861.	9 mois 3 jours.	100	16	116	Dinan.	Idem.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris et des père et mère.	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS ET PRÉNOMS des veuves et de l'orphelin
			de la cessa- tion de l'ac- tivité.	du décès.		
22	VENEGUES (Jean-Marie).	Matelot.	19 fév. 1863.	19 fév. 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée sur la côte occidentale d'Afrique.	PERSON (François)
23	TAVERNIER (Jean-Joseph)	Idem.	11 mars 1862.	11 mars 1862.	Mort des suites d'un accident résultant du service.	SINTHOMEZ (Elise)
24	DERVOST (Auguste-Ho- noré).	Idem.	25 sept. 1862.	25 sept. 1862.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexi- que.	FRAMERY (Adélaïde)
25	GUILLEMOT (Guillaume).	Idem.	22 août 1862.	22 août 1862.	Idem.	HERVEZ (Claudine)
26	BOYER (François-Louis).	Chef d'escouade de gabiers.	24 août 1856.	15 juillet 1863.	Mort titulaire d'une pension.	ORTIGUE (Marie- beth).
27	DENBA-N'DIAYE.	Patron de ri- vière au Sénégal.	20 fév. 1863.	20 fév. 1853.	Mort des suites d'une blessure reçue pendant l'expédition du Fouta.	ARVA-DENBA.
28	LE VERN (Yves-Laurent).	Gabier de port.	31 déc. 1858.	29 avril 1863.	Mort titulaire d'une pension.	MENGANT (Marie-Jo)
29	DANIEL (François-Marie).	Ouvrier char- pentier.	24 sept. 1853.	18 juillet 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	PIRIOU (Marie-Yv)
30	LE BARTON (François- Claude-Marie).	Idem.	25 janv. 1853.	1 ^{er} juillet 1863.	Idem.	LE GAC (Françoise)
31	GENSELÉ (Frédéric- Charles).	Ouvrier per- ceur.	11 fév. 1857.	19 juillet 1863.	Idem.	LUNEAU (Anne)...
32	LE NANCELOT (François).	Ouvrier forge- ron.	30 juin 1863.	30 juin 1863.	Mort des suites d'un accident résultant du service.	GUILLEMOT (M Anne).
33	DESCHAUMES (Léonard).	Idem.	3 juillet 1863.	3 juillet 1863.	Idem.	FLEURY (Jacquette)
34	DAOLAS (François-Marie)	Ouvrier tonne- lier.	9 février 1857.	8 avril 1863.	Mort titulaire d'une pension.	CAUZEUR (Marie- lotte).
35	DENIS (François-Au- guste).	Ouvrier peintre.	21 avril 1853.	10 juillet 1863.	Idem.	FÉNARD (Marie-A leine-Antoinette)
36	SAVEY (Jean-Louis)....	Journalier à la fonderie de Ne- vers.	5 juillet 1863.	5 juillet 1863.	Mort des suites d'un accident résultant du service.	BONNEAU (Marie).
37	KRUG (Louis-Joseph- Victor).	Journalier aux subsistances.	19 juin 1863.	23 juin 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	CHANSON (Margu Joséphine).
38	ROBIN (Jean).....	Journalier au port de Rochefort.	9 sept. 1854.	29 juillet 1863.	Mort titulaire d'une pension.	CORHUBNE (Mich Françoise).
39	DE MARGUERIE DE MON- FORT (Nicolas-Adolphe).	Conseiller à la cour impériale du Sénégal.	9 juin 1863.	9 juin 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Séné- gal.	BARON (Caroline).
40	BREMER (Jacques).....	Capitaine de gendarmerie ma- ritime.	11 déc. 1860.	10 juin 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	BARTHÉLEMY (C rine-Louise).
41	VERRIER (Jacques-Louis).	Garde d'artille- rie de 1 ^{re} classe.	26 juin 1863.	26 juin 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	CLOAREC (Marie-Ma rite-Angèle).
42	GOURNAS (Pierre).....	Garde-chiourme.	4 déc. 1850.	20 mai 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	MALLIGNIER (Franç)
PENSIONS D'ORPHELINS JUSQU'À						
43	VARANQUIEN DE VILLE- PIN (Denis-Alexandre), marié à	Chef de batail- lon d'infanterie de marine.	31 juillet 1858.	31 juillet 1858.	.....	VARANQUIEN DE VILL (Alexandre - Ét Charles).
	VAUCHELET (Marie-An- toinette-Élisa).	.....	.....	23 fév. 1863.	Mort titulaire d'une pension.	

MARIAGE.		DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE.	BASES ÉVALUÉES de la fixation.
Lieux.				Lois des 18 avril 1831, 26 avril 1856, 26 juin 1861 et 28 juin 1862.	Loi du 21 juin 1856.	Total.		
Lambézellec (Finistère).		29 mai 1859.	Plus de 2 ans.	100 ^f	16 ^f	116 ^f	Brest.	Lois des 18 avril 1831 et 21 juin 1862.
Bouhaix (Nord).		14 mars 1860.	1 an 11 mois 28 jours.	100	16	116	Dunkerque.	Idem.
Saint-Pierre- les-Calais (Pas-de-Calais).		18 juin 1861.	1 an 3 mois 8 jours.	100	16	116	Calais.	Idem.
Yvias (Nord).		9 octobre 1861.	10 mois 14 jours.	100	16	116	Paimpol.	Idem.
La Crotte (Nord).		10 mai 1819.	Plus de 2 ans.	141	-	141	Toulon.	Lois des 18 avril 1831 et 28 juin 1862.
Côte d'Afrique.		1852.	Idem.	252	-	252	Sénégal.	Lois des 18 avril 1831, 26 avril 1856 et 28 juin 1862.
Plourin (Finistère).		13 mai 1853.	Idem.	126	-	126	Brest.	Lois des 18 avril 1831 et 28 juin 1862.
Lambézellec (Finistère).		4 juin 1853.	Idem.	116	-	116	Idem.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.
Brest (Finistère).		14 juillet 1851.	Idem.	116	-	116	Idem.	Idem.
Chaillevette (Charente-Infér.).		14 juin 1852.	Idem.	116	-	116	Rochefort.	Idem.
Priziac (Morbihan).		14 janv. 1850.	Idem.	116	-	116	Lorient.	Lois des 18 avril 1831 et 28 juin 1862.
Orzy (Aube).		29 avril 1865.	2 mois 5 jours.	116	-	116	Nevers.	Idem.
Lambézellec (Finistère).		25 mai 1857.	Plus de 2 ans.	116	-	116	Brest.	Idem.
Carneville (Manche).		29 nov. 1858.	Idem.	116	-	116	Cherbourg.	Idem.
Gernigny- sur-Loire (Nièvre).		14 juillet 1862.	11 mois 22 jours.	116	-	116	Nevers.	Idem.
Paris (Seine).		15 dec. 1855.	Plus de 2 ans.	116	-	116	Rochefort.	Idem.
Hennebon (Morbihan).		10 juillet 1836.	Idem.	116	-	116	Idem.	Idem.
Strasbourg (Bas-Rhin).		20 sept. 1857.	Plus de 6 ans.	833	-	833	Sénégal.	Lois des 18 avril 1831 et 9 juin 1853.
Paris (Seine).		8 mars 1815.	Plus de 2 ans.	530	-	530	Paris.	Lois des 11 avril 1831 et 28 juin 1861.
Brest (Finistère).		2 nov. 1851.	Idem.	375	-	375	Brest.	Idem.
La Rochelle (Charente-Infér.).		8 octobre 1851.	Idem.	100	16	116	Toulon.	Lois des 11 avril 1831 et 21 juin 1856.
MORT ET EN ANS ACCOMPLIS.								
La Basse-Terre (Guadeloupe).		6 juillet 1843.	Idem.	648	-	648	Guadeloupe.	Lois des 11 avril 1831 et 28 juin 1861.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des père et mère.	GRADE.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOM ET PRÉNOM de l'orpheline.
			de la cessa- tion de l'acti- vité.	du décès.		
44	COUCHOURON (Olivier), marié à LE BORGNE (Marie-Mar- guerite-Louise).	Maître mécani- cien entretenu à 1,800 fr.	13 juillet 1863.	13 juillet 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	COUCHOURON (Herm Louise-Marie) (a)

2. La dépense annuelle de onze mille sept cent soixante et onze francs (11,771^f) qui résultera de la concession des quarante-quatre articles de pensions de veuves et d'orphelins compris dans le tableau qui précède sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Octobre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine
et des colonies,*

Signé C^{te} P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 15,799. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise, pour l'exercice 1863, l'exploitation à titre extraordinaire de trois chênes dans la forêt communale de Saint-Broing (Haute-Saône). (*Paris, 14 Mars 1863.*)

N° 15,800. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Sont soumis au régime du taillis les bois des communes ci-après désignées.

NAISSANCE.		DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité de mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
Né.	Lieu.			Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.	Loi du 21 juin 1856.	Total.		
17 août 1835	Brest (Finistère).	29 août 1834.	Plus de 2 ans.	350 ^f	.	350 ^f	Brest.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.
TOTAUX				11,295	476 ^f	11,771		

(4) La dame CUCHEMONT ayant été séparée de corps de son mari par jugement du 16 août 1856, l'enfant ci-contre est déclaré orphelin, aux termes de l'article 20 de la loi du 18 avril 1831.

Un quart de la contenance sera distrait pour former la réserve réglementaire ; le surplus sera divisé en coupes, conformément aux indications du tableau suivant :

NOMBRE DES COURSES.	DÉPARTE- MENT.	NOMS des communes.	CONTENANCE des forêts.	RÉGIME.	DURÉE DES RÉVOLUTIONS	NOMBRE DE COUPES.	DÉSIGNATION des quarts en réserve. — Cantons.
1	Lot-et-Gar..	Commune du Mas-d'Age- nais.	675 ^a 47 ^a	Taillis sous futaie.	20 ^a	20	Au sud de la section des Barraques.
2	Idem.....	Idem de Sénestis.....	217 11	Idem.	20	20	Canton de la Grave et des Vergnes.
3	Var.....	Idem de Rocbaron.....	34 45	Idem.	20	10	Partie inférieure du bois (a).
4	Haute-Saône	Idem de Chenebier.....	327 36	Idem.	27	27	La Perchelle (b).
5	Haut-Rhin .	Idem d'Offemont.....	71 28	Idem.	25	25	Clairs-Chênois. Le côté Prévost. La Salle.
6	H ^e -Marne..	Idem des Brottes.....	236 51	Idem.	25	25	La Vendue. Les Jardinets et partie du Rochelet.

(a) Coupes biennales. — (b) Les coupes n° 26 et 27 seront transitoirement exploitées toutes deux pour l'exercice 1874.

(Paris, 14 Mars 1863.)

N° 15,801. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à vendre, en trois années consécutives, à partir de 1863, et par portions égales, une coupe extraordinaire de trois mille arbres, à prendre aux cantons d'Angelet, des Pâtreaux et autres dans la forêt des hospices de Saint-Bonnet-le-Château (Loire). (Paris, 18 Mars 1863.)

N° 15,802. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :
ART. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à faire asseoir, dans les bois communaux situés dans le département du Doubs, les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

N ^{OS} DES ARTICLES.	NOMS des communes proprié- taires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
		Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par conten- nance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantités de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
1	Alaise.....	Les Ronces (quart en ré- serve).	39 ^b 08 ^a	"	"	En sept années consécu- tives et par portions égales.
2	Amancey...	Côte-aux-Chèvres et Jou- vette (quart en ré- serve).	6 00	"	"	"
3	Bartherans.	Les Fassures (quart en réserve).	12 60	"	"	"
4	Bonnay....	Molier, Ban et la Gou- lette (quart en ré- serve).	3 96	"	"	"
5	Cendrey...	Bois-Bas (quart en ré- serve).	15 40	"	"	En deux années consécu- tives et par portions égales.
6	Cham- pagnay.	Mont-d'Auxon (quart en réserve).	8 73	"	"	"
7	Cléron.....	Le Fays (quart en ré- serve).	12 00	"	"	En deux années consécu- tives et par portions égales.
8	Courcelles- Quingey.	Sur-Graie (quart en ré- serve).	0 80	"	"	"
9	Cussey- sur-l'Ognon	Les Labeurs (quart en réserve).	12 60	"	"	En deux années consécu- tives et par portions égales.
10	Doulaize...	Le Fongeret (quart en réserve).	3 00	"	"	"
11	Durnes....	Sous-Guériot (quart en réserve).	3 00	"	"	"
12	Goux.....	Queue-du-Bois (réserve faite sur les affoua- ges).	3 73	"	"	"
13	Lantenne- Vertières.	Forêt sectionale de Lan- tenne).	"	7	"	Arbres morts.
14	Larnod....	Le Contard (quart en réserve).	2 00	"	"	"
15	Lavans- Quingey.	Le Chanois (quart en réserve).	4 76	"	"	"
16	Liesle.....	Idem.....	15 10	"	"	"
17	Mérey-sous- Montrond.	Quart en réserve.....	3 00	"	"	"
18	Mérey- Vicille.	La Côte (quart en ré- serve).	12 16	"	"	"
19	Montfaucon	La Ratte (quart en ré- serve).	3 50	"	"	"
20	Noironte..	Les Fouchères (quart en réserve).	9 18	"	"	"
21	Ronchaux..	La Vieille-Combe (quart en réserve).	6 56	"	"	"
22	Sçay (la Tour-de).	Le Petet (quart en ré- serve).	10 00	"	"	"
23	Thise.....	La Gruène (quart en ré- serve).	6 00	"	"	"
24	Aissey.....	La Faye (quart en ré- serve).	9 00	"	"	"
25	Athose.....	Les Oies-Dessus (quart en réserve).	4 59	"	"	"
26	Avilley.....	Trimoulet (quart en ré- serve).	10 56	"	"	En deux années consécu- tives et par portions égales.
27	Avoudrey..	1 ^{re} série de futaie. 552 ^m 2 ^e série de futaie.. 348	"	"	900 ^m	Réserve disponible en 1862.
28	Chanans...	Parcelles en tour de ré- génération.	"	"	240	Idem.
29	Crosey- le-Petit.	Les Grandes - Planches (quart en réserve).	12 32	"	"	"

N° DES ARRIÈRES.	NOMS des communes proprié- taires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
		Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par conten- nance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par claircie.	Quantités de stères sans des- tination du nombre d'arbres.	
2	Cubrial....	Les Charrières (quart en réserve.)	9 47			
3	Cubry.....	Combe-Luchot et Verne- Chauvrez (quart en réserve.)	1 15			
30	Cuisance- le-Val.	Les Crouvoles (quart en réserve.)	11 00			
33	Epenoy....	Série de futaie.....			626	Reserve disponible en 1870.
34	Eysson....	La Vie-de-Provenchère (quart en réserve.)	7 30			
35	Falmbe....	Le Boulet (quart en ré- serve.)	11 40			En deux années consécutives et par portions égales. Reserve disponible en 1860.
36	Flange- bouche.	Parcelles en tour de ré- génération.			138	Coupe de taillis sous fu- taie.
37	Gonsans....	Entre-les-Côtes (quart en réserve.)	7 10			Extraction de réserves enrolandantes.
		Champ-Remond (quart en réserve.)	8 10			
38	Saint-Juan..	La Foye (quart en ré- serve.)	6 00			
39	Lannus....	Le Bois-Brûlé (quart en réserve.)	11 00			
40	Lanthenans.	Le Châtellard (quart en réserve.)	5 12			
41	Loray.....	Série de futaie première affectation.			571	Reserve disponible en 1860.
42	Luisant....	Première affectation....			150	Idem.
43	Marvelise..	Côte-Brûlée (coupe n° 18 et partie du n° 19.)	5 57			Les coupes seront réduites d'un tiers de 1867 à 1869 in- clusivement et l'on n'exploit- tera en 1870 que le restant de la coupe n° 19.
44	Medières...	La Chaille (quart en ré- serve.)	1 15			
45	Naisy.....	Côte-d'Auroz (quart en réserve.)	13 00			
		Mont-des-Roches et Charmes-Bessus (quart en réserve.)	5 10			Coupe de taillis sous fu- taie.
46	Onans.....	Charmes-Bessus (quart en réserve.)	6 35			Claircie le pins.
47	Passavant..	Le Steux (quart en ré- serve.)	5 10			
48	Passon fontaine.	Première affectation....			618	Reserve disponible en 1870.
49	Pierre- Fontaine.	Canton la Jouy (quart en réserve.)		130		Sapins dépérissants ou morts.
50	Pompierre..	Le Chanois (quart en réserve.)	6 00			
51	Poulligney..	Les Argilets (quart en réserve.)	13 50			
52	Roche- lez-Clerval.	Le Lomont (quart en réserve.)	6 00			
53	Roulans....	La Chaille (quart en ré- serve.)	8 00			
54	Vellevans..	Montmaire (quart en réserve.)	10 00			A exploiter sous forme de coupes de régénération.
55	Idem.....	Les Roches-d'Ouvans (partie de la coupe af- fouagère n° 92.)	1 15			
56	Vennes....	Première affectation....			152	Reserve disponible en 1860.

N° DES ARTICLES.	NOMS des communes proprié- taires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
		Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par conten- nance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantités de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
57	Villers- la-Combe.	Combe-Claire-en-Beau (quart en réserve).	5 ^b 26 ^a	"	"	"
58	Abbévillers.	Sur-la-Fertey ou Com- botte-Roussol (réserve faite sur les affouages)	4 50	"	"	"
59	Allondans..	Sur-le-Moulin.....	"	74	"	Arbres morts.
60	Bart.....	Montbard (réserve faite sur les affouages).	2 84	"	"	"
61	Bavans	Bois du Mont (réserve faite sur les coupes affouagères).	5 00	"	"	"
62	Belfays	Bonnechet-des-Fossés et Sous-les-Barres (quart en réserve).	"	"	350	Arbres dépérissants ou nuisibles.
63	Bélieu (Le).	Première affectation...	"	"	370	Réserve disponible en 1863.
64	Belleherbe .	Les Genévriers (quart en réserve de la 2 ^e sé- rie).	"	"	450	Sapins dépérissants ou nuisibles.
65	Beutal.....	Coteau-de-Cherbois (can- ton non compris dans l'aménagement).	1 50	"	"	"
66	Bondeval ..	Les Raies-Chênes (quart en réserve).	4 75	"	"	"
67	Bosse (La).	Parcelles en tour de ré- génération.	"	"	568	Réserve disponible en 1863.
68	Burnevillers	Grattery-Dessous (quart en réserve).	1 32	"	"	"
69	Chamesol ..	Combe - à - Fanneaux (quart en réserve).	9 39	"	"	"
70	Chenalotte (La).	Canton Roncevaux (quart en réserve).	"	"	60	"
71	Dambelin..	Coteau - aux - Lièvres (quart en réserve).	5 00	"	"	"
72	Damp- richard.	Parcelles en tour de ré- génération.	"	"	486	Réserve disponible en 1863.
73	Feschés....	Les Landes (réserve faite sur les affouages).	5 50	"	"	"
74	Fleurey....	Les Touilles (canton non compris dans l'a- ménagement).	2 35	"	"	"
75	Froide- vaux.	Bois de la Cernière (quart en réserve).	12 08	"	"	"
76	Glère.....	Côte-Manchot (quart en réserve).	5 00	"	"	"
77	Goumoir...	Série de futaie.....	"	"	174	Réserve disponible en 1863.
78	Saint- Hippolyte.	Gouffre-du-Lods (quart en réserve).	7 75	"	"	"
79	Montandon.	Série de futaie.....	"	"	159	Réserve disponible en 1863.
80	Mont- béliardot.	Sous-les-Roches (ré- serve).	"	"	400	"
81	Mont- de-Laval.	Mont-Repentir	"	"	3,500	En cinq années consécu- tives et par portions égales.
82	Mouille- villers.	Sous-Soyère (quart en réserve).	0 85	"	"	"
83	Vaudon- court.	Lieu dit le Canton (non compris dans l'aména- gement).	2 73	"	"	"

NOMS des communes proprié- taires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
	Noms des cantons où les coupeuseront assises.	Etendue des coupes à exploiter par conten- ance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par claircie.	Quantité de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
13 Villars- sous-Érot.	Genivieu-vers-Conde- ment (quart en ré- serve).	10 ^h 10 ^l		—	
14 Vougeau- court.	Les Chevalières (quart en réserve).	1 50			En deux années consécu- tives, et par portions égales.
15 Bonjailles.	Le Passage (série de fu- taie).			300	
16 Jolle.	Pasquier-aux-Bonfs....			250	
17 idem.	Cantonement.....		6		8 pins deperissants.
18 Ryans.	Mont-Séverin (série de futaie).		28		Extraction de résines dans la sapinière.
19 La Cluse.	Le Crossat.....			600	Reserve disponible.
20 idem (sec. de la Chapelle- Wijoux).	Mauchamp.....			300	
21 Les Combes (section des Combes).				106	Reserve disponible en 1885.
22 idem (sec- tion de la Lavenne et Montbibi- ler).				104	idem.
23 Gervignies.	Première affectation...			908	Reserve disponible en 1885.
24 Doubs....	Cinquième affectation..			1,500	Idem.
	Première affectation..			1,700	En 1884 (imputables sur la réserve).
25 Saint- Gorgon.	Le Bief (série de taillis).				Extraction de sapins dans les coupes affouagères.
26 Les Bouchois.	Les Bouchois (quart en réserve de la série de futaie).	1 65			
27 Les Lisiers.	Joux-de-la-Béresse (ré- serve).		150		
28 Les Hôpi- tans-Vieux.	Pré-Mairey.....			300	
29 Le Lac- des-Écluzes.	Les Raviers (réserve)..			600	
30 Les Longevilles.				300	
31 Mont-le-Bon.	Première et cinquième affectations.			614	Reserve disponible en 1885.
32 Mont- perreux.	Le Crouzet (réserve)..	1 45			Reprises-nettoyement.
33 Montau...	Le Chablet (réserve)..			150	Extraction de vieux bois.
34 Chabans....	Partie est de l'usance. Mont-d'Uzier (série de futaie).			1,500	
35 La Planée..	Chaule.....			200	Extraction de vieux sa- pins.
36 Pontartier..	1 ^{re} série..... 3,360 ^m 2 ^e série..... 1,540 3 ^e série..... 650			5,550	En quatre années consécu- tives et par portions égales sur les dix premières années de la révolution.
37 Les Pontets	Placaud.....			220	A imputer sur la réserve.
38 La Rivière..	Malbuzenet (réserve)..	1 30			Nettoyement portant sur les bois feuillus.
39 Rochejean..	La Joux (réserve).....			200	Arbres deperissants et sous-bois feuillus.
40 Sombacourt	Combe-Guillot (réserve). Champetot.....			800	Extraction de vieux sa- pins.

N ^o DES ARTICLES.	NOMS des communes proprié- taires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
		Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par conte- nance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantités de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
111	Vaux-et- Chantegrue.	.....	"	"	500	A imputer sur la réserve.
112	La Villedieu.	Le Brochet (réserve)...	"	"	300	"
113	Buffard....	La Fenièrè (quart en ré- serve).	9 ^h 28 ^a	"	"	"

2. Sont rejetées les demandes formées par les communes de Berthelange, Brailans, Chalezeule, Chevroz, Corcelles-Mieslot, Cussey-sur-Lison, Durnes (en ce qui touche la coupe des Vignettes), Geneuille, Lantenne-Vertières (en ce qui touche l'exploitation de dix arbres vifs), Lizine, Montfort, Montmahoux, Routelle, Silley, Blussans, Bois-la-Ville, Bournois, Branne, Champlive, Châtillon-Guyotte, Colombier-Châtelot, Gondénans-Monthy (pour la commune et pour la section d'Écharquenans), Lomont, Lusans, Montenois, Onans (en ce qui touche le bois de chêne), Ougney-le-Bas, Ougney-la-Roche, Passavant (en ce qui touche la réserve du Fournet), Plaimbois-Vennes, Rougemont, Soye, Uzelle, Vernier-Fontaine, Villers-le-Sec, Allenjoie, Battenans, le Bizot, Blamont, Chamésey, Charquemont (pour la section de Fournet), Dambenois, Échenans, Indevillers (pour la section de Chauvillers), Saint-Julien-en-Montagne, Mandeure, Plaimbois-du-Miroir, Présentevillers, Vaudoncourt (en ce qui touche le canton des Vieilles-Vignes), Villars-sous-Dampjoux, Villars-sous-Écot (en ce qui touche les cantons Coteau de la Velle et du Châtelet), les Grangettes, la Longeville, Reculfoz, Remoray, Sept-Fontaines et Vuillecin. (Paris, 18 Mars 1863.)



Certifié conforme:

Paris, le 14^e Janvier 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1004.

N° 15,803. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 19 liquidations de Pensions civiles.*

Du 9 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en ses avis des 7 octobre et 9 décembre 1863;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les dix-neuf liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de six mille huit cents francs (6,800^f) au tableau d'autre part sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n° 1.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances

Signé ACHILLE FOULD.

NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			DATES des lois, décs et ordonnances en vertu desquelles la pension a été accordée
	Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	

DEUXIÈME

(Pensions pour services tenus)

BLONDIN (Dominique-Pierre) ⁽¹⁾	13 mai 1795.	Metz (Moselle).	Directeur du mouvement général des fonds.	FINANCES. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	14	1	18	Loi du 9 1853.
LAURENT (François-Eugène).	20 sept. 1802.	Doullens (Somme).	Percepteur.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	23	10	14	Idem.....
SAMSON (Nicolas-Désiré).	4 juillet 1795.	Montargis (Loiret).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20	*	5	Idem.....
GOURDON - FROMENTEL (Marie-Ambroise-Mélanie), veuve DROUOT ⁽²⁾	10 fév. 1805.	Champlitte (Haute-Saône).	Le mari percepteur.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	24	*	27	Idem.....
REDAUD (Barbe-Caroline), veuve BESGE.	14 janv. 1806.	Saint-Benoît-du-Sault (Indre).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... POSTES. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	22	*	18	Idem.....
AVARE (Pierre) ⁽¹⁾	11 dec. 1800.	Neufchâteau (Vosges).	Facteur rural....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10	5	*	Idem.....
BERTY (Victor).....	15 janv. 1796.	Saint-Marcel-de-Fonsfouillouse (Gard).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	36	2	20	Idem.....
BOTS (Adolphe).....	9 août 1799.	Nancy (Meurthe).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	23	9	*	Idem.....
BRUN (Louis).....	19 mai 1802.	Mauzun (Puy-de-Dôme).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	5	14	Idem.....
FRESSINET (Augustin-Joseph), dit GODARD.	10 avril 1792.	Montmédy (Meuse).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	23	9	*	Idem.....
HÉMIC (Joseph).....	12 janv. 1797.	Réchicourt-le-Château (Meurthe).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	8	4	*	Idem.....

⁽¹⁾ Infirmités. — ⁽²⁾ Le mari mort des suites de blessures reçues en accomplissant un acte de dévouement.

NOM du pensionné	LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires
	des services militaires.	des services civils.	Total.					

commencement au 1^{er} janvier 1854.

582 86	"	3,359 38 ^c	3,359 38 ^c	"	"	3,359 ^f	1 ^{er} juin 1863.	Paris (Seine).
538 25	"	274 97	274 97	"	"	274	13 juillet 1863.	Amiens (Somme).
132 75	"	315 80	313 03	"	"	313	15 avril 1863.	Châtillon- sur-Loing (Loiret).
800 61	"	"	"	2,400 ^f	1,600 ^f	1,600	16 juin 1863.	Champlitte (Haute-Saône)
269 25	"	326 71	326 71	"	108	108	30 octobre 1863.	Saint-Benoit- du-Sault (Indre).
					TOTAL.	5,664		
590 00	"	77 33	77 33	"	"	77	1 ^{er} juillet 1863.	Nogent (Eure-et-Loir).
13 39	"	47 30	47 30	"	"	47	1 ^{er} juin 1863.	Saint-Marcel- de-Fonsfouilloux (Gard).
61 27	"	64 64	64 64	"	"	64	16 sept. 1863.	Delme (Meurthe).
6 00	"	64 55	64 55	"	"	64	1 ^{er} sept. 1863.	Mauzun (Puy-de-Dôme)
38 12 ^c	38 ^f 12 ^c	76 90	115 02	"	"	115	Idem.	Montmédy (Meuse).
55 50	55 50	31 54	76 94	"	"	76	Idem.	Béchicourt- le-Château (Meurthe).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			N ^o des lois et ord. verbal la pe a été a
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
12	LAFFAYE (JERN)	6 janvier 1807.	Frontenac (Gironde).	Artillerie royal.	Militaires . . . Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs . .	5	9	15	Loi de 1855.
13	LANGLOIS (Louis-Fran- çois).	17 fév. 1800.	Ménilles (Eure).	Idem	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs . .	23	9	*		Idem . . . .
14	PRYAT (Louis)	21 août 1808.	Saint-Jean- du-Bruel (Ardennes).	Idem	Militaires . . . Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs . .	9	8	15	Idem
15	PINEAU (Jean-Martial) . .	2 sept. 1795.	La Potherie (Maine-et-Loire).	Idem	Militaires . . . Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs . .	5	11	25		Idem . . . .
16	PRIOT (Auguste)	21 mars 1821.	Laval (Mayenne) .	Idem	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs . .	17	11	10	Idem
17	ROSAT (Sébastien)	26 nov. 1796.	Moyenvic (Meurthe) .	Idem	Militaires . . . Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs . .	4	6	*		Idem . . . .
18	SEGAUT François	23 fév. 1798.	Châteaurenau (Indre) .	Idem	Militaires . . . Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs . .	6	2	19	Idem
19	VIGNON (Sulpice-Desiré) .	23 fév. 1799.	Marchemont (Oise) .	Idem	Militaires . . . Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs . .	9	8	15		Idem . . . .
catégorie . . . Militaires Postes TOTAL									

N^o 15,804.—**DÉCRET IMPÉRIAL** qui approuve 25 liquidations de Pensions civiles.

Du 9 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

	LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
	des services militaires.	des services civils.	Total.					
541 02	38 ^f 60 ^s	78 ^f 39 ^s	116 ^f 89 ^s	"	"	116 ^f	16 sept. 1863.	Frontenac (Gironde).
540 41	"	85 84	85 84	"	"	85	Idem.	Ménilles (Bure).
417 50	43 88	60 06	103 94	"	"	103	1 ^{er} octobre 1863.	Saint-Jean- du-Bruel (Aveyron).
555 33	"	74 84	74 84	"	"	74	1 ^{er} sept. 1863.	Pouancé (Maine-et-Loire).
540 54	"	73 47	73 47	"	"	73	1 ^{er} juillet 1863.	Château- Gontier (Mayenne).
553 33	41 46	86 96	128 42	"	"	128	1 ^{er} sept. 1863.	Moyenvic (Meurthe).
540 00	"	79 07	79 07	"	"	79	16 sept. 1863.	Châteauroux (Indre).
561 05	"	35 13	35 13	"	"	35	Idem.	Machemont (Oise).
					TOTAL.	1,136		

5	5,664 ^f
14	1,136
19	6,800

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution ;

Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1863 ;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 22 décembre dernier ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

pour une somme totale de vingt-huit mille deux cent soixante-dix-sept francs (28,277^f) au tableau ci-après sont approuvées.

NOM de la pension.	LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE reversible aux veuves ou orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATE de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
	des services militaires.	des services civils.	Total.					
VIENNE								
arrêté le 1 ^{er} janvier 1854.)								
"	"	"	"	"	125 ^f	125 ^f	4 mai 1863.	Buxy (Saône-et-Loire).
"	"	"	"	"	1,166	1,166	9 mai 1863.	Château- Thierry (Aisne).
					TOTAL.	1,291		
"	"	"	"	"	608	608	25 juillet 1863.	Paris (Seine).
"	"	"	"	"	152	152	Du 24 juillet 1863 au 10 février 1865.	<i>Idem.</i>
"	"	"	"	"	152	152	Du 24 juillet 1863 au 14 janvier 1868.	<i>Idem.</i>
					TOTAL.	912		
VIENNE								
arrêté le 1 ^{er} janvier 1854.)								
100 ^f	"	1,186 ^f 66 ^c	1,580 ^f 00 ^c	"	"	1,580	1 ^{er} nov. 1863.	Orléans (Loiret).
100 00	"	393 34		"	"			
100 00	"	"	3,000 00	"	"	2,000	9 nov. 1863.	Auxerre (Yonne).
2,000 00	"	"	5,000 00	"	"	5,000(a)	12 août 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
100 ^f 94	"	1,533 76	2,176 65	"	"	2,176	3 octobre 1863.	Avignon (Vaucluse).
100 32	"	642 89		"	"			
100 65	"	"	"	1,500 ^f	"	1,500	1 ^{er} sept. 1863.	Paris (Seine).
100 00	"	982 68	1,442 71	"	"	1,442	10 nov. 1863.	Brignolles (Var).
100 00	"	460 03		"	"			
100 33	"	1,281 13	1,810 46	"	"	1,810	2 novembre 1863.	Alby (Tarn).
100 03	"	529 34		"	"			
100 15	"	"	"	1,500	"	1,500	21 sept. 1863.	Bar-sur-Seine (Aube).

(a) sauf déduction des arrérages qui auraient été payés sur la pension de 5,000 francs concédée par décret du 30 oct. 1863, et que la présente concession annule.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			SA des lois et ordi- en de la p a été
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
14	BOULLANGER (Arthémise- veuve WARMÉ.	17 juillet 1817.	Liancourt (Oise).	Le mari, ex-rece- veur.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	22	9	*	Régimen- tal de vies 1 du 9
15	CORINALDI (Rosa), veuve CHARDON (1).	16 avril 1793.	Trieste (Etranger).	Le mari, ex-admini- strateur.	Civils.....	9	9	7	Idem...
16	DECOURTEIX-LAVAUD (Ca- therine), veuve PIAT.	1 ^{er} mars 1800.	Chénérailles (Creuse).	Le mari, conserva- teur.	Idem.....	47	4	5	Idem...
17	GOSSET DES AGRÉS (Marie- Henriette), veuve MORIN.	23 mars 1799.	Saint-Jacques Calvados).	Le mari, rece- veur.	Idem.....	46	5	15	Idem...
18	GRUSON (Marie-Louise- Aline-Cléontine), ven- ve MASSON DE LONG- PRÉ.	21 fev. 1806.	Lille (Nord).	Le mari, conserva- teur.	Idem.....	47	5	26	Idem...
19	WEBB (Marie - Louise- Mélanie), veuve DES- PIÉS.	18 fevr. 1812.	La Rochelle (Charente-Inf ^{re}).	Idem.....	Idem.....	36	4	4	Idem...
20	BALLAND (Jean-Baptiste).	7 mai 1800.	Laveline- dev'-Bruyères Vosges).	Garde marte.....	Forêts. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	22	8	24	Idem...
21	ESCHER (Conrad).....	5 janvier 1801.	Niffer (Haut-Rhin).	Idem.....	Militaires.....	9	9	15	Idem...
22	MORCEL (Joseph-Stanis- las-Victor).	2 mai 1798.	Hénaménil Meurthe).	Garde forestier ..	Civils.....	34	+	20	Idem...
23	ROSE (Antoine).....	16 avril 1794.	Thuitley- aux-Groseilles Meurthe).	Idem.....	Militaires.....	2	6	16	Idem...
24	ALLARD-DUJANT-PLUSSIS (Adrienne - Aglaé) ; veuve ANTHÉLME DE NOUVILLE.	26 août 1817.	Caen (Calvados).	Le mari, conserva- teur des fo- rêts.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20	1	16	Idem...
25	MARY (Françoise-Ande- lie-Marie), veuve FEAN.	25 nov. 1813.	Quillan (Aude).	Le mari, garde général.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	9	9	20	Idem...
						26	6	13	Idem.....
						11	6	16	

(1) Le mari était français.

RÉC

1 ^{re} catégorie.	Forêts.....
	Caisse des dépôts et consignat.....
2 ^e catégorie..	Contributions directes.....
	Enregistrement.....
	Forêts.....

TOTAL.....

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

	LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires
	des services militaires.	des services civils.	Total.					
639 25	.	.	.	3,000 ^f	1,000 ^f	1,000 ^f	8 octobre 1863.	Paris (Seine).
640 25	.	.	.	"	2,000	2,000	19 juillet 1863.	Nice (Alpes-Maritimes)
641 25	.	.	.	"	666	666	16 août 1863.	Chambon (Creuse).
642 25	.	.	.	"	666	666	18 juillet 1863.	Paris (Seine).
643 25	.	.	.	"	666	666	21 octobre 1863.	Idem.
644 25	.	.	.	"	666	666	23 sept. 1863.	La Rochelle (Charente-Inférieure).
645 25	.	.	.	"	TOTAL.	21,092		
646 25	.	305 ^f 33 ^c	434 ^f 95 ^c	"	"	434	16 octobre 1863.	Mailleron- Faing (Vosges).
647 25	45 ^f 46 ^c	434 80	480 26	"	449	449	21 octobre 1863.	Sausheim (Haut-Rhin).
648 25	18 64	223 65 108 80	351 09	"	"	351	Idem.	Marbache (Meurthe).
649 25	.	532 52	532 52	396	"	396	Idem.	Livernon (Meurthe).
650 25	.	.	.	"	1,333	1,333	6 septembre 1863.	Paris (Seine).
651 25	.	971 64 348 32	1,319 96	"	439	439	17 juillet 1863.	Graissessac (Hérault).
652 25	.	.	.	"	TOTAL.	3,402		

2	1,291 ^f	2,203 ^f
3	912	
1	1,580	
13	21,092	26,074
6	3,402	
25	.....	28,277

Fait au palais des Tuileries, le 9 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 15,805. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir, dans les bois communaux situés dans le département du Haut-Rhin, les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

N° DES ARTICLES.	NOMS des communes propriétaires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
		Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par contenance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantités de stères sans désignation du nombre d'arbres.	
1	Durren-entzen.	Quart en réserve, coupon n° 1.	4 ^h 10 ^a	"	"	
2	Ober-saasheim.	Reinwald.....	6 85	"	"	

(Paris, 18 Mars 1863.)

N° 15,806. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à faire asseoir, dans les bois communaux situés dans le département des Hautes-Pyrénées, les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

N° DES ARTICLES.	NOMS des communes propriétaires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
		Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par contenance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantités de stères sans désignation du nombre d'arbres.	
1	Arcizac-Adour.	Claret.....	5 ^h 52 ^a	"	"	En deux lots égaux en 1863 et 1864.
2	Laméac....	Quart en réserve.....	2 50	"	"	"
3	Ossun	Idem.....	14 00	"	"	"
4	Sinzos.....	Idem.....	4 15	"	"	"
5	Pintac.....	Bernates.....	1 00	"	"	Emondage de chênes.
6	Aragnouet.	Bert	"	550	"	"
7	Aspin.....	Tachous	"	"	600	"
8	Asté-Lies et Banios.	Bois indivis.....	8	"	"	"
9	Azet.....	Arioua	"	80	"	"
10	Bazus-Aure.	La Sapinière	"	"	300	"
11	Beyrede-Jumet.	Areuse.....	8	"	"	Extraction de hêtres.
12	Idem.....	Idem.....	"	800	"	Par portions égales en 1863 et 1864.
13	Idem.....	Houre-Aouré	"	400	"	"
14	Graithen et Guchan.	Pégnère et Mutet	"	200	"	"
15	Quatre-Véziaux.	La Sapinière.....	"	"	10	Le surplus de la demande de la commune est rejetée.

2. Sont rejetées les demandes formées par les communes suivantes : Burg, Aucun et Ferrières, Houré, Laubajac, Marquerie, Saint-Léger, Saint-Lary et Sailhan. (Paris, 18 Mars 1863.)

N° 15,807. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Morez (Jura) à exploiter, pour l'exercice 1863, dans le can-

un Évet de ses bois, une coupe extraordinaire de six cent cinquante arbres et de quinze hectares de taillis. (*Paris, 18 Mars 1863.*)

N° 15,808. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. La forêt domaniale de Gramecey (Meurthe), contenant environ quatre cent vingt-deux hectares, sera soumise, pendant une révolution transitoire de cent cinquante ans, divisée en cinq périodes de trente ans, à des exploitations ayant pour but la conversion en futaie pleine ; elle sera, à cet effet, divisée en cinq affectations, conformément aux propositions de l'administration des forêts, approuvées par le ministre des finances.

1. Durant la première période, les coupes de régénération à effectuer dans la première affectation seront basées sur la contenance. (*Paris, 25 Mars 1863.*)

N° 15,809. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à délivrer à la commune de Rurey (Doubs), pour l'exercice 1863, une coupe extraordinaire de huit hectares, à prendre dans le quart en réserve de sa forêt. (*Paris, 25 Mars 1863.*)

N° 15,810. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à délivrer à la commune du Russey (Doubs), pour l'exercice 1863, une coupe extraordinaire de cinq cent soixante-neuf stères, montant de la réserve disponible dans le bois communal pour ledit exercice. (*Paris, 25 Mars 1863.*)

N° 15,811. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à délivrer à la commune de Tramans (Jura), pour l'exercice 1863, une coupe extraordinaire de treize hectares soixante-quatre ares, à prendre dans le quart en réserve de sa forêt. (*Paris, 25 Mars 1863.*)

N° 15,812. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. La forêt communale de la Chaux (Doubs), contenant environ deux cent quatre hectares, sera traitée en futaie pleine, à la révolution de cent cinquante ans, divisée en six périodes égales, à chacune desquelles correspondra une affectation sur le terrain.

2. Durant la première période de la première révolution, considérée comme transitoire, la possibilité en produits principaux, tant des coupes de régénération que des coupes d'extraction à asseoir dans la sixième affectation, est fixée à mille cent vingt mètres cubes, non compris trois cent soixante-quatorze mètres cubes mis en réserve pour les besoins extraordinaires de la commune.

Cette possibilité pourra être l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts. (*Paris, 1^{er} Avril 1863.*)

N° 15,813. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à faire asseoir, dans les bois communaux situés dans le département des Basses-Pyrénées, les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

N ^{OS} DES ARTICLES.	NOMS des communes proprié- taires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir li
		Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par conten- nance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantités de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
1	Beuste.....	Quart en réserve.....	"	"	900 ⁰⁰	Par lots égaux en 1864 et 1865.
1 bis	Idem.....	Idem.....	22 ^b 81 ^a	"	"	Par lots égaux en 1867, 1868 et 1869.
2	Bénéjacq...	Idem.....	10 00	"	"	Le surplus de la de étant rejeté.
3	Hours.....	Idem.....	4 60	"	"	"
4	Lagos.....	Idem.....	1 00	"	"	"
5	Monein....	Vieux-Larincq.....	5 00	"	"	"
6	Montaut...	Quinta-Detseucq.....	"	67	"	"
7	Montpezat- Bétracq.	Quart en réserve.....	3 80	"	"	"
8	Doszon.....	Candau.....	14 00	"	"	Éclaircie par pe égales en 1863 et 1864
9	Mouguerre.	Quart en réserve.....	"	"	300	"
11	Sus.....	Candau.....	3 76	"	"	Par portions égal 1863, 1864, 1865 et Sous la condition q coupes ordinaires sero pendues pendant ces années.
12	Urrugne...	Antcola et Oyancelaza..	"	"	60	"
13	Estialescq..	Sébitouch.....	4 00	"	"	"
14	La- commande.	Quart en réserve.....	1 00	"	"	"
15	Saint-Pée ..	Herricotaitoa.....	4 00	"	"	Éclaircie et émonda tôtards.
16	Ustaritz....	Haitze.....	3 12	"	"	"
17	La- commande.	Quart en réserve.....	3 00	"	"	"

2. Sont rejetées les demandes formées par les communes suivantes : Bielle et lières (indivis), Escot, Avaux, Ordiarp, Saint-Engrace, Buzy. (Paris, 4 Avril 1864.)



Certifié conforme :

Paris, le 18^r Janvier 1864,

Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,

J. BAROCHIE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1005.

N° 15814. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 7 liquidations de Pensions civiles.*

Du 23 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 5, 6, 7, 11, 13, 16, 18, 23 et 25 de la loi du 9 juin
1853, sur les pensions civiles;

Vu la loi du 22 août 1790, les décrets des 13 septembre 1806, 22 jan-
vier et 2 février 1808, et les ordonnances du 25 février 1816 et 4 novembre
1818;

Vu les avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date
des 16 et 27 octobre, 23 et 26 novembre et 3 décembre 1863, portant qu'il
a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et
la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au
ministère de la guerre pour l'année 1863;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en ses avis des
17 novembre, 9 et 15 décembre 1863;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de
la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les sept liquidations de pensions civiles comprises
pour une somme totale de six mille six cent cinquante francs (6,650^f)
au tableau d'autre part sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance
du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre
et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exé-
cution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Décembre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

XI^e Série.

Le Maréchal de France, Ministre
secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

h

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			DATE des lois, et ordonnances en vertu des la pen- sion a été acc
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
DEUX (Pensions pour services ter									
1	GALLYOT (Louise), or- pheline mineure ⁽¹⁾ .	22 août 1843.	Metz (Moselle).	Le père, ex-pro- fesseur de des- sin à l'école ré- gimentaire du génie à Metz.	Militaires et civils.	45	4	7	Ordonnance 25 février et loi du 1853.
2	LEROY (Marie-Henriette), veuve MINOT.	18 fév. 1807.	Montcy- Saint-Pierre (Ardenne).	Le mari, ex-ou- vrier à poste fixe à la poudre- rie de St-Ponce.	Civils.....	31	1	"	Decret du 2 vier 1808 du 9 juin
3	JACQUIN (François-Domi- nique).	28 frim. an XI [19 déc. 1802].	Nantes (Loire-Inférieure)	Commis principal de 1 ^{re} classe au ministère de la guerre.	Idem.....	41	"	12	Decret du vriér 1808 du 9 juin
4	FIEFFÉ DE LIÈVREVILLE (Léon-François).	6 prair. an IX [26 mai 1801].	Paris (Seine).	Idem.....	Idem.....	30	"	"	Idem.....
5	DAUPHIN (Pierre-Jacques)	23 juill. 1806.	Nantes (Loire-Inférieure)	Commis ordinaire au ministère de la guerre.	Militaires et civils.	22	10	"	Idem.....
6	LE MAGNEN (Jacques- François).	17 frim. an XI [8 déc. 1803].	Gréville (Manche).	Préposé aux vi- vres à l'école impériale poly- technique.	Idem.....	38	1	15	Règlement 12 février et 4 nov 1818 et 1 9 juin 18
7	MARCAGGI (Jean-Pierre).	3 avril 1793.	Bocognano (Corse).	Casernier à Boco- gnano.	Civils.....	37	10	"	Loi du 23 1790, déc 13 sept. 2 loi du 9 1853.

(1) Tuteur : M. MERCIER (Pierre), professeur de dessin à l'école régimentaire du génie à Metz.

N^o 15,815.—*DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 36 liquidations de Pensions civiles.*

Du 26 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Vu les articles 2, 5, 6, 7, 8, 11, 13, 18, 23 et 25 de la loi du 9^o juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

Vu les avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 5 décembre 1863, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de l'instruction publique;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 15 décembre 1863;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique.

	LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
	des services militaires.	des services civils.	Total.					
	"	"	2,133'00"	"	711'00'	711'	Du 4 juin 1863 au 22 août 1864, époque à laquelle l'orphelin at- teindra sa 21 ^e année. 9 octobre 1863.	Metz (Moselle).
	"	"	371 00	"	123 66	123		La Franchevill (Ardennes).
1000'00"	"	1,790'00"	2,790 00	2,000'	"	2,000	1 ^{er} janvier 1864.	Paris (Seine).
1500 00	"	1,200 00 600 00	1,800 00	"	"	1,800	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
463 58 463 27	"	578 91 421 27	1,000 18	"	"	1,000 (a)	9 décembre 1863.	Nantes (Loire-Inférieure)
800 00	"	656 24 232 36	888 60	"	"	888 (a)	1 ^{er} janvier 1864.	Paris (Seine).
100 00	"	62 00 66 21	128 61	"	"	128 (a)	8 décembre 1863.	Bocognano (Corse).
					TOTAL..	6,650		

à la condition que les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été rayé des con-
sultes d'admission.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les trente-six liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de deux mille cent quatre-vingt-dix - neuf francs (2,199') au tableau d'autre part sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'instruction publique et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 26 Décembre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'instruction publique,

Signé V. DURUY.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			DÉT des lois, et ordon en vertu de la loi a été ac
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services)									
1	ALBOUCQ (Jean-Baptiste-Magloire).	9 avril 1798.	Hannappes (Ardennes).	Instituteur pu- blic.	Civils.....	36	9	14	Loi du 1853.
2	BAILLY (Louis-Stanislas DE).	25 mai 1793.	Faverolles (Somme).	Idem.....	Idem.....	50	2	2	Idem.....
3	BRALEY (Edme-Nicolas).	28 avril 1800.	Montaulin (Aube).	Idem.....	Idem.....	42	10	"	Idem.....
4	BRIÈRE (Jean-François).	27 mars 1800.	Berd'huis (Orne).	Idem.....	Idem.....	39	"	11	Idem.....
5	BURON (Ambroise-Isi- dore).	24 mars 1798.	Thiembronne (Pas-de-Calais).	Idem.....	Idem.....	46	3	7	Idem.....
6	CAMBUZAT (Jean).....	22 juin 1796.	Brosses (Yonne).	Idem.....	Idem.....	30	5	"	Idem.....
7	CHABRIAC (Pierre-Fran- çois) (1).	28 avril 1806.	Tour (Calvados).	Idem.....	Idem.....	35	2	19	Idem.....
8	COFFIN (Louis-François- Dominique).	12 juin 1802.	Belloy- Saint-Léonard (Somme).	Idem.....	Idem.....	44	9	22	Idem.....
9	DELATTRE (Jean - Bap- tiste).	4 juin 1797.	Prouville (Somme).	Idem.....	Idem.....	44	3	28	Idem.....
10	D'HÉU (Jacques - Phi- lippe).	3 juillet 1795.	Attancourt (Haute-Marne).	Idem.....	Idem.....	48	3	"	Idem.....
11	DOLLE (Jean-Baptiste).	17 mai 1802.	Dolignon (Aisne).	Idem.....	Idem.....	32	10	16	Idem.....
12	FLAMENT (Florimond - Alexandre).	24 sept. 1797.	Montières- lez-Amiens (Somme).	Idem.....	Idem.....	43	2	"	Idem.....
13	GAND (Jean).....	19 août 1792.	Tillon (Deux-Sèvres).	Idem.....	Idem.....	30	11	16	Idem.....
14	GAYET (Claude-Narcisse)	16 déc. 1802.	Vroil (Marne).	Idem.....	Idem.....	33	1	19	Idem.....
15	GOUGET (Jacques-Fran- çois).	10 mai 1799.	Bémécourt (Eure).	Idem.....	Idem.....	35	"	"	Idem.....
16	GUINCHARD (Jean-Fran- çois).	16 mai 1793.	Lièvreumont (Doubs).	Idem.....	Idem.....	48	6	"	Idem.....
17	HUGOT (François-Ma- thieu-Eustache).	20 sept. 1789.	Perpignan (Pyrénées-Or.).	Idem.....	Idem.....	30	"	6	Idem.....
18	JACOB (Pierre).....	6 nov. 1799.	Champigny- sous-Varennes (Haute-Marne).	Idem.....	Idem.....	40	"	20	Idem.....
19	LAMBERT (Antoine- Vic- tor).	16 janv. 1802.	Puiseux- en-Bray (Oise).	Idem.....	Idem.....	43	6	"	Idem.....
20	LAPEYRE (Jean).....	12 sept. 1789.	Lomné (Hautes-Pyrénées)	Idem.....	Idem.....	43	"	15	Idem.....
21	LEULLIER (Marc- An- toine).	24 oct. 1798.	Aumâtre (Somme).	Idem.....	Idem.....	43	2	16	Idem.....
22	MAILLARD (Joseph-Pro- sper).	2 juin 1799.	Saint-Vigor- d'Ymonville (Seine-Inférieure)	Idem.....	Idem.....	42	5	11	Idem.....
23	MINOT (Nicolas).....	12 août 1793.	Colmier- le-Haut (Haute-Marne).	Idem.....	Idem.....	48	11	15	Idem.....

(1) Hors d'état de continuer ses fonctions.

(1) Hors d'état de continuer ses fonctions.

	LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
	des services militaires.	des services civils.	Total.					
an 1 ^{er} janvier 1854.)								
53 ^f 48 ^c	53 ^f 48 ^c	53 ^f 48 ^c	53 ^f	53 ^f	16 octobre 1861.	Mont-S ^t -Jean (Aisne).		
59 15	59 15	59 15	59	59	1 ^{er} février 1863.	Faverolles (Somme).		
60 90	60 90	60 90	60	60	1 ^{er} avril 1863.	Saint-Thibault (Aube).		
43 16	43 16	43 16	43	43	1 ^{er} janvier 1861.	Nocé (Orne).		
63 39	63 39	63 39	63	63	1 ^{er} juillet 1863.	Thiembronne (Pas-de-Calais).		
65 97	65 97	65 97	65	65	1 ^{er} août 1863.	Brosses (Yonne).		
55 84	55 84	55 84	55	55	1 ^{er} sept. 1863.	Saint-Vigore- le-Grand (Calvados).		
63 36	63 36	63 36	63	63	1 ^{er} janvier 1863.	Méricourt- en-Vimeux (Somme).		
60 90	60 90	60 90	60	60	1 ^{er} avril 1863.	Hiermont (Somme).		
45 08	45 08	45 08	45	45	1 ^{er} janvier 1863.	La Neuville- au-Pont (Haute-Marne).		
49 86	49 86	49 86	49	49	15 janvier 1863.	Dollignon (Aisne).		
58 50	58 50	58 50	58	58	1 ^{er} janvier 1863.	Seux (Somme).		
56 50	56 50	56 50	56	56	1 ^{er} octobre 1862.	Tillon (Deux-Sèvres).		
57 81	57 81	57 81	57	57	20 déc. 1862.	Brabant- le-Roi (Meuse).		
56 76	56 76	56 76	56	56	1 ^{er} octobre 1861.	Bémécourt (Eure).		
61 73	61 73	61 73	61	61	1 ^{er} mai 1863.	Pont- les-Moulins (Doubs).		
62 56	62 56	62 56	62	62	1 ^{er} juin 1863.	Perpignan (Pyrénées-Or.).		
34 83	34 83	34 83	34	34	Trois années à da- ter du jour de l'insertion du décret de con- cession au Bul- letin des lois, 1 ^{er} mai 1863.	Arbigny (Haute-Marne).		
94 82	94 82	94 82	94	94		La Courneuve (Seine).		
50 66	50 66	50 66	50	50	1 ^{er} janvier 1862.	Nénigan (Haute-Garonne).		
61 47	61 47	61 47	61	61	1 ^{er} octobre 1862.	Rambures (Somme).		
61 16	61 16	61 16	61	61	12 mai 1863.	Saint-Vincent- Craménil (Seine-Inferieure).		
27 50	27 50	27 50	27	27	Trois années à da- ter du jour de l'insertion du décret de con- cession au Bul- letin des lois.	Colulier- le-Haut (Haute-Marne).		

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			R des lois et ord vertu la a été
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
24	NOCQUET (François) ⁽¹⁾ .	22 juillet 1800.	Luché (Deux-Sèvres).	Instituteur pu- blic.	Civils.....	27	8	22	Loi d 1853.
25	POMMEREAU (Jean-Char- les-Philippe) ⁽¹⁾ .	2 sept. 1803.	Paris (Seine).	Idem.....	Idem.....	28	8	28	Idem...
26	RICHARD (Jean-Noël)...	22 déc. 1795.	Xanrey (Meurthe).	Idem.....	Idem.....	46	6	15	Idem...
27	SIMONNET (Nicolas-Jo- seph) ⁽²⁾ .	23 mars 1805.	Soulaincourt (Haute-Marne).	Idem.....	Idem.....	39	8	18	Idem...
28	TAURAN (François) ⁽¹⁾ ...	Août 1795.	Brengues (Lot).	Idem.....	Idem.....	26	1	1	Idem...
29	VIGNERON (Étienne)....	15 août 1799.	Saint-Seine (Nièvre).	Idem.....	Idem.....	31	5	5	Idem...
30	WALLET (Joseph-Tho- mas).	30 août 1802.	Andechy (Somme).	Idem.....	Idem.....	40	6	"	Idem...
31	MUNERET (Marie-Aimée) ⁽¹⁾ .	22 sept. 1810.	Metz (Moselle).	Institutrice pu- blique.	Idem.....	26	4	14	Idem...
32	LETAILLEUR (Anne-Ca- therine), veuve BÉ- NEUIL.	1 ^{er} fév. 1791.	Carsix (Eure).	Le mari, institu- teur public.	Idem.....	50	6	11	Idem...
33	DARTOIS (Rosalie-Péla- gie), veuve CHOPART.	31 mars 1814.	Pancy (Aisne).	Idem.....	Idem.....	37	5	5	Idem...
34	BAUDOUIN (Marie-Anne), veuve GOUJET.	3 août 1801.	Petit-Ménil (Aube).	Idem.....	Idem.....	35	1	"	Idem...
35	BESOMBES (Jacques) ⁽²⁾ .	17 août 1808.	S ^{te} -Colombe (Lot).	Instituteur pu- blic.	Civils et mili- taires.	31	1	18	Lois de 1831 1853.
36	VUILLEMIN (Alexis- Pierre).	2 avril 1794.	Orchamps- Vennes (Doubs).	Idem.....	Idem.....	49	3	20	Idem...

(1) Infirmités. — (2) Hors d'état de continuer ses fonctions.
(a) Réversion entière d'une pension de 60 fr. revenant à son mari, décédé en activité de service le 11 avril 1861.

N^o 15,816. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui approuve une liquidation de Pension civile.

Du 26 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 13, 17, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions
civiles;

Vu les décrets des 24 novembre et 31 décembre 1852;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du
30 novembre 1863, portant qu'il a reconnu la légalité de la liquidation
comprise dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant

N ^o D'ORDRE.	NOM ET PRÉNOMS de la pensionnaire.	NAISSANCE.		GRADE.	NATURE des services.	DURÉE des services.			R des lois et ord vertu la p a été
		Date.	Lieu.			Ans.	Mois.	Jours.	
Uni- que.	LEFEBVRE (Marie-Deni- se), veuve MORILLON.	30 oct. 1801.	La Villette (Seine).	Le mari, pen- sionnaire.	.....	"	"	"	Loi du 1853.

MONTANT de la pension par an de la liquidation.	LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
	des services militaires.	des services civils.	Total.					
500 00	"	56 ^f 50 ^c	56 ^f 50 ^c	56 ^f	"	56 ^f	1 ^{er} octobre 1862.	Juillé (Deux-Sèvres)
73 61	"	79 10	79 10	79	"	79	8 octobre 1861.	Fleurines (Oise).
67 61	"	67 61	67 61	67	"	67	16 mai 1863.	Xanrey (Meurthe).
51 24	"	51 24	51 24	51	"	51	1 ^{er} mai 1863.	Soulaincourt (Haute-Marne).
57 15	"	57 15	57 15	57	"	57	1 ^{er} nov. 1862.	Cambes (Lot).
51 93	"	51 93	51 93	51	"	51	6 mars 1862.	Planches (Nièvre).
95 68	"	95 68	95 68	95	"	95	1 ^{er} avril 1863.	Réthovillers (Somme).
110 09	"	110 09	110 09	110	"	110	1 ^{er} mars 1863.	Metz (Moselle).
"	"	"	"	"	60 ^f	60(a)	12 avril 1863.	Carsix (Eure).
"	"	"	"	"	70	70(b)	18 avril 1863.	Vasseny (Aisne).
"	"	"	"	"	48	48(c)	8 décembre 1862.	Traunès (Aube).
101 27	49 ^f 70 ^c	51 57	101 27	101	"	101	1 ^{er} mars 1862.	Camboulit (Lot).
62 56	6 30	56 26	62 56	62	"	62	10 octobre 1861.	Germigney (Jura).
TOTAL.						2,199		

Reçoit entière d'une pension de 70 fr. revenant à son mari, décédé en activité de service le 17 avril 1863. — (c)
Reçoit entière d'une pension de 48 fr. concédée le 8 novembre 1861 à son mari, décédé le 7 décembre 1862.

sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1863 au ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux arts ;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 15 décembre 1863 ;

Sur le rapport du ministre de notre Maison et des beaux-arts.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La liquidation de pension civile comprise pour une somme de deux cent quatorze francs (214^f) au tableau ci-dessous est approuvée.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATE de jouissance.	DOMICILE de la pensionnaire.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	"	214 ^f	"	214 ^f	214 ^f	20 août 1863.	Paris (Seine).

2. Cette pension sera inscrite au trésor public, avec jouissance du jour indiqué au tableau qui précède.

3. Le ministre de notre Maison et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 26 Décembre 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé ACHILLE FOULD.

*Le Maréchal de France, Ministre de la Maison
de l'Empereur et des beaux-arts,*

Signé VAILLANT.



Certifié conforme :

Paris, le 19 * Janvier 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1006.

N° 15817. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'inscription, au Trésor public, — de 34 Pensions civiles.*

Du 13 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le titre IV de la loi du 25 mars 1817 et l'ordonnance rendue le 20 juin suivant pour en assurer l'exécution;

Vu l'ordonnance du 2 août 1820;

Vu la situation du crédit permanent de trois millions de francs ouvert pour l'inscription des pensions civiles par l'article 30 de la loi du 25 mars 1817;

Vu la loi du 20 mai 1863, relative au rachat des canaux d'Orléans et du Loing;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les trente-quatre pensions civiles comprises pour une somme totale de dix-sept mille quatre cent un francs quarante centimes (17,401^f 40^c) dans le Bulletin des lois n° 999 (partie supplémentaire) seront inscrites au livre des pensions du trésor public.

2. La jouissance de ces pensions commencera à courir du jour indiqué pour chacune d'elles dans le décret qui vient d'être signalé.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 15,818.—*DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 26 liquidations de Pensions civiles*

Du 13 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution;

Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			REMARQUES.
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services)									
1	BAYARD (Hippolyte)....	20 janv. 1801.	Breteuil (Oise).	Sous-chef de bu- reau.	ADMINISTRA- TION CENTRALE. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	29	"	"	Réglement ral du vior 18 du 9/1
2	DAVY (Louise-Anne) , veuve JUILLET.	5 sept. 1803.	Tallevende (Calvados).	Le mari , ex-chef de bureau.	Civils.....	36	9	"	Idem...
3	ASSELIN (Pierre-Jacques)	23 avril 1806.	Valliquerville (Seine-Inférieure)	Capitaine.....	DOUANES. Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs ..	16	"	"	Idem...
4	BEAUCERTAIN (François).	8 nov. 1803.	Nancy (Meurthe).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	23	11	"	Idem...
5	CHASSAING (Charles- Constant-Joseph).	13 avril 1809.	Dunkerque (Nord).	Lieutenant.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	23	2	"	Idem...
6	DECHARGE (François-Xa- vier).	13 mars 1802.	Mars-la-Tour (Moselle).	Vérificateur.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieure...	26	1	"	Idem...
7	LAGACHE (Amé-Benoît) ⁽¹⁾	13 mars 1812.	Kampes (Étranger).	Lieutenant.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieures...	20	6	"	Idem...
8	THONI (Bertrand) ⁽¹⁾ ...	26 janv. 1805.	Heidelsheim (Étranger).	Idem.....	Civils.....	38	8	5	Idem...
9	VERDIER (Damien-Bap- tiste-François).	31 juillet 1809.	Prats-de-Mollo (Pyrénées-Or.).	Capitaine.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	24	5	"	Idem...

(1) Fils de Français.

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 9 décembre dernier;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt-six liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de trente et un mille deux cent quatre-vingt-cinq francs (31,285^f) au tableau ci-après sont approuvées.

NOMBRE du règlement pour base de la liquidation.	LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
	des services militaires.	des services civils.	Total.					
				2,406 ^f	"	2,406 ^f	1 ^{er} octobre 1863.	Paris (Seine).
				"	1,000 ^f	1,000	1 ^{er} sept. 1868.	Moulins (Allier).
					TOTAL.	3,406		
200 20 200 00	60 ^f 73 ^c	640 ^f 00 ^c 388 45	1,089 ^f 18 ^c	"	"	1,089	1 ^{er} octobre 1863.	Le Havre (Seine-Inférieure).
200 14 100 14	"	964 37 408 40	1,372 77	"	"	1,372	Idem.	Bergues (Nord).
200 83 200 35	"	832 02 336 87	1,168 89	"	"	1,168	Idem.	Maretz (Nord).
200 83 200 35	"	1,041 50 378 70	1,420 20	"	"	1,420	Idem.	Lille (Nord).
200 83 200 35	"	736 28 337 44	1,073 72	"	"	1,073	Idem.	Givet (Ardennes).
200 83 200 35	"	1,511 47	1,511 47	1,346	"	1,346	Idem.	Basse-Yutz (Moselle).
200 83 200 35	"	1,074 66 426 82	1,501 48	"	"	1,501	Idem.	Perpignan (Pyrénées-Or.).

	LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTIENT réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
	des services militaires.	des services civils.	Total.					
1863 1864 1865	201 375	203 756 138 42	382 196		127	17	21 mai 1863.	Dunkerque (Nord).
1863 1864 1865		266 66 153 59	420 25		150	150	1 ^{er} sept. 1863.	Le Havre (Seine-Inférieure)
					133	133	3 juillet 1863.	Paramé (Ille-et-Vilaine).
					TOTAL..	9,369		
1863 1864 1865				1,750		1,750	11 sept. 1863.	Sarlat (Dordogne).
1863 1864 1865		694 68 406 52	1,101 20			1,101	1 ^{er} octobre 1863.	Wormhoudt (Nord).
					TOTAL.	2,851		
1863 1864 1865		972 20 206 25	1,378 45			1,378	Idem.	Nantes (Loire-Inférieure).
1863 1864 1865		225 94 119 08	345 02			345	16 sept. 1863.	Oloron (Basses-Pyrénées).
1863 1864 1865				1,500		1,500	1 ^{er} octobre 1863.	Montargis (Loiret).
1863 1864 1865		1,083 33 406 24	1,489 57			1,489	Idem.	Agen (Lot-et-Garonne).
1863 1864 1865		4,188 88 1,458 88	5,647 76	4,500		4,500	1 ^{er} sept. 1863.	Mâcon (Saône-et-Loire).
1863 1864 1865		1,035 63	1,035 63	600		600	1 ^{er} octobre 1863.	Paris (Seine).
1863 1864 1865		517 33 239 14	656 47			656	Idem.	Fallon (Haute-Saône).
1863 1864 1865		527 94 188 35	616 29			616	Idem.	Ingrande (Maine-et-Loire).
1863 1864 1865		1,164 66 430 97	1,595 63			1,595	1 ^{er} sept. 1863.	Thionville (Moselle).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			État des lois et ordon- nances à vertu des lequel le pen- sionné a été créé.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
24	TRIAT (Marie-Caroline- Agathe), femme GON- TEAU.	25 nov. 1799.	Cléves (Eure-et-Loire).	Directeur	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1844 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1870 ; postérieurs... Militaires... Civils.....	29	8	15	Réglement ral de vies de 0 3
25	VIVIEN (Joseph).....	17 fév. 1801.	Angoulême (Charente).	Commis.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1870 ; postérieurs... Militaires... Civils.....	20	2	5	Idem.....
26	GOT (Jeanne), veuve LA- BOUREAU.	30 janv. 1796.	Montchaude (Charente).	Le mari, sous- secr.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1870 ; postérieurs... Militaires... Civils.....	29	9	21	Idem.....
RÉ Administration centrale..... Douanes..... Contributions indirectes..... Postes..... TOTAL..									

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n^o 2.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N^o 15,819. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune d'Acigné (Ille-et-Vilaine). (Paris, 14 Décembre 1863.)

N^o 15,820. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant ce qui suit :

Est autorisée la création d'un hôpital-hospice dans la commune de Saint-Julien (Haute-Savoie).

Cet établissement sera administré conformément aux lois et règlements qui régissent les établissements publics de cette nature. (Paris, 2 Janvier 1864.)

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATEs de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
.	587 ⁵⁰ 192 57	780 ⁰⁷	.	.	780 ^f	16 sept. 1863.	Cloyes (Eure-et-Loir).
.	672 23 327 78	1,000 01	.	.	1,000	1 ^{er} novembre 1863	Strasbourg (Bas-Rhin).
.	.	.	.	200	200	26 juillet 1863.	Angoulême (Charente).
				TOTAL.	15,659		

101

2	3,406 ^f
10	9,369
2	2,851
12	15,659
26	31,285

N° 15,821. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune d'Isola (Alpes-Maritimes). (Paris, 2 Janvier 1864.)

N° 15,822. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Saint-André (Yonne). (Paris, 2 Janvier 1864.)

N° 15,823. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant ce qui suit :

Est autorisée la création d'un hospice de vieillards dans la commune de Lannilis (Finistère).

Cet établissement sera administré conformément aux lois et règlements qui régissent les établissements de cette nature. (Paris, 6 Janvier 1864.)

N° 15,824. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune du Grès (Haute-Garonne). (Paris, 6 Janvier 1864.)

N° 15,825. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir, dans les bois communaux situés dans le département des Hautes-Pyrénées, les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

N° DES ARTICLES.	NOMS des communes proprié- taires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
		Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par conten- nance.	Nombre d'arbres- à exploiter ou jardinant ou par éclaircie.	Quantités de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
1	Barran- coueu.	Quart en réserve.....	"	"	50 ^u . de bois de sapins.	
2	Jézeaux....	Idem	"	30	"	
3	Guchan....	Idem	"	30 sapins.	"	

(Paris, 4 Avril 1863.)

N° 15,826. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

La forêt communale de Savigny (Vosges), contenant environ dix-huit hectares dix neuf ares, restera traitée en taillis sous futaie à la révolution de vingt-quatre ans mais elle sera divisée en six coupes quatriennales, déduction faite d'un quart de sa contenance, qui sera mis en réserve dans la partie nord du massif. (Paris, 8 Avril 1863.)



Certifié conforme :

Paris, le 21 Janvier 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 21 Janvier 1864.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1007.

N° 15,817.— *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 25 liquidations de Pensions civiles.*

Du 16 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 1, 2, 3, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution;

Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 15 décembre dernier;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVOXS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt-cinq liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de vingt-quatre mille cinq cent quatre-vingt-dix-sept francs (24,597^f) au tableau d'autre part sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n° 3.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			DE des lois et ordon- nances vertu de la pen- sion a été ac-
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
									DE (Pensions pour services)
1	BAILLY (Pierre - Louis - Augustin).	20 déc. 1807.	Oye (Pas-de-Calais).	Préposé.....	DOUANES. Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	7 16 9	2 8 9	7 " "	Règleme- nt du vieux du ojs
2	BEAUFILS (Eugène - Char- les).	14 mars 1817.	L'He-Tudy (Finistère).	Sous-patron.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	18 9 9	9 " "	15 " "	Idem....
3	CLUGNIET (Maxime - Au- guste).	30 nov. 1812.	Étaples (Pas-de-Calais).	Brigadier.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	21 9 4	" " 10	15 9 6	Idem....
4	CONIHOUT (Valentin - Adolphe).	12 avril 1808.	Duclair (Seine-Inférieure)	Préposé.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	18 9 5	2 9 6	" " 12	Idem....
5	DAIRE (Jean).....	29 nov. 1817.	Torsac (Charente).	Brigadier.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	9 9 9	10 9 "	" " "	Idem....
6	DIVAY (Théophile - Victor - Joseph).	16 mars 1814.	Dunkerque (Nord).	Préposé.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	18 9 9	7 9 "	" " "	Idem...
7	DOUBLET (Léon).....	23 oct. 1812.	La Rivière (Calvados).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20 9 9	6 9 "	15 " "	Idem...
8	FORTEVILLE (Jean - Fran- çois - Albert).	7 juin 1812.	Looberghe (Nord).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	16 9 7	8 9 "	" " "	Idem...
9	GROULT (Louis - Denis)..	9 octobre 1807.	Infreville (Eure).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	16 9 9	6 9 "	" " "	Idem...
10	HARLET (Alphonse - Pros- per).	15 mars 1817.	Fécamp (Seine-Inférieure)	Sous-patron.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	16 9 9	7 9 "	" " "	Idem...
11	HUBERT (Pierre - Casimir).	10 oct. 1804.	Surville (Manche).	Sous-brigadier...	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	35 9 9	3 3 "	" " "	Idem...
12	LATAIGNANT (François - Edouard).	4 nov. 1813.	Audinghem (Pas-de-Calais).	Préposé.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	18 9 9	" " "	" " "	Idem...

	LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
	des services militaires.	des services civils.	Total.					
1853	47 90	250 ^f 00 ^c 145 14	443 ^f 04 ^c	"	"	443 ^f	1 ^{er} octobre 1863.	Oye (Pas-de-Calais).
00 00 53 75	"	338 25 173 53	511 78	"	"	511	Idem.	Quimper (Finistère).
00 00 53 53	"	399 79 183 64	583 43	"	"	583	Idem.	Audresselles (Pas-de-Calais).
00 00 09 94	32 32	290 66 155 32	478 30	"	"	478	Idem.	Le Havre (Seine-Inférieure)
00 00 17 75	36 86	155 67 152 83	345 38	"	"	345	Idem.	Marennes (Charente-Infér.).
00 00 53 83	"	278 75 145 62	424 17	"	"	424	Idem.	Ecke (Nord).
00 00 53 83	"	328 00 155 21	483 21	"	"	483	Idem.	Honfleur (Calvados).
00 00 53 83	"	266 66 155 17	421 83	"	"	421	Idem.	Dunkerque (Nord).
00 00 53 83	36 79	227 50 146 03	440 32	"	"	440	Idem.	La Bouille (Seine-Inférieure)
00 00 53 83	"	298 50 174 67	473 17	"	"	473	Idem.	Villequier (Seine-Inférieure)
00 00 53 83	"	642 81	642 81	637 ^f	"	637	Idem.	Briqueville (Manche).
00 00 53 83	"	276 00 150 84	426 84	"	"	426	Idem.	Le Grand- aux-Oeufs (Pas-de-Calais).
				TOTAL.		5,664		

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			DA des lots et ord en des la p a été
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
13	BAILLY (Jean-Augustin).	20 août 1797.	Épinal (Vosges).	Contrôleur	CONTRIBU- TIONS INDIRECTES. Civils.....	41	0	14	Règlem ral de vier du 9
14	CHARLES (Jules-Blaise)..	3 fév. 1804.	Soissons (Aisne).	Commis aux exer- cices.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	21	3	24	Idem...
15	DE PONTON D'AMÉCOURT (Augustin-Marie-Zé- phyrin).	26 août 1804.	Paris (Seine).	Receveur princi- pal entroposeur.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	21	1	25	Idem...
16	DETZ (Maxime).....	1 ^{er} juin 1803.	Heiltz- le-Maurupt (Marne).	Contrôleur.....	Civils.....	37	10	21	Idem...
17	DIOT (Mathurin-Théo- dore).	9 oct. 1814.	Vienne- le-Château (Marne).	Commis princi- pal à cheval.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	4	0	Idem..
18	GAILLIARD (Antoine) (1) ..	13 avril 1806.	Genève (Etranger).	Receveur à che- val.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	22	1	0	Idem...
19	GONDOUIN (Édouard-Ni- colas).	29 déc. 1807.	Pont-Audemer (Eure).	Commis princi- pal à pied.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	19	9	10	Idem..
20	LE ROYER (Martial)	14 mai 1809.	Saint- Frambault- sur-Pisse (Orne).	Receveur à che- val.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	14	2	9	Idem..
21	MENARD (Jean-Marie-Ju- lien-François).	21 mai 1807.	Corseul (Côtes-du-Nord).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	16	2	16	Idem.
22	QUIGNON (Victor-Hippo- lyte).	8 mars 1796.	Paris (Seine).	Receveur princi- pal entroposeur.	Civils.....	45	6	1	Idem..
23	ROY (Simon).....	26 déc. 1789.	Mimeure (Côte-d'Or).	Idem.....	.....	53	9	5	Idem..
24	SEBILLE (Napoléon-Ju- lien).	11 mai 1809.	Fougeray (Ille-et-Vilaine).	Receveur à che- val.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Marine.....	21	6	3	Idem..
25	TANQUERET (Louis- Alexandre).	15 mai 1809.	Blainville (Manche).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	16	10	13	Idem..

(1) Fils de Français.

2^e catégorie... { Douanes.....
Contributions indi

TOTAL.....

	LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
	des services militaires.	des services civils.	Total.					
07	.	2,700'00	2,700'00	1,600'	.	1,600'	1 ^{er} nov. 1863.	Épinal (Vosges).
00	.	724 79	1,052 85	.	.	1,052	16 octobre 1863.	Soissons (Aisne).
79 88	.	328 08						
00	.	.	.	2,000	.	2,000	1 ^{er} octobre 1863.	Entrammes (Mayenne).
25	.	2,325 46	2,325 46	1,600	.	1,600	1 ^{er} nov. 1863.	Lunéville (Meurthe).
66	.	580 11	939 57	.	.	939	Idem.	Varennes (Meuse).
77	.	359 46						
38	.	1,022 27	1,466 16	.	.	1,466	16 octobre 1863.	Bedous (Basses-Pyrénées).
38	.	443 89						
14	.	737 49	1,089 37	.	.	1,089	15 octobre 1863.	Orbec (Calvados).
14	.	351 88						
35	62' 05'	520 48	927 43	.	.	927	3 octobre 1863.	Mayenne (Mayenne).
70		344 90						
16	14 77	714 63	1,147 01	.	.	1,147	16 octobre 1863.	Orgères (Eure-et-Loir).
11		417 61						
00	.	.	.	2,500	.	2,500	23 août 1863.	Bourges (Cher).
00	.	.	.	2,000	.	2,000	1 ^{er} octobre 1863.	Gien (Loiret).
66	.	947 08	1,362 95	.	.	1,362	7 octobre 1863.	Cherbourg (Manche).
44	.	415 87						
11	25 11	781 60	1,251 41	.	.	1,251	1 ^{er} nov. 1863.	Blainville (Manche).
70		445 70						
					TOTAL.	18,933		
13		5,664'						
13		18,933						
13		24,597						

N° 15,828.— DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 25 liquidations de Pensions civiles.

Du 16 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale : EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution :

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			L'ÉTAT des lois et ordon- nances sur la pen- sion à dé- biter.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services)									
1	BOUCHER (Françoise), veuve MOIDON.	9 déc. 1801.	Saint-Viaud (Loire-Inférieure)	Le mari, matelot.	DOUANES. Civils.....	25	10	25	Règle- ment sur la pension du 9 j.
2	COTON (Rose), veuve RÉVEL.	22 juil. 1806.	Thorame-Basse (Basses-Alpes).	Le mari, préposé.	Idem.....	27	"	"	Idem....
3	DELHOMEL (Delphine), veuve THUEUX.	27 janv. 1803.	Montreuil- sur-Mer (Pas-de-Calais).	Le mari, rece- veur.	Idem.....	25	"	"	Idem....
4	GLINEUR (Marie-Appo- line), veuve DUROIS.	13 nov. 1799.	Sebourg (Nord).	Le mari, préposé.	Idem.....	26	8	21	Idem....
5	LE GUEULT (Marthe-Jac- quette), veuve LE GUYOT.	22 mars 1784.	Tréguier (Côtes-du-Nord).	Le mari, sous- brigadier.	Idem.....	29	5	"	Idem....
6	MANGIN (Louise), veuve L'HERMITE.	11 mars 1796.	Flassigny (Meuse).	Le mari, préposé.	Militaires....	"	8	14	Idem....
7	RIQUER (Zulime), veuve DUPONT.	3 sept. 1812.	Paris (Seine).	Le mari, vérifi- cateur.	Civils.....	26	2	"	Idem....
					Marine.....	"	5	12	Idem....
					Civils.....	38	"	"	
(Pensions pour services)									
8	GILLES (Jean-Louis)...	24 oct. 1812.	Canteloup (Manche).	sous-brigadier ..	DOUANES. Militaires....	5	10	22	Règle- ment sur la pension du 9 j.
					Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	14	3	"	
					postérieurs...	9	9	"	
9	AGGE (Madeleine), veuve MASSON.	18 août 1806.	Saintes (Charente-Infér.).	Le mari, préposé.	Civils.....	26	3	14	Idem....
10	NITHARD (Julie-Phili- berte), veuve MARÉ- CHAL (1).	20 avril 1800.	St-Petersbourg (Étranger).	Le mari, receveur principal.	Idem.....	49	7	21	Idem....
11	PERRIER (Annette), veuve FIAT.	28 fév. 1813.	Chapareillan (Isère).	Le mari, briga- dier.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	21	5	"	Idem....
					postérieurs...	6	9	"	

(1) Le mari était Français.

Vue situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;
La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du
11 décembre 1863;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des
finances;

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt-cinq liquidations de pensions civiles comprises
pour une somme totale de dix-neuf mille quatre francs (19,004^f)
au tableau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
en monnaie d'argent.	des services civils.	Total.					

(au 1^{er} janvier 1854.)

•	•	•	•	125 ^f	125 ^f	10 sept. 1863.	Paimbœuf (Loire-Inférieure).
•	•	•	•	125	125	18 août 1863.	Thorame-Basse (Basses-Alpes).
•	•	•	•	333	333	6 mai 1863.	Montreuil- sur-Mer (Pas-de-Calais).
•	•	•	•	125	125	2 sept. 1863.	Jenlain (Nord).
•	•	•	•	132	132	30 mars 1863.	Guingamp (Côtes-du-Nord).
•	•	•	•	125	125	15 sept. 1863.	Bazelles (Meuse).
•	•	•	•	514	514	11 août 1863.	Paris (Seine).
TOTAL.				1,479			

BOURSE.
(au 1^{er} janvier 1854.)

602 ^f 00 ^c 00 ^d 75	59 ^f 10 ^c	202 ^f 84 ^c 137 09	388 ^f 03 ^c	•	•	388	1 ^{er} octobre 1863.	Blonville (Calvados).
•	•	•	•	•	115	115	15 sept. 1863.	Dolus (Charente-Infér.)
•	•	•	•	•	1,000	1,000	5 juin 1863.	Paris (Seine).
514 ^f 34 ^c 200 50	•	291 ^f 73 ^c 119 51	511 24	•	170	170	8 août 1863.	Chapareillan (Isère).
TOTAL.				1,673				

N ^o RÔLE.	NOMS ET PRENOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			DATE des lois, et ordonnances sur la pension à été accordée.
		Dates.	Lieut.			Ann.	Mois.	Jours.	
12	BRE (Antoine-Marie) ...	15 janv. 1807.	Saint-Florent Cantal.	Commissaire principal Légion.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1807 ; postérieurs...	17	7	15	Régiment ral de vive du 9 ^o rég.
13	CLAUDE dit LONAPPE (Charles-Jean) ...	1 juillet 1799.	Paris Seine.	Contrôleur de la garantie.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1807 ; postérieurs...	9	9	15	Idem.
14	COUHAUD (Léon-Louis) SAF ...	22 fév. 1800.	Besançon (Doubs).	5 ^e sous-général Légion étrangère.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1807 ; postérieurs...	8	8	22	Idem.
15	DARTEL (Louis) DUEL ...	1 ^{er} janv. 1811.	Salses (Haut-Rhin).	1 ^{er} sous-général Légion étrangère.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1807 ; postérieurs...	17	11	23	Idem.
16	DEPEREUX (Léon) SIRE ...	1 ^{er} janv. 1812.	Essey Nord.	Légion étrangère.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1807 ; postérieurs...	10	7	10	Idem.
17	FORMER (Joseph-Alexan- dre) ...	21 dec. 1807.	Nadouren (Hauts-Pyrénées).	Receveur, à char- ge.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1807 ; postérieurs...	15	10	14	Idem.
18	LEVASSIEUX DE PONT- ENVY (Gervais-Augus- tin) ...	1 ^{er} janv. 1799.	Beaufay (Sarthe).	Receveur principal entrepôt.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1807 ; postérieurs...	9	9	10	Idem.
19	LOUIS (Jean-Michel) ...	1 ^{er} janv. 1800.	Nantes (Morbihan).	Receveur principal entrepôt.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1807 ; postérieurs...	13	0	18	Idem.
20	MARTINACHE (Volphre- Désiré) ...	1 ^{er} janv. 1811.	Nantes Morbihan.	Receveur principal entrepôt.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1807 ; postérieurs...	7	4	1	Idem.
21	RAINAUD (Jean) ...	1 ^{er} janv. 1807.	Alby Tarn.	Receveur principal entrepôt.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1807 ; postérieurs...	6	8	18	Idem.
22	RIBOT (François) ...	1 ^{er} janv. 1800.	Assé-le-Basme (Sarthe).	Receveur principal entrepôt.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1807 ; postérieurs...	15	0	18	Idem.
23	MONCHABON (Marie-Ma- deleine), veuve MAR- TRES.	15 janv. 1800.	Bar-le-Duc (Meuse).	Le mari, receveur à cheval.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1807 ; postérieurs...	9	9	2	Idem.
24	MURCO (Auguste-Fran- çoise-Camille), veuve DUMAS.	11 nov. 1808.	Luz (Gard).	Le mari, receveur en chef d'octroi.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1807 ; postérieurs...	13	6	7	Idem.
25	SABASTE (Catherine), veuve DEVILLERS.	10 avril 1800.	Bordeaux (Gironde).	Le mari, receveur principal entrepôt.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1807 ; postérieurs...	9	8	14	Idem.

RAC

1^{re} catégorie... Douanes...
2^e catégorie... Idem...
Contributions indirectes...

TOTAL.....

	LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	OCCUPATION réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
	des services militaires.	des services civils.	Total.					
100 00	"	599 ¹ 21 ⁴	928 ¹ 19 ¹	"	"	928 ¹	16 octobre 1863.	Paris (Seine).
100 00	"	328 95		"	"			
100 00	"	2,850 00	2,850 00	1,600 ¹	"	1,600	1 ^{er} octobre 1863.	Bar-sur-Aube (Aube).
100 00	"	1,364 56	1,791 08	1,600	"	1,600	16 octobre 1863.	Besançon (Doubs).
100 00	"	426 52						
100 00	"	744 31	1,111 16	"	"	1,144	<i>Idem.</i>	Saint-Palais (Basses-Pyrénées).
100 00	"	399 85						
100 00	37 ¹ 34 ¹	284 90	595 40	"	"	595	11 octobre 1863.	Saint-Omer (Pas-de-Calais).
100 00	"	273 16						
100 00	"	655 11	1,054 05	"	"	1,054	1 ^{er} octobre 1863.	Sadourmin (Hautes-Pyrénées).
100 00	"	398 93						
100 00	"	"	"	2,500	"	2,500	15 octobre 1863.	Blois (Loir-et-Cher).
100 00	"	765 00	1,060 00	"	"	1,060	1 ^{er} nov. 1863.	Douai (Nord).
100 00	"	295 00						
100 00	"	672 74	1,081 43	"	"	1,081	1 ^{er} octobre 1863.	Claye (Seine-et-Marne).
100 00	"	408 69						
100 00	"	"	"	2,000	"	2,000	22 juillet 1863.	Cusset (Allier).
100 00	21 57	634 22	1,047 36	"	"	1,047	3 octobre 1863.	Le Mans (Sarthe).
100 00	"	391 57						
100 00	"	"	"	"	333 ¹	333	10 juillet 1863.	Châtillon- sur-Saône (Vosges).
100 00	"	564 00	796 00	"	265	265	15 sept. 1863.	Uzès (Gard).
100 00	"	232 00						
100 00	"	"	"		645	645	8 juin 1863.	Pau (Basses-Pyrénées).
100 00	"	"						
TOTAL.						15,852		

7	1,791
4	1,673 ¹
15	15,852
25	19,004

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n° 4.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 15,829. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 25 liquidations de Pensions civiles.*

Du 16 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

N° D'ORDRE	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Des lois et ordres relatifs à la pen- sion etc.
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services)									
1	ALAZET (Pierre)	14 mai 1810.	Caychax (Ariège).	Préposé.....	DOUANES. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;				

Vu les articles 1, 2, 3, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution;

Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 20 décembre 1863;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt-cinq liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de quatorze mille sept cent soixante-neuf francs (14.769^f) au tableau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					

Liquidations au 1^{er} janvier 1854.)

20 00 20 00	• •	337 ^f 26 ^c 149 62	386 ^f 88 ^c	• •	386 ^f	1 ^{er} octobre 1863.	La Ciotat (Bouches-du-Rhône).
20 00 20 00	• •	326 66 194 17	520 83	• •	520	Idem.	La Terrasse (Isère).
20 00 20 43	59 ^f 22 ^c •	310 50 174 23	543 95	• •	543	Idem.	Lembach (Bas-Rhin).
20 00 20 30	27 84 •	310 46 150 14	488 44	• •	488	Idem.	Mougins (Alpes-Maritimes).
20 00	58 25 •	454 68	512 93	• •	512	Idem.	Saint-Béat (Haute-Garonne).
20 00 20 43	• •	288 00 136 17	443 17	• •	443	Idem.	Marck (Pas-de-Calais).
20 00 20 43	31 19 •	293 33 154 95	479 47	• •	479	Idem.	Jumièges (Seine-Inférieure).

N ^o DERNIER.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Date des lois et ordonn. en vertu de laquelle a été ac-
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
8	TREFFIER (Jean).....	18 dec. 1810.	Murs (A. d.).	Préposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	11	1		Règlement ral du vior an du 9 juil.
9	VERBECQ (Amand-Albert).	12 janv. 1811.	Bailleul (Nord).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils :	16			Idem....
10	VERRIER (Pierre-François).	15 janv. 1809.	Saint-Pierre- de-Manneville (Seine-Inférieure).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils :	16	10		Idem....
11	MARC (Léocadie-Epiphanie), veuve LEMESLE.	18 juillet 1814.	Beaurepaire (Seine-Inférieure).	Le mari, préposé.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; Civils.....	20	11	25	Idem....
12	ARLES (Louis-Noël).....	18 déc. 1807.	Saussan (Hérault).	Receveur p. s. le- sal.	CONSTITU- TIONNELS. INDIRECTES. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils :	18	8	11	Idem....
13	BERNARD (Jean-Frédéric-Guillaume).....	1 nov. 1815.	Villegailhenc (Aude).	Sous-inspecteur...	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils :	17	1	18	Idem....
14	CHEVE (François-de-Paule).	18 fev. 1804.	Vilherchaive (Aisne).	Commis aux exer- cices.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils :	24	5	18	Idem....
15	BOUSSET (Louis-Julien).....	27 sept. 1811.	S ^t -Georges-de- Reintembault (Ille-et-Vilaine).	Commis princi- pal à cheval.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils :	7	6	18	Idem....
16	BERGER (Cédulie-Florence), veuve HILBAUT.....	12 dec. 1834.	Châtelleraut (Vienne).	Le mari, commis principal.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils :	10	20		Idem....
17	HUET DE LA JONCHÈRE (Elise-Suzanne), LANGEVIN.	9 mars 1807.	Orléans (Loiret).	Le mari, entrepre- neur des tabacs.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils :	10	7	15	Idem....
18	BORDIER (Agathe-femme VALETTE).	2 juin 1784.	Nemours (Seine-et-Marne).	Directrice.....	POSTES. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils :	20	2		Idem....
19	GREINER (Antoine).....	7 nov. 1811.	Montbronn (Moselle).	Facteur de ville...	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils :	12	11		Idem....
20	JACQUOT (Jean-Eugène).....	11 mars 1812.	Paris (Seine).	Concierge à l'hô- tel des Postes.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	11	11	7	Idem....

(1) Accident grave. — (2) Infirmités résultant d'une lutte soutenue à l'occasion de ses fonctions. — (3) Le mari est décédé des suites d'une maladie présentant le caractère d'accident grave. — (4) Infirmités.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Des lois et ordi vertu la p a été
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
21	JOUBERTYE (M ^{lle} Isabeau) (1).	31 mars 1807.	Juillac (Corrèze).	Directrice.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10	11	"	Règlem ral vier du 9
22	LABBÉ (Pierre)	23 fév. 1816.	Chaumont (Haute-Marne).	Facteur du Gou- vernement.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	15	11	"	Idem...
23	LINO (Noël)	19 sept. 1802.	Limerzel (Morbihan).	Facteur de ville..	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	13	3	19	Idem...
24	NANCEY (François-Vic- tor).	9 nov. 1794.	Chaumont (Haute-Marne).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs ..	19	2	"	Idem...
25	THIRIAT (Marie-Cathe- rine-Aimée), veuve LALMENT (1).	14 mars 1795.	Mirecourt (Vosges).	Directrice.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10	9	15	Idem...
(1) Infirmités.									
						2 ^e catégorie.... { Douanes. Contributions ind Postes.			TOTAL..

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n^o 5.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N^o 15,830. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 2 liquidations de Pensions faite en faveur d'un ancien Employé de la Compagnie des Canaux d'Orléans et de Loing, ainsi que d'une Veuve d'Employé de ladite Compagnie.

Du 16 Janvier 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FILIATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
	181' 95 ^c 151 67	333' 62 ^c	.	.	333'	1 ^{er} octobre 1863.	Juillac (Corrèze).
	452 30 277 52	729 82	.	.	729	1 ^{er} nov. 1863.	Paris (Seine).
	177 33 130 00	307 33	.	.	307	16 octobre 1862.	Limorzel (Morbihan).
	300 87 150 63	451 50	.	.	451	1 ^{er} nov.	Chamont (Haute-Marne).
	204 97 181 58	386 55	.	.	386	1 ^{er} octobre 1863.	Chantenais (Vosges).
				TOTAL.	3,778		

41	4,850 ^f
6	6,141
5	3,778
25	14,769

Vu l'article 7, paragraphe 2, de la loi du 20 mai 1863, relative au rachat des canaux d'Orléans et du Loing ;

Vu les articles 3, 5, 6 et 7 du règlement de la compagnie des canaux d'Orléans et du Loing, en date du 19 mai 1831, annexé à ladite loi ;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en ses avis des 23 décembre 1863 et 5 janvier 1864 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les deux liquidations de pensions faites en faveur d'un employé de la compagnie des canaux d'Orléans et du Loing qui n'est pas entré au service de l'État, ainsi que d'une veuve d'employé de ladite compagnie, et comprises, pour une somme totale de cent neuf francs soixante-seize centimes (109^f 76^c) au tableau d'autre part sont approuvées.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	JOUISSANCE.		EMPLOIS.	Ann.
		Dates.	Lieu.		
1	GOLLIER (Gilbert).....	6 dec. 1815.	Montargis (Loiret).	Garde à repos....	15
2	DELCHEAT (Désirée-Marie), veuve HÉRAULT.....	7 février 1817.	Montjan (Maine-et-Loire).	Le mari ex-garde éclusier.	23

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N^o 15,831. — **ARRÊTÉ** ⁽¹⁾ qui reconnaît comme Etablissement d'utilité publique la Société de patronage pour les Aliénés sortis guéris des Asiles de la Salpêtrière et de Bicêtre.

Du 16 Mars 1849.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Le Conseil d'État entendu,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. La société de patronage pour les aliénés sortis guéris des asiles de la Salpêtrière et de Bicêtre est reconnue comme établissement d'utilité publique.

2. Les statuts de cette société, tels qu'ils ont été visés et approuvés par le Conseil d'État, demeureront annexés au présent arrêté.

3. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, à l'Élysée-National, le 16 Mars 1849.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé LÉON FAUCHER.

⁽¹⁾ Cet arrêté n'avait point été inséré au Bulletin des lois.

QUANTITÉ reversible aux VERGES ou aux arbelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.	OBSERVATIONS.
	60 ^f 76 ^c	1 ^{er} août 1865.	Montargis (Loiret).	
19 ^f	49 00	1 ^{er} octobre 1863.	Combleux (Loiret).	
TOTAL.	109 76			

STATUTS.

ART. 1^{er}. Le but de l'Œuvre est de venir en aide, soit à domicile, soit dans un asile spécial, aux aliénés indigents sortant guéris des hospices de la Salpêtrière et de Bicêtre.

Le bienfait de l'Œuvre pourra s'étendre à leurs enfants.

2. Ne pourront être assistées par l'Œuvre que les personnes munies d'un certificat de l'un ou l'autre hospice, attestant la guérison et constatant les motifs qui les rendent dignes de l'intérêt de la société.

À défaut de ce certificat, le comité administratif est chargé de prendre les renseignements nécessaires.

3. Le nom des patronnés est tenu secret.

4. Le patronage consiste à les prémunir, autant que possible, contre la misère et ses funestes conséquences, à leur donner des conseils, à les aider dans la recherche d'une occupation convenable, à éclairer les personnes qui les entourent sur la conduite à tenir à leur égard, à prévenir les rechutes par l'éloignement des causes et, dès l'apparition des premiers signes, par l'emploi des moyens physiques et moraux.

5. Le patronage, dirigé par le comité administratif, sera exercé par les médecins et aumôniers de l'Œuvre, par les sœurs de charité, par les dames patronnesses et les autres personnes dont l'expérience fera reconnaître le concours nécessaire.

6. Les attributions des médecins de l'Œuvre consistent en un service régulier à la maison d'asile, en des consultations qu'ils donnent ou des visites qu'ils font aux personnes patronnées et à leurs enfants, selon le désir exprimé, soit par les patronnés eux-mêmes, ou par les personnes qui les emploient, soit par les dames patronnesses. En outre, les médecins de l'Œuvre recueillent par écrit, sur des registres particuliers, les observations qu'ils jugent utiles au perfectionnement du patronage, aux médecins qui, en cas de rechute, auront à traiter les patronnés, enfin au progrès de la science médicale.

L'emploi de médecin de l'Œuvre est gratuit; néanmoins, lorsque les ressources de la société le permettront, il leur sera accordé, pour frais de déplacement, une indemnité dont le chiffre sera fixé par le comité administratif, sauf l'approbation du conseil général.

7. Un comité spécial, composé des deux médecins de l'Œuvre et du médecin en chef à la Salpêtrière et à Bicêtre, s'occupe de toutes les questions médicales et rend compte de ses travaux au comité administratif.

8. Deux aumôniers, désignés par l'archevêque, prêteront à l'Œuvre le concours de leur ministère.

9. Des sœurs de charité et des dames patronnesses sont choisies par le comité administratif dans chacun des douze arrondissements de Paris et dans les arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis.

10. Le concours des sœurs de charité et des dames patronnesses consiste, outre ce qui a été déjà énoncé à l'article 5, à s'informer de l'état moral des patronnés auprès des personnes qui les entourent, à signaler aux médecins de l'Œuvre les irrégularités de caractère et d'intelligence manifestées, soit par des paroles, soit par des actes, enfin, à distribuer des secours.

11. La maison d'asile est destinée à recevoir temporairement les patronnés, soit à

leur sortie immédiate de l'hospice, soit à toute autre époque, lorsqu'ils sont momentanément sans emploi et sans ressources.

12. Les admissions seront prononcées par le comité administratif, aux conditions énoncées en l'article 2, soit d'office, soit sur les présentations du médecin en chef à la Salpêtrière et à Bicêtre, des médecins de l'Œuvre, des sœurs de charité ou des dames patronnesses.

13. L'asile ne peut conserver que des aliénés guéris, et s'il se manifeste une rechute, sur la décision de l'un des médecins de l'Œuvre, il sera pris immédiatement toutes les mesures nécessaires pour obtenir, dans le plus bref délai possible, la translation du malade dans l'hospice consacré à ce genre d'affection.

14. Les patronnés admis dans l'asile seront employés à des travaux divers, suivant leur aptitude et l'avis des médecins, et recevront, à leur sortie, une partie du produit de leur travail.

15. Les personnes admises dans l'asile s'engageront à observer le règlement intérieur, dont il leur sera donné connaissance.

Ce règlement sera soumis à l'approbation du ministre de l'intérieur.

16. L'Œuvre est placée sous la haute direction d'un conseil général, composé de soixante membres au plus.

Le médecin en chef à la Salpêtrière et à Bicêtre et l'aumônier chargé des aliénés dans chacun de ces hospices, en feront partie de droit.

17. Le conseil général de l'Œuvre se réunit deux fois au moins par an, pour délibérer sur toutes les matières qui intéressent l'Œuvre ou qui lui sont soumises par le comité administratif.

Le président peut le convoquer toutes les fois qu'il le juge convenable.

18. En cas de vacance parmi les membres du conseil général, il est pourvu au remplacement par la voie du scrutin secret, et à la majorité des membres présents, après une convocation spéciale.

Le conseil général est présidé par M^r l'archevêque de Paris.

Le conseil choisit dans son sein trois vice-présidents.

19. Le conseil général choisit dans son sein un comité administratif composé de six membres au moins et de neuf au plus.

20. Ce comité sera renouvelé par tiers tous les deux ans.

Les membres sortants pourront être réélus.

En cas de vacance, il est pourvu au remplacement par le conseil général, par la voie du scrutin secret, et à la majorité des membres présents, après convocation spéciale.

21. Le comité administratif se réunit aussi souvent que l'exigent les besoins de l'Œuvre.

Il choisit dans son sein un président, un trésorier et un secrétaire.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Le comité peut délibérer au nombre de trois membres.

Il est tenu procès-verbal des délibérations.

22. Toutes les demandes de secours sont adressées au comité administratif.

Dans l'intervalle des réunions, et dans un cas d'urgence, un membre du comité pourra autoriser un secours, sauf à en faire connaître l'objet et l'importance à la première réunion.

23. Le trésorier acquitte les mandats ordonnancés par le secrétaire ou par l'un des administrateurs.

24. Il sera pourvu annuellement aux dépenses de l'Œuvre au moyen : 1° des dons et souscriptions; 2° des subventions qui pourront être obtenues; 3° du produit du travail des personnes admises dans l'asile; 4° du produit d'un sermon de charité.

25. La société se compose : de membres qui versent dans le courant d'une année une somme de trois cents francs au moins, une fois donnée; — de membres titulaires qui payent une souscription annuelle de trente francs au moins, — et de membres associés dont le montant de la souscription est volontaire.

26. Il sera publié chaque année, avec la liste des membres de la société, un compte rendu de la situation financière et morale de l'Œuvre et des résultats obtenus.

Le compte rendu sera adressé à tous les membres.

27 et dernier. Les présents statuts ne pourront être modifiés qu'à la majorité absolue des deux tiers des membres composant le conseil général, et après convocation spéciale.

Les modifications qui seront apportées à ces statuts devront être soumises à l'approbation du Gouvernement.

Les présents statuts ont été délibérés et adoptés par le Conseil d'État, dans sa séance du 20 décembre 1848.

Le Maître des requêtes, secrétaire général du Conseil d'État,

Signé F. BOILAY.

N° 15,831. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui nomme chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. *Mailre (Adrien)*, secrétaire en chef de la mairie de Bordeaux; vingt-deux ans de services. (*Paris, 30 Décembre 1863.*)

N° 15,833. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui nomme officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. *Dufour*, conseiller à la cour impériale de Paris; chevalier depuis 1853. (*Paris, 16 Janvier 1864.*)

N° 15,834. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui nomme chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. *Lourd*, procureur impérial près le tribunal de première instance de Marseille (Bouches-du-Rhône). (*Paris, 16 Janvier 1864.*)

N° 15,835. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :
ART. 1^{er}. La forêt communale de Petite-Chaux (Doubs) sera traitée à l'avenir en futaie pleine et divisée provisoirement en deux séries d'exploitation, savoir :

La série de Crève-Cœur, contenant.....	51 ^h 20'
La série du Landrot.....	72 00

ENSEMBLE.....	123 20
---------------	--------

2. La série de Crève-Cœur sera régénérée pendant une révolution de cent vingt ans, divisée en quatre périodes égales, à chacune desquelles correspondra une affectation sur le terrain.

Durant la première période, la possibilité en produits principaux, tant des coupes de régénération que des coupes d'extraction, à asseoir dans la quatrième affectation est fixée à cent dix-sept mètres cubes, non compris trente-neuf mètres cubes à mettre en réserve pour les besoins extraordinaires de la commune.

Cette possibilité pourra être l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts.

3. Pendant une révolution transitoire de trente ans, la série du Landrot ne sera soumise qu'à des coupes d'amélioration basées sur la contenance. (*Paris, 8 Avril 1863.*)

N° 15,836. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir, dans le bois ci-après d'établissement public situé dans le département de la Vienne, les coupes extraordinaires désignées d'autre part, savoir :

N° DE L'ARTICLE.	NOM de l'établissement public propriétaire du bois.	SITUATION et nature de la coupe extraordinaire.				CONDITIONS sous lesquelles l'exploitation devra avoir lieu.
		Nom du canton où la coupe sera assise.	Étendue de la coupe à exploiter par contenance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantité de stères sans désignation du nombre d'arbres.	
1	Montmorillon (hospices de).	Canton de la Réserve, de la Galidière et de la futaie de la Garenne.	33 ^b 69 ^a	"	"	En cinq années consécutives, et par portions égales à partir de 1865.

(Paris, 18 Avril 1863.)

N° 15,837. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir, dans les bois communaux situés dans le département des Vosges, les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

N° DES ARTICLES.	NOMS des communes propriétaires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
		Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par contenance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantité de stères sans désignation du nombre d'arbres.	
1	Grandrupt.	Couchant.....	"	"	500	La coupe ordinaire est diminuée de cinquante stères durant six années consécutives, à partir de 1863. En six années consécutives, et par portions égales à partir de 1865. Jusqu'à l'expiration de la révolution transitoire de quarante ans les délivrances annuelles seront réduites à la coupe ordinaire de cent quatre-vingt dix mètres cubes.
2	Martinvelle.	Les deux premières affectations.	"	"	1,034	

(Paris, 18 Avril 1863.)



Certifié conforme:

Paris, le 25 Janvier 1864.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1008.

N° 1008. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui modifie l'article 178 du décret du 19 novembre 1859, sur la police de la Pêche côtière dans le cinquième arrondissement maritime.*

Du 6 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 9 janvier 1852, sur la pêche maritime côtière;

Vu l'article 178 du décret du 19 novembre 1859, sur la police de la pêche
côtière dans le cinquième arrondissement maritime;

Considérant qu'il y a lieu, dans l'intérêt des pêcheurs, de diviser la prud'
homie de Cette en deux prud'homies distinctes, dont les sièges seront à
Aigues-Mortes et à Cette;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la
marine et des colonies;

Le conseil d'amirauté entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La prud'homie de Cette est divisée en deux prud'homies
distinctes, dont les sièges sont fixés à Aigues-Mortes et à Cette.

Les limites de la prud'homie de Cette coïncident à l'ouest avec
les limites du quartier; elles s'étendent à l'est jusqu'à la redoute du
Grand-Travers. Sa juridiction s'exerce sur les eaux intérieures des
syndicats de Cette, Bouzignès, Mèze et Palavas.

La prud'homie d'Aigues-Mortes est limitée à l'ouest par la redoute
du Grand-Travers et à l'est par le grau d'Orgon. Sa juridiction
s'étend sur les eaux intérieures des syndicats de Lunel et d'Aigues-
Mortes.

2. L'article 178 du décret du 19 novembre 1859 précité est rap-
porté.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine
et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui
sera inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel de la marine.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Décembre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine
et des colonies,*

Signé C^{te} P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 15,839. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui reconnaît comme Établissement d'utilité publique la Société de Charité maternelle de Strasbourg.

Du 26 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur ;

Vu la lettre du 26 février 1863, par laquelle la présidente de la société de charité maternelle de Strasbourg sollicite la reconnaissance de cette association comme établissement d'utilité publique ;

Vu les statuts délibérés par le conseil d'administration de cette société le 25 du même mois ;

Vu le compte rendu des opérations de la société pendant les quinze derniers exercices ;

Vu l'avis exprimé par le conseil municipal de Strasbourg, dans sa délibération du 11 mai 1863 ;

Vu l'avis exprimé par le préfet du Bas-Rhin, dans sa lettre du 26 juin suivant, et la liste des souscripteurs pour l'année 1863 ;

Vu les décrets impériaux des 5 mai 1810 et 25 juillet 1811 et l'ordonnance royale du 14 octobre 1814 ;

Le décret du 2 février 1853 et le règlement général du 15 mars suivant sur l'organisation et le mode d'administration des sociétés de charité maternelle

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La société de charité maternelle de Strasbourg est reconnue comme établissement d'utilité publique.

2. Les statuts de ladite société, tels qu'ils sont annexés au présent décret, sont et demeurent approuvés.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 26 Décembre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé P. BODER.

Statuts de la Société de Charité maternelle de Strasbourg.

Art. 1^{er}. La société a pour objet d'assister les femmes indigentes à l'époque de leurs couches.

2. La société accorde des secours aux femmes pauvres mariées religieusement, sans distinction des cultes auxquels elles appartiennent.

3. Sont membres de la société les personnes qui souscrivent pour une cotisation annuelle dont le minimum est fixé à cinq francs.

4. Sont membres de droit et présidents honoraires M. le préfet du Bas-Rhin et M. le maire de Strasbourg.

5. Tous les membres de la société sont convoqués en assemblée générale chaque année, au commencement de février. Il est donné communication dans cette séance du compte rendu des opérations de l'année expirée.

L'assemblée émet, s'il y a lieu, des observations ou des vœux relativement aux moyens d'accroître les bienfaits de l'institution.

6. Les ressources de la société se composent :

1^o Du montant des souscriptions et des subventions annuelles ;

2^o Du produit des quêtes, concerts, loteries, etc. ;

3^o Des rentes sur l'État ou sur particuliers ;

4^o Enfin, des legs et donations.

7. La société, placée sous le patronage de Sa Majesté l'Impératrice, est régie par un conseil d'administration.

8. Ce conseil est composé de dix-neuf dames, élues pour la première fois au scrutin de liste, et à la majorité absolue des suffrages, par les sociétaires réunis en assemblée générale.

9. Le conseil d'administration est renouvelé annuellement par cinquième. Pendant les quatre premières années, les dames qui doivent sortir du conseil sont désignées par le sort, et plus tard, par l'ancienneté. Dans la séance du mois de janvier, le conseil pourvoit au remplacement des dames sortantes, qui peuvent toujours être réélues.

10. La présidente et la vice-présidente sont nommées par Sa Majesté l'Impératrice. Une trésorière et un caissier-secrétaire sont choisis par le conseil ; leur nomination est soumise à l'approbation du préfet.

11. Toutes les fonctions sont gratuites dans la société.

12. Le conseil d'administration se réunit tous les mois pour décider l'admission ou le rejet des demandes de secours et délibérer sur tout ce qui peut intéresser l'institution.

13. Le conseil dresse les budgets de la société ; ces budgets doivent être soumis à l'approbation du préfet.

14. La trésorière et le caissier présentent, au mois de janvier, un compte de leur gestion pendant l'année précédente. Le conseil, après examen de ce compte, autorise la présidente à en donner décharge.

15. Dans la première quinzaine de février, au plus tard, la présidente remet au préfet, en double expédition :

1^o Le compte des recettes et dépenses de l'année précédente ;

2^o Le compte moral de l'Œuvre.

16. Un règlement particulier, qui doit être soumis à l'approbation du préfet, détermine l'importance et la nature des secours à accorder, les conditions d'admission et les autres détails d'administration.

17. Dans le cas où, par une cause quelconque, la société cesserait d'exister, le caissier serait tenu de demander au préfet, dans le mois à partir de la dissolution de la société, l'autorisation de verser à la caisse du bureau de bienfaisance de la ville de Strasbourg, contre décharge, tous fonds, titres, valeurs, appartenant à la société.

18. Il ne pourra être fait aucune addition ou modification aux présents statuts qu'autant que la proposition en aura été d'abord lue au conseil et déposée sur le bureau, qu'elle aura été discutée et votée à un mois d'intervalle dans une séance extraordinaire spécialement convoquée pour cet objet, qu'elle aura réuni les deux tiers des voix des membres en exercice et qu'elle aura été approuvée par un décret.

Les présents statuts ont été délibérés et adoptés par le Conseil d'État, dans séance du 16 décembre 1863.

Le Conseiller d'État, Secrétaire général du Conseil d'État
Signé F. BOILAY.

Vu pour être annexé au décret du 26 décembre 1863, enregistré sous le n° 3490.

Le Ministre de l'intérieur.

Pour le Ministre et par autorisation :
Le Conseiller d'État, Secrétaire général,
Signé CHAMBLAIN.

N° 15,840. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 4 liquidations de Pensions civiles

Du 7 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 2, 5, 6, 7, 11, 13, 18, 23 et 25 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			des services.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services)									
1	PETIT (Eugène) ⁽¹⁾	18 août 1808.	Châlons- sur-Marne (Marne).	Charge de cours..	Civils.	33	3	26	
2	THIÉRIOT (Jean-Martin).	1 ^{er} avril 1797.	Frain (Vosges).	Inspecteur pri- maire.	Idem.....	38	1	1	
3	THIESSE (Nicolas-Fran- çois) ⁽¹⁾ .	6 fév. 1792.	Rouen (Seine-inférieure).	Ex-rédacteur... ..	Idem.....	20	15		
4	CAMBIER (Agathe), veuve PASSEWARD.	7 oct. 1808.	Paris (Seine).	Le mari, ingent.	Idem.....	25	2	10	

⁽¹⁾ Infirmités.

⁽¹⁾ Infirmités.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'instruction publique et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé ACHILLE FOULD.

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'instruction publique,*

Signé V. DURUY.

Vu le décret du 4 juillet 1806, qui règle les pensions des employés de l'administration centrale :

Vu l'ordonnance du 19 avril 1820, concernant les pensions des fonctionnaires de l'instruction publique;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 15 décembre 1863, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de l'instruction publique pour l'année 1863 :

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 20 décembre 1863 :

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les quatre liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de trois mille sept cent quatre francs (3,704^{fr}) au tableau ci-dessous sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITATION	QUOTITE	FIXATION	DATES	DOMICILE
des services militaires.	des services civils.	Total.	de la pension au maximum du grade.	reversible aux veuves ou aux orphelins.	définitive de la pension.	de jouissance.	des pensionnaires.
00 ^e	1,390 ^f 10 ^s	1,390 ^f 10 ^s	1,390 ^f	"	1,390 ^f	1 ^{er} octobre 1863.	Moulins (Allier).
25 ^e	1,306 03	1,306 03	1,111	"	1,111	12 sept. 1863.	Vouziers (Ardennes).
54 ^e	959 74	959 74	959	"	959	16 nov. 1863.	Paris (Seine).
"	"	"	"	244 ^f	244 (a)	26 août 1863.	Lorient (Morbihan).
			TOTAL.		3,704		

REMARQUE de tiers d'une pension de 734 francs concédée le 15 août 1863 à son mari, décédé le 25 août 1863.

15,841. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve une liquidation de Pension civile.*

Du 7 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 5, 6, 7, 8 et 9 de l'ordonnance royale du 1^{er} novembre 1814, portant règlement des pensions des artistes et employés du théâtre impérial de l'Opéra ;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 30 novembre 1863, portant qu'il a reconnu la légalité de la liquidation comprise dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant

sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1863 au ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts.

Le ministre des finances et notre Conseil d'Etat concurremment, en son avis du 22 décembre 1862.

Sur le rapport de notre ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts.

NOM ET PRÉNOM	FAMILIAL		NÉ	DÉCÈS	NATURE	MONTANT			REMARQUES
	du	premier	date	date	des services	Ann.	Mois.	Jours.	
DE LAUNAY Jean-Charles	le	18	1804	Paris	En service des Colonies	300			Ordonnance de 1 ^{re} classe
					de 1 ^{re} classe				
					de 2 ^e classe				
					de 3 ^e classe				
					de 4 ^e classe				
					de 5 ^e classe				
					de 6 ^e classe				
					de 7 ^e classe				
					de 8 ^e classe				
					de 9 ^e classe				
					de 10 ^e classe				
					de 11 ^e classe				
					de 12 ^e classe				
					de 13 ^e classe				
					de 14 ^e classe				
					de 15 ^e classe				
					de 16 ^e classe				
					de 17 ^e classe				
					de 18 ^e classe				
					de 19 ^e classe				
					de 20 ^e classe				

2. Cette pension sera versée au trésor public, avec jouissance du 1^{er} janvier 1863.

3. Votre ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts et notre ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Janvier 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'Etat au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Maréchal de France, Ministre
de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts,

Signé VAILLANT.

N° 15,842. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 6 liquidations de Pensions civiles.

Du 11 Janvier 1863.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 5, 11 et suivants de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

Vu le règlement du 20 juin 1827 ;

Vu la loi du 11 avril 1831 ;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'Etat des finances, en date des

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La liquidation de pension civile comprise pour une somme de mille cinq cents francs (1,500^f) au tableau ci-dessous est approuvée.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATE de jouissance.	DOMICILE du pensionnaire.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
.	1,950 ^f	1,950 ^f	1,500 ^f	"	1,500 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Paris (Seine).

30 novembre et 3 décembre 1863, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert par le décret du 25 avril 1863;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue;

Sur le rapport du ministre de notre Maison et des beaux-arts,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les six liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de deux mille quarante-six francs (2,046^f) au tableau d'autre part sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Notre ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts et notre ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Maréchal de France, Ministre
de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts,

Signé VAILLANT.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADÉS.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Ses des lois et ordres et vertu de la loi à été en
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
1	THOMAS (Pierre-Auguste-Victor).	1 ^{er} fév. 1808.	Cléry (Calvados).	Soldat et palefrenier.	Militaires et civils.	30	9	—	Lois des 1871 et 1890 et autres.
2	LOUBIERRE (Jean-Pierre).	14 août 1808.	Rodez (Aveyron).	Palefrenier.	Civils.	28	10	7	Loi du 1871 et autres.
3	MARIN (Marie-Charlotte), veuve BIGEON (Jean-Marie).	25 mai 1824.	Saint-Lô (Manche).	Le mari palefrenier.	Idem.	16	6	26	Idem.
4	ALLOIN (Théophile-Alexis).	20 déc. 1808.	Abbeville (Somme).	Soldat et palefrenier.	Militaires et civils.	30	—	27	Idem.
5	MOIMEAL (Louis).	avril 1811.	Souviigné (Deux-Sèvres).	Idem.	Idem.	24	4	27	Idem.
6	GAILLARD (Jean-Louis).	7 sept. 1815.	Chambonas (Ardèche).	Idem.	Idem.	20	6	4	Idem.

N^o 15,843. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 13 liquidations de Pensions civiles

Du 20 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 5, 6, 7, 11, 13, 14, 18 et 23 de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles :

Vu l'ordonnance du 23 septembre 1814, portant règlement sur les pensions du ministère de la justice :

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 3 décembre 1863, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADÉS.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Ses des lois et ordres et vertu de la loi à été en
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
1	ARCELOT (Honorine-Louise), veuve MARGHARD.	18 mars 1812.	Paris (Seine).	Le mari, juge de paix.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	22	7	27	Répertoire de la loi de 1854.
						3	—	23	
						31	11	20	
2	DANSE (Françoise-Adélaïde-Pauline), veuve DANAE.	25 avril 1800.	Beauvais (Oise).	Le mari, ex-président.	Reversion du tiers de la pension de 2,533 fr. accordée à son mari pour	54	3	14	Loi de 1854.
3	DARAN (Marie-Rose), veuve BELLOMBEY.	18 sept. 1807.	Saint-Gérons (Ariège).	Le mari, ex-juge d'instruction.	Reversion du tiers de la pension de 1,177 fr. accordée à son mari pour	31	11	10	Idem.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
39' 88°	386' 10°	425' 98°	"	"	425'	16 sept. 1863.	Pau (Basses-Pyrénées).
"	429 66	429 66	"	"	429	1 ^{er} nov. 1863.	Saint-Maixent (Deux-Sèvres).
"	273 00	273 00	"	Un tiers.	100	27 juin 1863.	Saint-Lô (Manche).
30 00	390 80	430 80	"	"	430	23 octobre 1863.	Abbeville (Somme).
11 24	290 71	301 95	"	"	301	1 ^{er} nov. 1863.	Saint-Maixent (Deux-Sèvres).
38 96	302 73	361 69	"	"	361	Idem.	Idem.
TOTAL.					2,046		

comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de la justice et des cultes ;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue ;

sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les treize liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de dix-huit mille six cent quatre-vingt-six francs (18,686^f) au tableau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	3,922 ^f	3,922 ^f	"	1,307 ^f	1,307 ^f	24 avril 1863.	Paris (Seine).
"	"	"	"	777	777	6 septembre 1863.	Beauvais (Oise).
"	"	"	"	392	392	9 juillet 1863.	Saint-Girons (Ariège).

N ^{OS} D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRANDES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			L ^{ES} LOIS ET ARTS VERTUELS LA P ACTE
		Dates.	Lieu.			Ans.	Mois.	Jours.	
4	DARIOT Charles	6 février 1807	Buay Saône-et-Loire	Juge de paix....	Civils antérieurs au 1 ^{er} janvier 1831 postérieurs...	22	11	27	Loi du et m m m
5	DEVAUREIX (Adele-Hy- pé), veuve BERNARD.	24 avril 1794	Saint-Benoit- du-Sault Indre.	Commissaire des circuits impérial.	Reversion du tiers de la pension de 1200 fr. ac- corder à son mari pour	30	10	4	Loi de 1831.
6	DEPRESSOIS Clarisse- Aglaé, veuve D'AN- VAL.	9 mai 1804	Noroy Côte	Le mari, ex-juge de paix.	Reversion du tiers de la pension de 612 fr. ac- corder à son mari pour	33	8	10	Idem.
7	FAURE (Pierre-François- Joseph)	10 août 1773	Paris Seine	Commissaire des tribunaux.	Civils.	16	1	1	Idem.
8	GOULON (Pierre)	1 ^{er} sept. 1793	Silly-sur-Nied Moselle.	Idem.	Idem.	15	3	24	Idem.
9	JOUTY (Antoinette-Fran- çoise-Virginie, veuve LE BAILLEUR.	30 juillet 1788	Metz Moselle.	Le mari, ex-juge de paix.	Reversion du tiers de la pension de 500 fr. ac- corder à son mari pour	42		20	Loi de 1831.
10	LECLERC (Louise-Vir- gèle, veuve MON- TIER.	9 mai 1775	Bourges Cher.	Idem.	Reversion du tiers de la pension de 128 fr. ac- corder à son mari pour	27	8	3	Idem.
11	LESOULT (Godefroy) ..	16 août 1772	Guignes Seine-et-Marne.	Idem.	Civils.	19	3	19	Billet ratifié du 9
12	PANOTTE (Clement- Louis), veuve AD- RIEN.	14 août 1777	Cherbourg Manche.	Le mari, commis- saire.	Civils antérieurs au 1 ^{er} janvier 1831 postérieurs...	27	3	13	Idem.
13	SOFFERAIN (Jean-Thé- odore).	20 dec. 1793	Saint-Lambert Charente.	Juge de paix....	Civils antérieurs au 1 ^{er} janvier 1831 postérieurs...	21	7	17	Idem.

* Accident grave.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la justice et des cultes et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	970 ^f	970 ^f	"	"	970 ^f	23 octobre 1863.	Buxy (Saône-et-Loire)
"	"	"	"	601 ^f	601	26 mai 1863.	Le Blanc (Indre).
"	"	"	"	270	270	11 mars 1863.	Le Frétoy (Oise).
"	9,491	9,491	6,000 ^f	"	6,000	21 août 1863.	Paris (Seine).
"	3,997	3,997	3,045	"	3,045	15 septembre 1863	Metz (Moselle).
"	"	"	"	1,333	1,333	1 ^{er} octobre 1863.	Paris (Seine).
"	"	"	"	611	611	21 août 1863.	Bourges (Cher).
"	1,827	1,827	1,624	"	1,624	8 septembre 1863.	Paris (Seine).
"	2,083	2,083	"	694 ^f	694	25 juin 1863.	Louvigny (Calvados).
"	1,062	1,062	"	"	1,062	17 sept. 1863.	Saint-Émilion (Gironde).
				TOTAL.	18,686		

Fait au palais des Tuileries, le 20 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

N° 15,844. — *DECRET IMPÉRIAL qui approuve 25 liquidations de Pensions civiles.*

Du 20 janvier 1884.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles :

Vu la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre :

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRENOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			TO- tal des loyers, et autres indemnités. Le pre- mier à élar-
		Dates	Lieu.			Ann.	Mois.	Jours.	
									PEN- SIONS pour services.
						POSTES.			
						Militaires....	3	11	18
						Civils :			
1	ABBAT Jean-Jacques-Antoine.	11 juv 1796.	Saint-Louis Herault.	Lettré et rural.		antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	17	9	10
						postérieurs...	9	9	*
						Militaires....	2	6	13
						Civils :			
2	ABBAT Claude.....	4 août 1792.	Saint-Maximin (Var).	Idem.....		antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	19	2	6
						postérieurs...	9	9	*
						Civils :			
3	ADAM Jean-Pierre....	18 juin 1802.	Hauterive (Haute-Saône)	Idem.....		antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	17	4	*
						postérieurs...	9	10	*
						Civils :			
4	BOUILLET Jean-Joseph.	25 fév. 1800.	Moirans (Jura).	Idem.....		antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	13	5	10
						postérieurs...	9	9	15
						Civils :			
5	CHONE Julien.....	5 mars 1802.	S ^t -Christophe (Ille-et-Vilaine).	Idem.....		antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	15	4	10
						postérieurs...	9	9	*
						Civils :			
6	DARTOINE Jean-Marie..	25 avril 1800.	Givrons (Rhône).	Idem.....		antérieurs au 1 ^{er} janviet 1854 ;	17	1	19
						postérieurs...	9	9	15
						Civils :			
7	DELANAURES Jean-Bap- tiste).	2 juin 1802.	Fallevende- le-Grand (Calvados).	Idem.....		antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	19	3	*
						postérieurs...	9	9	15
						Civils :			
8	EYON Claude).....	29 août 1795.	Pludual (Côte-du-Nord).	Idem.....		antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	17	6	1
						postérieurs...	9	9	15
						Militaires....	4	10	2
						Civils :			
9	FANTZ Jean-Pierre....	17 avril 1797.	Gros- Rederching (Moselle).	Idem.....		antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	23	9	*
						postérieurs...	9	9	15

Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864 ;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 29 décembre dernier ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt-cinq liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de deux mille cent cinquante-quatre francs (2,154) au tableau ci-après sont approuvées.

	LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ reversible aux veuves ou orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
	des services militaires.	des services civils.	Total.					
149	26 ^f 11 ^c	83 ^f 81 ^c	110 ^f 25 ^c	"	"	110 ^f	1 ^{er} octobre 1863.	Saint-Pons (Hérault).
50	18 03	75 79	93 82	"	"	93	Idem.	S ^t -Maximin (Var).
94	"	"	48 20	"	"	48	1 ^{er} nov. 1863.	Dampierre- sur-Sâlon (Haute-Saône).
131	"	"	86 00	"	"	86	16 octobre 1863.	Moirans- du-Jura (Jura).
133	"	"	73 22	"	"	73	1 ^{er} octobre 1863.	Quimperlé (Finistère).
177	"	"	87 49	"	"	87	16 octobre 1863.	Givors (Rhône).
177	"	"	76 52	"	"	76	Idem.	Neuville (Calvados).
178	"	"	81 09	"	"	81	Idem.	Plouha (Côtes-du-Nord).
195	35 47	74 48	109 95	"	"	109	Idem.	Rorbach (Moselle).

(montant au 1^{er} janvier 1854.)

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			DA des lois et ordon vertu la p a été a
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
10	TRAPPY (Guillaume) ...	30 mars 1788.	Bourdeilles (Dordogne).	Facteur rural....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	8 23 9 8	3 6 9 "	5 21 15 "	Loi du 1853.
11	GIRO (André)	9 nov. 1799.	Bayonne (Basses-Pyrénées)	Facteur local....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	23 9	8 9	8 15	Idem....
12	GUY (Louis).....	6 août 1794.	Mauriac (Cantal).	Facteur rural....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	23 9 6	9 "	" 17	Idem....
13	JANNEZ (Frédéric).....	27 juillet 1805.	Rivière-Devant (Jura).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	12 9 "	8 9 11	3 "	Idem....
14	LE LIDEC (Nicolas-Jean- Marie) ⁽¹⁾ .	27 janv. 1784.	Priziac (Morbihan).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	5 9	11 9	16 "	Idem....
15	MEUX (Bernard) ⁽¹⁾	10 déc. 1809.	Is-sur-Tille (Côte-d'Or).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	10 9 8	11 9 "	20 "	Idem....
16	MOUGENOT (François) ..	14 mai 1802.	Lure (Haute-Saône).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	22 9 3	" 9 8	" "	Idem....
17	POMMERET (Pierre)	25 juillet 1797.	Givraines (Loiret).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	16 9	8 9	28 15	Idem....
18	PODLAIN (Henry-Guil- laume).	3 juin 1794.	Mortain (Manche).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	23 9	7 8	" "	Idem....
19	SEGER (Marie-Perrine), femme CHOBÉ ⁽¹⁾ .	30 nov. 1805.	Quimperlé (Finistère).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	8 9	9 8	6 "	Idem....
20	SODER (François-Joseph)	30 avril 1798.	Habsheim (Haut-Rhin).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	20 9	9 9	4 15	Idem....
21	THIER (Jean-Claude) ⁽¹⁾ .	5 février 1790.	Château- Ville-Vieille (Hautes-Alpes).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	12 9	10 7	23 "	Idem....

⁽¹⁾ Infirmités.

	LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
	des services militaires.	des services civils.	Total.					
187 87	60 ^l 59 ^o	67 ^l 21 ^o	127 ^l 80 ^o	"	"	127 ^l	16 octobre 1863.	Bourdeilles (Dordogne).
181 66	53 33	66 64	119 97	"	"	119	<i>Idem.</i>	Tartas (Landes).
187 50	"	"	68 76	"	"	68	1 ^{er} octobre 1863.	Mauriac (Cantal).
187 50	55 94	69 34	125 28	"	"	125	<i>Idem.</i>	Saint-Laurent- du-Jura (Jura).
186 25	6 87	61 62 ^o	68 49	"	"	68	<i>Idem.</i>	Pon'-Seorff (Morbihan).
182 91	"	"	70 85	"	"	70	<i>Idem.</i>	Is-sur-Tille (Côte-d'Or).
182 50	66 87	84 10	150 97	"	"	150	<i>Idem.</i>	Lure (Haute-Saône).
182 50	26 92	76 19	103 11	"	"	103	16 octobre 1863.	Boynes (Loiret).
185 00	"	"	71 72	"	"	71	1 ^{er} sept. 1863.	Mortain (Manche).
182 16	"	"	48 81	"	"	48	<i>Idem.</i>	Quimperlé (Finistère).
187 91	"	"	87 80	"	"	87	16 octobre 1863.	Habsheim (Haut-Rhin).
183 33	"	"	57 45	"	"	57	1 ^{er} août 1863.	Château- Queyras (Hautes-Alpes).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			DA des lois et ordon de la pe a été a
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
22	TRONCHE (Jean-Pierre).	3 mars 1807.	Valence- d'Albigeois (Tarn).	Facteur rural....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20	3	"	Loi du 1853.
23	VALIER (Charles-André) (1).	5 janvier 1811.	Valréas (Vaucluse).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	9	9	"	Idem....
24	BOURDON (Marie-Cathe- rine-Anastasio), veuve GABELLE.	14 avril 1815.	Seboncourt (Aisne).	Le mari, ex-pré- posé de gare.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	8	9	22	Idem....
25	PLOCC (Marie-Louise- Françoise - Etienne), veuve TESTARD.	17 nov. 1794.	Jouarre (Seine-et-Marne)	Le mari, facteur rural.	Civils.....	15	10	14	Idem....
						9	5	7	
						30	1	16	Idem....

(1) Infirmités.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n^o 6.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

• Signé ACHILLE FOULD.

N^o 15,845. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 25 liquidations de Pensions civiles.

Du 20 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution ;

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
.	.	80 ^f 12 ^c	.	.	80 ^f	1 ^{er} octobre 1863.	Valence- d'Albigeois (Tarn).
.	.	41 53	.	.	41	16 février 1863.	Valréas (Vaucluse).
.	.	115 34	.	100 ^f	100	8 juin 1863.	Bohain- en-Vermendoit (Aisne).
.	.	.	.	77	77	20 juillet 1863.	Saacy (Seine-et-Marne)
				TOTAL.	2,154		

Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864 ;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 29 décembre dernier ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt-cinq liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de quinze mille huit cent soixante et un francs (15,861^f) au tableau d'autre part sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n° 7.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

[illegible]

LIQUIDATION

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
au 1 ^{er} janvier 1854.)							
.	.	.	.	533 ^f	533 ^f	9 septembre 1863.	Nîmes (Gard).
au 1 ^{er} janvier 1854.)							
41 ^f 53 ^c	315 ^f 08 ^c 18 ^c 60	512 ^f 21 ^c	.	.	542	1 ^{er} octobre 1863.	Pontier (Ain).
.	318 26 189 75	508 01	.	.	508	Idem.	Étupes (Doubs).
.	376 47 166 13	542 61	.	.	542	Idem.	Pléneuf (Côtes-du-Nord).
41 40	294 66 164 17	500 23	.	.	500	Idem.	Cherrueix (Ille-et-Vilaine).
.	380 00 194 51	574 51	.	.	574	Idem.	Bourgneuf (Loire-Inférieure).
.	340 36 182 51	522 87	.	.	522	Idem.	Saint-Nazaire (Loire-Inférieure).
50 54	236 29 145 37	432 20	.	.	432	Idem.	Corbelin (Isère).
.	264 72 158 43	423 15	.	.	423	Idem.	Marseille (Bouches-du-Rhône).
58 33	311 55 193 03	502 91	.	.	502	Idem.	Nantes (Loire-Inférieure).
58 33	218 72 144 37	421 42	.	.	421	Idem.	Saint-Nazaire (Loire-Inférieure).

	LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
	des services militaires.	des services civils.	Total.					
100 00 100 00	"	275 ^f 90 ^c 172 89	448 ^f 79 ^c	"	"	448 ^f	1 ^{er} octobre 1863.	Dunkerque (Nord).
100 00 75 43	10 ^f 32 ^c	320 00 154 38	484 70	"	"	484	Idem.	Saint-Étienne (Pas-de-Calais).
100 00 80 00	13 23	290 66 154 89	488 78	"	"	488	Idem.	Marseille (Bouches-du-Rh.
100 00 15 53	"	273 75 146 17	419 92	"	"	419	Idem.	La Hague (Manche).
100 00 15 53	"	325 83 164 92	490 75	"	"	490	Idem.	Cucq (Pas-de-Calais).
100 00 84 44	"	902 62 332 59	1,235 21	"	411 ^f	411	13 sept. 1863.	Les Sables- d'Olonne (Vendée).
					TOTAL.	7,766		
100 00 100 00	"	"	"	2,114 ^f	"	2,114	1 ^{er} nov. 1863.	Bordeaux (Gironde).
100 00 101 56	"	542 50 286 12	828 62	"	"	828	16 nov. 1863.	Valenciennes (Nord).
100 00 102 56	"	517 63 323 26	840 89	"	"	840	1 ^{er} octobre 1863.	Tourves (Var).
100 00 102 13	"	749 42 529 04	1,078 46	"	"	1,078	24 octobre 1863.	Rouen (Seine-Inférieure).
100 00 100 00	"	521 33 334 33	855 66	"	"	855	1 ^{er} nov. 1863.	Paris (Seine).
100 00 101 56	"	753 73 324 18	1,077 91	"	"	1,077	Idem.	Saint-Jean- de-Luz (Basses-Pyrénées).
	"	"	"	"	TOTAL.	6,792		
	"	"	"	"	175	175	8 octobre 1863.	Taullignan (Drôme).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			des lois et ord. vertu la p a été
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
25	PAUQUET (Victoire), or- pheline ⁽¹⁾ .	19 nov. 1844.	Rennes (Ille-et-Vilaine).	Le père, ex-con- trôleur vérifica- teur.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	23	9	-	Régimen- tal du 1855 9 juin
	— (Marie), or- pheline ⁽¹⁾ .	30 janv. 1846.	Lille (Nord).						
	— (Valérie), or- pheline ⁽¹⁾ .	3 janvier 1848.	Idem.						

⁽¹⁾ Le sieur GÉRARD, tuteur.

1^{re} catégorie... } Postes.....
2^e catégorie... } Douanes.....
 } Contributions indirectes.....
 } Postes.....

TOTAL.....

N^o 15,846. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1^o Les foires qui se tiennent dans la commune de Saint-Sulpice, arrondissement de Muret (Haute-Garonne), les 4 janvier, 4 février, 4 mars, 4 avril, 4 mai, 4 juin, 4 juillet, 1^{er} août, 14 septembre, 20 octobre, 4 novembre et 4 décembre auront lieu à l'avenir le premier mercredi de chaque mois.

2^o La foire qui se tient dans la commune de Malansac (Morbihan) le 9 septembre de chaque année aura lieu à l'avenir le 20 décembre.

3^o Les foires qui existent dans la ville de Chambéry (Savoie) les 22 février et 16 novembre sont supprimées.

La foire qui a lieu dans la même ville le deuxième mardi après Pâques est reportée au deuxième jeudi du mois de mai et celle du 16 août au 25 du même mois.

4^o La foire qui se tient dans la commune du Poiré-sous-Napoléon, arrondissement de Napoléon (Vendée), le troisième jeudi de septembre aura lieu à l'avenir le troisième jeudi de novembre. (*Saint-Cloud, 6 Août 1863.*)

N^o 15,847. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui établit dans la commune de Beaudrières, arrondissement de Châlons-sur-Saône (Saône-et-Loire), une foire qui se tiendra le troisième mercredi de septembre. (*Saint-Cloud, 6 Août 1863.*)

N^o 15,848. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui autorisent :

1^o Le syndicat du Guiers-Vif (Isère), à contracter un emprunt de vingt-six mille francs ;

2^o Les sieurs Magron (Émile) et Matelet (Charles) et consorts, à maintenir dans la rivière de la Plaine le barrage des Gagères et à utiliser les eaux dérivées par ce barrage, le premier à la marche d'une scierie à construire et les autres à l'irrigation de leurs propriétés sises lieu-dit aux Gagères, territoire de Bionville (Meurthe). (*Saint-Cloud, 6 Août 1863.*)

N^o 15,849. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1^o La ville de Barcelonnette (Basses-Alpes) est autorisée à établir un abattoir public

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
.	.	.	1,786 ^f	595 ^f	595 ^f	Du 9 août 1863 au 1 janvier 1869.	Paris (Seine).
				TOTAL.	770		
1	533 ^f	533 ^f					
2	7,766						
3	6,792	15,328					
4	770						
5	.....	15,861					

un terrain communal situé à l'entrée du pont Gassier, sur la rive droite de la rivière d'Ubaye, conformément aux dispositions du plan qui a été visé à la préfecture le 11 juin 1862, lequel plan restera annexé au présent décret.

2° Il sera pourvu à la dépense d'appropriation de l'immeuble susindiqué au moyen des ressources communales ordinaires.

3° Le tarif des droits à percevoir dans l'abattoir public de Barcelonnnette est fixé ainsi qu'il suit, savoir :

Bœuf, par tête, un franc, ci.....	1 ^f 00 ^c
Vache, par tête, soixante-quinze centimes, ci.....	0 75
Veau, par tête, vingt centimes, ci.....	0 20
Mouton, brebis, chèvre, par tête, quinze centimes, ci.....	0 15
Bovate (brebis du Piémont), par tête, vingt centimes, ci.....	0 20
Agneau ou chevreau, par tête, cinq centimes, ci.....	0 05
Cochon, par tête, cinquante centimes, ci.....	0 50

1° La mise en activité de l'abattoir public de Barcelonnnette entraînera de plein droit la suppression des tueries particulières dans la localité; néanmoins, les habitants qui élèvent des porcs pour la consommation de leur maison pourront les faire abattre chez eux, pourvu que ce soit dans un local clos et séparé de la voie publique.

2° La présente autorisation est accordée sous la réserve du droit appartenant à l'Administration de prescrire et faire exécuter, à toute époque, les mesures et travaux qu'elle jugerait utiles dans l'intérêt de la salubrité publique. (Saint-Cloud, 6 Août 1862.)

N° 15,850. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

ART. 1^{er}. La commune de Guitres (Gironde) est autorisée à établir un abattoir public dans un bâtiment situé au nord des habitations, sur l'ancienne route, près du ruisseau la Vidore, et indiqué par la teinte rouge sur le plan qui a été dressé par l'architecte le 11 juin 1862, lequel plan restera annexé au présent décret.

2. La même commune est autorisée, en conséquence, à acquérir du sieur Michel, moyennant l'abandon, à son profit, des droits d'abatage pendant vingt-cinq ans, et aux clauses et conditions d'actes sous seings privés en date des 12 février 1862 et

24 mars 1863, l'immeuble mentionné à l'article 1^{er} ci-dessus et estimé huit mille francs (8,000^f), pour y établir ledit abattoir public.

3. Les droits à percevoir dans cet établissement sont fixés ainsi qu'il suit, savoir :

Pour un bœuf, six francs, ci.....	6 ^f 00 ^c
Pour une vache, quatre francs cinquante centimes, ci.....	4 50
Pour un veau, un franc dix centimes, ci.....	1 10
Pour un mouton, trente centimes, ci.....	0 30
Pour un agneau, dix centimes, ci.....	0 10
Pour un porc, un franc quatre-vingts centimes, ci.....	1 80

Ces taxes seront revisées pour être réduites, de manière à ne couvrir annuellement que les frais d'exploitation et d'entretien, à l'expiration de la concession mentionnée à l'article 2 qui précède.

4. La mise en activité de l'abattoir public de Guitres entraînera de plein droit la suppression des tueries particulières situées dans la localité. Néanmoins, les habitants qui élèvent des porcs pour la consommation de leur maison pourront les faire abattre chez eux, pourvu que ce soit dans un local clos et séparé de la voie publique.

5. La présente autorisation est accordée sous la réserve du droit pour l'Administration de prescrire et faire exécuter, à toute époque, les mesures et travaux qu'elle jugerait utiles dans l'intérêt de la salubrité publique. (Saint-Cloud, 6 Août 1863.)

N° 15,851. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant concession aux sieurs *Lerylier* (Joseph) et *Lerylier* (Salomon) de mines de houille sises communes de Berweiller, Villing, Rémering, Tromborn, Dalem, Hargarten-aux-Mines, Falck, Bibling, Merten et Teterchen (Moselle); cette concession prendra le nom de concession de Dalem. (Saint-Cloud, 12 Août 1863.)



Certifié conforme :

Paris, le 28 Janvier 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie Impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1009.

N° 15,852. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 4 Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.*

Du 31 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2° Les lois des 11 avril 1831 et 26 avril 1855 (titre IV), sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 19 décembre 1863, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 56, et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de deux mille cent quatre-vingt-cinq francs (2,185^f), sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1863;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des quatre militaires dénommés au tableau d'autre part une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾, savoir :

⁽¹⁾ Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NOMERON D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES. Armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
1	PARIS Denis-Alexandre .	21 fév. 1807.	(Paris seul.)	Sergent, brigadier à la garde de Paris.	26	9	21	5	*	*
2	OTTOMONI Jean-Victor .	1 fév. 1780.	Ajaccio France	Caporal, gendarme à la 1 ^{re} compagnie de la Corse.	27	1	21	21	*	*
3	PICHERET Gilbert	7 déc. 1780.	Binzat Allier.)	Brigadier à la 2 ^e compagnie de 2 ^{es} d'armes d'Afrique.	25	1	7	3	*	*
4	SALVILLI Louis	ANCIEN 1780.	2 Lortie-Isigny- le-Moill Ardèche.)	général à la 1 ^{re} compagnie de la Corse.	26	6	23	15	*	*

* A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel auraient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, le traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 31 Décembre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre*

Signé RANDON.

N° 15,853. — DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 65 Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.

Du 5 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

NOM Cognom. Prénoms et initiales.	Loi du 11 avril 1831.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
			Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.	Total.			
1. M. 1830.		Sergent. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	354 ^f	198 ^f	552 ^f (a)	En activité.	1 ^{er} mai 1863.	Jablones (Seine-et-Marne).
2. M.		Caporal. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	408	198	606 (b)	Idem.	1 ^{er} août 1863.	Ajaccio (Corse).
3. M.		Brigadier. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	289	198	487 (a)	Idem.	1 ^{er} mai 1863.	Paris (Seine).
4. M.		Gendarme. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	342	198	540 (a)	Idem.	1 ^{er} août 1863.	Privas (Ardèche).
				TOTAL.	2,185			

Remarque. — 1^{re} Idem. Cette pension, dans la fixation de laquelle il a été fait application de l'article 4 de la loi du 26 avril 1855, se peut, d'après l'article 27 de ladite loi, être cumulée avec un traitement civil d'activité.

1^{re} Vu, 1^{er} les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2^{de} Les lois des 11 avril 1831 et 25 juin 1861, sur les pensions de l'armée de terre;

3^e Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4^e L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 5 janvier 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n^o 1^{er}, et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de cent cinquante et un mille six cent dix-huit francs (151,618^f), sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des soixante-cinq militaires nommés au tableau d'autre part une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾, savoir :

Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit au ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au Trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
1	LIBERSART (Philippe-Henri-Joseph).	28 fev. 1803.	Saint-Omer (Pas-de-Calais).	Sous-intendant militaire de 1 ^{re} classe.	42	1	11	13		
2	VALLET DES RIVES (Théodore-Paul).	23 mai 1803.	Bastia (Corse).	Idem.	44		15			
3	D'AMOREUX (Albin-Angé-Marie).	2 oct. 1803.	Uzès (Gard).	Idem de 2 ^e classe.	42		18	10		
4	GIBON (François-Xavier-Angé).	29 sept. 1807.	Le Palais (Morbihan).	Idem.	37	7	8	22		
5	CURUTCHET (Dominique)	27 juillet 1806.	Pau (Basses-Pyrénées).	Capitaine adjudant de place.	39	1	15	6		
6	LONGCHAMP (Christophe-Félix-Eugène) (1).	18 juillet 1805.	Porentruy (Suisse).	Lieutenant-colonel du 49 ^e régiment d'infanterie de ligne.	39	9	26	16		
7	BAUDOIN (Jean-Baptiste).	17 sept. 1807.	Paris (Seine).	Lieutenant-colonel d'infanterie, ex-major au 3 ^e régiment de grenadiers de la garde impériale.	34	9	9	40		
8	VINCENT (Séraphin-Victor-Santacroce) (2).	30 déc. 1809.	Penne (Italie).	Chef de bataillon au 97 ^e régiment d'infanterie de ligne.	32	7	29	25		
9	LAMOUR (Jean)	1 ^{er} juill. 1812.	Napoléonville (Morbihan).	Chef de bataillon d'infanterie, ex-capitaine au 3 ^e régiment de grenadiers de la garde impériale.	30	2	18	12		
10	DURRIEU (Paul-Lucien).	6 janv. 1811.	La Bastide-de-Sérou (Ariège).	Major du 35 ^e régiment d'infanterie de ligne.	31	2	17	15		
11	VINTRIGNIER (Vincent).	26 mars 1812.	Vaucouleurs (Meuse).	Major d'infanterie.	30		23	3		
12	JANSELME (Joseph-Claude).	20 janv. 1814.	Grenoble (Isère).	Capitaine au 97 ^e régiment d'infanterie de ligne.	30	3	5	40		
13	DE GUENS (Charles-Henri).	4 nov. 1814.	Cogolin (Var).	Idem au 58 ^e idem.	30	4	7	21		
14	JAUFFRET (Honoré-Antoine).	20 oct. 1814.	Lorgues (Var).	Capitaine au 2 ^e régiment de zouaves.	30	4	2	20		
15	LELEU (Florent-Joseph).	23 mai 1813.	Arras (Pas-de-Calais).	Capitaine au 11 ^e régiment d'infanterie de ligne.	31		16	10		
16	LEMAYRE (Louis-François-Joseph-Adolphe).	7 août 1815.	Reynel (Haute-Marne).	Idem au 20 ^e idem.	30	2	10	12		
17	PIHUIT (Jean-Marie-Joseph).	21 déc. 1810.	Guer (Morbihan).	Idem au 24 ^e idem.	31	2	27	10		
18	TUFFOU (Joseph-Antoine).	8 mars 1811.	Belmont (Aveyron).	Idem au 31 ^e idem.	31		18	15		
19	BERNANOS (Jean)	4 août 1810.	Rozericulles (Moselle).	Idem au 42 ^e idem.	32	6	26	1		
20	ALLIÉ (Joseph-Elzéar-Félix).	22 nov. 1810.	Tarascon (Bouches-du-Rh.).	Idem au 47 ^e idem.	32	7	11	10		
21	GAILLARD (Pierre-Philippe-Séraphin).	17 fev. 1815.	Arles (Bouches-du-Rh.).	Idem au 68 ^e idem.	30		17	17		
22	POINSOT (Dominique)..	13 juin 1809.	Metz (Moselle).	Idem au 90 ^e idem.	30	6	17	15		
23	CARRÈRE-BAGNERIS (Jean-Pierre).	14 fev. 1811.	Aleu (Ariège).	Idem au 93 ^e idem.	31		15	11		
24	BOXETTE (Jean-Auguste)	30 sept. 1811.	Metz (Moselle).	Idem au 95 ^e idem.	33		16	2		
25	RONN (Christophe).....	2 nov. 1812.	Puttelange (Moselle).	Idem au 98 ^e idem.	30	2	6	6		
26	ALEXANDRE (Pierre)....	4 janv. 1812.	Montagnac (Dordogne).	Idem au 34 ^e idem.	30		15	2		

(1) Application de l'article 9 de la loi du 25 juin 1861. — (2) Fils de Français.
 (a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des b
 d'activité. — (b) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 3 septembre 1863 sur les fonds du budget de la

	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
	Sous-intendant mili- taire. (Ayant 12 ans d'an- cienneté dans ce grade.)	4,680 ^(a)	En activité.	1 ^{er} sept. 1863.	Alençon (Orne).
	<i>Idem.</i>	4,423 (a)	<i>Idem</i> à Nancy.	16 octobre 1863.	"
	<i>Idem.</i>	4,680 (a)	<i>Idem</i> à Perpignan.	20 octobre 1863.	Uzès (Gard).
	<i>Idem.</i>	4,680 (a)	<i>Idem</i> à Amiens.	20 août 1863.	Lorient (Morbihan).
	Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,393 (a)	<i>Idem</i> à Valenciennes.	15 nov. 1863.	Landrecies (Nord).
	Lieutenant-colonel.	3,120 (a)	En activité.	1 ^{er} sept. 1863.	Paris (Seine).
	<i>Idem.</i>	3,120 (b)	Dans ses foyers (hors cadre).	3 sept. 1863.	<i>Idem.</i>
	Chef de bataillon.	2,590 (a)	En activité.	20 octobre 1863.	<i>Idem.</i>
	<i>Idem.</i>	2,350 (c)	Dans ses foyers (hors cadre).	10 sept. 1863.	<i>Idem.</i>
	Major.	2,478 (a)	En activité.	15 octobre 1863.	<i>Idem.</i>
	<i>Idem.</i>	2,062 (d)	En non-activité.	20 sept. 1863.	Vaucouleurs (Meuse).
	Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,544 (a)	En activité.	25 octobre 1863.	Langres (Haute-Marne).
	Capitaine.	2,120 (a)	<i>Idem.</i>	20 octobre 1863.	Marseille (Bouches-du-Rhône).
	<i>Idem.</i>	2,120 (a)	<i>Idem.</i>	15 octobre 1863.	Jorgues (Var).
	Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,258 (a)	<i>Idem.</i>	15 nov. 1863.	Biache-Saint-Vaast (Pas-de-Calais).
	<i>Idem.</i>	2,292 (a)	<i>Idem.</i>	20 octobre 1863.	Brachay (Haute-Marne).
	<i>Idem.</i>	2,258 (a)	<i>Idem.</i>	10 octobre 1863.	Rennes (Ille-et-Vilaine).
	<i>Idem.</i>	2,426 (a)	<i>Idem.</i>	15 nov. 1863.	Lyon (Rhône).
	<i>Idem.</i>	2,006 (a)	<i>Idem.</i>	15 octobre 1863.	Neuf-Brisach (Haut-Rhin).
	<i>Idem.</i>	2,309 (a)	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	Paris (Seine).
	<i>Idem.</i>	2,460 (a)	<i>Idem.</i>	1 ^{er} nov. 1863.	Nîmes (Gard).
	<i>Idem.</i>	2,410 (a)	<i>Idem.</i>	20 nov. 1863.	Metz (Moselle).
	<i>Idem.</i>	2,292 (a)	<i>Idem.</i>	15 nov. 1863.	Aleu (Ariège).
	<i>Idem.</i>	2,057 (a)	<i>Idem.</i>	25 nov. 1863.	Montpellier (Hérault).
	<i>Idem.</i>	2,090 (a)	<i>Idem.</i>	20 octobre 1863.	Paris (Seine).
	Capitaine.	1,630 (a)	<i>Idem.</i>	25 nov. 1863.	<i>Idem.</i>

sauf déduction des sommes perçues depuis le 10 septembre 1863 sur les fonds du budget de la guerre. — ^(d) Sauf
sauf déduction des sommes perçues depuis le 20 septembre 1863 à titre de solde de non-activité.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			Ann.
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	
27	CHAPPÉ (Denis).....	5 déc. 1808.	Tournesacq (Nièvre).	Capitaine au 40 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	30	2	8	9	"	"	30
28	BATTINI (Dominique)...	24 janv. 1808.	Évisa (Corse).	Idem au 47 ^e idem.	30	6	29	12	"	"	32
29	GRASTEAU (Jean).....	20 sept. 1810.	Rimons (Gironde).	Idem au 77 ^e idem.	32	6	15	11	"	"	33
30	POINTURIER (Pierre-Vic- tor).	16 nov. 1812.	Champvans (Jura).	Idem au 79 ^e idem.	32	"	15	4	"	"	35
31	SCHÉREN (Jean-Charles).	6 août 1814.	Vic (Meurthe).	Idem au 80 ^e idem.	30	3	2	2	"	"	32
32	DAUDE (Guillaume-Mar- tin).	7 nov. 1814.	Saint-Flour (Cantal).	Capitaine d'infan- terie.	30	1	2	10	"	"	30
33	MACRÉAU (Marie-Adrien- Auguste).	8 sept. 1815.	Lunéville (Meurthe).	Idem.	30	"	6	1	"	"	31
34	PILLIBT (Charles-Phi- lippe).	19 août 1809.	Dunkerque (Nord).	Idem.	30	"	17	7	"	"	37
35	LAILLANT DE WAGQUANT (Joseph-Maximilien- Ancelin).	24 fév. 1806.	Sarralbe (Moselle).	Colonel de cavale- rie.	39	4	28	26	"	"	65
36	COUSIN (Louis-Amédée).	13 fév. 1813.	Romorantin (Loir-et-Cher).	Chef d'escadron au 7 ^e régiment de dra- gons.	32	6	1	30	"	"	61
37	THOMAS (Charles-Théo- dore).	25 janv. 1811.	Marseille (Bouches-du-Rh.).	Chef d'escadron au 2 ^e régiment de hus- sards.	32	8	5	60	"	"	90
38	NÖTINGER (Eugène-Théo- dore).	13 mai 1812.	Molsheim (Bas-Rhin).	Capitaine au 1 ^{er} ré- giment de spahis.	32	8	29	61	"	"	93
39	FRÉDÉRIC (Charles - Edouard).	2 juillet 1812.	Paris (Seine).	Capitaine au 1 ^{er} ré- giment de chasseurs.	33	5	26	32	11	15	66
40	FLAMENT (Adolphe)....	27 fév. 1811.	Amiens (Somme).	Idem au 10 ^e idem.	32	"	15	1	"	"	33
41	VUILLERMET (Antide- François-Constant).	4 oct. 1811.	Chapois (Jura).	Capitaine au 10 ^e ré- giment de cuiras- siers.	31	1	5	"	"	"	31
42	LEFÉBURE (Ernest-Al- phonse).	17 avril 1814.	Blois (Loir-et-Cher).	Capitaine au 3 ^e ré- giment de lanciers.	30	6	18	"	"	"	30
43	MIJOLE (Louis-Urbain).	4 juillet 1815.	Puy-Laurens (Tarn).	Capitaine au 4 ^e ré- giment de chasseurs.	30	3	7	11	"	"	41
44	THEVENIN (Jean-Alexan- dre).	2 février 1815.	Verdun (Meuse).	Idem.	30	6	17	8	"	"	38
45	CARTHELLIER (Jean-Pier- re).	9 août 1811.	Saint-Laurent (Ain).	Idem au 9 ^e idem.	32	7	3	2	"	"	34
46	D'HENNIN (Jean-Baptiste- Paul-Charles).	30 juin 1815.	Haroué (Meurthe).	Capitaine de cava- lerie.	30	2	3	16	"	"	46
47	ROBBE (Edouard-Char- les-Henry).	24 août 1807.	Béthune (Pas-de-Calais).	Chef d'escadron à la compagnie de gen- darmerie du Nord.	38	1	13	"	"	"	38
48	APTÉ (Adolphe-Dieu- donné).	22 juillet 1811.	Saint-Dié (Vosges).	Chef d'escadron de gendarmerie, ex-ca- pitaine au régiment de gendarmerie de la garde impériale.	32	2	27	"	"	"	31
49	DROUET (Louis-Ger- main).	25 nov. 1813.	Le Vernois (Jura).	Chef d'escadron à la compagnie de gen- darmerie de l'Hérault	30	9	15	26	"	"	56
50	BONSENS (Auguste-Ma- thurin).	16 juin 1811.	Orléans (Loiret).	Idem d'Indre-et- Loire.	30	8	18	"	"	"	30
51	COULY (Pierre).....	8 janv. 1811.	Conques (Aveyron).	Capitaine à la com- pagnie de gendar- merie de la Savoie.	30	7	22	1	"	"	31

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des con-
d'activité. — (b) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 1^{er} août 1863 à titre de solde de non-activité. — (c)
déduction des sommes perçues depuis le 19 octobre 1863 à titre de solde de non-activité. — (d) Sauf déductio
sommes perçues depuis le 31 juillet 1863 à titre de solde de non-activité. — (e) Sauf déduction des sommes pe

	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
	Capitaine.	1,826 (a)	En activité.	20 octobre 1863.	Gap (Hautes-Alpes).
	Idem.	1,921 (a)	Idem.	13 octobre 1863.	Ajaccio (Corse).
	Idem.	1,952 (a)	Idem.	21 nov. 1863.	Saint-Martin-de-Ré (Charente-Inférieure).
	Idem.	1,742 (a)	Idem.	20 octobre 1863.	Dôle (Jura).
	Idem.	1,630 (a)	Idem.	Idem.	Vic (Meurthe).
	Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,325 (b)	En non-activité.	1 ^{er} août 1863.	Barbezieux (Charente).
	Idem.	1,906 (c)	Idem.	10 octobre 1863.	Nancy (Meurthe).
	Capitaine.	1,770 (d)	Idem.	31 juillet 1863.	Ardres (Pas-de-Calais).
	Colonel.	3,900 (e)	Idem.	17 sept. 1863.	Vendôme (Loir-et-Cher).
	Chef d'escadron.	2,590 (a)	En activité.	10 octobre 1863.	"
	Idem.	2,590 (a)	Idem.	Idem.	"
	Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,544 (a)	Idem.	20 octobre 1863.	Orléansville, province d'Alger (Algérie).
	Capitaine.	2,120 (a)	Idem.	20 octobre 1863.	Amélie-les-Bains (Pyrénées-Orientales).
	Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	1,990 (a)	Idem.	5 nov. 1863.	Amiens (Somme).
	Capitaine.	1,602 (a)	Idem.	15 octobre 1863.	Nancy (Meurthe).
	Idem.	1,588 (a)	Idem.	1 ^{er} déc. 1863.	Fontainebleau (Seine-et-Marne).
	Idem.	1,882 (a)	Idem.	20 octobre 1863.	Saint-Amand (Tarn-et-Garonne).
	Idem.	1,812 (a)	Idem.	Idem.	Provins (Seine-et-Marne).
	Idem.	1,700 (a)	Idem.	Idem.	Paris (Seine).
	Idem.	2,022 (f)	En non-activité.	5 sept. 1863.	Saint-Félix (Haute-Garonne).
	Chef d'escadron.	2,222 (a)	En activité.	10 octobre 1863.	Lille (Nord).
	Idem.	2,030 (g)	Dans ses foyers (hors cadre).	20 octobre 1863.	"
	Capitaine.	2,120 (a)	En activité.	15 octobre 1863.	Boucourt (Meuse).
	Idem.	1,558 (a)	Idem.	Idem.	Chinon (Indre-et-Loire).
	Idem.	1,616 (e)	En non-activité.	15 sept. 1863.	"

20 octobre 1863 à titre de solde de non-activité. — (f) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 20 octobre 1863 à titre de solde de non-activité. — (g) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 20 octobre 1863 à titre de solde de non-activité.

N ^{OS} D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
52	LAGARDE (Jean).....	10 juillet 1810.	Mesplède (Basses-Pyrénées)	Capitaine à la compagnie de gendarmerie de la Loire-Inférieure.	31	3	10	•	•	•
53	SAMBURTTI (Augustin).	26 déc. 1810.	Bastelica (Corse).	<i>Idem</i> des Basses-Alpes.	32	3	17	18	•	•
54	MONPEURT (Pierre-Victor).	6 juin 1814.	Ranguevaux (Moselle).	Capitaine de gendarmerie.	30	•	6	14	•	•
55	ASFAUX (Pierre-Hilaire).	3 avril 1811.	Sousceyrac (Lot).	Lieutenant à la compagnie de gendarmerie de l'Aude.	30	6	15	•	•	•
56	CAMUS (Basile).....	11 mars 1811.	Châtel-sur-Moselle (Vosges).	<i>Idem</i> des Côtes-du-Nord.	30	6	18	•	•	•
57	VALETTE DES HERMAUX (Marie-Jean-Baptiste-Marcellin).	17 sept. 1803.	Marvejols (Lozère).	Colonel du 15 ^e régiment d'artillerie.	45	•	24	9	•	•
58	ÉPARVIER (Louis-François).	3 déc. 1806.	Châteauroux (Indre).	Chef d'escadron d'artillerie.	41	•	24	•	•	•
59	FAUCOMPRÉ (Louis-Auguste).	30 oct. 1807.	Arras (Pas-de-Calais).	<i>Idem</i> .	38	•	24	1	•	•
60	LEGROS (Alexandre)....	17 mars 1815.	Paris (Seine).	<i>Idem</i> .	30	•	24	1	•	•
61	POCHET (Claude-Joseph)	2 oct. 1807.	Mâcon (Saône-et-Loire).	<i>Idem</i> .	38	•	24	7	•	•
62	MICHAUT (Louis-Nicolas)	10 oct. 1812.	Vitry-le-François (Marne).	Chef d'escadron au 13 ^e régiment d'artillerie.	31	•	16	18	•	•
63	ARNAUDEAU (Charles)...	28 fév. 1820.	Saumur (Maine-et-Loire).	Capitaine d'artillerie.	25	•	15	•	•	•
64	VERDAL (Louis-Léon)...	29 juillet 1803.	Sousceyrac (Lot).	Colonel du génie.	43	•	15	6	•	•
65	MORNET (Jean-Félix)...	15 juin 1811.	Paris (Seine).	Officier d'administration comptable de 2 ^e classe des subsistances militaires.	27	11	7	•	•	•

(1) Application de l'article 2 de la loi du 25 juin 1861.

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des cadres d'activité. — (b) Sauf deduction des sommes perçues depuis le 18 août 1863 à titre de solde de non-activité. —

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps.

ARTICLES de la loi du 12 avril 1854 applicables à la situation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
Art. 12.	Capitaine.	1,602 (a)	En activité.	25 octobre 1863.	Pau (Basses-Pyrénées).
Idem.	Idem.	2,120 (a)	Idem.	Idem.	Bastia (Corse).
Idem.	Idem.	1,966 (b)	En non-activité.	18 août 1863.	Commercy (Meuse).
Idem.	Lieutenant.	1,148 (a)	En activité.	1 ^{er} déc. 1863.	Saint-Céré (Lot).
Idem.	Idem.	1,148 (a)	Idem.	1 ^{er} oct. 1863.	Châtel-sur-Moselle (Vosges).
Idem.	Colonel.	3,900 (a)	Idem.	25 octobre 1863.	Rochefort (Charente-Inférieure).
Art. 11.	Chef d'escadron. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,782 (a)	En activité. Sous- directeur à Bourges.	Idem.	Bourges (Cher).
Art. 10.	Chef d'escadron.	2,254 (a)	Idem. Sous-inspec- teur des forges à Be- sançon.	Idem.	Besançon (Doubs).
Idem.	Idem.	1,998 (a)	Idem. Adjoint au dépôt central d'ar- tillerie de Paris.	Idem.	"
Idem.	Idem.	2,446 (a)	Idem. Sous-direc- teur à Grenoble.	Idem.	Mâcon (Saône-et-Loire).
Idem.	Idem.	2,574 (a)	En activité.	15 nov. 1863.	Vitry-le-François (Marne).
Idem (1).	Capitaine.	1,560 (c)	En non-activité.	16 octobre 1863.	Arras (Pas-de-Calais).
Idem.	Colonel.	3,881 (a)	En activité. Direc- teur des fortifica- tions à Bourges.	Idem.	Magnac-Laval (Haute-Vienne).
Idem (2).	Officier d'administra- tion comptable de 2 ^e classe.	1,500 (d)	En non-activité.	8 août 1863.	Charenton (Seine).
	TOTAL.....	151,618			

1. Sommes des sommes perçues depuis le 16 octobre 1863 à titre de solde de non-activité. — (d) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 8 août 1863 à titre de solde de non-activité.

dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'Etat au département de la guerre,

Signé RANDON.

N° 15,854. — DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 102 Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.

Du 5 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2° Les lois des 11 avril 1831 et 25 juin 1861, sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 5 janvier 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 2

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			Pensions.
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	
1	MAYER (Joseph) ⁽¹⁾	1817.	Monastir (Turquie).	Interprète auxi- liaire de 2 ^e classe.	31	3	11	32	*	*	63
2	JAUPOIS (Christophe) . . .	25 fevr. 1811.	Niort (Deux-Sèvres).	Capitaine comman- dant de place.	30	1	5	37	*	*	67
3	BROCHIER (Jean-Bap- tiste).	10 août 1807.	Bellafaire (Basses-Alpes).	Lieutenant adju- dant de place.	34	6	15	*	*	*	34
4	BERNARD (Marie-Au- guste).	8 mars 1812.	Aix (Bouches-du-Rh.)	Chef de bataillon d'infanterie, ex-ca- pitaine au 2 ^e régi- ment de voltigeurs de la garde impériale	30	3	21	20	*	*	80
5	GUICHARD (François- Charles).	4 nov. 1809.	Vaulaveys- le-Haut (Isère).	Chef de bataillon d'infanterie, ex-ca- pitaine au 1 ^{er} régi- ment de grenadiers de la garde impériale	32	4	23	26	*	*	82
6	HUET (Jean-Joseph) . . .	25 mai 1810.	Manoncourt- en-Vermois (Meurthe).	Chef de bataillon d'infanterie, ex-ca- pitaine au 4 ^e régi- ment de voltigeurs de la garde impériale.	32	3	1	20	*	*	81
7	VERDIEN (Hippolyte-Pier- re-Louis).	22 juillet 1809.	Lille (Nord).	Chef de bataillon d'infanterie, ex-ca- pitaine au 1 ^{er} régi- ment de grenadiers de la garde impériale	34	2	*	17	*	*	84
8	BINET (Edme-Hippolyte).	26 avril 1810.	Clamecy (Nièvre).	<i>Idem</i> au 3 ^e <i>idem</i> .	31	9	10	12	*	*	65
9	CARLIEN (Joseph-Marin).	25 nov. 1811.	Hannape (Aisne).	<i>Idem</i> au 2 ^e <i>idem</i> .	30	8	*	13	*	*	63
10	DEFOUR-PILLOT (Joseph- Félix).	26 mars 1814.	Meures (Haute-Marne).	<i>Idem</i> au 3 ^e <i>idem</i> .	31	1	26	6	*	*	32
11	FATYNE (Jean-Baptiste).	12 nov. 1813.	Miserey (Doubs).	Chef de bataillon d'infanterie, ex-ca- pitaine au 3 ^e régi- ment de voltigeurs de la garde impériale.	31	6	4	14	*	*	64
12	HERRMANN (Alexandre).	30 juillet 1812.	Schelestadt (Bas-Rhin).	Chef de bataillon d'infanterie, ex-ca- pitaine au 2 ^e régi- ment de grenadiers de la garde impériale.	32	3	18	11	*	*	65

(1) Naturalisé Français. — (a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où il aura été rayé des contrôles d'activité. — (b) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 4 juillet 1863 sur les fonds de la guerre. — (c) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 28 mai 1863, sur les fonds de la guerre. — (d) 22

et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de deux cent seize mille sept francs (216,007^f), sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des cent deux militaires dénommés au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾, savoir :

⁽¹⁾ Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
11.	Interprète auxiliaire de 2 ^e classe. (Ayant 13 ans d'ancienneté dans ce grade.)	1,440 ^(a)	Au bureau arabe d'Aumi-Moussa (divi- sion d'Oran).	10 avril 1863.	Mostaganem, province d'Alger (Algérie).
12.	Capitaine.	2,120 (a)	En activité à Biskra.	5 mai 1863.	Tiaret, province d'Oran (Algérie).
11.	Lieutenant. (Ayant 19 ans d'ancienneté dans ce grade.)	1,512 (a)	Idem à Sedan.	26 sept. 1863.	Moulins (Allier).
10.	Chef de bataillon.	2,590 (b)	Dans ses foyers (hors cadre).	4 juillet 1863.	Aix (Bouches-du-Rhône).
Mre.	Idem.	2,590 (c)	Idem.	28 mai 1863.	Vaulnaveys-le-Haut (Isère).
Mre.	Idem.	2,590 (d)	Idem.	19 juin 1863.	Saint-Nicolas (Meurthe).
Idem.	Idem.	2,590 (c)	Idem.	28 mai 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	2,398 (e)	Idem.	19 février 1863.	Idem.
Idem.	Idem.	2,398 (f)	Idem.	23 juillet 1863.	"
Idem.	Idem.	2,190 (c)	Idem.	28 mai 1863.	Chaumont (Haute-Marne).
Idem.	Idem.	2,446 (b)	Idem.	4 juillet 1863.	Émagny (Doubs).
Idem.	Idem.	2,382 (c)	Idem.	28 mai 1863.	Pont-l'Évêque (Calvados).

des sommes perçues depuis le 19 juin 1863 sur les fonds du budget de la guerre. — (e) Sauf déduction des
des sommes perçues depuis le 19 février 1863 sur les fonds du budget de la guerre. — (f) Sauf déduction des sommes per-
çues depuis le 23 juillet 1863 sur les fonds du budget de la guerre.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADRS, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			Ann.
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	
13	LAUGIER (Louis-Hugues-François-Gustave).	1 ^{er} avril 1815.	Barjols (Var).	Chef de bataillon d'infanterie, ex-capitaine au 3 ^e régiment de grenadiers de la garde impériale.	30	1	26	15	.	.	45
14	MIELLE (Alphonse-Gaspard).	19 fév. 1811.	Grenoble (Isère).	Chef de bataillon d'infanterie, ex-capitaine au 2 ^e régiment de voltigeurs de la garde impériale.	30	10	26	15	.	.	45
15	REGNAULD (Louis-Adolphe).	29 juin 1814.	Valmy (Marne).	Idem.	30	3	29	2	.	.	39
16	SAURON (Claude).....	15 déc. 1809.	Usy (Yonne).	Idem au 1 ^{er} idem.	30	8	5	11	.	.	41
17	CARAYOL (Henry-Augustin).	6 août 1812.	Béziers (Hérault).	Capitaine au 68 ^e régiment d'infanterie de ligne.	32	9	2	30	.	.	62
18	LACOSTE (Jean-Pierre-Philippe).	12 avril 1810.	Toulouse (Haute-Garonne).	Idem au 9 ^e idem.	32	2	17	22	.	.	54
19	MALAFAYE (Jean).....	4 mai 1815.	Vergt (Dordogne).	Idem.	30	1	15	25	.	.	55
20	MATHIEU (Frédéric-Julien).	11 déc. 1813.	Orléans (Loiret).	Idem au 11 ^e idem.	32	4	23	18	.	.	50
21	RIONDEL (Louis-Jules)..	25 mars 1812.	Saint-Marcellin (Isère).	Capitaine au 3 ^e régiment de zouaves.	30	1	22	28	.	.	58
22	AUBERGE (Louis-Albert).	24 sept. 1814.	Perpignan (Pyrénées-Or.).	Capitaine au 68 ^e régiment d'infanterie de ligne.	30	5	3	21	.	.	51
23	BASSET (Louis-Nicolas).	20 janv. 1815.	La Seyne (Var).	Idem au 22 ^e idem.	30	6	15	19	.	.	49
24	BURT (Augustin-Isidore).	25 oct. 1811.	Resigny (Aisne).	Idem au 81 ^e idem.	30	4	11	22	.	.	52
25	QUAIS (Louis-François).	15 nov. 1814.	Faugères (Hérault).	Idem au 41 ^e idem.	30	6	28	24	.	.	54
26	TROQUET (Hyacinthe)..	8 janvier 1814.	Angers (Maine-et-Loire).	Idem au 63 ^e idem.	30	6	18	30	.	.	60
27	RAPET (Michel-Esprit-Marius).	4 sept. 1813.	Marseille (Bouches-du-Rh.).	Idem au 6 ^e idem.	32	.	16	7	.	.	39
28	CASTAN (Jean-Godefroy).	8 nov. 1811.	Nîmes (Gard).	Idem au 13 ^e idem.	31	.	19	6	.	.	37
29	RIVIÈRE (Louis-René) ..	13 mars 1811.	Nice (Alpes-Maritimes)	Idem au 93 ^e idem.	32	6	17	11	.	.	43
30	DARTIGOLLES (Étienne).	10 fév. 1815.	Pondaurat (Gironde).	Idem au 1 ^{er} idem.	30	6	15	12	.	.	42
31	MÉTOYER (Casimir)....	18 juin 1815.	Besançon (Doubs).	Idem au 3 ^e idem.	30	1	14	8	.	.	38
32	THORY (Alexis-Amand-Geoffroy).	13 nov. 1811.	Quesnel (Somme).	Idem au 22 ^e idem.	30	6	19	2	.	.	32
33	SALIÈRES (Louis-Jules).	9 mai 1813.	Carcassonne (Aude).	Idem au 52 ^e idem.	31	6	15	12	.	.	43
34	LE MERCIER (Joseph-Adolphe).	28 juillet 1813.	Beaumont (Sarthe).	Idem au 95 ^e idem.	30	6	16	11	.	.	41
35	RIELLE (Eugène-Joseph).	19 sept. 1814.	Saint-Dié (Vosges).	Capitaine au 14 ^e bataillon de chasseurs à pied.	31	.	15	14	.	.	45
36	GAILLOT (Charles-François-Nicolas).	15 déc. 1814.	Serécourt (Vosges).	Capitaine d'infanterie.	30	.	16	4	.	.	34
37	GORDOLON (Jacques)...	23 janv. 1817.	Nice (Alpes-Maritimes)	Idem.	30	.	25	3	.	.	33
38	LECULÉE (Victor-Bernard).	24 oct. 1813.	Vancouleurs (Meuse).	Lieutenant d'infanterie.	30	.	11	28	.	.	58

(a) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 28 mai 1863 sur les fonds du budget de la guerre. — (b) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 4 juillet 1863 sur les fonds du budget de la guerre. — (c) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 3 juillet 1863 sur les fonds du budget de la guerre. — (d) A la condition que les erreurs commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité. — (e) Sauf déduction

1863 1864 1865 1866 1867 1868 1869 1870 1871 1872 1873 1874 1875 1876 1877 1878 1879 1880 1881 1882 1883 1884 1885 1886 1887 1888 1889 1890 1891 1892 1893 1894 1895 1896 1897 1898 1899 1900 1901 1902 1903 1904 1905 1906 1907 1908 1909 1910 1911 1912 1913 1914 1915 1916 1917 1918 1919 1920 1921 1922 1923 1924 1925 1926 1927 1928 1929 1930 1931 1932 1933 1934 1935 1936 1937 1938 1939 1940 1941 1942 1943 1944 1945 1946 1947 1948 1949 1950 1951 1952 1953 1954 1955 1956 1957 1958 1959 1960 1961 1962 1963 1964 1965 1966 1967 1968 1969 1970 1971 1972 1973 1974 1975 1976 1977 1978 1979 1980 1981 1982 1983 1984 1985 1986 1987 1988 1989 1990 1991 1992 1993 1994 1995 1996 1997 1998 1999 2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020 2021 2022 2023 2024 2025 2026 2027 2028 2029 2030 2031 2032 2033 2034 2035 2036 2037 2038 2039 2040 2041 2042 2043 2044 2045 2046 2047 2048 2049 2050 2051 2052 2053 2054 2055 2056 2057 2058 2059 2060 2061 2062 2063 2064 2065 2066 2067 2068 2069 2070 2071 2072 2073 2074 2075 2076 2077 2078 2079 2080 2081 2082 2083 2084 2085 2086 2087 2088 2089 2090 2091 2092 2093 2094 2095 2096 2097 2098 2099 2100	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
	Chef de bataillon.	2,446 ^(a)	Dans ses foyers (hors cadre).	28 mai 1863.	Barjols (Var).
	Idem.	2,462 (b)	Idem.	4 juillet 1863.	Versailles (Seine-et-Oise).
	Idem.	2,030 (b)	Idem.	Idem.	Valmy (Marne).
	Idem.	2,334 (c)	Idem.	3 juillet 1863.	Tonnerre (Yonne).
	Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,544 (d)	En activité.	10 juillet 1863.	Perpignan (Pyrénées-Orientales).
	Idem.	2,544 (d)	Idem.	1 ^{er} juin 1863.	Toulouse (Haute-Garonne).
	Idem.	2,544 (d)	Idem.	15 juillet 1863.	Vergt (Dordogne).
	Idem.	2,544 (d)	Idem.	1 ^{er} juin 1863.	Nantes (Loire-Inférieure).
	Idem.	2,544 (d)	Idem.	Idem.	Philippeville, province de Constantine (Algérie).
	Capitaine.	2,120 (d)	Idem.	5 mai 1863.	Montauban (Tarn-et-Garonne).
	Idem.	2,120 (d)	Idem.	21 août 1863.	Paris (Seine).
	Idem.	2,120 (d)	Idem.	15 juin 1863.	Angoulême (Charente).
	Idem.	2,120 (d)	Idem.	Idem.	Paris (Seine).
	Idem.	2,120 (d)	Idem.	15 juillet 1863.	Colmar (Haut-Rhin).
	Capitaine. (Ayant 11 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,191 (d)	Idem.	21 sept. 1863.	La Flèche (Sarthe).
	Idem.	2,124 (d)	Idem.	15 sept. 1863.	Nîmes (Gard).
	Idem.	2,342 (d)	Idem.	25 sept. 1863.	Saint-Pierre-d'Irube (Basses-Pyrénées).
	Capitaine.	1,924 (d)	Idem.	26 sept. 1863.	Bazas (Gironde).
	Idem.	1,798 (d)	Idem.	5 août 1863.	Paris (Seine).
	Idem.	1,644 (d)	Idem.	1 ^{er} sept. 1863.	Idem.
	Idem.	1,952 (d)	Idem.	20 août 1863.	Belley (Ain).
	Idem.	1,896 (d)	Idem.	5 octobre 1863.	Le Mans (Sarthe).
	Capitaine.	1,994 (d)	Idem.	26 octobre 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
	Idem.	1,686 (e)	En non-activité.	10 janv. 1863.	"
	Idem.	1,658 (f)	Idem.	4 avril 1863.	Nice (Alpes-Maritimes).
	Lieutenant.	1,680 (g)	Idem.	18 avril 1863.	Lyon (Rhône).

Après depuis le 10 janvier 1863 à titre de solde de non-activité. — (f) Sauf déduction des sommes perçues
1 avril 1863 à titre de solde de non-activité. — (g) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 18 avril
à titre de solde de non-activité.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
39	LABRANS-CHARPAL (Marie-François-Augustin).	28 mars 1815.	Toulouse (Haute-Garonne).	Lieutenant d'infanterie.	3	*	10	20	*	*
40	PICARD (Jean-Armand).	18 oct. 1812.	Lavigny (Jura).	Chef d'escadron de cavalerie, ex-capitaine aux dragons de l'Impératrice.	32	10	*	9	*	*
41	BOLLIER (Achille-Louis-Félix).	14 mars 1812.	Paris (Seine).	Chef d'escadron de cavalerie.	32	6	25	1	*	*
42	MORRET (Auguste-Jean-Antoine).	20 mai 1811.	Barbentanne (Bouches-du-Rh.).	Major du 3 ^e régiment de dragons.	31	*	17	*	*	*
43	DELMAS DE LACOSTE (Jacques-Henry).	6 mai 1815.	Argentat (Corrèze).	Major de cavalerie.	30	2	5	34	*	*
44	BOUCHET DE CHADANES (Jean-Louis-Eugène).	11 mai 1810.	Le Cheylard (Ardèche).	Capitaine au 1 ^{er} régiment de cuirassiers.	37	6	15	*	*	*
45	SATAT-LALANDE (Frédéric-Victor).	23 janv. 1812.	Villaines (Mayenne).	Capitaine au 1 ^{er} régiment de chasseurs.	30	6	15	13	*	*
46	BARRIER (François).	30 mai 1815.	Oron (Meurthe).	Capitaine de cavalerie.	30	1	7	16	*	*
47	BURET (Étienne-Auguste).	5 déc. 1812.	Commercy (Meuse).	<i>Idem.</i>	30	6	18	18	*	*
48	LANGE (Louis-Casimir-Elisée).	8 sept. 1811.	Fontvieille (Bouches-du-Rh.).	<i>Idem.</i>	30	*	15	*	*	*
49	POISSON (Frédéric-Auguste).	15 nov. 1815.	Illkirch (Bas-Rhin).	<i>Idem.</i>	30	*	25	6	*	*
50	THOMAS (Louis-Jean-Baptiste).	20 août 1811.	Hessange (Moselle).	<i>Idem.</i>	30	*	20	*	*	*
51	FROMENT (Louis-Joseph).	20 mai 1817.	Saint-Maximin (Isère).	Lieutenant de cavalerie.	27	1	17	*	*	*
52	LAFARGUE (Jean).	17 oct. 1800.	Marçay (Lot-et-Garonne).	Vétérinaire en premier.	30	6	17	*	*	*
53	AGAR (Alain).	14 juillet 1807.	Cahors (Lot).	Chef d'escadron à la compagnie de gendarmerie de la Mayenne.	38	1	*	*	*	*
54	BONST (Jean-Charles-Florentin).	28 janv. 1810.	Chorges (Hautes-Alpes).	Capitaine à la compagnie de gendarmerie des Basses-Alpes.	32	6	15	*	*	*
55	BOULANGER (Pierre).	3 juillet 1807.	Metz (Moselle).	<i>Idem.</i> d'Eure-et-Loir.	30	1	19	1	*	*
56	FLOQUET (Charles-Adolphe) (2).	25 déc. 1811.	Mayenne (Mayenne).	Capitaine à la compagnie de gendarmes vétérans.	30	*	19	8	*	*
57	GRANDCHAMP (Camille-Joseph).	13 oct. 1810.	Treignac (Corrèze).	Capitaine à la garde de Paris.	30	6	15	1	*	*
58	GUILLAUME (Pierre).	29 juvn 1810.	Voillans (Doubs).	Capitaine à la compagnie de gendarmerie de l'Ardenne.	39	6	15	*	*	*
59	TELLE (Charles-Augustin).	10 mai 1811.	Haspres (Nord).	Lieutenant à la compagnie de gendarmerie de l'Hérault.	30	1	12	1	*	*
60	PEQUIGNOT (Charles-Victor-Benjamin).	21 janv. 1804.	Froidévaux (Doubs).	Capitaine d'artillerie.	37	6	19	6	*	*
61	SIMON (Charles-Augustin).	30 mars 1805.	Lavandon (Var).	<i>Idem.</i>	38	7	14	7	*	*
62	CAVAILHER (Louis-Thomas-Léon-Catherine).	27 mars 1803.	Toulouse (Haute-Garonne).	Garde principal d'artillerie.	40	10	23	11	*	*

(1) Application de l'article 2 de la loi du 25 juin 1861. — (2) Fils de Français.

(a) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 29 juin 1863 à titre de solde de non-activité. — (b) déduction des sommes perçues depuis le 15 août 1863 sur les fonds du budget de la guerre. — (c) déduction des sommes perçues depuis le 16 septembre 1863 à titre de solde de non-activité. — (d) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité. — (e) déduction des sommes perçues depuis le 5 septembre 1863 à titre de solde de non-activité. — (f) Sauf déduction des

ARTICLER de la loi du 20 août 1881 relatives à l'armée.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
10.	Lieutenant.	1,680 ^(a)	En non-activité.	29 juin 1863.	Toulouse (Haute-Garonne).
11.	Chef d'escadron.	2,334 ^(b)	Dans ses foyers (hors cadre).	13 août 1863.	"
12.	Idem.	2,078 ^(c)	En non-activité.	16 sept. 1863.	Paris (Seine).
13.	Major.	1,998 ^(d)	En activité.	10 août 1863.	Lussac (Gironde).
14.	(Chef d'escadron.	2,590 ^(e)	En non-activité.	5 sept. 1 ^{re} 63.	Argentat (Corrèze).
15 et 16.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	1,973 ^(d)	En activité.	21 octobre 1863.	Paris (Seine).
17.	Capitaine.	1,952 ^(d)	Idem.	1 ^{re} nov. 1863.	Verneuil (Eure).
18.	Idem.	2,022 ^(f)	En non-activité.	25 juillet 1863.	Oron (Meurthe).
19.	Idem.	2,092 ^(g)	Idem.	24 juillet 1863.	"
20.	Idem.	1,574 ^(h)	Idem.	9 juillet 1863.	Malzéville (Meurthe).
21.	Idem.	1,742 ⁽ⁱ⁾	Idem.	1 ^{re} juin 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
22.	Idem.	1,574 ^(j)	Idem.	18 mai 1863.	Vigy-Hessange (Moselle).
23 et 24.	Lieutenant.	1,120 ^(k)	Idem.	26 nov. 1863.	Nancy (Meurthe).
25 et 26.	Vétérinaire en premier. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,076 ^(d)	En activité au dépôt de remonte de Merignac.	10 sept. 1863.	Damazan (Lot-et-Garonne).
27.	Chef d'escadron.	2,222 ^(d)	En activité.	15 août 1863.	Poitiers (Vienne).
28.	Capitaine.	1,644 ^(d)	Idem.	1 ^{re} sept. 1863.	Veynes (Hautes-Alpes).
29.	Idem.	1,602 ^(d)	Idem.	5 août 1863.	Paris (Seine).
30.	Idem.	1,798 ^(d)	Idem.	25 juillet 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
31.	Idem.	1,616 ^(d)	Idem.	21 août 1863.	Paris (Seine).
32.	Idem.	1,644 ^(d)	Idem.	26 sept. 1863.	Montpezat (Tarn-et-Garonne).
33.	Lieutenant.	1,162 ^(d)	Idem.	5 août 1863.	Cambrai (Nord).
34 et 35.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,342 ^(d)	En résidence fixe à Neuf-Brisach.	15 juillet 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
36.	Idem.	2,410 ^(d)	En résidence fixe à Alger.	1 ^{re} août 1863.	Alger (Algérie).
37.	Garde principal.	1,760 ^(d)	En activité à la direction de Metz.	25 avril 1863.	Metz (Moselle).

Depuis le 25 juillet 1863 à titre de solde de non-activité. — (g) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 10 août 1863 à titre de solde de non-activité. — (h) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 9 juillet 1863 à titre de solde de non-activité. — (i) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 1^{er} juin 1863 à titre de solde de non-activité. — (j) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 18 mai 1863 à titre de solde de non-activité. — (k) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 26 novembre 1863 à titre de solde de non-activité.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES. armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES.	
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.
63	DOUCET (Charles-Philibert).	6 janvier 1805.	Meillonas (Ain).	Garde d'artillerie de 1 ^{re} classe.	37	"	15	"	"
64	VALENTIN (Jean-Louis).	5 mai 1805.	Metz (Moselle).	Chef ouvrier d'Etat.	36	11	6	15	"
65	BLANCHARDET (Cyprien-Antoine).	27 fév. 1807.	Chantelle (Allier).	Sous-chef ouvrier d'Etat.	34	4	27	17	"
66	GABION (Pierre).....	13 mars 1811.	Latour (Loire).	Contrôleur d'armes de 1 ^{re} classe.	31	"	16	"	"
67	VALADE (Joseph).....	27 janv. 1809.	Tulle (Corrèze).	<i>Idem.</i>	38	6	15	1	"
68	BAUDESSEON DE RICHBURG (Alexandre-Henry-Joseph).	30 mars 1805.	Calais (Pas-de-Calais).	Chef de bataillon du génie.	40	4	"	"	"
69	PEYRE (Antoine).....	13 déc. 1811.	Rouvenac (Aude).	<i>Idem.</i>	31	2	9	4	"
70	HELIN (Louis-Joseph-Camille).	2 juin 1810.	Bulronfosse (Aisne).	Capitaine au 1 ^{er} régiment du génie.	32	4	19	19	"
71	PINEL DE GOLLEVILLE (Camille-Félix-Stanislas).	30 nov. 1813.	Fresville (Manche).	Capitaine au 2 ^e régiment du génie.	31	3	23	22	"
72	COIFFIEZ (Guislain-Louis-Victor).	29 juin 1808.	Arras (Pas-de-Calais).	Garde principal du génie.	33	9	26	17	"
73	HOFFMANN (Frédéric-Louis).	6 mars 1814.	Niederbronn (Bas-Rhin).	<i>Idem.</i>	31	6	15	6	"
74	LAPANNE (Hilaire-Pierre).	2 mars 1804.	Bouy (Marne).	<i>Idem.</i>	37	8	1	20	"
75	PIERRON (Nicolas).....	5 nov. 1811.	Colmey (Moselle).	<i>Idem.</i>	32	6	16	26	"
76	SENOG (Jean-François).	12 oct. 1802.	Condé (Nord).	<i>Idem.</i>	38	6	18	2	"
77	COSSE (Barthélemy-Alexandre).	26 janv. 1815.	Brioude (Haute-Loire).	Garde du génie de 1 ^{re} classe.	30	3	5	22	"
78	COUTERIE (Dominique).	23 mai 1804.	Chanville (Moselle).	<i>Idem.</i>	38	6	15	"	"
79	BLEIN (Charles) ⁽¹⁾	15 juillet 1805.	Eltenheim (grand-duché de Bade).	Médecin-major de 1 ^{re} classe au 4 ^e régiment d'infanterie de ligne.	36	6	18	18	"
80	LANGE DE BEAUJOUR (Alphonse-Charles).	7 juin 1805.	Sourdon (Somme).	Médecin-major de 1 ^{re} classe au 1 ^{er} régiment d'artillerie à pied.	36	6	27	17	"
81	COMPAGNON (Jean-Pierre-Julien).	12 dec. 1808.	Verdun (Meuse).	Médecin-major de 1 ^{re} classe au 54 ^e régiment d'infanterie de ligne.	31	10	15	38	"
82	GRONNIER (Léon).....	18 avril 1814.	Douai (Nord).	Médecin-major de 1 ^{re} classe.	30	10	3	28	"
83	JOLY (Frédéric-Chrétien).	30 oct. 1814.	Dunkerque (Nord).	Médecin-major de 1 ^{re} classe au 22 ^e régiment d'infanterie de ligne.	30	6	16	19	"
84	LACROIX (Lucien-Prospér).	8 février 1812.	Les Rousses (Jura).	Médecin-major de 1 ^{re} classe.	31	3	25	27	"
85	FORTEAU (Pierre-Paulin).	9 janvier 1807.	Paris (Seine).	Médecin-major de 1 ^{re} classe au 2 ^e régiment de grenadiers de la garde impériale.	33	6	16	5	"

(1) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1801. — (2) Fils de Français.

(a) A la condition que les arrérages se commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des

LES AN 1863 LES AN.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
10.	Garde d'artillerie de 1 ^{re} classe.	1,250 ^f (a)	En activité à la direction de Caen.	16 juillet 1863.	Vincennes (Seine).
11.	Chef ouvrier d'État. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	1,800 (a)	Idem à la direction d'artillerie de Lyon.	25 avril 1863.	Lyon (Rhône).
12.	Sous-chef ouvrier d'État.	1,200 (a)	Idem à Paris.	Idem.	Vincennes (Seine).
13.	Contrôleur d'armes de 1 ^{re} classe.	1,130 (a)	En activité.	10 nov. 1863.	Saint-Étienne (Loire).
14.	Idem.	1,300 (a)	Idem.	16 octobre 1863.	Tulle (Corrèze).
15.	Chef de bataillon. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,743 (b)	En non-activité.	30 janvier 1863.	Lyon (Rhône).
16.	Chef de bataillon.	2,126 (c)	Idem.	18 août 1863.	"
17.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,544 (a)	En activité.	10 août 1863.	Sainte-Menehould (Marne).
18.	Idem.	2,544 (a)	Idem.	20 juillet 1863.	Valence (Drôme).
19.	Garde principal du génie.	1,760 (a)	Idem au Quesnoy.	1 ^{er} avril 1863.	Arras (Pas-de-Calais).
20.	Idem.	1,484 (a)	Idem à Metz.	25 sept. 1863.	Colmar (Haut-Rhin).
21.	Garde de 1 ^{re} classe. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	1,800 (a)	Idem à Paris.	10 mai 1863.	Chartres (Eure-et-Loir).
22.	Idem.	1,800 (a)	Idem à Bourges.	15 août 1863.	Bourges (Cher).
23.	Idem.	1,584 (a)	Idem à Sarreguemines.	25 octobre 1863.	Sarreguemines (Moselle).
24.	Garde de 1 ^{re} classe.	1,500 (a)	En activité.	1 ^{er} mai 1863.	La Mothe (Haute-Loire).
25.	Idem.	1,280 (a)	Idem à la Fère.	10 sept. 1863.	Charmes (Aisne).
26.	Chirurgien - major. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	3,108 (a)	En activité.	10 août 1863.	"
27.	Idem.	3,108 (a)	Idem.	1 ^{er} juillet 1863.	Paris (Seine).
28.	Médecin - major de 1 ^{re} classe.	2,590 (a)	Idem.	20 juin 1863.	Landrecies (Nord).
29.	Idem.	2,590 (a)	Idem au dépôt des convalescents de Porquerolles.	5 juillet 1863.	Porquerolles (Var).
30.	Idem.	2,590 (a)	En activité.	1 ^{er} juin 1863.	Montmerle (Ain).
31.	Idem.	2,590 (a)	Idem aux hôpitaux militaires de la division d'Alger.	25 mai 1863.	Toulouse (Haute-Garonne).
32.	Chirurgien - major. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,686 (a)	En activité.	15 août 1863.	"

(a) Sauf deduction des sommes perçues depuis le 30 janvier 1863 à titre de solde de non-activité. —
 (b) Sauf deduction des sommes perçues depuis le 15 août 1863 à titre de solde de non-activité.

1. — Partie suppl.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES.			Ann.
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	
63	DOUCET (Charles-Philibert).	6 janvier 1805.	Meillonas (Ain).	Garde d'artillerie de 1 ^{re} classe.	37	"	15	"	"	"	37
64	VALENTIN (Jean-Louis).	5 mai 1805.	Metz (Moselle).	Chef ouvrier d'Etat.	36	11	6	15	"	"	51
65	BLANCHARDET (Cyprien-Antoine).	27 fév. 1807.	Chantelle (Allier).	Sous-chef ouvrier d'Etat.	34	4	27	17	"	"	51
66	GABION (Pierre).....	13 mars 1811.	Latour (Loire).	Contrôleur d'armes de 1 ^{re} classe.	31	"	16	"	"	"	32
67	VALADE (Joseph).....	27 janv. 1809.	Tulle (Corrèze).	Idem.	38	6	15	1	"	"	39
68	BAUDESSON DE RICHBURG (Alexandre-Henry-Joseph).	30 mars 1805.	Calais (Pas-de-Calais).	Chef de bataillon du génie.	40	4	"	"	"	"	40
69	PEYRE (Antoine).....	13 déc. 1811.	Rouvenac (Aude).	Idem.	31	2	9	4	"	"	35
70	HELIN (Louis-Joseph-Camille).	2 juin 1810.	Buironfosse (Aisne).	Capitaine au 1 ^{er} régiment du génie.	32	4	19	19	"	"	41
71	PINEL DE GOLLEVILLE (Camille-Félix-Stanislas).	30 nov. 1813.	Fresville (Manche).	Capitaine au 2 ^e régiment du génie.	31	3	24	22	"	"	52
72	COIFFIEZ (Guislain-Louis-Victor).	29 juin 1808.	Arras (Pas-de-Calais).	Garde principal du génie.	33	9	26	17	"	"	54
73	HOFFMANN (Frédéric-Louis).	6 mars 1814.	Niederbronn (Bas-Rhin).	Idem.	31	6	15	6	"	"	37
74	LAPANNE (Hilaire-Pierre).	2 mars 1804.	Bouy (Marne).	Idem.	37	8	1	20	"	"	57
75	PIERRON (Nicolas).....	5 nov. 1811.	Colney (Moselle).	Idem.	32	6	16	26	"	"	54
76	SENOCC (Jean-François).	12 oct. 1802.	Condé (Nord).	Idem.	38	6	18	2	"	"	34
77	COSSE (Barthélemy-Alexandre).	26 janv. 1815.	Brioude (Haute-Loire).	Garde du génie de 1 ^{re} classe.	30	3	5	22	"	"	53
78	COUTURIER (Dominique).	24 mai 1804.	Chanville (Moselle).	Idem.	38	6	15	"	"	"	34
79	BLEIN (Charles) ⁽¹⁾	15 juillet 1805.	Ettenheim (grand-duché de Bade).	Médecin-major de 1 ^{re} classe au 4 ^e régiment d'infanterie de ligne.	36	6	18	18	"	"	52
80	LANGE DE BEAUJOUR (Alphonse-Charles).	7 juin 1805.	Sourdon (Somme).	Médecin-major de 1 ^{re} classe au 1 ^{er} régiment d'artillerie à pied.	36	6	27	17	"	"	51
81	COMPAGNON (Jean-Pierre-Julien).	12 déc. 1808.	Verdun (Meuse).	Médecin-major de 1 ^{re} classe au 54 ^e régiment d'infanterie de ligne.	31	10	15	38	"	"	61
82	GRONNIER (Léon).....	18 avril 1814.	Douai (Nord).	Médecin-major de 1 ^{re} classe.	30	10	3	28	"	"	54
83	JOLY (Frédéric-Chrétien).	30 oct. 1814.	Dunkerque (Nord).	Médecin-major de 1 ^{re} classe au 22 ^e régiment d'infanterie de ligne.	30	6	16	19	"	"	44
84	LACROIX (Lucien-Prospér).	8 février 1812.	Les Rousses (Jura).	Médecin-major de 1 ^{re} classe.	31	3	25	27	"	"	51
85	FORTEAU (Pierre-Paulin).	9 janvier 1807.	Paris (Seine).	Médecin-major de 1 ^{re} classe au 2 ^e régiment de grenadiers de la garde impériale.	33	6	16	5	"	"	34

(1) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861. — (2) Fils de Français.
(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des

1863 1862 1861 1860 1859	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
10.	Garde d'artillerie de 1 ^{re} classe.	1,250 ^(a)	En activité à la direction de Caen.	16 juillet 1863.	Vincennes (Seine).
10.	Chef ouvrier d'Etat. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	1,800 (a)	Idem à la direction d'artillerie de Lyon.	25 avril 1863.	Lyon (Rhône).
10.	Sous-chef ouvrier d'Etat.	1,200 (a)	Idem à Paris.	Idem.	Vincennes (Seine).
10.	Contrôleur d'armes de 1 ^{re} classe.	1,130 (a)	En activité.	10 nov. 1863.	Saint-Étienne (Loire).
10.	Idem.	1,300 (a)	Idem.	16 octobre 1863.	Tulle (Corrèze).
10.	Chef de bataillon. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,743 (b)	En non-activité.	30 janvier 1863.	Lyon (Rhône).
10.	Chef de bataillon.	2,126 (c)	Idem.	18 août 1863.	"
10.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,544 (a)	En activité.	10 août 1863.	Sainte-Menehould (Marne).
10.	Idem.	2,544 (a)	Idem.	20 juillet 1863.	Valence (Drôme).
10.	Garde principal du génie.	1,760 (a)	Idem au Quesnoy.	1 ^{er} avril 1863.	Arras (Pas-de-Calais).
10.	Idem.	1,584 (a)	Idem à Metz.	25 sept. 1863.	Colmar (Haut-Rhin).
10.	Garde de 1 ^{re} classe. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	1,800 (a)	Idem à Paris.	10 mai 1863.	Chartres (Eure-et-Loir).
10.	Idem.	1,800 (a)	Idem à Bourges.	15 août 1863.	Bourges (Cher).
10.	Idem.	1,584 (a)	Idem à Sarreguemines.	25 octobre 1863.	Sarreguemines (Moselle).
10.	Garde de 1 ^{re} classe.	1,500 (a)	En activité.	1 ^{er} mai 1863.	La Mothe (Haute-Loire).
10.	Idem.	1,280 (a)	Idem à la Fère.	10 sept. 1863.	Charmes (Aisne).
10.	Chirurgien - major. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	3,108 (a)	En activité.	10 août 1863.	"
10.	Idem.	3,108 (a)	Idem.	1 ^{er} juillet 1863.	Paris (Seine).
10.	Médecin - major de 1 ^{re} classe.	2,590 (a)	Idem.	20 juin 1863.	Landrecies (Nord).
10.	Idem.	2,590 (a)	Idem au dépôt des convalescents de Porquerolles.	5 juillet 1863.	Porquerolles (Var).
10.	Idem.	2,590 (a)	En activité.	1 ^{er} juin 1863.	Montmerle (Ain).
10.	Idem.	2,590 (a)	Idem aux hôpitaux militaires de la division d'Alger.	25 mai 1863.	Toulouse (Haute-Garonne).
10.	Chirurgien - major. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,686 (a)	En activité.	15 août 1863.	"

(a) — (b) sauf déduction des sommes perçues depuis le 30 janvier 1863 à titre de solde de non-activité. —
 déduction des sommes perçues depuis le 15 août 1863 à titre de solde de non-activité.

II. — Partie suppl.

N ^{OS} D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES. armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
86	LENOIR (Modeste).....	15 juin 1807.	Lessard-et-le-Chêne (Italie).	Médecin-major de 1 ^{re} classe au 8 ^e régiment de cuirassiers.	32	"	16	5	"	3
87	DEVINHAU (Pierre-Henri) (1).	11 oct. 1807.	Vérone (Italie).	Médecin-major de 1 ^{re} classe au 4 ^e régiment de voltigeurs de la garde impériale.	35	6	16	13	"	13
88	LAUGA (Dominique-Edouard).	26 avril 1810.	Espelette (Basses-Pyrénées).	Médecin-major de 1 ^{re} classe au 9 ^e régiment d'infanterie de ligne.	30	6	15	14	"	22
89	LALOE DES LONGCHAMP (Vincent-Jean-Alexandre) (1).	28 oct. 1805.	L'ambourg (Ville-ane-satique).	Officier comptable de 2 ^e classe d'administration des hôpitaux militaires.	30	3	6	34	"	100
90	GERARD (Martial-Joseph).	16 fev. 1809.	Marville (Meuse).	Officier comptable de 1 ^{re} classe du service de l'habillement et du campement.	32	9	15	22	"	10
91	LIMAROLA (Antoine-Guérin-Fortuné).	22 avril 1809.	Baslin (Lorraine).	Officier comptable de 1 ^{re} classe d'administration des subsistances militaires.	35	1	18	28	"	10
92	GEISARD (Grégoire) (1).	19 mars 1812.	Izel (Belgique).	<i>Idem.</i>	30	8	10	32	"	100
93	GARNIER (Napoléon-Di-dier).	19 août 1809.	Paris (Seine).	<i>Idem.</i>	30	6	5	17	"	10
94	MUSSAULT (Pierre-Antoine).	12 avril 1811.	Guérard (Seine-et-Marne).	<i>Idem</i> de 2 ^e <i>idem.</i>	30	5	28	32	"	100
95	FEUILLADE (Jean-Claude).	21 sept. 1810.	Besançon (Doubs).	Officier comptable de 1 ^{re} classe des bureaux de l'intendance militaire.	30	2	21	24	"	100
96	GUTHOT (Jean).....	11 juin 1805.	Tarbes (Hautes-Pyrénées).	Officier d'administration de 1 ^{re} classe des bureaux de l'intendance militaire.	32	2	18	26	"	100
97	BASSINET (Napoléon-Saint-Ange).	9 juin 1811.	Loches (Indre-et-Loire).	Adjudant d'adm'nistration en 2 ^e des bureaux de l'intendance militaire.	30	"	4	6	"	100
98	CASTRES (Joseph).....	15 juillet 1794.	Toulouse (Haute-Garonne).	Officier d'administration de 2 ^e classe.	32	6	18	"	"	100
99	FAULTE DU PUTPARLIER (Auguste-Pierre-Jacques).	5 août 1811.	Le Putparlier (Haute-Vienne).	Sous-intendant militaire de 2 ^e classe.	34	2	"	16	"	100
100	BATZ (Antoine).....	1 ^{re} nov. 1809.	Miélan (Gers).	Capitaine d'infanterie.	32	6	24	10	"	100
101	DE SAINT-JAMMES (Jern-Isaac-Augustin-Germain-Gustave).	26 nov. 1812.	Morlaas (Basses-Pyrénées).	Chef d'escadron de cavalerie, ex-capitaine au régiment des guides de la garde impériale.	30	"	20	1	"	100
102	GUILLEMAIN (Claude-François).	10 avril 1810.	L'Île-sur-le-Doubs (Doubs).	Capitaine de cavalerie.	32	2	17	17	"	100

(1) Fils de Français. — (2) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861. — (3) Application de l'article 9 de la loi du 25 juin 1861.

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité. — (b) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 25 avril 1863 à titre de solde de non-activité. — (c) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 7 avril 1863 à titre de non-activité. — (d) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité. Cette pension, dans la limite de laquelle il a été fait application de l'article 4 de la loi du 11 avril 1831, ne peut, d'après l'article 27 de la loi, être cumulée avec un traitement civil d'activité. — (e) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 25 avril 1863.

ARTICLES de la loi du 12 avril 1831 applicables à la situation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITE de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	EPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE des titulaires.
9. 10 et 11.	Chirurgien - major, (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,628 ^(a)	En activité.	21 août 1863.	Metz (Moselle).
10 et 11.	Médecin-major de 1 ^{re} classe.	2,558 (a)	Idem.	10 octobre 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	2,430 (a)	Idem.	15 octobre 1863.	Espelette (Basses-Pyrénées).
Idem.	Officier comptable de 2 ^e classe.	2,100 (a)	Idem à l'hôpital de Valenciennes.	5 avril 1863.	Mésidon (Calvados).
9. 10 et 11.	Officier comptable de 1 ^{re} classe. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,760 (a)	En activité.	1 ^{er} sept. 1863.	Blois (Loir-et-Cher).
Idem.	Idem.	2,760 (a)	Idem à Bastia.	20 juillet 1863.	Bastia (Corse).
Idem.	Officier comptable de 2 ^e classe. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,520 (a)	Idem à Marseille.	10 avril 1863.	Alger (Algérie).
Idem.	Idem.	2,430 (b)	En non-activité.	25 avril 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	2,520 (c)	Idem.	7 avril 1863.	Alger (Algérie).
Idem.	Officier d'administra- tion de 1 ^{re} classe. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,760 (d)	En activité à Cler- mont-Ferrand.	20 juillet 1863.	Besançon (Doubs).
Idem.	Officier d'administra- tion de 1 ^{re} classe.	2,300 (a)	En activité.	25 juillet 1863.	Barcelonnette (Basses-Alpes).
9. 10 et 11.	Commis des bureaux de l'intendance mili- taire. (Ayant 12 ans d'an- cienneté dans ce grade.)	1,104 (e)	En non-activité.	23 mai 1863.	"
Idem.	Officier d'administra- tion de 2 ^e classe.	1,590 (a)	En activité, gref- fier près le conseil de guerre de la 11 ^e division militaire.	20 août 1863.	Perpignan (Pyrenées-Orientales).
9. 10 et 11.	Sous-intendant mili- taire de 1 ^{re} classe. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	4,680 (f)	Titulaire d'une pen- sion de retraite.	1 ^{er} déc. 1862.	Beauvais (Oise).
Idem.	Capitaine.	1,924 (g)	Idem.	19 juillet 1863.	Alby (Tarn).
Idem.	Chef d'escadron.	1,998 (h)	Idem.	7 janvier 1863.	Villefranche (Rhône).
Idem.	Capitaine.	2,106 (i)	Idem.	25 mai 1863.	Auch (Gers).
	TOTAL.....	216,007			

En non-activité. — (f) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 1^{er} décembre 1862 sur la pension de 4,680 francs concédée par décret impérial du 10 janvier 1863, et que la présente annule. — (g) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 19 juillet 1863 sur la pension de 1,910 francs concédée par décret du 11 mars 1863 et que la présente annule. — (h) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 7 janvier 1863 sur les fonds du budget de la guerre la pension de 1,998 francs concédée par décret impérial du 25 février 1863, et que la présente annule. — (i) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 25 mai 1863 sur la pension de 2,050 francs concédée par décret impérial du 20 juillet 1863, et que la présente annule.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée d'autre part, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,

Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

N° 15,855. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 108 Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.*

Du 5 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2° Les lois des 11 avril 1831 et 25 juin 1861, sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du

5 janvier 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 3, et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de deux cent vingt-cinq mille neuf cent douze francs (225,912'), sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des cent huit militaires dénommés au tableau d'autre part une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-après, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,*

Signé RANDON.

⁽¹⁾ Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

			GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
				Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
		Indec Charente..	Chef d'escadron d'état-major.	33	10	19	1	.	.
		Metz 'Moselle'.	Lieutenant-colonel, commandant de place.	44	.	29	13	.	.
		Montaigut (Allier).	Capitaine, com- mandant de place.	35	6	19	6	.	.
		Saverne (Bas-Rhin).	Chef de musique du 16 ^e régiment d'in- fanterie de ligne.	37	1	18	12	.	.
		Pomarez (Landes).	Chef de bataillon au 1 ^{er} régiment de grenadiers de la garde impériale.	35	.	16	9	.	.
		La Mure (Isère).	Chef d'escadron aux dragons de l'im- pératrice.	31	9	24	47	.	.
		Dunkerque (Nord).	Lieutenant-colonel d'infanterie.	39	.	15	10	.	.
		Paris (Seine).	Lieutenant-colonel du 55 ^e régiment d'in- fanterie de ligne.	30	2	17	6	.	.
		Idem.	Idem du 7 ^e idem.	30	.	15	3	.	.
		Saint-Michel- de-Lanès (Aude).	Idem du 78 ^e idem.	39	.	19	4	.	.
		Siorac (Dordogne).	Idem du 80 ^e idem.	38	.	17	8	.	.
		Seyne (Basses-Alpes).	Chef de bataillon au 11 ^e régiment d'in- fanterie de ligne.	37	.	16	10	.	.
		Lingen (Hanovre).	Idem au 35 ^e idem.	32	7	17	4	.	.
		Clermont (Meuse).	Idem au 70 ^e idem.	30	1	7	.	.	.
		Port-Napoléon (île de France).	Chef de bataillon d'infanterie.	38	6	15	9	.	.
		Lyon (Rhône).	Chef de bataillon au 91 ^e régiment d'in- fanterie de ligne.	30	4	1	2	.	.
		Cherbourg (Manche).	Capitaine au 2 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	31	6	27	12	.	.
		Andernach (Prusse).	Idem au 8 ^e idem.	31	.	26	11	.	.
		Pouzac (Hautes-Pyrénées)	Idem au 17 ^e idem.	31	.	18	10	.	.
		Cuirieux (Aisne).	Idem au 20 ^e idem.	31	.	16	10	.	.
		Longueval (Aisne).	Idem au 25 ^e idem.	32	6	19	3	.	.
		Cambrai (Nord).	Idem.	32	.	19	7	.	.
		Paris (Seine).	Idem.	32	.	17	7	.	.
		Étoile (Drôme).	Idem au 30 ^e idem.	30	11	6	4	.	.
		Vailly (Aisne).	Idem au 31 ^e idem.	32	9	9	4	.	.

(1) Fils de Français. — (2) Né Français.

ARTICLE 133. du loi sur le 1831 à l'art. 133.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
1 et 20.	Chef d'escadron.	2,110 ^f (a)	En activité à l'état-major du 1 ^{er} corps d'armée.	20 nov. 1863.	Paris (Seine).
2 et 11.	Lieutenant-colonel. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	3,744 (a)	Idem à Longwy.	5 déc. 1863.	Longwy (Moselle).
3 et 10.	Capitaine.	1,896 (a)	Idem à Neuf-Brisach.	30 nov. 1863.	Montaigut (Allier).
4 et 9.	Chef de musique.	1,386 (a)	En activité.	10 déc. 1863.	Lyon (Rhône).
5 et 8.	Chef de bataillon.	2,414 (a)	Idem.	16 déc. 1863.	Paris (Seine).
6 et 7.	Chef d'escadron.	2,590 (a)	Idem.	5 déc. 1863.	Mâcon (Saône-et-Loire).
7 et 6.	Lieutenant-colonel.	3,101 (a)	Idem. Commandant en second le Prytanée impérial militaire.	Idem.	Metz (Moselle).
8 et 5.	Idem.	2,594 (a)	En activité.	25 octobre 1863.	Limoges (Haute-Vienne).
9 et 4.	Idem.	2,477 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Morainvilliers (Seine-et-Oise).
10 et 3.	Idem.	2,867 (a)	Idem.	15 déc. 1863.	Castelnaudary (Aude).
11 et 2.	Idem.	2,984 (a)	Idem.	5 déc. 1863.	Paris (Seine).
12 et 1.	Chef de bataillon.	2,510 (a)	Idem.	15 déc. 1863.	Nancy (Meurthe).
13 et 1.	Idem.	2,174 (a)	Idem.	5 déc. 1863.	Bar-le-Duc (Meuse).
14 et 1.	Idem.	1,966 (a)	Idem.	10 déc. 1863.	Notre-Dame-de-Sanilhac (Dordogne).
15 et 1.	Idem.	2,526 (a)	Idem. Commandant le dépôt de recrutement de la Loire-Inférieure.	1 ^{er} janvier 1864.	Carcassonne (Aude).
16 et 1.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade et moins de 2 ans dans celui de chef de bataillon.)	1,956 (a)	En activité.	30 nov. 1863.	Fontainebleau (Seine-et-Marne).
17 et 1.	Idem.	2,312 (a)	Idem.	Idem.	Cherbourg (Manche).
18 et 1.	Idem.	2,292 (a)	Idem.	15 nov. 1863.	Metz (Moselle).
19 et 1.	Idem.	2,258 (a)	Idem.	10 déc. 1863.	Ponzac (Hautes-Pyrénées).
20 et 1.	Idem.	2,258 (a)	Idem.	5 janvier 1864.	Saint-Servan (Ille-et-Vilaine).
21 et 1.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,074 (a)	Idem.	15 nov. 1863.	Meaux (Seine-et-Marne).
22 et 1.	Idem.	2,191 (a)	Idem.	15 déc. 1863.	Avesnes (Nord).
23 et 1.	Idem.	2,191 (a)	Idem.	1 ^{er} déc. 1863.	Boulogne (Pas-de-Calais).
24 et 1.	Idem.	2,040 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Valence (Drôme).
25 et 1.	Idem.	2,107 (a)	Idem.	Idem.	

La condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			Ann.
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	
1	CLERVILLE (François-Aristide).	18 fév. 1811.	Ruffec (Charente).	Chef d'escadron d'état-major.	33	10	19	1	"	"	34
2	PETITGRAND (Charles-Pierre).	5 déc. 1807.	Metz (Moselle).	Lieutenant-colonel, commandant de place.	44	"	29	13	"	"	57
3	BERNAUD (Benoît).....	16 fév. 1806.	Montaigut (Allier).	Capitaine, commandant de place.	35	6	19	6	"	"	41
4	WILHELM (Antoine)....	10 juin 1807.	Saverne (Bas-Rhin).	Chef de musique du 16 ^e régiment d'infanterie de ligne.	37	1	18	12	"	"	49
5	DARRIGADE (Pierre)....	1 ^{er} oct. 1807.	Pomarez (Landes).	Chef de bataillon au 1 ^{er} régiment de grenadiers de la garde impériale.	35	"	16	9	"	"	44
6	LAFOND (Auguste-Désiré).	28 oct. 1813.	La Mure (Isère).	Chef d'escadron aux dragons de l'impératrice.	31	9	24	47	"	"	78
7	DE MONET (François-Alexandre-Antoine).	24 août 1805.	Dunkerque (Nord).	Lieutenant-colonel d'infanterie.	39	"	15	10	"	"	49
8	THOMAS (Alexandre-Édouard).	8 août 1815.	Paris (Seine).	Lieutenant-colonel du 55 ^e régiment d'infanterie de ligne.	30	2	17	6	"	"	36
9	ROBINEAU D'ENNEMONT (Charles-Henry).	4 juin 1814.	Idem.	Idem du 57 ^e idem.	30	"	15	3	"	"	33
10	JAMMES (Jean-Pierre-Antoine-Adolphe).	1 ^{er} avril 1806.	Saint-Michel-de-Lanès (Aude).	Idem du 78 ^e idem.	39	"	19	4	"	"	45
11	DAIX (Jean-Louis).....	25 août 1807.	Siorac (Dordogne).	Idem du 80 ^e idem.	38	"	17	8	"	"	46
12	POMIER (Jean-Joseph)...	30 juillet 1807.	Seyne (Basses-Alpes).	Chef de bataillon au 11 ^e régiment d'infanterie de ligne.	37	"	16	10	"	"	44
13	DE SCHIÉLÉ (Henri-Xavier) ⁽¹⁾ .	9 nov. 1812.	Lingen (Hanovre).	Idem au 32 ^e idem.	32	7	17	4	"	"	34
14	BLIARD (Pierre-Nicolas-Philippe).	22 fév. 1812.	Clermont (Meuse).	Idem au 70 ^e idem.	30	1	7	"	"	"	34
15	RENAULT DE SAINT-GERMAIN (Alphonse-Luc-Emmanuel) ⁽²⁾ .	5 juin 1807.	Port-Napoléon (île de France).	Chef de bataillon d'infanterie.	38	6	15	9	"	"	44
16	MARION (Claude-Émilien).	16 juillet 1815.	Lyon (Rhône).	Chef de bataillon au 91 ^e régiment d'infanterie de ligne.	30	4	1	2	"	"	33
17	LE ROY (Alphonse-Louis).	15 déc. 1812.	Cherbourg (Manche).	Capitaine au 2 ^e régiment d'infanterie de ligne.	31	6	27	12	"	"	41
18	FECHEROUILLÉ (Charles) ⁽¹⁾ .	25 fév. 1811.	Andernach (Prusse).	Idem au 8 ^e idem.	31	"	26	11	"	"	41
19	DUHAR (Dominique)....	9 février 1811.	Pouzac (Hautes-Pyrénées)	Idem au 17 ^e idem.	31	"	18	10	"	"	41
20	BISSEUX (Pierre-Théodore-Modeste).	3 février 1811.	Cuirieux (Aisne).	Idem au 20 ^e idem.	31	"	16	10	"	"	41
21	DÉMARET (Jean-Louis).	4 juin 1810.	Longueval (Aisne).	Idem au 25 ^e idem.	32	6	19	3	"	"	41
22	FLOBERT (Louis-Appoline-Henri).	2 mai 1811.	Cambrai (Nord).	Idem.	32	"	19	7	"	"	41
23	RICHARD (Étienne-Louis).	15 sept. 1810.	Paris (Seine).	Idem.	32	"	17	7	"	"	41
24	FRANÇOIS (Simon-François-Ernest).	15 août 1814.	Étoile (Drôme).	Idem au 30 ^e idem.	30	11	6	4	"	"	41
25	GARET (Précord-Théophile).	3 déc. 1809.	Vailly (Aisne).	Idem au 31 ^e idem.	32	9	9	4	"	"	41

⁽¹⁾ Fils de Français. — ⁽²⁾ Né Français.

ANCIENNETÉ de la loi du 30 avril 1831 sur les pensions.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
10 et 10.	Chef d'escadron.	2,110 ^f (a)	En activité à l'état-major du 1 ^{er} corps d'armée.	20 nov. 1863.	Paris (Seine).
10 et 11.	Lieutenant-colonel. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	3,744 (a)	Idem à Longwy.	5 déc. 1863.	Longwy (Moselle).
10 et 10.	Capitaine.	1,896 (a)	Idem à Neuf-Brisach.	20 nov. 1863.	Montaigut (Allier).
10 et 10.	Chef de musique.	1,386 (a)	En activité.	10 déc. 1863.	Lyon (Rhône).
10 et 10.	Chef de bataillon.	2,414 (a)	Idem.	16 déc. 1863.	Paris (Seine).
10 et 10.	Chef d'escadron.	2,590 (a)	Idem.	5 déc. 1863.	Mâcon (Saône-et-Loire).
10 et 10.	Lieutenant-colonel.	3,101 (a)	Idem. Commandant en second le Prytanée impérial militaire.	Idem.	Metz (Moselle).
10 et 10.	Idem.	2,594 (a)	En activité.	25 octobre 1863.	Limoges (Haute-Vienne).
10 et 10.	Idem.	2,477 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Morainvilliers (Seine-et-Oise).
10 et 10.	Idem.	2,867 (a)	Idem.	15 déc. 1863.	Castelnaudary (Aude).
10 et 10.	Idem.	2,984 (a)	Idem.	5 déc. 1863.	Paris (Seine).
10 et 10.	Chef de bataillon.	2,510 (a)	Idem.	15 déc. 1863.	Nancy (Meurthe).
10 et 10.	Idem.	2,174 (a)	Idem.	5 déc. 1863.	Bar-le-Duc (Meuse).
10 et 10.	Idem.	1,966 (a)	Idem.	10 déc. 1863.	Notre-Dame-de-Sanilhac (Dordogne).
10 et 10.	Idem.	2,526 (a)	Idem. Commandant le dépôt de recrutement de la Loire-Inférieure.	1 ^{er} janvier 1864.	Carcassonne (Aude).
10 et 11.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade et moins de 2 ans dans celui de chef de bataillon.)	1,956 (a)	En activité.	20 nov. 1863.	Fontainebleau (Seine-et-Marne).
10 et 10.	Idem.	2,342 (a)	Idem.	Idem.	Cherbourg (Manche).
10 et 10.	Idem.	2,292 (a)	Idem.	15 nov. 1863.	Metz (Moselle).
10 et 10.	Idem.	2,258 (a)	Idem.	10 déc. 1863.	Pouzac (Hautes-Pyrénées).
10 et 10.	Idem.	2,258 (a)	Idem.	5 janvier 1864.	Saint-Servan (Ille-et-Vilaine).
10 et 10.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,074 (a)	Idem.	15 nov. 1863.	Meaux (Seine-et-Marne).
10 et 10.	Idem.	2,191 (a)	Idem.	15 déc. 1863.	Avesnes (Nord).
10 et 10.	Idem.	2,191 (a)	Idem.	1 ^{er} déc. 1863.	Boulogne (Pas-de-Calais).
10 et 10.	Idem.	2,040 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Valence (Drôme).
10 et 10.	Idem.	2,107 (a)	Idem.	Idem.	

La condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles.

	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	
6	DUTRIPON (Martin-Del-mire).	27 oct. 1813.	Le Palais (Morbihan).	Capitaine au 43 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	32	"	21	15	"	"	47
7	BARDECHE (Jean-Join-ville).	20 janv. 1813.	Lévignac (Lot-et-Garonne).	Idem au 48 ^e idem.	32	"	21	15	"	"	47
8	LEMAIRE (Auguste).....	6 avril 1814.	Metz (Moselle).	Idem au 55 ^e idem.	31	7	13	8	"	"	36
9	ROMAN (Antoine-Edouard).	2 nov. 1814.	Les Mées (Basses-Alpes).	Idem au 68 ^e idem.	31	"	17	15	"	"	46
10	LAPUTSUN DE LACARRE (Jean-Henri-Auguste).	26 juillet 1812.	Le Château- d'Oleron (Charente-Inf.).	Idem au 92 ^e idem.	32	6	17	8	"	"	48
11	JEAN (Antoine-Désiré- Théodore).	11 oct. 1810.	La Ferté- Gaucher (Seine-et-Marne).	Idem au 93 ^e idem.	30	3	5	11	"	"	41
12	BOUTAIRE (Jacques-Jo- seph).	7 fév. 1814.	Napoléon (Vendée).	Idem au 8 ^e idem.	31	9	25	13	"	"	44
13	HAMEL (Jean-Baptiste- Martin).	10 nov. 1811.	Erloy (Aisne).	Idem au 9 ^e idem.	31	1	6	16	"	"	44
14	BELVILLE (Louis-Au- guste).	3 mai 1811.	Boulogne (Pas-de-Calais).	Idem au 27 ^e idem.	31	"	16	"	"	"	34
15	TOURGOUILLET (Jean- Pierre).	27 fév. 1811.	Murviel (Hérault).	Idem au 34 ^e idem.	30	"	19	2	"	"	34
16	DESCHAMPS (Guillaume- Mars).	24 avril 1811.	La Rochefou- cauld (Charente).	Idem au 40 ^e idem.	30	7	11	3	"	"	38
17	BASSET (Jean-René)....	17 déc. 1813.	Plérin (Côtes-du-Nord).	Idem au 45 ^e idem.	31	"	17	12	"	"	44
18	CORNE (Jean-Baptiste)..	6 févr. 1812.	Besançon (Doubs).	Idem.	30	7	13	14	"	"	44
19	MEGALAND (Julien).....	4 oct. 1812.	Moultiers (Savoie).	Idem au 46 ^e idem.	31	"	15	3	"	"	34
20	DE CASTERA (Jean-Bap- tiste-Victor).	1 ^{er} janv. 1814.	Monget (Landes).	Idem au 63 ^e idem.	30	7	12	12	"	"	43
21	STRAESSEEL (Remy-Ho- noré-François).	29 janv. 1810.	Bergues (Nord).	Idem au 66 ^e idem.	31	1	4	1	"	"	34
22	DELPECH (François)....	28 juin 1813.	Céret (Pyrénées-Or.).	Idem au 69 ^e idem.	30	6	17	8	"	"	34
23	MASSON (Pierre).....	6 oct. 1814.	Glav (Doubs).	Idem au 71 ^e idem.	31	1	2	6	"	"	34
24	LANDOIS (Gustave-Théo- dore).	8 oct. 1810.	Brionne (Eure).	Idem au 74 ^e idem.	32	8	4	12	"	"	44
25	CHAIX (Edouard).....	8 juin 1814.	Les Mées (Basses-Alpes).	Idem au 78 ^e idem.	30	7	7	17	"	"	47
26	ABERT (Jean-Jacques)..	18 juin 1815.	Bouxwiller (Bas-Rhin).	Idem au 80 ^e idem.	30	2	16	5	"	"	34
27	PICOT (Jean-Osmin)....	21 août 1810.	Loudet (Haut-Garonne).	Idem au 98 ^e idem.	30	6	15	14	"	"	44
28	MILLOT (Joseph).....	26 juin 1813.	Troyon (Meuse).	Capitaine au 6 ^e ba- taillon de chasseurs à pied.	30	6	16	"	"	"	34
29	THOMAS-LABORDE (Ben- jamin-Prudent).	6 août 1815.	Nantes (Loire-Inférieure)	Capitaine d'infan- terie.	30	"	15	2	"	"	34
30	ACHMET KADDOUR BEN BEGUIQUE.	1803.	Mostaganem, province d'Oran (Algérie).	Lieutenant au 2 ^e ré- giment de tirailleurs algériens.	30	3	"	31	"	"	64
31	DE BLANCHAUD (Jacques- Joseph).	17 nov. 1810.	Lunéville (Meurthe).	Colonel du 1 ^{er} régi- ment de cuirassiers.	36	"	21	"	"	"	34
32	MESTRES (Abdon-Jean- Isidore).	25 avril 1806.	Carol (Pyrénées-Or.).	Lieutenant-colonel du 5 ^e régiment de dragons.	32	10	22	4	"	"	34

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des états d'activité. — (b) Idem. Cette pension, dans la fixation de laquelle il a été fait application de l'article 4 de la loi du 11 mai 1824.

ANCIENNETÉ de la loi du 25 avril 1831 sur les pensions militaires.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9 et 11.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,460 ^(a)	En activité.	20 nov. 1863.	Lorient (Morbihan).
Idem.	Idem.	2,460 (a)	Idem.	Idem.	Bordeaux (Gironde).
Idem.	Idem.	2,208 (a)	Idem.	Idem.	Lonny (Ardennes).
Idem.	Idem.	2,426 (a)	Idem.	15 déc. 1863.	Lyon (Rhône).
Idem.	Idem.	2,242 (a)	Idem.	20 déc. 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	2,258 (a)	Idem.	25 nov. 1863.	La Ferté-Gaucher (Seine-et-Marne).
9 et 12.	Capitaine.	1,980 (a)	Idem.	5 déc. 1863.	Asnières (Seine).
Idem.	Idem.	2,050 (a)	Idem.	Idem.	Avesnes (Nord).
Idem.	Idem.	1,602 (a)	Idem.	15 déc. 1863.	Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).
Idem.	Idem.	1,630 (a)	Idem.	10 déc. 1863.	Agen (Lot-et-Garonne).
Idem.	Idem.	1,672 (a)	Idem.	20 nov. 1863.	Lyon (Rhône).
Idem.	Idem.	1,938 (a)	Idem.	5 déc. 1863.	Saint-Brienc (Côtes-du-Nord).
Idem.	Idem.	1,980 (a)	Idem.	25 nov. 1863.	Alger (Algérie).
Idem.	Idem.	1,686 (a)	Idem.	15 déc. 1863.	Moutiers (Savoie).
Idem.	Idem.	1,924 (a)	Idem.	15 nov. 1863.	Saint-Sever (Landes).
Idem.	Idem.	1,630 (a)	Idem.	20 nov. 1863.	Bar-le-Duc (Meuse).
Idem.	Idem.	1,812 (b)	Idem.	15 janvier 1864.	Perpignan (Pyrénées-Orientales).
Idem.	Idem.	1,770 (a)	Idem.	1 ^{er} déc. 1863.	Villars-lez-Blamont (Doubs).
Idem.	Idem.	1,980 (a)	Idem.	5 nov. 1863.	Dijon (Côte-d'Or).
Idem.	Idem.	2,064 (a)	Idem.	25 nov. 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	1,714 (a)	Idem.	25 octobre 1863.	Bouxwiller (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	1,980 (a)	Idem.	21 nov. 1863.	Saint-Plancard (Haute-Garonne).
Idem.	Idem.	1,588 (a)	Idem.	5 nov. 1863.	Chambéry (Savoie).
Idem.	Idem.	1,630 (c)	En non-activité.	9 août 1863.	Lyon (Rhône).
9 et 11.	Lieutenant. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,016 (a)	En activité.	1 ^{er} nov. 1863.	Mostaganem, province d'Oran (Algérie).
9 et 12.	Colonel.	3,374 (a)	Idem.	5 déc. 1863.	Lunéville (Meurthe).
Idem.	Lieutenant-colonel.	2,613 (a)	Idem.	Idem.	Les Sables-d'Olonne (Vendée).

Le 25 avril 1861, ne peut, d'après l'article 27, être cumulée avec un traitement civil d'activité. — (c) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 29 août 1863 à titre de solde de non-activité.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES.		
		Dates.	Lieus.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
53	HAUET (Pierre-Louis-Auguste) ⁽¹⁾ .	18 oct. 1812.	Padoue (Italie).	Chef d'escadron au 6 ^e régiment de lanciers.	32	9	25	*	*	*
54	CHEVALIER (Denis-Victor).	20 fev. 1809.	Auberive (Haute-Marne).	Chef d'escadron au 10 ^e régiment de chasseurs.	33	*	16	*	*	*
55	COMPAGNON (Jean-Baptiste).	14 dec. 1810.	Billom (Puy-de-Dôme).	Capitaine au 5 ^e régiment de chasseurs d'Afrique.	32	11	8	44	*	70
56	DU CHESNE (Eugène-Gaston).	17 juillet 1811.	Blois (Loir-et-Cher).	Capitaine au 6 ^e régiment de dragons.	31	*	15	*	*	31
57	LE CLERC (Antoine-Mathurin).	11 oct. 1813.	Josselin (Morbihan).	Capitaine au 5 ^e régiment de hussards.	32	*	16	1	*	*
58	LE GOUËL (Aignan-Marguerite-Laurent).	17 nov. 1811.	Paris (Seine).	Idem au 6 ^e idem.	31	6	19	3	*	32
59	GULLY (François-Joseph).	22 mars 1811.	Mollau (Haut-Rhin).	Capitaine au 6 ^e régiment de lanciers.	31	2	24	*	*	31
60	DELORE (Augustin-François).	25 oct. 1813.	Compiègne (Oise).	Capitaine au 1 ^{er} régiment de hussards.	30	9	27	10	*	20
61	LIASSE (Albert).....	15 juin 1815.	Saint-Germain-de-Joux (Ain).	Capitaine de cavalerie.	30	2	3	*	*	30
62	SELMAN BEN ANÈS.....	1813.	Bône, province de Constantine (Algérie).	Lieutenant au 3 ^e régiment de spahis.	30	8	*	31	*	61
63	MOAMED BEN EL BED-JAOUL.	Janvier 1807.	Bougie, province de Constantine (Algérie).	Sous-lieutenant au 3 ^e régiment de spahis.	33	2	26	31	*	61
64	SAULNIER (Claude-Charles).	3 août 1813.	Saint-Hilaire (Allier).	Sous-lieutenant au 5 ^e régiment de chasseurs.	30	4	10	30	*	60
65	BERRON (Jean-Baptiste-Victor).	23 oct. 1809.	Échallon (Ain).	Capitaine à la compagnie de gendarmerie de la Sarthe.	32	8	9	*	*	31
66	DIERHART (Jacques).....	14 juin 1809.	Dettwiller (Haut-Rhin).	Idem de la Somme.	32	6	27	*	*	31
67	MATTEI (Dominique-Marie).	8 sep. 1810.	Olta (Corse).	Idem du Tarn.	30	*	19	4	*	31
68	DABOVY (Louis-Jules-Léon).	25 août 1811.	Paris (Seine).	Lieutenant-colonel d'artillerie.	34	1	14	5	*	30
69	GORMIER (Valéry-Dominique).	9 oct. 1807.	Quimper (Finistère).	Chef d'escadron d'artillerie.	39	*	17	*	*	30
70	DOURANDOU (Clément-Jean-Baptiste-Ernest).	23 nov. 1815.	Paris (Seine).	Idem.	32	*	16	1	*	31
71	MANSIOY (Pierre-Louis).	29 juin 1811.	Rolampont (Haute-Marne).	Idem.	30	11	5	5	*	30
72	LAMY (Claude-Étienne).	14 mai 1803.	Long-le-Saunier (Jura).	Capitaine d'artillerie.	40	*	15	8	*	31
73	DESPEYTS (Jean).....	9 juin 1811.	Vic-Bigorre (Hautes-Pyrénées).	Idem.	31	*	17	4	*	30
74	FROLET (Nicolas) ⁽¹⁾	25 mai 1808.	Gaète (Italie).	Garde principal d'artillerie.	41	6	15	1	*	31
75	FUTRIER (Charles-Jean-Marie).	16 déc. 1804.	Montfort (Ille-et-Vilaine).	Garde d'artillerie de 1 ^{re} classe.	38	8	20	2	*	40
76	KRAUSER (Georges)....	29 janv. 1804.	Holling (Moselle).	Idem.	38	7	6	3	*	41
77	POULE (Hippolyte-Berlin-Joseph).	12 mars 1805.	Arques (Pas-de-Calais).	Idem.	40	7	22	1	*	41
78	MARTIN (Jean).....	1 ^{er} janv. 1805.	Metz (Moselle).	Chef ouvrier d'État.	39	6	15	*	*	39

(1) Fils de Français. — (2) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861.

(3) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des

GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
Chef d'escadron.	2,046 ^(a)	En activité.	20 nov. 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
Idem.	2,062 (a)	Idem.	5 janvier 1864.	Dijon (Côte-d'Or).
Capitaine.	2,120 (a)	Idem.	25 nov. 1863.	Neufchâteau (Vosges).
Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	1,922 (a)	Idem.	1 ^{er} nov. 1863.	Nantes (Loire-Inférieure).
Idem.	1,990 (a)	Idem.	25 déc. 1863.	Rennes (Ille-et-Vilaine).
Idem.	2,040 (a)	Idem.	1 ^{er} déc. 1863.	Orsay (Seine-et-Oise).
Capitaine.	1,602 (a)	Idem.	25 nov. 1863.	Mollat (Haut-Rhin).
Idem.	1,868 (a)	Idem.	Idem.	Vienne (Isère).
Idem.	1,574 (b)	En non-activité.	5 sept. 1863.	Voigny (Aube).
Lieutenant. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,016 (a)	En activité.	1 ^{er} déc. 1863.	Sétif, province de Constantine (Algérie).
Sous-lieutenant. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	1,680 (a)	Idem.	Idem.	Souk-Ahras, province de Constantine (Algérie).
Sous-lieutenant.	1,400 (a)	Idem.	25 nov. 1863.	Moulins (Allier).
Capitaine.	1,644 (a)	Idem.	1 ^{er} nov. 1863.	"
Idem.	1,644 (a)	Idem.	15 nov. 1863.	"
Idem.	1,686 (a)	Idem.	1 ^{er} déc. 1863.	Paris (Seine).
Lieutenant-colonel.	2,711 (a)	Idem. Adjoint au dé- pôt central de Paris.	15 nov. 1863.	Idem.
Chef d'escadron.	2,254 (a)	Idem. Commandant l'artillerie à Lorient.	10 déc. 1863.	Quimper (Finistère).
Idem.	2,062 (a)	Idem. Adjoint à la dir ^{on} du service des poudres et salpêtres.	Idem.	"
Idem.	2,142 (c)	En non-activité.	3 octobre 1863.	Rolampont (Haute-Marne).
Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,494 (a)	En résidence fixe à Mézières.	27 déc. 1863.	Bordeaux (Gironde).
Capitaine.	1,714 (a)	Idem à Bayonne.	1 ^{er} déc. 1863.	Vic-Bigorre (Hautes-Pyrénées).
Garde d'artillerie de 1 ^{re} classe. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	1,632 (a)	En activité à Paris.	10 déc. 1863.	Pont-a-Mousson (Meurthe).
Idem.	1,584 (a)	Idem à Rennes.	15 nov. 1863.	Rennes (Ille-et-Vilaine).
Garde d'artillerie de 1 ^{re} classe.	1,340 (a)	Idem à Dieppe.	20 nov. 1863.	Dieppe (Seine-Inférieure).
Idem.	1,340 (a)	Idem à Paris.	15 nov. 1863.	Vincennes (Seine).
Chef ouvrier d'État.	1,300 (a)	Idem aux forges de l'Ouest.	10 déc. 1863.	Rennes (Ille-et-Vilaine).

(a) Sans déduction des sommes perçues depuis le 5 septembre 1863 à titre de solde de non-activité. —
(b) Sans déduction des sommes perçues depuis le 5 octobre 1863 à titre de solde de non-activité.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES.		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
79	BONNIÈRE (Pierre-François-Maurice).	21 août 1806.	Bettembos (Somme).	Sous-chef ouvrier d'État.	35	6	17	.	.	.
80	COUVREUR (Hippolyte-Aimé-Joseph).	4 oct. 1804.	Tulle (Corrèze).	Contrôleur d'armes de 1 ^{re} classe.	40	6	15	4	.	.
81	BRINCARD (Eugène-Philibert-Antoine).	2 avril 1806.	Belfort (Haut-Rhin).	Colonel du génie.	40	1	20	22	.	.
82	BAILLEMONT (Charles-Pierre).	7 janv. 1813.	Paris (Seine).	Chef de bataillon du génie.	32	1	.	1	.	.
83	BLONDIN (Charles-Jean).	3 avril 1809.	Orléans (Loiret).	Garde principal du génie.	40	7	23	.	.	.
84	BOURDELOUP (Victor)...	12 août 1814.	Bonifacio (Corse).	Garde du génie de 1 ^{re} classe.	34	7	8	24	.	.
85	GRASSET-LATOUR (Jean-Homéchara).	13 sept. 1804.	Bergerac (Dordogne).	<i>Idem.</i>	38	.	15	3	.	.
86	ROBLIN (Joseph-Eugène).	13 mai 1814.	Fougerolles (Haute-Saône).	<i>Idem</i> de 2 ^e classe.	30	8	6	22	.	.
87	LÉONARD (Napoléon)...	8 août 1803.	Tours (Indre-et-Loire).	Médecin principal de 1 ^{re} classe.	40	1	8	46	.	.
88	BRUGUIÈRE (Hippolyte-Auguste).	7 mai 1806.	Paris (Seine).	Médecin-major de 1 ^{re} classe.	37	3	27	49	.	.
89	PALLIER (Désiré).....	8 avril 1810.	Châtel-Censoir (Yonne).	<i>Idem.</i>	32	8	11	14	.	.
90	CASSE (Géraud-Léonard-Antoine).	15 déc. 1811.	Montpezat (Lot-et-Garonne).	<i>Idem</i> au 65 ^e régiment d'infanterie de ligne.	31	6	17	17	.	.
91	DIDIOT (Antoine-Dominique).	20 sept. 1814.	Lunéville (Meurthe).	<i>Idem</i> au 49 ^e <i>idem.</i>	31	.	16	15	.	.
92	RASEZ (Émile-Désiré-Constant-Joseph).	12 déc. 1811.	Condé (Nord).	Médecin-major de 2 ^e classe au 4 ^e bataillon de chasseurs à pied.	31	1	5	9	.	.
93	RICHET (Jean).....	29 mars 1811.	Metz (Moselle).	Chirurgien sous-aide	30	.	19	12	.	.
94	CHOULETTE (Sébastien).	21 oct. 1803.	Toul (Meurthe).	Pharmacien principal de 2 ^e classe.	34	1	15	14	.	.
95	HALLEMES (Hippolyte) (3).	26 nov. 1810.	Anvers (Belgique).	Pharmacien-major de 1 ^{re} classe.	32	.	19	17	.	.
96	BONARD (Alexandre-Eugène).	21 nov. 1804.	Dunkerque (Nord).	Officier principal d'administration des hôpitaux militaires.	32	1	8	8	.	.
97	BAUMANN (François-Charles).	23 juin 1811.	Haguenau (Bas-Rhin).	Officier comptable de 2 ^e classe des hôpitaux militaires.	32	.	14	18	.	.
98	MARTY (Jean-Baptiste)...	10 juin 1813.	Belvès (Dordogne).	Adjudant d'administration en premier des hôpitaux milit ^{res} .	32	2	.	26	.	.
99	ANGER (Henri-Marie-Guillaume).	10 juillet 1803.	Paris (Seine).	Officier principal des subsistances militaires.	36	4	20	11	.	.
100	D'AVOÛT (Pierre-Ferdinand-Jérôme).	11 déc. 1805.	Le Fort-de-France (Martinique).	Officier comptable d'administration de 1 ^{re} classe des subsistances militaires.	31	.	19	.	.	.
101	MIAN (Edme-Barthélemy)	24 août 1808.	Origny (Côte-d'Or).	Officier comptable de 2 ^e classe des subsistances militaires.	32	11	.	24	.	.

(1) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861. — (2) Fils de Français.

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé de d'activité. — (b) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 21 novembre 1863 à titre de solde de non-activité. — (c) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 1^{er} novembre 1863 à titre de solde de non-activité. — (d) 5

	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
	Sous-chef ouvrier d'Etat.	920 ^l (a)	En activité à la direction d'artillerie de Douai.	1 ^{er} déc. 1863.	Metz (Moselle).
	Contrôleur d'armes de 1 ^{re} classe.	1,400 (a)	Idem à Tulle.	16 déc. 1863.	Tulle (Corrèze).
	Colonel.	3,900 (b)	En non-activité.	21 nov. 1863.	"
	Chef de bataillon.	2,062 (c)	Idem.	1 ^{er} nov. 1863.	Paris (Seine).
	Garde du génie de 1 ^{re} classe. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	1,584 (a)	En activité à Fontenay-le-Comte.	15 nov. 1863.	Fontenay-le-Comte (Vendée).
	Garde du génie de 1 ^{re} classe.	1,500 (a)	Idem à Bonifacio.	1 ^{er} déc. 1863.	Bonifacio (Corse).
	Idem.	1,330 (a)	Idem à Saint-Lô.	16 janvier 1864.	Nantes (Loire-Inférieure).
	Garde du génie de 2 ^e classe. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	1,440 (c)	En non-activité.	1 ^{er} nov. 1863.	"
	Médecin principal de 1 ^{re} classe. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	4,680 (a)	En activité à l'hôpital militaire du Dey à Alger.	15 nov. 1863.	Alger.
	Médecin ordinaire. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	3,108 (a)	En activité à Alger.	Idem.	Paris (Seine).
	Médecin-major. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,993 (a)	Idem.	Idem.	Châtel-Censoir (Yonne).
	Médecin-major de 1 ^{re} classe.	2,558 (a)	En activité.	20 nov. 1863.	Clairac (Lot-et-Garonne).
	Idem.	2,478 (a)	Idem.	1 ^{er} déc. 1863.	Lunéville (Meurthe).
	Idem de 2 ^e classe.	1,854 (a)	Idem.	15 nov. 1863.	Vigy (Moselle).
	Chirurgien sous-aide. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	1,428 (d)	En non-activité.	20 octobre 1863.	"
	Pharmacien principal de 2 ^e classe.	3,062 (a)	En activité à la réserve des médicaments à Marseille.	5 nov. 1863.	Nice (Alpes-Maritimes).
	Pharmacien-major de 1 ^{re} classe.	2,574 (a)	Idem à l'hôpital militaire de Dunkerque.	1 ^{er} déc. 1863.	Dunkerque (Nord).
	Officier principal.	2,750 (a)	Idem au Val-de-Grâce.	Idem.	"
	Officier comptable de 2 ^e classe.	2,100 (a)	Idem à l'hôpital militaire de Montmédy.	5 déc. 1863.	S ^t -Jean-Pied-de-Port (Basses-Pyrénées).
	Adjudant d'administration en premier.	1,660 (a)	Idem à Givet.	1 ^{er} déc. 1863.	"
	Officier principal.	3,023 (e)	En activité.	5 déc. 1863.	Paris (Seine).
	Officier comptable de 1 ^{re} classe. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,094 (a)	Idem à Compiègne.	10 déc. 1863.	Pont-à-Mousson (Meurthe).
	Officier comptable de 2 ^e classe.	2,100 (a)	Idem à la division d'Oran.	5 déc. 1863.	Origny (Côte-d'Or).

non perçus depuis le 20 octobre 1863 à titre de solde de non-activité. — (e) A la condition que les arrérages soient payés à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité. Cette pension, dans la mesure où elle a été faite application de l'article 4 de la loi du 21 avril 1831, ne peut, d'après l'article 27 de la loi du 21 avril 1831, être cumulée avec un traitement civil d'activité.

N ^o D'ORDRE	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieu.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
102	PAUTTE (Pierre)	17 dec. 1800.	Périgueux (Berlogne).	Adjudant d'admini- stration en pre- mier des subsistances militaires.	30	3	22	29	"	"
103	CHAVE (Alexandre)	16 août 1800.	Nantes (Loire-Inférieure)	Officier d'admini- stration de 1 ^{re} cl. des bureaux de l'in- tendance militaire.	38	3	15	"	"	"
104	WABIN (Marie-Théodore J.)	27 mai 1808.	Rotterdam Hollande.	Adjudant d'admini- stration en premier des bureaux de l'in- tendance militaire.	30	"	8	15	"	"
105	VILLOT (Antoine-Con- cès)	6 mai 1802.	Vidunban (Var).	Officier d'adminis- tration de 2 ^e classe de la justice mili- taire.	32	9	7	"	"	"
106	CHOPIN (Beny-Auguste)	6 dec. 1776.	Baalons Ardenne.	Idem.	25	5	5	"	"	"
107	ROLLAND (Raymond)	23 sept. 1811.	Saumur (Maine-et-Loire)	Capitaine de cava- lerie.	31	1	16	10	"	"
108	GENIEZ (Jacques-Louis)	30 mars 1811.	Beilous (Basses-Pyrénées)	Lieutenant au 3 ^e régiment de hus- sards.	30	6	15	3	"	"

⁽¹⁾ Fils de Français. — Application de l'article 2 de la loi du 22 juin 1806.

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé de l'activité. — (b) Cette pension, dans la fixation de laquelle il a été fait application de l'article 4 de la loi du 22 juin 1806, ne peut, d'après l'article 27 de ladite loi, être cumulée avec un traitement civil d'activité. — (c) Sans

N^o 15,856. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve une liquidation de Pension civile.

Du 5 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 5, 6, 7, 10, 18 et 25 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu la loi du 22 août 1790;

Vu le décret du 13 septembre 1806;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date 30 mars 1863, portant qu'il a reconnu la légalité de la liquidation prise dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur

N ^o D'ORDRE.	NOM ET PRÉNOM du pensionnaire.	NAISSANCE.		GRADE.	NATURE des services.	DURÉE des services.			de
		Date.	Lieu.			Ans.	Mois.	Jours.	
25	ROGÉE (Entropé)	21 sept. 1801.	Saintes (Charente-Inf.).	Ex-chef de bureau de 1 ^{re} classe à la préfecture du dé- partement d'Al- ger.	Civils	57	11	18	Lo

GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
Adjudant d'administration en premier.	1,660 ^(a)	En activité à Carcassonne.	1 ^{er} dec. 1863.	Montauban (Tarn-et-Garonne).
Officier d'administration de 1 ^{re} classe.	1,955 ^(b)	Idem à Nantes.	Idem.	Nantes (Loire-Inférieure).
Adjudant d'administration en premier.	1,545 ^(c)	En non-activité.	3 juillet 1863.	Alger. (Algérie).
Officier d'administration de 3 ^e classe.	1,590 ^(a)	En activité. Greffier du 2 ^e conseil de guerre de la 6 ^e division militaire.	1 ^{er} dec. 1865.	Bourges (Cher).
Idem.	1,500 ^(d)	En non-activité.	17 octobre 1863.	Charleville (Ardennes).
Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,258 ^(c)	Titulaire d'une pension de retraite.	20 juin 1863.	Castelnaudary (Aude).
Lieutenant.	1,204 ^(a)	En activité.	28 août 1863.	Bar-le-Duc (Meuse).
TOTAL....	225,912			

perçues depuis le 3 juillet 1863 à titre de solde de non-activité. — (d) Sauf déduction des sommes perçues en octobre 1863 à titre de solde de non-activité. — (c) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 20 juin 1863 à titre de solde de non-activité, sur la pension de 2,258 francs concédée par décret du 12 août 1863 et que la pré-

crédit d'inscription ouvert au ministère de la guerre pour l'année 1863 (Algérie);

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 2 mai 1863;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La liquidation de pension civile comprise pour une somme de deux mille deux cent quatre-vingt-deux francs (2,282¹) au tableau ci-dessous est approuvée.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATE de jouissance.	DOMICILE du pensionnaire.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
	1,225 ^f 1,058	2,282 ^f			2,282 ^f (a)	Cessation du traitement d'activité au 1 ^{er} janvier 1863.	Alger (Algérie).

Les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité.

2. Cette pension sera inscrite au trésor public, avec jouissance du jour indiqué au tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département
de la guerre,

Signé RANDON.

N° 15,857. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 5 liquidations de Pensions civiles.

Du 16 Janvier 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu le décret réglementaire du 9 novembre suivant;

Vu le décret du 4 juillet 1806;

Vu l'ordonnance du 8 septembre 1831;

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			des lois et ord. vertu des a été
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
1	PERROT (Louis - Théodore).	17 nov. 1807.	Meaux (Seine-et-Marne).	Directeur des prisons au ministère de l'intérieur.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	18	3	30	Décret loi ven loi 1853.
2	GRIFFON (Félix-Gabriel).	26 mai 1802.	Oye-et-Fallot (Doubs).	Surveillant des prisons du département de la Seine.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	27	10	"	Ordon sept loi d décret ven
3	BAUDOUX (Charles-Hyacinthe).	13 mars 1797.	Paris (Seine).	Concierge du dépôt de sûreté à Saint-Denis.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs ..	22	9	15	Idem..
4	FAVERET (François-Simon).	26 oct. 1806.	Molay (Haute-Saône).	Garçon de service dans les prisons du département de la Seine.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	7	"	"	Idem..
5	REGNAULT (Joseph)....	10 fév. 1811.	Sens (Yonne).	Surveillant des prisons du département de la Seine.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs ..	12	9	29	Idem..

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date des 6 et 16 novembre 1863, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de l'intérieur pour l'année 1863;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les cinq liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de huit mille sept cent soixante-seize francs (8,776^{fr}) au tableau ci-dessous sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
	6,101 ^{fr} 73 ^c 3,077 88	9,178 ^{fr} 81 ^c	6,000 ^{fr}	"	6,000 ^{fr}	23 juin 1863.	Rouen (Seine-Inférieure)
	835 00 279 72	1,114 72	"	"	1,114	1 ^{er} juillet 1863.	Paris (Seine).
	569 79 232 26	802 05	"	"	802	21 juin 1863.	Saint-Denis (Seine).
51 ^{fr} 33 ^c	256 60 179 90	487 83	"	"	487	26 avril 1863.	Paris (Seine).
46 49	112 76 214 40	373 65	"	"	373	1 ^{er} avril 1863.	Idem.
				TOTAL.	8,776		

N° 15,858. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 25 liquidations de Pensions civiles

Du 23 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 1. 2. 17. 18. 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution:

Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864:

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Détail des services.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
[Pensions pour services]									
1	BOURNON (Joseph)....	Avril 1806.	Foix (Ariège).	Preposé.....	Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	7	1	9	Reglé au vign du
2	ETCHEMENDIBÈRE (Pierre) ..	24 avril 1812.	La Garre (Basses-Pyrénées).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	16	1	"	Idem
3	LARRO (Simon).....	8 fév. 1806.	Burgalsis (Haute-Garonne).	Brigadier.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	21	9	"	Idem
4	LAMBERT (Jean-Pierre).	13 mars 1816.	Montbellet (Saône-et-Loire).	Sous-brigadier..	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	17	9	19	Idem
5	MALÉ (Pierre-Jean-André).	17 fév. 1803.	Montbolo (Pyrénées-Or.).	Preposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	25	9	25	Idem
6	MARS (Félix).....	22 mai 1799.	Vence (Alpes-Maritimes).	Commis principal.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	27	11	"	Idem
7	MILLET (Jean).....	16 juin 1817.	Fitou (Aude).	Patron.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	8	"	Idem
8	MIRQUEL (Jean-Pierre) ..	21 août 1810.	Ascou (Ariège).	Brigadier.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	6	"	Idem
9	MUSSON (Pierre).....	30 mars 1810.	Antibes (Alpes-Maritimes).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	9	"	Idem

des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 10 courant;

le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances.

NOUS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les vingt-cinq liquidations de pensions civiles comprises dans une somme totale de dix-neuf mille cent quatre-vingt-dix-sept francs (19,197^f) au tableau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATIONS			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FILIATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
En francs c. s. m.	des services civils.	Total.					
au 1 ^{er} janvier 1854.)							
47 37	254 ^f 74 ^s 154 69	456 ^f 80 ^s	.	.	456 ^f	1 ^{er} octobre 1863.	Aigues-Mortes (Gard).
.	241 25 148 68	389 93	.	.	389	Idem.	Ossès (Basses-Pyrénées).
.	435 00 194 17	629 17	.	.	629	Idem.	Saint-Girons (Ariège).
.	347 14 189 50	536 00	.	.	536	Idem.	La Rochette (Basses-Alpes).
111 56	415 00	526 00	.	.	526	Idem.	Perpignan (Pyrénées-Or.).
.	837 50 292 50	1,130 00	.	.	1,130	Idem.	Vence (Alpes-Maritimes).
.	313 33 190 02	503 35	.	.	503	Idem.	Rodes (Pyrénées-Or.).
49 02	310 00 193 79	552 81	.	.	552	Idem.	Prades (Pyrénées-Or.).
45 34	236 25 184 89	426 38	.	.	426	Idem.	Antibes (Alpes-Maritimes).

NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			DAT des lois, et ordon et vertu de la pen à été ac
	Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jour.	
HÉRÉSIE (Joseph-Ma- rie).	2 juillet 1805.	Ploubazlanec (Côtes-du-Nord).	Sous-patron....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	7	9	23	Règlement ral du vies 28 du 9 ju
ACQUESSON (Justine- Marguerite-Claudine), veuve MÉNÉZ.	24 juillet 1819.	Quimper (Finistère).	Le mari ex-pré- posé.	Militaires.... Civils.....	5	2	22	Idem.....
INULE (Auguste Leopold)	18 août 1805.	Saintes (Charente-Infér.)	Receveur à che- val.	CONTINUA- TIONS INDIRECTES. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	24	10	10	Idem.....
DELMAS (Adon-Guillau- me-Jean-Louis).	24 juillet 1806.	Castillonnes (Lot-et-Garonne).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	21	1	22	Idem.....
DEBIEU (Gaudens-Isi- dore) ⁽¹⁾ .	9 avril 1809.	Aspet (Haute-Garonne).	Commis aux exer- cices.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	16	1	10	Idem.....
DIASSON (Antoine-Fran- çois).	29 oct. 1798.	Le Quesnoy (Nord).	Inspecteur.....	Civils.....	12	7	15	Idem.....
TOURNAY (Félix - Ger- main) ⁽¹⁾ .	13 oct. 1811.	Nantes (Loire-Inférieure)	Receveur à che- val.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	3	26	Idem.....
ISNARD (Charles-Antoine- Désiré).	9 janvier 1808.	Cagnes (Alpes-Maritimes)	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	16	9	15	Idem.....
TOURASSI (Victor-Au- gustin).	26 fév. 1808.	Montélimar (Drôme).	Commis aux exer- cices.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	18	8	15	Idem.....
BRULAND (Marie-Anne- Victoire - Louise-Hen- riette) ⁽²⁾ .	6 juillet 1808.	Huningue (Haut-Rhin).	Directrice.....	POSTES. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	18	5	"	Idem.....
DEFFOS (Jean-Pierre) ⁽²⁾ .	8 fév. 1805.	Villemur (Haute-Garonne).	Facteur de ville..	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10	8	"	Idem.....
FROQUET (Clément) ⁽²⁾ .	19 nov. 1810.	Lyon (Rhône).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	6	8	4	Idem.....
GRÉDOU (Jacques) ⁽²⁾ ...	30 juillet 1803.	Rouen (Seine-Inférieure)	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	3	7	"	Idem.....
					7	11	17	Idem.....
					9	9	15	

⁽¹⁾ Accident. — ⁽²⁾ Infirmités.

NOM du pensionné ou de sa veuve.	LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
	des services militaires.	des services civils.	Total.					
1863 1863	78 ^f 13 ^s	295 ^f 50 ^s 173 53	547 ^f 16 ^s			547 ^f	1 ^{er} octobre 1863.	Bréhat (Côtes-du-Nord).
					106 ^f	106	26 juillet 1863.	Quimper (Finistère).
					TOTAL.	5,800		
1863 1863		1,152 86 146 96	1,599 82	1,519 ^f		1,519	1 ^{er} nov. 1863.	Vézelay (Yonne).
1863 1863		979 69 140 85	1,120 54			1,120	1 ^{er} nov. 1863.	Castillonnes (Lot-et-Garonne).
1863 1863		546 83 334 33	881 16			881	Idem.	Toulouse (Haute-Garonne).
1863 1863				2,500		2,500	Idem.	Strasbourg (Bas-Rhin).
1863 1863		732 00 472 00	1,204 00			1,204	Idem.	Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord).
1863 1863		740 42 420 10	1,160 52			1,160	Idem.	Cagnes (Alpes-Maritimes).
1863 1863		635 99 324 87	960 86			960	1 ^{er} nov. 1863.	Nîmes (Gard).
					TOTAL.	9,644		
1863 1863		552 50 292 50	845 00			845	5 octobre 1863.	Vendôme (Loir-et-Cher).
1863 1863		142 22 155 32	297 54			297	16 octobre 1863.	Toulouse (Haute-Garonne).
1863 1863	48 96	53 75 175 26	222 71			222	1 ^{er} nov. 1863.	Lyon (Rhône).
1863 1863		106 17 155 90	262 07			262	16 octobre 1863.	Rouen (Seine-Inférieure).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Par des lois et ordon- nances la pen- sion a été pu- rifiée
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
23	HATASSE (Désiré).....	2 avril 1808.	Saint-Froult (Charente-Infér.).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils.....	3 15 9 22 9 33	9 8 10 11 10 8	6 10 " 25 " 3	Règlemen- tal du vier 18 du 9 ju
24	PONCEL (Adolphe-Ma- thieu-Emmanuel).	3 août 1803.	La Ciotat (Bouches-du-Rh.)	Commis.....					Idem.....
25	HEU (Marie-Éléonore), veuve ROGBAU.	4 août 1816.	Grandvilliers (Oise).	Directeur.....					Idem.....
TOTAL.....									

2^e catégorie... { Douanes
Contributions indirectes
Postes

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n^o 8.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N^o 15,859. — DÉCRET IMPÉRIAL (rendu sur la proposition du grand chancelier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur et contre-signé par le ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts) portant que le sieur Oberlend (Jean-Baptiste-Victor), ex-sous-lieutenant au deuxième régiment de dragons, chevalier de la Légion d'honneur du 28 décembre 1859, est rayé des matricules de la Légion d'honneur à compter du 3 avril 1863, date de sa mise en réforme pour cause d'inconduite habituelle. (Paris, 28 Décembre 1863.)

	LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
	des services militaires.	des services civils.	Total.					
500 00 500 00	27 61	203 67 137 16	368 44	"	"	368	1 ^{er} nov. 1863.	Napoléon (Vendée).
500 00 500 00	"	687 50 296 00	982 50	"	"	982	Idem.	Arles (Bouches-du-Rh.).
				"	722 ^f	722	5 juillet 1863.	Noyon (Oise).
					TOTAL.	3,753		

11	5,800 ^f
7	9,644
7	3,753
25	19,197

N° 15,860. — DÉCRET IMPÉRIAL (rendu sur la proposition du grand chancelier de la Légion d'honneur et contre-signé par le ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts) portant :

ART. 1^{er}. Est rayé définitivement des matricules des chevaliers de la Légion d'honneur et des contrôles des décorés de la médaille militaire, à compter du 17 juillet 1863, date de la condamnation mentionnée ci-après :

Rehm (Jean-Joseph), ex-lieutenant au cinquante-septième régiment d'infanterie de ligne, chevalier de la Légion d'honneur du 6 octobre 1860, décoré de la médaille militaire du 9 août 1854, médaillé de Crimée,

Condamné, le 17 juillet 1863, à quinze mois de prison, pour vol.

Est, en outre, retirée définitivement au sieur *Rehm*, à partir de la date du présent décret, l'autorisation de porter la médaille commémorative de la campagne de Crimée.

2. Sont rayés définitivement des matricules des chevaliers de la Légion d'honneur, à partir de la date de leurs condamnations respectives mentionnées ci-après :

Genois (Nicolas-Célestin), ancien garde de Paris, chevalier de la Légion d'honneur du 3 mai 1849,

Condamné :

1^o Le 13 octobre 1858, à huit jours de prison, pour injures envers des agents de l'autorité et pour coups et blessures ;

2^o Le 15 avril 1852, à quinze jours de prison et quinze francs d'amende, pour injures publiques à des agents de l'autorité et tapage nocturne ;

3^o Le 22 juin 1863, à trois mois de prison, pour escroquerie ; ivrognerie habituelle. Déjà privé pendant cinq ans, par décret du 10 janvier 1859, du droit de porter la croix de chevalier.

Malherbe (François-Victor), ex-brigadier au deuxième régiment de grenadiers à cheval de la garde royale, ancien brigadier forestier, chevalier de la Légion d'honneur du 8 septembre 1853,

Condamné, le 25 juillet 1863, à treize mois de prison et à seize francs d'amende.

pour outrages publics à la pudeur; ivrognerie habituelle; actes nombreux d'immoralité.

Tenet (Gérard-Isidore), ancien garde dans la garde républicaine parisienne, chevalier de la Légion d'honneur du 26 août 1848,

Condamné, le 23 juin 1863, à trois mois de prison, pour soustraction frauduleuse, ivrognerie habituelle.

3. Est suspendu pendant trois ans de tous les droits et prérogatives attachés à la qualité de chevalier de la Légion d'honneur,

Guillemois (François-Pierre), ex-zouave au troisième régiment, chevalier de la Légion d'honneur du 4 juin 1859, médaillé d'Italie et de Crimée,

Condamné, le 26 août 1863, à deux mois de prison, pour outrages envers un magistrat et rébellion; arrêté maintes fois pour escroquerie et vagabondage; ivrogne incorrigible; a mis en gage sa croix et son titre de pension.

Est en outre, le sieur *Guillemois*, suspendu pendant le même laps de temps du droit de porter les médailles commémoratives des campagnes de Crimée et d'Italie. (Paris, 28 Décembre 1863.)

N° 15,861. — DÉCRET IMPÉRIAL (rendu sur la proposition du grand chancelier de la Légion d'honneur et contre-signé par le ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts) portant :

ART. 1^{er}. Est rayé définitivement des contrôles des décorés de la médaille militaire, à compter du 27 mai 1863, date de la condamnation mentionnée ci-après,

Clerc (Étienne), infirmier militaire de la neuvième division, décoré de la médaille militaire du 12 août 1861, médaillé de Crimée, d'Italie et de Chine,

Condamné, le 27 mai 1863, à dix-huit mois de prison, pour complicité de vol qualifié.

Est en outre, le sieur *Clerc*, privé définitivement, à partir de la date du présent décret, du droit de porter les médailles commémoratives des campagnes de Crimée, d'Italie et de Chine.

2. Est rayé définitivement des contrôles des décorés de la médaille militaire, à compter du 25 août 1863, date de la dernière condamnation mentionnée ci-après,

Baux (Christophe), ancien fusilier au quarante-sixième régiment d'infanterie de ligne, décoré de la médaille militaire le 5 mai 1855, médaillé de Crimée,

Condamné :

1° A rester enfermé dans une maison de correction jusqu'à l'âge de quinze ans, pour divers vols;

2° Le 11 mars 1853, à deux ans de prison, pour dissipation d'un effet d'armement;

3° Le 4 juin 1858, à douze jours de prison, pour résistance avec violence et voies de fait envers des gendarmes;

4° Le 6 août 1858, à vingt jours de prison, pour coups et blessures envers un particulier;

5° Le 20 novembre 1861, à huit jours de prison, pour avoir injurié un agent de police dans l'exercice de ses fonctions;

6° Le 25 août 1863, à huit mois de prison, cinquante francs d'amende pour les délits et onze francs d'amende pour la contravention, pour bris de clôture, outrages à un témoin et tapage injurieux;

Déjà suspendu deux fois de tous les droits et prérogatives attachés à la médaille militaire et à la médaille de Crimée :

1° Pendant trois ans, par décret du 21 décembre 1858;

2° Pendant six mois, par décret du 28 janvier 1862.

Est en outre retirée définitivement au sieur *Baux*, à partir de la date du présent décret, l'autorisation de porter la médaille commémorative de la campagne de Crimée.

3. Est rayé définitivement des contrôles des décorés de la médaille militaire, à partir du 11 juillet 1863, date de la condamnation mentionnée ci-après :

Bossut (Florimond-Léopold-Joseph), sergent au régiment étranger, décoré de la médaille militaire du 27 décembre 1861, médaillé d'Italie,

Condamné, le 11 juillet 1863, à deux ans de prison, pour faux en matière d'administration militaire et en écriture privée.

Est en outre, le sieur **Bossut**, privé définitivement du droit de porter la médaille commémorative de la campagne d'Italie.

Est rayé définitivement des contrôles des décorés de la médaille militaire, à partir du 17 juillet 1863, date de la dernière condamnation mentionnée ci-après :

Lemoine (Pierre-Alfred), caporal au troisième régiment d'infanterie de marine, décoré de la médaille militaire du 23 juillet 1859,

Condamné :

1° Le 27 octobre 1853, à un mois de prison, pour détention d'arme;

2° Le 27 juillet 1863, à cinq ans de prison, pour vol d'argent qu'il avait reçu pour solder le prêt des hommes de son escouade.

3. Est suspendu, pendant cinq ans, de tous les droits et prérogatives attachés à la qualité de décoré de la médaille militaire,

Hardisson (Pierre), matelot de troisième classe, décoré de la médaille militaire du 24 avril 1855, médaillé de Crimée,

Condamné :

1° Le 21 novembre 1857, à six mois de prison, pour outrages avec menaces envers un capitaine;

2° Le 5 juin 1860, à cinq ans de travaux publics, pour outrages envers un supérieur à l'occasion du service (peine réduite de deux ans le 7 mars 1863);

Suspendu pendant deux ans, par décret du 20 juillet 1858, du droit de porter la médaille militaire et la médaille de Crimée.

Est en outre retirée au sieur **Hardisson** pendant le même laps de temps l'autorisation de porter la médaille commémorative de la campagne de Crimée.

4. Est suspendu, pendant trois ans, de tous les droits et prérogatives attachés à la qualité de décoré de la médaille militaire,

Ribaud (François), tambour au quatre-vingt-quinzième régiment d'infanterie de ligne, décoré de la médaille militaire du 27 décembre 1861, médaillé de Crimée et d'Italie,

Condamné, le 10 août 1863, à un an de prison, pour rébellion contre la force publique et outrages envers des supérieurs.

Est en outre, le sieur **Ribaud**, suspendu pendant le même laps de temps du droit de porter les médailles de Crimée et d'Italie.

5. Est suspendu, pendant un an, de tous les droits et prérogatives attachés à la qualité de décoré de la médaille militaire,

Portal (Louis-Joseph), brigadier au premier régiment de cuirassiers de la garde impériale, décoré de la médaille militaire du 8 mars 1856, médaillé de Crimée,

Condamné, le 17 juin 1863, à trois mois de prison, pour bris volontaire d'arme.

Est en outre retirée au sieur **Portal**, pendant le même laps de temps, l'autorisation de porter la médaille commémorative de la campagne de Crimée.

6. Est suspendu, pendant six mois, de tous les droits et prérogatives attachés à la qualité de décoré de la médaille militaire,

Lapp (Florent), ex-soldat au régiment des dragons de l'Impératrice, décoré de la médaille militaire du 25 juin 1859, médaillé d'Italie,

Condamné, le 16 juillet 1863, à six jours de prison, pour coups et blessures volontaires.

Est en outre, le sieur **Lapp**, suspendu pendant le même laps de temps du droit de porter la médaille commémorative de la campagne d'Italie. (Paris, 28 Décembre 1863.)

15,862. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

Art. 1°. L'administration des forêts est autorisée à faire asseoir, dans les bois communaux situés dans le département de la Moselle, les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

N° DES ARTICLES.	NOMS des communes proprié- taires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
		Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par conten- nance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantités de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
1	Adaincourt.	Quart en réserve.....	3 ^h 00 ^a			Le surplus de la deman- est rejeté.
2	Bambi- derstroff.	<i>Idem</i>	42 37			En quatre années consé- cutives et par portions égales à partir de l'exercice 1863
3	Bégny	<i>Idem</i>	8 66			"
4	Beux	<i>Idem</i>	1 80			"
5	Guinglange.	<i>Idem</i>	7 00			"
6	Hageville..	<i>Idem</i>	4 56			"
7	Hallering..	<i>Idem</i>	12 25			En deux années, 1863 1864, et par portions égales
8	Holacourt..	<i>Idem</i>	1 50			"
9	Holling....	Cobenloch	4 00			"
10	Lorry- lez-Metz.	Coupe n° 4, à délivrer par anticipation.	4 01			"
11	Luppy.....	Chenois et Rond-Bois ..	14 44			En deux années, avec dix hectares trente-cinq en 1863 et quatre hecta- res cinquante-neuf en 1864. En deux années, avec 1863, et par portions égales
12	Mainvillers.	Quart en réserve.....	11 56			"
13	Morlange..	<i>Idem</i>	7 53			"
14	Narbé- fontaine.	Tout le bois communal.	10 12			Sous la réserve des perches et bouquets mis qu'il paraîtra aux agents forestiers de sur pied.
15	Plesnois...	Quart en réserve.....	6 43			"
16	Rémilly....	<i>Idem</i>	7 37			"
17	S ^t -Julien- lez-Gorze.	<i>Idem</i>	16 75			"
18	Secourt....	<i>Idem</i>	4 65			"
19	Tragny....	Tout le bois communal.	4 29			"
20	Tritteleng..	Coupe n° 10, à délivrer par anticipation.	0 87			"
21	Trouville..	Quart en réserve.....	3 12			"
22	Velving....	<i>Idem</i>	5 00			"
23	Les Basses- Vigneulles.	Tout le quart en réserve.	14 41			Par portions égales 1863 et 1864.
24	Boulangé..	Quart en réserve.....	2 67			"
25	Beuveville..	<i>Idem</i>	3 00			"
26	Doncourt (section de Beuveville).	<i>Idem</i>	4 86			"
27	Flabeuville (section de Colmey).	Partie exploitée en 1831.	1 00			"
28	Joppécourt.	Quart en réserve.....	6 50			"
29	La Neuville (section de Valleroy).	Tout le quart en réserve.	9 11			Par moitié en 1863 1864.
30	Mexy (section de Réhon).	Quart en réserve.....	6 28			<i>Idem</i>
31	Marfontaine	<i>Idem</i>	8 23			"
32	Rombas....	<i>Idem</i>	1 72			À exploiter pour 1864
33	S ^t -Supplet..	<i>Idem</i>	2 43			"
34	Sancy.....	<i>Idem</i>	4 35			"
35	Thil.....	<i>Idem</i>	7 01			"
36	Villo- au-Mançois.	<i>Idem</i>	5 00			"
37	Villette....	Tout le quart en réserve.	15 44			Par moitié en 1863 1864.

Noms des communes proprié- taires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
	Noms des cantons ou les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par conten- nance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantités de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
Welle- Lalben.	Quart en réserve.....	9 ^h 00'	.	.	Par portions égales en 1863, 1864 et 1865.
Idem.	Idem.....	21 93	.	.	
Idem.	Idem.....	21 93	.	.	
Quatre-Arpents.	Quatre-Arpents.....	1 17	.	.	Par portions égales en 1863, 1864 et 1865.
Idem.	Quart en réserve.....	6 00	.	.	
Idem.	Idem.....	6 00	.	.	
Idem.	Tout le quart en réserve.	1 52	.	.	Par portions égales en 1863, 1864 et 1865.
Idem.	Idem.....	6 51	.	.	
Idem.	Idem.....	38 44	.	.	
Idem.	Langenheck.....	6 00	.	.	Par portions égales en 1863, 1864 et 1865.
Idem.	Tout le quart en réserve.	1 09	.	.	
Idem.	Idem.....	1 09	.	.	
Idem.	Quart en réserve.....	3 29	.	.	Par portions égales en 1863, 1864 et 1865.
Idem.	Idem.....	1 36	.	.	
Idem.	Idem.....	10 00	.	.	
Idem.	Divers.....	37 00	.	.	Par portions égales en 1863, 1864 et 1865.
Idem.	Tout le quart en réserve.	10 34	.	.	
Idem.	Toute la forêt section- nale.	1 11	.	.	
Idem.	Ancien quart en réserve	3 58	.	.	Par portions égales en 1863, 1864 et 1865.
Idem.	Idem.....	1 64	.	.	
Idem.	Quart en réserve.....	3 80	.	.	
Idem.	Idem.....	4 30	.	.	Par portions égales en 1863, 1864 et 1865.
Idem.	Idem.....	7 46	.	.	
Idem.	Bémertlick (quart en ré- serve).	1 70	.	.	
Idem.	Ancienne coupe n° 14 et partie du n° 15.	1 00	.	.	Le surplus de la demande est rejeté.
Idem.	Quart en réserve.....	5 13	.	.	
Idem.	Idem.....	11 00	.	.	

N° DES ARTICLES.	NOMS des communes proprié- taires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir li
		Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par conten- nance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantités de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
61	Biding.....	Tout le quart en réserve.	34 ^h 88 ^a	"	"	Par portions égales en 1863, 1864, 1865 et 1866.
62	Cappel.....	Quart en réserve.....	20 80	"	"	Par moitié en 1863 et 1864.
63	Etzling (section de Kerbach).	Idem	17 59	"	"	Idem.
64	Guéblange, Kirwiller et Bazem- bourg.	A la suite de la coupe affouagère de 1863.	8 00	"	"	"
65	Guessling- Hémering.	Quart en réserve.....	14 00	"	"	"
66	Hellimer...	Partie incendiée	10 00	"	"	"
67	Ippling....	Quart en réserve.....	4 00	"	"	"
68	Laning	Idem	8 00	"	"	"
69	Leywiller ..	Idem	6 05	"	"	"
70	Lixing- lez-Saning.	Tout le quart en réserve.	39 05	"	"	Eclaircie en deux ans : seize hectares en 1863 et vingt hectares en 1864.
71	Merlebach..	Tout le bois communal de Merlebach.	8 00	"	"	"
72	Oetting....	Une coupe affouagère par anticipation.	2 40	"	"	A la condition que la commune sera privée d'affouage pour 1864.
73	Hémering..	Quart en réserve.....	3 50	"	"	"
74	Les Hautes- Vigneulles.	Kesselbuhl	4 43	"	"	"
75	Bining- lez-Rorbach.	Quart en réserve.....	"	"	1,000	"
76	Enchenberg	Deuxième moitié de la forêt communale.	23 70	"	"	Coupe d'extraction, nettoyage et éclaircie, à la condition que la commune sera privée d'affouage qu'en 1872.
77	Petit- Réderching.	Divers.....	"	"	400	"
78	Rimling....	Tout le quart en réserve.	8 18	"	"	"
79	Rorbach ...	Michelskopf et Kurster- wald.	"	"	6,000	Par portions égales en forme de coupes d'ensemencement en 1863, 1864 et 1865.
80	Schweyen (section de Loutz- willer).	Quart en réserve.....	"	"	500	"

2. Sont rejetées les demandes formées par les communes de Bouchporn, Bisten-Loch et Niederwisse, Thonville, Abbeville, Sommerange, Tellancourt, Ugny, Bousl Parth, Château-Rouge, Escherange, Hestroff, Montrequienne (section de Rourange), Moyeuve-la-Petite, Terville (section de Veymerange), Cadenbronn (section de Nourwiller), Puttelange-lez-Sarralbe, Richeling, Seinghouse. (Paris, 8 Avril 1863.)

N° 15,863. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant

ART. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à faire asseoir, dans les bois communaux situés dans le département du Bas-Rhin, les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

Noms des communes proprié- taires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
	Noms des cantons ou les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par conten- nance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantités de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
Langenberg.....	Langenberg.....	24 ^h 00 ^a	"	"	Coupe d'éclaircie.
Divers.....	Divers.....	"	"	2,000	Exploitation de baliveaux morts ou complètement dé- périssants dans les coupes de 1849 à 1855.
Parcelle B.....	Parcelle B.....	"	"	1,650	Coupe d'ensemencement.
Quart en réserve.....	Quart en réserve.....	26 00	"	"	Coupe d'éclaircie.
Parcelle C.....	Parcelle C.....	"	"	320	Coupe secondaire.
Parcelles VV ¹	Parcelles VV ¹	"	"	6,440	Coupes secondaires et dé- finitives par portions égales en 1863 et 1864.
Quart en réserve.....	Quart en réserve.....	6 50	"	"	Coupe d'éclaircie.
Idem.....	Idem.....	2 00	"	"	Coupe d'éclaircie-nettoie- ment.
Idem.....	Idem.....	9 73	"	"	Coupe d'éclaircie.
Divers.....	Divers.....	7 76	"	150	Une coupe d'éclaircie et une coupe définitive.
Quart en réserve.....	Quart en réserve.....	"	"	800	Coupe secondaire.
Wismattenvol.....	Wismattenvol.....	"	"	85	Arbres, dont soixante-dix- huit chênes et sept hêtres.
Parcelle M.....	Parcelle M.....	6 60	"	"	Coupe de conversion à ex- ploiter par anticipation. La coupe ordinaire sera réduite pendant treize années con- sécutives de trois hectares cinquante et un ares à trois hectares.
Quart en réserve (par- celle I).	Quart en réserve (par- celle I).	3 00	"	"	"
Divers.....	Divers.....	"	"	500	A prendre : deux cents en extraction d'arbres morts et trois cents en coupe défini- tive.
Toute la forêt.....	Toute la forêt.....	29 00	"	"	Nettoisement de bois blancs et de perches sèches.
Divers.....	Divers.....	"	"	1,300	Bois morts.
Idem.....	Idem.....	"	"	400	Idem.
Marienbronnenthal....	Marienbronnenthal....	"	"	600	Bois morts ou déperis- sants.
Ziegenberg.....	Ziegenberg.....	"	"	1,360	Coupe définitive.
Divers.....	Divers.....	"	"	200	Extraction de bois mort. Le produit de la vente sera employé en travaux de re- peuplement; le surplus de la demande est rejeté.
Niederwald et divers...	Niederwald et divers...	20 00	542	"	Coupe de nettoisement et extraction d'arbres morts ou entièrement déperissants.
Divers.....	Divers.....	"	"	550	Extraction de vieux bois à effectuer pour 1864.
Waim.....	Waim.....	"	"	500	Extraction de bois morts.
Kleinberic.....	Kleinberic.....	"	"	500	Exploitation de bois morts.
Parcelle F.....	Parcelle F.....	"	"	350	Exploitation de vieilles écorces.
Spitzenberg.....	Spitzenberg.....	"	"	2,100	Exploitation de bois secs.
Quart en réserve.....	Quart en réserve.....	"	"	6,000	Coupes définitives à effec- tuer en quatre années consé- cutives, à partir de 1863, et par portions égales.
Idem.....	Idem.....	"	"	1,500	Coupes d'extraction et d'ensemencement.

N° DES ARTICLES.	NOMS des communes proprié- taires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelle les exploitations devront avoir li
		Noms des cantons ou les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par conten- nance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantités de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
37	Diessenthal.	Schildwald et Kolten- berg.	7 ^h 00'	"	450	Coupe de taillis et de régénération.
38	Herbsheim.	Oferchwald.....	3 47	"	"	"
39	Hilsenheim.	Quart en réserve.....	2 00	"	"	"
40	Hindisheim.	Idem.....	9 82	"	"	Par portions égales 1863 et 1864.
42	Kertzfeld...	Idem.....	9 00	"	"	Idem.
43	Lalaye.....	Bellé.....	2 50	"	"	"
44	Mollkirch..	Divers.....	"	200	"	Exploitation de deux châtaigniers.
45	Obenheim..	Nachtweit.....	1 42	"	"	"
46	Orschwiller.	Divers.....	36 00	"	1,400	Coupe d'éclaircie et jardinatoire d'arbres ou déperissants en années consécutives, en portions égales, à par- tir de 1863.
47	Ottrot- le-Haut.	Kuhlingenthal et Bœck- schleiff.	5 50	"	"	Coupes d'éclaircie à faire : quatre hectares au canton Kuhlingenthal et hectare cinquante au canton Bœckschleiff.
48	Rosfeld.....	Quart en réserve.....	7 00	"	"	Par portions égales 1863 et 1864.
50	Schœnan..	Kœclberggrün et Nach- weidt.	13 00	166	"	Cent soixante-six hectares en 1863 et treize hectares d'éclaircie à ex- ploiter en six années consé- cutives et par portions égales à partir de 1863.
51	Schwobs- heim.	Quart en réserve.....	4 39	"	"	"
52	Heywiller..	Divers.....	"	899	"	Exploitation de bois soixante-quatorze hec- tares vingt-cinq chênes. Les coupes ordinaires seront suspendues pendant dix ans à partir de 1863. La com- mune effectuera en outre, à frais, sous la direction des agents forestiers, la plan- tation de vingt-quatre chênes, frênes et ormes.
53	Ober- magstatt.	Mœrchen.....	4 40	"	"	Les coupes ordinaires seront suspendues jusqu'à ce que les bois actuels aient atteint l'âge d'ex- ploitation.
54	Grand- villars.	Quart en réserve.....	3 00	"	"	"

2. Sont rejetées les demandes formées par les communes d'Oberhaslach, Ob-
betschdorf, Allenwiller, Lichtenberg, Bofftzhelm, Breitenbach, Dieffenbach, Ger-
theim, Saint-Nabor. (Paris, 8 Avril 1863.)

N° 15,864. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise
l'administration des forêts à asseoir dans la forêt indivise entre les communes
Saint-Quirin, de Vasperviller et des Métairies-de-Saint-Quirin (Meurthe) une coupe
extraordinaire de vingt mille stères, qui s'exploitera, par portions égales, en six
années consécutives, à partir de 1863. (Paris, 22 Avril 1863.)

N° 15,865. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

Art. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Le-milly (Moselle) :

1^{er} En 1863, une coupe extraordinaire de trois hectares cinquante ares, à prendre dans le quart en réserve de ses bois ;

2^o En 1864, la coupe ordinaire afférente à l'exercice 1866.

Il ne sera pas délivré à la commune de coupe ordinaire avant 1868. (Paris, 27 Avril 1863.)

N° 15,866. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise, dans la forêt communale de Feldbach (Haut-Rhin), les coupes extraordinaires ci-après :

1^{re} Une coupe de deux mille cent stères à prendre pour l'exercice 1862, et sous forme d'extraction de vieilles réserves, aux cantons de Heltzin et de Pfaffenhang ;

2^o Exercice 1863, coupe de taillis de douze hectares au canton d'Yungholz ;

3^o Exercice 1864, coupe de taillis de onze hectares trente-deux ares aux cantons d'Yungholz et d'Altenbrunnen ;

4^o Exercice 1865, coupe de taillis de huit hectares dix-sept ares au canton d'Altenbrunnen ;

5^o Exercice 1866, coupe de taillis de onze hectares trente-sept ares aux cantons d'Altenbrunnen et de Neuallmend. (Paris, 22 Avril 1863.)

N° 15,867. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

Art. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à faire asseoir, dans les bois communaux situés dans le département de la Drôme, les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

Noms des communes proprié- taires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
	Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par conten- nance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantités de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
La Claudière	Coupeau.....	"	"	42	Nettoisement.
Cornes....	Lanpasse.....	"	"	50	
Idem.....	Idem.....	10 ^h 00 ^a	"	"	
Idem.....	Blache-Nestère.....	"	15	"	
Les Granges- Goutardes.	Quart en réserve.....	10 00	"	"	Par lots égaux en 1863 1864, 1865 et 1866. Tous deux années consécutives.
Les Granges- Goutardes.	Bois et les routes.....	"	"	100	
Neuhaus...	Habac-de-Blaye.....	27 00	"	"	
Neuhaus...	Divers.....	"	"	200	
Neuhaus...	Clavelière.....	11 76	"	"	Restes à extraire
Neuhaus...	Quart en réserve.....	6 77	"	"	
Neuhaus...	Taillis.....	"	100	"	

2. La demande formée par la commune de Portes est rejetée. (Paris, 22 Avril 1863.)

N° 15,868. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

Art. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à faire asseoir, dans les bois communaux situés dans le département du Gard, les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

N° DES ARTICLES.	SOMES des communes proprié- taires le bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu
		Voies des cantons ou les coupes seront assises.	Etendue des coupes à exploiter par routage.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par celaireie.	Quantités de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
1	Aigaliers...	Beniquez-saint-Peyre ..	10 ⁰ 00'			Par portions égales 1863 et 1864.
2	Argeliers...	Marcide	8 00			
3	Bouquet...	Moulensac	13 82			
4	Euzet.....	Quart en réserve	2 00			
5	Estezargues	Idem	11 00			
6	Montaren - St-Médier.	Combe-de-Perrin	12 00			
7	Pin.....	Quart en réserve	10 00			
8	Remoulins..	La Plaine	10 00			
9	St-Laurent- de-Casnovs.	Jour-de-Peyrol	7 00			
10	Saze.....	Bocasson	20 00			
11	Villerrargues	Bois des Oules	15 00			
12	Déaux	La Beausse	4 37			

2. Sont rejetées les demandes formées par les communes ci-après : Castillon-d-Gard, Connaux, Pompignan, Poulx, Rochefort. (*Paris, 22 Avril 1863.*)

N° 15,869. — DECRET IMPERIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune d'Ambléon (Ain) à exploiter pour l'exercice 1863, dans le quart de réserve de sa forêt, une coupe extraordinaire de dix hectares. (*Paris, 22 Avril 1863*)



Certifié conforme :

Paris, le 4^r Février 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin du
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1010.

N° 15,870. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 6 liquidations de Pensions civiles.

Du 20 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu le décret du 9 novembre suivant;

Vu le décret du 4 juillet 1806;

Vu la loi du 22 août 1790;

Vu le décret du 13 septembre 1806;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du
27 novembre 1863, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations com-
prises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le
crédit d'inscription ouvert au ministère de l'intérieur;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de
l'intérieur,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les six liquidations de pensions civiles comprises pour
une somme totale de trois mille trois cent dix-neuf francs (3,319¹)
au tableau d'autre part sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance
du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur
et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de
l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

XI^e Série.

Le Ministre secrétaire d'État au départemen^t
de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADÉS.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Des lois et ordonnances sur la pension à servir.
		Dates.	Lieus.			Ann.	Mois.	Jours.	
1	CLAYE (Jules).	1806.	Langumiers	Capitaine	Militaires	20	5	17	Loi du 22 mars 1853.
2	BOUCHÉ (Ferdinand).		Langumiers	Capitaine	Militaires	21	7	25	Idem.
3	LANGUMIERS (Jules).		Langumiers	Capitaine	Militaires	21	5	—	Idem.
4	MAIRE (Ferdinand).		Langumiers	Capitaine	Militaires	21	5	21	Idem.
5	MONTGOMERY (Jules).		Langumiers	Capitaine	Militaires	22	11	—	Idem.
6	VERMOREL (Jules).		Langumiers	Capitaine	Militaires	29	8	14	Idem.

(1) N'est attribué à aucune justification de naturalisation.

N^o 15,871. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 7 liquidations de Pensions civiles.
Du 20 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

Vu le décret réglementaire du 9 novembre 1853 ;

Vu l'ordonnance royale du 8 septembre 1831 ;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date de
27, 30 novembre et 3 décembre 1863, portant qu'il a reconnu la légalité
des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en im-

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADÉS.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Des lois et ordonnances sur la pension à servir.
		Dates.	Lieus.			Ann.	Mois.	Jours.	
1	COLLIS (Luc-Antoine).	10 juillet 1806.	La Villeneuve- au Roi (Haute-Marne).	Gardien des pri- sons.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	6	9	25	Ordonn. du 9 juil- let 1853.
2	DEPER (Louis-François).	1 ^{er} mai 1809.	Laon (Aisne).	Gardien-chef des prisons.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	8	3	21	Idem.

N°	LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
	des services militaires.	des services civils.	Total.					
1		3,278 ⁵⁴	3,278 ⁵⁴	2,000 ^f	-	2,000 ^f	1 ^{er} juin 1863.	Paris (Seine).
2		140 03 137 34	277 37	-	-	277	1 ^{er} sept. 1863.	Avranches (Manche).
3		144 55 131 72	276 27	-	-	276	Idem.	Idem.
4		149 13 114 50	263 63	-	-	263	Idem.	Pissos (Landes).
5		101 83 118 88	220 71	-	-	220	1 ^{er} juillet 1863.	Gap (Hautes-Alpes).
6		146 13 137 47	283 00	-	-	283	1 ^{er} sept. 1863.	Languimberg (Meurthe).
					TOTAL.	3,319		

puler le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de l'intérieur pour 1863 ;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les sept liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de deux mille cinq cent soixante et onze francs (2,571^f) au tableau ci-après sont approuvées.

N°	LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
	des services militaires.	des services civils.	Total.					
1		281 ^f 67 ^c 141 22	468 ^f 33 ^c	-	-	468 ^f	24 août 1863.	Bar-sur-Aube (Aube).
2		162 60 175 62	384 72	-	-	384	21 juin 1863.	Laon (Aisne).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			des lo et ac verb la a été
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
3	HÉLIS (Parfait-Hippo-lyte).	35 nov. 1808.	Romorantin (Loir-et-Cher).	Gardien-chef des prisons.	Militaires ... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils.....	4 17 8 12 8 9	11 1 11 4 11 2	39 1 1 6 1 2	Ordon sup loi 185 du 1860
4	ZELLER (Louis).....	5 juillet 1813.	Ensisheim (Haut-Rhin).	Gardien ordinaire des prisons.	Militaires ... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils.....	6 18 9 35 2	11 5 5 1 9	14 13 3 12 18	Ordon sup loi et 1860
5	DELAUNAY (Estelle-Désirée), veuve DENIS.	16 mars 1795.	Paris (Seine).	Le mari, ex-direc- teur des régies de maison cen- trale, décédé en jouissance d'une pension de 2,406 francs.	Militaires ... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils.....	6 18 9 35 2	11 5 5 1 9	14 13 3 12 18	Ordon sup loi et 1860
6	LE THIEIS (Barbe-Fran- çoise-Marie), veuve LIÉNARD.	2 août 1822.	Vannes (Morbihan).	Le mari, ex-gar- dien-chef décé- dé en activité de services.	Militaires ... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils.....	6 18 9 35 2	11 5 5 1 9	14 13 3 12 18	Ordon sup loi et 1860
7	NAUDOT (Françoise-Alexandrine), veuve OSTERMANN.	24 juillet 1796.	Lizy-sur-Ourcq (Seine-et-Marne).	Le mari, ex-gar- dien des prisons décédé en acti- vité de services.	Militaires ... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils.....	6 18 9 35 2	11 5 5 1 9	14 13 3 12 18	Ordon sup loi et 1860

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissan-
du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur
et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne,
l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

*Le Ministre secrétaire d'État au départe-
ment de l'intérieur,*

Signé ACHILLE FOULD.

Signé P. BOUDET.

N^o 15,872. — *DÉCRET IMPÉRIAL* portant prorogation de la durée de la Soc-
anonyme formée à Caen pour l'exploitation du Comptoir d'escompte de la
ville.

Du 23 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département
finances ;

LIQUIDATION			LIMITA-TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	TOTAL.					
18 29	226 ⁶¹ 110 24	370 ¹⁴	.	.	370 ⁶	1 ^{er} janvier 1863.	Romorantin (Loir-et-Cher).
182 90	117 11 133 25	353 25	.	.	353	17 octobre 1863.	Ensisheim (Haut-Rhin).
.	.	.	.	Un quart.	601	15 août 1863.	Paris (Seine).
50 97	553 57 282 74	887 28	.	Un tiers.	295	28 juin 1863.	Fontevault (Maine-et-Loire).
(a)	33 75 111 11	144 86	.	Un tiers.	100 (b)	30 mars 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
TOTAL.					2,571		

attribués par une pension de 285 francs. — (b) Minimum.

Vu la loi du 10 juin 1853, relative à l'établissement des comptoirs d'es-compte ;
Vu l'avis du conseil municipal de la ville de Caen et celui de la chambre de commerce de la même ville ;
Vu les articles 29 à 37, 40 et 41 du Code de commerce ;
Notre Conseil d'État entendu ,
AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La durée de la société anonyme formée à Caen pour l'ex-ploitation du comptoir d'escompte de ladite ville est prorogée pour vingt-cinq années, à partir du 2 juin 1864.

La société pourra, aux termes de la loi du 10 juin 1853, profiter du bénéfice des dispositions de l'article 10 du décret du 24 mars 1848 et de l'article 2 du décret du 23 août de la même année.

2. Sont approuvés les nouveaux statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé le 21 décembre 1863 devant M^r Lauf-fray et son collègue, notaires à Caen, duquel acte une expédition en forme restera annexée au présent décret.

3. La présente autorisation pourra être révoquée en cas de viola-tion ou de non-exécution des statuts, sans préjudice des droits des tiers.

4. La société sera tenue de publier tous les mois son état de situation dans les journaux d'annonces judiciaires de l'arrondissement de Caen.

Elle remettra cet état de situation au ministre des finances, au préfet du département du Calvados et au greffe du tribunal de commerce de Caen.

5. La société devra fournir au ministre des finances, sur sa demande ou à des époques périodiques par lui déterminées, des états présentant la situation de la caisse, du portefeuille et des comptes, ainsi que le mouvement des opérations.

6. La gestion de la société pourra être soumise à la vérification des délégués du ministre des finances toutes les fois que celui-ci le jugera convenable. Il sera donné à ces délégués communication des registres de délibérations, ainsi que de tous les livres, souches, comptes, documents et pièces appartenant à la société. Les valeurs de caisse et de portefeuille leur seront également représentées.

7. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, publié au Moniteur et dans les journaux d'annonces judiciaires de l'arrondissement de Caen.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Et l'an 1863, le 21 décembre,

Par-devant M^e Laufray et son collègue, notaires à Caen, soussignés,

Ont comparu :

- 1^o M. Joseph-Félix Réverony, propriétaire, demeurant à Caen, rue Guilbert, n^o 32;
 - 2^o M. Louis-Idolphe Mignot, propriétaire, demeurant à Caen, rue Guilbert, n^o 23;
 - 3^o M. Jacques-Émile Ravenel, ancien négociant, demeurant à Caen, rue Neuve Saint-Jean;
 - 4^o M. Jacques-Armand Denis, négociant, demeurant à Caen, rue du Pont-Saint-Jacques;
 - 5^o M. Jean-Baptiste-Épiphanie Jardin, ancien négociant, demeurant à Verson;
 - 6^o M. Eugène Solenge, négociant, demeurant à Caen, rue Guilbert;
 - 7^o M. Eugène-Prudent-Michel Boullement d'Ingremares, négociant armateur, demeurant à Caen, rue Guilbert, n^o 37;
 - 8^o M. Frédéric Berjot, négociant, membre de la chambre de commerce, demeurant à Caen, impasse Lafontaine;
 - 9^o M. Jules-Victor-Dauphin Valembourg, négociant, demeurant à Caen, rue Guillaume-le-Conquérant;
 - 10^o M. Adonis-Philibert Grusse, ancien négociant, demeurant à Caen, rue des Carmélites;
 - 11^o M. Olivier Aze, propriétaire, demeurant à Caen, rue des Jacobins,
- Tous les susnommés administrateurs du comptoir d'escompte de Caen;

Lesquels ont exposé ce qui suit :

Par acte passé le 25 août 1854 devant M^e Daufresne et son collègue, notaires à Caen, et approuvé par un décret du 9 septembre suivant, il a été formé dans cette ville une société anonyme ayant pour objet l'exploitation d'un comptoir d'escompte dans les conditions déterminées par la loi du 10 juin 1853.

Cette société a été autorisée pour une durée de dix années, à partir du 2 juin 1854. Elle pouvait être prorogée, conformément à l'article 58 des statuts.

Le capital social, primitivement fixé à six cent mille francs, a été porté d'abord

deux cent mille francs, aux termes d'un acte du 16 juillet 1856, approuvé par un décret du 11 août suivant, puis à deux millions de francs, aux termes d'un second acte des 19 et 21 avril 1862, approuvé par un décret du 3 mai suivant.

La société devant expirer le 2 juin 1864, les actionnaires, réunis en assemblée générale, ont, par une délibération du 17 juillet 1862, prise dans les conditions fixées par les statuts et dont une expédition en forme demeurera annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée, donné au conseil d'administration les pouvoirs nécessaires à l'effet d'obtenir du Gouvernement la prorogation de la société pour une nouvelle période de vingt-cinq années, qui courraient du 2 juin 1864.

En conséquence, les comparants, ès noms et qualités qu'ils agissent, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts à soumettre à l'approbation du Gouvernement en vue de cette prorogation.

TITRE I^{er}.

OBJET ET DÉNOMINATION DE LA SOCIÉTÉ. — DOMICILE. — DURÉE.

Art. 1^{er}. La société anonyme formée à Caen par acte du 25 août 1854 pour l'exploitation d'un comptoir d'escompte, dont le terme était fixé au 2 juin 1864, est prorogée pour vingt-cinq années, qui partiront de cette dernière date, aux clauses et conditions énumérées aux articles qui vont suivre.

1. Le siège et le domicile de la société, qui conserve la dénomination de *Comptoir d'escompte de Caen*, restent établis dans ladite ville.

2. La durée pourra être prorogée de nouveau, conformément à l'article 55 des présents statuts.

TITRE II.

FONDS SOCIAL. — RÉSERVE.

1. Le fonds social est fixé à deux millions de francs, indépendamment d'une réserve de cinq cent mille francs.

Il est divisé en vingt mille actions de cent francs chacune.

Ces vingt mille actions et le fonds de réserve, qui appartient aux porteurs desdites actions, sont entièrement réalisés.

2. Les titres d'actions sont nominatifs ou au porteur.

Ils sont détachés de registres à souche, frappés des timbres de la compagnie et revêtus de la signature de deux administrateurs et du directeur.

3. La cession des titres nominatifs s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur les registres de la société et signée du cédant ou de son fondé de pouvoirs. Celle des actions au porteur a lieu par la tradition du titre.

4. Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices, à une part proportionnelle au nombre des actions émises.

5. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

6. Toute action est indivisible. La société ne reconnaît qu'un propriétaire pour une action.

Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

7. Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du montant de chaque action; au delà, tout appel de fonds est interdit.

TITRE III.

OPÉRATIONS.

11. Le comptoir d'escompte ne peut, en aucun cas et sous aucun prétexte, faire d'autres opérations que celles qui lui sont permises par les présents statuts.

12. Les opérations du comptoir consistent :

1^o A escompter les effets de commerce payables en France ou à l'étranger, avec la faculté d'en opérer ou d'en faire opérer le réescompte, la négociation ou le recouvrement, et d'ouvrir des comptes courants à cet effet;

2^o A se charger de l'encaissement des effets sur la France ou sur le dehors, pour en compter le produit après la rentrée;

3° A recevoir les sommes et les effets qui lui sont remis en compte courant, et à payer tous mandats et assignations jusqu'à concurrence du montant des sommes encaissées et des effets admis à l'escompte, sans que le comptoir puisse jamais faire aucun paiement à découvert et sans que, d'un autre côté, le total des sommes par lui dues en compte courant puisse excéder le montant du capital réalisé;

4° A émettre des traites ou mandats à ordre.

13. Le comptoir n'admet à l'escompte que des effets revêtus de deux signatures au moins et dont l'échéance ne peut excéder :

Cent cinq jours pour le papier payable à Caen ;

Quatre-vingt-dix jours pour le papier payable à Paris ou sur les places où il existe une succursale de la Banque de France ;

Soixante-quinze jours pour le papier payable dans tout le reste de la France, dans ses possessions ou à l'étranger.

14. L'une des signatures exigées par l'article précédent peut être suppléée par un récépissé de marchandises déposées dans un magasin général. Dans ce cas, l'échéance des effets ne doit pas dépasser quatre-vingt-dix jours et la proportion des sommes avancées ne peut être supérieure aux trois quarts de la valeur nette des marchandises déposées.

Le débiteur a le droit d'anticiper sa libération ; il lui est tenu compte des intérêts pour le temps restant à courir, sous déduction d'une bonification de dix jours au profit du comptoir.

15. Le comptoir ne peut fournir de traites ou mandats que lorsque la provision en a été préalablement faite.

16. Le taux et les conditions de l'escompte, des recouvrements, des comptes courants et des émissions de traites ou mandats sont réglés par le conseil d'administration.

17. Le montant cumulé du passif, y compris les traites ou mandats à échoir, et des effets en circulation avec l'endossement ou la garantie du comptoir, ne doit jamais excéder six fois le capital réalisé.

18. Une situation, arrêtée à la fin de chaque mois par le conseil d'administration, sera publiée dans les premiers jours du mois suivant, par les soins du directeur.

Cette publication aura lieu dans les journaux d'annonces légales de l'arrondissement de Caen.

Elle fera connaître, indépendamment du bilan du comptoir, le montant des effets en circulation endossés ou garantis par cet établissement.

TITRE IV.

COMPTES SEMESTRIELS. — DIVIDENDES.

19. Tous les six mois, aux époques des 30 juin et 31 décembre, les livres et comptes sont arrêtés et balancés, et il est dressé un bilan ou inventaire général de l'actif et du passif.

Les effets ou créances en souffrance ne pourront être compris dans le compte de l'actif pour un chiffre excédant la moitié de leur valeur nominale.

Le bilan du comptoir établira le compte des bénéfices nets et réalisés à répartir entre les actionnaires sous les réserves ci-après exprimées.

20. Dans les cas où les bénéfices nets réalisés ne suffiraient pas pour former un dividende de quatre pour cent par an, il pourra être pourvu à cette insuffisance au moyen d'un prélèvement sur le fonds de réserve.

21. Si le fonds de réserve vient à être entamé par suite des prélèvements ci-dessus, il sera exercé sur la portion des bénéfices excédant quatre pour cent par an une retenue pour reconstituer ledit fonds de réserve jusqu'à concurrence de cinq cent mille francs.

La quotité de cette retenue sera fixée par le conseil d'administration. Elle ne pourra, en aucun cas, être inférieure à la moitié des bénéfices excédant quatre pour cent par an.

22. Tous dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur exigibilité, dûment annoncés dans les journaux désignés ci-avant, sont prescrits au profit de la société, conformément à l'article 2277 du Code Napoléon.

TITRE V.

ADMINISTRATION.

23. L'administration du comptoir d'escompte est confiée à un conseil composé de

doux administrateurs et d'un directeur; elle est surveillée par un comité de trois censeurs.

21. Les administrateurs et les censeurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

En entrant en fonctions, chacun d'eux est tenu de justifier de la propriété de dix actions complètement libérées, qui sont inaliénables pendant la durée de ses fonctions et dont les titres restent déposés dans la caisse de la société.

Les administrateurs et les censeurs sont nommés pour trois ans et renouvelés par tiers chaque année.

Les membres sortants sont désignés par le sort pour les deux premières années et ensuite par l'ordre d'ancienneté.

Ils peuvent toujours être réélus.

22. Dans le cas de retraite, de décès ou d'empêchement permanent d'un ou de plusieurs administrateurs ou d'un des censeurs, il pourra être pourvu à leur remplacement provisoire jusqu'à la première assemblée générale, dans le premier cas, par le conseil d'administration, dans le second cas, par les censeurs en exercice.

Toutefois si, par l'effet d'une cause quelconque, le nombre des administrateurs nommés par l'assemblée générale était réduit à moins de sept ou celui des censeurs à moins de deux, l'assemblée serait immédiatement convoquée à l'effet de compléter le conseil d'administration ou le comité de censure.

Les membres nommés en exécution des dispositions qui précèdent ne demeurent en fonctions que pendant le temps restant à courir sur l'exercice de leurs prédécesseurs.

23. Les fonctions des administrateurs et des censeurs sont gratuites.

Ils reçoivent des jetons de présence dont la valeur est déterminée par l'assemblée générale.

24. Le directeur est nommé et peut être révoqué par l'assemblée générale.

Sa nomination est soumise à l'approbation du ministre des finances.

Il doit être propriétaire de cent actions complètement libérées.

Ces actions sont affectées, par privilège, à la garantie de sa gestion et demeurent inaliénables jusqu'après l'apurement de ses comptes; elles sont déposées dans la caisse de la société.

Le traitement du directeur est fixé par l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration.

25. En cas de décès ou de démission du directeur, l'assemblée générale est immédiatement convoquée à l'effet de pourvoir à son remplacement.

26. Le conseil d'administration peut, pour des causes graves, suspendre le directeur par une décision prise à la majorité de huit voix au moins; il convoque alors immédiatement l'assemblée générale pour lui rendre compte des motifs de la suspension.

L'assemblée révoque, s'il y a lieu, et remplace le directeur.

Elle ne peut être appelée à statuer sur la révocation de cet agent que sur la proposition du conseil d'administration ou sur la demande de cinquante actionnaires au moins, réunissant les conditions exigées pour faire partie de l'assemblée générale.

27. Dans le cas prévu par les deux articles précédents ou lorsque, pour une cause quelconque, le directeur se trouve empêché, ses fonctions sont provisoirement déléguées par le conseil d'administration à l'un des administrateurs ou à un autre mandataire.

28. Le conseil nomme, chaque année, un président et un secrétaire choisis parmi les administrateurs et qui peuvent être indéfiniment réélus.

Ces nominations sont faites à la majorité absolue, au premier tour de scrutin, et ensuite à la majorité relative.

29. Le conseil d'administration se réunit au moins quatre fois par mois.

Il se réunit extraordinairement toutes les fois que le président ou le directeur le juge nécessaire ou que la demande en est faite par sept administrateurs ou par deux censeurs.

30. Le directeur prend part aux délibérations du conseil qui n'ont point pour objet la fixation de son traitement ou toute autre question qui lui serait personnelle.

Aucune délibération n'est valable sans le concours de sept administrateurs et la présence de l'un au moins des censeurs.

Les administrateurs et le directeur ont voix délibérative.

Les censeurs n'ont que voix consultative.

les propositions émanant du conseil et celles qui lui auront été communiquées deux jours au moins avant la convocation de l'assemblée générale, avec la signature de vingt-cinq actionnaires au moins.

Aucun autre objet que ceux à l'ordre du jour ne peut être mis en délibération.

47. L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration ou, à son défaut, par l'administrateur que le conseil désigne.

Les deux plus forts actionnaires présents et, sur leur refus, ceux qui les suivent dans l'ordre de la liste, jusqu'à acceptation, sont appelés à remplir les fonctions de scrutateurs.

Les fonctions de secrétaire sont remplies par le secrétaire du conseil; à son défaut, le bureau désigne le secrétaire.

48. Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Cinq actions donnent droit à une voix, sans qu'aucun actionnaire puisse avoir plus de dix voix, soit par lui-même, soit comme fondé de pouvoirs.

49. L'assemblée générale entend le rapport du conseil d'administration sur les opérations du comptoir et la situation des affaires sociales, ainsi que le rapport des censeurs.

Elle discute, approuve ou rejette les comptes.

Elle procède à l'élection des administrateurs et des censeurs qu'elle est appelée à nommer, en remplacement de ceux dont les fonctions sont expirées ou devenues vacantes, et au remplacement du directeur, quand il y a lieu.

Ces diverses nominations s'effectuent par bulletins secrets et individuels, à la majorité absolue des suffrages des membres présents ou représentés.

Après deux tours de scrutin, s'il ne s'est pas formé de majorité absolue, l'assemblée procède à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont réuni le plus grand nombre de voix au second tour.

Lorsqu'il y a égalité de voix au scrutin de ballottage et si ce scrutin a été ouvert pour une nomination d'administrateur ou de censeur, l'actionnaire le plus anciennement inscrit est préféré, et en cas d'égalité, l'avantage appartient au plus âgé.

S'il s'agit de la nomination d'un directeur, le conseil d'administration est appelé à désigner cet agent entre les deux candidats qui ont obtenu un nombre égal de voix au scrutin de ballottage.

50. Le directeur ne peut être nommé ou révoqué que par une assemblée réunissant la moitié, au moins, des actions émises.

51. Sur la proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale statue sur les questions d'augmentation du fonds social au delà de deux millions de francs, sur les modifications ou additions à faire aux statuts, et de dissolution anticipée de la société; enfin, elle prononce souverainement sur tous les intérêts de la compagnie et confère par ses délibérations, au conseil d'administration les pouvoirs nécessaires pour le cas qui n'auraient pas été prévus.

Les délibérations relatives aux divers objets énumérés au présent article ne peuvent être prises que dans une assemblée réunissant la moitié, au moins, du fonds social et à la majorité des membres présents ou représentés et des trois quarts de la somme des actions possédées par eux.

52. Les délibérations de l'assemblée générale prises conformément aux statuts obligent tous les actionnaires, même les absents et les dissidents, excepté dans le cas prévu par l'article 58 ci-après.

Elles sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par la majorité des membres composant le bureau.

Une feuille de présence, destinée à constater le nombre des membres de l'assemblée et celui de leurs actions, demeure annexée à la minute du procès-verbal; elle est revêtue des mêmes signatures.

53. La justification à faire vis-à-vis des tiers des délibérations de l'assemblée résulte de copies ou extraits certifiés conformes par le président du conseil d'administration ou par celui de ses collègues qui en remplit les fonctions.

TITRE VII.

MODIFICATIONS AUX STATUTS. — PROROGATION DE LA SOCIÉTÉ.

54. Lorsque l'assemblée générale, conformément à l'article 51, a voté des modifications aux statuts, le conseil d'administration est, de plein droit, autorisé à suivre

après du Gouvernement l'obtention de son approbation aux modifications adoptées, à consentir les changements qui seraient exigés et à réaliser les actes qui doivent consacrer ces modifications.

53. Un an au moins avant l'époque fixée pour l'expiration de la société, les actionnaires, réunis en assemblée générale et représentant la moitié au moins du fonds social, décideront s'il y a lieu de demander au Gouvernement la prorogation de la société.

La décision sera prise à la majorité des voix des membres présents ou représentés et des actions possédées par eux; en cas d'affirmative, elle n'obligera pas la minorité, mais les actionnaires dissidents seront tenus d'accepter le remboursement de leurs actions d'après l'inventaire qui aura été dressé à l'expiration de la société.

TITRE VIII.

DISSOLUTION. — LIQUIDATION.

56. Si par des événements quelconques le capital social se trouvait réduit aux trois quarts, ou si la dissolution était demandée par des actionnaires, conformément à l'une des dispositions de l'article 41, l'assemblée générale serait immédiatement convoquée à l'effet de délibérer sur la convenance d'une dissolution anticipée de la société.

La délibération qui ordonnerait cette dissolution ne pourrait être prise que dans les formes et sous les conditions déterminées au deuxième paragraphe de l'article 51.

57. Si le capital était réduit à la moitié, les actionnaires en seraient prévenus en assemblée générale, et la liquidation aurait lieu de plein droit.

58. A l'expiration de la société, si elle n'est pas prorogée, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration, règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

La nomination des liquidateurs met fin aux pouvoirs des administrateurs et du directeur.

Les liquidateurs pourront, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale remplissant les diverses conditions exigées par l'article 51, céder et transporter à une autre société les droits, actions et obligations de la société dissoute.

Pendant le cours de la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée générale se continuent comme pendant l'existence de la société.

Elle a notamment le droit d'approuver les comptes de la liquidation et d'en donner quittance.

TITRE IX.

CONTESTATIONS.

59. Toutes les contestations qui pourront s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, soit entre les actionnaires et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes et à raison des affaires sociales, seront jugées par des arbitres, conformément aux articles 51 et suivants du Code de commerce.

Dans le cas de contestations, tout actionnaire devra faire élection de domicile à Caen, et toutes notifications et assignations seront valablement faites au domicile par lui élu, sans avoir égard à la distance du domicile réel.

A défaut d'élection de domicile, cette élection aura lieu de plein droit, pour les notifications judiciaires, au parquet de M. le procureur impérial près le tribunal de première instance de l'arrondissement de Caen.

Le domicile élu formellement ou implicitement, comme il vient d'être dit, entraînera attribution de juridiction aux tribunaux compétents de l'arrondissement de Caen.

TITRE X.

PUBLICATION.

60. Pour faire publier les présents statuts partout où besoin sera, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition.

Dont acte :

Fait et passé à Caen, au siège du comptoir d'escompte,

Lesdits jour, mois et an.

Lecture faite, les comparants ont signé avec les notaires.

Enregistré à Caen le 24 décembre 1863, folio 24 verso, cases 2, 3, 4. Reçu deux francs; décime, quarante centimes. Signé *Desprairies*.
(Suit la teneur de l'annexe.)

COMPTOIR D'ESCOMPTE DE CAEN.

L'an 1862, le jeudi 17 juillet, les actionnaires du comptoir d'escompte de Caen convoqués par publications et affiches, conformément à l'article 45 des statuts, se sont réunis dans la salle Sainte-Cécile de l'hôtel de ville.

A midi et demi, la feuille de présence constate cent cinquante-neuf membres et dehors du conseil d'administration et du comité de censure, réunissant avec les membres du conseil onze mille cent quatre-vingt-six actions donnant droit à onze cent sept voix.

M. *Fontaine*, vice-président du conseil, préside l'assemblée en l'absence de M. *Rivéron*, président, et, après avoir déclaré la séance ouverte, appelle au bureau, en qualité de scrutateurs, MM. *Lumière* et *Levard*, les deux plus forts actionnaires présents.

M. *Monlehard*, directeur, est appelé à remplir les fonctions de secrétaire.

M. le président ouvre alors la séance et annonce à l'assemblée que l'ordre du jour arrêté par le conseil d'administration comprend :

- 1° Approbation des comptes de l'année;
- 2° L'élection de cinq administrateurs;
- 3° La prorogation du comptoir pour vingt-cinq années;
- 4° L'élection d'un censeur.

M. le président rend compte, au nom du conseil d'administration, des opérations de l'année.

M. *Bures*, membre du comité de censure, fait un rapport sur la surveillance des écritures et de la comptabilité.

M. le directeur prend ensuite la parole; il donne des explications détaillées sur les opérations de l'année.

L'assemblée est appelée à voter pour la prorogation de la société du Comptoir pour vingt-cinq années, à partir du 2 juin 1864.

Le scrutin donne le résultat suivant :

Pour la prorogation de vingt-cinq années, onze cent quatre voix sont données par cent cinquante-neuf actionnaires, représentant onze mille cent soixante et onze actions.

Contre cette prorogation, trois voix sont constatées, représentant quinze actions.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée à trois heures de l'après-midi. Le président du conseil d'administration, signé *Rivéron*.

Enregistré à Caen le 23 décembre 1863, folio 33 verso, case 3. Reçu deux francs; décime, quarante centimes. Signé *Desprairies*.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Détail des services.
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
1	CHOPPIN (Marie-Henri- Elisabeth), veuve MOR- NIER.	29 sept. 1825.	La Rochelle (Charente-Inférieure).	Le mari, ingé- nieur en chef, directeur des ponts et chaussées.	Civils.....	40	5	11	Décret du 11 mars 1850.
2	LABREUSSEUX (Marie- Jeanne), veuve PIER- RET.	13 juin 1799.	Curel (Haute-Marne).	Le mari, conduc- teur des ponts et chaussées.	Mém.....	32	5		Décret du 11 mars 1850.

(Pensions pour services)

N° 15,873. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 24 liquidations de Pensions civiles.

Du 23 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 2, 5, 6, 7, 8, 11, 12, 13, 14, 18 et 23 de la loi du
9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu l'article 36 du décret réglementaire du 9 novembre 1853;

Vu les articles 35, 36, 37, 39 et 55 du décret du 25 août 1804, les
articles 82 et 84 du décret du 18 novembre 1810 et les ordonnances des
9 janvier et 5 août 1840;

Vu les articles 8, 9 et 10 du décret du 4 juillet 1806 et l'ordonnance du
3 novembre 1827;

Vu les articles 2, 3 et 8 du règlement spécial du 31 décembre 1822;

Vu les articles 6, 10, 11, 13, 14 et 25 de l'ordonnance du 12 janvier
1825;

Vu les articles 7, 14 et 16 de l'ordonnance du 20 juin 1827;

Vu la loi du 11 avril 1831, sur les pensions militaires;

Vu les avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date des
11 juillet, 17 août et 6 octobre 1863, portant qu'il a reconnu la légalité
des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en im-
puter le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de l'agri-
culture, du commerce et des travaux publics pour l'année 1864;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de
l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt-quatre liquidations de pensions civiles com-
prises pour une somme totale de vingt-trois mille trois cent qua-
rante-six francs (23,346^f) au tableau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
.	.	.	4,000 ^f	1,200 ^f	1,200 ^f	23 juin 1863.	Poitiers (Vienne).
.	.	.	1,000	333	333	8 sept. 1862.	Curel (Haute-Marne).
				TOTAL.	1,533		

(Présent au 1^{er} janvier 1854.)

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Des lois et ordonnances venant la réviser à échéance.
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
Pensions pour services.									
3	ANCHUBIDART (Jean)...	12 déc. 1799.	Ilharre (Basses-Pyrénées).	Garde-pêche....	Civils.....	26	10	25	Ordonnance du 20 juin 1804.
4	BACQUELOT (Philippe- Lazare-Charles) ..	31 août 1797.	Étang (Saône-et-Loire).	Conducteur des ponts et chaussées.	Idem.....	21	6	..	Ordonnance du 20 juin 1804.
5	BELHOMME Nicolas- Pierre ..	27 déc. 1791.	Vitry- en-Perthois (Marne).	Conducteur principal.	Idem.....	52	..	..	Ordonnance du 20 juin 1804.
6	BRETHIER (Louis)	10 fév. 1799.	La Bordèze, commune de Lochieu (Ain).	Garde-pêche....	Militaires.... Civils (servi- ces actifs).	33	9	5	Ordonnance du 20 juin 1804.
7	BRABANT (Hippolyte)...	6 juillet 1801.	Paris (Seine).	Conducteur des ponts et chaussées.	Militaires.... (confondus en liquidation avec les services civils).	4	5	7	Décret du 9 juin 1804.
8	CHALEY (Gabriel)	21 mars 1785.	Châteauroux (Indre).	Idem.....	Civils.....	25	10	1	Idem...
9	DAUBAS (Baptiste)	4 janvier 1796.	Valence (Gers).	Idem.....	Idem.....	33	7	..	Idem...
10	DESSENON (Jean-Louis).	21 juillet 1805.	Marinmont (Meurthe).	Garde-pêche....	Militaires.... Civils (servi- ces actifs).	6	11	27	Loi du 20 juin 1804.
11	FÉNÉON (Jean-Philibert)	15 mai 1801.	Charolles (Saône-et-Loire).	Ingénieur en chef des mines.	Civils.....	39	6	1	Décret du 9 juin 1804.
12	FOULON (Mathilde), v ^{ve} FOULON.	6 sept. 1800.	Cambrai (Nord).	Le mari, inspecteur général des ponts et chaussées.	Idem.....	37	3	15	Décret du 9 juin 1804.
13	FRONTIER (Edme)	27 sept. 1799.	Auxerre (Yonne).	Conducteur des ponts et chaussées.	Militaires.... (confondus en liquidation avec les services civils).	5	9	18	Décret du 9 juin 1804.
14	GOERGUES (Jean)	28 déc. 1805.	Gourgues, commune de Saint-Cricq (Landes).	Garde-pêche....	Civils.....	26	1	15	Ordonnance du 20 juin 1804.
15	CHÉNEBRARD (Pauline- Josephine), veuve HUMMEL.	21 fév. 1811.	Huningue (Haut-Rhin).	Le mari, conducteur des ponts et chaussées.	Civils.....	34	3	8	Décret du 9 juin 1804.
16	SAINT-AUBERT (Alinde- Isabelle-Josèphe), v ^{ve} LABBÉ.	30 janv. 1811.	Cambrai (Nord).	Idem.....	Idem.....	31	8	6	Idem...
17	BOUDERON (Marguerite- Charlotte-Prudence), veuve MAREAU.	15 sept. 1798.	Mamers (Sarthe).	Le mari, vérificateur des poids et mesures.	Idem.....	40	1	16	Décret du 9 juin 1804.

¹⁾ Infirmités résultant de l'exercice des fonctions.

	LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.
	des services militaires.	des services civils.	Total.				
Liquidation au 1 ^{er} janvier 1854.)							
"	222 ⁰⁸	347 ²¹	"	"	347 ¹	1 ^{er} octobre 1863.	
"	125 13						
"	311 11	564 23	"	"	564	1 ^{er} novembre 1863.	
"	253 12						
"	2,625 00	2,625 00	1,250 ¹	"	1,250	1 ^{er} janvier 1861.	
17 ⁵⁹	469 90	497 49	487	"	487	1 ^{er} août 1863.	
"	846 11	1,007 13	"	"	1,007	1 ^{er} juillet 1863.	
"	161 02						
"	613 33	869 05	"	"	869	1 ^{er} décembre 1863.	
"	255 72						
"	791 67	1,110 ³⁵	"	"	1,110	1 ^{er} nov. 1863.	
"	318 68						
58 25	251 88	443 81	"	"	443	1 ^{er} octobre 1863.	
"	133 68						
"	4,363 94	4,363 94	3,000	"	3,000	Du jour de la ces- sation des fonc- tions.	
"	3,680 84	4,718 69	4,585	1,528 ¹	1,528	15 mars 1863.	
"	1,037 85						
"	747 50	1,053 36	"	"	1,053	1 ^{er} juillet 1863.	
"	305 86						
56 88	138 30	291 26	"	"	291	1 ^{er} octobre 1863.	
"	96 08						
"	916 67	1,244 39	"	414	414	9 avril 1863.	
"	327 72						
"	-	1,149 00	"	383	383	6 mai 1863.	
"	"	"	1,200	400	400	1 ^{er} décembre 1863.	

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			N ^o des lois et ordonn. sur la pension à être versée.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
18	MENNECIER (Germer-Lucien) ⁽¹⁾ .	22 oct. 1805.	Beauvais (Oise).	Conducteur des ponts et chaussées.	Civils.....	36	6		Décree ordonn. jusqu'en 1864.
19	MOUSSAUD (Nicolas-Hippolyte).	10 oct. 1803.	Poitiers (Vienne).	Conducteur principal des ponts et chaussées.	Idem.....	36	8		Idem.
20	PIÉDAYANT (Charles-Victor).	25 mai 1801.	Dourges (Calvados).	Conducteur des ponts et chaussées.	Idem.....	30			Idem.
21	RADOT (Camille-Charlotte-Henriette), v ^{ve} RENAULT ⁽²⁾ .	3 mars 1820.	Essonnes (Seine-et-Oise).	Le mari, inspecteur général des écoles vétérinaires.	Idem.....	36	7	27	Ordonn. sur la loi du 1850 et du 1851. Ordonn. sur la loi du 1851 et 1853.
22	SÉGUIN (Louis-Joseph-Aimé).	12 sept. 1804.	Pont-en-Royans (Isère).	Garde-pêche.....	Militaires.... Civils (services actifs).	8 23	11 1	16 14	Ordonn. sur la loi du 1851 et 1853.
23	MILLOU (Marie-Élisabeth), veuve SERIEL.	18 juin 1806.	Marseille (Bouches-du-Rhône).	Le mari, agent sanitaire.	Civils.....	30	7	13	Réglement sur la contribution des 1851.
24	VINCENT (Alexandre-Sébastien) ⁽¹⁾ .	3 avril 1809.	Angers (Maine-et-Loire).	Conducteur des ponts et chaussées.	Idem.....	30			Décree sur la loi du 1851 et 1853.

(1) Invalidité. — (2) Le mari décède par suite d'un acte de dévouement.

RÉG

1^{re} catégorie.....
2^e catégorie.....

TOTAUX.....

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N^o 15,874. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 6 liquidations de Pensions civiles.

Du 23 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATE de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
•	950 ^f 00 ^c	1,327 ^f 78 ^c	•	•	1,327 ^f	1 ^{er} juillet 1863.	Beauvais (Oise).
•	337 78		•	•			
•	1,128 47	1,527 77	•	•	1,527	1 ^{er} août 1863.	Tersannes (Haute-Vienne).
•	399 30		•	•			
•	683 33	989 44	•	•	989	1 ^{er} juillet 1863.	Douvres (Calvados).
•	306 11		•	•			
•	3,633 33	4,723 95	4,674 ^f	3,116 ^f	3,116	28 mai 1863.	Paris (Seine).
•	1,090 62		•	•			
119 ^f 47 ^c	144 86	368 60	•	•	368	1 ^{er} octobre 1863.	Romans (Drôme).
•	104 27		•	•			
•	750 00	750 00	•	250	250	1 ^{er} juin 1863.	Marseille (Bouches-du-Rh.).
•	742 50	1,090 52	•	•	1,090	1 ^{er} octobre 1863.	Paris (Seine).
•	348 02		•	•			
				TOTAL.	21,813		
1	1,533 ^f						
21	21,813						
26	23,346						

Vu les articles 8, 11, 12, 18 et 23 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu la loi du 11 avril 1831, sur les pensions militaires;

Vu les avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date des 31 juillet, 17 août et 6 octobre 1863, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864 au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les six liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de six cent vingt francs (620^f) au tableau d'autre part sont approuvées.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Lois des 1853 et 1854.
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
QUI EXERÇAIENT AU 1 ^{er} JANVIER 1854 DES FONCTIONS.									
1	CORNETTE (Louis).....	21 fév. 1794.	Fleurey- sur-Ouche (Côte-d'Or).	Eclusier.....	Militaires.... Civils.....	42	7	28	Lois des 1853 et 1854.
2	CORNEVAUX (Michel)...	25 déc. 1794.	Eberswiller (Moselle).	Idem.....	Militaires.... Civils.....	11	10	7	Idem....
3	COUTURIER (Louis-Denis) ⁽¹⁾ .	9 oct. 1802.	Bougival (Seine-et-Oise).	Idem.....	Idem.....	21	2	17	Loi de 1853.
4	MILOT (Edme-Jacques).	11 fév. 1788.	Colméry (Nièvre).	Garde de naviga- tion.	Militaires.... Civils.....	6	9	—	Lois des 1853 et 1854.
5	REGNAULT (Pierre).....	8 janv. 1784.	Flez-Cusy (Nièvre).	Eclusier.....	Idem.....	30	—	17	Loi de 1853.
6	PUILLET (Pierre-Fran- çois) ⁽²⁾ .	16 avril 1803.	Leschères (Jura).	Employé secon- daire des ponts et chaussées.	Idem.....	9	9	—	Idem....

(1) Infirmités résultant de l'exercice des fonctions. — (2) Infirmités résultant d'un accident survenu dans l'exercice des fonctions.

(1) Infirmités résultant de l'exercice des fonctions. — (2) Infirmités résultant d'un accident survenu dans l'exercice des fonctions.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé ACHILLE FOULD.

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N^o 15,875. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve une liquidation de Pension civile.

Du 23 Janvier 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 11, 12, 13, 14, 18 et 23 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu les articles 37 et 55 du décret du 25 août 1804;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 26 février 1863, portant qu'il a reconnu la légalité de la liquidation com-

	LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
	des services militaires.	des services civils.	Total.					
564 27	4 39 ^c	60 06 ^c	64 45 ^c	"	"	64	1 ^{er} sept. 1863.	Fleurey- sur-Ouche (Côte-d'Or).
133 33	79 01	55 45	134 46	"	"	134	1 ^{er} juillet 1863.	Tours (Indre-et-Loire).
64 33	"	64 19	64 19	"	"	64	1 ^{er} janvier 1863.	Bougival (Seine-et-Oise).
97 22	45 00	63 74	108 74	"	"	108	1 ^{er} avril 1863.	S ^t -Léger-le-Petit (Cher).
127 52	"	50 81	50 81	"	"	50	1 ^{er} juillet 1863.	Dirol (Nièvre).
200 00	"	195 00	200 00	"	"	200 (a)	1 ^{er} octobre 1863.	Moirans (Jura).
					TOTAL.	620		

Liquidation portée au sixième du dernier traitement.

prise dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864 au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit:

ART. 1^{er}. La liquidation de pension civile comprise pour une somme de cent quatre-vingt-quinze francs (195^f) au tableau d'autre part est approuvée.

2. Cette pension sera inscrite au trésor public, avec jouissance du jour indiqué au tableau qui suit.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° D'ORDRE.	NOM ET PRÉNOMS de la pensionnaire.	NAISSANCE.		GRADE.	NATURE des services.	DURÉE des services.			RAY- on des lois, et ordon- nances, en vertu desquelles la pen- sion a été ac- corder.
		Date.	Lieu.			Ann.	Mois.	Jours.	
Uni- que.	ZIMMERLIN (Marie-Wal- bourgue-Joséphine), veuve BRANDSTTER ⁽¹⁾ .	21 août 1805.	Ferrette (Haut-Rhin).	Le mari, conduc- teur des ponts et chaussées.	Civils.	25	4	18	Décret du 1864, art. 9, joint.

(Pension pour services.)

⁽¹⁾ Le mari décédé par suite d'un accident survenu dans l'exercice de ses fonctions.

N° 15,876. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve une liquidation de Pension civile.

Du 23 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 13 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

Vu l'ordonnance du 23 septembre 1814 ;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du
24 décembre 1863, portant qu'il a reconnu la légalité de la liquidation

N° D'ORDRE.	NOM ET PRÉNOMS de la pensionnaire.	NAISSANCE.		GRADE.	NATURE des services.	DURÉE des services.			RAY- on des lois, et ordon- nances, en vertu desquelles la pen- sion a été ac- corder.
		Date.	Lieu.			Ann.	Mois.	Jours.	
Uni- que.	TROMPEAUX (Hortense), veuve DUPONT (Fran- çois-Joseph).	23 Nov. an XI [13 mai 1803].	Saulx- les-Chartreux (Seine-et-Oise).	Le mari, gar- dien de bureau au conseil d'É- tat.	Civils.	25	4	10	Ordonnan- ce du 24 fév. 1864, art. 9, joint.

2. Cette pension sera inscrite au trésor public, avec jouissance du
jour indiqué au tableau qui précède.

3. Nos ministres d'État et des finances sont chargés, chacun en
ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré
au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

**N° 15,877. — DÉCRET IMPÉRIAL portant autorisation de la Caisse d'épargne
établie à Saint-Julien (Haute-Savoie).**

Du 27 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

	LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATE de jouissance.	DOMICILE de la pensionnaire.
	des services militaires.	des services civils.	Total.					
Montant au 1 ^{er} janvier 1854.)								
	•	390 ^f 84 ^s	585 ^f 28 ^s	•	195 ^f	195 ^f	19 mai 1862.	Ferrette (Haut-Rhin).
	•	194 44						

comprise dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère d'État par décret du 25 avril dernier ;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue ;

Sur le rapport de notre ministre d'État,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La liquidation de pension civile comprise pour une somme de cent quarante-cinq francs (145^f) au tableau ci-dessous est approuvée.

	LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATE de jouissance.	DOMICILE de la pensionnaire.
	des services militaires.	des services civils.	Total.					
	•	435 ^f 25 ^s	435 ^f 25 ^s	•	145 ^f	145 ^f	4 avril 1863.	Paris (Seine).

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu la délibération du conseil municipal de Saint-Julien, en date du 11 août 1863 ;

Vu les budgets des recettes et des dépenses de la commune de Saint-Julien, pour les années 1861, 1862 et 1863, et l'avis du préfet de la Haute-Savoie, en date du 10 octobre 1863 ;

Vu les lois des 5 juin 1835, 31 mars 1837, 22 juin 1845, 30 juin 1851 et 7 mai 1853, l'ordonnance du 28 juillet 1846 et les décrets des 15 avril 1852 et 15 mai 1858, sur les caisses d'épargne ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La caisse d'épargne établie à Saint-Julien (Haute-Savoie) est autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite caisse, tels qu'ils sont annexés au présent décret.

2. La présente autorisation sera révoquée en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La caisse d'épargne de Saint-Julien sera tenue de remettre, au commencement de chaque année, au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et au préfet du département de la Haute-Savoie un extrait de son état de situation, arrêté au 31 décembre précédent.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires du département de la Haute-Savoie.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 15,878. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise l'inscription, au Trésor public, de 2 Pensions civiles accordées à un ancien Employé de la Compagnie des Canaux d'Orléans et du Loing, ainsi qu'à une Veuve d'Employé de ladite Compagnie.

Du 3 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu le titre IV de la loi du 25 mars 1817 et l'ordonnance rendue le 20 juin suivant pour en assurer l'exécution;

Vu l'ordonnance du 2 août 1820;

Vu la situation du crédit permanent de trois millions de francs ouvert pour l'inscription des pensions civiles par l'article 30 de la loi du 25 mars 1817;

Vu la loi du 20 mai 1863, relative au rachat des canaux d'Orléans et du Loing;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les deux pensions civiles, montant ensemble à la somme de cent neuf francs soixante-seize centimes, accordées à un ancien employé de la compagnie des canaux d'Orléans et du Loing ainsi qu'à une veuve d'employé de ladite compagnie par notre décret du 16 janvier dernier, inséré au Bulletin des lois, n° 1007 (partie

supplémentaire), sous le numéro d'ordre 15,830, seront inscrites au livre des pensions du Trésor public.

2. La jouissance de ces pensions commencera à courir du jour indiqué pour chacune d'elles dans le décret qui les a concédées.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 3 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

15,879. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui nomme chevalier de la Légion d'honneur M. Chaperon, président sortant du tribunal de commerce de Libourne. (*Saint-Cloud, 4 Novembre 1863.*)

15,880. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui nomme officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. Soleau, ingénieur en chef de première classe au corps impérial des ponts et chaussées; chevalier depuis le 15 janvier 1843. (*Compiègne, 18 Novembre 1863.*)

15,881. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui nomme chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. Édouard Guichard, dessinateur pour l'industrie, président de la commission d'organisation de l'Exposition des arts industriels. (*Paris, 30 Novembre 1863.*)

15,882. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à délivrer, en 1863, à la commune de Bossieu (Isère) la coupe extraordinaire de trois hectares dix ares formant le restant de la partie exploitable dans le quart en réserve. (*Paris, 22 Avril 1863.*)

15,883. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :
 Art. 1^{er}. L'administration forestière est autorisée à délivrer à la commune de Reibouse (Jura) une coupe extraordinaire de treize hectares vingt-quatre ares, dans la partie la plus âgée de son quart en réserve.
 2. Cette coupe sera divisée en deux lots égaux, pour être vendus, le premier en 1864 et le second en 1865. (*Paris, 22 Avril 1863.*)

15,884. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :
 Art. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à faire asseoir, dans les bois communaux situés dans le département de la Savoie, les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

N ^{OS} DES ARTICLES.	NOMS des communes propriétaires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
		Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par contenance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantités de stères sans désignation du nombre d'arbres.	
1	S ^t -Germain.	Tuf.....	3 ^b 50 ^a			
2	Albanne...	La Mélézia.....			400	
3	Albannette (section d'Albanne).	Idem.....			600	
4	S ^t -Marie-de-Cuine.	Troguay.....			2,000	
5	Saint-Remy.	Bergamon.....	5 00			
6	Sollières-Sardière.	Planchapoux.....			100	
7	Villarodin-Bourget.	La Balme.....			100	
8	Idem.....	L'Envera.....			500	
9	Fessons-sur-Salins.	Sapry.....			1,150	
10	Hautecour.	Champailloux.....			460	
11	Notre-Dame-du-Pré.	Bois Banni, les Nants, la Lorgere, Lenticinier, Largère.			1,150	
12	Pussy.....	Mortiers.....	6 50			
13	Salins.....	Grand-Chêne, bois Bannin.			800	
14	Sées.....	Malgovert, Devin, Petit-Bois, Rompide, Grand-Bauc.			1,000	
15	S ^t -Marcel...	Sapry.....			950	
16	Bonvillard.	Larauche.....		400		
17	Épierre....	Poncey et Ruisseau-de-Longrelle.	30 00			
18	Esserts-Blay.	Lea-Carres.....	6 00			
19	Marthoz...	Atpettaz.....			1,000	
20	Saint-Paul..	Montcelacon.....		150		
21	Thénésol..	Plant-Bois.....	4 00			Coupe de taillis.
22	Idem.....	La Corbach et la Lorgere.	3 00			Coupe d'ensemencement.
23	Verrens-Arvey.	La-Louis.....	20 00			

2. Sont rejetées les demandes formées par les communes suivantes : Chignin, Compôte, Macot, Argentine, Bonvillaret, Bourget-en-l'Huile, Héry, la Table, Presle (Paris, 25 Avril 1863.)

N^o 15,885. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration forestière à assise, pour l'exercice 1863, une coupe extraordinaire de trois cents arbres dans la forêt appartenant par indivis aux communes de Saint-Lary et de Sailhan (Hautes-Pyrénées). Paris, 29 Avril 1863.)

N^o 15,886. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Une coupe extraordinaire d'extraction de bois blancs et d'éclaircie, d'un volume de trois mille deux cent dix stères, sera assise, pendant chacune des années 1863, 1864, 1865 et 1866, dans le bois communal de Mietsheim (Bas-Rhin).

2. La somme nécessaire à la construction d'une maison forestière sera prélevée sur le produit de ces coupes.

3. La coupe de trois cents stères de produits accessoires à délivrer annuellement

commune, aux termes du décret du 4 mai 1861, est supprimée. (Paris, 29 Avril

15.587. — **DECRET IMPÉRIAL** (contre-signé par le ministre des finances) portant :
 Art. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à faire asseoir, dans les bois communaux situés dans le département des Alpes-Maritimes, les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

Noms des communes propriétaires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
	Noms des cantons ou les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par contenance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantités de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
Castillon.	Plage		600		
Castillon.	Ryne, Duffends et Saint-Philippe.		1,500		
Castillon.	La totalité		1,000		
Castillon.	Idem	109 ^h 00 ^a			Nettoisement.
Castillon.	Quart en réserve	5 00			
Castillon.	Divers		673		
Castillon.	Idem		153		
Castillon.	Douinas		800		
Castillon.	Divers		1,000		
Castillon.	Idem		2,000		
Castillon.	Idem		1,000		
Castillon.	Cesty		1,000		
Castillon.	Divers		1,000		

2. Sont rejetées les demandes formées par les communes de Castillon et de Peille.
 (Paris, 29 Avril 1863.)

15.588. — **DECRET IMPÉRIAL** (contre-signé par le ministre des finances) portant :
 Art. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à faire asseoir, dans les bois communaux situés dans le département de la Haute-Savoie, les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

Noms des communes propriétaires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
	Noms des cantons ou les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par contenance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantités de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
Châtel.	Geiss			500	
Châtel.	Les confins d'Alleres	10 ^h 00 ^a			Nettoisement.
Châtel.	Combes	33 00			Idem.
Châtel.	Semnoz	20 00			Coupe d'ensemencement.
Châtel.	Divers			8,000	A autoriser par Intérieur en 1867 et 1868.
Châtel.	La totalité du bois	8 22			éclaircie.
Châtel.	Montagne des Arcels		300		
Châtel.	Nambride-les-Faix			1,700	
Châtel.	Ravin des Masses			1,000	
Châtel.	Six-Combe-aux-Loups			500	
Châtel.	Divers			952	

2. Sont rejetées les demandes formées par les communes suivantes : Thorens, Morzine, Novel. (*Paris, 29 Avril 1863.*)

N° 15,889. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. La forêt domaniale de Saint-Louis (Meurthe), précédemment désignée sous le nom de *Hohayerstein*, contenant environ quatre cent trente-huit hectares sera traitée en futaie pleine, à la révolution transitoire de quatre-vingt-dix ans, divisée en trois périodes égales, à chacune desquelles correspondra une affectation sur le terrain.

2. Durant la première période, la possibilité en produits principaux est fixée à huit cent cinquante-cinq mètres cubes.

Cette possibilité pourra être l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts. (*Paris, 2 Mai 1863.*)

N° 15,890. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les forêts domaniales de la Garde, Wisembach et Hollé-du-Ban (Vosges) contenant ensemble quatre cent quarante-cinq hectares environ, formeront désormais, sous la dénomination de *forêt de Wisembach*, une série d'aménagement qui sera traitée en futaie pleine, à la révolution de cent vingt ans, divisée en quatre périodes égales, à chacune desquelles correspondra une affectation sur le terrain.

2. Durant la première période de la première révolution, considérée comme transitoire, la possibilité en produits principaux, tant des coupes de régénération que des coupes d'extraction à asseoir dans les troisième et quatrième affectations, est fixée à mille sept cent trente-cinq mètres cubes.

Cette possibilité pourra être l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts. (*Paris, 2 Mai 1863.*)

N° 15,891. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Sont distraits du régime forestier deux hectares quarante-cinq ares de bois dépendant de la forêt communale de Cognac (Charente) dite *le Petit-Parc* compris entre la limite sud et le chemin de la Combe.

2. Le surplus de ladite forêt, contenant environ cinquante et un hectares soixante-neuf ares, sera traité en taillis sous futaie, à la révolution de vingt-cinq ans, et partagé en un égal nombre de coupes, déduction faite du quart de sa contenance pour former la réserve. (*Paris, 2 Mai 1863.*)

N° 15,892. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. La forêt communale de Laruns (Basses-Pyrénées) formera, à l'avenir, quatre séries distinctes, qui seront traitées en futaie pleine, à la révolution transitoire de soixante ans, partagée en trois périodes égales, à chacune desquelles correspondra dans chaque série une affectation sur le terrain.

2. Durant la première période, la possibilité en produits principaux est fixée comme il suit :

1 ^{re} série (1,250 ^h 37 ^a).....	1,760 ^m
2 ^e <i>idem</i> (1,082 41).....	1,700
3 ^e <i>idem</i> (1,000 24).....	2,730
4 ^e <i>idem</i> (1,475 77).....	1,860
ENSEMBLE.....	8,050

Cette possibilité pourra être l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts. (*Paris, 2 Mai 1863.*)

N° 15,893. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant que les bois communaux de Marre (Meuse), contenant environ cent quarante-neuf

hectares trente et un ares, seront traités en taillis sous futaie, à la révolution de vingt-sept ans, et divisés en un égal nombre de coupes, distraction faite du quart de leur contenance pour former la réserve. (*Paris, 2 Mai 1863.*)

N° 15,894. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les forêts domaniales d'Adelhouse et de Goutte-Bainsing (Meurthe), contenant ensemble environ cinq cent cinquante-sept hectares, formeront, sous la dénomination de *forêt d'Adelhouse*, une série d'aménagement qui, pendant une révolution transitoire de cent soixante ans, divisée en quatre périodes égales, à chacune desquelles correspondra une affectation sur le terrain, sera soumise à des exploitations dirigées en vue de la convertir en futaie régulière.

2. Durant la première période, la possibilité des coupes principales à asseoir dans la première affectation est fixée à trois cent vingt mètres cubes.

Cette possibilité pourra être l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts.

3. Pendant la même période, les troisième et quatrième affectations continueront à être exploitées en taillis sous futaie, conformément à un règlement approuvé par le directeur général. (*Paris, 6 Mai 1863.*)

N° 15,895. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration forestière à asseoir, dans le bois communal de Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes), une coupe extraordinaire de cinq cents pins. (*Paris, 6 Mai 1863.*)

N° 15,896. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant que les bois appartenant à la commune de Fay (Jura), contenant environ cent seize hectares, seront traités en taillis sous futaie, à la révolution de trente ans, et divisés en un égal nombre de coupes, distraction faite du quart de la contenance totale pour former la réserve. (*Paris, 6 Mai 1863.*)

N° 15,897. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui réunit en association syndicale les propriétaires intéressés au curage à vieux fonds et vieux bords et au faucardement, etc., de la rivière de Reyssouze depuis son entrée sur la commune de Bourg jusqu'à la sortie de la commune de Viriat (Ain), ainsi que de ses dérivations, ses bras de décharge et ses affluents le Devoraz et le Bône. (*Saint-Cloud, 12 Août 1863.*)

N° 15,898. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui modifie les dispositions du décret du 21 juillet 1856, portant règlement d'administration publique pour le curage et le faucardement des canaux dérivés de la Somme et de l'Avre, dans la ville d'Amiens (Somme), et pour l'entretien et la réparation des vergues et garde-corps qui bordent ces canaux. (*Saint-Cloud, 12 Août 1863.*)

N° 15,899. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant acceptation de la renonciation du sieur Gayon à la concession des mines de fer de Monay (Jura), instituée par ordonnance du 19 avril 1844. (*Saint-Cloud, 12 Août 1863.*)

N° 15,900. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui établit dans la commune de Peaugres, arrondissement de Tournon (Ardèche), deux foires, qui se tiendront, la première, le lundi qui suit la fête de l'Invention de la Sainte Croix, et la seconde, le lundi après la fête de la Saint-Martin. (*Saint-Cloud, 12 Août 1863.*)

N° 15,901. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° La foire qui se tient le 12 mai de chaque année dans la commune d'Oraison, arrondissement de Digne (Basses-Alpes), aura lieu, à l'avenir, le lundi qui suit cette date ;

2° La foire qui se tient dans la commune de Saint-Benin-d'Azy, arrondissement de Nevers (Nièvre), le 4 juillet de chaque année aura lieu, à l'avenir, le 11 septembre ;

3° La foire qui se tient à Castel-Sarrasin, chef-lieu d'arrondissement du département de Tarn-et-Garonne, le 30 avril aura lieu, à l'avenir, le 28 avril ;

4° La foire qui se tient dans la commune de Hadol, arrondissement d'Épinal (Vosges), le lundi après le 11 mai aura lieu, à l'avenir, le premier lundi de mars (Saint-Cloud, 12 Août 1863.)

N° 15,902. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui autorisent :

Les sieurs Guillot frères, de Pontac, l'Église, Darolle, la dame de Chalup et le comte de Lur-Saluces, à maintenir en activité des moulins qu'ils possèdent sur le Ciron flottage, dans les communes de Noaillan, Pujols, Bommes, Barsac et Preignac (Gironde) ;

Les sieurs Bon, Gaudin, Gobeau, Guillet, Guillory, Bœuf et consorts, à maintenir en activité l'usine dite de la Baine, destinée à la mouture du blé, située sur la rivière de Charente, dans la commune de Chaniers (Charente-Inférieure) ;

Les sieurs Écosse (Louis-Victor), à maintenir en activité l'usine destinée à la mouture des céréales qu'il possède sur la rivière de Chée, commune d'Alliancelles (Marne) ;

Les sieurs Bournique et consorts, à conserver et réparer une prise d'eau avec barrage dans la Sarre-Rouge, pour l'irrigation de prairies qu'ils possèdent sur les territoires des communes d'Abreschwiller et de Vasperwiller (Meurthe) ;

Les sieurs Scipion Marès, Jean Garel, Louis Bourdel, Frédéric Dot, Amand Sarrailh, Étienne Gouzet, Étienne Caumel et Pierre Rustau, à établir sur la rive gauche du canal du Midi une prise d'eau destinée aux besoins domestiques et à l'irrigation de parcelles de terrain situées dans la commune de Paraza (Aude) ;

Le sieur Jaussan, à établir sur la rive droite du canal du Midi une prise d'eau destinée à l'irrigation de terrains qu'il possède dans la commune de Béziers (Hérault) (Saint-Cloud, 12 Août 1863.)

N° 15,903. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

ART. 1^{er}, La commune de Lussac (Vienne) est autorisée à établir un abattoir public au point indiqué par la lettre A et la teinte rose sur le plan qui a été dressé par l'agent voyer de l'arrondissement de Montmorillon à la date du 1^{er} décembre 1861, lequel plan restera annexé au présent décret.

2. A cet effet, la même commune est autorisée : 1° à distraire du jardin du presbytère de Lussac, moyennant une indemnité de trois cents francs au profit de la fabrique et aux clauses et conditions des délibérations du conseil municipal et du conseil de fabrique des 18 et 31 décembre 1861, une parcelle de terrain contenant deux ar cinquante centiares, pour y construire ledit abattoir ; 2° à s'imposer extraordinairement pendant quatre ans, à partir de 1866, vingt centimes additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant produire cinq mille deux cent soixante francs (5,266^f) environ, pour concourir avec d'autres ressources au payement des travaux de construction.

3. Le tarif des droits à percevoir dans l'abattoir public de Lussac est fixé ainsi qu'il suit, savoir :

Bœuf ou vache, par tête, quatre francs, ci.....	4 ^f 00 ^c
Veau, par tête, soixante quinze centimes, ci.....	0 75
Mouton, par tête, trente centimes, ci.....	0 30
Chevreau, par tête, dix centimes, ci.....	0 10
Porc, par tête, un franc, ci.....	1 00

4. La mise en activité de l'abattoir public de Lussac entraînera de plein droit la suppression des tueries particulières situées dans la localité ; néanmoins, les ha-

unts qui élèvent des pores pour la consommation de leur maison pourront les faire abattre chez eux, pourvu que ce soit dans un lieu clos et séparé de la voie publique.

5. La présente autorisation est accordée sous la réserve du droit pour l'Administration de prescrire et faire exécuter, à toute époque, les mesures et travaux qu'elle jugerait utiles dans l'intérêt de la salubrité publique. (*Saint-Cloud, 12 Août 1863.*)

N° 15404. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui autorisent :

La sieurs *Jean-Baptiste Richard* et *François Ramond* à faire des additions à l'usine métallurgique qu'ils possèdent sur la rive droite du Sor, au lieu dit *Rec-d'en-Barret*, commune de Durfort (Tarn);

La société des forges et fonderies du Creuzot à réunir la concession de la mine de fer de Laissey (Doubs) aux concessions de même nature dites de *Chalançay*, de *Mazeu* et de *Change*, qu'elle possède dans le département de Saône-et-Loire. (*Saint-Cloud, 1 Septembre 1863.*)

N° 15405. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui rapporte, par suite de la renonciation des permissionnaires, le décret du 9 septembre 1861, autorisant les héritiers du sieur *Jean-Antoine-Félix Humblot* à établir une usine à fer dans la commune de Brives (Corrèze). (*Saint-Cloud, 4 Septembre 1863.*)

N° 15406. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant concession :

1° Aux sieurs *Faure (Mathieu)* et *Harduin (Joseph)* de mines d'anthracite sises commune de Briançon (Hautes-Alpes): cette concession prendra le nom de *Concession de l'Écleranne*;

2° Aux sieurs *Dujouhannel de Janzat*, *Roussel* et *Bevière* et à la dame *Duroc*, comtesse de Brian, de mines de bitume sises communes de Ménérol et de Gerzat (Puy-de-Dôme): cette concession prendra le nom de *Concession de Cœur*;

3° Aux sieurs *Dujouhannel de Janzat*, *Roussel* et *Bevière* et à la dame *Duroc*, comtesse de Brian, de mines de bitume sises commune de Riom (Puy-de-Dôme): cette concession prendra le nom de *Concession de Macholles*. (*Saint-Cloud, 4 Septembre 1863.*)

N° 15407. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui autorisent :

La commune d'Ivry-la-Bataille (Eure), à remplacer par un pont en charpente pour le service des voitures la passerelle qu'elle possédait sur le bras navigable de la rivière d'Eure en amont de la porte marinière d'Ivry-la-Bataille, commune de ce nom;

Les sieurs *Sibit et frères*, à établir une usine destinée à moudre des céréales sur le bras du Rhône dit *Lône-du-Content*, commune de Balan (Ain);

Le sieur *Koch*, à maintenir l'usine qu'il possède sur la rivière du Lot, dans les communes de Livinhac et de Flagnac (Aveyron);

Les sieurs *Philippon*, *Bourgnin (Jules)* et *Mocqueris (Claude-François)*, à conserver la prise d'eau d'irrigation qu'ils ont pratiquée dans la rivière de Seine, commune de la Chapelle-Saint-Luc (Aube);

Le vicomte *Benoist d'Azy*, à se servir des eaux du canal latéral à la Loire pour l'irrigation d'une terre qu'il possède dans la commune de Fleury (Nièvre);

Le sieur *Tousseau (Jean-Baptiste-Paul)*, à dériver de la rivière du Salat le volume d'eau nécessaire à l'irrigation d'une prairie située dans la commune de Salies-du-Salat (Haute-Garonne);

Le sieur *Deman*, à pratiquer une prise d'eau sur le canal de Dunkerque à Furnes pour l'arrosage de sa propriété et son alimentation particulière, commune de Rosendael (Nord);

Le sieur *Dobie-David Henderson*, à pratiquer dans la rivière d'Avre une prise d'eau

destinée au colmatage d'une prairie sise au territoire de la commune de Cag (Somme). (*Paris, 7 Octobre 1863.*)

N° 15,908. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

La foire établie dans la commune de Pontchardon, arrondissement d'Argentan (Orne), pour se tenir les 22 et 23 novembre, aura lieu à l'avenir les 21 et 22 du même mois.

Lorsque le 21 novembre sera un samedi ou un dimanche, la foire sera remise lundi suivant. (*Paris, 7 Octobre 1863.*)

N° 15,909. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, commerce et des travaux publics) qui autorise les propriétaires compris sur listes d'adhésion jointes aux procès-verbaux de l'enquête ouverte le 20 janvier 1862 fermée le 11 avril 1862 dans les communes d'Abreschwiller, de Vasperwiller et Nitling (Meurthe), à se réunir en association syndicale dans le but d'exploiter la prise d'eau d'irrigation pratiquée sur la Sarre-Rouge en amont de la forge d'Abreschwiller. (*Paris, 7 Octobre 1863.*)

N° 15,910. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, commerce et des travaux publics) qui réunit en association syndicale les propriétaires intéressés au curage à vieux fonds et vieux bords et au faucardement de la rivière de Hurande, depuis sa source jusqu'à son embouchure, ainsi que de ses rivières et bras de décharge sur une partie de leur étendue, communes de Saint-Léger, Moussey, Villemereuil, Saint-Pouange et Bréviandes (Aube). (*Paris, 7 Octobre 1863.*)



Certifié conforme :

Paris, le 12^e Février 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1011.

N° 15911. — **DÉCRET IMPÉRIAL** portant concession de 44 Pensions de Veuves et d'Orphelins sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.

Du 24 Octobre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de l'ordonnance du 27 août 1817, portant application à la marine;

2° La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de mer, et celles des 21 juin 1856, 26 juin 1861 et 28 juin 1862;

3° Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, chargée par la loi de payer lesdites pensions;

La section de la guerre, de la marine, des colonies et de l'Algérie de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau d'autre part une pension ou un secours annuel fixés conformément aux indications de ce tableau.

2. La dépense annuelle de dix mille cinquante francs (10,050^f) qui résultera de la concession des quarante-quatre articles de pensions de veuves et d'orphelins compris dans le tableau qui suit sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 24 Octobre 1863.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

Signé **C^{te} P. DE CHASSELOUP-LACBAT**.

NOMBRES D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris.	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS ET PRÉNOMS des veuves
			de la cessa- tion de l'acti- vité.	du décès.		
1	CHATEL (Sébastien - Pé- rine).	Commissaire ge- néral de la marine	11 août 1865.	11 août 1865.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	TRABAUD (Elisab)
2	LAINE (Philippe-Simon- Auguste).	Capitaine de frégate.	10 avril 1851.	9 mai 1865.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	DE HOUSSAY (Fran- çoise-Sop)
3	BRAVAIS (Auguste).....	Lieutenant de vaisseau.	11 juillet 1857.	10 mars 1865.	Idem.	MOUTIE (Marie- nette-Eugénie)
4	SAGUÉ (Pierre).....	Sous-commissaire de la ma- rine.	3 nov. 1852.	18 juin 1865.	Idem.	BERNARD (Aimée)
5	LEVESLE (Louis - Fran- çois).	Idem.	15 mars 1859.	27 avril 1865.	Idem.	LECOT (Julie- sine).
6	LE BRIS (Antoine-Jean- Marie).	Maître de ma- nuœuvre entretenu à 1,500 fr.	25 fév. 1855.	20 août 1865.	Idem.	GINOUX (Louise)
7	AMISCEL (Louis - Cons- tant).	Premier maître de timonerie.	11 déc. 1852.	27 juillet 1865.	Idem.	LARRÉ (Marie)
8	QUEMENEUR (Gabriel)...	Maître charpen- tier.	15 juin 1855.	13 juin 1865.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	VAILLANT (Lou- lase).
9	GALERON (Jean-Marie)...	Deuxième maî- tre de manoeuvre.	16 oct. 1855.	16 oct. 1865.	Idem.	RICHESCOEUR (E- zanne).
10	BANCUREL (Savournin)...	Idem.	17 oct. 1852.	5 août 1865.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	ALLÈGRE (Rosa- line).
11	PIGNATIEL (Joseph-Marie).	Idem.	1 ^{er} mai 1857.	4 mai 1865.	Idem.	SAÏSSE (Marie)
12	MOISAN (François-Marie)	Idem.	22 juin 1865.	22 juin 1865.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexi- que.	LE MOULLEUR (Mar- guerite)
13	ROSSI (Marius).....	Quartier-maî- tre de manoeuvre.	21 juillet 1865.	15 juillet 1865.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	OLIVA (Marie)
14	LE DRES (Allain).....	Idem.	4 août 1865.	4 août 1865.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexi- que.	BOTHOREL (Ma- rine).
15	KERIAOUEZ (Toussaint- Marie).	Idem.	30 mars 1865.	30 mars 1865.	Mort des suites de maladie endémique contractée en Chine et au Cochinchine.	ROSÉ (Marie)
16	JEAN (François-Joseph).	Quartier-maî- tre charpentier.	5 août 1865.	5 août 1865.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexi- que.	MAZÉ (François)
17	LE FEUVRE (Auguste-Jo- seph).	Capitaine d'ar- mes.	5 août 1865.	5 août 1865.	Mort des suites de maladie endémique contractée en Cochin- chine.	GILBERT (Jean- Augustine)
18	LANSOUEUR (Gabriel - Marie).	Congébarbant.	7 juin 1857.	15 août 1865.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	DUCRESNE (Ma- Esprit).
19	LE BORGNE (Ange-Marie- Claude).	Matelot.	28 fév. 1860.	16 août 1865.	Idem.	JACO (Joseph)
20	LE NOURS (Jean-Louis).	Idem.	6 août 1865.	6 août 1865.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexi- que.	SÉBASTO (Joseph- Isabelle).
21	L'HOTIS (Jean).....	Idem.	17 juillet 1862.	17 juillet 1862.	Idem.	LE LÉA (Anne)
22	PINCENIN (Jean - Fran- çois).	Idem.	25 nov. 1865.	25 nov. 1865.	Idem.	DERRIEN (Jeanne)
23	MOREL (Yves).....	Idem.	15 août 1865.	15 août 1865.	Mort des suites de maladie endémique contractée dans les mois de Chine.	CAMUS (Marie)
24	SÉGALIN (Paul).....	Contre-maître charpentier.	51 août 1857.	26 juillet 1865.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	LE MONS (Marie- dine).
25	TALAEMIN (Yves-Marie).	Contre-maître calfat.	15 janv. 1865.	25 août 1865.	Idem.	DEMOY (Thérèse)

NOM.	DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
			Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1856.	Loi du 21 juin 1856.	Total.		
Tendon (Var.).	5 juin 1837.	Plus de 3 ans.	1,300 ^f	"	1,300 ^f	Paris.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1856.
Brest (Finistère).	29 août 1819.	Idem.	780	"	780	Le Havre.	Idem.
Brest (Finistère).	8 déc. 1837.	Idem.	530	"	530	Versailles.	Idem.
Rochefort (Garonne-inférieure).	13 oct. 1804.	Idem.	530	"	530	Rochefort.	Idem.
Pondichéry (Inde).	8 juin 1825.	Idem.	530	"	530	Pondichéry.	Idem.
Lorient (Morbihan).	15 déc. 1830.	Idem.	350	"	350	Brest.	Idem.
Bupenne (Garonne-inférieure).	28 mai 1834.	Idem.	245	"	245	Lorient.	Idem.
Brest (Finistère).	23 mai 1843.	Idem.	175	41 ^f	216	Brest.	Lois des 18 avril 1831 et 21 juin 1856.
Brestmen (Morbihan).	29 janv. 1850.	Idem.	100	41	141	Idem.	Idem.
La Ciotat (Morbihan).	6 mai 1809.	Idem.	100	41	141	La Ciotat.	Idem.
La Seyne (Var.).	19 sept. 1831.	Idem.	100	41	141	La Seyne.	Idem.
Bouvard (Morbihan).	9 avril 1856.	Idem.	100	41	141	S'-Brienc.	Idem.
Ajaccio (Corse).	7 nov. 1836.	Idem.	100	26	126	Bastia.	Idem.
Calvez (Finistère).	8 mai 1856.	Idem.	100	26	126	Brest.	Idem.
Binic (Morbihan).	18 janv. 1848.	Idem.	100	26	126	S'-Brienc.	Idem.
Saint-Pabu (Finistère).	5 janvier 1863.	6 mois 28 jours.	100	26	126	Brest.	Idem.
Lorient (Morbihan).	4 avril 1853.	Plus de 3 ans.	100	26	126	Lorient.	Idem.
Brest (Finistère).	19 janv. 1824.	Idem.	100	26	126	Brest.	Idem.
Idem.	13 sept. 1837.	Idem.	100	16	116	Idem.	Idem.
Elle-Tudy (Finistère).	22 juin 1857.	Idem.	100	16	116	Quimper.	Idem.
Cléder (Morbihan).	1 ^{er} août 1855.	Idem.	100	16	116	Brest.	Idem.
Tréguier (Morbihan).	30 avril 1850.	Idem.	100	16	116	S'-Brienc.	Idem.
Plouez (Morbihan).	14 avril 1842.	Idem.	100	16	116	Paimpol.	Idem.
Coat-Méal (Finistère).	8 mai 1850.	Idem.	141	"	141	Brest.	Lois des 18 avr 1831 et 26 ju 1856.
Lambézellec (Finistère).	25 sept. 1826.	Idem.	141	"	141	Idem.	Idem.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris et des pères et mères.	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS ET PRÉNOMS des veuves et des orphelins.
			de la cessa- tion de l'ac- tivité.	du décès.		
26	MACHENAUD - BEAUCHAMP (Pierre).	Écrivain à 900 fr. à la fonderie de Ruello.	15 oct. 1863.	30 mai 1863.	Mort titulaire d'une pension.	BENET-CHEM- rie).
27	SAVELLI (André).....	Gardien portier.	31 juillet 1863.	31 juillet 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	DU MAS (Mar- dette).
28	CHABERT (Jean-Antoine).	Gabier de port.	31 déc. 1857.	7 juin 1863.	Mort titulaire d'une pension.	ROLLAND (Ro- beth).
29	LE DUC (Yves).....	Garde maritime de 1 ^{re} classe.	5 juin 1863.	5 juin 1863.	Noyé pendant l'exer- cice de ses fonctions.	GUICHOUX (Ma- rie).
30	ROHOU (Henri-Trémour).	Gardien de vais- seau.	1 ^{er} mai 1863.	1 ^{er} mai 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	PAPE (Marie- Antoinette).
31	QUÉMENER (Jérôme)....	Gardien de nuit.	10 déc. 1862.	28 juillet 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	GOURDAN Jean- de-Perrine- Antoinette).
32	MARTIN (Charles - Ber- nard).	Ouvrier char- pentier.	19 avril 1863.	19 avril 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée en Chine et en Cochinchine.	GANTEAUME Emilie).
33	BONNEFOY (Laurent-Mi- chel).	Ouvrier calfat.	31 déc. 1825.	15 juin 1863.	Mort titulaire d'une pension.	DANIEL (Victor- Louise).
34	CALVEZ (Mathurin)....	Idem.	8 août 1863.	8 août 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	BOULER (Marie- Antoinette).
35	OLICHON (Jean-Eugène).	Ouvrier ajus- teur.	2 juin 1863.	2 juin 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée en Co- chinchine.	ASDRIOT (Ma- rie-Armande).
36	BRUNOT (Louis - Marie- Jacques).	Ouvrier tail- leur de pierres.	15 mars 1863.	11 août 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	GUÉNOLE (Marie- Antoinette).
37	COLIN (Hervé).....	Ouvrier cordier.	10 août 1863.	10 août 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	VELLY (Marie- Antoinette).
38	LE BRUN (Laurent)....	Ouvrier peintre.	8 octobre 1853.	11 août 1863.	Mort titulaire d'une pension.	EUGÉNIE (Marie- Antoinette).
39	DELICE (François - Nico- las).	Journalier aux mouvements du port.	31 juillet 1863.	31 juillet 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	VALTAUD (Ra- phélie-Geneviève).
PENSION						
40	MÉQUET (Charles).....	Capitaine de vaisseau.	13 juin 1863.	13 juin 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	GOUTE (Camille- veuve en 2 ^e no- ces).
	LE FOURNIER (Sophie- Claire-Étiennette).	.....	.....	30 juillet 1851.	.....	MÉQUET (Mar- Charlotte), du premier lit.
PENSIONS D'ORPHELINS JUSQU'À 15 ANS						
41	SÉRIÉ (Louis-Théodore), marié à	Maître canonnier entretenu à 1,500 ^f	9 juillet 1859.	9 juillet 1859.	.....	SÉRIÉ (Louis- Théodore).
	DAUNAC (Olympe - José- phine).	.....	.....	26 juin 1863.	Mort titulaire d'une pension.	
42	LAUNAY (Eugène-Alexan- dre),	Deuxième mai- tre de manœuvre.	26 août 1862.	26 août 1862.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexique.	LAUNAY (Victor- Louis).
	veuf de LE COROLLER (Jeanne- Louise).	.....	.....	31 oct. 1858.	.....	
43	L'HOSTIS (Joseph-Louis), veuf de	Quartier-mai- tre de manœuvre.	15 janv. 1863.	28 fév. 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	L'HOSTIS (Mar- tine).
	LE CAER (Jeanne - Per- rine-Esther).	.....	.....	5 février 1853.	.....	
44	YNIAL (Allain).....	Journalier à la direction du port.	1 ^{er} avril 1863.	1 ^{er} avril 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	YNIAL (Charles- Marie).
	veuf de GUILLAUME (Jeanne-Mar- guerite).	.....	.....	9 avril 1847.	.....	

(a) Droit réservé par l'article 8 de la loi du 28 juin 1863. — (b) Cette pension est payable, savoir: pour moitié à l'orphelin du premier lit, avec réversion viagère, au profit de la veuve, de la portion

NOM.	DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
			Lois des 18 avril 1831, 26 juin 1861 et 28 juin 1862.	Loi du 21 juin 1856.	Total.		
Angoulême (Maire).	17 fév. 1813.	Plus de 3 ans.	141 ^f	"	141 ^f	Angoulême.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.
Sur (Maire).	10 oct. 1869.	Idem.	126	"	126	Toulon.	Lois des 18 avril 1831 et 28 juin 1862.
La Seyne (Maire).	9 avril 1814.	Idem.	126	"	126	La Seyne.	Idem.
Morlaix (Maire).	18 oct. 1842.	Idem.	126	"	126	Morlaix.	Idem.
Brest (Maire).	18 juillet 1854.	Idem.	116	"	116	Brest.	Idem.
Idem.	30 mai 1832.	Idem.	116	"	116	Idem.	Idem.
Toulon (Maire).	29 oct. 1856.	Idem.	116	"	116	Toulon.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.
La Seyne (Maire).	14 juin 1837.	(a)	116	"	116	La Seyne.	Idem.
Lorient (Maire).	28 janv. 1839.	Plus de 3 ans.	116	"	116	Lorient.	Idem.
Idem.	11 mai 1853.	Idem.	116	"	116	Idem.	Lois des 18 avril 1831 et 28 juin 1862.
Signac (Maire).	5 mai 1852.	Idem.	116	"	116	Brest.	Idem.
Calvados (Maire).	29 janv. 1843.	Idem.	116	"	116	Idem.	Idem.
Brest (Maire).	13 déc. 1847.	Idem.	116	"	116	Idem.	Idem.
Rochefort (Maire-Infér.).	18 juillet 1843.	Idem.	116	"	116	Rochefort.	Idem.
Brest (Maire).	20 avril 1853.	Idem.	975	"	975 ^(b)	Brest.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.
Idem.	27 oct. 1845.	Idem.	975	"	975 ^(b)	Brest.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.
EN ANS ACCOMPLIS.							
Brest (Maire).	25 juin 1840.	Idem.	350	"	350	Idem.	Idem.
Coudan (Maire).	12 nov. 1853.	Idem.	100	51 ^f	141	Lorient.	Lois des 18 avril 1831 et 21 juin 1856.
Brest (Maire).	21 mai 1834.	Idem.	100	26	126	Brest.	Idem.
Idem.	23 fév. 1838.	Idem.	116	"	116	Idem.	Lois des 18 avril 1831 et 28 juin 1862.
TOTAL...			9,542	508	10,050		

Orpheline, lorsqu'elle aura atteint l'âge de vingt et un ans accomplis, et sous la condition que la part de son père, s'il est décédé sans enfants, fera retour à ladite orpheline jusqu'à ce qu'elle soit parvenue à sa majorité.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris et des pères et mères.	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS ET PRÉNOMS des veufs et des orphelins.
			de la cessa- tion de l'ac- tivité.	du décès.		
26	MACHENAUD - BEAUCHAMP (Pierre).	Écrivain à 900 fr. à la fonderie de Ruelle.	15 oct. 1853.	30 mai 1863.	Mort titulaire d'une pension.	BENET-CHER- rie).
27	SAVELLI (André).....	Gardienn portier.	31 juillet 1863.	31 juillet 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	DE MAS (Mar- nette).
28	CHABERT (Jean-Antoine).	Gabier de port.	31 déc. 1857.	7 juin 1863.	Mort titulaire d'une pension.	ROLLAND (Be- beth).
29	LE DUC (Yves).....	Garde maritime de 1 ^{re} classe.	5 juin 1863.	5 juin 1863.	Soix pendant l'exer- cice de ses fonctions.	GUICHON (Yves).
30	ROHOU (Henri-Trémeur).	Gardienn de vais- seau.	1 ^{er} mai 1863.	1 ^{er} mai 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	PAPE (Marie).
31	QUÉMÉNER (Jérôme)...	Gardienn de nuit.	10 déc. 1863.	28 juillet 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	GOURDAY (Jean- de-Pierre).
32	MARTIN (Charles - Ber- nard).	Ouvrier char- pentier.	19 avril 1863.	19 avril 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée en Chine et en Cochinchine.	CASTAIGNE (E- mille).
33	BONNEFOY (Laurent-Mi- chel).	Ouvrier calfat.	31 déc. 1825.	15 juin 1863.	Mort titulaire d'une pension.	DANIEL (Victor- Louise).
34	CALVEZ (Mathurin)...	Idem.	8 août 1863.	8 août 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	BOULIER (Marie).
35	OLICHON (Jean-Eugène).	Ouvrier ajus- teur.	2 juin 1863.	2 juin 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée en Co- chinchine.	ANDRIOT (Ar- mand).
36	BRENOT (Louis - Marie - Jacques).	Ouvrier tail- leur de pierres.	15 mars 1863.	11 août 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	GUÉROLLE (Yves).
37	COLIN (Hervé).....	Ouvrier cordier.	10 août 1863.	10 août 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	VELLY (Marie).
38	LE BREC (Laurent)....	Ouvrier peintre.	8 octobre 1853.	11 août 1863.	Mort titulaire d'une pension.	EUGÉNIE (Yves).
39	DELICE (François-Nico- las).	Journalier aux mouvements du port.	31 juillet 1863.	31 juillet 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	VALTAUD (Jean- Genevieve).
PENSION DE VEUF						
40	MÉQUET (Charles).....	Capitaine de vaisseau.	13 juin 1863.	15 juin 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	GOUTE (Camille- veuve en 2 ^{de}).
	LE FOURNIEU (Sophie- Claire-Etiennette).	.....	.....	30 juillet 1851.	.....	MÉQUET (Marie- Charlotte), 9 ^e du premier lit.
PENSIONS D'ORPHELINS JUSQU'À 15 ANS						
41	SÉRIÉ (Louis-Théodore), marié à	Maître canonnier entretenu à 1.500 ^f	9 juillet 1859.	9 juillet 1859.	.....	SÉRIÉ (Louis- Théodore).
	DAUNAG (Olympe - José- phine).	.....	.....	26 juin 1863.	Morte titulaire d'une pension.	.....
42	LAUNAY (Eugène-Alexan- dre),	Deuxième mai- tre de manoeuvre.	26 août 1863.	26 août 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexique.	LAUNAY (Victor- Louis).
	veuf de	.....	.....	31 oct. 1858.	.....	.....
43	LE COROLLER (Jeanne- Louise).	.....	.....	28 fév. 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	L'HOTIS (Marie- mère).
	L'HOTIS (Joseph-Louis), veuf de	Quartier-mai- tre de manoeuvre.	15 janv. 1863.	28 fév. 1863.	.....	.....
44	LE CAER (Jeanne - Per- rine-Esther).	.....	.....	5 février 1863.	.....	.....
	YNIAL (Allain).....	Journalier à la direction du port.	1 ^{er} avril 1863.	1 ^{er} avril 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	YNIAL (Charles- Marie).
44	veuf de	.....	.....	9 avril 1847.	.....	.....
	GUILLAUME (Jeanne-Mar- guerite).	.....	.....	.....	.....	.....

(a) Droit réservé par l'article 8 de la loi du 25 juin 1863. — (b) Cette pension est payable, savoir : pour moitié et pour l'autre moitié à l'orpheline du premier lit, avec réversion viagère, au profit de la veuve, de la portion de

NOM.	DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
			Lois des 18 avril 1831, 26 juin 1861 et 28 juin 1862.	Loi du 21 juin 1856.	Total.		
Angoulême (marâtre).	17 fév. 1851.	Plus de 2 ans.	111 ¹	—	111 ¹	Angoulême.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1862.
— (ve).	10 oct. 1859.	Idem.	126	—	126	Toulon.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1862.
La Seyne (ve).	4 avril 1853.	Idem.	126	—	126	La Seyne.	Idem.
— (marâtre).	28 oct. 1852.	Idem.	126	—	126	Morlaix.	Idem.
— (marâtre).	18 juillet 1854.	Idem.	116	—	116	Brest.	Idem.
— (marâtre).	30 mai 1859.	Idem.	116	—	116	Idem.	Idem.
Toulon (ve).	29 oct. 1856.	Idem.	116	—	116	Toulon.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1862.
La Seyne (ve).	14 juin 1857.	—	116	—	116	La Seyne.	Idem.
Lorient (Morbihan).	28 janv. 1859.	Plus de 2 ans.	116	—	116	Lorient.	Idem.
Idem.	11 mai 1853.	Idem.	116	—	116	Idem.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1862.
— (marâtre).	5 mai 1852.	Idem.	116	—	116	Brest.	Idem.
— (marâtre).	29 janv. 1855.	Idem.	116	—	116	Idem.	Idem.
Brest (Finistère).	17 dec. 1857.	Idem.	116	—	116	Idem.	Idem.
— (marâtre).	18 juillet 1853.	Idem.	116	—	116	Rochefort.	Idem.
MORBIHAN.							
Brest (Finistère).	20 avril 1853.	Idem.	—	—	—	Brest.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1862.
Idem.	27 oct. 1853.	Idem.	97 ¹	—	97 ¹	Brest.	Idem.
FINISTÈRE.							
Brest (Finistère).	25 juin 1840.	Idem.	350	—	350	Idem.	Idem.
Caudan (Morbihan).	12 nov. 1853.	Idem.	100	11 ¹	111	Lorient.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1862.
Brest (Finistère).	21 mai 1854.	Idem.	100	26	126	Brest.	Idem.
Idem.	25 oct. 1855.	Idem.	116	—	116	Idem.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1862.
TOTALS.			9,542	508	10,050		

Orpheline, lorsqu'elle aura atteint l'âge de vingt et un ans accomplis, et sous la condition que la part de son père, si elle décède sans enfants, fera retour à ladite orpheline jusqu'à ce qu'elle soit parvenue à sa majorité.

N° 15,912. — DÉCRET IMPÉRIAL portant concession de 6 Pensions de Veuves et d'une Pension d'Orpheline sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.

Du 24 Octobre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de l'ordonnance du 27 août 1817, portant application à la marine;

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris et des père et mère.	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS ET PRÉNOMS des veuves et de l'orpheline.
			de la cessa- tion de l'ac- tivité.	du décès.		
1	JULIEN (Étienne).....	Maître mécanicien.	14 déc. 1862.	14 déc. 1862.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexique.	HERMITTE (Elle Claire).
2	PIRIOU (François-Élie).	Deuxième maître canonier.	13 juillet 1862.	13 juillet 1862.	Idem.	CHITRE (Félicie).
3	CAYE (Jean).....	Contre-maître mécanicien.	21 juin 1863.	21 juin 1863.	Idem.	VASSE (Adélaïde).
4	RIOU (François).....	Quartier-maître de manœuvre.	9 déc. 1862.	9 déc. 1862.	Idem.	SQUIDAN (Marie Eugénie).
5	MAUGER (Alphonse- Désiré).	Caporal-fourrier aux équipages de la flotte.	27 juillet 1862.	27 juillet 1862.	Idem.	LESQUIVIT (Virginie).
6	JUIN (Firmin-Pierre-Jacques).	Matelot.	27 août 1860.	27 août 1860.	Mort des suites de maladie endémique contractée dans les mers de Chine.	DUCHÉ (Clarisse Charlotte).
PENSION D'ORPHELINE						
7	TRÉLY (Paul-Marie).... marié à GUERMEUR (Uranie-Augustine).	Maître armurier militaire.	31 juillet 1862.	9 nov. 1862.	.....	TRÉLY (Marie-Hélène).
			.....	19 août 1863.	Morte titulaire d'une pension.	

2. La dépense annuelle de mille trente-deux francs (1,032') qui résultera de la concession des sept articles de pensions de veuves et d'orpheline compris dans le tableau qui précède sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 24 Octobre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

Signé C^m P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

2° La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de mer, et celle du 26 avril 1855;

3° Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, chargée par la loi de payer lesdites pensions;

La section de la guerre, de la marine, des colonies et de l'Algérie de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-dessous une pension ou un secours annuel fixés conformément aux indications de ce tableau.

Lieu.	DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
			Portion à la charge de la caisse		Total.		
			des inva- lides de la marine.	de la dotation de l'armée.			
Toulon (Var.).	24 sept. 1855.	Plus de 2 ans.	175 ^f	41 ^f	216 ^f	Toulon.	Lois des 18 avril 1831 et 26 avril 1855.
Brest (Finistère).	2 février 1857.	Idem.	100	41	141	Brest.	Idem.
Graville-l'Éure (Seine-Inférieure)	19 fév. 1859.	Idem.	100	41	141	Cherbourg.	Idem.
Lambézellec (Finistère).	27 nov. 1861.	1 an 13 jours.	100	26	126	Brest.	Idem.
Brest (Finistère).	26 fév. 1862.	5 mois 2 jours.	100	26	126	Idem.	Idem.
Idem.	20 avril 1859.	1 an 4 mois 8 jours.	100	16	116	Idem.	Idem.
ET UN ANS ACCOMPLIS.							
Brest (Finistère).	30 janv. 1841.	Plus de 2 ans.	125	41	166	Idem.	Lois des 11 avril 1831 et 26 avril 1855.
TOTAUX...			800	232	1,032		

N° 15,913. — DÉCRET IMPÉRIAL portant concession d'une Pension de Veuve sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.

Du 7 Novembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de l'ordonnance du 27 août 1817, portant application à la marine;

2° La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de mer, et celle du 26 juin 1861;

3° Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, chargée par la loi de payer lesdites pensions;

La section de la guerre, de la marine, des colonies et de l'Algérie de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

NUMÉRO D'ORDRE.	NOM ET PRÉNOMS du mari.	GRADE.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOM ET PRÉNOMS de la veuve.
			de la cessa- tion de l'acti- vité.	du décès.		
Uni- que.	CASY (le comte Joseph- Grégoire).	Vice-amiral.	19 fév. 1863.	19 fév. 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	ROY (Sophie Louise).

2. La dépense annuelle de mille neuf cent cinquante francs (1,950^f) qui résultera de la concession de l'article de pension de veuve compris dans le tableau qui précède sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 7 Novembre 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

Signé C^{te} P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 15,914. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant concession de 23 Pensions de retraite sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.*

Du 7 Novembre 1863.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de la loi de donnanee du 27 août 1817, portant application à la marine :

ART. 1^{er}. Il est accordé à la personne dénommée au tableau ci-dessous une pension annuelle fixée conformément aux indications de ce tableau.

PRÉNOM.	DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	FIXATION de la pension. — Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.	DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
Paul-Billot (Saint-Marie).	2 juin 1855.	Plus de 2 ans.	1,950 ^f (a)	Paris.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.

Le décret de réformation rendu en Conseil d'État le 31 août 1863.

1^{re} La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de mer, et des 21 juin 1856, 26 juin 1861 et 28 juin 1862;

2^e Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, chargée par la loi de payer lesdites pensions;

La section de la guerre, de la marine, des colonies et de l'Algérie de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau d'autre part une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau.

1. La dépense annuelle de vingt-cinq mille trois cent onze francs (25,311^f) qui résultera de la concession des vingt-trois articles de pensions de retraite compris dans le tableau qui suit sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 7 Novembre 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine
et des colonies,*

Signé C^{te} P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
1	REMUZAT (Pierre-André-Louis-Joseph).	29 juin 1814.	Marseille (Bouches-du-Rh.)	Capitaine de frégate.	32	10	24	12	6	15
2	BESNOU (Léon).....	19 nov. 1811.	Villedieu (Manche).	Pharmacien de 1 ^{re} classe de la marine.	30	3	24			
3	DE LA BIGNÉ DES CHAMPS (François-Marie).	9 nov. 1813.	Candé (Maine-et-Loire).	Aide-commissaire de la marine.	25	1	"	3	2	16
4	RIO (Charles - Jean - Désiré).	14 mars 1801.	Brest (Finistère).	Maître cordier entretenu à 1,800 fr.	46	6	10			
5	LEVAILLANT (Joseph-Barthélemy).	7 sept. 1814.	Lorient (Morbihan).	Magasinier du corps des comptables à 1,075 fr.	30	1	8	16		
6	DU CHEMIN (Auguste-François).	2 avril 1813.	Cherbourg (Manche).	Premier commis aux vivres.	25	1	29	9	7	10
7	DUCRO (Jacques).....	11 juillet 1800.	Cléguer (Morbihan).	Coq embarquant à 45 fr.	25	4	10	7	5	14
8	PEDRO (Jean - Marie), dit PEDRO.	22 juin 1808.	Bodio (Côtes-du-Nord).	Idem.	27	"	24	3	7	
9	ESTREME (Joseph).....	24 juillet 1805.	Marsons (Hautes-Pyrénées)	Ouvrier à la boulangerie.	30	9	19	22		
10	VIDAL (Joseph-Siméon).	16 mars 1802.	Solliès-Pont (Var).	Aide contre-maître aux salaisons.	29	2	10			
11	AURESCHÉ (Jean-Jacques)	24 janv. 1805.	Saint-Maurice-d'Ibie (Ardèche).	Ouvrier boulanger.	33	"	17	7		
12	SICARD (André-Pascal)..	18 avril 1808.	Le Beausset (Var).	Idem.	34	"	21	4		
13	RAYNAUD (Jean-Baptiste).	23 nov. 1805.	Entrevaux (Basses-Alpes).	Ouvrier aux salaisons.	32	2	22	3		
14	PANISSE (Dominique-Eustache).	14 juillet 1798.	La Valette (Var).	Ouvrier aux liquides.	27	11	29			
15	PIRIOU (François-Marie).	19 avril 1811.	Saint-Marc (Finistère).	Ouvrier pompier.	36	5	15			
16	DUPONT (Joseph-Marie) ⁽¹⁾ .	28 mars 1802.	Bologne (Italie).	Guetteur de 2 ^e classe du service électro-sémaphorique.	32	11	26	3	6	
17	SCHNEIDER (Noël-Louis-François).	25 janv. 1802.	Paris (Seine).	Ingénieur colonial.	41	4	10	20	6	2
18	GAUTRET (François - René).	20 déc. 1815.	Machecoul (Loire-Inférieure)	Capitaine d'infanterie de marine.	25	1	11	18	6	
19	NÉRAUDEAU (Auguste)..	16 sept. 1819.	Montrelais (Loire-Inférieure)	Idem.	25	1	7	15	6	
20	LE GAC DE LANSALUT (Eugène-Marie).	5 mai 1814.	Plourin (Finistère).	Idem.	32	1	14	5	9	
21	LE ROY (Pierre-Jacques-Joseph).	28 fév. 1817.	Brest (Finistère).	Garde d'artillerie de 1 ^{re} classe.	31	8	28	10	7	
22	GRANDJEAN (Pierre)....	2 sept. 1816.	Mâcon (Saône-et-Loire).	Sous-chef ouvrier d'État d'artillerie de marine.	25	1	19	18		
23	BOSQ (Jean - Baptiste-Clair).	2 janvier 1813.	Six-Fours (Var).	Maréchal des logis de gendarmerie maritime.	32	10	6	9	3	

(1) Né de parents français.

DES LÉGALES de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE des titulaires.
		Lois des 18 avril 1831, 25 et 26 juin 1831 et 28 juin 1862.	Loi du 21 juin 1856.	Total.	
18 avril 1831 et	Capitaine de frégate.	3,120 ^f	"	3,120 ^f	Toulon.
Idem.	Capitaine de corvette. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans le grade de pharmacien de 1 ^{re} classe.)	2,352	"	2,352	Cherbourg.
Idem.	Aide-commissaire, réu- nissant plus de 6 ans de navigation sur les bâti- ments de l'État.	1,212	"	1,212	Lorient.
Idem.	Maître entretenu à 1,500 ^f et au-dessus. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans le grade de maître entretenu à 1,500 fr. et à 1,800 fr.)	1,563	"	1,563	Idem.
Idem.	Magasiner du corps des comptables au-dessous de 1,500 fr.	925	"	925	Idem.
18 avril 1831 et	Premier commis aux vivres.	597	165 ^f	762	Cherbourg.
Idem.	Coq embarquant. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'ac- tivité dans ce grade.)	320	198	518	Lorient.
Idem.	Coq embarquant.	254	165	419	Cherbourg.
18 avril 1831 et	Ouvrier.	465	"	465	Toulon.
Idem.	Aide contre-maître.	410	"	410	Idem.
Idem.	Ouvrier.	440	"	440	Idem.
Idem.	Idem.	430	"	430	Idem.
Idem.	Idem.	416	"	416	Idem.
Idem.	Idem.	380	"	380	Idem.
Idem.	Idem.	422	"	422	Brest.
Idem.	Garde maritime de 2 ^e clas- se, réunissant plus de 6 ans de navigation sur les bâti- ments de l'État.	422	"	422	Rochefort.
18 avril 1831 et décret du	Ingénieur des ponts et chaussées de 2 ^e classe au traitement moyen de 3,097 ^f 22 ^c .	2,000	"	2,000	La Réunion.
18 et 25 avril 1861.	Capitaine, réunissant plus de 9 ans de services à la mer et aux colonies.	2,081	"	2,081	Toulon.
Idem.	Idem.	1,997	"	1,997	Rochefort.
Idem.	Capitaine.	1,781	"	1,781	Brest.
Idem.	Garde d'artillerie de 1 ^{re} classe, réunissant plus de 6 ans de services à la mer.	1,447	"	1,447	Idem.
Idem.	Sous-chef ouvrier d'État, réunissant plus de 9 ans de services aux colonies.	1,163	"	1,163	Saïgon.
18 avril 1831, 25 et 25 juin	Brigadier. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans les grades de brigadier et de maréchal des logis.)	388	198	586	Toulon.
	TOTAUX....	24,585	726	25,311	

N° 15,915. — DÉCRET IMPÉRIAL portant concession de 30 Pensions de retraite sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.

Du 18 Novembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de marine et des colonies ;

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de la loi de donnance du 27 août 1817, portant application à la marine ;

2° La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de mer ;

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES.		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
1	BLANCO (Jean-Paul) ⁽¹⁾ .	25 mars 1813.	La Nouvelle-Orléans (Louis).	Capitaine de frégate.	33	10	15	15	1	
2	SAUVAGEOT (Charles-Louis - François - Joseph).	23 juillet 1822.	Dijon (Côte-d'Or).	Idem.	25	2	8	10	10	23
3	PELLARIN (Constantin-Jacques).	21 sept. 1816.	Saint-Alban (Côtes-du-Nord).	Chirurgien principal.	25	3	14	6	6	23
4	LAUVERGNE (Barthélemy).	4 juillet 1805.	Toulon (Var).	Sous-commissaire de la marine.	35	10	9	8		
5	FRÈRE DE SUBREVILLE (Hippolyte).	18 juillet 1805.	Cayenne (Guyane française).	Idem.	39	1	6	2	7	11
6	CANDEAU (Clément-Jules-Eugène).	29 août 1805.	Brest (Finistère).	Agent administratif.	37	5	2	*	*	*
7	PETIT (Joachim-Jules).	9 mai 1805.	Liège (département de l'Ourthe).	Agent comptable des matières.	36	3	27	3	8	15
8	JOUBERT (Louis-Théodore).	1 oct. 1818.	Rochefort (Charente-infér.).	Aide-commissaire.	26	11	4	6	3	3
9	DEVILLE (Joseph).....	23 juin 1797.	Nice (Alpes-Maritimes).	Maître menuisier entretenu à 2,000 fr.	50	1	2	*	*	*
10	TESTON (Victor-François-Régis).	22 fév. 1808.	Toulon (Var).	Premier commis aux vivres.	32	5	28	13	3	19
11	BAUDOUT (Pierre-Remy-Dominique).	27 nov. 1819.	Cherbourg (Manche).	Idem.	25	4	24	9	6	8
12	BURYAN (Claude).....	8 février 1812.	Saint-Paul-en-Jarret (Loire).	Coq embarquant à 45 francs.	30	7	6	32	1	6
13	FERNAGU (Jean-Auguste-Marin).	6 février 1806.	Querqueville (Manche).	Ouvrier maçon.	25	5	11	*	*	*
14	MORIN (Philippe).....	20 nov. 1802.	La Rochelle (Charente-infér.).	Ouvrier mineur.	29	10	22	*	8	25
15	AURIAL (Maxime-Jacques-Gaspard).	1 ^{er} janv. 1813.	Toulon (Var).	Ouvrier pompier.	25	1	22	*	*	*

(1) Né de parents français.

et celles des 21 juin 1856, 26 juin 1861 et 28 juin 1862, ainsi que les décrets des 2 février et 4 mars 1808, sur les pensions spéciales des chefs et employés du ministère de la marine et des colonies;

3° Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, chargée par la loi de payer lesdites pensions;

La section de la guerre, de la marine, des colonies et de l'Algérie de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau.

ANCIENNETÉ de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE des titulaires.
		LOI des 18 avril 1831, 26 juin 1861 et 28 juin 1862.	Loi du 21 juin 1866.	Total.	
de 10 avril 1831 et suiv.	Capitaine de frégate.	3,120 ⁴		3,120 ⁴	Toulon.
Idem.	Idem.	2,772		2,772	Cherbourg.
Idem.	Chirurgien principal, ren- dissant plus de 6 ans de na- vigation sur les bâtiments de l'État. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans les grades de chirur- gien de 1 ^{re} classe et de chir- urgien principal.)	2,603		2,603	Brest.
Idem.	Sous-commissaire, ren- dissant plus de 6 ans de na- vigation sur les bâtiments de l'État. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	2,506		2,506	Toulon.
Idem.	Sous-commissaire. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'ac- tivité dans ce grade.)	2,266		2,266	Cherbourg.
Idem.	Agent administratif.	1,768		1,768	Lorient.
Idem.	Agent comptable.	1,836		1,836	Saint-Gervais.
Idem.	Aide-commissaire, ren- dissant plus de 6 ans de na- vigation sur les bâtiments de l'État.	1,349		1,349	Paris.
Idem.	Maître entrepneu à 1,500 ⁴ et au-dessus. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,680		1,680	Toulon.
de 10 avril 1831 et suiv.	Premier commis aux vi- vres. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	840	198 ⁵	1,038	Idem.
Idem.	Premier commis aux vi- vres.	599	165	764	Cherbourg.
Idem.	Cocq embarquant.	310	165	595	Toulon.
de 10 avril 1831 et suiv.	Ouvrier.	367		367	Cherbourg.
Idem.	Idem.	393		393	Brest.
Idem.	Idem.	366		366	Toulon.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES.	SERVICES effectifs.			CAMPAIGNES	
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.
16	ALLEMAND (Hippolyte)...	20 sept. 1800.	Salernes (Var).	Ouvrier boulanger.	26	4	18	"	"
17	LECHASSIN (Jean-Auguste).	7 mai 1826.	Tollevast (Manche).	Journalier aux travaux hydrauliques.	12	6	16	1	"
18	MARTINEAU (Pierre)...	28 oct. 1800.	La Couarde (Charente-inférieure).	Journalier aux subsistances.	37	"	4	7	7
19	BELLEGOU (Michel-François).	6 nov. 1803.	Plourin (Finistère).	Gardien-couciierge.	36	3	23	2	"
20	KVELLA (Jean-Marie)...	30 avril 1786.	Irvillac (Finistère).	Patron d'embarcation.	54	10	23	3	10
21	OZANNE (Claude-Désiré-Stanislas).	22 avril 1797.	Brest (Finistère).	Canotier.	50	5	27	1	5
22	LE JEUNE (Jacques-François).	22 juin 1803.	Saint-Marc (Finistère).	Gardien de bureau.	39	10	6	"	"
23	LE DUR (Marc).....	21 mai 1798.	Morlaix (Finistère).	<i>Idem.</i>	35	7	7	"	"
24	LAMBERT (Jean-François-Edouard).	8 février 1803.	Lorient (Morbihan).	Gardien à la direction d'artillerie.	44	11	29	6	11
25	MORONVAL (Eustache-Joseph).	12 sept. 1798.	Embry (Pas-de-Calais).	<i>Idem.</i>	41	"	10	3	6
26	DESCHAMPS (Jean-Baptiste).	24 nov. 1793.	Limoges (Haute-Vienne).	Receveur de l'enregistrement à Saint-Denis (Réunion).	42	9	2	21	4
27	MALLET (François).....	1 ^{er} août 1797.	Voisins-le-Bretonneux (Seine-et-Oise).	Huissier au ministère de la marine et des colonies.	30	"	10	"	"
28	DOZOL (Jean-Pierre-Toussaint).	10 fev. 1816.	Toulon (Var).	Capitaine d'infanterie de marine.	25	2	1	18	2
29	LEMOINE (Norbert-Alexandre).	29 janv. 1819.	Paris (Seine).	<i>Idem.</i>	25	4	26	14	6
30	PELLETIER (Claude)...	12 janv. 1813.	Curgy (Saône-et-Loire).	Maréchal des logis de gendarmerie maritime.	27	8	14	7	"

2. La dépense annuelle de trente-cinq mille trois cent quatre-vingt francs (35,304¹) qui résultera de la concession des trente articles de pensions de retraite compris dans le tableau qui précède sera affectée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui est inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Novembre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

Signé C^{te} P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

DROITS LÉGAUX de fixation de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE des titulaires.
		Lois des 18 avril 1831 et 28 juin 1862 et décrets des 2 février et 4 mars 1808.	Loi du 21 juin 1856.	Total.	
des 18 avril 1831 et 28 juin 1862.	Ouvrier.	372 ^f	"	372 ^f	Toulon.
Mme.	Journalier. (Amputation d'un membre par suite d'in- firmité contractée au ser- vice.)	465	"	465	Cherbourg.
Mme.	Journalier.	463	"	463 (a)	Rochefort.
Mme.	Gardien-concierge.	477	"	477	Lorient.
Mme.	Patron d'embarcation.	505	"	505	Brest.
Mme.	Canotier.	465	"	465	Idem.
Mme.	Gardien des divers ser- vices.	414	"	414	Idem.
Mme.	Idem.	393	"	393	Idem.
Mme.	Idem, réunissant plus de 6 ans de navigation sur les bâtiments de l'État.	465	"	465	Idem.
Mme.	Gardien des divers ser- vices.	438	"	438	Idem.
des 18 avril 1831 et 28 juin 1862 et ordonnance du 21 juin 1856.	Receveur de l'enregistre- ment au traitement moyen de 3,620 fr. 60 cent.	2,000	"	2,000	Langon.
des 2 février et 4 mars 1808.	Huissier au traitement moyen de 1,755 fr. 55 cent.	879	"	879	Paris.
des 11 et 18 avril 1831 et 28 juin 1862.	Capitaine, réunissant plus de 9 ans de services à la mer et aux colonies.	2,073	"	2,073	Brest.
Mme.	Idem.	1,977	"	1,977	Paris.
des 11 avril 1831 et 28 juin 1862 et ordonnance du 21 juin 1856.	Maréchal des logis. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'ac- tivité dans le grade de ser- gent et dans la gendarme- rie.)	387	198 ^f	585	Rochefort.
	TOTAUX...	34,578	726	35,304	

(a) Remplacement de la demi-solde de 150 francs qui lui avait été réglée par décision du 14 juin 1853, et dont il avait perçu les arrérages.

N° 15,916. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à asseoir au canton Rittwald des bois communaux d'Ébersheim (Bas-Rhin), pour les exercices 1863, 1864 et 1865, et par portions égales, une coupe extraordinaire de treize hectares quarante-deux ares.

2. Pendant huit années, de 1863 à 1870 inclusivement, la contenance de la coupe annuelle ordinaire sera réduite de deux hectares à un hectare trente ares. (Paris, 6 Mai 1863.)

N° 15,917. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration forestière à asseoir, pour l'exercice 1863, une coupe de neuf hectares trente-quatre ares dans le quart en réserve du bois communal de Romenay (Saône-et-Loire). (Paris, 6 Mai 1863.)

N° 15,918. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

La forêt communale de Lautenbach (Haut-Rhin) formera, à l'avenir, deux séries d'exploitation.

La première série, composée d'une sapinière de cent trente-neuf hectares soixante-quatorze ares, sera soumise, durant une période transitoire de quinze ans, à des coupes d'extraction, dont la possibilité annuelle est fixée à trois cent quatre-vingt-sept mètres cubes, déduction faite de cent vingt-neuf mètres cubes affectés à la réserve.

La seconde série, comprenant cent quatre-vingt-sept hectares quarante-neuf ares, sera traitée en taillis sous futaie, à la révolution de trente-cinq ans, divisée en un pareil nombre de coupes, déduction faite du quart en réserve, qui comprendra vingt-neuf hectares quarante ares peuplés en pins et quatorze hectares quarante-six ares peuplés en bouleaux. (Paris, 6 Mai 1863.)

N° 15,919. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Sont soumis au régime du taillis les bois des communes et établissements publics ci-après désignés.

Un quart de la contenance sera distrait pour former la réserve réglementaire ; le surplus sera divisé en coupes, conformément aux indications du tableau suivant :

NOMBRES D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	NOMS des communes et sections de communes.	CONTENANCE des forêts.	RÉGIME.	DURÉE DES RÉVOLUTIONS	NOMBRE DE COUPES.	DÉSIGNATION des quartis de réserve.
							Cantons.
1	Côté-d'Or...	Commune de l'Abergement-lez-Auxonne.	156 ^h 89 ^a 70 ^a pour la série à réaménager.	Taillis sous futaie.	27	27	A l'est du massif (a).
2	Meuse.....	Commune de Loison....	76 ^h 80 ^a	Idem.	27	27	A l'ouest du massif.
3	Jura.....	Commune de Ségéria...	14 04	Idem.	24	24	Idem.
4	Moselle....	Commune de Varsberg.	103 00	Idem.	30	30	Au sud-ouest du massif.
5	Yonne.....	Commune de Vaudeurs, section des Loges.	13 98	Idem.	20	10	Au sud-est du massif (b).
6	Saône-et-Loire.	Commune de Charrecey.	75 34	Idem.	26	13	Au meilleur canton (b).

(a) Série des Grands Bois et des Bornes couchées. Il n'est rien changé à l'aménagement de la série dite des Baliveaux, de onze hectares quarante-deux ares. — (b) Coupes biennales.

(Paris, 6 Mai 1863.)

N° 15,920. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir, dans les bois communaux situés dans le département du Bas-Rhin, les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

N° DES ARTICLES.	NOMS des communes propriétaires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.			Quantité de stères sans dési- gation du nombre d'arbres.	CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
		Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par contenance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.		
1	Voellerdingen.	Pfaffenloch			1,600	Les coupes ordinaires de produits principaux seront suspendues jusqu'en 1880 inclusivement.
2	Engwiller.	Buchwald.....			248	Le volume de la coupe annuelle sera réduit de cent vingt à cent stères pendant dix ans.

(Paris, 6 Mai 1863.)

N° 15,921. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir, dans les bois communaux situés dans le département du Gard, les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

NOMS des communes proprié- taires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
	Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par conten- nance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantités de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
1. Agard....	A la suite de la coupe ordinaire.	8 ^h 00 ^e	"	"	Par portions égales en 1863 et 1864. Une somme de trois mille f. sera prélevée sur le produit de la coupe pour subvenir aux frais de delimitation et de bornage de la forêt.
2. Brouzet....	Crousson	20 00	"	"	
3. Moutpezat..	Réserve.....	17 50	"	"	
4. Saint-Just- et- Vaquières.	Pezade	40 00	"	"	

(Paris, 6 Mai 1863.)

N° 15,922. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir, dans les bois communaux situés dans le département du Var, les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

NOMS des communes propriétaires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
	Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par conten- nance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantités de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
1. Moissac....	Défends de la Colle....	20 ^h	"	"	
2. Vins.....	Gros-Hubac.....	12	"	"	

(Paris, 6 Mai 1863.)

N° 15,923. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir, dans les bois communaux situés dans le département du Cantal, les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

NOMS des communes proprié- taires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
	Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par conten- nance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantités de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
1. Trémouille (section de Champre- don).	La Fère	"	40	"	
2. Vernols (section de Cezeral).	Pinatelle	"	400	"	
3. Le Falgoux.	Divers.....	"	2,000	"	
4. Idem.....	Idem	"	"	800	

(Paris, 6 Mai 1863.)

page, concurremment avec la coupe n° 25, et la révolution nouvelle partira de
(Paris, 9 Mai 1863.)

N° 15,932. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant

ART. 1^{er}. La forêt domaniale de Natrou (Meurthe), contenant environ cinq cent cinquante hectares, sera convertie en futaie pleine, à la révolution de cent quarante-quatre ans, divisée en quatre périodes égales, à chacune desquelles correspondra une affectation sur le terrain.

2. Pendant la première période de la première révolution, qui est considérée comme transitoire et dont l'origine remonte à 1862, la possibilité des coupes de régénération à asseoir tant dans la première que dans la quatrième affectation est fixée au chiffre total de quatre cent seize mètres cubes.

Cette possibilité pourra être l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts.

3. Durant la même période, les deuxième et troisième affectations seront soumises à des exploitations par contenance dirigées en vue de leur conversion ultérieure en futaie. (Paris, 27 Mai 1863.)

N° 15,933. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant que la forêt communale de Genay (Côte-d'Or), contenant environ deux cent vingt-sept hectares, sera traitée en taillis sous futaie, à la révolution de vingt-cinq ans, divisée en un égal nombre de coupes, distraction faite du quart de sa contenance pour former la réserve. (Paris, 27 Mai 1863.)

N° 15,934. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant

ART. 1^{er}. La forêt communale de Rémoray (Doubs), contenant environ cent quatre-vingt-seize hectares, sera traitée en futaie pleine, à la révolution de cent cinquante ans, divisée en six périodes égales, à chacune desquelles correspondra une affectation sur le terrain.

2. Durant la première période de la première révolution, considérée comme transitoire, la possibilité des coupes de régénération à asseoir dans les première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième affectations est fixée à quatre cent soixante et dix mètres cubes, déduction faite de cent cinquante-sept mètres cubes pour constituer un fonds de réserve.

Cette possibilité pourra être l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général. (Paris, 27 Mai 1863.)

N° 15,935. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant qui suit :

La forêt communale de Clermont (Landes), contenant environ neuf hectares quatre-vingt-seize ares, continuera à être exploitée en futaie jardinée, à la révolution de cent ans.

Sa possibilité annuelle en produits principaux est fixée à trente-huit mètres cubes. (Paris, 27 Mai 1863.)

N° 15,936. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant qui suit :

La forêt de Saint-Vincent-de-Xaintes, appartenant à la ville de Dax (Landes), contenant cent trente-neuf hectares environ, continuera à être traitée en futaie, à la révolution de cent ans, et sera provisoirement soumise à des coupes de régénération et d'extraction dirigées en vue d'introduire dans les peuplements une succession régulière d'âges gradués.

La possibilité de ces coupes est placée à deux cent trente-six mètres cubes, de

taite de soixante-dix-huit mètres cubes destinés à former la réserve. (Paris, 27 Mai 1863.)

1537. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant que la forêt communale de la Commande (Basses-Pyrénées), contenant environ cent quatorze hectares, sera traitée en taillis sous futaie, à la révolution de vingt-cinq ans, et divisée en un égal nombre de coupes, distraction faite du quart de sa contenance pour former la réserve. (Paris, 27 Mai 1863.)

1538. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

La commune de Brumath (Bas-Rhin) est autorisée à exploiter, dans le quart en réserve de la série de taillis que comprend la forêt communale, les coupes extraordinaires dont le détail suit, savoir :

— l'exercice 1863, quatre hectares quarante-deux ares de la parcelle A^{re} ;
— l'exercice 1864, neuf hectares vingt-six ares de la parcelle B^{re} ;
— l'exercice 1865, sept hectares vingt-sept ares de la parcelle B^{re} ;
— l'exercice 1866, six hectares soixante-treize ares formant la parcelle C^{re} ;
— l'exercice 1867, neuf hectares vingt-six ares de la parcelle A^{re} ;
— l'exercice 1868, quatre hectares soixante ares de la parcelle A^{re} .

Les exploitations seront dirigées en vue de la transformation du quart en réserve résineuse. (Paris, 27 Mai 1863.)

1539. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Sont soumis au régime du taillis les bois des communes ci-après désignées. Le quart de la contenance sera distrait pour former la réserve réglementaire ; le surplus sera divisé en coupes, conformément aux indications du tableau suivant :

CANTON.	NOMS des communes.	CONTENANCE des forêts.	CUTTES RÉVOLUTIONS		DESIGNATION des quarts de réserve.
			RÉGIME.	NOMBRE DE COUPES.	
Marais.	Commune de Roquebrun- sanne.	157 ^h 1 ^a	Taillis simple.	15	L'ouvrière (partie).
Marais.	Commune de Garlin- gen.	30 00	Taillis sous futaie.	30	L'emplacement actuel au nord du massif (a).
Marais.	Commune de Rambou- court.	367 70	Idem.	30	L'emplacement actuel.

Coupes biennales.

(Paris, 27 Mai 1863.)

1540. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant qu'une coupe de quatre mille cinq cents arbres sera assise par portions égales, en 1865, 1866 et 1867, dans la forêt appartenant par indivis aux communes de Saint-Sauveur et de Saint-Régis, département de la Loire. (Paris, 30 Mai 1863.)

N° 15,941. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration forestière à asseoir une coupe extraordinaire de deux hectares trente-cinq ares dans le bois appartenant à la commune de Souès, département des Hautes-Pyrénées. (*Paris, 30 Mai 1863.*)

N° 15,942. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à asseoir dans la série de taillis de la forêt communale de Westhalten (Haut-Rhin) les coupes extraordinaires dont le détail suit savoir :

Pour 1862, sept hectares cinquante ares de vieux bois compris dans les coupes n° 30 et 31;

Pour 1863, sept hectares quatre-vingt-onze ares de vieux bois compris dans la coupe n° 33;

Pour 1864, huit hectares quarante-neuf ares de vieux bois compris dans la coupe n° 34;

Pour 1865, six hectares de vieux bois compris dans la coupe n° 35. (*Paris, 30 Mai 1863.*)

N° 15,943. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. L'administration forestière est autorisée à asseoir, pour l'exercice 1863 dans les bois appartenant à la commune de Willer (Haut-Rhin) :

1° Une coupe extraordinaire de trois hectares soixante-dix-huit ares de taillis sous futaie;

2° Une coupe de nettoisement de neuf hectares soixante-deux ares portant sur des bois de quinze ans;

2. Une somme de cent cinquante francs sera prélevée sur le prix de vente de ces coupes pour subvenir aux frais d'aménagement de la forêt.

3. Conformément au décret du 23 juin 1855, les coupes ordinaires resteront suspendues jusqu'en 1870 exclusivement. (*Paris, 30 Mai 1863.*)

N° 15,944. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui autorise la commune de Soudan, arrondissement de Châteaubriant (Loire-Inférieure), à tenir le lundi de la Pentecôte la foire qui avait été établie pour avoir lieu le mardi qui suit cette fête. (*Saint-Cloud, 29 Août 1863.*)

N° 15,945. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant que la foire qui se tient annuellement dans la commune de Chailland, arrondissement de Laval (Mayenne), le premier lundi de mai est reportée au 22 avril de chaque année. (*Saint-Cloud, 29 Août 1863.*)

N° 15,946. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui autorise le sieur Pierron (*André*) à faire des modifications à l'usine qu'il possède sur la rivière de Sarre, commune d'Imling (Meurthe). (*Saint-Cloud, 29 Août 1863.*)

N° 15,947. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui réunit en association syndicale les propriétaires qui usent des eaux du ruisseau dit *des Moulins* pour l'irrigation de leurs terrains situés dans la commune de Pont-à-Mousson, aux lieux dits *de Harino, de Paré et d'autre, de la Levée-de-Muidières, Sous le Moulin bas, au Pont conpé, la Voie-de-Joûte, les Grèves et la Porte-de-Ricapt* (Meurthe). (*Saint-Cloud, 29 Août 1863.*)

N° 15,498. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant concession au sieur *Laurent* (*Maurice-Charles*) de mines de plomb, argent, zinc et cuivre sises commune d'Aulus (Ariège) : cette concession prendra le nom de concession du *Pouech*. (*Saint-Cloud, 29 Août 1863.*)

N° 15,499. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

Art. 1^{er}. La commune d'Albert (Somme) est autorisée à établir un abattoir public, avec annexes d'échaudoir et de triperie, en un point situé au nord des habitations et indiqué par la teinte rose sur le plan qui a été visé à la mairie le 5 mars 1860 et qui restera annexé au présent décret.

1. A cet effet, la même commune est, en outre, autorisée :

1° À acquérir du sieur *Delattre*, moyennant le prix de deux mille quatre cents francs (2,400) et aux clauses et conditions de la promesse de vente du 26 décembre 1859, une pièce de terre d'une contenance de vingt-huit ares soixante centiares, pour y établir ledit abattoir public;

2° À céder aux époux *Lassal*, aux clauses et conditions d'un acte sous seings privés du 16 janvier 1860, deux parcelles de terrain estimées deux mille deux cent seize francs (2,216) et à recevoir en échange deux autres parcelles de même contenance et valeur, pour compléter et régulariser l'emplacement du même abattoir;

3° À vendre : 1° aux enchères publiques, sur la mise à prix de trois mille huit cent quarante-cinq francs (3,845), deux parcelles de terrain; 2° au cours de la bourse de Paris, deux inscriptions départementales de rente trois pour cent sur l'État, montant ensemble à mille sept cent sept francs (1,707), pour le produit en être affecté, concurremment avec celui de l'aliénation ci-dessus, aux frais de construction d'une salle d'aisle et de l'abattoir ci-dessus mentionné.

4. Les droits à percevoir dans l'abattoir public d'Albert sont fixés ainsi qu'il suit, savoir :

Bœuf, taureau, vachè ou génisse, trois francs, ci.....	3 ^{fr} 00 ^c
Veau, quatre-vingts centimes, ci.....	0 80
Mouton, brebis, agneau, chèvre, quarante centimes, ci.....	0 40
Porc, un franc, ci.....	1 00

5. La mise en activité de l'abattoir public d'Albert entraînera de plein droit la suppression des tueries particulières situées dans la localité; néanmoins, les habitants qui élèvent des porcs pour la consommation de leur maison pourront les faire abattre chez eux, pourvu que ce soit dans un local clos et séparé de la voie publique.

6. La présente autorisation est accordée sous la condition expresse que le puisard destiné à recevoir les eaux vannes de l'abattoir devra être et demeurer suffisamment absorbant pour que l'écoulement s'opère, en tout temps, de manière à prévenir, de ce chef, toute cause d'insalubrité, et que, dans le cas où ce résultat ne serait pas atteint, la commune sera tenue de l'obtenir par d'autres moyens, avec le concours des hommes de l'art. Est, en outre, réservé à l'Administration le droit de prescrire et faire exécuter, à toute époque, les mesures et travaux qu'elle jugerait utiles dans l'intérêt de la salubrité publique. (*Saint-Cloud, 29 Août 1863.*)

N° 15,950. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui autorisent :

Le sieur *Adrien Cassaigneaux de Brasse*, à conserver dans son état actuel l'usine dite de *Brasse*, qu'il possède sur la rivière d'Aude, commune de Cornanel (Aude);

La dame veuve *Guillemet* : 1° à maintenir en activité le moulin qu'elle possède dans la commune de Charmes (Vosges); 2° à construire dans le lit de la Moselle le barrage indispensable à la nouvelle dérivation destinée à la mise en mouvement de son usine;

La ville de Charmes, à dériver, au moyen du barrage précité, les eaux nécessaires à l'irrigation de ses pâtis communaux à convertir en prairie. (*Paris, 10 Octobre 1863.*)

N° 15,951. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui réunit en association syndicale les propriétaires intéressés au curage à vieux fonds et vieux bords et au faucardement de la rivière de Nartuby, depuis son entrée sur la commune de Trans (Var) jusqu'à la sortie de cette commune, ainsi que de ses dérivations, ses bras de décharge etc. etc. (Saint-Cloud, 28 Octobre 1863.)

N° 15,952. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1° La commune de Muret (Haute-Garonne) est autorisée à établir un abattoir public dans le local actuellement occupé par la tuerie communale, tel qu'il est indiqué sur le plan qui a été dressé par l'architecte le 1^{er} septembre 1862, lequel plan restera annexé au présent décret.

2° Il sera perçu à l'abattoir public :

Pour un bœuf, vache ou génisse, soixante centimes, ci.....	60 ^c
Pour un veau, trente centimes. ci.....	30
Pour un mouton, quinze centimes, ci.....	15
Pour un agneau ou chevreau, cinq centimes, ci.....	05
Pour un porc, quarante centimes, ci.....	40

3° La mise en activité de l'abattoir public de Muret entraînera de plein droit la suppression des tueries particulières situées dans la localité. Néanmoins, les habitants qui élèvent des porcs pour leur consommation pourront les faire abattre chez eux pourvu que ce soit dans un local clos et séparé de la voie publique.

4° La présente autorisation est accordée sous la réserve du droit pour l'Administration de prescrire et faire exécuter, à toute époque, les mesures et travaux qu'elle jugerait utiles dans l'intérêt de la salubrité publique. (Saint-Cloud, 31 Octobre 1863.)



Certifié conforme :

Paris, le 17^e Février 1864.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1012.

N° 15,953. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 28 Militaires des Pensions de retraite pour blessures ou infirmités.*

Du 5 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2° La loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 1^{er} janvier 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 4, et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de quarante-huit mille neuf cent soixante-trois francs (48,963^f), sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il est accordé à chacun des vingt-huit militaires dénommés au tableau d'autre part une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾, savoir :

Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au tableau, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NOMES ET PRÉNOMS.	NATURALISÉ.	CLASSES.	SERVICES effectifs.			CAMPAIGNES.		
			Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
1 CHENARD (Jean)	21 sept. 1870.	Saint-Julien-aux-Bois (Cotentin).	19	10	4	15	*	*
2 DE GRESSOT (Gédéon-Eugène-Léonard)	11 sept. 1870.	Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise).	19	11	1	23	*	*
3 KEMPPEL (Alfred-Henri-Joseph)	11 sept. 1870.	Vincennes (Seine).	19	5	28	9	*	*
4 HAVET OUD KADDORE	1872.	Oran (Algérie).	26	10	3	27	*	*
5 ROLLIN (Louis-Edouard)	22 fév. 1870.	Metz (Moselle).	19	*	1	8	*	*
6 PÉRENET (Michel)	17 fév. 1870.	Vouziers (Aisne).	22	1	7	7	*	*
7 DAVAL (Antoine)	12 déc. 1872.	Bordeaux (Gironde).	25	7	16	16	*	*
8 HUMBERT (Joseph)	11 fév. 1870.	Saint-Maurice-des-Prés (Saône-et-Loire).	28	1	20	6	*	*
9 DE SOMMEVILLE (Eugène-Valentin-Victor)	15 sept. 1870.	Chenoucy (Pas-de-Calais).	18	*	15	4	*	*
10 BUCHIN (Jean-François)	11 janv. 1871.	Le Luvigny (Jura).	18	3	8	1	*	*
11 DE LACHAU (Marie-Charles-Philippe-Balthazar)	18 avril 1870.	Miral (Cantal).	18	*	16	13	*	*
12 LAFONTAINE (François-Charles)	21 nov. 1870.	Saint-Laurent-de-Cerdans (Pyrénées-Or.).	15	9	18	13	*	*
13 MOHAMED BEN KALEM	1870.	Cherchell (Algérie).	13	*	4	14	*	*
14 HAÏSSAG (Benjamin-Charles-Frédéric)	11 oct. 1871.	L'euillade (Charente).	15	1	14	5	*	*
15 ANDRIEU (Octave-François-Émile)	9 juillet 1870.	Mantes (Seine-et-Oise).	20	8	10	30	*	*
16 BOULANGER (Pierre-Alexandre-Prosper)	20 fév. 1873.	Paris (Seine).	18	9	30	10	*	*
17 GRANON (Jean-Baptiste-Marius)	23 juin 1878.	Aix (Bouches-du-Rhône).	23	10	6	6	*	*
18 LANGERON (Philibert)	18 oct. 1876.	Mont-Saint-Vincent (Saône-et-Loire).	25	5	1	20	*	*
19 SCHAEFER (Jean-Georges)	7 janv. 1878.	Schweinau (Bavière).	25	1	14	37	*	*
20 PASCAL (Jean-Léopold-Jules-Émile)	16 oct. 1872.	Les Arcs (Var).	20	7	15	17	*	*
21 LE BEY-TAILLIS (Prosper-Anatole)	5 juin 1870.	Brest (Finistère).	14	11	2	8	*	*
22 BORDES (Guillaume)	2 mai 1871.	Pinsac (Lot).	13	1	18	13	*	*
23 OZENFANT (Edmond-Joseph)	26 déc. 1872.	Saint-Quentin (Aisne).	15	4	1	22	*	*

(1) Application de l'article 5 de la loi du 25 juin 1861. — (2) Naturalisé Français.
 (a) A la condition que les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été rayé des listes d'activité ou aura cessé d'être traité dans un hôpital militaire. — (b) Sauf déduction des services passés

GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
Capitaine. (Ayant 13 ans d'activité dans ce grade.)	2,477 ^(a)	En activité aux îles d'Hyères.	1 ^{er} décembre 1863	Rilhac (Corrèze).
Capitaine.	2,120 (a)	En activité.	1 ^{er} sept. 1863.	Paris (Seine).
Lieutenant.	1,120 (a)	Idem.	20 octobre 1863.	Idem.
Sous-lieutenant.	1,680 (a)	Idem.	10 décembre 1863.	Oran (Algérie).
Capitaine.	2,544 (a)	Idem. Adjoint à la direction d'artillerie de Strasbourg.	Idem.	Strasbourg (Bas-Rhin).
Sous-lieutenant.	1,400 (a)	En activité.	1 ^{er} décembre 1863	Vouziers (Ardennes).
Capitaine.	2,120 (a)	Idem.	10 décembre 1863	Bourg-Saint-Andéol (Ardèche).
Idem.	2,120 (b)	En non-activité.	26 juin 1863.	Saint-Maurice- des-Prés (Saône-et-Loire).
Idem.	2,106 (a)	En activité.	20 décembre 1863	Versailles (Seine-et-Oise).
Idem.	2,106 (a)	Idem.	10 décembre 1863	Lavigny (Jura).
Lieutenant.	1,680 (a)	Idem.	Idem.	Valréas (Vaucluse).
Idem.	1,680 (a)	Idem.	9 sept. 1863.	Lanouée (Morbihan).
Idem.	1,680 (a)	Idem.	10 décembre 1863	Constantine (Algérie).
Sous-lieutenant.	1,400 (a)	Idem.	25 novembre 1863	Angoulême (Charente).
Capitaine.	2,120 (a)	Idem.	10 décembre 1863	Paris (Seine).
Idem.	2,120 (a)	Idem.	20 novembre 1863	Idem.
Garde de 1 ^{re} classe.	1,500 (a)	Idem à Brest.	25 novembre 1863	Brest (Finistère).
Sous-lieutenant.	1,400 (c)	En non-activité.	21 juillet 1863.	Mont-Saint-Vincent (Saône-et-Loire).
Capitaine.	2,120 (a)	En activité.	1 ^{er} sept. 1863.	Saint-Étienne (Loire).
Idem.	1,840 (a)	Idem.	10 décembre 1863	Dijon (Côte-d'Or).
Idem.	1,560 (a)	Idem.	10 novembre 1863	Paris (Seine).
Idem.	1,560 (a)	Idem.	1 ^{er} décembre 1863	Baignes (Charente).
Idem.	1,770 (a)	Idem.	Idem.	Saint-Quentin (Aisne).

^(a) Titre de soldat de non-activité. — ^(c) Sans déduction des sommes perçues depuis le 21 juillet 1863 à titre de non-activité.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES.		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
24	SOYARD (Claude-Joseph).	26 oct. 1832.	Scey-sur-Saône (Haute-Saône).	Lieutenant au 60 ^e régiment d'infanterie de ligne.	14	"	15	16	"	3
25	BONDONNEAU (Charles-Eugène).	11 juin 1832.	Patay (Loiret).	Sous-lieutenant au 43 ^e régiment d'infanterie de ligne.	12	4	12	11	"	3
26	CONDOUMY (Jean-Pierre).	20 sept. 1829.	Toulouse (Haute-Garonne).	Sous-lieutenant au 1 ^{er} régiment de sapeurs.	16	1	24	18	"	31
27	CHARTRÔU (Louis-François).	9 mai 1818.	Alby (Tarn).	Capitaine au 8 ^e régiment de dragons.	23	2	18	39	"	61
28	STUPFFEL (André-Eugène).	29 nov. 1821.	Bitschwiller (Bas-Rhin).	Lieutenant au 8 ^e régiment de chasseurs.	21	10	15	28	"	46

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre.*

Signé RANDON.

DES SECOURS ANNUELS à la retraite des officiers de la 1 ^{re} moitié 1831 jusqu'à 1840.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITE de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE des titulaires.
	Lieutenant.	1,134 ¹ (a)	Directeur des ateliers dans les pénitenciers militaires.	5 décembre 1863.	Marseille (Bouches-du-Rhône).
	Sous-lieutenant.	840 (a)	En activité.	25 octobre 1863.	Lerrain (Vosges).
	Idem.	966 (a)	Idem.	10 décembre 1863	Paris (Seine).
	Capitaine.	2,120 (a)	Idem.	20 novembre 1863	Toulouse (Haute-Garonne).
	Lieutenant.	1,680 (a)	Idem.	1 ^{er} octobre 1863.	Bitschwiller (Bas-Rhin).
	TOTAL....	48,963			

Les conditions que les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles et qu'il aura cessé d'être traité dans un hôpital militaire.

N° 15,954. — DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde des Pensions de réforme à 3 Officiers.

Du 5 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1^{er} les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2^o Les titres II et III de la loi du 17 mai 1834, sur l'état des officiers, et le tarif annexé à la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

3^o Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4^o L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 5 janvier 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de réforme comprises dans le présent décret, portant le n° 5, et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de deux mille sept cent quatre-vingt-trois francs (2,783¹), sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des trois officiers dénommés au tableau d'autre part une pension de réforme fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾, savoir :

Les titulaires de ces secours annuels ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES	
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.
1	TEISSIER (Honoré-David).	11 août 1822.	Barjac (Gard).	Capitaine au 56 régiment d'infanterie de ligne.	23	
2	THÉRIN (Ernest).....	12 juin 1823.	Épinal (Vosges).	Lieutenant au 37 ^e régiment d'infanterie de ligne.	20	6
3	GUICHARD (Jean-Pierre).	29 octobre 1823.	Montigny-le-Roi (Haute-Marne).	Lieutenant au 2 ^e régiment de chasseurs.	21	2

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec la jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils faisaient partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre*

Signé RANDON.

N^o 15,955. — DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 95 Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.

Du 16 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1^o les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852 ;

ANCIENNETÉ de la pension en réforme.	BASES LÉGALES applicables à cette fixation.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE des titulaires.	OBSERVATIONS.
1,195 ^f	Article 18 de la loi du 19 mai 1834 et ta- rif annexé à celle du 25 juin 1861.	29 octobre 1863.	Besançon (Doubs).	
751	<i>Idem.</i>	4 juin 1862.	Maréville (Meurthe).	
83	<i>Idem.</i>	15 novembre 1863.	Nogent-le-Roi (Haute-Marne).	
1,783				

Les lois des 11 avril 1831, 26 avril 1855 (titre IV) et 25 juin 1861, sur les pensions de l'armée de terre ;

Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public ;

L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 10 janvier 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 6, et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de cinquante mille sept cent cinquante-trois francs (51,753^f), sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864 ;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVOIRS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit : .

Art. 1^{er}. Il est accordé à chacun des quatre-vingt-quinze militaires nommés au tableau d'autre part une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance à jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée d'autre part, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension mili-

Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit au ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

taire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

NOMBRES D'INDIGES.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES.			CAMPAGNES.		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
1	AUDRA (Jean-Joseph)...	18 déc. 1810.	Coubron (Seine-et-Oise).	Musicien de 3 ^e classe à la garde de Paris.	25	7	26	"	"	"
2	AUDRAN (Jean - Martin-Victor).	18 août 1817.	Clermont (Hérault).	Musicien de 1 ^{re} classe à la garde de Paris.	26	7	10	1	"	"
3	BONNECAZE (Jean-François).	2 janv. 1814.	Fontiès-d'Aude (Aude).	<i>Idem.</i>	25	5	16	*7	"	"
4	CHANTELOUP (Jean)...	20 janv. 1814.	Charenton-le-Pont (Seine).	<i>Idem.</i>	25	2	26	8	"	"
5	GAUTHIER (Jean-Louis).	3 sept. 1812.	Allan (Drôme).	Brigadier au régiment de gendarmerie de la garde impériale	26	9	26	5	"	"
6	LASSUS (Pierre).....	14 sept. 1809.	Serres-Morlaas (Basses-Pyrénées).	<i>Idem.</i>	26	5	6	11	"	"
7	PETITCOLIN (Nicolas)...	28 janv. 1813.	Bourg-Bruche (Vosges).	<i>Idem.</i>	27	5	25	7	"	"
8	VANIER (Pierre-Louis) ..	12 juillet 1819.	Paris (Seine).	Tambour au régiment de gendarmerie de la garde impériale	25	1	6	9	"	"
9	BLANCHIN (Jean).....	3 janv. 1815.	L'aigny (Loire).	Gendarme au régiment de gendarmerie de la garde impériale	25	7	27	22	"	"
10	HANS (Félicien-Louis-Etienne).	14 mai 1816.	Remiremont (Vosges).	<i>Idem.</i>	26	7	23	32	"	"
11	CASTAGNE (Guillaume-Joseph).	19 mars 1813.	Lauzerte (Tarn-et-Garonne).	<i>Idem.</i>	27	1	"	3	"	"
12	PAUVERT (Louis).....	4 juin 1814.	Joué-Étienn (Maine-et-Loire).	<i>Idem.</i>	26	9	16	1	6	"
13	JAGER (Claude).....	31 mars 1806.	Gomelange (Moselle).	Brigadier, gendarme à l'escadron de la garde impériale.	32	2	25	"	"	"
14	OHLMANN (Antoine)....	1 ^{er} mars 1813.	Haguenau (Bas-Rhin).	Gendarme à l'escadron de la garde impériale.	27	10	7	1	"	"
15	DEWELSTER (Charles-Pierre).	19 janv. 1814.	Dunkerque (Nord).	Adjudant sous-officier, maréchal des logis à la garde à pied de Paris.	26	7	17	18	"	"
16	MORDAING (Martin-Auguste).	3 mai 1811.	Landaville (Vosges).	Adjudant sous-officier à la compagnie de gendarmerie de la Meurthe.	27	11	24	"	"	"
17	PRENON (Jacques).....	30 janv. 1813.	Winckange (Moselle).	<i>Idem.</i> de la Seine-Inférieure.	25	8	21	"	"	"
18	DRONIER (Claude-Séraphin).	5 février 1811.	Ravilloles (Jura).	Maréchal des logis chef à la compagnie de gendarmerie de l'Ain.	29	11	20	"	"	"

(1) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur:

Le Maréchal de France,

Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

NOM Prénoms Nécess. Lettres.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Loi du 11 avril 1831.	Loi du 16 avril 1855.	Total.			
19 et 20 (1).	Gendarme. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	246 ^f	198 ^f	444 ^f (a)	Dans ses foyers.	21 mai 1863.	Vaujours (Seine-et-Oise).
Idem.	Idem.	258	198	456 (a)	Idem.	1 ^{er} janv. 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	285	198	483 (a)	Idem.	16 mai 1863.	Vignory (Haute-Marne).
Idem.	Idem.	291	198	489 (a)	Idem.	15 octobre 1862.	Paris (Seine).
Idem.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	314	198	512 (a)	Idem.	11 mars 1863.	Marsanne (Drôme).
Idem.	Idem.	354	198	552 (a)	Idem.	21 mars 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	352	198	550 (a)	Idem.	21 déc. 1862.	Vanvres (Seine).
Idem.	Gendarme. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	297	198	495 (a)	Idem.	21 mai 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	360	198	558 (a)	Idem.	21 mars 1863.	Plobshcim (Bas-Rhin).
Idem.	Gendarme.	300	165	465 (a)	Idem.	Idem.	Alençon (Orne).
Idem.	Gendarme. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	273	198	471 (a)	Idem.	21 mai 1863.	Lauzerte (Tarn-et-Garonne).
Idem.	Idem.	261	198	459 (a)	Idem.	11 avril 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	318	198	516 (a)	Idem.	1 ^{er} déc. 1862.	Versailles (Seine-et-Oise).
Idem.	Gendarme. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	264	198	462 (a)	Idem.	1 ^{er} juillet 1863.	Poissy (Seine-et-Oise).
Idem.	Adjudant sous-offi- cier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	720	198	918 (a)	Idem.	16 avril 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Adjudant sous-offi- cier.	430	165	595 (a)	Idem.	6 février 1863.	Sarrebouurg (Meurthe).
Idem.	Idem.	410	165	575 (a)	Idem.	6 janvier 1863.	Dieppe (Seine-Inférieure).
Idem.	Maréchal des logis chef.	350	165	515 (a)	Idem.	6 février 1863.	Mondon (Doubs).

Les modifications que les arrerages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles.

NOM ET PRÉNOM.	NAISSANCE.		GRADES. ARMES, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES.		
	Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
19 MOGNAN Aimable-Lucien.	6 oct. 1811.	Sotteville-sur-Mer (Seine-Inférieure).	Maréchal des logis chef à la compagnie de gendarmes vétérans.	5	3	20	*	*	*
20 VALLEUR Noël.	15 sept. 1811.	Dissais (Vienne).	Maréchal des logis chef à la compagnie de gendarmerie de Loiret-et-Cher. <i>Idem</i> de la Vendée.	9	1	23	*	*	*
21 THOMAS Martial.	15 mai 1813.	Bonzenac (Corse).	Sergent, brigadier à la 1 ^{re} compagnie de gendarmerie de la Corse.	25	3	15	21	*	*
22 BIGLI Charles-Joseph.	nov. 1816.	Porta (Corse).	Sergent, brigadier à la garde de Paris.	29	10	11	1	*	*
23 BARET Jean-Baptiste.	11 nov. 1819.	Couldevie (Isère).	Sergent, brigadier à la compagnie de gendarmerie des Vosges.	28	*	16	*	*	*
24 PIERRE Joseph.	10 oct. 1813.	Offroicourt (Vosges).	Sergent, brigadier à la compagnie de gendarmerie de la Haute-Marne.	28	10	*	*	*	*
25 SOUVAY Nicolas.	10 août 1812.	Ramouchamp (Vosges).	Sergent, gendarme à la compagnie de gendarmes vétérans.	25	7	16	32	*	*
26 CHAMON (Etienne-Ferdinand).	15 dec. 1811.	Sommieres (Gard).	Sergent, gendarme à la compagnie de gendarmes vétérans.	28	7	26	*	*	*
27 AZEMAT Benjamin.	20 mars 1815.	Montargis (Loiret).	Sergent, gendarme à la compagnie d'Eure-et-Loir.	27	5	20	8	*	*
28 FONTERET Jacques.	21 déc. 1812.	Riorges (Loiret).	Maréchal des logis à la 1 ^{re} compagnie de gendarmerie d'Afrique.	26	3	4	23	*	*
29 DUPONT (Eugene-Augustin-Constant).	2 juin 1817.	Festieux (Aisne).	Maréchal des logis à la 3 ^e compagnie de gendarmerie de la Corse.	28	1	14	*	*	*
30 L'IMPERANT Jean-Jacques.	10 nov. 1816.	Penta (Corse).	Maréchal des logis à la 2 ^e compagnie de gendarmerie de la Corse.	28	9	24	29	*	*
31 GEFARD (Jean-Auguste).	10 sept. 1811.	Cerizay (Deux-Sèvres).	<i>Idem</i> à la 1 ^{re} idem.	26	9	22	21	*	*
32 LECIONI (Ours-Jean).	10 juillet 1812.	Piedicorte (Corse).	Maréchal des logis, gendarme à la compagnie du Gers.	25	9	6	20	*	*
33 SERRA (Jean-Sébastien).	14 mai 1817.	Cervione (Corse).	Maréchal des logis, gendarme à la compagnie du Var.	25	3	23	26	*	*
34 SOULAN (Jean-Dominique).	31 dec. 1815.	Ancizan (Hautes-Pyrénées).	Maréchal des logis à la compagnie de gendarmes vétérans.	25	1	23	*	*	*
35 GANTIER (Pierre).	15 nov. 1816.	Mauzé (Deux-Sèvres).	Maréchal des logis à la compagnie de gendarmerie de la Mayenne.	31	11	5	1	*	*
36 SIHAN Louis-Sébastien.	28 mars 1816.	Gourin (Morbihan).	Maréchal des logis à la compagnie de gendarmerie de l'Allier.	27	4	5	*	*	*
37 BAZIN (Jules-César-Léon).	5 janvier 1817.	Luc (Calvados).							
38 BOURLOIS (Etienne-Armand).	8 mai 1808.	Marville (Meuse).							
39 BOUZIGES (François-Martin).	19 oct. 1813.	Perignan (Aude).							

(1) Application de l'article 25 de la loi du 25 juin 1861.

(2) A la condition que les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été rayé des cadres.

POSITIONS anciennes ou nouvelles de l'État.	Loi du 26 avril 1855.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
			Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.	Total.			
1847 20.		Maréchal des logis chef.	335 ^f	165 ^f	500 ^f (a)	Dans ses foyers.	6 mars 1863.	Versailles (Seine-et-Oise).
Idem.		Idem.	345	165	510 (a)	Idem.	6 avril 1863.	Mer (Loiret-et-Cher).
Idem.		Maréchal des logis, (Ayant 12 ans d'ac- tivité dans ce grade.)	318	198	516 (a)	Idem.	26 février 1863.	Donzenac (Corrèze).
Idem.		Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	480	198	678 (a)	Idem.	6 juillet 1863.	Saint-André- de-Cotone (Corse).
Idem.		Idem.	354	198	552 (a)	Idem.	1 ^{er} février 1863.	Coublevie (Isère).
Idem.		Idem.	332	198	530 (a)	Idem.	3 avril 1863.	Brouvelieures (Vosges).
Idem.		Idem.	336	198	534 (a)	Idem.	11 mai 1863.	La Bourgonce (Vosges).
Idem.		Idem.	480	198	678 (a)	Idem.	1 ^{er} nov. 1862.	Nîmes (Gard).
Idem.		Idem.	332	198	530 (b)	Idem.	16 déc. 1862.	Corbeil (Seine-et-Oise).
Idem.		* Idem.	395	198	593 (a)	Idem.	16 nov. 1862.	Onroux (Rhône).
Idem.		Idem.	480	198	678 (a)	Idem.	6 avril 1863.	Festieux (Aisne).
Idem.		Idem.	480	198	678 (a)	Idem.	26 mars 1863.	Penta (Corse).
Idem.		Idem.	332	198	530 (a)	Idem.	16 avril 1863.	Cerizay (Deux-Sèvres).
Idem.		Idem.	480	198	678 (a)	Idem.	26 déc. 1862.	Piedicorte (Corse).
Idem.		Idem.	480	198	678 (a)	Idem.	6 juillet 1863.	Cervione (Corse).
Idem.		Idem.	480	198	678 (a)	Idem.	16 mai 1863.	Lombez (Gers).
Idem.		Maréchal des logis.	400	165	565 (a)	Idem.	1 ^{er} oct. 1862.	Draguignan (Var).
Idem.		Idem.	400	165	565 (a)	Idem.	1 ^{er} juillet 1863.	Gaillon (Eure).
Idem.		Maréchal des logis, (Ayant 12 ans d'ac- tivité dans ce gra- de.)	305	198	503 (b)	Idem.	16 janvier 1863.	Château- Gontier (Mayenne).
Idem.		Idem.	372	198	570 (a)	Idem.	31 juillet 1863.	Paris (Seine).
Idem.		Idem.	323	198	521 (a)	Idem.	16 octobre 1862.	Moulins (Allier).

— (B) Idem. Cette pension dans la fixation de laquelle il a été fait application de l'article 4 de la loi du 26 avril 1855, ne peut, d'après l'article 37 de ladite loi, être cumulée avec un traitement civil d'activité.

NOMBRÉS PORTER.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Date.	Lieu.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
40	BAUSET Charlemagne-Constantin.	26 juin 1810.	Cugny (Aube).	Maréchal des logis à la compagnie de gendarmerie du Pas-de-Calais.	31	2	20	2	2	2
41	CANON Pierre.	10 déc. 1808.	Guérol (Creuse).	Idem de Loir-et-Cher.	32	2	20	2	2	2
42	CARNIS Prosper-Isidore.	20 janv. 1810.	Vitray (Loire-et-Loir).	Idem de Loir-et-Cher.	26	1	10	2	2	2
43	CONSOUL (Jean-Louis).	1 sept. 1811.	Lorient (Morbihan).	Idem de l'Eure.	33	4	25	1	8	15
44	CHATEL Joseph-Victor.	11 juillet 1810.	Giromagny (Haut-Rhin).	Idem de l'Eure.	25	1	8	1	1	1
45	DREYNAU (Jean-Baptiste-Joseph).	25 déc. 1811.	Auchy (Nord).	Idem du Pas-de-Calais.	26	2	21	2	2	2
46	DIVRY (Pierre-Joseph).	25 mars 1810.	Glageon (Nord).	Idem du Nord.	26	1	16	2	2	2
47	DONET Jean.	15 août 1809.	Villargoix (Côte-d'Or).	Idem de la Haute-Vienne.	33	5	15	2	2	2
48	DEFOUR Jean-Marie.	27 sept. 1809.	Rosillon (Ain).	Idem de l'Hérault.	32	2	12	1	2	2
49	FRÉJAC Baptiste.	7 mars 1812.	Théménilles (Loir).	Maréchal des logis à la garde à pied de Paris.	28	8	13	9	2	2
50	FROMAGE (Jean-Napoléon).	23 juin 1809.	Font-l'Évêque (Calvados).	Maréchal des logis à la compagnie de gendarmerie de la Vienne.	31	10	20	1	2	2
51	GARDON Louis-Éléonore.	8 avril 1809.	Souday (Loire-et-Cher).	Idem.	32	3	22	1	2	2
52	GUILLEMEN (Sage-Auguste).	17 juillet 1815.	Meudon (Seine-et-Oise).	Maréchal des logis à la garde de Paris.	26	10	9	11	2	2
53	JULIEN (Jean).	17 avril 1807.	Courbouzon (Loire-et-Cher).	Maréchal des logis à la compagnie de gendarmerie d'Indre-et-Loire.	32	9	29	2	2	2
54	KOCH (Henry-Xavier).	14 juillet 1815.	Euhl (Haut-Rhin).	Idem du Haut-Rhin.	25	11	19	2	2	2
55	LAMARE (Jean-Pierre).	8 oct. 1806.	Étampes (Seine-et-Oise).	Maréchal des logis à la garde à pied de Paris.	30	4	14	2	2	2
56	LARCHER (Nicolas-Auguste).	9 août 1810.	Lesclères (Haute-Marne).	Maréchal des logis à la compagnie de gendarmerie de la Haute-Vienne.	32	2	10	2	2	2
57	LECLERC (Jean-François-Auguste).	2 février 1815.	Valcanville (Manche).	Idem de la Mayenne.	26	7	9	2	2	2
58	LE GODEC (Jacques).	8 février 1807.	Roscoff (Finistère).	Idem du Finistère.	34	3	7	2	2	2
59	LEBT (Pierre-Sévère).	27 fév. 1815.	Aulas (Gard).	Idem de l'Ardèche.	25	10	23	3	2	2
60	MACQUERON (Thomas-Augustin).	20 déc. 1815.	Crécy (Somme).	Idem de l'Eure.	25	3	13	2	2	2
61	MAUDONADE (Antoine).	30 juillet 1809.	Donzenac (Corrèze).	Idem de la Corrèze.	32	3	13	2	2	2
62	MAYDONADE (François).	28 juillet 1815.	Idem.	Idem de la Dordogne.	28	3	1	2	2	2
63	MARSOLIER (Augustin).	27 sept. 1812.	Rougé (Loire-Inférieure).	Idem de Maine-et-Loire.	29	4	2	2	2	2
64	MARTIN (André).	19 avril 1815.	Caunay (Deux-Sèvres).	Idem de la Charente-Inférieure.	26	2	28	2	2	2
65	MÉRIAN (Joseph).	1 ^{er} oct. 1819.	Langogne (Lozère).	Idem du Gard.	25	5	11	1	2	2
66	MENVILLE (Jean-Guil-laume).	23 juillet 1815.	Vielle-Aure (Hautes-Pyrénées).	Idem des Hautes-Pyrénées.	26	2	10	2	2	2

NOM des titulaires.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	EPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Loi du 11 avril 1854.	Loi du 26 avril 1855.	Total.			
1850.	Maréchal des logis. (Ayant 17 ans d'ac- tivité dans ce grade.)	363 ^f	198 ^f	561 ^f a.	Dans ses foyers.	6 nov. 1862.	Saint-Pol (Pas-de-Calais).
Idem.	Idem.	368	198	566 a.	Idem.	1 ^{er} dec. 1862.	Saint-Aignan (Loir-et-Cher).
Idem.	Idem.	314	198	512 a.	Idem.	15 mai 1863.	Châtreaudun (Eure-et-Loir).
Idem.	Idem.	395	198	593 a.	Idem.	6 juin 1863.	Romilly (Eure).
Idem.	Idem.	341	198	539 a.	Idem.	1 ^{er} avril 1863.	Grenoble (Isère).
Idem.	Idem.	314	198	512 a.	Idem.	6 nov. 1862.	Sarton (Pas-de-Calais).
Idem.	Idem.	314	198	512 a.	Idem.	6 avril 1863.	Boubaix (Nord).
Idem.	Idem.	368	198	566 a.	Idem.	21 mai 1863.	Chalus (Haute-Vienne).
Idem.	Idem.	377	198	575 a.	Idem.	16 avril 1863.	Rossillon (Ain).
Idem.	Idem.	417	198	615 a.	Idem.	1 ^{er} février 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	372	198	570 a.	Idem.	21 février 1863.	Blois (Loir-et-Cher).
Idem.	Idem.	377	198	575 a.	Idem.	1 ^{er} avril 1863.	Chauvigny (Vienne).
Idem.	Idem.	417	198	615 a.	Idem.	10 mai 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	372	198	570 a.	Idem.	6 mai 1863.	Angoulême (Charente).
Idem.	Idem.	309	198	507 a.	Idem.	11 mars 1863.	Thann (Haut-Rhin).
Idem.	Idem.	368	198	566 a.	Idem.	16 mars 1863.	Ltampes (Seine-et-Oise).
Idem.	Idem.	363	198	561 a.	Idem.	11 avril 1863.	Limoges (Haute-Vienne).
Idem.	Idem.	318	198	516 a.	Idem.	1 ^{er} février 1863.	Caen (Calvados).
Idem.	Idem.	386	198	584 a.	Idem.	11 mars 1863.	Concarneau (Finistère).
Idem.	Idem.	336	198	534 a.	Idem.	16 février 1863.	Nîmes (Gard).
Idem.	Idem.	305	198	503 a.	Idem.	1 ^{er} sept. 1862.	Louviers (Eure).
Idem.	Idem.	368	198	566 a.	Idem.	21 avril 1863.	Neuvic (Corrèze).
Idem.	Idem.	332	198	530 a.	Idem.	21 mai 1863.	Périgueux (Dordogne).
Idem.	Idem.	311	198	509 a.	Idem.	6 mars 1863.	Montrevault (Maine-et-Loire).
Idem.	Idem.	314	198	512 a.	Idem.	26 mars 1863.	Cauvay (Deux-Sèvres).
Idem.	Idem.	314	198	512 a.	Idem.	Idem.	Méjannes- lez-Alais (Gard).
Idem.	Idem.	314	198	512 a.	Idem.	6 juin 1863.	Rabastens (Hautes-Pyrénées).

A la condition que les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles.

NOM ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
	Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
67 NOMMAY (Alexis).....	16 fév. 1815.	Mathay (Doubs).	Maréchal des logis à la compagnie de gendarmérie de Saô- ne-et-Loire.	25	3	22	"	"	"
68 QUINCY (Denis-Joseph).	10 juillet 1810.	Saint-Berain- sur-Dheune (Saône-et-Loire).	Idem.	32	1	17	"	"	"
69 RÉGNIER (Séraphin-Ai- mable-Joseph).	8 juin 1816.	Zudausque (Pas-de-Calais).	Idem de la Somme.	25	3	19	"	"	"
70 RENONCOURT (Albéric- Joseph).	27 déc. 1810.	Estaires (Nord).	Maréchal des logis à la garde à pied de Paris.	31	8	21	8	"	"
71 SEIGLE (Michel-Jacques- François).	13 juin 1817.	Fayence (Var).	Maréchal des logis à la compagnie de gen- darmérie du Calvados	29	1	25	"	"	"
72 STOPPEL (Jean).....	28 nov. 1813.	Ensisheim (Haut-Rhin).	Maréchal des logis à la garde à pied de Paris.	26	1	18	1	"	"
73 TARBÉS (Jean-Jacques).	15 juillet 1809.	Lourdes (Hautes-Pyrénées).	Maréchal des logis à la compagnie de gendarmérie des Hau- tes-Pyrénées.	34	11	21	"	"	"
74 VIALARD (Jean).....	30 mars 1810.	Domme (Dordogne).	Idem de la Sarthe.	31	11	29	"	"	"
75 VONTHRON (André)....	4 sept. 1805.	Sainte-Croix- en-Plaine (Haut-Rhin).	Idem du Haut-Rhin.	36	3	10	"	"	"
76 FABER (François-Xavier).	22 fév. 1813.	Hazebourg (Meurthe).	Idem de Maine-et- Loire.	28	2	17	"	"	"
77 FIET-DURAND (Joseph).	28 juillet 1818.	Vinay (Yonne).	Idem des Deux- Sèvres.	25	"	15	"	"	"
78 BODIN (Baptiste).....	14 mars 1815.	Clion (Charente-Infér.).	Maréchal des logis, brigadier à la com- pagnie de gendarme- rie des Deux-Sèvres.	25	5	27	"	"	"
79 BRETON (Joseph-Alexis).	15 nov. 1811.	Rennepont (Haute-Marne).	Maréchal des logis, brigadier à la compa- gnie de gendarmérie des Vosges.	25	"	15	"	"	"
80 DAJAN (Antoine).....	12 sept. 1816.	Varaire (Lot).	Maréchal des logis, brigadier à la compa- gnie de gendarmérie du Lot.	25	2	6	"	"	"
81 DANIEL (Barthélemy-Jo- seph).	11 mars 1813.	Fourmies (Nord).	Maréchal des logis, brigadier à la compa- gnie de gendarme- rie des Basses-Pyré- nées.	27	7	4	"	"	"
82 DEBERLY (Joseph).....	12 sept. 1816.	Albert (Somme).	Maréchal des logis, brigadier à la compa- gnie de gendarmérie du Loiret.	25	3	18	"	"	"
83 DUPRÉ (Gilbert).....	11 juillet 1814.	Charmes (Allier).	Maréchal des logis, brigadier à la compa- gnie de gendarmérie de l'Allier.	26	9	5	"	"	"
84 GAULTIER (Louis-Victor).	21 juillet 1819.	Arnouville- lez-Gonesse (Seine-et-Oise).	Maréchal des logis, brigadier à la compa- gnie de gendarmérie de l'Eure.	25	"	22	"	"	"
85 GEORGES (Mathias)....	21 avril 1811.	Apach (Moselle).	Maréchal des logis, brigadier à la compa- gnie de gendarmérie d'Eure-et-Loir.	30	5	3	"	"	"
86 HENRY (Benoît-Jean- Baptiste-Lucien).	21 sept. 1815.	Mittainvilliers (Eure-et-Loir).	Idem.	26	"	16	"	"	"

NOM des titulaires.	Loi du 26 avril 1855.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
			Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.	Total.			
1010.		Maréchal des logis. (Ayant 13 ans d'ac- tivité dans ce grade.)	305 ^f	198 ^f	503 ^f (a)	Dans ses foyers.	21 février 1863.	Le Creuzot (Saône-et-Loire).
1011.	Idem.	Idem.	368	198	566 (a)	Idem.	6 juin 1863.	Cluny (Saône-et-Loire).
1012.	Idem.	Idem.	305	198	503 (a)	Idem.	16 juillet 1863.	Draveil (Seine-et-Oise).
1013.	Idem.	Idem.	435	198	633 (a)	Idem.	1 ^{er} avril 1863.	Paris (Seine).
1014.	Idem.	Idem.	311	198	509 (a)	Idem.	13 mars 1863.	Orbec (Calvados).
1015.	Idem.	Idem.	323	198	521 (a)	Idem.	15 octobre 1862.	Argenteuil (Seine-et-Oise).
1016.	Idem.	Idem.	390	198	588 (a)	Idem.	1 ^{er} février 1863.	Bagnères (Hautes-Pyrénées).
1017.	Idem.	Idem.	363	198	561 (a)	Idem.	11 mai 1863.	Brulon (Sarthe).
1018.	Idem.	Idem.	404	198	602 (a)	Idem.	Idem.	Belfort (Haut-Rhin).
1019.	Idem.	Maréchal des logis.	276	165	441 (a)	Idem.	8 août 1863.	Thouaré (Maine-et-Loire).
1020.	Idem.	Idem.	254	165	419 (a)	Idem.	26 juin 1863.	Saint-Amand- de-Boixe (Charente).
1021.	Idem.	Maréchal des logis. (Ayant 13 ans d'ac- tivité dans ce grade.)	305	198	503 (a)	Idem.	21 juin 1863.	Airvaux (Deux-Sèvres).
1022.	Idem.	Idem.	305	198	503 (a)	Idem.	11 nov. 1862.	Rennepont (Haut-Marne).
1023.	Idem.	Idem.	305	198	503 (a)	Idem.	16 mai 1863.	Cahors (Lot).
1024.	Idem.	Idem.	327	198	525 (a)	Idem.	16 dec. 1862.	Morlaas (Basses-Pyrénées).
1025.	Idem.	Idem.	305	198	503 (a)	Idem.	6 juin 1863.	Albert (Somme).
1026.	Idem.	Idem.	318	198	516 (a)	Idem.	21 mars 1863.	Moulins (Allier).
1027.	Idem.	Idem.	305	198	503 (a)	Idem.	6 mai 1863.	Écos (Eure).
1028.	Idem.	Idem.	350	198	548 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1863.	Châteaudun (Eure-et-Loir).
1029.	Idem.	Idem.	314	198	512 (a)	Idem.	6 avril 1863.	Goussainville (Eure-et-Loir).

à la condition que les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	
87	JACQUOT (François)....	7 juillet 1813.	Aisey (Haute-Saône).	Maréchal des logis, brigadier à la garde à cheval de Paris.	27	•	12	1	•	•	28
88	MARIE (Pascal).....	23 mars 1815.	Ganciel (Eure).	Maréchal des logis, brigadier à la compa- gnie de gendarmerie de l'Eure.	25	9	9	•	•	•	25
89	RIVIÈRE (Julien).....	11 oct. 1816.	Saint-Girons (Ariège).	Maréchal des logis, brigadier à la compa- gnie de gendarmerie de la Vienne.	25	1	13	•	•	•	25
90	BARBAISE (Pierre-Joseph)	19 déc. 1814.	Beaumont (Ardennes).	Maréchal des logis, gendarme à la compa- gnie de la Meuse.	27	•	20	2	•	•	29
91	BOISSEAU (Jean).....	20 août 1815.	Ribérac (Dordogne).	Maréchal des logis, gendarme à la compa- gnie de la Dor- dogne.	26	3	13	•	•	•	26
92	BRÉCHENIER (Louis-Eu- ric).	24 nov. 1814.	Loury (Loiret).	Maréchal des logis, gendarme à la compa- gnie du Loiret.	26	8	12	•	•	•	26
93	BRODIN (Adolphe-Au- guste-Félix) ⁽¹⁾ .	11 fév. 1813.	Girone (Espagne).	Maréchal des logis, gendarme à la compa- gnie des Basses- Pyrénées.	31	•	2	•	•	•	31
94	CADET (Antoine-Victor).	26 mars 1815.	Laon (Aisne).	Maréchal des logis, gendarme à la compa- gnie de l'Aisne.	27	1	7	•	•	•	27
95	CAPRON (Jacques-Fran- çois-Joseph).	17 oct. 1816.	Beaumont (Pas-de-Calais).	Maréchal des logis, gendarme à la compa- gnie de Seine-et- Marne.	25	2	24	•	•	•	25

(1) Fils de Français.

N° 15,956. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 93 Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.*

Du 16 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2° Les lois des 11 avril 1831, 26 avril 1855 (titre IV) et 25 juin 1861, sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 12 janvier 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 7. et

DISPOSITIONS légales applicables à la fixation.	Loi du 26 avril 1855.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	de
			Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.	Total.			
	19 et 20.	Maréchal des logis. (Ayant 13 ans d'ac- tivité dans ce grade.)	327 ^f	198 ^f	525 ^f (a)	Dans ses foyers.	6 janvier 1863.	
	Idem.	Idem.	309	198	507 (a)	Idem.	31 déc. 1862.	Sa I (Sei)
	Idem.	Idem.	305	198	503 (a)	Idem.	11 avril 1863.	La Sa
	Idem.	Idem.	341	198	539 (a)	Idem.	26 juin 1863.	E
	Idem.	Idem.	314	198	512 (a)	Idem.	21 mai 1863.	(
	Idem.	Idem.	318	198	516 (a)	Idem.	16 mars 1863.	(Se
	Idem.	Idem.	354	198	552 (a)	Idem.	21 nov. 1862.	(Bae
	Idem.	Idem.	323	198	521 (a)	Idem.	1 ^{er} mai 1863.	
	Idem.	Idem.	305	198	503 (a)	Idem.	26 février 1863.	(Sei)
		TOTAUX....	33,273	18,480	51,753			

A la condition que les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été rayé d'activité.

la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de qu
sept mille cinq cent trente-sept francs (47,537^f), sur le crédit d'insc
ouvert pour l'année 1864;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département
guerre.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des quatre-vingt-treize mil
dénommés au tableau d'autre part une pension de retraite fixé
formément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾, savoir :

⁽¹⁾ Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, s
du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor
mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
1	CARTIER (Fréjus-Emma- nuel).	21 juillet 1815.	Cannes (Var).	Maréchal des logis, gendarme à la com- pagnie du Var.	25	7	28	1	*	*
2	COMBELLIS (Jean-Louis).	1 ^{er} janv. 1815.	Paulin (Tarn).	Maréchal des logis, gendarme à la com- pagnie du Tarn.	25	1	7	3	*	*
3	DERRIY (Jean)	15 fév. 1815.	La Sauvetat (Gers).	Maréchal des logis, gendarme à la com- pagnie d'Ille-et-Vi- laine.	26	9	9	*	*	*
4	DEVILLIE (Louis-César- Auguste).	17 juin 1806.	Bercy- sur-Orne Côte-d'Or.	Maréchal des logis, gendarme à la com- pagnie de la Haute- Saône.	25	7	8	*	*	*
5	DEVIARD (Pierre-Clau- de).	28 juillet 1815.	Unionville (Aube).	Maréchal des logis, gendarme à la com- pagnie de l'Aube.	26	1	16	*	*	*
6	DUBREIL (Jean)	1 ^{er} fév. 1819.	Libourne (Gironde).	Maréchal des logis, gendarme à la com- pagnie de Seine-et- Marne.	25	20	20	*	*	*
7	DUCROUX (François-Thé- ophile).	25 oct. 1816.	Beaumont- les-Nonnains (Oise).	Maréchal des logis, gendarme à la com- pagnie de l'Eure.	25	1	10	*	*	*
8	GILLI (Jean-François) ..	27 sept. 1812.	Villers- la-Montagne (Moselle).	Maréchal des logis, gendarme à la com- pagnie de la Moselle.	28	1	—	*	*	*
9	LECHISSON (Jean-Louis).	17 juin 1817.	Paris (Seine).	Maréchal des logis, gendarme à la com- pagnie de la Marti- nique.	25	1	7	13	*	*
10	L'HÉRELUX (Charles- Adolphe-Victor-Ben- jamin-Joseph).	1 ^{er} oct. 1811.	Marck (Pas-de-Calais).	Maréchal des logis, gendarme à la com- pagnie du Nord.	25	5	11	*	*	*
11	MÉNESTRIER (Charles- Denis).	15 juillet 1815.	Étrépagny (Eure).	Maréchal des logis, gendarme à la com- pagnie de l'Eure.	25	16	8	*	*	*
12	MICHOT (Pierre)	27 avril 1813.	Ouges Côte-d'Or.	Maréchal des logis, gendarme à la com- pagnie de la Côte-d'Or.	25	*	27	*	*	*
13	PIQUARD (Jean-Baptiste).	24 avril 1815.	Chatas (Vosges).	Maréchal des logis, gendarme à la com- pagnie de l'Indre.	25	7	10	*	*	*
14	RIU (Pierre)	21 oct. 1815.	Colombe (Isère).	Maréchal des logis, gendarme à la com- pagnie de l'Isère.	26	16	—	*	*	*
15	SCHMITZ (Jacques)	12 dec. 1815.	Denting (Moselle).	Maréchal des logis, gendarme à la com- pagnie de la Moselle.	26	10	13	*	*	*
16	TRINAILLE (Ferdinand- Lucien).	7 janvier 1815.	Ville-du-Pont (Doubs).	Maréchal des logis, gendarme à la com- pagnie du Jura.	25	1	22	13	*	*
17	WOLFF (Florent)	9 sept. 1815.	Salenthal Bas-Rhin.	Maréchal des logis, gendarme à la com- pagnie du Var.	28	1	15	1	*	*
18	ANCTIN (Charles-Aimé).	6 nov. 1811.	Lury (Seine-Inférieure).	Maréchal des logis à la compagnie de gendarmes de l'Or- ne.	30	8	21	*	*	*
19	BARIL (Jean-François) ..	25 oct. 1811.	Gefosse (Manche).	Idem du Calvados.	29	11	8	*	*	*
20	BAURET (Jean-François- Marie).	7 janvier 1810.	Lorient (Morbihan).	Idem de l'Orne.	31	2	8	*	*	*
21	BRUN (Barthélemy)	14 fév. 1808.	Saint-Geniès- les-Olliviers (Rhône).	Maréchal des logis à la garde de Paris.	32	—	4	7	*	*

(1) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861.

(2) A la condition que les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été rayé des listes.

DISPOSITIONS légales applicables à cette fixation.		GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
	Loi du 26 avril 1855.		Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.	Total.			
11.	19 et 20.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'ac- tivité dans ce gra- de.)	318 ^f	198 ^f	516 ^f (a)	Dans ses foyers.	1 ^{er} déc. 1862.	Aups (Var).
	Idem.	Idem.	332	198	530 (a)	Idem.	6 nov. 1862.	Paulin (Tarn).
	Idem.	Idem.	318	198	516 (a)	Idem.	11 mars 1863.	Fleurance (Gers).
	Idem.	Idem.	309	198	507 (c)	Idem.	6 avril 1863.	Faverney (Haute-Saône).
	Idem.	Idem.	314	198	512 (a)	Idem.	6 sept. 1862.	Pothières (Côte-d'Or).
	Idem.	Idem.	305	198	503 (a)	Idem.	11 juillet 1863.	Avon (Seine-et-Marne).
	Idem.	Idem.	305	198	503 (a)	Idem.	11 avril 1863.	Romilly (Eure).
	Idem.	Idem.	332	198	530 (a)	Idem.	6 mai 1863.	Hayange (Moselle).
	Idem.	Idem.	422	198	620 (a)	Idem.	3 sept. 1863.	Fort-de-France (Martinique).
	Idem.	Idem.	305	198	503 (a)	Idem.	26 octobre 1862.	Carvin (Pas-de-Calais).
	Idem.	Idem.	309	198	507 (a)	Idem.	1 ^{er} février 1863.	Vernon (Eure).
	Idem.	Idem.	305	198	503 (a)	Idem.	6 février 1863.	Ouges (Côte-d'Or).
	Idem.	Idem.	309	198	507 (a)	Idem.	1 ^{er} nov. 1862.	Ardentes (Indre).
	Idem.	Idem.	314	198	512 (a)	Idem.	19 avril 1863.	Vienne (Isère).
	Idem.	Idem.	318	198	516 (a)	Idem.	21 janvier 1863.	Metz (Moselle).
	Idem.	Idem.	422	198	620 (a)	Idem.	1 ^{er} nov. 1862.	Vaudrey (Jura).
	Idem.	Idem.	341	198	539 (a)	Idem.	16 juin 1863.	Marmoutier (Bas-Rhin).
	Idem (1).	Brigadier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	307	198	505 (a)	Idem.	26 mai 1863.	Fillé-Guécélard (Sarthe).
	Idem.	Idem.	300	198	498 (b)	Idem.	1 ^{er} avril 1863.	Longues (Calvados).
	Idem (1).	Idem.	311	198	509 (a)	Idem.	26 octobre 1862.	Alençon (Orne).
	Idem (1).	Idem.	365	198	563 (a)	Idem.	16 mars 1863.	S ^t -Florentin (Yonne).

— (b) Idem. Cette pension, dans la fixation de laquelle il a été fait application de l'article 4 de la loi du 11 avril 1831, ne peut, d'après l'article 27 de ladite loi, être cumulée avec un traitement civil d'activité.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	
22	CAILLEREZ (Fidèle-Adolphe).	24 juillet 1815.	Thièvres (Pas-de-Calais).	Maréchal des logis à la compagnie de gendarmes vétérans.	26	•	22	•	•	•	26
23	COMPTE (Guillaume-Joseph).	10 sept. 1814.	Dore-l'Église Puy-de-Dôme).	Maréchal des logis à la compagnie de gendarmerie de la Loire.	26	11	11	•	•	•	26
24	CRUSILLE (Guillaume)..	7 mars 1809.	Ruffey (Jura).	Idem de la Seine.	31	6	6	1	•	•	32
25	DONTENVILLE (François-Antoine).	8 juin 1815.	Châtenois (Bas-Rhin).	Idem du Haut-Rhin.	26	8	8	•	•	•	26
26	DURET (Jean-Baptiste-Joseph).	11 déc. 1813.	A mentières (Nord).	Idem du Rhône.	28	4	6	3	•	•	31
27	GORDIEN (Remy-Joseph-Guilain).	18 nov. 1814.	Beaurepaire (Nord).	Idem de Loir-et-Cher.	26	4	17	•	•	•	26
28	GUILLEMIN (Pierre-François).	15 sept. 1810.	Attignat (Ain).	Idem de la Haute-Loire.	31	1	27	•	•	•	31
29	JECKEL (Jean).....	20 sept. 1818.	Gros-Bliederstroff (Moselle).	Idem des Ardennes.	25	6	21	4	•	•	29
30	LAMATABOIS-MARQUE (Bernard).	4 juin 1807.	Orthez (Basses-Pyrénées)	Idem des Basses-Pyrénées.	33	11	21	•	•	•	33
31	MADELEINAT (François-Marcel).	28 mai 1809.	Saint-Saulge (Nièvre).	Idem du Cher.	32	4	28	4	•	•	36
32	MONGIN (Edme-Didier-Nicolas).	24 juin 1809.	Essoyes (Aube).	Idem de l'Yonne.	31	10	18	1	•	•	31
33	NOIROT (Nicolas).....	30 mai 1812.	Coiffy (Haute-Marne).	Idem de Seine-et-Marne.	28	11	26	1	•	•	29
34	POMMIER (Joseph).....	15 mai 1809.	Gizia (Jura).	Idem de l'Ain.	30	3	9	•	•	•	30
35	REGETT (Martin).....	27 janv. 1809.	Baerendorff (Bas-Rhin).	Idem de la Dordogne.	32	6	15	2	•	•	36
36	REUCHOUX (Jacques)...	18 avril 1806.	Verjux (Saône-et-Loire).	Idem de Saône-et-Loire.	28	11	22	•	•	•	28
37	SANSON (Pierre).....	25 août 1808.	Saint-Clair (Tarn-et-Garonne)	Idem des Landes.	31	10	15	•	•	•	31
38	WALSPECK (Joseph)....	3 mars 1812.	Hardifort (Nord).	Idem de Seine-et-Oise.	28	10	16	•	•	•	28
39	PAOLI (Paul-Jean).....	2 déc. 1813.	Vellone-Orneto (Corse).	Caporal, gendarme à la 3 ^e compagnie de la Corse.	27	6	20	28	•	•	55
40	SALLABERRY (Samson)..	1 ^{er} oct. 1812.	Ossès (Basses-Pyrénées)	Caporal, gendarme à la 2 ^e compagnie d'Afrique.	28	2	2	41	•	•	69
41	SAVARY (Pierre-Henri)..	2 fév. 1814.	La Ferrière (Vendée).	Caporal, gendarme à la compagnie de la Gironde.	25	2	8	23	•	•	47
42	BADAIRE (Urbain-Pierre)	30 déc. 1812.	Les Roches (Loir-et-Cher).	Caporal, gendarme à la compagnie de Loir-et-Cher.	25	7	12	•	•	•	25
43	GÂTECLOUD (Louis-Pierre-François).	8 avril 1810.	Marmouillé (Orne).	Caporal, gendarme à la compagnie de l'Orne.	25	5	13	1	•	•	26
44	JOUVENT (Jean-Florimond).	12 janv. 1812.	Valserres (Hautes-Alpes).	Caporal, gendarme à la compagnie des Alpes-Maritimes.	26	2	14	16	•	•	42
45	PÉRIÉ (Jean).....	3 mai 1816.	Brézilhac (Aude).	Caporal, gendarme à la compagnie de l'Aude.	27	3	•	•	•	•	27
46	SILVE (Charles-Victor)..	18 juin 1810.	La Seyne (Basses-Alpes).	Caporal, gendarme à la compagnie des Hautes-alpes.	32	1	10	3	•	•	35
47	TEYSSIER (Louis).....	9 nov. 1817.	Montpezat (Ardèche).	Caporal, gendarme à la compagnie de l'Ardèche.	25	9	26	1	•	•	26

(1) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861.

NOM ET GRADE des Titulaires de la Station.	Loi du 26 avril 1863.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires
			Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.	Total.			
g et 20 (1).		Brigadier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	275 ^f	198 ^f	473 (a)	Dans ses foyers.	17 mai 1863.	Gaillon (Eure).
Idem (2).		Idem.	278	198	476 (a)	Idem.	21 mai 1863.	Saint-Étienne (Loire).
Idem (3).		Idem.	318	198	516 (a)	Idem.	21 février 1863.	Villemomblé (Seine).
Idem (4).		Idem.	278	198	476 (a)	Idem.	21 mai 1863.	Scheffstadt (Bas-Rhin).
Idem (5).		Idem.	311	198	509 (a)	Idem.	13 mai 1863.	L'Arbresle (Rhône).
Idem (6).		Idem.	275	198	473 (a)	Idem.	26 oct. 1863.	Vendôme (Loir-et-Cher).
Idem (7).		Idem.	311	198	509 (a)	Idem.	1 ^{er} avril 1863.	Bourg (Ain).
Idem (8).		Idem.	300	198	498 (a)	Idem.	11 juin 1863.	Monthermé (Ardennes).
Idem (9).		Idem.	329	198	527 (a)	Idem.	11 nov. 1862.	Can (Basses-Pyrénées).
Idem (10).		Idem.	347	198	545 (a)	Idem.	26 oct. 1862.	Nevers (Nièvre).
Idem (11).		Idem.	322	198	520 (a)	Idem.	1 ^{er} nov. 1862.	Sigy (Seine-et-Marne).
Idem (12).		Idem.	300	198	498 (a)	Idem.	Idem.	Ponthierry (Seine-et-Marne).
Idem (13).		Idem.	304	198	502 (a)	Idem.	21 mars 1863.	Font-de-Vau: (Ain).
Idem (14).		Idem.	336	198	534 (a)	Idem.	13 février 1863.	Velines (Dordogne).
Idem (15).		Idem.	293	198	491 (a)	Idem.	6 février 1863.	Verjux (Saône-et-Loire).
Idem (16).		Idem.	314	198	512 (a)	Idem.	11 nov. 1862.	La Bastide (Gironde).
Idem (17).		Idem.	293	198	491 (a)	Idem.	16 octobre 1862.	Paris (Seine).
Idem.		Caporal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	408	198	606 (a)	Idem.	11 février 1863.	Ajaccio (Corse).
Idem.		Idem.	408	198	606 (a)	Idem.	1 ^{er} juin 1863.	Blidah (Algérie).
Idem.		Idem.	408	198	606 (a)	Idem.	26 juillet 1863.	Lussac (Gironde).
Idem.		Idem.	271	198	469 (a)	Idem.	6 mai 1863.	Couture (Loir-et-Cher).
Idem.		Idem.	275	198	473 (a)	Idem.	1 ^{er} dec. 1862.	Fresnay- le-Samson (Orne).
Idem.		Idem.	390	198	588 (a)	Idem.	11 juin 1863.	Valserres (Hautes-Alpes).
Idem.		Idem.	282	198	480 (a)	Idem.	1 ^{er} avril 1863.	Carcassonne (Aude).
Idem.		Idem.	340	198	538 (a)	Idem.	11 juin 1863.	La Grave (Hautes-Alpes).
Idem.		Idem.	278	198	476 (a)	Idem.	1 ^{er} février 1863.	Montpezat (Ardèche).

La condition que les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles.

NOMINÉS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES.			TOTAUX.
		Date.	Lieu.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	
48	VIAUX Joseph	1 ^{er} janv. 1810.	Oudon Loire-Inférieure	Caporal, gendarme à la compagnie de la Loire-Inférieure.	25	-	29	6	-	-	31
49	VIRIE Pierre-Auguste ..	27 mars 1810.	Vendôme Loir-et-Cher.	Brigadier à la com- pagnie de gendarmerie de Loir-et-Cher.	25	6	13	22	-	-	47
50	AMADIET Georges)....	1 ^{er} juill. 1811.	Moissac Loir-et-Garonne)	Flem de Larn-et- Garonne.	19	6	7	-	-	-	25
51	AUBRON Pierre-Marie ..	1 ^{er} janvier 1807.	Le Loroux Loire-Inférieure	Flem de Maine-et- Loire.	31	3	25	-	-	-	34
52	BARRET Arsène	20 octobre 1811.	Longerolles Haute-Saône.	Flem de la Haute- Saône.	27	-	12	-	-	-	39
53	BLIN Georges	24 sept. 1808.	Lontzwiller Moselle.	Flem d'Indre-et- Loire.	31	6	19	-	-	-	46
54	BINAUX (Isidore-Amé- dée).	21 mai 1809.	Saughen Pas-de-Calais.	Flem du Pas-de- Calais.	25	1	23	4	-	-	30
55	BLONC Valentin	17 dec. 1815.	Château-Vieux (Doubs).	Flem de l'Ain.	25	7	9	-	-	-	32
56	BOTHY (Pierre)	15 mai 1809.	Nancy Meurthe).	Flem de la Meur- the.	29	9	13	-	-	-	38
57	BREMONT (Jean-Pierre ..	11 août 1815.	Valognes Manche).	Flem de la Charente.	26	3	5	-	-	-	34
58	BRENGES (Jean-Louis ..	1 ^{er} sept. 1812.	Calmeil- et-le-Viala Aveyron.	Flem de l'Aveyron.	28	4	21	1	-	-	34
59	BRESON (Jean-Pierre ..	21 janv. 1809.	Charpey Drôme).	Flem des Alpes.	31	2	15	-	-	-	33
60	CABANNE Dominique ..	11 mars 1809.	Loubajac Hautes-Pyrénées.	Flem des Basses- Pyrénées.	31	11	18	4	-	-	46
61	CAILLON Pierre-Tho- mas-François-Louis ..	7 mars 1815.	Sées Orne.	Flem de l'Orne.	25	5	16	6	-	-	37
62	CHEVALIER (Jean-Pierre).	13 sept. 1811.	Vernouillet Seine-et-Oise.	Brigadier à la gar- de à cheval de Paris.	29	2	25	1	-	-	32
63	COLIN (Pierre-Joseph ..	18 janv. 1813.	Gray Haute-Saône.	Brigadier à la com- pagnie de gendarmerie des Landes.	31	9	28	-	-	-	40
64	COLOMBELLE Jean-Bap- tiste).	17 dec. 1811.	Sauroy Aisne.	Flem du Loiret.	30	6	16	-	-	-	36
65	DANCHÉ Alexandre ...	5 dec. 1812.	Lorigné (Deux-Sèvres).	Flem de la Charente.	29	5	6	-	-	-	34
66	DENOY (André).....	21 mars 1808.	Conques (Aude).	Flem de l'Ariège.	33	2	28	1	-	-	36
67	FALLOU (Michel-Désiré- Isidore).	15 dec. 1810.	Barcon Loiret.	Flem de la Sarthe.	31	9	2	5	-	-	43
68	FARGE François	7 sept. 1811.	Chalon- sur-Saône Saône-et-Loire).	Flem du Rhône.	28	7	11	8	-	-	43
69	GLYON Pierre-Marie ..	10 janv. 1813.	Boisgerivilly Ille-et-Vilaine).	Flem d'Ille-et-Vi- laine.	26	1	20	-	-	-	27
70	HULT (Pierre-Auguste ..	21 juin 1818.	Cusset Allier.	Brigadier à la com- pagnie des gendar- mes vétérans.	25	1	9	5	-	-	30
71	JANVIER Jean-Baptiste- Augustin).	20 mars 1815.	Loug (Meurthe).	Brigadier à la com- pagnie de gendarmerie de l'Allier.	27	8	4	-	-	-	35
72	LASSALLE (Léonard ...	11 avril 1811.	Bellac Haute-Vienne).	Flem de la Haute- Vienne.	30	-	29	2	-	-	32
73	LE BLEIS (Yves).....	12 fev. 1807.	Plobannalec (Finistère).	Flem d'Ille-et-Vi- laine.	33	-	18	-	-	-	33

NOM et prénoms de titulaire.	Lieu du séjour en 1855.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
			Loi du 11 avril 1831.	Loi du 30 avril 1855.	Total.			
1012.	1012.	Caporal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	311 ^f	198 ^f	509 ^f (a)	Dans ses foyers.	11 avril 1863.	Oudon (Loire-Inférieure)
	Idem.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	308	198	506 (a)	Idem.	11 février 1863.	Avendôme (Lot-et-Garonne)
	Idem.	Idem.	296	198	494 (a)	Idem.	1 ^{er} octobre 1862.	La Bastide-Saint-Pierre (Lot-et-Garonne)
	Idem.	Idem.	332	198	530 (a)	Idem.	21 mars 1863.	Brissac (Maine-et-Loire)
	Idem.	Idem.	278	198	476 (a)	Idem.	1 ^{er} octobre 1862.	Fougerolles (Haute-Saône)
	Idem.	Idem.	322	198	520 (a)	Idem.	16 juillet 1863.	Richelieu (Indre-et-Loire)
	Idem.	Idem.	296	198	494 (a)	Idem.	11 mars 1863.	Lillers (Pas-de-Calais)
	Idem.	Idem.	274	198	472 (a)	Idem.	6 nov. 1862.	Château-Vieux (Doubs)
	Idem.	Idem.	302	198	498 (a)	Idem.	6 sept. 1862.	Nancy (Meurthe)
	Idem.	Idem.	275	198	473 (a)	Idem.	6 juillet 1863.	Aulnay (Charente-Inférieure)
	Idem.	Idem.	296	198	494 (a)	Idem.	21 octobre 1862.	Asprières (Aveyron)
	Idem.	Idem.	311	198	509 (a)	Idem.	16 mars 1863.	Metz (Moselle)
	Idem.	Idem.	343	198	541 (a)	Idem.	6 avril 1863.	Hendaye (Basses-Pyrénées)
	Idem.	Idem.	311	198	509 (a)	Idem.	6 sept. 1862.	Scès (Orne)
	Idem.	Idem.	304	198	502 (a)	Idem.	1 ^{er} mars 1863.	Bressolles (Seine-et-Oise)
	Idem.	Idem.	311	198	509 (a)	Idem.	16 avril 1863.	Bayonne (Basses-Pyrénées)
	Idem.	Idem.	307	198	505 (a)	Idem.	11 mars 1863.	Orléans (Loiret)
	Idem.	Idem.	296	198	494 (a)	Idem.	16 avril 1863.	Mamle (Charente)
	Idem.	Idem.	332	198	530 (a)	Idem.	6 nov. 1862.	Sainte-Croix (Ariège)
	Idem.	Idem.	350	198	548 (a)	Idem.	1 ^{er} février 1863.	Palay (Loiret)
	Idem.	Idem.	350	198	548 (a)	Idem.	11 nov. 1862.	Mâcon (Saône-et-Loire)
	Idem.	Idem.	275	198	473 (a)	Idem.	11 nov. 1862.	Saint-Linac (Ile-et-Vilaire)
	Idem.	Idem.	304	198	502 (a)	Idem.	Idem.	Bussel (Allier)
	Idem.	Idem.	286	198	484 (a)	Idem.	16 janvier 1863.	Moulins (Allier)
	Idem.	Idem.	318	198	516 (a)	Idem.	16 juillet 1863.	Bellac (Haute-Vienne)
	Idem.	Idem.	325	198	523 (a)	Idem.	11 août 1863.	Bain (Ile-et-Vilaire)

La condition que les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles.

NOMEROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES.		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
74	LEGARPIENTIER (Jean - François).	9 sept. 1814.	Bricquebec (Manche).	Brigadier à la compagnie de gendarmerie de la Manche.	25	8	26	"	"	"
75	LOVAT (Abel).....	21 avril 1811.	La Mure (Isère).	Brigadier à la garde de Paris.	32	3	9	3	"	"
76	LUCAS (Jean)	7 janv. 1807.	Saint-Georges-des-Agoûts (Charente-Infer.).	Brigadier à la compagnie de gendarmerie de la Charente-Inferieure.	34	1	18	"	"	"
77	MANGIN (Émile-Hercule).	1 ^{er} sept. 1815.	Aubenton (Aisne).	Idem du Pas-de-Calais.	25	3	6	"	"	"
78	MARMET (Claude - Antoine).	1 ^{er} nov. 1811.	Grand-Fontaine (Doubs).	Idem de l'Allier.	30	2	18	"	"	"
79	MAUGÉ (Jean-Rustique).	28 avril 1809.	Angerville (Loiret).	Idem de la Sarthe.	32	4	24	1	"	"
80	MERCERON (Louis).....	11 déc. 1808.	Matha (Charente-Infer.).	Idem de la Charente-Inferieure.	32	"	15	1	"	"
81	MISMAQUE (Joseph-Henri).	27 janv. 1805.	Wiège-Faty (Aisne).	Idem de la Meuse.	32	10	6	"	"	"
82	MULAC (Jean-Jacques-Nicolas).	11 août 1815.	Nehon (Manche).	Brigadier à la compagnie des gendarmes vétérans.	25	2	12	"	"	"
83	ŒUVRAUD (Noël)	22 sept. 1812.	Maitilly (Côte-d'Or).	Brigadier à la compagnie de gendarmerie de la Côte-d'Or.	25	6	26	"	"	"
84	PÉLÉ (Guillaume-Gilles).	30 déc. 1815.	Miniac (côtes-du-Nord).	Idem des Côtes-du-Nord.	25	8	11	"	"	"
85	PESCHARD (Jean-François).	8 juin 1808.	Les Boulais (Ille-et-Vilaine).	Idem de la Manche.	31	11	26	"	"	"
86	PONCELET (Jean-Baptiste-Hippolyte).	16 mars 1811.	Montigny-devant-Sassey (Meuse).	Idem des Ardennes.	29	3	1	"	"	"
87	RAPHEL (Pierre-François-Louis).	14 août 1815.	Sérigné (Vendée).	Idem de la Vendée.	25	1	19	"	"	"
88	RICHARD (Pierre-Romain).	25 oct. 1815.	Saint-Remy-des-Landes (Manche).	Brigadier à la garde à pied de Paris.	25	4	"	"	"	"
89	RICHET (Côme-Paul-Nicolas).	26 sept. 1815.	Curly (Somme).	Brigadier à la compagnie de gendarmerie de l'Oise.	25	7	"	"	"	"
90	ROTH (Florent)	17 oct. 1815.	La Vantzenau (Bas-Rhin).	Idem de la Loire.	28	7	5	"	"	"
91	ROUSSEIL (Jacques).....	7 octobre 1812.	Mauzé (Deux-Sèvres).	Idem de la Charente-Inferieure.	28	"	15	"	"	"
92	TRASTOUR (Jean - Baptiste).	24 sept. 1815.	La Gaudie (Var).	Idem du Var.	25	7	3	1	"	"
93	YVAN (Jean-Pierre).....	13 juillet 1812.	Savines (Hautes-Alpes).	Idem de l'Isère.	28	8	20	6	"	"

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils

Législation applicable à l'indemnité.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.	Total.			
19 et 20.	Brigadier (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	271 ^f	198 ^f	469 ^f (a)	Dans ses foyers.	6 avril 1863.	Saint-Sever (Calvados).
Idem.	Idem.	340	198	538 (a)	Idem.	26 juin 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	332	198	530 (a)	Idem.	1 ^{er} mai 1863.	Semoussac (Charente-Infér.)
Idem.	Idem.	268	198	466 (a)	Idem.	6 nov. 1862.	Guines (Pas-de-Calais).
Idem.	Idem.	304	198	502 (a)	Idem.	6 janvier 1863.	Montmorault (Allier).
Idem.	Idem.	325	198	523 (a)	Idem.	11 mai 1863.	Le Grand-Lucé (Sarthe).
Idem.	Idem.	325	198	523 (a)	Idem.	17 janvier 1863.	Montlieu (Charente-Infér.)
Idem.	Idem.	322	198	520 (a)	Idem.	31 mars 1863.	Vigneulles (Meuse).
Idem.	Idem.	268	198	466 (a)	Idem.	6 mars 1863.	Cuillé (Mayenne).
Idem.	Idem.	271	198	469 (a)	Idem.	26 nov. 1862.	Mailly- l'Église (Côte-d'Or).
Idem.	Idem.	271	198	469 (a)	Idem.	26 mai 1863.	Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord).
Idem.	Idem.	314	198	512 (a)	Idem.	31 déc. 1862.	Coutances (Manche).
Idem.	Idem.	296	198	494 (a)	Idem.	5 août 1863.	Mont- devant-Sassey (Meuse).
Idem.	Idem.	268	198	466 (a)	Idem.	1 ^{er} déc. 1862.	Sérigné (Vendée).
Idem.	Idem.	268	198	466 (a)	Idem.	6 juillet 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	271	198	469 (a)	Idem.	26 octobre 1862.	Frenoy- la-Rivière (Oise).
Idem.	Idem.	293	198	491 (a)	Idem.	1 ^{er} avril 1863.	Chazelles- sur-Lyon (Loire).
Idem.	Idem.	289	198	487 (a)	Idem.	18 avril 1863.	Saint-André- de-Lidon (Charente-Infér.)
Idem.	Idem.	278	198	476 (a)	Idem.	21 sept. 1862.	Cuers (Var).
Idem.	Idem.	336	198	534 (a)	Idem.	16 mars 1863.	Savines (Hautes-Alpes).
		TOTAL.		47,537			

condition que les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles

traient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des
valides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un
tissement militaire ou une allocation incompatible avec une pension
militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte
faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,

Ministre secrétaire d'État au département de la guerre

Signé RANDON.

N° 15,957. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 2 liquidations de Pensions civiles.

Du 13 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu le décret du 9 novembre suivant;

Vu l'ordonnance du 8 septembre 1831;

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Liqui- dation à faire.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
1	FAURE (Joseph) (1)...	9 août 1794.	Riom Puy-de-Dôme.	Instituteur à la maison centrale de Riom.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	13	5	10	200 fr.
2	FAURE (Marie), veuve du précédent.	11 sept. 1791.	Issoire (Puy-de-Dôme).	Le mari, ex-insti- tuteur à la mai- son centrale de Riom, décédé en jouissance d'une pension de 649 francs.	.....	9	2	20	100 fr.

(1) Le sieur FAURE est décédé le 20 avril 1863.

N° 15,958. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) qui autorise les acquisitions et échanges d'immeubles ci-après désignés, faits par le proviseur du lycée impérial de Contances, agissant pour le compte de cet établissement, et aux conditions suivantes, savoir :

Maisons et jardins du sieur *Lehoussel*, de Paris.....

Jardins achetés des héritiers *Conquérant*.....

Deux maisons sises dans le nouveau périmètre du lycée, au nord de la rue d'Accession, achetées des héritiers *Joubert*.....

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 24 décembre 1863, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de l'intérieur pour l'année 1863 :

La section des finances de notre Conseil d'État entendue ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les deux liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de huit cent soixante-cinq francs (865^f) au tableau ci-dessous sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 3 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'intérieur,

Signé ACHILLE FOULD.

Signé P. BOUDET.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
.	403 ^f 33 ^c 248 40	649 ^f 73 ^c	.	.	649 ^f	Du 15 au 20 avril 1863.	.
.	.	.	.	Un tiers.	216	21 avril 1863.	Niom (Puy-de-Dôme).
			TOTAL.		865		

Deux maisons et dépendances, avec un jardin, situées au sud-ouest du lycée, achetées de M ^r Cosnard-Desclossets.....		9,000 ^f
Par voie d'expropriation.	Maisons, cours et jardins du sieur Dolley.....	8,000
	Maison et cour du sieur Lemuresquier.....	1,200
	Jardin des héritiers Larue.....	1,400
	Indemnités de loyer des propriétés expropriées.....	125
A l'amiable.	Maison des héritiers Larue.....	4,000
	Chambre des héritiers Grould sur le cellier Larue.....	400

Maisons sises entre les maisons <i>Larue</i> et la propriété <i>Le Terrier</i> , achetées des héritiers <i>Gould</i>	2,500 ^f
Échange entre le lycée et <i>Le Terrier</i> , le lycée lui cédant les maisons ci-dessus achetées des héritiers <i>Gould</i> , avec une petite chambre détachée et quelques parcelles de la propriété <i>Cosnard</i> , et lui, cédant au lycée toute la portion de son jardin comprise dans le périmètre du lycée, moyennant indemnité de.....	500
Échange entre la ville de Coutances et le lycée, le lycée cédant à la ville des maisons et terrains situés à l'ouest en dehors de son périmètre, et la ville lui cédant le jardin et toutes les dépendances du presbytère de Saint-Pierre, à charge, par le lycée, de coopérer à l'appropriation du nouveau presbytère pour la somme de.....	5,000
	<u>48,825</u>

(Paris, 20 Décembre 1863.)

N° 15,959. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) portant :

ART. 1^{er}. La ville de Mende est autorisée à concéder de nouveau à M. l'abbé *Valentin*, pour neuf ans et huit mois, à partir du 17 février 1863, et avec faculté réciproque de résiliation à la fin de chaque période triennale, les bâtiments de l'ancien collège communal, qui seront affectés à l'établissement d'une école secondaire libre.

2. Cette concession sera faite aux clauses et conditions du traité conclu le 7 août 1862 entre la ville et M. l'abbé *Valentin*, sauf celles relatives à la subvention de quatre mille francs, qui sera supprimée, et à l'enseignement, dont le plan, selon le vœu du conseil départemental, devra être modifié au point de vue des écoles de l'État.

Sont d'ailleurs réservés les droits de propriété que l'État ou la commune pourrait avoir à prétendre sur les bâtiments de l'ancien collège. (Paris, 20 Décembre 1863.)

N° 15,960. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) qui autorise la société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne à accepter, aux clauses et conditions imposées, le legs à elle fait par le sieur *Charles Picot*, suivant son testament olographe du 5 février 1857, et évalué à cinq mille cent soixante-dix-neuf francs quatre-vingts centimes. (Paris, 20 Décembre 1863.)



Certifié conforme :

Paris, le 25 * Février 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1013.

N° 15,961. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant concession de 2 Pensions de Veuves sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.*

Du 18 Novembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de l'ordonnance du 27 août 1817, portant application à la marine;

2° La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de mer, et celle du 26 avril 1855;

3° Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, chargée par la loi de payer lesdites pensions;

La section de la guerre et de la marine de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau d'autre part une pension annuelle fixée conformément aux indications de ce tableau.

2. La dépense annuelle de deux cent cinquante-sept francs (257^{fr}) qui résultera de la concession des deux articles de pensions de veuves compris dans le tableau qui suit sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Novembre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

Signé C^{te} P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris.	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS ET PRÉNOMS des veuves.
			de la cessa- tion de l'acti- vité.	du décès.		
1	BENEZET (Jean-Baptiste).	Deuxième mai- tre mécanicien.	15 sept. 1862.	15 sept. 1862.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexique	SOULARY (Jeanne- laide).
2	DABURON (René-Joseph)	Infirmier ordi- naire.	7 janvier 1862.	3 août 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	FRIGOT (Rose-M Françoise).

N° 15,962. — *DÉCRET IMPÉRIAL* portant concession de 31 Pensions de Veuves et d'Orphelins sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.

Du 18 Novembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de l'ordonnance du 27 août 1817, portant application à la marine;

2° La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de mer, et

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris.	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS ET PRÉNOMS des veuves.
			de la cessa- tion de l'acti- vité.	du décès.		
1	DE SOLMINIHAG (Pierre-Charles-Auguste).	Capitaine de corvette.	28 mars 1844.	28 avril 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	GIBERT (Constance)
2	LÉGUILLON (Pierre-Vic- tor).	Commis de ma- rine.	10 juillet 1862.	10 juillet 1862.	Mort des suites de maladie endémique contractée à Sainte- Marie-de-Madagascar	VINCENT (Élise)...
3	PÉLISSIER (Émile - Eu- gène-Alexandre).	Premier mai- tre mécanicien.	13 juillet 1863.	13 juillet 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	JUVENAL (Louise-F)
4	DEMOUSTIER (Alexandre- Philippe-Cyprien).	Premier mai- tre de timonerie.	21 oct. 1862.	21 oct. 1862.	Mort des suites de maladie endémique contractée en Chine.	GERVAIS (Aline- Joseph).
5	MANIÉ (Guillaume-Dési- ré).	Premier com- mis aux vivres.	3 juillet 1863.	3 juillet 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	MATHÉ (Anne-Mar tense).
6	LESQUEUL (Pierre-Marie).	Distributeur des matières.	31 mars 1855.	20 sept. 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	NORMAND (Julie- Louise).
7	CAVALAN (Yves).....	Deuxième mai- tre de manœuvre.	8 juillet 1862.	8 juillet 1862.	Mort des suites de maladie endémique contractée en Co- chinchino.	HANON (Marie- rine).
8	ENIZAN (Louis-Marie-Jo- seph).	Deuxième mai- tre canonnier.	2 mai 1863.	2 mai 1863.	Idem.	JANET (Marie-Cé- Adélaïde).
9	BARNAUD (Jérôme-Fran- çois).	Deuxième mai- tre caïfat.	3 juin 1863.	3 juin 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexi- que.	TOQUIN (François phique).

NAISSANCE.		DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
LIEUX.				Portion à la charge de la caisse		Total.		
		des inva- lides de la marine.	de la dotation de l'armée.					
Rochefort (Charente-Infér.)	30 nov. 1852.		Plus de 3 ans.	100 ^f	41 ^f	141 ^f	Cherbourg.	Lois des 18 avril 1831 et 26 avril 1855.
Blancville (Rasche).	17 oct. 1850.		Idem.	100	16	116	Idem.	Idem.
TOTAUX...				200	57	257		

celles des 21 juin 1856, 26 juin 1861 et 28 juin 1862, ainsi que les décrets des 2 février et 4 mars 1808, sur les pensions spéciales des chefs et employés du ministère de la marine et des colonies et sur celles de leurs veuves;

3° Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, chargée par la loi de payer lesdites pensions;

La section de la guerre, de la marine, des colonies et de l'Algérie de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-après une pension ou un secours annuel fixés conformément aux indications de ce tableau.

NAISSANCE.	DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
			Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.	Loi du 21 juin 1856.	Total.		
Lieu.							
Lorient (Morbihan).	13 juin 1843.	Un enfant.	648 ^f	-	648 ^f	Lorient.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.
Cherbourg (Manche).	18 nov. 1856.	Plus de 3 ans.	350	-	350	Cherbourg.	Idem.
Cuers (Var).	22 janv. 1851.	Idem.	350	-	350	Toulon.	Idem.
Brest (Finistère).	13 fév. 1850.	Idem.	245	-	245	Brest.	Idem.
Rochefort (Charente-Infér.)	9 juillet 1844.	Idem.	175	41 ^f	216	Rochefort.	Lois des 18 avril 1831 et 21 juin 1856.
Brest (Finistère).	23 nov. 1816.	Idem.	141	-	141	Brest.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.
Guingamp (Côtes-du-Nord).	21 nov. 1857.	Idem.	100	41	141	Idem.	Lois des 18 avril 1831 et 21 juin 1856.
Port-Scorff (Morbihan).	4 février 1850.	Idem.	100	41	141	Lorient.	Idem.
Porzoper (Finistère).	20 oct. 1852.	Idem.	100	41	141	Brest.	Idem.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris et des père et mère.	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS ET PRÉNOMS des veuves et des orphelins
			de la cessa- tion de l'acti- vité.	du décès.		
10	LE FOLL (Pierre-Marie).	Quartier-maitre de manoeuvre.	18 juin 1862.	18 juin 1862.	Tombé à la mer et disparu pendant l'exercice de ses fon- ctions.	PERIN (Marie-Thérèse)
11	GOURIÉZEC (Pierre)....	Idem.	12 fév. 1863.	12 fév. 1863.	Mort des suites d'une blessure reçue en exécutant un ser- vice commandé.	ABAUTRET (Marie- çoise).
12	CASTEL (Mathurin) ...	Quartier-maitre charpentier.	22 fév. 1863.	22 fév. 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée en Cochin- chine.	PRADO (Jeanne-Elise)
13	GALLAIS (Jean-Marie- François).	Idem.	19 fév. 1861.	19 fév. 1861.	Mort des suites de maladie contagieuse contractée à bord du transport la Dordogne	OUTIL (Josephine)
14	ACHARDY (Henri-Fran- çois).	Coq embarquant à 45 fr.	7 août 1860.	7 août 1860.	Mort des suites de maladie endémique contractée en Cochin- chine.	LAMBERT (François- toire).
15	LE SOEUR (Pierre-Marie).	Tonnellier em- barquant à 45 fr.	25 oct. 1862.	25 oct. 1862.	Idem.	COLIN (Françoise)
16	LASTAVEL (Félix-Benoît).	Matelot.	6 mars 1863.	6 mars 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée en Chine.	CADIAU (Marie-Louise)
17	LEGRAS (Jules-Félix-Al- phonse).	Musicien em- barquant.	21 mars 1863.	21 mars 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée en Cochin- chine.	BOUST (Ernestine- phine).
18	LE SACHER (Jean-Bap- tiste).	Contre-maitre charpentier.	31 déc. 1843.	16 sept. 1863.	Mort titulaire d'une pension.	ROBIN (Victoire- laide).
19	GARANTON (Théophile- Victor).	Patron de ga- baret.	13 août 1863.	13 août 1863.	Mort des suites d'un accident résultant du service.	HIN (Thérèse-Charlotte)
20	KMAREC (Guénolé).....	Gardien de vais- seau.	12 sept. 1863.	12 sept. 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	LAGATHU (Marie- çoise).
21	KJEAN (René)	Ouvrier char- pentier.	Idem.	Idem.	Idem.	ALLEGOT (Suzanne)
22	BOUTET (Louis).....	Idem.	31 déc. 1843.	10 sept. 1863.	Mort titulaire d'une pension.	MOLINOT (Marie- Thérèse)
23	LEJUEZ (Jean-Pierre)...	Ouvrier à la di- rection d'artille- rie.	9 sept. 1863.	9 sept. 1863.	Tué en exécutant un service comman- dé.	RISBEC (Victoire- Dorothee).
24	FOLLEROT (Mathurin) ..	Ouvrier mou- leur.	20 août 1863.	20 août 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	GUILLET (Jeanne)
25	CARATINI (Dominique) ..	Journalier au port de Toulon.	14 mars 1851.	14 oct. 1861.	Mort titulaire d'une pension.	ARÉNA (Marie-Jérôme)
26	CHAVRAYEN	Soldat d'infan- terie de marine.	13 fév. 1849.	26 avril 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	PÉRIANAYAGON
27	DE BASTIDE (Jacques- François-Amélie).	Sous-chef de bu- reau au minist- ère de la marine et des colonies.	31 mai 1847.	22 août 1863.	Idem.	PIPAUD-DESGRANGES (guerite).

PENSIONS DE VEUVES

28	FOUILLÉ (Mathias-Marie).	Premier mai- tre de manoeuvre.	30 nov. 1862.	28 mai 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	CAILLÉ (Anne-Fran- çoise) veuve en 2 ^e noc FOUILLÉ (Théodore- Jean), orphelin 1 ^{er} lit.
	veuf en 1 ^{re} noc de DAVID (Marguerite)....			22 août 1850.		

(a) Cette pension est payable, savoir : pour moitié à la veuve et pour l'autre moitié à l'orphelin du premier lit. réversion viagère, au profit de la veuve, de la portion afférente audit orphelin lorsqu'il aura atteint l'âge de vingt ans.

SAIRANCE.	DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
			Lois des 11 et 18 avril 1831, 26 juin 1861, 28 juin 1862 et décrets des 2 fév. et 4 mars 1808.	Loi du 21 juin 1856.	Total.		
Saint-Quay (Côtes-du-Nord).	22 sept. 1843.	Plus de 2 ans.	100 ^f	26 ^f	126 ^f	Saint-Malo.	Lois des 18 avril 1831 et 21 juin 1856.
Saint- Habennec (Finistère).	21 sept. 1851.	Idem.	100	26	126	Brest.	Idem.
Biantec (Morbihan).	12 août 1848.	Idem.	100	26	126	Lorient.	Idem.
Pleurtuit (Ille-et-Vilaine).	23 janv. 1856.	Idem.	100	26	126	Saint-Malo.	Idem.
Guillaumes (Alpes-Maritimes).	15 mars 1849.	Idem.	100	26	126	Toulon.	Idem.
Lambézellec (Finistère).	13 janv. 1858.	Idem.	100	26	126	Brest.	Idem.
Guingamp (Côtes-du-Nord).	21 juin 1848.	Idem.	100	16	116	Idem.	Idem.
Paris (Seine).	2 sept. 1854.	Idem.	100	16	116	Paris.	Idem.
Cherbourg (Manche).	7 octobre 1816.	Idem.	141	"	141	Cherbourg.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.
Brest (Finistère).	10 avril 1844.	Idem.	126	"	126	Brest.	Lois des 18 avril 1831 et 28 juin 1862.
Plougastel- Daoulas (Finistère).	28 déc. 1833.	Idem.	116	"	116	Idem.	Idem.
Saint-Marc (Finistère).	20 janv. 1839.	Idem.	116	"	116	Idem.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.
Cherbourg (Manche).	26 déc. 1814.	Idem.	116	"	116	Cherbourg.	Idem.
Querqueville (Manche).	12 avril 1842.	Idem.	116	"	116	Idem.	Lois des 18 avril 1831 et 28 juin 1862.
Montigny (Nièvre).	3 juillet 1852.	Idem.	116	"	116	Nevers.	Idem.
Tunis (États Barber.).	2 juin 1814.	Idem.	116	"	116	Marseille.	Idem.
Karikal (Inde).	Août 1840.	Idem.	100	16	116	Karikal.	Lois des 11 avril 1831 et 21 juin 1856.
Saint-Savin (Vienne).	7 avril 1832.	Plus de 5 ans.	1,412	"	1,412	Paris.	Décrets des 2 fé- vrier et 4 mars 1808.

PRELIX.

Lorient (Morbihan).	26 fév. 1851.	Plus de 2 ans.	245	"	245 (a)	Lorient.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.
Idem.	21 sept. 1845.						

complis, et sous la condition que la part de la veuve, si elle décède sans enfants, sera retour audit orphelin
se qu'il soit parvenu à sa majorité.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris et des pères et mères.	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS ET PRÉNOMS des veuves et des orphelins.
			de la cessa- tion de l'acti- vité.	du décès.		
29	LE GARFF (Julien) veuf en 1 ^{re} noces de CHAOUEN (Marie-Louise).	Quartier-maî- de manœuvre.	25 juin 1862.	25 juin 1862. 13 août 1857.	Mort des suites d'un accident résultant du service.	CLOAREC (Marie) veuve en 2 ^e LE GARFF (Céle- stine) orpheline de (Marie- ne), orpheline
PENSIONS D'ORPHELINS JUSQU'À						
30	BERNARD (Victor-Antoi- ne), veuf de ROSSI (Claire)	Matelot.	25 janv. 1861.	6 sept. 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	BERNARD (Joseph- Antoine). (Brigitte) nique.
31	MORDRET (Michel-Au- guste), veuf de LEQUERTIER (Marie-Eu- génie).	Journalier au magasin général.	11 juillet 1863.	11 juillet 1863. 1 ^{er} avril 1862.	Tombé à la mer et noyé en exécutant un service commandé.	MORDRET (Léon- Auguste). (Honoré) ria-Eugénie.

(a) Cette pension est payable, savoir : pour moitié à la veuve et pour l'autre moitié aux orphelins du premier réversion viager, au profit de la veuve, de la portion afférente auxdites orphelins, lorsqu'elles auront atteint l'âge de dix ans.

2. La dépense annuelle de six mille quatre cent cinquante-cinq francs (6,455^f) qui résultera de la concession des trente et un articles de pensions de veuves et d'orphelins compris dans le tableau qui précède sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Novembre 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

Signé C^{te} P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 15,963. — DÉCRET IMPÉRIAL portant concession de 34 Pensions de retraite sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.

Du 22 Novembre 1863.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de la loi du 27 août 1817, portant application à la marine;

NOM.	DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
			Lois des 18 avril 1831 et 28 juin 1862.	Loi du 21 juin 1856.	Total.		
Pondalmézeau (Finistère).	1 ^{er} déc. 1858.	Plus de 2 ans.	100 ^f	26 ^f	126 ^f (a)	Brest.	Lois des 18 avril 1831 et 21 juin 1856.
Brest (Finistère).	9 février 1857.	.....					

ET UN ANS ACCOMPLIS.

Toulon (Var).	13 nov. 1834.	Plus de 2 ans.	100	16	116	Toulon.	Lois des 18 avril 1831 et 21 juin 1856.
Cherbourg (Manche).	14 oct. 1845.	Idem.	116	"	116	Cherbourg.	Lois des 18 avril 1831 et 28 juin 1862.
TOTAL....			6,045	410	6,455		

et sous la condition que la part de la veuve, si elle décède sans enfants, sera retour auxdites personnes jusqu'à ce qu'elles soient parvenues à leur majorité.

2° La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de mer, et celles des 26 juin 1861 et 28 juin 1862;

3° Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, chargée par la loi de payer lesdites pensions;

La section de la guerre et de la marine de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau d'autre part une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau.

2. La dépense annuelle de vingt-cinq mille quatre cent soixante-neuf francs (25,479^f) qui résultera de la concession des trente-quatre articles de pensions de retraite compris dans le tableau qui suit sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 22 Novembre 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

Signé C^{te} P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			70
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	
1	MORAS (Louis-Auguste-Gaspard).	5 janvier 1806.	Brest (Finistère).	Commissaire de la marine.	39	9	13	13	1	15	28
2	LE VICAIRE (Victor)....	8 août 1805.	Granville (Manche).	Commissaire ad-joint de la marine.	44	4	17	5	6	21	64
3	GRATON (Léon-Théophile).	9 sept. 1815.	Nantes (Loire-Inférieure)	Idem.	26	10	•	11	4	27	38
4	BOENIC (Pierre-Noël)...	25 déc. 1818.	Toulon (Var).	Lieutenant de vaisseau.	25	9	10	12	10	25	38
5	BARRÉ (Jean-Vincent)...	10 juin 1810.	Plouay (Morbihan).	Commis aux vivres entre-trait à 1,500f.	32	5	27	10	1	15	34
6	CHABERT (Jacques)....	2 déc. 1817.	S ^{te} -Euphémie (Ain).	Capitaine d'armes de 2 ^e classe.	25	5	25	14	6	19	40
7	GENIN (Joseph).....	15 fév. 1813.	La Benate (Charente-Infér.).	Idem.	25	6	22	7	1	29	37
8	CHAMBAULT (Louis)....	16 août 1810.	Guéugnay (Nièvre).	Contre-maitre aux forges de la Chaussade.	34	11	23	•	•	•	45
9	LABOINE (François)....	30 mars 1809.	Buelle (Charente).	Contre-maitre à la fonderie de Buelle.	37	7	29	•	•	•	47
10	BIRONNEAU (Nicolas-Pierre).	8 sept. 1806.	Bords (Charente-Infér.).	Aide contre-maitre charpentier.	29	•	8	•	•	•	37
11	PETIT (Auguste-Édouard)	31 août 1813.	Brest (Finistère).	Chef journalier aux subsistances.	30	8	20	8	6	•	44
12	MONDON (André-Alexandre).	25 janv. 1810.	Hyères (Var).	Ouvrier perceur.	27	5	11	2	1	•	35
13	FOUCAULT (Joseph)....	18 avril 1804.	Nevers (Nièvre).	Ouvrier barineur.	1	5	7	•	•	•	7
14	DAUMAS (Lazare-Hyacinthe-André).	1 ^{er} déc. 1810.	Toulon (Var).	Ouvrier forgeron.	34	3	10	•	•	•	47
15	GUILLON (Pierre-François).	20 fév. 1812.	Pornic (Loire-Inférieure)	Idem.	25	7	12	•	•	•	32
16	GIVAUDAN (Antoine-Félix).	28 mai 1813.	Hyères (Var).	Ouvrier chaudronnier.	26	•	29	2	3	•	31
17	BLACHAS (Marc-Antoine-Charles).	24 déc. 1793.	Roquebrussanne (Var).	Ouvrier ferblantier.	26	•	8	2	•	•	34
18	SCHALLEIDNER (François)	16 juillet 1813.	Schiltigheim (Bas-Rhin).	Ouvrier aux bouches à feu.	28	1	23	10	•	•	39
19	MARIN (Pierre-Antoine).	7 déc. 1804.	Montauroux (Var).	Ouvrier aux mitrailles.	30	4	18	2	•	•	42
20	SABAZIN (Eutrope)....	16 juin 1803.	L'Éguille (Charente-Infér.).	Ouvrier à la garniture.	29	10	11	5	1	•	40
21	DUBOIS (Louis).....	2 mai 1812.	Cosne (Nièvre).	Ouvrier aux forges de la Chaussade.	31	6	27	9	•	•	47
22	ROCHE (Claude).....	3 juillet 1809.	S ^{te} -Colombe (Nièvre).	Idem.	27	2	22	8	•	•	37
23	LUTINIER (François)...	17 sept. 1812.	Cosne (Nièvre).	Idem.	25	4	9	6	•	•	35
24	NAMY (Edme).....	17 nov. 1810.	Châteauneuf (Nièvre).	Idem.	29	3	1	•	•	•	42
25	LONGUEVILLE (Pierre)...	13 sept. 1814.	Buelle (Charente).	Ouvrier à la fonderie de Buelle.	32	8	27	•	•	•	49
26	ORTLEPP (Jean-Justin).	21 oct. 1799.	Friedrichsrode (Saxe).	Ouvrier à la boulangerie.	26	•	9	3	•	•	35

RÈGLES LÉGALES de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION DE LA PENSION. Lois des 18 avril 1831, 26 juin 1861 et 28 juin 1862.	DOMICILE des titulaires.
du 18 avril 1831 et 1861.	Commissaire, réunissant plus de 6 ans de navigation sur les bâtiments de l'Etat.	3,900 ^f	Toulon.
Idem.	Commissaire adjoint, réu- nissant plus de 6 ans de na- vigation sur les bâtiments de l'Etat.	2,590	Brest.
Idem.	Commissaire adjoint, réunissant plus de 9 ans de services à la mer et aux co- lonies.	2,374	Nantes.
Idem.	Lieutenant de vaisseau.	1,913	Toulon.
Idem.	Maître entrepenn à 1,500 ^f et au-dessus, réunissant plus de 6 ans de navigation sur les bâtiments de l'Etat.	1,333	Lorient.
Idem.	Capitaine d'armes de 2 ^e classe.	911	Rochefort.
Idem.	Idem.	808	Cherbourg.
du 18 avril 1831 et 1861.	Contre-maitre.	490	La Chaussade
Idem.	Idem.	510	Ruelle.
du 18 avril 1831 et 1861.	Aide contre-maitre des professions inscrites. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'ac- tivité dans ce grade.)	491	Rochefort.
des 18 avril 1831 et 1861.	Chef journalier.	470	Idem.
du 18 avril 1831 et 1861.	Ouvrier des professions inscrites. (Perte de la vue par suite d'insolation con- tractée en Cochinchine.)	605 (a)	Toulon.
du 18 avril 1831 et 1861.	Ouvrier. (Amputation d'un membre par suite de blessures reçues en service commandé.)	465	Nevers.
Idem.	Ouvrier.	411	Toulon.
Idem.	Idem.	368	Indret.
Idem.	Idem.	382	Toulon.
Idem.	Idem.	380	Idem.
Idem.	Idem.	431	Idem.
Idem.	Idem.	402	Idem.
Idem.	Idem.	415	Idem.
Idem.	Idem.	413	La Chaussade.
Idem.	Idem.	416	Idem.
Idem.	Idem.	397	Idem.
Idem.	Idem.	386	Idem.
Idem.	Idem.	401	Ruelle.
Idem.	Idem.	385	Toulon.

En remplacement de celle de 387 francs réglée par décret du 25 octobre 1862.

NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
	Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
PAULÉ (Jean-François)...	7 avril 1814.	Le Revest (Var).	Journalier aux constructions navales.	42	10	27	"	"	"
SAVARY (Jean-Eugène)...	28 nov. 1812.	Brest (Finistère).	Idem.	25	10	11	7	2	16
GANTEL (François).....	14 janv. 1791.	Lamérac (Charente).	Journalier aux mouvements généraux.	25	7	1	3	"	"
PASCAL (Étienne-Pierre)...	13 nov. 1799.	Toulon (Var).	Journalier aux subsistances.	30	3	2	8	4	9
CHARLES (Joseph).....	26 sept. 1807.	Brest (Finistère).	Gardien de vaisseau.	38	2	11	4	6	"
PARAT (Paul-Marie-Gabriel)...	19 mars 1810.	Parma (Italie).	Idem.	26	1	24	9	11	"
ROLLAND (Claude).....	21 avril 1813.	Poullaouen (Finistère).	Idem.	28	2	13	6	8	15
KMAÏDIC (Christophe)...	2 mai 1804.	Lampaul-Plonarzel (Finistère).	Idem.	33	11	19	4	1	6

N° 15,964. — DÉCRET IMPÉRIAL portant concession de 39 Pensions de retraite sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.

Du 30 Novembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies ;

Vu : 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de l'ordonnance du 27 août 1817, portant application à la marine ;

2° La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de mer.

NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
	Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
CHALEIX (Jacques - Eugène)...	21 juin 1830.	Rochefort (Charente-infér.).	Chirurgien de la marine de 2 ^e classe.	11	10	8	5	9	6
LA COMBE (Alexandre - Jasmin)...	9 mars 1802.	Cherbourg (Manche).	Contre-maitre charpentier.	29	6	8	"	"	"
LEGACHEUX (Jean - Baptiste)...	25 fév. 1800.	Néhou (Manche).	Ouvrier charpentier.	41	8	6	"	"	"
JESTIN (Jean-François)...	10 mai 1813.	Saint-Pierre-Quilbignon (Finistère).	Idem.	32	4	9	"	"	"
LAGATY (François).....	1 ^{er} juin 1808.	Plounévez-Lochrist (Finistère).	Idem.	29	5	3	"	"	"
NASSUER (Julien - François)...	1 ^{er} juin 1813.	Lorient (Morbihan).	Idem.	28	4	10	"	2	13
BLEIN (René - Georges - Pierre)...	13 août 1803.	Brest (Finistère).	Ouvrier peccour.	45	1	"	1	10	17
HAMEL (Louis-Napoléon-Adolphe)...	28 avril 1808.	Valognes (Manche).	Ouvrier voilier.	33	4	18	"	1	18

ANCIENNES RÉGIMES de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION DE LA PENSION. Lois des 18 avril 1831 et 28 juin 1862.	DOMICILE des titulaires.
des 18 avril 1831 et 1862.	Journalier.	455 ^l	Toulon.
Idem.	Idem.	405	Idem.
Idem.	Idem.	383	Rochefort.
Idem.	Idem.	433	Toulon.
Idem.	Gardien de vaisseau, réunissant plus de 6 ans de navigation sur les bâtiments de l'État.	453	Brest.
Idem.	Idem.	420	Toulon.
Idem.	Idem.	415	Brest.
Idem.	Gardien de vaisseau.	405	Idem.
	TOTAL....	25,479	

et celles des 26 juin 1861 et 28 juin 1862, ainsi que les décrets des 2 février et 4 mars 1808, sur les pensions spéciales des chefs et employés du ministère de la marine et des colonies ;

3° Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, chargée par la loi de payer lesdites pensions ;

La section de la guerre et de la marine de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau.

ANCIENNES RÉGIMES de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION DE LA PENSION. Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.	DOMICILE des titulaires.
des 18 avril 1831 et 1862.	Officier de santé de 2 ^e classe. (Infirmités contractées au service et mettant cet officier hors d'état d'y rester et d'y rentrer ultérieurement.)	1,120 ^l	Montpellier.
Idem.	Contre-maître des professions inscrites.	449	Cherbourg.
Idem.	Ouvrier des professions inscrites.	448	Idem.
Idem.	Idem.	402	Brest.
Idem.	Idem.	387	Idem.
Idem.	Idem.	383	Lorient.
Idem.	Idem.	465	Brest.
Idem.	Idem.	408	Cherbourg.

N ^o D'ORDRE.	NOM & PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
9	CORBET (Michel-Désiré-Sénateur-François).	30 déc. 1807.	Cherbourg (Manche).	Ouvrier menuisier.	28	9	19	*	*	*
10	LE TOURNEUR (Jacques-Siméon-Héu).	20 déc. 1800.	Neuf-Ménil (Manche).	Ouvrier scieur de long.	28	9	16	*	*	*
11	CHANO (François).....	1 ^{er} avril 1811.	Guistrif (Morbihan).	Ouvrier ajusteur.	26	11	30	*	*	*
12	PENDELIOU (Louis).....	15 mars 1813.	Bédéné (Finistère).	Idem.	27	6	25	2	6	*
13	KÉDRON (Olivier-Marie).	23 fév. 1815.	Gouesnou (Finistère).	Ouvrier forgeron.	23	*	22	*	*	*
14	LEGUEVEL (Joseph-Marie).	5 juillet 1805.	Ploumoguier (Finistère).	Idem.	34	4	24	*	*	*
15	PROBESTAU (Bernard-Vincent).	31 mai 1814.	Brest (Finistère).	Idem.	32	8	22	*	*	*
16	ALLEGRET (Olivier)....	27 nov. 1810.	Lannilis (Finistère).	Idem.	27	2	18	2	*	*
17	PALLIER (François-Marie).	30 oct. 1811.	Guilers (Finistère).	Idem.	28	11	23	*	*	*
18	LAMOUR (Nicolas).....	15 fév. 1813.	Plabennec (Finistère).	Idem.	28	10	29	*	*	*
19	LE CALOCH (Joseph)...	21 mai 1810.	Lorient (Morbihan).	Ouvrier chandronnier.	29	8	29	*	*	*
20	ROUSSET (François)....	14 avril 1812.	Neuville-sur-Renon (Ain).	Ouvrier serrurier.	28	7	9	6	*	31
21	PÉTON (Guillaume-Marie).	27 oct. 1814.	Bohars (Finistère).	Ouvrier fondeur.	27	*	*	4	*	*
22	KSERHO (Pierre).....	14 déc. 1812.	Riantec (Morbihan).	Ouvrier monteur à la direction d'artillerie.	27	6	27	5	*	*
23	MOAL (Michel-Marie)...	25 mai 1805.	Lampaul-Ploudalmézeau (Finistère).	Ouvrier à la garniture.	35	4	9	2	8	6
24	FERRUS (Louis-Marie-Victor).	8 déc. 1809.	Lorient (Morbihan).	Ouvrier menuisier.	37	11	21	*	*	*
25	LE LIMANTOUR (Jean-Louis).	14 fév. 1815.	Guivel (Morbihan).	Ouvrier au parc d'artillerie.	28	5	21	1	4	24
26	LE VIANDIER (Jean-Auguste).	24 juin 1801.	Réville (Manche).	Ouvrier tonnelier.	31	4	16	*	3	15
27	KVELLA (François).....	18 mars 1811.	Plougastel-Daoulas (Finistère).	Dragueur au canon.	25	5	10	*	*	*
28	HUBERT (Charles-François).	14 août 1803.	Lieusaint (Manche).	Ouvrier à la recette des bois.	34	3	17	*	*	*
29	LE GARGAM (Joseph)...	11 déc. 1807.	Inguiniel (Morbihan).	Journalier aux constructions navales.	31	6	9	*	*	*
30	LE BARAILLEC (Mathurin).	3 février 1811.	Idem.	Idem.	27	2	26	*	*	*
31	LE BESQUE (Jean-Marie).	8 février 1800.	Lorient (Morbihan).	Idem.	26	10	21	*	*	*
32	TRAVERS (Amand-Magloire).	23 oct. 1799.	Perques (Manche).	Journalier aux mouvements du port.	25	4	8	*	*	*
33	ÉVENO (Matthurin).....	24 nov. 1822.	Meslan (Morbihan).	Journalier au magasin général.	15	3	14	*	*	*
34	LE RICOUSSE (Louis-Alexis).	16 juillet 1813.	Plœmeur (Morbihan).	Idem.	25	10	23	4	*	*
35	JUSTINIEN (Laurent), dit WALTER.	2 juin 1808.	Pondichéry (Inde).	Conducteur de 5 ^e classe du service des ponts et chaussées dans l'Inde.	32	*	7	*	*	*
36	FLORY (Henry-Gualbert).	12 juillet 1801.	Idem.	Écrivain auxiliaire de la marine à la solde d'Europe de 600 fr.	33	6	9	*	*	*

DES LÉGALES de la de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION DE LA PENSION. Lois des 18 avril 1831, 26 juin 1861 et 28 juin 1862.	DOMICILE des titulaires.
8 18 avril 1831 1862.	Ouvrier.	384 ^f	Cherbourg.
Idem.	Idem.	384	Idem.
Idem.	Ouvrier. (Infirmité con- tractée au service et équiva- lente à la perte absolue de l'usage d'un membre.)	465	Lorient.
Idem.	Ouvrier.	390	Idem.
Idem.	Ouvrier. (Perte de l'usage de deux membres par suite d'infirmités contractées au service.)	465	Brest.
Idem.	Ouvrier.	412	Idem.
Idem.	Idem.	401	Idem.
Idem.	Idem.	386	Idem.
Idem.	Idem.	385	Idem.
Idem.	Idem.	385	Idem.
Idem.	Idem.	389	Lorient.
Idem.	Idem.	413	Cherbourg.
Idem.	Idem.	395	Brest.
Idem.	Idem.	403	Lorient.
Idem.	Idem.	430	Brest.
Idem.	Idem.	430	Idem.
Idem.	Idem.	389	Lorient.
Idem.	Idem.	398	Cherbourg.
Idem.	Idem.	367	Brest.
Idem.	Idem.	411	Cherbourg.
Idem.	Journalier.	398	Lorient.
Idem.	Idem.	376	Idem.
Idem.	Idem.	374	Idem.
Idem.	Idem.	368	Cherbourg.
Idem.	Idem. (Blessure reçue au service et équivalente à la perte de l'usage d'un mem- bre.)	441	Lorient.
Idem.	Journalier.	389	Idem.
8 avril 1831 et	Conducteur de 4 ^e classe des ponts et chaussées, au traitement moyen de 1,423 ^f 79 ^c .	760	Pondichéry.
18 avril 1831 61.	Écrivain des divers ser- vices à la solde de 600 fr.	441	Idem.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES.	SERVICES effectifs.			CAMPAIGNES		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
37	CUNY (Adrien-Louis). . .	4 octobre 1804.	Paris (Seine).	Chef de bureau au ministère de la marine et des colonies.	40	9	24	"	"	"
38	FATARD DE BOURDEILLE (Auguste-Paul).	28 janv. 1806.	Idem.	Sous-chef au ministère de la marine et des colonies.	36	2	20	"	"	"
39	MAGNAC (Antoine) ⁽¹⁾ . . .	12 déc. 1785.	Archer (Cantal).	Gardien de bureau au ministère de la marine et des colonies.	10	"	5	"	"	"

(1) Admis à la retraite pour cause de suppression d'emploi.

2. La dépense annuelle de vingt-deux mille trois cent cinquante-six francs (22,356^f) qui résultera de la concession des trente-neuf articles de pensions de retraite compris dans le tableau qui précède sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Novembre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

Signé C^m P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N^o 15,965. — DÉCRET IMPÉRIAL portant concession de 21 Pensions de Veuve et d'une Pension d'Orpheline sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.

Du 6 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu, 1^o les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de l'ordonnance du 27 août 1817, portant application à la marine;

2^o La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de mer

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris.	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS ET PRÉNOMS des veuves.
			de la cessation de l'activité.	du décès.		
1	AUGER (Amand).....	Inspecteur adjoint de la marine.	14 sept. 1863.	24 sept. 1863.	Mort en possession de droits à une pension de retraite.	STEINAM (Thérèse)
2	GAUTIER (Olivier-Brutus).	Lieutenant de vaisseau.	17 nov. 1863.	2 août 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	CHARIL (Auguste-Louis)

BASES LÉGALES de fixation de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION DE LA PENSION. Décrets des 2 février et 4 mars 1808.	DOMICILE des titulaires.
Loi des 2 février et 4 mars.	Chef de bureau au traite- ment moyen de 7,697 fr. 68 cent.	4,000 ^f	Paris.
Idem.	Sous-chef de bureau au traitement moyen de 3,755 ^f 55 ^c .	2,462	Idem.
Idem.	Gardien de bureau à la solde de 1,300 fr.	200	Idem.
	TOTAL....	22,356	

et celles des 21 juin 1856, 26 juin 1861 et 28 juin 1862, ainsi que les décrets des 2 février et 4 mars 1808, sur les pensions spéciales des chefs et employés du ministère de la marine et des colonies et sur celles de leurs veuves;

3° Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, chargée par la loi de payer lesdites pensions;

La section de la guerre, de la marine, des colonies et de l'Algérie de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-après une pension ou un secours annuel fixés conformément aux indications de ce tableau.

2. La dépense annuelle de cinq mille six cent quinze francs (5,615^f) qui résultera de la concession des vingt-deux articles de pensions de veuves et d'orpheline compris dans le tableau qui suit sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Décembre 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

Signé C^{te} P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

NATIVITÉ.	DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
			Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.	Loi du 21 juin 1856.	Total.		
Toulon (Var).	18 avril 1838.	Plus de 3 ans.	648 ^f	"	648 ^f	Cherbourg.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.
Lorient (Morbihan).	7 février 1861.	Idem.	530	"	530	Auray.	Idem.

NOMMÉS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris et des père et mère.	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS ET PRÉNOMS des veufs et de l'orphelin.
			de la cessa- tion de l'ac- tivité.	du décès.		
3	COULOMB Vincent-Ma- rius).	Chirurgien de 1 ^{re} classe.	16 déc. 1862.	16 déc. 1862.	Mort des suites de maladie endémique contractée sur la côte occidentale d'Afrique.	VALENCE (Éliane- Loire-Laurence).
4	ROUX (Charles-Jean-Bap- tiste).	Idem.	16 mars 1863.	21 sept. 1862.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	JACQUET (Eudon).
5	ETRIÈS (Jean-Étienne- François).	Maître entre- tenu à 2,000 fr. à la fonderie de Ne- vers.	3 octobre 1863.	3 octobre 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	MOREL (Anne).
6	BEAUGION (Hervé-Marie).	Maître charpen- tier.	10 avril 1860.	13 sept. 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	LE GLOANEC (Louise).
7	GALLOUIN (Jean-Bap- tiste-Antoine).	Magasinier em- barquant à 83 fr.	13 fevr. 1859.	24 sept. 1863.	Idem.	DEBRAY (Jeanne).
8	HERY (Jean-Louis).....	Deuxième mai- tre de manoeuvre.	5 mars 1863.	5 mars 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée sur les cô- tes occidentales d'A- frique.	DERRIEN (Ma- riose).
9	PAILLOUX (Jean).....	Distributeur em- barquant.	15 oct. 1862.	15 oct. 1862.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexi- que.	SOULARD (Lo- rence).
10	VICQUELIN (Jules-Ferdi- nand).	Matelot.	14 août 1862.	14 août 1862.	Idem.	LÉGER (Fran- gustine).
11	RICARD (Jean-Paul).....	Idem.	6 mai 1862.	6 mai 1862.	Mort des suites de maladie endémique contractée dans le dé- troit de Magellan.	LIHOSTIS (Marie).
12	LE REST (Charles-Marie).	Idem.	31 mars 1859.	5 sept. 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	LE ROUX (Marie).
13	CORROLLER (Louis-Napo- léon).	Contre-maître charpentier.	2 juillet 1862.	19 sept. 1863.	Idem.	VINOUE (Jean).
14	CARRÉ (François-Marie).	Aide contre-mai- tre fondeur.	30 juin 1863.	17 sept. 1863.	Idem.	MOAL (Marie-An- toine).
15	CORVEN (Pierre).....	Ouvrier perceur.	1 ^{er} oct. 1863.	1 ^{er} oct. 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	LE TOULLEC (rite).
16	LESTIDEAU (Prégent- François-Thomas).	Ouvrier forge- ron.	25 oct. 1847.	14 sept. 1863.	Mort titulaire d'une pension.	KEEEL (Marie- Thérèse).
17	RIVALLON (Jean).....	Ouvrier aux bâ- timents en fer.	27 sept. 1863.	27 sept. 1863.	Mort des suites d'un accident résultant du service.	BUSSON (Marie).
18	NORMAND (Yves-Marie).	Journalier au port de Brest.	30 sept. 1857.	6 octobre 1863.	Mort titulaire d'une pension.	MORVAN (Jean- nardine).
19	CAZAVAN (Auguste-Ma- rie).	Greffier à la cour impériale de la Martinique.	7 sept. 1862.	7 sept. 1862.	Mort des suites de fatigues résultant du service.	JOURNE (Rose-Ma- rie).
20	SICÉ (Louis-Achille- Bruno).	Juge de paix à Karikal.	25 sept. 1862.	25 sept. 1862.	Idem.	GAMBIN (Ma- riose-Moïse).
21	RÉMION (Nicolas-Victor).	Commis au mi- nistère de la ma- rine et des colo- nies.	6 février 1842.	30 juin 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	LE TELLIER (Jo- sephine).
PENSION D'ORPHELINE JUSQU'À						
22	LANCELOT (Olivier).... marié à LEPAGE (Marie-Fran- çoise).	Quartier-mai- tre canonnier.	24 mars 1845.	4 avril 1849. 23 août 1863.	 Morte titulaire d'une pension.	LANCELOT (Marie- Amaranthe).

NAISSANCE.	DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	FIXATION DE LA PENSION			DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
			Lois des 18 av ^r 1831, 9 juin 1853, 26 juin 1861 et 28 juin 1862 et décrets des 2 février et 4 mars 1868.	Lot du 21 juin 1856.	Total.		
Toulon (Var).	3 juin 1861.	1 an 6 mois 14 jours.	420 ^f	"	420 ^f	Toulon.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.
Tracoubo (Guine franç.).	28 déc. 1836.	Plus de 2 ans.	420	"	420	Aix.	Idem.
Nevers (Nièvre).	17 avril 1843.	Idem.	350	"	350	Nevers.	Idem.
Brest (Finistère).	8 février 1837.	Idem.	175	41 ^f	216	Brest.	Lois des 18 avril 1831 et 21 juin 1856.
Lorient (Morbihan).	23 oct. 1837.	Idem.	175	41	216	Lorient.	Idem.
Saint-Quay (Côtes-du-Nord).	13 oct. 1847.	Idem.	100	41	141	Saint-Brieuc	Idem.
La Ronde (Deux-Sèvres).	4 juin 1851.	Idem.	100	26	126	Rochefort.	Idem.
Grand-Camp (Calvados).	16 juin 1858.	Idem.	100	16	116	La Hougue	Idem.
Lambézellec (Finistère).	27 sept. 1856.	Idem.	100	16	116	Brest.	Idem.
Houneventer (Finistère).	30 sept. 1857.	1 enfant.	100	16	116	Idem.	Idem.
Saint-Jean- de-Boiscan (Loire-Inférieure)	6 août 1832.	Plus de 2 ans.	141	"	141	Nantes.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.
Saint-Renan (Finistère).	13 oct. 1833.	Idem.	126	"	126	Brest.	Lois des 18 avril 1831 et 28 juin 1862.
Caudan (Morbihan).	22 janv. 1837.	Idem.	116	"	116	Lorient.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.
Saint-Renan (Finistère).	15 nov. 1817.	Idem.	116	"	116	Brest.	Lois des 18 avril 1831 et 28 juin 1862.
Lorient (Morbihan).	22 oct. 1860.	Idem.	116	"	116	Lorient.	Idem.
Lambézellec (Finistère).	15 oct. 1835.	Idem.	116	"	116	Brest.	Idem.
Le Fort-de-France (Martinique).	27 avril 1855.	Plus de 6 ans.	450	"	450	Le Fort- de-France.	Lois des 18 avril 1831 et 9 juin 1853.
Pondichéry (Inde).	26 juin 1859.	Idem.	240	"	240	Pondichéry.	Idem.
Rouen (Seine-Infér.).	29 janv. 1818.	Plus de 5 ans.	653	"	653	Paris.	Décrets des 2 fé- vrier et 4 mars 1868.

657 ET UN ANS ACCOMPLIS.

Binic (Côtes-du-Nord).	27 mai 1833.	Plus de 2 ans.	100	26	126	Brest.	Lois des 18 avril 1831 et 21 juin 1856.
TOTAUX.			5,392	223	5,615		

N° 15,966. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant concession de 4 Pensions de Veuves sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.*

Du 6 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de l'ordonnance du 27 août 1817, portant application à la marine;

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris.	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS ET PRÉNOMS des veuves
			de la cessa- tion de l'acti- vité.	du décès.		
1	TROADEC (Henri-Joseph)	Deuxième maître de manœuvre.	14 mai 1862.	14 mai 1862.	Mort des suites de maladie endémique contractée à Cayenne	FAVÉ (Marie-Françoise)
2	CELO (Julien).....	Contre-maitre mécanicien.	15 mars 1863.	15 mars 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexique.	LEMEUR (Joseph Louise).
3	GUIGNERES (Jean-Benoît)	Caporal d'armes.	3 octobre 1862.	3 octobre 1862.	<i>Idem.</i>	BONNET (Roméo Louise).
4	BONNET (Mathurin-Marie).	Matelot.	4 mars 1863.	4 mars 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée à la Guyane.	ABALAIN (Marie-Augustine).

2. La dépense annuelle de cinq cent vingt-quatre francs (524') qui résultera de la concession des quatre articles de pensions de veuves compris dans le tableau qui précède sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Décembre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

Signé C^{te} P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 15,967. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant concession de 13 Pensions de retraite sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.*

Du 6 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

2° La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de mer, et celle du 26 avril 1855;

3° Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, chargée par la loi de payer lesdites pensions;

La section de la guerre, de la marine, des colonies et de l'Algérie de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-dessous une pension annuelle fixée conformément aux indications de ce tableau.

RESIDENCE.	DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
Lieu.			Portion à la charge de la caisse		Total.		
			des inva- lides de la marine.	de la dotation de l'armée.			
Lambézellec (Finistère).	6 mars 1858.	Plus de 2 ans.	100 ^f	41 ^f	141 ^f	Paris.	Lois des 18 avril 1831 et 26 avril 1855.
Lorient (Morbihan).	4 sept. 1858.	Idem.	100	41	141	Lorient.	Idem.
La Seyne (Var).	21 juin 1862.	3 mois 13 jours.	100	26	126	La Seyne.	Idem.
Roscoff (Finistère).	8 nov. 1860.	Plus de 2 ans.	100	16	116	Brest.	Idem.
		TOTAUX	400	124	524		

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de l'ordonnance du 27 août 1817, portant application à la marine;

2° La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de mer, et celle du 26 avril 1855;

3° Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, chargée par la loi de payer lesdites pensions;

La section de la guerre, de la marine, des colonies et de l'Algérie de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau d'autre part une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			AN.
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	
1	LE GOUARANT (Paul-Alfred).	14 juin 1816.	Brest (Finistère).	Maitre armurier terminant comme maitre embarquant.	26	4	18	8	10	16	35
2	CARRIER (François-Hippolyte).	12 fév. 1839.	Sillans (Isère).	Quartier-maitre mécanicien.	4	4	21	1	5	12	5
3	LEFÈVRE (François-Télesphore).	9 juillet 1838.	Saigneville (Somme).	Caporal d'armes.	4	3	18	2	4	12	6
4	LECARDONNEL (Auguste-François).	5 mars 1845.	Donville (Manche).	Matelot.	2	8	6	3	4	9	6
5	MAUJEAN (Louis-Augustin).	25 août 1835.	Auve (Marne).	Sergent d'infanterie de marine.	6	8	26	6	.	.	12
6	BONDON (Louis-Marie-Eugène).	26 sept. 1813.	Paris (Seine).	Sergent clairon d'infanterie de marine.	29	4	13	1	6	.	36
7	REYNAUD (Denis).....	29 juillet 1836.	Saint-Andéol-de-Bourlenc (Ardèche).	Caporal d'infanterie de marine.	5	.	2	6	.	.	11
8	PRADEAU (Joseph-Edouard).	19 mars 1835.	Poitiers (Vienne).	<i>Idem.</i>	11	7	11	7	.	.	18
9	MERLOT (Hippolyte)...	27 juiln 1833.	Montoire (Loir-et-Cher).	Soldat d'artillerie de marine.	9	4	28	11	.	.	20
10	LE ROUX (Yves).....	31 juillet 1829.	Plouénan (Finistère).	Soldat d'infanterie de marine.	10	10	27	9	.	.	19
11	JAFFRÉ (Simon-Marie)..	27 avril 1819.	Quimperlé (Finistère).	<i>Idem.</i>	27	1	12	22	2	13	40
12	MASSAPOUX (Joseph)...	31 août 1839.	Dijon (Côte-d'Or).	<i>Idem.</i>	3	.	16	4	.	.	7
13	PODEVIN (François-Frédéric).	20 juin 1840.	Meudon (Seine-et-Oise).	<i>Idem.</i>	2	4	11	4	.	.	6

2. La dépense annuelle de six mille vingt francs (6,020^f) qui résultera de la concession des treize articles de pensions de retraite compris dans le tableau qui précède sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Décembre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

Signé C^{te} P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

AN. LEGALES	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE des titulaires.
		Portion à la charge de la caisse		Total.	
		des invalides de la marine.	de la dotation de l'armée.		
1 ^{er} avril 1831 et jus.	Maitre des équipages de la Flotte.	603 ^f	165 ^f	768 ^f	Brest.
1 ^{er} jan.	Quartier-maitre. Blessure reçue au service et équiva- lente à la perte de l'usage d'un membre.)	255	165	420	Toulon.
1 ^{er} jan.	Caporal d'armes. (Amputa- tion d'un membre par suite d'une blessure reçue au service.)	340	165	505	Idem.
1 ^{er} jan.	Matelot. (Blessure reçue au service et équivalente à la perte de l'usage d'un membre.)	230	165	395	Idem.
1 ^{er} avril 1831 et jus.	Sergent. (Blessure reçue au service et équivalente à la perte de l'usage d'un membre.)	346	165	511	Brest.
1 ^{er} jan.	Sergent.	294	165	459	Idem.
1 ^{er} jan.	Caporal. (Infirmités con- tractées au service et mé- ritant ce militaire hors d'état d'y rester et de pourvoir à sa subsistance.)	220	165	385	Rochefort.
1 ^{er} jan.	Idem.	220	165	385	Idem.
1 ^{er} jan.	Soldat. (Amputation d'un membre par suite de bles- sure reçue au service.)	300	165	465	Cherbourg.
1 ^{er} jan.	Soldat. (Blessure reçue au service et équivalente à la perte de l'usage d'un membre.)	300	165	465	Brest.
1 ^{er} jan.	Soldat.	300	165	465	Toulon.
1 ^{er} jan.	Idem. (Infirmité contrac- tée au service et équiva- lente à la perte de l'usage d'un membre.)	235	165	400	Rochefort.
1 ^{er} jan.	Soldat. (Blessure reçue au service et équivalente à la perte de l'usage d'un membre.)	232	165	397	Cherbourg.
	TOTAUX.....	3,875	2,145	6,020	

1868. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui nomme officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. Moisson, procureur général près la cour impériale de Grenoble; chevalier depuis 1855. (Paris, 4 Février 1864.)

1869. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :
 Art. 1^{er}. Les forêts domaniales de Grammont, de Chenessey et de Fouilly (Meurthe), contenant environ quatre cent quatre-vingt-quatre hectares, seront à l'avenir réunies sous la dénomination de forêt de Grammont.
 2. Durant les vingt-six années restant à courir de la révolution transitoire dont l'origine remonte à 1849, les trois séries actuellement existantes seront conservées, et les resteront soumises au traitement fixé par les décisions susvisées, sauf la première série de Grammont (deux cent quatre hectares cinquante et un ares), dans laquelle les coupes d'éclaircie et d'extraction seront remplacées par des coupes de régénération.
 La possibilité de ces coupes est réglée à cinq cent quatre-vingt-dix mètres cubes;

toutefois elle pourra être l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général.

3. Une coupe extraordinaire de trois mille six cents mètres cubes sera assise en huit années consécutives à partir de 1863, et par portions égales, dans la série de Chenessey-Fouilly.

4. A l'expiration de la révolution transitoire, il sera procédé à l'aménagement de la totalité de la forêt en une seule série d'exploitation. (*Paris, 2 Juin 1863.*)

N° 15,970. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. La forêt domaniale de Lautenbach (Haut-Rhin) formera à l'avenir trois séries d'exploitation, qui seront composées et aménagées comme il suit :

La première série, contenant trois cent quatre-vingt-neuf hectares quarante-cinq ares, sera traitée en futaie pleine, à la révolution de cent vingt ans, partagée en six périodes égales, à chacune desquelles correspondra une affectation sur le terrain;

La deuxième série, contenant cent soixante-dix-neuf hectares quatre-vingt-quinze ares, sera soumise au même traitement et à la même révolution et sera partagée en quatre affectations, correspondant à un nombre égal de périodes;

La troisième série, contenant trente-huit hectares trente-deux ares, continuera d'être traitée par la méthode du jardinage, avec une révolution de cent quarante ans.

2. Durant la première période, la possibilité annuelle en produits principaux est fixée, savoir :

Pour la première série, à neuf cent quatre-vingts mètres cubes;

Pour la deuxième série, à cent quatre-vingts mètres cubes.

Ces possibilités pourront être l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts.

3. Il sera procédé dans la troisième série à des coupes jardinatoires dont l'importance sera réglée par le directeur général des forêts suivant les exigences des peuplements. (*Paris, 2 Juin 1863.*)

N° 15,971. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. La forêt communale d'Étival (Jura) restera divisée en deux sections, l'une de futaie résineuse, l'autre de taillis sous futaie.

2. La section de futaie (trois cent soixante et onze hectares) sera soumise pendant une révolution de cent cinquante ans, divisée en cinq périodes égales correspondant à un pareil nombre d'affectations, à des exploitations ayant pour but de l'amener à l'état régulier.

Durant la première période, la possibilité annuelle, tant des coupes de régénération proprement dites que des coupes d'extraction et de jardinage à asseoir dans les deuxième, troisième et quatrième affectations, est fixée à huit cent cinquante mètres cubes (850^m), non compris deux cent quatre-vingt-cinq mètres cubes à mettre en réserve pour les besoins extraordinaires de la commune.

Cette possibilité pourra être l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts.

3. La section de taillis sous futaie (cent sept hectares) sera exploitée à la révolution de trente ans et divisée en un pareil nombre de coupes, sans déduction du quart en réserve, cette réserve étant remplacée par celle de la série résineuse.

4. Est et demeure rapportée l'ordonnance du 8 juin 1834. (*Paris, 2 Juin 1863.*)

N° 15,972. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. La série résineuse de la forêt communale de Moirans (Jura), contenant environ six cent soixante-quatre hectares, sera soumise pendant une révolution transitoire de cent huit ans, divisée en trois périodes égales correspondant à un pareil nombre d'affectations, à des coupes ayant pour but de la transformer en futaie régulière.

2. Durant la première période, la possibilité des coupes à asseoir dans les trois affectations est fixée comme il suit, savoir :

Coupes de régénération dans la première affectation. 2,580 mètres cubes,
Coupes jardinatoires dans les deux autres..... 650

ENSEMBLE..... 3,230

non compris mille soixante et dix mètres cubes à mettre en réserve pour les besoins extraordinaires de la commune.

Cette possibilité pourra être l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts.

3. Le décret du 30 janvier 1852 est rapporté en ce qu'il a de contraire aux présentes dispositions. (Paris, 2 Juin 1863.)

N° 15,973. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. La forêt communale de Viry (Jura), contenant environ trois cent cinquante-trois hectares, sera divisée en deux sections, l'une de futaie résineuse, l'autre de taillis sous futaie.

1. La section de futaie (trois cent quarante hectares dix-neuf ares) sera soumise pendant une révolution de cent quarante ans, partagée en quatre périodes égales à chacune desquelles correspondra une affectation sur le terrain, à des exploitations ayant pour but de l'amener à l'état de futaie normale.

Durant la première période, la possibilité annuelle des coupes de régénération et d'extraction est fixée à six cent soixante-quinze mètres cubes, non compris deux cent vingt-cinq mètres cubes qui seront mis en réserve pour les besoins extraordinaires de la commune.

Cette possibilité pourra être l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts.

2. La section de taillis sous futaie (treize hectares quinze ares) sera exploitée à la révolution de vingt-cinq ans et divisée en trois coupes égales, sans quart en réserve, cette réserve étant remplacée par celle de la série résineuse.

4. Est et demeure rapporté le décret du 8 octobre 1853. (Paris, 2 Juin 1863.)

N° 15,974. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration forestière à asseoir une coupe extraordinaire de trois hectares dans le quart en réserve de la forêt appartenant à la commune de Pierre-Châtel (Isère). (Paris, 6 Juin 1863.)

N° 15,975. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les quarante et un hectares du quart en réserve de la forêt communale de Châteauneuf (Nièvre), qui, aux termes du décret du 13 octobre 1858, devraient venir aux coupes affouagères des années 1863 et 1864, seront vendus pour les deux exercices et par portions égales au profit de la caisse municipale.

2. Comme condition de cette exploitation, les trois coupes qui, d'après l'aménagement, devraient être affectées à l'affouage des exercices 1863 à 1865 seront réparties également entre les cinq exercices de 1863 à 1867. (Paris, 6 Juin 1863.)

N° 15,976. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. La forêt domaniale de la Reine (Meurthe) sera soumise pendant une révolution de cent soixante ans, partagée en quatre périodes égales, à des exploitations ayant pour but sa conversion en futaie pleine.

Elle sera, à cet effet, divisée en deux séries d'aménagement, subdivisées elles-mêmes chacune en quatre affectations et contenant, savoir :

La première série, dite du Nord..... 640 hectares.

La deuxième série, dite du Sud..... 637

ENSEMBLE..... 1,277

2. Durant la première période, qui remonte à l'exercice 1862, la possibilité des coupes de régénération à asseoir dans les première et quatrième affectations, ainsi

que dans les parcelles 28 et 29, 10, 13, 14, 19 *bis*, 21 et 22 des deuxième et troisième affectations, est fixée :

Pour la première série, à.....	630 mètres cubes;
Pour la deuxième série, à.....	650 <i>idem</i> .
TOTAL.....	<u>1,280.</u>

Cette possibilité devra être l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général et dont la première aura lieu, au plus tard, à l'expiration de la première décennie.

3. L'ordonnance du 11 juin 1838 est rapportée. (*Fontainebleau, 11 Juin 1863.*)

N° 15,977. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Saint-Martin-d'Uriage (Isère) à exploiter dans ses bois une coupe extraordinaire de quatre-vingts mètres cubes, qui sera assise dans la série de Doménon, au canton de la Grande-Réserve. (*Fontainebleau, 11 Juin 1863.*)

N° 15,978. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

L'administration des forêts est autorisée à délivrer, pour l'exercice 1863, dans les bois communaux de Besain (Jura), un hectare quarante-deux ares à prendre dans la coupe afférente à l'exercice 1864.

Le surplus de ladite coupe fournira à lui seul l'affouage de ce dernier exercice. (*Fontainebleau, 11 Juin 1863.*)



Certifié conforme :

Paris, le 26 Février 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1014.

N° 15,979. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui reconnaît comme Établissement d'utilité publique l'Œuvre de bienfaisance fondée à Strasbourg en faveur des Pauvres honteux protestants.*

Du 3 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu l'avis du Conseil d'État du 17 janvier 1861;

La délibération prise le 30 décembre 1861 par le comité d'administration de l'Œuvre de bienfaisance fondée à Strasbourg en faveur des pauvres honteux protestants;

Les statuts de l'Œuvre;

Le procès-verbal d'enquête, l'avis du commissaire enquêteur;

Les différentes pièces à l'appui;

Les avis du conseil municipal de Strasbourg (séance du 12 mars 1862) et du préfet du Bas-Rhin;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est reconnue comme établissement d'utilité publique l'Œuvre de bienfaisance fondée à Strasbourg et connue sous la désignation d'*Œuvre de bienfaisance en faveur des pauvres honteux protestants*.

2. Sont approuvés les statuts de l'Œuvre, tels qu'ils sont annexés au présent décret.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 3 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

STATUTS.

TITRE I^{er}.

BUT.

ART. 1^{er}. L'OEuvre a pour but d'assister les indigents protestants de Strasbourg par le moyen de distributions à domicile.

Elle accorde des secours en argent et en nature et se charge, en outre, de pourvoir à l'éducation professionnelle des jeunes garçons et des jeunes filles et de les aider pendant la durée de l'apprentissage.

TITRE II.

COMPOSITION DE L'OEUVRE.

2. L'OEuvre se compose de souscripteurs et de bienfaiteurs.
Le nombre de ses membres est illimité.

TITRE III.

ADMINISTRATION.

3. L'OEuvre est administrée par un comité de douze membres élus en assemblée générale des sociétaires, au scrutin secret et à la majorité des suffrages exprimés.

Nommé pour trois ans, le comité se renouvelle chaque année par tiers.

Les deux premiers renouvellements ont lieu par la voie du sort, et les autres par l'ancienneté.

4. Après chaque renouvellement, le comité choisit dans son sein un président, un vice-président, un secrétaire, un trésorier et un économe.

5. Le comité est chargé de la gestion morale et matérielle de l'OEuvre.

Ses délibérations ne sont valables qu'autant que la moitié plus un des membres assistent à la séance.

Les délibérations relatives à des acquisitions, aliénations ou échanges d'immeubles et à l'acceptation des dons et legs seront préalablement soumises à l'autorisation du Gouvernement.

6. Le comité se réunit au moins une fois par mois et peut être convoqué extraordinairement.

7. Le président représente l'OEuvre dans les actions judiciaires qu'elle aura à exercer ou à soutenir et dans tous les autres actes passés en vertu des délibérations du comité.

8. Les membres du comité sont indéfiniment rééligibles.

Les fonctions de ces membres sont gratuites.

TITRE IV.

RESSOURCES DE L'OEUVRE.

9. Les ressources de l'OEuvre se composent : 1° des revenus de toute nature provenant de ses biens et valeurs et du produit des souscriptions annuelles de ses membres; 2° de quêtes faites à domicile ou à l'occasion de sermons de charité; 3° des dons et legs dont l'acceptation est autorisée par le Gouvernement; 4° des subventions qui seraient accordées par le Gouvernement, le département du Bas-Rhin ou la ville de Strasbourg.

10. Le trésorier est chargé de la perception des produits et revenus de l'OEuvre et du paiement des dépenses.

Il rend compte de sa gestion à la fin de chaque exercice et fournit tous les trois mois un bordereau constatant l'état de la caisse et la situation financière de l'OEuvre.

Il ne peut assister à la séance d'examen de sa gestion.

11. Les fonds libres seront placés dans une caisse publique jusqu'à leur emploi définitif.

Les excédants de recettes qui ne seront pas nécessaires aux besoins de l'OEuvre seront placés en fonds publics français.

TITRE V.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

12. Un règlement arrêté par le comité détermine les conditions d'admission aux secours et toutes les dispositions de détail propres à assurer la pleine exécution des statuts.

Il est soumis à l'approbation du préfet.

13. Tous les ans, au mois d'avril, les membres de l'OEuvre se réunissent en assemblée générale. Le comité présente alors l'exposé de la situation morale et financière, le compte de l'exercice clos et le budget de l'exercice à venir.

Son rapport et le procès-verbal de la séance sont rendus publics; des exemplaires en sont transmis au maire, au préfet et au ministre de l'intérieur.

Avant de se séparer, l'assemblée procède, par voie d'élection, au remplacement des membres dont les fonctions sont expirées.

14. Dans le cas où l'OEuvre de bienfaisance pour les pauvres honteux protestants de Strasbourg cesserait d'exister, les biens, meubles, immeubles et capitaux, lui appartenant deviendraient la propriété du bureau de bienfaisance de cette ville, à charge par ce dernier de concerter l'emploi de leur produit avec le directoire de la Confession d'Augsbourg et le consistoire de l'Eglise réformée.

15. L'OEuvre est placée sous la surveillance du préfet du Bas-Rhin et sous l'autorité du ministre de l'intérieur.

16. Toute modification aux présents statuts sera préalablement soumise à la sanction du Gouvernement.

TITRE VI.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

Les membres du comité en exercice lors de la promulgation des présents statuts seront soumis à l'élection dans la première assemblée qui suivra la reconnaissance légale de l'OEuvre.

Les présents statuts ont été délibérés et adoptés par le Conseil d'État, dans sa séance du 28 janvier 1864.

Le Conseiller d'État, Secrétaire général du Conseil d'État,

Signé F. BOILAY.

Vu pour être annexé au décret du 3 février 1864, enregistré sous le n° 335.

Le Ministre de l'intérieur.

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Conseiller d'État, Secrétaire général,

Signé CHAMBLAIN.

N° 15,980. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui reconnaît comme Établissement d'utilité publique l'Œuvre des Orphelines protestantes de Montauban.*

Du 10 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur ;

Vu l'avis du Conseil d'État du 17 janvier 1864 ;

Vu la demande formée par le comité d'administration de l'Œuvre des orphelines protestantes de Montauban, dans le but d'obtenir que cette association soit reconnue comme établissement d'utilité publique ;

Vu les statuts annexés ;

Vu le procès-verbal d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

L'avis du maire de Montauban et celui du préfet de Tarn-et-Garonne ;

Les pièces jointes à l'appui de la demande ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DECRETONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est reconnue comme établissement d'utilité publique l'Œuvre de bienfaisance fondée à Montauban dans le but de recueillir les jeunes filles orphelines ou délaissées et pauvres, et connue sous la dénomination d'*Œuvre des orphelines protestantes de Montauban*.

2. Sont approuvés les statuts de l'Œuvre, tels qu'ils sont annexés au présent décret.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur.

Signé P. BOUDET.

STATUTS.

TITRE 1^{er}.

BUT ET ORGANISATION.

ART. 1^{er}. L'Œuvre des orphelines protestantes de Montauban a pour but de recueillir les jeunes filles orphelines ou délaissées et pauvres, et âgées de six ans au moins et de douze ans au plus.

2. Les jeunes filles sont placées dans l'établissement. Elles sont admises et entre-

tenues, soit gratuitement, soit à l'aide de pensions fournies par leurs parents ou protecteurs, par les consistoires ou les conseils presbytéraux, et dont le chiffre est fixé par le règlement intérieur, ainsi que les frais de trousseau. Les orphelines reçoivent une éducation morale et religieuse et une instruction primaire et professionnelle.

3. Les orphelines sont tenues de rester dans l'établissement jusqu'à dix-huit ans. Leurs parents, tuteurs ou protecteurs devront consentir, au profit de la maison, l'abandon des revenus patrimoniaux de l'enfant recueilli.

En cas de retrait avant l'âge réglementaire, l'OEuvre pourra, en outre, exiger pour chacune des années passées dans la maison une somme qui ne pourra excéder cent cinquante francs.

Le comité d'administration continue à veiller par un patronage officieux sur les filles qu'il aura placées au dehors.

L'OEuvre se compose de membres actifs et de membres honoraires.

Toute personne qui s'engage à verser une cotisation annuelle, dont le minimum est fixé à cinq francs, ou à faire un don en nature d'une valeur double est membre de l'OEuvre.

Le nombre des membres de l'OEuvre est illimité.

TITRE II.

ADMINISTRATION.

4. La maison d'orphelines est administrée par un comité qui prend le nom de comité d'administration et se compose de douze membres élus pour quatre ans, se renouvelant par quart chaque année et indéfiniment rééligibles.

Ces membres sont :

- Un président ;
- Un vice-président ;
- Un secrétaire ;
- Un secrétaire adjoint ;
- Un trésorier ;
- Et sept assesseurs.

Pour être membre du comité, il faut appartenir à la communion protestante et être un des membres de l'OEuvre.

5. Le comité se recrute lui-même au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages, à la fin de chaque exercice. En cas de décès ou de démission d'un de ses membres, il est pourvu à son remplacement dans le délai de trois mois.

6. Le comité nomme le président, le vice-président, les secrétaires et le trésorier. Toutes les nominations auront lieu au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages.

7. Le comité est chargé de la gestion morale et matérielle de la maison. Ses délibérations ne sont valables qu'autant que la moitié des membres assistent à la séance ; celles relatives à des acquisitions, aliénations ou échanges d'immeubles et acceptations de legs seront préalablement soumises à l'approbation du Gouvernement.

8. Le comité se réunit au moins une fois par mois ; il peut être convoqué extraordinairement par le président ou le vice-président ou sur la demande d'un de ses membres ; le préfet peut provoquer cette réunion extraordinaire toutes les fois qu'il le jugera convenable, la présider ou déléguer un conseiller de préfecture.

9. Un comité composé de douze dames au plus est nommé par le comité d'administration, à la majorité des suffrages, et choisi parmi les bienfaitrices de la maison.

Ce comité s'occupera spécialement de la surveillance intérieure et assurera l'exécution des règlements de détail. Il est nommé pour quatre ans, est renouvelé par quart, et nomme chaque année une présidente et une dame secrétaire prises dans son sein.

10. Les membres du comité d'administration et du comité des dames, ainsi que leur bureau respectif, peuvent être indéfiniment réélus ; leurs fonctions sont gratuites.

TITRE III.

RESSOURCES DE L'OEUVRE.

11. Les ressources de l'OEuvre se composent :

- 1° Des ressources de toute nature provenant des biens ou valeurs qu'elle **pourra** acquérir;
- 2° Des souscriptions et dons volontaires;
- 3° Des quêtes faites à domicile ou à l'occasion des sermons de charité;
- 4° Des ventes de bienfaisance qui pourront être autorisées à son profit;
- 5° Des pensions des élèves;
- 6° Du produit du travail des orphelines;
- 7° Des revenus leur appartenant (article 3);
- 8° Des dons et legs dont l'acceptation sera autorisée par le Gouvernement;
- 9° Des subventions qui pourront lui être accordées par le Gouvernement, les départements ou les communes.

12. Un trésorier, nommé par le comité et choisi dans le sein du comité d'administration, est chargé de la perception des recettes et du paiement des dépenses.

Il fournit tous les trois mois un bordereau constatant l'état de la caisse et la situation financière de la maison; il rend compte de gestion à la fin de chaque exercice et ne peut assister à la séance d'examen.

13. Les fonds libres seront placés dans une caisse publique jusqu'à leur emploi définitif.

Les excédants de recettes qui ne seront pas nécessaires aux besoins de la maison seront placés en fonds publics français.

TITRE V.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

14. Un règlement intérieur, arrêté par le comité d'administration, déterminera les conditions d'administration intérieure et celles d'admission à la maison et toutes les dispositions de détail propres à assurer la pleine exécution des statuts; il est soumis à l'approbation du préfet.

15. Chaque année, les bienfaiteurs de la maison sont convoqués en assemblée générale. Le président, le vice-président, le trésorier et le secrétaire du comité d'administration forment le bureau. Le comité expose la situation morale et matérielle de l'OEuvre, présente le compte de l'exercice clos, le budget de l'exercice courant et un état de la situation financière. Le procès-verbal et le compte rendu de la séance seront adressés à M. le ministre de l'intérieur et au préfet de Tarn-et-Garonne et à tous les bienfaiteurs de l'OEuvre.

16. Dans le cas où la maison des orphelines protestantes cesserait d'exister, les meubles, immeubles et capitaux lui appartenant ne pourront être employés qu'à tel établissement de bienfaisance que le comité d'administration désignerait, mais dont le siège, à moins d'impossibilité absolue, serait dans la ville de Montauban et dont la destination continuerait d'être appliquée exclusivement au profit de la communion protestante, avec l'approbation du Gouvernement.

17. La maison est placée sous la surveillance du préfet de Tarn-et-Garonne et sous l'autorité du ministre de l'intérieur.

18. Nul changement aux présents statuts ne peut être proposé au Gouvernement que sur la demande du comité d'administration.

TITRE V.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Le conseil d'administration est et demeure composé comme il suit :

- MM. *Molines*, président du consistoire de l'Église réformée de Montauban, président;
Sardinoux ✠, professeur à la faculté de théologie, secrétaire;
Laforge-Ruffine, membre du consistoire, trésorier;
F. Courtois, banquier à Toulouse;
L. Courtois, *idem*;
A. Courtois, *idem*;
De Félice, professeur à la faculté de théologie;
de Maleville (Léon) ✠, ancien député;

Vaisse, vice-président du tribunal civil;
Senilh-Garrisson, propriétaire;
Lacaze, docteur-médecin;
Bois, professeur à la faculté de théologie.

Les présents statuts ont été délibérés et adoptés par le Conseil d'État dans ses séances des 16 décembre 1863 et 28 janvier 1864.

Le Conseiller d'État, Secrétaire général du Conseil d'État,
 Signé F. BOILAY.

Vu pour être annexé au décret du 10 février 1864, enregistré sous le n° 380.

Le Ministre de l'intérieur.

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Conseiller d'État, Secrétaire général,
 Signé CHAMBLAIN.

N° 15,981. — DÉCRET IMPÉRIAL qui reconnaît comme Établissement d'utilité publique, sous le nom d'Orphelinat de Tours, l'Institution de bienfaisance fondée à Tours en 1835 sous le nom de Maison des Orphelins.

Du 10 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la demande formée au nom de l'Orphelinat de Tours;

Les statuts de l'Œuvre et les documents justificatifs à l'appui de ladite demande;

Vu le procès-verbal d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur;

Vu les avis du conseil municipal de Tours et du préfet d'Indre-et-Loire;

Vu l'avis du Conseil d'État, du 17 janvier 1864;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'institution de bienfaisance fondée à Tours en 1835 sous le nom de *Maison des orphelins*, dans le but de recueillir et d'élever gratuitement les jeunes garçons pauvres, est reconnue comme établissement d'utilité publique, sous le nom d'*Orphelinat de Tours*.

2. Sont approuvés les statuts de l'Œuvre tels qu'ils sont annexés au présent décret.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

Statuts de l'Orphelinat de Tours.

ART. 1^{er}. L'institution charitable connue à Tours sous le nom de *Maison des Orphelins* a pour but de recueillir les jeunes garçons pauvres privés de leurs père et mère, ou au moins de l'un d'eux.

2. Elle ne reçoit que les enfants nés en légitime mariage et dont les parents étaient domiciliés dans le département d'Indre-et-Loire. Ils doivent avoir sept ans au moins, dix ans au plus, et ils ne doivent être atteints d'aucun mal contagieux.

3. L'OEuvre se charge de les nourrir, de les élever et de les entretenir jusqu'à ce qu'ils soient placés convenablement, et au plus tard jusqu'à l'âge de vingt et un ans.

Avant la première communion, ils reçoivent l'instruction primaire. Ils sont confiés ensuite à des chefs d'atelier ou ils sont placés comme domestiques dans des maisons de confiance.

Les enfants nés à la campagne sont placés chez des cultivateurs ou chez des artisans de la campagne. L'établissement continue d'exercer son patronage sur ces enfants, autant qu'il est possible.

4. L'OEuvre est administrée par un conseil composé de l'archevêque de Tours et de six membres élus pour six ans, se renouvelant par sixième chaque année et indéfiniment rééligibles.

Le conseil est nommé pour la première fois par l'archevêque; ensuite il se recrute lui-même au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages.

Le conseil nomme au scrutin, parmi ses membres, un président, un trésorier et un secrétaire. M^{re} Guibert en est président à vie.

5. Le conseil délibère et statue sur les dépenses, sur les actes qui tiennent à l'existence civile de l'OEuvre et sur les moyens d'assurer sa prospérité. Il prononce l'admission et le renvoi des enfants.

6. Il se réunit régulièrement tous les mois. Il délibère à la majorité des membres présents, pourvu qu'ils ne soient pas au-dessous de quatre.

Il désigne un de ses membres pour le représenter dans les actes judiciaires et dans les actes passés en vertu des délibérations du conseil d'administration.

Les délibérations relatives à des acquisitions, aliénations ou échanges d'immeubles et acceptations de dons et legs sont préalablement soumises à l'autorisation du Gouvernement.

7. Un ecclésiastique, nommé par M^{re} l'archevêque et agréé par M. le préfet, est chargé de la direction de l'OEuvre. Il a séance avec voix consultative au conseil, auquel il rend compte de l'administration de l'établissement.

8. Les ressources de l'orphelinat se composent :

1° Des versements de toute nature provenant des biens et valeurs qui lui appartiennent;

2° Des secours annuels accordés aux orphelins par des parents ou des bienfaiteurs et des rétributions du service à l'église;

3° Des subventions qui pourront être accordées par l'État, le département ou la ville;

4° Du produit des dons en nature et en espèces, et des quêtes et autres moyens de bienfaisance autorisés à son profit;

5° Du produit des legs et donations dont l'acceptation sera autorisée par le Gouvernement.

9. Les fonds libres seront déposés dans une caisse publique jusqu'à leur emploi définitif. Les excédants de recettes qui ne seront pas nécessaires aux besoins de l'OEuvre seront placés en fonds publics français.

10. Un règlement intérieur, arrêté par le conseil d'administration, déterminera le régime de l'établissement et toutes les dispositions propres à assurer l'exécution des statuts.

Il est soumis au préfet.

11. A la fin de chaque année, les comptes sont définitivement arrêtés par le conseil, qui rédige un rapport sur la situation morale et financière de l'OEuvre. Une expédition de ce rapport est adressée à M^{re} l'archevêque, à M. le préfet et à M. le ministre de l'intérieur.

12. Dans le cas où l'OEuvre cesserait d'exister, les biens meubles et immeubles et les capitaux lui appartenant profiteront aux institutions charitables de la ville de Tours qui ont le plus d'affinité ou d'analogie avec l'Orphelinat.

13. Aucune modification ou addition ne pourra être introduite dans les présents statuts qu'après avoir été délibérée par le conseil d'administration, dans une séance à laquelle devront prendre part tous les membres dudit conseil; elle devra recevoir l'approbation du Gouvernement.

Les présents statuts ont été délibérés et adoptés par le Conseil d'État, dans ses séances des 16 décembre 1863 et 28 janvier 1864.

Le Conseiller d'État, Secrétaire général du Conseil d'État,

Signé F. BOILAY.

Vu pour être annexé au décret du 10 février 1864, enregistré sous le n° 381.

Le Ministre de l'intérieur.

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Conseiller d'État, Secrétaire général,

Signé CHAMBLAIN.

N° 15,982. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'inscription, au Trésor public, de 4 Pensions militaires.*

Du 13 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le titre IV de la loi du 25 mars 1817 et l'ordonnance rendue le 20 juin suivant pour en assurer l'exécution;

Vu l'ordonnance du 2 août 1820;

Vu la situation du crédit de deux millions quatre cent mille francs ouvert pour l'inscription des pensions militaires par la loi du 2 juillet 1862;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les quatre pensions militaires comprises pour une somme totale de deux mille cent quatre-vingt-cinq francs (2,185⁴) dans le Bulletin des lois n° 1009 (partie supplémentaire), et rappelées au tableau d'autre part, seront inscrites au livre des pensions du trésor public.

2. La jouissance de ces pensions commencera à courir du jour indiqué pour chacune d'elles dans le décret signalé d'autre part.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

DÉCRET DE CONCESSION des pensions à inscrire.				NATURE DES PENSIONS à inscrire.	MONTANT des pensions.	
Numéro du Bulletin des lois où sont insérées les pensions.	Numéro d'ordre de l'insertion du décret au Bulletin des lois.	Date du décret.	Numéro d'ordre du décret.		Parties.	Somme.
Bulletin n° 1009, partie supplé- mentaire.	15,852	31 déc. 1863.	56	Pensions de retraite à des militaires pour ancienneté des service	4	2,185

N° 15,983. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'inscription, au Trésor public,
de 275 Pensions militaires.

Du 13 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le titre IV de la loi du 25 mars 1817 et l'ordonnance rendue le 20 juin
suivant pour en assurer l'exécution;

Vu l'ordonnance du 2 août 1820;

Vu la situation du crédit de deux millions six cent mille francs ou-
vert pour l'inscription des pensions militaires par la loi du 13 mai 1863;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des
finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les deux cent soixante-quinze pensions militaires com-
prises pour une somme totale de cinq cent quatre-vingt-treize
mille cinq cent trente-sept francs (593,537^f) dans le Bulletin des
lois n° 1009 (partie supplémentaire), et rappelées au tableau d'autre
part, seront inscrites au livre des pensions du trésor public.

2. La jouissance de ces pensions commencera à courir du jour
indiqué pour chacune d'elles dans les décrets signalés d'autre part.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est
chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin
des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Février 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé **ACHILLE FOULD**.

DÉCRETS DE CONCESSION des pensions à inscrire.				NATURE DES PENSIONS à inscrire.	MONTANT des pensions.	
Numéro du bulletin des lois ou sous insérées les pensions.	Numéros d'ordre de l'insertion de chaque décret au Bulletin des lois.	Dates des décrets.	Numéros d'ordre de chaque décret.		Parties.	Sommes.
Bulletin n° 1000, partie supplé- mentaire.	15,853	5 janvier 1864.	1	Pensions des retraite à des militaires pour ancienneté de services.....	65	151,618 ¹
	15,854	Idem.	2	Idem.....	102	216,007
	15,855	Idem.	3	Idem.....	108	226,912
				TOTAL.....	275	593,537

N° 15,984. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 28 liquidations de Pensions civiles.

Du 13 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les
pensions civiles;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du
département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution;

Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du
26 janvier dernier;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des
finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt-huit liquidations de pensions civiles comprises
pour une somme totale de vingt et un mille deux cent cinquante-
trois francs (21,253^f) au tableau d'autre part sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance
du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est
chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin
des lois, sous le n° 9.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Date des lois, dé- crets et ordon- nances sur la pen- sion a été ac- cru.
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services ten-)									
1	BOYER (Jacques-Grégoi- re).	11 mars 1808.	Marignane (Bouches-du-Rh.)	Préposé.....	DOUANES. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20	3	3	Règlemen- ral du vies 1811 du 9 jan
2	CALAMI (François).....	20 août 1804.	Ilhet (Hautes-Pyrénées)	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	16	3	"	Idem.....
3	CHALVE (Jean-André)...	17 août 1811.	Ubraye (Basses-Alpes).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	14	5	"	Idem.....
4	DARNAUD (Hyacinthe- Jean).	3 avril 1806.	Ur (Pyrénées-Or.).	Lieutenant.....	Civils.....	37	5	28	Idem.....
5	DAUMAS (Casimir-Adol- phe-Lambert).	10 mars 1811.	Marignane (Bouches-du-Rh.)	Préposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	19	3	11	Idem.....
6	DURAND (Claude).....	27 déc. 1815.	La Folatière (Isère).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	14	4	1	Idem.....
7	FAUDACQ (Louis-Désiré).	18 avril 1803.	Vasouy (Calvados).	Capitaine.....	Civils..... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	35	3	"	Idem.....
8	GLORIOT (Félix-Constan- tin).	30 sept. 1809.	Arc-sous-Cicon (Doubs).	Préposé.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	16	8	21	Idem.....
9	GUÉTAT (Pierre).....	26 nov. 1798.	Les Abrets (Isère).	Receveur princi- pal.	Civils..... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	41	3	"	Idem.....
10	GUILLERMAIN (Joseph)..	9 sept. 1813.	Belley (Ain).	Brigadier.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	16	8	"	Idem.....
11	IMBERT (Jean-Joseph-Fer- dinand).	22 oct. 1809.	Peyresq (Basses-Alpes).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	8	"	Idem.....
12	JOUVENCEL (Louis-Jo- seph).	2 déc. 1804.	Le Bourg- d'Oisans (Isère).	Préposé.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	28	5	10	Idem.....
13	LASCOTE (Pierre).....	4 sept. 1812.	Bordeaux (Gironde).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	18	2	"	Idem.....
14	LANDRIN (François-Hip- polyte).	2 mai 1817.	Jumièges (Seine-Inférieure)	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	3	"	Idem.....

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
ont au 1 ^{er} janvier 1854.)							
"	405 ⁰⁰ 195 00	600 ⁰⁰	"	"	600 ^f	1 ^{er} octobre 1863.	Marignane (Bouches-du-Rh.)
"	253 90 153 56	407 46	"	"	407	Idem.	Marseille (Bouches-du-Rh.)
41 ^f 11 ^s	192 21 129 27	362 59	"	"	362	Idem.	La Ciotat (Bouches-du-Rh.)
"	"	1,296 66	1,200 ^f	"	1,200	Idem.	Saint-Jean- le-Vieux (Basses-Pyrénées)
"	363 90 180 61	544 51	"	"	544	Idem.	Marignane (Bouches-du-Rh.)
9 32	179 19 120 21	308 62	"	"	308	Idem.	Le Pont- de-Beauvoisin (Isère)
"	"	1,815 00	1,600	"	1,600	Idem.	Floubazanec (Côtes-du-Nord)
36 56	267 59 155 43	459 58	"	"	459	Idem.	Marseille (Bouches-du-Rh.)
"	"	"	1,697	"	1,697	Idem.	Chinon (Indre-et-Loire)
"	316 66 184 06	500 72	"	"	500	Idem.	Belomieu (Isère)
"	313 33 193 67	507 00	"	"	507	Idem.	Colmars (Basses-Alpes)
49 85	468 33	518 18	"	"	518	Idem.	Grenoble (Isère)
30 85	290 66 155 25	476 76	"	"	476	Idem.	Marseille (Bouches-du-Rh.)
"	305 00 200 00	505 00	"	"	505	1 ^{er} janvier 1864.	Fécamp (Seine-Inférieure)

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Lieu des services et autres renseignements.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
15	LAURENT (Antoine-Bénédict). •	17 mars 1811.	Carry-le-Rouët (Bouches-du-Rh.).	Proposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	21	5	•	Idem....
16	PELGRIN (Charles-Gabriel-Edmond) ⁽¹⁾ .	19 déc. 1806.	Gladbach (Étranger).	Receveur princi- pal.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	24	4	•	Idem....
17	REITZ (Jean).....	35 janv. 1807.	Bibiche (Moselle).	Proposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	15	11	•	Idem....
18	REY-JULLIAN (Antheime).	28 avril 1811.	Massignieu- de-Rives (Ain).	Sous-brigadier...	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	17	8	27	Idem....
19	RICHARD (Georges-David).	24 oct. 1811.	Nommay (Doubs).	Brigadier.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	20	6	25	Idem....
20	ROARD (Stanislas-Pro- per).	14 déc. 1816.	Râches (Nord).	Proposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	15	8	•	Idem....
21	RUSCH (Jean).....	14 déc. 1812.	Knoersheim (Bas-Rhin).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	12	1	•	Idem....
22	SARNAUDIE (Marie-Au- guste) ⁽¹⁾ .	8 sept. 1801.	Luxembourg (Étranger).	Commis princi- pal.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	28	8	•	Idem....
23	SCHRAMM (Frédéric)....	11 nov. 1806.	Keffenach (Bas-Rhin).	Proposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	14	1	•	Idem....
24	VALETTE (Pierre).....	14 avril 1809.	Saint-Mary- le-Plain (Cantal).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	17	•	•	Idem....
25	ZIMMERMANN (Louis-E- ma-Eugène).	28 août 1801.	Paimbœuf (Loire-Inférieure)	Receveur.....	Civils.....	40	4	•	Idem....
POSTES.									
26	GRANDRY (Jean-Fran- çois-René).	26 mars 1803.	Paris (Seine).	Commis des pos- tes.	Civils.....	40	3	•	Idem....
27	LE COMTE (Théodat- Hippolyte).	21 fév. 1803.	Bagnoux (Marne).	Idem.....	Idem.....	40	•	•	Idem....

⁽¹⁾ Fils de Français.

	LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
	des services militaires.	des services civils.	Total.					
10 00 50 00	"	342 66 156 00	498 66	"	"	498	1 ^{er} octobre 1863.	Marseille (Bouches-du-Rh.).
10 00 15 00	"	1,216 66 467 17	1,683 83	1,600	"	1,600	Idem.	La Marche (Vosges).
10 00 5 83	47 21	238 75 145 82	431 78	"	"	431	Idem.	Werentz- hausen (Haut-Rhin).
10 00 3 75	"	319 35 172 94	492 29	"	"	492	Idem.	Massignieu- de-Rives (Ain).
10 00 5 83	"	411 27 192 91	604 18	"	"	604	Idem.	Arbouans (Doubs).
10 00 5 83	"	250 66 155 16	405 82	"	"	405	Idem.	Lille (Nord).
10 00 5 83	54 42	161 11 129 19	344 72	"	"	344	Idem.	Eschau (Bas-Rhin).
10 00 7 77	"	1,003 33 332 51	1,335 84	"	"	1,335	1 ^{er} nov. 1863.	Varennes- en-Argonne (Meuse).
10 00 5 83	41 35	176 04 120 75	338 14	"	"	338	1 ^{er} octobre 1863.	Birlenbach (Bas-Rhin).
10 00 7 91	38 97	272 00 155 32	466 29	"	"	466	Idem.	Dampjoux (Doubs).
10 00	"	910 00	910 00	900	"	900	Idem.	Port-Louis (Morbihan).
					TOTAL.	17,096		
10 50	"	"	1,881 16	1,600	"	1,600	1 ^{er} janvier 1864.	Paris (Seine).
10 00	"	"	"	1,650	"	1,650	Idem.	Idem.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Régimen- tal de vies du g.
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
28	SIMON (Eugène-Henri).	31 mars 1813.	Villennes (Seine-et-Oise).	Commis des pos- tes.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	13 10	3 1	21 .	Régimen- tal de vies du g.
2 ^e catégorie.....									Douan- Postes.
TOTAL.....									

N^o 15,985.—*DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 25 liquidations de Pensions civiles.*

Du 13 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les
pensions civiles ;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du
département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution ;

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Régimen- tal de vies du g.
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services)									
1	BONHOMMEAU (Marie- Anne), veuve BOU- CHÉ.	29 août 1813.	Sainte-Marie (Loire-Inférieure)	Le mari, briga- dier.	Marine..... Civils.....	10 33	11 11	18 22	Idem....
2	ISAAC (Marie-Cécile-Pé- tronille), veuve GUÉ- ROULT.	2 janv. 1801.	Bourbourg- Campagne (Nord).	Idem.....	Militaires.... Civils.....	6 28	5 11	26 .	Idem....
3	JOSSE (Marie-Margue- rite - Cécile), veuve ROUSSEL.	21 nov. 1787.	Yville (Seine-Inférieure)	Le mari, préposé.	Idem.....	28	10	.	Idem....
4	KERRENEUR (Françoise- Mathurine), veuve GEORGET.	9 nov. 1812.	Lambézellec (Finistère).	Le mari, sous- brigadier.	Idem.....	26	2	18	Idem....
5	LAQUERRIÈRE (Rosalie- Marie), veuve SAU- VAGE.	6 février 1796.	Mauny (Seine-Inférieure)	Le mari, briga- dier.	Idem.....	31	10	15	Idem....
6	PONT (Elisabeth), veuve BOËUF.	14 août 1796.	Allevard (Isère).	Le mari, préposé.	Idem.....	25	.	25	Idem....

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	528 ¹ 16 ^c	907 ¹ 58 ^c	"	"	907(a)	1 ^{er} janvier 1864.	Poissy
"	379 42		"	"	4,157		(Seine-et-Oise)
				TOTAL.			

La présente concession annule la pension de 636 francs concédée au sieur SIMON par décret du 16 juin 1854.

25	17,096 ¹
3	4,157
28	21,253

Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'exercice 1864;
La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du
26 janvier dernier;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des
finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt-cinq liquidations de pensions civiles comprises
pour une somme totale de vingt-sept mille cinq cent cinquante et
un francs (27,551¹) au tableau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	"	"	"	131 ¹	131 ¹	30 juillet 1863.	Pornic (Loire-Inférieure)
"	"	"	"	197	197	7 décembre 1862.	Loon (Nord).
"	"	"	"	125	125	1 ^{er} octobre 1862.	Canteleu (Seine-Inférieure)
"	"	"	"	125	125	13 octobre 1863.	Brest (Finistère).
"	"	"	"	156	156	13 juillet 1863.	Mauny (Seine-Inférieure)
"	"	"	"	125	125	13 sept. 1863.	Tencin (Isère).
				TOTAL.	859		

ment au 1^{er} janvier 1854.)

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FILATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
89/79 ^e	679 ⁸⁸ 423 66	1,193 ³³ *	"	"	1,193 ¹	11 déc. 1863.	Trouville (Calvados).
"	931 80 447 71	1,379 51	"	"	1,379	24 nov. 1863.	Cérilly (Allier).
"	1,869 97	1,869 97	1,600 ¹	"	1,600	21 nov. 1863.	Marcillac (Aveyron).
"	1,483 66 581 29	2,064 95	1,600	"	1,600	<i>Idem.</i>	Pont-Audemer (Eure).
"	616 33 288 48	904 81	"	"	904	<i>Idem.</i>	Jonzac (Charente-Infer.)
34 86	825 83 514 63	1,395 32	"	"	1,395	27 nov. 1863.	Paris (Seine).
"	1,773 40	1,773 40	1,600	"	1,000	21 nov. 1862.	Cledes (Landes).
"	763 17 376 81	1,140 01	"	"	1,140	1 ^{er} déc. 1863.	Saint-Gôme- de-Vair (Sarthe).
"	738 79 352 63	1,091 42	"	"	1,091	1 ^{er} octobre 1863.	Paris (Seine).
"	668 29 417 83	1,086 12	"	"	1,086	18 nov. 1863.	<i>Idem.</i>
"	596 29 352 47	948 76	"	"	948	1 ^{er} déc. 1863.	Tasdon, commune d'Aytré (Charente-Infer.)
"	1,480 42	1,480 42	1,275	"	1,275	<i>Idem.</i>	Varangéville- la-Baie (Meurthe).
7 ^e 67	1,212 27	1,290 94	"	"	1,290	<i>Idem.</i>	Montigny- sur-Loing (Seine-et-Marne)

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			des le et an vert la p à et
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
20	TIREL (Camille-Pierre).	3 sept. 1816.	Paris (Seine).	Receveur ambu- lant à pied.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	4	24	Idem...
21	VIVALDA (Joachim-Boni- face-Louis-Alexandre)	23 oct. 1805.	Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord).	Commis.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	24	11	11	Idem...
22	BOIVIN (Marguerite), veuve Ducos.	6 octobre 1807.	Coutras (Gironde).	Le mari, direc- teur.	Idem.....	42	11	4	Idem...
23	BRUN (Marie-Cathe- rine), veuve FAGOT- BARRAL.	25 mai 1810.	Mont-Genèvre (Hautes-Alpes).	Le mari, commis principal à che- val.	Idem.....	31	9	15	Idem...
24	GONAT (Geneviève-An- toinette), veuve Du- PREY.	9 février 1812.	Varzy (Nièvre).	Le mari, rece- veur principal entreposeur.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	4	24	Idem...
25	LANGEVIN (Achille).....	20 juin 1797.	Amiens (Somme).	Administrateur..	POSTES. Civils..	46	6	11	Idem...

1 ^{re} catégorie...	Douanes.
2 ^e catégorie...	Contributions indirectes ...
	Postes
TOTAL	

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n° 10.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances

Signé ACHILLE FOULD.

N° 15,986.—*DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 22 liquidations de Pensions civiles.*
Du 13 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution;

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
.	673 ^f 11 ^c 398 61	1,071 ^f 72 ^c	"	"	1,071 ^f	1 ^{er} déc. 1863.	Le Pré- Saint-Gervais (Seine).
.	748 52 292 92	1,041 34	987 ^f	"	987	22 nov. 1863.	Pont-de-Pany (Côte-d'Or).
.	"	"	3,947	1,315 ^f	1,315	15 octobre 1863.	Agen (Lot-et-Garonne).
.	"	"	"	378	378	24 août 1863.	La Tronche (Isère).
71 ^f 13 ^c	777 12 473 22	1,321 47	"	440	440	21 sept. 1863.	Abbeville (Somme).
				TOTAL.	20,692		
.	"	"	6,000	"	6,000	1 ^{er} janvier 1864.	Paris (Seine).

6	.....	859 ^f
18	20,692 ^f 6,000	26,692
25	.....	27,551

Vu la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;
Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;
La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en ses avis des
20 janvier et 2 février 1864;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des
finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt-deux liquidations de pensions civiles com-
prises pour une somme totale de neuf mille neuf cent six francs
(9,906^f) au tableau d'autre part sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance
du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est
chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin
des lois, sous le n° 11.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			des lois et ordonn. en vigueur le jour à été
	Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
DEUL								
(Pensions pour services les								
				FINANCES.				
DE MONTCLOUX (Hippo- lyte-Charles-François)	18 mai 1801.	Paris (Seine).	Receveur percep- teur.	Civils :				
				antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	29	10	13	Loi du 9 et ordon. du 12 1850.
GASSION (Pierre-Pro- per-Désiré).	30 mai 1800.	Montbréchain (Aisne).	Percepteur.....	postérieurs...	9	5	28		Loi du 1853.
				Civils :				
LANSARD (Vincent-Ju- lien-Marie).	7 avril 1795.	Loudéac (Côtes-du-Nord).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	30	7	14	Idem.....
				postérieurs...	9	9	4	
OUSTIN (Pierre).....	13 sept. 1796.	Caumont (Tarn-et-Garonne)	Idem.....	Militaires....	18	-	-	Idem.....
				Civils :				
PELLETIER (Pierre-Marie- Auguste).	4 sept. 1800.	Mortain (Manche).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	17	11	29	Idem.....
				postérieurs...	8	8	23	
TOUJA (Jean - Joseph- Henry).	4 mai 1803.	Varilles (Ariège).	Idem.....	Civils :	23	10	6	Idem.....
				antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;				
DE ROCHAS-AIGLÛS (Es- prit - Marie - Angèle) , veuve JEAN.	24 juill. 1807.	Gap (Hautes-Alpes).	Le mari , ex-rece- veur particu- lier.	postérieurs...	9	7	25	Idem.....
				Civils :				
DESSESSEMENT (Béatrix), veuve TREBUQUET.	10 juin 1794.	Beauvais (Oise).	Le mari , ex-per- teur.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	32	-	3	Idem.....
				postérieurs...	9	6	24	
DE THIRIET (Julie-Cé- cile-Émilie), veuve GO- NET.	16 juin 1817.	Roville (Meurthe).	Idem.....	Civils :	25	7	24	Idem.....
				antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;				
GUILLEMOT (Huberte - Thérèse), veuve SÉBIL- LOTTE.	15 oct. 1802.	Dijon (Côte-d'Or).	Idem.....	postérieurs ..	9	7	9	Idem.....
				Civils.....	31	5	24	
PHILIPPE (Marie-Euphro- sine-Augustine), veuve PRÉVOST.	5 mai 1801.	Saint-Thibault (Aube).	Idem.....	Militaires....	34	2	3	Idem.....
				Civils.....	28	7	23	
BELLAMI (Jacques).....	3 février 1806.	Le Désert (Manche).	Facteur rural....	Idem.....	38	6	25	Idem.....
				Idem.....	2	6	5	
BERNILLON (Jean).....	26 mai 1802.	Belleville (Rhône).	Idem.....	Civils.....	42	-	29	Idem.....
				POSTES. (Nouveaux assujettis.) Civils :				
BRAND (Étienne)... ..	28 mars 1800.	Saverne (Bas-Rhin).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	23	9	-	Idem.....
				postérieurs...	9	10	-	
				Civils :	19	8	17	Idem.....
				antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;				
				postérieurs...	9	9	15	Idem.....
				Civils :				
				antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	23	9	-	Idem.....
				postérieurs...	9	10	-	

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
184	.	.	6,000 ^f	.	6,000 ^f	29 juin 1863.	Paris (Seine).
187	.	4,020 ^f 10 ^c	.	.	4,020	5 octobre 1863.	Idem.
188	150 ^f 00 ^c	182 ^f 05 ^c	332 05	.	332	24 sept. 1863.	Houaget (Côte-du-Nord).
189	.	329 74	.	.	329	26 août 1863.	Chamont (Haute-Garonne).
190	.	326 76	.	.	326	25 juillet 1863.	Sourbeval (Manche).
191	.	203 55	.	.	203	10 août 1863.	Saint-Ybars (Aveyron).
192	.	.	.	293 ^f	293	16 août 1863.	Gap (Hautes-Alpes).
193	.	.	.	100	100	10 mars 1863.	Beauvais (Oise).
194	.	.	.	134	134	12 août 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
195	.	.	.	100	100	22 janvier 1863.	Chaudenay (Saône-et-Loire).
196	.	.	.	100	100	28 sept. 1863.	Chaurcée (Aube).
				TOTAL.	8,937		
197	.	76 41	.	.	76	1 ^{er} nov. 1863.	La Périne (Manche).
198	.	81 42	.	.	81	16 octobre 1863.	Belleville- sur-Saône (Rhône).
199	.	84 62	.	.	84	1 ^{er} nov. 1863.	Ingwiller (Bas-Rhin).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			N ^o des ins. et méd. la p. a été at.
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
15	BURGARD (Jean)	25 juin 1793.	Lauterbourg (Bas-Rhin).	Facteur rural....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	3 19 9 6 17 17 2 16 9	1 6 10 11 1 7 4 10	24 18 * 17 * 9 9 *	
16	DANGREUX (Pierre- Amand-Lambert).	26 mars 1803.	Hougnies (Nord).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	17 9 2 16 9	1 9 7 4 10	* * 9 9 *	Idem
17	GAUTIER (Louis-Pierre).	8 août 1793.	Tinchebray (Orne).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	16 9 2 16 9	4 10 7 4 10	9 * 9 9 *	Idem
18	GERVAIS (Auguste)....	9 janvier 1796.	Fel (Orne).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	23 9 9 2 18 21 9 20 9	9 * 10 * 9 * 11 4 11	* * * 21 * * * 7 *	Idem
19	HATON (Jean-Pierre-Ai- mé).	8 nov. 1804.	Ville-sur- le-Neufbourg (Eure).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	18 9 9 21 4 9 20 9	9 * 9 4 13 11 4 11	5 * 5 13 * * 7 *	Idem
20	LAGOUANÈRE (Joseph)..	7 mars 1803.	La Bastide- d'Armagnac (Landes).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	21 9 9 20 9 17 9	4 11 11 4 11 3 10	13 * * 7 * 26 *	Idem
21	TAILHADES (Étienne)...	3 avril 1800.	La Salvetat- sur-Agout (Hérault).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20 9 9 17 9 17 9	4 11 11 3 10 3 10	7 * * 26 *	Idem
22	VEBER (Pierre)	14 févr. 1801.	Boulay (Meurthe).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	17 9	3 10	26 *	Idem

2^e catégorie.. { Finances.....
Postes.....

TOTAL.....

N^o 15,987. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) qui nomme grand-officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. Rayer, membre de l'Institut, ancien doyen de la faculté de médecine de Paris (Paris, 9 Janvier 1864.)

N^o 15,988. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) qui nomme chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. Claudel (Paris, 9 Janvier 1864.)

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
20 ^f 99 ^c	83 ^f 93 ^c	104 ^f 92 ^c	"	"	104 ^f	1 ^{er} nov. 1863.	Lauterbourg (Bas-Rhin).
51 08	89 09	140 15	"	"	140	1 ^{er} octobre 1863.	Rouvignies (Nord).
21 95	76 09	98 04	"	"	98	1 ^{er} nov. 1863.	Tinchebray (Orne).
"	"	53 60	"	"	53	<i>Idem.</i>	Chambois (Orne).
13 71	84 05	97 76	"	"	97	16 octobre 1863.	Le Neufbourg (Eure).
"	"	80 14	"	"	80	1 ^{er} déc. 1863.	La Bastide- d'Armagnac (Landes).
"	"	72 61	"	"	72	<i>Idem.</i>	La Salvetat- sur-Agout (Hérault).
"	"	84 40	"	"	84	1 ^{er} nov. 1863.	Boulay Mourthe).
TOTAL..					969		

11	8,937 ^f
11	969
22	9,906

seph), professeur aux associations polytechnique et philotechnique. (Paris, 30 Jan-
vier 1864.)

N° 15,989. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à faire asseoir, dans les bois com-
munaux ou d'établissement public situés dans le département du Haut-Rhin, les
coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

N ^{OS} DES ARTICLES.	NOMS des communes et établissements publics propriétaires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
		Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par conten- nance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantités de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
1	Bicol- Hirsingue.	Grosboden.....	"	"	240	"
2	Bouxwiller.	Berg.....	"	"	200	"
3	Buschwiller	Stockot.....	"	"	100	"
4	Emlingen..	Thalrain.....	2 ^h 25'	"	"	"
5	Fisli.....	Berg.....	16 30	"	"	Eclaircie.
6	Wülfen....	Réserve.....	3 11	"	"	"
7	Liebsdorf..	Rith et Buchwald.....	"	"	1,000	"
8	Moernach..	Haag.....	"	12	"	Chênes déperissants.
8 bis	Idem.....	Idem.....	2 00	"	"	"
9	Nieder- hagenthal.	Espelboden.....	4 19	"	"	"
10	Pfetter- hausen.	Mühlholtz, Banholtz et Renssheim.	"	"	673	"
11	Roppentz- willer.	Langholtz.....	2 50	"	"	"
12	Ruederbach	Küchel.....	"	"	450	"
13	Werentz- hausen.	Première affectation ...	"	"	569	"
14	Wittersdorf	Septern.....	4 50	"	"	"
15	Bruebach ..	Rothlaus.....	1 50	"	"	"
16	Bidenheim.	Gallenhoeltzle.....	0 62	"	"	"
17	Heims- brunn.	Wolfgruth.....	6 00	"	"	"
18	Hésingue..	Gudeklisberg.....	3 72	"	"	"
19	Kœtzingen.	Innerholtz.....	2 00	"	"	"
20	Landser....	Koogy.....	1 40	"	"	"
21	Nieder- michelbach.	Rockenberg.....	1 50	"	"	"
22	Niedermor- schwiller.	Margruhen.....	6 00	"	"	Par lots égaux en 1864 et 1865.
23	Pfetsch....	Runtz.....	6 00	"	"	Par lots égaux en 1864 et 1865.
24	Reiniogen..	Réserve.....	7 00	"	"	"
25	Stetten....	Freihurst.....	0 85	"	"	"
26	Bellemagny	Les Noues.....	1 50	"	"	"
27	Belfort (hos- pice de).	Bois de l'hospice.....	3 35	"	"	"
28	Bessoncourt	Nouvelle.....	5 56	"	"	"
29	Bourbach- Bas.	Krast.....	9 39	"	"	"
29 bis	Idem.....	Eichwald et Grumbi...	"	29	"	"
30	Bourogne..	Réserve.....	9 00	"	"	"
31	Bretagne..	Planche-la-Dame.....	7 00	"	"	"
32	Burnhaupt- Bas.	Buchwald, D.....	"	"	700	Par portions égales en 1863 et 1864.
33	Cernay....	Eintzenschlag.....	12 00	"	"	"
34	Châtenois..	Grand-Bois.....	20 00	"	"	Par portions égales en 1863, 1864, 1865 et 1866.
34 bis	Idem.....	Idem.....	"	58	"	"
35	Chavannes- les- Grands.	Les Baos.....	14 00	"	"	Par portions égales en 1863 et 1864.
36	Chavannes- sur- l'Étang.	Grande-Goutte.....	6 18	"	"	Idem.
37	Denney....	Gouttes.....	5 00	"	"	"
38	Felleringen	Lauchenweyer.....	"	"	2,000	"
39	Joncherey..	Bois du Procès.....	2 09	"	"	"

N° DES ARTICLES.	NOMS des communes proprié- taires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
		Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par conten- nance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircis.	Quantités de stères sans dési- gnation de nombre d'arbres.	
40	Lepaix.....	Bussinière	"	"	415	A exploiter en 1865, sous la condition que les coupes refusées par la commune depuis 1852 seront vendues en 1863 et 1864.
41	Manspach..	Erlen	5 ^h 00 ^e	"	"	"
42	Idem.....	Erlen, Ruesthurst et Ochrenmatter.	"	114	"	"
43	Méroux....	Réserve.....	10 79	"	"	"
44	Offemont..	Clairs-Chênes.....	7 00	"	"	Par portions égales en 1863 et 1864.
45	Petit-Croix.	Bois de Chèvremont...	2 00	"	"	"
46	Réchésy....	Bambois.....	8 70	"	"	Par portions égales en 1863, 1864, 1865 et 1866. Extraction de bois blancs.
47	Retzwiller..	Buchwald.....	4 00	"	"	"
48	Idem.....	Idem	"	8 chênes et 100 hêtres.	"	"
49	Idem.....	Villeren	"	5 chênes.	"	"
50	Urcerey....	Mont.....	3 00	"	"	"
51	Vauthier- mont.	Haut-Bois.....	1 87	"	"	"
52	Véselois....	Brosses.....	11 00	"	"	"
53	Vourvenans	Bois-Dessus.....	2 50	"	"	"
54	Weegsheid.	Nablas	5 65	"	"	"
55	Appenwihr.	Réserve.....	2 00	"	"	"
56	Aubure	Hauly.....	"	"	1,538	"
57	Bonhomme.	Lamaze.....	"	"	4,000	"
58	Fréland....	Goutte-des-Traineaux..	1 50	"	"	"
59	Kaysersberg	Furtischberg.....	5 43	"	"	"
60	Nieder- morschwihr	Linsenland	1 50	"	"	"
61	Orbey	Bachtal.....	"	"	1,200	"
62	Ribeauvillé.	Walbourg, parcelles A et B.	"	"	1,569 ^m	A exploiter en 1863.
63	Idem.....	Herg, parcelles B et C.	"	"	1,110 ^m	A exploiter en 1864.
64	Rombach- Allemand.	Réguiscur	"	"	1,133	"
65	Sigolsheim.	Kalblin.....	"	"	3,105	Par portions égales en 1863 et 1864.
66	Turckheim.	Buchenthal et Lüb- schell.	8 60	"	"	A exploiter en 1863.
67	Idem.....	Rothenbuch et Lüb- schell.	"	"	2,000	Par portions égales en 1864 et 1865.
68	Walbach....	Wuest.....	5 00	"	"	"
69	Wintzen- heim.	Hinteraspach, parcelle B.	"	"	1,422	"
70	Bühl	Schimberg.....	7 00	"	"	"
71	Fessenheim	Harth.....	8 00	"	"	Par portions égales en 1863 et 1864.
72	Guibersch- wihr.	Ossentührberg.....	10 00	"	"	Eclaircie à exploiter en 1863.
73	Idem.....	Herrenwäldelé et Ossen- bührberg.	10 00	"	"	Eclaircie à exploiter en 1864.
74	Idem.....	Bildstöcklé.....	"	"	2,000	A exploiter en 1865 et 1866 par portions égales.
75	Hartmans- willer.	Réserve.....	10 00	"	"	Par portions égales en 1863 et 1864.
76	Hirtzfelden.	Réserve J.....	15 11	"	"	"
77	Husseren...	Stauffen.....	"	140	"	"
78	Ungersheim	Réserve, coupons n° 7 et 8.	8 08	"	"	"

2. Sont rejetées les demandes formées par les communes suivantes : Attenschwiller, Dirlinsdorff, Obermichelbach, Sondersdorff, Saint-Ulric, Hochstadt, Wittenheim, Anjoutey, Bréchaumont, Ranspach, Sermamagny, Steinbach, Vétrigne. (*Paris, 30 Mai 1863.*)

N° 15,990. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. La forêt communale des Bouchoux (Jura), contenant cent un hectares cinquante ares, sera traitée en futaie pleine, à la révolution de cent quarante ans, divisée en quatre périodes égales, à chacune desquelles correspondra une affectation sur le terrain.

2. Durant la première période, la possibilité annuelle des coupes de régénération est fixée à trois cent soixante-quinze mètres cubes, déduction faite de cent vingt-cinq mètres cubes, qui seront mis en réserve pour les besoins extraordinaires de la commune.

Cette possibilité pourra être l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts.

3. Au début de la même période, une coupe extraordinaire de mille six cents mètres cubes, à prendre dans la quatrième affectation, sera délivrée à la commune en cinq années consécutives et par portions égales. (*Fontainebleau, 11 Juin 1863.*)

N° 15,991. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

L'administration des forêts est autorisée à délivrer, pour l'exercice 1863, dans les bois communaux de Rouvroy (Haute-Marne), la moitié de la coupe afférente à l'exercice 1864.

Le surplus de ladite coupe fournira à lui seul l'affouage de ce dernier exercice. (*Fontainebleau, 11 Juin 1863.*)



Certifié conforme :

Paris, le 27^e Février 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1015.

N° 15,992. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 95 Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.*

Du 16 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2° Les lois des 11 avril 1831, 26 avril 1855 (titre IV) et 25 juin 1861, sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 2 janvier 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 8, et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de quarante-six mille quinze francs (46,015^f), sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des quatre-vingt-quinze militaires dénommés au tableau d'autre part une pension de retraite accordée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾, savoir :

⁽¹⁾ Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NOM NOM NOM	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES. armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
1	SALLOIGNON (Nicolas-Pierre).	28 avril 1812.	Vonlaines (Côte-d'Or).	Brigadier, gendarme à l'escadron de la garde impériale.	25	2	1	1	*	*
2	CHALOT (Dominique)...	17 sept. 1814.	Castelnau-Magnoac (Hautes-Pyrénées)	Brigadier, garde à la garde de Paris.	25	9	23	19	*	*
3	ALEZAIS (Guillaume-Antoine).	18 mars 1819.	Sablons (Gironde).	Brigadier, gendarme à la compagnie de la Gironde.	25	1	16	*	*	*
4	BASSET (Claude).....	12 juillet 1809.	Château-Renaud (Saône-et-Loire).	Brigadier, gendarme à la compagnie de Saône-et-Loire.	31	11	22	2	*	*
5	BOSQUET (Napoléon)...	7 fév. 1805.	Saint-Désir (Calvados).	Brigadier, gendarme à la compagnie de la Haute-Loire.	33	4	10	1	*	*
6	CAIRE (Jean-Louis)....	31 mai 1814.	Barcelonnette (Basses-Alpes).	Brigadier, gendarme à la compagnie des Bouches-du-Rhône.	25	5	9	4	*	*
7	CARBOU (François).....	7 mars 1815.	Sigean (Aude).	Brigadier, gendarme à la compagnie de l'Aude.	25	1	19	10	*	*
8	COCHET (Joseph-Philippe).	3 mars 1818.	Voreppe (Isère).	Brigadier, gendarme à la compagnie de l'Isère.	25	11	4	*	*	*
9	COURTELLEMONT (Jacques).	14 fév. 1816.	Trappes (Seine-et-Oise).	Brigadier, gendarme à la compagnie de Seine-et-Oise.	25	2	25	*	*	*
10	DESMAIS (François-Jacques).	28 mars 1814.	Ferrière (Orne).	Brigadier, gendarme à la compagnie de l'Orne.	26	7	19	*	*	*
11	DUBREUIL (Jacques)....	31 août 1809.	Gidy (Loiret).	Brigadier, gendarme à la compagnie du Loiret.	32	1	14	1	*	*
12	DUVAL (François-Clément).	24 fév. 1816.	Choisy-au-Bac (Oise).	Brigadier, gendarme à la compagnie de la Seine-inférieure.	25	1	*	*	*	*
13	ÉCOCHARD (Marie-François).	23 mars 1816.	Marboz (Ain).	Brigadier, gendarme à la compagnie de la Loire.	25	1	26	*	*	*
14	ERCKERT (Georges)...	11 nov. 1814.	Metting (Meurthe).	Brigadier, gendarme à la compagnie de la Nièvre.	25	10	14	*	*	*
15	ÉTOURNEAU (Douas-Georges).	1 ^{re} avril 1812.	Saint-Césaire (Charente-infér.)	Brigadier, gendarme à la compagnie de la Charente-inférieure	25	*	12	*	*	*
16	FÉRY (Jacques).....	26 oct. 1815.	Ugny (Moselle).	Brigadier, gendarme à la compagnie de la Moselle.	25	11	4	*	*	*
17	GALVIN (Jacques).....	11 nov. 1815.	Vegeunes (Corrèze).	Brigadier, gendarme à la compagnie de la Côte-d'Or.	25	6	6	*	*	*
18	GRAND (Joseph).....	31 août 1815.	Le Touvet (Isère).	Brigadier, gendarme à la compagnie de l'Isère.	25	2	13	4	*	*
19	GRAND-CLÉMENT (Jean-Éléonore).	12 mars 1816.	Onoz (Jura).	Brigadier, gendarme à la compagnie de Seine-et-Oise.	25	4	7	1	*	*
20	HÉROGUE (Jean-Baptiste).	16 mars 1816.	Cantin (Nord).	Brigadier, gendarme à la compagnie de la Seine-inférieure.	25	1	24	*	*	*
21	HULIN (Charles-Guillaume-Joseph).	8 mars 1815.	Anneville (Seine-inférieure)	Brigadier, gendarme à la compagnie de la Seine-inférieure.	25	11	27	*	*	*
22	RUMBERT (François)....	3 avril 1816.	Anrosey (Haute-Marne).	Brigadier, gendarme à la compagnie de la Haute-Marne.	25	4	11	*	*	*

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé de

Départements réguliers applicables à la fixation.	Loi du 26 avril 1855.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	Époque de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
			Loi du 11 avril 1851.	Loi du 26 avril 1855.	Total.			
	19 et 20.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	275 ¹	198 ¹	473 ¹ (a)	Dans ses loyers.	1 ^{er} juin 1863.	Versailles Seine-et-Oise.
	Idem.	Idem.	268	198	466 (a)	Idem.	16 avril 1863.	Argenteuil (Seine).
	Idem.	Idem.	268	198	466 (a)	Idem.	26 nov. 1862.	Ludon (Gironde).
	Idem.	Idem.	329	198	527 (a)	Idem.	21 avril 1863.	Cuisery (Saône-et-Loire).
	Idem.	Idem.	332	198	530 (a)	Idem.	1 ^{er} nov. 1862.	Brioude Haute-Loire.
	Idem.	Idem.	296	198	494 (b)	Idem.	6 nov. 1862.	Aix (Bouches-du-Rhône).
	Idem.	Idem.	340	198	538 (a)	Idem.	26 nov. 1862.	Bize Aude.
	Idem.	Idem.	271	198	469 (a)	Idem.	1 mai 1863.	Vinay Isère.
	Idem.	Idem.	268	198	466 (a)	Idem.	26 février 1863.	Saint-Germain- en-Laye Seine-et-Oise.
	Idem.	Idem.	278	198	476 (a)	Idem.	1 ^{er} février 1863.	Gacé (Orne).
	Idem.	Idem.	325	198	523 (a)	Idem.	1 dec. 1862.	Cercottes Loiret.
	Idem.	Idem.	268	198	466 (a)	Idem.	26 mars 1863.	Tanonville Seine-et-Marne.
	Idem.	Idem.	268	198	466 (a)	Idem.	6 mai 1863.	Saint-Chamond Loire.
	Idem.	Idem.	271	198	469 (a)	Idem.	26 nov. 1862.	Corbigny Nièvre.
	Idem.	Idem.	263	198	461 (a)	Idem.	26 mars 1863.	Neuvicq (Charente-Inférieure).
	Idem.	Idem.	271	198	469 (a)	Idem.	26 février 1863.	Luzay Meuse.
	Idem.	Idem.	268	198	466 (a)	Idem.	1 ^{er} juin 1863.	Saulieu (Côte-d'Or).
	Idem.	Idem.	296	198	494 (a)	Idem.	6 février 1863.	Le Fouvet Isère.
	Idem.	Idem.	275	198	473 (b)	Idem.	1 ^{er} dec. 1862.	Morainvilliers Seine-et-Oise.
	Idem.	Idem.	268	198	466 (a)	Idem.	6 mai 1863.	Cantelen Seine-Inférieure.
	Idem.	Idem.	271	198	469 (a)	Idem.	21 mars 1863.	Thil-Riberpré Seine-Inférieure.
	Idem.	Idem.	266	198	464 (a)	Idem.	1 ^{er} juillet 1863.	Antsey Haute-Marne.

6) Idem. Cette pension, dans la fixation de laquelle il a été fait application de l'article 27 de la loi du 26 avril 1855, peut, d'après l'article 27 de ladite loi, être annulée avec un traitement civil d'appoint.

NOMBRES D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
23	LAMBIN (François-Joseph).	8 avril 1812.	Roye (Somme).	Brigadier, gendarme à la compagnie de la Somme.	25	4	9	"	"	"
24	LEVOT (François-Marie).	9 sept. 1813.	Guerlesquin (Finistère).	Brigadier à la compagnie de gendarmes vétérans.	25	1	2	6	"	"
25	MAZÉAS (Yves-Marie)...	2 mars 1815.	Pont-Croix (Finistère).	Brigadier, gendarme à la compagnie du Finistère.	25	7	26	"	"	"
26	MESSARD (François)....	26 mars 1816.	Adelange (Moselle).	Brigadier, gendarme à la compagnie de la Seine.	25	5	20	"	"	"
27	MEUNIER (Augustin)...	25 mai 1816.	Riom (Puy-de-Dôme).	Brigadier, gendarme à la 4 ^e compagnie d'Afrique.	25	7	18	18	"	"
28	MILLET (Pierre-Christophe).	19 avril 1816.	Sey (Moselle).	Brigadier, gendarme à la compagnie de la Moselle.	25	5	2	"	"	"
29	NAVES (Étienne).....	20 juillet 1815.	Beaulieu (Corrèze).	Brigadier, gendarme à la compagnie de la Corrèze.	27	4	8	"	"	"
30	NOUVEAU (Jean).....	13 janv. 1814.	Marcheseuil (Côte-d'Or).	Brigadier, gendarme à la compagnie de la Côte-d'Or.	25	"	21	"	"	"
31	PETIT (Jean-Joseph)...	5 mai 1815.	Supt (Jura).	Brigadier, gendarme à la compagnie de la Guadeloupe.	25	11	1	8	"	"
32	PROUZAT (Étienne-Antoine).	29 mars 1815.	Narbonne (Aude).	Brigadier, gendarme à la compagnie du Cher.	27	8	15	"	"	"
33	RENAUD (Henri).....	31 mars 1815.	Fribourg (Neurthe).	Brigadier, gendarme à la compagnie de la Loire-Inférieure.	25	10	4	"	"	"
34	RIVES (Michel).....	30 déc. 1811.	Ludesse (Puy-de-Dôme).	Brigadier, gendarme à la compagnie du Puy-de-Dôme.	30	4	16	"	"	"
35	SADLER (Jean).....	9 avril 1815.	Hellimer (Moselle).	Brigadier, gendarme à la compagnie de l'Aude.	25	10	13	"	"	"
36	SARDET (Jean-Grégoire)	15 avril 1815.	Ladiville (Charente).	Brigadier, gendarme à la compagnie de la Charente.	25	11	15	"	"	"
37	SCHWING (Chrétien-Frédéric).	11 nov. 1815.	Pfaffenhoffen (Bas-Rhin).	Brigadier, garde à la garde de Paris.	25	5	10	1	"	"
38	TARBOURIECH (François-Joseph).	3 déc. 1811.	Paraza (Aude).	Brigadier, gendarme à la compagnie de l'Hérault.	30	10	20	1	"	"
39	TASSEAU (Pierre-Eugène).	8 sept. 1815.	Le Coudray (Eure-et-Loir).	Brigadier, gendarme à la compagnie d'Eure-et-Loir.	26	"	16	"	"	"
40	TRAUILLÉ (Antoine-Alexandre).	7 février 1815.	Bernaville (Somme).	Brigadier, gendarme à la compagnie de la Seine-Inférieure.	25	1	5	"	"	"
41	VARCIN (Gilbert).....	6 février 1815.	Saint-André (Savoie).	Brigadier, gendarme à la compagnie des Alpes-Maritimes.	26	5	"	1	"	"
42	VAUTRIN (Joseph).....	16 avril 1811.	Sarralhe (Moselle).	Brigadier, gendarme à la compagnie de la Côte-d'Or.	26	3	8	"	"	"
43	SCHMITT (Joseph).....	17 mars 1814.	Rixheim (Haut-Rhin).	Brigadier à la garde à pied de Paris.	26	9	13	19	"	"
44	BARBE (Jean-Adolphe)...	20 nov. 1813.	Bordeaux (Gironde).	Idem.	27	6	"	11	"	"

(1) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861.

(2) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé.

PENSIONS MIGRALES applicables cette Époque.		GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
	Loi du 26 avril 1863.		Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1859.	Total.			
15.	19 et 30.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	268 ^f	198 ^f	466 ^f (a)	Dans ses foyers.	6 mai 1863.	Roye (Somme).
	Idem.	Idem.	311	198	509 (b)	Idem.	31 déc. 1862.	Dinan (Côtes-du-Nord).
	Idem.	Idem.	271	198	469 (a)	Idem.	1 ^{er} février 1863.	Châteaulin (Finistère).
	Idem.	Idem.	268	198	466 (a)	Idem.	21 mai 1863.	Vitry (Seine).
	Idem.	Idem.	401	198	599 (a)	Idem.	16 octobre 1862.	Riom (Puy-de-Dôme).
	Idem.	Idem.	268	198	466 (a)	Idem.	21 janvier 1863.	Sey (Moselle).
	Idem.	Idem.	282	198	480 (a)	Idem.	1 ^{er} octobre 1862.	Argentat (Corrèze).
	Idem.	Idem.	268	198	466 (a)	Idem.	26 nov. 1862.	Foissy (Côte-d'Or).
	Idem.	Idem.	329	198	527 (a)	Idem.	1 ^{er} mars 1863.	La Basse-Terre (Guadeloupe).
	Idem.	Idem.	286	198	484 (a)	Idem.	26 février 1863.	Saint-Amand (Cher).
	Idem.	Idem.	271	198	469 (a)	Idem.	1 ^{er} février 1863.	Pleuchâtel (Ille-et-Vilaine).
	Idem.	Idem.	304	198	502 (a)	Idem.	6 avril 1863.	Clermont- Ferrand (Puy-de-Dôme).
	Idem.	Idem.	271	198	469 (a)	Idem.	Idem.	Vendœuvre (Aube).
	Idem.	Idem.	271	198	469 (a)	Idem.	14 mars 1863.	La Valette (Charente).
	Idem.	Idem.	275	198	473 (a)	Idem.	16 mai 1863.	Pfaffenhofen (Bav-Rhin).
	Idem.	Idem.	314	198	512 (a)	Idem.	11 février 1863.	Lodève (Hérault).
	Idem.	Idem.	275	198	473 (a)	Idem.	6 avril 1863.	Chartres (Eure-et-Loir).
	Idem.	Idem.	268	198	466 (a)	Idem.	16 mai 1863.	Saint-Nicolas- de-la-Taille (Seine-Inférieure).
	Idem.	Idem.	282	198	480 (a)	Idem.	26 mai 1863.	Aix-les-Bains (Savoie).
	Idem.	Idem.	275	198	473 (b)	Idem.	1 ^{er} déc. 1862.	Saint-Dié (Vosges).
	Idem (1).	Idem.	360	198	558 (a)	Idem.	21 mars 1863.	Paris (Seine).
	Idem (1).	Garde. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	321	198	519 (a)	Idem.	6 avril 1863.	Bordeaux (Gironde).

(1) — (b) Idem. Cette pension, dans la fixation de laquelle il a été fait application de l'article 4 de la loi du 26 avril 1863, ne peut, d'après l'article 37 de ladite loi, être cumulée avec un traitement civil d'activité.

NOMINÉS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
45	CHASTAING (Pierre)	4 nov. 1815.	Saint-Just (Haute-Loire).	Brigadier à la com- pagnie de gendar- merie de la Loire- Inférieure.	26	-	6	-	-	-
46	FÉRY (Pierre)	15 mars 1815.	Rennes (Ille-et-Vilaine).	<i>Idem</i> d'Ille-et-Vilaine.	25	6	16	-	-	-
47	GÉRARD (Alfred)	20 sep. 1816.	Le Bourget (Seine).	Brigadier à la garde de Paris.	25	11	4	1	-	-
48	LÉNNE (Claude-Emma- nuel)	4 février 1811.	Pontarlier (Doubs).	<i>Idem</i> .	30	-	16	1	-	-
49	MICAU (François-Marie) .	17 juillet 1815.	Laval (Mayenne).	Brigadier à la com- pagnie de gendarme- rie de la Mayenne.	25	7	5	-	-	-
50	ROGER (Guillaume)	17 oct. 1811.	Lahrezan (Aude).	<i>Idem</i> de l'Artège.	30	4	5	-	-	-
51	SARRAGOT (Jean-Eugène)	17 oct. 1815.	Marsay (Charente-Inf.)	Brigadier à la garde de Paris.	25	7	15	-	-	-
52	TAMBOISE (Alexandre- Théodore)	11 janv. 1808.	Montigny (Nord).	Brigadier à la com- pagnie de gendarme- rie de la Seine.	30	6	11	1	-	-
53	TOITOT (Jean-François- Gaspard)	1 ^{re} août 1813.	Liesle (Doubs).	<i>Idem</i> du Doubs.	25	4	23	-	-	-
54	BLANCH (Pierre-Jean) . .	18 juillet 1815.	Santo (Pyrénées-Or.)	Gendarme à la 2 ^e compagnie d'Afrique	26	-	1	43	-	-
55	BREDIN (Henry)	10 avril 1815.	Boult (Haute-Saône).	<i>Idem</i> à la 1 ^{re} <i>idem</i> .	25	11	26	39	-	-
56	BRUNET (Augustin)	16 mars 1815.	Saint-Sauvant (Vienne).	<i>Idem</i> .	25	6	18	39	-	-
57	CAPLANE (Jean-Baptiste- Auguste)	9 déc. 1816.	Aire (Landes).	Gendarme à la com- pagnie de la Gironde.	30	6	7	20	-	-
58	CHRISTIANI (Jacques - Toussaint)	3 mars 1815.	Valle (Corse).	Gendarme à la 1 ^{re} compagnie de la Cor- se.	26	2	11	35	-	-
59	DEHOT (Marial)	20 août 1815.	La Flamengrie (Nord).	Gendarme à la com- pagnie de la Marti- nique.	25	9	24	23	-	-
60	GUGLIELMI (Pierre-Fé- lix)	5 sept. 1818.	Piazzole (Corse).	Gendarme à la 2 ^e compagnie d'Afrique	25	7	8	35	-	-
61	LACOSTE (Bernard)	17 juin 1815.	Hagetman (Landes).	<i>Idem</i> .	25	2	8	43	7	-
62	MARGOZ (François)	21 août 1815.	Saint-Nicolas de-Macherin (Isère).	Gendarme à la com- pagnie de la Loire.	25	1	22	24	-	-
63	MASSIANI (Jean-Christo- phe)	9 janv. 1815.	Santo-Pietro (Corse).	Gendarme à la 1 ^{re} compagnie de la Cor- se.	26	5	10	19	-	-
64	PAOLI (Jules-André)	8 février 1809.	Velone- et-Orneto (Corse).	<i>Idem</i> .	25	4	5	25	-	-
65	POLETTI (Parsius-Marie)	8 oct. 1814.	Verdèse (Corse).	<i>Idem</i> à la 2 ^e <i>idem</i> .	26	1	5	21	-	-
66	POLI (Dominique)	26 avril 1809.	Castagneto (Corse).	<i>Idem</i> à la 1 ^{re} <i>idem</i> .	29	2	22	30	-	-
67	ALENGRIN (André)	4 juillet 1810.	Cabannes- et-Barre (Tarn).	Gendarme à la com- pagnie de l'Aude.	31	4	10	5	-	-
68	ANTOINE (François-Xa- vier)	23 avril 1814.	Esmoulières (Haute-Saône).	<i>Idem</i> de la Haute- Saône.	25	6	5	-	-	-
69	ARONZ (Jean-Baptiste) .	1 ^{re} mars 1811.	Berthelange (Doubs).	<i>Idem</i> du Jura.	25	5	17	-	-	-
70	ASTE (Pierre)	23 janv. 1813.	Neunkirch (Moselle).	<i>Idem</i> de la Moselle.	28	2	16	-	-	-

(1) Application de l'article 5 de la loi du 25 juin 1861.

NOM et situation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	PROFITE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Loi du 11 avril 1851.	Loi du 26 avril 1855.	Total.			
Loi du 26 avril 1855.							
Loi du 26 avril 1855.	Gendarme. (Ayant 22 ans d'ancienneté dans ce grade.)	216 ^f	198 ^f	414 (a)	Dans ses foyers.	11 avril 1863.	Les Sorinières (Loire-Inférieure).
Idem.	Idem.	246	198	444 (a)	Idem.	11 mai 1863.	Rennes (Ille-et-Vilaine).
Idem.	Idem.	252	198	450 (a)	Idem.	26 janvier 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	279	198	477 (a)	Idem.	5 nov. 1862.	Marcoussis (Seine-et-Oise).
Idem.	Idem.	246	198	444 (a)	Idem.	26 octobre 1862.	Laval (Mayenne).
Idem.	Idem.	273	198	471 (a)	Idem.	21 mai 1863.	Fabrezan (Aude).
Idem.	Idem.	246	198	444 (a)	Idem.	11 mars 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	279	198	477 (a)	Idem.	21 février 1863.	Choisy-le-Roi (Seine).
Idem.	Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	16 juin 1863.	Besançon (Doubs).
Idem.	Idem.	360	198	558 (a)	Idem.	26 mars 1863.	Santo (Pyrénées-Or.).
Idem.	Idem.	360	198	558 (a)	Idem.	21 mars 1863.	Boult (Haute-Saône).
Idem.	Idem.	360	198	558 (a)	Idem.	16 avril 1863.	Chérakas (Algérie).
Idem.	Idem.	360	198	558 (a)	Idem.	1 ^{er} avril 1863.	Peyrehorade (Landes).
Idem.	Idem.	360	198	558 (a)	Idem.	6 juillet 1863.	Valle (Corse).
Idem.	Idem.	360	198	558 (a)	Idem.	20 janvier 1863.	Thiant (Nord).
Idem.	Idem.	360	198	558 (a)	Idem.	11 nov. 1862.	Médéah, prov ^{de} d'Alger (Algérie).
Idem.	Idem.	360	198	558 (a)	Idem.	Idem.	Alger (Algérie).
Idem.	Idem.	360	198	558 (a)	Idem.	11 juillet 1863.	Saint-Nicolas de Macherin (Isère).
Idem.	Idem.	360	198	558 (a)	Idem.	16 janvier 1863.	Belgodère (Corse).
Idem.	Idem.	360	198	558 (a)	Idem.	11 juin 1863.	Idem.
Idem.	Idem.	360	198	558 (a)	Idem.	16 mai 1863.	Pancheraccia (Corse).
Idem.	Idem.	360	198	558 (a)	Idem.	26 mai 1863.	Castagneto (Corse).
Idem.	Idem.	309	198	507 (a)	Idem.	16 avril 1863.	Lezignan (Aude).
Idem.	Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	1 ^{er} avril 1863.	Saint-Loup (Haute-Saône).
Idem.	Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	6 déc. 1862.	Berthelange (Doubs).
Idem.	Idem.	261	198	459 (a)	Idem.	26 février 1863.	Mailly (Marne).

à condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles.

NOMINOS DOBDRB.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
45	CHASTAING (Pierre)	4 nov. 1815.	Saint-Just (Haute-Loire).	Brigadier à la com- pagnie de gendar- merie de la Loire- Inférieure.	26	"	6	"	"	"
46	FÉDRY (Pierre)	15 mars 1818.	Rennes (Ille-et-Vilaine).	Idem d'Ille-et-Vi- laine.	25	6	16	"	"	"
47	GÉRARD (Alfred)	26 fev. 1816.	Le Bourget (Seine).	Brigadier à la garde de Paris.	25	11	4	1	"	"
48	LÉNNE (Claude-Emma- nuel)	4 février 1811.	Pontarlier (Doubs).	Idem.	30	"	16	1	"	"
49	MICAI (François-Marie) ..	17 juillet 1815.	Laval (Mayenne).	Brigadier à la com- pagnie de gendarme- rie de la Mayenne.	25	7	5	"	"	"
50	ROGER (Guillaume)	17 oct. 1811.	L'abrézan (Aude).	Idem de l'arrêg.	30	4	5	"	"	"
51	SARRAGOT (Jean-Eugène)	17 oct. 1815.	Marsay (Charente-Infér.)	Brigadier à la garde de Paris.	25	7	15	"	"	"
52	TAMBOISE (Alexandre- Théodore)	11 janv. 1808.	Montigny (Nord).	Brigadier à la com- pagnie de gendarme- rie de la Seine.	30	6	11	1	"	"
53	TOITOT (Jean-François- Gaspard)	1 ^{re} août 1813.	Liesle (Doubs).	Idem du Doubs.	25	4	23	"	"	"
54	BLANCH (Pierre-Jean) ..	18 juillet 1815.	Santo (Pyrénées-Or.)	Gendarme à la 5 ^e compagnie d'Afrique	26	"	1	43	"	"
55	BREDIN (Henry)	10 avril 1814.	Boult (Haute-Saône).	Idem à la 1 ^{re} idem.	25	11	26	39	"	"
56	BRUNET (Augustin)	16 mars 1815.	Saint-Sauvant (Vienne).	Idem.	25	6	18	39	"	"
57	CAPLANE (Jean-Baptiste- Auguste)	9 déc. 1816.	Aire (Landes).	Gendarme à la com- pagnie de la Gironde.	30	6	7	20	"	"
58	CRISTIANI (Jacques - Toussaint)	3 mars 1815.	Valle (Corse).	Gendarme à la 1 ^{re} compagnie de la Cor- se.	26	2	11	35	"	"
59	DUBOT (Martial)	20 août 1815.	La Flamengrie (Nord).	Gendarme à la com- pagnie de la Marti- nique.	25	9	24	23	"	"
60	GUGLIELMI (Pierre-Fé- lix)	5 sept. 1816.	Piazzole (Corse).	Gendarme à la 5 ^e compagnie d'Afrique	25	7	8	35	"	"
61	LACOSTE (Bernard)	17 juin 1813.	Hagetmau (Landes).	Idem.	25	2	8	43	7	"
62	MARCOZ (François)	21 août 1815.	Saint-Nicolas de-Macherin (Isère).	Gendarme à la com- pagnie de la Loire.	25	1	22	24	"	"
63	MARRIANI (Jean-Christo- phe)	9 janv. 1815.	Santo-Pietro (Corse).	Gendarme à la 1 ^{re} compagnie de la Cor- se.	26	5	10	19	"	"
64	PAOLI (Jules-André)	8 février 1809.	Velone- et-Orneto (Corse).	Idem.	25	4	5	25	"	"
65	POLETTI (Parsius-Marie)	8 oct. 1814.	Verdèse (Corse).	Idem à la 2 ^e idem.	26	1	5	21	"	"
66	POLI (Dominique)	26 avril 1809.	Castagneto (Corse).	Idem à la 1 ^{re} idem.	29	3	22	30	"	"
67	AIENGRIN (André)	4 juillet 1810.	Cabannes- et-Barre (Tarn).	Gendarme à la com- pagnie de l'Aude.	31	4	10	5	"	"
68	ANTOINE (François-Xa- vier)	23 avril 1814.	Esmouillères (Haute-Saône).	Idem de la Haute- Saône.	25	6	5	"	"	"
69	AKONZ (Jean-Baptiste) ..	1 ^{re} mars 1811.	Berthelange (Doubs).	Idem du Jura.	25	5	17	"	"	"
70	ASTE (Pierre)	23 janv. 1813.	Neunkirch (Moselle).	Idem de la Moselle.	28	2	16	"	"	"

(1) Application de l'article 2 de la loi du 25 juin 1861.

NOM du titulaire.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.	Total.			
M. 1.	Gendarme. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	246 ^f	198 ^f	444 (a)	Dans ses foyers.	11 avril 1863.	Les Sorinières (Loire-Inférieure).
M. 2.	Idem.	246	198	444 (a)	Idem.	11 mai 1863.	Rennes (Ille-et-Vilaine).
M. 3.	Idem.	252	198	450 (a)	Idem.	26 janvier 1863.	Paris (Seine).
M. 4.	Idem.	279	198	477 (a)	Idem.	5 nov. 1862.	Marcoussis (Seine-et-Oise).
M. 5.	Idem.	246	198	444 (a)	Idem.	26 octobre 1862.	Laval (Mayenne).
M. 6.	Idem.	273	198	471 (a)	Idem.	21 mai 1863.	Fabrezan (Aude).
M. 7.	Idem.	246	198	444 (a)	Idem.	11 mars 1863.	Paris (Seine).
M. 8.	Idem.	279	198	477 (a)	Idem.	21 février 1863.	Choisy-le-Roi (Seine).
M. 9.	Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	16 juin 1863.	Besançon (Doubs).
M. 10.	Idem.	360	198	558 (a)	Idem.	26 mars 1863.	Santo (Pyrénées-Or.).
M. 11.	Idem.	360	198	558 (a)	Idem.	21 mars 1863.	Boult (Haute-Saône).
M. 12.	Idem.	360	198	558 (a)	Idem.	16 avril 1863.	Chéragas (Algérie).
M. 13.	Idem.	360	198	558 (a)	Idem.	1 ^{er} avril 1863.	Peyrehorade (Landes).
M. 14.	Idem.	360	198	558 (a)	Idem.	6 juillet 1863.	Valle (Corse).
M. 15.	Idem.	360	198	558 (a)	Idem.	10 janvier 1863.	Thiant (Nord).
M. 16.	Idem.	360	198	558 (a)	Idem.	11 nov. 1862.	Médéah, prov ^{re} d'Alger (Algérie).
M. 17.	Idem.	360	198	558 (a)	Idem.	Idem.	Alger (Algérie).
M. 18.	Idem.	360	198	558 (a)	Idem.	11 juillet 1863.	Saint-Nicolas de Macherin (Isère).
M. 19.	Idem.	360	198	558 (a)	Idem.	16 janvier 1863.	Belgodère (Corse).
M. 20.	Idem.	360	198	558 (a)	Idem.	11 juin 1863.	Idem.
M. 21.	Idem.	360	198	558 (a)	Idem.	16 mai 1863.	Pancheracchi (Corse).
M. 22.	Idem.	360	198	558 (a)	Idem.	26 mai 1863.	Castagneto (Corse).
M. 23.	Idem.	309	198	507 (a)	Idem.	16 avril 1863.	Lezignan (Aude).
M. 24.	Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	1 ^{er} avril 1863.	Saint-Loup (Haute-Saône).
M. 25.	Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	6 dec. 1862.	Berthelange (Doubs).
M. 26.	Idem.	261	198	459 (a)	Idem.	26 février 1863.	Mailly (Marne).

à condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
71	AUBA (Joseph).....	7 nov. 1814.	Montesquieu (Haute-Garonne).	Gendarme à la compagnie de la Haute-Garonne.	26	5	20			
72	AUBERTIN (Jean-François).	12 nov. 1812.	Les Loges (Haute-Marne).	<i>Idem</i> de la Haute-Marne.	26	1	17			
73	BARTHELEMY (Louis)...	17 nov. 1815.	Vitry-le-François (Marne).	Gendarme à la compagnie de gendarmes vétérans.	25	1	14	1		
74	BAUDART (Jean-Baptiste).	8 févr. 1816.	Blanc-Fossé (Oise).	Gendarme à la compagnie de l'Eure.	25	1	15			
75	BAUGET (Eugène).....	21 déc. 1812.	Maubert-Fontaine (Ardennes).	<i>Idem</i> des Ardennes.	27	11	28			
76	BAUR (Jean)	6 sept. 1815.	Bouzonville (Moselle).	<i>Idem</i> de Saône-et-L. re.	25	9	26	1		
77	BEAUDOIN (Pierre).....	23 janv. 1812.	Montsecrét (Orne).	<i>Idem</i> de l'Orne.	26	11	24	6		
78	BEAUDONNET (Raymond)	8 juillet 1815.	Esparsac (Tarn-et-Garonne)	<i>Idem</i> de la Haute-Garonne.	25	8	1	2		
79	BEAUDOUIN (Sylvain)...	17 mars 1812.	Villeny (Loir-et-Cher).	<i>Idem</i> de Loir-et-Cher.	25	1	16			
80	BENOIT (Jacques).....	21 janvier 1816.	Saint-Saulge (Nièvre).	<i>Idem</i> de la Sarthe.	25	6	4			
81	BERGE (Louis-Auguste-Julien).	13 oct. 1815.	Précysur-Oise (Oise).	<i>Idem</i> de la Manche.	25	10	11			
82	BESSODES (Jean-Antoine).	22 janv. 1815.	Saint-Saturnin (Aveyron).	<i>Idem</i> du Morbihan.	25	1	24			
83	BIGNON (Théodore-Alexandre).	30 juillet 1815.	Changé (Mayenne).	<i>Idem</i> de la Mayenne.	26	2	16			
84	BLANCHARD (François)...	29 août 1807.	Saucourt (Haute-Marne).	<i>Idem</i> de l'Aube.	32	8	9			
85	BLANCHÈS (Jean).....	5 avril 1815.	Albas (Lot).	<i>Idem</i> du Lot.	25	10	29			
86	BOICHARD (Pierre-Louis)	14 mai 1815.	La Grand'Combe (Doubs).	Gendarme à la compagnie de gendarmes vétérans.	25	6	12	6		
87	BOIRAL (F. rhain-Augustin).	23 mai 1812.	Mende (Lozère).	Gendarme à la compagnie de la Lozère.	26	2	5	1		
88	BOBARD (Jean-Joseph) .	21 sept. 1816.	Vezin-et-Charency (Moselle).	<i>Idem</i> de la Meuse.	25	7	10			
89	BOUSSAGE (Jules-Sylvestre).	16 nov. 1815.	Pont-Saint-Mard (Aisne).	<i>Idem</i> du Nord.	25	7	20			
90	BOUVIER (Claude-Antoine).	24 oct. 1808.	Purgerot (Haute-Saône).	<i>Idem</i> du Bas-Rhin.	25		20	1		
91	BRÉANT (Sylvain-Napoléon).	19 avril 1811.	Norville (Seine-Inférieure)	<i>Idem</i> de la Seine-Inférieure.	28	7	21			
92	BRUN (Elie).....	25 juillet 1815.	St-Paul-Lisonne (Dordogne).	<i>Idem</i> de la Charente.	26	3	17			
93	BRUNEL (Joseph).....	14 sept. 1818.	Aramon (Gard).	<i>Idem</i> du Gard.	25	9	15	1		
94	CAPDEVILLE (François).	11 fév. 1815.	Sarronvilles (Hautes-Pyrénées)	<i>Idem</i> des Landes.	25	1	1			
95	CAURET (Louis-Jean)...	9 janv. 1808.	Illiniac (Côtes-du-Nord).	<i>Idem</i> des Côtes-du-Nord.	25	1	26	2		

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des

POSITIONS légal applicables à la fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.	Total.			
19 et 20.	Gendarme (Ayant 22 ans d'ancienneté dans ce grade.)	249 ^f	198 ^f	447 ^f (a)	Dans ses foyers.	6 nov. 1862.	Montrejeau (Haute-Garonne).
Idem.	Idem.	249	198	447 (a)	Idem.	6 mars 1863.	Saint-Dizier (Haute-Marne).
Idem.	Idem.	249	198	447 (a)	Idem.	26 juin 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	11 avril 1863.	Pacy-sur-Eure (Eure).
Idem.	Idem.	258	198	456 (a)	Idem.	21 nov. 1862.	Poix (Ardennes).
Idem.	Idem.	252	198	450 (a)	Idem.	16 janvier 1863.	Aidling (Moselle).
Idem.	Idem.	288	198	486 (a)	Idem.	26 octobre 1862.	Condé- sur-Noireau (Calvados).
Idem.	Idem.	258	198	456 (a)	Idem.	11 déc. 1862.	Aurignac (Haute-Garonne).
Idem.	Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	1 ^{er} déc. 1862.	Chitenay (Loir-et-Cher).
Idem.	Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	6 juin 1863.	Mamers (Sarthe).
Idem.	Idem.	246	198	444 (a)	Idem.	6 février 1863.	Bayeux (Calvados).
Idem.	Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	11 mai 1863.	Lorient (Morbihan).
Idem.	Idem.	249	198	447 (a)	Idem.	26 oct. 1862.	Chailland (Mayenne).
Idem.	Idem.	288	198	486 (a)	Idem.	6 sept. 1862.	Mussy- sur-Seine (Aube).
Idem.	Idem.	246	198	444 (a)	Idem.	1 ^{er} mars 1863.	Gourdon (Lot).
Idem.	Idem.	279	198	477 (b)	Idem.	11 juillet 1863.	Gaillon (Eure).
Idem.	Idem.	255	198	453 (a)	Idem.	26 mars 1863.	Saugues (Haute-Loire).
Idem.	Idem.	246	198	444 (a)	Idem.	11 juillet 1863.	Mouzon (Ardennes).
Idem.	Idem.	246	198	444 (a)	Idem.	16 nov. 1862.	Maubeuge (Nord).
Idem.	Idem.	249	198	447 (a)	Idem.	16 juillet 1863.	Purgerot (Haute-Saône).
Idem.	Idem.	264	198	462 (b)	Idem.	11 nov. 1862.	Rouen (Seine-Inférieure).
Idem.	Idem.	249	198	447 (a)	Idem.	16 juillet 1863.	Jarnac (Charente).
Idem.	Idem.	252	198	450 (a)	Idem.	1 ^{er} oct. 1862.	Lesparre (Gironde).
Idem.	Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	11 avril 1863.	Grenade (Landes).
Idem.	Idem.	255	198	453 (a)	Idem.	31 déc. 1862.	Trégon (Côtes-du-Nord).
				46,015			

(b) Idem. Cette pension, dans la fixation de laquelle il a été fait application de l'article 4 de la loi du 1831, ne peut, d'après l'article 27 de ladite loi, être cumulée avec un traitement civil d'activité.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée d'autre part, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,*

Signé RANDON.

N° 15,993. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 105 Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.*

Du 16 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2° Les lois des 11 avril 1831, 26 avril 1855 (titre IV) et 25 juin 1861, et les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date

12 janvier 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 9, et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de quarante-huit mille cinq cent vingt francs (48,520^f), sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864 ;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il est accordé à chacun des cent cinq militaires dénombrés au tableau d'autre part une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des Invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-après, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,*

Signé RANDON.

⁽¹⁾ Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
1	CHABANIER (Joseph)....	3 mars 1813.	Orgon (Bouches-du-Rh.)	Gendarme à la com- pagnie des Bouches- du-Rhône.	25	5	-	-	-	-
2	CHALLON (Jean - Fran- çois).	29 mai 1809.	Cholonge (Isère).	Idem des Hautes- Alpes.	31	4	17	8	-	-
3	CHARLIER (Antoine-Fir- min).	1 ^{er} juill. 1816.	Fraillicourt (Ardennes).	Idem de la Menso.	25	3	21	-	-	-
4	CHRISTEN (Jacques)....	3 nov. 1805.	Geishausen (Haut-Rhin).	Idem du Var.	30	3	10	-	-	-
5	CLODY (François - Jo- seph).	12 mars 1812.	Reschwoog (Bas-Rhin).	Idem.	28	2	20	1	-	-
6	COPIN (Benoît-Joseph)..	28 nov. 1815.	Curgies (Nord).	Idem du Nord.	25	4	21	9	-	-
7	COULOT (Just).....	5 mai 1814.	Nods (Doubs).	Gendarme à la 1 ^{re} compagnie d'Afrique	25	2	17	17	-	-
8	COURTIAL (Antoine)....	30 mars 1813.	Connangles (Haute-Loire).	Gendarme à la com- pagnie de la Haute- Loire.	26	1	25	5	-	-
9	COUSIN (Léger).....	7 avril 1816.	Soulaucourt (Haute-Marne).	Idem du Loiret.	25	2	29	-	-	-
10	GUABOS (Jean).....	14 déc. 1815.	Montpont (Saône-et-Loire).	Idem de la Haute- Loire.	25	9	19	-	-	-
11	DELVAL (Joseph).....	2 octobre 1812.	Douai (Nord).	Gendarme à la com- pagnie de vétérans.	25	2	5	-	-	-
12	DESLOY (Jean-Baptiste).	12 déc. 1814.	Bey (Meurthe).	Gendarme à la com- pagnie de la Creuse.	25	7	3	-	-	-
13	DISSOURIBÉHÈRE (Ber- trand).	10 mars 1809.	Hasparren (Basses-Pyrénées)	Idem des Landes.	31	5	21	-	-	-
14	DRILLAT (Jacques).....	2 déc. 1812.	Saint-Vincent- de-Mercuze (Isère).	Idem de l'Isère.	25	-	25	4	-	-
15	DUPRYRON (Michel)	23 janv. 1812.	Marsoulas (Haute-Garonne).	Idem de la Haute- Garonne.	25	9	2	4	-	-
16	DUPRÉ (Victor - Emma- nuel).	11 déc. 1815.	Briquenay (Ardennes).	Idem de l'Aisne.	25	1	27	-	-	-
17	DUSSUEL (Charles - Jo- seph).	31 mai 1810.	Rumaisnil (Somme).	Gendarme à la com- pagnie de vétérans.	25	2	18	-	-	-
18	ESNOULT (Théophile - Jean-Paul-Denis).	9 octobre 1810.	Poilleu (Manche).	Gendarme à la com- pagnie de la Manche.	30	6	6	-	-	-
19	ESTUR (Pierre).....	18 fév. 1811.	Bermonville (Seine-Inférieure)	Idem de la Seine- Inférieure.	26	2	19	-	-	-
20	FISNÉ (Jacques).....	2 octobre 1815.	Ottonville (Moselle).	Idem de la Guade- loupe.	25	7	28	8	-	-
21	FOSSÉ (Martin).....	2 octobre 1816.	Rouffach (Haut-Rhin).	Idem du Haut-Rhin.	25	3	-	18	-	-
22	FOUSSE (Jean).....	14 janv. 1815.	Eberswiller (Moselle).	Idem de l'Orne.	25	-	29	-	-	-
23	GAILLARD (François)...	28 sept. 1811.	Bourdonnay (Meurthe).	Idem de la Meurthe.	25	1	1	-	-	-
24	GÉNOTAIN (René).....	17 mai 1811.	Sauzé- Vaussais (Deux-Sèvres).	Idem de la Vienne.	25	1	5	-	-	-
25	GEOFFROY (Jean - Bap- tiste-Joseph).	29 janv. 1805.	Rocquigny (Aisne).	Idem de la Seine- Inférieure.	27	4	10	1	-	-
26	GILET (Jean-Baptiste)..	7 sept. 1813.	Saint-Maurice (Puy-de-Dôme).	Idem du Puy-de- Dôme.	27	3	22	-	-	-
27	GIMBAL (Antoine).....	10 juin 1816.	Malauze (Tarn-et-Garonne)	Idem du Gers.	25	3	22	-	-	-

ÉTAT des titulaires.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires
		Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1835.	Total.			
29 et 30.	Gendarme. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	243 ^f	195 ^f	441 ^f (a)	Dans ses foyers.	6 nov. 1862.	Orgon (Bouches-du-Rhône).
Idem.	Idem.	327	198	525 (a)	Idem.	11 mars 1863.	Embrun (Hautes-Alpes).
Idem.	Idem.	253	198	451 (a)	Idem.	16 juin 1863.	Rethel (Ardennes).
Idem.	Idem.	273	198	471 (a)	Idem.	11 nov. 1862.	Fayence (Var).
Idem.	Idem.	267	198	465 (a)	Idem.	16 juin 1863.	Marmoutier (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	297	198	495 (a)	Idem.	11 octobre 1862.	Boussois (Nord).
Idem.	Idem.	345	198	543 (a)	Idem.	31 déc. 1862.	Nods (Doubs).
Idem.	Idem.	279	198	477 (a)	Idem.	21 déc. 1862.	Lempdes (Haute-Loire).
Idem.	Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	1 ^{er} juin 1863.	S ^t -Jean-le-Blanc (Loiret).
Idem.	Idem.	246	198	444 (a)	Idem.	21 janvier 1863.	Le Chambon (Loire).
Idem.	Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	26 février 1863.	Lille (Nord).
Idem.	Idem.	246	198	444 (a)	Idem.	6 nov. 1862.	La Souterraine (Creuse).
Idem.	Idem.	279	198	477 (a)	Idem.	11 nov. 1862.	Saint-Vincent- de-Tyrosse (Landes).
Idem.	Idem.	267	198	465 (a)	Idem.	11 octobre 1862.	Saint-Vincent- de-Mercuze (Isère).
Idem.	Idem.	270	198	468 (a)	Idem.	16 octobre 1862.	Montgiscard (Haute-Garonne).
Idem.	Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	1 ^{er} mai 1863.	Briquenay (Ardennes).
Idem.	Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	11 juin 1863.	Rumaisnil (Somme).
Idem.	Idem.	273	198	471 (a)	Idem.	11 février 1863.	Saint-James (Manche).
Idem.	Idem.	249	198	447 (a)	Idem.	31 déc. 1862.	Grand-Quevilly (Seine-inférieure).
Idem.	Idem.	294	198	492 (a)	Idem.	16 mars 1863.	Nantes (Loire-inférieure).
Idem.	Idem.	351	198	549 (a)	Idem.	1 ^{er} avril 1863.	Mulhouse (Haut-Rhin).
Idem.	Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	6 mars 1863.	Saint-Denis- sur-Sarthon (Orne).
Idem.	Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	1 ^{er} juin 1863.	Chavigny (Meurthe).
Idem.	Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	6 mai 1863.	Civray (Vienne).
Idem.	Idem.	261	198	459 (a)	Idem.	1 ^{er} nov. 1862.	Ennon (Seine-inférieure).
Idem.	Idem.	255	198	453 (a)	Idem.	1 ^{er} sept. 1862.	Saint-Germain- l'Herm (Puy-de-Dôme).
Idem.	Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	6 avril 1863.	Jegun (Lois).

Les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été payé des contributions.

NOMEROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
28	GIVAUDAN (Alexis-Aimé).	18 juin 1817.	Serres (Hautes-Alpes).	Gendarme à la compagnie de la Drôme.	25	8	1	7		
29	GODARD (Benoît-Marie).	14 janv. 1814.	Perreux (Loire).	Idem de la Loire.	25	4	14			
30	GRANDJEAN (Nicolas)...	28 avril 1814.	Parois (Meuse).	Idem d'Indre-et-Loire.	25	1	9			
31	HENRY (Charles).....	5 juin 1809.	Bénestroff (Meurthe).	Idem de la Meurthe.	26	11	28			
32	HIVER (Frédéric).....	8 mars 1811.	Limalonges (Deux-Sèvres).	Idem d'Indre-et-Loire.	25	6	6	4		
33	HOSTEIN (Jean-Adam)...	9 juin 1816.	Niderstintzel (Meurthe).	Idem du Haut-Rhin.	25	3	10			
34	IGERT (Jean).....	25 mai 1812.	Oberdorff (Haut-Rhin).	Idem.	25		20	6		
35	JACQUE (Michel).....	9 juin 1815.	Lyon (Rhône).	Idem de Saône-et-Loire.	25	9	4			
36	KELLER (Jean-Nicolas)...	4 sept. 1809.	Haspelschiedt (Moselle).	Idem de la Drôme.	26	1	1	6		
37	LAGLAIRE (Pierre-Michel) (i).	15 mars 1809.	Senefte (Belgique).	Idem des Ardennes.	27	9	26	1		
38	LACOMBE (Jean).....	21 avril 1811.	Sainte-Christie (Gers).	Idem de la Manche.	25		23			
39	LAJOUX (Simon).....	25 janv. 1815.	Neucy-en-Vaux (Haute-Saône).	Idem du Cher.	25	1	25			
40	LALLEMENT (Étienne)...	14 mai 1815.	Liméy (Meurthe).	Gendarme à la compagnie de gendarmes vétérans.	25	1	18	7		
41	LARIVIÈRE (Auguste-Nicolas).	10 août 1815.	Nully (Haute-Marne).	Gendarme à la compagnie de la Haute-Marne.	25	6	13	14		
42	LARTIGUE (Henri).....	10 nov. 1815.	Luxey (Landes).	Idem des Landes.	26	1	4			
43	LA SERRE (Étienne)....	16 mai 1816.	Pexiora (Aude).	Idem du Gers.	25		25	1		
44	LAURE (André-Honoré-Alexandre).	16 juillet 1816.	Saix (Tarn).	Idem du Tarn.	25	1	16			
45	LEBIENFAISANT (Jacques)	Janvier 1810.	Dijon (Côte-d'Or).	Idem du Calvados.	31	8	16	2		
46	LEFEBVRE (Albert-Nicolas-Joseph).	5 juin 1813.	Lallaing (Nord).	Idem du Nord.	25	1	19			
47	LE MENACH (Marc).....	25 avril 1814.	Plescop (Morbihan).	Idem du Morbihan.	26	6	4			
48	LE MOINE (Jean-Mathurin).	9 juin 1812.	La Prénessaye (Côtes-du-Nord).	Idem des Côtes-du-Nord.	25	7	11			
49	LÉONARD (François)....	25 nov. 1816.	Gatteville (Manche).	Idem de la Manche.	25	1	3			
50	LIENHARD (Martin).....	17 dec. 1811.	Oberschaeffolsheim (Bas-Rhin).	Idem du Bas-Rhin.	29	11	21			
51	MAILLET (Jacques).....	26 fév. 1814.	S ^t -Benin-d'Azy (Nièvre).	Idem du Cher.	26	10	6	1		
52	MANDOU (Jean).....	9 mai 1810.	Monlastruc (Tarn-et-Garonne).	Idem de Tarn-et-Garonne.	25	9	8			
53	MARIE (Jean-Jacques)...	10 sept. 1813.	Curcy (Calvados).	Idem du Calvados.	26		19	8		
54	MASSON (Jean-Pierre)...	30 avril 1814.	Ruhans (Haute-Saône).	Idem du Cher.	25	6	26			

⁽¹⁾ Fils de Français.

(2) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été payé.

NOM des titulaires.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Loi du 11 avril 1861.	Loi du 26 avril 1863.	Total.			
M. et M.	Gendarme. Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.	285 ^f	198 ^f	483 ^f a.	Dans ses foyers.	20 nov. 1863.	Dir. Brôme.
Mem.	Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	21 octobre 1863.	Saint-Martin- d'Estréaux (Loire).
Mem.	Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	11 avril 1863.	Chinon Indre-et-Loire.
Mem.	Idem.	253	198	450 (a)	Idem.	17 avril 1863.	Bénéstrol (Meurthe).
Mem.	Idem.	267	198	465 (a)	Idem.	17 février 1863.	Notre-Dame- d'Oca Indre-et-Loire.
Mem.	Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	11 mars 1863.	Diemerdingen (Bas-Rhin).
Mem.	Idem.	279	198	477 (a)	Idem.	21 février 1863.	Oberdorff (Haut-Rhin).
Mem.	Idem.	249	198	447 (a)	Idem.	21 juin 1863.	Strasbourg Bas-Rhin.
Mem.	Idem.	283	198	481 (a)	Idem.	17 juillet 1863.	Mulhouse Haut-Rhin.
Mem.	Idem.	261	198	459 (a)	Idem.	11 février 1863.	Tagnon (Ardennes).
Mem.	Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	10 dec. 1862.	Mortain Manche.
Mem.	Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	11 février 1863.	Neurey-en-Vaux (Haute-Saône).
Mem.	Idem.	285	198	483 (a)	Idem.	6 mars 1863.	Liméy Meurthe.
Mem.	Idem.	327	198	525 (a)	Idem.	10 avril 1863.	Montigny- le-Roi Haute-Marne.
Mem.	Idem.	249	198	447 (a)	Idem.	17 mai 1863.	Roquefort Landes.
Mem.	Idem.	249	198	447 (a)	Idem.	6 avril 1863.	Valence Gers.
Mem.	Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	6 mai 1863.	Castres (Tarn).
Mem.	Idem.	294	198	492 (a)	Idem.	26 janvier 1863.	Beuzeval (Calvados).
Mem.	Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	17 juin 1863.	Louiches Nord.
Mem.	Idem.	249	198	447 (a)	Idem.	17 mai 1863.	Muzillac Morbihan.
Mem.	Idem.	246	198	444 (a)	Idem.	Idem.	Saint-Briac Ille-et-Vilaine.
Mem.	Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	26 avril 1863.	Gatteville Manche.
Mem.	Idem.	279	198	468 (a)	Idem.	11 mai 1863.	Obrafzheim (Bas-Rhin).
Mem.	Idem.	258	198	456 (a)	Idem.	21 avril 1863.	Saint-Saulge Nièvre.
Mem.	Idem.	246	198	444 (a)	Idem.	17 juillet 1863.	Verdon (Tarn-et-Gar.).
Mem.	Idem.	297	198	495 (a)	Idem.	1 dec. 1863.	Saint-Sylvain Calvados.
Mem.	Idem.	246	198	444 (a)	Idem.	16 octobre 1862.	Saint-Florent (Cher).

Mem. Cette pension, dans la fixation de laquelle il a été fait application de l'article 16 de la loi du 11 avril 1861, ne peut, d'après l'article 27 de la même loi, être cumulée avec un traitement civil d'activité.

NOMBRES D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
55	MATHIE-MATHEU (Pierre).	6 février 1811.	Bernac-Debat (Hautes-Pyrénées).	Gendarme à la compagnie des Basses-Pyrénées.	30	"	2	"	"	"
56	MERCIER (Baptiste).	13 nov. 1810.	Montpezat (Ardèche).	Idem de l'Ardèche.	27	8	29	3	6	15
57	MICHOT (Georges).	3 sept. 1810.	Arthel (Nièvre).	Idem de la Nièvre.	29	6	5	"	"	"
58	MOULINES (Joseph).	20 mai 1816.	Maisons (Aude).	Idem de Tarn-et-Garonne.	25	2	5	4	"	"
59	NADAL (Barthélemy).	26 avril 1816.	Ille (Pyrénées-Or.).	Idem des Pyrénées-Orientales.	25	"	29	"	"	"
60	OLLIVIER (Louis-Alexandre).	16 avril 1812.	Saint-Paul-des-Sablons (Manche).	Idem des Côtes-du-Nord.	27	9	5	"	"	"
61	OTTMANN (Philippe-Georges).	5 mars 1815.	Brumath (Bas-Rhin).	Idem du Haut-Rhin.	26	"	24	"	"	"
62	PAKET (Toussaint-Maximilien).	31 oct. 1807.	Vaumeilh (Basses-Alpes).	Idem des Hautes-Alpes.	28	7	9	"	"	"
63	PASQUET (Pierre).	25 mars 1811.	Marminiac (Lot).	Idem du Cantal.	25	5	8	6	"	"
64	PASQUILL (Denis-Jules).	14 juin 1811.	Uxpeau (Lure-et-Loir).	Idem de la Seine.	26	6	17	1	"	"
65	PAVY (Augustin-Joseph).	31 déc. 1815.	Guémappe (Pas-de-Calais).	Idem du Pas-de-Calais.	25	8	8	10	"	"
66	PERRIN (Louis).	12 oct. 1810.	Toul (Meurthe).	Idem des Côtes-du-Nord.	25	7	14	5	"	"
67	PERROT (André).	28 déc. 1813.	Censercy (Côte-d'Or).	Idem de la Loire-Inférieure.	27	4	"	11	"	"
68	PHILIPPOT (Jean-Marie).	9 avril 1811.	Étaules (Yonne).	Idem de la Côte-d'Or.	25	8	24	"	"	"
69	PILLARD (Joseph-Flavien).	2 nov. 1812.	Ruauv (Vosges).	Idem des Vosges.	25	8	8	"	"	"
70	PLANCHON (Amaus).	12 sept. 1813.	Montezic (Aveyron).	Gendarme à la compagnie de gendarmes vétérans.	25	2	18	7	"	"
71	POMMARÈDE (Jean).	31 juillet 1815.	Habas (Landes).	Gendarme à la compagnie des Landes.	25	10	29	4	"	"
72	PROIST (Auguste-César).	26 avril 1810.	Erloy (Aisne).	Idem.	31	10	29	2	"	"
73	RAGUIN (Nicolas).	10 sept. 1814.	Braux-le-Châtel (Haute-Marne).	Idem des Côtes-du-Nord.	25	"	16	8	"	"
74	RENOU (Jacques-Mathias).	4 février 1812.	Fermanville (Manche).	Idem de la Manche.	27	1	13	"	"	"
75	RICHARD (Pierre).	2 janv. 1814.	Orgedeuil (Charente).	Idem de la Charente.	25	11	6	13	"	"
76	ROQUES (Jérôme).	18 déc. 1805.	Albiès (Ariège).	Idem des Pyrénées-Orientales.	27	8	23	4	"	"
77	SALÉ (Jean-Honoré).	16 mai 1815.	Parthenay (Deux-Sèvres).	Idem de la Vendée.	25	3	15	"	"	"
78	SIGNE (François).	26 juin 1815.	Axiat (Ariège).	Idem de l'Ariège.	25	6	27	"	"	"
79	SOULIÉ (Jacques).	7 sept. 1811.	Astailiac (Corrèze).	Idem du Lot.	25	8	28	"	"	"
80	SOYEUR (Jean-Baptiste).	8 nov. 1812.	La Neuveville (Meurthe).	Idem de l'Isère.	25	11	6	"	"	"
81	SUSSET (Joseph-Victor).	22 fev. 1815.	Vauciennes (Oise).	Idem de l'Oise.	25	9	6	"	"	"

NOM Prénoms Canton.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			FONCTION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Loi du 11 avril 1851.	Loi du 26 avril 1855.	Total.			
Desloz.	Gendarme. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	270 ^f	198 ^f	468 ^f a	hors ses foyers.	26 janvier 1855.	Gelos (Basses-Pyrénées).
Dem.	Idem.	273	198	471 (a)	Idem.	6 juin 1855.	Chiroul Ardeche.
Dem.	Idem.	267	198	465 (a)	Idem.	1 ^{er} dec. 1852.	Pouilly- sur-Loire (Nièvre).
Dem.	Idem.	267	198	465 (a)	Idem.	11 juillet 1853.	Paris (Seine).
Dem.	Idem.	253	198	451 (a)	Idem.	6 mars 1855.	Perpignan (Pyrénées-Or.).
Dem.	Idem.	258	198	456 (a)	Idem.	10 janvier 1855.	Beunes (Ille-et-Vilaine).
Dem.	Idem.	249	198	447 (a)	Idem.	26 juin 1855.	Colmar (Haut-Rhin).
Dem.	Idem.	261	198	459 (a)	Idem.	11 juin 1853.	Laragne (Hautes-Alpes).
Dem.	Idem.	274	198	472 (a)	Idem.	16 sept. 1852.	La Bastide- Murat (Lot).
Dem.	Idem.	258	198	456 (a)	Idem.	1 ^{er} mai 1853.	Paris (Seine).
Dem.	Idem.	366	198	564 (a)	Idem.	11 mars 1855.	Auxy- le-Château (Pas-de-Calais).
Dem.	Idem.	276	198	474 (a)	Idem.	26 mai 1855.	Paris (Seine).
Dem.	Idem.	321	198	519 (a)	Idem.	26 mars 1855.	Censerey (Gironde).
Dem.	Idem.	416	198	614 (a)	Idem.	16 mai 1854.	Avallon (Yonne).
Dem.	Idem.	246	198	444 (a)	Idem.	16 juin 1855.	Baon-l'Étape (Vosges).
Dem.	Idem.	285	198	483 (a)	Idem.	6 juin 1855.	Paris (Seine).
Dem.	Idem.	270	198	468 (a)	Idem.	1 ^{er} mars 1855.	Bay (Landes).
Dem.	Idem.	294	198	492 (a)	Idem.	16 janvier 1855.	Pontoux (Landes).
Dem.	Idem.	291	198	489 (a)	Idem.	11 avril 1855.	Evron (Mayenne).
Dem.	Idem.	255	198	453 (a)	Idem.	26 octobre 1853.	Fermanville (Mayenne).
Dem.	Idem.	321	198	519 (a)	Idem.	1 ^{er} dec. 1852.	Orgesdeuil (Charente).
Dem.	Idem.	282	198	480 (a)	Idem.	6 janv. 1852.	Albion (Ardennes).
Dem.	Idem.	213	198	411 (a)	Idem.	17 juin 1855.	Parthenay (Deux-Sèvres).
Dem.	Idem.	216	198	414 (a)	Idem.	11 avril 1855.	Avial (Ardennes).
Dem.	Idem.	246	198	444 (a)	Idem.	6 janvier 1853.	Beaulieu (Corrèze).
Dem.	Idem.	246	198	444 (a)	Idem.	26 octobre 1852.	Saint-Marcellin (Isère).
Dem.	Idem.	246	198	444 (a)	Idem.	6 janvier 1853.	Saint-Léonard (Gironde).

Condition que les arrérages ne commenceront à courir que le jour où le titulaire sera en possession de sa pension.

NOMINOS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.
82	TROIN (Hyacinthe-André).	29 nov. 1812.	Le Bourguet (Var).	Gendarme à la compagnie du Var.	25	1	17	8	*	*	*
83	TROMMENSCHLAGER (François-Joseph).	4 oct. 1814.	Sewen (Haut-Rhin).	Idem de l'Allier.	26	6	8	1	*	*	*
84	VANDEL (Joseph-Marie).	26 août 1813.	Échallon (Ain).	Idem du Rhône.	25	1	24	*	*	*	*
85	VERNIER (Pierre-Nicolas-Jacques-Géraud).	13 oct. 1810.	Rodelle (Aveyron).	Idem de l'Aveyron.	31	10	18	1	*	*	*
86	VIAUD (Jean-René).....	10 oct. 1812.	Paimbœuf (Loire-Inférieure).	Idem de la Loire-Inférieure.	25	1	21	*	*	*	*
87	VIDAL (François).....	11 avril 1812.	Montgiscard (Haute-Garonne).	Idem de la Haute-Garonne.	28	*	*	10	*	*	*
88	VIEUBLED (Étienne-Joseph).	16 janv. 1817.	Annequin (Pas-de-Calais).	Idem du Pas-de-Calais.	25	1	28	*	*	*	*
89	VINCHES (François)....	25 mars 1811.	Muret (Aveyron).	Idem de la Loire-Inférieure.	25	3	12	*	*	*	*
90	KIENTZI (Nicolas).....	3 déc. 1813.	Bernardswiller (Bas-Rhin).	Idem du Haut-Rhin.	25	2	4	*	*	*	*
91	SUSS (Jacques).....	4 avril 1815.	Langensoultzbach (Bas-Rhin).	Idem.	25	1	28	*	*	*	*
92	DEVILLE (Christophe-Joseph).	5 nov. 1818.	Fesmy-le-Sart (Aisne).	Trompette à la garde de Paris.	25	4	27	1	*	*	*
93	BAUMANN (François-Antoine).	24 déc. 1816.	Ammerschwibr (Haut-Rhin).	Garde à la garde de Paris.	25	*	26	17	*	*	*
94	CORNU (Charles).....	9 janvier 1815.	Chablis (Yonne).	Idem.	25	9	20	1	*	*	*
95	GOURTOY (Nicolas)....	1 ^{er} mai 1816.	Nancy (Meurthe).	Idem.	25	7	3	1	*	*	*
96	GUERRIER (Richard-Pierre).	3 avril 1815.	Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir).	Idem.	25	*	19	6	*	*	*
97	MAIROT (Claude-Philémon).	12 déc. 1812.	Lavans-Vuillefans (Doubs).	Idem.	27	9	23	9	*	*	*
98	REYNIER (Jean-Baptiste).	16 janv. 1814.	La Mure (Isère).	Idem.	27	1	29	7	*	*	*
99	RUMPALA (Étienne)....	6 juin 1815.	Mutzenhausen (Bas-Rhin).	Idem.	25	4	*	1	*	*	*
100	SAPIN (Blaise).....	19 avril 1811.	Poule (Rhône).	Idem.	25	2	6	1	*	*	*
101	WALCKER (Chrétien)...	2 août 1815.	Soucht (Moselle).	Idem.	25	*	24	*	*	*	*
102	WEITZ (Jacques).....	23 juillet 1811.	Brumath (Bas-Rhin).	Idem.	28	5	23	1	*	*	*
103	VERDIER (Bertrand)...	29 déc. 1809.	Izaourt (Hautes-Pyrénées)	Idem.	25	4	8	5	*	*	*
104	VILLMAIN (Denis).....	3 déc. 1815.	Hérange (Meurthe).	Idem.	25	6	17	*	*	*	*
105	SÉNÉGAS (Joseph).....	27 avril 1815.	Rouayroux (Tarn).	Gendarme à la compagnie de Loir-et-Cher.	25	10	4	*	*	*	*

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des

POSITIONS titulaires de la station.	Loi du 26 avril 1855.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
			Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.	Total.			
19 et 20.		Gendarme. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	291 ^f	198 ^f	489 ^f (a)	Dans ses foyers.	11 avril 1863.	Comps (Var).
Idem.		Idem.	255	198	453 (a)	Idem.	31 déc. 1863.	Gannat (Allier).
Idem. (31).		Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	1 ^{er} juin 1863.	Lyon (Rhône).
Idem.		Idem.	288	198	486 (a)	Idem.	11 mars 1863.	Rodez (Aveyron).
Idem.		Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	26 juin 1863.	Bouguenais (Loire-inférieure)
Idem.		Idem.	318	198	516 (a)	Idem.	16 mai 1863.	Lanta (Haute-Garonne)
Idem.		Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	1 ^{er} juin 1863.	Saulty (Pas-de-Calais)
Idem.		Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	11 mai 1863.	Saint-Nazaire (Loire-inférieure)
Idem.		Gendarme.	203	165	368 (a)	Idem.	1 ^{er} avril 1863.	Bernardsville (Bas-Rhin).
Idem.		Idem.	203	165	368 (a)	Idem.	Idem.	Aspach-le-Pon (Haut-Rhin).
Idem.		Garde. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	249	198	447 (a)	Idem.	26 janvier 1863.	Paris (Seine).
Idem.		Idem.	345	198	543 (a)	Idem.	6 avril 1863.	Idem.
Idem.		Idem.	261	198	459 (b)	Idem.	Idem.	Idem.
Idem.		Idem.	262	198	460 (a)	Idem.	1 ^{er} juin 1863.	Nancy (Meurthe).
Idem.		Gendarme. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	279	198	477 (a)	Idem.	16 mai 1863.	Paris (Seine).
Idem.		Garde. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	312	198	510 (a)	Idem.	21 juin 1863.	Idem.
Idem.		Idem.	297	198	495 (a)	Idem.	16 juin 1863.	Idem.
Idem.		Idem.	249	198	447 (a)	Idem.	1 ^{er} juin 1863.	Mutzenhausen (Bas-Rhin).
Idem.		Idem.	249	198	447 (b)	Idem.	6 mai 1863.	Dampmart (Seine-et-Marne)
Idem.		Gendarme. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	243	198	441 (a)	Idem.	21 mai 1863.	Paris (Seine).
Idem.		Garde. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	267	198	465 (a)	Idem.	6 janvier 1863.	Idem.
Idem.		Idem.	273	198	471 (a)	Idem.	6 mai 1863.	Izaourt (Hautes-Pyrénées).
Idem.		Gendarme. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	246	198	444 (a)	Idem.	13 octobre 1862.	Phalsbourg (Meurthe).
Idem.		Idem.	246	198	444 (a)	Idem.	26 janvier 1863.	Marchenoir (Loir-et-Cher).
TOTAL.					48,520			

(3) Idem. Cette pension, dans la fixation de laquelle il a été fait application de l'article 4 de la loi du 26 avril 1855, ne peut, d'après l'article 27 de ladite loi, être cumulée avec un traitement civil d'activité.

N° 15,994. — DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 45 Militaires des Pensions de retraite pour blessures ou infirmités.

Du 16 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2° Les lois des 11 avril 1831, 26 avril 1855 (titre IV) et 25 juin 1861, sur les pensions de retraite;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 12 janvier 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 10, et

NOMBRES D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAUX.
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	
1	NIDRICHÉ (Anatole-Eugène).	20 oct. 1834.	Paris (Seine).	Musicien de 3 ^e classe au 25 ^e régiment d'infanterie de ligne.	6	0	4	1	0	0	7
2	GUILLÉ (Jean-Baptiste).	13 fév. 1835.	Saint-Martin-de-Queyrières (Hautes-Alpes).	Soldat au 3 ^e régiment de grenadiers de la garde impériale.	7	6	16	0	0	0	13
3	MARFON (Joseph-Jules).	19 août 1838.	Saint-Quirin (Meurthe).	Sergent au 1 ^{er} régiment de grenadiers de la garde impériale.	14	0	31	3	0	0	17
4	AUBERT (Guillaume)....	10 juin 1833.	Gragnague (Haute-Garonne).	Caporal au 1 ^{er} régiment de voltigeurs de la garde impériale.	8	7	2	7	0	0	15
5	RIMM (Pantaléon).....	25 juillet 1831.	Gueborschwihr (Haut-Rhin).	Soldat au régiment de zouaves de la garde impériale.	20	6	16	14	0	0	34
6	MOLLIN (Pierre-François-Julien).	16 oct. 1835.	Sainte-Croix-sur-Orne (Orne).	Soldat au 1 ^{er} régiment de cuirassiers de la garde impériale.	5	9	1	0	0	0	6
7	CALVÉ (Joseph-Édouard).	6 mai 1836.	Paris (Seine).	Brigadier au 2 ^e régiment d'artillerie à pied.	5	2	0	1	0	0	6
8	ROBERT (Claude-Joseph).	5 mai 1834.	Oyonnax (Ain).	Sergent au 99 ^e régiment d'infanterie de ligne.	8	1	7	10	0	0	19
9	SIREL (Justin).....	22 août 1837.	Gransès (Aude).	Soldat au 78 ^e régiment d'infanterie de ligne.	3	2	28	0	0	0	3
10	FLORENT (Jean).....	7 oct. 1789.	Avallon (Yonne).	Idem au 88 ^e idem.	1	9	26	1	0	0	10
11	GAGNE (Antoine).....	26 mai 1835.	Le Monastier (Haute-Loire).	Idem à l'ex-102 ^e idem.	3	10	10	0	0	0	13
12	CROISSANT (Eugène)...	26 févr. 1840.	Frédéric-Fontaine (Haute-Saône).	Soldat au 2 ^e bataillon de chasseurs à pied.	2	0	1	0	0	0	3

¹ Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861.

² A la condition que les arrérages ne commenceront à courir qu'à dater du jour où le titulaire aura été admis à la retraite.

la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de dix-neuf mille trois cent quatre-vingt-trois francs (19,383^f), sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des quarante-cinq militaires dénommés au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾, savoir :

⁽¹⁾ Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au Trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

	DISPOSITIONS légales applicables à cette fixation.		GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
	Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.		Portion à la charge du trésor.	Portion à la charge de la dotation de l'armée.	Total.			
Musicien de 3 ^e classe.	9 et 10.	19 et 20.	Musicien de 3 ^e classe.	220 ^f	165 ^f	385 ^f (a)	Dans ses foyers.	9 avril 1862.	Montataire (Oise).
Soldat.	Idem.	Idem.	Soldat.	210	165	375 (a)	En activité.	21 octobre 1863.	Saint-Martin-de-Queyrières (Hautes-Alpes).
Caporal.	9, 10 et 11.	Idem ⁽¹⁾ .	Caporal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	264	198	462 (a)	Idem.	25 juillet 1863.	Paris (Seine).
Caporal.	9 et 10.	Idem.	Caporal.	220	165	385 (a)	Idem.	10 mai 1863.	
Soldat.	Idem.	Idem.	Soldat.	250	165	415 (a)	Idem.	1 ^{er} octobre 1863.	Paris (Seine).
Soldat.	Idem.	Idem.	Soldat.	200	165	365 (a)	Dans ses foyers.	1 ^{er} janvier 1862.	Sainte-Croix-sur-Orne (Orne).
Brigadier.	Idem.	Idem.	Brigadier.	492	165	657 (a)	En activité.	15 janvier 1863.	Curdin (Seine-et-Loire).
Sergent.	Idem.	Idem.	Sergent.	400	165	565 (a)	Idem.	7 mai 1863.	Oyonnax (Ain).
Soldat.	Idem.	Idem.	Soldat.	300	165	465 (a)	Idem.	24 sept. 1862.	Granes (Aude).
Soldat.	Idem.	Idem.	Soldat.	300	165	465 (b)	Idem à l'hôtel des invalides.	1 ^{er} juillet 1863.	Avallon (Yonne).
Soldat.	Idem.	Idem.	Soldat.	300	165	465 (a)	Dans ses foyers.	A partir du jour qui sera fixé par le ministre des finances.	Le Puy (Haute-Loire).
Soldat.	Idem.	Idem.	Soldat.	390	165	555 (a)	En activité.	25 mai 1863.	Frédéric-Fontaine (Haute-Saône).

Les titulaires de ces pensions auront cessé d'être traités dans un hôpital militaire. — 1. A la condition que les arrérages ne cessent d'être payés que du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles des invalides.

	DISPOSITIONS légalles applicables à cette fixation.		GRADE sur lequel la pension est régie.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
	Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.		Portion à la charge du trésor.	Portion à la charge de la dotation de l'armée.	Total.			
9 et 10.	19 et 20.		Soldat.	300 ^f	165 ^f	465 ^f (a)	En activité.	6 octobre 1862.	Abax-Alciette- Bascassans. (Basses-Pyrénées)
Idem.	Idem.		Idem.	300	165	465 (a)	Dans ses foyers.	1 ^{er} mai 1861.	Cholonge (Isère).
Idem.	Idem.		Idem.	300	165	465 (a)	En activité.	2 janvier 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.		Brigadier.	340	165	505 (a)	Dans ses foyers.	Apartir du jour qui sera fixé par le mi- nistre des finances.	Coucy-la-Ville (Aisne).
Idem.	Idem.		Sergent.	363	165	528 (a)	En activité.	23 août 1863.	Niort (Deux-Sèvres).
Idem.	Idem.		Soldat.	223	165	388 (a)	Idem.	5 juillet 1863.	La Grave (Hautes-Alpes).
Idem.	Idem.		Idem.	258	165	423 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1863.	Grézillé (Maine-et-Loire).
Idem.	Idem.		Idem.	300	165	465 (a)	Dans ses foyers.	25 nov. 1862.	Aubenas (Ardèche).
Idem.	Idem.		Idem.	300	165	465 (a)	En activité.	15 juillet 1862.	Boulogne (Seine).
Idem.	Idem.		Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	10 janvier 1863.	Saint-Hilaire- de-Voust (Vendée).
9, 10 et 11.	Idem.		Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade)	332	198	530 (a)	Idem.	11 octobre 1863.	La Coulonche (Orne).
9 et 10.	Idem.		Sergent.	250	165	415 (a)	Idem, élève des bureaux de l'intendan- ce militaire, à Paris.	23 janvier 1863.	Antibes (Var).
Idem.	Idem.		Idem.	250	165	415 (a)	Dans ses foyers.	25 juillet 1862.	Cholet (Maine-et-Loire).
Idem.	Idem.		Idem.	250	165	415 (a)	En activité.	24 sept. 1862.	Fellingen (Haut-Rhin).
Idem.	Idem.		Caporal.	220	165	385 (a)	Idem.	2 sept. 1863.	Marseille (Bouches-du-Rh.).
Idem.	Idem.		Soldat.	200	165	365 (a)	Dans ses foyers.	Apartir du jour qui sera fixé par le mi- nistre des finances.	Ligny (Nord).
Idem.	Idem.		Idem.	200	165	365 (a)	En activité.	1 ^{er} janvier 1863.	Sury-en-Vaux (Cher).
Idem.	Idem.		Idem.	200	165	365 (a)	Dans ses foyers.	Apartir du jour qui sera fixé par le mi- nistre des finances.	Baix (Ardèche).
Idem.	Idem.		Idem.	200	165	365 (a)	En activité.	1 ^{er} janvier 1863.	Préserville (Haute-Garonne).
Idem.	Idem.		Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	6 août 1862.	Saint-Illervé (Côtes-du-Nord).

La condition que les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles et se verra cessé d'être traité dans un hôpital militaire.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	
33	CHABRILLANGEAS (Jean).	16 janv. 1837.	Lubersac (Corrèze).	Soldat au 75 ^e régi- ment d'infanterie de ligne.	3	8	6	3	.	.	6
34	LE MOAL (Joseph-Marie).	17 mars 1839.	Maël-Carhaix (Côtes-du-Nord).	Soldat au 2 ^e régi- ment de zouaves.	6	8	5	9	10	15	16
35	JOSEPH-BRUNET.....	13 déc. 1832.	Nantes (Loire-Inférieure)	Idem au 3 ^e idem.	6	9	.	14	.	.	20
36	LAMBERT (Charles).....	22 août 1829.	Paris (Seine).	Adjudant sous-offi- cier au 1 ^{er} régiment de spahis.	15	6	16	30	.	.	45
37	ASTRIÉ (François-Hippo- lyte).	4 déc. 1838.	Mérens (Ariège).	Brigadier au 10 ^e ré- giment de dragons.	3	8	18	.	.	.	3
38	RENAUD (Jean-Pierre)..	12 oct. 1833.	Donchery (Ardennes).	Soldat au 3 ^e régi- ment de chasseurs d'Afrique.	17	5	15	31	.	.	48
39	FERRARI (Dominique)..	26 avril 1829.	Morosaglia (Corse).	Soldat au 9 ^e régi- ment de cuirassiers.	8	9	9	6	.	.	13
40	FAUVEL (Pierre-Marie)..	7 février 1839.	La Prénessaye (Côtes-du-Nord).	Soldat au 7 ^e régi- ment de dragons.	1	10	14	.	.	.	1
41	RIVOLET (Émile).....	22 juin 1837.	Saint-Quentin (Gard).	Idem.	3	8	21	.	.	.	3
42	LAPLUIR (Jean).....	5 déc. 1837.	Labarde (Gironde).	Soldat au 4 ^e régi- ment de chasseurs.	3	.	18	2	.	.	5
43	LEGRAND (Prosper - Ar- sène).	1 ^{er} juill. 1840.	Crillon (Oise).	Soldat au 1 ^{er} régi- ment de hussards.	1	6	29	.	.	.	1
44	DUMOULIN (Philippe)...	11 mars 1837.	Saint-Amand (Cher).	Soldat au 1 ^{er} régi- ment du génie.	7	.	14	10	.	.	17
45	TEULIÉ (Henri-Fran- çois).	25 fév. 1838.	Alby (Tarn).	Soldat au 2 ^e esca- dron du train des équipages militaires.	3	4	8	7	.	.	13

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

DISPOSITIONS légalés applicables à cette fixation.		GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.		Portion à la charge du trésor.	Portion à la charge de la dotation de l'armée.	Total.			
9 et 10.	19 et 20.	Soldat.	200 ^f	165 ^f	365 ^f (a)	En activité.	24 août 1862.	Lubersac (Corrèze).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	23 janvier 1863.	Maël-Carhaix (Côtes-du-Nord).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Dans ses foyers.	1 ^{er} janvier 1862.	Ancenis (Loire-Inférieure).
Idem.	Idem.	Adjudant sous-officier.	600	165	765 (a)	En activité.	21 nov. 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	Brigadier.	220	165	385 (a)	Idem.	11 janvier 1863.	Mérens (Ariège).
Idem.	Idem.	Soldat.	300	165	465 (a)	Idem.	Idem.	Goncourt (Haute-Marne).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	13 janvier 1863.	Morosaglia (Corse).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	9 sept. 1862.	La Prénessaye (Côtes-du-Nord).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	Idem.	Saint-Quentin (Gard).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Dans ses foyers.	5 janvier 1862.	Labarde (Gironde).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	En activité.	5 octobre 1862.	Crillon (Oise).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	24 janvier 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	10 janvier 1863.	Alby (Tarn).
TOTAL.					19,383			

La condition que les arrérages ne commenceront à courir qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des listes d'activité ou aura cessé d'être traité dans un hôpital militaire.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'Etat au département de la guerre,*

Signé RANDON.

N° 15,995. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui accorde des Pensions aux Veuves ou Orphelins de 67 Militaires.

Du 16 Janvier 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2° Le titre III de la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre, qui détermine les conditions auxquelles les veuves des militaires sont susceptibles d'obtenir des pensions;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public ;

4° L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 12 janvier 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 1, et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de trente-neuf mille quatre cent quatre-vingt-seize francs (39,496^f), sur le crédit d'inscription de 1864 ;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

N ^{OS} D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des militaires.	GRADES.	DATES			CONCOURS dans lequel se trouve le militaire ou les circonstances
			de la cessation de l'activité.	du mariage.	du décès.	
1	ORDENER (Michel)	General de division.	1 ^{er} jour du décès.	4 février 1815.	23 nov. 1862.	En possession de pension de retraite.
2	D'OLLENBOURG (Bertrand- Eugène)	General de brigade.	Idem.	18 mars 1899.	11 mai 1863.	Idem.
3	BRIATE (Constant-Guilain) .	Chief de musique.	Idem.	1 ^{er} juillet 1843.	25 juin 1863.	Idem.
4	GIRARD DE CHARBONNIERE (Jacques-Antoine-Michel- Celcœur)	Colonel.	Idem.	2 dec. 1853.	5 avril 1863.	Idem.
5	GLEIZES (Joseph - Marie - Anne-Jean - Antoine - Au- guste)	Idem.	26 juin 1811.	15 octobre 1817.	6 avril 1863.	Titulaire d'une retraite.
6	MENGIN (François-Louis) . .	Idem.	24 juillet 1899.	28 dec. 1841.	11 mai 1863.	Idem.
7	NORMAND (Pierre-François- Hubert)	Idem.	3 janvier 1811.	27 août 1817.	23 mars 1863.	Idem.
8	BIGNON (Victor-Pierre-Jean) .	Lieutenant-colonel.	30 sept. 1892.	15 juin 1910.	6 avril 1865.	Idem.
9	CAULEMER (Gustave)	Idem.	15 juillet 1850.	3 août 1856.	30 juin 1863.	Idem.
10	DISSON (Étienne-Antoine) . .	Idem.	12 juillet 1811.	29 dec. 1843.	18 mai 1863.	Idem.
11	LOCHE (Victor-Jean-Fran- çois)	Chief de bataillon.	16 juin 1830.	9 mai 1838.	28 juin 1863.	Idem.
12	CRESTY (Pierre-Charles- Jacques-Nicolas)	Chief d'escadron.	1 ^{er} juillet 1845.	14 janvier 1843.	10 juin 1863.	Idem.
13	VARIN DE BEAUTOT (Ama- ble-Louis)	Idem.	15 nov. 1836.	13 mars 1827.	13 juillet 1863.	Idem.
14	GOBIN (Pierre-Antoine) . . .	Major.	25 nov. 1830.	20 nov. 1826.	25 avril 1865.	Idem.
15	GUENOT (Jean-Charles-Ma- rie-Joseph)	Idem.	25 février 1830.	22 janvier 1826.	1 ^{er} sept. 1862.	Idem.
16	DE BÉRMON (Charles-Mar- tin-Amédée-Privat)	Capitaine.	10 sept. 1807.	4 dec. 1860.	9 avril 1863.	Idem.
17	BERNARDOT (François)	Idem.	5 dec. 1861.	2 juillet 1851.	22 dec. 1862.	Idem.
18	BOISSELLIER (Toll)	Idem.	16 mars 1853.	6 dec. 1841.	10 mai 1863.	Idem.
19	CARNOT (Hector-Claude-Jo- seph)	Idem.	30 avril 1851.	4 mai 1820.	12 octobre 1862.	Idem.
20	CHALON (François)	Idem.	14 mars 1826.	11 sept. 1822.	8 août 1863.	Idem.
21	CHARBONNIER (Charles-Ama- ble)	Idem.	12 juillet 1856.	10 juin 1839.	4 mars 1863.	Idem.
22	CHOMEL (Esprit-Marie) . . .	Idem.	19 juillet 1842.	30 nov. 1837.	26 dec. 1862.	Idem.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit:

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des soixante-trois veuves de militaires et aux orphelins dénommés au tableau ci-après une pension fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾, savoir:

Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NOMS des orphelins.	NAISSANCE.		QUOTITÉ de la pension.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE.
	Dates.	Lieux.			
Pauline-Marie-Fran-	20 déc. 1792.	Rennes (Ille-et-Vilaine).	1,950 ^f	22 nov. 1862.	Paris (Seine).
Marie-Catherine) ⁽¹⁾ .	12 juin 1812.	Weingarten (grand-duché de Bade).	1,300	11 mai 1863.	Idem.
Marie-Marceline).	24 avril 1812.	Falaise (Calvados).	350	24 juin 1863.	Tours (Indre-et-Loire).
Elise).....	6 mai 1810.	Riom (Puy-de-Dôme).	975	5 avril 1863.	Paris (Seine).
Jenny-Henriette).	24 mars 1796.	Falga (Haute-Garonne).	975	6 avril 1863.	Lavelanet (Haute-Garonne).
Marie-Thérèse-Fran-	17 sept. 1789.	Chambley (Moselle).	975	11 mai 1863.	Thiaucourt (Moselle).
Marie-Sophie-Clé-	20 avril 1799.	Boultigny (Euro-et-Loir).	975	23 mars 1863.	Paris (Seine).
Marie (Gervaise-Fran-	29 août 1802.	Montfort-l'Amaury (Seine-et-Oise).	780	6 avril 1863.	Montfort-l'Amaury (Seine-et-Oise).
Marie-Victoire-Rose-	4 mai 1814.	Nîmes (Gard).	780	30 juin 1863.	Saint-Lô (Manche).
Marie-Edmée).....	19 déc. 1803.	Nuits (Côte-d'Or).	780	18 mai 1863.	Daix (Côte-d'Or).
Apolline).....	1 juin 1809.	Châteauroux (Indre).	648	28 juin 1863.	Alger (Algérie).
Marie-Sophie-Élise-	25 août 1823.	St-Martin-Boulogne (Pas-de-Calais).	648	16 juin 1863.	Idem.
Catherine-Adèle)...	28 avril 1797.	Drozay (Seine-Inférieure).	648	13 juillet 1863.	Wittefleury (Seine-Inférieure).
Antoinette) ⁽¹⁾	6 mai 1801.	Cassel (Hesse-Électorale).	648	25 avril 1863.	Clichy-la-Garenne (Seine).
Sophie).....	27 nov. 1798.	Vesoul (Haute-Saône).	648	1 ^{er} sept. 1862.	Vesoul (Haute-Saône).
Marie D'HAUTERIVES	25 juin 1827.	Niort (Deux-Sèvres).	530	9 avril 1863.	Saint-Paul-de-Jarrat (Ariège).
Ernestine).	25 mai 1819.	Toulon (Var).	530	22 déc. 1862.	Dijon (Côte-d'Or).
Thérèse-Scholasti-	16 sept. 1807.	La Ferté-Macé (Orne).	530	19 mai 1863.	La Ferté-Macé (Orne).
Octavie).....	2 déc. 1809.	Montcenis (Saône-et-Loire).	530	12 octobre 1862.	Autun (Saône-et-Loire).
Marie).....	2 juin 1805.	Lyon (Rhône).	530	8 août 1863.	Mâcon (Saône-et-Loire).
Benoite).....	1 août 1814.	Saint-Amand (Cher).	530	4 mars 1863.	Saint-Amand (Cher).
Marie-Zénaïde)...	28 janvier 1807.	Orléans (Loiret).	530	26 déc. 1862.	Orléans (Loiret).
Marie-Françoise-Ga-					
lucienne).					

et mail Français.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des militaires.	GRADES.	DATES			circonstances
			de la cessation de l'activité.	du mariage.	du décès.	
23	COLLIGNON (Charles-Jo- seph).	Capitaine	24 février 1860.	16 sept. 1833.	16 juillet 1862.	Titulaire d'une retraite.
24	CUDEY (Jean-Louis).....	Idem.....	25 janvier 1849.	31 juillet 1833.	18 juin 1863.	Idem.....
25	CUENIN (Pierre-Joseph)....	Idem.....	12 mai 1851.	29 octobre 1835.	14 juin 1863.	Idem.....
26	DAVIGNON (Louis-Jules- Armand).	Idem.....	2 janvier 1851.	17 octobre 1842.	20 juin 1863.	Idem.....
27	FARIGOULES (Jean-Marie)..	Idem.....	5 juin 1856.	29 sept. 1838.	6 mars 1863.	Idem.....
28	FILHOL (Barthélemy-An- dré).	Idem.....	16 mars 1853.	24 sept. 1835.	19 mai 1863.	Idem.....
29	GAN-JACQUIER (Jean-Bap- tiste).	Idem.....	16 nov. 1841.	18 janvier 1836.	30 mai 1863.	Idem.....
30	GRENIER (Nouel).....	Idem.....	1 ^{er} déc. 1855.	28 août 1827.	29 nov. 1862.	Idem.....
31	GUÉRIN (Joseph).....	Idem.....	18 juin 1843.	9 août 1831.	5 juillet 1863.	Idem.....
32	HERMENT (Claude-André)..	Idem.....	16 mars 1853.	4 octobre 1834.	1 ^{er} juin 1863.	Idem.....
33	LAGARDE (François-Anne- Catherine).	Idem.....	21 juin 1842.	19 juillet 1825.	9 mai 1863.	Idem.....
34	LALLEMAND (Charles).....	Idem.....	16 sept. 1837.	16 nov. 1825.	11 juillet 1863.	Idem.....
35	LAMBERT (Pierre-François).	Idem.....	15 mars 1852.	8 mai 1816.	15 avril 1863.	Idem.....
36	LAMBRON (Henry).....	Idem.....	22 mai 1847.	4 mars 1832.	9 mai 1863.	Idem.....
37	LAUDERBAU (Claude-Tous- saint).	Idem.....	10 octobre 1831.	10 nov. 1818.	22 mai 1863.	Idem.....
38	LEQUIEN (Jean-Baptiste- Adolphe).	Idem.....	12 mars 1862.	23 sept. 1850.	25 avril 1863.	Idem.....
39	LEROY (Antoine-Espoir)...	Idem.....	20 mars 1850.	28 juin 1831.	1 ^{er} mai 1863.	Idem.....
40	LEVANIER (Thomas-Gabriel- Marcel).	Idem.....	7 juin 1849.	4 avril 1838.	21 février 1863.	Idem.....
41	ORNANO (Jean-Baptiste)...	Idem.....	10 mai 1838.	21 mai 1827.	14 juillet 1863.	Idem.....
42	PERRET (Jean-Baptiste)...	Idem.....	1 ^{er} janvier 1854.	15 juin 1839.	7 février 1863.	Idem.....
43	PERRIN (Albert).....	Idem.....	19 février 1851.	10 sept. 1832.	18 mars 1863.	Idem.....
44	POLI (Jean-Sylvestre)....	Idem.....	16 février 1856.	25 janvier 1842.	1 ^{er} octobre 1862.	Idem.....
45	PUJO DE LAPITOLE (André- Antoine).	Idem.....	18 juin 1843.	2 avril 1832.	31 mars 1863.	Idem.....
46	ROLL (Joseph-Claude-Au- gustin).	Idem.....	7 juillet 1839.	18 juin 1827.	25 juillet 1863.	Idem.....
47	SAINT-MARTIN (François)..	Idem.....	23 janvier 1853.	3 nov. 1846.	11 mai 1863.	Idem.....
48	SANTELLI (Antoine-Domi- nique), dit MÉNIÉ.	Idem.....	10 janvier 1863.	11 août 1849.	24 mars 1863.	Idem.....
49	THIÉRY (Charles).....	Idem.....	10 février 1846.	31 mars 1818.	8 avril 1863.	Idem.....
50	VALOTTE-TERRE (Pierre)..	Idem.....	2 janvier 1851.	27 mars 1844.	8 déc. 1862.	Idem.....
51	LIAN (Joseph-Charles-Théo- dore).	Idem.....	Le jour du décès.	23 janvier 1858.	19 avril 1861.	Mort en ma- saigne par traquenette.
52	WISSE (François).....	Idem.....	Idem.	13 juin 1860.	24 février 1863.	Mort lors suites de militaire l'exercice.
53	GALLOIS (Jean-Baptiste)...	Lieutenant.....	3 juin 1854.	15 février 1820.	6 juillet 1863.	Titulaire d'une retraite.

NOMS DES VEUVES.	NAISSANCE.		QUOTITÉ de la pension.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE.
	Dates.	Lieux.			
(Marie-Rosalie)...	9 sept. 1803.	Saint-Lumier en-Champagne (Marne).	530 ^f	16 juillet 1862.	Vitry-le-François (Marne).
(Marie).....	22 sept. 1795.	Void (Meuse).	530	18 juin 1863.	Void (Meuse).
(Marie).....	1 ^{er} déc. 1806.	Metz (Moselle).	530	14 juin 1863.	Metz (Moselle).
(Marie-Francine)....	20 mars 1815.	Pont-l'Évêque (Calvados).	530	20 juin 1863.	Tours (Indre-et-Loire).
(Clémentine - Mlle).	18 sept. 1799.	Paris (Seine).	530	6 mars 1863.	Paris (Seine).
(Françoise - Si- monne-Félicité)...	10 nov. 1803.	Mâcon (Saône-et-Loire).	530	19 mai 1863.	Mâcon (Saône-et-Loire).
(Marie-Félicité)...	2 déc. 1810.	Brest (Finistère).	530	30 mai 1863.	Granville (Manche).
(Marie-Joséphine)....	24 sept. 1808.	Saint-Omer (Pas-de-Calais).	530	29 nov. 1862.	Saint-Omer (Pas-de-Calais).
(Sophie).....	7 février 1803.	Paris (Seine).	530	5 juillet 1863.	Paris (Seine).
(Mlle WISSENS (Pau- line-Amélie) (1)).	18 mars 1811.	Milan (Italie).	530	1 ^{er} juin 1863.	Meaux (Seine-et-Marne).
(Mlle-Françoise- Thérèse).....	6 août 1800.	Sainte-Foy (Gironde).	530	9 mai 1863.	Cahors (Lot).
(Thérèse).....	2 avril 1796.	Bitche (Moselle).	530	11 juillet 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
(Jeanne-Antoine- Thérèse).....	8 février 1795.	Besançon (Doubs).	530	15 avril 1863.	Granville (Manche).
(Marie-Célestine)...	16 sept. 1812.	Bourg (Ain).	530	9 mai 1863.	Saint-Cyr-sur-Loire (Indre-et-Loire).
(Charlotte-Rosalie)...	28 janvier 1798.	Troyes (Aube).	530	22 mai 1863.	Troyes (Aube).
(Josephine-Céline)...	18 mars 1824.	Borest (Oise).	530	25 avril 1863.	Rodez (Aveyron).
(Amélie-Flore)...	23 mars 1806.	Lille (Nord).	530	1 ^{er} mai 1863.	Saint-Cyr-l'École (Seine-et-Oise).
(Chantal).....	27 déc. 1801.	Loches (Indre-et-Loire).	530	21 février 1863.	Vernon (Eure).
(Marie-Thérèse-Fran- çoise).....	12 janvier 1789.	Perpignan (Pyrénées-Orientales).	530	14 juillet 1863.	Perpignan (Pyrénées-Orientales).
(Mlle-Victoire)....	4 sept. 1820.	Rennes (Ille-et-Vilaine).	530	7 février 1863.	Rennes (Ille-et-Vilaine).
(Marie-Joséphine)....	13 déc. 1815.	Arras (Pas-de-Calais).	530	18 mars 1863.	Sens (Yonne).
(Thérèse-Marie)...	21 déc. 1816.	Redon (Ille-et-Vilaine).	530	1 ^{er} octobre 1862.	Redon (Ille-et-Vilaine).
(Antoinette-Louise- Thérèse).....	24 août 1804.	Fontainebleau (Seine-et-Marne).	530	31 mars 1863.	Beaune-la-Rolande (Loiret).
(Marie-Aimée-Théodu- le).....	6 déc. 1799.	Poitiers (Vienne).	530	25 juillet 1863.	Poitiers (Vienne).
(Elisa-Désirée)...	30 mai 1823.	Metz (Moselle).	530	11 mai 1863.	Metz (Moselle).
(Marie-Antoinette-Fé- licité).....	26 février 1832.	Ajaccio (Corse).	530	24 mars 1863.	Ajaccio (Corse).
(Thérèse).....	25 juin 1799.	Nancy (Meurthe).	530	8 avril 1863.	Ludres (Meurthe).
(Amélie-Louise)...	31 janvier 1808.	Niederbronn (Bas-Rhin).	530	8 déc. 1862.	Strasbourg (Bas-Rhin).
(Mlle-GONNEZ (Marie- Thérèse).....	8 juin 1834.	Nantes (Loire-Inférieure).	530	19 avril 1861.	Paris (Seine).
(Marie-Pauline).....	8 déc. 1842.	Strasbourg (Bas-Rhin).	530	24 février 1863.	Pont-Pierre (Moselle).
(Marie-Anne).....	6 nov. 1796.	Damvillers (Meuse).	420	6 juillet 1863.	Paris (Seine).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des militaires et des pères et mères.	GRADES.	DATES			Circumstances de la mort.
			de la cessation de l'activité.	du mariage.	du décès.	
54	HEDRBAIG (Jean-David) ..	Lieutenant	2 février 1844.	5 mai 1850.	17 janvier 1863.	Titulaire d'une retraite.
55	ROSSAT (Étienne)	Idem	26 sept. 1848.	4 juin 1850.	18 avril 1863.	Idem
56	BOLVIN (Léon)	Garde principal du génie.	10 mars 1858.	10 octobre 1867.	17 déc. 1863.	Idem
57	CARBONNET (Michel-Mo- deste-Jules) ..	Garde de 1 ^{re} classe du génie.	31 octobre 1858.	15 avril 1855.	18 mai 1863.	Idem
58	LECLERC (Pierre-Aimable) ..	Idem	13 juin 1858.	8 octobre 1850.	21 mai 1863.	Idem
59	BOULINGEAT (Jean-Baptiste- Joseph) ..	Idem	Le jour du décès.	20 déc. 1851.	4 mai 1863.	En possession de pension de veuve.
60	BRON (Pierre)	Garde d'artillerie de 1 ^{re} classe.	Idem	5 janvier 1858.	5 mai 1863.	Idem
61	LOISEAU (Bernard-François- Désiré) ..	Garde de 1 ^{re} classe du génie.	Le jour du décès.	21 juillet 1855.	30 déc. 1862.	Idem
62	DEMATHEIS (Jean-Pierre- Félix-Marie) ..	Garde de 2 ^e classe du génie.	28 juillet 1853.	1 octobre 1851.	12 juillet 1863.	Titulaire d'une retraite.
63	COVILLON (Jean-Baptiste- Philémon) ..	Médecin-major de 1 ^{re} classe.	6 janvier 1858.	6 octobre 1858.	25 avril 1865.	Idem

SECONDE

64	PISSOT (Jean-Baptiste-Phi- lippe), marié à	Chef d'escadron	11 août 1852.	26 juillet 1853.	30 mai 1863.	Titulaire d'une retraite.
	BARLET (Marie-Louise-Adé- laïde) ..	.....	.....	.....	3 janvier 1859.	.....
65	BURLIN (Jean-Baptiste) ... marié à	Capitaine	1 ^{er} avril 1857.	15 juillet 1855.	6 mai 1860.	Titulaire d'une retraite.
	GAYET (Sophie-Charlotte- Vedastine) ..	.....	.....	.....	22 sept. 1862.	Titulaire d'une pension.
66	ETCHEBEST (Jean-Baptiste), marié à	Idem	3 août 1859.	11 avril 1860.	28 mai 1863.	Titulaire d'une retraite.
	ESSER (Louise-Henriette) ..	.....	.....	.....	15 juillet 1854.	.....
67	MICHAUX (Guillaume-Jac- ques), marié à	Officier d'administra- tion de 1 ^{re} classe des bureaux de l'intendance mili- taire.	20 octobre 1860.	3 nov. 1859.	13 juin 1862.	Titulaire d'une retraite.
	BRANDELOT (Jeanne) .....	.....	.....	.....	28 juillet 1858.	.....

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec la jouissance de l'époque indiquée à chaque article du tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,

Ministre secrétaire d'État au département de la guerre.

Signé RANDON.

NOMS ET PRÉNOMS des veuves et des orphelins.	NAISSANCE.		QUOTITÉ de la pension.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE.
	Dates.	Lieux.			
Maria de los Dolorés y Vicenta) (1).	29 février 1796.	Valence (Espagne).	420	17 janvier 1863.	Bayonne (Basses-Pyrénées).
CHAMEL (Marie-Ca- the).	11 avril 1790.	Paris (Seine).	420	18 avril 1863.	Paris (Seine).
(Charlottine-Fran- coise).	25 mars 1808.	La Basse-Terre (Guadeloupe).	440	17 déc. 1862.	La Basse-Terre (Guadeloupe).
(Eulalie-Guillau- me).	16 avril 1817.	Le Fort-de-France (Martinique).	375	18 mai 1863.	Le Fort-de-France (Martinique).
Marie-Madeleine- Blanc).	22 août 1800.	Réalcamp (Seine-Inférieure).	375	21 mai 1863.	Évreux (Eure).
(Pauline-Bonaven- ture).	12 sept. 1818.	Montlouis (Pyrénées-Orientales).	375	4 mai 1863.	Moulins (Allier).
(Véronique).....	18 déc. 1827.	La Fère (Aisne).	375	3 mai 1863.	La Fère (Aisne).
(Josephine-Sophie).	24 juin 1828.	Douai (Nord).	375	30 déc. 1862.	Alger (Algérie).
(Suzanne).....	28 avril 1804.	Gap (Hautes-Alpes).	300	22 juillet 1863.	Gap (Hautes-Alpes).
(Françoise-Delphine)..	27 déc. 1799.	Luxeuil (Haute-Saône).	648	25 avril 1863.	Paris (Seine).
ORPHELINS.					
(Louis-Philippe).....	1 ^{er} mai 1844.	Saint-Mihiel (Meuse).	643	26 mai 1863.	Chez le sieur LEGRIS, tuteur, à Saint-Mihiel (Meuse).
(Marie-Henriette-Au- gustine).	1 ^{er} juillet 1845.				
(Henri-Alphonse)....	16 mars 1845.	Rouen (Seine-Inférieure).	530	22 sept. 1862.	Chez le sieur LATOUR, tuteur, à Paris (Seine).
(Louis-Jean-Bap- tiste).	30 nov. 1852.	Vesoul (Haute-Saône).	530	28 mai 1863.	Chez le sieur ROSSY, mandataire du tuteur à Pau (Basses-Pyrénées).
(Berthe-Augustine- Thérèse-Marie-Joséphi- ne).	23 mars 1842.	Paris (Seine).	575	13 juin 1862.	Chez M. WOLBERT, chef d'escadron au deuxième régiment de chasseurs d'Afrique, à Oran (Algérie).
(mari était Français.		TOTAL...	39,496		

N° 15,996. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui accorde des Pensions aux Veuves
ou Orphelins de 77 Militaires.

Du 16 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordon-
nance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2° Les lois des 11 avril 1831 (titre III) et 26 avril 1855 (titre VI), sur les
pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au
trésor public;

4° L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du

12 janvier 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 12, et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de dix mille deux cent douze francs (10,212^f), sur le crédit d'inscription de 1864;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des militaires.	GRADES.	DATES			CONDITIONS dans lesquelles se trouvent le militaire ou les circonstances de sa
			de la cessation de l'activité.	du mariage.	du décès.	
1	BERNAZAIS (Pierre-Jean-Joseph).	Portier-consigne de 1 ^{re} classe.	14 février 1857.	26 juillet 1838.	20 déc. 1862.	Titulaire d'une pension de retraite.
2	POUTEAUX (Jean).....	Idem.....	20 mars 1850.	24 juin 1834.	16 juin 1863.	Idem.....
3	CISSET (Jean-Pierre).....	Portier-consigne de 3 ^e classe.	22 juin 1845.	29 octobre 1811.	11 mai 1863.	Idem.....
4	VOIRIN (Séraphin).....	Adjudant sous-officier.	Le jour du décès.	21 juin 1853.	29 déc. 1862.	En possession de la pension de retraite.
5	BERTIN (Pierre).....	Sergent.....	1 ^{er} déc. 1856.	14 sept. 1815.	12 mars 1863.	Titulaire d'une pension de retraite.
6	BRUGUIER (André-Isaac)...	Idem.....	26 mars 1852.	23 août 1837.	7 février 1863.	Idem.....
7	GEORGE (Mathis).	Idem.....	13 janvier 1847.	6 nov. 1838.	18 janvier 1863.	Idem.....
8	MAGAUD (Joseph-Hippolyte-Xavier).	Idem.....	30 août 1844.	3 sept. 1819.	27 février 1863.	Idem.....
9	PEYSSON (Bernard).....	Idem.....	12 juillet 1841.	8 mai 1819.	1 ^{er} mai 1863.	Idem.....
10	VALET (Joseph-Marie).....	Idem.....	2 janvier 1851.	10 février 1848.	1 ^{er} mars 1863.	Idem.....
11	BOILY (Jean-Louis-Doro-thée).	Maréchal des logis..	6 juillet 1846.	24 avril 1834.	11 avril 1863.	Idem.....
12	BROUILLÉ (Joseph).....	Idem.....	21 juin 1857.	29 déc. 1851.	2 mars 1863.	Idem.....
13	CABAT (Guillaume).....	Idem.....	18 janvier 1846.	12 déc. 1816.	1 ^{er} février 1863.	Idem.....
14	CAUDRELIER (Désiré).....	Idem.....	16 mai 1856.	30 juin 1834.	5 mars 1863.	Idem.....
15	CHALENTON (Félix-Honoré).	Idem.....	1 ^{er} janvier 1858.	28 avril 1840.	10 mars 1863.	Idem.....
16	CHARPRAT (Joseph).....	Idem.....	11 mai 1857.	13 mai 1834.	4 déc. 1862.	Idem.....
17	LAVIOLETTE (Jean-Baptiste).	Idem.....	9 février 1859.	26 janvier 1836.	25 mars 1863.	Idem.....
18	MARINIER (François).	Idem.....	24 mai 1851.	12 janvier 1830.	24 janvier 1863.	Idem.....
19	ODILLE (Jean).....	Idem.....	1 ^{er} déc. 1856.	3 déc. 1839.	20 août 1861.	Idem.....
20	RESTOUX (François-Julien).	Idem.....	16 nov. 1859.	4 juin 1851.	26 sept. 1862.	Idem.....
21	STEINMETZ (Jacques-Edouard).	Idem.....	9 février 1859.	21 août 1852.	13 avril 1863.	Idem.....
22	TINIER (Antoine).....	Idem.....	22 mars 1856.	3 nov. 1831.	14 mai 1863.	Idem.....
23	TOTAIN (Pierre).....	Idem.....	19 nov. 1859.	16 mars 1835.	8 mai 1863.	Idem.....

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des soixante-treize veuves de militaires et aux orphelins dénommés au tableau ci-après une pension fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾, savoir :

* Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription, qu'un après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NOMS.	NAISSANCE.		PENSION ANNUELLE.			ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE.
	Dates.	Lieux.	Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1835.	Total.		
(Marie) ⁽²⁾ ..	7 août 1809.	Gheel (Belgique).	150 ^f	41 ^f	191 ^f	20 déc. 1862.	Fougères (Ille-et-Vilaine).
(Barbe).	11 déc. 1798.	Forbach (Moselle).	130	41	171	10 juin 1863.	Forbach (Moselle).
(Cath.)....	5 mars 1783.	Marsal (Meurthe).	100	41	141	11 mai 1863.	Marsal (Meurthe).
(Marie-Françoise).	2 février 1830.	Rhodes (Pyrenées-Or.).	150	41	191	9 dec. 1863.	Tenez, province d'Alger (Algerie).
(Marie).....	12 sept. 1798.	Saint-Giers-du-Tailion (Charente-Infer.).	100	41	141	12 mars 1863.	Saint-Giers-du-Tailion (Charente-Infer.).
(Honore)...	1 février 1802.	Saint-Gorgon (Morbihan).	100	41	141	7 février 1863.	Pleugriffet (Morbihan).
Anne-Cathe-	11 mars 1799.	Auvers (Manche).	100	41	141	18 janvier 1863.	Tôtes (Seine-Inférieure).
(Marie - Gene-)	17 janvier 1796.	Versailles (Seine-et-Oise).	100	41	141	27 février 1863.	Beaufort (Jura).
Marie-Made-	13 déc. 1791.	Botlier (Drôme).	100	41	141	1 ^{er} mai 1863.	Die (Drôme).
Antoinette-Adol-	28 août 1825.	Paris (Seine).	100	41	141	1 ^{er} mars 1863.	Paris (Seine).
(Adèle-José-)	19 juin 1799.	Meaux (Seine-et-Marne).	100	41	141	11 avril 1863.	Arpajon (Seine-et-Oise).
(Jeanne-)	25 janvier 1817.	Cubrial (Doubs).	100	41	141	3 mars 1863.	Cubrial (Doubs).
(Jeanne).....	3 nov. 1797.	Négrepelisse (Tarn-et-Garonne).	100	41	141	1 ^{er} janvier 1863.	Négrepelisse (Tarn-et-Garonne).
(Blaise-Co-	26 mars 1799.	Sablé (Sarthe).	100	41	141	1 ^{er} mars 1863.	Bléré (Indre-et-Loire).
(Marie-Hya-	30 octobre 1817.	Hirson (Aisne).	100	41	141	10 mars 1863.	Laon (Aisne).
(Marie-Anne).	28 octobre 1803.	Faverois (Haut-Rhin).	100	41	141	1 ^{er} dec. 1863.	Huningue (Haut-Rhin).
(Marie-José-)	21 avril 1810.	Meaux (Seine-et-Marne).	100	41	141	25 mars 1863.	Saint-Cloud (Seine-et-Oise).
(Adrien-)	18 mai 1804.	Le Neufbourg (Eure).	100	41	141	25 janvier 1863.	Fécamp (Seine-Inférieure).
(Julie) ⁽³⁾ ..	3 février 1801.	Weil der Stadt (Prusse).	100	41	141	20 août 1863.	Norroy (Meurthe).
(Hyacin-	23 mars 1793.	Coutances (Manche).	100	41	141	10 sept. 1863.	Avranches (Manche).
(Jeanne- Dé-	25 juin 1830.	Quimper (Finistère).	100	41	141	13 avril 1863.	Quimper (Finistère).
(Catherine).	21 mai 1813.	Auzelat-la-Sauvetat (Puy-de-Dôme).	100	41	141	14 mai 1863.	Paris (Seine).
(Victoire-Ma-	5 octobre 1813.	Maupertus (Manche).	100	41	141	8 mai 1863.	Laval (Mayenne).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des militaires.	GRADES.	DATES			Circumstances dans lesquelles le militaire est mort.
			de la cessation de l'activité.	du mariage.	du décès.	
24	MAINIER (Jean-François-Antoine).	Maréchal des logis...	Le jour du décès.	29 février 1840.	11 déc. 1862.	En possession de pension de retraite.
25	LASSERRE (Louis-Antoine).	Idem.....	Idem.	16 mai 1857.	23 nov. 1862.	Mort à l'armée jaune contractant l'exercice de son service.
26	DITTLO (Mathias).....	Caporal.....	6 juillet 1857	7 juin 1845.	18 juillet 1863.	Titulaire d'une retraite.
27	ANGOT (Louis-Julien).....	Brigadier.....	12 août 1834.	3 juillet 1823.	18 février 1863.	Idem.....
28	AUVILLAIN (Charles).....	Idem.....	7 juillet 1843.	10 octobre 1814.	8 juin 1863.	Idem.....
29	BOISSERIN (François-Joseph).	Idem.....	11 juillet 1857.	22 juillet 1854.	20 mars 1862.	Idem.....
30	BURCK (Jean-Georges)....	Idem.....	20 avril 1854.	23 nov. 1824.	1 ^{er} juin 1863.	Idem.....
31	CALVET (Jacques).....	Idem.....	19 janvier 1852.	31 janvier 1826.	13 nov. 1862.	Idem.....
32	CHADÉ (Jean-Nicolas-Christophe).	Idem.....	6 février 1853.	11 janvier 1825.	23 mai 1863.	Idem.....
33	DENEUVILLE (Edme).....	Idem.....	26 déc. 1854.	19 mai 1829.	16 juin 1863.	Idem.....
34	ÉTIENNE (Michel).....	Idem.....	29 mai 1861.	6 mai 1840.	1 ^{er} février 1863.	Idem.....
35	HUDREAUX (Pierre-Nicolas-Isidore).	Idem.....	5 avril 1846.	13 nov. 1815.	28 mai 1863.	Idem.....
36	MUSY (Paulin).....	Idem.....	6 avril 1861.	27 nov. 1849.	23 mars 1863.	Idem.....
37	SCHUESTER (Nicolas).....	Idem.....	12 avril 1852.	19 mai 1828.	13 nov. 1862.	Idem.....
38	SCHWERTFECHTER (Nicolas).	Idem.....	Le jour du décès.	25 janvier 1853.	25 février 1863.	Mort des suites d'une blessure vice commandant.
39	CANI (Étienne).....	Soldat.....	7 janvier 1834.	20 juillet 1826.	17 avril 1863.	Titulaire d'une retraite.
40	TRASTOUR (Jean-Jacques).	Idem.....	14 août 1848.	10 février 1819.	21 mars 1863.	Idem.....
41	AVON (Jean).....	Gendarme.....	17 sept. 1834.	1810.	2 nov. 1861.	Idem.....
42	BOROT (Gilbert).....	Idem.....	25 juin 1860.	28 janvier 1841.	24 mai 1863.	Idem.....
43	BOUTEILLIER (François-Alexandre).	Idem.....	1 ^{er} février 1850.	9 sept. 1826.	17 avril 1863.	Idem.....
44	COLOMBIER (Laurent).....	Idem.....	2 déc. 1831.	12 janvier 1826.	1 ^{er} janvier 1863.	Idem.....
45	DELAMARRE (François-Charles).	Idem.....	8 juin 1850.	18 mars 1847.	10 août 1862.	Idem.....
46	DUTRICH (Sébastien).....	Idem.....	17 sept. 1834.	19 nov. 1818.	27 nov. 1862.	Idem.....
47	GLUTRON (François-Cyprien).	Idem.....	6 octobre 1862.	15 février 1841.	8 mars 1863.	Idem.....
48	LAFFITE (Jean - Pierre - Anne).	Idem.....	30 juillet 1857.	5 février 1838.	29 déc. 1862.	Idem.....
49	LEFOLLE (Jean-Baptiste)...	Idem.....	6 déc. 1859.	21 février 1838.	25 février 1863.	Idem.....
50	LÉVÊQUE (Charles).....	Idem.....	11 octobre 1854.	16 août 1833.	7 avril 1863.	Idem.....

NOMS ET PRÉNOMS des veuves.	NAISSANCE.		PENSION ANNUELLE.			ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE.
	Dates.	Lieux.	Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.	Total.		
MAIE (Christine-Ma- rie).	9 octobre 1819.	Vence (Alpes-Maritimes).	100 ^f	41 ^f	141 ^f	11 déc. 1862.	Vence (Alpes-Maritimes).
MAIE (Marthe-Aline).	1 ^{er} déc. 1839.	Fontenay- le-Comte (Vendée).	100	41	141	23 nov. 1862.	Paris (Seine).
MAIE (Elisabeth). . .	17 mars 1819.	Baron (Oise).	100	26	126	18 juillet 1863.	Idem.
MAIE (Marie-Made- leine-Jeanne).	31 janvier 1789.	La Roche- Guyon (Seine-et-Oise).	100	26	126	18 février 1863.	Idem.
MAIE (Fran- çoise-Virginie).	8 avril 1797.	Aigurande (Indre).	100	26	126	8 juin 1863.	Neuvy (Indre).
MAIE (Stéphanie-Achille- Anne).	19 déc. 1805.	Paris (Seine).	100	26	126	20 mars 1862.	Versailles (Seine-et-Oise).
MAIE (Thérèse).	12 mars 1796.	Obernay (Bas-Rhin).	100	26	126	1 ^{er} juin 1863.	Obernay (Bas-Rhin).
MAIE (Thérèse- Anne).	28 nov. 1803.	Seix (Ariège).	100	26	126	13 nov. 1862.	Sainte-Croix (Ariège).
MAIE (Marie-Anne).	8 juin 1800.	Domnom (Meurthe).	100	26	126	23 mai 1863.	Novion- Porcien (Ardenne).
MAIE (Marie).	27 sept. 1812.	Bellac (Haute-Vienne).	100	26	126	16 juin 1863.	Limoges (Haute-Vienne).
MAIE (Margue- rite).	11 sept. 1820.	Ranrupt (Vosges).	100	26	126	1 ^{er} février 1863.	Plancher- les-Mines (Haute-Saône).
MAIE (Marguerite-Vic- torine).	16 octobre 1795.	Renwez (Ardenne).	100	26	126	28 mai 1863.	Rethel (Ardenne).
MAIE (Marie). . .	30 mars 1833.	Saulzais- le-Potier (Cher).	100	26	126	23 mars 1863.	Saint-Amand (Cher).
MAIE (Antoinette).	17 nov. 1804.	Montbrison (Loire).	100	26	126	13 nov. 1862.	Montbrison (Loire).
MAIE (Marguerite).	14 janvier 1832.	Speicheren (Moselle).	100	26	126	25 février 1863.	Sarralbe (Moselle).
MAIE (Aimée-Fran- çoise).	23 sept. 1784.	Brix (Manche).	100	16	116	17 avril 1863.	Cherbourg (Manche).
MAIE (Marie-Julie) (1).	10 février 1793.	Rome (Italie).	100	16	116	21 mars 1863.	Antibes (Alpes-Maritimes).
MAIE (Anne).	25 mai 1786.	Connaux (Gard).	100	16	116	2 nov. 1861.	Connaux (Gard).
MAIE (Anne).	16 avril 1808.	Bussières- près-Pionsat (Puy-de-Dôme).	100	16	116	24 mai 1863.	Clermont- Ferrand (Puy-de-Dôme).
MAIE (Desirée-Adèle).	12 juillet 1805.	Rouen (Seine-Inférieure).	100	16	116	17 avril 1863.	Versailles (Seine-et-Oise).
MAIE (Marie-Fran- çoise).	16 janvier 1793.	Melisey (Haute-Saône).	100	16	116	1 ^{er} janvier 1863.	Condé-en-Brie (Aisne).
MAIE (Geneviève-Au- gustine).	7 février 1804.	Rivecourt (Oise).	100	16	116	10 août 1862.	Rivecourt (Oise).
MAIE (Anne-Marie- Marguerite).	18 juillet 1793.	Kientzheim (Haut-Rhin).	100	16	116	27 nov. 1862.	Kaisersberg (Haut-Rhin).
MAIE (Françoise- Marie-Monique).	17 mai 1824.	Courville (Eure-et-Loir).	100	16	116	8 mars 1863.	Courville (Eure-et-Loir).
MAIE (Jeanne).	12 juillet 1813.	Condom (Gers).	100	16	116	29 déc. 1862.	Condom (Gers).
MAIE (Anne-Marie).	28 janvier 1815.	Prenois (Côte-d'Or).	100	16	116	25 février 1863.	Beaumont- sur-Vingeanne (Côte-d'Or).
MAIE (Catherine).	14 nov. 1808.	Harprich (Moselle).	100	16	116	7 avril 1863.	Harprich (Moselle).

Le mari était Français.

N ^o DORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des militaires et des père et mère.	GRADES.	DATES			CIRCONSTANCES dans lesquelles se trouvent le militaire ou les circonstances de sa
			de la cessation de l'activité.	du mariage.	du décès.	
51	MARTY (Jean-Paul).....	Gendarme.....	10 avril 1858.	17 janvier 1858.	4 août 1865.	Titulaire d'une pension retraite.
52	PERRIER (Clément).....	Idem.....	16 octobre 1834.	26 février 1816.	23 janvier 1863.	Idem.....
53	PIERRE, dit GIAFFERI.....	Idem.....	1 ^{er} déc. 1855.	5 janvier 1833.	28 mai 1863.	Idem.....
54	SAINT-MARTIN (Jean-Pierre- Julien).	Idem.....	1 ^{er} sept. 1837.	8 nov. 1824.	30 avril 1861.	Idem.....
55	SCHULTZ (Philippe-Jacques).	Idem.....	6 juillet 1844.	28 août 1826.	25 avril 1863.	Idem.....
56	WEIS (Jacques).....	Idem.....	21 avril 1858.	8 janvier 1846.	18 mars 1863.	Idem.....
57	BAUANDET (Jean-Marie)...	Garde à la garde de Paris.	11 mai 1861.	1 ^{er} juillet 1843.	13 sept. 1862.	Idem.....
58	BERHAN (Bertrand).....	Gendarme.....	Le jour du décès.	28 octobre 1845.	28 avril 1863.	En possession d'une pension de retraite.
59	BELOT (Adolphe-Raphaël).	Idem.....	Idem.	8 octobre 1848.	11 juin 1863.	Mort des suites d'une démarche arrivée avec vice commandant.
60	TESSEIRE (Jean).....	Idem.....	Idem.	15 janvier 1862.	19 janvier 1863.	Idem.....
61	HOLLERT (Joseph-Isidore).	Gardien de batterie de 2 ^e classe.	Le jour du décès.	30 juin 1856.	27 janvier 1862.	Mort des suites d'une mittente hémorragie tractée dans le de ses fonctions.
62	MARÉCHAL (Jean-Lambert).	Chef armurier de 1 ^{re} classe.	25 juin 1860.	24 octobre 1849.	1 ^{er} mars 1863.	Titulaire d'une pension retraite.
63	HOFBECK (Thiébaud).....	Maître ouvrier de ma- nufacture d'armes de guerre.	23 janvier 1842.	7 août 1850.	7 avril 1863.	Idem.....
64	KELLER (André).....	Idem.....	19 mai 1842.	30 janvier 1826.	25 avril 1863.	Idem.....
65	MULLER (Ignace).....	Idem.....	3 mars 1853.	12 avril 1847.	5 janvier 1863.	Idem.....
66	NIDTER (Léonard).....	Idem.....	28 février 1847.	24 mai 1830.	23 avril 1863.	Idem.....
67	PINARD (Pierre-Éloi-1 ^{er} rédé- ric).	Idem.....	4 janvier 1835.	17 octobre 1812.	4 juin 1863.	Idem.....
68	RANDA (Victor).....	Idem.....	15 février 1860.	7 février 1842.	1 ^{er} mai 1863.	Idem.....
69	WELLEN (Jacques).....	Idem.....	5 janvier 1844.	7 août 1826.	24 janvier 1863.	Idem.....
70	ANTOINE (Jean-Baptiste)...	Ouvrier de manufac- ture d'armes de guerre.	7 janvier 1852.	4 juin 1823.	7 mai 1863.	Idem.....
71	MAGAND (Baptiste).....	Idem.....	21 mai 1861.	25 sept. 1848.	26 janvier 1863.	Idem.....
72	MISSMER (Bernard).....	Idem.....	16 août 1856.	5 octobre 1830.	28 déc. 1862.	Idem.....
73	STAEBLER (Léonard-Louis).	Idem.....	5 janvier 1844.	23 octobre 1821.	21 mars 1863.	Titulaire d'une pension retraite.
SECOURS						
74	MOREAU (Pierre-Louis).... marié à ARDENNE (Louise-Marie-Jo- sephe-Elisabeth).	Sergent.....	15 juin 1853.	11 mai 1810.	27 juillet 1859. 20 déc. 1854.	Titulaire d'une pension retraite.

NOMS ET PRÉNOMS des veuves des orphelins.	NAISSANCE.		PENSION ANNUELLE.			ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE.
	Dates.	Lieux.	Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.	Total.		
Antoinette)...	15 déc. 1816.	Sainte- Geneviève (Aveyron).	100 ^f	16 ^f	116 ^f	4 août 1862.	Camarès (Aveyron).
Marie).....	26 mars 1795.	Senailly (Côte-d'Or).	100	16	116	22 janvier 1863.	Montbard (Côte-d'Or).
Marianne).	1 ^{re} février 1798.	Nonza (Corse).	100	16	116	28 mai 1863.	Bastia (Corse).
Marie-Anne-Dé-)	17 sept. 1796.	Liatot (Seine-inférieure)	100	16	116	30 avril 1861.	Saint-Martin- aux-Buneaux (Seine-inférieure)
Madeline)...	3 mars 1797.	Houssen (Haut-Rhin).	100	16	116	25 avril 1863.	Colmar (Haut-Rhin).
Marie-Cécile)...	25 nov. 1818.	Belfort (Haut-Rhin).	100	16	116	18 mars 1863.	Ferrette (Haut-Rhin).
Jeanne)....	5 déc. 1837.	Montigny (Nièvre).	100	16	116	13 sept. 1862.	Paris (Seine).
Marie)...	11 mars 1816.	Saint-Just- Harre (Basses-Pyrénées)	100	16	116	28 avril 1863.	Ainhoué (Basses-Pyrénées).
Aspasie-)	13 février 1825.	Sainte-Marie- du-Mont (Sarthe).	100	16	116	11 juin 1863.	Saint-Pater (Sarthe).
Marie).....	19 juin 1844.	Nérac (Lot-et-Garonne).	100	16	116	19 janvier 1863.	Nérac (Lot-et-Garonne).
Thérèse-Azé-)	8 mars 1825.	Lisieux (Calvados).	125	41	166	27 janvier 1862.	Le Havre (Seine-inférieure)
Thérèse-Marie-)	5 sept. 1818.	Perpignan (Pyrénées-Or.).	150	41	191	1 ^{re} mars 1863.	Mourmelon- le-Grand (Marne).
Odile).....	11 mai 1793.	Ottrott-le-Bas (Bas-Rhin).	100	41	141	7 avril 1863.	Ottrott (Bas-Rhin).
Marie-Anne).	8 août 1804.	Soultz (Bas-Rhin).	100	41	141	25 avril 1863.	Mutzig (Bas-Rhin).
Catherine).....	4 avril 1808.	Erlenbach (Bas-Rhin).	100	41	141	5 janvier 1863.	Ottrott (Bas-Rhin).
Julie).....	12 juin 1798.	Mutzig (Bas-Rhin).	100	41	141	22 avril 1863.	Mutzig (Bas-Rhin).
Jeanne)...	7 déc. 1795.	Mohon (Ardennes).	100	41	141	5 juin 1863.	Mézières (Ardennes).
Gene-Marie)...	10 janvier 1815.	Mutzig (Bas-Rhin).	100	41	141	1 ^{re} mai 1863.	Mutzig (Bas-Rhin).
Julie).....	3 octobre 1795.	Böersch (Bas-Rhin).	100	41	141	24 janvier 1863.	Idem.
Jeanne).....	24 avril 1799.	Tulle (Corrèze).	100	16	116	7 mai 1863.	Bordeaux (Gironde).
Marie-Reine).	4 déc. 1805.	Usson (Loire).	100	16	116	26 janvier 1863.	Saint- Étienne (Loire).
ATTEA (Thé-)	19 février 1804.	Dinsheim (Bas-Rhin).	100	16	116	28 déc. 1862.	Strasbourg (Bas-Rhin).
Madeline)....	Juillet 1797.	Ottrott-le-Bas (Bas-Rhin).	100	16	116	21 mars 1863.	Ottrott (Bas-Rhin).
ORPHELINS.							
Marie-Sophie-)	6 sept. 1841.	Castéra- Verduzan (Gers).	100	41	141	{ A partir du jour qui sera fixé par le mi- nistre des finances.	Chez le sieur ARDENNE, tuteur, à Castéra- Verduzan (Gers).
Edmond-Louis-)	20 octobre 1843.						
Anne).....	28 nov. 1844.						

N ^{OS} D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pères et mères.	GRADES.	DATES			Circumstances de la mort dans laquelle se trouve le militaire ou les circonstances de sa
			de la cessation de l'activité.	du mariage.	du décès.	
75	SIROT (Jean-Baptiste).....	Maréchal des logis ..	Le jour du décès.	14 février 1848.	8 juillet 1862.	Mort des suites d'une blessure reçue pendant le service commun.
	PARANT (Louise-Julie).....	.....			26 janvier 1857.	
76	LENEVEU (François-Joseph), marié à	Gendarme.....	Le jour du décès.	5 sept. 1836.	20 juin 1855.	En possession d'une pension de retraite.
	BAUZIL (Angustine-Sylves- trine-Clémentine).	.....			28 déc. 1862.	
77	WEBER (Grégoire).....	Maître ouvrier de manufacture d'ar- mes de guerre.	10 sept. 1857.	31 mai 1863.	24 janvier 1863.	Titulaire d'une retraite.
	KLOTZ (Madeleine).....	.....			12 janvier 1862.	

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec la jouissance de l'époque indiquée à chaque article du tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,*

Signé RANDON.

N^o 15,997. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde des Pensions à 14 Veuves de Militaires.*

Du 16 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1^o les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2^o Les lois des 11 avril 1831 (titre III) et 26 avril 1855 (titre VI), sur les pensions de l'armée de terre;

3^o Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4^o L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 12 janvier 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des

NOMS ET PRÉNOMS des orphelins.	NAISSANCE.		PENSION ANNUELLE.			ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE.
	Dates.	Lieux.	Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.	Total.		
Marie-Zoé).....	13 juillet 1849.	Châtellerault (Vienne).	100 ^f	41 ^f	141 ^f	8 juillet 1862.	Chez le sieur LOMBART (Jean-Gustave), tuteur de l'orpheline, à Châtellerault (Vienne).
Marie (Josephine- Antoinette - Marie - Lucie)	5 février 1844.	Le Faouët (Morbihan).	100	16	116	28 déc. 1862.	Chez le sieur LEBOUHELEC, tuteur, à Ploërmel (Morbihan).
— (Éléonore- Antoinette-Louise).	24 février 1846.						
Catherine)....	28 février 1845.	Gresswiller (Bas-Rhin).	100	41	141	24 janvier 1863.	Chez le sieur WEBER, tuteur, à Klingenthal (Bas-Rhin).
Albise).....	26 sept. 1849.						
TOTAL.					10,212		

Pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 13, et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de mille neuf cent dix-neuf francs (1,919^f), sur le crédit d'inscription de 1864 :

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue ;
Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

- ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des quatorze veuves de militaires dénommées au tableau d'autre part une pension fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾.
2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec la jouissance de l'époque indiquée à chaque article du tableau qui suit.
3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.
- Fait au palais des Tuileries, le 16 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

⁽¹⁾ Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des militaires.	GRADES.	DATES			CIRCONSTANCES dans lesquelles se trouvent le militaire décédé ou les circonstances de sa
			de la cessation de l'activité.	du mariage.	du décès.	
1	CLESCA (Nicolas).....	Musicien de 3 ^e classe.	Le jour du décès.	12 janvier 1850.	2 mars 1863.	Mort des suites d'une arrivé dans sa commandé.
2	MAILLARD (Claude).....	Adjudant sous-offi- cier.	30 juin 1839.	10 janvier 1828.	11 juillet 1863.	Titulaire d'une pen- retraite.
3	VINCENT (Jean-Joseph)....	Idem.....	7 janvier 1852.	19 mai 1836.	7 avril 1863.	Idem.....
4	BRETH (Georges).....	Sergent.....	3 février 1858.	5 janvier 1852.	9 mai 1863.	Idem.....
5	TREMEL (Yves-Marie).....	Idem.....	19 sept. 1857.	7 janvier 1851.	3 juin 1863.	Idem.....
6	CHAMPION (Joseph).....	Maréchal des logis ..	22 sept. 1847.	11 déc. 1833.	13 février 1863.	Idem.....
7	DUBRÉ (Claude).....	Idem.....	11 octobre 1851.	7 juin 1843.	30 mars 1863.	Idem.....
8	HENDERYCKSEN (Louis-Pier- re-Bonaventure-Marie).	Idem.....	23 janvier 1847.	6 janvier 1818.	27 mars 1863.	Idem.....
9	COURTIN (Joseph).....	Caporal.....	9 octobre 1858.	11 avril 1855.	22 avril 1863.	Idem.....
10	BERTHUY (François-Alexis).	Soldat.....	13 octobre 1860.	4 août 1847.	29 juin 1862.	Idem.....
11	GEOFFROY (Pierre-Victor)..	Idem.....	12 mai 1859.	14 février 1849.	27 janvier 1862.	Idem.....
12	KNEFERLE (Louis-Michel- Henri).	Idem.....	6 février 1853.	10 août 1831.	18 mai 1863.	Idem.....
13	LAPEYRE (Pierre).....	Idem.....	13 octobre 1860.	1 ^{er} mai, 1857.	14 avril 1863.	Idem.....
14	DETOURNAY (Louis-Joseph).	Idem.....	Le jour du décès.	21 mai 1853.	27 mai 1863.	En possession de pension de retraite.

N° 15,998. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 3 liquidations de Pensions civiles.*

Du 5 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 13, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les
pensions civiles;

Vu les décrets des 24 novembre et 31 décembre 1852;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du
31 décembre 1863, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations
comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le mon

NOMS ET PRÉNOMS DES VEUFS.	NAISSANCE.		PENSION ANNUELLE.			ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE.
	Dates.	Lieux.	Portion à la charge du trésor.	Portion à la charge de la dotation.	Total.		
(Marie-Anne)...	5 sept. 1824.	Soultz (Haut-Rhin).	100 ^f	26 ^f	126 ^f	2 mars 1863.	Soultz (Haut-Rhin).
(Marguerite)....	13 juillet 1805.	Périgueux (Dordogne).	150	41	191	11 juillet 1863.	Alby (Tarn).
(Marie).....	29 février 1804.	Harprich (Moselle).	150	41	191	7 avril 1863.	Château-Salins (Meurthe).
(Maria-Rosa- Margha-)	5 avril 1804.	Conspiana (Malte).	100	41	141	9 mai 1863.	Bône, province d'Alger (Algérie).
(Augustine)...	10 avril 1808.	Saint-Jean- de-Braye (Loiret).	100	41	141	3 juin 1863.	Orléans (Loiret).
(Jeanne- Marie)	12 déc. 1800.	Rennes (Ille-et-Vilaine).	100	41	141	13 février 1863.	Billey (Côte-d'Or).
(Margue- Modeste)	22 juin 1814.	Thiaucourt (Meurthe).	100	41	141	30 mars 1865.	Nancy (Meurthe).
(Louise-Anne- Cécile)	26 avril 1795.	Dunkerque (Nord).	100	41	141	27 mars 1863.	Verdun (Meuse).
(Marie-Rose).....	12 déc. 1816.	Clapier (Aveyron).	100	26	126	22 avril 1863.	Auxerre (Yonne).
(Mariana) (1)...	18 déc. 1817.	Mahon (île de Minorque).	100	16	116	29 juin 1862.	Alger (Algérie).
(Sophie-Fran- çoise)	9 juillet 1821.	Leck (Nord).	100	16	116	27 janvier 1862.	Creil (Oise).
(Marie- Thérèse)	20 mai 1812.	Valence (Drôme).	100	16	116	18 mai 1863.	Valence (Drôme).
(Marie).....	22 juillet 1821.	Saint-Cirgues- de-Malbert (Cantal).	100	16	116	14 avril 1863.	Saint-Cernin (Cantal).
(Thérèse).....	6 mai 1810.	Erstein (Bas-Rhin).	100	16	116	27 mai 1863.	Alger (Algérie).
TOTAL.					1,919		

(1) Mari était Français.

tant sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1863 au ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts ;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 26 janvier 1864 ;

Sur le rapport du ministre de notre Maison et des beaux-arts,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les trois liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de quatre cent soixante - douze francs (472^f) au tableau d'autre part sont approuvées.

N ^{OS} D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Ann. des lo. et ord. ou ven. de la pen. à élé.
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
1	TESSIER (Joséphine- Jeanne), veuve GOUIL- LARD.	20 sept. 1813.	Paris (Seine).	Lemari, pension- naire.	.....	"	"	"	Loi du 1853.
2	SÈMER (Marie), veuve CARLES.	8 mai 1815.	Havange (Moselle).	<i>Idem</i>.....	.....	"	"	"	<i>Idem</i>
3	JAILLET (Mélanie), veuve BOZON.	17 juin 1799.	Coublevie (Isère).	<i>Idem</i>.....	.....	"	"	"	<i>Idem</i>

(a) Le paiement de cette pension restera suspendu jusqu'à parfait remboursement de la somme de 25 fr.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts et notre ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Maréchal de France, Ministre
de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts,

Signé VAILLANT.

N^o 15,999. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 3 liquidations de Pensions civiles.

Du 6 Février 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 5, 6, 7, 10, 11, 12, 13, 14, 18, 23 et 25 de la loi du
9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu l'article 3 de l'ordonnance royale du 19 novembre 1823, portant règle-
ment sur les pensions de retraite du département des affaires étrangères;

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
.	.	504 ^f	.	168 ^f	168 ^f	1 ^{er} avril 1863.	Compiègne (Oise).
.	.	412	.	137	137	15 mai 1863.	Paris (Seine).
.	.	503	.	167(α)	167	8 juillet 1863.	Mâcon (Saône-et-Loire).
				TOTAL.	472		

Le mari de la pensionnaire est resté débiteur envers le Trésor public sur le montant des retenues afférentes aux quillards dans l'administration de l'ancienne liste civile.

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 15 décembre 1863, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère des affaires étrangères;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 29 décembre 1863;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les trois liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de six mille trois cent vingt-sept francs (6,327^f) dans le tableau d'autre part sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance au jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements des affaires étrangères et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
des affaires étrangères,

Signé DROUYN DE LUY.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			RE- MAR- QUES.
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
1	GRANDJEAN - MONTIGNY (Adolphe-Louis).	31 juillet 1800.	Paris (Seine).	Comsul de 1 ^{re} clas- se.	Civils.....	32	6	*	Ordon- né le 11 juin 1853.
2	LEMAGNER (Pauline-Jo- séphine), veuve FRAN- DIN ⁽¹⁾ .	27 dec. 1835.	Cherbourg (Manche).	Le mari, vica-con- sul.	Idem.....	12	11	2	Idem.
3	DAUPRAT (Anne-Antoi- nette-Louise), veuve JOUANNIS.	15 dec. 1819.	Paris (Seine).	Le mari, drog- man.	Idem.....	33	6	15	Idem.

⁽¹⁾ Le mari mort des suites d'un accident grave résultant de l'exercice de ses fonctions.

N^o 16,000. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 6 liquidations de Pensions civiles.

Du 10 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 5, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pen-
sions civiles;

Vu les décrets des 24 novembre et 31 décembre 1852;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			RE- MAR- QUES.
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
1	DELAUNAY (François-Bé- noni).	15 juillet 1801.	Esbly (Seine-et-Marne).	Brigadier des hommes de ser- vice au palais de Versailles.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	21	6	*	Ordonné le 11 juin 1853.
2	DEMÉ (Jacques-Augus- tin-Xavier).	13 janv. 1791.	La Chapelle- la-Reine (Seine-et-Marne).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs ..	17	*	*	Ordonné le 11 juin 1853.
3	DUVAL (Antoine-Claude- Louis).	28 janv. 1804.	Paris (Seine).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20	9	*	Idem.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
•	6,215 ^f 94 ^s	6,215 ^f 94 ^s	5,000 ^f	•	5,000 ^f	22 octobre 1863.	Paris (Seine).
•	1,581 09	1,581 09	•	527 ^f	527	9 sept. 1862.	Idem.
•	3,035 23	3,035 23	2,100	800	800	27 août 1863.	Idem.
				TOTAL..	6,327		

janvier 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1863 au ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts :

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 1^{er} janvier 1864 :

Sur le rapport du ministre de notre Maison et des beaux-arts,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les six liquidations de pensions civiles comprises pour la somme totale de trois mille cinq cent neuf francs (3,509^f) au tableau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
•	394 ^f 16 ^s 186 38	580 ^f 00 ^s	•	•	580 ^f	1 ^{er} mars 1864.	Versailles (Seine-et-Oise).
50 ^f 20 ^s	303 40 177 00	530 00	•	•	580	Idem.	Idem.
168 71	380 40 186 23	613 60	•	•	613	Idem.	Idem.

N ^o D'ORDRE	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			des lois et décrets relatifs à la liquidation des pensions
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
4	GIRODON (Jean)	15 juill. 1802.	Saint-Maurice (Puy-de-Dôme).	Homme de service de 1 ^{re} classe au palais de Ver- sailles.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	6 17 10	4 15 2	15 15 2	Ordon- nance du 12 juillet 1854
5	VINCENT (Toussaint)...	1 ^{er} juill. 1795.	Louppy- le-Petit (Meuse).	Brigadier chef au palais de Ver- sailles.	Militaires.... Civils.....	13 31	3 9	11 8	Loi du 13 mars 1853
6	ROBELIN (Jacques-Edme)	9 mai 1799.	Époisses (Côte-d'Or).	Brigadier des hommes de ser- vice au palais de Versailles.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	19 10	8 4	1 1	Loi du 13 mars 1853

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre de la maison de l'Empereur et des beaux-arts et notre ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Maréchal de France, Ministre de la Maison
de l'Empereur et des beaux-arts,

Signé VAILLANT.

N^o 16,001.— DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 26 liquidations de Pensions civiles.

Du 10 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 2, 5, 6, 7, 8, 11, 12, 13, 18 et 23 de la loi du 9
1853, sur les pensions civiles;

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
42 ^f 49 ^c . .	284 ^f 02 ^c 169 43	495 ^f	.	.	495 ^f	1 ^{er} mars 1864.	Versailles (Seine-et-Oise).
82 52 .	652 00	741	.	.	741	Idem.	Idem.
.	360 56 189 44	550	.	.	550	Idem.	Idem.
TOTAL.					3,509		

Vu les articles 35, 36, 37, 39, 55 et 70 du décret du 25 août 1804 et les ordonnances des 9 janvier et 5 août 1840;

Vu les articles 8, 9, 10, 11 et 13 du décret du 4 juillet 1806 et l'ordonnance du 3 novembre 1827;

Vu les articles 8, 10, 11, 13 et 14 de l'ordonnance du 12 janvier 1825;

Vu les articles 2, 3 et 8 du règlement spécial du 31 décembre 1822;

Vu le décret du 2 mai 1848;

Vu la loi du 11 avril 1831, sur les pensions militaires;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 1^{er} décembre 1863, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les vingt-six liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de vingt-cinq mille huit cent soixante-sept francs (25,867^f) au tableau d'autre part sont approuvées.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			du 1 ^{er} au 31 ^{er} de l'année.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services)									
1	LEDOUX (Marie-Félix), veuve LEGORVAISIER.	10 nov. 1801.	Paris (Seine).	Le mari, garçon de bureau.	Militaires.... Civils.....	5 23	7 5	—	Décret du 10 août 1830.
2	CAFFIN (Elmire-Rosine), veuve PROQUEZ.	30 mars 1814.	Creil (Oise).	Le mari, conduc- teur des ponts et chaussées.	Idem.....	30	1	—	Décret du 10 août 1830.
(Pensions pour services)									
3	BATIER (Jean-Pierre)...	12 déc. 1796.	Blessonville (Haute-Marne).	Conducteur des ponts et chaussées.	Civils.....	30	—	—	Décret du 10 août 1830.
4	BEAU (Jean-François-Ré- gis).	6 sept. 1807.	Saint-Jean- en-Royans (Drôme).	Garde-pêche....	Militaires.... Civils.....	7 19	1 9	1 20	Décret du 10 août 1830.
5	BRANDY (Jean-Célestin).	7 avril 1811.	Fontevrault (Maine-et-Loire).	Conducteur prin- cipal des ponts et chaussées.	Idem.....	30	3	—	Décret du 10 août 1830.
6	CHANRIGAUD (Jean)....	19 avril 1808.	Mayres (Puy-de-Dôme).	Conducteur des ponts et chaussées.	Idem.....	30	3	—	Décret du 10 août 1830.
7	BÉNARD (Caroline - Louise), veuve CHO- ROMANSKI.	4 juillet 1814.	Rochefort (Charente-Infér.).	Le mari, conduc- teur des ponts et chaussées.	Idem.....	30	6	20	Décret du 10 août 1830.
8	CLAVIERIE (Jean-Exupère)	14 juin 1812.	Dax (Landes).	Garde-pêche....	Militaires.... Civils.....	6 19	11 10	21 17	Décret du 10 août 1830.
9	CONQUÉRÉ - MONBRIËN (Robert-Georges-Gus- tave).	5 janv. 1803.	Bordeaux (Gironde).	Sous-chef de bu- reau.	Militaires.... (confondus en liquida- tion avec les services ci- vils). Civils.....	15 25	— 6	— —	Décret du 10 août 1830.
10	DENONCIN (Jean-Baptis- te) ⁽¹⁾ .	30 janv. 1797.	Franchéval (Ardennes).	Garde-pêche....	Idem.....	19	8	5	Décret du 10 août 1830.
11	DEPOY (Jean-Pierre)...	19 août 1803.	Paris (Seine).	Conducteur des ponts et chaussées.	Idem.....	32	—	—	Décret du 10 août 1830.
12	DESROCHES (Antoine)...	6 avril 1812.	Niort (Deux-Sèvres).	Conducteur prin- cipal des ponts et chaussées.	Idem.....	30	—	—	Décret du 10 août 1830.
13	DEBOZ (Jean-Antoine)...	4 janv. 1813.	Châlons- sur-Saône (Saône-et-Loire).	Idem.....	Militaires.... (confondus en liquida- tion avec les services ci- vils). Civils.....	6 24	11 9	18 —	Décret du 10 août 1830.
14	DEFOUR (Amédée-Louis- Constant).	15 fév. 1804.	Erkelentz (ancien départe- ment de la Moselle).	Conducteur des ponts et chaussées.	Idem.....	30	9	16	Décret du 10 août 1830.
15	ESCLAPON (Antoine-Jo- seph-Hippolyte-Noël).	26 déc. 1796.	Marseille (Bouches-du-Rhône).	Capitaine de la- zaret.	Idem.....	32	6	19	Décret du 10 août 1830.
16	GENGOULT-KUYL (Louis- Thomas).	4 juillet 1813.	Montfort (Ille-et-Vilaine).	Conducteur des ponts et chaussées.	Idem.....	30	1	—	Décret du 10 août 1830.

⁽¹⁾ Infirmités résultant de l'exercice de ses fonctions.

	LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
	des services militaires.	des services civils.	Total.					
SOMME. (arrêté au 1 ^{er} janvier 1854.)			483 ⁰⁰		120 ^f	120 ^f	2 juillet 1863.	Paris (Seine).
				1,000 ^f	333	333	6 août 1863.	Creil (Oise).
					TOTAL.	453		
SOMME. (arrêté au 1 ^{er} janvier 1854.)								
72 ²²		724 ⁰⁷	1,063 ⁴²			1,063 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Bar-sur-Seine (Aube).
56 11		339 35						
59 ¹¹	59 ¹¹	101 39	255 61			255	1 ^{er} sept. 1863.	Les Roches- de-Condrieu (Isère).
54 44		95 11						
50 00		843 75	1,260 42			1,260	1 ^{er} janvier 1864.	Le Mans (Sarthe).
50 00		416 67						
50 00		742 50	1,100 83			1,100	Idem.	Ambert (Puy-de-Dôme).
50 00		358 33						
50 00		705 56	1,005 72		335 ^f	335	21 mars 1863.	Bordeaux (Gironde).
53		300 16						
50 00	38 11	101 30	256 01			256	1 ^{er} octobre 1863.	Mont- de-Marsan (Landes).
53		96 60						
50 00		3,437 81	3,437 81	3,000 ^f		3,000	1 ^{er} juillet 1863.	Clamart (Seine).
50 00								
53 31		95 14	212 42			212	1 ^{er} nov. 1863.	Francheval (Ardennes).
50 00		117 28						
50 00		586 67	845 00			845	1 ^{er} janvier 1864.	Montauban (Tarn-et-Gar.).
50 00		258 33						
50 00		833 33	1,250 00			1,250	Idem.	Bressuire (Deux-Sèvres).
50 00		416 67						
53 33		888 40	1,244 35			1,244	1 ^{er} août 1863.	Paris (Seine).
53 21		355 95						
50 00		756 35	1,120 00			1,120	1 ^{er} mars 1864.	Sacy (Oise).
53 56		363 65						
50 00		2,100 00	2,100 00	2,100		2,100	1 ^{er} janvier 1864.	Marseille (Bouches-du-Rh.).
50 00								
53 03		605 00	896 67			896	Idem.	Charenton (Seine).
50 00		291 67						

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			de et de
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
17	LAMAISSON (Joseph).....	13 août 1796.	Vézelay (Yonne).	Conducteur des ponts et chaus- sées.	Militaires.... (confondus en liquida- tion avec les services ci- vils).	7	7	-	Décret 1864 9
18	MATHIEU (Nicolas-Au- guste) ⁽¹⁾ .	1 ^{er} mars 1808.	Gerbéviller (Mourthe).	Idem.....	Civils..... Idem.....	27	6	-	Idem.
19	NEURON (Charles-Au- guste).	8 octobre 1796.	Saint-Quentin (Aisne).	Idem.....	Militaires.... (confondus en liquida- tion avec les services ci- vils).		8	6	Idem.
20	CAVE (Marie-Suzanne), veuve PAILLON.	15 août 1793.	Guéret (Creuse).	Le mari, briga- dier de pêche.	Civils.....	30	2	17	Ordre jan 1864
21	PÉES (Pierre)	19 juillet 1800.	Pau (Basses-Pyrénées)	Brigadier de pé- che.	Militaires.... Civils.....	10	3	21	Idem.
22	POTEY (Alphonse-Gré- goire).	27 août 1803.	Paris (Seine).	Chef de bureau...	Idem.....	29	1	5	Ordre jan 1864
23	RICHARD (Jean-Fran- çois-Joseph) ⁽¹⁾ .	25 oct. 1791.	Haraucourt (Mourthe).	Vérificateur des poids et mesu- res.	Idem.....	28	-	22	Décret 1864 9
24	SAINT-GRIERE (Pierre)..	10 oct. 1813.	Mont- de-Marsau (Landes).	Garde-pêche....	Militaires.... Civils.....	40	-	4	Décret 1864 9
25	SILVESTRE (Joseph-Tho- mas).	7 sept. 1789.	Briançon (Basses-Alpes).	Conducteur prin- cipal des ponts et chaussées.	Idem.....	4	7	2	Idem.
26	GLOCK (Barbe-Caroline), veuve STROPENO.	5 avril 1812.	Strasbourg (Bas-Rhin).	Le mari, conduc- teur des ponts et chaussées.	Idem.....	22	4	-	Idem.
						9	7	15	Ordre 1864 et 1864 9
						18	10	15	Idem.
						52	9	17	Décret 1864 9
						37	2	28	Idem.
(1) Infirmités résultant de l'exercice de ses fonctions.									
						1 ^{re} catégorie			
						2 ^e catégorie			
						TOTAL.....			

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

	LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
	des services militaires.	des services civils.	Total.					
1514	.	881'89 ^c	881'89 ^c	705'56 ^c	"	705'	1 ^{er} janvier 1864.	Toulouse (Haute-Garonne).
500	.	581 95	881 71	.	.	881	1 ^{er} octobre 1863.	Nancy (Meurthe).
5175	.	299 79		.	.			
5000	.	769 28	1,121 87	.	.	1,121	1 ^{er} décembre 1863	Paris (Seine).
5722	.	352 59		.	.			
5000	75' 59 ^c	602 08	677 67	.	225'	225	15 mai 1863.	Lyon (Rhône).
5333	.	340 25	513 41	.	.	513	1 ^{er} nov. 1863.	Roanne (Loire).
5511	.	173 19		.	.			
5556	.	4,918 49	4,918 49	4,370 00	.	4,370	1 ^{er} sept. 1863.	Fontainebleau (Seine-et-Marne).
5929	33 64	390 77	696 66	.	.	696	1 ^{er} août 1863.	Corbeil (Seine-et-Oise).
5858		272 15		.	.			
5000	80 20	93 75	267 63	.	.	267	1 ^{er} juillet 1863.	Poitiers (Vienne).
567		93 68		.	.			
5000	.	2,049 82	2,049 82	1,250 00	.	1,250	1 ^{er} nov. 1863.	Bergerac (Dordogne).
5000	.	1,014 44	1,352 66	.	450	450	29 juillet 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
593	.	338 19		.				
					TOTAL.	25,414		
2		453'						
24		25,414						
26		25,867						

N° 16,002. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 4 liquidations de Pensions civiles.

Du 10 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 8, 11, 18 et 23 de la loi du 9 juin 1853, sur les pen-
sions civiles;

Vu les articles 35, 36 et 55 du décret du 25 août 1804;

Vu les articles 8 et 9 du décret du 4 juillet 1806;

Vu l'arrêt du Conseil d'État du 22 juillet 1857;

Vu la loi du 11 avril 1831, sur les pensions militaires;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du

11 décembre 1863, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			RÈGLE des lois, et ordonnances ou règlements depuis laquelle la pension a été accordée.
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
PENSIONS A DES FONCTIONNAIRES QUI EXERÇAIENT AU 1 ^{er} JANVIER 1854 DES FONCTIONS REQUIÈRENT									
1	FOUQUÉ (Louis-Jean-Baptiste) ⁽¹⁾ .	18 juil. 1813.	Aix (Bouches-du-Rhône).	Conciergerie d'école impériale d'arts et métiers.	Militaires.... Civils	5 16	7 10	24 "	Loi du 18 juillet 1853 et ordonnance du 21 juillet 1857.
2	BRAIDY (Marguerite-Victoire), veuve HUBREUX.	16 oct. 1798.	Renwez (Ardennes).	Le mari, pontonnier.	Militaires.... (déjà rémunérés par une pension). Civils.....	30 15	9 9	28 13	Loi du 18 juillet 1853.
3	POUHAËR (Louis-Yves-Marie).	3 août 1801.	Paimpol (Côtes-du-Nord).	Employé secondaire des ponts et chaussées.	Idem.....	31	3	"	Décret du 18 juillet 1854.
4	RAYMOND (René).....	31 déc. 1796.	La Rochelle (Charente-Inférieure).	Gardien de phare	Idem.....	31	3	17	Loi du 18 juillet 1853.

(1) Infirmités résultant de l'exercice de ses fonctions.

(1) Infirmités résultant de l'exercice de ses fonctions.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N^o 16,003. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'inscription, au Trésor public, de 4 Pensions de Donataires.

Du 17 Février 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les quatre liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de sept cent quarante-six francs (746^f) au tableau ci-dessous sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
LES AGENTS							
NOTÉ LA RETRAITE AVANT LA LOI DU 9 JUIN 1853.							
17 ^f 06 ^c	71 ^f 46 ^c 70 15	188 ^f 67 ^c	.	.	188 ^f	1 ^{er} août 1863.	Aix (Bouches-du-Rh.).
.	49 45	49 45	.	49 ^f	49	29 mai 1863.	Rethel (Ardennes).
.	298 33 122 93	421 25	.	.	421	1 ^{er} octobre 1863.	Palmpol (Côtes-du-Nord).
.	88 37	88 37	.	.	88	1 ^{er} octobre 1863.	Saint-Denis (Charente-Infér.).
TOTAL.					746		

Vu l'article 1^{er} de la loi du 26 juillet 1821, qui attribue des pensions aux anciens donataires français entièrement dépossédés de leurs dotations situées en pays étrangers, lorsqu'ils n'auront rien conservé en France;

Vu les paragraphes 5 et 6 du même article, portant que ces pensions sont réversibles moitié sur les veuves et moitié sur les enfants des donataires, avec réversibilité en faveur des survivants de la veuve ou des enfants;

Vu les demandes adressées par les ayants cause de titulaires de pensions donataires aujourd'hui décédés, ensemble les pièces produites pour la justification des droits des réclamants;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les quatre pensions comprises dans le tableau d'autre part pour une somme totale de deux mille francs (2,000^f), et qui ont été précédemment inscrites au nom d'anciens donataires décédés, seront reversées sur la tête de leurs veuves et enfants, conformément aux indications de ce tableau, savoir :

NOMS, PRÉNOMS, qualités ou grades des pensionnaires décédés.	DATES des décès.	PENSIONS.		NOMS ET PRÉNOMS des nouveaux ayants droit.
		Nombres d'ins- cription.	Sommes.	
HIOLLE (François-Joseph), soldat.	20 mai 1860.	3,328	250 ^f	BAROIS (Marie-Josèphe), veuve HIOLLE (Cécile-Henriette-Josèphe) — (Joséphine)..... — (Victoire-Joséphine).....
JEAN DE LA HAMELINAYE (Jean- Félix), maréchal de camp.	15 avril 1861.	1,109	500	JEAN DE LA HAMELINAYE (Alb. Ste- rette), veuve POINÇON DE LA DIÈRE. ROUTER (Napoléon-François).....
ROUTER (Pierre-François), ca- pitaine.	28 sept. 1863.	2,844	250	— (Marie-Elisabeth), veuve
Comte ORNANO (Philippe-An- toine), lieutenant général.	15 octobre 1865.	155	1,000	Comte ORNANO (Rodolphe-Auguste)
		TOTAL.	2,000	

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances

Signé ACHILLE FOULD.

N° 16,004. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 27 liquidations de Pensions civiles
Du 20 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			MONTANT de la pension.
		Date.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	

(Pensions pour services)

						DOUANES.			
						Militaires....			
1	BERTRAND (Anne), veuve CAVALIER.	29 déc. 1794.	Châteauneuf (Alpes-Maritimes)	Le mari, préposé.	Civils.....	28	9	11	
2	BIANEZ (Jeanne-Rose), veuve CADET ⁽¹⁾ .	19 avril 1793.	Wervick (Étranger).	Idem.....	Militaires....	5	8	3	
					Civils.....	25	3	3	
3	CHAULIEU (Mélanie), veuve MATHIEU.	18 mars 1791.	Cherbourg (Manche).	Le mari, lieute- nant.	Marine.....	6	10	29	
					Civils.....	30	4	3	

(1) Le mari était Français.

NAISSANCE.	RÉSIDENCES.	ÉPOQUES de jouissance.	OBSERVATIONS.
Lieux.			
Condé (Nord). Lille (Nord). Chauny (Aisne). Fargniers (Aisne). Strasbourg (Bas-Rhin).	Paris (Seine).	14 septembre 1863.	Application de l'article 50 de la loi du 9 juin 1853.
Melon (Seine-et-Marne). Idem.	Rennes (Ille-et-Vilaine).	15 avril 1861.	
Liège (Belgique).	Le Bréviaire (Ain). Fontainebleau (Seine-et-Marne). Paris (Seine).	29 septembre 1863. 14 octobre 1863.	L'inscription sera divisée en deux titres.

Vu les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution;

Vu la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 1^{er} février 1864;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt-sept liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de douze mille six cent cinquante-quatre francs (12,654^f) au tableau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
				145 ^f	145 ^f	9 août 1863.	Cannes (Alpes-Maritimes)
				125	125	10 mai 1863.	S ^t Sylvestre- Cappel (Nord).
				273	273	9 juin 1863.	Bayeux (Calvados).

(Total au 1^{er} janvier 1854.)

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			An- nées de service.
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
1	CHEREL (Marie-Fran- çoise), veuve GUI- CHARD.	7 mai 1801.	Poncin (Ain).	Le mari, briga- dier.	Militaires....	13	6	25	
					Civils.....	55	1	*	
5	CLÉMENT (Jeanne), veuve PERROTAU.	25 avril 1782.	Le Teich (Gironde).	Le mari, sous- patron.	Idem.....	3	1	20	
6	GOUY (Marie), veuve BOTERF.	27 mars 1810.	Rouans (Loire-Inférieure).	Le mari, briga- dier.	Idem.....	24	1		
7	GUÉROLÉ (Renée-An- drée), veuve BONIC.	23 sept. 1801.	Lambézellec (Finistère).	Le mari, préposé.	Idem.....	26	0		
8	MAIN (Anne-Madeleine), veuve LIÈGE.	12 fév. 1782.	La Rochelle (Charente-Infér.).	Le mari, briga- dier.	Marine.....	13	3	10	
					Civils.....	25	4	15	

(Pensions pour services.)

N ^o	NOMS ET PRÉNOMS	DATES	LIEUX	GRADES	NATURE	DURÉE			AN- NÉES
						ANS.	MOIS.	JOURS.	
9	COLLARD (Claude-Jean- Baptiste).	5 sept. 1809.	Cressin- Rochefort (Ain).	Préposé.....	Militaires....	6	2	26	
					Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs..	16	5	*	
10	GIREL (Antoine), dit MO- NION.	19 fév. 1805.	Bogne (Ain).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs..	23	3	25	
					Militaires....	9	9	*	
11	GODINOT (Jean-Baptiste)	18 juillet 1803.	Marzilly, commune d'Hermonville (Marne).	Commis princi- pal.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs..	25	1	*	
					Militaires....	9	9	*	
12	HUGUES (Louis) ⁽¹⁾	20 janv. 1811.	Versois (Etranger).	Brigadier.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs..	21	5	25	
					Militaires....	9	9	*	
13	NIGOLIN (Jean-Claude).	1 ^{er} mai 1807.	S ^t -Christophe- entre- Deux-Guiers (Isère).	Matelot.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs..	7	7	14	
					Militaires....	17	4	5	
14	RAINOT (Nicolas).....	8 nov. 1802.	Autrecourt (Ardennes).	Brigadier.....	Civils.....	37	10	23	
					Militaires....	6	7	4	
15	ROSTAN (Jean).....	10 janv. 1810.	Carros (Alpes-Maritimes).	Préposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs..	16	3	*	
					Militaires....	9	9	*	
16	STEVENIN (Jean).....	15 fév. 1818.	Linay (Ardennes).	Brigadier.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs..	15	10	18	
					Militaires....	9	9	*	
17	TREHOUST (Pierre-Jo- seph).	29 fév. 1808.	Landas (Nord).	Préposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs..	17	7	*	
					Militaires....	9	9	*	

⁽¹⁾ Fils de Français.

LIMITATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
.	.	.	.	147 ^f	147 ^f	17 sept. 1863.	Saint-Rambert (Ain).
.	.	.	.	135	135	14 juin 1863.	Audenge (Gironde).
.	.	.	.	160	160	13 août 1863.	Les Montiers (Loire-Inférieure).
.	.	.	.	150	150	10 octobre 1863.	Penzé-Taulé (Finistère).
.	.	.	.	179	179	<i>Idem.</i>	Saujon (Charente-Infér.)
				TOTAL.	1,314		

montant au 1^{er} janvier 1854.)

41 ^f 59 ^a	216 ^f 25 ^a 144 35	132 ^f 19 ^f	.	.	432 ^f	1 ^{er} octobre 1863.	Saint-Pierre-de Chartreuse (Isère).
.	373 11 154 48	527 59	.	.	527	<i>Idem.</i>	Arthemard (Ain).
18 61	994 60 375 19	1,368 43	.	.	1,388	<i>Idem.</i>	Paris (Seine).
.	408 11 183 22	591 33	750 ^f	.	591	<i>Idem.</i>	Roanne (Loire).
50 80	260 20 145 87	456 82	.	.	456	<i>Idem.</i>	Grenoble (Isère).
.	820 83	820 83	.	.	750	<i>Idem.</i>	Forbach (Moselle).
43 54	243 75 145 26	432 55	.	.	432	<i>Idem.</i>	Carqueranne (Var).
.	317 65 193 68	510 33	.	.	510	<i>Idem.</i>	Wadelincourt (Ardennes).
35 97	281 33 155 16	471 46	.	.	471	<i>Idem.</i>	Lecelles (Nord).

N ^O D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE de services.	DURÉE des SERVICES.			REMARQUES.
		Dates.	Lieus.			Ann.	Mois.	Jours.	
18	UCHET (Jean).....	10 avril 1811.	Chapareillan (Isère).	Proposé.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs ou 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs..	5 15 9	6 8 9	7 - -	Négatif de vies des du gis
19	VENTURE (Michel)	25 mai 1809.	Idem.	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs ou 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs..	18 9 6	6 9 10	26 - 24		Idem.
20	VINCENT (Jules-Napo- léon).	5 août 1812.	Lille (Nord.).	Idem.....	Civils : antérieurs ou 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs..	16 9	* 9	* -	Idem.
21	WARION (Jean-Pierre- Vital).	6 avril 1818.	Bouzonville (Moselle).	Idem.....	Civils : antérieurs ou 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs ou 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs ou 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs..	15 9 5 16 9 3	3 9 11 9 11 25	- - - - - -	Idem.
22	HUC (Clémence-Victo- rine), veuve BAIL- HACHE.	15 oct. 1818.	Saint-Laurent- de-Brévedent (Seine-Inferieure)	Le mari , proposé .	Civils : antérieurs ou 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs ou 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs ou 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs..	16 9 9 30 5 6 7	9 9 3 3 10 8 *	- - 11 - 31 - 3	Idem.
23	SERGEANT (Marie-Fran- çoise-Anastasie),veuve GELLÉ.	5 mai 1805.	Peuplingues (Pas-de-Calais) .	Idem.....	Civils : antérieurs ou 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs ou 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs ou 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs..	30 5 7 4 9 9 16	3 10 *	- 31 - - 17 3	Idem.
24	DELTOUR (Joséphine- Françoise), veuve LA- LANNE (?) .	1 ^{er} sept. 1824.	La Canourgue (Lozère).	Idem.....	Civils : antérieurs ou 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs ou 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs ou 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs..	6 9 7 4 7 9 16	8 4 *	- 17 3	Idem.
25	DECAMPS (Sydonie), VEUVE JAUGEON (?) .	1 ^{er} mars 1815.	Sotre- le-Château (Nord).	Le mari , sous- brigadier	Civils : antérieurs ou 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs ou 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs..	4 9 9 4 5 6	5 6 28	- -	Idem.
26	COCHONNEAU - DESTOUR- NELLES (Georges) (?) .	Août 1813.	Corfou (Etranger.)	Commis.....	Civils : antérieurs ou 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs ou 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs..	16 10 26 10 0	* *	*	Idem.
27	PIERROT (Louis-Achille).	11 sept. 1802.	Paris (Seine).	Sous-chef	Civils : antérieurs ou 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs ou 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs..	26 10 0	* 0	*	Idem.

1 ^{re} catégorie...	Douanes.
2 ^e catégorie...	Idem.
	Postes.

TOTAL.....

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
35 ⁷⁹	235 ⁰⁰ 145 14	416 ⁹³	.	.	416 ¹	1 ^{er} octobre 1862.	Chapareillan (Isère).
.	297 15 153 98	451 13	.	.	451	Idem.	Idem.
57 48	288 00 174 30	519 78	.	.	519	Idem.	Guizancourt (Somme).
.	233 61 153 67	387 28	.	.	387	Idem.	Barenthal (Moselle).
39 44	268 00 155 63	463 07	.	154 ¹	154	12 octobre 1863.	Le Havre (Seine-Inférieure).
.	.	.	.	168	168	28 octobre 1852.	Boulogne (Pas-de-Calais).
43 19	88 88 159 73	281 79	.	100	100	18 mai 1863.	Cette (Hérault).
46 71	66 25 172 35	285 31	.	100	100	29 juillet 1863.	Jeumont (Nord).
TOTAL.					7,852		
.	730 25 445 83	1,176 08	.	.	1,176	1 ^{er} janvier 1864.	Paris (Seine).
.	.	.	2,312 ¹	.	2,312	Idem.	Nanterre (Seine).
TOTAL.					3,488		
8	.....	1,314 ¹					
17	7,862 ¹	11,340					
2	3,488						
27	.....	12,654					

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n° 12.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 16,005. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 24 liquidations de Pensions civiles.
Du 20 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Réglement relatif au virement de la pension à débiter.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services civils)									
1	PESANT (Marie-Françoise-Charlotte), veuve DELVALLÉE ⁽¹⁾ .	19 nov. 1800.	Engies (Belgique).	Le mari, ex-préposé.	DOUANES. Civils.....	27	10	-	Réglement relatif au virement de la pension à débiter.
2	BROUST (Marie-Hélène-Victoire), veuve VILLEVIEILLE.	17 juin 1788.	Paris (Seine).	Le mari, ex-commissaire.	POSTES. Civils.....	34	10	15	Idem.....
(Pensions pour services militaires)									
3	BASTIEN (Henry).....	17 janv. 1811.	Villehoudlemont (Moselle).	Brigadier.....	DOUANES. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	5	15	Réglement relatif au virement de la pension à débiter.
4	BENOÎT (Joseph-Auguste).	13 oct. 1815.	Deville (Ardennes).	Préposé.....		18	2	19	Idem.....
5	BERTRAND (Pierre) ⁽²⁾ ...	21 janv. 1812.	Rethem (Étranger).	Idem.....		21	11	10	Idem.....
6	BLOT (Félix).....	29 juillet 1812.	Rocroy (Ardennes).	Brigadier.....		15	10	11	Idem.....

(1) Veuve de Français. — (2) Fils de Français.

Vu les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, sur les pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution;

Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 2 février 1864;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt-quatre liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de seize mille sept cent soixante francs (16,760^f) au tableau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					

II.
ement au 1^{er} janvier 1854.)

.	.	.	.	125 ^f	125 ^f	13 octobre 1863.	Villers- Sire-Nicole (Nord).
.	.	.	.	451	151	26 août 1863.	Juvisy- sur-Orge (Seine-et-Oise).

II.
ement au 1^{er} janvier 1854.)

.	293 ^f 70 ^c 183 24	476 ^f 94 ^c	.	.	176 ^f	1 ^{er} octobre 1863.	Chauvency (Meuse).
.	291 50 152 33	443 83	.	.	443	Idem.	Vivier- au-Court (Ardennes).
.	329 16 145 01	474 17	.	.	474	Idem.	Hautes- Rivières (Ardennes).
46 ^f 21 ^c	301 40 182 56	530 17	.	.	530	Idem.	Charleville (Ardennes).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			REMARQUES.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
7	BODVIN (Alexis-Constant) ⁽¹⁾ .	27 déc. 1811.	Grafhorst (Etranger).	Préposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	18	6	5	Reçu en ref. de la p. à d. de
8	CASTETS (Jérôme)....	30 sept. 1813.	Linx (Landes).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	16	1	-	Idem.
9	CHAPELIER (Pierre-Xavier) ⁽¹⁾ .	28 fév. 1806.	Meyel (Etranger).	Brigadier.....	Civils.....	36	1	-	Idem.
10	DROUOT (Jean-Louis) .	2 juillet 1805.	Thi- le-Moutier (Ardennes).	Idem.....	Idem.....	36	9	-	Idem.
11	DUBOQUET (Alexandre-Joseph).	25 déc. 1809.	Auchy (Nord).	Préposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	17	10	23	Idem.
12	DECHESNE (Jean-Joseph)	8 déc. 1807.	Bourg-Fidèle (Ardennes).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	20	3	21	Idem.
13	DUFOUR (Louis-Berry-Alfred-Théodore).	23 août 1815.	Lille (Nord).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	11	-	-	Idem.
14	ENGLER (Amédée).....	23 déc. 1816.	Sarre-Union (Bas-Rhin).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	3	-	Idem.
15	JENNEPIN (Pierre-Nico- las).	8 fév. 1807.	Girondelle (Ardennes).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	17	9	-	Idem.
16	LEFRANC (Joseph-Théo- phile).	7 octobre 1808.	Ribemont (Aisne).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	20	5	-	Idem.
17	LEIDINGER (Christian) ..	29 oct. 1811.	Holling (Moselle).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	5	-	Idem.
18	LÉVÊQUE (Joseph-Henry)	21 déc. 1813.	Saint-Gobain (Aisne).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20	10	-	Idem.
19	GAUTIER (Hyacinthe) ..	18 août 1844.	Vitrolles (Bouches-du-Rh.)	Le père, ex-pré- posé.	Civils.....	26	5	13	Idem.
	— (Étienne).....	10 mars 1847.	Fos (Bouches-du-Rh.)		Idem.....	26	5	13	Idem.
20	BLANQUART (Victor)....	29 mars 1798.	Calais (Pas-de-Calais).	Directeur.....	POSTES. Civils.....	45	8	6	Idem.

⁽¹⁾ Fils de Français.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	333 ^f 00 ^e 175 50	508 ^f 50 ^e	"	"	508 ^f	1 ^{er} octobre 1863.	Marly (Nord).
"	289 50 173 06	462 56	"	"	462	Idem.	Vielle-S ^t -Girons (Landes).
"	738 22	738 22	712 ^f	"	712	Idem.	Bazeilles (Ardennes).
"	"	793 75	750	"	750	Idem.	Douchery (Ardennes).
"	285 33 156 00	441 33	"	"	441	Idem.	Saint-Amand (Nord).
"	324 93 154 25	479 18	"	"	479	Idem.	Fumay (Ardennes).
35 ^f 41 ^e	146 66 128 96	311 03	"	"	311	Idem.	Hergnies (Nord).
"	244 00 155 27	399 27	"	"	399	Idem.	Bouzonville (Moselle).
"	319 50 175 50	495 00	"	"	495	Idem.	Marly (Nord).
"	326 66 155 07	481 73	"	"	481	Idem.	Ribemont (Aisne).
35 ^f 66 ^e	192 21 129 30	368 17	"	"	368	Idem.	Holling (Moselle).
"	360 50 174 18	534 68	"	"	534	Idem.	Neunkirch (Moselle).
"	"	"	"	"	114	Du 10 juillet 1863 au 9 mars 1868.	Martigues (Bouches-du-Rh.).
"	"	"	"	"	7,977		
"	"	"	2,500	"	2,500 ^f	5 décembre 1863.	Boulogne (Pas-de-Calais).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRANDES.	NATURE des services.	PÉRIODE des services.			ANCIENNETÉ de service.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
21	COUTURES (François ..)	15 août 1795.	Lesparre (Gironde).	Commis.	Civils.....	40	3	10	
22	HAMELIN (Nicolas-Pierre)	7 nov. 1806.	Paris Seine).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	23	3	2	
23	LANDRIEU (Paul-Anne).	12 juillet 1802.	Idem.	Idem.....		26			
24	HIMMET (Nicolas-Etienne).	27 juillet 1799.	Boulay Moselle.	Directeur.....		26	2	10	
						9	11	2	

1^{re} catégorie... { Douanes
Postes
2^e catégorie... { Douanes
Postes

Total...

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n° 13.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 16,006. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 20 liquidations de Pensions civiles

Du 24 Février 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution ;

Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1863 ;

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
		1,512 ^f 50 ^c	1,400 ^f	"	1,400 ^f	16 dec. 1863.	Bordeaux (Gironde).
			1,752	"	1,752	1 ^{er} janvier 1864.	Paris (Seine).
			1,652	"	1,652	Idem.	Idem.
	603 ^f 94 ^c 239 49	903 43	"	"	903	1 ^{er} dec. 1863.	Boulay (Moselle).
				TOTAL.	8,207		

1	125 ^f	576 ^f
1	451	
17	7,977	16,184
3	8,207	
14	.....	16,760

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 10 février 1864;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVOXS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de vingt-six mille six cent soixante - quatorze francs (26,674^f) au tableau d'autre part sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n° 85.

Fait au palais des Tuileries, le 24 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N ^o D'ORDRE	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Total des services.
		Dates.	Lieut.			Ann.	Mois.	Jours.	
Pensions pour services militaires.									
1	VIVEQUIN (Zéna-Adèle-Joséphine), veuve LE MARCIER.	26 avril 1806.	Lille (Nord).	Le mari, ex-courrier.	POSTES. Civils.....	22	2	0	24
Pensions pour services civils.									
2	MAILLET (Auguste)....	30 oct. 1803.	Paris (Seine).	Payeur.....	FINANCES. (Administration centrale.) Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	23	4	0	27
3	BÉQUET (Antoinette-Julie), veuve DÉPREZ.	31 oct. 1797.	Idem.	Le mari, ex-chef de bureau.	Civils.....	10	0	0	10
4	BELLEAU (Marie-Sébastien-Désiré).	15 mars 1813.	Idem.	Commis principal.	CONTRIBUTIONS DIRECTES. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20	9	16	29
5	GORLIER (Charles-Fortuné).	23 nov. 1801.	Nantes (Loire-Inférieure).	Contrôleur.....	Civils.....	10	1	0	11
6	LESCUYER (Irénee-Alphonse).	19 oct. 1800.	Nemours (Seine-et-Marne).	Sous-chef.....	Idem.....	43	2	13	45
7	COURNIL - LAVERGNE - LAROCHE (Jules).	23 oct. 1798.	Saint-Aulaire (Corrèze).	Conservateur des hypothèques.	ENREGISTREMENT. Civils.....	40	7	23	47
8	DEMONCHY (Alphonse - Jean-Nicolas).	17 juillet 1792.	Gilcourt (Oise).	Idem.....	Idem.....	47	8	14	55
9	NEVED (Pierre-Antoine).	2 février 1795.	Illiers (Eure-et-Loir).	Idem.....	Idem.....	41	3	20	44
10	VALLET (Jacques-Charles-Marie-Basile).	24 sept. 1790.	Angerville (Seine-et-Oise).	Idem.....	Idem.....	51	7	28	58
11	DELPHIN (Marie-Madeleine-Eugénie), veuve ANDRIEU.	16 oct. 1811.	Briançon (Hautes-Alpes).	Le mari, conservateur des hypothèques.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... MILITAIRES. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	28	10	25	38
12	HURAU (Jean-Nicolas).	18 sept. 1804.	Dogneville (Vosges).	Garde forestier mixte.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... MILITAIRES. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	14	10	17	24
13	MARTIN (Pierre).....	4 mai 1796.	Lutzelhausen (Bas-Rhin).	Garde mixte.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... POSTES. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	6	0	21
14	DEGLAIRE (Jean-Hubert).	3 nov. 1796.	Charleville (Ardennes).	Directeur.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20	1	0	21

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
ent au 1 ^{er} janvier 1854.)							
.	.	.	.	582 ^f	532 ^f	6 octobre 1863.	Paris (Seine).
ent au 1 ^{er} janvier 1854.)							
.	.	.	2,345 ^f	.	2,345	1 ^{er} janvier 1864.	Versailles (Seine-et-Oise).
.	.	.	.	903 ^f	903	9 novembre 1863.	Vercel (Doubs).
				TOTAL.	3,248		
.	1,031 ^f 03 ^c 483 72	1,514 ^f 75 ^c	.	.	1,514	1 ^{er} janvier 1864.	Paris (Seine).
.	.	2,256 25	1,600	.	1,600	Idem.	Idem.
.	.	.	2,718	.	2,718	Idem.	Idem.
				TOTAL.	5,832		
.	.	.	2,000	.	2,000	1 ^{er} déc. 1863.	Fulles (Corrèze).
.	.	.	1,500	.	1,500	25 nov. 1863.	Chinon (Indre-et-Loire).
.	.	.	1,500	.	1,500	19 nov. 1863.	Draguignan (Var).
.	.	.	2,000	.	2,000	15 août 1863.	Alençon (Orne).
.	.	.	2,000	666	666	14 août 1863.	Agon (Lot-et-Garonne).
				TOTAL.	7,666		
108 ^f 27 ^c	171 79 111 11	391 17	.	.	391	15 octobre 1863.	Ramonchamp (Vosges).
.	170 50 105 13	275 63	.	.	275	1 ^{er} août 1863.	Buriville (Meurthe).
				TOTAL.	666		
.	602 50 297 50	900 00	.	.	900	1 ^{er} déc. 1863.	Rethel (Ardennes).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			des lois et règlements qui régissent les établissements publics de cette nature.
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
15	GOUBERT (Eugène-Jo- seph).	27 avril 1797.	Lorient (Morbihan).	Inspecteur	Civils.....	46	8	5	Loi du 5 et 18 juin 1854.
16	MIRAN (Jean-Gabriel-Ma- rie-Prosper).	29 nov. 1797.	Carcassonne (Aude).	Commis.....	Militaires.... Civils.....	6 35	9 9	8 5	Idem....
17	MORIN (Louis-Jean-Bap- tiste-François-Félix).	4 octobre 1798.	Paris (Seine).	Sous-chef	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	25 10	5 "	" "	Idem....
18	BERGERIE (Adele-Ju- lienne), veuve MA- GNY.	20 janv. 1811.	Idem.	Le mari, ex-fac- teur de ville.	Civils.....	25	6	"	Idem....
19	CHAUDEIRELLE (Marie- Adèle), veuve CHAI- DOREILLE.	8 octobre 1800.	Idem.	Le mari, ex-cour- rier.	Idem.....	19	11	"	Règle- ment du 1 ^{er} janv. 1854.
20	LAFITE (Jeanne), veuve PICASSOU.	17 juin 1813.	Montauban (Tarn-et-Garonne)	Le mari, ex-fac- teur chef.	Idem.....	31	5	"	Idem....
1^{re} catégorie. . . 2^e catégorie .. Postes..... Finances Contributions directes..... Enregistrement..... Forêts..... Postes..... TOTAL.....									

N^o 16,007. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant ce qui suit :

Est autorisée la création d'un hospice dans la commune d'Houplines (Nord).
Cet établissement sera administré conformément aux lois et règlements qui régissent les établissements publics de cette nature. (Paris, 3 Février 1864.)

N^o 16,008. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant ce qui suit :

Est autorisée la création d'un hospice dans la commune de Mutzig (Bas-Rhin) lequel portera le nom d'*Hospice Marquaire*.
Cet établissement sera administré conformément aux lois et règlements qui régissent les établissements publics de cette nature. (Paris, 3 Février 1864.)

N^o 16,009. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant ce qui suit :

Est autorisée la création, dans la ville d'Angoulême (Charente), d'un établissement qui prendra le nom d'*Orphelinat agricole Leclerc-Chauvin*.
Cet établissement sera soumis à toutes les dispositions des lois et règlements qui régissent les établissements publics de bienfaisance. (Paris, 10 Février 1864.)

N^o 16,010. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui auto-

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
.	.	.	3,500 ^f	"	3,500 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Rennes (Ille-et-Vilaine).
.	.	.	1,771	"	1,771	Idem.	Versailles (Seine-et-Oise).
.	.	.	1,863	"	1,863	Idem.	Idem.
.	.	.	"	205 ^f	205	6 novembre 1863.	Paris (Seine).
.	.	.	"	321	321	26 juin 1861.	Idem.
.	.	.	"	170	170	24 sept. 1863.	Montauban (Tarn-et-Garonne)
				TOTAL.	8,730		

1	532 ^f	532 ^f
2	3,248	26,142
3	5,832	
5	7,666	
2	666	
7	8,730	26,674
20	.....	

16,011. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Mouchard (Jura). (Paris, 13 Février 1864.)

16,011. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Cuise-la-Motte (Oise). (Paris, 13 Février 1864.)

16,012. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Limoges-Fourches (Seine-et-Marne). (Paris, 13 Février 1864.)

16,013. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Florimont (Haut-Rhin) à exploiter dans ses bois une coupe de quarante hectares quarante-sept ares, qui sera assise par portions égales, pour les exercices 1863 et 1864, dans le canton Derrière-le-Château. (Fontainebleau, 11 Juin 1863.)

16,014. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration forestière à asseoir pour l'exercice 1863, dans le quart en réserve du bois appartenant à la section des Rippes, annexe de la commune de

Certines (Ain), une coupe extraordinaire de dix-neuf hectares seize ares. (*Paris, 18 Juin 1863.*)

N° 16,015. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. La forêt communale de Vaux-et-Chantegrue (Doubs) formera à l'avenir deux séries d'exploitation, contenant :

La première, deux cent vingt-neuf hectares soixante-six ares ;

La deuxième, cent vingt hectares quatre-vingt-treize ares.

Chacune de ces séries sera traitée en futaie pleine, à la révolution de cent cinquante ans, divisée en cinq périodes égales, à chacune desquelles correspondra une affectation sur le terrain.

2. Durant la première période, la possibilité des coupes de régénération est fixée à sept cent soixante et un mètres cubes, non compris deux cent cinquante mètres cubes à mettre en réserve pour les besoins extraordinaires de la commune.

Cette possibilité pourra être l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts. (*Paris, 18 Juin 1863.*)

N° 16,016. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. La forêt communale des Petites-Chiettes (Jura), contenant environ quatre hectares, continuera à être traitée en taillis sous futaie, à la révolution de vingt-cinq ans, et sera divisée en un égal nombre de coupes, distraction faite du quart de sa contenance pour former la réserve.

2. Les coupes ordinaires sont suspendues pour quatre années consécutives. (*Paris, 18 Juin 1863.*)

N° 16,017. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration forestière à asseoir au canton dit Hury, de la forêt communale de Sainte-Croix-aux-Mines (Haut-Rhin), une coupe extraordinaire de bois dépoussiérés d'une valeur de onze mille francs. (*Paris, 18 Juin 1863.*)

N° 16,018. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à asseoir une coupe extraordinaire de six hectares trente-quatre ares dans le quart en réserve du bois appartenant à la section de Velloreille, commune de Bonnevent (Haute-Saône). (*Paris, 18 Juin 1863.*)

N° 16,019. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Les forêts sectionales de Bonnevent et de Velloreille-lez-Oiselay, dépendant de la commune de Bonnevent-et-Velloreille (Haute-Saône), contenant environ, la première, soixante-six hectares trente-neuf ares, et la seconde, cinquante-huit hectares soixante-treize ares, seront traitées en taillis sous futaie, à la révolution de vingt-cinq ans, et chacune d'elles sera divisée en un égal nombre de coupes, distraction faite du quart de sa contenance pour former la réserve. (*Paris, 18 Juin 1863.*)

N° 16,020. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant que la forêt communale de la Rézie-Saint-Martin (Haute-Saône), contenant environ quatre-vingts hectares soixante-dix ares, sera traitée en taillis sous futaie, à la révolution de vingt-cinq ans, et divisée en un égal nombre de coupes, distraction faite du quart de sa contenance pour former la réserve. (*Paris, 18 Juin 1863.*)

N° 16,021. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Boyer (Saône-et-Loire) à exploiter, pour l'exercice 1863, une coupe extraordinaire de vingt-six hectares trente-cinq ares, formant la partie restante de son quart en réserve. (*Paris, 18 Juin 1863.*)

1863. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

L'administration des forêts est autorisée à asseoir par anticipation, pour l'exercice 1863, dans la forêt communale d'Oncourt (Vosges), une coupe extraordinaire de cent trente-trois stères, sous la condition que les délivrances ordinaires seront suspendues jusqu'en 1872 inclusivement. (Paris, 18 Juin 1863.)

1863. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Sont soumis au régime du taillis-les bois des communes ci-après désignées. Le quart de la contenance sera distrait pour former la réserve réglementaire; le reste sera divisé en coupes, conformément aux indications du tableau suivant :

CANTON.	NOMS des communes et sections de communes.	CON- TENANCE des forêts.	RÉGIME.	DURÉE des révo- lutions.	NOMBRE DE COUPES.	DÉSIGNATION des quarts de réserve.
						Cantons.
Champ.	Commune de Chambon-Sainte-Croix.	76 ^h 43 ^a	Taillis sous futaie.	25 ans.	25	Canton du bois Brand (partie).
Mouville.	Commune de Mouville.	63 71	Idem.	25	25	Canton de Sur l'Étang (partie).
Loire.	Commune de Viévy, section de Veuville et Vésignot.	122 30	Idem.	25	25	La partie septentrionale du massif.
Loire.	Commune de Dun, section des Places.	10 29	Idem.	20	20	Canton des Claies (partie).

(Paris, 19 Juin 1863.)

1863. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :
art. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à faire asseoir, dans les bois communaux situés dans le département de la Haute-Savoie, les coupes extraordinaires ci-dessous désignées, savoir :

NOMS des communes.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
	Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par contenance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par démembre.	Quantité de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
Divers.	Divers.	"	"	4,000	
Lisère.	Lisère.	"	"	80	
Coupe de 1859.	Coupe de 1859.	"	"	140	
Mont-Sion.	Mont-Sion.	"	170	"	
Joux-Verte.	Joux-Verte.	"	"	3,000	
Cavagnes.	Cavagnes.	"	60	"	

Sont rejetées les demandes formées par les communes de la Tour, Essers-Grand, Lucinges, Montriond, Saint-Didier. (Paris, 18 Juin 1863.)

N° 16,025. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Durant une révolution transitoire de cent ans, divisée en quatre périodes égales, à chacune desquelles correspondra une affectation sur le terrain, la forêt communale de Chelles (Oise) sera soumise à des opérations ayant pour but de la convertir en futaie pleine.

2. Pendant la première période, cent cinq hectares environ de la première affectation seront exploités par contenance en coupes de régénération; le surplus de cette affectation et la totalité de la quatrième seront parcourus par des coupes de taillis sous futaie préparatoires à la conversion.

3. L'ordonnance du 22 juillet 1837 est rapportée. (*Paris, 29 Juin 1863.*)

N° 16,026. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant que la forêt communale de Grusse (Jura), contenant trente-trois hectares soixante-quatorze ares, sera traitée en taillis sous futaie, à la révolution de vingt-cinq ans et divisée en un égal nombre de coupes, distraction faite du quart de sa contenance pour former la réserve. (*Paris, 29 Juin 1863.*)

N° 16,027. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. La forêt communale de Saint-Pierre (Jura), contenant environ trois cent quatre-vingt-quatorze hectares, sera traitée en futaie pleine, à la révolution de cent cinquante ans, divisée en cinq périodes égales, auxquelles correspondront autant d'affectations assises sur le terrain.

2. La possibilité annuelle en produits principaux est fixée à mille cinquante-cinq mètres cubes, non compris trois cent cinquante-deux mètres cubes à mettre en réserve pour les besoins extraordinaires de la commune.

Cette possibilité pourra être l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts. (*Paris, 29 Juin 1863.*)



Certifié conforme :

Paris, le 7^e Mars 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin du ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1016.

N° 16,028. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 83 Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.*

Du 16 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2° Les lois des 11 avril 1831, 26 avril 1855 (titre IV) et 25 juin 1861, sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 12 janvier 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 14, et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de quarante et un mille quatre cent soixante et onze francs (41,471¹), sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il est accordé à chacun des quatre - vingt - trois militaires dénommés au tableau d'autre part une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾, savoir :

⁽¹⁾ Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NOMBRES D'INDIGES.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOT.
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	
1	LECOMTE (Joseph-Adolphe).	14 nov. 1815.	Roche fort (Charente-Infer.)	Sous-chef de mu- sique au 85 ^e régi- ment d'infanterie de ligne.	26	6	15	6	"	"	22
2	GANGLOF (Jean-Philippe)	26 déc. 1816.	Lohr (Bas-Rhin).	Musicien de 1 ^{re} clas- se au 79 ^e régiment d'infanterie de ligne.	26	6	17	5	"	"	30
3	KROMMER (Joseph-Henri)	7 mars 1820.	Paris (Seine).	Idem au 56 ^e idem.	25	6	16	15	"	"	30
4	POINSSOT (Jean- Bap- tiste-Auguste).	22 déc. 1818.	Metz (Moselle).	Idem au 89 ^e idem.	26	7	"	11	"	"	37
5	BINGY (Jean-Baptiste) . .	9 juin 1815.	Wettolsheim (Haut-Rhin).	Musicien de 2 ^e classe au 63 ^e régiment d'in- fanterie de ligne.	25	6	9	30	"	"	48
6	EKELOO (Jean-Baptiste) .	7 juin 1815.	Hondschoote (Nord).	Idem au 75 ^e idem.	27	"	3	8	1	15	23
7	KUDER (Nicolas)	29 oct. 1816.	Blienschwiller (Bas-Rhin).	Idem au 83 ^e idem.	26	3	1	5	3	15	20
8	LAVINÉ (Jacques- Jean- Ferdinand).	16 fév. 1819.	Orléans (Loiret).	Idem au 20 ^e idem.	26	"	16	12	"	"	28
9	MARIEU (Auguste-César).	30 sept. 1803.	Lille (Nord).	Musicien de 2 ^e classe au 2 ^e régiment de grenadiers de la gar- de impériale.	26	"	18	1	"	"	27
10	THÉVENOT (Pierre-Fran- çois-Edouard).	19 oct. 1819.	Monteury (Vaucluse).	Musicien de 2 ^e classe au régiment d'artil- lerie à cheval de la garde impériale.	25	"	15	25	"	"	30
11	CHAVELET (Adolphe) . .	3 octobre 1819.	Versailles (Seine-et-Oise).	Idem.	25	5	16	1	"	"	20
12	SIFFERMANN (Joseph- Louis).	25 janv. 1816.	Andlau (Bas-Rhin).	Musicien de 2 ^e classe au 14 ^e régiment d'in- fanterie de ligne.	25	6	16	7	"	"	30
13	SPIESS (Martin).	29 oct. 1815.	Châlenois (Bas-Rhin).	Musicien de 3 ^e classe au 18 ^e régiment d'in- fanterie de ligne.	25	6	16	6	"	"	31
14	HATLET (Jean-Baptiste).	27 oct. 1819.	Panniers (Ariège).	Sergent au 2 ^e régi- ment de voltigeurs de la garde impériale	25	1	29	30	"	"	60
15	PÉRAQUI (André)	31 janv. 1817.	Bordeaux (Gironde).	Sergent au 1 ^{er} régi- ment de grenadiers de la garde impériale	25	6	16	"	"	"	28
16	ADAM (Antoine)	20 mai 1815.	Kientzheim (Haut-Rhin).	Sergent au 1 ^{er} régi- ment de voltigeurs de la garde impériale.	26	"	16	15	"	"	27
17	CABET (Claude-Étienne).	26 mai 1815.	Port-sur-Saône (Haute-Saône).	Idem.	25	6	16	5	"	"	26
18	LEY (Jacques)	4 juillet 1815.	Ammerschwahr (Haut-Rhin).	Idem.	25	6	16	15	"	"	30
19	BESSIÈRES (Antoine) . . .	2 mai 1815.	Merquès (Lot).	Idem au 2 ^e idem.	25	6	16	15	"	"	30
20	GABRIEL - BARNABÉ, dit LARROQUE.	juin 1815.	Alby (Tarn).	Idem au 4 ^e idem.	25	6	17	16	"	"	31
21	NUSBAUMER (Anselin) . .	21 avril 1815.	Triembach (Bas-Rhin).	Idem.	26	"	16	5	"	"	27
22	BOULONNAIS (Jean-Bap- tiste).	8 février 1815.	Pierre-Buffière (Haute-Vienne).	Caporal au 2 ^e régi- ment de grenadiers de la garde impériale	26	"	16	17	"	"	33
23	ROCHON (Louis)	19 mai 1818.	Clermont- Ferrand (Puy-de-Dôme).	Soldat au bataillon de chasseurs à pied de la garde impériale	25	1	11	"	"	"	22
24	GALLUET (Louis - Théo- dore).	11 janv. 1817.	S ^t -Cyr-en-Val (Loiret).	Soldat au 1 ^{er} régi- ment de grenadiers de la garde impériale	25	6	17	19	"	"	31

(1) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861.

NOMINATIONS Nouvelles applicables Nouveaux Titulaires.		GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires
Loi du 28 avril 1855.			Portion à la charge du trésor.	Portion à la charge de la dotation de l'armée.	Total.			
19 et 20.		Sous-chef de musique.	480 ^f	165 ^f	645 ^f (a)	En activité.	1 ^{er} janvier 1863.	Lyon (Rhône).
Idem.		Musicien de 1 ^{re} classe.	360	165	525 (a)	Idem.	30 août 1863.	Saint-Étienne (Loire).
Idem.		Idem.	460	165	625 (a)	Idem.	29 oct. 1863.	Besançon (Doubs).
Idem.		Idem.	430	165	595 (a)	Idem.	23 oct. 1863.	Metz (Moselle).
Idem.		Idem de 3 ^e idem.	400	165	565 (a)	Idem.	1 ^{er} août 1863.	Neuf-Brisach (Haut-Rhin).
Idem.		Idem.	329	165	494 (a)	Idem.	19 juillet 1863.	Hondschoote (Nord).
Idem.		Idem.	295	165	460 (a)	Idem.	27 nov. 1863.	Blienschwill (Bas-Rhin).
Idem.		Idem.	351	165	516 (a)	Idem.	26 octobre 1863.	Lorient (Morbihan).
Idem.		Idem.	269	165	434 (a)	Idem.	30 août 1863.	Paris (Seine).
Idem.		Idem de 3 ^e classe. (Ayant moins de 2 ans d'activité dans le grade de musicien de 3 ^e classe.)	340	165	505 (a)	Idem.	26 avril 1863.	Pernes (Vaucluse).
Idem (1).		Musicien de 3 ^e classe. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	275	198	473 (a)	Dans ses foyers.	3 sept. 1863.	Versailles (Seine-et-Oise).
Idem (1).		Idem.	322	198	520 (a)	Idem.	9 sept. 1863.	Colmar (Haut-Rhin).
Idem.		Idem.	314	198	512 (a)	En activité.	21 octobre 1863.	Châtenois (Bas-Rhin).
Idem.		Bergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	480	198	678 (a)	Idem.	19 juillet 1863.	Pamiers (Ariège).
Idem.		Idem.	309	198	507 (a)	Idem.	13 sept. 1863.	Périgueux (Dordogne).
Idem.		Idem.	449	198	647 (a)	Idem.	20 nov. 1863.	Paris (Seine).
Idem.		Idem.	345	198	543 (a)	Idem.	25 août 1863.	Vesoul (Haute-Saône).
Idem.		Idem.	435	198	633 (a)	Idem.	11 sept. 1863.	Ammerschwill (Bas-Rhin).
Idem.		Idem.	435	198	633 (a)	Idem.	4 sept. 1863.	Mercuès (Lot).
Idem.		Idem.	453	198	651 (a)	Idem.	5 nov. 1863.	Alby (Tarn).
Idem.		Idem.	350	198	548 (a)	Idem.	18 nov. 1863.	Triembach (Bas-Rhin).
Idem.		Caporal.	331	165	496 (a)	Idem.	3 nov. 1863.	Pierre-Buffière (Haute-Vienne).
Idem.		Soldat.	253	165	418 (a)	Idem.	1 ^{er} octobre 1863.	Clermont- Ferrand (Puy-de-Dôme).
Idem.		Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	15 octobre 1863.	Orléans (Loiret).

à la condition que les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles.

NOM ET PRÉNOM.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
	Dates.	Lieu.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
25 BARRICAULT (Jean-Baptiste).	31 avril 1813.	Milouan (Deux-Sèvres).	Soldat au 1 ^{er} régiment de voltigeurs de la garde impériale.	25	-	16	21	*	*
26 DUGAT (Louis).....	22 oct. 1816.	Nantes Loire-Inférieure.	<i>Idem</i> au 2 ^e <i>Idem</i> .	25	2	8	25	*	*
27 BACH (Jean).....	26 nov. 1813.	Clamecy (Loir.)	Soldat au bataillon de chasseurs à pied de la garde impériale.	26	*	16	19	*	*
28 HERRIN (Guillaume) ..	16 jan. 1813.	Insweiler (Bavière).	Soldat au régiment de zouaves de la garde impériale.	25	*	10	41	*	*
29 COLLOX (Claude-Marie).	13 juillet 1813.	Savigny-en-Revermont (Saône-et-Loire).	Soldat au 1 ^{er} régiment de voltigeurs de la garde impériale.	25	6	18	3	*	*
30 MARQUET (Jean).....	10 dec. 1819.	Saint-Vincent-de-Naintes (Landes).	<i>Idem</i> .	25	6	16	2	*	*
31 ROBE (Antoine).....	10 oct. 1813.	Achen (Moselle).	<i>Idem</i> .	25	6	16	11	*	*
32 FAUCONNIER (Jean-Baptiste).	29 juin 1819.	Pontenois-la-Ville (Haute-Saône).	<i>Idem</i> au 2 ^e <i>Idem</i> .	25	6	16	16	*	*
33 BARDIN (Pierre-Fargeau).	10 juin 1813.	Villevand (Seine-et-Marne).	<i>Idem</i> au 3 ^e <i>Idem</i> .	26	-	16	12	*	*
34 MAÇON (Pierre-Désiré).	15 dec. 1813.	Nonzon (Ardennes).	Soldat au régiment de zouaves de la garde impériale.	25	6	16	2	*	*
35 DELA (Hippolyte-Louis-Joseph).	17 août 1813.	Deuilemond (Nord).	Soldat au 1 ^{er} régiment de chasseurs de la garde impériale.	26	*	16	*	*	*
36 MOULIS (Jean).....	25 oct. 1816.	Arbas (Haute-Garonne).	Soldat au régiment d'artillerie montée de la garde impériale.	25	6	16	1	*	*
37 PAQUET (Jean).....	26 avril 1813.	Berwiller (Moselle).	Maréchal des logis à l'escadron du train des équipages de la garde impériale.	25	*	1	31	*	*
38 BORDES (Jean).....	27 juin 1813.	Sarran (Corrèze).	Soldat à l'escadron du train des équip. de la garde impériale.	25	*	1	36	*	*
39 PRÉVOST (Jules-Charles-Emile).	27 oct. 1813.	Toulouse (Haute-Garonne).	Adjudant sous-officier au 8 ^e régiment de chasseurs à cheval.	25	6	16	6	*	*
40 FATOUX (Louis-Adrien).	21 nov. 1819.	Fontainebleau (Seine-et-Marne).	Maréchal des logis au 1 ^{er} régiment de dragons.	26	*	16	*	*	*
41 HERILLET (Antoine)...	2 mars 1813.	Campagne-sur-Aude (Aude).	Maréchal des logis au 5 ^e régiment de hussards.	26	6	16	16	*	*
42 LAMMO (Martin).....	26 nov. 1813.	Goetzembruck (Moselle).	Brigadier au 3 ^e régiment de hussards.	25	11	22	39	*	*
43 PRÉVÔT (François)....	8 sept. 1819.	Charleville (Ardennes).	Brigadier au 8 ^e régiment de chasseurs à cheval.	26	*	16	8	*	*
44 GUÉRIN (Louis).....	30 mars 1813.	Gizé (Sarthe).	Brigadier au 8 ^e régiment de hussards.	25	6	16	7	*	*
45 LENTZ (Michel).....	10 sept. 1813.	Ringendorf (Bas-Rhin).	Soldat au 2 ^e régiment de dragons.	25	6	2	28	*	*
46 MANG (Jean-Claude)...	31 oct. 1813.	Romagny (Haut-Rhin).	Soldat au 7 ^e régiment de chasseurs à cheval.	25	1	6	42	*	*
47 JADIN (Jean-François-Navier).	3 février 1813.	Le Plessis-Patte-d'Oie (Oise).	Soldat au 3 ^e régiment de chasseurs d'Afrique.	25	2	3	38	*	*

11. En instance de naturalisation.

NOM du titulaire	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Portion à la charge du trésor.	Portion à la charge de la dotation de l'armée.	Total.			
19 et 20.	Soldat.	300 ^f	165 ^f	465 ^f (a).	En activité.	15 nov. 1863.	Niort (Deux-Sèvres).
Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	19 juillet 1863.	Orléans (Loiret).
Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	26 nov. 1863.	Caliors (Lot).
Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	1 ^{re} août 1863.	Orléans (Loiret).
Idem.	Idem.	220	165	385 (a)	Idem.	10 nov. 1863.	Savigny- en-Revermont
Idem.	Idem.	215	165	380 (a)	Idem.	19 sept. 1863.	(Saône-et-Loire) Bayonne
Idem.	Idem.	260	165	425 (a)	Idem.	13 sept. 1863.	Courbevoie (Seine).
Idem.	Idem.	285	165	450 (a)	Idem.	23 dec. 1863.	Fontenois- la-Ville
Idem.	Idem.	268	165	433 (a)	Idem.	9 déc. 1863.	(Haute-Saône). Villevaudé
Idem.	Idem.	220	165	385 (a)	Idem.	8 nov. 1863.	(Seine-et-Marne). Nouzon
Idem.	Idem.	208	165	373 (a)	Idem.	25 août 1863.	(Ardennes). Saint-Germain
Idem.	Idem.	210	165	375 (a)	Idem.	18 octobre 1863.	(Seine-et-Oise). Arbas
Idem.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'ac- tivité dans ce grade.)	480	198	678 (a)	Idem.	26 août 1863.	(Haute-Garonne). Paris
Idem.	Soldat.	300	165	465 (a)	Idem.	23 juillet 1863.	(Seine). Sarran
Idem.	Adjudant sous-offi- cier.	470	165	635 (a)	Idem.	21 octobre 1863.	(Corrèze). Toulouse
Idem.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'ac- tivité dans ce grade.)	314	198	512 (a)	Idem.	27 janvier 1864.	(Haute-Garonne). Paris
Idem.	Idem.	462	198	660 (a)	Idem.	22 nov. 1863.	(Seine). Perpignan
Idem.	Brigadier.	340	165	505 (a)	Idem.	8 juillet 1863.	(Pyrénées-Or.). Saint-Nicolas
Idem.	Idem. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	332	198	530 (a)	Idem.	11 octobre 1863.	(Meurthe). Tours
Idem.	Brigadier.	268	165	433 (a)	Idem.	3 nov. 1863.	(Indre-et-Loire). La Flèche
Idem.	Soldat.	300	165	465 (a)	Idem.	26 juillet 1863.	(Sarthe). Strasbourg
Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Dans ses foyers.	18 janvier 1863.	(Bas-Rhin). Romagny
Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	En activité.	26 avril 1863.	(Haut-Rhin). Le Flessis- Patte-d'Oie

Condition que les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles

NOM ET PRÉNOM.	NAISSANCE.		GRADES armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			Total.
	Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	
48 PARTHURIER (Louis-Philibert).	8 juillet 1816.	Boinville-le-Gaillard (Seine-et-Oise).	Soldat au 2 ^e régiment de chasseurs d'Afrique.	25	1	3	45	"	"	70
49 FABING (Jean).....	9 mars 1815.	Sarreguemines (Moselle).	Soldat au 8 ^e régiment de cuirassiers.	25	6	16	"	"	"	28
50 FRANÇOIS (Pierre).....	5 août 1817.	Grandchamp (Seine-et-Oise).	Soldat au 8 ^e régiment de lanciers.	25	"	17	8	"	"	53
51 GALLIS (François-Henry-Achille).	23 fév. 1817.	L'île d'Yeu (Vendée).	Soldat au 7 ^e régiment de chasseurs.	25	6	16	3	"	"	28
52 DOILIS (Nicolas).....	avril 1815.	Forstheim (Bas-Rhin).	<i>Idem</i> au 8 ^e <i>idem</i> .	25	6	16	6	"	"	30
53 FARJAT (Louis).....	8 mai 1816.	Saint-Lager (Rhône).	Brigadier à la 1 ^{re} compagnie de cavaliers de remonte.	25	6	16	"	"	"	28
54 DACHEUX (Célestin)...	8 nov. 1814.	Léalvillers (Somme).	Soldat à la 3 ^e compagnie de cavaliers de remonte.	25	4	20	28	"	"	53
55 WÉBER (Georges-Urbain).	14 oct. 1814.	Montbéliard (Doubs).	<i>Idem</i> .	25	7	10	26	"	"	34
56 PETER (François-Joseph).	10 sept. 1815.	Dessenheim (Haut-Rhin).	<i>Idem</i> à la 6 ^e <i>idem</i> .	25	7	24	26	"	"	51
57 THYVIN (Jacques).....	6 août 1815.	Chaufailles (Saône-et-Loire).	<i>Idem</i> .	25	5	10	24	"	"	30
58 CASSOU (Louis).....	3 juin 1816.	Odos (Hautes-Pyrénées).	<i>Idem</i> à la 2 ^e <i>idem</i> .	25	6	16	2	"	"	27
59 BLONDEL (Charles-Guislain).	19 avril 1815.	Velu (Pas-de-Calais).	<i>Idem</i> à la 3 ^e <i>idem</i> .	25	6	16	1	"	"	27
60 FABIEN (François).....	7 octobre 1814.	Tangon-la-Ronde (Charente-Infér.).	<i>Idem</i> à la 5 ^e <i>idem</i> .	26	6	16	2	"	"	28
61 GERVIN (Nicolas).....	25 déc. 1815.	Yutz (Moselle).	<i>Idem</i> à la 6 ^e <i>idem</i> .	26	"	16	"	"	"	28
62 KUNTZ (Antoine).....	17 sept. 1815.	Ostwald (Bas-Rhin).	<i>Idem</i> .	27	"	16	14	"	"	28
63 LOUVIOT (Nicolas).....	24 avril 1817.	Saint-Avoid (Moselle).	<i>Idem</i> .	25	6	16	"	"	"	28
64 PRUNIER (Michel-Eugène).	29 déc. 1815.	Troyes (Aube).	Maréchal des logis au 5 ^e régiment d'artillerie à pied.	25	6	16	"	"	"	28
65 BAZELLE (Édouard-Isidore-Eugène).	8 février 1820.	Pigeac (Lot).	<i>Idem</i> au 5 ^e <i>idem</i> .	25	"	16	6	"	"	28
66 BOULENGER (Michel)...	3 mai 1816.	Metz (Moselle).	Maréchal des logis au 7 ^e régiment d'artillerie monte.	29	6	16	"	"	"	28
67 DECASTEL (Louis-Aubin-Achille).	23 juillet 1816.	Bacqueville (Seine-Infér.).	<i>Idem</i> au 15 ^e <i>idem</i> .	26	"	16	18	"	"	28
68 CAU (Benoit).....	12 nov. 1815.	Bethmale (Ariège).	Soldat au 7 ^e régiment d'artillerie.	25	6	16	14	"	"	28
69 LEROY (Charles-Louis)...	13 fév. 1816.	Zuydcoote (Nord).	<i>Idem</i> au 1 ^{er} <i>idem</i> .	25	3	4	28	"	"	28
70 RIBERT (Pierre-Marie-Toussaint).	17 janv. 1808.	Rennes (Ille-et-Vilaine).	Maréchal des logis au 6 ^e escadron du train des équipages militaires.	26	6	16	"	"	"	28
71 DARRIUS (Jean).....	10 avril 1816.	Orthez (Basses-Pyrénées).	Maréchal des logis au 3 ^e escadron du train d'artillerie.	25	"	18	14	"	"	28
72 NICOLAS (René).....	12 avril 1820.	Metz (Moselle).	Adjudant sous-officier au 3 ^e régiment du génie.	25	6	16	18	"	"	28

(1) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861.

INSTRUCTIONS générales applicables à cette situation.		GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
Loi du 26 avril 1855.			Portion à la charge du trésor.	Portion à la charge de la dotation de l'armée.	Total.			
19 et 20.		Soldat.	300 ^f	165 ^f	465 ^f (a)	En activité.	26 avril 1863.	Oran (Algérie).
Idem.		Idem.	210	165	375 (a)	Idem.	11 oct. 1863.	Volmunster (Moselle).
Idem.		Idem.	243	165	408 (a)	Idem.	7 avril 1864.	Rambouillet (Seine-et-Oise).
Idem.		Idem.	220	165	385 (a)	Idem.	9 août 1863.	Châlons- sur-Marne (Marne).
Idem.		Idem.	240	165	405 (a)	Idem.	16 oct. 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
Idem.		Brigadier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	271	198	469 (a)	Idem.	18 sept. 1863.	Lyon (Rhône).
Idem.		Soldat.	300	165	465 (a)	Idem.	26 juillet 1863.	Auch (Gers).
Idem.		Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	1 ^{er} août 1863.	Montbéliard (Doubs).
Idem.		Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	4 juillet 1863.	Dessenheim (Haut-Rhin).
Idem.		Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	Idem.	Chauffailles (Saône-et-Loire).
Idem.		Idem.	215	165	380 (a)	Idem.	10 sept. 1863.	Fontenay (Vendée).
Idem.		Idem.	210	165	375 (a)	Idem.	28 sept. 1863.	Velu (Pas-de-Calais).
Idem.		Idem.	220	165	385 (a)	Idem.	21 octobre 1863.	Tangon- la-Ronde (Pas-de-Calais).
Idem.		Idem.	208	165	373 (a)	Idem.	25 février 1864.	Basse-Yutz (Moselle).
Idem.		Idem.	283	165	448 (a)	Idem.	19 sept. 1863.	Ostwald (Bas-Rhin).
Idem.		Idem.	205	165	370 (a)	Idem.	9 nov. 1863.	Saint-Avoid (Moselle).
Idem.		Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'ac- tivité dans ce grade.)	309	198	507 (a)	Idem.	27 août 1863.	Vienne (Isère).
Idem.		Idem.	359	198	557 (a)	Idem.	17 octobre 1863.	Metz (Moselle).
Idem.		Idem.	345	198	543 (a)	Idem.	11 nov. 1863.	La Fère (Aisne).
Idem.		Maréchal des logis.	396	165	561 (a)	Idem.	16 nov. 1863.	Bacqueville (Seine-Inférieure).
Idem.		Soldat.	275	165	440 (a)	Idem.	25 sept. 1863.	Castillon (Ariège).
Idem.		Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	15 juillet 1863.	Dunkerque (Nord).
Idem.		Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'ac- tivité dans ce grade.)	318	198	516 (a)	Idem.	6 octobre 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
Idem (1).		Brigadier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	368	198	566 (a)	Idem.	7 octobre 1863.	Orthez (Basses-Pyrénées).
Idem (2).		Sergent-major. (Ayant 12 ans d'ac- tivité dans ce grade.)	588	198	786 (a)	Idem.	29 octobre 1863.	Metz (Moselle).

À la condition que les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles.

NOMBRES D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
73	PRUVOST (Pierre-Joseph-Louis).	18 sept. 1816.	Febvin-Palfart (Pas-de-Calais).	Soldat au 5 ^e régiment du génie.	25	6	16	13	"	"
74	HENON (Jean-Baptiste-Bernard).	15 fév. 1815.	Saint-Pierre-lez-Calais (Pas-de-Calais).	Maréchal des logis au 5 ^e escadron du train des équipages militaires.	27	"	11	29	"	"
75	DELLUT (François).....	30 sept. 1814.	Nancelle (Aveyron).	Sergent infirmier-major.	25	"	2	27	"	"
76	BOUVIER (Étienne-Félix-Julien).	29 mai 1816.	Igé (Orne).	<i>Idem.</i>	25	6	16	1	"	"
77	VACHEZ (Claude-Antoine)	14 sept. 1817.	Trécourt (Haute-Saône).	<i>Idem.</i>	25	6	16	"	"	"
78	ESCOFFET (Jean-Baptiste).	27 mai 1815.	Ille (Pyrénées-Or.).	Soldat infirmier.	26	"	12	22	"	"
79	ROHNIG (Gaspard).....	14 janv. 1814.	Schleithal (Bas-Rhin).	Musicien de 2 ^e classe.	25	8	4	12	"	"
80	POUJOL (Étienne).....	20 déc. 1814.	Avignon (Vaucluse).	Sergent d'infanterie.	26	3	18	18	"	"
81	PATROGNET (Jean-Antoine).	12 sept. 1814.	Arbois (Jura).	Maréchal des logis de cavalerie.	25	3	13	17	"	"
82	WEISS (Louis-Ferdinand).	9 mai 1815.	Obernay (Bas-Rhin).	Brigadier, trompette à l'escadron des cent-gardes.	34	6	16	2	"	"
83	ROLDÉS (François).....	29 nov. 1813.	Concots (Lot).	Soldat d'artillerie.	26	7	4	6	"	"

(1) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861.

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité. — (b) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 12 mars 1862 sur la pension de 559 francs accordée par décret du 7 février 1863, et que la présente annule. — (c) A la condition que les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes perçues que du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes perçues depuis le 1^{er} juin 1862 sur la pension de 567 francs accordée par décret du 7 février 1863, et que la présente annule. — (d) A la condition que les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre

NOMINATIONS régulières ou exceptionnelles ou d'ancienneté.		GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
du 1 ^{er} avril 1861.	du 26 avril 1865.		Portion à la charge du Trésor.	Portion à la charge de la dotation de l'armée.	Total.			
10	19 et 20.	Soldat.	270 ^f	165 ^f	435 ^f (a)	En activité.	15 sept. 1863.	Arras (Pas-de-Calais).
11	Idem (1).	Brigadier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	408	198	606 (a)	Idem.	24 août 1863.	Alger (Algérie).
12	Idem.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	480	198	678 (a)	Idem à la 1 ^{re} divi- sion militaire.	21 octobre 1863.	Nancelle (Aveyron).
13	Idem.	Idem.	318	198	516 (a)	Idem à la 3 ^e idem.	29 sept. 1863.	Dunkerque (Nord).
14	Idem.	Idem.	309	198	507 (a)	Idem à la 1 ^{re} idem.	25 février 1864.	Trécourt (Haute-Saône).
15	Idem.	Soldat.	300	165	465 (a)	Idem.	24 juillet 1863.	Paris (Seine).
16	Idem (1).	Caporal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	358	198	556 (b)	En retraite.	12 mars 1863.	Perpignan (Pyrénées-Or.).
17	Idem.	Sergent.	396	165	561 (c)	Idem.	1 ^{er} juin 1863.	Avignon (Vaucluse).
18	Idem (1).	Brigadier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	390	198	588 (d)	Idem.	16 avril 1863.	Arbois (Jura).
19	Idem.	Idem.	350	198	548 (e)	En activité.	25 nov. 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
20	Idem (1).	Soldat.	240	165	405 (f)	En retraite.	5 janvier 1863.	Cahors (Lot).
TOTAL.					41,471			

et, sauf déduction des sommes perçues depuis le 16 avril 1863 sur la pension de 593 francs accordée par décret du 1^{er} février 1863, et que la présente annule. — (e) A la condition que les arrérages ne commenceront à courir que le jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes perçues depuis le 25 novembre 1863 sur la pension de 418 francs accordée par décret du 7 février 1863, et que la présente annule. — (f) A la condition que les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes perçues depuis le 5 janvier 1863 sur la pension de 415 francs accordée par décret du 1^{er} avril 1863, et que la présente annule.

et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur:

Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

N° 16,029. — DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 68 Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.

Du 16 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AT Série. — Partie suppl.

20..

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2° Les lois des 11 avril 1831, 26 avril 1855 (titre IV) et 25 juin 1861, sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 12 janvier 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 15, et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de trente-six mille huit cent soixante-neuf francs (36,869^f), sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

NOMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRENOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
1	CHRISTOPHE (Augustin).	25 sept. 1810.	Remiremont (Vosges).	Tambour-major au 36 ^e régiment d'infan- terie de ligne.	25	"	26	28	"	"
2	ROUSSET (Joseph)	20 déc. 1816.	Chanos-Curson (Drôme).	<i>Idem</i> au 89 ^e <i>idem</i> .	25	6	16	10	"	"
3	ROBERT (Jean-Gabriel- Marius).	25 dec. 1815.	Marscille (Bouches-du-Rh.).	Sergent-major au 12 ^e régiment d'infan- terie de ligne.	26	6	16	14	"	"
4	MATHÉE (Adolphe)	12 août 1815.	Bayeux (Calvados).	Sergent au 14 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	25	2	6	20	"	"
5	BARBIER (Claude)	21 fév. 1814.	Saint-Aubin (Jura).	<i>Idem</i> au 32 ^e <i>idem</i> .	25	"	3	21	"	"
6	GARDEY (Pierre)	25 fév. 1814.	Saint-Nicolas- les-Cîteaux (Côte-d'Or).	<i>Idem</i> au 56 ^e <i>idem</i> .	25	1	11	21	"	"
7	GODD (François-Michel) (al).	1 ^{er} avril 1806.	Goettingen (grand-duché de Bade).	<i>Idem</i> au 62 ^e <i>idem</i> .	25	3	25	41	"	"
8	THEVENON (François) . . .	31 janv. 1815.	Saint-Etienne (Loire).	<i>Idem</i> au 70 ^e <i>idem</i> .	25	4	1	24	"	"
9	PARISSE (Nicolas)	29 juin 1815.	Clermont- Ferrand (Puy-de-Dôme).	<i>Idem</i> au 99 ^e <i>idem</i> .	25	4	21	21	"	"
10	PAPILLARD (Louis-Hippo- lyte-Élie).	29 mai 1817.	Bar-sur-Seine (Aube).	Sergent au régi- ment étranger.	25	2	29	34	"	"
11	BOLLER (Jean-Georges) . .	17 janv. 1819.	Muntzenheim (Haut-Rhin).	Sergent au 3 ^e batail- lon de chasseurs à pied.	25	6	16	19	"	"
12	VACQUEMACKER (Charles- Alfred).	14 sept. 1819.	Beauvais (Oise).	Sergent au régi- ment étranger.	25	"	4	40	"	"
13	BILLOT (Jean-Marie) . . .	19 avril 1814.	La Chau- des-Crotenay (Jura).	Sergent au 7 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	26	6	18	9	"	"
14	SORNAY (Jean-Antoine) . .	24 sept. 1815.	Villeneuve- d'Aval (Jura).	<i>Idem</i> .	26	6	16	3	"	"
15	MICHAUD (Louis)	31 déc. 1814.	Yenne (Savoie).	<i>Idem</i> au 20 ^e <i>idem</i> .	25	6	16	3	"	"
16	DELACOUR (François-Xa- vier).	10 mai 1819.	Trétudans (Haut-Rhin).	<i>Idem</i> au 31 ^e <i>idem</i> .	26	"	16	15	"	"

(1) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861. — (2) En instance de naturalisation.

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des soixante-huit militaires dénommés au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾, savoir :

⁽¹⁾ Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NOM et prénoms de la titulaire.	Loi du 26 avril 1859.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
			Portion à la charge du trésor.	Portion à la charge de la dotation de l'armée.	Total.			
1	19 et 20.	Tambour-major.	500 ^f	165 ^f	665 ^f (a)	En activité.	3 août 1863.	Remiremont (Vosges).
2	Idem.	Tambour-major. (Ayant 12 ans d'acti- vité dans ce grade.)	592	198	690 (a)	Idem.	8 sept. 1863.	Chanos-Curon (Drôme).
3	Idem.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	544	198	642 (a)	Idem.	15 octobre 1863.	Marseille Bouches-du-Rh.
4	Idem.	Idem.	580	198	678 (a)	Idem.	1 ^{er} août 1863.	Guéret (Creuse).
5	Idem.	Idem.	580	198	678 (a)	Idem.	29 août 1863.	Napoléon (Vendée).
6	Idem.	Idem.	580	198	678 (a)	Idem.	11 sept. 1863.	Besançon (Doubs).
7	Idem.	Idem.	580	198	678 (a)	Idem.	24 sept. 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
8	Idem.	Idem.	580	198	678 (a)	Idem.	22 juillet 1863.	Saint-Étienne (Loire).
9	Idem.	Idem.	580	198	678 (a)	Idem.	11 juillet 1863.	Clermont- Ferrand Puy-de-Dôme).
10	Idem.	Idem.	580	198	678 (a)	Idem.	23 sept. 1863.	Ain-Sofra- Thessalah, province d'Oran (Algérie).
11	Idem.	Sergent.	500	165	565 (a)	Idem.	2 nov. 1863.	(Muntzenheim (Haut-Rhin).
12	Idem.	Idem.	400	165	565 (a)	Idem.	23 sept. 1863.	[Beauvais (Oise).
13	Idem.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	399	198	597 (a)	Idem.	1 ^{er} août 1863.	La Chaux- des-Crotenay (Jura).
14	Idem.	Idem.	315	198	513 (a)	Idem.	26 juillet 1863.	Villeneuve- d'Aval (Jura).
15	Idem.	Idem.	336	198	534 (a)	Idem.	28 juillet 1863.	Yenne (Savoie).
16	Idem.	Idem.	449	198	647 (a)	Idem.	5 sept. 1863.	Longwy (Moselle).

à la condition que les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES.			TOTAL.
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	
17	VIDAL François-Edouard	16 juillet 1816.	Strasbourg (Bas-Rhin).	Sergent au 51 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	25	7	18	10	11	*	36
18	PRIZ (Benoît).....	27 mars 1815.	Parmlieu Isère.	Idem au 54 ^e idem.	25	*	19	9	*	*	34
19	MALAIN (Jean-Marie- Ange-Julien).	16 fév. 1819.	Saint-Grégoire (Ille-et-Vilaine).	Idem au 45 ^e idem.	28	*	16	*	*	*	34
20	LUC Mathieu.....	24 juillet 1819.	Montbéliard (Doubs).	Idem au 58 ^e idem.	26	4	2	6	*	*	33
21	MULLOIS (Pierre-Fran- çois-Simon).	9 sept. 1814.	Saint-Remy (Calvados).	Idem au 44 ^e idem.	27	6	16	*	*	*	37
22	BEER (Charles-Henri) ..	20 avril 1817.	Strasbourg Bas-Rhin.	Idem au 57 ^e idem.	26	6	16	6	*	*	39
23	BELAIN Dominique ..	2 mars 1815.	Sainte-Marie Basses-Pyrénées).	Idem au 60 ^e idem.	25	6	16	18	*	*	43
24	BESSE Joseph-Emma- nuel.	13 dec. 1816.	Vetheuil (Seine-et-Oise).	Idem.	25	6	16	10	*	*	35
25	PETTROUD (Frédéric-Al- phonse).	4 mars 1815.	Pontcharra Isère).	Idem au 63 ^e idem.	26	*	16	*	*	*	28
26	PAUL-SAUVIGNAS.....	Nov. 1815.	Condoin (Gers).	Idem au 64 ^e idem.	25	8	27	16	*	*	31
27	FRANÇOIS Dominique.	3 août 1819.	Piazzole (Corse).	Idem au 73 ^e idem.	25	6	16	11	*	*	36
28	TOUPET (Jean-Nicolas- Auguste).	5 mai 1817.	Étion (Ardennes).	Idem au 74 ^e idem.	25	6	16	5	*	*	30
29	PICHARD Jean-Marie ..	22 mars 1815.	Reunnes (Ille-et-Vilaine).	Idem au 77 ^e idem.	27	*	16	4	*	*	33
30	ROBARDET Pierre.....	20 janv. 1816.	Flammerans Côte-d'Or.	Idem au 81 ^e idem.	26	*	16	17	*	*	43
31	JAQUOT François.....	2 février 1815.	Lunéville Meurthe).	Idem au 87 ^e idem.	25	*	15	*	*	*	30
32	COTURIER Jean.....	13 dec. 1815.	Fauverney Côte-d'Or.	Idem au 88 ^e idem.	26	*	16	13	*	*	39
33	PICOT Louis-Joseph- Martin.	20 janv. 1816.	Choiseul Haute-Marne.	Sergent au bataillon de sapeurs-pompiers de la ville de Paris.	25	*	16	11	*	*	36
34	HAECKEL Georges.....	11 oct. 1815.	Sundhausen Bas-Rhin.	Sergent au 52 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	26	6	16	1	*	*	37
35	RAPIN (Joseph-Au- guste).	17 mars 1816.	Fougerolles (Haute-Saône).	Idem au 81 ^e idem.	25	6	16	3	*	*	33
36	TUAL (Mathurin-Yves) ..	21 juillet 1818.	Hennebon (Morbihan).	Idem au 91 ^e idem.	25	6	16	8	*	*	39
37	AUGIER François-Jo- seph.	28 oct. 1815.	Faucogney Haute-Saône.	Idem au 75 ^e idem.	25	3	1	40	*	*	46
38	LACAZE Michel), dit RA- PIET.	16 dec. 1816.	Lelin-Lapujolle Gers).	Idem au 19 ^e idem.	26	6	16	1	*	*	37
39	BERGUES (François-Hu- bert).	7 dec. 1816.	Clayures Meurthe).	Idem au 68 ^e idem.	25	6	16	15	*	*	36
40	DENIAU Laurent-Pierre.	28 juillet 1816.	Vernay Ménus-et-Loire.	Idem au 91 ^e idem.	25	6	16	11	*	*	36
41	BERNARD Onésime-Jo- seph-Marie.	17 avril 1818.	La Cheze (Cotes-du-Nord).	Idem au 11 ^e idem.	26	*	16	15	*	*	37
42	JOUR (Antoine).....	15 avril 1815.	Saint-Etienne Loire).	Sergent au 13 ^e ba- taillon de chasseurs à pied.	25	6	21	7	*	*	33
43	ARVINE Joseph.....	6 avril 1816.	Châtelleraut Vienne).	Caporal au 56 ^e re- giment d'infanterie de ligne.	26	*	6	20	*	*	32
44	TADDEI (Jean-François).	27 août 1816.	Omessa Corse).	Idem au 81 ^e idem.	25	1	21	21	*	*	47

(1) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1864.

(2) A la condition que les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été payé des contributions.

NOMINATIONS Épaves responsables dans la fixation.		GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires
On du juin 1855.	Loi du 26 avril 1855.		Portion à la charge du trésor.	Portion à la charge de la dotation de l'armée.	Total.			
1851.	19 et 30.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	408 ^f	198 ^f	606 ^f (a)	En activité.	7 sept. 1863.	Holtzheim (Bas-Rhin).
1852.	Idem.	Idem.	386	198	584 (a)	Idem.	1 ^{er} nov. 1863.	Parmilieu (Isère).
1853.	Idem.	Idem.	332	198	530 (a)	Idem.	18 sept. 1863.	Mostaganen (Algérie).
1854.	Idem.	Idem.	368	198	566 (a)	Dans ses foyers.	30 juin 1863.	Bordeaux (Gironde).
1855.	Idem.	Idem.	327	198	525 (a)	En activité.	12 janvier 1864.	
1856.	Idem.	Idem.	372	198	570 (b)	Idem.	16 nov. 1863.	Angoulême (Charente).
1857.	Idem.	Idem.	471	198	669 (a)	Idem.	3 octobre 1863.	Cloron (Basses-Pyrénées).
1858.	Idem.	Idem.	399	198	597 (a)	Idem.	1 ^{er} octobre 1863.	Orléans (Loiret).
1859.	Idem.	Idem.	314	198	512 (a)	Idem.	17 octobre 1863.	Chambéry (Savoie).
1860.	Idem.	Idem.	453	198	651 (a)	Dans ses foyers.	1 ^{er} août 1863.	Fleurance (Gers).
1861.	Idem.	Idem.	408	198	606 (a)	En activité.	22 déc. 1863.	Paris (Seine).
1862.	Idem.	Idem.	354	198	552 (a)	Idem.	19 nov. 1863.	Charleville (Ardennes).
1863.	Idem.	Idem.	359	198	557 (a)	Idem.	24 sept. 1863.	Troyes (Aube).
1864.	Idem.	Idem.	467	198	665 (a)	Idem.	23 mars 1864.	Flammerans (Côte-d'Or).
1865.	Idem.	Idem.	435	198	633 (a)	Idem.	4 janvier 1863.	Lunéville (Meurthe).
1866.	Idem.	Idem.	431	198	629 (a)	Idem.	27 octobre 1863.	Faiverney (Côte-d'Or).
1867.	Idem.	Idem.	404	198	602 (a)	Idem.	25 nov. 1863.	Paris (Seine).
1868.	Idem.	Sergent.	273	165	438 (a)	Idem.	20 octobre 1863.	Idem.
1869.	Idem.	Idem.	280	165	445 (a)	Idem.	25 août 1863.	Fongerolles (Haute-Saône).
1870.	Idem.	Idem.	318	165	483 (a)	Idem.	15 octobre 1863.	Paris (Seine).
1871.	Idem ⁽¹⁾ .	Caporal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	408	198	606 (a)	Idem.	3 octobre 1863.	Faucogney (Haute-Saône).
1872.	Idem ⁽¹⁾ .	Idem.	286	198	484 (a)	Idem.	11 octobre 1863.	Mâcon (Saône-et-Loire).
1873.	Idem ⁽¹⁾ .	Idem.	379	198	577 (a)	Idem.	11 nov. 1863.	Clayeux (Meurthe).
1874.	Idem ⁽¹⁾ .	Idem.	350	198	548 (a)	Idem.	7 sept. 1863.	Yzernay (Maine-et-Loire).
1875.	Idem ⁽¹⁾ .	Idem.	376	198	574 (a)	Idem.	27 août 1863.	Napoléonville (Morbihan).
1876.	Idem ⁽¹⁾ .	Idem.	322	198	520 (a)	Idem.	4 février 1864.	Toulouse (Haute-Garonne).
1877.	Idem.	Idem.	408	198	606 (a)	Idem.	7 mars 1864.	Valenciennes (Nord).
1878.	Idem.	Caporal.	340	165	505 (a)	Idem.	5 sept. 1865.	Omessa (Corse).

Notes. — (1) Idem. Cette pension, dans la fixation de laquelle il a été fait application de l'article 4 de la loi du 26 avril 1855, ne peut, d'après l'article 27 de ladite loi, être cumulée avec un traitement civil d'activité.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES.			TOTAL.	
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.
45	DARLES (Jean)	6 février 1815.	Misson (Landes).	Caporal au 57 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	26	6	16	-	-	-	26	6
46	TRAVERS (Claude-Marie).	9 nov. 1811.	Puteaux (Seine).	Idem au 45 ^e idem.	25	6	16	16	-	-	41	6
47	MONTANÉ (François) ...	10 oct. 1814.	Bagnères (Hautes-Pyrénées)	Idem au 81 ^e idem.	26	6	16	1	-	-	27	6
48	URI (Georges-Jacques) .	4 déc. 1815.	Strasbourg (Bas-Rhin).	Caporal au 1 ^{er} ba- taillon de chasseurs à pied.	26	-	16	16	-	-	42	-
49	SINGER (Jean).....	9 mars 1812.	Uberkumen (Haut-Rhin).	Soldat au 12 ^e régi- ment d'infanterie de ligne.	27	2	22	27	-	-	54	-
50	VAN DAALEN (Bernardus) (1)	5 sept. 1811.	Amsterdam (Hollande).	Idem au 20 ^e idem.	25	7	20	38	-	-	63	7
51	LAYRAC (Joseph).....	14 mai 1811.	Carennac (Lot).	Idem au 30 ^e idem.	25	2	11	36	-	-	61	2
52	MAGNETTE (Jacques)...	21 déc. 1813.	Grand-Fontaine (Vosges).	Idem au 32 ^e idem.	25	5	14	22	-	-	47	5
53	MONTREAU (Julien)	26 fév. 1815.	Rennes (Ille-et-Vilaine).	Idem au 41 ^e idem.	25	-	20	30	-	-	55	-
54	GEISLER (Stéphan) (1)...	24 janv. 1815.	Ehrenbreitstein (Prusse).	Idem au 58 ^e idem.	25	2	18	36	-	-	61	2
55	TOUYA (Pierre).....	10 nov. 1815.	Garlin (Basses-Pyrénées)	Idem au 63 ^e idem.	25	6	13	21	-	-	46	6
56	VALY (Joseph-Marie)...	3 juin 1812.	Vannes (Morbihan).	Idem au 81 ^e idem.	26	2	-	19	-	-	45	-
57	LECLERC (Joseph)	9 mai 1816.	Paris (Seine).	Idem au 83 ^e idem.	28	-	16	19	-	15	47	-
58	SCHNEIDER (Jean).....	24 déc. 1816.	Munster (Haut-Rhin).	Idem au 86 ^e idem.	25	7	3	25	-	-	50	7
59	MAISSANT (Pierre) (1)...	5 février 1814.	Lochem (Hollande).	Idem au 89 ^e idem.	25	5	13	44	-	-	69	5
60	KLAERE (Godefroy) (2)...	8 mars 1801.	Brachstedt (Prusse).	Idem au 90 ^e idem.	26	6	15	38	-	-	64	6
61	MOREL (Jean-Baptiste- Eugène).	26 janv. 1815.	Sancey-le-Long (Doubs).	Idem au 100 ^e idem.	25	5	5	21	-	-	46	5
62	BALLEY (Jean-Baptiste).	1 ^{er} août 1814.	Lunéville (Meurthe).	Soldat au 2 ^e régi- ment de zouaves.	25	7	9	37	-	-	62	7
63	KLOTZ (Salomon).....	17 juin 1812.	Wissembourg (Bas-Rhin).	Soldat au 8 ^e régi- ment d'infanterie de ligne.	25	6	16	11	-	-	36	6
64	MAGUERAUPT (François- Antoine).	18 mai 1814.	Saint-Hippolyte (Haut-Rhin).	Idem au 28 ^e idem.	27	-	16	7	-	-	34	-
65	GROLLEAU (Jacques) ...	13 déc. 1814.	Mallièvre (Vendée).	Idem au 41 ^e idem.	26	-	16	8	-	-	34	-
66	CHALARD (Jean).....	10 sept. 1814.	Saint-Viance (Corrèze).	Idem au 77 ^e idem.	25	6	16	13	-	-	38	6
67	CORBIN (Jean-René)...	7 juillet 1814.	Cérans (Sarthe).	Idem au 95 ^e idem.	25	6	16	-	-	-	25	6
68	VAILLET (Jean-Baptiste- Désiré).	26 fév. 1815.	Chaillevette (Charente-Infér.).	Soldat au 3 ^e régi- ment de zouaves.	25	6	16	16	-	-	41	6

(1) Naturalisé Français. — (2) En instance de naturalisation.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant mili-

DISPOSITIONS légales applicables à cette situation.		GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
Loi du 16 avril 1855.	Loi du 26 avril 1855.		Portion à la charge du Trésor.	Portion à la charge de la dotation de l'armée.	Total.			
19 et 20.	19 et 20.	Caporal (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	278 ^f	198 ^f	476 ^f (a)	En activité.	12 octobre 1863.	Saint-Étienne (Loire).
Idem.	Idem.	Caporal.	322	165	487 (a)	Idem.	26 sept. 1863.	Puteaux (Seine).
Idem.	Idem.	Idem.	238	165	403 (a)	Idem.	26 août 1863.	Bagnères (Hautes-Pyrénées)
Idem.	Idem.	Soldat.	288	165	453 (a)	Idem.	17 octobre 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	1 ^{er} juin 1863.	Mourmelon-le-Grand (Marne).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	1 ^{er} mai 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	21 août 1863.	Recloses (Seine-et-Marne)
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	13 août 1863.	Bitschwiller (Haut-Rhin).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Rennes (Ille-et-Vilaine).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	19 mai 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	21 juillet 1863.	Garlin (Basses-Pyrénées)
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	1 ^{er} août 1863.	Poitiers (Vienne).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	18 nov. 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	1 ^{er} août 1863.	Munster (Haut-Rhin).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	26 août 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	466 (a)	Idem.	21 août 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	1 ^{er} août 1863.	Poitiers (Vienne).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	7 sept. 1863.	Oran (Algérie).
Idem.	Idem.	Idem.	260	165	425 (a)	Idem.	18 sept. 1863.	Wissembourg (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	Idem.	248	165	413 (a)	Idem.	20 janvier 1864.	Colmar (Haut-Rhin).
Idem.	Idem.	Idem.	248	165	413 (a)	Idem.	1 ^{er} sept. 1863.	Mallièvre (Vendée).
Idem.	Idem.	Idem.	270	165	435 (a)	Idem.	18 octobre 1863.	Beaulieu (Corrèze).
Idem.	Idem.	Idem.	205	165	370 (a)	Idem.	29 sept. 1863.	Caen (Calvados).
Idem.	Idem.	Idem.	285	165	450 (a)	Idem.	21 octobre 1863.	Constantine (Algérie).
			TOTAL.		36,869			

A la condition que les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité.

taire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension

militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,

Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

N° 16,030. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui reconnaît comme Établissement d'utilité publique l'Orphelinat fondé à Sens en faveur des Enfants pauvres ou abandonnés du département de l'Yonne.

Du 17 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu l'avis du Conseil d'État du 17 janvier 1862;

Les délibérations prises par le conseil d'administration de l'orphelinat de Sens en faveur des enfants pauvres du département de l'Yonne, dans ses séances des 4 février et 1^{er} avril 1862;

Les statuts de l'Œuvre;

Le procès-verbal d'enquête, l'avis du commissaire enquêteur et les documents à l'appui;

La promesse de vente du 17 février 1862, le plan de l'immeuble à acquérir et le procès-verbal d'estimation;

L'avis du conseil municipal de Sens, séance du 8 novembre 1862, du conseil d'arrondissement et du préfet de l'Yonne;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est reconnue comme établissement d'utilité publique l'Œuvre fondée à Sens en faveur des enfants pauvres ou abandonnés du département de l'Yonne et connue sous le nom d'*Orphelinat de Sens*.

2. Sont approuvés les statuts de l'Œuvre, tels qu'ils sont annexés au présent décret.

3. Le directeur général de l'orphelinat de Sens, agissant au nom de l'Œuvre, est autorisé à acquérir des dames *Béziste* (*Louise-Pauline-Camille*), *Lepesme* (*Félicité-Marie-Charlotte*), *Debout* (*Rosine*) et *Hérard* (*Marie-Louise-Augustine*), et aux clauses et conditions stipulées dans la promesse de vente du 17 février 1862, l'immeuble situé à Sens, chemin du Mail, n° 31, tel qu'il est décrit au procès-verbal d'expertise du 21 novembre 1862 ci-dessus visé.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

Statuts de l'orphelinat fondé à Sens en faveur des enfants du département de l'Yonne.

TITRE I^{er}.

BUT ET ORGANISATION.

ART. 1^{er}. L'Œuvre a pour but de recueillir les enfants pauvres ou abandonnés du département, de les élever chrétiennement, de leur donner les principes d'une instruction élémentaire, de les préparer aux occupations agricoles, enfin de leur faire contracter des habitudes de travail, d'ordre et d'économie qui les disposent à devenir de bons et utiles citoyens.

A cette fin, l'Œuvre a établi dans des bâtiments contigus, mais entièrement distincts, deux orphelinats, l'un pour les garçons et l'autre pour les filles.

2. Les enfants sont admis dans l'établissement de quatre à six ans révolus. Ils y restent jusqu'à leur douzième année accomplie, époque à laquelle ils en sortent pour être placés, soit à la campagne, soit en apprentissage, conformément au traité passé entre M. le préfet de l'Yonne et le directeur de l'établissement le 15 décembre 1859.

3. Le taux de la pension résulte, savoir : pour les enfants assistés, des conventions arrêtées entre M. le préfet de l'Yonne et le directeur de l'établissement, des décisions du conseil général et des conventions avec les hospices du département ;

Pour les autres enfants, des conventions particulières passées entre les parents ou protecteurs de ces enfants et le directeur de l'orphelinat, conformément aux décisions du conseil d'administration.

Le prix de la pension ne dépassera en aucun cas la somme de deux cent cinquante francs.

4. L'Œuvre se compose de fondateurs et de bienfaiteurs.

Le titre de premiers fondateurs est acquis à l'archevêque de Sens et à M. l'abbé Grapinet, chanoine, vicaire général, créateur de l'Œuvre.

Le titre de fondateur sera décerné en outre à toute personne ayant fait don à l'établissement d'une somme de cinq mille francs pour assurer à toujours l'éducation et l'entretien d'un enfant pauvre.

La qualité de bienfaiteur s'acquiert par le don fait, au profit de l'Œuvre, d'une somme de cinquante francs, soit au moyen d'une souscription payable en une ou plusieurs années.

5. Les membres fondateurs et bienfaiteurs de l'Œuvre sont les patrons naturels des enfants recueillis.

6. La protection de l'Œuvre s'étend sur les enfants même après leur sortie de l'orphelinat.

TITRE II.

ADMINISTRATION.

7. L'Œuvre est administrée par un conseil composé de l'archevêque de Sens, du préfet de l'Yonne, du sous-préfet de Sens, du maire de Sens et du directeur de l'Œuvre, membres de droit, et de neuf membres choisis particulièrement entre les fondateurs et bienfaiteurs et nommés pour la première fois par le préfet du département, sur la présentation de l'archevêque.

L'archevêque pourra se faire représenter au conseil par un délégué.

8. La partie élective du conseil, nommée pour trois ans, se renouvelle chaque année par un tiers; elle se recrute elle-même. Les deux premiers renouvellements ont lieu par la voie du sort, les autres à l'ancienneté.

Après chaque renouvellement, le conseil choisit dans son sein pour former le bureau :

Un président, un vice-président, un secrétaire, un vice-secrétaire et un trésorier. M^r Mellon-Jolly en est président à vie.

Les membres du conseil et du bureau sont rééligibles.

9. Le conseil délibère et statue sur les dépenses, les admissions ou exclusions et, en général, sur tout ce qui intéresse l'existence ou la prospérité de l'Œuvre.

Il se réunit une fois par mois, et de plus chaque fois qu'il est convoqué par le président.

10. Les délibérations du conseil ne sont valables qu'autant que six membres au moins assistent à la séance. En cas de partage, la voix du président est toujours prépondérante.

Les délibérations relatives à des acquisitions, aliénations ou échanges d'immeubles et à l'acceptation de dons et legs sont soumises à l'approbation de l'autorité compétente.

11. Un directeur général est nommé par le préfet, sur la présentation de l'archevêque.

Il est spécialement chargé des intérêts de l'Œuvre, la représente dans les actions judiciaires et dans tous les actes de la vie civile, conformément aux délibérations dudit conseil.

Il dirige personnellement les deux orphelinats.

Il peut être suppléé dans la direction de l'un ou de l'autre par un fondé de pouvoir choisi par lui et sous sa responsabilité, avec l'agrément de l'archevêque et du préfet de l'Yonne.

12. Le service intérieur de l'établissement sera confié à une communauté religieuse légalement reconnue, dont le choix appartiendra exclusivement à l'autorité ecclésiastique.

13. Des comités d'arrondissement sont chargés de recueillir les souscriptions et de concourir, par tous moyens en leur pouvoir, à la prospérité et au développement de l'Œuvre.

Ils exercent par délégation un patronage officieux en faveur des anciens pupilles qui résident dans leur circonscription.

Ils peuvent également déléguer un de leurs membres pour assister aux séances du conseil, mais avec voix consultative seulement.

Les membres de ces comités sont nommés par le conseil d'administration de l'Œuvre et choisis particulièrement, comme les membres de ce conseil, entre les fondateurs et bienfaiteurs.

La durée de leurs fonctions est de trois ans, et ils sont d'ailleurs astreints aux règles formulées ci-dessus à l'article 8.

14. Les fonctions de membres du conseil, du bureau et des comités sont essentiellement gratuites. Celles de directeur général et de directeur adjoint pourront être rétribuées par la suite.

15. Le directeur général et son fondé de pouvoirs seront toujours des ecclésiastiques.

TITRE III.

RESSOURCES. — COMPTABILITÉ.

16. Les ressources de l'Œuvre se composent :

- 1° Des immeubles et des revenus de toute nature provenant de biens et valeurs lui appartenant ;
- 2° Du produit des dons annuels, offrandes, souscriptions, quêtes, ventes de bienfaisance, etc., autorisés à son profit ;
- 3° Du produit des pensions et du travail des élèves ;
- 4° Des subventions qui pourraient lui être accordées par l'État, le département de l'Yonne et les communes de ce département ;
- 5° Du produit des libéralités entre-vifs ou testamentaires dont l'acceptation sera autorisée par le Gouvernement.

17. Le trésorier du bureau de Sens et ceux des divers comités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la perception des recettes. Ces recettes sont centralisées dans la caisse du trésorier de Sens, lequel remet ensuite les fonds au directeur général pour être employés par lui, dans les limites du budget et conformément aux décisions du conseil d'administration.

Les fonds libres sont placés dans une caisse publique jusqu'à leur emploi définitif. Les excédants de recettes qui ne seraient pas nécessaires aux besoins ou au développement de l'OEuvre seront convertis en immeubles ou en fonds publics français.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

18. L'OEuvre est placée sous l'autorité de M. le ministre de l'intérieur et sous la surveillance immédiate du préfet de l'Yonne.

Un règlement proposé par le conseil et approuvé par le préfet détermine les dispositions de détail propres à assurer l'exécution des statuts.

19. Une place gratuite sera toujours à la disposition du ministre de l'intérieur.

20. Tous les ans, à l'époque du mois d'avril, le directeur général présente au conseil son rapport de gestion et fait l'exposé de la situation morale et financière de l'établissement.

Les comptes et budgets de l'OEuvre, appuyés de tous les documents justificatifs nécessaires, sont arrêtés à la même époque.

21. Le compte rendu et le procès-verbal de la séance sont adressés au ministre de l'intérieur, à l'archevêque, au préfet de l'Yonne, au sous-préfet de Sens et aux présidents des divers comités.

22. En cas de dissolution de l'OEuvre, les biens et valeurs lui appartenant deviendront la propriété de tel établissement de bienfaisance ou autre que le conseil d'administration désignera, à la charge, par cet établissement, d'en employer le revenu au profit des orphelins et orphelines du département de l'Yonne.

23. Nul changement aux présents statuts ne peut être proposé au Gouvernement que sur la demande du conseil d'administration et à la majorité absolue des membres de ce conseil.

Les présents statuts ont été délibérés et adoptés par le Conseil d'État, dans sa séance du 11 février 1864.

Le Conseiller d'État, Secrétaire général du Conseil d'État,

Signé F. BOILAY.

Vu pour être annexé au décret du 17 février 1864, enregistré sous le n° 504.

Le Ministre de l'intérieur.

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Conseiller d'État, Secrétaire général,

Signé CHAMBLAIN.

N° 16,031. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant prorogation de la durée de la Société anonyme formée à Angoulême pour l'exploitation du Comptoir d'escompte de ladite ville.*

Du 20 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances;

Vu la loi du 10 juin 1853, relative à l'établissement des comptoirs d'escompte;

Vu l'avis du conseil municipal de la ville d'Angoulême;

Vu les articles 29 à 37, 40 et 41 du Code de commerce;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La durée de la société anonyme formée à Angoulême pour l'exploitation du comptoir d'escompte de ladite ville est prorogée pour douze années, à partir du 30 juin 1864.

La société pourra, aux termes de la loi du 10 juin 1853, profiter du bénéfice des dispositions de l'article 10 du décret du 24 mars 1848 et de l'article 2 du décret du 23 août de la même année.

2. Sont approuvés les nouveaux statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé le 29 janvier 1864 devant M^r *Dexant* et son collègue, notaires à Angoulême, duquel acte une expédition en forme restera annexée au présent décret.

3. La présente autorisation pourra être révoquée en cas de violation ou de non-exécution des statuts, sans préjudice des droits des tiers.

4. La société sera tenue de publier tous les mois sa situation dans les journaux d'annonces judiciaires de l'arrondissement d'Angoulême.

Elle remettra cet état de situation au ministre des finances, au préfet du département et au greffe du tribunal de commerce d'Angoulême.

5. La société devra fournir au ministre des finances, sur sa demande, ou à des époques périodiques par lui déterminées, des états présentant la situation de la caisse, du portefeuille et des comptes, ainsi que le mouvement des opérations.

6. La gestion de la société pourra être soumise à la vérification des délégués du ministre des finances toutes les fois que celui-ci le jugera convenable. Il sera donné à ces délégués communication des registres de délibérations, ainsi que de tous les livres, souches, comptes, documents et pièces appartenant à la société. Les valeurs de caisse et de portefeuille leur seront également représentées.

7. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, publié au Moniteur et dans les journaux d'annonces judiciaires de l'arrondissement d'Angoulême.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Par-devant M^e *Dexant* et son collègue, notaires à Angoulême, chef-lieu du département de la Charente, soussignés,

Ont comparu :

M. *Alphonse Bujeaud*, membre du conseil municipal d'Angoulême, demeurant à Angoulême;

M. *Émile Durand*, négociant, membre du conseil municipal de la même ville, demeurant à Angoulême;

M. *François-Florimond Vignon*, ancien négociant, demeurant à Angoulême;

M. *René Bachelier*, propriétaire, demeurant à Angoulême;

M. *Pierre Duquet-Fleury*, négociant, demeurant à Angoulême;

M. *Antoine Livertoux-Labesse*, ancien négociant, demeurant à Angoulême;

M. *Pierre Dupain*, propriétaire, demeurant à Angoulême;

M. *Jean-Eugène Bastier*, négociant, demeurant à Angoulême;

M. *Victor Laurent*, entrepreneur de travaux publics, membre du conseil municipal d'Angoulême, demeurant à Angoulême,

Agissant pour lui et pour le compte et au nom, en vertu d'une procuration spéciale reçue par M^e *Arnulf* et son collègue, notaires à Nice (Alpes-Maritimes), en date du 21 janvier courant, dont le brevet original, enregistré et légalisé, est ci-joint, de

M. *Henri Lacourade*, fabricant de papiers, demeurant à Angoulême, absent;

M. *Gilbert Chertier*, ancien notaire, aussi fabricant de papiers, demeurant à Aubeter-sur-Dronne (Charente),

Et M. *Eugène Décescaud*, avocat, demeurant à Angoulême,

Le premier, directeur; les huit suivants, administrateurs, et les trois derniers, censeurs du comptoir d'escompte d'Angoulême;

Étant ici expliqué que M. *Louis Brout*, en son vivant négociant, demeurant à Angoulême, décédé depuis peu de jours, était aussi administrateur dudit comptoir;

Lesquels ont exposé ce qui suit :

Par acte passé le 23 août 1854 devant M^e *Dejarnac* et son collègue, notaires à Angoulême, et approuvé par un décret du 7 septembre suivant, il a été formé dans cette ville une société anonyme ayant pour objet l'exploitation d'un comptoir d'escompte dans les conditions déterminées par la loi du 10 juin 1853.

Cette société a été autorisée pour une durée de dix années, à partir du 1^{er} juillet 1854. Elle pouvait être prorogée conformément aux dispositions de l'article 58 des statuts.

La société devant expirer le 30 juin 1864, les actionnaires du comptoir d'escompte d'Angoulême, réunis en assemblée générale, ont par deux délibérations en date des 13 juillet 1862 et 2 août 1863, prises dans les conditions fixées par les statuts et dont une expédition en forme demeurera annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée, donné au conseil d'administration les pouvoirs nécessaires à l'effet d'obtenir la prorogation de la société pour une nouvelle période de douze années, qui courraient du 1^{er} juillet 1864.

En conséquence, les comparants, es noms et qualités qu'ils agissent, ont arrêté

ainsi qu'il suit les statuts à soumettre à l'approbation du Gouvernement en vue de cette prorogation :

STATUTS.

TITRE I^{er}.

OBJET ET DÉNOMINATION DE LA SOCIÉTÉ. — DOMICILE. — DURÉE.

ART. 1^{er}. La société anonyme formée à Angoulême, par acte passé le 23 août 1854, pour l'exploitation d'un comptoir d'escompte, dont le terme était fixé au 30 juin 1864, est prorogée pour douze années, qui partiront de cette dernière date, aux clauses et conditions énoncées aux articles qui vont suivre.

2. Le siège de la société, qui conserve la dénomination de *Comptoir d'escompte d'Angoulême*, et son domicile restent établis dans ladite ville.

3. Sa durée, fixée à douze années à partir du 30 juin 1864, ainsi qu'il a été dit à l'article 1^{er}, pourra être prorogée de nouveau, conformément à l'article 54 des présents statuts.

TITRE II.

FONDS SOCIAL. — ACTIONS. — VERSEMENTS.

4. Le fonds social, entièrement réalisé, est fixé à six cent mille francs.

Il est divisé en quinze cents actions, dont mille de cent francs et cinq cents de mille francs chacune.

5. Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices, à une part proportionnelle à la fraction du capital réalisé qu'elle représente.

6. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre, dans quelques mains qu'il passe.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

7. Toute action est indivisible; la société ne reconnaît qu'un propriétaire pour une action.

Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

8. Les actions sont au porteur.

Elles sont détachées d'un registre à souche, frappées du timbre de la compagnie et revêtues de la signature de deux administrateurs et du directeur.

9. La cession des actions s'opère par la tradition du titre.

10. Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du montant de chaque action; au delà tout appel de fonds est interdit.

TITRE III.

OPÉRATIONS.

11. Le comptoir d'escompte ne peut, en aucun cas et sous aucun prétexte, faire d'autres opérations que celles qui lui sont permises par les présents statuts.

12. Les opérations du comptoir d'escompte consistent :

1^o A escompter les effets de commerce payables en France ou à l'étranger, avec la faculté d'en opérer ou d'en faire opérer le réescompte, la négociation ou le recouvrement et d'ouvrir des comptes courants à cet effet;

2^o A se charger de l'encaissement des effets sur Angoulême ou sur le dehors pour en compter la valeur après rentrée;

3^o A recevoir les sommes et les effets qui lui sont remis en compte courant et à payer tous mandats et assignations jusqu'à concurrence du montant des sommes encaissées et des effets admis à l'escompte, sans que le comptoir puisse jamais faire

à découvert et sans que, d'un autre côté, le total des sommes par le compte courant puisse excéder le montant du capital réalisé;

12. Émettre des traites ou mandats à ordre.

13. Le comptoir n'admet à l'escompte que des effets revêtus de deux signatures au moins et dont l'échéance ne peut excéder :

Cent vingt jours pour le papier payable à Angoulême ;

Cent cinq jours pour le papier payable à Paris ou sur les places où il existe une succursale de la Banque de France ;

Quatre-vingt-dix jours pour le papier payable dans tout le reste de la France, dans les possessions ou à l'étranger.

14. L'une des signatures exigées par l'article précédent peut être suppléée par un récépissé de marchandises déposées dans un magasin général.

Dans ce cas, l'échéance des effets ne doit pas dépasser quatre-vingt-dix jours et la proportion des sommes avancées ne peut être supérieure aux trois quarts de la valeur nette des marchandises déposées.

Le débiteur a le droit d'anticiper sa libération, il lui est tenu compte des intérêts pour le temps restant à courir, sous déduction d'une bonification de dix jours au profit du comptoir.

15. Le comptoir ne peut fournir de traites ou mandats que lorsque la provision aura été préalablement faite.

16. Le taux et les conditions de l'escompte, des recouvrements, des comptes courants et des émissions de traites ou mandats sont réglés par le conseil d'administration.

17. Le montant cumulé du passif, y compris les traites ou mandats à échoir, et des effets en circulation avec l'endossement ou la garantie du comptoir, ne doit jamais dépasser six fois le capital réalisé.

18. Une situation arrêtée à la fin de chaque mois par le conseil d'administration sera publiée dans les premiers jours du mois suivant par les soins du directeur.

Cette publication aura lieu dans les journaux d'annonces légales de l'arrondissement d'Angoulême.

Elle fera connaître, indépendamment du bilan du comptoir, le montant des effets en circulation endossés ou garantis par cet établissement.

TITRE IV.

COMPTES SEMESTRIELS. — DIVIDENDES. — FONDS DE RÉSERVE.

19. Tous les six mois, au 30 juin et au 31 décembre, les livres et comptes sont arrêtés et balancés, et il est dressé un bilan ou inventaire général de l'actif et du passif.

Les effets ou créances en souffrance ne pourront être compris dans le compte de l'actif pour un chiffre excédant la moitié de leur valeur nominale.

Le bilan du comptoir établira le compte des bénéfices nets et réalisés acquis pendant l'année.

Sur ces bénéfices, il sera prélevé une somme suffisante pour distribuer aux actionnaires un dividende équivalent à quatre pour cent par an du capital versé.

Une portion de l'excédant, qui ne pourra en aucun cas être inférieure à la moitié, dont le conseil d'administration fixera la quotité, sera employée à former un fonds de réserve.

L'autre portion sera répartie aux actionnaires à titre de dividende complémentaire.

20. Dans le cas où les bénéfices nets réalisés ne suffiraient pas pour former un dividende de quatre pour cent par an, il pourra être pourvu à cette insuffisance au moyen d'un prélèvement sur le fonds de réserve.

21. Lorsque le fonds de réserve aura atteint le tiers du capital réalisé, le prélèvement affecté à sa création pourra être suspendu; il reprendra son cours si la réserve vient à être entamée.

22. Tous dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur exigibilité, dûment annoncés dans les journaux désignés ci-dessus, sont prescrits au profit de la société, conformément à l'article 2277 du Code Napoléon.

TITRE V.

ADMINISTRATION.

23. L'administration du comptoir d'escompte est confiée à un conseil composé de neuf administrateurs et d'un directeur; elle est surveillée par un comité de trois censeurs.

24. Les administrateurs et les censeurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

En entrant en fonctions, chacun d'eux est tenu de justifier de la propriété de trois mille francs d'actions complètement libérées, qui sont inaliénables pendant la durée de ses fonctions, et dont les titres restent déposés dans la caisse de la société.

Les administrateurs et les censeurs sont nommés pour trois ans et renouvelés par tiers chaque année.

Les membres sortants sont désignés par le sort pour les deux premières années et ensuite par l'ordre d'ancienneté.

Ils peuvent toujours être réélus.

25. Dans le cas de retraite, de décès ou d'empêchement permanent d'un ou de plusieurs administrateurs ou d'un des censeurs, il pourra être pourvu à leur remplacement provisoire jusqu'à la première assemblée générale : dans le premier cas, par le conseil d'administration; dans le second cas, par les censeurs en exercice.

Toutefois, si, par l'effet d'une cause quelconque, le nombre des administrateurs nommés par l'assemblée générale était réduit à moins de six, ou celui des censeurs à moins de deux, l'assemblée serait immédiatement convoquée à l'effet de compléter le conseil d'administration ou le comité de censure.

Les membres nommés en exécution des dispositions qui précèdent ne demeurent en fonctions que pendant le temps restant à courir sur l'exercice de leurs prédécesseurs.

26. Les fonctions des administrateurs et des censeurs sont gratuites.

Ils reçoivent des jetons de présence dont la valeur est fixée par l'assemblée générale.

27. Le directeur est nommé et peut être révoqué par l'assemblée générale.

Sa nomination est soumise à l'approbation du ministre des finances.

Il doit être propriétaire de dix mille francs d'actions complètement libérées. Ces actions sont affectées par privilège à la garantie de sa gestion et demeurent inaliénables jusqu'après l'apurement de ses comptes; elles sont déposées dans la caisse de la société.

Le traitement du directeur est fixé par l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration.

28. En cas de décès ou de démission du directeur, l'assemblée générale est immédiatement convoquée à l'effet de pourvoir à son remplacement.

29. Le conseil d'administration peut, pour des causes graves, suspendre le directeur par une décision prise à la majorité de sept voix au moins; il convoque alors immédiatement l'assemblée générale pour lui rendre compte des motifs de la suspension.

L'assemblée révoque, s'il y a lieu, et remplace le directeur.

Elle ne peut être appelée à statuer sur la révocation de cet agent que sur la proposition du conseil d'administration ou sur la demande de trente actionnaires au moins, réunissant les conditions exigées pour faire partie de l'assemblée générale.

30. Dans les cas prévus par les deux articles précédents ou lorsque, par une cause quelconque, le directeur se trouve empêché, ses fonctions sont provisoirement déléguées par le conseil à l'un des administrateurs ou à un autre mandataire.

31. Le conseil nomme, chaque année, un président et un secrétaire choisis parmi les administrateurs et qui peuvent être indéfiniment réélus.

Ces nominations sont faites à la majorité absolue, au premier tour de scrutin, et ensuite à la majorité relative.

32. Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par mois.

Il se réunit extraordinairement toutes les fois que le président ou le directeur le juge nécessaire, ou que la demande en est faite par quatre administrateurs ou par deux censeurs.

33. Le directeur prend part aux délibérations du conseil qui n'ont point pour objet la fixation de son traitement ou toute autre question qui lui serait personnelle.

Aucune délibération n'est valable sans le concours de six administrateurs et la présence de l'un au moins des censeurs.

Les administrateurs et le directeur ont voix délibérative.

Les censeurs n'ont que voix consultative.

Les résolutions sont prises à la majorité absolue des voix; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

34. Le conseil tient registre de ses délibérations, lesquelles, après que la rédaction en a été approuvée, sont signées par le président et le secrétaire ou par les membres qui les suppléent, en cas d'empêchement.

Les copies et extraits de ces délibérations à produire en justice ou ailleurs sont certifiés par le président ou par celui de ses collègues qui en remplit les fonctions.

35. Le conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration des affaires de la société.

Sur la proposition du directeur, il fixe l'organisation des bureaux, les appointements et salaires des agents ou employés et les dépenses générales de l'administration, lesquelles doivent être déterminées chaque année et d'avance.

Il nomme, sur la proposition du directeur, le caissier, les agents et employés; il détermine leurs attributions, fixe, s'il y a lieu, le chiffre de leurs cautionnements et autorise la restitution; il les révoque.

Il arrête les règlements du régime intérieur.

Il autorise, dans les limites des statuts, toutes les opérations du comptoir et en détermine les conditions; il fixe les sommes à employer aux escomptes; il désigne les correspondants du comptoir et autorise l'ouverture des comptes courants.

Il autorise tous traités, transactions et compromis; toutes acquisitions d'objets mobiliers, de créances et autres droits incorporels reconnus nécessaires pour le recouvrement des créances de la société; toutes cessions des mêmes droits, avec ou sans garantie; tous désistements d'hypothèques, abandons de droits réels ou personnels, mainlevées d'inscriptions ou d'oppositions, avec ou sans paiement; enfin, toutes actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant.

Ces actions sont exercées en son nom, poursuite et diligence du directeur.

Il arrête les bilans semestriels et les comptes qui doivent être soumis à l'assemblée générale des actionnaires.

Il fait, chaque année, à cette assemblée un rapport sur les comptes et sur la situation des affaires sociales.

Ce rapport est imprimé et distribué à chacun des membres de l'assemblée; des exemplaires en sont immédiatement adressés au ministre des finances, au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au préfet de la Charente, au maire d'Angoulême et au tribunal de commerce de la même ville.

36. Le directeur est chargé, sous l'autorité du conseil, de la gestion des affaires sociales.

Il représente la société vis-à-vis des tiers pour l'exécution des décisions du conseil.

Il signe la correspondance, les acquits ou endossements d'effets et les quittances des sommes dues à la compagnie, les mandats sur la Banque, les traites ou mandats à ordre, les désistements d'hypothèques et mainlevées d'inscriptions ou d'oppositions, les conventions, marchés et transactions, et généralement tous actes portant engagement de la part de la société.

Il signe, conjointement avec deux administrateurs, les titres des actions.

Il dirige le travail des bureaux.

Il peut suspendre de leurs fonctions les employés et agents placés sous ses ordres, sauf à en référer au conseil d'administration dans sa première réunion.

Il peut, avec l'autorisation du conseil, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

37. Chaque jour, et à tour de rôle, trois administrateurs se réunissent pour former avec le directeur un comité d'escompte.

Ce comité est exclusivement chargé d'examiner et d'admettre ou de rejeter toute valeur présentée à l'escompte ou remise en compte courant.

Ses décisions sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, le rejet est prononcé.

Les bordereaux d'admission ou de rejet sont signés par tous les membres du comité.

38. Les censeurs veillent à la stricte exécution des statuts et des règlements du comptoir; ils exercent leur surveillance sur toutes les parties de l'établissement; ils peuvent assister aux réunions du comité d'escompte; les livres, la comptabilité, généralement toutes les écritures sociales doivent leur être communiqués à toute réquisition.

Ils peuvent, à quelque époque que ce soit, vérifier l'état de la caisse et du portefeuille de la société.

Ils examinent les inventaires et les comptes semestriels.

Ils proposent toutes les mesures qu'ils croient utiles, et si leurs propositions ne sont pas adoptées, ils peuvent en requérir la transcription sur le registre des délibérations.

Ils rendent compte à l'assemblée générale, dans chacune de ses réunions, de la surveillance qu'ils ont exercée.

Leur rapport est imprimé et distribué à la suite de celui du conseil d'administration.

Ils ont le droit, quand leur décision est prise à l'unanimité, de requérir une convocation extraordinaire de l'assemblée générale.

TITRE VI.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.

39. L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires.

Elle se compose de tous les actionnaires possédant au moins dix actions de cent francs ou une action de mille francs.

Pour avoir droit de faire partie de l'assemblée générale, les actionnaires doivent déposer leurs actions au siège de la société dix jours au moins avant l'époque fixée pour la réunion.

Il leur est délivré en échange un récépissé nominatif, qui leur sert de carte d'entrée à l'assemblée générale.

La liste des actionnaires qui ont effectué le dépôt de leurs actions est arrêtée par le conseil d'administration; cette liste, portant à côté du nom de chaque actionnaire le nombre des actions dont il est propriétaire, est tenue à la disposition de tous les actionnaires qui veulent en prendre connaissance; le jour de la réunion, elle est déposée sur le bureau.

40. L'assemblée générale se réunit de droit une fois par an.

Elle se réunit, en outre, extraordinairement :

1° Dans les cas prévus par les articles 25, 28, 29, 38, 54, 55, 56 et 57 des présents statuts;

2° Lorsque des actionnaires possédant ensemble le sixième de la valeur des actions émises en ont adressé la demande au conseil d'administration;

Et 3° enfin, toutes les fois que le conseil en reconnaît l'utilité.

41. Les convocations ordinaires et extraordinaires sont faites par un avis inséré, vingt jours au moins avant l'époque de la réunion, dans les journaux d'annonces légales.

Cet avis doit contenir l'indication sommaire de l'objet de la réunion.

42. Les membres de l'assemblée générale peuvent s'y faire représenter par un fondé de pouvoirs, qui doit être lui-même membre de cette assemblée.

Le conseil d'administration déterminera la forme des pouvoirs et le délai dans lequel ils devront être déposés au siège de la société.

43. Les délibérations de l'assemblée générale ne sont valables dans une première réunion qu'autant que vingt-cinq actionnaires au moins, non compris les membres du conseil d'administration et du comité de censure, y auront participé par eux-mêmes ou par leurs fondés de pouvoirs, et que l'assemblée aura réuni un tiers au moins du fonds social.

44. Si cette double condition n'est pas remplie sur une première convocation, il en est fait une seconde dans les mêmes formes et avant le terme de quinzaine.

Dans ce cas, le délai entre la convocation et la réunion de l'assemblée est réduit à huit jours, et le délai pour le dépôt des actions à cinq jours.

Les membres présents à la seconde réunion délibèrent valablement, quel que soit leur nombre et celui des actions qu'ils représentent, mais seulement sur les objets à l'ordre du jour de la première réunion.

45. L'ordre du jour est arrêté par le conseil d'administration ; il n'y sera porté que les propositions émanant de ce conseil et celles qui lui auront été communiquées dix jours au moins avant la convocation de l'assemblée générale, avec la signature de dix actionnaires au moins.

Aucun autre objet que ceux à l'ordre du jour ne peut être mis en délibération.

46. L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration ou, à son défaut, par l'administrateur que le conseil désigne.

Les deux plus forts actionnaires présents et, sur leur refus, ceux qui les suivent dans l'ordre de la liste, jusqu'à acceptation, sont appelés à remplir les fonctions de scrutateurs.

Les fonctions de secrétaire sont remplies par le secrétaire du conseil ; à son défaut, le bureau désigne le secrétaire.

47. Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Dix actions de cent francs ou une action de mille francs donnent droit à une voix, sans qu'aucun actionnaire puisse avoir plus de dix voix, soit par lui-même, soit comme fondé de pouvoirs.

48. L'assemblée générale entend le rapport du conseil d'administration sur les opérations du comptoir et la situation des affaires sociales, ainsi que le rapport des censeurs.

Elle discute, approuve ou rejette les comptes.

Elle procède à l'élection des administrateurs et des censeurs qu'elle est appelée à nommer en remplacement de ceux dont les fonctions sont expirées ou devenues vacantes, et au remplacement du directeur quand il y a lieu.

Ces diverses nominations s'effectuent par bulletins secrets et individuels, à la majorité absolue des suffrages des membres présents ou représentés.

Après deux tours de scrutin, s'il ne s'est pas formé de majorité absolue, l'assemblée procède à un scrutin de ballottage entre deux candidats qui ont réuni le plus de voix au second tour.

Lorsqu'il y a égalité de voix au scrutin de ballottage, et si ce scrutin a été ouvert pour une nomination d'administrateur ou de censeur, l'actionnaire le plus anciennement inscrit est préféré, et, en cas d'égalité, l'avantage appartient au plus âgé.

S'il s'agit de la nomination d'un directeur, le conseil d'administration est appelé à désigner cet agent entre les deux candidats qui ont obtenu un nombre égal de voix au scrutin de ballottage.

49. Le directeur ne peut être nommé ou révoqué que par une assemblée réunissant la moitié au moins des actions émises.

50. Sur la proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale statue sur les questions d'émission des actions non réalisées, d'augmentation du fonds social au delà de six cent mille francs, de modifications ou additions à faire aux statuts et de dissolution anticipée de la société ; enfin, elle prononce souverainement sur tous les intérêts de la compagnie, et confère, par ses délibérations, au conseil d'administration les pouvoirs nécessaires pour les cas qui n'auraient pas été prévus.

Les délibérations relatives aux divers objets énumérés au présent article ne peuvent être prises que dans une assemblée réunissant la moitié au moins du fonds social, et à la majorité des voix des membres présents ou représentés et des deux tiers en somme des actions possédées par eux.

51. Les délibérations de l'assemblée générale, prises conformément aux statuts, obligent tous les actionnaires, même les absents et les dissidents, excepté dans le cas prévu par l'article 54 ci-après.

Elles sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par la majorité des membres composant le bureau.

Une feuille de présence destinée à constater le nombre des membres de l'assemblée et celui de leurs actions demeure annexée à la minute du procès-verbal ; elle est revêtue des mêmes signatures.

52. La justification à faire, vis-à-vis des tiers, des délibérations de l'assemblée résulte de copies ou extraits certifiés conformes par le président du conseil d'administration ou par celui de ses collègues qui en remplit les fonctions.

TITRE VII.

MODIFICATIONS AUX STATUTS. — PROROGATION DE LA SOCIÉTÉ.

53. Lorsque l'assemblée générale, conformément à l'article 50, a voté des modifi-

cations aux statuts, le conseil d'administration est de plein droit autorisé à suivre auprès du Gouvernement l'obtention de son approbation aux modifications adoptées, à consentir les changements qui seraient exigés et à réaliser les actes qui doivent consacrer ces modifications.

54. Un an au moins avant l'époque fixée pour l'expiration de la société, les actionnaires, réunis en assemblée générale et représentant la moitié au moins du fond social, décideront s'il y a lieu de demander au Gouvernement la prorogation de la société.

La décision sera prise à la majorité des voix des membres présents ou représentés et des actions possédées par eux; en cas d'affirmation, elle n'obligera pas la minorité, mais les actionnaires dissidents seront tenus d'accepter le remboursement de leurs actions d'après l'inventaire qui aura été dressé à l'expiration de la société.

TITRE VIII.

DISSOLUTION. — LIQUIDATION.

55. Si, par des événements quelconques, le capital social se trouvait réduit aux trois quarts, ou si la dissolution était demandée par des actionnaires, conformément à l'une des dispositions de l'article 40, l'assemblée générale serait immédiatement convoquée à l'effet de délibérer sur la convenance d'une dissolution anticipée de la société.

La délibération qui ordonnerait cette dissolution ne pourrait être prise que dans les formes et sous les conditions déterminées au deuxième paragraphe de l'article 50.

56. Si le capital était réduit à moitié, les actionnaires en seraient prévenus en assemblée générale et la liquidation aurait lieu de plein droit.

57. A l'expiration de la société, si elle n'est pas prorogée, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration, règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

La nomination des liquidateurs met fin aux pouvoirs des administrateurs et du directeur.

Les liquidateurs pourront, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale remplissant les diverses conditions exigées par l'article 50, céder et transporter à une autre société les droits, actions et obligations de la société dissoute.

Pendant le cours de la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée générale se continuent comme pendant l'existence de la société; elle a notamment le droit d'approuver les comptes de la liquidation et d'en donner quittance.

TITRE IX.

CONTESTATIONS.

58. Toutes les contestations qui pourront s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, soit entre les actionnaires et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, et à raison des affaires sociales, seront jugées par des arbitres, conformément aux articles 51 et suivants du Code de commerce.

Dans le cas de contestations, tout actionnaire devra faire élection de domicile à Angoulême, et toutes notifications et assignations seront valablement faites au domicile par lui élu, sans avoir égard à la distance du domicile réel.

A défaut d'élection de domicile, cette élection aura lieu de plein droit, pour les notifications judiciaires, au parquet de M. le procureur impérial près le tribunal de première instance de l'arrondissement d'Angoulême.

Le domicile élu formellement ou implicitement, comme il vient d'être dit, entraînera attribution de juridiction aux tribunaux compétents de l'arrondissement d'Angoulême.

TITRE X.

PUBLICATIONS.

59. Pour faire publier les présents statuts partout où besoin sera, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition.

Dont acte sur modèle représenté et rendu :

Fait et passé en la ville d'Angoulême, au comptoir d'escompte, dans la salle des délibérations, rue d'Iéna,

L'an 1864, le 29 janvier.

Lecture faite, les comparants ont signé avec les notaires.

Signé à la minute : *Bujeaud, Duguet-Fleury, Bachelier, Victor Laurent fils, E. Durand, Auguste Vignon - Vinsac, Dupuin, Bastier, Labesse, Eug. Décescaud, Chertier, Bruelle et Dexant*, ces deux derniers notaires.

Puis est cette mention :

« Enregistré à Angoulême le 4 février 1864, folio 47 verso, case 2. Reçu deux francs; deux décimes, quarante centimes. Signé *Gabelotcau*. »

TENEUR DE LA PROCURATION ANNEXÉE.

Par-devant M^r *Charles Arnulf* et son collègue, notaires à Nice, soussignés,

A comparu :

M. *Henri Lacourade*, fabricant de papiers, demeurant à Angoulême (Charente), actuellement à Nice,

Agissant en sa qualité de censeur du comptoir d'escompte d'Angoulême,

Lequel a, par ces présentes, créé et constitué pour son mandataire, aux effets ci-après :

M. *Victor Laurent*, entrepreneur de travaux publics, demeurant à Angoulême, auquel il a donné pouvoir de, pour lui et en la qualité ci-dessus, intervenir dans les actes qui auront pour objet de proroger la société anonyme formée à Angoulême par acte passé le 23 août 1854 devant l'autorité compétente, enregistré, pour l'exécution d'un comptoir d'escompte; se conformer aux délibérations des actionnaires du 13 juillet 1862 et 2 août 1863;

Faire établir les statuts de ladite société, passer et signer tous actes qui les contiennent.

Dont acte sur modèle présenté et rendu :

Fait et passé à Nice, en l'étude de M^r *Arnulf*,

L'an 1864, le 21 janvier;

Et a, M. le comparant, signé avec les notaires, après lecture.

Signé à la minute : *A. Henry Lacourade, François Muanx*, notaire, *Charles Arnulf*, notaire.

Puis est écrit :

« Enregistré à Nice le 21 janvier 1864, folio 89 verso, case 7. Reçu deux francs quarante centimes pour les deux dixièmes. »

(Signature illisible.)

Suivent encore ces mentions :

« Vu pour légalisation de la signature d'autre part de MM. *François Muanx* et *Charles Arnulf*, notaires. »

Nice, 21 janvier 1864.

« Pour le président du tribunal de première instance :

« Signé *MILON*. »

« Annexé à la minute des statuts du comptoir d'escompte d'Angoulême reçue par M^r *Dexant* et son collègue, notaires à Angoulême, soussignés, le 29 janvier 1864. »

« Signé *Bruelle et Dexant*, notaires. »

16,032. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui nomme chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. le baron *Favier de Noyer*, gouverneur du château de Hautecombe (Savoie). (Paris, 13 Février 1864.)

N° 16,033. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui nomme chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. Deboque (Armand), maire d'Espéras, ancien membre du conseil général de l'Aude. (Paris, 17 Février 1864.)

N° 16,034. — DÉCRET IMPÉRIAL (rendu sur la proposition du grand chancelier de la Légion d'honneur et contre-signé par le ministre de la Maison de l'Empereur des beaux-arts) qui nomme officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. le comte de Guitaud (Achille-Charles-Auguste-Pechpeyroux-Comminge), ancien chef de bataillon d'infanterie; vingt ans de services, cinq campagnes, quatre années de captivité; chevalier de l'ordre le 30 décembre 1815. (Paris, 1^{re} Mars 1864.)

N° 16,035. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir, dans les bois communaux situés dans le département de la Haute-Savoie, les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

N° DES ARTICLES.	NOMS des communes propriétaires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
		Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par contenance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantité de stères sans désignation du nombre d'arbres.	
1	Saint-Eustache.	Écarrant.....	8 ^b 00 ^a	•	•	Sous la condition d'un prélèvement d'une somme de cinquante francs pour les travaux de reboisement. Par portions égales, chaque année, à partir de 1865, 1866, 1867, 1868, 1869, 1870, sous la condition d'un prélèvement annuel d'une somme de cinquante francs pour les travaux de reboisement.
2	Saint-Ferréol.	Grand-Bois.....	1 50	•	•	
3	Scionzier...	Mouilles.....	96 00	•	•	

(Paris, 29 Juin 1863.)

N° 16,036. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à asseoir une coupe extraordinaire de cinq cents arbres dans la forêt appartenant à la commune de Plancher-les-Mines, aux cantons de Vallée et de Cremillot (Haute-Saône). (Paris, 29 Juin 1863.)

N° 16,037. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant que les bois appartenant à la section d'Uzy, annexe de la commune de Domecy-sur-Cure (Yonne), contenant environ quatre-vingts hectares, seront traités en taillis sous futaie, à la révolution de vingt-cinq ans, et divisés en un égal nombre de coupes, distraction faite du quart de leur contenance pour former la réserve. (Paris, 29 Juin 1863.)

N° 16,038. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorise l'acceptation des legs faits par la demoiselle Péro, savoir : 1° au séminaire des Missions étrangères, établi à Paris (Seine), une somme de cinq cents francs; 2° à la fabrique de l'église succursale de Notre-Dame de Babaye-aux-Bois, à Paris, une somme de deux cents francs, qui sera employée à la

collation de messes; 3° à l'Administration générale de l'assistance publique, à Paris, une somme de trois cents francs et des livres de dévotion estimés soixante francs et destinés aux sœurs de charité de la paroisse de Notre-Dame de l'Abbaye-aux-Bois, pour leurs pensionnaires. (*Fontainebleau, 11 Juin 1858.*)

16,039. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) portant :

Art. 1^{er}. Est approuvé le partage effectué entre les fabriques de l'église paroissiale de Saint-Thomas-d'Aquin, de l'église paroissiale de Saint-Sulpice et de l'église succursale de Notre-Dame-des-Champs, à Paris (Seine), cette dernière érigée par le décret du 22 janvier 1856, d'après les bases posées dans les délibérations des 6 et 7 janvier et 10 février 1861, des biens et rentes ayant appartenu à l'église de l'Abbaye-aux-Bois, en la même ville, dont le territoire a été divisé par le même décret entre les trois paroisses précitées.

Il sera passé acte public de ce partage.

2. Est également approuvée l'attribution faite à la fabrique de l'église succursale de Notre-Dame-des-Champs, à Paris, du mobilier de la même église supprimée de l'Abbaye-aux-Bois.

3. Seront immatriculées au nom de la fabrique de l'église curiale de Saint-Thomas-d'Aquin, à Paris, comme lui ayant été attribuées dans le partage autorisé par l'article 1^{er} du présent décret :

1^{re} Une rente de vingt-sept francs trois pour cent sur l'État, à prendre sur une inscription de six cent soixante et onze francs portant le n° 6154, série 7^e, ladite rente de vingt-sept francs provenant d'une donation faite à la fabrique de l'Abbaye-aux-Bois par le sieur de Goyon, à la charge de faire dire une messe par mois à perpétuité, et dont l'acceptation a été autorisée par ordonnance du 3 août 1826;

2^e Une rente sur l'État de cinquante-huit francs trois pour cent, portant le n° 5944, série 7^e, provenant du legs d'une somme de mille cinq cents francs fait par la dame de Lort, née Pillon, sous condition de services religieux à perpétuité, et dont l'acceptation a été autorisée par ordonnance royale du 6 avril 1838;

3^e Une rente trois pour cent sur l'État, au porteur, de trente francs, inscrite au grand-livre de la dette publique sous le n° 18320 et provenant d'un legs fait à charge de prières par le sieur Jean-Edme Blondel, et dont l'acceptation a été autorisée par décret du Gouvernement provisoire, en date du 22 mars 1848.

Mention sera faite sur chaque inscription de la destination des arrérages.

4. Seront immatriculées au nom de la fabrique de l'église succursale de Notre-Dame-des-Champs, à Paris, comme lui étant attribuées dans le partage autorisé par l'article 1^{er} du présent décret :

1^{re} Une rente trois pour cent sur l'État de six cent quarante-quatre francs, formant le restant d'une rente de six cent soixante et onze francs inscrite sous le n° 6154, série 7^e, provenant d'anciennes libéralités non grevées de services religieux, faites en faveur de l'église supprimée de l'Abbaye-aux-Bois, et d'économies réalisées par la fabrique de cette église;

2^e Une rente trois pour cent de soixante-sept francs, inscrite sous le numéro 6093, série 7^e, et provenant d'un legs fait à l'église de l'Abbaye-aux-Bois par le duc de Cambrésis, suivant son testament du 30 avril 1823, à la charge d'une messe par an à perpétuité, et dont l'acceptation a été autorisée par ordonnance du 13 octobre 1824.

Mention sera faite sur cette dernière inscription de la destination des arrérages.

5. Le trésorier de la fabrique de l'église curiale de Saint-Sulpice, à Paris (Seine), est autorisé à accepter, aux clauses et conditions imposées :

1^{re} La disposition du testament public du 9 avril 1849 par laquelle la dame Marie-Anne-Genève, veuve du sieur Jacques Godefroy, a chargé son exécuteur testamentaire de faire dire pour le repos de son âme vingt messes basses par an, et de faire pour cela une fondation nécessaire en rentes sur l'État;

2^e Le bénéfice résultant, au profit de cet établissement, d'un acte notarié des 24 et 25 juillet 1849 par lequel le sieur Pardessus, agissant tant en sa qualité d'exécuteur testamentaire de la dame veuve Godefroy que comme mandataire de la demoiselle Marie-Anne-Madeleine Guerin, sœur et légataire universelle de la testatrice, a fait, en exécution du testament précité, abandon à la fabrique de l'Abbaye-aux-Bois, actuellement représentée par celle de Saint-Sulpice, d'une rente trois pour cent sur l'État

de quarante francs, réduite à trente-six francs, inscrite au grand-livre de la dette publique sous le numéro 10491, série 4°.

Mention sera faite sur l'inscription de rente de la destination des arrérages.

6. Le trésorier de la fabrique de l'église curiale de Saint-Sulpice, à Paris, est autorisé à accepter, aux charges, clauses et conditions imposées, le legs résultant au profit de cet établissement des testament et codicille olographes de la demoiselle *Marie-Antoinette Périn*, des 10 décembre 1848 et 6 janvier 1851, et consistant en une somme de deux cents francs.

Cette somme sera employée à la célébration de messes, conformément aux intentions de la testatrice.

7. Est rapporté le décret du 11 juin 1858, qui avait autorisé la fabrique de l'église succursale de l'Abbaye-aux-Bois, à Paris, à accepter le legs mentionné en l'article précédent. (*Paris, 27 Mai 1863.*)

N° 16,040. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) portant que le supérieur général des frères des écoles chrétiennes, institut légalement reconnu par décret du 17 mars 1808, est autorisé à accepter une donation faite audit institut par l'abbé *Simon* d'un jardin de treize ares quarante centiares situé à Nancy (Meurthe) et estimé quatre mille francs (4,000'), à la condition, stipulée dans l'acte notarié du 3 juin 1863, que l'institut en fera jouir les frères de son ordre desservant les écoles de ladite ville. (*Paris, 16 Janvier 1864.*)

N° 16,041. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) portant ce qui suit :

Le supérieur général de l'institut des frères des écoles chrétiennes, association enseignante légalement reconnue par décret du 17 mars 1808, et le maire de Montesquieu-Volvestre (Haute-Garonne), au nom de cette commune, sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, le legs d'une somme de mille francs (1,000') fait par la demoiselle *Mesplé (Marie-Antoinette)*, suivant son testament public du 2 février 1861, en faveur des frères des écoles chrétiennes établis dans ladite commune de Montesquieu-Volvestre.

Le montant dudit legs sera placé sur l'État et la rente en provenant sera imputée au nom de l'institut des frères et de la commune de Montesquieu-Volvestre. (*Paris, 16 Janvier 1864.*)



Certifié conforme :

Paris, le 10^e Mars 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1017.

N° 16,042. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 4 liquidations de Pensions civiles.*

Du 13 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 5, 6, 7, 11, 12, 13, 18, 23 et 25 de la loi du 9 juin
1853, sur les pensions civiles;

Vu la loi du 22 août 1790, les décrets des 13 septembre 1806 et 2 février
1808 et les ordonnances des 19 avril 1820 et 23 juin 1823;

Vu les avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date des
11, 15, 24 et 31 décembre 1863, portant qu'il a reconnu la légalité des
liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer
le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de la guerre
pour l'année 1863;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en ses avis des
19 décembre 1863, 5 et 12 janvier et 2 février 1864;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la
guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les quatre liquidations de pensions civiles comprises
pour une somme totale de deux mille cinq cent treize francs
(2,513⁷) au tableau d'autre part sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance
du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre
et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exé-
cution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département
de la guerre,

Signé RANDON.

1^{re} Série.

21

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			EN des lois et ord. venant la pa à cette
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mo.	Jours.	
(Pensions pour services)									
1	BLANC (Jean).....	14 oct. 1813.	Gadvisson (Gard).	Commiss ordinaire de 2 ^e classe au ministère de la guerre.	Militaires.... Civils.....	7 20	- -	+ 8	Decret venant la pa à cette
2	VIDAL (Lucien-Alexis ...	11 oct. 1813.	Vernonillet (Seine-et-Oise).	Trav. de 2 ^e classe à la di- rection du dé- pôt de la guerre.	Idem.....	30	-	-	Idem
3	BOHARD (Pierre).....	1 therm. an VII (22 juil. 1799)	Athis (Orne).	Préparateur de physique et de chimie au Pry- tanee impérial militaire.	Idem.....	21	-	-	Ordonn. to 4 et 5 en 1855.
4	ABRAHAM (Marie-Jo- sèphe), veuve DOLOT.	1 juillet 1777.	Toul Meurthe).	Le mari, ex-con- cierge des bâ- timents mili- taires à Toul.	Militaires.... Civils.....	1 42	- 3	10 30	Ordonn. de 1 mars de 1855.

N^o 16,043. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui approuve 6 liquidations de Pensions civiles.
Du 17 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 5, 6, 7, 11, 18, 23 et 25 de la loi du 9 juin 1853,
sur les pensions civiles ;

Vu l'ordonnance du 19 avril 1820, concernant les pensions des fonction-
naires de l'instruction publique ;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du
15 décembre 1863, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations con-

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			(1) des lois et ord. venant la pa à cette
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mo.	Jours.	
(Pensions pour services)									
1	AVOT (Jean-Baptiste-Auguste).	7 sept. 1799.	Saint-Germainmont (Ardenne).	Professeur de fa- culté.	Civils.....	45	-	19	Ordonn. 19 oct.
2	ESTIENNE (Joseph-Adol- phe).	19 juin 1804.	Commercy (Meuse).	Professeur de qua- trième.	Idem.....	39	-	11	Idem
3	BLANGY (Charles-Frédé- ric-Boniface) ⁽¹⁾ .	15 mai 1800.	Bethonvillers (Somme).	Idem.....	Idem.....	29	7	15	Mé- mor. juin
4	BORT (Jean-Apolli- naire-Elisabeth) ⁽²⁾ .	22 juillet 1804.	Pamiers (Ariège).	Principal de col- lège.	Idem.....	38	7	-	Idem
5	JOUDAIN (Annet-Mi- chel) ⁽³⁾ .	30 sept. 1792.	Lebelin (Creuse).	Régent de con- science.	Idem.....	23	10	2	Idem
6	MARRAST (Marie-Fran- çois-Léon).	14 avril 1803.	Saint-Gaudens (Haute-Garonne).	Surveillant gé- néral.	Idem.....	35	-	-	Idem

⁽¹⁾ Infirmités. — ⁽²⁾ Hors d'état de continuer ses fonctions.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					

Présent au 1^{er} janvier 1854.)

00 ^e	•	696 ⁶⁶	1,048 ⁵²	•	•	1,048 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Troyes (Aube).
00	•	351 86		•	•	1,050		
00	•	700 00	1,050 00	•	•	315 (a)	1 ^{er} février 1864.	Lorient (Morbihan).
	•	350 00		•	•			
00	•	163 75	315 00	•	•	100 ^f	23 avril 1863.	Toul (Meurthe).
	•	151 25		•	•				100
	•	•	214 00	•				
				TOTAL.	2,513			

Il est entendu que les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles

prises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de l'instruction publique (1864); La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 29 décembre 1863;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les six liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de quatorze mille trois cent quatre-vingt-dix-sept francs (14,397^f) au tableau ci-dessous sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA-TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
Présent au 1 ^{er} janvier 1854.)							
•	8,793 ³⁹	8,793 ³⁹	5,000 ^f	•	5,000 ^f	1 ^{er} nov. 1863.	Poitiers (Vienne).
•	4,295 10	4,295 10	3,990	•	3,990	1 ^{er} octobre 1863.	Commercy (Meuse).
•	1,897 90	1,897 90	1,897	•	1,897	Idem.	Rouen (Seine-Inférieure).
•	1,612 47	1,612 47	1,344	•	1,344	1 ^{er} juin 1863.	Pamiers (Ariège).
•	566 63	566 63	566	•	566	Idem.	S ^t -Martin-de-Ré (Charente-Infér.).
•	1,602 00	1,602 00	1,600	•	1,600	1 ^{er} octobre 1863.	Paris (Seine).
TOTAL.					14,397		

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'instruction publique et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 17 février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'instruction publique,

Signé V. DURUY.

N° 16,044. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 5 liquidations de Pensions civiles

Du 17 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRENOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Date de liquidation.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services)									
1	CHABIRON (Pierre)	15 mars 1793.	La Bruyère (Vendée).	Instituteur pu- blic.	Civils	37	6	19	1864
2	LEROY (Désiré) ⁽¹⁾	10 fév. 1810.	Mérrouville (Eure-et-Loir).	Idem.....	Idem.....	32	2	18	Idem
3	ORMIÈRES (Raymond) ..	22 oct. 1799.	Bram (Aude).	Idem.....	Idem	31	6	1	Idem
4	MOUCHET (Marie-Séraphine) ⁽¹⁾ .	18 fév. 1809.	Villars- sous-Écot (Doubs).	Institutrice pu- blique.	Idem.....	31	-	-	Idem
5	FOISSAC (Jean) ⁽²⁾	30 juill. 1800.	Le Boulvé (Lot).	Instituteur pu- blic.	Civils et mili- taires.	24	9	16	Idem

(1) Hors d'état de continuer ses fonctions. — (2) Infirmités.

(1) Hors d'état de continuer ses fonctions. — (2) Infirmités.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'instruction publique et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Vu les articles 5, 6, 7, 8, 11, 18, 23 et 25 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 24 décembre 1863, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de l'instruction publique (1864);

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 10 février 1864;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les cinq liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de cent soixante-treize francs (173^f) au tableau ci-dessous sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMI- TATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					

Présent au 1^{er} janvier 1854.)

•	27 ^f 50 ^c	27 ^f 50 ^c	27 ^f	•	27 ^f	3 années à dater du jour de l'in- sertion du dé- cret de conces- sion au Bulletin des lois.	Boufféré (Vendée).
•	45 74	45 74	45	•	45	Idem.	Chaussy (Loiret).
•	37 74	37 74	37	•	37	Idem.	Villespy (Aude).
•	13 30	13 30	13	•	13	Idem.	Villars- sous-Écot (Doubs).
15 ^f 53 ^c	35 76	51 29	51	•	51	Idem.	Le Boulvé (Lot).
TOTAL.					173		

Fait au palais des Tuileries, le 17 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au départemen-
t de l'instruction publique,

Signé V. DURUY.

N° 16,045. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui approuve une liquidation de Pension civile.

Du 19 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 2, 3, 5, 6, 7, 18, 23 et 25 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu l'ordonnance royale du 19 novembre 1823, portant règlement sur les pensions de retraite du département des affaires étrangères;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 26 janvier 1864, portant qu'il a reconnu la légalité de la liquidation

N° D'ORDRE.	NOM ET PRÉNOMS du pensionnaire.	NAISSANCE.		GRADE.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Date.	Lieu.			Ann.	Mois.	Jours.
Unique.	THEYON (René-Eugène).	10 mars 1798.	Tours (Indre-et-Loire).	Commis princ. pal.	Civils.....	30	10	19

2. Cette pension sera inscrite au trésor public, avec jouissance à jour indiqué au tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements des affaires étrangères et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé ACHILLE FOULD.

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des affaires étrangères,*

Signé DROUYN DE LURYS.

N° 16,046. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui approuve 2 liquidations de Pensions civiles.

Du 20 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 5, 6, 7, 18, 23 et 25 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu le décret du 2 février 1808 et l'ordonnance du 25 février 1816;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 26 janvier 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations com

comprise dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1863;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 10 février 1864;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La liquidation de pension civile comprise pour une somme de deux mille francs (2,000^f) au tableau ci-dessous est approuvée.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTIENT réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATE de jouissance.	DOMICILE de la pensionnaire.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
.	2,055 ^f 54 ^c	2,055 ^f 54 ^c	2,000 ^f	.	2,000 ^f	16 décembre 1863	Paris (Seine).

et dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de la guerre pour l'année 1864;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en ses avis du 10 février 1864;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les deux liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de quatre mille quatre cent soixante-cinq francs (4,465^f) au tableau d'autre part sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance à jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Maréchal de France, Ministre
secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			M des ordres et la p à don
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services)									
1	THIRION (Barbe-Louise), veuve ROCHEMONT.	8 août 1789.	Metz (Moselle).	Le mari, ex-con- trôleur de 2 ^e classe à la manufacture d'armes de Mutzig	Civils	35	9	19	Ordon- nances de 1851 et 1852
(Pensions pour services)									
2	DE CHÉNIER (Louis-Jo- seph-Gabriel).	27 fruct. an VIII [14 sept. 1800].	Paris (Seine).	Chef de bureau au ministère de la guerre.	Civils.....	35	.	.	Décret du 9

N^o 16,047. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 12 Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.*

Du 24 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1^o les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2^o La loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

3^o Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4^o L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 19 février 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n^o 16,047.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
1	DE ÇAGARRIGA (Gaspard)	20 mars 1807.	Millas (Pyrénées-Or.).	Chef d'escadron d'é- tat-major.	40	2	20	4	.	.
2	LAHURE (Gustave-Napo- léon).	17 nov. 1805.	Douai (Nord).	<i>Idem.</i>	40	1	17	3	.	.
3	DULAU (Pierre).....	12 janv. 1799.	Grassac (Charente).	Colonel comman- dant de place.	47	3	2	3	.	.
4	GURTNER (Jean-Joseph).	9 sept. 1815.	Pontarlier (Doubs).	Chef de musique au 4 ^e régiment d'infan- terie.	32	3	6	12	.	.
5	PELISSE (Joseph).....	4 avril 1817.	Montpellier (Hérault).	Capitaine d'infan- terie.	30	8	28	40	6	.
6	TERCINIER (Léon-Pierre- Eustache).	12 juin 1815.	Chaniers (Charente-Infér.)	Chef d'escadron au 5 ^e régiment de dra- gons.	30	1	7	.	.	.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
		930 ^f		465 ^f	465 ^f	22 octobre 1863.	Metz (Moselle).
Ement au 1 ^{er} janvier 1854.)							
	3,472 ^f 22 ^c 1,361 11	4,833 ^f 33 ^c	4,000 ^f 00 ^c	"	4,000 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Paris (Seine).
				TOTAL.	4,465		

la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de vingt-huit mille quatre cent soixante francs (28,460^f), sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des douze militaires dénommés dans le tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾, savoir :

Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit au ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
11.	Chef d'escadron. (Ayant 13 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,897 ^f (a)	En activité à la 11 ^e division militaire.	25 janv. 1864.	Perpignan (Pyrénées-Orientales).
	Idem.	2,858 (a)	Professeur à l'école impériale d'application d'état-major.	1 ^{er} janv. 1864.	Wavrechain (Nord).
	Colonel.	3,900 (a)	En activité à Lorient.	25 janv. 1864.	Paris (Seine).
	Chef de musique.	1,246 (a)	En activité.	15 déc. 1863.	Montmorency (Seine-et-Oise).
	Capitaine.	2,120 (b)	En non-activité.	6 août 1863.	Paris (Seine).
12.	Capitaine. (Ayant 13 ans d'ancienneté dans ce grade et moins de 3 ans dans celui de chef d'escadron.)	1,889 (a)	En activité.	20 déc. 1863.	Saintes (Charente-Inférieure).

Condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles

(1) Sans déduction des sommes perçues depuis le 6 août 1863 à titre de solde de non-activité.

N ^o D'ORDRE	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
7	DUVERNAY DU PLESSIS (Hermann - Adolphe) (1).	2 juillet 1807.	Hambourg (Saxe).	Major de cavalerie.	38	6	16	.	.	.
8	FORTUNER (Joseph-Em- manuel-Firmin) (2).	28 juillet 1805.	Sarrelouis (Prusse).	Médecin-major de 1 ^{re} classe au 9 ^e régi- ment d'artillerie.	40	1	14	4	.	.
9	DARETS DE BLANRY (Ma- rie - Edmond - Henri- Gustave).	8 mai 1815.	Mantes (Seine-et-Oise).	Chef d'escadron du train des équipages militaires, ex-capi- taine au train des équipages de la garde	30	3	26	29	.	.
10	BERGER (Paul).	18 déc. 1813.	Blaye (Gironde).	Garde de 1 ^{re} classe des équipages mili- taires.	30	1	21	22	.	.
11	GAYRAUD (François-An- toine).	21 janv. 1806.	Saix (Tarn).	Officier d'adminis- tration de 1 ^{re} classe des bureaux de l'in- tendance militaire.	32	1	10	15	.	.
12	LAMBERT (Jean-Étienne)	10 avril 1815.	Corte (Corse).	Officier comptable de 2 ^e classe de la jus- tice militaire.	30	3	19	26	.	.

(1) Fils de Français. — (2) Français par déclaration d'option.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des invalides depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 24 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,

Ministre secrétaire d'État au département de la guerre.

Signé RANDON.

ANCIENNETÉ à la loi du 11 avril 1831 sur les pensions.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
et 10.	Major.	2,238 ² (a)	En activité. Com- mandant le dépôt de remonte de Saint-Lô.	25 janv. 1864.	Saint-Lô (Manche).
et 11.	Médecin-major de 1 ^{re} classe (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,897 (a)	En activité.	20 nov. 1863.	Briey (Moselle).
et 10.	Chef d'escadron.	2,590 (b)	Dans ses foyers (hors cadre).	19 nov. 1863.	"
10.	Garde de 1 ^{re} classe.	1,500 (a)	En activité à Châ- leauroux.	5 janvier 1854.	"
10.	Officier d'administra- tion de 1 ^{re} classe.	2,225 (a)	Idem à Montpellier.	20 déc. 1863.	"
10.	Officier comptable de 2 ^e classe.	2,100 (a)	En activité à l'ate- lier des travaux pu- bliers n° 5.	25 déc. 1863.	La Châtre (Indre).
	TOTAL....	28,460			

à la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles
des. — (b) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 19 novembre 1863 sur les fonds du budget de la guerre.

N° 16,048. — DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde des Pensions de réforme
à 4 Officiers.

Du 24 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'or-
donnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2° Les titres II et III de la loi du 17 mai 1834 et celle du 25 juin 1861,
sur l'état des officiers, et le tarif annexé à la loi du 11 avril 1831, sur les
pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires
au trésor public;

4° L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du
19 février 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des
pensions de réforme comprises dans le présent décret, portant le n° 17, et
la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de trois mille
six cent quatre francs (3,604¹), sur le crédit d'inscription ouvert pour
l'année 1864;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la
guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des quatre officiers dénommés
au tableau d'autre part une pension de réforme fixée conformé-
ment aux indications de ce tableau ⁽¹⁾, savoir :

⁽¹⁾ Les titulaires de ces secours annuels ne devront se pourvoir, soit près du
payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscrip-
tion, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES EFFECTUÉS	
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.
1	BAZIN (François-Xavier).	1 ^{er} avril 1819.	Lunéville (Meurthe).	Capitaine d'infanterie.	23	2
2	RUAUD (Léonard-Auguste).	5 déc. 1822.	Saint-Victorien (Haute-Vienne).	Lieutenant au 1 ^{er} régiment d'infanterie de ligne.	22	6
3	BILLON (Marie-Jean-Baptiste-Jules).	7 mai 1826.	Toulon (Var).	Sous-lieutenant de cavalerie.	21	3
4	GÉROME (Louis).....	13 déc. 1818.	Haucourt (Moselle).	Adjudant d'administration en premier des bureaux de l'intendance militaire.	23	5

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec la jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils faisaient partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 24 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre.*

Signé RANDON.

N^o 16,049. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 5 liquidations de Pensions civiles.

Du 27 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

DATE de la décision ou de la réforme.	QUANTITÉ de la pension de réforme.	BASES LÉGALES applicables à cette fixation.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE des titulaires.	OBSERVATIONS.
27 novembre 1863.	1,222 ¹	Article 18 de la loi du 19 mai 1834 et tarif annexé à celle du 25 juin 1861.	4 décembre 1863.	Paris (Seine).	
27 novembre 1863.	850	<i>Idem.</i>	1 ^{er} novembre 1863.	Limoges (Haute-Vienne).	
27 novembre 1863.	602	<i>Idem.</i>	8 novembre 1863.	Paris (Seine).	
27 juillet 1863.	950	<i>Idem.</i>	8 août 1863.	<i>Idem.</i>	
TOTAL..	3,604				

Vu les articles 5, 8, 13, 18 et 23 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

Vu l'ordonnance du 23 septembre 1814, portant règlement sur les pensions du ministère de la justice ;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 6 janvier 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de la justice pour l'année 1863 ;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les cinq liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de cinq mille cinq cent cinquante - huit francs (5,558¹) au tableau d'autre part sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la justice et des cultes et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Le Ministre secrétaire d'État au département
de la justice et des cultes,

Signé ACHILLE FOULD.

Signé J. BAROCHE.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			SOMME des loyers et autres à verser à la fin de l'année.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
1	ANDRAC (Joseph-Jean-Baptiste).	4 nov. 1754.	Le Cannet- du-Luc (Var).	Juge de paix	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs ..	5 19 9	2 6 8	4 1 13	Élection raldoux bre ch 9 jan 1854
2	BARATCHARD (Marie-Adèle), veuve BARDET.	8 déc. 1817.	Bayonne (Basses-Pyrénées)	Le mari, conseil- ler.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	23 9 32	2 7 10	23 10 3	Idem...
3	BETHERY LA BROUSSE (Jeanne - Claudine), veuve SORET DE BOIS-BRUNET.	9 avril 1801.	Avallon (Yonne).	Le mari, ex-pré- sident.	Reversion du tiers de la pension de 2,037 fr. ac- cordée à son mari pour	39	5	10	Lot...
4	LESSERVE (Marie), veuve MAGE.	19 oct. 1796.	Issac (Dordogne).	Le mari, ex-juge.	Reversion du tiers de la pension de 1,400 fr. ac- cordée à son mari pour	37	11	25	Idem...
5	TAILLIAR (Eugène-François-Joseph).	7 avril 1803.	Douai (Nord).	Président de chambre honoraire.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	24 9 34	5 10 3	5 2 7	Élection raldoux bre ch 9 jan 1854

N^o 16,050. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise l'inscription, au Trésor public, de 219 Pensions militaires.

Du 2 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu le titre IV de la loi du 25 mars 1817 et l'ordonnance rendue le 20 juin suivant pour en assurer l'exécution;

Vu l'ordonnance du 2 août 1820;

Vu la situation du crédit de deux millions six cent mille francs ouvert pour l'inscription des pensions militaires par la loi du 13 mai 1863;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les deux cent dix-neuf pensions militaires comprise

	LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
	des services militaires.	des services civils.	Total.					
1007 16	.	1,017 ^f	1,017 ^f	.	.	1,017 ^f	14 sept. 1863.	Le Luc (Var).
1008 51	.	2,439	2,439	.	813 ^f	813	11 août 1863.	Bayonne (Basses-Pyrénées).
	.	.	.	.	679	679	13 mars 1863.	Pontoise (Seine-et-Oise).
	.	.	.	.	466	466	5 août 1863.	Périgueux (Dordogne).
1009 46	.	2,583	2,583	.	.	2,583	3 novembre 1863.	Donai (Nord).
					TOTAL.	5,558		

pour une somme totale de cent cinquante et un mille trente-six francs (151,036^f) dans le Bulletin des lois n° 1012 (partie supplémentaire), et rappelées au tableau d'autre part, seront inscrites au livre des pensions du trésor public.

2. La jouissance de ces pensions commencera à courir du jour indiqué pour chacune d'elles dans les décrets signalés d'autre part.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 2 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

DÉCRETS DE CONCESSION des pensions à inscrire.				NATURE DES PENSIONS à inscrire.	MONTANT des pensions.	
Numéro du Bulletin des lois où sont insérées les pensions.	Numéros d'ordre de l'insertion de chaque décret au Bulletin des lois.	Dates des décrets.	Numéros d'ordre de chaque décret.		Parties.	Sommes.
Bulletin n° 1012, partie supplé- mentaire.	15,953	5 janvier 1864.	4	Pensions de retraite à des militaires pour blessures ou infirmités	28	58,963
	15,954	Idem.	5	Pensions de réforme à des officiers.....	3	2,783
	15,955	16 janv. 1864.	6	Pensions de retraite à des militaires pour ancienneté de services.....	95	51,750
	15,956	Idem.	7	Idem.....	93	37,537
				TOTAL.....	219	151,033

N° 16,051. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 30 liquidations de Pensions civiles

Du 2 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les
pensions civiles;

N° ordre.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			MONTANT des pensions.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services)									
1	CONDROYER (Rossoline), VEUVE FRANC.	26 sept. 1807.	Vidauran (Var.).	Lesnari, préposé.	DOUANES. Civils.....	25	6	-	58,963
2	HÉGUY (Françoise), v ^{ve} SUITT.	1794.	Bidarray (Basses-Pyrénées)	Idem.....	Idem.....	25	11	15	Idem.
3	PELLÉ (Joséphine), v ^{ve} BUSSET.	16 déc. 1796.	Hirson (Aisne).	Idem.....	Militaires.... Civils.....	8 25	7 11	28 -	Idem.
4	GUICHARD (Reine), veuve BESACIER.	28 avril 1815.	Lyon (Rhône).	Lesnari, courrier.	POSTES. Civils.....	18	10	3	37,537
(Pensions pour services)									
5	BOBILLIER (Joseph-Hippo- lyte) ⁽¹⁾ .	28 sept. 1812.	Les Bois (Étranger).	Sous-brigadier...	DOUANES. Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	7 14 9	- 1 9	- 3 -	négligeant sur la valeur des services

(1) N'est admettent à aucune justification de naturalité.

⁽¹⁾ N'est astreint à aucune justification de natalité.

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution;

Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 10 février 1864;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les trente liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de vingt-deux mille sept cent cinquante-deux francs (22,752^f) au tableau ci-après sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n° 14.

Fait au palais des Tuileries, le 2 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					

(au 1^{er} janvier 1854.)

.	.	.	.	125 ^f	125 ^f	29 juillet 1863.	Collobrières (Var).
.	.	.	.	125	125	24 janvier 1863.	Mouguerre (Basses-Pyrénées)
.	.	.	.	132	132	27 décembre 1862.	Cousolre (Nord).
.	.	.	.	TOTAL .	382		
.	.	.	.	452	452	7 septembre 1863.	Lyon (Rhône).

LE
ment au 1^{er} janvier 1854.)

96 ^f 66 ^s 139 35	204 ^f 75 ^s 390 ^f 77 ^s	.	.	390	1 ^{er} octobre 1863.	Carnac (Morbihan).
---	--	---	---	-----	-------------------------------	-----------------------

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services)									
1	THIRION (Barbe-Louise), VEUVE ROCHEMONT.	8 août 1789.	Metz (Moselle).	Le mari, ex-con- trôleur de 2 ^e classe à la manufacture d'armes de Mutzig	Civils	35	9	19	Ordonnance du 25 août et loi du 1852.
(Pensions pour services)									
2	DE CHÉNIER (Louis-Jo- seph-Gabriel).	27 fruct. an VIII [14 sept. 1800].	Paris (Seine).	Chef de bureau au ministère de la guerre.	Civils.....	35	.	.	Décret du 27 août du 9 août

N^o 16,047. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 12 Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.*

Du 24 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1^o les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2^o La loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

3^o Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4^o L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 19 février 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n^o 16,047.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAIGNES		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
1	DE ÇAGARRIGA (Gaspard)	20 mars 1807.	Millas (Pyrénées-Or.).	Chef d'escadron d'é- tat major.	40	2	20	4	.	.
2	LAHURE (Gustave-Napo- léon).	17 nov. 1805.	Douai (Nord).	Ilem.	40	1	17	3	.	.
3	DULAU (Pierre).....	12 janv. 1799.	Grassac (Charente).	Colonel comman- dant de place.	47	3	2	3	.	.
4	GURTNER (Jean-Joseph).	9 sept. 1815.	Pontarlier (Doubs).	Chef de musique au 4 ^e régiment d'infan- terie.	32	3	6	12	.	.
5	PELISSE (Joseph).....	4 avril 1817.	Montpellier (Hérault).	Capitaine d'infan- terie.	30	8	28	40	6	.
6	TERCINIER (Léon-Pierre- Eustache).	12 juin 1815.	Chaniers (Charente-Infér.)	Chef d'escadron au 5 ^e régiment de dra- gons.	30	1	7	.	.	.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
		930 ^f		465 ^f	465 ^f	22 octobre 1863.	Metz (Moselle).
mont au 1 ^{er} janvier 1854.)							
	3,472 ^f 22 ^c 1,361 11	4,833 ^f 33 ^c	4,000 ^f 00 ^c		4,000 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Paris (Seine).
mont au 1 ^{er} janvier 1854.)							
TOTAL.				4,465			

et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de vingt-huit mille quatre cent soixante francs (28,460^f), sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des douze militaires dénommés au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾, savoir :

Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	EPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
Chef d'escadron. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,897 ^f (a)	En activité à la 11 ^e division militaire.	25 janv. 1864.	Perpignan (Pyrénées-Orientales).
Lieut.	2,853 (a)	Professeur à l'école impériale d'application d'état-major.	1 ^{er} janv. 1864.	Wavrechain (Nord).
Colonel.	3,900 (a)	En activité à Lorient.	25 janv. 1864.	Paris (Seine).
Chef de musique.	1,246 (a)	En activité.	15 déc. 1863.	Montmorency (Seine-et-Oise).
Capitaine.	2,120 (b)	En non-activité.	6 août 1863.	Paris (Seine).
Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade et moins de 5 ans dans celui de chef d'escadron.)	1,889 (a)	En activité.	20 déc. 1863.	Saintes (Charente-Inférieure).

La condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles.

(a. — b.) Seul déduction des sommes perçues depuis le 6 août 1863 à titre de solde de non-activité.

N ^o D'ORDRE	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAIGNES		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
7	DUVERNAY DU PLESSIS (Hermann - Adolphe) (1).	2 juillet 1807.	Hambourg (Saxe).	Major de cavalerie.	38	6	16	.	.	.
8	FORTUNER (Joseph-Em- manuel-Firmin) (2).	28 juillet 1805.	Sarrelouis (Prusse).	Médecin-major de 1 ^{re} classe au 9 ^e régi- ment d'artillerie.	40	1	14	4	.	.
9	DARETS DE BLANRY (Ma- rie - Edmond - Henri- Gustave).	8 mai 1815.	Mantes (Seine-et-Oise).	Chef d'escadron du train des équipages militaires, ex-capi- taine au train des équipages de la garde	30	3	26	29	.	.
10	BERGER (Paul).	18 déc. 1813.	Blaye (Gironde).	Garde de 1 ^{re} classe des équipages mili- taires.	30	1	21	22	.	.
11	GAYRAUD (François-An- toine).	21 janv. 1806.	Saix (Tarn).	Officier d'adminis- tration de 1 ^{re} classe des bureaux de l'in- tendance militaire.	32	1	10	15	.	.
12	LAMBERT (Jean-Étienne)	10 avril 1815.	Corte (Corse).	Officier comptable de 2 ^e classe de la jus- tice militaire.	30	3	19	26	.	.

(1) Fils de Français. — (2) Français par déclaration d'option.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 24 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à la situation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
et 10.	Major.	2,235 ^(a)	En activité. Com- mandant le dépôt de remonte de Saint-Lô.	25 janv. 1864.	Saint-Lô (Manche).
et 11.	Médecin-major de 1 ^{re} classe (Ayant 13 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,897 (a)	En activité.	20 nov. 1863.	Briey (Moselle).
et 10.	Chef d'escadron.	2,590 (b)	Dans ses foyers (hors cadre).	19 nov. 1863.	"
10m.	Garde de 1 ^{re} classe.	1,500 (a)	En activité à Châ- teauroux.	5 janvier 1854.	"
10m.	Officier d'administra- tion de 1 ^{re} classe.	2,225 (a)	Idem à Montpellier.	20 déc. 1863.	"
10m.	Officier comptable de 2 ^e classe.	2,100 (a)	En activité à l'ate- lier des travaux pu- blics n° 5.	25 déc. 1863.	La Châtre (Indre).
	TOTAL....	28,460			

A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles de la liste. — (b) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 19 novembre 1863 sur les fonds du budget de la guerre.

N° 16,048. — DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde des Pensions de réforme à 4 Officiers.

Du 24 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2° Les titres II et III de la loi du 17 mai 1834 et celle du 25 juin 1861, sur l'état des officiers, et le tarif annexé à la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 19 février 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de réforme comprises dans le présent décret, portant le n° 17, et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de trois mille six cent quatre francs (3,604⁽¹⁾), sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des quatre officiers dénommés au tableau d'autre part une pension de réforme fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾, savoir :

⁽¹⁾ Les titulaires de ces secours annuels ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES EFFECTUÉS	
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.
1	BAZIN (François-Xavier).	1 ^{er} avril 1819.	Lunéville (Meurthe).	Capitaine d'infanterie.	23	2
2	RUAUD (Léonard-Auguste).	5 déc. 1822.	Saint-Victorien (Haute-Vienne).	Lieutenant au 14 ^e régiment d'infanterie de ligne.	22	6
3	BILLON (Marie-Jean-Baptiste-Jules).	7 mai 1826.	Toulon (Var).	Sous-lieutenant de cavalerie.	21	3
4	GÉROME (Louis).....	13 déc. 1818.	Haucourt (Moselle).	Adjudant d'administration en premier des bureaux de l'intendance militaire.	23	5

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec la jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils faisaient partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 24 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,*

Signé RANDON.

N^o 16,049. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 5 liquidations de Pensions civiles.

Du 27 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

DATE de la décision prise sur la réforme.	QUOTITÉ de la pension de réforme.	BASES LÉGALES applicables à cette fixation.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE des titulaires.	OBSERVATIONS.
1 ^{er} janvier 1863.	1,222 ^f	Article 18 de la loi du 19 mai 1834 et tarif annexé à celle du 25 juin 1861.	4 décembre 1863.	Paris (Seine).	
1 ^{er} janvier 1863.	850	<i>Idem.</i>	1 ^{er} novembre 1863.	Limoges (Haute-Vienne).	
1 ^{er} janvier 1863.	602	<i>Idem.</i>	8 novembre 1863.	Paris (Seine).	
1 ^{er} juillet 1863.	950	<i>Idem.</i>	8 août 1863.	<i>Idem.</i>	
TOTAL..	3,604				

Vu les articles 5, 8, 13, 18 et 23 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

Vu l'ordonnance du 23 septembre 1814, portant règlement sur les pensions du ministère de la justice ;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 6 janvier 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de la justice pour l'année 1863 ;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les cinq liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de cinq mille cinq cent cinquante - huit francs (5,558^f) au tableau d'autre part sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la justice et des cultes et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Le Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,

Signé ACHILLE FOULD.

Signé J. BAROCHE.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Régime des loyers, et ordonnance ou verbaux la pension a été accordée
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
1	ANDRAC (Joseph-Jean-Baptiste).	4 nov. 1754.	Le Cannet- du-Luc (Var).	Juge de paix	Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs ..	5 19 9	2 6 8	4 1 13	Réglement ral du 20 mars 1817 9 juin 1817
						34	4	8	
2	BARATCHARD (Marie- Adèle), veuve BARRET.	8 dec. 1817.	Bayonne (Basses-Pyrénées)	Le mari, conseil- ler.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	23 9	2 7	23 10	Idem...
						32	10	3	
3	BETHERY LA BROUSSE (Jeanne - Claudine), veuve SORET DE BOIS- BRUNET.	9 avril 1801.	Avallou (Yonne).	Le mari, ex-pro- sident.	Réversion du tiers de la pension de 2,037 fr. ac- cordée à son mari pour	39	5	10	Loi du 9 mai 1854
4	LASSERVE (Marie), veuve MAGE.	19 oct. 1796.	Issac (Gironde).	Le mari, ex-juge.	Réversion du tiers de la pension de 1,400 fr. ac- cordée à son mari pour	37	11	25	Idem...
					Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	24 9	5 10	5 3	Réglement ral du 20 mars 1817 9 juin 1817
						34	3	7	
5	TAILLIAR (Eugène-Fran- çois-Joseph).	7 avril 1803.	Donai (Nord).	Président de chambre honoraire.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	24 9	5 10	5 3	Réglement ral du 20 mars 1817 9 juin 1817
						34	3	7	

N^o 16,050. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise l'inscription, au Trésor public, de 219 Pensions militaires.

Du 2 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu le titre IV de la loi du 25 mars 1817 et l'ordonnance rendue le 20 juin suivant pour en assurer l'exécution ;

Vu l'ordonnance du 2 août 1820 ;

Vu la situation du crédit de deux millions six cent mille francs ouvert pour l'inscription des pensions militaires par la loi du 13 mai 1863 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les deux cent dix-neuf pensions militaires comprises

	LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
	des services militaires.	des services civils.	Total.					
16	.	1,017'	1,017'	.	.	1,017'	14 sept. 1863.	Le Luc (Var).
31	.	2,439	2,439	.	813'	813	11 août 1863.	Dayonne (Basses-Pyrénées).
	.	.	.	.	679	679	13 mars 1863.	Pontoise (Seine-et-Oise).
	.	.	.	.	466	466	5 août 1863.	Périgueux (Dordogne).
4	.	2,583	2,583	.	.	2,583	3 novembre 1863.	Donai (Nord).
					TOTAL.	5,558		

pour une somme totale de cent cinquante et un mille trente-six francs (151,036') dans le Bulletin des lois n° 1012 (partie supplémentaire), et rappelées au tableau d'autre part, seront inscrites au livre des pensions du trésor public.

2. La jouissance de ces pensions commencera à courir du jour indiqué pour chacune d'elles dans les décrets signalés d'autre part.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 2 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

DÉCRETS DE CONCESSION des pensions à inscrire.				NATURE DES PENSIONS à inscrire.	MONTANT des pensions.	
Numéro du Bulletin des lois où sont insérées les pensions.	Numéros d'ordre de l'insertion de chaque décret au Bulletin des lois.	Dates des décrets.	Numéros d'ordre de chaque décret.		Parties.	Sommes.
Bulletin n° 1012, partie supplé- mentaire.	15,953	5 janvier 1864.	4	Pensions de retraite à des militaires pour blessures ou infirmités	28	48,963
	15,954	Idem.	5	Pensions de réforme à des officiers.....	3	2,783
	15,955	16 janv. 1864.	6	Pensions de retraite à des militaires pour ancienneté de services.....	95	51,753
	15,956	Idem.	7	Idem.....	93	47,537
				TOTAL.....	219	151,036

N° 16,051. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 30 liquidations de Pensions civiles.

Du 2 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les
pensions civiles;

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			MONTANT des pensions, en francs et centimes.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services militaires.)									
1	CONDROYER (Rossoline), veuve FRANC.	26 sept. 1803.	Vidauban (Var.).	Le mari, préposé.	DOUANES. Civils.....	25	6	0	Règlement n° 1012 du 9 juin 1853.
2	HÉGUY (Françoise), v ^{ve} SUHIT.	1794.	Bidarray (Basses-Pyrénées)	Idem.....	Idem.....	25	11	15	Idem.....
3	PELLÉ (Joséphine), v ^{ve} BUSSET.	16 déc. 1796.	Hirson (Aisne).	Idem.....	Militaires.... Civils.....	8 25	7 11	28 0	Idem.....
4	GUICHARD (Reine), veuve BESACIER.	28 avril 1815.	Lyon (Rhône).	Le mari, courrier.	POSTES. Civils.....	18	10	3	Arrêté du 15 mars 1854, sur les pensions des postiers du 9 juin 1853.
(Pensions pour services civils.)									
5	BOBILIER (Joseph-Hippo- lyte) ⁽¹⁾ .	26 sept. 1812.	Les Bois (Étranger).	sous-brigadier...	DOUANES. Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	7 14 9	0 1 9	0 3 0	Règlement n° 1012 du 9 juin 1853.

(1) N'est astreint à aucune justification de nationalité.

(1) N'est astreint à aucune justification de nationalité.

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution;

Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 10 février 1864;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les trente liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de vingt-deux mille sept cent cinquante-deux francs (22,752^f) au tableau ci-après sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n° 14.

Fait au palais des Tuileries, le 2 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

LIQUIDATION	LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.			
CORRE.					
Précédent au 1 ^{er} janvier 1854.)					
.	.	.	125 ^f	125 ^f	29 juillet 1863. Collobrières (Var).
.	.	.	125	125	24 janvier 1863. Mouguerre (Basses-Pyrénées)
.	.	.	132	132	27 décembre 1862. Cousolre (Nord).
.	.	.	TOTAL .	382	
.	.	.	452	452	7 septembre 1863. Lyon (Rhône).
CORRE.					
Précédent au 1 ^{er} janvier 1854.)					
46 ^f 66 ^s	204 ^f 76 ^s 139 35	390 ^f 77 ^s	.	.	1 ^{er} octobre 1863. Carnac (Morbihan).

MONTANT du pension sur base de la liquidation.	LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
	des services militaires.	des services civils.	Total.					
40 ^f 00 ^c 73 75	40 ^f 00 ^c	270 ^f 66 ^c 154 80	465 ^f 46 ^c	.	.	465 ^f	1 ^{er} octobre 1863.	Larressore (Basses-Pyrénées).
52 14 800 00 800 00	52 14	246 32 154 89	453 35	.	.	453	Idem.	Toulouse (Haute-Garonne).
36 80 973 90 974 97	36 80	431 43 187 36	655 59	.	.	655	Idem.	Saint-Raphaël (Var).
251 62 70 83	.	251 62 149 80	401 42	.	.	401	Idem.	Girondelle (Ardennes).
56 37 00 00 00 83	56 37	260 00 154 42	470 79	.	.	470	Idem.	Sedan (Ardennes).
39 70 00 00 00 83	39 70	249 12 141 46	433 28	.	.	433	Idem.	Beaumont (Haut-Rhin).
166 66 00 00	.	166 66 136 25	302 91	.	100 ^f	100	3 février 1863.	Bagnères- de-Luchon (Haute-Garonne).
.	.	.	.	.	533	533	13 octobre 1863.	Delle (Haut-Rhin).
.	.	.	.	.	353	353	6 octobre 1863.	Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord).
.	.	.	.	.	187	187	5 octobre 1863.	Bastia (Corse).
.	.	.	.	.	400	400	6 juin 1863.	Douvres (Calvados).
323 91 00 00 00 83	.	323 91 153 93	477 84	.	159	159	1 ^{er} octobre 1863.	Cinquétral (Jura).
.	.	.	.	.	149	149	25 sept. 1863.	Bordeaux (Gironde).
.	.	.	.	.	115	115	16 octobre 1863.	Le Quesnoy (Nord).
.	.	.	.	.	296	296	16 sept. 1863.	Hirson (Aisne).
					TOTAL.	5,559		

	LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
	des services militaires.	des services civils.	Total.					
23	.	897 39	1,346 95	.	.	1,346	1 ^{er} déc. 1863.	Puy-l'Évêque (Lot).
66	.	449 56		.	.			
00	.	.	.	4,500	.	4,500	1 ^{er} janvier 1864.	Paris (Seine).
00	.	.	.	2,250	.	2,250	4 décembre 1863.	Saumur (Maine-et-Loire).
00	.	679 28	1,101 49	.	.	1,101	1 ^{er} déc. 1863.	Saint-Valery- sur-Somme (Somme).
44	.	422 21		.	.			
00	40 38	1,558 75	1,599 13	.	.	1,599	21 décembre 1863.	Niort (Deux-Sèvres).
00	.	.	.	1,729	.	1,729	7 juin 1863.	Paris (Seine).
00	.	868 00	1,344 00	.	.	1,344	1 ^{er} déc. 1863.	Seix (Ariège).
00	.	476 00		.	.			
					TOTAL.	13,869		
00	.	983 05	1,456 89	.	.	1,456	1 ^{er} janvier 1864.	Paris (Seine).
16	.	473 84		.	.			
00	.	331 66	530 00	.	.	530	8 décembre 1863.	Nonancourt (Euro).
00	.	198 34		.	.			
00	.	301 69	504 55	.	.	504	1 ^{er} déc. 1863.	Benfeld (Bas-Rhin).
00	.	202 86		.	.			
					TOTAL.	2,490		

3	382	}	834
1	452		
16	5,559	}	21,918
7	13,869		
3	2,490	}	
30	.....		22,752

N° 16,052. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 17 liquidations de Pensions civiles.

Du 2 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Liqui- dation et versement à faire.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services)									
					FINANCES.				
					Militaires....	10	11	11	
					Civils :				
					antérieurs au	7	5	-	Loi de 1853.
					1 ^{er} janvier				
					1854 :				
					postérieurs...	8	-	5	
					Civils :				
					antérieurs au	23	3	4	Idem.
					1 ^{er} janvier				
					1854 :				
					postérieurs...	9	6	1	
					Civils :				
					antérieurs au	22	9	27	Idem.
					1 ^{er} janvier				
					1854 :				
					postérieurs...	9	6	9	
					Civils :				
					antérieurs au	28	8	3	Idem.
					1 ^{er} janvier				
					1854 :				
					postérieurs...	9	6	9	
					Civils :				
					antérieurs au	10	2	1	Idem.
					1 ^{er} janvier				
					1854 :				
					postérieurs...	9	10	15	
					Civils :				
					antérieurs au	23	9	-	Idem.
					1 ^{er} janvier				
					1854 :				
					postérieurs...	9	10	-	
					Civils :				
					antérieurs au	9	-	-	Idem.
					1 ^{er} janvier				
					1854 :				
					postérieurs...	9	10	-	
					Civils :				
					antérieurs au	9	3	15	Idem.
					1 ^{er} janvier				
					1854 :				
					postérieurs...	9	5	-	
					Militaires....	9	9	2	
					Civils :				
					antérieurs au	17	7	28	Idem.
					1 ^{er} janvier				
					1854 :				
					postérieurs...	9	10	-	

⁽¹⁾ Infirmités.

Section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 1^{er} janvier 1864 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dix-sept liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de deux mille deux cent quatre-vingt-quatorze francs (2,294^f) au tableau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
72 ^f 97 ^c	119 ^f 41 ^c	192 ^f 38 ^c	.	.	192 ^f	6 janvier 1862.	Casabianca (Corse).
.	.	684 00	.	.	684	4 juillet 1863.	Valenciennes (Nord).
.	.	288 12	.	.	100	10 juillet 1863.	Villedieu (Indre).
.	.	.	.	178 ^f	178	14 mai 1863.	Montbrison (Loire).
				TOTAL.	1,154		
.	.	80 02	.	.	80	16 nov. 1863.	Colmar (Haut-Rhin).
.	.	73 74	.	.	73	1 ^{er} nov. 1863.	Domfront (Orne).
.	.	72 26	.	.	72	Idem.	Brignolles (Var).
.	.	74 23	.	.	74	1 ^{er} juin 1863.	Sauveterre (Gers).
35 04	76 47	101 51	.	.	101	1 ^{er} nov. 1863.	Envermeu (Seine-Inférieure).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			DATE des lois, décrets et ordonnances en virtu desquelles la pension a été accordée.
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
10	PAQUIEN (Pierre-Louis) ⁽¹⁾	7 oct. 1807.	Le Grand-Serre (Drôme).	Facteur rural....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs ..	6 14 9	11 3 9	26 11 "	Loi du 1853.
11	PERRET (Joseph-Augustin-Léopold) ⁽²⁾ .	16 août 1818.	Doye (Jura).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs ..	7 9 9	9 7 15	7 " 28	Idem.....
12	POISSOT (Jacques).....	17 oct. 1808.	Saint-Pol- de-Léon (Finistère).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	18 9 9	11 " 10	24 " "	Idem.....
13	SIEUZAC (Jean-Baptiste).	15 nov. 1797.	Saint-Macaire (Gironde).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	23 6 3	9 2 6	" " 17	Idem.....
14	TOUJA (Pierre)	27 mars 1788.	Saint-Michel- de-Lanès (Aude).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	22 9 3	9 " 2	" " 24	Idem.....
15	TALUFFE (Jean) ⁽²⁾	31 janv. 1798.	Villefranche- de-Longchapt (Dordogne).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	8 9 9	10 9 9	23 15 "	Idem.....
16	VERNÈDE (Antoine)	4 avril 1798.	Villeneuve- de-Berg (Ardèche).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	23 9 9	9 " 11	" " "	Idem.....
17	DÉCHÂTRE (Madeleine), VEUVE BAYARD.	27 nov. 1804.	Guéret (Creuse).	Le mari, facteur rural.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	23 8	9 10	" "	Idem.....

(1) Accident. — (2) Infirmités.

RÉC

2^e catégorie... { Finances.....
Postes.....

TOTAL.....

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n^o 15.

	LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
	des services militaires.	des services civils.	Total.					
60	46' 59'	115' 05'	161' 64'	"	"	161'	1 ^{er} octobre 1863.	Le Grand-Serre (Drôme).
70	"	"	76 92	"	"	76	16 octobre 1863.	Doye (Jura).
60	39 95	86 12	126 07	"	"	126	1 ^{er} nov. 1863.	Saint-Pol- de-Léon (Finistère).
83	"	"	43 86	"	"	43(a)	1 ^{er} mars 1860.	Saint-Macaire (Gironde).
83	31 47	70 18	105 65	"	"	105	1 ^{er} octobre 1863.	Salles-sur-Hers (Aude).
89	21 55	54 62	76 17	"	"	76	16 octobre 1863.	Villefranche- de-Longchapt (Dordogne).
93	"	"	79 11	"	"	79	1 ^{er} décembre 1863	Villeneuve- de-Berg (Ardèche).
11	"	"	74 74	"	"	74	1 ^{er} nov. 1862.	Guéret (Creuse).
TOTAL.						1,140		

appel de trois ans d'arrérages à partir de l'insertion au Bulletin des lois du décret de concession.

4	1,154'
13	1,140
17	2,294

Fait au palais des Tuileries, le 2 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 16,053.—*DÉCRET IMPÉRIAL* qui approuve 25 liquidations de Pensions civiles.

Du 2 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution;

Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

N° ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Détails et autres versés la pension
		Dates.	Lieus.			Ann.	Mois.	Jours.	
1	BASCLE (Jéan).....	6 ^e mai 1805.	Courcourry (Charente-inf ^{re}).	Proposé.....	DOUANES. Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs ..	5	6	8	Regist. ml. et vici (de la)
2	BOUGARDIER (Louis-Marie).	4 déc. 1808.	Vannes (Morbihan).	Brigadier.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	23	8	"	Idem.
3	CAPRIATA (Antoine)....	9 février 1805.	Bonifacio (Corse).	Patron.....	Militaires ... 3 Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieures... 9	16	5	18	Idem.
4	DUGARNE (Martin).....	30 janv. 1810.	Aibes (Nord).	Proposé.....	Militaires.... 7 Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 9	15	5	"	Idem.
5	ERMINI (Philippe-Marie).	26 sept. 1813.	Braccio (Corse).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs .. 9	16	"	"	Idem.
6	ESTRADE (Jean).....	23 janv. 1813.	Talmont (Charente-Infér.).	Matelot.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	19	1	0	Idem.
7	ÉTARD (Ange).....	9 nov. 1812.	Bricqueville- sur-Mer (Manche).	Brigadier.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 9	17	8	"	Idem.
8	FOURCADE (Étienne)...	19 juin 1816.	Saint-Esprit (Landes).	Sous-brigadier..	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 9	17	6	12	Idem.
9	FROUSTEY (Bertrand)...	19 oct. 1801.	Mimizan (Landes).	Proposé.....	Militaires.... 5 Civils..... 35	5	"	1	Idem.

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 1^{er} février dernier ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt-cinq liquidations de pensions civiles comprises sur une somme totale de treize mille huit cent soixante-huit francs (13,868^f) au tableau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
56 ^f 00 ^f	225 ^f 00 ^f 149 68 ^f	420 ^f 68 ^f	"	"	420 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Saint-Martin- du-Gua (Charente-Inférieure).
"	449 66 190 00	639 66	"	"	639	Idem.	La Rochelle (Charente-Inférieure).
28 46	292 25 177 77	496 48	"	"	496	1 ^{er} octobre 1863.	Bonifacio (Corse).
59 29	277 50 174 90	511 69	"	"	511	Idem.	Saint-Quentin (Aisne).
"	256 00 155 17	411 17	"	"	411	Idem.	Bastia (Corse).
"	305 33 160 00	465 33	"	"	465	1 ^{er} janvier 1864.	Bordeaux (Gironde).
"	343 37 186 86	530 23	"	"	530	1 ^{er} octobre 1863.	Briqueville- sur-Mer (Manche).
"	298 07 163 96	462 03	"	"	462	Idem.	Ustaritz (Basses-Pyrénées).
33 35	600 00	633 35	600 ^f	"	600	1 ^{er} janvier 1864.	Bordeaux (Gironde).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			SARIS des lois, de et ordonnances en vertu des la pension a été accordée
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
10	GAILLARD (Jean).....	27 oct. 1804.	Blaye (Gironde).	Préposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	23	9		Reglement ral de vier 184 da 9 jan
11	GAUDINEAU (Augustin)..	22 avril 1807.	Olonne (Vendée).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	16	8		Idem.....
12	GEY (Pierre).....	11 avril 1813.	Audenge (Gironde).	Sous-patrou....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	22	8	30	Idem.....
13	GOSSELIN (Jean-Pierre).	24 mars 1805.	Quévreville- la-Poterie (Seine-Inférieure)	Préposé.....	Marine Civils.....	11	5		Idem.....
						25	9		
14	HEUZÉ (Pierre).....	20 fév. 1816.	Bréhal (Manche).	Matelot.....	Marine Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	4	3	7	Idem.....
15	JEAN (Hippolyte-Marie).	14 oct. 1802.	Sarzeau (Morbihan)	Préposé.....	Militaires.... Civils..... Militaires....	9	9		Idem.....
						6	6	8	
						28	5		
						2	8	26	
16	JOGUET (Jean-François).	12 janv. 1808.	Genouillé (Charente-Infér.)	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20	1	16	Idem.....
						10			
17	JOURNEAU (Omer-Louis- Antoine).	5 mai 1814.	Royan (Charente-Infér.)	Patron.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20	6		Idem.....
						10			
18	LE COET (Yves-Marie)..	9 sept. 1807.	Concarneau (Finistère).	Matelot.....	Marine Civils.	7	1	12	Idem.....
						30	3	7	
19	LE QUÉVEN (Jacques)...	7 déc. 1816.	Kvignac (Morbihan).	Brigadier.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	9		Idem.....
						9	9		
						5	7	6	
20	MACQUAIRE Pierre-Fran- çois).	1 ^{er} fév. 1810.	Le Chay (Charente-Infér.)	Sous-brigadier...	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	17	1		Idem.....
						10			
21	MAURICE (Vincent).....	28 août 1814.	Sarzeau (Morbihan).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	18			Idem.....
						9	9		
22	ORCEL (Benoit).....	7 déc. 1807.	Dolomieu (Isère).	Préposé.....	Civils.....	35	1		Idem.....
23	SALLE (Pierre).....	5 avril 1815.	Vielle (Hautes-Pyrénées)	Brigadier.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	16	11		Idem.....
						9	9		

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
.	380 ^f 00 ^c 160 00	540 ^f 00 ^c	"	"	540 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Blaye (Gironde).
47 ^f 47 ^c	250 00 149 43	446 90	"	"	446	Idem.	Marennes (Charente-Infér.)
.	408 00 180 00	588 00	"	"	588	Idem.	Libourne (Gironde).
.	"	506 33	"	"	506	1 ^{er} octobre 1863.	Rouen (Seine-Inférieure).
34 15	180 61 134 47	349 23	"	"	349	Idem.	Sallenelles (Calvados).
54 34	439 06	493 40	"	"	493	Idem.	Vannes (Morbihan).
18 25	301 41 150 00	469 66	"	"	469	1 ^{er} janvier 1864.	Saint-Trojan (Charente-Infér.)
.	410 00 200 00	610 00	"	"	610	Idem.	Royan (Charente-Infér.)
56 92	480 66	537 58	"	"	537	1 ^{er} octobre 1863.	Laberludut (Finistère).
.	314 00 190 50	504 50	"	"	504	Idem.	Carnac (Morbihan).
46 65	307 50 179 25	533 40	"	"	533	1 ^{er} janvier 1864.	Saint-Just (Charente-Infér.)
.	319 12 169 25	488 37	"	"	488	1 ^{er} octobre 1863.	Sarzeau (Morbihan).
.	"	676 87	675 ^f	"	675	Idem.	Lyon (Rhône).
.	337 97 194 53	532 50	"	"	532	Idem.	Bayonne (Basses-Pyrénées).

N ^{OS} D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			des lois de 1830 et de 1853
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
24	SÉRIZY (Jean).....	50 lex. 1810.	Belloac (Basses-Pyrénées)	Préposé.....	Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils.....	5 16	9 11	3 *	Régiment rel. de compt. dans le 1 ^{er} rég.
25	SORDAIN (Hippolyte-Ro- dain) ..	26 sept. 1808.	Sarzeau (Morbihan).	Capitaine.....		9 27	9 3	* 2	1 ^{er} rég.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n^o 16.

Fait au palais des Tuileries, le 2 Mars 1861.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances

Signé ACHILLE FOULD.

N^o 16,054. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 25 liquidations de Pensions civiles.
Du 2 Mars 1861.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution ;

N ^{OS} D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			des lois de 1830 et de 1853.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services militaires.)									
1	GUBRET (Anne-Marie- Bénédict), veuve CO- DEL.	11 juin 1800.	Louhans (Saône-et-Loire).	Le mari, inspec- teur principal.	Civils.....	38	1	28	Régiment rel. de compt. dans le 1 ^{er} rég.
2	LEGENT Marie-Joséphine, veuve CODERLIN.	25 juin 1799.	Hélesmes (Nord).	Le mari, préposé.	Mém.....	27	2	*	1 ^{er} rég.
(Pensions pour services civils.)									
3	BLINO Marie-Françoise, veuve LE GENDRE.	21 dec. 1819.	Pénestin (Morbihan).	Le mari, sous pa- tron.	Civils.....	35	1	21	Régiment rel. de compt. dans le 1 ^{er} rég.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
38/38	270 ⁶⁶ 155 04	464 ¹ 08	.	.	464 ¹	1 ^{er} octobre 1863.	Urrugne (Basses-Pyrénées)
.	1,955 00	1,955 00	1,500 ¹	.	1,600	1 ^{er} janvier 1864.	Marennes (Charente-Infer.)
TOTAL.					13,868		

Voilà la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864 ;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 16 février dernier ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt-cinq liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de vingt-cinq mille cent soixante-dix francs (25,170¹) au tableau ci-après sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n° 17.

Fait au palais des Tuileries, le 2 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
.	.	.	.	1,000 ¹	1,000 ¹	7 juin 1863.	Neuilly (Seine).
.	.	.	.	126	126	5 septembre 1863.	Anzin (Nord).
				TOTAL.	1,126		
.	.	.	.	175	175	3 septembre 1863.	Pénestin (Morbihan).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			des autres services en France ou à l'étranger.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
1	BOULFAI Anne-Fran- çoise-Joanne, veuve E. ADAS.	24 juin 1820.	Saint-Jouan (Ille-et-Vilaine).	Le mari, préposé.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	7	2	2	Anté- rieur au 1 ^{er} janv. 1854.
2	DUPONT Mélanie-Sop- hie), veuve DE BRELCO.	12 janv. 1824.	Hazebrouck (Nord).	Idem.....	Civils.....	9	9	2	Idem.
3	MOULIER Jeanne-Fir- mine, veuve SERL.	25 nov. 1820.	Bordeaux (Gironde).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	1	9	10	Idem.
4	QUILLES (Vicenta-Maria), veuve CHAMBAIN (1).	3 avril 1826.	Agost (étranger).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs..	18	5	2	Idem.
5	TALEOT (Clarisse-Cé- leste), veuve LE SUREN.	25 avril 1815.	Bénouville (Seine-Inférieure).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs..	8	9	2	Idem.
6	TANGUY Augustine-Amé- lie, veuve CARRIOT.	3 août 1826.	Locmariaquer (Morbihan).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs..	12	9	27	Idem.
7	LE BRECH (Julien-Marie), orphelin (2).	1 ^{er} mars 1855.	Kno-en-Surzur (Morbihan).	Le père, préposé.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs..	6	10	2	Idem.
8	MEAUX (Alphonse-Jo- seph), orphelin (3).	16 avril 1843.	Frélinghien (Nord).	Le père, sous- brigadier.	Militaires....	9	8	22	Idem.
9	MEAUX (Louis-Ernest- Henri), orphelin (3).	31 mars 1849.	Le Quesnoy- sur-Deule (Nord).		Civils.....	4	10	11	
10	BIETTON Jacques- Pierre).	17 janv. 1802.	Valence (Drôme).	Inspecteur.....	Marine..... Civils.....	5	1	2	Idem.
11	CARON Charles-Louis ..	21 oct. 1811.	Paris (Seine).	Commis princi- pal.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	25	11	2	Idem.
12	COURT Albert).....	25 nov. 1801.	Grasse (Alpes-Maritimes)	Receveur à che- val.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10	2	10	Idem.
13	DEFOUR DE MONTELOUIS (Charles- Louis- Eu- gene).	9 mai 1807.	Compiègne (Oise).	Commis aux exer- cices.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	5	5	7	Idem.
14	LÉONARD (Jacques)....	11 févr. 1792.	Montmédy (Meuse).	Directeur.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	34	11	12	Idem.
15	LIEUTIER (Justin-Henri- Théophile).	8 mars 1813.	Saint-Pierre- d'Oleron (Charente-Infér.).	Receveur à che- val.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	9	6	28	Idem.
16					Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	3	12	Idem.
17					Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	4	2	28	Idem.
18					Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	3	16	Idem.
19					Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10	2	2	Idem.

(1) Le mari était Français. — (2) Tuteur : le sieur BOELLIO. — (3) Tuteur : le sieur MEAUX (Alfred-Joseph).

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
58' 37"	246' 66" 155 29	460' 32"	"	153'	153'	24 octobre 1863.	Saint-Malo (Ile-et-Vilaine).
"	"	"	"	137	137	25 sept. 1863.	La Madeleine (Nord).
12 01	294 66 135 52	442 19	"	147	147	9 septembre 1863.	Bordeaux (Gironde).
85 49	91 11 193 99	370 59	"	123	123	23 sept. 1863.	Hussein-Dey, province d'Alger (Algérie).
"	"	"	"	139	139	27 juillet 1863.	Vazony (Calvados).
"	"	"	"	100	100	3 août 1863.	Larmor- en-Ploemeur (Morbihan).
"	"	"	"	163	163	Du 11 juillet 1863 au 29 février 1876, époque à laquelle l'or- phelin attein- dra sa 21 ^e an- née.	Le Hézo (Morbihan).
"	"	"	"	179	179	Du 6 juin 1863 au 30 mars 1870, époque à la- quelle le plus jeune des or- phelins attein- dra sa 21 ^e an- née.	Tourcoing (Nord).
				TOTAL.	1,316		
"	"	"	2,250'	"	2,250'	1 ^{er} déc. 1863.	Vienne (Isère).
"	607 29 362 32	969 61	"	"	969	1 ^{er} janvier 1864.	Bar-le-Duc (Meuse).
Mémoire.	1,738 31	1,738 31	1,600	"	1,600	26 déc. 1863.	Grasse (Alpes-Maritimes).
79 80	519 63 335 74	935 17	"	"	935	1 ^{er} janvier 1864.	Orléans (Loiret).
"	"	"	5,000	"	5,000	Idem.	Chartres (Eure-et-Loir).
35 35	694 61 432 42	1,162 38	"	"	1,162	Idem.	Paris (Seine).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			des lois et ordonnances relatives à ces services.
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
18	MONCOURRIER (Antoine).	9 avril 1806.	Meymac (Corrèze).	Receveur à offe- val.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20	11	10	Règlement rel. des vies des du 9 jan.
19	ROQUÊTE (Jean-Baptiste)	30 juin 1806.	Vezins (Aveyron).	Commis princi- pal à cheval.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	3	27	Idem...
20	BABEAU (Edme-Joseph- Léon).	14 mars 1805.	Troyes (Aube).	Chef de bureau..	POSTES. Civils.....	10	-	-	Idem...
21	BASSET (Jean-André-An- toine).	13 juillet 1799.	Salers (Cantal).	Commis	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	22	1	5	Idem...
22	BASSINOT (Eugène)....	2 juillet 1816.	Paris (Seine).	Facteur de ville..	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	19	5	29	Idem...
23	BASTIDE (Étienne).....	27 avril 1804.	Jou- sous-Monjou (Cantal).	Courrier.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	18	9	1	Arrêté de vies des du 9 jan.
24	GEIBEL (Louis-Napo- léon).	11 déc. 1813.	Lyon (Rhône).	Facteur de ville..	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	2	-	Règlement rel. des vies des du 9 jan.
25	LIGER (Jean-Baptiste)...	14 juin 1817.	Lassay (Mayenne).	Postulant cour- rier.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	5	6	12	Arrêté de vies des du 9 jan.

1^{re} catégorie. | Douanes.....
Idem.....
2^e catégorie.. | Contributions indirectes.....
Postes.....

TOTAL.....

N^o 16,055. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Marest-Dampcourt (Aisne). (Paris, 17 Février 1864.)

N^o 16,056. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Brans (Jura). (Paris, 20 Février 1864.)

N^o 16,057. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Salbris (Loir-et-Cher). (Paris, 20 Février 1864.)

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	973 ⁹²	1,129 ³³	"	"	1,129 ¹	1 ^{er} janvier 1864.	Bains (Vosges).
"	155 41		"	"			
"	582 36	946 28	"	"	946	Idem.	Milhau (Aveyron).
"	363 92		"	"			
"	"	"	4,000 ¹	TOTAL.	14,291	Idem.	Paris (Seine).
"	"	"	"	"	4,000	Idem.	
"	662 92	956 27	"	"	956	Idem.	Le Mans (Sarthe).
"	293 35		"	"			
"	506 93	761 26	"	"	761	Idem.	Paris (Seine).
"	254 32		"	"			
"	900 13	1,483 97	1,200	"	1,200	Idem.	Idem.
"	583 84		"	"			
58 ³³	371 58	673 24	"	"	673	Idem.	Idem.
"	243 33		"	"			
"	265 60	847 66	"	"	847	Idem.	Le Mans (Sarthe).
"	582 06		"	"			
"	"	"	"	TOTAL..	8,437		
"	.....	1,126 ¹					
"	1,316 ¹						
"	14,291	24,054					
"	8,437						
"	.....	25,170					

1863. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui établit dans la commune d'Évran, arrondissement de Dinan (Côtes-du-Nord), une foire qui se tiendra le 27 décembre de chaque année. [Saint-Cloud, 4 Novembre 1863.]

1869. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

La foire qui se tient dans la commune de Saint-Phal, arrondissement de Troyes (Aube), le lundi avant le lundi gras de chaque année aura lieu à l'avenir le 1^{er} mars.
La foire qui se tient le 14 juillet dans la ville du Pont-de-l'Arche, arrondissement de Louviers (Eure), aura lieu à l'avenir le deuxième lundi du mois de juin.

Les foires qui se tiennent dans la commune de Sauzet, arrondissement de Sabar (Lot), les 7 janvier, 6 février, 4 mai, 30 septembre, 16 novembre et 9 décembre de chaque année, auront lieu à l'avenir le deuxième jeudi de chacun de ces mois.

Les six foires qui ont lieu dans la commune de Pontaurmur, arrondissement de Riom (Puy-de-Dôme), le 25 février, le lundi des Rogations, le 23 juin, le 9 septembre, le 21 octobre et le 1^{er} décembre auront lieu à l'avenir le premier mercredi de ces mêmes mois. (*Saint-Cloud, 4 Novembre 1863.*)

N° 16,060. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui autorise le sieur *Remy Jacomy*, gérant de la société dite *des Mines, hauts fourneaux et forges de la Nouvelle*, à établir une usine pour la fabrication de la fonte dans la commune de la Nouvelle (Aude). (*Saint-Cloud, 4 Novembre 1863.*)

N° 16,061. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui réunissent en associations syndicales les propriétaires intéressés au curage à vieux fonds et vieux bords et au faucardement

1° De la rivière de la Rimarde, depuis sa source dans la forêt d'Orléans jusqu'à son extrémité à Aulnay-la-Rivière (Loiret), où elle se réunit à la rivière de l'OEuf pour former la rivière de l'Essonne, ainsi que de ses dérivations, ses bras de décharge et ses affluents les ruisseaux du Hallier, du Petit-Renard, du Fort-des-Eaux, de Saint-Radegonde, des Resceintes, du Péage, de Laulnay, de Chambon et de la Binoche, dans les limites indiquées sur le plan annexé au décret;

2° De la rivière de l'OEuf, depuis sa source dans la forêt d'Orléans jusqu'à son extrémité à Aulnay-la-Rivière, ainsi que de ses dérivations, ses bras de décharge et ses affluents les ruisseaux de la Varenne, de la Lage, la Noue-de-Saval et la Noue-Chaude, dans les limites indiquées sur le plan annexé au décret;

3° De la rivière de l'Essonne, depuis son origine à Aulnay-la-Rivière, au confluent des rivières de l'OEuf et de la Rimarde, jusqu'à la limite du département de Seine-et-Marne, c'est-à-dire dans toute son étendue dans le département du Loiret, ainsi que de ses dérivations et ses bras de décharge, dans les limites indiquées sur le plan annexé au décret. (*Saint-Cloud, 7 Novembre 1863.*)



Certifié conforme :

Paris, le 16^o Mars 1864.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
Impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1018.

N° 16,062. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant autorisation de la Caisse d'épargne établie à Lunéville.*

Du 20 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'ordonnance royale du 11 juillet 1833, portant autorisation de la caisse d'épargne de Lunéville (Meurthe);

Vu l'ordonnance royale du 1^{er} avril 1837, modifiant les articles 10 et 12 des statuts;

Vu la délibération du conseil municipal de Lunéville du 9 novembre 1863;

Vu les lois des 5 juin 1835, 31 mars 1837, 22 juin 1845, 30 juin 1851 et 7 mai 1853, l'ordonnance du 28 juillet 1846 et les décrets des 15 avril 1852 et 15 mai 1858, sur les caisses d'épargne;

Notre Conseil d'État entendu,

AYONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La caisse d'épargne établie à Lunéville (Meurthe) est et demeure autorisée.

Sont approuvés les nouveaux statuts de ladite caisse, tels qu'ils sont annexés au présent décret.

2. La présente autorisation sera révoquée en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La caisse d'épargne de Lunéville sera tenue de remettre, au commencement de chaque année, au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et au préfet du département de la Meurthe un extrait de son état de situation, arrêté au 31 décembre précédent.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires du département de la Meurthe.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 16,063. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve des modifications aux Statuts de la Société anonyme formée à Lyon sous la dénomination de Compagnie générale de navigation.

Du 20 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu notre décret, en date du 15 septembre 1858, portant autorisation de la société anonyme formée à Lyon sous la dénomination de *Compagnie générale de navigation* et approbation de ses statuts ;

Vu la délibération de l'assemblée générale de ladite société en date du 14 octobre 1862, autorisant des modifications auxdits statuts ;

Vu les observations présentées au nom de la compagnie et dans lesquelles est indiqué le mode que la société entend appliquer à l'exécution du dernier paragraphe de l'article 6 des statuts ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les modifications aux statuts de la société anonyme formée à Lyon (Rhône) sous la dénomination de *Compagnie générale de navigation* sont approuvées, telles qu'elles sont contenues dans l'acte passé le 29 janvier 1864 devant M^r Duchamp et son collègue, notaires à Lyon, lequel acte restera annexé au présent décret.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au *Moniteur* et dans un journal d'annonces judiciaires du département du Rhône et enregistré, avec l'acte modificatif, au greffe du tribunal de commerce de Lyon.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

Par-devant M^r Pierre-Eugène Duchamp et son collègue, notaires à Lyon, soussignés

Ont comparu :

M. Jean-Jacques Ricard, rentier, demeurant à Lyon, rue Impériale, n° 26 ;

M. Jean, dit Jules Gayet, négociant, demeurant à Lyon, quai Castellane, n° 5 ;

M. Joseph Olivier, négociant, demeurant à Lyon, place Napoléon, n° 4 ;

M. Joseph Thollon, rentier, demeurant à Lyon, rue Pizay, n° 5 ;

Et M. Albert Gerin, rentier, demeurant à Lyon, rue Cuvier, n° 2.

Agissant en qualité d'administrateurs de la société anonyme formée à Lyon sous la dénomination de *Compagnie générale de navigation*, et en vertu des pouvoirs spéciaux à eux délégués par l'assemblée générale du 14 octobre 1862,

Et M. *Francisque Bonnardel*, négociant, demeurant à Lyon, quai d'Occident, n° 1, agissant en vue de l'exécution des conventions ci-après relatées;

Lesquels ont exposé ce qui suit :

Aux termes d'un acte reçu par M° *Mathieu Thomasset* et son collègue, notaires à Lyon, en date du 2 septembre 1858, M. *Émile Plasson*, négociant à Lyon, rue de Jarente, agissant en qualité de seul gérant de la *Compagnie générale de navigation*, alors constituée en société en commandite par actions, avait, en vertu des pouvoirs qui lui étaient conférés, arrêté la rédaction des statuts destinés à régir la société anonyme à cette époque projetée.

Ces statuts ont été approuvés par décret impérial en date du 15 septembre 1858.

Depuis, et suivant acte sous seings privés en date, à Lyon, du 29 septembre 1862, déposé pour minute à M° *Duchamp*, notaire à Lyon, par acte du 15 octobre suivant, enregistré, M. *Francisque Bonnardel*, négociant, demeurant à Lyon, quai d'Occident, n° 1, a cédé à la *Compagnie générale de navigation* tout son matériel de navigation, composé de onze bateaux à vapeur, chalands, ateliers et bureaux de Lyon, Marseille, Arles et Beaucaire, à l'exception du matériel de navigation sur la Saône, que M. *Bonnardel* possède en société avec MM. *Darbon-Pouchoy* et *Vitton*, sous la raison sociale *Darbon, Vitton et compagnie*, par acte constitutif de cette société reçu par M° *Duchamp* le 18 novembre 1861.

Cette vente a eu lieu moyennant la cession par la *Compagnie générale de navigation* de huit mille huit cents actions, formant la moitié des dix-sept mille six cents actions qui représentent le fonds social de cette compagnie. Le 14 octobre 1862, MM. les administrateurs ont soumis ce traité à une assemblée générale de leur compagnie convoquée à cet effet. Un extrait de la délibération prise en cette assemblée, dûment enregistré, est demeuré annexé à la minute d'un acte contenant modification aux statuts de la *Compagnie générale de navigation*, passé devant ledit M° *Duchamp* le 15 décembre 1862, enregistré après avoir été certifié sincère par les comparants et revêtu d'une mention d'annexe par les notaires soussignés.

Soixante-seize personnes, porteurs de quatorze mille deux cent soixante-neuf actions, se sont rendues à cette assemblée et ont unanimement approuvé ce traité.

L'assemblée générale a, en outre, délégué à MM. les administrateurs les pouvoirs spéciaux pour convertir en acte authentique le traité passé avec M. *Bonnardel*, faire aux statuts les modifications nécessaires pour permettre l'exécution du traité, tout en maintenant les bases de l'acte du 2 septembre 1858, reçu par M° *Thomasset*, notaire à Lyon, et enregistré, soit en augmentant le chiffre des actions à émettre pour le paiement à faire à M. *Bonnardel*, soit en le laissant fixé à dix-sept mille six cents actions, dont la moitié serait délivrée à M. *Bonnardel* et l'autre moitié seulement à MM. les actionnaires actuels, dans la proportion d'une action pour deux des parts dont ils sont propriétaires, et spécialement dans ce cas à l'article 6, relatif aux titres d'actions à leur délivrer, aux articles 13, 20 et 23, qui déterminent les droits d'admission et de vote aux assemblées générales et les conditions imposées pour faire partie du conseil d'administration.

En conformité de cette délibération, MM. les administrateurs ont déposé, comme il est dit ci-dessus, à M° *Duchamp*, notaire, pour lui donner l'authenticité, le traité sous seings privés du 29 septembre 1862.

Aujourd'hui les comparants, agissant comme il a été dit ci-dessus, et se conformant aux observations qui leur ont été faites, déclarent arrêter ainsi qu'il suit la nouvelle rédaction des articles 5, 6, 13, 20 et 23 de la *Compagnie générale de navigation*:

« TITRE II.

« FONDS SOCIAL. — ACTIONS.

« Art. 5. Aux termes d'un acte reçu par M° *Mathieu Thomasset* et son collègue, notaires à Lyon, en date du 2 septembre 1858, M. *Émile Plasson*, agissant en qualité de seul gérant de la *Compagnie générale de navigation*, alors constituée en société en commandite par actions, et en vertu des pouvoirs à lui conférés, a fait apport, sous toutes garanties de droit, à la société anonyme :

« 1. Du matériel de navigation de la société en commandite *Émile Plasson et compagnie*, désigné ci-après et se composant :

« 1° Des bateaux à vapeur *Althen, Phénix, Napoléon, Express n° 7, Express n° 8, Tigre,*

« Léopard, Victor-Emmanuel, Belle-Poule, Pilat, Mont-d'Or, Favorite, Cygne, Coquelle,
 « Furet, Isly, Bellot, Marin, Saumon, Aigle n° 1, Aigle n° 3, Aigle n° 4, Aigle n° 6, Aigle
 « n° 8, Aigle n° 1, bateau de mer, Sirius n° 2, Sirius n° 3, National, Dragon, Forteur,
 « Hélice, Creuzot n° 2, Fulton, Bourdon, Papin n° 1, Papin n° 2, Papin n° 5, Papin n° 6,
 « Papin n° 7, Papin n° 8, Papin n° 9, Papin n° 10, Neptune, remorqueur de mer, Jupiter,
 « remorqueur de mer, Saint-Félix, bateau de mer, Quillebauf, porteur remorqueur
 « de mer;

« 2° De quatre chalands en bois;

« 3° De sept chalands en tôle avec leurs agrès, dont les noms suivent : Rhône, Sirène,
 « Thon, Loup, Dauphin, Triton, Dorade, y compris, de ces bateaux et chalands, leurs
 « machines, ustensiles, agrès et accessoires, ainsi que les ateliers, outillages, chan-
 « dières, pièces de rechange, chevaux de camion, mobiliers et généralement tous les
 « objets sans exception composant le matériel de la commandite, ainsi que lesdits
 « objets sont d'ailleurs plus amplement énumérés dans un état descriptif qui est de-
 « meuré annexé à la minute, avec laquelle il a été enregistré;

« II. D'une somme de deux cent neuf mille trois cent quatre-vingts francs, dans la-
 « quelle était comprise la somme de deux cent mille francs destinée au fonds de rou-
 « lement, lequel fonds devra toujours être représenté par de l'argent en caisse, des
 « effets en portefeuille et autres valeurs réalisables, telles que créances, objets d'appro-
 « visionnements et autres.

« Cet apport a été fait franc, quitte et libre de toutes dettes, privilèges et hypo-
 « thèques, M. Plasson s'obligeant, sous la garantie de droit, à justifier à la société ano-
 « nyme, par un inventaire régulier et par la remise de tous titres et pièces à ce néces-
 « saires, de l'existence réelle du matériel et des valeurs ci-dessus indiquées.

« La société anonyme est entrée en jouissance des biens ainsi apportés à partir de
 « la remise qui en a été faite par le gérant de la société en commandite au conseil
 « d'administration nommé par la première assemblée générale, qui a été convoquée
 « extraordinairement à cet effet dans les deux mois de l'autorisation de la société. Par
 « suite du traité fait avec M. Bonnardel, le matériel de la société générale de naviga-
 « tion se trouvera augmenté du matériel cédé par ledit Bonnardel, se composant :
 « 1° des bateaux à vapeur Océan, Méditerranée, Missouri, Mississippi, Sirocco, Mistral,
 « Ouragan, Foudre, Crocodile, Marsouin, Indépendant; 2° de six chalands en fer avec
 « leurs agrès, des agrès à l'usage de la navigation ainsi que des ateliers de réparations,
 « machines, outils, pièces de rechange, etc. Tout le matériel compris dans la cession
 « faite par M. Bonnardel est apporté par lui franc, quitte et libre de toutes dettes,
 « privilèges et hypothèques.

« M. Bonnardel verse, en outre, à la compagnie générale une somme de cinquante
 « mille francs en espèces, destinée à compléter le fonds de roulement.

« Les titres d'actions ne seront délivrés qu'après l'autorisation de la société, l'ac-
 « complissement des formalités ci-dessus prescrites et la justification de l'existence en
 « caisse ou en portefeuille de la somme ci-dessus de deux cent neuf mille trois cent
 « quatre-vingts francs. Il sera dressé procès-verbal de toutes les opérations qui pré-
 « cèdent par le conseil d'administration, qui en transmettra copie au ministère de
 « l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au préfet du Rhône, à la chambre
 « de commerce et au greffe du tribunal de commerce de Lyon.

« Art. 6. Le fonds social, comprenant les apports susmentionnés, est divisé en dix-
 « sept mille six cents parts ou actions donnant droit chacune, pour un dix-sept mille
 « six centième, à la propriété de l'avoir entier de la société et de ses bénéfices.

« Ces actions seront délivrées, savoir : huit mille huit cents à M. Bonnardel, et les
 « huit mille huit cents autres aux porteurs des certificats d'actions qui avaient été pro-
 « visoirement émis, dans la proportion d'une action pour deux des parts dont ces certi-
 « ficats les constituaient propriétaires.

« TITRE III.

« CONSEIL D'ADMINISTRATION.

« Art. 13. Les affaires de la société sont administrées par un conseil composé de
 « six membres nommés par l'assemblée générale des actionnaires au scrutin secret et
 « à la majorité absolue des suffrages. Dans le cas où, aux deux premiers tours de
 « scrutin, aucun candidat n'aurait obtenu la majorité, il serait procédé à un scrutin
 « de ballottage entre les deux candidats qui auraient réuni le plus de voix au scrutin
 « précédent.

Chaque administrateur devra être propriétaire de quarante actions pendant toute la durée de ses fonctions.

Le conseil d'administration est renouvelé chaque année par tiers; pendant les deux premières années, les membres sortants sont désignés par le sort et ensuite par l'ancienneté.

Ils sont indéfiniment rééligibles.

Art. 20. Les assemblées générales ordinaires ou extraordinaires se composent de tous les actionnaires porteurs de dix actions pour eux-mêmes ou pour les personnes qu'ils représentent régulièrement.

Lorsque les assemblées générales ont pour objet de statuer sur des questions relatives :

« A la prorogation de la société, à l'augmentation du fonds social ;

« A l'émission d'actions ou d'emprunts, à la fusion avec d'autres compagnies, aux modifications quelconques à apporter aux statuts,

Elles ne délibéreront valablement sur une première convocation qu'autant que les membres présents réuniront dans leurs mains, par eux ou par leurs mandants, les deux tiers au moins des actions émises.

Dans ces mêmes cas, les délibérations de l'assemblée ne sont exécutoires que sur l'approbation du Gouvernement, si ce n'est pour l'émission des emprunts.

Dans les autres cas, les délibérations sont valables pourvu qu'elles soient prises avec le concours de la moitié plus une des actions composant le fonds social.

Les actions qui pourront appartenir à la société à tel titre que ce soit ne seront jamais considérées comme émises pour compter et figurer dans les délibérations.

Art. 23. Les délibérations de l'assemblée générale, soit ordinaire, soit extraordinaire, sont prises à la majorité absolue des membres présents. Chaque actionnaire a autant de voix qu'il représente de fois dix actions par lui-même ou comme mandataire, sans toutefois qu'un actionnaire puisse avoir droit à plus de dix voix, soit par lui-même, soit au nom de ceux qu'il représente. »

Dont acte :

Fait et passé à Lyon, en l'étude, l'an 1864 et le 29 janvier.

Lecture faite, les comparants ont signé avec les notaires.

Suivent les signatures.

Enregistré à Lyon, bureau n° 1, le 2 février 1864, folio 80 verso, cases 5 et 6. Reçu deux francs; deux décimes, quarante centimes. Signé *Vallet*.

Vu pour être annexé au décret impérial en date du 20 février 1864, enregistré sous le n° 124.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,
Signé ARMAND BÉHIC.

N° 16,064. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve des modifications aux Statuts de la Société anonyme formée à Metz sous la dénomination de Compagnie des Mines de Decize (Nièvre).

Du 24 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 17 mai 1842, qui a autorisé la société anonyme formée à Metz (Moselle) sous la dénomination de *Compagnie des mines de Decize (Nièvre)* et a approuvé ses statuts ;

Vu nos décrets des 5 novembre 1852 et 9 septembre 1858, qui ont approuvé divers changements aux statuts ;

Vu les nouvelles modifications adoptées par l'assemblée générale des actionnaires par délibérations des 6 avril 1861, 15 mai 1862 et 16 mai 1863 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La nouvelle rédaction des articles 4 et 11 des statuts de

la société anonyme formée à Metz (Moselle) sous la dénomination de *Compagnie des mines de Decize (Nièvre)* est approuvée, telle qu'elle est contenue dans l'acte passé le 21 janvier 1864 devant M^r Rollin et son collègue, notaires à Metz, lequel acte restera annexé au présent décret.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au *Moniteur* et dans un journal d'annonces judiciaires des départements de la Moselle et de la Nièvre et enregistré avec l'acte modificatif aux greffes des tribunaux de commerce de Metz et de Nevers.

Fait au palais des Tuileries, le 24 février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

Par-devant M^r Auguste Rollin et son collègue, notaires à Metz, soussignés.

Ont comparu :

M. François-Marie-Théodore baron de Gargan, maître de forges, demeurant à Betlange, près Thionville;

M. Charles Bastien, négociant, président de la chambre de commerce de Metz, demeurant en cette ville;

Et M. Marie-Ambroise Prost, propriétaire, demeurant à Metz;

Enfin M. Alexandre-Arthur Lefebvre de Ladonchamps, propriétaire, demeurant à Metz,

Tous agissant en qualité de membres du comité d'administration de la société anonyme formée à Metz sous la dénomination de *Compagnie des mines de Decize* et en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés par les assemblées générales des actionnaires de ladite compagnie, dans leurs délibérations des 6 avril 1861, 15 mai 1861 et 16 mai 1863;

Desquelles délibérations extraits sont demeurés ci-annexés, après avoir été contresignés par MM. les comparants et parafés par les notaires soussignés, aux fins de droit; ces extraits seront soumis à l'enregistrement, conformément à la loi;

Lesquels ont exposé ce qui suit :

Les assemblées générales précitées ont voté la modification des articles 4 et 11 des statuts de la société et donné tous pouvoirs au comité d'administration pour faire ces modifications, suivre l'instance en approbation, consentir tous les changements qui pourraient être réclamés par le Gouvernement et en passer acte.

En conséquence, les comparants, ès-dits noms et qualités, déclarent arrêter ainsi qu'il suit la rédaction définitive des articles 4 et 11 des statuts de la société :

« Art. 4. Le fonds social se compose :

« § 1^{er}. De la concession des mines de houille de Decize, situées dans les communes de la Machine, de Thianges, de Saint-Léger-des-Vignes, canton de Decize, arrondissement de Nevers, département de la Nièvre : ladite concession accordée par décret impérial du 16 août 1806 et rendue perpétuelle par la loi du 21 avril 1810;

« § 2. Des immeubles proprement dits servant à l'exploitation de ladite concession, tels que bâtiments d'exploitation, ateliers, magasins, terres, prés, jardins et four à coke, en un mot tous les immeubles appartenant à la société;

« § 3. Des outils, machines et ustensiles servant à la même exploitation, des chevaux dans les mines et les manèges, et autres objets considérés comme immeubles par destination;

« § 4. Des approvisionnements de toutes espèces en bois, fer, fonte, métaux, houilles sur les puits et dans les magasins, outils de rechange, chevaux, voitures, etc., existant sur les lieux de l'exploitation;

« § 5. Du chemin de fer construit par la compagnie pour le transport de ses charbons depuis la Machine, commune de la Machine, Thianges et autres lieux, jus-

qu'aux bords du canal du Nivernais, au Rio-Gaillard, commune de Champvert, près Decize; ledit chemin de fer autorisé par ordonnance du 12 septembre 1841;

56. De la verrerie de la Charbonnière, acquise à l'audience des criées du tribunal civil de Nevers, le 20 mai 1844;

57. Des espèces et autres valeurs existant dans la caisse de la société à l'époque du 1^{er} janvier 1855 et, en outre, d'une somme d'un million de francs versée ou à verser par les actionnaires dans la proportion de trois cent trente-trois francs trente-trois centimes un tiers par action.

Le fonds de roulement est porté à quinze cent mille francs; ce fonds devra constamment être représenté par de l'argent en caisse ou par des valeurs immédiatement réalisables, telles qu'effets en portefeuille, créances, marchandises, approvisionnements.

Art. 11. Il pourra être fait sur les valeurs de toute nature appartenant à la société des emprunts jusqu'à concurrence de deux millions. La quotité de chaque emprunt partiel sera réglée, au fur et à mesure des besoins, par l'assemblée générale des actionnaires, sur la proposition du conseil d'administration.

Les emprunts seront soumis à un amortissement calculé de telle sorte qu'ils puissent se trouver successivement remboursés avant le terme assigné par les statuts à la durée de la société.

A cet effet, il sera créé un fonds d'amortissement au moyen d'un prélèvement annuel opéré sur les bénéfices. Le chiffre de ce prélèvement sera déterminé par l'assemblée générale dans sa plus prochaine réunion.

Dont acte :

Fait et passé à Metz, en l'étude, pour toutes les parties,

L'an 1864, le 21 janvier;

Et les parties ont signé avec les notaires, lecture faite.

(Suivent les signatures.)

Enregistré à Metz le 25 janvier 1864, folio 110 verso, case 6. Reçu deux francs et quarante centimes pour double décime. Signé *Moyse*.

(Soit la teneur des annexes.)

Vu pour être annexé au décret impérial en date du 24 février 1864, enregistré sous le n° 127.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,
Signé **ARMAND BÉHIC.**

N° 16,165.—**DÉCRET IMPÉRIAL** qui approuve 67 liquidations de Pensions civiles.

Du 24 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Vu les articles 5, 6, 7, 8, 11, 13, 18, 23 et 25 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date des 24 décembre 1863 et 13 janvier 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de l'instruction publique;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 10 février 1864;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les soixante-sept liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de quatre mille six cent quatre-vingt-neuf francs (4,689^f) au tableau d'autre part sont approuvées.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Total des services.
		Dates.	Lieux.			Années. Mois. Jours.			
(Pensions pour services)									
1	BARDIN (Claude).....	21 avril 1798.	Le Vernois (Côte-d'Or).	Instituteur pu- blic.	Civils.....	38	8	21	Idem.
2	BABET (Pierre).....	19 sept. 1801.	Saint-Julien- du-Tournel (Lozère).	Idem.....	Idem.....	41	7	8	Idem.
3	BARRÉ (Antoine) ⁽¹⁾	4 nov. 1807.	Bonneval (Eure-et-Loir).	Idem.....	Idem.....	37	1	15	Idem.
4	BALSSON (Joseph) ⁽¹⁾	26 mai 1808.	Saxon (Meurthe).	Idem.....	Idem.....	32	10	25	Idem.
5	BERLIN (Laurent-Emma- nuel) ⁽¹⁾	10 août 1810.	Michery (Yonne).	Idem.....	Idem.....	32	7	1	Idem.
6	BESONGLET (Thomas-Sta- nislus) ⁽¹⁾	25 mars 1810.	Vieux (Calvados).	Idem.....	Idem.....	25	9	25	Idem.
7	BOIZETTE (Thomas-Fer- dinand).....	5 mars 1802.	Soupir (Aisne).	Idem.....	Idem.....	38	4	17	Idem.
8	BONJOUR (Ferjeux).....	7 janv. 1799.	Vernier- Fontaine (Doubs).	Idem.....	Idem.....	41	11	15	Idem.
9	BOUSSAT (Arnaud)....	5 mai 1802.	Veyrines (Dordogne).	Idem.....	Idem.....	32	11	1	Idem.
10	BOYER (Jacques).....	Avril 1798.	La Bessette (Puy-de-Dôme).	Idem.....	Idem.....	31	6	2	Idem.
11	CAILLAUD (René-Augus- tin).....	15 fév. 1800.	Tessonnières (Deux-Sèvres).	Idem.....	Idem.....	30	4	1	Idem.
12	CARDIN (Jacques-Jean).....	18 avril 1795.	Quessoy (Côtes-du-Nord).	Idem.....	Idem.....	30	1	1	Idem.
13	CHASSAIN (André-Lau- rent).....	27 oct. 1796.	Castelginest (Haute-Garonne).	Idem.....	Idem.....	42	10	28	Idem.
14	COSTAMAGNE (Jules-An- toine) ⁽¹⁾	22 déc. 1794.	Turin (Italie).	Idem.....	Idem.....	31	3	1	Idem.
15	CÔTE (François-Xavier- Désiré).....	25 nov. 1801.	Les Fourgs (Doubs).	Idem.....	Idem.....	39	1	19	Idem.
16	DAVID (Jean-Joseph-Vic- tor).....	8 fév. 1803.	Bissia (Jura).	Idem.....	Idem.....	35	3	1	Idem.
17	DELAHAY (Jean - Anthi- me).....	26 avril 1803.	Éléot (Seine-inférieure).	Idem.....	Idem.....	32	8	16	Idem.
18	DELBÉ (François-Marie).....	20 sept. 1798.	Sains- lez-Fressin (Pas-de-Calais).	Idem.....	Idem.....	40	11	11	Idem.
19	DELAHAY (Charles - A- mand-Agapit).....	6 juillet 1795.	Guincy (Nord).	Idem.....	Idem.....	36	8	19	Idem.
20	D'ÉV (Gérasime) ⁽¹⁾	24 fév. 1812.	Courtisols (Marne).	Idem.....	Idem.....	30	8	1	Idem.
21	DORÉ (François).....	29 août 1798.	Prémeaux (Côte-d'Or).	Idem.....	Idem.....	31	7	19	Idem.
22	DOUCÈS (Jean-Joseph).....	7 fév. 1791.	Avignon (Vaucluse).	Idem.....	Idem.....	41	3	1	Idem.
23	DU FRAISSE (Jean).....	3 déc. 1796.	Saint-Raphaël (Dordogne).	Idem.....	Idem.....	33	6	8	Idem.
24	DUMAS (Marc-Joseph).....	7 avril 1798.	Maninghem (Pas-de-Calais).	Idem.....	Idem.....	50	1	6	Idem.
25	DUMAS (Jean-Louis)....	20 oct. 1798.	Fraissinet (Lozère).	Idem.....	Idem.....	30	7	5	Idem.
26	DUMAS (Pierre) ⁽¹⁾	16 fév. 1810.	Cognac (Gard).	Idem.....	Idem.....	31	2	18	Idem.
27	ESPEZEL (Joseph) ⁽²⁾	12 fév. 1798.	Saint-Martin- de-Villeregean (Aude).	Idem.....	Idem.....	27	4	1	Idem.

⁽¹⁾ Hors d'état de continuer ses fonctions. — ⁽²⁾ Infirmité. — ⁽³⁾ N'est astreint à aucune justification de services.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					

ent au 1^{er} janvier 1854.)

.	61 ¹ 80 ^c	61 ¹ 80 ^c	61 ¹	.	61 ¹	16 mai 1863.	Vignolles (Côte-d'Or).
.	65 91	65 91	65	.	65	1 ^{er} octobre 1863.	Saint-Julien- du-Tournel (Lozère).
.	65 07	65 07	65	.	65	1 ^{er} sept. 1863.	Paulatte (Eure).
.	75 33	75 33	75	.	75	1 ^{er} octobre 1863.	Aboncourt (Meurthe).
.	99 68	99 68	99	.	99	1 ^{er} juin 1863.	Saint-Clément (Yonne).
.	61 73	61 73	61	.	61	1 ^{er} mai 1863.	Caen (Calvados).
.	64 37	64 37	64	.	64	12 octobre 1862.	Clamecy (Aisne).
.	66 00	66 00	66	.	66	19 octobre 1863.	Romain (Doubs).
.	65 91	65 91	65	.	65	1 ^{er} octobre 1863.	Issigeac (Dordogne).
.	65 92	65 92	65	.	65	1 ^{er} juillet 1863.	Saint-Etienne- aux-Clos (Corrèze).
.	59 28	59 28	59	.	59	1 ^{er} octobre 1862.	Luzay (Deux-Sèvres).
.	66 84	66 84	66	.	66	1 ^{er} sept. 1863.	Pleine- Fougère (Ille-et-Vilaine).
.	48 74	48 74	48	.	48	14 octobre 1861.	Toulouse (Haute-Garonne).
.	57 15	57 15	57	.	57	1 ^{er} novembre 1862	Chanas (Isère).
.	57 15	57 15	57	.	57	30 novembre 1862	Rigney (Doubs).
.	66 01	66 01	66	.	66	16 octobre 1863.	Sénozan (Saône-et-Loire).
.	65 91	65 91	65	.	65	1 ^{er} octobre 1863.	Le Havre (Seine-Inférieure).
.	60 16	60 16	60	.	60	18 mars 1863.	Contes (Pas-de-Calais).
.	83 17	83 17	83	.	83	1 ^{er} octobre 1862.	Cuincy (Nord).
.	63 12	63 12	63	.	63	1 ^{er} janvier 1863.	Courtisols (Marne).
.	48 74	48 74	48	.	48	1 ^{er} octobre 1861.	Beaune (Côte-d'Or).
.	70 53	70 53	70	.	70	1 ^{er} octobre 1862.	Marseille (Bouches-du-Rh.).
.	65 91	65 91	65	.	65	1 ^{er} octobre 1863.	Saint-Raphaël (Dordogne).
.	62 56	62 56	62	.	62	1 ^{er} juin 1863.	Maninghem (Pas-de-Calais).
.	65 91	65 91	65	.	65	1 ^{er} octobre 1863.	Ispagnac (Lozère).
.	65 07	65 07	65	.	65	1 ^{er} sept. 1863.	Cognac (Gard).
.	48 74	48 74	48	.	48	1 ^{er} octobre 1861.	Puylaurens (Aude).

N ^{OS} D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			DÉLÉ si on
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
28	ÉTIENNE (Ignace) ⁽¹⁾	24 fév. 1805.	Dauendorf (Bas-Rhin).	Instituteur pu- blic.	Civils.....	32	8	16	Lib.
29	FESCHOTTE (Jacques- Frédéric) ⁽²⁾	27 janv. 1813.	Exincourt (Doubs).	Idem.....	Idem.....	32	7	25	Lib.
30	GIBOULOT (Jean-Bap- tiste).	18 mars 1801.	Lusigny (Côte-d'Or).	Idem.....	Idem.....	31	10	*	Lib.
31	GIRARDEY (Jérôme-Fran- çois).	31 oct. 1799.	Grosmagny (Haut-Rhin).	Idem.....	Idem.....	34	10	20	Lib.
32	GOUBION (Yves) ⁽²⁾	22 nov. 1805.	Lannilis (Finistère).	Idem.....	Idem.....	32	11	1	Lib.
33	GUILLIER (Jean-Fran- çois-Louis).	23 fév. 1799.	Théligny (Sarthe).	Idem.....	Idem.....	38	6	26	Lib.
34	IGIER (Nicolas).....	17 juillet 1803.	Foucaucourt (Meuse).	Idem.....	Idem.....	34	8	17	Lib.
35	LABEDA (Jacques).....	16 déc. 1795.	Limoux (Aude).	Idem.....	Idem.....	32	3	15	Lib.
36	LAMIDEY (Jean).....	18 juin 1797.	Essey (Côte-d'Or).	Idem.....	Idem.....	42	11	5	Lib.
37	LAUNAY (Charles-Louis).	4 février 1797.	Juigné (Loire-Inferieure)	Idem.....	Idem.....	43	9	*	Lib.
38	LEMAIRE (Pierre-Jean- Baptiste).	25 juin 1809.	Houllin (Pas-de-Calais).	Idem.....	Idem.....	39	6	6	Lib.
39	LEROY (Hubert-Alphon- se) ⁽²⁾	27 avril 1815.	Feucherolles- Lanluet (Seine-et-Oise).	Idem.....	Idem.....	30	*	*	Lib.
40	LOCQUIN (Hubert).....	12 août 1799.	Beaune (Côte-d'Or).	Idem.....	Idem.....	35	9	*	Lib.
41	MALAFAYE (Pierre) ⁽²⁾ ...	21 oct. 1808.	Vergt (Dordogne).	Idem.....	Idem.....	27	5	8	Lib.
42	MANQUIN (Nicolas).....	6 janv. 1793.	Bühl (Meurthe).	Idem.....	Idem.....	49	*	23	Lib.
43	MARCON (Antoine-Ma- thieu-François) ⁽²⁾	6 fév. 1805.	Rochepeule (Ardèche).	Idem.....	Idem.....	30	3	28	Lib.
44	MONGIN (Jean-Baptiste).	4 fév. 1809.	Delain (Haute-Saône).	Idem.....	Idem.....	34	2	11	Lib.
45	NOËL (Denis).....	11 avril 1797.	Le Monil (Vosges).	Idem.....	Idem.....	37	4	9	Lib.
46	PORTE (Vincent).....	Sept. 1799.	Espocoy (Basses-Pyrénées).	Idem.....	Idem.....	47	7	*	Lib.
47	PUILLE (Louis-Charles- Florent).	17 fév. 1813.	Biermont (Oise).	Idem.....	Idem.....	31	10	25	Lib.
48	QUINARD (Jean-Baptiste)	9 mars 1799.	Puligny (Côte-d'Or).	Idem.....	Idem.....	30	11	4	Lib.
49	QUINARD (Pierre).....	1 ^{er} janv. 1801.	Idem.	Idem.....	Idem.....	41	2	11	Lib.
50	RAILLARD (Gabriel-Sam- son).	22 mai 1800.	Montigny- sur-Vingeanne (Côte-d'Or).	Idem.....	Idem.....	39	1	11	Lib.
51	SACQUARD (Nicolas)....	7 octobre 1800.	Saponcourt (Haute-Saône).	Idem.....	Idem.....	33	8	21	Lib.
52	SALANSON (Jean-Fran- çois).	17 mai 1798.	Saint-Julien (Lozère).	Idem.....	Idem.....	33	1	*	Lib.
53	TANTON (Étienne-Boni- face).	3 mars 1795.	Méry (Oise).	Idem.....	Idem.....	46	11	*	Lib.
54	VALOIS (Antoine) ⁽²⁾ ...	6 nov. 1799.	Cras (Isère).	Idem.....	Idem.....	28	5	*	Lib.
55	GUÉRARD (Marie-Su- zanne-Victoire).	6 juin 1795.	Théville (Manche).	Institutrice pu- blique.	Idem.....	35	10	*	Lib.

(1) Invalidité morale. — (2) Hors d'état de continuer ses fonctions. — (3) Infirmités.

LIQUIDATION		LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services civils.	Total.					
48 ^f 71 ^c	48 ^f 74 ^c	48 ^f	•	48 ^f	1 ^{er} octobre 1861.	Dauendorf (Bas-Rhin).
61 73	61 73	61	•	61	1 ^{er} mai 1863.	Exincourt (Doubs).
57 15	57 15	57	•	57	1 ^{er} nov. 1863.	Bligny- sous-Beaune (Côte-d'Or).
66 01	66 01	66	•	66	31 octobre 1863.	La Chapelle- sous-Rougemont (Haut-Rhin).
69 86	69 86	69	•	69	1 ^{er} sept. 1863.	Landéda (Finistère).
65 07	65 07	65	•	65	<i>Idem.</i>	Théligny (Sarthe).
63 47	63 47	63	•	63	13 juillet 1863.	Érize-la-Brûlée (Meuse).
117 00	117 00	117	•	117	16 janvier 1863.	Toulouse (Haute-Garonne).
60 47	60 47	60	•	60	1 ^{er} janvier 1863.	Sussey (Côte-d'Or).
65 07	65 07	65	•	65	1 ^{er} sept. 1863.	Visseiche (Ille-et-Vilaine).
55 18	55 18	55	•	55	1 ^{er} août 1863.	Saint-Floris (Pas-de-Calais).
116 07	116 07	116	•	116	1 ^{er} octobre 1863.	Villiers- Saint-Frédéric (Seine-et-Oise).
129 18	129 18	129	•	129	<i>Idem.</i>	Troyes (Aube).
74 25	74 25	74	•	74	1 ^{er} avril 1863.	Vergt (Dordogne).
61 16	61 16	61	•	61	15 mai 1863.	Niderviller (Meurthe).
78 87	78 87	78	•	78	1 ^{er} avril 1863.	Les Forges (Loire).
63 62	63 62	63	•	63	1 ^{er} octobre 1863.	Delain (Haute-Saône).
66 00	66 00	66	•	66	16 octobre 1863.	Le Ménil (Vosges).
62 56	62 56	62	•	62	1 ^{er} juin 1863.	Pardies (Basses-Pyrénées).
151 29	151 29	151	•	151	1 ^{er} octobre 1863.	Orvillers-Sorel (Oise).
65 91	65 91	65	•	65	<i>Idem.</i>	Sassenay (Saône-et-Loire).
65 91	65 91	65	•	65	<i>Idem.</i>	Saint-Jean- des-Vignes (Saône-et-Loire).
55 58	55 58	55	•	55	1 ^{er} mars 1863.	Énaoïs (Côte-d'Or).
63 48	63 48	63	•	63	22 juillet 1863.	Clay (Doubs).
65 91	65 91	65	•	65	1 ^{er} octobre 1863.	Bagnols- les-Bains (Lozère).
64 21	64 21	64	•	64	1 ^{er} août 1863.	Sarron (Oise).
52 59	52 59	52	•	52	1 ^{er} avril 1863.	Poliénas (Isère).
42 12	42 12	42	•	42	1 ^{er} août 1863.	Théville (Manche).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
56	LE CLERC (Renée-Marie) (1).	12 avril 1809.	Cherré (Maine-et-Loire).	Institutrice pu- blique.	Civils.....	30	3	22
57	ROUBLOT (Marie-Anne- Vierge).	7 avril 1793.	Cretteville (Manche).	Idem.....	Idem.....	37	10	.
58	SENEJAR (Pauline-Isa- belle-Flore-Josèphe).	28 fév. 1800.	Fives (Nord).	Idem.....	Idem.....	34	5	.
59	LEDAIN (Marie-Cathe- rine), veuve COLLÉ.	15 mars 1800.	Berville (Seine-Inférieure)	Le mari, institu- teur public.	Idem.....	39	9	5
60	THIRODE (Jeanne-Clau- de), veuve DEVILLERS.	22 juillet 1801.	Montrond (Doubs).	Idem.....	Idem.....	52	4	27
61	BAREIL (Jean).....	23 avril 1791.	Gaja-la-Selve (Aude).	Instituteur pu- blic.	Civils et mili- taires.	40	1	26
62	FAYET (François) (2)....	8 octobre 1792.	Bondons (Lozère).	Idem.....	Idem.....	26	11	1
63	LAUER (Jean-Thomas)..	11 juill. 1777.	Erching (Moselle).	Idem.....	Idem.....	60	2	29
64	LEPEBYRE (Avit-Joseph).	23 août 1790.	Humercruille (Pas-de-Calais).	Idem.....	Idem.....	55	10	26
65	MENJOULOU (Jean) (1)...	9 juin 1808.	Hours (Hautes-Pyrénées)	Idem.....	Idem.....	30	5	12
66	MOURIGUÉ (Pierre).....	21 avril 1788.	Higuère-Souye (Basses-Pyrénées)	Idem.....	Idem.....	32	6	25
67	PIÉ (Pierre-François- Vincent).	8 août 1794.	Villers-l'Hôpital (Pas-de-Calais).	Idem.....	Idem.....	46	7	26

(1) Hors d'état de continuer ses fonctions. — (2) Infirmités.

(a) Réversion entière d'une pension de 63 francs revenant à son mari, décédé en activité de services.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'instruction publique et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 24 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé ACHILLE FOULD.

*Le Ministre secrétaire d'État au départe-
ment de l'instruction publique,*

Signé V. DUREY.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
.	60 ^f 50 ^s	60 ^f 50 ^s	60 ^f	"	60 ^f	23 avril 1863.	Briollay (Maine-et-Loire).
.	26 91	26 91	26	"	26	1 ^{er} août 1863.	Beuzeville- la-Bastille (Manche).
.	64 58	64 58	64	"	64	1 ^{er} octobre 1863.	Marquette- lez-Lille (Nord).
.	"	"	"	63 ^f	63(a)	27 juillet 1863.	Étalleville (Seine-Inférieure).
.	"	"	"	61	61(b)	28 mai 1863.	Belmont (Doubs).
3 ^f 60 ^s	58 17	61 77	61	"	61	1 ^{er} janvier 1863.	Issel (Aude).
8 78	60 36	69 14	69	"	69	1 ^{er} avril 1863.	Bourdieu (Gard).
96 09	61 62	157 71	157	"	157	16 mai 1863.	Volmunster (Moselle).
61 83	60 64	123 47	123	"	123	1 ^{er} avril 1863.	Lisbourg (Pas-de-Calais).
40 47	40 80	81 27	81	"	81	Trois années à dater du jour de l'insertion du décret de concession au Bulletin des lois.	Le Châtelier (Vendée).
20 65	109 77	130 42	130	"	130	1 ^{er} octobre 1863.	Bouliac (Gironde).
14 31	50 41	64 72	64	"	64	1 ^{er} janvier 1863.	Bray- lez-Marcueil (Somme).
				TOTAL.	4,689		

titulaire d'une pension de 61 francs revenant à son mari, décédé en activité de services le 27 mai

16.066. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 2 liquidations de Pensions civiles.

Du 25 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
des FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 11 et suivants de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions
civiles;

Vu le règlement du 20 juin 1827;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date des
1 et 18 janvier 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations
prises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le mon-
tant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de la Maison de l'Em-
pereur et des beaux-arts pour l'année 1863;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue;

Sur le rapport du ministre de notre Maison et des beaux-arts,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les deux liquidations de pensions civiles comprises par

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADE.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Date.	Lieu.			Ans.	Mois.	Jours.
1	VEUILLEFROY Dominique-Anatole,	12 sept. 1815.	Soissons (Aisne).	Inspecteur gene- ral des haras.	Civils.....	23	4	7
2	FAURE (Marie), veuve du sieur FERNANDEZ (Antoine-Paul-Tho- mas).	71 oct. 1798.	Parentignat (Puy-de-Dôme).	Le mari, pale- frenier des ha- ras.	Même.....	17	7	29

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Le ministre de notre Maison et des beaux-arts et notre ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé ACHILLE FOULD.

*Le Maréchal de France, Ministre
de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts,*

Signé VAILLANT.

N^o 10,067. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve une liquidation de Pension

Du 25 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 11 et suivants de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu le règlement du 20 juin 1827;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 13 janvier 1864, portant qu'il a reconnu la légalité de la liquidation

N ^o D'ORDRE.	NOM ET PRÉNOMS du pensionnaire.	NAISSANCE.		GRADE.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Date.	Lieu.			Ans.	Mois.	Jours.
Un- que.	BESNOT (Louis-Auguste)	25 juillet 1806.	Le Bourg- Saint-Léonard (Orne).	Brigadier des haras.	Civils.....	56	2	4

une somme totale de deux mille six cent huit francs (2,608^f) au tableau ci-dessous sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	2,555 ^f 89 ^c	2,555 ^f 89 ^c	"	"	2,555 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Paris (Seine).
"	"	214 00	"	Un quart.	53	28 février 1863.	Parentignat (Puy-de-Dôme).
				TOTAL.	2,608		

comprise dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère par décret en date du 25 avril 1863;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue;

Sur le rapport du ministre de notre Maison et des beaux-arts,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La liquidation de pension civile comprise pour une somme de six cent soixante-trois francs (663^f) au tableau ci-dessous est approuvée.

2. Cette pension sera inscrite au trésor public, avec jouissance au jour indiqué au tableau qui suit.

3. Le ministre de notre Maison et des beaux-arts et notre ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Maréchal de France, Ministre
de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts,

Signé VAILLANT.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATE de jouissance.	DOMICILE du pensionnaire.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	663 ^f 05 ^c	663 ^f 05 ^c	"	"	663 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Le Bourg- Saint-Léonard (Orne).

N° 16,06 . — DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 122 Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.

Du 27 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2° Les lois des 11 avril 1831, 26 avril 1855 (titre IV) et 25 juin 1861, sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 24 février 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 18, et la po

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES.		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
1	HAUDY (Eugène).....	19 août 1811.	Cepoy (Loiret).	Portier - consigne de 2 ^e classe.	30	7	13	24	2	7
2	JAMIEL (César).....	27 mars 1818.	Mens (Isère).	Idem.	25	2	28	30	2	7
3	LAUTIER (Jean).....	30 nov. 1811.	Pennautier (Aude).	Sergent, gendar- me à la compagnie de l'Aude.	30	6	19	2	7	7
4	ASTOLFI (Antoine-Lau- rent-Ange-Sauveur).	25 août 1819.	Cervione (Corse).	Maréchal des logis à la 2 ^e compagnie de gendarmerie de la Corse.	26	2	16	21	2	7
5	GILLY (Eugène).....	25 juillet 1812.	Calvisson (Gard).	Idem à la 3 ^e idem.	29	8	12	17	2	7
6	L'EMPEREUR (Étienne)..	13 nov. 1814.	Ajaccio (Corse).	Idem à la 4 ^e idem.	26	1	9	21	2	7
7	MONTAHEG (Jean-Bap- tiste).	9 avril 1812.	Saint-André (Hautes-Alpes).	Idem.	28	1	24	35	2	7
8	NUNZI (Jean-Baptiste)..	21 juillet 1811.	Bastélica (Corse).	Idem à la 3 ^e idem.	30	5	9	22	2	7
9	ROGLIANO (Ignace).....	26 mars 1811.	Bastia (Corse).	Idem à la 1 ^{re} idem.	32	2	16	32	2	7
10	ROUX (Jacques).....	27 sept. 1810.	Aramon (Gard).	Maréchal des logis à la compagnie de gendarmerie du Gard	32	3	18	21	2	7
11	BESSETTE (Jean).....	2 janvier 1811.	Duras (Lot-et-Garonne).	Maréchal des logis à la garde de Paris.	30	6	16	1	2	7
12	BRUNET (Louis) ⁽²⁾	5 nov. 1816.	Sarreclouis (Prusse).	Maréchal des logis à la compagnie de gendarmerie des Ar- denes.	28	2	19	2	7	7
13	L'ATRE (Jean).....	20 avril 1811.	Neuvic (Dordogne).	Maréchal des logis à la compagnie de gendarmerie de la Dordogne.	30	6	16	2	7	7

⁽¹⁾ Application de l'article 4 de la loi du 20 juin 1861. — ⁽²⁾ L'instance pour sa naturalisation.

alité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de soixante-six mille trois cent quarante francs (66,340^f), sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la Guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRETONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il est accordé à chacun des cent vingt-deux militaires désignés au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau⁽¹⁾, savoir :

Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NOM du titulaire.	GRADE sur lequel la pension est établie.	PENSION ANNUELLE			SITUATION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en possesssion de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Loi du 11 avril 1861.	Loi du 26 avril 1861.	Total.			
1 ^{er} div.	Portier - congédié de 2 ^e classe. (Ayant 15 ans d'ancienneté dans ce grade.)	600 ^f	108 ^f	708 ^f a	En activité à Mi- hanah.	21 avril 1861.	Cepoy. (Loiret).
2 ^e div.	Idem de 3 ^e classe. Ayant 15 ans d'ancien- neté dans ce gra- de.)	480	108	588 a	Idem à Mi-hah.	1 ^{er} mai 1861.	Constantine Algerie).
3 ^e div.	Sergent. (Ayant 15 ans d'ancienneté dans ce grade.)	354	108	462 a	En activité.	1 ^{er} octobre 1861.	Carcassonne (Aude).
4 ^e div.	Maréchal des logis. Ayant 15 ans d'ancien- neté dans ce gra- de.)	480	108	588 a	Idem.	11 sept. 1861.	Corvière (Corse).
5 ^e div.	Idem.	480	108	588 a	Idem.	1 ^{er} août 1861.	Ajaccio (Corse).
6 ^e div.	Sergent. (Ayant 15 ans d'ancienneté dans ce grade.)	480	108	588 a	Idem.	1 ^{er} nov. 1861.	Idem.
7 ^e div.	Idem.	480	108	588 a	Idem.	1 ^{er} jan. 1862.	Nyon. (Savoie).
8 ^e div.	Idem.	480	108	588 a	Idem.	Idem.	CAIRO (Corse).
9 ^e div.	Idem.	480	108	588 a	Idem.	1 ^{er} jan. 1862.	Avenato (Corse).
10 ^e div.	Maréchal des logis. Ayant 15 ans d'ancien- neté dans ce gra- de.)	480	108	588 a	Idem.	1 ^{er} jan. 1862.	Alais (Gard).
11 ^e div.	Idem.	354	108	462 a	Idem.	1 ^{er} octobre 1861.	Paris (Seine).
12 ^e div.	Sergent. (Ayant 15 ans d'ancienneté dans ce grade.)	354	108	462 a	Idem.	1 ^{er} sept. 1861.	Metz (Moselle).
13 ^e div.	Maréchal des logis. Ayant 15 ans d'ancien- neté dans ce gra- de.)	354	108	462 a	Idem.	5 sept. 1861.	Nerviè (Bourgogne).

(1) Les arrérages ne commenceront qu'à partir du jour où le titulaire aura été payé des contrôles.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES.		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
14	KAUFFMANN (André)....	8 juin 1813.	Thann (Haut-Rhin).	Maréchal des logis à la compagnie de gendarmerie du Lot.	30	"	16	"	"	"
15	LACOUDRE (Pierre).....	31 juillet 1811.	Beaumont- le-Roger (Eure).	Maréchal des logis à la garde de Paris.	31	"	16	1	"	"
16	MAHIEU (Jean-François- Louis).	7 février 1812.	Flamanville (Manche).	Maréchal des logis à la compagnie de gen- darmérie du Rhône.	29	6	22	"	"	"
17	SPITALIER (André).....	23 mai 1806.	Meyronnes (Basses-Alpes).	<i>Idem</i> des Basses- Alpes.	33	7	8	1	"	"
18	VERDIER (Jean-Fran- çois).	31 juillet 1811.	Ilhet (Hautes-Pyrénées)	<i>Idem</i> de la Haute- Garonne.	31	"	22	8	"	"
19	CARIS (Jean).....	25 mars 1813.	Saint-Sernin (Lot-et-Garonne).	Maréchal des logis, gendarme à la com- pagnie de Lot-et-Ga- ronne.	28	6	16	"	"	"
20	MAUSAC (Pierre), dit Cu- YOUBÉ.	12 mai 1814.	Arbéost (Hautes-Pyrénées)	Maréchal des logis, gendarme à la com- pagnie de l'Ariège.	26	6	16	"	"	"
21	REICH (Pierre).....	14 mars 1811.	Sorgeat (Ariège).	Maréchal des logis, gendarme à la com- pagnie de l'Aude.	26	"	17	"	"	"
22	ROSSI (Don-Hyacinthe).	11 janv. 1809.	Poggio- di-Nazza (Corse).	Maréchal des logis à la 2 ^e compagnie de gendarmerie de la Corse.	32	4	28	33	"	"
23	CARVANEUX (Pierre-Ma- rie).	26 déc. 1811.	Pordic (Côtes-du-Nord).	Maréchal des logis à la compagnie de gendarmerie des Cô- tes-du-Nord.	32	6	16	"	"	"
24	OUTREY (Pierre-Fran- çois).	5 avril 1808.	Belmont (Jura).	Maréchal des logis à la garde à pied de Paris.	31	"	16	2	"	"
25	PUJOL (Antoine).....	26 août 1820.	Pamiers (Ariège).	Maréchal des logis à la 1 ^{re} compagnie de gendarmerie d'Afri- que.	25	"	17	9	"	"
26	BASSAU (Louis).....	26 fév. 1813.	Beaumont (Tarn-et-Garonne)	Caporal, gendarme à la 2 ^e compagnie de la Corse.	26	7	23	13	"	"
27	GÉROLAMI (Joseph)	6 mars 1812.	Piétralba (Corse).	Brigadier à la 1 ^{re} compagnie de gen- darmérie de la Corse.	28	6	13	27	"	"
28	MARJOLLET (Hubert)...	1 ^{er} fév. 1815.	Bantheville (Meuse).	Brigadier à la com- pagnie de gendarme- rie du Cantal.	26	6	16	"	"	"
29	PLUQUET (Jean-Baptiste).	18 nov. 1814.	Tigny-Noyelle (Pas-de-Calais).	Brigadier à la gar- de de Paris.	26	2	6	1	"	"
30	PRIOT (Jean).....	21 août 1819.	Serbannes (Allier).	Brigadier à la com- pagnie de gendarme- rie de l'Allier.	29	"	26	2	"	"
31	TARDY (Joseph)	16 avril 1811.	Les Baties (Haute-Saône).	<i>Idem</i> des Bouches- du-Rhône.	31	"	16	1	"	"
32	SANTUCCI (Ours-Fran- çois).	4 février 1815.	Moita (Corse).	Brigadier, gendar- me à la 2 ^e compagnie de la Corse.	25	8	3	22	"	"
33	CESPRÉ (René)	6 juin 1814.	Beaufort (Maine-et-Loire).	Brigadier à la com- pagnie de gendarme- rie de Maine-et-Loire.	27	"	18	"	"	"

(1) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861.

Loi du 18 avril 1855.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Loi du 11 avril 1851.	Loi du 26 avril 1855.	Total.			
19 et 20.	Maréchal des logis. Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	350 ^f	198 ^f	548 ^f (a)	En activité.	27 sept. 1865.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	368	198	566 (a)	Idem.	15 oct. 1865.	Idem.
Idem.	Sergent. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	315	198	513 (a)	Dans ses foyers.	1 ^{er} jan. 1865.	Flamanville (Manche).
Idem.	Maréchal des logis. Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	390	198	588 (a)	En activité.	1 ^{er} dec. 1865.	Seyne (Basses-Alpes).
Idem.	Sergent. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	431	198	629 (a)	Idem.	Idem.	Saint-Béat (Haute-Garonne).
Idem.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	356	198	554 (a)	Idem.	22 nov. 1865.	Marmande (Lot-et-Garonne).
Idem.	Idem.	318	198	516 (a)	Idem.	27 octobre 1865.	Mercus (Ariège).
Idem.	Idem.	314	198	512 (a)	Idem.	9 août 1865.	43 (Ariège).
Idem.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade et moins de 20 ans dans celui de maréchal des logis)	405	198	603 (a)	Idem.	7 janvier 1865.	Poggio- di-Nazza (Corse).
Idem.	Idem.	372	198	570 (a)	Idem.	12 octobre 1865.	Quintin (Côtes-du-Nord).
Idem.	Idem.	329	198	527 (a)	Idem.	7 octobre 1865.	Belmont (Jura).
Idem.	Idem.	333	198	531 (a)	Idem.	25 sept. 1865.	Negrepelisse (Lot-et-Garonne).
Idem.	Caporal. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	408	198	606 (a)	Idem.	1 ^{er} jan. 1865.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	408	198	606 (a)	Dans ses foyers.	Idem.	Piétralba (Corse).
Idem.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	278	198	476 (a)	En activité.	16 octobre 1865.	Saint-Martin- des-Valmeroux (Gard).
Idem.	Idem.	382	198	580 (a)	Dans ses foyers.	30 mai 1865.	Paris (Seine).
Idem.	Caporal. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	314	198	509 (a)	En activité.	1 ^{er} jan. 1865.	Ebreuil (Allier).
Idem.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	318	198	516 (a)	Idem.	10 octobre 1865.	Septèmes (Bouches-du-Rhône).
Idem.	Idem.	409	198	607 (a)	Idem.	1 ^{er} jan. 1865.	Moita (Corse).
Idem.	Idem.	289	198	487 (a)	Idem.	10 octobre 1865.	Sugrè (Vainne-et-Loire).

Il est déclaré que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles.

NOM ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
	Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
34 COUET Charles	10 nov. 1811.	Separet (Deux-Sèvres).	Brigadier, gendarme à la compagnie des Hautes-Pyrénées.	31	1	2	*	*	*
35 MOCHET Barthélemy-Louis	1 juillet 1812.	Les Moitiers-en-Bauptois (Manche).	Brigadier, gendarme à la compagnie de la Manche.	26	6	16	*	*	*
36 TRÉBULT (Bertrand)	15 janv. 1810.	Saint-Esprit Lodève.	Brigadier à la compagnie de gendarmerie de l'Ariège.	27	6	16	28	*	*
37 GRADT Louis	1 oct. 1812.	Saint-Vivien Charente-Infér.	Idem du Gard.	26	6	17	1	*	*
38 LANDOUR (Jean)	23 janv. 1811.	Macheren Moselle.	Idem de l'Indre.	31	1	8	*	*	*
39 NÉLIS (Charles) Joseph	1 juillet 1812.	Volpagnola (Corse).	Gendarme à la légion de la Corse.	26	3	16	21	*	*
40 ROSSI (Charles)	1 oct. 1809.	La Gai (Corse).	Idem.	35	9	21	36	*	*
41 MURACCIOLE (Jean-François)	1 sept. 1812.	Muracciole (Corse).	Idem.	29	8	9	31	*	*
42 ROMET (Pierre-François)	10 mars 1811.	Corse (Corse).	Idem.	27	6	29	26	*	*
43 ALBERT (Simon-Philogène)	17 mars 1813.	La Salle (Haute-Saône).	Gendarme à la 3 ^e compagnie de la Corse.	27	1	23	23	*	*
44 FRATAGI (Antoine-Martin)	6 mai 1810.	Ohni-é-Vapella (Corse).	Idem.	26	9	8	24	*	*
45 MATTEI (Don-Jacques)	28 juillet 1813.	Poggio-di-Tallano (Corse).	Idem.	33	5	13	32	*	*
46 MICALTI (Jean-Baptiste)	25 sept. 1816.	Ajaccio (Corse).	Idem.	26	5	11	22	*	*
47 PAOLI (Nicodème)	15 janv. 1808.	Isolaccio (Corse).	Idem.	26	6	17	17	*	*
48 ALBERTINI Damaso ...	3 juillet 1808.	Albertacce (Corse).	Idem à la 1 ^{re} idem.	28	8	27	24	*	*
49 GAUDIANI (Simon-François)	12 nov. 1812.	Zicavo (Corse).	Idem.	28	5	18	31	*	*
50 LECLERC (Alexandre)	1 ^{re} nov. 1813.	Vigery Seine-et-Oise).	Idem.	25	7	3	30	*	*
51 ARMAND	16 nov. 1811.	Toulouse Haute-Garonne).	Gendarme à la compagnie de l'Ariège.	29	1	16	*	*	*
52 ARRAGON (Claude-Antoine)	5 mars 1810.	Germigney Haute-Saône).	Idem de la Haute-Saône.	25	6	17	*	*	*
53 BERNARD (Jean-Baptiste)	22 janv. 1807.	Saint-Chély-du-Farn Lozère.	Idem de la Lozère.	32	6	17	2	*	*
54 BONIFAS (Pierre-Jean-François)	27 sept. 1812.	Lezignolles Gard).	Idem de l'Aveyron.	26	6	16	1	*	*
55 BOURDELLA (Jean)	8 nov. 1800.	Salles (Charente).	Idem de la Charente.	31	6	17	*	*	*
56 CORDEAU (Jacques)	5 février 1808.	Breches (Indre-et-Loire).	Idem d'Ille-et-Vilaine.	29	6	16	*	*	*
57 COURTAN (Victor-Flo-rian)	5 mars 1806.	Les Hôpitaux Vendée).	Idem de l'Aube.	31	*	18	*	*	*
58 FOISSAL (Jean)	1 avril 1806.	Nogent-sur-Seine Côte-d'Or).	Idem du Tarn-et-Garonne.	29	6	16	*	*	*

*) Application de l'article 1 de la loi du 25 juin 1841.

NOM du titulaire.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	LIEUX des titulaires.
		Lai du 11 avril 1860.	Lai du 26 avril 1865.	Total.			
Mlle M.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	311 ^f	198 ^f	509 ^f	Idem.	1 octob. 1860.	Melle (Jura-Saône).
Mm.	Idem.	278	198	476 ^f	Idem.	16 novemb. 1860.	Valognes (Manche).
Mlle P.	Gendarme (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade et moins de 5 ans dans celui de brigadier.)	360	198	558 ^f	Idem.	1 sept. 1860.	Vals (Ardèche).
Mlle B.	Idem.	258	198	456 ^f	Idem.	1 sept. 1860.	Bourdan (Seine-et-Oise).
Mlle T.	Idem.	279	198	477 ^f	Idem.	1 octob. 1860.	Châteauroux (Indre).
Mlle.	Idem.	360	198	558 ^f	Idem.	1 ^{er} janv. 1861.	Volpajola (Corse).
Mlle.	Idem.	360	198	558 ^f	Idem.	Idem.	Rastia (Corse).
Mlle.	Gendarme. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	360	198	558 ^f	Idem.	Idem.	Corte (Corse).
Mlle.	Idem.	360	198	558 ^f	Idem.	1 ^{er} janv. 1861.	Idem.
Mlle.	Idem.	360	198	558 ^f	Idem.	Idem.	Ajaccio (Corse).
Mlle.	Idem.	305	198	503 ^f	Idem.	Idem.	Olli-et-Capella (Corse).
Mlle.	Idem.	360	198	558 ^f	Idem.	Idem.	Poggio- di-Tallano (Corse).
Mlle.	Idem.	360	198	558 ^f	Idem.	Idem.	Ajaccio (Corse).
Mlle.	Idem.	360	198	558 ^f	Idem.	Idem.	Isolaccio (Corse).
Mlle.	Idem.	360	198	558 ^f	Idem.	1 ^{er} janv. 1861.	Albertacce (Corse).
Mlle.	Idem.	360	198	558 ^f	Idem.	21 janv. 1861.	Zicavo (Corse).
Mlle.	Idem.	360	198	558 ^f	Idem.	1 ^{er} janv. 1861.	Alger (Algérie).
Mlle.	Idem.	360	198	558 ^f	Idem.	Idem.	Sainte-Croix (Algérie).
Mlle.	Idem.	360	198	558 ^f	Idem.	11 sept. 1860.	Vesoul (Haute-Saône).
Mlle.	Idem.	360	198	558 ^f	Idem.	Idem.	Saint-Frémont (Saône-et-Loire).
Mlle.	Idem.	360	198	558 ^f	Idem.	Idem.	Launay (Saône-et-Loire).
Mlle.	Idem.	360	198	558 ^f	Idem.	Idem.	Ally (Saône-et-Loire).
Mlle.	Idem.	382	198	580 ^f	Idem.	11 octob. 1860.	Chateaufort (Charente).
Mlle.	Idem.	279	198	477 ^f	Idem.	17 sept. 1860.	Fongères (Haut-Vienne).
Mlle.	Idem.	279	198	477 ^f	Idem.	17 octob. 1860.	Bomilly- sur-Seine (Aube).
Mlle.	Idem.	279	198	477 ^f	Idem.	Idem.	Montauban (Tarn-et-Garonne).

à condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura eu l'avis des contrôles

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAIGNES		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
59	FOURNIER (Pierre- Antoine).	24 oct. 1815.	Saint-Jean- des-Mauvrets (Maine-et-Loire).	Gendarme à la com- pagnie de Maine-et- Loire.	26	6	23	"	"	"
60	FRANC (François- Pros- per).	25 juin 1810.	Roquetaillade (Aude).	Idem de l'Aude.	32	7	11	"	"	"
61	GOUZY (Jean).....	3 nov. 1809.	Miglos (Ariège).	Idem de l'Ariège.	30	"	16	"	"	"
62	HAMON (François-Cons- tantin).	16 août 1808.	Saint-Méen (Ille-et-Vilaine).	Idem d'Ille-et-Vi- laine.	34	"	16	"	"	"
63	LAGARDELLE (Arnaud)..	6 février 1815.	Verdun (Tarn-et-Garonne)	Idem de l'Aveyron.	26	6	16	1	"	"
64	LAGRANGE (Jean- Paul- Lucien-Auguste).	12 fév. 1811.	Vira (Ariège).	Idem de l'Ariège.	27	"	16	4	"	"
65	LANG (Jacques).....	28 oct. 1810.	Berweiller (Moselle).	Idem de l'Hérault.	31	"	15	1	"	"
66	LANGLAIS (Mathurin)...	17 août 1805.	Chinon (Indre-et-Loire).	Idem d'Indre - et- Loire.	29	6	16	"	"	"
67	LEON (Jean).....	13 sept. 1812.	Baudres (Indre).	Idem de l'Indre.	27	6	17	"	"	"
68	MAGAUD (Jean-François).	24 août 1814.	Bellafaire (Basses-Alpes).	Gendarme à la 4 ^e compagnie de la Corse.	26	"	15	17	"	"
69	PELETAN (Jean-Louis)..	3 nov. 1809.	Quézac (Lozère).	Gendarme à la com- pagnie de la Lozère.	32	7	9	3	"	"
70	RANCHIN (Victor).....	20 dec. 1813.	Pradons (Ardèche).	Idem de l'Ardèche.	27	6	16	1	"	"
71	SAX (François-Louis)...	21 août 1811.	Châtenois (Bas-Rhin).	Idem de la Cha- rente-inférieure.	28	6	17	"	"	"
72	SCHMITT (Mathias).....	11 fév. 1810.	Colmar (Haut-Rhin).	Idem de la Haute- Vienne.	31	7	1	"	"	"
73	SEGUIN (Alexis).....	6 août 1808.	Quézac (Lozère).	Idem de la Lozère.	32	6	16	1	"	"
74	SIEBERT (Michel).....	28 sept. 1815.	Woustwiller (Moselle).	Idem de la Moselle.	26	"	16	"	"	"
75	DELAVAUZ (Daniel- Ga- briel).	4 avril 1810.	Paris (Seine).	Tambour à la garde de Paris.	27	6	16	1	"	"
76	PIN (Louis).....	31 janv. 1811.	Marennes (Isère).	Idem.	32	6	19	7	"	"
77	GET (Michel-Pierre)...	20 mai 1808.	Perpignan (Pyrénées-Or.).	Garde à la garde de Paris.	31	"	17	1	"	"
78	WETZEL (Henry).....	8 nov. 1809.	Achen (Moselle).	Idem.	32	"	20	1	"	"
79	AHMED EL AMAROUT.....	1812.	Sétif, province de Constantine (Algérie).	Sergent au 3 ^e ré- giment de tirailleurs algériens.	25	"	20	26	"	"
80	ALI MOHAMED	1813.	Constantine (Algérie).	Idem.	25	"	20	26	"	"
81	M'AHMOUD BOUAKIS.....	1818.	Idem.	Soldat au 3 ^e ré- giment de tirailleurs algériens.	25	3	12	26	"	"
82	MARCHAL (Jean-Baptis- te).	8 déc. 1812.	Val- et-Châtillon (Meurthe).	Soldat au régiment étranger.	25	"	1	12	"	"

NOM des titulaires de la fonction.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.	Total.			
19 et 20.	Gendarme. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	252 ^f	198 ^f	450 ^f (a)	En activité.	1 ^{er} nov. 1863.	Saint-Lambert- du Lattay (Maine-et-Loire).
Idem.	Idem.	288	198	486 (a)	Idem.	1 ^{er} déc. 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	273	198	471 (a)	Idem.	14 août 1863.	Vic-Dessos (Ariège).
Idem.	Idem.	297	198	495 (a)	Idem.	21 sept. 1863.	Saint-Méen (Ille-et-Vilaine).
Idem.	Idem.	258	198	456 (a)	Dans ses foyers.	7 octobre 1863.	La Guiole (Aveyron).
Idem.	Idem.	279	198	477 (a)	En activité.	6 octobre 1863.	Mirepoix (Ariège).
Idem.	Idem.	285	198	483 (a)	Idem.	1 ^{er} nov. 1863.	Mèze (Hérault).
Idem.	Idem.	270	198	468 (a)	Idem.	12 sept. 1863.	Tours (Indre-et-Loire).
Idem.	Idem.	258	198	456 (a)	Idem.	5 octobre 1863.	Neuvy- Saint-Sépulcre (Indre).
Idem.	Idem.	351	198	549 (a)	Idem.	1 ^{er} nov. 1863.	Gigors (Basses-Alpes).
Idem.	Idem.	306	198	504 (a)	Idem.	Idem.	Marvejols (Lozère).
Idem.	Idem.	264	198	462 (a)	Idem.	7 octobre 1863.	Bourg- Saint-Andéol (Ardèche).
Idem.	Idem.	264	198	462 (a)	Idem.	19 sept. 1863.	Luçon (Vendée).
Idem.	Idem.	282	198	480 (a)	Idem.	1 ^{er} déc. 1863.	Eymontiers (Haute-Vienne).
Idem.	Idem.	294	198	492 (a)	Idem.	30 octobre 1863.	Marvejols (Lozère).
Idem.	Idem.	249	198	447 (a)	Idem.	28 nov. 1863.	Woustwiller (Moselle).
Idem.	Tambour. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	264	198	462 (a)	Idem.	3 sept. 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Garde. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	330	198	528 (a)	Idem.	1 ^{er} sept. 1863.	Marennes (Isère).
Idem.	Gendarme. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	285	198	483 (a)	Idem.	13 octobre 1863.	Fontainebleau (Seine-et-Marne).
Idem.	Garde. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	291	198	489 (a)	Idem.	1 ^{er} octobre 1863.	Achen (Moselle).
Idem.	Sergent. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	480	198	678 (a)	Idem.	6 janvier 1863.	Tébessa, province de Constantine (Algérie).
Idem.	Sergent.	400	165	565 (a)	Idem.	Idem.	Constantine (Algérie).
Idem.	Soldat.	300	165	465 (a)	Idem.	2 avril 1863.	Idem.
Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	14 avril 1863.	Val- Bonmoutier (Meurthe).

La condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES.		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
83	ALI BEN CHABEN.....	Janvier 1818.	Bône, province de Constantine (Algerie).	Maréchal des logis au 3 ^e régiment de spahis.	26	1	8	27	.	.
84	ALY BIL AMBLY.....	1811.	Beni Urgines, province de Constantine (Algerie).	Idem.	26	2	5	27	.	.
85	MESSAoud BEN AMERY...	Janvier 1815.	Kherazas, province de Bône (Algerie).	Brigadier au 3 ^e ré- giment de spahis.	25	10	23	26	.	.
86	MUSTAPHA BEN YAYA....	1820.	Beni-Kalifa, province d'Alger (Algerie).	Idem au 1 ^{er} idem.	25	6	10	28	.	.
87	AMARA BEN MOHAMED...	1806.	Alger (Algerie).	Soldat au 3 ^e régi- ment de spahis.	25	2	3	26	.	.
88	KURDHASSEN ALI.....	1819.	Arzerim (Algérie).	Idem.	25	2	26	26	.	.
89	WACHMAR (Adolphe)...	10 mars 1820.	Strasbourg (Bas-Rhin).	Maréchal des logis à la compagnie des sous-officiers vété- rans.	25	.	1	22	.	.
90	CHOMÉTY (Pierre).....	2 mai 1817.	Taninge (Savoie).	Sergent à la com- pagnie de sous-offi- ciers vétérans.	25	6	16	1	.	.
91	DÉJAI (Jacques).....	27 janv. 1816.	Albens (Savoie).	Idem.	26	.	16	3	.	.
92	DUCOS (Auguste).....	9 octobre 1814.	Touille (Haute-Garonne).	Idem.	26	.	16	18	.	.
93	DURAND (Antoine).....	20 oct. 1815.	Tarare (Rhône).	Idem.	25	6	16	.	.	.
94	ÉDON (Étienne-Armand- Laurent).	10 août 1815.	Saint-Antoine- de-Rochefort (Sarthe).	Idem.	25	6	16	9	.	31
95	BOUILLOT (André).....	9 juin 1815.	Louhans (Saône-et-Loire).	Idem.	25	6	17	13	.	31
96	REUIL (François).....	17 déc. 1817.	Chambéry oie).	Idem.	26	.	16	6	.	31
97	VIGO (Joseph-Emma- nuel-Michel).	25 oct. 1816.	Elné (Pyrénées-Or.).	Idem.	25	6	16	17	.	31
98	GEORGET (Louis-Abra- ham).	13 juin 1815.	Brou (Eure-et-Loir).	Tambour à la com- pagnie de sous-offi- ciers vétérans.	25	6	16	14	.	31
99	BOIS (Louis-Julien)....	31 janv. 1814.	Ballon (Sarthe).	Soldat à la compa- gnie de fusiliers vé- rans.	25	10	5	20	.	31
100	BRUCHON (Jérôme).....	1 ^{er} août 1814.	Nanc (Jura).	Idem.	25	9	13	20	.	31
101	CHAPAT (Joseph).....	18 janv. 1808.	Saint-Vincent (Haute-Loire).	Idem.	25	6	16	36	.	61
102	CORNILLE (Charles-Fa- bien-Joseph).	13 janv. 1814.	Monchecourt (Nord).	Idem.	25	1	11	30	.	31
103	DREUX (Prosper-Fran- çois).	1 ^{er} juin 1815.	Gorron (Mayenne).	Idem.	25	7	23	35	.	60
104	HAMM (Jean-Paul).....	2 juin 1816.	Sarreguemines (Moselle).	Idem.	25	.	20	27	.	31

(1) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861.

N ^o de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1835.	Total.			
16630.	Maréchal des logis (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	480 ^f	198 ^f	678 ^f (a)	En activité.	6 janvier 1863.	Bône, province de Constantine (Algérie).
16631.	Idem.	480	198	678 (a)	Idem.	Idem.	Idem.
16632.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	408	198	606 (a)	Idem.	25 mars 1863.	Soukarras, province de Constantine (Algérie).
16633.	Idem.	408	198	606 (a)	Idem.	2 avril 1863.	Milianah, province d'Alger (Algérie).
16634.	Soldat.	300	165	465 (a)	Idem.	5 janvier 1863.	Constantine (Algérie).
16635.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	Idem.	Bône, province de Constantine (Algérie).
16636.	Maréchal des logis (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	480	198	678 (a)	Idem.	15 mai 1863.	Commercy (Meuse).
16637.	Sergent. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	318	198	516 (a)	Idem.	1 ^{er} octobre 1863.	Nice (Alpes-Maritimes).
16638.	Idem.	341	198	539 (a)	Idem.	30 janvier 1864.	Albens (Savoie).
16639.	Idem.	476	198	674 (a)	Idem.	7 février 1864.	Touille (Haute-Garonne).
16640.	Idem.	309	198	507 (a)	Idem.	6 nov. 1863.	Lyon (Rhône).
16641.	Idem.	390	198	588 (a)	En activité. Surveillant au château de Versailles.	10 octobre 1863.	Versailles (Seine-et-Oise).
16642.	Caporal. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	365	198	563 (a)	En activité.	9 nov. 1863.	Louhans (Saône-et-Loire).
16643.	Idem.	318	198	516 (a)	Idem.	3 janvier 1864.	Chambéry (Savoie).
16644.	Idem.	394	198	592 (a)	Idem.	21 nov. 1863.	Saint-Laurent-de-la-Salanque (Pyrénées-Orientales).
16645.	Tambour.	275	165	444 (a)	Idem.	6 octobre 1863.	Bar-le-Duc (Meuse).
16646.	Soldat.	300	165	465 (a)	Idem.	28 mai 1863.	Biarritz (Basses-Pyrénées).
16647.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	Idem.	Mautry (Jura).
16648.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	25 août 1863.	Saint-Vincent (Haute-Loire).
16649.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	28 mai 1863.	Avranches (Manche).
16650.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	Idem.	Gorron (Mayenne).
16651.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	Idem.	Saumur (Maine-et-Loire).

La médaille que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
105	LAROCHE (Urbain).....	7 nov. 1818.	Rennes (Ille-et-Vilaine).	Soldat à la compa- gnie de fusiliers vé- téran.	25	5	10	22	.	.
106	LASSALLE (Joseph).....	3 mars 1815.	Loudéac (Côtes-du-Nord).	Idem.	25	1	.	21	.	.
107	SCHNEIDER (Séraphin)..	31 déc. 1810.	Bœrsch (Bas-Rhin).	Idem.	25	4	21	39	.	.
108	BOURDOIS (Charles-Tous- saint).	1 ^{er} nov. 1808.	Corbeil (Seine-et-Oise).	Idem.	25	6	16	1	.	.
109	LUCHAIRE (Marie-Jean- Antoine).	5 avril 1817.	Paris (Seine).	Idem.	25	6	16	2	.	.
110	ESCHEMANN (Georges)..	31 juillet 1815.	Betschwiller (Bas-Rhin).	Soldat à la 2 ^e com- pagnie de canonniers vétérans.	25	1	10	23	.	.
111	BLANVILIN (René).....	28 fév. 1807.	Chemillé (Maine-et-Loire).	Ouvrier d'État d'ar- tillerie.	35	.	16	.	.	.
112	CLÉMENT (François-Jo- seph).	28 juillet 1807.	Auxonne (Côte-d'Or).	Idem.	35	.	16	.	.	.
113	LABROQUERIE (Antoine- Guillaume).	6 mai 1811.	Muret (Haute-Garonne).	Chef armurier de 1 ^{re} classe au 2 ^e esca- dron du train des équipages militaires.	30	3	25	55	.	.
114	TEREYGEOL (Dominique- Antoine).	10 déc. 1814.	Treignac (Corrèze).	Chef armurier au 100 ^e régiment d'in- fanterie de ligne.	32	4	26	15	.	.
115	MERCIER (Louis-Philippe- Apollinaire).	4 mai 1812.	Saint-Julien- du-Sault (Yonne).	Chef armurier au 5 ^e régiment de cui- rassiers.	29	.	16	.	.	.
116	CHABOT (Jean-Pierre)..	18 fév. 1807.	Champvans (Jura).	Gardien de batte- rie de 1 ^{re} classe.	35	.	16	.	.	.
117	LEPION (Dominique-Dé- siré).	30 déc. 1807.	Douai (Nord).	Idem de 2 ^e classe.	38	.	16	2	.	.
118	BÉTAND (Pierre-Marie- Denis).	2 juin 1804.	Foissiat (Ain).	Adjudant sous-offi- cier agent principal.	27	.	16	3	.	.
119	LOUBET (Placide-Poly- dore).	27 juillet 1815.	Quet- en-Beaumont (Isère).	Adjudant sous-offi- cier de surveillance.	28	1	7	8	.	.
120	AUDOUY (Joseph-Isidore)	7 sept. 1805.	Alby (Tarn).	Sergent surveillant.	27	6	19	.	.	.
121	FAVRE-BONVIN (Fran- çois).	12 mars 1816.	Grand-Bornand (Haute-Savoie).	Caporal d'infanterie.	25	2	14	1	.	.
122	MARIOTTI (Pâris-Antoi- ne).	31 oct. 1809.	Olmo (Corse).	Caporal d'infante- rie, gendarme au ré- giment de la garde impériale.	25	.	5	21	.	.

(1) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861.

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des cadres d'activité. — (b) Sauf deduction des sommes perçues depuis le 22 juin 1861 sur la pension de 307 francs.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils

ARTICLES des statuts de l'armée.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.	Total.			
19 et 20.	Soldat.	300 ^f	165 ^f	465 ^f (a)	En activité.	1 ^{er} oct. 1863.	Saint-Malo (Ille-et-Vilaine).
Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	28 mai 1863.	Bordeaux (Gironde).
Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	1 ^{er} fév. 1863.	Schelesladt (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	210	165	375 (a)	Idem.	21 août 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	215	165	380 (a)	Idem.	20 août 1863.	Menton (Alpes-Maritimes).
Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	16 mai 1863.	Retschwiller (Bas-Rhin).
Idem.	Ouvrier d'État. (Ayant 12 ans d'an- cienneté dans ce gra- de.)	606	198	804 (a)	En activité à l'ar- senal de la Fère.	26 sept. 1863.	La Fère (Aisne).
Idem.	Idem.	606	198	804 (a)	En activité à la di- rection d'artillerie de Douai.	27 sept. 1863.	Auxonne (Côte-d'Or).
Idem (1).	Chef armurier de 1 ^{re} classe. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	600	198	798 (a)	En activité.	28 février 1863.	Alger (Algérie).
Idem (1).	Idem.	600	198	798 (a)	Idem.	13 mai 1863.	Lyon (Rhône).
Idem (2).	Idem.	414	198	612 (a)	Idem.	1 ^{er} août 1863.	Joligny (Yonne).
Idem (3).	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'an- cienneté dans ce gra- de.)	395	198	593 (a)	En activité à la di- rection d'artillerie de Lyon.	20 août 1863.	Lyon (Rhône).
Idem (3).	Idem.	440	198	638 (a)	En activité à Bou- logne. (Direction d'artillerie de Saint- Omer.)	29 janvier 1864.	Blois (Loir-et-Cher).
Idem.	Adjudant sous-offi- cier. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	546	198	744 (a)	En activité à la pri- son militaire du fort Saint-François d'Alre.	25 sept. 1863.	Catenoy (Oise).
Idem.	Adjudant sous-offi- cier.	515	165	680 (a)	En activité au pé- nitencier militaire d'Avignon.	20 août 1863.	Lyon (Rhône).
Idem.	Sergent.	273	165	438 (a)	En activité à la pri- son militaire de Mar- seille.	1 ^{er} octobre 1863.	Alby (Tarn).
Idem.	Caporal.	229	165	394 (b)	Titulaire d'une pen- sion de retraite.	22 juin 1863.	Annecy (Haute-Savoie).
Idem.	Idem.	340	165	505 (c)	Idem.	1 ^{er} juin 1860.	Paris (Seine).
TOTAL.				66,340			

arrêté du 1^{er} mars 1863, et que la présente annule. — (c) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 1^{er} juin 1860 la pension de 445 francs accordée par décret du 13 octobre 1860, et que la présente annule.

auraient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre.*

Signé RANDON.

N° 16,069. — DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde des Pensions à 55 Veufs de Militaires et à 2 Orphelines.

Du 27 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des militaires.	GRADES.	DATES			Observations sur les circonstances
			de la cessation de l'activité.	du mariage.	du décès.	
1	DE CHALENDAR (Arsène-Frédéric-Joseph-Vincent).	Général de division.	Le jour du décès.	31 janvier 1831.	19 juin 1805.	En possession de sa pension à titre de retraite.
2	FONTAINE, marquis DE CRAMAYEL (René-Éleuthère).	Idem.	Idem.	2 mai 1834.	6 février 1863.	Idem.
3	DE ROCHEFORT (Jean-Marie-Antoine-Marguerite-Camille).	Idem.	Idem.	10 nov. 1840.	17 août 1867.	Idem.
4	JACQUEMIN (François-Maxime).	Général de brigade.	Idem.	14 mars 1833.	7 juillet 1863.	Idem.
5	BERTRAND (Jean-Prosper).	Lieutenant-colonel.	10 janvier 1863.	30 avril 1839.	17 avril 1863.	Titulaire d'une pension de retraite.
6	GOGIEN (Jean).	Idem.	15 juin 1843.	31 mai 1827.	22 mai 1863.	Idem.
7	HERAULT (Jean-Adèle).	Idem.	25 janvier 1849.	28 avril 1824.	29 août 1863.	Idem.
8	LACHASSE (Pierre-François).	Idem.	11 nov. 1851.	22 dec. 1835.	9 août 1863.	Idem.
9	NOBLAT (Jacques).	Idem.	15 nov. 1845.	11 nov. 1816.	25 août 1863.	Idem.
10	BAUCHART (Pierre-Euphany-Ferdinand).	Chef de bataillon.	1 ^{er} janvier 1837.	27 sept. 1819.	26 juin 1863.	Idem.
11	BELOEUVRE (René-Louis).	Idem.	15 juin 1845.	25 octobre 1826.	14 août 1863.	Idem.
12	BAUDEL (Prosper).	Chef d'escadron.	3 octobre 1843.	16 juin 1828.	6 juillet 1863.	Idem.
13	GAULTIER DE LA HULIÈRE (Charles-François).	Idem.	10 mai 1846.	8 août 1836.	29 mai 1863.	Idem.

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2° Le titre III de la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre, qui détermine les conditions auxquelles les veuves des militaires sont susceptibles d'obtenir des pensions;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 1 février 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 19, et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de trente-sept mille six cent quarante-huit francs (37,648'), sur le crédit d'inscription de 1864;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRETÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des cinquante-cinq veuves de militaires et aux orphelines dénommées au tableau ci-après une pension fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾, savoir :

Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NOMS ET PRÉNOMS des VEUVES.	NAISSANCE.		QUOTITÉ de la pension.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE.
	Dates.	Lieux.			
Catherine-Louise- Céleste.	25 janvier 1805.	Liège (Belgique).	1,950'	19 juin 1863.	Paris (Seine).
Françoise-Pauline).	30 avril 1811.	Charleville (Ardennes).	1,950	6 février 1863.	Idem.
Constance-Adele).	3 janvier 1819.	Paris (Seine).	1,950	17 août 1863.	Idem.
Adèle-Augus- tine).	11 février 1812.	Cherbourg (Manche).	1,300	7 juillet 1863.	La Flèche (Sarthe).
Marie- Thérèse (Marie- Thérèse).	3 déc. 1815.	La Pointe-à-Pître (Guadeloupe).	780	17 avril 1863.	Paris (Seine).
Françoise-Virgi- nie).	7 octobre 1799.	Paris (Seine).	780	25 mai 1863.	Idem.
Élisabeth-Marie- Thérèse).	8 avril 1799.	Collioure (Pénins-Orientales).	780	20 août 1863.	Idem.
Léon-Louise- Marie).	10 janvier 1806.	Püttelange (Moselle).	780	9 août 1863.	Nancy (Meurthe).
Marie).	18 avril 1798.	Auxonne (Côte-d'Or).	780	25 août 1863.	Auxonne (Côte-d'Or).
Joseph-Madeleine-Ai- sée).	10 déc. 1797.	Châtillon-le-Temple (Aisne).	648	26 juin 1863.	Laon (Aisne).
Louise-Charlotte- Marie).	21 mars 1797.	Valenciennes (Nord).	648	14 août 1863.	Versailles (Seine-et-Oise).
Marie-Sophie).	13 mars 1801.	Hagnenau (Bas-Rhin).	648	6 juillet 1863.	Hagnenau (Bas-Rhin).
Caroline-Antoi- nette).	15 sept. 1808.	Leforest (Pas-de-Calais).	648	29 mai 1863.	Paris (Seine).

(1) Voir état Français.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des militaires	GRADES.	DATES			Circumstances de sa mort dans laquelle le militaire a ou circonstances de sa
			de la cessation de l'activité.	du mariage.	du décès.	
14	ALBERT (Claude).....	Major.....	2 janvier 1851.	10 déc. 1823.	6 sept. 1863.	Titulaire d'une pension de retraite.
15	LASSANSAA (Jean).....	Idem.....	3 mai 1852.	23 déc. 1826.	20 mai 1863.	Idem.....
16	POULAIN (Georges-Remy)..	Idem.....	15 déc. 1855.	16 octobre 1837.	17 mai 1863.	Idem.....
17	LUSTROU (Hippolyte-Aris- tide).	Idem.....	Le jour du décès.	12 janvier 1854.	18 octobre 1863.	En possession d'une pension de retraite.
18	AUDIN (Pierre).....	Capitaine.....	Idem.	10 avril 1860.	22 avril 1863.	Tué à Puebla à la tête de sa compagnie. (Mexique.)
19	GUINARD (Paul-Erasme-Vic- tor).	Idem.....	Idem.	31 mai 1858.	16 mai 1863.	Tué au siège de Puebla.
20	MEUNIER (Marie-Hippolyte)	Idem.....	Idem.	27 avril 1850.	5 avril 1863.	Idem.....
21	MONIER (François-Just)...	Idem.....	Idem.	30 sept. 1852.	4 avril 1863.	Idem.....
22	BOUSQUET (Joseph-Gabriel).	Idem.....	23 avril 1841.	2 nov. 1822.	23 juin 1863.	Titulaire d'une pension de retraite.
23	BRIGARD (Louis-Thomas)..	Idem.....	6 avril 1834.	27 octobre 1818.	25 mars 1863.	Idem.....
24	CARABELLI (Jean-Baptiste).	Idem.....	7 août 1834.	19 juin 1825.	8 déc. 1862.	Idem.....
25	CHAMBON (Pierre).....	Idem.....	19 février 1851.	15 nov. 1825.	27 juin 1863.	Idem.....
26	CHARNUT (Pierre-François).	Idem.....	3 janvier 1843.	28 février 1839.	1 ^{er} avril 1863.	Idem.....
27	DE GARROS (Jean-Pierre- Jacques-Maurice).	Idem.....	4 janvier 1845.	26 déc. 1827.	20 mars 1863.	Idem.....
28	HABERT (Nicolas-Victor)...	Idem.....	15 nov. 1846.	13 sept. 1826.	15 mars 1863.	Idem.....
29	IMBERT (Jean-Baptiste-Gas- pard).	Idem.....	16 juin 1859.	18 mars 1850.	9 août 1863.	Idem.....
30	LE GRIS (Alexandre-Nico- las-Joseph).	Idem.....	27 octobre 1835.	27 nov. 1824.	14 juillet 1863.	Idem.....
31	MARMY (Jean-Charles)....	Idem.....	12 mai 1859.	2 février 1837.	29 mars 1863.	Idem.....
32	NEPOTY (Jean-Joseph-Fran- çois).	Idem.....	18 juin 1836.	20 janvier 1819.	20 août 1863.	Idem.....
33	TURPIN (Mathurin-Marie)..	Idem.....	20 octobre 1858.	13 juin 1835.	21 mars 1863.	Idem.....
34	VALLECALLE (Jean).....	Idem.....	27 mai 1849.	28 déc. 1842.	23 juillet 1863.	Idem.....
35	VIGNIARD (Benoît-Louis)...	Idem.....	19 avril 1850.	27 juin 1835.	2 octobre 1863.	Idem.....
36	BAZIN (Philippe-Constant).	Idem.....	8 juin 1848.	5 déc. 1839.	23 juillet 1863.	Idem.....
37	CORNUOT (François).....	Lieutenant.....	26 avril 1834.	12 avril 1815.	15 déc. 1862.	Idem.....
38	GAURY (Jean-Baptiste)....	Idem.....	6 juillet 1839.	10 juin 1823.	4 mai 1863.	Idem.....
39	CAUWEZ (Pierre-Joseph)...	Sous-lieutenant....	27 avril 1829.	10 janvier 1816.	23 avril 1863.	Idem.....
40	COUDREAU (Jean).....	Idem.....	29 janvier 1834.	5 juillet 1821.	6 sept. 1863.	Idem.....
41	DURAND (Pierre-Antoine)..	Idem.....	31 mars 1837.	19 février 1821.	6 juillet 1863.	Idem.....
42	GÉLOS (Antoine).....	Idem.....	6 avril 1840.	9 déc. 1835.	12 août 1863.	Idem.....
43	PEUGNIEZ (Désiré-Jean-Bap- tiste).	Garde principal d'ar- tillerie.	Le jour du décès.	28 avril 1858.	29 janvier 1863.	Mort de maladie contractée en service.
44	BOUSSARDON (Pierre-Louis).	Garde du génie de 1 ^{re} classe.	9 mai 1845.	20 juin 1821.	14 juillet 1863.	Titulaire d'une pension de retraite.

NOMS ET PRÉNOMS des veuves	NAISSANCE.		QUOTITÉ de la pension.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE.
	Dates.	Lieux.			
(Gertrude-Laure)....	19 février 1796.	Boulay (Moselle).	648 ^f	6 sept. 1863.	Metz (Moselle).
(Eulix-Gemima)....	3 déc. 1806.	Bordeaux (Gironde).	648	20 mai 1863.	Pau (Basses-Pyrénées).
(Puisieux) (Gabrielle- Zoé).	23 avril 1811.	Puisieux (Pas-de-Calais).	648	17 mai 1863.	Paris (Seine).
(Marie-Félicité Amé- lie).....	18 août 1830.	Espalion (Aveyron).	648	18 oct. 1863.	Idem.
(Marie).....	6 janvier 1823.	Bron (Rhône).	1,060 (a)	22 avril 1863.	Bron (Rhône).
(Hen- Félicité-Arthurina).	17 mars 1836.	Narcy (Meurthe).	1,060 (a)	16 mai 1863.	Paris (Seine).
(Adélaïde).....	11 sept. 1819.	Paris (Seine).	1,060 (a)	5 avril 1863.	Idem.
(Marie-Adélaïde).....	5 sept. 1819.	Strasbourg (Bas-Rhin).	1,060 (a)	4 avril 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
(Philippe-Claudine)..	23 février 1801.	Toulon (Var).	530	23 juin 1863.	Paris (Seine).
(Suzanne-Julienne)..	7 février 1794.	Louvres (Seine-et-Oise).	530	25 mars 1863.	Vernars (Seine-et-Oise).
(Ange-Marie)....	26 sept. 1793.	Fozzano (Corse).	530	8 déc. 1862.	Fozzano (Corse).
(Anne-Joséphine)...	31 déc. 1807.	Paris (Seine).	530	27 juin 1863.	Le Pont-de-Beauvoisin (Isère).
(Alix-Thérèse-Séra- phine).	26 juillet 1808.	Sailly-la-Bourse (Pas-de-Calais).	530	1 ^{er} avril 1863.	Lille (Nord).
(Euphémie-Eudoxie- Joseph).	1 ^{er} janvier 1801.	Avesnes (Nord).	530	20 mars 1863.	Avesnes (Nord).
(Marie-Catherine) (1).	28 sept. 1807.	Malines (Belgique).	530	15 mars 1863.	Soulaucourt (Haute-Marne).
(Marie-Augustine- Joseph).	4 mai 1824.	Givet (Ardennes).	530	9 août 1863.	Digne (Basses-Alpes).
(Anne-Victoire)...	3 juin 1789.	Paris (Seine).	530	14 juillet 1863.	Paris (Seine).
(Louise-Marie-Jose- phine).....	26 juin 1810.	Cambrai (Nord).	530	29 mars 1863.	Palaiseau (Seine-et-Oise).
(Virginie).....	16 février 1801.	Morinoiron (Vaucluse).	530	20 août 1863.	Paris (Seine).
(Marie-Magdeleine)..	28 juillet 1799.	Landerneau (Finistère).	530	21 mars 1863.	Rennes (Ille-et-Vilaine).
(Thérèse-Ju- liette).	3 mars 1817.	Lunéville (Meurthe).	530	23 juillet 1863.	Metz (Moselle).
(Catherine-Virginie)...	8 février 1807.	Viviers (Moselle).	530	2 octobre 1863.	Longuyon (Moselle).
(Charlotte-Caroline)..	26 octobre 1812.	Condé (Nord).	530	23 juillet 1863.	Condé (Nord).
(Anne-Jo- sephine).	18 juin 1787.	Carouge (Suisse).	420	15 déc. 1862.	Granville (Manche).
(Magde- line-Rose).	27 octobre 1799.	Bourganeuf (Creuse).	420	4 mai 1863.	Bourganeuf (Creuse).
(Marie-Joséphine)...	23 juin 1783.	Troisvilles (Nord).	350	23 avril 1863.	Troisvilles (Nord).
(Louise).....	6 février 1800.	Libourne (Gironde).	350	6 sept. 1863.	Libourne (Gironde).
(Anne).....	17 janvier 1798.	Muret (Aveyron).	350	6 juillet 1863.	Muret (Aveyron).
(Marie-Mag- deleine).	18 juillet 1812.	Cressange (Allier).	350	12 août 1863.	Moulins (Allier).
(Adeline-Désirée)..	6 sept. 1817.	Donai (Nord).	440	29 janvier 1863.	Donai (Nord).
(Anne-Henriette).....	3 juillet 1797.	Ancemont (Meuse).	375	14 juillet 1863.	Demange-aux-Eaux (Meuse).

Le mari était Français. — (a) Application de l'article 1^{er} de la loi du 26 avril 1856.

	NOMS ET PRÉNOMS des militaires et des père et mère.	GRADES.	DATES			le mariage ou les circonstances de la
			de la cessation de l'activité.	du mariage.	de décès.	
5	CARION (Pierre-Célestin-Joseph).	Garde d'artillerie de 1 ^{re} classe.	21 juin 1842.	3 sept. 1817.	11 sept. 1863.	Titulaire d'une retraite.
6	KOCH (François-Joseph)...	Idem.....	19 mars 1862.	10 février 1836.	26 juillet 1863.	Idem.....
7	PARIS (François).....	Idem.....	26 mai 1848.	6 mai 1828.	18 juillet 1863.	Idem.....
8	VALLOT (Claude-Jean-Bap- tiste).	Garde d'artillerie de 2 ^e classe.	25 mars 1841.	2 nov. 1837.	11 mars 1863.	Idem.....
9	VION (Nicolas).....	Chef ouvrier d'État.	9 avril 1856.	4 nov. 1823.	17 octobre 1863.	Idem.....
0	RIBOULET (Nicolas).....	Médecin principal de 1 ^{re} classe.	Le jour du décès.	26 déc. 1827.	23 juin 1863.	En possession de la pension de retraite.
1	WITLICH (Bernard).....	Médecin-major de 1 ^{re} classe.	Idem.	28 mai 1857.	13 avril 1863.	Mort de suite d'une maladie militaire contractée d'Orient.
2	MEURICE (Jules-Philémon- Charles).	Pharmacien-major de 1 ^{re} classe.	7 mars 1861.	25 juin 1840.	11 août 1863.	Titulaire d'une retraite.
3	CARTIER (Pierre-Jean-Louis)	Vétérinaire en pre- mier.	Le jour du décès.	16 octobre 1839.	18 mars 1863.	En possession de la pension de retraite.
4	JARRIGON (Joseph).....	Idem.....	18 février 1846.	9 février 1825.	4 sept. 1863.	Titulaire d'une retraite.
5	MARÉ (François-Édouard).	Sous-chef ouvrier d'État.	Le jour du décès.	16 sept. 1840.	20 janvier 1863.	En possession de la pension de retraite.

SECONDE

i	(DORIA (Jean-Népomucène), marié à	Chef de bataillon.	11 janvier 1850.	8 février 1846.	7 mars 1863.	Titulaire d'une retraite.
	(DOMINICY (Marie-Nonce)...					
					4 août 1856.	

(1) Le mari était Français.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec la jouissance de l'époque indiquée à chaque article du tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

N° 16,070. — DÉCRET IMPÉRIAL portant Règlement pour l'exploitation des Carrières, autres que celles d'Ardoises, ouvertes ou à ouvrir dans le département de la Mayenne.

Du 27 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

NOMS ET PRÉNOMS des veuves et des orphelins.	NAISSANCE.		QUOTITÉ de la pension.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE.
	Dates.	Lieux.			
Adélaïde-Françoise- urloite).	30 mars 1780.	Dunkerque (Nord).	375 ^f	11 sept. 1863.	Dunkerque (Nord).
Marie-Anne).....	17 janvier 1812.	Rochefort (Charente-Inférieure).	375	26 juillet 1863.	Saintes (Charente-Inférieure).
Marie-Françoise-Ger- de) (2).	13 août 1804.	Cologne (Prusse).	375	18 juillet 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
Thérèse).....	31 octobre 1808.	Landau (Bas-Rhin).	300	11 mars 1863.	Langres (Haute-Marne).
Catherine).....	24 août 1795.	Metz (Moselle).	375	17 octobre 1863.	Metz (Moselle).
Anne)....	10 mai 1803.	Idem.	975	23 juin 1863.	Idem.
Ernestine-Rébecca).	5 octobre 1828.	Clermont (Hérault).	648	13 avril 1863.	Clermont (Hérault).
Euphrasine).....	23 juillet 1809.	Paris (Seine).	648	11 août 1863.	Cherchell, province d'Alger (Algérie).
Anne-Joséphine)....	23 février 1817.	Monnières (Jura).	575	18 mars 1863.	Tarascon (Bouches-du-Rhône).
Jeanne - Marie - Cé- -	27 nov. 1794.	Sarreguemines (Moselle).	575	1 sept. 1863.	Paris (Seine).
Marie-Anne).....	23 sept. 1806.	Belfort (Haut-Rhin).	300(a)	20 janvier 1863.	Alger (Algérie).
ORPHELINES.					
Edène-Marie-Sophie).	24 janvier 1845.	Bastia (Corse).	648	7 mars 1863.	Chez M. DOMINICI (Dominique), tuteur, à Bastia (Corse).
Noémie-Anna-Thérèse).	5 août 1849.	Arras (Pas-de-Calais).			
TOTAL.....			37,648		

Soit déduction des sommes perçues depuis le 20 janvier 1863 sur la pension de 141 francs concédée par décret en octobre 1863, et que la présente annule.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le projet de règlement présenté par le préfet de la Mayenne pour les carrières de ce département;

Vu l'avis du conseil général des mines, du 27 novembre 1863;

Vu la loi du 21 avril 1810, et notamment les articles 81 et 82;

Vu l'arrêté ministériel du 13 août 1847, concernant les carrières d'ardoises de la Mayenne;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les carrières de toute nature, autres que celles d'ardoises, ouvertes ou à ouvrir dans le département de la Mayenne sont soumises aux mesures d'ordre et de police ci-après déterminées.

TITRE 1^{er}.

DES DÉCLARATIONS.

2. Tout propriétaire ou entrepreneur qui veut continuer l'exploit-

tation d'une carrière, soit à ciel ouvert, soit par galeries souterraines, en ouvrir une nouvelle ou ajouter un étage à une carrière souterraine, est tenu d'en faire la déclaration au maire de la commune où la carrière est située.

3. La déclaration est faite en deux expéditions, dont une sur papier timbré.

Elle contient l'énonciation des nom, prénoms et demeure du déclarant, et la qualité en laquelle il entend exploiter la carrière. Elle fait connaître d'une manière précise l'emplacement de la carrière et sa situation par rapport aux habitations, bâtiments, cours d'eau et chemins les plus voisins. Elle indique la nature de la masse à extraire, l'épaisseur et la nature des terres ou bancs de rochers qui la recouvrent, le mode d'exploitation, à ciel ouvert ou par galeries souterraines.

4. Si l'exploitation doit avoir lieu par galeries souterraines, il est joint à la déclaration un plan des lieux, également en deux expéditions, et à l'échelle de deux millimètres par mètre. Sur ce plan sont indiqués les désignations cadastrales et le périmètre du terrain sous lequel l'exploitant se propose d'établir des fouilles, ainsi que de ses tenants et aboutissants, les chemins, édifices, rigoles, canaux et constructions quelconques existant sur ledit terrain ou dans son voisinage, dans un rayon de vingt-cinq mètres au moins, l'emplacement des orifices des puits ou des galeries projetés.

S'il existe des travaux souterrains déjà exécutés, ils sont figurés sur le plan en projection horizontale et en coupe verticale.

L'emplacement des orifices des puits doit être marqué sur ce plan aussi bien que l'emplacement de l'orifice des galeries.

5. Si l'exploitation est entreprise par une personne étrangère à la commune où la carrière est située, cette personne doit faire élection de domicile dans ladite commune.

Dans le cas où l'exploitation devrait se faire pour le compte d'une société, le représentant de la société doit faire également élection de domicile dans la commune.

Le domicile élu est, dans l'un comme dans l'autre cas, indiqué dans la déclaration.

6. La déclaration est faite :

1° Pour les carrières actuellement en activité, dans le délai de trois mois, à dater de la promulgation du présent décret;

2° Pour les carrières nouvelles à ouvrir, quinze jours au moins avant le commencement des travaux.

Est considérée comme carrière nouvelle :

1° Toute carrière abandonnée et dont on veut reprendre l'exploitation ;

2° Toute carrière à ciel ouvert dans laquelle on veut introduire le mode d'exploitation par galeries souterraines;

3° Toute carrière souterraine à laquelle il s'agit d'ajouter un nouvel étage d'exploitation.

7. Les déclarations sont classées dans les archives de la mairie.

Une des expéditions de la déclaration et du plan qui y est joint, quand il s'agit de carrières souterraines, est transmise sans délai au préfet, par l'intermédiaire du sous-préfet de l'arrondissement.

Le préfet envoie les pièces à l'ingénieur des mines, qui les conserve et en inscrit la mention sur un registre spécial.

8. A défaut de la déclaration ci-dessus prescrite, l'Administration peut ordonner la suspension provisoire des travaux, sans préjudice de la peine encourue pour cette contravention.

TITRE II.

DES RÈGLES DE L'EXPLOITATION.

SECTION I^{re}.

DES CARRIÈRES EXPLOITÉES À CIEL OUVERT.

9. Les terres qui recouvrent la masse sont coupées en retraite par banquettes ou avec talus suffisant pour prévenir tout éboulement.

10. L'exploitation de la masse ne peut être poursuivie que jusqu'à la distance horizontale de dix mètres des chemins à voiture, édifices et constructions, augmentée d'un mètre par chaque mètre d'épaisseur des terres de recouvrement.

Le paragraphe précédent n'est pas applicable aux murs de clôture autres que ceux qui enclavent des cimetières ou des cours attenants à des habitations.

La distance prescrite par le paragraphe premier peut être augmentée ou diminuée par le préfet du département, sur le rapport de l'ingénieur des mines, selon la nature des terres de recouvrement ou toute autre circonstance particulière.

11. Le préfet détermine, par des arrêtés pris sur l'avis du maire et le rapport de l'ingénieur des mines, les distances à observer par rapport aux chemins, mares, abreuvoirs et conduites d'eau servant à l'usage public.

Lorsqu'il s'agit de rigoles ou de tuyaux de conduite d'eau dépendant du domaine national ou départemental, l'avis du maire n'est plus obligatoire; mais l'ingénieur des ponts et chaussées est nécessairement consulté.

12. Lorsque l'abord d'une carrière est reconnu dangereux, il doit être garanti, soit par un fossé creusé au pourtour et dont les déblais sont rejetés du côté des travaux pour y former une berge, soit par un mur ou une palissade en bois, d'un mètre de hauteur au moins, soit par tout autre moyen de clôture reconnu offrir des conditions suffisantes de sûreté.

Ces clôtures sont accompagnées, s'il y a lieu, d'une rigole pour détourner les eaux.

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux carrières abandonnées. Les travaux de clôture sont, dans ce cas, à la charge du propriétaire du fonds dans lequel la carrière est située, sauf son recours contre l'ancien exploitant.

13. Les procédés d'abatage de la masse exploitée ou des terres de recouvrement qui seraient reconnus dangereux pour les ouvriers peuvent être interdits par des arrêtés du préfet, rendus sur l'avis de l'ingénieur des mines.

Dans le tirage à la poudre, l'exploitant se conformera à toutes les mesures de précaution et de sûreté qui lui seront prescrites par l'autorité.

SECTION II.

DES CARRIÈRES SOUTERRAINES.

14. Les puits ou galeries par lesquels on entre dans la carrière sont constamment maintenus en bon état. Leurs parois sont consolidées par des revêtements en bois ou en maçonnerie, quand il en est besoin.

Les treuils, câbles et tonnes d'extraction sont solidement établis et constamment entretenus en bon état.

15. Aucune excavation souterraine ne peut être ouverte ou poursuivie, sans une autorisation spéciale du préfet du département, que jusqu'à une distance horizontale de dix mètres des habitations, chemins, rivières, mares publiques, rigoles ou conduites d'eau, édifices ou constructions autres que les murs de clôture existant à la surface. L'exception relative aux murs de clôture ne s'applique pas à ceux qui enclavent des cimetières ou des cours attenants à des habitations, ainsi d'ailleurs qu'il est dit au second paragraphe de l'article 10. La distance ci-dessus fixée est augmentée d'un mètre par chaque mètre de hauteur de l'excavation.

16. Pour tout ce qui concerne la sûreté des ouvriers et du public, notamment pour les moyens de consolidation des puits, galeries et autres excavations, la disposition et les dimensions des piliers de masse, les précautions à prendre pour prévenir les accidents dans le tirage à la poudre, les exploitants se conformeront aux mesures qui leur sont prescrites par le préfet, sur le rapport de l'ingénieur des mines.

TITRE III.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX CARRIÈRES À CIEL OUVERT ET AUX CARRIÈRES SOUTERRAINES.

17. Tout propriétaire ou entrepreneur de carrières est tenu :

1° De faciliter la visite de sa carrière à tous les fonctionnaires chargés de la surveillance des travaux ;

2° D'adresser au maire de la commune, toutes les fois qu'il en fait la demande, la déclaration du nombre d'ouvriers qu'il emploie et la liste nominative desdits ouvriers ;

3° De ne pas admettre dans ses travaux d'enfant au-dessous de dix ans.

TITRE IV.

DE LA SURVEILLANCE ADMINISTRATIVE.

18. L'exploitation des carrières est surveillée, sous l'autorité du préfet, par les ingénieurs des mines et les agents sous leurs ordres.

et concurremment par les maires et autres officiers de police municipale, conformément aux dispositions des articles 47, 48, 50, 81 et 82 de la loi du 21 avril 1810, de l'article 40 du décret du 18 novembre 1810, et aux prescriptions du décret du 3 janvier 1813, sur la police souterraine.

19. Les ingénieurs des mines et gardes-mines, et autres agents sous leurs ordres, visitent les carrières dans leurs tournées; ils rédigent des procès-verbaux de ces visites, et laissent, s'il y a lieu, aux exploitants des instructions écrites pour la conduite des travaux, sous le rapport de la sûreté. Les ingénieurs adressent au préfet une copie desdits procès-verbaux ou instructions.

20. L'ingénieur des mines signale au préfet les vices d'exploitation de nature à occasionner un danger, ou les abus qu'il aurait observés dans ses visites, et propose les mesures d'ordre dont il a reconnu l'utilité. Il est statué par le préfet, sur les propositions de l'ingénieur.

21. Dans le cas où, par une cause quelconque d'exploitation de nature à occasionner un danger, la sûreté publique, la conservation des puits, la solidité des travaux et, par suite, la sûreté des ouvriers, celle du sol ou des habitations de la surface, se trouvent compromises, le propriétaire ou l'entrepreneur doit en donner immédiatement avis au maire de la commune où la carrière est située et au préfet du département.

22. L'ingénieur des mines, aussitôt qu'il est prévenu par le préfet, et à son défaut le garde-mines, se rend sur les lieux, dresse procès-verbal de leur état et envoie ce procès-verbal au préfet, en y joignant l'indication des mesures qu'il juge convenables pour faire cesser le danger.

Le maire peut aussi adresser au préfet ses observations et propositions en ce qui concerne la sûreté des personnes et des propriétés.

Le préfet statue, après avoir entendu l'exploitant. En cas d'urgence, l'ingénieur en fait mention dans son rapport, et le préfet peut ordonner que son arrêté soit provisoirement exécuté.

23. Si le propriétaire ou l'entrepreneur, sur la notification qui lui est faite de l'arrêté du préfet, ne se conforme pas aux mesures prescrites dans le délai qui aura été fixé, il y est pourvu d'office, et à ses frais, par les soins de l'Administration.

24. En cas de péril imminent reconnu par l'ingénieur des mines dans la visite d'une carrière, cet ingénieur fait, sous sa responsabilité, les réquisitions nécessaires aux autorités locales pour qu'il y soit pourvu sur-le-champ, conformément à l'article 5 du décret du 3 janvier 1813.

Le maire peut d'ailleurs toujours, dans le cas prévu au présent article, et en l'absence de l'ingénieur, prendre toutes les mesures que lui paraît commander l'intérêt de la sûreté publique.

25. En cas d'accident survenu dans une carrière exploitée, soit à ciel ouvert, soit par galeries souterraines, et qui aurait occasionné la mort ou des blessures à une ou plusieurs personnes, ouvriers ou autres, le propriétaire ou l'entrepreneur est tenu d'en donner immé-

diatement avis au maire de la commune. Le maire en informe sans délai le préfet et l'ingénieur des mines ou le garde-mines, à la résidence la plus rapprochée.

Il se transporte immédiatement sur le lieu de l'événement et dresse un procès-verbal, qu'il transmet au procureur impérial et dont il envoie copie au préfet.

L'ingénieur des mines, ou à son défaut le garde-mines, se rend sur les lieux aussitôt que possible. Il visite la carrière, recherche les circonstances et les causes de l'accident et dresse du tout un procès-verbal, qu'il transmet au procureur impérial et dont il envoie copie au préfet.

Il se conforme, pour les autres mesures à prendre, aux dispositions du décret du 3 janvier 1813.

26. Il est procédé ainsi qu'il est dit aux articles 22, 23, 24 et 25 ci-dessus dans le cas où, à défaut d'avis donné par le propriétaire ou l'entrepreneur de la carrière, les faits sont parvenus autrement à la connaissance du maire ou de l'ingénieur, sans préjudice des poursuites qui peuvent être exercées contre ledit propriétaire ou entrepreneur pour la contravention résultant du défaut d'avertissement.

27. Tout propriétaire ou entrepreneur de carrière souterraine est tenu de faire dresser ou compléter le plan de ses travaux dès qu'il en est requis par le préfet, et dans le délai fixé par ce magistrat.

S'il refuse ou néglige d'obtempérer à cette réquisition, le plan est levé d'office, à ses frais, à la diligence de l'Administration.

28. Lorsque des travaux ont été exécutés ou des plans levés d'office dans les cas prévus par les articles 23 et 27 ci-dessus, le montant des frais est réglé par le préfet, et le recouvrement s'en opère contre celui qui de droit, conformément aux dispositions de l'article 50 de la loi du 21 avril 1810 et aux règlements pour l'exécution de cette loi.

29. Tout propriétaire ou entrepreneur qui veut abandonner une carrière souterraine est tenu d'en faire la déclaration au préfet par l'intermédiaire du maire de la commune où la carrière est située. Le préfet fait reconnaître les lieux par l'ingénieur des mines et prescrit, sur son rapport, les mesures qu'il juge nécessaires dans l'intérêt de la sûreté publique.

30. Les dispositions des articles 22, 23 et 24 ci-dessus sont applicables, à toute époque, aux carrières souterraines abandonnées dont l'existence compromettrait la sûreté publique.

Les travaux prescrits sont, dans ce cas, à la charge du propriétaire du fonds dans lequel la carrière est située, sauf son recours contre l'ancien exploitant.

TITRE V.

DE LA CONSTATATION, DE LA POURSUITE ET DE LA RÉPRESSION DES CONTRAVENTIONS.

31. Les contraventions aux dispositions du présent règlement, ou aux arrêtés préfectoraux rendus en exécution de ce règlement, par

les propriétaires, entrepreneurs ou exploitants de carrières sont constatées par les maires et adjoints, par les commissaires de police, gardes champêtres et autres officiers de police judiciaire, et concurremment par les ingénieurs des mines et les gardes-mines ou agents sous leurs ordres et ayant qualité pour verbaliser.

32. Les procès-verbaux sont visés pour timbre et enregistrés en débet. Ils sont affirmés dans les formes et délais prescrits par la loi pour ceux de ces procès-verbaux qui ont besoin de l'affirmation.

33. Lesdits procès-verbaux sont transmis en originaux à qui de droit, et les contrevenants poursuivis d'office devant la juridiction compétente, sans préjudice des dommages-intérêts des parties.

Copies des procès-verbaux sont transmises au préfet du département.

34. Les contraventions aux dispositions du présent règlement qui auraient pour effet de porter atteinte à la conservation des routes impériales ou départementales, des canaux, rivières, ponts ou autres ouvrages dépendant du domaine public, sont constatées et poursuivies par voie administrative, conformément à ce qui est prescrit par la loi du 29 floréal an x et les décrets des 18 août 1810 et 16 décembre 1811.

Les procès-verbaux dressés par les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, par les ingénieurs des mines et gardes-mines, et par les autres fonctionnaires et agents désignés en l'article 2 de la loi du 29 floréal an x, sont visés pour timbre et enregistrés en débet. Ils sont, après affirmation, s'il y a lieu, transmis sans délai au sous-préfet, qui ordonne, par provision et sauf recours au préfet, ce que de droit pour faire cesser le dommage.

Il est statué définitivement par le conseil de préfecture, conformément aux lois et règlements.

TITRE VI.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

35. L'exploitation des carrières d'ardoises continuera à être régie par le règlement spécial qui les concerne.

36. Le présent décret sera inséré au Bulletin des lois et au Recueil des actes administratifs du département.

Il sera publié par les soins des maires dans les communes où il existe des exploitations de carrières.

37. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 16,071. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui approuve 5 liquidations de Pensions civiles.

Du 9 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution;

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Moyen des loyers, et ordinaire ou valeur de la pension à débiter
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services)									
1	BACHMANN (Jean).....	10 fév. 1807.	Hombourg (Haut-Rhin).	Garde forestier mixte.	FORÊTS. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	21	1	12	Régimen ord. de voir au chap. 1 ^{er}
2	ANGLAS (Pierre-François)	13 mai 1800.	Bordeaux (Gironde).	Contrôleur de 1 ^{re} classe.	TABACS. Civils.....	43	7	13	Idem...
3	CALMEL (Jean-Victor) ..	22 mars 1810.	Cahors (Lot).	Contrôleur de ma- gasin.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20	8	"	Idem...
4	COULON (Étienne-Louis)	4 déc. 1795.	Lorient (Morbihan).	Contrôleur de ma- nufacture.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	42	7	6	Idem...
5	MORELLET (Pierre-Gaë- tan-Jean-Baptiste-Ho- noré) ⁽¹⁾ .	5 juillet 1802.	Gênes (Italie).	Commis de 2 ^e classe.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	29	9	18	Idem...
(1) N'est astreint à aucune justification de nationalité.									
(a) Sauf déduction des arrérages perçus sur la pension de 1,807 francs concédée par décret du 4 novembre 1880.									
2 ^e catégorie...					{	Forêts..... Tabacs.....			TOTAL.....

(1) N'est astreint à aucune justification de nationalité.

(a) Sauf déduction des arrérages perçus sur la pension de 1,807 francs concédée par décret du 4 novembre 1863.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n° 86.

Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'exercice 1863;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 26 janvier dernier;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les cinq liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de dix mille trois cent trente-trois francs (10,333^f) au tableau ci-dessous sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
	223 ^f 25 ^c 102 11	325 ^f 35 ^c	"	"	325 ^f	21 ^{er} octobre 1863.	Hombourg (Haut-Rhin).
	"	"	3,185 ^f	"	3,185	26 déc. 1863.	Nantes (Loire-Inférieure)
	"	"	1,901	"	1,901 (a)	1 ^{er} août 1863.	Cahors (Lot).
	"	"	3,322	"	3,322 (b)	Idem.	Brest (Finistère).
	1,308 48 420 38	1,728 86	1,600	"	1,600	1 ^{er} déc. 1863.	Paris (Seine).
				TOTAL.	10,008		

présente annule. — (b) Sans déduction des arrérages perçus sur la pension de 3,197 francs concédée par le 4 novembre 1863, et que la présente annule.

1	325 ^f
2	10,008
3	
4	
5	10,333

Fait au palais des Tuileries, le 9 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

La situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;
La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du
2 janvier dernier;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des
Finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les dix-neuf liquidations de pensions civiles comprises
pour une somme totale de huit mille six cent vingt-huit francs
8,628^f) au tableau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					

au 1 ^{er} janvier 1854.)							
"	"	"	"	215 ^f	215 ^f	28 juin 1863.	Grayan (Gironde).
"	"	"	"	289	289	17 août 1863.	Tourcoing (Nord).
"	"	"	"	148	148	17 octobre 1863.	Wattignies (Nord).
"	"	"	"	125	125	14 nov. 1863.	Houbaix (Nord).
"	"	"	"	125	125	10 août 1863.	Digne (Basses-Alpes).
"	"	"	"	296	296	7 août 1863.	Cervione (Corse).
				TOTAL.	1,198		

au 1 ^{er} janvier 1854.)							
"	1,032 ^f 50 ^c	1,032 ^f 50 ^c	900 ^f	"	900	1 ^{er} octobre 1863.	Oraison (Basses-Alpes).
"	301 14 183 73	484 87	"	"	484	Idem.	Treilly (Aude).
"	"	"	"	128	128	24 sept. 1863.	Merlebach (Moselle).
"	"	"	"	169	169	1 octobre 1863.	Arles (B.-du-Rhône).
"	"	"	"	244	244	13 mai 1863.	Mouguerre (Basses-Pyrénées).
				TOTAL.	1,925		

"	496 14 406 93	902 07	"	"	902 (a)	1 ^{er} octobre 1863.	Mirande (Gers).
---	------------------	--------	---	---	---------	-------------------------------	--------------------

Intérêts payés à partir de la cessation de traitement d'activité.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Bénéficiaires des lois et ord. relat. à la pén. des pén.
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
13	LORIN (Joseph-Ferdinand) ⁽¹⁾ .	19 oct. 1813.	Paris (Seine).	Receveur à che- val.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	16	4	0	Idem.
14	GRÉAU (Jean) ⁽¹⁾	17 avril 1816.	Salles (Charente).	Commis aux exer- cices.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... POSTES. Militaires....	10	1	0	Idem.
15	CHATAIN (Eugène) ⁽²⁾ ...	13 oct. 1818.	Saint-Bernard (Isère).	Facteur des pos- tes.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	3	0	0	Idem.
16	DUGRAY (Adélaïde - Ma- rie), veuve LEFLOCH.	7 avril 1795.	Vannes (Morbihan).	Directrice.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	23	0	15	Idem.
17	DUVAL (Jean-Émile)....	25 juillet 1807.	Tonnerre (Yonne).	Commis.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	13	4	13	Idem.
18	FERRAN dit VIGNES (Ber- nard).	20 avril 1796.	Miélan (Gers).	Directeur.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10	5	0	Idem.
19	HUDRY (Joseph-Auguste)	19 août 1806.	Cléville (Calvados).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	14	3	11	Idem.

(1) Accident. — (2) Infirmités.

1^{re} catégorie... | Donanes
2^e catégorie... | Idem
 | Contributions ind...
 | Postes.....

Total

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n^o 18.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	784 ^f 00 ^e 472 00	1,256 ^f 00 ^e	"	"	1,256 ^f	1 ^{er} nov. 1863.	Brioude (Haute-Loire).
"	285 69 337 17	622 86	"	"	622(a)	1 ^{er} déc. 1863.	Saint-Omer (Pas-de-Calais).
				TOTAL.	2,780		
72 ^f 51 ^e	50 99 197 71	321 21	"	"	321	16 octobre 1863.	Paris (Seine).
"	460 00 195 00	655 00	"	"	655	1 ^{er} octobre 1863.	Doué- la-Fontaine (Maine-et-Loire).
86 31	519 45 313 27	919 03	"	"	919	1 ^{er} janvier 1864.	Boulogne (Seine).
97 16	215 93 202 12	515 21	"	"	515	16 nov. 1863.	Miélan (Gers).
"	190 41 124 92	315 33	"	"	315	6 octobre 1863.	Saint-Joseph (Rhône).
				TOTAL.	2,725		

Les payés du jour de la cessation du traitement d'activité.

.....	1,198 ^f
1,925	
2,780	7,430
2,725	
.....	8,628

Fait au palais des Tuileries, le 9 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'Etat au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 16,073. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'inscription, au Trésor public, de 403 Pensions militaires.

Du 12 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le titre IV de la loi du 25 mars 1817 et l'ordonnance rendue le 20 juin suivant pour en assurer l'exécution ;

Vu l'ordonnance du 2 août 1820 ;

Vu la situation du crédit de deux millions six cent mille francs ouvert pour l'inscription des pensions militaires par la loi du 13 mai 1863 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les quatre cent trois pensions militaires comprises pour une somme totale de cent soixante-cinq mille cinq cent quarante-cinq francs dans le Bulletin des lois n° 1015 (partie supplémentaire), et rappelées au tableau ci-dessous, seront inscrites au livre des pensions du trésor public.

DÉCRETS DE CONCESSION des pensions à inscrire.				NATURE DES PENSIONS à inscrire.	MONTANT des pensions.	
Numéro du Bulletin des lois où sont insérées les pensions.	Numéros d'ordre de l'insertion de chaque décret au Bulletin des lois.	Dates des décrets.	Numéros d'ordre de chaque décret.		Parties.	Francs.
Bulletin n° 1015, partie supplé- mentaire.	15,992	16 janv. 1864.	8	Pensions de retraite à des militaires pour ancienneté de services.	95	16,000
	15,993	Idem.	9	Idem.....	105	18,000
	15,994	Idem.	10	Pensions de retraite à des militaires pour blessures ou infirmités.	45	10,000
	15,995	Idem.	11	Pensions à des veuves et orphelins de militaires.	67	30,000
	15,996	Idem.	12	Idem.....	77	30,000
	15,997	Idem.	12	Pensions à des veuves de militaires....	15	2,000
				TOTAL.....	403	165,000

2. La jouissance de ces pensions commencera à courir du jour indiqué pour chacune d'elles dans les décrets qui viennent d'être signalés.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances.

Signé ACHILLE FOULD.

16,074. — DÉCRET IMPÉRIAL (rendu sur la proposition du grand chancelier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur et contre-signé par le ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts) portant :

ART. 1^{er}. Est rayé définitivement des contrôles des décorés de la médaille militaire, à compter du 6 octobre 1863, date de la seconde condamnation mentionnée ci-après, *Bruel (Maurice)*, sergent au soixante-cinquième régiment d'infanterie de ligne, décoré de la médaille militaire du 17 juin 1859, décoré de la médaille de la Valeur militaire de Sardaigne, médaillé d'Italie,

Condamné :

1^o Le 8 novembre 1853, à cinq francs d'amende, pour vol de raisins ;

2^o Le 6 octobre 1863, à un an de prison, pour vol au préjudice d'un militaire.

Est en outre, le sieur *Bruel*, privé définitivement, à partir de la date du présent décret, du droit de porter la médaille de la Valeur militaire de Sardaigne et la médaille commémorative de la campagne d'Italie.

2. Est rayé définitivement des contrôles des décorés de la médaille militaire, à compter du 1^{er} octobre 1863, date de la dernière condamnation mentionnée ci-après, *Dumont (Auguste)*, fusilier au dix-neuvième régiment d'infanterie de ligne, décoré de la médaille militaire du 16 juin 1855, médaillé de Crimée,

Condamné :

1^o Le 11 mars 1841, à six mois de prison, pour coupe et destruction d'arbres ;

2^o Le 19 juin 1862, à six mois de prison, pour filouterie ;

3^o Le 1^{er} octobre 1863, à un an de prison, pour outrages envers un supérieur ;

Suspendu pendant deux ans, par décret du 15 septembre 1862, du droit de porter la médaille militaire et la médaille de Crimée.

Est en outre retirée définitivement au sieur *Dumont*, à partir de la date du présent décret, l'autorisation de porter la médaille commémorative de la campagne de Crimée.

3. Est rayé définitivement des contrôles des décorés de la médaille militaire, à compter du 12 septembre 1863, date de la condamnation mentionnée ci-après, *Panbourg (Joseph-Marie-Jean)*, ex-sergent au cinquante-neuvième régiment d'infanterie de ligne, décoré de la médaille militaire du 18 septembre 1859, médaillé d'Italie,

Condamné, le 12 septembre 1863, à un an de prison et à seize francs d'amende, pour outrage public à la pudeur.

Est en outre, le sieur *Panbourg*, privé définitivement, à partir de la date du présent décret, du droit de porter la médaille commémorative de la campagne d'Italie.

4. Sont rayés définitivement des contrôles des décorés de la médaille militaire, à partir de la date de leurs condamnations respectives, mentionnées ci-après :

Gillardet (François), ex-sergent au cinquante-quatrième régiment d'infanterie de ligne, détaché au bureau de recrutement de Vaucluse, décoré de la médaille militaire du 14 mars 1860,

Condamné, le 17 juin 1863, à six mois de prison, pour escroqueries en matière de recrutement ;

Leet (Ludovic-Adolphe-Camille), ex-caporal au huitième régiment d'infanterie légère, décoré de la médaille militaire du 10 mai 1852,

Condamné, le 14 septembre 1863, à huit jours de prison, pour vol au préjudice d'une compagnie de chemin de fer (actes nombreux d'indélicatesse). (*Paris*, 26 Février 1864.)

16,075. — DÉCRET IMPÉRIAL (rendu sur la proposition du grand chancelier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur et contre-signé par le ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts) portant ce qui suit :

Sont rayés définitivement des matricules des chevaliers de la Légion d'honneur, à partir de la date de leurs condamnations respectives, mentionnées ci-après :

Letra (Louis-Ferdinand), ex-garde mobile, ex-commis aux vivres, chevalier de la Légion d'honneur du 21 juillet 1848,

Condamné, le 21 octobre 1863, à deux ans de prison, pour escroqueries ;

Marre (Ceruts-Marc-Auguste), ancien sous-préfet, ancien receveur-percepteur, chevalier de la Légion d'honneur du 24 avril 1843.

Condanné, le 3 juin 1859, à six mois de prison, pour escroqueries. (*Paris, 1^{er} Mars 1864.*)

N° 16,076. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Donation faite par la dame veuve de *Malbec de Montjoc de Briges* à la congrégation des sœurs de ~~la~~ *Miséricorde* existant à Saint-Sauveur-le-Vicomte (Manche), conjointement avec les communes de Dampierre, Courvaudon et Saint-Agnan-de-Malherbe (Calvados), ladite donation consistant en deux maisons situées, l'une à Dampierre, l'autre à Courvaudon, et estimées ensemble vingt et un mille quatre cent cinquante et un francs cinquante-neuf centimes, et en deux rentes de mille cent francs chacune, à la charge de services religieux et d'entretenir dans chacune des maisons données au moins deux sœurs de son ordre, qui instruiront gratuitement les jeunes filles pauvres des trois communes précitées.

Don anonyme d'une somme de deux mille francs fait à la fabrique, au desservant et aux pauvres de Vallesvilles (Haute-Garonne).

Legs de trois pièces de terre, estimées trois mille six cent cinquante francs, fait à charge de services religieux par la dame *Alexandre* à la fabrique de Rieuxcourt (Somme).

Donation d'une maison avec jardin, estimée mille six cents à mille huit cents francs, faite par la dame veuve *Ilutereau* à la fabrique de Senonches (Eure-et-Loire).

Donation de mille deux cents francs faite à charge de services religieux par la demoiselle *Droniou* à la fabrique de Locquivy-lez-Lannion (Côtes-du-Nord). (*Foulonbleau, 6 Juillet 1863.*)



Certifié conforme :

Paris, le 19^{er} Mars 1864.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHIE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'impression impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1019.

N° 16,077. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 88 Militaires des Pensions de retraite pour blessures ou infirmités.*

Du 27 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2° Les lois des 11 avril 1831, 26 avril 1855 (titre IV) et 25 juin 1861, sur les pensions de retraite;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 24 février 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 20, et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de trente-neuf mille cent vingt-deux francs (39,122^f), sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des quatre-vingt-huit militaires dénommés au tableau d'autre part une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾, savoir :

⁽¹⁾ Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au Trésor qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES. armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES.		
	Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
1. JAUBERT Pierre	14 fév. 1827.	Libourne (Gironde).	Musicien de 3 ^e classe au 5 ^e régiment d'infanterie de ligne.	18	8	8	14	-	-
2. BALASE Antoine	10 déc. 1820.	Saint-Paul (Ariège).	Maréchal des logis à l'escadron des cent-gardes.	16	5	16	1	-	-
3. DELVITTE Claude-Louis.	5 août 1828.	Virvieux (Ardèche).	Soldat au 3 ^e régiment de voltigeurs de la garde impériale.	11	7	7	3	-	-
4. LIMONIER Emile	10 fév. 1828.	Givry (Saône-et-Loire).	Sergent au 2 ^e régiment de grenadiers de la garde impériale.	12	6	17	6	-	-
5. GATIBERT Jean-Marie.	15 sept. 1830.	Rusle (Gers).	Maréchal des logis au régiment des dragons de l'impératrice.	13	6	16	7	-	-
6. SALSMAN Christophe ..	22 nov. 1827.	Hosic (Moselle).	Soldat au régiment d'artillerie à cheval de la garde impériale.	14	10	15	14	-	-
7. CAUCAL Pierre-Bernard-Marc.	12 août 1826.	Montgiscard (Hauts-Pyrénées).	<i>Idem.</i>	5	6	15	-	-	-
8. PATOUILLER (Joseph).	12 avril 1824.	Musiciens (Ain).	Soldat au 2 ^e régiment de grenadiers de la garde impériale.	9	6	15	3	-	-
9. WILMIN Auguste-François-Jean.	17 juil. 1829.	Vernéville (Moselle).	Brigadier au régiment des guides de la garde impériale.	11	7	24	1	-	-
10. L'ANNEAU François-Claude.	8 oct. 1831.	Paris (Seine).	Sergent au 2 ^e régiment de zouaves.	12	-	14	2	-	-
11. GLAUMAUD Jean	5 février 1817.	Lardes (Creuse).	Soldat au 44 ^e régiment d'infanterie de ligne.	3	4	31	1	-	-
12. MALENGU Pierre	27 mars 1827.	Saint-Remy (Cotentin).	<i>Idem</i> au 54 ^e <i>idem.</i>	3	10	-	-	-	-
13. MERCIER Pierre	1 juillet 1837.	Valady (Aveyron).	Caporal au 60 ^e régiment d'infanterie de ligne.	4	-	15	4	-	-
14. ROSSIGNOL (Ernest-Jean-Baptiste).	9 août 1835.	Paris (Seine).	Soldat au 12 ^e régiment d'infanterie de ligne.	3	2	4	4	-	-
15. BARU Jean-Marie	11 fév. 1826.	Saint-Sulpice-des-Landes (Ille-et-Vilaine).	<i>Idem</i> au 54 ^e <i>idem.</i>	2	6	14	-	-	-
16. GANEVET Pierre-Jean ..	19 août 1837.	Gonthion (Finistère).	<i>Idem</i> au 54 ^e <i>idem.</i>	2	8	27	-	-	-
17. GIROS Thomas	23 août 1837.	Droithurien (Alier).	<i>Idem</i> au 54 ^e <i>idem.</i>	3	11	26	4	-	-
18. CELLIERE Joseph	9 juillet 1835.	Saint-Mars (Sarthe).	<i>Idem</i> au 102 ^e <i>idem.</i>	6	9	3	-	-	-
19. BAULT Eugène	15 nov. 1828.	Lombières (Vosges).	Soldat au 1 ^{er} bataillon de chasseurs à pied.	6	4	9	10	-	-
20. BIDULARD (Marc-Mathurin).	15 mars 1827.	Grâces (Côte-du-Nord).	<i>Idem.</i>	15	2	9	8	-	-
21. BURTE (Nicolas)	21 mars 1835.	Champignoulles (Meurthe).	Sergent au 2 ^e régiment du génie.	7	-	-	8	-	-

(1) Application de l'article 5 de la loi du 25 juin 1861. — (2) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861.

DISPOSITIONS légales applicables à cette fixation.		GRADE sur lequel la pension est rattachée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
Loi du 21 avril 1862.	Loi du 26 avril 1865.		Portion à la charge du trésor.	Portion à la charge de la dotation de l'armée.	Total.			
15 et 18.	19 et 20.	Musicien de 1 ^{re} classe.	492 ^f	165 ^f	657 ^f (a)	En activité.	1 ^{er} janvier 1863.	Libourne (Gironde).
19 et 21.	Idem.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'an- cienneté dans ce grade.)	480	108	678 (a)	Idem.	2 avril 1863.	Saint-Paul (Ariège).
20 et 22.	Idem.	Soldat.	300	165	465 (a)	Idem.	29 juillet 1863.	Vinzieux (Ardèche).
23 et 25.	Idem.	Sergent.	363	165	528 (a)	Idem.	1 ^{er} déc. 1863.	Paris (Seine).
26 et 28.	Idem.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade)	408	198	606 (a)	Idem.	29 nov. 1863.	Riscle (Gers).
29 et 31.	Idem.	Soldat.	300	165	465 (a)	Idem.	26 avril 1863.	Hoste (Moselle).
Idem.	Idem.	Idem.	230	165	395 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Montgiscard (Haute-Garonne)
32 et 34.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	8 mai 1863.	Musiniens (Ain).
Idem.	Idem.	Brigadier.	220	165	385 (a)	Idem.	25 août 1862.	Vernéville (Moselle).
35 et 37.	Idem.	Sergent.	570	165	735 (a)	Idem.	17 juin 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	Soldat.	440	165	605 (a)	Idem.	12 mai 1862.	Tardes (Creuse).
Idem.	Idem.	Idem.	440	165	605 (a)	Idem.	18 oct. 1862.	Valiergues (Corrèze).
Idem.	Idem.	Caporal.	340	165	505 (a)	Idem.	2 janvier 1863.	Fijaguet (Aveyron).
Idem.	Idem.	Soldat.	300	165	465 (a)	Dans ses foyers.	A partir du jour qui sera fixé par le mi- nistre des finances.	Chissey (Saône-et-Loire).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	En activité.	13 juillet 1863.	Ercé- en-Lamée (Ille-et-Vilaine).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	20 mai 1863.	Goulien (Finistère).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	21 déc. 1862.	Droiturier (Allier).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	8 janvier 1863.	Soulitré (Sarthe).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	17 octobre 1863.	Épinal (Vosges).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	Idem.	Guingamp (Côtes-du-Nord).
Idem.	Idem.	Sergent.	400	165	565 (a)	Idem.	22 février 1863.	Champig- neulles (Meurthe).

Les titulaires que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles de l'armée ou d'être traité dans un hôpital militaire.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
22	PÉRISÉ (Antoine).....	21 mai 1832.	Guewenheim (Haut-Rhin).	Soldat infirmier.	9	1	26	5	.	.
23	BLAISON (Jean-Marie) ..	7 oct. 1820.	Goin (Moselle).	Sergent au 5 ^e régi- ment d'infanterie de ligne.	19	7	10	.	.	.
24	ROUSSIN (Jean-Baptiste).	23 juin 1822.	Bollène (Vaucluse).	Soldat au 25 ^e régi- ment d'infanterie de ligne.	18	1	6	19	.	.
25	BROSSARD (François-Au- guste).	5 déc. 1836.	Auvers-le-Hamon (Sarthe).	<i>Idem</i> au 38 ^e <i>idem</i> .	4	6	15	.	.	.
26	OZIL (Constantin-Étien- ne).	19 fév. 1837.	Viviers (Ardèche).	<i>Idem</i> au 81 ^e <i>idem</i> .	2	8	2	6	.	.
27	DE TORCY (Aymard- Alexandre - Jean-Bap- tiste-Léopold).	25 janv. 1835.	Montmédy (Meuse).	Soldat au 1 ^{er} régi- ment de hussards.	10	8	1	8	.	.
28	LEBLANC (Louis-Benja- min).	24 juin 1835.	Étampes (Seine-et-Oise).	Soldat au 4 ^e régi- ment d'artillerie.	6	10	16	1	.	.
29	CASTELAIN (Adolphe-Jo- seph-Henri).	18 avril 1837.	Wazemmes (Nord).	Soldat au 1 ^{er} esca- dron du train des équipages militaires.	7	9	8	15	.	.
30	HEMELOT (Adolphe)....	21 mars 1839.	Saint-Mihiel (Meuse).	Sergent-major au 46 ^e régiment d'infan- terie de ligne.	7	6	16	10	.	.
31	DELAUGÈRE (Eugén)....	11 avril 1821.	La Charité- sur-Loire (Nièvre).	Sergent au 3 ^e régi- ment de zouaves.	19	7	11	32	.	.
32	BONNAVENTURE (Antoi- ne).	14 nov. 1823.	Colonges (Rhône).	Caporal au 2 ^e régi- ment de zouaves.	18	9	10	26	.	.
33	WALLET (François-Hen- ri-Louis).	14 nov. 1836.	Warhem (Nord).	Caporal au 99 ^e régi- ment d'infanterie de ligne.	7	.	15	9	.	.
34	TIRLOT (Jean-Célestin).	15 fév. 1835.	S ^t -Saturnin- de-Séchaud (Charente-Infér.).	Caporal au 1 ^{er} ba- taillon de chasseurs à pied.	10	7	17	6	.	.
35	GRANGEOT (François)...	27 oct. 1836.	Fontenois- lez-Montbozon (Haute-Saône).	<i>Idem</i> au 5 ^e <i>idem</i> .	6	6	16	.	.	.
36	MAURINES (Jean-Pierre- Baptiste).	10 févr. 1839.	Les Vans (Ardèche).	Soldat au 5 ^e régi- ment d'infanterie de ligne.	3	6	16	6	.	.
37	FLORENCEAU (René-Vic- tor).	21 mars 1837.	S ^t -Pierre-la-Cour (Mayenne).	<i>Idem</i> au 11 ^e <i>idem</i> .	5	.	16	2	.	.
38	LECHAT (Jacques).....	16 mars 1839.	Saint-Géréon (Loire-Inférieure)	<i>Idem</i> au 32 ^e <i>idem</i> .	3	4	17	.	.	.
39	GAUBERT (Adrien).....	21 sept. 1838.	Salvagnac- Saint-Loup (Aveyron).	<i>Idem</i> au 34 ^e <i>idem</i> .	4	6	19	.	.	.
40	PARDESSUS (Stanislas - Félix).	27 juin 1838.	Orchaire (Loir-et-Cher).	<i>Idem</i> au 42 ^e <i>idem</i> .	4	6	16	.	.	.
41	GUILLEMOIS (Gilles-Au- gustin).	10 juin 1836.	La Mézière (Ille-et-Vilaine).	<i>Idem</i> au 52 ^e <i>idem</i> .	5	6	16	1	.	.
42	FOUCHÉ (Jacques).....	3 février 1841.	Saint-Romans (Deux-Sèvres).	<i>Idem</i> au 67 ^e <i>idem</i> .	1	2	16	2	.	.
43	MAZUET (Léandre-Lau- rent).	7 octobre 1837.	Champneuville (Meuse).	<i>Idem</i> au 97 ^e <i>idem</i> .	4	10	10	.	.	.
44	THEUZILLOT (Claude) ..	26 avril 1835.	Argilly (Côte-d'Or).	Soldat au 1 ^{er} ba- taillon de chasseurs à pied.	7	7	21	4	.	.
45	BAUER (Jean-Nicolas)...	21 avril 1824.	Burbach (Bas-Rhin).	Soldat au 2 ^e régi- ment de zouaves.	15	6	16	18	.	.

¹ Application de l'article 1 de la loi du 25 juin 1861

DISTRIBUTIONS régulières applicables à cette situation.		GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.		Portion à la charge du trésor.	Portion à la charge de la dotation de l'armée.	Total.			
15 et 18.	19 et 20.	Soldat.	300 ^f	165 ^f	465 ^f (a)	En activité aux infirmiers militaires de la 1 ^{re} division	10 mai 1863.	Guewenheim (Haut-Rhin).
Idem.	Idem.	Sergent.	400	165 ^s	565 (a)	En activité.	2 janvier 1863.	Goin (Moselle).
Idem.	Idem.	Soldat.	300	165	465 (a)	Idem.	10 janvier 1863.	Bollène (Vaucluse).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	5 janvier 1863.	Sablé (Sarthe).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	5 avril 1863.	Viviers (Ardèche).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	16 mars 1863.	Beaufort (Maine-et-Loire)
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	31 février 1863.	Chalo-S ^t -Mars (Seine-et-Oise)
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	2 janvier 1863.	Lille (Nord).
16 et 19.	Idem.	Sergent-major	480	165	645 (a)	Idem.	7 octobre 1863.	Saint-Mihiel (Meuse).
15 et 18.	Idem.	Caporal. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade)	408	198	606 (a)	Idem.	27 dec. 1862.	La Charité- sur-Loire (Nièvre).
16 et 19.	Idem.	Caporal.	340	165	505 (a)	Idem.	26 avril 1863.	Saint-Rambert l'Île-Barbe (Rhône).
Idem.	Idem.	Idem.	319	165	484 (a)	Idem.	8 mai 1863.	Dunkerque (Nord).
Idem.	Idem.	Idem.	322	165	487 (a)	Idem.	26 nov. 1863.	Rochefort (Charente-infér.
Idem.	Idem.	Idem.	463	165	628 (a)	Idem.	3 nov. 1863.	Fontenois- lez-Montbozon (Haute-Saône).
Idem.	Idem.	Soldat.	250	165	415 (a)	Idem.	16 février 1863.	Les Vans (Ardèche).
Idem.	Idem.	Idem.	238	165	403 (a)	Idem.	4 janvier 1864.	S ^t -Pierre-la-Cou (Mayenne).
Idem.	Idem.	Idem.	218	165	383 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1863.	Saint-Géréon (Loire-Inférieure)
Idem.	Idem.	Idem.	225	165	390 (a)	Idem.	Idem.	Salvagnac- Saint-Loup (Aveyron).
Idem.	Idem.	Idem.	215	165	380 (a)	Idem.	28 déc. 1863.	Château-Renaud (Indre-et-Loire).
Idem.	Idem.	Idem.	235	165	400 (a)	Idem.	4 janvier 1864.	Rennes (Ille-et-Vilaine)
Idem.	Idem.	Idem.	218	165	383 (a)	Idem.	26 nov. 1863.	Saint-Romans (Deux-Sèvres).
Idem.	Idem.	Idem.	225	165	390 (a)	Idem.	1 ^{er} déc. 1863.	Champneuvill (Meuse).
Idem.	Idem.	Idem.	260	165	425 (a)	Idem.	26 nov. 1863.	Beaune (Côte-d'Or).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	9 dec. 1863.	Burbach (Bas-Rhin).

Remarque : Les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles des services et sera traité dans un hôpital militaire.

NOMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAINSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
46	BIGOT (Pierre-Jules-Gustave).	16 janv. 1831.	Le Manoir (Calvados).	Soldat au 2 ^e régiment de zouaves.	12	2	13	14		
47	PONSART (Jean-François).	28 mars 1838.	Sommepy (Marne).	<i>Idem.</i>	4	6	19	8		
48	VAUVILLIERS (François-Athanase).	5 avril 1834.	Paris (Seine).	Maréchal des logis au 3 ^e régiment de chasseurs.	8	9	7	3		
49	RIBES (Victorin).....	4 juillet 1837.	Troubat (Hautes-Pyrénées).	<i>Idem</i> au 4 ^e <i>idem.</i>	9		17	10		
50	LEBOUX (Pierre-Alphonse-Eugène).	28 fév. 1837.	Varengewille (Seine-Inférieure).	Soldat au 1 ^{er} régiment de cuirassiers.	5		16			
51	CARALP (Antoine).....	26 oct. 1838.	Soula (Ariège).	<i>Idem</i> au 7 ^e <i>idem.</i>	4	6	19			
52	MAUREL (Joseph - Laurent).	24 fév. 1837.	Fours (Basses-Alpes).	<i>Idem</i> au 9 ^e <i>idem.</i>	5		16			
53	WATREMEZ (Jean - Baptiste-Joseph).	3 déc. 1840.	Solesmes (Nord).	Soldat au 5 ^e régiment de dragons.	2	3	13			
54	LE LIN (François).....	18 mai 1821.	Ploeren (Morbihan).	Soldat à la 4 ^e compagnie de cavaliers de remonte.	19	11	4	11		
55	LAUGIER (Jean - Joseph-Alexandre).	13 fév. 1827.	La Cadière (Var).	Soldat au 12 ^e régiment d'artillerie.	15	6	16	12		
56	CHARLES (Alexis).....	13 août 1835.	Grosmaigny (Haut-Rhin).	Soldat au 3 ^e escadron du train d'artillerie.	7	6	28	2		
57	LE FLOCHMOAN (François-Marie).	23 oct. 1839.	Tréglamus (Côtes-du-Nord).	Soldat à la 7 ^e compagnie d'ouvriers d'artillerie.	4	6	16			
58	HÉBARD (Claude - François).	13 mars 1840.	Vars (Haute-Saône).	<i>Idem</i> à la 11 ^e <i>idem.</i>	2	6	16			
59	LECOINTRE (Louis - Eugène-Gustave).	22 juillet 1837.	Anel (Eure-et-Loir).	Soldat à la 4 ^e compagnie d'ouvriers constructeurs des équipages militaires.	3	7	3			
60	DUQUESNE (Frédéric-François-Joseph).	5 avril 1831.	Robecq (Pas-de-Calais).	Soldat infirmier aux infirmiers militaires de la division d'Alger.	7	10	6	10		
61	BOUSQUET (Baptiste)...	31 oct. 1828.	Cerde (Hautes-Pyrénées).	Sergent au 9 ^e régiment d'infanterie de ligne.	12	10	19	4		
62	MÈGE (Jean-Baptiste)...	16 juillet 1838.	Mazera (Charente-Infér.)	Caporal au 75 ^e régiment d'infanterie de ligne.	3	7	4			
63	GUILBAUX (Michel-Joseph-Constant).	22 avril 1831.	Soissons (Aisne).	Caporal au 2 ^e régiment de zouaves.	14			28		
64	MÉA (Michel).....	8 juin 1834.	Épinal (Vosges).	Soldat au 1 ^{er} régiment de zouaves.	9	3	11	12		
65	ROBINET (Jean-Joseph).	13 fév. 1827.	Dommartin-aux-Bois (Vosges).	<i>Idem.</i>	12		16	16		
66	BLANC (Jean).....	16 mai 1826.	Tharax (Gard).	<i>Idem</i> au 2 ^e <i>idem.</i>	12	11	5	20		
67	GAILLARD (Jean-Marie).	23 oct. 1830.	Vertrien (Isère).	<i>Idem.</i>	12	6	18	22		
68	GUILLON (Antoine).....	14 mars 1838.	Lussat (Puy-de-Dôme).	<i>Idem.</i>	3	10	15	8		
69	MALBEC (Annet).....	31 mars 1836.	S ^t -Nathalène (Dordogne).	<i>Idem.</i>	5	5	11	12		

(1) Application de l'article de la loi du 25 juin 1889.

DÉPARTS applicables à cette fraction.		GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
Loi du 11 avril 1861.	Loi du 26 avril 1865.		Portion à la charge du trésor.	Portion à la charge de la dotation de l'armée.	Total.			
16 et 18.	19 et 20.	Soldat.	300 ^f	165 ^f	465 ^f (a)	En activité.	26 avril 1865.	Oran (Algerie).
Idem.	Idem.	Idem.	165	165	430 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Sommepy (Marne).
Idem.	Idem.	Maréchal des logis.	340	165	505 (a)	Idem.	1 ^{er} déc. 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	Idem.	396	165	561 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Troubat (Hautes-Pyrénées).
Idem.	Idem.	Soldat.	228	165	393 (a)	Idem.	8 janvier 1864.	Varengeville (Seine-Inférieure).
Idem.	Idem.	Idem.	225	165	390 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Soula (Ariege).
Idem.	Idem.	Idem.	228	165	393 (a)	Idem.	15 janvier 1864.	Fours (Basses-Alpes).
Idem.	Idem.	Idem.	213	165	378 (a)	Idem.	1 ^{er} déc. 1863.	Solestes (Nord).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1863.	Plougoumelin (Morbihan).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	6 janvier 1864.	La Cadière (Var).
Idem.	Idem.	Idem.	250	165	415 (a)	Idem.	1 ^{er} nov. 1863.	Grosmaigny (Haut-Rhin).
Idem.	Idem.	Idem.	225	165	390 (a)	Idem.	23 déc. 1863.	Tréglamus (Côtes-du-Nord).
Idem.	Idem.	Idem.	215	165	380 (a)	Idem.	5 nov. 1863.	Vars (Haute-Saône).
17 et 18.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	27 juillet 1865.	Anet (Eure-et-Loir).
16 et 18.	Idem.	Idem.	290	165	455 (a)	Dans ses foyers.	1 ^{er} janvier 1862.	Robecq (Pas-de-Calais).
11, 17 et 18.	Idem.	Caporal. (Ayant 25 ans d'ancienneté dans ce grade)	264	198	462 (a)	En activité.	26 nov. 1863.	Gerde (Hautes-Pyrénées).
17 et 18.	Idem.	Caporal.	320	165	485 (a)	Idem.	16 janvier 1863.	Mazeray (Charente-Infér.)
Idem.	Idem.	Idem.	312	165	477 (a)	Dans ses foyers.	29 juin 1863.	Soissons (Aisne).
Idem.	Idem.	Soldat.	200	165	365 (a)	En réforme.	3 mai 1862.	Épinal (Vosges).
Idem.	Idem.	Idem.	218	165	383 (a)	En activité.	4 janvier 1864.	Dommartin- aux-Bois (Vosges).
Idem.	Idem.	Idem.	240	165	405 (a)	Idem.	26 nov. 1863.	Lussan (Gard).
Idem.	Idem.	Idem.	250	165	415 (a)	Idem.	1 ^{er} déc. 1863.	Bou-Tellis, province d'Oran (Algerie).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	26 avril 1863.	Lussat (Puy-de-Dôme).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	Idem.	Sarlat (Dordogne).

Condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles
ou aura cessé d'être traité dans un hôpital militaire.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES ^a effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
70	RENAUDIN (Jean-Nicolas).	18 juin 1830.	Housseras (Vosges).	Soldat au 2 ^e régiment de zouaves.	10	9	18	13	-	-
71	REGUER (Yves).....	16 sept. 1833.	Plouigneau (Finistère).	Soldat au 1 ^{er} régiment d'infanterie de ligne.	8	9	14	5	-	-
72	LECLERC (Charles-Jean-Baptiste).	6 mai 1830.	Remiremont (Vosges).	Idem au 3 ^e idem.	11	2	1	24	-	-
73	CASTANDET (Jean).....	20 juin 1832.	Bassercles (Landes).	Idem au 6 ^e idem.	4	7	5	3	-	-
74	DUFOSSE (Joseph-Florimond).	8 juin 1838.	Huchenneville (Somme).	Idem au 10 ^e idem.	3	6	27	-	-	-
75	INIZAN (Hervé).....	8 nov. 1836.	Lanarvily (Finistère).	Idem au 15 ^e idem.	3	8	18	1	-	-
76	MENU (Remy - Louis-Etienne).	25 déc. 1831.	Dhuizel (Aisne).	Idem au 50 ^e idem.	8	9	26	4	-	-
77	BRACHET (Louis-Théodore).	5 déc. 1836.	Guines (Pas-de-Calais).	Idem au 65 ^e idem.	5	2	2	4	-	-
78	CHAMBON (Benoit).....	27 sept. 1836.	Volvic (Puy-de-Dôme).	Idem au 65 ^e idem.	5	2	15	1	-	-
79	MONIER (Claude).....	14 sept. 1810.	Lyon (Rhône).	Soldat au 2 ^e bataillon de chasseurs à pied.	4	7	4	6	-	-
80	MASSON (Charles-Joseph).	15 nov. 1838.	Mitting (Meurthe).	Soldat au 4 ^e régiment de cuirassiers.	3	6	27	-	-	-
81	FOURNIER (Clément-François).	18 avril 1840.	Beugny (Pas-de-Calais).	Idem au 10 ^e idem.	1	8	15	-	-	-
82	BERNOUIN (François-Joseph).	22 mai 1839.	Clion (Indre).	Soldat au 3 ^e régiment de chasseurs.	2	5	17	3	-	-
83	FAGES (Antoine).....	6 mai 1837.	Lignairolles (Aude).	Idem au 4 ^e idem.	1	6	23	-	-	-
84	MIGNARD (Jean).....	4 juin 1838.	Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).	Soldat au 1 ^{er} régiment de chasseurs d'Afrique.	3	3	13	7	-	-
85	DEBAISIEUX (Louis-Charles-Joseph).	5 fév. 1832.	Baisieux (Nord).	Soldat au 16 ^e régiment d'artillerie.	8	7	18	3	-	-
86	KÛBUCK (Louis-François).	24 mars 1840.	Grenoble (Isère).	Brigadier au 1 ^{er} escadron du train des équipages militaires.	5	10	18	4	-	-
87	CATÈRE-CÛNIT (François).	23 nov. 1835.	Les Abrets (Isère).	Soldat au 5 ^e escadron du train des équipages militaires.	6	4	2	2	-	-
88	GILLIER (Pierre).....	21 janv. 1834.	Saint-Étienne (Loire).	Sergent au 2 ^e régiment de zouaves.	12	-	16	24	-	-

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été rayé des cadres.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension

DISPOSITIONS légales applicables à cette fixation.		GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.		Portion à la charge du trésor.	Portion à la charge de la dotation de l'armée.	Total.			
17 et 18.	19 et 20.	Soldat.	200 ¹	165 ²	365 ³ (a)	Dans ses foyers.	17 janvier 1863.	Saint-Benoît (Vosges).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	En activité.	26 mai 1865.	Morlaix Finistère).
Idem.	Idem.	Idem.	153	165	318 (a)	Idem.	17 dec. 1865.	Remiremont (Vosges).
Idem.	Idem.	Idem.	150	165	365 (a)	Dans ses foyers.	17 nov. 1865.	Bassercles (Landes).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	En activité.	9 janvier 1865.	Huchenneville (Somme).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Dans ses foyers.	8 mars 1865.	Flabenner Finistère).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	En activité.	10 mai 1865.	Dhuizel Aube).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	16 janvier 1865.	Guines Pyrénées-Orientales).
Idem.	Idem.	Idem.	100	165	365 (a)	Idem.	30 janvier 1865.	Volvic (Puy-de-Dôme).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	28 juillet 1865.	Lyon Rhône).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	9 janvier 1865.	Nitting Meurthe).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	3 mai 1865.	Beugny (Pas-de-Calais).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	11 avril 1865.	Clion Indre).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	11 janvier 1865.	Rieucros Ariège).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	5 avril 1865.	Alger (Algérie).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	25 sept. 1865.	Baisieux (Nord).
Idem.	Idem.	Brigadier.	220	165	385 (a)	Idem.	28 février 1865.	Grenoble (Isère).
Idem.	Idem.	Soldat.	100	165	365 (a)	Idem.	7 août 1865.	Les Abrets (Isère).
Idem.	Idem.	Sergent.	300	165	565 (b)	Idem.	1 août 1865.	Paris (Seine).
TOTAL.					39,122			

1) On aura cessé d'être traité dans un hôpital militaire. — 2) Idem, sauf déduction des sommes perçues depuis
1863 sur la pension de 165 francs concédée par décret du 7 octobre 1865, et que la présente annule.

militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et

des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,*

Signé RANDON.

N° 16,078. — DÉCRET IMPÉRIAL portant autorisation de la Société anonyme formée à Paris sous la dénomination de Compagnie du Chemin de fer du Médoc.

Du 2 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu notre décret du 4 mars 1863, portant qu'il sera procédé par voie de publicité et de concurrence à la concession d'un chemin de fer de Bordeaux au Verdon;

Vu le procès-verbal de l'adjudication passée le 28 mai 1863 par notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu notre décret du 2 juin 1863, qui déclare les sieurs *Poujard'hien, Barman et Jarry-Sureau* concessionnaires du chemin de fer susmentionné, conformément à l'offre exprimée dans la soumission et sous toutes les clauses et conditions tant du décret du 4 mars 1863 que du cahier des charges y annexé;

Vu la loi du 15 juillet 1845 (article 10) et les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La société anonyme formée à Paris sous la dénomination de *Compagnie du chemin de fer du Médoc* est autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé le 18 février 1864 devant M^r *Dufour* et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé au présent décret, ainsi que deux actes complémentaires en date des 18 et 27 février 1864.

2. La présente autorisation pourra être révoquée en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La société sera tenue de remettre tous les six mois un extrait de son état de situation au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, aux préfets des départements de la Seine et de la Gironde, au préfet de police, aux chambres de commerce et aux greffes des tribunaux de commerce de Paris et de Bordeaux.

1. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires des départements de la Seine et de la Gironde et enregistré, avec l'acte d'association, au greffe du tribunal de commerce de la Seine.

Fait au palais des Tuileries, le 2 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

Statuts de la Compagnie du chemin de fer du Médoc.

Par-devant M^r Jean Dufour et son collègue, notaires à Paris, soussignés,

Ont comparu :

- 1^{er} M. Pierre-Laurent-Gustave Poujard'hieu, ancien secrétaire général de la compagnie des chemins de fer du Midi, demeurant à Paris, rue de Milan, n° 6;
- 2^{es} M. Joseph Barman, ancien ministre plénipotentiaire, demeurant à Paris, rue Pigalle, n° 16,

Lesquels ont dit :

Que, suivant procès-verbal dressé au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics le 28 mai 1863, il a été, aux clauses et conditions du cahier des charges annexé au décret du 4 mars 1863, procédé à l'adjudication de la concession du chemin de fer de Bordeaux au Verdon;

Que, par ce procès-verbal, MM. Poujard'hieu, Barman et Jarry, Sureau et compagnie ont été déclarés adjudicataires de ladite concession pour une durée de quatre-vingt-dix-huit années, à partir de l'achèvement des travaux;

Que cette adjudication, pour être définitive, devait être approuvée par décret de Sa Majesté l'Empereur;

Et que cette approbation a, en effet, eu lieu par décret du 2 juin 1863;

Que, dans ces circonstances, les concessionnaires et d'autres capitalistes, voulant former une société anonyme pour l'exécution et l'exploitation du chemin de fer concédé, ont, par acte passé devant les notaires ci-dessus indiqués, le 25 juillet 1863, arrêté, sauf l'approbation du Gouvernement, les statuts de la société.

L'article 55 de ces statuts est ainsi conçu :

« Tous pouvoirs sont donnés à MM. Poujard'hieu et Barman pour présenter les présents statuts à l'agrément du Gouvernement, consentir ou proposer tous changements, toutes modifications ou additions, les constater, soit par actes additionnels, soit par voie de rédaction générale nouvelle, et généralement faire tout ce qui sera nécessaire pour arriver à l'obtention du décret d'autorisation dont il s'agit. »

Le capital social a été intégralement souscrit, ainsi qu'il résulte tant d'un acte de dépôt des souscriptions reçu par les notaires prémentionnés le 8 octobre 1863 que d'une déclaration qui sera déposée à la suite des présentes.

Dans cette situation, les comparants, agissant en vertu des pouvoirs susmentionnés, déclarent arrêter de la manière suivante les statuts définitifs de la société :

TITRE I^{er}.

FORMATION ET OBJET DE LA SOCIÉTÉ. — DÉNOMINATION. — SIÈGE. — DURÉE.

ART. 1^{er}. Il est formé par ces présentes, entre les propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme.

Cette société a pour objet :

L'exécution et l'exploitation du chemin de fer de Bordeaux au Verdon, dont la

concession a été adjugée aux comparants, suivant le procès-verbal du 28 mai susénoncé, conformément aux conditions de cette adjudication et du cahier charges.

2. La dénomination de la société est *Chemin de fer du Médoc*.

3. La société commencera à partir de la date du décret qui l'aura autorisée finira avec la concession.

4. Le siège de la société et son domicile sont établis à Paris.

TITRE II.

APPORT DE LA CONCESSION.

5. En leur qualité de concessionnaires, MM. *Poujard'hieu, Barman et Jarry, Sz et compagnie* apportent à la société et lui cèdent et abandonnent sans réserve les droits que leur confèrent les décret, cahier des charges et adjudication précé-
mettant ladite société entièrement en leur lieu et place, à la charge par elle de s'ac-
faire à toutes les clauses, conditions et obligations qui en résultent.

Le compte des avances faites par les fondateurs de la société, et dont le mon-
n'excédera pas la somme totale de deux cent soixante-deux mille cinq cents francs
sera soumis, avec les pièces justificatives, à l'appréciation de l'assemblée générale
conformément à l'article 11 de la loi du 15 juillet 1845.

Dans une première réunion, l'assemblée générale nommera une commission
trois membres au moins pour examiner le compte présenté par les fondateurs. Il
statué sur le rapport et les propositions de cette commission dans une réunion ulté-
rieure de l'assemblée générale. Les avis de convocation pour cette seconde réunion
feront mention de son objet.

TITRE III.

FONDS SOCIAL. — ACTIONS. — VERSEMENTS.

6. Le fonds social est fixé à la somme de dix millions de francs, et divisé en vingt
mille actions de cinq cents francs chacune.

Ces actions, entièrement souscrites, appartiennent, dans les proportions suivantes
aux personnes ci-après dénommées :

MM.

Catillion (Stanislas), curé de Saint-Germain-Villeneuve, par Soissons (Aisne).

deux actions, ci.....

Tierret (Joseph), maître de pension à Montcornet (Aisne), deux actions, ci..

Colo (Jean-Louis-Joseph), géomètre à Blérancourt (Aisne), deux actions, ci.

Conflans (Prosper-Auguste), agent d'affaires à Neuilly-Saint-Front (Aisne).

cinq actions, ci.....

Henry (A.-J.), curé de Montagnac (Basses-Alpes), deux actions, ci.....

Gontard (Louis-Joseph), notaire à Serres (Hautes-Alpes), une action, ci....

Morry (Édouard), fabricant de draps à Sedan (Ardennes), vingt actions, ci.

Lepage-Lepage (Barthélemy), négociant en vins à Vouziers (Ardennes), six

actions, ci.....

Hénaut (Auguste-Pierre), chef cantonnier à Vallières (Aube), une ac-

tion, ci.....

Armandot (Joseph), rue Saint-Féréol, n° 11, à Marseille (Bouches-du-Rhône).

deux actions, ci.....

Blanc, rue du Château-Redon, n° 28, à Marseille (Bouches-du-Rhône), une

action, ci.....

Bronn (Léopold), rue de la Darse, n° 29, à Marseille (Bouches-du-Rhône).

vingt actions, ci.....

Camoin (Ignace), boulevard Mérentié, n° 16, à Marseille (Bouches-du-Rhône).

deux actions, ci.....

Camoin (Auguste), boulevard Mérentié, n° 16, à Marseille (Bouches-du-

Rhône), une action, ci.....

Camoin (M^{me} Louise), boulevard Mérentié, n° 16, à Marseille (Bouches-du-

Rhône), une action, ci.....

aplain, médecin, rue de Rome, n° 73, à Marseille (Bouches-du-Rhône), une action, ci.....	1
aplain (Léonard), rue de Rome, n° 73, à Marseille (Bouches-du-Rhône), une action, ci.....	1
aplain (Jules), rue de Rome, n° 73, à Marseille (Bouches-du-Rhône), une action, ci.....	1
aplain (Racine), rue de Rome, n° 73, à Marseille (Bouches-du-Rhône), une action, ci.....	1
aplain (M ^{me} Marguerite), rue de Rome, n° 73, à Marseille (Bouches-du- Rhône), une action, ci.....	1
aplain (M ^{me} Louise), rue de Rome, n° 73, à Marseille (Bouches-du-Rhône), une action, ci.....	1
azel (Jean-Paul), à Marseille (Bouches-du-Rhône), vingt actions, ci.....	20
pré (Édouard), rue Sylvabelle, n° 88, à Marseille (Bouches-du-Rhône), trois actions, ci.....	3
ntaine (Jean-Baptiste), cours Lientaud, n° 19, à Marseille (Bouches-du- Rhône), vingt-quatre actions, ci.....	24
ichel (Victor), propriétaire, cours Davilliers, n° 45, à Marseille (Bouches- du-Rhône), dix actions, ci.....	10
ichel (Alexis), négociant, cours Davilliers, n° 45, à Marseille (Bouches-du- Rhône), dix actions, ci.....	10
rnet (Jean), à Montredon, près de Marseille (Bouches-du-Rhône), douze actions, ci.....	12
errefeu (M ^{me} Eugénie de), Grande-Rue de Marengo, n° 31, à Marseille (Bouches-du-Rhône), dix actions, ci.....	10
illieu (Joseph-Fortuné), boulevard du Nord, n° 63, à Marseille (Bouches- du-Rhône), quatre actions, ci.....	4
itch (Harold), agent de change à Marseille (Bouches-du-Rhône), dix actions, ci.....	10
de (Jean-Antoine), rue d'Aubagne, n° 53, à Marseille (Bouches-du-Rhône), une action, ci.....	1
arcadet (R.-A.), agréé au tribunal de commerce d'Isigny (Calvados), deux actions, ci.....	2
uchot (Charles), propriétaire, rue de Pont-l'Évêque, n° 18, à Lisieux (Cal- vados), deux actions, ci.....	2
ver (Charles), marchand de laines et cotons, faubourg de Guibray, à Fa- laise (Calvados), dix actions, ci.....	10
astiat (G.), maître de pension à Surgères (Charente-Inférieure), six actions, ci.....	6
errot (Marie-Alexandre), gendarme à cheval à Jonzac (Charente-Inférieure), deux actions, ci.....	2
chambon (Antoine), instituteur primaire à Saint-Hilaire-Luc (Corrèze), une action, ci.....	1
estourgie (Marie-Casimir-Auguste), maire d'Argentat (Corrèze), une action, ci.....	1
hamonno (J.-B.), armateur à Portrieux (Côtes-du-Nord), quinze actions, ci.....	15
inguet (Prosper-J.-C.), ancien magistrat, propriétaire à Saint-Brieuc (Côtes- du-Nord), rue Charbonnerie, n° 16, quatre-vingts actions, ci.....	80
Montet (Laurent), percepteur à Nontron (Dordogne), six actions, ci.....	6
Dumas (Pierre-Eustache), greffier à la justice de paix, rue du Pont-Vieux, n° 9, à Périgueux (Dordogne), deux actions, ci.....	2
Sirventon (Léopold), limonadier à Périgueux (Dordogne), deux actions, ci..	2
Rouvier (Joseph-Laurent), fondé de pouvoirs à la recette de Nyons (Drôme), une action, ci.....	1
Lefebvre (Pierre-Magloire), propriétaire, rue Troubéchas, n° 7, à Évreux (Eure), deux actions, ci.....	2
Morin (Paul-Alexandre), inspecteur en chef de la marine en retraite, à Main- neville, canton de Gisors (Eure), dix actions, ci.....	10
neur-Velcour (Charles-Jean-Marie), lieutenant au vingt-neuvième régiment d'infanterie de ligne, à Évreux (Eure), une action, ci.....	1
Barthe (Jean-Pierre), propriétaire à Vernou (Eure), deux actions, ci.....	2

Smart (Charles), entrepreneur à Boissev-le-Châtel (Eure), vingt actions, ci.	20
Carnet-Carnavalet (M ^{me} veuve de), rue de Paris, n° 80, à Brest (Finistère), deux actions, ci.	2
Héneux (Eugène), notaire à Quimper (Finistère), quatre actions, ci.	4
Gautier (Jean-Pierre), notaire à Anduze (Gard), quatre actions, ci.	4
Salafa (Guillaume), boulanger à Auterive (Haute-Garonne), une action, ci.	1
Chevallier (Louis-Antoine), prêtre à Auch (Gers), deux actions, ci.	2
Caldié (Charles), propriétaire à Lodève (Hérault), huit actions, ci.	8
Caldié (M ^{me}), née Valat, à Lodève (Hérault), deux actions, ci.	2
Valat (Pierre), propriétaire, chez M. Caldié, à Lodève (Hérault), deux actions, ci.	2
Jaoul (M ^{lle} Victoire), chez M. Caldié, à Lodève (Hérault), deux actions, ci.	2
Teulou (Jean-Antoine-Jules), receveur des finances à Lodève (Hérault), six actions, ci.	6
Surveille (A.), quai de Bosq, n° 24, à Cette (Hérault), cinq actions, ci.	5
Thau (Pierre-Jacques), pharmacien à Cette (Hérault), douze actions, ci.	12
Giffart-Leraître, négociant à Rennes (Ille-et-Vilaine), cinquante actions, ci.	50
Le Beurier de la Rivière (M ^{me} Ursule), rue Saint-Louis, à Rennes (Ille-et-Vilaine), une action, ci.	1
Quenot (M ^{me} Zulma), propriétaire, rue de l'Université, n° 6, à Rennes (Ille-et-Vilaine), deux actions, ci.	2
Bosquet (Stanislas), à Saint-Servan (Ille-et-Vilaine), deux actions, ci.	2
Genée, propriétaire à Saint-Servan (Ille-et-Vilaine), une action, ci.	1
Massias (M ^{me} veuve), propriétaire à Saint-Servan (Ille-et-Vilaine), deux actions, ci.	2
Porée de la Touche (Ad.), à Saint-Servan (Ille-et-Vilaine), quatre actions, ci.	4
Verrier (Honoré), à Saint-Servan (Ille-et-Vilaine), trois actions, ci.	3
Chambellan (Jean-Baptiste-François), rentier, rue Traversière, n° 13, à Tours (Indre-et-Loire), soixante actions, ci.	60
Merruau (M ^{me} veuve Louise), à Paradis, commune de Fondettes, près Tours (Indre-et-Loire), dix actions, ci.	10
Tournyer (Louis-Prosper), propriétaire à Chinon (Indre-et-Loire), dix actions, ci.	10
Deshayes-Potet, distillateur, rue des Fossés-Saint-Martin, n° 33, à Tours (Indre-et-Loire), dix actions, ci.	10
Delacroix (Jean-Magne), marchand tailleur, Grande-Rue, n° 21, à Grenoble (Isère), six actions, ci.	6
Imbert (Paul), à la Terrasse (Isère), une action, ci.	1
Bonnet (Jean-Pierre-Julien), concierge à l'hôtel de ville de Saint-Marcellin (Isère), une action, ci.	1
Bonnet (M ^{me} Agathe), née Vinay, à Saint-Marcellin (Isère), une action, ci.	1
Bonnet fils (Jules), légiste à Saint-Marcellin (Isère), une action, ci.	1
Fayolle (Auguste), coiffeur à Saint-Marcellin (Isère), une action, ci.	1
Ferrieux père (Jean), négociant à Saint-Marcellin (Isère), une action, ci.	1
Ferrieux (Jean), négociant à Saint-Marcellin (Isère), une action, ci.	1
Fèvre (Alexandre), propriétaire à Dôle (Jura), quatre actions, ci.	4
Grégoire-Gachan (S.), prêtre à Mimbase (Landes), trois actions, ci.	3
Pichot-Duclos (Jean-Baptiste-Eugène), commandant le dépôt de recrutement à Saint-Étienne (Loire), deux actions, ci.	2
Le même, deux actions, ci.	2
Paquer (M ^{me}), à Nantes (Loire-Inférieure), deux actions, ci.	2
Dufour (Charles-Auguste), tapissier, rue Jeanne-d'Arc, à Orléans (Loiret), quatre actions, ci.	4
Foulon (Auguste), employé à la recette générale du Loiret, à Orléans (Loiret), une action, ci.	1
Mahon (Étienne-Hippolyte), employé à la recette générale du Loiret, à Orléans (Loiret), une action, ci.	1
Michoux (Robert-Célestin), rue du Bœuf-Saint-Paterne, à Orléans (Loiret), une action, ci.	1
Moreau jeune (Benjamin), à Orléans (Loiret), dix actions, ci.	10
Pelletier (Isidore-Eugène), propriétaire, faubourg Saint-Jean, n° 44, à Orléans (Loiret), dix actions, ci.	10

Seurat de Morett, à Orléans (Loiret), une action, ci.....	1
Lezombes (Pierre), curé de Fauillet, près de Tonneins (Lot-et-Garonne), deux actions, ci.....	2
Musour de Chaumel (Ludovic), curé de Leyrac (Lot-et-Garonne), deux actions, ci.....	2
Sailly (J.), professeur au lycée d'Agen, rue Saint-Antoine, n° 24, à Agen (Lot-et-Garonne), une action, ci.....	1
Moreau (Jacques), ancien avoué, rue Maillé, n° 10, à Agen (Lot-et-Garonne), quarante actions, ci.....	40
Archambault (Edmond), capitaine de cavalerie, à Saumur (Maine-et-Loire), cinq actions, ci.....	5
Barault (P.), à Jarzé (Maine-et-Loire), dix actions, ci.....	10
Brugot (Jean-Théophile), docteur-médecin à Montrevault (Maine-et-Loire), six actions, ci.....	6
Popin (René-Auguste), sellier à Saumur (Maine-et-Loire), huit actions, ci..	8
Brothlande (Jean-Pierre), vicaire à la Trinité, à Cherbourg (Manche), deux actions, ci.....	2
Arnould (René-Léonard), maître de pension à Châlons-sur-Marne (Marne), trois actions, ci.....	3
Delot (M ^{me} veuve), à Châlons-sur-Marne (Marne), une action, ci.....	1
Lambert (Adolphe), voyageur de commerce, à Châlons-sur-Marne (Marne), dix actions, ci.....	10
Barnaut (Jean-Baptiste), propriétaire à Bouzy (Marne), une action, ci.....	1
Laumecourt (Eugène), pharmacien à Montiérender (Haute-Marne), deux actions, ci.....	2
Billart (Jean-Baptiste-Henri), avocat à Langres (Haute-Marne), dix actions, ci.....	10
Blumblot (A.), à Nancy (Meurthe), une action, ci.....	1
Bentz (Jean-Pierre), propriétaire à Blâmont (Meurthe), dix actions, ci.....	10
Dom Germain (Louis-Charles de), propriétaire à Phlin (Meurthe), quatre actions, ci.....	4
Drouin (Jean-Baptiste), instituteur à Deuxville (Meurthe), une action, ci...	1
Pedon (Joseph), vigneron à Deuxville (Meurthe), une action, ci.....	1
Favart (Claude), instituteur à Maix, près d'Einville (Meurthe), deux actions, ci.....	2
Geoffroy (Charles), conservateur des hypothèques à Verdun (Meuse), douze actions, ci.....	12
Newenham (M ^{me} veuve Eugénie), rentière à Verdun (Meuse), douze actions, ci.....	12
Gérard (Nicolas), notaire à Marville (Meuse), dix actions, ci.....	10
Guillard (Louis-Victor), instituteur, rue d'Orléans, n° 42, à Lorient (Morbihan), une action, ci.....	1
Soré (Adolphe-Alexandre), notaire à Lorient (Morbihan), six actions, ci....	6
Le Terte (Charles), instituteur communal à Baud (Morbihan), une action, ci.	1
Michault (Didier), au Sablon, près de Metz (Moselle), une action, ci.....	1
Michault (M ^{me} Marie-Jeanne), née Marec, au Sablon, près de Metz (Moselle), une action, ci.....	1
Michault (M ^{me} Marie-Zénaïde), au Sablon, près de Metz (Moselle), une action, ci.....	1
Michault (Paul-Didier), au Sablon, près de Metz (Moselle), une action, ci..	1
Gautier (Jean-Louis), rue de l'Arsenal, n° 21, à Thionville (Moselle), quatre actions, ci.....	4
Leclaire et compagnie, banquiers, place de la Paroisse, n° 35, à Thionville (Moselle), dix actions, ci.....	10
Bouault fils (Jean-Baptiste), régisseur à Saint-Benoît-d'Azy (Nièvre), une action, ci.....	1
Cadot (Jules-Joseph), doyen à Orchies (Nord), une action, ci.....	1
Picavet (M ^{me} Louise), servante chez M. le doyen à Orchies (Nord), une action, ci.....	1
Aglave (Mathieu), à Douchy (Nord), deux actions, ci.....	2
Fort, propriétaire, à Aniche (Nord), trois actions, ci.....	3
Gobbe, propriétaire de verrerie à Aniche (Nord), trois actions, ci.....	3

Basquin (Xoël), notaire au Câteau (Nord), cinq actions, ci.....

Basquin (David), notaire à Inchy-Beaumont (Nord), cinq actions, ci.....

Basquin (Adrien), notaire au Catillon (Nord), trente actions, ci.....

Basquin (Jules), étudiant en droit, au Catillon (Nord), cinq actions, ci.....

Thomas (Romain), propriétaire au Catillon (Nord), cinq actions, ci.....

Debil fils, propriétaire à Hondschoote (Nord), quatorze actions, ci.....

Dewaele (Auguste-Désiré), ébéniste à Dunkerque (Nord), deux actions, ci..

Dewaele (M^{lle} Eugénie-Nathalie), à Dunkerque (Nord), une action, ci.....

Baty (Albert-Eugène-Adolphe), écrivain de marine à Dunkerque (Nord),
deux actions, ci.....

Cudot (M^{me} Flore), maîtresse de pension à Valenciennes (Nord), une action,
ci.....

Poirier (Marc), à Valenciennes (Nord), quatre actions, ci.....

Saunier (Louis-Gustave), sous-intendant militaire, rue du Grand-Brûlé, n° 15,
à Valenciennes (Nord), quatre actions, ci.....

Boulangier (M^{lle} Hermance), rue des Carmes, n° 4, à Douai (Nord), deux ac-
tions, ci.....

Delacaze (Adolphe), propriétaire à Douai (Nord), une action, ci.....

Jauniaux (M^{lle} Julie), rue Saint-Jean, n° 31, à Douai (Nord), deux actions, ci.

Lefebvre (M^{lle} Augustine), marchande, rue Saint-Jacques, n° 31, à Douai
(Nord), deux actions, ci.....

Pévot (François), blanchisseur à Douai (Nord), deux actions, ci.....

Philippet (Jacques), propriétaire, rue des Carmes, n° 4, à Douai (Nord),
deux actions, ci.....

Philippet (Alfred), sans profession, rue des Carmes, n° 4, à Douai (Nord),
une action, ci.....

Denis (Antoine-Nicolas), caissier à l'Escarpelle, près de Douai (Nord), deux
actions, ci.....

Delgutte (Victor), négociant à Lille (Nord), cinq cents actions, ci.....

Budin (Charles-Alexandre), curé-doyen d'Estrées-Saint-Denis (Oise), dix ac-
tions, ci.....

Lefranc-Dédicourt, marchand de laines à Esquennoy (Oise), une action, ci.

Lesobre (Arsène), fabricant à Hardivilliers (Oise), une action, ci.....

Lurois (Charles), receveur des contributions indirectes à Maignelay (Oise),
deux actions, ci.....

Laurent (Michel-Jules), pharmacien à Mortagne (Orne), deux actions, ci...

Prodhomme (Jean-Baptiste), propriétaire à la Chapelle-Moche, arrondisse-
ment de Domfront (Orne), deux actions, ci.....

Marin (Eugène-André), directeur du petit séminaire d'Arras (Pas-de-Calais),
une action, ci.....

Boué (Joseph), commis principal des contributions indirectes, place du
Théâtre, n° 13, à Arras (Pas-de-Calais), quatre actions, ci.....

Thilloy-Arnouts, propriétaire à Arras (Pas-de-Calais), six actions, ci.....

Leglaive (Remy), négociant (pour compte de M. Pierre Copin, de Boulogne)
à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), quatre actions, ci.....

Odeuille (Charles-Joseph), greffier de la justice de paix de Béthune (Pas-de-
Calais), six actions, ci.....

Goigout, docteur-médecin à Mauzat (Puy-de-Dôme), deux actions, ci.....

Petit (Guillaume), limonadier, rue de Lente, n° 3, à Clermont-Ferrand (Puy-
de-Dôme), deux actions, ci.....

Escaffre, conducteur de travaux de chemins de fer à Bayonne (Basses-Pyré-
nées), deux actions, ci.....

Mieussens (J.-Henri), notaire à Castelnau-Rivière-Basse (Hautes-Pyrénées),
quatre actions, ci.....

Mazières (Ch.), employé des douanes à Tarbes (Hautes-Pyrénées), deux ac-
tions, ci.....

Blanchart (M^{me} veuve Justine), rue de la Nuée-Bleue, n° 15, à Strasbourg (Bas-
Rhin), dix actions, ci.....

Detroyes (Émile), receveur de l'œuvre Notre-Dame, place du Château, n° 3,
à Strasbourg (Bas-Rhin), dix actions, ci.....

Gruau (Adolphe), capitaine en retraite, rue Saint-Pierre-le-Jeune, à Stra-
bourg (Bas-Rhin), dix actions, ci.....

aller (M ^{re} la baronne Henriette de), rentière, rue de la Toussaint, n° 11, à Strasbourg (Bas-Rhin), dix actions, ci.....	10
biérier (Charles), professeur à la faculté de droit, rue Saint-Pierre-le-Jeune, n° 6, à Strasbourg (Bas-Rhin), dix actions, ci.....	10
chalme (P.), marchand de tissus, rue Mercière, n° 88, à Lyon (Rhône), une action, ci.....	1
chommier (Félix), commis négociant, rue Impériale, n° 18, à Lyon (Rhône), une action, ci.....	1
cirot (Auguste), commis négociant, rue de la Poulallerie, n° 22, à Lyon (Rhône), une action, ci.....	1
asset aîné (Constant), ébéniste, Grande-Côte, n° 33, à Lyon (Rhône), huit actions, ci.....	8
iramont (marquis de), à Lyon (Rhône), douze actions, ci.....	12
illod (Jean-Claude), marchand de modes, rue Saint-Dominique, n° 13, à Lyon (Rhône), douze actions, ci.....	12
ipaite (Hippolyte), sculpteur, place du Pont, n° 7, à Lyon (Rhône), quatre actions, ci.....	4
ge (M ^{re} Marie), rentière, rue Tupin, n° 33, à Lyon (Rhône), deux actions, ci.....	2
ulot, capitaine d'état-major, place Louis-le-Grand, n° 31, à Lyon (Rhône), vingt actions, ci.....	20
bin (Alphonse-Célestin), employé, rue Mercière, n° 58, à Lyon (Rhône), une action, ci.....	1
mand (Claude-Marie), inspecteur d'assurances sur la vie, rue du Saut, n° 9, à Lyon (Rhône), dix actions, ci.....	10
rnou (M ^{re} Marie), marchande de tissus, rue Mercière, n° 88, à Lyon (Rhône), une action, ci.....	1
oct (Charles-Abel), négociant, quai du Château, à Lyon (Rhône), cinquante actions, ci.....	50
chaume (Albert), employé à la recette générale de Saône-et-Loire, à Mâcon (Saône-et-Loire), deux actions, ci.....	2
puis (Antoine-Auguste), juge de paix de Saint-Germain-du-Plain, à Châlons (Saône-et-Loire), six actions, ci.....	6
lla (Bernard), architecte à Châlons (Saône-et-Loire), deux actions, ci.....	2
umont (Joseph-Adhémar-Henri, vicomte de), à l'Hopital, commune de Crissé (Sarthe), cinq actions, ci.....	5
rault (Amédée-Arnaud-Louis), au Mans (Sarthe), quatre actions, ci.....	4
ition (J.-B.-François), au Mans (Sarthe), quatre actions, ci.....	4
quier (Louis), à la Chartre (Sarthe), deux actions, ci.....	2
ras (Charles, comte de), rentier à Thonon (Haute-Savoie), deux actions, ci.....	2
ras (M ^{re} la comtesse de), rentière à Thonon (Haute-Savoie), deux actions, ci.....	2
bre (Henri-Louis-Ferdinand), fondé de pouvoirs à la recette particulière de Thonon (Haute-Savoie), une action, ci.....	1
annay (Félix-Benoît), à Déville-lez-Rouen (Seine-Inférieure), deux actions, ci.....	2
urent (M ^{re} Marie-Rose), à Déville-lez-Rouen (Seine-Inférieure), deux actions, ci.....	2
égard (Jean-Armand), à Déville-lez-Rouen (Seine-Inférieure), dix actions, ci.....	10
annay (L.-P.), rue du Renard, n° 29, à Rouen (Seine-Inférieure), vingt actions, ci.....	20
lot (Félix-Désiré), rue de la Porcherie, à Rouen (Seine-Inférieure), six actions, ci.....	6
llier, Grande-Rue, n° 97, à Rouen (Seine-Inférieure), cinq actions, ci.....	5
gon aîné (Hyacinthe-Gustave), au Grand-Couronne (Seine-Inférieure), quatre actions, ci.....	4
hermaeyer (Charles-Isidore), au Havre (Seine-Inférieure), quatre actions, ci.....	4
asin (Hippolyte), gendarme au Havre (Seine-Inférieure), trois actions, ci.....	3

Fosse (Jean-Louis), maréchal des logis au deuxième régiment de cuirassiers de la garde impériale, à Meaux (Seine-et-Marne), une action, ci.....

Aubert (Jean-Baptiste), instituteur à Claye-Souilly (Seine-et-Marne), trois actions, ci.....

Gillet (Auguste-Prosper), pharmacien à Nangis (Seine-et-Marne), deux actions, ci.....

Gontier (Nicolas), à Vaux-le-Pénil (Seine-et-Marne), six actions, ci.....

Tertereau (Jean-Pierre-Simon), ecclésiastique à Coulomme, canton de Crécy-en-Brie (Seine-et-Marne), une action, ci.....

Pâris (Victor), à Andrezy (Seine-et-Oise), une action, ci.....

Houbron (François-Joseph), instituteur à Morangis (Seine-et-Oise), une action, ci.....

Houbron (Nicolas), instituteur à Crigny, par Ris (Seine-et-Oise), une action, ci.....

Marot (Jean), rue Notre-Dame, n° 13, à Argenteuil (Seine-et-Oise), deux actions, ci.....

Prost aîné, agent comptable à Garches, près de Saint-Cloud (Seine-et-Oise), une action, ci.....

Huard-Langlacé (Anatole), professeur, rue de Montbauron, n° 8, à Versailles (Seine-et-Oise), deux actions, ci.....

Roquefeuille (A.-G.-M. de), passage Saint-Pierre, n° 8, à Versailles (Seine-et-Oise), une action, ci.....

Lorme (François-Théodore), marchand d'engrais et agent d'assurances à Rambouillet (Seine-et-Oise), deux actions, ci.....

Gelly (Fr.-Jos.), rue de la Brasserie, à Mantes (Seine-et-Oise), deux actions, ci.....

Jeannet-Saint-Hilaire (Alexandre), à Brunoy (Seine-et-Oise), dix actions, ci.....

Jouvenot (Hippolyte), aux Mureaux (Seine-et-Oise), trois actions, ci.....

Bellivier de Prin (Eugène), propriétaire à la Guérivière, commune de Vançois (Deux-Sèvres), huit actions, ci.....

Boitel dit Fournier, fruitier à Amiens (Somme), une action, ci.....

Brossard (Alexandre de), fabricant de meubles à Amiens (Somme), une action, ci.....

Buisson (Eugène), entrepreneur de roulage à Amiens (Somme), une action, ci.....

Despréaux (Charles-Armand), propriétaire à Amiens (Somme), une action, ci.....

Devisme (Hippolyte), conducteur des ponts et chaussées à Amiens (Somme), une action, ci.....

Maison (Théophile), menuisier à Amiens (Somme), une action, ci.....

Maison (Gustave), courtier de commerce à Amiens (Somme), une action, ci.....

Monnier (Éric), propriétaire à Amiens (Somme), une action, ci.....

Mortreux (Edmond), propriétaire à Amiens (Somme), une action, ci.....

Obry-Nevenx, limonadier, place de Périgord, n° 2, à Amiens (Somme), une action, ci.....

Leblanc (Zéphyr), garçon limonadier à Amiens (Somme), une action, ci.....

Planquette (Léopold), marchand tapissier à Amiens (Somme), une action, ci.....

Pourrier (Alfred), conseiller à la cour impériale, rue de Bray, n° 12, à Amiens (Somme), quatre actions, ci.....

Viennot (Paul), employé d'architecture à Amiens (Somme), une action, ci.....

Volland (Jean-Denis), maître de pension à Amiens (Somme), une action, ci.....

Guillot-Demolliens (M^{me} veuve), née Adèle Guillot, à Amiens (Somme), une action, ci.....

Guillot, à Hooors (Somme), une action, ci.....

Dougados-Cailhive, à Castres (Tarn), cent actions, ci.....

Gambar (Stanislas), à Gaillac (Tarn), deux actions, ci.....

Legain (Théodore), vicaire général à Montauban (Tarn-et-Garonne), dix actions, ci.....

Dorsay (J.-P.), conducteur des ponts et chaussées à Toulon (Var), dix actions, ci.....

Eyrel (Thomas-François), à Toulon (Var), une action, ci.....

Laurent (Charles), capitaine d'artillerie de marine, à Toulon (Var), une action, ci.....	1
Turot (Paul), capitaine du génie, à Toulon (Var), douze actions, ci.....	12
Escarras-Maillan fils, à Cannes (Alpes-Maritimes), dix actions, ci.....	10
Maillan fils aîné, à Cannes (Alpes-Maritimes), dix actions, ci.....	10
Ravel d'Esclapon (Charles-Xavier de), propriétaire foncier à Fayence (Var), vingt actions, ci.....	20
Reboul (Honoré-J.-Baptiste), à Montfort-sur-Rivière-d'Argens (Var), quatre actions, ci.....	4
Carbonnel (Jules), curé de l'église Saint-Pierre, à Avignon (Vaucluse), une action, ci.....	1
Héraud (M ^{me} Gabrielle), à Avignon (Vaucluse), une action, ci.....	1
Ragon (Frédéric-Charles), professeur à Poitiers (Vienne), quatre actions, ci.....	4
Bouchaud (Jean) aîné, propriétaire à Fonjaudran, près de Limoges (Haute-Vienne), vingt actions, ci.....	20
Moreau (M ^{me} veuve Marie-Françoise), propriétaire au Sac, commune de Dournazac, près de Chalus (Haute-Vienne), une action, ci.....	1
Baudry (Jean-Jacques), propriétaire à la Faurie, près de Chalus (Haute-Vienne), une action, ci.....	1
Bachlin (M ^{me} veuve Emilie), débitante de tabacs à Saint-Dié (Vosges), douze actions, ci.....	12
Balland (Nicolas-Laurent), chanoine, secrétaire de l'évêché de Saint-Dié (Vosges), cinq actions, ci.....	5
Hesse (Félix), professeur à Auxerre (Yonne), huit actions, ci.....	8
Rousseau (Emile-Narcisse), propriétaire, rue du Collège, n° 8, à Auxerre (Yonne), quatre actions, ci.....	4
Basse (Louis), employé au chemin de fer du Midi, rue Malbec, n° 102, à Bordeaux (Gironde), deux actions, ci.....	2
Bacle (Bernard), propriétaire, rue de Berry, n° 22, à Bordeaux (Gironde), douze actions, ci.....	12
Borgstède (Jean-Girard), rue Fondaudége, n° 98, à Bordeaux (Gironde), deux actions, ci.....	2
Bouisson (Joseph), cours Saint-Jean, n° 214, à Bordeaux (Gironde), cinq actions, ci.....	5
Bouquié (Alphonse) fils, rue Poyenne, n° 64, à Bordeaux (Gironde), deux actions, ci.....	2
Carles (Aubin), rue Arnaud-Miquon, n° 41, à Bordeaux (Gironde), cinq actions, ci.....	5
Castéja (Maurice), notaire, rue du Chapeau-Rouge, n° 30, à Bordeaux (Gironde), vingt actions, ci.....	20
Charroppin (Adolphe), propriétaire, rue de Condé, n° 6, à Bordeaux (Gironde), cent actions, ci.....	100
Cirot de la Ville (l'abbé Jean-Pierre-Albert), place de la Concorde, n° 10, à Bordeaux (Gironde), deux actions, ci.....	2
Couder (Étienne), Fossés de l'Intendance, n° 13, à Bordeaux (Gironde), une action, ci.....	1
Cousio (D.-C.), négociant, rue Cornac, n° 16, à Bordeaux (Gironde), vingt actions, ci.....	20
Croizet (François-Julien), propriétaire, rue Tronqueyre, n° 31, à Bordeaux (Gironde), deux actions, ci.....	2
Danzats (Guillaume) père, ex-chef machiniste, demeurant au Grand-Théâtre, à Bordeaux (Gironde), quinze actions, ci.....	15
Delrieu (Jean), propriétaire, rue Victoire-Américaine, n° 18, à Bordeaux (Gironde), trois actions, ci.....	3
Domont (François), Fossés de l'Intendance, n° 13, à Bordeaux (Gironde), une action, ci.....	1
Domont (Louis), Fossés de l'Intendance, n° 13, à Bordeaux (Gironde), une action, ci.....	1
Domont (M ^{me} Gabrielle), Fossés de l'Intendance, n° 13, à Bordeaux (Gironde), une action, ci.....	1
Domont (M ^{me} Églantine), Fossés de l'Intendance, n° 13, à Bordeaux (Gironde), une action, ci.....	1

Domont (M ^{lle} Élisabeth), Fossés de l'Intendance, n° 13, à Bordeaux (Gironde), une action, ci.....	1
Domont (M ^{lle} Nelly-Anne), Fossés de l'Intendance, n° 13, à Bordeaux (Gironde), une action, ci.....	1
Domont (M ^{lle} Marie-Florentine), Fossés de l'Intendance, n° 13, à Bordeaux (Gironde), une action, ci.....	1
Dubois (Edmond), rue de la Porte-Dijéaux, n° 13, à Bordeaux (Gironde), deux actions, ci.....	2
Dumoulin (Camille), propriétaire, rue du Palais-Gallien, n° 4, à Bordeaux (Gironde), vingt actions, ci.....	20
Du Périer de Larsan, rue des Remparts, n° 29, à Bordeaux (Gironde), six actions, ci.....	6
Dupré (J.-B.-A.), avoué, rue Saint-Siméon, n° 19, à Bordeaux (Gironde), dix actions, ci.....	10
Dupré jeune, rue Judaique, n° 17, à Bordeaux (Gironde), dix actions, ci...	10
Dutaut (Ambroise), propriétaire, rue Neuve, n° 16, à Bordeaux (Gironde), cinq actions, ci.....	5
Edwards-Southard et fils, quai des Chartrons, n° 125, à Bordeaux (Gironde), trente actions, ci.....	30
Eyquem (Pierre-François), quai des Chartrons, n° 79, à Bordeaux (Gironde), dix actions, ci.....	10
Faure et Mailho, négociants, cours Napoléon, n° 3, à Bordeaux (Gironde), dix actions, ci.....	10
Fleury-Ducasse jeune, négociant, rue Franklin, n° 1, à Bordeaux (Gironde), dix actions, ci.....	10
Fondadonze (Vital), docteur-médecin, chemin d'Arès-Caudereau, à Bordeaux (Gironde), six actions, ci.....	6
Garres (Hippolyte), négociant, rue de la Rousselle, n° 17, à Bordeaux (Gi- ronde), cinquante actions, ci.....	50
Ginestous (Simon), négociant, rue Poitevine, n° 29, à Bordeaux (Gironde), deux actions, ci.....	2
Gudolle (Paul-Eugène), propriétaire, rue Poitevine, n° 29, à Bordeaux (Gi- ronde), deux actions, ci.....	2
Gufflet (François) père, rue Fondaudége, n° 185, à Bordeaux (Gironde), deux actions, ci.....	2
Hennig (Charles), rue du Pilier-des-Tutelles, n° 11, à Bordeaux (Gironde), une action, ci.....	1
Hugé (Alexandre), rue de Lagrange, n° 19, à Bordeaux (Gironde), une ac- tion, ci.....	1
Jemain (Jean-Jacques), rue Fondaudége, n° 18, à Bordeaux (Gironde), cin- quante actions, ci.....	50
Laboye (Jean), rue des Glacières, n° 9, à Bordeaux (Gironde), cinquante ac- tions, ci.....	50
Lafargue, banquier, place des Quiconces, n° 2, à Bordeaux (Gironde), cent actions, ci.....	100
Lambert des Granges (M ^{me} de), née Du Périer de Larsan, rue des Palanques, n° 13, à Bordeaux (Gironde), dix actions, ci.....	10
Larrieu (François-Delphin), place de la Bourse, n° 8, à Bordeaux (Gironde), quatre actions, ci.....	4
Long aîné, cours de Tourny, n° 30, à Bordeaux (Gironde), cinq actions, ci..	5
Louvet de Paty (Alphonse-Robert-Adrien), cours d'Albret, à Bordeaux (Gi- ronde), six actions, ci.....	6
Maux (M ^{me} Marie), née Laroze, rue Sainte-Colombe, n° 29, à Bordeaux (Gi- ronde), deux actions, ci.....	2
Machemin (J.-T.), professeur d'équitation, cours du Jardin-Public, n° 27 bis, à Bordeaux (Gironde), deux actions, ci.....	2
Maran (Jules) fils, marchand tailleur, allées de Tourny, à Bordeaux (Gironde), quatre actions, ci.....	4
Mierraque, rue Bouquière, à Bordeaux (Gironde), trois actions, ci.....	3
Moustié (Georges), rue du Loup, n° 42, à Bordeaux (Gironde), cinq actions, ci.....	5

Perey (Arnaud), tonnelier, rue Bunier, n° 10, à Bordeaux (Gironde), une action, ci.....	1
Pourrion (Jean), marchand de vins, impasse du Serperat, n° 9, à Bordeaux (Gironde), cinq actions, ci.....	5
Prom (Jules), négociant, allées de Tourny, n° 50, à Bordeaux (Gironde), deux actions, ci.....	2
Redon (Odilon), architecte, allées d'Amour, n° 7, à Bordeaux (Gironde), une action, ci.....	1
Redon (Félix-Ernest), propriétaire, allées d'Amour, n° 26, à Bordeaux (Gironde), une action, ci.....	1
Renoux (Henri), place Fondaudége, n° 39, à Bordeaux (Gironde), une action, ci.....	1
Riffault (Gervais), employé de l'octroi, rue des Courbes, n° 13, à Bordeaux (Gironde), une action, ci.....	1
Lodes (Jean) père, route de Bayonne, n° 133, à Bordeaux (Gironde), dix actions, ci.....	10
Lodes (Jean), route de Bayonne, n° 133, à Bordeaux (Gironde), deux actions, ci.....	2
Sicre (Augustin), rue de la Porte-Dijéaux, n° 1, à Bordeaux (Gironde), deux actions, ci.....	2
Solberg (Oscar), propriétaire, rue Barrée, n° 36, à Bordeaux (Gironde), trois actions, ci.....	3
Suzamicq, place des Quinconces, n° 2, à Bordeaux (Gironde), deux actions, ci.....	2
Taillefer (Laurent-Prosper), propriétaire, quai des Chartrons, n° 83, à Bordeaux (Gironde), une action, ci.....	1
Trasforest (Joseph), pharmacien, place Dauphine, n° 35, à Bordeaux (Gironde), vingt actions, ci.....	20
Vasquez (Joseph), négociant, rue Condillac, n° 31, à Bordeaux (Gironde), dix actions, ci.....	10
Vattier (Henri), employé au chemin de fer du Midi, rue Saint-François, n° 12, à Bordeaux (Gironde), quatre actions, ci.....	4
Vaysse (Alfred), passage du Serperat, n° 7, à Bordeaux (Gironde), deux actions, ci.....	2
Vicant (Jean), ébéniste, rue de Berry, n° 18, à Bordeaux (Gironde), deux actions, ci.....	2
Yver (Louis-Jacques), employé au chemin de fer d'Orléans, hôtel Taillade (la Bastide), à Bordeaux (Gironde), cinq actions, ci.....	5
Du Châtel (le comte Tanneguy), membre de l'Institut, propriétaire au château de la Grange-en-Médoc (Gironde), cent actions, ci.....	100
Comagères (Jean), propriétaire à Léognan (Gironde), dix actions, ci.....	10
Boussillon (Charles), propriétaire à Béguey, par Cadillac (Gironde), quinze actions, ci.....	15
Joyeux (François-Édouard), notaire à Saint-Ferme, arrondissement de la Réole (Gironde), dix actions, ci.....	10
Larrieu (Amédée), propriétaire au château de Haut-Brion (Gironde), trois cents actions, ci.....	300
Labens (Ernest), propriétaire au château de Pergauson-Saint-Julien (Gironde), cinq cents actions, ci.....	500
Brion (Pierre), propriétaire et maire de Bégadan (Gironde), cinq actions, ci.....	5
Charron (Ernest), au Barrail, commune de Bégadan (Gironde), deux actions, ci.....	2
Lussac (Armand), à By, commune de Bégadan (Gironde), deux actions, ci.....	2
Deloume (Jean), marchand chapelier à Castelnau (Gironde), quatre actions, ci.....	4
Depardieu (A.), agent comptable à Castelnau (Gironde), une action, ci.....	1
Molliet (Maxime), négociant à Castelnau (Gironde), quatre actions, ci.....	4
Fouquier (Alexis dit Jules), banquier à Castelnau (Gironde), six actions, ci.....	6
Abiet (Adolphe), à Cissac (Gironde), deux actions, ci.....	2
Bénillan (François), à Andron, commune de Civrac (Gironde), deux actions, ci.....	2

Chabot de Lussay, propriétaire à Méric, commune de Jay, près de Saint-Vivien (Gironde), deux actions, ci.....

Farlet aîné (Jean), propriétaire à Semensan (Gironde), une action, ci.....

Allagnou (Jean-Léonidas), avoué à Lesparre (Gironde), une action, ci.....

Boutruche (Guillaume-Albert), greffier du tribunal civil de Lesparre (Gironde), deux actions, ci.....

Calvenhac (Gustave), avoué à Lesparre (Gironde), une action, ci.....

Chanterro (Henri), notaire à Lesparre (Gironde), cinq actions, ci.....

Eyriniac (Jean-Charles-Léon), conservateur des hypothèques à Lesparre (Gironde), deux actions, ci.....

Maurin (M^{me} veuve Marguerite), née Fatier, propriétaire à Lesparre (Gironde), deux actions, ci.....

Monneins, docteur en médecine et propriétaire à Lesparre (Gironde), deux actions, ci.....

Monneins aîné (Jean), propriétaire à Lesparre (Gironde), une action, ci....

Fronfraiche-Dubreuilh (Jean-Jacques), notaire à Lesparre (Gironde), quatre actions, ci.....

Tessier (Jacques-François), propriétaire à Lesparre (Gironde), quatre actions, ci.....

Tessier aînée (M^{lle}), propriétaire à Lesparre (Gironde), deux actions, ci.....

Dessort (Jean-Auguste), propriétaire et pharmacien à Lesparre (Gironde), deux actions, ci.....

Guarry-Arnaud (Jacques), propriétaire à Potensac (Gironde), deux actions, ci.

Delhomme fils, boulanger à Lamarque (Gironde), deux actions, ci.....

Raymond aîné (Jean), propriétaire et maire à Listrac (Gironde), deux actions, ci.....

Redon (Bernard), propriétaire à Listrac (Gironde), deux actions, ci.....

Dejean fils (Jean), propriétaire à Margaux (Gironde), trois actions, ci.....

D'Anglade (Louis), propriétaire à Margaux (Gironde), une action, ci.....

Richard (Jean-Jacques-Alphonse), courtier en vins à Moulis (Gironde), une action, ci.....

Bedel (Antoine), propriétaire et maire à Queyrac (Gironde), dix actions, ci.

Andron (Guillaume), propriétaire au Dez, à Queyrac (Gironde), quatre actions, ci.....

Lescouzères (Thomas), notaire à Queyrac (Gironde), une action, ci.....

Magne-Resmond, docteur en médecine à Queyrac (Gironde), une action, ci..

Ravez (Adrien), propriétaire au Mouva, à Queyrac (Gironde), dix actions, ci.

Cherreau (Pierre), maire de Saint-Christoly (Gironde), une action, ci.....

Church (William), rentier à Saint-Christoly (Gironde), trois actions, ci.....

Pecond de la Forest (Pierre), propriétaire à Saint-Christoly (Gironde), une action, ci.....

Plumeau (François-Firmin), à Saint-Christoly (Gironde), une action, ci...

Asmuss de Brach (M^{me} C.), au château de la Haye, à Saint-Estèphe (Gironde), six actions, ci.....

Bonie (François), colonel en retraite, à Saint-Estèphe (Gironde), dix actions, ci.....

Merman (G.), propriétaire à Bordeaux (Gironde), vingt-cinq actions, ci....

Bontemps-Dubarry (M^{me} Mina), à Saint-Pierre, commune de Saint-Julien-Beychevelle (Gironde), une action, ci.....

Bruno-Devès, propriétaire au château de Belgrave, à Saint-Laurent (Gironde), cinquante actions, ci.....

Cayx (Antoine), notaire à Saint-Laurent (Gironde), deux actions, ci.....

Luetkens (Charles-Oscar de), propriétaire au château de Carnet, à Saint-Laurent (Gironde), cinquante actions, ci.....

Andron (A.), propriétaire et docteur-médecin à Saint-Seurin-de-Cadourne (Gironde), deux actions, ci.....

Andron (Justin), propriétaire à Saint-Seurin-de-Cadourne (Gironde), deux actions, ci.....

Figeron (François), propriétaire à Saint-Seurin-de-Cadourne (Gironde), deux actions, ci.....

Figeron (Pierre), notaire à Saint-Seurin-de-Cadourne (Gironde), deux actions, ci.....

Yonnet (Jean), propriétaire à Saint-Seurin-de-Cadourne (Gironde), deux actions, ci.....	2
Audoy (Henri), propriétaire à Saint-Vivien (Gironde), deux actions, ci....	2
Audoy (Louis-Augustin), juge de paix à Saint-Vivien (Gironde), quatre actions, ci.....	4
Foulcher (Louis-Jules), propriétaire à Saint-Vivien (Gironde), quatre actions, ci.....	4
De Morin-Eycard (Pierre), propriétaire à Saint-Vivien (Gironde), dix actions, ci.....	10
De Morin-Dupsar (P.-R.), propriétaire à Saint-Vivien (Gironde), trois actions, ci.....	3
Randon-Saint-Marcel (Armand-Joseph-Louis-R.), à Saint-Vivien (Gironde), six actions, ci.....	6
Sainte-Colombe (Jean-Baptiste-Annibal-Gaston de), à Saint-Vivien (Gironde), quatre actions, ci.....	4
Servant (J.-S.), capitaine au long cours à Saint-Vivien (Gironde), une action, ci.....	1
Gondineau (Pierre), propriétaire à Nouillac, commune de Say, près de Saint-Vivien (Gironde), une action, ci.....	1
Hosteing (François), propriétaire à Nouillac, commune de Say, près de Saint-Vivien (Gironde), une action, ci.....	1
Boux (François), notaire à Saint-Vivien (Gironde), dix actions, ci.....	10
Grammont (Mathurin), maire de Souillac (Gironde), une action, ci.....	1
Buillet (Pierre), curé à Talais (Gironde), deux actions, ci.....	2
Bert (Nicolas), propriétaire à Talais (Gironde), cinq actions, ci.....	5
Rousseau (Jean-Aristide), propriétaire à Sépian-Valeyrac (Gironde), cinq actions, ci.....	5
Laclaverie (C.), propriétaire à Lartigues (Gironde), six actions, ci.....	6
Albert fils aîné (Pierre), propriétaire au Verdon (Gironde), deux actions, ci.....	2
Albert (Pierre-Léon), propriétaire au Verdon (Gironde), une action, ci.....	1
Bouger (Jean), curé du Verdon (Gironde), deux actions, ci.....	2
Cambon (François), propriétaire au Verdon (Gironde), une action, ci.....	1
Faure-Vivier, entrepreneur de travaux publics au Verdon (Gironde), deux actions, ci.....	2
Faure fils (Pierre), propriétaire au Verdon (Gironde), deux actions, ci.....	2
Fragneau (Pierre), propriétaire au Verdon (Gironde), deux actions, ci.....	2
Manizan (Pierre), syndic au Verdon (Gironde), une action, ci.....	1
Simonet (Jean-François-Auguste), propriétaire au Verdon (Gironde), une action, ci.....	1
Miollis (Augustin, baron de), à Nodris, commune de Verteuil (Gironde), dix actions, ci.....	10
Seignouret (Pierre-Édouard), propriétaire à Tartiguière-Vrignac (Gironde), vingt actions, ci.....	20
Fangères (Guillaume), curé de Marsay, arrondissement de Blaye (Gironde), deux actions, ci.....	2
Aboilard (Charles-Joseph), ingénieur-draineur, rue du Cloître-Saint-Honoré, n° 11, à Paris (Seine), vingt actions, ci.....	20
Allard (Léopold), négociant, rue de Rivoli, n° 144, à Paris (Seine), cinq cents actions, ci.....	500
Allard (Gustave), négociant, rue de Rivoli, n° 144, à Paris (Seine), cinq cents actions, ci.....	500
Arnauld-Sidrach, chef de bataillon du génie en retraite, rue Vital (Passy), n° 15, à Paris (Seine), douze actions, ci.....	12
Ancoïn (M ^{me} Annette), rue Neuve-Saint-Eustache, n° 12, à Paris (Seine), une action, ci.....	1
Argeliez, rue Laflitte, n° 48, à Paris (Seine), quatre-vingt-deux actions, ci..	82
Bailly (Camille), propriétaire, rue Dronot, n° 15, à Paris (Seine), dix actions, ci.....	10
Barancy (Jean-Louis-Marie), inspecteur spécial sur les chemins de fer, place de l'Europe, n° 1, à Paris (Seine), deux actions, ci.....	2
Barman (Joseph), ancien ministre plénipotentiaire, rue Pigalle, n° 16, à Paris (Seine), trois cents actions, ci.....	300

Baudoin (Félix), rue de Trévis, n° 29, à Paris (Seine), cinquante actions, ci.	50
Béquet (Charles-Célestin), propriétaire, rue Monsigny, n° 6, à Paris (Seine), douze actions, ci.	12
Bernard (Charles), rue Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle, n° 2, à Paris (Seine), six actions, ci.	6
Berruyer (M ^{me} Claudine-Madeleine), rue Lemercier (Batignolles), n° 49, à Paris (Seine), une action, ci.	1
Berthaudin (Joseph), rue Bernard, n° 3, à Paris (Seine), douze actions, ci.	12
Berthoud (Noël), employé, rue des Cordiers, n° 5, à Paris (Seine), une action, ci.	1
Bingley (Périgrine-Taylor), représentant de la compagnie des chemins de fer South-Eastern railway, boulevard des Italiens, n° 4, à Paris (Seine), vingt actions, ci.	20
Bonnel (Théodore-Auguste), employé, rue Saint-Honoré, n° 108, à Paris (Seine), deux actions, ci.	2
Boulet (François-Gustave), marchand de vins, rue du Chevaleret (Gare d'Ivry), n° 34, à Paris (Seine), deux actions, ci.	2
Cairol (Gabriel), chez M. Pasquier, rue du Temple, n° 21, à Paris (Seine), une action, ci.	1
Calmels (Benjamin), banquier, rue de la Feuillade, n° 3, à Paris (Seine), mille sept cents actions, ci.	1,700
Caperon (Gustave), rue de Mogador, n° 4, à Paris (Seine), trois cents actions, ci.	300
Chabot (Pierre-Clément), rue du Bac, n° 87, à Paris (Seine), dix actions, ci.	10
Chabot (Joseph), fruitier, rue de Sèvres, n° 6, à Paris (Seine), deux actions, ci.	2
Causserouge (François-Ulysse), quai Napoléon, n° 21, à Paris (Seine), dix actions, ci.	10
Cathelineau (Pierre-Émile-François-Gaston), avocat, rue Saint-Vincent-de-Paul, n° 3, à Paris (Seine), cinq actions, ci.	5
Champrenault, commissionnaire en vins, port de Bercy, n° 27, à Paris (Seine), trois cents actions, ci.	300
Chevalier (Pierre-Léopold), officier d'administration comptable des subsistances militaires à Paris (Seine), six actions, ci.	6
Chinon (François-Camille), rue de la Folie-Méricourt, n° 42, à Paris (Seine), une action, ci.	1
Chouzenoux (Jean), rue Saint-Jacques, n° 51, à Paris (Seine), huit actions, ci.	8
Conquet (Pierre-Jean-Antoine), rue de l'Abbaye-Montmartre, n° 25, à Paris (Seine), six actions, ci.	6
Couturié (Charles-Marie-Adrien), rue Duperré, n° 22, à Paris (Seine), cent actions, ci.	100
Convert (J.-C.), marchand épicier, quai des Célestins, à Paris (Seine), une action, ci.	1
Cureaux (Jean-Baptiste), rue de l'Église (Batignolles), n° 5, à Paris (Seine), deux actions, ci.	2
Dehuppy-Beuville (Edmond), passage Saulnier, n° 11, à Paris (Seine), une action, ci.	1
Depoisier (Joseph), rue d'Angoulême-Saint-Honoré, n° 3, à Paris (Seine), quatre actions, ci.	4
Depontailier (Léon-Jean-Baptiste), vicaire à Saint-Roch, rue Saint-Roch, à Paris (Seine), une action, ci.	1
Descaves (Lazare), ouvrier-mécanicien, rue de Charenton, n° 220, à Paris (Seine), une action, ci.	1
Despous (Eugène), propriétaire, rue Godot-de-Mauroy, n° 18, à Paris (Seine), cinquante actions, ci.	50
Despous (Auguste), propriétaire, rue Godot-de-Mauroy, n° 18, à Paris (Seine), vingt-cinq actions, ci.	25
Destavigny (Joseph), propriétaire, rue Meslay, n° 6, à Paris (Seine), vingt actions, ci.	20
Dey (M ^{me} Isaure), née Fargue, propriétaire, rue de Richelieu, n° 37, à Paris (Seine), une action, ci.	1

Diard (Bernard-Ch.-Prosper), libraire, rue du Bac, n° 41, à Paris (Seine), deux actions, ci.....	2
Doucet (Pierre), rue Lamartine, n° 10 bis, à Paris (Seine), deux actions, ci..	2
Douladoure, avocat, rue Saint-Guillaume, n° 7, à Paris (Seine), une action, ci.....	1
Drach (l'abbé P.-A.), vicaire à Saint-Merry, rue Saint-Merry, à Paris (Seine), deux actions, ci.....	2
Droz (Henri-Frédéric), rue de Richelieu, n° 75, à Paris (Seine), quatre actions, ci.....	4
Dujour (Louis-Crépin), rue d'Allemagne, n° 120, à Paris (Seine), six actions, ci.....	6
Desayes (Octave), propriétaire, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 99, à Paris (Seine), cent actions, ci.....	100
Énard (Félix-Alexandre), boulevard de Sébastopol, n° 107, à Paris (Seine), vingt actions, ci.....	20
Eyraud (Louis-Antoine), employé au secrétariat du chemin de fer du Nord, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 128, à Paris (Seine), trois actions, ci..	3
Faure (Étienne), employé au ministère de la marine, rue des Saussayes, n° 3, à Paris (Seine), deux actions, ci.....	2
Flamand (Just), rue de Vaugirard, n° 41, à Paris (Seine), vingt actions, ci..	20
Foucher (Joseph), charron, rue de Lévis, n° 8, à Paris (Seine), quatre actions, ci.....	4
Fould (Isidore), négociant, de la maison P. Rodocanachi, rue Louis-le-Grand, n° 9, à Paris (Seine), cinq cents actions, ci.....	500
Gabriel (Louis), négociant en vins, rue de l'Arcade, n° 68, à Paris (Seine), dix actions, ci.....	10
Garnier (Martin), rue Montorgueil, n° 17, passage de la Reine-de-Hongrie, à Paris (Seine), dix actions, ci.....	10
Gellinard (Eugène), rue Lepelletier, n° 31, à Paris (Seine), trois cents actions, ci.....	300
Gelly (Eugène), boulevard du Temple, n° 6, à Paris (Seine), deux actions, ci.....	2
Georget (A.), négociant en vins, rue Blanche, n° 91, à Paris (Seine), dix actions, ci.....	10
Gérard (Claude), boulevard de Sébastopol (rive gauche), n° 10, à Paris (Seine), quatre actions, ci.....	4
Gilles (P.), rue de Richelieu, n° 110, à Paris (Seine), deux actions, ci.....	2
Gley (Antoine), officier principal d'administration des subsistances militaires, quai de Billy, n° 34, à Paris (Seine), dix actions, ci.....	10
Grenier (Hippolyte), rue Dauphine, n° 35, à Paris (Seine), une action, ci..	1
Guilhou jeune (les fils de), négociants, rue de Provence, n° 50, à Paris (Seine), cinq cents actions, ci.....	500
Hardillier jeune, layetier, rue des Boulangers, n° 30, à Paris (Seine), quatre actions, ci.....	4
Jarraud-Alliez, rue Saint-Placide, n° 14, à Paris (Seine), deux actions, ci...	2
Jarry, Sureau et compagnie, banquiers, rue Laffitte, n° 48, à Paris (Seine), neuf cent trente-sept actions, ci.....	937
Jarry (Vincent-Sulpice), à Paris (Seine), quatre cents actions, ci.....	400
Jats (Pierre), marchand de draps, rue Saint-Honoré, n° 108, à Paris (Seine), quatre actions, ci.....	4
Jaucourt (Louis-Charles-François, marquis de), rue de la Pépinière, n° 29, à Paris (Seine), soixante actions, ci.....	60
Keller (François-Antoine-Édouard), ingénieur hydrographe en retraite, rue du Bac, n° 40, à Paris (Seine), trente actions, ci.....	30
Keller (Charles-Louis), contrôleur des douanes, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 34, à Paris (Seine), dix actions, ci.....	10
Labat (Charles), rue du Mont-Thabor, n° 6, à Paris (Seine), deux actions, ci..	2
Labat (M ^{me} Léonie), rue du Mont-Thabor, n° 6, à Paris (Seine), une action, ci..	1
Labat (M ^{me} Emma), rue du Mont-Thabor, n° 6, à Paris (Seine), une action, ci..	1
Large (M ^{me} veuve), rue Vieille-du-Temple, n° 106, à Paris (Seine), une action, ci.....	1

- La Guerre (Sigisbert-Sébastien), artiste peintre, rue de Sèvres, n° 8, à Paris (Seine), une action, ci.....
- La Tour-d'Auvergne-Lauraguais (Charles-Amable, prince de), rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 9, à Paris (Seine), dix actions, ci.....
- Le Bouvillois (Jean-François), rue Saint-Martin, n° 210, à Paris (Seine), deux actions, ci.....
- Le Floch (François), rue Saint-Jacques, n° 171, à Paris (Seine), une action, ci.....
- Leproux (Isidore), praticien, rue de Luxembourg, n° 15, à Paris (Seine), cinq actions, ci.....
- Lethielleux (Pierre-Joseph-Jean), libraire, rue Bonaparte, n° 66, à Paris (Seine), dix actions, ci.....
- Liévois (Henri), propriétaire, Grando-Rue de la Chapelle, n° 33, à Paris (Seine), six actions, ci.....
- Linard (Jacques), chez M. Schrader, place des Victoires, n° 9, à Paris (Seine), dix actions, ci.....
- Lorfeuvre (Joseph), quincaillier, rue des Quatre-Fils, n° 16, à Paris (Seine), une action, ci.....
- Loustalot (Jean-Pierre), passage Saulnier, n° 23, à Paris (Seine), quinze actions, ci.....
- Lejault (Édouard), médecin-dentiste, boulevard des Italiens, n° 10, à Paris (Seine), huit actions, ci.....
- Laurent (Jean-François), docteur-médecin, rue de Provence, n° 65, à Paris (Seine), deux actions, ci.....
- Leroy (M^{lle} Béatrice-Sophonie), domestique chez M. Cathelineau, rue Saint-Vincent-de-Paul, n° 3, à Paris (Seine), une action, ci.....
- Maire (M^{me} Catherine), rue Saint-Nicolas-d'Antin, n° 34, à Paris (Seine), vingt actions, ci.....
- Mallet frères et compagnie, banquiers, rue d'Anjou-Saint-Honoré, n° 37, à Paris (Seine), cent actions, ci.....
- Les mêmes, quatre actions, ci.....
- Mathieu (Laurent), bottier, rue Saint-Antoine, n° 22, à Paris (Seine), une action, ci.....
- Maubé (Pierre-Victor), typographe, rue des Poissonniers, n° 7, à Paris (Seine), deux actions, ci.....
- Maurice (Edme-Alexandre), rue de Lancry, n° 57, à Paris (Seine), une action, ci.....
- Messenger (René-François), rue Lacroix (Batignolles), n° 37, à Paris (Seine), deux actions, ci.....
- Moncourt (Paul), sténographe, rue de l'Université, n° 128, à Paris (Seine), six actions, ci.....
- Moreau, rue Neuve-Sainte-Catherine, n° 13, à Paris (Seine), cent actions, ci.....
- Morel (Edmond), propriétaire, avenue de Neuilly, n° 30, à Neuilly (Seine), cent actions, ci.....
- Mutterer (Michel), brodeur, rue du Renard-Saint-Sauveur, n° 6, à Paris (Seine), quatre actions, ci.....
- Neveu (M^{me} veuve), née Émilie Richard, rue de Seine, n° 34, à Paris (Seine), une action, ci.....
- Paradis (Laurent), menuisier, boulevard du Prince-Eugène, n° 130, à Paris (Seine), cinq actions, ci.....
- Parmentier (Jean-Baptiste-Ernest), ancien greffier de justice de paix, rue du Parc (Vaugirard), n° 12, à Paris (Seine), une action, ci.....
- Pâris, négociant, rue de Grenelle-Saint-Honoré, à Paris (Seine), deux cents actions, ci.....
- Pébayle, docteur-médecin, rue Censier, n° 44, à Paris (Seine), quatre actions, ci.....
- Perrin (Ange-Joseph-Hippolyte), rue des Écuries-d'Artois, n° 38, à Paris (Seine), dix actions, ci.....
- Pierre (François), boulevard Beaumarchais, n° 18, à Paris (Seine), dix actions, ci.....

Poch (Joseph), rue Montmartre, passage Saint-Eustache, n° 4, à Paris (Seine), dix actions, ci.....	10
Ponce (Louis-Adolphe), concierge, rue Saint-Lazare, n° 138, à Paris (Seine), deux actions, ci.....	2
Poujard'hieu (Pierre-Laurent-Gustave), rue de Milan, n° 6, à Paris (Seine), quatre cents actions, ci.....	400
Poulat (Ernest), courtier de commerce, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 6, à Paris (Seine), deux cents actions, ci.....	200
Prat (Hippolyte), rue des Juifs, n° 13, à Paris (Seine), dix actions, ci.....	10
Presne (Jean-E.-S.), chef de bureau, rue de la Poterie-des-Arcis, n° 3, à Paris (Seine), une action, ci.....	1
Prosper (Pascal), rentier, rue du Pont-Louis-Philippe, n° 17, à Paris (Seine), une action, ci.....	1
Pillard (Joachim-Dominique), employé au magasin Pitto, quai des Grands-Augustins, n° 29, à Paris (Seine), dix actions, ci.....	10
Ravanel (Cyrille), rue Neuve-Saint-Eustache, n° 12, à Paris (Seine), trois actions, ci.....	3
Réaux (Édouard), charcutier, rue de Bercy, n° 93, à Paris (Seine), deux actions, ci.....	2
Le même, une action, ci.....	1
Reiset (Gustave, baron de), rue de Milan, n° 6, à Paris (Seine), deux cent cinquante actions, ci.....	250
Ribet (Jean), marchand de vins, passage de Tivoli, n° 12 bis, à Paris (Seine), six actions, ci.....	6
Rieu (Léon), rentier, rue Saint-Honoré, n° 257, à Paris (Seine), une action, ci.....	1
Robton (Étienne), rue Saint-Victor, n° 57, à Paris (Seine), sept actions, ci....	7
Rogier (Louis-Pierre), employé, rue des Cornes, n° 10, à Paris (Seine), trois actions, ci.....	3
Rollet (Antoine), rue d'Amsterdam, n° 31, à Paris (Seine), deux actions, ci.....	2
Rollet (M ^{me} Eugénie), rue de la Jussienne, n° 8, à Paris (Seine), deux actions, ci.....	2
Rossigneux (Louis), officier de la Légion d'honneur, quai d'Anjou, n° 23, à Paris (Seine), quarante actions, ci.....	40
Rouée (Pierre-Augustin), rue de l'Oratoire, n° 41 bis, à Paris (Seine), deux actions, ci.....	2
Sannier (Jean-Julien), rue de Rivoli, n° 162, à Paris (Seine), deux actions, ci.....	2
Schor (Georges-Louis), rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 178, à Paris (Seine), et rue de la Fontaine, n° 128, à Bordeaux, trente actions, ci....	30
Simon (François), horloger, rue des Fossés-du-Temple, n° 28, à Paris (Seine), six actions, ci.....	6
Sureau (Gustave), rue de Trévise, n° 40, à Paris (Seine), trois cents actions, ci.....	300
Tranchart (Alexandre-Victor), mercier, rue de Sèvres, n° 9, à Paris (Seine), une action, ci.....	1
Trémisot (François), rue de la Ferme, n° 3, à Paris (Seine), dix actions, ci.....	10
Thirion, propriétaire, rue de la Pépinière, n° 18, à Paris (Seine), deux cents actions, ci.....	200
Vastel-Lemarié (Antoine-Alphonse), rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 49, à Paris (Seine), deux actions, ci.....	2
Viton (Alcée), rue Saint-Dominique-Saint-Germain, n° 2, à Paris (Seine), une action, ci.....	1
Vuillaume (Raoul), rue de Lille, n° 49, à Paris (Seine), trois actions, ci....	3
Vivier (Adrien-Louis), rue d'Orléans (Batignolles), n° 20, à Paris (Seine), cent actions, ci.....	100
Engel (Benoît), Grande-Rue, n° 2, à Asnières (Seine), vingt-cinq actions, ci.....	25
Dupont (Pierre), rue des Tournelles, n° 6, à Bagnolet (Seine), trois actions, ci.....	3
Caudereau (Charles-Auguste), pharmacien à Choisy-le-Roi (Seine), deux actions, ci.....	2
Suet (Adolphe), rue de Paris, n° 95, à Clichy-la-Garenne (Seine), deux actions, ci.....	2

Ancelle (Narcisse-Désiré), route de la Révolte, n° 11, à Neuilly (Seine), deux actions, ci.....	2
Touroude (Jean), chauffeur, rue Aubert, n° 18, à Saint-Denis (Seine), deux actions, ci.....	2
Langlois (Hippolyte), rue de Paris, n° 20, à Vanvres (Seine), dix actions, ci.....	10
Vaillant (Louis-François-Jules), capitaine en retraite, rue des Carrières, n° 8, à Vincennes (Seine), une action, ci.....	1
Mackenzie (J. T.), Threadneedle street, n° 41, à Londres (Angleterre), deux mille cinq cents actions, ci.....	2,500
Le même, trois cent douze actions, ci.....	312
Le même, cinquante actions, ci.....	50
Rodocanachi (M. E.), Finsbury circus, n° 26, à Londres (Angleterre), deux mille cinq cents actions, ci.....	2,500
Le même, cent actions, ci.....	100
The London financial Association (limited), Threadneedle street, n° 1, à Londres (Angleterre), cent cinquante actions, ci.....	150
La même, cent actions, ci.....	100
Burney (James), à Twickenham (Angleterre), cent actions, ci.....	100
Ralli (Pantaleón-Constantin), négociant, Bloomfield street, n° 3, à Londres (Angleterre), cent actions, ci.....	100
Chapman (Arthur-Georges), esquire, Lombard street, n° 65, à Londres (Angleterre), cent actions, ci.....	100
Alcan (Émile), négociant, King street (Cheapside), n° 28, à Londres (Angleterre), cinquante actions, ci.....	50
Boff (Édouard), Bank Chambers Lothbury, à Londres (Angleterre), cinquante actions, ci.....	50
Walker (James-Scott), Stock broker, Austin friars, à Londres (Angleterre), cinquante actions, ci.....	50
Simpson (Robert), maître de forges, Charlotte row, Mansion house, à Londres (Angleterre), cinquante actions, ci.....	50
Colchester (Charles-Byr), négociant à Londres (Angleterre), cinquante actions, ci.....	50
Bouard (Alfred-François), Chancery lane, n° 5, à Londres (Angleterre), vingt-cinq actions, ci.....	25
Strachan (Henry-Samson), Throgmorton street, n° 33, à Londres (Angleterre), vingt-cinq actions, ci.....	25
Towgood (Georges), Throgmorton street, n° 33, à Londres (Angleterre), vingt-cinq actions, ci.....	25
Barry (Herbert), Old Broad street, n° 57, à Londres (Angleterre), dix actions, ci.....	10
Harrisson (Henry), Kindown Parsonap Staple hunt, à Londres (Angleterre), dix actions, ci.....	10
Mollett (J. William), Hermitage Villas, Highgate, n° 9, à Londres (Angleterre), dix actions, ci.....	10
Mosely (Philip), Portsdown road, Maida Hill, à Bognor (Angleterre), dix actions, ci.....	10
Lascaridi (Georges-Pierre), négociant, Winchester house, n° 3, à Londres (Angleterre), dix actions, ci.....	10
Jellicoe (S.-J.-G.), Portland street, n° 30, à Southampton (Angleterre), dix actions, ci.....	10
Kent (Thomas), Moira house, à Southampton (Angleterre), dix actions, ci.....	10
Powel W. Wellington, capitaine en retraite, Macaulay building, n° 7, à Bath (Angleterre), cinq actions, ci.....	5
Moreau (Adolphe), Chancery lane, à Londres (Angleterre), cinq actions, ci.....	5
Balleras (Guillaume-Esteban), Austin friars, à Londres (Angleterre), cent actions, ci.....	100
Lancestre (Antoine-Alphonse), chimiste, Nouvelle Promenade, n° 15, à Gand (Belgique), deux actions, ci.....	2
Cohen et Iamm, banquiers à Copenhague (Danemark), deux actions, ci.....	2
Viya (Ignacio de), à Cadix (Espagne), vingt-cinq actions, ci.....	25
Bonnet (Bernard), propriétaire à Lancy, canton de Genève (Suisse), cinquante actions, ci.....	50

Pictet frères, banquiers à Genève (Suisse), vingt-cinq actions, ci.	25
Chopart (Gustave), rentier à Berre, près de Genève (Suisse), dix actions, ci.	10
Serre (Louis), rentier à Genève (Suisse), dix actions, ci.	10
Hentsch et compagnie, banquiers à Genève (Suisse), dix actions, ci.	10
TOTAL.....	<u>20,000</u>

La société est en outre autorisée à émettre des obligations en nombre suffisant pour produire une somme de sept millions de francs, sous les réserves énoncées à l'article 4 du décret du 2 juin 1863, appratif du procès-verbal de l'adjudication.

7. Après l'approbation des présents statuts et le versement de deux cents francs par action, il sera remis aux ayants droit des titres provisoires nominatifs.

8. Les souscripteurs originaires et cessionnaires successifs sont solidairement garants, jusqu'à concurrence du versement des cinq premiers dixièmes, du montant de chaque action.

Après le versement des cinq premiers dixièmes, les titres provisoires seront échangés contre des titres définitifs, nominatifs ou au porteur, au choix des actionnaires.

9. Les titres provisoires et les titres définitifs sont extraits de registres à souche; ils sont revêtus de la signature de deux administrateurs ou d'un administrateur et d'un employé de la compagnie délégué à cet effet, et frappés du timbre sec de la compagnie; chaque paiement fait sur le montant de l'action est constaté sur le titre.

10. La cession des actions au porteur s'opère par la tradition du titre; celle des titres nominatifs, conformément à l'article 36 du Code de commerce. La société ne reconnaît d'autres transferts que ceux inscrits sur ses registres.

Les frais du transfert pourront être mis, par une mesure générale, à la charge de l'actionnaire qui le requiert; ils seront fixés par le conseil d'administration et ne pourront, dans aucun cas, excéder cinquante centimes par action.

11. Le conseil d'administration pourra autoriser le dépôt et la conservation des titres dans la caisse de la société ou dans toutes autres caisses qu'il désignera; dans ce cas, il déterminera la forme des certificats de dépôt, le mode de leur délivrance, les frais auxquels ce dépôt pourra être assujéti, et les garanties dont l'exécution de cette mesure doit être entourée dans l'intérêt de la société et des actionnaires.

12. Chaque action est indivisible à l'égard de la société, qui n'en reconnaît aucun fractionnement; tous les copropriétaires indivis d'une action sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne.

Les héritiers ou créanciers des actionnaires ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

13. Le montant des actions est payable aux caisses qui seront désignées par le conseil d'administration. Le premier versement est fixé à cent francs par action.

Tout appel ultérieur de fonds devra être annoncé, dix jours au moins avant l'époque fixée pour le paiement, dans l'un des journaux d'annonces légales de Paris et de Bordeaux.

Le conseil d'administration pourra autoriser le paiement anticipé des actions, mais seulement par voie de mesure générale, applicable à toutes les actions, et moyennant un intérêt dont le taux ne pourra excéder quatre pour cent.

14. A défaut de versement aux époques déterminées, l'intérêt court de plein droit, à la charge de l'actionnaire, à raison de cinq pour cent par an pour chaque jour de retard.

Le retardataire est mis en demeure d'effectuer les paiements par un avis inséré dans l'un des journaux désignés par l'article 13; cet avis indique les numéros des actions en retard.

Faute par le propriétaire de s'acquitter dans le délai d'un mois, les actions en retard seront, sans mise en demeure et sans autre formalité, vendues publiquement, sur duplicata, par le ministère d'un agent de change, aux risques et périls du retardataire, à la Bourse de Paris, le tout sans préjudice du droit que la société conserve de poursuivre personnellement l'actionnaire en retard.

Les titres primitifs des actions ainsi vendues sont nuls de plein droit; en conséquence, toute action qui ne porte pas la mention régulière des versements qui ont dû être opérés cesse d'être admissible à la négociation et au transfert.

Les numéros des titres d'action ainsi annulés seront insérés dans l'un des journaux d'annonces légales désignés à l'article 13.

L'imputation du prix à provenir de la vente, après déduction des frais et intérêts dus, s'opérera en commençant par les versements les plus anciennement exigibles; le déficit sera à la charge des actionnaires obligés aux versements.

L'excédant, s'il en existe, appartiendra à l'actionnaire retardataire.

15. Il ne peut, dans aucun cas, être fait d'appel de fonds au delà du montant des actions.

16. Chaque action donne droit :

1° A une part proportionnelle dans toutes les valeurs composant l'actif social;

2° A un intérêt de cinq pour cent par an pendant la construction du chemin de fer;

3° A une part proportionnelle dans les bénéfices nets de l'entreprise.

17. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre, dans quelques mains qu'il passe; la possession de l'action emporte adhésion aux statuts de la société.

TITRE IV.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

18. La société est administrée par un conseil composé de dix membres, et qui pourra être porté à douze par décision de l'assemblée générale.

19. Chaque administrateur doit être propriétaire de cent actions, qui sont inaliénables pendant la durée de ses fonctions.

Les titres de ces actions sont déposés dans la caisse de la société.

20. Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale; leurs fonctions durent cinq années.

Ils peuvent être réélus.

Leur renouvellement a lieu par cinquième chaque année.

Pour les quatre premières années, l'ordre de sortie est déterminé par un tirage au sort.

Il a lieu ensuite par rang d'ancienneté.

En cas de vacance dans le conseil d'administration, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède au remplacement.

Dans le cas où, par suite de vacances survenues dans l'intervalle de deux assemblées générales, le nombre des administrateurs descendrait au-dessous de six, il serait pourvu provisoirement au remplacement par le conseil d'administration jusqu'à concurrence de ce nombre. Ces nominations seraient soumises à la confirmation de la première assemblée générale qui suivrait.

L'administrateur ainsi nommé en remplacement d'un autre ne reste en exercice que jusqu'à l'époque où devaient expirer les fonctions de son prédécesseur.

21. Par dérogation à l'article 20 qui précède, et sauf confirmation par la première assemblée générale, sont dès à présent nommés membres du conseil d'administration :

MM. Pierre-Laurent-Gustave Poujard'hieu, ancien secrétaire général de la compagnie des chemins de fer du Midi;

Joseph Barman, ancien ministre plénipotentiaire;

Vincent-Sulpice Jarry, banquier;

l'amiral Burney;

Ad. Charroppin, ancien adjoint au maire de Bordeaux;

Benjamin Calmels, banquier;

E.-E. Lahens, propriétaire;

Amédée Larrieu, ancien membre de l'Assemblée nationale;

le baron G. de Reiset, propriétaire;

Isidore Fould, de la maison P. Rodocanachi.

Les membres du premier conseil resteront en fonctions jusqu'à l'expiration de l'année qui suivra l'achèvement complet et la mise en exploitation de la ligne entière.

Après cette époque, ils seront renouvelés conformément à l'article 20.

22. Le conseil d'administration nomme chaque année, parmi ses membres, un président et un vice-président.

Ces deux membres pourront être réélus.

En cas d'absence ou d'empêchement du président et du vice-président, le conseil désigne celui de ses membres qui doit remplir les fonctions de président.

23. Le conseil d'administration se réunit au siège de la société toutes les fois que l'intérêt de la société l'exige, et au moins une fois par mois, à des jours désignés par délibération du conseil.

Pour que les délibérations soient valables, le nombre des membres présents doit être de quatre au moins.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents. Toute décision, pour être valable, doit réunir au moins trois voix. En cas de partage, la voix du président ou de l'administrateur qui en fait les fonctions est prépondérante.

Dans le cas où un membre dissident sur une question demanderait qu'elle fût ajournée jusqu'à ce que l'opinion d'un ou de plusieurs administrateurs absents fût connue, il sera envoyé à tous les administrateurs absents une copie ou un extrait du procès-verbal, avec une invitation de venir voter dans une prochaine réunion dont le jour sera fixé par un bulletin de convocation, ou d'adresser par écrit leur opinion au président. Celui-ci en donnera lecture au conseil, après quoi la décision sera prise à la majorité des membres présents.

Dans aucun cas, l'application de la disposition qui précède ne peut retarder l'accomplissement des obligations imposées à la Compagnie par le cahier des charges de la concession ou l'exécution des injonctions qui seraient notifiées par le Gouvernement en vertu de ce cahier des charges.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et par deux des membres qui y ont pris part. Elles sont transcrites sur un registre tenu à cet effet.

Les copies ou extraits de ces délibérations, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par celui des membres qui en remplit les fonctions.

24. Nul ne peut voter par procuration dans le conseil d'administration de la compagnie.

25. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la société :

- 1° Il fixe les dépenses générales de l'administration ;
- 2° Il autorise, pour l'exécution et l'exploitation du chemin de fer, les achats de terrains et immeubles et les marchés de toute nature, en se conformant aux prescriptions de l'article 27 du cahier des charges ; il règle les approvisionnements et autorise les achats de matériaux, machines et autres objets nécessaires à l'exploitation ;
- 3° Il autorise tous achats et ventes d'objets mobiliers et la vente des terrains et bâtiments inutiles ;
- 4° Il autorise toutes mainlevées d'oppositions ou inscriptions hypothécaires ;
- 5° Il autorise toutes actions judiciaires, tous traités, transactions, compromis ;
- 6° Il détermine le placement des fonds disponibles et règle l'emploi de la réserve ;
- 7° Il autorise tous retraits, transferts et aliénation de fonds, rentes et valeurs appartenant à la société ; il donne toutes quittances ;
- 8° Il soumet à l'assemblée générale les propositions d'emprunts et pourvoit à la négociation des emprunts votés par ladite assemblée ;
- 9° Il arrête les règlements relatifs à l'organisation du service et à l'exploitation du chemin, sous les conditions déterminées par le cahier des charges ;
- 10° Il nomme ou révoque tous employés ou agents, détermine leurs attributions et fixe leur traitement ;
- 11° Il fixe et modifie soit les tarifs, soit leur mode de perception ; il fait les transactions y relatives, le tout dans les limites déterminées par le cahier des charges ;
- 12° Il statue sur toutes les questions qui rentrent dans l'administration de la société.

26. Le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs à l'un ou plusieurs de ses membres, ou à toutes autres personnes, par des mandats spéciaux et pour une ou plusieurs affaires déterminées, et même conférer des pouvoirs permanents pour affaires courantes journalières.

27. Les fonctions d'administrateur sont gratuites ; ils reçoivent des jetons de présence dont la valeur est déterminée par l'assemblée générale.

Les administrateurs délégués peuvent recevoir une rémunération à fixer par l'assemblée générale.

28. Conformément à l'article 32 du Code de commerce, les membres du conseil ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ou solidaire relativement aux engagements de la société.

Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

29. Les transferts de rentes et effets publics appartenant à la société, les actes d'acquisition, de vente et d'échange des propriétés immobilières de la société, les transactions, marchés et actes engageant la société, ainsi que les mandats sur la Banque et sur tous les dépositaires des fonds de la société, doivent être signés par deux administrateurs, à moins d'une délégation expresse du conseil à un seul administrateur ou à un mandataire spécial.

TITRE V.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.

30. L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires propriétaires de vingt actions au moins.

Chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède de fois vingt actions; néanmoins le même actionnaire ne peut réunir plus de dix voix, soit par lui-même, soit comme fondé de pouvoirs.

Les propriétaires d'actions au porteur doivent, pour avoir droit d'assister à l'assemblée générale, déposer leurs titres aux lieux et entre les mains des personnes désignées par le conseil d'administration dix jours avant l'époque fixée pour la réunion de chaque assemblée. Il est remis à chacun d'eux une carte d'admission; cette carte est nominative et personnelle; elle constate le nombre d'actions déposées.

Il est également remis, trois jours au moins à l'avance, un exemplaire du bilan et des propositions qui doivent être soumises à l'assemblée.

Les certificats de dépôt mentionnés en l'article 11 donnent droit, pour le dépôt de vingt actions ou plus, à la remise de cartes d'admission à l'assemblée générale, pourvu que le dépôt des titres ait lieu plus de dix jours avant l'époque fixée pour l'assemblée générale.

31. L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents.

32. L'assemblée générale se réunit une fois chaque année, à Paris.

Elle se réunit en outre extraordinairement toutes les fois que le conseil en reconnaît l'utilité.

Dans tous les cas, la convocation doit être faite par un avis inséré, un mois au moins avant l'époque de la réunion, dans les journaux désignés par l'article 13.

Lorsque l'assemblée générale a pour but de délibérer sur les emprunts ou sur les propositions mentionnées à l'article 38 ci-après, les avis de convocation doivent en indiquer l'objet.

33. Tout actionnaire ayant droit de voter à l'assemblée générale peut se faire représenter par un mandataire, pourvu que ce mandataire soit lui-même actionnaire et membre de l'assemblée.

La forme des pouvoirs sera déterminée par le conseil d'administration. Dans tous les cas, ces pouvoirs devront être déposés, dix jours avant l'époque fixée pour la réunion, aux lieux et dans les mains des personnes désignées par le conseil d'administration.

34. L'assemblée générale est présidée par le président ou le vice-président du conseil d'administration et, à défaut, par l'administrateur désigné par le conseil.

Les deux plus forts actionnaires présents remplissent les fonctions de scrutateurs. Le bureau désigne le secrétaire.

35. L'assemblée générale délibère valablement lorsque les actionnaires sont au nombre de trente au moins, et représentent au moins le dixième du fonds social.

Dans le cas où, sur une première convocation, les actionnaires ne rempliraient pas ces conditions, il est procédé à une deuxième convocation, à un mois d'intervalle au plus tard; mais le délai entre la publication de l'avis et la réunion est réduit pour ce cas à quinze jours; dans cette seconde réunion, l'assemblée délibère valablement, quel que soit le nombre des membres présents et des actions représentées, mais seulement sur les objets qui étaient à l'ordre du jour de la première réunion.

36. Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Toutefois, les délibérations relatives à des emprunts ne pourront être votées que dans une assemblée générale réunissant au moins le dixième du fonds social, et à la majorité des deux tiers des voix des membres présents, au nombre de trente au moins.

Les mesures définies en l'article 38 ne peuvent être votées que dans une assemblée générale réunissant le cinquième du fonds social et à la même majorité, les membres présents étant au nombre de trente au moins.

Dans le cas où, sur une première convocation, les actionnaires présents ne rempliraient pas les conditions imposées par le paragraphe qui précède pour la validité des opérations de l'assemblée générale, il serait procédé à une seconde convocation dans les termes de l'article 35.

Les délibérations de l'assemblée générale réunie en vertu de cette deuxième convocation seront valables, pourvu que les actionnaires, au nombre de trente, représentent au moins le dixième du fonds social.

37. Lorsque le scrutin secret est réclamé par dix membres, les délibérations sont prises à la majorité des voix comptées, comme il est dit à l'article 30.

38. L'assemblée générale constituée conformément à l'article 36, sur la proposition du conseil d'administration, délibère :

Sur les prolongements ou embranchements des lignes et sur les prolongations, renouvellements de concessions ou concessions nouvelles ;

Sur les traités d'acquisitions, apports, réunions, fusions, alliances et autres faits avec d'autres compagnies de chemins de fer ;

Sur les modifications ou additions aux statuts, augmentation du fonds social, émission d'obligations, prorogation ou dissolution de la société.

Elle donne les pouvoirs nécessaires pour l'exécution desdites délibérations.

Les délibérations prises sur les objets prévus au présent article n'auront d'effet qu'après l'approbation du Gouvernement.

39. L'assemblée générale entend, discute et approuve les comptes, s'il y a lieu ; elle nomme les administrateurs en remplacement de ceux dont les fonctions sont épuisées ou qu'il y a lieu de remplacer par suite de décès, démission ou autres causes.

Elle prononce, en se renfermant dans la limite des statuts, sur tous les intérêts de la société.

40. Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau ; les extraits de ces procès-verbaux à produire partout où besoin sera sont certifiés par le président du conseil d'administration ou par celui des membres qui en remplit les fonctions.

Une feuille de présence, destinée à constater le nombre des membres assistant à l'assemblée et celui des actions représentées par chacun d'eux, demeure annexée à la minute du procès-verbal, ainsi que les pouvoirs.

Cette feuille est signée par chaque actionnaire en entrant en séance.

TITRE VI.

COMPTES ANNUELS. — INTÉRÊTS. — DIVIDENDES. —

FONDS DE RÉSERVE. — AMORTISSEMENT.

41. Pendant l'exécution des travaux, et à partir de l'époque fixée pour les versements, jusqu'à l'achèvement de la ligne concédée, il sera payé annuellement aux actionnaires cinq pour cent d'intérêt des sommes par eux versées.

Il sera pourvu au paiement de ces cinq pour cent par les intérêts des placements fonds, par les produits des diverses sections déjà exploitées ou qui auront pu être accessoirement mises en exploitation, et par tous autres produits accessoires de l'entreprise, enfin, en cas d'insuffisance, par un prélèvement sur le capital social.

42. Jusqu'à l'achèvement de la ligne entière, le compte des recettes et des dépenses de l'exploitation sera arrêté, et soumis chaque année à l'assemblée générale. Le produit net, déduction faite de toutes les dépenses d'entretien et d'exploitation, sera employé en premier lieu à payer aux actionnaires l'intérêt à cinq pour cent l'an du capital engagé dans la construction de la ligne.

L'excédant, s'il y en a, sera employé, jusqu'à concurrence d'un quart, à la restitution des intérêts prélevés sur le fonds social, et le surplus pourra être distribué à titre de dividende.

43. Dans les trois mois de la mise en exploitation de la ligne entière, et ensuite chaque année, il sera dressé un inventaire général de l'actif et du passif de la société ;

cet inventaire sera soumis à l'assemblée générale des actionnaires dans sa réunion annuelle.

Les produits de l'entreprise serviront d'abord à acquitter les dépenses d'entretien et d'exploitation du chemin de fer, les frais d'administration, l'intérêt et l'amortissement des emprunts qui auront pu être contractés par la compagnie, et généralement toutes les charges sociales.

44. Il sera prélevé sur les bénéfices nets, après le paiement des charges mentionnées dans l'article précédent :

1° Une retenue suffisante pour constituer un fonds d'amortissement au moyen duquel le capital puisse être entièrement amorti cinq ans avant l'expiration de la concession ;

2° Une retenue destinée à constituer un fonds de réserve pour les dépenses extraordinaires ou imprévues : la quotité de cette retenue ne pourra être inférieure à cinq pour cent des bénéfices nets ;

3° La somme nécessaire pour servir aux actions amorties et non amorties un premier dividende de cinq pour cent par an, la part afférente aux actions amorties devant être versée au fonds d'amortissement, afin de compléter la somme nécessaire pour amortir la totalité des actions.

Le surplus des produits sera réparti également entre toutes les actions amorties et non amorties ; la portion afférente aux actions amorties sera distribuée aux propriétaires des titres qui auront été délivrés en échange de ces actions, ainsi qu'il sera dit article 46.

45. S'il arrivait que, dans le cours d'une ou plusieurs années, les produits nets de l'entreprise fussent insuffisants pour assurer le remboursement du nombre d'actions à amortir, la somme nécessaire pour compléter le fonds d'amortissement serait prélevée sur les premiers produits nets des années suivantes, par préférence et antériorité à toute attribution de dividende aux actionnaires.

46. Le fonds d'amortissement, composé ainsi qu'il est dit dans les deux articles précédents, sera employé, jusqu'à due concurrence, à compter de la cinquième année qui suivra la mise en exploitation de la ligne entière, au remboursement annuel d'un nombre d'actions déterminé comme il est dit article 44.

La désignation des actions à amortir a lieu au moyen d'un tirage au sort, qui se fait publiquement à Paris, chaque année, aux époques et suivant la forme déterminées par le conseil d'administration.

Les propriétaires des actions désignées par le tirage au sort auront droit en numéraire :

1° Au dividende expiré au 31 décembre précédent ;

2° Au remboursement du capital effectivement versé de leurs actions ;

3° Aux intérêts dudit capital à cinq pour cent depuis le 1^{er} janvier de l'exercice courant jusqu'au jour fixé pour le remboursement.

Ces actions donnent droit annuellement à une part proportionnelle dans le dividende mentionné au dernier paragraphe de l'article 44.

Ces actions ont, du reste, pour les attributions relatives à l'administration et pour le vote aux assemblées générales, les mêmes droits que les actions non amorties. Les numéros des actions désignées par le sort pour être remboursées sont publiés comme il est dit à l'article 13 ci-dessus.

Le remboursement du capital de ces actions est effectué au siège de la société, à partir du 1^{er} janvier de chaque année, pour l'année qui a précédé.

47. Le paiement des intérêts prévus par l'article 41 a lieu par semestre.

Le paiement des dividendes a lieu chaque année, après la réunion dans laquelle le montant en a été fixé par l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration.

48. Le paiement des intérêts et dividendes se fait au siège de la société. Toutefois le conseil d'administration pourra autoriser le paiement sur tout autre point et caisses désignées par lui à cet effet.

Tous intérêts et dividendes qui n'ont pas été touchés à l'expiration de ces années, après l'époque dûment annoncée pour leur paiement dans l'un des journaux indiqués à l'article 13, sont acquis à la société, conformément à l'article 2177 du Code Napoléon.

49. Lorsque la réserve aura atteint trois cent mille francs, le prélèvement affecté à sa formation pourra être réduit ou suspendu ; il reprendra son cours aussitôt que le fonds sera descendu au-dessous de ce chiffre.

TITRE VII.

DISSOLUTION ET LIQUIDATION.

50. A moins de décision contraire de l'assemblée générale, la liquidation, lors de la dissolution de la société, s'opérera par les soins du conseil d'administration alors en exercice.

Toutes les valeurs provenant de la liquidation seront employées, avant toutes répartitions aux actionnaires, à mettre le chemin en état d'être livré au Gouvernement dans les conditions déterminées par le cahier des charges et ensuite, s'il y a lieu, à compléter l'amortissement du fonds social.

TITRE VIII.

CONTESTATIONS.

51. En cas de contestations, tout actionnaire sera tenu de faire élection de domicile à Paris, et toutes notifications et assignations seront valablement faites au domicile par lui élu, sans avoir égard à la distance de sa demeure réelle.

A défaut d'élection de domicile, les notifications judiciaires et extrajudiciaires seront faites valablement au parquet de M. le procureur impérial près le tribunal de première instance de la Seine.

Le domicile élu formellement ou implicitement, comme il vient d'être dit, entraînera attribution de juridiction aux tribunaux compétents du département de la Seine.

PUBLICATION.

52 et dernier. Pour faire publier les présentes et le décret d'autorisation, quand il y aura lieu, partout où besoin sera, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition ou d'un extrait.

Dont acte :

Fait et passé à Paris, en l'étude de M^e Dufour, sise place de la Bourse, n° 15.

L'an 1864, le 18 février;

Et, après lecture faite, les comparants ont signé avec les notaires.

Ensuite est écrit :

« Enregistré à Paris, troisième bureau, le 23 février 1864, folio 74 verso, case 5. Réçu cinq francs, et un franc pour deux décimes. Signé G. de Saint-Michel. »

Vu pour être annexé au décret impérial en date du 2 mars 1864, enregistré sous le n° 169.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

Et ledit jour, 18 février 1864,

Par-devant M^e Dufour et son collègue, notaires à Paris, soussignés,

Ont comparu :

M. Pierre-Laurent-Gustave Poujard'hieu, ancien secrétaire général de la compagnie des chemins de fer du Midi, demeurant à Paris, rue de Milan, n° 6,

Et M. Joseph Barman, ancien ministre plénipotentiaire, demeurant à Paris, rue Pigalle, n° 16;

Lesquels ont, par ces présentes, déposé à M^e Dufour, l'un des notaires soussignés, pour être mis au rang de ses minutes, à la date de ce jour, et en être délivré toutes expéditions que besoin sera,

Une déclaration sous signatures privées, en date, à Paris, du 8 janvier 1864, écrite sur un timbre à un franc cinquante centimes, non encore enregistrée, mais qui le sera en même temps que ces présentes, par laquelle MM. Jarry, Sureau et compagnie banquiers à Paris, rue Laffitte, n° 48, ont déclaré se porter forts de quarante-deux personnes, toutes dames non veuves ou demoiselles, souscripteurs d'ensemble cent six actions de la compagnie du chemin de fer du Médoc, et s'obliger personnellement, au besoin, à remplir les engagements que ces personnes ont pris en souscrivant;

Laquelle pièce est demeurée ci-annexée, après avoir été certifiée véritable par les comparants et revêtue d'une mention d'annexe par les notaires soussignés.

Mention des présentes sera faite sur toutes pièces que besoin sera et par tous officiers publics de ce requis.

Dont acte :

Fait et passé à Paris, en l'étude de M^e Dufour,

Les jour, mois et an susdits;

Et, après lecture faite, les comparants ont signé avec les notaires.

Au bas est écrit :

« Enregistré à Paris, troisième bureau, le 25 février 1864, folio 91 recto, case 1^{re}.
« Reçu deux francs; décimes, quarante centimes. Signé G. de Saint-Michel. »
(Suit la teneur de l'annexe.)

Vu pour être annexé au décret impérial en date du 2 mars 1864, enregistré sous le n^o 169.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

Et le 27 février 1864,

Par-devant M^e Jean Dufour et son collègue, notaires à Paris, soussignés,

Ont comparu :

1^o M. Pierre-Laurent-Gustave Poujard'hieu, ancien secrétaire général de la compagnie des chemins de fer du Midi, demeurant à Paris, rue de Milan, n^o 6,

Et 2^o M. Joseph Barman, ancien ministre plénipotentiaire, demeurant à Paris, rue Pigalle, n^o 16;

Lesquels ont, par ces présentes, déposé à M^e Dufour, l'un des notaires soussignés, et l'ont requis de mettre au rang de ses minutes, à la date de ce jour, pour qu'il en soit délivré toutes expéditions que besoin sera,

Une déclaration signée de MM. Jarry, Sureau et compagnie et des comparants, portant que les frais matériels faits par les concessionnaires pour arriver à la constitution de la société anonyme du chemin de fer du Médoc s'élèvent à la somme de deux cent soixante-deux mille cinq cents francs,

Laquelle déclaration, écrite sur une feuille de timbre à un franc cinquante centimes, non encore enregistrée, mais qui le sera en même temps que ces présentes, est demeurée ci-annexée, après avoir été revêtue d'une mention de cette annexe par les notaires soussignés.

Mention des présentes sera faite sur toute pièce que besoin sera et par tous officiers publics de ce requis.

Dont acte :

Fait et passé à Paris, au siège de la compagnie, rue de Richelieu, n^o 89,

Les jour, mois et an susdits;

Et, après lecture faite, les comparants ont signé avec les notaires.

Ensuite est écrit :

« Enregistré à Paris, troisième bureau, le 29 février 1864, folio 100 recto, case 8.
« Reçu deux francs; décimes, quarante centimes. Signé G. de Saint-Michel. »

(Suit la teneur de l'annexe.)

Vu pour être annexé au décret impérial en date du 2 mars 1864, enregistré sous le n^o 169.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 16,079. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 6 liquidations de Pensions civiles.*

Du 2 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

Vu le décret réglementaire du 9 novembre 1853 ;

Vu la loi du 22 août 1790 et le décret du 13 septembre 1806 ;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date des 31 décembre 1863 et 18 janvier 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de l'intérieur pour l'année 1863 ;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les six liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de trois mille cinq cent dix francs (3,510^l) au tableau d'autre part sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 2 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			LÉGISLATION des lois, décrets et ordonnances sur la pension à étudier.
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
1	GAILEY (François-Marie- Joseph)	18 65 1800	Zutkerque Pas-de-Calais.	Facteur des lignes télégraphiques.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1864 ; postérieurs...	24	8	11	Lois des 1790-4 1804-1 des d her ventu 1804
2	FRANCOVILLE (Louis-Ho- noré-Théophile)	5 juin 1800	Clérques Pas-de-Calais.	Idem.	Civils.....	39	9	28	Loi du 11 1790-4 des d her 1804
3	PICARD (Maurice).....	100 1800	Mamouf Mouss.	Inspecteur des li- gnes télégraphi- ques.	Idem.....	16		8	Idem.
4	LAURENCE (Marie- Bie, veuve BOIRE).	20 1 1800	Chabenoil Chabenoil.	Le mari, ex-sur- veillant des li- gnes télégra- phiques, décède en jouissance d'une pension de 54 francs.	Idem.....	*	*	*	Loi de 7 d'une veuve
5	LEGRENGE (Antoine- Eugène)	100 1800	Saint-Salvator Cass.	Le mari, ex-sta- tionnaire des li- gnes télégra- phiques, décède en jouissance d'une pension de 25 francs.	Idem.....	*	*	*	Idem.
6	LEFEBVRE (Marie- Thérèse-Sophie, veuve MINOEL).	2 mai 1847	Hénin- Montan.	Le mari, ex-pen- sionnaire des li- gnes télégraphi- ques, décède en ac- tivité de service.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1864 ; postérieurs...	23	3	11	Lois des 1790-4 1804-1 des d her 1804

N^o 16,080. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 4 liquidations de Pensions civiles.

Du 2 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

Vu le décret du 9 novembre suivant ;

Vu le décret du 4 juillet 1806 ;

Vu l'ordonnance du 8 septembre 1831 ;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date des
31 décembre 1863 et 18 janvier 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des
liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer
le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de l'intérieur
pour l'année 1863 ;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de
l'intérieur,

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
.	121 ^f 50 ^c 123 31	244 ^f 81 ^c	.	.	244 ^f	1 ^{er} sept. 1863.	Villejuif (Seine).
.	395 74	395 74	.	.	395	Idem.	Amiens (Somme).
.	2,567 35	2,567 35	.	.	2,567	25 sept. 1863.	Vitry- le-François (Marne).
.	.	.	.	Un tiers.	104	23 décembre 1862	Alger (Algérie).
.	.	.	.	Idem.	100 (a)	20 janvier 1863.	Aumale (Algérie).
.	110 17 96 59	206 76	.	Idem.	100 (a)	12 février 1861.	Cherbourg (Manche).
				TOTAL.	3,510		

siman fixé par l'article 13.

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les quatre liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de deux-mille quatre cent soixante francs (2,460^f) au tableau d'autre part sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 2-Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Législation et date de la loi à étayer.
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
1	PLU (Jean-Joseph - Marie).	25 fév. 1799.	Paris (Seine).	Garçon de bureau à l'administra- tion centrale.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	21	5	0	Décret du 1 ^{er} juin 1853.
2	LEVASSBUR (Edme-Fran- çois).	4 mars 1788.	Idem.	Greffier de 1 ^{re} classe aux Ma- delounettes.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs ..	21	0	0	Ordon- nance du 1 ^{er} jan- vier 1854.
3	SOYER (Sophie-Alexan- drine), veuve MOUL- LARD.	9 avril 1795.	Ham (Somme).	Lingère à la mai- son de justice de Paris.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	21	11	0	Idem.
4	THOMAS (Agnès-Margue- rite), veuve DUBAY.	21 janv. 1799.	Invrecoirt (Meuse).	Le mari ex-sur- veillant des pri- sons, décédé en jouissance d'une pension de 642 ^l .	Civils.....	0	0	0	Loi du 1 ^{er} juin 1853.

N^o 16,081. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 4 liquidations de Pensions civiles

Du 2 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 5, 6, 7, 13, 18, 23 et 25 de la loi du 9 juin 1853, sur
les pensions civiles ;

Vu la loi du 22 août 1790, les décrets des 13 septembre 1806, 22 jan-
vier 1808 et 2 février 1808 ;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date de
26 janvier et 2 février 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liqui-
dations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			des lois et arr. relat. à la révis. de la loi du 10 sept. 1870.
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services)									
1	LAURENT (François-An- toine).	24 ther. an X [12 août 1802].	Valenciennes (Nord).	Commis principal de 1 ^{re} classe au ministère de la guerre.	Civils.....	30	2	0	Décret du 1 ^{er} juin 1853.
3	OURY (Jean-François- Louis).	13 nivôse an XII [4 janv. 1804].	Dieuze (Meuse).	Garçon de bureau au ministère de la guerre.	Militaires et civils.	30	7	14	Idem.
3	LEFRANÇOIS (Jeanne), veuve COTTY.	20 oct. 1811.	Sarrelouis (ancien département de la Moselle).	Le mari, ex-com- mis à la direc- tion des pou- dres et salpêtres	Civils.....	39	8	0	Décret du 1 ^{er} juin 1853.
4	GUYARD (François-Au- guste).	10 pluv. an VII [30 janv. 1800].	Paris (Seine).	Barbier de l'infir- merie de l'hôtel impérial des in- valides.	Idem.....	49	11	7	Loi du 1 ^{er} juin 1853.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
525 ^f 89 ^c 171 94	.	596 ^f 83 ^c	.	.	596 ^f	1 ^{er} juin 1863.	Paris (Seine).
.	735 ^f 00 ^c 339 12	1,074 12	.	"	1,074	1 ^{er} octobre 1863.	Idem.
.	401 74 174 21	576 29	.	.	576	5 août 1863.	Idem.
.	.	.	.	Un tiers.	214	14 août 1863.	Saint-Denis (Seine).
				TOTAL.	2,460		

montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de la guerre pour l'année 1864;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en ses avis des 9 et 16 février 1864;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les quatre liquidations de pensions civiles comprises sur une somme totale de trois mille cent quarante-huit francs (3,148^f) au tableau ci-dessous sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					

à partir du 1^{er} janvier 1854)

.	1,210 ^f 00 ^c 600 00	1,810 ^f 00 ^c	1,800 ^f 00 ^c	.	1,800 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Paris (Seine).
.	412 43 199 23	611 66	.	.	611	Idem.	Idem.
.	1,790 00 583 35	2,373 35	1,779 86	593 ^f 28 ^c	593	1 ^{er} nov. 1863.	Idem.
.	144 06	144 06	.	.	144 (a)	30 nov. 1863.	Idem.
TOTAL.				3,148			

condition que les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles

condition que les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 2 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé ACHILLE FOULD.

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département
de la guerre,*

Signé RANDON.

N° 16,082. — DÉCRET IMPÉRIAL qui modifie l'article 9 des statuts de la Société de la Colonie agricole de Sainte-Foy.

Du 9 Mars 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur:

Vu les articles 910 et 937 du Code Napoléon;

Vu l'ordonnance royale du 20 avril 1817 et celle du 14 janvier 1831;

Vu la loi du 18 juillet 1837 et celle du 7 août 1851, sur les hospices et hôpitaux;

Vu notre décret de décentralisation du 25 mars 1852;

Vu l'article 2 de notre décret du 8 avril 1863, qui a reconnu la colonie pénitentiaire de Sainte-Foy comme établissement d'utilité publique et approuvé les statuts de la société qui dirige cet établissement;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le dernier alinéa de l'article 9 (titre IV) des statuts de la société de la colonie agricole de Sainte-Foy est modifié ainsi qu'il suit :

« Les délibérations relatives à des acquisitions, aliénations, échanges seront soumises à l'approbation préalable du préfet; »
« dons et legs ne pourront être acceptés qu'avec l'autorisation de l'Administration. »

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur

Signé P. BOUDET.

N° 16,083. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique dans la commune de Saint-Dizier (Haute-Marne) :

- 1^o La construction d'un pont sur la Marne, de ses raccordements et dépendances, suivant les plans et devis dressés par les ingénieurs des ponts et chaussées;
- 2^o Le prolongement de la rue de Vergy sur la rive gauche de la Marne;
- 3^o La construction d'un bureau d'octroi.

En conséquence, la commune de Saint-Dizier est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, d'après une expertise contradictoire, soit, s'il y a lieu, par voie d'expropriation, conformément à la loi du 3 mai 1841, les immeubles appartenant à divers et désignés dans la délibération municipale du 8 février 1862.

2. La même commune est autorisée à établir un abattoir public au point indiqué sur le plan annexé au présent décret.

A cet effet, elle est autorisée, en outre, à acquérir du sieur *Valentin*, dit *Henry Robert*, moyennant le prix de cinq mille cinq cent quatre-vingt-quinze francs (5,595^f) et aux clauses et conditions de la promesse de vente du 1^{er} octobre 1861, une pièce de terre d'une contenance de cinquante-trois ares soixante-quinze centiares, située en ce point.

3. La même commune est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de cent dix mille francs (110,000^f), remboursable en vingt-cinq années, à partir de 1864, sur ses ressources ordinaires, pour concourir avec d'autres ressources au paiement de la dépense d'établissement de l'abattoir et des travaux de construction du pont sur la Marne, de ses raccordements et dépendances, du prolongement de la rue de Vergy et de la création du bureau d'octroi.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

4. Les droits à percevoir dans l'abattoir public de Saint-Dizier sont fixés ainsi qu'il suit, savoir :

Par tête de bœuf, vache ou taureau, deux francs cinquante centimes, ci.	2 ^f 50 ^c
Par tête de veau, soixante-cinq centimes, ci.....	65
Par tête de mouton et brebis, trente-cinq centimes, ci.....	35
Par tête d'agneau, chèvre, chevreau et porc de lait, cinq centimes, ci....	05
Par fonte de cent kilogrammes de suif, un franc, ci.....	1 00

5. La mise en activité de l'abattoir public de Saint-Dizier entraînera de plein droit la suppression des tueries particulières dans la localité. Néanmoins, les habitants qui élèvent des porcs pour la consommation de leur maison pourront les faire abattre chez eux, pourvu que ce soit dans un local clos et séparé de la voie publique.

6. La présente autorisation est accordée, en ce qui regarde l'abattoir public, sous la condition de se conformer aux vues indiquées par la commission d'hygiène publique du canton de Saint-Dizier, dans sa séance du 4 juillet 1861, pour procurer en tout temps l'eau nécessaire à l'établissement et pour assurer l'écoulement de celles qui auront servi, et, en outre, sous la réserve du droit, pour l'Administration, de prescrire et faire exécuter, à toute époque, les mesures et travaux qu'elle jugerait utiles dans l'intérêt de la santé publique. (*Saint-Cloud, 7 Novembre 1863.*)

N° 16,084. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui autorisent :

Le sieur *Malvault*, à construire un moulin à blé sur la rivière de Mayenne, commune de Saint-Baudelle (Mayenne);

Le sieur *Gérardin* (*Charles*), à maintenir en activité une usine destinée au battage et à la mouture des grains et au pilonage du chanvre qu'il possède sur la rivière de Meurthe, commune de Flin (Meurthe);

Le sieur *de Sarrieu*, à maintenir en activité une scierie à bois, un foulon et une filature à laine qu'il possède dans la commune de Montrejeau (Haute-Garonne);

Les sieurs *Mineur frères*, à conserver une prise d'eau établie sur le canal de Bour-

bourg pour les besoins d'une distillerie qu'ils possèdent dans la commune de la Capelle (Nord);

Les sieurs *Bodier-Velut* (*Michel-Nicolas*) et *Jeune* (*Martin*), à établir sur le bras de la Seine dit *le Fossé Noir*, à la limite séparative des territoires de *Barbèrey-Saint-Sulpice* et de *Sainte-Maure* (Aube), une prise d'eau destinée à l'irrigation d'un pré situé commune de *Sainte-Maure*;

Le comte de *Lays*, à établir un vannage d'irrigation sur le bras de la Seine dit *le Venoué*, à la limite séparative des territoires des communes de *Barbèrey-Saint-Sulpice* et de *Sainte-Maure* (Aube). (*Compiègne, 13 Novembre 1863.*)

N° 16,085. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui autorise la caisse d'épargne de *Corbeil* (Seine-et-Oise) à accepter la donation faite à son profit par le sieur *Peray*, manufacturier, et par la baronne de *Champlouis* d'un terrain de huit cent trente-quatre mètres situé place *Salvandy*, à *Corbeil*. (*Compiègne, 13 Novembre 1863.*)

N° 16,086. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant modification de l'ordonnance du 20 juillet 1843, qui a constitué en syndicat les propriétaires intéressés à l'entretien du dessèchement des marais de *Saint-Fitilien* et de *Saint-André-le-Gaz* (Isère). (*Compiègne, 13 Novembre 1863.*)

N° 16,087. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant concession aux sieurs *Imer* et consort, propriétaires des mines de cuivre, plomb, argent et autres métaux de *Saint-Augustin*, concédées par décret du 4 février 1857, de mines de même nature sises dans la commune de *Castifao* (Corse); cette concession, qui sera réunie à celle de *Saint-Augustin*, ne formera avec elle qu'une seule et même concession. (*Paris, 18 Novembre 1863.*)



Certifié conforme :

Paris, le 24 Mars 1864.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1020.

N° 16,088. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 2 liquidations de Pensions civiles.*

Du 14 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 2, 5, 6, 7, 10, 11, 18 et 25 de la loi du 9 juin 1853, sur
les pensions civiles;

Vu les articles 3, 4 et 12 de l'ordonnance royale du 19 novembre 1823,
portant règlement sur les pensions de retraite du département des affaires
étrangères;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date des
2 et 24 février 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations
comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant
sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en ses avis
des 16 février et 8 mars 1864;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des
affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les deux liquidations de pensions civiles comprises pour
une somme totale de cinq mille cinq cents francs (5,500^f) au
tableau d'autre part sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance
du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements des affaires
étrangères et des finances sont chargés, chacun en ce qui le con-
cerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin
des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
des affaires étrangères,

Signé DROUYN DE LUY.

XI^e Série.

29

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			MONTANT des pensions et allocations versées la première année de la pension.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services militaires.)									
1	SAINT-BELIN Marie-Alexandre-Joséphine-Henriette, veuve DOREL DE NIOS.	15. mai 1818.	Saint-Denis de Bourbon.	Son mari, ex-com-sul général de France, décédé en possession d'une pension de 6,350 francs.	Civils.	32	6	3	Ordonnance du 20 juin 1820 de 3,175 francs.
(Pensions pour services civils.)									
2	PEITIER Michel-Auguste ⁽¹⁾ .	11 juillet 1813.	Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir).	Secrétaire-archiviste.	Civils.	30	3	5	Ordonnance du 20 juin 1820 de 3,175 francs.

⁽¹⁾ Infirmités résultant de l'exercice de ses fonctions.

⁽¹⁾ Infirmités résultant de l'exercice de ses fonctions.

N^o 16,089. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'inscription, au Trésor public, de 151 Pensions militaires.

Du 19 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le titre IV de la loi du 25 mars 1817 et l'ordonnance rendue le 20 juin suivant pour en assurer l'exécution;

Vu l'ordonnance du 2 août 1820;

Vu la situation du crédit de deux millions six cent mille francs affecté pour l'inscription des pensions militaires par la loi du 13 mai 1863;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les cent cinquante et une pensions militaires comprises pour une somme totale de soixante-dix-huit mille trois cent quarante francs (78,340^{fr}) dans le Bulletin des lois n^o 1016 (partie supplémentaire), et rappelées au tableau ci-dessous, seront inscrites au livre des pensions du trésor public.

NUMÉRO du Bulletin des lois où sont inscrites les pensions.	NUMÉROS d'ordre de l'insertion de chaque décret au Bulletin des lois.	DATES des décrets.	NUMÉRO d'ordre de chaque décret.	NATURE DES PENSIONS à inscrire.	MONTANT des pensions.	
					Parties.	Somme.
Bulletin n ^o 1016, partie supplé- mentaire.	16,028	16 janv. 1864.	14	Pensions de retraite à des militaires pour ancienneté de services.	83	51,471 ^{fr}
	16,029	Idem.	15	Idem.	68	36,869 ^{fr}
TOTAL.....					151	78,340^{fr}

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
NIE. vement au 1 ^{er} janvier 1854.)							
•	•	6,000 ^f	6,000 ^f	1,500 ^f	1,500 ^f	11 octobre 1863.	Paris (Seine).
NIE. vement au 1 ^{er} janvier 1854.)							
•	4,033 ^f 32 ^c	4,033 ^f 31 ^c	4,000	•	4,000	6 déc. 1863.	Paris (Seine).
				TOTAL..	5,500		

2. La jouissance de ces pensions commencera à courir du jour indiqué pour chacune d'elles dans les décrets qui viennent d'être signalés.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 16,090. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui approuve 3 liquidations de Pensions civiles.

Du 19 Mars 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution;

Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1863;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 8 mars 1864;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les trois liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de sept mille cent cinquante francs (7,150^f) au tableau d'autre part sont approuvées.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			NATURE des services.
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services)									
1	MICHEL DE POTICHE (Timogène-Pierre-François) ⁽¹⁾ .	22 dec. 1837.	Paris (Seine).	Contrôleur de 1 ^{re} classe.	CONTRIBUTIONS DIRECTES. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	4	6	.	Règlement ral de vier de 9 jan
2	TOURNUS (Alphonse-Benoît).	24 mars 1794.	Idem.	Directeur général	ENREGISTREMENT. Civils.....	49	2	7	Idem.....
3	DEVILLIERS (Marie-Louis-Adolphe) ⁽²⁾ .	21 juin 1802.	Marault (Haute-Marne).	Commis expéditionnaire.	COUR DES COMPTES. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs..	10	6	.	Décret du vri de 9 jan
(1) Accident grave. — (2) Infirmités.									
1 ^{re} catégorie. ..						Contributions & Enregistrement. Cour des comptes			
TOTAL.....									

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n^o 87.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N^o 16,091. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'inscription, au Trésor public, d'une Pension concédée, en vertu de la Convention du 23 août 1860, à une Titulaire devenue Française par le fait de la réunion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice à la France.

Du 19 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le sénatus-consulte du 12 juin 1860 ;

Vu le décret, en date du 21 novembre 1860, portant promulgation de la convention destinée à régler les questions auxquelles donne lieu la réunion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice à la France ;

N ^o comm. série s. l. s. l.	LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
	des services militaires.	des services civils.	Total.					
708	"	135 ^f 00 ^c	417 ^f 50 ^c	"	"	417 ^f	3 juin 1863.	La Fère (Aisne).
150	"	282 50	"	6,000 ^f	"	6,000	1 ^{er} juin 1863.	Paris (Seine).
708	"	384 99	733 33	"	"	733	1 ^{er} juillet 1863.	Idem.
708	"	348 34						

1	417 ^f
1	6,000
1	733
3	7,150

Vu l'article 2 de ladite convention;

Notre Conseil d'État entendu, en son avis du 8 mars 1864;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La liquidation de pension comprise pour une somme de sept cent huit francs (708') au tableau d'autre part est approuvée.

2. Cette pension sera inscrite au trésor public, avec jouissance du jour indiqué au tableau qui suit, et payée par imputation sur les crédits que ce tableau désigne, à la condition toutefois par la titulaire de déclarer, dans son certificat de vie produit lors du premier paiement, qu'elle opte pour la nationalité française.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N ^o D'ORDRE.	NOM ET PRÉNOM de la pensionnaire.	NAISSANCE.		GRADE.	NATURE des services.	
		Date.	Lieu.			
						PENSIONS A INSCRIRE (Chapitre)
Un- que.	TOCHON (Justine), veuve DE ROCHETTE.	23 sept. 1833.	Grand-Bornand (Haute-Savoie).	Le mari ex-per- cepteur.	Civils.....	30

N^o 16,092. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise l'inscription, au Trésor public, de 23 Pensions concédées, en vertu de la Convention du 23 août 1860, à des Titulaires devenus Français par le fait de la réunion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice à la France.

Du 19 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le sénatus-consulte du 12 juin 1860;

Vu le décret, en date du 21 novembre 1860, portant promulgation de la convention destinée à régler les questions auxquelles donne lieu la réunion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice à la France;

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE DES SERVICES.
		Dates.	Lieux.		
1	APPLAGNAT (Frédéric)...	.....	.....	Soldat.....	Décoré de la médaille par la Valeur militaire.
2	ARPIN (Paul).....	.....	.....	Idem.....	Idem.....
3	BESSON (François).....	.....	.....	Idem.....	Idem.....
4	BOCQUET (Pierre).....	.....	.....	Idem.....	Idem.....
5	BURGEOD (Georges).....	.....	.....	Tambour.....	Idem.....
6	CAGNOL (Joseph).....	28 janvier 1831.	Thiéry (Alpes-Maritimes)	Soldat.....	Idem.....
7	COTTALORDA (Charles) ..	.....	.....	Idem.....	Idem.....
8	COTTAREL (Pierre).....	.....	.....	Idem.....	Idem.....
9	DE FORAS (Charles).....	.....	.....	Lieutenant.....	Idem.....
10	DE FORAS (Charles).....	.....	.....	Idem.....	Idem.....
11	ÉMERY (Louis).....	.....	.....	Caporal tambour....	Idem.....
12	FIGHIERA (Jean-Baptis- te).	.....	.....	Caporal.....	Idem.....
13	GAISSA (Jean-Baptiste- Laurent).	4 avril 1830.	Lieuche (Alpes-Maritimes)	Soldat.....	Idem.....
14	LATHUILE (Louis).....	.....	.....	Idem.....	Idem.....

QUOTITÉ du traitement pris pour base de la liquidation.	QUOTITÉ de la pension.	DATE de jouissance.	DOMICILE de la pensionnaire.	OBSERVATIONS.
2.061 ^f 80 ^c	708 ^f	Trois années d'ar- rérages anté- rieures au jour de l'insertion au Bulletin des lois du décret de concession.	Rumilly (Haute-Savoie)	La pension cesse en cas de nouveau mariage.

PENSIONS CIVILES.

Vu l'article 2 de ladite Convention ;
Notre Conseil d'État entendu, en son avis du 8 mars 1864 ;
Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des
Finances,
AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit

ART. 1^{er}. L'inscription au trésor des vingt-trois pensions comprises
sur une somme totale de deux mille trois cent soixante-quinze
francs (2,375^f) au tableau ci-après est approuvée.

CONCESSION.	MONTANT de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILES.	OBSERVATIONS.
1 ^{re} concession.	100 ^f	11 juin 1860.	Chambéry (Savoie).	Sauf déduction des sommes perçues au delà de cette époque au compte du Gou- vernement français.
2 ^e concession.	100	Idem.	Bourg- Saint-Maurice (Savoie).	Idem.
3 ^e concession.	100	Idem.	Chambéry (Savoie).	Idem.
4 ^e concession.	100	Idem.	Rennes (Ille-et-Vilaine).	Idem.
5 ^e concession.	100	Idem.	Chambéry (Savoie).	Idem.
6 ^e concession.	100	Idem.	Thiéry (Alpes-Maritimes).	Idem.
7 ^e concession.	100	Idem.	Nice (Alpes-Maritimes).	Idem.
8 ^e concession.	100	Idem.	Yenne (Savoie).	Idem.
9 ^e concession.	100	Idem.	Thonon (Haute-Savoie).	Idem.
10 ^e concession.	100	Idem.	Idem.	Idem.
11 ^e concession.	100	Idem.	Chambéry (Savoie).	Idem.
12 ^e concession.	100	"	Nice (Alpes-Maritimes).	Idem.
13 ^e concession.	100	"	Lieuuche (Alpes-Maritimes).	Idem.
14 ^e concession.	100	"	Chambéry (Savoie).	Idem.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE DES SERVICES.
		Dates.	Lieux.		
15	MALET (Joseph-Antoine)	.....	.....	Soldat.....	Décoré de la médaille de la Valeur militaire.
16	MILLIET (Joseph).....	.....	.....	Idem.....	Idem.....
17	MOLLARD (Philibert)...	.....	.....	Major général.....	Idem.....
18	MOLLARD (Philibert)...	.....	.....	Idem.....	Idem.....
19	PACHE (Claude).....	.....	.....	Caporal.....	Idem.....
20	PACOT (Pierre-Louis)...	.....	.....	Soldat.....	Idem.....
21	PORCEL (Jean-Baptiste).	9 sept. 1801.	Bonson (Alpes-Maritimes)	.....	Père d'un militaire tué.
22	TREVENON (Joseph)....	.....	.....	Caporal.....	Décoré de la médaille de la Valeur militaire.
23	VIALE (Marc).....	.....	Chambéry (Savoie).	Idem.....	Idem.....

2. Ces pensions seront payées dans les départements et avec la jouissance indiqués à chaque article du tableau qui précède, et inscrites au livre des pensions militaires (chapitre XIX du budget) à la condition toutefois, par les titulaires, de déclarer, dans le certificat de vie produit lors du premier payement, qu'ils optent pour la nationalité française.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances

Signé ACHILLE FOULD.

N^o 16,093. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'inscription, au Trésor public, de 178 Pensions militaires.

Du 23 Mars 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le titre IV de la loi du 25 mars 1817 et l'ordonnance rendue le 20 juin suivant pour en assurer l'exécution;

Vu l'ordonnance du 2 août 1820 ;

DATE DE CONCEPTION.	MONTANT de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILES.	OBSERVATIONS.
1 ^{er} septembre 1860...	100 ^f	"	Isola (Alpes-Maritimes)	Sauf déduction des sommes perçues au delà de cette époque au compte du Gouvernement français.
1 ^{er} juillet 1849...	100	"	Cranves-Sales (Haute-Savoie).	Idem.
7 juin 1846.....	100	"	Paris (Seine).	Idem.
1 ^{er} juillet 1859...	100	"	Idem.	Idem.
1 ^{er} janvier 1860 ..	100	"	Chambéry (Savoie).	Idem.
.....	100	"	Idem.	Idem.
1 ^{er} 25 septembre	175	14 juin 1860.	Nice (Alpes-Maritimes)	Idem.
1 ^{er} novembre 1860.	100	"	Novalaise (Savoie).	Idem.
1 ^{er} novembre 1860.	100	"	Chambéry (Savoie).	Idem.
TOTAL.....	2,375			

Vu la situation du crédit de deux millions six cent mille francs ouvert sur l'inscription des pensions militaires par la loi du 13 mai 1863;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les cent soixante-dix-huit pensions militaires comprises pour une somme totale de cent trois mille neuf cent quatre-vingt-huit francs (103,988^f) dans le Bulletin des lois n° 1018 (partie supplémentaire), et rappelées au tableau ci-dessous, seront inscrites au livre des pensions du trésor public.

DÉCRETS DE CONCESSION des pensions à inscrire.				NATURE DES PENSIONS à inscrire.	MONTANT des pensions.	
Numéros d'ordre de l'insertion de chaque décret au Bulletin des lois.	Date des décrets.	Numéros d'ordre de chaque décret.			Parties.	Sommes.
16,068	27 fev. 1864.	18	Pensions de retraite à des militaires pour ancienneté de services		122	66,340 ^f
16,069	Idem.	19	Pensions à des veuves et orphelins de mi- litaires.....		56	37,648
				TOTAUX....	178	103,988

2. La jouissance de ces pensions commencera à courir du jour

indiqué pour chacune d'elles dans les décrets qui viennent d'être signalés.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances

Signé ACHILLE FOULD.

N° 16,094. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui nomme officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. *Berrier-Fontaine* (*Louis-Félix*), inspecteur général des lignes télégraphiques; quarante-trois ans de services; chevalier depuis le 11 août 1855. (*Paris, 20 Février 1864.*)

N° 16,095. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui nomme officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. *Brame*, président de la commission des hospices de Lille; plus de cinquante ans de services gratuits; chevalier de l'ordre depuis 1842. (*Paris, 26 Février 1864.*)

N° 16,096. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui nomme officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. *Michon*, chirurgien honoraire des hôpitaux de Paris; trente-deux ans de services; chevalier de l'ordre depuis 1846. (*Paris, 26 Février 1864.*)

N° 16,097. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui nomme chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. *Leclerc-Chauvin*, membre du bureau de bienfaisance de la ville d'Angoulême; quarante-trois ans de services gratuits; a fondé à ses frais un asile pour la vieillesse et un orphelinat agricole; vient d'être reconnu comme établissement d'utilité publique. (*Paris, 26 Février 1864.*)

N° 16,098. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui nomme commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. *Ponsard*, préfet de département du Haut-Rhin; vingt-six ans de services militaires et administratifs; officier de l'ordre depuis 1856. (*Paris, 11 Mars 1864.*)

N° 16,099. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de justice et des cultes) qui nomme chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. *de Laigue* (*Louis-Paul-Émile*); chef de bureau au ministère de la justice; quarante-deux ans de services. (*Paris, 19 Mars 1864.*)

N° 16,100. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, commerce et des travaux publics) qui autorise le sieur *Adrien Perret* à remettre son activité, en en augmentant la consistance, une ancienne aciérie située à Saint-Étienne (Loire). (*Paris, 18 Novembre 1863.*)

16,101. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui autorise le syndicat du canal d'irrigation de Bohère (Pyrénées-Orientales) à contracter un emprunt de deux cent mille francs. (Paris, 18 Novembre 1863.)

16,102. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui réunit en association syndicale les propriétaires intéressés aux travaux d'assainissement des vallées du Charrin et de Saint-Hilaire, dans la partie qui forme le val proprement dit et qui comprend les grands fossés établis sur le territoire des communes de Devay, de Charrin et de Saint-Hilaire et dans la partie située commune de Charrin (Nièvre) entre le coteau de la Loire et la route impériale n° 79. (Compiègne, 22 Novembre 1863.)

16,103. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui établit :

Dans la commune de Troyes, chef lieu du département de l'Aube, deux foires qui tiendront le 10 février et le 20 juillet de chaque année;

Dans la commune de Cervières, arrondissement de Briançon (Hautes-Alpes), une foire qui se tiendra le 26 septembre de chaque année;

Dans la commune de Saint-Thibault, arrondissement de Troyes (Aube), une foire qui se tiendra le 23 février de chaque année;

Dans la commune de Brassac, arrondissement de Ribérac (Dordogne), une foire aura lieu annuellement le dernier lundi du mois d'octobre. (Paris, 30 Novembre 1863.)

16,104. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

Une foire qui se tient dans la commune de Minzac, arrondissement de Bergerac (Dordogne), le dimanche qui suit le 21 juillet aura lieu, à l'avenir, le lundi suivant. Les foires qui se tiennent à Meilhan, arrondissement de Marmande (Lot-et-Garonne), le premier jeudi de chaque mois auront lieu, à l'avenir, le deuxième mardi de chaque mois.

Une foire qui se tient à Châteauneuf-sur-Sarthe, arrondissement de Segré (Maine-et-Loire), le dernier vendredi de décembre aura lieu, à l'avenir, le 26 du même mois et portera le nom de foire de Saint-Étienne. (Paris, 30 Novembre 1863.)

16,105. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la justice et des cultes) qui autorise l'acceptation du legs de trois cents francs fait par la dame Cordier à la fabrique de Noidant-le-Rocheux (Haute-Marne). (Fontainebleau, 6 Juillet 1863.)

16,106. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Dotation d'une rente de cinq cent soixante-dix francs faite à charge de services religieux par la demoiselle de Chacaton à la fabrique de l'église cathédrale de Moulins (Allier).

Dotation d'une rente de cent francs faite à charge de services religieux par la dame veuve Bonnissent à la fabrique d'Urville (Manche).

Dotation d'une rente de quatre-vingts francs faite à charge de services religieux par les sieurs Pierre et Charles Doyen à la fabrique de Marange-Zondrange (Moselle).

Dotation de deux mille quatre cents francs faite à charge de services religieux par la demoiselle Delourmel à la fabrique de Plorec (Côtes-du-Nord).

Dotation d'une rente de quatre-vingt-cinq francs faite à charge de services religieux par le sieur Muller à la fabrique d'Herbach (Moselle).

Legs faits par le sieur Le Guérinais : 1° à la fabrique du Ménil-Ozenne (Manche), une rente de trente-huit francs, à charge de services religieux; 2° au desservant et à

ladite fabrique, une somme de quatre cents francs, qui sera affectée aux besoins de l'église et moitié à la célébration de messes.

Legs faits par la dame *Le Vaillant de Duranville* et consistant en une somme de mille francs, à charge de services religieux, pour chacune des deux fabriques de Maclou et de Saint-Nicaise, à Rouen (Seine-Inférieure). (*Vichy, 16 Juillet 1863.*)

N° 16,107. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Legs faits par la dame veuve *Condany* : 1° à l'école secondaire ecclésiastique Dorat (Haute-Vienne), deux mille francs; 2° à la fabrique de la paroisse de la ville, trois mille francs; 3° aux pauvres, deux mille francs, et à l'hospice, mille francs.

Legs faits par le sieur *Specht* : 1° au séminaire du diocèse de Strasbourg (Bas-Rhin), une rente de soixante francs et une bibliothèque estimée sept cent quatre-vingt francs; 2° à l'école secondaire ecclésiastique du même diocèse, une rente de mille francs; 3° à la fabrique de l'église cathédrale de Strasbourg, une rente de cent cinquante francs.

Legs faits par le sieur *Delaporte* : 1° à la fabrique de Garidech (Haute-Garonne), une somme de mille huit cents francs destinée à l'église et une rente de trente francs à charge de services religieux; 2° au desservant, trois cents francs pour la célébration de messes; au même desservant et aux pauvres, deux cents francs.

Donation faite par les sieur et dame *Truchy* à la congrégation des sœurs de Providence, existant à Troyes (Aube), conjointement avec la commune de Cerny (même département), et consistant en une maison avec dépendances sise à Cerny et estimée douze mille francs, à la charge d'entretenir dans cet immeuble deux sœurs de son ordre pour y tenir une école gratuite de filles et visiter les malades pauvres de la commune. (*Vichy, 16 Juillet 1863.*)



Certifié conforme :

Paris, le 31^r Mars 1864.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes.*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1021.

N° 16,108. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 70 Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.*

Du 11 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2° Les lois des 11 avril 1831, 26 avril 1855 (titre IV) et 25 juin 1861, sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 11 mars 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 21, et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de trente-neuf mille vingt-trois francs (35,023¹), sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des soixante-dix militaires désignés au tableau d'autre part une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾, savoir :

⁽¹⁾ Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NUMÉRO D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES	
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.
1	PROHASKA (Jean - Gas- pard).	28 mai 1813.	Strasbourg (Bas-Rhin).	Sous-chef de mu- sique au 50 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	34	-	16	5	-
2	KOEHL (François - Jo- seph).	18 mars 1816.	Reichshoffen (Bas-Rhin).	Musicien de 1 ^{re} clas- se au 5 ^e régiment de dragons.	25	6	16	-	-
3	MAILLARD (Louis-Claude- Marie).	2 avril 1820.	Rocroy (Ardennes).	Musicien de 2 ^e classe au 1 ^{er} régiment du génie.	25	6	16	-	-
4	TUGEND (Jacques)	15 janv. 1816.	Schwindratz- heim (Bas-Rhin).	Musicien de 2 ^e classe au 70 ^e régiment d'in- fanterie de ligne.	25	6	16	12	-
5	VIGUIÉ (André-François- Fortuné).	23 oct. 1816.	Villeneuve- sur-Lot (Lot-et-Garonne).	Musicien de 2 ^e classe au 2 ^e régiment de grenadiers de la gar- de impériale.	25	6	17	-	-
6	MORLAIX (Théodore-Ju- lien-Ange).	19 janv. 1813.	Rennes (Ille-et-Vilaine).	Musicien de 3 ^e classe au 1 ^{er} régiment de cuirassiers de la garde impériale.	30	6	17	-	-
7	FIX (Jean)	25 sept. 1815.	Phalsbourg (Meurthe).	Musicien de 3 ^e classe au 2 ^e régiment du gé- nie.	26	-	16	-	-
8	WOLFELSPERGER (Jac- ques).	7 mai 1816.	Soultz (Haut-Rhin).	Musicien de 3 ^e classe au 11 ^e régiment d'ar- tillerie.	25	-	16	-	-
9	JOULEAUD (Julien)	27 oct. 1812.	Ercé (Ille-et-Vilaine).	Sergent au 2 ^e régiment de voltigeurs de la garde impériale.	25	6	24	11	-
10	LOBIKL (Prosper-Amand)	1 ^{er} août 1816.	Saint-Pierre- la-Cour (Mayenne).	Soldat au 1 ^{er} régi- ment de grenadiers de la garde impériale.	25	6	16	31	-
11	DURAND (Eugène-Marie).	2 déc. 1813.	Mortagne- sur-Sèvre (Vendée).	Soldat au régiment de zouaves de la garde impériale.	25	5	13	27	-
12	PETITJEAN (Charles-Ni- colas).	25 mai 1815.	Paris (Seine).	Soldat au 1 ^{er} régi- ment de grenadiers de la garde impériale.	25	7	23	15	-
13	FERRUE (Hubert)	10 nov. 1815.	Besançon (Doubs).	Idem au 2 ^e idem.	25	6	17	2	-
14	MOHLER (Ignace)	30 juillet 1816.	Scherwiller (Bas-Rhin).	Idem.	25	6	21	2	-
15	KUZEC (Marc)	17 mai 1815.	Flouénan (Finistère).	Soldat au 1 ^{er} régi- ment de voltigeurs de la garde impériale.	25	6	16	15	-
16	MONTOUN (Jean)	5 mai 1815.	Rochechouart (Haute-Vienne).	Idem au 2 ^e idem.	25	6	16	18	-
17	SIMON (Nicolas)	27 juillet 1815.	Maron (Meurthe).	Idem.	26	-	16	3	-
18	PAUL-PANIER	10 juin 1815.	Carentan (Manche).	Sergent à la 1 ^{re} com- pagnie de fusiliers de discipline.	26	1	24	23	-
19	CORBERT (Joseph)	20 mars 1815.	Munster (Meurthe).	Sergent au 1 ^{er} ré- giment de zouaves.	25	6	16	46	-
20	MARTEL (Zacharie)	13 fév. 1817.	Bar-le-Duc (Meuse).	Sergent au 53 ^e régi- ment d'infanterie de ligne.	25	6	16	3	-
21	HOURCADE (François) . .	15 sept. 1815.	Sarpourenx (Basses-Pyrénées).	Idem au 64 ^e idem.	25	6	16	9	-
22	MARTABESCHE (Casimir).	8 mars 1816.	Privas (Ardèche).	Idem.	25	6	17	11	-
23	JULLIAN (Jean-Joachim- Anne).	26 juillet 1817.	Sérignac (Tarn-et-Gar.).	Idem au 69 ^e idem.	26	6	16	-	-

(1) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1864.

Noms des titulaires. Date.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Portion à la charge du trésor.	Portion à la charge de la dotation de l'armée.	Total.			
19 et 20.	Sous-chef de musique.	545 ^f	165 ^f	710 ^f (a)	En activité.	8 déc. 1863.	Paris (Seine).
1 ^{er} m.	Musicien de 1 ^{re} classe.	310	165	475 (a)	Idem.	9 nov. 1863.	Lunéville (Meurthe).
Idem.	Idem de 2 ^e Idem.	258	165	423 (a)	Idem.	3 nov. 1863.	Metz (Moselle).
Idem.	Idem.	348	165	513 (a)	Idem.	5 nov. 1863.	Schwindratzheim (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	273	165	438 (a)	Idem.	16 déc. 1863.	Toulouse (Haute-Garonne).
Idem.	Musicien de 3 ^e classe. (Ayant 13 ans d'ancienneté dans ce grade.)	307	198	505 (a)	Idem.	17 nov. 1863.	Clermont (Oise).
Idem.	Musicien de 3 ^e classe.	229	165	394 (a)	Idem.	14 janvier 1864.	Metz (Moselle).
Idem.	Idem.	223	165	388 (a)	Idem.	15 janvier 1864.	Barr (Bas-Rhin).
Idem.	Caporal. (Ayant 13 ans d'ancienneté dans ce grade.)	350	198	548 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Ercé (Ille-et-Vilaine).
Idem.	Soldat.	300	165	465 (a)	Idem.	29 nov. 1863.	Saint-Pierre-la-Cour (Mayenne).
Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	11 juillet 1863.	Mortagne-sur-Sèvre (Vendée).
Idem.	Idem.	280	165	445 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Moux (Nièvre).
Idem.	Idem.	215	165	380 (a)	Idem.	16 déc. 1863.	Besançon (Doubs).
Idem.	Idem.	215	165	380 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Scherwiller (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	280	165	445 (a)	Idem.	7 déc. 1863.	Guiclan (Finistère).
Idem.	Idem.	295	165	460 (a)	Idem.	9 janvier 1864.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	223	165	388 (a)	Idem.	19 déc. 1863.	Maron (Meurthe).
Idem.	Sergent. (Ayant 13 ans d'ancienneté dans ce grade.)	480	198	678 (a)	Idem.	1 ^{er} sept. 1863.	Carentan (Manche).
Idem.	Sergent.	400	165	565 (a)	Idem.	5 nov. 1863.	Munster (Meurthe).
Idem.	Idem. (Ayant 13 ans d'ancienneté dans ce grade.)	336	198	534 (a)	Idem.	4 déc. 1863.	Bar-le-Duc (Meuse).
Idem.	Idem.	390	198	588 (a)	Idem.	4 janvier 1864.	Bayonne (Basses-Pyrénées).
Idem.	Idem.	408	198	606 (a)	Idem.	20 oct. 1863.	Privas (Ardèche).
Idem.	Idem.	318	198	516 (a)	Idem.	9 déc. 1863.	Sérignac (Tarn-et-Gar.).

Condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles

NOMBRES D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		ARMES, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES.		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
1	PROHASKA (Jean - Gas- pard).	28 mai 1813.	Strasbourg (Bas-Rhin).	Sous-chef de mu- sique au 50 ^e régi- ment d'infanterie de ligne.	34	-	16	5	-	-
2	KOEHL (François - Jo- seph).	18 mars 1816.	Reichshoffen (Bas-Rhin).	Musicien de 1 ^{re} clas- se au 5 ^e régiment de dragons.	25	6	16	-	-	-
3	MAILLARD (Louis-Claude- Marie).	2 avril 1820.	Rocroy (Ardennes).	Musicien de 2 ^e classe au 1 ^{er} régiment du génie.	25	6	16	-	-	-
4	TEGGERD (Jacques)	13 janv. 1816.	Schwindratz- heim (Bas-Rhin).	Musicien de 2 ^e classe au 70 ^e régiment d'in- fanterie de ligne.	25	6	16	12	-	-
5	VIGUÉ (André-François- Fortuné).	23 oct. 1796.	Villeneuve- sur-Loi (Lot-et-Garonne).	Musicien de 2 ^e classe au 3 ^e régiment de grenadiers de la gar- de impériale.	25	6	17	2	-	-
6	MORLAIX (Théodore-Ju- lien-Angé).	19 janv. 1815.	Rennes (Ille-et-Vilaine).	Musicien de 3 ^e classe au 1 ^{er} régiment de cuirassiers de la garde impériale.	30	6	17	-	-	-
7	FIX (Jean)	23 sept. 1815.	Phalsbourg (Meurthe).	Musicien de 3 ^e classe au 2 ^e régiment du gé- nie.	26	-	16	-	-	-
8	WOLFELSPERGER Jac- ques.	7 mai 1816.	Soultz (Haut-Rhin).	Musicien de 3 ^e classe au 11 ^e régiment d'ar- tillerie.	25	-	16	-	-	-
9	JOULEAUD (Julien)	27 oct. 1817.	Ercé (Ille-et-Vilaine).	Sergent au 2 ^e régi- ment de voltigeurs de la garde impériale	25	6	24	11	-	-
10	LOBIEL (Prosper-Amand)	1 ^{er} août 1816.	Saint-Pierre- la-Cour (Mayenne).	Soldat au 1 ^{er} régi- ment de grenadiers de la garde impériale	25	6	16	31	-	-
11	DURAND (Eugène-Marie).	2 déc. 1814.	Mortagne- sur-Sèvre (Vendée).	Soldat au régiment de zouaves de la garde impériale.	25	5	14	27	-	-
12	PETITJEAN (Charles-Ni- colas).	25 mai 1815.	Paris (Seine).	Soldat au 1 ^{er} régi- ment de grenadiers de la garde impériale.	25	7	22	15	-	-
13	FERRUE (Hubert)	10 nov. 1815.	Besançon (Doubs).	Idem au 2 ^e idem.	25	6	17	2	-	-
14	MOHLER (Ignace)	30 juillet 1816.	Scherwiller (Bas-Rhin).	Idem.	25	6	21	2	-	-
15	KUZEC (Marc)	17 mai 1815.	Flouénan (Finistère).	Soldat au 1 ^{er} régi- ment de voltigeurs de la garde impériale.	25	6	16	15	-	-
16	MONTOUX (Jean)	5 mai 1815.	Rochechouart (Haute-Vienne).	Idem au 2 ^e idem.	25	6	16	18	-	-
17	SIMON (Nicolas)	27 juillet 1815.	Maron (Meurthe).	Idem.	26	-	16	3	-	-
18	PAUL-PANIER.	10 juin 1815.	Carentan (Manche).	Sergent à la 1 ^{re} com- pagnie de fusiliers de discipline.	26	-	24	23	-	-
19	CORBET (Joseph)	20 mars 1815.	Munster (Meurthe).	Sergent au 1 ^{er} ré- giment de zouaves.	25	6	16	26	-	-
20	MARTEL (Zacharie)	15 fév. 1817.	Bar-le-Duc (Meuse).	Sergent au 53 ^e régi- ment d'infanterie de ligne.	25	6	16	3	-	-
21	HOUCCADE (François) . .	15 sept. 1815.	Sarpourenx (Basses-Pyrénées).	Idem au 64 ^e idem.	25	6	16	9	-	-
22	MARTARESCHE (Casimir).	8 mars 1816.	Privas (Ardèche).	Idem.	25	6	17	11	-	-
23	JULLIAN (Jean-Joachim- Anne).	26 juillet 1817.	Sérignac (Tarn-et-Gar.)	Idem au 65 ^e idem.	26	6	16	-	-	-

(1) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1851.

NOM du titulaire.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires
		Portion à la charge du trésor.	Portion à la charge de la dotation de l'armée.	Total.			
10.	Sous-chef de mu- sique.	545 ^f	165 ^f	710 ^f (a)	En activité.	8 déc. 1863.	Paris (Seine).
11.	Musicien de 1 ^{re} clas- se.	310	165	475 (a)	Idem.	9 nov. 1863.	Lunéville (Meurthe).
12.	Idem. de 2 ^e Idem.	258	165	423 (a)	Idem.	3 nov. 1863.	Metz (Moselle).
13.	Idem.	348	165	513 (a)	Idem.	5 nov. 1863.	Schwindrats- heim (Bas-Rhin).
14.	Idem.	273	165	438 (a)	Idem.	16 déc. 1863.	Toulouse (Haute-Garonne).
15.	Musicien de 3 ^e clas- se. (Ayant 13 ans d'ancienneté dans ce grade.)	307	198	505 (a)	Idem.	17 nov. 1863.	Clermont (Oise).
16.	Musicien de 3 ^e classe.	229	165	394 (a)	Idem.	14 janvier 1864.	Metz (Moselle).
17.	Idem.	223	165	388 (a)	Idem.	15 janvier 1864.	Barr (Bas-Rhin).
18.	Caporal. (Ayant 13 ans d'ancienneté dans ce grade.)	350	198	548 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Ercé (Ille-et-Vilaine).
19.	Soldat.	300	165	465 (a)	Idem.	29 nov. 1863.	Saint-Pierre- la-Cour (Mayenne).
20.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	11 juillet 1863.	Mortagne- sur-Sèvre (Vendée).
21.	Idem.	280	165	445 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Moux (Nièvre).
22.	Idem.	215	165	380 (a)	Idem.	16 déc. 1863.	Besançon (Doubs).
23.	Idem.	215	165	380 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Scherwiller (Bas-Rhin).
24.	Idem.	280	165	445 (a)	Idem.	7 déc. 1863.	Guiclan (Finistère).
25.	Idem.	295	165	460 (a)	Idem.	9 janvier 1864.	Paris (Seine).
26.	Idem.	223	165	388 (a)	Idem.	19 déc. 1863.	Maron (Meurthe).
27.	Sergent. (Ayant 13 ans d'ancienneté dans ce grade.)	480	198	678 (a)	Idem.	1 ^{er} sept. 1863.	Carentan (Manche).
28.	Sergent.	400	165	565 (a)	Idem.	5 nov. 1863.	Munster (Meurthe).
29.	Idem. (Ayant 13 ans d'ancienneté dans ce grade.)	336	198	534 (a)	Idem.	4 déc. 1863.	Bar-le-Duc (Meuse).
30.	Idem.	390	198	588 (a)	Idem.	4 janvier 1864.	Bayonne (Basses-Pyrénées).
31.	Idem.	408	198	606 (a)	Idem.	20 oct. 1863.	Privas (Ardèche).
32.	Idem.	318	198	516 (a)	Idem.	9 déc. 1863.	Sérignac (Tarn-et-Gar.).

Remarque : que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles

NOMINÉS ENCORE.	NOMS ET PRENOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAIGNES		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
24	GURBE-LECHIADE (Hippo- lyte).	4 mars 1813.	La Ferrière (Isère).	Sergent au 78 ^e re- giment d'infanterie de ligne.	25	6	17	11	*	*
25	JEANTIER (Jean-Bap- tiste).	2 juin 1813.	Bordeaux (Gironde).	Sergent au 15 ^e ba- taillon de chasseurs à pied.	25	6	16	8	*	*
26	WELNER (Martin)	6 janvier 1813.	Hempach (Bas-Rhin).	<i>Idem</i> au 6 ^e <i>idem</i> .	25	6	16	6	*	*
27	DELTOI (Jean-Baptiste).	10 sept. 1817.	Paris Seine.	Caporal au 68 ^e re- giment d'infanterie de ligne.	25	6	*	29	*	*
28	KEHL (Alphonse-Domi- nique).	1 février 1817.	Dunkerque (Nord).	Caporal au 1 ^{er} ba- taillon d'infanterie légère d'Afrique.	25	6	16	15	*	*
29	TRANCHAT (Cyprien) ...	25 fév. 1816.	Le Teil (Ardèche).	Caporal au 61 ^e re- giment d'infanterie de ligne.	25	6	16	17	*	*
30	LACASSAGNE (Jean-Jo- seph).	28 sept. 1816.	Florac (Loz).	Caporal au 5 ^e ba- taillon de chasseurs à pied.	25	*	16	11	*	*
31	POREL (Jean-Baptiste- Constantien).	16 août 1816.	Breteil (Gise).	<i>Idem</i> au 15 ^e <i>idem</i> .	25	*	17	15	*	*
32	BARTHELEMY (Nicolas) ..	21 oct. 1816.	Boulange (Moselle).	Soldat au 40 ^e regi- ment d'infanterie de ligne.	25	*	24	11	*	*
33	MALESEER (Jean-Joseph).	4 nov. 1807.	Vagny (Vosges).	<i>Idem</i> au 10 ^e <i>idem</i> .	27	1	15	12	*	*
34	BECKER (Charles)	7 janv. 1811.	Landau (Bavière).	<i>Idem</i> au 89 ^e <i>idem</i> .	25	1	12	11	*	*
35	ARLIES (Jean)	17 fév. 1816.	Toulouges (Pyrenées-Ori.)	Soldat au 10 ^e ba- taillon de chasseurs à pied.	25	*	1	25	*	*
36	MOLLON (Florent-Théo- phile).	21 oct. 1815.	Caix (Somme).	Soldat au 1 ^{er} regi- ment de zouaves.	25	3	11	28	*	*
37	DENIS (Jean-Baptiste- Victor).	30 juin 1817.	Lous- le-Saumier (Jura).	<i>Idem</i> au 2 ^e <i>idem</i> .	25	1	1	38	*	*
38	LARQUIER (Jean-Hippo- lyte-Auguste-Vincent).	13 nov. 1816.	Clermont- Ferrand Puy-de-Dôme.	Soldat au 15 ^e regi- ment d'infanterie de ligne.	25	*	16	1	*	*
39	RIBEA (Nicolas-Honoré- Laurent).	18 dec. 1817.	Collioure (Pyrenées-Ori.)	<i>Idem</i> au 21 ^e <i>idem</i> .	25	2	1	9	10	*
40	MAZENS (Jean-Antoine).	6 juin 1815.	Gailiac (Tarn).	<i>Idem</i> au 20 ^e <i>idem</i> .	25	6	16	6	*	*
41	GLAYOT (Maurice-Joseph).	2 sept. 1816.	Bayeux (Calvados).	<i>Idem</i> au 5 ^e <i>idem</i> .	25	*	16	12	*	*
42	PELOUSE (François-Xa- vier).	3 avril 1816.	Sarge (Loir-et-Cher).	<i>Idem</i> au 6 ^e <i>idem</i> .	25	6	16	1	*	*
43	LOUYEL (Joseph)	7 mai 1816.	Montfort (Ille-et-Vilaine).	<i>Idem</i> au 80 ^e <i>idem</i> .	25	*	16	15	*	*
44	SARGEOT (Charles-Au- guste-Dieudonné) dit FABREY.	1 nov. 1816.	Épinal (Vosges).	Adjudant sous-offi- cier au 12 ^e regi- ment de dragons.	25	*	16	1	*	*
45	DUBREUIL (Pierre)	7 mars 1816.	La Réole (Garonne).	Maréchal des logis au 6 ^e regiment de cuirassiers.	25	6	17	*	*	*
46	OURGARD (Jean)	11 juillet 1816.	Calmont (Haute-Garonne).	Brigadier au 2 ^e regi- ment de chasseurs d'Afrique.	25	3	23	16	*	*
47	DRAVON (Louis)	15 mars 1816.	Grenoble (Isère).	Brigadier au 2 ^e regi- ment de cuiras- siers.	26	*	19	10	*	*

* Au instance pour sa naturalisation.

DÉSIGNATION.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Portion à la charge du trésor.	Portion à la charge de la dotation de l'armée.	Total.			
Loi du 26 avril 1855.							
19 et 20.	Sergent. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	408 ^f	198 ^f	606 ^f (a)	En activité.	1 ^{er} janv. 1864.	Grenoble (Isère).
Idem.	Idem.	381	198	579 (a)	Idem.	17 janvier 1864.	Lyon (Rhône).
Idem.	Sergent.	303	165	468 (a)	Idem.	15 janv. 1864.	Leiterswiller (Bas-Rhin).
Idem.	Caporal. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	408	198	606 (a)	Idem.	1 ^{er} janv. 1864.	Pau (Basses-Pyrénées).
Idem.	Idem.	379	198	577 (a)	Idem.	7 janvier 1864.	Lille (Nord).
Idem.	Caporal.	328	165	493 (a)	Idem.	30 octobre 1863.	Le Teil (Ardèche).
Idem.	Idem.	289	165	454 (a)	Dans ses foyers.	13 octobre 1863.	Floirac (Lot).
Idem.	Idem.	313	165	478 (a)	En activité.	6 déc. 1863.	Beauvais (Oise).
Idem.	Soldat.	300	165	465 (a)	Idem.	2 août 1863.	Boulanges (Moselle).
Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	11 sept. 1863.	Thann (Haut-Rhin).
Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	29 octobre 1863.	Belfort (Haut-Rhin).
Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	5 déc. 1863.	Perpignan (Pyrénées-Or.).
Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	11 août 1863.	Caix (Somme).
Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	7 sept. 1863.	Nancy (Meurthe).
Idem.	Idem.	213	165	378 (a)	Idem.	12 déc. 1863.	Dijon (Côte-d'Or).
Idem.	Idem.	253	165	418 (a)	Idem.	16 nov. 1863.	Perpignan (Pyrénées-Or.).
Idem.	Idem.	235	165	400 (a)	Idem.	22 déc. 1863.	Romans (Drôme).
Idem.	Idem.	268	165	433 (a)	Dans ses foyers.	13 déc. 1863.	Bayeux (Calvados).
Idem.	Idem.	210	165	375 (a)	En activité.	8 déc. 1863.	Mondoubleau (Loir-et-Cher).
Idem.	Idem.	278	165	443 (a)	Idem.	23 déc. 1863.	Héricourt (Haute-Saône).
Idem.	Adjudant sous-offi- cier.	415	165	580 (a)	Idem.	6 janv. 1864.	Bayon (Meurthe).
Idem.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'an- cienneté dans ce grade.)	309	198	507 (a)	Idem.	1 ^{er} janv. 1864.	La Réole (Gironde).
Idem.	Brigadier.	340	165	505 (a)	Idem.	26 juillet 1863.	Sainte-Léonie, province d'Oran (Algérie).
Idem.	Idem.	283	165	448 (a)	Idem.	16 janvier 1864.	Grenoble (Isère).

La condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles.

NOM ET PRÉNOM.	NAISSANCE.		GRADES armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
	Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
48 LE TEXIER (Mathurin)...	31 oct. 1816.	Locminé (Morbihan).	Soldat au 5 ^e régi- ment de dragons.	25	5	29	27	*	*
49 WAPLER (Martin).....	10 janv. 1819.	Strasbourg (Bas-Rhin).	<i>Idem</i> au 4 ^e <i>idem</i> .	26	*	16	12	*	*
50 DELTERVE (Jean).....	14 mars 1816.	Châteaux (Corrèze).	Soldat au 3 ^e régi- ment de hussards.	26	*	16	4	*	*
51 TOUANIER (Claude-Fran- çois).	30 août 1816.	Bolandoz (Doubs).	Maréchal des logis à la 1 ^{re} compagnie de cavaliers de remonte d'Afrique.	25	3	4	40	*	*
52 SORBIÈS (Joseph).....	* juillet 1815.	Seméac (Hautes-Pyrénées)	Brigadier à la 1 ^{re} compagnie de cava- liers de remonte d'Afrique.	26	2	14	48	*	*
53 DUFFOER (Arnaud)....	18 juin 1816.	Pujo (Hautes-Pyrénées)	Soldat à la 1 ^{re} com- pagnie de cavaliers de remonte d'Afrique.	25	*	29	46	*	*
54 RABILLON (Jacques-Syl- vain).	8 août 1816.	Souesmes (Loir-et-Cher).	<i>Idem</i> .	25	*	12	30	*	*
55 LAUG (Joseph).....	25 nov. 1815.	Sourbourg (Bas-Rhin).	Soldat à la 3 ^e com- pagnie de cavaliers de remonte.	25	2	28	20	*	*
56 DASQUE (Dominique)...	29 déc. 1812.	Tuzaguet (Hautes-Pyrénées)	Trompette à la 1 ^{re} compagnie de cava- liers remonte.	26	*	18	*	*	*
57 SCHWING (André).....	26 nov. 1815.	Meistratzheim (Bas-Rhin).	Soldat à la 6 ^e com- pagnie de cavaliers de remonte.	25	6	16	*	*	*
58 NIALON (François-Au- guste).	6 juin 1817.	Orchamps (Jura).	Adjudant sous-offi- cier au 11 ^e régiment d'artillerie.	25	*	16	12	*	*
59 DUCROT (Jean).....	13 sept. 1816.	Lyon (Rhône).	Soldat au 13 ^e régi- ment d'artillerie.	25	*	21	26	*	*
60 GOULLEY (Alexandre- Pierre).	15 avril 1816.	Cheu (Yonne).	<i>Idem</i> .	25	6	16	13	*	*
61 SEUNER (Joseph).....	25 juin 1815.	Erstein (Bas-Rhin).	Brigadier au 3 ^e es- cadron de train d'ar- tillerie.	26	6	16	*	*	*
62 BURUS (Michel).....	10 mai 1817.	Phalsbourg (Meurthe).	Caporal au 1 ^{er} ré- giment du génie.	25	6	16	10	*	*
63 PIOT (Jean-Baptiste)...	24 oct. 1816.	Agnielles (Hautes-Alpes).	Sergent infirmier- major.	25	*	16	17	*	*
64 MAUDUIT (Jean-Pierre- Désiré).	23 juillet 1815.	Saint-Jores (Manche).	Caporal infirmier- major.	25	6	16	18	*	*
65 LIOTARD (Charles-Louis- André).	14 mars 1812.	Romans (Drôme).	Adjudant sous-of- ficier de surveillance.	25	*	31	*	*	*
66 MENOUX (Louis).....	22 fév. 1815.	Vicq (Vienne).	Sergent-major de surveillance.	26	2	1	43	*	*
67 HATTIER (Édouard)....	9 juin 1820.	Paris (Seine).	<i>Idem</i> .	25	1	13	16	*	*
68 BERTRAND (Edme-Au- guste).	25 sept. 1814.	Auxerre (Yonne).	Sergent-major au 53 ^e régiment d'infan- terie de ligne.	25	7	7	24	*	*

(1) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861.

(2) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été nommé.

NOM des titulaires.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Portion à la charge du trésor.	Portion à la charge de la dotation de l'armée.	Total.			
19 et 20.	Soldat.	300 ^f	165 ^f	465 ^f (a)	En activité.	6 sept. 1863.	Locminé (Morbihan).
Idem.	Idem.	268	165	433 (a)	Idem.	12 déc. 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	228	165	393 (a)	Idem.	6 déc. 1863.	Montpensier, province d'Alger (Algérie).
Idem.	Maréchal des logis. (Ayant 13 ans d'ancienneté dans ce grade.)	480	198	678 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Blidah, province d'Alger (Algérie).
Idem.	Brigadier. (Ayant 13 ans d'ancienneté dans ce grade.)	408	198	606 (a)	Idem.	Idem.	Tarbes (Hautes-Pyrénées).
Idem.	Soldat.	300	165	465 (a)	Idem.	Idem.	Idem.
Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	Idem.	Blidah, province d'Alger (Algérie).
Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	3 sept. 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
Idem.	Trompette.	208	165	373 (b)	Idem.	1 ^{er} déc. 1863.	Caen (Calvados).
Idem.	Soldat.	205	165	370 (a)	Idem.	20 janvier 1864.	Meistratzheim (Bas-Rhin).
Idem.	Adjudant sous-officier.	515	165	680 (a)	Idem.	19 nov. 1863.	Rogécourt (Aisne).
Idem.	Soldat.	300	165	465 (a)	Idem.	1 ^{er} nov. 1863.	Villefranche (Rhône).
Idem.	Idem.	270	165	435 (a)	Idem.	18 nov. 1863.	Cheu (Yonne).
Idem.	Brigadier.	232	165	397 (a)	Idem.	15 déc. 1863.	Eratein (Bas-Rhin).
Idem.	Caporal. (Ayant 13 ans d'ancienneté dans ce grade.)	343	198	541 (a)	Idem.	6 déc. 1863.	Phalsbourg (Meurthe).
Idem.	Sergent. (Ayant 13 ans d'ancienneté dans ce grade.)	458	198	656 (a)	En activité aux in- firmiers militaires de la 9 ^e division, à Tou- lon.	4 janvier 1864.	Rosans (Hautes-Alpes).
Idem.	Caporal. (Ayant 13 ans d'ancienneté dans ce grade.)	401	198	599 (a)	En activité aux in- firmiers militaires de la 1 ^{re} division.	19 déc. 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Adjudant sous-officier.	600	165	765 (a)	En activité au pé- nitencier militaire de Bab-el-Oued (Al- gérie).	5 déc. 1863.	Alger (Algérie).
Idem ⁽¹⁾ .	Sergent. (Ayant 13 ans d'ancienneté dans ce grade.)	480	198	678 (a)	En activité à l'ate- lier des travaux pu- blics de Bône.	5 nov. 1863.	Vicq (Vienne).
Idem ⁽²⁾ .	Idem.	449	198	647 (a)	En activité au pé- nitencier militaire de Bab-el Oued (Al- gérie).	20 nov. 1863.	Alger (Algérie).
Idem.	Idem.	480	198	678 (a)	En activité.	1 ^{er} janvier 1864.	Auxerre (Yonne).

1011. — (1) Idem. Cette pension, dans la fixation de laquelle il a été fait application de l'article 4 de la loi du 20 mars 1863, ne peut, d'après l'article 37 de ladite loi, être cumulée avec un traitement civil d'activité.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
48	LE TEXIER (Mathurin)...	31 oct. 1816.	Locminé (Morbihan).	Soldat au 8 ^e régi- ment de dragons.	25	5	29	27	.	.
49	WAPPLER (Martin).....	10 janv. 1819.	Strasbourg (Bas-Rhin).	Idem au 4 ^e idem.	26	.	16	12	.	.
50	DELTERME (Jean).....	14 mars 1816.	Chateaux (Corrèze).	Soldat au 3 ^e régi- ment de hussards.	26	.	16	4	.	.
51	TOURNIER (Claude-Fran- çois).	30 août 1816.	Bolandoz (Doubs).	Maréchal des logis à la 1 ^{re} compagnie de cavaliers de remonte d'Afrique.	25	3	4	40	.	.
52	SORBIÈS (Joseph).....	2 juillet 1816.	Seméac (Hautes-Pyrénées)	Brigadier à la 1 ^{re} compagnie de cava- liers de remonte d'Afrique.	25	2	14	48	.	.
53	DEFFOUR (Arnaud)....	18 juin 1816.	Pujo (Hautes-Pyrénées)	Soldat à la 1 ^{re} com- pagnie de cavaliers de remonte d'Afrique.	25	.	29	46	.	.
54	RABILLON (Jacques-Syl- vain).	8 août 1816.	Souesmes (Loir-et-Cher).	Idem.	25	.	12	30	.	.
55	LAUG (Joseph).....	25 nov. 1815.	Sourbourg (Bas-Rhin).	Soldat à la 3 ^e com- pagnie de cavaliers de remonte.	25	2	28	20	.	.
56	DASQUE (Dominique)...	29 déc. 1812.	Tuzaguet (Hautes-Pyrénées)	Trompette à la 1 ^{re} compagnie de cava- liers remonte.	26	.	18	.	.	.
57	SCHWING (André).....	26 nov. 1815.	Meistratzheim (Bas-Rhin).	Soldat à la 6 ^e com- pagnie de cavaliers de remonte.	25	6	16	.	.	.
58	NIALON (François-Au- guste).	6 juin 1817.	Orchamps (Jura).	Adjudant sous-offi- cier au 11 ^e régiment d'artillerie.	25	.	16	12	.	.
59	DUCROT (Jean).....	13 sept. 1816.	Lyon (Rhône).	Soldat au 13 ^e régi- ment d'artillerie.	25	.	21	26	.	.
60	GOULLEY (Alexandre- Pierre).	15 avril 1816.	Cheu (Yonne).	Idem.	25	6	16	13	.	.
61	SHUNER (Joseph).....	25 juin 1815.	Erstein (Bas-Rhin).	Brigadier au 4 ^e es- cadron du train d'ar- tillerie.	26	6	16	.	.	.
62	BURUS (Michel).....	10 mai 1817.	Phalsbourg (Meurthe).	Caporal au 1 ^{er} ré- giment du génie.	25	6	16	10	.	.
63	PIOT (Jean-Baptiste)...	24 oct. 1816.	Agnielles (Hautes-Alpes).	Sergent infirmier- major.	25	.	16	17	.	.
64	MAUDUIT (Jean-Pierre- Désiré).	23 juillet 1815.	Saint-Jores (Manche).	Caporal infirmier- major.	25	6	16	18	.	.
65	LIOTARD (Charles-Louis- André).	14 mars 1812.	Romans (Drôme).	Adjudant sous-of- ficier de surveillance.	25	.	.	32	.	.
66	MENOUX (Louis).....	22 fév. 1815.	Vicq (Vienne).	Sergent-major de surveillance.	26	2	1	43	.	.
67	HATTIER (Édouard)....	9 juin 1820.	Paris (Seine).	Idem.	25	1	13	16	.	.
68	BERTRAND (Edme-Au- guste).	23 sept. 1814.	Auxerre (Yonne).	Sergent-major au 53 ^e régiment d'infan- terie de ligne.	25	7	7	24	.	.

(1) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861.

(2) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des cadres.

NOM des titulaires.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Portion à la charge du trésor.	Portion à la charge de la dotation de l'armée.	Total.			
20 et 30.	Soldat.	300 ^f	165 ^f	465 ^f (a)	En activité.	6 sept. 1863.	Locminé (Morbihan).
Idem.	Idem.	268	165	433 (a)	Idem.	12 déc. 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	228	165	393 (a)	Idem.	6 déc. 1863.	Montpensier, province d'Alger (Algérie).
Idem.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	480	198	678 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Blidah, province d'Alger (Algérie).
Idem.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	408	198	606 (a)	Idem.	Idem.	Tarbes (Hautes-Pyrénées).
Idem.	Soldat.	300	165	465 (a)	Idem.	Idem.	Idem.
Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	Idem.	Blidah, province d'Alger (Algérie).
Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	2 sept. 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
Idem.	Trompette.	208	165	373 (b)	Idem.	1 ^{er} déc. 1863.	Caen (Calvados).
Idem.	Soldat.	205	165	370 (a)	Idem.	30 janvier 1864.	Meistratzheim (Bas-Rhin).
Idem.	Adjudant sous-offi- cier.	525	165	690 (a)	Idem.	19 nov. 1863.	Rogécourt (Aisne).
Idem.	Soldat.	300	165	465 (a)	Idem.	1 ^{er} nov. 1863.	Villefranche (Rhône).
Idem.	Idem.	270	165	435 (a)	Idem.	18 nov. 1863.	Cheu (Yonne).
Idem.	Brigadier.	232	165	397 (a)	Idem.	15 déc. 1863.	Erstein (Bas-Rhin).
Idem.	Caporal. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	343	198	541 (a)	Idem.	6 déc. 1863.	Phalsbourg (Meurthe).
Idem.	Sergent. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	458	198	656 (a)	En activité aux in- firmiers militaires de la 9 ^e division, à Tou- lon.	4 janvier 1864.	Rosans (Hautes-Alpes).
Idem.	Caporal. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	401	198	599 (a)	En activité aux in- firmiers militaires de la 1 ^{re} division.	19 déc. 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Adjudant sous-offi- cier.	600	165	765 (a)	En activité au pé- nitencier militaire de Bab-el-Oued (Al- gérie).	5 déc. 1863.	Alger (Algérie).
Idem (1).	Sergent. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	480	198	678 (a)	En activité à l'ate- lier des travaux pu- blics de Bône.	5 nov. 1863.	Vicq (Vienne).
Idem (2).	Idem.	449	198	647 (a)	En activité au pé- nitencier militaire de Bab-el-Oued (Al- gérie).	20 nov. 1863.	Alger (Algérie).
Idem.	Idem.	480	198	678 (a)	En activité.	1 ^{er} janvier 1864.	Auxerre (Yonne).

(1) — (2) Idem. Cette pension, dans la fixation de laquelle il a été fait application de l'article 4 de la loi du 1831, ne peut, d'après l'article 27 de ladite loi, être cumulée avec un traitement civil d'activité.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
69	ZAREGI. (François-Joseph).	30 mai 1815.	Lipsheim (Bas-Rhin).	Sergent-major d'infanterie.	26	7	14	"	"	"
70	CROSNIER (Jean-Marie).	1 ^{er} août 1814.	Juvigné (Mayenne).	Soldat d'artillerie.	26	8	4	3	4	"

(2) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 29 octobre 1863 sur la pension de 507 francs accordée

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur:

Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre

Signé RANDON.

N° 16,109. — DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde des Pensions à 54 Veuves de Militaires et à un Orphelin.

Du 11 Mars 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

TITRES des titulaires.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Portion à la charge du trésor.	Portion à la charge de la dotation de l'armée.	Total.			
Loi du 26 avril 1855.							
15 et 20.	Sergent. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	318 ^f	198 ^f	516 ^f (a)	Titulaire d'une pen- sion de retraite.	29 octobre 1863.	Nancy (Meurthe).
Idem.	Soldat.	225	198	365 (b)	Idem.	1 ^{er} nov. 1863.	Laval (Mayenne).
			TOTAL.	35,023			

re 1863, et que la présente annule. — (b) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 1^{er} novembre 1863 d'un bon de 385 francs accordée par décret du 7 octobre 1863, et que la présente annule.

2° Les lois des 11 avril 1831 (titre III) et 26 avril 1855 (titre VI), sur les pensions de l'armée de terre ;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public ;

4° L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 11 mars 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 22, et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de sept mille six cent quatre-vingt-quinze francs (7,295^f), sur le crédit d'inscription de 1864 ;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des cinquante-quatre veuves militaires et à l'orphelin dénommés au tableau d'autre part une pension fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec la jouissance de l'époque indiquée à chaque article du tableau qui suit.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

⁽¹⁾ Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des militaires.	GRADES.	DATES			circonstances
			de la cessation de l'activité.	du mariage.	du décès.	
1	DELAITRE (André).....	Portier-consigne de 1 ^{re} classe.	29 mai 1861.	2 octobre 1843.	8 avril 1863.	Titulaire d'un retraite.
2	RAVEAUD (Michel-Joseph).	Portier-consigne de 2 ^e classe.	27 mai 1853.	28 nov. 1839.	8 juin 1863.	Idem.....
3	AURADOU (Pierre).....	Portier-consigne de 3 ^e classe.	1 ^{er} déc. 1852.	24 juillet 1816.	7 mai 1863.	Idem.....
4	GUBIN (Auguste).....	Idem.....	16 août 1856.	22 nov. 1824.	24 mars 1863.	Idem.....
5	BLANC (Jean-André).....	Sergent-major.....	29 mars 1846.	31 juillet 1823.	23 déc. 1862.	Idem.....
6	MORAND (Jean-Baptiste)...	Idem.....	5 avril 1846.	30 août 1838.	7 déc. 1861.	Idem.....
7	PELTIER (Félicité-François)	Maréchal des logis chef.	29 mars 1846.	21 juin 1838.	30 janvier 1863.	Idem.....
8	AUDO (Joseph).....	Sergent.....	24 mai 1852.	9 mai 1838.	6 mars 1863.	Idem.....
9	DELAISEMENT (Charles-Nor- bert-Doctrovéc).	Idem.....	3 juin 1843.	8 juin 1839.	1 ^{er} août 1863.	Idem.....
10	GIAMPIETRI (Charles-Fran- çois).	Idem.....	11 juin 1853.	26 août 1855.	18 mai 1863.	Idem.....
11	MÉTÉZEAU (Jean).....	Idem.....	7 juin 1849.	21 avril 1823.	23 sept. 1863.	Idem.....
12	STAHL (Guillaume).....	Idem.....	24 mai 1851.	3 mai 1848.	5 février 1863.	Idem.....
13	VENGÉ (Jean-Baptiste)	Idem.....	21 déc. 1861.	8 juin 1854.	27 mars 1863.	Idem.....
14	ABRAMIN (Jean-Pierre-Atha- nase).	Maréchal des logis...	2 janvier 1851.	15 mars 1828.	14 août 1863.	Idem.....
15	DESSEIGNET (Sébastien)...	Idem.....	1 ^{er} février 1856.	15 avril 1844.	18 juin 1863.	Idem.....
16	FORMENT (Paul-Bernard)...	Idem.....	2 février 1844.	22 avril 1824.	19 juin 1863.	Idem.....
17	GORJU (Joseph-Benjamin) ..	Idem.....	30 juin 1839.	27 sept. 1818.	10 sept. 1863.	Idem.....
18	METAYER (Pierre).....	Idem.....	21 mars 1861.	20 nov. 1855.	4 juin 1863.	Idem.....
19	MEYER (Michel).....	Idem.....	22 janvier 1845.	12 août 1822.	17 juin 1863.	Idem.....
20	MARION (Claude-François).	Idem.....	Le jour du décès.	14 février 1849.	11 février 1863.	Mort des suites d'un accident en service en Mort des suites d'une cardite ch tion en service en
21	MASSONIER (Pierre).....	Idem.....	Idem.	19 août 1850.	18 avril 1863.	Titulaire d'un retraite.
22	CULOT (Fulgence).....	Caporal.....	21 février 1851.	26 fév. 1827.	27 juillet 1863.	Idem.....
23	BOUTHILLIER (Florentin)...	Brigadier.....	13 avril 1853.	13 janvier 1834.	16 mars 1863.	Idem.....
24	COUGUL (Benoît).....	Idem.....	18 sept. 1859.	26 sept. 1838.	9 sept. 1863.	Idem.....
25	GABRIEL (Jean-François) ..	Idem.....	17 août 1853.	10 janvier 1825.	22 juin 1863.	Idem.....
26	JOBLOT (Christophe).....	Idem.....	21 février 1860.	26 juillet 1837.	24 juin 1863.	Idem.....
27	PANCHADE (Pierre).....	Idem.....	17 mai 1862.	6 nov. 1837.	24 avril 1863.	Idem.....
28	SICARD (François).....	Idem.....	18 juillet 1845.	15 octobre 1822.	26 février 1863.	Idem.....
29	RONGIER (Guillaume).....	Idem.....	Le jour du décès.	6 nov. 1854.	7 nov. 1862.	En possession d'une pension de
30	LAPENNE (Guillaume-Henri)	Idem.....	Idem.	3 déc. 1861.	25 mars 1863.	Mort des suites d'une lotion en service en

NOM PRÉNOMS DES RECVES.	NAISSANCE.		PENSION ANNUELLE.			ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE.
	Dates.	Lieux.	Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.	Total.		
(Marie-Hen-	28 dec. 1807.	Lunéville (Meurthe).	150 ^l	41 ^f	191 ^f	8 avril 1863.	Lunéville (Meurthe).
Victoire-Josi-	15 sept. 1815.	Saint-Malo (Ille-et-Vilaine).	125	41	166	8 juin 1863.	Saint-Malo (Ille-et-Vilaine).
(Marguerite).	25 janvier 1801.	Saint-Antoine (Lot).	100	41	141	7 mai 1863.	Rochefort (Charente-Infér.)
(Marie-Reine-	25 juillet 1805.	L'île d'Yeu (Vendée).	100	41	141	21 mars 1863.	Carcassonne (Aude).
(Marie-Magde-	22 mars 1803.	Moirans (Isère).	125	41	166	23 déc. 1862.	Marseille (Bouches-du-Rh.)
(Catherine- line).	14 juillet 1788.	Paris (Seine).	125	41	166	7 déc. 1862.	Périgueux (Dordogne).
(Bénédictie- e).	14 février 1786.	Idem.	125	41	166	30 janvier 1863.	Rennes (Ille-et-Vilaine).
(Jeanne-Vin-	6 nov. 1801.	Vannes (Morbihan).	100	41	141	6 mars 1863.	Vannes (Morbihan).
(Marie-Louise-	29 mai 1810.	La Haye (Seine-Inférieure).	100	41	141	1 ^{re} août 1863.	Rouen (Seine-Inférieure).
(Claire-Ma-	8 nov. 1834.	Corte (Corse).	100	41	141	18 mai 1863.	Bastia (Corse).
(Moliste)....	6 avril 1801.	Tours (Indre-et-Loire).	100	41	141	25 sept. 1863.	Tours (Indre-et-Loire).
(Mlle).....	11 nov. 1818.	Arjuzanx (Landes).	100	41	141	5 fév. 1863.	Meilhan (Landes).
(Antoinette)...	28 juin 1833.	Lausset (Basses-Alpes).	100	41	141	27 mars 1863.	Thoard (Basses-Alpes).
(Jeanne-Marie).	15 août 1808.	Toulouse (Haute-Garonne).	100	41	141	14 août 1863.	Toulouse (Haute-Garonne).
(Claudine-	8 avril 1814.	Thizy (Rhône).	100	41	141	18 juin 1863.	Thizy (Rhône).
(Yvica-Flore).	5 octobre 1795.	Murato (Corse).	100	41	141	19 juin 1863.	Montauban (Tarn-et-Garonne).
(Anne)....	5 mars 1799.	Grézilliac (Gironde).	100	41	141	10 sept. 1863.	Pessac (Gironde).
(Aurienne-An-	5 mars 1818.	Paris (Seine).	100	41	141	4 juin 1863.	Melle (Deux-Sèvres).
(Marie-Louise-Al-	16 déc. 1799.	Arras (Pas-de-Calais).	100	41	141	17 juin 1863.	Duclair (Seine-Inférieure).
(Mlle)....	8 mars 1824.	Ostheim (Haut-Rhin).	100	41	141	11 février 1863.	Héricourt (Haut-Saône).
(Mlle-José-	12 nov. 1827.	Coubé (Vienne).	100	41	141	18 avril 1863.	Coubé (Vienne).
(Marie-Louise-	6 sept. 1804.	Laon (Aisne).	100	26	126	27 juillet 1863.	Concy- le-Château (Aisne).
(Marguerite)...	18 juillet 1806.	Redessan (Gard).	100	26	126	16 mars 1862.	Arles (Bouches-du-Rh.)
(Marie-Anne)...	30 août 1819.	Les Cabannes (Ariège).	100	26	126	9 sept. 1863.	Foix (Ariège).
(Marie-Barbe)	19 avril 1794.	Charny (Meuse).	100	26	126	23 juin 1863.	Troyon (Meuse).
(Françoise)...	26 février 1820.	Guinzelling (Meurthe).	100	26	126	24 juin 1863.	Paris (Seine).
(Mlle).....	13 août 1816.	Port-S ^{te} -Marie (Lot-et-Garonne).	100	26	126	24 avril 1863.	Port-S ^{te} -Marie (Lot-et-Garonne).
(Marie-Sentose)	Nov. 1791.	Lombierre (Espagne).	100	26	126	26 février 1863.	Cressé (Dordogne).
(Mlle).....	21 octobre 1836.	Maurs (Cantal).	100	26	126	7 nov. 1862.	Maurs (Cantal).
(Françoise-	22 déc. 1835.	Courchaton (Haute-Saône).	100	26	126	25 mars 1863.	Paris (Seine).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des militaires et des père et mère.	GRADES.	DATES			circonstances
			de la cessation de l'activité.	du mariage.	du décès.	
31	BAUDEMEUF (Antoine).....	Gendarme.....	26 juin 1849.	30 avril 1816.	10 octobre 1863.	Titulaire d'une retraite.
32	COETAREL (Jacques-Ber- nard-Honoré-Camille).	Idem.....	6 février 1862.	20 juillet 1858.	25 octobre 1862.	Idem.....
33	DOUGNAC (Pierre).....	Idem.....	14 février 1848.	5 sept. 1823.	9 janvier 1863.	Idem.....
34	FORTIN (Jean-François)...	Idem.....	10 août 1841.	15 août 1815.	7 mai 1863.	Idem.....
35	HARISTOY (Vincent).....	Idem.....	30 juillet 1857.	16 juillet 1852.	9 mai 1863.	Idem.....
36	LEGESNE (Pierre-Frédéric).	Idem.....	1 ^{er} mars 1854.	16 octobre 1837.	6 mai 1863.	Idem.....
37	LE TALLEC (Julien).....	Idem.....	1 ^{er} janvier 1860.	Sept. 1837.	29 mars 1863.	Idem.....
38	MARCILESE (Joseph-An- toine).	Idem.....	6 mai 1859.	27 sept. 1835.	5 déc. 1862.	Idem.....
39	MARION (Jean).....	Idem.....	16 juillet 1849.	8 août 1825.	24 janvier 1863.	Idem.....
40	MEUNIER (Jean-François)...	Idem.....	21 juillet 1831.	6 juin 1816.	7 octobre 1862.	Idem.....
41	OLLAGNE (Jean-Pierre)....	Idem.....	27 juin 1834.	22 janvier 1816.	18 juillet 1863.	Idem.....
42	PARISOT (François).....	Idem.....	19 février 1840.	26 février 1824.	15 mars 1863.	Idem.....
43	PAUTROT (François).....	Idem.....	11 octobre 1834.	16 juin 1823.	25 déc. 1862.	Idem.....
44	ROUX (Joseph-Clément)...	Idem.....	23 janvier 1856.	9 octobre 1838.	5 août 1861.	Idem.....
45	CHASTENET (Léonard)....	Idem.....	Le jour du décès.	30 sept. 1847.	21 avril 1863.	Mort des suites pèle, consé- service com-
46	CLUZELAUD (Jean).....	Idem.....	Idem.	13 février 1860.	28 avril 1863.	Mort des suites endémique Guadeloupe.
47	DASPET (Étienne).....	Soldat.....	28 août 1861.	15 déc. 1858.	27 août 1863.	Titulaire d'une retraite.
48	MUST (Joseph).....	Idem.....	24 janvier 1855.	8 déc. 1840.	27 nov. 1862.	Idem.....
49	MARTOUREY (Antoine)....	Chef armurier de 1 ^{re} classe.	Le jour du décès.	9 août 1853.	2 octobre 1862.	Mort de maladie contractée de ses fonctions.
50	CERISIER (Célestin-Joseph- Anselme).	Maître ouvrier de ma- nufacture d'armes de guerre.	14 février 1848.	29 avril 1829.	13 avril 1863.	Titulaire d'une retraite.
51	WEISS (Mathias).....	Idem.....	23 août 1862.	29 avril 1833.	13 mai 1863.	Idem.....
52	HAUS (Georges).....	Ouvrier de manufac- ture d'armes de guerre.	1 ^{er} juillet 1845.	27 août 1822.	15 août 1863.	Idem.....
53	MATRAT (Jean-François)...	Idem.....	2 mars 1859.	19 janvier 1833.	20 juillet 1863.	Idem.....
54	RUCH (Michel).....	Idem.....	25 février 1836.	12 août 1812.	6 mars 1863.	Idem.....
55	SCHNEIDER (Séraphin)....	Maître ouvrier de ma- nufacture d'armes de guerre.	Le jour du décès.	30 juillet 1831.	28 février 1863.	En possession de pension de
	CHEVALIER (Honorine)....	.....	.....		24 juillet 1854.	.....

SECONDE

NOMS PRENOMS	NAISSANCE.		PENSION ANNUELLE.			ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE.
	Dates.	Lieux.	Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.	Total.		
veuves Porphelin.							
(Marguerite).	16 février 1792.	Saint-Sandoux (Puy-de-Dôme).	100 ¹	16 ¹	116 ¹	10 octobre 1863.	Clermont (Puy-de-Dôme).
(Agnes).....	19 sept. 1825.	Riom (Puy-de-Dôme).	100	16	116	25 octobre 1863.	Riom (Puy-de-Dôme).
(Thérèse).....	9 mars 1802.	Loures (Hautes-Pyrénées)	100	16	116	9 janvier 1863.	Loures (Hautes-Pyrénées)
(Marie-Fran-	3 nov. 1788.	Bricquebosq (Manche).	100	16	116	7 mai 1863.	Saint-Brice- de-Landelle (Manche).
(Marie).....	16 nov. 1827.	Sari (Corse).	100	16	116	9 mai 1863.	Montauban (Tarn-et-Garonne)
(Françoise-So-	23 juin 1809.	Colombs (Seine-et-Marne).	100	16	116	6 mai 1863.	Paris (Seine).
(Elisabeth)..	22 août 1804.	Gray (Haute-Saône).	100	16	116	29 mars 1863.	Idem.
(Marianne)...	31 mars 1815.	Chéraute (Basses-Pyrénées)	100	16	116	5 déc. 1862.	Mauléon (Basses-Pyrénées)
(Anne-Anne)..	2 avril 1786.	Blois (Loir-et-Cher).	100	16	116	24 janvier 1863.	Châtillon- sur-Indre (Indre).
(Victorine).....	17 février 1785.	Mantes (Seine-et-Oise).	100	16	116	7 octobre 1862.	Jouars- Pontchartrain (Seine-et-Oise).
(Jeanne).....	19 nov. 1788.	Bordeaux (Gironde).	100	16	116	18 juillet 1863.	Lesparre (Gironde).
(Marie).....	4 sept. 1798.	Montcenis (Saône-et-Loire).	100	16	116	15 mars 1863.	Montcenis (Saône-et-Loire).
(Madeleine)...	8 mai 1798.	S ^t -Clémentin (Vienne).	100	16	116	25 déc. 1862.	Civray (Vienne).
(Marie-Made-	4 mai 1815.	Saint-Maximin (Var).	100	16	116	3 août 1861.	Saint-Maximin (Var).
(Marie)...	29 juillet 1827.	Pontaurmur (Puy-de-Dôme).	100	16	116	21 avril 1863.	Tulle (Corrèze).
(Marie).....	17 mars 1841.	Villefranche- de-Queyran (Lot-et-Garonne).	100	16	116	28 avril 1863.	Grand-Bourg- Marie-Galante (Guadeloupe).
(Catherine)....	27 sept. 1801.	Corte (Corse).	100	16	116	27 août 1863.	Bastia (Corse).
(Anne-Appoline).	8 mai 1805.	Paris (Seine).	100	16	116	27 nov. 1862.	Paris (Seine).
(Jeanne-Ma-	9 juillet 1832.	Bize (Hautes-Pyrénées)	150	41	191	2 octobre 1862.	Montrejeau (Haute-Garonne).
(Josephine- le-Joséphé).	16 janvier 1797.	Rousies (Nord).	100	41	141	13 avril 1863.	Rousies (Nord).
(Elisabeth).....	9 juin 1808.	Molsheim (Bas-Rhin).	100	41	141	13 mai 1863.	Mutzig (Bas-Rhin).
(Barbe).....	1 ^{er} mai 1794.	Ottrot-le-Bas (Bas-Rhin).	100	16	116	15 août 1863.	Ottrot-le-Bas (Bas-Rhin).
(Désirée).....	15 juillet 1810.	Ambert (Puy-de-Dôme).	100	16	116	20 juillet 1863.	Saint-Étienne (Loire).
(Françoise)	25 mai 1789.	Grendelbruch (Bas-Rhin).	100	16	116	6 mars 1863.	Grendelbruch (Bas-Rhin).
PHILIS.							
(Camille-	3 octobre 1851.	Châtellerault (Vienne).	100	41	141 ⁽¹⁾	28 février 1863.	Châtellerault (Vienne), chez le sieur SCHNEIDER, tuteur.
TOTAL.					7,295		

1^{re} déduction des sommes perçues depuis le 28 février 1863 sur la pension de 116 francs accordée par décret du 27 février 1863 et que la présente annule.

N° 16,110. — DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 63 Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.

Du 11 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de la loi du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2° Les lois des 11 avril 1831 et 25 juin 1861, sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 9 mars 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 23,

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			ANTÉCÉDENTS		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
1	DE CAPREZ (Benoît-Antoine-Louis) (1).	5 février 1798.	Lenz (Suisse).	Colonel commandant de place.	44	4	24	50	*	*
2	LARDIER (Firmin-Prospér-Adolphe).	5 janvier 1799.	Ollionles (Var).	Idem.	47	9	15	2	*	*
3	BAUZA (Jean-Salomon).	30 nov. 1803.	La Petite-Pierre (Bas-Rhin).	Major commandant de place.	41	5	20	9	*	*
4	BERNARD (François)....	1 ^{er} déc. 1806.	Belley (Ain).	Capitaine.	37	2	12	*	*	*
5	ROBERT (François)....	16 oct. 1806.	Phalsbourg (Meurthe).	Capitaine commandant de place.	36	2	30	10	*	*
6	BOYER (Pierre).....	23 nov. 1808.	Valence (Drôme).	Capitaine adjudant de place.	34	4	13	30	*	*
7	STIEGELMANN (Jean-Daniel).	7 nov. 1806.	Strasbourg (Bas-Rhin).	Idem.	36	2	15	*	*	*
8	BONNEFOY (Guillaume-Casimir).	25 avril 1808.	Saint-Chély (Lozère).	Idem.	30	2	12	8	*	*
9	EGGER (Joseph-Urbain).	30 mars 1812.	Paris (Seine).	Idem.	32	2	15	5	*	*
10	PAPIN (Hippolyte-Julien).	13 août 1812.	Jupilles (Sarthe).	Idem.	30	2	15	6	*	*
11	QUISARD (Jean-Marie-Claudius).	15 nov. 1813.	Thonon (Haute-Savoie).	Idem.	32	3	28	5	*	*
12	BORDAS (Benoît-Jean-François).	11 fév. 1812.	Aspet (Haute-Garonne).	Capitaine secrétaire-archiviste.	30	*	4	1	*	*
13	JUNG (Émile-Léopold)...	24 juillet 1815.	Forbach (Moselle).	Idem.	30	4	21	12	*	*
14	GAGNÈRE (Jean-Baptiste).	7 nov. 1806.	Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).	Lieutenant secrétaire-archiviste.	35	2	14	10	*	*
15	GOGUELAT (Adele)....	20 mars 1815.	Montmédy (Meuse).	Chef de musique au 56 ^e régiment d'infanterie de ligne.	30	8	21	7	*	*
16	TOURNEMINE (Henry-Louis).	6 oct. 1804.	Saint-Étienne-au-Clos (Corrèze).	Chef de bataillon au 11 ^e régiment d'infanterie de ligne.	30	*	16	1	*	*
17	MANGOT (Louis-Adolphe).	20 sept. 1815.	Péronne (Somme).	Chef de bataillon d'infanterie, ex-capitaine au 3 ^e régiment de grenadiers de la garde impériale	30	*	28	11	*	*

(1) Naturalisé Français.

(2) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été nommé.

possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de cent vingt mille quatre cent quarante-deux francs (121,442'), sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des soixante-trois militaires dénommés au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾, savoir :

Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministre des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
Colonel. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	4,680 ^(a)	En activité à la forteresse du Mont-Valérien.	25 janvier 1864.	Choisy-le-Roi (Seine).
Colonel.	3,900 (a)	En activité à Perpignan.	Idem.	Paris (Seine).
Major. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	3,108 (a)	Idem au fort de Charenton.	20 janvier 1864.	"
Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,124 (a)	En activité. Adjudant-major à l'hôtel impérial des Invalides.	10 janvier 1864.	"
Idem.	2,426 (a)	En activité à Navarrenx.	15 janvier 1864.	Navarrenx (Basses-Pyrénées).
Idem.	2,544 (a)	Idem à Cherbourg.	Idem.	Valence (Drôme).
Idem. ⁴	2,090 (a)	Idem à la citadelle de Strasbourg.	10 janvier 1864.	Strasbourg (Bas-Rhin).
Capitaine.	1,798 (a)	En activité à Aire.	15 déc. 1863.	Les Sables-d'Olonne (Vendée).
"	1,770 (a)	Idem à Toulon.	10 janvier 1864.	Versailles (Seine-et-Oise).
"	1,742 (a)	Idem au Havre.	1 ^{er} fév. 1864.	Jupilles (Sarthe).
Capitaine.	1,770 (a)	Idem à Oran.	20 déc. 1863.	Moutiers (Savoie).
Idem.	1,588 (b)	En non-activité.	17 nov. 1863.	"
Idem.	2,120 (a)	En activité à la 5 ^e division militaire.	20 déc. 1863.	Metz (Moselle).
Lieutenant.	1,554 (a)	Idem à Saint-Omer.	15 janvier 1864.	Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).
Chef de musique.	1,064 (a)	En activité.	10 janvier 1864.	Beaune (Côte-d'Or).
Chef de bataillon.	2,030 (a)	Idem.	5 février 1864.	Bort (Corrèze).
Idem.	2,318 (c)	Dans ses foyers. (Hors cadre.)	1 ^{er} déc. 1863.	Paris (Seine).

(1) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 17 novembre 1863 à titre de solde de non-activité, — des sommes perçues depuis le 1^{er} décembre 1863 sur les fonds du budget de la guerre.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
18	BONNEFOY (Charles-Louis-Henri).	31 janv. 1815.	Toulon (Var).	Capitaine au 93 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	34	4	1	4	10	15
19	KLEFLER (Alexis) ⁽¹⁾	7 sept. 1803.	Lindau (Bavière).	Idem au 98 ^e idem.	30	2	28	49	.	.
20	DUTRIEU (Louis-Barthé- lemy-Aimé-François- Joseph).	19 avril 1814.	Le Quesnoy (Nord).	Idem au 1 ^{er} idem.	31	6	16	12	.	.
21	GENSOLLEN (Louis-Adol- phe).	9 juillet 1817.	La Crau-d'Hyères (Var).	Idem au 22 ^e idem.	30	.	26	17	7	15
22	ARENE (Charles-Fran- çois).	8 juin 1816.	Solliès-Pont (Var).	Idem au 55 ^e idem.	30	3	26	1	3	26
23	BARROUX (Charles-Fran- çois) ⁽²⁾ .	20 juillet 1810.	Gand (Belgique).	Idem au 59 ^e idem.	30	1	26	1	.	.
24	RICHON (Louis-Gaétan) ⁽²⁾ .	5 mai 1815.	Pomponesco (Italie).	Idem au 87 ^e idem.	30	6	18	13	.	.
25	SEYBEL (Guillaume)....	16 août 1809.	Bischwiller (Bas-Rhin).	Idem au 100 ^e idem.	30	1	9	12	.	.
26	ANTONI (Antoine-Jean).	1 ^{er} oct. 1811.	San-Lorenzo (Corse).	Capitaine comman- dant la 3 ^e compagnie de fusiliers de disci- pline.	32	.	16	11	.	.
27	BEAUMESNIL (Nicolas- Henri).	7 fév. 1812.	Bernay (Eure).	Capitaine d'infan- terie.	30	1	22	4	.	.
28	MONIN (Hippolyte-Jean- Baptiste-Thomas).	12 nov. 1814.	Brignolles (Var).	Idem.	30	.	26	10	.	.
29	MARAZEL (Louis)	29 nov. 1812.	Aigues-Vives (Gard).	Lieutenant d'infan- terie.	30	.	10	22	.	.
30	BAUDINET (Jean)	4 déc. 1803.	Secourt (Moselle).	Colonel comman- dant la 24 ^e légion de gendarmerie.	38	9	16	4	.	.
31	BAILLIARD (Antoine- François).	4 mars 1806.	Versailles (Seine-et-Oise).	Capitaine à la com- pagnie de gendarme- rie de la Vendée.	30	1	1	1	.	.
32	BONNEMORT (Pierre-Guil- laume).	8 oct. 1810.	Limogne (Lot).	Idem de la Lozère.	35	.	18	5	.	.
33	REVILLET (Jean)	13 mai 1811.	Barraux (Isère).	Idem de l'Isère.	31	1	18	9	.	.
34	DULONG (Victor-Remons).	19 nov. 1811.	Saint-Paul- de-Fourques (Eure).	Lieutenant à la com- pagnie de gendarme- rie des Basses-Pyré- nées.	31	2	3	.	.	.
35	SOIGNIART (François-Pro- sper).	4 janv. 1811.	Pignicourt (Aisne).	Idem de la Haute- Marne.	33	1	20	.	.	.
36	DU BOIS DE RIOCOUR (An- toine-Louis-Henri-Ed- mond).	30 juillet 1815.	Nancy (Meurthe).	Chef d'escadron d'artillerie.	30	1	24	1	.	.
37	BOURDEAU (Jacques- Jean).	10 déc. 1811.	Bourgneuf (Charente-Infér.)	Capitaine d'artille- rie.	31	1	4	.	.	.
38	ADRIAN (François-Gas- pard).	4 oct. 1803.	Ommerey (Meurthe).	Garde principal d'artillerie.	40	1	3	.	.	.
39	PERROT (François)	28 fév. 1807.	Bourbilly (Côte-d'Or).	Garde d'artillerie de 1 ^{re} classe.	35	3	7	.	.	.
40	BARON (Jean-Pierre) ...	20 oct. 1805.	Lezignan (Hautes-Pyrénées)	Idem.	37	.	17	12	.	.
41	GAUTHIER (Pierre-Marie).	23 déc. 1807.	Saint-Amour (Jura).	Idem.	35	1	24	.	.	.
42	LEFÈVRE (Paul)	31 déc. 1807.	Authe (Ardenne).	Idem.	34	6	18	1	.	.
43	SOREZ (Louis-Édouard- Charles-Joseph).	29 sept. 1805.	Wazemmes (Nord).	Idem.	37	8	9	2	.	.

(1) Naturalisé Français. — (2) Fils de Français. — (3) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861.
(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été réintégré
d'activité. — (b) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 1^{er} janvier 1864 à titre de solde de campagne.

DES SAL- RI 1831 MISE TION.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
11.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,191 ⁴ (a)	En activité.	20 déc. 1863.	Bitche (Moselle).
12.	Idem.	2,544 (a)	Idem.	Idem.	Strasbourg (Bas-Rhin).
13.	Capitaine.	1,952 (a)	Idem.	18 janv. 1864.	Tarbes (Hautes-Pyrénées).
14.	Idem.	2,064 (a)	Idem.	15 fév. 1864.	Bayonne (Basses-Pyrénées).
15.	Idem.	1,616 (a)	Idem.	15 janv. 1864.	Toulon (Var).
16.	Idem.	1,602 (a)	Idem.	25 nov. 1863.	Fontenay-le-Comte (Vendée).
17.	Idem.	1,952 (a)	Idem.	5 janv. 1864.	Baud (Morbihan).
18.	Idem.	1,910 (a)	Idem.	10 déc. 1863.	Dijon (Côte-d'Or).
19.	Idem.	1,938 (a)	Idem.	1 ^{er} janv. 1864.	Paris (Seine).
20.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,023 (b)	En non-activité.	Idem.	Saint-Denis (Seine).
21.	Idem.	2,225 (c)	Idem.	18 nov. 1863.	Paris (Seine).
22.	Lieutenant.	1,680 (d)	Idem.	30 nov. 1863.	Aignes-Vives (Gard).
23.	Colonel.	3,627 (a)	En activité.	16 janv. 1864.	Paris (Seine).
24.	Capitaine.	1,602 (a)	Idem.	Idem.	Idem.
25.	Idem.	1,854 (b)	Idem.	25 janv. 1864.	Castelnau (Lot).
26.	Idem.	1,854 (a)	En non-activité.	1 ^{er} janv. 1864.	Grenoble (Isère).
27.	Lieutenant.	1,162 (a)	En activité.	30 déc. 1863.	Broglie (Eure).
28.	Idem.	1,718 (a)	Idem.	1 ^{er} fév. 1864.	Vassy (Haute-Marne).
29.	Chef d'escadron.	1,998 (e)	En non-activité.	25 nov. 1863.	Aulnois-sur-Seille (Meurthe).
30.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	1,922 (a)	En activité. En résidence fixe à Blaye.	15 déc. 1863.	Montauban (Tarn-et-Garonne).
31.	Garde de 1 ^{re} classe. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	1,572 (a)	En activité à Cherbourg.	15 janv. 1864.	Toulouse (Haute-Garonne).
32.	Garde de 2 ^e classe. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	1,092 (a)	Idem à Toulon.	Idem.	Semur (Côte-d'Or).
33.	Garde de 1 ^{re} classe.	1,490 (a)	Idem à Douai.	10 fév. 1864.	Strasbourg (Bas-Rhin).
34.	Idem.	1,210 (a)	Idem à Besançon.	15 janv. 1864.	Saint-Amour (Jura).
35.	Idem.	1,220 (a)	Idem à Toulon.	5 février 1864.	Antibes (Alpes-Maritimes).
36.	Idem.	1,300 (a)	Idem à Lyon.	1 ^{er} janv. 1864.	

action des sommes perçues depuis le 18 novembre 1863 à titre de solde de non-activité. — (d) Sauf deduction perçues depuis le 30 novembre 1863 à titre de solde de non-activité. — (e) A la condition que les arrérages commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles de la non-activité.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRENOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAIGNES		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
44	WEBER (Georges-Frédéric).	7 juin 1805.	Strasbourg (Bas-Rhin).	Garde d'artillerie de 1 ^{re} classe.	35	6	18	1	"	"
45	VAUX (Charles).....	12 janv. 1805.	Selles-sur-Cher (Loir-et-Cher).	Maître artificier.	37	"	19	1	"	"
46	OLIVIER (Jean-Baptiste).	4 mai 1805.	Flée (Sarthe).	Idem.	36	11	16	20	"	"
47	AMAT (Jean-Pierre)....	21 juillet 1805.	Tulle (Corrèze).	Contrôleur d'armes de 1 ^{re} classe.	42	6	19	"	"	"
48	METRIEUX (César).....	27 sept. 1805.	Saint-Héand (Loire).	Idem.	42	2	4	"	"	"
49	SOMIN (Léon).....	15 mars 1814.	Angers (Maine-et-Loire).	Chef de bataillon du génie.	32	3	19	1	"	"
50	TRELLIER (Augustin- Louis-Joseph).	10 mars 1812.	Laubres (Pas-de-Calais).	Capitaine au 3 ^e ré- giment du génie.	30	2	22	12	"	"
51	VOUTIER (Prosper).....	14 juillet 1809.	Montfaucon (Haute-Loire).	Garde principal du génie.	43	6	16	2	"	"
52	AZAÏS (Pierre).....	5 nov. 1811.	Saint-Pons (Hérault).	Idem.	31	2	16	"	"	"
53	ARSAC (Jean-Pierre)....	24 mai 1806.	Grane (Drôme).	Idem.	36	"	20	10	"	"
54	SORIOT (Joseph).....	7 mai 1808.	Madonne- et-Lumercy (Vosges).	Garde du génie de 1 ^{re} classe.	37	"	18	2	"	"
55	LARMANDE (Jean-Bap- tiste-Gustave).	9 juin 1815.	Marsillargues (Hérault).	Idem.	30	"	21	22	"	"
56	PARISOT (Joseph-Justin).	12 mai 1811.	Suriauville (Vosges).	Capitaine au 2 ^e es- cadron de train des équipages militaires.	31	1	2	18	"	"
57	LAMY (Pierre-Julien)...	1 ^{er} nov. 1810.	Les Rousses (Jura).	Idem au 3 ^e idem.	32	10	15	46	"	"
58	THOMAS (Jean-Jacques- Théodore).	9 nov. 1803.	Jarnages (Creuse).	Médecin principal de 1 ^{re} classe.	40	4	24	26	"	"
59	BOUQUET (Alix).....	19 juillet 1812.	Briot (Oise).	Officier comptable de 2 ^e classe des hôpi- taux militaires.	30	"	14	40	"	"
60	CLERC (Marie-Émile)...	13 fev. 1814.	Arinthod (Jura).	Adjudant d'admini- stration en pre- mier du service de l'habillement et du campement.	30	1	21	24	"	"
61	ANTONI (Ignace-Antoine)	1809.	Omessa (Corse).	Capitaine d'infan- terie.	30	1	"	1	"	"
62	ROGER (Jean).	15 juin 1815.	Vie (Hautes-Pyrénées).	Idem.	28	10	28	"	"	"
63	OTZ (Louis-Benoît-Mar- tin).	28 sept. 1815.	Ochtezeete (Nord).	Garde du génie de 1 ^{re} classe.	26	6	22	"	"	"

(1) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861. — (2) Application de l'article 3 de la loi du 25 juin 1861.
(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des cadres d'activité. — (b) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 1^{er} octobre 1863 à titre de solde de non-activité.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant mil-

CLASSE la loi du 12 août 1863 s'applique.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
10.	Garde d'artillerie de 1 ^{re} classe.	1,240 ^(a)	En activité à Paris.	1 ^{er} mars 1864.	Montreuil-sur-Bois (Seine).
et 11.	Maître artificier. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	1,524 (a)	En activité à l'école d'artillerie de la garde impériale.	1 ^{er} février 1864.	Selles-sur-Cher (Loir-et-Cher).
10.	Maître artificier.	1,500 (a)	En activité à la direction d'Alger.	1 ^{er} janvier 1864.	Alger (Algérie).
10.	Contrôleur d'armes de 1 ^{re} classe.	1,360 (a)	En activité à Bayonne.	10 février 1864.	"
10.	Idem.	1,350 (a)	En activité à la manufacture d'armes de Saint-Étienne.	1 ^{er} janvier 1864.	Saint-Étienne (Loire).
10.	Chef de bataillon du génie.	2,062 (a)	En activité. Commandant du génie à Milianah.	20 janvier 1864.	Angers (Maine-et-Loire).
et 11.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,292 (a)	En activité.	15 déc. 1863.	Arras (Pas-de-Calais).
10.	Garde principal du génie. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,002 (a)	En activité au ministère de la guerre.	1 ^{er} février 1864.	"
10.	Garde principal du génie.	1,335 (a)	En activité à Neuf-Brisach.	10 janvier 1864.	Neuf-Brisach (Haut-Rhin).
et 11 (1).	Garde du génie de 1 ^{re} classe. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	1,716 (a)	Idem à Beauvais.	1 ^{er} avril 1864.	Cambrai (Nord).
10.	Idem.	1,548 (a)	Idem à Avignon.	20 janvier 1864.	Avignon (Vaucluse).
10.	Garde de 1 ^{re} classe.	1,500 (b)	En non-activité.	2 octobre 1863.	Épinal (Vosges).
et 11.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,527 (a)	En activité.	15 déc. 1863.	Bulgnéville (Vosges).
10.	Capitaine.	2,120 (a)	Idem.	10 janvier 1864.	Lons-le-Saunier (Jura).
10.	Médecin principal de 1 ^{re} classe.	3,900 (a)	En activité à l'hôtel impérial des Invalides.	15 déc. 1863.	Jarnages (Creuse).
10.	Officier comptable de 3 ^e classe.	2,100 (c)	En non-activité.	1 ^{er} déc. 1863.	"
10.	Adjudant d'administration en premier.	1,660 (a)	En activité à Strasbourg.	15 janvier 1864.	"
10.	Capitaine.	1,602 (d)	Titulaire d'une pension de retraite.	1 ^{er} août 1863.	Omessa (Corse).
10.	Idem.	1,560 (e)	En non-activité.	5 déc. 1863.	"
10.	Garde du génie de 1 ^{re} classe.	1,100 (f)	Idem.	13 octobre 1863.	Lille (Nord).
	TOTAL.....	121,442			

des sommes perçues depuis le 1^{er} décembre 1863 à titre de solde de non-activité. — (d) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 1^{er} août 1863 sur la pension de 1,574 francs concédée par décret impérial du 12 août 1863, et cette annuité. — (e) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 5 décembre 1863 à titre de solde de non-activité. — (f) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 13 octobre 1863 à titre de solde de non-activité.

de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des Invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension

militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,

Ministre secrétaire d'État au département de la guerre.

Signé RANDON.

N° 16,111. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 82 Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.*

Du 11 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAIGNES		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
1	DE COYNART (Charles-Arsène).	5 sept. 1814.	Dreux (Eure-et-Loir).	Chef d'escadron d'état-major.	31	1	-	2	-	-
2	D'ANDRÉE (Eugène-Alfred).	14 déc. 1798.	Carpentras (Vaucluse).	Colonel commandant de place.	48	6	17	-	-	-
3	MERMET (Jean-Baptiste-Georges-Louis) ⁽¹⁾ .	8 janv. 1810.	Milazzo (Italie).	Idem.	35	2	14	20	-	-
4	DE RIOUFFE - THORENG (Sébastien).	7 août 1795.	Antibes (Var).	Chef d'escadron commandant de place.	30	-	-	6	-	-
5	PINGREZ (Louis-Joseph-Lucien).	7 janvier 1804.	Metz (Moselle).	Capitaine secrétaire-archiviste.	42	-	15	1	-	-
6	BAZAINE (Jean-Baptiste).	2 janvier 1810.	Ars-sur-Moselle (Moselle).	Capitaine adjudant de place.	32	6	19	17	-	-
7	DERMART (Jean-Baptiste).	20 fév. 1807.	Bayonne (Basses-Pyrénées).	Idem.	35	2	10	-	-	-
8	MEIGNANT (René).....	8 déc. 1806.	Lourdoueix (Creuse).	Idem.	36	1	5	2	-	-
9	ADAM (Jean-Baptiste) ..	15 juillet 1809.	Nice (Alpes-Maritimes)	Lieutenant adjudant de place.	38	4	14	1	-	-
10	FARINE (Claude-François-Emmanuel).	24 déc. 1806.	Besançon (Doubs).	Idem.	36	-	25	15	-	-
11	GUERRA (Jean-Baptiste des Rois) ⁽²⁾ .	6 janvier 1808.	Malaga (Espagne).	Chef de musique du 37 ^e régiment d'infanterie de ligne.	40	-	19	7	-	-

(1) Fils de Français. — (2) Naturalisé Français.

(a) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 20 décembre 1863 à titre de solde de non-activité. —

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2° Les lois des 11 avril 1831 et 25 juin 1861, sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 25 mars 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 24, et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de cent soixante-huit mille deux cent soixante-deux francs (178,262^f), sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des quatre-vingt-deux militaires nommés au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾, savoir :

⁽¹⁾ Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

AN NÉE 1831 M A I S O N A T I O N.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
10.	Chef d'escadron.	2,062 ^f (a)	En non-activité.	20 déc. 1863.	Dreux (Eure-et-Loir).
11.	Colonel.	3,861 (b)	En activité à Cambrai.	25 janvier 1864.	Paris (Seine).
12.	Idem.	3,900 (b)	Idem à Thionville.	Idem.	Marseille (Bouches-du-Rhône).
13.	Chef d'escadron. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,570 (c)	En non-activité.	30 janvier 1864.	"
14.	Capitaine.	2,326 (b)	En activité à la 8 ^e division militaire.	10 février 1864.	Lyon (Rhône).
15.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,544 (b)	En activité à Toulon.	25 février 1864.	Metz (Moselle).
16.	Idem.	2,057 (b)	Idem à Paris.	1 ^{er} février 1864.	Paris (Seine).
17.	Capitaine.	1,798 (b)	Idem à Arras.	15 février 1864.	La Flèche (Sarthe).
18.	Lieutenant. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	1,663 (b)	Idem à Thionville.	1 ^{er} février 1864.	Tarbes (Hautes-Pyrénées).
19.	Idem.	2,016 (b)	Idem à Belfort.	Idem.	Besançon (Doubs).
20.	Chef de musique.	1,330 (b)	En activité	25 février 1864.	Paris (Seine).

Les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité. — Réduction des sommes perçues depuis le 30 janvier 1864 à titre de solde de non-activité.

N ^o D'ORDRE	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
12	DE BEAULAINCOURT (Charles - Alphonse - Léon).	6 nov. 1812.	Aire (Pas-de-Calais).	Colonel du 47 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	34	2	24	10	.	.
13	MOLET (Auguste - Char- les-Constant).	9 juin 1815.	Cambrai (Nord).	Lieutenant-colonel du 83 ^e régiment d'in- fanterie de ligne.	30	2	15	11	.	.
14	RIS (Louis-Marie-Fran- çois-Félix) ⁽¹⁾ .	19 oct. 1812.	Mayence (Hesse).	Chef de bataillon au 23 ^e régiment d'in- fanterie de ligne.	31	6	26	21	.	.
15	SIMON (David)	18 mars 1809.	Sarre-Union (Bas-Rhin).	Idem au 39 ^e idem.	33	8	8	4	.	.
16	DAVOUT (Louis-Jules)..	18 mars 1814.	Avallon (Yonne).	Idem au 48 ^e idem.	30	3	26	.	.	.
17	FLEURY (Amand - Cons- tant - Hyacinthe - Ju- lien).	30 juillet 1813.	Combours (Ille-et-Vilaine).	Idem au 55 ^e idem.	34	2	19	8	.	.
18	BODIN (Louis-Auguste).	7 janvier 1812.	Châteauroux (Indre).	Idem au 56 ^e idem.	30	3	21	12	.	.
19	MILLET (Louis-Frédé- ric).	5 août 1811.	Beaune- la-Rolande (Loiret).	Idem au 60 ^e idem.	33	5	3	20	.	.
20	RABANY (Antoine)	20 oct. 1810.	Paris (Seine).	Idem au 80 ^e idem.	34	2	19	2	.	.
21	CRIGNON (Pierre-Ansel- me).	1 ^{er} janv. 1811.	Idem.	Idem au 87 ^e idem.	33	2	9	11	.	.
22	LASLANDES (Pierre-Chau- mont).	18 avril 1815.	Pau (Basses-Pyrénées).	Idem.	30	2	15	11	.	.
23	SANDOZ (Henri-Victor).	18 déc. 1812.	Ajaccio (Corse).	Idem au 10 ^e idem.	31	8	14	23	.	.
24	HIRCH (Bernard-Barach)	2 oct. 1814.	Phalsbourg (Moselle).	Chef de bataillon d'infanterie, ex-ca- pitaine au 2 ^e régi- ment de grenadiers de la garde impériale.	30	11	11	15	.	.
25	WOHLFART (Marie-Mar- tin-Alexandre).	3 janvier 1811.	Strasbourg (Bas-Rhin).	Major du 71 ^e régi- ment d'infanterie de ligne.	35	2	21	3	.	.
26	MAILLOT (Camille)	15 janv. 1808.	Paris (Seine).	Idem au 55 ^e idem.	37	1	.	24	.	.
27	CHANEZ (Louis-Sévère).	24 août 1812.	Châtillon (Jura).	Capitaine au 2 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	30	2	27	15	.	.
28	LAPERSONNE (Florent- Joseph).	27 janv. 1812.	Avesnes (Nord).	Idem au 18 ^e idem.	30	1	.	5	.	.
29	VIARD (Augustin)	3 mars 1815.	Champlitte (Haute-Saône).	Idem au 57 ^e idem.	30	9	22	1	.	.
30	GARNIER (Joseph-Adol- phe-Casimir).	25 fév. 1811.	Marck (Pas-de-Calais).	Idem au 41 ^e idem.	31	3	26	21	.	.
31	DUPLESSY (Michel)	30 oct. 1810.	Metz (Moselle).	Idem au 56 ^e idem.	33	.	17	6	.	.
32	GEORGE (Félix - Napo- léon).	21 mars 1810.	Sarrebouurg (Meurthe).	Idem au 73 ^e idem.	34	10	11	.	.	.
33	SAAR (Pierre-Auguste).	23 juin 1811.	Metz (Moselle).	Capitaine au 3 ^e ba- taillon d'infanterie legère d'Afrique.	31	7	27	42	.	.
34	GUILLAUME (Charles) . .	28 sept. 1811.	Ornel (Mosne).	Capitaine au 1 ^{er} ré- giment d'infanterie de ligne.	31	2	15	8	.	.
35	BOCHET-MERAND (Char- les-Germain).	31 juillet 1814.	Paris (Seine).	Idem au 13 ^e idem.	30	3	6	3	.	.

(1) Fils de Français.

ÉTAT en 1861 au 1 ^{er} janv. 1861.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
	Colonel.	3,686 ⁷ (a)	En activité.	10 février 1864.	Les Roches (Mayenne).
	Lieutenant-colonel.	2,789 (a)	Idem.	Idem.	Saint-Dié (Vosges).
	Chef de bataillon.	2,590 (a)	Idem.	Idem.	Strasbourg (Bas-Rhin).
	Idem.	2,206 (a)	Idem.	15 février 1864.	Idem.
	Idem.	1,966 (a)	Idem.	10 février 1864.	Paris (Seine).
	Idem.	2,350 (a)	Idem.	15 février 1864.	Lyon (Rhône).
	Idem.	2,350 (a)	Idem.	25 février 1864.	Châteauroux (Indre).
	Idem.	2,590 (a)	Idem.	5 février 1864.	Paris (Seine).
	Idem.	3,158 (a)	Idem.	15 février 1864.	"
	Idem.	2,414 (a)	Idem.	10 février 1864.	Montbéliard (Doubs).
	Idem.	2,318 (a)	Idem.	Idem.	Paris (Basses-Pyrénées).
	Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade et moins de 5 ans dans celui de chef de bataillon.)	2,544 (a)	Idem.	Idem.	Lyon (Rhône).
	Chef de bataillon.	2,462 (b)	Dans ses foyers (hors cadre).	1 ^{er} janvier 1864.	Versailles (Seine-et-Oise).
	Chef de bataillon. (Ayant 12 ans d'ancien- neté dans ce grade.)	2,666 (a)	En activité.	5 février 1864.	Toulouse (Haute-Garonne).
	Chef de bataillon.	2,590 (a)	Idem.	15 février 1864.	Dunkerque (Nord).
	Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,393 (a)	Idem.	1 ^{er} février 1864.	Paris (Seine).
	Idem.	2,057 (a)	Idem.	13 février 1864.	Dijon (Côte-d'Or).
	Idem.	1,939 (a)	Idem.	13 février 1864.	Idem.
	Idem.	2,544 (a)	Idem.	Idem.	Mende (Lozère).
	Idem.	2,191 (a)	Idem.	1 ^{er} mars 1864.	Paris (Seine).
	Idem.	2,040 (a)	Idem. Commandant le dépôt de recrute- ment de l'Aube.	15 février 1864.	Nice (Alpes-Maritimes).
	Idem.	2,544 (a)	En activité.	16 mars 1864.	"
	Capitaine.	1,826 (a)	Idem.	11 février 1864.	Ornel (Meuse).
	Idem.	1,658 (a)	Idem.	20 février 1864.	Le Havre (Seine-Inférieure).

La condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles
à — (b) : Sauf déduction des sommes perçues depuis le 1^{er} janvier 1864 sur les fonds du budget de la guerre.

NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			AN- NÉE
	Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	
LA COMME (Pierre-Vic- torien).	7 sept. 1812.	La Rochefoucauld (Charente).	Capitaine au 1 ^{er} ré- giment d'infanterie de ligne.	30	3	15	5	.	.	35
BOUCHER (Pascal-Augus- te).	28 mars 1812.	Mons-Boubert (Somme).	Idem au 1 ^{er} idem.	30	2	29	.	.	.	30
REMOISSENET (Phili- bert).	14 mars 1814.	Dijon (Côte-d'Or).	Idem.	30	1	24	5	.	.	35
BIGOT (Sébastien).....	9 juillet 1806.	Châlons (Marne).	Idem au 4 ⁸ idem.	30	3	20	20	.	.	50
GAILHARD (Pierre).....	31 juillet 1812.	Ancizan (Hautes-Pyrénées).	Idem au 6 ⁰ idem.	30	2	21	3	.	.	33
MAZEROU (Antoine-Jo- seph) ⁽¹⁾ .	23 oct. 1814.	Naples (Italie).	Idem.	31	2	11	12	.	.	43
MILLE (François-Joseph)	1 ^{er} janv. 1812.	Marquise (Pas-de-Calais).	Idem au 7 ² idem.	30	1	12	10	.	.	40
D'HYVERT (Pierre).....	9 nov. 1810.	Limoges (Haute-Vienne).	Idem au 1 ⁰⁰ idem.	33	2	5	3	.	.	41
WOLKENSINGER (Philip- pe-Jacques).	2 mai 1809.	Walbourg (Bas-Rhin).	Capitaine au régi- ment étranger.	30	.	16	18	.	.	48
DE BRUCHARD (Jean-Hu- gues-Edouard).	12 mars 1815.	Allassac (Corrèze).	Lieutenant colonel du 2 ^e régiment de chasseurs.	30	8	.	31	.	.	61
CHABAUD (Louis-Ma- thieu-Marie).	11 mai 1816.	Toulon (Var).	Chef d'escadron au 3 ^e régiment de dra- gons.	30	1	23	48	6	.	78
BAZILE (Alphonse-Alexandre).	10 mai 1814.	Paris (Seine).	Chef d'escadron au 5 ^e régiment de lan- ciers.	33	.	17	37	.	.	70
DOMINÉ (Louis-Alexan- dre-Guillaume).	16 janv. 1807.	Jandon ^t (Ardennes).	Major de cavalerie.	38	5	3	.	.	.	38
GUEUDEVILLE (Charles- Olive).	27 mars 1811.	Barentin (Seine-Inférieure)	Capitaine au 6 ^e ré- giment de cuirassiers	31	3	14	4	.	.	35
DE FONTAINE DE MEZEY- RAC DE LOGÈRES (Joseph- Léon-Auguste-Jules).	23 déc. 1810.	Donzère (Drôme).	Capitaine au 7 ^e ré- giment de chasseurs.	33	10	18	4	.	.	37
LEIEU (Louis-Auguste).	25 janv. 1816.	Cambrai (Nord).	Capitaine au 8 ^e ré- giment de lanciers.	30	.	25	.	.	.	30
FERY (Claude).....	4 nov. 1812.	Pagny-lez-Goin (Moselle).	Capitaine de cava- lerie.	32	6	16	.	.	.	34
DE COUFFIN-DUVALÈS (Ma- rie-J.-Philip.-Léopold).	11 août 1814.	Séguenville (Haute-Garonne).	Idem.	30	2	3	15	.	.	45
DELÉPINE (Pierre-Bruno)	11 déc. 1806.	Aumale (Seine-Inférieure)	Idem.	35	11	18	.	.	.	35
HERMAND (Remy) ⁽¹⁾	20 juin 1812.	Chiaja (Italie).	Idem.	30	2	4	.	.	.	30
SAINT (Pierre-Joseph- Abel).	26 août 1815.	Paris (Seine).	Idem.	30	2	22	.	.	.	30
WEYER (Dominique)...	20 mai 1812.	Sierck (Moselle).	Idem.	30	.	15	.	.	.	30
BEQUÉ (Jean-Baptiste- Antoine-Amable).	8 janv. 1808.	Alby (Tarn).	Chef d'escadron commandant la com- pagnie de gendar- merie du Gard.	36	8	22	3	.	.	39
ESPIARD (Jean-Alexan- dre-Amédée).	6 janvier 1805.	Liernais (Côte-d'Or).	Idem de Vaucluse.	32	5	8	19	.	.	61
GUÉRARD (Aimable-Jo- seph-Vincent).	22 janv. 1808.	Saint-Samson- de-Bon-Fossé (Manche).	Idem d'Ille-et-Vilaine	37	1	3	2	.	.	37
CHERTENET (Louis-Fran- çois-Dominique).	1 ^{er} janv. 1811.	Dramelay (Jura).	Capitaine à la com- pagnie de gendarme- rie de l'Orne.	31	2	23	1	.	.	32

(1) Fils de Français.
(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des annuaires d'activité. — (b) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 11 décembre 1863 à titre de solde de non-activité. — (c) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 30 décembre 1863 à titre de solde de non-activité. — (d) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 30 décembre 1863 à titre de solde de non-activité.

	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
	Capitaine.	1,714 ^(a)	En activité.	20 février 1864.	Mustapha , province d'Alger (Algérie).
	Idem.	1,574 (a)	Idem.	Idem.	Vernon (Eure).
	Idem.	1,742 (a)	Idem.	14 février 1864.	Dijon (Côte-d'Or).
	Idem.	2,120 (a)	Idem.	5 février 1864.	Paris (Seine).
	Idem.	1,658 (a)	Idem.	20 février 1864.	Toulouse (Haute-Garonne).
	Idem.	1,938 (a)	Idem.	25 janvier 1864.	Paris (Seine).
	Idem.	1,854 (a)	Idem.	20 février 1864.	Calais (Pas-de-Calais).
	Idem.	1,882 (a)	Idem au dépôt de recrutement des Py- rénées-Orientales.	15 février 1864.	Perpignan (Pyrénées-Orientales).
	Idem.	1,078 (a)	En activité.	1 ^{er} février 1864.	Haguenau (Bas-Rhin).
	Lieutenant-colonel.	3,120 (a)	Idem.	10 février 1864.	Larfouillière (Haute-Vienne).
	Chef d'escadron.	2,590 (a)	Idem.	Idem.	Oran (Algérie).
	Idem.	2,590 (a)	Idem commandant le dépôt de remonte d'Angers.	Idem.	Napoléon (Vendée).
	Major.	2,222 (a)	Idem commandant le dépôt de recrute- ment du Bas-Rhin.	20 février 1864.	Fontainebleau (Seine-et-Marne).
1.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,057 (a)	En activité.	10 février 1864.	Versailles (Seine-et-Oise).
	Idem.	2,141 (a)	Idem.	1 ^{er} mars 1864.	"
	Capitaine.	1,574 (a)	Idem.	20 février 1864.	Cambrai (Nord).
1.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	1,973 (b)	En non-activité.	11 déc. 1863.	Hospice de la Malgrange (Meurthe).
	Capitaine.	1,994 (c)	Idem.	20 déc. 1863.	Toulouse (Haute-Garonne).
	Idem.	1,728 (d)	Idem.	18 nov. 1863.	"
	Idem.	1,574 (e)	Idem.	1 ^{er} nov. 1863.	"
	Capitaine.	1,574 (f)	Idem.	1 ^{er} janv. 1864.	Grattery (Haute-Saône).
	Idem.	1,574 (g)	Idem.	16 nov. 1863.	Sierck (Moselle).
	Chef d'escadron.	2,270 (a)	En activité.	26 janvier 1864.	Nîmes (Gard).
	Idem.	2,590 (a)	Idem.	Idem.	Autun (Saône-et-Loire).
	Idem.	2,254 (a)	Idem.	19 février 1864.	Rennes (Ille-et-Vilaine).
	Capitaine.	1,630 (a)	Idem.	1 ^{er} février 1864.	Saint-Brice (Seine-et-Oise).

ommes perçues depuis le 18 novembre 1863 à titre de solde de non-activité. — (a) Sauf déduction des
sommes perçues depuis le 1^{er} novembre 1863 à titre de solde de non-activité. — (f) Sauf déduction des sommes
perçues depuis le 1^{er} janvier 1864 à titre de solde de non-activité. — (g) Sauf déduction des sommes perçues depuis
le 1863 à titre de solde de non-activité.

N ^o D'ORDRE	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAIGNES		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
62	DUNIA (Jean-Joseph-Antoine).	12 janv. 1811.	La Côte-Saint-André (Isère).	Capitaine à la compagnie de gendarmerie de la Corrèze.	31	10	4	26	.	.
63	ROBARDEY (Nicolas)....	4 oct. 1811.	Gevigney-et-Mercey (Haute-Saône).	Lieutenant à la compagnie de gendarmerie de la Guadeloupe.	31	.	17	12	.	.
64	DE FAULTIER (Pierre-Charles).	7 sept. 1814.	Metz (Moselle).	Chef d'escadron au 4 ^e régiment d'artillerie.	31	2	20	1	.	.
65	CORNU (Jean-Baptiste).	5 déc. 1810.	Uchizy (Saône-et-Loire).	Capitaine d'artillerie.	30	10	5	18	.	.
66	BARRAUX (Joseph).....	13 oct. 1810.	Dôle (Jura).	Capitaine au 4 ^e régiment d'artillerie.	33	.	15	.	.	.
67	BARRÉE (Nicolas-Joseph)	13 nov. 1803.	Douai (Nord).	Garde principal d'artillerie.	44	6	16	14	.	.
68	PEIGNOUX (André-Eugène).	10 janv. 1804.	Polsay-le-Joli (Vienne).	Idem.	38	1	12	2	.	.
69	PARISOT (François-Eugène).	29 oct. 1805.	Citers (Haute-Saône).	Maître artificier.	37	1	6	.	.	.
70	BISCH (François-Antoine).	10 nov. 1803.	Klingenthal (Bas-Rhin).	Contrôleur principal d'armes.	44	1	4	.	.	.
71	VALADE (Joseph).....	30 oct. 1805.	Tulle (Corrèze).	Contrôleur d'armes de 1 ^{re} classe.	42	3	15	1	.	.
72	DUBRETON (Hippolyte-Marie).	13 mai 1806.	Rennes (Ille-et-Vilaine).	Chef de bataillon du génie.	38	3	24	3	.	.
73	DELACROIX (Henri-Joseph-Gabriel).	10 juin 1815.	Metz (Moselle).	Capitaine du génie.	30	6	15	10	.	.
74	FOURCADE (Charles-Frédéric).	24 janv. 1811.	Toulouse (Haute-Garonne)	Capitaine au 3 ^e régiment du génie.	31	3	28	44	.	.
75	DESTENAY (Jacques-Raymond).	20 mai 1806.	Carignan (Ardennes).	Garde principal du génie.	36	.	17	.	.	.
76	CHÂTELAIN (Joseph-Victor).	9 janv. 1804.	Nancy (Meurthe).	Médecin principal de 1 ^{re} classe.	39	5	3	12	.	.
77	DAPESSERTCHE (Pierre)..	29 sept. 1812.	Ustaritz (Basses-Pyrénées)	Chirurgien sous-aide.	30	.	14	20	.	.
78	LAMY (Joseph-Étienne).	1 ^{er} mars 1808.	Apt (Vaucluse).	Officier principal des bureaux de l'intendance militaire.	33	1	20	37	.	.
79	ALBERT (Paul-Barthélemy-Jules) (2).	27 août 1811.	Naples (Italie).	Officier comptable de 1 ^{re} classe des subsistances militaires.	30	10	15	37	.	.
80	GARET (Précord-Théophile).	3 déc. 1809.	Vailly (Aisne).	Capitaine d'infanterie.	33	9	9	4	.	.
81	APTÉ (Adolphe-Diédonné).	22 juillet 1811.	Saint-Dié (Vosges).	Chef d'escadron de gendarmerie, ex-capitaine au régiment de gendarmerie de la garde impériale.	32	7	28	.	.	.
82	TALLE (Charles-Augustin).	10 mai 1811.	Haspres (Nord).	Lieutenant à la compagnie de gendarmerie de l'Hérault.	30	6	27	1	.	.

(1) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861. — (2) Fils de Français.

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé de son d'activité. — (b) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 21 novembre 1863 à titre de solde de liquidité. — (c) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été contrôlé d'activité. Cette pension, dans la fixation de laquelle il a été fait application de l'article 4 de la loi du 11 avril 1831, ne peut, d'après l'article 27 de ladite loi, être cumulée avec un traitement civil d'activité.

GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
Capitaine.	2,120 ^(a)	En activité.	1 ^{er} février 1864.	Paris (Seine).
Lieutenant.	1,598 (a)	Idem.	1 ^{er} avril 1864.	La Basse-Terre (Guadeloupe).
Chef d'escadron.	2,030 (a)	Idem commandant l'artillerie à Toul.	20 février 1864.	Metz (Moselle).
Capitaine.	2,092 (a)	En activité. Adjoint à la direction de Besançon.	15 février 1864.	Thise (Doubs).
Idem.	1,658 (a)	En activité.	16 mars 1864.	"
Garde d'artillerie de 1 ^{re} classe. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	1,800 (a)	Idem à Grenoble.	10 février 1864.	Teniet-el-Had, province d'Alger (Algérie).
Garde principal d'ar- tillerie.	1,542 (a)	En activité à l'école de Rennes.	Idem.	Rennes (Ille-et-Vilaine).
Maître artificier. (Ayant 12 ans d'ancien- neté dans ce grade.)	1,500 (a)	En activité à l'école de Douai.	Idem.	Douai (Nord).
Contrôleur principal.	1,634 (a)	En activité à la ma- nufacture d'armes de Châtellerault.	5 février 1864.	Châtellerault (Vienne).
Contrôleur de 1 ^{re} classe.	1,370 (a)	En activité à Ren- nes.	15 février 1864.	Tulle (Corrèze).
Chef de bataillon, (Ayant 12 ans d'ancien- neté dans ce grade.)	2,782 (a)	En activité. Com- mandant le génie à Amiens.	25 janvier 1864.	"
Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,242 (a)	En activité à Long- wy.	5 mars 1864.	Dijon (Côte-d'Or).
Idem.	2,544 (a)	En activité.	15 février 1864.	"
Garde de 1 ^{re} classe. (Ayant moins de 2 ans dans le grade de garde principal.)	1,230 (a)	Idem à Sedan.	1 ^{er} mars 1864.	Tours (Indre-et-Loire).
Médecin principal.	3,900 (a)	En activité aux hôpitaux militaires d'Oran.	5 février 1864.	Paris (Seine).
Chirurgien sous-aide. (Ayant 12 ans d'ancien- neté dans ce grade.)	1,680 (b)	En non-activité.	21 nov. 1863.	Ainhoue (Basses-Pyrénées).
Officier principal. (Ayant 12 ans d'ancien- neté dans ce grade.)	2,744 (c)	En activité à Al- ger.	25 février 1864.	Paris (Seine).
Officier comptable de 2 ^e classe. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,520 (a)	Idem.	20 février 1864.	Alger (Algérie).
Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,141 (d)	Titulaire d'une pen- sion de retraite.	1 ^{er} janvier 1864	"
Chef d'escadron.	2,046 (e)	Idem.	20 octobre 1863.	Bordeaux (Gironde).
Lieutenant.	1,176 (f)	Idem.	20 janvier 1864.	Montpellier (Hérault).
TOTAL.....	178,262 ^f			

sommes perçues depuis le 1^{er} janvier 1864 sur la pension de 2,107 francs accordée par décret du , et que la présente annule. — (c) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 20 octobre 1863 sur la 30 francs accordée par décret du 5 janvier 1864, et que la présente annule. — (f) Sauf déduction des es depuis le 20 janvier 1864 sur la pension de 1,162 francs accordée par décret du 5 janvier 1864, et 20 annule.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires sont tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée d'autre part, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,*

Signé RANDON.

N° 16,112. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 5 Militaires des Pensions de retraite pour blessures ou infirmités.*

Du 11 Mars 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2° La loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 9 mars 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pen

ons de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 25, et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de dix mille cinq cent quatre-vingt-quatre francs (10,584^f), sur le crédit d'inscription ouvert sur l'année 1864;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des cinq militaires dénommés dans le tableau d'autre part une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance à jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée d'autre part un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue sur débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,*

Signé RANDON.

⁽¹⁾ Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit au ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES.	SERVICES effectifs.			CAMPAIGNES.		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
1	PICO (Jacques-Antoine-Nicolas-Victor).	28 fev. 1812.	Toulon (Var.).	Capitaine au 3 ^e re- giment de chasseurs.	23	10	20	8	*	*
2	LAIQUETTE (Louis-Edouard).	25 août 1811.	Saint-Michel (Aisne).	Capitaine au 1 ^{er} re- giment de zouaves.	24	6	9	9	*	*
3	COTTIAUX (Victor-Cons- tant).	5 fevrier 1805.	Paris (Seine).	Lieutenant d'infan- terie.	17	2	5	11	*	*
4	VIDALENC (Victor-Médé- ric).	6 juin 1818.	Reims (Marne).	Capitaine au 3 ^e régiment d'infante- rie de ligne.	26	8	12	22	*	*
5	THOMAS (Etienne-Hip- polyte).	15 juin 1822.	Marseille (Bouches-du-Rh.).	Médecin-major de 2 ^e classe au 46 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	21	3	2	15	*	*

¹⁾ Application de l'article 5 de la loi du 25 juin 1864.

N^o 16,113. — DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde des Pensions de réforme à 5 Officiers.

Du 11 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Vu, 1^o les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de la loi de donnanee du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2^o Les titres II et III de la loi du 19 mai 1834 et celle du 25 juin 1864 sur l'état des officiers, et le tarif annexé à la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

3^o Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4^o L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 9 mars 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de réforme comprises dans le présent décret, portant le n^o 26, et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de cinq mille sept cent quarante-trois francs (5,743¹), sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des cinq officiers dénommés

	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	EPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE des titulaires.
1831	Capitaine.	2,544 (a)	En activité.	25 janvier 1864.	Toulon (Var).
Idem.	Idem.	2,120 (a)	Idem.	10 janvier 1864.	Coulommiers (Seine-et-Marne).
Usage	Lieutenant.	1,680 (a)	En non-activité.	Idem.	Courpalay (Seine-et-Marne).
Usage	Capitaine.	2,120 (a)	En activité.	1 ^{er} janvier 1864.	Bayonne (Basses-Pyrénées).
	Médecin-major de 3 ^e classe.	2,120 (a)	Idem.	Idem.	Girauvoisin (Meuse).
	TOTAL... ..	10,584			

Condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'ac-
[duction du prix des journées pendant lesquelles il aura été traité dans un hôpital militaire.

tableau d'autre part une pension de réforme fixée conformé-
ment aux indications de ce tableau ⁽¹⁾.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec la jouissance
jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront
us de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire
leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient
u sur les fonds de la guerre, depuis l'époque de jouissance
liquée d'autre part, un traitement militaire, pour que le même
aps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur
asion.

Le certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue
ar débet envers le trésor public, envers l'administration du corps
at ils faisaient partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la pro-
ction relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et
finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exé-
ion du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,*

Signé RANDON.

Les titulaires de ces secours annuels ne devront se pourvoir, soit près du
ur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscrip-
qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES CIVILS.	
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.
1	COMMIS (François-Charles).	30 août 1819.	Paris (Seine).	Capitaine au 40 ^e régiment d'infanterie de ligne.	23	
2	DE STRADA (Édouard-Armand).	28 février 1824.	Moulins (Allier).	Idem au 79 ^e idem.	20	
3	VERDIÉ (Honoré-Eugène-Antoine).	17 nov. 1818.	Olette (Pyénées-Orientales)	Idem au 96 ^e idem.	27	
4	GIOVANNONI (Jules-Émile-Louis-Patrocle).	22 oct. 1823.	Saint-Tropez (Var).	Lieutenant au 91 ^e régiment d'infanterie de ligne.	21	
5	FOUREST (Pierre-Constant).	20 juillet 1819.	Thionville (Moselle).	Capitaine au 6 ^e régiment de chasseurs.	23	

N^o 16,114. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 20 liquidations de Pensions civiles.

Du 23 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution;

Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			des dépenses à payer.	
		Dates.	Lieux.			}				
						Ans.	Mois.	Jours.		
(Pensions pour services militaires.)										
1	SAUVIGNÉ (Barbe), orpheline ⁽¹⁾ .	2 juin 1849.	Schleithal (Bas-Rhin).	Le père, brigadier.	DOUANES.				L'Etat.	
2	— (Marie), orpheline ⁽¹⁾ .	11 mai 1851.	Idem.		Civils.....	25	7	13		M. le Ministre.
3	— (Gaspard-Émile), orphelin ⁽¹⁾ .	12 sept. 1852.	Idem.		CONTRIBUTIONS INDIRECTES.					
4	COCAUD (Caroline-Marie-Augustine), veuve JAN dit DUBIGNON.	30 sept. 1790.	Alessac (Loire-Inférieure)	Le mari, receveur principal entreposeur.	Civils.....	34	5	19	L'Etat.	
5	ROUVIÈRE (Marie-Louise-Émilie), veuve BOUVET ⁽²⁾ .	10 janv. 1799.	Le Bleymard (Lozère).	Le mari, contrôleur receveur à cheval.	Idem.....	32	2	11	L'Etat.	
(Pensions pour services civils.)										
6	FABRE (André-Ferdinand) ⁽²⁾ .	26 fév. 1802.	Newalresford (Étranger).	Payeur du Trésor.	FINANCES.				L'Etat.	
					Civils.....	38	.	.		

(1) Sous la tutelle du sieur Georges SAUVIGNÉ. — (2) N'est astreint à aucune justification de nationalité.

QUOTITÉ de la pension de réforme.	BASES LÉGALES applicables à cette fixation.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE des titulaires.	OBSERVATIONS.
1,222 ^f	Article 18 de la loi du 19 mai 1854 et tarif annexé à celle du 25 juin 1861.	22 janvier 1864.	Toulouse (Haute-Garonne).	
1,066	Idem.	23 décembre 1863.	Paris (Seine).	
1,430	Idem.	9 décembre 1863.	Idem.	
803	Idem.	1 ^{er} décembre 1863.	Bastia (Corse).	
1,222	Idem.	20 novembre 1863.	"	
5,713				

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 1864;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

NOUS DÉCRÉTE et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de dix-huit mille quatre cent dix-huit francs (18⁶⁴) au tableau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des pensions civiles.	des services civils.	Total.					
au 1 ^{er} janvier 1854.)							
"	"	"	"	45 ^f	45 ^f	Du 29 mai 1863 au 1 ^{er} juin 1865.	Strasbourg (Bas-Rhin).
"	"	"	"	45	45	Du 29 mai 1863 au 10 mai 1867.	Idem.
"	"	"	"	45	45	Du 29 mai 1863 au au 11 septembre 1863.	Idem.
				TOTAL.	135		
"	"	"	"	667	667	26 février 1863.	Avessac (Loire-Inférieure)
"	"	"	"	533	533	13 juillet 1863.	Tournon (Ardèche).
				TOTAL.	1,200		
au 1 ^{er} janvier 1854.)							
"	"	"	2,583 ^f	"	2,583	1 ^{er} janvier 1864.	Napoléon (Vendée).

N ^o d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des SERVICES.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
7	HASNAULT (Marcel-Jo- seph-Arthur-Napo- léon).	5 oct. 1800.	Marseille (Bouches-du-Rh.).	Payeur du Trésor.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	23	7	
8	LAMY (Louis).....	13 nov. 1797.	Tessé-Froulay (Orne).	Agent de comp- toir.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10 Militaires... 2	21	7	
9	TEXERAT (Noël-Auguste).	9 février 1794.	Paris (Seine).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10 DOCKERS. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	21	7	
10	HUSSON (Joseph) (1)....	21 août 1797.	Vicence (Italie).	Vérificateur.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 9 Militaires... 10	28	8	
11	THOREUX (Toussaint-Jo- seph).	7 sept. 1818.	Plévenon (Côtes-du-Nord).	Sous-brigadier...	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10 Militaires... 8	16	8	
12	MANUEL (Suzanne-Antoi- nette), veuve COLO.	28 nov. 1814.	Enchastrayes (Basses-Alpes).	Le mari, capi- taine.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 1 Militaires... 1	30	2	10
13	PECASTAINGS (Justine), veuve FONBOUGE.	6 déc. 1808.	Urt (Basses-Pyrénées).	Le mari, brig- adier.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 9 Militaires... 8	17	1	14
14	PORRET (Reine-Fran- çoise), veuve THÉRY.	31 mai 1802.	Wormhoudt (Nord).	Le mari, embal- leur.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 31 Militaires... 6	31	9	
15	LECONTE (Pierre-Louis- Léonard), orphelin (2). (Émile-Charles- Constant), orphelin (3). (Auguste-Jean- Baptiste), orphelin (4). Alexandre-Désiré), orphelin (5).	12 avril 1818. 27 janv. 1852. 30 juin 1853. 21 janv. 1859.	Fermanville (Manche). Idem. Idem. Équeurdreville (Manche).	Le père, preposé.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 9 CONTRIBU- TIONS INDIRECTES. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	20	1	
16	AMELINE-BASBOURG (Do- minique-Aubert).	31 oct. 1807.	Vergoncey (Manche).	Receveur particu- lier sédentaire.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10 Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 9	20	1	
17	SIMONOT (Étienne-Jules).	10 sept. 1807.	Écol (Haute-Marne).	Receveur à che- val.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 9 Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 9	10	9	
18	BRIGOURY (Clémence- Adeline), veuve DU- BOIS).	17 fév. 1824.	Bouchain (Nord).	Le mari, contrô- leur.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 15	19	3	
19	FONTAINE (Zulmée-Eu- génie), veuve DELI- GNE.	3 oct. 1821.	Avesnes- le-Comte (Pas-de-Calais).	Le mari, rece- veur à cheval.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 9	15	7	

(1) Fils de Français. — (2) Sous la tutelle du sieur LECONTE.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATE de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	"	"	5,000 ^f	"	5,000 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Metz (Moselle).
"	818 ^f 36 ^c 366 67	1,185 ^f 03 ^c	"	"	1,185	Idem.	Paris (Seine).
19 ^f 21 ^c	863 33 389 50	1,272 04	"	"	1,272	Idem.	Idem.
TOTAL.					10,040		
"	1,144 66 378 69	1,523 35	"	"	1,523	1 ^{er} octobre 1863.	Lyon (Rhône).
"	300 00 180 00	480 00	"	"	480	1 ^{er} janvier 1864.	Saint-Cast (Côtes-du-Nord)
28 15	1,384 16	1,457 31	"	485 ^f	485	2 septembre 1863.	Barcelonnette (Basses-Alpes).
58 79	224 94 150 51	434 24	"	144	144	6 août 1863.	Biscous (Basses-Pyrénées)
"	"	"	"	200	200	14 octobre 1863.	Lille (Nord).
21 34	189 58 119 87	353 79	"	117	117	Du 14 octobre 1863 au 20 janvier 1864, époque à laquelle le plus jeune des orphelins aura atteint sa majorité.	Sideville (Manche).
TOTAL.					2,949		
"	753 22 366 57	1,119 79	"	"	1,119	1 ^{er} janvier 1864.	Avranches (Manche).
"	966 71 439 97	1,406 68	"	"	1,406	20 décembre 1863.	Saint-Dizier (Haute-Marne).
"	"	"	"	533	533	15 août 1863.	Bouchain (Nord).
"	696 65 415 60	1,112 25	"	370	370	17 novembre 1863	Avesnes- le-Comte (Pas-de-Calais).

N ^O D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Total.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
20	MAUGIN (Élisabeth-Émilie), veuve DE SAINT-GERMAIN.	31 janv. 1793.	Vitry-le-François (Marne).	Le mari, receveur principal, entreposeur.	Civils.....	46	8	20	
					1 ^{re} catégorie..	{ Douanes			
					2 ^e catégorie...	{ Contributions indirectes			
						{ Finances.....			
						{ Douanes.....			
						{ Contributions indirectes			
Total.....									

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances, chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n^o 19.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N^o 16,115. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 22 liquidations de Pensions civiles.

Du 23 Mars 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution ;

N ^O D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Total.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
1	CONJOUR (Marie-Radégonde), veuve COMTE.	16 août 1788.	Poitiers (Vienne).	Le mari, com- mis à pied.	CONTRIBU- TIONS INDIRECTES. Civils.....	73	20	20	

(Pensions pour services militaires)

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
.	.	.	2,000	666 ^f	666	15 septembre 1863	Poligny (Jura).
				TOTAL.	4,094		

	135 ^f		1,335 ^f
	1,200		
	10,040		
	2,949	17,083	
	4,094		
	.....	18,418	

la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;
la section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du
mars 1864;

sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des
finances,

VOUS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt-deux liquidations de pensions civiles com-
posées pour une somme totale de vingt-sept mille neuf cent soixante-
quatre francs (27,965^f) au tableau ci-après sont approuvées.

. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance
à jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est
chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin
des lois, sous le n° 20.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
.	.	.	.	194 ^f	194 ^f	3 déc. 1863.	Montmorillon (Vienne).

(au 1^{er} janvier 1854.)

NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
	Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
LETEBBIER (Avoie-Eugénie), veuve Dru.	10 mai 1790.	Villiers-le-Bel (Seine-et-Oise).	Le mari, vétéran.	Civils.....	36	.	.

(Pensions pour

AMYE (Joseph-Etienne-Prospér.)	25 juin 1798.	Molsheim (Bas-Rhin).	Administrateur..	ENREGISTREMENT. Civils.....	43	1	15
COLIN (Amand-Benjamin).	10 nov. 1793.	Réchicourt-le-Château (Meurthe).	Conservateur des hypothèques dans un chef-lieu de département.	Idem.....	44	1	16
MORIS (Jean-Maurice)..	12 mai 1797.	Laval-de-Tignes (Savoie).	Commis principal.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils.....	28 10 27 9 35	1 .	28 .
CASSANAC (Jeanne-Marie-Rose), veuve FABRE.	24 sept. 1795.	Dourgne (Tarn).	Le mari, conservateur des hypothèques de 2 ^e classe.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils.....	27 9 35	4 7 2	.
DUFAU (Marie-Jeanne), veuve SIPION.	28 janv. 1805.	Vicq (Landes).	Le mari, receveur de l'enregistrement.	FORÊTS. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... CONTRIBUTIONS INDIRECTES. Civils.....	22 9 38	7 11 3	20 16 13
LAMBERT (Pierre-François-Hilaire).	12 janv. 1802.	Libermont (Oise).	Garde forestier...	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... CONTRIBUTIONS INDIRECTES. Civils.....	22 9 38	7 11 3	20 16 13
ANDRÉ (Martin).....	30 mars 1802.	Privas (Ardèche).	Inspecteur.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils.....	16 10 15 10 20	1 .	15 .
BAYOT (Jean-Alphonse).	13 nov. 1812.	La Rochelle (Charente-Infér.).	Commis principal.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils.....	16 10 15 10 20	1 .	15 .
BELLEDON (Jean-Thérèse-Elisabeth-François)..	22 janv. 1814.	Malignon (Côtes-du-Nord).	Receveur à cheval.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils.....	15 10 20 10 36	7 .	7 .
CHIVAUX (Dominique)..	20 nov. 1808.	Château-Salins (Meurthe).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils.....	20 10 36	7 .	15 .
COSNIAM (Georges-Guillaume-Nicolas).	26 juill. 1801.	Les Moitiers-d'Allonne (Manche).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils.....	18 10 22 10	15 .	15 .
DADAN (Jean-François).	11 août 1809.	Mont-de-Marsan (Landes).	Commis aux exercices.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils.....	18 10 22 10	15 .	15 .
DECLOR (Mathias-Jean-Baptiste).	26 fév. 1806.	Glény (Creuse).	Receveur à cheval.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils.....	22 10	5 .	13 .

LIQUIDATION

des services militaires.	des services civils.	Total.	LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
				533 ^f	533 ^f	19 sept. 1863.	Paris (Seine).
				TOTAL.	7 ⁷		

rest au 1^{er} janvier 1854.)

			6,000 ^f		6,000 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Charost (Cher).
			2,000		2,000	1 ^{er} sept. 1863.	Sarrebouurg (Meurthe).
			1,745		1,745	1 ^{er} janvier 1864.	Vendrest (Seine-et-Marne).
			2,000	666 ^f	666	2 août 1863.	Dardé (Tarn).
				431	431	1 ^{er} sept. 1863.	Bordeaux (Gironde).
				TOTAL.	10,842		
	313 ^f 64 ^c 128 27	441 ^f 91 ^c			441	17 déc. 1863.	Fréniches (Oise).
			2,500		2,500	11 janvier 1864.	Le Cannet (Alpes-Maritimes).
	503 90 301 51	805 41			805	1 ^{er} janvier 1864.	S ^{te} -Geneviève (Oise).
	693 46 430 00	1,123 46			1,123	Idem.	Évron (Côtes-du-Nord).
	959 70 454 14	1,413 84			1,413	Idem.	Rambervillers (Vosges).
	1,801 87	1,801 87	1,600		1,600	Idem.	Les Moitiers- d'Allonne (Manche).
	469 08 255 61	724 69			724	Idem.	Bagnères (Hautes-Pyrénées).
	1,042 94 440 46	1,483 40	1,475		1,475	Idem.	Châtelus (Creuse).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			des bon. et mérit.
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
16	JAISSEON (Claude).....	15 sept. 1796.	Mouzon (Ardennes).	Receveur à che- val.	Civils.....	43	7	15	Monsieur
17	JANVIER (Théodore-Ma- rie-Désiré).	17 sept. 1801.	Renac (Ille-et-Vilaine).	Contrôleur de ville.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	24	9	22	Monsieur
18	LE CHEVALIER (Pierre- Édouard).	4 juillet 1801.	Cherbourg (Manche).	Receveur ambu- lant à cheval.	Civils.....	35	8	10	Monsieur
19	LAPREVOTÉ (Françoise), veuve MEUNIER.	14 avril 1810.	Semur (Côte-d'Or).	Le mari, rece- veur à cheval.	Idem.....	30	3	12	Monsieur
20	MAULET (Marie), veuve CONCHON.	1 ^{er} mai 1816.	Lyon (Rhône).	Le mari, commis du service des sucres.	Militaires.... Civils.....	8 26	 10	 13	Monsieur
21	PICUT (Julie-Marguerite- Géralde), veuve LURAT.	23 mai 1821.	Aurillac (Cantal).	Le mari, receveur principal entre- poseur.	Idem.....	35	4	20	Monsieur
22	RENAULT (Marie-Élisa), veuve DREUX.	25 janv. 1818.	Carignan (Ardennes).	Le mari, commis aux exercices.	Militaires Civils.....	7 18	6 6	1 15	Monsieur
1^{re} catégorie..... 2^e catégorie..... Contributions ind. Euregistrement... Forêts Contributions ind.									
TOTAL.....									

N^o 16,116. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 5 liquidations de Pensions civiles

Du 23 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions
civiles ;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du
département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution ;

Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864 ;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du
8 mars 1864 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des
finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les cinq liquidations de pensions civiles comprises pour

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils	Total.					
.	2,138'02 ^c	2,138'02 ^c	1,600 ^f	.	1,600 ^f	26 dec. 1863.	Bar-le-Duc (Meuse).
.	1,488 66	2,090 00	1,600	.	1,600	15 janvier 1864.	Renac (Ille-et-Vilaine).
.	601 34						
.	1,705 83	1,705 83	1,600	.	1,600	1 ^{er} janvier 1864.	Port-Louis (Morbihan).
.	.	.	.	457 ^f	457	29 nov. 1863.	Bligny- sur-Ouche (Côte-d'Or).
.	994 60	994 60	.	331	331	13 novembre 1863	Wavrechain- sous-Faulx (Nord).
.	.	.	.	562	562	3 octobre 1863.	Aurillac (Cantal).
.	.	.	.	165	165	21 octobre 1863.	Bouchain (Nord).
TOTAL.					15,955		

2	.....	727 ^f
5	10,842 ^f	27,238
1	441	
14	15,955	
22	.....	27,965

La somme totale de trois mille huit cent dix-neuf francs (3,819^f)
du tableau d'autre part sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance
à jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances
est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au
Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances

Signé ACHILLE FOULD.

LIQUIDATION			LIMI- TATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
45 ^f 28 ^c	894 ^f 17 ^c	939 ^f 45 ^c	•	•	939 ^f	15 janvier 1864.	Annœullin (Nord).
146 46	812 31 533 56	1,492 33	•	•	1,492	2 janvier 1863.	Fontenay- aux-Roses (Seine).
256 51	420 75 318 20	995 46	•	•	995 (a)	5 mars 1863.	Le Bourg- Saint-Andéol (Ardèche).
•	•	166 05	•	•	166	1 ^{er} octobre 1863.	Céreste (Basses-Alpes).
•	•	227 37	•	•	227 (b)	3 juin 1863.	La Bourgade (Tarn-et-Gar.).
TOTAL.					3,819		

Remarque. — (b) Sauf déduction des arrérages payés sur la pension de 217 francs concédée par décret du 9 octobre 1863, lequel la présente annule.

16.118. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Legs de quatre mille francs fait à charge de services religieux et dans l'intérêt de l'église par la dame veuve *Cavillon* à la fabrique de Liancourt (Oise).

Legs d'une rente de cent cinquante francs fait à charge de services religieux par la demoiselle *Fouqueur* au prêtre desservant la chapelle vicariale de Tierceville (Calvados) et à la fabrique de cette chapelle.

Legs d'une rente de deux cents francs fait à charge de services religieux par la dame veuve *Roche* à la fabrique de Gallardon (Eure-et-Loir).

Legs de trois mille francs fait à charge de services religieux par la dame veuve *Bois* à la fabrique d'Aunay (Calvados).

Legs de quatre cents francs et d'une pièce de terre, estimée sept cent cinquante francs, fait à charge de services religieux par la dame *Hallot* à la fabrique de Hamars (Calvados).

Legs de mille francs et de divers objets mobiliers, estimés trois cents francs, fait à charge de services religieux par le sieur *Daniel* à la fabrique de Notre-Dame, à Calais (Pas-de-Calais).

Legs fait à charge de services religieux par le sieur *Vivon* au desservant et à la fa-

brique d'Irais (Deux-Sèvres), et consistant dans la moitié, estimée trois mille cent cinquante francs, de huit pièces de terre. (Vichy, 16 Juillet 1863.)

N° 16,119. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Legs de quatre cents francs fait par la dame veuve Guy à la communauté des Dames Bénédictines existant à Estaires (Nord).

Legs faits par la dame veuve de Saint-Ours : 1° à l'évêché de Périgueux (Dordogne), une somme de dix mille francs destinée à l'établissement des sœurs dépendantes de la congrégation de Sainte-Marthe, à Saint-Cernin-de-Labarde (même département), dont l'œuvre consiste à envoyer des sœurs gardes-malades pour soigner les malades pauvres à domicile; 2° à la fabrique de Saint-Cernin-de-Labarde, une somme de trois mille francs destinée à l'ornementation de l'église, une somme de mille francs pour la célébration de messes et une rente de cinquante francs pour la fondation d'un service anniversaire.

Legs faits par la demoiselle Robert : 1° à l'évêché de Périgueux (Dordogne), une somme de quatre mille cinq cents francs; 2° au desservant de Monsec (même département), cent francs pour la célébration de messes, et aux pauvres de cette commune deux cents francs.

Legs faits par la dame veuve Lefebvre de Laubrière à la congrégation des sœurs de Saint-Charles existant à Angers (Maine-et-Loire), conjointement avec la commune de Bauné (même département), et consistant en une maison avec dépendances, située à Bauné et estimée six mille francs, et dans une rente de mille francs, à la charge d'entretenir dans cette commune des sœurs de son ordre qui dirigeront l'école communale et se consacreront en même temps au soulagement des pauvres. (Vichy, 16 Juillet 1863.)



Certifié conforme :

Paris, le 4^e Avril 1864,

Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1022.

16,120. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 11 liquidations de Pensions civiles.*

Du 23 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 5, 6, 11, 13, 18 et 23 de la loi du 9 juin 1853, sur les
pensions civiles;

Vu le décret du 4 juillet 1806;

Vu l'ordonnance du 23 septembre 1814, portant règlement sur les pen-
sions du ministère de la justice;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du
janvier 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations com-
prises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur
le crédit d'inscription ouvert au ministère de la justice et des cultes pour
l'année 1864;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de
la justice et des cultes,

AVOIS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les onze liquidations de pensions civiles comprises pour
une somme totale de seize mille quatre cent soixante - seize francs
(6,476¹) au tableau d'autre part sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance
à jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la justice
et des cultes et des finances sont chargés, chacun en ce qui le con-
cerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin
des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHL.

IX^e Série.

33

NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services		
	Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
CARRÉ (Marie-Augustine), veuve ARON-DEUX-CHABRIGNAC.	3 nov. 1808.	Poitiers (Vienne).	Le mari, ex-chef de bureau au ministère de la justice.	Réversion du tiers de la pension de 3,250 fr. ac- cordée à son mari pour Civile :	38	4	10
DENON-DUPIN (Julie-Louise-Émilie), veuve BECQUET.	7 janvier 1817.	Paris (Seine).	Le mari, ex-juge.	Réversion du tiers de la pension de 3,436 fr. ac- cordée à son mari pour Civile :	30	1	11
DURAND (Clarisse-Josette-Claudine - Félinas), veuve BAJARD.	6 dec. 1800.	Romans (Drôme).	Le mari, juge de paix.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	32	3	5
FABRE (Adèle - Marie), veuve EUDE.	13 mai 1811.	Brest (Finistère).	Le mari, ex-con- seiller.	Réversion du tiers de la pension de 2,667 fr. ac- cordée à son mari pour Civile :	31	1	27
FAUVERGE (Grégoire-Antoine-Hippolyte) (1).	5 dec. 1791.	Barcelone (Espagne).	Employé à l'Ad- ministration des cultes.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	16	4	15
FABRETT (Françoise), veuve FARGEIX.	7 oct. 1802.	Pontgibaud (Puy-de-Dôme).	Le mari, juge de paix.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	32	10	16
LAGEDEC (Marie-Yvonne-Julienne), veuve RO- PARTZ.	8 dec. 1799.	Plérin (Côtes-du-Nord)	Le mari, ex-con- seiller.	Réversion du tiers de la pension de 1,878 fr. ac- cordée à son mari pour Civile :	28	1	3
NICOLAS (Clotilde), veuve NICOLAS.	20 avril 1797.	Grenoble (Isère).	Le mari, con- seiller de cassa- tion.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	24	10	3
REMY (Marie - Pélagie), veuve RICHENT.	9 oct. 1810.	Soultz (Haut-Rhin).	Le mari, con- seiller.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	29	1	3
TAILLON (Pierre-Émile).	17 oct. 1793.	Nîmes (Gard).	Premier dent.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	21	1	9

(1) Infirmes, né de parents français.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	"	"	"	1,083 ^f	1,088 ^f	22 septembre 1863	Poitiers (Vienne).
"	"	"	"	1,145	1,145	16 mai 1863.	Paris (Seine).
"	946 ^f	946 ^f	"	315	315	2 août 1863.	Saint-Donat (Drôme).
"	"	"	"	889	889	9 juin 1863.	Vannes (Morbihan).
"	1,119	1,119	"	"	1,119	1 ^{er} juillet 1863.	Neuilly (Seine).
"	959	959	"	319	319	18 août 1863.	Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme).
"	"	"	"	626	626	27 mai 1863.	Plouagal (Côtes-du-Nord).
"	8,912	8,912	6,000 ^f	2,000	2,000	16 septembre 1863	Paris (Seine).
"	2,929	2,929	2,859	953	953	26 septembre 1863	Colmar (Haut-Rhin).
"	7,750	7,750	6,000	"	6,000	20 octobre 1863.	Nîmes (Gard).

N ^o D'ORDRE	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Ann. 1854.	Mots. 1855.	Jours.	Total des services.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mots.	Jours.				
11	WEHE (Jean-Nicolas-Venceslas).	25 déc. 1798.	Thionville (Moselle).	Chef de bureau adjoint à l'Administration des cultes.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20	6	—	—	—	—	206
						9	8	—	—	—	—	214
						30	—	—	—	—	—	244

N^o 16,131. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 11 liquidations de Pensions civiles.

Du 23 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 3, 5, 8, 11, 13, 18 et 23 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

Vu les ordonnances des 28 septembre 1814 et 17 août 1824, portant règlement sur les pensions du ministère de la justice ;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 10 Mars 1864 ;

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Ann. 1854.	Mots. 1855.	Jours.	Total des services.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mots.	Jours.				
1	JACQUIN Reine-Judith, veuve POUX.	11 fév. 1801.	Les Planches (Jura).	Le mari, juge de paix.	Réversion du tiers de la pension de 490 fr. autorisée à son mari pour	32	2	12	—	—	—	344
(Pensions pour services militaires.)												
	CHANDON Caroline-Clémentine, veuve ADAM ⁽¹⁾ .	25 mars 1815.	Deux-Ponts (Bavière).	Le mari, président.	Civils.....	41	6	45	—	—	—	471
3	DE FROIDEFOND DES FANGES (Elie-Pierre-Jean-Jacques) ⁽²⁾ .	23 sept. 1795.	La Dominique (Antilles angl.).	Conseiller honoraire.	Idem.....	18	3	46	—	—	—	197
4	LEGACHEUX Félicité, veuve VISOT.	20 nov. 1796.	Hautvillers (Marne).	Le mari, ex-juge de paix.	Réversion du tiers de la pension de 1,715 fr. accordée à son mari pour Civils :	28	—	—	—	—	—	280
					antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	10	5	11	—	—	—	116
					postérieurs...	6	10	1	—	—	—	71
5	LOTTIN (Pierre-Hyacinthe) ⁽³⁾ .	5 oct. 1797.	Paris (Seine).	Juge.....		—	—	—	—	—	—	—

⁽¹⁾ Le mari était Français. — ⁽²⁾ Ne de parents français. — ⁽³⁾ Infirmités.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
.	2,058 ^f	2,058 ^f	2,058 ^f	.	2,027	1 ^{er} sept. 1863.	Paris (Seine).
				TOTAL.	16,476		

janvier 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de la justice et des cultes pour l'année 1864 ;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les onze liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de dix-huit mille huit cent un francs (18,801^f) dans le tableau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
Total au 1 ^{er} janvier 1854.)							
"	"	"	163 ^f	163 ^f	163 ^f	17 février 1863.	Les Planches (Jura).
Total au 1 ^{er} janvier 1854.)							
"	2,592 ^f	2,592 ^f	2,230 ^f	743 ^f	743	23 sept. 1863.	Sarreguemines (Moselle).
"	10,082	10,082	6,000	"	6,000	3 nov. 1865.	Paris (Seine).
"	"	"	"	575	575	30 juillet 1863.	Charenton (Seine).
"	701	701	"	"	701	3 novembre 1863.	Montdidier (Somme).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			An. des services.
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
6	RICHARD (Mathurin-Joseph-René).	20 janv. 1790.	Loué (Sarthe).	Juge de paix....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	5	7	4	5
7	ROSELIN (Claude-Pierre) (1).	20 juin 1793.	Beaune (Côte-d'Or).	Juge.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	5	6	25	9
8	DE SAINT-GENIS (Auguste-Louis).	25 fév. 1798.	Vitry- le-François (Marne).	Président hono- raire.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	29	5	11	9
9	SENECA (Myrtil-Joseph).	11 mai 1800.	Abbeville (Somme).	Conseiller hono- raire à la cour de cassation.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	24	2	20	9
10	TRILHAC (Jean-Pierre) ⁽²⁾ .	27 fév. 1801.	Carennac (Lot).	Juge de paix....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	16	1	8	9
11	TEXIER (Henri-Etienne- César) ⁽²⁾ .	30 juillet 1809.	Nantes (Loire-Inférieure)	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	12	11	5	9

(1) Limite d'âge. — (2) Infirmités.

1^{re} catégorie.....
2^e catégorie.....

Total.....

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la justice et des cultes et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Le Ministre secrétaire d'État au département
de la justice et des cultes,

Signé ACHILLE FOULD.

Signé J. BAROCHÉ.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
(a)	603 ^f	603 ^f	"	"	603 ^f	10 sept. 1863.	Le Mans (Sarthe).
"	505	505	"	"	505	15 juillet 1863.	Charolles (Saône-et-Loire).
"	2,141	2,141	3,109 ^f	"	2,109	31 août 1863.	Vitry- le-François (Marne).
"	9,106	9,106	6,000	"	6,000	10 juillet 1863.	Baincthun (Pas-de-Calais).
"	734	734	"	"	734	8 avril 1863.	Carennac (Lot).
"	668	668	"	"	668	16 octobre 1863.	Saint-Aignan (Loire-Inférieure).
TOTAL.					18,638		

services militaires ont déjà été récompensés par une pension.

163 ^f
18,638
18,801

10,122.—**DÉCRET IMPÉRIAL** qui approuve 10 liquidations de Pensions civiles.

Du 23 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 5, 6, 13, 18 et 23 de la loi du 9 juin 1853, sur les pen-
sions civiles;

Vu l'ordonnance du 23 septembre 1814, portant règlement sur les pen-
sions du ministère de la justice;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du
février 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises
dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le cré-
dit d'inscription ouvert au ministère de la justice et des cultes pour l'an-
née 1864;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département
la justice et des cultes,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADIS.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
1	DELAVAL (Gratien-Claude).	1 ^{er} dec. 1787.	Saint-Cyprien (Charente).	Juge de paix....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20	5	9
2	DUMONT Louis-Charles Joseph.	20 oct. 1800.	Ressons- sur-Matz (Mos.)	Juge.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	21	3	5
3	LARTET (Léandre-Eusé- mie).	11 oct. 1791.	Saint-Guiraud (Gers).	Conseiller hono- raire.	Civils.....	44	2	10
4	DE LAVALD Pierre-Jo- seph-Etienne.	21 sept. 1798.	Rochehouart (Haute-Vienne).	Juge honoraire.	Idem.....	53	4	4
5	LE BLANC DUVERNOT François.	14 dec. 1794.	AUXETTE (Yonne).	Vice-président ho- noraire.	Idem.....	53	4	13
6	MAGNIER (Joseph-Phi- lippe-Hilaire).	1 ^{er} janv. 1786.	Amiens Somme.	Juge de paix....	Militaires et civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	23	3	21
7	MELAN (Jean-Joseph-Fo- lyencte).	24 nov. 1798.	Brignolles (Var).	Conseiller hono- raire.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	22	6	1
8	MOÛR Auguste-Hippo- lyte.	15 janv. 1790.	Saint-Gilles (Orne).	Juge de paix....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	23	1	6
9	ROQUES (Jeanne-Marie- Cyrille), veuve ABEL H.	16 mars 1798.	Mouren-de- Gers.	Le mari, ex-pré- sident.	Le versement du tiers de la pen- sion de 2,000 fr. ac- cordée à son mari pour Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	41	3	18
10	SALVEE (Luc-Maurice- Marie).	25 août 1795.	Quimperlé (Finistère).	Juge honoraire.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	13	3	18

1) Limite d'âge.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance
du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la justice
et des cultes et des finances sont chargés, chacun en ce qui le con-
cerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin
des lois.

ART. 1^{er}. Les dix liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de seize mille trois cent cinquante-huit francs (16,358^f) au tableau ci-dessous sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	895 ^f	895 ^f	"	"	895 ^f	28 octobre 1863.	Brossac (Charente).
"	1,174	1,174	"	"	1,174	27 nov. 1863.	Bessons- sur-Matz (Oise).
"	5,575	5,575	4,373	"	4,373	3 novembre 1863.	Toulouse (Haute-Garonne).
"	2,146	2,146	1,734	"	1,734	Idem.	Rochechouart (Haute-Vienne).
"	2,560	2,560	2,069	"	2,069	1 ^{er} décembre 1863	Auxerre (Yonne).
"	977	977	"	"	977	11 sept. 1863.	Chaulnes (Somme).
"	2,439	2,439	"	"	2,439	12 nov. 1863.	Aix (Bouches-du-Rh.).
"	932	932	"	"	932	1 ^{er} sept. 1862.	Domfront (Orne).
"	"	"	"	666 ^f	666	5 août 1863.	Marcillac (Gers).
"	1,100	1,100	"	"	1,100	28 sept. 1863.	Morlaix (Finistère).
TOTAL.					16,358		

Fait au palais des Tuileries, le 23 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULÉ.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

N° 16,123. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 2 liquidations de Pensions

Du 23 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 5, 18 et suivants de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu le règlement du 12 janvier 1825;

Vu le règlement du 4 juillet 1806;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 26 janvier et 24 février 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
1	DUPAIN / Jean	12 janv. 1788.	Angoulême (Charente).	Commis au minis- tère de la Mai- son de l'Em- pereur et des beaux-arts.	Civils.....	30	2	15
2	DUMENY / Jean-Baptiste- Casimir).	7 octobre 1803.	Tartiers (Aisne).	Archiviste aux ar- chives de l'Em- pire.	Idem.....	31	1	15

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Le ministre de notre Maison et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Le Maréchal de France, Ministre
de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts.

Signé ACHILLE FOULD.

Signé VAILLANT.

N° 16,124. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'inscription, au Trésor public, de 2 Pensions de Donataires.

Du 26 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 1^{er} de la loi du 26 juillet 1821, qui attribue des pensions aux anciens donataires français entièrement dépossédés de leurs dotations situées en pays étrangers, lorsqu'ils n'auront rien conservé en France;

Vu les paragraphes 5 et 6 du même article, portant que ces pensions seront réversibles moitié sur les veuves et moitié sur les enfants des donataires, avec réversibilité en faveur des survivants de la veuve ou des enfants.

dations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts pour l'exercice 1864;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue;

Sur le rapport du ministre de notre Maison et des beaux-arts,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les deux liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de deux mille neuf cent trente-huit francs (2,938^f) au tableau ci-dessous sont approuvées.

LIQUIDATION	LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.			
200 ^f *	1,958 ^f 33 ^c	1,958 ^f 33 ^c	1,600 ^f	1 ^{er} mars 1864.	Paris (Seine).
50 ^f *	1,338 32	1,338 32	1,338	1 ^{er} mai 1864.	Idem.
TOTAL..			2,938		

Vu les demandes adressées par les ayants cause de titulaires de pensions de donataires aujourd'hui décédés, ensemble les pièces produites pour la justification des droits des réclamants;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les deux pensions comprises dans le tableau d'autre part pour une somme totale de deux cents francs (200^f), et qui étaient précédemment inscrites au nom d'anciens donataires décédés, seront reversées sur la tête de leurs veuves et enfants, conformément aux indications de ce tableau.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 26 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

NOMS, PRÉNOMS, qualités ou grades des pensionnaires décédés.	DATES des décès.	PENSIONS.		NOMS ET PRÉNOMS des nouveaux ayants droit.
		Numéros d'ins- cription.	Sommes.	
LATY (François-Xavier-Pierre), soldat.	7 novembre 1863.	3,193	100 ^f	LATY (Pierre).....
BARD (Jean-Pierre), canon- nier.	11 février 1862.	3,088	100	RABIER (Jeanne), veuve BARD.....
				BARD (Élisabeth), femme DAYON.....
				—— (Rose), femme CHABAUD.....
				—— (Jean-Louis).....
				—— (Jean-Henri).....
			200	—— (Pierre-Léon).....

N° 16,125. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'inscription, au Trésor public,
de 16 Pensions militaires.

Du 26 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le titre IV de la loi du 25 mars 1817 et l'ordonnance rendue le 20 juin
suivant pour en assurer l'exécution;

Vu l'ordonnance du 2 août 1820;

Vu la situation du crédit de deux millions six cent mille francs ou-
vert pour l'inscription des pensions militaires par la loi du 13 mai 1863;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des
finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les seize pensions militaires comprises pour une somme
totale de trente-deux mille soixante-quatre francs (32,064^f) dans le
Bulletin des lois n° 1017 (partie supplémentaire), et rappelées au
tableau ci-dessous, seront inscrites au livre des pensions du trésor
public.

DÉCRETS DE CONCESSION des pensions à inscrire.				NATURE DES PENSIONS à inscrire.	MONTANT des pensions.	
Numéro du Bulletin des lois où sont inscrites les pensions.	Numéros d'ordre de l'insertion de chaque décret au Bulletin des lois.	Dates des décrets.	Numéros d'ordre de chaque décret.		Parties.	Sommes.
Bulletin n° 1017, partie supplé- mentaire.	16,047	24 fév. 1864.	16	Pensions de retraite à des militaires pour ancienneté de services.....	12	31,460
	16,048	Idem.	17	Pensions de réforme à des officiers.....	4	564
				TOTAL.....	16	32,024

NAISSANCE.		ÉPOQUES de jouissance.	OBSERVATIONS.
Lieux.	RÉSIDENCES.		
Avignon (Vaucluse).	Avignon (Vaucluse).	8 novembre 1863.	L'inscription sera divisée en six titres.
Les Vans (Ardèche).			
Nîmes (Gard).			
Idem.	Nîmes (Gard).	12 février 1864.	
Idem.			
Idem.			

2. La jouissance de ces pensions commencera à courir du jour indiqué pour chacune d'elles dans les décrets signalés d'autre part.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 26 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 16,126. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 23 liquidations de Pensions civiles.*

Du 26 Mars 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution;

Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 8 mars 1864;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt-trois liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de vingt-quatre mille cinquante-cinq francs (24,055') au tableau d'autre part sont approuvées.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Lettre des services et autres à réviser.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services)									
1	TARTARIN (Antoine-Charles).	25 août 1800.	Luzarches (Seine-et-Oise).	Sous-chef.....	FINANCES. (Administration centrale.) Civils.....	43	5	6	Idem.
2	DE CHAVANES (Charles-Frédéric).	27 août 1793.	Paris (Seine).	Administrateur..	ENREGISTREMENT. Civils.....	47	2	20	Idem.
3	SOLGATY (Louis) ⁽¹⁾	1 ^{er} août 1812.	Rheinbach (Etranger).	Brigadier mixte..	FORNÉTS. Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... DOUANES. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils.....	15	2	24	Idem.
4	BOUVIER (Jean).....	5 dec. 1802.	La Chapelle-Launay (Loire-Inférieure)	Préposé.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils.....	21	6		Idem.
5	CHAUMONDE (Jean-Baptiste).	28 nov. 1807.	Blamont (Doubs).	Lieutenant.....	Civils.....	35	2		Idem.
6	CRESTIA (André-Aimé).	2 août 1808.	Nantes (Loire-Inférieure)	Sous-brigadier..	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils.....	22	2		Idem.
7	DESORMBIEN (Armand-Aimé).	22 mai 1806.	Plérin (Côtes-du-Nord).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils.....	22	6		Idem.
8	DOUY (Alphonse-Jean-Marie).	9 mai 1818.	Carantec (Finistère).	Capitaine.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils.....	15	7		Idem.
9	DUGUÉ (Joseph-Marie)...	10 janv. 1807.	Crach (Morbihan).	Préposé.....	Civils.....	36	6	2	Idem.
10	PHILDEL (Pierre).....	25 nov. 1800.	Guémené (Loire-Inférieure)	Idem.....	Idem.....	37	3		Idem.
11	FORGEARD (Jean-Baptiste-Prosper).	18 sept. 1803.	Flers (Orne).	Capitaine.....	Idem.....	39	7		Idem.
12	HERVÉ (Mathurin-Noël-Jean-Charles).	19 janv. 1807.	Saint-Jacut (Côtes-du-Nord).	Matelot.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils.....	21	5		Idem.
13	HÉRY (Louis-Jean).....	12 avril 1805.	Pléboulle (Côtes-du-Nord).	Préposé.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils.....	24			Idem.
14	JOSSET (Jacques-Louis-Julien).	27 sept. 1797.	Machecoul (Loire-Inférieure)	Receveur particulier.	Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils.....	45	7	19	Idem.
15	JOYEUX (René).....	2 mars 1802.	Saint-Savin (Vienne).	Préposé.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils.....	16	4		Idem.

⁽¹⁾ Fils de Français. — Suppression d'emploi.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
			2,500 ^f	.	2,500 ^f	1 ^{er} février 1864.	Paris (Seine).
			6,000	.	6,000	Idem.	Idem.
31 ^f 69 ^c	225 ^f 86 ^c 156 99	414 ^f 54 ^c	.	.	414(a)	1 ^{er} janvier 1863.	Burgheim (Haut-Rhin).
.	322 50 150 00	472 50	.	.	472	1 ^{er} janvier 1864.	Noirmoutier (Vendée).
.	1,206 66	1,206 66	1,200	.	1,200	Idem.	La Sommette (Doubs).
.	399 00 180 00	579 00	.	.	579	Idem.	Nantes (Loire-Inférieure).
.	382 50 170 00	552 50	.	.	552	Idem.	Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord).
.	623 33 398 88	1,022 21	.	.	1,022	Idem.	Nantes (Loire-Inférieure).
.	590 62	590 62	562	.	562	Idem.	Saint-Molf (Loire-Inférieure).
.	645 00	645 00	600	.	600	Idem.	Nantes (Loire-Inférieure).
.	1,902 08	1,902 08	1,600	.	1,600	Idem.	Pornic (Loire-Inférieure).
.	318 75 150 00	468 75	.	.	468	Idem.	Saint-Jacut (Côtes-du-Nord).
.	360 00 150 00	510 00	.	.	510	Idem.	Guillo (Côtes-du-Nord).
.	2,232 08	2,232 08	1,600	.	1,600	Idem.	Concarneau (Finistère).
47 10	261 33 158 94	467 37	.	.	467	Idem.	Luçon (Vendée).

Sauf déduction des sommes perçues sur la pension de 388 francs concédée au sieur SOLOATY par décret du 11 décembre 1863, et que la présente annule.

NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
	Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.
MACÉ (Jean)	9 oct. 1807.	Saillé (Loire-Inférieure).	Brigadier.	Civils.....	36	2	23
RAULT (Pierre-Marie) ..	12 dec. 1805.	Le Quillio (Côtes-du-Nord).	Sous-brigadier...	Militaires....	6	5	26
				Civils :			
				antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	15	2	"
				postérieurs...	10	"	"
TUTA (Antoine)	13 avril 1815.	Saint-Jean- le-Vieux (Basses-Pyrénées)	Idem.....	Militaires....	"	6	9
				Civils :			
				antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	19	3	"
				postérieurs...	10	"	"
COUESPEL (Marie-Colombe), veuve HÉROULT (1).	10 oct. 1819.	Meuvaines (Calvados).	Le mari, préposé.	Militaires....	1	8	18
				Civils :			
				antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	11	4	"
				postérieurs...	9	6	8
VIX (Marie-Anne), veuve SCHNEIDER.	18 août 1814.	Gambenheim (Bas-Rhin).	Idem.....	Militaires....	5	5	24
				Civils :			
				antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	15	8	"
				postérieurs...	9	9	10
RAHIER (Théophile-Lau- rent-Marie).	26 sept. 1808.	Brest (Finistère).	Receveur à che- val.	CONTRIBU- TIONS INDIRECTES. Civils :			
				antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	20	9	21
				postérieurs...	10	"	"
				Militaires....	6	8	23
ROCHEFORT (François- Charles).	17 juill. 1810.	Longaulnay (Ille-et-Vilaine).	Idem.....	Civils :			
				antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	12	4	16
				postérieurs ..	10	"	"
				Civils :			
VIGOUROUX (Louis-Ama- ble-Agnan-Pierre).	17 nov. 1812.	Faiilhez (Hérault).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	17	10	19
				postérieurs...	10	"	"

¹ Le mari, mort des suites d'une maladie présentant le caractère d'accident grave.

2^e catégorie...

Finances. (Administration centrale)
Enregistrement.....
Forêts.....
Douanes.....
Contributions indirectes.....

TOTAL.....

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance
à jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
.	740 ^f 20	740 ^f 20 ^c	712 ^f	.	712 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Saint-Nazaire (Loire-Inférieure).
47 ^f 58 ^c	273 00 178 70	499 28	.	.	499	Idem.	Tréguier (Côtes-du-Nord).
3 49	346 50 177 89	527 88	.	.	527	Idem.	Rochefort (Charente-Infér.).
11 43	151 10 151 21	313 74	.	104 ^f	104	9 juillet 1863.	Courceulles (Calvados).
36 54	235 00 144 62	416 16	.	138	138	11 octobre 1863.	Gambsheim (Bas-Rhin).
TOTAL.					11,612		
.	967 68 454 01	1,421 69	.	.	1,421	1 ^{er} janvier 1864.	Quimper (Finistère).
56 08	428 06 339 42	823 56	.	.	823	Idem.	Longaulnay (Ille-et-Vilaine).
.	831 71 454 27	1,285 98	.	.	1,285	Idem.	Puimisson (Hérault).
TOTAL.					3,529		
1	2,500 ^f						
1	6,000						
1	414						
17	11,612						
3	3,529						
23	24,055						

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est

chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n° 22.

Fait au palais des Tuileries, le 26 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances

Signé ACHILLE FOULD.

N° 16,127. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 25 liquidations de Pensions civiles
Du 26 Mars 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Pensions allouées.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services)									
1	AUFFRAY (Pierre-Marie).	22 juin 1807.	Pleumeur- Bodou (Côtes-du-Nord).	Brigadier.....	DOUANES. Civils.....	36	5	1	100 fr.
2	CAILLOSSE (Louis).....	7 août 1814.	Languidic (Morbihan).	Préposé.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils :	5 9 10 21	9 5 6	1 15	100 fr.
3	CHOQUENET (Jean-Bap- tiste-Augustin).	16 juin 1812.	Llart (Ardennes).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils :	10 10 17	10 10 10	1 15	100 fr.
4	COLLET (Jacques-Char- les).	24 mai 1812.	Pleurtnit (Ille-et-Vilaine).	Brigadier.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils :	10 10 6	10 10 6	1 15	100 fr.
5	COSTES (Pierre).....	1 ^{er} janv. 1807.	Estaing (Aveyron).	Sous-brigadier...	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils :	16 10 5 30 5	2 10 6 5 11	1 15 15 15 15	100 fr.
6	DANIEL (Guillaume-Fran- çois).	28 juin 1805.	Bourgneuf (Loire-Inférieure).	Préposé.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils :	14 10 10 10	3 10 10 10	1 15 15 15	100 fr.
7	DAUSSE (Jean-Marie)...	28 oct. 1809.	Saint-André (Loire-Inférieure).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils :	14 10 10 10	3 10 10 10	1 15 15 15	100 fr.
8	DURQUEX (Alain-Alexan- dre).	2 mars 1810.	Plougastel- Daoulas (Finistère).	Brigadier.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils :	20 10 10 10	10 10 10 10	1 15 15 15	100 fr.
9	GUILLOU (Vincent).....	13 août 1800.	Muzillac (Morbihan).	Préposé.....	Civils.....	37	8	15	100 fr.

Sur les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

Sur l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution ;

Sur la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864 ;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 15 mars 1864 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

NOUS DÉCRÉTE ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les vingt-cinq liquidations de pensions civiles comprises dans une somme totale de treize mille neuf francs (13,009^f) au 1^{er} janvier 1864 ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUANTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des pensions militaires.	des services civils.	Total.					
			712 ^f	•	712 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Saint-Michel- en-Grève (Côtes-du-Nord).
28 ^f 35 ^c	114 ^f 21 ^c 132 37	294 ^f 93 ^c	•	•	294	Idem.	Séné (Morbihan).
	387 00 180 00	567 00	•	•	567	Idem.	Le Cateau (Nord).
	338 83 190 00	528 83	•	•	528	Idem.	Saint-Cast (Côtes-du-Nord).
41 63	279 56 171 19	494 37	•	•	494	Idem.	Anray (Morbihan).
10 51	476 55	517 09	•	•	517	Idem.	Bouin (Vendée).
14 43	178 12 125 00	342 56	•	•	342	Idem.	Guérande (Loire-Inférieure).
	433 83 190 00	623 83	•	•	623	Idem.	S ^t -Pol-de-Léon (Finistère).
		612 50	562	•	562	Idem.	Tréhiguler (Morbihan).

NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE du service.		
	Dates.	Lieux.			Années.	Mois.	Jours.
LAURENT (Benjamin-Pascal).	7 avril 1812.	Riantec (Morbihan).	Préposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	19	10	
LAURENT (Joseph-Marie).	14 mai 1810.	CROZON (Finistère).	Sous-patron....	Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	23	2	
LE BODICAUT (Jean)...	26 déc. 1808.	Sarzeau (Morbihan).	Préposé.....	Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	25	1	
LEGUERINAYS (Pierre-François).	7 mai 1811.	Cherrueix (Ille-et-Vilaine).	Brigadier.....	Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	23	7	
LENARDY (Toussaint-Marie).	21 mai 1803.	Plumaugat (Côtes-du-Nord).	Sous-brigadier..	Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	4	3	
LETESSIER (François-Constant).	8 mai 1809.	Géaux (Manche).	Préposé.....	Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	16	9	
LIBOUBAN (Pierre-Guil-laume).	4 février 1802.	Pleubian (Côtes-du-Nord).	Idem.....	Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	5	8	18
MAHÉ (Joachim-Marie).	3 sept. 1807.	Sarzeau (Morbihan).	Brigadier.....	Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	24	6	
MARET (François-Louis-Antoine).	18 août 1814.	Noirmoutier (Vendée).	Idem.....	Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	19	1	13
MILLOT (Pierre).....	25 oct. 1809.	Oisy (Nièvre).	Matelot.....	Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	6	
PAGOT (Jean-Étienne)..	6 août 1809.	Saint-Jean-de-Mont (Vendée).	Préposé.....	Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	19	2	28
PALVADEAU (Joseph-Pierre).	5 mars 1811.	Noirmoutier (Vendée).	Matelot.....	Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20		
RINGEVAL (Jean-Noé)...	20 oct. 1811.	Fenain (Nord).	Préposé planton.	Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	18	8	
TACONNÉ (Joseph)....	23 mars 1805.	Pénestin (Morbihan).	Préposé.....	Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	5		
				Civils.....	29	13	18

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	397 ^f 50 ^c 150 00	447 ^f 50 ^c	"	"	447 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Riantec (Finistère).
"	410 83 170 00	580 83	"	"	580	Idem.	Landevennec (Finistère).
"	363 75 150 00	513 75	"	"	513	Idem.	Fenoisen- Sarzeau (Morbihan).
"	429 08 190 00	619 08	"	"	619	Idem.	Saint-Coulomb (Ille-et-Vilaine).
31 ^f 93 ^c	584 37	616 29	"	"	616	Idem.	Cesson (Côtes-du-Nord).
41 51	251 25 149 09	441 85	"	"	441	Idem.	Les Granges (Vendée).
38 10	546 66	584 76	"	"	584	Idem.	Pleubian (Côtes-du-Nord).
"	490 00 200 00	690 00	"	"	690	Idem.	Bourgneuf (Loire-Inférieure).
"	367 33 190 00	557 33	"	"	557	Idem.	Noirmoutier (Vendée).
45 51	232 50 148 84	426 85	"	"	426	Idem.	Saint-Martin- de-Ré (Charente-Infér.).
"	287 50 150 00	437 50	"	"	437	Idem.	Les Sables- d'Olonne (Vendée).
"	320 00 157 77	477 77	"	"	477	Idem.	La Bernerie (Loire-Inférieure).
"	298 66 160 00	458 66	"	"	458	Idem.	Thun (Nord).
26 82	467 18	504 00	"	"	504	Idem.	La Barre- de-Mont (Vendée).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
24	TALONNEAU (Jean-Baptiste).	25 mai 1805.	Rouans (Loire-Inférieure).	Préposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	21	11	0
25	THOMAS (Vincent)...	1 ^{er} juin 1818.	Bouin (Vendée).	Brigadier.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	7	0
						10		

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances, chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n^o 23.

Fait au palais des Tuileries, le 26 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N^o 16,128.— DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 25 liquidations de Pensions civiles.

Du 26 Mars 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution ;

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
1	ABBADIE (Jean-Jacques).	24 janv. 1815.	Vielle Hautes-Pyrénées	Brigadier.....	(Pensions pour services) Douanes. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	1	0
						10		

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
•	350 ^f 60 ^s	510 ^f 60 ^s	•	•	510 ^f	1 ^{er} janvier 1865.	Couëron (Loire-Inférieure)
•	160 00						
•	311 66	511 66		•	511	Idem.	Nantes (Loire-Inférieure)
•	200 00						
TOTAL ..					13,009		

Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;
La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du
mars 1864;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des
finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt-cinq liquidations de pensions civiles comprises
pour une somme totale de douze mille quatre-vingt-quinze francs
(12,095^f) au tableau ci-après sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance
du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est
chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin
des lois, sous le n° 24.

Fait au palais des Tuileries, le 26 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
•	301 ^f 67 ^s	501 ^f 67 ^s	•	•	501 ^f	1 ^{er} janvier 1865.	Saint-Nazaire (Loire-Inférieure)
•	200 00						

ement au 1^{er} janvier 1851.)

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Année et mois de la liquidation.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
2	ALBERTIN (André-Mamès).	7 sept. 1811.	Cervièrès (Hautes-Alpes).	Brigadier.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	18	3		liquidation au 1 ^{er} jan- vier 1854
3	AUBIN (Charles-Jean)..	10 août 1805.	Bouillon (Manche).	Sous-brigadier...	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	19	10		liquidation au 1 ^{er} jan- vier 1854
4	AUDOINE (Louis-François-Adrien).	19 août 1811.	Dives (Calvados).	Brigadier.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	21	4	29	liquidation au 1 ^{er} jan- vier 1854
5	BARBAROUX (Martin-Grégoire).	13 mars 1808.	Moustiers (Basses-Alpes).	Préposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	22	7		liquidation au 1 ^{er} jan- vier 1854
6	BÉTHOUART (Théophile).	30 janv. 1809.	Pavières (Somme).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	15	10		liquidation au 1 ^{er} jan- vier 1854
7	BLANC (Louis-Auguste).	16 mai 1802.	Tréauville (Manche).	Brigadier.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	21	4		liquidation au 1 ^{er} jan- vier 1854
8	BLANC (Pierre-Jacques).	12 août 1803.	Fugeret (Basses-Alpes).	Préposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	16	7		liquidation au 1 ^{er} jan- vier 1854
9	BRIGNOLE (Guillaume)..	16 mai 1817.	Antibes (Alpes-Maritimes)	Sous-patron.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	16	5		liquidation au 1 ^{er} jan- vier 1854
10	CARDON (Jean-Louis-François).	3 février 1809.	Octeville- la-Venelle (Manche).	Sous-brigadier...	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	15	6		liquidation au 1 ^{er} jan- vier 1854
11	CERUTCHET (Jean).....	1 ^{er} nov. 1813.	Uslaritz (Basses-Pyrénées)	Préposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	18	2		liquidation au 1 ^{er} jan- vier 1854
12	DEBOSQ (Auguste-André-Félix).	7 août 1809.	Caen (Calvados).	Sous-brigadier..	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	22	1		liquidation au 1 ^{er} jan- vier 1854
13	DESSART (Alexandre-Xavier).	22 avril 1814.	Sebourg (Nord).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	19	8	9	liquidation au 1 ^{er} jan- vier 1854
14	ENNODY (Michel-Paul)..	19 mai 1813.	Saint-Germain- sur-Ay (Manche).	Matelot.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	17	5		liquidation au 1 ^{er} jan- vier 1854

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
.	346 ^f 75 ^c 188 36	535 ^f 11 ^c	.	.	535 ^f	1 ^{er} février 1864.	Nevache (Hautes-Alpes).
.	357 00 180 00	537 00	.	.	537	1 ^{er} janvier 1864.	Granville (Manche).
3 ^e 18 ^e	406 49 190 00	599 97	.	.	599	Idem.	Cabourg (Calvados).
.	342 03 154 30	496 33	.	.	496	Idem.	Colmars (Basses-Alpes).
47 09	253 33 158 98	459 40	.	.	459	Idem.	Cambrai (Nord).
.	405 33 190 00	595 33	.	.	595	Idem.	Trouville (Calvados).
12 90	248 75 149 71	441 36	.	.	441	Idem.	Nice (Alpes-Maritimes)
.	287 00 166 54	453 54	.	.	453	Idem.	Antibes (Alpes-Maritimes)
47 01	284 16 183 19	514 36	.	.	514	Idem.	Ryes (Calvados).
.	277 80 151 94	429 74	.	.	429	Idem.	Urrugne (Basses-Pyrénées)
.	375 40 170 00	545 42	.	.	545	Idem.	Merville (Calvados).
.	354 00 180 00	534 00	.	.	534	Idem.	Marly (Nord).
.	261 25 150 00	411 25	.	.	411	Idem.	Agon (Manche).

NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
	Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
5 GALLIEN (Paul-Joseph) ..	9 avril 1810.	Bréhal (Manche).	Préposé.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	7	1	0
6 GENSON (François - Alexandre).	5 juillet 1806.	Saint-Nicolas (Manche).	Idem.....	Civils..... 37	5	26	0
7 GIFFARD (Pierre-Louis).	27 fév. 1818.	Villerville (Calvados).	Brigadier.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	15	10	4
8 GEIS (François).....	9 mai 1808.	Cagnes (Alpes-Maritimes)	Préposé.....	Militaires. ... 4	10	0	0
9 HENRY (Jacques)	25 mai 1809.	Entrevaux (Basses-Alpes).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	18	1	0
10 HUE (Jacques-Angustin).	28 janv. 1815.	Anderville (Manche).	Matelot.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	17	3	0
11 JOSET (Jean-Joseph) ⁽¹⁾ .	21 déc. 1819.	Lunenburg (Étranger).	Préposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 9	20	2	10
12 LENEVEU (Charles-Bar- thélemy).	7 février 1808.	Urville-Hague (Manche).	Idem.....	Militaires.... 8	0	0	0
13 POSTIC (Thomas-Jean) ..	27 juin 1815.	Plouzoch (Finistère).	Brigadier.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	16	5	0
24 QUINIAT (Théodore-Guil- laume-Marie).	1 ^{er} août 1810.	Fouesnant (Finistère).	Préposé.....	Militaires.... 5	2	25	0
25 RIOUAL (Jean).....	14 mars 1806.	Taulé (Finistère).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 9	10	7	30

(1) N'est astreint à aucune justification de naturalité.

N° 16,129. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 21 liquidations de Pensions civiles.

Du 26 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires
des services militaires.	des services civils.	Total.					
1867	241 ³³ 160 00	448 ⁰⁰	"	"	448 ¹	1 ^{er} janvier 1864.	Granville (Manche).
	607 81	607 81	562 ¹	"	562	Idem.	Carolles (Manche).
	300 83 190 00	490 83	"	"	490	Idem.	Beuzeval (Calvados).
1868	371 25 149 96	453 44	"	"	453	Idem.	Vence (Alpes-Maritime)
	254 75 150 00	408 75	"	"	408	Idem.	Entrevaux (Basses-Alpes)
	250 67 160 00	410 67	"	"	410	Idem.	Port-Bail (Manche).
	302 50 135 00	437 50	"	"	437	Idem.	Fresnes (Nord).
1867	262 67 160 00	489 34	"	"	489	Idem.	Henneville (Manche).
1868	161 03 147 78	343 66	"	"	343	Idem.	Plouzoch (Finistère).
	36 34 16 66	527 00	"	"	527	Idem.	Donarnenez (Finistère).
	339 58 140 24	479 82	"	"	479	Idem.	Primelin (Finistère).
TOTAL.					12,095		

les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les
pensions civiles;

ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du
ministère des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution;

la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 8 mars 1864 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
(Pensions pour services)								
1	FENAU (Hortense - Ju- liette - Joséphine) , veuve DEPRESNE.	29 oct. 1805.	Douai (Nord).	Le mari , ex-com- mis principal.	FINANCES. Civils.....	30	2	3
2	GUERRAPAIN (Rose-Eugé- nie) , veuve LECLERC DE CHAMPGOBERT.	11 nov. 1801.	Méry-sur-Seine (Aube).	Le mari , contrô- leur principal.	CONTRIBU- TIONS DIRECTES. Civils.....	37	11	20
3	LE ROY (Anastasie) , veuve DUBOIS.	21 sept. 1797.	Coutainville (Eure).	Le mari , contrô- leur de 1 ^{re} clas- se.	Idem... ..	37	2	17
(Pensions pour services)								
4	AGUESSE (Hippolyte) ...	22 mars 1799.	Angoulême (Charente).	Directeur de 1 ^{re} classe.	CONTRIBU- TIONS DIRECTES. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... ..	27	5	14
5	BLADINIÈRES (Jean- Louis).	19 oct. 1798.	Cahors (Lot).	Idem de 2 ^e classe.	Civils.....	41	4	10
6	DUBOIS (Charles - Au- guste) ⁽¹⁾ .	26 avril 1803.	Maëstricht (Étranger).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... ..	29	8	0
7	ADER (Marguerite - An- toinette-Uranie), veuve LEZIAN.	21 oct. 1812.	Auch (Gers).	Le mari , ex-direc- teur.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... ..	24	5	0
8	BARRAL (Jean - Louis - Émile).	2 mai 1801.	Aulas (Gard).	Receveur de 1 ^{re} classe.	ENREGISTRE- MENT. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... .. Militaires....	26	2	10
9	BARROIS (Auguste-Bap- tiste-Benoît).	1 ^{er} août 1790.	Paris (Seine).	Commis princi- pal.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... ..	15	9	0
10	BEAU-LAVIVINIE (Frédé- ric).	10 fév. 1801.	Ribérac (Dordogne).	Receveur de 1 ^{re} classe.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... ..	23	3	0

(1) N'est astreint à aucune justification de nationalité.

(1) N'est astreint à aucune justification de nationalité.

VOUS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt et une liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de trente-trois mille sept cent quatre-vingt-sept francs (33,787^f) au tableau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
et au 1 ^{er} janvier 1854.)							
.	.	.	.	542 ^f	542 ^f	17 avril 1862.	Proverville (Aube).
.	.	.	.	533	533	1 novembre 1863.	Sens (Yonne).
.	.	.	.	407	407	27 nov. 1863.	Pont-Audemer (Eure).
				TOTAL.	940		
et au 1 ^{er} janvier 1854.)							
.	.	.	4,000 ^f 00 ^e	.	4,000 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Nantes (Loire-Inférieure)
.	.	.	3,958 00	.	3,958	Idem.	Bordeaux (Gironde).
.	.	.	2,809 00	.	2,809	Idem.	Lorient (Morbihan).
.	.	.	4,000 00	1,333 ^f	1,333	7 nov. 1863.	Auch (Gers).
				TOTAL.	12,100		
.	1,578 ^f 45 ^e 648 02	2,226 ^f 47 ^e	.	.	2,226	13 déc. 1863.	Saignes (Cantal).
1 ^{er} jan.	861 95 529 29	1,505 14	.	.	1,505	1 ^{er} janvier 1864.	Paris (Seine).
.	2,100 50 977 92	3,078 22	3,000 00	.	3,000	Idem.	Ribérac (Dordogne).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
11	BOUET (Damien).....	1 juillet 1790.	Villequiers (Cher).	Garde-magasin, contrôleur du timbre.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	28	2	10
12	FOLLER (Victor-Xavier).	18 sept. 1797.	Nancy (Meurthe).	Chef de 1 ^{re} classe.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	29	7	20
13	MAILLET (Jean-Charles).	12 nov. 1793.	Noyon (Oise).	Receveur.....	Civils.....	18	0	0
14	VÈZES (Melchior-Jé- rôme).	10 mai 1806.	Gourdon (Lot).	Commis princi- pal.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	20	9	0
15	GUIMBAULT (Marie-Anne), veuve RIDREAU.	13 août 1795.	Champagné- Saint-Hilaire (Vienne).	Le mari, ex-con- servateur des hypothèques.	Civils.....	32	0	0
16	PION (Adèle-Marie-Fran- çoise-Amélie), veuve CEILLIER.	31 mai 1816.	Montmédy (Meuse).	Le mari, ex-di- recteur.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	26	8	6
17	TÉTIOT - DESMARTINAIS (Joséphine - Marie - Anaïs), veuve EYRIAUD DESVERGNE.	6 avril 1811.	Versailles (Seine-et-Oise).	Le mari, ex-con- servateur des hypothèques.	Civils.....	33	3	24
						FORÊTS.		
18	KLEIN (Jean-Jacques)...	7 sept. 1803.	Morhange (Moselle).	Garde forestier..	Militaires.... Civils.....	6 32	0 6	11 7
19	LAPORTE (Dominique).	13 juill. 1812.	OZON (Hautes-Pyrénées)	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	10 9 7	2 3 1	11 27 28
20	SIMON (Georges).....	13 avril 1795.	Wœrth (Bas-Rhin).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	15 10	4 0	24 0
21	THOMAS (Jean-Baptiste).	7 déc. 1804.	Bitche (Moselle).	Brigadier fores- tier.	Militaires.... Civils.....	8 27	2 5	8 13

1^{re} catégorie... { Finances.....
Contributions &
2^e catégorie... { Contributions &
Enregistrement
Forêts.....

Total

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
1	1,032 ⁷⁷ 354 11	1,386 ⁹¹	.	.	1,386 ¹	1 ^{er} nov. 1863.	Tours (Indre-et-Loire).
.	.	.	4,000 ¹	.	4,000	1 ^{er} janvier 1864.	Paris (Seine).
.	.	.	2,000	.	2,000	Idem.	Idem.
1	1,034 60 383 10	1,517 79	.	.	1,517	Idem.	Bessancourt (Seine-et-Oise).
.	.	.	.	500 ¹	500	6 déc. 1863.	Leanpréau (Maine-et-Loire).
.	.	.	4,500	1,500	1,500	10 janvier 1864.	Rennes (Ille-et-Vilaine).
.	.	.	.	1,000	1,000	18 déc. 1863.	Abbeville (Somme).
				TOTAL.	18,634		
10/21	412 50	452 72	150	.	450	1 ^{er} janvier 1864.	Lemberg (Moselle).
84 73	89 83 65 72	2 10 28	.	.	240	16 octobre 1863.	Saint-Sorlin (Isère).
.	184 00 120 00	304 00	.	.	304	1 ^{er} janvier 1864.	Ingwiller (Bas-Rhin).
69 61	507 55	577 16	.	.	577	Idem.	Sarreguemines (Moselle).
				TOTAL.	1,571		

1	542 ¹	1,482 ¹
2	940	
4	12,100	32,305
10	18,634	
1	1,571	
21	.....	33,787

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n° 25.

Fait au palais des Tuileries, le 26 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances

Signé ACHILLE FOULD.

N° 16,130. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Legs de six mille francs fait par le sieur *Jausion* à la fabrique et à la commune d'Allaire (Morbihan).

Legs faits par la dame veuve *Pelet* : 1° au séminaire du diocèse de Meaux (Seine-et-Marne), une rente de cinq cents francs, à charge de recevoir comme boursier un enfant de Provins (même département) se destinant à l'état ecclésiastique; 2° à la fabrique de Sainte-Croix, à Provins, une rente de trois cents francs destinée à des services religieux; 3° aux pauvres de cette ville, mille cinq cents francs.

Legs faits par la dame veuve *Houel* : 1° à la fabrique, au prêtre desservant et à la commune d'Épinay-sur-Duclair (Seine-Inférieure), une rente de deux cent vingt francs à charge de services religieux et dans l'intérêt des pauvres; 2° aux pauvres de la même commune, deux cents francs pour leur être distribués.

Legs faits par la dame veuve *Wallembert* : 1° à la fabrique de Bayencont (Somme) trois mille francs, à charge de services religieux; 2° à la fabrique de Fonqueville (Pas-de-Calais), mille francs, à charge de services religieux.

Legs fait par la dame *Bloquet* à la fabrique de Bouquemaison (Somme) et en tant en une somme de neuf cent vingt-quatre francs, pour la célébration de cent messes, et dans la nue propriété d'une pièce de terre estimée trois cents francs (Vichy, 16 Juillet 1863.)



Certifié conforme :

Paris, le 7^e Avril 1864.

*Le Gardo des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1023.

16,131. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui déclare Établissement d'utilité publique l'Association établie à Elbeuf sous la dénomination de Société industrielle d'Elbeuf.*

Du 23 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DECRETONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'association établie à Elbeuf sous la dénomination de *Société industrielle d'Elbeuf* est déclarée établissement d'utilité publique.

Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont formulés dans l'expédition déposée aux archives du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

2. La société industrielle d'Elbeuf sera tenue de transmettre au commencement de chaque année au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics un extrait de son état de situation, arrêté au 31 décembre précédent.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Janvier 1864.

Signé **NAPOLÉON**

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé **ARMAND BÉRIC.**

N° 16.132. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui approuve des modifications aux Statuts de la Société anonyme formée à Paris sous la dénomination de Caisse générale des Assurances agricoles et des Assurances contre l'incendie.

Du 9 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu notre décret du 30 décembre 1858, qui a autorisé la caisse générale des assurances mutuelles agricoles et approuvé tant les statuts de la société anonyme que le règlement au statut des caisses d'assurances mutuelles;

Vu nos décrets des 25 juin 1860 et 31 décembre 1862, qui ont approuvé des modifications auxdits statuts, ce dernier autorisant notamment la société à prendre, à l'avenir, la dénomination de *Caisse générale des assurances agricoles et des assurances contre l'incendie*;

Vu la délibération de l'assemblée générale des actionnaires de la société anonyme, en date du 7 février 1863, qui a décidé l'augmentation du capital de ladite société et a adopté des modifications à ses statuts;

Vu le récépissé de la caisse des dépôts et consignations du 14 mai 1863, constatant le dépôt dans cette caisse de bons du Trésor public pour une somme de deux millions cinq cent vingt et un mille huit cent soixante quinze francs (2.521,875^f), provenant, en capital et intérêts, de l'emploi de celle de deux millions cinq cent mille francs (2.500,000^f), montant du versement du premier quart sur chacune des dix mille actions de mille francs émises et souscrites en vertu de la délibération susvisée;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les modifications aux articles 7, 9, 11, 12 et 17 des statuts de la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de *Caisse générale des assurances agricoles et des assurances contre l'incendie* sont approuvées, telles qu'elles sont contenues dans l'acte passé le 23 février 1864 devant M^r Lavoignat et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé au présent décret.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires du département de la Seine, et enregistré, avec l'acte modificatif, au greffe du tribunal de commerce de la Seine.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Mars 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé **ARMAND BÉHIC**.

Par-devant M^r *Joseph Lavoignat* et son collègue, notaires à Paris, soussignés,

Ont comparu :

M. *Henry Barbet*, commandeur de la Légion d'honneur, ancien pair de France, député au Corps législatif, président du conseil général de la Seine-Inférieure, administrateur du chemin de fer du Nord, demeurant à Ronen, boulevard Cauchoise, n° 51;

M. *Alfred-Auguste Odier*, conseiller référendaire honoraire à la cour des comptes, demeurant à Paris, rue Saint-Lazare, n° 108;

M. le vicomte *Ernest-Henry de Grouchy*, député au Corps législatif, officier de la Légion d'honneur, demeurant à Paris, rue de Miroménil, n° 211;

M. le comte *Jules-Gaspard-Emmanuel de Villeneuve de Sombreuil*, propriétaire, demeurant à Paris, boulevard de Montmorency, n° 65;

M. le vicomte *Adulbert-Louis-Raoul de Léautaud*, propriétaire, demeurant à Paris, avenue de Marigny, n° 25;

M. *Jean-Marie-Edme-Félix Amé de Saint-Didier*, propriétaire, demeurant à Paris, rue Louis-des-Mathurins, n° 32;

Et M. *Auguste-Edme Gravois*, directeur général de la caisse générale des assurances agricoles, demeurant à Paris, rue de Rivoli, n° 174;

Lesquels ont exposé ce qui suit :

Par délibération en date du 7 février 1863, prise en conformité des articles 21, 22 et 27 des statuts, l'assemblée générale des actionnaires de la société anonyme établie à Paris sous la dénomination de *Caisse générale des assurances agricoles et des assurances contre l'incendie* a décidé que le capital de cette société serait porté de deux millions à douze millions de francs par l'émission de dix mille actions de mille francs chacune et voté certaines modifications aux statuts comme conséquence de cette augmentation de capital.

Par la même délibération, tous pouvoirs ont été donnés à MM. *H. Barbet*, *Auguste Mier*, le vicomte *de Grouchy*, le comte *de Sombreuil*, le vicomte *de Léautaud*, *Vavin*, *de Saint-Didier* et *Gravois* à l'effet de suivre auprès du Gouvernement l'approbation et l'homologation des modifications votées, adopter et consentir ces modifications et à général d'introduire dans les statuts tels changements, additions ou suppressions qui paraîtraient utiles ou qui seraient demandés par le Gouvernement, signer toutes demandes et tous actes y relatifs. Autorisation a été donnée à cette commission de délibérer lorsque quatre de ses membres seraient présents et de prendre ses décisions à la majorité des membres présents.

Les dix mille actions émises comme il vient d'être dit ont été intégralement souscrites au moyen d'actes sous seings privés dont les originaux, contenant adhésion aux statuts de la société avec les modifications projetées et aux pouvoirs ci-dessus mentionnés, ont été déposés aux minutes de M^r *Lavoignat*, notaire à Paris, suivant acte du 9 juin 1863.

Un certain nombre de souscripteurs s'étant désistés de tout ou partie des actions par eux souscrites, les actions faisant l'objet de ces désistements ont été souscrites par d'autres personnes, le tout ainsi qu'il résulte de vingt-sept actes reçus par M^r *Lavoignat*, l'un des notaires soussignés, le premier le 17 juin 1863, le deuxième le 19 du même mois, le troisième le 24 du même mois, le quatrième le 27 du même mois, le cinquième le 3 juillet suivant, le sixième le 15 du même mois de juillet, les septième, huitième et neuvième le 24 aussi du même mois, le dixième le 31 du même mois, le onzième le 12 août même année, le douzième le même jour, le treizième les 21 et 22 août même mois, le quatorzième le 29 du même mois, le quinzième les 1 et 2 septembre, 28 octobre et 17 novembre aussi même année, le seizième les 13 et 17 du même mois de novembre, le dix-septième les 16 et 26 du même mois, le dix-huitième les 10 et 22 décembre même année, les dix-neuvième, vingtième et vingt et unième le 4 janvier 1864, le vingt-deuxième les 4 et 19 janvier même mois, le vingt-troisième les 7 et 19 du même mois, le vingt-quatrième les 2 et 3 février suivant, le vingt-cinquième les 3 et 19 du même mois, le vingt-sixième le 19 du même mois et le vingt-septième les 5, 12, 13 et 19 février 1864. A ces actes de désistement et de souscription sont intervenus, pour accepter au nom de la société, deux des fondés de pouvoirs susdénommés, les comparants confirmant au besoin par les présentes lesdites acceptations.

Aujourd'hui les comparants, agissant en vertu des pouvoirs ci-dessus mentionnés.

déclarent arrêter ainsi qu'il suit les modifications aux statuts de la société anonyme susdénommée :

« Art. 7. Le maximum des assurances ou réassurances à primes fixes que la compagnie pourra conserver sur un seul risque est limité à trois cent mille francs pour les assurances dangereuses et à un million pour les assurances réputées non dangereuses.

« Art. 9. Le fonds social, qui avait été fixé par les statuts approuvés par décret du 31 décembre 1862 à deux millions de francs, est augmenté de dix millions par la souscription de dix mille actions nouvelles de mille francs chacune, ce qui porte à douze mille les parts de la société.

« Les douze mille parts composant le fonds social ont été souscrites, savoir :

« Pour les deux mille actions primitives,

« Par les personnes et dans les proportions désignées dans les actes passés, le premier devant M^r Mocquart et son collègue, notaires à Paris, les 21 et 22 décembre 1858, et le second devant M^r Lavoignat et son collègue, notaires à Paris, les 24 et 25 décembre 1862, soit deux mille actions, ci..... 2,000

« Et pour les dix mille actions nouvelles par les personnes ci-après nommées :

MM.

- « Adam (Charles-Vincent), propriétaire à Épône (Seine-et-Oise), dix actions, ci..... 10
- « Adriet (Jean-Pierre), notaire à Orchamps (Jura), deux actions, ci..... 2
- « Aerts (Jean-Baptiste), rentier à Paris, rue de l'Église (Gros-Cailou), n° 15, cinq actions, ci..... 5
- « Affre (Pierre-Victor), docteur en médecine à Beaune (Côte-d'Or), dix actions, ci..... 10
- « Agasson (Jules-Bernard), docteur en médecine à Lectoure (Gers), trente actions, ci..... 30
- « Ackermann (François-Adolphe), receveur général des finances du Nord, à Paris, avenue Montaigne, n° 41, cinquante actions, ci..... 50
- « Alarier (Antoine), à Bordeaux, rue Esprit-des-Lois, n° 16, cinq actions, ci..... 5
- « Albanel (Justin), propriétaire à Cheny (Yonne), cinq actions, ci..... 5
- « Albertier (Jean-Édouard), bibliothécaire à Beaune (Côte-d'Or), une action, ci..... 1
- « Aldin (Louis-Thérèse, comte d'), à Paris, rue de Rivoli, n° 156, dix actions, ci..... 10
- « Alix (Jean), chef de bureau à la recette générale de la Manche, à Saint-Lô, cinq actions, ci..... 5
- « Allegret, à Paris, rue de Vaugirard, n° 65, deux actions, ci..... 2
- « Amé de Saint-Didier (Jean-Marie-Edme-Félix), à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 32, cent actions, ci..... 100
- « Le même, cinq actions, ci..... 5
- « Ancel (Nicolas), notaire à Sainte-Croix-aux-Mines (Haut-Rhin), vingt actions, ci..... 20
- « Andigné (Henri-Marie-Léon, marquis d'), chef d'escadron d'état-major à Londres (ambassade de France), vingt-cinq actions, ci..... 25
- « Andoque de Seriége (Alexandre), propriétaire à Seriége, dix actions, ci..... 10
- « André (Claude), garde du génie en retraite à Metz, rue du Rempart-des-Allemands, n° 33, trois actions, ci..... 3
- « André (François-Étienne), homme de confiance à Anicourt (Seine-et-Oise), cinq actions, ci..... 5
- « Angevin (Edme-Anguste), greffier de paix à Bar-sur-Aube, rue de la Grande-Courterie, deux actions, ci..... 2
- « Anglade (Bertrand), agent général de la compagnie du Soleil à Saint-Gaudens (Haute-Garonne), une action, ci..... 1
- « Annet (Victor), propriétaire à Orchamps (Jura), deux actions, ci..... 2
- « Arbaud (Louis-Pierre-Édouard), à Aix (Bouches-du-Rhône), rue des Quatre-Dauphins, n° 2, cinq actions, ci..... 5
- « Arblatte (M^{lle} Lucie-Élisabeth d'), à Metz, rue du Petit-Paris, n° 1, quatre actions, ci..... 4

Arbus de Lapalme (Marie-Joseph-Léopold), à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 66, vingt-cinq actions, ci.....	25
Arnaud (Victor-Jacques), chemisier à Toulon, sur le Port, n° 77, quatre actions, ci.....	4
Araud-Humbert (Isidore), propriétaire à Isigny (Yonne), cinq actions, ci.....	5
Artaud (Jean-Joseph-André), directeur d'arrondissement à Sancoins (Cher), une action, ci.....	1
Ariset-Brayer, à Bourbonne-les-Bains, deux actions, ci.....	2
Astier (Abel), à Caussade (Tarn-et-Garonne), cinq actions, ci.....	5
Audebert (Marie-Louis-Jules), à Noyon, cinq actions, ci.....	5
Audibert (Paul-Amédée), inspecteur des finances à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 46, cinq actions, ci.....	5
Audran (Charles), négociant à Dornach, deux actions, ci.....	2
Augé-Richard, commerçant à Amboise (Indre-et-Loire), une action, ci.....	1
Auteaux (Amand-Fortuné), marchand chapelier à Montdidier, deux actions, ci.....	2
Aurias (Léon), propriétaire à Pézénas (Hérault), Petite rue du Quai, cinq actions, ci.....	5
Ayral (Eugène), à Paris, rue des Moineaux, n° 16, cinq actions, ci.....	15
Babeau (Eugène), propriétaire à Langres (Haute-Marne), dix actions, ci.....	10
Bagnol (Joseph), chef comptable à la Grand'Combe, trois actions, ci.....	3
Baillet (M ^{me} veuve), née Joséphine Jacob, à Neuville-sur-Ornain (Meuse), cinq actions, ci.....	5
Balikot (Emrich), tailleur à Metz, place Saint-Louis, n° 42, deux actions, ci.....	2
Ballet (François), propriétaire à Blois (Loir-et-Cher), vingt actions, ci.....	20
Balmette (Adolphe), rentier à Cognac, dix actions, ci.....	10
Le même, dix actions, ci.....	10
Balu (Jean-Louis-Alphonse), propriétaire à Paris, rue du Dauphin, n° 14, dix actions, ci.....	10
Bar (Nicolas), à Paris, rue de Richelieu, n° 59, dix actions, ci.....	10
Baratte (Henri), receveur des douanes à la gare de Thionville, une action, ci.....	1
Barbet (Jean-Baptiste-Félix), fabricant de biscuits à Abbeville (Somme), deux actions, ci.....	2
Barbier (R.-Auguste), notaire à Cormicy (Marne), une action, ci.....	1
Le même, une action, ci.....	1
Bardet (Augustin), banquier à Fontenay-le-Comte (Vendée), dix actions, ci.....	10
Le même, dix actions, ci.....	10
Baringou (Antoine), docteur-médecin à Bedous (Basses-Pyrénées), deux actions, ci.....	2
Baron (Jérôme-Désiré), propriétaire à Lons-le-Saunier, une action, ci.....	1
Barra (Auguste), propriétaire cultivateur à Vonges, canton de Pontaillier (Côte-d'Or), deux actions, ci.....	2
Barral (M ^{me} veuve baronne de), née Anne-Antoinette Galabert, à Castelnaudary (Aude), dix actions, ci.....	10
Barre (Louis-Alexandre La), représentant de la Caisse des assurances agricoles à Château-Thierry (Aisne), une action, ci.....	1
Barret-Lennard (Henri), à Fontainebleau, rue d'Avon, n° 8, dix actions, ci.....	10
Le même, dix actions, ci.....	10
Bartet (Bernard), capitaine au premier régiment d'artillerie à Auxonne, une action, ci.....	1
Bas (Antoine-Paul Le), docteur-médecin à Sarre-Union (Bas-Rhin), vingt actions, ci.....	20
Basset (Romain-Aimé), percepteur à Montmédy (Meuse), quinze actions, ci.....	15
Bataille (Remy-Eugène), rentier à Paris, rue Saint-Bon, n° 3, dix actions, ci.....	10
Baube (Ernest Le), propriétaire au Havre, rue des Pénitents, vingt-cinq actions, ci.....	25
Baudoz (M ^{me} veuve Ferdinand-Charles-Joseph), née Christine-Catherine-Rosine Roze, propriétaire à Dôle (Jura), deux actions, ci.....	2

- « Bazile (Prosper), docteur-médecin à Paris, rue Dutot (Vaugirard), n° 18,
« dix actions, ci.....
- « Bazin (Auguste-Henri-Marin), propriétaire à Landerneau (Finistère), vingt-
« cinq actions, ci.....
- « Bazin-Rézé (Paul-Baptiste), propriétaire à Angoulême, rue d'Austerlitz,
« n° 25, vingt actions, ci.....
- « Beau (François-Pierre-Maire), directeur des mines à la Grand'Combe (Gard),
« dix actions, ci.....
- « Beaudemoulin (Louis-Alexis), ingénieur en retraite à Paris, rue Basse
« (Passy), n° 14, cinquante actions, ci.....
- « Beaudot (Charles), percepteur à Mulhouse, deux actions, ci.....
- « Beaupil (M^{lle} Rose), à Rouen, rue des Deux-Anges, n° 10, quatre ac-
« tions, ci.....
- « Béchu (Pierre-Désiré), à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 56 bis, six
« actions, ci.....
- « Becq (M^{lle} Sophie), à Paris, rue des Vieux-Augustins, n° 16, cinq ac-
« tions, ci.....
- « Becquart (Émile-Engène-Alexandre), à Tourcoing, cinq actions, ci.....
- « Belou (Jean-François), propriétaire à Montesquieu-Volvestre (Haute-Ga-
« ronne), deux actions, ci.....
- « Benard (Pierre), rentier à Versailles, rue de la Pompe, n° 33, quarante
« actions, ci.....
- « Benard (Louis-Alphonse), propriétaire à Joigny (Yonne), rue Martin, n° 7,
« quatre actions, ci.....
- « Benassit (Jacques-Émile), négociant à Bordeaux, cours du Jardin-Public,
« n° 33, deux actions, ci.....
- « Benoît (Bernard), agent d'assurances à Metz (Moselle), rue des Jardins,
« n° 28, une action, ci.....
- « Benoist (Louis-Désiré), notaire à Lizy-sur-Ourcq, deux actions, ci.....
- « Berge (Jacques-Alexandre), vérificateur de l'enregistrement à Guéret
« (Creuse), quatre actions, ci.....
- « Bermond (Théodore-Auguste), vérificateur de l'enregistrement à Tarbes
« (Hautes-Pyrénées), quatre actions, ci.....
- « Bernard (Joseph-Mathieu), principal en retraite à Tarascon (Bouches-du-
« Rhône), vingt actions, ci.....
- « Bernard (Pierre), notaire à Auxonne, deux actions, ci.....
- « Bernard (Claude-François), notaire à Pontaillier-sur-Saône, deux ac-
« tions, ci.....
- « Berthier (Édouard-Antoine), à Paris, rue Saint-Honoré, n° 279, cinq
« actions, ci.....
- « Batignot, à Valence, rue Saint-Didier, une action, ci.....
- « Bessard (Joseph-Augustin), banquier à Dôle (Jura), quatre actions, ci.....
- « Besse (François), rentier à Agen, rue Saint-Antoine, n° 12, dix actions, ci.....
- « Bidault (Guillaume-Xavier-Jules), inspecteur primaire à Dôle (Jura), deux
« actions, ci.....
- « Bigne (Jean-Gabriel de la), à Montfort-l'Amaury (Seine-et-Oise), dix ac-
« tions, ci.....
- « Billard (Louis), greffier du tribunal civil à Dôle, deux actions, ci.....
- « Billard (Louis-Joseph), vétérinaire à Dôle, deux actions, ci.....
- « Binard (Pierre-Louis), notaire à Braisne (Aisne), cinq actions, ci.....
- « Biolay (Pierre), entreposeur de tabacs à Angers, dix actions, ci.....
- « Birghoffer, à Paris, rue de Grammont, n° 7, cinq actions, ci.....
- « Birot-Brenilh (Daniel-Joseph), vice-président du tribunal civil d'Angoulême,
« cinq actions, ci.....
- « Bissonnet (Octave-Alexandre), receveur des domaines à Héricourt (Haute-
« Saône), deux actions, ci.....
- « Blanchin (Auguste), à Reims, dix actions, ci.....
- « Blick (Charles), à Metz, rue Mazelle, n° 20, deux actions, ci.....
- « Blondel (Charles-Ferdinand), propriétaire à Paris, rue Neuve-Saint-Augus-
« tin, n° 31, dix actions, ci.....
- « Bluche (Joseph), manufacturier à Remiremont, dix actions, ci.....

Bocher (Jules-Charles-Amédée), à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 33, vingt-cinq actions, ci.....	25
Bochet (Pierre-Antoine), rentier à Beaufort (Savoie), dix actions, ci.....	10
Boiron (André-Hippolyte), architecte à Sézanne (Marne), quatre actions, ci.....	4
Boissard (Yves), propriétaire à Dijon (Côte-d'Or), rue Berbissey, n° 24, deux actions, ci.....	2
Boisseuil (Antoine), ex-négociant à la Vigerie, commune de Saint-Aquilin (Dordogne), douze actions, ci.....	12
Boissier (Alexandre), propriétaire à Saumur (Maine-et-Loire), dix actions, ci.....	10
Boisson (Jacques), meunier à Dôle, deux actions, ci.....	2
Bonnaud (Henry), propriétaire à Nîmes, boulevard de la Comédie, n° 3, à l'Administration de la caisse générale, une action, ci.....	1
Bonnay-Desjardins, instituteur à Ayencourt-le-Montchel, deux actions, ci.....	2
Bontoux (François-Firmin), propriétaire à Sisteron (Basses-Alpes), vingt actions, ci.....	20
Borel (Victor), à Saint Quentin (Aisne), rue Royale, n° 68, dix actions, ci.....	10
Bornier (Jean-Hubert), directeur de la Caisse agricole à Dijon (Côte-d'Or), quinze actions, ci.....	15
Bornier (Pierre-Hubert), notaire à Pagny (Jura), deux actions, ci.....	2
Bornier (Paul), propriétaire à Arceau, canton de Mirabeau (Côte-d'Or), une action, ci.....	1
Boruiet (Étienne), propriétaire à Arceau (Côte-d'Or), une action, ci.....	1
Bornier (Nicolas), propriétaire au même lieu, une action, ci.....	1
Bossu (Augustin-Joseph-Aimé), commis négociant à Arras, rue Saint-Maurice, n° 74, quatre actions, ci.....	4
Botter (Joseph), épicier à Tours, deux actions, ci.....	2
Boudet et son gendre, à Béziers (Hérault), quarante actions, ci.....	40
Boudet, propriétaire à Paris, rue du Cherche-Midi, n° 21, dix actions, ci.....	10
Bougeault (Louis-Alfred), à Épineau-les-Voves (Yonne), dix actions, ci.....	10
Bougeret (Auguste), juge d'instruction à Clamecy, deux actions, ci.....	2
Bouillard (Victor-Édouard), propriétaire à Montcornet (Aisne), deux actions, ci.....	2
Bouleau (Julien), ancien notaire à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), une action, ci.....	1
Boullier (Charles), propriétaire à Roanne (Loire), une action, ci.....	1
Bourdel (Charles-Hilarion), médecin principal de la marine à Indret (Loire-Inférieure), quinze actions, ci.....	15
Bourgeois (M ^{lle} Jeanne), à Paris, rue de l'Université, n° 103, trois actions, ci.....	3
Bourgier (François), percepteur à Tannay, quatre actions, ci.....	4
Boussinière (M ^{me} veuve Louis-Ferdinand Prudhomme de la), née Léonie Marie Godard de Rivocet, à Paris, rue de Londres, n° 15 bis, trente actions, ci.....	30
Bouteiller (Prosper-Édouard), à Paris, rue Saint-Sulpice, n° 26, cinq actions, ci.....	5
Bouteilloux (Martial), à Paris, boulevard Malesherbes, n° 83, douze actions, ci.....	12
Boutillon (Louis), banquier à Lausanne (Suisse), quarante actions, ci.....	40
Boutvey (Henry), receveur des domaines à Cazères (Haute-Garonne), deux actions, ci.....	2
Boyer (Louis-Baptiste-Prosper), capitaine d'artillerie à Vonges, canton de Pontailier, deux actions, ci.....	2
Brandao (José de Freitas), à Paris, boulevard des Capucines, n° 19, vingt actions, ci.....	20
Bréal (M ^{me} veuve), née Caroline Worms, à Paris, rue de Verneuil, n° 52, six actions, ci.....	6
Breidenbach (Thomas), à Nantes, rue du Ballet, n° 13, vingt-cinq actions, ci.....	25
Bresson (Claude-Julien), propriétaire à Paris, rue de Vaugirard, n° 48, dix actions, ci.....	10

- « Breune (Claude-Pierre-Jules), docteur en médecine à Dôle (Jura), quatre actions, ci.....
- « Briant (M^{me} Marie-Anne), à Paris, rue Albouy, n° 14, deux actions, ci....
- « Bride (Nicolas-Adolphe), à Metz, rue de la Haye, n° 4 bis, douze actions, ci.....
- « Bridet (Edmond), fabricant de tissus à Condé-sur-Noireau, quatre actions, ci.....
- « Brière (Jules), propriétaire à Noyon, dix actions, ci.....
- « Brizemur (Charles), propriétaire à Chartres, rue des Lisses, n° 1, deux actions, ci.....
- « Brown (Thomas), conseiller à la cour impériale d'Alger, à Alger, rue Neuve-du-Soudan, n° 1, vingt actions, ci.....
- « Brunaud jeune (Julien), avoué à Saintes (Charente-Inférieure), vingt-cinq actions, ci.....
- « Bruneau (Hippolyte-Théodore), à Achères (Loiret), deux actions, ci.....
- « Brunet (Henri-Louis), à Saint-Brieuc, une action, ci.....
- « Brunet (Isidore), curé à Ille-sur-Tet (Pyrénées-Orientales), deux actions, ci.....
- « Brusson (Jean-Baptiste-Jules), à Paris, rue Le Pelletier, n° 22, deux actions, ci.....
- « Buache (Jean-Baptiste-Optat-Louis), au Havre, rue d'Étretat, impasse de Bréa, n° 1, dix actions, ci.....
- « Buchère (Ambroise-Michel), propriétaire à Paris, rue Saint-Séverin, n° 4, deux actions, ci.....
- « Buchin (Claude-Étienne), juge de paix à Conliège (Jura), une action, ci.....
- « Burguiset (Pierre-Auguste), à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 39, quatre actions, ci.....
- « Bully (Joseph-Ambroise), propriétaire à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n° 48, quatre actions, ci.....
- « Buquet (Tibulle-Edmond), employé à Paris, rue Bonaparte, n° 80, deux actions, ci.....
- « Cadiot (Joseph), négociant à Limoges, faubourg des Arènes, n° 10, cinq actions, ci.....
- « Caffet (Antoine-Isidore-Hector), à Montdidier (Somme), cinq actions, ci..
- « Cailleux (Louis-Auguste), à Compiègne, quatre actions, ci.....
- « Cairon (Gérard), à Paris, rue Hauteville, n° 57, une action, ci.....
- « Campau (Edmond-Remy de), propriétaire à Douai (Nord), rue de l'Université, n° 5, trois actions, ci.....
- « Cancalon (Pierre-François-Célestin), officier de la Légion d'honneur, membre du conseil général, à Coligny (Ain), cinq actions, ci.....
- « Cantrel (Pascal-Frédéric), receveur des contributions indirectes à Roye (Somme), quatre actions, ci.....
- « Carassus (Hippolyte), à Lescar, arrondissement de Pau (Basses-Pyrénées), une action, ci.....
- « Cardot (Anne-Auguste), avocat à Lure (Haute-Saône), dix actions, ci....
- « Carnet (Joseph), docteur en médecine à Gray (Haute-Saône), dix actions, ci.....
- « Carpentier (Jacques-Théodule), géomètre à Amiens, rue Neuve, n° 21, deux actions, ci.....
- « Carré (Théodore), ancien professeur à Nantes, quai Turenne, n° 12, vingt actions, ci.....
- « Carrelet de Loisy (Guillaume-Gabriel-Albert), à Arceau, six actions, ci...
- « Carrière (M^{me} veuve), née Marie Aubin, à Mirecourt (Vosges), cinquante actions, ci.....
- « Cartier (Justin-Désiré), ancien notaire à Châteaudun (Eure-et-Loir), deux actions, ci.....
- « Cartier (Narcisse-Florentin), propriétaire à Rouen, route de Darnetal, n° 35, dix actions, ci.....
- « Caruyer de Beauvais (Adrien-Amédée Le), au château de Beauvais, près Saint-Sauveur (Yonne), dix actions, ci.....

Aruyer de Beauvais (Jean-Germain-Adolphe Le), à Auxerre, place Saint-Eusèbe, douze actions, ci.....	12
Basalta (Joseph), négociant à Oloron-Sainte-Marie (Basses-Pyrénées), dix actions, ci.....	10
Bastien (Victor), rentier à Grenoble, rue Peyrollerie, n° 22, deux actions, ci.....	2
Baster (M ^{me} Marie-Anne-Émilie), à Paris, rue de Sèze, n° 4, vingt-cinq actions, ci.....	25
Battin (Xavier-Joseph-Marie), propriétaire à Saint-Quentin, six actions, ci.....	6
Baurroy (Paul-Victor du), directeur adjoint de la Caisse générale, à Marseille, boulevard de Longchamp, n° 150, une action, ci.....	1
Bauvigny de la Rosière (Ernest-Eugène), receveur de l'enregistrement à Moret (Seine-et-Marne), douze actions, ci.....	12
Bausac (Jean-Julien), vétérinaire à Miradoux, deux actions, ci.....	2
Bayot (Félix), à Paris, boulevard de l'Étoile, n° 25, deux actions, ci.....	2
Bazaux (Jean), à Montmaurin, canton de Boulogne-sur-Gesse (Haute-Garonne), une action, ci.....	1
Bazas (Florentin), négociant à Urdos, canton d'Accous, dix actions, ci.....	10
Bazas jeune (Guillaume), négociant à Fleurance (Gers), dix actions, ci.....	10
Bénes (Jules Le), à Paris, square Clary, n° 11, cent actions, ci.....	100
Bélembert (Jean-Victor-Alexandre Guyard de), à Paris, rue Jacob, n° 20, douze actions, ci.....	12
Belvet (Paul), docteur en droit à Toulouse (Haute-Garonne), rue Ninau, n° 19, deux actions, ci.....	2
Bancarel (Charles-René-François), docteur en médecine à Paris, rue Papillon, n° 9, quatre actions, ci.....	4
Bandèze (Benoît-François), à Saint-Chély, deux actions, ci.....	2
Bantenille (Marcel-Vulfran), directeur de la Caisse des assurances agricoles à Joigny (Yonne), une action, ci.....	1
Bantraine (Gérard), à Paris, rue Saint-Ferdinand, n° 8, aux Ternes, vingt-cinq actions, ci.....	25
Baparon (Paul), ingénieur en chef des ponts et chaussées, à Paris, rue d'Aumale, n° 23, quarante actions, ci.....	40
Barconey (Alphonse), directeur de la caisse à Roanne (Loire), une action, ci.....	1
Barmier (Joseph), agent voyer à Dôle (Jura), quatre actions, ci.....	4
Barpentier (François-Emmanuel-Alexandre), colonel d'artillerie de marine en retraite, à Alençon (Orne), six actions, ci.....	6
Barpentier (Louis-Alfred), prêtre à Mantes-sur-Seine (Seine-et-Oise), cinq actions, ci.....	5
Barpentier (Louis-Victor), à Paris, rue Thévenot, n° 24, cinquante actions, ci.....	50
Bauvin (Edmond), teinturier à Tours, rue de Constantine, deux actions, ci.....	2
Bave (Jean-Pierre-Benjamin), percepteur à Épinac (Saône-et-Loire), cinq actions, ci.....	5
Bayet (Charles-Alexandre), ingénieur à Fourchambault (Nièvre), vingt actions, ci.....	20
Bhereil de la Rivière (Paul), propriétaire à Rennes, rue de Bordeaux, n° 1, deux actions, ci.....	2
Besneau (Louis-Constant), professeur à Tours, rue de la Sellerie, n° 17, une action, ci.....	1
Bevalier (Étienne), dit Léopold, inspecteur d'assurances à Nancy, rue de la Pépinière, n° 7, deux actions, ci.....	2
Bevalier (Nicolas-Désiré), avoué à Toul (Meurthe), cinq actions, ci.....	5
Bevalier (Octave-Charles), à Paris, rue Blanche, n° 27, vingt actions, ci.....	20
Biboust (Pierre-Prosper), propriétaire à Meaux (Seine-et-Marne), vingt actions, ci.....	20
Boppin (Henri), propriétaire à Fruges (Pas-de-Calais), dix actions, ci.....	10
Blaiz (Pierre), propriétaire à Lille, deux actions, ci.....	2
Blebsattel (Hippolyte-Joseph de), propriétaire à Dunkerque (Nord), rue des Vieux-Quartiers, n° 34, cinq actions, ci.....	5

- « Clément (Joseph-Julien-Adolphe), docteur en médecine à Avignon (Vau-
cluse), place Saint-Pierre, n° 3, douze actions, ci.....
- « Coene (Jules-Joseph de), ingénieur à Rouen, rue Verte, n° 2, vingt ac-
tions, ci.....
- « Coignon (Louis), domestique à Paris, rue de la Victoire, n° 47, cinq
actions, ci.....
- « Colchen (Dominique-Gustave), ancien notaire à Metz, rue du Haut-Sainte-
Croix, cinq actions, ci.....
- « Colin (Jean-Pierre), conservateur des hypothèques à Montmédy (Mense),
dix actions, ci.....
- « Colin-Colin (Louis-Joseph), à Montdidier (Somme), rue du Moulin-à-Vent,
n° 77, six actions, ci.....
- « Collomb (Richard-Édouard), à Paris, rue de Madame, n° 26, dix actions, ci.
- « Colmet d'Aago (Henri-Étienne), à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs,
n° 26, six actions, ci.....
- « Colmet d'Aago (Jean-Baptiste-Paul), à Paris, rue Neuve-Saint-Merry, n° 12,
vingt-cinq actions, ci.....
- « Colson (Charles-Clément), négociant à Troyes, rue Notre-Dame, n° 19,
deux actions, ci.....
- « Combier (Étienne-Amédée), juge d'instruction à Laon (Aisne), rue du
Cloître, n° 17, six actions, ci.....
- « Compagnat (Louis), à Paris, avenue de Clichy (Batignolles), n° 96, une ac-
tion, ci.....
- « Compagnon (Joseph-Martin), à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 31,
dix actions, ci.....
- « Compain (Henry), négociant à Limoges (Haute-Vienne), six actions, ci.
- « Conégliauo (Louis-Victor-Eugène de), juge à Épinal (Vosges), trente-deux
actions, ci.....
- « Coquibus aîné, négociant à Dijon, rue Saint-Nicolas, n° 18, quatre ac-
tions, ci.....
- « Coral (Hugues-Gabriel-Marie, comte de), propriétaire à Paris, rue des
Champs-Élysées, n° 8, cent trente-neuf actions, ci.....
- « Cordier (Victor-Joseph), à Paris, palais des Tuileries, cinq actions, ci....
- « Corne (Pierre-Louis), ancien garde général à Dôle, une action, ci.....
- « Cornebois (Charles-Émile), receveur des domaines à Metz (Moselle), cinq
actions, ci.....
- « Cornu (Jean-Baptiste-Félix), huissier à Saint-Sever (Calvados), deux ac-
tions, ci.....
- « Corréard (Jean-Louis-Victor), intendant militaire à Clermont-Ferrand
(Puy-de-Dôme), dix actions, ci.....
- « Corset (Audebert), directeur de la Caisse générale à Châteauroux (Indre),
deux actions, ci.....
- « Cortade (Amand-Louis-Alexandre de), receveur des finances à Montmédy,
vingt actions, ci.....
- « Costel (Victor), propriétaire à Arcis-sur-Aube, deux actions, ci.....
- « Coltez (Émile-Antoine), notaire à Dôle, une action, ci.....
- « Coulaux (Charles-Louis), député et maire de Strasbourg, à Strasbourg,
deux actions, ci.....
- « Coulon-Desroches (Modeste), propriétaire à Laval, rue de Joinville, n° 16,
deux actions, ci.....
- « Coumes (Jules-Auguste), ingénieur en chef des ponts et chaussées à Stras-
bourg, vingt actions, ci.....
- « Courbet (Félix), percepteur à Vercel (Doubs), dix actions, ci.....
- « Courtot (Claude-Étienne), propriétaire à Renaucourt (Haute-Saône), deux
actions, ci.....
- « Courvoisier (M^{lle} Jeanne-Louise), à Versailles, rue de la Pompe, n° 33, dix
actions.....
- « Cousin (Ferdinand-Victor-Clément), propriétaire, demeurant à Paris, rue
des Jeûneurs, n° 18, dix actions, ci.....
- « Couturier (Paul-Charlemagne), propriétaire à Joigny (Yonne), dix ac-
tions, ci.....

ty (Nagloire-Arnoult), à Choisy-le-Roi, rue de Vitry, n° 11, deux ac- tions, ci.....	2
tier (Charles-Théodore), officier d'administration à Amélie-les-Bains Pyréennes-Orientales), vingt actions, ci.....	20
pet (Eugène), propriétaire à Versailles, rue Sainte-Sophie, n° 2, dix actions, ci.....	10
epel (Charles-Édouard), manufacturier à Lille, cinquante actions, ci.....	50
sant (Anatole), à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 38, dix ac- tions, ci.....	10
met (Michel), avoué à Reims (Ardennes), cinq actions, ci.....	5
zier (Pierre), commis à Lunéville, rue de Villers, n° 36, dix actions, ci.....	10
se (Joseph-Charles-Hippolyte), propriétaire à Paris, rue Tronchet, n° 25, dix actions, ci.....	10
uzet (Louis-Eugène), docteur en médecine à Rouen, rampe Cauchoise, n° 24, deux actions, ci.....	2
el (Nicolas-Auguste), notaire à Abbeville, place Sainte-Catherine, cinq actions, ci.....	5
enot (François-Alexandre), notaire à Montmirey-la-Ville (Jura), deux actions, ci.....	2
llère (Stanislas de Kostka-René), ancien notaire à Dun-le-Palleteau, cinq actions, ci.....	5
ssol (Jacques-Benoît-Hippolyte), notaire à Miradoux, arrondissement de Lectoure (Gers), une action, ci.....	1
ssol (Jean-François-Émile), percepteur des contributions directes à Mi- radoux (Gers), une action, ci.....	1
ssol (M ^{me} veuve), née Popsein, rentière à Miradoux (Gers), une action, ci.....	1
re (Auguste-Charles Le), à Paris, rue Joubert, n° 6, dix actions, ci.....	10
rain (Nicolas-Florentin), brigadier des douanes à Abbeville, chaussée de Marcadé, n° 152, deux actions, ci.....	2
lot (Auguste), à Montgeron (Seine-et-Oise), cinq actions, ci.....	5
loz (Charles-Antoine), propriétaire à Dôle (Jura), deux actions, ci.....	2
sace (M ^{me} veuve), née Flore Goudchaux, à Nancy, rue de la Hache, n° 33, trois actions, ci.....	3
sace (Frédéric-Gaston), sous-inspecteur des forêts à Épinal (Vosges), trois actions, ci.....	3
mas (Joseph-Adolphe), propriétaire à Paris, rue de Vaugirard, n° 84, cinq actions, ci.....	5
rras (Amédée-Jean-Baptiste), caissier de banque à Amiens, rue du Loup, n° 7, dix actions, ci.....	10
rras (Pierre-Charles), à Paris, rue Marcadet, n° 55, vingt actions, ci.....	20
ubrée (M ^{me} Lucie-Jeanne-Pierre), fille majeure, à Metz, rue des Jardins, cinq actions, ci.....	5
ubrée (M ^{me} Thérèse-Laurent-Justine-Adrienne), à Metz, rue des Jardins, cinq actions, ci.....	5
ubrée (M ^{me} veuve), née Marie-Lucia Jacquemin, à Metz, rue des Jar- dins, deux actions, ci.....	2
aulnoy (Victor), à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 38, vingt-cinq actions, ci.....	25
aspley (Célestin-Philogone-Stanislas-Ildéphonse-Cerboney-Ladésire), mé- decin à Sainte-Gauburge-sur-Rille (Orne), deux actions, ci.....	2
aval (Melchior-Édouard), principal de collège à Dôle, deux actions, ci.....	2
aban de la Borde (Francis de), curé à Anoux (Moselle), cinq actions, ci.....	5
etabelle, à Valenciennes (Nord), trois actions, ci.....	3
hos (Pierre), à Bloiseville-Bonsecours, près Rouen, quatre actions, ci.....	4
brand (François-Félix), docteur en médecine à Dôle (Jura), quatre ac- tions, ci.....	4
ebreuil (Louis-Joseph), propriétaire à Melun (Seine-et-Marne), trente actions, ci.....	30
ecisy (Jean-Louis), à Metz, rue des Cleres, dix actions, ci.....	10
ecour (Prudent), cultivateur à Ansaucvillers-en-Chaussée, une action, ci.....	1
ecroix (Charles-Éloi), propriétaire à Béthune (Pas-de-Calais), vingt ac- tions, ci.....	20

- « Deslandre (Charles), propriétaire à Moreuil (Somme), vingt actions, ci.
- « Defrance (Étienne), à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 48, cinq actions, ci.
- « Defrance (Laurence-Antoine), notaire et maire à Savoisy (Côte-d'Or), vingt actions, ci.
- « Defrance (Louis), entrepreneur de chemin de fer à Montfort-sur-Rille (Eure), dix actions, ci.
- « Delahante (Gustave), à Paris, rue de Lille, n° 105, cent actions, ci.
- « Delarbre (Pierre-Léon-Thérouenne), propriétaire à Paris, passage Violet, n° 2, cinq actions, ci.
- « Delaroche (Victor), à Tours (Indre-et-Loire), rue des Fossés-Saint-Georges, n° 22, cent actions, ci.
- « Delattre (Jean-Baptiste-Gustave), agent d'assurances à Frelinghien (Nord), une action, ci.
- « Delaunoy (Pierre-Victor), à Pont-à-Mousson (Meurthe), vingt actions, ci.
- « Délétang, directeur de la Caisse générale à Blois, rue de la Poultrie, n° 44, une action, ci.
- « Delezenne (Joseph), propriétaire à Lille, rue Royale, n° 4, six actions, ci.
- « Delorme (Jean-Mathurin-Basile), à Écommoy (Sarthe), une action, ci.
- « Deltil (Léonce), propriétaire à Péruwelz (Belgique), dix actions, ci.
- « Delvaux (Pierre-Jean-Georges), à Paris, rue d'Arras, n° 28, trente actions, ci.
- « Demonnerat (Philippe-Louis-Gustave), vérificateur de l'enregistrement à Champerret, commune de Neuilly-sur-Seine, rue Boileau, n° 3, deux actions, ci.
- « Denis (Alphonse-Félix), ancien greffier à Lagny (Seine-et-Marne), rue Vacheresse, une action, ci.
- « Denis (Charles-Laurent), à Paris, quai de la Grève, n° 28, dix actions, ci.
- « Denos (Louis), propriétaire à Montdidier, quatre actions, ci.
- « Denux (Ambroise-Justin), propriétaire à Lectoure (Gers), quatre actions, ci.
- « Depierre (Joseph), ancien négociant à Belfort (Haut-Rhin), huit actions, ci.
- « Derevoige (Charles-Camille-Thomas), notaire à Pont-Faverger (Marne), dix actions, ci.
- « Desanges (François-Richard), à Metz, rue du Pont-Moreau, n° 1, cinq actions, ci.
- « Desmazes (Jean-Baptiste), propriétaire à Chartres, rue de la Tonnellerie, une action, ci.
- « Deprez (Carolus - Emmanuel), propriétaire à Paris, rue Neuve-Bossuet, n° 26, quatre actions, ci.
- « Desterne (Antoine-Hippolyte), docteur-médecin à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 36, dix actions, ci.
- « Destieux (Louis), avocat à Auch, quatre actions, ci.
- « Devaulx de Chambord (Nicolas), à Moulins (Allier), dix actions, ci.
- « Devès (Théodore), négociant à Paris, rue du Bouloi, n° 4, dix actions, ci.
- « Devinot (Pierre-Louis-Alphonse), pharmacien à Châlons-sur-Marne, quatre actions, ci.
- « Dewarlez (Achille), architecte à Roubaix (Nord), cinq actions, ci.
- « Dieulafoy (Jules), à Toulouse, vingt-cinq actions, ci.
- « Doerschuck (M^{me} veuve), née Poliska Cohen, à Seine-Port (Seine-et-Marne), huit actions, ci.
- « Doerschuck (M^{me} veuve), née Alexandrine Dindinaud, à Seine-Port (Seine-et-Marne), huit actions, ci.
- « Dolley (Pierre-Philippe), banquier à Villedieu (Manche), deux actions, ci.
- « Domet (Charles-François-Alipe), propriétaire à Paris, rue Saint-Honoré, n° 50, vingt actions, ci.
- « Domet (Étienne-Paul), garde général des forêts à Fontainebleau, rue de l'Arbre-Sec, n° 5, vingt actions, ci.
- « Donot (Joseph), à Metz, rue Mazelle, n° 15, deux actions, ci.
- « Dorey (Ferdinand-Gustave-Alexandre), ancien notaire à Saint-Martin-le-Vinoux (Isère), deux actions, ci.
- « Dorlencourt (Alexandre), juge d'instruction à Arras, deux actions, ci.
- « Doudoux (Morel), fabricant d'huile à Montdidier, quatre actions, ci.

François-Émile), à Vitry-le-François, deux actions, ci.....	2
Esme), ex-banquier à Hodimont-lez-Verviers (Belgique), cinq	5
ci.....	1
(Léon-Victor), propriétaire à Genneville-sur-Dives, une action, ci.	10
à Mulhouse, dix actions, ci.....	10
(le vicomte de), à Dreuille, par le Montet-aux-Moines (Allier), dix	10
ci.....	2
cher (Charles), à Metz, rue de l'Esplanade, n° 1, deux actions, ci...	4
in (Jean-François), garde du génie en retraite, à Metz, rue Mazelle,	5
11, quatre actions, ci.....	10
n (Edouard-François-Joseph), notaire à Douai (Nord), cinq actions,	4
ci.....	2
(Frédéric Le), propriétaire à Remiremont (Vosges) deux actions, ci...	10
se (Jean-Joseph), banquier à Lectoure (Gers), dix actions, ci.....	4
haussoy (Jean-Baptiste), juge d'instruction à Colmar (Haut-Rhin), quatre	4
actions, ci.....	4
ême, quatre actions, ci.....	10
ollet (Louis-Gustave), propriétaire à Compiègne, rue d'Ardoise, n° 34,	2
ix actions, ci.....	5
retet (Joseph), chanoine à Meaux (Seine-et-Marne), deux actions, ci..	6
erfays (Louis-Auguste), notaire honoraire, propriétaire à Douai (Nord),	2
inq actions, ci.....	5
ur (François-Étienne), à Paris, rue Olivier, n° 2, six actions, ci.....	3
enoy (Achille-Auguste), à Paris, rue des Vosges, n° 16, deux actions,	4
ci.....	5
out (Paul), propriétaire à Paimbœuf (Loire-Inférieure), quatre actions,	10
ci.....	7
ripon (Pierre-Alphonse), à Eauplet, section de Blosserville-Bonsecours,	10
rès Rouen, cinq actions, ci.....	4
nergue (François), propriétaire et négociant à Angoulême, rue de la	5
réfecture, n° 2, dix actions, ci.....	10
mont (Marie-Jules - Alfred), à Meaux (Seine-et-Marne), boulevard Jean-	5
lose, n° 6, cinq actions, ci.....	10
mont (Médard-Aimable), rentier à Pont-Audemer (Eure), route de Rouen,	1
ix actions, ci.....	6
nan (Jean-Baptiste-Gilbert), directeur d'assurances à Marseille, rue de la	10
anebière, n° 7, une action, ci.....	7
puy (Arsène), propriétaire à Lisieux, dix actions, ci.....	10
puy-Fromy, directeur du Comptoir des Côtes-du-Nord, à Saint-Brieuc,	1
ue action, ci.....	6
rand (Alexandre), à Wesserling (Haut-Rhin), six actions, ci.....	10
rand (Jean-Louis-Antoine), à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 75, dix	2
actions, ci.....	3
rand-Niatel, à Tours (Indre-et-Loire), deux actions, ci.....	4
roisel (Maximilien), médecin-vétérinaire à Montdidier, quatre actions,	8
ci.....	2
rieux (Joseph), propriétaire à Lectoure (Gers), huit actions, ci.....	5
tertre (Jacques-François), négociant à Tours (Indre-et-Loire), rue Saint-	4
Maurice, n° 27, deux actions, ci.....	30
val (Ambroise), photographe à Caen, rue Hamont, n° 7, cinq actions, ci.	3
verger (Henry), à Écouen (Seine-et-Oise), cinq actions, ci.....	2
endorfer (Alexis), confiseur à Tonnerre (Yonne), quatre actions, ci...	2
rmann (Victor), à Wissahickon (Bade-Bade), trente actions, ci.....	2
fert (Louis-Léon d'), à Longueville (Seine-et-Oise), trois actions, ci....	10
dingier (Jean), dessinateur à Mulhouse, rue Lavoisier, deux actions, ci.	10
soffier (Édouard-Prosper), receveur de rentes à Chartres, rue Sainte-	8
Reine, n° 1, deux actions, ci.....	2
colfon (Joseph-Étienne), chef de bataillon en retraite à Bazas (Gironde),	10
ix actions, ci.....	10
bry (Nicolas), propriétaire à Saint-Gilles, n° 17, dix actions, ci.....	8
bry (Alphonse-Angustin de), à Thonon (Haute-Savoie), huit actions, ci.	2
ême, deux actions, ci.....	

- « Fabiou (Alexis-Sylvain), instituteur à Chambray (Indre-et-Loire), une ac-
tion, ci.....
- « Fagard-Collignon (Auguste), propriétaire à Saint-Quentin (Aisne), rue
« Saint-Thomas, n° 59 bis, quatre actions, ci.....
- « Faivre (Étienne), au nom de Faivre (Lucien), son fils mineur, à Beaune
« (Côte-d'Or), une action, ci.....
- « Falguière (Louis), agent de change à Toulouse, vingt-deux actions, ci....
- « Faliu, docteur-médecin à Perpignan, Petite rue de la Monnaie, huit actions,
« ci.....
- « Forget (M^{me} la baronne veuve de), née Lavallette, à Paris, rue de La Roche-
« foucauld, n° 19, cinquante actions, ci.....
- « Farjas (Antoine), négociant à Paris, rue de Darniette, n° 1, dix actions, ci.
- « Faure (André), à Paris, rue Basse (Passy), n° 14, cinq actions, ci.....
- « Fauvel (Édouard-Gustave-Félix), au Havre, cours Napoléon, n° 40, cinq
« actions, ci.....
- « Fauvel (Pierre-Antoine), à Romeny, près Charly (Aisne), deux actions, ci.
- « Fautras (Émile), propriétaire à Château-Renault (Indre-et-Loire), une ac-
« tion, ci.....
- « Favatier (Joseph-Philippe-Léonce), à Narbonne (Aude), quatre actions, ci.
- « Favre (Henry), rentier à Mulhouse, rue de la Banque, deux actions, ci..
- « Favre (Jean), négociant à Thoissey (Ain), quatre actions, ci.....
- « Le même, six actions, ci.....
- « Febvret-Perron (François), propriétaire à Lamarche-sur-Saône, une ac-
« tion, ci.....
- « Ferary frères, à Aurillac, deux actions, ci.....
- « Les mêmes, deux actions, ci.....
- « Ferée-Rouilliot (Désiré-Daniel), propriétaire à Troyes (Aube), mail de
« Preize, n° 9, quatre actions, ci.....
- « Fillon (François), à Paris, rue Mouffetard, n° 80, cinq actions, ci.....
- « Fleury (Amédée), à Paris, rue d'Amsterdam, n° 39, une action, ci.....
- « Fleurot (Pierre-Auguste), à Paris, cité de Trévise, n° 26, quatre actions, ci.
- « Florin (Auguste), à Paris, boulevard Beaujon, n° 30, trois actions, ci....
- « Florin (Charles-Joseph), à Paris, rue Bergère, n° 29, deux actions, ci...
- « Le même, une action, ci.....
- « Flory (M^{me} veuve), née Feraud, à Nice, rue Cassini, n° 17, une action, ci.
- « Fluteau (Charles-Nicolas-Auguste), à Paris, rue de Dunkerque, n° 37, dix
« actions, ci.....
- « Follie (Adrien), capitaine du génie à Metz, rue des Clercs, n° 12, quatre
« actions, ci.....
- « Faucher (Émile), à Paris, rue de Chaillot, n° 12, quarante actions, ci...
- « Forbes-Leith (M^{lle} Adélaïde-Marie-Pauline-Élisa), à Toulouse, côte Pavée,
« route de Montaudran, deux actions, ci.....
- « Foret (Hippolyte), négociant à Châlons-sur-Saône, deux actions, ci.....
- « Le même, quatre actions, ci.....
- « Forge (Émile-Adolphe), propriétaire à Chauny (Aisne), vingt actions, ci..
- « Fouache d'Halloy (Ernest), propriétaire à Amiens, rue de la Porte-de-Paris,
« n° 23, deux cents actions, ci.....
- « Fouilleul (Jean-Martial), percepteur des contributions à Planches (Orne),
« deux actions, ci.....
- « Fould (Édouard), à Paris, rue des Écuries-d'Artois, n° 16, trente actions,
« ci.....
- « Fouques (Albin), à Montpellier, deux actions, ci.....
- « Fouques (Augustin), à Montpellier, deux actions, ci.....
- « Fouques-Duparc (Eugène-Augustin), à Corbeil (Seine-et-Oise), dix actions,
« ci.....
- « Fourmage (Jules), imprimeur en taille-douce à Paris, rue de la Harpe,
« n° 55, une action, ci.....
- « Fournier-Letouraille (Joseph-Pierre), à Brioude (Haute-Loire), dix actions,
« ci.....
- « Fourquet (François-Victor), ancien officier d'infanterie à Azans, près Dôle
« (Jura), une action, ci.....
- « Fremin (Alphonse), à Rouen, route de Bonsecours, n° 26, dix actions, ci.

ère (Jean-Raymond-Antoine), négociant à Collioure (Pyrénées-Orientales), cinq actions, ci.....	5
eschard (Charles-Jean-Baptiste), à Metz, rue du Pont-Saint-Marcel, n° 7 bis, cinq actions, ci.....	5
etay (Aimé-Charles Halna du), à Pénity, commune de Ploaré (Finistère), dix actions, ci.....	10
édel (Jacques-Louis), à Meaux (Seine-et-Marne), cinq actions, ci.....	5
ld (Isaac), à Paris, place de Roubaix, n° 23, vingt-cinq actions, ci.....	25
mat (François), propriétaire et négociant à Souillac (Lot), une action, ci.....	1
illac (M ^{re}), née Vacherie, femme séparée de biens, à Fontainebleau, rue Saint-Merry, n° 17, deux actions, ci.....	2
illard (Adolphe), propriétaire à Auxerre (Yonne), rue Saint-Rigobert, n° 17, trois actions, ci.....	3
illey (François-Xavier), propriétaire à Lons-le-Saunier (Jura), cinq actions, ci.....	5
ilien (Jean-Baptiste-Armand), rentier à Paris, rue de Rivoli, n° 80, une action, ci.....	1
imache (Jacques Joseph-Benoit), cafetier à Montdidier, quatre actions, ci.....	4
imard (Pierre-Hyacinthe-Théophile), à Paris, rue de l'Université, n° 8, dix actions, ci.....	10
imot (Charles-Henri), receveur général des finances à Toulon (Var), cinquante actions, ci.....	50
irdet (François Bélisaire), propriétaire et chevalier de la Légion d'honneur, à Dôle, deux actions, ci.....	2
ist (Pierre-Octave), propriétaire à Nancy, cours Léopold, n° 18, vingt-cinq actions, ci.....	25
iston (Germain), à Marseille, faubourg Saint-Lazare, n° 24, deux actions, ci.....	2
udry (Pierre), à Autun, rue de l'Arquebuse, n° 2, huit actions, ci.....	8
utier (M ^{re} veuve) née Honorine Vimout, propriétaire à Villedieu (Manche), cinq actions, ci.....	5
uthier (Théophile-Félix), propriétaire à Langres, cinq actions, ci.....	5
uthier fils aîné et compagnie, à Nice, vingt actions, ci.....	20
uyet (Germain-Claude), propriétaire à Seurre (Côte-d'Or), cinq actions, ci.....	5
même, cinq actions, ci.....	5
liot (Charles Louis), professeur de rhétorique à Dôle, une action, ci.....	1
même, une action, ci.....	1
ellineau (Georges), propriétaire à la Cigogne, près Barbezieux (Charente), dix actions, ci.....	10
ouffray (Stéphane), directeur du comptoir d'escompte à Roanne (Loire), une action, ci.....	1
rente (M ^{re} Bargmann, baronne de), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 75, deux actions, ci.....	2
erkens (Sylvain), horloger à Metz, rue Pierre-Hardy, dix actions, ci.....	10
illes (Edmond), marchand de papiers à Rouen, rue des Charrettes, n° 83 et 85, huit actions, ci.....	8
illes (Pierre-Denis), manufacturier, à Rouen, rue Saint-Gervais, n° 84, cinquante actions, ci.....	50
illet (Jacques), à Sedan, deux actions, ci.....	2
illy (Pierre-Louis-Dominique), à Valence (Drôme), dix actions, ci.....	10
irard (François-Victor), bottier à Paris, rue Louis-le-Grand, n° 17, dix actions, ci.....	10
rod (François-Gustave), à Paris, rue de Provence, n° 18, vingt-cinq actions, ci.....	25
ayron-Rappaz, employé à Paris, rue de La Rochefoucauld, n° 12, deux actions, ci.....	2
odard (M ^{re} veuve), née Marie Royer, à Moret (Seine-et-Marne), douze actions, ci.....	12
odefroy (Étienne-Paul-Nicolas-Alfred), à Paris, rue des Fossés-Saint-Jacques, n° 10, cinq actions, ci.....	5

- « Godefroy (Jean-Baptiste-Louis), à Orsay (Seine-et-Oise), deux actions, ci.
- « Goerg (Jean-Jacques), à Metz, rue des Clercs, quinze actions, ci.
- « Goffet (Véry), propriétaire à Napoléon-Saint-Leu (Seine-et-Oise), six actions, ci.
- « Golbéry (Georges-Louis-Joseph de), à Kientzheim, arrondissement de Colmar (Haut-Rhin), trois actions, ci.
- « Le même, deux actions, ci.
- « Goldsmith (Alfred), à Paris, rue de Bellechasse, n° 32, vingt-cinq actions, ci.
- « Gomard (Joseph-Alexis), contrôleur des contributions indirectes à Châlons-sur-Marne (Marne), quatre actions, ci.
- « Goré (Élie-Auguste), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 64, cinq actions, ci.
- « Gossement (Nicolas), docteur en médecine à Arcis-sur-Aube (Aube), dix actions, ci.
- « Le même, cinq actions, ci.
- « Le même, pour M. Dorival, cinq actions, ci.
- « Gosset (Henri), jardinier à Montdidier, quatre actions, ci.
- « Goudchaux (Jules), rentier à Nancy (Meurthe), rue de la Hache, n° 33, quatre actions, ci.
- « Goullon (François-Louis), curé à Sainte-Ruffine (Moselle), deux actions, ci.
- « Goullon (Jacques-François), à Metz, rue Chaplerue, n° 38, deux actions, ci.
- « Goullon (M^{lle} Marie-Suzanne), rentière à Metz, rue Sous-Saint-Arnould, n° 3, une action, ci.
- « Gourlet (Gaston-Charles-Marie-Xavier de), rentier à Paris, rue Saint-Louis (Batignolles), n° 4, deux actions, ci.
- « Le même, trois actions, ci.
- « Graffin (Émile-Louis-Christian), ingénieur à la Grand'Combe (Gard), dix actions, ci.
- « Grangeneuve-Pullin, négociant et propriétaire à Roanne (Loire), deux actions, ci.
- « Grandsarc (François-Éloi), marchand de nouveautés à Abbeville (Somme), deux actions, ci.
- « Greiner (Louis), fabricant à Dieuze (Meurthe), quatre actions, ci.
- « Grignon (Jean-Baptiste-Victor), propriétaire à Vitry-le-François, rue du Lion-d'Or, n° 5, dix actions, ci.
- « Grillon (M^{lle} Augustine-Rosalie), à Chartres, rue des Changes, une action, ci.
- « Grison (Auguste-Benjamin), employé à Paris, rue Muller (Montmartre), n° 1, une action, ci.
- « Grouvel (Léon), banquier à Strasbourg, douze actions, ci.
- « Guenin (Eugène), à Troyes, rue Hennequin, n° 1, deux actions, ci.
- « Guerard (François-Joseph), cultivateur et maire à Courtemanche (Somme), quatre actions, ci.
- « Guerrier (Aquilin), conservateur des hypothèques à Orléans (Loiret), quatre actions, ci.
- « Guertin (Jacques-François), propriétaire à Tours, place du Grand-Marché, n° 4, une action, ci.
- « Gueugnier (Charles), à Paris, rue du Temple, n° 159, vingt actions, ci.
- « Gueugnier (Jean), rue du Temple, n° 159, à Paris, vingt actions, ci.
- « Guichardet (Nicolas-Alphonse), à Paris, passage Saulnier, n° 17, cinq actions, ci.
- « Guillaud de Chemirault (Alexandre-Sésostri-Agénor), avocat à Melle (Deux-Sèvres), dix actions, ci.
- « Guillaume (Jean-Baptiste), receveur particulier à Dôle (Jura), quatre actions, ci.
- « Guillaume (Frédéric), commis négociant à Armentières (Nord), deux actions, ci.
- « Guillemain (François-Joseph), receveur d'octroi à Vitry-le-François (Marne), une action, ci.
- « Guntzberger (Jules-Edmond), propriétaire à Paris, rue Taitbout, n° 91, dix actions, ci.

ys (Jean-Pierre), notaire honoraire à Autun, douze actions, ci.....	12
not (François-Émeline), négociant à Provins, deux actions, ci.....	2
not (Georges), négociant à Paris, rue de Richelieu, n° 85, cinq ac- tions, ci.....	5
che (Philippe-Sulpice), à Paris, rue de Navarin, n° 16, vingt actions, ci.	20
leux (François-Charles), rentier à Mouzon (Ardenne), vingt-cinq actions, ci.....	25
us (François-Eugène), avoué à Remiremont, une action, ci.....	1
rdy (Ernest), à Paris, rue Saint-Georges, n° 49, dix actions, ci.....	10
rdy (Jean-Étienne-Victor), rentier à Paris, place d'Angoulême, n° 32, cinq actions, ci.....	5
rant, à Crépy, deux actions, ci.....	2
ugou (Adrien), percepteur à la Ville-aux-Clercs (Loir-et-Cher), cinq actions, ci.....	5
bert (Aimable-Casimir), marchand mercier à Caen, rue de Vaucelles, n° 80, une action, ci.....	1
igny (Honoré), teinturier à Plessier-Rosainvillers, canton de Moreuil (Somme), quatre actions, ci.....	4
ellot (Marie-Alexandre), à Paris, rue de Boulogne, n° 1, dix actions, ci.	10
emard (Louis-Henry), médecin-major au troisième régiment du génie, à Metz, rue d'Asfeld, n° 12, cinq actions, ci.....	5
ennessy (Frédéric), à Cognac (Charente), cinquante actions, ci.....	50
ennet (Alfred-Léon), chef d'escadron d'artillerie à Strasbourg, rue Brû- lée, n° 12, vingt-cinq actions, ci.....	25
enriot (Edme-Nicolas), propriétaire à Bar-sur-Aube (Aube), une ac- tion, ci.....	1
enriot (Mathieu), à Metz, place Saint-Louis, n° 55, quatre actions, ci...	4
erissey (Auguste-Antoine), imprimeur à Évreux (Eure), trois actions, ci.	3
erognelle (Adolphe), banquier à Saint-Pol-sur-Ternoise (Pas-de-Calais), une action, ci.....	1
eindeureich (Paul-Émile), à Strasbourg, rue du Fort, n° 3, vingt ac- tions, ci.....	20
enkelbein (Édouard), à Beauvais, rue des Treilles, n° 7, une action, ci.	1
on (le comte Louis-Xavier-Léopold-Alfred Le), à Paris, rue Lord-Byron, n° 1 bis, trente actions, ci.....	30
onore (Léon-Louis-Désiré), receveur des domaines à Péronne (Somme), cinq actions, ci.....	5
ouard (François-Léopold), à Nancy (Meurthe), deux actions, ci.....	2
oudet (Léon), limonadier à Provins, cinq actions, ci.....	5
oudion (Édouard-Hippolyte), employé à Meaux (Seine-et-Marne), quai de Trévis, n° 4, deux actions, ci.....	2
oulette (Louis), avoué à Falaise, vingt actions, ci.....	20
oard-Langlacé (Anatole), professeur à Versailles, rue de Montbauron, n° 8, deux actions, ci.....	2
ubert (Victor d'), ancien magistrat, à Donzy (Nièvre), deux actions, ci..	2
uet (Charles-Léopold), à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 95, dix actions, ci.....	10
ognenin (Édouard), à Mulhouse, dix actions, ci.....	10
uguet (Prosper), ancien magistrat, propriétaire à Saint-Brieuc (Côtes-du- Nord), une action, ci.....	1
usson (Paul-Casimir), à Metz, au palais Français, vingt-cinq actions, ci.	25
ussonmorel (Louis-Emmanuel), propriétaire meunier à Dôle (Jura), quatre actions, ci.....	4
oard (Auguste), propriétaire à Paris, rue de Greffulhe, n° 6, quarante actions, ci.....	40
acomel (Lucien-Joseph-Adolphe de), à Bessan (Hérault), trente ac- tions, ci.....	30
acomet (Alphonse), ancien banquier à Prades (Pyrénées-Orientales), vingt-cinq actions, ci.....	25
acquemaire (François-Ernest), avoué à Montmédy (Meuse), deux ac- tions, ci.....	2

- Ja quemin (M^{me} veuve), née Mélanie Simon, à Metz, place de Chambre, n° 39, dix actions, ci.....
- « Jacques (Martial), cultivateur à Bermeries, canton de Bavay, arrondissement d'Avesnes, dix actions, ci.....
- « Jacquinet (Anne-René-François-Alfred), à Metz (Moselle), rue Sous-Saint-Arnould, n° 2, quatre actions, ci.....
- « Jacquot (François-Xavier), propriétaire et cafetier à Dôle (Jura), une action, ci.....
- « Jacquot (Joseph-Léon), chef d'escadron d'artillerie à Metz, rue de la Haye, n° 6, dix actions, ci.....
- « Jammet (Joseph), rentier à Ille-sur-Tet (Pyénées-Orientales), six actions, ci.....
- « Jarige (Martin), directeur des postes en retraite à Brives (Corrèze), une action, ci.....
- « Jay (Claude-Joseph), directeur comptable des postes à Strasbourg, seize actions, ci.....
- « Jeanne (Jacques), propriétaire à Valognes (Manche), cinq actions, ci.....
- « Jeannin (Pierre-Jean-Joseph-Gabriel), à Uckange (Moselle), trois actions, ci.....
- « Jeannez (Edouard), banquier à Roanne (Loire), deux actions, ci.....
- « Jedrzeieski (Jean-Michel-Paul), propriétaire à Beauchastel (Ardèche), cinq actions, ci.....
- « Joblet (Louis), curé à Villers-sous-Praslin (Aube), une action, ci.....
- « Johanet-Guériu (Simon-Alexandre), à Achères, une action, ci.....
- « Joliclerc (François-Élie), à Paris, rue du Pont-de-Lodi, n° 6, une action, ci.....
- « Joliot (Pierre-Jacques), docteur en médecine à Pontaillier-sur-Saône (Côte-d'Or), une action, ci.....
- « Jolivet (René), à Paris, rue des Batailles, n° 5, quarante actions, ci.....
- « Jolly (Charles), à Thionville, une action, ci.....
- « Jolly (Nicolas-Eugène), libraire à Charleville (Ardennes), cinq actions, ci.....
- « Joseph (Désiré), à Lille, rue des Augustins, n° 7, huit actions, ci.....
- « Jouarre (Louis-Alexandre), propriétaire à Paris, rue Saint-Antoine, n° 184, deux actions, ci.....
- « Joubert (Edouard), à Cognac (Charente), quatre actions, ci.....
- « Jourdain de Leloge (M^{me} veuve), née Ignouf, à Paris, rue de la Ferme-des-Mathurins, n° 41, vingt actions, ci.....
- « Jourdier (Émile), à Cronat-sur-Loire, par Bourbon-Lancy (Saône-et-Loire), vingt actions, ci.....
- « Jourdy (Louis), propriétaire à Dôle, une action, ci.....
- « Journée (François), au Raincy (Seine-et-Oise), deux actions, ci.....
- « Jullien (Pascal), régisseur au château de Bouillancourt, à Malpart (Somme), quatre actions, ci.....
- « Katz (Charles), rentier à Mannheim (grand-duché de Bade), dix actions, ci.....
- « Klein (M^{me} veuve) née Delatte, rentière à Metz, rue Sainte-Marie, n° 26, deux actions, ci.....
- « Klobb, notaire à Mulhouse, rue des Tanneurs, deux actions, ci.....
- « Laboureau (Étienne-Bernard), à Paris, rue du Cherche-Midi, n° 61, cinq actions, ci.....
- « Labrousse (Charles), à Paris, boulevard de Magenta, n° 114, vingt-cinq actions, ci.....
- « Labrousse (Charles), à Paris, rue de Provence, n° 8, vingt actions, ci.....
- « Ladevèze (Antonin-Gabriel, comte de), demeurant à la Grange-aux-Bois (Aisne), dix actions, ci.....
- « Laruelle (François-Désiré), ancien notaire à Saint-Germain-en-Laye, cinq actions, ci.....
- « Laffeley (Léon), premier commis de la direction des contributions indirectes à Annecy (Haute-Savoie), quatre actions, ci.....
- « Lafosse (Timothée), négociant à Tours, rue du Commerce, six actions, ci.....

Lagron (Jean-Baptiste), conducteur des ponts et chaussées à Dijon, deux actions, ci.....	2
Lalanne (Alexandre), à Montbéliard (Doubs), dix actions, ci.....	10
Lalouette (Alexis), sous-inspecteur des forêts à Rouen, rue Morand, n° 1, deux actions, ci.....	2
Lalubie (Charles), directeur de la Caisse agricole au château d'Aulnes (Vendée), une action, ci.....	1
Lamare (Jules-Louis-Marie), architecte à Saint-Brieuc, rue Saint-Michel, n° 19, une action, ci.....	1
Lamaze (Louis-Edmond de), propriétaire à Paris, rue de Londres, n° 12, quinze actions, ci.....	15
Lambert (César-Joseph), colonel du génie en retraite, à Tours, rue des Minimes, n° 16, cinq actions, ci.....	5
Lambert (Charles), colonel en retraite à Abbeville (Somme), huit actions, ci.....	8
Lambert de Sainte-Croix (Barthélemy-Germain), notaire honoraire, à Paris, rue de la Michodière, n° 8, quarante actions, ci.....	40
Lampsin (Abel), à Yvetot, vingt actions, ci.....	20
Landelle (Charles-Zacharie), peintre à Paris, rue des Batailles, n° 17, vingt actions, ci.....	20
Landur (Nicolas), à Paris, rue Cassette, n° 31, une action, ci.....	1
Lang (Jean-Pierre), à Metz, rue de la Tour-aux-Rats, cinq actions, ci.....	5
Langrone (Alfred-Louis), restaurateur à Paris, rue de Valois, n° 18, dix actions, ci.....	10
Laperlier (Laurent), propriétaire à Mustapha-Supérieur, banlieue d'Alger, dix actions, ci.....	10
Largouet (René-Bonaventure), rentier à Paris, avenue de la Santé, n° 7, cinq actions, ci.....	5
Larmet (François), à Clichy-la-Garenne, rue de Paris, n° 109, huit actions, ci.....	8
Lary (Savinien), négociant à Fleurance (Gers), dix actions, ci.....	10
Lasnet (Bernard-Étienne), propriétaire à Langres, trois actions, ci.....	3
Lataste (Simon-Honoré), négociant à Cadillac-sur-Garonne (Gironde), trois actions, ci.....	3
Lataste (Théophile), négociant à Cadillac-sur-Garonne (Gironde), huit actions, ci.....	8
Lataste (Vital-Émile), à Cadillac-sur-Garonne, quatre actions, ci.....	4
Laland (Victor), ancien avocat à Dijon (Côte-d'Or), rue du Palais, n° 8, deux actions, ci.....	2
Laugardière (Jules-Vincent-Hippolyte de), à Bastia (Corse), cinq actions, ci.....	5
Laugier (Antoine), notaire à Grasse (Alpes-Maritimes), dix actions, ci...	10
Laurent (François), propriétaire à Valenciennes, rue Dadier, n° 8, deux actions, ci.....	2
Laurent (Joseph), tailleur à Thoissey (Ain), dix actions, ci.....	10
Laurent (Gérasime-Philéas), clerc de notaire à Pungy (Aube), une action, ci.....	1
Lavallard (Antoine-Alphonse), ancien notaire à Meulan (Seine-et-Oise), quinze actions, ci.....	15
Lavenère (Martial), à Paris, rue du Bouloi, n° 22, dix actions, ci.....	10
Lazard (Mayer), propriétaire à Metz, quai de l'Arsenal, n° 13, deux actions, ci.....	2
Lavie aîné, à Limoges, boulevard Sainte-Catherine, n° 16, dix actions, ci.....	10
Lavilléon (Hippolyte-Léonce de), à Saintes (Charente-Inférieure), vingt actions, ci.....	20
Lavoignat (Joseph), notaire à Paris, rue Caumartin, n° 29, cinq actions, ci.....	5
Lavy (Claude-François-Auguste), professeur de mathématiques à Dôle (Jura), deux actions, ci.....	2
Le même, deux actions, ci.....	2
Léautaud (M ^{me} la comtesse de), née de Gérente, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 77, huit actions, ci.....	8

- « Lebaron (Pierre-Narcisse), notaire à Gournay-en-Bray (Seine-Inférieure),
« six actions, ci.....
- « Lechalas (Médéric-Clément), propriétaire à Nantes, rue de Gigant, n° 58,
« vingt-quatre actions, ci.....
- « Lecharpentier, à Paris, rue du Caire, n° 45, cinq actions, ci.....
- « Lecomte (Jules), banquier à Montrichard (Loir-et-Cher), vingt-cinq ac-
« tions, ci.....
- « Lecomte, à Sedan, deux actions, ci.....
- « Lecocq (Frédéric-Arsène), employé à Bolbec (Seine-Inférieure), vingt ac-
« tions, ci.....
- « Le même, trente actions, ci.....
- « Lattaignant (Alexandre-Arnaud-Joseph de), propriétaire à Wimille (Pas-de-
« Calais), vingt-cinq actions, ci.....
- « Ledoux (Jean-Charles-Aimé-Ferdinand), propriétaire à la Rochelle (Cha-
« rente-Inférieure), cinq actions, ci.....
- « Ledoux (M^{me} veuve), née Fermé, à Paris, rue des Bourdonnais, n° 22,
« dix actions, ci.....
- « Ledoux (Hippolyte), ancien imprimeur à Clamecy (Nièvre), dix actions,
« ci.....
- « Leducq (Léandre-Théodore), avocat à Arras (Pas-de-Calais), cinq actions,
« ci.....
- « Lefebvre (Colomban-Aimé-François-Joseph), propriétaire à Strasbourg,
« quai Kléber, n° 1, dix actions, ci.....
- « Lefebvre (Pierre-Magloire), propriétaire à Évreux (Eure), rue des Trom-
« bèches, n° 7, deux actions, ci.....
- « Lefebvre (Émile), négociant au Havre, rue du Champ-de-Foire, n° 74, trois
« actions, ci.....
- « Lefèvre (Pierre-Jacques), huissier à Compiègne, rue du Change, dix
« actions, ci.....
- « Lefranc (Pierre-Dominique), propriétaire à Metz, rue du Change, n° 20,
« douze actions, ci.....
- « Leger-Lecru, propriétaire à Oiry (Marne), cinq actions, ci.....
- « Legris-Duval (Paul-Florent-Ferdinand), propriétaire à Caen, rue Brun-
« ville, n° 46 bis, dix actions, ci.....
- « Legros (Arnaud-Victrice), rentier à Saint-Nicolas-du-Port (Meurthe),
« quatre actions, ci.....
- « Lejeune (Adolphe), principal clerc de notaire à Braisne (Aisne), quatre
« actions, ci.....
- « Lejeune (Noël), instituteur à Seurre (Côte-d'Or), cinq actions, ci.....
- « Lejeune (Antoine), instituteur à Gorgengoux (Côte-d'Or), cinq actions, ci.....
- « Lelièvre (Auguste), négociant à Flers (Orne), cinq actions, ci.....
- « Lelogeais (Eugène), à Rouen, rue des Charrettes, n° 39, deux actions, ci.....
- « Lemaire (Jean-Jules), entrepreneur à Corbeil (Seine-et-Oise), cinq ac-
« tions, ci.....
- « Lemaître (Charles-Amédée), à Paris, rue d'Orléans (Batignolles), n° 30,
« cinq actions, ci.....
- « Lemire (Martin-Benoît), à Yvetot, rue du Calvaire, n° 137, quinze ac-
« tions, ci.....
- « Lemoine (Denis), propriétaire à Paris, rue du Cherche-Midi, n° 26, cinq
« actions, ci.....
- « Lemoine (Louis-Florent), à la Tour-Saint-Gelin (Indre-et-Loire), deux
« actions, ci.....
- « Lemonier (Modeste), ancien notaire à Cloye-sur-le-Loir (Eure-et-Loir),
« deux actions, ci.....
- « Lemoyne (Nicolas-René-Désiré), ingénieur en retraite à Metz, rue Riche-
« pance, n° 5, dix actions, ci.....
- « Lenoir (Lucien), avoué à Roanne, une action, ci.....
- « Léon (Moïse) et Léon (Alexandre) fils, à Paris, rue du Sentier, n° 32, pour
« chacun vingt actions, ci.....
- « Lereffait (Jean-Baptiste), à Rouen, rue de la Porte-aux-Rats, n° 11 bis,
« une action, ci.....

Leroux (Alexandre-Gabriel), receveur de rentes à Montdidier (Somme), neuf actions, ci.....	9
Le même, cinq actions, ci.....	5
Leroux frères, au Havre, cinquante actions, ci.....	50
Leroy aîné (Adrien), propriétaire à Paris, rue de Sèvres (Vaugirard), n° 81, vingt actions, ci.....	20
Lesaché (Jacques-Bernardin), directeur des postes à Abbeville (Somme), cinq actions, ci.....	5
Letreguilly (François), libraire à Saint-Lô (Manche), sept actions, ci.....	7
Levé (Ernest-Denis), à Paris, rue Léonie, n° 12, quinze actions, ci.....	15
Levineau (Guillaume), à Paris, place de Bréda, n° 7, quatre actions, ci..	4
Levy (Édouard), professeur de mathématiques à Paris, rue Beautreillis, n° 6, deux actions, ci.....	2
Leyrac-Puyhabisier (de), propriétaire à Villemétrie près Senlis (Oise), dix actions, ci.....	10
Liebing (Frédéric-Guillaume), propriétaire à Nancy, faubourg de Metz, n° 5, dix actions, ci.....	10
Liébré (Henry), propriétaire à Joigny, une action, ci.....	1
Ligeret (Joseph-Jean), propriétaire à Beaune (Côte-d'Or), deux actions, ci..	2
Lillette-Gravier (Pierre-Marie), propriétaire au Blanc-Sablon (Aisne), deux actions, ci.....	2
Litaise (Hippolyte), à Morainvilliers, deux actions, ci.....	2
Livois (Edgar-Marie-Raoul Baudalet, baron de), à Paris, rue de la Pépinière, n° 55, vingt actions, ci.....	20
Livois (Ferdinand-Maximilien-Joseph Baudalet, baron de), à Paris, rue de la Pépinière, n° 55, vingt-cinq actions, ci.....	25
Lodin (Hyacinthe), banquier à Falaise, quatre actions, ci.....	4
Lœvenbruck (Louis-Ferdinand), négociant à Thionville, cinq actions, ci..	5
Lœvenbruck (Joseph), marchand de fer à Thionville, dix actions, ci.....	10
Lombard (Pierre-Victor-Alfred), docteur en médecine à Dôle, quatre actions, ci.....	4
Le même, deux actions, ci.....	2
Lombard (Stanislas), propriétaire à Orchamps (Jura), deux actions, ci....	2
Longuecand (Jean-François), sous-caissier à la caisse d'épargne de Saint-Malo, une action, ci.....	1
Longuet (Jean), propriétaire à Genté, quatre actions, ci.....	4
Loquin (Louis-Fortuné), à Montluçon, deux actions, ci.....	2
Loriot, négociant à Provins (Seine-et-Marne), cinq actions, ci.....	5
Lormière (Jean-Barthélemy), à Toulouse, rue Fermat, n° 11, vingt-cinq actions, ci.....	25
Lorrain (Dominique), rentier à Metz, place Saint-Martin, n° 13, vingt actions, ci.....	20
Louer (Jacques-François), négociant au Havre, rue d'Étretat, n° 20, dix actions, ci.....	10
Louvel (Jacques-Léonard), maître de pension à Rémalard (Orne), quatre actions, ci.....	4
Louvel (Louis-Charles-François), à Paris, rue Neuve-des-Capucines, n° 20, douze actions, ci.....	12
Louvel (Pierre-François), au Vert-Galant, commune de Vaujours (Seine-et-Oise), cinq actions, ci.....	5
Louvet (Joseph-Félix), notaire à Dôle (Jura), deux actions, ci.....	2
Loverdo (M ^{me} la comtesse de), à Paris, rue du Havre, n° 5, vingt actions, ci..	20
Lucas (Jean-Charles), horloger-bijoutier à Honfleur, rue des Logettes, n° 6, cinq actions, ci.....	5
Lussand (Jean), docteur en droit, avoué à Angoulême, dix actions, ci....	10
Mahy (François), imprimeur à Paris, rue Mouffetard, n° 87, cinq actions, ci..	5
Magnien (Jacques-Louis), avoué à Dôle (Jura), deux actions, ci.....	2
Maguin (M ^{me} Barbe-Émilie), fille majeure, à Metz, place Sainte-Croix, n° 8, quatre actions, ci.....	4
Maire (Eugène), à Amiens, rue des Trois-Cailloux, n° 40, quatre actions, ci.....	4
Le même, une action, ci.....	1

- « Malet de Graville (Joseph, comte), ancien officier, au château de la Chaise, près Saint-Hilaire-du-Harcouët (Manche), cinq actions, ci.....
- « Malherbe (Alfred), conseiller à la cour impériale, à Metz, rue du Pont-des-Morts, vingt-cinq actions, ci.....
- « Mallard (François-Joseph), pharmacien à Forges-les-Eaux (Seine-Inférieure), cinq actions, ci.....
- « Mallein (Vincent), à Tours, rue de la Sellerie, n° 5, dix actions, ci.....
- « Malpièce (Édouard-Gabriel-François), à Paris, rue de Miroménil, n° 47, cinq actions, ci.....
- « Mantz (Jean), propriétaire à Mulhouse, dix actions, ci.....
- « Marcelot (Pierre), escompteur à Dun-le-Palleteau (Creuse), dix actions, ci.....
- « Marcère (Émile-Louis-Gustave de), procureur impérial à Saint-Pol-sur-Ternoise (Pas-de-Calais), dix actions, ci.....
- « Marchant (Édouard), propriétaire à Paris, quai de Jemmapes, n° 232, dix actions, ci.....
- « Marchant (Louis-Claude-Jacques), docteur en médecine à Dijon, six actions, ci.....
- « Marchant (Jacques-Hubert), à Dijon (Côte-d'Or), rue Berbisey, n° 1, une action, ci.....
- « Maréchal-Corniquet (Honoré), propriétaire à Montdidier, huit actions, ci.....
- « Maria (Guillaume-Philippe-Armand), propriétaire à Tannay (Nièvre), une action, ci.....
- « Maricot (Edme-Jean-Louis-Simon-Bernard), propriétaire à Provins, cinq actions, ci.....
- « Marie (Louis-Eugène), ancien notaire, à Paris, rue de Parme, n° 10, vingt actions, ci.....
- « Marion (Jules-Constantin), fermier agriculteur à Villecourt près Decize (Nièvre), trois actions, ci.....
- « Marion (Jules), à Villecourt (Nièvre), deux actions, ci.....
- « Marquiset (Achille), à Mulhouse, deux actions.....
- « Marseul (Charles de), propriétaire à Beauvais, une action, ci.....
- « Martin (Benoît), négociant au Havre, rue de Joinville, n° 43, douze actions, ci.....
- « Martin (Jean-Baptiste), à Paris, rue du Temple, n° 104, cinq actions, ci.....
- « Martin (Jean-Baptiste-Victor), à Nevers, rue Saint-Martin, n° 3, cinq actions, ci.....
- « Martin-Salomé (M^{me} veuve), née Cosserat, à Essey-la-Côte (Meurthe), deux actions, ci.....
- « Masounette (Bernard), à Paris, rue Corneille, n° 7, cent actions, ci.....
- « Masse (Joseph-Léonard), directeur particulier de la Caisse agricole à Nesle (Somme), quatre actions, ci.....
- « Massip de Bouillargues (François-Fortuné-Malachie-Louis de), à Nîmes, boulevard du Grand-Cours, n° 8, cinq actions, ci.....
- « Masson (Jean-Baptiste), propriétaire à Chartres (Eure-et-Loir), rue des Lisses, n° 6, vingt actions, ci.....
- « Massy (Louis-Joseph), limonadier à Joigny, une action, ci.....
- « Matelet (Paul-Joseph), à Saint-Dié, dix actions, ci.....
- « Mather de Mabreuil (Jean-Baptiste-Marie-Hyacinthe), directeur de la Caisse agricole à Saverne, deux actions, ci.....
- « Saint-Mathieu (le vicomte Maurice de), à Paris, rue Saint-Honoré, n° 165, dix actions, ci.....
- « Matter (Jacques), propriétaire à Strasbourg (Bas-Rhin), dix actions, ci.....
- « Mauprivez (Hyacinthe-Crescent), propriétaire à Meaux, rue Saint-Remy, deux actions, ci.....
- « Maurice (Ferdinand), cultivateur à Trilbardou, par Esbly (Seine-et-Marne), cinq actions, ci.....
- « Mayer (Ernest), à Paris, rue Pigalle, n° 26, vingt-cinq actions, ci.....
- « Méalin (Alexis-Emma), professeur à Vendôme, dix actions, ci.....
- « Medar (François-Victor), à Paris, rue de Castiglione, n° 14, une action, ci.....
- « Meinadier (Jean-Jacques), à Ancenis (Loire-Inférieure), cinq actions, ci.....
- « Melian (Jean-Achille), propriétaire à Blois, rue du Palais, n° 12, cinquante actions, ci.....
- « Menager (Alphonse), à Montpellier, rue Rosset, n° 2, six actions, ci.....

Mény (Charles), propriétaire à Wesserling (Haut-Rhin), vingt actions, ci.	20
Mercey (Maurice-Gustave), greffier de la justice de paix à Tournan (Seine-et-Marne), cinq actions, ci.	5
Mercier (Laurent-Hector), négociant à Rochefort-sur-Mer, cinquante actions, ci.	50
Métais (François), propriétaire et marchand de bois à Châteauneuf-sur-Loire (Loiret), une action, ci.	1
Meuret (Hubert-Philippe), à Verronnes-les-Grandes (Côte-d'Or), une action, ci.	1
Meurinne (Joseph-Édouard), à Paris, rue d'Anjou-Saint-Honoré, n° 17, vingt actions, ci.	20
Meyer (Charles), propriétaire à Metz, dix actions, ci.	10
Meynaud (Louis), propriétaire à Avignon (Vaucluse), place Saint-Agriculteur, deux actions, ci.	2
Michaux (Charles-Auguste), percepteur des contributions directes à Guignes (Seine-et-Marne), quatre actions, ci.	4
Michel (Félix), négociant à Tannay, deux actions, ci.	2
Michel (François-Eugène-Édouard), à Paris, rue Taitbout, n° 66, cinq actions, ci.	5
Michel (Gustave-Aimable), employé à la recette générale à Saint-Lô (Manche), deux actions, ci.	2
Michon (Jean-Baptiste-Joachim), cultivateur à Isles-lez-Villenoy, par Esbly, deux actions, ci.	2
Milsot (M ^{me} veuve) née Cordeau, à Chartres, rue de la Boucherie, deux actions, ci.	2
Minguet (Pierre), propriétaire à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 6, cinq actions, ci.	5
Menisson (Eugène de), maître de forges à Saint-Dizier (Haute-Marne), dix actions, ci.	10
Moillet (Marie-Louis-Clovis), propriétaire à Péronne, dix actions, ci.	10
Moindrot (Jules), huissier à Dôle, une action, ci.	1
Molen (Hippolyte de), capitaine au septième régiment de chasseurs, à Libourne (Gironde), deux actions, ci.	2
Le même, deux actions, ci.	2
Molherat (Augustin-Célestin-François-Sébastien), au Puy (Haute-Loire), boulevard d'Épalles, deux actions, ci.	2
Monard (M ^{me} Louis de), propriétaire à Autun (Saône-et-Loire), vingt actions, ci.	20
Moncomble (Henri), maître cordonnier à Arras, rue Méaulins, n° 37, dix actions, ci.	10
Monti (Louis-Hippolyte-Eugène, vicomte de), à Paris, rue Royale-Saint-Honoré, n° 24, vingt actions, ci.	20
Moreau (Léon-Jean-Augustin), à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 75, vingt actions, ci.	20
Moreau (Louis-César), à Paris, rue Notre-Dame-de-Lorette, n° 42, deux actions, ci.	2
Moreau (Pierre-Antoine-Élie), secrétaire de la sous-préfecture à Tournon, cinq actions, ci.	5
Morel (Charles-Frédéric), à Montbéliard (Doubs), vingt-cinq actions, ci.	25
Morlincourt (Charles-Hyacinthe de), boucher à Châlons-sur-Marne, dix actions, ci.	10
Motel (Paul-Émile), pharmacien à Compiègne, rue de Solférino, quatre actions, ci.	4
Motans (Eugène), avoué à Lure (Haute-Saône), dix actions, ci.	10
Moussu-Bauzon (Jean-Louis), propriétaire à Autun (Saône-et-Loire), huit actions, ci.	8
Muffelmann (Harold), à Bordeaux, dix actions, ci.	10
Mulbourg (Philippe de), propriétaire à Chollet, deux actions, ci.	2
Munerelle (Théophile), directeur de la Caisse agricole à Verdun (Meuse), deux actions, ci.	2
Muret (Henry), propriétaire à Paris, rue du Louvre, n° 8, quinze actions, ci.	15

- « Musclier (Pierre-François-Armand), notaire à Ornans (Doubs), deux ac-
« tions, ci.....
- « Nacquart (Raymond-Louis), à Paris, rue des Champs-Élysées, n° 12, quatre
« actions, ci.....
- « Naudon fils (Louis-Joseph), propriétaire à Provins (Seine-et-Marne),
« quarante actions, ci.....
- « Naquet fils (Isaac), à Carpentras (Vaucluse), vingt actions, ci.....
- « Nassoy (Jean-Baptiste), sous-intendant militaire, demeurant à Colmar
« (Haut-Rhin), deux actions, ci.....
- « Neel (Jacques-François), ancien notaire à Caen (Calvados), rue Pailleuse,
« n° 5, six actions, ci.....
- « Nicolas (Pierre-Marie-Jean-Eugène), à Mirecourt, une action, ci.....
- « Niel (Pierre-Camille), banquier à Rouen, rue Herbière, n° 28, quarante
« actions, ci.....
- « Nocq (Louis-Marie-Eugène), négociant à Noyon (Oise), six actions, ci.....
- « Noël (Charles), inspecteur général des ponts et chaussées à Toulon (Var),
« dix actions, ci.....
- « Noël (Jean-Jules), propriétaire à Metz, rue des Roches, n° 29, vingt ac-
« tions, ci.....
- « Noirault (Alexandre-Napoléon), à la Ronce-de-Pamproux (Deux-Sèvres), six
« actions, ci.....
- « Noirel (Jean-Nicolas), à Versailles, rue Royale, n° 4, cinquante actions, ci.....
- « Noirel (Nicolas-Marie), à Versailles, rue des Bourdonnais, n° 26, soixante
« actions, ci.....
- « Nolan (Thomas), propriétaire à Tours, boulevard Heurteloup, n° 38, cinq
« actions, ci.....
- « Nonat (Jean-Louis), photographe à Provins, rue de la Chaussée-Sainte-
« Croix, cinq actions, ci.....
- « Le même, une action, ci.....
- « Noualhier (Armand), à Paris, avenue de Latour-Maubourg, n° 10, cin-
« quante actions, ci.....
- « Odier (Charles-Nicolas), à Paris, rue de Surènes, n° 21, quinze actions, ci..
- « Oetrichs (Georges-Hermann), à Paris, rue des Martyrs, n° 51, dix ac-
« tions, ci.....
- « Oisline (François-Auguste), à Meulan (Seine-et-Oise), cinq actions, ci....
- « Oisline (Jules), à Chevreuse (Seine-et-Oise), quatre actions, ci.....
- « Ollier (Narcisse), rentier à Limetz, canton de Bonnières (Seine-et-Oise),
« une action, ci.....
- « Omezon (Aimable-Félix-Henry d'), à Toulouse, rue Vinaigre, n° 3, dix ac-
« tions, ci.....
- « Orgeval (Adolphe, baron d'), propriétaire à Paris, rue de l'Isly, n° 12, vingt-
« cinq actions, ci.....
- « Ory (M^{me} veuve), née Vallette, à Metz, rue Saint-Vincent, n° 10, dix actions,
« ci.....
- « Osmont (Antoine), à Montpellier, rue Saint-Mathieu, deux actions, ci....
- « Osmont (Ferdinand), à Paris, rue d'Amsterdam, n° 50, vingt-cinq actions,
« ci.....
- « Ouizille (Augustin-Édouard), à Paris, rue de Choiseul, n° 14, cinq actions,
« ci.....
- « Padioleau (Aristide), docteur-médecin à Nantes, trois actions, ci.....
- « Page (Frédéric), agent de change à Lyon, place de la Bourse, n° 3, vingt-
« cinq actions, ci.....
- « Paillard (Auguste-Albert), propriétaire et marchand cordier à Abbeville,
« chaussée de Marcadé, n° 165, quatre actions, ci.....
- « Paquin (M^{me} veuve), née Mellière, à Metz, place Sainte-Croix, n° 8, deux
« actions, ci.....
- « Panariou (Alexandre), sous-inspecteur des forêts à Dôle (Jura), deux ac-
« tions, ci.....
- « Panier (Antoine-Édouard), notaire à Talmay, deux actions, ci.....
- « Parceval (Frédéric de), propriétaire aux Neuf-Clefs (Mâcon), dix actions,
« ci.....

ques (Jules-Gustave), notaire à la Flamangrie, canton de la Capelle (Aisne), quatre actions, ci.....	4
ureau (Edme), négociant à Tannay (Nièvre), une action, ci.....	1
yen (Jean-Baptiste-Casimir), à Rouen, place de la Basse-Vieille-Tour, n° 32, cinquante actions, ci.....	50
mot (Philibert-Pierre), instituteur à la Chapelle-Saint-Luc, une action, ci.....	1
not (Louis), fondé de pouvoirs à la recette particulière de Montmédy (Meuse), quatre actions, ci.....	4
llerin (Alexandre), banquier à Envermeu (Seine-Inférieure), deux actions, ci.....	2
llorie (Jean-Baptiste), propriétaire à Mâcon, dix actions, ci.....	10
ltaer (Henry), manufacturier à Verviers (Belgique), vingt actions, ci...	20
ries (Viala), à Avon (Seine-et-Marne), dix actions, ci.....	10
rnety (Daniel), propriétaire à Roanne, deux actions, ci.....	2
rglier fils (Grégoire-Adolphe), propriétaire au Havre, boulevard Impérial, n° 183, soixante actions, ci.....	60
root (Auguste-Félicien), à Paris, avenue du Bel-Air, n° 48, deux actions, ci.....	2
rrenot (Charles), propriétaire et avoué à Dôle (Jura), une action, ci...	1
rinelle (Louis-Antoine-Alphonse de), à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 10, vingt actions, ci.....	20
rigay (Jean-Baptiste-Hippolyte), maréchal des logis de gendarmerie à Montdidier, deux actions, ci.....	2
st-Mesnier (Félix-Parfait), notaire honoraire à Paris, rue des Fossés-Saint-Victor, n° 3, dix actions, ci.....	10
ri (Chrétien-Frédéric), notaire à Soultz-sous-Forêts (Bas-Rhin), deux actions, ci.....	2
con (Jean-Pierre-Julien), juge de paix à RUEIL (Seine-et-Oise), trois actions, ci.....	3
con (Léon), fabricant de sucre et raffineur à Somain (Nord), dix actions, ci.....	10
eq (Hippolyte), propriétaire à Amiens, rue Saint-Louis, n° 61, cinq actions, ci.....	5
avoine (Eugène), à Meaux (Seine-et-Marne), deux actions, ci.....	2
let-Royer (Alexandre), propriétaire à Tours, rue Traversière, n° 2, vingt actions, ci.....	20
llion (Charles-Humbert-Joseph), avocat à Avesnes-sur-Helpe (Nord), trois actions, ci.....	3
llorel (M ^{me} veuve), née Gérard, à Vitry-le-François, une action, ci.....	1
ronneau (Jean-Baptiste-Adolphe), à Paris, rue Saint-Lazare, n° 142, dix actions, ci.....	10
tel (Pierre-Charles-Éléonore), banquier à Villedieu (Manche), deux actions, ci.....	2
ase (Joseph-Marie), à la Louvesc (Ardèche), cinq actions, ci.....	5
ecque (Eloi), à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), rue du Chapon, n° 10, trois actions, ci.....	3
chonnet (Ernest), à Colmar, rue Saint-Jean, n° 25, dix actions, ci.....	10
neillon (Jean-Baptiste), avocat à Clermont-Ferrand, rue Saint-Genès, n° 33, quatre actions, ci.....	4
ns (Louis-Auguste), docteur en médecine à Nérac (Lot-et-Garonne), deux actions, ci.....	2
nt (Jules-Joseph), pharmacien à Metz, place de Chambre, n° 39, deux actions, ci.....	2
ntagnier (Gabriel-Hippolyte), conservateur des hypothèques à Clermont-Ferrand, quatre actions, ci.....	4
même, une action, ci.....	1
ulain (François), ancien maître de pension à la Ferté-Macé (Orne), rue Hautoie, deux actions, ci.....	2
upon (Abel-Jean-Jacques), notaire à Lons-le-Saunier (Jura), deux actions, ci.....	2

- « Poux (Pierre-François), avocat et maire de la ville à Dôle (Jura), deux ac-
« tions, ci.....
- « Prasse (Joseph), négociant à Ambert (Puy-de-Dôme), cinq actions, ci....
- « Prevost (M^{me} veuve), née Martinez, à Saverne (Bas-Rhin), quatre actions, ci.
- « Prevost de Vernois (M^{me} veuve), née Tellier, à Paris, rue de la Ville-l'Évêque,
« n° 34, six actions, ci.....
- « Projean (Pierre-Hubert-Théodore), mercier, fabricant de gants, à Paris, rue
« de Bondy, n° 48, dix actions, ci.....
- « Pluton (Alfred-François), à Remiremont (Vosges), deux actions, ci.....
- « Pluton (Jean-Baptiste-Auguste), aussi à Remiremont, deux actions, ci...
- « Quenot (Antoine), propriétaire et négociant à Auxonne (Côte-d'Or), une
« action, ci.....
- « Quentin (Constant), propriétaire à Cambrai, dix actions, ci.....
- « Racanié-Laurens (Achille), procureur impérial à Saint-Affrique (Aveyron),
« quatre actions, ci.....
- « Ragot (Jules-Charles), receveur municipal à Fontainebleau, rue de la
« Cloche, n° 22, quatre actions, ci.....
- « Raimbaux (Firmin), industriel à Paris, rue de Ponthieu, n° 56, cinquante
« actions, ci.....
- « Raindre (Célestin), directeur des postes à Wesserling, cinq actions, ci...
- « Raoult (M^{me} veuve), née Bardoux, propriétaire à Meaux (Seine-et-Marne),
« quai de Trévise, n° 4, deux actions, ci.....
- « Ranouille (Jean-Baptiste), employé des contributions indirectes à Sin, par
« Douai (Nord), quatre actions, ci.....
- « Ravaut (M^{me}), née Munier, femme séparée de biens, à Paris, avenue du
« Bel-Air, n° 48, six actions, ci.....
- « Robillard (Jean-Baptiste), caissier à Dôle (Jura), huit actions, ci.....
- « Regis (Marie-Grégoire-Édouard de), propriétaire à Nîmes, rue du Cha-
« pitre, n° 14, dix actions, ci.....
- « Reischard (Théodore), négociant à Mulhouse, rue des Trois-Rois, n° 51,
« dix actions, ci.....
- « Renard (Jean-Patrice), à Issy (Seine), six actions, ci.....
- « Renard (Joseph), à Paris, avenue des Ternes, n° 98, une action, ci.....
- « Renaudin (Ernest), propriétaire à Paris, rue Pigalle, n° 44, vingt actions,
« ci.....
- « Renault (Marie-Louis), à Paris, rue Lafayette, n° 13, trente actions, ci...
- « Rendu (Athanase-Louis, baron), à Paris, rue de Lille, n° 36, dix ac-
« tions, ci.....
- « Renoult (Victor-Nicolas-Jean), rentier à Meaux, place Saint-Remy, n° 11,
« une action, ci.....
- « Renoult (Paul-Édouard), à Paris, boulevard du Prince-Eugène, n° 779,
« dix actions, ci.....
- « Le même, dix actions, ci.....
- « Revel (Louis), à Clermont-l'Hérault, vingt-cinq actions, ci.....
- « Revelle (Charles-Augustin), à Paris, place de la Bourse, n° 8, dix ac-
« tions, ci.....
- « Richard (Félix), chef d'escadron d'artillerie à Saumur (Maine-et-Loire),
« rue Beaurepaire, n° 33, cinq actions, ci.....
- « Richy (Émile), rentier à Paris, rue des Petits-Hôtels, n° 3, deux actions,
« ci.....
- « Rivière (Louis-Alfred), à Paris, rue de l'Université, n° 8, cinq actions, ci..
- « Rivière (Léon), à Paris, rue de Verneuil, n° 47, cinq actions, ci.....
- « Robert (Claude-Simon), à Metz, rue des Clercs, n° 17, dix actions, ci...
- « Robert (Jean-François), à Meaux, deux actions, ci.....
- « Robin (Jules-Louis-Sylvain), à Paris, boulevard des Capucines, n° 6, vingt
« actions, ci.....
- « Rochefort (Germain-Maurice Dufaure, comte de), propriétaire au château
« de Larroque (Gironde), vingt actions, ci.....
- « Rochet (Xavier), propriétaire à Belfort (Haut-Rhin), cinq actions, ci.....
- « Roilley (Étienne-Claude), fabricant de bleu à Dôle, quatre actions, ci....
- « Rolland (Henri), teneur de livres à Lyon, rue de la Bourse, n° 35, dix
« actions, ci.....

Adel (Ernest), banquier à Marseille, rue de Paradis, n° 53, vingt actions, ci.....	20
de (Nicolas-Alfred), à Rouen, rue des Charrettes, n° 48, deux actions, ci.....	2
enberg (Henri), à Paris, cité de Trévis, n° 8 bis, quatre actions, ci.....	4
signol (Louis-Auguste-Émile), propriétaire à Paris, boulevard de Neuilly, n° 16, vingt actions, ci.....	20
ogier (François-Prosper), propriétaire à Clermont-Ferrand, rue Saint-Genès, n° 30, dix actions, ci.....	10
ogier (Jean-Baptiste-Louis-Marcellin), ingénieur des ponts et chaussées, à Paris, boulevard de Sébastopol (rive gauche), n° 17, vingt actions, ci.....	20
oullé (Eugène), propriétaire à Orléans, rue du Colombier, n° 5, deux actions, ci.....	2
olleau (Jean-Martin), propriétaire à Tours, rue Baguemeau, quatre actions, ci.....	4
omfort (Lodois de), au château de Labéard, canton de Saint-Hilaire-de-Villefranche (Charente-Inférieure), soixante-neuf actions, ci.....	69
ouveau (Charles-Adrien), ingénieur à Thionville, quatre actions, ci.....	4
ouveau (Pierre), directeur de l'agence financière à Bourges, rue des Arènes, n° 64, dix actions, ci.....	10
ouveau (Jacques-François), à Vincennes, rue de la Prévoyance, n° 27, dix actions, ci.....	6
oussel (François-Jules), à Metz, rue Serpenoise, n° 13, deux actions, ci.....	2
oussel (Louis-Frédéric), à Rouen, rue des Maîtresses, n° 6, vingt actions, ci.....	20
ousset de Pomaret (Louis-Adrien), receveur principal des douanes à Arnes-sur-Helpe (Nord), cinq actions, ci.....	5
ouy (Gabriel), employé au palais de Trianon, près de Versailles, quatre actions, ci.....	4
ouy (M ^{me}), née Gillot, au palais de Trianon, près de Versailles, deux actions, ci.....	2
ouyer (M ^{me} veuve), née Goullon, à Metz, rue de la Chèvre, n° 32, trois actions, ci.....	3
ouille (Louis-Antoine-Adrien), à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 44, cinq actions, ci.....	5
oulier (Nestor), à Dôle, deux actions, ci.....	2
oulier (Philippe), architecte à Dôle, une action, ci.....	1
oumart de Brimont (Charles-Edmond), à Paris, rue de l'Université, n° 39, deux cents actions, ci.....	200
ouy (Marie-Charles-Philippe-Auguste), chevalier de la Légion d'honneur, à Lons-le-Saunier, cinq actions, ci.....	5
ouathé (Jules), avoué à Lectoure (Gers), dix actions, ci.....	10
oucoment (Gabriel-Alexandre), à Blois, rue des Bureaux, n° 6, deux actions, ci.....	2
ouget (M ^{me} veuve), née Pouget, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 57, cinq actions, ci.....	5
ouillard (Pierre-Adolphe-Gratien, baron), à Versailles, boulevard de la Reine, n° 7, cent actions, ci.....	100
ouillard (Édonard-Ernest), secrétaire d'ambassade à Paris, rue de l'Université, n° 124, cent actions, ci.....	100
ouillard (Frédéric-Léon), rentier à Versailles, boulevard de la Reine, n° 7, cent actions, ci.....	100
ouint-Paul (Victor), à Paris, rue Bergère, n° 28, dix actions, ci.....	10
ouix (François-Constantin), caissier aux mines de la Grand'Combe, y demeurant, trois actions, ci.....	3
ouave (Jean), percepteur à Lescar (Basses-Pyrénées), deux actions, ci.....	2
ouathé (Charles-Auguste), docteur à Mulhouse, rue Henriette, quatre actions, ci.....	4
oumme, deux actions, ci.....	2
ouard (Félix-Louis-Antoine-Hippolyte), avocat à Paris, rue Las-Cases, n° 12, quinze actions, ci.....	15

- « Salleron (Jean), à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 32, deux actions, ci.
- « Salles (M^{me} veuve), née Depré, à Paris, rue Saint-Louis-au-Marais, souscrit
« par M. Salles (Ernest-Arnaud), notaire à Pontoise, dix actions, ci.....
- « Santerne-Cathelain (Augustin), à Arras, dix actions, ci.....
- « Saudemont (Victor), à Avesnes-le-Comte, dix actions, ci.....
- « Saunois (Nicolas), à Troyes, rue Hennequin, n° 1, une action, ci.....
- « Sauvalle (Jacques-Charles), à Tours (Indre-et-Loire), dix actions, ci.....
- « Saverat (Pierre-André), instituteur à Arceau (Côte-d'Or), une action, ci...
- « Schlumberger-Ehinger, vingt-cinq actions, ci.....
- « Le même, dix actions, ci.....
- « Schlumberger (Jules-Albert), manufacturier à Mulhouse (Haut-Rhin),
« quai du Barrage, dix actions, ci.....
- « Schneider (Théodore), docteur en médecine à Strasbourg (Bas-Rhin), rue
« des Serruriers, n° 4, vingt actions, ci.....
- « Schwarz (Jean-Baptiste-Alfred, baron de), à Sainte-Ruffine, près de Metz,
« (Moselle), vingt-cinq actions, ci.....
- « Scouttelin (Lous), à Metz, rue Saint-Marcel, n° 20, dix actions, ci.....
- « Sechehaye (Pierre-Eugène), juge de paix à Metz, rue Saint-Marcel, n° 40,
« vingt-cinq actions, ci.....
- « Seitz (Louis), à Mulhouse, rue du Raisin, n° 3, trois actions, ci.....
- « Seré (Saturnin de), contrôleur principal des contributions directes à Paris,
« boulevard Beaumarchais, n° 95, dix actions, ci.....
- « Servat-Barberen (Jean-Pierre), à Bedous, arrondissement d'Oloron (Basses-
« Pyrénées), quatre actions, ci.....
- « Sevet (Eugène-Marie), à Versailles, rue au Pain, n° 2, quatre actions, ci.
- « Sieg (Guillaume-Théodore), ancien notaire à Saint-Dié, dix actions, ci...
- « Sigot (Hippolyte-Jules-Faustin), marchand à Auneau (Eure-et-Loir), deux
« actions, ci.....
- « Silvestre (Pierre-Jules), directeur de la Caisse des assurances agricoles à
« Bourges, rue Notre-Dame, n° 11, vingt-cinq actions, ci.....
- « Simon (Aimable-Victor), à Paris, cité de Trévise, n° 18, une action, ci..
- « Simon (Louis-Émile), banquier à Metz, vingt-cinq actions, ci.....
- « Simon (Pierre-Gustave), rentier à Paris, rue du Helder, n° 14, deux ac-
« tions, ci.....
- « Siorière (Louis-Édouard), huissier à Provins (Seine-et-Marne), cinq ac-
« tions, ci.....
- « Smith (Georges), rentier à Lillebonne (Seine-Inférieure), dix actions, ci.
- « Souquet (Gustave), vice-consul à Étaples (Pas-de-Calais), deux actions, ci.
- « Soupir (Théophile-Édouard), propriétaire à Herny (Seine-et-Marne), cinq
« actions, ci.....
- « Stephan (Jean-Georges), à Mulhouse, huit actions, ci.....
- « Stoffet (Alexandre), confiseur à Mulhouse, rue des Boulangers, une action,
« ci.....
- « Sturel (Émile-Alexandre), entrepreneur de travaux publics à Metz, dix
« actions, ci.....
- « Suby (Auguste-Félix), à Magny, près Metz, dix actions, ci.....
- « Swale (Hogarth-John), rentier à Paris, rue des Écuries-d'Artois, n° 9, vingt
« actions, ci.....
- « Tabare (François-Thomas-Zéphyrin), sous-directeur aux mines de la
« Grand'Combe (Gard), y demeurant, dix actions, ci.....
- « Taffin-Peuvion (Emmanuel-Zéphyrin), à Estaires (Nord), soixante actions,
« ci.....
- « Tainturier (Henri), médecin à Dijon, deux actions, ci.....
- « Tauverin, caissier de banque à Montluçon, une action, ci.....
- « Taxis (Ferdinand de), à Angers, rue de la Madeleine, n° 74, douze actions,
« ci.....
- « Tesson (Louis de), propriétaire à Avranches (Manche), trois actions, ci..
- « Thibert (M^{me} veuve), née Desallaugres, à Metz, rue de la Haye, n° 4, six
« actions, ci.....
- « Thibout (Prudent), propriétaire à Paris, Grande-Rue des Batignolles, n° 43,
« trente actions, ci.....

erry (Anne-Marie-Louis), négociant à Sainte-Menehould, quatre actions,	4
erry (Augustin), teneur de livres à Amiens (Somme), passage des Cor-	4
eliers, n° 13, quatre actions, ci.....	10
erry (François-Aimé), propriétaire à Angers, rue prolongée des Quin-	1
ances, dix actions, ci.....	10
omas (Aimé-Joseph), employé au télégraphe de la Rochelle, y demeu-	5
rant, rue du Grand-Saint-Louis, une action, ci.....	10
ier (Frédéric), ancien notaire, à Paris, boulevard Pigalle, n° 18, dix	50
actions, ci.....	190
omas (Jean-Baptiste-Joseph), à Dôle, cinq actions, ci.....	2
es (Antoine-Théodore), receveur de l'enregistrement à Montflanquin	20
Lot-et-Garonne), dix actions, ci.....	25
ttignon (Jules), propriétaire de l'hôtel du Faisan, à Tours, rue Royale,	25
n° 9, dix actions, ci.....	4
de Maisonneuve, au Mans (Sarthe), cinquante actions, ci.....	5
ini (Théodore), à City-Bank Chambers, 20, Threadneedle street, cent	10
quatre-vingt-dix actions, ci.....	190
ain (François-Isidore), propriétaire à Autrecourt, arrondissement de	2
arle-Duc (Meuse), deux actions, ci.....	20
dejo (Henri), propriétaire rentier à Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-	25
thin), vingt actions, ci.....	25
ette (Gustave), entrepreneur de travaux publics à Saint-Étienne-du-	4
ouvray, canton du Grand-Couronne, près Rouen, vingt-cinq actions, ci.	5
ette (Pierre-Louis-Désiré), au même lieu, vingt-cinq actions, ci.....	10
lot (Jean-Charles), propriétaire à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 38 bis,	6
quatre actions, ci.....	10
denmeerschaut (M ^{me} veuve), née Simonnet, à Paris, rue de Grenelle-	30
saint-Germain, n° 122, cinq actions, ci.....	5
hymbeeck (Félix-Auguste), à Paris, rue des Champs-Élysées, n° 5,	15
ix actions, ci.....	10
in (Hyacinthe-Armand), percepteur surnuméraire à Melun, place de la	1
réfectorie, six actions, ci.....	10
in (M ^{me} veuve), née Tourneville, à Melun, place de la Préfecture, n° 6,	2
ix actions, ci.....	50
nier (M ^{me} veuve), rue de Rivoli, n° 174, trente actions, ci.....	4
doré (Charles-François), ancien notaire à Flers (Orne), cinq actions, ci.	50
nier (Nicolas), propriétaire à Orsay (Seine-et-Oise), quinze actions, ci..	4
nier (Nicolas-Pierre), géomètre expert à Orsay (Seine-et-Oise), dix ac-	50
ions, ci.....	4
lanes (Jacques-Joseph-Alfred), ancien pharmacien à Dijon (Côte-	2
Or), rue des Vosges, n° 41, une action, ci.....	20
aire (Joseph-Marie-Antoine), propriétaire à Ambérieux (Ain), dix actions,	10
ci.....	2
not (Joseph), propriétaire à Dôle (Jura), deux actions, ci.....	20
non-Thommeret (Joseph-Victor), à Angoulême, vingt actions, ci.....	10
eu (Édouard-Guillaume), avoué à Laval, rue du Bel-Air, n° 16 et 18,	50
ix actions, ci.....	50
ers (Aubelin de), à Brecy (Cher), cinquante actions, ci.....	4
même, cinquante actions, ci.....	4
ette-Poulain, maître bottier à Montdidier, quatre actions, ci.....	2
ent (Martin), capitaine au deuxième régiment de voltigeurs de la	8
arde impériale, à Paris, rue du Champ-de-Mars, n° 25, quatre actions,	4
ci.....	2
ile (François-Pothin-Samuel), chef d'escadron d'artillerie de la marine	8
des colonies, à Toulon, rue Saint-Roch, n° 21, deux actions, ci.....	4
aux (Jean-Baptiste-Vincent), propriétaire à Compiègne, huit actions,	11
ci.....	
en (Louis-Antoine-Joseph), fondé de pouvoirs du receveur des finances	
Abbeville (Somme), chaussée des Bois, n° 68, quatre actions, ci.....	
roqueau (Antoine-Alphonse), banquier à Provins (Seine-et-Marne), onze	
ctions, ci.....	

- « Vol de Conantray (Marie-Louis), président du tribunal de commerce, propriétaire de *l'Écho de l'Oise*, à Compiègne (Oise), quatre actions, ci.....
- « Vuillamy (Claude), fabricant de fourneaux à Dôle, une action, ci.....
- « Vyal de Conflans, à Saint-Étienne (Loire), rue de Lyon, n° 65, six actions, ci.....
- « Le même, dix actions, ci.....
- « Vallois (Émile), chef de comptabilité à la Compagnie générale des eaux, à Paris, rue Saint-Arnaud, n° 8, deux actions, ci.....
- « Zeder (Sébastien-Frédéric), à Metz, vingt actions, ci.....

« TOTAL..... 11.000

« Art. 11. Le premier quart, soit deux cent cinquante francs par action sur les mille parts nouvelles, a été versé par les souscripteurs avant l'homologation des sentes.

« Sur les deux mille actions primitives, moitié, soit cinq cents francs par action, été versée.

« Cette moitié est réduite à la valeur d'un quart. Les titres anciens et les titres nouveaux sont ainsi ramenés à l'unité de valeur.

« Les trois quarts restants sur l'intégralité des titres ne seront versés que successivement, suivant les besoins de la société et en vertu d'une délibération du conseil d'administration.

« Chaque appel de fonds est annoncé un mois avant l'époque fixée pour le paiement, par lettre chargée adressée aux actionnaires.

« Les titres des actions ne doivent être remis qu'après le versement effectif du quart appelé sur lesdites actions.

« Art. 12. Les actions sont nominatives, sauf ce qui sera dit à l'article 15.

« Elles seront numérotées de un à douze mille.

« Elles sont extraites d'un registre à souche et revêtues de la signature du directeur et de deux membres du conseil d'administration.

« Elles portent le timbre sec de la société.

« Art. 17. Aucun actionnaire ne peut être propriétaire de plus de trois cent actions.

Dont acte :

Fait et passé à Paris, rue de Rivoli, n° 174, pour les parties autres que MM. de Grouchy et Odier, qui ont signé en leurs demeures respectives,

L'an 1864, le 23 février;

Et lecture faite, les parties ont signé avec les notaires.

Ensuite est écrit :

« Enregistré à Paris, deuxième bureau, le 24 février 1864, folio 36 verso, cote Reçu cinq francs pour société, deux francs pour confirmation d'acceptation et franc quarante centimes pour double décime. Signé Monnot. »

Vu pour être annexé au décret impérial en date du 9 mars 1864, enregistré sous n° 185.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 16,133. — DÉCRET IMPÉRIAL portant autorisation de la Caisse d'épargne établie à Sommedieue (Meuse).

Du 26 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la délibération du conseil municipal de Sommedieue (Meuse), en date du 27 janvier 1864 ;

Vu les budgets des recettes et dépenses de la commune de Sommedieue, sur les années 1861, 1862 et 1863, et l'avis du préfet de la Meuse, en date du 12 février 1864 ;

Vu les lois des 5 juin 1835, 31 mars 1837, 22 juin 1845, 30 juin 1851 et mai 1853, l'ordonnance du 28 juillet 1846 et les décrets des 15 avril 1852 et 15 mai 1858, sur les caisses d'épargne ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La caisse d'épargne établie à Sommedieue (Meuse) est autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite caisse, tels qu'ils sont annexés au présent décret.

2. La présente autorisation sera révoquée en cas de violation ou non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La caisse d'épargne de Sommedieue sera tenue de remettre, au commencement de chaque année, au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et au préfet du département de la Meuse un extrait de son état de situation, arrêté au 31 décembre précédent.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires du département de la Meuse.

Fait au palais des Tuileries, le 26 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

16,134. — DÉCRET IMPÉRIAL portant autorisation de la Caisse d'épargne établie à Angoulême.

Du 30 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'ordonnance royale du 4 avril 1834, portant autorisation de la caisse d'épargne d'Angoulême (Charente) ;

Vu la délibération du conseil municipal d'Angoulême, en date du 6 février 1864 ;

Vu les lois des 5 juin 1835, 31 mars 1837, 22 juin 1845, 30 juin 1851, 7 mai 1853, l'ordonnance du 28 juillet 1846 et les décrets des 15 avril 1851 et 15 mai 1858, sur les caisses d'épargne ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La caisse d'épargne établie à Angoulême (Charente) est et demeure autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite caisse, tels qu'ils sont annexés au présent décret.

2. La présente autorisation sera révoquée en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La caisse d'épargne d'Angoulême sera tenue de remettre, au commencement de chaque année, au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et au préfet du département de la Charente un extrait de son état de situation, arrêté au 31 décembre précédent.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires du département de la Charente.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 16,135. — DÉCRET IMPÉRIAL portant autorisation de la Caisse d'épargne établie à Fontainebleau.

Du 30 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'ordonnance royale du 6 mai 1836, portant autorisation de la caisse d'épargne de Fontainebleau ;

Vu l'ordonnance royale du 2 février 1848, modifiant les statuts ;

Vu la délibération du conseil municipal de Fontainebleau, en date du 21 décembre 1863 ;

Vu les lois des 5 juin 1835, 31 mars 1837, 22 juin 1845, 30 juin 1851, 7 mai 1853, l'ordonnance du 28 juillet 1846 et les décrets des 15 avril 1851 et 15 mai 1858, sur les caisses d'épargne ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La caisse d'épargne établie à Fontainebleau (Seine-et-Marne) est et demeure autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite caisse, tels qu'ils sont annexés au présent décret.

2. La présente autorisation sera révoquée en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La caisse d'épargne de Fontainebleau sera tenue de remettre, au commencement de chaque année, au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et au préfet du département de Seine-et-Marne un extrait de son état de situation, arrêté au 31 décembre précédent.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois et inséré au *Moniteur* et dans un journal d'annonces judiciaires du département de Seine-et-Marne.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

6,136. *DÉCRET IMPÉRIAL portant autorisation de la Caisse d'épargne établie à Montargis.*

Du 30 Mars 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'ordonnance royale du 4 avril 1834, portant autorisation de la caisse d'épargne de Montargis (Loiret);

Vu l'ordonnance royale du 24 avril 1837, modifiant les articles 14 et 16 des statuts;

Vu la délibération du conseil municipal de Montargis, en date du 20 février 1864;

En les lois des 5 juin 1835, 31 mars 1837, 22 juin 1845, 30 juin 1851 et 21 mai 1853, l'ordonnance du 28 juillet 1846 et les décrets des 15 avril 1847 et 15 mai 1858 sur les caisses d'épargne;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

XX Série. — Partie suppl.

ART. 1^{er}. La caisse d'épargne établie à Montargis (Loiret) en demeure autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite caisse, tels qu'ils sont annexés au présent décret.

2. La présente autorisation sera révoquée en cas de violation de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits tiers.

3. La caisse d'épargne de Montargis sera tenue de remettre, au commencement de chaque année, au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et au préfet du département du Loiret un extrait de son état de situation, arrêté au 31 décembre précédent.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires du département du Loiret.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 16,137. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'inscription, au Trésor public, de 88 Pensions militaires.

Du 2 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le titre IV de la loi du 25 mars 1817 et l'ordonnance rendue le 20 avril 1817 pour en assurer l'exécution;

Vu l'ordonnance du 2 août 1820;

Vu la situation du crédit de deux millions six cent mille francs 00 pour l'inscription des pensions militaires par la loi du 13 mai 1863;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les quatre-vingt-huit pensions militaires comprises dans une somme totale de trente - neuf mille cent vingt - deux francs (39,122^f) dans le Bulletin des lois n° 1019 (partie supplémentaire) et rappelées au tableau d'autre part, seront inscrites au livre des pensions du trésor public.

BULLETIN des lois ou arrêts des tribunaux.	NUMÉRO d'ordre de l'insertion du décret au Bulletin des lois.	DATE du décret.	NUMÉRO d'ordre du décret.	NATURE DES PENSIONS à inscrire.	MONTANT des pensions.	
					Parties.	Sommes.
Bulletin n° 1019, partie supplémentaire.	16,077	27 fév. 1864.	20	Pensions de retraite à des militaires pour blessures ou infirmités.....	88	39,122 ^f

2. La jouissance de ces pensions commencera à courir du jour indiqué pour chacune d'elles dans le décret qui vient d'être signalé.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 2 Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

16,138. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'inscription, au Trésor public, de la Pension civile accordée à titre de Récompense nationale à M. Crespel-Dellisse.

Du 2 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 25 mars 1817 et l'ordonnance rendue le 20 juin suivant pour en assurer l'exécution :

Vu l'ordonnance du 2 août 1820;

Vu la loi du 16 mars 1864, qui accorde à M. Crespel-Dellisse, pour les services exceptionnels rendus par lui à l'industrie sucrière indigène, une pension civile de six mille francs à titre de récompense nationale;

Vu la situation du crédit permanent de trois millions ouvert pour l'inscription des pensions civiles par l'article 30 de la loi du 25 mars 1817;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La pension civile de six mille francs accordée à titre de récompense nationale à M. Crespel-Dellisse sera inscrite sur les registres du Trésor.

2. Cette pension sera ordonnancée dans le département de la

Seine et la jouissance en commencera à courir du 16 mars 1864, date de la loi qui l'a concédée.

Fait au palais des Tuileries, le 2 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances.

Signé ACHILLE FOULD.

N° 16,139.—DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 25 liquidations de Pensions civiles
Du 2 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

N° L'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			REMARQUES.
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services)									
1	AVENEL (Anne-Adélaïde), veuve LEPORQ.	12 oct. 1795.	Villainville (Seine-Inférieure)	Le mari, pré- posé.	DOUANES. Civils.....	26	3	-	Alignement rel. de vint de du 9 ju
2	BLUM (Catherine), veuve BACKAR.	14 oct. 1804.	Grosblier- stroff (Moselle).	Idem.....	Idem.....	29	8	13	Idem.....
3	BOUVET (Claude-Fran- çoise), veuve JEANNE- ROT.	3 février 1795.	Saulnot- et-Malval (Haute-Saône).	Idem.....	Militaires.... Civils.....	2 25	2 6	3 -	Idem.....
4	BRON (Reine-Françoise), veuve CARREY.	6 janv. 1812.	Faverger (Isère).	Idem.....	Idem.....	25	11	-	Idem.....
5	CARRÉ (Marie-Julienne- Thérèse), veuve PRI- MA.	30 mars 1803.	Cancalle (Ille-et-Vilaine).	Le mari, capi- taine.	Mariage..... (Mémoire) Civils.....	- 38	- 4	- -	Idem.....
6	GUISOT (Marie-Margue- rite), veuve GIDDE.	11 fév. 1787.	Aix (Bouches-du-Rh.)	Le mari, briga- dier.	Idem.....	32	-	-	Idem.....
7	LE FOREST (Marie-Fran- çoise), veuve CHA- TON.	7 février 1786.	Brouënnon (Finistère).	Le mari, pré- posé.	Idem.....	32	9	4	Idem.....
8	LEPETIT (Florence-Ma- rie), veuve GAZENGEL.	7 avril 1807.	Cancalle (Ille-et-Vilaine).	Idem.....	Idem.....	29	-	25	Idem.....
9	OPÉRON (Marguerite- Jeanne), veuve DE BATZ.	3 sept. 1797.	Paris (Seine).	Le mari, vérifi- cateur.	Militaires.... Civils.....	10 32	11 9	7 -	Idem.....
10	VAIETTE (Marie-Anne), veuve BARRY.	28 mai 1788.	Pomérols (Hérault).	Le mari, pré- posé.	Idem.....	25	6	-	Idem.....
11	WAIKATHÉRIEN (Marie- Thérèse-Rose), veuve DELIBON.	30 août 1801.	Vannes (Morbihan).	Le mari, sous- brigadier.	Idem.....	30	7	25	Idem.....
12	THOMAS (Catherine-Ma- rie-Joséphine), orphe- line (1).	18 janv. 1848.	Peyriac- de-Mer (Aude).	Le père, préposé.	Militaires.... Civils.....	4 25	10 11	16 -	Idem.....

(1) Tuteur : le sieur LAPORTE (François).

Vu les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution;

Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 15 mars 1864;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

NOUS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt-cinq liquidations de pensions civiles comprises dans une somme totale de six mille deux cent soixante-dix francs (6270^f) au tableau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
(au 1 ^{er} janvier 1854.)							
•	•	•	•	125 ^f	125 ^f	14 octobre 1863.	Le Havre (Seine-Inférieure).
•	•	•	•	133	133	17 novembre 1863.	Grosblieders- stroff (Moselle).
•	•	•	•	125	125	9 novembre 1863.	Blamont (Doubs).
•	•	•	•	125	125	30 mars 1863.	Vézéronce (Isère).
•	•	•	•	533	533	4 décembre 1863.	Saint-Servan (Ille-et-Vilaine).
•	•	•	•	157	157	3 août 1863.	Saint- Barthélemy (Gocches-du-Rh.).
•	•	•	•	138	138	23 octobre 1863.	Landéda (Finistère).
•	•	•	•	125	125	11 août 1863.	Cancalle (Ille-et-Vilaine).
•	•	•	•	438	438	7 novembre 1863.	Moisenay (Seine-et-Marne).
•	•	•	•	125	125	3 mars 1863.	Bédarieux (Hérault).
•	•	•	•	138	138	25 mai 1863.	Auray (Morbihan).
•	•	•	•	125	125	De 23 février 1863 au 17 janvier 1864, époque à laquelle l'or- pheline aura atteint sa sei- zième année.	Thuir (Pyénées-Or.).
TOTAL...					3,287		

NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Année de la liquidation.
	Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
CHAUMONT (Junien) ⁽¹⁾ .	14 oct. 1813.	Saint-Junien (Haute-Vienne).	Lieutenant.....	NOTAMMENT. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs... Militaires.... Civils.....	13	1	13	1891
GOMBAULT (Pierre- Édouard).	21 déc. 1808.	Ver (Calvados).	Brigadier.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs... Militaires.... Civils.....	16	8	13	1891
LÉONARD (Jean-Fran- çois).	11 déc. 1806.	Gouberville (Manche).	Sous-brigadier...	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs... Militaires.... Civils.....	28	10	21	1891
PARIS (Jacques) ⁽¹⁾	30 oct. 1815.	Bellou- en-Houlme (Orne).	Lieutenant.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs... Militaires.... Civils.....	10	5	15	1891
BASSIEUX (Jeanne-Lou- ise), veuve DUPONT.	5 juin 1810.	Fitignieu (Ain).	Le mari, pré- posé.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs... Militaires.... Civils.....	25	7	12	1891
BRIZARD (Catherine- Françoise-Constance, veuve CHALMION.	21 janv. 1812.	Surrières (Charente-Infér.).	Le mari, briga- dier.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs... Militaires.... Civils.....	32	3	11	1891
CREVIN (Marie), veuve RANGOT.	7 février 1822.	Dolomieu (Isère).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs... Militaires.... Civils.....	16	1	16	1891
GUILLA (Rose-Marguerite), Marie), veuve GITARD.	18 avril 1810.	Thuir (Pyrénées-Or.).	Le mari, pré- posé.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs... Militaires.... Civils.....	26	7	15	1891
GRAUS (Ève-Marguerite), veuve JUCHS.	6 janvier 1804.	Riedisheim (Haut-Rhin).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs... Militaires.... Civils.....	25	10	25	1891
LOUSAN (Jeanne), v ^{ve} SOUBIE.	29 mars 1811.	Âzet (Hautes-Pyrénées)	Le mari, briga- dier.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs... Militaires.... Civils.....	20	1	15	1891
MARC (Louise-Antoi- nette), veuve DUCROGQ	25 juillet 1801.	Dunkerque (Nord).	Le mari, cano- nier.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs... Militaires.... Civils.....	27	3	11	1891
ROGER (Rosalie), veuve ROGER.	11 sept. 1805.	Bretteville (Manche).	Le mari, pré- posé.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs... Militaires.... Civils.....	29	1	11	1891
OUDOT-GUEISSOT (Fran- çois-Xavier), orphe- lin ⁽¹⁾ .	10 sept. 1818.	Les Pontet (Doubs).	Le père, capi- taine.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs... Militaires.... Civils.....	34	2	11	1891
Albin), orphelin ⁽¹⁾ .	18 juin 1850.	Longeville (Doubs).	Idem.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs... Militaires.... Civils.....	18	6	11	1891
fine-Marie-Victorine), orpheline ⁽¹⁾ .	10 mai 1852.	Idem.	Idem.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs... Militaires.... Civils.....	18	6	11	1891

(1) Accident grave. — (2) Tuteur : le sieur LONGCHAMPT (Paul), avoué.

1 ^{re} catégorie...	Douanes
2 ^e catégorie...	Idem

TOTAL.....

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
	310 ^f 45 ^c 278 22	588 ^f 67	.	.	588 ^f (a)	1 ^{er} janvier 1864.	Nice (Alpes-Maritimes).
43 ^f 83 ^c	316 67 188 79	549 29	.	.	549	Idem.	Ver (Calvados).
54 86	506 46	561 32	.	.	561	Idem.	Quinéville (Manche).
42 48	277 77 319 47	639 72	.	.	639 (a)	Idem.	Ry (Seine-Inférieure).
.	.	.	.	114 ^f	114	27 mai 1863.	Filignieu (Ain).
.	.	.	.	204	204	15 sept. 1863.	Paris (Seine).
43 53	306 37 182 35	532 25	.	177	177	24 sept. 1863.	Saint-Victor de Morestel (Isère).
.	.	.	.	152	152	13 sept. 1863.	Port-Vendres (Pyénées-Or.).
.	.	.	.	137	137	29 novembre 1863	Saint-Louis (Haut-Rhin).
.	.	.	.	113	113	23 sept. 1863.	Azet (Hautes-Pyrénées).
.	.	.	.	143	143	28 octobre 1863.	Dunkerque (Nord).
.	.	.	.	140	140	1 ^{er} juillet 1863.	Le Havre (Seine-Inférieure).
.	.	.	.	466	466	Du 11 septembre 1863 au 9 mai 1873 inclus, époque à la- quelle le plus jeune des or- phelins aura at- teint sa vingt et unième an- née.	Besançon (Doubs).
TOTAL...				3,983			

Intérêts ne courent que du jour de la cessation effective du traitement d'activité.

12	2,287 ^f
13	3,983
25	6,270

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n° 26.

Fait au palais des Tuileries, le 2 Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances

Signé ACHILLE FOULD.

N° 10,140. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 8 liquidations de Pensions civiles.

Du 2 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Autres détails.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services civils.)									
						CONTRIBUTIONS DIRECTES.			
						Civils :			
1	FERRIER (Adèle-Louise-Stéphanie), veuve Gout-Gout.	15 août 1826.	Caen (Calvados).	Le mari, contrôleur principal.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	22	5	0	Supplément au 1 ^{er} janvier 1854.
2	Gout-Gout (Octavie-Marie), orpheline ⁽¹⁾ .	21 fév. 1835.	Louviers (Eure).	Le père, contrôleur principal.	postérieurs... Civils.....	9	6	19	Ann.
						FORÊTS.			
						Militaires... Civils :			
3	LELIVRE (Louis) ⁽²⁾	19 nov. 1795.	Fumay (Ardennes).	Garde forestier auxil.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	9	6	5	Ann.
					postérieurs... Civils :	9	0	0	
4	MARCELOFF (Joseph-Nicolas) ⁽³⁾ .	1 ^{er} sept. 1820.	Etuffont-Bas (Haut-Rhin).	Garde forestier..	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	2	1	0	Ann.
5	BORRIOT (Marguerite), veuve DEHOET.	20 mars 1815.	Gy (Haute-Saône).	Le mari, brigadier forestier.	postérieurs... Militaires... Civils.....	9	9	0	Ann.
					postérieurs... Civils.....	15	0	17	Ann.
						18	0	10	
						CONTRIBUTIONS INDIRECTES.			
						Civils :			
6	BOPTRY (Antoine-Louis-Augustin).	16 mars 1798.	Armentières (Nord).	Receveur ambul.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	25	0	0	Ann.
					postérieurs...	9	11	11	

⁽¹⁾ Tutelle, le sieur J. B. DEMESNAY. — ⁽²⁾ Suppression d'emploi. — ⁽³⁾ Acte de dévouement.

Vu les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution ;

Vu la loi du 22 août 1790 et le décret du 13 septembre 1806 ;

Vu le décret du 10 février 1811 ;

Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1863 ;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 5 mars 1864 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVOXS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les huit liquidations de pensions civiles comprises pour la somme totale de quatre mille trois cent trente-six francs (4,336^f) dans le tableau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
•	896 ^f 66 ^c	1,276 ^f 66 ^c	•	319 ^f	319 ^f	30 juillet 1863.	Caen (Calvados).
•	380 00	•	•	106	106 (a)	Du 20 juillet 1863 au 21 février 1864, époque à laquelle l'orpheline atteindra sa 21 ^e année.	Idem.
				TOTAL.	425		
8 ^f 01 ^c	78 48 83 53	165 02	•	•	165	1 ^{er} janvier 1863.	Fumay (Ardennes).
•	•	•	300 ^f	•	300	1 ^{er} octobre 1863.	Saint-Benoît (Vosges).
•	•	•	•	115	115	7 octobre 1863.	Gy (Haute-Saône).
				TOTAL.	580		
•	1,071 50 418 89	1,490 39	1,404	•	1,404	15 décembre 1863	Mortagne (Nord).

La pension de 106 francs sera retournée, à l'époque de la majorité de l'orpheline, à la veuve, dont la pension sera définitivement fixée à 105 francs.

N ^o d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
7	HOTTELARD (Louis-Amédée) ¹⁾ .	20 juillet 1795.	Valenciennes (Nord).	Gardien de bu- reau.	COGN DES COMPTES. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1834 : postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1834 : postérieurs...	13	7	0
8	MESNARD (Marie-Constance), veuve Esqui- rol.	26 mars 1816.	Paris (Seine).	Le mari, ex-con- seiller maître.		23	6	0

¹⁾ Infirmités.

2^e catégorie. { Contributions directes
Forêts
Contributions indirectes
Cour des comptes.....
TOTAL.....

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n^o 88.

Fait au palais des Tuileries, le 2 Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances.

Signé ACHILLE FOULD.

N^o 16,141. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

1^{er} A partir de la publication du présent décret, la perception de l'octroi établi dans la commune de Lons-le-Saunier (Jura) sera opérée conformément au tarif ci-joint.

Cet acte, de même que le règlement supplémentaire ci-annexé, sera exécutoire jusqu'au 1^{er} janvier 1873, époque à laquelle est prorogée la durée du règlement principal en vigueur.

L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi du produit des taxes additionnelles aux dépenses en vue desquelles elles sont autorisées et de présenter à ce magistrat, à la fin de chaque exercice, le produit de cet impôt tant en recettes qu'en dépenses.

2^e Sont approuvés les règlements et tarifs ci-annexés pour la perception de l'octroi de Poligny, département du Jura.

Ces actes seront exécutoires jusqu'au 1^{er} janvier 1874.

3^e Le tarif principal et le tarif additionnel en vigueur à l'octroi de Meade (Lorraine) sont et demeurent prorogés jusqu'au 31 décembre 1872 inclusivement.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
16 17	• • 254 ^f 17 ^c 184 71	438 ^f 38 ^c	• •	• •	438 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Paris (Seine).
18 19	• • 2,126 18 2,341 82	4,468 00	•	1,489 ^f	1,489	27 août 1863.	Idem.
				TOTAL.	1,927		

2	425 ^f	} 4,336 ^f
3	580	
1	1,404	
2	1,927	
8		

Est approuvé le règlement supplémentaire ci-annexé pour la perception du même octroi. Cet acte, ainsi que le règlement principal, sera également exécutoire jusqu'à la fin de l'année 1872.

L'administration municipale continuera de justifier chaque année, au préfet, de l'affectation du produit des taxes additionnelles et extraordinaires au paiement des dépenses pour lesquelles elles sont autorisées et sera tenue de présenter à ce magistrat le compte général de ce produit, tant en recettes qu'en dépenses, à l'expiration du délai fixé par l'article 1^{er} du présent décret. (Fontainebleau, 6 Juillet 1863.)

16,142. — DÉCRET IMPÉRIAL. (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

1^{er} A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 31 décembre 1872 inclusivement, la perception de l'octroi établi dans la commune de Levroux (Indre) sera opérée conformément aux tarifs et règlements ci-annexés.

2^o A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 31 décembre 1868 inclusivement, la perception de l'octroi établi dans la commune de Voiron (Isère) sera opérée conformément au tarif ci-annexé.

L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'affectation du produit des taxes additionnelles aux dépenses spéciales pour lesquelles elles ont été autorisées et de présenter à ce magistrat, à l'expiration du délai fixé pour leur perception, le compte général de ce produit en recettes et en dépenses. (Nîmes, 14 Juillet 1863.)

16,143. — DÉCRET IMPÉRIAL. (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Le produit des taxes additionnelles sur l'alcool, le vinaigre et la bière, autorisées par l'octroi de la commune de Lyon (Rhône) par le décret du 7 octobre 1862, lequel produit devait, aux termes de l'article 2 dudit décret, être affecté aux dépenses extraordinaires en vue desquelles elles avaient été approuvées, sera, à l'avenir, affecté aux dépenses ordinaires incombant à la commune.

Ce changement d'affectation aura lieu à partir du 1^{er} juillet, époque à laquelle doit

être appliquée la surtaxe autorisée sur le vin par la loi du 28 mars dernier. (Voyez 23 Juillet 1863.)

N° 16,144. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Est approuvé le règlement supplémentaire ci-annexé pour la perception de l'octroi de Rodez (Aveyron).

Cet acte sera exécutoire jusqu'au 1^{er} janvier 1867, époque fixée par le décret du 23 février 1856, pour l'expiration du règlement principal et du tarif en vigueur au même octroi. (Saint-Cloud, 6 Août 1863.)

N° 16,145. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

1^o La durée des tarifs et règlements approuvés pour la perception de l'octroi de la commune de Châteaurenard (Bouches-du-Rhône) par le décret en date du 30 décembre 1857 est prorogée jusqu'au 31 décembre 1869 inclusivement.

2^o A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 31 décembre 1869 inclusivement, la perception de l'octroi de la commune de Toulon (Var) sera opérée conformément aux tarifs et règlements ci-annexés. (Saint-Cloud, 6 Août 1863.)



Certifié conforme :

Paris, le 11^{er} Avril 1864.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1024.

16,146. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif au Reboisement obligatoire de Terrains situés sur le territoire de la commune de Menglon (Drôme).*

Du 16 Août 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des
Finances;

Vu la loi du 28 juillet 1860, sur le reboisement des montagnes;
Vu notre décret du 27 avril 1861, portant règlement d'administration
publique pour l'exécution de cette loi;
Vu le projet, accompagné des plans et pièces à l'appui, présenté le 16 dé-
cembre 1861 par les agents forestiers, avec le concours d'un ingénieur des
ponts et chaussées, à l'effet de prévenir le retour des inondations produites
par le débordement du torrent de Boidans et des dégâts qui en résultent
sur le territoire de la commune de Menglon;
Vu l'enquête qui a été faite sur le projet;
Vu la délibération du conseil municipal de Menglon, en date du 3 avril
1863, prise avec l'adjonction des plus imposés;
Vu l'avis de la commission spéciale instituée par l'article 5 de la loi du
28 juillet 1860;
Vu les avis du conseil d'arrondissement de Die, du conseil général et
du préfet;
Vu l'avis du conseil d'administration et du directeur général des forêts;
Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 3 février 1863;
Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique le reboisement obligatoire
à exécuter, conformément au projet susvisé, sur une étendue de sept
cent trente-huit hectares neuf ares quarante-sept centiares de ter-
rains situés sur le territoire de la commune de Menglon (Drôme),
dont le périmètre est teinté de diverses couleurs sur le plan joint au
projet et visé à Valence le 16 décembre 1861 par les membres de la
commission.

Les travaux de reboisement devront être effectués sur les terrains

appartenant à divers particuliers dans le délai de cinq ans, à dater de la notification du présent décret aux parties intéressées. Sur les terrains appartenant à la commune, les travaux de reboisement ne pourront être exécutés que dans la limite du vingtième de la contenance totale des biens communaux, conformément à l'article 10 de la loi du 28 juillet 1860, à moins qu'une délibération du conseil municipal de la commune intéressée n'autorise leur exécution sur une étendue plus considérable.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 16 Août 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances

Signé ACHILLE FOULD.

N° 16,147. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif au Reboisement obligatoire de terrains situés sur le territoire de la commune de Badaroux (Lozère).*

Du 28 Août 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances ;

Vu la loi du 28 juillet 1860, sur le reboisement des montagnes ;

Vu le décret du 27 avril 1861, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi ;

Vu le projet, accompagné des plans et pièces à l'appui, présenté le 1^{er} janvier 1862 par les agents forestiers, avec le concours d'un ingénieur des ponts et chaussées, à l'effet de prévenir le retour des inondations produites par le débordement des affluents du Lot dans la commune de Badaroux (Lozère) ;

Vu l'enquête qui a été faite sur le projet ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Badaroux prise avec l'adjonction des plus imposés ;

Vu l'avis de la commission spéciale instituée par l'article 5 de la loi du 28 juillet 1860 ;

Vu les avis du conseil d'arrondissement de Mende, du conseil général du département de la Lozère ;

Vu l'avis du conseil d'administration et du directeur général des forêts ;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 18 novembre 1863 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique le reboisement obligatoire

conformément au projet susvisé, sur quatre cent quatre-vingt-quatorze hectares quatre ares soixante-sept centiares de terrains situés sur le territoire de la commune de Badaroux (Lozère), dont périmètre entouré d'un liséré carmin sur les plans annexés au projet susvisé.

Les travaux de reboisement devront être effectués sur les terrains particuliers dans un délai de cinq ans, à dater de la notification du présent décret aux parties intéressées.

Sur les terrains appartenant à la commune, les travaux de reboisement ne pourront être exécutés que dans la limite du vingtième de l'entretien totale des biens communaux, conformément à l'article 10 de la loi du 28 juillet 1860, à moins qu'une délibération du conseil municipal de la commune intéressée n'autorise leur exécution sur une étendue plus considérable.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 28 Août 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

16,148. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif au Reboisement obligatoire de Terrains situés sur le territoire de la commune de Balsièges (Lozère).*

Du 28 Août 1863.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances;

Vu la loi du 28 juillet 1860, sur le reboisement des montagnes;

Vu le décret du 27 avril 1861, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi;

Vu le projet, accompagné des plans et pièces à l'appui, présenté le 2 février 1862 par les agents forestiers, avec le concours d'un ingénieur des ponts et chaussées, à l'effet de prévenir le retour des accidents causés par l'érosion des pentes de la vallée du Lot et du Bramont sur le territoire de la commune de Balsièges (Lozère);

Vu l'enquête qui a été faite sur le projet;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Balsièges, prise avec l'adjonction des plus imposés;

Vu l'avis de la commission spéciale instituée par l'article 5 de la loi du 28 juillet 1860;

Vu les avis du conseil d'arrondissement de Mende, du conseil général et du préfet;

Vu l'avis du conseil d'administration et du directeur général des forêts;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 18 novembre 1862,
Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique le reboisement obligatoire à exécuter, conformément au projet susvisé, sur six cent vingt hectares quatre-vingt un ares de terrains situés sur le territoire de la commune de Balsièges (Lozère), suivant périmètre teinté de diverses couleurs et entouré d'un liséré carmin sur les plans annexés au projet susvisé.

Les travaux de reboisement devront être effectués sur les terrains particuliers, dans un délai de cinq ans, à dater de la notification du présent décret aux parties intéressées.

Sur les terrains appartenant à la commune, les travaux de reboisement ne pourront être exécutés que dans la limite du vingtième de la contenance totale des biens communaux, conformément à l'article 10 de la loi du 28 juillet 1860, à moins qu'une délibération du conseil municipal de la commune intéressée n'autorise leur exécution sur une étendue plus considérable.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 28 Août 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 16,149. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif au Reboisement obligatoire de Terrains situés sur le territoire de la commune de Brenoux (Lozère).*

Du 28 Août 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances ;

Vu la loi du 28 juillet 1860, sur le reboisement des montagnes ;

Vu le décret du 27 avril 1861, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi ;

Vu le projet, accompagné des plans et pièces à l'appui, présenté le 27 mai 1862 par les agents forestiers, avec le concours d'un ingénieur des ponts et chaussées, à l'effet de prévenir le retour des accidents causés par la dénudation des pentes de la vallée de la Nize sur le territoire de la commune de Brenoux (Lozère) ;

Vu l'enquête qui a été faite sur le projet ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Brenoux, prise avec l'adjonction des plus imposés ;

Vu l'avis de la commission spéciale instituée par l'article 5 de la loi du 28 juillet 1860 ;
Vu les avis du conseil d'arrondissement de Mende, du conseil général et du préfet ;
Vu l'avis du conseil d'administration et du directeur général des forêts ;
Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 18 novembre 1862 ;
Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique le reboisement obligatoire à exécuter, conformément au projet susvisé, sur cent vingt-trois hectares cinquante-quatre ares quatre-vingt-quatre centiares de terrains situés sur le territoire de la commune de Brenoux (Lozère), réduction faite des deux parcelles portées sur les documents cadastraux sous les n° 7 et 8, appartenant à la section de la Vernède, et comprenant ensemble trente-sept hectares quatre-vingt-trois ares vingt-neuf centiares, lesquelles sont distraites du périmètre et restent à la libre disposition des habitants.

Les terrains à reboiser sont entourés d'un liséré carmin sur les plans annexés au projet susvisé.

Les travaux de reboisement devront être effectués sur les terrains particuliers dans le délai de cinq ans, à dater de la notification du présent décret aux parties intéressées.

Sur les terrains appartenant à la commune, les travaux de reboisement ne pourront être exécutés que dans la limite du vingtième de la contenance totale des biens communaux, conformément à l'article 10 de la loi du 28 juillet 1860, à moins qu'une délibération du conseil municipal de la commune intéressée n'autorise leur exécution sur une étendue plus considérable.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 28 Août 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

16,150. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif au Reboisement obligatoire de Terrains situés sur le territoire de la commune du Chastel-Nouvel (Lozère).

Du 28 Août 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances ;

Vu la loi du 28 juillet 1860, sur le reboisement des montagnes;

Vu notre décret du 27 avril 1861, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi;

Vu le projet, accompagné des plans et pièces à l'appui, présenté le 25 novembre 1861 par les agents forestiers, avec le concours d'un ingénieur des ponts et chaussées, à l'effet de prévenir le retour des accidents causés par le débordement du Rieu-menou sur le territoire de la commune du Chastel-Nouvel (Lozère);

Vu l'enquête qui a été faite sur le projet;

Vu la délibération du conseil municipal du Chastel-Nouvel, prise avec l'adjonction des plus imposés;

Vu l'avis de la commission spéciale instituée par l'article 5 de la loi du 28 juillet 1860;

Vu les avis du conseil d'arrondissement de Mende, du conseil général et du préfet;

Vu l'avis du conseil d'administration et du directeur général des forêts;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 18 novembre 1862;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique le reboisement obligatoire à exécuter, conformément au projet susvisé, sur soixante-trois hectares soixante-six ares de terrains situés sur le territoire du Chastel-Nouvel (Lozère), suivant périmètre entouré d'un liséré carmin sur les plans annexés au projet susvisé.

Les travaux de reboisement devront être effectués dans un délai de cinq ans, à dater de la notification du présent décret aux parties intéressées.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 28 Août 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 16,151. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif au Reboisement de Terrains situés sur le territoire de la commune de Lanuéjols (Lozère).

Du 28 Août 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances;

Vu la loi du 28 juillet 1860, sur le reboisement des montagnes;

Vu le décret du 27 avril 1861, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi;

Vu le projet, accompagné des plans et pièces à l'appui, présenté le 30 mars 1862 par les agents forestiers, avec le concours d'un ingénieur des ponts et chaussées, à l'effet de prévenir le retour des accidents causés par la dénudation des pentes, dans la région des sources de la Nize, sur le territoire de la commune de Lanuéjols (Lozère);

Vu l'enquête qui a été faite sur le projet;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Lanuéjols, prise avec l'adjonction des plus imposés;

Vu l'avis de la commission spéciale instituée par l'article 5 de la loi du 28 juillet 1860;

Vu les avis du conseil d'arrondissement de Mende, du conseil général et du préfet;

Vu l'avis du conseil d'administration et du directeur général des forêts;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 18 novembre 1862;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique le reboisement à exécuter, conformément au projet susvisé, sur sept cent quarante et un hectares soixante-douze ares de terrains situés sur le territoire de la commune de Lanuéjols (Lozère), suivant périmètre entouré d'un liséré armin sur les plans annexés au projet susvisé.

Les travaux de reboisement devront être effectués sur les terrains particuliers dans un délai de cinq ans, à dater de la notification du présent décret aux parties intéressées.

Sur les terrains appartenant à la commune, les travaux de reboisement ne pourront être exécutés que dans la limite du vingtième de la contenance totale des biens communaux, conformément à l'article 10 de la loi du 28 juillet 1860, à moins qu'une délibération du conseil municipal de la commune intéressée n'autorise leur exécution sur une étendue plus considérable.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 28 Août 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 16,152. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif au Reboisement obligatoire de Terrains situés sur le territoire de la commune de Mende (Lozère).

Du 28 Août 1863.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances;

Vu la loi du 28 juillet 1860, sur le reboisement des montagnes;

Vu notre décret du 27 avril 1861, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi;

Vu le projet, accompagné des plans et pièces à l'appui, présenté le 29 septembre 1861 par les agents forestiers, avec le concours d'un ingénieur des ponts et chaussées, à l'effet de prévenir le retour des accidents causés par la dénudation des pentes de la vallée du Lot, sur le territoire de la commune de Mende (Lozère);

Vu l'enquête qui a été faite sur le projet;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Mende, prise avec l'adjonction des plus imposés;

Vu l'avis de la commission spéciale instituée par l'article 5 de la loi du 18 juillet 1860;

Vu les avis du conseil d'arrondissement de Mende, du conseil général et du préfet;

Vu l'avis du conseil d'administration et du directeur général des forêts;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 18 novembre 1861.

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique le reboisement obligatoire à exécuter, conformément au projet susvisé, sur huit cent soixante-quinze hectares de terrains situés sur le territoire de la commune de Mende (Lozère), suivant périmètre entouré d'un liséré carmin sur les plans annexés au projet susvisé.

Les travaux de reboisement devront être effectués sur les terrains particuliers dans un délai de cinq ans, à dater de la notification du présent décret aux parties intéressées.

Sur les terrains appartenant à la commune, les travaux de reboisement ne pourront être exécutés que dans la limite du vingtième de la contenance totale des biens communaux, conformément à l'article 10 de la loi du 28 juillet 1860, à moins qu'une délibération du conseil municipal de la commune intéressée n'autorise les travaux sur une étendue plus considérable.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 28 Août 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

16,153. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif au Reboisement obligatoire de Terrains situés sur le territoire de la commune de Saint-Bauzile (Lozère).*

Du 28 Août 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances ;

Vu la loi du 28 juillet 1860, sur le reboisement des montagnes ;

Vu notre décret du 27 avril 1861, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi ;

Vu le projet, accompagné des plans et pièces à l'appui, présenté le 24 mars 1862 par les agents forestiers, avec le concours d'un ingénieur des ponts et chaussées, à l'effet de prévenir le retour des accidents causés par la dénudation des pentes des vallées de Nize et de Bramont sur le territoire de la commune de Saint-Bauzile (Lozère) ;

Vu l'enquête qui a été faite sur le projet ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Saint-Bauzile, prise avec l'adjonction des plus imposés ;

Vu l'avis de la commission spéciale instituée par l'article 5 de la loi du 28 juillet 1860 ;

Vu les avis du conseil d'arrondissement, du conseil général et du préfet ;

Vu l'avis du conseil d'administration et du directeur général des forêts ;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 18 novembre 1862 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique le reboisement obligatoire à exécuter, conformément au projet susvisé, sur six cent cinquante hectares quarante et un ares vingt-neuf centiares de terrains situés sur le territoire de la commune de Saint-Bauzile (Lozère), suivant le périmètre entouré d'un liseré carmin et d'un liseré vert sur les plans annexés au projet susvisé.

Les travaux de reboisement devront être effectués sur les terrains particuliers dans un délai de cinq ans, à dater de la notification du présent décret aux parties intéressées.

Sur les terrains appartenant à la commune, mais sous la réserve stipulée par la commission spéciale, les travaux de reboisement ne pourront être exécutés que dans la limite du vingtième de la contenance totale des biens communaux, conformément à l'article 10 de la loi du 28 juillet 1860, à moins qu'une délibération du conseil municipal de la commune intéressée n'autorise les travaux sur une étendue plus considérable.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est

chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 28 Août 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des Finances

Signé ACHILLE FOULB.

N° 16,154. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif au Reboisement obligatoire de Terrains situés sur le territoire de Saint-Étienne-du-Valdonnez (Lozère).

Du 28 Août 1863.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances;

Vu la loi du 28 juillet 1860, sur le reboisement des montagnes;

Vu le décret du 27 avril 1861, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi;

Vu le projet, accompagné des plans et pièces à l'appui, présenté le 8 juin 1862 par les agents forestiers, avec le concours d'un ingénieur des ponts et chaussées, à l'effet de prévenir le retour des accidents causés par la dénudation des pentes de la vallée de Bramont sur le territoire de la commune de Saint-Étienne-du-Valdonnez (Lozère);

Vu l'enquête qui a été faite sur le projet;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Saint-Étienne-du-Valdonnez, prise avec l'adjonction des plus imposés;

Vu l'avis de la commission spéciale instituée par l'article 5 de la loi du 28 juillet 1860;

Vu les avis du conseil d'arrondissement de Mende, du conseil général de la Lozère, du préfet;

Vu l'avis du conseil d'administration et du directeur général des forêts;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 10 novembre 1863;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique le reboisement obligatoire à exécuter, conformément au projet susvisé, sur neuf cent soixante-onze hectares soixante-six ares soixante et un centiares de terrain situés sur le territoire de la commune de Saint-Étienne-du-Valdonnez (Lozère), suivant périmètre entouré d'un liséré carmin et d'un liséré vert sur les plans annexés au projet susvisé.

Les travaux de reboisement devront être effectués sur les terrains particuliers dans un délai de cinq ans, à dater de la notification du présent décret aux parties intéressées.

Sur les terrains appartenant à la commune, les travaux de reboisement ne pourront être exécutés que dans la limite du vingtième

la contenance totale des biens communaux, conformément à l'article 10 de la loi du 28 juillet 1860, à moins qu'une délibération du conseil municipal de la commune intéressée n'autorise leur exécution sur une étendue plus considérable.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 28 Août 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances ,

Signé ACHILLE FOULD.

16,155.— DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 10 liquidations de Pensions civiles.

Du 16 Mars 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 2, 5, 6, 7, 11, 13, 16, 18, 23 et 25 de la loi du 10 juin 1853, sur les pensions civiles ;

Vu le décret du 4 juillet 1806, qui règle les pensions des employés de l'administration centrale ;

Vu l'ordonnance du 19 avril 1820, concernant les pensions des fonctionnaires de l'instruction publique, et l'ordonnance du 1^{er} avril 1830, relative à ces veuves ;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 1^{er} février 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de l'instruction publique pour l'année 1864 ;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 1^{er} mars 1864 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dix liquidations de pensions civiles comprises pour la somme totale de quinze mille sept cent dix francs (15,710^{fr}) dans le tableau d'autre part sont approuvées.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			en l'année et en le 1 ^{er} de l'année.
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services)									
1	LABROILLE (Marie), v ^{ve} FOURTEAU.	14 nov. 1799.	Tournon (Lot-et-Garonne).	Le mari, inspec- teur d'académie.	Civils.....	38	2	11	Ordre du 20 mars 1864.
(Pensions pour services)									
2	LEFÉBURE DE FOURCY (Louis).	25 août 1787.	Port-au-Prince (île St-Domingue)	Professeur de fa- culté.	Civils.....	56	5	12	Ordre du 20 mars 1864.
3	CHARPENTIER (Pierre- Charles-Hippolyte) ⁽¹⁾ .	3 mars 1805.	Angerville (Seine-et-Oise).	Chargé de cours.	Idem.....	37	8	25	Idem du 20 mars 1864.
4	LEPESCHEUX (Alexis-Au- guste).	26 janv. 1801.	Ambrières (Mayenne).	Inspecteur d'aca- démie.	Idem.....	30	11	0	Idem du 20 mars 1864.
5	GIRAULT (Paul-Laurent).	6 mai 1796.	Blois (Loir-et-Cher).	Employé de pre- mière classe.	Idem.....	41	0	5	Idem du 20 mars 1864.
6	CHAULAN (Louis-Henri- Alphonse).	14 avril 1796.	Marseille (Bouches-du-Rh.).	Idem.....	Idem.....	36	11	13	Idem du 20 mars 1864.
7	FAUCHER dite FOUCHER (Joséphine-Éléonore), veuve THOMAS.	28 janv. 1816.	Coudun (Oise).	Le mari, princí- pal.	Idem.....	34	1	25	Idem du 20 mars 1864.
8	HÉLOIN (Marie-Louise- Hortensia), veuve PEL- SERP.	27 juin 1811.	La Capelle (Aisne).	Le mari, inspec- teur primaire.	Idem.....	28	3	1	Idem du 20 mars 1864.
9	MANANT (Anne), veuve GARRIGOU.	14 avril 1792.	Limoges (Haute-Vienne).	Le mari, régent.	Idem.....	32	6	8	Idem du 20 mars 1864.
10	PIERQUIN (Hortense-Ga- brielle-Charlotte), or- pheline ⁽²⁾ .	26 juillet 1800.	Bourges (Cher).	Le père, inspec- teur d'acadé- mie.	Idem.....	22	6	25	Idem du 20 mars 1864.

(1) Infirmités. — (2) M. LANCHANTIN dit VALMORE, subrogé tuteur.

(a) Réversion du tiers d'une pension de 3,260 francs concédée le 10 juillet 1848 à son mari, décédé le 25 juillet 1863.

(b) Réversion du tiers d'une pension de 1,149 francs revenant à son mari, décédé en activité de service le 20 mars 1864.

— (c) Réversion du tiers d'une pension de 1,263 francs revenant à son mari, décédé en activité de service le 20 mars 1864.

(1) Infirmités. — (2) M. LANCHANTIN dit VALMORE, subrogé tuteur.

(a) Réversion du tiers d'une pension de 3,260 francs concédée le 10 juillet 1848 à son mari, décédé le 16 juillet 1863.
(b) Réversion du tiers d'une pension de 1,149 francs revenant à son mari, décédé en activité de service le 10 juillet 1863.
— (c) Réversion du tiers d'une pension de 1,263 francs revenant à son mari, décédé en activité de service le 10 juillet 1863.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'instruction publique et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'instruction publique,

Signé V. DUCY.

N^o 16,156. — DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde une Pension extraordinaire à M^{me} Simon, Veuve de l'Amiral Hamelin, ancien Ministre, Sénateur, Grand Chancelier de la Légion d'honneur.

Du 6 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
ent au 1 ^{er} janvier 1854.)							
"	"	"	"	1,086 ^f	1,086 ^f (a)	19 juillet 1863.	Agen (Lot-et-Garonne).
ent au 1 ^{er} janvier 1854.)							
"	19,335 ^f 58 ^c	19,335 ^f 58 ^c	5,000 ^f	"	5,000 ^f	1 ^{er} nov. 1863.	Paris (Seine).
"	1,430 72	1,430 72	1,286	"	1,286	6 octobre 1863.	Alençon (Orne).
"	3,076 16	3,076 16	3,076	"	3,076	1 ^{er} octobre 1863.	Agen (Lot-et-Garonne).
"	2,326 00	2,326 00	2,000	"	2,000	1 ^{er} janvier 1864.	Paris (Seine).
"	1,845 80	1,845 80	1,600	"	1,600	Idem.	Idem.
"	"	"	"	383	383 (b)	1 ^{er} août 1863.	Auray (Morbihan).
"	"	"	"	421	421 (c)	1 ^{er} avril 1863.	Vervins (Aisne).
"	"	"	"	433	433 (d)	16 juillet 1863.	Paris (Seine).
"	"	"	"	425	425 (e)	Du 12 septembre 1863 au 25 juillet 1881.	Idem.
TOTAL.					15,710		

... du tiers d'une pension de 1,300 francs concédée le 3 juillet 1855 à son mari, décédé le 15 juillet 1863. —
... du tiers d'une pension de 1,277 francs concédée le 29 juillet 1858 à son père, décédé le 11 septembre 1863 et
... est inhabile à recueillir.

Sur le rapport de notre ministre d'État ;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 17 juillet 1856, ainsi conçu :

« Il pourra être accordé, par décret impérial, aux ministres et aux grands fonctionnaires de l'Empire, à leurs veuves et à leurs enfants, aux veuves et aux enfants des maréchaux et amiraux, une pension dont le maximum n'excédera pas vingt mille francs, lorsque, par des services éminents rendus à l'État, ces fonctionnaires auront mérité une récompense extraordinaire et que l'insuffisance de leur fortune rendra cette pension nécessaire.

« Dans aucun cas, ces pensions ne pourront être cumulées avec d'autres pensions ou traitements payés sur les fonds généraux du trésor. »

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à M^{me} Joséphine-Adèle Simon, veuve de l'amiral Hamelin, ancien ministre, sénateur, grand chancelier de la Légion d'honneur, grand-croix de la Légion d'honneur, une pension extraordinaire de douze mille francs (12,000^f), qui sera inscrite au trésor public, avec jouissance à partir du 16 janvier 1864.

2. Notre ministre d'État et notre ministre des finances sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 16,157. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à asseoir par portions égales, et en quatre années consécutives, à partir de 1863, une coupe extraordinaire de trente-quatre hectares dans la partie la plus âgée du bois communal de Weckolsheim et Hettenschlag (Bas-Rhin). (*Fontainebleau, 6 Juillet 1863.*)

N° 16,158. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à asseoir une coupe extraordinaire de six hectares soixante-treize ares dans le quart en réserve du bois communal de Chantes (Haute-Saône). (*Fontainebleau, 6 Juillet 1863.*)

N° 16,159. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

L'administration des forêts est autorisée à suspendre jusqu'en 1864 l'exploitation de la coupe n° 7 des bois appartenant à la commune de Roye (Haute-Saône) et à décaler pour l'exercice 1863, et par anticipation, la coupe n° 8 de l'aménagement.

Cette anticipation affectera toutes les coupes ordinaires subséquentes jusqu'à la fin de la révolution. (*Fontainebleau, 6 Juillet 1863.*)

N° 16,160. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à asseoir pour l'exercice 1863, et à la suite de la coupe afférente à cet exercice, une coupe extraordinaire de sept hectares quatre-vingts ares dans la forêt communale de Cluny (Saône-et-Loire). (*Fontainebleau, 6 Juillet 1863.*)

N° 16,161. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à asseoir une coupe extraordinaire de trois hectares quatre-vingt-douze ares dans le quart en réserve du bois communal de Sommevoire (Saône-et-Loire). (*Fontainebleau, 6 Juillet 1863.*)

N° 16,162. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Saint-André-le-Désert (Saône-et-Loire), à exploiter, à titre extraordinaire, cent arbres dans le quart en réserve de ses bois. (*Fontainebleau, 6 Juillet 1863.*)

N° 16,163. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à asseoir une coupe extraordinaire de deux mille arbres dans la forêt appartenant à la commune de Mieussy (Haute-Savoie). (*Fontainebleau, 6 Juillet 1863.*)

16,164. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à asseoir dans le bois dit de *Brandt*, appartenant à l'hospice civil de Saint-Étienne (Haute-Loire), une coupe de régénération d'une étendue de deux hectares et une coupe d'éclaircie d'un hectare.

2. Les coupes ordinaires seront suspendues pendant trois années consécutives. (Montinebleau, 6 Juillet 1863.)

16,165. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. La forêt domaniale de Châtenois (Bas-Rhin), renfermant environ sept cent vingt-six hectares quatre-vingt-six ares, et celle de Chalmont (Haut-Rhin), d'une contenance de cent trois hectares soixante-quatorze ares, seront à l'avenir réunies en une seule, sous le nom de *forêt de Châtenois*.

2. La forêt de Châtenois sera divisée en deux séries d'exploitation :

L'une, dite de *Wiedenbronn*, contenant trois cent trente hectares vingt-trois ares ;

L'autre, dite de *Brandt*, contenant cinq cents hectares trente-sept ares.

Elles seront soumises, pendant une révolution transitoire de cent ans pour la première série et de cent vingt ans pour la deuxième, à des opérations dirigées en vue d'amener leurs massifs à l'état de futaie normale.

Ces deux séries seront, à cet effet, divisées en quatre affectations correspondant à un égal nombre de périodes dans les deux révolutions adoptées.

3. La possibilité des coupes ordinaires de régénération est fixée à six cents mètres cubes pour la première série.

Celle des coupes de même nature à asseoir dans la deuxième série, tant à titre ordinaire dans les parcelles de la première affectation qu'à titre extraordinaire dans les parcelles D', V et X des deuxième, troisième et quatrième affectations, est fixée à mille huit cent quatre-vingt-cinq mètres cubes. Ces chiffres pourront être l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts. (Vichy, 10 Juillet 1863.)

16,166. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. La forêt communale de Fort-du-Plasne (Jura) sera provisoirement partagée en deux séries : la première, de quatre cent trente-cinq hectares ; la deuxième, de quatre-vingt-huit hectares.

2. La première série sera traitée en futaie pleine, à la révolution de cent cinquante ans, divisée en cinq périodes égales correspondant à autant d'affectations sur le terrain.

La possibilité principale de cette série est fixée à six cent trente-six mètres cubes, réduction faite de deux cent douze mètres cubes à mettre en réserve pour les besoins extraordinaires de la commune.

Cette possibilité pourra être l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts.

3. Pendant une révolution transitoire commençant avec l'exercice 1873, la deuxième série sera soumise par quarantième de surface à des exploitations dirigées de manière à substituer les essences résineuses aux bois feuillus. (Vichy, 10 Juillet 1863.)

16,167. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Les bois appartenant aux trois sections de la commune de Dompaire (Vosges) seront divisés en taillis sous futaie, à la révolution de trente ans, et formeront trois séries distinctes, savoir :

Première série, appartenant par indivis aux trois sections dites de *Dompaire*, *Laviéville* et *Naglaincourt*, trois cent deux hectares quatorze ares ;

Deuxième série, appartenant par indivis aux deux sections de *Laviéville* et de *Naglaincourt*, vingt-trois hectares vingt ares ;

Troisième série, appartenant à la section de *Dompaire*, trente-quatre hectares quatre ares.

Après distraction du quart de la contenance de chaque série pour former la réserve,

la première série sera partagée en trente coupes annuelles et les deux autres en quinze coupes biennales. (*Vichy, 10 Juillet 1863.*)

N° 16,168. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant

ART. 1^{er}. La forêt domaniale de Serriers (Marne) formera à l'avenir deux séries d'exploitation : l'une, dite du *Bois-du-Roi*, contenant environ trois cent quatre-vingt quinze hectares ; l'autre, dite de *Reims*, quatre cent vingt-trois hectares, qui seront toutes deux soumises durant une révolution de cent soixante-huit ans, divisée en quatre périodes égales, à des opérations ayant pour but de les convertir en futaie pleine.

2. Le volume annuel des coupes de régénération est fixé, pour toute la forêt, à mille trois cents mètres cubes.

Cette possibilité pourra être l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts. (*Vichy, 12 Juillet 1863.*)

N° 16,169. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant

ART. 1^{er}. Durant une révolution de cent soixante-huit ans, divisée en quatre périodes égales, la forêt domaniale d'Hautvillers (Marne), contenant environ quatre cent douze hectares, sera soumise à des opérations ayant pour but de la convertir en futaie pleine.

2. Le volume annuel des coupes de régénération est fixé à cinq cent trente mètres cubes.

Cette possibilité pourra être l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts. (*Vichy, 12 Juillet 1863.*)



Certifié conforme :

Paris, le 13^e Avril 1864.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression
impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1025.

N° 16,170. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui modifie l'article 27 du Règlement du Pilotage pour le deuxième arrondissement maritime.*

Du 27 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu la loi du 15 août 1792 et le décret du 12 décembre 1806, sur le pilotage;

Vu le décret du 25 avril 1857, déclarant les règlements et tarifs de pilotage annexés exécutoires dans toute l'étendue du deuxième arrondissement maritime;

Vu l'avis du conseil d'amirauté, en date du 15 décembre 1863;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'article 27 du règlement général de pilotage pour le deuxième arrondissement maritime, en date du 25 avril 1857, est remplacé par les dispositions suivantes :

• Pour la sortie, les capitaines des navires de commerce français et étrangers sont tenus de déposer le montant des droits de pilotage entre les mains de leurs courtiers et consignataires.

• Les courtiers et consignataires des navires étrangers sont responsables du paiement des droits de pilotage d'entrée et de sortie, conformément à l'article 48 du décret organique du pilotage, en date du 12 décembre 1806. »

2. Le tarif déterminé par l'article 244 du règlement du 25 avril 1857 est applicable à l'entrée et à la sortie du nouveau port Napoléon III, à Brest.

3. Le pilotage de Brest à Kerhuon et *vice versa* sera payé, par les bâtiments de l'État et du commerce, conformément à la colonne du tarif de l'article 244, qui fixe le prix du pilotage entre Brest et l'Hôpital ou Landevennec.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine

et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret
sera inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel de la marine.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'Etat au département de la marine
et des colonies,

Signé C^{te} P. DE CHASSELOUP-LAUDAT.

N^o 16,171. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 10 liquidations de Pensions
Du 23 Mars 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 2, 5, 6, 7, 11, 13, 18, 23 et 25 de la loi du 9 juin 1853
sur les pensions civiles;

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
(Pensions pour								
1	DANSON (Alix - Anne), VEUVE AUBERT.	7 juin 1798.	Le Coudray- Macouard (Maine-et-Loire).	Le mari, princi- pal.	Civils.....	30	6	0
2	COL (Jeanne-Françoise), VEUVE GAUTHIER.	10 août 1800.	Clamecy (Nièvre).	Idem.....	Idem.....	29	6	0
(Pensions pour								
3	BEAUSSIER (Pierre-Jac- ques).	24 sept. 1801.	Chissay (Loir-et-Cher).	Professeur de cin- quième.	Civils.....	40	2	0
4	ROQUÈRE dit ROQUIÈRE (Jean-Louis-Bon).	19 mars 1802.	Fontenay (Manche).	Économe de col- lège.	Idem.....	39	7	16
5	BERTRAND (François-Ga- briel).	15 déc. 1797.	Valognes (Manche).	Doyen de faculté.	Idem.....	38	6	0
6	DE LACOURT (Louis- Alexandre-Désiré) (1).	13 mars 1805.	Bray- sur-Somme (Somme).	Régent de secon- de.	Idem.....	35	8	0
7	PETITBON (Edwin-Léon- ce - François - Joseph) (1).	2 nov. 1803.	Deux-Ponts (ancien département du Mont-Tonnerre).	Proviseur de ly- cée.	Idem.....	35	3	3
8	BROD (Charlotte-Frédé- rique), veuve JUNG.	14 oct. 1801.	Strasbourg (Bas-Rhin).	Le mari, profes- seur de faculté.	Idem.....	30	8	5
9	PRADINES (Marie-Louise- Joséphine), veuve AL- VERNE.	1 ^{er} janv. 1803.	Toulonjac (Aveyron).	Le mari, régent.	Idem.....	38	11	0
10	GRANDJEAN (Marie-Jen- ny-Caroline), veuve GRANDMOTTET.	6 juin 1813.	Bourg (Ain).	Le mari, chargé de cours.	Idem.....	26	11	0

(1) Infirmités.

(a) Réversion du tiers d'une pension de 1,530 francs concédée le 24 avril 1838 à son mari, décédé le 26
— (b) Réversion du tiers d'une pension de 620 francs concédée le 27 avril 1841 à son mari, décédé le 26
— (c) Cette pension annule celle de 1,414 francs concédée par décret du 17 octobre 1863. — (d) Réversion.

Vu l'ordonnance du 19 avril 1820, concernant les pensions des fonctionnaires de l'instruction publique, et l'ordonnance du 1^{er} avril 1830 relative à leurs veuves ;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 9 février 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de l'instruction publique pour l'année 1864 ;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 5 mars 1864 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dix liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de quinze mille cinq cent quatre-vingt-dix-huit francs (15,598^f) au tableau ci-dessous sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
calcul au 1 ^{er} janvier 1854.)							
"	"	"	"	510 ^f	510 ^f (a)	11 octobre 1863.	Montreuil- Bellay (Maine-et-Loire).
"	"	"	"	206	206 (b)	27 novembre 1863	Saint-Pierre- le-Moutier (Nièvre).
calcul au 1 ^{er} janvier 1854.)							
"	2,200 ^f 00	2,200 ^f 00	2,000 ^f	"	2,000 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Paris (Seine).
"	2,150 00	2,150 00	2,000	"	2,000	1 ^{er} juin 1861.	Caen (Calvados).
"	4,815 63	4,815 63	4,226	"	4,226	6 novembre 1863.	Idem.
"	1,597 40	1,597 40	1,433	"	1,433 (c)	1 ^{er} juin 1863.	Crépy- en-Laonnais (Aisne).
"	4,020 17	4,020 17	4,000	"	4,000	1 ^{er} janvier 1864.	Nancy (Meurthe).
"	"	"	"	586 ^f	586 (d)	13 octobre 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
"	"	"	"	400	400 (e)	3 octobre 1863.	Villefranche (Aveyron).
"	"	"	"	237	237 (f)	21 juin 1863.	Nevers (Nièvre).
TOTAL.					15,598		

1,750 francs revenant à son mari, décédé en activité de services le 12 octobre 1863. — (e) Réversion du tiers de 1,300 francs concédés le 15 octobre 1859 à son mari, décédé le 2 octobre 1863. — (f) Réversion du tiers de 712 francs concédés le 8 janvier 1863 à son mari, décédé le 20 juin 1863.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'instruction publique et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique,

Signé V. DERTY.

N° 16,172. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 2 liquidations de Pensions civiles.
Du 23 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			MONTANT de la pension.
		Date.	Lieu.			Ann.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services)									
1	PATON (Chaim).	24 oct. 1804.	Sauvigny les-Bois (Aube).	Garde de bu- cher au minis- tère de la guerre.	Militaires et civils.	11	10	4	200 fr.
2	DELOIT, Marie-Antoi- nette, veuve MA- ROUX.	21 fév. 1768.	Paris Sainte.	Concierge de l'hôtel des con- seils de guerre.	Civils.	30	5	19	100 fr.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

*Le Maréchal de France, Ministre
secrétaire d'État au département de la guerre,*

Signé RANDON.

Vu les articles 11, 12, 18, 23 et 25 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

Vu la loi du 22 août 1790 et les décrets des 13 septembre 1806 et 2 février 1808 ;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 14 février 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de la guerre pour l'année 1864 ;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en ses avis du 15 mars 1864 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les deux liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de cinq cent neuf francs (509^f) au tableau d'autre part sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
.	236 ^f 66 ^c 200 00	436 ^f 66 ^c	.	.	436 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Paris (Seine).
.	20 27 53 67	73 94	.	.	73	21 octobre 1863.	Idem.
				TOTAL.	509		

(Pris en compte au 1^{er} janvier 1854.)

N° 16,173. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve une liquidation de Pension civile.

Du 30 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 3, 5, 6, 7, 10, 18, 23 et 25 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

Vu l'article 3 de l'ordonnance royale du 19 novembre 1823, portant règlement sur les pensions de retraite du département des affaires étrangères ;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 18 mars 1864, portant qu'il a reconnu la légalité de la liquidation comprise dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864 ;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 23 mars 1864 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

N ^o D'ORDRE.	NOM ET PRÉNOM du pensionnaire.	NAISSANCE.		GRADE.	NATURE des services.	DURÉE des services.			REMARQUES.
		Date.	Lieu.			Ann.	Mois.	Jours.	
Unique.	DE VOIZE (Antoine) ⁽¹⁾ .	5 octobre 1803.	Tunis (Étranger).	Ministre plénipotentiaire, précédemment consul général.	Civils	32	9	5	Loi du 13 mai 1863.

⁽¹⁾ Né de parents français. — Infirmités.

2. Cette pension sera inscrite au trésor public, avec jouissance du jour indiqué au tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements des affaires étrangères et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Mars 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé ACHILLE FOULD.

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des affaires étrangères,*

Signé DROUYN DE LHEYS.

N^o 16,174. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'inscription, au Trésor public, de 280 Pensions militaires.

Du 9 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le titre IV de la loi du 25 mars 1817 et l'ordonnance rendue le 20 juin suivant pour en assurer l'exécution;

Vu l'ordonnance du 2 août 1820;

Vu la situation du crédit de deux millions six cent mille francs ouvert pour l'inscription des pensions militaires par la loi du 13 mai 1863;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les deux cent quatre - vings pensions militaires comprises pour une somme totale de trois cent cinquante - huit mille trois cent quarante-neuf francs (358,349⁹) dans le Bulletin des lois

ART. 1^{er}. La liquidation de pension civile comprise pour une somme de six mille francs (6,000^f) au tableau ci-dessous est approuvée.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATE de jouissance.	DOMICILE du pensionnaire.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
.	8,197 ^f 97 ^c	8,197 ^f 97 ^c	6,000 ^f	.	6,000 ^f	Rappel de trois années d'ar- rages à partir du jour de l'in- sertion au Bul- letin des lois du présent décret.	Voiron (Isère).

1021 (partie supplémentaire), et rappelées au tableau ci-dessous, seront inscrites au livre des pensions du trésor public.

DÉCRETS DE CONCESSION des pensions à inscrire.				NATURE DES PENSIONS à inscrire.	MONTANT des pensions.		
Numéro du Bulletin des lois à quel sont rattachés les décrets.	Numéros d'ordre de l'insertion de chaque décret au Bulletin des lois.	Dates des décrets.	Numéros d'ordre de chaque décret.				
						Parties.	Sommes.
	16,108	11 mars 1864.	21	Pensions de retraite à des militaires pour ancienneté de services.	70	35,023 ^f	
	16,109	Idem.	22	Pensions à des veuves et à un orphelin de militaires.	55	7,295	
Bulletin 1031, article supplé- mentaire.	16,110	Idem.	23	Pensions de retraite à des militaires pour ancienneté de services.	63	121,442	
	16,111	Idem.	24	Idem.....	82	178,262	
	16,112	Idem.	25	Pensions de retraite à des militaires pour blessures ou infirmités.	5	10,584	
	16,113	Idem.	26	Pensions de réforme à des officiers....	5	5,743	
				TOTAL.....	280	358,349	

2. La jouissance de ces pensions commencera à courir du jour indiqué pour chacune d'elles dans les décrets qui viennent d'être signés.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 16,175. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui nomme chevaliers de l'ordre impérial de la Légion d'honneur :

M. Brincourt (*Albert-Achille*), payeur adjoint de première classe à la trésorerie du corps expéditionnaire de Chine et de Cochinchine; huit ans et demi de services.

M. Béchu (*Constant-Alfred*), payeur adjoint de première classe à la trésorerie du corps expéditionnaire de Chine et de Cochinchine; douze ans de services.

M. Goubaux (*Gustave*), payeur adjoint de première classe à la trésorerie du corps expéditionnaire de Chine et de Cochinchine; quatorze ans de services.

M. Pontallé (*Edmond*), payeur particulier de troisième classe à la trésorerie du corps expéditionnaire du Mexique; quatorze ans de services.

M. Duchemin (*Arthur-François-Guillaume*), payeur particulier à la trésorerie du corps expéditionnaire du Mexique; neuf ans de services. (*Vichy, 10 Juillet 1863.*)

N° 16,176. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui nomme officiers de l'ordre impérial de la Légion d'honneur :

M. Esquirol (*Nicolas-Marquerite-Adolphe*), conseiller maître à la cour des comptes; trente-trois ans de services; chevalier depuis seize ans.

M. de Roussy (*Frédéric*), inspecteur général des finances; vingt-neuf ans de services; chevalier depuis neuf ans.

M. Dubonays de la Bégassière (*Jules-Anne-Marie*), administrateur des forêts; trente-sept ans de services; chevalier depuis dix ans.

M. Lemaire (*Charles-Auguste*), sous-directeur au ministère des finances; trente-neuf ans de services; chevalier depuis vingt et un ans.

M. Labeyrie (*François-Émile*), sous-directeur, agent judiciaire du trésor; trente-trois ans de services; chevalier depuis treize ans.

M. Pétetin (*Jean-Baptiste-Norl-Julien*), chef de bureau de première classe au ministère des finances; trente ans de services; chevalier depuis huit ans. (*Services exceptionnels.*)

M. Maritz (*Jean-Jacques*), ancien capitaine du génie, receveur central de la Seine; vingt-huit ans de services; chevalier depuis vingt-cinq ans.

M. de Romeuf (*Antoine-François-Victor-Amédée*), receveur général des finances du département du Puy-de-Dôme; quarante ans de services; chevalier depuis seize ans.

M. Lichtlin, ancien directeur de la banque d'Alger, vice-président de la Société générale du crédit industriel et commercial. (*Services exceptionnels.*)

M. Guiffrey, directeur du sous-comptoir des entrepreneurs. (*Services exceptionnels.*)

M. d'Artiques, ancien fonctionnaire du ministère des finances, chargé d'une mission en Algérie. (*Services exceptionnels.*) (*Le Pin, 10 Août 1863.*)

N° 16,177. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui nomme chevaliers de l'ordre impérial de la Légion d'honneur :

M. Briatte (*Jules-Georges*), conseiller référendaire à la cour des comptes; vingt ans de services.

M. Huard de la Marre (*Michel-Victor*), conseiller référendaire à la cour des comptes; trente-cinq ans de services.

M. Lebrun de Sesseville (*Charles-Eugène*), conseiller référendaire à la cour des comptes; vingt et un ans de services.

M. Villet (*François-Xavier-Victor-Edmond*), inspecteur des finances; vingt ans de services.

M. Dufrayer (*Adrien*), chef de bureau au ministère des finances; vingt ans de services.

M. Lartigue (*Jules-François-Frédéric-Auguste*), sous-chef du cabinet du ministre. (*Services exceptionnels.*)

M. Percheron (*Adrien-Trophime-Henry*), receveur général des finances du département de l'Aube; vingt-six ans de services.

M. Gavet (*Daniel*), payeur du trésor public dans le département de la Somme; vingt-six ans de services.

- M. Barbier-Saint-Hilaire** (*Louis-Henry*), payeur du trésor public dans le département du Loiret; vingt et un ans de services.
- M. Maylin** (*Salvat*), payeur particulier à Philippeville (Algérie); vingt-neuf ans de services.
- M. Bourdon** (*Auguste-Pierre-Nicolas*), payeur du trésor public dans le département des Ardennes; vingt-six ans de services.
- M. Kellermann** (*Louis-Amand*), receveur particulier des finances à Saint-Dié (Vosges); quarante-neuf ans de services.
- M. Mugnier** (*Philibert-Claude*), receveur-percepteur à Paris; quarante ans de services.
- M. Hugot** (*Henri-Eugène-Olivier*), directeur des contributions directes du département du Bas-Rhin; trente-trois ans de services.
- M. Colson** (*Joseph-Clément*), directeur des contributions directes du département de la Moselle; vingt-six ans de services.
- M. Rothiacob** (*Antoine-Théodore-Florian*), directeur des contributions directes du département de l'Aisne; trente-six ans de services.
- M. Boardon-Dussausoy** (*Constantin-Charles-Joseph-Michel*), directeur des contributions directes du département du Doubs; quarante-trois ans de services.
- M. Julliard** (*François*), chef de bureau à la direction générale des douanes et des contributions indirectes; trente-trois ans de services.
- M. Arnaud** (*François-Murcellin*), chef de bureau à la direction générale des douanes et des contributions indirectes; vingt-sept ans de services.
- M. Froment-Coste** (*François*), directeur des douanes et des contributions indirectes à Vannes (Morbihan); trente-cinq ans de services.
- M. de Bayay** (*Antoine-Alexandre-Joseph-Marie*), directeur des contributions indirectes du département de l'Indre; quarante-deux ans de services.
- M. Binet de Sainte-Preuve** (*Louis-Joseph*), directeur des contributions indirectes du département du Loiret; quarante-trois ans de services.
- M. Tenet** (*Pierre-Ernest*), capitaine des douanes à Nantes (Loire-Inférieure); vingt-trois ans de services, tant militaires que civils.
- M. Longo** (*Xavier*), patron des douanes à Bastia (Corse); vingt-quatre ans de services; deux médailles d'honneur pour faits de sauvetage.
- M. Fournié** (*Jean-Louis-Hector-Amédée*), chef de bureau à la direction générale de l'enregistrement, des domaines et du timbre; trente-sept ans de service.
- M. Levatasseur** (*Frédéric-Eugène*), directeur de l'enregistrement, des domaines et du timbre du département de la Somme; trente-deux ans de services.
- M. Clerget** (*Claude-Jean-Baptiste*), directeur de l'enregistrement, des domaines et du timbre du département de la Côte-d'Or; quarante-sept ans de services.
- M. Ladragne** (*Nicolas*), directeur de l'enregistrement, des domaines et du timbre du département de la Meurthe; quarante-quatre ans de services.
- M. Desmercières** (*Charles-Joseph*), conservateur des forêts à Moulins (Allier); trente-cinq ans de services.
- M. Huthieu** (*Antoine-Auguste*), inspecteur, professeur d'histoire naturelle à l'école forestière de Nancy; vingt-huit ans de services.
- M. Compagnon de Tains** (*Jean-François-Marguerite*), chef de bureau à la direction générale des forêts; trente-neuf ans de services.
- M. Babeau** (*Paul-Arsène*), chef de bureau à la direction générale des postes; quarante-deux ans de services.
- M. Rojare** (*Paul-Émile*), inspecteur des postes du département du Finistère; trente-neuf ans de services.
- M. Labitte** (*Jacques-Joachim*), directeur des postes à Lille (Nord); trente-neuf ans de services.
- M. Goyetche**, directeur de la compagnie des paquebots transatlantiques. (Services exceptionnels.)
- M. Schloesing** (*Jean-Jacques-Théophile*), directeur de l'école d'application des tabacs à Paris; vingt ans de services.
- M. Rey** (*Charles*), directeur de la manufacture des tabacs de Reuilly (Paris); vingt-cinq ans de services.
- M. Guenard** (*Napoléon-Jean-Baptiste-Louis-Marie-Ernest*), chef de bureau à la direction générale des tabacs; quarante-deux ans de services.
- M. Gorgea** (*Jacques-Julien*), contrôleur au change de la Monnaie de Paris; quarante ans de services.

M. Dupuytrem (L.), membre du comité d'escompte à la Banque de France. (Services exceptionnels.)

M. Chazal (Léon-Auguste), contrôleur à la Banque de France; vingt-trois services.

M. Pascault (Charles-Félix), chef de division au Crédit foncier de France. (Services exceptionnels.)

M. Bartholony (Fernand), auditeur au Conseil d'État, attaché au Crédit foncier de France. (Services exceptionnels.)

M. Pichault de la Martinière (Auguste-Charles), directeur des contributions indirectes du département de la Haute-Saône; quarante-neuf ans de services.

M. Laurent (Charles), agent de change de la caisse des dépôts et consignations.

M. Dacloux, notaire, membre du conseil judiciaire des services des contributions indirectes et des tabacs.

M. Moutard-Martin, avocat de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre près la cour de cassation.

M. Blondin (Emmanuel), directeur de la succursale de la Banque de France à Nîmes (Le Pin, 10 Août 1863.)

N° 16,178. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) nomme chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. de Vilestiraud (Hippolyte), directeur de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Laon (Aisne); quarante-quatre ans de services. (Saint-Cloud, 8 Septembre 1863.)

N° 16,179. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme chevaliers de l'ordre impérial de la Légion d'honneur les militaires dont les noms suivent, savoir :

M. Sohier (Flore-François), gendarme à la vingt-quatrième légion de gendarmes, compagnie du Nord; vingt-deux ans de service effectif; a été dangereusement blessé en procédant à une arrestation malgré les menaces et les voies de fait d'une émeutée.

M. Blanc (Claude-François-Edmond), lieutenant au troisième bataillon d'infanterie légère d'Afrique; sept ans de service effectif, quatre campagnes; s'est fait remarquer au combat de Simmosaki (Japon). (Saint-Cloud, 24 Octobre 1863.)

N° 16,180. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) qui confirme la nomination faite à titre provisoire au grade de chevalier de la Légion d'honneur par le maréchal commandant en chef le corps expéditionnaire au Mexique, en vertu des pouvoirs à lui conférés par la décision impériale du 21 juillet 1862, en faveur du militaire dont le nom suit, qui prendra rang du 24 août 1863, savoir :

M. Lelong (Victor), chef artificier; vingt et un ans de service effectif, une campagne; excellent et honorable serviteur; a rempli ses fonctions difficiles avec un zèle, une intelligence et une habileté remarquables. (Saint-Cloud, 24 Octobre 1863.)

N° 16,181. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) qui confirme les nominations faites à titre provisoire dans la Légion d'honneur par le maréchal commandant en chef le corps expéditionnaire du Mexique, en vertu des pouvoirs à lui conférés par la décision impériale du 21 juillet 1862, en faveur des militaires dont les noms suivent, savoir :

AU GRADE D'OFFICIER.

(Pour prendre rang du 24 août 1863.)

M. Lewal (Jules-Louis), lieutenant-colonel au corps d'état-major; chevalier du 29 juillet 1854; vingt-deux ans de service effectif, dix campagnes, une blessure rendue les services les plus intelligents pendant toute la campagne.

(Pour prendre rang du 19 septembre 1863.)

M. Gaffiot (Émile-René), sous-intendant militaire de deuxième classe; chevalier du 9 septembre 1860; vingt-trois ans de service effectif, six campagnes; a témoigné une énergie et un dévouement hors ligne.

M. Benoit (Jacques-François-Xavier-Marie-Jules-Grégoire), pharmacien-major de première classe; chevalier du 3 décembre 1852; trente-deux ans de service effectif, dix-sept campagnes; a puissamment contribué par son instruction et son activité à la bonne organisation du service hospitalier.

AU GRADE DE CHEVALIER.

M. Masclat (Théophile-Joseph), sous-lieutenant à l'escadron du train des équipages de la garde impériale; dix-huit ans de service effectif, cinq campagnes; excellent officier; s'est particulièrement distingué pendant la campagne.

M. Morel (Edme-Étienne-Henri), médecin-major de deuxième classe; dix-neuf ans de service effectif; douze campagnes; a fait preuve d'un dévouement infatigable.

M. Espinat (Léger), officier d'administration de deuxième classe des subsistances militaires; vingt ans de service effectif, sept campagnes; comptable très-méritant.

M. Gelée (Louis-Arsène), adjudant d'administration en premier du service des hôpitaux; trente et un ans de service effectif, neuf campagnes; actif, intelligent et zélé.

Mont-Cloud, 4 Novembre 1863.)

16, 182. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) qui confirme les nominations faites à titre provisoire dans la Légion d'honneur par le maréchal commandant en chef le corps expéditionnaire du Mexique, en vertu des pouvoirs à lui conférés par la décision impériale du 21 juillet 1862, en faveur des militaires dont les noms suivent, savoir :

AU GRADE D'OFFICIER.

(Pour prendre rang du 13 septembre 1863.)

M. de Liceaga (Feliciano), général de brigade dans l'armée mexicaine alliée, commandant l'infanterie de la division Marquez; a défendu le Cerro de la Cruz contre les troupes de Comonfort, le 6 mai 1863.

M. Guttierrez (Ignacio), général de brigade dans l'armée mexicaine alliée, commandant la cavalerie de la division Marquez; cité pour sa conduite au combat du Cerro Leon, le 18 décembre 1862.

M. Taboada (Antonio), général de brigade dans l'armée mexicaine alliée, commandant la légion d'élite; a pris une part active à l'investissement de Puebla.

M. Sanchez Facio (José), colonel d'état-major dans l'armée mexicaine alliée, chef d'état-major de la division Marquez; services rendus pendant toute la campagne.

AU GRADE DE CHEVALIER.

M. Torres (Juan), colonel dans l'armée mexicaine alliée, commandant le premier bataillon de ligne; a concouru à la défense du Cerro de la Cruz contre les troupes de Comonfort, le 6 mai 1863.

M. Mendez (Ramon), colonel dans l'armée mexicaine alliée, commandant le deuxième bataillon de ligne; repoussa l'ennemi, le 8 mai 1863, à Santa-Inés-Xacatoleo.

M. Bonilla (Antonio), colonel dans l'armée mexicaine alliée, commandant le cinquième bataillon de ligne; contribua à repousser l'ennemi, le 6 mai 1863, au Cerro de la Cruz.

M. Lopez (Miguel), colonel dans l'armée mexicaine alliée, commandant le premier escadron de la garde impériale; a pris part à toutes les affaires de la campagne, notamment au combat de San-Lorenzo.

M. Garcia (Juan), lieutenant d'artillerie dans l'armée mexicaine alliée; a bien dirigé le tir de la batterie de montagne, le 6 mai 1863, au Cerro de la Cruz.

(Pour prendre rang du 16 septembre 1863.)

M. Vera (Doroteo), colonel dans l'armée mexicaine alliée, commandant le premier

escadron de cavalerie de la division Marquez; s'est particulièrement distingué aux combats de Cerro-Leone, le 1^{er} décembre 1862, et de Huanchinango, le 1^{er} septembre 1863. (Saint-Cloud, 7 Novembre 1863.)

N° 16,183. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) portant nomination dans l'ordre impérial de la Légion d'honneur des militaires dont les noms suivent, qui prendront rang du 6 novembre 1863, savoir :

AU GRADE D'OFFICIER.

M. Merle (Hilarion-Adrien-Léonard-Frédéric), lieutenant-colonel du deuxième régiment de grenadiers de la garde impériale; chevalier du 8 septembre 1859; vingt et un ans de service effectif, cinq campagnes, une blessure.

M. Garinet (Louis), chef de bataillon au deuxième régiment de grenadiers de la garde impériale; chevalier du 9 août 1854; trente-deux ans de service effectif, six campagnes.

M. Mortier-Dcsnoyers (Louis Jules), chef d'escadron à la première légion de gendarmerie, commandant la compagnie de Seine-et-Oise; chevalier du 29 août 1850; trente et un ans de service effectif, une campagne.

AU GRADE DE CHEVALIER.

M. Nardin (Victor-Félix), maréchal des logis chef à l'escadron de gendarmerie de la garde impériale; vingt-quatre ans de service effectif.

M. Normand-Dufié (Guillaume-Adolphe), capitaine au deuxième régiment de grenadiers de la garde impériale; vingt et un ans de service effectif, une campagne.

M. Pilliot (Hippolyte-François), sous-lieutenant au deuxième régiment de grenadiers de la garde impériale; quinze ans de service effectif, sept campagnes, une blessure.

M. Agier (Jacques), sergent au deuxième régiment de grenadiers de la garde impériale; vingt-cinq ans de service effectif, douze campagnes. (Paris, 18 Novembre 1863.)

N° 16,184. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) qui confirme les nominations faites à titre provisoire dans la Légion d'honneur par le maréchal commandant en chef le corps expéditionnaire du Mexique, en vertu des pouvoirs à lui conférés par la décision impériale du 21 juillet 1862, en faveur des militaires dont les noms suivent, qui prendront rang du 30 septembre 1863, savoir :

AU GRADE D'OFFICIER.

M. Royer (François-Eugène), capitaine au quatre-vingt-unième régiment d'infanterie de ligne; chevalier du 9 janvier 1850; vingt ans de service effectif, treize campagnes; officier d'une grande bravoure; a rendu pendant toute la campagne les meilleurs services.

M. Englinger (Charles-Arnould), capitaine au vingtième bataillon de chasseurs à pied; chevalier du 15 août 1857; vingt-trois ans de service effectif, douze campagnes; d'un courage, d'un dévouement et d'une énergie des plus méritants.

M. Ramond (Félix-Raymond-Édouard), chef d'escadron au deuxième régiment de chasseurs d'Afrique; chevalier du 15 août 1860; vingt-neuf ans de service effectif, neuf campagnes; excellent officier de cavalerie; compte d'anciens et très-beaux services.

AU GRADE DE CHEVALIER.

M. Rapatel (Édouard-Joseph-Auguste), sous-lieutenant au quatre-vingt-unième régiment d'infanterie de ligne; douze ans de service effectif, sept campagnes, une blessure; très-brave officier; s'est particulièrement distingué à Tampico.

M. Wilbois (Adolphe), lieutenant au quatre-vingt-dix-neuvième régiment d'infanterie de ligne; huit ans de service effectif, cinq campagnes; a fait avec succès, pendant le siège de Puebla, plusieurs reconnaissances très-périlleuses.

M. Régnier (Dominique-Ernest), lieutenant au dix-huitième bataillon de chasseurs à pied; dix ans de service effectif, trois campagnes; brave, actif et intelligent.

M. Chamart-Boudet (Antoine-Eugène), lieutenant au vingtième bataillon de chasseurs

ed; vingt-deux ans de service effectif, six campagnes; ancien et très-honorable vitéur, excellent militaire.

M. *Ménescal* (*Louis Marie-Émile*), lieutenant au premier régiment de zouaves; seize ans de service effectif, douze campagnes, deux blessures; excellent officier, méritant tous les rapports.

M. *Émy* (*Louis Marius-Charles*), lieutenant au bataillon de tirailleurs algériens; huit ans de service effectif, sept campagnes; s'est distingué au siège de Puebla et au combat de San-Lorenzo.

M. *Chassour* (*Louis-Léonard-Albert*), sergent au bataillon de tirailleurs algériens; six ans de service effectif, quatre campagnes, une blessure grave; a fait preuve d'une grande bravoure au combat de San-Lorenzo.

M. *Carbillet* (*Joseph*), capitaine au premier régiment de chasseurs d'Afrique; vingt ans de service effectif, vingt campagnes; officier énergique et dévoué.

M. *Godinet* (*René-Frédéric*), sous-lieutenant au troisième régiment de chasseurs d'Afrique; six ans de service effectif, trois campagnes; s'est signalé d'une manière toute spéciale par son entrain, son sang-froid et son zèle.

M. *Bureau de Roince* (*Georges-Raymond*), lieutenant d'artillerie; neuf ans de service effectif, deux campagnes; aussi brave qu'intelligent et zélé.

M. *Tauléra* (*Jean-Jacques*), médecin aide-major de première classe; vingt-trois ans de service effectif, onze campagnes; proposé huit fois pour la croix de chevalier; a acquis de nouveaux titres au Mexique.

M. *Arnaud* (*Jean-Baptiste-Valentin*), vétérinaire en deuxième; dix-huit ans de service effectif, onze campagnes.

M. *Medel*, commandant la garde urbaine de Tépeji; a soutenu avec trente hommes un combat acharné contre deux cents guérilleros; a mérité cette récompense pour une bravoure dont il a fait preuve dans cette difficile circonstance. (*Paris, 24 Novembre 1863.*)

16185. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) portant nomination dans l'ordre impérial de la Légion d'honneur des militaires dont les noms suivent, qui prendront rang du 15 novembre 1863, savoir :

AU GRADE D'OFFICIER.

M. *Hoary* (*Maximilien-Prospér-Jules-Alexandre*), major du premier régiment de grenadiers de la garde impériale; chevalier du 30 décembre 1858; trente et un ans de service effectif, quatre campagnes.

M. *Musnier de Mauroy* (*Louis-Antoine-Anatole-Celestin*), chef de bataillon au premier régiment de grenadiers de la garde impériale; chevalier du 30 décembre 1858; vingt-neuf ans de service effectif, trois campagnes.

M. *de Laroche Tourteau de Septeuil* (*Chille-Armand*), colonel du premier régiment de cuirassiers de la garde impériale; chevalier du 27 novembre 1853; trente-deux ans de service effectif, une campagne.

M. *Casse* (*Joseph*), major du premier régiment de cuirassiers de la garde impériale; chevalier du 2 mai 1852; trente quatre ans de service effectif.

M. *Hayaert* (*Charles-Alphonse*), chef d'escadron à la troisième légion de gendarmerie, commandant la compagnie de l'Oise; chevalier du 6 mars 1846; vingt-neuf ans de service effectif, onze campagnes, quatre citations.

AU GRADE DE CHEVALIER.

M. *Quentin* (*Eugène-Auguste*), lieutenant à l'escadron de gendarmerie de la garde impériale; dix-neuf ans de service effectif, une campagne.

M. *Durand* (*Bernard*), sous-lieutenant au premier régiment de grenadiers de la garde impériale; dix-sept ans de service effectif, sept campagnes.

M. *Perron* (*Victor*), sergent au premier régiment de grenadiers de la garde impériale; dix-huit ans de service effectif, cinq campagnes, une contusion.

M. *Fossard* (*Pierre-Auguste-Edmond*), médecin aide-major de première classe au premier régiment de grenadiers de la garde impériale; treize ans de service effectif, cinq campagnes, une contusion.

M. *Maurice* (*Charles-Louis*), capitaine d'habillement du premier régiment de cuirassiers de la garde impériale; vingt-deux ans de service effectif, une campagne.

M. *Bechler (Louis)*, lieutenant au premier régiment de cuirassiers de la garde impériale; vingt et un ans de service effectif, une campagne.

M. *Bergeron (Jean-César-Hippolyte)*, major du deuxième régiment de cuirassiers de la garde impériale; vingt-cinq ans de service effectif.

M. *Teissonnier (Pierre-Cléophas)*, maréchal des logis au deuxième régiment de cuirassiers de la garde impériale; vingt-cinq ans de service effectif.

M. *Destables (Louis-André)*, sergent au bataillon de sapeurs-pompiers de Paris; de neuf ans de service effectif, une campagne, deux blessures; s'est distingué dans plusieurs incendies.

M. *Véry (Henry)*, garde du génie de première classe; vingt-huit ans de service effectif, vingt et une campagnes. (*Paris, 30 Novembre 1863.*)

N° 16,186. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) qui confirme les nominations faites à titre provisoire dans la Légion d'honneur par le maréchal commandant en chef le corps expéditionnaire du Mexique, en vertu des pouvoirs à lui conférés par la décision impériale du 21 juillet 1862, en faveur des militaires dont les noms suivent, savoir :

AU GRADE D'OFFICIER.

(Pour prendre rang du 23 octobre 1863.)

M. *Seigland (Jean-François Florent)*, capitaine au corps d'état-major, aide de camp de M. le général commandant la deuxième division d'infanterie; chevalier le 22 juin 1859; dix-huit ans de service effectif, douze campagnes; s'est particulièrement distingué pendant la campagne, et notamment au siège de Puebla, par son courage, son intelligence et son dévouement.

AU GRADE DE CHEVALIER.

(Pour prendre rang du 3 novembre 1863.)

M. *Carle (Jean-Pierre-Alfred)*, lieutenant au soixante-deuxième régiment d'infanterie de ligne; treize ans de service effectif, sept campagnes, deux blessures; s'est particulièrement signalé par son courage et son sang-froid à l'attaque de Huachango le 1^{er} septembre dernier.

M. *Dénoyer (Charles-Énée)*, médecin aide-major de première classe au premier régiment de zouaves; seize ans de service effectif, six campagnes; officier de mérite d'un grand mérite; a donné, à l'attaque de Zacapoaxtla, le 12 septembre dernier, de nouvelles preuves du zèle et du dévouement qu'il a montrés pendant toute la campagne. (*Paris, 20 Décembre 1863.*)

N° 16,187. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme dans l'ordre impérial de la Légion d'honneur les militaires dont les noms suivent, savoir :

INTÉRIEUR, ALGÉRIE ET ROME.

A LA DIGNITÉ DE GRAND-CROIX.

M. *de Martimprey (Edmond-Charles)*, général de division, sous-gouverneur de l'Algérie, chef d'état-major général du septième corps d'armée; grand officier du 15 août 1859; trente-sept ans de service effectif, vingt-huit campagnes, une blessure.

AU GRADE DE GRAND OFFICIER.

M. *Bisson (Jérôme-Louis)*, général de division; commandeur du 15 août 1854; trente-sept ans de service effectif, vingt et une campagnes, quatre blessures.

M. *Beuret (Eugène-Georges-Jacques, vicomte)*, général de division; commandeur le 14 mars 1857; trente-neuf ans de service effectif, cinq campagnes.

AU GRADE DE COMMANDEUR.

L. Berger de Castelan (Eugène), général de brigade; officier du 9 août 1854; quatre-vingt-quatre ans de service effectif, une campagne.

L. Canu (Gustave), général de brigade; officier du 7 août 1859; trente-deux ans de service effectif, trois campagnes, une blessure.

L. Hecquard (Edmond-Pierre-Victor-Romulus), colonel au corps d'état-major, chef du premier bureau du dépôt de la guerre; officier du 1^{er} avril 1855; trente-quatre ans de service effectif, cinq campagnes.

L. de Soye (Alexandre), intendant militaire; officier du 9 août 1854; trente-huit ans de service effectif, cinq campagnes.

L. de Rosan (Noël-Auguste), colonel de la treizième légion de gendarmerie; officier du 27 décembre 1861; quarante-quatre ans de service effectif, quatre campagnes.

L. de Courson (François-René-Placide), colonel du soixante-neuvième régiment d'artillerie de ligne; officier du 2 mars 1855; trente-six ans de service effectif, dix campagnes, quatre blessures.

L. Guio (Auguste-Louis-Armand), colonel du septième régiment de dragons; officier du 7 août 1859; quarante et un ans de service effectif, quatre campagnes.

L. Maigné (Henri-Jean), colonel du quatorzième régiment d'artillerie; officier du 1^{er} mai 1855; trente-huit ans de service effectif, cinq campagnes.

L. Foy (Maximilien-Prosper), colonel à l'état-major particulier du génie; officier du 14 septembre 1855; quarante et un ans de service effectif, huit campagnes, une blessure.

L. Sédillot (Charles-Emmanuel), médecin inspecteur; officier du 22 août 1850; trente-neuf ans de service effectif, deux campagnes.

AU GRADE D'OFFICIER.

L. Lassé (Nicolas-Charles-Henri), capitaine invalide; chevalier du 2 mars 1841; trente et un ans de service effectif, vingt et une campagnes, deux blessures.

L. Joubert (Antoine-Eugène), chef d'escadron au corps d'état-major; chevalier du 1^{er} octobre 1848; trente-sept ans de service effectif, deux campagnes.

L. Loupot (François-Catherine-Théophile), chef d'escadron au corps d'état-major; chevalier du 26 décembre 1853; trente-six ans de service effectif, une campagne.

L. Lequin (Jacques-Paisible), sous-intendant militaire de deuxième classe; chevalier du 30 juin 1844; trente et un ans de service effectif, neuf campagnes, une blessure.

L. Toucas (Laurent-Faustin), chef d'escadron, commandant de place à Toul; chevalier du 10 décembre 1851; trente-neuf ans de service effectif.

L. Champneuf (Théodore), chef de bataillon, commandant de place à Aire; chevalier du 10 décembre 1849; trente-huit ans de service effectif, huit campagnes.

L. Hulloin (Jules), chef d'escadron au régiment de gendarmerie de la garde impériale; chevalier du 30 décembre 1858; trente et un ans de service effectif.

L. Tillet (Louis-Frédéric), chef de bataillon au troisième régiment de voltigeurs de la garde impériale; chevalier du 9 janvier 1850; trente-huit ans de service effectif, dix campagnes.

L. Agar (Alain), chef d'escadron à la quatrième légion de gendarmerie, commandant la compagnie de la Mayenne; chevalier du 14 mai 1852; trente-huit ans de service effectif.

L. Machéré (Jules), chef d'escadron à la neuvième légion de gendarmerie, commandant la compagnie de la Charente-Inférieure; chevalier du 20 août 1845; trente-trois ans de service effectif, douze campagnes, deux blessures, deux citations.

L. Gaillard (Louis), lieutenant-colonel commandant la douzième légion de gendarmerie; chevalier du 2 décembre 1850; trente-trois ans de service effectif, huit campagnes, une blessure, une citation.

L. Lagarde (Charles), colonel commandant la quinzième légion de gendarmerie; chevalier du 16 août 1850; trente-neuf ans de service effectif, une campagne.

L. Vata (Jean), chef d'escadron à la vingt-troisième légion de gendarmerie, commandant la compagnie des Ardennes; chevalier du 20 mars 1855; trente ans de service effectif, trois campagnes.

L. Pannetier (Louis-Claude), chef d'escadron à la gendarmerie coloniale, commandant la compagnie de la Réunion; chevalier du 10 décembre 1851; trente-trois ans de service effectif, vingt-neuf campagnes.

L. Adhémar de Lantagnac (Elphège-Louis), colonel du dix-septième régiment d'in-

fanterie de ligne; chevalier du 9 juin 1850; trente-quatre ans de service effectif, onze campagnes.

M. Villeneuve (*Honoré-Louis-Victor*), colonel du vingt-deuxième régiment d'infanterie de ligne; chevalier du 12 décembre 1851; trente-trois ans de service effectif, huit campagnes.

M. Mulgouyré (*Hippolyte*), major du quarante-sixième régiment d'infanterie de ligne; chevalier du 14 mai 1852; trente-cinq ans de service effectif, quatre campagnes.

M. de Beaulaincourt (*Charles-Alphonse-Léon*), colonel du quarante-septième régiment d'infanterie de ligne; chevalier du 16 avril 1856; trente-quatre ans de service effectif, cinq campagnes.

M. Viret (*Jean-Maurice*), chef de bataillon au quarante-huitième régiment d'infanterie de ligne; chevalier du 9 janvier 1850; trente ans de service effectif, une campagne.

M. Molière du Bourg (*Casimir-Achille*), chef de bataillon au soixante-dix-huitième régiment d'infanterie de ligne; chevalier du 14 mars 1857; trente ans de service effectif, huit campagnes.

M. Courtot de Cisse (*Alfred-Vincent*), colonel du soixante-dix-neuvième régiment d'infanterie de ligne; chevalier du 22 avril 1847; trente-neuf ans de service effectif, trois campagnes, une blessure.

M. Molet (*Auguste-Charles-Constant*), lieutenant-colonel du quatre-vingt-troisième régiment d'infanterie de ligne; chevalier du 29 décembre 1854; trente ans de service effectif, sept campagnes.

M. Rolland (*Raymond*), colonel du premier régiment de dragons; chevalier du 10 décembre 1851; trente-huit ans de service effectif.

M. Vatar des Aubiez (*Eugène-Maurice-Emmanuel*), chef d'escadron au troisième régiment de dragons; chevalier du 24 septembre 1851; trente-sept ans de service effectif.

M. Moynault (*Pierre-Sylvain-Ferdinand*), chef d'escadron au quatrième régiment de lanciers; chevalier du 1^{er} mai 1851; trente-trois ans de service effectif, trois campagnes.

M. Mullet de Chauny (*Alexandre-Marie-Amand-Joseph*), lieutenant-colonel du sixième régiment de lanciers; chevalier du 2 décembre 1850; trente-six ans de service effectif.

M. Ricard (*Louis-Benoît*), chef d'escadron au premier régiment de hussards; chevalier du 10 août 1853; trente et un ans de service effectif, cinq campagnes.

M. Bossu (*Louis-Gustave*), lieutenant-colonel d'artillerie, attaché à la direction des poudres et salpêtres; chevalier du 10 mai 1852; trente-cinq ans de service effectif, deux campagnes.

M. Julia (*Émile-Auguste-Ernest*), chef d'escadron d'artillerie, attaché à la direction d'Alger; chevalier du 23 mars 1854; trente-trois ans de service effectif, onze campagnes.

M. Faucompré (*Louis-Auguste*), chef d'escadron d'artillerie, attaché aux forges de l'Est, à Besançon; chevalier du 2 décembre 1850; trente-huit ans de service effectif, une campagne.

M. Desprels (*Philippe-Éléonore*), lieutenant-colonel du deuxième régiment d'artillerie; chevalier du 20 décembre 1843; trente-deux ans de service effectif, dix campagnes, une blessure, trois citations.

M. Hellouin de Menibus (*Édouard-Georges*), colonel du quatrième régiment d'artillerie; chevalier du 20 décembre 1853; trente-six ans de service effectif.

M. Bigarne (*Alphonse-Charles-Victor*), chef du premier escadron du train d'artillerie; chevalier du 28 décembre 1854; trente ans de service effectif, sept campagnes, une blessure.

M. Oudot (*Alfred-Paul*), chef de bataillon à l'état-major particulier du génie, commandant du génie à Vincennes; chevalier du 19 avril 1843; trente-cinq ans de service effectif, quatre campagnes.

M. Berrier (*Léon-François de Sales*), chef de bataillon à l'état-major particulier du génie; commandant du génie à Oran; chevalier du 11 avril 1855; vingt-quatre ans de service effectif, six campagnes.

M. Bénézech (*Alexis-Eugène-Charles-Claude*), chef de bataillon à l'état-major du génie, en mission en Perse; chevalier du 11 mars 1857; vingt-neuf ans de service effectif, neuf campagnes.

- de Feuilleury (Léonce-Henri-Antoine)**, lieutenant-colonel du premier régiment du 1^{er} mai 1851; trente-sept ans de service effectif, cinq campagnes.
- Régad (Jean-Baptiste-Benoît)**, chef de bataillon au deuxième régiment du génie; chevalier du 14 septembre 1855; vingt-cinq ans de service effectif, sept campagnes.
- Camby (Charles-Alexandre-Joseph)**, médecin principal de première classe; chevalier du 12 avril 1847; trente-cinq ans de service effectif, neuf campagnes.
- Usquin (Jacques-Philippe-Henri)**, chef de bataillon du génie, professeur à l'école d'état-major; chevalier du 30 décembre 1858; vingt-neuf ans de service effectif.
- Vedel (Joseph)**, major d'infanterie commandant le dépôt de recrutement de la 1^{re} division; chevalier du 24 décembre 1854; trente-deux ans de service effectif, cinq campagnes.
- Duvernay-Duplessis (Hermann-Adolphe)**, chef d'escadron employé dans le service des remontes; chevalier du 9 septembre 1850; trente-huit ans de service effectif.
- Denilliers (Pierre-Louis-Émile)**, chef du bureau des états-majors et des écoles tactiques au ministère de la guerre; chevalier du 2 janvier 1851; trente-deux ans de service effectif. (Paris, 30 Décembre 1863.)
-
1863. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme chevaliers de l'ordre impérial de la Légion d'honneur les militaires dont les noms suivent, savoir :
- Desjanne (Hector-Denis)**, lieutenant invalide; trente et un ans de service effectif, six campagnes, trois blessures.
- Simonnain (François)**, sergent-major invalide; onze ans de service effectif, douze campagnes, deux blessures.
- Sabouat (Jean)**, sergent invalide; trente ans de service effectif, deux campagnes.
- Thierry (François-Joseph-Victor)**, sergent invalide; trente et un ans de service effectif, quatre campagnes.
- Fachs (Jacques-Sigismond)**, sergent invalide; quarante ans de service effectif, six campagnes.
- Phulpin (Nicolas)**, sergent invalide; trente et un ans de service effectif, cinq campagnes.
- Lambert (Louis-Henry)**, sergent invalide; trente-deux ans de service effectif, six campagnes.
- Perdrizet (François-Nicolas-Hyacinthe)**, sergent invalide; trente-trois ans de service effectif, une campagne.
- Cabeil (Jean)**, caporal invalide; trente-cinq ans de service effectif, huit campagnes, une blessure.
- Gastalli (Thomas-Louis-Roch)**, caporal invalide; trente-cinq ans de service effectif, huit campagnes.
- Picard (Auguste-Aimable)**, caporal invalide; dix-neuf ans de service effectif, six campagnes, deux blessures.
- Harent (Jacques)**, caporal invalide; treize ans de service effectif, sept campagnes.
- Pelorse (Jacques)**, soldat invalide; trente-deux ans de service effectif, neuf campagnes.
- Groslet (Jean-Marie)**, soldat invalide; trente-quatre ans de service effectif, quinze campagnes.
- Gaëroult (Pierre-Louis)**, soldat invalide; onze ans de service effectif, onze campagnes, une blessure.
- Lelorrain (Alphonse)**, capitaine au corps d'état-major, aide de camp du général de division; douze ans de service effectif, neuf campagnes.
- Gariod (Jean-Charles-Antoine)**, capitaine au corps d'état-major; quinze ans de service effectif, cinq campagnes.
- Cohen (Eugène-Nathan)**, sous-intendant militaire de deuxième classe; dix-huit ans de service effectif, trois campagnes.
- Greil (Paul-Gustave)**, adjoint de première classe à l'intendance militaire; vingt ans de service effectif, quatre campagnes.

M. Picot de Moras (Prosper-Victor), capitaine adjudant de place à Lyon; ans de service effectif.

M. Ottaviani (Louis), capitaine trésorier du régiment de gendarmerie de la garde impériale; vingt-deux ans de service effectif, une campagne.

M. Dupont (Claude), maréchal des logis chef au régiment de gendarmerie de la garde impériale; vingt ans de service effectif, dix campagnes.

M. Perchet (Auguste-Lupicin), maréchal des logis au régiment de gendarmerie de la garde impériale; vingt-neuf ans de service effectif, deux campagnes.

M. Thiébault (Claude), gendarme au régiment de gendarmerie de la garde impériale; vingt-cinq ans de service effectif, neuf campagnes, une blessure.

M. Stévenel (Jean-Nicolas), gendarme au régiment de gendarmerie de la garde impériale; vingt-huit ans de service effectif, trois campagnes.

M. Dupont (Félix), capitaine au troisième régiment de grenadiers de la garde impériale; vingt-cinq ans de service effectif, cinq campagnes.

M. Livergne (Étienne), lieutenant au premier régiment de voltigeurs de la garde impériale; dix-sept ans de service effectif, trois campagnes.

M. Gossin (Isidore-François), lieutenant au deuxième régiment de voltigeurs de la garde impériale; dix-huit ans de service effectif, deux campagnes.

M. Picoulet (Joseph), capitaine au troisième régiment de voltigeurs de la garde impériale; vingt-quatre ans de service effectif, deux campagnes.

M. Routier (Ernest-Léon), capitaine au quatrième régiment de voltigeurs de la garde impériale; dix-sept ans de service effectif, trois campagnes.

M. Guérin (Louis-Dominique), capitaine au régiment de zouaves de la garde impériale; quinze ans de service effectif, six campagnes, deux blessures.

M. Faivre (Pierre-Abel), sous-lieutenant au régiment de dragons de l'impériale; quinze ans de service effectif, sept campagnes, une blessure.

M. de la Brosse (Pierre-Henri-Charles-Louis), capitaine d'habillement du régiment de lanciers de la garde impériale; vingt et un ans de service effectif.

M. Bouteille (Jules-Louis-Henri), maréchal des logis au régiment de chasseurs de la garde impériale; seize ans de service effectif, huit campagnes.

M. de Rességuier (Charles-Gabriel-Jean), capitaine au régiment des guides de la garde impériale; dix-sept ans de service effectif, quatre campagnes.

M. Durdan (Étienne-Xavier), maréchal des logis à la division d'artillerie à pied de la garde impériale; quinze ans de service effectif, sept campagnes, deux blessures, citation.

M. Lyon (Édouard), capitaine en premier au régiment d'artillerie monté de la garde impériale; dix-neuf ans de service effectif, une campagne.

M. Bosredon (Jean-Baptiste), adjudant sous-officier au régiment d'artillerie à pied de la garde impériale; vingt-deux ans de service effectif, deux campagnes.

M. Stahl (Charles-Benjamin), capitaine adjudant-major à l'escadron du train d'artillerie de la garde impériale; quatorze ans de service effectif, sept campagnes.

M. Mazin (Claude-Ange), brigadier à la première légion de gendarmerie, compagnie de la Seine; vingt-neuf ans de service effectif, une campagne.

M. Debeney (Humbert), gendarme à la première légion de gendarmerie, compagnie de la Seine; vingt-neuf ans de service effectif, six campagnes.

M. Muller (Jacques), gendarme à la première légion de gendarmerie, compagnie de la Seine-et-Oise; vingt-quatre ans de service effectif, cinq campagnes.

M. Tallio (Jean-Vincent), gendarme à la première légion de gendarmerie, compagnie de la Seine-et-Oise; vingt-six ans de service effectif, douze campagnes.

M. Denivelle (Alexandre-Adolphe), lieutenant à la deuxième légion de gendarmerie, compagnie de l'Orne; vingt-quatre ans de service effectif.

M. Savoi (Pierre-Hippolyte), maréchal des logis à la deuxième légion de gendarmerie, compagnie de l'Orne; trente et un ans de service effectif.

M. Adam (François), gendarme à la deuxième légion de gendarmerie, compagnie de l'Eure-et-Loir; vingt-cinq ans de service effectif, dix campagnes.

M. Poirot de Valcourt (Jean-Antoine-Édouard), capitaine à la troisième légion de gendarmerie, compagnie de la Seine-Inférieure; vingt-huit ans de service effectif, une campagne.

M. Duthil (Mathieu-Joachim), maréchal des logis à la troisième légion de gendarmerie, compagnie de la Seine-Inférieure; vingt-six ans de service effectif.

M. Anquetil (Jean-Tranquille-Adolphe), maréchal des logis à la troisième légion de gendarmerie, compagnie de la Seine-Inférieure; vingt-huit ans de service effectif.

- Fasseur (Henry)**, maréchal des logis à la troisième légion de gendarmerie, compagnie de la Somme; vingt-six ans de service effectif, une citation.
- Lemaçon (Louis-Napoléon)**, gendarme à la quatrième légion de gendarmerie, compagnie du Calvados; trente-trois ans de service effectif, deux campagnes, trois citations.
- Boyer (Jean-Baptiste)**, gendarme à la quatrième légion de gendarmerie, compagnie du Calvados; vingt-quatre ans de service effectif, neuf campagnes.
- Plançon (Claude)**, brigadier à la cinquième légion de gendarmerie, compagnie de la Mayenne; trente-cinq ans de service effectif, deux citations.
- Challeyrue (Pierre)**, gendarme à la cinquième légion de gendarmerie; compagnie des Côtes-du-Nord; vingt-cinq ans de service effectif, quatre campagnes, une citation.
- Raymond (Léon-Louis)**, capitaine à la sixième légion de gendarmerie, compagnie de la Loire-Inférieure; dix-huit ans de service effectif, neuf campagnes.
- Nobland (Vincent-Paterne)**, maréchal des logis à la sixième légion de gendarmerie, compagnie de Maine-et-Loire; vingt-cinq ans de service effectif, deux campagnes.
- Cloquard (Antoine-François)**, brigadier à la sixième légion de gendarmerie, compagnie du Morbihan; trente et un ans de service effectif, une citation.
- Cannais (Paul-Alexandre)**, capitaine à la septième légion de gendarmerie, compagnie de Loir-et-Cher; vingt-cinq ans de service effectif, quatre campagnes.
- Rolland (Louis)**, maréchal des logis à la septième légion de gendarmerie, compagnie de la Vienne; vingt-neuf ans de service effectif, deux citations.
- Mabier (Cléophas)**, brigadier à la septième légion de gendarmerie, compagnie de Loir-et-Cher; trente ans de service actif, une citation.
- Fourreau (Claude-Alexandre)**, capitaine à la huitième légion de gendarmerie, compagnie de la Nièvre; trente ans de service effectif.
- Lefèvre (Jean-Pierre-Augustin)**, brigadier à la huitième légion de gendarmerie, compagnie du Puy-de-Dôme; vingt-quatre ans de service effectif, douze campagnes.
- Péronnet (François)**, gendarme à la huitième légion de gendarmerie, compagnie du Puy-de-Dôme; quinze ans de service effectif, six campagnes, deux blessures, une citation.
- Prunier (Jean-Baptiste)**, maréchal des logis à la neuvième légion de gendarmerie, compagnie de la Vendée; trente et un ans de service effectif.
- Durivault (Charles)**, gendarme à la neuvième légion de gendarmerie, compagnie de la Vendée; vingt-neuf ans de service effectif, deux campagnes.
- Camart (Jean-Baptiste)**, lieutenant à la dixième légion de gendarmerie, compagnie de la Gironde; vingt-six ans de service effectif.
- Lamarque (Jean)**, maréchal des logis chef à la dixième légion de gendarmerie, compagnie de la Charente; vingt-cinq ans de service effectif, trois citations.
- Dechamp (François-Émile)**, maréchal des logis à la dixième légion de gendarmerie, compagnie des Basses-Pyrénées; vingt-cinq ans de service effectif, sept campagnes.
- Dubois (Sylvestre)**, brigadier à la dixième légion de gendarmerie, compagnie de la Gironde; vingt-quatre ans de service effectif, six campagnes, une citation.
- Asbert (Louis-Angé-Auguste)**, capitaine à la onzième légion de gendarmerie, compagnie de la Creuse; vingt-sept ans de service effectif.
- David (Jacques-Fortuné)**, maréchal des logis à la onzième légion de gendarmerie, compagnie de la Corrèze; vingt-six ans de service effectif, sept citations.
- Boissière (Pierre)**, maréchal des logis à la onzième légion de gendarmerie, compagnie de la Dordogne; vingt-six ans de service effectif, trois campagnes, une citation.
- Régnier (Jean-Louis)**, maréchal des logis à la onzième légion de gendarmerie, compagnie de la Dordogne; trente-deux ans de service effectif, deux campagnes.
- Giroud (Louis-Émile)**, capitaine à la douzième légion de gendarmerie, compagnie de Lot-et-Garonne; vingt-huit ans de service effectif, sept campagnes.
- Laur (Baptiste)**, adjudant sous-officier à la douzième légion de gendarmerie, compagnie du Lot; vingt-trois ans de service effectif, une campagne.
- Maury (Étienne)**, brigadier à la douzième légion de gendarmerie, compagnie du Lot; vingt-six ans de service effectif, quatre citations.
- Dardenne (Jean)**, gendarme à la douzième légion de gendarmerie, compagnie de Lot-et-Garonne; vingt-six ans de service effectif, quatre campagnes, deux citations.

M. Marty (Jean), maréchal des logis à la treizième légion de gendarmerie, compagnie de Tarn-et-Garonne; vingt-sept ans de service effectif, deux citations.

M. Tesseyre (Benoît), gendarme à la treizième légion de gendarmerie, compagnie de Tarn-et-Garonne; vingt-trois ans de service effectif, cinq campagnes, une citation.

M. Duclos (Jacques), gendarme à la treizième légion de gendarmerie, compagnie des Hautes-Pyrénées; vingt-cinq ans de service effectif, cinq campagnes, deux blessures, une citation.

M. Chambert (Jacques), maréchal des logis à la quatorzième légion de gendarmerie, compagnie de l'Aude; vingt-huit ans de service effectif, trois citations.

M. Ramond (François-Paul-Alexandre), brigadier à la quatorzième légion de gendarmerie, compagnie de l'Aude; trente et un ans de service effectif.

M. Mérillon (Jean-Louis), lieutenant à la quinzième légion de gendarmerie, compagnie de l'Hérault; vingt-sept ans de service effectif, quatre campagnes.

M. Grillières (Pierre), maréchal des logis à la quinzième légion de gendarmerie, compagnie du Gard; vingt-sept ans de service effectif, cinq campagnes.

M. Aubesquier (François), maréchal des logis à la quinzième légion de gendarmerie, compagnie de l'Hérault; vingt-deux ans de service effectif, neuf campagnes.

M. Chalier (Honoré-Henry), lieutenant trésorier à la seizième légion de gendarmerie, compagnie des Alpes-Maritimes; vingt-trois ans de service effectif, une campagne, deux blessures, une citation.

M. Pauchon (Jean-Napoléon), lieutenant à la seizième légion de gendarmerie, compagnie des Bouches-du-Rhône; trente-deux ans de service effectif, sept campagnes.

M. Baverel (Ulysse-Joseph-Ferdinand), gendarme à la seizième légion de gendarmerie, compagnie des Bouches-du-Rhône; vingt-sept ans de service effectif, cinq campagnes, une citation.

M. Caporossi (Jean-Jérôme), gendarme à la première compagnie de la dix-septième légion de gendarmerie; vingt-huit ans de service effectif, douze campagnes, sept citations.

M. Guyennet (Pierre), maréchal des logis à la troisième compagnie de la dix-septième légion de gendarmerie; vingt-cinq ans de service effectif, vingt-deux campagnes.

M. Mari (Noël), gendarme à la troisième compagnie de la dix-septième légion de gendarmerie; vingt-quatre ans de service effectif, douze campagnes, une citation.

M. Sandamiani (Antoine-Jérôme), brigadier à la quatrième compagnie de la dix-septième légion de gendarmerie; vingt-six ans de service effectif, douze campagnes, treize citations.

M. Caporossi (Jean-Mathieu), gendarme à la quatrième compagnie de la dix-septième légion de gendarmerie; vingt-quatre ans de service effectif, douze campagnes, une blessure, quatre citations.

M. Buy (Urbain-Xavier), maréchal des logis à la dix-huitième légion de gendarmerie, adjoint au trésorier de la compagnie de la Drôme; seize ans de service effectif, huit campagnes, une blessure.

M. Marty (Bernard), maréchal des logis à la dix-huitième légion de gendarmerie, compagnie des Basses-Alpes; vingt ans de service effectif, six campagnes, sept blessures, une citation.

M. Balaguirie (Jean-Louis), capitaine à la dix-neuvième légion de gendarmerie, trésorier de la compagnie du Rhône; vingt-huit ans de service effectif.

M. Claude (Jean-Dominique), adjudant sous-officier à la dix-neuvième légion de gendarmerie, compagnie du Rhône; vingt-neuf ans de service effectif, neuf citations.

M. Erard (Nicolas), maréchal des logis à la dix-neuvième légion de gendarmerie, compagnie du Rhône; vingt-quatre ans de service effectif, quatre campagnes.

M. Vernier (Eugène), brigadier à la dix-neuvième légion de gendarmerie, compagnie de la Haute-Loire; vingt-cinq ans de service effectif, quatorze campagnes.

M. Boutfroy (Pierre), maréchal des logis à la vingtième légion de gendarmerie, compagnie de l'Aube; trente ans de service effectif.

M. Moutenet (Luc-Victor), gendarme à la vingtième légion de gendarmerie, compagnie de la Côte-d'Or; vingt-deux ans de service effectif, dix campagnes.

M. Mauduyt (Julien-François), lieutenant à la vingt et unième légion de gendarmerie, compagnie du Doubs; vingt-huit ans de service effectif, une campagne.

M. Mermet (Charles), brigadier à la vingt et unième légion de gendarmerie, compagnie de l'Ain; dix-neuf ans de service effectif, sept campagnes, trois citations.

M. Dhangest (Jean-François), capitaine à la vingt-deuxième légion de gendarmerie, compagnie de la Haute-Marne; vingt-six ans de service effectif.

- M. **Marcel** (*Jean-Baptiste*), maréchal des logis à la vingt-deuxième légion de gendarmerie, compagnie de la Haute-Marne; vingt-sept ans de service effectif, une citation.
- M. **Keller** (*Antoine*), brigadier à la vingt-deuxième légion de gendarmerie, compagnie de la Haute-Marne; vingt-quatre ans de service effectif, cinq campagnes.
- M. **Dalpuget** (*Marc-Eugène-David*), capitaine à la vingt-troisième légion de gendarmerie, compagnie des Ardennes; vingt-cinq ans de service effectif.
- M. **Guérard** (*Anselme-François-Ferdinand*), maréchal des logis à la vingt-troisième légion de gendarmerie, compagnie de la Moselle; vingt-trois ans de service effectif, une campagne.
- M. **Perret** (*Antoine-Victor*), brigadier à la vingt-troisième légion de gendarmerie, compagnie de la Meuse; trente et un ans de service effectif.
- M. **Duflos** (*Jean-Florentin-Honoré*), maréchal des logis à la vingt-quatrième légion de gendarmerie, compagnie du Pas-de-Calais; vingt-huit ans de service effectif.
- M. **Collier** (*François*), gendarme à la vingt-quatrième légion de gendarmerie, compagnie du Pas-de-Calais; vingt-quatre ans de service effectif, cinq campagnes.
- M. **Thomas** (*François-Joseph*), maréchal des logis à la vingt-cinquième légion de gendarmerie, compagnie du Haut-Rhin; vingt-huit ans de service effectif, deux citations.
- M. **Holtzel** (*Philippe*), gendarme à la vingt-cinquième légion de gendarmerie, compagnie du Haut-Rhin; trente et un ans de service effectif, une citation.
- M. **Bordier** (*Émile-Charles-Laurent*), chef d'escadron à la vingt-sixième légion de gendarmerie, commandant la compagnie de l'Isère; vingt-sept ans de service effectif.
- M. **Caillat** (*Gabriel*), brigadier à la vingt-sixième légion de gendarmerie, compagnie de la Haute-Savoie; vingt-cinq ans de service effectif, onze campagnes.
- M. **Cnapelynck** (*Edmond-Joseph-Henri-Louis*), lieutenant à la première compagnie de légion de gendarmerie d'Afrique; vingt-deux ans de service effectif, seize campagnes.
- M. **Parmentier** (*Jean-Louis-Joseph*), maréchal des logis à la première compagnie de légion de gendarmerie d'Afrique; vingt-cinq ans de service effectif, vingt-deux campagnes.
- M. **Weisse** (*Jean*), gendarme à la première compagnie de la légion de gendarmerie d'Afrique; vingt-deux ans de service effectif, seize campagnes.
- M. **Lombard** (*Joseph-Isidore*), maréchal des logis à la deuxième compagnie de la légion de gendarmerie d'Afrique; vingt-quatre ans de service effectif, vingt campagnes.
- M. **Royer** (*Louis*), gendarme à la deuxième compagnie de la légion de gendarmerie d'Afrique; vingt-huit ans de service effectif, vingt-deux campagnes.
- M. **Marsan** (*Charles-Joseph-Adolphe*), brigadier à la gendarmerie coloniale, compagnie de la Martinique; vingt et un ans de service effectif, vingt campagnes, une blessure.
- M. **Petitgenet** (*Barthélemy*), brigadier à la gendarmerie coloniale, compagnie de la Guadeloupe; vingt-quatre ans de service effectif, vingt campagnes.
- M. **Chicaneau** (*Alexandre*), maréchal des logis chef à la gendarmerie coloniale, compagnie de la Réunion; dix-huit ans de service effectif, quinze campagnes.
- M. **Diebaud** (*Pierre-Félix*), brigadier à la gendarmerie coloniale, compagnie de la Réunion; vingt-cinq ans de service effectif, quatorze campagnes.
- M. **Foubaton** (*Louis-Isidore-Joseph*), brigadier à la gendarmerie coloniale, compagnie de la Guyane; vingt-trois ans de service effectif, quatorze campagnes.
- M. **Le Gallais** (*Pierre-Élie-Armand*), capitaine à la garde de Paris; dix-neuf ans de service effectif, six campagnes.
- M. **Bouet** (*Charles-Frédéric-Auguste*), maréchal des logis chef à la garde de Paris; vingt-six ans de service effectif, quatre campagnes.
- M. **Guiet** (*René*), maréchal des logis à la garde de Paris; vingt-six ans de service effectif, une campagne, six blessures.
- M. **Dindinaud** (*François*), maréchal des logis à la garde de Paris; vingt-six ans de service effectif, six campagnes.
- M. **Étienne** (*Antoine*), maréchal des logis à la garde de Paris; vingt-six ans de service effectif, six campagnes.
- M. **Lambert** (*Mathurin-Marie*), brigadier à la garde de Paris; vingt-six ans de service effectif, six campagnes.
- M. **Barbier** (*Charles*), garde à la garde de Paris; vingt-deux ans de service effectif, six campagnes, une blessure.
- M. **Paquias** (*Simon*), lieutenant aux gendarmes vétérans; vingt-neuf ans de service effectif, deux campagnes.

M. Poly (*François-Louis*), gendarme à la compagnie de gendarmes vétérans; vingt-quatre ans de service effectif, dix-neuf campagnes.

M. Brisset (*Camille*), capitaine adjudant-major au deuxième régiment d'infanterie de ligne; dix-neuf ans de service effectif, quatre campagnes.

M. Adam (*Louis-Auguste*), capitaine au troisième régiment d'infanterie de ligne; vingt-six ans de service effectif, sept campagnes.

M. Bouisset (*Pierre-Léon*), capitaine au quatrième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif, neuf campagnes.

M. Chiffe (*Éloi-Honoré-Louis*), capitaine au cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif, quatre campagnes.

M. André (*Joseph-Victor*), major du sixième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif, cinq campagnes.

M. Drappeau (*Jean-Louis-Remy*), capitaine adjudant-major au huitième régiment d'infanterie de ligne; dix-huit ans de service effectif, quatre campagnes.

M. Lenoir de Tournemine (*Gabriel-François-Marie*), lieutenant au neuvième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif, sept campagnes.

M. Tisserant (*Joseph-Antoine-Augustin*), capitaine au dixième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif.

M. de Saint-Amand (*Ernest-Alfred*), capitaine au onzième régiment d'infanterie de ligne; vingt-deux ans de service effectif, trois campagnes.

M. Magnier (*Pierre-Jean-Baptiste*), lieutenant au douzième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif, quatre campagnes.

M. Paturel (*Antoine-Pierre-René*), capitaine au treizième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif, quatre campagnes.

M. Heyman (*Louis-Nicolas-Maurice*), lieutenant au quatorzième régiment d'infanterie de ligne; vingt-six ans de service effectif, cinq campagnes.

M. Ferry (*Charles*), capitaine au quinzième régiment d'infanterie de ligne; dix-neuf ans de service effectif, trois campagnes.

M. Boucher (*Pascal-Auguste*), capitaine au seizième régiment d'infanterie de ligne; trente ans de service effectif.

M. Lacoste (*Joseph-Just-Bertrand*), capitaine au dix-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-six ans de service effectif, deux campagnes.

M. Gabriac (*Louis-Arnaud-Jean-Baptiste*), capitaine au dix-huitième régiment d'infanterie de ligne; dix-huit ans de service effectif, quatre campagnes.

M. Bauzil (*Antoine-Hippolyte*), capitaine au dix-neuvième régiment d'infanterie de ligne; quinze ans de service effectif, sept campagnes.

M. Savoyat (*Jean-Pierre*), capitaine d'habillement du vingtième régiment d'infanterie de ligne; dix-huit ans de service effectif, six campagnes.

M. Lelièvre (*Rigobert-Alexandre*), lieutenant au vingt et unième régiment d'infanterie de ligne; dix-sept ans de service effectif, trois campagnes, deux blessures.

M. Samson (*Pierre-François*), capitaine d'habillement au vingt-deuxième régiment d'infanterie de ligne; vingt-deux ans de service effectif, trois campagnes.

M. Huguet (*Joseph-Nicolas*), capitaine d'habillement du vingt-troisième régiment d'infanterie de ligne; vingt-deux ans de service effectif, quatre campagnes, une blessure.

M. Servant (*Denis*), capitaine au vingt-quatrième régiment d'infanterie de ligne; vingt-six ans de service effectif, cinq campagnes.

M. Seriziat (*Louis-Edmond*), capitaine au vingt-quatrième régiment d'infanterie de ligne, détaché aux bureaux arabes; dix-huit ans de service effectif, neuf campagnes.

M. Fleurent (*Charles-Louis*), capitaine au vingt-cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif, dix campagnes.

M. Doré (*Pierre-Jules*), capitaine au vingt-sixième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif, deux campagnes.

M. Hugny (*Jean-Isidore*), capitaine au vingt-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif, quatre campagnes.

M. Lenfant (*Louis-Julien*), lieutenant au vingt-huitième régiment d'infanterie de ligne; vingt-huit ans de service effectif, dix campagnes.

M. Colas (*André-Roch-Gustave*), capitaine au vingt-neuvième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif, deux campagnes.

M. Mazeroux (*Louis*), chef de musique au trentième régiment d'infanterie de ligne; vingt-huit ans de service effectif, trois campagnes.

- Lambert (Joseph-Honoré)**, capitaine au trente et unième régiment d'infanterie de ligne; vingt-deux ans de service, cinq campagnes.
- Dastenay (Bernard-Charles-Ferdinand)**, capitaine adjudant-major au trente-deuxième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif, huit campagnes.
- Caboullet (François-Achille)**, capitaine au trente-troisième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif, six campagnes, une blessure.
- Duchesne (Henri)**, capitaine au trente-quatrième régiment d'infanterie de ligne; neuf ans de service effectif, cinq campagnes, une blessure.
- Dupuis (Pierre-Joseph-Éloi)**, capitaine trésorier du trente-cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif, deux campagnes.
- Castel (Jean-Pierre-Aimé)**, lieutenant au trente-sixième régiment d'infanterie de ligne; vingt-deux ans de service effectif, cinq campagnes.
- Jardy (Jean-Marie)**, capitaine au trente-septième régiment d'infanterie de ligne; neuf ans de service effectif, une campagne.
- Tabourot (François-Xavier)**, capitaine au trente-huitième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif, quatre campagnes.
- Boulanger (Joseph-Jules)**, capitaine au trente-neuvième régiment d'infanterie de ligne; dix-sept ans de service effectif, huit campagnes.
- Desancé (Pierre-Auguste-Marie)**, capitaine au quarantième régiment d'infanterie de ligne; vingt-huit ans de service effectif, deux campagnes.
- Morand (Jean-Baptiste)**, lieutenant au quarante et unième régiment d'infanterie de ligne; vingt-deux ans de service effectif, dix campagnes.
- Leandry (André)**, capitaine au quarante-deuxième régiment d'infanterie de ligne; neuf ans de service effectif, quatre campagnes.
- Carquet (Élie)**, lieutenant au quarante-troisième régiment d'infanterie de ligne; trois ans de service effectif, trois campagnes, une blessure.
- Journé (Jean-François)**, capitaine au quarante-quatrième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif, six campagnes.
- Dulys (Ildéphonse-Étienne)**, capitaine au quarante-cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt-neuf ans de service effectif, une campagne.
- Ozanneux (Lucien-Emmanuel)**, capitaine au quarante-cinquième régiment d'infanterie de ligne, détaché aux bureaux arabes; quinze ans de service effectif, dix campagnes.
- Denange (Pierre-Nicolas)**, sous-lieutenant au quarante-sixième régiment d'infanterie de ligne; quinze ans de service effectif, sept campagnes.
- Pelletier (Jean-François-Thomas)**, capitaine au quarante-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-deux ans de service effectif, deux campagnes.
- Mercier (Étienne)**, capitaine au quarante-huitième régiment d'infanterie de ligne; quatre ans de service effectif, trois campagnes.
- Prieur (Pierre-Paulin)**, capitaine au quarante-neuvième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif, deux campagnes.
- Tucl (Edmond)**, capitaine au cinquantième régiment d'infanterie de ligne; six ans de service effectif, dix campagnes.
- Pierrard (Henri)**, capitaine au cinquante et unième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif, cinq campagnes.
- Baïsson (Joseph-Claude)**, capitaine au cinquante-deuxième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif, trois campagnes.
- David (François-Dominique-Édouard)**, capitaine au cinquante-troisième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif, une campagne.
- Clerc (Jean-Baptiste)**, capitaine au cinquante-quatrième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif, quatre campagnes.
- Boullanger (François-Constant)**, capitaine au cinquante-sixième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif, onze campagnes.
- Poubault (Jean-Baptiste)**, lieutenant au cinquante-septième régiment d'infanterie de ligne; seize ans de service effectif, seize campagnes, une blessure.
- Thiersault (Adolphe-Jules)**, sous-lieutenant au cinquante-huitième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif, quinze campagnes, trois blessures.
- Chaequillon (Pierre-François)**, capitaine au cinquante-neuvième régiment d'infanterie de ligne; vingt-deux ans de service effectif, cinq campagnes.
- Dabo (Louis-Henri)**, capitaine trésorier du soixantième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif.

M. Gorju (*Jean-Louis*), capitaine au soixante et unième régiment d'infanterie de ligne ; vingt-trois ans de service effectif.

M. Rimbaud (*Louis-Félix*), sergent-major vauquemestre du soixante-troisième régiment d'infanterie de ligne ; vingt-quatre ans de service effectif, deux campagnes.

M. Plan (*Jules-Antoine*), chef de bataillon au soixante-quatrième régiment d'infanterie de ligne ; vingt-trois ans de service effectif, six campagnes.

M. Roy (*Edme-Adelin*), capitaine au soixante-cinquième régiment d'infanterie de ligne ; vingt-neuf ans de service effectif, deux campagnes.

M. Giroud (*Jean-Baptiste*), lieutenant au soixante-sixième régiment d'infanterie de ligne ; vingt ans de service effectif, huit campagnes.

M. Martin (*Hubert-Adolphe-Ambroise*), capitaine adjudant-major au soixante-septième régiment d'infanterie de ligne ; vingt-trois ans de service effectif, deux campagnes.

M. Pallez (*Louis-Sébastien-Joseph*), tambour-major du soixante-huitième régiment d'infanterie de ligne ; vingt-cinq ans de service effectif, dix campagnes, une blessure.

M. Wolf (*Georges*), capitaine adjudant-major au soixante-neuvième régiment d'infanterie de ligne ; vingt-quatre ans de service effectif, quatre campagnes.

M. Bliard (*Pierre-Nicolas-Philippe*), chef de bataillon au soixante-dixième régiment d'infanterie de ligne ; trente ans de service effectif.

M. Abenati (*Sébastien-Antonin*), chef de musique du soixante et onzième régiment d'infanterie de ligne ; vingt-sept ans de service effectif, dix campagnes.

M. Aillery (*Frédéric-Hippolyte*), capitaine au soixante-douzième régiment d'infanterie de ligne ; dix-neuf ans de service effectif, dix-huit campagnes, une blessure.

M. Guichard (*Joseph*), lieutenant au soixante-treizième régiment d'infanterie de ligne ; vingt-trois ans de service effectif, trois campagnes.

M. Daligaut (*Étienne-Louis-Marie*), capitaine au soixante-quatorzième régiment d'infanterie de ligne ; dix-huit ans de service effectif, quatre campagnes.

M. Cramer (*Jean-Philippe*), tambour-major du soixante-quinzième régiment d'infanterie de ligne ; vingt-cinq ans de service effectif, sept campagnes.

M. Thomas (*Joseph-Antoine*), capitaine au soixante-seizième régiment d'infanterie de ligne ; trente ans de service effectif, une campagne.

M. Saupique (*Jules*), capitaine au soixante-dix-septième régiment d'infanterie de ligne ; vingt-trois ans de service effectif, une campagne.

M. Pellenc (*Charles-Frédéric*), capitaine au soixante-dix-huitième régiment d'infanterie de ligne ; vingt et un ans de service effectif, trois campagnes.

M. Molle (*Eugène*), capitaine adjudant-major au soixante-dix-neuvième régiment d'infanterie de ligne ; dix-neuf ans de service effectif, trois campagnes.

M. Peurrel (*Henri-Camille-Joseph*), capitaine au quatre-vingtième régiment d'infanterie de ligne ; vingt et un ans de service effectif, trois campagnes.

M. Arnaud (*Jean-Pierre-Léandre*), lieutenant au quatre-vingt-deuxième régiment d'infanterie de ligne ; vingt ans de service effectif, huit campagnes.

M. Ferrat (*Honoré-Henri*), capitaine au quatre-vingt-troisième régiment d'infanterie de ligne ; vingt et un ans de service effectif, cinq campagnes.

M. Boucheron (*François-Jules*), capitaine au quatre-vingt-quatrième régiment d'infanterie de ligne ; vingt et un ans de service effectif, trois campagnes, une blessure.

M. Maillard (*Pierre-Narcisse*), capitaine au quatre-vingt-cinquième régiment d'infanterie de ligne ; dix-sept ans de service effectif, cinq campagnes, deux blessures.

M. Baugé (*Edouard-Charles*), lieutenant au quatre-vingt-sixième régiment d'infanterie de ligne ; quinze ans de service effectif, quatre campagnes, deux blessures.

M. Parmentier (*Jean-Ainé*), capitaine au quatre-vingt-septième régiment d'infanterie de ligne ; vingt-cinq ans de service effectif, cinq campagnes.

M. Toupet (*Toussaint-Aimable*), capitaine au quatre-vingt-huitième régiment d'infanterie de ligne ; vingt-neuf ans de service effectif, six campagnes.

M. Baudart (*Charles-Eugène*), capitaine au quatre-vingt-dixième régiment d'infanterie de ligne ; vingt-six ans de service effectif, onze campagnes.

M. Klein (*François*), lieutenant au quatre-vingt-onzième régiment d'infanterie de ligne ; quinze ans de service effectif, six campagnes, une blessure.

M. Le Pape (*Guy*), lieutenant au quatre-vingt-douzième régiment d'infanterie de ligne ; seize ans de service effectif, trois campagnes, une blessure.

M. Cloarec (*Yves-Marie*), capitaine au quatre-vingt-quatorzième régiment d'infanterie de ligne ; vingt-six ans de service effectif, quatre campagnes.

M. Delauney (*Aimé-Charles*), capitaine au quatre-vingt-seizième régiment d'infanterie de ligne ; vingt-cinq ans de service effectif, trois campagnes.

- Blanc (Jean-Baptiste-Nestor)**, capitaine au quatre-vingt-dix-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif, six campagnes.
- Blanc (Désiré-André-Joseph)**, sergent au quatre-vingt-dix-huitième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif, trois campagnes, une blessure.
- Bluff (Théodore-François)**, lieutenant au centième régiment d'infanterie de ligne; dix-huit ans de service effectif, six campagnes, trois blessures.
- Blondeville (Guillaume-Hyacinthe)**, capitaine au premier bataillon de chasseurs à pied, détaché à l'École de tir; dix-huit ans de service effectif, trois campagnes.
- Blondeville (Louis-Édouard)**, capitaine au troisième bataillon de chasseurs à pied; dix-neuf ans de service effectif, cinq campagnes.
- Blondeville (Auguste-Jean-André)**, lieutenant, officier d'habillement du quatrième régiment de chasseurs à pied; dix-sept ans de service effectif, cinq campagnes, une blessure.
- Blotterie (Claude-Allyre-Edmond)**, capitaine au dixième bataillon de chasseurs à pied; dix-huit ans de service effectif, quatre campagnes.
- Blotterie (Louis-René)**, lieutenant au douzième bataillon de chasseurs à pied; vingt ans de service effectif, cinq campagnes.
- Blotterie (Léon-Vincent-René)**, capitaine au dix-septième bataillon de chasseurs à pied; vingt et un ans de service effectif, trois campagnes.
- Blotterie (Paul-Édouard)**, capitaine-major du vingtième bataillon de chasseurs à pied; vingt-quatre ans de service effectif, une campagne.
- Blotterie de Veilles (Raoul-Guillaume)**, sous-lieutenant au premier régiment de zouaves; neuf ans de service effectif, trois campagnes, une blessure.
- Blotterie (Jean-Pierre-Adolphe)**, sergent-major au premier régiment de zouaves; dix-huit ans de service effectif, dix-huit campagnes, une blessure.
- Blotterie de la Villehery (Saturnin-Pierre-Marie)**, major du deuxième régiment de zouaves; vingt-quatre ans de service effectif, trois campagnes.
- Blotterie (Louis-Alexandre-Alfred)**, chef de bataillon au troisième régiment de zouaves; dix-neuf ans de service effectif, dix campagnes.
- Blotterie (Charles)**, capitaine au premier bataillon d'infanterie légère d'Afrique; dix ans de service effectif, sept campagnes.
- Blotterie (Jean)**, sergent à la deuxième compagnie de pionniers disciplinaires; dix ans de service effectif, vingt-trois campagnes.
- Blotterie (Alfred-Marie)**, capitaine adjudant-major au régiment étranger; dix-neuf ans de service effectif, sept campagnes.
- Blotterie (Théodule)**, capitaine au premier régiment de tirailleurs algériens; dix ans de service effectif, quinze campagnes.
- Blotterie (Édouard-Louis-Joseph)**, capitaine au deuxième régiment de tirailleurs algériens; vingt-quatre ans de service effectif, onze campagnes.
- Blotterie (Paul-Antoine-Fleury-Calixte)**, capitaine au deuxième régiment de tirailleurs algériens, détaché aux bureaux arabes; seize ans de service effectif, dix campagnes.
- Blotterie (Henri-Louis-Charles)**, lieutenant au troisième régiment de tirailleurs algériens; dix-neuf ans de service effectif, dix-huit campagnes.
- Blotterie (François-Constant)**, sergent aux sous-officiers vétérans; vingt-deux ans de service effectif, sept campagnes.
- Blotterie (Joseph-François)**, chef de musique du premier régiment de carabiniers; vingt-deux ans de service effectif, une campagne.
- Blotterie (Alexandre-Toussaint)**, chef armurier de première classe au deuxième régiment de carabiniers; vingt-trois ans de service effectif.
- Blotterie de Garnier des Garets (Laurent-Antoine-Léon)**, capitaine instructeur du premier régiment de cuirassiers; vingt ans de service effectif.
- Blotterie (Eugène-Isidore-Joseph)**, major du deuxième régiment de cuirassiers; dix ans de service effectif, une campagne.
- Blotterie (Étienne)**, sous-lieutenant, porte-étendard du troisième régiment de cuirassiers; vingt ans de service effectif.
- Blotterie (Jean-Léon)**, lieutenant au quatrième régiment de cuirassiers; seize ans de service effectif, six campagnes.
- Blotterie (Charles-Louis-Benoît)**, capitaine trésorier du cinquième régiment de cuirassiers; vingt-six ans de service effectif.

M. de Remusson d'Hauteville (Jules-Joseph-Gustave), chef d'escadron au sixième régiment de cuirassiers; vingt-deux ans de service effectif, deux campagnes.

M. Jobard (Désiré-Charles), maréchal des logis au septième régiment de cuirassiers; vingt ans de service effectif, six campagnes.

M. Robert (Ainé), capitaine adjudant-major au huitième régiment de cuirassiers; vingt et un ans de service effectif.

M. Trefcon (Sulpice-Joseph-Théodore), lieutenant au neuvième régiment de cuirassiers; vingt et un ans de service effectif, deux campagnes.

M. Doridant (François-Jean-Baptiste-Eugène), capitaine au dixième régiment de cuirassiers; vingt et un ans de service effectif.

M. Ollivier (Henri-Émile-Théodore), chef d'escadron au premier régiment de dragons; vingt et un ans de service effectif.

M. de Schauenburg (Ildéphonse-Odon-Henri), lieutenant au deuxième régiment de dragons; quatorze ans de service effectif; six campagnes.

M. Bourtequoy (Nicolas-Eugène), capitaine au troisième régiment de dragons; vingt-deux ans de service effectif.

M. Garnier (Jean-Hubert), capitaine au quatrième régiment de dragons; vingt-deux ans de service effectif.

M. Legendre (Paul-Henri-Émile), chef d'escadron au cinquième régiment de dragons; vingt quatre ans de service effectif.

M. d'Hailly (Henri-François-Désiré-Joseph), capitaine au sixième régiment de dragons; vingt trois ans de service effectif.

M. Bertrand (François-Denis), lieutenant au septième régiment de dragons; vingt ans de service effectif, deux campagnes.

M. Robin (Jean), capitaine trésorier du huitième régiment de dragons; vingt ans de service effectif.

M. Rouget (Jules-Joseph-André), lieutenant au neuvième régiment de dragons; neuf ans de service effectif, trois campagnes.

M. Eon (Benjamin-Adolphe), capitaine instructeur du dixième régiment de dragons; vingt et un ans de service effectif.

M. Chabaud (Guillaume), lieutenant au onzième régiment de dragons; vingt ans de service effectif.

M. Bailly (Victor-Alphonse), capitaine au douzième régiment de dragons; vingt-deux ans de service effectif, une campagne.

M. Palanque (Joseph-Irénée), capitaine instructeur du premier régiment de lanciers; dix-huit ans de service effectif, deux campagnes.

M. de Salignac-Fénelon (Louis-Alphonse), chef d'escadron au deuxième régiment de lanciers; vingt et un ans de service effectif, deux campagnes.

M. Caillon (Henri-Gaspard), lieutenant au troisième régiment de lanciers; quinze ans de service effectif, huit campagnes.

M. Raean (Jean-Pierre-Eugène), sous-lieutenant au quatrième régiment de lanciers; quinze ans de service effectif, treize campagnes.

M. Puyo (Jean), capitaine au cinquième régiment de lanciers; vingt-quatre ans de service effectif.

M. Caval (Jean-Baptiste-Théodore), capitaine au sixième régiment de lanciers; vingt-trois ans de service effectif.

M. Charlet (Henri-Philippe-François), lieutenant au septième régiment de lanciers; vingt et un ans de service effectif, deux campagnes.

M. Maurice (Ferdinand), lieutenant au huitième régiment de lanciers; vingt ans de service effectif.

M. Ranson (Charles-Henri), lieutenant au premier régiment de chasseurs à cheval; vingt ans de service effectif, trois campagnes.

M. Delmas (Bruno), maréchal des logis au deuxième régiment de chasseurs à cheval; vingt et un ans de service effectif, quatre campagnes.

M. Cavarrot (François), sous-lieutenant au troisième régiment de chasseurs à cheval; dix-neuf ans de service effectif, huit campagnes.

M. Fontaine (Constant-Joseph), lieutenant au quatrième régiment de chasseurs à cheval; dix-neuf ans de service effectif, sept campagnes.

M. Darmand-Courbassier (Jules-Alexandre-Sébastien), capitaine au cinquième régiment de chasseurs; vingt-deux ans de service effectif, deux campagnes.

M. Koller (Jacques), sous lieutenant au sixième régiment de chasseurs à cheval; vingt-trois ans de service effectif, une campagne.

- M. Genestet de Plunhol (Marie-Louis-Joseph-Henri), chef d'escadron au huitième régiment de chasseurs à cheval; vingt ans de service effectif, quatre campagnes.
- M. Mankeimer (Meyer), lieutenant au dixième régiment de chasseurs à cheval; vingt ans de service effectif, trois campagnes.
- M. Lambert (Eugène-Intoine-Lucien-Alphonse), capitaine au onzième régiment de chasseurs à cheval; dix-neuf ans de service effectif, trois campagnes.
- M. Du Ferron (Arthur-Gabriel-Marie-Placide), chef d'escadron au douzième régiment de chasseurs à cheval; vingt-trois ans de service effectif, deux campagnes.
- M. Donnat (Jacques-Eugène), capitaine au premier régiment de hussards; dix-huit ans de service effectif, trois campagnes.
- M. Fourès (Jean-Charles), capitaine instructeur du deuxième régiment de hussards; vingt-deux ans de service effectif.
- M. Dumonchau (Oscar-Achille-Hippolyte), lieutenant au troisième régiment de hussards; vingt ans de service effectif, trois campagnes.
- M. Lion (Henri-Edmond), capitaine adjudant-major au quatrième régiment de hussards; vingt-trois ans de service effectif, cinq campagnes.
- M. Robert (François), capitaine trésorier du cinquième régiment de hussards; dix-neuf ans de service effectif, cinq campagnes.
- M. Charles (Étienne), lieutenant au sixième régiment de hussards; vingt-trois ans de service effectif, trois campagnes.
- M. Maort de Goucourt (Alexandre-Adélaïde-Camille), chef d'escadron au septième régiment de hussards; vingt-trois ans de service effectif.
- M. de Saint-Jean de Pointis (Jacques-Paul-Albert), chef d'escadron au huitième régiment de hussards; vingt-deux ans de service effectif.
- M. Dupleix de Cadignan (Guy-Frédéric-Edgar-Delphin), capitaine adjudant-major au neuvième régiment de chasseurs d'Afrique; dix-huit ans de service effectif, cinq campagnes.
- M. Brossier de Baros (Arthur-Jules), sous-lieutenant au deuxième régiment de chasseurs d'Afrique; douze ans de service effectif, onze campagnes.
- M. Hamblot (Jean-François-Victorin), major du premier régiment de spahis; vingt-trois ans de service effectif, trois campagnes.
- M. de Sonis (Theobald), capitaine au premier régiment de spahis, détaché aux bureaux arabes; quinze ans de service effectif, huit campagnes.
- Abby bou Cetta, maréchal des logis au premier régiment de spahis; vingt et un ans de service effectif, vingt et une campagnes.
- M. Gourdon (Félix-Alfred), capitaine adjudant-major au deuxième régiment de spahis; dix-neuf ans de service effectif, quatre campagnes.
- Kadda ben Allal, sous-lieutenant au deuxième régiment de spahis; dix-neuf ans de service effectif, dix-neuf campagnes.
- M. Alviset (Bernard-Nicolas), capitaine au troisième régiment de spahis; vingt-quatre ans de service effectif, deux campagnes.
- Ali ben Bourroun, brigadier au troisième régiment de spahis; vingt et un ans de service effectif, vingt et une campagnes, une blessure.
- M. Masson (Dominique), sous-lieutenant à la troisième compagnie de cavaliers de monte; vingt-cinq ans de service effectif.
- M. Rarat (Henri-Jacques-Jean), sous-lieutenant à la première compagnie de cavaliers de monte d'Afrique; dix-huit ans de service effectif, deux campagnes.
- M. Person (Antoine), capitaine à l'école impériale de cavalerie, directeur de l'atelier de confection; vingt ans de service effectif.
- M. Pnot (Jean), brigadier, maréchal ferrant à l'école impériale spéciale militaire; vingt ans de service effectif.
- M. Le Blanc (Pierre-Marie-Eugène), capitaine en premier à l'état-major particulier de l'artillerie, à la direction d'Alger; vingt-six ans de service effectif, dix-huit campagnes.
- M. Cary (Édouard), capitaine en premier à l'état-major particulier de l'artillerie, au dépôt central de l'artillerie, à Paris; vingt ans de service effectif, une campagne.
- M. Rollin (Louis-Édouard), capitaine en second employé à l'état-major particulier de l'artillerie, à la direction de Strasbourg; dix-neuf ans de service effectif, quatre campagnes.
- M. Fourgous (Louis-Guillaume-Philibert), capitaine en second employé à l'état-major particulier de l'artillerie, aux forges du Centre, à Nevers; vingt ans de service effectif, une campagne.

M. *Gautier (Augustin)*, capitaine en second employé à l'état-major particulier de l'artillerie, à la direction de Grenoble; dix-sept ans de service effectif, deux campagnes; services exceptionnels.

M. *Gauthier (Pierre-Marie)*, garde d'artillerie de première classe, à la direction de Besançon; trente-cinq ans de service effectif.

M. *Caire (Louis-Hyacinthe)*, garde d'artillerie de première classe, au ministère de la guerre; trente et un ans de service effectif.

M. *Bouillet (Antoine)*, maître artificier, à l'école d'artillerie de Grenoble; vingt-neuf ans de service effectif, deux campagnes.

M. *Grenez (Louis-Marie-Joseph)*, sous-chef artificier à l'école normale de tir, à Vincennes; douze ans de service effectif, cinq campagnes, deux blessures.

M. *Fourcatt (Jean-Baptiste)*, sous-chef ouvrier d'État, au dépôt central de l'artillerie à Paris; vingt-trois ans de service effectif, deux campagnes.

M. *Maréchal (François-Étienne)*, sous-chef ouvrier d'État, à la direction de Cavantaine; trente-deux ans de service effectif, seize campagnes.

M. *Desouiller (André-Félix)*, gardien de batterie de première classe, à la direction de Montpellier; trente-deux ans de service effectif, deux campagnes.

M. *Bisch (François-Antoine)*, contrôleur principal à la manufacture d'armes de Châtellerauld; quarante-quatre ans de service effectif.

M. *Brenier (Joseph)*, contrôleur de première classe à la direction d'Alger; trente-trois ans de service effectif, dix-neuf campagnes.

M. *Laurens (Joseph-Jean-Baptiste)*, capitaine en premier au premier régiment d'artillerie; vingt et un ans de service effectif, six campagnes.

M. *Holl (André)*, maréchal des logis au premier régiment d'artillerie; vingt-trois ans de service effectif, quinze campagnes.

M. *Matussière (Adolphe)*, capitaine en premier au deuxième régiment d'artillerie; vingt-deux ans de service effectif.

M. *Souillard*, maréchal des logis au troisième régiment d'artillerie; vingt-trois ans de service effectif, huit campagnes.

M. *Limoge (François-Nicolas)*, maréchal des logis au quatrième régiment d'artillerie; vingt-deux ans de service effectif, sept campagnes.

M. *Giraud (Auguste-Joseph-Vincent-Émile)*, capitaine en premier au cinquième régiment d'artillerie; vingt et un ans de service effectif, une campagne.

M. *Klein (Léger)*, maréchal des logis au sixième régiment d'artillerie; vingt-trois ans de service effectif, une campagne.

M. *Fourcy (Alphonse-François)*, capitaine en second au septième régiment d'artillerie; vingt ans de service effectif, deux campagnes.

M. *Pées (Jean-Baptiste-Févariste)*, maréchal des logis au huitième régiment d'artillerie; dix-huit ans de service effectif, six campagnes.

M. *Merlet (Pierre-Moïse)*, capitaine en second au neuvième régiment d'artillerie; vingt-deux ans de service effectif, une campagne, une blessure.

M. *Thomas (Jacques-Antoine)*, lieutenant en premier au neuvième régiment d'artillerie; quinze ans de service effectif, cinq campagnes.

M. *Pellissier (Jacques-Prosper)*, capitaine en premier au dixième régiment d'artillerie; dix-neuf ans de service effectif, quatre campagnes.

M. *Chinchon (Pierre-Raymond)*, adjudant sous-officier au onzième régiment d'artillerie; vingt-deux ans de service effectif, cinq campagnes.

M. *Carré (Barthélemy)*, lieutenant en second au douzième régiment d'artillerie; dix-neuf ans de service effectif, sept campagnes, une blessure, une citation.

M. *Ménard (François-Joseph)*, capitaine en second au treizième régiment d'artillerie; vingt-quatre ans de service effectif.

M. *David (Étienne-Auguste-Albin)*, capitaine en premier au quatorzième régiment d'artillerie; dix-sept ans de service effectif, sept campagnes.

M. *Olivier (Édouard-Alfred)*, capitaine en second au quinzième régiment d'artillerie; vingt ans de service effectif, deux campagnes.

M. *Laprade (André-Firmin)*, capitaine en premier au seizième régiment d'artillerie; dix-sept ans de service effectif, quatre campagnes.

M. *Arnaud (Romain-Daniel)*, maréchal des logis au dix-septième régiment d'artillerie; vingt-deux ans de service effectif, trois campagnes.

M. *Olivier (Charles-Antoine)*, capitaine en premier au dix-huitième régiment d'artillerie; dix-huit ans de service effectif, quatre campagnes.

- M. *Maniouloux (Jean-Ambroise)*, capitaine trésorier du vingtième régiment d'artillerie; vingt-sept ans de service effectif.
- M. *Bras (Étienne)*, capitaine en second à la deuxième compagnie d'ouvriers d'artillerie; vingt-trois ans de service effectif.
- M. *Lecompte (Jean-Baptiste)*, maréchal des logis chef à la troisième compagnie d'ouvriers d'artillerie; vingt ans de service effectif, huit campagnes.
- M. *Dalau (André)*, capitaine en second à la première compagnie d'armuriers d'artillerie; vingt-quatre ans de service effectif, onze campagnes.
- M. *Lestienne (François-Joseph)*, capitaine en second au premier escadron du train d'artillerie; vingt-trois ans de service effectif, six campagnes.
- M. *Zemb (Martin)*, maréchal des logis au troisième escadron du train d'artillerie; vingt et un ans de service effectif, trois campagnes.
- M. *Henry (Marie-Joseph-Léonard)*, capitaine en second au cinquième escadron du train d'artillerie; vingt-deux ans de service effectif.
- M. *Carie (Jules)*, capitaine à l'état-major particulier du génie, au dépôt des fortifications; dix-neuf ans de service effectif, trois campagnes.
- M. *Wagner (Joseph-Edmond)*, capitaine à l'état-major particulier du génie, à la brigade topographique à Nice; quinze ans de service effectif, six campagnes.
- M. *Petitjean (Blaise-Émile)*, capitaine à l'état-major du génie, à Metz; dix-huit ans de service effectif, neuf campagnes.
- M. *Fauvel (Eusèbe)*, capitaine à l'état-major particulier du génie, à Metz; dix-sept ans de service effectif, sept campagnes.
- M. *Braye (Jean-Nicolas)*, garde du génie de première classe, à Commercy; trente-trois ans de service effectif, six campagnes.
- M. *Durand (Victor)*, garde du génie de première classe, à Agen; vingt-sept ans de service effectif, huit campagnes.
- M. *Roland (Nicolas-Théobald)*, garde du génie de première classe, à Arras; trente-trois ans de service effectif, une campagne, une blessure.
- M. *Bourdon (Alfred-Édouard)*, garde du génie de première classe, à Guise; vingt-neuf ans de service effectif, dix campagnes.
- M. *Albère (Dominique)*, casernier au fort Louis, à Strasbourg; cinquante et un ans de service effectif, quatre campagnes.
- M. *Peltrizot (Ignace-Désiré)*, sergent au premier régiment du génie; onze ans de service effectif, six campagnes, deux blessures et deux contusions.
- M. *Gleyre (Alexandre-Louis)*, sapeur conducteur au deuxième régiment du génie; vingt-quatre ans de service effectif, vingt-deux campagnes.
- M. *Rouy (Zéphyr)*, sergent au troisième régiment du génie; neuf ans de service effectif, six campagnes; une blessure.
- M. *Dehay (Adolphe-Hilaire-Joseph)*, capitaine au corps des équipages militaires, adjoint au sous-directeur du parc de construction de Vernon; vingt-deux ans de service effectif, sept campagnes.
- M. *Penavaire (Pierre)*, capitaine trésorier du premier escadron des équipages militaires; vingt et un ans de service effectif, douze campagnes.
- M. *Pillet (Joseph)*, adjudant sous-officier au deuxième escadron des équipages militaires; vingt-cinq ans de service effectif, treize campagnes.
- M. *GrosPierre (Jean-Baptiste)*, lieutenant au quatrième escadron des équipages militaires; vingt-quatre ans de service effectif, onze campagnes.
- M. *Dougnier (Jean-François)*, adjudant sous-officier au quatrième escadron des équipages militaires; vingt-deux ans de service effectif, cinq campagnes.
- M. *Le Roy (Alexandre-Remy)*, lieutenant au cinquième escadron des équipages militaires; vingt-deux ans de service effectif, douze campagnes.
- M. *Dezon (François)*, médecin-major de deuxième classe au premier régiment de mousquetaires; dix-sept ans de service effectif, cinq campagnes.
- M. *Reju (Louis-Prosper-Joseph)*, médecin-major de deuxième classe au cinquante-troisième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif, onze campagnes.
- M. *Roure (Michel-Honoré-Antoine)*, médecin-major de deuxième classe au cinquième régiment de dragons; vingt-quatre ans de service effectif, dix campagnes.
- M. *Janin (Joseph-Hippolyte)*, médecin-major de deuxième classe au huitième régiment de lanciers; vingt ans de service effectif, six campagnes.
- M. *Bertrand (Morie-Joseph-Hector)*, médecin-major de deuxième classe au quatrième escadron du train des équipages; dix-huit ans de service effectif, onze campagnes.

M. Réeb (*François-Camille*), médecin-major de deuxième classe aux hôpitaux de la division d'Alger; dix-huit ans de service effectif, dix campagnes.

M. Fleury (*Charles*), médecin-major de deuxième classe aux hôpitaux de la division de Constantine; dix-neuf ans de service effectif, quatre campagnes.

M. Coulier (*Paul-Jean*), pharmacien-major de première classe à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce; dix-huit ans de service effectif, deux campagnes.

M. Fouquet (*Amand-Émile*), lieutenant au quarante-cinquième régiment d'infanterie de ligne, détaché comme adjoint au trésorier à l'école impériale spéciale militaire; dix-neuf ans de service, dix campagnes.

M. Astier (*Laurent-Emanuel*), lieutenant au quarante-troisième régiment d'infanterie de ligne, employé au dépôt de recrutement de l'Ariège; dix-huit ans de service effectif, huit campagnes.

M. Blanc (*Côme-Damien*), lieutenant au troisième régiment d'infanterie de ligne, employé au dépôt de recrutement de Tarn et Garonne; dix-neuf ans de service effectif, six campagnes.

M. Barillier (*Siméon*), lieutenant au dix-septième régiment d'infanterie de ligne, employé au dépôt de recrutement de la Haute-Vienne; dix-neuf ans de service effectif, cinq campagnes.

M. Véron (*Gustave-François*), lieutenant au centième régiment d'infanterie de ligne, employé au dépôt de recrutement du Jura; quinze ans de service effectif, huit campagnes, deux blessures.

M. Chas (*Antoine-Adolphe*), lieutenant au soixante-dix-huitième régiment d'infanterie de ligne, employé au dépôt de recrutement des Basses-Pyrénées; vingt-trois ans de service effectif, trois campagnes.

M. Quentin (*Jules-Nicolas-Henry*), capitaine au premier régiment de carabiniers, détaché dans le service des remontes, commandant la succursale de Faverney; vingt-deux ans de service effectif.

M. Favelier (*Charles-Lazare*), vétérinaire en second au deuxième régiment de spahis; quinze ans de service effectif, treize campagnes.

M. Glandier (*Pierre*), vétérinaire en premier au cinquième régiment d'artillerie; vingt-deux ans de service effectif, vingt campagnes.

M. Boyard-Berthier (*Jean-Alphonse*), vétérinaire en premier au dixième régiment d'artillerie; vingt-trois ans de service effectif, sept campagnes.

M. Gassiot (*Jean-Romain*), officier d'administration de première classe à Alger; vingt-trois ans de service effectif, cinq campagnes.

M. Higonet (*Louis-Grégoire*), officier d'administration de deuxième classe à Metz; trente-quatre ans de service effectif, trois campagnes.

M. Frey (*Charles-Victor*), officier d'administration, comptable de deuxième classe à l'école de Saumur; vingt-quatre ans de service effectif, dix-sept campagnes.

M. Jourde (*Jean-Adolphe*), officier d'administration, comptable de deuxième classe aux hôpitaux de la division d'Oran; vingt-neuf ans de service effectif, dix-sept campagnes.

M. Géraud (*Paul-Louis*), officier d'administration, comptable de première classe (première division militaire); trente et un ans de service effectif, dix campagnes.

M. Daurelle (*Prosper-Pierre-Marius*), officier d'administration, comptable de deuxième classe (Afrique); vingt-deux ans de service effectif, dix-huit campagnes.

M. Diget (*Augustin-Charles*), officier d'administration, comptable de première classe à Rennes; trente ans de service effectif, vingt campagnes.

M. Clivé (*Jean-Pierre*), officier d'administration de première classe, greffier près le deuxième conseil de guerre de la division d'Oran; vingt-huit ans de service effectif, trois campagnes.

M. Trémoulé (*Joseph*), infirmier-major, sergent aux hôpitaux de la troisième division militaire; vingt-trois ans de service effectif, dix-neuf campagnes.

M. Gourgeot (*François-Marie*), interprète de deuxième classe; seize ans de service effectif, seize campagnes, une blessure, une citation.

M. Bullon (*Auguste-François*), sous-chef du bureau de la solde, au ministère de la guerre; trente-cinq ans de service effectif.

M. Garnier (*Auguste-Léopold*), commis principal de première classe au bureau de la correspondance générale et des opérations militaires, au ministère de la guerre; trente ans de service effectif. (*Paris, 30 Décembre 1863.*)

16,189. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) qui confirme les nominations faites à titre provisoire au grade de chevalier de la Légion d'honneur par le général commandant en chef le corps expéditionnaire du Mexique, en vertu des pouvoirs à lui conférés par la décision impériale du 21 juillet 1862, en faveur des militaires dont les noms suivent, savoir :

CHINE, COCHINCHINE ET MEXIQUE.

M. Vaillermet (Marc), capitaine à la gendarmerie coloniale, commandant le détachement de la basse Cochinchine; dix-huit ans de service effectif, huit campagnes.

M. Bouriot (Xavier), lieutenant au premier bataillon d'infanterie légère d'Afrique, attaché au troisième bataillon d'infanterie légère d'Afrique (Chine); vingt ans de service effectif, cinq campagnes.

M. Juffé (René-Harmançe), lieutenant au bataillon de tirailleurs algériens en Cochinchine; neuf ans de service effectif, sept campagnes, deux blessures.

M. Jean (Eugène-Mathieu), médecin aide-major commissionné, attaché à l'hôpital militaire de Saïgon (Cochinchine); douze ans de service effectif, quatre campagnes.

M. Borel (Benjamin-François-Louis), infirmier-major, sergent aux hôpitaux de la Cruz; seize ans de service effectif, quatorze campagnes. (Paris, 30 Décembre 1863.)

16,190. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme au grade de grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. de Mylius (Ferdinand-Frédéric-Henry), général de brigade de la deuxième section du cadre de l'état-major général; commandeur du 21 mars 1831; cinquante-neuf ans de service effectif, dix-huit campagnes, trois blessures. (Paris, 31 Décembre 1863.)

16,191. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) qui nomme chevaliers de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, pour services de guerre en Cochinchine, savoir :

M. Jullien (Victor-Frédéric), gendarme à cheval en Cochinchine; huit ans de service effectif, trois campagnes.

M. Germain (Louis-Rodolphe), vétérinaire en second en Cochinchine; seize ans de service effectif, sept campagnes. (Paris, 31 Décembre 1863.)

16,192. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) qui nomme dans l'ordre impérial de la Légion d'honneur les militaires dont les noms suivent, savoir :

AU GRADE D'OFFICIER.

M. Merlin (Alexandre), chef de bataillon, chef du service du génie à la Réunion; chevalier du 13 août 1857; vingt-cinq ans de service effectif, treize campagnes.

AU GRADE DE CHEVALIER.

M. Souriau (François-Auguste), capitaine, chef du service du génie au Gabon; seize ans de service effectif, six campagnes.

M. Bières (Bertrand), garde du génie à la Nouvelle-Calédonie; vingt-quatre ans de service effectif, neuf campagnes. (Paris, 31 Décembre 1863.)

16,193. — DÉCRET IMPÉRIAL (rendu sur la proposition du grand chancelier de la Légion d'honneur et contre-signé par le ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts) qui nomme officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. Telmat (François-Henri), capitaine au quinzième régiment d'infanterie de ligne.

en retraite; trente-deux ans de services, cinq campagnes, une blessure; chevalier de l'ordre le 14 mars 1857. (*Paris, 15 Mars 1864.*)

N° 16,194. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui nomme chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. *Goffin* (*Alexandre*), membre du comité de l'orphelinat du Prince Impérial pour le premier arrondissement de Paris; administrateur du bureau de bienfaisance de cet arrondissement; participe avec le plus actif dévouement à un grand nombre d'œuvres charitables. (*Paris, 15 Mars 1864.*)

N° 16,195. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui nomme chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. *Deleharre*, capitaine au corps des canonniers sédentaires de Lille (Nord); ancien sous-officier dans l'armée, quarante-deux ans de services. (*Paris, 15 Mars 1864.*)

N° 16,196. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui nomme chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. *Clouet*, adjoint au maire du Havre (Seine-Inférieure); dix-huit ans de services gratuits. (*Paris, 15 Mars 1864.*)

N° 16,197. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui nomme chevaliers de l'ordre impérial de la Légion d'honneur :

M. *Baron*, maire de Dravegny (Aisne), en fonctions depuis trente-huit ans, membre du conseil d'arrondissement de Château-Thierry; âgé de soixante-douze ans.

M. *Bougerol*, maire de Saint-Marcel-en-Marcillat (Allier); cinquante ans de services, dont quarante-quatre comme maire; âgé de soixante-quinze ans.

M. *Lachau*, maire d'Aspres-lez-Veynes (Hautes-Alpes); en fonctions depuis vingt-trois ans; membre du conseil général des Hautes-Alpes.

M. *Salomon de la Chapelle*, maire de Gluiras (Ardèche); en fonctions depuis vingt-cinq ans; administration signalée par de nombreuses améliorations; âgé de soixante-seize ans.

M. *Leffevre*, maire du Chesne (Ardennes); trente-quatre ans de services; membre du conseil général des Ardennes.

M. *Mercadier*, maire de Foix (Ariège); trente ans de services administratifs; président de la société d'agriculture de l'Ariège.

M. *Cheurlin*, maire de Chaource (Aube); trente-sept ans de services militaires et civils; ancien soldat de l'Empire; âgé de soixante-seize ans.

M. *Carrière-Montjosieu*, maire de Silvanès (Aveyron); trente-trois ans de services, dont vingt-neuf comme maire; a fait des sacrifices personnels pour l'amélioration de la vicinalité et pour la construction de plusieurs bâtiments d'utilité publique dans sa commune.

M. *Baux*, maire d'Auriol (Bouches-du-Rhône); trente-cinq ans de services gratuits; administre sa commune avec un dévouement éclairé.

M. *Morel*, maire de Castilly (Calvados); cinquante-cinq ans de services publics, dont trente-six comme maire; a doté sa commune de plusieurs établissements d'utilité publique; âgé de quatre-vingt-huit ans.

M. *Laroche*, maire de Saint-Michel (Charente), en fonctions depuis trente-trois ans, s'est distingué lors du choléra de 1856; a obtenu, comme fabricant de papiers, une médaille d'or à l'Exposition universelle de l'industrie, en 1855.

M. *Cerclé*, maire de Saint-Augustin (Charente Inférieure); trente-neuf ans de services, dont trente et un comme maire; ancien marin de l'État, prisonnier de guerre de 1811 à 1814; âgé de soixante-quatorze ans.

M. *Bretheau*, maire de Graçay (Cher); trente ans de services gratuits; membre du conseil d'arrondissement de Bourges; a réalisé dans sa commune des améliorations qui l'ont transformée; âgé de soixante-dix ans.

M. *Donet*, maire de Rouvray (Côte-d'Or); cinquante et un ans de services publics; membre du conseil général de la Côte-d'Or; dévouement éprouvé aux intérêts de sa commune.

M. Videment, maire de Saint-Quay-Portrieux (Côtes-du-Nord); quarante ans de services militaires et civils; ancien membre du conseil d'arrondissement de Saint-Brieuc; âgé de soixante-dix-huit ans.

M. Beaufils, maire de Nouzerines (Creuse); quarante-six ans de services municipaux, dont trente-huit comme maire; adjoint pendant les Cent-Jours; âgé de soixante-neuf ans.

M. Alir, maire de Payzac (Dordogne), en fonctions depuis quarante ans; le doyen des maires du département; âgé de soixante-quinze ans.

M. Mourot, maire d'Amathay-Vésigneux (Doubs); quarante-deux ans d'exercice; a contribué d'une manière notable au progrès de l'agriculture dans le canton d'Ornans.

M. Valleraud, maire de Laveyron (Drôme); quarante-huit ans de services municipaux; le plus ancien maire du département; âgé de quatre-vingt-quatre ans.

M. de Cacheleu, maire de Tourville (Eure); quarante-huit ans de services gratuits; ancien membre du conseil général de l'Eure; âgé de quatre-vingt-deux ans.

M. Dreux, maire de Cormainville (Eure-et-Loir), en exercice depuis trente-neuf ans; membre du conseil d'arrondissement et vice-président du comice agricole de Châteaudun.

M. Prouhet, maire de Trégunc (Finistère); trente-sept ans de services gratuits, dont treize comme maire; a introduit de nombreuses améliorations dans sa commune, une des mieux administrées du département.

M. de Béranger de Caladon, maire d'Anduze (Gard); quarante-quatre ans de services utiles; ancien officier de l'Empire; âgé de quatre-vingt-un ans.

M. Aigre, maire d'Allasac (Corrèze), en fonctions depuis vingt-sept ans; ancien membre du conseil d'arrondissement de Brives; a rendu des services signalés dans une importante commune qu'il administre.

M. Passerieu-Saint-Roch, maire de Tournecoupe (Gers); quarante-deux ans d'exercice; doyen des maires du département; membre du conseil d'arrondissement de Lectoure; âgé de soixante-douze ans.

M. Hagonis, maire de Mouliet (Gironde); trente-sept ans de services militaires et civils; ancien officier de l'Empire; se consacre avec un entier dévouement aux intérêts de sa commune; âgé de soixante-dix-sept ans.

M. Aubrespy, maire de Montagnac (Hérault), en fonctions depuis trente ans; membre du conseil d'arrondissement de Béziers; s'est constamment fait remarquer par son administration active et éclairée.

M. Deroyer, maire de Saint-Étienne-en-Cogles (Ille-et-Vilaine); quarante-six ans de services municipaux; membre du conseil d'arrondissement de Fougères.

M. Mangin de Beauvais, maire de Concrémiers (Indre); quarante ans de services militaires et municipaux; doyen des maires du département; âgé de soixante-treize ans.

M. Serrault, maire de Parçay-Meslay (Indre-et-Loire); cinquante ans de services gratuits; le doyen des maires du département; âgé de quatre-vingt-un ans.

M. Raud, maire du Plan (Isère); cinquante ans de services municipaux, dont treize comme maire; cultivateur; âgé de soixante et onze ans.

M. Courtot de Cisse, maire de Taxenne (Jura), en exercice depuis trente-cinq ans; voué aux intérêts de sa commune; âgé de soixante-seize ans.

M. Delucq, maire d'Orthevielle (Landes); trente-six ans de fonctions; cultivateur; âgé de soixante et onze ans.

M. Guellier, maire d'Azé (Loir-et-Cher); cinquante-quatre ans de services municipaux; agriculteur distingué; âgé de soixante-dix-huit ans.

M. Cormerais, maire du Pallet (Loire-Inférieure); trente-trois ans de services utiles dévoués; l'un des plus anciens maires du département; membre du conseil d'arrondissement de Nantes.

M. Thuillier, maire de Beauchamps (Loiret); trente-huit ans de fonctions; dirige avec un dévouement éclairé les affaires de sa commune; âgé de soixante-quatorze ans.

M. Mayzen, maire des Arques (Lot); cinquante et un ans de services municipaux; membre du conseil d'arrondissement de Cahors; âgé de soixante-quinze ans.

M. de Lartigue, maire de Mezin (Lot-et-Garonne), en fonctions depuis trente ans; a fondé dans sa commune un hospice et une salle d'asile; administration active et éclairée; âgé de soixante-dix ans.

M. du Bant, maire du Coudray-Macouard (Maine-et-Loire); trente ans d'exercice; ancien membre du conseil d'arrondissement et président du comice agricole de Sau-

mur; remplit avec un zèle intelligent les différentes fonctions gratuites dont il est chargé.

M. Coulomb, adjoint au maire de Contances (Manche); vingt six ans de services municipaux; membre du conseil d'arrondissement de Coutances; dévouement éprouvé aux intérêts publics.

M. de Marcambye, maire de Saint-Thomas-près-Saint-Lô (Manche); cinquante ans de services gratuits; âgé de soixante-dix-sept ans.

M. Regnault, maire de Fismes (Marne); vingt-neuf ans d'exercice; a réalisé dans sa commune de nombreuses et importantes améliorations.

M. Dubois, maire de Pratz (Haute-Marne); en fonctions depuis quarante-trois ans; s'est constamment distingué par son dévouement aux intérêts de sa commune; cultivateur; âgé de soixante-treize ans.

M. Chaplain, maire de la Pootée (Mayenne); vingt et un ans d'exercice; membre du conseil général de la Mayenne; n'a pas cessé depuis vingt-six ans de donner comme médecin, les soins les plus désintéressés aux indigents de sa commune.

M. Drouville, maire d'Agincourt (Meurthe); cinquante-deux ans de services; dirige avec zèle les affaires de sa commune; agriculteur distingué; âgé de soixante-dix ans.

M. Émonet, maire de Jubecourt (Meuse); quarante-sept ans de services municipaux; dont trente-trois comme maire; entièrement dévoué à ses fonctions; âgé de soixante-dix-neuf ans.

M. de Foucher, maire de Glénac (Morbihan); quarante ans de services publics; employé des postes sous l'Empire; fait prisonnier de guerre à Dresde en 1813, et détenu en Russie pendant deux ans; membre du conseil général du Morbihan; âgé de soixante-quatorze ans.

M. Ferry, maire d'Orny (Moselle); en fonctions depuis quarante-six ans; l'un des plus anciens maires du département; a réalisé des améliorations notables dans sa commune; âgé de soixante dix-sept ans.

M. Perrin, maire de Luzy (Nièvre); trente-quatre ans d'exercice; services utiles et dévoués.

M. Maegherman, maire de la Petite-Synthe (Nord); quarante et un ans de fonctions municipales; services militaires antérieurs; âgé de soixante-quatorze ans.

M. le comte de Poret, maire de Mouchy-Saint-Éloi (Oise); quarante ans de services militaires et civils; volontaire dans la marine de l'État de 1809 à 1815; a fondé dans sa commune une société de secours mutuels, dont il est le président; âgé de soixante quatorze ans.

M. Nollet de Malvoue, maire d'Appenay (Orne); quarante-huit ans d'exercice; âgé de quatre-vingt-six ans.

M. Brocquet, maire de Teneur (Pas-de-Calais), en fonctions depuis quarante-cinq ans; se distingue par le zèle intelligent qu'il apporte à la gestion des intérêts communaux; âgé de soixante et onze ans.

M. Lafarge, maire d'Aydat (Puy-de-Dôme); trente-cinq ans de services utiles et dévoués; cultivateur; âgé de quatre-vingts ans.

M. Baratçabal, maire de Camou-Cihigue (Basses-Pyrénées), en exercice depuis quarante-trois ans; services militaires en 1813 et 1814; âgé de soixante-dix-sept ans.

M. Mailhes, maire de Mérilheu (Hautes-Pyrénées), en fonctions depuis quarante ans; le plus ancien maire du département; âgé de soixante-treize ans.

M. Klein, maire de Wiwersheim (Bas-Rhin), en exercice depuis quarante-neuf ans; cultivateur; âgé de soixante-quatorze ans.

M. Bacher, maire de Buschwiller (Haut-Rhin); trente-trois ans de fonctions; membre du conseil d'arrondissement de Mulhouse; âgé de soixante-treize ans.

M. Bulmont, maire de la Tour-de-Salvagny (Rhône); plus de quarante ans de services militaires et civils; administre avec dévouement sa commune, qui lui doit des améliorations importantes; âgé de soixante-seize ans.

M. Monnin, maire de Dampierre-lez-Montbozon (Haute-Saône); en exercice depuis trente-quatre ans; ancien membre du conseil général de la Haute-Saône.

M. Arnoux de Joux de Ronfand, maire de Gigny (Saône-et-Loire); trente-cinq ans de fonctions; a doté sa commune de plusieurs établissements d'utilité publique; s'est distingué lors de l'épidémie cholérique de 1834; âgé de soixante-dix-sept ans.

M. Goybet, maire d'Yenne (Savoie); trente-six ans de services; membre du conseil d'arrondissement de Chambéry; âgé de soixante-seize ans.

M. Bastian, maire de Frangy (Haute-Savoie); trente-cinq ans de services; membre du conseil général de la Haute-Savoie; âgé de soixante-dix ans.

M. Hamel, maire de Darnetal (Seine-inférieure); quarante ans de services gratuits; administre avec un dévouement éclairé une commune importante; âgé de quatre-vingt-trois ans.

M. Lebauf, maire de Cerneux (Seine-et-Marne), en fonctions depuis cinquante ans; âgé de soixante-douze ans.

M. Mignan, maire du Ménil-Aubry (Seine-et-Oise); cinquante-trois ans de services gratuits; le plus ancien des maires du département; âgé de quatre-vingt-deux ans.

M. Barbé, maire de Boissy-sans-Avoir (Seine-et-Oise); trente-sept ans de services gratuits et dévoués.

M. Barbot, maire de Saint-Jouin-sous-Châtillon (Deux-Sèvres); cinquante ans de services, dont trente quatre ans comme maire; ancien membre du conseil général de Deux-Sèvres; âgé de soixante-dix-huit ans.

M. Buteux, maire de Fransart (Somme); quarante-sept ans de fonctions; ancien membre du conseil général de la Somme; dévoué aux intérêts de sa commune; âgé de soixante-dix ans.

M. Ferrasse, maire de Lasgrais (Tarn); trente-neuf ans de services municipaux; membre du conseil général du Tarn; âgé de quatre-vingt-quatre ans.

M. Es, maire de Montaigne-de-Quercy (Tarn-et-Garonne); quarante trois ans de services militaires et civils; prisonnier de guerre en 1814; âgé de quatre-vingt-trois ans.

M. Florens, maire du Thoronet (Var); quarante-sept ans de services gratuits; le plus ancien maire du département.

M. Michel, maire de Grillon (Vaucluse); quarante-deux ans de services militaires gratuits; a fait les campagnes de 1813 et 1814.

M. Sabouraud, maire d'Auzay (Vendée); cinquante-sept ans de services militaires administratifs; a fait comme officier, de 1798 à 1800, les campagnes de Hollande et d'Italie; âgé de quatre-vingt-cinq ans.

E. de Perré, maire de Payroux (Vienne); quarante-huit ans d'exercice; âgé de quatre-vingt-deux ans.

M. Fleurat-Lessart, maire de la Chapelle-Montbrandeix (Haute-Vienne); quarante-trois ans de services, dont trente et un comme maire; agriculteur distingué; âgé de quatre-vingt-un ans.

M. Ferry, maire de Saâles (Vosges); trente-trois ans de services; membre du conseil d'arrondissement de Saint-Dié; remplit avec un zèle éclairé différentes fonctions municipales.

M. Fouet, maire de Cornant (Yonne); en exercice depuis quarante-huit ans; cultivateur; âgé de soixante-dix ans. (*Paris, 15 Mars 1864.*)

16.198. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui nomme chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur **M. Degroud**, sous-préfet de l'arrondissement de Muret (Haute-Garonne); services distingués. (*Paris, 23 Mars 1864.*)

16.199. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui nomme chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur **M. Françon**, maire de Ruffieu (Ain); en fonctions depuis trente-trois ans; membre du conseil d'arrondissement de Belley, ancien militaire de l'Empire. (*Paris, 23 Mars 1864.*)

16.200. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui nomme chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur **M. le baron d'Ornant**, maire de Lignéres-la-Carelle (Sarthe); trente-six ans de services militaires et civils; âgé de quatre-vingt-quatre ans; a réalisé dans sa commune d'importantes améliorations, auxquelles il a contribué par des sacrifices personnels. (*Paris, 23 Mars 1864.*)

16.201. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui nomme chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur **M. Dupouy**, ancien adjoint au

maire de Mont-de-Marsan (Landes); cinquante ans de services gratuits; ancien administrateur des hospices et du bureau de bienfaisance de Mont-de-Marsan; fondateur d'une association charitable pour l'extinction de la mendicité dans cette ville. (Paris, 23 Mars 1864.)

N° 16,202. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) portant que M. Defauconpret, directeur du collège municipal Rollin, est promu au grade d'officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur. (Paris, 23 Mars 1864.)

N° 16,203. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui nomme chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. Marc de la Garonnière, sous-préfet de l'arrondissement de Pont-l'Évêque (Calvados). (Paris, 2 Avril 1864.)

N° 16,204. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la justice et des cultes) qui autorise l'acceptation des legs faits par la dame veuve Gazaniol à la fabrique d'Ardiales, commune de Puylaurens (Tarn), et à la fabrique de Saint-Sébastien (même département), par moitié et à charge de services religieux, lesdits legs consistant dans le produit de la vente de meubles et immeubles dont la valeur est estimée de mille huit cents à deux mille francs. (Vichy, 16 Juillet 1863.)

N° 16,205. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) portant ce qui suit :

Le supérieur général des Frères des écoles chrétiennes, institut reconnu par décret du 17 mars 1808, est autorisé à recevoir et à employer en achat de rente sur l'État un capital de quarante mille francs (40,000^f), provenant du remboursement d'une rente de deux mille francs (2,000^f) constituée par le sieur Petrenand de Valay pour la fondation et l'entretien à Valay d'une école chrétienne, et dont l'acceptation a été autorisée par ordonnance du 6 août 1845.

La rente acquise sur l'État sera immatriculée au nom dudit institut. Les arrérages en seront touchés par les frères pour en faire l'emploi prescrit par le testateur. (Paris, 11 Février 1864.)



Certifié conforme :

Paris, le 18^e Avril 1864.

Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1026.

16,206. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant concession de 21 Pensions de Veuves et d'une Pension d'Orpheline sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.*

Du 14 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de l'ordonnance du 27 août 1817, portant application à la marine;

2° La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de mer, et celles des 21 juin 1856, 26 juin 1861 et 28 juin 1862;

3° Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, chargée par la loi de payer lesdites pensions;

La section de la guerre, de la marine, des colonies et de l'Algérie de notre conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1°. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau d'autre part une pension ou un secours annuel fixés conformément aux indications de ce tableau.

2. La dépense annuelle de quatre mille sept cent trente-deux francs (4,732¹) qui résultera de la concession des vingt-deux articles de pensions de veuves et d'orpheline compris dans le tableau qui suit sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Décembre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

Signé C^{te} P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris et des père et mère.	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS ET PRÉNOMS des veuves et de l'orphelin.
			de la cessa- tion de l'ac- tivité.	du décès.		
1	LANDRIN - DELAMARRE (Louis-Georges).	Directeur des subsistances de la marine.	30 sept. 1841.	12 oct. 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	LANTOINE (Marie)
2	BUNEL (Nicolas - Fran- çois-Xavier).	Sous - commis- saire de la ma- rine.	4 juin 1846.	17 mars 1863.	Idem.	TURLEY (Marie- nette-Marguerite)
3	AUBOUIN (Daniel-l'Ami des Lois).	Maître machi- niste entretenu à 2,000 fr.	25 oct. 1863.	25 oct. 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	ROCHET (Jeanne)
4	GABLIER (Pierre-René)..	Premier maître de timonerie.	11 mai 1836.	24 oct. 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	ROYER (Anne-Jeanne)
5	MARTIN (Joseph-Jacques- Gilles).	Premier com- mis aux vivres.	12 juillet 1862.	12 juillet 1862.	Mort des suites de maladie conta- gieuse contractée au Mexique.	JOUGLAS (Vierge- çoise).
6	ALTEMER (Marat).....	Deuxième mai- tre canonnier.	2 juin 1850.	13 sept. 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	HEUNE (Henriette- Françoise)
7	LE COMPTE (Alphonse - Marie).	Deuxième mai- tre de manœuvre.	1 ^{er} avril 1863.	1 ^{er} avril 1863.	Mort des suites de maladie contagieuse contractée au Gabon.	DOUARD (Marie)
8	KLAGOUZZO (Jean-Fran- çois).	Quartier - mai- tre canonnier.	14 août 1863.	14 août 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexi- que.	PIGNORI (Anne)
9	MORTIER (Joseph-Marie).	Tonnellier em- barquant à 45 fr.	23 déc. 1862.	23 déc. 1862.	Idem.	PIGOT (Marie-Madeleine)
10	LÉOSTIC (Henri-Marie).	Idem.	27 mars 1863.	27 mars 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée en Co- chinchine.	SIOU (Perceval- çoise).
11	MARC (François-Louis).	Idem à 42 fr.	22 juin 1863.	22 juin 1863.	Idem.	LE FLOISSANT (Jeanne-Elise)
12	MAZÉAS (Jean-Marie)...	Matelot.	26 juillet 1862.	26 juillet 1862.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexi- que.	MARÉAS (Emilie)
13	CASTREC (Yves-Marie)...	Idem.	Idem.	Idem.	Idem.	CASTREC (Françoise)
14	GOLHEN (Guillaume - Ni- colas).	Idem.	29 avril 1863.	29 avril 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée en Co- chinchine.	LE HENRY (Marie)
15	BOUCHET (Louis).....	Idem.	26 sept. 1856.	5 octobre 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	GUICHARD (Marie)
16	JÉZÉQUEL (Jean-Marie)...	Chef d'esouade de gabiers de port	25 août 1863.	25 août 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	LE BOT (Marie)
17	JASMIN (Jean-Marie)...	Contre - maître chaudronnier.	16 oct. 1863.	16 oct. 1863.	Idem.	CHAPERON (Camille)
18	DUCHÉMIN (Léonard)...	Ouvrier perceur.	29 juillet 1850.	17 oct. 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	PESSEL (Louise- Hyacinthe)
19	LARVOR (Jean-Marie)...	Ouvrier serru- rier.	16 oct. 1863.	16 oct. 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	LE BASTON (Marguerite)
20	MONCONDUIT (Victor-Dé- siré).	Journalier aux subsistances.	19 sept. 1863.	19 sept. 1863.	Idem.	CARO (Jeanne)
21	DERBESY (César-Charles- Pierre-Hyacinthe).	Lieutenant d'ar- tillerie de marine	8 mai 1863.	8 mai 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Séné- gal.	LE GOÏC (Adrienne)
PENSION D'ORPHELINE JESSE						
22	BINET (Michel).....	Matelot.	3 août 1862.	3 août 1862.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexi- que.	BINET (Marie)
	marlé à KHEL (Hélène).....	.....	.....	12 août 1862.		

NOM.	DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
			Lois des 18 avril 1831, 26 juin 1861 et 26 juin 1862.	Loi du 21 juin 1856.	Total.		
Bayonne (Basses-Pyrénées).	21 juin 1834.	Plus de 3 ans.	975 ¹	—	975 ¹	Bayonne.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.
La Basse-Terre (Guadeloupe).	11 juin 1818.	Idem.	530	—	530	La Basse-Terre.	Idem.
Rochefort (Charente-Infér.).	23 avril 1817.	Idem.	350	—	350	Rochefort.	Idem.
La Flotte (Charente-Infér.).	23 fév. 1813.	Idem.	245	—	245	He de Ré.	Idem.
La Seyne (Var).	12 déc. 1855.	Idem.	175	41 ¹	216	La Seyne.	Lois des 18 avril 1831 et 21 juin 1856.
Tamerville (Manche).	1 octobre 1827.	Idem.	100	11	111	Cherbourg.	Idem.
Brest (Finistère).	2 janvier 1856.	Idem.	100	11	111	Brest.	Idem.
Pordic (Côtes-du-Nord).	24 fév. 1850.	Idem.	100	26	126	St-Brieuc.	Idem.
Concoret (Morbihan).	9 sept. 1829.	Idem.	100	26	126	Lorient.	Idem.
Lambézellec (Finistère).	4 juillet 1844.	Idem.	100	26	126	Brest.	Idem.
Brest (Finistère).	19 avril 1850.	Idem.	100	26	126	Idem.	Idem.
Chassant (Finistère).	3 février 1862.	5 mois 24 jours.	100	16	116	Idem.	Idem.
Poullan (Finistère).	2 février 1861.	1 an 5 mois 25 jours.	100	16	116	Quimper.	Idem.
Plonévez- Porzay (Finistère).	17 août 1857.	Plus de 3 ans.	100	16	116	Idem.	Idem.
Les Aubiers (Deux-Sèvres).	13 sept. 1836.	Idem.	100	16	116	Rochefort.	Idem.
Plougastel- Daoulas (Finistère).	8 janvier 1853.	Idem.	141	—	141	Brest.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1862.
Brest (Finistère).	27 sept. 1853.	Idem.	141	—	141	Idem.	Idem.
Tamerville (Manche).	26 fév. 1860.	Idem.	116	—	116	Cherbourg.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.
Canaret (Finistère).	3 nov. 1844.	Idem.	116	—	116	Brest.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1862.
Lorient (Morbihan).	23 juillet 1838.	Idem.	116	—	116	Idem.	Idem.
Idem.	22 avril 1857.	Idem.	420	—	420	Lorient.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.

ET UN ANS ACCOMPLIS.

Crozon (Finistère).	26 fév. 1859.	Plus de 3 ans.	100	16	116	Brest.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1862.
TOTALS...			4,425	307	4,732		

N° 16,207. — DÉCRET IMPÉRIAL portant concession de 27 Pensions de retraite sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.

Du 23 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de l'ordonnance du 27 août 1817, portant application à la marine;

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES.		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
1	ARMAND (Nicolas), ...	30 sept. 1803.	Antibes (Var).	Capitaine de frégate.	34	4	23	14	10	16
2	THOMAS (Jacques), ...	31 août 1809.	Bordeaux (Gironde).	Chef de manutention principal.	35	2	10	•	•	•
3	BERENGUIER (Étienne-Laurent), ...	13 août 1813.	Livourne (Italie).	Maître calfat.	35	2	12	14	4	•
4	CHARBONNIER (François-Joseph), ...	10 août 1813.	Toulon (Var).	Idem.	33	4	5	10	4	15
5	VANIER (Firmin-Chéri), ...	25 janv. 1818.	Rochefort (Charente-Infér.).	Magasiniér embarquant à 78 fr.	25	5	14	14	•	•
6	DELVINCOURT (Théophile-Edouard), ...	11 juin 1813.	Saint-Malo (Ille-et-Vilaine).	Deuxième maître de manœuvre.	28	5	17	15	4	3
7	REY (François-Victor), ...	11 sept. 1814.	Brest (Finistère).	Idem.	30	4	10	13	2	19
8	CHEVALIER (François-Marc), ...	16 août 1819.	Ploudihen (Côtes-du-Nord).	Idem.	17	8	5	12	6	3
9	ROBIQUET (Germain-François), ...	10 juillet 1807.	Tourville (Manche).	Deuxième maître de timonerie.	25	11	6	13	4	8
10	VERSE (Alexandre), ...	24 août 1813.	Toulon (Var).	Deuxième maître voilier.	33	8	26	13	9	13
11	BRAUD (Étienne), ...	19 juin 1810.	Fouras (Charente-Infér.).	Deuxième maître cellat.	33	•	27	6	10	•
12	VERHEECKEN (Pierre-François), ...	21 juin 1810.	Dunkerque (Nord).	Quartier-maître de manœuvre.	3	•	21	3	1	16
13	DUPAUT (Antoine), ...	6 août 1841.	Agde (Hérault).	Idem.	2	3	•	2	2	14
14	DUHAMEY (Louis-Marie), ...	25 juin 1812.	Brest (Finistère).	Idem.	31	3	1	3	1	•
15	ROBERT (Michel), ...	13 déc. 1812.	Montrevel (Isère).	Quartier-maître canonnier.	27	11	14	11	5	17
16	DUVAL (Pierre-Marie), ...	7 février 1843.	Plouéc (Côtes-du-Nord).	Matelot.	4	4	23	3	6	17
17	LE TALLEC (Guillaume), ...	13 déc. 1834.	Ploubian (Côtes-du-Nord).	Idem.	8	9	28	3	3	•
18	LEFRANC (Joseph-Edouard), ...	4 août 1841.	Gravelines (Nord).	Idem.	1	9	20	1	7	15
19	LEGENDRE (Jean-Baptiste), ...	13 août 1798.	Tocqueville (Manche).	Chef journalier aux travaux hydrauliques	39	7	13	•	•	•

La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de mer, et celles des 21 juin 1856 et 26 juin 1861;

3° Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, chargés par la loi de payer lesdites pensions;

La section de la guerre, de la marine, des colonies et de l'Algérie de votre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau.

AN DE LA PENSION.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE des titulaires.
		Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.	Loi du 21 juin 1856.	Total.	
1831 et 1861.	Capitaine de frégate.	3,120 ¹	—	3,120 ¹	Toulon.
Idem.	Chef de manutention principal.	2,116	—	2,116	Brest.
1831 et 1861.	Maître des équipages de la flotte.	700	165 ¹	865	Toulon.
Idem.	Idem.	687	165	852	Idem.
Idem.	Magasinier embarquant à 78 fr.	645	165	810	Rochefort.
Idem.	Deuxième maître. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	469	198	667	Brest.
Idem.	Deuxième maître.	389	165	554	Toulon.
Idem.	Idem. (Amputation d'un membre par suite de fatigues éprouvées dans l'exercice de ses fonctions.)	400	165	565	Brest.
Idem.	Deuxième maître.	357	165	522	Toulon.
Idem.	Idem. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	480	198	678	Idem.
Idem.	Idem.	434	198	632	Rochefort.
Idem.	Quartier-maître. (Amputation d'un membre par suite d'une blessure reçue au service.)	540	165	505	Toulon.
Idem.	Idem.	340	165	505	Cherbourg.
Idem.	Quartier-maître.	277	165	442	Brest.
Idem.	Idem. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	368	198	566	Toulon.
Idem.	Matelot. (Amputation d'un membre par suite de blessure reçue au service.)	300	165	465	Idem.
Idem.	Matelot. (Blessure reçue au service et équivalente à la perte de l'usage d'un membre.)	260	165	425	Rochefort.
Idem.	Matelot. (Infirmités contractées au service et mettant ce marin hors d'état d'y rester et de pourvoir à sa subsistance.)	200	165	365	Toulon.
1831 et 1861.	Chef journalier.	413	—	413	Cherbourg.

N ^{OS} D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES.	SERVICES effectifs.			CAMPAIGNES.			ANCIENNETÉ.
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	
20	LEHIR (Mathieu).....	15 janv. 1813.	Landivisiau (Finistère).	Ouvrier forgeron.	28	10	18	5	.	.	32
21	COUPAY (Pierre-Jacques-Alexandre).	14 avril 1806.	Valcanville (Manche).	Ouvrier maçon.	25	2	13	6	.	.	31
22	BOIXOT (François)....	28 mars 1811.	Couches-les-Mines (Saône-et-Loire).	Sergent de gardes-chiourmes.	25	5	10	16	.	.	41
23	DUTEL (Fulgence - Irénée).	21 avril 1814.	Vibraye (Sarthe).	<i>Idem.</i>	25	3	26	17	.	.	43
24	DESSE (Pierre).....	17 juin 1816.	Palzay-le-Tort (Deux-Sèvres).	Brigadier de gendarmerie maritime (ancien sergent).	25	7	1	2	.	.	37
25	PITION (Jean-Marie)..	2 février 1812.	Poncin (Ain).	Garde-chiourme.	26	4	11	24	6	26	56
26	GALLOCH (Louis-Jérôme).	30 mai 1816.	Hennebon (Morbihan).	<i>Idem.</i>	25	8	6	10	5	.	36
27	FOUCON-DUMONT (Jean-Marie).	10 avril 1807.	L'Hôpital-Camfront (Finistère).	<i>Idem.</i>	25	11	28	.	.	.	38

2. La dépense annuelle de dix-huit mille sept cent soixante-quatorze francs (18,774⁴) qui résultera de la concession des vingt-sept articles de pensions de retraite compris dans le tableau qui précède sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Décembre 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

Signé C^{te} P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N^o 16,208. — DÉCRET IMPÉRIAL portant concession de 2 Pensions de Veuves et d'une Pension d'Orpheline sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.

Du 26 Décembre 1863.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

	GRADE par lequel la pension est réglée.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE des titulaires.
		Lois des 11 et 18 avril 1861, 25 juin 1861 et 28 juin 1862.	Loi du 21 juin 1866.	Total.	
1831 et 1831	Ouvrier.	409 ^f	-	409 ^f (a)	Brest.
	Idem.	396	-	396	Cherbourg.
1831 et 1861	Caporal. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans les grades de caporal et de sergent.)	382	198 ^f	580	Toulon.
1831 et 1861	Sergent.	380	165	545	Idem.
1831 et 1861	Idem. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans les grades de sergent et dans la gendarmerie.)	323	198	521	Cherbourg.
1831 et 1861	Soldat.	300	165	465	Toulon.
	Idem.	256	165	421	Idem.
	Idem.	205	165	370	Idem.
	TOTAUX...	14,946	3,828	18,774	

La pension de 384 francs qui lui a été réglée par décret du 25 septembre 1863.

Tu, 1^{er} les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de l'ordonnance du 27 août 1817, portant application à la marine;

2^o La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de mer, celle du 26 avril 1855;

3^o Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, chargée par la loi de payer lesdites pensions;

La section de la guerre, de la marine, des colonies et de l'Algérie de notre Conseil d'État entendue,

A VONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau d'autre part une pension ou un secours annuel fixés conformément aux indications de ce tableau.

2^o. La dépense annuelle de quatre cent quarante-huit francs (48^f) qui résultera de la concession des trois articles de pensions aux veuves et d'orpheline compris dans le tableau qui suit sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3^o. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 26 Décembre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

Signé C^m P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris et des père et mère.	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS ET PRÉNOMS des veuves et de l'orphelin.
			de la cessa- tion de l'acti- vité.	du décès.		
1	GRÉGOIRE (Louis-Jules).	Maître mécanicien.	4 sept. 1863.	4 sept. 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexique.	MARTINIE...
2	SILOME (Jean-Hecain)..	Matelot.	11 nov. 1862.	11 nov. 1862.	Idem.	MOCAÏA.....
PENSION D'ORPHELINE JUSQU'À						
3	{ AZAÏS (Pierre)..... marie à LANTIN (Jeanne-Caroline).	{ Ouvrier chauffeur.	{ 2 mai 1855.	{ 2 mai 1855. 14 août 1863.	{ Mort titulaire d'une pension.	{ AZAÏS Jean- tine.

N° 16,209. — DÉCRET IMPÉRIAL portant concession de 42 Pensions de Veuves et d'Orphelins sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.

Du 26 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de l'ordonnance du 27 août 1817, portant application à la marine;

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris.	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS ET PRÉNOMS des veuves.
			de la cessa- tion de l'acti- vité.	du décès.		
1	BRUN (Vincent-Félix)...	Commissaire général de la marine	4 juillet 1854.	21 nov. 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	HERRANDEZ (Catherine-Sylvie).
2	BARBOT DE LA TRÉSORIÈRE (Pierre).	Capitaine de frégate.	10 déc. 1850.	28 oct. 1863.	Idem.	FAURÈS (Vierge-Lie).
3	QUONIAM (Achille).....	Idem.	4 nov. 1863.	4 nov. 1863.	Mort en possession de droits à une pension de retraite.	BOUDET (Pauline-Léide).
4	DÉCRET (Léon).....	Chef de l'imprimerie du Gouvernement de la Guyane (1 ^{re} classe)	10 août 1863.	10 août 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée à la Guyane.	MAJOR (Louise-Drine).
5	NOBLET (Victor-Alexandre).	Commis de marine.	1 ^{er} juill. 1863.	1 ^{er} juill. 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexique.	LEVALLOIS (Françoise).
6	PORTER (Yves-Hippolyte).	Magasinier du corps des comptables à 1,000 fr.	26 nov. 1853.	6 février 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	BATIFORT (Émile).
7	GIROUX (Claude-Henry).	Premier maître canonier.	15 mars 1847.	19 sept. 1863.	Idem.	JOUBERT (Sophie-Goise).
8	RIQUAL (Louis-Théodore).	Capitaine d'armes de 1 ^{re} classe.	30 juillet 1863.	30 juillet 1863.	Mort en possession de droits à une pension de retraite.	LESPAGNOL (Julie-Gilie).

LIEUX.	DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
			Portion à la charge de la caisse des inva- lides de la marine.	de la dotation de l'armée.	Total.		
Toulon (mar.)	12 janv. 1854.	Plus de 2 ans.	175 ^f	11 ^f	216 ^f	Toulon.	Lois des 18 avril 1831 et 26 avril 1855.
Antiségal (Finistère).	21 janv. 1855.	Idem.	100	16	116	Brest.	Idem.
TOUTS ANS ACCOMPLIS.							
Lorient Berthelin.	7 avril 1845.	Plus de 2 ans.	100	16	116	Lorient.	Lois des 18 avril 1831 et 26 avril 1855.
TOTALS			375	23	418		

La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de mer, et
les des 26 avril et 21 juin 1856, 26 juin 1861 et 28 juin 1862;

Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, chargée
par la loi de payer lesdites pensions;

La section de la guerre, de la marine, des colonies et de l'Algérie de
leur Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au
tableau ci-après une pension ou un secours annuel fixés conformé-
ment aux indications de ce tableau.

LIEUX.	DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
			Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.	Loi du 21 juin 1866.	Total.		
Toulon (mar.)	22 fév. 1816.	Plus de 2 ans.	1,300 ^f	-	1,300 ^f	Toulon.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.
Angoulême (Garonne-Infér.)	19 sept. 1837.	Idem.	780	-	780	Angoulême.	Idem.
Cherbourg Manche.	30 dec. 1837.	Idem.	780	-	780	Cherbourg.	Idem.
Paris Seine.	15 juin 1838.	Idem.	530	-	530	Paris.	Idem.
Cherbourg Manche.)	5 janvier 1860.	Idem.	350	-	350	Cherbourg.	Idem.
Mont- Cassinois (Ard.)	10 janv. 1866.	Idem.	245	-	245	Carcassonne	Idem.
Lorient Berthelin.)	1 ^{er} août 1827.	Idem.	245	-	245	Bordeaux.	Idem.
Brest Finistère.	1 sept. 1844.	Idem.	245	-	245	Brest.	Idem.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris.	GRADÉS.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS ET PRÉNOMS des veuves.
			de la cessa- tion de l'arti- sauté.	du décès.		
9	DESPELZ Alphonse	Deuxième maître travailleur maritime	21 sept. 1863.	21 sept. 1863.	Tue en exerçant son service comme de 3 ^e bord du Monte-	RICHARD (Née Castel).
10	DANIEL Etienne-Limo- thée ..		20 juillet 1863.	10 juillet 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	GARAUD (Née Laurens).
11	OHNO Jean	Second ouvrier à bord.	9 nov. 1863.	9 nov. 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	SEILLANT (Née ceule).
12	BOUDET Gabriel-Marie ..		16 août 1862.	16 août 1862.	Mort des suites de maladie endémique contractée dans les mers de Chine et du Japon.	GODOT (Née guerre).
13	ALENGOT Pierre-Fran- çois ..	Matelot.	21 mai 1863.	21 mai 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée en Chine.	THOIRY (Née coire).
14	BOUDET Jean-Alexandre ..	Idem.	26 nov. 1863.	26 nov. 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée à la Ha- vane.	LE GAC (Née Françoise).
15	JUILLÉ Charles-Marie ..	Idem.	11 dec. 1863.	11 dec. 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexi- que.	BLOUET (Née Louise).
16	PADOVANI Pierre-Marie ..	Idem.	11 août 1863.	11 août 1863.	Idem.	GIOVANNI (Née Gile).
17	RIVI Pierre-Marie	Idem.	31 janv. 1863.	31 janv. 1863.	Idem.	L'HOTELIER (Née Louise).
18	LE GUET Jules-Pierre ..	Idem.	25 juillet 1863.	25 juillet 1863.	Idem.	PLESSIS (Née Louise).
19	DUPIN Felicien-Fran- çois ..	Idem.	21 dec. 1863.	21 dec. 1863.	Idem.	DEBOIS (Née thomas).
20	VITTEMENT François- Humbert ..	Contre-maître machiniste	11 nov. 1863.	11 nov. 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	CLARIS (Née phie).
21	LE GOULLE Jacques- Augustin ..	Contre-maître mécanicien aux constructions na- vales.	31 oct. 1863.	31 oct. 1863.	Idem.	GLOANNE (Née lasie).
22	MERDAGNAN Hyacinthe ..	Chief journalier aux mouvements du port.	7 sept. 1863.	7 sept. 1863.	Idem.	NADAUD (Née Louise).
23	GOURVES André	Cabier de port.	31 dec. 1863.	31 dec. 1863.	Mort titulaire d'une pension.	LYELLA (Née Goussier).
24	HAMAY Denis-Michel- François ..	Cardeur port- leur de signaux.	25 mars 1863.	10 oct. 1863.	Idem.	LE GUILLON (Née Louise).
25	BEAUSSIER Joseph-Louis- Maure ..	Ouvrier char- pentier.	20 août 1863.	20 août 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	ACHARD (Née Louise).
26	AILLOUT Jean-Marie ..	Idem.	10 sept. 1863.	10 sept. 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite de 1/5 ^e .	BIGON (Née Henriette).
27	DANIEL Louis-Antoine- François ..	Idem.	6 mai 1863.	6 août 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	BONIFAY (Née sile).
28	BILLY Elie-Antoine ..	Deuxième ouvrier.	11 sept. 1863.	7 nov. 1863.	Idem.	GUILLET (Née Louise).
29	REQUIS Jean-Felix ...	Ouvrier menuisier.	17 nov. 1863.	17 nov. 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	GORROT (Née sile).
30	BARTHELEMY Antoine ..	Ouvrier menuisier.	28 mai 1863.	28 mai 1863.	Idem.	GANTEAUME (Née Geneviève).
31	LE MARHADOUE Jean- Victor ..	Ouvrier char- pentier aux construc- tions navales.	28 oct. 1863.	28 oct. 1863.	Idem.	LE PAV (Née Louise).

NOM.	DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
			Lois des 18 avril 1831, 26 juin 1861 et 28 juin 1862	Loi du 21 juin 1856.	Total.		
Hyères (Var).	26 juillet 1860.	Plus de 3 ans.	100 ^f	41 ^f	141 ^f	Toulon.	Lois des 18 avril 1831 et 21 juin 1861.
La Seyne (Var).	21 oct. 1840.	Idem.	100	41	141	La Seyne.	Idem.
Douarnenez (Finistère).	1 ^{er} oct. 1839.	Idem.	100	26	126	Brest.	Idem.
Brest (Finistère).	16 nov. 1824.	Idem.	100	26	126	Idem.	Idem.
Flouha (Côte-du-Nord).	12 fév. 1869.	Idem.	100	16	116	S ^t -Brieuc.	Idem.
Morlaix (Finistère).	18 fév. 1860.	Idem.	100	16	116	Brest.	Idem.
Granville (Manche).	27 avril 1857.	Idem.	100	16	116	Granville.	Idem.
Ersa (Corse).	4 nov. 1860.	1 an 9 mois 3 jours.	100.	16	116	Bastia.	Idem.
Binic (Côte-du-Nord).	23 oct. 1857.	Plus de 3 ans.	100	16	116	S ^t -Brieuc.	Idem.
Granville (Manche).	19 fév. 1858.	Idem.	100	16	126	Granville.	Idem.
Saint-Servan (Ille-et-Vilaine).	23 juillet 1856.	Idem.	100	16	116	Idem.	Idem.
Grenoble (Isère).	5 avril 1827.	Idem.	141	"	141	Rochefort.	Lois des 18 avril 1831 et 28 juin 1862.
Brest (Finistère).	19 fév. 1830.	Idem.	141	"	141	Brest.	Idem.
Tonnay- Charente (Charente-Infér.).	11 oct. 1854.	Idem.	126	"	126	Rochefort.	Idem.
Mougastel- Daoulas (Finistère).	2 1836.	Idem.	126	"	126	Brest.	Idem.
Perros-Guirec (Côte-du-Nord).	19 fév. 1815.	Idem.	116	"	116	Idem.	Idem.
Grasse (Alpes-Maritimes).	25 juillet 1832.	Idem.	116	"	116	Toulon.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.
Brest (Finistère).	27 avril 1851.	Idem.	116	"	116	Brest.	Idem.
Cuges (Bouches-du-Rh.).	25 fév. 1857.	Idem.	116	"	116	Toulon.	Idem.
Flottemanville- Hague (Manche).	9 déc. 1819.	Idem.	116	"	116	Cherbourg.	Idem.
Rochefort (Charente-Infér.).	15 oct. 1844.	Idem.	116	"	116	Rochefort.	Lois des 18 avril 1831 et 28 juin 1862.
Le Castellet (Var).	30 nov. 1821.	Idem.	116	"	116	Toulon.	Idem.
Plomour (Morbihan).	17 janv. 1844.	Idem.	116	"	116	Lorient.	Idem.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris et des pères et mères.	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS ET PRÉNOMS des veuves et des orphelins.
			de la cessa- tion de l'ac- tivité.	du décès.		
32	THOMAS (Jacques-Marie).	Journalier aux constructions navales.	6 mai 1863.	29 oct. 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	LARASQ (Marie)
33	LAGATHU (Yves	Journalier aux mouvements du port.	31 août 1863.	18 oct. 1863.	Idem.	LE GALL (Jean-Louise)
34	JUGE (Anne - Nicolas - Pierre-Jules).	Greffier de la cour impériale du Sénégal.	4 sept. 1863.	4 sept. 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Sénégal.	FONTALLE (Mille-Genevieve)
35	TRILLET (Antoine).....	Agent de culture et de colonisation à la Guyane	24 sept. 1862.	24 sept. 1862.	Mort des suites de maladies contractées par le fait des fatigues et des exigences de son service.	DELVOS (Alphine-Jade)
36	POUCE (Pierre-Marie)...	Quartier-maitre de manœuvre.	1 ^{er} sept. 1863.	1 ^{er} sept. 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée sur la côte occidentale d'Afrique	LASTURIE (Jeanne)
PENSIONS D'ORPHELINS						
37	SAINT-DRENAN (Joseph), veuf en 1 ^{re} noces de DANET (Marie-Julienne).	Ouvrier aux bâtiments en fer.	9 octobre 1863.	9 octobre 1863.	Mort des suites de blessures reçues pendant l'exercice de ses fonctions.	GUILLEROT (leine). veuve de SAINT-DRENAN François orphelin
PENSIONS D'ORPHELINS						
38	CALLEC (Théodore - Pierre), marié à MAILLOUX (Marie-Joseph-Eudoxie).	Premier maître canonnier.	11 juin 1855.	11 juin 1855.	.....	CALLEC (Alphine-Philippine)
39	TRÉGUIER (Jean-Marie), veuf de CHAPALAIN (Renée-Guillemette).	Quartier-maitre canonnier.	31 déc. 1856.	16 juin 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	TRÉGUIER (Yvonne - Françoise)
40	VILLMAN (Jean-Alain)...	Contre-maitre.	.....	11 nov. 1857.	.....	VILLMAN (Jeanne)
41	ABOLIVIER (Anne - Jacqueline), LE BESCOND (François - Marie), marié à GÉGOU (Marie-Yvonne).	Ouvrier forgeron.	.....	24 août 1855.	.....	LE BESCOND (né).
42	BARNAUD (Jean-Antoine-Toussaint), marié à BROUSMICHE (Aglæ-Louise-Philippine).	Sous-lieutenant d'infanterie de marine.	29 avril 1855.	29 avril 1855.	Mort titulaire d'une pension. Mort des suites de blessures reçues devant Sébastopol.	BARNAUD (briele).

(a) Cette pension est payable, savoir : pour moitié à la veuve et pour l'autre moitié aux orphelins de la veuve, avec réversion viagère, au profit de la veuve, de la portion afférente auxdits orphelins lorsqu'ils auront atteint l'âge de 18 ans.

2. La dépense annuelle de neuf mille quatre cent soixante-trois francs (9,473³) qui résultera de la concession des quarante-deux articles de pensions de veuves et d'orphelins compris dans le

NOM.	DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
			Lois des 11 et 18 avril 1831, 9 juin 1853, 26 avr ^l 1856, 25 et 26 juin 1861 et 28 juin 1862.	Loi du 11 juin 1856.	Total.		
Labennec Finistère.	13 juillet 1833.	Plus de 3 ans.	116 ^f	"	116 ^f	Brest.	Lois des 18 avril 1831 et 28 juin 1862.
Hongastel- Daoulas Finistère.	19 avril 1845.	Idem.	116	"	116	Idem.	Idem.
Henviry Ardennes.	5 nov. 1849.	Plus de 6 ans.	200	"	200	Sénégal.	Lois des 18 avril 1831 et 9 juin 1853.
Cayenne (Guyane française).	12 fév. 1851.	Idem.	188	"	188	Cayenne.	Idem.
Crozon Finistère.	15 oct. 1856.	Plus de 3 ans.	126	26 ^f	126	Brest.	Lois des 18 avril 1831 et 21 juin 1856.

135.							
Invendun Morbihan.	9 sept. 1860.	Idem.	116	" 116(a)		Lorient.	Lois des 18 avril 1831 et 28 juin 1862.
Caudan Morbihan.	11 fév. 1853.	Idem.					

UN ANS ACCOMPLIS.

Brest Finistère.	24 août 1853.	1 an 9 mois 18 jours.	245	"	245	Brest.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.
Embaelllec Finistère.	11 juin 1834.	Plus de 3 ans.	100	26	126	Idem.	Lois des 18 avril 1831 et 21 juin 1856.
Brest Finistère.	22 avril 1839.	Idem.	151	"	151	Idem.	Lois des 18 avril 1831 et 28 juin 1862.
Int-Pierre- Mibignon Finistère.	30 janv. 1839.	Idem.	116	"	116	Idem.	Idem.
Brest Finistère.	14 juillet 1852.	Idem.	700	"	700	Idem.	Lois des 11 avril 1831, 25 juin 1861 et 26 avril 1856.
TOTAL...			9,175	298	9,473		

Les accomplis, et sous la condition que la part de la veuve, si elle décède sans enfants, fera retour aux-
si jusqu'à ce qu'ils soient parvenus à leur majorité.

La qui précède sera acquittée sur les fonds de la caisse des
alides de la marine.

Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine

et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 26 Décembre 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'Etat au département de l'Intérieur et des colonies,

Signé C^m P. DE CHASSELOUP-LATRE.

N° 16,210. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant

ART. 1^{er}. La forêt domaniale d'Hazelbourg (Meurthe), contenant environ cent quarante-quatre hectares, sera soumise pendant une révolution trentenaire de quatre-vingt-dix ans, divisée en trois périodes égales, à chacune desquelles sera affectée une affectation sur le terrain, à des exploitations ayant pour but de ramener la forêt à l'état de futaie normale.

2. La possibilité des coupes de régénération à asseoir pendant la première période dans l'affectation correspondante est fixée à mille sept cent trente-sept mètres carrés.

Cette possibilité pourra être l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts. (Fontainebleau, 6 Juillet 1863.)

N° 16,211. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à asseoir une coupe extraordinaire de quatre cents pieds d'arbres dans la forêt appartenant à la commune d'Aix (Bouches-du-Rhône) au canton dit le Grand-Arbois. (Fontainebleau, 6 Juillet 1863.)

N° 16,212. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Les bois appartenant à la section d'Arcenay, commune de la Cour-d'Arcenay (Côte-d'Or), contenant environ quinze hectares soixante-deux ares, seront traités en futaie sous futaie, à la révolution de vingt ans, et partagés en dix coupes biennales, dont une coupe faite du canton Bocand, qui formera la réserve. (Fontainebleau, 6 Juillet 1863.)

N° 16,213. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Loulle (Jura) à exploiter par anticipation, en 1863, quatre-vingt-cinq hectares cinquante ares formant la moitié de la coupe afférente à l'exercice 1863, la coupe dont l'étendue sera réduite en conséquence. (Fontainebleau, 6 Juillet 1863.)

N° 16,214. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Les coupes principales de la forêt sectionale de Villeneuve, commune de Fougères (Pyrénées-Orientales), seront suspendues pour dix ans, à partir de 1863, et remplacées par des coupes d'éclaircie qui seront assises annuellement au canton Rac-de-Vernioles sur une contenance de cinq hectares. (Fontainebleau, 6 Juillet 1863.)

N° 16,215. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant

ART. 1^{er}. La forêt indivise entre les communes d'Obernay et de Bernardsville (Bas-Rhin) sera partagée en deux sections, savoir :

La première, dite de la Grande-Forêt, contenant	1,824 ^h 11 ^a
La deuxième, dite d'Urlosenholtz, contenant	273 ^h 90 ^a

TOTAL.....	2,098 ^h 01 ^a
------------	------------------------------------

2. La première section formera trois séries d'exploitation, savoir :

La première série, dite du *Vorbach*, renfermant six cent soixante-treize hectares quatre-vingt-huit ares;

La deuxième série, dite de l'*Ehn*, renfermant cinq cent dix hectares quatre-vingt-ares;

La troisième série, dite de *Mayet*, renfermant six cent trente-neuf hectares quatre-cinq ares;

Et pendant une révolution de cent vingt ans, divisée en quatre périodes égales correspondant à un pareil nombre d'affectations sur le terrain, chacune de ces trois séries sera soumise à des exploitations ayant pour but d'amener ses peuplements à l'état de futaie normale.

Durant la première période, la possibilité principale, tant des coupes de régénération proprement dites que des coupes extraordinaires à asscoir en dehors des premières affectations, conformément aux propositions susvisées, est fixée comme il suit pour les trois séries, savoir :

1 ^{re} série.....	3,576 ^m
2 ^e série.....	1,358
3 ^e série.....	3,231
TOTAL.....	8,165

compris deux mille sept cent vingt et un mètres cubes à mettre en réserve pour les besoins extraordinaires des communes.

Cette possibilité pourra être l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts.

Dans la deuxième section, composée des cantons d'Erlosenholz, d'Erlosenberg, de Docenberg, le premier de ces cantons sera aménagé en taillis sous futaie et divisé en trente coupes égales, exploitables en un même nombre d'années.

Les deux autres cantons formeront la réserve.

Les coupes extraordinaires autorisées dans la première section par nos décrets du 10 juillet 1859 et 4 avril 1860 sont précomptées pour huit mille stères (cinq mille cent trente-trois mètres cubes) sur la réserve de la première série et pour trois mille stères (deux mille mètres cubes) sur la réserve de la troisième série. (Fontainebleau, 6 Juillet 1863.)

16. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

Art. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à faire asscoir, dans les bois communaux situés dans le département de la Savoie, les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

Noms des communes propriétaires du bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.			CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
	Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par contenance.	Nombre d'arbres à exploiter ou par hectare ou par classe.	Quantités de stères sans désignation du nombre d'arbres.
Albens....	Bois Dunant			100 ^m
Annecy....	A la suite de la coupe de 1862.	"	"	100

Sont rejetées les demandes formées par les communes suivantes : Bonvil-Marthoz, Queige. (Fontainebleau, 6 Juillet 1863.)

N° 16,217. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant

ART. 1^{er}. La forêt communale de Sessenheim (Bas-Rhin), contenant environ soixante-huit hectares, sera soumise durant une révolution préparatoire de cinquante ans, divisée en deux périodes égales, à des exploitations de nature à amener sa conversion en futaie.

La possibilité en produits principaux est fixée à cent soixante-quinze mètres cubes, déduction faite de cinquante-huit mètres cubes à mettre en réserve, et pour l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts.

2. Est et demeure rapporté le décret du 3 juillet 1861, prescrivant l'aménagement en taillis sous futaie de ladite forêt. (*Fontainebleau, 6 Juillet 1863.*)

N° 16,218. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant

ART. 1^{er}. La forêt communale de Bonjailles (Doubs), contenant deux cent quarante-huit hectares vingt-six ares, sera traitée en futaie pleine et soumise à une révolution de cent vingt ans, divisée en cinq périodes égales, à chacune desquelles correspondra une affectation sur le terrain.

2. La possibilité annuelle des coupes de régénération est fixée à mille vingt mètres cubes, déduction faite de trois cent quarante mètres cubes, qui seront mis en réserve pour les besoins extraordinaires de la commune.

Cette possibilité pourra être l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts. (*Vichy, 12 Juillet 1863.*)

N° 16,219. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

La forêt communale des Fourgs (Doubs), contenant quatre cent quarante-huit hectares treize ares, sera aménagée en futaie pleine, à la révolution de cent cinquante ans, divisée en cinq périodes égales, à chacune desquelles correspondra une affectation sur le terrain.

La possibilité en produits principaux est fixée à mille cent soixante-dix-huit mètres cubes, déduction faite d'une réserve de trois cent quatre-vingt-douze mètres cubes.

Cette possibilité pourra être l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts. (*Vichy, 12 Juillet 1863.*)



Certifié conforme :

Paris, le 20^e Avril 1864,

Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1027.

5,220. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve une liquidation de Pension civile.*

Du 2 Avril 1864.

APOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

1 la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;
1 le décret réglementaire du 9 novembre 1853;
1 l'ordonnance du 8 septembre 1831;
1 l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 1^{er} décembre 1863, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de l'intérieur pour l'année 1863;
1 la section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 1^{er} mars 1864;

1 le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

VOUS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La liquidation de pension civile comprise pour une somme de neuf cent trente-neuf francs (939^f) au tableau d'autre part est approuvée.

. Cette pension sera inscrite au trésor public, avec jouissance du jour indiqué au tableau qui suit.

. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 2 Avril 1864.

Signé **NAPOLÉON.**

Par l'Empereur :

Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé **ACHILLE FOULD.**

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'intérieur,

Signé **P. BOUDET.**

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS du pensionnaire.	NAISSANCE.		GRADE.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Date.	Lieu.			Ann.	Mois.	Jours.
Un- que	LACASSAGNE Albais.	1822	Amilly- cantal.	Directeur des pri- sons de Loz.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	33	1	10
						10	3	7
						9	7	1

N^o 10,221. -- DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 5 liquidations de Pensions civiles.

Du 2 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

Vu le décret réglementaire du 9 novembre 1853 ;

Vu l'ordonnance du 8 septembre 1831 ;

• Vu le décret du 4 juillet 1806 ;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADE.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Date.	Lieu.			Ann.	Mois.	Jours.
1	CARLU (Auguste-Michel).	5 mai 1805.	Mézières (Seine-et-Oise).	Gardien ordinaire des prisons.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	7	1	13
						13	1	19
						9	11	1
						9	2	28
2	MARAGE (Jean-Baptiste).	31 août 1805.	Éteignières (Ardennes).	Gardien chef des prisons.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	13	3	15
						9	11	16
3	PACHOD (Jean).....	26 mai 1805.	S ^t Jean-d'Arvey (Savoie).	Gardien ordinaire des prisons.	Militaires.... Civils.....	10	1	6
						23	10	27
4	GOMAIN (Jeanne), veuve OLLAGNE.	19 nov. 1788.	Bordeaux (Gironde).	Le mari, ex-gar- dien des prisons décédé en jouis- sance d'une pen- sion de 187 fr.	Idem.....	1	1	1
5	ÉVRARD (Marie-Anne), veuve MARTEL.	30 sept. 1799.	Marville (Meuse).	Le mari, ex-gar- çon de bureau à l'administration centrale, décédé en jouissance d'une pension de 403 fr.	Idem.....	1	1	1

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATE de jouissance.	DOMICILE du pensionnaire.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
183' 33 ^c	402' 59 ^c 353 72	939' 64 ^c	"	"	939 ^f	1 ^{er} sept. 1863.	Brives (Corrèze).

Le 1^{er} février 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de l'intérieur pour l'année 1863;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les cinq liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de mille trois cent cinquante-trois francs (1,353^f) dans le tableau ci-dessous sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
46' 88 ^c	212' 03 ^c 148 55	407' 46 ^c	"	"	407 ^f	11 décembre 1863.	Poissy (Seine-et-Oise).
63 28	221 45 160 43	445 16	"	"	445	1 ^{er} janvier 1864.	Éteignières (Ardennes).
67 32	241 64	308 96	"	"	308	Idem.	Chambéry (Savoie).
"	"	"	"	Moitié : 93' 50 ^c	93	19 juillet 1863.	Lesparre (Gironde).
"	"	"	"	Un quart : 100' 00 ^c	100	27 sept. 1863.	Marville (Meuse).
TOTAL.					1,353		

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des Lois.

Fait au palais des Tuileries, le 2 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé ACHILLE FOULD.

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'intérieur,*

Signé P. BOUTET.

N° 16,222. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 21 liquidations de Pensions civiles.

Du 13 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

Vu la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre ;

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
(Pensions pour services militaires)								
1	BRESSON (Léopold-Félix).	20 juin 1799.	Épinal (Vosges).	Percepteur.....	FINANCES. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils	28 9 36 9 4 13 5 20	4 8 3 8 2 9 10 2	17 15 13 11 9 12 6 1
2	DURO (Saint-Jean).....	22 mars 1793.	Domezain- Berraute (Basses-Pyrénées)	Idem.....				
3	MAUGARS (Étienne) ⁽¹⁾ ...	5 juillet 1801.	Le Gault- Saint-Denis (Eure-et-Loir).	Idem.....				
4	LANGLOIS DE VALLALIX (Jeanne-Hélène), v ^{ve} PORTAL.	29 juill. 1792.	Saint-Sulpice- de- Bellengreville (Seine-Inférieure)	Le mari, percep- teur.				

⁽¹⁾ infirmes.

⁽¹⁾ Infirmités.

sur la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1863;
la section des finances de notre Conseil d'État entendue, en ses avis des
4 15 mars 1864;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des
finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt et une liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de deux mille neuf cent soixante-seize francs (2,976^f) au tableau ci-après sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance le jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n° 89.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
	965 ^f 51 ^c	965 ^f 51 ^c			965 ^f	17 sept. 1863.	Épinal (Vosges).
	193 15	193 15			193	25 sept. 1863.	Mauléon- Licharre (Basses-Pyrénées)
41 ^f 91 ^c	208 62	250 53			250	10 nov. 1863.	Chailly (Côte-d'Or).
				100 ^f	100	3 déc. 1863.	Rouen (Seine-Inférieure)
				TOTAL.	1,508		

(Total au 1^{er} janvier 1854.)

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
5	ALLAIS (Louis-Joseph).	16 mars 1817.	Pont-sur-Seine (Aube).	Facteur rural....	POSTES. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils :	16 10 2	9 4	17 13
6	AT (Pierre).....	23 déc. 1791.	Saint-Papoul (Aude).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils :	21 10 6	3 1	18 18
7	BELLEVILLE (Claude-Charles).	9 avril 1808.	Brainans (Jura).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils :	14 10	4	7
8	FÉRY (Nicolas).....	9 déc. 1798.	Vauxrains (Aisne).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils :	19 10 3	6 8	6 18
9	GRENIE (Pierre)	21 août 1799.	Clairac (Lot-et-Garonne).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils :	11 9 1	5 3	"
10	IVRY (Nicolas).....	29 janv. 1790.	Chevreuse (Seine-et-Oise).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils :	18 9 10	11 13	18 13
11	JONQUIÈRES (Jean-Jacques).	15 oct. 1789.	Villefranche (Haute-Garonne).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils :	19 9 31	2 11 6	25 11 6
12	LAUGIER (Jean-Baptiste-Benoni).	27 sept. 1794.	Vidauban (Var).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils :	1 9 11	9 11	"
13	MALARD (Pierre).....	6 février 1813.	Rocheservière (Vendée).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils :	20 10 5	2 "	44 5
14	MOREL (Jean).....	11 mai 1809.	Saint-Paul-Lisonne (Dordogne).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils :	12 8	8 9	"
15	ROZIER (Jean-Baptiste) ⁽¹⁾ .	3 octobre 1806.	Coursan (Aude).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils :	7 9 6	10 7 6	" 19 19
16	SÉBILLOTTE (Jacques-Joseph).	14 juillet 1805.	Grancey-le-Château (Côte-d'Or).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	13 6	5 8	1 5

(1) Infirmities.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
.	83 ⁵⁸	83 ⁵⁸	"	"	83 ¹	1 ^{er} janvier 1864.	Pont-sur-Seine (Aube).
17 ³⁸	78 00	95 38	"	"	95	Idem.	Gennes- Monestiès (Aude).
44 97	61 27	106 24	"	"	106	Idem.	Dôle (Jura).
.	85 40	85 40	"	"	85	Idem.	Soissons (Aisne).
24 85	58 09	82 97	"	"	82	1 ^{er} déc. 1863.	Clairac (Lot-et-Garonne).
8 41	71 55	79 96	"	"	79	16 nov. 1863.	Chevreuse (Seine-et-Oise).
.	89 23	89 23	"	"	89	1 ^{er} déc. 1863.	Villefranche (Haute-Garonne).
Indem- pensés.	34 37	34 37	"	"	34	16 déc. 1863.	Vidauban (Var).
.	83 30	83 30	"	"	83	1 ^{er} janvier 1864.	Rocheservière (Vendée).
40 08	52 38	92 46	"	"	92	1 ^{er} octobre 1862.	Allemans (Dordogne).
.	59 41	59 41	"	"	59	1 ^{er} août 1863.	Coursan (Aude).
48 04	51 28	99 32	"	"	99	1 ^{er} sept. 1863.	Ville-Paris (Seine-et-Marne).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
17	TORN (Joseph) ⁽¹⁾	12 sept. 1790.	Goenyne (Étranger).	Facteur rural...	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	18	3	18
18	VEILLACME (Jean-Hu- gues).	11 avril 1798.	Arbois (Jura).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	15	11	10
19	GAÉGOIRE (Louise), veuve BOURDIN.	15 avril 1805.	Coudrecieux (Sarthe).	Le mari, facteur rural.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	12	7	16
20	GUILHERMIN (Dorothée), veuve EYNARD ⁽²⁾ .	3 mars 1811.	Chabeuil (Drôme).	Le mari, ex-fac- teur rural.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	2	5	8
21	RONCERAY (Marie-Cathe- rine-Josèphe), veuve POMMERET.	53 mars 1791.	Givraines (Loiret).	Idem.....	Civils.....	25	6	13

⁽¹⁾ N'est astreint à aucune justification de naturalité. — ⁽²⁾ Le mari mort d'un accident grave arrivé de ses fonctions.

2^e catégorie... } Finances.....
Postes.....

N^o 16,223. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

1^o Les tarif et règlement en vigueur à l'octroi de la commune d'Halluin (Nord) continueront d'être exécutoires jusqu'au 31 décembre 1868 inclusivement ;

2^o A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 31 décembre 1872 inclusivement, la perception de l'octroi établi dans la commune de Saint-Genix (Savoie) sera opérée conformément aux tarif et règlement ci-annexés.

3^o Sont prorogés jusqu'au 31 décembre 1872 inclusivement les tarif et règlement en vigueur à l'octroi établi dans la commune de Poitiers (Vienne).

Il sera rendu un compte spécial au préfet de l'affectation du produit des taxes additionnelles et extraordinaires présentement prorogées aux dépenses en vue desquelles elles ont été établies et maintenues. (Saint-Cloud, 6 Août 1863.)

N^o 16,224. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

1^o A partir de la publication du présent décret, la perception de l'octroi établi dans la commune d'Arles (Bouches-du-Rhône) sera opérée conformément aux tarif et règlement supplémentaire ci-annexés et au règlement principal actuellement en vigueur.

Ces divers actes cesseront d'être exécutoires le 1^{er} janvier 1874.

2^o La perception de l'octroi de Saint-Céré, département du Lot, est prorogée jusqu'au 1^{er} janvier 1874, conformément au règlement et au tarif en vigueur.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
-	58 ^f 80 ^c	58 ^f 80 ^c	"	"	58 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Molsheim (Bas-Rhin).
58 ^f 51 ^c	66 39	124 90	"	"	124	1 ^{er} nov. 1863.	Arbois (Jura).
48 69	57 22	105 91	"	100 ^f	100	10 juillet 1863.	Saint-Calais (Sarthe).
"	104 40	104 40	"	100	100	26 sept. 1863.	Chabeuil (Drôme).
"	"	"	"	100	100	14 nov. 1863.	Boynes (Loiret).
				TOTAL.	1,468		

4	1,508 ^f
17	1,468
21	2,976

3° L'octroi établi dans la commune de Segré, département de Maine-et-Loire, est maintenu jusqu'au 31 décembre 1873 inclusivement; la perception dudit octroi continuera d'être opérée conformément au tarif et au règlement en vigueur.

4° A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 31 décembre 1873 inclusivement, la perception de l'octroi établi dans la commune de Languidic, département du Morbihan, sera opérée conformément au tarif et au règlement ci-annexés.

5° A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 31 décembre 1873 inclusivement, la perception de l'octroi établi dans la commune de Rochefort, département du Morbihan, sera opérée conformément au tarif et au règlement ci-annexés.

6° Le règlement ci-annexé pour la perception de l'octroi de la commune d'Hazeubrouck (Nord) est approuvé.

Cet acte sera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1872 inclusivement, date assignée à la durée du tarif dudit octroi par le décret en date du 24 décembre 1862.

7° L'octroi établi dans la commune de Gan, département des Basses-Pyrénées, est et demeure supprimé.

8° Les tarifs et règlements en vigueur à l'octroi de la commune d'Issy, département de la Seine, sont prorogés jusqu'au 31 décembre 1869 inclusivement.

L'administration municipale continuera de justifier chaque année, au préfet, de l'affectation du produit des taxes additionnelles extraordinaires comprises audit tarif aux dépenses en vue desquelles elles sont autorisées, et de présenter à ce magistrat, à l'expiration du délai fixé pour leur perception, le compte général de ce produit tant en recette qu'en dépense.

9° Sont prorogés jusqu'au 31 décembre 1873 inclusivement les tarifs et règlements

en vigueur à l'octroi établi dans la commune d'Orange; département de Vaucluse (Saint-Cloud, 28 Août 1863.)

N° 16,225. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

1° La durée du tarif principal et additionnel ou extraordinaire et du règlement en vigueur à l'octroi de la commune de Bourg (Ain) est prorogée jusqu'au 31 décembre 1872 inclusivement.

L'administration municipale continuera de justifier chaque année, au préfet, l'affectation du produit des taxes supplémentaires de toute nature aux dépenses en vue desquelles elles sont autorisées et de présenter à ce magistrat, à l'expiration du délai fixé pour leur perception, le compte général de ce produit, tant en recette qu'en dépense.

2° A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 31 décembre 1872 inclusivement, la perception de l'octroi établi dans la commune du Blanc (Indre) sera opérée conformément aux tarifs et règlements ci-annexés.

3° A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 31 décembre 1872 inclusivement, la perception de l'octroi établi dans la commune de Dax (Landes) sera opérée conformément aux tarifs et règlements ci-annexés.

4° A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 31 décembre 1872 inclusivement, la perception de l'octroi établi dans la commune de Charenton-le-Pont, département de la Seine, sera opérée conformément au tarif et au règlement ci-annexés.

L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année, au préfet, l'emploi du produit des taxes additionnelles aux dépenses en vue desquelles elles sont autorisées et de présenter à ce magistrat, à l'expiration du délai fixé pour leur perception, le compte général de ce produit en recette et en dépense.

5° L'établissement d'un octroi dans la commune de Sceaux, département de la Seine, est approuvé.

Jusqu'au 31 décembre 1873, la perception dudit octroi sera opérée conformément au tarif et au règlement ci-annexés.

6° Sont prorogés jusqu'au 31 décembre 1873 inclusivement les tarifs et règlements en vigueur à l'octroi établi dans la commune d'Apt (Vaucluse). (Saint-Cloud, 28 Août 1863.)

N° 16,226. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 31 décembre 1867 inclusivement, la perception de l'octroi établi dans la commune de Combrailles, département de l'Allier, sera opérée conformément aux tarifs et règlements ci-annexés. (Paris, 9 Septembre 1863.)

N° 16,227. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, chargé de l'intérim du département des finances) portant ce qui suit :

Le règlement supplémentaire ci-annexé pour la perception de l'octroi de la commune de Lorient (Morbihan) est approuvé.

Ce règlement supplémentaire sera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1867, la durée fixée par les décrets en date des 25 novembre 1857 et 22 avril 1863 pour la publication des tarifs et règlements principaux en vigueur audit octroi. (Biarritz, 24 Septembre 1863.)

N° 16,228. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui érigent :

1° En chapelle vicariale, l'église de Cohartille, canton de Marle, arrondissement de Laon (Aisne);

2° En chapelle vicariale, l'église de Theix, section de la commune de Saint-Genès-Champanelle, canton et arrondissement de Clermont (Puy-de-Dôme);

- 3° En chapelle vicariale, l'église de Moussy, canton et arrondissement d'Épernay (Marne);
 4° En chapelle, l'église de la commune de Hagéville, canton de Gorze, arrondissement de Metz (Moselle);
 5° En chapelle de secours, l'église de Daucourt, canton et arrondissement de Montmédy (Marne);
 6° En chapelle de secours, l'église de Marché-Allouarde, canton de Roÿe, arrondissement de Montdidier (Somme);
 7° En chapelle de secours, l'église de Hamel, section de la commune de Beaulieu-Hamel, arrondissement de Péronne (Somme). (*Fontainebleau, 6 Juillet 1863.*)

16,129. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui érigent :

- 1° En chapelle de secours, l'église de la commune de Charencéy, canton de Vitteux, arrondissement de Semur (Côte-d'Or);
 2° En succursale, l'église de la commune du Landin, canton de Routot, arrondissement de Pont-Audemer (Eure). (*Vichy, 16 Juillet 1863.*)

16,130. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la justice et des cultes) qui érige en succursales les églises des communes et sections de communes dénommées ci-après, savoir :

- Pont-Noyelle, canton de Villers-Bocage (Somme);
 Villejoubert, canton de Saint-Amans-de-Boixe (Charente);
 Saint-Hilaire, section de la commune de Frévent, canton d'Auxy-le-Château (Pas-de-Calais);
 Chenoves, canton de Buxy (Saône-et-Loire);
 Les Meyrolles, canton de Nantua (Ain);
 Saint-Vincent-de-Paul-de-Toquelouveau, commune et canton de Pessac (Gironde);
 Thauvenay, canton de Sancerre (Cher);
 Brives, canton d'Issoudun (Indre);
 La Pile, section de la ville de Roubaix (Nord);
 Saint-Pierre-de-Méarbs, canton de Corps (Isère);
 Loire, canton d'Aulnay (Charente-Inférieure);
 Ricarville, canton de Fauville (Seine-Inférieure);
 Serraville-Salmonville, canton de Darnetal (Seine-Inférieure);
 Sommeron, canton de la Capelle (Aisne);
 Audigny, canton de Guise (Aisne);
 Garost, canton de Lourdes (Hautes-Pyrénées);
 Péchabou, canton de Castanet (Haute-Garonne);
 Saint-Angé, section de la commune de Peyrins, canton de Romans (Drôme);
 Quartier du Petit-Montreuil, ville de Versailles (Seine-et-Oise). (*Saint-Cloud, Août 1863.*)

16,131. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui érigent :

- 1° En chapelle de secours, la chapelle de l'abbaye de Sylvacane, commune de la Roque-d'Anthéron, arrondissement d'Aix (Bouches-du-Rhône);
 2° En chapelle vicariale, l'église de la commune de Lisse, arrondissement de Vitry-François (Marne);
 3° En chapelle de secours, l'église de la commune d'Échigey, canton de Genlis, arrondissement de Dijon (Côte-d'Or). (*Saint-Cloud, 6 Août 1863.*)

16,132. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

- Le hameau de Capard, dépendant de la commune d'Isigny (Calvados), est distrait

de la succursale d'Osmanville et réuni à celle établie dans ladite commune d'Osmanville, à laquelle il a été réuni en vertu de la loi du 2 juillet 1862. (*Saint-Cloud, 4 Août 1863.*)

N° 16,233. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la justice et des cultes) qui érige en succursales les églises des communes ou centres de population de l'Algérie désignés ci-après, savoir :

1° La Réghaia et Romba (province d'Alger);

2° Enchir-Saïd et Oued-Touta (province de Constantine). (*Saint-Cloud, 29 Août 1863.*)

N° 16,234. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la justice et des cultes) qui érige en chapelle de secours l'église du Petit-Sainte-Foy, section de la commune de Duras, arrondissement de Marmande (Lot-et-Garonne). (*Saint-Cloud, 7 Septembre 1863.*)

N° 16,235. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui érigent :

1° En chapelle de secours, la chapelle d'Ennay, commune de Tecou, canton de Cadalen, arrondissement de Gaillac (Tarn);

2° En succursale, l'église Notre-Dame de Clignancourt, située Petite rue Saint-Denis, dix-huitième arrondissement de la ville de Paris (Seine). (*Biarritz, 28 Septembre 1863.*)

N° 16,236. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Sont soumis au régime du taillis les bois des communes ci-après désignées.

Un quart de la contenance sera distrait pour former la réserve réglementaire; le surplus sera divisé en coupes, conformément aux indications du tableau suivant.

NOMBRES D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	NOMS des communes et sections de communes.	CONTENANCE des forêts.	RÉGIME.	DURÉE DES RÉVOLUTIONS		DÉSIGNATION des quarts de coupe. — Cantons.
					NOMBRE DE COUPES.		
1	Vaucluse...	Commune de Villes...	1,532 ^a 12 ^a 10 ^a	Une série de taillis simple de 250 ^a . Une série de taillis sous futaie de 919 ^a 09 ^a .	20 ^a	20	Cantons des Escarpements de Puits-Fort (partie) et Grand-Fonds (partie).
2	Basses-Pyrénées.	Commune de Monein..	340 79 38	Taillis sous futaie	30	30	Cantons de Bermeil et d'Oustaloup.
		Commune de Chardonnay, section de Chardonnay.	59 66 00	Idem.	20	20	Cantons de Bermeil et de Trufé.
3	Saône-et-Loire.	Commune de Chardonnay, section de Champvert.	38 37 00	Idem.	20	20	Cantons de Rat et Reculé.

(a) La forêt formera, distraction faite du quart en réserve, deux séries d'exploitation : l'une de taillis simple à vingt ans, comprenant deux cent quarante hectares environ de chênes verts; l'autre de taillis sous futaie à vingt-cinq ans, comprenant le surplus et peuplée de chêne rouvre. — (b) La forêt formera, distraction faite du quart en réserve, deux séries d'exploitation de trente coupes chacune.

(*Vichy, 12 Juillet 1863.*)

16,237. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à asseoir, pour l'exercice 1864, une coupe de vingt-cinq hectares dans le quart de réserve des bois appartenant à la commune de Germaine (Haute-Marne). (Vichy, 12 Juillet 1863.)

16,238. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à asseoir par portions égales, pour les exercices 1863, 1864, 1865 et 1866, une coupe de six hectares dans le bois communal de Bordères, au canton dit de Bouzis (Hautes-Pyrénées). (Vichy, 12 Juillet 1863.)

16,239. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :
ART. 1^{er}. La forêt communale de Courtavon (Haut-Rhin) sera divisée à l'avenir en deux séries d'exploitation :
 La première, contenant trente et un hectares quarante-six ares, s'exploitera enillis simple, à la révolution de vingt-cinq ans, et sera divisée en un égal nombre de coupes, sans quart en réserve ;
 La seconde, comprenant cent quatre-vingt-douze hectares soixante-sept ares environ, sera traitée en futaie pleine, à la révolution de cent vingt ans, divisée en cinq périodes égales.
 La possibilité de cette série, fixée à six cent quatre-vingt-quatre mètres cubes, déduction faite de deux cent vingt-sept mètres cubes destinés à former la réserve, pourra être l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts.
2. La commune de Courtavon est autorisée à exploiter les coupes extraordinaires dont suit le détail, savoir :
 En 1863, deux mille neuf cent quarante-neuf stères à prendre, mille stères sous forme de coupe de régénération dans la parcelle N de la cinquième affectation et le surplus sous forme d'extraction dans les parcelles O, I, G, T, R ;
 En 1864, deux mille deux cent soixante-six stères à prendre, mille stères sous forme de coupe de régénération dans la parcelle N et le surplus sous forme d'extraction dans les parcelles K et Q ;
 En 1865, deux mille trois stères à prendre, mille stères sous forme de coupe de régénération dans la parcelle N et le surplus sous forme d'extraction dans la parcelle Q. (Vichy, 12 Juillet 1863.)

16,240. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :
ART. 1^{er}. La commune de Guémar (Haut-Rhin) est autorisée à exploiter en 1863, par anticipation, la coupe afférente à l'exercice 1864.
 Les coupes qui, d'après l'aménagement, devraient être délivrées en 1865, 1866 et 1867 seront exploitées pour les exercices 1864, 1865 et 1866.
2. Une coupe de deux hectares sera assise en 1867 dans le quart en réserve et sera délivrée à la commune à titre d'affouage.
 À partir de l'exercice 1868, les exploitations rentreront dans l'ordre prescrit par l'aménagement. (Vichy, 12 Juillet 1863.)

16,241. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à asseoir, dans les bois appartenant aux différentes sections de la commune de Savigny-en-Revermont (Saône-et-Loire), les coupes extraordinaires dont le détail suit, savoir :
 Section des Chavannes, une coupe contenant un hectare quarante-neuf ares ;
 Section des Gaubards, une coupe contenant un hectare trente-cinq ares ;
 Section des Sutils, une coupe contenant quatre-vingt-trois ares ;
 Section de Vériat, une coupe contenant un hectare quatorze ares ;
 Section de Villeron, une coupe contenant un hectare soixante-neuf ares ;
 Section de Villevaudry, une coupe contenant un hectare quatre-vingt-quatre ares.
 (Vichy, 12 Juillet 1863.)

N° 16,242. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

La forêt communale de Bouisse (Aude), contenant environ trente-huit hectares, sera traitée en taillis sous futaie, à la révolution de vingt-cinq ans, et divisée en un égal nombre de coupes, distraction faite du quart de sa contenance pour former la réserve. (Vichy, 23 Juillet 1863.)

N° 16,243. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Les bois taillis appartenant à la section de Censeau, commune de ce nom (Jura), contenant environ trente et un hectares quarante-trois ares, seront exploités à la révolution de vingt-cinq ans et divisés en un égal nombre de coupes, distraction faite du quart de leur étendue pour former la réserve.

Ceux appartenant à la section des Grangettes, annexe de la même commune, contenant environ six hectares vingt-sept ares, s'exploiteront à la même révolution et seront divisés en cinq coupes quinquennales, sans déduction de réserve. (Vichy, 30 Juillet 1863.)

N° 16,244. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

La forêt communale de Lamoura (Jura), contenant cent quarante-trois hectares soixante-sept ares, sera traitée en futaie pleine, à la révolution de cent soixante ans, divisée en quatre périodes égales, à chacune desquelles correspondra une affectation sur le terrain.

Sa possibilité en produits principaux est fixée à deux cent quarante-cinq mètres cubes, déduction faite de quatre-vingt-un mètres cubes destinés à former une réserve.

Cette possibilité pourra être l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts. (Vichy, 30 Juillet 1863.)

N° 16,245. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. La forêt communale de Rabouillet (Pyrénées-Orientales) formera deux sections, l'une de taillis sous futaie, l'autre de futaie pleine.

La première, contenant environ trois cent soixante et un hectares, sera soumise à une révolution de trente ans et divisée en un pareil nombre de coupes, distraction faite du quart de sa contenance pour former la réserve.

2. Les exploitations à faire dans la section de futaie résineuse seront l'objet de propositions spéciales. (Vichy, 30 Juillet 1863.)

N° 16,246. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. La forêt domaniale du Hohwald (Bas-Rhin) sera traitée en futaie pleine et divisée, distraction faite de soixante et un hectares soixante-quinze ares, qui resteront en dehors de l'aménagement, en deux séries d'exploitation, savoir :

La première série, dite du Zundelkopf, contenant.....	470 ⁶⁶
La deuxième série, dite de l'Ungelsberg, contenant.....	348 ³³
TOTAL.....	818 ⁹⁹

2. La première série sera aménagée à la révolution de cent cinquante ans et divisée en cinq affectations, correspondant chacune à une période de trente ans.

La possibilité de cette série en produits principaux est fixée à mille deux cent quatre-vingt-deux mètres cubes.

3. La deuxième série sera exploitée à la révolution de cent vingt ans et divisée en quatre affectations, correspondant chacune à une période de trente ans; toutefois, et exceptionnellement, la première période de la première révolution sera réduite à vingt ans.

La possibilité de cette série en produits principaux est fixée à trois hectares quarante et un ares de coupes à blanc étoc et trois cent trois mètres cubes.

La possibilité pourra être, dans les deux séries, l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts. (*Vichy, 30 Juillet 1863.*)

N° 16,247. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Durant une révolution transitoire de cent ans, divisée en quatre périodes égales, la forêt domaniale de Purlans (Saône-et-Loire), contenant environ six cent quarante-six hectares, sera soumise à des coupes d'amélioration et de régénération ayant pour but de la convertir en une seule série de futaie pleine.

1. Le volume annuel des coupes principales est fixé à mille quatre cent cinquante mètres cubes.

Cette possibilité sera l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts.

2. Dans la première année de la révolution, une coupe extraordinaire de régénération sera assise sur les dix hectares vingt-cinq ares formant la parcelle T de la quatrième affectation. (*Vichy, 30 Juillet 1863.*)

N° 16,248. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant que la forêt communale de Molay (Haute-Saône), contenant environ quatre-vingt-quinze hectares, sera traitée en taillis sous futaie, à la révolution de vingt-cinq ans, et divisée en un égal nombre de coupes, distraction faite du quart de sa contenance pour former la réserve. (*Vichy, 30 Juillet 1863.*)

N° 16,249. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. La forêt domaniale de Kastenwald (Haut-Rhin) formera à l'avenir deux séries d'exploitation : la première, de deux cent trente-six hectares cinquante-sept ares; la deuxième, de quatre cent sept hectares trente-trois ares, qui seront soumises pendant une révolution de cent quarante-quatre ans, divisée en quatre périodes égales, correspondant à un pareil nombre d'affectations, à des opérations dirigées en vue de leur conversion en futaie pleine.

2. Durant la première période, la première affectation de chaque série et les parcelles A¹, D¹, B¹ et C¹ de la quatrième affectation de la deuxième série seront exploitées par contenance en coupes de régénération ou à blanc étoc; le surplus de la forêt, à l'exception des deuxième affectations, sera parcouru par des coupes de taillis sous futaie préparatoires à la conversion.

En ce qui concerne les coupes de régénération, la possibilité par volume pourra être substituée à celle par contenance, dans le cours de la première période, après un inventaire dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts. (*Saint-Cloud, 6 Août 1863.*)

N° 16,250. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à délivrer à la commune de Samognat (Ain) quatorze sapins et six hectares cinquante-huit ares de taillis sous futaie à prendre dans la forêt appartenant à la section de Samognat en trois années, savoir :

Les quatorze sapins en 1863;

Un hectare cinquante ares du quart en réserve en 1864;

Cinq hectares huit ares dudit quart en réserve en 1865. (*Saint-Cloud, 12 Août 1863.*)

N° 16,251. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à asseoir, pour l'exercice 1863, une coupe de huit hectares dans le quart en réserve de la forêt appartenant aux hospices civils de Troyes (Aube). (*Saint-Cloud, 12 Août 1863.*)

N° 16,252. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant sur la forêt communale de Meuse (Haute-Marne), contenant environ quarante-huit hectares soixante-dix ares, sera traitée en taillis sous futaie, à la révolution de vingt ans, et divisée en treize coupes biennales, déduction faite du quart de son étendue pour former la réserve. (*Saint-Cloud, 12 Août 1863.*)

N° 16,253. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant sur la forêt sectionale de la Rodarie, commune d'Ambert (Puy-de-Dôme), contenant environ quinze hectares trente-sept ares, sera soumise, durant une révolution triennale de quarante ans, à des exploitations dirigées en vue de sa transformation en futaie pleine.

La possibilité, fixée à soixante-quinze mètres cubes, pourra être l'objet de révisions dont les résultats seront arrêtés par le directeur général. (*Saint-Cloud, 12 Août 1863.*)

N° 16,254. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant sur la forêt communale de Navarrenx (Basses-Pyrénées), contenant environ deux hectares vingt-six ares, sera, distraction faite du quart de son étendue pour former la réserve, traitée en taillis sous futaie, à vingt-cinq ans, et divisée en un nombre de coupes.

Le quart en réserve sera maintenu dans son emplacement actuel et continuera d'être exploité en futaie. (*Saint-Cloud, 12 Août 1863.*)

N° 16,255. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à asseoir, dans la forêt communale de Champagny (Haute-Saône), une coupe extraordinaire de dix arbres, qui seront pris sur les bords des routes et laies sommières. (*Saint-Cloud, 12 Août 1863.*)



Certifié conforme :

Paris, le 21^r Avril 1864.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1028.

16,256. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant approbation de Pensions allouées sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.*

Du 6 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° la loi du 13 mai 1791, sur l'établissement des invalides de la marine,
les actes subséquents qui régissent les pensions dites *demi-soldes* et les
pensions de veuves et d'orphelins;

2° L'ordonnance du 27 août 1817 et le décret du 8 juin 1852;

3° La somme portée au budget de la caisse des invalides de la marine
pour le paiement desdites pensions;

4° Les fixations arrêtées par notre ministre secrétaire d'État de la marine
des colonies, après avoir été soumises aux vérifications du Conseil d'État,
du département de la guerre, de la marine, des colonies et de l'Algérie;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la marine et des
colonies,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont approuvées les pensions dites *demi-soldes* et les pen-
sions annuelles accordées aux marins ainsi qu'aux veuves et orphe-
lins dénommés dans l'état ci-joint.

2. La somme annuelle de trois cent cinquante-cinq mille six cent
vingt-sept francs (355,627¹) à laquelle s'élèvent ces allocations est
fixable, conformément à la loi, sur la caisse des invalides de la
marine.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine
des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera
inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 6 Décembre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine
et des colonies,

Signé G^o P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

État des Demi-Soldes et Pensions réglées

OBSERVATIONS

Les pensions dites DEMI-SOLDES s'obtiennent à cinquante ans d'âge et après vingt-cinq ans de services militaires. Le chiffre de ces pensions est réglé d'après le tarif annexé à la loi du 13 mai 1791, bonifiée par la loi du 28 août 1817. Un supplément spécial est accordé, d'après le décret du 11 juillet 1856, aux marins réunissant six ans de service. Les demi-soldiers et leurs veuves ont droit, en outre, d'après la classe à laquelle ils appartiennent, à une pension à soixante ans d'âge, ou pour cause d'aggravation d'infirmités contractées anciennement au service de l'État. NOTA. Quant aux officiers, marins des équipages de la flotte, maîtres entretenus, ouvriers des arsenaux et de la marine, il leur est fait application de la loi du 18 avril 1831, dont le tarif a été augmenté par les lois des 21 mars 1850 et 21 juillet 1856. Ces dernières pensions sont successivement insérées au Bulletin des lois, après la signature du décret portant leur fixation.

NUMÉROS d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.	
			SOUS-ARRONDISSEMENT
1	HUET (Nicolas-Antoine-Prosper).....	Capitaine au long cours.....	27 août 1856
2	D'ÉTERVILLE (Pierre-Auguste-Étienne)...	Maître au cabotage.....	27 mars 1856
3	CABYLERS (Pierre-François-Napoléon)....	Deuxième maître de manœuvre à 69 ^f ..	8 octobre 1855
4	MASCOT (Louis-Victor).....	Maître de pêche à 69 fr.....	20 août 1855
5	COLLIGNON (Nicolas-Henri).....	Deuxième maître charpentier à 60 fr.	4 novembre 1855
6	BOURGAIN (Louis-Nicolas).....	Quartier-maître canonnier à 45 fr..	6 décembre 1855
7	1 enfant : Marie-Célestine.....	.....	11 juin 1856
8	BREMONT (Pierre-François).....	Matelot à 33 fr.....	28 décembre 1855
9	ROQUE (Victor-Benoît-Achille).....	Idem à 36 fr.....	21 août 1855
10	VANHILLE (Norbert-Jacques).....	Idem.....	26 août 1855
11	2 enfants : Justine-Rosalie.....	.....	5 novembre 1855
12	André-Auguste.....	.....	27 septembre 1855
13	KELDER (Jean-Baptiste).....	Matelot à 33 fr.....	17 novembre 1855
14	BOLLEMAN (Melchior).....	Idem à 27 fr.....	24 juin 1856
15	LUYCKX (Joseph-Pierre).....	Idem.....	8 février 1856
16	2 enfants : Jean-Baptiste-Ferdinand.....	.....	13 novembre 1855
17	Alfred-Joseph.....	.....	22 août 1855
18	MAES (Pierre).....	Matelot à 24 fr.....	23 septembre 1855
19	FARETIE (Charles-Jean).....	Idem.....	15 février 1856
20	DEDECKER (Henri-Joseph).....	Idem.....	30 octobre 1855
21	GODIN (Jean-Louis).....	Idem.....	16 janvier 1856
22	LIÉNARD (Pierre-Joseph-François).....	Idem.....	13 février 1856
23	2 enfants : Julie-Louise.....	.....	9 septembre 1855
24	Joséphine-Constance.....	.....	23 mai 1856
25	VANHILLE (Pierre-Jacques).....	Matelot à 24 fr.....	19 juillet 1855
26	2 enfants : Norbert-Cornil.....	.....	11 novembre 1855
27	Louis-François-Cornil.....	.....	16 novembre 1855
28	CROSKE (Adolphe-Louis-François).....	Matelot à 24 fr.....	2 mai 1856
29	CARRU (Pierre-Joseph).....	Maître au cabotage.....	22 août 1855
30	2 enfants : Emma-Elisa.....	.....	7 août 1855
31	Justine-Amélie.....	.....	14 juin 1856
32	WADOUX (Pierre-François).....	Matelot à 33 fr.....	26 mars 1856
33	2 enfants : Henri-Joseph.....	.....	20 juin 1856
34	Marie-Catherine.....	.....	8 juin 1856
35	JOONNEKINDT (Pierre-Nicolas-Joseph)....	Matelot à 33 fr.....	16 novembre 1855
36	CRETON (Pierre-Charles).....	Idem à 24 fr.....	30 décembre 1855
37	LEBÈGUE (Louis-François).....	Idem.....	28 février 1856
38	DEMAZIÈRES (Pierre-Antoine-Joseph)....	Idem.....	30 mars 1856
39	2 enfants : Julien.....	.....	21 février 1856
40	Adolphe.....	.....	16 février 1856
41	FOURNIER (Pierre-Louis).....	Matelot à 24 fr.....	16 août 1855
42	1 enfant : Joseph-Alfred.....	.....	19 juillet 1856
43	CLÉREAU (Auguste-Louis-Bertrand).....	Maître au cabotage.....	24 mars 1856
44	2 enfants : Célestine-Henriette-Marie....	.....	23 avril 1856
45	Célestine-Louise.....	.....	31 décembre 1855
46	LAIDEX (Jean-Pierre).....	Quartier-maître de manœuvre à 45 ^f ..	9 janvier 1856
47	1 enfant : Marie-Célestine-Antoinette-Phi- lomène.....	.....	16 mars 1856
48	LELONG (Louis-Joseph).....	Matelot à 27 fr.....	1 ^{er} janvier 1856

du 13 mai 1791 et les actes subséquents.
(re 1863.)

RALE.

alternativement, soit pour le compte de l'État, soit sur les bâtiments du commerce.
État ou aux équipages de la flotte.
vingt-quatre ou de trente-six francs pour chacun de leurs enfants au-dessous de l'âge de dix ans.
supplément de soixante-douze ou de cent huit francs par an, suivant la classe.
corps de la marine, réunissant les conditions pour obtenir la pension de retraite, ensemble les veuves de cette
16, et 25 juin 1862.

ENI-SOLDES.

Lieux.	QUOTITE de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
ERQUE.			
que.....	525 ^f	Ancienneté de services....	Décision du 7 avril 1863.
alo.....	378	Idem.....	Idem.
que.....	318	Idem.....	Idem.
.....	318	Idem.....	Idem.
que.....	318	Idem.....	Idem.
.....	210	Idem.....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	222	Ancienneté de services....	Idem.
que.....	168	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
que.....	207	Ancienneté de services....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
que.....	135	Idem.....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	135	Ancienneté de services....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
que.....	135	Ancienneté de services....	Idem.
.....	378	Idem.....	Idem.
.....	72	.....	Idem.
.....	222	Ancienneté de services....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	135	Ancienneté de services....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	303	Ancienneté de services....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	210	Ancienneté de services....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.

NUMÉROS
d'ordre.

NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.

QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.

Date.

49	WALLE (Jean-Louis).....	Chauffeur de paquebots-postes assimilé à un quartier-maitre à 48 fr.	8 novembre
	LAMER (François).....	Matelot à 24 fr.	
50	1 enfant : Laurent.....		8 juin
51	RINGOT (Jean-Baptiste-Alcide).....	Quartier-maitre de manœuvre à 48 fr.	3 janvier
52	MALFOY (Jean-Pierre-Marie-Edouard).....	Matelot à 33 fr.	2 mars
53	BLANPAIN (Louis-François-Auguste).....	Idem à 36 fr.	9 mai
54	COUSIN (Louis-François).....	Matelot à 36 fr.	4 octobre
55	JUWEL (Louis).....	Idem.	13 juin
56	HÉDIN (Nicolas-Charles).....	Idem à 33 fr.	12 septembre
57	3 enfants : Ernest.....		6 novembre
58	Adele-Joséphine.....		17 septembre
59	Joseph-Léon.....		31 octobre
60	BLANPAIN (Fidèle).....	Matelot à 33 fr.	18 décembre
61	3 enfants : Louis-Auguste.....		13 septembre
62	Louis-Honoré.....		5 décembre
63	Marie-Joséphine.....		25 mars
64	BOURGAIN (Nicolas).....	Matelot à 33 fr.	27 octobre
65	1 enfant : Jean-Baptiste.....		13 avril
66	BIARÉ (Ambroise).....	Matelot à 33 fr.	17 novembre
67	POLET (Denis).....	Idem.	23 avril
68	DOUQUINCOURT (Pierre).....	Idem.	29 mars
69	TÉTARD (Jacques-Marie).....	Idem.	30 janvier
70	COPPIN (Jean-Marc).....	Matelot à 24 fr.	6 novembre
71	CANTEGREL (Jean-Barthélemy-Joseph).....	Idem.	4 octobre
72	MONTADOR (Jean-Pierre).....	Idem.	21 avril
73	3 enfants : William.....		11 février
74	Athalie.....		19 décembre
75	Françoise.....		28 novembre
76	DELPIERRE (Jacques-Nicolas).....	Matelot à 24 fr.	1 ^{er} décembre
77	GOURNAY (Louis-Marie).....	Idem.	19 août
78	LEYS (Hilaire).....	Idem.	4 février
79	DELPIERRE (Pierre-François).....	Idem.	7 décembre
80	DEMAI (Pierre).....	Idem.	13 février
81	BERNARDIN (Jean-Baptiste).....	Idem.	11 avril
82	MALFOY (Jacques-Marie).....	Idem.	29 mars
83	LONGLE (Pierre-François-Hervais).....	Idem.	11 mai
84	GEUDRÉ (Etienne-Joseph).....	Idem.	6 novembre
85	LARCHÉ (Pierre-Félix).....	Capitaine au long cours.	9 octobre
86	MÉNARD (Jean).....	Maitre au cabotage.	14 février
87	COPPIN (Jean-Baptiste).....	Matelot à 24 fr.	9 octobre
88	DEPOILLY (Nicolas-André-Jules).....	Capitaine au long cours.	30 avril
89	WACONGNE (Etienne-Nicolas-Victor).....	Matelot à 33 fr.	21 mars
90	HAGNÉRE (Jean-François).....	Idem.	19 septembre
91	1 enfant : Charles-François.....		26 mars
92	NOREL (Charles-Frédéric).....	Matelot à 33 fr.	13 mai
93	LANGLACÉ (Pierre-François-Julien).....	Idem.	8 octobre
94	SERRY (François-Gabriel).....	Idem à 27 fr.	3 février
95	3 enfants : François-Laurent.....		30 janvier
96	Marie-Orélie.....		22 février
97	Marie.....		20 juillet
98	POIDEVIN (Antoine-François).....	Matelot à 24 fr.	17 janvier
99	DAUBRÈGE (Pierre-Michel-Paul).....	Idem.	30 novembre
100	PLACHOT (François).....	Idem.	14 août
101	DAILLY (François).....	Idem.	8 septembre
	FOURNIER (Jean-Philippe).....	Idem.	
102	1 enfant : Céline-Justine.....		27 décembre
103	POLLET (Louis-Eugène).....	Capitaine au long cours.	10 septembre
104	DELAPLACE (Pierre-Alexandre-Zéphyr).....	Mécanicien des paquebots-postes assimilé aux premiers maitres à 90 fr.	22 septembre
105	DELONGT (Pierre-Etienne).....	Matelot à 24 fr.	4 mai
106	DELONG (Jean-Baptiste-Nicolas).....	Idem à 21 fr.	28 mars
107	COPPIN (Jean-Marc).....	Idem à 33 fr.	6 novembre

Lieux.	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	270 ^f	Ancienneté de services. . . .	Décision du 7 avril 1863.
.....	24	Le père demi-soldier. . . .	<i>Idem.</i>
.....	210	Ancienneté de services. . . .	<i>Idem.</i>
.....	222	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	222	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	222	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	72	.....	<i>Idem.</i>
.....	168	Ancienneté de services. . . .	<i>Idem.</i>
.....	72	.....	<i>Idem.</i>
.....	168	Ancienneté de services. . . .	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	168	Ancienneté de services. . . .	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	183	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	207	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	72	.....	<i>Idem.</i>
.....	135	Ancienneté de services. . . .	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	525	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	378	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	525	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	222	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	222	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	222	Ancienneté de services. . . .	<i>Idem.</i>
Valéry-sur-Somme	240	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	72	.....	<i>Idem.</i>
.....	207	Ancienneté de services. . . .	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	Le père demi-soldier. . . .	Décision du 29 juin 1863.
.....	525	Ancienneté de services. . . .	<i>Idem.</i>
.....	447	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	207	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	207	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	222	<i>Idem.</i>	Décision du 2 novembre 1861 En remplacement de la de mi-solde de 183 fr. réglé par décision du 7 avril 1861

1	PATIN KARIOU (Anselme-Pierre-Marie)...	Capitaine au long cours.....	29 avril 1856
2	DRINOT (Thomas-Henri).....	Idem.....	10 novembre 1856
3	3 enfants : Louis-Henri-Eugène.....	.....	24 mars 1857
4	Henri-Théodore-Émile.....	.....	31 mars 1857
5	Marie-Thérèse-Carmen.....	.....	13 septembre 1857
6	DELAMARRE (Alfred-Victor).....	Capitaine au long cours.....	26 novembre 1857
7	1 enfant : Aline-Lucile.....	.....	10 mars 1858
8	TOPSENT (Désiré-Just).....	Capitaine au long cours.....	4 septembre 1858
9	1 enfant : Marie-Justine-Renée.....	.....	25 décembre 1858
10	HUGURT (Alexandre).....	Capitaine au long cours.....	25 décembre 1858
11	LE HEGARAT (Yves).....	Quartier-maître de manœuvre à 45 ^f	5 février 1859
12	FENOUIL (Antoine).....	Mécanicien de machines au-dessous de 200 chevaux. (Quartier-maître mécanicien à 60 ^f par assimilation.)	30 janvier 1859
13	HILL (Thomas).....	Idem.....	18 avril 1859
14	RUDGE (Édouard).....	Idem.....	1 ^{er} janvier 1860
15	PELLETIER (Armand-Désiré).....	Matelot à 33 fr.....	26 janvier 1860
16	ANCQUETIL (Jean-Baptiste-Hyacinthe).....	Idem à 36 fr.....	19 septembre 1860
17	NOBLET (François-Théodore).....	Idem.....	18 mars 1861
18	HALGAND (Félix-Joseph).....	Idem à 27 fr.....	23 septembre 1861
19	1 enfant : Aimée-Alexandrine.....	.....	16 février 1862
20	PIGEON (Pierre-Thomas).....	Matelot à 24 fr.....	29 décembre 1862
21	TANGUY (François).....	Idem.....	4 mars 1863
22	BASSET (Noël).....	Capitaine au long cours.....	31 décembre 1863
23	1 enfant : Marie-Valentine-Céline.....	.....	6 avril 1864
24	COQUAIS (Jules-Gabriel).....	Maître au cabotage.....	10 octobre 1864
25	1 enfant : Marie-Juliette-Eugénie.....	.....	10 janvier 1865
26	CAPON (Florentin-Victor).....	Matelot, ex-ouvrier calfat à 36 fr.....	8 mai 1865
27	BACHELET (Isidore).....	Quartier-maître canonnier à 45 fr.....	30 juin 1865
28	1 enfant : Rose-Pauline-Laurentine.....	.....	17 juin 1865
29	MAGNAN (Louis-Tranquille).....	Matelot à 36 fr.....	26 décembre 1865
30	ROBERT (Thomas-Alexandre).....	Idem à 33 fr.....	10 novembre 1866
31	BLAY (Pierre-Arsène).....	Idem à 24 fr.....	21 octobre 1866
32	LEBAS (Jean-Adolphe).....	Idem.....	10 septembre 1866
33	1 enfant : Jean-Baptiste-Marie.....	.....	31 juillet 1866
34	MARAINÉ (Just-Jean).....	Matelot à 24 fr.....	6 décembre 1866
35	DUGLOS (Firmin-Édouard).....	Idem.....	30 décembre 1866
36	1 enfant : Rose-Blanche-Marie-Félicité.....	.....	13 octobre 1867
37	FERRANT (Furcy-Laurent).....	Matelot à 24 fr.....	4 février 1868
38	DUBOC (Pierre-Charles-André).....	Idem.....	18 mai 1868
39	ROBERT (Michel-Thomas-Tranquille).....	Idem.....	22 décembre 1868
40	RECHER (Jean-Benoît).....	Idem.....	17 février 1869
41	CAUVIN (Martin-Auguste).....	Idem.....	15 avril 1869
42	JOIGNANT (Florentin-Charles).....	Idem.....	30 mai 1869
43	VALLIN (Benoît-Joseph).....	Idem.....	23 janvier 1870
44	FREGER (Guillaume-Frédéric).....	Idem.....	3 mai 1870
45	BIHEST (Victor-Benoni).....	Maître au cabotage.....	4 avril 1870
46	LANCEL (Emmanuel-Noël).....	Pilote côtier à 84 fr.....	25 septembre 1870
47	DANIEL (Jean-Vincent).....	Quartier-maître de manœuvre à 45 ^f	14 février 1871
48	1 enfant : Eugène-Émile.....	.....	11 août 1871
49	CLOQUETTE (Etienne-Michel).....	Matelot à 36 fr.....	15 mars 1872
50	POGNANT (Jean-Félix).....	Idem à 30 fr.....	29 mars 1872
51	BEAURAIN (Pierre-Jacques).....	Idem à 33 fr.....	1 ^{er} juin 1872
52	VIOLET (Napoléon-Jean-Marie).....	Idem à 24 fr.....	20 novembre 1872
53	CAREL (Jean-Joseph).....	Idem.....	26 février 1873
54	1 enfant : Jean-Baptiste-Édouard.....	.....	12 mars 1873
55	ROBERT (Henry-Victor).....	Matelot à 24 fr.....	17 août 1873
56	1 enfant : Reine-Eugénie.....	.....	23 juillet 1874
57	DUPLESSIS (Vincent-Louis-Augustin).....	Matelot à 24 fr.....	11 janvier 1875
58	DUCHEMIN (Pierre-Nicolas).....	Idem.....	21 juillet 1875
59	2 enfants : Stanislas-Désiré.....	.....	6 novembre 1875
60	Georges-Victor.....	.....	2 octobre 1876
61	COLLOS (Jean-Pierre).....	Matelot à 24 fr.....	27 décembre 1876
62	1 enfant : Louis-Joseph-Pierre.....	.....	4 mai 1877

Lieux.	QUANTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
	618 ^f	Ancienneté de services....	Décision du 16 mars 1863.
	525	Idem.....	Idem.
	108	.....	Idem.
	525	Ancienneté de services....	Idem.
	36	.....	Idem.
	525	Ancienneté de services....	Idem.
	36	.....	Idem.
	525	Ancienneté de services....	Idem.
	270	Idem.....	Idem.
	252	Idem.....	Idem.
Devon.....	252	Idem.....	Idem.
Idem.....	252	Idem.....	Idem.
Retrou.....	168	Idem.....	Idem.
	168	Idem.....	Idem.
	168	Idem.....	Idem.
	168	Idem.....	Idem.
	24	.....	Idem.
	207	Ancienneté de services....	Idem.
	135	Idem.....	Idem.
	525	Idem.....	Idem.
	36	.....	Idem.
	378	Ancienneté de services....	Idem.
	36	.....	Idem.
	240	Ancienneté de services....	Idem.
Idem-en-Caux.....	210	Idem.....	Idem.
	24	.....	Idem.
Idem-en-Caux.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
	168	Idem.....	Idem.
Idem.....	135	Idem.....	Idem.
	135	Idem.....	Idem.
	24	.....	Idem.
	135	Ancienneté de services....	Idem.
Idem.....	135	Idem.....	Idem.
Idem.....	24	.....	Idem.
Idem-en-Port.....	207	Ancienneté de services....	Idem.
	207	Idem.....	Idem.
Idem-en-Port.....	135	Idem.....	Idem.
	207	Idem.....	Idem.
	135	Idem.....	Idem.
	135	Idem.....	Idem.
	207	Idem.....	Idem.
	135	Idem.....	Idem.
	375	Idem.....	Idem.
	375	Idem.....	Idem.
	210	Idem.....	Idem.
	24	.....	Idem.
	168	Ancienneté de services....	Idem.
	168	Idem.....	Idem.
Idem.....	168	Idem.....	Idem.
	183	Idem.....	Idem.
	135	Idem.....	Idem.
	24	.....	Idem.
	135	Ancienneté de services....	Idem.
	24	.....	Idem.
	207	Ancienneté de services....	Idem.
Idem-en-Caux.....	135	Idem.....	Idem.
	48	.....	Idem.
Idem-en-Port.....	135	Ancienneté de services....	Idem.
	24	.....	Idem.

NUMÉROS d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.	Date.
63	CAHOT (Louis-Eugène).....	Matelot à 24 fr.....	16 août 1891
64	GORNET (Guillaume-François-Dieudonné).....	Idem.....	8 mars 1891
65	LEBOUX (Michel-Noël-François).....	Idem.....	6 mars 1891
66	1 enfant : Françoise-Augustine-Léonie.....	Idem.....	4 mai 1891
67	DELABY (François-Nicolas).....	Matelot à 24 fr.....	15 janvier 1891
68	COUSIN (Marc-Victor).....	Idem.....	18 février 1891
69	GODARD (Vincent-Michel-Auguste).....	Idem.....	4 mai 1891
70	LELONG (Joseph-Bonaventure).....	Idem.....	12 février 1891
71	BRELOT (Pierre-Emmanuel-Amédée).....	Idem.....	3 juin 1891
72	1 enfant : Pauline-Marie-Céline.....	Idem.....	10 mai 1891
73	ANGLADE (Jean-Baptiste-Jacques).....	Matelot à 24 fr.....	1 novembre 1891
74	LEFÈVRE (Pierre-Alexandre).....	Idem.....	12 novembre 1891
75	DURAND (Jean-Baptiste).....	Maître au cabotage.....	15 avril 1891
76	1 enfant : Amélie-Charlotte.....	Idem.....	8 février 1891
77	GARAT (Jacques-Sylvestre).....	Matelot à 33 fr.....	3 février 1891
78	CLATOT (Lucien-Jacques).....	Idem.....	21 janvier 1891
79	2 enfants : Pascaline-Antoinette.....	Idem.....	16 novembre 1891
80	Lucien-Victor.....	Idem.....	27 mars 1891
81	TELOUP (Antoine-Eustache).....	Matelot à 24 fr.....	20 septembre 1891
82	POILLAIN (Armand-Alphonse-Fortuné).....	Idem.....	14 novembre 1891
83	HOULÉ (Louis-Napoléon).....	Idem.....	17 octobre 1891
84	FREMONT (Pierre-Guillaume-Onésime).....	Capitaine au long cours.....	25 avril 1891
85	3 enfants : Pierre-Charles-Joseph.....	Idem.....	24 juin 1891
86	Charles-Constant.....	Idem.....	21 novembre 1891
87	Louis-Eugène Jean.....	Idem.....	21 mars 1891
88	CROIX (Pierre-François).....	Maître au cabotage.....	20 janvier 1891
89	FOULONGNE (Victor-Désiré).....	Idem.....	25 avril 1891
90	CORRELE (Félix-Dominique).....	Matelot à 27 fr.....	7 septembre 1891
91	1 enfant : Auguste-Eugène.....	Idem.....	2 novembre 1891
92	ÉBRAN (Jean-Satire).....	Matelot à 24 fr.....	8 avril 1891
93	HÉMERY (Louis-Étienne).....	Idem.....	29 novembre 1891
94	LOUVET (François-Léon).....	Idem.....	15 février 1891
95	LOUVET (Louis-Pierre).....	Idem.....	20 octobre 1891
96	CANU (Jacques-Esprit).....	Idem.....	29 mars 1891
97	PEAUDEVIN (Charles-Pierre).....	Idem.....	17 octobre 1891
98	HOUSSEY (Victor).....	Idem.....	8 juin 1891
99	LEDAIN (Lucien-Napoléon).....	Maître au cabotage.....	Idem.....
100	1 enfant : Pierre-Félix.....	Matelot à 24 fr.....	24 septembre 1891
101	TESSIER (François-Désiré).....	Idem.....	8 juin 1891
102	1 enfant : Henriette-Victorine.....	Matelot chaloupier de touage à 54 fr.....	15 octobre 1891
103	BORET (Jean-Baptiste).....	Chauffeur au commerce, ex-gardien de jour à 43 fr.....	6 avril 1891
104	POUGHON (Jacques).....	Idem.....	Idem.....
105	1 enfant : Hippolyte-Alphonse.....	Mécanicien du commerce assimilé à un quartier-maître mécanicien à 54 francs.....	5 avril 1891
106	GRAFFARD (Guillaume).....	Idem.....	23 avril 1891
107	DAUMAILLE (Édouard-Nicolas).....	Matelot à 33 fr.....	2 juillet 1891
108	VATINEL (Guillaume-Augustin).....	Idem à 24 fr.....	3 mars 1891
109	LASLEIS (Jacques-Germain).....	Idem.....	4 mars 1891
110	GOULEY (Armand-Stanislas).....	Idem à 36 fr.....	Idem.....
111	1 enfant : Adolphe-Armand.....	Idem.....	20 avril 1891
112	BOUSIER (Antoine-Eugène).....	Matelot à 33 fr.....	13 mai 1891
113	GRESPINET (Pierre-Michel).....	Quartier-maître de manoeuvre à 45 fr.....	Idem.....
114	1 enfant : Amélie-Ernestine.....	Idem.....	31 mars 1891
115	HOCHET (Eugène-Pascal).....	Maître au cabotage.....	26 décembre 1891
116	LE MAGNET (Théodore).....	Idem.....	17 février 1891
117	ALIX (Auguste-Mathias).....	Idem.....	21 juillet 1891
118	4 enfants : Auguste Jean-Bienaimé.....	Idem.....	6 mars 1891
119	Étienne-Alphonse.....	Idem.....	Idem.....
120	Gustave-Marie.....	Idem.....	3 février 1891
121	Pierre-Léon-Paul.....	Idem.....	29 novembre 1891
122	ÉDET (Victor-Marin).....	Maître au cabotage.....	25 août 1891

SOCIÉTÉ-ARBORE

	QUANTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	135 ^f	Ancienneté de services....	Décision du 16 mars 1863.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	135	Ancienneté de services....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	135	Ancienneté de services....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	375	Idem.....	Idem.
.....	36	.....	Idem.
.....	222	Ancienneté de services....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	135	Ancienneté de services....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	525	Idem.....	Idem.
.....	108	.....	Idem.
.....	378	Ancienneté de services....	Idem.
.....	378	Idem.....	Idem.
Caux.....	168	Idem.....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	135	Ancienneté de services....	Idem.
Sauveur.....	135	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
ainville.....	207	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	36	Le père demi-soldier.....	Idem.
.....	24	Idem.....	Idem.
.....	210	Ancienneté de services....	Décision du 6 juillet 1863.
.....	210	Idem.....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	210	Ancienneté de services....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	24	Le père demi-soldier.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	378	Ancienneté de services....	Décision du 23 mars 1863.
.....	378	Idem.....	Idem.
.....	378	Idem.....	Idem.
.....	144	.....	Idem.
.....	378	Ancienneté de services....	Idem.

9	DUPEIS (Jacques-François).....	Maître au cabotage.....	29 sept
10	2 enfants : François-Gustave.....	.....	22 sept
11	Ludovine-Françoise-Marie-Madeleine.	.....	9 oct
12	QUOSNIAM (Bon-Jean-Henri).....	Maître au cabotage.....	16 déc
13	2 enfants : Augustine-Élisabeth-Désirée ..	.....	29 oct
14	Marie-Clémentine-Louise.....	.....	29 jan
15	DAUPHIN (Jean-Marie).....	Quartier-maître de manœuvre à 58 fr.	3 jan
16	LE DEVIN (Jacques-Auguste).....	Quartier-maître charpentier à 33 fr.	5 jan
17	REGNIER (Jean-Louis).....	Matelot à 27 fr.	27 jan
18	PAQUET (Pierre-Auguste).....	Idem à 33 fr.	18 jan
19	1 enfant : Joséphine-Célestine.....	.....	8 jan
20	HENON (Eugène-Adolphe).....	Matelot à 33 fr.	7 jan
21	1 enfant : Eugène-Adolphe.....	.....	19 jan
22	FRON (Louis-Auguste).....	Idem à 27 fr.	29 jan
23	RIBET (Jean-François).....	Idem à 24 fr.	18 jan
24	FERRAND (Michel-Sébastien-François).....	Idem.....	14 jan
25	RAOULT (Jacques-François).....	Idem.....	14 jan
26	LEPÉLIER (Jean-Baptiste).....	Idem.....	5 jan
27	SANSON (Charles-François-Joseph).....	Idem.....	17 jan
28	1 enfant : Charles-Auguste-Marie.....	.....	12 jan
29	JEAN (Ange-François).....	Matelot à 24 fr.	17 jan
30	1 enfant : Louis-Jacques-François.....	.....	17 jan
31	FABIEN (Bon).....	Matelot, ex-ouvrier charpentier à 61 fr. 25 cent.	18 oct
32	PAISANT (Victor).....	Matelot, ex-ouvrier perceur à 63 fr. 75.	31 jan
33	LABBÉ (Bon-Étienne-François).....	Matelot, ouvrier marinier à 58 fr. 75.	18 jan
34	LE GOURY (Jean).....	Maître au cabotage.....	28 jan
35	2 enfants : Jean-Baptiste-Gustave.....	.....	8 déc
36	Bienaimé-Louis.....	.....	2 jan
37	GAUVAIN (Pierre-Nicolas-François).....	Matelot à 35 fr.	21 jan
38	1 enfant : Louis-Nicolas.....	.....	21 jan
39	GEORGETTE (Bon-Jules-Honoré).....	Ouvrier maçon à 10 fr.	21 jan
40	1 enfant : Joséphine-Augustine.....	.....	21 jan
41	RENOUF (Bon).....	Matelot à 24 fr.	21 jan
42	1 enfant : Marie-Clémence.....	.....	21 jan
43	LETELLIER (François-Félix-Edouard).....	Maître au cabotage.....	6 jan
44	QUILLIEN (Joseph).....	Matelot à 36 fr.	20 jan
45	3 enfants : Gustave-Edmond.....	.....	18 jan
46	Joseph-Émile.....	.....	20 jan
47	Eugène-Irénée.....	.....	18 jan
48	LE ROY (Pierre-Louis).....	Matelot à 33 fr.	5 jan
49	JAMEY (Charles-Désiré).....	Idem.....	20 jan
50	4 enfants : Augustine-Victoire-Anne.....	.....	15 jan
51	Charles-Edouard-Émile.....	.....	19 jan
52	Charles-François-Xavier.....	.....	19 jan
53	Pierre-Exupère-Paul.....	.....	21 jan
54	LETELLIER (Jean-François).....	Matelot à 27 fr.	18 jan
55	LEMARCHAND (Jean-François-Paul).....	Idem à 24 fr.	18 jan
56	TESSEL (Jean Pierre).....	Idem.....	31 jan
57	GUÉRARD (Jean-Thomas).....	Idem.....	2 jan
58	DUVEY (Pierre-Charles-Adrien).....	Maître au cabotage.....	19 jan
59	LORINE (François-Victor-Gustave).....	Idem.....	2 jan
60	DOUCY (Jules-Victor-Amédée).....	Idem.....	19 jan
61	1 enfant : Adélina-Augustine.....	.....	3 jan
62	THIN (Nicolas).....	Maître au cabotage.....	18 jan
63	4 enfants : Léonie-Rose-Amante.....	.....	11 jan
64	Pierre-Nicolas.....	.....	12 jan
65	Pierre-François.....	.....	13 jan
66	Eucharis-Mathilde.....	.....	21 jan
67	MORSALINES (Louis-Alphonse).....	Maître au cabotage.....	25 jan
68	PÉRIGAUT (Joseph-Jacques-Jean).....	Matelot à 36 fr.	21 jan
69	LE CAPELAIN (Louis-Joseph).....	Idem.....	17 jan
70	VERON (François).....	Matelot, ex-ouvrier voilier à 56 fr. 25.	22 jan

Lieut.	QUANTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	378 ^f	Ancienneté de services....	Décision du 23 mars 1863.
.....	72	.....	Idem.
.....	303	Ancienneté de services....	Idem.
.....	58	.....	Idem.
.....	270	Ancienneté de services....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	250	Idem.....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	135	Ancienneté de services....	Idem.
.....	24	Idem.....	Idem.
.....	324	Idem.....	Idem.
.....	252	Idem.....	Idem.
.....	252	Idem.....	Idem.
.....	378	Idem.....	Idem.
.....	72	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	24	Le père demi-soldier....	Idem.
.....	24	Idem.....	Idem.
.....	378	Ancienneté de services....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	72	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	96	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	378	Idem.....	Idem.
.....	378	Idem.....	Idem.
.....	378	Idem.....	Idem.
.....	36	.....	Idem.
.....	378	Ancienneté de services....	Idem.
.....	108	.....	Idem.
.....	303	Ancienneté de services....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	324	Idem.....	Idem.

NUMÉROS d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.
69	SAILLARD (Auguste-Eugène-Désiré)	Matelot à 27 fr.
70	3 enfants : Angèle-Augustine .....	.....
71	Léopold-Michel .....	.....
72	Eugénie-Elisabeth .....	.....
73	LEJEUNE (François-Florent-Hervé)	Matelot à 33 fr.
74	4 enfants : Auguste-Alfred .....	.....
75	Edouard-Bienaimé .....	.....
76	Hervé-Ernest-Octave .....	.....
77	Henri-Hippolyte .....	.....
78	BIDAULT (Bonaventure-Pierre-François)	Matelot à 27 fr.
79	3 enfants : Léoïdie .....	.....
80	Marie-Rose .....	.....
81	Eugénie-Rose-Marie .....	.....
82	ANNE (Nicolas-Guillaume)	Matelot à 25 fr.
83	DUVAL (Dieudonné-François-Charles)	Idem
84	LEFÈVRE (François)	Idem
85	LEVIANDIER (Georges)	Idem
86	POUPEVILLE (Jean-François)	Idem
87	HEURTIN (Jean-Louis)	Idem
88	GRÉVÉYÈRE (Bon-Nicolas)	Idem
89	1 enfant : Pierre .....	.....
	CREVEUIL (Jacob)	Matelot à 25 fr.
90	1 enfant : Pierre-Marie .....	.....
	FICHET (Jean-Charles)	Matelot à 30 fr.
91	1 enfant : Marie .....	.....
	BROCHET (Louis-Napoléon)	Matelot à 36 fr.
92	1 enfant : Eugénie-Emma .....	.....
93	PÉRIGAUT (Joseph-Jacques-Jean)	Quartier-maitre de manoeuvre à 45 fr.
94	OSMONT (Charles-Dominique)	Matelot à 33 fr.
1	ROZÉ (Jean-Marie-Malo)	Capitaine au long cours
2	1 enfant : Claire-Julie-Marie .....	.....
3	TOUCHET (Henri-Joseph-François)	Capitaine au long cours
4	3 enfants : Marie-Félicité-Josephine-Henriette .....	.....
5	Rosalie-Eugénie-Françoise-Victoire .....	.....
6	Émilie-Françoise-Rosalie .....	.....
7	ÉON (François-Jean-Marie)	Capitaine au long cours
8	CONTEUR (Frédéric-Vincent)	Idem
9	SPERANDIO (François-Nicolas)	Maitre au cabotage
10	MASCIET (Édouard-Adrien-Pierre-Victor)	Idem
11	HEVY (Mathurin-Jean)	Idem
12	HURT (Joseph-Julien-Jean)	Quartier-maitre de manoeuvre à 45 fr.
13	GUYOMAR (Victor-Jean)	Quartier-maitre voilier à 45 fr.
14	JAGO (Augustin)	Quartier-maitre de manoeuvre à 45 fr.
15	2 enfants : Alexandrine-Marie-Émilie .....	.....
16	Célestine-Marie .....	.....
17	OLLIVIER (Louis-Joseph)	Matelot, ex-ouvrier charpentier à 38 fr. 40 cent.
18	DESMARCHIS (Jean-Louis)	Matelot à 36 fr.
19	LEVÊQUE (Pierre-Louis-Marie)	Idem
20	HALNA (François-Simon)	Idem
21	PINAULT (Hyacinthe-Jean-Marie)	Idem
22	OLLIVIER (Pierre-Marie)	Idem
23	2 enfants : Rosalie-Esther .....	.....
24	Eugénie-Félicité .....	.....
25	HERVÉ (Pierre-Esprit)	Matelot à 36 fr.
26	1 enfant : Victorine-Marie .....	.....
27	FAGGET (Jean-Marie-Julien)	Matelot à 36 fr.
28	TASSET (Célestin-François)	Idem à 33 fr.

Lieux.	QUANTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
Église	168 ^f	Ancienneté de services....	Décision du 23 mars 1863.
.....	72	.....	<i>Idem.</i>
.....	168	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	96	.....	<i>Idem.</i>
Hougue	168	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	72	.....	<i>Idem.</i>
Hougue	135	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	207	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	207	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	183	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	24	Le père demi-soldier.....	<i>Idem.</i>
.....	24	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	270	Ancienneté de services....	Décision du 29 juillet 1863. En remplacement de la demi- solde de 222 fr. réglée par décision du 23 mars 1863.
.....	168	<i>Idem.</i>	Décision du 2 novembre 1863.
SAAN.			
.....	525	Ancienneté de services....	Décision du 2 mars 1863.
.....	36	.....	<i>Idem.</i>
.....	525	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	108	.....	<i>Idem.</i>
.....	525	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	525	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	378	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	378	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	363	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	270	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	310	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	310	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	48	.....	<i>Idem.</i>
.....	240	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	240	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	222	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	48	.....	<i>Idem.</i>
.....	168	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	168	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>

NUMÉROS
d'ordre.

NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.

QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.

29	THORÉ (Jean-Pierre-Julien).....	Matelot à 30 fr.....	9 mai
30	GRILLE (Joseph-Jean-Célestin).....	Idem à 33 fr.....	15 fév
31	LEBIGOT (Pierre-François).....	Idem à 30 fr.....	13 mai
32	VOISIN (Jean-Marie).....	Idem à 27 fr.....	9 sept
33	1 enfant : Marie-Mélanie.....	.....	17 oct
34	LEMARCHAND (François-Joseph).....	Matelot à 27 fr.....	21 mai
35	LEFEUVERE (Jean-Jacques).....	Idem.....	15 avr
36	LOQUEN (Julien-François).....	Idem à 24 fr.....	15 avr
37	LEMEUR (Jean-Pierre).....	Idem.....	13 jan
38	TRONDE (Victor-Hyacinthe).....	Idem.....	15 juil
	MENIER (Alexandre-Guillaume-Auguste) ..	Idem.....	
39	1 enfant : Léonce-Célestine.....	.....	23 mai
	GRANDIN (Jacques-François).....	Matelot à 27 fr.....	
40	1 enfant : Alphonse-Joseph-Marie.....	.....	9 juil
	AILLET (Pierre-Victor).....	Maître au cabotage.....	
41	1 enfant : Jean-Baptiste-Marie.....	.....	11 août
	FRÉSIL (Joseph-Ange).....	Deuxième maître de manœuvre à 69 ^l	
42	1 enfant : Auguste-Joseph.....	.....	3 juil
	HOUSSEL (Jean-Marie).....	Quartier-maître de manœuvre à 39 fr.....	
43	1 enfant : Joseph-Édouard.....	.....	11 juil
	LECŒUR (Joseph-Laurent).....	Quartier-maître canonnier à 45 fr.....	
44	1 enfant : Marie-Ange.....	.....	29 août
45	BONTANT (Eugène-Eucler-Hilarion).....	Maître au cabotage, inspecteur des pêches à 100 fr.....	16 juil
		Matelot à 36 fr.....	
46	HUNOT (Jean-Pierre).....	.....	4 mai
47	2 enfants : Paul-Alcide.....	.....	15 oct
48	Andrieu-Julien.....	.....	5 sept
49	RENAULT (Jean-Pierre-François).....	Matelot à 36 fr.....	23 sept
50	1 enfant : Émilie-Marie.....	.....	31 avr
51	GILBERT (Jean-Étienne-Pierre).....	Matelot à 33 fr.....	7 sept
52	BOULANGER (François-Louis).....	Idem à 30 fr.....	6 févr
53	ALIX (Jean-Marie).....	Idem à 24 fr.....	23 févr
54	DELANT (Pierre-Joseph-Louis-Marie).....	Idem.....	15 jan
55	1 enfant : Félicité-Victoire.....	.....	4 août
56	GIDOUIN (Napoléon-François).....	Matelot à 24 fr.....	27 janv
57	PERRIGault (Julien-Baptiste-Marie).....	Idem.....	3 nov
58	THEBAULT (Pierre-Jean).....	Idem.....	13 juil
59	1 enfant : Amélie-Françoise.....	.....	29 août
	GILBERT (Pierre-Jacques-Louis).....	Maître de manœuvre à 90 fr.....	
60	1 enfant : Hippolyte-Henri.....	.....	20 sept
61	ROUXEL (Joseph-Jean-François).....	Deuxième maître de manœuvre à 63 f.....	5 sept
62	BONCŒUR (Gilles-Jean).....	Matelot à 30 fr.....	17 oct
63	BOURDET (Jacques-Mathurin).....	Idem à 33 fr.....	23 mai
64	DEVAL (Mathurin-Joseph-Pierre).....	Idem à 24 fr.....	16 mai
65	FOUCHER (Jean-Julien).....	Idem.....	5 oct
66	JAMBON (Joseph-Nicolas-Marie).....	Idem.....	30 avr
67	LEMASSON (Julien-Mathurin).....	Idem.....	26 sept
	OGER (Léonor-Aimé).....	Idem.....	
68	1 enfant : Jean-Marie.....	.....	8 juin
69	RENOUF (Pierre).....	Capitaine au long cours.....	15 avr
70	VOISIN (Pierre-Charles).....	Idem.....	18 sept
71	VAUCROIS (François-Robert).....	Quartier-maître de manœuvre à 45 fr.....	28 janv
72	2 enfants : François.....	.....	1 ^{er} avr
73	Olive.....	.....	26 déc
74	ROBERT (Paul-François).....	Quartier-maître à 42 fr.....	4 oct
75	2 enfants : Louis.....	.....	21 août
76	Marie-Ange.....	.....	16 juil
77	EUGÈNE (Jacques-François).....	Matelot à 33 fr.....	25 juil
78	3 enfants : Marie.....	.....	25 août
79	Honorine.....	.....	13 déc
80	Victoire.....	.....	18 août
81	SIMON (Jacques).....	Matelot à 27 fr.....	17 févr
82	DÉNIER (Édouard-François).....	Idem à 33 fr.....	30 janv
83	ÉLIE (Dauphin-Almire).....	Idem à 36 fr.....	27 sept
84	DONETY (Mathurin).....	Idem à 24 fr.....	3 juil

Lieux.	QUOTITE de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	240 ⁴	Ancienneté de services....	Décision du 2 mars 1863.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	24	Le père demi-soldier.....	Idem.
.....	24	Idem.....	Idem.
.....	24	Idem.....	Idem.
.....	24	Idem.....	Idem.
.....	24	Idem.....	Idem.
.....	395	Ancienneté de services....	Idem.
St-Ones	168	Idem.....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	222	Ancienneté de services....	Idem.
.....	240	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	183	Idem.....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	135	Ancienneté de services....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	36	Le père demi-soldier.....	Idem.
.....	318	Ancienneté de services....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	24	Le père demi-soldier.....	Idem.
.....	633	Ancienneté de services....	Idem.
.....	525	Idem.....	Idem.
.....	270	Idem.....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	210	Ancienneté de services....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	222	Ancienneté de services....	Idem.
.....	72	.....	Idem.
.....	240	Ancienneté de services....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.

NUMÉROS d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.	Date
85	PHILIPPE (François)	Matelot à 24 fr.	1 ^{er} mars
86	1 enfant : François-Jean .....	.....	13 novemb
87	REGNAULT (Manuel-Michel)	Matelot à 24 fr.	20 fevrie
88	1 enfant : Sophie-Augustine .....	.....	28 août
	BLIN (Charles-Marie)	Matelot à 24 fr.	
89	1 enfant : François .....	.....	12 décemb
	LECLERC (Aimable)	Maitre au cabotage	
90	1 enfant : Hyacinthe-Zoé .....	.....	26 août
91	BENIC (Jean-Christophe-Allain)	Capitaine au long cours	25 septem
92	BONIFACIO (Louis-Marie)	Maitre au cabotage	29 juillet
93	LABBÉ (François-Joseph)	Matelot à 36 fr.	18 mai
94	VEAUDELET (Augustin-François-Pierre)	Idem	14 fevrie
95	BRIAND (Charles-Michel)	Idem à 24 fr.	20 décemb
96	PRIOD (Jean-Marie)	Idem	17 mars
97	HINGANT (Désiré-Jacques-René-Marie)	Matelot, ex-ouvrier perceur à 31 ^f 20 ^c	9 décemb
98	LEBRET (Gilles-Louis-Joseph)	Matelot, ex-ouvrier calfat à 38 f. 40c.	2 mars
	OLLIVIER (Jean-Marie-François)	Capitaine au long cours	
99	1 enfant : Reine-Eugénie-Hortense .....	.....	14 novemb
	ROBE (Jean-Pierre)	Matelot à 27 fr.	
100	1 enfant : François-André-Marie .....	.....	14 décemb
	ROUSSEL (Julien-François-Marie)	Matelot à 36 fr.	
101	1 enfant : Auguste-Marie .....	.....	20 décemb
	LE MARCHAND (François-Joseph)	Matelot à 27 fr.	
102	1 enfant : Jules-Marie .....	.....	2 août
103	FURET (Jean-François)	Quartier-maitre de manœuvre à 48 fr.	21 juillet
104	GOMERIEN (Jean-Marie-Olivier)	Matelot à 36 fr.	8 novemb
105	GUILLOTTEL (Jean-Marie-François)	Idem à 27 fr.	27 novemb
106	1 enfant : Émile-Eugène .....	.....	9 novemb
107	DESGUETZ (Joseph-Auguste)	Maitre au cabotage	28 novemb
108	4 enfants : Joseph-Mathurin-Paul .....	.....	29 juin
109	Marie-Anne-Augustine-Françoise .....	.....	29 janv
110	Adélaïde-Marie-Augustine .....	.....	28 décemb
111	Marie-Joseph .....	.....	13 octobr
112	FOUCAULT (Jean-Marie)	Quartier-maitre de manœuvre à 45 fr.	26 septem
113	1 enfant : Augustin-Marie .....	.....	26 mai
114	LÉVÊQUE (Jacques)	Matelot à 36 fr.	27 janv
115	DÉLÉCHAT (Joseph-François)	Idem	30 juin
116	2 enfants : Joséphine-Marie .....	.....	4 avril
117	Emmanuel-François .....	.....	13 juin
118	FORET (Joseph)	Matelot à 33 fr.	13 janv
119	1 enfant : Auguste-Marie-Célestin .....	.....	14 juillet
120	LAIGNET (Julien)	Matelot à 24 fr.	23 octobr
121	GENDROT (Adolphe-Marie-Joseph)	Idem	5 janv
122	GERMAIN (Victor-Hyacinthe)	Maitre au cabotage	12 mars
123	5 enfants : Jules-Emmanuel .....	.....	5 décemb
124	Marie-Thérèse .....	.....	19 juin
125	Pauline-Amélie-Caroline .....	.....	28 juillet
126	Eugène .....	.....	1 ^{er} août
127	Emilia-Victoria .....	.....	7 juillet
128	ALLAIN (Pierre)	Quartier-maitre de manœuvre à 45 fr.	19 novemb
129	JOSSEAUME (Michel-Pierre)	Matelot à 30 fr.	31 juillet
130	LEMARS (Jean-Baptiste)	Idem à 33 fr.	8 mars
131	FRETTEL (Auguste)	Idem à 27 fr.	17 novemb
132	2 enfants : Louis .....	.....	2 octobr
133	Jules .....	.....	15 juillet
134	CAMUS (Gabriel-Ange)	Matelot à 24 fr.	3 décemb
	BELIN (Jean)	Idem à 27 fr.	
135	1 enfant : Alfred .....	.....	1 ^{er} novemb
	EUGÈNE (Jacques-François)	Matelot à 33 fr.	
136	1 enfant : Alphonse .....	.....	22 janv
137	NOURY (Pierre-Olivier)	Matelot à 30 fr.	1 ^{er} décemb
138	1 enfant : Alphonse-Léon-Marie .....	.....	7 juin
			SOUS-ARROUNDEMENT
1	MASSON (René-Joseph-Marie)	Maitre au cabotage	16 mars
2	2 enfants : Albert-Désiré .....	.....	28 août
3	Adolphe-Michel .....	.....	3 juillet

Lien.	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	135 ⁴	Ancienneté de services....	Décision du 2 mars 1863.
.....	24	.....	Idem.
.....	135	Ancienneté de services....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	24	Le père demi-soldier.....	Idem.
.....	36	Idem.....	Idem.
.....	525	Ancienneté de services....	Décision du 20 juillet 1863.
.....	303	Idem.....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	36	Le père demi-soldier.....	Idem.
.....	24	Idem.....	Idem.
.....	24	Idem.....	Idem.
.....	24	Idem.....	Idem.
.....	270	Ancienneté de services....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	375	Ancienneté de services....	Idem.
.....	96	.....	Idem.
.....	270	Ancienneté de services....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	294	Ancienneté de services....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	207	Ancienneté de services....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	378	Idem.....	Idem.
.....	180	.....	Idem.
.....	270	Ancienneté de services....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	135	Ancienneté de services....	Idem.
.....	24	Le père demi-soldier.....	Idem.
.....	24	Idem.....	Idem.
.....	240	Ancienneté de services....	Décision du 2 novembre 1863.
.....	24	.....	Idem.
.....	378	Ancienneté de services....	Décision du 23 février 1863.
.....	72	.....	Idem.

NUMÉROS
d'ordre.

NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.

QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.

4	GLAIZE (Jacques-Blaise)	Maitre au cabotage.....	6 avril
5	CAP (Joseph)	Quartier-maitre de manoeuvre à 48 fr.	10 mai
6	PENFRAT (Marc-Marie)	Idem.....	31 janv
7	LE BER (Frédéric-Claude-Marie)	Quartier-maitre de timonerie à 36 fr.	10 août
8	COATANÉA (Jean-Marie)	Matelot à 36 fr.....	13 sept
9	PILVEN (Michel-Marie)	Idem.....	13 mai
10	SONT (Hippolyte)	Idem.....	18 juil
11	NIZOU (Gabriel-Marie)	Idem.....	27 janv
12	CAMPION (Gildas-Marie)	Idem à 33 fr.....	27 juil
13	1 enfant : Jean-Marie	Idem.....	12 janv
14	DÉNIEL (Joseph-Marie)	Matelot à 33 fr.....	15 juil
15	LE LOUET (Alexis-Marie)	Idem.....	1 ^{er} mai
16	2 enfants : Paul .....	.....	9 août
17	Eugène.....	.....	13 juil
18	BERTHELÉ (Michel-Marie)	Matelot à 33 fr.....	16 août
19	2 enfants : Lucie-Louise-Victorine.....	.....	12 oct
20	Blanche-Marie-Françoise.....	.....	17 août
21	LE FOURN (Héroù-Etienne)	Matelot à 33 fr.....	31 juil
22	CRÉACH (Jean-Marie)	Idem à 27 fr.....	3 janv
23	LACATHU (François-Etienne)	Idem à 24 fr.....	9 fév
24	2 enfants : Jean-Marie.....	.....	6 mai
25	Jean-Claude-Marie.....	.....	13 juil
26	STÉPHAN (Fiacre)	Matelot à 24 fr.....	22 fév
27	1 enfant : Marie-Jeanne.....	.....	12 juil
28	LE NORET (François)	Matelot à 24 fr.....	12 août
29	QUIVORON (François-Marie)	Idem.....	14 mai
30	ESCALLOT (Ambroise-Casimir)	Distributeur à 36 fr.....	4 mai
31	CARADEC (Jean-Marie)	Journalier à 30 fr.....	14 juil
31	1 enfant : Marie-Louise.....	.....	10 août
31	ROGEL (Yves)	Matelot à 27 fr.....	15 août
31	1 enfant : Auguste.....	.....	8 fév
31	MEILARD (Joseph-Marie)	Matelot à 24 fr.....	10 août
33	1 enfant : Michel.....	.....	10 août
34	HENROU (Pierre)	Matelot à 33 fr.....	6 oct
35	GALLRON (Joseph)	Idem à 24 fr.....	17 mai
36	CAPITAINE (Louis)	Idem.....	8 sept
37	GUÉAIN (Mathurin-François)	Maitre au cabotage.....	21 janv
38	BIDAN (Jean-Marie Claude)	Quartier-maitre de manoeuvre à 45 fr.	10 mai
39	2 enfants : Jean-Baptiste-Marie.....	.....	14 sept
40	François-Marie.....	.....	15 août
41	TRÉCHEREL (Michel-Mathurin)	Matelot à 36 fr.....	30 juil
42	3 enfants : Mathurine-Françoise.....	.....	23 mai
43	François-Marie.....	.....	15 août
44	Augustine-Françoise.....	.....	30 juil
45	LE GAL (François-Mathurin)	Matelot à 36 fr.....	23 mai
46	BOCHAT (Louis-Laurent)	Idem à 30 fr.....	4 oct
47	ROUELLE (Jean-François)	Idem à 36 fr.....	26 janv
48	MILLET (Mathurin-Marie)	Idem.....	3 fév
49	1 enfant : Pierre-Marie-André.....	.....	7 août
50	QUÉMAR (Pierre-François-Marie)	Matelot à 33 fr.....	21 mai
51	2 enfants : Mathurin-Louis.....	.....	6 déc
52	Henry-Marie.....	.....	6 août
53	BUREL (François-Guillaume)	Matelot à 33 fr.....	17 août
54	2 enfants : Jeanne-Françoise.....	.....	8 oct
55	Françoise-Louise.....	.....	11 oct
56	MINIER (Pierre-Louis)	Matelot à 33 fr.....	20 janv
57	DURAND (Napoléon-Toussaint)	Idem.....	30 déc
58	COSSON (Jean-Michel)	Idem.....	12 janv
59	DÉGUEN (Louis-Jean)	Idem.....	1 ^{er} juil
60	MINIER (Pierre-Marie)	Idem.....	29 janv
61	MICHEL (Olivier-Louis)	Idem.....	25 oct
62	FROMENTIN (Jacques-Louis)	Idem à 24 fr.....	25 août
63	DUPAÏCHE (Séraphin-Alain)	Idem.....	12 août
64	REOLT (Julien-Jacques)	Idem.....	7 août
65	ANDRÉ (Jean-Marie)	Idem.....	16 mai

Lieux.	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	375 ⁶	Ancienneté de services....	Décision du 23 février 1865.
.....	270	Idem.....	Idem.
.....	270	Idem.....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	222	Ancienneté de services....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	183	Ancienneté de services....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	183	Ancienneté de services....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	24	Le père demi-soldier.....	Idem.
.....	24	Idem.....	Idem.
.....	24	Idem.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	303	Idem.....	Idem.
.....	270	Idem.....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	222	Ancienneté de services....	Idem.
.....	72	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.

NUMÉROS d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.	
66	LAMY (Jean-Baptiste).....	Quartier-maitre de manoeuvre à 45 fr.	29 août
67	2 enfants : Jean-Baptiste.....		13 octobre
68	Joseph-Louis-Marie.....		17 novembre
69	JONCOURS (Jean-Marie).....	Quartier-maitre de manoeuvre à 45 fr.	8 octobre
70	1 enfant : Jeanne-Marie.....		7 septembre
71	PHILIPPE (François-Marie).....	Quartier-maitre de manoeuvre à 45 fr.	26 août
72	DAVID (Jean-Baptiste).....	Matelot à 30 fr.....	26 août
73	HOARD (Jean-François).....	Idem à 33 fr.....	26 août
74	LE BAS (Jean-François).....	Idem.....	18 juin
75	3 enfants : Marie-Anne.....		13 décembre
76	Jean-Marie.....		17 janvier
77	Angèle-Marie.....		6 novembre
78	TONNELIER (Louis-Désiré).....	Matelot à 33 fr.....	27 février
79	LE COURT (Joseph-François).....	Idem à 27 fr.....	26 août
80	PATTON (Charles-François).....	Idem à 24 fr.....	4 juillet
81	MONGEL (Pierre-Marie).....	Idem.....	15 août
82	1 enfant : Louis-Auguste.....		28 décembre
83	GOUBIO (Jean-Marie).....	Matelot à 24 fr.....	15 novembre
84	LE GONNIDEC (Jean-Marie).....	Idem.....	15 juin
85	3 enfants : François-Marie.....		24 janvier
86	Marie-Françoise.....		13 août
87	Augustin-Louis.....		21 décembre
88	CHATTE (Jean-François).....	Matelot à 21 fr.....	27 juillet
89	HERVÉ (Pierre-Marie).....	Idem.....	15 août
90	5 enfants : Azéline-Marie.....		15 septembre
91	Léon-Marie.....		20 mars
92	Rosalie-Marie.....		28 octobre
93	Jean-Baptiste.....		Idem
94	Antonin-François-Marie.....		23 août
95	HERRY (François-Marie).....	Matelot à 33 fr.....	11 août
96	ROSIE (Edmond-Jean-François).....	Idem.....	2 octobre
97	CORNILLET (Joseph-Marie-Sébastien).....	Idem.....	11 août
98	2 enfants : Marie-Joseph-Armaine.....		25 mars
99	Jeanne-Marie.....		26 décembre
100	LE FRANÇOIS (Dominique-Jean-Julien-Marie).	Matelot à 36 francs.....	24 novembre
101	2 enfants : Joseph-Marie.....		18 octobre
102	François-Julien.....		26 octobre
103	BOUGEART (Marc-René).....	Matelot à 33 fr.....	7 mai
104	GUÉHO (Mathurin-Louis).....	Idem à 24 fr.....	21 juin
105	VÉRITÉ (Jean-Marie).....	Idem.....	30 mai
106	DEPARTOUT (Jean-Louis).....	Idem à 33 fr.....	16 août
	QUINTIN (Pierre-Guillaume).....	Idem à 24 fr.....	
107	1 enfant : Françoise-Marie.....		6 octobre
	MEUNIER (François-Marie).....	Matelot à 33 fr.....	
108	1 enfant : Joséphine-Marie.....		13 octobre
	GLEYO (Vincent-Marie).....	Matelot à 33 fr.....	
109	1 enfant : Rose-Marie.....		19 janvier
	LE TUAND (Jean-Marie).....	Matelot à 36 fr.....	
110	1 enfant : Azéline-Marie.....		19 août
111	LE VAY (François).....	Capitaine au long cours.....	
	1 enfant : Louis.....		6 septembre
112	FLOURY (François).....	Quartier-maitre de manoeuvre à 45 fr.	16 décembre
113	1 enfant : Marie-Joséphine.....		31 décembre
114	LE GONNIDEC (François-Marie).....	Quartier-maitre de manoeuvre à 45 fr.	29 août
115	LE GUEN (Jean).....	Matelot à 36 fr.....	10 décembre
116	BESCON (Joseph-Marie).....	Idem à 30 fr.....	13 novembre
117	3 enfants : Jean.....		21 juillet
118	Marie-Louise.....		9 novembre
119	Alexis.....		27 mars
120	LOYER (Pierre-Marie).....	Matelot à 36 fr.....	21 janvier
121	QUÉRÉ (Alain).....	Idem.....	17 décembre
122	JACOB (Jean-Marie).....	Matelot à 30 fr.....	21 mars
123	2 enfants : Constance.....		5 mars
124	Marguerite-Marie-Céline.....		2 août
125	Lz BAIL (Théodose).....	Matelot à 33 fr.....	29 juin

Lieux.	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	210 ^f	Ancienneté de services. . .	Décision du 23 février 1863.
.....	48	.....	<i>Idem.</i>
.....	270	Ancienneté de services. . .	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	210	Ancienneté de services. . .	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	72	.....	<i>Idem.</i>
.....	168	Ancienneté de services. . .	<i>Idem.</i>
.....	222	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	207	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	207	Ancienneté de services. . .	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	72	.....	<i>Idem.</i>
.....	135	Ancienneté de services. . .	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	144	.....	<i>Idem.</i>
.....	168	Ancienneté de services. . .	<i>Idem.</i>
.....	222	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	222	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	48	.....	<i>Idem.</i>
.....	168	Ancienneté de services. . .	<i>Idem.</i>
.....	48	.....	<i>Idem.</i>
.....	168	Ancienneté de services. . .	<i>Idem.</i>
.....	207	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	207	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	222	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	Le père demi-soldier. . . .	<i>Idem.</i>
.....	24	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	36	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	210	Ancienneté de services. . .	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	210	Ancienneté de services. . .	<i>Idem.</i>
.....	222	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	72	.....	<i>Idem.</i>
.....	168	Ancienneté de services. . .	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	48	.....	<i>Idem.</i>
.....	222	Ancienneté de services. . .	<i>Idem.</i>

NOMBRES
d'ordre.

NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.

QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.

126	LE BIHAN (Bonaventure-Marie).....	Matelot à 33 fr.....	12
127	3 enfants : Marie-Jeanne.....		7
128	Julien-Bonaventure.....		23
129	Marie-Marguerite.....		23
130	QUÉRI (Olivier).....	Matelot à 33 fr.....	15
131	2 enfants : Pierre.....		9
132	Marie-Perrine.....		9
133	QUINTRIC (Guillaume).....	Matelot à 30 fr.....	30
134	LE CAYOZIN (Gilles).....	Idem à 24 fr.....	23
135	LE GRAND (Jean-Louis).....	Idem.....	13
136	1 enfant : Jeanne-Marie.....		24
137	BREZELLE (Pierre).....	Matelot à 24 fr.....	13
138	1 enfant : Joseph-Marie.....		24
139	ALLEYAT (Pierre).....	Matelot à 24 fr.....	13
140	1 enfant : François-Marie.....		13
141	LE PANNÉREC (Pierre).....	Matelot à 24 fr.....	13
142	RABIN (Alain).....	Idem.....	13
143	GUÉGAN (Guillaume-Marie).....	Maître au cabotage.....	9
144	3 enfants : Marie-Joséphine.....		28
145	Jean-Marie.....		9
146	Marie-Georges.....		14
147	SEVENON (Guillaume).....	Quartier-maître de manœuvre à 45'.....	14
148	GÉLIN (Jean).....	Matelot à 33 fr.....	13
149	2 enfants : Marguerite.....		8
150	François.....		23
151	GUILLON (Jean-Marie).....	Matelot à 24 fr.....	13
152	1 enfant : Joséphine.....		27
153	PARANTHOEN (Guillaume).....	Matelot à 33 fr.....	6
154	4 enfants : François-Marie.....		29
155	Marie-Françoise.....		29
156	Aimée-Marie.....		11
157	Jean-Marie.....		9
158	LE COZIC (Alain).....	Matelot à 36 fr.....	4
159	1 enfant : Honoré-Marie.....		8
160	TANGUY (Philippe).....	Maître au cabotage.....	8
161	DUCHESNE (Paul-Yves-Marie).....	Idem.....	17
162	TALDUF (Yves).....	Quartier-maître de manœuvre à 45'.....	13
163	LINTANFF (Olivier).....	Idem à 48 fr.....	6
164	3 enfants : Jean-Marie.....		4
165	Tugdual-Edouard.....		30
166	Marie-Françoise.....		8
167	MINGAM (Sébastien-Marie).....	Matelot à 36 fr.....	1
168	CLOAREC (Napoléon-Edouard).....	Idem.....	8
169	GUILLERSEN (Guillaume).....	Idem.....	29
170	LE REST (François).....	Idem.....	29
171	TANGUY (Bizien).....	Idem à 33 fr.....	6
172	1 enfant : Marie-Perrine.....		28
173	LE BITOUX (Yves-Marie).....	Matelot à 33 fr.....	24
174	1 enfant : Yves-Marie.....		18
175	GEFFROY (Pierre).....	Matelot à 33 fr.....	17
176	LE NEZN (Jean).....	Idem.....	17
177	MINGUY (Gabriel).....	Idem.....	5
178	2 enfants : Marie-Françoise.....		18
179	Anne-Louise.....		24
180	LEVÊQUES (Yves).....	Matelot à 27 fr.....	4
181	1 enfant : Marie-Céleste.....		9
182	LE GAFFRIC (Noël).....	Matelot à 27 fr.....	18
183	1 enfant : Françoise.....		1
184	BROE (Julien-Marie).....	Matelot à 24 fr.....	24
185	1 enfant : Henri-Marie.....		24
186	LE GUEZ (François-Marie).....	Matelot à 24 fr.....	2
187	1 enfant : Gabrielle-Marie.....		2
188	ALLAIN (François-Victor-Espérance).....	Matelot à 24 fr.....	8
189	2 enfants : Jean-Marie.....		8
190	Marie-Louise.....		9
	GUILLERM (Jean).....	Matelot à 24 fr.....	9

Lieut.	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	168 ¹	Ancienneté de services....	Décision du 23 février 1861
.....	72	.....	<i>Idem.</i>
.....	168	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	48	.....	<i>Idem.</i>
.....	168	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	135	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	135	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	135	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	207	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	375	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	72	.....	<i>Idem.</i>
.....	270	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	48	.....	<i>Idem.</i>
.....	135	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	222	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	96	.....	<i>Idem.</i>
.....	24	Le père demi-soldier....	<i>Idem.</i>
.....	378	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	378	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	210	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	210	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	72	.....	<i>Idem.</i>
.....	222	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	222	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	222	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	222	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	168	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	48	.....	<i>Idem.</i>
.....	168	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	24	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	135	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	135	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	135	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	48	.....	<i>Idem.</i>
.....	207	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>

NUMÉROS d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.	
191	LE MARZIN (Louis).....	Matelot à 24 fr.....	12 janvier
192	GOURVIL (Jacques).....	Idem à 36 fr.....	28 avril
193	1 enfant : Jean-Marie.....	.....	19 janvier
	LAOUËNAN (Jean-Marie).....	Matelot à 30 fr.....	
194	1 enfant : Joséphine.....	.....	12 octobre
	CLÉACH (Gabriel).....	Matelot à 24 fr.....	
195	1 enfant : Françoise.....	.....	13 juin
	JACQ (Bernard).....	Quartier-maitre de manoeuvre à 45 fr.....	
196	1 enfant : Marie-Paule.....	.....	8 juin
	BEYER (Nicolas).....	Matelot à 33 fr.....	
197	1 enfant : Joseph.....	.....	26 mai
	SCOUARNEC (Yves).....	Matelot à 24 fr.....	
198	1 enfant : Guillaume.....	.....	19 mai
199	BEAUFILS (Tillement-Julien-Félix).....	Matelot à 36 fr.....	16 juillet
200	LE BRAUN (Nicolas).....	Idem à 27 fr.....	22 avril
201	2 enfants : Trémeur.....	.....	30 novembre
202	Marie-Jeanne.....	.....	28 août
203	BOUGIER (Charles-Marie-Antoine).....	Matelot à 33 fr.....	17 juin
204	1 enfant : Maria-Isabelle.....	.....	27 juillet
205	SALAUN (Jacques).....	Matelot à 24 fr.....	24 septembre
206	PROVOST (Pierre-Marie).....	Idem à 36 fr.....	25 avril
207	GLOAGUEN (Grégoire-Michel).....	Idem à 33 fr.....	4 mai
208	LE GALL (Jean-Guillaume).....	Idem.....	18 avril
209	NÉDELEC (François-Louis).....	Idem.....	7 mars
210	1 enfant : Louis-Baptiste.....	.....	15 juin
211	CHEDOTAL (François-Gabriel-Marie).....	Matelot à 33 fr.....	23 janvier
212	LE DOARÉ (Jean).....	Idem à 27 fr.....	16 juillet
213	CLOREK (Jean), dit CLOAREC.....	Idem à 33 fr.....	20 septembre
214	2 enfants : Guillaume-Pierre-Marie.....	.....	20 mars
215	Hervé.....	.....	24 février
216	PENNANEACH (Corentin-Marie).....	Matelot à 24 fr.....	5 mai
217	COFFEC (Joseph).....	Idem.....	6 septembre
218	COTEN (Jean-Guillaume-Etienne-Fidèle).....	Idem.....	20 juillet
219	2 enfants : Maria.....	.....	15 janvier
220	Alain-Jean-Marie.....	.....	17 mars
221	JACQ (Laurent).....	Matelot à 24 fr.....	20 avril
222	BELBÉOCH (Laurent-Yves-Noël).....	Idem.....	15 décembre
223	TYNEVEZ (Herlé).....	Idem.....	27 février
224	GALÉS (Jean-Corentin-Marie).....	Idem.....	22 décembre
225	DOARÉ (Thomas-Nicolas).....	Idem.....	1 ^{er} septembre
226	GONIDEC (Herlé-Michel).....	Idem.....	25 juin
227	BOZEN (Clot-Marie).....	Quartier-maitre de manoeuvre à 45 fr.....	17 juillet
228	1 enfant : Marie-Marguerite.....	.....	20 août
229	LE ROUX (Michel).....	Matelot à 36 fr.....	25 août
230	CLAQUIN (Corentin-René).....	Idem à 33 fr.....	12 décembre
231	JAFFRY (Hervé).....	Idem à 24 fr.....	15 juillet
232	2 enfants : François-Hervé.....	.....	16 décembre
233	Marie-Louise.....	.....	6 janvier
234	CANTÉ (François-Guénolé).....	Matelot à 24 fr.....	23 mars
235	CARDINER (Guillaume-François).....	Deuxième maitre canonnier à 69 fr.....	3 mars
236	1 enfant : Joséphine.....	.....	6 novembre
237	GUILLOU (Jean-Louis).....	Matelot à 30 fr.....	10 octobre
238	LE DERVONT (Yves).....	Idem à 33 fr.....	4 août
239	TUDAL (François).....	Idem.....	13 juin
240	2 enfants : Yves-François-Marie.....	.....	19 février
241	François-Marie.....	.....	20 juin
242	DROALIN (Fidèle-Sébastien).....	Matelot à 27 fr.....	25 février
243	1 enfant : Marie-Augustine.....	.....	25 octobre
244	LOZIVIT (René-Louis).....	Matelot à 24 fr.....	7 octobre
245	MORVAN (Yves-Marie).....	Idem.....	22 mars
246	SCOARNEC (Jean-Baptiste-Yves-Olivier).....	Idem à 33 fr.....	11 octobre
247	2 enfants : Marie-Anne.....	.....	17 février
248	Marie-Françoise.....	Idem.....	
249	LE BIHAN (Jean).....	Matelot à 33 fr.....	12 mars
250	TALLEC (Jean-Marie).....	Idem à 24 fr.....	13 décembre

Lieux.	QUOTITE de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	207 ^f	Ancienneté de services. . .	Décision du 23 février 1863.
.....	222	Idem.	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	24	Le père demi-soldier.	Idem.
.....	24	Idem.	Idem.
.....	24	Idem.	Idem.
.....	24	Idem.	Idem.
.....	24	Idem.	Idem.
.....	24	Idem.	Idem.
.....	168	Ancienneté de services. . .	Idem.
.....	168	Idem.	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	222	Ancienneté de services. . .	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	207	Ancienneté de services. . .	Idem.
.....	222	Idem.	Idem.
.....	222	Idem.	Idem.
.....	222	Idem.	Idem.
.....	168	Idem.	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	222	Ancienneté de services. . .	Idem.
.....	240	Idem.	Idem.
.....	294	Idem.	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	207	Ancienneté de services. . .	Idem.
.....	207	Idem.	Idem.
.....	207	Idem.	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	207	Ancienneté de services. . .	Idem.
.....	207	Idem.	Idem.
.....	207	Idem.	Idem.
.....	135	Idem.	Idem.
.....	135	Idem.	Idem.
.....	183	Idem.	Idem.
.....	270	Idem.	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	222	Ancienneté de services. . .	Idem.
.....	294	Idem.	Idem.
.....	183	Idem.	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	135	Ancienneté de services. . .	Idem.
.....	318	Idem.	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services. . .	Idem.
.....	222	Idem.	Idem.
.....	222	Idem.	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services. . .	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	135	Ancienneté de services. . .	Idem.
.....	135	Idem.	Idem.
.....	222	Idem.	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	222	Ancienneté de services. . .	Idem.
.....	135	Idem.	Idem.

NUMÉROS
d'ordre.

NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.

QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.

251	JANVIER (Alain-Marie).....	Maitre au cabotage.....	8 décembre
252	2 enfants : Louis-Urbain-Marie.....	.....	4 décembre
253	Auguste-Alexandre.....	.....	18 juillet
254	LE GARS (François-Guillaume).....	Matelot à 24 fr.....	10 décembre
255	2 enfants : Robert-Alain-Marie.....	.....	12 février
256	Alain-Marie.....	.....	31 janvier
	MILLINER (Noël).....	Matelot à 24 fr.....	
257	1 enfant : Anne-Brigitte.....	.....	28 juillet
	EYDEN (Baptiste-René).....	Matelot à 36 fr.....	
258	1 enfant : Alexandre-Marie.....	.....	18 septembre
259	PROVOST (Jean-Louis).....	Matelot à 24 fr.....	31 mai
260	HERROU (Jean-Louis).....	Idem.....	16 juillet
	JAOUEN (Guénolé-Marie).....	Gardien de vaisseau à 48 fr.....	
261	1 enfant : Marie-Louise-Philomène.....	.....	22 janvier
	MASSON (René-Joseph-Marie).....	Maitre au cabotage.....	
262	1 enfant : Marie-Émilie.....	.....	14 avril
	MALLÉJAC (Alain).....	Matelot à 33 fr.....	
263	1 enfant : Marie-Louise.....	.....	10 janvier
	CIBIER (Joseph-Marie).....	Quartier-maitre de manœuvre à 48 fr.....	
264	1 enfant : Augustine-Louise.....	.....	5 octobre
	CHASSEBOEUF (Jean-Marie).....	Matelot à 24 fr.....	
265	1 enfant : Jeanne-Marie.....	.....	23 novembre
	ÉOUZAN (Jean-Louis).....	Quartier-maitre de manœuvre à 45 fr.....	
266	1 enfant : Julien-Marie.....	.....	14 janvier
267	PERROT (Yves).....	Matelot à 24 fr.....	22 juillet
268	CAOUS (Yves).....	Idem.....	10 octobre
	OLIVRY (Jean-Marie).....	Quartier-maitre de manœuvre à 39 fr.....	
269	1 enfant : Jeanne-Marie.....	.....	5 mars
	JIGOU (Jacques-Corentin).....	Matelot à 24 fr.....	
270	1 enfant : Marie-Jacquette.....	.....	22 mars
	GUILLOU (Pierre).....	Matelot à 30 fr.....	
271	2 enfants : Sulpice-Marie.....	.....	5 mars
272	Pauline-Jeanne-Renée.....	Idem.....	Idem
273	ÉOUZAN (Jean).....	Matelot à 33 fr.....	12 janvier

SOUS-ALLOUÉS

1	JOUANNO (Charles-Étienne).....	Capitaine au long cours.....	3 novembre
2	MEREL (François-Julien).....	Idem.....	16 décembre
3	LOPIN (Jean-François).....	Matelot à 30 fr.....	21 février
4	GUILLORE (Jean-Pierre).....	Idem à 33 fr.....	24 octobre
5	GAUTER (Michel).....	Idem.....	30 juin
6	2 enfants : Yves.....	.....	14 avril
7	Jean-Michel.....	.....	24 mars
8	PORTANGUEN (Jean-Jacques).....	Matelot à 33 fr.....	19 mai
9	CORLÉ (Georges-Marie).....	Idem.....	4 avril
10	LESCOET (François).....	Idem.....	12 août
11	TONNERRE (Jean-Jacques).....	Idem.....	10 septembre
12	TALLEC (Joseph-Marie).....	Idem.....	3 mai
13	HÉBEL (Jean-François).....	Idem à 24 fr.....	9 juillet
14	MAHÉ (Pierre-Louis-Marie).....	Idem.....	23 octobre
15	LE MASSON (Pascal-Louis).....	Idem.....	7 mars
16	HENOF (Julien).....	Idem.....	21 mars
17	KYSERHO (François-Michel).....	Idem.....	30 septembre
18	4 enfants : Marie-Louise.....	.....	8 avril
19	Marie-Josèphe.....	.....	24 août
20	Marie-Eugénie.....	.....	7 décembre
21	Alphonse-Amédée.....	.....	29 juillet
22	LE BIHAN (Jean-François).....	Matelot à 24 fr.....	14 mai
23	MAHEVO (Pierre-Fortuné).....	Idem.....	29 octobre
24	QUÉRÉ (Isidore).....	Idem.....	17 janvier
25	YVON (Laurent).....	Idem.....	29 juillet
26	VAILLANT (Tudy).....	Idem.....	12 septembre
27	1 enfant : Charles-Marie.....	.....	24 février
28	FIZO-LAVERGNE (Jean-Marie).....	Matelot à 24 fr.....	4 janvier
29	2 enfants : Jean-Marie.....	.....	9 août
30	Jeanne-Marie.....	.....	25 avril

Lieux.	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	378 ^l	Ancienneté de services....	Décision du 23 février 1863.
.....	72	.....	<i>Idem.</i>
.....	135	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	48	.....	<i>Idem.</i>
.....	24	Le père demi-soldier.....	<i>Idem.</i>
.....	24	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	207	Ancienneté de services....	Décision du 29 juin 1863.
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	Le père demi-soldier.....	<i>Idem.</i>
.....	36	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	Le père demi-soldier.....	<i>Idem.</i>
.....	24	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	48	.....	<i>Idem.</i>
.....	168	Ancienneté de services....	Décision du 2 novembre 1863.
.....	618	Ancienneté de services....	Décision du 4 mai 1863.
.....	525	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	222	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	222	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	48	.....	<i>Idem.</i>
.....	168	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	222	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	96	.....	<i>Idem.</i>
.....	135	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	135	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	48	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>

NUMÉROS
d'ordre.

NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.

QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.

31	STÉPHAN (Noël)	Matelot à 24 fr.
32	2 enfants : Geneviève	
33	Maurice	
34	BARON (Louis)	Matelot à 24 fr.
35	BOYER (Laurent)	Idem
36	NICLOT (Thomas-Auguste)	Idem
37	1 enfant : Jeanne-Thérèse	
38	Marie	
39	Marie-Victoria	
40	Sophie-Eugénie	
41	ADAM (Joseph-Joachim)	Matelot à 24 fr.
42	GOURON (Vincent-Marie)	Idem
43	BLANCHARD (Bruno)	Idem
44	3 enfants : Jeanne-Marie	
45	Thomas	
46	Jean-Marie	
47	LE GOFF (Théodore-Etienne)	Matelot à 24 fr.
48	DANIEL (Albin-Marie)	Idem
49	3 enfants : Pierre-Louis	
50	Michel-Jean-Marie	
51	Marie-Louise	
52	FLESSIX (Joseph-Marie)	Matelot à 24 fr.
53	MODIOM (Jean-Pierre)	Matelot journalier à 55 fr.
54	LE LUEC (Jean-Louis)	Matelot ouvrier aux mouvements du port à 61 fr. 25 cent.
55	CONQUEUR (Nicolas-Marie)	Matelot ex-chaloupiier à 50 fr.
56	LE MONTAGNER (Louis-Joseph-Eugène)	Distributeur embarquant à 42 fr.
57	DREANO (Jean-Yves)	Matelot et journalier à 36 fr. 25 c.
58	HEILL (François)	Journalier à 45 fr.
59	1 enfant : Léopold-François	
60	LE BARON (Marie)	Ouvrier forgeron à 42 fr. 50 cent.
61	1 enfant : Amélie-Elisa	
62	LE PADFLEC (Joseph)	Matelot à 33 fr.
63	1 enfant : Georges-Louis-Marie	
64	BÈVEN (Joseph-Marie)	Matelot à 24 fr.
65	1 enfant : Marie-Désirée	
66	ÈVEN (Barnabé)	Matelot à 24 fr.
67	1 enfant : Pierre-Marie-Désiré	
68	LE GAL (Jean)	Matelot à 33 fr.
69	1 enfant : Marie-Hélène	
70	CALVE (Joseph-Marie)	Maître au cabotage
71	RIO (Vincent)	Idem
72	BARON (Julien-Marie)	Idem
73	2 enfants : Mélanie-Marie	
74	Emile-Désiré	
75	LE BARILEC (Jean-Marie)	Maître au cabotage
76	LE HECHO (Jacques-Marie)	Quartier-maître de manœuvre à 39 fr.
77	1 enfant : Marie-Anais	
78	DREAN (Joseph-Marie)	Matelot à 36 fr.
79	LAGADEC (Bernard)	Idem
80	3 enfants : Joseph-Marie	
81	Marie-Joseph	
82	Pierre-Marie	
83	LE PENVEN (Joseph)	Matelot à 36 fr.
84	1 enfant : Joseph-Marie	
85	FARDEL (Alexis)	Matelot à 33 fr.
86	DREANO (Joseph-Marie)	Idem à 36 fr.
87	SAVARY (Jean-Vincent)	Idem
88	1 enfant : Amédée-Marie	
89	MERCIER (Jacques)	Matelot à 36 fr.
90	SEMARIA (Julien-Marie)	Idem à 33 fr.
91	MORIO (Sylvestre)	Idem à 27 fr.
92	CAUSIC (Jacques-Théodule)	Idem à 36 fr.
93	BÈVEN (Victor)	Idem à 33 fr.
94	1 enfant : Georges-Marie	
95	LE GUENEC (Joachim)	Matelot à 33 fr.

Lieux.	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	135 ⁶	Ancienneté de services....	Décision du 4 mai 1863.
.....	48	.....	Idem.
.....	135	Ancienneté de services....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	96	.....	Idem.
.....	135	Ancienneté de services....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	72	.....	Idem.
.....	135	Ancienneté de services....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	72	.....	Idem.
.....	207	Ancienneté de services....	Idem.
.....	210	Idem.....	Idem.
.....	252	Idem.....	Idem.
.....	270	Idem.....	Idem.
.....	270	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	24	Le père demi-soldier.....	Idem.
.....	24	Idem.....	Idem.
.....	24	Idem.....	Idem.
.....	24	Idem.....	Idem.
.....	24	Idem.....	Idem.
.....	24	Idem.....	Idem.
.....	378	Ancienneté de services....	Idem.
.....	378	Idem.....	Idem.
.....	378	Idem.....	Idem.
.....	72	.....	Idem.
.....	378	Ancienneté de services....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	222	Ancienneté de services....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	72	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	222	Ancienneté de services....	Idem.

NOMBRES d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.
90	LEYONDRE (Jean-Marie).....	Matelot à 27 fr.
91	Bozo (Pierre-Julien).....	Idem à 33 fr.
92	2 enfants : Marie-Désirée.....	
93	Adais-Joséphine.....	
94	LE TALLEC (Jean-François).....	Matelot à 27 fr.
95	1 enfant : Jean-Marie.....	
96	CAUDAL (Jean-Vincent).....	Matelot à 33 fr.
97	1 enfant : Henri-Marie-Victor.....	
98	LE NEVÉ (Théodore).....	Matelot à 33 fr.
99	2 enfants : Agathe.....	
100	Zoé.....	
101	LE DORIOU (Vincent).....	Matelot à 24 fr.
102	2 enfants : Françoise-Marie.....	
103	Marie-Françoise.....	
104	BENOÎT (François-Marie).....	Matelot à 24 fr.
105	ERDEVEN (Jean).....	Idem.
106	LODÉHO (Pierre).....	Idem.
107	KLEAU (Jean-Joachim-Alexandre).....	Idem à 33 fr.
108	DANIELO (Vincent-Marie).....	Idem à 24 fr.
109	MOUILLERON (Pascal).....	Idem.
110	LE FLOCH (Jean).....	Idem.
111	JUBERT (Vincent-Louis).....	Idem.
112	1 enfant : Eugène-François-Marie.....	
113	BIDO (Alexis).....	Matelot à 24 fr.
114	1 enfant : Louis-Marie-Jean-Marie.....	
115	LE GRÉGAM (Pierre).....	Matelot à 27 fr.
116	1 enfant : Marie-Perrine.....	
117	QUERIC (Julien-Marie).....	Matelot à 24 fr.
118	1 enfant : Joseph-Marie.....	
119	LE NINDRE (Paterne).....	Maitre au cabotage.
120	1 enfant : Marie-Josèphe-Adrienne.....	
121	MACHEFAUX (Julien-Marie).....	Maitre au cabotage.
122	1 enfant : Marie-Anne.....	
123	LE ROUX (Joseph-Marie).....	Maitre au cabotage.
124	1 enfant : Joseph-Marie.....	
125	CADENET (Guérin-Marie).....	Capitaine au long cours.
126	LE ROL (Jean-Louis).....	Maitre au cabotage.
127	LE ROUZIC (Joseph-Marie).....	Idem.
128	1 enfant : Marie-Anne.....	Idem.
129	PÉNODO (Jean).....	Idem.
130	1 enfant : Marie-Justine-Léontine.....	
131	CAPPÉ (Joseph-Marie).....	Maitre au cabotage.
132	JOSSIN (Joseph-Marie).....	Matelot à 36 fr.
133	LE MESTRE (Pierre-Marie).....	Idem à 33 fr.
134	1 enfant : Marie-Anastasie.....	
135	MADEC (René).....	Matelot à 33 fr.
136	KLEAU (Ambroise-Marie).....	Idem.
137	2 enfants : Joseph-Célestin.....	
138	Ambroise-Onésime.....	
139	BORGUIN (Vincent).....	Matelot à 33 fr.
140	LE ROHELLEC (Vincent).....	Idem.
141	LE PENNE (Jean-François).....	Idem.
142	TRICON (Louis-Marie-Auguste).....	Idem.
143	LE MAUX (Mathieu).....	Idem.
144	LE FORMAL (Jean-Marie).....	Idem.
145	AUDRAN (Pierre-Marie).....	Idem à 24 fr.
146	2 enfants : Pierre-Marie-Denis.....	
147	Théodore-Jean-Louis.....	
148	BINVEL (Jean-Mathurin).....	Matelot à 24 fr.
149	2 enfants : Joseph-Marie.....	
150	Charles-Marie.....	
151	LE FLOCH (Pierre-Marie).....	Matelot à 24 fr.
152	2 enfants : Marie-Rose-Joséphine.....	
153	Pierre-Amand.....	
154	GUILLOTO (Jean).....	Matelot à 24 fr.
155	2 enfants : Marie-Jeanne.....	
156	Marie-Anne.....	

Lieux.	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	168 ¹	Ancienneté de services....	Décision du 4 mai 1863.
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	48	.....	<i>Idem.</i>
.....	168	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	168	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	168	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	48	.....	<i>Idem.</i>
.....	135	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	48	.....	<i>Idem.</i>
.....	135	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	24	Le père demi-soldier.....	<i>Idem.</i>
.....	24	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	36	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	36	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	36	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	525	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	378	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	378	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	36	.....	<i>Idem.</i>
.....	378	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	36	.....	<i>Idem.</i>
.....	378	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	222	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	222	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	48	.....	<i>Idem.</i>
.....	168	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	183	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	48	.....	<i>Idem.</i>
.....	135	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	48	.....	<i>Idem.</i>
.....	135	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	48	.....	<i>Idem.</i>
.....	135	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	48	.....	<i>Idem.</i>

NUMÉROS d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.	Date
151	LE ROMELLEC (Jean-Mathurin).....	Matelot à 24 fr.	17 sept
152	1 enfant : Mathurin.....	Idem.....	2 sept
153	EZANNO (Joseph-Marie).....	Idem.....	31 mai
154	1 enfant : Joseph-Marie.....	.....	6 nov
155	HENRY (Fidèle-Marie).....	Matelot à 24 fr.	11 déc
156	LE PORT (Paul-Laurent).....	Idem.....	18 avr
157	EZANNO (Guenaël).....	Idem.....	24 oct
158	MORICE (Julien-Marie).....	Idem.....	10 nov
159	GUILLÉVIC (Jean-Pierre).....	Idem.....	17 janv
160	LE MOING (Ambroise-Marie).....	Idem.....	17 janv
161	LE LEUCH (François).....	Idem.....	8 janv
162	1 enfant : Joseph-Marie.....	.....	7 nov
163	LE GORFF (Jean-Marie).....	Matelot à 24 fr.	21 janv
	BINVEL (Joseph).....	Maitre au cabotage.	
164	1 enfant : Joseph-Marie.....	.....	17 mai
165	OLIVIER (Jean-François-Théophile).....	Quartier-maitre de manoeuvre à 45 fr.	12 avr
166	2 enfants : Gustave-Théophile.....	.....	26 juil
167	Emile-Eugène.....	.....	31 mai
168	LOREC (Antoine-Gabriel-Alexis).....	Matelot à 36 fr.	17 juil
169	2 enfants : Jean-Marie-Magloire.....	.....	8 nov
170	Hélène-Marie-Euphrosine.....	.....	24 janv
171	ADEVIS (Noël).....	Matelot à 36 fr.	24 avr
172	SAMZUN (Pierre-Louis).....	Idem à 33 fr.	7 mai
173	LE MATELOT (Jean-Vincent).....	Idem à 30 fr.	20 août
174	LE GERUN (Etienné).....	Idem à 24 fr.	4 juin
175	2 enfants : Jeanne-Marie.....	.....	9 oct
176	Marie-Anne.....	.....	25 janv
177	LEFUA (Bernard).....	Matelot à 24 fr.	28 avr
178	2 enfants : Marie-Adélaïde.....	Idem.....	7 déc
179	Anne-Marie.....	.....	7 août
180	ALLANIC (Julien-Simon).....	Matelot à 24 fr.	3 mai
181	MOGER (Mathurin).....	Idem.....	9 nov
182	DIFPON (François-Marie).....	Idem à 33 fr.	26 déc
183	LOREC (Jean-Martin).....	Idem à 27 fr.	18 déc
184	2 enfants : Marie-Eugénie.....	.....	30 avr
185	Marie-Elisa.....	.....	18 déc
	RICOT (Joseph-Marie).....	Ouvrier voilier.	
186	1 enfant : Jean-Louis.....	.....	27 avr
	TALLEC (Joseph-Marie).....	Matelot à 33 fr.	
187	4 enfants : Jacques.....	.....	24 avr
188	Marie-Mélanie.....	Idem.....	12 avr
189	Laurent-Marie.....	.....	2 août
190	Victor-Marie.....	.....	6 nov
	HUREAU (Élie).....	Quartier-maitre de manoeuvre à 36 fr.	
191	1 enfant : Gustave-Henri.....	.....	27 août
	LE GUENNEC (Joseph-Marie).....	Matelot à 24 fr.	
192	1 enfant : Edouard-Stanislas.....	.....	6 août
	JEGO (Joseph).....	Maitre au cabotage.	
193	1 enfant : Jean-Vincent.....	.....	1 ^{re} déc
	LE SCOARNNEC (Nicolas).....	Matelot à 33 fr.	
194	1 enfant : Constant.....	.....	19 mai

SOUS-ARRONDISSEMENT

1	LEPÈVRE (Pierre-Jean).....	Capitaine au long cours.....	4 novembre
2	3 enfants : Émile-Aristide.....	.....	7 août
3	Aristide-Henri.....	.....	24 septembre
4	Marie-Victorine.....	.....	28 février
5	ARUANGE (Mathurin-Jean).....	Capitaine au long cours.....	6 décembre
6	CAILLET (Raphaël).....	Idem.....	14 août
7	CHAUTARD (Antoine - Théophile - Stanislas).....	Idem.....	12 mai
8	DUMONT (Théodore-Charles).....	Idem.....	28 février
9	SOULAS (Éleuthère).....	Maitre au cabotage.....	1 mai
10	2 enfants : Aglaé-Zénaïde.....	.....	14 janvier
11	Edouard.....	.....	18 août

Lieux.	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	135 ^t	Ancienneté de services....	Décision du 4 mai 1863.
.....	24	.....	Idem.
.....	135	Ancienneté de services....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	135	Ancienneté de services....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	183	Idem.....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	135	Ancienneté de services....	Idem.
.....	36	Le père demi-soldier.	Idem.
.....	270	Ancienneté de services....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	222	Ancienneté de services....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	222	Ancienneté de services....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	135	Ancienneté de services....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	135	Ancienneté de services....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	24	Le père demi-soldier.....	Décision du 20 juillet 1863.
.....	96	Idem.....	Idem.
.....	24	Idem.....	Idem.
.....	24	Idem.....	Idem.
.....	36	Idem.....	Idem.
.....	24	Idem.....	Idem.
.....	525	Ancienneté de service.....	Décision du 5 mai 1863.
.....	108	.....	Idem.
.....	633	Ancienneté de service.....	Idem.
.....	525	Idem.....	Idem.
.....	525	Ancienneté de services....	Idem.
.....	525	Idem.....	Idem.
.....	378	Idem.....	Idem.
.....	72	.....	Idem.

numéros
d'ordre.

NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.

QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.

12	DEJOIE (Élie-Frédéric-Sterlits)	Maître au cabotage	7 sept
13	1 enfant : Marie-Aimée-Hélène		23 jan
14	BESSAC (Élie-Joseph)	Maître au cabotage	19 mai
15	1 enfant : Zénaïde-Ernestine		21 oct
16	CASSARD (Jean-Marie)	Maître au cabotage	21 mai
17	ASSAILLY (François-Charles)	Idem	3 mai
18	BOJU (Ambroise-Victor)	Idem	3 avr
19	BUREAU (Jean)	Idem	27 juil
20	ERTAUD (Célestin-Athanase)	Idem	5 janv
21	COLLET (Emmanuel-Ambroise)	Idem	20 mai
22	BIRRON (Charles-Louis)	Quartier-maître de manoeuvre à 45'	11 avr
23	GUERCHET (Maurille-Aimé)	Idem à 48 fr	26 jan
24	3 enfants : Arthur-Ambroise		23 juil
25	Marie-Vitaline		5 jan
26	Anne-Philomène		10 oct
27	PINEAU (Joseph)	Matelot à 36 fr.	3 avr
28	GONCE (Jean-Joseph)	Idem	10 juil
29	COUTAND (François-Jacques)	Idem	22 juil
30	RAMÉ (Pierre-François)	Idem à 33 fr.	7 juil
31	PRION (Aimé)	Idem	5 mai
32	CHEVALIER (Joseph-Élie)	Idem	21 avr
33	BESSAC (Louis-François)	Idem à 30 fr.	1 ^{er} mai
34	RAVILY (Julien)	Idem à 24 fr	12 oct
35	POTTIER (Louis-Lapaix)	Idem	8 nov
36	BERNIER (François)	Idem	10 avr
37	LETOURNEAU (Jean-Baptiste)	Idem	19 juil
38	POUPARD (Luc)	Idem	3 mai
39	2 enfants : Pierre-Alexandre		5 mai
40	Amélie-Joséphine		14 juil
41	MARTIN (Jean)	Matelot à 24 fr.	7 avr
42	NICOLON (Martin)	Idem	5 avr
43	BRUNAIS (Jean-Pierre)	Idem	21 mai
44	ROCHÉ (Jean-Prosper)	Idem	1 ^{er} avr
45	EON (Gustave-Henry-Amand)	Idem	8 juil
46	DUBOIS (Jacques)	Idem à 33 fr	5 oct
47	LE GENDRE (Jean-Marie)	Quartier-maître de manoeuvre à 45'	1 ^{er} mai
48	2 enfants : Edouard		5 avr
49	Jenny		8 avr
50	BERTHEBAUD (Généreux)	Matelot à 36 fr.	8 oct
51	PERUCHAUD (François)	Idem à 33 fr	10 avr
52	SERAINÉ (François-Mathurin)	Quartier-maître charpentier à 45 fr.	15 juil
53	DAVID (Jean)	Matelot à 36 fr.	15 avr
	CLERGEAU (Joseph)	Idem à 33 fr.	
54	1 enfant : Euphémie-Étienne		23 avr
	SAUVREZIS (Antoine)	Capitaine au long cours.	
55	1 enfant : Edouard		6 juil
	RAGNEAU (François)	Matelot à 24 fr.	
56	1 enfant : Georges-Émile		10 juil
	ROUSSEAU (Claude)	Matelot à 24 fr.	
57	1 enfant : François-Paul		25 juil
58	TANVIEUX (Jean-Marie)	Matelot à 33 fr.	24 mai
59	LESCAUDRON (Hippolyte)	Maître au cabotage	13 avr
60	JUBÉ (Jean-Louis)	Matelot à 36 fr.	30 juil
61	2 enfants : Geneviève		17 oct
62	Marie-Augustine		1 ^{er} avr
63	PIHON (Jean-Louis)	Matelot à 33 fr.	1 ^{er} avr
64	2 enfants : Méline-Augustine		13 avr
65	Louis-Frédéric		30 avr
66	LE SOURD (Joseph-Mathurin)	Maître au cabotage	17 mai
67	6 enfants : Marie-Louise		21 avr
68	Élise-Marie-Eugénie		10 juil
69	Armande-Marie		17 mai
70	Hélène-Marie-Geneviève-Aimée		25 mai
71	Charles-Marie		31 oct
72	RÉGNAULT (Armand-Généreux)	Matelot à 36 fr.	18 sept
73	BRUAND (Alexis)	Maître au cabotage	25 juil

Lieux.	Quantité de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	378 ¹	Ancienneté de services....	Décision du 4 mai 1863.
.....	36	.....	Idem.
.....	378	Ancienneté de services....	Idem.
.....	36	.....	Idem.
.....	378	Ancienneté de services....	Idem.
.....	378	Idem.....	Idem.
.....	378	Idem.....	Idem.
.....	378	Idem.....	Idem.
.....	378	Idem.....	Idem.
.....	378	Idem.....	Idem.
.....	270	Idem.....	Idem.
.....	210	Idem.....	Idem.
.....	72	.....	Idem.
.....	222	Ancienneté de services....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
mi-de-Levés.....	135	Idem.....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	135	Ancienneté de services....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	270	Idem.....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	210	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	24	Le père demi-soldier.....	Idem.
.....	36	Idem.....	Idem.
.....	34	Idem.....	Idem.
.....	24	Idem.....	Idem.
.....	222	Ancienneté de services....	Idem.
.....	378	Idem.....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	447	Ancienneté de services....	Idem.
.....	180	.....	Idem.
.....	222	Ancienneté de services....	Idem.
.....	303	Idem.....	Idem.

74	TRINAUD (Julien).....	Matelot à 24 fr.....
75	2 enfants : Julien-Marie.....	.....
76	Marie-Joseph.....	.....
77	BAUDRY (Jean-Marie-Louis).....	Matelot à 33 fr.....
78	LENORMAND (Jacques).....	Idem à 36 fr.....
79	REQUIGNY (Pierre-Marie).....	Idem.....
80	BERTHO (Emmanuel).....	Idem à 33 fr.....
81	2 enfants : Marie-Rose.....	.....
82	Eugène.....	.....
83	JAUNAY (Roland).....	Matelot à 36 fr.....
84	ÉVAIN (Joseph-Marie).....	Maitre au cabotage.....
85	1 enfant : Angéline-Marie-Joséphine.....	.....
	JULIO (Jean-Marie).....	Matelot à 24 fr.....
86	1 enfant : Désiré-Marie.....	.....
	GUÉNEC (Jean-François).....	Quartier-maitre de manoeuvre à 45'.....
87	1 enfant : Marie-Thérèse-Philomène.....	.....
	HERVEL (François-Marie).....	Maitre au cabotage.....
88	1 enfant : Emilie-Modeste.....	.....
	THIBAUDEAU (Pierre-Louis).....	Maitre au cabotage.....
89	1 enfant : Marie-Élisabeth.....	.....
	THOMÈRE (Jean-Marie).....	Matelot à 36 fr.....
90	1 enfant : Pierre-Marie.....	.....
91	MORGAT (Jean).....	Maitre au cabotage.....
92	VALLÉ (Aimé).....	Idem.....
93	LANCELLOT (François-Marie-Edouard).....	Idem.....
94	LECOQ (Jean-Marie).....	Quartier-maitre de manoeuvre, ouvrier gréeur à 70 fr.....
95	4 enfants : Ernestine-Rose-Marguerite.....	.....
96	Gabriel-Georges.....	.....
97	Emile-Eugène.....	.....
98	Albert-Marie.....	.....
99	RIVAUD (François).....	Matelot à 33 fr.....
100	CURET (Jean-Baptiste).....	Idem.....
101	CHOVEL (Jean-Jacques).....	Deuxième maitre de manoeuvre à 63 fr.....
	CADRO (Pierre-Louis-Marie).....	Matelot à 30 fr.....
102	1 enfant : Joseph.....	.....
103	BOSSARD (Jean-Baptiste).....	Mécanicien du commerce assimilé à un quartier-maitre mécanicien à 60 fr.....
104	LÉTOURNEAU (Jacques).....	Matelot à 27 fr.....
105	CHATELON (Jean).....	Idem à 24 fr.....
	FAVEREAU (Pierre-André).....	Ouvrier chaudronnier à 50 fr.....
106	1 enfant : Anne-Françoise.....	.....
	LEBESQUE (Julien-Frédéric).....	Capitaine au long cours.....
107	1 enfant : Frédérique-Julia-Sophie.....	.....
	DUBOIS (Jacques).....	Matelot à 33 fr.....
108	1 enfant : Louis-Marie.....	.....
	KMAÇON (Pierre-Marie).....	Matelot à 24 fr.....
109	1 enfant : Marie-Anastasie.....	.....
	CANARET (Arnaud).....	Maitre au cabotage.....
110	1 enfant : Félicien.....	.....
111	GUERCHET (Maurille-Aimé).....	Quartier-maitre de manoeuvre à 45'.....
1	VERGNAUD (Antoine).....	Matelot à 33 fr.....
2	PITON (Louis-Eutrope).....	Idem à 36 fr.....
3	CHEVALLIER (Pierre-Gaspard-Adelmar).....	Capitaine au long cours.....
4	VIAUD (André-Benjamin).....	Matelot à 36 fr.....

Lieux.	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	135 ⁶	Ancienneté de services	Décision du 4 mai 1863.
.....	48	.....	<i>Idem.</i>
.....	222	Ancienneté de services	<i>Idem.</i>
.....	222	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	222	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	48	.....	<i>Idem.</i>
.....	168	Ancienneté de services	<i>Idem.</i>
de Redon	378	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	36	.....	<i>Idem.</i>
.....	24	Le père demi-soldier	<i>Idem.</i>
.....	24	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	36	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	36	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	378	Ancienneté de services	<i>Idem.</i>
.....	375	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	303	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	318	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	96	.....	<i>Idem.</i>
.....	222	Ancienneté de services	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	246	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i> En remplacement de la demi-solde de 180 fr. qui lui a été réglée par décision du 31 mars 1862.
.....	24	Le père demi-soldier	Décision du 4 mai 1863.
.....	318	Ancienneté de services	Décision du 6 juillet 1863.
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	Le père demi-soldier	<i>Idem.</i>
.....	36	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	36	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	270	Ancienneté de services	Décision du 2 novembre 1863. En remplacement de la de- mi-solde de 210 fr. qui lui a été réglée par décision du 4 mai 1863.
PORT.	222	Ancienneté de services	Décision du 20 avril 1863.
.....	222	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	525	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	222	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>

NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.

QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.

5	LIS (Jean-Félix).....	Matelot à 30 fr.....	10 ans
6	1 enfant : Jean-Félix.....		12 ans
7	GIROU (Elié-Samuel).....	Matelot à 27 fr.....	12 ans
8	1 enfant : Alfred.....		14 ans
9	POIRIER (Benjamin).....	Matelot à 24 fr.....	3 ans
10	1 enfant : Hélène-Ernestine.....		24 ans
	CHARLES (Jacques-Élie).....	Quartier-maître charpentier à 45 fr.....	
11	1 enfant : Jacques-Amans.....		7 ans
12	ROCHON (Jean-Baptiste).....	Matelot à 36 fr.....	27 ans
13	CHARLES (Élie).....		21 ans
14	FARBEAUX (François).....	Matelot à 33 fr.....	24 ans
15	2 enfants : Suzanne.....		7 ans
16	Elisa.....		10 ans
17	COUILLANDEAU (Augustin).....	Matelot à 33 fr.....	3 ans
18	JORNEAUX (Jean-Pierre).....	Idem à 30 fr.....	11 ans
19	L'HÉRMITE (Grégoire).....	Idem à 24 fr.....	17 ans
20	ROLAND (Jean-Baptiste).....	Idem à 33 fr.....	8 ans
21	ROSE (Jean).....	Idem à 36 fr.....	14 ans
22	2 enfants : Rose-Alice-Marie-Angèle.....		20 ans
23	Paul-Adrien.....		17 ans
24	BARRAUD (François-Louis).....	Maître au cabotage.....	15 ans
25	1 enfant : Delphine-Louise.....		16 ans
26	ARMANT (Louis-Aimé).....	Maître au cabotage.....	27 ans
27	BRÉMAUD (François-Xavier).....	Idem.....	27 ans
28	SIMONEAU (Augustin-Henri).....	Quartier-maître de manœuvre à 45 fr.....	1 an
29	CHARBIER (François-Luc).....	Matelot à 36 fr.....	21 ans
30	DAVIOT (Augustin).....	Idem à 33 fr.....	11 ans
31	CHARBIER (André-Armand).....	Idem à 27 fr.....	3 ans
32	DAIBECF (Bernard-Mandé).....	Idem à 24 fr.....	11 ans
33	LAFORCADE (Bernard).....	Idem.....	15 ans
34	DIGOIA (Julien-Auguste).....	Maître au cabotage.....	3 ans
35	GABORIT (Honoré-Auguste-Urbain).....	Quartier-maître de manœuvre à 45 fr.....	9 ans
36	CHAILLOU (Pierre-Augustin).....	Matelot à 27 fr.....	20 ans
37	TARAUD (Pierre-Frédéric).....	Idem à 24 fr.....	13 ans
38	PAPIN (Pierre-François).....	Idem.....	10 ans
	PRIOU (Pierre).....	Idem.....	
39	1 enfant : Pélagie-Marie-Françoise.....		17 ans
	LABORDE (Louis-Olivier).....	Matelot à 30 fr.....	
40	1 enfant : Désiré-Omer.....		11 ans
41	BAUD (Pierre-Noël).....	Matelot à 33 fr.....	11 ans
42	2 enfants : Jean-Alexandre.....		11 ans
43	Jean-Marie-Joseph.....		20 ans
44	SOUEZAU (Hilaire-Marie).....	Matelot à 33 fr.....	1 an
45	1 enfant : Clément-Édouard.....		24 ans
46	GUITTONNEAU (Jean-Benjamin).....	Matelot à 36 fr.....	11 ans
	GABORIT (Henri-Pierre).....	Idem à 24 fr.....	
47	1 enfant : Louis-Joseph.....		10 ans
	RABALLAND (Joseph-Victor).....	Matelot à 24 fr.....	
48	1 enfant : Jean-Jacques-Joseph.....		17 ans
49	HAUNET (Augustin).....	Quartier-maître de manœuvre à 45 fr.....	8 ans
50	BRET (Mathieu).....	Matelot à 36 fr.....	27 ans
51	RABIS (Jacques-Auguste-Élie).....	Idem à 33 fr.....	26 ans
52	DUBOIS (Jean).....	Idem.....	17 ans
53	2 enfants : Eugène.....		10 ans
54	Alfred.....		13 ans
	LE JOLIVET (Michel-Henri).....	Matelot à 30 fr.....	
55	1 enfant : Julie.....		11 ans

SOUS-ALPHABETIQUE

1	LEFOL (Augustin).....	Capitaine au long cours.....	29 ans
2	BLANCHARD (Germain).....	Idem.....	10 ans
3	1 enfant : Louis-Marcel-Marie.....		4 ans
4	RAMBEAU (Guillaume).....	Maître au cabotage.....	15 ans
5	LALUT (Raymond).....	Matelot à 33 fr.....	12 ans
6	MONTHEIL (Jean).....	Idem.....	20 ans
7	1 enfant : Jean.....		15 ans

Lieux.	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	168 ^f	Ancienneté de services....	Décision du 20 avril 1863.
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	168	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	135	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	24	Le père demi-soldier.....	<i>Idem.</i>
.....	168	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	222	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	48	.....	<i>Idem.</i>
.....	168	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
de Ré)	222	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	222	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	48	.....	<i>Idem.</i>
.....	303	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	303	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	303	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	210	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	207	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	303	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	210	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	Le père demi-soldier.....	<i>Idem.</i>
.....	24	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
de Mont.	222	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	48	.....	<i>Idem.</i>
.....	222	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	222	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	24	Le père demi-soldier.....	<i>Idem.</i>
.....	24	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	270	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	48	.....	<i>Idem.</i>
.....	24	Le père demi-soldier....	<i>Idem.</i>
.....	633 ^f	Ancienneté de services....	Décision du 27 avril 1863.
.....	525	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	36	.....	<i>Idem.</i>
.....	303	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	222	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>

NOMBRES
d'ordre.

NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.

QUALITÉS, GRADES ET EMPLOIS.

8	FALAIZE (François-Charles).....	Matelot à 24 fr.	52
9	LASSABRE (Pierre).....	Maitre au cabotage.....	25 0
10	VALETTE (Jean-Désiré).....	Quartier-maitre à 48 fr.....	10 7
11	3 enfants : Étienne.....	.....	25 0
12	Marguerite.....	.....	25 0
13	Jean-Baptiste-Edouard.....	.....	7 0
14	FAYOL (Jean-Martial).....	Quartier-maitre de timonerie à 45 fr.....	17 7
15	SÉMAILLARD (Jean).....	Matelot à 36 fr.....	25 0
16	MENGUY (Jean-René).....	Maitre au cabotage.....	25 0
17	SERBEN (Pierre).....	Quartier-maitre de manoeuvre à 48 fr.....	25 0
18	1 enfant : Jean.....	.....	8 0
19	BERGERIE (Pierre).....	Capitaine au long cours.....	5 0
20	FEBROS (François).....	Matelot à 33 fr.....	10 0
21	BOUTIN (François).....	Idem à 36 fr.....	10 0
22	1 enfant : Jean-Henri.....	.....	12 0
23	ALLARD (Jean).....	Capitaine au long cours.....	19 0
24	RAYMOND (Pierre).....	Idem.....	25 0
25	BRETON (Mathieu).....	Maitre au cabotage.....	20 0
26	CHABAN (Pierre).....	Idem.....	18 0
27	DÉRIDEAU (Jean).....	Matelot à 36 fr.....	20 0
28	RAYMOND (Jean).....	Idem à 30 fr.....	25 0
29	1 enfant : Julie-Angélique-Célestine.....	.....	11 0
30	PITON (Guélonex).....	Matelot à 30 fr.....	17 0
31	1 enfant : Jean.....	.....	25 0
32	DAVID (Louis).....	Matelot à 30 fr.....	25 0
33	BAQUY (Michel).....	Maitre au cabotage.....	8 0
34	1 enfant : Michel.....	.....	7 0
35	LAFITE (François).....	Maitre au cabotage.....	22 0
36	2 enfants : Marie-Hélène-Marguerite.....	.....	10 0
37	Pierre-Henri.....	.....	10 0
38	FORSANT (Jean).....	Maitre au cabotage.....	10 0
39	BOUCHON (Louis).....	Idem.....	12 0
40	BOYER (Arnaud).....	Deuxième maitre de manoeuvre à 63 fr.....	15 0
41	1 enfant : Jacques.....	.....	15 0
42	BENSAC (Jean).....	Matelot à 33 fr.....	20 0
43	ACROUX (Jean).....	Idem à 27 fr.....	12 0
44	LEYDET (Jean-Henri).....	Idem.....	12 0
45	DURAND (Jean-Baptiste).....	Maitre au cabotage.....	10 0
46	1 enfant : Benoît.....	.....	10 0
47	POILO (Pierre).....	Matelot, ex-ouvrier marin à 33 fr. 60 c.....	10 0
48	SALDOUBÈRE (Bertrand).....	Matelot à 36 fr.....	10 0
49	VERGÈS (Pierre).....	Idem.....	10 0
50	SILHOUETTE (Jean-Léon).....	Idem à 33 fr.....	10 0
51	LAFITTE (Pierre).....	Idem à 24 fr.....	10 0
52	GORRE (Jean).....	Idem à 36 fr.....	7 0
53	LAMARQUE (Jean).....	Idem.....	2 0
54	DUHART (Martin).....	Maitre au cabotage.....	10 0
55	CIGARRON (Jean).....	Quartier-maitre de manoeuvre à 45 fr.....	10 0
56	1 enfant : Pierre.....	.....	10 0
57	AMESTOY (Jean).....	Matelot à 30 fr.....	15 0
58	DEPAU (Jean).....	Idem à 36 fr.....	24 0
59	SORCABAL (Jean).....	Idem.....	8 0
60	OFFICIAL (Michel).....	Quartier-maitre de manoeuvre à 45 fr.....	27 0
61	1 enfant : Étienne.....	.....	27 0
62	VERGNIOL (Jean).....	Capitaine au long cours.....	20 0
63	LARGEMENT (Jean-Firmin).....	Maitre au cabotage.....	6 0
64	1 enfant : Mélanie-Marie.....	.....	16 0
65	ROSSIGNOL (Étienne).....	Matelot à 33 fr.....	9 0
66	MARTIN (Thomas).....	Idem à 24 fr.....	9 0
67	ROCHEFORT (Arnaud).....	Maitre au cabotage.....	25 0
68	CHÉDIN (Pierre).....	Quartier-maitre voilier à 33 fr.....	9 0

SOUS-ARMES

1	BLOT (Jean-Baptiste-Marie-Adrien).....	Capitaine au long cours.....	6 novembre
2	GILLETTA (Honoré-Louis).....	Idem.....	2 avril
3	1 enfant : Féliée-Rose-Victoire-Séraphine.....	.....	8 août

Lieu.	QUANTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	135 ⁴	Ancienneté de services....	Décision du 27 avril 1863.
.....	378	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	270	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	72	.....	<i>Idem</i> .
.....	270	Ancienneté de services....	<i>Idem</i> .
.....	168	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	378	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	270	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	24	.....	<i>Idem</i> .
.....	525	Ancienneté de services....	<i>Idem</i> .
.....	168	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	24	Le père demi-soldier.....	<i>Idem</i> .
.....	525	Ancienneté de services....	<i>Idem</i> .
.....	525	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	378	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	315	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	240	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	168	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	24	.....	<i>Idem</i> .
.....	24	Le père demi-soldier.....	<i>Idem</i> .
.....	222	Ancienneté de services....	<i>Idem</i> .
.....	378	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	36	.....	<i>Idem</i> .
.....	378	Ancienneté de services....	<i>Idem</i> .
.....	72	.....	<i>Idem</i> .
.....	378	Ancienneté de services....	<i>Idem</i> .
.....	378	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	252	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	24	.....	<i>Idem</i> .
.....	168	Ancienneté de services....	<i>Idem</i> .
.....	168	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	168	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	36	Le père demi-soldier.....	<i>Idem</i> .
.....	222	Ancienneté de services....	<i>Idem</i> .
.....	222	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	222	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	168	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	135	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	222	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	222	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	222	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	303	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	210	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	24	.....	<i>Idem</i> .
.....	294	Ancienneté de services....	<i>Idem</i> .
.....	222	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	168	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	24	Le père demi-soldier.....	<i>Idem</i> .
.....	525	Ancienneté de services....	Décision du 29 juin 1863.
.....	36	Le père demi-soldier.....	<i>Idem</i> .
.....	222	Ancienneté de services....	<i>Idem</i> .
.....	13	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	378	<i>Idem</i>	Décision du 2 novembre 1863.
.....	240	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	618 ⁴	Ancienneté de services....	Décision du 19 janvier 1863.
.....	525	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	36	.....	<i>Idem</i> .

NUMÉROS
d'ordre.

NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.

QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.

4	LIEUTARD (Mathieu-Crispin)	Capitaine au long cours	25
5	1 enfant : Paul-Charles		14
6	LEMAÎTRE (Joseph-Raymond)	Capitaine au long cours	26
7	PÉRAUD (François-Victor-Martinien)	Mécanicien en chef des paquebots- poste	13
8	MARQUET (Jean)	Maitre au cabotage	53
9	GEIFF (Mathieu)	Idem	9
10	MICHELON (Louis-Joseph-Gabriel)	Idem	30
11	GARDON (Louis-Thérèse)	Idem	12
12	CHAPPEL (Jean-François-Philippe)	Idem	3
13	DOXE (Joseph)	Idem	54
14	1 enfant : Marius-Clément-Albert		30
15	HUGUES (Pierre-Aime)	Deuxième maitre de manœuvre à 69 ^f	13
16	2 enfants : Pauline-Henriette		8
17	Jean-Baptiste-Marius		6
18	LIEUTARD (Marc-Antoine-Marie)	Deuxième maitre de manœuvre à 63 ^f	8
19	1 enfant : Joséphine-Romand		48
20	MEISSIERE (Joseph-Marius)	Quartier-maitre de manœuvre à 48 ^f	46
21	4 enfants : Louis-Laurent-Marius		27
22	Joséph-Joachim		14
23	Clair-Félicie-Maris-Joseph		14
24	Jean-Joseph		10
25	CASSAGNE (Jean-François-Marie)	Quartier-maitre de manœuvre à 45 ^f	5
26	1 enfant : Antoine-Henri		5
27	JEAN (Honoré)	Quartier-maitre de manœuvre à 36 ^f	41
28	GONFARD (Joseph-Jean-Baptiste-Marie)	Idem à 48 fr	5
29	MAILLÉ (Joseph)	Matelot à 27 fr	2
30	L'ÉRO (Dominique)	Idem à 30 fr	2
31	VARALDO (François-Lui-Honoré)	Idem à 24 fr	5
32	MIFANO (Joseph-Martin)	Idem	5
33	TRICON (Jean-Baptiste)	Idem	5
34	PISSARELLO (Joseph-Marie)	Idem	5
35	CARLIOT (Jean)	Idem à 27 fr	5
36	CARLIOT (Jean-Baptiste-Stanislas-Joseph)	Idem	5
37	JACVAS (Joseph-Jacques-Marius)	Idem à 24 fr	5
38	1 enfant : Eugénie-Victorine		5
39	PAGES (Honoré-Marius)	Matelot à 24 fr	5
40	MONTON (Melchior-Jean-Baptiste)	Idem à 27 fr	12
41	CHARRI (Henri-Jean-Baptiste)	Idem	5
42	1 enfant : Rosalie		5
43	THIVE (Gaspard-Joseph-Généreux)	Maitre au cabotage	11
44	1 enfant : Laurent-Joseph-Jean-Baptiste		11
45	MOURELET (Jean-Baptiste)	Maitre au cabotage	11
46	JOUANES (Pierre-Anselme)	Idem	11
47	BAZOUTIÈRES (Jean-Baptiste)	Idem	11
48	ROQUIETTE (Joseph)	Idem	11
49	PAIRY (Pierre)	Idem	11
50	DEVAL (François-Bruno)	Idem	11
51	BENAS (Simon)	Idem	11
52	AZIBERI (Jean-Baptiste)	Matelot à 36 fr	21
53	JEAN (Mathieu)	Idem	21
54	1 enfant : Victorin-Benoit		21
55	ANDRES (Jean-Baptiste)	Matelot à 36 fr	27
56	MONTSTRAL (Michel)	Idem à 33 fr	30
57	ICHI (Blaise)	Idem à 27 fr	18
58	1 enfant : Louis		18
59	SARTRE (Joseph)	Matelot à 27 fr	18
60	ARNAUD (François)	Idem	18
61	CROIZAT (Jean-Pierre)	Idem à 24 fr	18
62	TAILLADÉ (Véronie)	Idem	12
63	BLAGE (Joseph-Jacques)	Idem	17
64	1 enfant : Honoré	Quartier-maitre de manœuvre à 35 ^f	51
65	CAMPINS (Etienne-André-Sébastien)	Matelot à 33 fr	13
66	PEDRESSE (Jean-Baptiste)	Maitre au cabotage	13
67	LOEBATIERES (Jean)	Idem	13
68	1 enfant : Marie-Marius Godefroy		13

Lieux.	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
	525 ⁴	Ancienneté de services....	Décision du 19 janvier 1863.
	36		Idem.
	525	Ancienneté de services....	Idem.
	447	Idem.....	Idem.
	378	Idem.....	Idem.
	378	Idem.....	Idem.
	378	Idem.....	Idem.
	378	Idem.....	Idem.
	378	Idem.....	Idem.
	303	Idem.....	Idem.
	24		Idem.
	318	Ancienneté de services....	Idem.
	48		Idem.
	318	Ancienneté de services....	Idem.
	24		Idem.
	270	Ancienneté de services....	Idem.
	96		Idem.
	270	Ancienneté de services....	Idem.
	24		Idem.
	294	Ancienneté de services....	Idem.
	270	Idem.....	Idem.
	294	Idem.....	Idem.
	240	Idem.....	Idem.
	207	Idem.....	Idem.
	207	Idem.....	Idem.
	207	Idem.....	Idem.
	207	Idem.....	Idem.
	168	Idem.....	Idem.
	168	Idem.....	Idem.
	135	Idem.....	Idem.
	24		Idem.
	135	Ancienneté de services....	Idem.
	168	Idem.....	Idem.
	24	Le père demi-soldier.....	Idem.
	24	Idem.....	Idem.
	378	Ancienneté de services....	Idem.
	378	Idem.....	Idem.
	378	Idem.....	Idem.
	378	Idem.....	Idem.
	378	Idem.....	Idem.
	378	Idem.....	Idem.
	303	Idem.....	Idem.
	222	Idem.....	Idem.
	222	Idem.....	Idem.
	24		Idem.
	222	Ancienneté de services....	Idem.
	222	Idem.....	Idem.
	168	Idem.....	Idem.
	24		Idem.
	168	Ancienneté de services....	Idem.
	168	Idem.....	Idem.
	135	Idem.....	Idem.
	135	Idem.....	Idem.
	135	Idem.....	Idem.
rent-de-la-Salanque	270	Idem.....	Idem.
	24		Idem.
	222	Ancienneté de services....	Idem.
	303	Idem.....	Idem.
	303	Idem.....	Idem.
	24		Idem.

NUMÉROS
d'ordre.

NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.

QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.

68	COMBES (Bernard).....	Maître au cabotage.....	6
69	POSS (Gabriel).....	<i>Idem</i>	2
70	2 enfants : Vincent.....		21
71	Céline.....		11
72	ALLEMAND (Jean-Baptiste).....	Quartier-maître canonnier à 48 fr..	2
73	1 enfant : Jeanne-Madeleine-Cécile.....		
74	AFRE (Jean-Sylvain).....	Quartier-maître de manœuvre à 42 ^{fr.}	
75	2 enfants : Antoine-Joseph.....		
76	Marie-Antoinette.....		
77	REDON (Jacques).....	Matelot à 36 fr.....	
78	GARRIGUES (François-Abel).....	<i>Idem</i>	
79	SIMONDIN (Jean-Salomon-Godefroy).....	<i>Idem</i>	
80	2 enfants : Antonin.....		
81	Marie-Marguerite.....		
82	ABBAI (Honoré).....	Matelot à 33 fr.....	
83	MONDÈNE (Jean-Pierre).....	<i>Idem</i> à 27 fr.....	
84	CARAYOL (Jean-Jacques-Gabriel).....	<i>Idem</i>	
85	1 enfant : Jean-Léon-Prosper.....		
86	ARMENTIER (François-Joseph).....	Matelot à 27 fr.....	
87	ROQUE (André).....	<i>Idem</i> à 24 fr.....	
88	MONTAUCIEUX (Victor).....	<i>Idem</i>	
89	VADAUX (François).....	<i>Idem</i>	
90	BESSIL (Jean-Adolphe).....	Capitaine au long cours.....	
91	ALLEMAND (François-Henri-Isidore).....	Matelot à 24 fr.....	
	AFRE (Jean-François).....	<i>Idem</i>	
92	1 enfant : Rose.....		
93	NICOLAS (Pierre).....	Maître au cabotage.....	
94	3 enfants : Honorine-Henriette.....		
95	Honoré-Marius.....		
96	Marie-Thérèse.....		
97	CLAVEL (Joseph).....	Maître au cabotage.....	
98	2 enfants : Marie.....		
99	Jean.....		
100	BURLE (Jean).....	Maître au cabotage.....	
101	ROGNON (Laurent).....	<i>Idem</i>	
102	2 enfants : Catherine.....		
103	Marguerite-Jeanne.....		
104	BURLE (Simon).....	Maître au cabotage.....	
105	CACHET (Claude).....	<i>Idem</i>	
106	FAURE (Jacques).....	<i>Idem</i>	
107	1 enfant : Victorin-Jean.....		
108	BARJAVEL (François).....	Maître au cabotage.....	
109	3 enfants : Anne-Louise.....		
110	Marie-Delphine.....		
111	Antoine.....		
112	MARIN (Guillaume).....	Quartier-maître de manœuvre à 48 ^{fr.}	
113	FAUCHIER (Claude).....	<i>Idem</i> à 45 fr.....	
114	CHAVE (Pierre-Florentin).....	<i>Idem</i> à 39 fr.....	
115	CHABASSIEU (Sébastien).....	Matelot à 36 fr.....	
116	DELUY (Gaspard).....	<i>Idem</i>	
117	1 enfant : Marie-Amélie.....		
118	VIGUIER (Jacques).....	Matelot à 33 fr.....	
119	SOLARD (Louis-Michel).....	<i>Idem</i> à 24 fr.....	
120	TOULOUSAN (François).....	<i>Idem</i> à 33 fr.....	
121	PAULEY (Jean-Joseph).....	<i>Idem</i> à 24 fr.....	
122	DELUY (Jacques).....	<i>Idem</i>	
123	CASTE (Antoine).....	<i>Idem</i>	
	MEOD (Jacques).....	<i>Idem</i>	
124	1 enfant : Philippe.....		
125	AUDIBERT (Esprit-François).....	Maître au cabotage.....	
126	2 enfants : Adélanie-Baptistine-Marie.....		
127	Marie-Joséphine.....		
128	PETRICOU (Dominique).....	Quartier-maître de manœuvre à 48 ^{fr.}	
129	LAVISON (Paul-Joseph).....	<i>Idem</i> à 45 fr.....	
130	BLANC (Joseph-Marius).....	Matelot à 36 fr.....	
131	MONIER (Jean-Antoine).....	<i>Idem</i>	

Lieux.	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	447 ¹	Ancienneté de services....	Décision du 19 janvier 1863.
.....	378	Idem.....	Idem.
.....	72	.....	Idem.
.....	270	Ancienneté de services....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	210	Ancienneté de services....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	525	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	24	Le père demi-soldier.....	Idem.
.....	447	Ancienneté de services....	Idem.
.....	108	.....	Idem.
.....	447	Ancienneté de services....	Idem.
.....	72	.....	Idem.
.....	447	Ancienneté de services....	Idem.
.....	378	Idem.....	Idem.
.....	72	.....	Idem.
.....	378	Ancienneté de services....	Idem.
.....	378	Idem.....	Idem.
.....	378	Idem.....	Idem.
.....	36	.....	Idem.
.....	378	Ancienneté de services....	Idem.
.....	108	.....	Idem.
.....	270	Ancienneté de services....	Idem.
.....	270	Idem.....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	222	Ancienneté de services....	Idem.
.....	183	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	24	Le père demi-soldier.....	Idem.
.....	447	Ancienneté de services....	Idem.
.....	72	.....	Idem.
.....	270	Ancienneté de services....	Idem.
.....	270	Idem.....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.

NOMBRES
d'ordre.

NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.

QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.

132	ANDRÉ (Joseph).....	Matelot à 30 fr.....	13
133	REVIÈRE (Charles).....	Idem à 27 fr.....	28
134	SASEL (André).....	Idem.....	13
135	VIANO (Antoine-François).....	Idem à 36 fr.....	4
136	SABATIER (Pierre).....	Idem à 24 fr.....	17
137	VINCENT (André-Michel).....	Idem.....	24
138	FRANC (Jean-Baptiste-Antoine).....	Idem.....	6
139	MARTIN (Jean-Baptiste).....	Idem.....	20
140	3 enfants : Louis-Jean-Baptiste.....		13
141	Noël-Joseph-Victor.....		19
142	LARDEIROL (Jean-Marie).....	Matelot à 24 fr.....	9
143	MUSSO (François).....	Idem à 30 fr.....	15
	ISSALÈNE (Nicolas).....	Deuxième maître de manœuvre à 63'.....	
144	1 enfant : Constantin-Gustave.....	Capitaine au long cours.....	3
145	DESOLLIES (Blaise-Maurice).....	Matelot à 36 fr.....	4
146	JULIEN (Jean-Jacques).....	Idem à 30 fr.....	4
147	GAPPAREL (François-Gaspard-Pierre).....	Idem à 33 fr.....	5
148	OLIVIER (Barthélemy-Rodolphe).....	Idem à 24 fr.....	20
149	COSTE (Joseph-Séraphin-Marie).....	Idem.....	6
150	GANTEAUME (Blaise-Bénoni).....	Idem.....	12
151	GASTAN (Louis-Alexis).....	Capitaine au long cours.....	10
152	ANNAUD (François-Emmanuel).....	Idem.....	13
153	FASSY (Ambroise-Frédéric-Alexandre).....	Maître mécanicien à 100 fr.....	13
154	BIZET (Jean-Pierre).....	Maître au cabotage.....	13
155	1 enfant : Paul-Marius.....	Quartier-maître de manœuvre à 45'.....	13
156	AYMARD (Antoine-Martin).....	Quartier-maître de manœuvre à 45'.....	13
157	AMEGLIO (Jean-Baptiste).....	Matelot à 36 fr.....	10
158	1 enfant : Marie-Antoinette.....	Idem à 24 fr.....	6
159	CAMOIN (Jean-Jacques-Victor).....	Idem.....	10
160	LESSARD (Antoine-Honoré).....	Idem à 36 fr.....	28
161	JOURDAN (Jean-Joseph).....	Idem.....	10
162	COSTANZA (Joseph).....	Idem à 36 fr.....	13
163	SOLARI (Jean-Baptiste).....	Maître au cabotage.....	13
	CECCHI (Louis-Thomas).....	Deuxième maître de manœuvre à 63'.....	
164	1 enfant : François-Marie.....	Maître au cabotage.....	13
	MICHEL (Jacques-André).....		
165	1 enfant : Marie-Victorine.....		
	LIEUTARD (Marc-Antoine-Marie).....		
166	1 enfant : Marie-Joséphine.....		
167	AMBERT (Jean-Baptiste).....		
168	4 enfants : Joseph-Justin-Jean-Baptiste.....		
169	Edouard-Jean-Baptiste.....		
170	Joséphine.....		
171	Henriette-Élisabeth-Désirée.....		
172	BONNOT (Augustin).....	Matelot à 24 fr.....	17
	PAIRY (Pierre).....	Maître au cabotage.....	17
173	1 enfant : Henri-Léon-Paul.....	Matelot à 30 fr.....	17
174	SAGOLS (Jean).....	Idem à 24 fr.....	17
175	VILAREN (Pierre-Jean-Jacques).....	Quartier-maître de manœuvre, garde maritime à 50 fr.....	17
176	DANOY (François-Laurent-Jacques).....	Quartier-maître de manœuvre à 50'.....	17
177	MALLOL (Pierre).....	Matelot à 36 fr.....	17
	CANAL (Emmanuel).....		
178	1 enfant : Marguerite.....		
179	BRUNEL (Jean-Jacques).....	Maître au cabotage.....	17
180	MALET (Jean).....	Matelot à 33 fr.....	17
181	RIVIÈRE (Pierre).....	Idem.....	17
182	3 enfants : Michel-Etienne.....		
183	Pierre-Joseph.....		
184	Victor-Casimir.....		
185	PRYRONNET (Jean).....	Matelot à 27 fr.....	17
186	RIGAUD (Jacques).....	Idem à 24 fr.....	17
	GONTÈS (Jean-Baptiste).....	Capitaine au long cours.....	17
187	1 enfant : Anais-Étiennette-Albine.....		
188	GRENIER (Jean-Julien-Brutus).....	Matelot, ex-chef d'escouade d'apprentis canonnières à 27 fr.....	17

Lieux.	QUOTITE de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	168 ¹	Ancienneté de services....	Décision du 19 janvier 1863.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	15	.....	Idem.
.....	207	Ancienneté de services....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	21	Le père demi-soldier.....	Idem.
.....	378	Ancienneté de services....	Idem.
.....	127	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	525	Idem.....	Décision du 13 juillet 1863.
.....	525	Idem.....	Idem.
.....	545	Idem.....	Idem.
.....	36	Idem.....	Idem.
.....	303	Ancienneté de services....	Idem.
.....	270	Idem.....	Idem.
.....	24	Idem.....	Idem.
.....	270	Ancienneté de services....	Idem.
.....	240	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	24	Le père demi-soldier.....	Idem.
.....	36	Idem.....	Idem.
.....	5	Le père demi-soldier.....	Idem.
.....	378	Ancienneté de services....	Idem.
.....	111	.....	Idem.
.....	135	Ancienneté de services....	Idem.
.....	36	.....	Idem.
.....	207	Ancienneté de services....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
St-Jean-Salanque.....	270	Idem.....	Idem.
.....	270	Ancienneté de services....	Idem.
.....	21	Le père demi-soldier.....	Idem.
.....	303	Ancienneté de services....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	72	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	36	Le père demi-soldier.....	Idem.
.....	240	Ancienneté de services....	Idem.

189	JOSEPH (Aristide-Gaspard-Nicolas).....	Matelot à 24 fr.....	9 déc.
	BOURDELON (Vincent).....	Quartier-maitre canonnier à 58 fr..	26 jan.
190	1 enfant : Rose.....		31 déc.
191	SALEMME (Joseph).....	Matelot à 24 fr.....	15 avr.
192	2 enfants : Pascal-Pierre-Joseph.....		19 avr.
193	Lucie-Joséphine-Désirée.....		18 avr.
194	MODENA (Antoine-Olivier).....	Matelot à 24 fr.....	
SOUS-ALPHABETIQUE			
1	LERTOMA (Ange-César-Augustin).....	Maitre au cabotage.....	21 mai
2	1 enfant : Paul-André.....		6 mai
3	TOLLON (Jean-Joseph).....	Maitre au cabotage.....	26 avr.
4	1 enfant : Gabriel-Marie.....		18 avr.
5	GIMELLI (Augustin).....	Maitre au cabotage.....	4 déc.
6	LAGGÉ (Jean-Georges).....	Idem.....	8 mai
7	2 enfants : Antoine-Marius.....		24 avr.
8	Jean-Baptiste-Marius-Boniface.....		8 jan.
9	FLURY (Claude).....	Maitre au cabotage.....	12 avr.
10	SEMORI (Charles-Antoine-Hippolyte).....	Idem.....	13 avr.
11	RIMEAUD (Pierre-Joseph).....	Matelot à 36 fr.....	27 oct.
12	MILLET (Maxime).....	Idem à 33 fr.....	24 avr.
13	BRINSOLARO (Joseph-Fortuné).....	Idem à 24 fr.....	14 avr.
14	1 enfant : Augustine-Marie.....		31 jan.
15	MANGIAPAN (Alexandre).....	Matelot à 28 fr.....	15 oct.
16	QUIGUISOLLE (Jean-Antoine).....	Matelot, ouvrier à la garniture à 63 fr. 75 cent.	12 jan.
17	PRAT (Jean-Baptiste).....	Matelot, ex-patron de canot à 57 ^{fr.}	23 avr.
18	TORTEL (Etienne-Laurent).....	Capitaine au long cours.....	11 avr.
19	1 enfant : Claire-Marie-Césarine.....		12 jan.
20	AUDIFFREN (Pierre-Julien).....	Maitre au cabotage.....	20 jan.
21	REBOUL (Honoré-Toussaint).....	Idem.....	1 ^{er} jan.
22	SABATIER (André-Nazaire-Anne).....	Idem.....	26 jan.
23	FARRE (Jean-Fiacre).....	Matelot, ex-ouvrier charpentier à 63 fr. 75 cent.	23 avr.
24	STADLER (Blaise-Victor).....	Matelot à 33 fr.....	1 ^{er} jan.
25	GARNIER (Gabriel-Hippolyte).....	Matelot, gardien de vaisseau à 60 ^{fr.} 25 ^{fr.}	30 avr.
26	PAQUET (Joseph).....	Matelot, ex-ouvrier calfat à 45 fr.....	12 avr.
27	DANIEL (Joseph-François).....	Matelot, ex-ouvrier perceur à 50 fr.....	10 jan.
28	GIRAUD (César-Hyacinthe-Toussaint).....	Matelot à 27 fr.....	8 avr.
29	AURESY (Antoine-Barthélemy-Marius).....	Idem à 24 fr.....	8 mai
30	GAY (Joseph-Melchior-Prosper-Napoléon).....	Idem.....	20 jan.
31	OLIVIER (François-Guillaume).....	Idem.....	26 jan.
32	VERRANDO (Antoine-Léonidas).....	Idem.....	23 oct.
33	BIANCARD (Jean-Baptiste).....	Idem.....	8 jan.
34	HERNIER (Benoît).....	Matelot, ex-ouvrier aux chaudières à 55 fr.	11 avr.
35	DOL (Jean-Barthélemy).....	Maitre au cabotage.....	27 avr.
36	1 enfant : Louis-Auguste.....		19 jan.
37	PASTORINO (Benoît).....	Maitre au cabotage.....	11 jan.
38	PLAUCHEUR (Honoré).....	Idem.....	6 jan.
39	AMIC (Joseph-Emmanuel).....	Idem.....	24 déc.
40	1 enfant : Joséphine-Françoise.....		16 jan.
41	ISVARD (François-Marius).....	Maitre au cabotage.....	15 avr.
42	GIUDICE (Jean-Baptiste-Joseph).....	Matelot à 36 fr.....	24 avr.
43	1 enfant : Marie-Emile.....		3 oct.
44	QUINDICI (Michel-Joseph).....	Matelot à 36 fr.....	10 oct.
45	DOUSSOLIN (Joseph-Marc).....	Idem à 33 fr.....	16 avr.
46	MORTEDO (Joseph).....	Idem à 30 fr.....	12 oct.
47	1 enfant : Pierre-Ferdinand.....		4 avr.
48	BÉRAUD (Apollinaire-Bruno-Napoléon).....	Matelot à 24 fr.....	20 jan.
49	ROUX (Charles-Joseph).....	Idem.....	4 mai
50	CAVAZZA (Jean-Baptiste-Madeleine).....	Idem.....	4 avr.
51	GHIO (Jean-Baptiste).....	Idem.....	3 jan.
	GIUDICE (Augustin).....	Idem à 27 fr.....	
52	1 enfant : Elisabeth.....		7 jan.
53	ROUX (Alexandre).....	Maitre au cabotage.....	12 jan.

Lieux.	QUOTITE de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	183 ^f	Ancienneté de services....	Décision du 13 juillet 1863.
.....	24	Le père demi-soldier.....	<i>Idem.</i>
.....	135	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	18	.....	<i>Idem.</i>
.....	135	Ancienneté de services....	Décision du 2 novembre 1863.
.....	447 ^f	Ancienneté de services....	Décision du 9 mars 1863.
.....	36	.....	<i>Idem.</i>
.....	447	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	36	.....	<i>Idem.</i>
.....	447	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	378	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	72	.....	<i>Idem.</i>
.....	378	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	378	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	222	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	222	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	240	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	318	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	318	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	525	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	36	.....	<i>Idem.</i>
.....	447	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	378	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	378	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	252	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	222	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	324	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	282	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	210	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	270	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	447	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	36	.....	<i>Idem.</i>
.....	378	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	378	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	378	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	303	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	222	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	168	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	222	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	168	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	183	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>
.....	183	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	135	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	Le père demi-soldier.....	<i>Idem.</i>
.....	378	Ancienneté de services....	<i>Idem.</i>

NUMÉROS d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.	
54	GUEÏT (Jean-Joseph).....	Maître au cabotage.....	20 février
55	2 enfants : Alexandrine.....	.....	20 juin
56	Elisabeth-Alexandrine.....	.....	6 septembre
57	ANFOUSSI (Jean-Thomas).....	Maître au cabotage.....	31 août
58	FORCADE (Donat-Joseph).....	Deuxième maître de manœuvre à 69 fr.	10 novembre
59	1 enfant : Julie-Augustine.....	.....	17 février
60	GALLOU (Joseph).....	Quartier-maître canonnier à 45 fr.	16 janvier
61	ARDISSON (Alexandre).....	Quartier-maître de manœuvre à 45 ^{fr.}	18 février
62	2 enfants : Guillaume-Ernest.....	.....	13 juillet
63	Marie-Joséphine.....	.....	30 juillet
64	AUDIBERT (François).....	Quartier-maître de manœuvre à 48 ^{fr.}	6 janvier
65	CARLES (François).....	Idem à 45 fr.	3 septembre
66	SAUVAIGO (Jean-François).....	Matelot à 36 fr.	8 septembre
67	3 enfants : Anne-Joséphine-Eugénie.....	.....	31 octobre
68	Marie-Augustine.....	.....	3 janvier
69	Anne-Baptistine-Louise.....	.....	21 mars
70	BASTIAN (François-Jacques).....	Matelot à 33 fr.	4 novembre
71	CLERISSI (Honoré-Ignace).....	Idem.....	27 juillet
72	1 enfant : Frédéric-Hyacinthe.....	.....	10 mai
73	PORTANIER (Louis).....	Matelot à 24 fr.	21 août
74	VIALE (Joseph).....	Idem.....	23 janvier
75	COSTANZO (Paul-Joseph).....	Maître au cabotage.....	28 mai
76	TÉRÈSE (Dominique).....	Capitaine au long cours.....	25 février
77	GUGLIARIS (Jean-Baptiste).....	Idem.....	19 juillet
78	BENZA (Antoine-Léonard-Barthélemy).....	Maître au cabotage.....	11 juillet
79	4 enfants : François-Nicolas.....	.....	28 mars
80	Antoinette-Pauline.....	.....	18 mai
81	Julie-Marie.....	.....	14 mai
82	Noëlle-Angéline.....	.....	23 décembre
83	TÉRÈSE (François).....	Matelot à 24 fr.	13 février
84	VIAN (Michel-Ange).....	Idem.....	16 mai
85	SUAUT (Honoré).....	Idem.....	3 mai
86	AMORETTI (Jean-Sylvestre).....	Idem.....	31 décembre
87	SEASSAU (Hospice).....	Idem à 30 fr.	23 octobre
88	NÈGRE (Antoine-François-Théobald).....	Capitaine au long cours.....	1 ^{er} juillet
89	DUNAN (Charles).....	Idem.....	19 juin
90	TAGLIASCO (Christophe).....	Matelot à 28 fr.	24 juin
91	ROUBAUDI (Jean-François).....	Idem à 25 fr. 60 cent.	17 novembre
92	GIORDAN (Charles).....	Idem à 28 fr.	27 octobre
93	GARZIGLIA (Félix-Grégoire).....	Idem à 25 fr. 60 cent.	20 mars
94	BAILET (Hospice-Dominique).....	Idem à 23 fr. 20 cent.	24 mars
95	SALIVA (Joseph-Hospice).....	Idem.....	7 février
96	1 enfant : Ferdinand.....	.....	18 octobre
97	STAGNETTA (François).....	Maître au cabotage.....	25 janvier
98	PALMARO (François-Antoine-Horace).....	Idem.....	2 janvier
99	PALMARO (Joseph-Marie).....	Idem.....	7 septembre
100	ISOARDO (Jérôme-Marie).....	Aide-canonnier à 45 fr.	28 mars
101	CORRAS (Antoine-Honoré).....	Maître au cabotage.....	11 mai
102	PALMARO (François-Honoré).....	Idem.....	16 juin
103	BOCOGNANI (Paul).....	Idem.....	18 mai
104	LOMBARDI (Antoine-Alexandre).....	Idem.....	26 février
105	SISCO (Pierre-Paul).....	Quartier-maître de manœuvre à 45 ^{fr.}	30 juin
106	1 enfant : Charles-André-Laurent.....	.....	10 août
107	CASEVECCHEZ (Antoine-Vincent).....	Matelot à 36 fr.	11 septembre
108	3 enfants : Sauveur-Jean-Baptiste.....	Idem.....	4 janvier
109	Pascal-Antoine-Vincent.....	.....	3 janvier
110	Dominique.....	.....	27 janvier
111	POGGIOLI (Joseph-Marie).....	Matelot à 33 fr.	2 mai
112	2 enfants : Dominique.....	.....	1 septembre
113	Vincent-Achille.....	.....	4 novembre
114	GARBECCIA (Toussaint).....	Matelot à 27 fr.	14 février
115	BONELLI (Antoine).....	Idem à 25 fr.	19 août
116	OLIVIERI (Jean).....	Idem.....	23 août
117	1 enfant : Antoine.....	.....	45 mars

Lieux.	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	378 ^t	Ancienneté de services....	Décision du 9 mars 1863.
.....	72	.....	Idem.
.....	378	Ancienneté de services....	Idem.
.....	318	Idem.....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	270	Ancienneté de services....	Idem.
.....	270	Idem.....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	210	Ancienneté de services....	Idem.
.....	210	Idem.....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	72	.....	Idem.
.....	222	Ancienneté de services....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	183	Ancienneté de services....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	303	Idem.....	Idem.
.....	486	Idem.....	Idem.
.....	486	Idem.....	Idem.
.....	378	Idem.....	Idem.
.....	144	.....	Idem.
.....	207	Ancienneté de services....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	240	Idem.....	Idem.
.....	486	Idem.....	Idem.
.....	378	Idem.....	Idem.
.....	294	Idem.....	Idem.
.....	294	Idem.....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	183	Idem.....	Idem.
.....	185	Idem.....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	303	Ancienneté de services....	Idem.
.....	555	Idem.....	Idem.
.....	375	Idem.....	Idem.
.....	342	Idem.....	Idem.
.....	486	Idem.....	Idem.
.....	378	Idem.....	Idem.
.....	378	Idem.....	Idem.
.....	378	Idem.....	Idem.
.....	270	Idem.....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	72	.....	Idem.
.....	222	Ancienneté de services....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	185	Idem.....	Idem.
.....	24	.....	Idem.

NUMÉROS d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.	Dates
118	CHIARISOLI (Sébastien).....	Deuxième maître de manoeuvre à 63 fr.	16 mai 1874
119	1 enfant : Claire.....		8 mai 1874
120	LEANDRI (Charles-Mathieu).....	Matelot à 30 fr.....	Mai 1774
121	BARBAGELATA (Dominique).....	Idem à 30 fr.....	7 juillet 1874
122	SARI (Jean).....	Idem.....	16 septembre 1874
123	BASTELICA (Joseph).....	Idem à 33 fr.....	7 février 1875
124	1 enfant : Philippe-Baptiste.....		10 mai 1875
125	SANTANDREA (Ange-Antoine).....	Matelot à 33 fr.....	18 février 1876
126	1 enfant : Pancrace.....		16 juillet 1876
127	FAYELLA (Étienne).....	Matelot à 24 fr.....	28 juillet 1876
128	MARI (Pierre).....	Maître au cabotage.....	4 octobre 1876
129	DOMINICI (Antoine-Marie).....	Matelot à 36 fr.....	19 septembre 1877
130	2 enfants : Jean-Mathieu.....		12 juin 1878
131	François-Antoine.....		2 août 1878
132	ANTONETTI (Dominique-Marie).....	Matelot à 30 fr.....	3 février 1879
133	1 enfant : Marie-Catherine.....		10 décembre 1879
134	ANGELI (François-Marie).....	Matelot à 27 fr.....	11 mai 1880
135	GIORGI (Dominique).....	Idem à 33 fr.....	3 mars 1881
136	2 enfants : Lucien.....		11 octobre 1881
137	Marie-Anne.....		13 février 1882
138	SCOTTO (Joseph-Thomas).....	Matelot à 33 fr.....	11 avril 1882
139	GIULIANI (Jacques-Marie).....	Idem.....	26 septembre 1882
140	PASQUALI (Pascal).....	Idem à 24 fr.....	17 juin 1883
141	SANTI (Antoine-Marie).....	Idem.....	13 septembre 1883
142	ANTONI (Bernardin-Antoine).....	Idem.....	31 mars 1884
143	NICOLAI (Pierre-Dominique).....	Idem.....	8 juillet 1884
144	GAYINI (Antoine).....	Idem.....	1787.....
145	VARI (Pierre).....	Idem.....	11 octobre 1885
146	CASANOVA (Toussaint).....	Matelot à 33 fr.....	6 avril 1886
147	MATTEI (Jean-Philippe).....	Idem à 27 fr.....	7 août 1886
148	MARGANTETTI (Toussaint-Martin).....	Idem à 24 fr.....	11 juin 1887
149	CARATINI (Pierre-Baptiste).....	Idem.....	15 août 1887
150	CAPELLO (Emmanuel).....	Idem.....	Décembre 1887
151	BAILETTI (Maurice).....	Maître au cabotage.....	20 octobre 1888
152	3 enfants : Jean-de-Dieu.....		8 mars 1889
153	Sauveur.....		9 novembre 1889
154	Virginie-Ascension.....		21 mai 1890
155	COSTA (Antoine).....	Matelot à 30 fr.....	15 janvier 1891
156	1 enfant : Marie-Antoinette.....		25 mai 1891
157	SARI (Pierre).....	Matelot à 36 fr.....	22 octobre 1891
158	1 enfant : Noël.....		17 février 1892
159	LORENZI (Joseph-Antoine).....	Matelot à 27 fr.....	
160	1 enfant : Alexandre.....		
161	SENÈS (Victor).....	Surveillant aux travaux hydrauliques à 70 fr. Journalier au magasin général à 56 fr. 25 cent.	
162	CHANUS (Joseph-Charles).....		
163	1 enfant : Alix-Marius.....		
164	VERRANDO (Antoine-Léonidas).....	Matelot à 24 fr.....	
165	1 enfant : Joseph-André.....		
166	ROUDEN (François-Eugène).....	Maître au cabotage.....	
167	1 enfant : Rosine-Lidvine.....		
168	STAGNETTA (François).....	Maître au cabotage.....	
169	1 enfant : Charles-Louis.....		
170	MANGIAPAN (François).....	Quartier-maître de manoeuvre à 45 ^{fr.}	
171	1 enfant : Charles-Louis.....		
172	ROMANI (Xavier).....	Maître au cabotage.....	
173	GAREANO (Paul).....	Matelot à 27 fr.....	
174	VESCHI (Antoine).....	Idem à 24 fr.....	
175	DONZELLA (Roch-Antoine).....	Maître au cabotage.....	
176	1 enfant : Joseph-Antoine.....		
177	FOCE (Paul).....	Matelot à 27 fr.....	
178	COSTA (Joseph-Marie).....	Idem à 24 fr.....	
179	POLIDORI (Jean-Jérôme).....	Quartier-maître de manoeuvre à 45 ^{fr.}	

Lieu.	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	318 ¹	Ancienneté de services....	Décision du 9 mars 1863.
.....	24	.....	Idem.
.....	240	Ancienneté de services....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	207	Ancienneté de services....	Idem.
.....	447	Idem.....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	222	Ancienneté de services....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	222	Ancienneté de services....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	183	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	135	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	447	Idem.....	Idem.
.....	108	.....	Idem.
.....	24	Le père demi-soldier.....	Idem.
.....	24	Idem.....	Idem.
.....	24	Idem.....	Idem.
.....	324	Ancienneté de services....	Décision du 6 juillet 1863.
.....	24	Le père demi-soldier.....	Idem.
.....	24	Idem.....	Idem.
.....	36	Idem.....	Idem.
.....	24	Idem.....	Idem.
.....	24	Idem.....	Idem.
.....	378	Ancienneté de services....	Idem.
.....	168	Idem.....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	378	Idem.....	Idem.
.....	36	.....	Idem.
.....	168	Ancienneté de services....	Idem.
.....	207	Idem.....	Idem.
.....	270	Idem.....	Idem.

d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.	Date.
72	ZERBINI (Barthélemy-Marie).....	Matelot canotier du service des pêches à Alger, à 70 fr.	1 ^{er} mars 1881
73	OLMI (Joseph).....	Maitre au cabotage.....	7 mai 1881
74	MARLENGO (André).....	Matelot à 30 fr.....	5 mars 1881
75	2 enfants : François-Eugène.....	.....	17 juin 1881
76	Nonciade.....	.....	5 octobre 1881
77	FRIVOLI (Blaise).....	Matelot à 24 fr.....	19 décembre 1881
78	2 enfants : Achille-Raphaël.....	.....	10 février 1882
79	Cécile.....	.....	3 avril 1882
80	OGNO (Simon).....	Matelot à 24 fr.....	17 octobre 1881
81	1 enfant : Marie-Antoinette.....	.....	17 octobre 1881
82	MATTMI (Antoine-Mathieu).....	Matelot à 27 fr.....	28 février 1882
	2 enfants : Pierre.....	.....	Idem.....
	Dominique.....	.....	Idem.....

PARIS, DÉPARTEMENT

1	MIRRE (Joseph-Laurent).....	Maitre au cabotage.....	10 août 1881
2	AVY (Jean-Charles).....	Idem.....	17 août 1881
	MIRRE (Joseph-Laurent).....	Idem.....	
3	1 enfant : Florent.....	.....	11 août 1881

SUPPLÉMENT

SOUS-ARBORES

1	DEFEER (Arnaud-Jean-François).....	Pilote côtier à 90 fr.....	13 octobre 1881
2	SHARP (Louis-Charles-Thomas).....	Maitre au cabotage.....	17 septembre 1881
3	VERSAEILIE (Jean-François).....	Matelot à 30 fr.....	15 septembre 1881
4	COUDÈRE (Jean-Édouard).....	Capitaine au long cours.....	16 août 1881
5	CASSEU (Jean-Baptiste).....	Maitre au cabotage.....	9 septembre 1881
6	BRULÉ (Gaspard-Alphonse).....	Matelot à 24 fr.....	9 juillet 1881
7	ZONNEQUIN (Pierre-Louis).....	Idem.....	31 mai 1881
8	TALLEUX (Jean-Marie-Eudrick).....	Idem.....	27 septembre 1881
9	DOUBLECOURT (Pierre-Jean-Baptiste).....	Idem.....	18 septembre 1881
10	LAMOTTE (Pierre-François-Jean-Baptiste).....	Idem.....	24 mai 1881
11	LERESTE (Laurent-François).....	Quartier-maitre de manœuvre à 48 ^{fr}	16 août 1881
12	POLLET (Jacques).....	Matelot à 27 fr.....	12 août 1881
13	LAVIE (Jean-Jacques-Hippolyte).....	Idem à 24 fr.....	16 septembre 1881
14	AGNERAY (Léonard).....	Idem à 27 fr.....	7 novembre 1881
15	BLONDEL (Charles-Achille).....	Idem à 24 fr.....	17 décembre 1881
16	MALPOY (Jacques-Philippe).....	Idem à 27 fr.....	13 décembre 1881
17	NIÉMAN (André-Eloi).....	Idem.....	30 novembre 1881
18	AMELIN (Pierre-François).....	Maitre au cabotage.....	3 juin 1881
19	BLAMENGIN (Joseph-Adrien).....	Matelot à 27 fr.....	7 septembre 1881
20	DEPIERRE (Jean).....	Idem.....	16 octobre 1881
21	DEMAY (Pierre-Marie).....	Idem à 24 fr.....	16 juillet 1881
22	DEPIERRE (Jacques).....	Idem.....	3 septembre 1881
23	DROUSSANT (Jean-Marie).....	Idem à 27 fr.....	1 ^{er} octobre 1881
24	GIN (Pierre-François).....	Idem à 24 fr.....	5 septembre 1881
25	RAMET (Jean-Pierre).....	Idem à 27 fr.....	19 juillet 1881
26	WADOUX (Jacques-Antoine).....	Idem à 24 fr.....	3 juillet 1881
27	HERBEZ (Pierre-Antoine).....	Idem.....	7 septembre 1881
28	GOURNAY (Pierre).....	Idem à 27 fr.....	12 septembre 1881
29	GOURNAY (Jean-Jacques).....	Idem à 21 fr.....	28 mai 1881
30	NOËL (Louis-Hubert).....	Idem à 24 fr.....	22 août 1881
31	PLACHOT (Nicolas).....	Idem.....	5 novembre 1881
32	MERCIER (Baptiste).....	Quartier-maitre de manœuvre à 48 ^{fr}	3 juillet 1881
33	DEVISME (Jacques-Nicolas).....	Matelot à 24 fr.....	11 octobre 1881
34	GUILBERT (Pierre-Toussaint), dit FIERO ..	Idem à 21 fr.....	28 octobre 1881
35	BRIDENNE (Charles-Antoine).....	Idem à 24 fr.....	16 novembre 1881
36	DELADY (Jean-Charles-Jacques).....	Idem à 27 fr.....	6 juin 1881
37	PETIT (Claude-Jacques).....	Idem.....	21 juin 1881
38	VASSEUR (Jacques-Firmin-Romain).....	Idem à 21 fr.....	24 septembre 1881
39	MACQUET (Jean-Charles).....	Idem à 24 fr.....	2 juillet 1881
40	PAUCHET (Jacques).....	Chef d'escouade à 27 fr.....	12 novembre 1881

Lieux.	QUOTITE de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	318 ^f	Ancienneté de services....	Décision du 6 juillet 1863.
.....	378	Idem.....	Idem.
.....	222	Idem.....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	135	Ancienneté de services....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	24	Le père demi-soldier.....	Idem.
.....	48	Idem.....	Idem.
.....	486	Ancienneté de services....	Décision du 4 mai 1863.
.....	486	Idem.....	Idem.
.....	36	Le père demi-soldier.....	Décision du 2 novembre 1863.
.....	108 ^f	A atteint 60 ans.....	Décision du 7 avril 1863. Sup- plément à sa demi-solde de 270 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 216 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 375 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 216 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 150 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 150 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.

NOMBRES d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.	
11	MARIN (Pierre).....	Matelot à 27 fr.....	24 août
42	CROISIER (Joachim).....	Idem à 33 fr.....	24 février
43	DEPERROIS (Jean-Hippolyte-Henri).....	Quartier-maitre de manœuvre à 48 ^f	8 janvier
44	DEBUI (Charles-Jean-Baptiste).....	Matelot à 27 fr.....	20 août
45	NEUKELMANN (Louis-Benoit).....	Idem à 24 fr.....	1 ^{er} février
46	BUTEZ (Jean-Louis).....	Idem.....	20 août
47	LAVALLEE (Pierre-François).....	Idem.....	7 août
48	FIOUOY (Philippe-Joseph).....	Chef d'escouade à 27 fr.....	15 avril
49	BLONDIN (Jacques-Marc).....	Matelot à 30 fr.....	30 janvier
50	POURE (Jean-Louis).....	Idem à 24 fr.....	8 mai
51	PONCET (Marc-Antoine).....	Idem.....	11 mai
52	DEVOT (Philippe).....	Capitaine au long cours.....	17 mai
53	BEAUVOIS (Jean-Baptiste).....	Matelot à 24 fr.....	28 décembre
54	DELPERRER (Antoine-Joseph).....	Idem.....	8 décembre
55	RANET (Marc-Noël).....	Idem.....	25 août
56	SAUVAGE (Charles).....	Idem.....	12 août
57	ALTAZIN (Louis-Oudart).....	Idem à 27 fr.....	26 août
58	BATTEL (Jean-Baptiste).....	Idem à 24 fr.....	17 août
59	BONISSANT (Pierre-Antoine-Jean-Baptiste).....	Idem.....	24 août
60	DELPERRER (Pierre-Vincent).....	Idem.....	11 août
61	HURET (Jean-Baptiste).....	Idem.....	7 janvier
62	LENELLE (Christophe).....	Idem.....	10 janvier
63	LEMAIRE (Louis-Jacques).....	Idem.....	25 janvier
64	MARTEL (François-Auguste).....	Idem à 33 fr.....	2 février
65	MALFOY (Jacques).....	Idem à 24 fr.....	28 février
66	PINCEY (Jean-Baptiste).....	Idem à 27 fr.....	16 février
67	ROEX (Charles-Antoine).....	Idem à 24 fr.....	31 janvier
68	SAUVAGE (Jean-François-Joseph).....	Idem à 27 fr.....	12 août
69	SAUVAGE (François-Marie).....	Idem à 24 fr.....	21 août
70	TESTARD (Louis-Antoine).....	Idem à 27 fr.....	18 août
71	POIDEVIN (Jacques).....	Idem à 33 fr.....	20 août
72	MOINEL (Constant-Fidélis).....	Deuxième maitre de manœuvre à 63 ^f	15 août
73	MASSON (Jean-Alexis-Victor).....	Matelot à 30 fr.....	8 août
74	LENFANT dit L'ENFANT (Flour).....	Idem à 24 fr.....	1 ^{er} août
75	DELAGROIX (Jean-Baptiste).....	Idem.....	28 août
76	BAILLET (Jacques-François).....	Idem.....	25 août
77	MARCHANT (Alexandre).....	Idem à 33 fr.....	14 août
78	MACQUET (Joseph-Benoit).....	Idem à 24 fr.....	23 août
79	FOURNIER (Jean-François).....	Idem.....	24 août
SOCIÉTÉS.....			
1	GUINÉ (Jean).....	Maitre au cabotage.....	7 juillet
2	VAST (François-Gilbert).....	Matelot à 36 fr.....	20 août
3	DELPERRER (Antoine-Louis-Marie).....	Idem à 24 fr.....	25 août
4	LEMARCHAND (Étienne-Louis).....	Maitre au cabotage.....	10 août
5	GOURMELON (Julien-Marie).....	Quartier-maitre calfat à 33 fr.....	16 août
6	FRIBOULET (Jacques-Barnabé).....	Matelot à 33 fr.....	30 août
7	POTIN (François-Pierre).....	Idem à 24 fr.....	15 août
8	PREVOT (Charles-Manuel).....	Quartier-maitre à 45 fr.....	25 août
9	BIARRÉ (Jean-François).....	Matelot à 27 fr.....	20 août
10	ROGER (Jean-Baptiste-Charles-Guillaume).....	Idem.....	11 août
11	HAUGAIS (Jean-Baptiste-Laurent).....	Idem à 24 fr.....	3 août
12	HUE (Jean-François-Sénateur).....	Idem.....	19 août
13	AUVRAY (Pierre-Jacques-Philippe).....	Idem.....	11 août
14	MOREL (François-Louis-Désiré).....	Idem à 27 fr.....	2 août
15	BLOQUET (Jean-Jacques-Bénoni).....	Idem.....	24 août
16	FLOUEST (Just-Pierre).....	Idem à 24 fr.....	23 août
17	CRETON (François-Thomas).....	Quartier-maitre canonnier à 36 fr.....	23 août
18	NORMAND (Damasse-Bruno).....	Matelot à 24 fr.....	6 août
19	NOREST (Jean-Pierre).....	Idem.....	25 août
20	BOUISE (Jacques-Antoine).....	Idem.....	13 août
21	LEPRÊTRE (Jean-Baptiste-Laurent).....	Idem.....	24 août

NUMÉROS d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.
22	PICARD (Édouard).....	Matelot à 24 fr.....
23	ALLOT (Pierre-Michel).....	Idem à 30 fr.....
24	PIQUET (Paul-Charles).....	Idem à 24 fr.....
25	LEBLOND (Louis-Charles).....	Idem à 27 fr.....
26	DELAMARE (Louis-Philippe).....	Idem.....
27	BERTHOMÉ (Augustin).....	Quartier-maitre de manoeuvre à 25 fr.....
28	LECHEVALIER (Pierre-Louis).....	Matelot à 36 fr.....
29	MORIEU (Jean-Baptiste-Joseph).....	Idem à 24 fr.....
30	DELLIÉ (Nicolas).....	Idem.....
31	ROLLAND (Louis-Marie-Corentin).....	Capitaine au long cours.....
32	VOLLET (Augustin).....	Matelot à 24 fr.....
33	LUCHERT (Pierre).....	Maitre au cabotage.....
34	RICHER (Nicolas-Jean-Honoré).....	Matelot à 33 fr.....
35	NÉE (Alexandre).....	Journalier à 37 fr. 50 cent.....
36	PESTEL (Jean-François).....	Matelot à 24 fr.....
37	LEVASSEUR (Pierre-Mathurin).....	Idem à 21 fr.....
38	FIQUEU (Pierre-Étienne).....	Idem à 27 fr.....
39	LE MAÎTRE (Jean-Nicolas).....	Idem à 24 fr.....
40	HEDOUX (Louis-Antoine-Toussaint).....	Idem à 27 fr.....
41	GROSSET (Adrien-Frédéric-Louis).....	Idem.....
42	ROUX (Jacques-Charles-Victor).....	Idem à 24 fr.....
43	MERLIN (Joseph).....	Idem à 27 fr.....
44	HUE (François-Dominique-Aubin).....	Idem à 24 fr.....
45	LEGRAIN (Louis-Pierre-Bénoni).....	Idem à 30 fr.....
46	CARON (Louis-Joseph).....	Idem à 24 fr.....
47	LEMOUX (Jean-Nicolas).....	Idem.....
48	NORRST (Romain-Jacques).....	Idem.....
49	ROBIN (Joseph-Bruno).....	Idem.....
50	SÉBILLE (Louis-François).....	Idem.....
51	CLAIRÉ (Jacques-Joseph).....	Idem à 33 fr.....
52	DUTOT (Pierre-François-Bienaimé).....	Capitaine au long cours.....
53	TOULMIN (Jacques-André).....	Matelot à 30 fr.....
54	DEURIOT (Jean-Ursin).....	Idem à 24 fr.....
55	NAVARRÉ (Jean-Paul).....	Maitre au cabotage.....
56	FORTIER (Pierre-Paul).....	Idem.....
57	BEAUDRY (Louis-Benjamin).....	Quartier-maitre de manoeuvre à 36 fr.....
58	GUÉRET (Louis-Victor).....	Idem à 45 fr.....
59	GUÉRET (Pierre).....	Matelot à 24 fr.....
60	PRIME (Honoré-Joseph).....	Idem.....
61	GUÉRET (Jean-Baptiste-Guillaume-François).....	Idem.....
1	POULAIN (Adrien-François).....	Maitre au cabotage.....
2	NICOLLET (Alexandre-Anselme).....	Ouvrier forgeron à 57 fr. 50 cent.....
3	LE COUDOUR (Jean-Charles-François).....	Ouvrier serrurier à 50 fr.....
4	VIOLETTE (Louis-Charles-François).....	Ouvrier cordier à 63 fr. 75 cent.....
5	DELAMER (Jean-Baptiste).....	Quartier-maitre de manoeuvre à 36 fr.....
6	FIANT (Julien-Pierre-Louis).....	Matelot à 24 fr.....
7	LECHEVALIER (Jean-Jacques-Théodore).....	Idem à 27 fr.....
8	HUBERT (Noël-Étienne).....	Idem à 24 fr.....
9	JORET (Guillaume-Félix-Michel).....	Idem.....
10	VAUTIER (Joseph).....	Ouvrier tonnelier à 61 fr. 25 cent.....
11	DELANAYE (Jean-Louis-Auguste).....	Gardien de nuit à 49 fr.....
12	FLAMBART (Jean-Baptiste).....	Gabier de port à 49 fr.....
13	LAMI (Pierre).....	Matelot à 24 fr.....
14	GUÉRIN (Charles).....	Idem.....
15	HAMELIN (Pierre-Michel).....	Idem à 27 fr.....
16	DUMESNIL (Pierre-Cyprien).....	Maitre au cabotage.....



NUMÉROS d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.
17	BUNEL (Jean-Baptiste).....	Matelot à 30 fr.....
18	DUPONT (Jean-Baptiste).....	Idem à 27 fr.....
19	LETELLIER (Jean-Baptiste).....	Idem.....
20	HUE (Jean-François-Paul).....	Idem.....
21	HUET (Jean-Baptiste-Ursin).....	Idem.....
22	CAUCHARD (Guillaume-François).....	Deuxième maître de manœuvre à 63 ^{fr.}
23	HERICI (François-Xavier).....	Matelot à 24 fr.....
24	LECHEVALIER (Gilles-Emmanuel).....	Idem à 30 fr.....
25	FIANT (Pierre).....	Idem à 24 fr.....
26	DELAUNAY (Pierre-Louis).....	Quartier-maître canonnier à 36 fr.....
27	MARION (Pierre-Dominique).....	Maître au cabotage.....
28	MORIN (Édouard-Prosper).....	Aide contre-maître perceur.....
1	PICARD (Joseph-Paul).....	Matelot à 27 fr.....
2	BUNEL (François-Laurent).....	Maître au cabotage.....
3	ROSÉ (Pierre-Marie-Jean).....	Idem.....
4	JEAN (Pierre-Joseph-Marie).....	Idem.....
5	BRION (Louis-Adolphe).....	Capitaine au long cours.....
6	ROCHARD (Paul-François).....	Matelot à 24 fr.....
7	L'HOTELLIER (Pierre-André).....	Ouvrier charpentier à 36 fr.....
8	LE GUEN (Aimé-Désiré-Henri).....	Matelot à 27 fr.....
9	LEBBET (François-Joseph).....	Ouvrier calfat à 38 fr. 40 cent.....
10	TRANCHANT (Victor-Julien).....	Idem.....
11	CLÉREAU (François-Jean-Guillaume).....	Matelot à 30 fr.....
12	ANGELIN (Jean-Mathieu).....	Idem à 27 fr.....
13	GERVIN (Pierre-François).....	Idem à 21 fr.....
14	CONVENANT (Julien-Marie).....	Idem à 24 fr.....
15	SOUQUET (Jean-Joseph-Guillaume).....	Idem.....
16	TOURENNE (Jean-Joseph).....	Idem à 30 fr.....
17	MOUSSON (Jacques-Pierre).....	Idem à 36 fr.....
18	DUBARD (Pierre-Joseph-François).....	Idem à 24 fr.....
19	LUCE (Pierre-François-Jacques).....	Idem à 30 fr.....
20	BOURGET (Joseph-Augustin).....	Quartier-maître de manœuvre à 57 ^{fr.}
21	JOSSÉLIN (Jean-Gilles-Séraphin).....	Matelot à 33 fr.....
22	PITRE (Pierre-Jean).....	Idem à 21 fr.....
23	DELAUNE (Pierre-Jacques-Joachim).....	Idem à 36 fr.....
24	OGER (Léonor-Aimé).....	Idem à 24 fr.....
25	PERRIER (François-Jean-Joseph).....	Idem à 27 fr.....
26	PLESSIX (Augustin-Abraham-François).....	Idem.....
27	DUPUIT (Jacques-Pierre).....	Idem à 30 fr.....
28	DULIOT (Jean-François).....	Idem à 27 fr.....
29	LE TERRIER (Charles-Tranquille).....	Maître au cabotage.....
30	PUEL (Jean-Étienne-Louis).....	Matelot à 27 fr.....
31	GRILLON (Pierre-Paul).....	Deuxième maître de manœuvre à 60 ^{fr.}
32	LELOUP (Jean).....	Matelot à 27 fr.....
33	LE ROND (Pierre-Édouard).....	Idem.....
34	BROIZE (Henri).....	Maître au cabotage.....
35	LE BAILLY (Hilaire-Jean-Michel).....	Matelot à 27 fr.....
36	ROULEY (Charles-François).....	Capitaine au long cours.....
37	TRIBHOUT (Jacques-Joseph).....	Matelot à 24 fr.....
38	AUBERT (Louis).....	Idem à 27 fr.....
39	LE COMTE (Jean-Joseph).....	Capitaine au long cours.....
40	LA ROCQUE (Jacques-Antoine).....	Matelot à 24 fr.....
41	FAUVEL (Joseph-François).....	Idem à 30 fr.....
42	HUE (François-Pierre).....	Quartier-maître canonnier à 45 fr.....
43	BAUDRAN (Joseph-Alexis-Marie-Désiré).....	Maître au cabotage.....
44	MENARD (Jean-François).....	Quartier-maître de manœuvre à 48 ^{fr.}
45	ABÉ (Jean-Marie-Julien).....	Maître au cabotage.....

Lieu.	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	72 ^f	A atteint 60 ans.....	Décision du 29 juin 1863. Supplément à sa demi- solde de 174 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 130 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 180 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 130 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
.....	72	Aggravation de blessures..	Idem de 150 fr.
.....	72 ^f	A atteint 60 ans.....	Décision du 2 mars 1863. Supplément à sa demi- solde de 120 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 216 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 375 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 150 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 210 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 174 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 174 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 174 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 180 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 216 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 375 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 375 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 150 fr.
.....	108	Idem.....	Décision du 20 juillet 1863. Supplément à sa demi- solde de 270 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 150 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 270 fr.

NUMÉROS d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.	
46	LE DEMESLÉ (François-Bernard).....	Matelot à 33 fr.....	14 fr.
47	PITEL (Charles-Michel-Marie).....	Idem à 27 fr.....	1 ^{re} 14
48	HELLAND (François-Marie).....	Maître au cabotage.....	3 fr.
49	BRÉGEON (Toussaint-Frédéric).....	Capitaine au long cours.....	16 fr.
50	AUBÉ (Charles-Louis).....	Matelot à 30 fr.....	4 fr.
51	DUBOIS (Hippolyte).....	Idem à 27 fr.....	18 fr.
52	LOQUEN (Jean).....	Idem à 24 fr.....	17 fr.
53	LOQUEN (Julien-François).....	Idem.....	18 fr.
54	MARCEL (Étienne-Pierre).....	Quartier-maître de manœuvre à 39 f.	27 fr.
55	BRIÈRE (Honoré-Pierre).....	Matelot à 27 fr.....	4 fr.
56	BUOT (Hippolyte-Victor-Julien).....	Maître au cabotage.....	16 fr.
57	GAULTIER (Jean-Marie-François).....	Matelot à 24 fr.....	16 fr.
58	LE ROY (Isaac-Pierre).....	Quartier-maître de manœuvre à 39 fr.	16 fr.
59	MORVAN (Pierre-Étienne).....	Matelot à 30 fr.....	18 fr.
60	LE GIEMLLE (Jean-Pierre).....	Idem à 36 fr.....	18 fr.
61	COSTARD (Charles).....	Idem à 24 fr.....	11 fr.
62	DOUVILLE (Joseph-Marie).....	Idem.....	11 fr.
63	DECHEMIN (Louis-Aimé).....	Idem à 36 fr.....	18 fr.
64	ESNOL (Pascal-François).....	Idem à 27 fr.....	18 fr.
65	GRESLÉ (Michel).....	Maître au cabotage.....	16 fr.
66	LOBBENAYE (Clément).....	Matelot à 27 fr.....	17 fr.
67	BONENFANT (Pierre-Jacques-Thomas-Julien).....	Idem.....	18 fr.
68	GIBAUD (Victor-Marie).....	Idem à 24 fr.....	19 fr.
69	DUJARDIN (Louis-Désiré).....	Idem.....	16 fr.
70	BESSIER (Louis).....	Idem à 27 fr.....	18 fr.
71	HALAIS (Jern).....	Idem à 21 fr.....	12 fr.
72	MOITIER (Pierre-Marie).....	Idem à 27 fr.....	18 fr.
SOCIÉTÉ			
1	LE VAILLANT (François).....	Maître au cabotage.....	17 fr.
2	LE BESCONT (Pierre).....	Forgeron à 57 fr. 50 cent.....	16 fr.
3	CHAUVIN (François-Paul).....	Journalier à 42 fr. 50 cent.....	16 fr.
4	BARTHE (Joseph-Marie).....	Idem à 45 fr.....	16 fr.
5	DENNIEL (Yves-Marie).....	Matelot à 30 fr.....	11 fr.
6	DOURZALL (Jean-Marie).....	Ouvrier cordier à 60 fr.....	19 fr.
7	MEZOU (François).....	Idem.....	19 fr.
8	LE COZ (Jacques-Christophe-Valentin)...	Contre-maître peintre à 97 fr. 50 c.	9 fr.
9	LE VERN (Jacques-Louis).....	Forgeron à 52 fr. 50 cent.....	18 fr.
10	BILLANT (Louis-Marie-Julien).....	Cordier à 60 fr.....	17 fr.
11	SÉGALEN (Yves-Marie).....	Forgeron à 57 fr. 50 cent.....	18 fr.
12	STEPHAN (Michel-Jean).....	Gardien de vaisseau à 46 fr.....	19 fr.
13	MORVAN (François).....	Matelot à 24 fr.....	16 fr.
14	LE DU (Pierre-Paul-Marie).....	Forgeron à 33 fr. 60 cent.....	18 fr.
15	ROBERT (Florent-Sébastien).....	Écrivain à 83 fr. 35 cent.....	18 fr.
16	FLOCH (Joseph).....	Maçon à 63 fr. 75 cent.....	18 fr.
17	POTTIER (Pierre-Jean-Mathurin).....	Idem.....	18 fr.
18	BESNARD (Guillaume-François).....	Tailleur de pierres à 78 fr. 75 cent.	18 fr.
19	NÉDELLEC (Pierre-Marie).....	Maçon à 63 fr. 75 cent.....	18 fr.
20	BONIN (Yves-Marie).....	Forgeron à 53 fr. 75 cent.....	18 fr.
21	LE BAOT (Guillaume).....	Matelot à 24 fr.....	16 fr.
22	LE DER (Hervé).....	Ouvrier à la pavillonnerie à 63 fr. 75 c.	18 fr.
23	BOURDOLOUX (Louis).....	Gardien de vaisseau à 52 fr. 25 cent.	18 fr.
24	DEUDÉ (Vincent-Joseph).....	Idem.....	18 fr.
25	COSTIQU (Jean-François).....	Gabier de port à 49 fr.....	18 fr.
26	BRIEND (Julien-François-Louis).....	Quartier-maître de manœuvre à 39 fr.	17 fr.
27	DAYOT (Pierre-Augustin-Mathurin).....	Matelot à 33 fr.....	19 fr.
28	MEHEUT (Olivier-Julien).....	Idem à 24 fr.....	18 fr.
29	MONCEL (Jean-Marie).....	Idem.....	18 fr.
30	MEUNIER (Louis-Jean).....	Maître au cabotage.....	16 fr.
31	ORRAN (Pierre-Julien-Augustin).....	Matelot à 30 fr.....	18 fr.

Lieux.	QUOTIENT de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
st.....	72 ¹	A atteint 60 ans.....	Décision du 20 juillet 1863. Supplément à sa demi-solde de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 216 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 375 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 174 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 135 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 150 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 370 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 210 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 216 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
-Loup.	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	108 ¹	A atteint 60 ans.....	Décision du 25 février 1863. Supplément à sa demi-solde de 270 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 150 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 180 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	108	Idem.....	Idem de 294 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 180 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 210 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 216 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 180 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 180 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 150 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.

NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.

QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.

32	L'HOTELLIER (Jean-Louis).....	Matelot à 24 fr.....	6 jan
33	GUÉGUEN (Jean-François-Gilles-Mathurin).....	Idem à 36 fr.....	27 mai
34	JOUANESSE (Amand-Fidèle-Constant).....	Idem.....	18 jan
35	DASORNE (Louis-Claude).....	Idem.....	17 jan
36	LEHÉLIDU (Jean-Baptiste).....	Idem à 33 fr.....	1 août
37	CONOR (Pierre-Toussaint-Olivier).....	Idem à 27 fr.....	17 mai
38	THOMAS (François-Marie).....	Idem à 33 fr.....	10 mai
39	MILON (Jean-Louis).....	Idem à 24 fr.....	15 mai
40	NICOL (Louis-Augustin).....	Idem à 27 fr.....	10 mai
41	OLLIVIER (Pierre-Marie).....	Maitre au cabotage.....	12 mai
42	GAGNE (Jean).....	Matelot à 24 fr.....	7 mai
43	LE SAUX (Jean-Marie).....	Idem à 27 fr.....	1 mai
44	ROBIN (Pierre).....	Idem à 30 fr.....	1 mai
45	TANGUY (Joseph).....	Maitre au cabotage.....	6 mai
46	MOAL (Yves).....	Idem.....	6 mai
47	MARZIN (Jacques).....	Quartier-maitre canonnier à 45 fr.....	9 mai
48	TUDO (François).....	Matelot à 27 fr.....	1 mai
49	DOARÉ (Hyacinthe-Jean-Marie).....	Idem à 24 fr.....	3 mai
50	TOUVEL (Jacques-Marie).....	Idem.....	15 mai
51	JAFFRÉZIC (Yves-Etienne).....	Idem à 27 fr.....	2 mai
52	NIVINIC (Fidèle-Yves-Marie).....	Idem à 30 fr.....	21 mai
53	GUILLOU (Sébastien-Jean-Marie).....	Idem à 24 fr.....	10 mai
54	LE GUIRIEC (François).....	Idem à 27 fr.....	22 mai
55	CHAPALAIS (Jacques).....	Idem.....	9 mai
56	MAUGUEN (Jean).....	Idem à 24 fr.....	23 mai
57	CASTREC (Jean-Guillaume).....	Idem à 33 fr.....	10 mai
58	BELBÉOCH (Jean-Vincent).....	Idem à 24 fr.....	27 mai
59	FORNALIS (Henri-Marie).....	Menuisier à 57 fr. 50 cent.....	16 mai
60	POUPON (Jean-Marie-Guinolé).....	Matelot à 24 fr.....	10 mai
61	GOUÉRÉ (Jean-Marie).....	Idem.....	4 mai
62	MARCHANDEAU (Théodore-Henry).....	Forgeron à 60 fr.....	14 mai
63	GODEFRIN (Jean-Marie).....	Maitre au cabotage.....	14 mai
64	PRIGERT (Gouloen-Joseph-Marie).....	Matelot à 27 fr.....	31 mai
65	SIMON (Hamon-Marie).....	Maçon à 58 fr. 75 cent.....	26 mai
66	BROUARD (Pierre-Joseph).....	Matelot à 30 fr.....	26 mai
67	TIREL (François-Casimir-Louis).....	Idem.....	26 mai
68	MICHEL (Laurent-Marie).....	Idem à 24 fr.....	17 mai
69	PÉRIGAUD (Jean-François).....	Idem à 36 fr.....	5 mai
70	THOMAS (Jean-Louis).....	Idem à 30 fr.....	26 mai
71	DENIS (François-Marie).....	Quartier-maitre de manœuvre à 45 fr.....	14 mai
72	FRÉMIN (Jean-François).....	Matelot à 33 fr.....	14 mai
73	TARIN (Mathurin-Louis).....	Idem à 24 fr.....	14 mai
74	HELLO (Jean-François).....	Idem à 33 fr.....	27 mai
75	ROBERT (Jean-Louis).....	Idem à 27 fr.....	17 mai
76	DELANOË (Mathurin-Louis).....	Idem à 26 fr.....	17 mai
77	HERVÉ (Jean-Louis).....	Idem.....	10 mai
78	COUPÉ (François-Charles).....	Idem à 30 fr.....	7 mai
79	ANDRÉ (Yves).....	Idem à 27 fr.....	5 mai
80	GEFFROY (François).....	Quartier-maitre de manœuvre à 35 fr.....	7 mai
81	LE HÉGARAT (Roland).....	Matelot à 24 fr.....	14 mai
82	LANCELOT (Félix).....	Maitre au cabotage.....	1 mai
83	JANVIER (Sébastien-Daniel).....	Matelot à 30 fr.....	1 mai
84	ADAM (François).....	Idem.....	6 mai
85	PERROT (Jean-Marie-Michel).....	Idem.....	7 mai
86	LE BRIS (François-Marie).....	Idem à 24 fr.....	12 mai
87	GUÉGÉNIAT (Alain-Marie).....	Idem à 27 fr.....	10 mai
88	VERN (Jean-Marie).....	Idem à 24 fr.....	10 mai
89	BOSSENNEC (Louis).....	Idem.....	1 mai
90	QUILLIVIC (Thomas-Nicolas).....	Idem.....	1 mai
91	LE GUYADER (Marc).....	Idem.....	14 mai
92	PÉZENNEC (Jean-François).....	Idem à 36 fr.....	1 mai

Idem.	QUANTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	72 ^f	A atteint 60 ans.....	Décision du 23 février 1863. Supplément à sa demi-solde de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 174 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 174 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 216 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 150 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 174 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Décision du 29 juin 1863. Supplément à sa demi-solde de 180 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 180 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 180 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 150 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 210 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 174 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.

1	DREYX (Jean-François).....	Matelot à 27 fr.....	27
2	CAUDAL (Clarle).....	Idem.....	28
3	LE DRIFF (Gil las).....	Idem à 30 fr.....	28
4	LE GOURON (Mathurin).....	Quartier-maitre de manoeuvre à 38 fr.....	29
5	LE BIBAY (Mathurin).....	Matelot à 24 fr.....	30
6	ROBINNEC (Jean-Baptiste).....	Idem.....	31
7	LE BARON (Yves).....	Idem.....	32
8	CORLAY (Jean-Pierre).....	Ouvrier serrurier à 60 fr.....	33
9	GUILLEMETTE (Mathurin).....	Ouvrier menuisier à 60 fr.....	34
10	JAHYER (François).....	Ouvrier scieur de long à 60 fr.....	35
11	ESVAN (Noël-Joseph-Marie).....	Idem à 55 fr.....	36
12	NICOLAS (Joachim).....	Ouvrier charpentier à 51 fr. 75 cent.....	37
13	EVEN (François).....	Ouvrier forgeron à 63 fr. 75 cent.....	38
14	LE GARP (Gildas).....	Journalier à 52 fr. 50 cent.....	39
15	YVON (Simon).....	Matelot à 24 fr.....	40
16	LE TRESE (Joseph).....	Maitre au cabotage.....	41
17	LUDEC (Gilles).....	Idem.....	42
18	LE HÉCHO (Pierre).....	Idem.....	43
19	PIRAUX (Joseph-Marie).....	Idem.....	44
20	CERO (Joseph).....	Matelot à 24 fr.....	45
21	TEAL (George-Marie).....	Idem à 30 fr.....	46
22	LEGBEGAN (Louis).....	Idem.....	47
23	CERO (Guillaume).....	Idem à 24 fr.....	48
24	KGATANI (Pierre-Marie).....	Maitre au cabotage.....	49
25	BEVLS (François-Marie).....	Idem.....	50
26	LE DIVELLIC (Toussaint).....	Matelot à 24 fr.....	51
27	BELLANGE (Yves).....	Idem.....	52
28	PENCHANT (François-Marie).....	Idem.....	53
29	LE MOYEC (Salomon).....	Idem.....	54
30	THOMAS (Joachim).....	Idem à 30 fr.....	55
31	BOUCHÉ (Jean-Marie).....	Idem à 27 fr.....	56
32	DAVID (Mathurin).....	Idem à 30 fr.....	57
33	DIAMÉDO (Pierre-Julien).....	Maitre au cabotage.....	58
34	DAVID (Jean-François).....	Matelot à 24 fr.....	59
35	LE DUVERAT (Joseph-Léonard).....	Maitre au cabotage.....	60
36	MAHEO (Louis).....	Matelot à 24 fr.....	61
37	HERVIS (François).....	Idem.....	62
38	LEVLE (Joseph).....	Idem.....	63
39	BOUHE (Jean-Marie).....	Idem.....	64
40	LAUNAY (Jean-Marie).....	Idem.....	65
41	COLIN (Nicolas).....	Idem à 36 fr.....	66
42	JEOLIER (Jean-Edouard-Désiré).....	Idem à 30 fr.....	67
43	LOREC (Mathieu).....	Idem à 36 fr.....	68
44	BERNÉ (Joseph).....	Idem.....	69
45	ADAM (Noël).....	Quartier-maitre de manoeuvre à 36 fr.....	70
46	GIOIREC (Jean-Marie).....	Journalier à 45 fr.....	71
47	JAFFRE (Louis-Marie).....	Idem à 37 fr. 50 cent.....	72
48	LE BARON (Vincent).....	Idem à 24 fr.....	73
49	LE CORVEC (Pierres-Marie).....	Idem à 30 fr.....	74
50	LE DIEBREDER (Célio).....	Idem.....	75
51	LE QUER (Gildas).....	Matelot à 30 fr.....	76
52	SALAHEN (Jean-François).....	Idem à 24 fr.....	77
53	STEPHAN (Joseph).....	Idem.....	78
54	STEPHAN (Joseph-Marie).....	Idem à 27 fr.....	79
55	FOULIER (Julien).....	Journalier à 45 fr.....	80
56	SALAUN (Olivier-Marie).....	Forgeron à 55 fr.....	81
57	KNO (Jean-Joseph).....	Maitre au cabotage.....	82
58	BAUDE (Dominique).....	Matelot à 24 fr.....	83
59	RAFFRAY (Théophile-Hippolyte-Clément).....	Ouvrier ajusteur à 63 fr. 75 cent.....	84
60	MESTRAIC (Yves-François).....	Journalier à 47 fr. 50 cent.....	85

Lieux.	QUOTITE de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
	72	A atteint 60 ans.	Décision du 4 mai 1863. Sup- plément a sa demi-solde de 120 fr.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem de 150 fr.
	72	Idem.	Idem de 95 fr.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem de 180 fr.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem de 246 fr.
	72	Idem.	Idem de 180 fr.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem de 95 fr.
	72	Idem.	Idem de 270 fr.
	108	Idem.	Idem.
	108	Idem.	Idem.
	108	Idem.	Idem.
	108	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem de 95 fr.
	72	Idem.	Idem de 120 fr.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem de 95 fr.
	108	Idem.	Idem de 270 fr.
	108	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem de 95 fr.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem de 120 fr.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem.
	108	Idem.	Idem de 270 fr.
	72	Idem.	Idem de 95 fr.
	108	Idem.	Idem de 270 fr.
	72	Idem.	Idem de 95 fr.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem de 120 fr.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Décision du 20 juillet 1863. Supplément a sa demi-solde de 120 fr.
	72	Idem.	Idem de 150 fr.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem de 95 fr.
	72	Idem.	Idem de 120 fr.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem de 95 fr.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem de 120 fr.
	72	Idem.	Idem de 150 fr.
	72	Idem.	Idem de 180 fr.
	72	Idem.	Idem de 285 fr.
	72	Idem.	Idem de 95 fr.
	72	Idem.	Idem de 180 fr.
	72	Idem.	Idem de 150 fr.

NUMÉROS d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.	
61	SIMON (Guillaume).....	Journalier à 52 fr. 50 cent.....	17
62	DENIS (François-Marie).....	Ouvrier aux constructions navales à 63 fr. 75 cent.....	21
63	MAHÉ (Joseph).....	Matelot à 24 fr.....	20
64	MAHÉO (Joseph-Marie).....	Maître au cabotage.....	20
65	BEVEN (Georges).....	Matelot à 24 fr.....	25
66	CRÉQUER (Joachim).....	Idem à 30 fr.....	18
67	JOLIVET (Thomas).....	Idem à 24 fr.....	27
68	COFORNIC (Julien).....	Maître au cabotage.....	27
69	LE HÉCHO (Joachim).....	Matelot à 24 fr.....	13
70	BELHOMME (Jean-Joseph).....	Quartier-maître à 36 fr.....	21
71	RÉAUL (Jean-Marie-Xavier).....	Matelot à 24 fr.....	23
72	LE BOURG (Jean).....	Idem.....	14
73	TAILLÉ (Vincent).....	Idem à 36 fr.....	4
74	LE MAÎTRE (Jacques).....	Idem à 27 fr.....	5
75	POERCHAUD (Joseph-François).....	Maître au cabotage.....	13
76	OZENNE (Louis).....	Matelot à 24 fr.....	4
77	BOULNER (Jean-Pierre).....	Idem à 27 fr.....	13
78	JÉGO (Yves-Jean-Marie).....	Idem à 24 fr.....	29
79	LE PORT (Joseph-Marie).....	Idem à 30 fr.....	21
80	LE GUEN (Hippolyte-Joseph-Désiré).....	Idem à 24 fr.....	22
81	LE MOING (Joseph).....	Idem à 27 fr.....	2
82	LE CORVEC (Joachim).....	Idem à 36 fr.....	17
83	BINVEL (Jean-Marie).....	Idem à 27 fr.....	12
84	LE MENACH (Joseph).....	Idem.....	17
85	HÉMON (Guy-Marie).....	Idem à 24 fr.....	29
86	GUEZEL (Joseph-Marie).....	Idem à 33 fr.....	22
87	MAREC (Étienne).....	Maître au cabotage.....	19
88	ALLANIC (Sylvestre).....	Matelot à 24 fr.....	3
89	LE GURUN (Gildas).....	Idem.....	29
90	THOMAS (Jean-Marie).....	Idem.....	17
91	DROUAL (Jean-Baptiste).....	Maître au cabotage.....	3
92	CLÉMENT (Louis).....	Matelot à 27 fr.....	18
93	SAMZEN (Jean-Marie).....	Idem à 33 fr.....	18
94	LE GURUN (Joseph).....	Idem à 24 fr.....	16
95	GALENNE (Pierre-Gérard).....	Idem à 27 fr.....	22

SOTS-18

1	OLLIVE (Pierre).....	Quartier-maître de manœuvre à 36 ^{fr}	4
2	CHOIMÈTE (Louis).....	Matelot à 24 fr.....	1
3	RAVILLY (Augustin).....	Maître au cabotage.....	13
4	ALLAIN (François).....	Idem.....	13
5	RICHÉ (Louis-Nicolas-Edouard).....	Matelot à 27 fr.....	18
6	DUPRILOU (Jean).....	Ouvrier fondeur à 55 fr.....	4
7	CHAUVET (Louis-Darfil).....	Capitaine au long cours.....	27
8	ROUSSEAU (Jean).....	Quartier-maître de manœuvre à 52 ^{fr}	17
9	AUDIBERT (Jean-Pierre).....	Maître au cabotage.....	19
10	GOBIN (Julien).....	Idem.....	19
11	HARDY (Jean-Marie).....	Matelot à 27 fr.....	30
12	CHAUVET (Michel-Honoré).....	Idem à 30 fr.....	17
13	MARQUER (Pierre-Narcisse).....	Idem à 24 fr.....	18
14	PAPIN (Eugène).....	Maître au cabotage.....	18
15	LESPIERT (Louis).....	Idem.....	15
16	PHILIPPE (Pierre-Marie).....	Idem.....	17
17	PIHOUR (Pierre-Joseph).....	Idem.....	17
18	KMAÇON (Pierre-Marie).....	Matelot à 24 fr.....	1
19	THOBIE (Jean-François).....	Idem à 27 fr.....	29
20	LABÉ (Jean-Laurent).....	Maître au cabotage.....	14
21	VADJOYEUX (François).....	Idem.....	17
22	BIGOT (Pierre).....	Idem.....	17
23	BERNARD (François).....	Matelot à 30 fr.....	20
24	COCHARD (Généreux).....	Idem.....	20

Lieux.	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	72 ^f	A atteint 60 ans.....	Décision du 20 juillet 1863. Supplément à sa demi-solde de 180 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
doines.....	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 174 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 174 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	A atteint 60 ans.....	Décision du 4 mai 1863. Sup- plément à sa demi-soldé de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
.....	108	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 180 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 339 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 150 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 216 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
.....	108	Idem.....	Idem.
.....	108	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 216 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 174 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
.....	108	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 216 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.

NUMÉROS d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.	Date
25	BROBAND (Philippe).....	Matelot à 27 fr.....	30 décembre
26	CHERUVAIS (François).....	Idem à 30 fr.....	8 octobre
27	BUREAU (François).....	Idem à 24 fr.....	29 janvier
28	GIRAudeau (André-Pierre).....	Capitaine au long cours.....	20 mars 18
29	MÉTAYER (Vincent-Olivier).....	Maître au cabotage.....	12 mai 18
30	COURTOIS (Napoléon-Alexandre).....	Capitaine au long cours.....	26 février
31	BONIN (Louis).....	Matelot à 24 fr.....	13 février
32	THUILLIER (Simon-René).....	Ouvrier fondeur à 131 fr. 25 cent..	19 février
33	MENESTRIER (Charles).....	Ouvrier ajusteur à 118 fr. 75 cent..	12 avril
34	BATEL (Désiré-Armand).....	Matelot à 24 fr.....	11 mai
35	GARNIER (Pierre-François).....	Menuisier à 93 fr. 75 cent.....	18 février
36	CHAPÉ (Jean-Baptiste-Michel).....	Ouvrier ajusteur à 100 fr.....	23 octobre
37	DUBIN (Jean-Alexis).....	Maître au cabotage.....	21 avril
38	MONNIER (Pierre).....	Gardien d'établissement à 43 fr.....	6 décembre
39	MENUEY (François).....	Matelot à 24 fr.....	5 juin 18
40	BIGEL (Claude-Joseph).....	Ouvrier ajusteur à 112 fr. 50 cent..	24 juin 18
41	POUPONNEAU (Achille-Jules).....	Capitaine au long cours.....	28 octobre
42	KECK (Charles-Félix).....	Ouvrier ajusteur à 70 fr.....	18 septembre
43	GARINO (Louis).....	Matelot à 27 fr.....	18 février
44	BELLAMY (Michel-Marie).....	Idem à 24 fr.....	4 février
45	CÉSAR (Jean-Baptiste).....	Idem à 27 fr.....	11 janvier
46	PINOIR (Jean-Baptiste-Pierre).....	Idem.....	2 mai 18
47	LANAIE (Pierre).....	Maître au cabotage.....	15 janvier
48	XEAU (Étienne).....	Matelot à 33 fr.....	24 mars 18
49	AUGUSTIN (Étienne).....	Idem à 24 fr.....	5 mai 18
SOUS-ARMEMENT			
1	ROY (Joseph-Henri).....	Quartier-maître à 36 fr.....	2 janvier
2	LAMIT (Jean).....	Ouvrier charpentier à 50 fr.....	12 août 18
3	GODEAU (Jean).....	Quartier-maître de manœuvre à 36 ¹	5 août 18
4	GUERIN (Louis).....	Matelot à 24 fr.....	13 novembre
5	MORISSON (Jean-Joseph).....	Maître au cabotage.....	30 juin 18
6	PAJEOT (Alexis).....	Deuxième maître canonnière à 69 fr.....	1 ^{er} novembre
7	VILNEAU (Charles-Adrien).....	Matelot à 24 fr.....	8 juin 18
8	BERNARD (Pierre).....	Maître au cabotage.....	15 novembre
9	BERNARD (Daniel).....	Matelot à 27 fr.....	18 juin 18
10	BORNY (Jean).....	Idem à 24 fr.....	20 novembre
11	GROISARD (Jean-Pierre).....	Quartier-maître de manœuvre à 35 ¹	1 ^{er} octobre
12	MAINIÈRE (François-Louis).....	Matelot à 30 fr.....	15 juillet 18
13	GRISKT (Maurice-Benjamin).....	Deuxième maître de manœuvre à 63 ¹	21 novembre
14	CAILLAUD (Victor-Jacques).....	Matelot à 30 fr.....	Idem.....
15	RABAUD (Jacques-Julien).....	Idem.....	7 décembre
16	CAILLAUD (Pierre).....	Idem à 27 fr.....	3 novembre
17	SARDIER (Joseph-Benjamin).....	Matelot chauffeur à 27 fr.....	30 août
18	BRUN (Jacques).....	Matelot à 30 fr.....	16 janvier
19	GUÉRINEAU (Alexis).....	Idem à 27 fr.....	21 novembre
20	NICOLLEAU (Élie).....	Quartier-maître de manœuvre à 39 ¹	21 février
21	VALIN (Jean).....	Matelot à 30 fr.....	23 janvier
22	MÉNARD (Pierre-Télesphore).....	Maître au cabotage.....	24 janvier
23	POIROUD (François-Jérôme).....	Quartier-maître de manœuvre à 35 ¹	21 novembre
24	RICHARD (Fidèle).....	Matelot à 30 fr.....	30 décembre
25	BREMAUD (Jean-Élie).....	Quartier-maître de manœuvre à 39 ¹	18 avril 18
26	MONARD (Charles-Pierre-André).....	Quartier-maître canonnière à 42 fr.....	16 janvier
27	ROUET (Louis-François-Julien).....	Capitaine au long cours.....	15 janvier
28	RIVAUD (Paul-Louis).....	Maître au cabotage.....	12 mai 18
29	CLERGEON (Jacques).....	Deuxième maître canonnière à 63 fr.....	29 avril
30	DUGOUA (Jean-Alexandre).....	Capitaine au long cours.....	1 ^{er} janvier
31	BARAUD (Vincent).....	Matelot à 24 fr.....	11 février

Lieux.	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
	72 ^f	A atteint 60 ans.....	Décision du 4 mai 1863. Sup- plément à sa demi-solde de 120 fr.
	72	Idem.....	Idem de 174 fr.
	72	Idem.....	Décision du 6 juillet 1863. Supplément à sa demi-solde de 96 fr.
	108	Idem.....	Idem de 375 fr.
	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
	108	Idem.....	Idem de 375 fr.
	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
	108	Idem.....	Idem de 393 fr.
	108	Idem.....	Idem de 357 fr.
	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
	108	Idem.....	Idem de 285 fr.
	108	Idem.....	Idem de 300 fr.
	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
	72	Idem.....	Idem de 210 fr.
	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
	108	Idem.....	Idem de 339 fr.
	108	Idem.....	Idem de 375 fr.
	72	Idem.....	Idem de 216 fr.
	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
	72	Idem.....	Idem.
	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
	72 ^f	A atteint 60 ans.....	Décision du 20 avril 1863. Supplément à sa demi-solde de 120 fr.
	72	Idem.....	Idem de 180 fr.
	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
	72	Idem.....	Idem de 216 fr.
	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
	72	Idem.....	Idem de 150 fr.
	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
	72	Idem.....	Idem de 180 fr.
	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
	72	Idem.....	Idem.
	72	Idem.....	Idem.
	72	Idem.....	Idem.
	72	Idem.....	Décision du 29 juin 1863. Supplément à sa demi-solde de 120 fr.
	72	Idem.....	Idem.
	72	Idem.....	Idem de 150 fr.
	72	Idem.....	Idem de 174 fr.
	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
	72	Idem.....	Idem de 150 fr.
	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
	72	Idem.....	Idem de 150 fr.
	72	Idem.....	Idem.
	108	Idem.....	Idem de 375 fr.
	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
	72	Idem.....	Idem de 180 fr.]
	108	Idem.....	Idem de 375 fr.
	72	Idem.....	Idem de 96 fr.

1	BUNEAU (Philibert).....	Matelot à 30 fr.....	21
2	GUÉRIN (Joseph).....	Deuxième maître de manœuvre à 69 ^{fr.}	11
3	BATLAC (Jean).....	Journalier à 42 fr. 50 cent.....	12
4	MASSÉ (Jean).....	Deuxième maître de manœuvre à 60 ^{fr.}	21
5	CASTANET (Joseph).....	Quartier-maître de manœuvre à 36 ^{fr.}	17
6	HEULAN (Émile-Édouard-Pierre).....	Chef journalier à 65 fr.....	24
7	ARDOUIN (Pierre).....	Capitaine au long cours.....	16
8	AUDURÉAU (Jean).....	Maître au cabotage.....	27
9	GAY (Pierre).....	Idem.....	17
10	PITON (Guénolez).....	Matelot à 30 fr.....	13
11	LEMALLE (Jean).....	Maître au cabotage.....	18
12	MARTIN (Jean), dit MARTINET.....	Matelot à 24 fr.....	19
13	SAINT-ANDRÉ (Louis).....	Maître au cabotage.....	24
14	ETCHEGARAY (Jean).....	Idem.....	5
15	RICQUET (Raymond).....	Matelot à 24 fr.....	12
16	FERRÉOL (Vincent).....	Capitaine de trincadoure à 100 fr.....	29
17	LADER (Jean).....	Matelot à 24 fr.....	19
18	PONGE (Jean).....	Maître au cabotage.....	17
19	MASSÉ (Alexis-Gabriel).....	Matelot à 27 fr.....	17
20	AILLET (Pierre-Joseph-Marie).....	Idem à 33 fr.....	18
21	ROBINSON (Louis-Joseph).....	Idem à 27 fr.....	11
22	BOUCHARD (François).....	Idem.....	19
23	DESCOMBES (Pierre).....	Journalier à 42 fr. 50 cent.....	21
24	ALPHONSE (Jean-Denis), dit DENIS (Jean-Alphonse).....	Capitaine au long cours.....	24
25	SIMONET (Louis).....	Idem.....	13
26	THIEBAU (Mathurin).....	Matelot à 36 fr.....	23
27	RABÈRE (Laurent).....	Maître au cabotage.....	7
28	LATAPIE (Martin).....	Idem.....	24
29	ONDICOLA (Martin).....	Matelot à 27 fr.....	20
30	BEAROUET (Jean-François).....	Idem.....	13
31	HODUSSET (Pierre).....	Idem à 24 fr.....	10
Sous-AI			
1	AYCARDY (Pierre-Pascal-Marin).....	Maître au cabotage.....	27
2	PONSARD (Jean-Louis).....	Deuxième maître canonnier à 63 fr.....	2
3	DENEGRIS (Laurent).....	Matelot à 30 fr.....	2
4	BOUES (Marius-Claude).....	Idem à 27 fr.....	2
5	ROBERT (Jean-André).....	Idem à 33 fr.....	1
6	GARCIN (Pierre-Joseph).....	Capitaine au long cours.....	21
7	PATÉS (Christophe-Antoine).....	Matelot à 24 fr.....	21
8	FOURNIER (Jean-Baptiste).....	Idem à 30 fr.....	12
9	MOUREN (Joseph-Marius).....	Idem à 24 fr.....	27
10	POURQUIER (Joseph-Martin-Gilbert).....	Capitaine au long cours.....	11
11	BERLE (Antoine-Lazare).....	Matelot à 24 fr.....	2
12	GUBERT (Pons-Eugène).....	Capitaine au long cours.....	2
13	RIVAL (Jean-Pierre).....	Maître au cabotage.....	24
14	TAILLADE (Jean-Baptiste).....	Matelot à 27 fr.....	20
15	ROQUETTE (Dominique).....	Idem.....	11
16	DANOY (Laurent).....	Idem à 30 fr.....	16
17	ARNAUD (Alexis).....	Idem.....	19
18	RIVES (Bernard).....	Idem.....	10
19	GUENNE (Frédéric).....	Quartier-maître canonnier à 39 fr.....	10
20	GRIZAUD (Baptiste).....	Matelot à 24 fr.....	7
21	BOULBÈNS (Honoré).....	Quartier-maître à 36 fr.....	20
22	JAULIÉ (André).....	Matelot à 30 fr.....	13
23	BAUDOUIN (Jean).....	Idem.....	23
24	BOURBON (Antoine).....	Idem à 27 fr.....	16
25	PÉGOURIER (Sever).....	Idem.....	16

Lieux.	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
AUX.	72 ^f	A atteint 60 ans.....	Décision du 27 avril 1863. Supplément à sa demi-solde de 120 fr. Idem de 216 fr. Idem de 150 fr. Idem de 246 fr. Idem de 120 fr. Idem de 216 fr. Idem de 375 fr. Idem de 216 fr. Idem de 270 fr. Idem de 120 fr. Idem de 270 fr. Idem de 96 fr. Idem de 270 fr. Idem de 216 fr. Idem de 96 fr. Idem de 300 fr. Idem de 96 fr. Décision du 29 juin 1863. Supplément à sa demi-solde de 270 fr. Idem de 120 fr. Idem de 174 fr. Idem de 120 fr. Idem. Idem de 150 fr. Idem de 270 fr. Idem de 375 fr. Idem de 120 fr. Idem de 216 fr. Idem. Idem de 120 fr. Idem. Idem de 96 fr.
N.E.	72 ^f	A atteint 60 ans.....	Décision du 19 janvier 1863. Supplément à sa demi-solde de 216 fr. Idem de 180 fr. Idem de 120 fr. Idem. Idem. Idem de 375 fr. Idem de 96 fr. Idem de 174 fr. Idem de 96 fr. Idem de 375 fr. Idem de 96 fr. Idem de 468 fr. Idem de 270 fr. Idem de 120 fr. Idem. Idem. Idem. Idem. Idem. Idem de 150 fr. Idem de 96 fr. Idem de 120 fr. Idem. Idem. Idem. Idem.

NOMES d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.	Da
26	JOUVE (Barthélemy)	Matelot à 24 fr.....	13 novem
27	FOURÉS (Pierre).....	Quartier-maitre de manoeuvre à 36 fr.....	18 octob
28	BARTH (Jean-Étienne), dit BARD.....	Matelot à 24 fr.....	29 octob
29	GRIMAL (Jean).....	Idem.....	23 juillet
30	SOLET (Barthélemy).....	Quartier-maitre de manoeuvre à 36 fr.....	25 octob
31	BRISTAUD (Antoine).....	Matelot à 27 fr.....	2 octob
32	TARBOULIECH (Jean-Étienne).....	Idem.....	24 mai
33	OLIVIER (Jean-Honoré).....	Maitre au cabotage.....	30 juillet
34	NÈGRE (Noël).....	Idem.....	9 septem
35	PIQUET (Jean).....	Quartier-maitre à 36 fr.....	19 juillet
36	SERRE (Florentin).....	Idem à 52 fr.....	13 octob
37	MARTIN (Jean).....	Matelot à 27 fr.....	10 août
38	POIZE (Claude).....	Idem à 24 fr.....	25 mai
39	BAUZAN (Joseph).....	Idem à 36 fr.....	6 août
40	RICHAUD (Trophime-Gaspard).....	Quartier-maitre à 42 fr.....	10 octob
41	FERRAUD (Jean-Baptiste-Joseph-Lazare).....	Deuxième maitre de manoeuvre à 60 fr.....	31 août
42	GIRARD (Jean-Paul).....	Idem à 60 fr.....	28 novem
43	BRUN (Augustin-Marie-Joseph).....	Matelot à 27 fr.....	24 octob
44	GUERIN (François-Marius).....	Idem à 30 fr.....	8 juin
45	PICQ (Étienne-Marius-Félix).....	Capitaine au long cours.....	17 mai
46	BÈRENGER (Pierre-Vincent).....	Quartier-maitre de manoeuvre à 42 fr.....	20 août
47	BARTHÉLEMY (Jean-Clément).....	Quartier-maitre à 48 fr.....	23 novem
48	PONSARD (Pierre).....	Matelot à 36 fr.....	28 novem
49	RONCAJOLA (Joseph-Marie).....	Chauffeur à 27 fr.....	7 decem
50	LANGUASCO (Antoine-Baptiste).....	Quartier-maitre de manoeuvre à 36 fr.....	7 novem
51	NICOLAÏ (Charles).....	Deuxième maitre de manoeuvre à 70 fr.....	26 janv
52	SALOMEZ (Henri-Alphonse).....	Capitaine au long cours.....	19 novem
53	BARON (Jean-Baptiste-Vincent).....	Matelot à 24 fr.....	21 janv
54	CARLES (Jean).....	Quartier-maitre de manoeuvre à 36 fr.....	22 avril
55	CAPURRO (Jean-Joseph-Marie-Michel).....	Deuxième maitre de manoeuvre à 63 fr.....	16 mai
56	BAUDILLON (Antoine).....	Quartier-maitre canonnier à 42 fr.....	17 mai
57	BEIGNE (Charles-Joseph).....	Capitaine au long cours.....	13 janv
58	BERNARD (Joseph).....	Matelot à 24 fr.....	29 mai
59	GIRAUD (Jean-Pierre).....	Idem.....	14 mai
60	PIERREGUES (Antoine-Victorin-Clément).....	Capitaine au long cours.....	25 novem
61	MÉRIC (Jean-Baptiste).....	Matelot à 27 fr.....	23 novem
62	JOURDAN (Jean-Baptiste).....	Idem à 24 fr.....	28 janv
63	SEMERILE (François-Marie).....	Quartier-maitre de manoeuvre à 42 fr.....	1 ^{er} novem
64	GAUBERT (Bernard).....	Maitre au cabotage.....	28 novem
65	FONTÉS (Pierre).....	Matelot à 30 fr.....	31 decem
66	AZIBERT (Jean-Pierre).....	Maitre au cabotage.....	18 janv
67	MOUREUT (Jean-Pierre-Pascal).....	Idem.....	10 avril
68	LOUBATIÈRES (André).....	Idem.....	13 avril
69	PATRI (André).....	Quartier-maitre de manoeuvre à 45 fr.....	30 novem
70	GAILLARD (Raymond).....	Aide-canonnier à 36 fr.....	2 avril
71	AZIBERT (Pierre).....	Matelot à 30 fr.....	20 novem
72	AZIBERT (Maitre).....	Idem.....	21 avril
73	MOUREUT (Joseph-Parfait).....	Idem à 27 fr.....	15 novem
74	FAURAN (Jean-Baptiste).....	Idem.....	4 mai
75	MALGUIER (Jacinthe).....	Idem.....	5 novem
76	MOUREUT (Simon).....	Idem à 24 fr.....	7 mai
77	BREMOND (François).....	Idem à 27 fr.....	18 novem
78	PY (François).....	Maitre au cabotage.....	18 novem
79	VIROS (Jean).....	Matelot à 27 fr.....	7 decem
80	CANAL (Vincent).....	Quartier-maitre canonnier à 45 fr.....	2 mai
81	CHIFFRE (André).....	Matelot à 33 fr.....	12 novem
82	FRANCÈS (Sébastien).....	Quartier-maitre de manoeuvre à 36 fr.....	20 janv
83	PERRONNEILLE (Jacques-Vincent-Antoine).....	Matelot à 24 fr.....	12 janv

Lieux.	QUOTITE de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
	72	A atteint 60 ans.	Décision du 19 janvier 1863. Supplément à sa demi-solde de 96 fr.
	72	Idem.	Idem de 120 fr.
	72	Idem.	Idem de 96 fr.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem de 120 fr.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem.
	108	Idem.	Idem de 170 fr.
	108	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem de 120 fr.
	72	Idem.	Idem de 150 fr.
	72	Idem.	Idem de 120 fr.
	72	Idem.	Idem de 96 fr.
	72	Idem.	Idem de 120 fr.
	72	Idem.	Idem de 150 fr.
	72	Idem.	Idem de 216 fr.
	72	Idem.	Idem de 180 fr.
	72	Idem.	Idem de 120 fr.
	72	Idem.	Idem.
	108	Idem.	Idem de 375 fr.
	72	Idem.	Idem de 210 fr.
	72	Idem.	Décision du 13 juillet 1863. Supplément à sa demi-solde de 150 fr.
	72	Idem.	Idem de 120 fr.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem de 216 fr.
	108	Idem.	Idem de 375 fr.
	72	Idem.	Idem de 96 fr.
	72	Idem.	Idem de 120 fr.
	72	Idem.	Idem de 216 fr.
	72	Idem.	Idem de 210 fr.
	108	Idem.	Idem de 375 fr.
	72	Idem.	Idem de 96 fr.
	72	Idem.	Idem.
	108	Idem.	Idem de 339 fr.
	72	Idem.	Idem de 120 fr.
	72	Idem.	Idem de 96 fr.
	72	Idem.	Idem de 210 fr.
	108	Idem.	Idem de 370 fr.
	72	Idem.	Idem de 120 fr.
	108	Idem.	Idem de 370 fr.
	108	Idem.	Idem.
	108	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem de 150 fr.
	72	Idem.	Idem de 120 fr.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem de 96 fr.
	72	Idem.	Idem de 120 fr.
	108	Idem.	Idem de 370 fr.
	72	Idem.	Idem de 120 fr.
	72	Idem.	Idem de 150 fr.
	72	Idem.	Idem de 120 fr.
	72	Idem.	Idem.
	72	Idem.	Idem de 96 fr.

NUMÉROS d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.	
84	XIFFRE (Laurent-Roch).....	Matelot à 33 fr.....	26 avril
85	COLOMINES (Côme).....	Idem à 24 fr.....	7 avril
86	MOUILLÉRAC (Étienne-Pascal).....	Idem.....	14 mai
87	MATHIEU (Joseph).....	Ouvrier charpentier à 30 fr.....	10 mai
88	AMIEL (Henri).....	Maître au cabotage.....	2 décembre
89	MALLET (Michel).....	Quartier-maître de manœuvre à 45 ^f	30 décembre
90	BAS (Joseph-Emmanuel).....	Maître au cabotage.....	29 avril
91	RAMON (François-Vincent).....	Deuxième maître de manœuvre à 60 fr.....	11 mai
92	GOURMANDIN (Étienne).....	Quartier-maître de manœuvre à 36 ^f	4 février
93	CULLIER (Guillaume).....	Maître au cabotage.....	19 avril
94	BRUEL (Jacques).....	Quartier-maître de manœuvre à 36 ^f	14 avril
95	REY (Laurent).....	Maître au cabotage.....	18 avril
96	ANGELIER (Vincent).....	Quartier-maître de manœuvre à 36 ^f	13 juin
97	LUSSE (Jacques).....	Matelot à 30 fr.....	28 juin
98	BARET (Antoine).....	Idem à 27 fr.....	13 juin
99	GENIER (Claude).....	Idem à 24 fr.....	21 juin
100	ROUX (Pierre).....	Idem.....	9 décembre
101	DURAND (Léon).....	Quartier-maître à 45 fr.....	21 novembre
102	FOUQUE (Simon-Étienne).....	Maître au cabotage.....	18 février
103	RIBBE (Antoine-Marcellin).....	Idem.....	21 avril
104	BONNET (Étienne).....	Quartier-maître canonnier à 39 fr.....	24 novembre
105	SIBILET (Joseph-Michel).....	Capitaine au long cours.....	24 février
SOUSS-ALPHONSE			
1	VASSAL (Jean-Baptiste).....	Ouvrier scieur de long à 55 fr.....	25 mai
2	GUEIRARD (Jean-François).....	Idem.....	23 avril
3	LANATA (Bernard-Pierre).....	Deuxième maître de manœuvre à 63 ^f	30 juin
4	GARELLO (Pascal-Nicolas).....	Matelot à 27 fr.....	9 septembre
5	ARÈNE (Joseph-Evariste).....	Ouvrier forgeron à 63 fr. 75 cent.....	21 novembre
6	ALLÈGRE (Jacques-Michel).....	Capitaine au long cours.....	17 juillet
7	SASTRE (Pierre-Joseph-Clément).....	Matelot à 24 fr.....	22 novembre
8	DANIEL (Jean-Joseph-Bonaventure).....	Deuxième maître de manœuvre à 69 ^f	16 juillet
9	DANIEL (Jean-Louis).....	Maître au cabotage.....	6 août
10	ROUVIER (Louis-Paul-François-Xavier).....	Pilote côtier à 90 fr.....	4 décembre
11	CHEILAN (Joseph-Toussaint-Tropez).....	Maître au cabotage.....	15 septembre
12	VERNET (Jacques-Ignace).....	Quartier-maître canonnier à 45 fr.....	4 août
13	BARBIER (Alexandre-Tropez).....	Matelot à 27 fr.....	21 septembre
14	HUGUES (Balthazar).....	Capitaine au long cours.....	29 octobre
15	MAGNIQUER (Honoré).....	Matelot à 24 fr.....	21 août
16	SIMON (Étienne).....	Deuxième maître de manœuvre à 60 ^f	7 juin
17	SAUTERON (Honoré-Bruno).....	Quartier-maître de manœuvre à 45 ^f	25 septembre
18	MERLE (Pierre-Joseph).....	Idem à 36 fr.....	16 septembre
19	SPRING (Jean-Jacques-Mathieu).....	Matelot à 27 fr.....	27 octobre
20	ROBERT (Omer-Désiré).....	Idem à 24 fr.....	2 décembre
21	ANTOMARCHI (Jean-Luc).....	Idem à 30 fr.....	29 mai
22	LOTA (Joseph).....	Maître au cabotage.....	5 août
23	MARCANTETTI (Ange-Marie).....	Matelot à 27 fr.....	24 septembre
24	TAVERA (Baptiste).....	Idem à 24 fr.....	16 octobre
25	CAMUGLI (Dominique).....	Idem à 27 fr.....	17 octobre
26	SENÈS (François-André).....	Idem à 24 fr.....	25 novembre
27	SEMORELLE (Antoine).....	Quartier-maître de manœuvre à 48 ^f	3 janvier
28	GAZET (Louis).....	Ouvrier au déblayement des bois à 58 fr. 75 cent.....	4 novembre
29	ESTIENNE (Jean-Antoine).....	Quartier-maître de manœuvre à 42 ^f	14 mai
30	DANIEL (Clair - Augustin - Noël - Louis-Edouard).....	Matelot à 27 fr.....	2 janvier
31	SAUVAIRE (Antoine-Rey).....	Quartier-maître de manœuvre à 42 ^f	6 janvier
32	CUSIN (Nicolas-Antoine).....	Deuxième maître de manœuvre à 60 ^f	25 février
33	MARTINENQ (Louis-Marcellin-Alphonse).....	Ouvrier forgeron à 60 fr.....	19 janvier

Lieux.	Quotité de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
nt-de-la-Salanque.....	72 ^f	A atteint 60 ans.....	Décision du 13 juillet 1863. Supplément à sa demi-solde de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 150 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 180 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 150 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
.....	108	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 150 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 375 fr.
.....	72	A atteint 60 ans.....	Décision du 9 mars 1863. Sup- plément à sa demi-solde de 180 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 180 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 216 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 339 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 150 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 375 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 180 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 150 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Décision du 6 juillet 1863.
.....	72	Idem.....	Supplément à sa demi-solde
.....	72	Idem.....	de 96 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 150 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 180 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 150 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 150 fr.
.....	72	Idem.....	Idem de 180 fr.
.....	72	Idem.....	Idem.

NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS	
34 BÉRENGUIER (Jean-François).....	Matelot à 27 fr.....	11 ans
35 GANTEL (François-Joseph).....	Maître au cabotage.....	8 ans
36 AGARRA (Louis-Étienne-Pons).....	Capitaine au long cours.....	11 ans
37 CHARLOIS (Jean-Joseph-Fortuné).....	Matelot à 24 fr.....	31 ans
38 MARCAND (Maximio-François).....	Ouvrier à la scierie à 57 fr. 50 cent.....	21 ans
39 JOUGLAS (François-Esprit-André).....	Deuxième maître de manœuvre à 65 fr.....	11 ans
40 OLIVIER (Jacques-François).....	Maître au cabotage.....	29 ans
41 GRANIER (François-Charles).....	Idem.....	20 ans
42 QUEIROLO (Jean-Baptiste).....	Quartier-maître de manœuvre à 52 fr.....	25 ans
43 AUGIER (Charles-François).....	Quartier-maître voilier à 52 fr.....	25 ans
44 GARDANE (Mathieu-Tropez).....	Matelot à 30 fr.....	22 ans
45 CAYASSE (Jean-Baptiste).....	Maître au cabotage.....	24 ans
46 VACHIER (Jean-Joseph).....	Deuxième maître canonnier à 63 fr.....	5 ans
47 NICOLET (Pierre).....	Quartier-maître canonnier à 59 fr.....	12 ans
48 JEANCARD (Pierre-Marie).....	Matelot à 27 fr.....	17 ans
49 ISNARD (Jean).....	Idem.....	16 ans
50 HUGUES (Jean-Baptiste).....	Idem.....	15 ans
51 NICOLET (Honoré).....	Idem à 30 fr.....	16 ans
52 CHANIEL (Jacques).....	Idem à 24 fr.....	23 ans
53 ARAGNE (Augustin-Toussaint).....	Idem à 27 fr.....	18 ans
54 REPETTI (Barthélemy).....	Idem à 24 fr.....	18 ans
55 CASEVEGGHIE (François-Pancrace).....	Idem à 27 fr.....	18 ans
56 LAMBERTI (André).....	Idem à 30 fr.....	21 ans
57 SARI (Antoine).....	Idem à 33 fr.....	21 ans
58 BASTELICA (Pierre).....	Idem.....	21 ans
59 LUIGI (Pierre-Toussaint).....	Idem à 24 fr.....	5 ans
60 ANGELI (François-Marie).....	Idem à 27 fr.....	11 ans

PARIS. 1861

1 GAUTIER (Alexandre-Jean-Auguste).....	Ouvrier forgeron à 60 fr.....	15 ans
2 MORVAN (Adolphe-Édouard).....	Ouvrier artificier à 52 fr. 50 cent.....	7 ans
3 MASSON (Henri-Charles).....	Contre-maître à l'artillerie à 106 fr. 25 c.....	12 ans
4 DUROIS (François).....	Deuxième maître de manœuvre à 69 fr.....	24 ans
5 SAIGNES (Pierre).....	Contre-maître forgeron à 90 fr.....	17 ans
6 GUÉNAU (Jean).....	Maître charbonnier à 50 fr.....	21 ans
7 CLOISRAUX (Jean-Marie).....	Ouvrier chauffeur à 55 fr.....	12 ans
8 TROYEL (Louis).....	Manœuvre à 55 fr.....	12 ans
9 TORLOT (Pierre-Germain).....	Ouvrier cloutier à 50 fr.....	12 ans
10 VANNIER (Jean).....	Ouvrier martineur à 55 fr.....	12 ans
11 RIGNEAUT (Pierre).....	Ouvrier visiteur de chaînes à 60 fr.....	12 ans
12 POLISSIEUX (Laurent).....	Ouvrier frappeur à 55 fr.....	12 ans
13 BERNARD (Gilbert).....	Manœuvre à 60 fr.....	11 ans
14 PETIT (Gilbert).....	Idem.....	11 ans
15 BERTOIN (Pierre-Louis).....	Ouvrier frappeur à 63 fr. 75 cent.....	8 ans
16 COTTANCEAU (Joseph).....	Ex-ouvrier ajusteur à 112 fr. 50 c.....	8 ans
17 LATIR.....	Interprète à 33 fr. 33 cent.....	11 ans
18 MÉNÉROUD (Repelin-Isidore).....	Ouvrier mouleur à 63 fr. 75 cent.....	12 ans
19 COUILLEBOIS (Edme).....	Aide contre-maître à 83 fr. 75 cent.....	12 ans
20 MAUNOIR (Paul).....	Burineur à 50 fr.....	12 ans
21 FOUROUX (Antoine).....	Manœuvre à 55 fr.....	12 ans
22 PELAUT (Charles).....	Frappeur à 55 fr.....	12 ans
23 RAPIAUX (Jean).....	Forgeron à 63 fr. 75 cent.....	12 ans
24 MOUTET (Jean).....	Manœuvre à 60 fr.....	12 ans
25 AZIBERT (Jean-Baptiste).....	Maître au cabotage.....	12 ans
26 JOSEPH, dit FAYETTE.....	Idem.....	12 ans
27 CHARVEIN (Gabriel).....	Contre-maître au magasin général à 87 fr. 50 cent.....	12 ans
28 RAMBERT (Joseph).....	Ouvrier chauffeur à 63 fr. 75 cent.....	12 ans

Lieux.	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
	72 ^f	A atteint 60 ans.....	Décision du 6 juillet 1863. Supplément à sa demi- solde de 120 fr.
	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
	108	Idem.....	Idem de 375 fr.
	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
	72	Idem.....	Idem de 180 fr.
	72	Idem.....	Idem de 288 fr.
	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
	108	Idem.....	Idem.
	72	Idem.....	Idem de 150 fr.
	72	Idem.....	Idem.
	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
	72	Idem.....	Idem de 180 fr.
	72	Idem.....	Idem de 150 fr.
	72	Idem.....	Idem de 174 fr.
	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
	72	Idem.....	Idem.
	72	Idem.....	Idem.
	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
	72	Idem.....	Idem de 174 fr.
	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
	72	Idem.....	Idem.
	72	Idem.....	Idem de 96 fr.
	72	Idem.....	Idem de 168 fr.
	72 ^f	A atteint 60 ans.....	Décision du 4 mai 1863. Sup- plément à sa demi-solde de 180 fr.
	72	Idem.....	Idem.
	108	Idem.....	Idem de 318 fr.
	72	Idem.....	Idem de 288 fr.
	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
	72	Idem.....	Idem de 180 fr.
	72	Idem.....	Idem.
	72	Idem.....	Idem.
	72	Idem.....	Idem.
	72	Idem.....	Idem.
	72	Idem.....	Idem.
	72	Idem.....	Idem.
	72	Idem.....	Idem.
	72	Idem.....	Idem.
	72	Idem.....	Idem.
	108	Idem.....	Idem de 336 fr.
	72	Idem.....	Idem de 120 fr.
	72	Infirmités.....	Décision du 20 juillet 1863. Supplément à sa demi- solde de 180 fr.
	108	Idem.....	Idem de 252 fr.
	72	A atteint 60 ans.....	Idem de 180 fr.
	72	Idem.....	Idem.
	72	Idem.....	Idem.
	72	Idem.....	Idem.
	72	Idem.....	Idem.
	108	Idem.....	Idem de 270 fr.
	108	Idem.....	Idem.
France.	108	Idem.....	Idem de 264 fr.
is.	72	Infirmité contractée au ser- vice.	Décision du 2 novembre 1863. Supplément à sa demi- solde de 180 fr.

NOM ET PRÉNOM DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.	SOUS-ARRONDISSEMENT
1 CHABANEL (Jacqueline-Sophie), veuve de LANGHETÉE (Charles-François-Joseph).	Maitre au cabotage.....	15 d'arr.
2 1 enfant : Camille-Mathilde-Sophie.....	.....	13 d'arr.
3 CARPENTIER (Rose-Eugénie), veuve de VANWAELEFHEM (Louis-François).	Quartier-maitre à 45 fr.....	6 d'arr.
4 LAVALLÉE (Marie-Antoinette), veuve de ZOONEKINDT (Jean-Pierre).	Matelot à 24 fr.....	29 d'arr.
5 BOONE (Pétronille-Jeanne-Catherine), veuve de LANGHETÉE (Chrétien-Pierre).	Pilote côtier à 72 fr.....	16 d'arr.
6 NOETS (Rose-Élisabeth-Jeanne), veuve de PLAETEVOET (Gaspard-Melchior-Balthazar).	Matelot à 21 fr.....	30 d'arr.
7 CHARELS (Virginie-Catherine-Cécile), veuve de ROBERT (Jean-Baptiste).	Idem à 24 fr.....	22 d'arr.
8 FRÉDRICK (Marie-Jeanne-Pétronille), veuve de BOMMELAER (Joseph-Charles).	Idem.....	15 d'arr.
9 MAUBERT (Barbe-Henriette), veuve de VYERS (Pierre-Jean).	Idem à 36 fr.....	8 d'arr.
10 LOORIUS (Anne-Thérèse), veuve de MARSEN (Mathien).	Idem à 24 fr.....	23 d'arr.
11 LEBOUCK (Joséphine-Pétronille), veuve de FARETIER (Jacques-François-Laurent).	Idem.....	16 d'arr.
12 AGNERAY (Catherine-Bélonie), veuve de LEVAVASSEUR (François-Vincent).	Idem à 36 fr.....	16 d'arr.
13 LE BRUN (Henriette-Athalie), veuve de MALFOY (Pierre-Antoine).	Idem à 33 fr.....	13 d'arr.
14 4 enfants : Henriette-Claudine ... ..	.....	27 d'arr.
15 Athalie-Henriette.....	.....	22 d'arr.
16 Pierre-Guillaume.....	.....	21 d'arr.
17 Henriette-Louise.....	.....	24 d'arr.
18 JOLY (Anne-Amélie-Céline), veuve de FAILLANT (Louis-Bernard-Ferdinand).	Capitaine au long cours.....	31 d'arr.
19 MONIER (Antoinette), veuve de DELPORTE (Pierre-Claude).	Matelot à 24 fr.....	2 d'arr.
20 MASCOT (Rosalie), veuve de MULARD (Jacques-Antoine).	Idem.....	1 d'arr.
21 SCHAUB (Jeanne), veuve de DELABI (Jean-Nicolas).	Idem.....	8 d'arr.
22 DELPIERRE (Marie-Anne), veuve de LEGÉ (Jean-Baptiste-Robert-Prosper).	Idem à 27 fr.....	27 d'arr.
23 SIABASSE (Catherine-Charlotte), veuve de ALIS (Joseph-Louis).	Idem à 30 fr.....	25 d'arr.
24 DUBOIS (Marguerite), veuve de DELPIERRE (Jean-Pierre).	Idem à 24 fr.....	11 d'arr.
25 LEPRÉTRE (Marie-Josèphe-Antoinette-Isabelle), veuve de DELPIERRE (Jean-Jacques).	Idem.....	19 d'arr.
26 ALTAXIN (Marguerite), veuve d'ÉTIENNE (Louis-Marie).	Idem.....	28 d'arr.
27 DE ROI (Amélie-Françoise), veuve de HEINBOREL (Jean).	Idem.....	24 d'arr.
28 BLANPAIN (Marie-Françoise-Catherine), veuve de LECRIVAIN (Julien).	Idem.....	8 d'arr.
29 GOURNAY (Marguerite-Françoise), veuve de MALFOY (Antoine).	Idem.....	17 d'arr.
30 RAMET (Françoise-Charlotte), veuve de RAMET (Charles-Louis-François).	Idem.....	9 d'arr.
31 DÉGARDIN (Marie-Antoinette-Joséphine), v ^e de BLANPAIN (Jean-Baptiste-Antoine).	Idem.....	2 d'arr.
32 RIQUIER (Marie-Louise), veuve de SANNIER (Dominique-Antoine).	Idem à 30 fr.....	24 d'arr.
33 MACQUET (Geneviève), veuve de FONTAINE (Charles-Louis).	Idem à 24 fr.....	13 d'arr.

PHELINS.

Lieux.	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	18 5	Ancienneté des services du mari.	Décision du 7 avril 1863.
.....	36	.....	<i>Idem.</i>
.....	114	Ancienneté des services du mari.	
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	149	Le mari demi-soldier	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	98	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Branches	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	98	Ancienneté des services du mari.	<i>Idem.</i>
.....	98	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	96	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	185	Le mari demi-soldier	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	98	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	98	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	98	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>

NUMÉROS d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.	
34	HAGNÉRE (Marie-Anne-Françoise), veuve de BOUVILLE (Jean-Baptiste-Charles-Louis).	Matelot à 24 fr.....	7 déc
35	4 enfants : Charles-Adolphe-Honoré .....	.....	16 mai
36	Jean-Baptiste-Jacques.....	.....	20 sept
37	Marguerite-Ulphine.....	.....	1 ^{er} juil
38	Marie-Mathilde.....	.....	23 mar
39	MARGEZ (Jeanne-Marie-Joséphine), veuve de VANNORBECKE (Mathieu-Louis-Jean).	Maître au cabotage.....	25 juil
40	CARAMELLE (Marie-Anne), veuve de LECORRE (Louis-Laurent).	Matelot à 27 fr.....	14 sept
41	VERSCHOOTE (Louise-Catherine), veuve de DENOYELLE (Pierre-Charles).	Idem à 24 fr.....	29 août
42	DELALONDE (Anne-Marie), veuve de DEVOS (François-Constant).	Idem.....	15 mai
43	MARQUETTE (Louise-Adélaïde), veuve de CROSKE (François-Constant-Désiré).	Idem à 36 fr.....	8 juil
44	WARNIER (Marie-Claudine-Mélanie), veuve de BATEMAN (Jean-Joseph).	Capitaine au long cours.....	11 mai
45	LAVALLEE (Marie-Catherine), veuve de LAMOUR (Pierre-Antoine).	Matelot à 24 fr.....	13 déc
46	LAVALLE (Marie-Antoinette), veuve de FRÉSIERS (Pierre-Louis).	Idem.....	2 avril
47	FOURNIER (Marie-Antoinette), veuve de LEPRÊTRE (Jean-Pierre-Joseph).	Idem à 30 fr.....	24 fév
48	MALFOY (Anne-Jeanne), veuve de GOURNAY (Jacques-Henry).	Idem à 24 fr.....	25 juil
49	COLLIEZ (Marianne-Françoise), veuve de PAIN (Pierre-Antoine).	Idem à 21 fr.....	8 fév
50	MARBIER (Élisabeth), veuve de LEDOUX (Alexandre-Joseph).	Idem à 24 fr.....	30 mar
51	COPPENALLE (Geneviève), veuve de DELA-NOYE (Jean-Marie-François).	Idem.....	3 fév
52	HUBERT (Marguerite-Caroline), veuve de LORIN (Charles-Guillaume-Antoine).	Idem à 27 fr.....	1 ^{er} mar
53	GIN (Émilie), veuve de DEMAY (Louis-Jacques-Pierre).	Idem à 24 fr.....	21 fév
54	DENAEYER (Sereine-Euphémie), veuve de BROUSSENT (Jacques-Denis).	Idem à 27 fr.....	11 juil
55	CRESSON (Désirée), veuve de LETURC (Jean-Joseph).	Idem à 30 fr.....	8 mar
56	ROUX (Marie-Anne-Françoise), veuve de CALOIN (Pierre-Antoine).	Matelot à 24 fr.....	24 mar
57	HURET (Cécile-Joséphine-Claudine), veuve de DUHAMEL (Antoine-Michel).	Idem.....	13 juil
58	BEL (Thérèse-Adélaïde), veuve de TERNISIEN (Joseph-Alexandre).	Idem.....	9 déc
59	VINCENT (Marie-Marguerite-Scholastique), veuve de TIGNY (Charles-Pascal).	Idem.....	27 mar
60	WADOUX (Marie-Élisabeth-Euphrasine), veuve de BOUCHART (Benoît).	Idem à 30 fr.....	13 mar
61	TROUDE (Marie-Marguerite), veuve de WACONGNE dit LAVIOLETTE (Benoît).	Idem à 24 fr.....	14 fév
SOTS-ARR			
1	RUAX (Félicité), veuve de CARDIN (Étienne-Frédéric).	Maître au cabotage.....	27 mar
2	CLÉMENT (Constance), veuve de DUMESNIL (Pierre-Eugène).	Matelot à 24 fr.....	6 déc
3	GODEBOUT (Marguerite-Marie-Aimée), veuve de LARCHEVÊQUE (Jacques-Henry).	Quartier-maître de manœuvre à 36 ^{fr} .	6 sept
4	DUVAL (Anne-Rose-Adèle), veuve de LECOQ (Jean-Simon).	Matelot à 24 fr.....	7 mar
5	PESQUET (Rose-Sophie), veuve de LOISEL (Jacques-Nicolas).	Idem.....	10 mar

Lieux.	QUANTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	85 ^f	Ancienneté des services du mari.	Décision du 7 avril 1863.
.....	96	.....	Idem.
.....	185	Le mari demi-soldier	Décision du 19 juin 1863.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	242	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Ancienneté des services du mari.	Idem.
.....	85	Le mari demi-soldier.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	149	Le mari demi-soldier.....	Décision du 16 mars 1863.
.....	85	Ancienneté des services du mari.	Idem.
.....	98	Le mari demi-soldier	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.

NUMÉROS d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.	Dates
6	COQUET (Marie-Ursule-Olive), veuve de LE- FEBVRE (François-Marin-Clovis).	Matelot à 36 fr.....	24 février
7	MICHEL (Victorine-Désirée) .....	.....	26 avril
	— (Isémie).....	.....	19 mars
	orphelines de		
	MICHEL (Jacques-Augustin).....	Matelot à 36 fr.	
8	CAUMONT (Adélaïde - Elise), veuve de DE- RANTY (Jean-Baptiste-Philippe).	Capitaine au long cours.....	23 janvier
9	GIFFARD (Pauline-Anastasie), veuve de SAILLOT (Jacques-Louis).	Maître au cabotage.....	16 juin
10	LOUVEL (Marie-Jeanne-Henriette), veuve de PRÉVOT (Charles-Manuel).	Quartier-maître à 45 fr.....	21 juillet
11	FLOUEST (Marthe-Céline-Renée), veuve de BOUCHER (Alexandre-François).	Quartier-maître de manœuvre à 39 ^l .	5 janvier
12	FLOUEST (Bonne-Joséphine), veuve de GONDRÉ (Sénateur-Romain).	Matelot à 27 fr.	7 janvier
13	GRANCHE (Aimable - Victoire - Eugénie), veuve de LECLERC (Auguste-Clovis-Eu- gène).	Idem à 24 fr.	16 mai
14	VALAIS (Marie-Thérèse), veuve de DUPLAT (François-Michel).	Idem.....	26 mai
15	DUMOUCHEL (Marie-Anne-Légalité), veuve de MIÈGE (Pierre-Joseph).	Idem.....	29 mai
16	HAGUET (Marie-Madeleine-Désirée), veuve de CORNU (Paul-Michel).	Idem.....	3 décembre
17	GONDRÉ (Adélaïde-Marie-Madeleine-Mar- guerite), veuve de FONTENIER (Louis- Michel).	Idem.....	3 juin
18	DANOIS (Rose-Désirée-Catherine), veuve de LAMIDEL (Philippe-Adrien).	Idem.....	19 décembre
19	MERCIER (Adélaïde-Joséphine), veuve de SERRA (Jacques-Lambert).	Idem.....	11 décembre
20	DESSOYEZ (Marie-Jeanne), veuve de THE- ROUDE (Pierre-Jacques).	Idem.....	24 avril
21	CHARLEMAINE (Flore-Émilie), veuve de COULON (Robert-Amand-Narcisse).	Maître au cabotage	30 septembre
22	VAINS (Isabelle-Athalie-Victorine), veuve de GAY (Jean).	Idem.....	28 mai
23	LECHEVALIER (Fortunée-Louisa), veuve de VALLOIS (Jean-Charles-Adolphe).	Capitaine au long cours.....	21 mai
24	DUVAL (Marie-Anne), veuve de VÈQUE (Pierre).	Matelot à 24 fr.....	1 ^{er} septembre
25	DESHAYS (Aglac-Cécile), veuve de LESER- GEANT (François-Samson).	Capitaine au long cours.....	25 février
26	1 enfant : Cécile-Berthe .....	.....	6 janvier
27	JEANNE dite DRIEU (Aspasie-Madeleine), veuve de GICQUEL (Honoré-Guillaume).	Matelot à 27 fr.....	16 mai
28	1 enfant : Antoinette-Aspasie .....	.....	21 septembre
29	POTTIER (Estelle-Aglac), veuve de LAVIE (Pascal).	Matelot à 24 fr.	17 janvier
30	1 enfant : Marie-Louise.....	.....	28 janvier
31	VAUTIER (Thérèse-Augustine), veuve de THÉLOT (François).	Matelot à 36 fr.	20 avril
32	DURANDE (Angélique-Françoise), veuve de DUTERTRE (Hippolyte-Ferdinand).	Idem.....	28 février
33	BARTHÉLEMY (Jeanne-Joséphine), veuve de HANGUET (Charles-Alphonse-Léon).	Idem à 24 fr.....	27 novembre
34	DUPUIS (Marie-Louise-Eugénie), veuve de GRÉPINET (François-Emmanuel).	Idem.....	23 octobre
35	FICQUET (Julie-Aimée), veuve de DUHAMEL (Étienne-Philippe).	Idem.....	2 avril
36	RIQUES (Marie-Virginie), veuve de VASLIN (Valentin-Louis).	Idem.....	24 mai
37	LUCAS (Aimée-Julie-Rose), veuve de MAR- CHAND (Nicolas-Joseph-Michel).	Idem.....	3 avril

Lieux.	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	98 ^f	Ancienneté des services du mari.	Décision du 16 mars 1863.
.....	98	Idem du père	Idem. Secours annuel et temporaire jusqu'à l'âge de 21 ans accomplis.
.....	242	Le mari demi-soldier	Décision du 16 mars 1863.
.....	149	Idem.....	Idem.
.....	114	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
Grand.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	185	Idem.....	Idem.
.....	185	Idem.....	Idem.
.....	185	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	242	Ancienneté des services du mari.	Décision du 6 juillet 1863.
.....	36	.....	Idem.
.....	98	Ancienneté des services du mari.	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	85	Ancienneté des services du mari.	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	98	Le mari demi-soldier	Idem.
Mer.....	98	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
Mauconduit.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem... ..	Idem.
en-Caux.....	85	Idem.. ..	Idem.

NUMÉROS d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES DE EMPLOIS.	Date
38	GUÉRAARD (Marie-Virginie), veuve de BELLE-FLEUR (Louis-Désiré).	Quartier-maitre charpentier à 36 fr.	15 sept
39	BILLARD (Reine-Rose), veuve de PARENTOT (Louis-Nicolas-Laurent).	Matelot à 27 fr.....	20 févrie
40	NOYON (Marie-Marguerite-Blanche), veuve de HÉNOUIN (Amand-Pierre).	Idem à 24 fr.....	17 mars
41	BOUTELLER (Marie-Catherine), veuve de COLMAIRE (Louis-Hippolyte).	Idem.....	7 juin r
42	DÉCHAMPS (Victoire-Françoise), veuve de LEGROS (Antoine-Samson).	Idem à 27 fr.....	15 sept
43	NONCHÉ (Marie-Rose-Antoinette), veuve de FERRAND (Jean-Thomas).	Idem.....	11 janv
44	HOUEL (Reine-Rosalie), veuve de GAILLARDON (Guillaume-Esprit).	Idem à 24 fr.....	4 septem
45	PIQUOIS (Marie-Antoinette-Romaine), veuve de HAUGAIS (Jean-Baptiste-Laurent).	Idem.....	14 mars
46	DAVENNE (Alexandrine-Pauline), veuve de ROGER (Charles-Antoine).	Idem.....	28 janv
47	VIBERT (Rose-Aimée), veuve de BOUGHARD (Paul-François-Prosper).	Idem à 24 fr.....	6 septem
48	GRÉDAUVAL (Rose-Adélaïde), veuve de DAVENNE (Adrien).	Novice à 18 fr.....	20 mai
49	CAILLE (Marie-Catherine), veuve de BATON (Charles-Nicolas).	Matelot à 27 fr.....	12 avr
50	LE GRIX (Rose-Olympe), veuve de FRESSIGOT (Jean-Charles-Paul-Alphonse).	Maitre au cabotage.....	10 mars
51	3 enfants : Paul-Joseph.....	.....	4 juin
52	Adrienne-Virginie.....	.....	28 juin
53	Arnaud-Émile.....	.....	9 févrie
54	TARLOT (Césarine-Amante), veuve de LEPEVRE (Pierre-Désiré).	Maitre au cabotage.....	22 févrie
55	HALLEY (Cécile-Elisa), veuve de MAILLET (Jacques-Désiré).	Idem.....	15 juil
56	CROIX (Françoise-Rosalie), veuve de LAPORTE (Joseph).	Matelot à 27 fr.....	11 déc
57	LECOQ (Marie-Catherine), veuve de TRIPEHOUT (Jean-Baptiste).	Idem à 24 fr.....	6 déc
58	MARCADÉ (Éléonore-Monique), veuve de VASSE (François-Isidore).	Maitre au cabotage.....	16 mars
59	ANTORE (Adèle-Lise), veuve de COQUAIS (Jules-Gabriel).	Idem.....	23 avr
60	CLÉMENT (Catherine-Élise), veuve de LEBAS (Jean-Adolphe).	Matelot à 24 fr.....	24 janv
SOUS-ARRETS			
1	BASSET (Nestorine-Élisabeth), veuve de LUCAS (Antoine).	Ouvrier marinier à 61 fr. 25 cent...	21 mai
2	ROGER (Marie-Clémence-Stéphanie), veuve de CHANDELEUR (Jean-Louis-Nicolas).	Matelot à 24 fr.....	14 mars
3	2 enfants : Auguste-Jacques-Louis.....	.....	14 janv
4	Marie-Louise-Augustine.....	.....	11 juil
5	MORIN (Adèle-Rosalie-Virginie), veuve de ROGER (Charles-Joseph).	Matelot, ouvrier à la garniture à 58 fr. 75 cent.	23 mai
6	LEPOIVRE (Henriette-Louise), veuve de LLOY (Auguste).	Maitre au cabotage.....	13 mars
7	RENOUF (Marie-Louise), veuve de LAUGER (Narcisse-Yves).	Quartier-maitre de manoeuvre à 48 fr.	28 oct
8	AVOINE (Anne-Marie-Françoise), veuve de LE PESQUEUR (Guillaume-Martin).	Matelot à 30 fr.....	14 févrie
9	BERTHELEMY (Eugénie-Annonciade), veuve de CAUVIN (Constant-Désiré).	Idem à 33 fr.....	28 oct
10	1 enfant : Eugène-Constant.....	.....	23 avr
11	ACHARD (Marie-Françoise), veuve d'AUBRER (Pierre).	Matelot à 27 fr.....	17 juin
12	VIGOR (Françoise), veuve de DURAND (Jacques-Michel).	Idem.....	1 ^{er} oct

Lieux.	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	98 ^f	Le mari demi-soldier.....	Décision du 6 juillet 1863.
en-Caux.....	98	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
aux-Buneaux.....	85	Idem.....	Idem.
nt.....	85	Idem.....	Idem.
Haye.....	98	Idem.....	Idem.
.....	185	Ancienneté des services du mari.	Idem.
.....	108	.....	Idem.
.....	185	Le mari demi-soldier.....	Idem.
.....	185	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
en-Caux.....	185	Idem.....	Décision du 2 novembre 1863.
.....	185	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
BERG.			
.....	130 ^f	Ancienneté des services du mari.	Décision du 23 mars 1863.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	48	.....	Idem.
le.....	130	Ancienneté des services du mari.	Idem.
.....	185	Le mari demi-soldier... ..	Idem.
le.....	114	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	98	Ancienneté des services du mari.	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	98	Le mari demi-soldier.....	Idem.
et.....	98	Idem.....	Idem.

NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.

QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.

ISMONT (Anne-Lucienne), veuve de TESSEL (Jean-Jacques).
 JOLLAND (Marie-Madeleine), veuve d'AUBERT (Jean-François).
 JEVIAUX (Madeleine-Virginie), veuve de BARBEY (Charles-Magloire).
 JEUVILLE (Eugénie-Marguerite-Modeste), veuve de DURAND (Pierre-François).
 JARIE (Catherine), veuve de FLAMBARD (Louis).
 JAPIN (Eustache-Louis).
 — (Elisa-Marie-Victoire), orphelins de JAPIN (Jean-Charles-Jacques-François)...
 JUBERT (Aimée-Louise-Véronique), veuve de BADIN (Pierre-Jean-Abraham).
 JAILLOT (Jean-Marie-Thérèse), veuve de BONNETARD (Jean-Nicolas-Charles).
 JOMET (Marie), veuve de BELLOT (Georges-Bernard).
 JOMONT (Émilie-Françoise), veuve de RAOULT (Jean-Baptiste).
 JAUCHARD (Marie-Anne), veuve de CAUCHARD (Joseph-Pierre-François).
 LE GUEDEY (Marie-Jeanne-Françoise), veuve de TESTARD (Jean-Pierre-Aimé).
 LETELLIER (Marie-Madeleine), veuve de MERIEL (Pierre-Louis).
 BERTHELEMY (Marie-Anne), veuve de DESAUNÉS (Jean-Pierre).
 LE COINTE (Jeanne-Élisabeth), veuve de LAMY (Victor).
 LEBRETHON (Marie-Jeanne), veuve de LE BOURGEOIS (Jean-Pierre).
 LE TELLIER (Anne-Scholastique), veuve de LEBIEZ (Nicolas-Pierre).
 BOUILLON (Jeanne-Marie-Thérèse), veuve de HERCLAT (Jean-Louis).

Maître au cabotage.....
 Capitaine au long cours.....
 Matelot à 30 fr.....
 Idem à 24 fr.....
 Idem.....
 Matelot à 24 fr.....
 Idem.....
 Maître au cabotage.....
 Quartier-maître canonnier à 45 fr..
 Matelot à 24 fr.....
 Maître au cabotage.....
 Matelot à 24 fr.....
 Idem à 30 fr.....
 Maître au cabotage.....
 Matelot à 24 fr.....
 Idem.....
 Matelot à 30 fr.....
 Idem à 24 fr.....

15 août 1904
 24 mai
 3 novembre
 15 août
 9 août
 4 septembre
 4 février
 9 juin
 8 juillet
 7 janvier
 24 août
 26 juin
 19 décembre
 30 janvier
 10 novembre
 25 décembre
 27 novembre
 10 mai
 30 octobre

SOUS-ARMES

HANNELAIS (Françoise-Eugénie), veuve de THOREUX (Louis-Marie).
 3 enfants : Eugène-Pierre.....
 Marie-Désirée.....
 LHOSTE (Jeanne-Caroline), veuve de LEROY (Eugène-Toussaint).
 TROCHON (Jeanne-Marie), veuve de TANGUY (Jean-Marie-François).
 MOISON (Julienne-Jeanne-Brigitte), veuve de DURAND (François-André).
 DUDOUET (Marie-Anne-Julienne), veuve de QUATRESOUS (Pierre-Marie).
 GUILLOIS (Anne-Suzanne), veuve de POMMERET (Joseph-Julien-Jean).
 AMELINE (Geneviève-Perrine), veuve de LENACH (Guillaume-François).
 BROUARD (Anne-Françoise), veuve de DÉRONDIER (Dominique-Toussaint).
 BÉNIC (Françoise-Marie-Perrine), veuve de GOUPIL (Julien-Jean-Toussaint).
 BARBU (Anne-Charlotte-Jeanne), veuve de GALLAIS (Louis-Pierre).
 LEFRANÇOIS (Gabrielle), veuve de POMMERET (Jean-Pierre-Julien).
 LE FADVE (Victoire-Françoise), veuve de MITHOIS (Louis).
 ROUIT (Marie-Françoise), veuve de MESLIN (Napoléon-Édouard).

Matelot à 33 fr.....

 Capitaine au long cours.....
 Maître au cabotage.....
 Maître charpentier à 78 fr.....
 Quartier-maître de manœuvre à 48 fr..
 Quartier-maître charpentier à 33 fr..
 Matelot à 27 fr.....
 Idem.....
 Idem à 24 fr.....
 Idem.....
 Quartier-maître de manœuvre à 45 fr..
 Maître au cabotage.....
 Matelot à 33 fr.....

16 février
 3 février
 1^{er} mai
 1 juin
 2 mai
 6 mai
 3 août
 6 avril
 17 août
 26 juillet
 27 octobre
 4 novembre
 10 novembre
 4 septembre
 1^{er} février

Lieux.	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	185 ¹	Le mari demi-soldier... ..	Décision du 23 mars 1863.
.....	242	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	La mère est morte titulaire d'une pension.	Idem. Secours annuel et tem- poraire jusqu'à l'âge de 21 ans accomplis.
.....	85	Le mari demi-soldier... ..	Idem.
d'Albonne.....	149	Idem.....	Décision du 29 juin 1863.
.....	114	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	185	Idem.....	Idem.
de Rouelley.....	85	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	185	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
Eglise.....	85	Idem.....	Idem.
IVAN.			
.....	98	Ancienneté des services du mari.	Décision du 2 mars 1863.
.....	48	.....	Idem.
.....	185	Le mari demi-soldier.....	Idem.
.....	185	Idem.....	Idem.
.....	149	Idem.....	Idem.
.....	114	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	114	Idem.....	Idem.
.....	149	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.

16	JOUAULT (Hortense-Rose-Sophie), veuve de LE BLANC (Pierre-François).	Matelot à 27 fr.....	15 fr.
17	VAUVIREL (Justine), veuve de LECLERC (Auguste-Emmanuel).	Idem.....	15 fr.
18	COUSIN (Rose-Marie-Gillette), veuve de LECOMTE (Jean).	Idem.....	30 fr.
19	THOMAS (Marie-Rose), veuve de DUCHENIN (Pierre-Toussaint).	Idem.....	6 fr.
20	GODFROY (Jeanne-Louise), veuve de BEAUDRY (Jean-François).	Idem à 24 fr.....	1 ^{er} fr.
21	HAMEL (Mélanie), veuve de JORET (Pierre).	Idem à 21 fr.....	10 fr.
22	GRUMELON (Mélanie-Jeanne-Marie), veuve de DUPART (Louis-Célestin).	Maitre au cabotage.....	30 fr.
23	2 enfants : Mélanie-Julie.....	.....	31 fr.
24	Benjamin-Julien.....	.....	25 fr.
25	BEAUREGARD (Jeanne-Marie-Désirée), veuve de LESÈNE (Pierre-François).	Capitaine au long cours.....	24 fr.
26	BEAUCHEMIN (Françoise-Julienne), veuve de LEPÈRE (Julien-Jean).	Maitre au cabotage.....	26 fr.
27	BOTRELLE (Françoise-Marie-Anne), veuve de GEFFLOT (Désiré-François).	Idem.....	8 fr.
28	BESNARD (Anne-Françoise), veuve de PERRETTE (Dominique).	Maitre de timonerie à 81 fr.....	24 fr.
29	BOUTTIER (Éléonore-Louise), veuve de GEILLE (Joseph-Jean-Célestin).	Matelot à 33 fr.....	29 fr.
30	OLIVIER (Rosalie-Perrine), veuve de LEBIGOT (Pierre-François).	Idem à 30 fr.....	1 ^{er} fr.
31	BEAUCHE (Françoise-Marie-Hélène), veuve de LAINE (Jean-Marie).	Idem à 36 fr.....	18 fr.
32	VIVIER (Rose-Laurence-Véronique), veuve de RIBAUD (Victor-Marc).	Idem à 24 fr.....	11 fr.
33	BERREST (Félicité-Marie-Jacquemine), veuve de LESFRAY (Jean-Marie).	Idem.....	17 fr.
34	LEMASSEN (Louise-Michelle-Marie), veuve de QUESNEL (Charles-Michel).	Idem.....	7 fr.
35	MENARD (Marie-Guillemette-Joséphine), veuve de PAUMIÉ (Jean-Toussaint-René).	Idem.....	4 fr.
36	DELESRYTZ (Zoé-Désirée), veuve de BRIAND (Gilles-François).	Idem.....	13 fr.
37	SAVARY (Jeanne-Françoise), veuve de BERNARD (Jean-Yves).	Maitre au cabotage.....	8 fr.
38	2 enfants : Désiré-Jean-Marie.....	.....	29 fr.
39	Arsène-Jean.....	.....	4 fr.
40	BROUARD (Marie-Louise), veuve de LOTELIER (Aimé-Désiré).	Matelot à 24 fr.....	15 fr.
41	NOSLIER (Julienne-Mathurine), veuve de LELAMER (Constant-Frédéric).	Quartier-maitre de manœuvre à 48 fr.	14 fr.
42	LEPEIGNEUL (Marie-Josèphe-Laurence), v ^{ve} de MAUDET (Jean-Baptiste-Guillaume).	Matelot à 33 fr.....	17 fr.
43	3 enfants : Henri-Marie.....	.....	19 fr.
44	Olivier-Jean-Baptiste.....	.....	7 fr.
45	Ernest-Olivier.....	.....	19 fr.
46	COATARMANACH (Désirée-Guillemette-Noëlle), veuve de BEAULIEU (François).	Quartier-maitre de manœuvre à 36 fr.	15 fr.
47	TRANCHANT (Perrine-Renée), veuve de GRIVIN (Jacques-Jean).	Matelot à 30 fr.....	3 fr.
48	GOUGÉ (Anne-Françoise-Marie), veuve de TROTIN (Nicolas-Étienne).....	Idem à 24 fr.....	18 fr.
49	GODEFROY (Eugénie-Françoise), veuve de LEDUC (Armand-Antoine).	Idem.....	1 fr.
50	ROBERT (Louise-Thomasse), veuve de ROYER (Guillaume-Thomas-Jean).	Idem.....	20 fr.
51	LEGOUR (Françoise-Jeanne), veuve de GOUPEY (Thomas-Joseph).	Apprenti marin à 18 fr.....	4 fr.
52	BOUVIER (Marie-Josèphe), veuve de DUCHÊNE (Jean-Julien).	Matelot à 33 fr.....	8 fr.

Lieux.	QUOTITE de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	98 ¹	Le mari demi-soldier.	Décision du 2 mars 1863.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	185	Ancienneté des services du mari.	Décision du 20 juillet 1863.
.....	72	.....	Idem.
.....	242	Le mari demi-soldier.....	Idem.
.....	185	Idem.....	Idem.
.....	185	Idem.....	Idem.
.....	149	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	149	Ancienneté des services du mari.	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	85	Ancienneté des services du mari.	Idem.
.....	114	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	72	.....	Idem.
.....	98	Le mari demi-soldier.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.

d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.	Date
53	BIOT (Marie-Perrine), veuve de LE VICOMTE (Mathurin-Olivier-Louis).	Matelot à 24 fr.....	25 sept
54	GAUDIN (Jeanne-Françoise), veuve de MONDREL (Pierre-Jean).	Idem.....	3 janvier
55	LEFEBVRE (Marie-Jeanne), veuve de PANIER (François).	Quartier-maitre canonnier à 45 fr...	28 nov
56	JOURDAN (Reine-Marie), veuve de BOIVIN (Jean-Onéa).	Aide-timonier à 33 fr.....	4 nov
57	LENEVEU (Marie-Jeanne), veuve de BOUTIN (Honoré).	Matelot à 27 fr.....	12 déc
58	THOMAS (Virginie-Anacielles), veuve de LE ROND (Pierre-Edouard).	Idem.....	1 jan
59	CHALOMONT (Aimée-Louise), veuve de DURAND (Louis-François).	Idem à 24 fr.....	29 oct
60	DUPREY (Marie), veuve de HANNEQUIN (Alexis-Carolin).	Idem à 21 fr.....	7 fév
61	MONNIER (Marie-Thérèse), veuve de MÉNARD (Jacques-Jean).	Idem à 24 fr.....	15 oct
62	GODEFROY (Marie-Françoise), veuve de ROBIN (Prosper-François).	Idem à 21 fr.....	24 oct

SOUS-ARMÉE

1	CADALIN (Marguerite-Gabrielle), veuve de MASSON (François-Xavier).	Deuxième maitre de timonerie à 69 fr.	3 déc
2	FOUENANT (Marie-Hélène), veuve de LEVAILLANT (Jacques-Marie).	Matelot à 30 fr.....	29 oct
3	LAOUREUR (Élisa), veuve DÉNIEL (Jean-Marie).	Idem à 33 fr.....	23 nov
4	4 enfants : Marie-Améline.....	.....	30 juil
5	Jean-François.....	.....	22 avr
6	Marie.....	.....	13 juil
7	Désirée.....	.....	14 avr
8	PROVOST (Marie-Anne-Angélique), veuve de LE MIGNON (Jean-Louis).	Matelot à 24 fr.....	9 déc
9	GOASGUEN (Marie-Jeanne), veuve de KORNÈS (Yves-Olivier).	Idem.....	24 avr
10	KINEC (Marie-Jeanne-Michelle), veuve de LAOUENAN (Jean-Louis).	Ouvrier charpentier à 63 fr. 75 c...	15 fév
11	2 enfants : Jean-Marie.....	.....	5 nov
12	Rosalie.....	.....	19 juil
13	NICOLAS (Marie-Jeanne), veuve de LALLA (Jean-Olivier).	Maitre au cabotage.....	11 fév
14	STÉPHAN (Marguerite-Mathurine), veuve d'ABALLAIN (Louis-Marie) dit ABALÉINE.	Quartier-maitre de manoeuvre à 45 fr.	27 mai
15	FLOCH (Marie), veuve de LESCAN (Jean-François).	Matelot à 30 fr.....	8 avr
16	KHUEL (Marie-Élisabeth), veuve de PRIGENT (Guillaume-Marie).	Idem à 33 fr.....	2 déc
17	COLIN (Marie), veuve de BERGOT (Pierre-Gabriel).	Idem à 24 fr.....	3 mai
18	TUAL (Marie-Louise), veuve de MALGORN (Auguste-Marie).	Idem.....	11 avr
19	LUCAS (Anne-Louise), veuve de LANDRAC (Jean-François-Hippolyte).	Idem.....	26 mai
20	THEPANY (Marie-Jeanne), veuve de MEILLARD (Gabriel-Marie).	Quartier-maitre canonnier à 39 fr..	8 mars
21	ÉVEN (Rose-Marie), veuve de NICOLAS (François-Gilles).	Matelot à 30 fr.....	12 avr
22	ROUAULT (Noëlle-Françoise), veuve de SAINTILLAN (Guillaume-François).	Idem à 36 fr.....	6 mai
23	2 enfants : Louis-Mathurin.....	.....	16 juil
24	Jeanne-Louise.....	.....	9 avr
25	QUEMAR (Marie-Louise), veuve de QUEMAR (Jean-François).	Matelot à 36 fr.....	16 avr
26	2 enfants : Louis-François.....	.....	21 oct
27	Marie-Françoise.....	.....	27 juil

Lieux.	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	85 ^l	Le mari demi-soldier	Décision du 20 juillet 1863.
de Plesguen.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	114	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	98	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	98	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	98	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
près-Granville.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	130 ^l	Ancienneté des services du mari.	Décision du 23 février 1863.
.....	98	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	98	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	96	.....	<i>Idem.</i>
.....	85	Ancienneté des services du mari.	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	130	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	48	.....	<i>Idem.</i>
.....	185	Le mari demi-soldier	<i>Idem.</i>
.....	114	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
marzel.....	98	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	98	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	98	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	98	Ancienneté des services du mari.	<i>Idem.</i>
.....	98	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	48	.....	<i>Idem.</i>
.....	98	Ancienneté des services du mari.	<i>Idem.</i>
.....	48	.....	<i>Idem.</i>

NUMÉROS d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.	
28	LE HORGNE (Marguerite-Rose), veuve de RENAULT (François-Charles).	Matelot à 33 fr.....	11 jan
29	THEMOIN (Jeanne-Louise), veuve de RE- BOURS (Jean-François).	<i>Idem</i>	10 jan
30	MACÉ (Émilie-Jacqueline), veuve de LE CLERC (Joseph-Julien).	Deuxième maître de manœuvre à 69.	11 jan
31	3 enfants : Marie-Françoise .....	.....	10 jan
32	Joséphine-Améline.....	.....	10 jan
33	Françoise-Marie .....	.....	31 jan
34	BRIAND (Marie-Hélène), veuve de LE GALLIC (Jean-Marie).	Matelot à 24 fr.....	21 jan
35	2 enfants : Louis-Marie .....	.....	31 jan
36	Élisa-Marie .....	.....	9 jan
37	RENAULT (Marie-Louise), veuve de DUBOIS (François-Pierre).	Matelot à 24 fr.....	18 jan
38	1 enfant : Louis-Marie.....	.....	15 jan
39	GROUZEL (Jeanne-Marie), veuve de ME- NARD (Joseph-François).	Deuxième maître de timonerie à 60 fr.	8 jan
40	HOUARD (Marie-Anne), veuve de TRÉHEN (Yves-Pierre).	Matelot à 24 fr.....	19 jan
41	GAUTIER (Marie-Thérèse), veuve de MI- CHEL (Jean-François).	Maître au cabotage.....	9 jan
42	REBOURS (Sainte-Françoise), veuve de CHATTÉ (Jean-Louis-Guillaume).	Matelot à 30 fr.....	11 jan
43	REBOURS (Jeanne-Louise), veuve de LE FÈVRE (Jean-Claude).	<i>Idem</i> à 27 fr.....	9 jan
44	MINIER (Jeanne-Marie), veuve de LE COR- VOISIER (Jean-Marie).	<i>Idem</i> à 24 fr.....	3 jan
45	LE NOCH (Marie-Josèphe), veuve de MOI- ZAN (Louis-Yves-Marie).	Maître au cabotage	8 jan
46	3 enfants : François-Marie .....	.....	2 jan
47	Pierre-Marie.....	.....	22 jan
48	Joseph-Marie.....	.....	9 jan
49	LE KHIC (Pétronille), veuve de KERNEVEZ (Pierre-Marie).	Matelot à 33 fr.....	3 jan
50	JÉZÉQUEL (Marie-Anne), veuve de MAI. (Pierre-Marie).	<i>Idem</i> à 24 fr.....	22 jan
51	3 enfants : Anne-Marie .....	.....	1 jan
52	Pierre-Marie .....	.....	12 jan
53	Guillaume-Marie.....	.....	1 ^{re} jan
54	DE KENORD (Marie-Françoise), veuve de GUEZENEC (Hippolyte-Nicolas).	Matelot à 24 fr.....	26 jan
55	1 enfant : Marie-Eugénie .....	.....	23 jan
56	HERVÉ (Marie), veuve de LE MEUR (Yves).	Quartier-maître à 42 fr.	1 jan
57	LE SAUX (Marie-Yvonne), veuve de LE CHEVANTON (Jean).	Matelot à 27 fr.....	19 jan
58	LE LEZ (Marie-Anne), veuve de TRAON (Pierre).	Maître au cabotage.....	8 jan
59	MENUT (Marie-Jeanne-Mathurine), veuve de ROIGNANT (Mathieu).	Quartier-maître canonnier à 48 fr..	8 jan
60	1 enfant : Marie-Florence.....	.....	18 jan
61	CRÉACH (Françoise-Ange-Marie-Louise), veuve de DIROU (Pierre).	Matelot à 33 fr.....	30 jan
62	1 enfant : Lucien-Auguste.....	.....	26 jan
63	RICARD (Geneviève), veuve d'ADAM (Louis- Auguste).	Capitaine au long cours.....	24 jan
64	HERVET (Marie), veuve de FOL (François- Marie).	Quartier-maître de manœuvre à 36 fr.	6 jan
65	THYMEUR (Marie-Noëlle), veuve de SPINEC (Jacques).	Matelot à 36 fr.....	11 jan
66	3 enfants : Marie-Noëlle .....	.....	24 jan
67	Ambroise.....	.....	18 jan
68	Victorine .....	.....	21 jan
69	GUILLOU (Marguerite-Jeanne), veuve de GUILLOU (Emmanuel-Louis).	Quartier-maître canonnier à 42 fr..	30 jan
70	LE GOFF (Marie-Michelle), veuve de JOLY (Jean-Marie).	Matelot à 27 fr.	18 jan

Lieux.	QUOTITE de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	98 ¹	Ancienneté des services du mari.	Décision du 23 février 1863.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	130	Idem.....	Idem.
.....	72	.....	Idem.
.....	85	Ancienneté des services du mari.	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	85	Ancienneté des services du mari.	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	130	Le mari demi-soldier	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	149	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	185	Ancienneté des services du mari.	Idem.
.....	108	.....	Idem.
.....	98	Ancienneté des services du mari.	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	72	.....	Idem.
.....	85	Le mari demi-soldier.....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	114	Le mari demi-soldier	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	185	Ancienneté des services du mari.	Idem.
.....	114	Idem.....	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	98	Ancienneté des services du mari.	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	242	Le mari demi-soldier.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	98	Ancienneté des services du mari.	Idem.
.....	72	.....	Idem.
.....	114	Le mari demi-soldier	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.

NUMÉROS d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.	Date
71	HERVIS (Jeanne-Corentine-Yvonne), veuve de MILINER (Michel).	Matelot à 27 fr.....	31 mai
72	LE BERRE (Marie-Catherine), veuve de SIMON (Guillaume).	Idem.....	28 juillet
73	GUÉGUEN (Marie-Anne-Éodet), veuve de PORSMOGUER (Yves-Marie).	Idem à 24 fr.....	18 novem
74	LE GORAGUER (Catherine), veuve de SIMON (Jean).	Idem.....	29 janv
75	CARN (Marguerite), veuve de PERNEZ (Thépault).	Quartier-maitre canonnier à 36 fr...	30 juin
76	TRIVIDIC (Isabelle-Corentine), veuve de LE CALVÉ (Joseph-Louis-François).	Matelot à 24 fr.....	26 août
77	GASSOT (Julie), veuve d'ANGEL (Yves)....	Idem.....	22 janv
78	BERROU (Marie-Jeanne-Pauline), orpheline de BERROU (Jean-François).	Deuxième maitre de manoeuvre à 69 ^f .	7 juillet
	— (François-Marie-Lucien), orphelin de BERROU (Jean-François).	Idem.....	14 mai
79	MOULOARN (Caroline), veuve de GLAIZE (Jacques-Blaise).	Maitre au cabotage	13 fév
80	LEST (Marie-Françoise), veuve de SALAUN (Jacques).	Matelot à 24 fr.....	6 novem
81	BUREL (Charlotte-Louise), veuve de QUINIO (François-Olivier).	Idem.....	8 août
82	GAUTIER (Julie-Pauline-Caroline), veuve de GLAU (Jean-Louis).	Capitaine au long cours	9 mars
83	HÉRY (Eugénie-Françoise), veuve de GROSVALET (Jean-Baptiste).	Matelot à 27 fr.	28 octob
84	MORGANT (Rose-Marguerite), veuve de JOSSE (Pierre-Julien).	Idem.....	16 juin
85	PETIBON (Marguerite-Yvonne), veuve de HENRY (François).	Maitre au cabotage.....	4 octob
86	4 enfants : Marie.....	.....	18 janv
87	Françoise-Marie.....	.....	29 avril
88	Fanny-Marie.....	.....	11 janv
89	Françoise-Marie.....	.....	11 sept
90	FLOURY (Marie-Yvonne), veuve de LE GALLOU (André).	Matelot à 33 fr.....	9 janv
91	3 enfants : Marguerite.....	.....	11 sept
92	Marie-Elisabeth.....	.....	2 fév
93	André-Marie.....	.....	22 mai
94	GUÉRICHON (Aline-Marie), veuve de MÉLÉART (Yves).	Maitre au cabotage	5 janv
95	MILLET (Marie-Françoise), veuve de CORPTIR (Pierre-Marie).	Matelot à 30 fr.....	11 janv
96	LE MEUR (Marguerite-Véronique), veuve de LE GALLOU (Laurent).	Idem à 27 fr.....	29 janv
97	RIOU (Marguerite), veuve de FLOURY (Vincent).	Idem à 24 fr.....	28 décem
98	LE ROUX (Bernardine-Olive), veuve de GOASDOUÉ (François-Joseph).	Idem à 36 fr.....	7 juin
99	LE ROLLAND (Jeanne), veuve de BRIAND (François-Marie).	Maitre au cabotage	10 janv
100	CRECHRIOU (Marie-Louise), veuve de LE BITOUX (Yves-Marie).	Matelot à 33 fr.....	29 juin
101	GLOAGUEN (Marie-Olive), veuve de PORSMOGUER (Mathieu).	Idem à 27 fr.....	29 octob
102	LEMESTRE (Marie-Josèphe), veuve de HUR (Eugène-François).	Quartier-maitre de manoeuvre à 45 fr.	4 janv
103	L'ÉCOUBLET (Jeanne-Marguerite), veuve de PÉRIGAULT (Jean-Baptiste).	Matelot à 24 fr.....	12 fév
SOUS-ARRON			
1	TRISTAN (Marie-Perrine), veuve de CONQUER (Julien-Aimé).	Maitre au cabotage.....	17 juin
2	1 enfant : Julie-Marie-Aline.....	.....	31 août

	QUOTITE de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	98 ^f	Le mari demi-soldier.....	Décision du 23 février 1863.
.....	98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	85	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	85	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	85	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	85	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	130	Le père demi-soldier.....	<i>Idem</i> . Secours annuel et tem- poraire jusqu'à l'âge de 21 ans accomplis.
.....	149	Le mari demi-soldier.....	Décision du 29 juin 1863.
.....	85	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	85	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	242	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	85	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	185	Ancienneté des services du mari.	<i>Idem</i> .
.....	144	.....	<i>Idem</i> .
.....	98	Ancienneté des services du mari.	<i>Idem</i> .
.....	72	.....	<i>Idem</i> .
.....	185	Le mari demi-soldier.....	<i>Idem</i> .
.....	98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	85	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	149	Ancienneté des services du mari.	<i>Idem</i> .
.....	98	Le mari demi-soldier.....	<i>Idem</i> .
.....	98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	114	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	85	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	149	Ancienneté des services du mari.	Décision du 4 mai 1863.
.....	24	.....	<i>Idem</i> .

NUMÉROS d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.	
3	LE GOFPE (Marie-Rose), veuve de COLIN (Jean-Mathias).	Matelot à 36 fr.....	6 m
4	1 enfant : Joseph-Marie.....	.....	28 j
5	JÉGO (Marie-Anne), veuve de LANCO (François).	Matelot à 24 fr.....	13 j
6	1 enfant : Maurice.....	.....	22 j
7	LE GUELLEC (Marie-Jeanne), veuve de LE LEUCH (Nicolas).	Deuxième maître canonnier à 69 fr.	17 j
8	2 enfants : Marie-Louise.....	.....	30 j
9	Marie-Joséphine.....	.....	29 j
10	CARADEC (Marie-Jeanne), veuve de LE SAUZE (Jean-Marie).	Matelot à 30 fr.....	23 j
11	THOMAS (Marie-Anna), veuve de LE NIOBÉ (Yves).	Idem à 24 fr.....	22 j
12	HALÉOSE (Marguerite), veuve de LE LAMER (Pierre-Jean).	Idem.....	28 j
13	LE BEVEN (Marie-Josèphe), veuve de TONNERRE (Pierre-Marie).	Idem.....	26 j
14	LE COROLLER (François-Marie), orphelin de LE COROLLER (Yves).	Idem.....	6 j
	— (Marie-Anne), orpheline de LE COROLLER (Yves).	Idem.....	16 j
15	MAHÉ (Marie-Louise), veuve de LE GREGAM (Jean-Vincent).	Maître au cabotage.....	4 j
16	3 enfants : Jean-Vincent.....	.....	7 j
17	Marie-Louise.....	.....	14 j
18	Louis-Marie.....	.....	13 j
19	RIO (Joséphine-Marie), veuve de QUERIC (Joseph-Marie).	Maître au cabotage.....	12 j
20	2 enfants : Angèle-Jeanne-Marie.....	.....	31 j
21	Jean-François.....	.....	17 j
22	TALHOARN (Marie-Vincente), veuve de LE GAIN (Joseph-Marie).	Maître au cabotage.....	12 j
23	2 enfants : Marie-Ange.....	.....	27 j
24	Aglaé-Alexandrine.....	.....	17 j
25	LE FUR (Jeanne-Marie), veuve de LE GROUMELLEC (Césaire).	Matelot à 36 fr.....	4 j
26	2 enfants : Marie-Victorine.....	.....	27 j
27	Benjamin.....	.....	14 j
28	NICOLAZO (Marie-Marguerite), veuve de LE BOURHIS (Pierre-Marie).	Matelot à 36 fr.....	21 j
29	1 enfant : Marie-Perrine.....	.....	23 j
30	LE BOURHIS (Marie-Anne), veuve de LE SEVEN (Pierre-Marie).	Matelot à 24 fr.....	22 j
31	3 enfants : Marie-Anne.....	.....	11 j
32	Joseph-Marie.....	.....	21 j
33	Jean-Baptiste-Marie.....	.....	13 j
34	TONNAIRE (Marie-Josèphe), veuve de GRÉZEL (Benoît-François).	Matelot à 33 fr.....	6 j
35	2 enfants : Élisabeth-Marie.....	.....	17 j
36	Georges-Joseph-Marie.....	.....	27 j
37	LE BOULICAUT (Anne), veuve de LABARRE (Joseph).	Matelot à 27 fr.....	21 j
38	GUENO (Anne), veuve de CREQUER (Thomas).	Quartier-maître de manœuvre à 30 fr.	23 j
39	OLIVIER (Jeanne), veuve de HERVÉ (Joa-chim).	Matelot à 30 fr.....	19 j
40	DUPONT (Rosalie), veuve de STÉPHANY (Vincent).	Idem à 24 fr.....	18 j
41	MARLIN (Henriette), veuve de CARON (André-François).	Idem.....	7 j
42	HURMANT (Jacquette), veuve de PIRON (Aimé-Jean).	Idem.....	41 j
43	HERVIS (Vincente), veuve de LE BENEQUET (Jacques).	Idem.....	28 j
44	RIO (Jeanne-Françoise), veuve de JOUAN (Pierre-Vincent).	Maître au cabotage.....	21 j
45	1 enfant : Émile-Joseph-Marie.....	.....	42 j

Lieux.	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
nohl.....	98 ^l	Ancienneté des services du mari.	Décision du 4 mai 1863.
.....	24	.....	Idem.
.....	85	Ancienneté des services du mari.	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	130	Ancienneté des services du mari.	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	98	Le mari demi-soldier.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Le père demi-soldier.....	Idem. Secours annuel et temporaire jusqu'à l'âge de 21 ans accomplis.
.....	185	Ancienneté des services du mari.	Décision du 4 mai 1863.
.....	108	.....	Idem.
.....	149	Ancienneté des services du mari.	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	185	Ancienneté des services du mari.	Idem.
.....	72	.....	Idem.
.....	98	Ancienneté des services du mari.	Idem.
.....	72	.....	Idem.
.....	98	Ancienneté des services du mari.	Idem.
.....	24	.....	Idem.
.....	85	Ancienneté des services du mari.	Idem.
.....	72	.....	Idem.
.....	98	Ancienneté des services du mari.	Idem.
.....	48	.....	Idem.
.....	98	Le mari demi-soldier.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	185	Ancienneté des services du mari.	Idem.
.....	36	.....	Idem.

NUMÉROS d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.
46	LORHO (Jeanne-Marie), veuve de LAUTRAM (Cornille-Marie).	Maître au cabotage.
47	1 enfant : Jeanne-Marie	
48	EZANNO (Marie-Hélène), veuve de CAUDAL (Joseph-Adolphe).	Matelot à 24 fr.
49	2 enfants : Fortuné-Marie	
50	Pierre-Marie	
51	LE LIN (Marie), veuve de LECORVEC (Pierre- Jean).	Matelot à 33 fr.
52	4 enfants : Joachim	
53	Marie-Perrine	
54	Pierre-Jean	
55	Jean-Vincent	
56	LE CAM (Anne-Marie), veuve de RIO (Fran- çois).	Quartier-maître de manoeuvre à 36.
57	RIO (Marie-Anne), veuve de LESQUEL (Ju- lien).	Matelot à 21 fr.
58	FARDEL (Marie-Françoise), veuve de LE GAL (Mathurin).	Idem à 24 fr.
59	RIO (Marie-Anne), veuve de LE QUELLEC (Pierre-Marie).	Idem à 27 fr.
60	GALLEN (Marie-Reine), veuve de LE FON (Eugène).	Idem à 36 fr.
61	LORÉAL (Marie-Françoise), veuve de JOLI- VET (Charles-Marie).	Idem à 33 fr.
62	DAVID (Marie), veuve de GUILLERME (Blaise).	Idem
63	2 enfants : Anne-Marie-Hermance	
64	Alexandrine-Sidonie	
65	BERTHO (Marie-Aune), veuve de BARDÉ (Jean-Simon).	Matelot à 24 fr.
66	LEDU (Jeanne-Marie-Euphrasine), veuve de BEDEX (Louis-Joseph-François).	Maître au cabotage.
67	MAREC (Marie-Agathe), veuve de THOMAS (Jean-Louis).	Matelot à 24 fr.
68	CADO (Thérèse), veuve de LE LOCHE (Pierre).	Idem à 36 fr.
69	CADORET (Marie-Josèphe), veuve de DREAN (François).	Idem à 24 fr.
70	EVEN (Jeanne-Thérèse), veuve de NOËL (Joseph-Marie).	Maître au cabotage.
71	BREYARD (Marie-Josèphe), veuve d'YVON (Jean-Pierre).	Matelot à 24 fr.
72	TRISTAN (Perrine), veuve de BOYER (Isidore)	Idem
73	LECHAT (Jeanne-Marie), veuve de THE- PAUT (Horté).	Quartier-maître à 36 fr.
	LE LUHERNE (Marie-Françoise), veuve en deuxièmes noccs de	
74	MORVANT (Auguste-Louis)	Matelot à 24 fr.
	MORVANT (Honorine-Marie-Désirée), orphe- line du premier lit.	
75	LE RAY (Marie), veuve de LE FRANC (Vincent)	Matelot à 33 fr.
76	MAHÉ (Marie-Françoise), veuve de BOER- GET (Pierre).	Maître au cabotage.
77	BOYER (Jeanne-Perrine), veuve de LE GODRE (Joachim-Benoît).	Matelot à 24 fr.
78	LE BRECH (Jeanne-Marie), orpheline de LE BRECH (Joseph).	Idem
79	BENOÎT (Olympie), veuve de LE SÉVIN (Julien-Marie).	Maître au cabotage.
80	THOMAS (Joseph-Marie), orphelin de THOMAS (Jean-Marie).	Matelot à 24 fr.

Lieux.	QUOTITE de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	185 ¹	Ancienneté des services du mari.	Décision du 4 mai 1863.
.....	36	.....	<i>Idem.</i>
.....	85	Ancienneté des services du mari.	<i>Idem.</i>
.....	48	.....	<i>Idem.</i>
.....	98	Ancienneté des services du mari.	<i>Idem.</i>
.....	96	.....	<i>Idem.</i>
.....	98	Le mari demi-soldier	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	98	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	98	Ancienneté des services du mari.	<i>Idem.</i>
.....	98	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	98	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	48	.....	<i>Idem.</i>
.....	85	Le mari demi-soldier.....	<i>Idem.</i>
.....	185	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	98	<i>Idem.</i>	Décision du 20 juillet 1863.
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	185	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	98	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85(a)	Ancienneté des services du mari et du père.	<i>Idem.</i>
.....	98	Le mari demi-soldier.....	<i>Idem.</i>
.....	185	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85	Le père demi-soldier.....	<i>Idem.</i> Secours annuel et temporaire jusqu'à l'âge de 21 ans accomplis.
.....	185	Le mari demi-soldier.....	Décision du 20 juillet 1863.
.....	85	Le père demi-soldier.....	<i>Idem.</i> Secours annuel et temporaire jusqu'à l'âge de 21 ans accomplis.

La pension est payable, savoir : pour moitié à la veuve et pour l'autre moitié à l'orpheline du premier lit, avec profit de la veuve et la portion afférente à ladite orpheline lorsque cette dernière aura atteint l'âge de vingt ans et sous la condition que la portion de la veuve, si elle decède avant cette époque, sera retour jusqu'à sa majorité.

NUMÉROS d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.	
81	MOYZAN (Marie-Euphrosine), veuve de LAURENT (Joseph-Fortuné).	Maitre au cabotage.....	26
82	LE GUENNEC (Anne), veuve de LECORVEC (Joseph-Marie).	Matelot à 30 fr.....	12
83	THOMAS (Anne-Marie), veuve de LE BOUR- VELLEG (François-Marie).	Idem.....	9
84	BELZ (Armelle), veuve de KSERHO (Gilles).	Idem à 24 fr.....	8
85	LE BAIL (Anne-Marie), veuve de BELLEGO (Jacques).	Idem.....	16
86	LE FLOCH (Catherine), veuve de LE LI- MANTOUR (Joseph).	Idem.....	15
87	HERVÉ (Marie-Thérèse ).....	.....	25
	— (Jeanne-Marie ).....	.....	13
	— (Marie-Mathurine ).....	.....	4
	— (Marie-Josèphe ).....	.....	14
	orphelines de		
	HERVÉ (Jean-Baptiste) et de BONHOMME (Jacqueline).	Matelot à 33 fr.	
88	LE GURUN (Marie-Nicolle), veuve de LEROUX (Nicolas).	Idem.....	24
89	LE GENDRE (Hortense-Désirée-Françoise), veuve de VIGNEAU (Armand-Théodore).	Maitre au cabotage.....	19
SOUS-ALPHABETIQUE			
1	CHAUVET (Rose-Françoise-Julienne), veuve de POISSON (Félix-Auguste).	Maitre au cabotage.....	8
2	4 enfants : Félix-Fernand-Marie.....	.....	3
3	Louis-Eugène-Marie.....	.....	6
4	Rose-Marie.....	.....	6
5	Florentin-Charles-Marie.....	.....	13
6	SAUPIN (Anne), veuve de GITEAU (Fran- çois).	Maitre au cabotage.....	10
7	JEUSSET (Émilie-Joséphine), veuve de TAILLE (Antoine).	Matelot à 33 fr.	5
8	MALFANT (Marie), veuve de CHOTARD (André-Michel).	Idem à 27 fr.....	17
9	PINGUET (Augustine-Aimée), veuve de TIRON (François-Achille).	Capitaine au long cours.....	24
10	VIAU (Marie-Françoise), veuve de LUCAS (Julien-Prudent).	Idem.....	14
11	LANCELOT (Marie-Renée-Aimée), veuve de CASSARD (Joseph).	Maitre au cabotage.....	1
12	GITEAU (Anne), veuve de DELAUNAY (An- dré).	Idem.....	17
13	DEJOIE (Anne-Louise), veuve de LANCELOT (Julien).	Matelot à 27 fr.....	5
14	FRIoux (Marie-Julienne), veuve d'AR- TAUD (Julien).	Idem à 24 fr.....	14
15	ERTAUD (Marie), veuve de MÉTAIREAUX (Joseph).	Idem.....	11
16	PAJOT (Marie-Françoise), veuve de MAIL- LET (Jean-Philippe).	Idem à 27 fr.....	4
17	CHEVALLE (Jeanne-Marie), veuve de LEGUÉ (Pierre-Yvon).	Matelot, ouvrier appareilleur à 60 fr.	12
18	LEMAUF (Marguerite), veuve de VIAUD (Lucien-Marie).	Matelot à 33 fr.....	10
19	ALBERT (Marie-Louise), veuve de PERRAUD (Théodore).	Capitaine au long cours.....	4
20	2 enfants : Marie-Louise.....	.....	5
	Louis-Théodore-Albert.....	.....	13
21	LEROUX (Françoise), veuve de LÉPINE (Pierre-Marie).	Matelot à 33 fr.....	23
22	LESCAUDRON (Marie-Joséphine-Anastasie),	Idem à 36 fr.....	23
23	veuve de RADAL (Jean-Marie).		
24	3 enfants : Marie-Lucie.....	.....	6
25	Michel-Marie-Emmanuel.....	.....	5
26	Joseph-Marie.....	.....	31

Lieux.	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	185 ⁶	Le mari demi-soldier	Décision du 20 juillet 1863.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
per.....	98	La mère était pensionnaire.	Idem. Secours annuel et tem- poraire jusqu'à l'âge de 21 ans accomplis.
.....	98	Le mari demi-soldier.....	Décision du 20 juillet 1863.
.....	185	Ancienneté des services du mari.	Décision du 2 novembre 1863.
.....	185	Ancienneté des services du mari.	Décision du 4 mai 1863.
.....	144	.....	Idem.
.....	185	Ancienneté des services du mari.	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	242	Le mari demi-soldier.....	Idem.
.....	242	Idem.....	Idem.
.....	185	Idem.....	Idem.
.....	185	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	130	Idem.....	Idem.
.....	98	Ancienneté des services du mari.	Idem.
.....	242	Idem.....	Idem.
.....	72	.....	Idem.
.....	98	Ancienneté des services du mari.	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	72	.....	Idem.

NOMBRES
d'unités.

NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.

QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.

27	LE GUILLOUX (Perrine), veuve de TREMANT (Pierre).	Matelot à 24 fr.....	30 novembre
28	LE ROUX (Marie-Josèphe), veuve de TALLOUARD (Guillaume)	Maître au cabotage.....	3 mai 1791
29	JOSSEAU (Hortense), veuve de MAHÉ (Michel).	Idem.....	16 octobre
30	HUGRON (Renée), veuve de RIVIÈRE (Mathurin).	Matelot à 27 fr.....	28 mai 1791
31	GUILLOUX (Marie-Madeleine), veuve de VINCE (Jos. ph).	Maître au cabotage.....	20 novembre
32	PEZERON (Rosalie), veuve de BOISROBERT (Étienne).	Quartier-maître charpentier à 42 fr.	4 mars 1791
33	LEGOUT (Françoise), veuve de CHATAUX (Philémon).	Quartier-maître de manoeuvre à 36 ^f .	8 août 1791
34	ERTAUD (Clarisse-Joséphine), veuve de LANCELOT (Abel-Arien).	Maître au cabotage.....	2 septembre
35	ALLAIRE (Marie-Lécile), veuve de LEMERLE (Yves-Augustin).	Matelot à 24 fr.....	21 août 1791
36	PINET (Marthe), veuve de PLISSON (Pierre).	Idem.....	14 octobre
37	LANTROIGNOT (Marie-Eugénie), veuve de GUILLAUMET (Jean).	Idem à 27 fr.....	15 août 1791
38	FOULINET (Marie-Anne), veuve de MONGENDRE (Sébastien).	Idem.....	4 avril 1791
39	GARNIER (Virginie-Marie-Julie), veuve de GUEVENOUX (Boné-Gabriel).	Maître au cabotage.....	28 novembre
40	PIENS (Louise-Jeanne), veuve de GUERIF (Étienne).	Matelot à 24 fr.....	16 décembre
41	BROBAND (Marie-Anne), veuve de MORAND (Joseph).	Idem à 30 fr.....	5 janvier 1792
42	ROBERT (Perrine), veuve de DURAND (Jean).	Idem à 27 fr.....	26 janvier
43	BOISROBERT (Marie), veuve de MAHÉ (Étienne-Victor).	Idem à 24 fr.....	8 septembre
44	HALGAND (Marie), veuve de DRUGÉRO (André).	Idem à 30 fr.....	17 juin 1792
45	ÉCORSE (Françoise-Yves), veuve de DAVID (Pierre-Étienne).	Idem à 24 fr.....	22 janvier
46	ROBERT (Thérèse-Françoise), veuve de DAMOUR (René-André).	Quartier-maître canonnier à 45 fr...	4 juin 1792
47	ROTHOUX (Marie-Rose), veuve de CORBILLÉ (André).	Matelot à 24 fr.....	22 août 1792
48	MARNARD (Renée-Françoise), veuve de MAILLARD (Joseph).	Idem à 33 fr.....	18 janvier
	LEGARD (Marie-Joséphine).....	.....	2 juin 1792
	— (Marguerite).....	.....	3 février
49	— (Charles).....	.....	2 janvier
	orphelins de LEGARD (Pierre) et de CALO (Julie-Marie).	Quartier-maître de manoeuvre à 42 ^f .	

SOUTS-ARRONDISSEMENT

1	Le DANTEC (Marie-Jeanne), veuve de GUÉGUEN (Maurice).	Matelot à 33 fr.....	22 octobre
2	FOURNON (Marie-Anne), veuve de COURAUD (Pierre).	Quartier-maître canonnier à 36 fr..	23 avril 1792
3	DEPRÉ (Marie-Rose), veuve de BERTIN (Pierre-Henry).	Matelot à 27 fr.....	7 mars 1792
4	ARNAUD (Marie-Anne), veuve de BOUQUET (Jean-Guillaume).	Contre-maître de manoeuvre à 51 fr.	21 avril 1792
5	FIN (Thomas), veuve de CHARLES (Jacques-Élie).	Quartier-maître charpentier à 45 fr.	18 septembre
6	BOURDIN (Marie-Anne), veuve de BABIN (Mathurin-Pierre).	Aide-canonnier à 36 fr.....	7 mai 1792

Lieux.	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	85'	Le mari demi-soldier.....	Décision du 4 mai 1863.
.....	185	Idem.....	Idem.
.....	185	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	185	Idem.....	Idem.
.....	114	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	185	Idem.....	Décision du 6 juillet 1863.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	149	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	114	Idem.....	Idem.
.....	85	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
.....	114	Le père demi-soldier.....	Idem. Secours annuel et tem- poraire à partager entre les trois orphelins du sieur LECARD jusqu'à ce que le plus jeune ait atteint l'âge de 21 ans. (Art. 6 de la loi du 28 juin 1862.)
PORT.	98	Ancienneté des services du mari.	Décision du 20 avril 1863.
.....	98	Le mari demi-soldier.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.
d'Entraigues.....	114	Idem.....	Idem.
.....	114	Idem.....	Idem.
.....	98	Idem.....	Idem.

NUMÉROS d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.	Date.
7	DAVID (Marie), veuve de MOTY (Jacques-Christophe).	Matelot à 24 fr.....	29 avril 1870
8	MOINE (Marthe), veuve de NOLLET (Daniel-Villeur).	Maitre au cabotage.....	30 juin 1870
9	MAGNEAU (Esprit-Constance), veuve de BUTON (Louis-Aimé).	Matelot à 24 fr.....	30 juin 1870
10	PROUST (Marie-Éléonore), veuve de BEFFET (Joseph-Antoine).	Maitre au cabotage.....	23 avril 1870
11	BROCHARD (Olive-Hortense-Joséphine-Minette), veuve de PÉAUD (Jacques-André).	Capitaine au long cours.....	7 mai 1870
12	RAFFIN (Louise), veuve de BERGAUD (Jacques-Jérôme).	Maitre au cabotage.....	21 septembre 1870
13	ROUSSEAU (Marie-Julie), veuve de BONNEAU (Jean-Pierre).	Matelot à 24 fr.....	5 septembre 1870
14	PIRAUD (Marie-Madeleine), veuve de GENDRON (François).	Idem.....	13 août 1870
15	BRETTE (Madeleine), veuve de DUBOIS (Jean-Antoine).	Idem à 27 fr.....	1 octobre 1870
16	DESSAISON (Jeanne), veuve de SCHENCK (Jean-Gottlieb).	Maitre au cabotage.....	2 juin 1870
17	DHOMMÉ (Virginie), veuve de GORJUT (Jean-Baptiste), dit GORJU.	Quartier-maitre à 39 fr.....	9 février 1870
18	CHARLES (Marie-Anne), veuve de TOUILLET (André).	Matelot à 24 fr.....	10 août 1870
19	MICHELET (Julie), veuve de GUILLAUD (Etienne-Napoléon).	Idem à 36 fr.....	28 octobre 1870
20	ROUSSEAU (Suzanne), veuve de GUIMBERTEAU (Gabriel).	Aide-canonnier à 36 fr.....	7 décembre 1870
21	DOMAIN (Julie-Fanny), veuve de FOUSIER (Jean-Joseph).	Quartier-maitre charpentier à 42 fr.	6 janvier 1871
22	BUREAU (Anne), veuve de CARRÉ (Élie).	Quartier-maitre canonnier à 39 fr..	12 octobre 1870
23	BOUET (Virginie-Raskel), veuve de GUÉRIN (Robert).	Matelot à 27 fr.....	9 août 1870
24	GAUTREAU (Marie-Désirée), veuve de BOUGET (Daniel).	Quartier-maitre à 36 fr.....	26 octobre 1870
25	DAPEL-VOISIN (Virginie-Colombe), veuve de BRELUZEAU (Charles).	Maitre au cabotage.....	27 août 1870
26	CHASSIN (Marie-Angélique), veuve de DAVID (François).	Matelot à 27 fr.....	2 septembre 1870
27	MASSON (Hortense), veuve de GIRARD (Pierre).	Deuxième maitre de manœuvre à 69 ^f .	19 novembre 1870
28	ROBERTEAU (Marie-Jeanne), veuve de BERTRAND (Pierre).	Aide-canonnier à 36 fr.....	11 août 1870
29	LARDY (Madeleine), veuve de BÉDOCRET (Joseph).	Matelot à 33 fr.....	28 juillet 1870

SOU-SABORD

1	LACORNÉE (Marguerite-Eugénie), veuve de RUCAPÉL (Pierre-Simon).	Capitaine au long cours.....	17 août 1870
2	BARBOT (Martine), veuve de MAGNE (Antoine).	Matelot à 24 fr.....	9 mai 1870
3	CABANIEU (Françoise), veuve de PAQUE-REAU (Pierre).	Idem à 33 fr.....	3 avril 1870
4	DESPUJOLS (Jeanne), veuve de BERGET (Jean).	Capitaine au long cours.....	29 novembre 1870
5	TESSONNEAU (Marie), veuve de JOUAIN (Louis).	Matelot à 33 fr.....	11 avril 1870
6	LATASTE (Jeanne), veuve de MABILLE (Jacques).	Quartier-maitre de manœuvre à 58 ^f .	26 janvier 1871
7	BERNAUD (Françoise-Henriette), veuve de FLANDRAIS (Antoine).	Matelot à 27 fr.....	17 février 1870
8	LEPAGE (Élisabeth), veuve de CHAUDOY (Jacques-François).	Maitre au cabotage.....	1 ^{re} décembre 1870
9	DAUSQUICHUTY (Marie), veuve de DUHART (Michel).	Matelot à 36 fr.....	9 mars 1870
10	JAUREGUY (Catherine), veuve de HIRIGOTEN (Jean).	Idem.....	11 janvier 1871

Lieu.	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	85 ^f	Le mari demi-soldier.....	Décision du 20 avril 1863.
.....	185	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
d'Olonne.....	85	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	185	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	242	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	185	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	85	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	85	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	185	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	98	<i>Idem</i>	Décision du 29 juin 1863.
.....	85	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
de-Didonne.....	98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	114	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
de-Didonne.....	98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
d'Olonne.....	98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	185	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	130	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
EL.....	242 ^f	Le mari demi-soldier.....	Décision du 27 avril 1863.
.....	85	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	185	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	114	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	149	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	98	Ancienneté des services du mari.	<i>Idem</i> .
.....	98	Le mari demi-soldier.....	<i>Idem</i> .

NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.	Date
COYOS (Gracieuse), veuve de HABANS (Martin).	Matelot à 33 fr.....	10 juillet 48
HUBSCHMANN (Marguerite), veuve de LAFARGUE (Jean).	Capitaine au long cours.....	7 mars 49
ITIER (Catherine), veuve de CHASSENÈS (Jean).	Maitre au cabotage.....	20 décembre
LAVEAU (Marie-Élisabeth), veuve de BERNARD (Jean).	Matelot à 27 fr.....	12 mars 48
PUJOL (Marie), veuve de BEGUET (Pierre).	<i>Idem</i>	19 août 48
APS (Marie), orpheline d'APS (Charles-Fortuné) et de GAILLARD (Marie).	Quartier-maitre canonnier à 45 fr..	14 juillet 48
LAU (Marie), veuve de MORIN (Michel)...	Quartier-maitre de manœuvre à 36f.	3 avril 49
LAVALADE (Marie), veuve d'AILLARD (Joseph)	Matelot à 24 fr.....	21 septembre
ROBERT (Jeanne), veuve de MICHEL (Louis).	Maitre au cabotage.....	21 décembre
DEBANS (Hélène), veuve de DORNIER (Alexandre).	Capitaine au long cours.....	7 juillet 48
LABAT (Marthe), veuve de DUBOIS (Poilaire).	Quartier-maitre de manœuvre à 36f.	6 décembre
FRESCAZES (Claire), veuve de SOUBES (Pierre).	Maitre voilier à 72 fr.....	31 janvier
SCOTT (Élisabeth), veuve de DOMINGO (Raymond).	Contre-maitre de manœuvre à 51 fr.	11 juin 48
NOGUÈS (Marthe), veuve de MARTIN (Nicolas).	Matelot à 27 fr.....	13 décembre
SOUS-ARRONDISSEMENT		
AMPHOUX (Rose-Rosalie), veuve de PIQUENDAIRE (Jean-Joseph-Désiré).	Maitre au cabotage.....	5 janvier 49
1 enfant : Rosalie-Marie-Octavie.....	.....	7 mai 48
GUAGNO (Marie-Anne), veuve d'OLIVIER (Marc-Antoine).	Matelot à 33 fr.....	16 août 48
1 enfant : Louis-Thomas.....	.....	11 mars 48
LAGARDE (Catherine), veuve de SOUCHON (Pierre).	Maitre au cabotage.....	20 novembre
DAUMAS (Marie-Joséphine-Héloïse), veuve de MEYNIER (Hippolyte-Jean-Baptiste-Claude).	<i>Idem</i>	1 ^{er} décembre
DUMANS (Marie-Marguerite), veuve de PERRIN (Antoine).	Quartier-maitre canonnier à 42 fr..	30 janvier 48
ARNOUX (Joséphine-Françoise), veuve de CHABRY (Henri-Jean-Baptiste).	Matelot à 27 fr.....	3 avril 48
BRUYÈRE (Marianne-Françoise), veuve de GONDRAUD (Claude).	<i>Idem</i> à 33 fr.....	2 avril 48
EYNAUD (Augustine-Engénie), veuve de MOUTON (Jacques-Marius).	<i>Idem</i> à 27 fr.....	4 mars 48
ICHÉ (Victoire-Célestine), veuve de ROUQUETTE (André-Barthélemy).	Maitre au cabotage.....	23 janvier 48
ROUQUETTE (Anne), veuve de PORTES (Jean-Pierre).	<i>Idem</i>	12 octobre
GAILLARD (Marie-Anne), veuve de GABERT (Pierre).	Quartier-maitre canonnier à 36 fr...	21 décembre
ROUQUETTE (Marie-Anne), veuve de GIBERT (Jean-François).	Maitre au cabotage.....	29 avril 48
COMBACAL (Josèphe), veuve d'ANGLÈS (François).	Quartier-maitre canonnier à 45 fr..	11 novembre
GOT (Madeleine), veuve de DESTAVILLE (François).	<i>Idem</i>	22 avril 48
1 enfant : Justin.....	.....	15 août 48
DESTAVILLE (Françoise), veuve de BARTRE (Laurent).	Matelot à 36 fr.....	31 mars 48
HIRAILLES (Jeanne-Victorine), veuve de BAISSE (Jean-Baptiste-Mathieu).	Quartier-maitre canonnier à 42 fr..	29 juin 48

Lieux.	Quantité de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	98 ¹	Le mari demi-soldier.....	Décision du 27 avril 1863.
.....	242	<i>Idem</i>	Décision du 29 juin 1863.
de-Cubzac.....	185	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	114	La mère était pensionnaire.	<i>Idem</i> . Secours annuel et tem- poraire jusqu'à l'âge de 21 ans accomplis, en rem- placement du traitement de 25 francs inscrit au chapitre Pensions, P ^o 63, n ^o 497.
.....	98	Le mari demi-soldier.....	Décision du 29 juin 1863.
.....	85	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	185	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	242	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	149	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
ampstead.....	114	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
II.			
.....	149 ¹	Ancienneté des services du mari.	Décision du 19 janvier 1863.
.....	24	.....	<i>Idem</i> .
.....	98	Ancienneté des services du mari.	<i>Idem</i> .
.....	24	.....	<i>Idem</i> .
.....	185	Le mari demi-soldier.....	<i>Idem</i> .
.....	185	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	114	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	185	Ancienneté des services du mari.	<i>Idem</i> .
.....	185	Le mari demi-soldier.....	<i>Idem</i> .
.....	98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	185	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	114	Ancienneté des services du mari.	<i>Idem</i> .
arent-de-la-Salanque.....	114	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	24	.....	<i>Idem</i> .
arent-de-la-Salanque.....	98	Ancienneté des services du mari.	<i>Idem</i> .
.....	114	Le mari demi-soldier.....	<i>Idem</i> .

NUMÉROS d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.	
20	CULLIER (Marie-Anne-Caroline), veuve de CAZILMAC (Étienne).	Matelot à 24 fr.....	9 juin 1911
21	BESSIÈRE (Jeanne-Catherine), veuve de BONAPÉ (Jean-Henri).	Idem.....	5 mars 1911
22	HIRAILLES (Françoise-Pomme), veuve de FOULQUIER (Jacques).	Idem à 30 fr.....	7 juillet 1911
23	DUGAS (Marthe), veuve de BIRON (Simon).	Idem à 27 fr.....	8 janvier 1911
24	CORBIÈRE (Marianne), veuve de TARBOULIECH (Joseph-Élie).	Maitre au cabotage.....	16 janvier 1911
25	ROLLAND (Marie-Anne), veuve de BOUTQUET (Nicolas) dit NICOLAS.	Matelot à 27 fr.....	14 septembre 1911
26	RICARDI (Catherine), veuve de MEOU (Mathieu).	Maitre au cabotage.....	2 mars 1911
27	CARTIER (Marthe), veuve de FABRE (Antoine).	Matelot à 30 fr.....	21 novembre 1911
28	COULET (Marie-Anne), veuve de BRASSEVIN (André).	Idem.....	29 mai 1911
29	DEGAYE (Thérèse-Agnès), veuve de CHEILLAN (Jean-Mathieu).	Matelot à 27 fr.....	19 août 1911
30	CHEILLAN (Anne-Gertrude), veuve de DEGAYE (Antoine-Laurent).	Maitre au cabotage.....	13 novembre 1911
31	CONTE (Marie-Agathe), veuve de GENSELME (Jean-Paul).	Matelot à 30 fr.....	23 juin 1911
32	ÉBRARD (Victoire-Amable-Rose), veuve de BAUZAN (Joseph-Clérin).	Maitre au cabotage.....	26 avril 1911
33	OLIVIER (Marie-Ursule), veuve de PAULINIER (Antoine-Guillaume-Marius).	Novice à 12 fr.....	21 octobre 1911
34	ALLÈGRE (Marie-Jacquette-Joséphine), veuve de PARPETY (Pierre-Auguste-Antoine-Pascal).	Maitre au cabotage.....	27 septembre 1911
35	1 enfant : Clara-Mathilde-Marie.....	.....	15 juillet 1911
36	PICHOU (Françoise-Marie-Louise), veuve de TAUREL (Joseph-Tell).	Capitaine au long cours.....	25 août 1911
37	ROBERT (Marie-Jeanne-Luce), veuve de REBOUL (Louis-Blaise-Joseph).	Idem.....	2 novembre 1911
38	GAFFAREL (Madeleine-Claire), veuve de SIGARD (Joseph-Marie).	Maitre au cabotage.....	27 septembre 1911
39	LONG (Madeleine-Geneviève), veuve de FERAUD (Augustin).	Quartier-maitre de manœuvre à 45 ^f	10 octobre 1911
40	FUILLET (Marie-Élisabeth), veuve d'ARNAUD (Marius-Laurent).	Quartier-maitre canonnier à 36 fr..	7 juin 1911
41	GEVA (Félicie-Rose-Marie), veuve de DURANTE (Épiphanie-Illuminée).	Idem à 45 fr.....	20 août 1911
42	2 enfants : Vincente-Catherine.....	.....	2 juillet 1911
43	Vincent-Marius.....	.....	16 octobre 1911
44	ROUTON (Marie-Victoire), veuve de MARTIN (Marius-Pierre-Fortuné).	Quartier-maitre de manœuvre à 45 ^f	21 mai 1911
45	3 enfants : Thérèse-Louise.....	.....	10 octobre 1911
46	Jules-Joseph-Jean-Baptiste....	.....	24 juin 1911
47	Jean-Baptiste.....	.....	30 octobre 1911
48	ANZIANI (Rose), veuve de PELLEN (Nicolas-Claude).	Matelot à 30 fr.....	30 mai 1911
49	GANDOLFO (Claire-Marie-Annunciate), veuve de BONSA (Ignace-Vincent-Maurice).	Maitre au cabotage.....	23 mars 1911
50	CARUS (Jeanne-Françoise), veuve de BONNEFOI (Mathieu-François-Prosper).	Capitaine au long cours.....	26 février 1911
51	LABORET (Anne), veuve de LÉONARD (Jean-Baptiste).	Quartier-maitre de manœuvre à 45 ^f	29 janvier 1911
52	REVEL (Madelcine), veuve de MILANO (Joseph-Martin).	Matelot à 24 fr.....	15 août 1911
53	BRUN-MACERON (Catherine), veuve d'AZIBERT (Joseph).	Capitaine au long cours.....	25 janvier 1911
54	ROQUETTE (Thérèse), veuve de RIVAL (Blaise).	Matelot à 30 fr.....	23 décembre 1911
55	ROUQUETTE (Marie-Jeanne), veuve de GAUBERT (Jean-Pierre).	Idem à 27 fr.....	2 mars 1911

Lient.	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
	85 ¹	Le mari demi-soldier	Décision du 19 janvier 1863.
	85	Idem.....	Idem.
	98	Idem.....	Idem.
	98	Idem.....	Idem.
Trisly.	149	Idem.....	Idem.
	98	Idem.....	Idem.
	185	Idem.....	Idem.
	98	Idem.....	Idem.
	98	Idem.....	Idem.
	98	Idem.....	Idem.
	185	Idem.....	Idem.
	98	Idem.....	Idem.
	185	Idem.....	Idem.
	85	Idem.....	Idem.
	149	Ancienneté des services du mari.	Idem.
	24	.....	Idem.
	142	Le mari demi-soldier.....	Idem.
	242	Idem.....	Idem.
	185	Idem.....	Idem.
	114	Idem.....	Idem.
	98	Idem.....	Idem.
	114	Ancienneté des services du mari.	Décision du 13 juillet 1863.
	48	.....	Idem.
	114	Ancienneté des services du mari.	Idem.
	72	.....	Idem.
	98	Le mari demi-soldier	Idem.
	185	Idem.....	Idem.
	242	Idem.....	Idem.
	114	Idem.....	Idem.
	85	Idem.....	Idem.
	242	Idem.....	Idem.
	98	Idem.....	Idem.
	98	Idem.....	Idem.

NUMÉROS
d'ordre.

	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.	
56	JEAN (Marie), veuve d'AZIBERT (Étienne-Joachim).	Matelot à 24 fr.....	25
57	ROUQUETTE (Marie-Pascale), veuve de BOUIS (Simon).	Capitaine au long cours.....	14
58	PINO (Françoise-Thérèse), veuve de DANOY (François).	Quartier-maitre de manœuvre à 30'.	15
59	THÉZA (Rose), veuve de HENRY (Joseph).	Matelot à 24 fr.....	21
60	PIOCH (Joseph), orphelin de PIOCH (François-Lucien).	Quartier-maitre canonnier à 45 fr..	21
61	AMIEL (Jeanne), veuve de POMERY (Jean-Claude-Just).	Maitre au cabotage.....	27
62	REMEZ (Marguerite-Clotilde), veuve de GUIRAUD (Casimir).	Idem.....	30
63	ARMENTIER (Françoise), veuve de VIDAL (Jean-Jacques).	Matelot à 24 fr.....	4
64	BELLIUC (Cécile), veuve de DOUZAL (Vincent).	Idem à 36 fr.....	8
65	LIEUTARD (Jeanne-Madeleine-Henri), veuve de GRANGÉ (Louis).	Maitre au cabotage.....	16
66	ROUSTAN (Catherine-Augustine), veuve de DAVID (Benjamin-Sylvestre-Fulcrand).	Capitaine au long cours.....	7
67	JULIAN (Jeanne), veuve d'ALBRE (Antoine).	Quartier-maitre calfat à 39 fr.....	19
68	ISOARD (Pétronille), veuve d'AVIGNON (Pierre).	Maitre au cabotage.....	1
69	GIRAUD (Marie-Madeleine-Scholastique), veuve de GUICHARD (Antoine-Jean-Étienne-Pierre-Thomas).	Matelot à 30 fr.....	1
70	BARTHÉLEMY (Françoise-Anne-Pascale), v ^{ve} de GANTEAUME (Jean-Baptiste-Elme).	Idem à 24 fr.....	25
SOCIÉTÉ			
1	MAGNIQUE (Marie-Geneviève), orpheline de MAGNIQUE (Jacques).	Maitre de manœuvre à 81 fr.....	1
	— (Narcisse-Aimé), orphelin de MAGNIQUE (Jacques).	Idem.....	13
2	FOURNIER (Marie-Claire-Cécile), veuve de COUDRAY (Lange-Eugène-Frédéric).	Maitre au cabotage.....	25
3	DURBEC (Claire-Rose), veuve de GIRAUD (Jean-Jacques-Silvère).	Matelot, journalier aux déblais à 43 fr. 75 cent.	1
4	BORRELY (Reine-Antoinette), veuve d'ARABELLE (Thomas-Jean-Louis).	Maitre au cabotage.....	16
5	SÉRÉNON (Marie-Henri-Anne-Rose), veuve de SICARD (Joseph-Nazaire-Philippe).	Idem.....	13
6	GAIRARD (Françoise-Philippine), veuve de GUION (Jean-Baptiste).	Matelot à 30 fr.....	9
7	MOUSTIER (Louise-Julie-Joséphine), veuve de CAY (François-Cyprien-Joachim).	Idem à 24 fr.....	15
8	MARTINENQ (Marie-Sophie-Fortunée), veuve de COUPIN (Jean-Antoine).	Deuxième maitre de manœuvre à 63'.	13
9	ARNOUX (Césarine-Victoire), veuve de REBOUL (Napoléon-Joseph).	Matelot à 33 fr.....	6
10	1 enfant : Joséphine-Virginie.....	.....	21
11	PICASSO (Catherine), veuve de STAGNARO (Ange).	Matelot à 33 fr.....	26
12	CACCIO (Marie-Marguerite), veuve de SAUZET (Joseph-Louis-François-Antoine).	Chef de timonerie à 72 fr.....	29
13	MIGNON (Firmine-Marie-Euphémie), veuve de GALLIN (Joseph-Paul).	Maitre au cabotage.....	16
14	JOULIAN (Madeleine-Agathe), veuve de MACCARY (Jacques).	Matelot à 27 fr.....	5
15	MASSON (Marie-Thérèse-Gasparine), veuve de DANERO (Vincent-Louis-Jean).	Idem à 24 fr.....	19
16	1 enfant : Pierre-Joseph.....	.....	21
17	ROSSI (Françoise), veuve de GARDON (Antoine).	Matelot à 30 fr.....	18

N.	QUANTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	85 ¹	Le mari demi-soldier.....	Décision du 13 juillet 1863.
.....	185	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
-Salanque.....	98	Ancienneté des services du mari.	<i>Idem</i> .
.....	85	Le mari demi-soldier.....	<i>Idem</i> .
.....	114	Ancienneté des services du père.	<i>Idem</i> . Secours annuel et temporaire jusqu'à l'âge de 21 ans accomplis.
.....	185	Le mari demi-soldier.....	<i>Idem</i> .
.....	149	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	85	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	185	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	243	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	185	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	85	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	149 ¹	Le père demi-soldier.....	Décision du 9 mars 1863. Secours annuel et temporaire jusqu'à l'âge de 21 ans accomplis.
.....	185	Ancienneté des services du mari.	Décision du 9 mars 1863.
.....	114	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	185	Le mari demi-soldier.....	<i>Idem</i> .
.....	185	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	98	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	85	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	130	<i>Idem</i>	<i>Idem</i> .
.....	98	Ancienneté des services du mari.	<i>Idem</i> .
.....	24	.....	<i>Idem</i> .
.....	98	Ancienneté des services du mari.	<i>Idem</i> .
.....	149	Le mari demi-soldier.....	<i>Idem</i> .
.....	185	Ancienneté des services du mari.	<i>Idem</i> .
.....	98	Le mari demi-soldier.....	<i>Idem</i> .
.....	85	Ancienneté des services du mari.	<i>Idem</i> .
.....	24	.....	<i>Idem</i> .
.....	98	Ancienneté des services du mari.	<i>Idem</i> .

NUMÉROS d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.	
18	BOTTIN (Antoinette-Marie-Camille), veuve de GAUTIER (Joseph-François).	Deuxième maître de manœuvre à 63 fr.	1 ^{er} sept.
19	STEEANINI (Marie-Antoinette), veuve de BUGUGNANI (Xavier).	Matelot à 24 fr.....	17 oct.
20	AGOSTINI (Laudangela), veuve de PARODI (Jean-Baptiste).	Idem.....	17 jan.
21	VENTURINI (Julie), veuve d'OLMI (Nicolas).	Idem.....	15 sept.
22	BENEDETTI (Dominique), veuve de GIUDICELLI (Ange-François).	Idem à 30 fr.....	18 jan.
23	FIORI (Catherine), veuve de POGGI (Dominique-Marie).	Maître au cabotage.....	21 nov.
24	COSTA (Marie-Antoinette), veuve de SONIO (Antoine).	Agent de service à 30 fr.....	1 ^{er} juil.
25	DELLEPIANE (Marie-Antoinette), veuve de RUTALI (Victor).	Maître au cabotage.....	23 nov.
26	MARANINCHI (Paule-Marie), veuve de SEMERIVA (Toussaint).	Chauffeur du commerce assimilé à un chauffeur à 33 fr.	20 fév.
27	1 enfant : Étienne.....	.....	19 mai.
28	BATTESTINI (Marie-Augustine), veuve de BIANCHI (Ange-Toussaint).	Matelot à 36 fr.....	12 nov.
29	JAUFFRET (Marie-Thérèse), veuve de COUILLON (Ludovic-Pierre).	Deuxième maître de manœuvre à 69 fr.	5 déc.
30	RIBERI (Marguerite), veuve de RAVEL (Jean-Baptiste).	Matelot à 27 fr.....	8 sept.
31	PÈBRE (Claire-Sophie), veuve de BOUFFIÉ (Joseph-Michel).	Capitaine au long cours.....	1 nov.
32	HERMITTE (Marie-Madeleine-Philippine), veuve de DANIEL (Jean-Joseph-Sylvestre).	Quartier-maître canonnier à 45 fr..	21 juil.
33	GUIOL (Élisabeth), veuve de BAUDOUVIN (François-Bernard).	Matelot à 30 fr.....	21 nov.
34	GRILLON (Marie-Blanche), veuve de GABRIEL (Joseph-Guérin).	Maître au cabotage.....	2 fév.
35	BORZONE (Rose), veuve de SURLES (Marc-Antoine).	Matelot à 24 fr.....	18 nov.
36	RIGAUD (Marie-Ursule), veuve de BERENGUER (Joseph-Louis).	Quartier-maître de manœuvre à 39 ^{fr.}	11 nov.
37	PASSERA (Madeleine-Nathalie), veuve de FERAUD (André-Joseph).	Matelot à 30 fr.....	2 nov.
38	CLAVIER (Élisabeth), veuve de LAUGIER (Jean-Baptiste).	Idem à 24 fr.....	8 oct.
39	MARIE-ÉGYPTIENNE, veuve de PLAUCHEUR (Honoré).	Maître au cabotage.....	29 avr.
40	LASTRETO (Marie), veuve d'ALLIEZ (Joseph).	Matelot à 24 fr.....	1 avr.
41	1 enfant : Marie-Thérèse.....	.....	30 nov.
42	MOUROU (Marianne), veuve de GAZAN (Jacques-Thomas).	Deuxième maître de manœuvre à 60 fr.	13 oct.
43	PALANQUE (Marie), veuve de COMTE (François).	Quartier-maître canonnier à 42 fr..	30 juil.
44	AUBERT (Françoise), veuve de JULIEN (Honoré).	Matelot à 27 fr.....	10 sept.
45	ARDISSON (Marie), veuve de DUBOIS (Antoine).	Idem à 30 fr.....	13 fév.
46	VALETTA (Angéline), veuve de BADINO (François-Marie).	Idem à 24 fr.....	15 jan.
47	MICHEL (Marie), veuve de FRANGIONI (Fructueux).	Deuxième maître de manœuvre à 63 fr.	12 avr.
48	4 enfants : Dominique-Marie-Sébastien...	.....	14 nov.
49	François-Marie.....	.....	18 jan.
50	Marie-Catherine.....	.....	1 ^{er} nov.
51	Dominique-Marie.....	.....	29 nov.
52	LUCIANI (Marie-Antoinette), veuve de SOLACORO (Dominique-Antoine).	Quartier-maître de manœuvre à 36 fr.	13 jan.

Liens.	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	130 ^f	Ancienneté des services du mari.	Décision du 9 mars 1863.
.....	85	Le mari demi-soldier	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	98	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	98	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	185	Ancienneté des services du mari.	<i>Idem.</i>
.....	98	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	98	Ancienneté des services du mari.	<i>Idem.</i>
.....	130	<i>Idem.</i>	Décision du 6 juillet 1863.
.....	98	Le mari demi-soldier	<i>Idem.</i>
.....	242	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	114	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	98	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	185	Ancienneté des services du mari.	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	98	Le mari demi-soldier	<i>Idem.</i>
.....	98	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	185	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85	Ancienneté des services du mari.	<i>Idem.</i>
.....	24	.....	<i>Idem.</i>
.....	130	Le mari demi-soldier	<i>Idem.</i>
.....	114	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	98	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	98	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	130	Ancienneté des services du mari.	<i>Idem.</i>
.....	96	.....	<i>Idem.</i>
.....	98	Le mari demi-soldier	<i>Idem.</i>

NOMBRES D'ARTICLES.	NOMS ET PRÉNOMS DES PENSIONNAIRES.	QUALITÉS, GRADES OU EMPLOIS.	TOTAUX.
53	BETTINELLI (Emmanuelle-Joséphine-Jeanne, veuve de LOTA (Antoine-Nicolas).	Maitre au cabotage	18 juil.
54	CERVONI (Augustin-Catherine), veuve de CERVONI (Joseph Marie).	Idem	12 juil.
55	SECO (Marie-Hyacinthe), veuve de LASSRETTO (Léon).	Quartier-maitre de manoeuvre a 36 fr.	5 juil.
56	LECIASI (Marie-Catherine), veuve de MANOLA (Jean-Baptiste).	Matelot a 33 fr.	6 juil.
57	COSTA (Rose) — (Marie-Nonciale), orphelines de COSTA (Jean-Dominique).	Idem a 30 fr.	10 juil. 15 juil.
PARIS, DÉPARTEMENTS.			
1	DEMARINIS (Paul-Augustine-Antoinette), veuve de BEAUMES (Honoré-Augustin).	Capitaine au long cours	4 juil.
2	HUPOUR (Maître de), veuve de LANGENTRADE (Joseph-Adrien).	Matelot a 24 fr.	18 juil.
3	COMBOLVAT-CHAMBAULT, veuve de COMBOLVAT.	Talassaye (sous-officier de police à 10 fr. 42 cent.).	1 juil.

RÉCAPITULATION.

ARRONDISSEMENTS.	DEMI-SOUDS.		SÉULEMENTS DÉVALUÉS.		PENSIONS.		TOTAL.	
	Articles.	Sommes.	Articles.	Sommes.	Articles.	Sommes.	Articles.	Sommes.
DÉPARTEMENT	107	16,230	79	5,832	61	5,307	247	37,369
LE HAVRE	110	18,276	61	3,631	60	6,222	231	28,129
CHERBOURG	65	13,000	28	2,088	31	3,227	152	18,315
SAINT-NICOLAS	138	20,010	71	5,513	62	6,000	271	31,523
BREST	273	32,310	92	6,912	103	8,444	468	47,666
LORIENT	103	23,000	95	7,408	80	7,205	378	37,613
NANTES	111	18,357	59	4,248	49	5,300	309	27,905
ROUEN	57	7,017	31	2,148	21	3,436	115	12,601
BOULOGNE	63	13,705	31	2,520	25	3,160	119	19,390
MAGNETTE	105	35,073	105	8,352	70	8,370	360	51,800
LOUVE	182	34,317	60	4,710	57	6,401	299	45,428
PARIS, DÉPARTEMENTS ET COLONIES	3	1,008	28	2,268	3	412	34	3,688
TOTAUX GÉNÉRAUX	1,524	235,257	731	56,880	637	63,490	2,892	355,627

Arrêté le présent état à deux mille huit cent quatre-vingt-douze articles, et à la somme annuelle de trois cent cinquante-cinq mille six cent vingt-sept francs.
Paris, le 6 décembre 1863.

Le Ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Signé C^m P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

Approuvé :

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Signé C^m P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

	QUOTITÉ de la conces- sion.	MOTIFS DE LA CONCESSION.	OBSERVATIONS.
.....	185'	Le mari demi-soldier	Décision du 6 juillet 1863.
.....	185	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	98	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	98	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	98	La mère est morte titulaire d'une pension.	<i>Idem.</i> Secours annuel et tem- poraire jusqu'à ce que la plus jeune de ces orphelines ait atteint l'âge de 21 ans.
.....	242	Le mari était demi-soldier.	Décision du 4 mai 1863.
.....	85	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
.....	85	<i>Idem.</i>	Décision du 2 novembre 1863.

1257. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique)
rtenant :

1. 1°. Le directeur de l'Administration générale de l'assistance publique de Paris
est autorisé à accepter, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour
acquiescer un titre de rente de cinquante francs sur l'État, et aux charges, clauses et
conditions énoncées, le legs fait à la maison des Frères des écoles chrétiennes du
Gros-Cailion par le sieur Pichon (Jean), en religion frère Thomas, suivant son testa-
mentolographe du 14 avril 1856, et consistant : 1° en une somme de sept mille trois
cent quatre-vingt-cinq francs (7,385'); 2° dans le revenu pendant l'année qui a suivi
le décès du testateur, d'un capital de vingt-sept mille trois cent quatre-vingt-cinq
francs (27,385'), montant de divers legs, à la condition notamment de distribuer
annuellement cinquante francs (50') aux enfants pauvres de l'école.

La dite rente sera immatriculée au nom du directeur de l'Administration de l'assis-
tance publique, pour les arrérages en être employés conformément aux intentions
du testateur.

Le supérieur général des Frères des écoles chrétiennes, institut légalement
reconnu par décret du 17 mars 1808, est autorisé à accepter également, aux charges,
conditions et conditions imposées, le surplus dudit legs, après prélèvement de la somme
indiquée comme nécessaire à la constitution d'une rente annuelle de cin-
quante francs; le montant de la libéralité sera employé, conformément à la demande
du conseil d'administration de l'institut : 1° à l'acquisition d'une rente annuelle de
cinquante francs (50') pour les honoraires des messes prescrites par le testateur; 2° à
l'achat de divers objets mobiliers pour les frères de la maison du Gros-Cailion.

Le supérieur général des Frères des écoles chrétiennes est autorisé, en outre,
à accepter le legs d'une somme de dix mille francs (10,000'), dont cinq mille (5,000')
pour le grand noviciat et cinq mille (5,000') pour le petit noviciat de son institut,
situés l'un et l'autre à Paris, rue Oudinot, n° 27; legs fait à ces fins également par
le sieur Pichon, suivant son testament précité. (Paris, 19 Février 1864.)

1258. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique)
rtenant ce qui suit :

Le supérieur général des Frères des écoles chrétiennes, institut légalement reconnu
par décret du 17 mars 1808, et la ville de Pontoise sont autorisés à accepter, chacun
en ce qui le concerne, les donations : 1° d'une maison et dépendances, sise à Pon-
toise, d'une valeur estimative de quinze mille francs (15,000'); 2° de deux rentes
pour cent sur l'État, l'une de mille huit cents francs (1,800') et l'autre de six

cents francs (600^f); lesdites donations faites à l'institut des Frères des écoles chrétiennes par la demoiselle de *Monthiers* et par le sieur de *Monthiers*, suivant acte reçu par M^e *Salles* et son collègue, notaires à Pontoise, le 13 décembre 1860, modifié par un acte postérieur du 15 mars 1863, à la charge par ledit institut d'entretenir à Pontoise, dans la maison donnée, une école primaire libre et gratuite, dirigée par les frères et destinée à recevoir les jeunes garçons de ladite ville. (*Paris*, 29 Janvier 1864.)

N^o 16,259. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) qui autorise le bureau de bienfaisance d'Alger à accepter, jusqu'à concurrence de la somme de mille neuf cent douze francs soixante-dix-huit centimes, le legs de neuf mille francs fait en sa faveur par le sieur *Gouzy* (*Marcellin-Pierre*), commis aux vivres de la marine à Alger. (*Paris*, 20 Février 1864.)

N^o 16,260. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Legs faits par la demoiselle *Denis* : 1^o à la fabrique de *Surtainville* (*Manche*) une somme de mille francs, pour être employée moitié à des services religieux et moitié en aumônes aux pauvres malades et infirmes; 2^o à chacune des fabriques de *Saint-Lô-d'Ourville* et de *Sortosville-en-Bessin* (*Manche*), une somme de deux mille francs, dont le revenu sera affecté à des aumônes aux pauvres malades et infirmes de ces deux communes.

Legs d'une rente de cent francs fait pour la fondation de services religieux par le sieur *Delaunay* à la fabrique de *Saint-Étienne*, à *Caen* (*Calvados*).

Legs faits par la demoiselle *Duprat* : 1^o à la fabrique de *Justian* (*Gers*), deux cents francs, pour être employés à des services religieux et à l'entretien du culte; 2^o aux pauvres, deux cents francs et quelques hardes estimées vingt-neuf francs soixante-quinze centimes.

Legs faits par le sieur *Imbona* : 1^o à la fabrique de *Gonnehem* (*Pas-de-Calais*), une somme de mille francs, en charge de services religieux, une pièce de terre estimée trois mille francs; 2^o aux pauvres, divers objets d'habillement et linge estimés cent soixante-dix-sept francs soixante centimes et une somme de cinq cents francs.

Legs faits par la demoiselle de *Namur*, mais autorisés jusqu'à concurrence de mille francs seulement : 1^o à la fabrique de *Saint-Remy* (*Bouches-du-Rhône*), une somme de mille francs, à charge de services religieux; 2^o aux pauvres de cette commune, trois cents francs. (*Vichy*, 23 Juillet 1863.)

N^o 16,261. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Donation faite par les demoiselles de *Portets* à la congrégation des sœurs de la Doctrine chrétienne existant à *Bordeaux* (*Gironde*), conjointement avec la commune de *Samadet* (*Landes*), et consistant en une maison avec jardin et dépendances à *Samadet* et estimée six mille cinq cents francs, ainsi que le mobilier qu'elle renferme et qui est évalué à mille neuf cent vingt-six francs quatre-vingt-quinze centimes, à charge d'établir sur les immeubles donnés une maison d'éducation et d'y recevoir gratuitement les jeunes filles pauvres de cette commune.

Legs de deux cents francs fait à charge de services religieux par la dame veuve *Lebillon* à la fabrique de *Saint-Epvre*, à *Nancy* (*Meurthe*).

Legs faits par la dame veuve *Crudère* : 1^o à la fabrique du *Canet*, banlieue de *Marseille* (*Bouches-du-Rhône*), pour les besoins de l'église, une somme de mille francs; 2^o à l'établissement des *Petites-Sœurs des Pauvres* fondé à *Marseille*, une somme de six cents francs; 3^o au desservant de *Saint-Vincent-de-Paul*, à *Marseille*, une somme de cinq cents francs, pour être distribuée aux pauvres de la paroisse; 4^o au bureau de bienfaisance de *Marseille*, trois cents francs, pour être distribués à six familles nécessiteuses de cette ville; 5^o à la maison hospitalière de *Saint-Jean-de-Dieu*, établie au *Canet*, six cents francs; 6^o à l'association des hommes de *Providence* de *Marseille*, considérée comme annexe du bureau de bienfaisance, deux cents francs. (*Vichy*, 23 Juillet 1863.)

1862. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

faits par la dame veuve *Leguay* : 1° à la fabrique de Notre-Dame, à Versailles (Seine-et-Oise), et au bureau de bienfaisance de cette ville, trois mille francs, à charge de services religieux et d'aumônes aux pauvres de cette paroisse; 2° à la fabrique et au bureau de bienfaisance de Dammartin (même département), deux mille francs, à charge de services religieux et d'aumônes aux pauvres; 3° à la fabrique et au bureau de bienfaisance de Montchauvet (même département), mille cinq cents francs, à charge de services religieux et d'aumônes aux pauvres.

faits par la demoiselle *Beatte* : 1° à la fabrique de Thiouville (Seine-Inférieure), une rente de quatre cents francs, à charge de services religieux; 2° à la commune de Thiouville, quatre mille francs destinés à l'école communale, et aux pauvres, une rente de quatre hectolitres de blé converti en pain; 3° aux pauvres de Bacqueville (même département), une rente de quatre hectolitres de blé converti en pain; 4° aux pauvres de chacune des communes du Bourg-Dun et de Lamberville (même département), la rente de deux hectolitres de blé également converti en pain.

donation faite par la demoiselle *Bourrasseau* à la congrégation des filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus existant à la Salle-de-Vihiers (Maine-et-Loire), conformément avec la commune de Moulins (Deux-Sèvres), et consistant en divers immeubles situés à Moulins et estimés deux mille cinq cents francs, à la charge d'y recevoir deux sœurs de son ordre qui tiendront une école où seront reçues les jeunes filles pauvres de cette commune et soigneront les malades à domicile. (*Vichy, 23 Juillet 1863.*)

1863. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

faits par le sieur *Gardier* : 1° à la fabrique de la chapelle vicariale de Wickersch (Haut-Rhin) et à la commune, au nom des pauvres, trois mille soixante francs, à charge de services religieux et d'aumônes; 2° à l'établissement des Petites-Sœurs des pauvres fondé à Colmar (même département), deux cents francs, pour les dépenses recueillies dans cet asile; 3° aux pauvres de Colmar, deux cents francs.

donation faite par M. de *Talleyrand-Périgord*, prince de *Chalais*, et consistant en une somme de cent francs, à charge de services religieux, à chacune des fabriques de Saint-Étienne, de Saint-Étienne-la-Cour, de Châteauneuf, de Saint-Aignan, de Châtillon-sur-Cher, de Chémery, de Saint-Étienne-la-Cour, de Couffy, de Mareuil, de Méhers, de Noyers, de Saint-Romain, de Sassay (Loir-et-Cher).

donation de deux mille quatre cents francs faite à charge de services religieux par la dame veuve *Lerebours* à la fabrique de Saint-Julien-sur-Calonne (Calvados).

donation de deux parcelles de terrain et de l'oratoire construit sur l'un de ces terrains, le tout estimé mille cinq cents francs, et d'une somme de mille francs faite à charge de services religieux par le sieur *Blanchard* à la fabrique de Notre-Dame-du-Val, commune de Saint-Étienne-d'Avançon (Hautes-Alpes).

donation d'une somme de mille sept cent dix francs faite à charge de services religieux par la dame veuve *Voelker* à la fabrique de Wissembourg (Bas-Rhin). (*Vichy, 23 Juillet 1863.*)

1864. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

donation d'une somme de mille cent trente francs faite à charge de services religieux par le sieur *Taoc* à la fabrique de Muzillac (Morbihan).

donation du produit, évalué à quatre cents francs, de la vente d'une partie d'immeuble faite à charge de services religieux par le sieur *Rémon* ou *Rémond* (*Victor*) à la fabrique de Saint-Jacques (Calvados).

donation d'une rente de cinquante francs faite à charge de services religieux par la dame veuve *Frémond* à la fabrique de Saint-Sauveur-Lendelin (Manche).

donation de mille cinq cents francs faite à charge de services religieux par le sieur *Part* à la fabrique de Monchy-Cayeux (Pas-de-Calais).

donation de quatre mille francs faite dans l'intérêt de l'église par le sieur *Peltureau* à la fabrique de Château-Renault (Indre-et-Loire). (*Vichy, 23 Juillet 1863.*)

N° 16,265. — DÉCRETS IMPÉRIaux (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Legs faits par la dame veuve *Leroux* : 1° à la fabrique de Brancamps-le-Vieux (Somme), deux mille cinq cents francs à charge de services religieux; 2° aux pauvres de la commune, trois mille francs, cent doubles décalitres de blé méteil ou une somme de trois cents francs, six cents mètres de tiretaine écarlate estimés six cents francs cent fagots évalués à quarante francs; 3° à la fabrique de Saint-Aubin (Somme), pour la chapelle de secours du Quesne, trois mille francs, dont le revenu est affecté à des services religieux; 4° aux pauvres de la commune du Quesne, le bénéfice éventuel des trois mille francs légués à la chapelle de secours et une somme de mille francs.

Legs faits par la demoiselle *Budan* : 1° à la fabrique d'Arc-lez-Gray (Haute-Saône), une rente de cent vingt-cinq francs; 2° à la fabrique d'Apremont (même département), une rente de trente francs; 3° à la fabrique de Mantoche (même département), une rente de cent vingt-cinq francs; 4° à la fabrique d'Auvet (même département), une rente de cent francs.

Legs fait par la demoiselle *Garlin-Lajas* à la congrégation des Filles de la Cite dites *sœurs de Saint-André*, existant à la Puye (Vienne), conjointement avec la commune d'Azereix (Hautes-Pyrénées), et consistant une somme de deux mille francs destinée à l'école communale d'Azereix, dirigée par des sœurs de son ordre.

Legs fait par la demoiselle *Trachez* au séminaire d'Arras (Pas-de-Calais) et consistant dans la nue propriété d'une maison estimée huit cents francs. (Vichy, 30 Juillet 1864.)



Certifié conforme :

Paris, le 23^e Avril 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'impression impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1029.

N° 16,266. — DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 105 Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.

Du 1^{er} Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2° Les lois des 11 avril 1831, 26 avril 1855 (titre IV) et 25 juin 1861, sur pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires trésor public;

4° L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 1^{er} avril 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 27, et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de soixante mille six cent trente francs (60,630^f), sur le crédit d'inscription ouvert sur l'année 1864;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit:

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des cent cinq militaires dénommés au tableau d'autre part une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾, savoir :

⁽¹⁾ Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au Trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NOMINÉS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES	
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.
1	ÉVRARD (François-Alexandre-Joseph).	9 juin 1789.	Saint-Omer (Pas-de-Calais).	Portier - consigne de 1 ^{re} classe.	48	1	3	7	•
2	HOTOT (Paul-Frédéric-Aimable).	14 janv. 1801.	Valognes (Manche).	Idem.	40	6	15	•	•
3	WELSCH (Nicolas).....	19 nov. 1805.	Ottrot-le-Bas (Bas-Rhin).	Idem.	36	5	6	5	2
4	HÉREAU (Jean-Angé-Pascal).	14 avril 1816.	Valence (Drôme).	Idem.	28	•	17	38	•
5	JUSTET (Antoine).....	17 oct. 1817.	Montpellier (Hérault).	Idem.	25	6	2	48	•
6	SEILLER (Mathieu-Michel).	8 janvier 1797.	Rochefort (Charente-infér.)	Idem.	50	7	3	•	•
7	ROUGELIN (Jean-Baptiste-Philippe).	16 déc. 1816.	Jarville (Meurthe).	Idem.	28	1	18	20	•
8	BRISVILLE (Philippe-Joseph).	18 mars 1786.	Bouchain (Nord).	Idem de 2 ^e classe.	49	2	28	•	•
9	GENTILHOMME (Julien)..	7 août 1819.	Angers (Maine-et-Loire).	Idem.	25	6	17	8	•
10	DEMEY (Louis-Ambroise)	30 juillet 1811.	S ^t -Sylvestre Cappel (Nord).	Idem de 3 ^e classe.	27	6	16	•	•
11	DUPRAT (Bertrand)....	2 janvier 1800.	Tarbes (Hautes-Pyrénées)	Idem.	36	•	16	•	•
12	FARAVEL (Auguste)....	14 mars 1811.	Aigues-Vives (Gard).	Idem.	30	•	16	•	•
13	SUBBINI (Forteleone)...	1801.	Olta (Corse).	Idem.	39	6	21	•	•
14	SURBIN (Jean-Joseph)..	19 janv. 1817.	Revel (Haute-Garonne).	Idem.	25	11	7	51	•
15	BACH (Georges) ⁽²⁾	26 mars 1817.	Landau (Bavière).	Caporal au régi- ment étranger.	25	1	17	46	•
16	BAILLY (Pierre).....	26 déc. 1817.	Nevers (Nièvre).	Tambour au 3 ^e ré- giment de tirailleurs algériens.	26	•	9	30	•
17	TRAUQUE (Jean).....	16 oct. 1815.	Limoux (Aude).	Soldat au 3 ^e régi- ment de tirailleurs algériens.	25	11	18	33	•
18	AHMET BEN DAOUD.....	1819.	Merdas, province de Constantine (Algérie).	Maréchal des logis au 3 ^e régiment de spahis.	25	8	1	16	•
19	MOHAMET OULD AHMET.	1816.	Melela, province d'Alger (Algérie).	Idem au 2 ^e idem.	25	•	•	25	•
20	ALI BEN FASCHS.....	1817.	Bône, province de Constantine (Algérie).	Idem au 3 ^e idem.	26	•	16	27	•
21	ALI KHARESI.....	1818.	Bône, province de Constantine (Algérie).	Brigadier au 3 ^e ré- giment de spahis.	26	•	•	26	•

(1) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861. — (2) Naturalisé Française.

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater de jour où le titulaire aura été rayé des

	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1853.	Total.			
et 30.	Portier-consigne de 1 ^{re} classe. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	720 ^f	198 ^f	918 ^f (a)	En activité à Saint- Omer.	18 août 1863.	Saint-Omer (Pas-de-Calais).
Mem.	Idem.	672	198	870 (a)	Idem à Grenoble.	1 ^{er} février 1864.	Spincourt (Meuse).
Mem.	Idem.	684	198	882 (a)	Idem à Thionville.	1 ^{er} janvier 1864.	Thionville (Moselle).
Mem.	Portier-consigne de 1 ^{re} classe.	600	165	765 (a)	Idem à Brest.	26 sept. 1863.	Paris (Seine).
Mem.	Idem.	600	165	765 (a)	Idem à Arras.	1 ^{er} octobre 1863.	Montpellier (Hérault).
Mem.	Idem.	600	165	765 (a)	Idem à Rochefort.	11 août 1863.	Rochefort (Charente-infér.).
Mem.	Idem de 2 ^e classe. (Ayant 12 ans d'an- cienneté dans ce grade.)	600	198	798 (a)	Idem à Constantine.	15 janvier 1864.	Bayonne (Basses-Pyrénées)
Mem.	Idem.	600	198	798 (a)	Idem à Bouchain.	29 août 1863.	Bouchain (Nord).
Mem.	Idem de 3 ^e classe. (Ayant 12 ans d'an- cienneté dans ce grade.)	381	198	579 (a)	Idem à Aumale.	3 février 1864.	Nîmes (Gard).
Mem.	Idem.	327	198	525 (a)	Idem au fort de Quénecras.	6 nov. 1863.	S ^t -Sylvestre- Cappel (Nord).
Mem.	Idem.	404	198	602 (a)	Idem à Lourdes.	12 février 1864.	Lourdes (Hautes-Pyrénées)
Mem.	Idem.	350	198	548 (a)	Idem à Narbonne.	6 mars 1864.	Béziers (Hérault).
Mem.	Idem.	435	198	633 (b)	Idem à Calvi.	26 sept. 1863.	Calvi (Corse).
Mem.	Idem.	480	198	678 (a)	Idem à Aumale.	30 sept. 1863.	Aumale, province d'Alger (Algérie).
Mem.	Caporal. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	408	198	606 (a)	En activité.	1 ^{er} janvier 1864.	Strasbourg (Bas-Rhin).
Mem.	Tambour.	300	165	465 (a)	Dans ses foyers.	1 ^{er} sept. 1863.	Alger (Algérie).
Mem.	Soldat.	300	165	465 (a)	En activité.	24 août 1863.	Nancy (Meurthe).
Mem.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'an- cienneté dans ce grade.)	480	198	678 (a)	Idem.	17 janvier 1864.	Soukarras, province de Constantine (Algérie).
Mem.	Idem.	480	198	678 (a)	Idem.	24 nov. 1863.	Oran (Algérie).
Mem.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	408	198	606 (a)	Idem.	17 janvier 1864.	Bône, province de Constantine (Algérie).
Mem.	Idem.	408	198	606 (a)	Idem.	25 août 1863.	Idem.

(b) Mem. Cette pension, dans la fixation de laquelle il a été fait application de l'article 4 de la loi du 11 avril 1831, d'après l'article 27 de ladite loi, étre cumulée avec un traitement civil d'activité.

NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
	Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
2 MERDESSY BEN JEDDA...	1820.	Ben-Urgines, province d'Alger (Algerie).	Brigadier au 3 ^e ré- giment de spahis.	25	7	26	26		
3 ALI BEN YAHIA-Ez-ZITOU- NI.	1811.	Oued-Zeitoun, province d'Alger (Algerie).	Soldat au 3 ^e régi- ment de spahis.	26	"	22	27		
4 DEMANGE (Jean-Pierre).	11 oct. 1816.	Ley (Meurthe).	Sergent à la com- pagnie de sous-offi- ciers vétérans.	25	"	16	18		
5 DUQUESNE (Désiré- Jo- seph).	18 mai 1817.	Saint-Amand (Nord).	Idem.	25	"	16	1		
6 DORIDAT (Victor).....	28 janv. 1816.	Moyemont (Vosges).	Idem.	25	"	6	26		
7 GOUBET (André-Joseph).	14 oct. 1816.	Metz- en-Couture (Pas-de-Calais).	Idem.	25	"	6	21		
8 MADIOT (Julien-Jean- Marie).	6 juin 1816.	Janzé (Ille-et-Vilaine).	Idem.	25	3	16	7		
9 ANTOINETTE (Pierre)...	28 nov. 1815.	Paris (Seine).	Soldat à la com- pagnie de fusiliers vétérans.	25	"	16	1		
30 MACHET (Alphonse)....	21 nov. 1819.	Thionville (Moselle).	Idem.	25	6	16	12		
31 MARIAU (Jacques-René- Frédéric).	5 avril 1814.	Blaslay (Vienne).	Idem.	25	6	16	"		
32 RUEFF (Martin).....	6 nov. 1816.	Ensisheim (Haut-Rhin).	Idem.	25	5	16	2		
33 MATHIOTTE (Jean- Pierre).	29 nov. 1814.	Ancerville (Moselle).	Sergent-major à la 4 ^e compagnie de ca- nonniers vétérans.	27	6	16	13		
34 SORBIÈRE (Joseph).....	1 ^{er} mai 1816.	Rocheport (Gard).	Sergent à la 3 ^e com- pagnie de canonniers vétérans.	25	1	15	1		
35 BOUCHÉ (Adrien-Bap- tiste).	22 mars 1817.	Paris (Seine).	Idem à la 4 ^e idem.	25	"	20	26		
36 CHRIST (François-Paul).	9 juin 1817.	Neuf-Brisach (Haut-Rhin).	Idem.	25	3	15	6		
37 DAUGABEL (Louis-Marie).	2 avril 1819.	Landerneau (Finistère).	Caporal à la 2 ^e com- pagnie de canonniers vétérans.	25	7	17	20		
38 BRIONNE (Jean-Baptiste).	30 mars 1809.	Atton (Meurthe).	Idem à la 3 ^e idem.	25	6	16	"		
39 BOUYS (Pierre).....	8 nov. 1816.	Pignan (Hérault).	Idem à la 4 ^e idem.	25	1	5	26		
40 GAUTHERON (Joseph) ..	17 déc. 1813.	Saint-Clément- sur-Guye (Saône-et-Loire).	Tambour à la 4 ^e compagnie de canon- niers vétérans.	28	6	16	1		
41 FOURNO (Georges).....	23 avril 1816.	Lauterbourg (Bas-Rhin).	Soldat à la 1 ^{re} com- pagnie de canonniers vétérans.	25	2	29	31		
42 MOUSSARD (Louis).....	9 mai 1812.	Fors (Deux-Sèvres).	Idem.	25	1	17	18		
43 MILLINON (Jean).....	10 avril 1814.	Saint-Étienne- la-Varenne (Rhône).	Idem à la 2 ^e idem.	25	"	16	15		

(1) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861.

N ^o de la liste n ^o 1 du 1 ^{er} mars 1855.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.	Total.			
102.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	408 ^f	198 ^f	606 (a)	En activité.	16 janvier 1864.	Bône, province de Constantine (Algérie).
103.	Soldat.	300	165	465 (a)	Idem.	21 janvier 1864.	Constantine (Algérie).
104.	Sergent. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	467	198	665 (a)	Idem.	7 nov. 1863.	Mirecourt (Vosges).
105.	Idem.	341	198	539 (a)	Idem.	12 déc. 1863.	Constantine (Algérie).
106.	Caporal. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	408	198	606 (a)	Idem.	19 août 1863.	Moyemont (Vosges).
107.	Idem.	408	198	606 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Metz- en-Couture (Pas-de-Calais).
108.	Idem.	325	198	523 (a)	Idem.	18 octobre 1863.	Bar-le-Duc (Meuse).
109.	Soldat.	223	165	388 (a)	Idem.	5 déc. 1863.	Paris (Seine).
110.	Idem.	265	165	430 (a)	Idem.	18 nov. 1863.	Vesoul- lez-Baignam, province d'Alger (Algérie).
111.	Idem.	205	165	370 (a)	Idem.	6 nov. 1863.	Villeneuve- d'Agen (Lot-et-Garonne).
112.	Idem.	215	165	380 (a)	Idem.	16 nov. 1863.	Ensisheim (Haut-Rhin).
113.	Sergent. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	444	198	642 (a)	Idem.	6 janvier 1864.	Grau-le-Roi (Gard).
114.	Idem.	341	198	539 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Avignon (Vaucluse).
115.	Idem.	480	198	678 (a)	Idem.	Idem.	Paris (Seine).
116.	Idem.	359	198	557 (a)	Idem.	26 janvier 1864.	Mulhouse (Haut-Rhin).
117.	Caporal. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	408	198	606 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Nîmes (Gard).
118.	Idem.	271	198	469 (a)	Idem.	16 février 1864.	Bastia (Corse).
119.	Idem.	408	198	606 (a)	Idem.	26 janvier 1864.	Montpellier (Hérault).
120.	Tambour.	240	165	405 (a)	Idem.	22 nov. 1863.	Saint-Clément- sur-Guye (Saône-et-Loire).
121.	Soldat.	300	165	465 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Lauterbourg (Bas-Rhin).
122.	Idem.	293	165	458 (a)	Idem.	Idem.	Prahec (Deux-Sèvres).
123.	Idem.	278	165	443 (a)	Idem.	17 janvier 1864.	Lyon (Rhône).

Il nous que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles

NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
	Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
1 PÉLISSIER (Pierre-Louis)	5 sept. 1819.	Saint-Juéry (Tarn).	Soldat à la 2 ^e com- pagnie de canon- niers vétérans.	25	4	1	72		
2 CLAVEL (Jean-Baptiste).	10 avril 1815.	La Côte-S-André (Isère).	Idem à la 5 ^e Idem.	25	9	24	20		
3 FRISCAUX (Jules).....	25 août 1815.	Tours (Indre-et-Loire).	Idem.	25	2	23	13		
4 GRIESENMANN (Louis)...	27 nov. 1814.	Strasbourg (Bas-Rhin).	Idem.	25	6	17	10		
5 GROLEAU (André-Fir- min).	1 ^{er} juillet 1800.	Marcuil (Vendée).	Idem.	25	8	23	30		
6 LORIE (Frédéric).....	2 août 1817.	Dieulefit (Drôme).	Idem.	25	5	3	25		
7 LARGAN (Pierre).....	19 juin 1817.	Fontenilles (Haute-Garonne).	Chef armurier de 1 ^{re} classe au 12 ^e re- giment de chasseurs.	26	8	10	6		
8 BADREIX (Jean).....	1 ^{er} nov. 1813.	Sorholus (Basses-Pyrénées).	Chef armurier de 1 ^{re} classe au 43 ^e re- giment d'infanterie de ligne.	29	6	16	7		
9 DOURLÉE (Jean-Baptiste)	12 août 1812.	Warcq (Ardennes).	Chef armurier au 8 ^e régiment de hus- sards.	27		16			
10 CERISIER (Pharnèse-Au- gustin-Joseph).	25 oct. 1812.	Maubeuge (Nord).	Chef armurier au 17 ^e régiment d'in- fanterie de ligne.	33		10	3		
11 GILQUIN (Jules-Théodo- re).	18 avril 1811.	Château- Thierry (Aisne).	Ouvrier d'Etat.	31	2	23			
12 GONARD (Nicolas).....	25 fév. 1807.	Thionville (Moselle).	Idem.	35	6	16			
13 KIRSTETTER (Antoine).	9 nov. 1814.	Ébersheim (Bas-Rhin).	Idem.	28		16			
14 BONNIN (Clément).....	15 sept. 1807.	Tourmont (Jura).	Gardien de batte- rie de 1 ^{re} classe.	35	1	2			
15 LEMIRE (Jean-Baptiste).	27 dec. 1807.	La Longueville (Nord).	Idem.	35		16			
16 CABOCHÉ (Augustin-Bé- noni).	16 juin 1807.	Guarbecque (Pas-de-Calais).	Idem.	35		16			
17 CHEDRON (Nicolas-Adol- phe).	7 avril 1812.	Neuville-et-This (Ardennes).	Maître ouvrier de manufacture d'armes de guerre.	28	6	17			
18 FELDÉN (Louis).....	18 août 1813.	Mutzig (Bas-Rhin).	Idem.	31	6	16			
19 FRANÇOIS (Louis).....	20 juillet 1816.	Idem.	Idem.	26	1	23			
20 KLAEYLÉ (Jean).....	25 juin 1811.	Idem.	Idem.	36	6	16			
21 SCHELL (Simon).....	28 oct. 1813.	Gresswiller (Bas-Rhin).	Idem.	32	6	27			
22 WELLER (Joseph).....	2 juillet 1813.	Mutzig (Bas-Rhin).	Idem.	27	6	16			
23 BARDON (Daniel).....	5 juillet 1816.	Tulle (Corrèze).	Idem.	27		16	9		
24 CHAMPAGNON (Fleury)...	13 août 1813.	Saint-Étienne (Loire).	Idem.	31		16			

(1) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861.

NOM et Prénoms de titulaire.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.	Total.			
Idem.	Soldat.	300 ^f	165 ^f	465 ^f (a)	En activité.	1 ^{er} janvier 1864.	Dax (Landes).
Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	Idem.	LaCôte-S'André (Isère).
Idem.	Idem.	268	165	433 (a)	Idem.	27 janvier 1864.	Tours (Indre-et-Loire).
Idem.	Idem.	255	165	420 (a)	Idem.	3 février 1864.	Phalsbourg (Meurthe).
Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Mareuil (Vendée).
Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	Idem.	Valvignères (Ardèche).
Idem (1).	Chef armurier de 2 ^e classe. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	456	198	654 (a)	Idem.	21 janvier 1864.	Gençais (Vienne).
Idem.	Chef armurier de 1 ^{re} classe.	520	165	685 (a)	Idem.	12 déc. 1863.	Le Pont- Saint-Esprit (Gard).
Idem.	Idem.	425	165	590 (a)	Idem.	7 nov. 1863.	Limoges (Haute-Vienne).
Idem (1).	Chef armurier de 2 ^e classe. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	498	198	696 (a)	Idem.	11 nov. 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Ouvrier d'État. (Ayant 12 ans d'an- cienneté dans ce gra- de.)	558	198	756 (a)	Idem à la direction d'artillerie de Lyon.	26 janvier 1864.	Lyon (Rhône).
Idem.	Idem.	612	198	810 (a)	Idem de Rennes.	25 déc. 1863.	Rennes (Ille-et-Vilaine).
Idem.	Ouvrier d'État.	445	165	610 (a)	Idem de Strasbourg.	9 octobre 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
Idem.	Gardien de batte- rie. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade et dans celui de maréchal des logis chef.)	504	198	792 (a)	Idem de Constantine (à Bougie).	21 janvier 1864.	Tourmont (Jura).
Idem.	Idem.	486	198	684 (a)	Idem de Cherbourg.	4 déc. 1863.	Cherbourg (Manche).
Idem (1).	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'an- cienneté dans ce gra- de.)	413	198	611 (a)	Idem de l'île d'Aix.	3 déc. 1863.	Saint-Venant (Pas-de-Calais).
Idem.	Maître ouvrier. (Ayant 12 ans d'an- cienneté dans ce gr.)	336	198	534 (a)	En activité à la ma- nufacture d'armes de Mutzig.	1 ^{er} janvier 1864.	Mutzig (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	363	198	561 (a)	Idem.	12 octobre 1863.	Idem.
Idem.	Idem.	314	198	512 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Lützelhausen (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	408	198	606 (a)	Idem.	11 janvier 1864.	Mutzig (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	372	198	570 (a)	Idem.	1 ^{er} déc. 1863.	Greswiller (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	327	198	525 (a)	Idem.	2 nov. 1863.	Mutzig (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	404	198	602 (a)	Idem à Saint-Étienne	17 déc. 1863.	Saint-Étienne (Loire).
Idem.	Idem.	359	198	557 (a)	Idem.	9 nov. 1863.	Idem.

édition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles

NOMMÉS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMBAGES		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
68	CREPET (Antoine)	17 juin 1812.	Valbenoite (Loire).	Maître ouvrier de manufacture d'armes de guerre.	33	"	16	"	"	"
69	DEMEURE (François)....	26 mars 1809.	Rochetaillée (Loire).	Idem.	33	"	16	"	"	"
70	GENEVRIER (Jacques)...	24 mai 1811.	Saint-Cyprien- Andrézieux (Loire).	Idem.	35	6	16	"	"	"
71	LARDERET (Gabriel)....	4 janv. r 1807.	Saint-Étienne (Loire).	Idem.	36	"	16	"	"	"
72	PAULET (Pierre-Augus- tin).	31 juillet 1813.	Tence (Haute-Loire).	Idem.	33	"	16	"	"	"
73	POULLAT (Pierre).....	7 juin 1810.	Saint-Martin- la-Plaine (Loire).	Idem.	32	"	16	"	"	"
74	PLANCHET (Jean)	14 déc. 1804.	Saint-Étienne (Loire).	Idem.	42	"	16	"	"	"
75	VIAL (Vincent).....	10 avril 1813.	Saint-Didier- la-Séauve (Haute-Loire).	Idem.	29	"	16	"	"	"
76	BORDE (Pierre).....	8 octobre 1815.	Treignac (Corrèze).	Idem.	29	"	16	"	"	"
77	BOUNOUR (Pierre).....	16 janv. 1801.	Tulle (Corrèze).	Idem.	26	6	16	"	"	"
78	CHALARD (Jean)	2 déc. 1816.	Treignac (Corrèze).	Idem.	29	"	16	"	"	"
79	COMBE (Antoine).....	25 fév. 1815.	Tulle (Corrèze).	Idem.	26	6	16	"	"	"
80	COUDRIER (Jean)	3 février 1810.	La Celle (Corrèze).	Idem.	29	6	16	"	"	"
81	DESSAL (Antoine).....	8 février 1816.	Treignac (Corrèze).	Idem.	26	6	20	"	"	"
82	GENESTE (Pierre).....	6 sept. 1813.	Tulle (Corrèze).	Idem.	34	"	25	12	"	"
83	INSERGUEIX (Léonard)...	5 oct. 1813.	Affieux (Corrèze).	Idem.	32	"	16	"	"	"
84	JACEN (Jean-Antoine)...	24 juin 1815.	Tulle (Corrèze).	Idem.	26	6	23	"	"	"
85	PEUCH (Jean)	5 nov. 1805.	Idem.	Idem.	26	6	25	"	"	"
86	SAMY (Pierre).....	20 nov. 1813.	Treignac (Corrèze).	Idem.	32	"	16	"	"	"
87	TINTIGNAC (Antoine)...	4 oct. 1811.	Chameyrat (Corrèze).	Idem.	25	6	16	"	"	"
88	VAUJOUR (Pierre).....	31 mars 1813.	Tulle (Corrèze).	Idem.	34	6	16	10	"	"
89	BANCEY (Jean-Baptiste).	27 janv. 1810.	Feugerolles (Loire).	Idem.	33	"	16	"	"	"
90	CHAMBON (François)...	20 oct. 1813.	Chameyrat (Corrèze).	Idem.	33	"	16	"	"	"
91	COISSAC (Jean-Baptiste).	24 août 1810.	Chamboulive (Corrèze).	Idem.	28	6	25	"	"	"
92	VALLÈRE (Marcellin)...	28 fév. 1818.	Saint-Étienne (Loire).	Idem.	25	6	21	"	"	"
93	GREMEL (Balthazar)...	6 janvier 1812.	Rosheim (Bas-Rhin).	Ouvrier de manufac- ture d'armes de guerre	30	6	16	"	"	"
94	REYNAGEL (François-An- toine).	12 janv. 1808.	Dangolsheim (Bas-Rhin).	Idem.	29	"	19	"	"	"
95	GIRARD (Simon).....	10 oct. 1812.	Chazelles- sur-Lyon (Loire).	Idem.	28	"	16	12	"	"

N ^o . L ^o i du avril 1855.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires
		L ^o i du 11 avril 1831.	L ^o i du 26 avril 1855.	Total.			
et 20.	Maître ouvrier. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	377 ^f	198 ^f	575 ^f (a)	En activité à Saint-Étienne.	2 nov. 1863.	Saint-Étienne (Loire).
Idem.	Idem.	377	198	575 (a)	Idem.	6 janvier 1864.	Idem.
Idem.	Idem.	354	198	552 (a)	Idem.	17 janvier 1864.	Idem.
Idem.	Idem.	404	198	602 (a)	Idem.	15 nov. 1863.	Idem.
Idem.	Idem.	377	198	575 (a)	Idem.	26 nov. 1863.	Idem.
Idem.	Idem.	368	198	566 (a)	Idem.	15 avril 1864.	Idem.
Idem.	Idem.	458	198	656 (a)	Idem.	16 mars 1864.	Idem.
Idem.	Idem.	341	198	539 (a)	Idem.	23 octobre 1863.	Idem.
Idem.	Idem.	341	198	539 (a)	Idem à Tulle.	11 janvier 1864.	Treignac (Corrèze).
Idem.	Idem.	318	198	516 (a)	Idem.	17 janvier 1864.	Tulle (Corrèze).
Idem.	Idem.	341	198	539 (a)	Idem.	18 déc. 1863.	Treignac (Corrèze).
Idem.	Idem.	318	198	516 (a)	Idem.	24 déc. 1863.	Tulle (Corrèze).
Idem.	Idem.	345	198	543 (a)	Idem.	19 février 1864.	Treignac (Corrèze).
Idem.	Idem.	318	198	516 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Idem.
Idem.	Idem.	480	198	678 (a)	Idem.	1 ^{er} nov. 1863.	Tulle (Corrèze).
Idem.	Idem.	368	198	566 (a)	Idem.	17 nov. 1863.	Treignac (Corrèze).
Idem.	Idem.	318	198	516 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Tulle (Corrèze).
Idem.	Idem.	318	198	516 (a)	Idem.	1 ^{er} déc. 1863.	Idem.
Idem.	Idem.	368	198	566 (a)	Idem.	6 déc. 1863.	Treignac (Corrèze).
Idem.	Idem.	309	198	507 (a)	Idem.	20 janvier 1864.	Tulle (Corrèze).
Idem.	Idem.	480	198	678 (a)	Idem.	17 déc. 1863.	Idem.
Idem.	Maître ouvrier.	314	165	479 (a)	Idem à Saint-Étienne	25 déc. 1863.	Saint-Étienne (Loire).
Idem.	Idem.	314	165	479 (a)	Idem à Tulle.	15 nov. 1863.	Tulle (Corrèze).
Idem.	Idem.	280	165	445 (a)	Idem.	1 ^{er} janv. 1864.	Chamboulive (Corrèze).
Idem.	Idem.	258	165	423 (a)	Idem.	Idem.	Tulle (Corrèze).
Idem.	Ouvrier.	230	165	395 (a)	Idem à Mutzig.	7 déc. 1863.	Rosheim (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	223	165	388 (a)	Idem.	1 ^{er} nov. 1863.	Mutzig (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	268	165	433 (a)	Idem à Saint-Étienne	23 avril 1864.	Saint-Étienne (Loire).

Condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.				
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.
96	SAYE (Jean).....	24 nov. 1811.	Saint-Genest- Malifaux (Loire).	Ouvrier de manu- facture d'armes de guerre.	32	•	16	•	•
97	FAURIE (Joseph).....	12 nov. 1808.	Tulle (Corrèze).	Idem.	29	•	16	•	•
98	LAPITE (Marc-Éloi-Jac- ques).	1 ^{er} déc. 1808.	Perpignan (Pyrenées-Or.).	Adjudant sous-offi- cier agent principal.	27	10	28	30	•
99	BOURGEOIS (Nicolas-Hu- bert).	20 déc. 1809.	Ceffonds (Haute-Marne).	Idem.	27	9	21	3	•
100	DUCOS (Jean-Baptiste- Joseph).	31 mars 1815.	Labarthète (Gers).	Idem.	25	5	21	14	•
101	DELOUYE (Pierre-Jules- Léon).	10 nov. 1817.	Saint-Georges- sur-Eure (Eure).	Sergent-major sur- veillant à l'atelier de Bône (Algerie).	25	10	9	4	•
102	SERVAIS (Hubert-Alexis).	9 février 1817.	Haybes (Ardennes).	Sergent-major au penitencier militaire d'Avignon.	25	•	17	8	•
103	CHAUVOT (Jean-Georges) (2).	26 sept. 1798.	Darrembach (Bavière).	Sergent surveillant.	26	2	16	30	•
104	BOUCON (Jean-Antoine).	26 mai 1804.	Villars- Saint-Georges (Doubs).	Idem.	25	1	4	8	•
105	MIGNOT (Claude-Victor).	13 sept. 1815.	Aulance (Ardennes).	Idem.	25	2	8	•	•

(1) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861. — (2) En instance de naturalisation.

(a) à la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et

	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1835.	Total.			
10.	Ouvrier.	243 ^f	165 ^f	408 ^f (a)	En activité à Saint-Étienne.	6 nov. 1863.	Saint-Étienne (Loire).
Idem.	Idem.	223	165	388 (a)	Idem à Tulle.	9 déc. 1863.	Tulle (Corrèze).
Idem.	Adjudant sous-officier. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	720	198	918 (a)	Idem à la prison militaire d'Alger.	19 nov. 1863.	Perpignan (Pyrénées-Or.).
Idem.	Idem.	552	198	750 (a)	Idem à la maison de justice de Paris.	5 juillet 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Adjudant sous-officier.	545	165	710 (a)	Idem à la prison cellulaire de Bône.	23 octobre 1863.	"
Idem.	Sergent-major. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	420	198	618 (a)	Dans ses foyers.	10 sept. 1863.	Metz (Moselle).
Idem.	Sergent. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	377	198	575 (b)	Idem.	9 juin 1863.	Poitiers (Vienne).
Idem.	Idem.	480	198	678 (a)	En activité au pénitencier militaire de Douéra (Algérie).	5 nov. 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	377	198	575 (a)	Idem à la prison militaire de Strasbourg.	10 nov. 1863.	Villars-Saint-Georges (Doubs).
Idem.	Caporal. (Ayant moins de 2 ans d'ancienneté dans le grade de sergent.)	223	165	388 (b)	Idem à Lille.	29 déc. 1863.	Lille (Nord).
		TOTAL.		60,630			

— (b) Idem. Cette pension dans laquelle il a été fait application de l'article 4 de la loi du 11 avril 1831, l'après l'article 37, être cumulée avec un traitement civil d'activité.

Les finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

N° 16,267. — DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 104 Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.

Du 1^{er} Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de la loi de donnanee du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2° Les lois des 11 avril 1831, 26 avril 1855 (titre IV) et 25 juin 1861 sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 1^{er} avril 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 25 et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de cinquante-quatre mille huit cent deux francs (54,802¹), sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAIGNES		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
1	CHAINTRON (François)...	21 oct. 1811.	Fontaines (Loir-et-Cher).	Sergent, brigadier à la compagnie de gendarmarie du Gers.	27	7	6	*	*	*
2	GAUBERT (Jacques-Yves)...	26 sept. 1810.	Trémeloir (Côtes-du-Nord).	Sergent, brigadier à la compagnie de gendarmes vétérans.	25	1	1	8	*	*
3	JOUANNY (Antoine).....	18 mai 1809.	Albefeuille (Tarn-et-Garonne)	Sergent, brigadier à la garde de Paris.	29	*	*	1	*	*
4	ROSSAT (Antoine).....	7 mai 1810.	Gleizé (Rhône).	Sergent, gendarme à la 4 ^e compagnie de la légion d'Afrique.	26	5	21	26	*	*
5	BARROS (Joseph).....	10 sept. 1811.	Lherm (Haute-Garonne).	Maréchal des logis à la compagnie de gen- darmarie du Cher.	30	11	14	1	*	*
6	BRETON (Eugène-Athana- nase).	22 fév. 1815.	Outarville (Loiret).	Idem d'Ille-et-Vil- laine.	25	10	1	*	*	*
7	DARAU (Simon).....	26 janv. 1814.	Verdun (Meuse).	Idem de la Haute- Garonne.	27	6	16	*	*	*
8	GAUDRY (Joseph-André- Adolphe).	30 nov. 1817.	Wimy (Aisne).	Idem d'Ille-et-Vil- laine.	25	5	26	*	*	*
9	GAUTIER (Mathurin-Oli- vier).	15 déc. 1812.	Saint-Maudan (Côtes-du-Nord).	Idem des Côtes-du- Nord.	30	2	2	*	*	*
10	LOHÉ (Prosper-Salomon)	28 sept. 1811.	Origny- en-Thiérache (Aisne).	Idem du Nord.	29	8	7	*	*	*
11	NICOLAS (Jean).....	3 juin 1810.	Montluçon (Allier).	Idem de la Creuse.	32	7	3	11	*	*
12	ROUSSE (Charles-Victor- Simon).	29 oct. 1812.	Villers- lez-Luxeuil (Haute-Saône).	Idem de la Meurthe.	26	6	7	*	*	*
13	ROUSSEAU (Jean).....	9 déc. 1806.	Castelnau- Picampeau (Haute-Garonne).	Idem des Deux-Sè- vres.	35	6	16	*	*	*
14	SALONGNE (Félix-Bar- nabé).	31 août 1809.	Caiz (Manche).	Idem du Calvados.	32	9	13	*	*	*
15	SOUPAULT (Noël-Frédé- ric).	15 fév. 1811.	Chantonnay (Vendée).	Idem de la Vendée.	31	2	21	*	*	*

la section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;
sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la
guerre,

VOUS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des cent quatre militaires dé-
nommés au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformé-
ment aux indications de ce tableau ⁽¹⁾, savoir :

Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit
du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor,
un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NOM des titulaires.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.	Total.			
1. Et 20.	Sergent. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	327 ^f	198 ^f	525 ^f (a)	Dans ses foyers.	16 août 1863.	Simorre (Gers).
Idem.	Idem.	377	198	575 (a)	Idem.	6 octobre 1863.	Trémeloir (Côtes-du-Nord).
Idem.	Idem.	345	198	543 (a)	Idem.	6 sept. 1863.	Montauban (Tarn-et-Garonne)
Idem.	Idem.	480	198	678 (a)	Idem.	21 sept. 1863.	Philippeville, province d'Alger (Algerie).
Idem.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'an- cienneté dans ce grade.)	363	198	561 (a)	Idem.	6 octobre 1863.	Toulouse (Haute-Garonne).
Idem.	Sergent. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	309	198	507 (a)	Idem.	21 sept. 1863.	Saint-Servan (Ille-et-Vilaine).
Idem.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'an- cienneté dans ce grade.)	327	198	525 (a)	En activité.	19 déc. 1863.	Toulouse (Haute-Garonne).
Idem.	Sergent. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	305	198	503 (a)	Dans ses foyers.	16 nov. 1863.	Hirson (Aisne).
Idem.	Idem.	350	198	548 (a)	En activité.	7 janvier 1864.	Merdrignac (Côtes-du-Nord).
Idem.	Idem.	345	198	543 (a)	Dans ses foyers.	25 nov. 1863.	Valenciennes (Nord).
Idem.	Idem.	471	198	669 (a)	Idem.	16 août 1863.	Felletin (Creuse).
Idem.	Idem.	314	198	512 (a)	Idem.	1 ^{er} nov. 1863.	Saint-Quirin (Meurthe).
Idem.	Idem.	399	198	597 (a)	Idem.	13 janvier 1864.	Niort (Deux-Sèvres).
Idem.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'an- cienneté dans ce grade.)	372	198	570 (a)	Idem.	1 ^{er} sept. 1863.	Trouville- sur-Mer (Calvados).
Idem.	Sergent. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	359	198	557 (a)	En activité.	7 janvier 1863.	Napoléon (Vendée).

Condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles

NOM ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
	Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
16 TOUSSAINT (Jean-Adam)	18 nov. 1810.	Hirschlang (Bas-Rhin).	Maréchal des logis à la compagnie de gendarmérie du Cher	32	6	23	*	*	*
17 BUNELLER (Romain)...	25 oct. 1814.	Saint-Just- en-Chevalet (Aube).	Maréchal des logis, brigadier à la compa- gnie de gendarmérie de la Loire.	25	3	20	*	*	*
18 CHAROLLAIS (Claude)...	6 juin 1810.	Mercury (Saône-et-Loire).	Maréchal des logis, brigadier à la compa- gnie de gendarmérie de Saône-et-Loire.	31	8	19	1	*	*
19 GASTELAIS (Adolphe- Pierre).	11 août 1816.	Tréviers (Gard).	Maréchal des logis, brigadier à la com- pagnie de gendarmérie de la Meuse.	25	7	10	*	*	*
20 GOUSSE (Jean-Pierre)...	27 oct. 1811.	Völmünster (Moselle).	Maréchal des logis, brigadier à la compa- gnie de gendarmérie de l'Assise.	27	3	1	*	*	*
21 HEGUES (Louis-Amand).	17 fév. 1813.	Sérécourt (Vosges).	Maréchal des logis, brigadier à la compa- gnie de gendarmérie de Saône-et-Loire.	28	11	3	*	*	*
22 JEANNERET (Pierre)...	20 déc. 1814.	Dôle (Jura).	Maréchal des logis, brigadier à la compa- gnie de gendarmérie de Saône-et-Loire.	27	2	9	*	*	*
23 LARME (Pierre).....	17 fév. 1812.	Couches- les-Mines (Saône-et-Loire).	Maréchal des logis, brigadier à la com- pagnie de gendarmérie de Saône-et-Loire.	28	8	26	*	*	*
24 LERASLE (Jean).....	3 mars 1816.	Villequiers (Cher).	Maréchal des logis, brigadier à la compa- gnie de gendarmérie du Cher.	25	4	27	*	*	*
25 MAILLE (Victor).....	26 janv. 1820.	Carces (Var).	Maréchal des logis, brigadier à la compa- gnie de gendarmérie du Var.	23	3	26	13	*	*
26 MARTIN (Joseph).....	15 déc. 1813.	Castres (Tarn).	Maréchal des logis, brigadier à la compa- gnie de gendarmérie des Pyrénées-Orientales.	25	5	5	*	*	*
27 SALOT (Pierre).....	27 sept. 1817.	Aix (Bouches-du-Rhône).	Maréchal des logis, brigadier à la compa- gnie de gendarmérie du Loiret.	27	4	25	16	*	*
28 NORMAND (Pierre).....	1 mai 1816.	Saint-Brevin (Loire-Inférieure).	Maréchal des logis, brigadier à la compa- gnie de gendarmérie de la Loire-Inférieure.	25	1	10	*	*	*
29 ROUSSEAU (François-An- dré).	4 février 1813.	Saint-Hilaire- des-Loges (Vendée).	Maréchal des logis, brigadier à la compa- gnie de gendarmérie de la Vendée.	26	5	26	*	*	*
30 SEBILE (Denis-Joseph)...	25 nov. 1818.	Frasne (Doubs).	Maréchal des logis, brigadier à la compa- gnie de gendarmes vétérans.	25	5	7	38	*	*
31 TOURET (Louis).....	15 juillet 1813.	Durtal (Maine-et-Loire).	Maréchal des logis, brigadier à la compa- gnie de gendarmérie de Maine-et-Loire.	28	1	18	*	*	*
32 BARON (Louis).....	28 juillet 1817.	Maule (Seine-et-Oise).	Maréchal des logis, gendarme à la com- pagnie de la Seine.	26	2	19	*	*	*
33 DILHAN (Jean-Pierre)...	15 sept. 1814.	Sauveterre (Haute-Garonne).	Maréchal des logis, gendarme à la com- pagnie des Hautes- Pyrénées.	25	4	9	11	*	*

	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Loi du 11 avril 1863.	Loi du 26 avril 1863.	Total.			
4420.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	372 ^f	198 ^f	570 ^f (a)	Dans ses foyers.	11 nov. 1863.	Clermont- Ferrand (Puy-de-Dôme).
Idem.	Idem.	305	198	503 (a)	Idem.	21 nov. 1863.	Saint-Just- en-Chevalet (Loire).
Idem.	Idem.	372	198	570 (a)	Idem.	26 sept. 1863.	Mercurey (Saône-et-Loire).
Idem.	Idem.	305	198	507 (a)	Idem.	26 juillet 1863.	Laval (Mayenne).
Idem.	Idem.	323	198	521 (a)	Idem.	1 ^{er} sept. 1863.	Bruay (Pas-de-Calais).
Idem.	Idem.	336	198	534 (a)	Idem.	1 ^{er} octobre 1863.	Saint-Mandé (Seine).
Idem.	Idem.	323	198	521 (a)	Idem.	21 sept. 1863.	Biganos (Gironde).
Idem.	Idem.	336	198	534 (a)	Idem.	21 nov. 1863.	Digoin (Saône-et-Loire).
Idem.	Idem.	305	198	503 (a)	Idem.	11 août 1863.	Nérondes (Cher).
Idem.	Idem.	422	198	620 (a)	Idem.	26 octobre 1863.	La Bastide- des-Jourdans (Vaucluse).
Idem.	Idem.	305	198	503 (a)	Idem.	6 janvier 1864.	Elne (Pyrénées-Or.).
Idem.	Idem.	467	198	665 (a)	Idem.	21 juillet 1863.	Orléans (Loiret).
Idem.	Idem.	305	198	503 (a)	Idem.	1 ^{er} octobre 1863.	Saint-Mars- la-Jaille (Loire-Inférieure).
Idem.	Idem.	314	198	512 (a)	Idem.	11 octobre 1863.	Chaillé- les-Marais (Vendée).
Idem.	Idem.	480	198	678 (a)	Idem.	6 octobre 1863.	Blidah, province d'Alger (Algérie).
Idem.	Idem.	332	198	530 (a)	Idem.	6 nov. 1863.	Mouliherne (Maine-et-Loire).
Idem.	Idem.	314	198	512 (a)	Idem.	26 mai 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	404	198	602 (a)	Idem.	6 octobre 1863.	Sauveterre (Haute-Garonne).

condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles

N ^o de matr. 1831 1835.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1835.	Total.			
1302.	Maréchal des logis. [Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.]	305 ^f	198 ^f	503 ^f (a)	Dans ses foyers.	16 août 1863.	Onville (Moselle).
Idem.	Idem.	305	198	503 (a)	Idem.	11 nov. 1863.	Brionne (Eure).
Idem.	Idem.	480	198	678 (a)	Idem.	1 ^{er} oct. 1863.	Saint-Ciers (Charente).
Idem.	Idem.	480	198	678 (a)	Idem.	21 août 1863.	Saint-Père (Ille-et-Vilaine).
Idem.	Idem.	305	198	503 (a)	Idem.	26 sept. 1863.	Saint-Dizier (Haute-Marne).
Idem.	Maréchal des logis.	254	165	419 (a)	Idem.	16 sept. 1863.	Altkirch (Haut-Rhin).
Idem.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	322	198	520 (a)	Idem.	5 sept. 1863.	Saint-Laurent de-Mure (Isère).
Idem.	Idem.	318	198	516 (a)	Idem.	6 avril 1863.	La Bastide (Gironde).
Idem.	Idem.	325	198	523 (a)	En activité.	16 octobre 1863.	Voiron (Isère).
Idem.	Idem.	275	198	473 (a)	Dans ses foyers.	11 nov. 1863.	La Charité (Nièvre).
Idem.	Idem.	307	198	505 (a)	Idem.	26 sept. 1863.	Saint-Amour (Jura).
Idem.	Caporal. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	278	198	476 (a)	Idem.	6 nov. 1863.	Rouen (Seine-inférieure)
Idem.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	286	198	484 (a)	Idem.	6 sept. 1863.	Sainte-Foy- la-Grande (Gironde).
Idem.	Idem.	293	198	491 (a)	Idem.	26 nov. 1863.	Bagnols (Gard).
Idem.	Idem.	304	198	502 (a)	Idem.	6 sept. 1863.	Valognes (Manche).
Idem.	Idem.	314	198	512 (a)	Idem.	11 oct. 1863.	Neuville (Corrèze).
Idem.	Idem.	386	198	584 (a)	Idem.	1 ^{er} oct. 1863.	Varennes (Allier).
Idem.	Caporal. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	296	198	494 (a)	Idem.	26 oct. 1863.	Bréhan- Loudéac (Morbihan).
Idem.	Idem.	307	198	505 (a)	Idem.	16 oct. 1862.	Romainville (Seine).
Idem.	Idem.	275	198	473 (a)	Idem.	1 ^{er} déc. 1863.	Équeurdreville (Manche).
Idem.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	275	198	473 (a)	Idem.	16 oct. 1863.	Valence (Drôme).
Idem.	Idem.	268	198	466 (a)	Idem.	5 nov. 1863.	Turckheim (Haut-Rhin).
Idem.	Idem.	293	198	491 (a)	Idem.	16 sept. 1863.	Bourdon (Puy-de-Dôme).

Observation que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles

NUMEROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
57	BOYER (François).....	3 sept. 1810.	Montlaur (Aude).	Brigadier à la com- pagnie de gendarme- rie des Pyrénées- Orientales.	32	2	26	10	.	.
58	DEBOURGOGNE (Sébas- tien).	27 nov. 1814.	Charmoy (Haute-Marne).	Idem de Maine-et- Loire.	26	10	18	.	.	.
59	DEPIS (Joseph).....	4 oct. 1816.	Castelnau (Gers).	Idem de Lot-et- Garonne.	25	7	11	.	.	.
60	DUPLOUY (François-Mar- rie).	27 août 1808.	Wittes (Pas-de-Calais).	Idem de l'Hérault.	33	.	16	3	.	.
61	ESCOUPERIE (Pierre-Jac- ques).	22 août 1820.	Conques (Aude).	Brigadier à la com- pagnie de gendarmes vétérans.	26	1	7	5	.	.
62	FAUST (Jean-Michel)...	15 déc. 1816.	Hilbesheim (Meurthe).	Brigadier à la com- pagnie de gendarme- rie de Saône-et-Loire.	25	8	15	.	.	.
63	GINOUX (Jean-Pierre)...	24 mai 1807.	Montloison (Drôme).	Idem de l'Isère.	33	3	28	4	.	.
64	INGRAND (Pierre).....	2 juin 1807.	Beaussais (Deux-Sèvres).	Idem de l'Ariège.	32	6	16	.	.	.
65	JOUE (Claude).....	Août 1813.	Valgorge (Ardèche).	Idem du Gard.	27	6	29	7	.	.
66	LEFEBVRE (François-Zé- phiricque-Xavier).	19 sept. 1814.	Heuchin (Pas-de-Calais).	Idem du Pas-de-Ca- lais.	27	6	16	.	.	.
67	LÊNE (Alphonse).....	14 fév. 1816.	Cherbourg (Manche).	Idem de la Manche.	25	4	27	12	.	.
68	LETERRIER (Paul-Hya- cinthe).	22 janv. 1809.	Saint-Pierre- Eglise (Manche).	Idem du Calvados.	32	8	23	.	.	.
69	MARTELET (Antoine-Phi- lippe).	27 avril 1812.	Saint-Julien (Jura).	Idem de l'Ain.	29	10	13	.	.	.
70	NANSÉ (François-Ignace)	27 avril 1816.	Altkirch (Haut-Rhin).	Idem du Bas-Rhin.	25	4	24	.	.	.
71	NARTUS (Jean-Baptiste- Auguste-Alexandre).	13 avril 1813.	Castillon (Ariège).	Idem de l'Ariège.	30	7	6	4	.	.
72	PICON (Charles-Philé- mon).	1 ^{er} juill. 1807.	Epenoy (Doubs).	Idem de l'Aube.	34	8	24	.	.	.
73	REMY (Nicolas).....	3 février 1812.	Holacourt (Moselle).	Idem de la Marne.	28	8	3	.	.	.
74	RENAUDIN (Jean).....	25 fév. 1810.	Linay (Ardennes).	Idem de Maine-et- Loire.	32	8	13	2	.	.
75	ROBINET (Charles-An- toine-Joseph).	3 nov. 1817.	Besançon (Doubs).	Brigadier à la garde de Paris.	27	1	7	8	.	.
76	SAUER (Jean-Jacques)..	17 avril 1814.	Barr (Bas-Rhin).	Brigadier à la com- pagnie de gendarme- rie du Bas-Rhin.	26	6	24	5	.	.
77	SCHWOERER (Louis)....	17 juin 1806.	Wangenbourg (Bas-Rhin).	Idem du Cher.	35	8	23	.	.	.
78	VAQUEZ (André-Satur- nin-Éloi).	29 nov. 1810.	Hérissart (Somme).	Idem de l'Oise.	31	1	16	.	.	.
79	BOUDIN (Jean-Pierre- Éloi).	23 juin 1811.	Mercy-le-Bas (Moselle).	Brigadier, gendar- me à la compagnie des Deux-Sèvres.	26	3	17	.	.	.
80	BOURCY (Louis-Joseph).	11 oct. 1816.	Château-Voué (Meurthe).	Brigadier, gendar- me à la compagnie du Morbihan.	25	3	17	18	.	.
81	BROUILLER (Jean-Bap- tiste).	2 juillet 1816.	Bligny- sous-Beaune (Côte-d'Or).	Brigadier, gendar- me à la compagnie des Landes.	25	6	27	.	.	.
82	DESPOJOLS (Pierre-Vin- cent).	18 juillet 1807.	Cornèze (Aude).	Brigadier, gendar- me à la compagnie de l'Aude.	35	1	19	.	.	.

NOM des titulaires.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.	Total.			
et 30.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	390 ^f	198 ^f	588 ^f (a)	En activité.	1 ^{er} mars 1864.	Perpignan (Pyrenées-Or.).
Idem.	Idem.	278	198	476 (a)	Dans ses foyers.	26 sept. 1863.	Montfaucon (Maine-et-Loire).
Idem.	Idem.	271	198	469 (a)	Idem.	6 octobre 1863.	Agen (Lot-et-Garonne).
Idem.	Idem.	347	198	545 (a)	En activité.	11 janvier 1864.	Montpellier (Hérault).
Idem.	Idem.	304	198	502 (a)	Dans ses foyers.	26 nov. 1863.	Conques (Aude).
Idem.	Idem.	271	198	469 (a)	Idem.	21 nov. 1863.	Montceau- les-Mines (Saône-et-Loire).
Idem.	Idem.	354	198	552 (a)	Idem.	5 nov. 1863.	Saint-Gervais (Isère).
Idem.	Idem.	322	198	520 (a)	Idem.	6 sept. 1863.	Foix (Ariège).
Idem.	Idem.	336	198	534 (a)	En activité.	1 ^{er} janvier 1864.	Valgorge (Ardèche).
Idem.	Idem.	286	198	484 (a)	Idem.	21 déc. 1863.	"
Idem.	Idem.	354	198	552 (a)	Dans ses foyers.	16 nov. 1863.	Cosqueville (Manche).
Idem.	Idem.	322	198	520 (a)	Idem.	11 sept. 1863.	Saint-Pierre- sur-Dives (Calvados).
Idem.	Idem.	300	198	498 (a)	Idem.	16 sept. 1863.	Fresne- Saint-Mamès (Haute-Saône).
Idem.	Idem.	268	198	466 (a)	Idem.	19 nov. 1863.	Villé (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	336	198	534 (a)	En activité.	7 janvier 1864.	Castillon (Ariège).
Idem.	Idem.	336	198	534 (a)	Dans ses foyers.	1 ^{er} sept. 1863.	Troyes (Aube).
Idem.	Idem.	293	198	491 (a)	Idem.	21 nov. 1863.	Courmas (Marne).
Idem.	Idem.	336	198	534 (a)	En activité.	7 janvier 1864.	Torſeu (Maine-et-Loire).
Idem.	Caporal. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	340	198	538 (a)	Dans ses foyers.	1 ^{er} déc. 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	314	198	512 (a)	Idem.	5 nov. 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	343	198	541 (a)	Idem.	26 sept. 1863.	Veaugues (Cher).
Idem.	Idem.	311	198	509 (a)	Idem.	1 ^{er} oct. 1863.	Vauciennes (Oise).
Idem.	Idem.	275	198	473 (a)	Idem.	Idem.	Niort (Deux-Sèvres).
Idem.	Idem.	397	198	595 (a)	Idem.	16 sept. 1863.	Belz (Morbihan).
Idem.	Idem.	271	198	469 (a)	Idem.	1 ^{er} oct. 1863.	Bordeaux (Gironde).
Idem.	Idem.	340	198	538 (a)	Idem.	21 oct. 1863.	Carcassonne (Aude).

Condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRENOMS.	NAISSANCE.		GRADES armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
83	DEROS (Louis)	20 juin 1814.	Plonguenast (Côte-d'Or).	Brigadier, gendar- me à la compagnie des Côte-d'Or.	26	6	27	+	+	+
84	GABILLON (Pierre-Paul)	22 déc. 1812.	Saint-Martin- Valmeroux (Cantal).	Brigadier, gendar- me à la compagnie du Cantal.	29	7	3	+	+	+
85	GAUTHIER (Pierre)	24 avril 1817.	Vivonne Vienne.	Brigadier, gendar- me à la compagnie de la Vienne.	25	5	2	+	+	+
86	GOUDIMONT (Louis-Louis)	24 août 1814.	Beautort Aisne.	Brigadier, gendar- me à la 3 ^e compagnie d'Afrique.	27	4	15	41	+	+
87	HOLLIN DE LA VILLERIE (Etienne-Louard)	21 août 1815.	Grégay Ain.	Brigadier, gendar- me à la compagnie de vétérans.	25	1	4	21	+	+
88	OTTORINI (Dominique- Frédéric)	10 oct. 1815.	Servignat Aisne.	Brigadier, gendar- me à la 3 ^e compagnie de la Corse.	26	4	23	23	+	+
89	BAGNONNET (L.)			Brigadier, gendar- me à la 3 ^e compagnie de la Corse.	25	1	6	2	+	+
90	SACRY (Louis)						12	+	+	+
91	FAMILLI (Louis)									
92	VALE (Jean)	2 mai 1815.		Brigadier, gendar- me à la 3 ^e compagnie des Bouches-du-Rhône.	25	1	23	35	+	+
93	ZANG (Claude)	25 juin 1817.	Hombourg- Haut (Moselle).	Brigadier, gendar- me à la 3 ^e compagnie de la région d'Afrique.	25	1	23	35	+	+
94	FESSIER (Jean-Pierre)	27 déc. 1817.	Reims (Marne).	Brigadier, garde à la carle à cheval de Paris.	25	4	29	+	+	+
95	ARAGON (Joseph)	18 oct. 1809.	Saint-Gérons Ariège.	Brigadier à la com- pagnie de gendarme- rie de l'Ariège.	33	+	15	+	+	+
96	CHARRIL (Pierre)	21 juin 1812.	Pamiers (Ariège).	Idem.	27	6	19	6	+	+
97	DEMARCHE (Claude-Ber- nardin)	22 mai 1812.	Valvignères (Ardèche).	Idem de la Lozère.	29	+	2	1	+	+
98	DEPONT (Célestin-Jo- seph-Michel)	17 janv. 1815.	Mondrepuis (Aisne).	Idem de l'Aisne.	26	5	19	+	+	+
99	GRAVES (Pierre)	15 avril 1813.	Cenne-Monestiés (Aude).	Idem des Pyrénées- Orientales.	27	6	26	+	+	+
100	LAGNIEL (Amand- Alexandre-Marie)	3 février 1814.	Aigneville (Calvados).	Idem du Calvados.	31	+	7	+	+	+
101	MARCHAL (Hilaire-Hen- ry)	5 mai 1816.	Louppy- le-Château (Meuse).	Idem de l'Allier.	25	1	29	1	+	+
102	MONSEL (Nicolas)	5 sept. 1817.	Finville (Meurthe).	Idem de la Seine.	25	+	17	13	+	+
103	PARIS (Pierre-Louis)	1 ^{er} sept. 1814.	Adon (Ardennes).	Idem du Cantal.	27	11	6	6	+	+
104	LAFONTAINE (Hippolyte)	27 déc. 1815.	Besançon (Doubs).	Caporal (vétérans).	26	6	2	8	+	+

(1) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861.

(2) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été payé.

NOM et grade.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.	Total.			
et 20.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	278 ^f	198 ^f	476 ^f (a)	Dans ses foyers.	6 nov. 1863.	Rostrenen (Côtes-du-Nord).
	Idem.	358	198	556 (a)	Idem.	26 sept. 1863.	Saint-Urcize (Cantal).
	Idem.	325	198	523 (a)	Idem.	16 nov. 1863.	Saint-Savin (Vienne).
	Idem.	408	198	606 (a)	Idem.	6 nov. 1863.	Penthièvre, province de Constantine (Algérie).
	Idem.	408	198	606 (a)	Idem.	11 sept. 1863.	Beaugency (Loiret).
	Idem.	408	198	606 (a)	Idem.	16 sept. 1863.	Pastoreccia (Corse).
	Idem.	275	198	473 (a)	Idem.	11 nov. 1863.	Fréjus (Var).
	Idem.	325	198	523 (a)	Idem.	26 juillet 1863.	Saint-Lô (Manche).
	Idem.	322	198	520 (a)	Idem.	1 ^{er} nov. 1863.	Varen (Tarn-et-Garonne).
	Idem.	401	198	599 (a)	Idem.	6 octobre 1863.	Saint-Audiol (Bouches-du-Rhône).
	Idem.	408	198	606 (a)	Idem.	26 sept. 1863.	Blidah, provin ^{ce} d'Alger (Algérie).
	Idem.	268	198	466 (a)	Idem.	6 sept. 1863.	Baslieux- lez-Fimes (Marne).
(1)	Gendarme. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	291	198	489 (a)	En activité.	1 ^{er} février 1864.	Seix (Ariège).
(2)	Idem.	294	198	492 (a)	Idem.	Idem.	Foix (Ariège).
(3)	Idem.	270	198	468 (a)	Dans ses foyers.	16 sept. 1863.	Viviers (Ardèche).
(4)	Idem.	249	198	447 (a)	Idem.	1 ^{er} nov. 1863.	La Ferté- Cheveris (Aisne).
(5)	Idem.	258	198	456 (a)	Idem.	6 nov. 1863.	Capendu (Aude).
(6)	Idem.	276	198	474 (a)	Idem.	26 octobre 1863.	Vully- le-Tesson (Calvados).
(7)	Idem.	249	198	447 (a)	Idem.	26 sept. 1863.	Le Mayet- de-Montagne (Allier).
(8)	Idem.	321	198	519 (a)	Idem.	6 octobre 1863.	Paris (Seine).
(9)	Idem.	294	198	492 (a)	Idem.	21 sept. 1863.	Rethel (Ardenne).
	Caporal.	277	165	442 (b)	Titulaire d'une pen- sion de retraite.	28 octobre 1863.	Alby (Tarn).
		TOTAL.		54,802			

(1) Sauf deduction des sommes perçues depuis le 28 octobre 1862 sur la pension de 439 francs accordée le 23 août 1862, et que la présente annule.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des invalides depuis l'époque de jouissance indiquée d'autre part un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,

Ministre secrétaire d'État au département de la guerre

Signé RANDON.

N° 16,268. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 112 Militaires des Pensions de retraite, à titre d'ancienneté de service.*

Du 1^{er} Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2° Les lois des 11 avril 1831 et 26 avril 1855 (titre IV), sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 1^{er} avril 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des

sions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 29, et possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de cinquante-tre mille quatre-vingt-seize francs (54,096^f), sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

la section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des cent douze militaires dénommés au tableau d'autre part une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée d'autre part, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue sur débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur:

Le Maréchal de France,

Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

⁽¹⁾ Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
1	GONON (Jean).....	10 nov. 1815.	Corbelin (Isère).	Sergent, brigadier au régiment de gen- darmérie de la garde impériale.	25	3	5	3		
2	JUMELLE (Antoine-Jean- Marie).	21 déc. 1815.	Mauregny (Aisne).	Idem.	29	9	12	5		
3	SIBELLE (François)....	8 août 1816.	Saint-Martin- le-Châtel (Ain).	Idem.	25	7	11	17		
4	BARBIER (Fénelon-Théo- dore).	22 mars 1811.	Bouchain (Nord).	Maréchal des logis au régiment de gen- darmérie de la garde impériale.	31	6	17	13		
5	POUSÉGU (Jean-Fran- çois).	22 sept. 1815.	Barran (Gers).	Maréchal des logis, gendarme au régi- ment de gendarmerie de la garde impériale	25	3	1	12		
6	LAHEURTE (François)..	6 oct. 1813.	Saulxures (Vosges).	Caporal, gendarme au régiment de gen- darmérie de la garde impériale.	27	11	4	4		
7	DAUSSAY (Joseph-Victor)	25 janv. 1811.	Damvillers (Meuse).	Brigadier au régi- ment de gendarmerie de la garde impériale	27	2	10	3		
8	THIÉRY (Pierre-Paul)...	2 oct. 1817.	Charency (Meuse).	Idem.	25	2	1	3		
9	BIHLMANN (Michel).....	8 mars 1814.	Strasbourg (Bas-Rhin).	Gendarme au régi- ment de la garde im- périale.	25	7	5	10		
10	CAUTEZ-DIDOZ (Pierre- Séraphin).	29 nov. 1809.	Villards (Jura).	Idem.	25	2	4	1		
11	DECKER (Antoine).....	15 déc. 1814.	Fessenheim (Bas-Rhin).	Idem.	27		15	1		
12	GRANDAMY (Pierre-Louis)	24 avril 1817.	Épiais (Loir-et-Cher).	Idem.	26	7	23	3		
13	SÉZILLE (Louis-Joseph- Alexandre).	13 sept. 1819.	Noyon (Oise).	Maréchal des logis à l'escadron de gen- darmérie de la garde impériale.	25	6	24	7		
14	NOCQ (Narcisse-Lucien).	21 juillet 1810.	Idem.	Gendarme à l'esca- dron de gendarmerie de la garde impériale	28	9	18			
15	AMIEL (JEAN).....	25 avril 1807.	Saissac (Aude).	Gendarme à la com- pagnie du Tarn.	31		12	2		
16	AUBOUT (Pierre-Fran- çois).	19 avril 1816.	Villejésus (Charente).	Idem de la Charente.	25	1	20	4		
17	BAUMANN (Louis).....	5 février 1816.	Villé (Bas-Rhin).	Idem du Haut-Rhin.	25	4	15			
18	BERNADAC (Pierre).....	7 sept. 1808.	Larcet (Ariège).	Idem de l'Ariège.	33		16			
19	BISCOP (François-Ar- mand).	13 nov. 1815.	Mehun- sur-Yèvre (Cher).	Idem de l'Allier.	26	6	13	1		
20	BORDES (Jean-Louis)...	9 sept. 1814.	Reygades (Corrèze).	Idem du Cantal.	27	3	12			
21	BRAILLARD (Auguste- Ferréol).	11 nov. 1815.	Jougne (Doubs).	Idem du Rhône.	25	4	2	10		
22	BRAVELET (Louis).....	4 déc. 1817.	Faulquemont (Moselle).	Idem de la Vendée.	25	2	9	24		
23	BRETON (Claude).....	15 nov. 1816.	Lannilis (Finistère).	Idem du Finistère.	25	1	27	8		
24	BATIZI (Ange-Paul).....	1 ^{er} oct. 1815.	Patrimonio (Corse).	Idem de la Corse.	26	1	17	23		

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été nommé.

GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
	Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1835.	Total.			
Sergent. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	332 ^f	198 ^f	530 ^f (a)	Dans ses foyers.	16 août 1863.	Jouy (Seine-et-Oise).
<i>Idem.</i>	372	198	570 (a)	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	Paris (Seine).
<i>Idem.</i>	462	198	660 (a)	<i>Idem.</i>	21 octobre 1863.	Vanvres (Seine).
Maréchal des logis. Ayant 12 ans d'an- cienneté dans ce gra- de.)	480	198	678 (a)	<i>Idem.</i>	1 ^{er} février 1864.	Paris (Seine).
<i>Idem.</i>	413	198	611 (a)	<i>Idem.</i>	16 sept. 1863.	<i>Idem.</i>
Caporal. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	314	198	512 (a)	<i>Idem.</i>	16 nov. 1863.	<i>Idem.</i>
<i>Idem.</i>	304	198	502 (a)	<i>Idem.</i>	29 octobre 1863.	Damvillers (Meuse).
<i>Idem.</i>	289	198	487 (b)	<i>Idem.</i>	7 août 1863.	Salmaise (côte-d'Or).
Gendarme. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	306	198	504 (a)	<i>Idem.</i>	26 nov. 1863.	Paris (Seine).
<i>Idem.</i>	249	198	447 (a)	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	Villards (Jura).
<i>Idem.</i>	261	198	459 (a)	<i>Idem.</i>	6 août 1863.	Paris (Seine).
<i>Idem.</i>	270	198	468 (a)	<i>Idem.</i>	16 août 1863.	<i>Idem.</i>
Brigadier. (Ayant moins de 2 ans dans le grade de maréchal des logis.)	268	165	433 (a)	<i>Idem.</i>	11 nov. 1863.	Limours (Seine-et-Oise).
Gendarme. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	264	198	462 (a)	<i>Idem.</i>	16 nov. 1863.	Compiègne (Oise).
<i>Idem.</i>	303	198	501 (a)	En activité.	1 ^{er} janvier 1864.	Saïssac (Aude).
<i>Idem.</i>	291	198	489 (a)	Dans ses foyers.	6 octobre 1863.	Bourg (Charente).
<i>Idem.</i>	243	198	441 (a)	<i>Idem.</i>	21 juillet 1863.	Ottmarsheim (Haut-Rhin).
<i>Idem.</i>	291	198	489 (a)	En activité.	16 janvier 1864.	Saint-Girons (Ariège).
<i>Idem.</i>	255	198	453 (a)	Dans ses foyers.	11 octobre 1863.	Cusset (Allier).
<i>Idem.</i>	255	198	453 (a)	<i>Idem.</i>	21 sept. 1863.	Beaulieu (Coeurze).
<i>Idem.</i>	303	198	501 (a)	<i>Idem.</i>	26 sept. 1863.	Villefranche (Rhône).
<i>Idem.</i>	360	198	558 (a)	<i>Idem.</i>	6 octobre 1863.	Napoléon (Vendée).
<i>Idem.</i>	291	198	489 (a)	<i>Idem.</i>	16 août 1863.	Rosporden (Finistère).
<i>Idem.</i>	360	198	558 (a)	<i>Idem.</i>	1 ^{er} nov. 1863.	Patrimonio (Corse).

Idem. Cette pension, dans la fixation de laquelle il a été fait application de l'article 4 de la loi du 10 août 1861, peut, d'après l'article 27 de ladite loi, être cumulée avec un traitement civil d'activité.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			SÉJOURS à l'étranger.	
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.		
25	BROGARD (Jean-Marie)...	26 déc. 1809.	Saint-Laurent- d'Oingt (Rhône).	Gendarme à la com- pagnie du Rhône.	25	3	15		
26	CAPBAL (François).....	12 fév. 1815.	Gramat (Lot).	Idem de l'Aveyron.	25	11	8		
27	CAPBAL (Guillaume)....	25 fév. 1813.	Idem.	Idem du Lot.	25	4	22		
28	CAPRAS (Pierre).....	9 juin 1815.	Valence-d'Agen (Tarn-et-Garonne)	Idem du Tarn.	26	6	18		
29	CAPRON (Jean-Baptiste).	8 janv. 1815.	Grouchès- Luchuel (Somme).	Idem de l'Aisne.	26	2	25		
30	CECCALDI (François)...	30 avril 1808.	Èvisa (Corse).	Gendarme à la 3 ^e compagnie de la Corse	27	7	2	22	
31	CHOLVY (Jean-Paul-Cé- lestin).	27 oct. 1815.	Gluiros (Ardèche).	Gendarme à la com- pagnie du Cantal.	25	3	16		
32	COUTELEAU (Louis-Aimé).	7 avril 1815.	La Garnache (Vendée).	Idem de la Loire- Inférieure.	26	2	9		
33	COUTISSON (Pierre-Vic- tor).	8 oct. 1815.	Brives (Corrèze).	Idem du Lot.	25	7		18	
34	DAUMAS (François-Au- gustin).	16 juin 1811.	Bayons (Basses-Alpes).	Idem des Basses- Alpes.	26	6	15	7	
35	DAUPHIN (François-Ma- rie).	18 mars 1812.	Plourivo (Côte-du-Nord).	Idem de l'Aube.	25	8	25	3	
36	DAUVILLIERS (Louis-Au- bin).	20 mai 1809.	Soulaines (Aube).	Idem.	33		16		
37	DAVID (Florent-René)...	2 déc. 1816.	Jallais (Maine-et-Loire).	Idem de Maine-et- Loire.	25	5	15	12	
38	DÉGACHE (François-Vic- tor).	2 janv. 1816.	La Batie- d'Andaure (Ardèche).	Gendarme à la force publique de la division d'occupation à Rome	25	6	2	15	
39	DELAGARDE (Arsène)...	27 janv. 1814.	Meaux (Seine-et-Marne).	Gendarme à la com- pagnie de Seine-et- Oise.	25	7	7		
40	DOMERGUE (Philippe-An- selme).	22 avril 1806.	Villefort (Lozère).	Idem de la Lozère.	30	6	22	12	
41	DONNET (Casimir-Jo- seph).	23 nov. 1815.	Melve (Basses-Alpes).	Idem des Basses- Alpes.	25	10			
42	DROUET (Claude).....	20 août 1815.	Chapareillan (Isère).	Gendarme à la com- pagnie de gendarmes vétérans.	25	1	28		
43	DUIJARDIN (Pierre-A- lexandre).	24 déc. 1813.	Lyons-la-Forêt (Eure).	Gendarme à la com- pagnie de la Seine- Inférieure.	26	2	6		
44	DUTERTRE (Jean).....	11 oct. 1819.	Sainte-Sabine (Sarthe).	Idem de la Sarthe.	27		10		
45	DUWERNEL (Jean).....	5 janvier 1814.	Goersdorff (Bas-Rhin).	Idem de Lot-et-Ga- ronne.	26	4	23	26	
46	FIX (Jean).....	3 avril 1814.	Oberlauterbach (Bas-Rhin).	Idem de la Seine- Inférieure.	25		1		
47	FOSCAT (Jean-Guillau- me).	4 déc. 1808.	Soulon (Ariège).	Idem de la Gironde.	30	1	4		
48	FERNET (Jean-Baptiste).	4 déc. 1816.	Rougemont (Haut-Rhin).	Idem du Loiret.	25	1	8		
49	GAILLARD (François)...	8 oct. 1815.	Surfaulville (Vosges).	Idem de la Haute- Marné.	25	5	26	18	
50	GAILLET (Joseph).....	14 avril 1816.	Tignécourt (Vosges).	Idem des Vosges.	25		5	18	

	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Loi du 11 avril 1861.	Loi du 26 avril 1863.	Total.			
105.	Gendarme. (Ayant 15 ans d'ancienneté dans ce grade.)	249	198	447 (a)	Dans ses foyers.	26 sept. 1863.	Saint-Laurent- d'Oingt (Rhône).
em.	Idem.	245	198	444 (a)	Idem.	6 nov. 1863.	Aubin (Aveyron).
em.	Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	26 sept. 1863.	Gramat (Lot).
em.	Idem.	252	198	450 (a)	Idem.	6 janvier 1864.	Valence-d'Agen (Tarn-et-Garonne).
em.	Idem.	249	198	447 (a)	Idem.	5 nov. 1863.	Billy-sur-Aisne (Aisne).
em.	Idem.	360	198	558 (a)	Idem.	16 sept. 1863.	Évisa (Corse).
em.	Idem.	291	198	489 (a)	Idem.	6 sept. 1863.	Condat (Cantal).
em.	Idem.	249	198	447 (a)	Idem.	16 sept. 1863.	La Garnache (Vendée).
em.	Idem.	354	198	552 (a)	Idem.	26 sept. 1863.	Toulouse (Haute-Garonne).
em.	Idem.	294	198	492 (a)	En activité.	6 janvier 1864.	Seyrie (Basses-Alpes).
em.	Idem.	264	198	462 (a)	Dans ses foyers.	11 nov. 1863.	Bomilly- sur-Seine (Aube).
em.	Idem.	294	198	492 (a)	En activité.	27 dec. 1863.	Soulaines (Aube).
em.	Idem.	327	198	525 (a)	Dans ses foyers.	21 nov. 1863.	Méon (Maine-et-Loire).
em.	Idem.	333	198	531 (a)	Idem.	26 sept. 1863.	Marseille (Bouches-du-Rhône).
em.	Idem.	246	198	444 (a)	Idem.	5 dec. 1863.	Saintry (Seine-et-Oise).
em.	Idem.	354	198	552 (a)	En activité.	17 ^e levrier 1864.	Villefort (Lozère).
em.	Idem.	246	198	444 (a)	Dans ses foyers.	16 octobre 1863.	Mélie (Basses-Alpes).
em.	Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	21 août 1863.	Chapareillan (Isère).
em.	Idem.	249	198	447 (a)	Idem.	10 nov. 1863.	Le Havre (Seine-Inférieure).
em.	Idem.	255	198	453 (a)	En activité.	8 janvier 1864.	Le Mans (Sarthe).
em.	Idem.	360	198	558 (a)	Dans ses foyers.	6 octobre 1863.	Goversdorff (Bas-Rhin).
em.	Idem.	210	198	408 (a)	Idem.	26 juillet 1863.	Saint-Denis (Seine).
em.	Idem.	273	198	471 (a)	Idem.	21 octobre 1863.	Bordeaux (Gironde).
em.	Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	21 sept. 1863.	Gien (Loiret).
em.	Idem.	327	198	525 (a)	Idem.	26 sept. 1863.	Rouvroy (Haute-Marne).
em.	Idem.	318	198	516 (a)	Idem.	Idem.	Monthureux- sur-Saône (Vosges).

Si les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été l'objet des contrôles.

NOM ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SÉRIE DES effectifs.			CANTON	
	Dates.	Lieu.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.
51 GAILLEN Jean	25 avril 1810.	Bréhal (Manche).	Gendarme à la com- pagnie de la Manche.	25	3	24	+	+
52 GAY François	1 mai 1802.	Boscadoulle Aveyron.	Gendarme à la com- pagnie de gendarmes vétérans.	25	6	27	5	+
53 GAUCHERAND Marie-Hip- polyte	1 nov. 1812.	Chassiers Ardèche.	Gendarme à la com- pagnie de l'Ardèche.	25	1	10	1	+
54 GAULRAUD Nicolas	12 nov. 1817.	Bouteyville Charante.	Idem de la Gironde.	27	6	16	+	+
55 GIBERNY Aloyse-Gustave Adolphe	15 juillet 1817.	Strasbourg Bas-Rhin.	Gendarme à la com- pagnie de gendarmes vétérans.	26	6	1	12	+
56 GOUVAT Jean	17 janv. 1816.	Pierrefitte- ès-Bajis (Loiret).	Gendarme à la com- pagnie de la Haute- Vienne.	25	6	1	+	+
57 GRIMAI Auguste-Bay- mond	17 déc. 1819.	Rodez Aveyron.	Idem de l'Aveyron.	25	1	27	1	+
58 GRIVEAU Antoine	13 avril 1802.	Varennes- le-Grand Saône-et-Loire.	Idem de Saône-et- Loire.	25	1	9	+	+
59 GUITEAUD René-Er- nest	27 juin 1816.	Aigurande Indre.	Idem de l'Indre.	25	1	5	+	+
60 HELLER Georges	15 avril 1811.	Bosheim Bas-Rhin.	Idem du Nord.	25	3	20	+	+
61 HUNEA Charles-Fran- çois	2 avril 1815.	Digulleville Manche.	Idem de la Manche.	25	4	11	+	+
62 HURN Victor-Auguste ..	15 mai 1817.	Brest Finistère.	Idem du Var.	25	4	14	1	+
63 JEANINGROS Ambroise- Philémon	15 nov. 1815.	Passonfontaine Doubs.	Idem des Bouches- du-Rhône.	25	3	7	+	+
64 JULIAN Antoine	31 oct. 1812.	Serignac Tarn-et-Garonne.	Idem de Tarn-et- Garonne.	24	6	15	+	+
65 KERN André	20 déc. 1812.	Herbitzheim Bas-Rhin.	Idem de la Seine.	30	7	15	1	+
66 LABAILLE Joseph	7 février 1816.	Agcous Basses-Pyrénées.	Idem des Basses- Pyrénées.	31	1	26	+	+
67 LAMARQUE Jean	20 mai 1816.	Prayssac Lot.	Idem du Lot.	26	5	21	+	+
68 LEANDRI Pierre	6 août 1811.	Arbellara Corse.	Gendarme à la 4 ^e compagnie de la Corse.	25	11	26	26	+
69 LE BOLZEN Pierre	15 nov. 1815.	Plomelin Finistère.	Gendarme à la com- pagnie du Finistère.	26	5	11	+	+
70 LÉO Jean-Pierre-Mar- tin	10 mai 1816.	Locminé Morbihan.	Idem du Morbihan.	25	9	15	+	+
71 LÉTOUR Marie-Jean- Baptiste	28 avril 1816.	Bonen Seine-Inférieure.	Gendarme à la com- pagnie de gendarmes vétérans.	25	1	1	15	+
72 LE PICHON Pierre	16 sept. 1816.	Trettléan Morbihan.	Gendarme à la com- pagnie de la Gironde.	25	3	1	+	+
73 LHERMET Hugues-Hippo- lyte	1 ^{er} janv. 1808.	Saint-Flour (Cantal).	Idem du Cantal.	32	9	18	+	+
74 LIMOZY Joseph-Henri ..	7 janvier 1816.	Lavaur (Tarn).	Idem du Tarn.	26	3	20	10	+
75 LOUIS Joseph	18 mars 1811.	Lusse (Vosges).	Idem des Vosges.	24	+	19	+	+
76 LUX Nicolas	18 mai 1816.	Schiroffen (Bas-Rhin).	Idem des Alpes-Ma- ritimes.	26	6	21	+	+

(*) A la condition que les arrerages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été nommé.

GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
	Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1835.	Total.			
Gendarme. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	243 ^f	198 ^f	441 ^f (a)	Dans ses foyers.	16 sept. 1863.	Bréchal (Manche).
Idem.	276	198	474 (a)	Idem.	1 ^{er} sept. 1863.	Paris (Seine).
Idem.	273	198	471 (a)	En activité.	1 ^{er} janvier 1864.	Le Bourg- Saint-Andéol (Ardèche).
Idem.	258	198	456 (a)	Idem.	1 ^{er} avril 1863.	Bouteville (Charente).
Idem.	324	198	522 (a)	Dans ses foyers.	26 octobre 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	16 sept. 1863.	Clémont (Cher).
Idem.	249	198	447 (a)	Idem.	26 sept. 1863.	Montbazens (Aveyron).
Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	10 octobre 1863.	Le Creuzot (Saône-et-Loire).
Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	16 sept. 1863.	Chabris (Indre).
Idem.	213	198	411 (a)	Idem.	1 ^{er} nov. 1863.	Maubeuge (Nord).
Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	16 sept. 1863.	Cherbourg (Manche).
Idem.	249	198	447 (a)	Idem.	1 ^{er} octobre 1863.	Trans (Var).
Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	Idem.	Marseille (Bouches-du-Rhône).
Idem.	270	198	468 (a)	Idem.	16 août 1863.	Beaumont (Tarn-et-Garonne).
Idem.	318	198	516 (a)	En activité.	1 ^{er} déc. 1863.	Paris (Seine).
Idem.	285	198	483 (a)	Dans ses foyers.	6 sept. 1863.	Bedous (Basses-Pyrénées).
Idem.	249	198	447 (a)	Idem.	26 sept. 1863.	Prayssac (Lot).
Idem.	360	198	558 (a)	Idem.	6 nov. 1863.	Arbellara (Corse).
Idem.	249	198	447 (b)	Idem.	16 août 1863.	Beuzec-Conq (Finistère).
Idem.	246	198	444 (a)	Idem.	16 sept. 1863.	Locminé (Morbihan).
Idem.	333	198	531 (a)	Idem.	6 nov. 1863.	Paris (Seine).
Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	6 juillet 1863.	Cognac (Charente).
Idem.	288	198	486 (a)	Idem.	21 sept. 1863.	Massiac (Cantal).
Idem.	309	198	507 (a)	Idem.	1 ^{er} octobre 1863.	Castres (Tarn).
Idem.	267	198	465 (a)	Idem.	15 janvier 1864.	Saint-Dié (Vosges).
Idem.	258	198	456 (a)	Dans ses foyers.	11 octobre 1863.	Sollies- Farende (Var).

Idem. Cette pension, dans la fixation de laquelle il a été fait application de l'article 5 de la loi du 26 sept., d'après l'article 27 de ladite loi, être cumulée avec un traitement civil d'activité.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			ANCIENNETÉ
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	
77	MARS (Louis)	28 mai 1809.	Rocroy (Ardennes).	Gendarme à la com- pagnie de la Drôme.	35	-	23	•
78	MARTIN (Jean-Louis)...	9 mars 1812.	Picauville (Manche).	Idem de la Manche.	26	9	14	•
79	MARTY (Joseph-Étienne- Jérôme).	30 janv. 1809.	Maureillas (Pyrénées-Or.).	Idem des Pyrénées- Orientales.	31	-	17	•
80	MARTY (Paul)	18 sept. 1814.	Larnat (Ariège).	Idem de la Côte-d'Or.	27	6	26	•
81	MIDOT (Claude-Joseph).	14 janv. 1813.	Mondon (Doubs).	Gendarme à la 4 ^e compagnie de la lé- gion d'Afrique.	27	-	21	40
82	MILLON (Jacques-Fran- çois).	3 mars 1811.	Jonzac (Charente-Inf.).	Gendarme à la com- pagnie de la Cha- rente-Inférieure.	26	5	-	1
83	MONIN (Gilbert-Pierre).	26 mars 1817.	Durmignat (Puy-de-Dôme).	Idem du Puy-de- Dôme.	25	-	23	•
84	MONNEVEU (Jean-Bap- tiste).	12 nov. 1817.	Cambrai (Nord).	Idem de la Seine- Inférieure.	25	2	2	•
85	MORETTI (Nunziano)...	Mars 1814.	Saint-Julien (Corse).	Gendarme à la 1 ^{re} compagnie de la Cor- se.	26	-	13	21
86	MOUROT (Nicolas)	7 juin 1815.	Champougny (Meuse).	Gendarme à la com- pagnie des Bouches- du-Rhône.	25	1	8	2
87	NICOLAS (Pierre-Vin- cent).	29 juillet 1813.	St-Pierre-Eynac (Haute-Loire).	Idem de la Loire.	25	2	3	6
88	PARFAIT (Jean-Clément).	29 déc. 1816.	Langeais (Indre-et-Loire).	Gendarme à la 4 ^e compagnie d'Afrique.	27	11	2	36
89	PERRIN (Christophe)...	23 nov. 1808.	Many (Moselle).	Gendarme à la com- pagnie des Basses-Py- rénées.	33	-	16	•
90	PETIT (Jacques-Geor- ges).	23 avril 1809.	Nicul- sur-l'Aulize (Vendée).	Idem de la Vendée.	33	-	16	1
91	PINEL (Pierre)	16 nov. 1816.	Livet-et-Gavet (Isère).	Gendarme à la com- pagnie de gendarmes vétérans.	25	1	19	•
92	PONS (Victor-Alexandre)	14 déc. 1813.	Caraman (Haute-Garonne).	Gendarme à la com- pagnie de la Haute- Garonne.	31	6	23	•
93	PORTE (Joseph)	22 août 1817.	Morétel (Isère).	Idem des Landes.	25	4	12	12
94	POUYDERAT (Louis)...	24 oct. 1814.	Maubec (Tarn-et-Garonne)	Idem de Tarn-et-Ga- ronne.	26	6	21	•
95	PRADELLES (Jean)	3 mars 1811.	Cuq-Toulza (Tarn).	Idem du Tarn.	31	1	13	•
96	PROUST (Pierre-Étienne)	28 fév. 1815.	Orléans (Loiret).	Idem du Loiret.	25	3	2	•
97	ROUSIER (Jean)	30 nov. 1816.	Atur (Dordogne).	Idem d'Eure-et-Loir.	25	1	18	•
98	SCHAFF (Guillaume)...	11 oct. 1811.	Bitche (Moselle).	Idem de la Moselle.	28	6	16	•
99	SEBIRE (Jacques-Fran- çois-Napoléon).	25 sept. 1806.	Cretteville (Manche).	Idem de la Manche.	35	5	6	1
100	SÉGUIN (Louis-Amédée).	14 janv. 1815.	Chiry (Oise).	Idem de l'Oise.	25	2	23	8
101	SIMON (Jacques)	25 juillet 1815.	Walbach (Haut-Rhin).	Idem de la Marne.	26	7	8	•
102	TAILLIART (Antoine)...	12 nov. 1811.	Le Châtelet (Ardennes).	Idem d'Indre-et- Loire.	25	-	26	•

(*) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été payé.

GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
	Loi du 11 avril 1831.	Loi du 16 avril 1831.	Total.			
Gendarme. (Ayant 15 ans d'ancienneté dans ce grade.)	291 ¹	198 ¹	489 ¹ (a)	En activité.	1 ^{er} janvier 1864.	Saint-Vallier (Drôme).
Idem.	252	198	450 (a)	Dans ses foyers.	26 juillet 1863.	La Meauffe (Manche).
Idem.	279	198	477 (a)	En activité.	6 janvier 1864.	Perthuis (Pyrenées-Or.)
Idem.	258	198	456 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Toulouse (Haute-Garonne)
Idem.	360	198	558 (a)	Dans ses foyers.	21 août 1863.	Tlemcen, province d'Oran (Algérie).
Idem.	255	198	453 (a)	Idem.	1 ^{er} nov. 1863.	Rochefort (Charente-Infér.)
Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Gignat (Puy-de-Dôme)
Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	11 nov. 1863.	Saint-Martin- Osmonville (Seine-Inférieure)
Idem.	300	198	558 (a)	Idem.	1 ^{er} octobre 1863.	Bastia (Corse).
Idem.	255	198	453 (a)	Idem.	6 sept. 1863.	Aix (Bouches-du-Rhône)
Idem.	279	198	477 (a)	Idem.	16 octobre 1863.	Saint-Chamond (Loire).
Idem.	300	198	558 (a)	Idem.	21 août 1863.	Langeais (Indre-et-Loire).
Idem.	291	198	489 (a)	Idem.	22 nov. 1863.	Abenoe-de-Hau (Basses-Pyrénées)
Idem.	297	198	495 (a)	En activité.	5 janvier 1864.	Saint-Hilaire- des-Loges (Vendée).
Idem.	243	198	441 (a)	Dans ses foyers.	6 octobre 1863.	Gaillon (Eure).
Idem.	282	198	480 (a)	En activité.	1 ^{er} fev. 1864.	L'Île-en-Dodon (Haute-Garonne)
Idem.	315	198	513 (a)	Dans ses foyers.	11 octobre 1863.	Bordeaux (Gironde).
Idem.	252	198	450 (a)	Idem.	26 juillet 1863.	Toulouse (Haute-Garonne)
Idem.	279	198	477 (a)	En activité.	1 ^{er} janvier 1864.	Alby (Tarn).
Idem.	243	198	441 (a)	Dans ses foyers.	11 nov. 1863.	Paris (Seine).
Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	21 sept. 1863.	Idem.
Idem.	264	198	462 (b)	Idem.	17 octobre 1863.	Remilly (Moselle).
Idem.	309	198	507 (a)	Idem.	6 nov. 1863.	Saint-Hilaire- du-Harcouet (Manche).
Idem.	291	198	489 (a)	Idem.	1 ^{er} oct. 1863.	Clermont (Oise).
Idem.	252	198	450 (a)	Idem.	1 ^{er} nov. 1863.	Châlons (Marne).
Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	11 octobre 1863.	Tours (Indre-et-Loire).

Idem. Cette pension, dans la fixation de laquelle il a été fait application de la loi du 11 avril 1831, est, d'après l'article 27 de ladite loi, éte cumulée avec un traitement civil d'activité.

NOMBRES D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, ARMES, etc.	SERVICES effectifs.				
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.		
103	THINES (Jacques)	7 mai 1811.	Bliesbrücken (Moselle).	Gendarme à la com- pagnie de Seine-et- Oise.	25	1	27	1	0
104	WEER (Jean-Baptiste- Nicolas).	29 août 1815.	Colmar (Haut-Rhin).	Idem du Haut-Rhin.	25	4	20	1	0
105	VIDAL (Antoine)	19 juin 1815.	Terron (Lot).	Idem du Lot.	26	4	9	1	0
106	VIDAL (Joseph)	4 sept. 1811.	Pomayrols (Aveyron).	Idem des Pyrénées- Orientales.	29	6	19	1	0
107	VINGENT (Étienne)	15 fév. 1808.	Romanèche (Saône-et-Loire).	Idem de Saône-et- Loire.	29	5	20	1	0
108	PEPIN (Guillaume)	8 mars 1816.	Saint-Victurin (Cantal).	Gendarme à la 2 ^e compagnie d'Afrique	25	5	12	24	0
109	BITAILLON (Jean)	5 fév. 1812.	Aubertin (Basses-Pyrénées).	Garde à la garde de Paris.	25	1	4	1	0
110	CORNÉ (Julien-Édouard- Joseph).	9 janv. 1816.	Ohain (Nord).	Idem.	25	1	1	21	0
111	MASSON (Benoît)	7 mars 1813.	Meyzieux (Isère).	Idem.	28	7	21	1	0
112	MONTIGNY (Constant-Jo- seph).	30 juillet 1817.	Cambrai (Nord).	Idem.	25	2	3	54	0

N° 16,269. — DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 26 Militaires des Pensions de retraite pour blessures ou infirmités.

Du 1^{er} Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de la loi de bonification du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2° Les lois des 11 avril 1831 et 26 avril 1855 (titre IV), sur les pensions de retraite;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 1^{er} avril 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 30, et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de onze mille onze francs (11,111^f), sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864.

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1833.	Total.			
	Gendarme. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	243 ²	198 ¹	441 ³ (a)	Dans ses foyers.	21 juillet 1863.	Pontoise (Seine-et-Oise).
	Idem.	291	198	489 (a)	Idem.	26 juillet 1863.	Guebwiller (Haut-Rhin).
	Idem.	249	198	447 (a)	Idem.	26 sept. 1863.	La Tronquière (Lot).
	Idem.	306	198	504 (a)	Idem.	11 nov. 1863.	Perpignan (Pyrenées-Or.).
	Idem.	273	198	471 (a)	Idem.	26 sept. 1863.	Charolles (Seine-et-Loire).
	Gendarme.	300	165	465 (a)	Idem.	26 nov. 1863.	Lyon (Rhône).
	Gendarme. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	249	198	447 (a)	Idem.	26 août 1863.	Paris (Seine).
	Idem.	360	198	558 (a)	Idem.	1 ^{er} sept. 1863.	Fontenay- le-Comte (Vendée).
	Idem.	282	198	480 (a)	Idem.	11 janvier 1863.	Paris (Seine).
	Garde.	300	165	465 (a)	Idem.	21 août 1863.	Saint-Germain- en-Laye (Seine-et-Oise).
			TOTAL.	54,096			

Condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles

VOUS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des vingt - six militaires dénom-
s au tableau d'autre part une pension de retraite fixée conformé-
nt aux indications de ce tableau ⁽¹⁾.

Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance
jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront
us de produire au payeur un certificat du sous-intendant mili-
e de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils
aient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des
alides, depuis l'époque de jouissance indiquée d'autre part, un
tement militaire ou une allocation incompatible avec une pension
itaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte
ure des arrérages de leur pension.

Le certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue

Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur,
près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au
sor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

1^{re} Série. — Partie suppl.

pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

NOMBRES D'ORDRE.	NOMS ET PRENOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
1	MOMMED BEN DRABE ..	1836.	Hemcen, province d'Oran Algérie.	Caporal au 5 ^e régi- ment de tirailleurs algériens.	6	1	21	12	0	0
2	DERAND Joseph	11 janv. 1837.	Sory Yonne.	Tambour au 2 ^e ré- giment de tirailleurs algériens.	3	3	27	7	0	0
3	ROMME Isidore-Nico- las ..	1 avril 1743.	Paris Seine.	Soldat à l'ex-garde impériale. (Invali- de.)	1	2	11	1	0	0
4	DUNE Louis	1 janv. 1799.	Montreuil- sur-Bois Seine.	Soldat au 3 ^e régi- ment de tirailleurs de l'ex-garde impé- riale. (Invalide.)	0	0	26	0	0	0
5	KOHM Georges-Frédé- ric-Guillaume ..	26 juillet 1774.	Grunstadt Bavière.	Soldat à l'ex-decan de la Moselle. (Inva- lide.)	9	0	19	2	0	0
6	PINGON Claude	17 dec. 1775.	Falletans Jura.	Soldat au 15 ^e régi- ment d'infanterie lo- gère. (Invalide.)	2	10	23	2	0	0
7	ESCORNAS Jean-Char- les ..	16 avril 1830.	Izourn Hautes-Pyrénées	Maréchal des logis gendarme à la compa- gne de la Haute-Loire	12	1	8	0	0	0
8	BOYLE Frédéric-De- siré ..	6 mars 1831.	Villette Seine-et-Oise	Gendarme à la compa- gne de la Haute- Vienne.	18	0	18	0	0	0
9	CESTIVIES Jean- Pierre ..	29 oct. 1804.	Lutran Haute-Loire.	Idem de la Loire- Inférieure.	9	0	27	0	0	0
10	PATIER Louis-Fran- çois ..	14 août 1820.	Courgenard Saône.	Idem d'Eure-et-Loir.	11	8	27	0	0	0
11	THOMAS Pierre	10 avril 1821.	Change Saône-et-Loire	Idem de la Côte- d'Or.	18	6	16	0	0	0
12	VIU Pierre-Victor	15 dec. 1826.	Hébécrevon Manche.	Idem de la Manche.	13	9	18	0	0	0
13	BASTID Joseph-Noël ..	8 nov. 1817.	Fullé Cortez.	Maître ouvrier de manufacture d'armes de guerre.	28	2	7	0	0	0
14	DEBOS Jean	11 mai 1833.	La Guenhe Cortez.	Ouvrier de manu- facture d'armes de guerre.	21	9	12	0	0	0
15	BOU Hippolyte-Fa- mour ..	10 juin 1836.	Dissay Vienne.	Soldat au 1 ^{er} régi- ment de tirailleurs algériens.	6	0	10	12	0	0
16	ABMED BEN ALI	1828.	Ben-Aicha, province d'Oran Algérie.	Idem au 2 ^e idem.	14	1	1	16	0	0
17	ALI BEN SAID	1830.	Kerrig, province de Constantine Algérie.	Idem au 3 ^e idem.	6	6	13	9	0	0

¹ En instance pour sa naturalisation.

² A la condition que les arrages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

DISPOSITIONS légalés applicables à cette fixation.		GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	EPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.		Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.	Total.			
15 et 18.	19 et 20.	Caporal.	340 ^f	165 ^f	505 ^f (a)	En activité.	13 avril 1863.	Mostaganem, province d'Oran (Algérie).
Idem.	Idem.	Tambour.	300	165	465 (a)	Idem.	13 avril 1863.	Sery (Yonne).
16 et 18.	Idem.	Soldat.	213	165	378 (b)	Dans ses foyers.	1 ^{er} juillet 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	Idem.	208	165	373 (b)	Idem.	Idem.	Montreuil- sur-Bois (Seine).
Idem.	Idem.	Idem.	258	165	423 (b)	Idem.	Idem.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	Idem.	225	165	390 (b)	Idem.	Idem.	Idem.
Idem.	Idem.	Maréchal des logis.	344	165	509 (a)	En activité.	25 nov. 1863.	Le Puy (Haute-Loire).
11, 16 et 18.	Idem.	Gendarme. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade)	351	198	549 (a)	Idem.	6 déc. 1863.	Limoges (Haute-Vienne).
16 et 18.	Idem.	Gendarme.	248	165	413 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Nantes (Loire-Inférieure).
Idem.	Idem.	Idem.	275	165	440 (a)	Idem.	1 ^{er} déc. 1863.	Le Mans (Sarthe).
Idem.	Idem.	Idem.	295	165	460 (a)	Idem.	1 ^{er} mars 1864.	Auxonne (Côte-d'Or).
Idem.	Idem.	Idem.	270	165	435 (a)	Dans ses foyers.	1 ^{er} février 1863.	Agneaux (Manche).
11, 16 et 18.	Idem.	Maître ou- vrier. (Ayant 12 ans d'an- cienneté dans ce grade.)	480	198	678 (a)	En activité à la manufac- ture d'armes de Tulle.	15 janvier 1864.	Tulle (Corrèze).
16 et 18.	Idem.	Ouvrier.	300	165	465 (a)	Idem.	19 juillet 1863.	Idem.
17 et 18.	Idem.	Soldat.	200	165	365 (a)	En activité.	21 juillet 1863.	Châtellerault (Vienne).
Idem.	Idem.	Idem.	228	165	393 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Mostaganem, province d'Oran (Algérie).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	24 août 1863.	Kerrig, province de Constantine (Algérie).

a) sans cesse d'être traité dans un hôpital militaire. — (b) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'au jour où le titulaire aura été rayé des contrôles des invalides.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CARPENTÉ		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
18	HASSEN BEN ISMAÏN.....	1832.	Bizerte (Régence de Tunis).	Soldat au 3 ^e régi- ment de tirailleurs algeriens.	8	1	10	12	.	.
19	MOHAMED BEN BOUDJE- MAH.	1835.	Beni-Abbès, province de Constantine (Algérie).	Idem.	6	5	18	9	.	.
20	GROENEN (Lambert) ⁽¹⁾ ..	18 sept. 1828.	Achel (Belgique).	Soldat au régiment étranger.	7	10	20	25	.	.
21	MILLE (Victor-Bertin)..	19 juin 1822.	Leulinghem (Pas-de-Calais).	Maréchal des logis à la compagnie de gendarmérie de la Loire-Inférieure.	18	8	24	.	.	.
22	LERMECHIN (Charles-Gé- déron).	21 mars 1827.	Hornoy (Somme).	Brigadier, gendar- me à la compagnie d'Ille-et-Vilaine.	15	7	.	.	.	.
23	CLÉMENT (Vincent - Al- fred).	28 févr. 1819.	Provençères (Vosges).	Gendarme à la compagnie de gen- darmes vétérans.	12	8	21	.	.	.
24	BERNARD (Jean).....	23 août 1826.	La Flotte, île de Ré (Charente-Infér.)	Gendarme à la compagnie de l'Hé- rault.	15	7	12	1	.	.
25	CADET (Germain).....	29 mai 1826.	La Villedieu- lez-Quenoche (Haute-Saône).	Gendarme à la compagnie de gen- darmes vétérans.	13	9	7	.	.	.
26	MARC (Henri-Médéric).	14 mars 1827.	La Bruguière (Tarn).	Gendarme à la compagnie du Tarn.	15	6	17	.	.	.

(1) En instance pour sa naturalisation.

N° 16,270. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 45 Militaires des Pensions de retraite pour blessures ou infirmités.*

Du 1^{er} Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2° Les lois des 11 avril 1831, 26 avril 1855 (titre IV) et 25 juin 1861 sur les pensions de retraite;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 1^{er} avril 1863, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation de pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 31.

DISPOSITIONS légales applicables à cette fixation.		GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.		Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.	Total.			
17 et 18.	19 et 20.	Soldat.	200 ^f	165 ^f	365 ^f (a)	En activité.	2 avril 1863.	Bône, province de Constantine (Algérie).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	Idem.	Beni-Abbès, province de Constantine (Algérie).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	12 avril 1863.	Givet (Ardennes).
Idem.	Idem.	Maréchal des logis.	250	165	415 (a)	Idem.	16 janvier 1864.	Angers (Maine-et-Loire).
11, 17 et 18.	Idem.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade)	264	198	462 (a)	Idem.	Idem.	Châteaubourg (Ille-et-Vilaine).
Idem.	Idem.	Gendarme. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade)	240	198	438 (a)	Idem.	13 janvier 1864.	Toul (Meurthe).
17 et 18.	Idem.	Gendarme.	200	165	365 (a)	Idem.	1 ^{er} déc. 1863.	Montagnac (Hérault).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	1 ^{er} août 1863.	Secenans (Haute-Saône).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	7 janvier 1864.	Castres (Tarn).
					TOTAL.	11,111		

condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles et n'aura cessé d'être traité dans un hôpital militaire.

possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de vingt mille cent soixante-seize francs, sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

la section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;
sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des quarante-cinq militaires dénommés au tableau d'autre part une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾, savoir :

Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit au ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NOMBRES D'OUVRÉS.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CANTONNEMENT.		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
1	COMBOURIEU (Antoine ..	11 mars 1877.	Vic-sur-Cère (Pantal).	Soldat au régiment de lanciers de la gar- de impériale.	5	-	16	*	*	*
2	HAUSER (Mathias	1 août 1866.	Hallerling (Moselle).	Soldat au régiment d'artillerie à cheval de la garde impériale.	19	9	15	9	*	*
3	LACOSTE (Jean-Pascal- Stanislas ..	7 mai 1870.	Biaulou (Landes).	Sergent-major au 1 ^{er} régiment de gren- adiers de la garde impériale.	12	9	2	3	-	-
4	BÉNÉTAUX Jacques	15 dec. 1846.	Paizay- Naudouin (Charente).	Soldat au régiment de zouaves de la garde impériale.	20	6	23	26	*	*
5	GIBOZ Louis-Victor	8 mai 1868.	Moryal (Jura).	Soldat au régiment d'artillerie à cheval de la garde impériale.	12	2	12	8	*	*
6	BOUDARD Henri-Tho- mas ..	2 oct. 1869.	Orléans (Loiret).	Sergent au 27 ^e régi- ment d'infanterie de ligne.	18	3	-	2	*	*
7	STOFATI Paul-Antoine ..	15 juillet 1855.	Bocognano (Corse).	Soldat au 21 ^e régi- ment d'infanterie de ligne.	6	6	-	1	*	*
8	BRACN Fortuné	1 ^{er} nov. 1812.	Bisel Haut-Rhin.	<i>Idem</i> au 42 ^e <i>idem</i> .	11	6	5	*	*	*
9	NOÛT Antoine-Philos- gome ..	11 juillet 1837.	Brunembert (Pas-de-Calais).	<i>Idem</i> au 1 ^{er} <i>idem</i> .	3	6	29	2	*	*
10	BARTHOUMIER Gilbert ..	18 juin 1871.	Bussières- sous-Montfaugel (Puy-de-Dôme).	<i>Idem</i> au 57 ^e <i>idem</i> .	2	9	11	*	*	*
11	VINGES (Henri	16 mars 1879.	La Saze (Saône).	<i>Idem</i> au 42 ^e <i>idem</i> .	5	8	10	*	*	*
12	PERLIN Constant	17 sept. 1871.	La Neuveville- lez-Baon (Vosges).	<i>Idem</i> au 65 ^e <i>idem</i> .	4	7	19	3	*	*
13	ROFFET Nicolas	23 oct. 1866.	Hamm- sous-Varsberg (Moselle).	Soldat au 18 ^e ba- taillon de chasseurs à pied.	3	9	25	3	*	*
14	REDDET Paul	7 dec. 1849.	Paris (Seine).	Soldat au 3 ^e régi- ment d'artillerie.	-	11	6	*	*	*
15	BAOISSIN Alexandre- Bénédicte-Louis ..	21 nov. 1849.	<i>Idem</i> .	Soldat à la 6 ^e com- pagnie d'ouvriers d'artillerie.	1	9	15	*	*	*
16	GENNEAUX Louis-Eu- gène ..	26 avril 1870.	Saint-Germain- lez-Arlay (Jura).	Soldat au 1 ^{er} ba- taillon du génie.	9	10	17	13	*	*
17	ZOIRNAIRE Jules	3 mars 1876.	Turriers (Basses-Alpes).	Soldat au 5 ^e régi- ment d'infanterie de ligne.	3	-	24	3	*	*
18	PENNAFORT Pierre-Ma- rie ..	15 nov. 1871.	Ajaccio (Corse).	Sergent au 6 ^e régi- ment d'infanterie de ligne.	12	10	6	9	*	*
19	BERTICHT Jean-Gédéon ..	8 avril 1871.	Mont- devant-Sassey (Meuse).	<i>Idem</i> au 84 ^e <i>idem</i> .	11	-	28	8	*	*
20	JEANNELLE Emile	21 oct. 1872.	Lithal (Haut-Rhin).	Soldat au 3 ^e régi- ment d'infanterie de ligne.	4	6	10	8	*	*
21	BARATON Jean	25 avril 1871.	Bouvières (Doubs-Saône).	<i>Idem</i> au 50 ^e <i>idem</i> .	10	-	15	5	*	*
22	MILLET Jean	26 juin 1872.	Blain (Loire-Inférieure).	<i>Idem</i> au 53 ^e <i>idem</i> .	3	3	10	1	*	*
23	CASSAGNEAT Jean-Ray- mond ..	15 oct. 1870.	Puivert (Aude).	<i>Idem</i> au 34 ^e <i>idem</i> .	8	6	16	6	*	*

POSITIONS égales applicables à cette fixation.		GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
Loi du 14 avril 1855.	Loi du 16 avril 1855.		Portion à la charge du trésor.	Portion à la charge de la dotation de l'armée.	Total.			
18 et 19.	19 et 20.	Soldat.	228 ^f	165 ^f	393 ^f (a)	En activité.	1 janvier 1864.	Vic-sur-Cère (Cantal).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	30 juillet 1863.	Hallering (Moselle).
Idem.	Idem.	Sergent-major	300	165	465 (a)	Idem.	27 août 1861.	Soustons (Landes).
Idem.	Idem.	Soldat.	300	165	465 (a)	Idem.	15 avril 1862.	La Rochelle (Charente-infér.)
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Dans ses foyers.	13 juin 1862.	Les Adrets (Isère).
13, 15 et 18.	Idem.	Sergent. (Ayant 15 ans d'ancienneté dans ce grade)	683	198	881 (a)	En activité.	9 juillet 1862.	Orléans (Loiret).
14 et 18.	Idem.	Soldat.	440	165	605 (a)	Dans ses foyers.	1 ^{er} janvier 1863.	Bocognano (Corse).
Idem.	Idem.	Idem.	440	165	605 (a)	En activité.	7 sept. 1863.	Alençon (Orne).
Idem.	Idem.	Idem.	440	165	605 (a)	Idem.	15 juillet 1862.	Longueville (Pas-de-Calais).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	5 août 1863.	Bussiè- res-Montaigu (Puy-de-Dôme)
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	25 juillet 1863.	La Suze (Sarthe).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	11 août 1863.	La Neuveville les-Baon (Vosges).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	5 janvier 1864.	Ham- sous-Varsberg (Moselle).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	29 août 1863.	Amiens (Somme).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	22 août 1863.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	23 sept. 1863.	Mantry (Jura).
Idem.	Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	11 juillet 1863.	Turriers (Basses-Alpes).
16 et 18.	Idem.	Sergent.	400	165	565 (a)	Idem.	30 juillet 1863.	Ajaccio (Corse).
Idem.	Idem.	Idem.	396	165	561 (a)	Idem.	1 ^{er} déc. 1863.	Mont- devant-Sassey (Meuse).
Idem.	Idem.	Idem.	465	165	630 (a)	Idem.	1 ^{er} février 1864.	Lintthal (Haut-Rhin).
Idem.	Idem.	Soldat.	278	165	443 (a)	Idem.	24 février 1864.	Rouvres (Deux-Sèvres).
Idem.	Idem.	Idem.	223	165	388 (a)	Idem.	2 avril 1862.	Blain (Loire-Inférieure)
Idem.	Idem.	Idem.	275	165	440 (a)	Idem.	22 février 1864.	Puivert (Aude).

Condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles et aura cessé d'être traité dans un hôpital militaire.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes , etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
24	DARFEUILLE (François).	31 mai 1838.	Saint-Léonard (Haute-Vienne).	Soldat au 2 ^e régi- ment de zouaves.	4	6	19	8	-	-
25	DE SOUVILLE (François- Anatole).	26 janv. 1839.	Poitiers (Vienne).	Maréchal des logis au 2 ^e régiment de chasseurs.	7	-	15	1	-	-
26	MOURAHOU (Mathieu)...	6 mai 1836.	Montferrier (Ariège).	Soldat au 8 ^e régi- ment de chasseurs.	2	6	16	2	-	-
27	NICOLAS (Victor-Alfred).	14 mai 1842.	Paris (Seine).	Soldat au 8 ^e régi- ment de hussards.	1	10	8	-	-	-
28	DURAND (Henry-Pierre).	13 août 1835.	Auberménil- Beaumais (Seine-Inférieure).	Soldat à la 6 ^e compa- gnie de cavaliers de remonte.	7	8	-	-	-	-
29	DROUOT (François) ...	13 sept. 1812.	Grâces (Côtes-du-Nord).	Chef artificier au 19 ^e régiment d'artil- lerie.	22	6	2	4	-	-
30	DEGRAINE (Victor-Désiré)	8 mars 1837.	Gilocourt (Oise).	Soldat au 12 ^e régi- ment d'artillerie.	5	-	16	1	-	-
31	BLONDEL (Louis-Phi- lippe).	28 fév. 1841.	Lestrem (Pas-de-Calais).	Idem au 17 ^e idem.	2	-	16	-	-	-
32	DEMEY (Benoît-André)..	24 juin 1837.	Hazebrouck (Nord).	Caporal au 2 ^e ré- giment du génie.	5	-	16	1	-	-
33	NOHARET (Régis).....	13 juillet 1831.	Saint-Julien- Boutières (Ardèche).	Soldat au 3 ^e régi- ment d'infanterie de ligne.	3	6	28	7	-	-
34	LE BONNIEC (Jean-Bap- tiste-Marie).	29 juin 1835.	Lannion. (Côtes-du-Nord).	Idem au 4 ^e idem.	6	9	2	7	-	-
35	FAIVRE (Jean-Baptiste- Féréol).	10 déc. 1837.	Belvois (Doubs).	Idem au 41 ^e idem.	4	7	28	1	-	-
36	JALBAU (Mathieu).....	20 juillet 1831.	Carcassonne (Aude).	Idem au 60 ^e idem.	10	7	26	8	-	-
37	BARBAUD (Léonard)....	13 oct. 1837.	Nedde (Haute-Vienne).	Idem au 99 ^e idem.	4	7	14	6	-	-
38	FELDEN (Antoine).....	15 avril 1836.	Weitbruch (Bas-Rhin).	Soldat au 2 ^e régi- ment de zouaves.	3	11	9	8	-	-
39	MORGE (Joseph-Eugène)	29 avril 1831.	Paris (Seine).	Idem.	14	6	16	19	-	-
40	MRAILLE (Jean-Achille).	15 janv. 1834.	Niort (Deux-Sèvres).	Idem.	8	6	28	11	-	-
41	VINATY (Jules).....	28 nov. 1828.	Verdun (Meuse).	Adjudant sous-offi- cier au 11 ^e régiment de dragons.	15	9	3	3	-	-
42	LEMAÎTRE (Antoine- Joseph).	17 oct 1819.	Quéant (Pas-de-Calais).	Soldat à la 6 ^e compa- gnie de cavaliers de remonte.	23	-	16	8	-	-
43	NÉMEY (Henry).....	22 avril 1828.	Pouru- Saint-Remy (Ardennes).	Soldat au 3 ^e régi- ment d'artillerie.	14	-	-	4	-	-
44	BARRIÉ (Bernard).....	25 mars 1837.	Saint-Martin- le-Vieil (Aude).	Soldat au 6 ^e esca- dron du train d'artil- lerie.	4	6	14	1	-	-
45	BIAVANT (Louis-Marie- Michel).	21 juin 1841.	Le Faouët (Morbihan).	Soldat à la 6 ^e compa- gnie d'ouvriers d'ar- tillerie.	1	2	28	-	-	-

(1) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861.

DISPOSITIONS légales applicables à cette fixation.		GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
Loi du 3 avril 1861.	Loi du 26 avril 1855.		Portion à la charge du trésor.	Portion à la charge de la dotation de l'armée.	Total.			
17 et 18.	19 et 20.	Soldat.	265 ^f	165 ^f	430 ^f (a)	En activité.	1 ^{er} janvier 1864.	Bujaleuf (Haute-Vienne).
Idem.	Idem.	Maréchal des logis.	314	165	479 (a)	Idem.	28 janvier 1864.	Poitiers (Vienne).
Idem.	Idem.	Soldat.	225	165	390 (a)	Idem.	13 février 1864.	Montferrier (Ariège).
Idem.	Idem.	Idem.	210	165	375 (a)	Dans ses foyers.	15 sept. 1862.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	Idem.	240	165	405 (a)	En activité.	1 ^{er} déc. 1863.	Bois-Robert (Seine-inférieure).
11, 16 et 18.	Idem (1).	Maréchal des logis. (Ayant 13 ans d'an- cienneté dans ce grade.)	480	198	678 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Pontrieux (Côtes-du-Nord).
17 et 18.	Idem.	Soldat.	233	165	398 (a)	Idem.	5 janvier 1864.	Gillocourt (Oise).
Idem.	Idem.	Idem.	213	165	378 (a)	Idem.	11 mars 1864.	Lestrem (Pas-de-Calais).
Idem.	Idem.	Caporal.	259	165	424 (a)	Idem.	9 janvier 1864.	Hazebrouck (Nord).
17 et 18.	Idem.	Soldat.	200	165	365 (a)	Idem.	10 janvier 1863.	Saint-Julien- Boutières (Ardèche).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	5 janvier 1863.	Lannion (Côtes-du-Nord).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	13 août 1863.	Belvois (Doubs).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Carcassonne (Aude).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	4 août 1863.	Eymoutiers (Haute-Vienne).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	7 sept. 1863.	Weilbruch (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	Idem.	245	165	410 (a)	Idem.	26 février 1864.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	7 sept. 1863.	Niort (Deux-Sèvres).
Idem.	Idem.	Adjudant- sous-officier.	400	165	565 (a)	Idem.	6 janvier 1863.	Verdun (Meuse).
Idem.	Idem.	Idem.	233	165	398 (a)	Idem.	16 février 1864.	Quéant (Pas-de-Calais).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	27 mai 1863.	Givonne (Ardennes).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	9 juillet 1863.	Castelnaudary (Aude).
Idem.	Idem.	Idem.	200	165	365 (a)	Idem.	22 août 1863.	Le Faouët (Morbihan).
TOTAL.					20,376			

édition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles sans cesse d'être traité dans un hôpital militaire.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier payement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre

Signé RANDON.

N° 16,271. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 15 Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.*

Du 1^{er} Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de la loi de donnanee du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2° Les lois des 11 avril 1831 et celle du 25 juin 1861, sur les pensions militaires de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 1^{er} avril 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pen-

de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 32, et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de trente-cinq sept cent soixante-dix-neuf francs (35,779'), sur le crédit d'inscription et pour l'année 1864;

section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

et le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Nous DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il est accordé à chacun des quinze militaires dénommés au tableau d'autre part une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾.

Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance à partir du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils ont été versés sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des Invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée d'autre part un service militaire ou une allocation incompatible avec une pension de retraite, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte de leur pension.

Le certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue de solde au débet envers le trésor public, envers l'administration du corps auquel ils sont attachés, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,

Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministre des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
1	Hœgi (Jacques - Christophe) ⁽¹⁾ .	4 oct. 1801.	Rossan (Suisse).	Lieutenant - colo- nel commandant de place.	46	4	21	26	.	.
2	Cuny (Joseph-Auguste).	31 janv. 1802.	Metz (Moselle).	<i>Idem.</i>	46	4	17	5	.	.
3	Pellieux (Jean-Honoré- Théodore).	3 juillet 1806.	Mudaison (Hérault).	Chef d'escadron commandant de place.	36	6	26	30	.	.
4	Aubertin (Nicolas-Hip- polyte).	14 fév. 1804.	Doulaincourt (Haute-Marne).	Major comman- dant de place.	39	.	18	9	.	.
5	Héraud (Pierre).....	1 ^{er} sept. 1812.	Barraux (Isère).	Capitaine au 71 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	30	6	27	20	.	.
6	Le Maître (François - Bernardin).	31 janv. 1811.	Moyon (Manche).	<i>Idem</i> au 77 ^e <i>idem.</i>	31	7	9	.	.	.
7	Lantheaume (Léopold- Bernard).	22 déc. 1810.	Saint-Péray (Ardèche).	<i>Idem</i> au 86 ^e <i>idem.</i>	33	.	16	10	.	.
8	Romei (François - La- zare).	17 déc. 1810.	Toulon (Var).	<i>Idem</i> au 4 ^e <i>idem.</i>	37	1	19	14	.	.
9	André (Louis).....	11 juin 1811.	Lyon (Rhône).	<i>Idem</i> au 74 ^e <i>idem.</i>	30	7	22	7	.	.
10	Guézennec (Augustin- Eustache).	12 août 1815.	Pont-Croix (Finistère).	<i>Idem</i> au 78 ^e <i>idem.</i>	34	1	17	20	.	.
11	Fourcy (Charles - Fré- déric) ⁽²⁾ .	22 janv. 1811.	La Chaux- de-Fonds (Suisse).	Major du 10 ^e régi- ment de chasseurs.	33	.	19	.	.	.
12	Delabre (Pierre-Augus- tin-Joseph).	29 avril 1811.	Hersin (Pas-de-Calais).	Lieutenant à la garde de Paris.	30	6	17	19	.	.
13	Forgeot (Edme-Louis- Auguste).	28 mars 1811.	Chaumont (Haute-Marne).	Chef d'escadron d'artillerie.	35	6	15	2	.	.
14	Borderel (Jean - Bap- tiste).	16 avril 1805.	Talmay (Côte-d'Or).	Capitaine au parc des équipages mili- taires.	37	7	25	20	.	.
15	Massée (Charles-Alexan- dre).	11 août 1811.	Parthenay (Deux-Sèvres).	Officier d'adminis- tration comptable de 2 ^e classe des subsis- tances militaires.	31	6	21	13	.	.

(1) Naturalisé Français. — (2) En instance pour sa naturalisation.

N^o 16,272. — DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 8 Militaires des Pensions de retraite pour blessures ou infirmités.

Du 1^{er} Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1^o les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de la loi de donnanee du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2^o Les lois du 11 avril 1831 et celle du 25 juin 1861, sur les pensions de l'armée de terre;

3^o Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4^o L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 1^{er} avril 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n^o 33, et

GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
Lieutenant - colonel. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	3,744 (a)	En activité à Bastia.	25 février 1864.	Amélie-les-Bains (Pyrénées-Orientales).
Lieutenant-colonel.	3,120 (a)	Idem à Langres.	Idem.	"
Chef de bataillon.	2,590 (a)	Idem à Ajaccio.	10 mars 1864.	Antibes (Alpes-Maritimes).
Major. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	3,050 (a)	Idem à Mascara.	5 avril 1864.	Paris (Seine).
Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,544 (a)	En activité.	16 mars 1864.	Barraux (Isère).
Idem.	1,939 (a)	Commandant le dépôt de recrutement de la Marne.	10 mars 1864.	"
Idem.	2,326 (a)	En activité au dépôt de recrutement des Hautes-Alpes.	5 mars 1864.	Valence (Drôme).
Capitaine.	2,120 (a)	En activité.	15 février 1864.	"
Idem.	1,784 (a)	Idem.	5 mars 1864.	Paris (Seine).
Idem.	2,120 (a)	Idem.	Idem.	Hédé (Ille-et-Vilaine).
Major.	2,062 (a)	Idem.	1 ^{er} avril 1864.	Toulouse (Haute-Garonne).
Lieutenant.	1,680 (a)	Idem.	14 avril 1863.	Paris (Seine).
Chef d'escadron.	2,206 (a)	Idem à la direction du Havre.	16 avril 1864.	Cohons (Haute-Marne).
Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,544 (a)	En résidence fixe à Alger.	5 mars 1864.	Dijon (Côte-d'Or).
Officier comptable de 2 ^e classe.	1,950 (a)	En activité à Chambéry.	1 ^{er} fév. 1864.	"
TOTAL....	35,779			

tion que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles

ilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de quinze mille
nt quatre-vingt-seize francs, sur le crédit d'inscription ouvert pour
e 1864 ;

ection de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue ;

le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la

NS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

r. 1^{er}. Il est accordé à chacun des huit militaires dénommés
bleau d'autre part une pension de retraite fixée conformé-
aux indications de ce tableau ⁽¹⁾, savoir :

titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit
u ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor,
mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAPITAL	
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.
1	LESEBLE (Victor-Au- guste-Félix).	8 nov. 1806.	La Fère (Aisne).	Chef de bataillon d'infanterie.	37	10	15	2	.
2	GOBILLARD (Théodore).	4 juin 1833.	Quimper (Finistère).	Capitaine au 51 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	11	4	15	7	.
3	DUPUIS (Pierre-Victor- Henri).	21 avril 1824.	Saint-Bénigne (Ain).	Chef de bataillon au 52 ^e régiment d'in- fanterie de ligne.	20	2	16	16	.
4	HELLOT (Marie-Alexan- dre).	26 mars 1831.	Paris (Seine).	Capitaine au 3 ^e ré- giment d'artillerie.	14	4	4	2	.
5	GRIMARD (Jean-Pierre)..	1 ^{er} sept. 1806.	Bastia (Corse).	Garde principal d'artillerie.	42	5	29	2	.
6	SEITIERS (Henri) (1)....	6 oct. 1805.	Metzbourg (Prusse).	Lieutenant au ré- giment étranger.	28	5	21	58	.
7	CISTERNES DE VEILLES (Raoul-Guillaume).	15 fév. 1837.	Paris (Seine).	Sous-lieutenant au 1 ^{er} régiment de zou- aves.	9	11	19	8	.
8	BORDES (Guillaume)...	2 mai 1821.	Pinsac (Lot).	Capitaine d'infan- terie.	23	1	8	13	.

(1) Naturalisé Français.
(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été réformé.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre.*

Signé RANDON.

	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE des titulaires.
Pen	Chef de bataillon.	2,590 ^(a)	Commandant le dépôt de recrutement de la Côte-d'Or.	20 mars 1864.	Salins (Jura).
	Capitaine.	2,120 (a)	En activité.	<i>Idem.</i>	Quimperlé (Finistère).
de	Chef de bataillon.	2,590 (a)	<i>Idem.</i>	1 ^{er} mars 1864.	Mâcon (Saône-et-Loire).
bre.	Capitaine.	2,022 (a)	Adjoint à la direction des poudres.	5 février 1864.	Paris (Seine).
de	Garde principal. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,112 (a)	En activité au dépôt central de l'artillerie.	25 déc. 1863.	Toulouse (Haute-Garonne).
bra.	Lieutenant.	1,680 (a)	En activité.	10 mars 1864.	Mâcon (Saône-et-Loire).
6.					
16r-	Sous-lieutenant.	840 (a)	<i>Idem.</i>	20 mars 1864.	Bar-le-Duc (Meuse).
	Capitaine.	1,742 (b)	En jouissance d'une pension de retraite.	1 ^{er} déc. 1863.	Martel (Lot).
	TOTAL.....	15,696			

ura cessé d'être traité dans un hôpital militaire. — (b) *Idem*, sauf déduction des sommes perçues depuis 1863 sur la pension de 1,560 francs accordée par décret du 5 janvier 1864, et que la présente annule.

273. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 25 liquidations de Pensions civiles.

Du 16 Avril 1864.

APOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution;

la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

la section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 2 mars 1864;

sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

VOUS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt-cinq liquidations de pensions civiles comprises dans une somme totale de vingt-cinq mille huit cent quatre-vingt-sept francs (25,896⁽¹⁾) au tableau d'autre part sont approuvées.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.	
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.
(Pensions pour...)							
					DOUANES.		
1	ANFRAY (Édouard)....	9 juillet 1807.	Bordeaux (Gironde).	Capitaine.....	Civils.....	36	9
2	BERAUD (Jean-Raymond)	29 janv. 1795.	Le Monétier Hautes-Alpes.	Receveur.....	Idem.....	44	9
3	BÉRENGUIER (Auguste- Adolphe-Joseph-Thomas).	28 oct. 1800.	Marseille Bouches-du-Rhône.	Contrôleur.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	28	8
4	BORDENAVE (Louis)...	24 sept. 1803.	Arneguy (Basses-Pyrénées)	Lieutenant.....	Civils.....	38	9
5	BYASSON (Clément- Louis).	25 août 1815.	Cauterets (Hautes-Pyrénées)	Capitaine.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	16	6
6	CLOUZET (Pierre-Ber- trand).	11 sept. 1810.	Saint-Gaudens (Haute-Garonne)	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	23	3
7	COLBANT (Pierre- Maxime).	27 nov. 1796.	Saint-Pierre- lez-Calais (Pas-de-Calais).	Preposé garde- magasin.	Civils.....	43	9
8	DUCROQ (Adolphe-Fran- çois).	10 févr. 1810.	Wignarue Somme.	Lieutenant.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	21	1
9	FAMECHON (Émile-Vic- tor).	17 avril 1815.	Maubeuge (Nord).	Capitaine.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	15	8
10	FRAICHE (Joseph-Adol- phe-Eugène-Edouard)	3 nov. 1803.	Plénœuf (Côtes-du-Nord).	Receveur.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 9	25	8
11	GALLIEN (Pierre-Bruno).	5 mai 1800.	Saint-Nicolas- de-Bliquetuil (Seine-Inférieure)	Preposé garde- magasin.	Militaires... 3 Civils..... 38	3	8
12	GIRARD (Pierre-Constan- tin).	17 avril 1807.	Rosières Doubs.	Capitaine.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10 Militaires... 3	24	9
13	GIRAUD (Jean-Honoré)..	7 mai 1815.	Grasse (Var).	Patron.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 9 Bonification... 4	13	7
14	LE QUÉREEC (Jean-Fran- çois).	10 sept. 1803.	Trébezy (Côtes-du-Nord).	Lieutenant.....	Civils.....	40	3

LIQUIDATION		LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services civils.	Total.					
1 ^{er} janvier 1854.)						
"	1,746 ^f 25 ^c	1,600 ^f	"	1,600 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Saint-Michel- en-l'Herm (Vendée).
"	1,042 50	900	"	900	Idem.	Briançon (Hautes-Alpes).
"	1,284 ^f 25 ^c 331 95	1,716 20	"	1,600	Idem.	La Ciotat (Bouches-du-Rh.
"	"	1,485 00	"	1,350	Idem.	Forbach (Moselle).
"	792 00 470 55	1,262 55	"	1,262	Idem.	Argelès (Hautes-Pyrénées)
"	1,013 00 450 00	1,463 00	"	1,463	Idem.	Saint-Hilaire- de-Riez (Vendée).
"	"	1,162 50	"	900	Idem.	Saint-Pierre- lez-Calais (Pas-de-Calais).
"	759 00 342 77	1,101 77	"	1,101	Idem.	Dieppe (Seine-Inférieure)
"	896 00 480 00	1,376 00	"	1,376	Idem.	Thionville (Moselle).
"	951 77 355 57	1,307 34	"	1,307	1 ^{er} décembre 1863	Pléneuf (Côtes-du-Nord)
"	1,010 00	1,010 00	"	900	1 ^{er} janvier 1864..	Honfleur (Calvados).
"	990 00 400 00	1,390 00	"	1,390	Idem.	Pontarlier (Doubs).
24 ⁰⁶	271 66 291 50	587 22	"	587	1 ^{er} octobre 1863..	Oran (Algérie).
"	"	1,410 00	"	1,200	1 ^{er} janvier 1864..	Saint-Michel- en-Grève (Côtes-du-Nord)

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
15	MAILLIET (Jean).....	23 juillet 1809.	Laleu (Charente-Infér.).	Brigadier.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils.....	5 17 10 18 10 7 30	6 5 1 8 1 1 2	29 24 1 1 1 24 1
16	MOTES (Pierre).....	4 janv. 1816.	La Teste (Gironde).	Matelot.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils.....	10 18 10 7 10 7	1 8 1 7 1 7	1 1 1 1 1 1
17	PELLU (Alexandre).....	18 mars 1805.	Saint-Sauveur- de-Nuaille (Charente-Infér.)	Tréposé.....	Militaires.... Civils.....	6 30	1 2	3 1
18	PRADIAC (Bernard).....	22 sept. 1808.	Saint-Tréloxy (Gironde).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils.....	16 10 16 10 7 10 7	7 1 7 1 1 1 1	1 1 1 1 1 1 1
19	PROU (Louis).....	28 déc. 1808.	Dolus (Charente-Infér.)	Sous-brigadier...	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils.....	10 16 10 7 7 17	1 7 1 1 1 2	1 1 1 1 1 31
20	ROLLAND (Nicolas-Ma- rie).	22 mars 1807.	Lesneven (Finistère).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils.....	10 17 10 1 15	1 2 1 1 5	1 31 1 1 1
21	SAULNIER DE LA PINELAIS Louis-Joseph-Bona- venture).	8 août 1797.	Guer (Morbihan).	Vérificateur de 1 ^{re} classe.	Militaires.... Civils.....	1 15	1 5	1 1
22	V E N E T (Charles- Édouard) ⁽¹⁾ .	11 avril 1813.	Retranchemont (Étranger).	Lieutenant.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20 10 23 10 27 10 18 9	8 1 6 1 1 1 10 9	20 1 1 1 1 1 10 17
23	VERNY (Charles-Jacques- Joseph) ⁽²⁾ .	28 févr. 1807.	Noirmont (Suisse).	Contrôleur.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10 23 10 27 10 18 9	1 6 1 1 1 10 9	1 1 1 1 1 10 17
24	VINCHON (Louis-Henry- Napoléon) ⁽¹⁾ .	30 déc. 1803.	Grinling- hausen (Étranger).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10 27 10 18 9	1 1 1 10 9	1 1 1 10 17
25	HULBRON (Marie-Ju- lienne), veuve SAINT- DRÉMAN.	23 avril 1822.	Kperl- en-Carnac (Morbihan).	Le mari, ex-rece- veur.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	18 9	10 9	1 17

(1) Fils de Français. — (2) Français par option de naturalisation.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n^o 27.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
46 ^r 48 ^e	330 ^r 12 ^e 190 00	566 ^r 60 ^e	•	•	566 ^r	1 ^{er} janvier 1864.	Éslandes (Charente-Infer.)
•	298 66 160 00	458 66	•	•	458	Idem.	Bordeaux (Gironde).
51 43	503 33	555 76	•	•	555	Idem.	Idem.
40 15	265 33 159 65	465 13	•	•	465	Idem.	Libourne (Gironde).
•	281 91 170 00	451 91	•	•	451	Idem.	Dolus (Charente-Infer.)
47 34	300 69 178 35	526 38	•	•	526	Idem.	Mortagne (Charente-Infer.)
7 70	2,115 00	2,122 70	1,600 ^r	•	1,600	Idem.	Nantes (Loire-Inférieure)
•	746 00 346 32	1,086 32	•	•	1,086	Idem.	Aubert (Nord).
•	1,079 37 415 93	1,495 30	•	•	1,495	Idem.	Chambéry (Savoie).
•	1,546 22 486 11	1,832 33	1,000 ^r	•	1,000	Idem.	Ditche (Moselle).
•	313 96 161 58	475 48	•	158 ^r	158	18 octobre 1863..	Auray (Morbihan).
				TOTAL.	25,896		

Fait au palais des Tuileries, le 16 Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 16,274.—*DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 25 liquidations de*

Du 16 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 1, 2, 7, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution;

Vu la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.	
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.
(Pensions pour							
						DOTATIONS.	
						Militaires....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Militaires....	
						Civils....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	
						postérieurs....	
						Idem....	
						Civils :	
						antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	

liquidation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;
 des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du
 dernier;

rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des

DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

r. 1^{er}. Les vingt-cinq liquidations de pensions civiles comprises
 une somme totale de dix-sept mille six cent un francs (17,601^f)
 bleau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FILIATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services civils.	Total.						
1847	348 ^f 40 ^c 197 77	546 ^f 70 ^c			574 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Barcelonnette (Basses-Alpes).
	246 25 150 00	396 25			396	Idem.	Bonlogne (Pas-de-Calais).
	285 33 160 00	445 33			445	Idem.	Idem.
	"	542 80			542	Idem.	Saint-Saulve (Nord).
1842	1.263 75	1,310 17			1,310	Idem.	La Rochelle (Charente-Infér.).
	"	"			2,500	Idem.	Toulouse (Haute-Garonne).
	305 33 160 00	465 33			465	Idem.	Boulogne (Pas-de-Calais).
1842	188 90 132 37	361 19			361	Idem.	Bayonne (Basses-Pyrénées).
1866	445 31	491 97			491	Idem.	Saint-Quentin (Somme).
	473 33 200 00	673 33			673	Idem.	Le Rang- du-Fliers Ilez-Verton (Pas-de-Calais).
	"	2,184 25	1,600 ^f		1,600	Idem.	Toulouse (Haute-Garonne).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
12	GIRARD (Joseph-Marins).	19 déc. 1813.	Grasse (Alpes-Maritimes).	Brigadier.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs....	8	11	
13	JAUME (Antoine - Ger- main).	28 mai 1810.	Villefranche (Alpes-Maritimes).	Idem.....	Civils.....	9	10	
14	JAUME (Jean - François- Xavier-Eusèbe).	25 fév. 1812.	Idem.	Sous-brigadier...	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs....	19	10	
15	LA BASQUE (Yves).....	3 avril 1810.	Plonévez- Porzay (Finistère).	Préposé.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs....	10		
16	LE SAOUT (Antoine-Ma- rie).	2 juillet 1805.	Saint-Pol- de-Léon (Finistère).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs....	23	10	
17	MACQUET (Josse-Noël- Hippolyte).	3 janvier 1809.	Verton (Pas-de-Calais).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs....	20		
18	MALAHUDE (Pierre)....	30 juin 1814.	Wimille (Pas-de-Calais).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs....	19		
19	PERNET (Louis-Marie)..	7 nov. 1815.	Outreau (Pas-de-Calais).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs....	18		
20	PERREZ (Philippe - Jo- seph).	1 ^{er} fév. 1808.	Jenlain (Nord).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs....	17		
21	PÉTING DE VAULGRENANT (Auguste).	3 avril 1810.	Salins (Jura).	Receveur princi- pal.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs....	9		
22	PLANT (François-Prosp- er).	30 janv. 1815.	Dannes (Pas-de-Calais).	Préposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs....	10		
23	PORTANGUEN (Joseph)..	31 janv. 1806.	Nostang (Morbihan).	Idem.....	Civils.....	37		
24	RIVET (Charles - Fran- çois).	17 oct. 1807.	Berck (Pas-de-Calais).	Brigadier.....	Militaires.... Civils.....	28		
25	THOMAS (François-Ma- rie).	21 juin 1805.	Locmaria (Morbihan).	Préposé.....	Militaires.... Civils.....	6	11	

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires
des services militaires.	des services civils.	Total.					
515'44"	155'70" 158 33	373'47"	"	"	373'	1 ^{er} janvier 1864.	Antibes (Alpes-Maritim
"	"	726 35	712'	"	712	Idem.	Cagnes (Alpes-Maritim
"	337 16 170 00	507 16	"	"	507	Idem.	Le Golfe Jua (Alpes-Maritim
10 00	293 75 150 00	463 75	"	"	463	Idem.	Concarneau (Finistère).
"	357 50 150 00	507 50	"	"	507	Idem.	Plouézoch (Finistère).
"	322 66 160 00	482 66	"	"	482	Idem.	Boulogne (Pas-de-Calais
"	297 50 150 00	442 50	"	"	442	Idem.	Wimille (Pas-de-Calais
"	289 33 160 00	449 33	"	"	449	Idem.	Boulogne (Pas-de-Calais
36 10	281 33 160 00	477 43	"	"	477	Idem.	Fresnes (Nord).
"	"	"	1,690	"	1,690	1 ^{er} août 1863.	Avallon (Yonne).
"	288 00 160 00	448 00	"	"	448	1 ^{er} janvier 1864.	Dannes (Pas-de-Calais
"	651 66	651 66	600	"	600	Idem.	Lorient (Morbihan).
52 22	546 25	598 47	"	"	598	Idem.	Berck (Pas-de-Calais
46 53	450 00	496 53	"	"	496	Idem.	Belle-Ile- en-Mer (Morbihan).
				TOTAL.	17,601		

du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;
 situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;
 l'opinion des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du
 1864;

le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des
 finances,

NOUS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt-cinq liquidations de pensions civiles comprises
 dans une somme totale de onze mille cent un francs (11,101^f) au
 tableau ci-après sont approuvées.

Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance
 à l'époque indiquée à chaque article du tableau qui suit.

Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est
 chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin
 des Lois, sous le n° 29.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					

nt au 1 ^{er} janvier 1854.)							
..	302 ^f 66 ^c 160 00	462 ^f 66 ^c	..	..	462 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Renwez (Ardennes).
42 ^f 77 ^c	116 66 125 00	284 43	..	..	284	Idem.	Fontanill (Isère).
..	270 66 160 00	430 66	..	..	430	Idem.	Dommartin (Doubs).
..	258 75 150 00	408 75	..	..	408	Idem.	Avajan (Hautes-Pyrénées).
..	275 00 150 00	425 00	..	..	425	Idem.	Valfin (Jura).
..	764 58	764 58	750 ^f	..	750	Idem.	Charleville (Ardennes).

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
81 ^f 08 ^e	378 ^f 12 ^e	459 ^f 20 ^e	"	"	459 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Gruissan (Aude).
"	248 00 160 00	408 00	"	"	408	Idem.	Monthéliard (Doubs).
46 53	490 00	536 53	"	"	536	Idem.	Tarzy (Ardennes).
46 66	265 00 150 00	461 66	"	"	461	Idem.	Mouthe (Doubs).
"	302 50 150 00	452 50	"	"	452	Idem.	Anor (Nord).
"	286 25 150 00	436 25	"	"	436	Idem.	Saint-Paul (Nord).
"	307 50 150 00	457 50	"	"	457	Idem.	Gravelines (Nord).
"	307 50 180 00	487 50	"	"	487	Idem.	Neuve-Maison (Aisne).
26 29	238 75 149 59	414 63	"	"	414	Idem.	Dunkerque (Nord).
44 44	279 08 170 00	493 52	"	"	493	Idem.	Oye (Pas-de-Calais).
"	334 66 160 00	494 66	"	"	494	Idem.	Dunkerque (Nord).
53 33	246 50 150 00	449 83	"	"	449	Idem.	Saint-Hilaire (Nord).
45 82	465 00	510 82	"	"	510	Idem.	Dunkerque (Nord).
"	317 33 160 00	477 33	"	"	477	Idem.	Idem.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			An- née de la pension.
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
21	MORHAIN (Pierre-Joseph).	6 janv. 1810.	Dunkerque (Nord).	Préposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	22	3	.	1864
22	PICARD (Jean-Pierre)...	6 juin 1814.	Villerville (Calvados).	Sous-brigadier...	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	15	8	6	1864
23	PLAYOULT (Eugène-Char- les-Albert).	22 août 1816.	Armbouts- Cappel (Nord).	Préposé.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	17	4	9	1864
24	BASLEY (Martial-Henry), orphelin ⁽¹⁾ .	28 mars 1843.	Le Rozel (Manche).	Le père, Haute- nant.	Civils.....	33	11	.	1864
25	GARROS (Jeanne), orphe- line ⁽²⁾ .	22 août 1850.	Jan (Gironde).	Le père, préposé.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs ..	6	5	26	1864
						14	.	.	1864
						9	7	21	1864

(1) Mineur émancipé, sous la curatelle du sieur BASLEY (Gustave-Aimé), son frère. — (2) Tuteur : le sieur D.

N^o 16,276. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui nomme chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. *Fourquer*, juge de paix du canton de Poix (Somme); services exceptionnels; acte de courage accompli dans l'exercice de ses fonctions. (Paris, 9 Avril 1864.)

N^o 16,277. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui nomme chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. *Leclerc (Jean)*, commis principal des lignes télégraphiques; services exceptionnels au Sénégal. (Paris, 9 Avril 1864.)

N^o 16,278. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant que M^{re} *Coquereau (Félix)*, aumônier en chef de la marine, chanoine du premier ordre du chapitre impérial de Saint-Denis, vicaire capitulaire dudit chapitre, est promu au grade de grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur. (Paris, 13 Avril 1864.)

N^o 16,279. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Legs faits par la demoiselle *Destouches* : 1^o à la fabrique de Saint-Planchers (Ardèche), une rente, de soixante francs, à charge de services religieux ; 2^o aux pauvres, trois cents francs.

Legs faits par la dame *Bel* : 1^o au curé de Virieu (Isère), cinq cents francs destinés à la célébration de messes ; 2^o au curé et à la fabrique, trois cents francs pour l'église.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	333 ¹ 75 ^c 150 00	483 ¹ 75 ^c	"	"	483 ¹	1 ^{er} janvier 1864.	La Grande-Synthe (Nord).
3 ¹ 37 ^e	266 60 168 78	440 75	"	"	440	Idem.	Villerville (Calvados).
"	277 33 160 00	437 33	"	"	437	Idem.	Dunkerque (Nord).
"	"	"	"	337 ¹	337	Du 16 décembre 1862 au 27 mars 1864, époque à laquelle l'orphelin aura atteint sa 21 ^e année.	Quistreham (Calvados).
43 25	175 00 118 97	537 22	"	112	112	Du 12 août 1863 au 21 août 1871, époque à laquelle l'orpheline atteindra sa 21 ^e année.	Lourdes (Hautes-Pyrénées)
				TOTAL ..	11,101		

legs fait à charge de services religieux par la demoiselle *Ricard de Villeneuve* à la fabrique de Saint-Michel, à Castelnaudary (Aude), et consistant en deux sommes d'argent, l'une de trois mille francs, l'autre de mille francs.

Legs faits par la demoiselle *Guigal* : 1^o au curé de Villeneuve-de-Berg (Ardèche), six mille francs ; 2^o à la fabrique de Saint-Jacques-d'Atticieux (même département), cinq cents francs destinés à l'église ; 3^o aux pauvres de cette dernière commune, cinq cents francs.

Donation d'une pièce de terre et de la moitié d'une maison avec dépendances, tout estimé six mille francs, faite à charge de services religieux par le sieur *Le Grien*, conjointement aux fabriques de Mantallot et de Longuivy-lez-Lannion (Côtes-Nord).

Donation d'une rente de cent soixante francs faite à charge de services religieux par le sieur *Taran* à la fabrique de Cuélas (Gers). (*Vichy, 30 Juillet 1863.*)

16,180. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Donations faites à charge de services religieux à la fabrique de Saint-Clément, à L'Arçon (Mayenne), et consistant : 1^o du chef des sieurs *Guesdon, Baron et Rabeau*, en terrain d'une valeur de deux mille francs ; 2^o du chef dudit sieur *Baron*, en une rente de cinquante francs.

Donation d'une somme de deux mille cinq cents francs faite à charge de services religieux par les sieurs *Joseph Georges* et *Nicolas Georges* à la fabrique de Girmont (Aisne).

Legs d'une pièce de terre estimée six mille cinq cents francs fait à charge de services religieux par la dame *Mourant* à la fabrique du Quesnoy (Nord).

Legs fait à charge de services religieux par la demoiselle *Hellard* à la fabrique de

Saint-Pol-de-Léon (Finistère), et consistant dans tout le numéraire et dans toutes créances dépendant de sa succession, s'élevant ensemble à trois mille huit cent soixante-dix centimes.

Legs de six mille francs fait à charge de services religieux par la dame veuve *Le grêt* à la fabrique de Saint-Seurin, à Bordeaux (Gironde).

Legs de mille francs fait par le sieur *Branchu* au séminaire des Missions étrangères existant à Paris (Seine).

Legs de deux mille francs fait par la dame veuve *Sepz* à la fabrique de *Landes*. (Vichy, 30 Juillet 1863.)

N° 16,281. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Legs de deux mille francs fait par la dame veuve *Salles* à la fabrique de Gouts, commune de Cocumont (Lot-et-Garonne), pour aider à la reconstruction du presbytère.

Legs d'une rente de cinquante francs fait à charge de services religieux par la dame *Barré* à la fabrique de la Rochelle (Manche).

Legs de mille cinq cents francs fait par la dame veuve *Benoit* à la fabrique de Manois (Haute-Marne) pour l'ornementation de la chapelle de la Sainte-Vierge.

Legs d'une pièce de terre estimée mille deux cents francs fait à charge de services religieux par la dame *Durietz* à la fabrique de Fournes (Nord).

Donation de deux mille neuf cents francs faite à charge de services religieux par la dame veuve *Daniel* à la fabrique de Ville-sur-Arce (Aube).

Donation de deux mille six cents francs faite à charge de services religieux par la demoiselle *Guischard* à la fabrique de Plouër (Côtes-du-Nord).

Donation d'une pièce de terre estimée mille deux cents francs faite à charge de services religieux par la demoiselle *Meuron* à la fabrique de Plouzélambre (Côtes-du-Nord).

Donation faite à charge de services religieux par le sieur *Bourhis* à la fabrique de Querrien (Finistère) et consistant en une moitié de maison et autres portions de meubles ruraux, le tout estimé deux mille deux cent dix francs. (Vichy, 30 Juillet 1863.)

N° 16,282. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Donation d'une rente de deux cent deux francs faite à charge de services religieux par les sieur et dame *Lucas* à la fabrique de Beslon (Manche).

Donation d'une pièce de terre estimée six cents francs faite à charge de services religieux au desservant et à la fabrique de Chalandre (Manche).

Donation d'une rente de quatre-vingt-dix francs faite à charge de services religieux par la demoiselle *Chauvin* à la fabrique de Pontorson (Manche).

Donation de mille cinq cents francs faite à charge de services religieux par la demoiselle *Lebocey* à la fabrique de Saint-Aubin-des-Préaux (Manche).

Donation d'une pièce de terre estimée trois mille francs faite par le sieur *laud* à la fabrique de Saint-Sulpice-en-Pareds (Vendée). (Vichy, 30 Juillet 1863.)

N° 16,283. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Legs faits par la demoiselle *Lachenal* : 1° au desservant et à la fabrique de la Palud (Savoie), mille francs, destinés à la célébration de services religieux; 2° à la fabrique seule, jusqu'à concurrence de moitié, mille francs, qui doivent être affectés aux réparations de l'église.

Legs faits par la demoiselle *Pheulpin* : 1° à la fabrique de Saint-Loup (Haute-Saône) à charge de services religieux, une somme de deux mille cinq cents francs; 2° aux pauvres, mille deux cents francs.

Legs d'une somme de vingt mille francs, dont partie à charge de services religieux fait par le sieur *Cullerier* à la fabrique et à la commune de Niasle (Mayenne).

Legs faits par le sieur *Bourgaud* : 1° à la congrégation des Petites Sœurs des Pauvres reconnue à Rennes (Ille-et-Vilaine), conjointement avec le bureau de bienfaisance

Carissonne (Loire), une somme de vingt-cinq mille francs, destinée à recevoir l'abbasement des sœurs de son ordre existant à Saint-Etienne des vieillards de cette ville; 2° à la commune et au bureau de bienfaisance de Salvi-Loire), une rente de six cents francs, dont moitié pour les pauvres.

fait par le sieur *Lempereur* à la fabrique et à la commune de Tenay (Ain): 1° mille francs pour les réparations de l'église; 2° une parcelle de terre, estimée cent francs, pour l'agrandissement du cimetière.

donation faite à ladite commune par la dame veuve *Lempereur*, et consistant en dix parcelles de terre estimés cinq cents francs et destinés au cimetière. (*Saint-Cloud, 6 Août*

284. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

faits par la demoiselle *Iverneau* : 1° à la fabrique de Sevigny (Ardennes), mille francs à charge de services religieux et cinq cents francs pour l'achat d'un dais; 2° à la commune et aux desservants successeurs de Sevigny, une garenne estimée huit cents francs; 3° à ladite commune, mille francs pour concession de terrain et monument au cimetière; 4° au bureau de bienfaisance de Sevigny, conjointement avec la commune, cinq cents francs pour l'éducation de deux enfants à l'école des filles; 5° cent francs pour les pauvres et cinq francs pour chaque indigent de cette com-

faits par le sieur *Sabatier* : 1° au séminaire de Carcassonne et aux desservants de Soupex (Aude), mille francs, dont les arrérages serviront à contribuer à l'entretien ecclésiastique d'un jeune homme peu fortuné de la commune de Soupex ou, en défaut, à augmenter le traitement du desservant de cette paroisse; 2° à la commune de Soupex, trois sommes d'argent s'élevant à cinq cent quarante francs pour l'achat de services religieux et trois cents francs pour l'achat d'ornements et

fait par la dame veuve *Fous* à la fabrique de Villalier et consistant dans les meubles et argent comptant qu'elle délaisserait au jour de son décès, s'élevant à quatre-vingt-dix francs, et dans une pièce de vigne estimée cinq cents francs, le tout affecté à des services religieux.

faits par le sieur *Gérard Gayet* : 1° à la fabrique de Sorel (Somme), au nom de la commune de secours de Wanel, située dans la circonscription de la paroisse de Sorel, une somme de cent quarante francs, une somme de deux mille francs et une échelle, affectée à charge de services religieux; 2° à la commune de Wanel, trois cents francs pour le corps des sapeurs-pompiers; 3° aux pauvres de Wanel, cent francs. (*Saint-Cloud, 6 Août 1863.*)

285. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

faits par la dame veuve *Bouvenot* : 1° à la fabrique de la Ferté-sur-Amance (Marne), à charge de services religieux, un actif mobilier estimé quarante-huit mille cinq cent soixante-douze francs trente-trois centimes, une maison et ses dépendances d'une valeur de huit mille cent soixante-quinze francs et deux parcelles de terrain, l'une de quatre cent soixante-dix-huit francs, l'autre de six cents francs; 2° aux pauvres, une somme de mille deux cents francs.

donations faites par les sieur et dame *Delord* : 1° à la congrégation des sœurs de Saint-Marthe existant à Angoulême (Charente), conjointement avec la commune de Saint-Front (même département), une somme de vingt mille francs et une propriété estimée trente-deux mille francs, sous la condition de servir une rente de quatre cents francs à la fabrique de Saint-Front, pour célébration de messes, et à la commune, d'entretenir trois sœurs de son ordre dans cette commune, pour donner des soins aux malades et l'instruction élémentaire et religieuse aux enfants pauvres; 2° à la fabrique de Saint-Front, le bénéfice de la rente précitée de quatre cents francs pour services religieux, qui lui sera servie par la congrégation donataire. (*Saint-Cloud, 11 Août 1863.*)

286. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la justice et des cultes)

cultes) qui autorise l'acceptation des legs faits à divers établissements religieux et charitables par M. *Dufêtre*, décédé évêque de Nevers, savoir :

1° A l'école secondaire ecclésiastique de Piquelin (Nièvre), dix mille francs destinés à la fondation d'une bourse, divers objets pour la célébration du culte, estimés quatre cent vingt francs, et cinq cents volumes d'une valeur de trois cents francs; 2° à l'école secondaire ecclésiastique de Saint-Cyr (même département), divers objets pour la célébration du culte, évalués à trois cent cinquante francs; 3° aux séminaires réunis du diocèse de Nevers, divers ornements d'une valeur de mille deux cents francs et diverses sommes montant à vingt-sept mille sept cent cinquante-cinq francs dues au testateur pour constructions ou avances faites dans l'intérêt de ces séminaires; 4° à l'évêché de Nevers, une maison estimée huit mille francs; 5° à la caisse des sœurs, mille francs; 6° à la fabrique de l'église cathédrale, divers objets mobiliers estimés huit cents francs; 7° à la communauté des Ursulines, à Nevers, mille francs; 8° aux frères de la doctrine chrétienne établis à Corbigny (Nièvre), deux mille francs; 9° au bureau de bienfaisance de Nevers, pour les pauvres et divers établissements de charité, cinq mille francs; 10° à l'Œuvre du Bon-Pasteur de Varennes-les-Sœurs (même département), deux mille francs; 11° aux hospices de Nevers, mille francs; 12° à la société de secours mutuels de Saint-François-Xavier, à Nevers, mille francs; 13° à chacun des curés archiprêtres des paroisses de Saint-Cyr, à Nevers, de Desloges, de la Charité, de Saint-Jacques, à Cosne, de Clamecy et de Château-Chinon (Nièvre) cinq cents francs pour être employés en bonnes œuvres. (*Saint-Cloud, 12 Août 1863.*)

N° 16,287. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Donation faite par la demoiselle *Bauquet-Dupin* à la congrégation des sœurs de la Croix existant à Limoges (Haute-Vienne), conjointement avec la commune de la Croix (même département), et consistant en une maison avec jardin et dépendances située à la Croix et estimée trois mille cinq cents francs, à la charge d'entretenir dans cet immeuble une école où seront admises gratuitement les jeunes filles pauvres.

Legs faits par la dame veuve *Quesney* : 1° à l'établissement des sœurs de la Miséricorde existant à Lisieux (Calvados), mille francs; 2° aux pauvres de la paroisse de Saint-Désir de Lisieux, cinq cents francs.

Legs faits par le sieur *Gros* : 1° au desservant et à la fabrique d'Eynesse (Gironde) à charge de services religieux, une rente de trois cents francs, un bâtiment et un terrain estimés cent vingt francs; 2° à la fabrique de Figanières (Var), mille francs à charge de services religieux; 3° à l'hospice de Figanières, mille francs; 4° au bureau de bienfaisance de Marseille (Bouches-du-Rhône), deux mille francs. (*Saint-Cloud, 16 Août 1863.*)



Certifié conforme :

Paris, le 26^r Avril 1864.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1030.

2288. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 4 liquidations de Pensions civiles.

Du 10 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur les articles 5 et suivants de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Sur la loi du 11 avril 1831;

Sur le décret du 4 juillet 1806;

Sur l'ordonnance du 20 juin 1827,

Sur l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 27 février 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts pour l'exercice 1864;

Sur la section des finances de notre Conseil d'État entendue;

Sur le rapport du ministre de notre Maison et des beaux-arts,

Nous DÉCRETÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les quatre liquidations de pensions civiles comprises sur une somme totale de quatre mille quatre cent cinq francs (405^{fr}) au tableau d'autre part sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance pour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Le ministre de notre Maison et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Maréchal de France, Ministre
de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts,

Signé VAILLANT.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
1	GUILLEMET (Claude-Hu- bert).	2 mars 1766.	Dijon (côte-d'Or).	Chef de bureau à l'administra- tion centrale.	Civils.....	38	3	0
2	LAROUX (Léonard - Léonard).	2 août 1806.	Séguir Correnç.	Paletrenier des baras.	Civils.....	30	1	0
3	RAY (Élie).....	9 mars 1806.	Cluny Saône-et-Loire.	Idem.....	Militaires et civils.	30	3	0
4	POU (Amaranthe - veuve de L. OUPPIER (Jean-Pierre)).	7 juillet 1811.	Pierrefiche (Aveyron).	Le mari, palefren- nier des baras.	Civils.....	18	10	7

N^o 16,284. — *DECRET IMPÉRIAL qui approuve 3 liquidations de Pensions*

Du 13 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

Vu le décret du 9 novembre 1853 ;

Vu la loi du 2 août 1790 et le décret du 13 septembre 1806 ;

Vu l'ordonnance du 8 septembre 1831 ;

Vu le décret du 4 juillet 1806 ;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 29 février 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
1	HILLAND (Jean-François- Jacques).....	17 mars 1797.	Saint-Denis- de-Bondeville (Seine-Inférieure)	conseiller de pres- tecture.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1804 ; postérieurs...	23	3	0
2	JAVIAIN (Pierre).....	15 mai 1806.	Marconnay (Loire).	Gardien-chef des prisons.	Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	7	10	13
3	ARTAUD (Marie-Viegi- me), veuve DUBOIS DES.	24 avril 1806.	Paris Seine	Le mari, employé au ministère de l'intérieur, dé- cédé en activité de service.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	23	2	0

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
	4,430 ¹ 17 ^c	4,430 ¹ 17 ^c	3,347 ^f	"	3,347 ^f	1 ^{er} mars 1864.	Chagny (Saône-et-Loire).
	489 24	489 24	"	"	489	1 ^{er} février 1864.	Pompadour (Corrèze).
67	379 52	426 19	"	"	426	Idem.	Cluny (Saône-et-Loire).
	"	429 00	"	Un tiers.	143	12 janvier 1864.	Saint-Maixent (Deux-Sèvres).
				TOTAL.	4,405		

dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur
dit d'inscription ouvert au ministère de l'intérieur pour 1864;
section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du
rs 1864;

le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de
leur,

Nous DÉCRÉTE et DÉCRÉTONS ce qui suit :

1^{re}. Les trois liquidations de pensions civiles comprises pour
omme totale de deux mille quatre cent soixante-neuf francs
) au tableau ci-dessous sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
	453 ¹ 53 ^c 553 72	1,007 ¹ 25 ^c	"	"	1,007 ^f	10 janvier 1864.	Rouen (Seine-Inférieure).
45	557 90 167 77	878 12	"	"	878	19 janvier 1864.	Versailles (Seine-et-Oise).
	1,451 36 584 13	2,035 49	1,752 ¹ 40 ^c	584 ^f	584	14 janvier 1864.	Paris (Seine).
				TOTAL.	2,469		

Nos ministres secrétaires d'État au département de l'intérieur et
partement des finances sont chargés, chacun en ce qui le con-

cerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

N° 16,290. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 3 liquidations de Pensions

Du 13 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
1	DELAGE (Jean-Baptiste).	22 fév. 1807.	Limoges (Haute-Vienne).	Gardien des pri- sons.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	7	2	2
2	LAFACHE (Nicolas)....	10 août 1797.	Montier- sur-Saulx (Meuse).	Conciergerie des prisons.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	29	6	1
3	RAT (Edme).	7 nov. 1803.	Lignol (Aube).	Gardien des pri- sons.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	18	5	1

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance
du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur
et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne,
l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;
le décret réglementaire du 9 novembre 1853;
l'ordonnance du 8 septembre 1831;
l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du
février 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations com-
prises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur
le crédit d'inscription ouvert au ministère de l'intérieur pour l'année 1864;
la section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du
mars 1864;
et le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de
l'intérieur,

avons DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les trois liquidations de pensions civiles comprises pour
une somme totale de neuf cent soixante-quatre francs (964^f) au
dessous sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des titulaires.	des services civils.	Total.					
1867	150 ^f 23 ^c 132 89	322 92			350 ^f	1 ^{er} novembre 1863	Limoges (Haute-Vienne).
	130 72 38 76	169 48			169	1 ^{er} août 1863.	Saint-Dizier (Haute-Marne).
1866	276 25 145 97	422 28			433	8 novembre 1863.	Lignol (Aube).
TOTAL.					964		

1861. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'inscription, au Trésor public,
de la Pension concédée, en vertu de la Convention du 23 août 1860, à un
vétéraire devenu Français par le fait de la réunion de la Savoie et de l'ar-
rondissement de Nice à la France.

Du 13 Avril 1864.

APOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;
le sénatus-consulte du 12 juin 1860 et le décret du 21 novembre
1859;

l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du
février 1864, portant qu'il a reconnu la légalité de la liquidation com-
prise dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le

IX^e Série. — Partie suppl.

53.

crédit permanent d'inscription ouvert par l'article 30 de la loi du 25 mars 1817 ;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 15 mars 1864 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

N. D'ORDRE.	NOM ET PRÉNOMS du pensionnaire.	NAISSANCE.		GRADE.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Date.	Lieu.			Ann.	Mois.	Jours.
100	BOZIS Jacques-Joseph	1801	Isola-d'Asti (Italie).	Hussier à l'in- teendance d'An- non.	Militaires..... Civils.....	29		

2. Cette pension sera inscrite au trésor public, avec jouissance du jour indiqué au tableau qui précède.

Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'intérieur,*

Signé ACHILLE FOULD.

Signé P. BOUDET.

N° 16,292. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 26 liquidations de Pensions civiles.

Du 20 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution ;

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La liquidation de pension civile comprise pour une somme de sept cent quarante-cinq francs (745^f) au tableau ci-dessous est approuvée.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATE de jouissance.	DOMICILE du pensionnaire.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
.	969 ^f 48 ^c	969 ^f 48 ^c	735 ^f	"	745	14 juin 1860. (a)	Annecy (Haute-Savoie).

Malgré, les arrérages de la pension ne commenceront à courir qu'à dater du jour de la cessation effective de l'activité.

En la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre ;

En la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1863 ;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 10 mars 1864 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt-six liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de neuf mille six cent treize francs (9,613^f) au tableau d'autre part sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance au jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n° 30.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					

ent au 1 ^{er} janvier 1854.)							
"	"	"	"	125 ^f	125 ^f	6 juillet 1863.	Paris (Seine).
"	"	"	"	130	130	4 juillet 1863.	Vantoux (Moselle).
				TOTAL.	255		

ent au 1 ^{er} janvier 1854.)							
46 ^f 44 ^c	490 ^f 52 ^c	536 ^f 96 ^c	"	"	536	1 ^{er} janvier 1864.	Perpignan (Pyrénées-Or.).
67 93	100 00 149 63	317 56	"	"	317	Idem.	Rouen (Seine-Inférieure).
"	253 75 150 00	403 75	"	"	403	Idem.	La Chaux- de-Gillen (Doubs).
"	327 75 190 00	517 75	"	"	517	Idem.	Aiziers (Eure).
30 91	276 51 151 10	458 52	"	"	458	Idem.	Fos (Haute-Garonne).
32 99	270 00 149 51	452 50	"	"	452	Idem.	Baigorrry (Basses-Pyrénées).
"	257 50 150 00	407 50	"	"	407	Idem.	Mérens (Ariège).
40 01	265 55 158 25	463 84	"	"	463	Idem.	Le Grand- Quevilly (Seine-Inférieure).
"	397 41 190 00	587 41	"	"	587	Idem.	Ille (Pyrénées-Or.).
"	251 72 157 56	409 28	"	"	409	Idem.	Loray (Doubs).

NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			An- nées de service.
	Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
MAURY (Michel).....	4 août 1806.	Siguer (Ariège).	Proposé.....	Militaires....	6	7	7	10
				Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	17	2	10	
MICHEL (André).....	17 janv. 1811.	Vence (Alpes-Maritimes)	Idem.....	postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	10	2	2	10
				postérieurs... Militaires....	18	2	2	
DOUGENOT (Pierre)....	21 avril 1812.	Montigny- lez-Vesoul (Haute-Saône).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	10	2	2	10
				postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	16	1	10	
ECQUEULT (Laurent- Constant).	10 nov. 1807.	Jumièges (Seine-Inférieure)	Idem.....	postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	23	5	2	10
				postérieurs... Militaires....	10	11	13	
POIGNANT (Guillaume- Aimable-Tranquille).	23 janv. 1808.	Teurthéville (Manche).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	16	2	2	10
				postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	10	2	2	
POELLAIN (Jacques-Do- minique).	30 juillet 1814.	Ambourville (Seine-Inférieure)	Idem.....	postérieurs... Militaires....	16	2	2	10
				Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	10	2	2	
SALLABER (Dominique).	1 ^{er} nov. 1799.	Athercy (Basses-Pyrénées)	Idem.....	postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	16	1	2	10
				postérieurs... Militaires....	10	2	2	
SARCOS (Jean).....	13 sept. 1806.	Artigues (Haute-Garonne).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	19	10	2	10
				postérieurs... Militaires....	10	2	2	
SCOFFIER (Jean-Pascal).	11 oct. 1808.	Conségudes (Var).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	16	5	2	10
				postérieurs... Militaires....	10	2	2	
TEULIÈRE (Antoine)....	14 août 1816.	Niglos (Ariège).	Brigadier.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	9	2	2	10
				postérieurs... Militaires....	10	2	2	
NATALINI (Marie-Made- leine), veuve CRISTINI.	24 août 1817.	Erbajolo (Corse).	Le mari, proposé.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	12	3	2	10
				postérieurs... Militaires....	9	8	8	
VILÉ (Clémence), veuve LESNARD.	14 mai 1814.	Bouin (Vendée).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	5	6	6	10
				postérieurs... Civils.....	27	2	2	

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
31 01	267 ^f 50 ^c 149 71	461 ^f 22 ^c	.	.	161 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Miglos (Ariège).
	272 50 150 00	422 50	.	.	412	<i>Idem.</i>	Vence (Alpes-Maritimes)
31 33	241 25 150 00	442 58	.	.	442	<i>Idem.</i>	Biriatou (Basses-Pyrénées)
	351 25 150 00	501 25	.	.	501	<i>Idem.</i>	Guebaville (Seine-Inférieure)
34 86	256 22 158 76	454 84	.	.	454	<i>Idem.</i>	Cherbourg (Manche).
	254 00 159 69	413 02	.	.	413	<i>Idem.</i>	Berville (Seine-Inférieure)
35 71	270 66 159 69	486 06	.	.	486	<i>Idem.</i>	Bardets (Basses-Pyrénées)
34 76	317 33 160 00	477 33	.	.	477	<i>Idem.</i>	Argetès (Hautes-Pyrénées)
33 64	246 25 149 55	435 44	.	.	435	<i>Idem.</i>	Conségudes (Alpes-Maritimes)
33 75	147 76 159 83	350 35	.	.	350	<i>Idem.</i>	Villelongue- des-Monts (Pyrénées-Or.).
36 21	163 33 127 82	327 36	.	109 ^f	109	7 septembre 1863.	Erhajolo (Corse).
			.	110	110	30 septembre 1863	Le Baudremont (Vendée).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
25	LESNARD (Pierre), orphelin ⁽¹⁾ .	2 nov. 1843.	Notre-Dame-de-Mont (Vendée).	Le père, prepose.	Militaires.... Civils.....	5 27	5 2	6 24
26	MANGOLD (Catherine), orpheline ⁽²⁾ .	28 août 1844.	Wingen (Bas-Rhin).	Idem.....	Idem.....	26	—	26
						1 ^{re} catégorie..... 2 ^{me} catégorie.....		
						TOTAL.....		

(1) Mineur émancipé, sous la tutelle du sieur LESNARD (Jacques). — (2) Tuteur : le sieur BATSCH.

N^o 16,293. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 25 liquidations de Pensions civiles.

Du 20 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution;

Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
1	BÉCOULET (Jeanne-Clair- de-Agnes), veuve VEDOT.	18 janv. 1795.	Laviron (Doubs).	Le mari, pré- pose emballeur.	DOUANES. Civils.....	25	2	—
2	BRIARD (Agnès-Josèphe- Hubertine), veuve JEPPIN.	13 janv. 1797.	Vireux- Molhain (Ardennes).	Le mari, brigadier.	Idem.....	25	9	—
3	CURRAET (Angèle-Ma- rie), veuve CONSARVE.	30 mars 1795.	Antibes (Alpes-Maritimes)	Le mari, sous- brigadier.	Militaires.... Civils.....	11 26	1 10	13 —
4	DANNE (Marie-Élisabeth- Euphrasine), veuve MINETTE.	31 mars 1787.	Bourthes (Pas-de-Calais).	Le mari, prepose.	Militaires.... Civils.....	7 25	8 10	— —

(Pensions pour services.)

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATE de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
.	.	"	"	36 ^f	36 ^f (a)	Du 30 septembre 1863 au 1 ^{er} novembre 1864, époque à laquelle l'orphelin atteindra sa 21 ^e année.	La Crosnière (Vendée).
.	.	"	"	113	113	Du 1 ^{er} janvier 1864 au 27 août 1865, époque à laquelle l'orphelin atteindra sa 21 ^e année.	Oberkutzenhausen (Bas-Rhin).
TOTAL.					9,358		

Portion afférente à l'orphelin sera retour à la veuve, à l'époque de la majorité, et la pension de la veuve sera fixée à 146 fr.

2	255 ^f	.
24	9,358	.
26	9,613	.

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 1^{er} mars dernier ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt-cinq liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de cinq mille cinq cent quarante-neuf francs (5,549^f) au tableau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
.	.	"	"	125 ^f	125 ^f	14 nov. 1863.	Laviron (Doubs).
.	.	"	"	125	125	20 nov. 1863.	Gespunsart (Ardenne).
.	.	"	"	149	149	1 ^{er} avril 1863.	Antibes (Alpes-Maritimes).
.	.	"	"	125	125	12 déc. 1863.	Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).

Le 1^{er} janvier 1854.)

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
5	FUMEY-DEMOULIN (Marie-Constance), veuve FERRENET.	7 oct. 1798.	Foncine-le-Haut (Jura).	Le mari, préposé.	Militaires Civils.....	6	6	1
6	HAUBILLON (Françoise), veuve CABANOUS.	3 avril 1811.	Bagnères-de-Luchon (Haute-Garonne).	Idem.....	Idem.....	26	9	0
7	MONHOVEN (Marie), veuve TOUSSAINT.	11 sept. 1782.	Rodemack (Moselle).	Le mari, capitaine.	Militaires.... Civils.....	9	6	18
8	OGES (Barbe), veuve GÉRAUD.	28 juin 1787.	Locquirec (Finistère).	Le mari, matelot.	Idem.....	28	3	0
9	ROUERGUE (Hélène-Joséphine), veuve TILLY.	17 août 1800.	Lorient (Morbihan).	Le mari, brigadier.	Idem.....	25	5	0

(Pensions pour services)

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	Dates.	Lieux.	GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
						Ann.	Mois.	Jours.
10	AUDOUARD (Anne-Julie), veuve CAVAILLÉ.	4 mars 1813.	Farret (Aveyron).	Le mari, préposé.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	6	7	24
11	BAUDOIN (Marie-Madeleine-Angélique-Jeanne), veuve CAIRE.	21 août 1807.	Colmars (Basses-Alpes).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	19	9	0
12	BERTRAND (Jeanne), veuve PICAUD.	14 avril 1819.	Belley (Ain).	Le mari, vérificateur.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	30	7	0
13	BETBEDER (Francine), veuve LAFARGUE.	6 janv. 1805.	Bédous (Basses-Pyrénées).	Le mari, préposé.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	6	11	10
14	GAFFAREL (Anne-Victoire - Domitille), v ^{ve} LAUGIER.	3 mai 1812.	La Ciotat (Bouches-du-Rh.).	Le mari, receveur.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	21	10	0
15	KLIEFFER (Marguerite), veuve EICHERT.	22 sept. 1819.	Lauterbourg (Bas-Rhin).	Le mari, préposé.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	14	5	0
16	LAFON (Catherine-Françoise), veuve DEJEAN.	18 juillet 1831.	Verteillac (Lozère).	Le mari, matelot.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10	5	0
17	LA GALLE (Victoire-Angélique - Caroline), veuve LEBRIQUÉ.	30 janv. 1815.	Beaumont (Manche).	Le mari, préposé.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	11	3	0
18	LEMARCHANT (Ludovic-Émile - Françoise), veuve LE MARCHANT.	9 avril 1830.	Bressuire (Deux-Sèvres).	Le mari, vérificateur.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	21	8	0

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	"	"	"	132 ^f	132 ^f	21 août 1863.	Les Rousses (Jura).
"	"	"	"	125	125	19 déc. 1863.	Bagnères- de-Luchon (Haute-Garonne).
"	"	"	"	479	479	3 août 1863.	Saint-Dizier (Haute-Marne).
"	"	"	"	125	125	12 sept. 1863.	Locquirec (Finistère).
"	"	"	"	125	125	9 mai 1863.	Saint-Pierre (Morbihan).
TOTAL.					1,510		

ent au 1^{er} janvier 1854.)

44 ^f 32 ^e	236 ^f 25 ^e 144 19	424 ^f 76 ^e	"	141 ^f	141 ^f	8 septembre 1863.	Marseillan (Hérault).
"	316 00 156 46	472 46	"	157	157	27 nov. 1863.	Jausiers (Basses-Alpes).
"	774 95 370 11	1,145 06	"	381	381	6 décembre 1863.	Aix-les-Bain (Savoie).
57 86	445 00	502 86	"	167	167	1 ^{er} sept. 1863.	Oloron (Basses-Pyrénées).
"	763 90 335 75	1,099 65	"	366	366	21 octobre 1863.	Marseille (Bouches-du-Rh.).
45 26	183 57 83 85	312 68	"	104	104	24 déc. 1863.	Lauterbourg (Bas-Rhin).
34 08	138 88 128 92	301 88	"	100	100	1 ^{er} octobre 1863.	Cette (Hérault).
36 88	140 69 123 27	300 84	"	100	100	3 décembre 1863.	Tourlaville (Manche).
"	866 67 393 33	1,260 00	"	420	420	1 ^{er} nov. 1863.	Paris (Seine).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.
19	MERCIER (Louise-Antoinette), veuve CARON.	26 juin 1808.	Calais (Pas-de-Calais).	Le mari, préposé.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	18	3	.
20	MISSSET (Françoise), veuve FAMECHON.	25 sept. 1807.	Marville (Meuse).	Le mari, rece- veur.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	25	5	.
21	PERRIGAULT (Modeste- Françoise - Perrine), veuve YVES.	24 juillet 1812.	Cancalle (Ille-et-Vilaine).	Le mari, préposé.	Militaires.... Civils.....	6	2	25
22	PIERRI (Marie-Angèle), veuve OLMETA.	1 ^{er} avril 1828.	Velone-Orneto (Corse).	Idem.....	Militaires.... Civils.....	18	11	19
23	PYONNIER (Cécile-Élisa- beth-Thérèse), veuve DEMEAUX.	30 mai 1798.	Dunkerque (Nord).	Le mari, inspec- teur sédentaire.	Idem.....	38	2	.
24	VAUPRE (Marie), veuve GAILLIARD.	6 juillet 1803.	Longues (Calvados).	Le mari, préposé.	Idem.....	27	6	10
25	VURPILLAT (Marie-Jus- tine-Rosalie), veuve SAURY.	6 juin 1799.	Montjoie (Doubs).	Le mari, rece- veur.	Idem.....	40	1	8
						TOTAL		

1^{re} catégorie — Douanes.....
2^e catégorie — Idem.....

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n^o 31.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances

Signé ACHILLE FOULD.

N^o 16,294.— DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 25 liquidations de Pensions civiles

Du 20 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des pensions civiles.	des services civils.	Total.					
	291 ^r 24 ^s 159 72	450 ^r 96 ^s	"	150 ^r	150 ^r	1 ^{er} janvier 1864.	Calais (Pas-de-Calais)
	828 78 311 63	1,140 41	"	380	380	28 octobre 1863.	Marville (Meuse).
	"	"	"	141	141	18 sept. 1863.	Cancale (Ille-et-Vilaine)
	"	"	"	100	100	30 avril 1863.	Marseille (Bouches-du-Rh.)
	"	"	"	750	750	25 nov. 1863.	Dunkerque (Nord).
	"	"	"	131	131	10 janvier 1864.	Néville (Meuse).
	"	1,353 75	1,353 ^r	450	450	21 nov. 1863.	Montjoie (Doubs).
				TOTAL.	4,039		

1,510^r
4,039

5,549

les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution ;

la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864 ;

la section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 2 mars 1864 ;

sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

NOUS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt-cinq liquidations de pensions civiles comprises dans une somme totale de vingt-deux mille trois cent soixante-trois francs (22,363^r) au tableau d'autre part sont approuvées.

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DÉBUT des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
(Pensions pour services)								
1	DEBOLLE (Reine-Marguerite), veuve LAMILLAC.	10 oct. 1795.	Joinville (Haute-Marne).	Le mari, receveur à cheval.	CONTRIBUTIONS INDIRECTES. Civils.....	26	10	10
2	GERARD (Marie-Thérèse-veuve BLANCHET).	6 juin 1794.	Carpentras (Vaucluse).	Le mari, entrepreneur des tabacs.	Idem.....	36	1	2
(Pensions pour services)								
3	CAYETTE DE MOCCOMIE Antoine-Just.	24 janv. 1793.	Chevilly Seine-et-Oise.	Receveur du timbre extraordinaire.	ENREGISTREMENT. Civils.....	50	15	10
4	LAISNE (Theophile-Joseph-Balthazar).	18 mars 1792.	Fruges Pas-de-Calais.	Receveur de l'enregistrement de 1 ^{re} classe.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	45	21	17
5	MARTIN (Philippe-Alexis).	21 sep. 1801.	Tours Indre-et-Loire.	Directeur.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	26	5	20
6	TALABARDON (Ernest-Pierre-Louis-Marie).	1 octobre 1811.	Quetembert Morbihan.	Receveur de 3 ^e classe du timbre extraordinaire.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20	10	15
7	BIRCHET (Elisabeth-Victoire), veuve MINOT.	10 juin 1800.	Paris Seine.	Le mari, garde-magasin général des papiers timbrés.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	28	9	20
8	FERRELL (Josephine-Caroline-Elisabeth), v ^e PROST.	20 dec. 1811.	Sigean Aude.	Le mari, receveur de 2 ^e classe de l'enregistrement.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20	7	10
9	FOUENIER (Marie-Caroline), veuve BRONDEAU.	1 août 1805.	Genève Etranger.	Le mari, receveur de 1 ^{re} classe de l'enregistrement.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	22	1	15
10	VIDAL DE VALLABRÈGUE (Aglaé-Emlie), veuve AUDRAN.	26 sept. 1800.	Paris Seine.	Le mari, receveur de l'enregistrement.	Civils.....	37	6	3
11	VAISSIERES (Jean.....)	20 dec. 1800.	La Bastide (Lot).	Commis aux perceptions.	CONTRIBUTIONS INDIRECTES. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	18	11	1
12	DORÉDONVILLE (Alphonse-Bonne-Françoise-veuve MARTINACHE).	25 nov. 1811.	Douai (Nord).	Le mari, receveur ambulant.	Civils.....	25	1	1

¹ Le mari était Français.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des pensions liquidées.	des services civils.	Total.					

nt au 1^{er} janvier 1854.)

"	"	"	"	429 ^f	429 ^f	25 sept. 1863.	Saint-Pourçain (Allier).
"	"	"	"	997	997	12 nov. 1863.	Carpentras (Vaucluse).
				TOTAL.	1,426		

ent au 1^{er} janvier 1854.)

"	"	"	2,000 ^f	"	2,000 ^f	11 janvier 1864.	Caen (Calvados).
"	2,099 ^f 39 ^c 916 53	3,015 ^f 92 ^c	3,000	"	3,000	18 janvier 1864.	Amiens (Somme).
"	"	"	4,500	"	4,500	5 janvier 1864.	S ^t -Symphorien (Indre-et-Loire).
"	950 04 514 40	1,464 44	"	"	1,464	16 février 1864.	Beauvais (Oise).
"	"	"	1,900	633 ^f	633	21 janvier 1864.	Paris (Seine).
"	1,106 26 362 88	1,469 14	"	489	489	12 octobre 1863.	Sigeac (Aude).
"	1,607 50 785 28	2,392 78	"	797	797	23 nov. 1863.	Saint-Ferjeux (Doubs).
"	"	"	"	333	333	9 juillet 1863.	Paris (Seine).
				TOTAL.	13,216		
"	643 17 329 14	972 31	"	"	972	2 février 1864.	Montpellier (Hérault).
"	"	"	"	360	360	23 nov. 1863.	Claye (Seine-et-Marne).

N ^o PORTUITS.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DÉLÉ des services.			REMARQUES.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
					Civils :				
13	LEFAYE Virginie-Marie-Catherine, veuve ESCANDL (1).	27 janv. 1801.	Naples-Pale.	Le mari, receveur principal, entre-posteur.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	22	5	12	Agé de 80 ans.
14	LEMOINE Amélie-Marie-Honorine, veuve VALLÉ.	11 sept. 1804.	Fluermel-Morlhan.	Le mari, commis.	Militaires : Civils : Militaires : Civils :	12	—	18	Agé de 75 ans.
15	ALLÉY Sophie-Julie, veuve CHAVAN.	6 fév. 1806.	Nenwillers-Auzou.	Le mari, commis de navigation.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	4	17	Agé de 75 ans.
16	GALE Marie-Louise Désirée, veuve POTIER.	octobre 1816.	Saint-Erice-Illesca-dame.	Le mari, vermiculier de salures.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	22	—	12	Agé de 75 ans.
17	BAGY Clément-Marie-Nicolas.	2 mai 1817.	Lann-Auzou.	Le mari, soldat.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10	—	10	Agé de 75 ans.
18	CHENET François-Auguste.	1 janv. 1818.	Sigoyer-Pant-Salpes.	Le mari, soldat.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10	—	10	Agé de 75 ans.
19	DEMONTEAU Justine, femme BOUSS.	30 oct. 1768.	Bonai-Nord.	Le mari, soldat.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20	5	16	Agé de 75 ans.
20	GOURRIOT Ange-François-Marie.	6 mai 1817.	Napoléonville-Morlhan.	Le mari, soldat.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	14	6	10	Agé de 75 ans.
21	LANCON Joseph-Louis-Saint.	17 mars 1817.	Mirabeau-Auzou.	Le mari, soldat.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	13	—	6	Agé de 75 ans.
22	REMY Guillaume.	16 oct. 1817.	Nancy-Morlhan.	Le mari, soldat.	Militaires : Civils : Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	2	5	28	Agé de 75 ans.
23	THIAUXON Antoine.	1 oct. 1808.	Saint-Fran-Sauv.	Facteur de ville.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10	—	15	Agé de 75 ans.
24	VINGEN Jean-Baptiste.	20 mars 1801.	Bar-Ardenne.	Directeur.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	21	3	15	Agé de 75 ans.

(1) Français et étrangers. — (2) Intermédiaires.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIRATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
.	1,161 ¹ 22 ^c 512 37	1,673 ¹ 59 ^c	"	533 ¹	533 ¹	6 janvier 1864.	Paris (Seine).
.	"	"	"	179	179	21 déc. 1863.	Idem.
61 ¹ 67 ^c	427 36 266 18	755 21	"	251	251	19 nov. 1863.	Bourogne (Haut-Rhin).
				TOTAL..	2,295		
.	931 00 416 50	1,347 50	"	449	449	20 déc. 1863.	Saint-Servan (Ille-et-Vilaine).
.	249 33 161 33	410 66	"	"	410	1 ^{er} février 1864.	Laon (Aisne).
49 08	320 00 199 45	568 53	"	"	568	1 ^{er} janvier 1864.	Marseille (Bouches-du-Rh.)
.	618 69 304 43	923 12	"	"	923	1 ^{er} février 1864.	Volmunster (Moselle).
53 33	169 65 117 16	340 14	"	"	340	16 janvier 1864.	Nantes (Loire-Inférieure)
.	212 80 186 11	398 91	"	"	398	1 ^{er} janvier 1864.	Marseille (Bouches-du-Rh.)
.	875 00	875 00	600 ¹	"	600	Idem.	Nancy (Meurthe).
.	154 38 179 25	333 63	"	"	333	Idem.	Marseille (Bouches-du-Rh.)
.	727 50 302 50	1,030 00	"	"	1,030	1 ^{er} février 1864.	Vouziers (Ardennes).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE du service.			Date de la liquidation.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
25	VUILLERME (Marie-Joséphine-Aimée), veuve REYMONDET.	17 août 1796.	Saint-Claude (Jura).	Le mari, directeur.	Civils.....	44	10	25	1864

1 ^{re} catégorie..	Contributions indirectes
	Enregistrement.....
2 ^e catégorie..	Contributions indirectes
	Tabacs.....
	Postes.....
TOTAL.....	

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n^o 32.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances.

Signé ACHILLE FOULD.

N^o 16,295. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 12 liquidations de Pensions civiles.

Du 20 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Date de la liquidation.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
1	CHOTARD (Désirée), v ^{ve} MAYET.	3 février 1804.	Chemillé (Maine-et-Loire).	Le mari, ex-contrôleur ambulant.	CONTRIBUTIONS INDIRECTES. Civils.....	39	3	25	1864
2	LAKK (Élisabeth-Anne), veuve RANSON (1).	16 août 1788.	Chiswick (étranger).	Le mari, directeur d'arrondissement.	Idem.....	36	9	11	Idem

(Pensions pour services)

(1) Le mari était Français.

LIQUIDATION			LIMITA-TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	"	"	"	375 ^f	375 ^f	15 nov. 1863.	Poligny (Jura).
				TOTAL .	4,977		

2	.....	1,426 ^f	
8	13,216 ^f	20,937	
5	2,295		
1	449		
9	4,977		
35	.....	22,363	

u les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

n l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution ;

n la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

a section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du mars dernier ;

ur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des nces,

YONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les douze liquidations de pensions civiles comprises r une somme totale de treize mille cent quarante - huit francs (148^f) au tableau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA-TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	"	"	"	724 ^f	724 ^f	20 décembre 1863	Angers (Maine-et-Loire).
"	"	"	"	564	564	21 octobre 1863.	Nantes (Loire-Inférieure)

et au 1^{er} janvier 1854.)

NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	ANNÉES des RETRAIRES.		
	Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
YVARD (Marie-José - phe), veuve TABOUR- NEL.	16 oct. 1793.	Bayonne (Basses-Pyrénées)	Le mari, rece- veur principal entrepôseur.	Civils.	50	9	7
OUILLAIN (Marie-Cathe- rine-Éléonore), veuve REBION.	21 mai 1790.	Brest (Finistère).	Le mari, contrô- leur de ville.	Idem.	39	3	2
ETUT (Louise-José- phine-Aglée), veuve TESSON.	26 août 1799.	Calais (Pas-de-Calais).	Le mari, receveur particulier en- trepôseur.	Idem.	39	12	25

(Pensions pour services)

NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	Dates.	Lieux.	GRADES.	CONTRIBUTIONS DIRECTES.			CONTRIBUTIONS INDIRECTES.		
				Civils :	Ann.	Mois.	Civils :	Ann.	Mois.
CHARMET (Jean-Charles- Marie-Félix-Alphonse).	21 janv. 1804.	Besançon (Doubs).	Contrôleur prin- cipal.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	23	1	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10	1
LAGRANGE (Jean-Baptis- te) ⁽¹⁾ .	28 avril 1789.	Tulle (Corrèze).	Timbreur.	ENREGISTRE- MENT. Militaires. Civils :	2	3	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10	3
BITRY (Félix-Georges)..	17 fév. 1795.	Paris (Seine).	Receveur particu- lier sédentaire.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	27	1	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10	1
CHOLLAT (Alexandre- Théodore-Hyacinthe).	16 août 1799.	Saint-Florentin (Yonne).	Entrepôseur des tabacs.	Civils :	29	2	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10	2
DEPIEDS (Jean-Baptiste- Théophile) ⁽²⁾ .	17 mars 1819.	Manosque (Basses-Alpes).	Commis principal à cheval.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	9	1	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10	1
PISSEON (Augustin-Jo- seph) ⁽³⁾ .	3 mai 1812.	Condé (Nord).	Receveur à che- val.	Civils :	17	8	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10	8
REGARDIN (Edme-Fran- çois).	16 nov. 1812.	Avallon (Yonne).	Idem.	Civils :	16	7	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10	7

(1) Infirmités. — (2) Infirmités. Toutefois, les arrérages ne seront payés qu'à partir de la cessation de l'activité. — (3) Accident.

1^{re} catégorie. } Contributions
2^e catégorie. } Contributions
Contributions

Total.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	"	"	"	784 ^f	784 ^f	22 déc. 1863.	Bourges (Cher).
"	"	"	"	550	550	7 janvier 1864.	Paris (Seine).
"	"	"	"	833	833	Idem.	Calais (Pas-de-Calais).
				TOTAL.	3,455		

nt au 1^{er} janvier 1854.)

"	920 ^f 00 ^c 403 33	1,323 ^f 33 ^c	"	"	1,323	1 ^{er} février 1864.	Grenoble (Isère).
19 ^f 97 ^c	214 ^f 10 ^c 196 22	430 29	"	"	430	18 nov. 1863.	Paris (Seine).
"	"	"	1,750 ^f 00 ^c	"	1,750	21 janvier 1864.	Boulogne (Seine).
"	"	"	3,000 00	"	3,000	1 ^{er} janvier 1864.	Lyon (Rhône).
"	286 14 384 96	671 10	"	"	671	18 février 1864.	Manosque (Basses-Alpes).
"	848 00 480 00	1,328 00	"	"	1,328	1 ^{er} janvier 1864.	Lille (Nord).
"	756 93 334 37	1,191 30	"	"	1,191	Idem.	Tours (Indre-et-Loire).
				TOTAL..	7,940		

3,455	3,455
1,323	
430	9,693
7,940	
	13,148

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jour du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n° 33.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances

Signé ACHILLE FOULD.

N° 16,296. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 13 liquidations de Pensions civiles

Du 20 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles :

Vu la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre :

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			AN- nées et jours de service à compter du 1 ^{er} jan- vier 1854.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services)									
1	LUCY (Adrien).....	30 avril 1794.	Meaux (Seine-et-Marne).	Receveur général.	FINANCES. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs ..	22	11		
2	ROUSSEAU (Jean-René)..	19 mai 1801.	Lunay (Loir-et-Cher).	Percepteur.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	31	10	26	
3	CHILLOU (Pierre-Élie)..	23 mars 1785.	Prenilly (Indre-et-Loire).	Facteur rural....	POSTES. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs ..	16	7	25	
4	DELET (Pierre - Mathu- rin).	16 oct. 1803.	Pleurtnit (Ille-et-Vilaine).	Idem.....	Marine..... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs ..	6	4		
5	DUBOS dit TOR (Jean- Baptiste)	Octobre 1797.	Cahuzac (Lot).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	9	1		
						21	3	7	

la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;
l'opinion des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du
15 mars 1864;

le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des
Finances,

avons DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les treize liquidations de pensions civiles comprises pour
une somme totale de sept mille trois cent vingt et un francs (7,321¹)
figurant ci-après sont approuvées.

Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance
à l'époque indiquée à chaque article du tableau qui suit.

Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est
chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin
des lois, sous le n° 34.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des pensions liquidées.	des services civils.	Total.					
•	7,721 ⁸⁰	7,721 ⁸⁰	6,000 ^f	•	6,000 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Marseille (Bouches-du-Rhône).
•	357 05	357 05	•	•	357	4 janvier 1864.	Corbeil (Seine-et-Oise).
TOTAL..					6,357		
•	67 20	67 20	•	•	67	1 ^{er} janvier 1864.	Preuilly (Indre-et-Loire).
50 ^f 68 ^c	64 34	115 00	•	•	115	Idem.	Pleurtuit (Ile-et-Vilaine).
•	74 90	74 90	•	•	74	Idem.	Riscle (Gers).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE du service.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
6	DURAND (Pierre).....	22 mai 1816.	Conques (Aude).	Facteur rural....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	19	4	0
7	GROSSETÊTE (Jean- Pierre) ⁽¹⁾ .	28 nov. 1803.	Guillon (Yonne).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	8	8	0
8	HUGHARD (Jean-Baptiste- Nicolas).	1 ^{er} nov. 1784.	Méry-sur-Seine (Aube).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	23	9	0
9	LATAPIE (Raymond)...	25 mai 1790.	Plaisance (Gers).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	23	9	0
10	LIDY (Joseph).....	8 janvier 1790.	Ranspach-le-Bas (Haut-Rhin).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	18	8	17
11	MULOT (Philibert).....	10 août 1794.	Savigny (Nièvre).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	17	5	16
12	NAULOT (Bénigne) ⁽¹⁾ ...	1 ^{er} oct. 1795.	Billy (Côte-d'Or).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	13	2	7
13	SANGÉ (Louis-Victor)...	18 janv. 1807.	Arpajon (Seine-et-Oise).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	7	11	1

⁽¹⁾ InÉrmités.

2^e catégorie.. { Finances.....
Postes.....
TOTAL.....

N^o 10,297. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise l'inscription, au Trésor public, de 5 Pensions concédées, en vertu de la Convention du 23 août 1860, des Titulaires devenus Français par le fait de la réunion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice à la France.

Du 20 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le sénatus-consulte du 12 juin 1860;

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
.	83 ¹ 58 ^c	83 ¹ 58 ^c	.	.	83 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Olonzac (Hérault).
39 ¹ 89 ^c	99 90	139 79	.	.	139	Idem.	Étampes (Seine-et-Oise).
.	66 50	66 50	.	.	66	Idem.	Méry-sur-Seine (Aube).
.	79 10	79 10	.	.	79	Idem.	Plaisance (Gers).
.	71 16	71 16	.	.	71	Idem.	Ranspach- le-Bas (Haut-Rhin).
5 22	90 62	95 84	.	.	95	Idem.	Luzy (Nièvre).
.	91 46	91 46	.	.	91	Idem.	Baigneux- les-Juifs (Côte-d'Or).
.	84 93	84 93	.	.	84	Idem.	Linaz (Seine-et-Oise).
				TOTAL.	964		

6,357 ^f
964
7,321

le décret, en date du 21 novembre 1860, portant promulgation de la convention destinée à régler les questions auxquelles donne lieu la réunion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice à la France;

l'article 2 de ladite convention;

notre Conseil d'État entendu, en son avis du 5 avril 1864;

sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit

ART. 1^{er}. Les cinq liquidations de pensions comprises pour

N ^{os} D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.
		Dates.	Lieux.		
PENSIONS À INSCRIRE (C)					
1	CASTAGNA (Marie-Margue- rite), veuve LAURENT.	1780 ou 1781.	Massoins (Alpes-Maritimes).	Mère de 2 douze enfants.	.
2	CHEVALLAY (Élisabeth), veuve PRESSET.	30 déc. 1800.	Chambéry (Savoie).	Le mari ex-ban- quier des salin- es.	.
3	FILLON (Louise), veuve HOMINAL.	13 sept. 1791.	Thonon (Haute-Savoie).	Mère de douze enfants.	.
4	MARTIN dit BARON (José- phine-Françoise), veuve BORDON.	22 février 1812.	Saint-Jean- de-Maurienne (Savoie).	Le mari ex-garde- chef des forêts.	.
PENSION À INSCRIRE (C)					
5	MÉDECIN (Marie), veuve CARROSSINI.	3 mars 1797.	Villefranche (Alpes-Maritimes).	Le mari ex-com- missaire de ma- rine.	.
Pensions à inscrire au livre des pensions civiles..... Pension à inscrire au livre des pensions militaires..... Total.....					

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède et payées par imputation sur les crédits que ce tableau désigne, à la condition toutefois, par les titulaires, de déclarer, dans leur certificat de production produit lors du premier paiement, qu'ils optent pour la nationalité française.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances

Signé ACHILLE FOULD.

une totale de deux mille vingt-huit francs (2,028^f) au tableau ci-dessous sont approuvées.

	QUOTITÉ du traitement pris pour base de la liquidation.	QUOTITÉ de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.	OBSERVATIONS.
CIVILES.					
Donner titulaire 7 juil.	"	250 ^f	12 décembre 1862.	Massoins (Alpes-Maritimes).	Devra justifier de sa position de fortune au 12 décembre 1867, et ainsi de suite à l'expiration de chaque période de cinq ans.
les du	"	868	3 janvier 1864.	Chambéry (Savoie).	La pension cesse en cas de nouveau mariage.
Mérier (males 7 juil.)	"	250	4 décembre 1862.	Fillinges (Haute-Savoie).	Devra justifier de sa position de fortune au 4 décembre 1867, et ainsi de suite à l'expiration de chaque période de cinq ans.
de 21	"	145	20 décembre 1863.	Sainte-Marie- de-Culne (Savoie).	La pension cesse en cas de nouveau mariage.
	TOTAL...	1,513			
MILITAIRES.					
de 1854 m ^l du 835.	"	515 ^f	26 août 1863.	Villefranche (Alpes-Maritimes).	La pension cesse en cas de nouveau mariage.
.....	4	1,513 ^f			
.....	1	515			
.....	5	2,028			

1868. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise l'inscription, au Trésor public, de 2 Pensions concédées, en vertu de la Convention du 23 août 1860, à des Français devenus Français par le fait de la réunion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice à la France.

Du 20 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le sénatus-consulte du 12 juin 1860;

Vu le décret, en date du 21 novembre 1860, portant promulgation de la Convention destinée à régler les questions auxquelles donne lieu la réunion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice à la France;

Vu l'article 2 de ladite convention;

Notre Conseil d'État entendu, en son avis du 5 avril 1864;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des Finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les deux liquidations de pensions comprises pour

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	DATES des services.
		Dates.	Lieux.		
					PENSION À INSCRIRE (Classe)
1	COTTO (Virginie), veuve MERA.	.	.	Le mari ex-briga- dier forestier.	.
					PENSION À INSCRIRE (Classe)
2	GADDO (Alexandre) ⁽¹⁾	12 mai 1790.	Viariggi (Étranger).	Sous-lieutenant.	.
⁽¹⁾ Naturalisé Français. ^(a) Sauf déduction des arrérages perçus sur la pension de 60 francs concédée à M ^{me} veuve MERA par					
Pension à inscrire au livre des pensions civiles					
Pension à inscrire au livre des pensions militaires					
					TOTAL.....

2. Ces pensions seront payées, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède, et par imputation sur les crédits que ce tableau désigne, à la condition toutefois, par les titulaires, de déclarer, dans leur certificat de vie produit lors du premier paiement, qu'ils optent pour la nationalité française.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances

Signé ACHILLE FOULD.

N^o 16,299. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur, portant ce qui suit :

Est autorisée la création d'un hospice dans la commune du Montet (Allier).

Cet établissement sera administré conformément aux lois et règlements qui régissent les établissements publics de cette nature, et aux conditions énoncées dans l'acte de donation du sieur de Bourbon-Chalus, en date du 23 octobre 1863. (Paris, 30 Mars 1864.)

N^o 16,300. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à asseoir, pour l'exercice 1863, une coupe d'un hectare quarante-cinq ares dans le quart en réserve du bois communal de Lagry (Saône-et-Loire). (Saint-Cloud, 12 Août 1863.)

me totale de sept cent vingt francs (720^f) au tableau ci-dessous
 ant inscrites au trésor public.

QUOTITÉ du traitement pris pour base de la liquidation.	QUOTITÉ de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.	OBSERVATIONS.
CIVILES.				
"	120 (a)	1 ^{er} juillet 1860.	Nice (Alpes-Maritimes).	La pension cesse en cas de nouveau mariage.
MILITAIRES.				
"	600 (b)	14 juin 1860.	Nice (Alpes-Maritimes).	"
et que la présente concession annule. — (b) Sans déduction des arrérages perçus par-delà le 14 juin 1860 au gouvernement français.				
.....	1	120 ^f		
.....	1	600		
.....	2	720		

6,301. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce
 ui suit :

a forêt communale de Puymoras (Vaucluse), contenant environ cent soixante et
 e hectares, sera traitée en taillis simple, à la révolution provisoire de vingt ans, et
 sée en un égal nombre de coupes, distraction faite du quart de son étendue pour
 ner la réserve. (Saint-Cloud, 12 Août 1863.)

6,302. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

- ART. 1^{er}. La forêt domaniale du Nideck (Bas-Rhin), renfermant environ sept cent
 rante hectares, continuera à être traitée en futaie pleine, et sera ramenée à l'état
 mal dans une révolution transitoire de cent vingt ans, divisée en cinq périodes
 les, à chacune desquelles correspondra une affectation sur le terrain.
- 2. La possibilité en produits principaux est fixée à trois mille deux cent dix mètres
 es.
- 3. Cette possibilité pourra être l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés
 e le directeur général des forêts.
- 4. L'ordonnance du 30 août 1845 est rapportée. (Saint-Cloud, 16 Août 1863.)

16,303. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

- ART. 1^{er}. Durant une révolution de cent quarante-quatre ans, divisée en quatre pé-
 des égales, à chacune desquelles correspondra une affectation sur le terrain, la
 ét domaniale de Massouges (Meuse) sera soumise à des opérations ayant pour but
 la convertir en futaie pleine.
- 2. Pendant les trente et un ans restant à courir de la première période qui remonte
 l'exercice 1858, seront exploités par contenance, savoir : environ vingt-huit hectares
 ante-quatorze ares de la première affectation en coupes d'ensemencement ;
 La totalité de ladite affectation, en coupes définitives ;

Les deuxième et troisième affectations, en coupes de taillis sous futaie préparées à la conversion ;

La quatrième affectation, en coupes de conversion.

3. Le décret du 4 mars 1857 est rapporté. (*Saint-Cloud, 16 Août 1863.*)

N° 16,304. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Les bois communaux de Goult (Vaucluse), contenant quatre-vingt-deux hectares soixante ares, formeront à l'avenir deux sections, l'une de taillis simple, à la révolution de vingt ans, comprenant les massifs de Lhubac et des Garrigues (ensemble quarante-quatre hectares dix-neuf ares), l'autre de futaie, à la révolution de soixante ans, comprenant le surplus de la forêt.

Dix-neuf hectares vingt-six ares de la série de la futaie seront distraits pour former la réserve et les dix-neuf hectares quinze ares restants seront soumis, pendant la première période de vingt ans, à une possibilité de sept mètres cinq cents millimètres cubes, laquelle pourra être l'objet de révisions dont les résultats seront arrêtés par le directeur général. (*Saint-Cloud, 16 Août 1863.*)

N° 16,305. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant

ART. 1^{er}. La forêt communale de Fontenoy-le-Château (Vosges) formera deux sections, l'une de huit cent quatre-vingt-quinze hectares quarante ares, l'autre de soixante-quinze hectares environ.

2. La première section, divisée en deux séries, celle du Château (quatre cent quatre-vingt-neuf hectares dix ares) et celle des Granges (quatre cent six hectares trente ares), sera convertie en futaie pleine dans une révolution transitoire de cent ans, partagée en quatre périodes égales, à chacune desquelles correspondra une affectation sur le terrain.

La possibilité, réglée à mille mètres cubes pour la première série, déduction faite de trois cent cinquante mètres cubes de réserve, et à cinq cent vingt mètres cubes pour la seconde série, déduction faite de cent soixante-dix mètres cubes de réserve, pourra être l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts.

3. La deuxième section sera traitée en taillis sous futaie, à la révolution de vingt-cinq ans, et transitoirement exploitée, de 1863 à 1867, en cinq coupes d'égale contenance.

Les deux premières de ces coupes seront délivrées à titre extraordinaire, en remplacement des deux coupes de même nature autorisées dans l'ancien quart en réserve par le décret du 9 mars 1861, dont les dispositions sont rapportées en ce qui concerne la forêt communale de Fontenoy-le-Château. (*Saint-Cloud, 16 Août 1863.*)

N° 16,306. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Legs d'une pièce de terre estimée mille quatre cents francs fait à charge de services religieux par le sieur *Miquel*, dit *Lamontagne*, à la fabrique de Lapenche (Tarn-et-Garonne).

Legs faits par le sieur *Ellier Lioust* : 1° à la fabrique de Saint-Ellier-les-Bois (Orne), huit cent trente francs pour la célébration de services religieux et une rente temporaire de huit francs quarante-cinq centimes pour la fondation de messes pendant vingt ans ; 2° aux pauvres de Saint-Ellier-les-Bois, mille cinq cents francs, et à ceux de Saint-Julien-sur-Sarthe (même département), huit cents francs.

Legs de deux mille francs fait à charge de services religieux par le sieur *Lemaître* à la fabrique d'Aniche (Nord).

Legs faits à charge de services religieux par la dame veuve de la *Valette-Perdon* : 1° dix mille francs à la fabrique de l'église cathédrale de Langres (Haute-Marne) ; 2° dix mille francs à la fabrique de Saint-Martin, à Langres ; 3° cinq mille francs à la fabrique d'Arbot (même département).

tion faite par le sieur *Micolon de Guérines* à l'évêché de Nantes (Loire-Inférieure) et consistant en une propriété estimée vingt mille francs.
 de mille francs et de divers effets et linge de corps fait par le sieur *Cloquette* à l'établissement des Petites Sœurs des Pauvres existant à Saint-Omer (Pas-de-Calais).
 faits par les sieurs *Lafitan* et *Broqué* frères aux fabriques de Mouchan et de Saint-Gers (Gers) et consistant en une rente de cinquante francs, partageable entre ces établissements. (Saint-Cloud, 29 Août 1863.)

27. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :
 faits par la dame veuve *Lemosy* : 1° au curé de la paroisse de Prayssac (Lot), mille francs pour la célébration de messes; 2° au même curé et à la fabrique, pour des services religieux, une pièce de pré estimée quatre mille deux cent cinquante francs; 3° à la fabrique de Prayssac seule, quatre cents francs; 4° au curé de la succursale d'Issudel (Lot), deux mille cinq cents francs pour la célébration de messes; à la fabrique d'Issudel, mille francs; 5° à la même fabrique et à la paroisse de Puy-l'Évêque, dont dépend la succursale d'Issudel, cinq cents francs pour la célébration de messes; 6° au desservant d'Albas (Lot), deux mille francs pour la célébration de messes; 7° au desservant et aux pauvres d'Albas, cinq cents francs; 8° aux pauvres de Prayssac, deux mille quatre cents francs; 9° aux pauvres de la paroisse d'Issudel, quatre cents francs.
 faits par la demoiselle *Dur* : 1° à la fabrique de Notre-Dame-des-Neiges, à Aurillac (Cantal), et à la ville d'Aurillac, quatre cents francs, destinés à l'église; 2° à la ville d'Aurillac et à l'établissement des Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul dans cette ville, trois cents francs, pour être employés à l'entretien de la communauté de ces sœurs; 3° à l'hospice d'Aurillac, six cents francs.
 faite par le sieur *Laisnay* et consistant en une somme de quatre mille francs qui sera répartie par moitié entre la fabrique et le bureau de bienfaisance de Compiègne (Aisne). (Saint-Cloud, 29 Août 1863.)

28. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :
 faits par la dame *Hélye de Tréprel* : 1° à l'établissement des sœurs de la Miséricorde existant à Vire (Calvados), mille francs; 2° aux pauvres de Fontenermont (Calvados) et de Macey (Manche), deux mille francs; 3° au bureau de bienfaisance de Fontenermont-sur-Honfleur (Calvados), trois cents francs, au profit des enfants pauvres; 4° au desservant et à la fabrique de Macey (Manche), deux mille trois cents francs pour l'église; 5° au desservant et à la fabrique de Fontenermont (Calvados), mille francs pour l'église.
 faits par le sieur *David* : 1° à la fabrique de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure), mille francs à charge de services religieux et deux mille francs pour une pension annuelle de carême; 2° aux pauvres, six cents francs.
 (autorisé jusqu'à concurrence de moitié seulement) d'une propriété d'une valeur totale de sept mille quatre cent cinquante-huit francs vingt-trois centimes fait par la demoiselle *Gourdeau* à la caisse des retraites ecclésiastiques du diocèse de Blois (Loir-et-Cher).
 faits par la demoiselle *David* : 1° au curé de la paroisse de Voreppe (Isère), à charge de services religieux, mille huit cents francs provenant de l'argent comptant et de créances délaissées à la mort de la testatrice; 2° à l'hospice de cette ville, cent francs et divers objets mobiliers évalués à trente-cinq francs cinquante centimes.
 faits par la demoiselle *Lemonnier* : 1° à la fabrique de Baudre (Manche), à charge de services religieux, une rente de trente-trois francs; 2° aux pauvres, le surplus de la rente précitée. (Saint-Cloud, 7 Septembre 1863.)

29. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :
 faits par le sieur *Urion* : 1° à l'établissement des Petites Sœurs des Pauvres

existant à Nancy (Meurthe), trois mille francs, à la charge de loger, nourrir et entretenir pendant sa vie le sieur *Pécherot*, neveu du testateur; 2° à la fabrique de *Yerville* (même département), une somme de deux mille francs, destinée à l'achat d'un orgue.

Donation de deux mille sept cent quarante francs faite à charge de services religieux par la dame veuve de *Vendes* à la fabrique de *Dozulé* (Calvados).

Donation d'une rente de quarante francs faite à charge de services religieux par le sieur *Heslouin* à la fabrique du *Ménil-Bœuf* (Manche).

Donation d'une pièce de terre estimée cinq cents francs faite par le sieur *Fau* au desservant de *Montourtier* (Mayenne).

Donation de mille deux cents francs faite à charge de services religieux par le sieur et la demoiselle *Fève* à la fabrique de *Gripport* (Meurthe).

Legs d'une pièce de terre estimée cinq cent vingt-cinq francs fait à charge de services religieux par le sieur *Schneider* à la fabrique de *Tromborn*, connue aussi sous le nom d'*Odenhoven* (Moselle).

Legs universel d'une valeur de deux mille cent quarante-cinq francs fait à charge de services religieux par le sieur *Man* à la fabrique de *Montaut* (Landes). (Bulle-
Cloud, 7 Septembre 1863.)



Certifié conforme :

Paris, le 28 * Avril 1864,

*Le Gardes des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes.*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1031.

310.—*DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 103 liquidations de Pensions civiles.*

Du 13 Avril 1864.

POLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

les articles 2, 5, 6, 7, 8, 11, 13, 18, 23 et 25 de la loi du 9 juin sur les pensions civiles;

la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date des 27 février 1862 et 16 mars 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des imputations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer tout ou partie sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de l'instruction publique;

la délibération de la section des finances de notre Conseil d'État entendue, en ses avis des 27 février 1862 et 29 mars 1864;

le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique,

NOUS DÉCRÉTE et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les cent trois liquidations de pensions civiles comprises dans le tableau ci-joint, pour une somme totale de sept mille sept cent soixante et un francs (7.761 fr.) au tableau d'autre part sont approuvées.

Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du 1^{er} janvier 1864, sur l'indication indiquée à chaque article du tableau qui suit.

Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'instruction publique et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des Lois.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Avril 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé **ACHILLE FOULD**.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'instruction publique,

Signé **V. DUREY**.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
(Pensions pour services)								
1	ANQUETIL (Jacques-Élie-Alexis-Édouard).	18 fév. 1801.	Royan (Charente-Inf.).	Instituteur public.	Civils.....	40	6	14
2	BARTHOLMOT (Martin)..	24 fév. 1803.	Thervay (Jura).	Idem.....	Idem.....	33	11	0
3	BAUDOUIN (Jean-Charles).	30 janv. 1798.	Sorbey (Moselle).	Idem.....	Idem.....	43	11	0
4	BAUDRY (Henry).....	11 oct. 1798.	Présilly (Jura).	Idem.....	Idem.....	42	10	9
5	BEGIRARD (Jean-Pierre).	1 ^{er} nov. 1793.	Pouilley-Français (Doubs).	Idem.....	Idem.....	42	1	6
6	BELHÔTE (Jean-Jacques) ⁽¹⁾ .	1 ^{er} avril 1810.	Sideville (Manche).	Idem.....	Idem.....	37	10	15
7	BERTAT (Jean).....	18 oct. 1800.	Benoisey (Côte-d'Or).	Idem.....	Idem.....	42	7	0
8	BERTHUOT (Michel)....	23 mai 1801.	Saint-Remy (Côte-d'Or).	Idem.....	Idem.....	45	11	0
9	BOQUILLON (Antoine) ..	17 janv. 1803.	Buzancy (Ardennes).	Idem.....	Idem.....	42	6	15
10	BORIES (Jean) ⁽²⁾	21 fév. 1797.	Uzech (Lot).	Idem.....	Idem.....	38	0	25
11	BOUDON (Jean-Baptiste). ⁽¹⁾ .	4 sept. 1808.	Quézac (Lozère).	Idem.....	Idem.....	34	2	0
12	BOUDY (Bernard).....	26 nov. 1799.	Perpezac-le-Blanc (Corrèze).	Idem.....	Idem.....	30	11	0
13	BOURGOING (Pierre) ⁽²⁾ ..	6 mai 1811.	Lévignac (Lot-et-Garonne).	Idem.....	Idem.....	24	1	11
14	BRASCH (Jean-Jacques) .	20 janv. 1799.	Gunsbach (Haut-Rhin).	Idem.....	Idem.....	46	10	0
15	BRETON (Denis-Sylvain) ⁽¹⁾ .	12 juillet 1803.	Concriers (Loir-et-Cher).	Idem.....	Idem.....	32	1	11
16	BREYSSE (Jean-Jacques).	13 janv. 1803.	Saint-Martial (Ardèche).	Idem.....	Idem.....	30	1	27
17	BROS (Pierre).....	10 oct. 1796.	Prinsuéjols (Lozère).	Idem.....	Idem.....	30	10	4
18	BROUSSILLON (Louis)...	11 juillet 1797.	Saint-Denis-des-Coudrais (Sarthe).	Idem.....	Idem.....	45	11	0
19	BRUCHET (Pierre).....	7 mai 1794.	Lespéron (Ardèche).	Idem.....	Idem.....	39	10	0
20	BUJAU (Pierre).....	3 janvier 1797.	Nantes (Loire-Inférieure)	Idem.....	Idem.....	43	8	16
21	CHAILLET (Jean-Bap-tiste).	13 juillet 1801.	Nods (Doubs).	Idem.....	Idem.....	41	11	13
22	CHAUVET (Louis).....	16 mars 1796.	Saint-Hilaire-le-Vouhis (Vendée).	Idem.....	Idem.....	43	9	0
23	CHOPPLET (Jean-Bap-tiste-Grégoire).	4 sept. 1797.	Regniowez (Ardennes).	Idem.....	Idem.....	45	6	0
24	CONNEROSSE (François-Xavier) ⁽³⁾ .	20 janv. 1801.	Oppenheim (ancien département du Mont-Tonnerre).	Idem.....	Idem.....	50	6	18
25	CORDONNIER (Jacques) ⁽¹⁾	11 nov. 1808.	Vaux-le-Pénil (Seine-et-Marne).	Idem.....	Idem.....	37	10	3

(1) Hors d'état de continuer ses fonctions. — (2) Infirmités. — (3) N'est pas astreint à justifier de sa conduite.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires
des services militaires.	des services civils.	Total.					
et au 1 ^{er} janvier 1854.)							
•	191 ^f 82 ^c	191 ^f 82 ^c	191 ^f	•	191 ^f	1 ^{er} octobre 1863.	Montauban (Tarn-et-Garonne)
•	172 21	172 21	172	•	172	15 octobre 1863.	Berune (Côte-d'Or).
•	76 91	76 91	76	•	76	1 ^{er} octobre 1863.	Rozérieulles (Moselle).
•	65 11	65 11	65	•	65	10 septemb. 1863.	Présilly (Jura).
•	66 00	66 00	66	•	66	19 0 tobre 1863.	Francy (Doubs).
•	63 85	63 85	63	•	63	16 août 1863.	Sideville (Manche).
•	65 07	65 07	65	•	65	1 ^{er} septemb. 1863.	Benoisey (Côte-d'Or).
•	65 91	65 91	65	•	65	1 ^{er} octobre 1863.	Buffon (Côte-d'Or).
•	66 00	66 00	66	•	66	16 octobre 1863.	Germont- sur-Bar (Ardennes).
•	67 62	67 62	67	•	67	1 ^{er} décembre 1863	Uzech (Lot).
•	68 50	68 50	68	•	68	1 ^{er} janvier 1864.	Montbrun (Lozère).
•	65 91	65 91	65	•	65	1 ^{er} octobre 1863.	Perpezac- le-Blanc (Corrèze).
•	84 25	84 25	84	•	84	1 ^{er} juillet 1863.	Saint-Sulpice- de-Pommiers (Gironde).
•	66 77	66 77	66	•	66	1 ^{er} novembre 1863	Gunsbach (Haut-Rhin).
•	57 15	57 15	57	•	57	12 novemb. 1863.	Conciers (Loir-et-Cher).
•	66 77	66 77	66	•	66	1 ^{er} novemb. 1863.	Saint-Gincys- en-Coiron (Ardèche).
•	65 91	65 91	65	•	65	1 ^{er} octobre 1863.	Prinsuéjols (Lozère).
•	66 77	66 77	66	•	66	1 ^{er} nov. 1863.	Saint-Denis- des-Coudrais (Sarthe).
•	66 77	66 77	66	•	66	<i>Idem.</i>	Bosas (Ardèche).
•	66 82	66 82	66	•	66	1 ^{er} octobre 1863.	Ancenis (Loire-Inférieure)
•	66 00	66 00	66	•	66	19 octobre 1863.	Rancenay (Doubs).
•	70 51	70 51	70	•	70	1 ^{er} octobre 1863.	Saint-Paul- en-Pareds (Vendée).
•	72 49	72 49	72	•	72	<i>Idem.</i>	Regniowez (Ardennes).
•	193 77	193 77	193	•	193	3 octobre 1863.	Thann (Haut-Rhin).
•	141 90	141 90	141	•	141	23 juillet 1863.	Saint-Mammès (Seine-et-Marne)

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		SITUATION à la mort.
		Dates.	Lieux.			Ann. Mois.	Années.	
26	CORNET Louis-Norbert ⁽¹⁾ .	24 mai 1811.	Vassens (Aisne).	Instituteur pu- blic.	Civils.....	32	5 20	1843
27	CROGOREVILLIET Jacques-Louis ⁽¹⁾ .	10 dec. 1800.	Saint-Jean des-Baisants (Manche).	Idem.....	Idem.....	33	3 11	1834
28	DARGELIN Jean-An- toine ⁽¹⁾ .	22 avril 1808.	Strasbourg (Bas-Rhin).	Idem.....	Idem.....	33	8	1841
29	DELAUROISE (Jean-Eu- gène).	3 sept. 1797.	Le Ménil- Gilbert (Manche).	Idem.....	Idem.....	39	1	1836
30	DELAUAT (Jean).	16 fév. 1806.	Genay (Côte-d'Or).	Idem.....	Idem.....	37	3	1843
31	DELOIT Pierre-Da- mien.	26 juin 1786.	Eecke (Nord).	Idem.....	Idem.....	35	8	1821
32	DIEUDONNE Jean-Bap- tiste.	17 dec. 1803.	Ancerville (Meurthe).	Idem.....	Idem.....	39	7	1842
33	DEGRAM (Jean-Pierre).	18 janv. 1801.	Chanéac (Ardèche).	Idem.....	Idem.....	31	6 5	1832
34	DEPRAT Antoine-Eus- tache.	2 juillet 1800.	Cholet (Maine-et-Loire).	Idem.....	Idem.....	36	8 6	1836
35	DUBIER (Jean-Marie-Fé- lix) ⁽²⁾ .	11 janv. 1807.	Painpol (Côtes-du-Nord).	Idem.....	Idem.....	31	3 18	1838
36	FAYE (Claude).	20 oct. 1805.	Salles (Loire).	Idem.....	Idem.....	27	10 15	1832
37	FESSARD Louis-Nicolas.	16 avril 1798.	Saint-Eliph (Eure-et-Loir).	Idem.....	Idem.....	32	8	1830
38	FOURNET (François-Xa- vier) ⁽²⁾ .	28 août 1794.	Mariac (Ardèche).	Idem.....	Idem.....	23	9 13	1817
39	FINIENS (François).	17 avril 1803.	Ammessas (Gard).	Idem.....	Idem.....	33	9	1836
40	GATIN (Nicolas).	19 oct. 1786.	Chauvirey (Haute-Saône).	Idem.....	Idem.....	30	8 15	1816
41	GAXIEU (François).	6 mai 1796.	Alaigne (Aude).	Idem.....	Idem.....	31	4 25	1827
42	GENARD (François-Jean- Baptiste).	20 août 1808.	Nant-le-Petit (Meuse).	Idem.....	Idem.....	37	11	1845
43	GENIN (Jean-Baptiste) ⁽¹⁾ .	3 mars 1797.	Montmédy (Meuse).	Idem.....	Idem.....	38	11	1835
44	GERMOND Nicolas-Eman- uel.	16 mai 1797.	Soulaire (Eure-et-Loir).	Idem.....	Idem.....	37	5	1834
45	GOMHAUT Yves.	28 mars 1803.	Brezeny (Côtes-du-Nord).	Idem.....	Idem.....	35	10 28	1838
46	GOUSSARD (Julien) ⁽¹⁾ .	4 fév. 1810.	Prasville (Eure-et-Loir).	Idem.....	Idem.....	30	3 13	1840
47	HONDEVILLE (Jean).	10 nov. 1803.	Féas (Basses-Pyrénées).	Idem.....	Idem.....	37	1	1840
48	JOLY Jean-Baptiste ⁽¹⁾ .	24 nov. 1812.	Léry (Côte-d'Or).	Idem.....	Idem.....	30	15	1842
49	JOZEI (Joseph).	5 avril 1798.	La Haye- l'ouassière (Loire-Inferieure).	Idem.....	Idem.....	33	11	1831
50	JULIEN (Alexandre).	17 mai 1793.	Bar-sur-Seine (Aube).	Idem.....	Idem.....	50	9	1843
51	JUSTIN Louis-Marie- François.	14 dec. 1800.	Estréolles (Pas-de-Calais).	Idem.....	Idem.....	30	8	1830
52	KIETTER (Jacques) ⁽¹⁾ .	8 janv. 1802.	Beaumarais (Prusse).	Idem.....	Idem.....	38	11 9	1840
53	LAMODIEUX (Pierre- Louis) ⁽¹⁾ .	28 juin 1811.	Bandre (Manche).	Idem.....	Idem.....	31	8	1842

⁽¹⁾ Tous d'état de continuer ses fonctions. — ⁽²⁾ Infirmités. — ⁽³⁾ Als de Français. — ⁽⁴⁾ Invalidité.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires
des services militaires.	des services civils.	Total.					
	96 ^f 08 ^c	96 ^f 08 ^c	96 ^f	"	96 ^f	1 ^{re} octobre 1863.	Moulin- sous-Touven (Oise).
"	65 07	65 07	65	"	65	1 ^{re} sept. 1863.	La Bazouque (Calvados).
"	118 11	118 11	118	"	118	1 ^{re} juillet 1863.	Wissembour (Bas-Rhin).
"	66 77	66 77	66	"	66	1 ^{re} nov. 1863.	Saint-Hilaire du-Harcouet (Manche).
"	62 56	62 56	62	"	62	1 ^{re} juin 1863.	Lantilly (Côte-d'Or).
"	61 36	61 36	61	"	61	22 avril 1862.	Wallon-Cappe (Nord).
"	68 50	68 50	68	"	68	1 ^{re} janvier 1864.	Halleville (Meurthe).
"	56 50	56 50	56	"	56	20 octobre 1862.	Bidon (Ardèche).
"	116 94	116 94	116	"	116	1 ^{re} octobre 1863.	La Verrie (Vendée).
"	65 91	65 91	65	"	65	<i>Idem.</i>	Pederneec (Côtes-du-Nord).
"	65 91	65 91	65	"	65	<i>Idem.</i>	Noirétable (Loire).
"	91 42	91 42	91	"	91	1 ^{re} janvier 1863.	Vaupillon (Eure-et-Loir).
"	65 91	65 91	65	"	65	1 ^{re} octobre 1863.	Mariac (Ardèche).
"	69 09	69 09	69	"	69	1 ^{re} janvier 1864.	Aumessas (Gard).
"	65 91	65 91	65	"	65	1 ^{re} octobre 1863.	Vienne- en-Arthies (Seine-et-Oise).
"	65 91	65 91	65	"	65	<i>Idem.</i>	Alaigne (Aude).
"	70 63	70 63	70	"	70	<i>Idem.</i>	Ureil (Marne).
"	65 91	65 91	65	"	65	<i>Idem.</i>	Herbeuval (Ardennes).
"	62 55	62 55	62	"	62	1 ^{re} sept. 1862.	Chartres (Eure-et-Loir).
"	65 91	65 91	65	"	65	1 ^{re} octobre 1863.	Plérin (Côtes-du-Nord).
"	64 22	64 22	64	"	64	1 ^{re} janvier 1863.	Chartres (Eure-et-Loir).
"	67 62	67 62	67	"	67	1 ^{re} décembre 1863	Nousty (Basses-Pyrénées).
"	144 69	144 69	144	"	144	16 octobre 1863.	Is-sur-Tille (Côte-d'Or).
"	68 95	68 95	68	"	68	1 ^{re} octobre 1863.	Saint-Vincent- des-Landes (Loire-Inférieure).
"	68 50	68 50	68	"	68	1 ^{re} janvier 1864.	Les Granges (Aube).
"	65 91	65 91	65	"	65	1 ^{re} octobre 1863.	Estréelles (Pas-de-Calais).
"	65 91	65 91	65	"	65	<i>Idem.</i>	Varige (Moselle).
"	65 07	65 07	65	"	65	1 ^{re} sept. 1863.	Saint-Jean- des-Baisants (Manche).

N. D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADÉS.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ant.	Mois.	Jours.
54	LAURENT (Nicolas-Jo- seph).	6 avril 1798.	Vitteaux (Côte-d'Or).	Instituteur pu- blic.	Civils.....	38	10	8
55	LESAGE (Jean-Chrysos- tome-Adrien).	26 janv. 1800.	Bury (Pas-de-Calais).	Idem.....	Idem.....	44		
56	LEVILLÉ (Marin).....	15 août 1796.	Vancé (Orne).	Idem.....	Idem.....	30	1	
57	LHOSTE (Pierre).....	3 sept. 1799.	Barzun (Basses-Pyrénées)	Idem.....	Idem.....	43		
58	LHUIZE (Jacques).....	3 mai 1802.	Bazeilles (Ardennes).	Idem.....	Idem.....	31	9	
59	LOCQUIN (Étienne)....	3 avril 1801.	Juilly (Côte-d'Or).	Idem.....	Idem.....	39	3	11
60	LOMBARD (Jacques). ...	14 oct. 1803.	Feillens (Ain).	Idem.....	Idem.....	37	7	14
61	MAISON (François) ⁽¹⁾ .	4 janvier 1813.	Le Mée (Eure-et-Loir).	Idem.....	Idem.....	35	6	
62	MALNOURY (Antoine)...	25 juin 1798.	Avôt (Côte-d'Or).	Idem.....	Idem.....	30	3	
63	MARILIER (François)...	15 nov. 1801.	Étevaux (Côte-d'Or).	Idem.....	Idem.....	41	5	10
64	MARTEL (Joseph-Tho- mas).	7 mars 1803.	Frencq (Pas-de-Calais).	Idem.....	Idem.....	35	11	
65	MATHIEU (François-Xa- vier-Joseph).	25 juin 1799.	Gillois (Jura).	Idem.....	Idem.....	33	10	
66	MOREAU (Pierre-Émery)	19 fév. 1802.	Passy- Grigny (Marne).	Idem.....	Idem.....	30	11	
67	MOULIN (François-Henri)	9 déc. 1793.	Le Chevain (Sarthe).	Idem.....	Idem.....	36	1	28
68	PEUGET (Joseph-Alexis).	27 oct. 1799.	Charchilla (Jura).	Idem.....	Idem.....	44	10	11
69	PILLOY (Louis-Honoré). ⁽²⁾	1 ^{er} déc. 1807.	Bruyères (Aisne).	Idem.....	Idem.....	36	11	18
70	PINTE (Désiré-François). ⁽¹⁾	23 mars 1806.	Mortagne (Nord).	Idem.....	Idem.....	37	7	
71	POMMERAS (Jean-Nicolas)	3 mai 1790.	Moulins (Aisne).	Idem.....	Idem.....	53	10	11
72	PREVOT (Jean-Baptiste). ⁽³⁾	28 nov. 1802.	Hary (Aisne).	Idem.....	Idem.....	36		15
73	PRUDON (Bernard)....	8 sept. 1797.	Saint-Hellier (Côte-d'Or).	Idem.....	Idem.....	39		
74	QUANQUIN (Jean-Bap- tiste).	1 ^{er} sept. 1798.	Mauvilly (Côte-d'Or).	Idem.....	Idem.....	42		
75	ROBERT (Pierre).....	23 sept. 1802.	Mazan (Ardèche).	Idem.....	Idem.....	31		
76	RONCE (Jean-Henry)...	24 nov. 1797.	Meslay- le-Vidame (Eure-et-Loir).	Idem.....	Idem.....	43		
77	ROYER (Pierre).....	27 sept. 1802.	Mozé (Maine-et-Loire).	Idem.....	Idem.....	36		
78	SALOMON (Pierre).....	4 mars 1800.	Donzenac (Corrèze).	Idem.....	Idem.....	30		
79	TAUREL-LAGRAUSSE (Fran- çois).	28 juillet 1798.	Castillonès (Lot-et-Garonne).	Idem.....	Idem.....	34		

⁽¹⁾ Infirmité. — ⁽²⁾ Hors d'état de continuer ses fonctions.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services civils.	Total.						
•	56' 50"	56' 50"	56'	•	56'	1 ^{er} octobre 1863.	Velogny (Côte-d'Or).
•	85 20	85 20	85	•	85	Idem.	Gréwillers (Pas-de-Calais).
•	68 50	68 50	68	•	68	1 ^{er} janvier 1864.	Sillé- le-Philippe (Sarthe).
•	66 77	66 77	66	•	66	1 ^{er} nov. 1863.	Barzun (Basses-Pyrénées).
•	65 91	65 91	65	•	65	1 ^{er} octobre 1863.	Noyers- Thélonne (Ardennes).
•	56 50	56 50	56	•	56	1 ^{er} octobre 1862.	Orville (Côte-d'Or).
•	63 21	63 21	63	•	63	30 octobre 1863.	Feillens (Ain).
•	143 16	143 16	143	•	143	1 ^{er} nov. 1863.	Chartres (Eure-et-Loir).
•	56 50	56 50	56	•	56	1 ^{er} octobre 1862.	Diénay (Côte-d'Or).
•	72 39	72 39	72	•	72	1 ^{er} sept. 1863.	Izier (Côte-d'Or).
•	65 91	65 91	65	•	65	1 ^{er} octobre 1863.	Coupelle- Vieille (Pas-de-Calais).
•	65 11	65 11	65	•	65	9 sept. 1863.	Lavangeot (Jura).
•	90 82	90 82	90	•	90	1 ^{er} octobre 1863.	Dravegny (Aisne).
•	68 50	68 50	68	•	68	1 ^{er} janvier 1863.	Le Chevain (Sarthe).
•	67 80	67 80	67	•	67	9 sept. 1863.	Lons- le-Saunier (Jura).
•	134 25	134 25	134	•	134	1 ^{er} janvier 1864.	Brasles (Aisne).
•	93 50	93 50	93	•	93	1 ^{er} octobre 1863.	Mortagne (Nord).
•	70 85	70 85	70	•	70	Idem.	Bourg- et-Comin (Aisne).
•	56 50	56 50	56	•	56	16 octobre 1862.	Hary (Aisne).
•	56 50	56 50	56	•	56	1 ^{er} octobre 1862.	Vic- sous-Thil (Côte-d'Or).
•	56 50	56 50	56	•	56	Idem.	Le Chemin- d'Aisey (Côte-d'Or).
•	65 91	65 91	65	•	65	1 ^{er} octobre 1863.	Aubenas (Ardèche).
•	104 40	104 40	104	•	104	1 ^{er} octobre 1862.	Montainville (Eure-et-Loir).
•	80 70	80 70	80	•	80	1 ^{er} octobre 1863.	Joué-Étiau (Maine-et-Loire).
•	65 91	65 91	65	•	65	Idem.	Donzenac (Corrèze).
•	114 83	114 83	114	•	114	Idem.	Falqueyrat (Dordogne).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE du service.		
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.
80	TEYSSIER (Antoine)....	7 déc. 1802.	Veyreau (Aveyron).	Instituteur pu- blic.	Civils.....	33	11	12
81	THEURBAU (Jean).....	13 oct. 1802.	Jully- lez-Buxy (Saône-et-Loire).	Idem.....	Idem.....	39	10	12
82	THIEBLEMONT (Joseph- Nicolas).	24 nov. 1797.	Cléry- la-Côte (Vosges).	Idem.....	Idem.....	35	10	12
83	BIARD (Marie-Anne)....	27 nov. 1800.	Carantilly (Manche).	Institutrice pu- blique.	Idem.....	32	1	12
84	DOUDOIT dite DOUDOUIT (Appoline) ⁽¹⁾ .	31 oct. 1802.	Guernesey (Angleterre).	Idem.....	Idem.....	33	1	12
85	GRANDCLÉMENT, née MER- MET-GUYENET (Marie- Anastasie).	16 fév. 1803.	Les Bouchoux (Jura).	Idem.....	Idem.....	34	9	15
86	LIAUTEY (Marie).....	2 octobre 1798.	Vellefré (Haute-Saône).	Idem.....	Idem.....	41	0	12
87	VIEILLE (Marie-Zélie) ⁽²⁾ .	26 sept. 1807.	Bannans (Doubs).	Idem.....	Idem.....	32	0	12
88	BAUDIER (Antoine-Ba- sile).	26 déc. 1802.	Jandun (Ardennes).	Instituteur pu- blic.	Idem.....	39	6	19
89	DELETANG (Jeanne-Fran- çoise), veuve BAU- DIER.	1 ^{er} juill. 1811.	Singly (Ardennes).	Le mari, institu- teur public.	Idem.....	39	6	19
90	COURROLLE (Jean).....	6 déc. 1796.	Saint-Paul- d'Oueil (Haute-Garonne).	Instituteur pu- blic.	Idem.....	39	10	8
91	SERRES (Jeanne-Fran- çoise), veuve COUR- ROLLE.	3 juillet 1816.	Gémil (Haute-Garonne).	Le mari, institu- teur public.	Idem.....	39	10	8
92	DEPUSSAY (François-Ai- mable-Désiré).	1 ^{er} juill. 1800.	Bazoches- les-Hautes (Eure-et-Loir).	Instituteur pu- blic.	Idem.....	30	1	12
93	FANON (Julienne-Mo- deste), veuve DEPUSSAY.	9 janv. 1806.	Guilleville (Eure-et-Loir).	Le mari, institu- teur public.	Idem.....	30	1	12
94	MENU (Marie-Jeanne), veuve THUILLIER.	16 nov. 1808.	Trois-Puits (Marne).	Idem.....	Idem.....	30	7	12
95	MERCIER (Marie-Appo- line), veuve OTTE- NAD.	1 ^{er} fév. 1804.	Ingenheim (Bas-Rhin).	Idem.....	Idem.....	30	9	17
96	DEGRÈGE (Léonard-Li- berté), veuve LEMAR- CHAND.	11 avril 1795.	Dencstanville (Seine-Inférieure).	Idem.....	Idem.....	34	10	3
97	TISSIDRE (Marie-Margue- rite-Victorine), veuve DUJON.	23 oct. 1803.	Courcelles (Aisne).	Idem.....	Idem.....	51	6	29
98	BOVAR (Raymond).....	5 octobre 1794.	Caussade (Tarn-et-Garonne).	Instituteur pu- blic.	Civils et mili- taires.	43	7	25
99	LAUTREY (Jean-Baptiste).	26 mars 1793.	Blaisy-Haut (Côte-d'Or).	Idem.....	Idem.....	43	10	0
100	NAMUR (Jean-Pierre)...	23 nov. 1791.	Le Chesnois- en-Rivière (Ardennes).	Idem.....	Idem.....	47	8	14
101	OGET (Jean-Baptiste)...	29 janv. 1793.	Signy-le-Petit (Ardennes).	Idem.....	Idem.....	49	5	3

(1) N'est astreinte à aucune justification de naturalité. — (2) Hors d'état de continuer ses fonctions.

(a) Réversion du minimum d'une pension de 104 francs revenant à son mari, décédé en instance le 7 avril.
(b) Réversion entière d'une pension de 65 francs revenant à son mari, décédé en instance le 7 avril.
(c) Réversion entière d'une pension de 74 francs revenant à son mari, décédé en instance le 8 avril.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services civils.	des services militaires.	Total.					
"	68 ^f 50 ^c	68 ^f 50 ^c	68 ^f	"	68 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Mandagout (Gard).
"	65 91	65 91	65	"	65	1 ^{er} octobre 1863.	Jully- lez-Buxy (Saône-et-Loire).
"	66 77	66 77	66	"	66	1 ^{er} novemb. 1863.	Horville (Meuse).
"	37 63	37 63	37	"	37	1 ^{er} octobre 1862.	Carantilly (Manche).
"	86 97	86 97	86	"	86	1 ^{er} novemb. 1863.	Concarneau (Finistère).
"	36 76	36 76	36	"	36	1 ^{er} octobre 1863.	Haute-Molune (Jura).
"	32 63	32 63	32	"	32	1 ^{er} novemb. 1863.	Vellefrie (Haute-Saône).
"	22 12	22 12	22	"	22	Trois années à partir du jour de l'insertion du décret de conces- sion au Bulletin des lois.	Courvières (Doubs).
39 ^f 31 ^c	65 48	104 79	104	"	104	1 ^{er} octobre 1863.	Singly (Ardenne).
"	"	"	"	100 ^f	100 (a)	12 novemb. 1863.	Idem.
"	65 91	65 91	65	"	65	1 ^{er} octobre 1863.	Saint-Lieux- lez-Lavaur (Tarn).
"	"	"	"	65	65 (b)	8 novembre 1863.	Idem.
"	74 28	74 28	74	"	74	1 ^{er} novemb. 1862.	Nogent- le-Rotrou (Eure-et-Loir).
"	"	"	"	74	74 (c)	9 septembre 1863.	Idem.
"	"	"	"	44	44 (d)	25 décembre 1862.	Trois-Puits (Marne).
"	"	"	"	63	63 (e)	9 juillet 1863.	Oberseebach (Bas-Rhin).
"	"	"	"	58	58 (f)	28 janvier 1863.	Rouen (Seine-Inférieure).
"	"	"	"	65	65 (g)	30 mai 1863.	Courcelles (Aisne).
18 08	65 54	83 62	83	"	83	1 ^{er} octobre 1863.	Monteils (Tarn-et-Garonne).
9 99	57 15	67 14	67	"	67	1 ^{er} novemb. 1862.	Concœur (Côte-d'Or).
25 61	65 91	91 52	91	"	91	16 octobre 1863.	Le Chesnois- Auboncourt (Ardenne).
5 39	66 16	71 55	71	"	71	14 octobre 1863.	S ^t -Pierremont (Ardenne).

entière d'une pension de 44 francs concédée le 12 avril 1861 à son mari, décédé le 24 décembre 1862. —
entière d'une pension de 63 francs revenant à son mari, décédé en activité de services le 8 juillet 1863. —
entière d'une pension de 58 francs revenant à son mari, décédé en activité de services le 27 janvier 1863. —
entière d'une pension de 65 francs revenant à son mari, décédé en activité de services le 29 mai 1863.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE		GRADES.	DATE des services.	DÉTAILS des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Ann.
102	VERCEY (Claude).....	31 oct. 1795.	Monimailin (Jura).	Instituteur pu- blic.	Civils et mili- taires.	43	1	1864
103	JAMIN (Auguste) ⁽¹⁾	22 juin 1812.	La Flèche (Sarthe).	Idem.....	Civils.....	29	1	1864
	(1) Infirmités.							

N^o 16,311. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux Rues de la ville de Nuits
(Côte-d'Or).

Du 16 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département
l'intérieur;

Vu le décret du 26 mars 1852, relatif aux rues de Paris, et celui
27 décembre 1858;

La demande du conseil municipal de Nuits (Côte-d'Or), en date
10 novembre 1863;

Le plan général d'alignement de Nuits, dûment approuvé par ordonnance
royale du 5 septembre 1839;

Les pièces de l'enquête;

L'avis du préfet du département;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions du décret du 26 mars 1852, relatif aux
rues de la ville de Paris, sont déclarées applicables à la ville de
Nuits (Côte-d'Or), à l'exception des articles 1 et 7.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur
est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé P. BOUDEY.

N^o 16,312. — DÉCRET IMPÉRIAL qui reconnaît comme Établissement d'utilité
publique la Société de Charité maternelle de Besançon.

Du 16 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
2 ^f 99 ^e	64 ^f 85 ^e	67 ^f 84 ^e	67 ^f	"	67 ^f	10 sept. 1863.	Montbarrey (Jura).
"	112 17	112 17	112	"	112	1 ^{er} sept. 1863.	Le Lude (Sarthe).
				TOTAL.	7,761		

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur ;

Vu la délibération du 14 juin 1863, par laquelle le conseil d'administration de la société de charité maternelle de Besançon sollicite la reconnaissance de cette association comme établissement d'utilité publique ;

Vu les statuts, délibérés par le conseil précité et visés par le préfet du Doubs le 24 novembre 1863 ;

Vu le relevé des comptes de la société pendant les cinq derniers exercices ;

Vu la notice sommaire sur les diverses phases de cette association et les autres pièces réunies au dossier ;

Vu l'avis exprimé par le conseil municipal de Besançon dans la délibération du 25 juin 1863 ;

Vu l'avis exprimé par le préfet du Doubs dans ses lettres des 10 juillet et 4 novembre derniers ;

Vu les décrets impériaux des 5 mai 1810 et 25 juillet 1811 et l'ordonnance royale du 14 octobre 1814 ;

Vu notre décret du 2 février 1853 et le règlement général du 15 mars suivant, sur l'organisation et le mode d'administration des sociétés de charité maternelle ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La société de charité maternelle de Besançon est reconnue comme établissement d'utilité publique.

2. Les statuts de la société, tels qu'ils sont annexés au présent décret, sont et demeurent approuvés.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

Statuts de la Société de charité maternelle de Besançon.

ART. 1^{er}. La société de charité maternelle de Besançon a pour objet d'assister les pauvres femmes en couches, de les encourager à nourrir elles-mêmes leurs enfants.

de prévenir ainsi les expositions et de préserver les enfants nouveau-nés des maux de l'abandon et du dénûment.

La société accorde ses secours aux femmes mariées et aux enfants pauvres sans distinction des cultes auxquels ils appartiennent.

2. Sont membres de la société les personnes qui souscrivent pour une cotisation annuelle dont le chiffre n'est pas fixé ou qui s'engagent à faire chaque année à la société, en layettes ou autres objets, un don en nature.

Sont également membres ou présidents honoraires M^r le cardinal-archevêque de Besançon, M. le préfet et M. le maire.

3. Les ressources de la société consistent dans :

1° Le montant des souscriptions annuelles ;

2° Les subventions accordées par l'État, le département et la ville ;

3° Le produit des quêtes mensuelles, de celle qui se fait à la réunion générale et enfin de celle qui a lieu à la messe que l'on célèbre pour la fête de l'Oeuvre ;

4° Les dons ou legs qui sont faits à son profit ;

5° Les rentes et capitaux appartenant à la société.

4. La société est administrée par un conseil composé de dix dames, parmi lesquelles Sa Majesté l'Impératrice, comme présidente et protectrice des sociétés de charité maternelle de France, nomme une présidente et une vice-présidente.

5. Les dames qui composent le conseil d'administration sont nommées pour la première fois par l'assemblée générale de la société.

6. Le conseil se renouvelle ensuite chaque année par cinquième.

Les dames actives, réunies au mois de février, pourvoient à leur remplacement.

Les dames sortantes peuvent être réélues.

7. En cas de vacance par toute autre cause parmi les dames composant le conseil il est procédé au remplacement dans le délai d'un mois, en assemblée des dames actives.

Les dames ainsi nommées ne le sont que pour le temps pendant lequel seraient restées en fonctions les dames qu'elles sont appelées à remplacer.

8. Toutes les nominations sont soumises à l'approbation du préfet du département.

9. Les dames sociétaires se réunissent une fois chaque année en assemblée générale, sous la présidence de l'un des présidents honoraires. Dans cette réunion, il est donné lecture de l'état de situation de la société ; on y donne également connaissance des opérations de l'année qui vient de s'écouler. Cette réunion a lieu dans la première quinzaine de janvier. Elle se termine par une quête.

10. Les comptes en deniers et le compte moral sont adressés en triple expédition, dans la première quinzaine de février, au préfet, qui les approuve et en transmet une copie au ministre de l'intérieur.

L'état de situation au 1^{er} janvier qui précède cet envoi y est joint, également en triple expédition, afin qu'une d'elles rentre à la société pour être déposée dans ses archives.

11. Un règlement particulier détermine le mode de comptabilité, l'importance et la nature des secours à accorder aux mères et aux enfants pauvres, les conditions d'admission aux secours et tous les autres détails de l'administration intérieure.

12. Aucune addition ou modification ne pourra être apportée aux présents statuts qu'autant que la proposition en aura été d'abord lue au conseil et déposée sur le bureau, qu'elle aura été discutée et votée à un mois d'intervalle, qu'elle aura réuni les deux tiers des voix et qu'elle aura été approuvée par un décret.

Les présents statuts ont été délibérés et adoptés par le Conseil d'État, dans sa séance du 23 janvier 1864.

Le Conseiller d'État, secrétaire général du Conseil d'État,

Signé F. BOILAY.

Vu pour être annexé au décret du 16 avril 1864, enregistré sous le n° 984.

Le Ministre de l'intérieur.

Pour le ministre et par autorisation :

Le Conseiller d'État, secrétaire général,

Signé CHAMBLAIN.

16,313. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'inscription, au Trésor public, de 2 Pensions de Donataires.*

Du 23 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR** des **FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Vu l'article 1^{er} de la loi du 26 juillet 1821, qui attribue des pensions aux anciens donataires français entièrement dépossédés de leurs dotations situées en pays étrangers, lorsqu'ils n'auront rien conservé en France;

Vu les paragraphes 5 et 6 du même article, portant que ces pensions sont réversibles moitié sur les veuves et moitié sur les enfants des donataires, avec réversibilité en faveur des survivants de la veuve ou des enfants;

Vu les demandes adressées par les ayants cause de titulaires de pensions donataires aujourd'hui décédés, ensemble les pièces produites pour la justification des droits des réclamants;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les deux pensions comprises dans le tableau d'autre part pour une somme totale de cinq cents francs (500^f), et qui avaient précédemment inscrites au nom d'anciens donataires décédés, seront reversées sur la tête de leurs veuve et enfants, conformément aux indications de ce tableau.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance à jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Avril 1864.

Signé **NAPOLÉON.**

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé **ACHILLE FOULD.**

NOMS, PRÉNOMS, qualités ou grades des pensionnaires décédés.	DATES des décès.	PENSIONS.		NOMS ET PRÉNOMS des nouveaux ayants droit.
		Numéros d'inscription.	Sommes.	
MAYNADIER (Jean-Baptiste), soldat.	16 décembre 1863.	2,529	250 ^f	FREZOULT (Marguerite-Mélanie)
				MAYNADIER (Jean-Louis).....
				— (Anne-Virginie), femme
				— (Pierre-Isidore).....
				— (Marie-Amélie), femme
GAY (Joseph-Marie), soldat.	29 avril 1863.	2,219	250	RIÈS. — (Étienne).....
				GAY (Jean).....
				— (Jean-Baptiste).....
				— (Pierre).....
				— (Jeanne-Marie), femme DUMAS
				— (Julie), femme JOLIVET.....
				— (Joseph).....
			500	— (Étienne).....

N° 16,314. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'inscription, au Trésor public, de la Pension [civile accordée à M^{me} Simon, Veuve de l'amiral Hamelin.

Du 23 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 25 mars 1817 et l'ordonnance rendue le 20 juin suivant pour en assurer l'exécution;

Vu l'ordonnance du 2 août 1820;

Vu la loi du 17 juillet 1856, qui autorise la concession de pensions aux grands fonctionnaires de l'Empire et à leur famille;

Vu la situation des crédits ouverts par les lois des 17 juillet 1856 et 13 mai 1863 pour l'inscription de ces pensions sur les registres du Trésor;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La pension de douze mille francs accordée à M^{me} Josephine-Adèle Simon, veuve de l'amiral Hamelin, par notre décret du 6 avril 1864, inséré au Bulletin des lois n° 1024 (partie supplémentaire), sous le numéro d'ordre 16,156, sera inscrite sur les registres du Trésor.

2. La jouissance de cette pension commencera à courir du jour indiqué dans le décret qui l'a concédée.

NAISSANCE.	RÉSIDENCES.	ÉPOQUES de jouissance.	OBSERVATIONS.
Lieux.			
Vielmur (Tarn). Fréjeville (Tarn). <i>Idem.</i> <i>Idem.</i> <i>Idem.</i> <i>Idem.</i>	Paris (Seine).	17 décembre 1863.	
Faucigny (Haute-Savoie). <i>Idem.</i> Bonneville (Haute-Savoie). <i>Idem.</i> Faucigny (Haute-Savoie). <i>Idem.</i> Bonneville (Haute-Savoie).	Faucigny (Haute-Savoie).	30 avril 1863.	

Fait au palais des Tuileries, le 23 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

16,315. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 25 liquidations de Pensions civiles.*

Du 23 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les
pensions civiles;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du
département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution;

Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du
9 mars dernier;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des
finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt-cinq liquidations de pensions civiles comprises
pour une somme totale de trente-sept mille huit cent quatre-vingt-
sept francs (37,887^f) au tableau d'autre part sont approuvées.

NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Autres particularités.
	Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	

(Pensions pour services)								
BILLIOTTE (Augustin - Jacques - François - Louis).	11 sept. 1792.	Paris (Seine).	Receveur principal entreposeur.	CONTRIBUTIONS INDIRECTES. Civils.....	17	11		Signé le 20 mars 1854
CHAPON (Jean-François).	2 juillet 1810.	Avignon (Vaucluse).	Commis aux exercices.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	18	4	24	Idem
CULINE DE ROUX (Charles-Adolphe).	24 déc. 1805.	Romorantin (Loir-et-Cher).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	18	7	24	Idem
DECLERCQ (Édouard-Joseph-François).	29 oct. 1798.	Paris (Seine).	Receveur principal entreposeur.	Civils.....	33	4	19	Idem
DE REY DE BARON (Henri-Jules).	21 janv. 1797.	Idem.	Idem.....	Idem.....	38	7	26	Idem
DEROME (Alexandre-Louis-Joseph) ⁽¹⁾ .	14 déc. 1805.	Bouvignies (Nord).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	16	2	8	Idem
DILLEMANN (Théodore).	3 déc. 1808.	Strasbourg (Bas-Rhin).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	1	26	Idem
DUCLOS (Joseph-Martin).	14 avril 1795.	Villeneuve-sur-Yonne (Yonne).	Receveur de navigation.	Civils.....	41	11	9	Idem
AUCILLON (Bénigne-Frédéric).	17 avril 1802.	Malain (Côte-d'Or).	Commis aux exercices.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	25	10	23	Idem
LAMENG (Jean-Baptiste-Joseph).	6 octobre 1806.	Paris (Seine).	Receveur principal.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	25	6	18	Idem
LEZIERES (Joachim-Naamas).	20 mars 1811.	Montauban (Tarn-et-Gar.).	Receveur ambulant à pied.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	19	11	11	Idem
LILLET (Pierre-Alphonse).	29 juin 1808.	Sery (Yonne).	Commis aux exercices.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20	2	17	Idem
LAMO (François-Christophe).	24 avril 1801.	Tulle (Corrèze).	Receveur principal entreposeur.	Civils.....	40	11	13	Idem
LIER (Pierre) ⁽²⁾	21 oct. 1807.	Saint-Bonnet (Hautes-Alpes).	Receveur à cheval.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	18	8	15	Idem
limites. — ⁽²⁾ Accident.					10	19		

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
au 1 ^{er} janvier 1854.)							
			1,750 ^f	"	1,750 ^f	12 janvier 1864.	Nogent- sur-Seine (Aube).
	625 ^f 60 ^c 337 51	963 ^f 12 ^c	"	"	963	1 ^{er} février 1864.	Montpellier (Hérault).
	631 83 342 83	974 66	"	"	974	Idem.	Rennes (Ille-et-Vilaine).
	"	"	2,000	"	2,000	1 ^{er} janvier 1864.	Cusset (Allier).
	"	"	3,000	"	3,000	Idem.	Strasbourg (Bas-Rhin).
	646 67 396 67	1,043 34	"	"	1,043	7 décembre 1863.	Fives (Nord).
8 ^f 33 ^c	515 28 337 24	910 85	"	"	910	23 janvier 1864.	Strasbourg (Bas-Rhin).
	"	"	1,750	"	1,750	1 ^{er} janvier 1864.	La Roche (Yonne).
	810 33 340 00	1,150 33	1,133	"	1,133	Idem.	Paris (Seine).
	"	"	3,000	"	3,000	Idem.	Metz (Moselle).
	890 39 427 11	1,317 50	"	"	1,317	4 février 1864.	Argenteuil (Seine-et-Oise).
	686 65 328 86	1,025 51	"	"	1,025	9 décembre 1863.	Dijon (Côte-d'Or).
	"	2,693 75	1,600	"	1,600	1 ^{er} sept. 1863.	Saint-Girons (Ariège).
	898 00 482 00	1,380 00	"	"	1,380	20 janvier 1864.	Les Pennes (Bouches-du-Rh.).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DUREE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
15	LAUR (Jean-Antoine-Joseph).	27 déc. 1804.	Tayac (Aveyron).	Commis de recette principal.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs ..	20	10	20
16	LE FILLÂTRE (Jacques-Auguste).	1 ^{er} nov. 1801.	Branville (Manche).	Receveur à cheval.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20	11	21
17	LIZÉ (Armand).....	12 févr. 1796.	Saumur (Maine-et-Loire).	Receveur principal.	Civils.....	44	8	25
18	MAJOUREL (François)...	26 déc. 1804.	Agen (Lot-et-Garonne).	Commis aux exercices.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs ..	18	9	2
19	MARTIN (Charles-Jacques).	29 juillet 1812.	Saint-Calais (Sarthe).	Receveur aux exercices.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	3	21
20	MÉNÉTRIER (Claude)...	5 février 1809.	Châlons-sur-Saône (Saône-et-Loire).	Commis aux exercices.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs ..	15	3	27
21	MORGAN (Frédéric-Victor).	9 mai 1815.	Estoublon (Basses-Alpes).	Receveur à cheval.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	1	10
22	PARROD (Jean-Frédéric-Célestin).	27 août 1793.	Chapelle-d'Huin (Doubs).	Receveur principal entroposeur.	Civils.....	45	5	5
23	PERIGORD (François-Navier-Émile).	24 sept. 1796.	Rochechouart (Haute-Vienne).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	28	4	16
24	PIERRET (Henri-Joseph).	10 févr. 1798.	Villers-la-Chèvre (Moselle).	Contrôleur de la garantie.	Civils.....	40	9	29
25	SORS (Pierre-Michel-Joseph).	2 juin 1806.	Gincla (Aude).	Commis aux exercices.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	1	22

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n° 35.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances.

Signé ACHILLE FOULD.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DOMICILE des pensionnaires.	DATES de jouissance.
des services civils.	Total.						
768 ^f 81 ^c 363 04	1,131 ^f 85 ^c	"	"	1,131 ^f	1 ^{er} février 1864.	Toulouse (Haute-Garonne).	
974 44 454 89	1,429 33	"	"	1,429	1 ^{er} janvier 1864.	Les Pieux (Manche).	
"	"	3,000 ^f	"	3,000	Idem.	Saumur (Maine-et-Loire).	
637 50 336 85	974 35	"	"	974	21 janvier 1864.	Talence (Gironde).	
520 48 340 32	860 80	"	"	860	22 janvier 1864.	Le Havre (Seine-Inférieure).	
518 50 340 00	858 50	"	"	858	1 ^{er} janvier 1864.	Alfort (Seine).	
672 45 428 83	1,101 28	"	"	1,101	Idem.	Revel (Haute-Garonne).	
"	"	2,500	"	2,500	Idem.	Paris (Seine).	
"	"	1,750	"	1,750	Idem.	Villejésus (Charente).	
"	2,681 25	1,600	"	1,600	Idem.	Paris (Seine).	
514 90 334 62	849 52	"	"	849	Idem.	Varennes (Tarn-et-Garonne).	
TOTAL.				37,887			

5,316.—*DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 25 liquidations de Pensions civiles.*

Du 23 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;
Sur l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution;
Sur la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son 22 mars dernier;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURES des services.	DÉBUT en service.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
(Pensions pour								
					DOUANES.			
					Civils :			
1	ALAZET (François-Joseph).	13 août 1815.	Le Vernet (Pyrénées-Or.)	Brigadier	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	18	1	1
					postérieurs...	10		
2	BAILLY (Jean-Pierre-Léonidas).	31 déc. 1795.	Aix (Bouches-du-Rh.)	Receveur principal.	Civils	50		
3	BAQUÈRE (François)...	12 fév. 1805.	Cescau (Ariège).	Préposé.....	Militaires....	9	2	5
					Civils	27	1	5
					Militaires....	6		
					Civils :			
4	BOURDON (Nicolas-Isidore).	3 juillet 1808.	Rouen (Seine-Inférieure)	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	16	1	1
					postérieurs...	10		
					Militaires....	6	7	1
					Civils :			
5	CHOURET (Jérôme) ⁽¹⁾ ...	5 déc. 1811.	Aostrow (étranger).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	15	3	1
					postérieurs...	10		
					Civils :			
6	DUTERQUE (Honoré-Norbert).	7 juin 1816.	Saint-Michel (Aisne).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	16	1	
					postérieurs...	10		
7	GERBER (Albert) ⁽²⁾	14 nov. 1830.	Le Petit- Landau (Haut-Rhin).	Idem.....	Militaires....	6	2	15
					Civils	6		
					Militaires....	5	7	
					Civils :			
8	GERMAIN (Napoléon-Jean-François).	12 janv. 1808.	Luzoir (Aisne).	Sous-brigadier...	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	17	5	
					postérieurs...	10		
					Militaires....	9	1	16
					Civils :			
9	GILLET (François-Joseph-Alexandre).	13 juillet 1807.	Clairfontaine (Aisne).	Préposé.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	15	6	
					postérieurs...	10		
					Militaires....	6	1	7
					Civils :			
10	HAGNERÉ (Charles-François).	8 avril 1809.	Groffliers (Pas-de-Calais).	Sous-brigadier...	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	16	1	
					postérieurs...	10		
					Civils :			
11	HAGUETTE (Jean-Baptiste).	17 oct. 1814.	Bourg-Fidèle (Ardennes).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	16	6	
					postérieurs...	10		

(1) Fils de Français. — (2) Lutte contre les fraudeurs.

DES DÉCRÈTES et DÉCRÉTONS ce qui suit :

1^{re}. Les vingt-cinq liquidations de pensions civiles comprises dans une somme totale de quatorze mille cinq cent soixante francs (14 560) au tableau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des vices maînes.	des services civils.	Total.					

au 1 ^{er} janvier 1854.)							
-	348 ^f 33 ^c	538 ^f 33 ^c	"	"	538 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Céret (Pyénées-Or.).
-	190 00	"	2,885 ^f	"	2,885	Idem.	Bayonne (Basses-Pyrénées).
-	"	"	"	"	475	Idem.	Castillon (Ariège).
1 ^{er} 21 ^e	414 06	475 28	"	"	475	Idem.	
0 07	242 37 149 96	432 40	"	"	432	Idem.	La Bouille (Seine-Inférieure).
3 97	229 20 149 34	422 51	"	"	422	Idem.	Les Gras (Doubs).
-	257 33 160 00	417 33	"	"	417	Idem.	Saint-Michel (Aisne).
11 38	400 00	441 38	"	"	441(a)	Idem.	Bourogne (Haut-Rhin).
17 21	313 50 180 00	530 70	"	"	530	Idem.	Martigny (Aisne).
36 91	248 00 159 34	474 25	"	"	474	Idem.	Neuve-Maison (Aisne).
41 35	283 33 166 34	492 02	"	"	492	Idem.	Neufchâtel (Pas-de-Calais).
-	280 50 170 00	450 50	"	"	450	Idem.	Charleville (Ardennes).

Les pensions ne seront payes qu'à partir de la cessation du traitement d'activité.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.	
		Dates.	Lieux.			Ann. 1870.	Ann. 1871.
12	GETTELI, Pierre- Edouard.	1 janvier 1810.	Montreuil Pas-de-Calais.	Brigadier.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	1	0
13	GERBILLET, Jacques- Jean-Nicolas.	10 avril 1810.	Besneville Manche.	Préposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 19	1	0
14	GOTSGORST, Bertrand.	11 nov. 1810.	Escot (Mayenne).	Sous-brigadier...	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	1	0
15	MORIN, Dominique.	1 janvier 1810.	Mirepoix Ariège.	Capitaine.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	1	0
16	NOZLE, Auguste-Henri- Ré.	11 août 1810.	La Cerleau (Ardennes).	Préposé.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	1	0
17	PERNÉ, Jean-Fran- çois.	18 fév. 1810.	Bimmen (Etranger).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	1	0
18	PELITIERRE (Jean-Ni- colas-Joseph).	27 mai 1810.	L'Échelle Ardennes.	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 9	1	0
19	PILON (Constant Julien- François).	20 nov. 1810.	Quimper Finistère.	Brigadier.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	1	0
20	PONTIÈRE, Philippe- Louis.	27 juin 1810.	Houdizy Ardennes.	Préposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	1	0
21	QUÉLINIER (François-Ma- rie).	11 dec. 1810.	Fouesnant (Finistère).	Sous-brigadier...	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	1	0
22	RICHARD, Frédéric.	2 nov. 1817.	Nommay Doubs.	Préposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	1	0
23	STALLE, Jean-Nicolas (2).	21 nov. 1810.	Nieuwerkerck (Etranger).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	1	0
24	VANDERCASTELLE (Augus- te-François).	23 avril 1817.	Carignan (Ardennes).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	1	0

1. Infirmités. — 2. Fils de Français. — 3. Lutte contre les fraudeurs.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
91 ^f 58 ^c	428 ^f 83 ^c 198 56	636 ^f 89 ^c	"	"	636 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Boulogne- sur-Mer (Pas-de-Calais).
"	142 70 150 00	292 70	"	"	292(a)	Idem.	Fontenay (Calvados).
"	368 33 170 00	538 33	"	"	538	Idem.	Ciboure (Basses-Pyrénées).
"	816 66 400 00	1,216 66	"	"	1,216	Idem.	Abense- de-Haut (Basses-Pyrénées).
48 03	274 66 159 38	482 07	"	"	482	Idem.	Charleville (Ardennes).
"	298 66 160 00	458 66	"	"	458	Idem.	Douzy (Ardennes).
"	278 91 134 78	413 69	"	"	413	Idem.	L'Échelle (Ardennes).
"	343 58 190 00	533 58	"	"	533	Idem.	Laberildut (Finistère).
"	"	605 00	600 ^f	"	600	Idem.	Les Theux (Ardennes).
36 32	306 89 170 01	513 22	"	"	513	Idem.	Brest (Finistère).
"	"	401 73	"	"	401(a)	Idem.	Audincourt (Doubs).
"	271 25 160 00	421 25	"	"	421	Idem.	Saint-Menges (Ardennes).
"	250 00 150 00	400 00	"	"	400	Idem.	Matton (Ardennes).

arrérages ne seront payés qu'à partir de la cessation du traitement d'activité.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ant.	Mois.	Post.
25	BERNELIÈRE (Catherine), veuve BRILLIOUIN ⁽¹⁾ .	27 oct. 1826.	Blaye (Gironde).	Le mari, ex-ma- telot.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	11	4	9

(1) Le mari mort des suites d'un accident grave.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n^o 36.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances

Signé ACHILLE FOULD.

N^o 16,317.—**DÉCRET IMPÉRIAL** qui approuve 18 liquidations de Pensions civiles.
Du 23 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ant.	Mois.	Post.
1	ADAM (Louis-Éléonore-Jules).	16 avril 1805.	Paris (Seine).	Facteur du Gouvernemen.	POSTES. Civils.....	36		
2	BARBIER (Désir).....	18 août 1809.	Rouen (Seine-Inférieure)	Facteur de ville..	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs ..	8		10
3	BEAUVAIS (Jean-Baptiste-Auguste).	30 mars 1815.	Paris (Seine).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs ..	15	6	10
4	BERNIER (Jean-Louis-Joseph) ⁽¹⁾ .	7 sept. 1799.	Bruchemont (Aisne).	Directeur.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10	10	9

(1) Infirmités.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
	151 ^f 10 ^s 154 66	305 ^f 76 ^s	.	101 ^f	101 ^f	23 sept. 1863.	Bordeaux (Gironde).
				TOTAL..	14,560		

les articles 1, 2, 7, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution;

la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

la section des finances de notre Conseil d'État entendue, en ses avis des 15 mars 1864;

sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dix-huit liquidations de pensions civiles comprises sur une somme totale de onze mille huit cent soixante-trois francs 1,863^f) au tableau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
.	1,190 ^f 62 ^s	1,190 ^f 62 ^s	.	.	600 ^f	16 janvier 1864.	Paris (Seine).
.	106 67 160 00	266 67	.	.	266	1 ^{er} janvier 1864.	Rouen (Seine-Inférieure)
.	380 07 243 47	623 54	.	.	623	16 janvier 1864.	Paris (Seine).
.	144 44 127 99	272 43	.	.	272	1 ^{er} sept. 1863.	Bruchamel (Aisne).

rent au 1^{er} janvier 1854.)

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.
5	BRUNGARD (Jean-Thié- baut-Edouard).	20 janv. 1815.	Dannemarie (Haut-Rhin).	Courrier convoyeur.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	3 10 10	.	.
6	DELCUVELLERIE (Henri).	4 oct. 1818.	Lille (Nord).	Facteur de ville..	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10 10	8	20
7	FAURE (Louis-Pierre)...	16 mai 1802.	Gap (Hautes-Alpes).	Directeur	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	29 10	5	15
8	GONDOUX (Noël).....	22 déc. 1803.	Basilly (Orne).	Facteur de ville..	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	4 19 10	9	13
9	LE PORCHER (Claude- Philippe-Alexandre).	20 oct. 1805.	Paris (Seine).	Facteur	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	16 10	9	.
10	MAILLARD (Jacques- Edouard) ⁽¹⁾ .	7 juin 1808.	Amiens (Somme).	Courrier convoyeur.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	6 7 9	4	15
11	MATHELIN (Antoine)...	16 oct. 1810.	Bétancourt (Haute-Saône).	Facteur de ville..	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	19 3 9	2	15
12	MAUREL (Joseph-Bien- venu-Désiré).	8 juin 1806.	Melve (Basses-Alpes).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	19 6 10	2	15
13	MICHALET (Marc-Antoi- ne).	25 mars 1809.	Chabons (Isère).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	7 15 10	9	15
14	PETIT (Henry-Edouard- Hyacinthe).	9 sept. 1805.	Paris (Seine).	Facteur du Gou- vernement.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	7 17 10	4	15
15	VANDERHOEVEN (Fran- çois-Jean) ⁽²⁾ .	6 mai 1810.	Gand (étranger).	Facteur de ville..	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15 15	2	.
16	MICOUD (Anne), veuve LOUIS.	14 mai 1797.	La Folatière (Isère).	Le mari, facteur de ville.	Militaires.... Civils.....	10 30	1	15

(1) Infirmités. — (2) N'est astreint à aucune justification de nationalité.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
22 00 ^f	217 02 ^c 242 77	47 79 ^f	"	"	479 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Dannemarie (Haut-Rhin).
"	144 07 159 12	303 19	"	"	303	Idem.	Lille (Nord).
"	"	"	2,875 ^f	"	2,875	Idem.	Gap (Hautes-Alpes).
29 84	582 50 293 74	916 08	"	"	916	Idem.	Paris (Seine).
"	416 66 245 83	662 49	"	"	662	Idem.	Idem.
49 09	119 43 184 64	314 16	"	"	344	16 décembre 1863.	Amiens (Somme).
160 31	51 19 167 98	379 48	"	"	379	Idem.	Raz-el-Hamma province de Constantine (Algérie).
43 33	250 00 166 67	460 00	"	"	460	1 ^{er} janvier 1864.	Marseille (Bouches-du-Rh.).
51 79	386 20 243 01	681 00	"	"	681	16 janvier 1864.	Paris (Seine).
54 12	502 74 386 61	843 47	"	"	843	Idem.	Idem.
"	273 00 179 96	452 96	"	"	452	16 février 1864.	Lille (Nord).
"	"	"	"	107 ^f	107	7 novembre 1863.	Le Pont- de-Beauvoisin (Isère).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE du service.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
17	MONTIGON (Jeanne-Ma- rie), veuve MARTEL.	16 août 1826.	La Guillotière (Rhône).	Le mari, facteur de ville.	Militaires.... Civils.....	6 15	3 9	10 11
18	SAGLIER (Marie-Claud- ine-Sophie), veuve GLORIA.	11 déc. 1812.	Mâcon (Saône-et-Loire).	Le mari, direc- teur.	Idem.....	35	8	

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n^o 37.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances

Signé ACHILLE FOULD.

N^o 16,318. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la justice et des cultes) qui approuve le projet proposé de concert par l'évêque de Grenoble et le préfet de l'Isère et ayant pour objet de modifier la circonscription des paroisses de Saint-Maurice et de Saint-André-le-Haut de la ville de Vienne conformément au plan annexé au présent décret. (*Saint-Cloud, 24 Octobre 1863.*)

N^o 16,319. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la justice et des cultes) qui érige en chapelle de secours l'église de la commune d'Ugny-l'Équipée, canton de Ham, arrondissement de Péronne (Somme). (*Saint-Cloud, 24 Octobre 1863.*)

N^o 16,320. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui érigent en chapelles de secours :

1^o L'église de Gauchy, située dans la circonscription de la succursale de Grand-canton de Saint-Simon, arrondissement de Saint-Quentin (Aisne);

2^o L'église de Notre-Dame-des-Palmes, située dans la circonscription de la succursale de la Livinière, canton d'Olonzac, arrondissement de Saint-Pons (Hérault). (*Paris, 28 Octobre 1863.*)

N^o 16,321. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la justice et des cultes) qui érige en succursales les églises des communes ou centres de population de l'Algérie désignés ci-après, savoir :

1^o Lalla-Maghrnia (province d'Oran);

2^o Bou-Khanéfis (province d'Oran);

3^o Ouled-Ramoun et Aïn-Guerfa (province de Constantine). (*Saint-Cloud, 31 Octobre 1863.*)

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des res.	des services civils.	Total.					
	"	"	"	101 ^f .	101 ^f	16 mai 1863.	Bains (Ille-et-Vilaine).
	"	"	"	1,500	1,500	1 ^{er} novembre 1863	Mâcon (Saône-et-Loire).
				TOTAL.	11,863		

. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la justice et des cultes)
ge en chapelle de secours l'église de Semming, section de la commune de
ack, arrondissement de Thionville (Moselle). (*Saint-Cloud, 31 Octobre 1863.*)

. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la justice et des cultes)
ge en succursale l'église de la commune de Richardménil, canton de Saint-
-du-Port, arrondissement de Nancy (Meurthe). (*Saint-Cloud, 4 Novembre*

. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des
qui érigent :

apelle de secours, l'église de Boisieux-Saint-Marc, dépendant de l'église
e de Boisieux-au-Mont, canton de Croisilles, arrondissement d'Arras (Pas-

pelle de secours, l'église de Senlis, située dans la circonscription de la
e d'Hezecques, canton de Fruges, arrondissement de Montreuil (Pas-de-

cursale, l'église de la commune du Plessis-Bouchard, arrondissement de
(Seine-et-Oise). (*Paris, 18 Novembre 1863.*)

. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la justice et des cultes)
ge en chapelles de secours les chapelles de Notre-Dame et de Kerlahan,
dans la commune de Châteaulin (Finistère), canton et arrondissement de
1. (*Compiègne, 22 Novembre 1863.*)

. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la justice et des cultes)

ge en chapelle vicariale l'église de la commune de Béthencourt, arrondisse-
Péronne (Somme);

prend dans la circonscription de cette chapelle, outre le territoire de la
e de Béthencourt, celui de la commune de Villecourt, qui est distrait, pour
iel, de la succursale de Matigny;

ge en chapelle de secours l'église de la commune de Villecourt. (*Compiègne,*
ibre 1863.)

. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la justice et des cultes)
ige en chapelle vicariale l'église de la commune de Gen, arrondissement
lès (Hautes-Pyrénées). (*Compiègne, 22 Novembre 1863.*)

N° 16,328. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la justice et des cultes) qui érige en succursale l'église de la commune de Gertwiller, canton de Barmen, arrondissement de Schelestadt (Bas-Rhin). (Compiègne, 29 Novembre 1863.)

N° 16,329. -- DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la justice et des cultes) qui érige en succursales les églises des communes et sections de communes dénommées ci-après, savoir :

Eugénie-les-Bains, canton d'Aire (Landes);
Le Hamelet, canton de Corbie (Somme);
Caulières, canton de Poix (Somme);
Saint-Ciers, canton de Mansle (Charente);
Pommeray, canton d'Avesnes-le-Comte (Pas-de-Calais);
Sadeillan, canton de Miélan (Gers);
L'Hôpital-Lemer cier, canton de Paray-le-Monial (Saône-et-Loire);
Chevagny-les-Chevrières, canton de Mâcon (Saône-et-Loire);
Les Vignes, canton d'Arzacq (Basses-Pyrénées);
Pollet, section de la commune de Saint-Maurice-de-Gourdans, canton de Marnas (Ain);
Cailleau, section de la commune de Beychac-et-Cailleau, canton de Bordeaux-Médoc (Gironde);
Saint-Genès-de-Lom baud, canton de Créon (Gironde);
Beffes, canton de Sancerres (Cher);
La Barre, section de la commune d'Aiguines, canton d'Arles (Var);
Vénérieu, canton de Crémieu (Isère);
Saint-Julien-de-Cusset, section de la commune de Villeurbanne (Rhône);
Germisey, canton de Poissons (Haute-Marne);
Saint-Vincent-sur-Jard, canton de Talmont (Vendée);
Ocquerre, canton de Meaux (Seine-et-Marne). (Paris, 30 Décembre 1863.)

N° 16,330. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la justice et des cultes) qui érige en succursales les églises des communes et sections de communes dénommées ci-après, savoir :

Reyerswiller, canton de Bitche (Moselle);
Guillermie, section de la commune de Ferrières, canton de la Palisse (Allier);
Grigonnais, section de la commune de Vay, canton de Nozay (Loire-Inférieure);
Bonpas, canton de Tarascon (Ariège);
Église-Neuve, canton de Vergt (Dordogne);
Église du Bel-Air de la ville de Brest (Finistère);
Maisoncelle-et-Villers, canton de Raucourt (Ardennes);
Saint-Palais-sur-Mer, canton de Royan (Charente-Inférieure);
Le Gua, section de la commune et du canton d'Aubin (Aveyron);
Bulot, canton de Pavilly (Seine-Inférieure);
Mannevillette, canton de Montivilliers (Seine-Inférieure);
Foucart, canton de Fauville (Seine-Inférieure);
Auzouville-Lesneval, canton d'Yerville (Seine-Inférieure);
Romagny, canton de Dannemarie (Haut-Rhin);
Loucrup, canton d'Ossun (Hautes-Pyrénées);
Saint-Mamet, canton de Bagnères-de-Luchon (Haute-Garonne);
Flassigny, canton de Montmédy (Meuse);
Mespuits, canton de Milly (Seine-et-Oise). (Paris, 30 Décembre 1863.)

N° 16,331. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui organise l'administration des forêts à faire asseoir, dans les bois communaux situés dans le département de la Drôme, les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
	Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par conten- nance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantité de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
ros à- s ois.	Varême	"	"	400 ^{me}	La coupe ordinaire de soixante stères sera suspendue pendant les exercices 1863, 1864 et 1865. Il sera prélevé un cinquième du prix de la vente pour travaux d'amélioration dans la forêt. Par portions égales pour les exercices 1863, 1864 et 1865. Les coupes ne porteront que sur les arbres dépérissants ou nuisibles. La coupe ordinaire de deux cent soixante-quinze stères sera suspendue pendant les exercices 1863, 1864 et 1865. Il sera prélevé un cinquième du prix de la vente pour travaux de route dans la forêt.
roix e.	Divers.....	"	"	3,000	

(Saint-Cloud, 12 Août 1863.)

2. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir, dans les bois communaux situés dans le département des Hautes-Pyrénées, les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
	Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par conten- nance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantité de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
guet...	Labrouste ou lande Bagère, lande de Cantons, lande Houlié.	"	849	"	La moitié du prix de la vente sera employée en travaux de repeuplement dans la forêt. Une somme de huit cents francs sera employée en travaux de repeuplement dans la forêt.
un.....	Masseys	"	170	"	

(Saint-Cloud, 12 Août 1863.)

333. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :
 1^{re}. La forêt domaniale de Romeyer (Drôme), contenant environ huit cent e-vingt-quatorze hectares, sera soumise, sur une étendue de quatre cent quatre-dix-huit hectares, à des exploitations ayant pour but de transformer les peuples en futaie régulière dans une révolution transitoire de quatre-vingt-seize ans, en quatre périodes égales, à chacune desquelles correspondra une affectation de terrain.
 Le surplus de la forêt restera provisoirement en dehors de l'aménagement et les coupes y seront autorisées par décisions spéciales.
 La possibilité en produits principaux de la partie aménagée est fixée à trois cents stères cubes (300^{me}).

— 1863 —

Cette possibilité pourra être l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts. (Saint-Cloud, 28 Août 1863.)

N° 16,353. — **DECRET IMPÉRIAL** (contre-signé par le ministre des finances) portant :
 Art. 1^{er}. Les cantons de la forêt domaniale de Bitch qui sont contigus à la forêt de Haspelscheidt (Moselle) sont réunis à cette dernière forêt, dont la contenance est ainsi portée à mille neuf cent quarante-quatre hectares environ, non compris les hectares soixante-sept ares occupés par le chemin de ronde extérieur à son périmètre.
 2. La forêt de Haspelscheidt sera divisée en quatre séries d'exploitation, qui en tiendront, savoir :

La première série, environ.....	480 hectares.
La deuxième <i>idem</i>	599 <i>idem</i> .
La troisième <i>idem</i>	717 <i>idem</i> .
La quatrième <i>idem</i>	148 <i>idem</i> .

et qui seront soumises à des opérations dirigées en vue d'amener leurs peuplements à l'état de futaie normale.

A cet effet, les trois premières séries seront régénérées une fois et la quatrième deux fois pendant une révolution transitoire de cent vingt ans, divisée pour les trois premières séries en quatre périodes de trente ans, correspondant à un égal nombre d'affectations, et pour la quatrième, en deux sous-révolutions, l'une de quarante et l'autre de quatre-vingts ans.

3. La possibilité des coupes principales, tant ordinaires qu'extraordinaires, à effectuer par volume dans les deux premières séries est fixée :

Pour la première série, à huit cent quatre-vingts mètres cubes ;

Pour la deuxième série, à mille cent trente mètres cubes.

Quant à la troisième et à la quatrième série, elles seront régénérées par coupes ordinaires et dans l'ordre établi par les propositions de l'administration des forêts.

4. La possibilité des diverses séries pourra être l'objet de révisions, dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts. (Paris, 28 Août 1863.)



Certifié conforme :

Paris, le 6^e Mai 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie Impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1032.

335. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 25 liquidations de Pensions civiles.*

Du 27 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les
pensions civiles;

l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du
ministère des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution;

la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

la section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du
11 1864;

le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des
finances,

Nous DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les vingt-cinq liquidations de pensions civiles com-
posées pour une somme totale de douze mille huit cent quatre-vingt-
neuf francs (12,889⁹) au tableau d'autre part sont approuvées.

Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance
à partir du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est
chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin
des lois, sous le n° 38.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Avril 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé **ACHILLE FOULD**.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE du SERVICE.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.

(Pensions pour services antérieurs à 1854.)								
1	BARRAILLÉ (Joseph)....	16 avril 1808.	La Cabarède (Tarn).	Préposé.....	DOUANES.			
					Militaires....	5	10	1
2	BLAY (Joseph-Thomas- Pierre).	21 déc. 1805.	Trouillas (Pyrénées-Or.).	Idem.....	Civils :			
					antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	18	1	7
3	CACHIER (Jean-Antoine) (1).	10 déc. 1810.	Niederhein- bach (Étranger).	Sous-brigadier...	postérieurs...	10		
					Militaires....	6	11	10
4	CAPPAREL (Guillaume) (1).	23 sept. 1810.	Idem.	Brigadier	Civils :			
					antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	20	1	
5	CHOPARD (Joseph).....	19 juin 1809.	Mont-le-Bon (Doubs).	Préposé.....	postérieurs...	10		
					Militaires....	6	8	7
6	CONTANDINO (Edmond- Jacques), dit CONTAN- DIN (2).	28 déc. 1810.	Gênes (Étranger).	Brigadier.....	Civils :			
					antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	23		3
7	DEVEAUX (Joseph-Géné- reux).	1 ^{er} juin 1815.	La Grange (Doubs).	Préposé.....	postérieurs...	10		
					Militaires....	5	6	9
8	DORION (Jacques).....	6 janvier 1805.	Ville- Houdlemont (Moselle).	Brigadier.....	Civils.....	29	8	
					Militaires....	5	9	9
9	DURAND (Jean-Joseph)..	4 juillet 1809.	Sorgeat (Ariège).	Préposé.....	Civils.....	27	2	11
					Militaires....	6	5	
10	DUSSERT (Jean-Baptiste).	24 août 1810.	Le Bourg- d'Oisans (Isère).	Brigadier.....	Civils :			
					antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	16	1	
11	FAURE (Paul)	16 mars 1806.	Saint-Paul (Basses-Alpes).	Préposé.....	postérieurs...	10		
					Militaires....	2	10	
12	GRADIT (Sébastien)....	1 ^{er} déc. 1803.	Bordes (Ariège).	Idem.....	Civils :			
					antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	19	8	
					postérieurs...	10		

(1) Fils de Français. — (2) N'est astreint à aucune justification de nationalité.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
en dimes dimes	des services civils.	Total.					
m 1 ^{er} janvier 1854.)							
33 ^e	290 ^f 19 ^e 158 77	481 ^f 19 ^e	"	"	481 ^f	1 ^{er} janvier 1854.	Huningue (Haut-Rhin).
29	443 75	490 04	"	"	490	Idem.	Saint-Jean- Pla-de-Cors (Pyrénées-Or.).
02	276 45 171 71	497 18	"	"	497	Idem.	Forbach (Moselle).
"	401 66 200 00	601 66	"	"	601	Idem.	Abriès (Hautes-Alpes).
"	291 25 150 00	441 25	"	"	441	Idem.	Delle (Haut-Rhin).
"	552 19 233 15	785 34	"	"	785	Idem.	Marseille (Bouches-du-Rh.).
"	251 25 150 00	401 25	"	"	401	Idem.	Dôle (Jura).
50	585 83	626 33	"	"	626	Idem.	Berweiller (Moselle).
17	276 00 159 92	478 09	"	"	478	Idem.	Ax (Ariège).
88	305 58 190 00	544 46	"	"	544	Idem.	Le Bourg- d'Oisans (Isère).
"	266 25 150 00	416 25	"	"	416	Idem.	Saint-Paul (Basses-Alpes).
21	295 00 150 00	477 21	"	"	477	Idem.	Conflens (Ariège).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des MÉTIER.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
13	HINTZ (Michel).....	19 août 1808.	Strasbourg (Bas-Rhin).	Préposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	17	6	0
14	LAMY (Jean-Pierre)....	7 mai 1809.	Thonne- la-Long (Meuse).	Patron.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	18	11	0
15	LAVIGNE (Louis-Xavier).	17 avril 1814.	Menton (Alpes-Maritimes)	Préposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	21	0	0
16	MALLET (Jean-Charles).	16 janv. 1809.	Mougins (Var).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10	0	0
17	MARCHAND (Jean-Baptis- te).	18 févr. 1808.	Champagney (Haute-Saône).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20	1	0
18	MEGEL (Adam).....	21 janv. 1805.	Walschbronn (Moselle).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	6	7	0
19	MÜLLER (François)....	15 août 1806.	Kœnigsmacker (Moselle).	Brigadier.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	28	10	0
20	PALLIER (Pierre-Victor).	13 nov. 1806.	Saint-Clair- sur-les-Monts (Seine-inférieure)	Matelot.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	35	7	0
21	PERREY (Pierre-Ignace).	7 février 1806.	Valonne (Doubs).	Préposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	1	0	0
22	PIERRE (Jean-Nicolas)..	17 mars 1810.	Rédange (Moselle).	Brigadier.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	6	0	0
23	TISSOT (François)....	29 avril 1810.	La Chapelle- du-Bard (Isère).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	13	7	0
24	TOURMAN (Jean).....	11 juin 1811.	Bouzonville (Moselle).	Sous-brigadier...	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10	0	0
25	FOUZE (Dominique- Gilles).	1 ^{er} sept. 1807.	Bormes (Var).	Préposé.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	7	1	0

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
•	262 ^f 50 ^c 150 00	412 ^f 50 ^c	•	•	412 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	La Wantzenau (Bas-Rhin).
•	302 66 160 00	462 66	•	•	462	Idem.	Paris (Seine).
•	433 33 200 00	633 33	•	•	633	Idem.	Toulon (Var).
30 ^f 83 ^c	277 33 149 51	457 67	•	•	457	Idem.	Mougins (Alpes-Maritimes)
•	301 25 150 00	451 25	•	•	451	Idem.	Fèches- l'Église (Haut-Rhin).
44 03	446 87	490 90	•	•	490	Idem.	Rœdersdorff (Haut-Rhin).
•	•	764 58	750 ^f	•	750	Idem.	Metz (Moselle).
9 37	297 33 158 81	465 51	•	•	465	Idem.	Quillebœuf (Eure).
•	318 66 160 00	478 66	•	•	478	Idem.	Valonne (Doubs).
49 02	311 66 199 62	560 30	•	•	560	Idem.	Boismont (Moselle).
30 18	354 66 189 37	574 21	•	•	574	Idem.	Grenoble (Isère).
•	298 52 172 08	470 60	•	•	470	Idem.	Bouzonville (Moselle).
47 35	253 75 149 67	450 77	•	•	450	Idem.	Bormes (Var).
TOTAL.					12,889		

N° 16,336. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 25 liquidations de Pensions civiles.

Du 27 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution;

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		ANCIENNETÉ à la date du 1 ^{er} janvier 1854.
		Dates.	Lieux.			ANCIENNETÉ à la date du 1 ^{er} janvier 1854.	ANCIENNETÉ à la date du 1 ^{er} janvier 1864.	
(Pensions pour services)								
1	COLLART - DUTILLEUL (Alexandre-Jules).	6 nov. 1790.	Paris (Seine).	Procureur général.	CORR. DES COMPTES. Civils.....	53	1	54
2	DESENNE (Henri-François).	23 août 1791.	Idem.	Commis principal de 1 ^{re} classe.	FINANCES. Civils.....	51	3	54
3	HERMANT (Antoine-Lok)	23 oct. 1795.	Idem.	Chef de bureau..	Idem.....	67	3	54
4	JACQUART (Jean-Claude).	22 sept. 1793.	Reims (Marne).	Sous-chef	Idem.....	48	4	54
5	ROLLOT (Honoré-Jean-Baptiste).	18 fév. 1796.	Paris (Seine).	Idem.....	Idem.....	67	10	54
6	VETTER (Jean-Michel) ..	23 juin 1788.	Strasbourg (Bas-Rhin).	Chef de bureau..	Idem.....	53	11	54
7	BAILLY (Jean-Christophe).	2 juin 1797.	Bisping (Meurthe).	Garde forestier..	FORÊTS. Militaires... Civils.....	66 23	0 1	54 54
8	BEYER (Jean-André-Chrétien) ⁽¹⁾ .	8 déc. 1794.	Obersarndtedt (Étranger).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	17 10 21 10 13 10 17 10	0 0 0 0 0 0 0 0	54 54 54 54 54 54 54 54
9	BONTOUX (Sébastien) ..	9 mai 1804.	Hofm (Meurthe).	Idem.....	postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10 21 13 10 13 10 17 10	0 0 0 0 0 0 0 0	54 54 54 54 54 54 54 54
10	CHARMOLEE (Charles-Louis).	7 avril 1801.	Fontaine-Notre-Dame (Ardennes).	Brigadier forester.	postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10 13 10 17 10	0 0 0 0 0	54 54 54 54 54
11	CHOPARD (Pierre-François-Prospér).	3 avril 1799.	Ernemont (Seine-Inférieure)	Garde forestier..	postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10 17 10	0 0 0	54 54 54

⁽¹⁾ N'est astreint à aucune justification de naturalisation.

⁽¹⁾ N'est astreint à aucune justification de naturalisation.

situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;
 situation des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du
 1864;

le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des
 1864,

ONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les vingt-cinq liquidations de pensions civiles comprises
 une somme totale de trente-trois mille dix-huit francs (33,018^f)
 bleau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
		28,288 ^f 78 ^c	6,000 ^f		6,000 ^f	11 mars 1864.	Paris (Seine).
		"	1,800		1,800	1 ^{er} avril 1864.	Idem.
		"	4,000		4,000	Idem.	Idem.
		"	2,500		2,500	Idem.	Idem.
		"	2,453		2,453	Idem.	Idem.
		"	3,500		3,500	Idem.	Idem.
				TOTAL.	14,253		
79 ^f 80 ^c	491 ^f 55 ^c	571 25	525	"	525	1 ^{er} janvier 1864.	Villerswiller (Meurthe).
"	229 66 130 00	359 66	"	"	359	Idem.	Paucourt (Loiret).
"	258 00 120 00	378 00	"	"	378	Idem.	Angviller (Meurthe).
"	468 34 201 66	670 00	"	"	670	1 ^{er} février 1864.	Doultaux-Bois (Ardennes).
"	210 00 120 00	330 00	"	"	330	1 ^{er} janvier 1864.	Saint-Saens (Seine-Inférieure).

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services civils.	Total.						
211 ^f 43 ^c 118 57	330 ^f 00 ^c	"	"	330 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Sainte-Croix (Ariège).	
300 00 200 00	500 00	"	"	500	17 janvier 1864.	Vendays (Gironde).	
189 00 120 00	362 33	"	"	362	1 ^{er} janvier 1864.	Quinzeling (Meurthe).	
456 45	500 98	"	"	500	Idem.	Langatte (Meurthe).	
363 75	474 22	450 ^f	"	450	Idem.	Schwabwiller (Bas-Rhin).	
474 34	515 69	503	"	503	1 ^{er} février 1864.	Le Fays , commune de Cheminon (Marne).	
"	511 92	487	"	487	1 ^{er} janvier 1864.	Baincthun (Pas-de-Calais).	
852 49 366 66	1,219 15	"	"	1,219	Idem.	Oran (Algérie).	
91 76 112 75	282 39	"	"	282	Idem.	Revest (Var).	
"	"	1,700	"	1,700	Idem.	Flayosc (Var).	
				TOTAL.	8,595		
"	"	2,711	"	2,711	1 ^{er} février 1864.	Dijon (Côte-d'Or).	
570 08 300 44	870 52	"	290 ^f	290	25 déc. 1863.	Cherbourg (Manche).	
192 44 180 30	372 74	"	"	372	16 janvier 1864.	Censeau , par Nozeroy (Jura).	

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			MONTANT de la pension.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
25	VIAN (Jean-François-Victor) ⁽¹⁾ .	12 août 1806.	La Cadière (Var).	Commis.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	13	2	25	1200
						9	11	8	1200

(1) Infirmités.

2^e catégorie... {
Cour des comptes...
Finances...
Forêts...
Tabacs...
Contributions...
Postes...

Total

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n^o 39.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances

Signé ACHILLE FOULD.

N^o 16,337. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 20 liquidations de Pensions civiles

Du 27 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

Vu la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre ;

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
•	474 ^f 45 ^c	797 ^f 41 ^c	•	•	797 ^f	9 décembre 1863.	Marseille (Bouches-du-Rh.).
•	322 96		TOTAL.	1,169			

1	6,000 ^f	
5	14,253	
15	8,595	
1	2,711	
1	290	
2	1,169	
25	33,018	

la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864 ;

section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du
il 1864 ;

r le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des
ices,

ONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ET. 1^{er}. Les vingt liquidations de pensions civiles comprises pour
somme totale de quatre mille quatre cent onze francs (4,411^f)
tableau d'autre part sont approuvées.

Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance
our indiqué à chaque article du tableau qui suit.

Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est
gé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin
ois, sous le n° 40.

ait au palais des Tuileries, le 27 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Date d'expiration de la pension.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services)									
1	AMÉ (Alexandre-Joseph)	21 fév. 1799.	Aix (Bouches-du-Rh.)	Percepteur.....	FINANCES. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	12	10	3	1 ^{er} jan. 1854.
2	BACLET (Clémentin-Joseph).	3 mars 1792.	Laires (Pas-de-Calais).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20	8	28	1 ^{er} jan. 1854.
3	COLLAND (Louis-Ferdinand).	25 janv. 1793.	Beausséré (Oise).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20	2	23	1 ^{er} jan. 1854.
4	DOURY (Jean-Baptiste-Romain).	24 oct. 1796.	Mont-Cauvaire (Seine-Inférieure)	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20	12	18	1 ^{er} jan. 1854.
5	RENAUD (Claude-Marie).	4 nov. 1800.	L'Étoile (Jura).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	33	9	21	1 ^{er} jan. 1854.
6	SABÉ (Joseph-Emanuel).	30 déc. 1793.	Ajaccio (Corse).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... POSTES. Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20	11	1	1 ^{er} jan. 1854.
7	AUFAURE (Guillaume) ?	3 février 1796.	Vieux-Mareuil (Dordogne).	Facteur rural ...	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	23	9	15	1 ^{er} jan. 1854.
8	BARTHÉLEMY (Jean)....	23 mai 1806.	Suze-la-Rousse (Drôme).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10	5	10	1 ^{er} jan. 1854.
9	BEOIT (Louis) ⁽¹⁾	25 juillet 1809.	Tence (Haute-Loire).	Facteur local....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	7	5	29	1 ^{er} jan. 1854.
10	COCQUEREL (Louis-Marie).	25 avril 1802.	Mentque (Pas-de-Calais).	Facteur rural....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	16	11	11	1 ^{er} jan. 1854.
11	DUNAYON (Augustin-Emanuel).	12 mars 1803.	Bergues (Nord).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	16	3	5	1 ^{er} jan. 1854.
12	ÉPIN (Jacques).....	27 oct. 1799.	Nancy (Meurthe).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20	3	15	1 ^{er} jan. 1854.

(1) Infirmités.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					

et au 1^{er} janvier 1854.)

		967 ^f 42 ^s			967 ^f	12 février 1864.	Arles (Bouches-du-Rh.)
		284 10			284	1 ^{er} janvier 1864.	Saint-Martin- au-Laert (Pas-de-Calais).
10 ^f 88 ^s	350 ^f 11 ^s	360 59			360	4 janvier 1864.	Bonnières (Seine-et-Oise).
		317 34			317	1 ^{er} décembre 1863	Ry (Seine-Inférieure)
		401 26			401	1 ^{er} janvier 1864.	L'Étoile (Jura).
		910 88			910	1 ^{er} février 1864.	Sancerre (Cher).
					3,239		
13 68	77 32	101 00			101	16 janvier 1864.	Mareuil- sur-Belle (Dordogne).
		67 77			67	1 ^{er} janvier 1864.	Suze-la-Rousse (Drôme).
11 95	57 05	80 00			80	1 ^{er} novembre 1863	Tence (Haute-Loire).
		69 78			69	1 ^{er} décembre 1863	Mentque (Pas-de-Calais).
		82 60			82	16 janvier 1864.	Bergues (Nord).
		93 15			93	Idem.	Nancy (Meurthe).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Total des services.
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
13	GERMIER (Jean-Jacques-Victorin).	5 sept. 1806.	Caraman (Haute-Garonne).	Facteur rural....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	21	4	15	25
14	GIRAUD (Jean-Baptiste).	28 août 1799.	Colmars (Basses-Alpes).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	21	3	15	24
15	LAPIQUE (Jean-Baptiste)	18 mars 1788.	Maxéville (Meurthe).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	23	9	0	32
16	MOREAU (Germain-Alexandre).	20 déc. 1792.	Saint-Sauveur (Yonne).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10 Militaires.... 1	23	9	0	32
17	SIGAUD (Louis).....	18 juin 1786.	Rochemaurc (Ardèche).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10 Militaires.... 6	22	9	0	31
18	TISSOT (Pierre-Xavier)..	4 mai 1805.	Nozeroy (Jura).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	19	10	15	29
19	VIÈGNES (Étienne-Pascal).	12 avril 1805.	Caraman (Haute-Garonne)	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	20	5	0	25
20	VOGE (Louis-Victor)....	31 juill. 1803.	La Motte- Chalançon (Drôme).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 10	16	1	7	17
2 ^e catégorie... {						Finances.....			10
						Postes.....			10
						Total.....			20

N^o 16,338.— DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 25 liquidations de Pensions civiles.

Du 27 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution ;

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	"	76 ^f 03 ^c	"	"	76 ^f	16 janvier 1864.	Caraman (Haute-Garonne)
"	"	52 15	"	"	52	Idem.	Cuers (Var).
"	"	95 16	"	"	95	Idem.	Paris (Seine).
"	"	78 40	"	"	78	Idem.	Saint-Sauveur- en-Puisaye (Yonne).
10 ^f 57 ^c	65 ^f 78 ^c	76 35	"	"	76	1 ^{er} janvier 1864.	Rochemaure (Ardèche).
49 55	87 81	137 36	"	"	137	16 janvier 1864.	Nozeroy (Jura).
"	"	80 89	"	"	80	Idem.	Caraman (Haute-Garonne).
"	"	86 80	"	"	86	1 ^{er} janvier 1864.	La Motte- Chalançon (Drôme).
					1,172		

3,239 ^f	
1,172	
4,411	

u le décret du 21 novembre 1860, concernant les agents passés au
 vice de la France;
 u la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;
 a section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du
 ril 1864;
 ur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des
 nces,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt-cinq liquidations de pensions civiles comprises

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			MONTANT de la pension.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services)									
1	ARNAUD (Pierre-Louis)..	30 août 1814.	Uvernet (Basses-Alpes).	Brigadier	DOUANES. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	16	8		10 1/2
2	BAFFERT - VERDON (An- toine).	26 sept. 1810.	Chapareillan (Isère).	Préposé.....	Civils.....	29	11		10 1/2
3	BARAT (Jean-Pierre)...	3 janv. 1809.	Soucix (Ariège).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	6	11 1/2		10 1/2
4	BEINEL (Sébastien)....	19 janv. 1806.	Beinheim (Bas-Rhin).	Idem.....	Militaires.... Civils.....	6	0	1/2	10 1/2
5	BERTET (Moris).....	4 mai 1806.	Cubry (Doubs).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	18	15		10 1/2
6	BÈS (Maurice)... ..	5 février 1813.	Mont-Genèvre (Hautes-Alpes)	Brigadier	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	17	10		10 1/2
7	BICHE (Nicolas).....	6 février 1809.	Longwy (Moselle).	Sous-brigadier...	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	7	15		10 1/2
8	BRESSON (François)....	27 sept. 1819.	Pérois (Hérault).	Sous-patron....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	16	10		10 1/2
9	DEVIC (Augustin-Arnaud- Louis).	28 août 1812.	Saint-Cyprien (Pyrénées-Or.).	Sous-brigadier...	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	10		10 1/2
10	DOMENGE (Jean).....	13 mai 1804.	Braux (Basses-Alpes).	Préposé.....	Civils.....	38	1		10 1/2
11	DOZOL (Jean-Baptiste)..	6 mars 1810.	Castellet- les-Sausses (Basses-Alpes).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	16	1		10 1/2
12	FILLE (Hippolyte-Jo- seph).	23 sept. 1810.	Cuers (Var).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	11	9	1/2	10 1/2
13	FRIED (Jacques) (1)....	13 sept. 1810.	Mayence (étranger).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10	7		10 1/2
(1) Français par option.									

(1) Français par option.

ir une somme totale de onze mille six cent quarante-sept francs
(647^f) au tableau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					

ent au 1^{er} janvier 1854.)

"	333 ^f 33 ^c	533 ^f 33 ^c	"	"	533 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Uvernet (Basses-Alpes).
"	200 00		"	"			
"	429 74	429 74	"	"	429	Idem.	Annecy (Haute-Savoie).
40 ^f 79 ^c	252 50 149 56	442 85	"	"	442	Idem.	Agde (Hérault).
50 02	465 00	515 02	"	"	515	Idem.	Mulhouse (Haut-Rhin).
"	288 00 160 00	448 00	"	"	448	Idem.	Grandvillars (Haut-Rhin).
"	338 44 189 86	528 30	"	"	528	Idem.	Les Alberts (Hautes-Alpes).
51 70	272 00 169 19	492 86	"	"	492	Idem.	Frénois (Moselle).
"	285 00 180 00	465 00	"	"	465	Idem.	Villeneuve-lez- Maguelonne (Hérault).
"	362 66 170 00	532 66	"	"	532	Idem.	Prades (Pyrénées-Or.).
"	582 81	582 81	562 ^f	"	562	Idem.	Braux (Basses-Alpes).
"	257 33 160 00	417 33	"	"	417	Idem.	Entrevaux (Basses-Alpes).
98 38	141 10 132 56	372 04	"	"		Idem.	Toulon (Var).
58 53	196 20 132 34	387 07	"	"	387	Idem.	Sessenheim (Bas-Rhin).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	Année de section.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
14	GUEMARD (Georges).....	11 déc. 1811.	Ballaison (Haute-Savoie).	Préposé.....	Civils.....	28	9	.
15	GUIGUET (Pierre).....	4 déc. 1809.	Corbel (Savoie).	Idem.....	Idem.....	28	7	.
16	GUILLAUME-SAGE (Jean-Baptiste).	1 ^{er} avril 1813.	Glamodans (Doubs).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	9	.
17	HEMMERLÉ (François-Joseph).	15 avril 1803.	Salmbach (Bas-Rhin).	Sous-brigadier...	Militaires.... Civils.....	4 32	2 7	10 .
18	LADRIX (Bertrand).....	30 nov. 1812.	Arreau (Hautes-Pyrénées)	Préposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	18 10	8 .	.
19	MAURIN (Claude-Émile-François).	21 mai 1808.	Barcelonnette (Basses-Alpes).	Brigadier	Militaires.... Civils.....	5 29	5 11	29 23
20	MISTRAL (François-Paulin).	16 mars 1809.	Vergons (Basses-Alpes).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	16 10	.	.
21	ROUX (Jacques-Frédéric).	29 fév. 1816.	Hyères (Var).	Sous-patron.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	17 10	10 .	2
22	SERMONDADAZ (Charles-Aimé).	26 juin 1810.	Lucinges (Haute-Savoie).	Préposé.....	Militaires.... Civils.....	7 26	.	6 .
23	VOLLET-BERT (François).	26 août 1812.	Izieu (Ain).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	5 13 10	5 3 .	24 .
24	VUILLEMOT (Eugène-Germain).	31 juillet 1810.	Belmont (Doubs).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	17 10	9 .	18 .
25	VUILLEMOT (Justin-Auguste).	21 nov. 1812.	Idem.	Sous-brigadier..	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	5 13 10	5 8 .	23 27 .

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n^o 41.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	381' 88"	381' 88"	"	"	381'	1 ^{er} janvier 1864.	Anthy (Haute-Savoie).
"	379 66	379 66	"	"	379	Idem.	Corbel (Savoie).
"	252 00 160 00	412 00	"	"	412	Idem.	Vauchamps (Doubs).
30' 75"	620 62	651 37	"	"	651	Idem.	Schiltigheim (Bas-Rhin).
"	298 66 160 00	458 66	"	"	458	Idem.	Marseille (Bouches-du-Rh.).
40 30	591 77	632 07	"	"	632	Idem.	La Seyne (Var).
"	315 92 198 00	513 92	"	"	513	Idem.	Grasse (Alpes-Maritimes)
"	321 00 180 00	501 00	"	"	501	Idem.	Toulon (Var).
46 77	373 97	420 74	"	"	420	Idem.	Annemasse (Haute-Savoie).
36 54	176 66 132 45	345 65	"	"	345	Idem.	Izieu (Ain).
"	282 56 158 37	440 93	"	"	440	Idem.	Flangebouche (Doubs).
40 18	206 12 147 67	393 97	"	"	393	Idem.	La Chaux-Neuve (Doubs).
TOTAL..					11,647		

5,339. — DÉCRET IMPÉRIAL (rendu sur la proposition du grand chancelier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur et contre-signé par le ministre de la maison de l'Empereur et des beaux-arts) portant ce qui suit :

Le décret en date du 19 juillet 1862, portant radiation des contrôles des décorés de médaille militaire et des matricules des titulaires des médailles commémoratives des campagnes de Crimée et d'Italie du nommé *Strang* (Jean-Paul), fusilier au vingt-troisième régiment d'infanterie de ligne, condamné par défaut, le 1^{er} mai 1862, à un an de prison, pour abus de confiance: ledit jugement réputé contradictoire et définitif, faute d'opposition ou d'appel dans les délais voulus par la loi;
Le jugement en date du 27 mai 1863, qui reçoit le nommé *Strang*, déjà qualifié, sur son appel, attendu que le jugement par défaut ci-dessus visé a été ignoré par

le prévenu, passé à l'étranger, ledit jugement mettant à néant la condamnation à une année d'emprisonnement, pour abus de confiance, prononcée contre lui le 1^{er} mai 1862 ;

Considérant que le nommé *Strang* est déchargé de la condamnation qui avait entraîné sa radiation des contrôles des décorés de la médaille militaire et des matricules des titulaires des médailles commémoratives des campagnes de Crimée et d'Italie ;

Considérant, en outre, que le nommé *Strang* a été également déchargé, par un jugement rendu sur son appel, de la condamnation en trois années d'emprisonnement pour vol d'effets bourgeois prononcée contre lui par défaut le 27 novembre 1861 ;

Le décret du 19 juillet 1862 est rapporté en ce qui concerne le nommé *Strang* (*Jean-Paul*), fusilier au vingt-quatrième régiment d'infanterie de ligne. (*Paris, 26 Février 1864.*)

N° 16,340. — DÉCRET IMPÉRIAL (rendu sur la proposition du grand chancelier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur et contre-signé par le ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts) qui rapporte le décret du 13 août 1863, par lequel la médaille militaire a été accordée au sieur *Poulain* (*Pierre-Marie*), devenu maître de manœuvre ; ledit sieur *Poulain* ayant été condamné, par jugement définitif du 28 juillet précédent, à six mois de prison, pour complicité de vols au préjudice de l'État. (*Paris, 26 Février 1864.*)

N° 16,341. — DÉCRET IMPÉRIAL (rendu sur la proposition du grand chancelier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur et contre-signé par le ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts) portant ce qui suit :

Est rayé définitivement des matricules des chevaliers de la Légion d'honneur, à partir du 2 décembre 1863, date de la condamnation mentionnée ci-après,

Poulet (*Pierre-Hippolyte*), capitaine d'infanterie de marine en retraite, chevalier de la Légion d'honneur du 12 août 1862,

Condamné, le 2 décembre 1863, à un an de prison et à seize francs d'amende, pour outrage public à la pudeur sur sa belle-fille âgée de moins de onze ans. (*Paris, 26 Février 1864.*)

N° 16,342. — DÉCRET IMPÉRIAL (rendu sur la proposition du grand chancelier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur et contre-signé par le ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts) portant :

ART. 1^{er}. Sont rayés des contrôles des décorés de la médaille militaire, à compter du jour de leurs condamnations respectives, mentionnées ci-après, et privés définitivement en outre, à partir du même jour, du droit de porter toutes médailles commémoratives françaises et étrangères, les individus dont les noms suivent :

Couey (*Médéric-Pierre*), sergent-major au deuxième régiment d'infanterie de marine, décoré de la médaille militaire du 15 août 1860, titulaire de la médaille d'Italie.

Condamné, le 2 décembre 1863, à cinq ans de prison, pour vol d'une somme d'argent faisant partie du prêt de sa compagnie ;

Barrucand (*Jules-Amédée*), ex-caporal au cinquante-septième régiment d'infanterie de ligne, décoré de la médaille militaire du 17 mars 1858,

Condamné, le 28 août 1863, à six mois de prison, pour escroqueries.

Le sieur *Barrucand* a été condamné antérieurement :

1° Le 20 juin 1861, à un an et un jour de prison, pour vols ;

2° Le 12 novembre 1862, à six mois de prison, pour abus de confiance.

2. Est suspendu pendant deux ans de tous les droits et prérogatives attachés à la médaille militaire

Montant (*Jacques*), ex-soldat au cinquante-septième régiment d'infanterie de ligne, décoré de la médaille militaire du 16 juin 1856,

Condamné :

1° Le 14 septembre 1859, à dix jours de prison, pour rébellion ;

2° Le 15 juin 1861, à quinze jours de prison, pour résistance sans armes, avec violence, à des agents de l'autorité ;

3° Le 12 novembre 1862, à un mois de prison, pour vagabondage ;

* Le 8 janvier 1864, à deux mois de prison, pour vagabondage; suspendu une première fois pendant six mois, par décret du 9 novembre 1861, droit de porter la médaille militaire. (*Paris, 1^{re} Mars 1864.*)

6,343. — DÉCRET IMPÉRIAL (rendu sur la proposition du grand chancelier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur et contre-signé par le ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts) portant :

ART. 1^{er}. Est rayé des matricules des chevaliers de la Légion d'honneur, à partir du 16 février 1864, date de la condamnation mentionnée ci-après :

Bernard (Nicolas), capitaine en retraite, chevalier de la Légion d'honneur du 10 octobre 1812,

condamné, le 16 février 1864, à quatre ans d'emprisonnement, pour attentats à la pudeur sur des jeunes filles âgées de moins de onze ans et de moins de treize ans.

Est suspendu, pendant deux ans, de tous les droits et prérogatives attachés à la qualité de chevalier de la Légion d'honneur et à la médaille de Sainte-Hélène :

Acoste (Pierre-Victorin-Casimir), ancien maréchal des logis dans la garde républicaine, ancien maire, chevalier de la Légion d'honneur du 13 février 1850, médaillé de Sainte-Hélène,

condamné, le 5 décembre 1863, à deux ans de prison, pour avoir volontairement écrit et supprimé un procès-verbal à lui remis dans l'exercice de ses fonctions de maire.

Est suspendu, pendant six mois, de tous les droits et prérogatives attachés à la qualité de chevalier de la Légion d'honneur :

Rollant (Jean-Achille), capitaine de gendarmerie en retraite, chevalier de la Légion d'honneur du 7 août 1862,

* Mis en non-activité par retrait d'emploi, le 11 décembre 1851, pour avoir écrit une lettre supérieure des lettres anonymes reconnues calomnieuses ;

* Condamné, le 2 novembre 1863, à un mois de prison, pour bris de scellés, voies de fait et voies de fait envers un magistrat dans l'exercice de ses fonctions. (*Paris, 1^{re} Mars 1864.*)

6,344. — DÉCRET IMPÉRIAL (rendu sur la proposition du grand chancelier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur et contre-signé par le ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts), portant ce qui suit :

Est rayé des contrôles des décorés de la médaille militaire, à compter du 8 décembre 1863, date de la condamnation mentionnée ci-après, et privé définitivement, à partir de la date du présent décret, du droit de porter les médailles commémoratives des campagnes de Crimée et d'Italie,

App (Jean-Georges), ex-sergent au quatre-vingt-sixième régiment d'infanterie de ligne, décoré de la médaille militaire du 10 octobre 1858, médaillé de Crimée et d'Italie,

condamné, le 8 décembre 1863, à six mois de prison, pour banqueroute simple. (mauvais antécédents.) (*Paris, 15 Mars 1864.*)

6,345. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. La forêt communale du Lac-des-Rouges-Truites (Jura), contenant environ cent quarante-neuf hectares, sera traitée en futaie pleine, à la révolution de cent cinquante ans, divisée en cinq périodes égales, auxquelles correspondront autant de coupes sur le terrain.

Cette révolution sera précédée d'une période transitoire de vingt-cinq ans, pendant laquelle la forêt sera soumise à des exploitations ayant pour but la régularisation des coupes et la propagation des essences résineuses.

La possibilité annuelle en produits principaux est fixée à neuf cent cinquante mètres cubes, non compris trois cent seize mètres cubes destinés à former une réserve mobile.

Cette possibilité pourra être l'objet de révisions dont les résultats seront arrêtés par le directeur général des forêts. (*Paris, 28 Août 1863.*)

N° 16,346. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

La commune de Thiébauménil (Meurthe) est autorisée à exploiter en 1864 la coupe n° 24 et en 1865 la coupe n° 25 de la forêt communale.

Une coupe de neuf hectares soixante-huit ares sera délivrée aux habitants, à titre d'affouage pour l'exercice 1866, dans la partie la plus âgée du quart en réserve. (Paris, 28 Août 1863.)

N° 16,347. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant que la forêt sectionale de Villeueuve, commune de Voudenay (Saône-et-Loire) contenant quatre-vingt-cinq hectares trente-huit ares, sera traitée en taillis ou futaie, à la révolution de vingt-cinq ans, et divisée en un égal nombre de coupes, distraction faite du quart de sa contenance pour former la réserve. (Saint-Cloud, 28 Août 1863.)

N° 16,348. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Sont soumis au régime du taillis les bois des communes et établissements publics ci-après désignés.

Un quart de la contenance sera distrait pour former la réserve réglementaire. Le surplus sera divisé en coupes, conformément aux indications du tableau suivant :

NOMBRES D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	NOMS des communes et établissements publics.	CONTENANCE des forêts.	REGIME.	DUREE DES RÉVOLUTIONS		DESIGNATION des quarts de réserve — Coteaux.
						NOMBRE DE COUPES.	
1	Moselle....	Commune de Diffembach-lez-Hellimer.	34 ^b 18 ^a	Taillis sous futaie	26 ^a	13	Au sud-est de la forêt.
2	Vaucluse...	Commune de Lourmarin.	638 31	Taillis simple.	20	20	Au nord-ouest de la forêt.
3	Meurthe....	Commune de Coincourt.	27 37	Taillis sous futaie	32	16	La Monte (partie nord).
				Une série de châtaigniers en taillis simple de 40 ^b 38 ^a .	18	18	Ehrlen et Allmend (18 ^a 38 ^a).
4	Haut-Rhin..	Commune de Ribeauvillé.	201 39	Une série de chênes et divers en taillis simple de 114 ^b 03 ^a .	30	30	La partie nord de la forêt.
5	Oise.....	Hospices de Beauvais...	515 36	Taillis sous futaie	25	25	Belloy (c).
6	Var.....	Commune de Vins.....	243 33	Taillis simple.	18	18	Petit-Hubac (partie nord).
7	Meuse....	Commune de Thillombois.	258 62	Taillis sous futaie	30	30	L'emplacement du meilleur bois.

(a) Coupes biennales. — (b) Le quart en réserve, contenant quarante-six hectares quatre-vingt-cinq ares, sera traité en taillis sous futaie, et il ne pourra être exploité avant l'âge de trente-cinq ans. — (c) La forêt sera en deux séries : l'une, de cent treize hectares quatre-vingt-cinq ares, contenant la partie sud de la forêt de Belloy; l'autre, de deux cent soixante-deux hectares cinquante-sept ares, comprenant tous les bois de la forêt. Chaque série formera vingt-cinq coupes.

(Saint-Cloud, 28 Août 1863.)

349. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce suit :

Administration des forêts est autorisée à asseoir dans le bois communal de Séra-Alpes-Maritimes) :

Une coupe de cinquante sapins au canton de la Sapinière ;

Une coupe de cent cinquante pins au canton du Cornet. (Saint-Cloud, 2 Septembre 1863.)

350. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

Art. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à asseoir dans le quart en réserve bois appartenant à la commune de Réauville (Drôme) une coupe extraordinaire datorze hectares quatre-vingt-dix-huit ares.

Il sera prélevé sur le produit de cette coupe une somme de deux cents francs affectée à des travaux de reboisement dans la forêt communale. (Saint-Cloud, 2 Septembre 1863.)

351. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

Art. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à délivrer en 1863 à la commune d'Encine-le-Bas (Jura) une coupe affouagère d'un hectare soixante-six ares, à prendre au canton de ses bois dit *côte Berthelet*.

Par dérogation aux dispositions de l'article 137 de l'ordonnance réglementaire, et, lors de l'exploitation, réservé deux cents baliveaux de l'âge de la coupe par hectare. (Saint-Cloud, 2 Septembre 1863.)

352. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui auto-

rise la commune de Montégut (Hautes-Pyrénées) à exploiter par portions égales, pendant six années consécutives, commençant en 1863, une coupe de réserve d'une étendue de vingt-quatre hectares cinquante ares. (Paris, 2 Septembre 1863.)

353. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui auto-

rise l'administration des forêts à faire asseoir, dans les bois communaux situés dans le département de la Drôme, les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

NOMS des communes proprié- taires du bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
	Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par conten- nance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantité de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
Chabut ...	Fond-la-Mâle.....	7 ^h 00 ^a	"	"	Une somme de soixante francs sera prélevée sur le prix de la vente pour travaux de reboisement.
Montjoyer..	Quart en réserve du vil- lage.	4 08	"	"	
.....	Quart en réserve de Fraise.	2 10	"	"	Une somme de cent francs sera prélevée sur le prix de ces coupes pour travaux de reboisement.
m.....	Coupe n° 18.....	0 93	"	"	
m.....	Coupes n° 15, 16 et 17.	1 47	"	"	

(Saint-Cloud, 2 Septembre 1863.)

354. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui auto-

rise l'administration des forêts à faire asseoir, dans les bois communaux situés dans le département de la Meuse, les coupes extraordinaires ci-après désignées, sur

N° DES ARTICLES.	NOMS des communes propriétaires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
		Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par contenance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantités de stères sans désignation du nombre d'arbres.	
1	Fréméreville.	Quart en réserve.....	6 ^h 26 ^a	•	•	•
2	Troyon....	<i>Idem</i>	7 40	•	•	•
3	Vadelaincourt.	<i>Idem</i>	4 12	•	•	•

(Saint-Cloud, 2 Septembre 1863.)

N° 15,355. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant

ART. 1^{er}. La forêt communale de Foncine-le-Haut (Jura), contenant cent vingt-huit hectares quarante-trois ares, sera traitée en taillis sous futaie, à la révolution de vingt ans, et divisée en un égal nombre de coupes, distraction faite du quart de son étendue pour former la réserve.

2. Les coupes seront suspendues pendant six ans à partir de 1863 inclusivement.
(Saint-Cloud, 4 Septembre 1863.)

N° 15,356. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

La forêt communale d'Anastasie (Var), contenant environ soixante-quatre hectares soixante ares, sera traitée en taillis simple, à la révolution de vingt ans.

Un quart de sa contenance sera distrait pour former la réserve réglementaire, le surplus sera divisé en coupes, conformément aux propositions de l'administration des forêts relatives à l'aménagement de ladite forêt. (Saint-Cloud, 4 Septembre 1863.)



Certifié conforme :

Paris, le 7^{er} Mai 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie Impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1033.

357. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 8 liquidations de Pensions civiles.*

Du 9 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

les articles 5, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

les décrets des 24 novembre et 31 décembre 1852 ;

l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 15 mars 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit inscrit au budget ouvert pour l'année 1864 au ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts ;

la délibération de la section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 15 mars 1864 ;

le rapport du ministre de notre Maison et des beaux-arts,

NOUS DÉCRÉTE et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les huit liquidations de pensions civiles comprises dans le tableau ci-joint (annexé au présent décret) et pour une somme totale de cinq mille cinq cent quarante-sept francs (5 547^{fr}) au tableau d'autre part sont approuvées.

Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance à partir du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

Notre ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts et notre ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des Lois.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Avril 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Le Maréchal de France, Ministre de la Maison
de l'Empereur et des beaux-arts,

Signé **ACHILLE FOULD**.

Signé **VAILLANT**.

II^e Série.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	ÉTAT des services.		
		Dates.	Lieu.			Ann.	Mois.	Jours.
1	DUMETIERE Charles ..	5 oct. 1811.	Paris (Seine).	Garde-portier de l'inspection de Saint-Germain.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 : postérieurs... Civils.....	7	8	1
2	LEVANNET Jean-Louis ..	10 août 1790.	Chalon (Saône-et-Loire).	Garde forestier de l'inspection de Versailles.	Idem.....	15	10	4
3	BRACHEN Louis-Jo- seph ..	25 nov. 1788.	Saint-Jean- aux-Bois (Oise).	Garde forestier de l'inspection de Compiègne.	Idem.....	41	8	1
4	FOY Nicolas-Pierre ..	11 nov. 1780.	Villeneuve- sur-Seine (Saône-et-Loire).	Brigadier forestier de l'inspection de Compiègne.	Idem.....	45	2	1
5	DEERLE Jean-Louis- Honoré ..	10 oct. 1805.	Compiègne (Oise).	Homme de service de 1 ^{re} classe au Jalais de Compiègne.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 : postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 : postérieurs... Civils.....	20	2	1
6	MILLET Louis-Auguste ..	5 janv. 1805.	Beauvais (Oise).	Chef d'atelier à la manufacture impériale de Beauvais.	Idem.....	20	21	2
7	NICOLAI Jacques- Louis Félix ..	10 nov. 1805.	Paris (Seine).	Artiste ouvrier à la manufacture impériale des Gobelins.	Civils.....	27	7	2
8	CHASSLEY Joseph-Ma- rie ..	17 janv. 1805.	Idem.	Employé aux ma- gazines à la ma- nufacture im- périale des Go- belins.	Idem.....	43	1	1

La pension liquidée est de.....
A déduire la pension sur la caisse de retraite.....

RESTE à concéder.....

Les fractions de cent pour cent sera versée sur la pension jusqu'à parfait remboursement (art. 16 de la loi de 1856) dont le sieur DUMETIERE est resté débiteur envers le trésor public sur le montant de cent pour cent sera versé jusqu'à la fin de l'administration de la dernière liste civile.

N^o 16,358. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 2 liquidations de Pensions

Du 9 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale. EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 20 et 21 de l'ordonnance royale du 1^{er} novembre 1856, portant règlement des pensions des artistes et employés du théâtre impérial de l'Opéra;

Vu l'article 13 de la loi du 14 juillet 1856, portant que lesdites pensions seront inscrites au trésor public;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des fonctions publiques.	des services civils.	Total.					
64 ^f 58 ^e	143 ^f 65 ^e 103 02	308 ^f	"	"	308 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Saint-Germain- en-Laye (Seine-et-Oise).
	617 15	617	569 ^f	"	569	<i>Idem.</i>	Ville-d'Avray (Seine-et-Oise).
	693 11	693	569	"	569	<i>Idem.</i>	Le Francport, commune de Choisy-au-Bac (Oise).
	1,125 66	1,125	840	"	705(a)	1 ^{er} février 1864.	Châtenay (Seine).
	337 49 169 43	506	"	"	506(b)	1 ^{er} mars 1864.	Compiègne (Oise).
	1,148 87 387 69	1,536	1,512	"	1,278(c)	1 ^{er} avril 1864.	Beauvais (Oise).
	1,253 12	1,253	1,125	"	803(d)	<i>Idem.</i>	Paris (Seine).
	1,208 33	1,208	1,087	"	810(e)	1 ^{er} juillet 1864.	<i>Idem.</i>
TOTAL.					5,547		

La pension liquidée est de	1,512 ^f
Moins la pension sur la caisse de retraite	234
RESTE à concéder	1,278
La pension liquidée est de	1,125 ^f
Moins la pension sur la caisse de retraite	322
RESTE à concéder	803
La pension liquidée est de	1,087 ^f
Moins la pension sur la caisse de retraite	277
RESTE à concéder	810

février 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864 au ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 1^{er} mars 1864;

Sur le rapport du ministre de notre Maison et des beaux-arts,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les deux liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de cinq cent dix-neuf francs (519^f) au tableau ci-dessus sont approuvées.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.
1	CAILLARD (Ursule-Henriette), veuve COURONNEAU.	28 avril 1800.	Paris (Seine).	Le mari, pensionnaire.	.....	.	.	.
2	LEROUX (Mirza-Aimée), veuve ESMERY.	1 ^{er} janv. 1806.	Rouen (Seine-Inférieure)	Idem.....	.....	.	.	.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts et notre ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Maréchal de France, Ministre
de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts

Signé VAILLANT.

N^o 16,359. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve une liquidation de Pension civile

Du 16 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 13, 17, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu les décrets des 24 novembre et 31 décembre 1852;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 18 mars 1864, portant qu'il a reconnu la légalité de la liquidation con-

N ^o D'ORDRE.	NOM ET PRÉNOMS de la pensionnaire.	NAISSANCE.		GRADE.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Date.	Lieu.			Ans.	Mois.	Jours.
Unique.	TOUZET (Catherine-Martine), veuve DOUILLET.	4 juillet 1799.	Orville (Pas-de-Calais).	Le mari, pensionnaire.	.....	.	.	.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	"	700 ^f	"	350 ^f	350 ^f	23 août 1863.	Vincennes (Seine).
"	"	508	"	169	169	24 novembre 1863	Paris (Seine).
				TOTAL..	519		

le dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur
rédit d'inscription ouvert pour l'année 1864 au ministère de la Maison
l'Empereur et des beaux-arts ;

la section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du
24 avril 1864 ;

sur le rapport du ministre de notre Maison et des beaux-arts,

Nous DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La liquidation de pension civile comprise pour une
somme de cent dix-neuf francs (119^f) au tableau ci-dessous est
approuvée.

2. Cette pension sera inscrite au trésor public, avec jouissance
à jour indiqué au tableau qui suit.

3. Notre ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts et
notre ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le con-
cerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin
des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Maréchal de France, Ministre
de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts,

Signé VAILLANT.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATE de jouissance.	DOMICILE de la pensionnaire.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	"	359 ^f	"	119 ^f	119 ^f	28 novembre 1863	Rambouillet (Seine-et-Oise).

N° 16,360. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise l'inscription, au Trésor public, d'une Pension concédée, en vertu de la Convention du 23 août 1860, à la Veuve d'un Titulaire devenu Français par le fait de la réunion de la Sardaigne et de l'arrondissement de Nice à la France.

Du 20 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu le sénatus-consulte du 12 juin 1860 et le décret du 21 novembre suivant;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 10 mars 1864, portant qu'il a reconnu la légalité de la liquidation com-

N° D'ORDRE	NOM ET PRÉNOMS de la pensionnaire.	NAISSANCE.		GRADE.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Date.	Lieu.			Ans.	Mois.	Jours.
Un- que.	SUAREZ (Louise-Fran- çoise-Clotilde), veuve ORSIER.	5 mai 1816.	Peissons (Savoie).	Le mari, ex-em- ployé d'inten- dance sarde dé- cédé en jouis- sance d'une pension de 310 ^f	.....	.	.	.

2. Cette pension sera inscrite au trésor public, avec jouissance du jour indiqué au tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Avril 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé **ACHILLE FOULD**.

Le Ministre secrétaire d'État au départe-
ment de l'intérieur,

Signé **P. BOUTET**.

N° 16,361. — **DÉCRET IMPÉRIAL** portant Règlement pour l'exploitation des Carrières ouvertes ou à ouvrir dans le département du Jura.

Du 27 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le permanent d'inscription ouvert par l'article 30 de la loi du 25 mars 1864;
section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 15 mars 1864;
sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La liquidation de pension civile comprise pour une somme de cent cinquante-cinq francs (155^f) au tableau ci-dessous est approuvée.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE de la pensionnaire.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	"	"	"	Moitié.	155 ^f	7 juillet 1863.	Annecy (Haute-Savoie).

sur le projet de règlement présenté par le préfet du département du Jura pour les carrières de ce département;
sur l'avis du conseil général des mines, du 20 novembre 1863;
sur la loi du 21 avril 1810, et notamment les articles 81 et 82;
notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les carrières de toute nature ouvertes ou à ouvrir dans le département du Jura sont soumises aux mesures d'ordre et de police ci-après déterminées.

TITRE I^{er}.

DES DÉCLARATIONS.

2. Tout propriétaire ou entrepreneur qui veut continuer l'exploitation d'une carrière, soit à ciel couvert; soit par galeries souterraines, en ouvrant une nouvelle ou ajouter un étage à une carrière existante, est tenu d'en faire la déclaration au maire de la commune où la carrière est située.

3. La déclaration est faite en deux expéditions, dont une sur papier timbré.

Elle contient l'énonciation des nom, prénoms et demeure du déclarant, et la qualité en laquelle il entend exploiter la carrière. Elle doit connaître d'une manière précise l'emplacement de la carrière

et sa situation par rapport aux habitations, bâtiments et chemins les plus voisins. Elle indique la nature de la masse à extraire, l'épaisseur et la nature des terres ou bancs de rochers qui la recouvrent, le mode d'exploitation, à ciel ouvert ou par galeries souterraines.

4. Si l'exploitation doit avoir lieu par galeries souterraines, il est joint à la déclaration un plan des lieux, également en deux expéditions, et à l'échelle de deux millimètres par mètre. Sur ce plan sont indiqués les désignations cadastrales et le périmètre du terrain sur lequel l'exploitant se propose d'établir des fouilles, ainsi que des tenants et aboutissants, les chemins, édifices, rigoles, canaux et constructions quelconques existant sur ledit terrain ou dans son voisinage, dans un rayon de vingt-cinq mètres au moins, l'emplacement des orifices des puits ou des galeries projetés.

S'il existe des travaux souterrains déjà exécutés, ils sont figurés sur le plan en projection horizontale et en coupe verticale.

L'emplacement des orifices des puits doit être marqué sur ce plan aussi bien que l'emplacement de l'orifice des galeries.

5. Si l'exploitation est entreprise par une personne étrangère à la commune où la carrière est située, cette personne doit faire élire domicile dans ladite commune.

Dans le cas où l'exploitation devrait se faire pour le compte d'une société, le représentant de la société doit faire également élire domicile dans la commune.

Le domicile élu est, dans l'un comme dans l'autre cas, indiqué dans la déclaration.

6. La déclaration est faite :

1° Pour les carrières actuellement en activité, dans le délai de trois mois, à dater de la promulgation du présent décret;

2° Pour les carrières nouvelles à ouvrir, quinze jours au moins avant le commencement des travaux.

Est considérée comme carrière nouvelle :

1° Toute carrière abandonnée et dont on veut reprendre l'exploitation;

2° Toute carrière à ciel ouvert dans laquelle on veut introduire le mode d'exploitation par galeries souterraines;

3° Toute carrière souterraine à laquelle il s'agit d'ajouter un nouvel étage d'exploitation.

7. Les déclarations sont classées dans les archives de la mairie.

Une des expéditions de la déclaration et du plan qui y est jointe, quand il s'agit de carrières souterraines, est transmise sans délai au préfet, par l'intermédiaire du sous-préfet de l'arrondissement.

Le préfet envoie les pièces à l'ingénieur des mines, qui les conserve et en inscrit la mention sur un registre spécial.

8. A défaut de la déclaration ci-dessus prescrite, l'Administration peut ordonner la suspension provisoire des travaux, sans préjudice de la peine encourue pour cette contravention.

TITRE II.

DES RÈGLES DE L'EXPLOITATION.

SECTION 1^{re}.

DES CARRIÈRES EXPLOITÉES À CIEL OUVERT.

Les terres qui recouvrent la masse sont coupées en retraite par nettes ou avec talus suffisant pour prévenir tout éboulement.

L'exploitation de la masse ne peut être poursuivie que jusqu'à distance horizontale de dix mètres des chemins à voiture, édifices, constructions, augmentée d'un mètre par chaque mètre d'épaisseur des terres de recouvrement.

Le premier paragraphe précédent n'est pas applicable aux murs de clôture, mais à ceux qui enclavent des cimetières ou des cours attenants aux habitations.

La distance prescrite par le premier paragraphe peut être augmentée ou diminuée par le préfet du département, sur le rapport de l'ingénieur des mines, selon la nature des terres de recouvrement ou toute autre circonstance particulière.

Le préfet détermine, par des arrêtés pris sur l'avis du maire et sur le rapport de l'ingénieur des mines, les distances à observer par rapport aux chemins, mares, abreuvoirs et conduites d'eau servant à l'usage public.

Lorsqu'il s'agit de rigoles ou de tuyaux de conduite d'eau dépendant du domaine national ou départemental, l'avis du maire n'est pas obligatoire ; mais l'ingénieur des ponts et chaussées est nécessairement consulté.

Lorsque l'abord d'une carrière est reconnu dangereux, il doit être garanti, soit par un fossé creusé au pourtour et dont les déblais rejetés du côté des travaux pour y former une berge, soit par un mur ou une palissade en bois, d'un mètre de hauteur au moins, soit par tout autre moyen de clôture reconnu offrir des conditions suffisantes de sûreté.

Les clôtures sont accompagnées, s'il y a lieu, d'une rigole pour évacuer les eaux.

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux carrières abandonnées. Les travaux de clôture sont, dans ce cas, à la charge du propriétaire du fonds dans lequel la carrière est située, sauf son recours contre l'ancien exploitant.

Les procédés d'abatage de la masse exploitée ou des terres de recouvrement qui seraient reconnus dangereux pour les ouvriers doivent être interdits par des arrêtés du préfet, rendus sur l'avis de l'ingénieur des mines.

Dans le tirage à la poudre, l'exploitant se conformera à toutes les mesures de précaution et de sûreté qui lui seront prescrites par l'au-

SECTION II.

DES CARRIÈRES SOUTERRAINES.

14. Les puits ou galeries par lesquels on entre dans la carrière sont constamment maintenus en bon état. Leurs parois sont consolidées par des revêtements en bois ou en maçonnerie, quand il en a besoin.

Les treuils, câbles et tonnes d'extraction sont solidement établis et constamment entretenus en bon état.

15. Aucune excavation souterraine ne peut être ouverte ou poursuivie, sans une autorisation spéciale du préfet du département, jusqu'à une distance horizontale de dix mètres des habitations, chemins, rivières, mares publiques, rigoles ou conduites d'eau, édifices ou constructions autres que les murs de clôture existant à la surface. L'exception relative aux murs de clôture ne s'applique pas à ceux qui enceignent des cimetières ou des cours attenants à des habitations, ainsi d'ailleurs qu'il est dit au second paragraphe de l'article 10. La distance ci-dessus fixée est augmentée d'un mètre par chaque mètre de hauteur de l'excavation.

16. Pour tout ce qui concerne la sûreté des ouvriers et du public, notamment pour les moyens de consolidation des puits, galeries et autres excavations, la disposition et les dimensions des piliers de masse, les précautions à prendre pour prévenir les accidents dans le tirage à la poudre, les exploitants se conformeront aux mesures que leur sont prescrites par le préfet, sur le rapport de l'ingénieur des mines.

TITRE III.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX CARRIÈRES À CIEL OUVERT ET AUX CARRIÈRES SOUTERRAINES.

17. Tout propriétaire ou entrepreneur de carrières est tenu :

1° De faciliter la visite de sa carrière à tous les fonctionnaires chargés de la surveillance des travaux ;

2° D'adresser au maire de la commune, toutes les fois qu'il en fait la demande, la déclaration du nombre d'ouvriers qu'il emploie et la liste nominative desdits ouvriers ;

3° De ne pas admettre dans ses travaux d'enfant au-dessous de dix ans.

TITRE IV.

DE LA SURVEILLANCE ADMINISTRATIVE.

18. L'exploitation des carrières est surveillée, sous l'autorité du préfet, par les ingénieurs des mines et les agents sous leurs ordres, et concurremment par les maires et autres officiers de police municipale, conformément aux dispositions des articles 47, 48, 50, 81 et 82 de la loi du 21 avril 1810, de l'article 40 du décret du 18 novembre 1810, et aux prescriptions du décret du 3 janvier 1813, sur la police souterraine.

22. Les ingénieurs des mines et gardes-mines, et autres agents de leur ordre, visitent les carrières dans leurs tournées; ils rédigent des procès-verbaux de ces visites et laissent, s'il y a lieu, aux exploitants des instructions écrites pour la conduite des travaux, et le rapport de la sûreté. Les ingénieurs adressent au préfet une copie desdits procès-verbaux ou instructions.

23. L'ingénieur des mines signale au préfet les vices d'exploitation de nature à occasionner un danger, ou les abus qu'il aurait observés à sa visite, et provoque les mesures d'ordre dont il a reconnu l'utilité. Il est statué par le préfet sur les propositions de l'ingénieur.

1. Dans le cas où, par une cause quelconque, la sûreté publique, la conservation des puits, la solidité des travaux et, par suite, la sûreté des ouvriers, celle du sol ou des habitations de la surface se voyent compromises, le propriétaire ou l'entrepreneur doit en donner immédiatement avis au maire de la commune où la carrière est située et au préfet du département.

2. L'ingénieur des mines, aussitôt qu'il est prévenu par le préfet, ou à son défaut le garde-mines, se rend sur les lieux, dresse procès-verbal de leur état et envoie ce procès-verbal au préfet, en y joignant l'indication des mesures qu'il juge convenables pour faire cesser le danger.

Le maire peut aussi adresser au préfet ses observations et propositions en ce qui concerne la sûreté des personnes et des propriétés.

Le préfet statue, après avoir entendu l'exploitant. En cas d'urgence, l'ingénieur en fait mention dans son rapport, et le préfet peut ordonner que son arrêté soit provisoirement exécuté.

23. Si le propriétaire ou l'entrepreneur, sur la notification qui lui est faite de l'arrêté du préfet, ne se conforme pas aux mesures prescrites dans le délai qui aura été fixé, il y est pourvu d'office, et à ses frais, par les soins de l'Administration.

24. En cas de péril imminent reconnu par l'ingénieur des mines lors de la visite d'une carrière, cet ingénieur fait, sous sa responsabilité, les réquisitions nécessaires aux autorités locales, pour qu'il y soit pourvu sur-le-champ, conformément à l'article 5 du décret du 10 janvier 1813.

Le maire peut d'ailleurs toujours, dans le cas prévu au présent article, et en l'absence de l'ingénieur, prendre toutes les mesures que lui paraît commander l'intérêt de la sûreté publique.

25. En cas d'accident survenu dans une carrière exploitée, soit à ciel ouvert, soit par galeries souterraines, et qui aurait occasionné la mort ou des blessures à une ou plusieurs personnes, ouvriers ou autres, le propriétaire ou l'entrepreneur est tenu d'en donner immédiatement avis au maire de la commune. Le maire en informe sans délai le préfet et l'ingénieur des mines ou le garde-mines, à la résidence la plus rapprochée.

Il se transporte immédiatement sur le lieu de l'événement et dresse un procès-verbal, qu'il transmet au procureur impérial et dont il envoie copie au préfet.

L'ingénieur des mines, ou à son défaut le garde-mines, se rend sur les lieux aussitôt que possible. Il visite la carrière, recherche les circonstances et les causes de l'accident, et dresse du tout un procès-verbal qu'il transmet au procureur impérial et dont il envoie copie au préfet.

Il se conforme pour les autres mesures à prendre aux dispositions du décret du 3 janvier 1813.

26. Il est procédé ainsi qu'il est dit aux articles 22, 23, 24 et 25 ci-dessus dans le cas où, à défaut d'avis donné par le propriétaire ou l'entrepreneur de la carrière, les faits sont parvenus autrement à la connaissance du maire ou de l'ingénieur, sans préjudice des poursuites qui peuvent être exercées contre ledit propriétaire ou entrepreneur pour la contravention résultant du défaut d'avertissement.

27. Tout propriétaire ou entrepreneur de carrière souterraine est tenu de faire dresser ou compléter le plan de ses travaux dès qu'il en est requis par le préfet, et dans le délai fixé par ce magistrat.

S'il refuse ou néglige d'obtempérer à cette réquisition, le plan est levé d'office, à ses frais, à la diligence de l'Administration.

28. Lorsque des travaux ont été exécutés ou des plans levés d'office dans les cas prévus par les articles 23 et 27 ci-dessus, le montant des frais est réglé par le préfet, et le recouvrement s'en opère contre qui de droit, conformément aux dispositions de l'article 50 de la loi du 21 avril 1810 et aux règlements pour l'exécution de cette loi.

29. Tout propriétaire ou entrepreneur qui veut abandonner une carrière souterraine est tenu d'en faire la déclaration au préfet par l'intermédiaire du maire de la commune où la carrière est située. Le préfet fait reconnaître les lieux par l'ingénieur des mines, et prescrit, sur son rapport, les mesures qu'il juge nécessaires dans l'intérêt de la sûreté publique.

30. Les dispositions des articles 22, 23 et 24 ci-dessus sont applicables, à toute époque, aux carrières souterraines abandonnées dont l'existence compromettrait la sûreté publique.

Les travaux prescrits sont, dans ce cas, à la charge du propriétaire du fonds dans lequel la carrière est située, sauf son recours contre l'ancien exploitant.

TITRE V.

DE LA CONSTATATION, DE LA POURSUITE ET DE LA RÉPRESSION DES CONTRAVENTIONS.

31. Les contraventions aux dispositions du présent règlement, ou aux arrêtés préfectoraux rendus en exécution de ce règlement, par les propriétaires, entrepreneurs ou exploitants de carrières sont constatées par les maires et adjoints, par les commissaires de police, gardes champêtres et autres officiers de police judiciaire, et concurremment par les ingénieurs des mines et les gardes-mines ou agents sous leurs ordres et ayant qualité pour verbaliser.

32. Les procès-verbaux sont visés pour timbre et enregistrés en

et. Ils sont affirmés dans les formes et délais prescrits par la loi sur ceux de ces procès-verbaux qui ont besoin de l'affirmation.

3. Lesdits procès-verbaux sont transmis en originaux à qui de droit, et les contrevenants poursuivis d'office devant la juridiction compétente, sans préjudice des dommages-intérêts des parties.

Copies des procès-verbaux sont transmises au préfet du département.

4. Les contraventions aux dispositions du présent règlement qui ont pour effet de porter atteinte à la conservation des routes nationales ou départementales, des canaux, rivières, ponts ou autres ouvrages dépendant du domaine public, sont constatées et poursuivies par voie administrative, conformément à ce qui est prescrit par la loi du 29 floréal an x et les décrets des 18 août 1810 et 16 décembre 1811.

Les procès-verbaux dressés par les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, par les ingénieurs des mines et gardes-mines, et par les autres fonctionnaires et agents désignés en l'article 2 de la loi du 29 floréal an x, sont visés pour timbre et enregistrés en débet. Ils sont, après affirmation, s'il y a lieu, transmis sans délai au sous-préfet, qui ordonne, par provision et sauf recours au préfet, ce que de droit pour faire cesser le dommage.

C'est statué définitivement par le conseil de préfecture, conformément aux lois et règlements.

TITRE VI.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

5. Le présent décret sera inséré au Bulletin des lois et au Recueil des actes administratifs du département.

Il sera publié par les soins des maires dans les communes où il existe des exploitations de carrières.

6. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

16,362. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'inscription, au Trésor public, de 415 Pensions militaires.*

Du 30 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le titre IV de la loi du 25 mars 1817 et l'ordonnance rendue le suivant pour en assurer l'exécution;

Vu l'ordonnance du 2 août 1820;

Vu la situation du crédit de deux millions six cent mille francs pour l'inscription des pensions militaires par la loi du 13 mai 1863;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les quatre cent quinze pensions militaires comprises pour une somme totale de deux cent cinquante-deux mille quatre cent quatre-vingt-dix francs (252,490^f) dans le Bulletin des lois (partie supplémentaire), et rappelées au tableau ci-dessous, sont inscrites au livre des pensions du trésor public.

DÉCRETS DE CONCESSION des pensions à inscrire.				NATURE DES PENSIONS à inscrire.	PARTIES des pensions.
Numero du Bulletin des lois où sont insérées les pensions.	Numéros d'ordre de l'insertion de chaque décret au Bulletin des lois.	Dates des décrets.	Numéros d'ordre de chaque décret.		
Bulletin n° 1029, partie supplémentaire.	16,266	1 ^{er} avril 1861.	27	Pensions de retraite à des militaires pour ancienneté de services.	105
	16,267	Idem.	28	Idem.	106
	16,268	Idem.	29	Idem.	107
	16,269	Idem.	30	Pensions de retraite à des militaires pour blessures ou infirmités.	20
	16,270	Idem.	31	Idem.	21
	16,271	Idem.	32	Pensions de retraite à des militaires pour ancienneté de services.	22
	16,272	Idem.	33	Pensions de retraite à des militaires pour blessures ou infirmités.	23
TOTAL.					158

2. La jouissance de ces pensions commencera à courir du

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des pensions.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
1	ALBRECHT (Jean-Georges).	23 janv. 1817.	Guerting (Moselle).	Préposé.....	Militaires : Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs.....	16	00	00
2	AUGIER (Antoine-François).	10 mars 1803.	Utelle (Alpes-Maritimes).	Brigadier.....	Civils :.....	10	00	00

(Pensions pour

DOCTANES.	
Militaires.....	10
Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs.....	10
Civils :.....	51

que pour chacune d'elles dans les décrets qui viennent d'être
alés.

Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est
gé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin
lois.

ait au palais des Tuileries, le 30 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

363. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui approuve 25 liquidations de Pensions civiles.

Du 30 Avril 1864.

APOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les
ions civiles;

l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du
ttement des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution;

le décret du 21 novembre 1860, concernant les agents sardes passés
ervice de la France;

la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du
ril 1864;

r le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des
ces,

ONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

et. 1^{re}. Les vingt-cinq liquidations de pensions civiles comprises
une somme totale de onze mille six cent quarante et un francs
5 (1^{re}) au tableau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FILIA- TION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
Des pensions militaires.	des services civils.	Total.					
11 ^{fr} 45 ^c	269 ^{fr} 33 ^c 159 16	439 ^{fr} 94 ^c	-	o	439 ^{fr}	1 ^{er} janvier 1864.	Metz (Moselle).
-	523 80	523 80	o	o	523	Idem.	Gattières (Alpes-Maritimes).

(au 1^{er} janvier 1854.)

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURES des services.	DURÉE des services.			Ann. au 1 ^{er} janv. 1854.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
3	BACQUART (Henri-Joseph).	30 oct. 1813.	Armentières (Nord).	Sous-brigadier..	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs ..	17	11	17	
4	BAURY (Joseph-Jean-Baptiste).	27 nov. 1815.	Saultain (Nord).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	17	4	0	
5	BENOÎT (Abel).....	21 fév. 1814.	Cuttura (Jura).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	19	10	10	
6	BIDARD (Pierre-Joseph) (1).	21 oct. 1813.	Bennschotens (Étranger).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20	2	20	
7	BRODIN (Sophrone)....	26 juin 1818.	Auchy (Nord).	Brigadier	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	15	6	5	
8	CHARAT-BOUTIQUE (Jean)	12 fév. 1806.	Saint-Laurent- du-Pont (Isère).	Préposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	15	1	1	
9	DARCHEZ (Jean-Florent- Xavier).	13 sept. 1808.	Dunkerque (Nord).	Sous-brigadier..	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs..	16	8	0	
10	DEREGNAUCOURT (Jé- rôme-Joseph).	25 juillet 1816.	Aix (Nord).	Brigadier	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	16	3	0	
11	DEZWARTE (Louis - Nor- bert).	16 mars 1810.	Esquelbecq (Nord).	Préposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	16	7	0	
12	DUPEU (Alfred-Joseph- Alexandre).	9 juillet 1817.	Bettrechies (Nord).	Cavalier	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	16	5	11	
13	DUFFOURG (Dominique).	7 août 1817.	Tirent (Gers).	Préposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Bonification pour ser- vices colo- niaux.	10	0	0	
14	DUPREZ (Jean-Baptiste).	1 ^{er} oct. 1809.	Landas (Nord).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	10	0	

(1) Fils de Français.

N ^o des lires.	LIQUIDATION		LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
	des services civils.	Total.					
"	322 ^f 50 ^c 180 00	502 ^f 50 ^c	"	"	502 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Tourcoing (Nord).
"	312 00 180 00	492 00	"	"	492	Idem.	Valenciennes (Nord).
"	357 00 180 00	537 00	"	"	537	Idem.	Saint-Claude (Jura).
"	363 00 180 00	543 00	"	"	543	Idem.	Sailly- sur-la-Lys (Pas-de-Calais).
"	310 00 200 00	510 00	"	"	510	Idem.	Cysoing (Nord).
91 ^e	226 29 148 80	440 00	"	"	440	Idem.	Voreppe (Isère).
12	300 00 179 70	523 82	"	"	523	Idem.	Pont-a-Marcq (Nord).
"	325 00 200 00	525 00	"	"	525	Idem.	Lille (Nord).
"	252 89 155 00	407 89	"	"	407	Idem.	Idem.
"	426 83 260 00	686 83	"	"	686	Idem.	Beuvry (Nord).
71	100 27 186 71	326 69	"	"	326	Idem.	Philippeville, province de Constantine (Algerie).
"	253 33 160 00	413 33	"	"	413	Idem.	Tourcoing (Nord).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	DATES des services.	DÉBUT des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
15	ETCHEGARAY Sauveur.	11 oct. 1845.	Garris (Basses-Pyrénées)	Preposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils :	16	10	1
16	FOST Jean-Baptiste-Polycarpe.	26 janv. 1808.	Savignac (Ardennes)	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils :	16	9	1
17	GERBEROLT Jean-Baptiste-Joseph.	10 avril 1810.	Oudezele (Nord)	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils :	16	6	1
18	HACKENHUTME Jean.	26 fév. 1809.	Kastel (Strasbourg)	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils :	16	10	1
19	HEURTAUX Pierre-François-Sévère.	10 oct. 1816.	Criel (Seine-Inférieure)	Matelot.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils :	17	11	3
20	LECHERON David-César-Théophile-Joseph.	21 oct. 1808.	Lournes (Nord)	Preposé.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils :	16	4	1
21	MIRAMOND Pierre.....	16 juillet 1801.	Marseillan (Hérault)	Patrou.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils :	14	3	1
22	PINEL Jean-Baptiste..	19 août 1815.	Livet-et-Gavet (Ardennes)	Preposé.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils :	16	8	1
23	TRENAULT Jean-François.	11 mars 1800.	Oberwesel (Strasbourg)	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils :	18	1	1
24	TEXIS Victor.....	20 oct. 1808.	Lomontot (Haute-Saône)	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils :	20	1	1
25	CORRELL Ernestine-Françoise veuve LENOIR.	6 février 1817.	Rouen (Seine-Inférieure)	Le mari, préposé.	Civils, postérieurs au 1 ^{er} janvier 1854.	3	3	1

* N'est astreint à aucune justification de nationalité. — (1) Fils de Français. — (2) Le mari est mort pendant son service dans l'exercice de ses fonctions.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
• •	243 ^f 75 ^c 150 00	393 ^f 75 ^c	•	•	393 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Laruns (Basses-Pyrénées)
39 ^f 88 ^c	260 66 156 04	456 58	•	•	456	Idem.	Montpellier (Hérault).
41 15	247 50 149 96	438 61	•	•	438	Idem.	Nieppe (Nord).
46 11	257 33 160 00	463 44	•	•	463	Idem.	Goetzembruck (Moselle).
• •	286 66 160 00	446 66	•	•	446	Idem.	Saint-Valery- en-Caux (Seine-Inférieure)
39 12	242 50 149 56	431 18	•	•	431	Idem.	Contiches (Nord).
• •	488 33 200 00	688 33	•	•	688	Idem.	Cette (Hérault).
• •	264 00 160 00	424 00	•	•	424	Idem.	Chapareillan (Isère).
35 68	289 19 159 83	484 70	•	•	484	Idem.	Metz (Moselle).
• •	302 50 150 00	452 50	•	•	452	Idem.	Foussemagne (Haut-Rhin).
12 35	133 33	145 68	•	100 ^f	100	29 septembre 1863	Rouen (Seine-Inférieure)
TOTAL.					11,641		

chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin
lois, sous le n° 42.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances

Signé ACHILLE FOULD.

N° 16,364. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Varennes-lez-Nevers (Nièvre). (*Paris, 16 Avril 1864.*)

N° 16,365. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune d'Entreville (Seine-Inférieure). (*Paris, 16 Avril 1864.*)

N° 16,366. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Gerville (Seine-Inférieure). (*Paris, 16 Avril 1864.*)

N° 16,367. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise le rétablissement de l'hospice d'Argenton (Indre), supprimé par l'ordonnance royale du 26 février 1831. (*Paris, 20 Avril 1864.*)



Certifié conforme :

Paris, le 12 * Mai 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1034.

368. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant autorisation de la Société anonyme née à Lyon sous la dénomination de Compagnie lyonnaise des Magasins généraux et de la Gare de Vaise.*

Du 9 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce ;

Le Conseil d'État entendu,

avons DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. La société anonyme formée à Lyon sous la dénomination de *Compagnie lyonnaise des magasins généraux et de la gare de Vaise* est autorisée.

Nous approuvons les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé le 21 mars 1864 devant MM^{rs} Thomasset et Coste, notaires à Lyon, lequel acte restera annexé au présent décret.

La présente autorisation pourra être révoquée en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

La société sera tenue de remettre tous les six mois un extrait de son état de situation au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au préfet du département du Rhône, à la chambre de commerce et au greffe du tribunal de commerce de Lyon.

Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires du département du Rhône.

Rhône et enregistré, avec l'acte d'association, au greffe de commerce de Lyon.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

Par-devant M^r Mathieu Thomasset et M^r Louis Coste, notaires à Lyon, soussignés.

Ont comparu :

M. Théodore Côte, propriétaire rentier, demeurant à Lyon, quai Saint-Vincent,
M. Alexandre-Gabriel Saint-Olive, propriétaire, demeurant à Lyon, place Louis XV.

Lesquels ont exposé ce qui suit :

Aux termes d'un acte passé devant M^r Casati et l'un de ses collègues, notaires à Lyon, le 22 avril 1830, il a été formé une société civile ayant pour objet, outre diverses opérations, la construction et l'exploitation d'une gare d'eau à Vaise, conformément aux clauses du procès-verbal d'adjudication tranchée par M. le préfet du Rhône le 8 février 1828 et approuvée par ordonnance royale en date du 30 avril suivant.

Par l'article 14 des statuts, les contractants ont stipulé qu'après l'achèvement des travaux, et dès que les circonstances le permettraient, la société serait convertie en société anonyme.

Un décret du 30 juin 1860 a autorisé ladite société de la gare d'eau de Lyon à ouvrir à Lyon des magasins généraux et une salle de ventes publiques, en vertu des lois du 28 mai 1858.

Une assemblée générale extraordinaire, réunie le 23 août 1860, a voté la transformation de la société civile en société anonyme.

En exécution de cette décision, le projet des statuts de la société anonyme a été dressé par acte passé devant M^r Thomasset et M^r Coste, notaires à Lyon, les 5, 10, 15, 20, 25 et 26 juillet, 9, 16 et 30 août, 2 et 11 septembre, 16 octobre, 6, 20 et 29 novembre et 1^{er} décembre 1862.

Tous les actionnaires de la société civile ont comparu à cet acte, soit par eux-mêmes, soit par des mandataires fondés de procuration spéciale, soit par M. de la Roche qui s'est porté fort pour divers ayants droit. Ces derniers ont tous donné leur ratification pure et simple, ainsi qu'il résulte des actes aux minutes de M^r Thomasset, notaire à Lyon, aux dates des 10 et 23 juillet 1863.

Il résulte de l'article 19 du projet de statuts ci-dessus mentionné, combiné avec les dispositions transitoires insérées à la fin de ce projet, que :

M. Besson, maire du cinquième arrondissement de la ville de Lyon;

M. Brac de la Perrière, avocat près la cour impériale de Lyon;

M. Remy Charrin, négociant, demeurant à Lyon;

M. Irénée Chalandon, propriétaire à Lyon;

M. Théodore Côte, ancien juge au tribunal de commerce de Lyon;

M. Louis Eggly, commissionnaire en marchandises à Lyon;

M. Fournet, négociant, ancien juge au tribunal de commerce de Lyon;

M. Louis Guérin, banquier à Lyon,

M. Lyonnet, négociant, ancien président du tribunal de commerce de Lyon;

M. Gabriel Saint-Olive, propriétaire à Lyon;

M. Antoine Vachon, négociant à Lyon;

Et M. Schultz, fabricant d'étoffes de soie à Lyon;

Ont été investis, avec faculté d'agir ensemble ou séparément, des pouvoirs nécessaires à l'effet de suivre l'obtention du décret approbatif des statuts, consentir les modifications exigées par le Gouvernement et signer tous les actes qui pourraient être nécessaires pour la constitution de la société et enfin substituer en tout ou partie leurs pouvoirs.

Usant de cette dernière faculté, les susnommés ont, suivant acte reçu par M^r Thomasset,

et M^e Coste, notaires à Lyon, les 2 et 3 février 1863, substitué dans tous les pouvoirs conférés, et avec l'autorisation d'agir ensemble ou séparément, M. Natalis et MM. Côte et Saint-Olive, ces deux derniers seuls comparants. Aujourd'hui, les comparants ont déclaré arrêter ainsi qu'il suit la rédaction des statuts de ladite société :

TITRE I^{er}.

CONSTITUTION. — DÉNOMINATION. — OBJET, SIÈGE ET DURÉE DE LA SOCIÉTÉ.

ART. 1^{er}. Il est établi entre les propriétaires des actions dont il sera ci-après question une société anonyme prenant la dénomination de *Compagnie lyonnaise des magasins généraux et de la gare de Vaise*.

La société a pour objet :

L'exploitation de la gare de Vaise, dans les termes de sa concession ;

L'exploitation d'un magasin général et d'une salle de ventes publiques à Lyon, dans les termes des décrets du 30 juin 1860 et du 24 janvier 1863 ;

La création et l'exploitation, à Lyon et dans sa banlieue, de nouveaux magasins généraux, dans les termes de la loi du 28 mai 1858 et des décrets du 12 mars 1859 et du 30 mai 1863, sous la réserve de l'autorisation du Gouvernement.

Le siège de la société est fixé à Lyon.

La durée de la société sera de cinquante années, à partir du jour du décret d'autorisation, sauf les cas de dissolution anticipée prévus par les présents statuts.

TITRE II.

FONDS SOCIAL. — ACTIONS.

1. Le fonds social comprend :

1^o La concession de la gare d'eau de Vaise ;

2^o L'autorisation d'un magasin général et d'une salle de ventes publiques, telle qu'elle résulte des décrets précités du 30 juin 1860 et du 24 janvier 1863 ;

3^o Le bassin, le bas-port, les quais et diverses parcelles de terrain, situés à Lyon, quartier de Vaise, lieu de la Gare, d'une contenance de soixante-six mille quatre cent soixante-seize mètres, y compris six mille cinq cent vingt-huit mètres, superficie de différentes parcelles servant aux communications ;

4^o Diverses constructions élevées sur une partie des terrains ci-dessus désignés, et autres objets mobiliers de toute nature servant à l'administration et à l'exploitation :

Tous les objets mobiliers et immobiliers faisant partie du fonds social se trouvent, ailleurs, plus amplement désignés et détaillés dans un état qui restera annexé à la minute des présents statuts et dans lequel sont énoncés les titres qui établissent la propriété des immeubles ;

5^o La somme de cent neuf mille trois cent dix-sept francs vingt centimes en espèces et créances, telle qu'elle résulte des inventaires et bilans arrêtés le 31 mars 1863, laquelle somme est destinée à subvenir aux dépenses que la compagnie doit faire pour compléter son organisation, soit comme magasins, soit comme matériel d'exploitation.

6. La société anonyme entrera en jouissance des biens ci-dessus désignés par la minute qui en sera faite au conseil d'administration nommé par la première assemblée générale réunie dans les trois mois qui suivront le décret d'autorisation.

La société en percevra les produits et en supportera les charges à partir de cette minute.

La compagnie des ports et gare de Vaise sera dissoute de plein droit à dater de la même époque ; elle effectuera sa liquidation à ses périls et risques.

7. La société anonyme fera remplir à ses frais les formalités nécessaires pour la purge des hypothèques et privilèges ; et si l'accomplissement de ces formalités révèle des inscriptions, les comparants en noms devront en rapporter mainlevée et certificat de radiation dans les trois mois, à partir de la dénonciation qui leur en sera faite, et supporter tous les frais extraordinaires auxquels cette radiation aura donné lieu.

Les actions dont il sera parlé en l'article 9 ne seront délivrées qu'après :

1^o L'accomplissement des formalités de purge énoncées au premier paragraphe ci-dessus ;

2^o La justification de l'existence de tous les objets immobiliers et mobiliers mentionnés dans l'article 5.

8. Les procès-verbaux de l'assemblée générale qui aura lieu pour l'exécution des

prescriptions de l'article 6 seront transmis à S. Exc. M. le ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, à M. le préfet du Rhône, à la chambre de commerce et au greffe du tribunal de commerce de Lyon.

9. Le fonds social, composé ainsi qu'il est dit ci-dessus, est représenté par mille parts ou actions entièrement libérées, donnant droit chacune à un dixième de tout l'actif social.

10. Les actions sont extraites d'un registre à souche, revêtues de la signature des deux administrateurs et frappées du timbre de la compagnie.

Elles portent un numéro d'ordre.

Elles sont au porteur ou nominatives.

La cession des actions au porteur s'opère par la simple tradition du titre et des titres nominatifs, conformément à l'article 36 du Code de commerce.

11. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque lieu qu'il passe, et la cession comprend toujours les dividendes échus et à échoir, que la part éventuelle dans le fonds de réserve.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions de l'assemblée générale.

12. Chaque action est indivisible; la société ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune des actions.

Si plusieurs personnes ont des droits sur une même action, elles devront se faire représenter par une seule d'entre elles.

13. Les héritiers ou ayants droit d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, faire dresser un inventaire, provoquer aucune licitation, ni s'immiscer d'aucune manière dans l'administration; ils doivent s'en rapporter, pour l'exercice de leurs droits, aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

14. Les actionnaires ne sont passibles que de la perte du montant de leur part dans la société.

TITRE III.

CONSEIL D'ADMINISTRATION. — CENSEURS.

15. La société est administrée par un conseil.

Les opérations sont surveillées par des censeurs.

§ 1^{er}.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

16. Les affaires de la société sont administrées par un conseil, composé de sept membres nommés par l'assemblée générale des actionnaires au scrutin secret à la majorité absolue des suffrages; dans le cas où, aux deux premiers tours de scrutin, aucun candidat n'aurait obtenu la majorité, il serait procédé à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui auraient réuni le plus de voix au scrutin précédent.

Chaque administrateur devra déposer dans les caisses de la société vingt actions qui seront inaliénables pendant toute la durée de ses fonctions.

Le conseil d'administration est renouvelé chaque année par tiers; pendant les premières années, les membres sortants sont désignés par le sort, et ensuite par ancienneté.

Ils sont indéfiniment rééligibles.

17. En cas de décès, démission ou empêchement d'un membre du conseil d'administration, il est procédé à son remplacement par la première assemblée générale.

Toutefois, si le nombre des administrateurs se trouvait réduit au-dessous de sept dans l'intervalle de deux assemblées générales, le conseil d'administration fait des nominations provisoires, pour que le nombre de ses membres soit maintenu à sept. L'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

L'administrateur ainsi nommé ne reste en exercice que pendant le temps qui aurait duré les fonctions de celui qu'il a remplacé.

18. Le conseil d'administration nomme chaque année parmi ses membres un président et un secrétaire, qui sont indéfiniment rééligibles à ces fonctions.

En cas d'absence, soit du président, soit du secrétaire, le premier sera remplacé par le plus ancien et le second par le dernier nommé des administrateurs présents.

Le conseil d'administration se réunit, sur la convocation du président, toutes les fois que l'intérêt de la société l'exige.

présence de sept membres est nécessaire pour la validité des délibérations ; elles prises à la majorité des voix. Chaque administrateur n'a qu'une voix, quel que nombre de ses actions.

ne peut voter par procuration dans le sein du conseil.

cas de partage, la voix du président est prépondérante.

délibérations des administrateurs sont signées par les membres présents sur registre spécial.

conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration des affaires sociales,

notamment :

il tous traités, transactions et compromis avec les administrations ou les particuliers, aux conditions qu'il juge utiles aux intérêts de la compagnie ;

il fixe et modifie les tarifs, en se conformant aux dispositions du règlement d'administration publique du 12 mars 1859 ;

il délivre les récépissés et warrants ;

il autorise, effectue ou ratifie les achats de terrains et immeubles nécessaires ;

il règle et autorise les marchés, constructions, achats des matériaux, machines et objets nécessaires à l'exploitation ;

il peut opérer la vente ou l'échange des immeubles qui cesseraient d'être utiles à la société, pourvu que la valeur de ces immeubles ne dépasse pas cinquante francs ;

il autorise tous retraits, transferts, aliénations de fonds de rente, biens et valeurs financières appartenant à la société ;

il peut requérir toutes inscriptions hypothécaires, donner mainlevée et consentir la radiation partielle ou définitive, même sans recevoir, de toutes inscriptions d'office ;

il peut percevoir et toucher les sommes dues à la compagnie à quelque titre que ce soit,

il délivre tous mandats, tirer toutes lettres de change, endosser tous les effets de

il peut percevoir, faire faire tous protêts ; retirer de tous bureaux de poste et de messageries

il peut adresser toutes lettres, paquets et colis, chargés ou non chargés ; donner acquits et émar-

il peut faire remplir toutes formalités vis-à-vis de l'Administration de la douane ;

il peut effectuer tous versements à la Banque, donner tous reçus ou mandats sur ladite Banque,

il peut verser ou retirer toutes les sommes et pièces ; de tous reçus et remises de pièces,

il délivre des quittances, acquits et décharges.

Le conseil d'administration nomme et révoque tous les employés de la compagnie

il détermine leurs fonctions et leur traitement ; il fait tous règlements intérieurs ;

il peut plaider tant en demandant qu'en défendant, s'opposer, appeler, obtenir tous

il peut intervenir devant les tribunaux, les faire exécuter par toutes les voies de droit, même par la

il peut intervenir par corps et les saisies immobilières ; produire dans toutes les faillites, y

il peut intervenir, consentir tous concordats ou contrats d'union, traiter et transiger, même à

il peut intervenir de finance ; compromettre, en donnant aux arbitres le pouvoir de prononcer en

il peut intervenir en ressort et sans aucun recours en cassation, et généralement représenter la

il peut intervenir dans tous ses rapports avec les tiers ;

il peut négocier et émet les emprunts avec ou sans affectation hypothécaire, sous

il peut émettre des obligations ou autrement, après l'autorisation donnée par l'assemblée générale.

Le conseil règle l'emploi de la réserve et détermine le placement des fonds disponibles ;

il peut approuver les comptes qui doivent être soumis à l'assemblée générale ;

il doit chaque année un rapport à l'assemblée générale des actionnaires sur les

il doit rendre compte des affaires et la situation des affaires sociales.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un

il peut confier à plusieurs de ses membres, par un mandat spécial, pour des objets déterminés et

il peut confier pour un temps limité ;

il confère à un directeur des pouvoirs permanents pour les affaires courantes et

il peut confier des affaires.

Le directeur est salarié et peut être assujéti par le conseil à telles conditions qu'il

il peut convenables, notamment en ce qui concerne la garantie de la bonne exécution

il peut donner un mandat.

Le directeur est essentiellement révocable. Le directeur peut être appelé aux délibérations du

il peut intervenir d'administration. Il n'a que voix consultative.

Le directeur assiste de plein droit aux assemblées générales et a toujours la faculté de pré-

senter les observations; mais il ne prend part au vote qu'à raison des actions qui peuvent lui appartenir.

20. Les membres du conseil d'administration ne contractent, à raison de leur position, aucune obligation personnelle ni solidaire. Ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Leurs fonctions sont gratuites; mais il leur est alloué des jetons de présence dont la valeur est déterminée par l'assemblée générale.

§ 2.

CENSEURS.

21. Les censeurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires; ils sont au nombre de trois; leurs fonctions durent trois années; ils se renouvellent par tiers; ils sont rééligibles.

Le sort désigne les membres sortants, les deux premières années.

Chaque censeur doit, dans la huitaine de sa nomination, déposer dans la caisse de la société vingt actions, qui restent inaliénables pendant la durée de ses fonctions.

22. Les censeurs sont chargés de veiller à la stricte exécution des statuts.

Ils ont le droit d'assister aux séances du conseil, avec voix consultative.

Ils examinent les inventaires et les comptes annuels.

Ils présentent à ce sujet leurs observations à l'assemblée générale, lorsqu'ils jugent à propos.

Les livres, la comptabilité et généralement toutes les écritures sociales doivent leur être communiqués à toute réquisition.

Ils peuvent, à quelque époque que ce soit, vérifier l'état des magasins, de la caisse et du portefeuille de la société.

Ils pourront se faire aider, dans la vérification des écritures, par un expert choisi par eux.

Ils ont le droit, quand leur décision est prise à l'unanimité, de requérir une convocation de l'assemblée générale.

Leurs fonctions sont gratuites; ils reçoivent simplement des jetons de présence, comme les membres du conseil d'administration.

TITRE IV.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.

23. Une assemblée générale des actionnaires aura lieu chaque année, au plus tard dans le courant du mois d'avril, au jour et au lieu désignés par le conseil d'administration.

Les convocations sont faites vingt jours au moins à l'avance par un avis inséré dans un des journaux de Lyon désignés pour les annonces légales.

Les propriétaires d'actions nominatives sont, en outre, prévenus par lettres.

Des assemblées générales extraordinaires peuvent en outre être convoquées, par le conseil d'administration, toutes les fois qu'il le jugera convenable ou qu'il sera requis par une réunion d'actionnaires propriétaires de la moitié du fonds social, soit par les censeurs, ainsi qu'il est dit sous l'article 21.

Le mode et les délais susindiqués seront suivis, et les avis et lettres de convocation porteront de plus le sommaire des questions à l'ordre du jour de l'assemblée.

Cinq jours au moins avant celui fixé pour la réunion, les détenteurs d'actions au porteur déposeront leurs titres à la caisse sociale ou chez le banquier de la société, contre un récépissé qui leur servira de carte d'entrée.

Aucun objet autre que ceux portés à l'ordre du jour arrêté par le conseil d'administration ne peut être mis en délibération.

Toute question dont la mise à l'ordre du jour aurait été réclamée dix jours avant l'assemblée générale par cinq actionnaires au moins ayant droit d'y assister doit être inscrite.

24. L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration et, à défaut, par celui des membres du conseil que ses collègues auront désigné.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux plus forts actionnaires présents et, sur leur refus, par ceux qui viennent après eux, jusqu'à acception.

Le secrétaire est nommé par le bureau.

Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires se composent de tous les titulaires de cinq actions.

Elle peut se faire représenter à l'assemblée générale que par un membre de l'assemblée.

Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède ou représente de actions, sans que toutefois aucun d'eux puisse réunir plus de dix voix.

L'assemblée générale ordinaire est régulièrement constituée lorsque les membres ou représentés sont au nombre de vingt-cinq au moins et ont entre les deux tiers et la moitié du capital social.

Si les conditions prescrites par l'article précédent ne sont pas remplies sur la première convocation, il en est immédiatement fait une deuxième à quinze jours d'intervalle, et les membres présents à cette nouvelle réunion délibèrent valablement sur toutes les questions qui soient leur nombre et celui des actions représentées, mais seulement sur les questions inscrites à l'ordre du jour de la première assemblée.

La décision d'admission délivrée pour la première assemblée est valable pour la

pourvu que les délibérations de l'assemblée générale ont pour objet de statuer sur des questions relatives à la prorogation de la société ou à sa dissolution,

à la répartition du fonds social,

à l'émission d'actions ou à la fusion avec d'autres compagnies,

à la création d'emprunts par émission d'obligations ou autrement,

ou à des modifications quelconques à apporter aux statuts,

ne seront valablement constituées sur une première convocation qu'autant qu'il y aura au moins trente membres présents, au nombre de trente au moins, réuniront dans leurs assemblées ou par eux ou leurs mandants, les deux tiers des actions émises.

En ces mêmes cas, les convocations doivent contenir l'indication sommaire de l'ordre du jour de la réunion.

Les délibérations relatives aux objets mentionnés au présent article, sauf celles qui concernent la dissolution de la société ou des emprunts, ne seront exécutoires qu'après avoir été approuvées par le Gouvernement.

Les actions qui pourraient appartenir à la société, à tel titre que ce soit, ne seront considérées comme émises pour compter et figurer dans les délibérations des assemblées générales ordinaires ou extraordinaires.

L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des droits des actionnaires.

Les délibérations prises dans les conditions prescrites par les présents statuts sont valables pour les actionnaires, même absents ou dissidents.

Les décisions sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau sur un registre spécial.

Copies ou extraits de ces procès-verbaux, ainsi que de ceux des délibérations du conseil d'administration, à produire en justice ou à des tiers sont signés par le président du conseil d'administration ou l'administrateur appelé à le remplacer.

L'assemblée générale entend le rapport du conseil d'administration et les observations des censeurs et du directeur sur les opérations de la société et sa situation, et sur les comptes de l'année écoulée.

Elle reçoit communication de ces comptes et des inventaires.

Elle les discute et approuve, s'il y a lieu.

Elle nomme les membres du conseil d'administration et les censeurs en remplacement de ceux dont les fonctions sont expirées ou qu'il y a lieu de remplacer par suite de leur démission et autres causes.

Elle fixe le prélèvement destiné au fonds de réserve et le montant des dividendes. Elle prononce, en se renfermant dans les limites des présents statuts, sur toutes les propositions inscrites à l'ordre du jour et généralement sur tous les intérêts de la société.

TITRE V.

INVENTAIRE. — DIVIDENDES. — FONDS DE RÉSERVE.

À la fin de chaque année, un inventaire général de l'actif et du passif est dressé et approuvé par le conseil d'administration.

Les comptes sont clos à cette époque, pour être soumis à l'assemblée générale qui les approuve ou les rejette, après avoir entendu le rapport du conseil d'administration, et, s'il y a lieu, les observations des censeurs.

Sur les produits, il est fait déduction de tous les frais d'exploitation et d'administration, et l'excédant, s'il en existe, constitue le bénéfice net.

31. Sur les bénéfices résultant de l'inventaire annuel, il sera prélevé, avant toute répartition de dividendes, une somme que fixera l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration, et qui ne pourra être moindre de cinq pour cent des bénéfices nets.

Ce prélèvement constituera un fonds de réserve destiné à faire face aux dépenses, charges et accidents imprévus ou extraordinaires de la société, ainsi qu'à l'amélioration de l'entreprise.

32. Le fonds de réserve sera placé par les soins du conseil d'administration, de manière à mieux des intérêts de la compagnie.

Dès qu'il aura atteint le chiffre de trois cent mille francs, le prélèvement sur les bénéfices pourra cesser d'avoir lieu, sur une décision de l'assemblée générale, mais il reprendra son cours aussitôt que le chiffre de trois cent mille francs sera atteint.

33. L'excédant des bénéfices nets sera réparti également entre toutes les actions aux époques et de la manière déterminées par le conseil d'administration et publiées dans un des journaux d'annonces légales de Lyon.

Les dividendes qui n'auront pas été touchés restent acquis à la société à l'expiration des cinq années après l'époque de leur exigibilité, conformément à l'article 17 du Code Napoléon.

TITRE VI.

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

34. L'assemblée générale, constituée et délibérant conformément à l'article 26, peut apporter aux présents statuts les modifications reconnues utiles, notamment celles qui concernent :

- 1° L'augmentation du fonds social ;
- 2° La création de nouveaux magasins généraux et de nouvelles salles de ventes publiques, soit à Lyon, soit dans la banlieue de Lyon ;
- 3° La prolongation de la durée de la société ;
- 4° La réunion, la fusion ou l'alliance avec d'autres sociétés ayant pour objet des opérations se rattachant directement ou indirectement à celles de la société.

Ces délibérations doivent être approuvées par le Gouvernement.

TITRE VII.

DISSOLUTION ET LIQUIDATION.

35. La dissolution de la société peut avoir lieu avant le terme fixé pour sa durée dans le cas où le fonds est, par suite de pertes, réduit d'un tiers.

La décision qui prononce cette dissolution anticipée ne peut être prise qu'à l'assemblée générale réunissant les conditions prescrites par l'article 27.

La dissolution a lieu de plein droit si, après l'épuisement de la réserve, le fonds social, tel qu'il est établi par le premier inventaire, se trouve diminué de moitié.

36. Lors de la dissolution de la société, à quelque titre et pour quelque cause qu'elle advienne, le conseil d'administration convoque immédiatement l'assemblée générale, qui détermine le mode de liquidation et nomme les liquidateurs.

L'assemblée générale est appelée à approuver les comptes de liquidation et en donner décharge.

TITRE VIII.

CONTESTATIONS.

37. Tout actionnaire est tenu d'élire domicile à Lyon et toutes notifications ou significations sont valablement faites au domicile élu par lui, sans avoir égard au domicile réel.

A défaut de domicile élu, les assignations ou notifications judiciaires ou extrajudiciaires seront valablement faites au parquet de M. le procureur impérial près le tribunal de première instance de Lyon.

TITRE IX.

PUBLICATION.

Pour faire publier les présents statuts partout où besoin sera, tous pouvoirs sont
au porteur d'une expédition ou d'un extrait.

et acte en double minute, dont la première, sur laquelle seront perçus les
d'enregistrement, pour M^e Thomasset, notaire, qui délivrera l'expédition; et la
de, pour M^e Coste :

et passé à Lyon, en l'étude de M^e Thomasset, notaire, rue Impériale, n° 13,
 le 21 mars 1864.

ture faite, les comparants ont signé avec les notaires.

vent les signatures de MM. Saint-Olive, Théodore Côte, M^e Coste et M^e Thomas-
es deux derniers notaires,

registré à Lyon, bureau n° 1, le 21 mars 1864, folio 178 verso, cases 7 et 8.

vingt francs; double décime, un franc. Signé Vallet.

ait la teneur des annexes.)

pour être annexé au décret impérial en date du 9 avril 1864, enregistré sous
 264.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉRIC.

6,369. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui approuve des modifications aux Statuts
 de la Société d'assurances mutuelles mobilières contre l'incendie établie à Caen
 pour les départements du Calvados, de l'Orne, de la Manche, de la Sarthe, de
 Mayenne et de l'Eure.

Du 9 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
 FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de
 l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

vu l'ordonnance royale du 10 décembre 1838, qui autorise la société d'as-
 surances mutuelles mobilières établie à Caen pour les départements du Cal-
 vados, de l'Orne, de la Manche, de la Sarthe, de la Mayenne et de l'Eure et
 approuve les statuts de cette société;

vu les ordonnances royales des 1^{er} décembre 1841 et 10 décembre 1845,
 portant approbation de modifications auxdits statuts;

vu la délibération du conseil général de ladite société en date du 28 juillet
 1863, qui a adopté de nouvelles modifications aux statuts de la société, no-
 amment sa prorogation jusqu'au 10 décembre 1898 et l'extension de sa ga-
 rantie aux valeurs immobilières, aux risques locatifs et de voisinage et aux
 assurances;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les modifications aux statuts de la société d'assurances
 mutuelles mobilières contre l'incendie établie à Caen pour les dé-
 partements du Calvados, de l'Orne, de la Manche, de la Sarthe, de
 Mayenne et de l'Eure sont approuvées, telles qu'elles sont conte-
 nues dans l'acte passé le 25 mars 1864 devant M^e Müller et son

collègue, notaires à Caen, lequel acte restera annexé au présent décret.

Ladite société est autorisée à prendre la dénomination de *Société d'assurances mutuelles mobilières et immobilières contre l'incendie pour les départements du Calvados, de l'Orne, de la Manche, de la Sarthe, de la Mayenne et de l'Eure.*

2. Les modifications ci-dessus approuvées ne seront exécutoires qu'à l'expiration des polices en cours, à moins d'adhésion de la part des titulaires de ces polices.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires du département de Calvados.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉRIC.

Par-devant M^r Müller et son collègue, notaires à Caen, soussignés,

A comparu :

M. Charles Colas-Belcour, directeur de la société d'assurances mutuelles mobilières contre l'incendie pour les départements du Calvados, de l'Orne, de la Manche, de la Sarthe, de la Mayenne et de l'Eure, établie à Caen, rue Jean-Romain, n^o 39, y demeurant,

Lequel a exposé ce qui suit :

Par délibération en date du 28 juillet 1863, le conseil général de la société susmentionnée, délibérant en conformité de l'article 63 des statuts de ladite société, a adopté des modifications auxdits statuts, notamment la prorogation de la durée de la société au 10 décembre 1898 et l'extension de ses opérations à l'assurance des meubles, à celle des risques locatifs et de voisinage et aux réassurances.

Par la même délibération, tous pouvoirs ont été donnés au directeur pour obtenir l'approbation de ces modifications, consentir et au besoin proposer et provoquer les changements qui seraient reconnus nécessaires ou utiles pour parvenir à ladite homologation, passer et signer tous actes à cet effet.

Aujourd'hui le comparant, agissant en vertu desdits pouvoirs, déclare arrêter ainsi qu'il suit les modifications apportées aux statuts de la société susmentionnée :

« Art. 1^{er}. Il y a société mutuelle contre l'incendie et contre les dommages causés, soit par l'explosion du gaz à éclairer, soit par la chute du tonnerre, entre les soussignés et les personnes qui adhéreront aux présents statuts.

« La société a pour titre : *Société d'assurances mutuelles mobilières et immobilières contre l'incendie pour les départements du Calvados, de l'Orne, de la Manche, de la Sarthe, de la Mayenne et de l'Eure.*

« Elle a son siège et son domicile à Caen.

« Art. 2. Cette société a pour but d'assurer dans les départements du Calvados, de l'Orne, de la Manche, de la Sarthe, de la Mayenne et de l'Eure tous les biens, meubles et immeubles, de quelque nature qu'ils soient, sous les exclusions et modifications ci-après relatées.

« Elle garantit contre les risques locatifs définis par les articles 1733 et 1734

de Napoléon et contre les recours des voisins résultant des articles 1382 et 1383 du même code.

a aussi pour but de prendre et de donner des réassurances. Les réassurances données à des sociétés autorisées à cet effet.

exclus de l'assurance les fabriques de poudre ou d'artifices, les salles de spectacle, les filatures, les fabriques de ouates, l'or et l'argent en lingots ou monnaies, les bijoux, pierreries, perles fines, médailles, billets, titres de toute nature, objets qui, par leur nature ou leur destination, présenteraient des chances particulièrement trop dangereuses.

aussi exclus de l'assurance les dommages résultant d'invasions, d'émeutes, de guerre ou de l'explosion des fabriques de poudre ou d'artifices, ainsi que raz-damans, trombes ou autres effets d'électricité, sauf ce qui a été dit à l'article 1^{er} du tonnerre.

n, la société ne répond que des dommages matériels causés par le sinistre, des pertes qui résulteraient de l'impossibilité temporaire d'en faire usage.

3. Aucune assurance ne pourra excéder cent mille francs tant que la masse des valeurs assurées ne dépassera pas dix millions; ce maximum pour un seul risque diminuera avec le montant des valeurs assurées dans la proportion d'un et demi pour cent jusqu'à concurrence d'un plein de cinq cent mille francs, qui ne pourra jamais être dépassé.

En outre, le plein sur les risques jugés dangereux par le conseil d'administration soit à cause de la nature des objets assurés, soit à cause des bâtiments qui leur sont contigus, est fixé à deux et demi pour mille du montant des sommes assurées par la société au moment de l'adhésion, et il ne pourra dans aucun cas dépasser la somme totale de cent mille francs.

5. La durée de la société est prorogée au 10 décembre 1898.

Il arriverait que la valeur des objets assurés devint inférieure à vingt-cinq mille francs, le conseil général, extraordinairement convoqué par le conseil d'administration, prononcerait la dissolution de la société.

La durée de trente ans pourra être prorogée également par une délibération du conseil général, prise dans les conditions fixées par l'article 63, après l'avis du conseil d'administration, et approuvée par le Gouvernement.

8. Peuvent être membres de la société non-seulement les propriétaires, mais toute personne qui voudra faire assurer les propriétés d'autrui, en se soumettant aux conditions de l'assurance et après avoir justifié de son intérêt à leur conservation.

Les valeurs qui auront été engagées à l'assurance par plusieurs personnes séparément ne donneront lieu en cas de sinistre qu'à une seule indemnité, laquelle sera répartie à qui de droit.

Il ne pourra être exigé des personnes qui auront fait assurer partiellement au moins d'une part de la garantie et des frais proportionnelle à leur part dans l'assurance; il est bien entendu que toutes les assurances partielles sur le même objet, en tout ou en partie, ne pourront dépasser la valeur totale de l'objet assuré.

9. L'estimation des valeurs à assurer est faite immédiatement après l'adhésion, par un agent de la compagnie et aux frais de celle-ci. Procès-verbal en est dressé et présenté au conseil d'administration, qui admet ou rejette l'assurance.

13. Le conseil d'administration pourra, toutes les fois qu'il le jugera convenable, faire reviser ou recenser les procès-verbaux d'estimation, aux frais de la compagnie.

Le sociétaire qui, par réticence ou fausse déclaration, aura sciemment induit la société en erreur sur les risques que courent les objets assurés n'aura droit à aucune indemnité en cas de sinistre. Le conseil d'administration pourra, en outre, résilier l'assurance résiliée.

« CHAPITRE III.

« GARANTIE ET CLASSIFICATION. — FONDS DE PRÉVOYANCE ET DE RÉSERVE. —

« CHANGEMENT DE RISQUES.

15. Les cas non prévus au tableau de classification sont classés par le conseil d'administration suivant l'analogie qu'ils présentent avec les cas prévus.

L'expérience vient à démontrer que quelques-uns des cas prévus ne sont pas classés dans le tableau d'après le risque réel qu'ils présentent, le classement en sera

«changé par délibération du conseil général, sur la proposition du conseil d'administration. Les modifications ainsi opérées ne seront applicables qu'aux nouveaux contrats et aux contrats renouvelés.

«Art. 17. Pour former et entretenir un fonds de prévoyance destiné à donner à-compte sur les indemnités, chaque membre est tenu de verser, lors de son entrée dans la société et au commencement des années suivantes, une partie du maximum de la contribution dont il pourra être passible.

«Le conseil d'administration déterminera, d'après les besoins probables, quelle doit être la partie de contribution ainsi versée par avance, sans que, dans aucun cas, elle puisse excéder le cinquième du maximum.

«Art. 18. Il y a un fonds de réserve composé des excédants du fonds de prévoyance, des intérêts des sommes placées et de toutes les économies réalisées.

«L'objet de ce fonds de réserve est d'assurer à la société les moyens de suppléer à l'insuffisance de la contribution annuelle pour le paiement des sinistres; toutefois, il ne sera jamais employé plus d'un tiers du fonds de réserve à dégrever, dans une seule et même année, si ce n'est dans le cas d'épuisement total du fonds de garantie, cas où il pourra être employé pour une seule année jusqu'à concurrence de moitié du fonds de réserve.

«Lorsque ce fonds aura atteint quatre cent mille francs, il ne pourra plus s'accroître; les intérêts, ainsi que les excédants de la contribution annuelle, seront alors forcément appliqués à dégrever la contribution de l'année suivante.

«Le sociétaire qui cessera de faire partie de la société ne pourra réclamer sa part du fonds de réserve, qui ne devra jamais recevoir d'autre destination que celle fixée par les présents statuts.

«Ce qui restera du fonds de réserve, la dissolution de la société arrivant soit par l'expiration du délai fixé pour sa durée, soit pour toute autre cause, sera employé, après le paiement des sinistres, en œuvres de bienfaisance; la répartition en sera faite, dans ce cas, par le conseil général, sur la proposition du conseil d'administration, avec l'approbation du Gouvernement.

«Les sommes composant le fonds de réserve seront placées en rentes sur l'État, immatriculées au nom de la société. Ces valeurs ne pourront être aliénées qu'avec l'autorisation du conseil d'administration, et le transfert en sera signé par un administrateur délégué et par le directeur.

«Art. 19. Si des objets assurés sont transférés dans un autre lieu que celui désigné dans la police;

«Si dans les bâtiments assurés ou renfermant des objets assurés il est fait des changements ou des constructions qui augmentent ou multiplient les chances d'incendie;

«S'il y est établi une fabrique, une usine, une manipulation ou une profession d'une classe plus dangereuse que celle qui est indiquée dans la police;

«S'il y est introduit des matières, des denrées, des marchandises, des objets quel qu'ils soient, en un mot, susceptibles par leur nature de multiplier ou d'aggraver les risques,

«L'assuré est tenu de le déclarer immédiatement à la direction, de le faire mentionner sur sa police, et de payer, s'il y a lieu, une augmentation de garantie, qui sera déterminée conformément au tableau de classification.

«A défaut de cette déclaration dans les vingt-quatre heures du déplacement ou du changement des objets engagés, l'assuré n'a droit qu'aux neuf dixièmes de l'indemnité; il perd tout droit à cette indemnité, en cas de sinistre, s'il a négligé de faire cette déclaration avant l'incendie.

«Art. 27. Aussitôt après l'événement déclaré, un agent de la compagnie, sur l'ordre du directeur, procède à l'estimation du dommage causé par l'incendie aux objets assurés. Le propriétaire pourra lui adjoindre à ses frais un expert; en cas de partage, un tiers expert sera nommé par les parties et payé à frais commun.

«La mission des experts consistera à constater :

«1° La valeur vénale, au moment de l'incendie, des objets soumis à l'assurance;

«2° La valeur des objets détruits et des avaries supportées par les objets non détruits entièrement;

«3° La valeur des débris et celle des objets simplement avariés;

«4° A estimer l'indemnité due, qui ne pourra, dans aucun cas, dépasser le chiffre de l'assurance porté sur la police ni la valeur réelle des objets assurés au moment du sinistre.

Art. 28. L'expertise faite par la compagnie sera gratuite; les frais occasionnés par l'adjonction d'un tiers expert, dans les deux cas ci-dessus prévus, seront supportés moitié par la société et moitié par le sociétaire incendié. Si la valeur des objets exposés au sinistre dépasse celle déclarée dans la police, l'assuré supporte, en raison de cet excédant, sa part du dommage au centime le franc.

L'assuré ne peut faire le délaissement des matériaux et autres résidus des objets assurés; il est tenu de les recevoir au prix de l'estimation à valoir sur l'indemnité qui est due.

La société aura toujours le droit de faire remplacer, réparer et reconstruire, si le juge convenable.

Art. 35. Le conseil d'administration vérifiera ces états et arrêtera la portion contributive à payer par les sociétaires; le directeur sera chargé d'en poursuivre le recouvrement. Chaque sociétaire sera tenu de payer entre les mains du caissier de la compagnie ou du délégué de son canton, qui lui en donnera un reçu.

Art. 36. A défaut de paiement de la portion contributive dont chaque sociétaire est tenu, le directeur avertit le retardataire au moyen soit d'un acte extrajudiciaire, d'une lettre chargée dont la réception vaut mise en demeure. Si dans le mois la mise en demeure l'assuré ne s'est pas libéré, l'effet de son assurance est suspendu de plein droit jusqu'au lendemain du jour du paiement, à midi. Le sociétaire est pas moins tenu des charges sociales.

Le directeur peut, en outre, exercer toutes les poursuites de droit.

Le conseil d'administration a le droit de prononcer la résiliation du contrat dans le cas de non-paiement de deux années, savoir: l'année échue et l'année courante.

Art. 37. L'assurance cesse, pour le sociétaire et pour la société, dans les cas suivants:

A la fin de chaque période de cinq ans, par la déclaration énoncée en l'article 12;

Par la résiliation dont la compagnie s'est réservé la faculté dans les cas prévus aux articles 21, 22 et 36;

Par la faillite du sociétaire, à moins qu'il ne soit donné caution; l'assurance existe néanmoins jusqu'à la fin de l'exercice courant, si la contribution au fonds de prévoyance a été acquittée et si les valeurs assurées sont restées dans les mêmes conditions;

Par le décès du sociétaire; néanmoins les héritiers profitent de l'assurance jusqu'à la fin de l'année sociale, si les objets restent dans les mêmes conditions;

Par la vente, donation ou tout autre acte qui fait passer en d'autres mains la propriété des objets assurés, les faits journaliers du commerce exceptés, à moins que le nouveau propriétaire ne déclare qu'il entend continuer l'assurance. Celle-ci existe, dans tous les cas, jusqu'à la fin de l'exercice courant, si les valeurs assurées sont restées dans les mêmes conditions, et le précédent sociétaire sera tenu jusqu'à cette époque, envers la société, au paiement des charges sociales;

Par la cessation déclarée de l'intérêt en vue duquel l'assurance a été faite par le tiers;

Par la destruction totale des objets assurés, soit par incendie, soit par toute autre cause.

Les déclarations prescrites dans les cas prévus aux paragraphes 6 et 7 du présent article doivent, comme pour les autres, être faites à la direction. La société conserve, dans les mêmes cas, la faculté de se refuser à la continuation de l'assurance.

Art. 38. Dans tous les cas prévus au précédent article, l'assuré ou ses ayants cause supportent les charges sociales de l'exercice dans lequel l'assurance prend fin.

Art. 39. Le conseil général sera composé des cent plus forts assurés pris, dans les proportions suivantes, dans les six départements qui forment la présente association, savoir: vingt pour le Calvados, seize pour l'Orne, seize pour la Manche, seize pour la Mayenne, seize pour l'Eure et seize pour la Sarthe.

Le président et le secrétaire seront nommés à la majorité des membres présents, pourvu que leur nombre soit au moins de la moitié plus un.

Art. 44. Le conseil d'administration est composé de neuf membres pris parmi les sociétaires ayant au moins pour douze mille francs de valeurs engagées à l'assurance.

Il nommera un président et un vice-président pour deux ans. En cas d'absence ou d'empêchement, la présidence sera dévolue au plus âgé des membres présents.

« Le conseil d'administration se réunira deux fois par mois. En cas d'urgence pourra être convoqué extraordinairement par le directeur.

« La présence de cinq membres sera nécessaire pour la validité des délibérations du conseil d'administration.

« S'il y a partage d'opinions, la voix du président sera prépondérante.

« Art. 47. Le conseil d'administration, de concert avec le directeur, arrêtera les états de répartition des sinistres survenus. Il dressera, à la fin de l'année, l'état nominatif des cent plus forts sociétaires, qui devront former le conseil général. Il vérifiera et arrêtera provisoirement les comptes de la gestion du directeur.

« Les décisions de ce conseil seront prises à la majorité des suffrages.

« Art. 48. Les membres du conseil d'administration ne seront responsables de l'exécution de leur mandat; ils ne contracteront, à raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle ni solidaire.

« Art. 58. Tous les frais de loyer, frais de bureau, de correspondance, tous les traitements d'employés, toute distribution de jetons de présence aux membres du conseil d'administration, jetons dont la valeur sera réglée par le conseil général, les dépenses de gestion, seront et demeureront à la charge de la direction, ainsi que les frais de réassurances.

« Art. 60. Pour faire face aux dépenses de gestion indiquées dans l'article 58, sera payé annuellement et d'avance au directeur, par mille francs de la valeur des objets soumis à l'assurance, sans avoir égard à l'augmentation de valeurs résultant de la classification des risques :

« Vingt-cinq centimes jusqu'à cinq cents millions;

« Vingt centimes de cinq cents millions et au-dessus.

« Ces frais seront capitalisés et répartis entre les assurés dans la proportion de leur contribution aux sinistres.

« Art. 63. Le conseil général, réuni au nombre de la moitié plus un des membres qui le composent, et à la majorité des deux tiers des membres présents, peut modifier les présents statuts, sauf l'approbation du Gouvernement.

« Les modifications apportées aux statuts n'auront d'effet qu'après l'expiration des polices en cours, à moins d'adhésion des sociétaires souscripteurs de ces polices.

« Art. 64. Lors de la dissolution de la société, quelles qu'en soient la cause et l'époque, le conseil général des sociétaires nommera tous liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs, ainsi que le mode de la liquidation et sa durée, en fixera les bases et arrêtera définitivement les comptes.

« Art. 65. Pour faire autoriser, publier et modifier au besoin les présents statuts, tous pouvoirs sont donnés au directeur :

Tableau de classification des risques.

MAXIMUM DE LA GARANTIE PAR MILLE FRANCS.

EXPLICATION DES CATEGORIES.

1 ^{re} catégorie. — Bâtiments construits en pierres, briques ou moellons.....	} Couverts en ardoise ou en tuiles
2 ^e idem Bâtiments construits en pierres et bois.....	
3 ^e idem Bâtiments construits en bois ou torchis.....	
4 ^e idem Bâtiments construits en pierres, briques ou moellons.....	} Couverts en zinc ou en plomb
5 ^e idem Bâtiments construits en pierres et bois.....	
6 ^e idem Bâtiments construits en bois ou torchis.....	

DESIGNATION DES CLASSES.	1 ^{re} CATÉGORIE.	2 ^e CATÉGORIE.	3 ^e CATÉGORIE.	4 ^e CATÉGORIE.	5 ^e CATÉGORIE.
PREMIÈRE CLASSE.					
Maisons d'habitation simple.....	2 ^l 30 ^c	3 ^l 00 ^c	5 ^l 00 ^c	7 ^l 00 ^c	8 ^l 50 ^c
Mobiliers des propriétaires sans profession répostés dans lesdites maisons.....	3 50	4 00	6 00	7 50	9 00

DESIGNATION DES CLASSES.	1 ^{re} CATÉ- GORIE.	2 ^e CATÉ- GORIE.	3 ^e CATÉ- GORIE.	4 ^e CATÉ- GORIE.	5 ^e CATÉ- GORIE.	6 ^e CATÉ- GORIE.
2 ^e CLASSE.						
Bains publics (sans fonderie de suif). — Bouchers (Marchands de). — Blanchisseurs de laine à froid. — Bonnetiers (Marchands). — Cordonniers (Marchands et fabricants de). — Couteliers. — Bouchers. — Brossiers (Mar- chands et fabricants). — Cafetiers. — Car- netiers (Marchands). — Casquettes (Mar- chands et fabricants de). — Cercles de société et cabinets de lecture. — Chapeliers (Mar- chands non fabricants). — Charcutiers. — Cordonniers ordinaires. — Cirage (Fabri- cants de). — Cloutiers (Marchands). — Coif- fers. — Cordonniers et bottiers. — Cotons et en laine (Marchands de). — Couteliers (Marchands et fabricants). — Débitants de tissus. — Draps et étoffes (Marchands de). — Éperonniers. — Fers, acier, fonte (Marchands de). — Fil (Marchands de). — Fondeurs. — Forgerons. — Grains et graines (Marchands de), sans fourrages. — Graveurs sur bois et sur métaux. — Halles publiques. — Hôtels et hôpitaux. — Laines lavées (Mar- chands de). — Maisons de santé. — Maisons d'éducation. — Maréchaux ferrants. — Mégis- siers. — Opticiens. — Peaux (Appréteurs de). — Papiers-fumistes. — Postes aux lettres. — Serruriers. — Serruriers (Marchands). — Tanneurs. — Tailleurs d'habits. — Toiles (Marchands de). — Tourneurs sur métaux. — Vins (Marchands de), sans spiritueux.						
Bâtiments.....	2 ^e 50 ^e	3 ^e 50 ^e	5 ^e 50 ^e	8 ^e 00 ^e	10 ^e 50 ^e	15 ^e 00 ^e
Mobiliers et marchandises.....	3 40	4 50	6 00	8 50	10 50	15 00
3 ^e CLASSE.						
Bains publics sur le sol. — Bois à brûler (Marchands de). — Boisseliers. — Cordonniers (Marchands et fabricants de). — Couteliers (excepté les chantiers). — Char- cutiers, sans forge. — Coquetiers. — Corroyeurs. Décorateurs sur porcelaine. — Doreurs sur bois. — Émailleurs. — Épiciers sans fa- brique de chandelle ni fonderie de suif. — Fondeurs de cuivre, d'étain, de caractères. — Imprimeurs-ferblantiers. — Lithographes. — Peintres en garni. — Merciers (Marchands). — Nouvellistes (Marchands de). — Paniers (Mar- chands et fabricants de). — Papiers (Mar- chands de). — Passementiers. — Pâtisseries. — Pharmaciens. — Plombiers. — Plumassiers et préparateurs de plumes. — Pompiers en bois (fabricants). — Potiers d'étain. — Restaura- teurs. — Relieurs. — Rouenneries (Commis- sionnaires de). — Salotiers (Marchands et fabricants), excepté dans les bois. — Sculp- teurs sur bois. — Selliers-carrossiers (non fa- briquant de voitures). — Teinturiers-dégraiss- eurs. — Tisserands (ateliers de cinq métiers au-dessous). — Tonneaux. — Tourneurs sur bois. — Traiteurs. — Vanniers (Marchands et fabricants).						
Bâtiments.....	3 00	4 00	6 00	9 00	11 50	16 00
Mobiliers et marchandises.....	4 25	5 00	6 00	9 00	11 50	16 00

DÉSIGNATION DES CLASSES.	1 ^{re} CATÉ- GORIE.	2 ^e CATÉ- GORIE.	3 ^e CATÉ- GORIE.	4 ^e CATÉ- GORIE.	5 ^e CATÉ- GORIE.	6 ^e CATÉ- GORIE.
4^e CLASSE.						
PREMIÈRE SÉRIE.						
Aubergistes ne logeant pas rouliers. — Bas, bonnets (ateliers de cinq métiers). — Bimbelotiers (Marchands de jouets). — Brocheurs-assembleurs. — Cardes (Fabricants sans machine à vapeur). — Chaisiers (Marchands et fabricants). — Chevaux (Marchands de). — Chocolatiers (sans machine à vapeur). — Commissionnaires de roulage. — Couleurs (marchands non fabricants). — Dévideurs de soie. — Ebénistes. — Gants (Fabricants de). — Grainetiers. — Herboristes. — Guimpiers. — Hongroyeurs. — Imprimeurs en caractères, sans machine à vapeur. — Layetiers-emballeurs, coffretiers. — Lisseurs de dessins. — Menuisiers. — Meubles (Marchands de). — Moireurs et apprêteurs d'étoffes et châles. — Négociants faisant le commerce de place. — Ourdisseurs, plieurs. — Pain d'épice (Marchands et fabricants de). — Peintres en voitures et en bâtiments. — Parapluies, cannes. — Poulieurs. — Rubans (ateliers jusqu'à cinq métiers). — Tabletiers. — Tanneries sans moulin, au-dessous de quinze mille francs. — Tapissiers. — Tissages de soie (jusqu'à cinq métiers). — Tourbes et mottes de tan (Magasins de). — Vitriers.						
Bâtiments.....	3 ^h 50 ^c	4 ^h 50 ^c	7 ^h 00 ^c	10 ^h 50 ^c	12 ^h 50 ^c	15 ^h
Mobiliers et marchandises.....	5 00	6 00	8 00	10 50	12 50	15
2^e SÉRIE.						
Cultivateurs (ceux de la Sarthe et de la Mayenne exceptés).						
Bâtiments.....	4 25	5 00	7 00	8 00	11 50	15
Mobilier, bestiaux et ustensiles aratoires des cultivateurs.....	5 00	6 00	8 00	10 00	12 00	15
Récoltes et fourrages rentrés.....	6 00	6 50	8 50	10 50	12 50	15
5^e CLASSE.						
PREMIÈRE SÉRIE.						
Aubergistes logeant chevaux et rouliers. — Boulangers. — Charrons avec forge. — Chocolatiers avec machine à vapeur. — Commissionnaires en marchandises diverses. — Confiseurs (Marchands non fabricants). — Fourrages (Marchands de). — Imprimeries en caractères, mues par la vapeur. — Loueurs de chevaux et de voitures. — Messageries, voitures publiques. — Nourrisseurs. — Paillasons (Marchands et fabricants de). — Photographes. — Postes aux chevaux.						
Bâtiments.....	4 25	5 00	8 00	11 50	14 00	17
Mobiliers et marchandises.....	5 80	7 00	9 00	11 50	14 00	17
2^e SÉRIE.						
MARCHANDISES FACILES À ENDOMMAGER.						
(Garantie applicable à ces marchandises seulement.)						
Albâtres. — Broderies. — Bijouterie. — Conserves alimentaires. — Cristaux. — Droguerie. — Estampes. — Faïences. — Fleurs artificielles. — Gases. — Glaces. — Horlogerie. —						

DESIGNATION DES CLASSES.	1 ^{re} CATÉ- GORIE.	2 ^e CATÉ- GORIE.	3 ^e CATÉ- GORIE.	4 ^e CATÉ- GORIE.	5 ^e CATÉ- GORIE.	6 ^e CATÉ- GORIE.
ments de musique. — Librairie. — Musique. — Orgues d'église. — Par- fums. — Plumes d'ornement ou de parure. celaines. — Tableaux. — Tulles et den- — Verreries.....	5 ^f 80 ^e	7 ^f 00 ^e	9 ^f 00 ^e	11 ^f 50 ^e	14 ^f 00 ^e	21 ^f 00 ^e
3 ^e SÉRIE.						
eurs de la Sarthe et de la Mayenne.						
ments.....	4 25	5 00	8 00	10 50	12 50	16 00
eliers, bestiaux et récoltes dans les con- ditions ordinaires.....	5 80	7 00	9 00	12 50	14 50	16 00
eliers, bestiaux et récoltes offrant des sues exceptionnels.....	6 50	7 50	9 50	12 50	14 50	16 00
6 ^e CLASSE.						
PREMIÈRE SÉRIE.						
FABRIQUES ET USINES.						
buerie, armes. — Épingles ou aiguilles. eries avec ou sans retordage ou séchoir. dons. — Plaqué, plomb laminé. — Savons paveux procédés. — Soude sans cham- e plomb. — Vinaigre. — Voiliers avec ouillage.....	5 80	7 50	12 00	14 00	17 00	24 00
eliers ou marchandises.....	7 00	8 50	12 00	14 00	17 00	24 00
2 ^e SÉRIE.						
MARCHANDISES HASARDEUSES.						
ments.....	5 80	7 50	12 00	15 00	18 00	27 50
Bouts tords en laine. — Chanvre. — de vie jusqu'à vingt-quatre degrés et li- s. — Goudron. — Huiles. — Laines en — Lin. — Résine. — Suif.....	7 50	9 00	15 00	18 00	21 00	30 50
7 ^e CLASSE.						
FABRIQUES ET USINES.						
ries ayant plus de cinq métiers. — Bou- — Carrossiers (fabricants de voitures). — as et cartes à jouer. — Chandelles sans de suif ou avec fonte à la vapeur. — rce. — Clouteries. — Confiseurs (Fabri- sans raffinerie. — Conserves alimen- — Dévideries de coton. — Horlogerie. lineries de sel et salines. — Raffineries tre. — Retordages de fil et de coton. — es, rubans, lacets, avec plus de cinq is. — Tréfileries. — Tulles et dentelles. ments.....	7 00	8 50	12 00	16 00	19 00	28 00
eliers et marchandises.....	8 00	10 00	14 00	16 00	19 00	28 00
8 ^e CLASSE.						
PREMIÈRE PARTIE.						
FABRIQUES ET USINES.						
des avec fonte de suif. — Chapeaux de de paille ou de soie. — Couvertures de sans filature. — Facteurs de pianos. — pages et grillages d'étoffes. — Impres- sur étoffes de laine et soie. — Liquo- — Parfumeurs. — Savons par anciens dés.....	9 00	12 00	18 00	24 00	27 50	37 00
eliers et marchandises.....	12 00	15 00	21 00	24 00	27 50	37 00

DÉSIGNATION DES CLASSES.

1^{re}
CATE-
GORIE.

2^e
CATE-
GORIE.

3^e
CATE-
GORIE.

4^e
CATE-
GORIE.

5^e
CATE-
GORIE.

6^e
CATE-
GORIE.

2^e PARTIE.

MARCHANDISES DOUBLEMENT HASARDEUSES.

Bâtiments.....
Acide sulfurique. — Esprit et eaux-de-vie au-
dessus de vingt-quatre degrés. — Eau-forte.
— Essences. — Déchets de coton. — Térében-
thine. — Vernis.....

9^f 00^e

12^f 00^e

18^f 00^e

24^f 00^e

27^f 50^e

1^e

12 00

15 00

21 00

24 00

27 50

1^e

9^e CLASSE.

FABRIQUES ET USINES.

La même garantie est applicable à l'immeuble, au mo-
bilier et aux marchandises.

Acide sulfurique.....

12 00

15 00

21 00

Apprêts { de coton.....
de tissus { de coton à la vapeur.....
 { de fil ou de laine.....

12 00

15 00

21 00

7 50

9 00

13 50

15 00

18 00

2^e

9 00

12 00

15 00

18 00

21 00

2^e

Blanc de zinc.....

12 00

15 00

21 00

Blan- { Curandiers à froid.....
chisseurs. { Bâtiments contenant des four-
 { neaux.....
 { Sécherie chaude.....
 { avec séchoirs à froid ou à la va-
 { peur.....
 { avec séchoirs à chaud séparés
Blan- { par une distance d'au moins
chisseries { dix mètres.....
 { avec séchoirs à chaud contigus
 { ou rapprochés.....
 { Séchoirs à chaud séparés.....

4 25

5 00

6 00

9 00

10 50

4^e

7 50

9 00

13 50

15 00

18 00

2^e

12 00

15 00

21 00

7 50

9 00

13 50

15 00

18 00

2^e

7 50

9 00

13 50

15 00

18 00

2^e

15 00

18 00

24 00

30 50

37 00

43 00

Bouchons.....

12 00

15 00

21 00

Brasseries.....

7 50

9 00

13 50

15 00

18 00

2^e

Céruse..... { avec étagère en fer.....

12 00

15 00

21 00

 { avec étagère en bois.....

30 50

37 00

43 00

Cire à cacheter.....

15 00

18 00

24 00

Couleurs à l'huile ou à l'eau.....

15 00

18 00

24 00

Couvertures de coton, sans filature.....

15 00

18 00

24 00

Corderies... { Petites corderies sans goudron-
 { nage, avec peignage à la main
 { et dont les marchandises ne
 { dépassent pas 1,000 francs....
 { sans goudronnage.....

5 80

7 50

12 00

14 00

17 00

2^e

15 00

18 00

24 00

Déchirage de laine sèche { avec chauffage à la va-
 { au moyen de cartes } peur.....

18 00

21 00

27 50

 { avec chauffage ordi-
ou de drosses sans } naire.....

24 00

30 50

 { d'eaux-de-vie, autres que celles
Distilleries... { des propriétaires et fermiers..
 { d'esprits à la vapeur.....
 { d'esprits par procédés ordinaires.

12 00

15 00

21 00

9 00

12 00

15 00

18 00

21 00

3^e

24 00

30 50

Draps { avec métiers sans moteur.....

7 50

9 00

13 50

15 00

18 00

2^e

et étoffes { avec métiers et moteurs sans fila-
 { ture ni séchoir à chaud.....

9 00

12 00

15 00

18 00

21 00

3^e

Draps et tapis { avec chauffage à la vapeur.....

24 00

30 50

de feutre { avec chauffage ordinaire.....

30 50

37 00

Filteries de chanvre et de lin.....

9 00

12 00

15 00

18 00

21 00

3^e

Forges, fonderies, martinets.....

7 50

9 00

13 50

15 00

18 00

2^e

Fours à chaux et à plâtre. — Meules de bois,

30 50

37 00

43 00

ainsi que tous objets et ustensiles éloignés de

12 00

15 00

21 00

douze mètres au moins du four.....

Gaz de houille.....

12 00

15 00

21 00

DÉSIGNATION DES CLASSES.		1 ^{re} CATÉ- GORIE.	2 ^e CATÉ- GORIE.	3 ^e CATÉ- GORIE.	4 ^e CATÉ- GORIE.	5 ^e CATÉ- GORIE.
Machines à vapeur.	Meules de bois à douze mètres au moins des fours.....	18 ^f 00 ^c	21 ^f 00 ^c	30 ^f 50 ^c		
	Fours chauffés au charbon de terre.....	12 00	15 00	21 00		
	Ateliers séparés.....	7 50	9 00	13 50	15 ^f 00 ^c	18 ^f 00 ^c
	à charbon de terre à l'usage des forges.....	9 00	12 00	15 00		
	à charbon de bois à l'usage des forges.....	21 00	27 50	34 00		
.....	Charbons de bois dans les halles : pour trois mois, 13 fr. 50 cent.; pour six mois, 18 francs; pour l'année.....	21 00	27 50	34 00		
.....	Épurations.....	7 50	9 00	13 50	15 00	18 00
.....	Fabriques sans moulin.....	7 50	9 00	13 50	15 00	18 00
Machines à vapeur fonctionnant	.....	8 00	10 00	14 00	16 00	19 00
Ateliers-constructeurs	.....	7 50	9 00	13 50	15 00	18 00
Ateliers vernis	.....	12 00	15 00	21 00		
Machines	.....	12 00	15 00	21 00		
Ateliers	avec étuves.....	15 00	18 00	24 00		
Moulin	sans étuves.....	7 50	9 00	13 50		
Ateliers à tan	.....					
Machines	mus par l'eau ou la vapeur.....	23 00	30 50			
Ateliers bois	mus par un manège.....	15 00	18 00	24 00		
Ateliers ture	.....					
Ateliers alins	mus par l'eau ou la vapeur.....	12 00	15 00	21 00		
Ateliers uile	mus par un manège.....	7 50	9 00	13 50	15 00	18 00
Ateliers raines	.....					
	mus par le vent.....	15 00	18 00	24 00		
	mus par l'eau :					
	avec une ou deux paires de meules.....	7 00	8 50	12 00	14 00	17 00
Ateliers à blé	avec trois paires de meules....	8 00	10 00	14 00	16 00	19 00
	avec quatre paires de meules...	10 00	13 00	18 00	23 00	27 50
	avec cinq paires de meules....	21 00	27 50			
	Au-dessus de cinq paires de meules, la garantie est aug- mentée de 3 francs par paire de meules.					
Machines animal	.....	24 00	30 50			
	à la mécanique, sans étendoirs, sans magasins de chiffons et sans triage de chiffons.....	15 00	18 00	24 00		
Ateliers...	avec étendoirs, avec ou sans ma- gasins de chiffons.....	24 00	30 50			
	anciens procédés ou avec cy- lindres chauffés au feu.....	27 50	34 00			
	Magasins de chiffons séparés....	15 00	18 00	24 00		
Ateliers peints	.....	12 00	15 00	21 00		
Ateliers de laine	.....	18 00	21 00	27 50		
Ateliers de laine à la vapeur	.....	9 00	12 00	15 00	18 00	21 00
Ateliers de chanvre et de lin à la main, chez les rivers seulement.....		12 00	15 00	21 00		
Ateliers laine,	Meules de bois placées à douze mètres au moins du four.....	18 00	21 00	30 50		
Ateliers mce,	Four chauffé au charbon de terre.	12 00	15 00	21 00		
Ateliers erie,	Ateliers séparés, moulins à pâte.	7 50	9 00	13 50	15 00	18 00
Ateliers ipes.	.....	12 00	15 00	21 00		
Ateliers chimiques non inflammables	.....					
	mues par l'eau, avec chantiers éloignés de quinze mètres au moins.....	38 00	46 00			
Ateliers bois	mues par un manège, avec chan- tiers éloignés de quinze mètres au moins.....	23 00	30 50			
Ateliers de marbre	.....	7 50	9 00	13 50	15 00	18 00

DESIGNATION DES CLASSES.	1 ^{re} CATÉ- GORIE.	2 ^e CATÉ- GORIE.	3 ^e CATÉ- GORIE.	4 ^e CATÉ- GORIE.	5 ^e CATÉ- GORIE.
Séchoirs à chaud des lavoirs de laines.....	18 ^f 00 ^e	21 ^f 00 ^e	24 ^f 00 ^e		
Soude (Fabriques de) avec chambre de plomb..	12 00	15 00	21 00		
Tanneries, sans moulin, au-dessus de 15,000 fr.	7 50	9 00	13 50	15 ^f 00 ^e	18 ^f 00 ^e
avec séchoirs à froid ou à la va- peur.....	7 50	9 00	13 50	15 00	18 00
Teintureries.. avec séchoirs à chaud séparés par une distance d'au moins dix mètres.....	7 50	9 00	13 50	15 00	18 00
avec séchoirs à chaud et dépen- dances contiguës ou rappro- chées.....	18 00	21 00	27 50		
Séchoirs à chaud séparés.....	30 50	37 00			
Tissages de fil ou de sans parage ou avec pa- coton à un seul rage à la vapeur.....	12 00	15 00	21 00		
étage, ayant plus de avec parages chauffés cinq métiers..... par des poêles ou ca- lorifères.....	24 00	30 50			
Tissus en caoutchouc.....	18 00	21 00	27 50		
Toiles peintes avec chauffage à la vapeur.....	12 00	15 00	21 00		
et leurs avec chauffage mixte, ou par dépendances poêles ou calorifères.....	24 00	30 50			
Tondage de châles à la mécanique.....	7 50	9 00	13 50	15 00	18 00
Trique- balage et avec chauffage à la vapeur.....	24 00	30 50			
égrateronage avec chauffage ordinaire.....	30 50	37 00			
de laine Meules de bois construites à douze mètres au moins du four.....	30 50	37 00			
Tuileries Fours chauffés au charbon de terre.....	18 00	21 00	27 50		
Halles séparées.....	7 50	9 00	13 50	15 00	18 00
10 ^e CLASSE.					
OBJETS DIVERS.					
Bains publics sur bateaux.....	7 50				
Bateaux à laver.....	9 00				
Bois âgés de plus de vingt-cinq ans..	2 30				
non résineux âgés de moins de vingt-cinq ans.	4 25				
de bois à brûler.....	4 25				
Chantiers.... de planches et de bois de cons- truction avec atelier.....	12 00				
de planches et de bois de cons- truction sans atelier.....	9 00				
de construction nautique.....	13 50				
La même garantie est applicable aux bois contenus dans les chantiers, qu'ils soient en magasin ou à l'air.					
Charbons à l'air.....	7 50				
de bois en magasin: bâtiments et mar- chandises.....	9 00	12 00	15 00	18 00	21 00
Charbons à l'air.....	4 25				
de terre en magasin: bâtiments et mar- chandises.....	5 80	7 50	12 00	18 00	21 00
Distilleries d'eau-de-vie de vingt-quatre de- à l'usage grés au plus.....	7 50	9 00	13 50	18 00	21 00
des d'esprits.....	12 00	15 00	21 00	24 00	27 50
propriétaires et fermiers, Bâtiments.....	5 80				
Entrepôts Marchandises.....	9 00				
publics.					
Fagots, écorces, cotrets en tas ou en meules, à plus de cent mètres des fours à chaux, à plâtre et des tuileries.....	18 00				

DÉSIGNATION DES CLASSES.	1 ^{re} CATÉ- GORIE.	2 ^e CATÉ- GORIE.	3 ^e CATÉ- GORIE.	4 ^e CATÉ- GORIE.	5 ^e CATÉ- GORIE.	6 ^e CATÉ- GORIE.
aux à chanvre à l'usage des fermes	38 ^l 00 ^s	46 ^l 00 ^s				
indises en route sur voitures	23 00					
et bateaux en construction	13 30					
en meules pour six mois et au-dessous .	18 00					
en meules pour l'année	23 00					
ra. Les différents risques ci-dessus peu- être augmentés ou diminués d'une ou plusieurs classes, d'après le danger que peu- présenter les objets assurés, suivant leur re, leur contiguité et leurs situations res.						

ont acte sur modèle présenté et à l'instant rendu :

t et passé à Caen, en l'étude de M^r Müller, l'un des notaires soussignés,
n 1864, le 25 mars.

ture faite, le comparant a signé avec les notaires.

registré à Caen le 26 mars 1864, folio 18 recto, case 7. Reçu deux francs ;
de décime, quarante centimes. Signé *Desprairies*.

lit la teneur de l'annexe.)

pour être annexé au décret impérial en date du 9 avril 1864, enregistré sous le
b.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,
Signé ARMAND BÉHIC.

370. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui approuve des modifications aux Statuts de
Société d'assurances mutuelles immobilières contre l'incendie formée à
Moulins pour le département de l'Allier.

Du 9 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR**
FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT**.

r le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de
culture, du commerce et des travaux publics ;

notre décret du 22 mars 1853, portant autorisation de la société d'assu-
s mutuelles immobilières contre l'incendie formée à Moulins pour le
rtement de l'Allier et approbation de ses statuts ;

la délibération, en date du 16 mars 1863, par laquelle le conseil
ral de la société susdénommée a adopté des modifications auxdits
ts ;

tre Conseil d'État entendu,

ONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

rt. 1^{er}. Les modifications aux articles 9, 16 et 23 des statuts de
ciété d'assurances mutuelles contre l'incendie établie à Moulins
la dénomination de *Société d'assurances mutuelles immobilières*
le département de l'Allier sont approuvées, telles qu'elles sont
enues dans l'acte passé le 22 mars 1864 devant M^r Croizier et son
gue, notaires à Moulins, lequel acte restera annexé au présent
et.

2. Les modifications ci-dessus approuvées ne seront exécutées qu'à l'expiration des polices en cours, à moins d'adhésion de la part des titulaires de ces polices.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires du département de l'Allier.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

Par-devant M^e Croizier et son collègue, notaires à Moulins (Allier), soussignés.

A comparu :

M. Claude-Antoine-Théodore Chevalier, propriétaire, maire de la commune d'Yverges, demeurant à Moulins,

Agissant en sa qualité de directeur de la société d'assurances mutuelles immobilières contre l'incendie formée à Moulins pour le département de l'Allier, et spécialement en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par la délibération ci-après relatée du conseil général de ladite société.

Extrait de laquelle délibération délivré par M. le marquis de Saint-Georges, président dudit conseil général, est demeuré ci-annexé, après avoir été du comparant certifié véritable et que dessus mention de son annexe a été faite par les notaires soussignés.

Lequel a exposé ce qui suit :

EXPOSÉ.

Par délibération en date du 16 mars 1863, le conseil général de la société susdénommée, délibérant en conformité des articles 32 et 49 des statuts de ladite société, a adopté des modifications aux articles 9, 16 et 23 desdits statuts.

Par la même délibération, le comparant a été nommé directeur de la société, tous pouvoirs lui ont été donnés à l'effet de poursuivre auprès du Gouvernement l'approbation des modifications adoptées, de consentir aux changements qui pourraient être exigés et de passer acte de ceux qui seraient approuvés.

Aujourd'hui le comparant, agissant en vertu des pouvoirs susmentionnés, décide d'arrêter ainsi qu'il suit la nouvelle rédaction des articles 9, 16 et 23 de la société :

ARTICLES MODIFIÉS DES STATUTS.

« Art. 9. La demande d'admission dans la société se fait par un acte d'adhésion ou sous forme au modèle adopté par le conseil d'administration et énonçant la qualité de la personne laquelle agit l'adhérent : un état estimatif des immeubles à assurer, établi conformément à l'article 16, est joint à l'adhésion ; il devra être visé et approuvé, quant aux estimations données, par un des membres de la commission cantonale de l'arrondissement ci-après parlé, article 47.

« Cette pièce est mise sous les yeux du conseil d'administration à sa plus prochaine réunion.

« Art. 16. L'évaluation doit porter séparément sur chacun des bâtiments composant l'ensemble de la propriété assurée, indiquant leur construction et leur destination ; elle est constatée par la police d'assurance, dont copie est donnée à chaque notaire.

« Elle ne comprend pas la valeur du sol ; elle forme le capital à assurer, et le capital est la base de la somme pour laquelle il doit contribuer à l'assurance.

La déclaration étant faite, le directeur, agissant au nom de la société, nomme un expert qui se transporte sur le lieu de l'incendie; le sociétaire, à moins qu'il ne consente à s'en rapporter à l'expert de la société, en nomme un autre. Ces deux personnes agissent ensemble, mais contradictoirement, et constatent le sinistre; elles déterminent si le bâtiment incendié est bien celui désigné par la police, elles déterminent la valeur des dommages éprouvés. Si les deux experts ne sont pas d'accord, ils en nomment un troisième, lequel, en cas de dissidence entre eux pour ce choix, est nommé juge de paix du canton où la propriété se trouve située. Il est dressé procès-verbal de l'opération.

La société paye la moitié des frais d'expertise.

Un sinistre ne peut être une cause de bénéfice pour l'assuré. En conséquence, l'indemnité ne peut jamais être supérieure à la valeur réelle des bâtiments assurés au moment du sinistre, quel que soit le montant de l'assurance.

En cas de sinistre partiel, la valeur des bâtiments assurés est reconnue pour le montant de l'assurance, l'indemnité subit une réduction proportionnelle. En cas de destruction totale des bâtiments, la société ne peut être tenue de payer une somme supérieure à l'estimation qui en a été faite pour l'assurance, conformément à l'article 16, et dont le montant est mentionné dans la police.

En tous les cas, la société n'est point tenue à la reconstruction; la valeur des bâtiments qui auront résisté à l'incendie, quels qu'en soient le nombre et l'importance, sera en déduction de la somme d'évaluation donnée aux bâtiments incendiés.

Si les dégâts éprouvés sont peu importants, ils pourront être arbitrés de gré à gré par la partie lésée et l'agent de la société, sauf ratification par le conseil d'administration.

POUVOIR DE FAIRE MENTIONNER LES PRÉSENTES.

Le directeur a le pouvoir de faire mentionner les présentes partout et à qui besoin sera, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition ou d'un extrait.

En tant acte :

Acte passé à Moulins, au domicile du comparant, avenue de la Gare,

le 22 mars 1864.

Acte fait, le comparant a signé avec les notaires.

Contenu est cette mention :

« Enregistré à Moulins le 23 mars 1864, folio 51 verso, case 1^{re}. Reçu deux francs; dix centimes, quarante centimes. L'acte de société modifié a été enregistré à Moulins le 16 février 1864. Signé Tournery.

(Il a la teneur de l'annexe.)

Le présent acte a été annexé au décret impérial en date du 9 avril 1864, enregistré sous le n° 166.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

371. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 3 liquidations de Pensions civiles.

Du 16 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur les articles 5, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Sur les décrets des 24 novembre et 31 décembre 1852;

Sur l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 15 mars 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur

le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864 au ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 5 avril 1864;

Sur le rapport du ministre de notre Maison et des beaux-arts,

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
1	TROUILLET (Pierre). . . .	27 nov. 1800.	Arnay-le-Duc (Côte-d'Or).	Portier de 1 ^{re} classe au palais des Tuileries.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	22	8	
2	GSELL (Benjamin). . . .	31 juillet 1797.	Colmar (Haut-Rhin).	Ouvrier ébéniste au palais des Tuileries.		19	9	
3	ROUÏ (Louis-Joseph)...	16 nov. 1809.	Solsy-sur-École (Seine-et-Oise).	Brigadier au mu- sée du Louvre.		17	7	23

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts et notre ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé ACHILLE FOULD.

*Le Maréchal de France, Ministre de la
Maison de l'Empereur et des beaux-arts.*

Signé VAILLANT.

N^o 16,372. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 3 liquidations de Pensions civiles.

Du 23 Avril 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 2 et 25 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu le décret du 2 février 1808 et l'ordonnance du 28 novembre 1821;

Vu les avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date des 29 février et 24 mars 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des li-

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les trois liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de mille neuf cent trenté et un francs (1,931^f) au tableau ci-dessous sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	377 ^f 77 ^c 169 43	547 ^f	"	"	547 ^f	1 ^{er} mars 1864.	Paris (Seine).
"	593 75 256 25	750	"	"	750	1 ^{er} avril 1864.	Idem.
30 ^f 87 ^c	382 28 221 47	634	"	"	634	Idem.	Idem.
TOTAL.					1,931		

Les pensions comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de la guerre pour l'année 1864;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en ses avis des 1^{er} mars et 12 avril 1864;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les trois liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de mille huit cent quatre-vingt-huit francs (1,888^f) au tableau d'autre part sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance à jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Maréchal de France, Ministre
secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Pensions pour services civils.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
									(Pensions pour services civils.)
1	CHINARDET (Madeleine-Adélaïde), veuve DUVIVIER.	2 janvier 1791.	Paris (Seine).	Son mari, ex-com-mis entretenu de 2 ^e classe des bureaux de l'in-tendance mili-taire.	Militaires et civils.	34	4	4	100 fr.
2	FOURNIOLS (Joséphine-Jacquine), veuve HE-ZODE.	25 pluv. an IX [14 fev. 1801].	Le Mans (Sarthe).	Son mari, ex-com-mis d'adminis-tration de 1 ^{re} classe au collé-ge de la Flèche.	Civils.....	33	7	5	100 fr.
3	FAURET (Félicité-Pau-line), veuve SAUREL.	3 mess. an IX [22 juin 1801].	Saint-Jean-Pied-de-Port (Basses-Pyrénées).	Son mari, ex-offi-cier d'adminis-tration comp-table de 1 ^{re} clas-se des subsis-tances.	Idem.....	32	5	10	100 fr.

N^o 16.373. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui reconnaît comme Établissement d'utilité publique la Société d'assistance mutuelle fondée à Versailles sous la dénomination de l'Union.*

Du 23 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi du 15 juillet 1850, relative aux sociétés de secours mutuels;

Vu le décret du 14 juin 1851, portant règlement d'administration publique au sujet desdites sociétés;

Vu le décret du 26 mars 1852;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La société d'assistance mutuelle fondée à Versailles (Seine-et-Oise) sous la dénomination de *l'Union* est reconnue comme établissement d'utilité publique.

2. Sont approuvés les statuts de cette société, tels qu'ils sont annexés au présent décret.

3. Le règlement d'administration intérieure de la société sera soumis à l'approbation de notre ministre de l'intérieur.

4. La société devra transmettre, tous les ans, à notre ministre de l'intérieur, dans les formes et aux époques indiquées, un résumé de ses opérations et un état de sa situation.

5. La faveur accordée par l'article 1^{er} sera révoquée en cas d'inexécution ou de violation des lois et règlements, du présent décret et de ses statuts.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des civiles.	des services civils.	Total.					
au 1 ^{er} janvier 1854.)							
"	"	1,225 ^f	"	613 ^f	613 ^f	14 novembre 1863	Vincennes (Seine).
"	"	900	"	450	450	17 janvier 1864.	Le Mans (Sarthe).
"	"	1,650	"	825	825	21 novembre 1863	Saint-Jean- Pied-de-Port (Basses-Pyrénées).
				(TOTAL.	1,888		

Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Moniteur et inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

I.

BUT ET COMPOSITION DE LA SOCIÉTÉ. — COTISATION.

17. 1^{re}. L'Union de Versailles a pour bases la religion, la famille et la propriété pour but d'aider et secourir, pour rapprocher et unir tous ses membres par un d'assistance publique.

Cette société fait appel à tous les habitants de Versailles, quelle que soit leur situation sociale.

Les femmes en font partie, ainsi que les enfants.

Elle garantit à chacun de ses membres assistance et dévouement; cette assistance s'étend à toute limite que celle des ressources dont la société dispose.

La durée de la société n'est pas limitée.

L'Union se compose de membres participants et de membres honoraires.

Les membres participants sont ceux qui se réservent le droit à l'assistance.

Les membres honoraires sont ceux qui renoncent au droit à l'assistance.

Les membres honoraires sont admis à tout âge; les membres participants adultes, seize ans accomplis à cinquante ans, et les membres participants enfants, de sept ans accomplis à seize ans.

Le minimum de la cotisation annuelle est fixé à neuf francs pour les membres participants adultes, et à deux francs quarante centimes pour les membres participants enfants.

Le minimum ne peut être changé que par l'assemblée générale.

Le paiement de la cotisation annuelle s'effectue par douzième, de mois en mois, d'avance; il peut être fait par anticipation.

II.

BUREAU. — ADMISSION. — EXCLUSION.

4. L'administration de la société est confiée à un bureau composé de vingt-deux membres, y compris le président, le vice-président, le trésorier et le secrétaire. Il aura un agent comptable, qui pourra être pris parmi les membres du bureau et dont le bureau fixera l'émolument annuel. Le président est nommé par l'Empereur; les autres membres du bureau sont élus par l'assemblée générale, qui lui délègue, par le seul fait de l'élection, le droit de faire les admissions, ainsi que tous les pouvoirs ci-après.

5. Le bureau est renouvelé par tiers, d'année en année. Pour les deux premières années, les membres sortants sont désignés par un tirage au sort qui portera seulement sur les membres élus à l'origine; pour les années suivantes, le rang d'ancienneté désigne les membres sortants.

Les membres du bureau sont rééligibles.

Si une des places de membre du bureau vient à vaquer, le bureau y nomme provisoirement, et l'assemblée générale procède à l'élection définitive à sa plus prochaine réunion. Le membre du bureau ainsi nommé n'exerce ses fonctions que pendant le temps qui restait à courir à celui qu'il remplace.

6. Le président de la société est de droit président du bureau.

Le bureau nomme dans son sein un vice-président, un trésorier et un secrétaire.

En cas de partage égal des voix, celle du président du bureau est prépondérante.

Le bureau statue sans appel sur toutes les questions relatives à l'assistance obligatoire, à celle facultative et à l'œuvre morale.

Il présente aux suffrages de l'assemblée générale les candidats aux pensions de retraite.

Il rédige son règlement intérieur.

7. Le bureau, en vertu du droit qu'il tient de l'assemblée générale, examine les demandes d'admission; il les accueille, les rejette ou les ajourne.

L'admission des sociétaires compte à partir du premier jour du mois dans lequel elle a lieu.

8. Tout sociétaire qui pendant trois mois consécutifs n'a pas payé sa cotisation peut être considéré comme démissionnaire, et rayé par le bureau de la liste de la société. Le bureau peut, en outre, prononcer l'exclusion d'un sociétaire pour l'une des causes suivantes :

Une condamnation judiciaire;

Un fait notoire contraire aux bonnes mœurs;

L'ivrognerie;

Le refus du travail offert.

III.

ASSISTANCE OBLIGATOIRE.

9. L'Union garantit à tout sociétaire participant adulte, sur les fonds de la société :

1° Des soins de médecin et des médicaments en cas de maladie ou de blessures;

2° Une allocation d'un franc par jour pour les hommes et de soixante-quinze centimes par jour pour les femmes, pendant le temps que dure l'incapacité du travail occasionnée par l'une des deux causes ci-dessus.

Cependant l'Union n'accorde ces secours que pour les maladies ou blessures qui causent une incapacité de travail pendant six jours au moins, et ils cessent d'être obligatoires lorsque cette incapacité se prolonge au delà de trente jours.

L'Union n'est pas obligée envers les sociétaires âgés de plus de soixante ans.

Aucun secours n'est dû pour les maladies causées par la débauche ou l'intempérance, ni pour les blessures reçues dans une rixe, lorsqu'il est prouvé que le sociétaire a été l'agresseur, ni pour blessures reçues dans une émeute à laquelle il a pris une part volontaire, ni pour blessures reçues en duel ou provenant d'une tentative de suicide.

L'assistance obligatoire vis-à-vis des membres participants enfants ne comprend que les soins du médecin et les médicaments du pharmacien, en cas de maladie ou blessures; mais la société étend sur eux son patronage au moyen de l'assistance facultative dont il sera ci-après parlé.

IV.

ASSISTANCE FACULTATIVE.

L'Union soulage l'infortune des sociétaires et facilite leur travail par tous les moyens qui sont en son pouvoir.

L'assistance facultative qui peut être accordée à un sociétaire par le bureau, sur rapport de l'un de ses membres consiste notamment dans la prolongation au delà du terme de trente jours, après lequel s'arrête l'assistance obligatoire, de l'indemnité due pour incapacité de travail; dans une somme d'argent accordée à une famille de sociétaires frappée par un grand malheur, tel que la perte de son chef; dans le versement d'une partie des frais d'inhumation, parfois trop lourds pour la veuve ou les enfants d'un sociétaire décédé; dans l'achat de certains outils nécessaires au travail d'un membre participant; enfin, dans une pension de retraite.

Aucun sociétaire ne peut réclamer de secours de la société s'il n'en fait partie depuis deux mois au moins et s'il n'a payé ses cotisations mensuelles.

V.

ŒUVRE MORALE.

La société se réunit au jour anniversaire de sa fondation pour adresser en commun des prières à Dieu.

Le contact fréquent des membres du bureau avec les familles des membres participants, elle encourage la persévérance dans le travail, la bonne conduite, l'ordre et l'économie.

Elle honore chacun de ses membres en chargeant une députation d'accompagner les dépouilles mortelles à leur dernière demeure.

Enfin, dans le mois anniversaire de celui de la fondation de l'Union, le bureau distribue des récompenses à ceux des sociétaires qui, par quelque action méritoire ou exceptionnelle, auront obtenu l'approbation publique ou attiré l'attention de la société.

VI.

RESSOURCES ET CHARGES.

Les ressources financières de l'Union consistent dans le produit des cotisations individuelles, les sommes versées à titre de dons volontaires, celles reçues à titre de versement de capital de réserve provenant de l'excédant des recettes sur les dépenses et le fonds de retraites.

Les charges de l'Union consistent dans les dépenses générales d'administration, celles de l'assistance obligatoire, celles de l'assistance facultative et celles de l'œuvre morale.

Toutes les dépenses sont payées par le trésorier, sur ordonnance ou mandat du bureau; elles sont vérifiées et arrêtées par le bureau, qui en rend compte à l'assemblée générale des sociétaires.

VII.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE. — COMPTES. — DISSOLUTION.

Une assemblée générale, composée de tous les membres de la société, se réunit au moins une fois chaque année.

Elle peut, en cas de nécessité, être convoquée extraordinairement par le bureau sur le rapport du président.

Elle entend le rapport moral sur l'état de la société et examine le compte financier du bureau.

Elle procède au remplacement des membres du bureau sortants ou démissionnaires.

Tous les ans, et conformément à l'article 20 du décret du 26 mars 1852, le bureau adresse au préfet du département un compte rendu de la situation morale et financière de l'Union.

La dissolution de la société ne peut être proposée par le bureau qu'en cas d'insuffisance des ressources, constatée en assemblée générale des sociétaires spécialement convoquée et à la majorité des deux tiers des votants.

En cas de dissolution, il sera remboursé aux membres participants faisant alors

partie de l'Union le montant de leurs versements respectifs, et ce, jusqu'à concurrence des fonds existants et déduction faite des dépenses occasionnées par eux.

Les fonds restés libres après cette restitution seront partagés entre les sociétés du même genre ou les établissements de bienfaisance de la ville; à défaut, entre les sociétés de secours mutuels approuvées du département, au prorata du nombre de leurs membres.

18. Il ne pourra être apporté aucune modification aux présents statuts, approuvés par les sociétaires de l'Union, sans le consentement de l'assemblée générale.

Toute modification sera, conformément à l'article 15 du décret du 26 mai 1862, soumise à l'appropriation du Gouvernement.

VIII.

FONDS DE RETRAITES.

Conformément au décret du 26 avril 1856, l'Union constitue un fonds de retraite pour servir, à titre d'assistance facultative, des pensions viagères à ceux des sociétaires participants qui en seront jugés les plus dignes par une délibération de l'assemblée générale; cette assemblée fixera la quotité des pensions.

Les pensionnaires devront être âgés de plus de cinquante ans et avoir acquis la cotisation sociale depuis dix années au moins.

A mérite égal, le sociétaire le plus ancien sera préféré.

La société affecte à la constitution du fonds de retraite :

1° La somme de cinq mille trois cent trente francs dix centimes, montant en compte avec la caisse des retraites au 31 décembre 1858;

2° Les intérêts capitalisés de ladite somme jusqu'au jour où pourra commencer le service des pensions viagères;

3° Toutes sommes à provenir de subventions de l'État, de dons ou legs qui seraient faits à la société, des prélèvements sur l'excédant des recettes, qui seraient votés par l'assemblée générale, avec destination à l'accroissement du fonds de retraites et les intérêts desdites sommes.

La société conserve la propriété du fonds de retraites après l'extinction des pensions viagères qu'elle constituera.

Les présents statuts ont été délibérés et adoptés par le Conseil d'État dans ses séances des 16 mai 1863, 17 février et 12 mars 1864.

Le Conseiller d'État, Secrétaire général du Conseil d'État,

Signé F. BOILAY.

Vu pour être annexé au décret du 23 avril 1864, enregistré sous le n° 1021.

Pour le Ministre de l'Intérieur et par autorisation

Le Conseiller d'État, Secrétaire général,

Signé CHAMBLAIN.

N° 16,374. — DÉCRET IMPÉRIAL (rendu sur la proposition du grand chancelier de la Légion d'honneur et contre-signé par le ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts) qui nomme officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. *Carmier (Amable-Honoré)*, lieutenant-colonel du neuvième régiment d'infanterie de ligne en retraite; quarante ans de services, trois campagnes, deux propositions de chevalier de l'ordre le 24 avril 1842. (Paris, 28 Avril 1864.)

N° 16,375. — ARRÊTÉ du ministre de la justice qui admet à jouir des droits de citoyen français le sieur *Ettinghaussen*, né le 15 septembre 1812 à Hoechst (duché de Nassau), employé, demeurant à Paris. (Paris, 25 Mai 1848.)

376. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui autorise à établir son domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'il continuera d'y résider, le sieur *Rollhaus* (*Charles-Auguste-Sigismond*), négociant, né le 24 mars 1820 à Bonames (État de Francfort), demeurant au Havre (Seine-Inférieure). (*Biarritz, 16 Août 1854.*)

377. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à jouir des droits de citoyen français, conformément à l'article 2 de la loi du 3 décembre 1849, le sieur *Jäger* (*Charles-Bernard-Henry*), chevalier de Légion d'honneur, lieutenant au troisième régiment de spahis, né à Ringelheim (Hanovre) le 1^{er} mars 1811. (*Vichy, 14 Juillet 1862.*)

378. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui autorise à établir son domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'il continuera d'y résider, le sieur *Castellani-Leonzi* (*Charles-Paul-Raymond*), né le 26 mai 1838 à Bruxelles (Belgique), peintre d'histoire, demeurant à Paris. (*Paris, 11 Février 1863.*)

379. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui autorise à établir son domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'il continuera d'y résider, le sieur *Körnig* (*Georges*), né à Vienne (Autriche) le 18 septembre 1818, ancien militaire, demeurant à Mustapha (Algérie). (*Paris, Mars 1863.*)

380. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à jouir des droits de citoyen français le sieur *Cossmann* (*Maurice-Adolphe*), artiste peintre, né le 21 juillet 1821 à Berlin (Prusse), demeurant à Paris. (*Paris, 18 Avril 1863.*)

381. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider :

- 1° Le sieur *Ganzler* (*Conrad*), domestique, né le 13 mai 1837 à Nussloch (grand-duché de Bade), demeurant à Paris (Seine);
 - 2° Le sieur *Moreaux* (*Jean-Baptiste-Frédéric*), né le 24 août 1830 à Sugny (Belgique), cloutier, demeurant à Cons-la-Grand-Ville, arrondissement de Mézières (Ardennes). (*Paris, 29 Juin 1863.*)
-

382. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, chargé, par intérim, du ministère de la justice et des cultes) portant que le sieur *Juge* (*Paul-Antoine-Toussaint*), né le 15 novembre 1812 à Cette, arrondissement de Montpellier (Hérault), négociant, demeurant à Paris, est réintégré dans la qualité de Français. (*Vichy, 16 Juillet 1863.*)

383. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, chargé, par intérim, du ministère de la justice et des cultes) qui autorise à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider :

- 1° Le sieur *Gombert* (*Gustave-Édouard-Camille*), sapeur au quatre-vingt-neuvième régiment d'infanterie de ligne, né le 8 octobre 1822 à Berckholz (Prusse);
- 2° Le sieur *de Brabander* (*Charles-Joseph*), musicien gagiste au cinquième régiment de hussards, né à Bruges (Belgique) le 24 septembre 1837;
- 3° Le sieur *Petermans* (*Paul-Louis-Joseph*), musicien au cinquième régiment de hussards, né le 18 avril 1838 à Tournay (Belgique);

4° Le sieur *Haarbleicher* (*Samuel-Anselme-Frédéric*), négociant, né le 18 décembre 1834 à Hanau (Hesse-Électorale), demeurant à Paris;

5° Le sieur *Scholten* (*Henri-Bernard-Jean*), horloger, né le 24 septembre 1831 à Dinslacken (Prusse), demeurant à Paris;

6° Le sieur *Schacher* (*Georges*), négociant, né le 10 mars 1834 à Stuttgart (Wurtemberg), demeurant à Bordeaux (Gironde). (*Vichy, 23 Juillet 1863.*)

N° 16,384. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, chargé, par intérim, du ministère de la justice et des cultes) qui admet à jouir des droits de citoyen français le sieur *Capaccio* (*Louis*), sous-chef de musique à la division des équipages de la flotte, né le 8 juin 1830 à Naples (Italie), demeurant à Toulon (Var). (*Vichy, 30 Juillet 1863.*)

N° 16,385. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider :

1° Le sieur *Avaro* (*Barthélemy-Antoine*), prêtre de l'ordre des Oblats, né le 23 juillet 1834 à Bricherajo (Italie), demeurant à Nice (Alpes-Maritimes);

2° Le sieur *Biodo* (*Charles-Joseph*), prêtre de l'ordre des Oblats, né le 16 février 1822 à Mondovi (Italie), demeurant à Nice;

3° Le sieur *Bo* (*Antoine-Vincent*), carme déchaussé, né le 5 avril 1810 à Cherasco (Italie), demeurant au couvent de Laghet, canton de Villefranche (Alpes-Maritimes);

4° Le sieur *Bogetti* (*Marc-Antoine*), prêtre de l'ordre des Oblats, né le 25 avril 1817 à Mongrado (Italie), demeurant à Nice;

5° Le sieur *Borgatta* (*Jean-Baptiste-Benoît*), prêtre de l'ordre des Oblats, né le 21 mars 1817 à Novi (Italie), demeurant à Nice;

6° Le sieur *Calosso* (*Jean-Baptiste-Joseph-Marie*), prêtre de l'ordre des Oblats, né le 13 février 1822 à Carignan (Italie), demeurant à Nice;

7° Le sieur *Chiappa* (*François*), prêtre de l'ordre des Oblats, né le 26 septembre 1832 à Bébiania (Italie), demeurant à Nice;

8° Le sieur *Corna* (*Barthélemy-Barnabé*), prêtre de l'ordre des Oblats, né le 10 juin 1812 à Verzuolo (Italie), demeurant à Nice;

9° Le sieur *Dadesso* (*Louis-Ignace*), prêtre de l'ordre des Oblats, né le 12 septembre 1820 à Alexandrie (Italie), demeurant à Nice;

10° Le sieur *Delfino* (*Joseph-Barthélemy*), prêtre de l'ordre des Oblats, né le 25 mai 1807 à Brichecasio (Italie), demeurant à Nice;

11° Le sieur *Ferrero* (*Vincent-Marie*), prêtre de l'ordre des Oblats, né le 29 mai 1824 à Porte (Italie), demeurant à Nice;

12° Le sieur *Ferris* (*Jean-Antoine-François*), prêtre de l'ordre des Oblats, né le 23 juin 1816 à Civas (Italie), demeurant à Nice;

13° Le sieur *Frasca* (*Hyacinthe-Dominique*), prêtre de l'ordre des Oblats, né le 4 mars 1821 à Courgnie (Italie), demeurant à Nice;

14° Le sieur *Gastaldi* (*Pierre-Jean-Baptiste*), prêtre de l'ordre des Oblats, né le 31 octobre 1827 à Bene (Italie), demeurant à Nice;

15° Le sieur *Giordano* (*Félix-Benoît-Jean-Baptiste*), prêtre de l'ordre des Oblats, né le 21 mars 1814 à Turin (Italie), demeurant à Nice;

16° Le sieur *Marcenco* (*Maurice-Mathieu*), né le 25 février 1798 à Chiusa (Italie), demeurant à Nice;

17° Le sieur *Novarino* (*Gaspard*), prêtre de l'ordre des Oblats, né le 8 août 1811 à Pralormo (Italie), demeurant à Nice;

18° Le sieur *Olivetti* (*Joachim-Jean-Baptiste*), prêtre de l'ordre des Oblats, né le 17 avril 1812 à Alexandrie (Italie), demeurant à Nice;

19° Le sieur *Paruzza* (*Placide-Joseph*), prêtre de l'ordre des Oblats, né le 5 juillet 1817 à Sinio (Italie), demeurant à Nice;

20° Le sieur *Paruzza* (*Zéphyrin-Joseph*), prêtre de l'ordre des Oblats, né le 26 mai 1826 à Sinio (Italie), demeurant à Nice;

21° Le sieur *Romano* (*Théodore-François*), prêtre de l'ordre des Oblats, né le 4 juillet 1808 à Bricherasio (Italie), demeurant à Nice;

- Le sieur *Rossi (Étienne)*, prêtre de l'ordre des Oblats, né le 11 décembre 1819 à Oscasio (Italie), demeurant à Nice;
- Le sieur *Rossi (Jean-Baptiste)*, prêtre de l'ordre des Oblats, né le 11 octobre 1819 à Oscasio (Italie), demeurant à Nice;
- Le sieur *Sabre (François-Joseph)*, prêtre de l'ordre des Oblats, né le 26 avril 1819 à Casagrasse (Italie), demeurant à Nice;
- Le sieur *Sandri (Dominique)*, carme déchaussé, né le 24 janvier 1802 à Monte- (Italie), demeurant à Nice;
- Le sieur *Savio (Ascanius)*, prêtre de l'ordre des Oblats, né le 15 août 1832 à Saneuf (Italie), demeurant à Nice;
- Le sieur *Schellinus (Michel-Maurice)*, carme déchaussé, né le 13 décembre 1819 à Marsaglia (Italie), demeurant au couvent de Laghet, canton de Villefranche (Maritimes);
- Le sieur *Simonino (Michel-Henri-Marie)*, prêtre de l'ordre des Oblats, né le 11 septembre 1797 à Turin (Italie), demeurant à Nice;
- Le sieur *Tarquino (Louis)*, prêtre de l'ordre des Oblats, né le 2 septembre 1819 à Cumberviana (Italie), demeurant à Nice;
- Le sieur *Tione (Jean-Laurent)*, prêtre de l'ordre des Oblats, né le 8 mars 1823 à Tongo (Italie), demeurant à Nice;
- Le sieur *Vacchetta (Joseph-Étienne)*, prêtre de l'ordre des Oblats, né le 26 décembre 1827 à Pievani (Italie), demeurant à Nice;
- Le sieur *Devia (Étienne)*, carme déchaussé, né le 2 avril 1810 à Albicensi (Italie), domicilié à Nice et résidant temporairement à Turin;
- Le sieur *Morra (Oddin)*, carme déchaussé, né le 24 décembre 1821 à Rovetto (Italie), domicilié à Nice, résidant temporairement à Turin;
- Le sieur *Prato (Joseph-Louis)*, carme déchaussé, né le 2 novembre 1827 à Mortale (Italie), domicilié à Nice, résidant temporairement à Turin;
- Le sieur *Schultz (Charles-Ernest-Rodolphe)*, né le 5 juin 1830 à Prenzlau (Prusse), commis libraire, demeurant à Paris;
- Le sieur *Hamburg (Joseph)*, négociant, né le 3 décembre 1836 à Mayence (Prusse), demeurant à Paris. (*Vichy, 30 Juillet 1863.*)

386. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la Justice et des cultes) qui admet à jouir des droits de citoyen français :

- Le sieur *Wagner (Nicolas)*, manœuvre, né le 20 octobre 1812 à Kehling (Prusse), demeurant à Bertrange (Moselle);
- Le sieur *Righetti (Gaetan)*, deuxième chef de musique à bord de l'*Algésiras*, en rade de l'Hyères (Var), né le 1^{er} avril 1820 à Sarzane (Italie);
- Le sieur *Lucius (Jacques)*, ordonnateur des pompes funèbres, né le 10 décembre 1819 à Sanem (grand-duché de Luxembourg), demeurant à Paris. (*Saint-Cloud, 12 Août 1863.*)

387. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la Justice et des cultes) qui autorise à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider :

- Le sieur *Bezagny (Dominique)*, propriétaire, né le 1^{er} août 1807 à Morfasso (Italie), demeurant à Persac, arrondissement de Montmorillon (Vienne);
- Le sieur *Moret (Jean-Nicolas)*, né le 29 juin 1826 à Morat, canton de Berne, en Suisse, facteur de l'Administration des lignes télégraphiques, demeurant à Paris;
- Le sieur *Mondon (David)*, né le 13 novembre 1802 à Bobi (Italie), facteur des lignes télégraphiques, demeurant à Gap (Hautes-Alpes). (*Saint-Cloud, 6 Août 1863.*)

388. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la Justice et des cultes) qui admet à jouir des droits de citoyen français, par application de l'article 2 de la loi du 3 décembre 1849, le sieur *Gislain (Hippolyte-Constant)*, ingénieur civil, secrétaire général de la compagnie des houillères d'Épinac, né le 1^{er} septembre 1828 à Gembloux (Belgique), demeurant à Paris. (*Saint-Cloud, 12 Août 1863.*)

N° 16,389. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui admet à jouir des droits de citoyen français :

1° Le sieur *Mizzi (Jean-Baptiste-Antoine-Achille-François-Paul-Rosmire-Vincent)*, négociant civil, né à Malte le 8 février 1810, demeurant à Briare (Loiret);

2° Le sieur *Lepoint (Auguste Pierre)*, employé au comptoir d'escompte de Paris, né le 28 août 1814 à Paris, d'un père étranger, demeurant dans ladite ville. (Saint-Cloud, 12 Août 1863.)

N° 16,390. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider :

1° Le sieur *Lohmiller (Vavier)*, maître maçon, né le 2 octobre 1817 à Doornik (Wurttemberg), demeurant à Strasbourg (Bas-Rhin);

2° Le sieur *Massin (Michel-Joseph)*, ouvrier à la manufacture d'armes de Châteaumat, né à Wandre (Belgique) le 25 septembre 1824, demeurant à Châteaumat (Vienne);

3° Le sieur *de Haber (Albert-Richard-Oscar-Félix)*, négociant, né le 10 juillet 1811 à Berlin (Prusse), demeurant à Paris (Seine);

4° Le sieur *Smolinski (Léopold)*, conducteur des ponts et chaussées, né le 13 novembre 1812 à Chwalki (Pologne), demeurant à Béthune (Pas-de-Calais);

5° Le sieur *Demaury (Julien-François)*, sous maître, né le 12 octobre 1861 à (Suisse), demeurant à Cusset (Allier). (Saint-Cloud, 12 Août 1863.)

N° 16,391. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider :

1° Le sieur *Etringer (Pierre)*, cultivateur, né le 10 mai 1830 à Menrich (Prusse), demeurant à Woldwisse, arrondissement de Thionville (Moselle);

2° Le sieur *Guardia (José-Miguel-Magin)*, né le 23 janvier 1830 à Alavor (Minorque), royaume d'Espagne, docteur en médecine, bibliothécaire adjoint de l'Académie impériale de médecine, demeurant à Paris. (Saint-Cloud, 16 Août 1861.)

N° 16,392. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant que M. de Viry (*Edmond-Georges-Joseph-Viré*), capitaine d'artillerie dans l'armée de Sa Majesté le roi d'Italie, né le 9 novembre 1811 à Chambéry, est autorisé à se faire naturaliser Italien. (Saint-Cloud, 16 Août 1861.)

N° 16,393. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui admet à jouir des droits de citoyen français, par application de l'article 2 de la loi du 3 décembre 1849 :

1° Le sieur *Ambroise Calfa Nar Bey*, ancien directeur du collège national arménien, membre de la Société asiatique et de l'Institut historique, né à Constantinople (Turquie) le 2 mars 1831, demeurant à Paris;

2° Le sieur *Aff (Oscar)*, négociant, né le 27 octobre 1824 à Lœwenstein (Wurttemberg), demeurant à Sedan (Ardennes). (Saint-Cloud, 29 Août 1863.)

N° 16,394. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui admet à jouir des droits de citoyen français :

1° Le sieur *Rochaïd Dahdah (Joseph)*, ancien négociant, né dans le mois de janvier 1814 à Aramoun (Syrie), demeurant à Saint-Maur-les-Fossés (Seine);

2° Le sieur *Rota (Gaëtan-Chrysanthé-Marie)*, conducteur des ponts et chaussées, né le 25 octobre 1808 à Reggio de l'Émilie (Italie), demeurant à Auch (Gers). (Saint-Cloud, 29 Août 1863.)

6.395. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider :

Le sieur *Barringer* (*Georges-Alfred*), employé à la Bibliothèque impériale, né le 18.39 à Brompton, comté de Middlesex (Angleterre), demeurant à Paris ;

Le sieur *Reichardt* (*Alfred-Léonard-Émile*), commissionnaire en marchandises, né le 6 novembre 1835 à Kauer (Prusse), demeurant à Paris ;

Le sieur *Weber* (*Nicolas*), maouvrier, né le 30 décembre 1821 à Faba (Prusse), demeurant à Ham, arrondissement de Thionville (Moselle) ;

Le sieur *Fraissinet* (*Jean-Hil lebrand*), commis négociant, né le 13 août 1839 à Lin (Prusse), demeurant à Bordeaux (Gironde) ;

Le sieur *Fournelle* (*Philippe*), propriétaire, né le 14 janvier 1832 à Pelange (grand-duché de Luxembourg), demeurant à Mont-Saint-Martin (Moselle) ;

Le sieur *Dill nius* (*Jacques-Louis-Martin*), ancien percepteur, né le 2 frimaire an 11 à Crefeld (Prusse), demeurant à Fontenay-aux-Roses (Seine). (*Saint-Cloud*, août 1863.)

6.396. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider :

Le sieur *Oppenheim* (*A n ud*), propriétaire, ancien banquier, né le 16 janvier 1814 à Cologne (Prusse), demeurant à Paris ;

Le sieur *Oppenheim* (*A etrandie*), propriétaire, ancien banquier, consul honoraire de Belgique, né le 27 décembre 1814 à Cologne (Prusse), demeurant à Paris ;

Le sieur *Mayer* (*Louis*), docteur en médecine, né à Mettenheim (grand-duché de Bade) le 2 juillet 1835, demeurant à Haguenau, arrondissement de Strasbourg (Haut-Rhin) ;

Le sieur *Bauer* (*Jean-Georges*), charpentier, né le 11 avril 1811 à Auerbach (grand-duché de Bade), demeurant à Mulhouse (Haut-Rhin). (*Saint-Cloud*, 4 Septembre 1863.)

6.397. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui admet à jouir des droits de citoyen français :

Le sieur *Meier* (*Nicolas*), journalier, né le 17 décembre 1813 à Bous (grand-duché de Luxembourg), demeurant à Beyren (Moselle) ;

Le sieur *Muser* (*Auguste*), fabricant de quincaillerie, né le 7 janvier 1827 à Wischeid (Prusse Rhénane), demeurant à Metz (Moselle) ;

Le sieur *Tognéri* (*Maximilien Pell grin*), mouleur au musée impérial, né le 15 septembre 1814 à Tarroghio (Italie), demeurant à Paris ;

Le sieur *Dzikowski* (*Adolphe-Pierre Gaétan*), ancien garde des forêts, né le 10 juin 1813 à Weridour (Pologne), demeurant à Nancy (Meurthe). (*Biarritz*, 15 Septembre 1863.)

6.398. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider :

Le sieur *Guglielmino* (*Pierre-Joseph*), carme déchaussé, né le 3 juillet 1828 à Calengho (Italie), résidant momentanément au Mont-Carmel et domicilié à Nice (Alpes-Maritimes) ;

Le sieur *Goldschmidt* (*Ferdinand*), négociant, né le 11 août 1839 à Cologne (Prusse), demeurant à Paris ;

Le sieur *Scott* (*William-Glendowyn*), né à Parton-House, en Kirkcudbrightshire (Ecosse), le 26 novembre 1808, demeurant à Paris ;

Le sieur *Benda* (*Eugène*), négociant, né le 5 mai 1831 à Bruxelles (Belgique), demeurant à Paris ;

Le sieur *Rissmann* (*Maxime-Émile*), employé au ministère de la justice et des cultes, né à Paris, d'un père étranger, le 10 février 1824, y demeurant ;

Le sieur *Fontana* (*Louis*), épicier, né le 19 février 1814 à Noli (Italie), demeurant à Marseille (Bouches-du-Rhône) ;

7° Le sieur *Macaroni (Barthélemy)*, agent d'affaires, né le 6 février 1829 à Oignat, arrondissement de Vesoul (Haute-Saône), demeurant à Paris. (*Biarritz, 15 Septembre 1863.*)

N° 16,399. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant que le sieur *Baretta (Jean-Baptiste)*, né à Cerano (Italie) le 29 septembre 1813, demeurant à Nice, est admis à jouir des droits de citoyen français en exécution du décret du 30 juin 1860. (*Biarritz, 28 Septembre 1863.*)

N° 16,400. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider :

1° Le sieur *de Pavenza-Woronicz (Janus)*, né le 27 juin 1805 à Prawutyn (Pologne), interprète auxiliaire, attaché à l'agence consulaire de France à Tultscha (empire Ottoman), résidant dans cette ville;

2° Le sieur *Nash (James)*, professeur d'anglais, né à Homerton, comté de Middlesex (Angleterre), le 29 juillet 1827, demeurant à Nice (Alpes-Maritimes);

3° Le sieur *Baulard (Thomas)*, né le 22 février 1830 à Bleid, province de Luxembourg (Belgique), papetier, demeurant à Nantes (Loire-Inférieure);

4° Le sieur *Thirlwell (Joshua)*, né le 16 décembre 1822 à Allendale (Angleterre), mécanicien à bord du bateau à vapeur français *Blanche*, demeurant à Dieppe (Seine-Inférieure);

5° Le sieur *de Bobics (Eugène-Antoine-Marie)*, né à Vienne (Autriche) le 13 mai 1835, commis de chancellerie à l'ambassade de France à Madrid (Espagne), y demeurant. (*Biarritz, 28 Septembre 1863.*)

N° 16,401. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider :

1° Le sieur *Hartmann (Moïse, appelé communément Maurice)*, marchand de verroteries, né le 13 décembre 1827 à Kamena (Autriche), demeurant à Paris;

2° Le sieur *Bettinger (Théodore)*, né le 15 juillet 1814 à Heilbronn (Wurtemberg), négociant, demeurant à Lyon (Rhône);

3° Le sieur *Hübner (Frédéric-Guillaume)*, ouvrier tourneur à la direction du port d'Alger, né le 25 mars 1832 à Berlin (Prusse), demeurant à Alger;

4° Le sieur *Schwabacher (Maurice)*, né le 29 juin 1825 à Presbourg (Hongrie), marchand de diamants, demeurant à Paris (Seine);

5° Le sieur *de Nigris (Jean-Baptiste-Jacob)*, matelot, né le 6 juin 1835 à Rapallo (Italie), demeurant à Marseille (Bouches-du-Rhône);

6° Le sieur *Schönfeld (Charles-Louis-Édouard)*, négociant, né le 27 décembre 1830 à Berlin (Prusse), demeurant à Paris;

7° Le sieur *Schleicher (Eberhardt-Hugo)*, négociant, né le 26 décembre 1835 à Siedersberg (Prusse Rhénane), demeurant à Paris;

8° M^{me} *Beer (Élisa)*, née le 20 novembre 1821 à Berlin (Prusse), épouse de M. *Openheim (Alexandre)*, ancien banquier, demeurant à Paris (Seine). (*Biarritz, 2 Octobre 1863.*)

N° 16,402. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir son domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'il continuera d'y résider, le sieur *Walzer (François-Xavier-Eugène)*, commis de librairie, né le 24 janvier 1832 à Porentruy (Suisse), demeurant à Paris. (*Paris, 7 Octobre 1863.*)

N° 16,403. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir son domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'il continuera d'y résider, M. l'abbé *Reynaudi (Joseph)*, prêtre

Oblat de Marie, né à Carignan (Italie) le 14 octobre 1823, demeurant à Nice (Alpes-Maritimes). (Paris, 9 Octobre 1863.)

16.404. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise M. de *Talleyrand-Périgord*, duc de *Valençay*, membre du conseil général du département de l'Indre, à se faire conférer par le roi de Prusse l'investiture du duché de Sagan et à prêter à cette occasion le serment exigé par la loi prussienne, sans perdre la qualité de Français. (Saint-Cloud, 16 Octobre 1863.)

16.405. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir son domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'il continuera d'y résider, le sieur *Vandeveld* (*Joseph-Prosper*), négociant, né le 24 janvier 1829 à Menin (Belgique), demeurant à Paris. (Saint-Cloud, 16 Octobre 1863.)

16.406. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider :

- 1° Le sieur *Samain* (*Désiré-Edmond*), soldat au soixantième régiment d'infanterie, à Comines (Belgique) le 15 novembre 1828;
 - 2° Le sieur *Schäfer* (*Christophe-Louis-Henri*), tambour-major au régiment étranger, à Harsefeld (Hanovre) le 21 juin 1825;
 - 3° Le sieur *Rosetty* (*Michel*), interprète de deuxième classe, né au Caire (Égypte) dans le courant de l'année 1786;
 - 4° Le sieur *Chauvot* (*Jean-Georges*), sergent surveillant de deuxième classe au pénitencier de Douéra, né à Dörrenbach (Bavière) le 5 vendémiaire an VII;
 - 5° Le sieur *Kulsch* (*Henry*), soldat au régiment étranger, né le 27 février 1822 en Bavière;
 - 6° Le sieur *Löwemberg* (*Édouard*), fourreur, né le 28 octobre 1829 à Strélitz (grand-duché de Mecklembourg), demeurant à Paris (Seine);
 - 7° Le sieur *Brandstätter* (*Joseph*), colon, né le 7 décembre 1827 à Knittelsheim (Bavière), demeurant commune du Fondouk (Algérie);
 - 8° Le sieur *Sprenger* (*Christian-Henry*), colon, né à Gieboldhausen (Hanovre) le 3 novembre 1817, demeurant au Fondouk (Algérie);
 - 9° L'abbé *Berchialla* (*Vincent*), né le 12 mai 1825 à Montelupo (Italie), ancien être oblat de Marie, actuellement prêtre séculier, demeurant à Nice (Alpes-Maritimes). (Paris, 28 Octobre 1863.)
-

16.407. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider :

- 1° Le sieur *Kulczycki* (*Adam-Joachim*), né le 2 octobre 1809 à Pulawy (Pologne), génie colonial, demeurant au Port-de-France (Nouvelle-Calédonie);
 - 2° Le sieur *Ficke* (*Ernest-Barthélemy*), expéditionnaire à la préfecture de la Seine, demeurant à Paris, né en la même ville, d'un père étranger, le 5 octobre 1830;
 - 3° Le sieur *Reinach* (*Jacob-Adolphe*), banquier, né à Francfort-sur-le-Mein le 7 avril 1840, demeurant à Paris;
 - 4° Le sieur *Delecluse* (*Émile-Joseph*), né le 6 mars 1825 à Baillœul (Belgique), gérant de bureau, demeurant à Lille (Nord);
 - 5° Le sieur *Lami* (*Antoine-Marie*), pêcheur à Marseille (Bouches-du-Rhône), né à Squaviva (Italie) le 20 janvier 1809. (Saint-Cloud, 4 Novembre 1863.)
-

16.408. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui admet à jouir des droits de citoyen français :

- 1° Le sieur *Jourdan* (*Jean-Joseph-Napoléon*), né le 21 août 1812 à Liège (Belgique), demeurant à Paris;

2° Le sieur *Schück* (*Ludvig*), négociant, né à Stockholm (Suède) le 29 mars 1811, demeurant à Marseille (Bouches-du-Rhône);

3° Le sieur *Hellmann* (*Bernard*), négociant, né le 22 janvier 1822 à Munich (Bavière), demeurant à Paris;

4° Le sieur *Wulff* (*Sikker*), négociant, né le 28 septembre 1803 à Frédéricia (Danemark), demeurant à Paris. (*Paris, 18 Novembre 1863.*)

N° 16,409. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant que le sieur *Carrée* (*Yves-Marie*), ancien canonnier, né le 6 mars 1831 à Allineuc (Côtes-du-Nord), demeurant à Rome, est autorisé à prendre du service dans l'armée pontificale sans perdre la qualité de Français, à la charge expresse par lui de ne jamais, et sous quelque prétexte que ce peut être, porter les armes contre la France. (*Paris, 18 Novembre 1863.*)

N° 16,410. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider :

1° Le sieur *Vanhove* (*Séraphin-Eugène-Clément*), né le 20 juin 1835 à Louvain (Belgique), professeur de langue, demeurant à Roubaix, arrondissement de Lille (Nord);

2° Le sieur *Ceretti* (*Jean-Baptiste-Marie-Joseph*), arrimeur de navires, né le 31 octobre 1822 à la Spezia (Italie), demeurant à Marseille (Bouches-du-Rhône);

3° Le sieur *Brandt* (*Jules-Gustave*), professeur, né le 17 juin 1817 à Danzick (Pologne Prussienne), demeurant à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise);

4° Le sieur *Howel* (*Griffith-Maria-Jones*), né le 16 janvier 1829 à Londres (Angleterre), demeurant à Saint-Valéry-sur-Somme, arrondissement d'Abbeville (Somme);

5° Le sieur *Goso* (*Paul-Antoine-Joseph*), né le 28 avril 1809 à Alasio (Italie), distributeur de subsistances dans la marine, demeurant à Toulon (Var);

6° Le sieur *Girod* (*Victor*), doreur, né le 12 juillet 1827, à Besançon (Doubs), d'un père suisse, demeurant dans cette ville. (*Paris, 18 Novembre 1863.*)

N° 16,411. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui admet à jouir des droits de citoyen français :

1° Le sieur *Beck* (*Maurice-Jules*), négociant, né le 20 juin 1825 à Bienne, canton de Berne (Suisse), demeurant à Strasbourg (Bas-Rhin);

2° Le sieur *Mayer* (*Georges-Simon*), relieur, né le 15 septembre 1823 à Breiten (grand-duché de Bade), demeurant à Saint-Claude (Jura). (*Compiègne, 22 Novembre 1863.*)

N° 16,412. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider :

1° Le sieur *Poloso* (*Charles*), né le 11 septembre 1831 à Smyrne (empire Ottoman), commissionnaire en marchandises, demeurant à Marseille (Bouches-du-Rhône);

2° Le sieur *Quiring* (*Adam*), ouvrier serrurier, né le 10 janvier 1812 à Saint-Ingbert (Bavière Rhénane), demeurant à Saint-Julien-lez-Metz, arrondissement de Metz (Moselle);

3° Le sieur *Van Marcke* (*Émile*), artiste peintre sur porcelaine, attaché à la manufacture impériale de Sèvres, demeurant en cette ville, arrondissement de Versailles (Seine-et-Oise);

4° Le sieur *Martelour* (*Adolphe-Joseph*), né à Cuddesart (Belgique) le 10 avril 1809, cultivateur, demeurant à Sécheval, arrondissement de Charleville (Ardennes). (*Compiègne, 22 Novembre 1863.*)

413. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider :

Le sieur *Werner* (*Charles-Auguste-Hubert*), pharmacien, né le 4 novembre 1830 à *Wittenberg* (Prusse Rhénane), demeurant à Boulay, arrondissement de Metz (Moselle);
Le sieur *Temossi* (*Michel-Ange*), né le 10 février 1839 à Sainte-Marguerite (Napoléon), matelot de troisième classe à bord du navire de l'État le *Duim*. (Compiègne, 4 décembre 1863.)

414. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider :

Le sieur *Barrachini* (*Jacques*), né le 16 septembre 1815 à Lerici (Italie), ancien marin, demeurant à Alger;

Le sieur *Rapoport* (*Georges*), né à Brody (Galicie) le 10 juillet 1829, demeurant à Paris;

Le sieur *Chernoriz* (*Pierre-Louis-Napoléon*), docteur-médecin, né à Lukow (Pologne) le 11 septembre 1812, demeurant à Paris (Passy);

Le sieur *Danne* (*André*), né le 6 mars 1805 à Beaulard (Italie), desservant de la paroisse de Roux, demeurant à Abriès, arrondissement de Briançon (Hautes-Alpes);

Le sieur *Bo* (*Pascal Nicolas-Marie*), né le 15 août 1834 à Finale-Borgo (Italie), demeurant à Marseille (Bouches-du-Rhône). (Compiègne, 4 décembre 1863.)

415. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui admet à jouir des droits de citoyen français :

Le sieur *Müller* (*Louis-Édouard*), fabricant de portefeuilles, né le 6 mai 1806 à Seldorf (Prusse), demeurant à Paris;

Le sieur *Maggiore* (*Louis-Jean-André-François*), écrivain à la direction des travaux hydrauliques de la marine, né le 28 avril 1806 à Port-Maurice (Italie), demeurant à Toulon (Var). (Paris, 14 décembre 1863.)

416. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant que le sieur *Joubert* (*Pierre-Antoine-Amédée*), mécanicien, né à Manosque (Basses-Alpes) le 22 février 1829, demeurant à Marseille, est autorisé à prendre du service dans la marine espagnole, sans perdre la qualité de français, à la charge expresse de ne jamais, et sous quelque prétexte que ce puisse être, porter les armes contre la France, sous les peines énoncées dans les lois. (Paris, 14 décembre 1863.)

417. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider :

1° Le sieur *Lagorio* (*Maurice Philippe-Antoine*), employé aux subsistances de la marine, né le 5 décembre 1837 à Port-Maurice (Italie), demeurant à Toulon (Var);

2° Le sieur *Mazewski* (*Ignace-Alexandre*), employé dans l'administration du Crédit agricole, né à Sahadasz en Ukraine (Russie) le 31 juillet 1840, demeurant à Paris;

3° Le sieur *Ortlieb* (*Louis Albert*), caissier du comptoir d'escompte, né le 24 juillet 1816 à Orbe (Suisse), demeurant à Colmar (Haut-Rhin). (Paris, 14 décembre 1863.)

418. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui admet à jouir des droits de citoyen français :

1° Le sieur *Gohrs* (*Gustave-Charles-Hermann*), négociant, né le 16 février 1822 à Elmstadt (grand-duché de Hesse), demeurant à Strasbourg (Bas-Rhin);

2° Le sieur *Goldschmidt* (*Hayum*), astronome, né le 17 juin 1802 à Francfort-sur-

le-Mein, demeurant à Fontainebleau (Seine-et-Marne). (Application de l'article 1 de la loi du 3 décembre 1849.) (Paris, 20 Décembre 1863.)

N° 16,419. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider :

1° Le sieur *Vygens* (Jean-Baptiste), directeur de l'office spécial des employés de commerce, né le 22 juillet 1816 à Anvers (Belgique), demeurant à Paris (Seine);

2° Le sieur *des Cantons de Montblanc* (Albéric-Marie-Guislain), né le 2 septembre 1834 à Ingelmunster (Belgique), demeurant à Paris;

3° Le sieur *des Cantons de Montblanc* (Ernest-Charles-Louis-Guislain), né le 4 novembre 1838 en ladite commune, demeurant à Paris;

4° Le sieur *Schuster* (Joseph-Élie), négociant, né à Francfort-sur-le-Mein le 13 juin 1831, demeurant à Paris;

5° Le sieur *Schuster* (Léon-Élie), né à Francfort-sur-le-Mein le 17 avril 1830, demeurant à Paris;

6° Le sieur *Stutz* (Sébastien), ingénieur civil, né le 5 mai 1833 à Völklingen (Prusse), demeurant à Paris (Batignolles);

7° Le sieur *Hirsch* (Abraham), fabricant de papiers peints, demeurant à Épinal (Vosges), né d'un père étranger à Oberbronn, arrondissement de Wissembourg (Bas-Rhin), le 11 décembre 1822;

8° Le sieur *Siragusa* (Étienne), né le 21 juillet 1816 à Siculiana (Italie), demeurant à Alger. (Paris, 20 Décembre 1863.)

N° 16,420. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui admet à jouir des droits de citoyen français le sieur *Abel* (Louis-René-Erasme), agent vice-consul de France à Licata, né à Aoste (Italie) le 12 août 1815. (Paris, 30 Décembre 1863.)

N° 16,421. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui réintègre dans la qualité et les droits de Français :

1° Le sieur *Giraud* (Pierre), propriétaire, né le 24 août 1809, dans la commune de Saint-Fargeol (Allier), demeurant à la Vallade, même commune;

2° Le sieur *Giraud* (Michel), propriétaire, né dans la commune de Saint-Fargeol (Allier) le 21 février 1816, y demeurant. (Paris, 30 Décembre 1863.)

N° 16,422. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir son domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'il continuera d'y résider, le sieur *Knecht* (Jean-Louis-Carl-Guillaume), né le 6 septembre 1824 à Bronnen (Wurtemberg), négociant, demeurant à Mulhouse (Haut-Rhin). (Paris, 30 Décembre 1863.)

N° 16,423. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui admet à jouir des droits de citoyen français le sieur *Michels* (Louis-Alphonse), imprimeur lithographe, né le 13 janvier 1829, à Paris, de parents belges, demeurant dans cette ville. (Paris, 6 Janvier 1864.)

N° 16,424. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider :

1° Le sieur *Von Stwolinsky* (Carl-Richard-Mortimer-Ludwig-Reinhold), sous-lieutenant de grenadiers au régiment étranger, né à Wilmiersowitz (Prusse) le 4 juillet 1829;

sieur *Klaere* (*Godefroy*), soldat au quatre-vingt-dixième régiment d'infanterie, Echstedt (Prusse) le 8 mars 1801.

sieur *Friedmann* (*Adolphe*), né le 9 mai 1834 à Schnaittach (Bavière), demeurant à Paris ;

sieur *Dryander* (*Louis-Astolphe-Édouard*), né d'un père étranger à Niderviller, arrondissement de Sarrebourg (Meurthe), le 6 juin 1829, manufacturier, demeurant à Niderviller ;

sieur *Dryander* (*Gustave-Frédéric*), né d'un père étranger à Niderviller, arrondissement de Sarrebourg (Meurthe), le 1^{er} juin 1832, manufacturier, demeurant à Niderviller ;

sieur *Willy* (*Auguste*), manufacturier, né à Tarare (Rhône), d'un père tyrolien, le 30 juillet 1818, demeurant à Amplepuis, arrondissement de Lyon (Rhône) ;

sieur *Waitz* (*Émile-Auguste-Édouard-Charles-Edmond-Maurice*), né le 9 janvier 1834 à Gotha (duché de Saxe), professeur, demeurant à Lyon (Rhône). (*Paris, 6 Janvier 1864.*)

125. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider :

le sieur *Haryett* (*Martin-Constantine*), propriétaire, né le 16 août 1842 à Londres (Angleterre), demeurant à la Celle-Saint-Cloud, arrondissement de Versailles (Seine-et-Oise) ;

le sieur *Loth* (*Jean-Baptiste-Joseph*), ancien brasseur, né le 29 novembre 1806 à Valenciennes (Nord), y demeurant. (*Paris, 9 Janvier 1864.*)

126. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui admet à jouir des droits de citoyen français le sieur *Loth* (*Jean-Frédéric*), fabricant de cuirs vernis, né le 26 février 1813 à Grunstadt (Saxe), demeurant à Montreuil (Seine). (*Paris, 13 Janvier 1864.*)

127. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir son domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'il continuera d'y résider, le sieur *Kiss de Nemesker* (*Nicolas*), propriétaire, né le 22 novembre 1820 à Mészla (Hongrie), demeurant à Villecerf (Seine-et-Marne). (*Paris, 13 Janvier 1864.*)

128. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider :

le sieur *Mohamed bel Hadj Kaddour*, soldat au premier régiment de tirailleurs algériens, né à Alger en 1842 ;

le sieur *Pfeffer* (*Jean*), négociant, né le 13 juillet 1840 à Mannheim (grand-duché de Bade), demeurant à Paris ;

le sieur *Einhorn* (*Ignace*), homme de lettres, né le 25 septembre 1825 à Waagrad (Hongrie), demeurant à Paris ;

le sieur *Kammerlin* (*Auguste*), serblantier, ex-grenadier au cinquante-quatrième régiment d'infanterie de ligne, né à Eichstetten (grand-duché de Bade) le 14 août 1825, demeurant à Paris. (*Paris, 16 Janvier 1864.*)

129. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider :

le sieur *Rubaud-Defendini* (*Maurice-Léonard*), né le 28 décembre 1807 à Portofino (Italie), maître d'équipage, demeurant à Marseille (Bouches-du-Rhône) ;

- 2° Le sieur *Kaiser (Hermann)*, né le 10 mai 1828 à Holits (Hongrie), comptoir d'escompte, demeurant à Paris;
- 3° Le sieur *Liebreich (Frédéric-Richard)*, né le 30 juin 1830 à Königsberg, docteur en médecine, demeurant à Paris;
- 4° Le sieur *Gull (Simon Antoine-Paul)*, cafetier, né le 2 juin 1819 à Villal (Espagne), demeurant à Sathonay, arrondissement de Trévoux (Ain). (Paris, 27 Janvier 1864.)
-

N° 16,430. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre justice et des cultes) portant que M. de *Ileckeren (Louis-Joseph-Maurice-Georges Charles)*, né à Soultz (Haut-Rhin) le 20 septembre 1843, demeurant à Paris, est autorisé à prendre du service dans l'armée alliée mexicaine sans perdre la qualité de Français, à la charge expresse par lui de ne jamais, et sous quelque prétexte qu'il puisse être, porter les armes contre la France, sous les peines énoncées dans la loi. (Paris, 23 Janvier 1864.)

N° 16,431. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre justice et des cultes) qui autorise à établir son domicile en France, pour jouir des droits civils tant qu'il continuera d'y résider, le sieur *Eckert (Louis-Desiré)*, de l'économat du chemin de fer de Lyon, né à Paris, d'un père étranger, le 21 mai 1829, y demeurant. (Paris, 23 Janvier 1864.)

N° 16,432. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre justice et des cultes) portant que le sieur *Pourcel (Antoine-Félix)*, instituteur communal, né le 20 novembre 1827 à Déséries, arrondissement de Susse, y demeurant à Argentine (Savoie), est admis à jouir des droits de citoyen français en exécution du décret du 30 juin 1860. (Paris, 27 Janvier 1864.)

N° 16,433. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre justice et des cultes) qui autorise à établir son domicile en France, pour jouir des droits civils tant qu'il continuera d'y résider, le sieur *Hendlé (Henri)*, né le 20 septembre 1842 à Vienne (Autriche), négociant, demeurant à Paris. (Paris, 27 Janvier 1864.)

N° 16,434. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre justice et des cultes) qui autorise à établir leur domicile en France, pour jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider :

- 1° Le sieur *Waller (Jacques)*, soldat au quatrième régiment d'infanterie de ligne, né le 5 juillet 1834 à Luxembourg (grand-duché de Luxembourg);
- 2° Le sieur *Prosper (Louis-Charles)*, maréchal des logis au dixième régiment d'artillerie, né en Algérie en septembre 1842;
- 3° Le sieur *Zöhl (Rodolphe)*, représentant de fabrique, né le 13 août 1816 à Pesth (Hongrie), demeurant à Paris;
- 4° Le sieur *Armuna (Ramon-Manuel-Rosa)*, né le 30 août 1841 à Madrid (Espagne), fabricant de laine, demeurant à Amiens (Somme). (Paris, 30 Janvier 1864.)
-

N° 16,435. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre justice et des cultes) qui autorise à établir leur domicile en France, pour jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider :

- 1° Le sieur *Smart (Charles)*, né vers le 24 mai 1810 à Swinstead, comté de Leicestershire (Angleterre), entrepreneur de travaux publics, demeurant à Boussel-le-Château, arrondissement de Pont-Audemer (Eure);
- 2° Le sieur *Cohen (Léonard)*, né le 3 juin 1837 à Dusseldorf (Prusse), commerçant, demeurant à Paris. (Paris, 6 Février 1864.)
-

6. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

M. *Charriol (Joseph)*, négociant, né à Bordeaux (Gironde) le 25 mars 1823, actuellement à Calcutta, est autorisé à accepter les fonctions de vice-consul d'Espagne à Calcutta, sans perdre la qualité de Français ;

M. *Tordo (Paul-César)*, ancien maréchal des logis, né le 17 mai 1814 à Tour-les-Monts (Maritime), demeurant à Nice, est autorisé à accepter les fonctions de maire de police à Monaco, sans perdre la qualité de Français ;

à la charge par lesdits impétrants de ne jamais, et sous quelque prétexte que ce soit, porter les armes contre la France, sous les peines énoncées dans les lois, 13 Février 1864.)

7. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider :

M. *Katzenberger (Thomas)*, militaire retraité, né le 21 février 1819 à Salzbourg, demeurant à Paris ;

M. *Rinck (Jules)*, négociant, né le 7 septembre 1823, d'un père étranger, (Meurthe), y demeurant. (Paris, 13 Février 1864.)

8. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui admet à jouir des droits de citoyen français le sieur *Meier Frédéric-Christophe*, marchand cordonnier, né à Grand-Munzel (Hanovre), le 10 avril 1810, demeurant à Paris. (Paris, 17 Février 1864.)

9. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider :

M. *d' Aragon de Fitou (Raphaël-Janvier-Joseph)*, né le 9 mai 1802 à Chiaja, demeurant à Paris ;

M. *Schroeder (Jean-Louis-Désiré)*, statuaire, demeurant à Paris, boulevard des Capucines (rive gauche), n° 49, né en la même ville, d'un père étranger, le 24 décembre 1828 ;

M. *Tillière (Alphonse)*, fabricant d'horlogerie, né le 29 mai 1827 à Étiolles (Seine-et-Marne), demeurant à Cluses, arrondissement de Bonneville (Haute-Savoie). 20 Février 1864.)

10. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant que M. *Crosnier, dit de Varigny (Charles-Victor)*, né le 10 novembre 1829 à Versailles (Seine-et-Oise), chancelier du consulat de France à Honolulu (îles Sandwich), est autorisé à accepter le ministère des finances du roi des îles Sandwich, sans perdre la qualité de Français, à la charge expresse par lui de ne jamais, et sous quelque prétexte que ce puisse être, porter les armes contre la France, sous les peines énoncées dans les lois. (Paris, 24 Février 1864.)

11. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir son domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'il continuera d'y résider, le sieur *Pergeles (Jules)*, représentant du commerce, né le 29 mars 1839 à Vienne (Autriche), demeurant à Paris (Seine). 24 Février 1864.)

12. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider :

M. *Hochapfel (Georges-Antoine)*, né le 16 avril 1829 à Sarrebruck (Prusse), demeurant à Strasbourg (Bas-Rhin) ;

- 2° Le sieur *Pasquali (Luigi)*, commis dessinateur au service des ponts et chaussées, né à Monte-Santo (Italie) le 20 février 1830, demeurant à Constantinople;
 - 3° Le sieur *Balter (Hermann)*, représentant de commerce, né le 15 mai 1812 à Brody (Autriche), demeurant à Paris;
 - 4° Le sieur *O'Kerrins (Michel-Guillaume)*, employé à l'Administration des chemins de fer de l'Est, né le 5 septembre 1832 à Londres (Angleterre), demeurant à Paris;
 - 5° Le sieur *Perregaux (Alfred-Henri)*, né le 19 août 1832 à Lausanne (Suisse), demeurant à Paris. (*Paris, 2 Mars 1864.*)
-

N° 16,443. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de justice et des cultes) qui autorise à établir son domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'il continuera d'y résider, le sieur *Raffauf (Charles-Joseph)*, négociant, né le 4 février 1830 à Coblenz (Prusse), demeurant à Paris. (*Paris, 5 Mars 1864.*)

N° 16,444. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de justice et des cultes) qui admet à jouir des droits de citoyen français le sieur *Simon (Jacques-François)*, portier au ministère des finances, né le 15 novembre 1799 à Mâcon (Belgique), demeurant à Paris. (*Paris, 9 Mars 1864.*)

N° 16,445. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de justice et des cultes) qui réintègre dans la qualité de Français le sieur *Pierre-Édouard-Émile*, banquier, né le 29 brumaire an IX à Bordeaux, demeurant à Paris. (*Paris, 16 Mars 1864.*)

N° 16,446. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de justice et des cultes) qui autorise à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider :

- 1° Le sieur *Hasser (Ferdinand)*, fusilier vétérân, né à Kulhem (Bavière) le 15 mai 1805;
 - 2° Le sieur *Teischmann (Jean)*, fusilier vétérân, né à Breslau (Prusse) le 15 mai 1817;
 - 3° Le sieur *Müller (Jean-Jacques)*, né le 29 juin 1810 à Morlheim (Bavière), journalier, demeurant à Roppenheim, arrondissement de Strasbourg (Rhénanie);
 - 4° Le sieur *Blum (Charles-Louis)*, représentant de commerce, né le 9 septembre 1822 à Sarrebruck (Prusse), demeurant à Paris;
 - 5° Le sieur *Ney (Jean-Henri-Émile)*, né le 24 décembre 1833 à Hambourg, demeurant à Paris;
 - 6° Le sieur *Spielmann (Emmanuel)*, commis d'agent de change, né le 17 décembre 1835 à Pohrlitz (Autriche), demeurant à Paris;
 - 7° Le sieur *Lambert (Henri)*, né le 19 mai 1829 à Creuznach (Prusse Rhénane), négociant, demeurant à Paris;
 - 8° Le sieur *Fortin (Henri-Adolphe)*, musicien de deuxième classe au sixième régiment de dragons, né à Leuze (Belgique) le 7 décembre 1843. (*Paris, 16 Mars 1864.*)
-

N° 16,447. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de justice et des cultes) qui admet à jouir des droits de citoyen français :

- 1° Le sieur *Westermann (Louis-Frédéric)*, manufacturier, né à Sarrebruck (Prusse) le 30 mars 1811, demeurant à Metz (Moselle);
 - 2° Le sieur *Peplowski (Joseph)*, professeur à l'école impériale d'agriculture à Grignon, né le 18 janvier 1817 à Bursztyn (Galicie autrichienne), demeurant à Neauphle-le-Château (Seine-et-Oise). (*Paris, 23 Mars 1864.*)
-

8. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir son domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'il continuera d'y résider, le sieur *Borreo* (*Charles-François-Jo-matelot* de deuxième classe, né le 19 mai 1839 à Oneille (Italie), demeurant à Paris, 23 Mars 1864.)

9. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) qui autorise à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider :
le sieur *Ide* (*Jean-Léon*), négociant, demeurant à Orthez (Basses-Pyrénées), né le 5 février 1818, même département, d'un père étranger, le 5 février 1818;
la dame *Bergeret* (*Pauline-Laure*), née à Bayonne le 28 novembre 1840, épouse du sieur *Ide*, demeurant avec lui à Orthez;
la demoiselle *Guislain* (*Marie-Catherine-Philomène*), sans profession, née le 12 septembre 1841 à Seloignes (Belgique), demeurant à Maubert-Fontaine, arrondissement de Charleville (Ardennes). (Paris, 30 Mars 1864.)

10. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant sur la forêt communale de Forcalqueiret (Var), contenant environ quatre-vingt-huit hectares quarante-quatre ares, sera traitée en taillis simple, à la révolution de dix-huit ans, et divisée en un égal nombre de coupes, distraction faite du quart de son étendue pour former la réserve. (Saint-Cloud, 4 Septembre 1863.)

11. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant sur la forêt communale de Pourcieux (Var), contenant environ cent trente-quatre hectares, sera traitée en taillis simple, à la révolution de dix-huit ans, et divisée en un égal nombre de coupes, distraction faite du quart de son étendue pour former la réserve. (Saint-Cloud, 4 Septembre 1863.)

12. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, chargé de l'intérim du département des finances) qui autorise l'administration des forêts à faire asseoir, dans les bois communaux situés dans le département des Hautes-Pyrénées, les coupes extraordinaires ci-après désignées, à exploiter :

Noms des communes propriétaires des bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
	Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par contenance.	Nombre d'arbres à exploiter en taillis ou par éclaircie.	Quantités de stères sans désignation du nombre d'arbres.	
Companan, Izet, Ourisp, Ensan et railhen (propriétaires indivis) sous-locataire.	La Serre.....	"	300	"	"
	Le Bois et route de la Peyre.	"	614	"	"

(Biarritz, 19 Septembre 1863.)

N° 16,453. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de justice et des cultes, chargé de l'intérim du département des finances) portant :

ART. 1^{er}. La commune de Marcenat (Allier) est autorisée à exploiter pour l'exercice 1863, dans le quart en réserve des bois appartenant à la section du Louat, une coupe extraordinaire de quatre hectares quatre-vingt-huit ares.

2. Le prix de vente de cette coupe sera affecté aux frais de construction d'un nouveau presbytère jusqu'à concurrence de deux mille six cents francs, représentant la part contributive de la section dans les travaux projetés.

En cas d'excédant, le surplus sera consacré aux frais du bornage du bois sectionnel.
(Biarritz, 24 Septembre 1863.)

N° 16,454. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de justice et des cultes, chargé de l'intérim du département des finances) portant :

ART. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Neuville-aux-Tourneurs (Ardennes), savoir : pour l'exercice 1863, et par anticipation les coupes n° 18 et 19 de ses bois, et pour les exercices 1865 et 1866, à titre de fonages, les coupes n° 20 et 21.

2. Les coupes affectées aux exercices 1867 et 1868 seront prises dans la portion la plus âgée du quart en réserve, de manière à rentrer en 1869 dans l'ordre prévu par l'aménagement en vigueur.

3. Est et demeure approuvé l'aménagement en vingt-cinq coupes, avec un quart en réserve, tel qu'il a été exécuté sur le terrain en 1829.

4. L'ordonnance du 21 octobre 1817, qui prescrivait cet aménagement en dix coupes, est rapportée en ce qu'elle a de contraire aux dispositions qui précèdent.
(Biarritz, 24 Septembre 1863.)

N° 16,455. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de justice et des cultes, chargé de l'intérim du département des finances) portant :

ART. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à délivrer à la ville de Saverio (Haut-Rhin) une coupe extraordinaire de cinq mille deux cent soixante-douze mètres cubes en trois années consécutives, et par portions égales, à partir de l'exercice 1863.

2. Ladite coupe, comprenant toute la réserve actuellement disponible dans la section de futaie régulière, sera répartie comme il suit entre chacune des trois séries, savoir :

Première série, mille quatre cent quatre-vingts mètres cubes;

Deuxième série, deux mille quatre cent soixante-huit mètres cubes;

Troisième série, mille trois cent vingt-quatre mètres cubes. (Biarritz, 24 Septembre 1863.)

N° 16,456. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Legs de deux mille francs fait par le sieur Suc à la fabrique de Duras (Lot-et-Garonne), à la charge d'entretenir le service du culte dans la chapelle de cette succursale et située au Petit-Sainte-Foy, section de la commune de Duras.

Legs faits par la demoiselle Cochet : 1° à la fabrique et à la commune de Coligny (Ain), deux mille francs pour rebâtir la nef de l'église; 2° aux pauvres, une somme de cinquante francs.

Legs de quatre mille francs fait à charge de services religieux par le sieur Bataillon à la fabrique de Saint-Michel, à Dijon (Côte-d'Or).

Legs de deux mille francs fait à charge de services religieux par la dame Rapp à la fabrique de Saint-Remy (Côte-d'Or).

Legs de deux mille francs fait à l'établissement des Petites Sœurs des Pauvres existant à Toulouse (Haute-Garonne) par la dame Daxille.

Legs d'une pièce de pré estimée mille deux cents francs et d'une rente de quatre cents francs fait à charge de services religieux par la dame Bidaud à la fabrique de Blandy (Loire-Inférieure).

Legs de biens meubles et immeubles estimés neuf mille sept cent vingt-cinq francs

vingt centimes fait à charge de services religieux par le sieur *Péculier* à la commune de Châtillon-sur-Colmont (Mayenne). (Saint-Cloud, 7 Septembre 1863.)

157. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

1° une donation faite à charge de services religieux au desservant et à la fabrique de la commune d'Agères (Manche) : 1° du chef du sieur *Le Gardinier*, legs de la nue propriété d'un terrain estimé huit cents francs; 2° du chef de la dame veuve *Le Gardinier*, legs de la pleine propriété de la moitié qui lui appartient de l'immeuble précité sur son droit d'usufruit sur l'autre moitié.

2° d'une rente de deux cents francs fait à charge de services religieux par la dame *Descourcières* à la fabrique de Semallé (Orne).

3° d'une rente de quatre mille francs fait à charge de services religieux par la demoiselle *Juy* à la fabrique de Saint-André, à Niort (Deux-Sèvres).

4° d'une donation de divers immeubles estimés quinze mille cinq cents francs faite à charge de services religieux par le sieur *Pilé* au desservant et à la fabrique de Saint-Jean-mur-et (Maine-et-Loire).

5° d'une donation de mille deux cents francs faite à charge de services religieux par la dame veuve *Rollot* à la fabrique de Goncourt (Haute-Marne).

6° d'une donation de deux mille francs faite à charge de services religieux par le sieur *Faustin* à la fabrique de Volmunster (Moselle). (Saint-Cloud, 7 Septembre 1863.)

158. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la justice et des cultes) qui autorise l'acceptation des legs faits par la dame veuve *Lévyque* : 1° au curé d'Autun (Saône-et-Loire), deux mille francs; 2° au curé de la paroisse de Saint-Pierre, à Mâcon (même département), et à la fabrique de cette église, mille francs; 3° à la communauté des sœurs de la Visitation Sainte-Marie existant à Mâcon, trois mille francs; 4° à l'établissement des frères de la Doctrine chrétienne existant à Mâcon, deux mille francs; 5° aux hospices de Mâcon, cinq cents francs; 6° aux pauvres de cette ville, trois cents francs. (Saint-Cloud, 7 Septembre 1863.)

159. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

1° d'une donation de quatre cents francs fait à charge de services religieux par la dame veuve *Leclercq* à la fabrique de Saint-Jean-de-la-Rivière, section de la commune d'Utelle (Pas-de-Calais).

2° d'une donation de deux mille francs fait à charge de services religieux par la demoiselle *Leclercq*, dite *Roger*, à la fabrique de Vignory (Haute-Marne).

3° d'une rente de soixante francs fait à charge de services religieux par le sieur *Leclercq* à la fabrique de Montaigu-les-Bois (Manche).

4° d'une rente de quarante-cinq francs fait à charge de services religieux par le sieur *Leclercq* au desservant et à la fabrique de Savigné (Vienne).

5° d'une donation d'une rente de deux cents francs faite à charge de services religieux par la dame veuve *Guillaume* à la fabrique de Bazoches-les-Hautes (Eure-et-Loir).

6° d'une donation de deux mille francs faite à l'établissement des Petites Sœurs des Pauvres existant à Bordeaux (Gironde) par les sieur et dame *Pontac* dans l'intérêt dudit établissement.

7° d'une donation d'une rente de quatre-vingt-dix francs faite à charge de services religieux par le sieur *Guilgaud* à la fabrique de Saint-Sauveur-de-Bonfossé (Manche).

8° d'une donation de deux mille quatre cents francs faite à charge de services religieux par le sieur *Lelièvre* à la fabrique de Millières (Manche). (Biarritz, 28 Septembre 1863.)

160. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

1° d'une donation d'une pièce de terre estimée sept cent cinquante francs faite à charge de

services religieux par le sieur *Calixte de Tasseau* au desservant et à la fabrique de Soulièvres (Deux-Sèvres).

Legs faits par la demoiselle *Bellegarde* : 1° à la fabrique de Tecou (Tarn), au desservant de la chapelle de secours d'Ennay, située dans la circonscription de cette commune, cent francs; 2° à ladite fabrique de Tecou, trois cents francs pour l'achat de vases sacrés; à la fabrique de Saint-Pierre, à Gaillac (Tarn), mille francs pour l'église; 4° à l'hospice de Gaillac, mille francs; 5° aux pauvres de Gaillac, trois cents francs.

Legs de mille francs fait à charge de services religieux par la demoiselle *Brian* à la fabrique de Montbard (Côte-d'Or).

Donation d'un pré estimé deux mille francs faite par le sieur *Battant de Pommery* à la commune, au desservant et à la fabrique de Merle (Loire) conjointement, à charge de services religieux et dans l'intérêt des jeunes filles pauvres.

Legs faits par la dame veuve *Sassier* : 1° à la fabrique et à la commune de Maillebois (Eure-et-Loir), dans l'intérêt des pauvres, une somme de mille cinq cents francs; 2° à la fabrique seule, une rente de quatre-vingts francs, pour la fondation de services religieux.

Legs faits par la dame veuve *Savary* : 1° au desservant de Luneray (Seine-Inférieure), cent francs, pour messes; 2° au même desservant et aux pauvres de cette commune, une somme de cent francs, divers objets mobiliers, estimés cent trente-deux francs, des bijoux et de l'argenterie d'une valeur de quatre cent quatre-vingt-dix-neuf francs vingt centimes. (*Biarritz, 28 Septembre 1863.*)



Certifié conforme:

Paris, le 20^e Mai 1864.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
Impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1035.

3,461. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 12 liquidations de Pensions civiles.*

Du 13 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

vu les articles 2, 5, 13, 18 et 23 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

vu le décret du 4 juillet 1806 ;

vu les ordonnances des 23 septembre 1814 et 17 août 1824, portant règlement sur les pensions du ministère de la justice ;

vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date des 29 janvier et 29 février 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de la justice et des cultes ;

la section des finances de notre Conseil d'État entendue ;

sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les douze liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de dix-huit mille trente et un francs (18,031^{fr}) dans le tableau d'autre part sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance au jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la justice et des cultes et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			DÉSIGNATION des services.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services)									
1	LIMOGE DES PÉRIERS (Antoinette-Aimée-Hélène), veuve BONHORE.	30 juin 1785.	Terrasson (Dordogne).	Le mari, ex-conseiller.	Réversion du tiers de la pension de 4.000 fr. accordée à son mari pour	40	11	21	Orléans
2	STASNY (Jeanne-Françoise), veuve PUGET (1).	14 déc. 1784.	Genève (Suisse).	Le mari, ex-employé à l'Administration des cultes.	Réversion du quart de la pension de 700 fr. accordée à son mari pour	11	9	8	Dominion
(Pensions pour services)									
3	BRESSOLLES (Jean-Pierre-Dominique-André) (2).	22 nov. 1793.	Toulouse (Haute-Garonne).	Vice - président honoraire.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	18	0	25	Orléans
4	BRUN (Auguste-Charles-François).	15 nov. 1798.	Malzieu-Ville (Lozère).	Conseiller honoraire.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	35	8	0	Orléans
5	CRESPIN (Nicolas).....	4 avril 1796.	Châteauroux (Indre).	Commis greffier.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	24	8	1	Orléans
6	LAFONT (Adele), veuve PISSOT.	14 mars 1818.	Vassy (Haute-Marne).	Le mari, ex-juge de paix.	Réversion du tiers de la pension de 921 fr. accordée à son mari pour Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	30	4	21	Orléans
7	LAPIANE (Jeanne), v ^{ve} VALLENTIN.	2 août 1807.	Saint-Omer (Pas-de-Calais).	Le mari, juge...	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	25	7	26	Orléans
8	MAINARD (Jean - Pierre-Aristide) (2).	13 nov. 1793.	Figeac (Lot).	Conseiller.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	19	10	2	Orléans
9	MARTIN (Nicolas).....	12 janv. 1795.	Brainville (Moselle).	Juge de paix....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	21	11	5	Orléans

(1) Le mari était français. — (2) Limite d'âge.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
au 1 ^{er} janvier 1854.)							
"	"	"	"	1,333 ^f	1,333 ^f	9 août 1863.	Sorges (Dordogne).
"	"	"	"	175	175	27 janvier 1863.	Paris (Seine).
				TOTAL.	1,508		
et au 1 ^{er} janvier 1854.)							
"	2,381 ^f	2,381 ^f	"	"	2,381 ^f	21 déc. 1863.	Toulouse (Haute-Garonne).
"	3,778	3,778	"	"	3,778	12 déc. 1863.	Lyon (Rhône).
"	119	119	"	"	119	4 août 1863.	Châteauroux (Indre).
"	"	"	"	307	307	18 août 1863.	Vassy (Haute-Marne).
"	1,242	1,242	"	414	414	6 octobre 1863.	Die (Drôme).
"	2,247	2,247	"	"	2,247	2 décembre 1863.	Figeac (Lot).
"	944	944	"	"	944	26 novembre 1863	Valleroy (Moselle).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services			Autres notices
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
10	REGNIER (Marie), veuve MAFFIOLI.	3 sept. 1799.	Langres (Haute-Marne).	Le mari, ex-juge.	Réversion de tiers de la pension de 1.667 fr. ac- corder à son mari pour Civils :	43	3	11	Loi de 1853.
11	RESSIGEAC (Antoine- Rose-Dagobert) ⁽¹⁾ .	19 sept. 1793.	Carcassonne (Aude).	Conseiller hono- raire.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	17	6	6	Loi de 1853.
					Civils :	9	10	2	
						27	4	8	
12	SAINT-MARIE (Alexis)..	28 nov. 1793.	Bordeaux (Gironde).	Juge honoraire..	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	22	-	23	Loi de 1853.
						9	11	27	
						32	-	20	
(1) Limite d'âge.									
						1 ^{re} catégorie			
						2 ^e catégorie			
						TOTAL			

N^o 16,462. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 3 liquidations de Pensions civiles.

Du 20 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu le décret réglementaire du 9 novembre 1853;

Vu l'ordonnance du 8 septembre 1831;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du
18 mars 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations com-
prises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur
le crédit d'inscription ouvert au ministère de l'intérieur pour l'année
1864;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du
29 mars 1864;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de
l'intérieur,

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	"	"	"	555 ^f	555 ^f	1 ^{er} déc. 1862.	Nancy (Meurthe).
"	2,860 ^f	2,860 ^f	"	"	2,860	3 novembre 1863.	Toulouse (Haute-Garonne).
"	2,918	2,918	"	"	2,918	28 déc. 1863.	Paris (Seine).
				TOTAL.	16,523		

2	1,508 ^f
10	16,523
12	18,031

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les trois liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de cinq cent quarante francs (540^f) au tableau ci-dessus sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance au jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Avril 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	ÉTAT des services.			REMARQUES.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
1	GRISEY (Jacques).....	13 juillet 1806.	Marvelise (Doubs).	Gardien des pri- sons.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	11	1	17	Ordre de la guerre du 1 ^{er} jan- vier 1854.
2	HUSSON (Anne-Marie-Jo- sèphe), veuve WARIN.	12 juin 1802.	Brainville (Moselle).	Le mari, ex-fac- teur des lignes télégraphiques, décédé en jouis- sance d'une pen- sion de 359 ^f .	Civils.....	9	6	2	Loi du 1 ^{er} jan- vier 1854.
3	PIAT (Jenny), orpheline (1),	27 sept. 1854.	Roanne (Loire).	Le sieur PIAT, ex- surveillant des lignes télégra- phiques, tué en tombant d'un poteau, le 14 septembre 1863.	Idem.....	8		29	Idem.
	— (Laurent), orphe- lin (1),	9 nov. 1855.	Feurs (Loire).						
	— (Pierre), orphelin (1) (enfants du 1 ^{er} mariage).	14 sept. 1857.	Idem.						
	DRU (Marie), veuve PIAT.	19 oct. 1831.	Avrilly (Loire).						

(1) Tuteur : le sieur PIAT, aïeul paternel des orphelins.

N^o 16,463. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Legs faits par le sieur *Salin* : 1^o au desservant et à la fabrique de Salins (Savoie), mille deux cents francs, à charge de services religieux ; 2^o à la même fabrique et à la commune, des livres de piété, évalués de soixante-dix à quatre-vingts francs.

Legs faits par le sieur *Malrie* à la fabrique et aux pauvres de Saillagol, commune de Saint-Projet (Tarn-et-Garonne), et consistant en une rente de soixante francs, dont les arrérages seront affectés pour deux tiers à la fabrique et pour un tiers aux pauvres.

Legs de divers immeubles estimés mille cinq cents francs fait à charge de services religieux par la demoiselle *Escot* à la fabrique et au curé de Saint-Amand-Roche-Savary (Puy-de-Dôme).

Legs faits par la dame *Bonvalet* : 1^o au desservant et à la fabrique de Guipel (Ille-et-Vilaine), une rente de cent cinquante francs, à charge de services religieux ; 2^o aux pauvres, trois cents francs.

Legs faits par la demoiselle *Adenis* : 1^o à la fabrique de Jarnages (Creuse), à charge de services religieux, un pré estimé deux mille francs ; 2^o aux pauvres, le produit annuel des coupes de bois des taillis qui entourent ledit pré, estimé six francs. (Bastritz, 28 Septembre 1863.)

N^o 16,464. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Donation d'une somme de deux cents francs et d'une rente de cent cinquante francs faite à charge de services religieux par la dame veuve *Ternat-Laval* à la fabrique de Mauriac (Cantal).

Donation d'une rente de cent trente francs faite par la demoiselle *Caillaret* à la fabrique de l'église métropolitaine d'Auch (Gers).

Donation d'une pièce de vigne estimée mille francs faite à charge de services religieux par la dame veuve *Desdormands*, la dame *Duclos* et la dame *Guenyveau*, toutes trois nées *Mestayer*, au desservant et à la fabrique de Léméré (Indre-et-Loire).

Donation d'une rente de cent vingt francs faite à charge de services religieux par le sieur *Hackspill* à la fabrique de Berweiller (Moselle).

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
75 ^r 86 ^c	106 ^r 3 ^c 118 18	321 27 ^r			591 ^r	1 ^{er} janv. 1863.	Lille Nord.
*				un tiers.	119	29 nov. 1863.	Briey Moselle.
	134 48 rémun. au minimum fixe par l'art. 15. 52 :			100 ^r	50 00	du 1 ^{er} sept. 1863 au 31 sept. 1878.	Roanne (Loire).
	166 66 ^c				100	1 ^{er} sept. 1863.	Idem.
				TOTAL.	540		

part de 50 francs allouée aux orphelins du premier lit fera retour à la veuve, pour 25 francs, quand il ne
s'agit d'un orphelin mineur, et pour la totalité à la mort de celui-ci.

Donation d'une rente de quatre-vingt-quatre francs faite à charge de services religieux par le sieur *Greff* à la fabrique de Welterding (Moselle).

Donation d'une rente de cent vingt-six francs faite à charge de services religieux par le sieur *Karsl* à la fabrique de Remerzig (Moselle).

Donation d'une rente de cinquante francs faite à charge de services religieux par la dame veuve *Perret* à la fabrique de Tannay (Nièvre). (Paris, 7 Octobre 1863.)

N° 16,465. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Donation d'une pièce de terre estimée mille six cents francs faite à charge de services religieux par les sieur et dame *Moutreux* à la fabrique de Saint-Martin, à Carvin (Pas-de-Calais).

Donation de mille deux cents francs faite à charge de services religieux par la dame veuve *Bacheret* à la fabrique de Buxy (Saône-et-Loire).

Legs de deux mille francs fait à charge de services religieux par la dame veuve *Lallemand* à la fabrique de Rapcy (Vosges). Paris, 7 Octobre 1863.)

N° 16,466. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Donation d'une rente de soixante-quinze francs faite à charge de services religieux par les sieur et dame *Kolmer* à la fabrique d'Évrange (Moselle).

Donation d'une rente de cent francs faite à charge de services religieux par le sieur *Hirt* et les demoiselles *Messler* à la fabrique de Zetting (Moselle).

Donation d'une rente de soixante-quinze francs faite à charge de services religieux par le sieur *Schneider* à la fabrique de Zetting (Moselle).

Donation d'une rente de cent quatre-vingt-dix-huit francs faite à charge de services religieux par le sieur *Menard* à la fabrique de Mercy-le-Bas (Moselle).

Donation d'une pièce de terre estimée deux cent cinquante à trois cents francs faite par le sieur *Mérigot* à la congrégation des filles de la Croix, dites *Sœurs de Saint-André*, à la Puye (Vienne).

Legs de deux mille trois cents francs fait à charge de services religieux par la demoiselle *Aubin* à la fabrique de Saint-Pierre, à Coutances (Manche).

Legs de divers objets mobiliers estimés trois cents francs et d'une rente de soixante francs fait à charge de services religieux par le sieur *Gayard* à la fabrique de la Chaise-Baudoin (Manche).

Legs de deux mille francs fait à charge de services religieux par le sieur *Marcus* à la fabrique de Saint-Bernard de la Chapelle-Saint-Denis, à Paris (Seine). (Paris, 9 Octobre 1863.)

N° 16,467. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Legs de divers objets mobiliers estimés deux mille six cent vingt-deux francs cinquante centimes fait par le sieur *Briot de la Mallerie* à la fabrique de Saint-Philippe-du-Roule, à Paris (Seine).

Legs faits par le sieur *Baudéan de Saussot* : 1° à la fabrique de Bazugues (Gers), mille deux cents francs, dont une partie à charge de services religieux ; 2° à la fabrique de Pousan-Laffitte ou Poussanpère (Gers), cent cinquante francs, à charge de services religieux et pour l'église ; 3° à la fabrique de Bérat (Haute-Garonne), trois cents francs à charge de services religieux.

Legs de cinq cents francs (réduit au cinquième seulement de cette somme) fait à charge de services religieux par la demoiselle *Rohrmann* à la fabrique de Woustville (Moselle). (Paris, 9 Octobre 1863.)

N° 16,468. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Donation de mille deux cent vingt-neuf francs huit centimes faite dans l'intérêt de l'église par le sieur *Camont-Talence* et la dame veuve *Ducla*, sa sœur, à la fabrique de la Bastide-d'Armagnac (Landes).

Donation d'une rente de cinquante-six francs faite à charge de services religieux par la demoiselle *Renault* à la fabrique de Saint-Loup (Manche).

Donation d'une pièce de terre estimée huit cents francs faite par M. *Bara*, évêque de Châlons, au séminaire de ce diocèse (Marne).

Donation faite par les sieur et dame *Darras* et la demoiselle *Dubart* à la fabrique et à la commune de Lambersart (Nord) conjointement, et consistant en une somme de dix mille francs destinée à la fondation de services religieux et à l'entretien du monument qui recevra la sépulture de la famille des donateurs.

Donation faite par la dame veuve *Perret* et sa fille à la fabrique du Sault, section de la commune de Villebois (Ain), et consistant dans le bénéfice éventuel de la donation de divers immeubles estimés huit mille francs faite directement à la section du Sault et dont l'acceptation a été autorisée par arrêté préfectoral du 26 janvier 1859.

Donation d'une rente de cent dix-sept francs faite à charge de services religieux par le sieur *Euquechard* à la fabrique de Landelles (Calvados). (Saint-Cloud, 16 Octobre 1863.)

N° 16,469. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Donation d'une rente de cent francs faite à charge de services religieux par la demoiselle *Delabarbe* à la fabrique de Saint-Loup-Hors (Calvados).

Donation d'une rente de deux cents francs faite à charge de services religieux par le sieur *Lemaitre* à la fabrique de Houlbec-Cocherel (Eure).

Legs de trois mille francs fait par la dame veuve *Reinonen*, dans l'intérêt de l'église, à la fabrique de Cuges (Bouches-du-Rhône).

Legs d'une métairie, estimée trente et un mille neuf cent quatre-vingt-onze francs quatre centimes, fait par la demoiselle *Chaffort* à la fabrique de Saint-Alain, à Lavaur (Tarn), conjointement avec le séminaire d'Alby et le bureau de bienfaisance de Lavaur, à la charge par ladite fabrique de faire célébrer à perpétuité une messe tous

iches et de servir : 1° au séminaire d'Alby, une rente de quatre cents francs ;
eau de bienfaisance, une pareille rente, destinée aux pauvres de la paroisse
Alain, à Lavaur.

fait par le sieur *Busnel* à la fabrique et au desservant de Tordouet (Calvados)
tant en une cour édiée de bâtiments, estimée deux mille francs, et dont la
ce sera réservée aux desservants successifs de cette succursale.

d'une ferme estimée mille deux cent quatre-vingt-dix francs fait à charge de
religieux par la dame veuve *Le Saint* à la fabrique de Plounevez-Lochrist
re). (*Saint-Cloud, 16 Octobre 1863.*)

70. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des
s) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

faits par la dame veuve *Druot* : 1° à la fabrique de Malbrans (Doubs), six mille
à charge de services religieux ; 2° aux pauvres, mille deux cent cinquante

faits par le sieur *Jolivet* : 1° au desservant de Saint-Laurent, à Rennes (Ille-et-
) , une bibliothèque estimée cent francs ; 2° au même desservant et à la fabrique,
amps estimés quatre mille neuf cents francs, dont les revenus seront affectés
ervices religieux et aux besoins de l'église ; 3° au même desservant et aux
s, cinquante francs.

faits par le sieur *Bigot* : 1° à la fabrique de Bourgneuf (Mayenne), pour la
on de services religieux, la nue propriété d'une ferme estimée six mille francs,
liquat, s'élevant à mille sept cent cinquante-sept francs quarante-cinq cen-
pour la célébration de messes après avoir rempli certaines conditions particu-
2° aux pauvres, des meubles, attirail de culture, grains et bestiaux, le tout
mille six cent quatre-vingt-douze francs.

faits par le sieur *Ferlay* : 1° à la congrégation des sœurs de Saint-Joseph exis-
non (Rhône), conjointement avec la commune de Dième (même département),
èce de terre et pré estimés sept cents francs, à la charge d'entretenir deux
de son ordre dans la commune de Dième pour l'instruction des enfants
s et de faire célébrer dans l'église de cette paroisse trois grand'messes chaque
pendant dix ans ; 2° à la fabrique de Dième, une rente de six francs, pendant
, pour l'acquit de services religieux précités. (*Saint-Cloud, 24 Octobre 1863.*)

71. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des
s) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

fait par le sieur *Blachère* aux bureaux de bienfaisance de Lanarce, Laviolle et
ulien-du-Serre (Ardèche) et consistant en une somme de cent francs pour
de ces établissements.

faits par le sieur *Alazard* : 1° à la fabrique et à la section de Viorals, com-
d'Aurelle (Aveyron), conjointement avec la commune d'Aurelle, une rente de
nte francs, destinée à l'instruction gratuite des enfants pauvres de la paroisse
als, et une somme de six cents francs pour l'église de ladite paroisse ; 2° à la
me d'Aurelle, un jardin estimé cent vingt francs, dont la jouissance devra être
à l'instituteur ou à l'institutrice de Viorals.

faits par la demoiselle *Rouxel* : 1° à la fabrique d'Évran (Côtes-du-Nord), à
de services religieux, une somme de mille cinq cents francs ; 2° au curé et
eau de bienfaisance d'Évran, mille francs, destinés aux pauvres, et cent cin-
francs aux filles du Sacré-Cœur d'Évran et, à leur défaut, aux pauvres.

itions faites par la dame veuve *Bahezre de Lanlay* : 1° à la fabrique de Bothoa,
me de Saint-Nicolas-du-Pélem (Côtes-du-Nord), une rente de cent trente-trois
, à charge de services religieux ; 2° aux pauvres de la paroisse de Bothoa, une
le cinquante-deux francs.

d'un pré estimé mille cinq cents francs fait à charge de services religieux par
e veuve *Humbert* à la fabrique de Bouclans (Doubs). (*Saint-Cloud, 24 Octobre*

N° 16,472. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Legs faits par la demoiselle *Lubet* : 1° à la fabrique de Bassoues (Gers), conjointement avec la commune, deux mille francs pour l'église et quatre cents francs pour la clôture du cimetière; 2° à la même fabrique, quatre cents francs pour le maître autel de l'église; 3° aux pauvres, deux mille francs.

Legs faits par le sieur *Languigneux* : 1° au curé et aux pauvres de la paroisse Saint-Louis, à Bordeaux (Gironde), trois mille francs; 2° au curé et aux pauvres de la paroisse de Saint-Nicolas-de-Grave, à Bordeaux, trois mille francs; 3° au bureau de bienfaisance de Bordeaux, quatre mille francs; 4° à la fabrique et au curé de Saint-Louis, à Bordeaux, conjointement avec la ville et les pauvres, une rente de deux cents francs destinée, chaque année, à la dotation d'une jeune fille peu fortunée de cette paroisse; 5° à la fabrique et au curé de Saint-Nicolas-de-Grave, à Bordeaux, conjointement avec la ville et les pauvres, une rente de cinq cents francs destinée également à doter, chaque année, une jeune fille peu fortunée de cette paroisse; 6° à l'hospice des vieillards de Bordeaux, deux mille francs; 7° à la société de charité maternelle de cette ville, deux mille francs; 8° au dépôt de mendicité, deux mille francs; 9° à la fabrique et au curé de Puy-l'Évêque (Lot), conjointement avec la commune et les pauvres, une rente de trois cents francs pour doter, chaque année, une jeune fille peu fortunée de cette paroisse.

Legs faits par le sieur *Nicolle* : 1° à la fabrique de Sainte-Anne, à Boais (Maine-et-Loire), divers objets mobiliers d'une valeur estimative de deux mille neuf cents francs à charge de services religieux; 2° aux pauvres, une pièce de terre estimée neuf cents francs. (*Saint-Cloud*, 24 Octobre 1863.)

N° 16,473. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Legs faits par le sieur *Albaret* : 1° à la fabrique et au desservant de la Basilique Vert (Lot), à charge de services religieux, un pré estimé deux mille cent francs; 2° à la même fabrique et à la commune, mille francs, destinés à des services religieux aux réparations de l'église; 3° à la même fabrique, le bénéfice de messes imposées aux héritiers du testateur et qui devront être célébrées pendant trente ans sous concurrence d'une somme de trois mille francs, et deux rentes, s'élevant à treize cents francs, pour la fondation de services religieux; 4° aux pauvres de la Basilique Vert, cinq cents francs pour leur être distribués.

Legs faits par le sieur *Stangel* : 1° à l'école secondaire ecclésiastique de Strasbourg (Bas-Rhin), six mille francs, à charge de services religieux; 2° à l'établissement des Petites Sœurs des pauvres reconnu à Strasbourg, mille francs.

Legs faits par la dame veuve *Balazuc* : 1° à la fabrique de Saint-Pierre-le-Jeune à Strasbourg (Bas-Rhin), mille francs, à charge de services religieux; 2° à l'établissement des sœurs de Notre-Dame du Bon-Pasteur fondé à Strasbourg, quatre mille francs pour les besoins de la maison conventuelle; 3° à la congrégation des filles du divin Rédempteur existant à Niederbronn (Bas-Rhin), cent cinquante francs; 4° aux pauvres des paroisses catholiques de la cathédrale, de Saint-Pierre-le-Jeune, de Saint-Pierre-le-Vieux, de Saint-Jean, de la Madeleine et de Saint-Louis, mille huit cents francs, soit trois cents francs pour chaque paroisse; 5° aux pauvres des paroisses protestantes de Saint-Pierre-le-Jeune, de Saint-Pierre-le-Vieux, du Temple-Neuf, de Saint-Thomas, de Sainte-Aurélie, de Saint-Guillaume et de Saint-Nicolas, mille cent cinquante francs, soit cent cinquante francs pour chaque paroisse. (*Saint-Cloud*, 24 Octobre 1863.)

N° 16,474. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Donation de deux mille francs faite à charge de services religieux par la dame veuve *Blanchart* à la fabrique de Prugies (Aisne), au nom de l'église de Ganchy, dans la circonscription de cette succursale et érigée en chapelle de secours par le même décret.

Legs d'une pièce de terre estimée trois mille francs fait à charge de services religieux par la dame veuve *Mignard* à la fabrique de la Livinière (Hérault), au nom

de Notre-Dame-des-Palmes, située dans la circonscription de cette succursale en chapelle de secours par le même décret.

fait par la demoiselle *Deshayes* à l'établissement des sœurs de la Providence à la Ferté-Saint-Cyr (Loir-et-Cher), conjointement avec la commune, et en divers objets mobiliers estimés sept cent quatre-vingt-dix-neuf francs et centimes et en une rente de deux cents francs, pour l'instruction des enfants de cette commune. (Paris, 28 Octobre 1863.)

75. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

faits par le sieur *Vezia* : 1° à la fabrique de Prades (Ariège), à charge de services religieux, une somme de dix mille francs; 2° à la même fabrique et aux pauvres de la paroisse, cinq mille francs; 3° à la fabrique de Macau (Gironde), mille francs à charge de services religieux; 4° à la même fabrique et aux pauvres de cette commune, cinq cents francs; 5° à la fabrique d'Eysines (Gironde), mille francs, à charge de services religieux; 6° à la même fabrique et aux pauvres, mille francs.

faits par le sieur *Gatignol* au desservant et au bureau de bienfaisance de Lamoignon (Dordogne) et consistant en une somme de quatre mille francs, payable en trois ans par fraction annuelle de cent francs, pour être employée moitié à des services religieux, moitié en distribution aux pauvres.

faits par la dame veuve de *Milly* : 1° à la fabrique du Péage-de-Roussillon, deux mille francs, à charge de services religieux et pour les réparations de la chapelle; le bénéfice résultant à son profit du legs fait à la congrégation du Saint-Roch consistant en une somme de trois mille francs, qui sera employée à l'entretien de la chapelle de la Sainte-Vierge de cette église; 2° aux pauvres, trois mille

francs d'une rente de deux mille cinq cents francs fait par la dame veuve *Icard* à la retraite des prêtres âgés et infirmes du diocèse de Paris, existant dans la ville sous la dénomination d'*Infirmier Marie-Thérèse* (Seine).

fait par le sieur *Roudelle* au séminaire de Carcassonne (Aude) et consistant en une pièce de vigne estimée six mille francs et en une futaille vinaire, à charge de services religieux. (Paris, 28 Octobre 1863.)

76. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

création d'une créance de trois mille cinq cents francs faite à charge de services religieux par la dame veuve *Lambert* à la fabrique de Woimbey (Meuse).

création d'une rente de quatre-vingt-douze francs faite à charge de services religieux par le sieur *Greff* à la fabrique de Cappel (Moselle).

création d'une rente de quatre-vingt-cinq francs faite à charge de services religieux par le sieur *Vautrin* à la fabrique d'Ortoncourt (Vosges).

création d'une rente de mille cent francs faite à charge de services religieux par le sieur *Lemasson* à la fabrique de Louailles (Sarthe).

création d'une rente de deux pièces de pré estimées trois mille cinq cents francs faite à charge de services religieux par la demoiselle *Paissac* à la fabrique et au desservant de Saint-André-des-Bois (Sarthe).

création d'une pièce de terre estimée mille deux cents francs faite à charge de services religieux par la dame veuve *Caulier* à la fabrique de Vismes (Somme).

création d'une rente de cinq cents francs faite à charge de services religieux par le sieur *Jousbert du Landreau* à la fabrique des Herbiers (Vendée).

création de trois rentes montant ensemble à cent trente francs quarante-six centimes faite à charge de services religieux par la demoiselle *Carabeux* au séminaire de Bayeux (Calvados). (Saint-Cloud, 4 Novembre 1863.)

77. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

faits par le sieur *Ribeyre* à la fabrique de Nussargues, commune de Moissac (Lot), et consistant en une somme de mille francs à charge de services religieux

et en une somme de cinq cents francs pour être employée en réparations de l'église.

Legs de trois mille francs fait à charge de services religieux par la dame Dubois au séminaire de Laval (Mayenne).

Legs d'un pré estimé deux mille quatre cents francs fait à charge de services religieux par la dame Dubois au desservant et à la fabrique d'Almenèches (Orne).

Donation d'une rente de soixante-quinze francs faite à charge de services religieux par le sieur Cornu au chapitre de la cathédrale de Coutances (Manche).

Donation d'une rente de soixante-sept francs faite à charge de services religieux par la dame veuve Chevallier et ses enfants à la fabrique de Saint-Aubin-de-Ter (Manche).

Donation d'une rente de cinquante francs faite à charge de services religieux par le sieur Dauquet à la fabrique de Servon (Manche).

Donation d'une maison avec dépendances, estimée deux mille huit cent cinquante sept francs, faite par le sieur Lemercier à la fabrique de Mont-Saint-Quentin, commune d'Allaines (Somme), pour servir de presbytère.

Legs de sept cents francs fait par la dame Fournet à la fabrique et à la commune de Lupiac (Gers), pour être employés à des services religieux et aux réparations de l'église. (Saint-Cloud, 4 Novembre 1863.)

N° 16,478. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Legs faits par la demoiselle Vernine : 1° à la fabrique de Saint-Jacques, à Marban (Tarn-et-Garonne), deux mille francs, à charge de services religieux et de réparation de l'église; 2° aux pauvres de cette paroisse, six cents francs; 3° à l'hospice de Lauzerte (même département), six cents francs.

Legs faits par le sieur Bermond : 1° au séminaire d'Alby (Tarn), cinq cents francs à charge de services religieux; 2° à chacune des fabriques de Saint-Salvy, à Alby, de Valence, de Lescure, de la Grave et de Brens (Tarn), cinq cents francs, à charge de services religieux; 3° à l'hospice d'Alby, mille francs. (Saint-Cloud, 4 Novembre 1863.)

N° 16,479. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Legs faits par la demoiselle Roullé : 1° à la fabrique de Gausson (Côte-d'Or), deux mille francs, à charge de services religieux; 2° à la même fabrique et à la commune, cinq cents francs pour l'église; 3° aux pauvres, cinq cents francs pour des objets d'habillement estimés trente francs; 4° à la commune, mille francs, pour la maison d'école tenue par les sœurs.

Legs faits par le sieur Grémy : 1° à la fabrique de Louveciennes (Seine-et-Oise), mille francs, à charge de services religieux, et plusieurs soutanes estimées cinquante francs; 2° à la même fabrique et au desservant, une bibliothèque estimée quatre-vingt dix-neuf francs.

Legs faits par le sieur Chesney : 1° à la fabrique de Brison (Haute-Savoie), une somme de trois cent soixante-cinq francs, due par cet établissement à la succursale; 2° au desservant de cette succursale et à ladite fabrique, quatre cents francs à charge de services religieux et deux cents francs pour l'entretien de la lampe du sanctuaire; 3° à la commune, deux mille francs pour l'instruction des enfants des deux sexes.

Donation de deux rentes de vingt francs chacune faite par le sieur Eloy à la fabrique de Boisieux-au-Mont (Pas-de-Calais), au nom de l'église de Boisieux-Saint-Marc, dépendant de cette succursale, à charge de services religieux, qui seront payés dans ladite église de Boisieux-Saint-Marc.

Legs faits par la dame veuve Tellier : 1° à la fabrique de Saint-Martin de Mayenne (Mayenne), mille francs pour la réparation de l'église et le bénéfice des messes imposées par la testatrice à ses héritiers jusqu'à concurrence de mille francs. (Paris, 18 Novembre 1863.)

30. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

faits par le sieur *Ducrocq* : 1° à la fabrique d'Hezecques (Pas-de-Calais), au hameau de l'église de Senlis, dépendant de cette succursale, à charge de services religieux, une maison avec dépendances et trois pièces de terre, le tout situé dans la commune de Senlis et estimé huit mille trois cents francs; 2° aux pauvres de Senlis, une pièce de terre estimée mille deux cents francs.

faits par le sieur *Pichard* : 1° à la fabrique de Périers-en-Beauficel (Manche), une maison estimée mille francs, dont partie à charge de services religieux et des linges et ornements religieux, estimés cinquante-neuf francs cinquante centimes; 2° aux pauvres de cette commune, deux cents francs; 3° à la fabrique de Chérencé-le-Héron (Manche), deux cents francs, à charge de services religieux; 4° aux pauvres de cette commune, deux cents francs.

faits par le sieur *Joffre* : 1° à la congrégation des sœurs de la Doctrine chrétienne existant à Bordeaux (Gironde), conjointement avec la commune de Gaillan (même département), une maison située à Gaillan avec ses dépendances et les meubles, le linge qu'elle renferme, le tout estimé six mille francs, à la charge d'y recevoir des sœurs de son ordre pour instruire gratuitement les jeunes filles de cette commune; 2° aux pauvres de Gaillan, cinq cents francs.

faits par la dame veuve *Gervais* : 1° à la fabrique d'Oigny (Aisne), mille cinq cents francs, à charge de services religieux; 2° aux pauvres, cinq cents francs. (Paris, 18 Novembre 1863.)

181. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

faits par le sieur *Menoir de Langotière* : 1° à la fabrique, à la commune et aux habitants de Vieil-Baugé (Maine-et-Loire), conjointement, une maison estimée quatre mille francs et destinée à y recevoir deux sœurs qui soigneront les malades et feront gratuitement l'école aux petites filles de la commune, six cents francs pour l'achat du mobilier de cette maison, et huit mille francs dont le revenu servira à l'entretien des sœurs; 2° à l'établissement des Petites Sœurs des pauvres fondé à Angers (même département), mille deux cents francs; 3° aux pauvres de Vieil-Baugé, trois cents francs; 4° aux pauvres de Sourdes (même département), quatre cents francs; 5° aux habitants de Blou (même département), deux cents francs; 6° aux pauvres de la paroisse Saint-Maurice, à Angers, trois cents francs.

faits par la demoiselle *Mallarode* : 1° à la congrégation des filles de la Croix, sœurs de Saint-André, existant à la Puye (Vienne), mille francs pour l'entretien des sœurs du même ordre établies à Dognen (Basses-Pyrénées), qui devront recevoir gratuitement dans leur école les jeunes filles pauvres de cette commune; 2° à chacune des fabriques de Poey et de Saucède (Basses-Pyrénées), trois cents francs, dont une partie à charge de services religieux; 3° deux cents francs, aux pauvres de chacune des deux dernières communes.

faits par le sieur *Grangeret-Delagrangé* : 1° à la fabrique du Plessis-Bouchard (Seine-et-Oise), une pièce de terre estimée trois mille quatre cent quatre-vingt-neuf francs et, conjointement avec la commune, une somme de treize mille francs, pour servir à l'amélioration de l'instruction primaire chrétienne; 2° à la fabrique de Magny-lameaux (même département), une rente de soixante francs, et au desservant de la succursale, soixante francs pour la célébration de messes; 3° à la fabrique de Saint-Lambert-les-Bois (même département), une rente de soixante francs, à charge de services religieux. (Paris, 18 Novembre 1863.)

182. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

faits par le sieur *Demommerot* : 1° à la fabrique de Noyen (Seine-et-Marne), mille francs, à charge de services religieux; 2° à la fabrique de Saint-Saulge (Nièvre), mille francs, à charge de services religieux, et aux pauvres de cette commune, mille francs, pré estimé cinq mille cinq cents francs.

faits par le sieur *Baé* : 1° à la fabrique de Saint-Lager (Rhône), mille francs,

à charge de services religieux temporaires; 2° aux pauvres de cette commune, cent francs; 3° aux pauvres de la paroisse Saint-Denis, à Lyon, cinq cents francs.

Legs faits par le sieur *Bliard*: 1° au séminaire de Verdun (Meuse), mille francs; 2° à la fabrique de Benoîte-Vaux (même département), deux cents francs; 3° à la congrégation des sœurs de la Doctrine chrétienne existant à Nancy (Meurthe), cent francs.

Legs faits par le sieur *Fouillet*: 1° à la fabrique de Villemoisian (Maine-et-Loire), aux desservants successifs de cette succursale, trois pièces de terre et un pré, estimés deux mille quatre cent trente-trois francs, à charge de services religieux; 2° à la même fabrique, deux cents francs, pour la célébration de messes, et aux pauvres tous ses objets d'habillement ainsi que la moitié de ce qui restera de numéraire après l'acquit de legs particuliers.

Legs faits par la demoiselle *Desuzeur*: 1° à la fabrique et à la commune de Saint-Floret (Puy-de-Dôme), six cents francs pour l'église; 2° à la même fabrique, une rente de trente francs, à charge de services religieux, et le bénéfice d'une somme de cent trente-huit francs soixante-cinq centimes due par ladite commune à la testament; 3° aux pauvres de Saint-Floret, cent francs. (Paris, 18 Novembre 1863.)

N° 16,483. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir:

Legs faits par la dame veuve *Van Wormhoudt*: 1° à la fabrique du Saint-Sépulchre, Saint-Omer (Pas-de-Calais) et aux pauvres de cette paroisse, une rente de six cents francs, dont partie à des services religieux; 2° à la fabrique de Saint-Nicolas, commune de Sainte-Marie-Kerque (même département), au bureau de bienfaisance de la commune de Sainte-Marie-Kerque, une rente de cinq cents francs, qui sera affectée à des services religieux, à des aumônes aux pauvres et aux réparations de l'église et du presbytère de la paroisse Saint-Nicolas.

Legs faits par le sieur *Hervé*: 1° à la fabrique de Saint-Pierre-de-Montsort, à Alençon (Orne), une maison estimée cinq mille francs et une somme de sept mille francs, à charge de services religieux; 2° aux pauvres, mille francs.

Legs d'une somme de mille six cents francs (réduite au quart seulement) à la charge de services religieux par la dame veuve *Vraincourt* à la fabrique de Notre-Dame-de-Bon-Secours, à Nancy (Meurthe).

Legs faits par la demoiselle *Blanpied*: 1° à la maison de retraite des prêtres âgés et infirmes du diocèse de Nancy (Meurthe) et à la fabrique de Notre-Dame-de-Bon-Secours, à Nancy, cent cinquante francs, pour messes; 2° à ladite maison de retraite, trois cents francs, pour la fondation de messes qui seront célébrées dans l'église de Notre-Dame-de-Bon-Secours; 3° à la fabrique de cette église, le bénéfice de cette fondation, dont le revenu annuel est fixé à huit francs; 4° aux pauvres de Domptre (Meurthe), cinquante francs et divers objets mobiliers estimés trois cent treize francs cinquante centimes; 5° aux pauvres de Château-Salins (même département), divers objets mobiliers évalués à vingt-neuf francs. (Paris, 18 Novembre 1863.)

N° 16,484. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir:

Legs fait par le sieur *Georget* à la fabrique de Launay-Villiers (Mayenne), et consistant dans tous ses biens immeubles, estimés onze mille soixante-dix francs, à la charge de lui élever un tombeau du prix de trois cents francs et d'affecter les revenus du surplus des biens légués à la fondation de services religieux.

Legs faits par le sieur *Longis*: 1° à la fabrique de Prunay (Marne), par suite de transaction avec les héritiers du testateur, une somme de onze mille cinq cents francs qui sera employée, savoir: sept mille francs aux réparations de l'église; mille cinq cents francs au paiement du terrain occupé par la tombe du sieur et de la dame Longis, et le surplus, à la fondation de services religieux; 2° à la commune de Prunay, la cession, moyennant le prix de cent francs cinquante centimes, d'une portion de terrain destinée à l'ouverture d'une rue.

Donations faites par le sieur *Bizet*: 1° à la fabrique et au desservant de Cretteville (Manche), deux pièces de terre, estimées quatre mille sept francs vingt centimes.

rente de vingt-cinq francs, à charge de services religieux; 2° aux pauvres, une rente de cinquante francs.

d'une rente de soixante francs fait à charge de services religieux par la dame *Travert* à la fabrique de Montgothier (Manche).

d'une rente de soixante francs fait à charge de services religieux par le sieur *Travert* à la fabrique de Montpinchon (Manche).

fait par la demoiselle *Pouplin* et son frère à la fabrique de Somloire (Maine-et-Loire) et consistant en quatre pièces de pré estimées trois mille deux cent vingt francs, à charge de services religieux et de servir une rente annuelle de vingt-cinq francs aux pauvres les plus nécessiteux de cette commune. (Paris, 18 Novembre 1863.)

185. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

faits par le sieur *Travert* : 1° à la congrégation des sœurs de la charité de Jésus-Marie existant à Cherbourg (Manche) et aux pauvres de cette ville, une rente de quarante-huit francs seize centimes pour la nourriture, l'entretien et l'éducation d'orphelins; 2° à la fabrique de la Sainte-Trinité, à Cherbourg, une rente de seize francs, à charge de services religieux.

de deux pièces de terre estimées mille francs fait par la demoiselle *Mimandre* à la fabrique, au desservant et aux pauvres de Saint-Jean-d'Estissac (Dordogne).

faits par la demoiselle *Panis* : 1° à la fabrique de Vabres (Aveyron), mille cinq francs, à charge de services religieux; 2° aux pauvres, mille francs.

faits par la dame veuve *Bourgeois* : 1° à la fabrique du Petit-Ménil (Aube), mille francs, à charge de services religieux; 2° à la fabrique d'Arsonval (même département), deux mille francs, pour messes.

donation faite par le sieur *Baret* à la congrégation des sœurs de la Présentation de Jésus-Marie existant au Bourg-Saint-Andéol (Ardèche), conjointement avec la commune de Saint-Yvet-de-Montagne (Allier), et consistant en bâtiments et autres immeubles situés à Saint-Yvet-de-Montagne et estimés douze mille francs, à la charge, pour les sœurs, d'entretenir l'école qu'elles ont fondée dans cette commune et d'y recevoir gratuitement les jeunes filles pauvres. (Paris, 18 Novembre 1863.)

186. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

d'une pièce de pré estimée cinq cents francs fait à charge de services religieux par la demoiselle *Bolard* au desservant et à la fabrique de Routelle (Doubs).

d'une pièce de terre estimée trois mille deux cents francs fait à charge de services religieux par le sieur *Guiraud* à la fabrique de Garidech (Haute-Garonne).

de mille francs pour l'église et de deux mille francs à charge de services religieux fait par le sieur *Thomas* à la fabrique de Landéan (Ille-et-Vilaine).

de deux mille francs fait par la demoiselle *Gabert* à l'établissement des Petites sœurs des pauvres fondé à Saint-Étienne (Loire).

d'une créance de mille deux cents francs fait à charge de services religieux par le sieur *Pouchin* à la fabrique d'Huberville (Manche).

de trois pièces de terre estimées deux mille francs fait à charge de services religieux par le sieur *Ledormeur* au desservant et à la fabrique de Saint-Jean-des-Bais (Manche).

d'une rente de cinquante francs fait à charge de services religieux par la demoiselle *Émond* à la fabrique de Varennes (Meuse).

de deux mille francs fait par la demoiselle *Bidé de la Granville* à l'établissement des filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul fondé à Loos (Nord).

de mille cent francs fait à charge de services religieux par la dame veuve *Danne* à la fabrique de Briis-sous-Forges (Seine-et-Oise).

donation de deux rentes, s'élevant à soixante francs, faite, au profit de l'église, à la fabrique de Saint-Béat (Haute-Garonne) par le sieur *Damas*, agissant au nom de la maison commerciale *Ducas, Damas et compagnie*, légataire du sieur *Bernard Sanson*. (Paris, 18 Novembre 1863.)

N° 16,487. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Donation d'une rente de cinquante francs faite à charge de services religieux par les demoiselles *Thouvenin* à la fabrique de Cutting (Meurthe).

Donation d'une créance de mille deux cents francs faite à charge de services religieux par les sieur et dame *Mahout* à la fabrique de Vaxy (Meurthe).

Donation de deux mille cinq cents francs faite à charge de services religieux par le sieur *Delore* à la fabrique de Fleurie (Rhône).

Donation d'une rente de quatre-vingts francs faite à charge de services religieux par le sieur *Lermoyez* à la fabrique de Sannois (Seine-et-Oise).

Donation d'une rente de cent vingt-neuf francs faite à charge de services religieux par la dame veuve *Lebreton* à la fabrique de la Haye-Pesnel (Manche).

Donation d'une rente de cent vingt et un francs faite à charge de services religieux par le sieur *Hurel-Lafourrière* à la fabrique de Hambye (Manche).

Donation d'une rente de quarante francs faite à charge de services religieux à la fabrique et aux desservants successifs d'Hyenville (Manche) par le sieur *Lemoine* desservant actuel de cette succursale.

Donation de mille cinq cents francs faite à charge de services religieux par le sieur et dame *Grillot* à la fabrique de Charray (Meuse).

Donation d'une maison avec jardin estimée six mille francs faite, dans l'intérêt de l'église, à la fabrique de Belleville (Rhône) par le sieur *Dépierre*.

Donation de deux mille francs faite à charge de services religieux par le sieur *Lachenay* à la fabrique de Villeconin (Seine-et-Oise).

Donation d'une rente de deux cent quarante francs faite à charge de services religieux et pour l'entretien de la lampe du saint sacrement par le sieur *Delahaye* à la fabrique et au desservant de Thory (Somme). (Paris, 18 Novembre 1863.)



Certifié conforme :

Paris, le 24 * Mai 1864.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes.*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin du ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'impression impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1036.

488. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant concession de 18 Pensions de retraite sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.*

Du 30 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de l'ordonnance du 27 août 1817, portant application à la marine;

La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de mer, et les lois des 26 juin 1861 et 28 juin 1862;

Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, chargée de payer lesdites pensions;

La section de la guerre, de la marine, des colonies et de l'Algérie du Conseil d'État entendue,

Nous DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-dessous, ou d'autre part une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau.

La dépense annuelle de seize mille huit cent quarante-cinq francs (16,845^{fr}) qui résultera de la concession des dix-huit articles de pensions de retraite compris dans le tableau qui suit sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Décembre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

Signé C^{te} P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N ^o d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES.	SERVICES EFFECTIFS.			CANTON.		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
1	GUESDON (Auguste)....	26 nov. 1802.	Nantes Loire-Inférieure	Commissaire de la marine.	43	9	19	44	11	10
2	BYR (Charles).....	2 sept. 1799.	Tours Indre-et-Loire.	Maître canonnier entrelevé à 1,800 fr.	44	5	27	45	11	10
3	MIGADEL (Jean-François-Laurent).	17 sept. 1800.	Bohars Finistère.	Premier maître mécanicien.	37	10	19	38	11	10
4	DELAGUE (Jean-Jacques-François).	10 mars 1800.	Toulon (Var).	Magasinier du corps des comptables à 1,000 fr.	39	7	22	40	8	10
5	ORVILLE Honoré-Joseph-Brutus.	24 dec. 1797.	Idem.	Idem à 1,200 fr.	30	8	23	31	8	10
6	CRIST Jean-Baptiste-Damasc.	15 dec. 1799.	Buignolles (Var).	Idem.	30	2	7	31	8	10
7	DEPIAT (Antoine-Paul)	10 nov. 1800.	Ollioules (Var).	Idem à 1,000 fr.	26	8	13	27	8	10
8	BOUCANTER (Adolphe-Antoine-André).	7 nov. 1800.	Marseille Bouches-du-Rh.	Idem.	30	11	7	31	8	10
9	BACHELOT (Jean-Louis-Joseph).	2 avril 1800.	Lannion (Côtes-du-Nord).	Premier maître de timonerie.	25	7	29	26	7	10
10	KYELLA (Jean-Baptiste).	1 sept. 1797.	Plougastel-Daoulas Finistère.	Chef d'escouade de gardiens de vaisseaux.	33	6	4	34	7	10
11	LENGE (Jean-Marie)....	10 sept. 1800.	Lannion (Côtes-du-Nord).	Gardien de vaisseaux.	25	3	23	26	7	10
12	COZEN (Jean-Marie)....	20 oct. 1800.	Plougastel-Daoulas Finistère.	Idem.	37	7	21	38	7	10
13	HERCULIN (Marie-Germain).	17 avril 1800.	Brest Finistère.	Idem.	39	8	3	40	8	10
14	STÉPHAN (Eli).....	10 mars 1800.	Plouguen Finistère.	Idem.	33	2	17	34	8	10
15	DIVILLAS (Jean).....	15 mars 1800.	Plougastel-Daoulas Finistère.	Idem.	31	8	1	32	8	10
16	——— (Etienne)....	15 avril 1800.	Idem.	Idem.	30	3	1	31	8	10
17	PLANTARD (Charles-Léandre).	10 janv. 1800.	Brest Finistère.	Gardien de bureau.	19	3	9	20	8	10
18	ROUBLET (Louis-Marie)	10 sept. 1800.	Ollioules (Var).	Gavrier boulanger.	27	4	8	28	8	10

N^o 10,489. — DÉCRET IMPÉRIAL portant concession de 39 Pensions de retraite sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.

Du 9 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

LES pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION DE LA PENSION. Lois des 18 avril 1831, 26 juin 1861 et 28 juin 1862.	DOMICILE des titulaires.
ril 1831 et	Commissaire de la marine, réunissant plus de 6 ans de navigation sur les bâtiments de l'État. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	4,680 ^f	Toulon.
	Maître entretenu à 1,500 ^f et au-dessus, réunissant plus de 6 ans de navigation sur les bâtiments de l'État. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans le grade de maître entretenu à 1500 ^f et à 1800 ^f .)	1,680	Brest.
	Premier maître mécanicien. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,680	Idem.
	Magasinier du corps des comptables à 1,500 fr., réunissant plus de 6 ans de navigation sur les bâtiments de l'État.	1,400	Toulon.
	Magasinier du corps des comptables au-dessous de 1,500 fr.	710	Idem.
	Idem.	703	Idem.
	Idem, réunissant plus de 6 ans de navigation sur les bâtiments de l'État.	803	Idem.
	Magasinier du corps des comptables au-dessous de 1,500 fr.	722	Idem.
	Premier maître des équipages de la flotte.	860	Lorient.
ril 1831 et	Chef d'escouade.	463	Brest.
	Gardien de vaisseau, réunissant plus de 6 ans de navigation sur les bâtiments de l'État.	420	Idem.
	Gardien de vaisseau.	419	Idem.
	Idem.	414	Idem.
	Idem.	381	Idem.
	Idem.	373	Idem.
	Idem.	366	Idem.
	Gardien de bureau, réunissant plus de 9 ans de services aux colonies. (Infirmités contractées au service et mettant ce gardien hors d'état d'y rester et de pourvoir à sa subsistance.)	396	Saint-Pierre.
	Ouvrier.	375	Toulon.
	TOTAL.....	16,845	

ir le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la
ine et des colonies;

u, 1^o les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de l'or-
nance du 27 août 1817, portant application à la marine;

2° La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de terre et celles des 26 juin 1861 et 28 juin 1862;

3° Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, chargés par la loi de payer lesdites pensions;

La section de la guerre, de la marine, des colonies et de l'Algérie, par notre Conseil d'État entendue,

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES.	SERVICES effectifs.			CAMPAIGNES.		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
1	FAUVEL (Auguste-Alexandre).	22 sept. 1821.	Cherbourg (Manche).	Lieutenant de vaisseau.	26	1	17	8	5	10
2	HÉNON (Jules-François-Marie).	23 fev. 1812.	Quimper (Finistère).	Chirurgien de 3 ^e classe de la marine.	11	9	13	3	1	10
3	LURAND (François-Pierre).	13 mai 1813.	Salles (Charente-Infér.).	Distributeur du corps des comptables.	31	8	10	•	•	•
4	FRÈS (François-Henry).	16 juin 1800.	Toulon (Var).	Contre-maitre charpentier.	45	4	6	1	1	•
5	DÉPENNE (François)...	28 juin 1804.	Nieul-le-Virouil (Charente-Infér.).	Chef journalier à la direction d'artillerie.	43	5	21	6	1	10
6	TRAVERT (Edouard)...	25 sept. 1822.	Martinvast (Manche).	Ouvrier charpentier.	16	6	•	•	•	•
7	LE GLOANEC (Vincent-Pierre).	9 oct. 1803.	Saint-Pierre-Quilbignon (Finistère).	<i>Idem.</i>	41	7	15	•	•	•
8	ALLIBERT (Joseph-François-Simon).	28 oct. 1813.	Six-Fours (Var).	<i>Idem.</i>	27	4	18	1	3	•
9	DAVID (Alexandre-Philippe-Jean).	7 mai 1807.	Toulon (Var).	Ouvrier perceur.	26	1	25	10	3	•
10	PONS (Nicolas-Henry)...	17 janv. 1793.	Auribeau (Var).	Ouvrier menuisier.	28	•	6	1	•	•
11	LARTE (Louis).....	18 nov. 1812.	Toulon (Var).	<i>Idem.</i>	28	5	21	•	•	•
12	LABOUSSE (Jean-Pierre).	20 mars 1810.	Locminé (Morbihan).	<i>Idem.</i>	28	•	10	•	•	•
13	GERBY (Saturnin).....	15 sept. 1805.	Pont-S ^t -Esprit (Gard).	<i>Idem.</i>	27	8	20	•	•	•
14	KARMOAL (Michel).....	12 oct. 1803.	Tréouergat (Finistère).	Ouvrier poulieur.	38	5	9	•	•	•
15	LECANDY (Jean-François).	30 août 1800.	Tourlaville (Manche).	<i>Idem.</i>	20	7	2	•	•	•
16	LE MICHEL (Pierre)...	23 oct. 1812.	Penvenan (Côtes-du-Nord).	Ouvrier forgeron.	32	7	17	1	3	•
17	ESTABLIER (Louis-François-Adolphe).	7 juin 1809.	Six-Fours (Var).	<i>Idem.</i>	30	8	12	•	•	•
18	GAUDAC (Jean-Victor)...	13 mars 1812.	Cherbourg (Manche).	<i>Idem.</i>	28	4	7	•	•	•
19	VASLOT (Jean).....	27 déc. 1811.	Tourlaville (Manche).	<i>Idem.</i>	28	•	11	•	•	•
20	LE GLEO (Yves-Paul)...	13 août 1820.	Brest (Finistère).	Ouvrier chaudronnier.	27	3	18	•	•	•
21	EBOLI (Louis-Dominique).	2 janvier 1813.	Toulon (Var).	<i>Idem.</i>	25	5	19	•	•	•
22	CHANTREAU (Marie-Charles-Auguste).	13 juin 1816.	Rochefort (Charente-Infér.).	<i>Idem.</i>	1	5	10	•	•	•

ONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

T. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux dispositions de ce tableau.

ANNEES	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION DE LA PENSION. Lois des 18 avril 1831, 26 juin 1861 et 28 juin 1862.	DOMICILE des titulaires.
avril 1831.	Lieutenant de vaisseau. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	2,204 ^f	Cherbourg.
.	Officier de santé de 3 ^e clas- se. (Infirmités contractées au service et équivalentes à la perte de l'usage d'un mem- bre.)	1,258	Nantes.
.	Distributeur du corps des comptables.	428	Cherbourg.
.	Contre-maitre des profes- sions inscrites. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'acti- vité dans ce grade.)	678	Toulon.
avril 1831 et	Chef journalier.	505	Rochefort.
avril 1831 et	Ouvrier des professions inscrites. (Amputation d'une blessure reçue au service.)	465	Cherbourg.
.	Ouvrier des professions inscrites.	448	Brest.
1.	<i>Idem.</i>	383	La Seyne.
2.	<i>Idem.</i>	423	Toulon.
avril 1831 et	Ouvrier.	385	<i>Idem.</i>
3.	<i>Idem.</i>	382	<i>Idem.</i>
4.	<i>Idem.</i>	380	Lorient.
5.	<i>Idem.</i>	379	Toulon.
6.	<i>Idem.</i>	432	Brest.
7.	<i>Idem.</i> (Infirmités contrac- tées au service et mettant cet ouvrier hors d'état d'y rester et de pourvoir à sa subsistance.)	365	Cherbourg.
8.	Ouvrier.	410	Brest.
9.	<i>Idem.</i>	394	Toulon.
10.	<i>Idem.</i>	382	Cherbourg.
11.	<i>Idem.</i>	380	<i>Idem.</i>
12.	<i>Idem.</i>	377	Brest.
13.	<i>Idem.</i>	367	Toulon.
14.	<i>Idem.</i> (Blessure reçue au service et mettant cet ou- vrier hors d'état d'y rester et de pourvoir à sa subsis- tance.)	365	Rochefort.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES.	SERVICES effectifs.			CARRIÈRE		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
23	DUGES (Antoine).....	29 oct. 1810.	Vaissac (Tarn-et-Garonne)	Ouvrier fondeur.	25	7	12	18	.	.
24	VOLES (Jean-François-Primitif).	16 oct. 1789.	Toulon (Var).	<i>Idem.</i>	25	.	25	.	.	.
25	LETULLIER (Jean-François-Arsène).	13 fév. 1809.	Les Pieux (Manche).	Ouvrier serrurier.	30	8	15	.	.	.
26	MÉRI (Jean-Pierre-Victor).	25 fév. 1794.	La Cadière (Var).	<i>Idem.</i>	25	2	27	.	.	.
27	MONIER (François-Lazare).	8 mars 1795.	Méounes (Var).	Ouvrier ferblantier.	26	2	15	.	.	.
28	KMAREC (François-Marie).	12 juin 1812.	Saint-Marc (Finistère).	Ouvrier cordier.	28	10	.	.	.	.
29	BERNARD (Jean-Joseph).	15 oct. 1797.	La Garde (Var).	<i>Idem.</i>	26	5	18	.	.	.
30	ALLIAUD (Jean-Joseph).	12 janv. 1809.	Toulon (Var).	Ouvrier peintre.	31	5	4	8	.	.
31	DANIEL (Gilles-Auguste).	18 mars 1813.	Brest (Finistère).	Ouvrier pompier.	31	9	13	.	.	.
32	TRUFFERT (Jean-Baptiste-François).	3 août 1809.	Tourlaville (Manche).	Journalier aux constructions navales.	30	.	6	10	.	.
33	QUANTIN (Placide).....	1 ^{er} mars 1812.	Le Ménil-en-Val (Manche).	<i>Idem.</i>	25	7	5	.	.	.
34	HUMBERT (Jean-Nicolas).	2 sept. 1806.	Thillot (Meuse).	Journalier aux mouvements généraux.	25	11	15	2	1	2
35	LEMY (Jean-Yves-Marie).	15 déc. 1808.	Melgven (Finistère).	Journalier au magasin général.	27	8	21	.	.	.
36	LAMBOURG (Jules).....	5 mars 1850.	Guérigny (Nièvre).	Apprenti aux forges de la Chaussade.	.	6	11	.	.	.
37	CHARRIÈRE (Jules-Aristide).	17 sept. 1811.	Valence (Drôme).	Lieutenant-colonel d'infanterie de marine.	31	1	2	16	.	.
38	CHATELAIN (Jean-Baptiste-Louis).	29 nov. 1816.	Lesneven (Finistère).	Capitaine d'infanterie de marine.	28	1	.	19	.	.
39	DE BIEN (Louis-Désiré-Auguste).	20 fév. 1815.	Guenroc (Côtes-du-Nord).	<i>Idem.</i>	30	2	8	11	.	.

(1) Services portés pour mémoire, le sieur LAMBOURG n'ayant pas atteint seize ans.

2. La dépense annuelle de vingt-quatre mille cinq cent treize francs (24,513⁶) qui résultera de la concession des trente-neuf articles de pensions de retraite compris dans le tableau qui précède sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

Signé C^m P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION DE LA PENSION. Lois des 11 et 18 avril 1831 26 juin 1861 et 28 juin 1862.	DOMICILE des titulaires.
1831 et 1861.	Ouvrier.	458 ⁶	Toulon.
	Idem.	365	Idem.
	Idem.	394	Cherbourg.
	Idem.	366	Toulon.
	Idem.	371	Idem.
	Idem.	384	Brest.
	Idem.	372	Toulon.
	Idem.	452	Idem.
	Idem.	414	Brest.
	Journalier.	440	Cherbourg.
	Idem.	368	Idem.
	Idem.	382	Toulon.
	Idem.	379	Brest.
	Apprenti. (Amputation d'un membre par suite d'une blessure reçue au service.)	465	Guérigny.
18 avril 1861.	Lieutenant-colonel, réu- nissant plus de 9 ans de ser- vices à la mer et aux colo- nies.	3,120	Paris.
1831 et 1861.	Capitaine réunissant plus de 9 ans de services à la mer et aux colonies.	2,120	Brest.
	Capitaine.	1,873	Idem.
	TOTAL....	24,513	

490. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant concession de 23 Pensions de retraite sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.*

Du 9 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la Marine et des colonies ;

Vu les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de l'ordonnance du 27 août 1817, portant application à la marine ;

La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de mer, des lois des 21 juin 1856 et 26 juin 1861 ;

Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, chargée par la loi de payer lesdites pensions ;

La section de la guerre, de la marine, des colonies et de l'Algérie
notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES.		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
1	DURBEC (Barthélemy-Joseph).	22 fév. 1795.	Marseille (Bouches-du-Rh.).	Trésorier des invalides de la marine de 3 ^e classe.	49	1	29	5	8	0
2	LAVAL (François).....	29 mai 1802.	Metz (Moselle).	Chef de musique de bord.	28	1	19	2	6	0
3	TRÉGUER (Jacques-Marie)	24 juin 1816.	Coat-Méal (Finistère).	Magasinier embarquant à 90 fr.	30	1	21	2	3	18
4	LAVAL (Étienne).....	19 fév. 1810.	Paris (Seine).	Idem à 78 fr.	29	2	11	10	9	25
5	BERNARD (Charles-Louis).	22 mai 1813.	Toulon (Var).	Maître voilier.	34	3	21	12	9	15
6	VENEL (François-Marius).	23 juin 1812.	Idem.	Idem.	35	9	24	12	6	14
7	FOUQUÉ (Adolphe-Jean-Baptiste-Dominique).	17 oct. 1816.	Signe (Var).	Maître forgeron embarquant.	25	2	5	6	5	18
8	COLLON (Jean-Joseph)..	21 mai 1813.	Chiozza (Vénétie).	Deuxième maître charpentier.	27	1	12	11	12	2
9	DÉNAUS (Pierre-Marie).	15 mai 1812.	Lambézellec (Finistère).	Idem.	35	5	9	9	11	18
10	CHRÉSTIAN (Modeste-Laurent).	2 juin 1813.	Toulon (Var).	Deuxième maître calfat.	33	11	2	8	12	2
11	MILON (Louis).....	22 juin 1816.	Lorient (Morbihan).	Idem.	28	8	26	7	8	1
12	JACOB (Julien-Marie)...	26 janv. 1809.	Clohars-Carnoët (Finistère).	Quartier-maître de manœuvre.	25	5	26	16	8	2
13	BERLEMONT (Charles-Joseph).	24 janv. 1812.	Dunkerque (Nord).	Quartier-maître canonnier.	26	4	5	19	2	0
14	LE DANCQ (Pierre-Jean-Louis).	28 sept. 1806.	Saint-Maurice (Manche).	Coq embarquant à 45 francs.	25	3	25	10	3	0
15	CAVARO (Jean-Baptiste).	8 avril 1807.	Escoublac (Loire-Inférieure).	Matelot.	25	6	21	12	7	1
16	AUSSEL (Paul).	21 mars 1842.	Vallauris (Alpes-Maritimes)	Idem.	2	11	4	1	2	7
17	ROUAULT (François-Olivier-Jacques).	20 mai 1841.	Illion (Côtes-du-Nord).	Idem.	2	1	0	0	0	0
18	GEORGINE (Jean-Pierre-Polydore).	24 janv. 1839.	Cayenne (Guyane française).	Idem.	2	4	10	1	4	1
19	RIO (Jean-Pierre-Alexandre).	14 avril 1841.	Billiers (Morbihan).	Idem.	2	7	0	2	0	0
20	LENSIGNE (François-Louis-Séraphin-Joseph).	5 sept. 1815.	Fleurbaix (Pas-de-Calais).	Garde-chouarme.	25	8	24	13	6	0
21	LE GRAVOT (Jean-Marie).	19 sept. 1815.	Saint-Martin-des-Champs (Finistère).	Idem.	25	3	16	11	0	0
22	RÉNAUD (François-Marie)	28 déc. 1813.	Taupont (Morbihan).	Idem.	25	6	16	6	0	0
23	FOURNOL (Pierre).....	20 mai 1810.	Biars (Lot).	Idem.	25	2	15	5	0	0

Il est accordé à chacune des personnes dénommées au ci-après une pension de retraite fixée conformément aux tions de ce tableau.

Pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE des titulaires.
		Lois des 11 et 18 avril 1831 et 26 juin 1861	Loi du 21 juin 1856.	Total.	
ril 1831 et	Tresorier de 3 ^e classe des invalides de la marine, réu- nissant plus de 6 ans de na- vigation sur les bâtiments de l'Etat.	1,680 ^f	"	1,680 ^f (a)	La Seyne.
ril 1831 et	Chef de musique de bord.	556	165 ^f	721	Paris.
	Magasinier embarquant à 78 francs et au-dessus.	574	165	739	Brest.
	Idem.	650	165	815	Le Havre.
	Maître des équipages de la flotte. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	840	198	1,038	Toulon.
	Maître des équipages de la flotte.	700	165	865	Idem.
	Idem.	556	165	721	Idem.
	Deuxième maître. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'ac- tivité dans ce grade.)	426	198	624	Idem.
	Deuxième maître.	400	165	565	Brest.
	Idem. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	456	198	654	Toulon.
	Idem.	404	198	602	Lorient.
	Quartier-maître. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	388	198	586	Idem.
	Idem.	408	198	606	Idem.
	Cog embarquant. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'ac- tivité dans ce grade.)	340	198	538	Cherbourg.
	Matelot.	266	165	431	Lorient.
	Idem. (Amputation d'un membre par suite d'une blessure reçue au service.)	300	165	465	Toulon.
	Idem.	300	165	465	Brest.
	Matelot. (Infirmities con- tractées au service et met- tant ce marin hors d'état d'y rester et de pourvoir à sa subsistance.)	200	165	365	Cayenne.
	Idem.	200	165	365	Lorient.
avril 1831 et	Soldat.	271	165	436	Toulon.
	Idem.	256	165	421	Idem.
	Idem.	233	165	398	Idem.
	Idem.	226	165	391	Idem.
	TOTAUX...	10,630	3,861	14,491	

La pension est payable sous la réserve qu'il ne résultera aucune charge contre M. DUNEC de l'arrêt à ren dre es comptes sur sa gestion.

2. La dépense annuelle de quatorze mille quatre cent quatre-vingt-onze francs (14,491') qui résultera de la concession des vingt-trois articles de pensions de retraite compris dans le tableau qui précède sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Janvier 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

Signé C^m P. DE CHASSELOUP-LAURET.

N° 16,491. — DÉCRET IMPÉRIAL portant concession de 47 Pensions de retraite sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.

Du 30 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de la loi du 27 août 1817, portant application à la marine;

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADÉS.	SERVICES effectifs.			CAPACITÉ		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
1	VARBONNE (Noël-Frédéric).	23 juin 1816.	Bize (Aude).	Capitaine de frégate.	31	4	10	12	8	10
2	BROQUIER (Louis-Antoine-Augustin).	17 juin 1818.	Tanger (Maroc).	Premier maître mécanicien.	25	1	23	9	6	11
3	MARTINENO (Jean-François-Hilaire).	13 janv. 1811.	La Seyne (Var).	Premier maître de manœuvre.	32	9	5	17	4	10
4	GOURDON (Joseph-André-Marius).	12 mars 1813.	Idem.	Idem.	28	-	9	15	6	10
5	KVELLA (Goulvain).....	14 oct. 1811.	Plougastel-Daoulas (Finistère).	Premier maître canonnier.	34	4	7	9	1	11
6	RINGUE (Jean-Prosper).	7 nov. 1810.	Brest (Finistère).	Capitaine d'armes de 1 ^{re} classe.	37	1	24	13	0	20
7	SCHILLINGER (François-Antoine).	1 ^{er} sept. 1811.	Sigolsheim (Haut-Rhin).	Idem.	31	2	26	11	7	11
8	HOTTOT (Jean-François).	28 janv. 1814.	Bailleau-l'Évêque (Eure-et-Loir).	Idem.	25	2	21	12	5	10
9	PICHAUD (André).....	26 août 1813.	Toulon (Var).	Maître charpentier.	33	11	11	9	6	20

La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de mer, et des 21 juin 1856, 26 juin 1861 et 28 juin 1862;

Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, chargée la loi de payer lesdites pensions;

La section de la guerre, de la marine, des colonies et de l'Algérie de e Conseil d'État entendue,

NOUS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau.

La dépense annuelle de trente-deux mille trois cent trente-trois francs (32,332^f) qui résultera de la concession des quarante-trois articles de pensions de retraite compris dans le tableau qui précède sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

Signé C^{te} P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

LÉGALES Loi de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE des titulaires.
		Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.	Loi du 21 juin 1856.	Total.	
1831 et	Capitaine de frégate.	3,083 ^f	"	3,083 ^f	Toulon.
1856.	Premier maître mécanicien. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,333	"	1,333	Idem.
1861.	Premier maître des équipages de la flotte.	980	"	980	Idem.
1862.	Idem.	960	"	960	Idem.
1863.	Idem. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,151	"	1,151	Brest.
1864.	Capitaine d'armes de 1 ^{re} classe. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,176	"	1,176	Idem.
1865.	Capitaine d'armes de 1 ^{re} classe.	950	"	950	Idem.
1866.	Idem.	878	"	878	Lorient.
1867 et	Maître des équipages de la flotte.	687	165 ^f	852	Toulon.

NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES.	SERVICES EFFECTUÉS.					
	Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
0 NIEL (Joseph-François).	3 mars 1813.	La Garde (Var).	Maître calfat.	36	9	5	11	11	11
1 RAVEL (Auguste-Frédéric).	30 août 1811.	Hyères (Var).	Premier commis aux vivres.	26	9	28	12	2	1
2 BRARD (Pierre - Alexandre).	21 janv. 1822.	Rochefort (Charente-Infér.).	Magasinier embarquant à 90 fr.	25	6	9	9	1	1
3 FRECHET (Jean - François-Lubin).	17 mars 1818.	Toulon (Var).	Idem.	27	8	16	5	1	1
4 MUNIER (Georges). . . .	20 déc. 1815.	Kerprich-aux-Bois (Moselle).	Surveillant de 3 ^e classe des établissements pénitentiaires	26	6	9	17	11	11
5 CHERMY (Paul-Émile). . .	6 mars 1815.	Le Havre (Seine-Inférieure)	Idem.	26	5	21	12	4	1
6 MATTY (Joseph-César). .	2 juillet 1813.	La Ciotat (Bouches-du-Rh.).	Deuxième maître de manoeuvre.	26	3	19	17	7	1
7 KMAZIERE (Évariste-Louis).	23 juillet 1813.	Brest (Finistère).	Deuxième maître canonnier.	32	11	26	13	7	1
8 PHILBERT (Jean-Ernest).	1 ^{er} nov. 1818.	Saint-Servan (Ille-et-Vilaine).	Quartier-maître de manoeuvre.	25	3	23	11	1	1
9 DOIN (Claude).	13 mars 1805.	Châlons-sur-Saône (Saône-et-Loire).	Coq de 1 ^{re} classe à 45 fr.	31	5	4	12	4	1
0 LE GUEN (Guillaume-Yves).	25 mars 1813.	Lambézellec (Finistère).	Matelot.	26	6	10	12	7	1
1 GALLEC (Olivier).	8 mars 1813.	Plougastel-Daoulas (Finistère).	Idem.	29	2	2	3	1	1
2 LEFLEN (Vincent).	13 mai 1821.	Yvias (Côtes-du-Nord).	Idem.	16	5	12	7	7	1
3 CORFA (Jean - François-Marie).	9 mars 1837.	Kerlouan (Finistère).	Idem.	10	8	7	6	1	1
4 ANTIER (Émile).	30 mars 1831.	La Rochelle (Charente-Infér.).	Idem.	6	6	4	6	1	1
5 TROUVILLE (Noël-Marin-Jacques-Baptiste).	31 janv. 1841.	Cabourg (Calvados).	Idem.	1	10	19	1	1	1
6 LETOURNEAU (Adolphe-Louis).	3 nov. 1850.	Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord).	Idem.	3	3	27	1	1	1
7 LEMONIER (Adolphe-Hippolyte).	20 sept. 1846.	Cherbourg (Manche).	Novice.	1	3	11	1	1	1
8 DAUVIN (Auguste-Célestin).	1 ^{er} avril 1843.	Bois-Roger (Manche).	Idem.	2	1	2	1	1	1
9 CRESPIN (Eugène).	27 nov. 1809.	Mende (Lozère).	Distributeur du corps des comptables	31	6	13	2	1	1
0 GRÉGOIRE (Barthélemy-Michel).	5 août 1801.	Toulon (Var).	Contre - maître pompier.	28	9	21	1	1	1
1 MICHEL (Hippolyte-Michel).	28 sept. 1813.	Tourlaville (Manche).	Ouvrier pompier.	25	2	19	1	1	1
2 LECOSTOUR (Charles-Auguste).	17 août 1815.	Querqueville (Manche).	Ouvrier maçon	15	2	27	1	1	1

la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE des titulaires.
		Lois des 18 avril 1831, 26 juin 1861 et 28 juin 1862.	Loi du 21 juin 1856.	Total.	
avril 1831 et	Maitre des équipages de la flotte.	700 ^f	165 ^f	865 ^f	Toulon.
Idem.	Premier commis aux vivres.	646	165	811	Idem.
Idem.	Magasinier embarquant à 75 fr. et au-dessus.	596	165	761	Idem.
Idem.	Idem.	586	165	751	Idem.
Idem.	Surveillant de 2 ^e classe des établissements péniten- tiaires.	695	165	860	Cayenne.
Idem.	Idem.	669	165	824	Colleville- sur-Orne.
Idem.	Deuxième maitre. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'ac- tivité dans ce grade.)	470	198	668	Toulon.
Idem.	Idem.	480	198	678	Brest.
Idem.	Quartier-maitre. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'ac- tivité dans les grades de deuxième maitre et de quar- tier-maitre.	365	198	563	Bordeaux.
Idem.	Coq.	331	165	496	Toulon.
Idem.	Matelot.	271	165	436	Brest.
Idem.	Idem.	239	165	404	Idem.
Idem.	Idem. (Infirmité résul- tant du service et équiva- lente à la perte de l'usage de deux membres.)	300	165	465	Idem.
Idem.	Matelot. (Blessure reçue au service et équivalente à la perte de l'usage d'un membre.)	286	165	451	Idem.
Idem.	Matelot. (Blessure reçue au service et mettant ce marin hors d'état d'y rester et de pourvoir à sa subsis- tance.)	200	165	365	Rochefort.
Idem.	Idem.	200	165	365	Nantes.
Idem.	Idem.	200	165	365	Brest.
Idem.	Novice. (Blessure reçue au service et équivalente à la perte de l'usage d'un mem- bre.)	212	165	377	Cherbourg.
Idem.	Novice. (Infirmité con- tractée au service et équiva- lente à la perte de l'usage d'un membre.)	211	165	376	Lorient.
avril 1831 et	Distributeur du corps des comptables.	442	"	442	Cherbourg.
avril 1831 et	Contre-maitre.	444	"	444	Toulon.
Idem.	Ouvrier.	366	"	366	Cherbourg.
Idem.	Idem. (Infirmités résul- tant du service et mettant cet ouvrier hors d'état d'y rester et de pourvoir à sa subsistance.)	365	"	365	Idem.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ann.
33	VIVIER (Jean - Charles - Antoine).	19 juin 1807.	Virandeville (Manche).	Journalier aux travaux hydrauliques.	18	8	6	.	.	.	.
34	LEROUX (Jean - Nicolas - Guillaume).	13 août 1801.	Orglandes (Manche).	<i>Idem.</i>	20	1	10	.	.	.	.
35	BOURRETTE (Jean). . . .	27 janv. 1812.	Vernoux (Ardèche).	Garçon de dépense à l'hôpital de la marine à Toulon.	27	9	20	19	6	.	.
36	CARMICHAEL (Archibald).	29 avril 1816.	La Basse-Terre (Guadeloupe).	Conducteur de 1 ^{re} classe des travaux du génie à la Guadeloupe.	25	11	6	.	1	16	.
37	DEY (Pierre-Louis).	9 mars 1800.	Les Trois-Ilets (Martinique).	Conducteur de 2 ^e classe du service des ponts et chaussées à la Martinique.	30	1	.	.	.	.	.
38	LAUGIER (Jean-Baptiste-Dominique).	12 fév. 1799.	Saint-Pierre (Martinique).	<i>Idem</i> de 3 ^e <i>Idem.</i>	29	10	11	.	.	.	.
39	COSSON (Nicolas - François).	2 nov. 1811.	Irvillac (Finistère).	Sergent de gardes-chiourmes.	25	2	2	10	3	5	.
40	GANNAT (François).	22 juillet 1813.	Maringues (Puy-de-Dôme).	<i>Idem.</i>	25	10	25	6	.	.	.
41	THOUVENIN (Charles-Nicolas).	4 sept. 1813.	Condé-Northen (Moselle).	<i>Idem.</i>	26	6	23	10	.	.	.
42	GENTIL (Jean-Marie). . . .	4 février 1815.	Lambézellec (Finistère).	Garde-chiourme.	26	.	23	20	.	.	.
43	WURTH (François-Joseph).	16 juin 1817.	Soullz (Haut-Rhin).	<i>Idem.</i>	25	6	5	22	.	.	.
44	BOUDON (François).	26 janv. 1813.	Saint-Maurice (Drôme).	<i>Idem.</i>	27	3	15	21	.	.	.
45	FOYER (Alnaire-Auguste).	19 avril 1815.	Bonnétable (Sarthe).	<i>Idem.</i>	25	11	25	18	.	.	.
46	MARIE (Joseph-Pierre)..	22 fév. 1814.	Saint-Broladre (Ille-et-Vilaine).	<i>Idem.</i>	25	8	11	16	.	.	.
47	RICOU (Joseph).	22 oct. 1811.	Gênes (Italie).	<i>Idem.</i>	26	1	9	9	.	.	.

N^o 16,492. — DÉCRET IMPÉRIAL portant concession de 21 Pensions de retraite sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.

Du 30 Janvier 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

ÉVALUATION de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE des titulaires.
		Lois des 11 et 18 avril 1831, 9 juin 1853 et 28 juin 1862.	Loi du 21 juin 1856.	Total.	
avril 1831 et	Journalier. (Infirmités résultant du service et met- tant ce journalier hors d'état d'y rester et de pourvoir à sa subsistance.)	365 ^f	"	365 ^f	Cherbourg.
m.	Journalier. (Infirmités résultant du service et met- tant ce journalier hors d'état d'y rester et de pourvoir à sa subsistance.)	365	"	365	Idem.
le du 23 mars	Ouvrier.	465	"	465	Toulon.
avril 1831 et	Conducteur des ponts et chaussées de 1 ^{re} classe au traitement moyen de 2,133 ^f 33 ^c . (Infirmités résultant du service et mettant ce con- ducteur hors d'état d'y res- ter et d'y rentrer ultérieu- rement.)	1,067	"	1,067	La Guadeloupe.
m.	Conducteur des ponts et chaussées de 2 ^e classe au traitement moyen de 1,933 ^f 33 ^c . (Infirmités résultant du service et mettant ce conducteur hors d'état d'y rester et d'y rentrer ulté- rieurement.)	969	"	969	La Martinique.
m.	Conducteur des ponts et chaussées de 3 ^e classe au traitement moyen de 1,733 ^f 33 ^c . (Infirmités résultant du service et mettant ce conducteur hors d'état d'y rester et d'y rentrer ulté- rieurement.)	867	"	867	Idem.
avril 1831 et	Sergent. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans les grades de sergent et de surveillant de 1 ^{re} classe qui donnent droit à la même pension.)	394	198 ^f	592	Guingamp.
m.	Sergent. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	362	198	560	Toulon.
m.	Sergent.	337	165	502	Idem.
m.	Soldat.	300	165	465	Idem.
m.	Idem.	300	165	465	Idem.
m.	Idem.	300	165	465	Idem.
m.	Idem.	295	165	460	Idem.
m.	Idem.	283	165	448	Idem.
m.	Idem.	251	165	416	Idem.
	TOTAUX...	27,382	4,950	32,332	

ur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la
ine et des colonies;
u : 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de
donnance du 27 août 1817, portant application à la marine;
° La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de mer,
elles des 26 avril 1855 et 25 juin 1861;

3° Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides chargés par la loi de payer lesdites pensions;

La section de la guerre, de la marine, des colonies et de l'Algérie de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau.

2. La dépense annuelle de dix mille six cent quatre-vingt francs (10.681^f) qui résultera de la concession des vingt et

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES.	SERVICES effectifs.			CAPACITÉS.		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
1	ANDRÉ (Hubert-Eugène).	24 janv. 1822.	Toulon (Var).	Maître mécanicien.	25	5	23	10	2	12
2	SANSON (Bon-François).	31 juillet 1809.	Henneville (Manche).	Maître armurier terminant comme maître embarquant.	33	9	20	6	3	10
3	ANSERMAIN (Pierre-Marius).	16 août 1815.	Toulon (Var).	Idem.	31	5	13	8	2	10
4	PATÉ (Louis-Alphonse-Amand).	28 fév. 1839.	Mortagne (Orne).	Caporal d'armes.	3	1	23	10	2	10
5	LAUNAY (Joseph-Marie).	14 mars 1840.	Guémené (Loire-Inférieure)	Matelot.	2	4	1	6	2	10
6	BOISSONNOT (Jean-Pierre).	16 fév. 1837.	Chaix (Vendée).	Idem.	5	1	11	1	6	10
7	BANQUET (Jean).....	6 avril 1837.	Lucman (Gironde).	Idem.	4	11	6	2	1	10
8	MARIE (Honoré-Isidore-Thomas).	7 janv. 1837.	Hennequeville (Calvados).	Idem.	4	11	6	1	11	10
9	PETIDON (Auguste-Joseph).	4 août 1839.	Plévenon (Côtes-du-Nord).	Idem.	2	8	12	1	2	10
10	PIANT (Charles).....	25 janv. 1831.	Metz (Moselle).	Ouvrier chauffeur.	8	1	5	3	6	10
11	BALIÈRE (Clément-Léonard).	7 février 1841.	Riville (Seine-Inférieure)	Apprenti marin.	1	3	24	1	8	10
12	BOZEC (Alphonse-Charles).	16 sept. 1846.	Brest (Finistère).	Idem.	1	3	15	1	6	10
13	DUCHÈNE (Julien-Jean).	5 juillet 1840.	Saint-Mars-la-Jaille (Loire-Inférieure)	Idem.	3	4	1	1	1	10
14	TREILLARD (Jean-Antoine).	8 mai 1816.	Valence (Drôme).	Sergent d'infanterie de marine.	25	4	1	21	1	10
15	BOUCHER (Pierre-Paul).	16 déc. 1815.	Bourguignons (Aube).	Idem.	25	6	1	11	1	10

Les pensions de retraite compris dans le tableau qui suit acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Janvier 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

Signé C^{te} P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

ÉPOQUES de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE des titulaires.
		Portion à la charge de la caisse		Total.	
		des invalides de la marine.	de la dotation de l'armée.		
avril 1831 et	Maître mécanicien.	609 ^f	165 ^f	774 ^f	Toulon.
	Maître des équipages de la flotte. (5° en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	780	198	978	Cherbourg.
	<i>Idem.</i>	776	198	974	Toulon.
	Caporal d'armes. (Perte absolue de l'usage d'un mem- bre par suite d'une blessure reçue à la guerre).	244	165	409	Brest.
	Matelot. (Amputation d'un membre par suite d'une bles- sure reçue au service.)	300	165	465	Toulon.
	<i>Idem.</i>	300	165	465	Rochefort.
	<i>Idem.</i>	300	165	465	Toulon.
	Matelot. (Blessure reçue au service et équivalente à la perte absolue de l'usage d'un membre.)	235	165	400	<i>Idem.</i>
	Matelot. (Blessure reçue au service et mettant ce ma- rin hors d'état d'y rester et de pourvoir à sa subsis- tance.)	200	165	365	Brest.
	Ouvrier chauffeur. (Infir- mités résultant du service et équivalentes à la perte de l'usage d'un membre.)	258	165	423	Paris.
	Apprenti marin. (Blessure reçue au service et équiva- lente à la perte de l'usage d'un membre.)	209	165	374	Rochefort.
	<i>Idem.</i>	209	165	374	Toulon.
	Apprenti marin. (Infirmité résultant du service et met- tant ce marin hors d'état d'y rester et de pourvoir à sa subsistance.)	200	165	365	Lorient.
avril 1831 et	Sergent. (5° en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	480	198	678	Valence.
avril 1831, 25 juin 1861.	Caporal. (5° en sus pour plus de 12 ans d'activité dans les grades de caporal et de sergent.)	368	198	566	Cherbourg.

NOMBRES D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES.	SERVICES effectifs.			CAMPAIGNES		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
16	CARON Martin	13 juillet 1817.	Algoisheim (Haut-Rhin).	Soldat d'artillerie de marine.	25	10	29	13	6	
17	LEROY Germain	3 nov. 1816.	Villemarichal (Seine-et-Marne).	Sapeur d'infanterie de marine.	25	3	3	21		
18	PERRIN Jacques-Léon	15 avril 1817.	Futanges (Orne).	Soldat d'infanterie de marine.	25	1	22	27		
19	MANTEL (Léonard)	18 nov. 1811.	Neuville (Dordogne).	Idem.	25	9	15	15	6	
20	CHEVREUIL Michel	31 juillet 1858.	Arcomps (Cher).	Idem.	4	6	16	8		
21	SÉNAC (Bertrand)	24 oct. 1840.	Pélicieux (Gers).	Idem.	3	4	13	2		

N° 16,493. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Donation d'une rente de soixante francs faite à charge de services religieux par le sieur *Bias* à la fabrique de Gurgy (Yonne).

Legs de trois créances, montant à neuf mille neuf cents francs, fait à charge de services religieux par le sieur *Person* à la fabrique de Ploumilliau (Côtes-du-Nord).

Legs d'immeubles estimés deux mille six cent soixante et un francs quatre centimes fait à charge de services religieux par la dame veuve *Cotte* à la fabrique de Penol (Isère).

Legs d'une maison avec jardin estimée cinq mille francs fait à charge de services religieux par le sieur *Lurralde* à la fabrique de Helette (Basses-Pyrénées).

Legs de deux mille francs fait à charge de services religieux par le sieur de *Beaumont* comte à la fabrique de Saint-Philippe-du-Roule, à Paris (Seine).

Legs de mille francs et d'une chapelle en vermeil estimée six cents francs fait à charge de services religieux par le sieur *Mercier* à la fabrique de Beaucamps-le-Vieux (Somme).

Legs de mille francs et d'une bibliothèque estimée quatre cent dix francs cinquante centimes fait à charge de services religieux par le sieur *Couronnat* à la fabrique de Dieupentale (Tarn-et-Garonne).

Donation d'une rente de cent cinq francs fait à charge de services religieux par la demoiselle de *Forbin-Meynier d'Oppède* à la fabrique de Saint-Jean-Baptiste intra muros à Aix (Bouches-du-Rhône).

Donation d'une chapelle avec maison jardin, le tout estimé quatre mille cinq cents francs, faite par le sieur *Mille* à la fabrique de Gémenos (Bouches-du-Rhône). (N° 18 Novembre 1863.)

N° 16,494. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Donation d'une rente de cent cinquante francs faite à charge de services religieux par les demoiselles *Denise* à la fabrique de Sept-Vents (Calvados).

Donation de deux mille cinq cents francs faite à charge de services religieux par le sieur *Laurent-Saison* à la fabrique de Saint-Laurent-du-Pont (Isère).

Donation d'une rente de quatre-vingt-huit francs faite à charge de services religieux par la dame veuve *Le Mire* à la fabrique de Clairvaux (Jura).

DATE la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE des titulaires.
		Portion à la charge de la caisse		Total.	
		des invalides de la marine.	de la dotation de l'armée.		
juin 1831 et	Soldat.	272 ^f	165 ^f	437 ^f	Cherbourg.
1.	Idem.	300	165	465	Rochefort.
1.	Idem.	300	165	465	Cherbourg.
1.	Idem.	281	165	446	Rochefort.
1.	Soldat. (Blessure reçue à la guerre et équivalente à la perte de l'usage d'un membre.)	263	165	428	Arcomps.
1.	Soldat. (Blessure reçue au service et mettant ce militaire hors d'état d'y rester et de pourvoir à sa subsistance.)	200	165	365	Montgras.
	TOTAUX.....	7,084	3,597	10,681	

nation de mille cinq cents francs faite à charge de services religieux par la dame de Gouberville à la fabrique d'Éclaron (Haute-Marne).

nation de mille cinq cents francs faite à charge de services religieux par le sieur et consorts à la fabrique de Landivy (Mayenne).

nation de deux mille francs faite à charge de services religieux par la demoiselle à la fabrique de Saint-Gildas, à Auray (Morbihan).

nation d'une rente de cent soixante-quinze francs faite à charge de services religieux par la dame veuve Lefebvre de Ladonchamps à la fabrique de Thury-Saint-Bas, section de la commune de Woippy (Moselle).

nation de mille deux cent soixante-dix francs faite à charge de services religieux par la demoiselle Le Cormier à la fabrique de Crépy (Oise).

faits par le sieur de la Tournelle : 1° à l'établissement des sœurs de Notre-Dame de la Charité du Bon-Pasteur, fondé à Metz (Moselle), mille francs, pour traitements effectués à la maison conventuelle; 2° à la fabrique de Saint-Martin, à Metz, mille francs, pour les besoins de cet établissement; 3° au curé et aux pauvres de la paroisse, mille francs; 4° à la fabrique de Port-sur-Seille (Meurthe), deux mille francs, à charge de services religieux; 5° au bureau de bienfaisance de Metz, pour l'entretien des orphelins de cette ville, deux mille francs; 6° aux frères des écoles chrétiennes établis à Metz, deux mille francs. (Paris, 18 Novembre 1863.)

495. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

nation de quatre mille francs faite à charge de services religieux par le sieur de Macourt à la fabrique de Guignicourt (Ardennes).

nation d'immeubles estimés mille trois cents francs faite à la fabrique et aux curés successifs de Fresnay (Loire-Inférieure) par le sieur Loirat, desservant de cette succursale.

nation d'une rente de quatre-vingt-deux francs faite à charge de services religieux par la demoiselle Michaulte à la fabrique de Noisseville (Moselle).

nation d'une rente de cent quatre francs faite à charge de services religieux par la demoiselle Lallemant à la fabrique de Sainte-Ségolène, à Metz (Moselle).

faits par la demoiselle Richard : 1° à la fabrique de Richebourg (Seine-et-Marne), une rente de trente-cinq francs pour l'entretien de la lampe du saint sacrement; 2° aux pauvres de cette commune, une rente de trente-cinq francs.

Legs faits par le sieur *Ménard* : 1° au séminaire d'Angers (Maine-et-Loire), la propriété du tiers de biens meubles et immeubles estimés en totalité ~~pour~~ deux cent soixante-dix-sept francs quatre-vingt-un centimes; 2° à la fabrique de Jaille-Yvon (même département), une somme de quatre cents francs imposée à la succession, à charge de services religieux; 3° aux pauvres de cette commune, le tiers des biens meubles et immeubles précités.

Donation faite à charge de services religieux par la demoiselle *Bridet* à la fabrique de Domart-en-Ponthieu (Somme), et consistant en une maison avec dépendances estimée deux mille sept cents francs, pour servir de logement au vicaire, et en une somme de deux cents francs et un tas de planches d'une valeur estimative de cinquante francs. (*Compiègne, 22 Novembre 1863.*)

N° 16,496. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Legs fait par le sieur *Jamet* : 1° à la fabrique de l'église curiale de Châteaulin (Finistère), et consistant en une somme de deux mille francs destinée aux réparations de la chapelle de Notre-Dame de Châteaulin et de celle de Kerlahan, érigées en chapelles de secours par le présent décret et situées dans la circonscription de la paroisse de Châteaulin; 2° aux pauvres de cette commune, trois cents francs; 3° aux pauvres de Douarnenez (même département), deux cents francs.

Legs de six mille francs fait à charge de services religieux par la demoiselle *Leloup* à l'évêché de Cahors (Lot).

Legs faits par le sieur *Fillâtre* : 1° au desservant et à la fabrique de Coulouvray (Manche), un pré estimé deux mille deux cents francs, à charge de services religieux; 2° à la même fabrique, divers objets mobiliers à l'exercice du culte, estimés cent cinquante francs. (*Compiègne, 22 Novembre 1863.*)

N° 16,497. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la justice et des cultes) qui :

1° Érige en chapelle vicariale l'église de la commune de Misery, arrondissement de Péronne (Somme);

2° Autorise l'acceptation de la donation faite par le sieur *Meurinne* à la commune de Misery, et consistant en une rente annuelle de quatre cents francs destinée au traitement du vicaire de cette église. (*Compiègne, 22 Novembre 1863.*)



Certifié conforme :

Paris, le 25^e Mai 1864.

Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin du
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1037.

498. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 2 liquidations de Pensions civiles.*

Du 7 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;
le décret réglementaire du 9 novembre 1853;
le décret du 4 juillet 1806;
l'ordonnance du 8 septembre 1831;

l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du
mars 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations com-
prises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur
le crédit d'inscription ouvert au ministère de l'intérieur pour 1864;
la section des finances de notre Conseil d'État entendue;
sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de
l'intérieur,

NOUS DÉCRÉTE et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les deux liquidations de pensions civiles comprises pour
une somme totale de mille six cent quatre-vingt-deux francs (1,682^{fr})
dans le tableau d'autre part sont approuvées.

Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance
à partir du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur
et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de
l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'intérieur,

Signé ACHILLE FOUÛ.

Signé P. BOUDET.

XI^e Série.

63

N ^{OS} D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	DURÉE des services.	DURÉE des services.			Années de service au jour du décès.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
1	HERBILLON.....	2 février 1804.	Calais (Pas-de-Calais).	Gardien ordinaire des prisons.	Militaires..... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs	9	0	3	Grande vetera nité
2	GUIRONNET-MASSAS (Ma- rie-Victoire-Eudoxie), veuve PELLET.	14 oct. 1809.	Alais Gard.	Le mari, ancien chef de section au ministère de l'intérieur, déce- dé en jouissance d'une pension de 5,096 fr.	.....	11	11	4	Grande vetera nité

N^o 16,499. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui approuve 2 liquidations de Pensions civiles.

Du 7 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR
DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Vu les articles 5, 18 et suivants de la loi du 9 juin 1853, sur les pen-
sions civiles ;

Vu la loi du 22 août 1790 ;

Vu le décret du 4 juillet 1806 ;

Vu le décret du 13 septembre 1806 ;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du
8 avril 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises

N ^{OS} D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	DURÉE des services.	DURÉE des services.			Années de service au jour du décès.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
1	PERROT (Jean - Pierre - Charles) ⁽¹⁾ .	5 août 1803.	Juliers Prusse).	Commissaire ins- pecteur près les théâtres et spec- tacles de Paris.	Civils.	31	1	—	Grande vetera nité
2	DEVIÈRE (Adolphe - N ^o Vincent).	22 janv. 1803.	Paris (Seine).	Agent comptable de l'école des beaux-arts.	Civils.	35	7	—	Grande vetera nité

⁽¹⁾ Né Français.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance
du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Le ministre de notre Maison et des beaux-arts et le ministre
des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exé-
cution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATE de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
65 ^f 22 ^c	193 ^f 79 ^c 149 43	408 ^f 44 ^c	"	"	408 ^f	1 ^{er} février 1864.	Poissy (Seine-et-Oise).
"	"	"	"	Un quart.	1,274	28 janvier 1864.	Paris (Seine).
				TOTAL.	1,682		

le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le cré-
d'inscription ouvert au ministère de la Maison de l'Empereur et des
beaux-arts par décret du 13 avril 1864 ;

la section des finances de notre Conseil d'État entendue ;
et le rapport du ministre de notre Maison et des beaux-arts ,

Nous DÉCRÉTE et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les deux liquidations de pensions civiles comprises
dans une somme totale de trois mille quatre cent vingt-neuf francs
(29^f) au tableau ci-dessous sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	2,590 ^f 27 ^c	2,590 ^f 27 ^c	2,500 ^f	"	2,500 ^f	1 ^{er} juin 1864.	Paris (Seine).
"	929 16	929 16	"	"	929	16 février 1864.	Idem.
				TOTAL..	3,429		

Fait au palais des Tuileries, le 7 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Le Maréchal de France, Ministre de la Maison
de l'Empereur et des beaux-arts,

Signé ACHILLE FOULD.

Signé VAILLANT.

N° 16,500. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve une liquidation de*

Du 7 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu le décret réglementaire du 9 novembre 1853;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 24 mars 1864, portant qu'il a reconnu la légalité de la liquidation comp

N° D'ORDRE	NOM ET PRÉNOMS de la pensionnaire.	NAISSANCE.		GRADE.	NATURE des services.	DÉBUT des services.		
		Date.	Lieu.			Ann.	Mois.	Jours.
Uni- que.	DESSAUX (Perrette-Eu- phémie), veuve LAN- GRAIS.	3 sept. 1794.	Hennebon (Morbihan).	Le mari, ex-em- ployé au minis- tère de l'inté- rieur, décédé en jouissance d'u- ne pension de 969 fr.	Civils.....			

2. Cette pension sera inscrite au trésor public, avec jouissance de jour indiqué au tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Mai 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé **ACHILLE FOULD**.

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'intérieur,*

Signé **P. BOUTET**.

N° 16,501. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'inscription, au Trésor public, d'une Pension concédée, en vertu de la Convention du 23 août 1860, à la Veuve d'un Titulaire devenu Français par suite de la réunion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice à la France.*

Du 7 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu le sénatus-consulte du 12 juin 1860;

Vu le décret du 21 novembre 1860;

Vu la situation du crédit permanent de trois millions affecté par l'article 30 de la loi sur les finances du 25 mars 1817 à l'inscription des pensions civiles;

le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le
 it d'inscription ouvert au ministère de l'intérieur pour 1864 ;
 la section des finances de notre Conseil d'État entendue ;
 sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de
 l'intérieur,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La liquidation de pension civile comprise pour une
 somme de trois cent vingt-trois francs (323^f) au tableau ci-des-
 sous est approuvée.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE de la pensionnaire.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	"	"	"	Un tiers.	323 ^f	8 décembre 1863.	Vire (Calvados).

sur l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du
 12 mars 1864, portant qu'il a reconnu la légalité de la liquidation com-
 prise dans le présent décret ;

la section des finances de notre Conseil d'État entendue ;

sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au
 département de la justice et des cultes,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La liquidation de pension civile comprise pour une
 somme de mille cinquante-trois francs (1,053^f) au tableau d'autre
 tableau est approuvée.

. Cette pension sera inscrite au trésor public, avec jouissance
 au jour indiqué au tableau qui suit.

. Notre garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, et
 notre ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le con-
 cerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin
 des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Ministre secrétaire d'État au département
 des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
 au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

N° D'ORDRE	NOM ET PRÉNOM de la pensionnaire.	NAISSANCE.		GRADE.	NATURE des services.	ÉTAT des services.		ANCIENNETÉ
		Date.	Lieu.			Ant.	Mois.	
Unique.	DE SAINT-BON (Pauline-Thérèse-Caroline), v ^{ve} BOURGEOIS.	24 nov. 1823.	Chambéry (Savoie).	Le mari, ex-président.	Réversion du tiers de la pension de 3,160 fr. accordée à son mari pour	31	1	30

N° 16,502. — DÉCRET IMPÉRIAL portant prorogation de la durée de la Société anonyme formée à Saint-Jean-d'Angély pour l'exploitation du Comptoir d'escompte de ladite ville.

Du 18 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances ;

Vu la loi du 10 juin 1853, relative à l'établissement des comptoirs d'escompte ;

Vu l'avis du conseil municipal de la ville de Saint-Jean-d'Angély ;

Vu les articles 29 à 37, 40 et 41 du Code de commerce ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. La durée de la société anonyme formée à Saint-Jean-d'Angély pour l'exploitation du comptoir d'escompte de ladite ville est prorogée pour quinze années, à partir du 1^{er} juillet 1864.

La société pourra, aux termes de la loi du 10 juin 1853, profiter du bénéfice des dispositions de l'article 10 du décret du 24 mai 1848 et de l'article 2 du décret du 23 août de la même année.

2. Sont approuvés les nouveaux statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé le 4 mai 1864 devant M^r Daniel Bouché et son collègue, notaires à Saint-Jean-d'Angély, duquel acte une expédition en forme restera annexée au présent décret.

3. La présente autorisation pourra être révoquée en cas de violation ou de non-exécution des statuts, sans préjudice des droits des tiers.

4. La société sera tenue de publier tous les mois sa situation dans les journaux d'annonces judiciaires de l'arrondissement de Saint-Jean-d'Angély.

Elle remettra cet état de situation au ministre des finances, au préfet du département de la Charente-Inférieure et au greffe du tribunal de commerce de Saint-Jean d'Angély.

5. La société devra fournir au ministre des finances, sur sa demande ou à des époques périodiques par lui déterminées, des états

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATE de jouissance.	DOMICILE de la pensionnaire.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	"	"	"	1,053 ^f	1,053 ^f (a)	1 janvier 1864.	Chambéry (Savoie).

la pension cesse en cas de nouveau mariage.

présentant la situation de la caisse, du portefeuille et des comptes, ainsi que le mouvement des opérations.

6. La gestion de la société pourra être soumise à la vérification des délégués du ministre des finances, toutes les fois que celui-ci le jugera convenable. Il sera donné à ces délégués communication des registres de délibération, ainsi que de tous les livres, souches, comptes, documents et pièces appartenant à la société. Les valeurs de la caisse et de portefeuille leur seront également représentées.

7. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, publié au Moniteur et dans les journaux d'annonces judiciaires de l'arrondissement de Saint-Jean-d'Angély.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Par-devant M^e Daniel Bouché et son collègue, notaires à Saint-Jean-d'Angély, département de la Charente-Inférieure, soussignés,

Ont comparu :

1^o M. Jean-Mathias-Henri Devers, ancien notaire et banquier, juge au tribunal de commerce, conseiller municipal, directeur du comptoir d'escompte de Saint-Jean-d'Angély;

2^o M. Pierre-Barthélemy-Edmond Moreau, propriétaire, sous-directeur du même comptoir;

3^o M. Eugène Coullaud, propriétaire et rentier;

4^o M. Paul-Claude Fèvre, ancien avoué;

5^o M. Henri Merveilleux, receveur des contributions indirectes en retraite;

6^o M. Jean-Abel Mousnier, négociant, président du tribunal de commerce, conseiller municipal;

7^o M. Henri Puet, ancien négociant, conseiller municipal;

8^o M. Joseph Vassal, négociant;

Ces six derniers administrateurs élus du comptoir d'escompte de Saint-Jean-d'Angély;

9^o M. Victor Beyneix, ancien banquier et receveur des finances, juge au tribunal de commerce;

10^o M. Aimé Clouzeau, négociant, juge au même tribunal;

11^o M. Jean-Aubin Dupont, négociant, juge suppléant au même tribunal;

Ces trois derniers censeurs dudit comptoir;
Tous les susnommés demeurant en la ville de Saint-Jean-d'Angély.

Lesquels ont exposé ce qui suit :

Par acte passé le 15 septembre 1854 devant M^r Gaschard et son collègue, notaire à Saint-Jean-d'Angély, et approuvé par un décret du 22 du même mois, il a été formé dans cette ville une société anonyme ayant pour objet l'exploitation d'un comptoir d'escompte, dans les conditions déterminées par la loi du 10 juin 1853.

Cette société a été autorisée pour une durée de dix années, à partir du 1^{er} juillet 1854. Elle pouvait être prorogée, conformément aux dispositions de l'article 24 des statuts. Le capital social, primitivement fixé à cent mille francs, a été porté à cent mille francs, aux termes d'un acte des 20 et 24 avril 1858, approuvé par un décret du 21 juin suivant.

La société devant expirer le 30 juin 1864, les actionnaires ont, par une délibération du 24 mai 1863, prise dans les conditions fixées par les statuts et dont une copie en forme demeure annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée, donné au conseil d'administration les pouvoirs nécessaires à l'effet d'obtenir du Gouvernement la prorogation de la société pour une nouvelle période de quinze années qui courrait du 1^{er} juillet 1864.

En conséquence, les comparants, ès noms et qualités qu'ils agissent, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts à soumettre à l'approbation du Gouvernement en vue de cette prorogation :

TITRE I^{er}.

OBJET ET DÉNOMINATION DE LA SOCIÉTÉ. — DOMICILE. — DURÉE.

ART. 1^{er}. La société anonyme formée à Saint-Jean-d'Angély par acte du 15 septembre 1854 pour l'exploitation d'un comptoir d'escompte, dont le terme était fixé au 1^{er} juillet 1864, est prorogée pour quinze années, qui partiront de cette dernière date, aux clauses et conditions énumérées aux articles qui vont suivre.

2. Le siège et le domicile de la société, qui conserve la dénomination de Comptoir d'escompte de Saint-Jean-d'Angély, restent établis dans ladite ville.

3. Sa durée pourra être prorogée de nouveau, conformément aux dispositions de l'article 56 des présents statuts.

TITRE II.

FONDS SOCIAL. — RÉSERVE.

4. Le fonds social est fixé à trois cent mille francs, indépendamment d'une réserve de cent cinquante mille francs, laquelle est dès à présent entièrement réalisée.

Il est divisé en quinze cents actions de deux cents francs chacune.

Sur ce nombre, mille actions sont souscrites et versées.

Les cinq cents autres seront émises par le conseil d'administration au fur et mesure des besoins de la société.

Elles seront réservées de préférence aux possesseurs des actions anciennes.

5. Les titres d'actions sont nominatifs. Ils sont détachés de registres à souche frappés du timbre de la société et revêtus de la signature du directeur et d'un administrateur.

6. La cession des actions s'opère par l'endossement régulier du titre. Tout endossement n'est saisi, à l'égard de la société et des tiers, que par une déclaration de transfert inscrite sur les registres du comptoir et signée du cédant ou de son fondé de pouvoirs. L'endossement doit être visé sur le titre par le directeur ou par un administrateur.

7. Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices, à une part proportionnelle au nombre des actions émises.

8. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre, dans quelque main qu'il passe.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

9. Toute action est indivisible. La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action.

Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans ses affaires.

istration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

Tout actionnaire, à défaut de domicile réel à Saint-Jean-d'Angély, est tenu d'y avoir un domicile où toutes notifications ou significations lui sont valablement faites.

En cas de perte d'un titre d'action, la compagnie ne peut être tenue d'en délivrer un nouveau que moyennant caution, conformément aux articles 151, 152 et 155 du Code de commerce.

Un nouveau titre sera délivré un an seulement après que la déclaration de perte aura été insérée dans les journaux d'annonces judiciaires de l'arrondissement de Saint-Jean-d'Angély.

La déclaration sera faite dans les termes et suivant la forme qui seront indiqués par le conseil d'administration.

Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du montant de leur action; au delà, tout appel de fonds est interdit.

TITRE III.

OPÉRATIONS.

Le comptoir d'escompte ne peut, en aucun cas et sous aucun prétexte, faire d'autres opérations que celles qui lui sont permises par les présents statuts.

Les opérations du comptoir consistent :

A escompter les effets de commerce payables en France ou à l'étranger, avec la faculté d'en opérer ou d'en faire opérer le réescompte, la négociation ou le recouvrement et d'ouvrir des comptes courants à cet effet;

A se charger de l'encaissement des effets sur Saint-Jean-d'Angély ou sur les autres places, pour en compter le produit après rentrée;

A recevoir, contre des bons à échéance fixe portant chacun un numéro d'ordre inscrit sur un registre à souche, les sommes qui lui seront versées et à payer tous traites et assignations jusqu'à concurrence des sommes encaissées et des effets escomptés à l'escompte, sans que le comptoir puisse jamais faire aucun paiement à l'avance et sans que, d'un autre côté, le total des sommes par lui reçues puisse excéder le montant du capital réalisé;

A émettre des traites ou mandats à ordre.

Le comptoir n'admet à l'escompte que des effets revêtus de deux signatures distinctes, et dont l'échéance ne peut excéder :

vingt jours pour le papier payable à Paris ou sur les places où il existe une succursale de la Banque de France; quatre-vingt-dix jours pour le papier payable dans le reste de la France, dans ses possessions ou à l'étranger.

L'une des signatures exigées par l'article précédent peut être suppléée par un dépôt de marchandises déposées dans un magasin général.

Dans ce cas, l'échéance des effets ne doit pas dépasser quatre-vingt-dix jours et la provision des sommes avancées ne peut être supérieure aux trois quarts de la valeur des marchandises déposées.

Le débiteur a le droit d'anticiper sa libération; il lui est tenu compte des intérêts du temps restant à courir, sous déduction d'une bonification de dix jours au profit du comptoir.

Le comptoir ne peut fournir de traites ou mandats que lorsque la provision en a été préalablement faite.

Le taux et les conditions de l'escompte, des recouvrements, des comptes courants et des émissions de traites ou mandats sont réglés par le conseil d'administration.

Le montant cumulé du passif, y compris les traites ou mandats à échoir, et des effets en circulation avec l'endossement ou la garantie du comptoir ne doit jamais excéder six fois le capital social.

Une situation arrêtée à la fin de chaque mois par le conseil d'administration sera publiée dans les premiers jours du mois suivant par les soins du directeur.

Cette publication aura lieu dans les journaux d'annonces légales de l'arrondissement de Saint-Jean-d'Angély.

Il sera connaître, indépendamment du bilan du comptoir, le montant des effets en circulation endossés ou garantis par cet établissement.

Il signe la correspondance, les acquits ou endossements d'effets et les quittances des sommes dues à la compagnie, les mandats sur la Banque, les traites ou mandats à ordre, les désistements d'hypothèques et mainlevées d'inscriptions ou d'oppositions, les conventions, marchés et transactions, et généralement tous actes portant engagement de la part de la société.

Il dirige le travail des bureaux.

Il peut suspendre de leurs fonctions les employés et agents placés sous ses ordres, sauf à en référer au conseil d'administration dans sa première réunion.

Il peut, avec l'autorisation du conseil, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

38. Le conseil d'administration est assisté d'un comité d'escompte.

Il arrête, chaque année, la liste des personnes qui peuvent être appelées à faire partie de ce comité.

Le comité d'escompte se compose des six administrateurs, du directeur et de six membres pris dans la liste arrêtée par le conseil d'administration.

Les fonctions de ces membres sont gratuites.

39. Tous les membres du comité d'escompte ont voix délibérative.

Ses décisions ne peuvent être prises qu'autant que trois membres, dont un administrateur au moins, y ont concouru.

Il est exclusivement chargé d'examiner et d'admettre ou de rejeter, à la majorité des voix, toute valeur présentée à l'escompte ou remise en compte courant.

En cas de partage, le rejet est prononcé.

Les procès-verbaux constatant l'admission ou le rejet sont signés par tous les membres qui ont assisté à la réunion du comité.

40. Les censeurs veillent à la stricte exécution des statuts et des règlements du comptoir; ils exercent leur surveillance sur toutes les parties de l'établissement; ils peuvent assister aux réunions du comité d'escompte; les livres, la comptabilité et généralement toutes les écritures sociales doivent leur être communiqués à toute réquisition.

Ils peuvent, à quelque époque que ce soit, vérifier l'état de la caisse et du portefeuille de la société.

Ils examinent les inventaires et les comptes semestriels.

Ils proposent toutes les mesures qu'ils croient utiles, et si leurs propositions ne sont pas adoptées, ils peuvent en requérir la transcription sur le registre des délibérations.

Ils rendent compte à l'assemblée générale, dans chacune de ses réunions, de la surveillance qu'ils ont exercée.

Leur rapport est imprimé et distribué à la suite de celui du conseil d'administration.

Ils ont le droit, quand leur décision est prise à l'unanimité, de requérir une convocation extraordinaire de l'assemblée générale.

TITRE VI.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.

41. L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires.

Elle se compose de tous les actionnaires possédant au moins cinq actions, inscrites sur les registres de la société dix jours au moins avant l'époque fixée pour la réunion, et dont la liste est arrêtée par le conseil d'administration.

Cette liste porte, à côté du nom de chaque actionnaire, le nombre des actions qu'il possède; elle est tenue à la disposition de tous les actionnaires qui veulent en prendre connaissance; le jour de la réunion, elle est déposée sur le bureau.

42. L'assemblée générale se réunit de droit deux fois par an, après l'expiration de chaque semestre.

Elle se réunit, en outre, extraordinairement :

1° Dans les cas prévus par les articles 26, 29, 30, 40, 56, 57, 58 et 59 des présents statuts;

2° Lorsque des actionnaires possédant ensemble la moitié des actions émises ont adressé la demande au conseil d'administration;

Et 3° enfin toutes les fois que le conseil en reconnaît l'utilité.

43. Les convocations ordinaires et extraordinaires sont faites par un avis écrit.

au moins avant l'époque de la réunion, dans les journaux désignés aux articles 11 et 20 et, en outre, par lettres missives adressées individuellement à chacun des actionnaires, le tout par les soins du directeur.

Les lettres et avis doivent contenir l'indication sommaire de l'objet de la réunion.

Pour avoir droit d'assister à la réunion, les membres de l'assemblée générale doivent être porteurs de leurs titres d'actions.

Ils peuvent s'y faire représenter par un fondé de pouvoirs, qui doit être lui-même membre de l'assemblée et qui ne peut représenter à la fois plus de deux actions.

Le conseil d'administration déterminera la forme des pouvoirs et le délai dans lequel ils devront être déposés au siège de la société.

Les délibérations de l'assemblée générale ne sont valables dans une première réunion qu'autant que trente membres au moins, non compris les membres du conseil d'administration et du comité de censure, y auront participé eux-mêmes ou par des fondés de pouvoirs et que, en outre, l'assemblée aura réuni le tiers au moins des actions émises.

Si cette double condition n'est pas remplie sur une première convocation, il est fait une seconde, dans les mêmes formes, avant le terme de quinzaine.

En ce cas le délai entre la convocation et la réunion de l'assemblée est réduit à cinq jours.

Les membres présents à la seconde réunion délibèrent valablement quel que soit leur nombre, mais seulement sur les objets à l'ordre du jour de la première réunion.

L'ordre du jour est arrêté par le conseil d'administration; il n'y sera porté que les propositions émanant de ce conseil et celles qui lui auront été communiquées au moins dix jours au moins avant la convocation de l'assemblée générale, avec la signature de dix actionnaires au moins.

Aucun autre objet que ceux à l'ordre du jour ne peuvent être mis en délibération.

L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration, ou, à son défaut, par l'administrateur que le conseil désigne.

Les deux plus forts actionnaires présents et, sur leur refus, ceux qui les suivent dans l'ordre de la liste, jusqu'à acceptation, sont appelés à remplir les fonctions de présidents.

Les fonctions de secrétaire sont remplies par le secrétaire du conseil; à son défaut, le conseil désigne le secrétaire.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Chaque action donne droit à une voix, sans qu'aucun actionnaire puisse avoir plus de dix voix, soit par lui-même, soit comme fondé de pouvoirs.

L'assemblée générale entend le rapport du conseil d'administration sur les opérations du comptoir et la situation des affaires sociales, ainsi que le rapport des administrateurs.

Elle discute, approuve ou rejette les comptes.

Elle procède à l'élection des administrateurs et des censeurs qu'elle est appelée à nommer, en remplacement de ceux dont les fonctions sont expirées ou devenues vacantes, et au remplacement du directeur, quand il y a lieu.

Les diverses nominations s'effectuent par bulletins secrets et individuels, à la majorité absolue des suffrages des membres présents ou représentés.

Après deux tours de scrutin, s'il ne s'est pas formé de majorité absolue, l'assemblée procède à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont réuni le plus de voix au second tour.

Quand il y a égalité de voix au scrutin de ballottage, et si ce scrutin a été ouvert pour la nomination d'administrateur ou de censeur, l'actionnaire le plus anciennement inscrit est préféré, et, en cas d'égalité, l'avantage appartient au plus âgé.

Quand il s'agit de la nomination d'un directeur, le conseil d'administration est appelé à désigner cet agent entre les deux candidats qui ont obtenu un nombre égal de voix au scrutin de ballottage.

1. Le directeur ne peut être nommé ou révoqué que par une assemblée réunissant la moitié au moins des actions émises.

2. Sur la proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale statue sur les questions d'augmentation du fonds social au delà de trois cent mille francs, de modifications ou additions à faire aux statuts et de dissolution anticipée de la société; elle prononce souverainement sur tous les intérêts de la compagnie et confère,

par ses délibérations, au conseil d'administration les pouvoirs nécessaires pour les cas qui n'auraient pas été prévus.

Les délibérations relatives aux divers objets énumérés au présent article ne peuvent être prises que dans une assemblée réunissant la moitié au moins du fonds social, et à la majorité des voix des membres présents ou représentés et des trois quarts de la somme des actions possédées par eux.

53. Les délibérations de l'assemblée générale, prises conformément aux statuts, obligent tous les actionnaires, même les absents et les dissidents, excepté dans le cas prévu par l'article 56 ci-après.

Elles sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par la majorité des membres composant le bureau.

Une feuille de présence, destinée à constater le nombre des membres de l'assemblée et celui de leurs actions, demeure annexée à la minute du procès-verbal; elle est revêtue des mêmes signatures.

54. La justification à faire, vis-à-vis des tiers, des délibérations de l'assemblée générale et du conseil d'administration résulte de copies ou extraits certifiés conformes par le directeur ou sous-directeur et, à leur défaut, par l'administrateur qui remplit les fonctions de président du conseil.

TITRE VII.

MODIFICATIONS AUX STATUTS. — PROROGATION DE LA SOCIÉTÉ.

55. Lorsque l'assemblée générale, conformément à l'article 52, a voté des modifications aux statuts, le conseil d'administration est, de plein droit, autorisé à s'adresser auprès du Gouvernement l'obtention de son approbation aux modifications adoptées, à consentir les changements qui seraient exigés et à réaliser les actes qui doivent consacrer ces modifications.

56. Un an au moins avant l'époque fixée pour l'expiration de la société, les actionnaires, réunis en assemblée générale et représentant la moitié au moins du fonds social réalisé, décideront s'il y a lieu de demander au Gouvernement la prorogation de la société.

La décision sera prise à la majorité des voix des membres présents ou représentés et des actions possédées par eux. En cas d'affirmative, elle n'obligera pas la minorité; mais les actionnaires dissidents seront tenus d'accepter le remboursement de leurs actions d'après l'inventaire qui aura été dressé à l'expiration de la société.

TITRE VIII.

DISSOLUTION. — LIQUIDATION.

57. Si, par des événements quelconques, le capital social se trouvait réduit au tiers ou si la dissolution était demandée par des actionnaires, conformément à l'une des dispositions de l'article 42, l'assemblée générale serait immédiatement convoquée à l'effet de délibérer sur la convenance d'une dissolution anticipée de la société.

La délibération qui ordonnerait cette dissolution ne pourrait être prise que dans les formes et sous les conditions déterminées au deuxième paragraphe de l'article 52.

58. Si le capital était réduit à moitié, les actionnaires en seraient prévenus en assemblée générale, et la liquidation aurait lieu de plein droit.

59. A l'expiration de la société, si elle n'est pas prorogée, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration, règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

La nomination des liquidateurs met fin aux pouvoirs des administrateurs et du directeur.

Les liquidateurs pourront, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale, remplissant les conditions exigées par l'article 52, céder et transporter à une autre société les droits, actions et obligations de la société dissoute.

Pendant le cours de la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée générale se continuent comme pendant l'existence de la société. Elle a notamment le droit d'approuver les comptes de la liquidation et d'en donner quittance.

TITRE IX.

CONTESTATIONS.

Toutes les contestations qui pourront s'élever pendant la durée de la société de sa liquidation, soit entre les actionnaires et la société, soit entre les actionnaires-mêmes, et à raison des affaires sociales, seront jugées par des arbitres, conformément aux articles 51 et suivants du Code de commerce.

Les notifications et assignations seront valablement faites au domicile élu par le notaire, sans avoir égard à la distance du domicile réel.

En l'absence d'élection de domicile, cette élection aura lieu de plein droit, pour les contestations judiciaires, au parquet de M. le procureur impérial près le tribunal de première instance de l'arrondissement de Saint-Jean-d'Angély.

Le domicile élu formellement ou implicitement, comme il vient d'être dit, entraîne l'attribution de juridiction aux tribunaux compétents de l'arrondissement de Saint-Jean-d'Angély.

TITRE X.

PUBLICATIONS.

Pour faire publier les présents statuts partout où besoin sera, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition.

ont acte :

l'exécution duquel les parties font élection de domicile en la demeure de M. Devers, directeur du comptoir,

et passé à Saint-Jean-d'Angély, en la demeure respective des comparants, le 6 mai 1864.

Après lecture faite, les comparants ont signé avec les notaires.

En présence de la minute : *Devers, Ed. Moreau, A. Duport, Eug. Coullaud, V. Beyneix, J. Vassal, Fèvre, Merveilleux, Mousnier (Abel), A. Clouzeau, H. Puet, L. Clais, J. Bouché*, ces deux derniers notaires.

Le présent acte a été enregistré à Saint-Jean-d'Angély le 6 mai 1864, folio 76 verso, cases 5 à 7. Reçu des droits de timbre, décime, un franc. Signé *Bellotteau*.

En fait la teneur de l'annexe :

Extrait du registre des délibérations du comptoir d'escompte de Saint-Jean-d'Angély (Charente-Inférieure).

SOCIÉTÉ ANONYME.

Le 24 mai 1863 et le 24 mai, les actionnaires du comptoir d'escompte de Saint-Jean-d'Angély, en vertu de l'ajournement pris dans la séance du 17 courant, qui n'a pu être définitive, attendu que les membres présents ou dûment représentés n'étaient pas en nombre suffisant pour délibérer, aux termes de l'article 43 des statuts, se réunissent de nouveau en assemblée générale extraordinaire, dans une des salles de l'hôtel de ville, sur la convocation spéciale qui a été faite par le directeur.

À une heure et demie du soir, la séance est ouverte.

Conformément à l'article 46 des statuts, M. *Henri Devers*, directeur, président du conseil d'administration, prend place au bureau en cette qualité et appelle pour remplir les fonctions de scrutateurs MM. *Guérin* et *H. Puet*, les deux plus forts actionnaires présents et acceptant. Le bureau ainsi composé désigne pour secrétaire M. *Mousnier (Abel)*, en remplacement de M. *J. Vassal*, secrétaire du conseil d'administration, absent.

Après lecture du jour indiqué par la convocation :

Le conseil demande la prorogation de la société, conformément aux articles 3 et 54 des statuts.

Après appel nominal, fait sur la liste des actionnaires arrêtée par le conseil d'administration et déposée sur le bureau, constate la présence, par eux-mêmes ou par leurs mandats de pouvoirs, de trente actionnaires, dont vingt-trois étrangers au conseil d'administration et au comité de censure, porteurs de six cent quatre-vingt-dix-sept voix, donnant cent dix-huit voix. En conséquence, les prescriptions de l'article 54

des statuts se trouvent remplies, puisque plus de la moitié du fonds social est versée.

Le président, après avoir exposé l'objet de la réunion, met aux voix la question qui est à l'ordre du jour.

L'assemblée générale décide à l'unanimité qu'il y a lieu de demander au Gouvernement la prorogation du comptoir d'escompte de Saint-Jean-d'Angély, tel qu'il existe et sans aucun changement, pour une période de quinze années, à partir du 1^{er} juillet 1864, conformément aux dispositions de la loi du 10 juin 1853, et autorise le directeur à faire près de qui de droit les démarches nécessaires pour obtenir cette prorogation.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à deux heures et demie.

Fait et clos le présent procès-verbal, qui a été signé par les membres du bureau ainsi que la feuille de présence y annexée.

Le registre est ainsi signé :

Le président, *Devers* ; les scrutateurs, *Guérin*, *H. Puet* ; le secrétaire, *Mouant* (*Abel*).

Pour copie conforme :

Le Directeur, président du conseil d'administration,

Signé : *Devers*.

« Enregistré à Saint-Jean-d'Angély le 6 mai 1864, folio 21 verso, case 3. Taxe deux francs; décime, quarante centimes. Signé *Bellotteau*. »



Certifié conforme.

Paris, le 26 * Mai 1864.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie Impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1038.

103. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant autorisation de la Société anonyme formée à Paris sous la dénomination de le Monde, Compagnie d'assurances à primes fixes contre l'incendie.*

Du 27 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;
Sur les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce ;
Sur le récépissé en date du 18 février 1864, constatant le dépôt à la caisse des dépôts et consignations de bons du Trésor s'élevant à la somme d'un dix-sept mille quatre-vingt-trois francs vingt-cinq centimes, montant principal et intérêts du versement du premier cinquième sur chacune des actions de la société ci-après dénommée ;
Le Conseil d'État entendu,

IL DÉCRÈTE ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

1°. La société anonyme formée à Paris sous la dénomination *le Monde*, compagnie d'assurances à primes fixes contre l'incendie, est autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé le 22 avril 1864 devant M^r Cottin et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé au présent décret. La présente autorisation pourra être révoquée en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

La société sera tenue de remettre tous les six mois un extrait de son état de situation au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au préfet du département de la Seine, au préfet de police, à la chambre de commerce de Paris et au greffe du tribunal de commerce de la Seine.

Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires du département

de la Seine et enregistré, avec l'acte d'association, au greffe du tribunal de commerce de la Seine.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

Par-devant M^e Cottin et son collègue, notaires à Paris, soussignés.

Ont comparu :

M. Jean-Charles Brian, préfet honoraire, demeurant à Paris, rue Laffitte, n° 12.

M. Victor Masson, libraire-éditeur, ancien juge au tribunal de commerce de la Seine, demeurant à Paris, rue de Madame, n° 49;

Et M. Pierre-Antoine Commissaire, ancien secrétaire général de la compagnie des Travaux de l'Impériale, demeurant à Paris, rue de l'Est, n° 15;

Lesquels ont exposé ce qui suit :

Par acte passé devant ledit M^e Cottin et son collègue, notaires, à Paris, le 14 avril 1863, les comparants audit acte ont établi les statuts d'une société anonyme d'assurances contre l'incendie et sur la vie projetée sous la dénomination de *Le Monde*.

Il était stipulé dans cet acte que, dans le cas où le Gouvernement exigerait que l'une des deux branches d'assurances fût l'objet d'une société et d'un statut distinct, chacune des actions de mille francs dont se composerait le capital social serait divisée en deux actions de cinq cents francs chacune, s'appliquant l'une à la branche incendie et l'autre à la branche vie.

Tous pouvoirs ont été donnés par le même acte à MM. Benat-Brian, Masson et Commissaire à l'effet de poursuivre auprès du Gouvernement l'autorisation de la loi et l'approbation des statuts, proposer ou consentir toutes modifications et notamment celle susénoncée, procéder à toutes mesures d'organisation et de publication, poser pour minutes les souscriptions d'actions, passer et signer tous actes et notamment faire tout ce qui sera utile et nécessaire pour arriver à la constitution de la société; les fondés de pouvoirs ont été autorisés à agir au nombre de deux, tant avant que M. Benat a donné sa démission par acte reçu par ledit M^e Cottin le 15 mai présent mois enregistré.

Par acte en date du 13 octobre 1863, passé devant le notaire susnommé et son collègue, les comparants ont apporté certaines modifications aux statuts de la société projetée et fixé notamment le capital de ladite société à dix millions de francs représentés par dix mille actions de mille francs chacune.

Les dix mille actions ont été souscrites, aux termes d'actes de souscription et de sousseings privés contenant adhésion par les souscripteurs aux statuts établis par lesdits des 11 et 14 avril susénoncé et aux pouvoirs conférés par ledit acte; lesquels actes de souscription ont été déposés aux minutes de M^e Cottin, notaire susnommé, par acte en date du 3 novembre 1863.

Plusieurs souscripteurs se sont désistés de partie des actions par eux souscrites; lesdites actions ont été souscrites par d'autres personnes, suivant actes des 15 novembre 1863, 26, 27, 29 et 30 janvier et 1^{er} avril 1864.

Aujourd'hui les comparants, agissant en vertu des pouvoirs susmentionnés et jugeant nécessaire, pour satisfaire aux observations qui leur ont été faites, de réviser la division de la société projetée primitivement en deux sociétés distinctes, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts de la société anonyme d'assurances à prime contre l'incendie ci-après dénommée :

STATUTS.

TITRE 1^{er}.

DÉNOMINATION. — SIÈGE SOCIAL. — DURÉE. — OBJET.

ART. 1^{er}. Il est formé entre les propriétaires des actions créées ci-après une société anonyme sous la dénomination *Le Monde*, compagnie d'assurances à prime contre l'incendie.

siège de la société est établi à Paris.

Durée de la société, sauf les cas de dissolution ou de prorogation prévus ci-après, à cinquante années consécutives, qui commenceront à partir de la date de l'autorisation, avec pouvoir à l'assemblée générale extraordinaire convoquée deux dernières années qui précéderont l'expiration de la société d'en prorogation dans les formes et conditions de l'article 41 ci-après.

En cas de prorogation, la décision de la majorité n'obligera pas la minorité; mais les actionnaires dissidents seront tenus d'accepter la part afférente à leurs actions sur le net de la société, tel qu'il résultera de l'inventaire de la dernière année.

La société a pour objet :

1^{er}ement, d'assurer contre l'incendie toutes les propriétés mobilière set immobilière que le feu peut détruire ou endommager, à l'exception :

des dépôts, magasins et fabriques de poudre à tirer, des billets de banque, des traites, lingots d'or et d'argent et espèces monnayées;

des diamants, pierreries et perles fines, autres que ceux montés et à usage personnel, compris parmi des objets déposés dans des établissements publics, tels que bibliothèques, piété et autres;

2^{ème}ement, d'assurer contre les dommages résultant de l'explosion du gaz, de l'éclairage et au chauffage, sauf les exceptions qui précèdent;

3^{ème}ement, d'assurer également contre tous les dégâts occasionnés par la foudre (ou du ciel), alors même qu'il n'y a pas incendie, et contre ceux produits par l'explosion de la vapeur, sauf les exceptions ci-dessus.

La compagnie ne répond pas des incendies occasionnés par guerre, invasion, émeute populaire, force militaire quelconque, volcans et tremblements de terre.

Le maximum des assurances sur un seul risque ne doit pas excéder quatre cent mille francs pour les assurances de l'espèce la plus dangereuse et un million pour l'espèce la moins hasardeuse.

Une assurance peut être faite non-seulement au nom du propriétaire, mais encore au nom de toute personne intéressée à la conservation de l'objet assuré.

Toutes les assurances s'effectuent, au nom de la compagnie, à Paris, dans toute la France et dans l'étranger.

La compagnie ne fait aucune opération étrangère à celles énumérées ci-dessus et au placement des fonds, et formellement interdites à la compagnie.

TITRE II.

FONDS SOCIAL. — ACTIONS. — VERSEMENTS.

Le fonds social est fixé à cinq millions de francs, représentés par dix mille actions de cinq cents francs chacune, lesquelles ont été souscrites par les personnes dénommées dans les proportions suivantes :

(Jean-Gabriel), à Paris, rue Neuve-Sainte-Catherine, n° 8, deux actions, ci.....	2
Maldo, à Paris, rue Blanche, n° 59, dix actions, ci.....	10
Pierre-François-Jules), à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 78, dix actions, ci.....	10
Eugène-Antoine), à Rochefort (Charente-Inférieure), dix actions, ci.....	10
Eugène-Joseph), à Paris, rue des Dames (les Batignolles), n° 105, dix actions, ci.....	2
Henri-Christophe), à Paris, rue du Cherche-Midi, n° 108, deux actions, ci.....	2
Adolphe), à Perpignan (Pyrénées-Orientales), cinq actions, ci.....	5
M ^{me} Catherine), femme Aubéux, à Braisne (Aisne), deux actions, ci.....	2
Eugène), à Paris, rue des Batailles, n° 13, dix actions, ci.....	10
Min, à l'Aigle (Orne), dix actions, ci.....	10
Frédéric), à Paris, place de la Bourse, n° 8, une action, ci.....	1
Emile), à Montpellier (Hérault), rue de la Valfère, n° 4, cinq actions, ci.....	5

- Anterrieu (M^{me} Joséphine), femme Ponset, à Montpellier (Hérault), rue
l'Argenterie, n° 10, une action, ci.....
- Arbaud (Louis-Pierre-Édouard), à Aix (Bouches-du-Rhône), deux actions
ci.....
- Aron (Léopold), à Haguenau (Bas-Rhin), cinq actions, ci.....
- Artaud (Lucien d'), à Bordeaux (Gironde), rue de la Croix-de-Séguey,
n° 79, six actions, ci.....
- Artus (Napoléon), à Paris, rue Tiquetonne, n° 8, deux actions, ci.....
- Arviset-Brayer, à Bourbonne-les-Bains (Haute-Marne), quatre actions, ci...
- Assadey de Montureux (Eugène), à Châteauroux (Indre), quatre actions, ci.
- Asselin-Guénard, à Amiens (Somme), rue Saint-Jacques, n° 47, six ac
tions, ci.....
- Asselin Le Bourg (Louis-Jean-Marié), à Paris, rue Pavée-au-Maraais, n° 10,
quatre actions.....
- Attendu, à Paris, rue Pascal, n° 73, quatre actions, ci.....
- Aubert (Paul), à Paris, boulevard du Roi-de-Rome, n° 46, cinq actions, ci.
- Aubry-Lecomte (Charles-Eugène), à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain,
n° 89, trois actions, ci.....
- Augé (Pierre-Alexandre), à Pithiviers (Loiret), vingt actions, ci.....
- Aurias (Léon), à Pézenas (Hérault), cinq actions, ci.....
- Auvray (M^{me} Zoé), à Paris, rue Brézin, n° 19, une action, ci.....
- Avond (Auguste), à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 31, dix actions, ci.
- Azouard (Anna), à Fontainebleau (Seine-et-Marne), une action, ci.....
- Baillereau (Charles), à Saint-Cyran-du-Jambot (Indre), cinq actions, ci...
- Baillergeau (Joseph-Pierre-Louis), à Nantes (Loire-Inférieure), rue Jean-
Jacques-Rousseau, n° 6, deux actions, ci.....
- Baillet (Isidore), à Paris, rue de Sèvres, n° 167, six actions, ci.....
- Baltazar (Dominique-Théodore), au Havre (Seine-Inférieure), rue de la
Comédie, n° 22, cinq actions, ci.....
- Banque commerciale genevoise, à Genève (Suisse), cinquante actions, ci..
- Baralle (Alphonse de), à Cambrai (Nord), place Saint-Martin, n° 2, cinq
actions, ci.....
- Bardot (Alphonse-Eugène), à Nantes (Loire-Inférieure), cinq actions, ci...
- Bardy-Delisle (Jean-Jules), à Périgueux (Dordogne), quatre actions, ci...
- Barre-Gentil, à la Ferté-Macé (Orne), cinquante actions, ci.....
- Barth (Jean), à Colmar (Haut-Rhin), cinq actions, ci.....
- Barus (Madeleine-Félix-Alexandre), employé des douanes à Marseille
(Bouches-du-Rhône), rue de l'Arbre, n° 11, dix actions, ci.....
- Baudoin (Antoine-Pierre), à Rouen (Seine-Inférieure), rue de Socrate, n° 12,
vingt actions, ci.....
- Bazin-Rezé (Paul), à Angoulême (Charente), rue de l'Ouest, n° 42, vingt
actions, ci.....
- Bazinet (Jean-Nicolas), à Varennes (Meuse), deux actions, ci.....
- Beaupère (Hippolyte), à Paris, rue du Conservatoire, n° 11, dix actions, ci.
- Bèle-Cousyn (Ambroise), à Wormhoudt (Nord), deux actions, ci.....
- Bellino (Adolphe), à Paris, rue Cadet, n° 14, dix actions, ci.....
- Bérard (Hugues), à Paris, rue Montmartre, n° 78, une action, ci.....
- Berceon (Angélique-François), à Paris, rue Saint-Honoré, n° 346, dix ac
tions, ci.....
- Bernard (Auguste), à Aubenas (Ardèche), quatre actions, ci.....
- Bernard (Edme), à l'Enclos (Aube), cinq actions, ci.....
- Bernet (Eugène), à Paris, rue de Rambuteau, n° 35, deux actions, ci.....
- Bernier (Eugène-Henri), à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 26, dix actions.
ci.....
- Berranger (Jules), à Sainte-Maure (Indre-et-Loire), dix actions, ci.....
- Berthault (Charles-Prosper), à Laon (Aisne), une action, ci.....
- Berthe (Alphonse-Hippolyte), à Honfleur (Calvados), cent actions, ci.....
- Berthod (Eugène), à Paris, rue Hauteville, n° 25, une action, ci.....
- Berthoud (Constant), à Wesserling (Haut-Rhin), une action, ci.....
- Berthoud (Eugène), à Wesserling (Haut-Rhin), deux actions, ci.....
- Berthoud (Henri), à Wesserling (Haut-Rhin), deux actions, ci.....
- Bertoye frères, à Aubenas (Ardèche), dix actions, ci.....

Charles-Auguste), propriétaire à Rueil (Seine-et-Oise), boulevard Heuls, n° 25, dix actions, ci.....	10
Charles-Louis), à Rueil (Seine-et-Oise), rue du Château, n° 26, ions, ci.....	10
(Bertrand), à Paris, rue Beaurepaire, n° 18, deux actions, ci.....	2
ann-Frey, à Winterthur, canton de Thurgovie (Suisse), vingt ac- ci.....	20
Léonce), à Paris, rue du Sentier, n° 32, vingt-cinq actions, ci.....	25
ère (Charles-Frédéric), à Colmar (Haut-Rhin), une action, ci.....	1
ils (Charles-Frédéric), à Colmar (Haut-Rhin), une action, ci.....	1
(Édouard), à Colmar (Haut-Rhin), vingt-cinq actions, ci.....	25
euilh (Daniel Joseph), à Angoulême (Charente), quatre actions, ci.	4
(Pierre-Joseph), à Paris, rue Montholon, n° 13, six actions, ci.....	6
enri), négociant à Paris, rue de Provence, n° 56, dix actions, ci..	10
on-Devivaise (Symphorien), à Seboncourt (Aisne), deux actions, ci.	2
et Honneger, à Zurich (Suisse), dix actions, ci.....	10
ère (Jean-François), à Dôle (Jura), vingt-cinq actions, ci.....	25
s (Eugène), à Montoire (Gironde), deux actions, ci.....	2
an-Joseph), à Paris, rue Sainte-Opportune, n° 2, dix actions, ci...	10
ales), à Paris, rue des Prouvaires, n° 10, vingt actions, ci.....	20
d (Louis-Ernest), à Paris, rue Neuve-Saint-Eustache, n° 22, dix ac- ci.....	10
de Dramard (Léon-Victor), à Gonnevill-sur-Dives (Calvados), trois s, ci.....	3
(Prosper), à Aubenas (Ardèche), quatre actions, ci.....	4
(Romain), président du tribunal de commerce de Périgueux (Dor-), dix actions, ci.....	10
ou (Martial-Charles), à Guitres (Gironde), cinq actions, ci.....	5
lle (Henri), à Nontron (Dordogne), trois actions, ci.....	3
(Jules-Ferdinand), employé à la succursale de la Banque de France anciennes (Nord), une action, ci.....	1
ent (Odard), à Paris, avenue des Ternes, n° 80, une action, ci....	1
(Paul), à Paris, rue de Rougemont, n° 8, cinq actions, ci.....	5
ean-Corneille de), à Paris, passage Saulnier, n° 18, dix actions, ci.	10
Ferdinand-Hyacinthe), à Paris, rue Rossini, n° 4, quatre actions, ci.	4
(Louis-Joseph), à Paris, rue des Écuries-d'Artois, n° 11, six actions, ...	6
, serrurier à Paris, avenue du Cimetière-du-Nord, n° 17, quatre is, ci.....	4
on, négociant à Oloron (Basses-Pyrénées), vingt actions, ci.....	20
ard (Mathieu), à Coignières (Seine-et-Oise), deux actions, ci.....	2
er (Charles-François), à Nice (Alpes-Maritimes), rue du Canal, n° 6, e actions, ci.....	4
ger (Pascal), à Pierrepont, près Moreuil (Somme), trente actions, ...	30
t (Alfred), à Paris, rue de Mademoiselle (Grenelle), n° 19, ancien 40, ction, ci.....	1
Pierre), à Nantes (Loire-Inférieure), dix actions, ci.....	10
ot (Denis), à Aurillac (Cantal), rue du Prince, quatre actions, ci...	4
neau (Joseph), à Paris, rue Aumaire, n° 41, une action, ci.....	1
(Martial), à Angoulême (Charente), vingt actions, ci.....	20
é (Abdon), à Paris, rue du Temple, n° 186, une action, ci.....	1
on (Louis), à Lausanne (Suisse), trente actions, ci.....	30
ix (Jean-Baptiste-Félix), à Chartres (Eure-et-Loir), quatre actions, ...	4
(Louis-Jules), à Paris, rue Neuve-des-Capucines, n° 8, dix actions, ...	10
Charles), à Viviers (Ardèche), cinq actions, ci.....	5
ayer (Eugène), à Paris, rue Jean-Baptiste-Say, n° 4, cent trente- actions, ci.....	138
ot (Léon), à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 13, deux ac- ci.....	2

- Bresson (Charles), rue Charlot, n° 51, à Paris, six actions, ci.
- Brian (Charles), à Paris, rue Laffitte, n° 5, quatre-vingt-huit actions, ci.
- Brillaud de Laujardière (Émile-Gamille), au Pellerin (Loire-Inférieure), dix actions, ci.
- Brindeau (M^{me}), comtesse de Loverdo, à Paris, rue du Havre, n° 5, vingt-cinq actions, ci.
- Brissaud-Moulinet (Charles), à Paris, rue Saint-Antoine, n° 191, deux actions, ci.
- Broquisse (Jean-Hippolyte), à Angoulême (Charente), deux actions, ci.
- Brossard (Alfred), à Rugles (Eure), trois actions, ci.
- Brossard (Joseph), à Rugles (Eure), huit actions, ci.
- Brouzet (Alexandre-Hippolyte-Victor), à Paris, rue de Tivoli, n° 51, deux cents actions, ci.
- Brun (Jérôme-Pierre-Alfred), à Paris, quai Napoléon, n° 31, dix actions, ci.
- Bruneau (Hippolyte-Théodore), à Achères, canton d'Outarville (Loiret), une action, ci.
- Brunet (Paul-Alfred), à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 49, une action, ci.
- Bruneteau (Henry), avocat à Nantes (Loire-Inférieure), rue Grébillon, n° 3, deux actions, ci.
- Buisine (Félix-Nicolas), à Paris, rue Montmartre, n° 98, vingt actions, ci.
- Bujeaud (Antoine-Alphonse), à Angoulême (Charente), vingt-cinq actions, ci.
- Bujeaud (Clément), à Angoulême (Charente), vingt-cinq actions, ci.
- Cabanis (Charles-Hyacinthe), à Paris, rue du Caire, n° 21, cinquante actions, ci.
- Cabour (Catherine-Agathe), veuve Defrance, à Paris, rue de l'Ancienne-Comédie, n° 29, vingt-cinq actions, ci.
- Cadignan (Scipion, vicomte de), à Condom (Gers), dix actions, ci.
- Cahen (Isidore-Isaac), à Pantin (Seine), rue de Paris, n° 103, deux actions, ci.
- Caillebotte (Louis-Ferdinand), à Paris, rue Pierre-Lévée, n° 16, deux actions, ci.
- Cailliez (Juvénal), à Dunkérque (Nord), une action, ci.
- Calmann (Lévy), à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 21, cinq actions, ci.
- Camier (Hippolyte), à Paris, rue des Martyrs, n° 35, dix actions, ci.
- Capitaine (Félix-Léopold), à Paris, rue Fontaine-Saint-Georges, n° 22, dix actions, ci.
- Carnel, à Paris, rue de Rambuteau, n° 64, deux actions, ci.
- Casalès (Joseph), à Oloron-Sainte-Marie (Basses-Pyrénées), dix actions, ci.
- Caspers (Jean-Louis-Henri), à Paris, rue Saint-Claude-au-Marsis, n° 1, vingt actions, ci.
- Cathrein (Franz-Martin-Joseph), à Paris, rue du Helder, n° 3, dix actions, ci.
- Cattin (Victor), à Paris, rue des Dames (les Bâtiognolles), n° 105, trois actions, ci.
- Catuffe, à Agen (Lot-et-Garonne), deux actions, ci.
- Causserouge (François-Ulysse), à Paris, quai Napoléon, n° 19, dix actions, ci.
- Cauthion (Claude), à Paris, rue de Choiseul, n° 50, dix actions, ci.
- Cauvin (M^{me} veuve), à Caen (Calvados), rue de la Fontaine, deux actions, ci.
- Cercueil (Louis-François), à Paris, rue Saint-Louis, n° 28, dix actions, ci.
- Chabrié (Eugène), rue Tronchet, n° 19, cinq actions, ci.
- Chapuis (Jacques), à Marseille (Bouches-du-Rhône), dix actions, ci.
- Chardon (Jules-Louis), tapissier, à Paris, rue de l'Écliquier, n° 40, quarante actions, ci.
- Charpentier (Amand), à Melun (Seine-et-Marne), une action, ci.
- Charvet (Amédée), à Amiens (Somme), vingt actions, ci.
- Charvet (Pierre-Victor), à Paris, cour des Miracles, n° 9, deux actions, ci.
- Chaudé (Joseph-Victor-Ernest), à Paris, rue de Condé, n° 14, vingt actions, ci.

(Jules-Pierre), à Paris, rue de la Sourdière, n° 31, dix actions, ci.	10
(Victor-Auguste), à Chartres (Eure-et-Loir), rue du Pilon, n° 1, dix actions, ci.	4
(Philippe), à Paris, rue Louis-le-Grand, n° 1, une action, ci.	1
(de la Petite-Rivière (Joseph-Alfred), à Angers (Maine-et-Loire), dix actions, ci.	25
(Enneithond-Charles-Ferdinand-Eligène), à Chauffailles (Saône-et-Loire), deux actions, ci.	2
(Jacques-Frédéric), à Munster (Haut-Rhin), cinq actions, ci.	5
(Léon-Vinoc), à Paris, rue Vivienne, n° 20, dix actions, ci.	10
(Julien-Th.), à Paris, quai de Béthune, n° 26, dix actions, ci.	10
(Alphonse), à Bidache (Basses-Pyrénées), cinq actions, ci.	5
(M ^{me} Caroline), veuve David, à Paris, rue Hauteville, n° 14, cinq actions, ci.	5
(Louis-Adolphe), à Paris, rue de Rougemont, n° 11, quatre-vingt actions, ci.	88
(Blancard (Édouard-Julien), à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, dix actions, ci.	10
(Félix-François-Philippe), à Paris, avenue Victoria, n° 7, dix actions, ci.	10
(Boishamon (Eugène), à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), une action, ci.	1
(Boishamon (Jules), à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), une action, ci.	1
(Martin-Paul), à Paris, rue Bourtibourg, n° 28, cinq actions, ci.	5
(Paire (Pierre-Antoine), à Paris, rue de l'Est, n° 15, cent soixante-dix actions, ci.	170
(Léon), à Condom (Gers), dix actions, ci.	10
(Alexandre-Ernest), à Neuilly-Saint-Front (Aisne), vingt actions, ci.	20
(André-François), à Paris, avenue des Triomphes, place du Trône, trois actions, ci.	3
(Joachim-Jean), à Paris, rue du Cherche-Midi, n° 124, deux actions, ci.	2
(Pierre-Jean), à Brioude (Haute-Loire), cinq actions, ci.	5
(Adolphe), à Lille (Nord), dix actions, ci.	10
(Henri), à Lille (Nord), dix actions, ci.	10
(Nicolas-Arsène), à Paris, rue Jean-Lantier, n° 7, cinquante actions, ci.	50
(Lucien-Arcade), à Paris, rue des Fossés-Montmartre, n° 14, une action, ci.	1
(Père aîné (Théodore-François-Bernard), à Paris, passage du Ponceau, n° B, dix actions, ci.	10
(Benjamin), à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 6, six actions, ci.	6
(Cyrille-Henri-Joseph), à Caen (Calvados), rue Malfilâtre, n° 5, dix actions, ci.	15
(M ^{les}), à Fribourg (Suisse), cinq actions, ci.	5
(M ^{lle} Eugénie (Adolphe-Constant-Louis), à Saint-Omer (Pas-de-Calais), six actions, ci.	6
(Auguste), à Montgeron (Seine-et-Oise), quatre actions, ci.	4
(Théodore-Germain), à Paris, avenue du Grand-Montrouge, n° 36, dix actions, ci.	2
(Pierre-Pierre-Marie), à Auch (Gers), vingt actions, ci.	20
(Émile), à Varennes-en-Argonne (Meuse), deux actions, ci.	2
(Natalis-François), à Amiens (Somme), cinq actions, ci.	5
(Jean-François), à Paris, rue Vanneau, n° 40, dix actions, ci.	10
(M ^{lle} d'Aprémont (Ambroise-Achille-Gustave), au nom et comme gérant du Journal des chemins de fer, à Paris, rue de Richelieu, n° 64, deux actions, ci.	200
(Pierre-François), à Paris, rue Saint-Martin, n° 227, six actions, ci.	6
(Pierre), à Paris, rue du Temple, n° 79, cinq actions, ci.	5
(M ^{lle} Mayer, à Dieuze (Meurthe), deux actions, ci.	2
(M ^{lle} Jean-Baptiste-Ernest), à Paris, rue Saint-Sulpice, n° 30, quatre actions, ci.	4

Dejardin (Louis-Adolphe), à Cambrai (Nord), six actions, ci.....	
Delafontaine jeune, filateur à Rouen (Seine-Inférieure), rue Lenôtre, n° 11, dix actions, ci.....	
Delage (Léonard), à la Rochefoucauld (Charente), dix actions, ci.....	
Delaveau (M ^{me} Adèle-Joséphine), veuve Baligaud, à Paris, rue de Rivoli, n° 122, six actions, ci.....	
Deletourre (Adrien-Joseph-Gabriel), à Saint-Médard-lez-Soissons (Aisne), deux actions, ci.....	
Delorme (Étienne-Antoine), à Chaumont (Oise), deux actions, ci.....	
Delval (Alexandre), à Dunkerque (Nord), une action, ci.....	
Denis (Charles-Laurent), à Paris, quai de la Grève, n° 28, cinq actions, ci.....	
Denoyel (Abraham dit Jules), à Paris, rue des Jeûneurs, n° 27, cinq actions, ci.....	
Deschamps (Jules-Alphonse), à Paris, rue Montmartre, n° 170, quinze actions, ci.....	
Devès (Théodore), rue du Bouloi, n° 4, quinze actions, ci.....	
Devillepoix (Adrien-Désiré), à Paris, boulevard de Clichy, n° 12, cinq actions, ci.....	
Devivèse (Léon), à Reims (Marne), rue du Barbâtre, n° 14, vingt actions, ci.....	
Dien (François-Alexandre), à Paris, rue Saint-Louis-au-Marais, n° 67, trois actions, ci.....	
Digeon-Chevrier (Ernest), libraire à Saint-Fargeau (Yonne), vingt actions, ci.....	
Dirvell (Gaspard-Joseph), à Belfort (Haut-Rhin), six actions, ci.....	
Doliveux (Louis-André-Jules), à Beaugency (Loiret), une action, ci.....	
Domont (Émile-Hippolyte), à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n° 31, une action, ci.....	
Donnat (Charles), à Colmar (Haut-Rhin), dix actions, ci.....	
Dopff (Théodore), à Paris, rue de Mulhouse, n° 11, dix actions, ci.....	
Dories (Denis-Paul-Benoît), à Montrison (Loire), vingt actions, ci.....	
Drives (Jules), à Paris, rue de la Villette (Belleville), n° 36, deux actions, ci.....	
Drouillard (Auguste-Désiré), à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 37, deux actions, ci.....	
Druelle (M ^{me} Louise-Hermance), veuve Hache, à Douai (Nord), rue de Paris, n° 46, quinze actions, ci.....	
Dubois (Édouard), à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 33, quinze actions, ci.....	
Duchesne (Nicolas-Étienne), à Paris, rue des Tournelles, n° 35, deux actions, ci.....	
Duden (Frédéric), à Zurich (Suisse), vingt actions, ci.....	
Duguet (Charles-Auguste), à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 6, vingt-quatre actions, ci.....	
Duhin (Jean-Baptiste), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 54, quatre actions, ci.....	
Dujour (Louis-Crépin), à Paris, rue d'Allemagne, n° 120, deux actions, ci.....	
Dumas (Alexandre-Félix), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 34, dix actions, ci.....	
Dupasquier (Louis-Gustave), à Metz (Moselle), rue aux Ours, n° 2, dix actions, ci.....	
Dupuy (Léon), à Limoges (Haute-Vienne), dix actions, ci.....	
Durand de Beauregard (Louis-Charles-Amédée), à Paris, square Clary, n° 7, cinquante actions, ci.....	
Dutailis (Alphonse-Pierre), à Paris, rue de l'Ancienne-Comédie, n° 29, cent trente-huit actions, ci.....	
Dutertre (Michel-François), à Paris, rue Saint-Jacques, n° 236, cinq actions, ci.....	
Duthoit (Edmond-Joseph), à Paris, rue des Carrières (Batignolles), n° 8, une action, ci.....	
Dutilloy (C.-F.), à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 45, vingt-cinq actions, ci.....	
Duval (André-François), à Argentan (Orne), deux actions, ci.....	

al (Léon), à Paris, rue Saint-Nicolas-d'Antin, n° 59, dix actions, ci....	10
al (Louis), médecin-major au quinzième bataillon de chasseurs à pied, Douai (Nord), deux actions, ci.....	2
e (Pierre-Louis de), à Paris, rue de l'École-de-Médecine, n° 23, deux actions, ci.....	2
erlé (Adam), à Colmar (Haut-Rhin), vingt-huit actions, ci.....	28
rd (Félix-Alexandre), à Paris, boulevard de Sébastopol (rive droite), n° 107, dix actions, ci.....	10
ert (Louis-Léon d'), à Longueville, près la Ferté-Alais (Seine-et-Oise), une action, ci.....	1
el (Émile), dessinateur à Paris, rue des Jeûneurs, n° 31, cinq actions, ci.....	5
gelhart (Paul-Émile), à Wesserling (Haut-Rhin), quatre actions, ci.....	4
mbert (Alexis), à Paris, rue de Matignon, n° 10, deux actions, ci.....	2
offier (Joseph-René-Victor), à Avignon (Vaucluse), dix actions, ci.....	10
ampes (le comte Théodore d'), à Paris, square Clary, n° 7, cent cinquante actions, ci.....	150
ard (Henri), à Paris, rue des Vieilles-Haudriettes, n° 4 et 6, vingt actions, ci.....	20
chenne (Bernard), à Perpignan (Pyrénées-Orientales), cinq actions, ci..	5
ore (Léon), à Perpignan (Pyrénées-Orientales), douze actions, ci.....	12
ory (Nicolas), à Étain (Meuse), douze actions, ci.....	12
vre (M ^{me} Charlotte), femme Berthoud, à Husseren (Haut-Rhin), trois actions, ci.....	3
seu (Jacques-Aimé-Désiré), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 163, dix actions, ci.....	10
udenl (Charles-Frédéric), à Colmar (Haut-Rhin), cinq actions, ci.....	5
uveau (Louis-François-Jules), à Trémerolles, commune de Bruyères-le-Châtel (Seine-et-Oise), cinq actions, ci.....	5
ldmann (Jean-Baptiste), à Colmar (Haut-Rhin), une action, ci.....	1
ret (Pierre-Charles), marchand de nouveautés à Chantilly (Oise), une action, ci.....	1
rré (Bernard), à Morlaas (Basses-Pyrénées), vingt actions, ci.....	20
ry (Victor), à Paris, rue du Temple, n° 17, une action, ci.....	1
uilloy (Arthur), à Bailly-en-Rivière (Seine-Inférieure), deux actions, ci..	2
èvre (Louis), à Vernoil-le-Fourrier (Maine-et-Loire), dix actions, ci.....	10
eurquin (Alexandre-Philippe-Eugène), à Douai (Nord), vingt-cinq actions, ci.....	25
oltzer (Louis), à Colmar (Haut-Rhin), une action, ci.....	1
ontaine (Édouard), à Cambrai (Nord), cinq actions, ci.....	5
osseyeux (Xavier-Montmaloie), à Paris, rue de Savoie, n° 7, deux actions, ci.....	2
ouchet (Auguste), à Fougères (Ille-et-Vilaine), deux actions, ci.....	2
ourchy (Émile), à Paris, quai Malaquais, n° 5, vingt actions, ci.....	20
ourey (Charles-Adolphe), à Rouen (Seine-Inférieure), rampe Cauchoise, n° 20, douze actions, ci.....	12
ourgassié fils (Auguste), à Castres (Tarn), deux actions, ci.....	2
ournier-Latouraille (Joseph-Pierre), à Brioude (Haute-Loire), dix actions, ci..	10
raboulet, receveur des contributions à Vannes (Morbihan), dix actions, ci..	10
rançais (François-Louis), à Paris, rue Carnot, n° 3, dix actions, ci.....	10
réchon-Dallier (Auguste-Timothée D.), à Blangy-sur-Bresle (Somme), six actions, ci.....	6
réjacques (Gustave), docteur en médecine à Carcassonne (Aude), six actions, ci.....	6
rémentidy (Pierre-Paul-Marie), à Paris, rue Saint-Honoré, n° 195, cinq actions, ci.....	5
rémon (Gabriel-Henri), à Sainte-Maure (Indre-et-Loire), vingt-cinq actions, ci.....	25
remy (François), à Paris, rue Beautreillis, n° 23, quatre actions, ci.....	4
rey-Witz (Henri), à Guebwiller (Haut-Rhin), vingt actions, ci.....	20
riès-Hartmann (Josué), à Mulhouse (Haut-Rhin), deux actions, ci.....	2
riès (Albert), à Colmar (Haut-Rhin), cinq actions, ci.....	5

Friès (Camille-Victor), à Colmar (Haut-Rhin), deux actions, ci.....	1
Friès (M ^{me} Cécile-Victoire), à Colmar (Haut-Rhin), quatre actions, ci.....	1
Friès (Emmanuel), à Paris, rue Geoffroy-Marie, n° 9, cinq actions, ci.....	5
Friès (Émile), directeur de l'école de tissage mécanique à Mulhouse (Haut-Rhin), deux actions, ci.....	2
Friès (Jules), à Colmar (Haut-Rhin), dix actions, ci.....	10
Friès (Robert-Léon), à Colmar (Haut-Rhin), dix actions, ci.....	10
Friry (M ^{me} Rose), veuve Legendre, à Paris, rue de Luxembourg, n° 49, cent actions, ci.....	100
Furon (Jean-Louis), quai Napoléon, n° 27, à Paris, une action, ci.....	1
Gacry (Marie-Jean), à Angers (Maine-et-Loire), deux actions, ci.....	2
Gadra (Joseph-Jean-Baptiste-Marcellin), à Chartres (Eure-et-Loir), dix actions, ci.....	10
Gagelin (Théodore), à Paris, rue Laffitte, n° 5, vingt actions, ci.....	20
Gaillot (Louis-Alexandre), à Paris, rue Frémicourt (Gréville), n° 36, trois actions, ci.....	3
Galais (Pierre), à Paris, rue Saint-Jacques, n° 161, quinze actions, ci.....	15
Gallais (Auguste), à Paris, rue Taranne, n° 20, dix actions, ci.....	10
Gallien (Jean-Baptiste-Armand), à Paris, rue de Rivoli, n° 80, une action, ci.....	1
Gambar (Stanislas), à Gaillac (Tarn), une action, ci.....	1
Garen (Félix-François), à Paris, rue Drouot, n° 13, cinquante actions, ci..	50
Garnier (Étienne), à Paris, rue de Castiglione, n° 14, quatre actions, ci..	4
Garreau (M ^{me} Marguerite-Véronique), veuve Guidi, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 47, une action, ci.....	1
Gassie, zingueur à Fontainebleau (Seine-et-Marne), deux actions, ci.....	2
Gatine (Étienne-Alphonse), à Paris, rue de Rivoli, n° 18, cinq actions, ci..	5
Gattiker (G.), à Paris, rue de Mulhouse, n° 13, dix actions, ci.....	10
Gauchier (Alphonse), à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 66, quatre-vingt-huit actions, ci.....	88
Gaujal (Alexandre-Irénée), à Pézenas (Hérault), quarante actions, ci.....	40
Gauthier (René-François), à Paris, rue Montmartre, n° 78, une action, ci..	1
Gautron (Ernest-Jean), à Paris, rue Dupetit-Thouars, n° 22, une action, ci..	1
Gaveau (Jean-Charles), à Paris, rue de Charenton (Bercy), n° 87, trois actions, ci.....	3
Gay (Jacques), à Paris, Grande-Rue de Vaugirard, n° 129, deux actions, ci.....	2
Geissler (Romain), à Paris, boulevard Poissonnière, n° 10, dix actions, ci..	10
Gellé-Berthault (Stanislas), à Saint-Jean-de-Losne (Côte-d'Or), deux actions, ci.....	2
Germain-Clergault, à Autun (Saône-et-Loire), cinq actions, ci.....	5
Gigord (Étienne-Charles de), à Paris, rue des Marais-Saint-Germain, n° 15, dix actions, ci.....	10
Gilq (François-Antoine), à Paris, boulevard de Denain, n° 10, dix actions, ci.....	10
Giraudeau, à Paris, rue de l'Arcade, n° 2, cinq actions, ci.....	5
Godron-Lasson (Eugène), à Lille (Nord), cinquante actions, ci.....	50
Gonchon (Jean-Louis-Antoine), à Paris, rue Neuve-Saint-Eustache, n° 35, cinq actions, ci.....	5
Gontard (Pierre-François-Arthur), à Semur (Côte-d'Or), cinq actions, ci..	5
Gontard (François), à Semur (Côte-d'Or), cinq actions, ci.....	5
Gossein (Louis), à Paris, boulevard des Capucines, n° 11, cinquante actions, ci.....	50
Gosselin de Saint-Mesme (M ^{me}), veuve du général baron de Romeuf, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 162, cent actions, ci.....	100
Goudard (Eugène), à Paris, rue Beaubourg, n° 58, dix actions, ci.....	10
Goulon (Jacques-Mathias), à Paris, quai de Valmy, n° 161, cinq actions, ci..	5
Gouye de Longuemarre (Henri-Victor), à Paris, rue d'Enfer, n° 110, une action, ci.....	1
Gouzé (Aristide), à Nantes (Loire-Inférieure), rue du Moulin, n° 3, vingt actions, ci.....	20
Goyer (François-Nicolas), à Plailly (Oise), quatre actions, ci.....	4

(Auguste), à Paris, rue de l'Abbaye-Saint-Germain, n° 15, dix ac- tions, ci.....	10
gier de la Marinière, à Paris, rue d'Amsterdam, n° 46, cent actions, ...	100
set (Ernest), à Dijon (Côte-d'Or), vingt-cinq actions, ci.....	25
apret (M ^{me} Louise), veuve Huteau, à Saint-Denis (Seine), place aux Jedières, trois actions, ci.....	3
ot (Antoine-François-Vincent), à Laon (Aisne), une action, ci.....	1
ean (Pierre-Étienne-Adolphe), à Paris, rue Léon (La Chapelle), n° 16, une action, ci.....	1
s (Albin), à Wesserling (Haut-Rhin), dix actions, ci.....	10
s-Hartmann (Édouard), à Paris, boulevard Poissonnière, n° 15, quatre- vingt-huit actions, ci.....	8
achy (M ^{me} la vicomtesse veuve de), née Sené, à Paris, place de la Madeleine, n° 16, deux cents actions, ci.....	200
mel (François-Remy), à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 64, dix ac- tions, ci.....	10
ry (Auguste), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 74, deux ac- tions, ci.....	2
ard (Bernard), à Paris, rue de Rivoli, n° 14, vingt-cinq actions, ci...	25
stchel (M ^{me} Julie), à Paris, boulevard de Sébastopol (rive droite), n° 48, une action, ci.....	1
bert (Louis-Henri-Auguste), économiste du lycée impérial à Angoulême (Charente), place de Beaulieu, dix actions, ci.....	10
idou (Jean-Louis), avoué à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 66, cinquante actions, ci.....	50
en (Jean-François-Scevola), à Braisne (Aisne), deux actions, ci.....	2
ffrey (Jean-Baptiste), à Paris, rue Hauteville, n° 1, quarante actions, ci.	40
illot-Cotté, notaire à Bourgoin (Isère), dix actions, ci.....	10
illebert (E.), à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 59, cinq actions, ci.	5
illemot (M ^{me}), veuve Bollard, à Paris, rue des Prouvaires, n° 10, dix ac- tions, ci.....	10
inard (Pierre-Antoine), à Paris, rue de Lancry, n° 24, dix actions, ci...	10
iomard, colonel, à Montpellier (Hérault), une action, ci.....	1
t (M ^{me} Catherine), veuve Baur, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 79, dix ac- tions, ci.....	10
ins (Jean-Nicolas-François), à Toulon (Var), deux actions, ci.....	2
lleux (François-Charles), à Mouron (Ardennes), vingt-quatre actions, ci.	24
net dit Cléry (Pierre-Léon), à Paris, rue des Martyrs, n° 23, cinquante actions, ci.....	50
nhart (Martin), à Colmar (Haut-Rhin), quinze actions, ci.....	15
rdy (Jean-François), professeur au lycée impérial à Angers (Maine-et- Loire), cinq actions, ci.....	5
rtmann (Alfred), à Paris, rue du Sentier, n° 32, cinquante actions, ci...	50
rtmann (Henri), à Munster (Haut-Rhin), vingt actions, ci.....	20
utevelle (Pierre-Louis-Joseph), à Saint-Mandé (Seine), avenue du Bel- Air, n° 14, deux actions, ci.....	2
zard (Louis), à Rouen (Seine-Inférieure), vingt actions, ci.....	20
bert jeune (Hyacinthe), à Caen (Calvados), douze actions, ci.....	12
lle (Alfred-Charles-Louis), à Charlien (Loire), quinze actions, ci.....	15
enin-Bellet (Pierre-Marie), à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), place Victoire, n° 10, quatre actions, ci.....	4
enin (Grégoire-Frédéric) à Soissons (Aisne), quatre actions, ci.....	4
enry (Michel), au Havre (Seine-Inférieure), vingt actions, ci.....	20
enry (Ferdinand), à Paris, rue Vieille-du-Temple, n° 50, deux ac- tions, ci.....	2
éring (Émile), négociant, rue des Jeûneurs, n° 27, deux actions, ci....	2
éroguelle (Adolphe), à Saint-Pol-sur-Ternoise (Pas-de-Calais), une ac- tion, ci.....	1
ervey (Eugène), à Paris, rue Caumartin, n° 2, deux actions, ci.....	2
ignard (Édouard), à Nantes (Loire-Inférieure), rue Voltaire, douze ac- tions, ci.....	12

Hirn (Adolphe), au Logelbach, près Colmar (Haut-Rhin), dix actions, ci..	10
Hirn (Julie), au Logelbach, près Colmar (Haut-Rhin), cinq actions, ci....	5
Hirth (Jean), à Paris, rue du Sentier, n° 32, cinquante actions, ci.....	20
Hoeltz ou Hoelz (Th.-François), à Paris, rue Cadet, n° 14, cinq actions, ci..	5
Hornung (Frédéric), propriétaire à Paris, rue de Lourcine, n° 16, dix ac- tions, ci.....	10
Houel (Honoré-Nicolas-Jean), à Paris, avenue du Coq, n° 6, vingt actions, ci..	20
Houart-Langlacé (Anatole), à Versailles (Seine-et-Oise), deux actions, ci..	2
Huart (Nicolas-Antoine), à Souppes (Seine-et-Marne), deux actions, ci....	2
Hugot (François-Charles), à Laon (Aisne), une action, ci.....	1
Huguenin (Édouard), à Mulhouse (Haut-Rhin), dix actions, ci.....	10
Huguet-Ferraud (Emmanuel), à Montoire (Loir-et-Cher), quatre actions, ci..	4
Huntzinger (Jean-Pierre), à Wesserling (Haut-Rhin), dix actions, ci.....	10
Huot (Louis-Auguste), à Orléans (Loiret), une action, ci.....	1
Huraut, fabricant à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 88, dix actions, ci....	10
Innocenti (Charles-Louis), à Bourg (Ain), une action, ci.....	1
Isnard (Charles-Étienne-Honoré), à Vincennes (Seine), rue de Paris, n° 7, deux actions, ci.....	2
Izarn (Denis), à Perpignan (Pyrénées-Orientales), deux actions, ci.....	2
Jacques (Martial), à Bermeries, canton de Bavay (Nord), cinq actions, ci..	5
Jacquinet (Aimé-René-François-Alfred), à Metz (Moselle), deux actions, ci..	2
Jallard (Bernard), à Narbonne (Aude), dix actions, ci.....	10
Jamin (Ferdinand), à Bourg-la-Reine (Seine), cinquante actions, ci.....	50
Japy (Adolphe), à Beaucourt (Haut-Rhin), vingt actions, ci.....	20
Jeanneret (Jules-Paul), à la Chaux-de-Fonds (Suisse), cinq actions, ci....	5
Johannys (Pierre-Ferdinand), à Valence (Drôme), deux actions, ci.....	2
Joigny (Céleste-Joseph-Marie-François), à Paris, rue de Trévise, n° 37, dix actions, ci.....	10
Jolielerc (François-Élie), à Paris, rue du Pont-de-Lodi, n° 6, cinq actions, ci..	5
Joly (Frédéric), à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n° 47, deux actions, ci..	2
Josse (Jean-Pierre), à Paris, rue de l'École-de-Médecine, n° 11, quatre ac- tions, ci.....	4
Joubert (Émile), à Angers (Maine-et-Loire), quatre actions, ci.....	4
Jullien (Marie-Antoine-Amédée), à Paris, rue Bonaparte, n° 19, cinq ac- tions, ci.....	5
Kaindler (Gustave), à Paris, rue du Conservatoire, n° 5, cinq actions, ci..	5
Kesler (Joséphine), à Paris, place Vendôme, n° 21, vingt actions, ci.....	20
Kestner (Charles), à Thann (Haut-Rhin), cent actions, ci.....	100
Ketterer fils (Célestin), à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 8, vingt ac- tions, ci.....	20
Kiss de Nemesker (Nicolas de), à Paris, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, n° 40, cent quatre-vingt-huit actions, ci.....	188
Klein (Jean-Gaspard), à Paris, avenue Victoria, n° 9, dix actions, ci.....	10
Knust (Marius), à Paris, chaussée de Clignancourt (Montmartre), n° 50, trois actions, ci.....	3
Kœchlin (Jules), à Paris, rue Saint-Fiacre, n° 9, cinq actions, ci.....	5
Kœchlin (Jacques), à Munster (Haut-Rhin), dix actions, ci.....	10
Krafft (Charles), à Strasbourg (Bas-Rhin), cinq actions, ci.....	5
Kreuscher (Daniel), à Paris, rue des Jeûneurs, n° 31, cinq actions, ci....	5
Kubler-Liermann (M ^{me} veuve), à Colmar (Haut-Rhin), quatre actions, ci..	4
Kunkelmann (Jacques-Charles-Théodore), à Reims (Marne), vingt-cinq ac- tions, ci.....	25
Laborde-Lacoste fils (Jacques), à Sarrance par Bedous (Basses-Pyrénées), trois actions, ci.....	3
Lacoux (Joseph), contrôleur chef à la gare d'Angers (Maine-et-Loire), rue du Bœuf-Gorgé, n° 2, deux actions, ci.....	2
Lacroix (Eugène), à Paris, quai Malaquais, n° 15, dix actions, ci.....	10
Laederich-Rott (Jacques), à Mulhouse (Haut-Rhin), quarante actions, ci..	40
Lafaverge (Eugène-Marie-Sifflet), à Paris, boulevard de Magenta, n° 131, dix actions, ci.....	10
Laffineur (Georges-Louis), à Sedan (Ardennes), quatre actions, ci.....	4
Lafont frères, au Passage-d'Agen (Lot-et-Garonne), douze actions, ci.....	12

urnière (M ^{me} Augustine-Virginie), femme Amelot, à Paris, rue du herche-Midi, n° 108, deux actions, ci.....	2
roue (Louis-Philippe), à Rebais (Seine-et-Marne), une action, ci.....	1
aussois (Jean-Charles), à Paris, rue Pavée-Saint-André-des-Arts, n° 1, deux actions, ci.....	2
érard (Camille), à Bourbonne (Haute-Marne), trois actions, ci.....	3
ry (Charles-Apollinaire), à Sedan (Ardennes), cinq actions, ci.....	5
onquière (Louis-Armand de), à Paris, rue Saint-Lazare, n° 14, dix actions, ci.....	10
lement (François), à Nancy (Meurthe), rue Saint-Jean, n° 39, deux actions, ci.....	2
lement (Michel-Léopold), à Nancy (Meurthe), rue Girardet, n° 2 bis, une action, ci.....	1
oux (Amédée), à Maubeuge (Nord), deux actions, ci.....	2
oy (Auguste), à Tourcoing (Nord), cinquante actions, ci.....	50
marre (Charles), à Paris, rue de Lancry, n° 57, quatre actions, ci.....	4
mbert (Jean-Baptiste-Joseph-Henri), à Versailles (Seine-et-Oise), boule- vard de la Reine, n° 103, vingt-cinq actions, ci.....	25
mbert (Joseph), à Paris, rue Richer, n° 1, dix actions, ci.....	10
motte (Charles-Édouard), à Paris, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, n° 168, vingt actions, ci.....	20
ng (Gustave), à Schelestadt (Bas-Rhin), dix actions, ci.....	10
nglois (Ernest), à Laon (Aisne), une action, ci.....	1
peyre (Alexis), à Périgueux (Dordogne), quatre actions, ci.....	4
rcher (Jean-André), à Paris, rue Bourbon-Villeneuve, n° 9, six actions, ci.....	6
roche (Hippolyte), à Fontainebleau (Seine-et-Marne), une action, ci...	1
roye (Charles-François), à Brioude (Haute-Loire), cinq actions, ci.....	5
turancel (Henri de), à Fontainebleau (Seine-et-Marne), rue Saint-Honoré, n° 63, soixante actions, ci.....	60
urens (Adolphe du), à Maisons-Laffitte (Seine-et-Oise), avenue Cuvier, une action, ci.....	1
urens (Pierre-Magloire), à Paris, rue Quincampoix, n° 14, dix actions, ci.....	10
ouvon (Eugène), à Wesserling (Haut-Rhin), deux actions, ci.....	2
avalette (Charles-Émile de), à Luynes (Indre-et-Loire), dix actions, ci....	10
e Bleis fils, à Pont-l'Abbé (Finistère), vingt actions, ci.....	20
e Boucher (Louis-Henri), à Paris, rue Marsollier, n° 7, deux actions, ci...	2
eclerc (Alexandre-Victor), à Bordeaux (Gironde), une action, ci.....	1
eclerc (François-Gaspard), à Felletin (Creuse), vingt actions, ci.....	20
eclerc (Léon), à Paris, rue du Regard, n° 10, une action, ci.....	1
ecourtois (Pierre-Alphonse), à Caen (Calvados), rue des Jacobins, n° 20, deux actions, ci.....	2
ecyre (Auguste-Charles), à Paris, rue Joubert, n° 6, vingt-cinq actions, ci.	25
édent (Charles-Alexandre), à Paris, rue Saint-Louis-au-Marais, n° 62, deux actions, ci.....	2
edoux-Bédic (Pierre-André), à Saint-Quentin (Aisne), dix actions, ci....	10
efèvre (M ^{me} Adélaïde-Marie-Anne), veuve Singer, à Paris, rue d'Austerlitz, n° 24, quatre actions, ci.....	4
egrand (Charles-Joseph), à Douai (Nord), vingt-cinq actions, ci.....	25
ehérissou (M ^{lle} Pauline), à Paris, rue de la Pompe, n° 9 (dixième arron- dissement), une action, ci.....	1
ehmann (Charles), à Paris, rue Lacépède, n° 8, trente actions, ci.....	30
Leiden-Premisel et compagnie, à Paris, rue Taitbout, n° 52, cent actions, ci.	100
Lélu (M ^{me} Alphonsine), à Fontainebleau (Seine-et-Marne), une action, ci..	1
Lemoine (Germain-Frédéric), à Paris, rue Mauconseil, n° 25, dix actions, ci.....	10
Lemoine (Henri), à Paris, rue des Tournelles, n° 17, cinq actions, ci.....	5
Lemonnier (Edmond), à Saint-Remy-des-Monts, près Mamers (Sarthe), quatre actions, ci.....	4
Lemonnier (Eugène-Léon), à Saint-Remy-des-Monts, près Mamers (Sarthe), quatre actions, ci.....	4

Lorin (Hippolyte), à Paris, rue Saint-Fiacre, n° 7, six actions, ci.....	1
Louba (M ^{lle} Françoise-Zoé), à Paris, rue des Marronniers (Passy), n° 1, trois actions, ci.....	1
Loult (Louis-Auguste), à Blois (Loir-et-Cher), vingt actions, ci.....	2
Muller (Charles-Adolphe), à Paris, rue Malher, n° 12, deux actions, ci....	2
Lachet (Louis-Isidore), conseiller à la cour de cassation, à Paris, rue de Seine, n° 43, trente actions, ci.....	30
Nauche (Louis-Hector), à Brives (Corrèze), quatre actions, ci.....	4
Neufville (J.-Édouard de), à Colmar (Haut-Rhin), trois actions, ci.....	3
Neukom (Basile), à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 165, cinq actions, ci.....	5
Nigon (André), à Paris, rue Saint-Jacques, n° 123, cinq actions, ci.....	5
Ninet (Alphonse), à Paris, rue Vieille-du-Temple, n° 24, deux actions, ci..	2
Noble (Isidore), à Paris, rue des Jeûneurs, n° 36, deux actions, ci.....	2
Noël (Charles), à Bordeaux (Gironde), deux actions, ci.....	2
Noël (Étienne), à Paris, rue de Luxembourg, n° 47, cinq actions, ci.....	5
Nogues (Adelson-René), à Nantes (Loire-Inférieure), place du Commerce, quinze actions, ci.....	15
Nollet (Isidore), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 65, dix actions, ci.	10
Noirault (Alexandre-Napoléon), à la Ronce-de-Pamproux (Deux-Sèvres), dix actions, ci.....	10
Normand (Étienne), à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 68, une action, ci.....	1
Ollier-Glénard fils, Morel et compagnie, à Saint-Denis (Seine), route de la Courneuve, n° 6 bis, quinze actions, ci.....	15
Ollonne (le vicomte Ernest-François-Sigisbert d'), à Besançon (Doubs), vingt-cinq actions, ci.....	25
Oswald frères et compagnie, à Bâle (Suisse), vingt actions, ci.....	20
Ouradou (Casimir), à Douai (Nord), deux actions, ci.....	2
Ouradou-Laguilly, à Gouy-sous-Bellonne (Pas-de-Calais), une action, ci....	1
Paintendre (Thomas), à Pantin (Seine), rue de l'aris, n° 103, vingt actions, ci.....	20
Pamart (Jules-François), à Compiègne (Oise), deux actions, ci.....	2
Pantet (Claude), à Pierre (Saône-et-Loire), deux actions, ci.....	2
Paré (Charles-Philibert), à Paris, rue du Grand-Saint-Michel, n° 19, deux actions, ci.....	2
Pargny (M ^{lle} Bénigne), à Paris, rue Caumartin, n° 53, trois actions, ci.....	3
Pasquier (Ferdinand-Achille du), au Havre (Seine-Inférieure), dix actions, ci.....	10
Pavy aîné (Claude), à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 27, quatre actions, ci.	4
Pavy (Henri-Gustave), à Paris, rue de Chabrol, n° 18, une action, ci.....	1
Payen (Anselme), à Paris, rue Saint-Martin, n° 292, cinq actions, ci.....	5
Payen (Jean-Michel), à Paris, passage Chaussou, n° 13, six actions, ci....	6
Péchand (Jean), à Saint-Saulge (Nièvre), cinq actions, ci.....	5
Peigney (Ernest), à Paris, rue des Marmousets, n° 34, une action, ci....	1
Pépratx (Justin), à Perpignan (Pyrénées-Orientales), dix actions, ci.....	10
Pépratx (Vilar-Jean), à Perpignan (Pyrénées-Orientales), dix actions, ci....	10
Perraut (Guy), à Paris, rue de Flandre (la Villette), n° 81, deux actions, ci.	2
Perrin (Louis-Gabriel), à Paris, place Royale, n° 16, deux actions, ci.....	2
Pesse (Edmond-Louis), à Verrières (Seine-et-Oise), cinq actions, ci.....	5
Petit (Cyrille-François), à Paris, rue de la Verrerie, n° 13, cinq actions, ci.	5
Petit (Georges), à Paris, rue de la Victoire, n° 34, quarante-deux actions, ci.	42
Petit (Jacques), à Paris, galerie Vivienne, n° 13, vingt actions, ci.....	20
Petit (Louis-Alexandre), à Paris, rue de l'Ancienne-Comédie, n° 29, cinquante actions, ci.....	50
Pettelot (Charles-Jules-Marie), à Douai (Nord), cinq actions, ci.....	5
Pfeffer (Alexandre), à Breitenbach, près Munster (Haut-Rhin), cinq actions, ci.....	5
Pigeon (M ^{lle} Marguerite-Noémi), à Pont-à-Mousson (Meurthe), deux actions, ci.....	2
Pigis (Gustave-Lucien), à Caen (Calvados), deux actions, ci.....	2
Pillet-Dupré (Nicolas), à Fribourg (Suisse), cinq actions, ci.....	5

Charles-Humbert-Joseph), avocat à Avesnes-sur-Helpe (Nord), actions, ci.....	5
Charles), à Paris, rue Saint-Ferdinand (les Ternes), n° 10, trois actions, ci.....	3
Ène), à Paris, rue du Sentier, n° 32, dix actions, ci.....	10
enri-Guillaume), à Reims (Marne), vingt-cinq actions, ci.....	25
ercieux (Léon), à Issoudun (Indre), quatre actions, ci.....	4
e Courtin (Armand), à Paris, rue de Clichy, n° 66, dix actions, ci.....	10
Paul), à Saint-Servan (Ille-et-Vilaine), cent actions, ci.....	100
uma-Joseph), architecte à Montpellier (Hérault), boulevard du Jeu-me, n° 37, dix actions, ci.....	10
ot (André), à Paris, rue de Lévis (les Batignolles), n° 32, quatre actions, ci.....	4
(Henri-Augustin de), à Paris, rue Richepance, n° 7, quatre actions, ci.....	4
Claude), à Périgny, par Brunoy (Seine-et-Oise), six actions, ci....	6
(Auguste-Louis), à Neuilly-Saint-Front (Aisne), vingt actions, ci....	20
Édouard), à Paris, rue Neuve-Bourg-l'Abbé, n° 4, cinq actions, ci....	5
(Jean-Marie), à Lyon (Rhône), place des Cordeliers, n° 1, cinq actions, ci.....	5
Jules), à Falaise (Calvados), deux actions, ci.....	2
Ferdinand-Philémon), à Paris, rue Saint-Roch, n° 25, deux actions, ci.....	2
André), à Nersac (Charente), quatre actions, ci.....	4
n et Bouderon, à Oloron-Sainte-Marie (Basses-Pyrénées), vingt actions, ci.....	20
iné (Pierre), à Angoulême (Charente), seize actions, ci.....	16
eune, à Nersac (Charente), huit actions, ci.....	8
Pierre-Paul), à Paris, rue du Helder, quatre actions, ci.....	4
(Élisée-Jean), à Épinal (Vosges), vingt actions, ci.....	20
(Célestin), à Wesserling (Haut-Rhin), quatre actions, ci.....	4
e Pins, à Valence-sur-Baïse, près Condom (Gers), dix actions, ci....	10
t (Eugène-Antoine), à Paris, rue Culture-Sainte-Catherine, n° 13, dix actions, ci.....	20
(Firmin-François), à Paris, rue de Lille, n° 49, deux actions, ci....	2
Louis-Henri-Marie), à Villers-Cotterets (Aisne), cinq actions, ci....	5
Édouard), à Paris, rue de Bercy-Saint-Antoine, n° 93, une action, ci.....	1
Fritz), à Mulhouse (Haut-Rhin), dix actions, ci.....	10
Jean), au Houllme, près Rouen (Seine-Inférieure), dix actions, ci..	10
(Jean-Camille), à Paris, rue de Douai, n° 9, deux actions, ci.....	2
t (Abraham), à Winterthur, canton de Thurgovie (Suisse), cinq actions, ci.....	50
(Pierre-Joseph), à Paris, avenue des Ternes, n° 98, une action, ci.....	1
(Lonis-Marie), à Paris, rue Saint-Laurent (Belleville), n° 45, deux actions, ci.....	2
iques-Gustave), à Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, n° 25, vingt actions, ci.....	20
(Louis), à Lyon (Rhône), cinq actions, ci.....	5
(M ^{me} veuve) et fils, à Bourgoin (Isère), dix actions, ci.....	10
rd frères, à Condé-sur-Noireau (Calvados), vingt actions, ci.....	20
(Charles), à Fongerolles (Haute-Saône), vingt actions, ci.....	20
(Henri), à Paris, rue Mauconseil, n° 25, cinq actions, ci.....	5
de Sins (le vicomte), à Valence-sur-Baïse, près Condom (Gers), dix actions, ci.....	10
Henri-Aimé-Désiré), à Douai (Nord), une action, ci.....	1
(Valery-Auguste), propriétaire à Paris, rue Olivier-Saint-Georges, cent quinze actions, ci.....	115

Rondeau (Daniel-Léon), à Paris, rue des Marais-Saint-Germain, n° 11, quinze actions, ci.....

Rongier (Louis), à Brioude (Haute-Loire), cinq actions, ci.....

Rosse (Alexis), à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise), deux actions, ci.....

Roubinet-Duplantier (Nicolas), à Fromental (Haute-Vienne), cinq actions, ci.....

Roulinat (Charles), à Paris, rue Neuve-Bourg-l'Abbé, n° 4, une action, ci.....

Roulier (Pierre-Eugène), à Paris, rue de Lourcine, n° 16, dix actions, ci.....

Rousiers (Charles de), à Perpignan (Pyrénées-Orientales), cinq actions, ci.....

Rousseau (Alexandre-Pierre-Hippolyte), à Paris, rue Taitbout, n° 80, deux cents actions, ci.....

Rousseau (Antoine-Louis), à Paris, rue Quincampoix, n° 14, dix actions, ci.....

Rousseau jeune (Jean-Baptiste), à Saint-Quentin (Aisne), vingt-cinq actions, ci.....

Roy (Émile), à Husseren (Haut-Rhin), une action, ci.....

Roy (Jules-Adrien-Gustave), à Villeneuve-sur-Yonne (Yonne), cinq actions, ci.....

Rozeau (Achille), à Paris, impasse Briard, n° 8, une action, ci.....

Saint-Martin (Louis-Théodore), à Bordeaux (Gironde), dix actions, ci.....

Salmon (Louis-Ambroise), à Paris, rue de l'Orillon (Belleville), n° 48, une action, ci.....

Sauvageot (M^{lle} Cécile), à Paris, rue du Conservatoire, n° 5, une action, ci.....

Sauvy (Alfred), à Perpignan (Pyrénées-Orientales), une action, ci.....

Sauvy-Villard et fils, à Perpignan (Pyrénées-Orientales), dix actions, ci.....

Schaller (de), colonel d'artillerie à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 71, vingt-cinq actions, ci.....

Scheurer père (Frédéric), à Colmar (Haut-Rhin), trente actions, ci.....

Schirmer (Auguste), à Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin), vingt actions, ci.....

Schlumberger (Alphonse), à Mulhouse (Haut-Rhin), cinq actions, ci.....

Schlumberger (Godefroy), à Bitschwiller (Haut-Rhin), dix actions, ci.....

Schlumberger (Henri), à Guebwiller (Haut-Rhin), cinq actions, ci.....

Schmidt (Jean), au Logelbach, près Colmar (Haut-Rhin), cinq actions, ci.....

Schmidt (Jean-Frédéric), à Colmar (Haut-Rhin), trois actions, ci.....

Schmidt jeune (M^{me} veuve), à Colmar (Haut-Rhin), quatre actions, ci.....

Schoenauer (Daniel), à Paris, rue de la Banque, n° 14, dix actions, ci.....

Scholer (Édouard), au Grand-Montrouge (Seine), villa d'Orléans, n° 16, une action, ci.....

Schvester (Jean-Baptiste), à Strasbourg (Bas-Rhin), dix actions, ci.....

Sèbe (Louis), docteur en médecine à Barcelone (Espagne), Escudillers-Blancs, n° 12, dix actions, ci.....

Sée (Marc-Daniel), à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 41, vingt actions, ci.....

Sée jeune (Simon), à Colmar (Haut-Rhin), cinq actions, ci.....

Séebold (Théodore), à Tullins (Isère), cinq actions, ci.....

Sédillot (Charles-Joseph-François), à Paris, rue Saint-Fiacre, n° 7, dix actions, ci.....

Sédillot (Jean-Baptiste-François), à Paris, rue Saint-Fiacre, n° 7, quarante actions, ci.....

Selleron (Alfred), à Paris, rue de l'Empereur (Montmartre), n° 29, dix actions, ci.....

Sènet (Nicolas-Victor-Honoré), à Paris, rue des Francs-Bourgeois-au-Marais, n° 7, dix actions, ci.....

Sentupery (Joseph-Adolphe), à Gray (Haute-Saône), cinq actions, ci.....

Seraine (Vital-Alphonse), à Marcilly-sur-Seine (Marne), une action, ci.....

Sévène (Raymond), à Muret (Haute-Garonne), vingt actions, ci.....

Seyboth (Philippe-Auguste), à Strasbourg (Bas-Rhin), cinq actions, ci.....

Seyraud (Jean-Henri), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 174, cinq actions, ci.....

Sirata (M^{lle} Lucie), à Aubenas (Ardèche), quatre actions, ci.....

Sire (Casimir), à Paris, rue de Montreuil, n° 45, cinq actions, ci.....

(Joseph-Burns), à Paris, boulevard du Mont-Parnasse, n° 159, actions, ci.....	4
(Georges), à Lillebonne (Seine-Inférieure), dix actions, ci.....	10
(Pierre), à Paris, rue de Monsieur, n° 20, quatre actions, ci...	4
(Alexis-Adolphe), à Paris, rue du Théâtre (Montrouge), n° 5, quatre actions, ci.....	4
(Geoffroy-Édouard), à Wesserling (Haut-Rhin), cinq actions, ci...	5
(Gabriel-Jean-Pierre), à Saint-Genis (Charente-Inférieure), cinq actions, ci.....	5
(M ^{me} Géraldine), à Paris, rue de l'Ouest, n° 100, huit actions, ci.	8
(M ^{me} Élise), au Logelbach, près Colmar (Haut-Rhin), cinq actions, ci.	5
(François-Antoine), à Paris, rue de Charonne, n° 17, deux actions, ci.....	2
(Ernest), à Paris, rue Muller (Montmartre), n° 5, seize actions, ci.	16
(Clave), à Bâle (Suisse), deux actions, ci.....	2
(Pierre-Albert), à Paris, rue de Lille, n° 97, dix actions, ci.....	10
(Villiers (Guillaume-Édouard), à Paris, rue de Vaugirard, n° 53, actions, ci.....	10
(Louis), à Paris, rue Saint-Louis-au-Marais, n° 44, cinq actions, ci.	5
(né, au Passage-d'Agen (Lot-et-Garonne), cinq actions, ci.....	5
(Étienne-Ernest), à Aniche (Nord), cinq actions, ci.....	5
(Auguste), à Angers (Maine-et-Loire), rue du Commerce, n° 14, actions, ci.....	2
(Ignace), à Colmar (Haut-Rhin), six actions, ci.....	6
(Philippe), à Wesserling (Haut-Rhin), quatre actions, ci.....	4
(Pierre), à Ranspach (Haut-Rhin), cinq actions, ci.....	5
(Félix), à Gray (Haute-Saône), six actions, ci.....	6
(Henry-Victor), à Neuilly-en-Thelle (Oise), dix actions, ci.....	10
(Jean-Baptiste, dit Alexandre), à Abbeville (Somme), place du Pré-aux-Chevaux, n° 1, huit actions, ci.....	8
(néant fils (Edme-Marie), à Paris, rue des Noyers, n° 31, dix actions, ci.	10
(Antoine), à Seurre (Côte-d'Or), deux actions, ci.....	2
(Nicolas), à Thann (Haut-Rhin), quatre actions, ci.....	4
(Simon-Anne), à Montfleur (Jura), dix actions, ci.....	10
(François-Amand), à Paris, rue Vivienne, n° 31, dix actions, ci...	10
(de la Chapelle (Jean-Baptiste), à Alger (Algérie), rue de la Marine, vingt actions, ci.....	20
(Pierre-Charles), propriétaire à Paris, rue Taitbout, n° 87, dix actions, ci.....	10
(François), à Aubenas (Ardèche), dix actions, ci.....	10
(Hyacinthe), à Rennes (Ille-et-Vilaine), rue Saint-Malo, n° 22, actions, ci.....	2
(Dieudonné), à Paris, rue du Sentier, n° 16, sept actions, ci.....	7
(Oly-Adolphe), rue du Sentier, n° 16, quatorze actions, ci.....	14
(M ^{me} Rosalie-Antoinette), veuve Poissonnier, à Fontenay-aux-Roses (Seine), trente actions, ci.....	30
(Léon), propriétaire à Paris, rue Alibert, n° 10, dix actions, ci....	10
(Antoine-Jean-Baptiste), à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n° 17, dix actions, ci.....	20
(Louis-Victor), à la Capelle-Marival (Lot), cinq actions, ci.....	5
(François), à Paris, rue des Bernardins, n° 13, deux actions, ci....	2
(Eugène), à Paris, rue de Richelieu, n° 78, une action, ci.....	1
(Marcq (Amédée-Joseph-Eugène), à Limoges (Haute-Vienne), vingt actions, ci.....	20
(Guien de Villepin (Achille-Léon-Antony), à Compiègne (Oise), vingt actions, ci.....	25
(Pierre-François-Alexandre), à Paris, passage Saulnier, n° 7, vingt actions, ci.....	20
(Eugène (Adolphe), à Paris, rue Notre-Dame-de-Nazareth, n° 66, dix actions, ci.....	10
(Émile), à Paris, rue du Conservatoire, n° 5, dix actions, ci.....	10

Verdier-Fauvety (Félix), à Paris, rue du Conservatoire, n° 5, quinze actions, ci.....	
Vergès (Côme), à Perpignan (Pyrénées-Orientales), deux actions, ci.....	
Verrier (Jean-Baptiste-Honoré), à Avize (Marne), dix actions, ci.....	
Veyrac (Jean-François), à Paris, rue de Méuars, n° 9, vingt-cinq actions, ci.....	
Vicq (Jean-Jacques-François), à Granville (Manche), deux actions, ci.....	
Viel (Adolphe-Hospice), à Caen (Calvados), deux actions, ci.....	
Viellard (François-Christophe-Nicolas-Juvénal), aux forges de Morvillars (Haut-Rhin), cent actions, ci.....	
Vildieu (François-Bon), à Sainte-Croix-Hague (Manche), vingt-cinq actions, ci.....	
Villedieu (Joseph-Jaques), à Coutances (Manche), dix actions, ci.....	
Vincendon (J. E.), avoué à Bourgoin (Isère), dix actions, ci.....	
Vincent (Victor), à Paris, chaussée de Clignancourt (Montmartre), n° 81, dix actions, ci.....	
Viney (Henri), conservateur des forêts à Nice (Alpes-Maritimes), rue Ségu-rane, n° 8, quatre actions, ci.....	
Vinyès (François), à Céret (Pyrénées-Orientales), cinq actions, ci.....	
Vœgeli (Haps), à Zurich (Suisse), quatre actions, ci.....	
Wery (Paul), à Paris, rue d'Orléans (les Batignolles), n° 25, deux actions, ci.....	
Whately (M ^{lle} Émilie-Léonie-Augusta), au parc de Neuilly (Seine), boulevard de la Saussaye, n° 36, cinq actions, ci.....	
Wibault (Amand), à Douai (Nord), rue du Barlet, n° 7, dix actions, ci.....	
Widmann père (François-Munster), à Colmar (Haut-Rhin), vingt actions, ci.....	
Winkler (Chrysostôme), à Wesserling (Haut-Rhin), dix actions, ci.....	
Winkler (Jean-Joseph), à Saint-Amarin (Haut-Rhin), quatre actions, ci.....	
Yvert (Jean-Baptiste), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 81 et 83, deux actions, ci.....	
Zircker (Jean-Baptiste), à Paris, rue de Sèvres, n° 81, deux actions, ci.....	
Zurcher (E.), négociant à Colmar (Haut-Rhin), deux actions, ci.....	

TOTAL: dix mille actions, ci.....

11. Le fonds social pourra être ultérieurement augmenté au moyen de la création de nouvelles actions de cinq cents francs chacune, qui ne pourront être émises qu'en dessous du pair et seront réservées par préférence aux actionnaires propriétaires d'actions primitives, au prorata de leur intérêt social.

L'augmentation du fonds social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une délibération de l'assemblée générale des actionnaires, prise dans les formes et conditions prescrites par l'article 41 ci-après.

Le fonds social, au fur et à mesure de son émission, est affecté à la garantie des engagements sociaux.

12. Chaque action donne droit à une part proportionnelle dans la propriété de l'actif social, dans les bénéfices à distribuer et dans la réserve.

13. Un premier cinquième du montant de chaque action sera versé par les souscripteurs avant l'autorisation de la société dans la quinzaine de la demande qui leur sera faite.

Chaque actionnaire souscrit, en outre, l'obligation de verser, s'il y a lieu, jusqu'à concurrence des quatre autres cinquièmes, et ce par cinquième au plus, sur les mandes qui en seront faites par le conseil d'administration, conformément aux dispositions des présents statuts.

En cas de perte d'un vingtième du capital social, le conseil d'administration est tenu d'exiger des actionnaires, jusqu'à concurrence du montant non versé de leurs actions, les versements nécessaires pour rétablir et maintenir le montant du capital versé à son chiffre primitif.

14. Les actions seront nominatives.

Elles seront détachées d'un registre à souche, revêtues d'un numéro d'ordre, signées par un administrateur et le directeur.

Tout actionnaire est tenu d'élire à Paris un domicile, où toutes notifications seront valablement faites.

Aucun transfert ne sera admis sans l'accomplissement de cette formalité.

tion d'une action comprend toujours, à l'égard de la société, celle des dividendes et intérêts échus au moment où la mutation est opérée.

Aucun actionnaire ne peut posséder plus de deux cents actions.

La transmission des actions s'opère par un transfert inscrit sur un registre tenu au siège de la société et par la remise de titres nouveaux extraits du registre à souche mentionné en l'article 14.

Le transfert est signé par le cédant et le cessionnaire ou leurs fondés de pouvoirs ou par un administrateur ou par un employé désigné à cet effet.

La Compagnie peut exiger que la signature des parties soit certifiée par un officier

et n'est admis au transfert aucun titre sur lequel les paiements échus n'ont pas été versés.

Pour la validité de ce transfert à l'égard de la société, le cessionnaire doit être agréé par la Compagnie, même en cas de vente publique ou judiciaire des actions, par délibération du conseil d'administration, prise au scrutin secret, à la majorité des membres présents, à moins que le cessionnaire ne fournisse la garantie exigée ci-après. La présente disposition sera transcrite sur toutes les actions. Le directeur mentionnera au dos du titre l'accomplissement de cette formalité.

Ne sont pas soumis au scrutin d'admission les cessionnaires qui, en garantie des actions restant à verser sur chaque action, transfèrent à la Compagnie une valeur en actions publiques françaises représentant au pair un capital d'au moins quatre cents francs et produisant au moins dix-huit francs de rente annuelle. Dans le cas où la valeur transférée serait inférieure à quatre cents francs, la quotité des fonds à transférer serait diminuée dans la même proportion.

Le directeur mentionne au dos du titre la garantie fournie par le cessionnaire.

La Compagnie verse les intérêts ou revenus des fonds ainsi transférés en son nom et les verse immédiatement entre les mains des actionnaires qui les lui ont remis.

En cas où le paiement des sommes non versées est garanti par un transfert en actions publiques françaises, si l'actionnaire ne répond pas aux appels de fonds faits sous les formes prescrites par les présents statuts, le conseil d'administration fait verser les valeurs transférées à la société, jusqu'à concurrence de la somme due par l'actionnaire, et il n'y a lieu à l'application de l'article 19 ci-après qu'en cas d'insuffisance de ces valeurs.

Avant chaque appel de fonds est annoncé, un mois au moins avant l'époque fixée pour le versement, dans deux des journaux d'annonces légales du département de la

Seine, en cas de défaut de paiement aux époques déterminées, l'intérêt est dû par chaque actionnaire en retard, à raison de cinq pour cent par an.

La Compagnie peut exercer l'action personnelle contre les retardataires et leurs garants; elle peut aussi, soit distinctement de la poursuite personnelle, soit concurremment avec elle, faire vendre les actions des retardataires, sans autre formalité qu'une simple assignation demeure adressée par lettre chargée au domicile élu, huit jours à l'avance, et sans effet.

Les actions sont vendues simultanément ou successivement sur duplicata à la Bourse de Paris, par le ministère d'un agent de change, pour le compte et aux frais, des retardataires et de la Compagnie.

Les nouveaux titres délivrés aux acquéreurs portent les mêmes numéros que les titres primitifs, qui sont annulés et cessent d'avoir aucune valeur entre les mains des retardataires dépossédés.

Sur le produit de la vente, on impute d'abord les intérêts et les frais, puis les plus anciens versements en retard; le déficit reste à la charge de l'actionnaire dépossédé et de ses coobligés, et la Compagnie en poursuit le recouvrement par toutes les voies de droit. L'excédant, s'il y en a, appartient à l'actionnaire.

L'accomplissement de ces formalités sera fait par le directeur sur le registre à souche dont il est parlé à l'article 14.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un propriétaire pour chaque action.

En cas de décès d'un actionnaire, les héritiers ont six mois pour présenter un représentant, en désignant celui d'entre eux qui deviendra titulaire de chaque action. Les nouveaux actionnaires devront être agréés, conformément aux articles 16 et 17

ci-dessus; faute de satisfaire à ces dispositions, les actions sont vendues, comme est dit article 19.

En cas de faillite d'un actionnaire, s'il n'est pas donné caution, le conseil d'administration fait vendre les actions, conformément audit article 19, sans qu'il y ait besoin d'autres formalités qu'un simple avertissement, donné huit jours à l'avance, aux syndics de la faillite.

Dans les deux cas ci-dessus, le produit de la vente est affecté par compensation à ce qui peut être dû à la compagnie; l'excédant, s'il s'en trouve, est mis à la disposition des héritiers ou ayants droit.

En cas de déficit, la compagnie en poursuit le recouvrement par tous les moyens de droit.

21. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque pays qu'il passe. La possession d'une action emporte de droit adhésion aux statuts et aux décisions de l'assemblée générale.

Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans l'administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux statuts sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale et du conseil d'administration.

22. Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du capital de leur action, au delà duquel tout appel de fonds est interdit.

TITRE III.

DE L'ADMINISTRATION.

23. La société est administrée par un conseil composé de douze membres nommés par l'assemblée générale des actionnaires et qui peuvent être révoqués par elle. La durée de leurs fonctions est de trois ans.

Chaque administrateur doit être propriétaire de cinquante actions, qui sont valables pendant la durée de ses fonctions.

Les titres de ces actions demeurent en dépôt dans la caisse de la société.

24. Sont dès à présent membres du conseil d'administration, sauf confirmation par la première assemblée générale :

MM. *Eng. Breittmayer*, propriétaire ;

Brian, préfet honoraire, commandeur de la Légion d'honneur ;

Brouzet, capitaine de frégate en retraite, officier de la Légion d'honneur ;

Cochery, banquier ;

Durand de Beauregard, propriétaire ;

Dutaillis, capitaine de frégate en retraite, officier de la Légion d'honneur ;

Le comte d'Estampes, propriétaire ;

Gauchier, administrateur du Sous-Comptoir du commerce et de l'industrie ;

Ed. Gros-Hartmann, de la maison *Gros, Odier, Roman et compagnie* ;

de Kiss de Nemesker, propriétaire ;

Victor Masson, libraire-éditeur, ancien juge au tribunal de commerce à Paris ;

Seigne, chevalier de la Légion d'honneur ;

Rolin, propriétaire.

25. Si, pendant l'intervalle de deux assemblées générales, le nombre des administrateurs vient à descendre au-dessous de huit, par suite de décès, de retraite ou d'empêchement permanent, le conseil d'administration pourvoit provisoirement aux vacances, de manière à maintenir le nombre des administrateurs à huit, jusqu'à la première assemblée générale, qui procède à l'élection définitive.

Les administrateurs ainsi nommés ne demeurent en fonctions que pendant la durée d'exercice qui restait à leurs prédécesseurs.

Le conseil d'administration est renouvelé par tiers d'année en année; pendant les deux premiers renouvellements, les administrateurs sortants sont désignés par tirage au sort et ensuite par l'ancienneté; les membres sortants peuvent être réélus.

Par exception à la disposition qui précède, le premier renouvellement ne s'opère que dans l'assemblée générale qui se réunira dans le courant d'avril 1866.

26. Le conseil d'administration nomme parmi ses membres un président

sident et un secrétaire ; la durée de leurs fonctions est d'une année ; ils peuvent être réélus ; en cas d'absence du président et du vice-président, la présidence appartient de droit au plus âgé des membres présents.

Le conseil d'administration se réunit au siège de la société toutes les fois que la direction de la compagnie l'exige, et autant que possible une fois par mois.

Il peut être convoqué extraordinairement par le président ou par le directeur.

Pour qu'une délibération soit valable, cinq membres au moins doivent assister au conseil ; les décisions doivent être prises à la majorité absolue des voix des membres présents.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Toutes les délibérations du conseil d'administration sont transcrites sur un registre tenu au secrétariat et signées par le président et le secrétaire du conseil.

Copies ou extraits de ces délibérations à produire partout où besoin est sont délivrés par le président ou le vice-président du conseil ou, en cas d'empêchement, par l'administrateur qui remplit les fonctions de président.

Le conseil délègue un de ses membres pour le service de la semaine.

Le même administrateur peut être délégué pendant plusieurs semaines consécutives.

Le conseil d'administration représente la société vis-à-vis des tiers.

Il rend communication de toutes les affaires de la compagnie.

Il détermine la quotité des fonds à appeler sur les cinquièmes à verser par les actionnaires.

Il détermine l'emploi des fonds appartenant à la société, dans la limite fixée par l'article 29 ci-après.

Il fixe et arrête les conditions générales des contrats d'assurances et le taux des primes à percevoir.

Il statue sur le règlement des pertes et dommages à la charge de la compagnie et arrête et ordonne le paiement.

Il autorise tous retraits, transferts, aliénations de fonds, rentes et valeurs appartenant à la société.

Il règle et arrête chaque année les dépenses générales de l'administration.

Il nomme et révoque tous les agents et employés de la compagnie, fixe leurs traitements, salaires et gratifications.

Il rend connaissance de tous les registres, correspondances et papiers de la compagnie.

Il arrête provisoirement les comptes annuels et les soumet à l'assemblée générale. Il peut convoquer cette assemblée quand il le juge utile.

Il autorise les poursuites judiciaires tant en demandant qu'en défendant.

Il peut transiger et compromettre sur toutes les affaires de la compagnie, donner des résistements et mainlevées d'inscriptions, saisies, oppositions et autres empêchements quelconques, avec ou sans paiement, et renoncer à toute action résolue.

Il ne peut déléguer ses pouvoirs, mais seulement par un mandat spécial et pour des cas précis et déterminés.

Les administrateurs ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ni solidaire relativement aux engagements de la société ; ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

Les fonds de la compagnie sont employés en titres nominatifs, soit en bons du Trésor, soit en fonds publics au titre français émis ou garantis par le Gouvernement, en actions de la Banque de France, soit en obligations émises avec l'autorisation du Gouvernement par les départements, les communes et les chemins de fer français dont l'intérêt est garanti par l'État, soit enfin en acquisitions d'immeubles.

Néanmoins, la partie de ces fonds nécessaire aux besoins du service, qui sera fixée par le conseil d'administration, pourra être déposée en compte courant dans un des établissements de crédit autorisés par l'État.

Aucun placement, achat, vente ou échange de propriété mobilière ou immobilière ne peuvent être faits sans une délibération du conseil d'administration.

Les ventes et échanges d'immeubles sont soumis préalablement à l'approbation de l'assemblée générale.

Les obligations, les transferts de rente sur l'État ou autres valeurs appartenant à la compagnie, les mandats sur la Banque de France et tous engagements autres que

ceux mentionnés dans le paragraphe suivant sont signés par un administrateur et par le directeur.

Les pouvoirs ou procurations, les actes d'acquisitions et de ventes d'immeubles sont signés par deux administrateurs et par le directeur.

30. Les fonctions des administrateurs sont gratuites.

Il peut leur être alloué des jetons de présence dont la valeur est déterminée par l'assemblée générale des actionnaires.

DE LA DIRECTION.

31. Il y aura un directeur et un directeur adjoint.

Le directeur et le directeur adjoint sont nommés et peuvent être révoqués par l'assemblée générale des actionnaires, composée et délibérant conformément à l'article ci-après.

Le directeur doit être propriétaire de cinquante actions inaliénables.

Le directeur adjoint doit posséder vingt-cinq actions également inaliénables.

Ces actions sont affectées à la garantie de leur gestion et restent déposées dans la caisse sociale jusqu'après l'apurement des comptes particuliers de chacun d'eux.

Ils reçoivent annuellement, pendant la durée de leurs fonctions, un traitement qui est arrêté par la première assemblée générale, laquelle détermine également d'autres avantages qu'elle voudrait leur accorder.

32. En cas d'absence, de maladie ou d'empêchement quelconque du directeur, le directeur adjoint le remplace, dans les limites et dans les conditions fixées par le conseil d'administration.

En cas de décès ou de retraite du directeur ou du directeur adjoint, le conseil procède à son remplacement provisoire, et, dans le délai de trois mois au plus tard, est tenu de convoquer l'assemblée générale pour la nomination définitive.

33. Le directeur, et dans les cas d'empêchement prévus article 32, le directeur adjoint, assiste avec voix consultative aux délibérations du conseil d'administration.

34. Les affaires courantes de la société sont gérées par le directeur.

Le directeur est chargé de l'exécution des délibérations du conseil d'administration.

Il conduit le travail des bureaux.

Il règle et arrête les conditions particulières des assurances, conjointement avec l'administrateur de service; il signe les polices ou délègue ses pouvoirs à ce sujet.

Il soumet au conseil le règlement des pertes et dommages à la charge de la compagnie.

Il effectue les recettes et dépenses.

Il propose la nomination ou la révocation des agents et employés.

Il est chargé de la correspondance générale.

Il reçoit les primes et en donne quittance.

Il signe tous acquits et endossements.

Il signe les bons de ristourne.

Il opère immédiatement la réassurance des sommes qui excéderaient les maxima fixés par l'article 6, ainsi que celles des risques que le conseil d'administration croirait pas devoir garder.

Les actions judiciaires sont exercées au nom de la compagnie, poursuites et diligences du directeur.

M. Pierre-Antoine Commissaire, ancien secrétaire général de la compagnie d'assurances sur la vie *l'Impériale*,

Et *M. Georges Petit*

Rempliront :

Le premier, les fonctions de directeur;

Le second, celles de directeur adjoint,

Sauf confirmation par la première assemblée générale.

DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.

35. L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires; ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents.

Elle se compose de tous les actionnaires qui, depuis trois mois révolus, sont propriétaires de dix actions au moins sur lesquelles les versements appelés ont été effectués.

Il ne peut représenter un actionnaire s'il n'est lui-même membre de l'assemblée générale.

La forme des pouvoirs est déterminée par le conseil d'administration.

L'assemblée générale est régulièrement constituée lorsque les actionnaires présents ou représentés sont au nombre de trente et représentent au moins le tiers des actions émises.

Les convocations pour les assemblées ordinaires et extraordinaires sont faites par lettres adressées aux actionnaires au domicile inscrit sur les registres de la société et par un avis inséré, quinze jours au moins avant l'époque de la réunion, dans deux journaux d'annonces légales du département de la Seine.

Lorsque l'assemblée doit être appelée à délibérer sur les propositions indiquées en l'article 41 ci-après, les avis et lettres de convocation doivent en faire mention.

Dans le cas où, sur une première convocation, les conditions imposées ci-dessus à l'article 35 pour la validité des délibérations de l'assemblée générale ne sont remplies, cette assemblée est ajournée de plein droit; l'ajournement ne peut être inférieur de quinze jours.

La seconde convocation est faite, comme la première, dans la forme et dans les conditions prescrites par l'article 36 ci-dessus.

Dans cette seconde réunion, l'assemblée délibère, quel que soit le nombre des actionnaires présents et des actions représentées, mais seulement sur les objets à l'ordre du jour de la première réunion.

L'assemblée générale se réunit de droit, chaque année, dans le courant du mois d'avril.

Elle se réunit, en outre, extraordinairement toutes les fois que le conseil d'administration en reconnaît l'utilité.

La première assemblée générale se réunira au plus tard dans les trois mois de la formation de la société.

L'assemblée générale est présidée par le président ou le vice-président du conseil d'administration et, à leur défaut, par l'administrateur que le conseil désigne.

Les deux plus forts actionnaires parmi les membres présents sont scrutateurs.

Le bureau désigne le secrétaire.

Les scrutateurs et le secrétaire ne peuvent être pris parmi les administrateurs.

Les délibérations de l'assemblée générale sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, excepté dans le cas où une majorité spéciale est imposée, ainsi qu'il est dit à l'article 41 ci-après.

Une action donne droit à une voix; le même actionnaire ne peut réunir plus de une voix, soit pour les actions dont il est propriétaire, soit comme mandataire.

Les votes se font par assis et levé; néanmoins, le scrutin secret a lieu lorsqu'il est demandé par cinq membres au moins présents à l'assemblée.

1. Les délibérations relatives à l'augmentation du fonds social, à la modification des statuts, à la prorogation et à la dissolution de la société ne peuvent être prises que dans une assemblée générale, composée de trente membres au moins présents ou représentés et représentant les deux tiers du fonds social, à la majorité des trois quarts des voix des membres présents; ces délibérations ne sont exécutoires qu'après l'approbation du Gouvernement.

2. L'assemblée générale entend le compte annuel des opérations de la société, ainsi que les rapports que le conseil d'administration peut avoir à lui présenter.

Elle entend, discute et approuve, s'il y a lieu, les comptes de la société et détermine, le cas échéant et conformément aux articles ci-après, le chiffre des bénéfices à répartir.

Elle procède à la nomination du premier conseil d'administration, au remplacement des administrateurs dont le temps d'exercice est expiré et pourvoit aux vacances accidentelles qui peuvent être survenues dans le sein du conseil.

Elle délibère et statue sur toutes les questions relatives aux intérêts de la société, se renfermant dans la limite des présents statuts.

43. Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau ou au moins par la majorité d'entre eux.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire partout où besoin est sont certifiés par le président ou le vice-président du conseil d'administration ou l'administrateur qui remplit les fonctions de président. Une feuille de présence, destinée à constater le nombre des membres assistants à l'assemblée et des actions que chacun

d'eux représente, demeure annexée à la minute du procès-verbal, ainsi que les pouvoirs.

Cette feuille est signée par chaque actionnaire en entrant en séance.

TITRE IV.

COMPTES ANNUELS. — FONDS DE RÉSERVE. — RÉPARTITION DES BÉNÉFICES.

44. Il sera fait chaque année un inventaire estimatif de l'actif et du passif de la société.

Cet inventaire sera clos le 31 décembre et le compte rendu des opérations en imprimé et distribué aux actionnaires.

45. D'après les résultats de l'inventaire annuel, le conseil d'administration décide s'il y a lieu à une répartition provisoire de bénéfices et en fixe l'importance, qui ne pourra dépasser les deux cinquièmes du dividende présumé, sauf l'approbation de l'assemblée générale dans sa réunion du mois d'avril.

46. Sur les produits bruts, il est fait déduction du montant des frais généraux et charges sociales.

L'excédant forme le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net, vingt pour cent sont d'abord prélevés pour former un fonds de réserve.

47. Lorsque le fonds de réserve aura atteint le chiffre d'un million de francs, le prélèvement annuel destiné à le former pourra être suspendu ou continué, selon ce que décidera à ce sujet l'assemblée générale; mais ce prélèvement recommencera à avoir lieu aussitôt que la réserve sera descendue au-dessous du chiffre d'un million.

TITRE V.

DISSOLUTION. — LIQUIDATION. — CONTESTATIONS.

48. La dissolution de la société aura lieu de plein droit avant le terme fixé pour sa durée si, par l'effet des pertes, le fonds social se trouve réduit à moitié.

Elle serait également prononcée si elle était demandée par un nombre d'actionnaires représentant au moins les trois quarts des actions.

L'assemblée générale détermine le mode de liquidation et nomme les liquidateurs.

L'assemblée générale, régulièrement constituée, conservera pour la liquidation les mêmes attributions que pendant le cours de la société; elle a notamment le droit d'approuver les comptes de la liquidation et de donner quittance et décharge aux liquidateurs.

49. Comme on l'a stipulé article 14, tout actionnaire doit faire éllection de domicile à Paris et toutes assignations et notifications sont valablement données au domicile élu par lui.

A défaut d'éllection de domicile, cette éllection a lieu de plein droit, pour les notifications judiciaires, au parquet du procureur impérial près le tribunal de première instance du département de la Seine.

Le domicile élu formellement ou implicitement, comme il vient d'être dit, entraîne attribution de juridiction aux tribunaux compétents du département de la Seine.

Pour faire publier les présentes où besoin sera, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition ou d'un extrait.

Dont acte :

Fait et passé à Paris, au siège de la société *le Monde*,
L'an mil huit cent soixante-quatre, le vingt-deux avril;
Et, lecture faite, les parties ont signé avec les notaires.

Ensuite est écrit :

« Enregistré à Paris, huitième bureau, le 23 avril 1864, folio 58 verso, case 5.
Reçu cinq francs; double décime, un franc. Signé *Gratian*. »

Vu pour être annexé au décret impérial en date du 27 avril 1864, enregistré sous le n° 321.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Signé ARMAND BÉHIC.

6.504. — DÉCRET IMPÉRIAL portant autorisation de la Société anonyme formée à Paris sous la dénomination de *le Monde*, Compagnie d'assurances primes fixes sur la vie des hommes.

Du 27 Avril 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce;

Vu le récépissé, en date du 18 février 1864, constatant le dépôt à la caisse des dépôts et consignations de bons du Trésor s'élevant à la somme d'un million dix-sept mille quatre-vingt-trois francs vingt-cinq centimes, montant principal et intérêts du versement du premier cinquième sur chacune des actions de la société ci-après dénommée;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit:

ART. 1^{er}. La société anonyme formée à Paris sous la dénomination de *le Monde*, compagnie d'assurances à primes fixes sur la vie des hommes, est autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé le 22 avril 1864 devant M^r Cottin et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé au présent décret.

2. La présente autorisation pourra être révoquée en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La société sera tenue de remettre tous les six mois un extrait de son état de situation au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au préfet du département de la Seine, au préfet de police, à la chambre de commerce de Paris et au greffe du tribunal de commerce de la Seine.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires du département de la Seine et enregistré, avec l'acte d'association, au greffe du tribunal de commerce de la Seine.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Avril 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉRE.

Par-devant M^e Cottin et son collègue, notaires à Paris, soussignés.

Ont comparu :

M. Jean-Charles Brian, préfet honoraire, demeurant à Paris, rue Laffitte, n° 5;

M. Victor Masson, libraire-éditeur, ancien juge au tribunal de commerce de la Seine, demeurant à Paris, rue de Madame, n° 49;

Et M. Pierre-Antoine Commissaire, ancien secrétaire général de la compagnie d'assurances l'Impériale, demeurant à Paris, rue de l'Est, n° 15;

Lesquels ont exposé ce qui suit :

Par acte passé devant ledit M^e Cottin et son collègue, notaires à Paris, les 11 et 14 avril 1863, les comparants audit acte ont établi les statuts d'une société anonyme d'assurances contre l'incendie et sur la vie, projetée sous la dénomination *le Monde*.

Il était stipulé dans cet acte que, dans le cas où le Gouvernement exigerait que chacune des deux branches d'assurances fût l'objet d'une société et d'un statut distincts, chacune des actions de mille francs dont se composerait le capital social serait, par ce seul fait, divisée en deux actions de cinq cents francs chacune, s'appliquant l'une à la branche *incendie* et l'autre à la branche *vie*.

Tous pouvoirs ont été donnés par le même acte à MM. Bénat, Brian, Masson et Commissaire à l'effet de poursuivre auprès du Gouvernement l'autorisation de la société et l'approbation des statuts, proposer ou consentir toutes modifications et spécialement celle susénoncée, procéder à toutes mesures d'organisation et de publicité, déposer pour minutes les souscriptions d'actions, passer et signer tous actes et généralement faire tout ce qui serait utile et nécessaire pour arriver à la constitution de la société; les fondés de pouvoirs ont été autorisés à agir au nombre de deux, étant observé que M. Bénat a donné sa démission par acte reçu par ledit M^e Cottin le 20 avril présent mois.

Par acte en date du 13 octobre 1863, passé devant le notaire susnommé et son collègue, les comparants ont apporté certaines modifications aux statuts de la société projetée et fixé notamment le capital de la dite société à dix millions de francs, représentés par dix mille actions de mille francs chacune.

Ces dix mille actions ont été souscrites, aux termes d'actes de souscriptions sous seings privés contenant adhésion par les souscripteurs aux statuts établis par l'acte des 11 et 14 avril susénoncé et aux pouvoirs conférés par ledit acte, lesquels actes de souscription ont été déposés aux minutes de M^e Cottin, notaire susnommé, suivant acte en date du 3 novembre 1863.

Plusieurs souscripteurs se sont désistés de partie des actions par eux souscrites, et lesdites actions ont été souscrites par d'autres personnes, suivant actes des 18 décembre 1863, 26, 27, 29 et 30 janvier et 1^{er} avril 1864.

Aujourd'hui, les comparants, agissant en vertu des pouvoirs susmentionnés, et jugeant nécessaire, pour satisfaire aux observations qui leur ont été faites, de réaliser la division de la société projetée primitivement en deux sociétés distinctes déclarent arrêter ainsi qu'il suit les statuts de la société anonyme d'assurances à primes fixes sur la vie des hommes ci-après dénommée :

STATUTS.

TITRE I^{er}.

DÉNOMINATION. — SIÈGE SOCIAL. — DURÉE. — OBJET.

ART. 1^{er}. Il est formé entre les propriétaires des actions créées ci-après une société anonyme sous la dénomination : *le Monde*, compagnie d'assurances à primes fixes sur la vie humaine.

2. Le siège de la société est établi à Paris.

3. La durée de la société, sauf le cas de dissolution ou de prorogation prévu ci-après, est fixée à cinquante années consécutives, qui commenceront à partir de la date du décret d'autorisation, avec pouvoir à l'assemblée générale extraordinaire, convoquée dans les deux dernières années qui précéderont l'expiration de la société, d'en consentir la prorogation dans les formes et conditions de l'article 45 ci-après.

En cas de prorogation, la décision de la majorité n'obligera pas la minorité; mais

actionnaires dissidents seront tenus d'accepter la part afférente à leurs actions sur l'actif net de la société, tel qu'il résultera de l'inventaire de la dernière année.

La société a pour objet :

de recueillir des assurances sur la vie à primes fixes, et de constituer des rentes viagères simples, différées, temporaires, sur une ou plusieurs têtes réunies ou séparées, ou dépendant d'un ordre de survivance; de recevoir et de gérer des capitaux à intérêts composés avec ou sans condition de survie; d'opérer des achats de rentes viagères, d'usufruit et de nue propriété, et généralement de faire toute espèce de contrats dont les effets dépendent de la durée de la vie humaine. Les conventions qui dépendent de la durée de la vie humaine sont réglées, sauf ce qui sera dit aux articles 7 et 8, d'après des tarifs qui sont demeurés ci-annexés après mention faite par les notaires soussignés.

Aucune assurance exigible au décès d'un tiers ne peut être contractée sans le consentement de ce tiers ou, quant aux personnes inhabiles à contracter, sans le consentement par écrit de leur père, mère, tuteur ou curateur.

Le consentement du mari, pour une assurance sur la tête de sa femme, ne dispense pas du consentement de cette dernière.

Dans toute assurance exigible au décès de l'assuré, le contrat devient nul et les primes payées seront acquises à la compagnie, si celui sur la tête duquel repose l'assurance meurt des suites d'un duel ou d'un suicide ou s'il perd la vie par l'exécution d'une condamnation judiciaire.

Les tarifs de la compagnie peuvent être modifiés par le conseil d'administration par voie de mesure générale, suivant les variations du taux de l'intérêt; toutefois, ils ne pourront être augmentés ni diminués de plus du dixième sans l'autorisation du gouvernement.

En aucun cas, les modifications aux tarifs ne peuvent préjudicier ou profiter aux contrats préexistants.

Les conditions des contrats qui ne peuvent être tarifés d'avance sont réglées sur les bases des tarifs en vigueur.

La compagnie peut traiter de gré à gré les assurances combinées avec la chance de mortalité, si les personnes à assurer sont âgées de plus de soixante ans.

La compagnie consent en faveur de ses assurés une participation, qui ne pourra être moindre du quart, dans les bénéfices nets, déduction faite de la réserve et du prélèvement mentionné en l'article 35 ci-après.

Cette répartition aura lieu chaque année et sera faite proportionnellement au montant cumulé des primes acquittées entre les assurés dont les contrats auront au moins une année de cours au moment de la clôture de l'exercice sur lequel l'inventaire sera fait.

10. Le maximum de la somme que la compagnie peut s'obliger à payer au décès d'un assuré est fixé à deux cent mille francs.

Celui des rentes viagères à constituer est limité à cent mille francs de rente annuelle.

11. La propriété des contrats est transmissible vis-à-vis de la compagnie par voie de transfert sur le titre même.

Le transfert ne sera valable à l'égard de la compagnie qu'autant qu'il lui aura été déclaré. Il doit énoncer le nom du cessionnaire, être signé et daté par le cédant ou le fondé de pouvoir.

Si le titulaire de la police n'est pas en même temps celui sur la vie duquel repose l'assurance, le consentement de ce dernier doit être renouvelé à chaque transfert.

Le premier souscripteur de la police ne cesse pas d'être responsable du paiement de la prime vis-à-vis de la compagnie.

12. Les assurances s'effectuent au nom de la compagnie à Paris, dans toute la France et à l'étranger.

13. Toutes opérations étrangères à celles énumérées ci-dessus et au placement des fonds sont formellement interdites à la compagnie.

TITRE II.

FONDS SOCIAL. — ACTIONS. — VERSEMENTS.

14. Le fonds social est fixé à cinq millions de francs, représentés par dix mille

actions de cinq cents francs chacune, lesquelles ont été souscrites par les personnes ci-après dénommées, dans les proportions suivantes :

MM.

Advenel (Jean-Gabriel), à Paris, rue Neuve-Sainte-Catherine, n° 8, deux actions, ci.....	3
Alais-Bonnaldo, à Paris, rue Blanche, n° 59, dix actions, ci.....	10
Allain (Pierre-François-Jules), à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 78, dix actions, ci.....	10
Allard (Eugène-Antoine), à Rochefort (Charente-Inférieure), dix actions, ci.....	10
Alriq (Eugène-Joseph), à Paris, rue des Dames (les Batignolles), n° 105, deux actions, ci.....	2
Amelot (Henri-Christophe), à Paris, rue du Cherche-Midi, n° 108, deux actions, ci.....	2
Amouroux (Adolphe), à Perpignan (Pyrénées-Orientales), cinq actions, ci.....	5
Ancelin (M ^{me} Catherine), femme Aubeux, à Braisne (Aisne), deux actions, ci.....	2
Andrieux (Eugène), à Paris, rue des Batailles, n° 13, dix actions, ci.....	10
Anfré-Bazin, à l'Aigle (Orne), dix actions, ci.....	10
Anqueulle (Frédéric), à Paris, place de la Bourse, n° 8, une action, ci....	1
Anterrieu (Émile), à Montpellier (Hérault), rue de la Valfère, n° 4, cinq actions, ci.....	5
Anterrieu (M ^{me} Joséphine), femme Ponset, à Montpellier (Hérault), rue de l'Argenterie, n° 10, une action, ci.....	1
Arbaud (Louis-Pierre-Édouard), à Aix (Bouches-du-Rhône), deux actions, ci.....	2
Aron (Léopold), à Haguenau (Bas-Rhin), cinq actions, ci.....	5
Artaud (Lucien d'), à Bordeaux (Gironde), rue de la Croix-de-Séguey, n° 79, six actions, ci.....	6
Artus (Napoléon), à Paris, rue Tiquetonne, n° 8, deux actions, ci.....	2
Arviset-Brayer, à Bourbonne-les-Bains (Haute-Marne), quatre actions, ci....	4
Assadey de Montureux (Eugène), à Châteauroux (Indre), quatre actions, ci.....	4
Asselin-Guénard, à Amiens (Somme), rue Saint-Jacques, n° 47, six actions, ci.....	6
Asselin Le-Bourg (Louis-Jean-Marie), à Paris, rue Pavée-au-Marais, n° 10, quatre actions, ci.....	4
Attendu, à Paris, rue Pascal, n° 73, quatre actions, ci.....	4
Aubert (Paul), à Paris, boulevard du Roi-de-Rome, n° 46, cinq actions, ci.....	5
Aubry-Lecomte (Charles-Eugène), à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 89, trois actions, ci.....	3
Augé (Pierre-Alexandre), à Pithiviers (Loiret), vingt actions, ci.....	20
Aurias (Léon), à Pézenas (Hérault), cinq actions, ci.....	5
Auvray (M ^{lle} Zoé), à Paris, rue Brezin, n° 19, une action, ci.....	1
Avond (Auguste), à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 31, dix actions, ci.....	10
Azouard (M ^{lle} Anna), à Fontainebleau (Seine-et-Marne), une action, ci.....	1
Baillereau (Charles), à Saint-Cyran-du-Jambot (Indre), cinq actions, ci....	5
Baillergeau (Joseph-Pierre-Louis), à Nantes (Loire-Inférieure), rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 6, deux actions, ci.....	2
Baillet (Isidore), à Paris, rue de Sèvres, n° 167, six actions, ci.....	6
Baltazar (Dominique-Théodore), au Havre (Seine-Inférieure), rue de la Comédie, n° 22, cinq actions, ci.....	5
Banque commerciale genevoise, à Genève (Suisse), cinquante actions, ci..	50
Baralle (Alphonse de), à Cambrai (Nord), place Saint-Martin, n° 2, cinq actions, ci.....	5
Bardot (Alphonse-Eugène), à Nantes (Loire-Inférieure), cinq actions, ci....	5
Bardy-Delisle (Jean-Jules), à Périgueux (Dordogne), quatre actions, ci....	4
Barre-Gentil, à la Ferté-Macé (Orne), cinquante actions, ci.....	50
Barth (Jean), à Colmar (Haut-Rhin), cinq actions, ci.....	5

(Madelaine - Félix - Alexandre), employé des douanes à Marseille (Bouches-du-Rhône), rue de l'Arbre, n° 11, dix actions, ci.....	10
oin (Antoine-Pierre), à Rouen (Seine-Inférieure), rue de Socrate, 12, vingt actions, ci.....	20
-Rezé (Paul), à Angoulême (Charente), rue de l'Ouest, n° 42, vingt actions, ci.....	20
et (Jean-Nicolas), à Varennes (Meuse), deux actions, ci.....	2
père (Hippolyte), à Paris, rue du Conservatoire, n° 11, dix actions, ci.....	10
Cousyn (Ambroise), à Wormhoudt (Nord), deux actions, ci.....	2
no (Adolphe), à Paris, rue Cadet, n° 14, dix actions, ci.....	10
rd (Hugues), à Paris, rue Montmartre, n° 78, une action, ci.....	1
eon (Angélique-François), à Paris, rue Saint-Honoré, n° 346, dix actions, ci.....	10
ard (Auguste), à Aubenas (Ardèche), quatre actions, ci.....	4
ard (Edme), à l'Enclos (Aube), cinq actions, ci.....	5
et (Eugène), à Paris, rue de Rambuteau, n° 35, deux actions, ci.....	2
ier (Eugène-Henri), à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 26, dix actions, ci.....	10
anger (Jules), à Sainte-Maure (Indre-et-Loire), dix actions, ci.....	10
hault (Charles-Prosper), à Laon (Aisne), une action, ci.....	1
he (Alphonse-Hippolyte), à Honfleur (Calvados), cent actions, ci.....	100
hod (Eugène), à Paris, rue Hauteville, n° 25, une action, ci.....	1
houd (Constant), à Wesserling (Haut-Rhin), une action, ci.....	1
houd (Eugène), à Wesserling (Haut-Rhin), deux actions, ci.....	2
houd (Henri), à Wesserling (Haut-Rhin), deux actions, ci.....	2
oye frères, à Aubenas (Ardèche), dix actions, ci.....	10
he (Charles-Auguste), propriétaire à Rueil (Seine-et-Oise), boulevard des Tilleuls, n° 25, dix actions, ci.....	10
he (Charles-Louis), à Rueil (Seine-et-Oise), rue du Château, n° 26, dix actions, ci.....	10
rier (Bertrand), à Paris, rue Beaurepaire, n° 18, deux actions, ci.....	2
ermann-Frey, à Winterthur, canton de Thurgovie (Suisse), vingt actions, ci.....	20
ng (Léonce), à Paris, rue du Sentier, n° 32, vingt-cinq actions, ci.....	25
ler père (Charles-Frédéric), à Colmar (Haut-Rhin), une action, ci.....	1
ler fils (Charles-Frédéric), à Colmar (Haut-Rhin), une action, ci.....	1
kel (Édouard), à Colmar (Haut-Rhin), vingt-cinq actions, ci.....	25
t-Breuilh (Daniel-Joseph), à Angoulême (Charente), quatre actions, ci.....	4
ulet (Pierre-Joseph), à Paris, rue Montholon, n° 13, six actions, ci.....	6
k (Henri), négociant à Paris, rue de Provence, n° 56, dix actions, ci.....	10
quillon-Devivaise (Symphorien), à Seboncourt (Aisne), deux actions, ci.....	2
mer et Honneger, à Zurich (Suisse), dix actions, ci.....	10
ley père (Jean-François), à Dôle (Jura), vingt-cinq actions, ci.....	25
-Bois (Eugène), à Montoire (Gironde), deux actions, ci.....	2
s (Jean-Joseph), à Paris, rue Sainte-Opportune, n° 2, dix actions, ci.....	10
e (Jules), à Paris, rue des Prouvaires, n° 10, vingt actions, ci.....	20
naud (Louis-Ernest), à Paris, rue Neuve-Saint-Eustache, n° 22, dix actions, ci.....	10
net de Dramard (Léon-Victor), à Gonnevill-sur-Dives (Calvados), trois actions, ci.....	3
net (Prosper), à Aubenas (Ardèche), quatre actions, ci.....	4
net (Romain), président du tribunal de commerce de Périgueux (Dordogne), dix actions, ci.....	10
nefon (Martial-Charles), à Guitres (Gironde), cinq actions, ci.....	5
neville (Henri), à Nontron (Dordogne), trois actions, ci.....	3
nin (Jules-Ferdinand), employé à la succursale de la Banque de France Valenciennes (Nord), une action, ci.....	1
urgent (Odard), à Paris, avenue des Ternes, n° 80, une action, ci.....	1
stoux (Paul), à Paris, rue de Rougemont, n° 8, cinq actions, ci.....	5
m (Jean-Corneille de), à Paris, passage Saulnier, n° 18, dix actions, ci.....	10
uet (Ferdinand-Hyacinthe), à Paris, rue Rossini, n° 4, quatre actions, ci.....	4

- Bouché (Louis-Joseph), à Paris, rue des Écuries-d'Artois, n° 11, six actions, ci.....
- Bouché, serrurier à Paris, avenue du Cimetière-du-Nord, n° 17, quatre actions, ci.....
- Bouderon, négociant à Oloron (Basses-Pyrénées), vingt actions, ci.....
- Boudouard (Mathien), à Coignières (Seine-et-Oise), deux actions, ci.....
- Boulanger (Charles-François), à Nice (Alpes-Maritimes), rue du Canal, n° 6, quatre actions, ci.....
- Boullenger (Pascal), à Pierrepont, près Moreuil (Somme), trente actions, ci.....
- Bourdet (Alfred), à Paris, rue de Mademoiselle (Grenelle), n° 19, ancienne 10, une action, ci.....
- Bourg (Pierre), à Nantes (Loire-Inférieure), dix actions, ci.....
- Bourgeot (Denis), à Aurillac (Cantal), rue du Prince, quatre actions, ci.....
- Bourumeau (Joseph), à Paris, rue Aumaire, n° 41, une action, ci.....
- Bourzac (Martial), à Angoulême (Charente), vingt actions, ci.....
- Boutelié (Abdon), à Paris, rue du Temple, n° 186, une action, ci.....
- Boutillon (Louis), à Lausanne (Suisse), trente actions, ci.....
- Boutroux (Jean-Baptiste-Félix), à Chartres (Eure-et-Loir), quatre actions, ci.....
- Bouvet (Louis-Jules), à Paris, rue Neuve-des-Capucines, n° 8, dix actions, ci.....
- Boyer (Charles), à Viviers (Ardèche), cinq actions, ci.....
- Breitmayer (Eugène), à Paris, rue Jean-Baptiste-Say, n° 4, cent trente-huit actions, ci.....
- Brémant (Léon), à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 13, deux actions, ci.....
- Bresson (Charles), à Paris, rue Charlot, n° 51, six actions, ci.....
- Brian (Charles), à Paris, rue Laflitte, n° 5, quatre-vingt-huit actions, ci.....
- Brillaud de Laujardière (Émile-Camille), au Pellerin (Loire-Inférieure), dix actions, ci.....
- Brindeau (M^{me}), comtesse de Loverdo, à Paris, rue du Havre, n° 5, vingt-cinq actions, ci.....
- Brissaud-Moulinet (Charles), à Paris, rue Saint-Antoine, n° 191, deux actions, ci.....
- Broquisse (Jean-Hippolyte), à Angoulême (Charente), deux actions, ci.....
- Brossard (Alfred), à Rugles (Eure), trois actions, ci.....
- Brossard (Joseph), à Rugles (Eure), huit actions, ci.....
- Brouzet (Alexandre-Hippolyte-Victor), à Paris, rue de Tivoli, n° 22, deux cents actions, ci.....
- Brun (Jérôme-Pierre-Alfred), à Paris, quai Napoléon, n° 51, dix actions, ci.....
- Bruneau (Hippolyte-Théodore), à Achères, canton d'Outarville (Loiret), une action, ci.....
- Brunet (Paul-Alfred), à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 49, une action, ci.....
- Bruneteau (Henri), avocat à Nantes (Loire-Inférieure), rue Crébillon, n° 2, deux actions, ci.....
- Buisine (Félix-Nicolas), à Paris, rue Montmartre, n° 98, vingt actions, ci.....
- Bujeaud (Antoine-Alphonse), à Angoulême (Charente), vingt-cinq actions, ci.....
- Bujeaud (Clément), à Angoulême (Charente), vingt-cinq actions, ci.....
- Cabanis (Charles-Hyacinthe), à Paris, rue du Caire, n° 21, cinquante actions, ci.....
- Cabour (M^{me} Catherine-Agathe), veuve Defrance, à Paris, rue de l'Académie-Comédie, n° 29, vingt-cinq actions, ci.....
- Cadignan (le vicomte Scipion de), à Condom (Gers), dix actions, ci.....
- Cahen (Isidore-Isaac), à Pantin (Seine), rue de Paris, n° 103, deux actions, ci.....
- Caillebotte (Louis-Ferdinand), à Paris, rue Pierre-Levée, n° 16, deux actions, ci.....
- Cailliez (Juvénal), à Dunkerque (Nord), une action, ci.....

in-Levy (M ^{me}), à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 21, cinq ac- tions, ci.....	5
(Hippolyte), à Paris, rue des Martyrs, n° 35, dix actions, ci.....	10
ne (Félix-Léopold), à Paris, rue Fontaine-Saint-Georges, n° 22, dix actions, ci.....	10
, à Paris, rue de Rambuteau, n° 64, deux actions, ci.....	2
(Joseph), à Oloron-Sainte-Marie (Basses-Pyrénées), dix actions, ci.....	10
(Jean-Louis-Henry), à Paris, rue Saint-Claude-au-Marais, n° 1, actions, ci.....	20
n (Franz-Martin-Joseph), à Paris, rue du Helder, n° 3, dix ac- tions, ci.....	10
(Victor), à Paris, rue des Dames (les Batignolles), n° 105, trois actions, ci.....	3
, à Agen (Lot-et-Garonne), deux actions, ci.....	2
ouge (François-Ulysse), à Paris, quai Napoléon, n° 19, dix ac- tions, ci.....	10
n (Claude), à Paris, rue de Choiseul, n° 20, dix actions, ci.....	10
(M ^{me} veuve), à Caen (Calvados), rue de la Fontaine, deux actions, ci.....	2
(Louis-François), à Paris, rue Saint-Louis, n° 28, dix actions, ci.....	10
(Eugène), à Paris, rue Tronchet, n° 19, cinq actions, ci.....	5
(Jacques), à Marseille (Bouches-du-Rhône), dix actions, ci.....	10
n (Jules-Louis), tapissier à Paris, rue de l'Échiquier, n° 40, quarante actions, ci.....	40
atier (Amand), à Melun (Seine-et-Marne), une action, ci.....	1
(Amédée), à Amiens (Somme), vingt actions, ci.....	20
(Pierre-Victor), à Paris, cour des Miracles, n° 9, deux actions, ci.....	2
(Joseph-Victor-Ernest), à Paris, rue de Condé, n° 14, vingt actions, ...	20
d (Jules-Pierre), à Paris, rue de la Sourdière, n° 31, dix actions, ci.....	10
ou (Victor-Auguste), à Chartres (Eure-et-Loir), rue du Pilon, n° 1, actions, ci.....	4
le (Philippe), à Paris, rue Louis-le-Grand, n° 1, une action, ci.....	1
er de la Petite-Rivière (Joseph-Alfred), à Angers (Maine-et-Loire), cinq actions, ci.....	25
r (Ennemond-Charles-Ferdinand-Eugène), à Chauffailles (Saône-et- Loire), deux actions, ci.....	2
ann (Jacques-Frédéric), à Munster (Haut-Rhin), cinq actions, ci.....	5
el-Winoc, à Paris, rue Vivienne, n° 20, dix actions, ci.....	10
(Julien-Th.), à Paris, quai de Béthune, n° 26, dix actions, ci.....	10
(Alphonse), à Bidache (Basses-Pyrénées), cinq actions, ci.....	5
(Caroline), veuve David, à Paris, rue Hauteville, n° 14, cinq ac- tions, ci.....	5
(Louis-Adolphe), à Paris, rue de Rougemont, n° 11, quatre-vingt- actions, ci.....	88
int-Blancard (Édouard-Julien), à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, dix actions, ci.....	10
(Félix-François-Philippe), à Paris, avenue Victoria, n° 7, dix ac- tions, ci.....	10
e Boishamon (Eugène), à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), une action, ...	1
e Boishamon (Jules), à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), une action, ci.....	1
Martin-Paul), à Paris, rue Bourtibourg, n° 23, cinq actions, ci.....	5
sire (Pierre-Antoine), à Paris, rue de l'Est, n° 15, cent soixante-dix actions, ci.....	170
(Léon), à Condom (Gers), dix actions, ci.....	10
(Alexandre-Ernest), à Neuilly-Saint-Front (Aisne), vingt actions, ...	20
André-François), à Paris, avenue des Triomphes, place du Trône, trois actions, ci.....	3
Joachim-Jean), à Paris, rue du Cherche-Midi, n° 124, deux actions, ...	2
tienne-Jean), à Brioude (Haute-Loire), cinq actions, ci.....	5

Courbon (Alphonse), à Lille (Nord), dix actions, ci.....
 Courbon (Henri), à Lille (Nord), dix actions, ci.....
 Crémont (Nicolas-Arsène), à Paris, rue Jean-Lantier, n° 7, cinquante ac-
 tions, ci.....
 Crimont (Lucien-Arcade), à Paris, rue des Fossés-Montmartre, n° 14, une
 action, ci.....
 Cruveilhaier aîné (Théodore-François-Bernard), à Paris, passage du Ponceau,
 escalier B, dix actions, ci.....
 Cubain (Benjamin), à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 6, six actions, ci.....
 Daguin (Cyrille-Henry-Joseph), à Caen (Calvados), rue Malfilâtre, n° 5,
 quinze actions, ci.....
 Daler (Jules), à Fribourg (Suisse), cinq actions, ci.....
 Dallemagne (Adolphe-Constant-Louis), à Saint-Omer (Pas-de-Calais), six ac-
 tions, ci.....
 Dallot (Auguste), à Montgeron (Seine-et-Oise), quatre actions, ci.....
 Dardan (Théodore-Germain), à Paris, avenue du Grand-Montrouge, n° 36,
 deux actions, ci.....
 Dat (Louis-Pierre-Marie), à Auch (Gers), vingt actions, ci.....
 Daubrée (Émile), à Varennes-en-Argonne (Meuse), deux actions, ci.....
 Daullée (Natalis-François), à Amiens (Somme), cinq actions, ci.....
 Davout (Jean-François), à Paris, rue Vanneau, n° 40, dix actions, ci.....
 De Birague d'Apremont (Ambroise-Achille-Gustave), au nom et comme gé-
 rant du Journal des chemins de fer, à Paris, rue de Richelieu, n° 64, deux
 cents actions, ci.....
 Debord (Pierre-François), à Paris, rue Saint-Martin, n° 227, six actions, ci.....
 Debuissou (Pierre), rue du Temple, n° 79, cinq actions, ci.....
 D. fils (Mayer), à Dienze (Meurthe), deux actions, ci.....
 Defontaine (Jean-Baptiste-Ernest), à Paris, rue Saint-Sulpice, n° 30, quatre
 actions, ci.....
 Dejardin (Louis-Adolphe), à Cambrai (Nord), six actions, ci.....
 Delafontaine jeune, filateur à Rouen (Seine-Inférieure), rue Le Nôtre,
 n° 20, dix actions, ci.....
 Delage (Léonard), à la Rochefoucauld (Charente), dix actions, ci.....
 Delaveau (M^{me} Adèle-Joséphine), veuve Baligaud, à Paris, rue de Rivoli, n° 111,
 six actions, ci.....
 Deletourre (Adrien-Joseph-Gabriel), à Saint-Médard-lez-Soissons (Aisne),
 deux actions, ci.....
 Delorme (Étienne-Antoine), à Chaumont (Oise), deux actions, ci.....
 Delval (Alexandre), à Dunkerque (Nord), une action, ci.....
 Denis (Charles-Laurent), à Paris, quai de la Grève, n° 28, cinq actions, ci.....
 Denoyel (Abraham, dit Jules), à Paris, rue des Jeûneurs, n° 27, cinq actions,
 ci.....
 Deschamps (Jules-Alphonse), à Paris, rue Montmartre, n° 170, quinze
 actions, ci.....
 Devès (Théodore), à Paris, rue du Bouloi, n° 4, quinze actions, ci.....
 Devillepoix (Adrien-Désiré), à Paris, boulevard de Clichy, n° 12, cinq ac-
 tions, ci.....
 Devivèse (Léon), à Reims (Marne), rue du Barbâtre, n° 14, vingt actions, ci.....
 Dien (François-Alexandre), à Paris, rue Saint-Louis-au-Marais, n° 67, trois
 actions, ci.....
 Digeon-Chevrier (Ernest), libraire à Saint-Fargeau (Yonne), vingt actions,
 ci.....
 Dirvell (Gaspard-Joseph), à Belfort (Haut-Rhin), six actions, ci.....
 Doliveux (Louis-André-Jules), à Beaugency (Loiret), une action, ci.....
 Domont (Émile-Hippolyte), à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n° 31,
 une action, ci.....
 Donnat (Charles), à Colmar (Haut-Rhin), dix actions, ci.....
 Dopff (Théodore), à Paris, rue de Mulhouse, n° 11, dix actions, ci.....
 Dorier (Denis-Paul-Benoît), à Montbrison (Loire), vingt actions, ci.....
 Drives (Jules), à Paris, rue de la Villette (Belleville), n° 36, deux actions, ci.....
 Drouillard (Auguste-Désiré), à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 37,
 deux actions, ci.....

(M ^{me} Louise-Hermance), veuve Hache, à Douai (Nord), rue de Paris, quinze actions, ci.....	15
(Édouard), à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 33, quinze actions, ...	15
ne (Nicolas-Étienne), à Paris, rue des Tournelles, n° 35, deux ac- tions, ci.....	2
(Frédéric), à Zurich (Suisse), vingt actions, ci.....	20
(Charles-Auguste), à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 6, vingt-quatre actions, ci.....	24
(Jean-Baptiste), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 54, quatre actions, ci.....	4
(Louis-Crépin), à Paris, rue d'Allemagne, n° 120, deux actions, ci.....	2
(Alexandre-Félix), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 34, dix actions, ci.....	10
quier (Louis-Gustave), à Metz (Moselle), rue aux Ours, n° 2, dix ac- tions, ci.....	10
(Léon), à Limoges (Haute-Vienne), dix actions, ci.....	10
d de Beauregard (Louis-Charles-Amédée), à Paris, square Clary, n° 7, quante actions, ci.....	50
lis (Alphonse-Pierre), à Paris, rue de l'Ancienne-Comédie, n° 29, cent te-huit actions, ci.....	138
re (Michel-François), à Paris, rue Saint-Jacques, n° 236, cinq actions, ...	5
it (Edmond-Joseph), à Paris, rue des Carrières (les Batignolles), n° 8, action, ci.....	1
oy (C. F.), à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 45, vingt-cinq actions, ...	25
(André-François), à Argentan (Orne), deux actions, ci.....	2
(Léon), à Paris, rue Saint-Nicolas-d'Antin, n° 59, dix actions, ci....	10
(Louis), médecin-major au 15 ^e bataillon de chasseurs à pied, à Douai, d), deux actions, ci.....	2
Pierre-Louis de), à Paris, rue de l'École-de-Médecine, n° 23, deux actions, ci.....	2
lé (Adam), à Colmar (Haut-Rhin), vingt-huit actions, ci.....	28
(Félix-Alexandre), à Paris, boulevard de Sébastopol (rive droite), 07, dix actions, ci.....	10
(Louis-Léon d'), à Longueville, près la Ferté-Alais (Seine-et-Oise), une action, ci.....	1
(Émile), dessinateur à Paris, rue des Jeûneurs, n° 31, cinq actions, ci.....	5
hart (Paul-Émile), à Wesserling (Haut-Rhin), quatre actions, ci.....	4
bert (Alexis), à Paris, rue de Matignon, n° 10, deux actions, ci.....	2
ier (Joseph-René-Victor), à Avignon (Vaucluse), dix actions, ci.....	10
pes (Théodore, comte d'), à Paris, square Clary, n° 7, cent cinquante actions, ci.....	150
d (Henri), à Paris, rue des Vieilles-Haudriettes, n° 4 et 6, vingt ac- tions, ci.....	20
enne (Bernard), à Perpignan (Pyrénées-Orientales), cinq actions, ci..	5
(Léon), à Perpignan (Pyrénées-Orientales), douze actions, ci.....	12
(Nicolas), à Étain (Meuse), douze actions, ci.....	12
(M ^{me} Charlotte), femme Berthoud, à Husseren (Haut-Rhin), trois actions, ci.....	3
a (Jacques-Aimé-Désiré), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, 163, dix actions, ci.....	10
eul (Charles-Frédéric), à Colmar (Haut-Rhin), cinq actions, ci.....	5
au (Louis-François-Jules), à Trémerolles, commune de Bruyères-le- Châtel (Seine-et-Oise), cinq actions, ci.....	5
nann (Jean-Baptiste), à Colmar (Haut-Rhin), une action, ci.....	1
(Pierre-Charles), marchand de nouveautés à Chantilly (Oise), une action, ci.....	1
(Bernard), à Morlaas (Basses-Pyrénées), vingt actions, ci.....	20
(Victor), à Paris, rue du Temple, n° 17, une action.....	1
loy (Arthur), à Bailly-en-Rivière (Seine-Inférieure), deux actions, ci..	2

Fièvre (Louis), à Vernueil-le-Fourrier (Maine-et-Loire), dix actions, ci.....
 Fleurquin (Alexandre-Philippe-Eugène), à Douai (Nord), vingt-cinq actions,
 ci.....
 Foltzer (Louis), à Colmar (Haut-Rhin), une action, ci.....
 Fontaine (Édouard), à Cambrai (Nord), cinq actions, ci.....
 Fosseyeux (Xavier-Montmaloie), à Paris, rue de Savoie, n° 7, deux actions,
 ci.....
 Foucher (Auguste), à Fougères (Ille-et-Vilaine), deux actions, ci.....
 Fourchy (Émile), à Paris, quai Malaquais, n° 5, vingt actions, ci.....
 Fourey (Charles-Adolphe), à Rouen (Seine-Inférieure), rampe Cauchose,
 n° 20, douze actions, ci.....
 Fourgassié fils (Auguste), à Castres (Tarn), deux actions, ci.....
 Fournier-Latouraille (Joseph-Pierre), à Brioude (Haute-Loire), dix actions, ci.....
 Fraboulet, receveur des contributions à Vannes (Morbihan), dix actions, ci.....
 Français (François-Louis), à Paris, rue Carnot, n° 3, dix actions, ci.....
 Fréchon-Dallier (Auguste-Timothée), à Blangy-sur-Bresle (Somme), six
 actions, ci.....
 Fréjacques (Gustave), docteur en médecine à Carcassonne (Aude), six ac-
 tions, ci.....
 Frémentidy (Pierre-Paul-Marie), à Paris, rue Saint-Honoré, n° 195, cinq
 actions, ci.....
 Frémon (Gabriel-Henri), à Sainte-Maure (Indre-et-Loire), vingt-cinq ac-
 tions, ci.....
 Fremy (François), à Paris, rue Beautreillis, n° 23, quatre actions, ci.....
 Frey-Witz (Henri), à Guebwiller (Haut-Rhin), vingt actions, ci.....
 Friès-Hartmann (Josué), à Mulhouse (Haut-Rhin), deux actions, ci.....
 Friès (Albert), à Colmar (Haut-Rhin), cinq actions, ci.....
 Friès (Camille-Victor), à Colmar (Haut-Rhin), deux actions, ci.....
 Friès (M^{lle} Cécile-Victoire), à Colmar (Haut-Rhin), quatre actions, ci.....
 Friès (Emmanuel), à Paris, rue Geoffroy-Marie, n° 9, cinq actions, ci.....
 Friès (Émile), directeur de l'école de tissage mécanique, à Mulhouse (Haut-
 Rhin), deux actions, ci.....
 Friès (Jules), à Colmar (Haut-Rhin), dix actions, ci.....
 Fries (Robert-Léon), à Colmar (Haut-Rhin), dix actions, ci.....
 Friry (M^{me} Rose), veuve Legendre, à Paris, rue de Luxembourg, n° 49, cent
 actions, ci.....
 Furon (Jean-Louis), à Paris, quai Napoléon, n° 27, une action, ci.....
 Gacry (Marie-Jean), à Angers (Maine-et-Loire), deux actions, ci.....
 Gadra (Joseph-Jean-Baptiste-Marcellin), à Chartres (Eure-et-Loir), dix ac-
 tions, ci.....
 Gagelin (Théodore), à Paris, rue Laffitte, n° 5, vingt actions, ci.....
 Gaillot (Pierre), à Paris, rue Frémicourt, n° 6, trois actions, ci.....
 Galais (Pierre), à Paris, rue Saint-Jacques, n° 161, quinze actions, ci.....
 Gallais (M^{lle} Augusta), à Paris, rue Taranne, n° 20, dix actions, ci.....
 Gallien (Jean-Baptiste-Armand), à Paris, rue de Rivoli, n° 80, une action, ci.....
 Gambar (Stanislas), à Gaillac (Tarn), une action, ci.....
 Garen (Félix-François), à Paris, rue Drouot, n° 13, cinquante actions, ci.....
 Garnier (Étienne), à Paris, rue de Castiglione, n° 14, quatre actions, ci.....
 Garreau (M^{me} Marguerite-Véronique), veuve Guidi, à Paris, boulevard Beau-
 marchais, n° 47, une action, ci.....
 Gassié, zingueur à Fontainebleau (Seine-et-Marne), deux actions, ci.....
 Gatine (Étienne-Alphonse), à Paris, rue de Rivoli, n° 18, cinq actions, ci.....
 Gattiker (G.), à Paris, rue de Mulhouse, n° 13, dix actions, ci.....
 Gauchier (Alphonse), à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 66, quatre-
 vingt-huit actions, ci.....
 Gaujal (Alexandre-Irénée), à Pézenas (Hérault), quarante actions, ci.....
 Gauthier (René-François), à Paris, rue Montmartre, n° 78, une action, ci.....
 Gautron (Ernest-Jean), rue Dupetit-Thouars, n° 22, une action, ci.....
 Gaveau (Jean-J.-Charles), à Paris, rue de Charenton (Bercy), n° 87, trois
 actions, ci.....
 Gay (Jacques), à Paris, Grande-Rue de Vaugirard, n° 129, deux actions, ci.....
 Geissler (Romain), à Paris, boulevard Poissonnière, n° 10, dix actions, ci.....

Berthault (Stanislas), à Saint-Jean-de-Losne (Côte-d'Or), deux actions,	2
in-Clergault, à Autun (Saône-et-Loire), cinq actions, ci.....	5
(Étienne-Charles de), à Paris, rue des Marais-Saint-Germain, n° 15,	
actions, ci.....	10
François-Antoine), à Paris, boulevard de Denain, n° 10, dix actions,	
.....	10
leau (Jules), à Paris, rue de l'Arcade, n° 25, cinq actions, ci.....	5
n-Lasson (Eugène), à Lille (Nord), cinquante actions, ci.....	50
on (Jean-Louis-Antoine), à Paris, rue Neuve-Saint-Eustache, n° 35,	
(actions, ci.....	5
d (Pierre-François-Arthur), à Semur (Côte-d'Or), cinq actions, ci..	5
d (François), à Semur (Côte-d'Or), cinq actions, ci.....	5
n (Louis), à Paris, boulevard des Capucines, n° 11, cinquante actions,	
.....	50
in de Saint-Mesme (M ^{me}), veuve du général baron de Romeuf, à	
s, rue Saint-Lazare, n° 102, cent actions, ci.....	100
rd (Eugène), à Paris, rue Beaubourg, n° 58, dix actions, ci.....	10
1 (Jacques-Mathias), à Paris, quai de Valmy, n° 161, cinq actions, ci.	5
de Longuemare (Henry-Victor), à Paris, rue d'Enfer, n° 110, une	
on, ci.....	1
(Aristide), à Nantes (Loire-Inférieure), rue du Moulin, n° 3, vingt	
ons, ci.....	20
(François-Nicolas), à Plailly (Oise), quatre actions, ci.....	4
Auguste), à Paris, rue de l'Abbaye-Saint-Germain, n° 12, dix actions,	
.....	10
ier de la Marinière, à Paris, rue d'Amsterdam, n° 46, cent actions,	
.....	100
t (Ernest), à Dijon (Côte-d'Or), vingt-cinq actions, ci.....	25
ret (M ^{me} Louise), veuve Huteau, à Saint-Denis (Seine), place aux	
ldres, trois actions, ci.....	3
(Antoine-François-Vincent), à Laon (Aisne), une action, ci.....	1
n (Pierre-Étienne-Adolphe), à Paris, rue Léon (la Chapelle), n° 16,	
action, ci.....	1
Albin), à Wesserling (Haut-Rhin), dix actions, ci.....	10
lartmann (Édouard), à Paris, boulevard Poissonnière, n° 15, quatre-	
t-huit actions, ci.....	88
hy (M ^{me} la vicomtesse veuve de), née Sené, à Paris, place de la Made-	
e, n° 16, deux cents actions, ci.....	200
el (François-Remy), à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 64, dix ac-	
s, ci.....	10
(Auguste), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 74, deux	
ons, ci.....	2
rd (Bernard), à Paris, rue de Rivoli, n° 14, vingt-cinq actions, ci...	25
chel (M ^{me} Julie), à Paris, boulevard de Sébastopol (rive droite), n° 48,	
action, ci.....	1
rt (Louis-Henri-Auguste), économe du lycée impérial à Angoulême	
arente), place de Beaulieu, dix actions, ci.....	10
u (Jean-Louis), avoué à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 66,	
uante actions, ci.....	50
(Jean-François-Scévola), à Braisne (Aisne), deux actions, ci.....	2
ey (Jean-Baptiste), à Paris, rue Hauteville, n° 1, quarante actions,	
.....	40
t-Cotte, notaire à Bourgoin (Isère), dix actions, ci.....	10
bert (E.), à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 59, cinq actions,	
.....	5
mot (M ^{me}), veuve Bollard, à Paris, rue des Prouvaires, n° 10, dix ac-	
s, ci.....	10
rd (Pierre-Antoine), à Paris, rue de Lancry, n° 24, dix actions, ci...	10
ard, colonel à Montpellier (Hérault), une action, ci.....	1
M ^{me} Catherine), veuve Baur, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 79, dix ac-	
s, ci.....	10

- Hains (Jean-Nicolas-François), à Toulon (Var), deux actions, ci.....
- Halleux (François-Charles), à Mouron (Ardennes), vingt-quatre actions, ci.
- Hanet, dit Cléry (Pierre-Léon), à Paris, rue des Martyrs, n° 23, cinquante actions, ci.....
- Hanhart (Martin), à Colmar (Haut-Rhin), quinze actions, ci.....
- Hardy (Jean-François), professeur au lycée impérial à Angers (Maine-et-Loire), cinq actions, ci.....
- Hartmann (Alfred), à Paris, rue du Sentier, n° 32, cinquante actions, ci...
- Hartmann (Henri), à Munster (Haut-Rhin), vingt actions, ci.
- Hauteville (Pierre-Louis-Joseph), à Saint-Mandé (Seine), avenue du Bel-Air, n° 14, deux actions, ci.....
- Hazard (Louis), à Rouen (Seine-Inférieure), vingt actions, ci.....
- Hébert jeune (Hyacinthe), à Caen (Calvados), douze actions, ci.....
- Helle (Alfred-Charles-Louis), à Charlieu (Loire), quinze actions, ci.....
- Henin-Bellet (Pierre-Marie), à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), place Vie-toire, n° 10, quatre actions, ci.....
- Henin (Grégoire-Frédéric), à Soissons (Aisne), quatre actions, ci.
- Henry (Michel), au Havre (Seine-Inférieure), vingt actions, ci.....
- Henry (Ferdinand), à Paris, rue Vieille-du-Temple, n° 50, deux actions, ci
- Héring (Émile), négociant à Paris, rue des Jeûneurs, n° 27, deux actions, ci.....
- Héroguelle (Adolphe), à Saint-Pol-sur-Ternoise (Pas-de-Calais), une ac-tion, ci.....
- Hervey (Eugène), à Paris, rue Caumartin, n° 2, deux actions, ci.....
- Hignard (Édouard), à Nantes (Loire-Inférieure), rue Voltaire, douze ac-tions, ci.....
- Hirn (Adolphe), au Logelbach, près Colmar (Haut-Rhin), dix actions, ci...
- Hirn (M^{lle} Julie), au Logelbach, près Colmar (Haut-Rhin), cinq actions, ci..
- Hirth (Jean), à Paris, rue du Sentier, n° 32, cinquante actions, ci.
- Hoeltz (Th.-François), à Paris, rue Cadet, n° 14, cinq actions, ci.....
- Hornung (Frédéric), propriétaire à Paris, rue de Lourcine, n° 16, dix ac-tions, ci.....
- Houel (Honoré-Nicolas-Jean), à Paris, avenue du Coq, n° 6, vingt actions, ci.....
- Houart-Langlacé (Anatole), à Versailles (Seine-et-Oise), deux actions, ci..
- Huart (Nicolas-Antoine), propriétaire à Souppes (Seine-et-Marne), deux ac-tions, ci.....
- Hugot (François-Charles), à Laon (Aisne), une action, ci.....
- Huguenin (Edouard), à Mulhouse (Haut-Rhin), dix actions, ci.....
- Huguet-Ferrand (Emmanuel), à Montoire (Loir-et-Cher), quatre actions, ci.
- Huntzinger (Jean-Pierre), à Wesserling (Haut-Rhin), dix actions, ci.
- Huot (Louis-Auguste), à Orléans (Loiret), une action, ci.....
- Huraut, fabricant à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 88, dix actions, ci...
- Innocenti (Charles-Louis), à Bourg (Ain), une action, ci.....
- Isnard (Charles-Étienne-Honoré), à Vincennes (Seine), rue de Paris, n° 7, deux actions, ci.....
- Izarn (Denis), à Perpignan (Pyrénées-Orientales), deux actions, ci.....
- Jacques (Martial), à Bermeries, canton de Bavay (Nord), cinq actions, ci.
- Jacquinet (Aimé-René-François-Alfred), à Metz (Moselle), deux actions, ci.
- Jallard (Bernard), à Narbonne (Aude), dix actions, ci.....
- Jamin (Ferdinand), à Bourg-la-Reine (Seine), cinquante actions, ci.....
- Japy (Adolphe), à Beaucourt (Haut-Rhin), vingt actions, ci.....
- Jeanneret (Jules-Paul), à la Chaux-de-Fonds (Suisse), cinq actions, ci...
- Johannys (Pierre-Ferdinand), à Valence (Drôme), deux actions, ci.....
- Joigny (Céleste-Joseph-Marie-François), à Paris, rue de Trévise, n° 37, dix actions, ci.....
- Joliclere (François-Élie), à Paris, rue du Pont-de-Lodi, n° 6, cinq actions, ci
- Joly (Frédéric), à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n° 47, deux actions, ci.....
- Josse (Jean-Pierre), à Paris, rue de l'École-de-Médecine, n° 11, quatre ac-tions, ci.....

(Émile), à Angers (Maine-et-Loire), quatre actions, ci.....	4
(Marie-Antoine-Amédée), à Paris, rue Bonaparte, n° 19, cinq ac- ci.....	5
r (Gustave), à Paris, rue du Conservatoire, n° 5, cinq actions, ci...	5
M ^{me} Joséphine), à Paris, place Vendôme, n° 21, vingt actions, ci...	20
(Charles), à Thann (Haut-Rhin), cent actions, ci.....	100
r fils (Célestin), à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 8, vingt ac- ci.....	20
Nemesker (Nicolas de), à Paris, rue Saint-Dominique-Saint-Ger- n° 40, cent quatre-vingt-huit actions, ci.....	188
Jean-Gustave), à Paris, avenue Victoria, n° 9, dix actions, ci.....	10
Marius), à Paris, chaussée de Clignancourt (Montmartre), n° 50, trois ns, ci.....	3
n (Jacques), à Munster (Haut-Rhin), dix actions, ci.....	10
n (Jules), à Paris, rue Saint-Fiacre, n° 9, cinq actions, ci.....	5
Charles), à Strasbourg (Bas-Rhin), cinq actions, ci.....	5
her (Daniel), à Paris, rue des Jeûneurs, n° 31, cinq actions, ci.....	5
Liermann (M ^{me} veuve), à Colmar (Haut-Rhin), quatre actions, ci...	4
mann (Jacques-Charles-Théodore), à Reims (Marne), vingt-cinq ac- ci.....	25
e-Lacoste fils (Jacques), à Sarrance, par Bedous (Basses-Pyrénées), actions, ci.....	3
(Joseph), contrôleur chef à la gare d'Angers (Maine-et-Loire), rue œuf-Gorgé, deux actions, ci.....	2
(Eugène), à Paris, quai Malaquais, n° 15, dix actions, ci.....	10
ich-Rott (Jacques), à Mulhouse (Haut-Rhin), quarante actions, ci...	40
ge (Eugène-Marie-Sifflet), à Paris, boulevard de Magenta, n° 131, dix ns, ci.....	10
ur (Georges-Louis), à Sedan (Ardennes), quatre actions, ci.....	4
frères, au Passage-d'Agen (Lot-et-Garonne), douze actions, ci.....	12
nière (M ^{me} Augustine-Virginie), femme Amelot, à Paris, rue du che-Midi, n° 108, deux actions, ci.....	2
e (Louis-Philippe), à Rebais (Seine-et-Marne), une action, ci.....	1
sois (Jean-Charles), à Paris, rue Pavée-Saint-André-des-Arts, n° 1, actions, ci.....	2
rd (Carnille), à Bourbonne (Haute-Marne), trois actions, ci.....	3
Charles-Apollinaire), à Sedan (Ardennes), cinq actions, ci.....	5
nière (Louis-Armand de), à Paris, rue Saint-Lazare, n° 14, dix ac- ci.....	10
ent (François), à Nancy (Meurthe), rue Saint-Jean, n° 39, deux ac- ci.....	2
ent (Michel-Léopold), à Nancy (Meurthe), rue Girardet, n° 2 bis, action, ci.....	1
(Amédée), à Maubeuge (Nord), deux actions, ci.....	2
Auguste), à Tourcoing (Nord), cinquante actions, ci.....	50
e (Charles), à Paris, rue de Lancry, n° 57, quatre actions, ci.....	4
rt (Jean-Baptiste-Joseph-Henry), à Versailles (Seine-et-Oise), boule- de la Reine, n° 103, vingt-cinq actions, ci.....	25
rt (Joseph), à Paris, rue Richer, n° 1, dix actions, ci.....	10
e (Charles-Édouard), à Paris, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, 38, vingt actions, ci.....	20
Gustave), à Schelestadt (Bas-Rhin), dix actions, ci.....	10
is (Ernest), à Laon (Aisne), une action, ci.....	1
e (Alexis), à Périgueux (Dordogne), quatre actions, ci.....	4
r (Jean-André), à Paris, rue Bourbon-Villeneuve, n° 9, six actions, ...	6
e (Hippolyte), à Fontainebleau (Seine-et-Marne), une action, ci...	1
(Charles-François), à Brioude (Haute-Loire), cinq actions, ci.....	5
icel (Henry de), à Fontainebleau (Seine-et-Marne), rue Saint-Honoré, 3, soixante actions, ci.....	60
is (Adolphe du), à Maisons-Laffitte (Seine-et-Oise), avenue Cuvier, action, ci.....	1

Laurens (Pierre-Magloire), à Paris, rue Quincampoix, n° 14, dix actions, ci.....

Lauvon (Eugène), à Wesserling (Haut-Rhin), deux actions, ci.....

Lavalette (Charles-Émile de), à Luynes (Indre-et-Loire), dix actions, ci.....

Le Bleis fils, à Pont-l'Abbé (Finistère), vingt actions, ci.....

Le Boucher (Louis-Henry), à Paris, rue Marsollier, n° 7, deux actions, ci.....

Leclerc (Alexandre-Victor), à Bordeaux (Gironde), une action, ci.....

Leclerc (François-Gaspard), à Felletin (Creuse), vingt actions, ci.....

Leclerc (Léon), à Paris, rue du Regard, n° 10, une action, ci.....

Lecourtois (Pierre-Alphonse), à Caen (Calvados), rue des Jacobins, n° 20, deux actions, ci.....

Lecyre (Auguste-Charles), à Paris, rue Joubert, n° 6, vingt-cinq actions, ci.....

Ledent (Charles-Alexandre), à Paris, rue Saint-Louis-au-Marais, n° 62, deux actions, ci.....

Ledoux-Bédic (Pierre-André), à Saint-Quentin (Aisne), dix actions, ci.....

Lefèvre (M^{me} Adélaïde-Marie-Anne), veuve Singer, à Paris, rue d'Austerlitz, n° 24, quatre actions, ci.....

Legrand (Charles-Joseph), à Douai (Nord), vingt-cinq actions, ci.....

Lehérisson (M^{me} Pauline), à Paris, rue de la Pompe, n° 9 (dixième arrondissement), une action, ci.....

Lehmann (Charles), à Paris, rue Lacépède, n° 8, trente actions, ci.....

Leiden-Premsel et compagnie, à Paris, rue Taitbout, n° 52, cent actions, ci.....

Lélu (M^{me} Alphonsine), à Fontainebleau (Seine-et-Marne), une action, ci.....

Lemoine (Germain-Frédéric), à Paris, rue Mauconseil, n° 25, dix actions, ci.....

Lemoine (Henri), à Paris, rue des Tournelles, n° 17, cinq actions, ci.....

Lemonnier (Edmond), à Saint-Remy-des-Monts, près Mamers (Sarthe), quatre actions, ci.....

Lemonnier (Eugène-Léon), à Saint-Remy-des-Monts, près Mamers (Sarthe), quatre actions, ci.....

Léon aîné, à Paris, rue du Sentier, n° 32, vingt actions, ci.....

Léon fils, à Paris, rue du Sentier, n° 32, vingt actions, ci.....

Leprince (Louis-Constant), à Argentan (Orne), dix actions, ci.....

Lequart (Jean-Louis), à Paris, rue des Bourdonnais, n° 30, cinq actions, ci.....

Lerochais (Zacharie), à Isigny (Calvados), deux actions, ci.....

L'Escalier (Jean-Joseph-Marius), à Paris, rue de la Roquette, n° 118 bis, dix actions, ci.....

Lestang (Émile), à Périgueux (Dordogne), quatre actions, ci.....

Le Sueur de Gosmesnil (Édouard-Léopold), à Paris, place du Pont-Saint-Michel, n° 2, cent actions, ci.....

Leteinturier (Victor-Jean), à Paris, rue Saint-Laurent (Belleville), n° 52, deux actions, ci.....

Letz (Henri), à Paris, rue de Rougemont, n° 8, cinq actions, ci.....

Letz (Louis), à Strasbourg (Bas-Rhin), une action, ci.....

Levasseur (Émile), à Paris, rue des Artistes (Passy), n° 4, une action, ci.....

Lévy (Louis), à Toulouse (Haute-Garonne), place Saint-Sernin, n° 5, deux actions, ci.....

Lévy (Michel) frères, à Paris, rue Vivienne, n° 2 bis, vingt-cinq actions, ci.....

Liénard (Auguste), à Issy (Seine), place des Maronniers, n° 4, deux actions, ci.....

Lignon (Jean-Ambroise), à Villegruis, canton de Villiers-Saint-Georges (Seine-et-Marne), cinq actions, ci.....

Linck (Daniel), à Mulhouse (Haut-Rhin), dix actions, ci.....

Lochard-Mesnier (Pierre), à Angers (Maine-et-Loire), deux actions, ci.....

Lohmeyer (Jérôme), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 74, vingt actions, ci.....

Loisel (Auguste-François), employé au Comptoir d'escompte à Paris, passage Cottin, n° 5, une action, ci.....

(Ernest), à Amiens (Somme), Petite rue des Fossés, n° 1, deux ac- tions, ci.....	2
atier (Ernest), à Châteauroux (Indre), quatre actions, ci.....	4
ard (Edme-Victor), à Douai (Nord), dix actions, ci.....	10
ité (M ^{me} Anne-Henriette de), veuve de M. le marquis de Dauvet, à Ant-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise), cent actions, ci.....	100
rt (Pierre-François), à Amiens (Somme), rue de Narine, n° 32, cinq ions, ci.....	5
nger (Jacques), à Wesserling (Haut-Rhin), trois actions, ci.....	3
eaux (Just-Joseph), à Brionne (Eure), deux actions, ci.....	2
eaux (Isidore), à Paris, boulevard de Sébastopol (rive droite), n° 65, actions, ci.....	10
heimer (Henri), à Montpellier (Hérault), cinq actions, ci.....	5
en (Étienne), à Nontron (Dordogne), une action, ci.....	1
iel (Constantin), à Toulouse (Haute-Garonne), vingt actions, ci.....	20
is (Louis-Jacques), à Rouen (Seine-Inférieure); place du Champ-de- mars, n° 8, dix actions, ci.....	10
ik (M ^{me} Julie-Geneviève de la), à Versailles (Seine-et-Oise), boulevard de Reine, n° 57, dix actions, ci.....	10
on (M ^{me} Jeannette), veuve Moll, à Colmar (Haut-Rhin), vingt actions, ...	20
échal (Félix), à Paris, rue du Chemin-de-Reuilly (Bercy), n° 32, dix ac- tions, ci.....	10
euse (Quentin-François-Louis-Denis), à Paris, rue de Seine, n° 31, dix actions, ci.....	10
icot (Edmé-Jean-Louis-Simon-Bernard), à Provins, (Seine-et-Marne), rue du Moulin-Neuf, n° 2, cinq actions, ci.....	5
ion-Perinne (Jules), à Villecourt, commune de Decize (Nièvre), trois actions, ci.....	3
ozeau (Philippe), à Wesserling (Haut-Rhin), quinze actions, ci.....	15
thory, officier d'administration des subsistances militaires à Aix Bouches-du-Rhône), deux actions, ci.....	2
tin (Pierre-Auguste), au Havre (Seine-Inférieure), rue Saint-Michel, n° 28, trente actions, ci.....	30
tret (Edme-Jacques), à Bar-sur-Seine (Aube), une action, ci.....	1
y (Narcisse), facteur d'orgues à Paris, rue Boulard (le Petit-Montrouge), n° 15, dix actions, ci.....	10
ze (Camille), à Aubenas (Ardèche), cinq actions, ci.....	5
son (Géorges), à Paris, place de l'École-de-Médecine, n° 17, trente ac- tions, ci.....	30
son (Pierre), à Paris, rue de la Lune, n° 18, six actions, ci.....	6
son (Vivent-Barthélemy-Victor), à Paris, rue de Madame, n° 49, quatre- vingt-huit actions, ci.....	88
sson (Vivent-Charles), à Beaune (Côte-d'Or), vingt actions, ci.....	20
thieu (Jean-Nicolas), à Bains (Vosges), quatre actions, ci.....	4
thieu (Louis-Auguste), à Paris, rue de l'Ancienne-Comédie, n° 28, dix actions, ci.....	10
ugery (Alphonse-Étienne), à Paris, rue du Pont-aux-Choux, n° 25, une action, ci.....	1
urice (Charles), à Paris, rue de Vendôme, n° 26, vingt actions, ci.....	20
urice (M ^{me} Joséphine), à Paris, rue de Lamartine, n° 9, dix actions, ci..	10
utron (Auguste), à Châteauroux (Indre), cinq actions, ci.....	5
yeur (Charles-Antoine-Denis), à Paris, rue des Jeûneurs, n° 40, dix ac- tions, ci.....	10
éja (Henri), à Paris, rue d'Orléans-Saint-Honoré, n° 17, cinq actions, ci.	5
ellot-Jacquemard (Victurnien), à Vincennes, rue de Paris, n° 106, quatre actions, ci.....	4
elnotte (Abraham-Jean-Eugène), à Paris, rue de Mazagran, n° 5, dix ac- tions, ci.....	10
engin du Val-d'Ailly (Étienne-Henri), à Versailles, (Seine-et-Oise), rue des Bourdonnais, n° 16, vingt-cinq actions, ci.....	25
ennesson (Jules), à Reims (Marne), vingt-quatre actions, ci.....	24

Mény (Charles), à Wesserling (Haut-Rhin), douze actions, ci.....	11
Méquillet (M ^{me} Eugénie), épouse Gloxin, à Colmar (Haut-Rhin), vingt-cinq actions, ci.....	25
Mesnil (Hippolyte-Amédée), à Caen (Calvados), dix actions, ci.....	10
Messey (Louis-Henri-Ferdinand, comte de), à Paris, rue de Bruxelles, n° 36, dix actions, ci.....	10
Métairie (Auguste), à la Forge-Neuve, près Nevers (Nièvre), deux cents actions, ci.....	200
Mengy (Alphonse), à Paris, rue de Fleurus, n° 25, cinq actions, ci.....	5
Meunié (Symphorien-Louis), architecte à Paris, rue de la Bruyère, n° 3, soixante-quinze actions, ci.....	75
Meyer (Eugène), à Husseren, près Wesserling (Haut-Rhin), quatre actions, ci.....	4
Mieg (Charles) et compagnie, à Mulhouse (Haut-Rhin), quarante actions, ci.....	40
Millery (Charles-Émile), à Paris, avenue de Saint-Denis (Passy), n° 26, dix actions, ci.....	10
Minangoy (Henri-Georges-Philibert), à Paris, rue du Cirque, n° 7, faubourg Saint-Honoré, dix actions, ci.....	10
Minet (Honoré-Jean-Baptiste), à Fontainebleau (Seine-et-Marne), une action, ci.....	1
Moire (Charles-Amand), à Yvetot (Seine-Inférieure), deux actions, ci.....	2
Molck (Jean), à Colmar (Haut-Rhin), cinq actions, ci.....	5
Monière fils (Jean), à Gaillac (Tarn), une action, ci.....	1
Montandon (L. E.), ancien conseiller d'État, à Travers, canton de Neuchâtel (Suisse), cinq actions, ci.....	5
Montet (Laurent), à Nontron (Dordogne), une action, ci.....	1
Moreau (Bénigne-Frédéric), à Paris, rue de Chabrol, n° 52, deux actions, ci.....	2
Moreau (François-Auguste), à Paris, rue du Vertbois, n° 36, deux actions, ci.....	2
Moreau (Louis-Raphaël), à Brienon (Yonne), cinq actions, ci.....	5
Morel (J.-M.), à Paris, rue Hauteville, n° 3, vingt-cinq actions, ci.....	25
Moret (Jean-Désiré), notaire à Bourges (Cher), quarante actions, ci.....	40
Morin (Hippolyte), à Paris, rue Saint-Fiacre, n° 7, six actions, ci.....	6
Mouba (M ^{lle} Françoise-Zoé), à Paris, rue des Marronniers (Passy), n° 4, trois actions, ci.....	3
Moulte (Louis-Auguste), à Blois (Loir-et-Cher), vingt actions, ci.....	20
Muller (Charles-Adolphe), à Paris, rue Malher, n° 12, deux actions, ci.....	2
Nachet (Louis-Isidore), conseiller à la cour de cassation, à Paris, rue de Seine, n° 43, trente actions, ci.....	30
Nauche (Louis-Hector), à Brives (Corrèze), quatre actions, ci.....	4
Neufville (J.-Édouard de), à Colmar (Haut-Rhin), trois actions, ci.....	3
Neukom (Basile), à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 165, cinq actions, ci.....	5
Nigon (André), à Paris, rue Saint-Jacques, n° 123, cinq actions, ci.....	5
Ninet (Alphonse), à Paris, rue Vieille-du-Temple, n° 24, deux actions, ci.....	2
Noble (Isidore), à Paris, rue des Jeûneurs, n° 36, deux actions, ci.....	2
Noël (Charles), à Bordeaux (Gironde), deux actions, ci.....	2
Noël (Étienne), à Paris, rue de Luxembourg, n° 47, cinq actions, ci.....	5
Nogues (Adelson-René), à Nantes (Loire-Inférieure), place du Commerce, quinze actions, ci.....	15
Nollet (Isidore), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 65, dix actions, ci.....	10
Noirault (Alexandre-Napoléon), à la Ronce-de-Pamproux (Deux-Sèvres), dix actions, ci.....	10
Normand (Étienne), à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 68, une action, ci.....	1
Ollier-Glénard fils, Morel et compagnie, à Saint-Denis (Seine), route de la Courneuve, n° 6 bis, quinze actions, ci.....	15
Ollonne (le vicomte Ernest-François-Sigisbert d'), à Besançon (Doubs), vingt-cinq actions, ci.....	25
Oswald frères et compagnie, à Bâle (Suisse), vingt actions, ci.....	20
Ouradou (Casimir), à Douai (Nord), deux actions, ci.....	2
Ouradou-Laguilly, à Gouy-sous-Bellonne (Pas-de-Calais), une action, ci.....	1
Paintendre (Thomas), à Pantin (Seine), rue de Paris, n° 103, vingt actions, ci.....	20
Pamart (Jules-François), à Compiègne (Oise), deux actions, ci.....	2

(Claude), à Pierre (Saône-et-Loire), deux actions, ci.....	3
Charles-Philippé), à Paris, rue du Grand-Saint-Michel, n° 19, deux actions, ci.....	2
(M ^{lle} Bénigne), à Paris, rue Caumartin, n° 53, trois actions, ci.....	3
er (Ferdinand-Achille), au Havre (Seine-Inférieure), dix actions, ci.....	10
iné (Claude), à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 27, quatre actions, ci.....	4
Henri-Gustave), à Paris, rue de Chabrol, n° 18, une action, ci.....	1
(Anselme), à Paris, rue Saint-Martin, n° 292, cinq actions, ci.....	5
(Jean-Michel), à Paris, passage Chausson, n° 13, six actions, ci.....	6
ud (Jean), à Saint-Saulge (Nièvre), cinq actions, ci.....	5
ey (Ernest), à Paris, rue des Marmousets, n° 34, une action, ci.....	1
ix (Justin), à Perpignan (Pyrénées-Orientales), dix actions, ci.....	10
ix (Vilar-Jean), à Perpignan (Pyrénées-Orientales), dix actions, ci.....	10
ut (Guy), à Paris, rue de Flandre (la Villette), n° 81, deux actions, ci.....	2
(Louis-Gabriel), à Paris, place Royale, au Marais, n° 16, deux actions, ci.....	2
(Edmond-Louis), à la Verrière (Seine-et-Oise), cinq actions, ci.....	5
(Cyrille-François), à Paris, rue de la Verrerie, n° 13, cinq actions, ci.....	5
(Georges), rue de la Victoire, n° 34, quarante-deux actions, ci.....	42
(Jacques), à Paris, galerie Vivienne, n° 13, vingt actions, ci.....	20
(Louis-Alexandre), rue de l'Ancienne-Comédie, n° 29, cinquante actions, ci.....	50
lot (Charles-Jules-Marie), à Douai (Nord), cinq actions, ci.....	5
er (Alexandre), à Breitenbach, près Munster (Haut-Rhin), cinq actions, ci.....	5
on (M ^{lle} Marguerite-Noémi), à Pont-à-Mousson (Meurthe), deux actions, ci.....	2
(Gustave-Lucien), à Caen (Calvados), deux actions, ci.....	2
t-Dupré (Nicolas), à Fribourg (Suisse), cinq actions, ci.....	5
on (Charles-Humbert-Joseph), avocat à Avesnes-sur-Helpe (Nord), cinq actions, ci.....	5
(Charles), à Paris, rue Saint-Ferdinand (les Ternes), n° 10, trois actions, ci.....	3
(Eugène), à Paris, rue du Sentier, n° 32, dix actions, ci.....	10
er (Henri-Guillaume), à Reims (Marne), vingt-cinq actions, ci.....	25
uet-Bercieux (Léon), à Issoudun (Indre), quatre actions, ci.....	4
uet de Courtin (Armand), à Paris, rue de Clichy, n° 66, dix actions, ci.....	10
ntel (Paul), à Saint-Servan (Ille-et-Vilaine), cent actions, ci.....	100
ge (Numa-Joseph), architecte à Montpellier (Hérault), boulevard du Jeu-de-Paume, n° 37, dix actions, ci.....	10
tigayot (André), à Paris, rue Lévis (les Batignolles), n° 32, quatre actions, ci.....	4
ntigny (Henri-Augustin de), à Paris, rue Richepance, n° 7, quatre actions, ci.....	4
rret (Claude), à Périgny, par Brunoy (Seine-et-Oise), six actions, ci.....	6
ulain (Auguste-Louis), à Neuilly-Saint-Front (Aisne), vingt actions, ci.....	20
adier (Édonard), à Paris, rue Neuve-Bourg-l'Abbé, n° 4, cinq actions, ci.....	5
éaud (Jean-Marie), à Lyon (Rhône), place des Cordeliers, n° 1, cinq actions, ci.....	5
évôt (Jules), à Falaise (Calvados), deux actions, ci.....	2
ieux (Ferdinand-Philémon), à Paris, rue Saint-Roch, n° 25, deux actions, ci.....	2
rocop (André), à Nersac (Charente), quatre actions, ci.....	4
roharam et Bouderon, à Oloron-Sainte-Marie (Basses-Pyrénées), vingt actions, ci.....	20
runet aîné (Pierre), à Angoulême (Charente), seize actions, ci.....	16
runet jeune, à Nersac (Charente), huit actions, ci.....	8
nche (Pierre-Paul), à Paris, rue du Helder, n° 12, quatre actions, ci.....	4
martier (Élisée-Jean), à Épinal (Vosges), vingt actions, ci.....	20
aindre (Célestin), à Wesserling (Haut-Rhin), quatre actions, ci.....	4
laoul de Pins, à Valence-sur-Baise, près Condom (Gers), dix actions, ci.....	10

Raucourt (Eugène-Antoine), à Paris, rue Culture-Sainte-Catherine, n° 13,	
vingt actions, ci.....	
Raveau (Firmin-François), à Paris, rue de Lille, n° 49, deux actions, ci....	
Raynié (Louis-Henry-Marie), à Villers-Cotterets (Aisne), cinq actions, ci....	
Reaux (Édouard), à Paris, rue de Bercy-Saint-Antoine, n° 93, une action,	
ci.....	
Reber (Fritz), à Mulhouse (Haut-Rhin), dix actions, ci.....	
Reber (Jean), au Houlme, près Rouen (Seine-Inférieure), dix actions, ci..	
Reguis (Jean-Camille), à Paris, rue de Douai, n° 9, neuf actions, ci.....	
Reinhart (Abraham), à Winterthur, canton de Thurgovie (Suisse), cinquante	
actions, ci.....	
Renard (Pierre-Joseph), à Paris, avenue des Ternes, n° 98, une action, ci.	
Reneuf (Louis-Marie), à Paris, rue Saint-Laurent (Belleville), n° 45, deux	
actions, ci.....	
Rey (Jacques-Gustave), à Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, n° 25, vingt	
actions, ci.....	
Ribaut (Louis), à Lyon (Rhône), cinq actions, ci.....	
Rivière (M ^{me} veuve) et fils, à Bourgoin (Isère), dix actions, ci.....	
Robillard frères, à Condé-sur-Noireau (Calvados), vingt actions, ci.....	
Roblin (Charles), à Fougères (Haute-Saône), vingt actions, ci.....	
Roché (Henri), à Paris, rue Mauconseil, n° 25, cinq actions, ci.....	
Roger de Pins (le vicomte), à Valence-sur-Baïse, près Condom (Gers), dix	
actions, ci.....	
Rolez (Henri-Aimé-Désiré), à Douai (Nord), une action, ci.....	
Rolin (Valéry-Auguste), propriétaire à Paris, rue Olivier-Saint-Georges,	
n° 14, cent quinze actions, ci.....	
Rondeau (Daniel-Léon), à Paris, rue des Marais-Saint-Germain, n° 22,	
quinze actions, ci.....	
Rongier (Louis), à Brioude (Haute-Loire), cinq actions, ci.....	
Rosse (Alexis), à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise), deux actions, ci..	
Roubinet-Duplantier (Nicolas), à Fromental (Haute-Vienne), cinq ac-	
tions, ci.....	
Roulinat (Charles), à Paris, rue Neuve-Bourg-l'Abbé, n° 4, une action, ci..	
Roullier (Pierre-Eugène), à Paris, rue de Lourcine, n° 16, dix actions, ci..	
Rousiers (Charles de), à Perpignan (Pyrénées-Orientales), cinq actions, ci.	
Rousseau (Alexandre-Pierre-Hippolyte), à Paris, rue Taitbout, n° 80, deux	
cents actions, ci.....	200
Rousseau (Antoine-Louis), à Paris, rue Quincampoix, n° 14, dix actions, ci.	10
Rousseau jeune (Jean-Baptiste), à Saint-Quentin (Aisne), vingt-cinq ac-	
tions, ci.....	
Roy (Émile), à Husseren (Haut-Rhin), une action, ci.....	
Roy (Jules-Adrien-Gustave), à Villeneuve-sur-Yonne (Yonne), cinq ac-	
tions, ci.....	
Rozeau (Achille), à Paris, impasse Briard, n° 8, une action, ci.....	
Saint-Martin (Louis-Théodore), à Bordeaux (Gironde), dix actions, ci.....	10
Salmon (Louis-Ambroise), à Paris, rue de l'Orillon (Belleville), n° 48, une	
action, ci.....	
Sauvageot (M ^{lle} Cécile), à Paris, rue du Conservatoire, n° 5, une action, ci.	
Sauvy (Alfred), à Perpignan (Pyrénées-Orientales), une action, ci.....	
Sauvy-Villard et fils, à Perpignan (Pyrénées-Orientales), dix actions, ci....	10
Schaller (de), colonel d'artillerie à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain,	
n° 71, vingt-cinq actions, ci.....	25
Scheurer père (Frédéric), à Colmar (Haut-Rhin), trente actions, ci.....	30
Schirmer (Auguste), à Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin), vingt ac-	
tions, ci.....	20
Schlumberger (Alphonse), à Mulhouse (Haut-Rhin), cinq actions, ci.....	5
Schlumberger (Godefroy), à Bitschwiller (Haut-Rhin), dix actions, ci.....	10
Schlumberger (Henri), à Guebwiller (Haut-Rhin), cinq actions, ci.....	5
Schmidt (Jean), au Logelbach, près Colmar (Haut-Rhin), trois actions, ci.	3
Schmidt (Jean-Frédéric), à Colmar (Haut-Rhin), trois actions, ci.....	3
Schmidt (M ^{me} veuve Jean), à Colmar (Haut-Rhin), quatre actions, ci.....	4
Schœnauer (Daniel), à Paris, rue de la Banque, n° 14, dix actions, ci....	10

er (Édouard), au Grand-Montrouge, villa d'Orléans, n° 16, une action,	1
ster (Jean-Baptiste), à Strasbourg (Bas-Rhin), dix actions, ci.....	10
[Louis), docteur en médecine à Barcelone (Espagne), Escudillers-	
chs, n° 12, dix actions, ci.....	10
arc-Daniel), à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 14, vingt actions, ci.	20
une (Simon), à Colmar (Haut-Rhin), cinq actions, ci.....	5
ld (Théodore), à Tullins (Isère), cinq actions, ci.....	5
ot (Charles-Joseph-François), à Paris, rue Saint-Fiacre, n° 7, dix ac-	
is, ci.....	10
ot (Jean-Baptiste-François), à Paris, rue Saint-Fiacre, n° 7, quarante	
ons, ci.....	40
on (Alfred), à Paris, rue de l'Empereur (Montmartre), n° 29, dix	
ons, ci.....	10
(Nicolas-Victor-Honoré), à Paris, rue des Francs-Bourgeois-au-Ma-	
, n° 7, dix actions, ci.....	10
péry (Joseph-Adolphe), à Gray (Haute-Saône), cinq actions, ci.....	5
ne (Vital-Alphonse), à Marcilly-sur-Seine (Marne), une action, ci....	1
ie (Raymond), à Muret (Haute-Garonne), vingt actions, ci.....	20
th (Philippe-Auguste), à Strasbourg (Bas-Rhin), cinq actions, ci.....	5
ud (Jean-Henri), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 174,	
q actions, ci.....	5
(M ^{lle} Lucie), à Aubenas (Ardèche), quatre actions, ci.....	4
Casimir), à Paris, rue de Montreuil, n° 45, cinq actions, ci.....	5
ton (Joseph-Burns), à Paris, boulevard du Mont-Parnasse, n° 159, quatre	
ions, ci.....	4
a (Georges), à Lillebonne (Seine-Inférieure), dix actions, ci.....	10
iranne (Pierre), à Paris, rue de Monsieur, n° 20, quatre actions, ci....	4
ey (Alexis-Adolphe), à Paris, rue du Théâtre (Montrouge), n° 5,	
atre actions, ci.....	4
m (Geoffroy-Édouard), à Wesserling (Haut-Rhin), cinq actions, ci....	5
lot (Gabriel-Jean-Pierre), à Saint-Genis (Charente-Inférieure), cinq	
ions, ci.....	5
forth (M ^{lle} Giralbine), à Paris, rue de l'Ouest, n° 100, huit actions, ci.	8
ert (M ^{lle} Élise), au Logelbach, près Colmar (Haut-Rhin), cinq actions,	
.....	5
ler (François-Antoine), à Paris, rue de Charonne, n° 17, deux actions,	
.....	2
ing (Ernest), à Paris, rue Muller (Montmartre), n° 5, seize actions, ci.	16
t (Octave), à Bâle (Suisse), deux actions, ci.....	2
ard (Pierre-Albert), à Paris, rue de Lille, n° 97, dix actions, ci.....	10
in de Villiers (Guillaume-Édouard), à Paris, rue de Vaugirard, n° 53,	
x actions, ci.....	10
u (Louis), à Paris, rue Saint-Louis-au-Marais, n° 44, cinq actions, ci..	5
et aîné, au Passage-d'Agen (Lot-et-Garonne), cinq actions, ci.....	5
ier (Étienne-Ernest), à Aniche (Nord), cinq actions, ci.....	5
ier (Auguste), à Angers (Maine-et-Loire), rue du Commerce, n° 14, deux	
ions, ci.....	2
ller (Ignace), à Colmar (Haut-Rhin), six actions, ci.....	6
ller (Philippe), à Wesserling (Haut-Rhin), quatre actions, ci.....	4
ller (Pierre), à Ranspach (Haut-Rhin), cinq actions, ci.....	5
paulot (Félix), à Gray (Haute-Saône), six actions, ci.....	6
baut (Henri-Victor), à Neuilly-en-Thelle (Oise), dix actions, ci.....	10
baut (Jean-Baptiste, dit Alexandre), à Abbeville (Somme), place du	
larché-aux-Chevaux, n° 1, huit actions, ci.....	8
ellement fils (Edme-Marie), à Paris, rue des Noyers, n° 31, dix actions,	
.....	10
er (Antoine), à Seurre (Côte-d'Or), deux actions, ci.....	2
s (Nicolas), à Thann (Haut-Rhin), quatre actions, ci.....	4
illon (Simon-Anne), à Montfleur (Jura), dix actions, ci.....	10
muret (François-Amand), à Paris, rue Vivienne, n° 31, dix actions, ci...	10

Tixier de la Chapelle (Jean-Baptiste), à Alger (Algérie), rue de la Marine, n° 9, vingt actions, ci.....	23
Tollu (Pierre-Charles), propriétaire à Paris, rue Taitbout, n° 87, dix actions, ci.....	28
Tourrette (François), à Aubenas (Ardèche), dix actions, ci.....	29
Tréhean (Hyacinthe), à Rennes (Ille-et-Vilaine), rue Saint-Malo, n° 22, deux actions, ci.....	3
Trèves (Dieudonné), à Paris, rue du Sentier, n° 16, sept actions, ci.....	3
Trèves (Oly-Adolphe), rue du Sentier, n° 16, quatorze actions, ci.....	34
Trianon (M ^{me} Rosalie-Antoinette), veuve Poissonnier, à Fontenay-aux-Roses (Seine), trente actions, ci.....	35
Vaillard (Léon), propriétaire à Paris, rue Alibert, n° 10, dix actions, ci....	35
Vaillant (Antoine-Jean-Baptiste), à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n° 17, vingt actions, ci.....	36
Vaissié (Louis-Victor), à la Capelle-Marival (Lot), cinq actions, ci.....	37
Vallée (François), à Paris, rue des Bernardins, n° 13, deux actions, ci....	37
Vallièrre (Eugène), à Paris, rue de Richelieu, n° 78, une action, ci.....	38
Vandermarcq (Amédée-Joseph-Eugène), à Limoges (Haute-Vienne), vingt actions, ci.....	38
Varanguien de Villepin (Achille-Léon-Antoine), à Compiègne (Oise), vingt-cinq actions, ci.....	39
Vassal (Pierre-François-Alexandre), à Paris, passage Saulnier, n° 17, vingt actions, ci.....	39
Veil jeune (Adolphe), à Paris, rue Notre-Dame-de-Nazareth, n° 66, dix actions, ci.....	40
Verdier (Émile), à Paris, rue du Conservatoire, n° 5, dix actions, ci.....	40
Verdier-Fauvety (Félix), à Paris, rue du Conservatoire, n° 5, quinze actions, ci.....	41
Vergès (Côme), à Perpignan (Pyrénées-Orientales), deux actions, ci.....	41
Verrier (Jean-Baptiste-Honoré), à Avize (Marne), dix actions, ci.....	42
Veyrac (Jean-François), à Paris, rue de Ménars, n° 9, vingt-cinq actions, ci.....	42
Vicq (Jean-Jacques-François), à Granville (Manche), deux actions, ci.....	43
Viel (Adolphe-Hospice), à Caen (Calvados), deux actions, ci.....	43
Viellard (François-Christophe-Nicolas-Juvénal), aux forges de Morvillars (Haut-Rhin), cent actions, ci.....	44
Vildieu (François-Bon), à Sainte-Croix-Hague (Manche), vingt-cinq actions, ci.....	45
Villedieu (Joseph-Jacques), à Coutances (Manche), dix actions, ci.....	45
Vincendon (J. E.), avoué à Bourgoin (Isère), dix actions, ci.....	46
Vincent (Victor), à Paris, chaussée de Clignancourt (Montmartre), n° 81, dix actions, ci.....	46
Viney (Henri), conservateur des forêts à Nice (Alpes-Maritimes), rue Ségu-rane, n° 8, quatre actions, ci.....	47
Vinyès (François), à Céret (Pyrénées-Orientales), cinq actions, ci.....	47
Vœgeli (Hans), à Zurich (Suisse), quatre actions, ci.....	48
Wery (Paul), à Paris, rue d'Orléans (les Batignolles), n° 25, deux actions, ci.....	48
Whatelv (M ^{lle} Emilie-Léonie-Augusta), au parc de Neuilly (Seine), boulevard de la Saussaye, n° 36, cinq actions, ci.....	49
Wibault (Amand), à Douai (Nord), rue du Barlet, n° 7, dix actions, ci.....	49
Widmann (François), à Munster, près Colmar (Haut-Rhin), vingt actions, ci.....	50
Winkler (Chrysostôme), à Wesserling (Haut-Rhin), dix actions, ci.....	50
Winkler (Jean-Joseph), à Saint-Amarin (Haut-Rhin), quatre actions, ci....	51
Yvert (Jean-Baptiste), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 81 et 83, deux actions, ci.....	51
Zircker (Jean-Baptiste), à Paris, rue de Sèvres, n° 81, deux actions, ci....	52
Zurcher (E.), négociant à Colmar (Haut-Rhin), deux actions, ci.....	52
TOTAL : dix mille actions, ci.....	10,000

15. Le fonds social pourra être ultérieurement augmenté au moyen de la création de nouvelles actions de cinq cents francs chacune, qui ne pourront être admises

us du pair, et seront réservées par préférence aux actionnaires propriétaires des actions primitives, au prorata de leur intérêt social.

Augmentation du fonds social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une délibération de l'assemblée générale des actionnaires, prise dans les formes et conditions prescrites par l'article 45 ci-après.

Fonds social, au fur et à mesure de son émission, est affecté à la garantie des versements sociaux.

Chaque action donne droit à une part proportionnelle dans la propriété de l'actif social, dans les bénéfices à distribuer et dans la réserve.

Un premier cinquième du montant de chaque action sera versé par les actionnaires avant l'autorisation de la société, dans la quinzaine de la demande qui leur en est faite.

Chaque actionnaire souscrit, en outre, l'obligation de verser, s'il y a lieu, jusqu'à concurrence des quatre autres cinquièmes, et ce par cinquième au plus, sur les appels qui en seront faites par le conseil d'administration, conformément aux dispositions des présents statuts.

Les actions seront nominatives.

Elles seront détachées d'un registre à souche, revêtues d'un numéro d'ordre et signées par un administrateur et le directeur.

Tout actionnaire est tenu d'élire à Paris un domicile, où toutes notifications lui seront valablement faites.

Aucun transfert ne sera admis sans l'accomplissement de cette formalité.

La cession d'une action comprend toujours, à l'égard de la société, celle des dividendes et intérêts échus au moment où la mutation est opérée.

Aucun actionnaire ne peut posséder plus de deux cents actions.

La transmission des actions s'opère par un transfert inscrit sur un registre tenu à l'effet au siège de la société et par la remise de titres nouveaux extraits du registre à souche mentionné en l'article 18.

Le transfert est signé par le cédant et le cessionnaire ou leurs fondés de pouvoirs, et est revêtu par un administrateur ou un employé désigné à cet effet.

La Compagnie peut exiger que la signature des parties soit certifiée par un officier public.

N'est admis au transfert aucun titre sur lequel les paiements échus n'ont pas été effectués.

Pour la validité de ce transfert à l'égard de la société, le cessionnaire doit être agréé préalablement, même en cas de vente publique ou judiciaire des actions, par une délibération du conseil d'administration, prise au scrutin secret, à la majorité des voix des membres présents, à moins que le cessionnaire ne fournisse la garantie exigée ci-après. La présente disposition sera transcrite sur toutes les actions. Le directeur mentionnera au dos du titre l'accomplissement de cette formalité.

1. Ne sont pas soumis au scrutin d'admission les cessionnaires qui, en garantie des fonds restant à verser sur chaque action, transfèrent à la compagnie une valeur de fonds publics français représentant au pair un capital d'au moins quatre cents francs et produisant au moins dix-huit francs de rente annuelle. Dans le cas où la somme restant à verser serait inférieure à quatre cents francs, la quotité des fonds publics à transférer serait diminuée dans la même proportion.

Le directeur mentionne au dos du titre la garantie fournie par le cessionnaire.

Lorsque la société touche les intérêts ou revenus des fonds ainsi transférés en son nom, elle les verse immédiatement entre les mains des actionnaires qui les lui ont transférés.

Dans le cas où le paiement des sommes non versées est garanti par un transfert de fonds publics français, si l'actionnaire ne répond pas aux appels de fonds faits dans les formes prescrites par les présents statuts, le conseil d'administration fait vendre les valeurs transférées à la société, jusqu'à concurrence de la somme due par l'actionnaire, et il n'y a lieu à l'application de l'article 23 ci-après qu'en cas d'insuffisance de ces valeurs.

2. Chaque appel de fonds est annoncé, un mois au moins avant l'époque fixée pour le versement, dans deux des journaux d'annonces légales du département de la Seine.

3. A défaut de paiement aux époques déterminées, l'intérêt est dû, par chaque jour de retard, à raison de cinq pour cent par an.

La société peut exercer l'action personnelle contre les retardataires et leurs garants;

elle peut aussi, soit distinctement de la poursuite personnelle, soit ~~concurrentement~~ avec elle, faire vendre les actions des retardataires sans autre formalité qu'une simple mise en demeure adressée par lettre chargée au domicile élu huit jours à l'avance et restée sans effet.

Ces actions sont vendues simultanément ou successivement, sur duplicata, à la Bourse de Paris, par le ministère d'un agent de change, pour le compte et aux frais, risques et périls des retardataires.

Les nouveaux titres délivrés aux acquéreurs portent les mêmes numéros que les titres primitifs, qui sont annulés et cessent d'avoir aucune valeur entre les mains des propriétaires dépossédés.

Sur le produit de la vente, on impute d'abord les intérêts et les frais, puis les anciens versements en retard; le déficit reste à la charge de l'actionnaire dépositaire et de ses coobligés, et la société en poursuit le recouvrement par toutes les voies de droit; l'excédant, s'il y en a, appartient à l'actionnaire.

Mention de l'accomplissement de ces formalités sera faite par le directeur sur le registre à souche dont il est parlé à l'article 18.

24. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un propriétaire pour chaque action.

Dans le cas de décès d'un actionnaire, les héritiers ont six mois pour présenter un remplaçant, en désignant celui d'entre eux qui deviendra titulaire de chaque action.

Les nouveaux actionnaires devront être agréés, conformément aux articles 20 et 21 ci-dessus; faute de satisfaire à ces dispositions, les actions sont vendues comme il est dit article 23. En cas de faillite d'un actionnaire, s'il n'est pas donné caution, le conseil d'administration fait vendre les actions conformément audit article 23, sans qu'il soit besoin d'autres formalités qu'un simple avertissement donné huit jours à l'avance aux syndics de la faillite.

Dans les deux cas ci-dessus, le produit de la vente est affecté par compensation à ce qui peut être dû à la compagnie; l'excédant, s'il s'en trouve, est mis à la disposition des héritiers ou ayants droit.

En cas de déficit, la compagnie en poursuit le recouvrement par tous les moyens de droit.

25. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe. La possession d'une action emporte de droit adhésion aux statuts et aux décisions de l'assemblée générale.

Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ou demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale et du conseil d'administration.

26. Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du capital de chaque action, au delà duquel tout appel de fonds est interdit.

TITRE III.

DE L'ADMINISTRATION.

27. La société est administrée par un conseil composé de douze membres nommés par l'assemblée générale des actionnaires et qui peuvent être révoqués par elle.

La durée de leurs fonctions est de trois ans.

Chaque administrateur doit être propriétaire de cinquante actions, qui sont inaliénables pendant la durée de ses fonctions.

Les titres de ces actions demeurent en dépôt dans la caisse de la société.

28. Sont dès à présent membres du conseil d'administration, sauf confirmation par la première assemblée générale :

MM. Eug. Breitmayer, propriétaire;

Brian, préfet honoraire, commandeur de la Légion d'honneur;

Brouzet, capitaine de frégate en retraite, officier de la Légion d'honneur;

Cochery, banquier;

Durand de Beauregard, propriétaire;

M. Dutaillys, capitaine de frégate en retraite, officier de la Légion d'honneur;

le comte d'Estampes, propriétaire;
 Gauchier, administrateur du sous-comptoir du commerce et de l'industrie;
 Ed. Gros-Hartmann, de la maison Gros, Odier, Roman et compagnie;
 de Kiss de Nemesker, propriétaire;
 Victor Masson, libraire-éditeur, ancien juge au tribunal de commerce de la
 Seine, chevalier de la Légion d'honneur;
 Rolin, propriétaire.

i, pendant l'intervalle de deux assemblées générales, le nombre des adminis-
 vient à descendre au-dessous de huit, par suite de décès, de retraite ou
 chement permanent, le conseil d'administration pourvoit provisoirement aux
 s, de manière à maintenir le nombre des administrateurs à huit, jusqu'à la
 e assemblée générale, qui procède à l'élection définitive.

Administrateurs ainsi nommés ne demeurent en fonctions que pendant le temps
 ce qui restait à leurs prédécesseurs.

conseil d'administration est renouvelé par tiers, d'année en année. Pour les
 emiers renouvellements, les administrateurs sortants sont désignés par le
 ensuite par l'ancienneté. Les membres sortants peuvent être réélus.

ception à la disposition qui précède, le premier renouvellement ne s'opérera
 s l'assemblée générale qui se réunira dans le courant d'avril mil huit cent
 six.

le conseil d'administration nomme parmi ses membres un président, un vice-
 et un secrétaire; la durée de leurs fonctions est d'une année; ils peuvent
 lus. En cas d'absence du président et du vice-président, la présidence appar-
 droit au plus âgé des membres présents.

le conseil d'administration se réunit au siège de la société, toutes les fois que
 de la compagnie l'exige, et autant que possible une fois par mois.

et être convoqué extraordinairement par le président ou par le directeur.

qu'une délibération soit valable, cinq membres au moins doivent assister au
 Les décisions doivent être prises à la majorité absolue des voix des membres

s de partage, la voix du président est prépondérante.

Delibérations du conseil d'administration sont transcrites sur un registre tenu
 et et signé par le président et le secrétaire du conseil.

opies ou extraits de ces délibérations à produire partout où besoin est sont
 par le président ou le vice-président du conseil, ou, en cas d'empêche-
 ar l'administrateur qui remplit les fonctions de président.

conseil délègue un de ses membres pour le service de la semaine.

ême administrateur peut être délégué pendant plusieurs semaines con-
 s.

le conseil d'administration représente la société vis-à-vis des tiers.

ad communication de toutes les affaires de la compagnie.

termine la quotité des fonds à appeler sur les cinquièmes à verser par les ac-
 es.

termine l'emploi des fonds appartenant à la société dans la limite fixée par
 33.

et arrête les conditions générales des contrats d'assurance et celles soit des
 nts, soit des prêts simples ou viagers, des rentes viagères ou des acquisitions
 s viagères, de droit de nue propriété, d'usufruit ou autres.

se sur le règlement des pertes et dommages à la charge de la compagnie et
 éte et ordonnance le paiement.

rise tous retraits, transferts, aliénations de fonds, rentes et valeurs apparte-
 société.

e et arrête chaque année les dépenses générales de l'administration.

me et révoque tous les agents et employés de la compagnie, fixe leurs traite-
 alaires et gratifications.

ad connaissance de tous les registres, correspondances et papiers de la com-

te provisoirement les comptes annuels et les soumet à l'assemblée générale.

convoquer cette assemblée quand il le juge utile.

rise des poursuites judiciaires, tant en demandant qu'en défendant.

transiger et compromettre sur toutes les affaires de la compagnie, donner

tous désistements et mainlevées d'inscriptions, saisies, oppositions et autres empêchements quelconques avec ou sans paiement et renoncer à toute action résolutoire.

Il peut déléguer ses pouvoirs, mais seulement par un mandat spécial et pour des cas spéciaux et déterminés.

Les administrateurs ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ou solidaire, relativement aux engagements de la société; ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

33. Les fonds de la compagnie sont employés en titres nominatifs, soit en bons du Trésor, soit en fonds publics ou titres français émis ou garantis par le Gouvernement, soit en actions de la Banque de France, soit en obligations émises avec l'autorisation du Gouvernement par les départements, les communes et les chemins de fer français dont l'intérêt est garanti par l'État, soit enfin en acquisitions d'immeubles.

Néanmoins, la partie de ces fonds nécessaire aux besoins du service qui sera fixée par le conseil d'administration pourra être déposée en compte courant dans un ou plusieurs établissements de crédit autorisés par l'État.

Aucuns placements, achats, ventes ou échanges de propriété mobilière ou immobilière ne peuvent être faits sans une délibération du conseil d'administration.

Les ventes et échanges d'immeubles sont soumis préalablement à l'approbation de l'assemblée générale.

Les polices d'assurances, les obligations, les transferts de rentes sur l'État ou sur valeurs appartenant à la compagnie, les mandats sur la Banque de France et tous engagements autres que ceux mentionnés dans le paragraphe suivant sont signés par un administrateur et le directeur.

Les pouvoirs ou procurations, les actes d'acquisition et de vente ou échange d'immeubles, sont signés par deux administrateurs et par le directeur.

34. Les fonctions des administrateurs sont gratuites. Il peut leur être alloués des jetons de présence dont la valeur est déterminée par l'assemblée générale des actionnaires.

DE LA DIRECTION.

35. Il y aura un directeur et un directeur adjoint.

Le directeur et le directeur adjoint sont nommés et peuvent être révoqués par l'assemblée générale des actionnaires, composée et délibérant conformément à l'article ci-après.

Le directeur doit être propriétaire de cinquante actions inaliénables.

Le directeur adjoint doit posséder vingt-cinq actions, également inaliénables.

Ces actions sont affectées à la garantie de leur gestion et restent déposées dans la caisse sociale jusqu'après l'apurement des comptes particuliers de chacun d'eux.

Ils reçoivent annuellement pendant la durée de leurs fonctions un traitement qui est arrêté par la première assemblée générale, laquelle détermine également autres avantages qu'elle voudrait leur accorder.

36. En cas d'absence, de maladie ou d'empêchement quelconque du directeur, le directeur adjoint le remplace, dans les limites et dans les conditions fixées par le conseil d'administration.

En cas de décès ou de retraite du directeur ou du directeur adjoint, le conseil d'administration procède à son remplacement provisoire, et dans le délai de trois mois, au plus tard, il est tenu de convoquer l'assemblée générale pour la nomination définitive.

37. Le directeur et, dans les cas d'empêchement prévus article 36, le directeur adjoint assistent avec voix consultative aux délibérations du conseil d'administration.

38. Les affaires courantes de la société sont gérées par le directeur.

Le directeur est chargé de l'exécution des délibérations du conseil d'administration.

Il conduit le travail des bureaux;

Il règle et arrête les conditions particulières des assurances, conjointement avec un administrateur de service. Il signe les polices, conjointement avec un administrateur;

Il soumet au conseil le règlement des pertes et dommages à la charge de la compagnie;

Il effectue les recettes et dépenses;

Il propose la nomination ou la révocation des agents ou employés;

Il est chargé de la correspondance générale;

Il reçoit les primes et en donne quittance;

ne tous acquits et endossements;

gner les bons de ristourne;

prévoir immédiatement la réassurance des sommes qui excéderaient les maxima fixés par l'article 10, ainsi que celle des risques que le conseil d'administration trait pas devoir garder.

Les actions judiciaires sont exercées au nom de la compagnie, poursuites et diligences du directeur.

Pierre-Antoine Commissaire, ancien secrétaire général de la compagnie anonyme d'assurances sur la vie *l'Impériale*, et *M. Georges Petit*

impliront :

premier, les fonctions de directeur;

second, celles de directeur adjoint,

et confirmation par la première assemblée générale.

DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.

L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires; ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents.

Elle se compose de tous les actionnaires qui, depuis trois mois révolus, sont propriétaires de dix actions au moins sur lesquelles les versements appelés ont été effectués.

Un actionnaire ne peut représenter un actionnaire s'il n'est lui-même membre de l'assemblée générale.

La forme des pouvoirs est déterminée par le conseil d'administration.

L'assemblée générale est régulièrement constituée lorsque les actionnaires présents ou représentés sont au nombre de trente et représentent au moins le tiers des actions émises.

Les convocations pour les assemblées ordinaires et extraordinaires sont faites par lettres adressées aux actionnaires au domicile inscrit sur les registres de la société, avec un avis inséré, quinze jours au moins avant l'époque de la réunion, dans deux journaux d'annonces légales du département de la Seine.

Chaque fois que l'assemblée doit être appelée à délibérer sur les propositions indiquées à l'article 45, les avis et lettres de convocation doivent en faire mention.

Dans le cas où, sur une première convocation, les conditions imposées ci-dessus par l'article 39 pour la validité des délibérations de l'assemblée générale ne sont pas remplies, cette assemblée est ajournée de plein droit. L'ajournement ne peut être de moins de quinze jours.

La seconde convocation est faite, comme la première, dans la forme et dans les conditions prescrites par l'article 40 qui précède.

À cette seconde réunion, l'assemblée délibère, quel que soit le nombre des actionnaires présents et des actions représentées; mais seulement sur les objets à l'ordre du jour de la première réunion.

L'assemblée générale se réunit de droit chaque année, dans le mois d'avril.

Elle se réunit, en outre, extraordinairement toutes les fois que le conseil d'administration en reconnaît l'utilité.

La première assemblée générale se réunira au plus tard dans les trois mois de l'annulation de la société.

L'assemblée générale est présidée par le président ou le vice-président du conseil d'administration et, à leur défaut, par l'administrateur que le conseil désigne.

Les deux plus forts actionnaires sont scrutateurs.

Le bureau désigne le secrétaire.

Les scrutateurs et le secrétaire ne peuvent être pris parmi les administrateurs.

Les délibérations de l'assemblée sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, excepté dans le cas où une majorité spéciale est requise, s'il est dit en l'article 45 ci-après.

Les actions donnent droit à une voix; le même actionnaire ne peut réunir plus d'une voix, soit pour les actions dont il est propriétaire, soit comme mandataire.

Les votes se font par assis et levé; néanmoins, le scrutin secret a lieu lorsqu'il est ordonné par cinq membres au moins présents à l'assemblée.

Les délibérations relatives à l'augmentation du fonds social, à la modification des statuts, à la prorogation et à la dissolution de la société, ne peuvent être prises que par une assemblée générale composée de trente membres au moins présents ou

représentés et représentant les deux tiers du fonds social, et à la majorité des trois quarts des voix des membres présents. Ces délibérations ne sont exécutoires qu'après l'approbation du Gouvernement.

46. L'assemblée générale entend le compte annuel des opérations de la société ainsi que les rapports que le conseil d'administration peut avoir à lui présenter.

Elle entend, discute et approuve, s'il y a lieu, les comptes de la société et détermine, le cas échéant et conformément aux articles ci-après, le chiffre des bénéfices à répartir.

Elle procède à la nomination du premier conseil d'administration, au remplacement des administrateurs dont le temps d'exercice est expiré, et pourvoit aux vacances accidentelles qui peuvent être survenues dans le sein du conseil.

Elle délibère et statue sur toutes les questions relatives aux intérêts de la société en se renfermant dans la limite des présents statuts.

47. Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau ou au moins par la majorité d'entre eux.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire partout où besoin est, sont certifiés par le président ou le vice-président du conseil d'administration ou l'administrateur qui remplit les fonctions de président; une feuille de présence, destinée à constater le nombre des membres assistant à l'assemblée et des actions que chacun d'eux représente, demeure annexée à la minute du procès-verbal, ainsi que les pouvoirs.

Cette feuille est signée par chaque actionnaire en entrant en séance.

TITRE IV.

COMPTES ANNUELS. — FONDS DE RÉSERVE. — RÉPARTITION DES BÉNÉFICES.

48. Il sera fait chaque année un inventaire estimatif de l'actif et du passif de la société.

Cet inventaire sera clos le 31 décembre, et le compte rendu des opérations imprimé et distribué aux actionnaires.

49. D'après les résultats de l'inventaire annuel, le conseil d'administration décide s'il y a lieu à une répartition provisoire de bénéfices et en fixe l'importance, qui pourra dépasser les deux cinquièmes du dividende présumé, sauf l'approbation de l'assemblée générale dans sa réunion du mois d'avril.

50. Sur les produits bruts, il est fait déduction du montant des frais généraux et des charges sociales.

L'excédant forme le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, vingt pour cent sont d'abord prélevés pour former une réserve.

51. Lorsque le fonds de réserve aura atteint le chiffre d'un million de francs, le prélèvement annuel destiné à le former pourra être suspendu ou continué, ce que décidera à ce sujet l'assemblée générale; mais ce prélèvement recommencera d'avoir lieu aussitôt que la réserve sera descendue au-dessous du chiffre d'un million.

TITRE V.

DISSOLUTION. — LIQUIDATION. — CONTESTATION.

52. La dissolution de la société aura lieu de plein droit avant le terme fixé pour sa durée, si, par l'effet des pertes, le fonds social se trouve réduit à moitié.

Elle serait également prononcée si elle était demandée par un nombre d'actionnaires représentant au moins les trois quarts des actions.

L'assemblée générale détermine le mode de liquidation et nomme les liquidateurs.

L'assemblée générale, régulièrement constituée, conservera pour la liquidation les mêmes attributions que pendant le cours de la société; elle a notamment le droit d'approuver les comptes de la liquidation et d'en donner quittance.

53. Comme on l'a stipulé, article 18, tout actionnaire doit faire éllection de domicile à Paris, et toutes assignations et notifications sont valablement données au domicile élu par lui.

A défaut d'éllection de domicile, cette éllection a lieu de plein droit, pour le

ns judiciaires, au parquet du procureur impérial près le tribunal de première
ce du département de la Seine.
lomicile élu formellement ou implicitement comme il vient d'être dit entraîne
tion de juridiction aux tribunaux compétents du département de la Seine.
r faire publier les présentes partout où besoin sera, tous pouvoirs sont donnés
teur d'une expédition ou d'un extrait.

ont acte :

et passé à Paris, au siège de la société *le Monde*, rue de Ménars, n° 12,
1864, le 22 avril ;
lecture faite, les parties ont signé avec les notaires.

nsuite est écrite cette mention :

registré à Paris, huitième bureau, le 22 avril 1864, folio 39 recto, case 2. Reçu
francs ; double décime, un franc. Signé *Gratian*."

TARIF N° 1.

ASSURANCES POUR LA VIE ENTIÈRE A PRIMES ANNUELLES ET VIAGÈRE.

Primes annuelles assurant un capital de cent francs, d'après la table de mortalité de Duvall et l'intérêt à quatre pour cent.

ÂGE DE L'ASSURÉ.	PRIME annuelle.	ÂGE DE L'ASSURÉ.	PRIME annuelle.
21 ans.....	2 ^f 01 ^o	41 ans.....	5 30
22 idem.....	2 06	42 idem.....	5 36
23 idem.....	2 10	43 idem.....	5 42
24 idem.....	2 16	44 idem.....	5 48
25 idem.....	2 21	45 idem.....	5 54
26 ans.....	2 26	46 ans.....	6 00
27 idem.....	2 32	47 idem.....	6 06
28 idem.....	2 37	48 idem.....	6 12
29 idem.....	2 43	49 idem.....	6 18
30 idem.....	2 49	50 idem.....	6 24
31 ans.....	2 55	51 ans.....	6 30
32 idem.....	2 62	52 idem.....	6 36
33 idem.....	2 69	53 idem.....	6 42
34 idem.....	2 76	54 idem.....	6 48
35 idem.....	2 84	55 idem.....	6 54
36 ans.....	2 92	56 ans.....	7 00
37 idem.....	3 00	57 idem.....	7 06
38 idem.....	3 09	58 idem.....	7 12
39 idem.....	3 18	59 idem.....	7 18
40 idem.....	3 28	60 idem.....	7 24

TARIF N° 2.

ASSURANCES POUR LA VIE ENTIÈRE SUR DEUX TÊTES, LE CAPITAL PAYABLE AU PREMIER DÉCÈS.

Primes annuelles assurant un capital de cent francs, d'après la table de mortalité de Duvall et l'intérêt à quatre pour cent.

ÂGE.		PRIME annuelle.	ÂGE.		PRIME annuelle.	ÂGE.	
d'un assuré.	de l'autre.		d'un assuré.	de l'autre.		d'un assuré.	de l'autre.
30 ans...	25 ans....	3 ^f 97 ^o	35 ans....	30 ans....	4 ^f 45 ^o	40 ans....	35 ans....
	30 idem...	4 18		35 idem...	4 70		40 idem...
	35 idem...	4 45		40 idem...	5 05		45 idem...
	40 idem...	4 81		45 idem...	5 55		50 idem...
	45 idem...	5 33		50 idem...	6 25		55 idem...
	50 idem...	6 06		55 idem...	7 23		60 idem...
	55 idem...	7 06		60 idem...	8 59		
	60 idem...	8 43					
45 idem..	40 ans....	5 85	50 idem...	45 ans....	6 94	55 idem...	50 ans....
	45 idem...	6 29		50 idem...	7 55		55 idem...
	50 idem...	6 94		55 idem...	8 43		60 idem...
	55 idem...	7 86		60 idem...	9 70	60 idem...	60 ans....
	60 idem...	9 17					

TARIF N° 3.

ASSURANCES POUR LA VIE ENTIERE À PRIMES TEMPORAIRES.

Primes payables pendant dix, quinze ou vingt ans et assurant un capital de cent francs, d'après la table de mortalité de Duvillard et l'intérêt à quatre pour cent.

Age.	PRIME ANNUELLE PENDANT			Age de l'assuré.	PRIME ANNUELLE PENDANT		
	10 ANS.	15 ANS.	20 ANS.		10 ANS.	15 ANS.	20 ANS.
30 ans.	4 ^f 35 ^c	3 ^f 28 ^c	2 ^f 76 ^c	41 ans.	6 ^f 16 ^c	4 ^f 72 ^c	4 ^f 06 ^c
31 idem.	4 43	3 33	2 84	42 idem.	6 28	4 82	4 15
32 idem.	4 51	3 39	2 90	43 idem.	6 31	4 93	4 26
33 idem.	4 59	3 45	2 94	44 idem.	6 55	5 04	4 37
34 idem.	4 66	3 51	2 97	45 idem.	6 59	5 16	4 48
35 idem.	4 74	3 58	3 02	46 idem.	6 83	5 29	4 60
36 idem.	4 82	3 64	3 08	47 idem.	6 98	5 42	4 73
37 idem.	4 90	3 70	3 13	48 idem.	7 14	5 56	4 87
38 idem.	4 98	3 76	3 19	49 idem.	7 31	5 71	5 02
39 idem.	5 06	3 83	3 24	50 idem.	7 48	5 86	5 17
40 idem.	5 16	3 91	3 31	51 idem.	7 66	6 03	5 31
41 idem.	5 23	3 96	3 37	52 idem.	7 85	6 20	5 51
42 idem.	5 32	4 04	3 43	53 idem.	8 04	6 38	5 70
43 idem.	5 42	4 11	3 50	54 idem.	8 23	6 57	5 89
44 idem.	5 51	4 19	3 57	55 idem.	8 46	6 78	6 10
45 idem.	5 61	4 27	3 64	56 idem.	8 69	6 99	6 33
46 idem.	5 71	4 35	3 71	57 idem.	8 92	7 22	6 57
47 idem.	5 81	4 43	3 79	58 idem.	9 17	7 47	6 83
48 idem.	5 93	4 52	3 88	59 idem.	9 42	7 73	7 10
49 idem.	6 04	4 62	3 96	60 idem.	9 70	8 00	7 40

TARIF N° 4.

ASSURANCES DE SURVIE.

Primes annuelles assurant, en cas de survie, un capital de cent francs ou une rente viagère de cent francs, d'après la table de mortalité de Duvillard et l'intérêt à quatre pour cent.

ASSURANCE DE CENT FRANCS payable au décès de l'assuré au profit du survivant désigné.			ASSURANCE DE CENT FRANCS DE RENTE payable sur la tête du survivant désigné, à dater du décès de l'assuré.		
Age du survivant.	Age de l'assuré.	Prime annuelle.	Age du survivant.	Age de l'assuré.	Prime annuelle.
30 ans.	30 ans.	2 ^f 09 ^c	30 ans.	30 ans.	25 ^f 99 ^c
40 idem.	40 idem.	2 09	40 idem.	40 idem.	35 79
50 idem.	50 idem.	1 28	50 idem.	50 idem.	54 90
60 idem.	60 idem.	6 77	60 idem.	60 idem.	91 49
30 ans.	30 ans.	1 91	30 ans.	30 ans.	21 07
40 idem.	40 idem.	2 60	40 idem.	40 idem.	28 76
50 idem.	50 idem.	1 65	50 idem.	50 idem.	44 58
60 idem.	60 idem.	6 57	60 idem.	60 idem.	76 11
30 ans.	30 ans.	1 78	30 ans.	30 ans.	16 17
40 idem.	40 idem.	2 47	40 idem.	40 idem.	21 61
50 idem.	50 idem.	3 77	50 idem.	50 idem.	33 42
60 idem.	60 idem.	9 29	60 idem.	60 idem.	58 26
30 ans.	30 ans.	1 66	30 ans.	30 ans.	11 65
40 idem.	40 idem.	2 35	40 idem.	40 idem.	15 16
50 idem.	50 idem.	3 41	50 idem.	50 idem.	23 04
60 idem.	60 idem.	5 82	60 idem.	60 idem.	40 47
30 ans.	30 ans.	1 60	30 ans.	30 ans.	9 62
40 idem.	40 idem.	2 34	40 idem.	40 idem.	12 38
50 idem.	50 idem.	3 33	50 idem.	50 idem.	18 36
60 idem.	60 idem.	5 59	60 idem.	60 idem.	32 52
30 ans.	30 ans.	1 51	30 ans.	30 ans.	7 81
40 idem.	40 idem.	2 04	40 idem.	40 idem.	9 94
50 idem.	50 idem.	3 03	50 idem.	50 idem.	14 72
60 idem.	60 idem.	5 41	60 idem.	60 idem.	25 62

TARIF N° 5.

ASSURANCES MIXTES.

Tarif des primes annuelles pour assurer cent francs payables à l'assuré, après un certain nombre d'années, ou à ses héritiers, et aussitôt son décès, s'il vient à mourir avant l'époque fixée dans le contrat, d'après la table de mortalité de Duvillard et l'intérêt à quatre pour cent.

ÂGE.	APRÈS 10 ANS.	APRÈS 15 ANS.	APRÈS 16 ANS.	APRÈS 17 ANS.	APRÈS 18 ANS.	APRÈS 19 ANS.	APRÈS 20 ANS.	APRÈS 25 ANS.
25 ans.....	9' 05°	5' 91°	5' 53°	5' 20°	4' 89°	4' 63°	4' 40°	3' 25°
26 idem.....	9 07	5 94	5 55	5 22	4 92	4 66	4 41	3 28
27 idem.....	9 10	5 97	5 59	5 25	4 95	4 67	4 44	3 31
28 idem.....	9 12	5 99	5 61	5 27	4 96	4 69	4 45	3 34
29 idem.....	9 15	6 02	5 64	5 30	4 99	4 73	4 49	3 37
30 idem.....	9 18	6 05	5 66	5 32	5 02	4 75	4 51	3 40
31 ans.....	9 20	6 06	5 68	5 34	5 04	4 76	4 52	3 43
32 idem.....	9 23	6 09	5 69	5 35	5 06	4 78	4 55	3 46
33 idem.....	9 26	6 11	5 73	5 37	5 08	4 80	4 57	3 49
34 idem.....	9 31	6 13	5 74	5 40	5 09	4 83	4 59	3 52
35 idem.....	9 34	6 16	5 77	5 43	5 12	4 86	4 62	3 55
36 ans.....	9 35	6 18	5 79	5 45	5 14	4 88	4 64	3 57
37 idem.....	9 37	6 19	5 80	5 47	5 16	4 90	4 67	3 60
38 idem.....	9 39	6 21	5 82	5 48	5 18	4 93	4 69	3 63
39 idem.....	9 42	6 23	5 85	5 51	5 21	4 96	4 73	3 66
40 idem.....	9 44	6 27	5 88	5 55	5 25	5 00	4 78	3 69
41 ans.....	9 47	6 29	5 91	5 58	5 29	5 04	4 81	3 72
42 idem.....	9 51	6 34	5 96	5 63	5 34	5 11	4 87	3 76
43 idem.....	9 53	6 36	5 99	5 69	5 39	5 17	4 92	3 80
44 idem.....	9 58	6 42	6 06	5 73	5 45	5 24	4 99	3 84
45 idem.....	9 62	6 47	6 10	5 79	5 51	5 31	5 06	3 88
46 ans.....	9 65	6 54	6 17	5 86	5 58	5 37	.	3 91
47 idem.....	9 69	6 60	6 23	5 92	5 65	.	.	3 95
48 idem.....	9 73	6 68	6 31	5 99	.	.	.	3 99
49 idem.....	9 78	6 77	6 41	.	.	.	.	4 03
50 idem.....	9 85	6 87	.	.	.	.	.	4 07
51 ans.....	9 92	.	.	.	.	.	.	4 11
52 idem.....	10 00	.	.	.	.	.	.	4 15
53 idem.....	10 13	.	.	.	.	.	.	4 19
54 idem.....	10 26	.	.	.	.	.	.	4 23
55 idem.....	10 39	.	.	.	.	.	.	4 27

TARIF N° 6.

ASSURANCES EN CAS DE VIE.

annuelle à verser pour assurer mille francs en cas de vie de l'assuré à une époque fixée, d'après la table de mortalité de Deparcieux et l'intérêt à quatre pour cent.

ÂGE moment de la souscription.	À 18 ANS.	À 19 ANS.	À 20 ANS.	À 21 ANS.
.....	32 ^f 30 ^c	29 ^f 90 ^c	27 ^f 60 ^c	25 ^f 60 ^c
.....	36 20	33 30	30 70	28 40
.....	39 90	36 60	33 70	31 00
.....	44 10	40 30	36 90	33 90
.....	48 80	44 30	40 50	37 00
.....	54 40	48 90	44 50	40 50
.....	60 30	54 20	49 10	44 50
.....	67 70	60 40	54 30	49 10
.....	76 50	67 70	60 50	54 30
.....	87 20	76 50	67 70	60 40
.....	100 70	87 20	76 50	67 60
.....	—	100 60	87 10	76 30
.....	—	—	100 50	86 90
.....	—	—	—	100 20

TARIF N° 7.

LA TABLE DE MORTALITÉ DE DEPARCIEUX ET L'INTERET A QUATRE ET DEMI POUR CENT.

Rentes viagères immédiates sur une seule tête, payables

AGE.	PAR ANNÉE.		PAR SEMESTRE.		PAR TRIMESTRE.	
	Prix de cent francs de rente.	Taux ou rente par cent francs.	Prix de cent francs de rente.	Taux ou rente par cent francs.	Prix de cent francs de rente.	Taux ou rente par cent francs.
.....	1,435 ^f 10 ^c	7 ^f 04 ^c	1,450 ^f 50 ^c	6 ^f 89 ^c	1,462 ^f 90 ^c	6 ^f 83 ^c
.....	1,405 60	7 11	1,430 60	6 99	1,443 10	6 93
.....	1,384 90	7 22	1,409 90	7 09	1,422 40	7 03
.....	1,363 10	7 33	1,388 10	7 20	1,400 60	7 14
.....	1,340 30	7 46	1,365 30	7 31	1,377 80	7 25
.....	1,316 40	7 59	1,341 40	7 45	1,353 90	7 38
.....	1,291 30	7 74	1,316 30	7 59	1,328 80	7 52
.....	1,267 20	7 89	1,292 20	7 73	1,304 70	7 66
.....	1,241 90	8 07	1,266 90	7 89	1,279 40	7 81
.....	1,217 60	8 21	1,242 60	8 04	1,255 10	7 96
.....	1,192 10	8 38	1,217 10	8 21	1,229 60	8 13
.....	1,167 50	8 56	1,192 50	8 38	1,205 00	8 29
.....	1,144 00	8 74	1,169 00	8 55	1,181 50	8 46
.....	1,119 50	8 93	1,144 50	8 73	1,157 00	8 64
.....	1,093 80	9 14	1,118 80	8 93	1,131 30	8 83
.....	1,069 10	9 35	1,094 10	9 14	1,106 60	9 03
.....	1,043 30	9 58	1,068 30	9 36	1,080 80	9 25
.....	1,016 30	9 83	1,041 30	9 60	1,053 80	9 48
.....	990 20	10 09	1,015 20	9 85	1,027 70	9 73
.....	963 10	10 38	988 10	10 12	1,000 60	9 99
.....	934 60	10 69	959 60	10 42	972 10	10 28
.....	904 90	11 05	929 90	10 75	944 50	10 61
.....	873 80	11 44	898 80	11 12	911 30	10 97
.....	843 30	11 85	868 30	11 51	880 80	11 35
.....	811 40	12 32	836 40	11 95	848 90	11 78
.....	778 00	12 85	803 00	12 45	815 50	12 26

D'APRÈS LA TABLE DE MORTALITÉ DE 1874

Rente viagère immédiate payable par année et sans rachat

ÂGE de l'un des rentiers.	50 ans.	51 ans.	52 ans.	53 ans.	54 ans.	55 ans.
50 ans.....	6' 83	6' 90	6' 97	7' 02	7' 08	7' 13
51 idem.....	"	6 97	7 03	7 09	7 15	7 21
52 idem.....	"	"	7 09	7 15	7 21	7 27
53 idem.....	"	"	"	7 22	7 28	7 35
54 idem.....	"	"	"	"	7 36	7 42
55 ans.....	"	"	"	"	"	7 48
56 idem.....	"	"	"	"	"	"
57 idem.....	"	"	"	"	"	"
58 idem.....	"	"	"	"	"	"
59 idem.....	"	"	"	"	"	"
60 ans.....	"	"	"	"	"	"
61 idem.....	"	"	"	"	"	"
62 idem.....	"	"	"	"	"	"
63 idem.....	"	"	"	"	"	"
64 idem.....	"	"	"	"	"	"
65 ans.....	"	"	"	"	"	"

D'APRÈS LA TABLE DE MORTALITÉ DE 1874

Rente

ÂGE DU RENTIER.	PRIMES ANNUELLES à verser pour jouir de cent francs de rente viagère après sa mort				
	5 ans.	10 ans.	15 ans.	20 ans.	25 ans.
0 ans.....	268' 39	120' 74	69' 49	43' 97	29' 27
1 idem.....	286 79	125 14	71 23	44 80	29 64
2 idem.....	291 76	126 58	71 73	44 91	29 66
3 idem.....	293 54	127 12	71 67	44 81	29 55
4 idem.....	295 29	127 14	71 48	44 63	29 31
5 idem.....	296 85	126 89	71 17	44 37	29 12
6 idem.....	296 98	126 44	70 79	44 05	28 47
7 idem.....	296 21	125 84	70 35	43 72	28 56
8 idem.....	295 33	125 16	69 87	43 37	28 36
9 idem.....	294 08	124 40	69 37	43 00	28 00
10 idem.....	292 62	123 58	68 84	42 61	27 64
11 idem.....	290 92	122 73	68 28	42 20	27 35
12 idem.....	288 94	121 82	67 72	41 78	27 01
13 idem.....	287 19	120 97	67 18	41 36	26 69
14 idem.....	285 20	120 18	66 60	40 92	26 31
15 idem.....	283 36	119 20	66 02	40 48	25 95
16 idem.....	281 53	118 32	65 45	40 04	25 55
17 idem.....	279 66	117 43	64 85	39 58	25 15
18 idem.....	277 96	116 62	64 26	39 11	24 75
19 idem.....	276 40	115 78	63 66	38 63	24 31
20 idem.....	274 45	114 84	63 01	38 10	23 86
21 idem.....	272 92	113 98	62 39	37 58	23 40
22 idem.....	271 03	113 04	61 72	37 01	22 41
23 idem.....	269 40	112 07	61 02	36 43	22 34
24 idem.....	267 61	111 10	60 29	35 81	21 84
25 idem.....	265 58	109 99	59 50	35 15	21 31
26 idem.....	263 52	108 91	58 69	34 47	20 74
27 idem.....	261 57	107 80	57 83	33 76	20 16
28 idem.....	259 26	106 58	56 92	33 00	19 57
29 idem.....	257 10	105 36	55 97	32 23	18 98
30 idem.....	254 69	104 01	55 03	31 43	18 53

QUATRE ET DEMI POUR CENT,

de deux têtes pour cent francs de capital.

40 ans.	50 ans.	60 ans.	61 ans.	62 ans.	63 ans.	64 ans.	65 ans.
7 ^f 30*	7 ^f 36*	7 ^f 41*	7 ^f 47*	7 ^f 53*	7 ^f 58*	7 ^f 64*	7 ^f 69*
7 39	7 45	7 51	7 57	7 63	7 69	7 75	7 80
7 47	7 53	7 60	7 66	7 73	7 80	7 85	7 92
7 56	7 63	7 70	7 76	7 84	7 91	7 97	8 03
7 65	7 73	7 80	7 87	7 95	8 02	8 10	8 17
7 74	7 81	7 90	7 98	8 05	8 13	8 21	8 30
7 83	7 91	8 00	8 09	8 17	8 25	8 34	8 43
7 93	8 01	8 11	8 20	8 30	8 39	8 47	8 57
8 03	8 12	8 21	8 30	8 40	8 52	8 61	8 70
"	8 23	8 32	8 42	8 52	8 63	8 76	8 86
"	"	8 44	8 54	8 64	8 78	8 89	9 02
"	"	"	8 68	8 78	8 90	9 03	9 16
"	"	"	"	8 91	9 06	9 19	9 32
"	"	"	"	"	9 12	9 35	9 48
"	"	"	"	"	"	9 52	9 66
"	"	"	"	"	"	"	9 86

A QUATRE ET DEMI POUR CENT.

année.

ANNÉE.	PRIMES ANNUELLES à verser pour jour de cent francs de rente viagère après un délai de					
	5 ans.	10 ans.	15 ans.	20 ans.	25 ans.	30 ans.
.....	252 ^f 25*	102 ^f 61*	53 ^f 89*	30 ^f 60*	17 ^f 60*	10 ^f 04*
.....	249 74	101 42	51 78	29 75	17 08	9 55
.....	247 07	99 55	51 02	28 88	16 40	9 04
.....	244 22	97 87	50 42	28 00	15 73	8 53
.....	241 45	96 13	50 17	27 01	15 07	8 02
.....	237 87	94 20	47 88	26 16	14 37	"
.....	234 36	92 29	46 53	25 22	13 67	"
.....	230 59	90 24	45 21	24 27	12 96	"
.....	226 66	88 13	43 81	23 30	12 15	"
.....	222 59	85 97	42 46	22 33	11 53	"
.....	218 20	83 74	41 05	21 33	"	"
.....	213 70	81 50	39 63	20 34	"	"
.....	209 04	79 23	38 19	19 33	"	"
.....	204 28	76 64	36 75	18 31	"	"
.....	199 49	74 05	35 30	17 29	"	"
.....	194 65	72 32	33 83	"	"	"
.....	189 81	70 01	32 35	"	"	"
.....	185 02	67 71	30 81	"	"	"
.....	180 21	65 37	29 33	"	"	"
.....	175 40	63 04	27 78	"	"	"
.....	170 61	60 62	"	"	"	"
.....	165 77	58 18	"	"	"	"
.....	160 79	55 68	"	"	"	"
.....	155 75	53 13	"	"	"	"
.....	150 63	50 55	"	"	"	"
.....	145 38	"	"	"	"	"
.....	139 96	"	"	"	"	"
.....	134 45	"	"	"	"	"
.....	128 71	"	"	"	"	"
.....	122 87	"	"	"	"	"

D'APRÈS LA TABLE DE MORTALITÉ DE 1863

Rente viagère

ÂGE DU RETENUE.	PRIMES ANNUELLES à verser pour jouir de cent francs de rente viagère après un délai de				
	5 ANS.	10 ANS.	15 ANS.	20 ANS.	25 ANS.
0 an.....	272 ¹ 15 ^c	122 ¹ 46 ^c	70 ¹ 57 ^c	44 ¹ 63 ^c	29 ¹ 67 ^c
1 idem.....	289 53	126 95	72 28	45 47	30 10
2 idem.....	295 91	128 39	72 80	45 59	30 11
3 idem.....	297 70	128 95	72 73	45 51	29 99
4 idem.....	300 50	128 99	72 65	45 31	29 81
5 idem.....	301 08	128 74	72 24	45 15	29 58
6 idem.....	301 27	128 30	71 86	44 73	29 33
7 idem.....	300 47	127 71	71 41	44 41	29 06
8 idem.....	299 60	127 02	70 94	44 06	28 77
9 idem.....	298 36	126 26	70 44	43 68	28 46
10 idem.....	296 89	125 44	69 91	43 29	28 15
11 idem.....	295 22	124 59	69 34	42 87	27 82
12 idem.....	293 22	123 66	68 78	42 46	27 48
13 idem.....	291 46	122 81	68 24	42 01	27 13
14 idem.....	289 47	122 03	67 66	41 60	26 77
15 idem.....	287 62	121 04	67 07	41 16	26 50
16 idem.....	285 79	120 16	66 50	40 71	26 02
17 idem.....	283 88	119 27	65 90	40 24	25 63
18 idem.....	282 19	118 45	65 31	39 78	25 20
19 idem.....	280 65	117 61	64 71	39 30	24 78
20 idem.....	278 68	116 67	64 06	38 77	24 32
21 idem.....	277 16	115 81	63 43	38 25	23 85
22 idem.....	275 26	114 86	62 76	37 68	23 36
23 idem.....	273 63	113 89	62 06	37 09	22 85
24 idem.....	271 84	112 93	61 34	36 48	22 31
25 idem.....	269 81	111 82	60 55	35 82	21 76
26 idem.....	267 75	110 74	59 73	35 13	21 19
27 idem.....	265 80	109 63	58 88	34 42	20 60
28 idem.....	263 48	108 40	57 96	33 67	20 00
29 idem.....	261 32	107 19	57 02	32 89	19 39
30 idem.....	258 91	105 84	56 08	32 09	18 76

Ensuite est écrite cette mention :

« Enregistré à Paris, huitième bureau, le 22 avril 1864, folio 100 recto, cas
« Reçu deux francs; double décime, quarante centimes. Signé Gratian.

Vu pour être annexé au décret impérial en date du 27 avril 1864, enregistré
le n° 322.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 16,505. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la justice et des cultes) qui :

1° Érige en chapelle de secours l'église de la commune de Beaumont-le-Hareng, canton de Bellencombre, arrondissement de Dieppe (Seine-Inférieure);

2° Autorise l'acceptation du legs d'une rente de trente francs fait par le sieur lestre à la fabrique de la Crique, au profit de l'église de Beaumont-le-Hareng, dépend de cette succursale. (Compiègne, 28 Novembre 1863.)

À QUATRE ET DEMI POUR CENT.

semestre.

RENTIER.	PRIMES ANNUELLES					
	à verser pour jouir de cent francs de rente viagère après un délai de					
	5 ans.	10 ans.	15 ans.	20 ans.	25 ans.	30 ans.
.....	255 ¹ 59 ⁰	104 ¹ 43 ⁰	54 ¹ 93 ⁰	31 ¹ 25 ⁰	18 ¹ 12 ⁰	10 ¹ 32 ⁰
.....	253 92	102 95	53 82	30 40	17 50	9 82
.....	251 29	101 38	52 66	29 53	16 81	9 31
.....	248 45	99 70	51 45	28 62	16 14	9 80
.....	245 48	97 96	50 20	27 72	15 46	8 28
.....	242 11	96 08	48 90	26 79	14 76	"
.....	239 59	94 11	47 57	25 84	14 06	"
.....	234 82	92 05	46 22	24 88	13 35	"
.....	230 89	89 94	44 84	23 91	12 63	"
.....	226 82	87 78	43 45	22 93	11 90	"
.....	222 42	85 54	42 03	21 92	"	"
.....	217 91	83 28	40 61	20 92	"	"
.....	213 24	81 01	39 16	19 91	"	"
.....	208 47	78 70	37 71	18 88	"	"
.....	203 68	76 40	36 24	17 84	"	"
.....	198 82	74 09	34 77	"	"	"
.....	193 96	71 77	33 27	"	"	"
.....	189 15	69 42	31 76	"	"	"
.....	184 33	67 07	30 23	"	"	"
.....	179 50	64 69	28 68	"	"	"
.....	174 70	62 30	"	"	"	"
.....	169 85	59 84	"	"	"	"
.....	164 85	57 33	"	"	"	"
.....	159 79	54 77	"	"	"	"
.....	154 65	52 17	"	"	"	"
.....	149 49	"	"	"	"	"
.....	143 97	"	"	"	"	"
.....	138 44	"	"	"	"	"
.....	132 67	"	"	"	"	"
.....	126 82	"	"	"	"	"

16,506. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Legs de la nue propriété d'une maison estimée vingt-six mille neuf cent soixante francs fait par le sieur *Renaudin* aux fabriques de Notre-Dame-des-Victoires, à Paris, de Saint-Honoré, à Passy-Paris (Seine), et à l'administration générale de l'assistance publique, à Paris, au nom des bureaux de bienfaisance de l'ancien troisième arrondissement et de l'ancien sixième arrondissement de cette ville; ledit legs converti, en suite des offres faites par la dame *Nayem*, légataire universelle du testateur, en une somme de six mille francs qui sera répartie par portions égales entre les établissements précités et dont moitié appartiendra à l'administration générale de l'assistance publique.

Legs de quatre cents francs fait à charge de services religieux par le sieur *Glandut* à la fabrique de Beaufort (Isère).

Legs faits par le sieur *Durand*: 1° à la congrégation des sœurs de Saint-Aignan existant à Orléans (Loiret), une rente de deux cents francs et une maison sise à Estouy (même département) et estimée six mille francs, à la charge d'entretenir dans cette dernière commune deux sœurs de son ordre pour instruire les jeunes filles et visiter les malades; 2° à la fabrique d'Estouy, divers objets mobiliers estimés cinq cent quatre-vingt francs soixante-dix centimes et une somme de deux mille francs à charge de services religieux. (Compiègne, 28 Novembre 1863.)

N° 16,507. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Legs faits par le sieur *Lille* : 1° à la fabrique de Saint-Justin (Gers), une rente de cent cinquante francs, à charge de services religieux ; 2° au desservant de cette succursale et à la même fabrique, une rente de trente francs, à charge également de services religieux.

Legs faits par la demoiselle *de Chanlaire* : 1° aux sœurs de la Charité de Saint-Jacques-de-Paul établies à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) et aux pauvres de cette ville, trois cents francs ; 2° aux sœurs Augustines qui desservent l'hospice de Boulogne-sur-Mer et à la commission administrative de cet hospice, trois cents francs ; 3° aux frères des écoles chrétiennes établis dans cette même ville, trois cents francs ; 4° à la fabrique de Saint-Pierre, à Boulogne-sur-Mer, conjointement avec la commune, mille francs, destinés à l'église ; 5° à la fabrique de Saint-Joseph de cette ville, trois cents francs, destinés également à l'église.

Legs de mille cinq cents francs fait à charge de services religieux par le sieur *Mor* à la fabrique de Chailley (Yonne). (Paris, 4 Décembre 1863.)

N° 16,508. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Legs faits aux desservants successifs de la succursale de Hauteville (Haute-Saône) et à la fabrique de cette paroisse : 1° par la dame veuve *Collet*, née *Fontaine*, au desservant, deux cents francs, pour la célébration de messes ; au desservant et à la fabrique, une rente de dix francs, pour fondation de services religieux ; 2° par le sieur *Fontaine*, au desservant et à la fabrique, une rente de cinquante francs, pour fondation de services religieux, et une somme de deux cents francs, pour l'embellissement de l'église ; au desservant, deux cents francs, pour la célébration de messes.

Legs de trois pièces de terres estimées huit mille six cents francs fait à charge de services religieux par le sieur *Gélas* à la fabrique de Rillieux (Ain).

Legs d'une rente de cent trente francs fait à charge de services religieux par la dame veuve *Leclerc* au desservant et à la fabrique de Marolles (Calvados).

Legs fait par le sieur *Bouic* au chapitre métropolitain de Rouen (Seine-Inférieure) et consistant dans les livres composant sa bibliothèque et estimés six cent cinquante francs, à l'exception de l'*Encyclopédie*.

Legs de deux mille francs fait à charge de services religieux par la demoiselle *Le* à la fabrique de Sainte-Croix, à Provins (Seine-et-Marne).

Legs : 1° de mille cinq cents francs, pour fondation de messes ; 2° de cinq cents francs pour achat d'ornements, faits par la dame *Degroux* à la fabrique de Salers (Somme). (Paris, 6 Décembre 1863.)

N° 16,509. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Donation d'une rente de cent vingt francs faite à charge de services religieux par la dame veuve *Yron* à la fabrique de la Sainte-Trinité, à Cherbourg (Manche).

Donation de divers objets mobiliers estimés mille deux cents francs faite par la demoiselle *Galpin* à la fabrique et au curé de Mayet (Sartre), à charge de services religieux.

Donation d'une rente de cent francs faite à charge de services religieux par le sieur *Thomas* à la fabrique du Haut-du-Tôt, commune de Sapois (Vosges).

Donation d'une rente de soixante francs faite à charge de services religieux par le sieur *Chevalier* à la fabrique de Nuits-sur-Armançon (Yonne).

Donation d'une rente de cinquante francs faite à charge de services religieux par la dame veuve *Véron* à la fabrique de l'église cathédrale de Soissons (Aisne).

Donation d'une rente de cent dix-sept francs faite à charge de services religieux par la demoiselle *Lemonça* à la fabrique de Longvillers (Calvados).

Donation de mille deux cents francs faite à charge de services religieux par le sieur *Salsac* à la fabrique de Salers (Cantal).

Donation de trois mille francs faite à charge de services religieux et de l'entretien de la lampe du saint sacrement par les sieur et dame *Cany* à la fabrique de Saint-Pierre-de-Lages (Haute-Garonne). (Paris, 6 Décembre 1863.)

510. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la justice et des cultes) qui :

Érige en chapelle de secours l'église de Clerques, située dans la circonscription succursale d'Andrehem, arrondissement de Saint-Omer (Pas-de-Calais);

Autorise l'acceptation du legs fait à la fabrique d'Andrehem par le sieur *Salmon*, en vue de services religieux et dans l'intérêt de l'église de Clerques, ledit legs consistant en deux parcelles de terre estimées huit cents francs. (Paris, 14 Décembre 1863.)

511. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

1° une donation de deux mille francs faite par le sieur *Montheil de Ladignac* à la fabrique de Barrez (Aveyron) pour être affectés aux frais d'une retraite spirituelle.

2° une donation de quatre mille francs faite à charge de services religieux par la dame *de Corday* à la fabrique de Rueil (Eure-et-Loir).

3° une donation d'une rente de cinquante francs faite à charge de services religieux par une veuve *Geffroy* à la fabrique de Saint-Louis, à Brest (Finistère).

4° des legs faits par la dame veuve *Ugelin de Grisony* : 1° à la fabrique et à la commune de Gers, une rente de trois cents francs, qui sera affectée aux besoins de l'église et à l'entretien du cimetière; 2° aux pauvres, une pareille rente de trois cents francs.

5° des legs faits par la dame veuve *Féraud*, mais autorisés jusqu'à concurrence de moitié seulement, et consistant : 1° pour la fabrique d'Aubignosc (Basses-Alpes), dans la quotité de sa succession, ladite moitié évaluée à deux mille cinquante et un francs quatre-vingt-cinq centimes; 2° pour les pauvres de cette commune, dans le huitième de sa succession, ledit huitième évalué à cinq cent douze francs quatre-vingt-cinq centimes.

6° des legs faits par le sieur *Trouillot* : 1° à la fabrique de Delouze (Meuse), deux mille francs, à charge de services religieux; 2° aux pauvres de cette commune, cinq cents francs. (Paris, 14 Décembre 1863.)

512. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

1° des legs faits par le sieur *Marque* : 1° à la congrégation des Petites Sœurs des pauvres établie à Rennes (Ille-et-Vilaine), une voiture avec les harnais des chevaux, le tout estimé six cents francs, à charge de services religieux; 2° à la fabrique de Saint-Pern (même département), mille francs pour la célébration de messes, une créance d'environ soixante-dix francs, divers objets pour l'exercice du culte estimés quatre-vingts francs, et huit cents francs pour être affectés à des services religieux; 3° à chacune des fabriques de Muel et de Saint-Malon (même département), mille francs, pour la célébration de services religieux.

2° des legs faits par la dame veuve *Aversant* à la fabrique de Saint-Jacques, à Douai (Nord), consistant en une somme de mille cinq cent quarante-huit francs pour la célébration de messes et en une somme de quatre mille cent vingt-six francs pour la fondation de services religieux.

3° des legs faits par le sieur *Thobois* : 1° à la fabrique de Provin (Nord), une pièce de terre sur laquelle est érigée une petite chapelle, le tout estimé six mille francs, à charge de services religieux; 2° aux pauvres de cette commune, le bénéfice éventuel des meubles légués à la fabrique.

4° un legs de vingt-quatre mille francs fait par le sieur *Revenaz* à l'établissement des Sœurs de Notre-Dame-de-Sion existant à Grand-Bourg, commune d'Évry-sur-Seine (Seine-et-Oise), ledit legs fait sous la condition que, dans le cas où ces religieuses seraient la direction de l'école communale pour tenir une école libre, elles seraient autorisées d'y recevoir les enfants pauvres de la localité.

5° un legs d'une rente de quatre-vingts francs fait à charge de services religieux et dans l'intérêt des pauvres par la dame veuve *Raimbaud* au curé, à la fabrique et au bureau de bienfaisance de Mortagne (Vendée).

6° des legs faits par le sieur *Avril* : 1° à la fabrique de l'Île-Jourdain (Vienne), une rente de cent francs pour la célébration de messes et une rente de quatre cents francs pour les besoins de l'église; 2° aux pauvres de cette commune, une rente de cent francs; 3° à la société des secours mutuels du canton de l'Île-Jourdain, une somme de cinq cents francs. (Paris, 14 Décembre 1863.)

N° 16,513. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

Legs de deux mille francs fait à charge de services religieux par la dame *veuve Béhenne* à la fabrique de Dohis (Aisne).

Legs de trois mille francs fait à charge de services religieux par la dame *Leonnault* à la fabrique de Vandenesse (Côte-d'Or).

Legs d'une pièce de terre estimée mille cinq cents francs fait à charge de services religieux par le sieur *Bécasse* à la fabrique des Corvées-les-Yys (Eure-et-Loir).

Legs d'une rente de cent francs fait à charge de services religieux par la demoiselle *Leconte* à la fabrique de Lingreville (Manche).

Legs de mille deux cents francs fait à charge de services religieux par la demoiselle *Hémar* à la fabrique de Belrupt (Meuse).

Legs de trois rentes s'élevant à cent cinq francs fait à charge de services religieux par le sieur *Mestel* à la fabrique de Lammerville (Seine-Inférieure).

Legs de mille deux cents francs fait à charge de services religieux par la dame *Blavaux* à la fabrique de Saint-Benoit, à Castres (Tarn).

Donation d'immeubles estimés mille cinq cents francs faite aux desservants successifs de Vanlay (Aube) par le sieur *Guénin*, desservant actuel de cette succursale.

Legs de mille deux cents francs fait à charge de services religieux par le sieur *Favier* à la fabrique de Fontaine-en-Duesmois (Côte-d'Or).

Donations faites par le sieur *Carré-Laforge* : 1° à la fabrique de Cernoy (Loiret), une rente de cinquante-cinq francs, à charge de services religieux ; 2° aux pauvres de cette commune, une rente de quarante-cinq francs. (Paris, 20 Décembre 1863.)



Certifié conforme :

Paris, le 28 * Mai 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1039.

4. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 36 liquidations de Pensions civiles.*

Du 7 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur les articles 5, 6, 7, 8, 11, 13, 18, 23 et 25 de la loi du 9 juin 1853,
sur les pensions civiles;

Sur la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

Sur l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du
1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations com-
prises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur
le crédit d'inscription ouvert au ministère de l'instruction publique pour
1864;

Sur l'avis des finances de notre Conseil d'État entendu, en son avis du
1864;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de
l'instruction publique,

DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

1^{er}. Les trente-six liquidations de pensions civiles comprises
dans la somme totale de deux mille quatre cent cinquante-deux
(2,452') au tableau d'autre part sont approuvées.

Les pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance
à partir du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

Les ministres secrétaires d'État aux départements de l'instruc-
tion publique et des finances sont chargés, chacun en ce qui le con-
cerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin

du palais des Tuileries, le 7 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'instruction publique,

Signé V. DURUY.

Série.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	(Pensions pour)	
		Date.	Lieu.			Ann.	Mois.
1	BLANC César	21 avril 1791.	Voray (Haute-Saône).	Instituteur pu- blic.	Civils.....	59	11
2	BONNE Jean-Antoine	16 fév. 1801.	Eyzahut (Drôme).	Idem.....	Idem.....	32	1
3	BOUTE Pierre-Amand	7 février 1795.	Clamensane (Basses-Alpes).	Idem.....	Idem.....	43	11
4	CABET Pierre-Gaston	1 ^{er} sept. 1796.	Saint-Jean- de-la-Blaquière (Berault).	Idem.....	Idem.....	41	8
5	CARTAT Dominique	16 juin 1791.	Xenilh (Hautes-Pyrénées).	Idem.....	Idem.....	44	11
6	CHASSE Jean-Victor	8 juillet 1800.	Neuviry (Ardennes).	Idem.....	Idem.....	35	7
7	CHASTET Joseph	20 mars 1797.	Sainte-Eulalie (Ardèche).	Idem.....	Idem.....	30	2
8	DEBASTON Jean-Cha- de	5 mars 1801.	Lélex (Ain).	Idem.....	Idem.....	40	5
9	DESSIS Jean	20 mars 1796.	Orincles (Hautes-Pyrénées).	Idem.....	Idem.....	38	6
10	ELCHET Louis	15 nov. 1796.	Larribar- Sorhapuru (Basses-Pyrénées).	Idem.....	Idem.....	43	1
11	FITTEAU Jean	1 ^{er} nov. 1797.	Puntous (Hautes-Pyrénées).	Idem.....	Idem.....	32	9
12	FOSTAT Gabriel	11 juillet 1803.	Sabalos (Hautes-Pyrénées).	Idem.....	Idem.....	50	4
13	GARTHEA Joseph	15 mai 1803.	Marigny- le-Cahouet (Côte-d'Or).	Idem.....	Idem.....	40	11
14	GAZARD (Bernard) A.	20 août 1812.	Trouan- le-Grand (Aube).	Idem.....	Idem.....	33	1
15	GLATON Jacques	18 août 1806.	Douces (Maine-et-Loire).	Idem.....	Idem.....	32	1
16	GORDON Joseph	6 janvier 1800.	Pujo-le-Plan (Landes).	Idem.....	Idem.....	39	7
17	GRAS Jean-Louis	7 dec. 1803.	Essia (Jura).	Idem.....	Idem.....	38	1
18	LACHEA Etienne	19 fév. 1797.	Vallouise (Hautes-Alpes).	Idem.....	Idem.....	40	7
19	LE COSSPELLIER Victor	15 dec. 1797.	Le Poirier (Calvados).	Idem.....	Idem.....	31	11
20	LIBRE André A.	20 fév. 1803.	La Peyrathe (Deux-Sèvres).	Idem.....	Idem.....	35	1
21	LIOTTEY Claude - An- toine	18 mars 1801.	Montmirey- la-Ville (Jura).	Idem.....	Idem.....	35	3
22	LEERT (Georges-Henry)	14 août 1799.	Paris (Seine).	Idem.....	Idem.....	37	1
23	MANVIER (Jean - Fran- çois)	31 mai 1800.	Malloué (Calvados).	Idem.....	Idem.....	32	3
24	MATRY (Jean-Claude)	25 mai 1795.	Vernassal (Haute-Loire).	Idem.....	Idem.....	32	4

25 Hors d'état de continuer ses fonctions.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
au 1 ^{er} janvier 1854.)							
"	66 ¹ 00 ⁰	66 ¹ 00 ⁰	66 ¹	"	66 ¹	19 octobre 1863.	Devocey (Doubs).
"	57 15	57 15	57	"	57	1 ^{er} nov. 1863.	Allan (Drôme).
"	48 85	48 85	48	"	48	1 ^{er} février 1863.	Clamensane (Basses-Alpes).
"	67 62	67 62	67	"	67	1 ^{er} décemb. 1863.	Saint-Jean- de-la-Blaquière (Hérault).
"	48 74	48 74	48	"	48	1 ^{er} octobre 1861.	Neuilh (Hautes-Pyrénées).
"	114 09	114 09	114	"	114	1 ^{er} octobre 1863.	Bourgogne (Marne).
"	68 50	68 50	68	"	68	1 ^{er} janvier 1864.	Saint-Andéol- de-Fourchade (Ardèche).
"	63 94	63 94	63	"	63	1 ^{er} octobre 1862.	Lélex (Ain).
"	63 39	63 39	63	"	63	1 ^{er} juillet 1863.	Benac (Hautes-Pyrénées).
"	66 77	66 77	66	"	66	1 ^{er} nov. 1863.	Larribar- Sorbapuru (Basses-Pyrénées).
"	60 09	60 09	60	"	60	1 ^{er} mars 1863.	Puntous (Hautes-Pyrénées).
"	65 07	65 07	65	"	65	1 ^{er} septemb. 1863.	Sabalos (Hautes-Pyrénées).
"	66 84	66 84	66	"	66	16 novemb. 1863.	Étampes (Seine-et-Oise).
"	86 09	86 09	86	"	86	1 ^{er} octobre 1863.	Vitry- le-François (Marne).
"	73 53	73 53	73	"	73	<i>Idem.</i>	Angers (Maine-et-Loire).
"	65 07	65 07	65	"	65	1 ^{er} sept. 1863.	Saint-Julien- de-Gabarret (Landes).
"	67 21	67 21	67	"	67	7 décembre 1863.	Essia (Jura).
"	61 73	61 73	61	"	61	1 ^{er} mai 1863.	Curnier (Drôme).
"	71 18	71 18	71	"	71	1 ^{er} janvier 1864.	Frénouville (Calvados).
"	56 50	56 50	56	"	56	1 ^{er} octobre 1862.	La Peyrathe (Deux-Sèvres).
"	45 00	45 00	45	"	45	Trois années à dater du jour de l'insertion du dé- cret de concession au Bulletin des lois.	Gredisaus (Jura).
"	112 10	112 10	112	"	112	1 ^{er} octobre 1863.	Nantes (Loire-Inférieure).
"	67 70	67 70	67	"	67	16 décembre 1863.	S ^t -Martin-Don (Calvados).
"	57 15	57 15	57	"	57	13 novembre 1862	Léméré (Indre-et-Loire).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	SÉRIE descriptions.	MONT des pensions.
		Dates.	Lieux.			
(Pensions pour						
1	BLANC (César).....	31 avril 1786.	Voray (Haute-Saône).	Instituteur pu- blic.	Civils.....	59 11
2	BORNE (Jean-Antoine)...	16 fév. 1803.	Eyzahut (Drôme).	Idem.....	Idem.....	32 1
3	BURLE (Pierre-Amand)...	7 février 1797.	Clamensane (Basses-Alpes).	Idem.....	Idem.....	43 11
4	CANET (Pierre-Gaston)...	1 ^{er} sept. 1796.	Saint-Jean- de-la-Blaquière (Hérault).	Idem.....	Idem.....	41 5
5	CARTAU (Dominique)...	16 juin 1790.	Neuilh (Hautes-Pyrénées).	Idem.....	Idem.....	44 11
6	CENSIER (Jean-Nicolas)...	8 juillet 1800.	Neuviry (Ardennes).	Idem.....	Idem.....	35 7
7	CHAREYRE (Joseph)....	20 mars 1797.	Sainte-Eulalie (Ardèche).	Idem.....	Idem.....	30 2
8	DURAPOURD (Jean-Clau- de).....	5 mars 1801.	Lélex (Ain).	Idem.....	Idem.....	40 9
9	DUSSEAD (Jean).....	20 mars 1796.	Orincles (Hautes-Pyrénées).	Idem.....	Idem.....	38 6
10	ÉLICHIRY (Louis).....	15 nov. 1796.	Larribar- Sorhapuru (Basses-Pyrénées).	Idem.....	Idem.....	43 1
11	FITTÉAN (Jean).....	1 ^{er} nov. 1797.	Puntous (Hautes-Pyrénées).	Idem.....	Idem.....	52 9
12	FONTAN (Gabriel).....	11 juillet 1803.	Sabalos (Hautes-Pyrénées).	Idem.....	Idem.....	50 4
13	GAUTHIER (Joseph)....	15 mai 1803.	Marigny- le-Cahouet (Côte-d'Or).	Idem.....	Idem.....	40 11
14	GIRARDIN (Bernard) ⁽¹⁾ ...	20 août 1812.	Trouan- le-Grand (Aube).	Idem.....	Idem.....	33 1
15	GLOTON (Jacques) ⁽¹⁾ ...	18 août 1806.	Douces (Maine-et-Loire).	Idem.....	Idem.....	32 1
16	GOURDON (Joseph)....	6 janvier 1800.	Pujo-le-Plan (Landes).	Idem.....	Idem.....	59 7
17	GROS (Jean-Louis).....	7 déc. 1803.	Essia (Jura).	Idem.....	Idem.....	38 3
18	LAGIER (Étienne).....	19 fév. 1797.	Vallouise (Hautes-Alpes).	Idem.....	Idem.....	40 7
19	LE COISPELLIER (Victor)...	15 déc. 1797.	Le Poitiers (Calvados).	Idem.....	Idem.....	31 11
20	LIÈRE (André) ⁽¹⁾	20 fév. 1803.	La Peyrathe (Deux-Sèvres).	Idem.....	Idem.....	36 1
21	LIOTTET (Claude - An- toine).....	28 mars 1801.	Montmirey- la-Ville (Jura).	Idem.....	Idem.....	35 3
22	LUCET (Georges-Henry)...	14 août 1799.	Paris (Seine).	Idem.....	Idem.....	37 1
23	MANVIEU (Jean - Fran- çois).....	31 mai 1800.	Malloué (Calvados).	Idem.....	Idem.....	32 3
24	MAURY (Jean-Claude)...	25 mai 1795.	Vernassal (Haute-Loire).	Idem.....	Idem.....	32 4

⁽¹⁾ Hors d'état de continuer ses fonctions.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
du 1 ^{er} janvier 1854.)							
"	66 ^f 00 ^c	66 ^f 00 ^c	66 ^f	"	66 ^f	19 octobre 1863.	Devocey (Doubs).
"	57 15	57 15	57	"	57	1 ^{er} nov. 1861.	Allan (Drôme).
"	48 85	48 85	48	"	48	1 ^{er} février 1863.	Clamensane (Basses-Alpes).
"	67 62	67 62	67	"	67	1 ^{er} décemb. 1863.	Saint-Jean- de-la-Blaquière (Hérault).
"	48 74	48 74	48	"	48	1 ^{er} octobre 1861.	Neuilh (Hautes-Pyrénées).
"	114 09	114 09	114	"	114	1 ^{er} octobre 1863.	Bourgogne (Marne).
"	68 50	68 50	68	"	68	1 ^{er} janvier 1864.	Saint-Andéol- de-Fourchade (Ardèche).
"	63 94	63 94	63	"	63	1 ^{er} octobre 1862.	Lélex (Ain).
"	63 39	63 39	63	"	63	1 ^{er} juillet 1863.	Benac (Hautes-Pyrénées).
"	66 77	66 77	66	"	66	1 ^{er} nov. 1863.	Larribar- Sorhapuru (Basses-Pyrénées).
"	60 09	60 09	60	"	60	1 ^{er} mars 1863.	Puntous (Hautes-Pyrénées).
"	65 07	65 07	65	"	65	1 ^{er} septemb. 1863.	Sabalos (Hautes-Pyrénées).
"	66 84	66 84	66	"	66	16 novemb. 1863.	Étampes (Seine-et-Oise).
"	86 09	86 09	86	"	86	1 ^{er} octobre 1863.	Vitry- le-François (Marne).
"	73 53	73 53	73	"	73	<i>Idem.</i>	Angers (Maine-et-Loire).
"	65 07	65 07	65	"	65	1 ^{er} sept. 1863.	Saint-Julien- de-Gabarret (Landes).
"	67 21	67 21	67	"	67	7 décembre 1863.	Essia (Jura).
"	61 73	61 73	61	"	61	1 ^{er} mai 1863.	Curnier (Drôme).
"	71 18	71 18	71	"	71	1 ^{er} janvier 1864.	Frénouville (Calvados).
"	56 50	56 50	56	"	56	1 ^{er} octobre 1862.	La Peyrathe (Deux-Sèvres).
"	45 00	45 00	45	"	45	Trois années à dater du jour de l'insertion du dé- cret de concession au Bulletin des lois.	Gredisans (Jura).
"	112 10	112 10	112	"	112	1 ^{er} octobre 1863.	Nantes (Loire-Inférieure).
"	67 70	67 70	67	"	67	16 décembre 1863.	S ^t -Martin-Don (Calvados).
"	57 15	57 15	57	"	57	13 novembre 1862	Léméré (Indre-et-Loire).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
25	MERCIER (Emmanuel)...	19 oct. 1799.	Lons-le-Saunier (Jura).	Instituteur pu- blic.	Civils.....	35	11	9
26	PERCHET (Jean-Pierre)...	25 août 1803.	Châtillon (Jura).	Idem.....	Idem.....	36	8	24
27	PETIT (Sébastien).	4 août 1801.	Thenissey (Côte-d'Or).	Idem.....	Idem.....	51	9	25
28	PICHON (François), dit AUBERIE.	15 fév. 1801.	Genos Hautes-Pyrénées)	Idem.....	Idem.....	42	9	15
29	ROBERT (Augustin)....	23 janv. 1798.	Faye-l'Abbesse (Deux-Sèvres).	Idem.....	Idem.....	32	8	
30	ROGER (Jean - Baptiste - Joseph) ⁽¹⁾ .	18 mai 1805.	Marchais- sous-Liesse (Aisne).	Idem.....	Idem.....	38	9	
31	ROUCHON (Gilbert).....	1 ^{er} mars 1797.	Cognat-Lyonne (Allier).	Idem.....	Idem.....	31	7	27
32	SEGUIN (François).....	18 mai 1800.	Saint-Laurent- de-Trèves (Lozère).	Idem.....	Idem.....	32		1
33	VAILLANT (Antoine)....	8 avril 1792.	Cuisy- en-Almont (Aisne).	Idem.....	Idem.....	51	2	17
34	CONTÉ (Julie-Angélique), veuve BIZET.	10 avril 1805.	Orgeval (Seine-et-Oise).	Le mari, insti- tuteur public.	Idem.....	33	5	6
35	PAUTRET (Jeanne-Cathe- rine), veuve AUBERT.	25 mars 1798.	Bourguignon- lez-Morey (Haute-Saône).	Idem.....	Idem.....	31	5	12
36	CHENAULT (Pierre).....	7 avril 1794.	Montberthault (Côte-d'Or).	Instituteur pu- blic.	Militaires et civils.	46	5	7

(1) Hors d'état de continuer ses fonctions.
(2) Réversion du minimum d'une pension de 153 francs revenant à son mari, décédé en activité de service.

N^o 16,515.— *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 10 liquidations de Pensions civiles.*

Du 11 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Vu les articles 2, 5, 6, 7, 11, 13, 18, 23 et 25 de la loi du 9 mai 1853, sur les pensions civiles ;

Vu la loi du 22 août 1790 ;

Vu le décret du 13 septembre 1806 ;

Vu l'ordonnance du 19 avril 1820, concernant les pensions des fonctionnaires de l'instruction publique, et l'ordonnance du 1^{er} avril 1830, relative à leurs veuves ;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 20 avril 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de l'instruction publique pour l'année 1864 ;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 3 mai 1864 ;

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
ices lres.	des services civils.	Total.					
	56 ^f 50 ^c	56 ^f 50 ^c	56 ^f	"	56 ^f	10 octobre 1862.	Saint-Laurent (Jura).
"	65 11	65 11	65	"	65	9 septembre 1863.	Montaigu (Jura).
"	79 17	79 17	79	"	79	1 ^{er} sept. 1863.	Saulx-le-Duc (Côte-d'Or).
"	66 00	66 00	66	"	66	16 octobre 1863.	Genos (Hautes-Pyrénées).
"	66 77	66 77	66	"	66	1 ^{er} novemb. 1863.	Ligron (Deux-Sèvres).
"	84 09	84 09	84	"	84	1 ^{er} octobre 1863.	Marchais- sous-Liesse (Aisne).
"	68 50	68 50	68	"	68	1 ^{er} janvier 1864.	Monteignet- sur-l'Andelot (Allier).
"	62 56	62 56	62	"	62	2 juin 1863.	Anduze (Gard).
"	68 51	68 51	68	"	68	18 octobre 1863.	Bucy-le-Long (Aisne).
"	"	"	"	100 ^f	100(a)	17 novembre 1863	Bezons (Seine-et-Oise).
"	"	"	"	61	61(b)	3 mai 1863.	Savigny (Haute-Marne).
3 ^e 79 ^c	52 69	66 48	66	"	66(c)	1 ^{er} mai 1862.	Saint-Andeux (Côte-d'Or).
TOTAL.					2,453		

(b) Réversion entière d'une pension de 61 francs revenant à son mari, décédé en activité de service le 6 juillet 1863. Cette pension annule celle de 53 francs concédée par décret du 6 juillet 1863.

le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique,

Nous DÉCRÉTE et DÉCRÉTONS ce qui suit :

1^{er}. Les dix liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de quatorze mille cent soixante-quatre francs (14 654^f) au tableau d'autre part sont approuvées.

Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance à partir du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'instruction publique et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des Lois.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'instruction publique,

Signé V. DUNOY.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE du service.			MONTANT de la pension.
		Dates.	Lieux.			Années.			
						Ann.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services militaires.)									
1	MACHARD (Joséphine - Louise-Nicette), veuve TERRIER.	6 janvier 1811.	Dôle (Jura).	Le mari , régent.	Civils.....	31	7	17	100 fr.
2	TARIN (Rose-Lazarette), veuve VALBY.	13 sept. 1805.	Semur (Côte-d'Or).	Le mari , princi- pal.	Idem.....	30	10	25	100 fr.
(Pensions pour services civils.)									
3	BOURBON (Félix-Auguste- Louis) ⁽¹⁾ .	8 mars 1811.	Paris (Seine).	Secrétaire de fa- culté.	Civils.....	30	3	0	100 fr.
4	PARDIGON (Jacques-Mar- tin-Polydore).	9 nov. 1799.	Marseille (Bouches-du-Rh.)	Secrétaire d'aca- démie.	Idem.....	31	10	19	100 fr.
5	RATTIER (Marie-Stanis- las) ⁽¹⁾ .	1 ^{er} juin 1793.	Provins (Seine-et-Marne).	Inspecteur d'aca- démie.	Idem.....	21	6	21	100 fr.
6	GOIJON (Denis-Louis)..	29 août 1789.	Paris (Seine).	Bibliothécaire à la bibliothèque Mazarine.	Idem.....	47	4	24	100 fr.
7	TOMBAREL (Marie-Élisa- beth), veuve LAURENS.	6 août 1805.	Grasse (Alpes-Maritimes)	Le mari , profes- seur de faculté.	Idem.....	32	1	20	100 fr.
8	CHAPEL (Eugénie-Bonne- Adrienne), veuve GUEYMARD.	12 déc. 1812.	Grenoble (Isère).	Idem.....	Idem.....	31	4	21	100 fr.
9	CORTIAL (Amélie - So- phie), veuve RIT.	30 août 1813.	Quimper (Finistère).	Le mari , inspec- teur général.	Idem.....	43	2	25	100 fr.
10	SANDEL (Anne-Victoire), veuve TITERCHER.	8 mai 1802.	Saint-Cast (Côtes-du-Nord).	Le mari , princi- pal.	Idem.....	32	0	16	100 fr.

(1) Infirmités.

(a) Réversion du tiers d'une pension de 870 francs concédée le 11 février 1854 à son mari, décédé le 30 novembre 1853.

(b) Réversion du tiers d'une pension de 970 francs concédée le 20 novembre 1853 à son mari, décédé le 26 novembre 1853.

— (c) Réversion du tiers d'une pension de 4,629 francs revenant à son mari, décédé en activité de service le 26 novembre 1853.

(1) Infirmités.

(a) Réversion du tiers d'une pension de 870 francs concédée le 11 février 1854 à son mari, décédé le 30 novembre 1853.

(b) Réversion du tiers d'une pension de 970 francs concédée le 30 novembre 1853 à son mari, décédé le 30 novembre 1853.

(c) Réversion du tiers d'une pension de 4,629 francs revenant à son mari, décédé en activité de service le 30 novembre 1853.

N^o 16,516. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 18 liquidations de Pensions civiles.

Du 11 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 5, 6, 7, 8, 11, 12, 13, 14, 18 et 23 de la loi du 18 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu les articles 35, 36, 37, 39, 55 et 70 du décret du 25 août 1804 et les ordonnances des 9 janvier et 5 août 1840;

Vu les articles 8, 9, 10 et 11 du décret du 4 juillet 1806 et l'ordonnance du 3 novembre 1827;

Vu les articles 8, 10 et 12 de l'ordonnance du 12 janvier 1825;

Vu la loi du 11 avril 1831, sur les pensions militaires;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 29 février 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue;

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
au 1 ^{er} janvier 1854.;							
"	"	"	"	290 ^f	290 ^f (a)	1 ^{er} nov. 1863.	Sellières (Jura).
"	"	"	"	323	323 (b)	27 janvier 1864.	Dijon (Côte-d'Or).
et au 1 ^{er} janvier 1854.)							
"	3,892 ^f 34 ^c	3,892 ^f 34 ^c	3,892 ^f	"	3,892 ^f	1 ^{er} février 1864.	Paris (Seine).
"	1,695 86	1,695 86	1,695	"	1,695	7 mars 1864.	Aix (Bouches-du-Rh.).
"	1,890 51	1,890 51	1,890	"	1,890	1 ^{er} janvier 1864.	Troyes (Aube).
"	1,559 88	1,559 88	1,559	"	1,559	1 ^{er} mars 1864.	Paris (Seine).
"	"	"	"	1,542 ^f	1,542 (c)	17 nov. 1863.	Verfeil (Haute-Garonne).
"	"	"	"	1,022	1,022 (d)	27 juin 1863.	Grenoble (Isère).
"	"	"	"	1,666	1,666 (e)	11 janvier 1864.	Paris (Seine).
"	"	"	"	85	285 (f)	4 juin 1863.	Lunéville (Meurthe).
TOTAL.				14,164			

exercice du tiers d'une pension de 3,297 francs revenant à son mari, décédé en activité de service le — (e) Réversion du tiers d'une pension de 3,000 francs revenant à son mari, décédé en activité de service le 1863. — (f) Réversion du tiers d'une pension de 855 francs concédée le 15 avril 1858 à son mari, décédé le

et le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, VONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dix-huit liquidations de pensions civiles comprises dans une somme totale de vingt-deux mille deux cent soixante-dix-neuf francs (22,279^f) au tableau d'autre part sont approuvées.

Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance pour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ACHILLE FOULD.

Signé ARMAND BÉHIC.

N ^{OS} D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	RÈGLES des services.	ANNÉE des pensions.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois	Montant
(Pensions pour								
1	ARGENTIER (Félix) ⁽¹⁾ ...	23 juin 1798.	Cloché, commune de Saint-Geoire (Isère).	Adjudant chef d'école impé- riale d'arts et métiers.	Civils.....	10	5	6
2	BOUCAUMONT (Marie- Louis-Auguste).	15 sept. 1803.	Montmarault (Allier).	Ingenieur en chef des ponts et chaussées.	Idem.....	4	1	12
3	BRASSART (Jean-Jac- ques).	21 juillet 1788.	Senlis (Somme).	Conducteur des ponts et chaus- sées.	Militaires.... (confondus en liquida- tion avec les services ci- vils).	4	1	5
4	AVENEL (Elisa-Céles- tine), veuve BRASSART ⁽²⁾ .	8 mars 1819.	Loucarmon (Seine-Inferieure)	Le mari, conduc- teur des ponts et chaussées.	Civils.....	3	1	3
5	JOYE (Marianne-Antoi- nette), veuve CAYRE.	25 août 1818.	Eguilles (Bouches-du-Rh.)	Idem.....	Idem.....	18	6	24
6	BERTIER (Félicité-Jean- ne-Marie), veuve DAVY ⁽³⁾ .	23 juin 1831.	La Chapelle- des-Fongereis (Ille-et-Vilaine).	Idem.....	Militaires....	6	5	24
7	SARRON (Julie-Joséphine- Alexandrine), veuve DELAISSE ⁽²⁾ .	19 août 1817.	L'Orme, commune d'Hermeray (Seine-et-Oise).	Idem.....	Civils.....	19	3	1
8	DELPECH-SAINT-GEILHELM (Melchior-Ignace).	19 août 1817.	L'Orme, commune d'Hermeray (Seine-et-Oise).	Le mari, garde- pêche.	Idem.....	10	11	1
9	DEPIANCHE (Charles- Théophile) ⁽¹⁾ .	8 janv. 1802.	Castel-Sarrazin (Tarn-et-Garonne)	Ingenieur en chef des ponts et chaussées.	Idem.....	39	1	18
10	DEPIANCHE (Charles- Théophile) ⁽¹⁾ .	8 dec. 1809.	Argentan (Orne).	Conducteur des ponts et chaus- sées.	Idem.....	30	13	1
11	DEVILLE (Marie-Louise), veuve LAURE.	3 mai 1791.	Toulouse (Haute-Garonne).	Le mari, conduc- teur des ponts et chaussées.	Idem.....	35	1	1
12	GABOINSE (Louis Ar- mand).	11 dec. 1797.	Châteaudun (Eure-et-Loir).	Expéditionnaire.	Idem.....	38	4	1
13	GALLÉ (Antoine) ⁽¹⁾ ...	20 avril 1807.	Franchet-Bois, commune de Gray (Charente-Infér.)	Conducteur des ponts et chaus- sées.	Idem.....	26	11	1
14	LANOITE (Martin)....	5 février 1800.	Loudun Vienne).	Conducteur prin- cipal des ponts et chaussées.	Idem.....	33	9	1
15	MAILLERIE (Joseph- Pierre-Magloire).	11 oct. 1803.	Castelnaudary (Aude).	Ingenieur en chef des ponts et chaussées.	Idem.....	41	1	11
16	MERY (Amédée-Louis).	10 janv. 1803.	Rouen (Seine-Inferieure)	Idem.....	Idem.....	41	1	1
17	PREVOST (Fenest-Jo- seph) ⁽²⁾ .	25 nov. 1804.	Béthune (Pas-de-Calais).	Conducteur prin- cipal des ponts et chaussées.	Idem.....	35	1	1
18	REBBY (Pauline-Fran- çoise), veuve RE- GNALLY.	15 mars 1828.	Champaissant (Sarthe).	Le mari, conduc- teur des ponts et chaussées.	Militaires.... (confondus en liquida- tion avec les services ci- vils).	6	1	6
					Civils.....	23	11	1

(1) Infirmités résultant d'un accident survenu dans l'exercice des fonctions. — (2) Le mari décédé par suite d'un accident survenu dans l'exercice de ses fonctions. — (3) Invalidité. — (4) Infirmités résultant de l'exercice des fonctions.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
nt au 1 ^{er} janvier 1864.)							
	10 ¹ 01 ⁶ 215 71	225 ¹ 72 ⁶			2 25 ⁵	1 ^{er} janvier 1864.	Angers (Maine-et-Loire).
	5,128 12	5,128 12	3,000 ⁰		3,000	21 octobre 1863.	Nevers (Nièvre).
	842 76 341 14	1,184 90			1,184	1 ^{er} janvier 1864.	Laon (Aisne).
	302 33 348 33	650 66		216 ⁰	216	25 juillet 1863.	Neufchâtel (Seine-inférieure).
		1,075 00		358	358	8 septembre 1863.	Aix (Bouches-du-Rhône).
	277 82 224 14	502 26		167	167	30 juin 1863.	Rennes (Ille-et-Vilaine).
	14 23 124 83	139 06		100	100	9 août 1863.	Chaville (Seine-et-Oise).
	3,496 49 961 63	4,458 12	3,000 ⁰		3,000	15 avril 1864.	Toulouse (Haute-Garonne).
	757 77 356 37	1,114 14			1,114	1 ^{er} jan.	Alençon (Orne).
			600	600	600	1 ^{er} nov. 1863.	Toulouse (Haute-Garonne).
	1,275 00 430 56	1,705 56	1,600		1,600	1 ^{er} janvier 1864.	Paris (Seine).
	558 33 330 42	888 75			888	1 ^{er} mars 1864.	Auxerre (Yonne).
	940 98 123 61	1,064 59			1,064	1 ^{er} jan.	Poitiers (Vienne).
	5,444 63	5,444 63	3,000		3,000	1 ^{er} janvier 1864.	Paris (Seine).
	5,819 76	5,819 76	3,000		3,000	1 ^{er} avril 1864.	Évreux (Eure).
	1,034 72 423 61	1,458 33			1,458	1 ^{er} mars 1864.	Rouen (Seine-inférieure).
	1,496 66	1,496 66	1,000	333	333	18 juillet 1863.	Paris (Seine).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			LIEU des services.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
18	DEBRAUX (Rose), veuve RICHARD.	28 oct. 1799.	Paris (Seine).	Le mari, vérifica- teur des poids et mesures.	Militaires.... Civils.....	1 22	7 2	0 0	Paris (Seine).

N^o 16,517. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui approuve 6 liquidations de Pensions civiles.
Du 11 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR
DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Vu les articles 8, 11, 12, 13, 14, 18 et 23 de la loi du 9 juin 1853, sur
les pensions civiles;

Vu les articles 36 et 55 du décret du 25 août 1804;

Vu la loi du 11 avril 1831, sur les pensions militaires;

Vu l'arrêt du Conseil d'État du 22 juillet 1857;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du
29 février 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations ci-

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			LIEU des services.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
1	ROAD (Jeanne), veuve FOUBERT ⁽¹⁾ .	1 ^{er} janv. 1808.	Nevers (Nièvre).	Le mari, garde- canal.	Militaires.... Civils.....	2 8	5 27	11 0	Paris (Seine).
2	SÉJOURN (Marie-Claire- Alphonsine), veuve LANNOIS ⁽²⁾ .	15 juin 1830.	Rochefort (Charente-Infér.)	Le mari, conduc- teur des ponts et chaussées.	Militaires.... Civils.....	7 9	0 7	0 0	Paris (Seine).
3	LAUREAU (François).	11 mai 1790.	Rougemont (Côte-d'Or).	Eclusier.....	Militaires.... Civils.....	6 18	1 11	7 0	Paris (Seine).
4	MANGIER (Antoine).	7 janv. 1800.	Pradines (Lot).	Idem.....	Idem.....	28	1	9	Paris (Seine).
5	MOSSABRAT Marie, veuve MARTIN.	10 janv. 1790.	Castres (Tarn).	Le mari, employé secondaire des ponts et chaussées.	Idem.....	35	6	7	Paris (Seine).
6	GILLET (Marie-Anne), veuve SUZANNE ⁽³⁾ .	16 déc. 1815.	Condé- sur-Vire (Manche).	Le mari, éclusier.	Idem.....	1	0	11	Paris (Seine).

PENSIONS A LIQUIDER.

QUI EXERÇAIENT, AU 1^{er} JANVIER 1854, DES FONCTIONS

⁽¹⁾ Le mari décédé par suite d'un accident survenu dans l'exercice de ses fonctions. — ⁽²⁾ Le mari, qui était
secondaire au 1^{er} janvier 1854, est décédé par suite d'un accident survenu dans l'exercice de ses fonctions.
résultant de l'exercice des fonctions. — ⁽³⁾ Le produit des services civils (95/32^e) porté au sixième de dixième.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance
du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agricul-
ture, du commerce et des travaux publics et des finances sont
chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent
décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
		696 ¹		232 ^f	232 ^f	15 octobre 1863.	Carrières- Saint-Denis (Seine-et-Oise).
				TOTAL.	22,279		

es dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur
rédit d'inscription ouvert au ministère de l'agriculture, du commerce
et travaux publics;

a section des finances de notre Conseil d'État entendue;

ur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de
riculture, du commerce et des travaux publics,

VONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les six liquidations de pensions civiles comprises pour
e somme totale de six cent cinq francs (605^f) au tableau ci-des-
s sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
D'AGENTS							
IS À LA RETRAITE AVANT LA LOI DU 9 JUIN 1853.							
17 ^f 95 ^c	108 ^f 33 ^c	126 ^f 28 ^c	"	100 ^f	100 ^f (a)	28 octobre 1863.	Nevers (Nièvre).
70 00	266 67	336 67	"	112	112 (b)	28 août 1863.	Rochefort (Charente-Infér.)
44 75	59 71	104 46	"	"	104	1 ^{er} mars 1864.	Stigny (Yonne).
"	34 63	34 93	"	"	34	1 ^{er} janvier 1863.	Cahors (Lot).
"	373 33	494 70	"	164	164	8 sept. 1863.	Castres (Tarn).
"	121 37						
"	36 67	91 67	"	91	91 (c)	27 nov. 1862.	Condé- sur-Vire (Manche).
				TOTAL.	605		

uit des services civils (255^f 56^c) porté au sixième du dernier traitement. — (c) Produit des services civils
ième du dernier traitement.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 16,518. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 4 liquidations de Pensions civiles.

Du 11 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

Vu le décret réglementaire du 9 novembre 1853 ;

Vu la loi du 22 août 1790 et le décret du 13 septembre 1806 ;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 8 avril 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			AN de la liquidation et de la pension à verser à titre de pension.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
1	PHILIPPE (Jean-Marie).. FORT (1).	3 oct. 1805.	Laurodec (Côtes-du-Nord).	Surveillant des lignes télégra- phiques.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	72	5		Le mari, décédé des suites d'un accident grave.
2	ALBERNY (Sophie), veuve FORT (1).	19 sept. 1811.	Névian (Aude).	Le mari, ex-sur- veillant des lignes télégra- phiques.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	19	3		
3	CARLIER (Rose), veuve FOUILLOUSE (1).	25 mai 1833.	Villiers- Notre-Dame (Belgique).	Le mari, gardien chef des pri- sons.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs ..	8	6	16	
4	COMPAIN (Louise-Per- rine), veuve DUBOIS.	17 août 1809.	Souigné- sous-Vallon (Sarthe).	Le mari, ex-gar- dien des pri- sons, décédé en jouissance d'une pension de 406 francs.	.....	9	11	11	

(1) Le mari, décédé des suites d'un accident grave.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au départe-
ment de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le lit d'inscription ouvert au ministère de l'intérieur pour l'année 1864;
la section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 14 avril 1864;
sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les quatre liquidations de pensions civiles comprises dans une somme totale de six cent cinquante-huit francs (658^f) au tableau ci-dessous sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
-	136 ^f 97 ^c 186 36	323 ^f 35 ^c	-	-	323 ^f	1 ^{er} mars 1864.	Laurodec (Côtes-du-Nord).
-	117 34 178 75	296 09	-	Un tiers.	100 (a)	13 déc. 1863.	Narbonne (Aude).
50 ^f 94 ^c	19 15 199 58	275 67	-	Un tiers.	100 (a)	26 déc. 1863.	Melun (Seine-et-Marne).
-	-	-	-	Un tiers.	135	31 janvier 1864.	Le Mans (Sarthe).
TOTAL.					658		

com fixé par l'article 13, dernier paragraphe, de la loi du 9 juin 1853.

6,519. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 2 liquidations de Pensions civiles.
Du 11 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur les articles 2, 5, 6, 7, 18, 23 et 25 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Sur le décret du 2 février 1863;

Sur l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date des 15 mars et 18 avril 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de la guerre;
La section des finances de notre Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,
AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les deux liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de trois mille six cents francs (3,600^f) au tableau ci-dessous sont approuvées.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			DÉSIGNATION des lois, ordonnances, arrêts, etc.
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services)									
1	GRÉGOIRE (Adèle-Barbe), veuve ROUSSEAU.	8 frim. an III (28 nov. 1794).	Paris (Seine).	Le mari, ex-chef de bureau de 1 ^{re} classe au mi- nistère de la guerre.	Civils.....	31	6	15	Décret du 11 mai 1864.
(Pensions pour services)									
2	THOMASSIN (Claude-Jo- seph) ⁽¹⁾ .	15 mars 1804.	Florence (Italie).	Commis principal de 3 ^e classe au ministère de la guerre.	Civils.....	33	16		Décret du 11 mai 1864.

(1) N'est pas astreint à justifier de sa naturalisation.

(1) N'est pas astreint à justifier de sa naturalisation.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances ,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Maréchal de France, Ministre
secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

N^o 16,520. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 2 liquidations de Pensions civiles.

Du 14 Mai 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			DÉSIGNATION des lois, ordonnances, arrêts, etc.
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
1	PUNANT (Pierre - An- toine).	4 nov. 1798.	Paris (Seine).	Rédacteur.....	Civils	41	3		Ordonnance du 11 mai 1864.
2	MARCEL (Claude-Victor- André).	31 août 1793.	Idem.	Consul honoraire.	Militaires et civils.	49	11		Loi du 11 mai 1864.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
au 1 ^{er} janvier 1854.							
-	4,000 ^f 00 ^c	4,000 ^f 00 ^c		1,000 ^f	1,000 ^f	10 février 1864.	Denil (Seine-et-Oise).
au 1 ^{er} janvier 1854.							
-	1,139 72 510 78	1,650 ^f	1,600 ^f		1,600 ^f	1 ^{er} avril 1864.	Brie- Comte-Robert (Seine-et-Marne).
			TOTAL.		3,600 ^f		

les articles 2, 5, 6, 8, 18 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

l'article 4 de l'ordonnance royale du 19 novembre 1823, portant règlement sur les pensions de retraite du département des affaires étrangères;

l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 11 avril 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit inscrit au budget pour l'année 1864;

la section des finances de notre Conseil d'État entendue;

sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

EN DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les deux liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de trois mille deux cent cinquante-huit francs (3,258^f) au tableau ci-dessous sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
	2,953 ^f 00 ^c	2,953 ^f 00 ^c			2,953 ^f	1 ^{er} avril 1864.	Paris (Seine).
5 ^e 19 ^e	300 10	305 29			305	Idem.	Le Bois- de-Colombes (Seine).
			TOTAL.		3,258		

Nos ministres secrétaires d'État aux départements des affaires étrangères et des finances sont chargés, chacun en ce qui le con-

cerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des affaires étrangères,*

Signé ACHILLE FOULD.

Signé DROUYN DE LURYS.

N° 16,521. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 20 liquidations de Pensions civiles.
Du 21 Mai 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
(Pensions pour services)								
					FINANCES.			
					Civils :			
1	CLOÏTRE (Claude-Marie)	5 juin 1802.	Ploudalmezeau (Finistère).	Percepteur.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	23	6	
					postérieurs...	10	11	
					Civils :			
2	HOLMIÈRE (Pierre- Étienne-Jean).	5 avril 1795.	Lautrec (Tarn).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	33	4	
					postérieurs...	10	11	
					Civils :			
3	JAPIOT (Nicolas).....	22 déc. 1793.	Chazeuil (Côte-d'Or).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	39	5	10
					postérieurs...	10	1	
					Civils :			
4	LAFARGE (Louis-Aimé) (1).	26 août 1804.	Saint-Pierre- d'Oleron (Charente-Infér.).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	17	9	
					postérieurs...	9	10	1
					Militaires.....	2		
					Civils :			
5	LAIRÉ (Pierre).....	20 avril 1795.	Martin (Ardennes).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	36	9	
					postérieurs...	10	1	
					Civils :			
6	MORTIER (Jean-François- Magloire).	19 janv. 1798.	Rive-de-Gier (Loire).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	29	5	10
					postérieurs...	10	1	
					Civils :			
7	QUILLARD (Jean).....	3 mai 1798.	Saint-Angeau (Charente).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	35	8	11
					postérieurs...	10	1	

(1) Infirmités. — (2) Le mari mort des suites d'un accident grave.

(1) Infirmités. — (2) Le mari mort des suites d'un accident grave.

les articles 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre ;

la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864 ;

section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 11 mai dernier ;

sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

NOUS DÉCRÉTE et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les vingt liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de six mille cinq cent un francs (6,501^f) au tableau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
	399 ^f 46 ^c	399 ^f 46 ^c	"	"	399 ^f	12 janvier 1864.	Le Conquet (Finistère).
	281 14	281 14	"	"	281	15 février 1864.	Lantrec (Tarn).
	282 13	282 13	"	"	282	2 janvier 1864.	Grancey- le-Château (Côte-d'Or).
	340 45	340 45	"	"	340	2 nov. 1863.	Chaumont- en-Bassigny (Haute-Marne).
1 ^{er} 11 ^e	330 29	331 40	"	"	331	1 ^{er} janvier 1864.	Asfeld (Ardennes).
	1,065 52	1,065 52	"	"	1,065	7 janvier 1864.	Rive-de-Glor (Loire).
	339 06	339 06	"	"	339	3 janvier 1864.	Ruffec (Charente).

NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE du service.			Ann. au 1 ^{er} janv. 1854.
	Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
REVEL (Guillaume).....	18 avril 1793.	Vic-sur-Cère (Cantal).	Percepteur.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	1 33 9 23 10 37 10	6 9 4 9 10 1 5	9 3 10 6 10 1 5	Le 4 1854.
ROBIN (Jean-Éléonore- Joseph-Gabriel-Henry)	1 ^{er} août 1794.	Faulquemont (Moselle).	Idem.....	postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	9 10 23 10 37 10	4 10 9 10 1 5	10 6 1 5	
VALLÉE (Jean-Jacques- Fabricius).	5 octobre 1794.	Tours (Indre-et-Loire).	Idem.....	postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10 36 19 9	5 11 10 10	5 15 11 8	
CHEGARAY (Marie-José- phine), veuve MON- CLAR.	8 mars 1809.	Bayonne (Basses-Pyrénées)	Le mari, receveur particulier.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	36 19 23 10	11 10 9 10	15 11 9 8	
COLOMER (Eulalie), veuve MALEA ⁽¹⁾ .	2 déc. 1819.	Saint-Féliu- d'Amont (Pyrénées-Or.).	Le mari, percep- teur.	POSTES. Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	19 23 10 23 10 23 10 13 7 10	10 9 10 3 1 6 1 8 8 1	11 9 8 21 23 16 17 1 7	
BERTRAND (Christophe).	14 juillet 1795.	Lemud (Moselle).	Facteur rural....	postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10 23 10 23 10 23 10 13 7 10	10 9 10 3 1 6 1 8 8 1	8 21 23 16 17 1 7	
BREIDENSTEIN (Jean - Martin).	13 mars 1812.	Phalsbourg (Meurthe).	Idem.....	postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10 23 10 23 10 23 10 13 7 10	10 9 10 3 1 6 1 8 8 1	8 21 23 16 17 1 7	
BRUGÈRE (Charles-An- dré).	21 avril 1790.	Villedieu (Indre).	Idem.....	postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10 23 10 23 10 23 10 13 7 10	10 9 10 3 1 6 1 8 8 1	8 21 23 16 17 1 7	
LEINE (Marie-Pélagie), veuve BOISBELLAND ⁽²⁾ .	10 fév. 1797.	Jonzac (Charente-Infér.).	Factrice rurale ..	postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10 23 10 23 10 23 10 13 7 10	10 9 10 3 1 6 1 8 8 1	8 21 23 16 17 1 7	
NOUALHER (Joseph- Alexis).	5 janv. 1805.	Châteauroux (Indre).	Facteur rural....	postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10 23 10 23 10 23 10 13 7 10	10 9 10 3 1 6 1 8 8 1	8 21 23 16 17 1 7	
PIT (Jacques).....	21 janv. 1794.	Alais (Gard).	Idem.....	postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10 23 10 23 10 23 10 13 7 10	10 9 10 3 1 6 1 8 8 1	8 21 23 16 17 1 7	
VEYRIER (François)....	12 nov. 1799.	Taullignan (Drôme).	Idem.....	postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10 23 10 23 10 23 10 13 7 10	10 9 10 3 1 6 1 8 8 1	8 21 23 16 17 1 7	

¹⁾ Le mari mort des suites d'un accident grave. — ²⁾ Infirmités.

LIQUIDATION		LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services civils.	Total.					
263 ^l 13 ^c	273 ^l 28 ^c	"	"	173 ^l	20 mai 1863.	Vic-sur-Cère (Cantal).
454 21	454 21	"	"	151	1 ^{er} janvier 1864.	Blamont (Meurthe).
421 06	421 06	"	"	421	6 janvier 1864.	Veretz (Indre-et-Loire).
"	"	"	1,500 ^l	1,500	25 février 1864.	Bayonne (Basses-Pyrénées).
319 82	319 82	325 ^l	108	108	9 nov. 1863.	Prades (Pyrénées-Or.).
			TOTAL..	5,793		
99 07	100 35	"	"	100 ^l	1 ^{er} janvier 1864.	Borny (Moselle).
86 35	86 35	"	"	86	Idem.	Vilsberg (Meurthe).
53 68	65 29	"	"	65	24 février 1864.	Villedieu (Indre).
55 07	55 07	"	"	55	1 ^{er} février 1864.	Mirambeau (Charente-Infér.).
61 41	153 59	"	"	153	1 ^{er} janvier 1864.	Le Blanc (Indre).
87 26	87 29	"	"	87	Idem.	Nyons (Drôme).
79 10	79 10	"	"	79	Idem.	Taulignan (Drôme).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
2	ETTORI (Paul-Marie)...	5 janv. 1807.	Moca (Corse).	Préposé.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... (effectifs) ; Bonifications..	6 14 10 12 8 10 4	1 . . 5 . . 1	20 . . 3 . . .
3	FAGET (Gérard).....	12 mai 1811.	Belbèze (Tarn-et-Garonne)	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... (effectifs) ; Bonifications..	12 8 10 4	5 . . 1	3 . . .
4	GAGON (Anthelme).....	3 déc. 1808.	Gramond (Ain).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Bonifications..	18 10 6 14 5	6 . . 2 . .	23 . . 6 . .
5	HAAS (Jean-Baptiste)...	29 déc. 1810.	Lautenbach (Haut-Rhin).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Bonifications..	14 10 5	4 . .	. . .
6	HUMBERT (Joseph).....	5 janv. 1803.	Salavre (Ain).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Bonifications..	10 27 6	10 11 2	12 . .
7	LEROY (Sulpice-Alphon- se).	4 juillet 1812.	Rambervillers (Vosges).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Bonifications..	14 10 6 14 30	 6 3 .	
8	LOUSTANNAU (Jean-Bap- tiste).	1 ^{er} avril 1801.	Guiche (Basses-Pyrénées)	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Bonifications..	7 30 6 16 10 20 10 15	. 6 . 3 . 15 . .	54
9	MARTINETTI (Pierre)...	24 mars 1815.	Ghisoni (Corse).	Sous-brigadier...	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Bonifications..	16 10 6 16 10 20 10 15	3 . . 3 . . 15 . .	
10	MAURY (Pierre).....	13 nov. 1807.	Bessède- de-Sault (Aude).	Préposé.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Bonifications..	16 10 6 16 10 20 10 15	3 . . 3 . . 15 . .	10
11	MONNERET (François)..	16 août 1813.	Château- des-Prés (Jura).	Sous-brigadier...	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Bonifications..	20 10 6 16 10 20 10 15	4 . . 3 . . 15 . .	15
12	MONNET (Joseph-Napo- léon).	19 déc. 1807.	Saint-Germain (Ain).	Préposé.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Bonifications..	15 10 5 16 10 20 10 15	. . 5 3 . 15 . .	20 . 10 10 . .
13	MÜLLER (Georges).....	25 fév. 1807.	Dambach (Bas-Rhin).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Bonifications..	17 10 5 16 10 20 10 15	8 . 5 3 . 15 . .	100 . 10 10 . .

LIQUIDATION		LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services civils.	Total.					
186 ^f 66 ^c 132 59	360 ^f 17 ^c	"	"	360 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Ajaccio (Corse).
115 54 187 29	394 14	"	"	394	Idem.	Oran (Algérie).
277 50 150 00	427 50	"	"	427	Idem.	Arthemard (Ain).
229 33 238 85	514 21	"	"	514	Idem.	Bühl Haut-Rhin).
458 34	548 00	"	"	548	Idem.	Saint-Claude (Jura).
186 62 133 33	365 17	"	"	365	Idem.	Le Havre (Seine-Inférieure).
510 00	568 30	"	"	568	Idem.	Lauterbourg (Bas-Rhin).
276 25 170 00	446 25	"	"	446	Idem.	Ghisoni (Corse).
261 77 159 87	462 61	"	"	462	Idem.	Briançon (Hautes-Alpes).
366 00 180 00	546 00	"	"	546	Idem.	Morez (Jura).
368 00 160 00	528 00	"	"	528	Idem.	Bellegarde (Ain).
282 66 159 56	478 40	"	"	478	Idem.	Strasbourg (Bas-Rhin).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			NATURE des services.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
14	NÉMOZ dit BERTOLLET (Pierre).	27 juin 1810.	Romagnieu (Isère).	Proposé.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	13	3	12	Antérieur au 1 ^{er} jan- vier 1854
15	PATILLON (Placide)....	29 janv. 1814.	Valfin (Jura).	Brigadier.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	19	5	25	Idem
16	PAUMELLE (Pierre-Jac- ques).	14 déc. 1800.	Criquetot (Seine-Inférieure)	Sous-brigadier...	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	35	11	15	Idem
17	PEINNE (Victor-Apolli- naire).	26 avril 1807.	Anneville (Seine-Inférieure)	Proposé.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	7	11	5	Idem
18	PLOTIN (Aimé).....	14 juin 1807.	Béon (Ain).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	6	6	3	Idem
19	PONTONNIER (Jean)....	12 janv. 1809.	Le Bourg- d'Oisans (Isère).	Sous-brigadier...	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	17	7	11	Idem
20	POULET (Auguste).....	13 nov. 1808.	Pontcharra (Isère).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	17	6	11	Idem
21	REVEST (François-An- dré).	10 mars 1809.	La Cadière (Var).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	17	3	11	Idem
22	TARDY (Joseph).....	11 sept. 1810.	Chapareillan (Isère).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	10	11	Idem
23	THUILLIER (Louis-Jo- seph).	3 déc. 1814.	Tancarville (Seine-Inférieure)	Proposé.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	17	11	13	Idem
24	WERLEIN (Georges-Mi- chel).	27 mars 1807.	Lauterbourg (Bas-Rhin).	Idem.....	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	17	3	11	Idem
25	BEI (Jeanne-Françoise), veuve DUBOS.	1 ^{er} nov. 1801.	Fresnes- sur-Apance (Haute-Marne).	Le mari, pré- posé.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	28	11	13	Idem

N^o 16,523. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui nomme chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. Cramail, maire de Ronl (Seine-et-Oise), membre du conseil d'arrondissement de Versailles; vingt-huit ans de services, dont seize comme maire. (Paris, 9 Avril 1864.)

N^o 16,524. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
14 ¹ 30 ⁰	175 ¹ 55 ⁰ 132 48	352 ¹ 33 ⁰	"	"	352 ¹	1 ^{er} janvier 1864.	Le Touvet (Isère).
"	368 64 190 33	558 97	"	"	558	Idem.	Valfin (Jura).
"	695 62	695 62	675 ¹	"	675	Idem.	Le Havre (Seine-Inférieure).
47 30	458 33	505 63	"	"	505	Idem.	Rouen (Seine-Inférieure).
43 42	460 63	504 05	"	"	504	Idem.	Le Pont- de-Beauvoisin (Isère).
36 03	316 50 178 70	531 23	"	"	531	Idem.	Chapareillan (Isère).
50 32	315 00 179 16	544 48	"	"	544	Idem.	Pontcharra (Isère).
37 79	310 50 179 95	528 24	"	"	528	Idem.	Le Castellet (Var).
58 33	285 00 180 00	523 33	"	"	523	Idem.	Chapareillan (Isère).
"	272 00 160 00	432 00	"	"	432	Idem.	Le Havre (Seine-Inférieure).
46 33	276 00 159 43	481 76	"	"	481	Idem.	Lauterbourg (Bas-Rhin).
"	"	"	"	149 ¹	149	22 août 1863.	Paris (Seine).
				TOTAL.	11,850		

justice et des cultes) qui nomme chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. l'abbé *Pique*, curé de Notre-Dame, à Valenciennes (Nord). (Paris, 23 Avril 1864.)

6,525. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui nomme chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. *Daram*, adjoint au maire de Toulouse (Haute-Garonne); services distingués. (Paris, 4 Mai 1864.)

N° 16,526. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la justice et des cultes) qui : 1° érige en chapelle de secours l'église de la commune de Vestric-et-Candiac, canton d'Aimargues, arrondissement de Nîmes (Gard); 2° autorise l'acceptation du legs fait par le sieur de Grave à la commune de Vestric-et-Candiac et au desservant de la succursale d'Uchaud (Gard), dont ladite commune dépend pour le culte et consistant dans les quatre dixièmes de sa succession, évalués à deux mille trois cent six francs, dont le revenu sera affecté pour un tiers à l'instituteur communal et pour deux tiers au prêtre catholique qui desservira l'église de Vestric. (Paris, 20 Décembre 1863.)

N° 16,527. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la justice et des cultes) qui : 1° érige en chapelle de secours l'église de la commune de Fléville, canton de Conflans, arrondissement de Briey (Moselle); 2° autorise l'acceptation du legs d'un pré estimé cinq cent cinquante francs, fait par la dame Jannet à la fabrique de Lixière, dont dépend la commune de Fléville pour le culte, à charge de services religieux qui seront célébrés dans l'église de Fléville. (Paris, 20 Décembre 1863.)

N° 16,528. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant concession aux sieurs Peable (Claude) et Rossillol (Michel) et Rossillol (Jean-Pierre) de mines d'antimoine sises dans les communes de Violay, Sainte-Agathe-en-Donzy, Sainte-Colombe et Bussières (Loire). (Paris, 6 Décembre 1863.)

N° 16,529. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui autorisent :

Les sieurs Maillard et compagnie à modifier le régime hydraulique d'une usine située sur la rivière de Touques, dans la commune de Saint-Martin-de-Pontchaillou (Orne);

La société anonyme des hauts fourneaux de Maubeuge à faire des additions et modifications à l'usine à fer dite de Dousies, commune de Maubeuge (Nord). (Paris, 6 Décembre 1863.)

N° 16,530. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

ART. 1^{er}. La commune de Jarnac (Charente) est autorisée à établir un abattoir public au lieu dit les Grandes-Maisons, en un point situé à l'ouest de la ville, tel qu'il est indiqué au plan qui a été visé à la préfecture le 18 décembre 1862, lequel plan restera annexé au présent décret.

2. A cet effet, ladite commune est autorisée en outre :

1° A acquérir de la dame veuve Vinet, moyennant la somme de sept mille deux cent soixante-quinze francs (7,275^f) et aux clauses et conditions de la promesse de vente du 16 mars 1862, un terrain d'une contenance de trente ares quarante-six centiares (30^a 46^c), pour y construire ledit abattoir public;

2° A emprunter, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, à usure d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, la somme de quatre-vingt-quinze mille francs (95,000^f), remboursable en vingt-quatre années, à partir de 1864, sur ses revenus ordinaires, pour le paiement du prix de l'acquisition ci-dessus, ainsi que des travaux de construction de l'abattoir et d'un hôtel de ville avec justice de paix.

3. Les droits à percevoir dans l'abattoir public de Jarnac sont fixés ainsi qu'il suit :

Bœuf et vache, par tête, cinq francs, ci.....	5 ⁰⁰
Veau, par tête, un franc cinq centimes, ci.....	1 ⁰⁵
Mouton, brebis et chèvre, quarante-cinq centimes, ci.....	0 ⁴⁵
Agneau et chevreau, quinze centimes, ci.....	0 ¹⁵
Porc, un franc trente-cinq centimes, ci.....	1 ³⁵

4. La mise en activité de l'abattoir public de Jarnac entraînera de plein droit :

tion des tueries particulières dans la localité. Néanmoins, les habitants qui t des porcs pour la consommation de leur maison pourront les faire abattre chez eux, pourvu que ce soit dans un local clos et séparé de la voie publique.

La présente autorisation, en ce qui regarde l'abattoir public, est accordée sous la réserve du droit, pour l'Administration, de prescrire et faire exécuter, à toute époque, mesures et travaux qu'elle jugerait utiles dans l'intérêt de la salubrité publique.
(Paris, 6 Décembre 1863.)

531. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui fixe les limites de la concession de mines de charbon dites de Villefort et Vialas (Lozère), laquelle résulte de l'arrêt du conseil du 1776 et du décret impérial du 2 février 1808. (Paris, 14 Décembre 1863.)

532. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui réunit à la concession des mines de houille de Lignières et Cahuac, instituée par ordonnances royales des 2 janvier 1832 et 11 juillet 1835, des mines des même nature sises dans les communes de Decazeville et Le Flanbac (Aveyron). (Paris, 14 Décembre 1863.)

533. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

1. donation de divers immeubles, estimés sept cents francs, faite à charge de services religieux par le sieur Thomas au desservant et à la fabrique d'Issamoulenc (Ariège).

2. donation de trois rentes, s'élevant à cent quatre francs, faite à charge de services religieux par la dame veuve Desolliers à la fabrique de Saint-Vincent-de-Paul, à Marseille (Bouches-du-Rhône).

3. donation de mille deux cents francs faite à charge de services religieux par le sieur Dubot à la fabrique de Couvertpuits (Meuse).

4. donation d'une rente de quatre cent trente francs faite à charge de services religieux et de l'entretien d'une chapelle funéraire, par la dame veuve Lahanier, à la fabrique de Sains (Nord).

5. donation d'une rente de quatre cents francs, destinée moitié aux frais du culte, moitié à des services religieux, faite par le sieur Garenne à la fabrique de Notre-Dame-des-Blancs-Manteaux, à Paris (Seine).

6. donation faite par le sieur de Beaudos de Castéja à la fabrique de Framerville (Somme) consistant en une chapelle estimée mille deux cents francs et en une rente de cent francs destinée à l'entretien de ladite chapelle et de la tombe de famille du donateur.

7. donation de mille deux cents francs fait à charge de services religieux par le sieur Dubot à la fabrique de Vaux-sous-Laon (Aisne).

8. donation d'une pièce de terre, estimée deux mille sept cent dix-neuf francs cinquante francs, fait à charge de services religieux par la dame Le Gallic à la fabrique de Béthune (Côtes-du-Nord).

9. donation de trois mille francs fait à charge de services religieux par la demoiselle Poise à la fabrique de Guilberville (Manche). (Paris, 26 Décembre 1863.)

534. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de la justice et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités désignées ci-après, savoir :

1. donation de sept pièces de terre estimées sept mille neuf cents francs fait à charge de services religieux par le sieur Fournier de Saint-Amand à la fabrique et au desservant de Longpré-les-Corps-Saints (Somme).

2. donation faite par le sieur Revenaz à la congrégation des sœurs de Notre-Dame-de-la-Charité existant à Paris (Seine), conjointement avec la commune d'Évry-sur-Seine (Seine-et-Marne), ladite donation ratifiée par les sieurs Alexis-Gustave et Amédée-Arthur Revenaz et la dame Pastré, née Lucie-Marie Revenaz, tous trois enfants et seuls héritiers du donateur, actuellement décédé, et consistant en divers bâtiments avec dépendances situés à Évry-sur-Seine et estimés six mille francs, à la charge d'ouvrir sur ces im-

NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CARTON		
	Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
DEVIN (François-Jules).	13 nov. 1819.	Reims (Marne).	Sous-chef de mu- sique au 8 ^e régiment de lanciers.	25	4	16	15		
GEYER (Balthazar).....	18 nov. 1817.	Obernay (Bas-Rhin).	Musicien de 1 ^{re} clas- se au 54 ^e régiment d'infanterie de ligne.	25	6	16	11		
KATSER (François-An- toine).	15 janv. 1816.	Erstein (Bas-Rhin).	Musicien de 1 ^{re} clas- se au 6 ^e régiment de lanciers.	25	6	15			
SARRUS (Maurice-Eu- gène).	29 nov. 1816.	Saint-Affrique (Aveyron).	Musicien de 1 ^{re} classe au 3 ^e régiment d'artillerie.	25	9	26			
WITTMER (Xavier).....	7 février 1816.	Eschbach (Bas-Rhin).	Musicien de 2 ^e classe au 11 ^e régiment d'in- fanterie de ligne.	25	6	16	2		
BOUVIER (Jean-Gustave).	27 mai 1818.	Montpellier (Hérault).	<i>Idem</i> au 91 ^e <i>idem</i> .	25	6	16			
SIMONET (Jean-Claude).	1 ^{er} juin 1815.	Traqueville (Vosges).	Musicien de 2 ^e classe au 8 ^e régiment de cuirassiers.	26	8	3			
GAILER (Jean-Antoine).	14 déc. 1817.	Strasbourg (Bas-Rhin).	Caporal au 1 ^{er} régi- ment de grenadiers de la garde impériale.	25	6	16	1		
HEURTAULT (François- Marie).	9 nov. 1819.	Lamballe (Côtes-du-Nord).	<i>Idem</i> au 2 ^e <i>idem</i> .	25	6	16	9		
GUÉNOLE (Jacques-Mar- rie).	21 août 1815.	Pont-l'Abbé (Finistère).	Soldat au 2 ^e régi- ment de grenadiers de la garde impériale.	25	1	18	12		
LABROSSE (Pierre).....	25 août 1816.	Thizy (Rhône).	Soldat au 1 ^{er} régi- ment de voltigeurs de la garde impériale.	25		21	11		
DELLINGER (Pierre)....	22 janv. 1814.	Rahling (Moselle).	<i>Idem</i> .	26		18	17		
LE NICOLAIS (Félix)....	25 sept. 1815.	Vengeons (Manche).	<i>Idem</i> .	25		23	19		
NOVAT (Augustin).....	3 oct. 1811.	Saint-Marcellin (Isère).	<i>Idem</i> .	26		16	15		
BOULLET (Mathurin)...	13 avril 1815.	La Ferrière (Côtes-du-Nord).	<i>Idem</i> au 2 ^e <i>idem</i> .	25	6	17	11		
CAPPON (Pierre-Jean- Louis).	31 oct. 1814.	Bailleul (Nord).	<i>Idem</i> .	25	6	16	18		
LAFAGE (Antoine).....	16 janv. 1816.	La Bastide- du-Vert (Lot).	<i>Idem</i> .	25	1	16	3		
KRIPE (Jean).....	12 janv. 1815.	Bistroff (Moselle).	Maréchal des logis au 2 ^e régiment de cuirassiers de la gar- de impériale.	25	5	15			
BARBÉ (Égyptien).....	9 avril 1816.	Oasun (Hautes-Pyrénées)	Maréchal des logis au régiment de lan- ciers de la garde im- périale.	25	8	28	27		
CHRISTÉ (Jean-Baptiste).	25 février 1816.	Plainfaing (Vosges).	Maréchal des logis au régiment de dra- gons de l'Impératrice	25	5	21	32		
TINLAND (Auguste)....	23 oct. 1819.	Saint-Julien- en-Saint-Alban (Ardèche).	Trompette au 1 ^{er} ré- giment de cuiras- siers de la garde im- périale.	26	1	13			
SENGEL (Jacques).....	7 mai 1815.	Brumath (Bas-Rhin).	<i>Idem</i> au 2 ^e <i>idem</i> .	26	6	16	1		
PERRILLIAT - CHARLAX (Charles).	21 janv. 1818.	Grand-Bornand (Haute-Savoie).	<i>Idem</i> .	25	6	16	1		

(1) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861.

GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
	Portion à la charge du trésor.	Portion à la charge de la dotation de l'armée.	Total.			
Sergent-major. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	558 ^f	198 ^f	756 ^f (a)	En activité.	27 mars 1864.	Paris (Seine).
Musicien de 1 ^{re} classe.	420	165	585 (a)	Idem.	17 déc. 1863.	Obernay (Bas-Rhin).
Idem.	310	165	475 (a)	Idem.	28 février 1864.	Erstein (Bas-Rhin).
Idem.	310	165	475 (a)	Idem.	26 janvier 1864.	Paris (Seine).
Idem de 2 ^e classe.	273	165	438 (a)	Idem.	12 février 1864.	Eschbach (Bas-Rhin).
Idem.	210	165	475 (a)	Idem.	11 janvier 1864.	Périgueux (Dordogne).
Idem.	265	165	430 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Cambrai (Nord).
Caporal. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	278	198	476 (a)	Idem.	24 janvier 1864.	Paris (Seine).
Idem.	336	198	534 (a)	Idem.	16 janvier 1864.	Idem.
Soldat.	265	165	430 (a)	Idem.	25 janvier 1864.	Brest (Finistère).
Idem.	258	165	423 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Paris (Seine).
Idem.	293	165	458 (a)	Idem.	1 ^{er} février 1864.	Rahling (Moselle).
Idem.	298	165	463 (a)	Idem.	Idem.	Rennes (Ille-et-Vilaine).
Idem.	283	165	448 (a)	Idem.	25 janvier 1864.	Saint-Marcellin (Isère).
Idem.	260	165	425 (a)	Idem.	21 janvier 1864.	Loudéac (Côtes-du-Nord).
Idem.	295	165	460 (a)	Idem.	15 février 1864.	Bailleul (Nord).
Idem.	218	165	383 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	La Bastide- du-Vert (Lot).
Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	305	198	503 (a)	Dans ses foyers.	23 janvier 1864.	Marlehaie (Haute-Marne).
Idem.	480	198	678 (a)	En activité.	10 fév. 1864.	Ossun (Hautes-Pyrénées).
Brigadier. (Ayant moins de 2 ans de grade de maréchal des logis.)	340	165	505 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Plainfaing (Vosges).
Soldat.	218	165	383 (a)	Idem.	Idem.	Saint-Julien- en-Saint-Alban (Ardèche).
Idem.	215	165	380 (a)	Idem.	9 janvier 1864.	Brumath (Bas-Rhin).
Idem.	210	165	375 (a)	Idem.	26 janvier 1864.	Grand-Bornand (Haute-Savoie).

que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles

NOMBRES D'ORDRE.	NOMS ET PRENOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CARTE		
		Dates.	Lieut.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
24	CHÉYSSAT (Léonard) ...	9 mars 1818.	Meyssac (Cantal) ...	Trompette au régiment de chasseurs de la garde impériale.	25	6	1	33	...	...
25	SCHWAAR (Philippe) ...	17 août 1816.	Schelestadt (Bas-Rhin) ...	Idem.	25	...	17	10	...	...
26	GABRIEL (Sebastien) ...	20 juin 1817.	Munchhausen (Bas-Rhin) ...	Trompette au régiment d'artillerie à cheval de la garde impériale.	25	6	15	1	...	...
27	ONDOR (Joseph) ...	21 août 1815.	Foulcrey (Meurthe) ...	Sergent-major au 51 ^e régiment d'infanterie de ligne.	25	...	15	...	...	...
28	LE MENAÛRE (Julien) ...	14 mars 1815.	Flougonmelen (Morbihan) ...	Idem au 51 ^e régim.	25	...	17	...	...	...
29	HENRIET (Charles-Eduard) ...	30 nov. 1815.	Longeville (Lorraine) ...	Sergent au 1 ^{er} régiment d'infanterie de ligne.	25	...	19	1	...	...
30	CARO (Pierre-Charles) ...	20 juin 1805.	Le Palais (Morbihan) ...	Idem au 51 ^e régim.	25	6	16	...	...	...
31	DEPUY (Général) (Charles) ...	1805.	Saint-Savinien (Charente-Inf.) ...	Idem au 51 ^e régim.	25	...	16	...	...	...
32	LAURENT (René) ...	8 janvier 1816.	Bellevalle (Rhône) ...	Idem au 51 ^e régim.	25	1	27	...	...	...
33	FORINI (Camille) ...	12 fév. 1816.	Barcelonnette (Basses-Alpes) ...	Idem au 51 ^e régim.	25	6	16	...	...	...
34	JOLY (Pierre-Joseph) ...	25 juin 1815.	Saint-Etienne-du-Bois (Ain) ...	Idem au 51 ^e régim.	25	...	19	7	...	...
35	VICTOR (PANTALÉON) ...	27 juillet 1816.	Pau (Basses-Pyrénées) ...	Idem au 51 ^e régim.	25	6	15	...	...	...
36	SENTERAC (Jean) ...	17 août 1816.	Soulhan (Ariège) ...	Sergent à la 1 ^{re} compagnie de pionniers de discipline.	25	1	16	...	...	...
37	POMET (Jean-Antoine) ...	19 mai 1816.	Labris (Ardennes) ...	Sergent au 26 ^e régiment d'infanterie de ligne.	5	...	15	...	...	...
38	BERGE (Thomas) ...	11 juin 1815.	Lérans (Ariège) ...	Caporal au 51 ^e régiment d'infanterie de ligne.	25	6	19	1	...	...
39	DERRY (Victor-Auguste-Joseph) ...	15 mai 1817.	Béthune (Pas-de-Calais) ...	Idem au 51 ^e régim.	25	6	16	...	...	...
40	JOLY (Joseph) ...	17 juin 1817.	Castelnaudary (Aude) ...	Caporal au 5 ^e régiment de zouaves.	25	1	12	20	...	...
41	BARTHIS (Jean-Baptiste) ...	11 oct. 1815.	Ambialet (Aude) ...	Soldat au 5 ^e régiment d'infanterie de ligne.	25	...	16	...	...	...
42	SCHWARTZ (Antoine) ...	16 mars 1815.	Birkenwald (Bas-Rhin) ...	Idem au 22 ^e idem.	25	5	21	...	...	...
43	BOUCHÉ (Jean-Francis) ...	26 mai 1815.	Bédée (Ille-et-Vilaine) ...	Idem au 51 ^e idem.	27	...	16	15	...	...
44	DEPUY (Philippe) ...	16 oct. 1815.	Les Vaux (Loire) ...	Soldat au 17 ^e bataillon de chasseurs à pied.	25	1	3	17	...	...
45	REVELLÉ (François-Michel-Justin) ...	20 mai 1816.	Caden (Catalades) ...	Marechal des logis au 2 ^e régiment de chasseurs d'Afrique.	25	10	20	25	...	...
46	GOUILLARD (Pierre) ...	21 janv. 1816.	Thiers (Puy-de-Dôme) ...	Marechal des logis à la 2 ^e compagnie de cavaliers de remonte d'Afrique.	25	...	7	38	...	...

Application de l'article 1 de la loi du 20 juin 1894.

GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
	Portion à la charge du trésor.	Portion à la charge de la dotation de l'armée.	Total.			
Soldat.	300 ^f	165 ^f	465 ^f (a)	En activité.	1 ^{er} janvier 1864.	Meyssac (Corrèze).
Idem.	298	165	463 (a)	Idem.	3 février 1864.	Schelestadt (Bas-Rhin).
Idem.	215	165	380 (a)	Idem.	6 février 1864.	Munchhausen (Bas-Rhin).
Sergent-major. (Ayant 12 ans d'an- cienneté dans ce grade.)	558	198	756 (a)	Idem.	7 déc. 1863.	Foulcrey (Meurthe).
Sergent. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	314	198	512 (a)	Idem.	6 déc. 1863.	Auray (Morbihan).
Idem.	341	198	539 (a)	Idem.	17 déc. 1863.	Lyon (Rhône).
Idem.	318	198	516 (a)	Idem.	1 ^{er} février 1864.	Dreux (Eure-et-Loir).
Idem.	350	165	515 (a)	Idem.	4 déc. 1863.	Morlaix (Finistère).
Idem.	377	198	575 (a)	Dans ses foyers.	15 octobre 1863.	Chambéry (Savoie).
Idem.	372	198	570 (a)	En activité.	25 février 1864.	Caen (Calvados).
Idem.	377	198	575 (a)	Idem.	7 février 1864.	Saint-Étienne- du-Bois (Ain).
Idem.	372	198	570 (a)	Idem.	13 février 1864.	Pau (Basses-Pyrénées).
Caporal. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	408	198	606 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Soulan (Ariège).
Idem.	329	198	527 (a)	Idem.	28 février 1864.	Nice (Alpes-Maritimes).
Caporal.	232	165	397 (a)	Idem.	1 ^{er} déc. 1863.	Léran (Ariège).
Idem.	268	165	433 (a)	Idem.	28 janvier 1864.	Béthune (Pas-de-Calais).
Idem.	340	165	505 (a)	Idem.	2 sept. 1863.	Philippeville, province de Constantine (Algérie).
Soldat.	208	165	373 (a)	Idem.	16 janvier 1864.	Alby (Tarn).
Idem.	243	165	408 (a)	Dans ses foyers.	15 janvier 1864.	Nice (Alpes-Maritimes).
Idem.	288	165	453 (a)	En activité.	27 janvier 1864.	Arles (Bouches-du-Rh.).
Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Saint-Rirand (Loire).
Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'an- cienneté dans ce grade.)	480	198	678 (a)	Idem.	23 janvier 1864.	Caen (Calvados).
Idem.	480	198	678 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Paris (Seine).

que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles

NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
	Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
7 PARIS (Jean-Baptiste).	13 mars 1817.	Soultz (Haut-Rhin).	Maréchal des logis au 6 ^e régiment de lanciers.	25	7	6			
8 CLERGET (Edmond-Fran- çois).	8 juillet 1812.	Prévent (Pas-de-Calais).	Maréchal des logis au 2 ^e régiment de hussards.	25	*	20	13	*	*
9 THIÉRY (Jean-Nicolas).	25 janv. 1816.	Murvaux (Meuse).	Maréchal des logis au 3 ^e régiment de chasseurs d'Afrique.	25	4	22	50	*	*
10 PERTIER (Jean-Auguste- Hippolyte).	11 mars 1813.	Vertamboz (Jura).	Brigadier au 3 ^e ré- giment de lanciers.	25	7	*	6	*	*
11 CHALMEY (Jean-Baptiste).	25 fev. 1818.	Noidans- lez-Vesoul (Haute-Saône).	Brigadier au 1 ^{er} ré- giment de chasseurs à cheval.	26	3	17	43	*	*
2 POGNANT (Alexandre-Va- lentin).	3 mars 1816.	Campagne- lez-Hesdin (Pas-de-Calais).	<i>Idem</i> au 6 ^e <i>idem</i> .	25	8	20	21	*	*
3 SCHMIT (Joseph-Nicolas).	5 août 1819.	Metz (Moselle).	Brigadier au 1 ^{er} ré- giment de spahis.	25	9	17	35	*	*
4 LARDEBET (Louis)	5 mars 1818.	Saint-Chamond (Loire).	Brigadier au 4 ^e ré- giment de chasseurs.	25	4	28	31	*	*
5 LANGE (Antoine)	8 juin 1815.	Hochfelden (Bas-Rhin).	Trompette au 7 ^e ré- giment de lanciers.	26	*	16	1	*	*
6 TRIPON (Jérémie)	30 août 1808.	Limoges (Haute-Vienne).	Soldat au 8 ^e régi- ment de dragons.	25	*	5	22	*	*
7 DI VAL (Léonard)	15 nov. 1814.	Saint-Pierre- Château (Haute-Vienne).	Soldat au 3 ^e régi- ment de lanciers.	26	7	27	*	*	*
8 HESLING (Pierre)	30 avril 1816.	Piblange (Moselle).	<i>Idem</i> au 6 ^e <i>idem</i> .	25	3	21	32	*	*
9 ARTH (Antoine)	3 mars 1817.	Bitschhoffen (Bas-Rhin).	<i>Idem</i> au 5 ^e <i>idem</i> .	25	*	22	*	*	*
10 TAILLEUR (Jean)	20 oct. 1816.	Roupeldange (Moselle).	Soldat au 6 ^e régi- ment de chasseurs.	25	2	26	*	*	*
11 CAZAUX (Arnaud)	6 juillet 1815.	Goutevernisse (Haute-Garonne).	<i>Idem</i> au 5 ^e <i>idem</i> .	25	6	16	13	*	*
12 DEJEAN (Bernard)	10 mai 1816.	Pexlora (Aude).	<i>Idem</i> .	25	6	16	18	*	*
13 PRENEZ (Jacques)	15 août 1815.	Méziré (Haut-Rhin).	Soldat à la 1 ^{re} com- pagnie de cavaliers de remonte.	25	6	17	*	*	*
14 HENZOG (Joseph)	7 avril 1811.	Gelspitzen (Haut-Rhin).	<i>Idem</i> à la 2 ^e <i>idem</i> .	25	6	16	*	*	*
15 DERUY (Firmin-Joseph- Félix).	18 mars 1816.	Ablain- Saint-Nazaire (Pas-de-Calais).	<i>Idem</i> à la 4 ^e <i>idem</i> .	25	4	17	*	*	*
16 CHASLE (Louis)	19 sept. 1814.	Jumelles (Maine-et-Loire).	<i>Idem</i> à la 6 ^e <i>idem</i> .	26	6	16	6	*	*
17 BARTHÉLEMY-HONGRE . . .	17 avril 1815.	Nancy (Meurthe).	Soldat à la 1 ^{re} com- pagnie de cavaliers de remonte d'Afrique.	25	3	26	28	*	*
18 FROMONT (Pierre-Fran- çois-Remy).	18 avril 1815.	Fonches (Somme).	<i>Idem</i> à la 2 ^e <i>idem</i> .	25	9	22	26	*	*
19 DEMARET (Jean-Baptiste).	16 avril 1815.	Château- Chinon (Nièvre).	<i>Idem</i> à la 3 ^e <i>idem</i> .	25	8	13	28	*	*
20 NEYER (Charles)	13 juin 1815.	Bitche (Moselle).	<i>Idem</i> .	25	9	21	32	*	*

(1) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861.

GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
	Portion à la charge du trésor.	Portion à la charge de la dotation de l'armée.	Total.			
Maréchal des logis.	258 ^f	165 ^f	423 ^f (a)	En activité.	1 ^{er} janvier 1864.	Paris (Seine).
Brigadier. (Ayant 22 ans d'ancienneté dans ce grade.)	361	198	559 (a)	Idem.	23 nov. 1863.	Idem.
Idem.	408	198	606 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Murvaux (Neuse).
Idem.	314	198	512 (a)	Idem.	16 janvier 1864.	Clairvaux (Jura).
Idem.	408	198	606 (a)	Idem.	Idem.	Paris (Seine).
Idem.	408	198	606 (a)	Idem.	18 janvier 1864.	Campagne- lez-Hesdin (Pas-de-Calais).
Idem.	408	198	606 (a)	Idem.	11 sept. 1863.	Metz (Moselle).
Brigadier.	340	165	505 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Saint-Chamond (Loire).
Soldat.	213	165	378 (a)	Idem.	22 février 1864.	Benfeld (Bas-Rhin).
Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Launoy (Ardennes).
Idem.	210	165	375 (a)	Idem.	Idem.	Lunéville (Meurthe).
Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	Idem.	Piblaugé (Moselle).
Idem.	203	165	368 (a)	Idem.	16 janvier 1864.	Strasbourg (Bas-Rhin).
Idem.	203	165	368 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Boulay (Meurthe).
Idem.	265	165	430 (a)	Idem.	23 février 1864.	Muret (Haute-Garonne).
Idem.	295	165	460 (a)	Idem.	3 mars 1864.	Carcassonne (Aude).
Idem.	205	165	370 (a)	Idem.	1 ^{er} février 1864.	Saint-Lô (Manche).
Idem.	205	165	370 (a)	Idem.	26 janvier 1864.	Geispitzen (Haut-Rhin).
Idem.	203	165	368 (a)	Dans ses foyers.	1 ^{er} janvier 1864.	Ablain- Saint-Nazaire (Pas-de-Calais).
Idem.	240	165	405 (a)	En activité.	5 février 1864.	Jumelles (Maine-et-Loire).
Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Nancy (Meurthe).
Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	Idem.	Tlemcen, province d'Oran (Algérie).
Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	Idem.	Château- Chinon (Nièvre).
Idem.	300	165	465 (a)	Dans ses foyers.	Idem.	Bitche (Moselle).

que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES. armes, etc.	SERVICES effectifs.			A. T. C.		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
71	TOURDOT (François-Justin).	9 février 1816.	Champagney (Haute-Saône).	Soldat à la 5 ^e compagnie de cavaliers de remonte d'Afrique	25	3	16	18	-	-
72	SAINT-MAXIMIN (Jean - Anselme - Bernard - Amédée).	19 dec. 1817.	Venterol (Basses-Alpes).	Gendarme à la compagnie de Vancluse.	25	2	27	1	-	-
73	PETIT (François).....	8 juillet 1816.	Reims (Marne).	Adjudant sous-officier au 12 ^e régiment d'artillerie.	26	6	16	1	-	-
74	GROSJEAN (François)...	23 fév. 1816.	Moncheux (Moselle).	Maréchal des logis au 16 ^e régiment d'artillerie.	25	6	16	1	-	-
75	BENOIST Aimand.....	23 juin 1815.	Monceaux-lez-Bray (Seine-et-Marne).	Idem au 17 ^e idem.	26	9	-	-	-	-

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre*

Signé RANDON.

Désignation. Loi du 5 avril 1855.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires
		Portion à la charge du trésor.	Portion à la charge de la dotation de l'armée.	Total.			
et 30.	Soldat.	300 ^f	165 ^f	465 ^f (a)	En activité.	1 ^{er} janvier 1864.	Champagney (Haute-Saône).
Idem.	Gendarme. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	249	198	447 (a)	Dans ses foyers.	6 déc. 1863.	Pertuis (Vaucluse).
Idem.	Adjudant sous-officier.	430	165	595 (a)	En activité.	29 janvier 1864.	Reims (Marne).
Idem.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	345	198	543 (a)	Idem.	12 février 1864.	Metz (Moselle).
Idem.	Idem.	318	198	516 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Toulouse (Haute-Garonne).
				TOTAL. 36,621 ^f			

Condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles

16,537. — DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde des Pensions de réforme à 4 Officiers.

Du 11 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

1^o Les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852 ;

2^o Les titres II et III de la loi du 19 mai 1834, sur l'état des officiers, et le tarif annexé à la loi du 25 juin 1861, sur les pensions de l'armée de terre ;

3^o Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public ;

4^o L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 11 mai 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de réforme comprises dans le présent décret, portant le n^o 35, et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de quatre mille quatre cents francs (4,004^f), sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864 ;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la Guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des quatre officiers dénommés dans le tableau d'autre part une pension de réforme fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾, savoir :

⁽¹⁾ Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministre des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADE.	ANCIENNETÉ.	
		Dates.	Lieux.		ARMES, etc.	Ann.
1	LALOUX (Charles-François-Léon-Dieudonné).	14 mars 1811.	Maubeuge (Nord).	Capitaine d'infanterie.		25
2	VACHON (Guillaume-Louis).	27 dec. 1818.	Honfleur (Calvados).	Idem.		23
3	LAJUZAN (Mathieu)	31 janvier 1826.	Saunac-et-Muret (Landes).	Sous-lieutenant d'infanterie.		20
4	PICARD (Claude-Louis-Charles).	1 ^{er} juillet 1818.	Quingey (Doubs).	Adjudant d'administration en premier des bureaux de l'intendance militaire.		23

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec la jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auront reçu sur les fonds de la guerre, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils faisaient partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre*

Signé RANDON.

N^o 16,538. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui accorde des Pensions aux Veuves ou Orphelins de 99 Militaires.

Du 11 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1^o les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

QUOTITÉ de la pension de réforme.	BASES LÉGALES applicables à cette fixation.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE des titulaires.	OBSERVATIONS.
1,222 ^f	Article 18 de la loi du 19 mai 1834 et ta- rif annexé à celle du 25 juin 1861.	24 décembre 1863.	Loos (Nord).	
1,248	<i>Idem.</i>	6 février 1864.	Bedous (Basses-Pyrénées).	
574	<i>Idem.</i>	9 janvier 1864.	Stéphansfeld (Bas-Rhin).	
960	<i>Idem.</i>	1 ^{er} janvier 1864.	Buxière-la-Grue (Allier).	
4,004				

2° Le titre III de la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre, qui détermine les conditions auxquelles les veuves des militaires sont susceptibles d'obtenir des pensions ;

3° L'article 1^{er} de la loi du 26 avril 1856 ;

4° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public ;

5° L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 10 mai 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 36, et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de soixante mille six cent douze francs (60,612^f), sur le crédit d'inscription de 1864 ;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des quatre-vingt-seize veuves militaires et aux orphelins dénommés au tableau d'autre part une pension fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec la jouissance de l'époque indiquée à chaque article du tableau qui suit.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France ,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre ,*

Signé RANDON.

⁽¹⁾ Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRENOMS des militaires.	GRADES.	DATES			REMARQUES dans lesquelles se trouvent le motif de la ou circonstances de sa
			de la cessation de l'activité.	du mariage.	du décès.	
1	DEBOUT, duc DE BÉGUIN [Nicolas-Charles-Victor]	Général de division.	Le jour du décès.	21 mars 1860.	7 juillet 1861.	En possession de sa pension de retraite.
2	SIMÉON Joseph Blaise- Marie-Antoine.	Idem.	Idem.	26 dec. 1857.	27 sept. 1863.	Idem.
3	PAILLOU Louis.	Idem.	Idem.	21 mars 1860.	3 juin 1865.	Idem.
4	MARTIN DE LOULANCA M. Ferd-Jean-Antoine.	Général de brigade.	Idem.	16 avril 1860.	17 juin 1865.	Idem.
5	DE NOUTRE DE CHAMPEYNI [Nicolas-Charles-Stanis- las-Louis-Marie].	Idem.	10 février 1851.	13 mai 1857.	5 mai 1865.	Titulaire d'une pen- sion de retraite.
6	DE SOUTIGNAC Laurent- Achille Camille.	Colonel.	Le jour du décès.	20 janvier 1861.	26 octobre 1863.	Mort des suites d'une surveillance dans un commissariat.
7	LAURENT Narcisse.	Idem.	17 mai 1860.	18 nov. 1857.	15 juin 1862.	Titulaire d'une pen- sion de retraite.
8	POTIS DE BONCHAMPE Louis- Jurnal.	Idem.	10 mai 1859.	23 juillet 1867.	9 mars 1865.	Idem.
9	THOMAS Hippolyte.	Idem.	15 nov. 1851.	8 nov. 1859.	1 ^{er} octobre 1860.	Idem.
10	DE SUREVAL Louis-Char- les-Ferdinand.	Lieutenant-colonel.	25 mai 1861.	20 juillet 1853.	21 sept. 1863.	Idem.
11	ADRI Théodore.	Chef de bataillon.	11 nov. 1860.	20 janvier 1861.	25 août 1863.	Idem.
12	ASSIAT Saturnin-Aimé- Justin.	Idem.	15 mars 1859.	1 mars 1859.	7 août 1863.	Idem.
13	FRANÇOIS Lucien.	Idem.	18 juin 1863.	7 août 1853.	5 nov. 1865.	Idem.
14	MORAND Pierre.	Idem.	10 février 1861.	7 mai 1862.	19 sept. 1865.	Idem.
15	DE SCHAFFER Jean-François Joseph-Pierre-Damien.	Idem.	17 janvier 1858.	16 mai 1860.	3 juin 1865.	Idem.
16	TAGELORET Charles- Edouard-Auguste.	Idem.	18 juin 1853.	1 ^{er} mai 1867.	8 octobre 1860.	Idem.
17	LALLE Hénore-Virgile.	Chef d'escadron.	Le jour du décès.	25 nov. 1860.	1 sept. 1860.	En possession de sa pension de retraite.
18	REGLEY Louis-Adrien.	Idem.	Idem.	31 mars 1853.	15 août 1863.	Idem.
19	ESTIGNOL Jean-Etienne Joseph.	Idem.	1 octobre 1862.	1 mars 1860.	10 dec. 1865.	Titulaire d'une pen- sion de retraite.
20	FRANÇOIS Prosper.	Idem.	6 juillet 1853.	16 mai 1855.	18 mars 1865.	Idem.
21	GRANIER Jean-Charles-Fr. Jain.	Idem.	17 mars 1860.	10 dec. 1853.	15 nov. 1865.	Idem.
22	LAMOTHE Jean.	Idem.	28 nov. 1860.	15 nov. 1853.	28 août 1863.	Idem.
23	ROBERT Jean-Baptiste.	Idem.	17 février 1853.	9 juin 1853.	26 mai 1865.	Idem.
24	FALGÈRE Jean.	Major.	20 mars 1860.	15 sept. 1853.	17 avril 1865.	Idem.
25	MARROT Philippe-Louis- François.	Captaine.	Le jour du décès.	7 octobre 1857.	7 octobre 1865.	Mort de maladie contractée à l'étranger.
26	OLIVIER Eugène.	Idem.	Idem.	11 janvier 1860.	26 juin 1865.	Mort de maladie contractée à l'étranger.
27	FLECK Jules-Florimond- Paul.	Idem.	Idem.	12 sept. 1853.	9 mars 1865.	En possession de sa pension de retraite.
28	BARDON Claude-Henry- Cyprien.	Idem.	15 février 1855.	5 octobre 1853.	15 nov. 1865.	Titulaire d'une pen- sion de retraite.
29	BIDOUET Louis-Marie.	Idem.	17 avril 1860.	16 août 1861.	10 sept. 1865.	Idem.
30	BERGÈRE Pierre-Paul- Jean-Denis.	Idem.	28 mars 1855.	20 juillet 1860.	5 sept. 1865.	Idem.

NOMS ET PRÉNOMS DES VEUVES.	NAISSANCE.		QUOTITÉ de la pension.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE.
	Dates.	Lieux.			
(Eulalie-Jeanne- Elima).	8 août 1801.	Paris (Seine).	1,950 ^f	7 juillet 1863.	Paris (Seine).
(Marie-Antoinette- Julie).	6 octobre 1808.	Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).	1,950	27 sept. 1863.	Tours (Indre-et-Loire).
ANDARD (Philiberte- ite).	25 avril 1803.	Paris (Seine).	1,950	4 juin 1863.	Paris (Seine).
Hélène-Victoire-Au- guste).	6 mars 1808.	Villefranche (Haute-Garonne).	1,300	1 ^{er} juin 1863.	Idem.
CLAYE (Caroline-Jo- Marie-Françoise).	17 juillet 1805.	Ploujean (Finistère).	1,300	4 mai 1863.	Kerduel- en-Pleumeur-Bodou (Côtes-du-Nord).
Marie-Julie).....	26 juin 1833.	Montpellier (Hérault).	975	26 octobre 1863.	Montpellier (Hérault).
Adèle-Alexina)....	17 juin 1817.	Paris (Seine).	975	13 juin 1863.	Versailles (Seine-et-Oise).
(Barbe-Fran- çoise).	4 avril 1799.	Bruxelles (Belgique).	975	9 mars 1863.	Idem.
Euterpe-Uranie)...	26 déc. 1797.	Paris (Seine).	975	1 ^{er} octobre 1863.	Toulouse (Haute-Garonne).
(Hermine-Ursule- de).	23 sept. 1807.	S ^t -Vincent- Puy-Maufrais (Vendée).	780	24 sept. 1863.	Nantes (Loire-Inférieure).
(Anne) ⁽²⁾	4 juin 1799.	Maëstricht (Pays-Bas).	648	23 août 1863.	Uncey-le-Franc (Côte-d'Or).
aws (Adélaïde-Julie- rine-Gabrielle).	10 sept. 1796.	Colmar (Haut-Rhin).	648	7 août 1863.	Colmar (Haut-Rhin).
Marie-Louise-Zoé)...	8 mars 1816.	Mantes (Seine-et-Oise).	648	4 nov. 1863.	Paris (Seine).
(Caroline-Marie-Eu- léonore).	26 janvier 1800.	Haguenau (Bas-Rhin).	648	19 sept. 1863.	Haguenau (Bas-Rhin).
ONT-GALLERANDE (A- lexandrine-Louise).	13 nov. 1804.	Le Mans (Sarthe).	648	3 juin 1863.	Fribourg (Suisse).
(Thérèse).....	18 déc. 1791.	Belfort (Haut-Rhin).	648	8 octobre 1863.	S ^t -Germain-en-Laye (Seine-et-Oise).
Eugénie-Rosalie-So- phie).	25 janvier 1817.	Cantin (Nord).	648	4 sept. 1863.	Cherbourg (Manche).
Claudine-Charlotte- de).	15 février 1819.	Nancy (Meurthe).	648	14 août 1863.	Toulouse (Haute-Garonne).
Catherine).....	6 août 1797.	Périgueux (Dordogne).	648	10 déc. 1863.	Périgueux (Dordogne).
EVIE DE POGNIAT (Aline-Pauline).	10 nov. 1805.	Paris (Seine).	648	13 mars 1863.	Paris (Seine).
Marie-Honorée)....	29 avril 1812.	Amiens (Somme).	648	14 nov. 1863.	Amiens (Somme).
(Marie-Henriette-Éli- sabeth).	8 juillet 1807.	Béziers (Hérault).	648	28 août 1863.	Béziers (Hérault).
Joséphine) ⁽¹⁾	23 juillet 1802.	Elisabeth-Town du New-Jersey (Amérique).	648	26 mai 1863.	Paris (Seine).
Marie-Virginie).	20 avril 1803.	Bologne (Haute-Marne).	648	17 avril 1863.	Trégnac (Corrèze).
(Françoise-Marie- de).	5 janvier 1819.	Perpignan (Pyrénées-Orientales).	530	7 octobre 1863.	Perpignan (Pyrénées-Orientales).
(Anne-Marguerite)...	16 octobre 1832.	Paris (Seine).	530	6 juin 1863.	Paris (Seine).
(Marie-Ernestine- de).	13 mai 1834.	La Fère (Aisne).	530	9 mars 1863.	La Fère (Aisne).
(Marie-Françoise)...	13 juillet 1789.	Dôle (Jura).	530	15 nov. 1863.	Sampans (Jura).
(Élisabeth).....	23 juillet 1799.	Tours (Indre-et-Loire).	530	10 sept. 1863.	Tours (Indre-et-Loire).
(Agathe-Félicité)...	2 octobre 1796.	Paris (Seine).	530	5 sept. 1863.	Lorient (Morbihan).

Le mari était Français. — ⁽²⁾ Le mari a été retraité comme ayant servi dans un régiment suisse capitulé au ver-
France.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des militaires.	GRADES.	DATES			Circulaire dans laquelle se trouvent les militaires ou leurs familles.
			de la cessation de l'activité.	du mariage.	de décès.	
31	DE BILLEHEUST D'ARGENTON (Bon-Eugène).	Capitaine.....	1 ^{er} avril 1837.	6 avril 1826.	28 août 1863.	Titulaire d'une pension retraite.
32	BOULENGER (Louis-Vulphy- Sébastien).	Idem.....	19 février 1839.	10 mars 1834.	10 juin 1863.	Idem.....
33	BOURGUIGNON (Léon-Fran- çois).	Idem.....	30 juin 1846.	3 août 1832.	3 octobre 1863.	Idem.....
34	BRACQUEMART (Hubert)...	Idem.....	16 juin 1834.	17 sept. 1825.	10 sept. 1863.	Idem.....
35	CHARFESTIER (Étienne-Joseph).	Idem.....	25 août 1839.	10 août 1825.	28 avril 1863.	Idem.....
36	COMPÈRE (Jean-Baptiste- Narcisse).	Idem.....	25 nov. 1839.	26 juillet 1837.	15 octobre 1863.	Idem.....
37	DEBLATON (Félix-Jean-Bap- tiste).	Idem.....	30 avril 1854.	28 sept. 1848.	21 sept. 1863.	Idem.....
38	DIVES (Thomas).....	Idem.....	5 juin 1856.	13 février 1840.	31 octobre 1863.	Idem.....
39	FARREGUETTES (Jean-Mau- rice-Victor-Vincent de Paul).	Idem.....	23 avril 1846.	7 juillet 1822.	18 sept. 1863.	Idem.....
40	FOURNEAU (Louis-André)...	Idem.....	30 avril 1835.	7 juillet 1805.	20 nov. 1863.	Idem.....
41	GAILLARD (Frédéric).....	Idem.....	10 juillet 1859.	11 mai 1829.	30 janvier 1864.	Idem.....
42	GLEIZES (Pierre).....	Idem.....	1 ^{er} juillet 1837.	11 déc. 1816.	24 avril 1863.	Idem.....
43	GRANDMOTTET (Joseph-Au- gustin).	Idem.....	28 janvier 1854.	3 janvier 1853.	2 février 1863.	Idem.....
44	GRAVET (François-Tous- saint).	Idem.....	1 ^{er} juillet 1818.	29 mai 1816.	6 octobre 1863.	Idem.....
45	HESSE (Louis).....	Idem.....	7 sept. 1856.	29 octobre 1845.	1 ^{er} déc. 1863.	Idem.....
46	HUMBERT (François).....	Idem.....	21 avril 1849.	14 déc. 1833.	16 nov. 1863.	Idem.....
47	JUNG (Léopold).....	Idem.....	28 sept. 1826.	29 avril 1813.	22 nov. 1863.	Idem.....
48	JANNESSON (Cyriaque-Au- guste).	Idem.....	11 mars 1863.	9 mai 1859.	9 octobre 1863.	Idem.....
49	JAPIOT (Désiré).....	Idem.....	23 juin 1855.	7 août 1833.	3 octobre 1862.	Idem.....
50	JOURDAN (Jean-Baptiste-An- toine).	Idem.....	16 juin 1859.	3 octobre 1840.	26 nov. 1863.	Idem.....
51	DE KERUEL (Louis-Claude- Marie).	Idem.....	29 juin 1853.	3 sept. 1834.	18 déc. 1863.	Idem.....
52	KOH (François-Jacques)...	Idem.....	10 mai 1854.	24 mai 1827.	25 sept. 1863.	Idem.....
53	LACROIX (Jacques).....	Idem.....	10 octobre 1838.	23 mai 1816.	17 août 1863.	Idem.....
54	LANOIRE (Joseph).....	Idem.....	28 mars 1849.	28 octobre 1834.	10 juin 1863.	Idem.....
55	DE LARMINAT (Marie-Claude- Frédéric-Stanislas).	Idem.....	23 sept. 1829.	2 mai 1812.	2 janvier 1864.	Idem.....
56	LAURENZINI (Antoine)....	Idem.....	13 sept. 1859.	8 déc. 1847.	4 déc. 1863.	Idem.....
57	LAVAGNAC (Jean-Alexandre- Jérémie).	Idem.....	30 août 1843.	16 avril 1840.	3 dec. 1863.	Idem.....
58	MARÉCHAL (Edouard-Jo- seph-Simon).	Idem.....	26 sept. 1846.	27 février 1840.	29 mars 1863.	Idem.....
59	MARTINOT (Auguste-Jean- Sara).	Idem.....	13 déc. 1856.	10 juin 1835.	17 nov. 1863.	Idem.....
60	MONTRICHARD (Gabriel)...	Idem.....	23 nov. 1852.	21 mars 1835.	1 ^{er} février 1863.	Idem.....

ET PRÉNOMS DES VEUVES.	NAISSANCE.		QUANTITÉ de la pension	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE.
	Date.	Lieu.			
ADARTHE (Marie- dolphine).	27 janvier 1806.	Bayent (Calvados).	53 ⁰	28 août 1863.	Sainte-Honorine (Calvados).
Marie - Anne Ber-	6 février 1797.	Gerisy-Gailly (Somme).	53 ⁰	30 juin 1863.	Louviers (Eure).
(Honorine).	10 janvier 1811.	Mussy-la-Ville (Luxembourg).	53 ⁰	1 ^{er} octobre 1863.	Marseille (Bouches-du-Rhône).
Antoinette-Angélique	1 ^{er} octobre 1800.	Prades (Pyrénées-Orientales).	53 ⁰	10 sept. 1863.	Prades (Pyrénées-Orientales).
e-Marie-Thérèse ..	28 juin 1798.	Briançon (Hautes-Alpes).	53 ⁰	18 avril 1863.	Paris (Seine).
Marie-Louise-Rosa-	27 nov. 1810.	Pamplune (Espagne).	53 ⁰	15 octobre 1863.	Châlons-sur-Saône (Saône-et-Loire).
ouise-Alexandrine).	27 août 1817.	Donport-du-Mouillage (Martinique).	53 ⁰	21 sept. 1863.	La Rochelle (Charente-Inférieure).
Marguerite).....	9 août 1817.	Metz (Moselle).	53 ⁰	31 octobre 1863.	Metz (Moselle).
(Rose - Antoinette-	18 août 1803.	Saint-Vallier (Alpes-Maritimes).	53 ⁰	18 sept. 1863.	Saint-Vallier (Alpes-Maritimes).
Francisca - Antonia-	1 février 1790.	Lecco (Italie).	53 ⁰	20 nov. 1863.	Le Puy (Haute-Loire).
phéline).....	25 sept. 1803.	Angers (Maine-et-Loire).	53 ⁰	20 janvier 1863.	Angers (Maine-et-Loire).
Marie-Élisabeth	18 août 1797.	Toulonse (Haute-Garonne).	53 ⁰	21 avril 1863.	Montauban (Tarn-et-Garonne).
Jeanne-Ludvine)...	18 déc. 1800.	Navillotes (Jura).	53 ⁰	2 février 1863.	Lons-le-Saunier (Jura).
Elzalde).....	5 sept. 1795.	Feuquières (Oise).	53 ⁰	6 octobre 1863.	Feuquières (Oise).
Anne-Rosalie).....	1 ^{er} sept. 1820.	Auxonne (Côte-d'Or).	53 ⁰	1 ^{er} dec. 1863.	Dijon (Côte-d'Or).
En (Jeanne-Angus-	23 octobre 1808.	Salins (Jura).	53 ⁰	16 nov. 1863.	Melun (Seine-et-Marne).
Catherine-Françoise-	25 octobre 1793.	Forbach (Moselle).	53 ⁰	22 nov. 1863.	Forbach (Moselle).
Marguerite).....	21 juillet 1800.	Saint-Mihiel (Meuse).	53 ⁰	9 octobre 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
Marie-Élisa).....	30 octobre 1808.	Bar-le-Duc (Meuse).	53 ⁰	2 octobre 1862.	Joinville (Haute-Marne).
dèle-Marie).....	18 janvier 1801.	Paris (Seine).	53 ⁰	26 nov. 1863.	Paris (Seine).
(Célinie-Louise	25 août 1810.	Eaillé (Maine-et-Loire).	53 ⁰	18 dec. 1863.	Jarzé (Maine-et-Loire).
anne).....	13 nov. 1809.	Calors (Lot).	53 ⁰	23 sept. 1863.	Calors (Lot).
Marie-Antoinette ..	30 avril 1800.	Paris (Seine).	53 ⁰	17 août 1863.	Lyon (Rhône).
Marie-Victoire-Léon-	21 mars 1803.	Grenoble (Isère).	53 ⁰	10 juin 1863.	Villeneuve-de-Marsan (Landes).
Isabella) ⁽¹⁾	17 juillet 1791.	Kersmann (Angleterre).	53 ⁰	2 janvier 1864.	Paris (Seine).
et (Niobé-Joséphine-	29 dec. 1809.	Livourne (Italie).	53 ⁰	4 dec. 1863.	Crissey (Jura).
Marie-Anne).....	16 août 1822.	Issenheim (Bas-Rhin).	53 ⁰	7 dec. 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
(Barbe-Madeleine ..	21 août 1819.	Strasbourg (Bas-Rhin).	53 ⁰	25 mars 1860.	Idem.
et (Olympe) ⁽¹⁾	20 juillet 1800.	Les Ponts-de-Marcel, canton de Neuchâtel (Suisse).	53 ⁰	17 nov. 1860.	Paris (Seine).
(Bernardine) ⁽¹⁾	20 août 1811.	He de la Trinité (colonie anglaise).	53 ⁰	1 ^{er} février 1863.	Gray (Haute-Saône).

Le mari était Français.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des militaires.	GRADES.	DATES			Circumstances de mort ou autres circonstances de service.
			de la cessation de l'activité.	du mariage.	du décès.	
61	POGNARD (Sébastien).....	Capitaine	1 ^{er} janvier 1854.	21 octobre 1846.	1 ^{er} nov. 1863.	Titulaire d'une pension retraite.
62	RENAUDIN (Nicolas - Frédé- ric).	Idem.....	1 ^{er} avril 1830.	21 juin 1826.	4 déc. 1863.	Idem.....
63	ROBELIN (Charles-Louis)...	Idem.....	24 février 1855.	15 février 1815.	8 nov. 1863.	Idem.....
64	ROBIN (Eugène-Louis)....	Idem.....	12 août 1863.	1 ^{er} mars 1853.	14 août 1863.	Idem.....
65	SEMPÉ (Augustin).....	Idem.....	2 janvier 1847.	13 janvier 1842.	23 octobre 1863.	Idem.....
66	VIALA (Jacques-Louis - Au- guste).	Idem.....	24 nov. 1835.	19 sept. 1815.	17 juillet 1863.	Idem.....
67	VOGIER (Léopold).....	Idem.....	10 mars 1859.	23 août 1852.	31 octobre 1863.	Idem.....
68	MIGNARD (Louis-Félix)....	Lieutenant.....	Le jour du décès.	26 nov. 1857.	10 mai 1863.	Mort des suites de son contraction des vice contractés.
66	BOULARD (Jean-Eugène)...	Idem.....	11 août 1862.	23 octobre 1841.	26 août 1863.	Titulaire d'une pension retraite.
70	FAUVEL (Louis-François)...	Idem.....	8 avril 1845.	18 juin 1841.	12 juin 1863.	Idem.....
71	JACQUOT (Jean-Joseph)...	Idem.....	31 octobre 1848.	20 avril 1833.	18 nov. 1863.	Idem.....
72	LEMIRRE (Jacques - Fran- çois).	Idem.....	22 février 1832.	19 avril 1817.	2 juin 1863.	Idem.....
73	LEROY (Louis-Marthe)....	Idem.....	18 déc. 1816.	18 nov. 1815 (a).	2 avril 1863.	Idem.....
74	MAUCHE (Étienne).....	Idem.....	8 déc. 1835.	8 juin 1808.	1 ^{er} août 1863.	Idem.....
75	MORISOT (Pierre).....	Idem.....	24 juin 1835.	7 octobre 1816.	9 mai 1863.	Idem.....
76	D'OVERSECO (Étienne)....	Idem.....	24 octobre 1833.	7 février 1821.	9 avril 1863.	Idem.....
77	SERRES (Jean-Alexis)....	Idem.....	1 ^{er} avril 1834.	14 déc. 1829.	19 juin 1863.	Idem.....
78	FRESSANGE-DUBAL (Jean)...	Sous-lieutenant. ...	1 ^{er} avril 1836.	18 août 1821.	30 août 1863.	Idem.....
79	LACROIX (François).....	Idem.....	10 août 1829.	3 août 1818.	4 juillet 1863.	Idem.....
80	MARIANI (Jean-Michel)...	Idem.....	4 sept. 1816.	19 avril 1815 (b).	11 août 1860.	Idem.....
81	PRÉVÔT (Jean-Dominique).	Idem.....	28 février 1810.	22 janvier 1808.	5 août 1863.	Idem.....
82	SOULIÉ (Jean - Guillaume - Charles), dit LAGRÉSIE.	Idem.....	15 janvier 1843.	22 déc. 1830.	10 avril 1863.	Idem.....
83	NICOLET (Claude-Joseph).	Garde principal du génie.	6 mai 1857.	27 octobre 1824.	20 août 1863.	Idem.....
84	CAUDEL (Pierre - Barthé- lemy).	Garde du génie de 1 ^{re} classe.	1 ^{er} janvier 1854.	19 nov. 1829.	29 octobre 1863.	Idem.....
85	VERJUS (Pierre).....	Médecin - major de 1 ^{re} classe.	Le jour du décès.	1 ^{er} juin 1853.	5 mai 1862.	Tue sur le champ de bataille (à la Pyramide).
86	CHAUFOUR (Baptiste-René).	Idem.....	Idem.	16 sept. 1858.	27 nov. 1863.	En possession d'une pension de retraite.
87	CHICLET (Étienne).....	Chirurgien-major...	20 janvier 1841.	26 juin 1821.	19 nov. 1863.	Titulaire d'une pension retraite.
88	DEPLANQUE (François - Au- guste).	Pharmacien - major de 1 ^{re} classe.	12 janvier 1859.	6 juin 1856.	25 juillet 1863.	Idem.....

(a) Moins de deux ans de mariage; mais il existe des enfants qui en sont issus. — (b) Moins de deux ans de mariage; mais il existe un enfant qui en est issu.

NOMS PRÉNOMS VÉRIFIÉS.	NAISSANCE.		QUOTITÉ de la pension.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE.
	Dates.	Lieux.			
ie).....	5 avril 1820.	Blannoville- au-Passage (Moselle).	530 ^f	1 ^{er} nov. 1863.	Metz (Moselle).
énie-Joséphine).....	18 dec. 1792.	Lille (Nord).	530	5 dec. 1863.	Hanbourdin (Nord).
atherine) (1).....	30 mai 1793.	Sarrelouis (Prusse).	530	8 nov. 1863.	Metz (Moselle).
ma - Louise - Jo-	10 sept. 1828.	Castelnau-Barbarens (Gers).	530	15 août 1863.	Toulouse (Haute-Garonne).
ie-Thérèse).....	15 août 1812.	Digne (Basses-Alpes).	530	13 octobre 1863.	Tarbes Hautes-Pyrénées.
anne).....	20 janvier 1778.	Puisseguin (Gironde).	530	17 juillet 1863.	Avignon (Vaucluse).
ELLE (Mélanie -	10 avril 1804.	Bruxelles (Belgique).	530	31 octobre 1863.	Besançon (Doubs).
ancoise - Antoi- xène).	12 dec. 1834.	Paris (Seine).	420	10 mai 1863.	Lyon (Rhône).
astienne - Marie -	10 nov. 1808.	Vignory (Haute-Marne).	420	26 août 1863.	Ville-sur-Terre (Aube).
(Sophie - Antoi- le DRAGONNET DE RTE DE ROCHE-	21 janvier 1803.	Butten (Wesphalie).	420	12 juin 1863.	Paris (Seine).
ise - Adèle - Sair-	21 février 1799.	Niort (Deux-Sevres).	420	18 nov. 1863.	La Rochelle (Charente-Inférieure).
audine).....	4 février 1785.	Gerbaix (Savoie).	420	2 juin 1863.	Nanteuil-le-Haudouin (Oise).
arie-Amélie).....	20 octol re 1799.	Louviers (Eure).	420	2 avril 1863.	Paris (Seine).
anne - Marie-Made-	23 janvier 1799.	Aix (Bouches-du-Rhône).	420	1 ^{er} août 1863.	Apt (Vaucluse).
le).....	27 janvier 1799.	Angoulême (Charente).	420	9 mai 1863.	Bordeaux (Gironde).
arie-Françoise).....	3 août 1798.	Paris (Seine).	420	9 avril 1863.	Paris (Seine).
ELLES (Augustine-	26 février 1809.	Nailloux (Haute-Garonne).	420	10 juin 1863.	Montauban (Haute-Garonne).
rie).....	5 dec. 1801.	Barbaste (Lot-et-Garonne).	350	30 août 1863.	Lanquais (Dordogne).
inne-Thérèse).....	1 ^{er} août 1796.	Équevilley (Haute-Saône).	350	5 juillet 1863.	Quers Haute-Saône).
çoise-Joséphine).	26 mars 1784.	Bastia (Corse).	350	Le jour qui sera fixé par le minist- re des finances.	Bastia (Corse).
Tersille) (1).....	15 août 1780.	Vérone (Autriche).	350	5 août 1863.	Briançon (Hautes-Alpes).
ndine-Désirée).....	7 dec. 1808.	Paris (Seine).	350	10 avril 1863.	Saint-Aubin (Lot-et-Garonne).
riotte - Françoise-	30 dec. 1803.	Pontarlier (Doubs).	440	20 août 1863.	Besançon (Doubs).
ilh-Julie).....	21 dec. 1799.	Longcochon (Jura).	375	20 octobre 1863.	Idem.
Joséphine-Louise-	9 février 1833.	Vienne (Isère).	1,296 ^f	5 mai 1863.	Lyon (Rhône).
arie-Amélie).....	13 février 1818.	Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).	648	27 nov. 1863.	Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).
ose-Aimable).....	22 janvier 1799.	Lure (Haute-Saône).	648	19 nov. 1863.	Comberjon (Haute-Saône).
ugustine - Marie -	15 février 1815.	Souillac (Lot).	648	25 juillet 1863.	Toulouse (Haute-Garonne).

était Français. — (1) Application de l'article 1^{er} de la loi du 26 avril 1856.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des militaires et des pères et mères.	GRADES.	DATES			Circonscriptions.
			de la cessation de l'activité.	du mariage.	de décès.	
39	COURVOISIER (Pierre-François-Joseph-Éléonore).	Garde d'artillerie de 1 ^{re} classe.	10 janvier 1863.	14 août 1830.	13 nov. 1863.	Titulaire de retraite.
30	DEMORY (Adolphe-Simon).	Garde du génie de 1 ^{re} classe.	Le jour du décès.	30 nov. 1843.	15 mars 1860.	Mort de maladie.
91	DE PIIS (François - Guillaume-Auguste).	Officier comptable de 1 ^{re} classe des hôpitaux militaires.	24 février 1855.	13 février 1835.	14 août 1863.	Titulaire de retraite.
92	MAGOURT DU MONDESORME (Henri-Hippolyte-Victor).	Officier d'administration de 2 ^e classe des bureaux de l'intendance militaire.	Le jour du décès.	14 octobre 1849.	25 août 1863.	Mort de maladie.
93	MICHEL (Joseph).....	Officier d'administration de 2 ^e classe des bureaux des subsistances militaires.	8 mars 1862.	29 avril 1852.	27 sept. 1863.	Titulaire de retraite.
94	RIGOLLET (Adolphe-Théophile).	Officier d'administration de 2 ^e classe des hôpitaux militaires.	Le jour du décès.	17 déc. 1837.	29 sept. 1857.	Mort de maladie.
95	ROUSSEL (François-Gustave).	Adjudant d'administration en second des bureaux de l'intendance militaire.	Idem.	7 février 1857.	6 juillet 1863.	Idem.....
96	LABORDE (Étienne).....	Vétérinaire principal.	4 juin 1862.	10 janvier 1821.	22 sept. 1863.	Titulaire de retraite.
SECONDE						
97	ARCHAMBAULT (Adolphe-Édouard), marié à LEFRANÇO (Sophie-Louise).	Capitaine.	28 février 1847.	4 août 1839.	14 déc. 1862.	Titulaire de retraite.
98	MESMER (Joseph-Pierre-Eugène), marié à RONCAGLIO (Louise - Caroline).	Capitaine.	Le jour du décès.	26 janvier 1848.	16 juin 1852.	En possession de pension de retraite.
99	HOUGHART (Marius-Zéphyrin), marié à RIBOULT (Hélène).....	Officier d'administration comptable de 1 ^{re} classe.	Le jour du décès.	29 février 1848.	9 avril 1862.	Titulaire de retraite.

N^o 16,539. — DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde des Pensions à 28 Femmes de Militaires et à un Orphelin.

Du 11 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1^o les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2^o Les lois des 11 avril 1831 (titre III) et 26 avril 1855 (titre VI), sur les pensions de l'armée de terre;

3^o Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4^o L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 9 mai 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n^o 37, et

PRÉNOMS VEUVES orphelins.	NAISSANCE.		QUOTITÉ de la pension.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE.
	Dates.	Lieux.			
.....	21 avril 1797.	Rombas (Moselle).	375 ⁶	13 nov. 1863.	Brest (Finistère).
Marie-Placide-Jo-	5 octobre 1814.	Fruges (Pas-de-Calais).	375	Le jour qui sera fixé par le mi- nistre des finances.	Aire (Pas-de-Calais).
ine - Ernestine-	25 août 1805.	* Coni (Italie).	575	14 août 1863.	Thionville (Moselle).
.....	8 avril 1830.	Metz (Moselle).	525	25 août 1863.	Metz (Moselle).
rie-Anne-Angé-	18 mars 1819.	Husseren (Haut-Rhin).	525	27 sept. 1863.	Aumale, province d'Alger (Algérie).
e-Euphrasie)..	29 mai 1807.	Saint-André (Meuse).	525	Le jour qui sera fixé par le mi- nistre des finances.	Paris (Seine).
inne).....	4 juin 1839.	Nîmes (Gard).	300	6 juillet 1863.	Marseille (Bouches-du-Rhône).
Joseph).....	8 sept. 1802.	Auch (Gers).	780	22 sept. 1863.	Auch (Gers).
FIN.					
(Anatole-Henri).	21 sept. 1844.	La Flèche (Sarthe).	530	14 déc. 1862.	Chez M. SIX, tuteur, à Lille (Nord).
(Jules-Louis)..	11 mai 1849.	Lille (Nord).			
oléon-Hortense-	9 juin 1852.	Bône, province de Constantine (Algérie).	530	29 juin 1863.	Chez M. MESMER (Joseph), tuteur, à Vincennes (Seine).
se - Eugénie-Vio-					
Anne - Marie-En-	20 juin 1850.	Philippeville, province de Constantine (Algérie).	575	9 avril 1862.	Chez M. RIBOULET, tuteur, à Metz (Moselle).
Mait Français.		TOTAL.....	60,612		

bilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de trois mille cent quatre-vingt-neuf francs (3,789⁶), sur le crédit d'inscription 364 ;

section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue ;
r le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la
re,

ONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

RT. 1^{er}. Il est accordé à chacune des vingt-huit veuves de mili-
es et à l'orphelin dénommés au tableau d'autre part une pension
e conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾, savoir :

Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit
du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription, qu'un
après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

N ^{OS} D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des militaires.	GRADES.	DATES			Circunst.
			de la cessation de l'activité.	du mariage.	du décès.	
1	MALESPINE (Jean-Baptiste).	Musicien de 2 ^e classe.	7 février 1863.	15 février 1860.	25 juin 1863.	Titulaire d'un retraite.
2	CARBILLET (François-Alexis).	Maréchal des logis chef.	7 juillet 1843.	22 juillet 1840.	6 nov. 1863.	Idem.....
3	GERLING (Jacques).....	Sergent.....	Le jour du décès.	29 mars 1856.	23 mai 1862.	Mort au service en campagne.
4	BERTHIER (Léonard-Louis-Eugène).	Idem.....	18 octobre 1862.	29 juin 1861 (a).	3 juin 1863.	Titulaire d'un retraite.
5	CARDONNE (Guillaume)....	Idem.....	10 juillet 1857.	23 janvier 1845.	25 août 1863.	Idem.....
6	FENIN (Casimir).....	Idem.....	23 mars 1842.	29 nov. 1834.	24 août 1863.	Idem.....
7	MONNIEZ (Hubert-Joseph).	Idem.....	7 janvier 1839.	15 janvier 1817.	12 nov. 1863.	Idem.....
8	NEUCKENS (Zacharie).....	Idem.....	25 mai 1847.	20 janvier 1830.	16 août 1863.	Idem.....
9	PIERRE-THÉOPHILE.....	Idem.....	10 juillet 1857.	25 mai 1839.	25 juillet 1862.	Idem.....
10	VIERNE (Étienne-Régis) ...	Idem.....	8 juillet 1820.	9 nov. 1818 (a).	8 octobre 1863.	Idem.....
11	ACKERMANN (Thiébauld-César).	Maréchal des logis...	13 octobre 1860.	7 nov. 1837.	7 août 1863.	Idem.....
12	L'HUILLIER (Jacques).....	Idem.....	19 mai 1842.	22 mars 1824.	6 juin 1863.	Idem.....
13	VERLÉ (Jean-Claude-Balthazar).	Brigadier.....	Le jour du décès.	11 juin 1859.	23 nov. 1862.	Mort de maladie contractée.
14	HUVÉ (Pierre-Julien).....	Caporal.....	1 ^{er} avril 1847.	19 avril 1828.	23 juillet 1858.	Titulaire d'un retraite.
15	POURAILLY (Jean), dit PÉCHOT.	Idem.....	18 janvier 1860.	9 août 1843.	29 août 1863.	Idem.....
16	SCHMITT (François-Antoine).	Idem.....	8 février 1852.	16 octobre 1839.	13 août 1863.	Idem.....
17	WERMELINGER (Maurice)...	Idem.....	31 mars 1860.	31 mars 1845.	7 août 1863.	Idem.....
18	BAUN (Jean-Pierre).....	Soldat.....	Le jour du décès.	19 août 1858.	16 octobre 1863.	Mort de larmes d'un service.
19	RADIGOIS (Jean).....	Idem.....	Idem.	3 août 1852.	17 mars 1862.	Mort de maladie contractée.
20	BIROY (Jean-Baptiste)....	Idem.....	31 mars 1860.	15 avril 1846.	26 sept. 1863.	Titulaire d'un retraite.
21	BLANC (Joseph-Henry)....	Idem.....	18 janvier 1854.	5 mars 1821.	19 sept. 1861.	Idem.....
22	BOUTGES (Jean).....	Idem.....	12 sept. 1857.	21 juin 1841.	6 juillet 1863.	Idem.....
23	JOCHMANN (Joseph).....	Idem.....	5 juillet 1859.	7 sept. 1844.	20 août 1863.	Idem.....
24	LONGUEPÉE (Jacques-Victor).	Idem.....	31 mars 1835.	2 août 1815.	23 avril 1863.	Idem.....
25	LOUIS (Charles-Louis-Théodore).	Idem.....	19 février 1851.	17 mai 1824.	21 juillet 1863.	Idem.....
26	LUCIEZ (Pierre-Joseph)....	Idem.....	12 sept. 1857.	15 février 1844.	25 mars 1863.	Idem.....
27	PEYRONNEL (Jean-François)	Idem.....	28 nov. 1861.	21 octobre 1844.	8 octobre 1863.	Idem.....

(a) Moins de deux ans de mariage; mais il existe un enfant qui en est issu.

NOMS Cs.	NAINANCE.		PENSION ANNUELLE.			ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE.
	Dates.	Lieux.	Portion à la charge du trésor.	Portion à la charge de la dotation	Total.		
ne - Pier -	25 déc. 1839.	Vesoul (Haute-Saône).	100 ^f	11 ^f	111 ^f	25 juin 1863.	Vesoul (Haute-Saône).
noise - Ca -	19 mars 1808.	Neuf-Brisach (Haut-Rhin).	125	11	136	6 nov. 1863.	Neuf-Brisach (Haut-Rhin).
- Désirée).	6 juin 1831.	Giremoutiers (Seine-et-Marne).	100	11	111	25 mars 1863.	Paris (Seine).
toire - Cla -	10 nov. 1831.	Pierrefitte (Seine).	100	11	111	3 juin 1863.	Pierrefitte (Seine).
larie) . . .	7 sept. 1825.	Wissenbourg (Bas-Rhin).	100	11	111	25 août 1863.	Wissenbourg (Bas-Rhin).
ése - Émi -	26 juin 1868.	Avignon (Vaucluse).	100	11	111	21 août 1863.	Avignon (Vaucluse).
ine)	22 octobre 1793.	Metz (Moselle).	100	11	111	15 nov. 1863.	Metz (Moselle).
se)	11 sept. 1795.	Lamnégrasse (Basses-Pyrénées).	100	11	111	16 août 1863.	Pau (Basses-Pyrénées).
ine - Appo -	15 avril 1811.	Richelbourg- l'Avoué (Pas-de-Calais).	100	11	111	25 juillet 1862.	Bordeaux (Gironde).
ne (Isa -	11 octobre 1791.	Gand (Belgique).	100	11	111	8 octobre 1863.	Paris (Seine).
Hortense -	18 janvier 1822.	Versailles (Seine-et-Oise).	100	11	111	7 août 1863.	Melun (Seine-et-Marne).
ie)	26 août 1805.	Toulouse (Haute-Garonne).	100	11	111	6 juin 1863.	Paris (Seine).
li) (1) . . .	26 sept. 1830.	Jackgrim (grand-duché de Bade).	100	16	116	23 nov. 1863.	Mascara, provin ^{ce} d'Oran (Algérie).
noise - Vie -	27 juillet 1803.	Caen (Calvados).	100	16	116	Le jour qui sera fixé par le minis- tre des Finances.	Paris (Seine).
ne - Louise .	5 sept. 1808.	Strasbourg (Bas-Rhin).	100	16	116	20 août 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
- Louise) . .	27 juillet 1816.	Narbonne (Aude).	100	16	116	15 août 1863.	Mulzig (Bas-Rhin).
Catherine .	11 janvier 1806.	S ^t Jean-de-Luz (Basses-Pyrénées).	100	16	116	7 août 1863.	Maisons-Alfort (Seine).
me)	20 sept. 1812.	Ambrault (Indre).	100	16	116	16 octobre 1863.	Paris (Seine).
irginie) . . .	28 mars 1821.	Pont-S ^t -Aincant (Meurthe).	100	16	116	17 mars 1862.	Jarville (Meurthe).
rie)	21 juin 1810.	Saint-Amand- Soult (Lot).	100	16	116	26 sept. 1863.	Cette (Hérault).
noise - Clai -	6 janvier 1800.	Tavernes (Var).	100	16	116	19 sept. 1861.	Tavernes (Var).
Clair - Cé -	17 octobre 1817.	Saint-Paterne (Sarthe).	100	16	116	6 juillet 1863.	Bordeaux (Gironde).
cloire - Hen -	31 janvier 1813.	Steenwerck (Nord).	100	16	116	20 août 1863.	Lille (Nord).
Flora -	25 sept. 1793.	Lille (Nord).	100	16	116	25 avril 1863.	Idem.
noise - José -							
Marie)	15 juillet 1795.	Orléans (Loiret).	100	16	116	21 juillet 1863.	Versailles (Seine-et-Oise).
rie)	1 ^{er} avril 1811.	Mailhac (Haute-Vienne).	100	16	116	25 mars 1863.	Omniaing (Nord).
don)	22 avril 1811.	Le Puy (Haute-Loire).	100	16	116	8 octobre 1863.	Le Puy (Haute-Loire).

était Français.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS du militaire et des père et mère.	GRADES.	DATES			Circumstances de la retraite.
			de la cessation de l'activité.	du mariage.	du décès.	
28	ROUSSELLE (Jacques-Marie)	Soldat	30 sept. 1807.	24 mai 1805.	30 janvier 1855.	Titulaires d'une pension de retraite.
29	JOUAN (Adrien-Pierre)....	Sergent-major sur- veillant de 1 ^{re} clas- se.	Le jour du décès.	26 mai 1855.	22 août 1863.	La pension de retraite.
	DIÈTRE (Antoinette-Philip- pine).	.....			18 juin 1861.	

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec la jouissance de l'époque indiquée à chaque article du tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre.

Signé RANDON.

N^o 16,540. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 13 Officiers des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.*

Du 11 Mai 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1^o les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de la loi du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2^o Les lois des 11 avril 1831 et 25 juin 1861, sur les pensions de l'armée de terre;

3^o Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4^o L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 9 mai 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n^o 38, et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de trente-cinq mille huit cent quarante-six francs (35,846^f), sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

NOMS DE MILITAIRES.	NAISSANCE.		PENSION ANNUELLE.			ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE.
	Dates.	Lieut.	Portion à la charge du trésor.	Portion à la charge de la dotation.	Total.		
Marie-Ma- rie).	7 juillet 1780.	Paris Seine	100 ^f	10 ^f	110	Le jour qui sera fixé par le minis- tre des finances.	Paris (Seine).
s-Auguste-	20 avril 1806.	Lamlesse province de Constantine (Algérie).	125 ^f	11 ^f	136 ^f	22 août 1808.	Chez le sieur MASSEAU, tuteur, à Cherchell (Algérie).
				TOTAL.	3,789		

ONS DÉCRÈTE ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des treize militaires dénommés au tableau d'autre part une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾.

Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance à l'époque indiquée à chaque article du tableau qui suit.

Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils ont servi sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des Invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée d'autre part, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte de leur pension.

Le certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue sur solde envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,

Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

⁽¹⁾ Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministre des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un an après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAPITAINES		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
1	DUCHAN (Paul-Louis-Sabin).	13 juillet 1809.	Carcassonne (Aude).	Capitaine comman- dant de place,	36	5	11	8	•	•
2	MOUZIN-LIZYS (Joseph- Victor-Henri-Aimé).	30 août 1812.	Eauze (Gers).	Chef de bataillon au 8 ^e régiment d'in- fanterie de ligne.	30	3	12	30	•	•
3	B I E R E T (Joseph - Edouard).	26 mai 1814.	Paris (Seine).	Capitaine au 75 ^e régiment d'infante- rie de ligne.	31	8	24	12	•	•
4	LE FORESTIER (Charles- Amand).	4 janv. 1814.	Chaumont (Oise).	Idem au 4 ^e régi- ment de dragons.	31	5	16	20	•	•
5	ROBINET DE PLAS (Em- manuel).	17 juin 1804.	Saint-Romain (Charente).	Colonel, chef de la 10 ^e légion de gen- darmérie.	41	4	7	21	•	•
6	LEPÈVRE (Jean - Nicolas- Eléonor).	24 janv. 1816.	Poix (Ardennes).	Chef d'escadron commandant la com- pagnie de gendarme- rie de la Haute-Saône.	30	1	27	10	•	•
7	GOZE (Jean-Baptiste-Eu- gène).	22 déc. 1803.	Metz (Moselle).	Médecin principal de 1 ^{re} classe.	43	3	1	27	•	•
8	VILLAMUR (Pierre-Fran- çois-Amé).	12 janv. 1804.	La Grasse (Aude).	Idem.	37	4	25	19	•	•
9	VILLETTE (Théodore - Louis-Alcibiade).	30 août 1805.	Dunkerque (Nord).	Idem de 2 ^e classe.	36	8	2	27	•	•
10	LANDRY (Jean-Félix). . .	23 juillet 1814.	Gençay (Vienne).	Officier comptable de 1 ^{re} classe des sub- sistances militaires.	30	5	10	34	•	•
11	LAFUTSUN DE LACABBE (Jean-Henri-Auguste).	26 juillet 1812.	Le Château- d'Oleron (Charente- Inférieure).	Capitaine d'infan- terie.	32	11	14	8	10	•
12	THOMAS-LABORDE (Ben- jamin-Prudent).	6 août 1815.	Nantes (Loire-Inférieure)	Idem.	30	•	15	7	•	•
13	JOLY (Jean-Émilie-Théo- dore).	12 juillet 1815.	Luxeuil (Haute-Saône).	Idem.	27	4	13	•	•	•

(1) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861. — (2) Application de l'article 2 de la loi du 25 juin 1861.
(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé de l'état
d'activité. — (b) Idem et sauf déduction des sommes perçues depuis le 30 décembre 1863 sur la pension de retraite
accordée par décret du 5 janvier 1864, et que la présente annule. — (c) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé de l'état d'activité.

N^o 16,541. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 2 liquidations de Pensions civiles.

Du 21 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu le décret réglementaire du 9 novembre 1853;

Vu l'ordonnance du 8 septembre 1831;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du
18 avril 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations com-
prises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur
le crédit d'inscription ouvert au ministère de l'intérieur pour 1864;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du
26 avril 1864;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de
l'intérieur,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,359 ^f (a)	En activité. (Cita- delle de Montpellier.)	10 mai 1864.	"
Chef de bataillon.	2,590 (a)	En activité.	20 mars 1864.	Eauze (Gers).
Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,342 (a)	Idem.	25 février 1864.	Paris (Seine).
Idem.	2,544 (a)	Idem.	15 mars 1864.	Mantes (Seine-et-Oise).
Colonel. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	4,680 (a)	Idem.	1 ^{er} avril 1864.	La Valette (Charente).
Chef d'escadron.	2,286 (a)	Idem.	Idem.	Orléans (Loiret).
Médecin principal de 1 ^{re} classe.	3,900 (a)	En activité. (Recru- tement de la Seine.)	20 mars 1864.	Paris (Seine).
Idem.	3,900 (a)	En activité. (A l'hôpital de Mar- seille.)	Idem.	Idem.
Idem de 2 ^e classe.	3,120 (a)	En activité. (A l'hôpital de Dunker- que.)	20 février 1864.	Dunkerque (Nord).
Officier comptable de 2 ^e classe. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,520 (a)	En activité.	10 mars 1864.	Alger (Algérie).
Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,275 (b)	Titulaire d'une pension de retraite.	20 déc. 1863.	Paris (Seine).
Capitaine.	1,770 (c)	Idem.	29 août 1863.	Lyon (Rhône).
Idem.	1,560 (d)	En non-activité pour infirmités tem- poraires.	13 janvier 1864.	Luxeuil (Haute-Saône).
TOTAL....	35,846			

ter du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité et sauf déduction des sommes perçues août 1863 sur la pension de 1,630 fr. accordée par décret du 5 janvier 1864, et que la présente annule. — action des sommes perçues depuis le 13 janvier 1864 à titre de solde en non-activité.

ART. 1^{er}. Les deux liquidations de pensions civiles comprises pour la somme totale de mille cinq cent quatre francs (1,504^f) au lieu d'autre part sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			MONTANT de la pension à servir par an.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
1	GAUCHET (Florine), veuve BOILLON.	18 avril 1810.	Montlins (Allier).	Le mari, ex-direc- teur du dépôt des condamnés à Paris.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	21	4	23	Ordonnan- ce du 1 ^{er} jan- vier 1854.
2	GUICHARD (Jean-Bap- tiste).	20 fév. 1801.	Cousances- aux-Forges (Meuse).	Surveillant de 1 ^{re} classe des pri- sons de la Seine.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs ..	20	8	6	Idem.
						9	11	24	

N^o 16,542. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 17 liquidations de Pensions civiles.

Du 25 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 2, 5, 6, 7, 11, 12, 13, 14, 18 et 23 de la loi du 9 juin
1853, sur les pensions civiles ;

Vu les ordonnances des 23 septembre 1814 et 17 août 1824, portant régle-
ment sur les pensions du ministère de la justice ;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			MONTANT de la pension à servir par an.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
1	ANNAUD (Jeanne-Fran- çoise), veuve DOUTRE- LEAU.	5 avril 1782.	Arlès (Bouches-du-Rhône).	Le mari, ex-pré- sident,	Réversion du tiers de la pension de 1,843 fr. ac- cordée à son mari pour	31	9	21	Ordonnan- ce du 1 ^{er} jan- vier 1854.
2	BILLIARD (Geneviève- Rosalie), veuve LOM- BARD.	14 mars 1790.	Paris (Seine).	Le mari, ex-juge.	Réversion du tiers de la pension de 1,365 fr. ac- cordée à son mari pour	36	2	7	Idem.
3	ALAIN (Jacques-Étienne).	16 nov. 1796.	Millesse (Eure-et-Loir).	Juge de paix	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	24	5	18	Ordonnan- ce du 1 ^{er} jan- vier 1854.
						10	5	28	
						34	5	46	

(Pensions pour services militaires.)

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
	1,782 ^f 77 ^c 821 25	2,604 ^f 02 ^c		Un tiers.	833 ^f	26 novembre 1863	Paris (Seine).
	453 51 218 04	671 55			671	1 ^{er} janvier 1864.	Idem.
				TOTAL.	1,504		

vril 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations com-
s dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur
édit d'inscription ouvert au ministère de la justice et des cultes ;
section des finances de notre Conseil d'État entendue ;
r le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la
ce et des cultes,

ONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

RT. 1^{er}. Les dix-sept liquidations de pensions civiles comprises
r une somme totale de dix-sept mille deux cent soixante-quatorze
cs (17,274^f) au tableau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
				014 ^f	614 ^f	1 ^{er} avril 1863.	Arles (Bouches-du-Rh.)
				455	455	1 ^{er} nov 1863.	Tarascon (Bouches-du-Rh.)
				TOTAL.	1,069		

ent au 1^{er} janvier 1864.)

	1,406 ^f	1,406 ^f			1,406	30 janvier 1864.	Chartres (Eure-et-Loir).
--	--------------------	--------------------	--	--	-------	------------------	-----------------------------

NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	SOMME des PÉRIODES.			REMARQUES.
	Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
BERNADE (Marie-Bonaventure-Rose), veuve PONS.	25 mars 1798.	Vinça (Pyrénées-Or.).	Le mari, juge de paix.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	21	1	20	Depuis le 1 ^{er} janvier 1854, la pension est de 300 fr.
					9	20	21	
					30	11	11	
BOURCON (Marie-Pauline) veuve DUSILLET.	11 juin 1808.	Besançon (Doubs).	Le mari, ex-président de chambre.	Réversion de tiers de la pension de 3,969 fr. accordée à son mari pour	37	3	15	Le 1 ^{er} janvier 1854, la pension est de 300 fr.
BUCHIN (Claude-Étienne)	5 février 1791.	Conliège (Jura).	Juge de paix	Civils :	42	7	20	Le 1 ^{er} janvier 1854, la pension est de 300 fr.
CASALOT (Mathieu)	16 oct. 1783.	Lées-Athas (Basses-Pyrénées)	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20	3	25	
					10	1	9	
					30	3	1	
COUTISSON (François-Sylvain).	27 juin 1793.	Guéret (Creuse).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	21	1	20	
					9	11	18	
					31	1	11	
DANTU (Luce-Gabrielle), veuve PÉDRON.	25 avril 1804.	Saint-Nolff (Morbihan).	Le mari, juge de paix.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	21	1	20	
					9	11	18	
					31	1	11	
GABRIEL (Sophie-Émilie), veuve COMEAU.	30 juillet 1803.	Ancemont (Meuse).	Le mari, ex-conseiller.	Réversion de tiers de la pension de 1,150 fr. accordée à son mari pour	35	10	15	Le 1 ^{er} janvier 1854, la pension est de 300 fr.
				Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	6	11	15	
GEOFFROY (Jean-Adolphe) ⁽¹⁾ .	9 octobre 1814.	Paris (Seine).	Président honoraire.		10	1	1	Le 1 ^{er} janvier 1854, la pension est de 300 fr.
					16	11	12	
MELEY (Marie-Françoise), veuve ROCHE-LACOMBÉ.	13 fevr. 1795.	Saint-Étienne (Loire).	Le mari, ex-juge.	Réversion de tiers de la pension de 857 fr. accordée à son mari pour	24	1	16	Le 1 ^{er} janvier 1854, la pension est de 300 fr.
				Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	11	8	1	
ROCHIER (Florent-Léon) ⁽²⁾ .	28 juin 1793.	Saint-Benoît-du-Sault (Indre).	Juge de paix		9	6	12	
					21	2	16	

⁽¹⁾ Accident grave. — ⁽²⁾ Infirmités.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	916 ^f	916 ^f		305 ^f	305 ^f	22 nov. 1865.	Vinça (Pyrénées-Or.).
"				1,323	1,323	21 octobre 1865.	Besançon (Doubs).
"	1,483	1,483	1,000 ^f		1,200	1 ^{er} février 1865.	Conliège (Jura).
"	903	903			903	5 février 1865.	Lées-Athas (Basses-Pyrénées).
"	1,103	1,103			1,103	19 dec. 1865.	Bourga-neuf (Creuse).
"	906	906		308	308	1 ^{er} dec. 1865.	Pont-Château (Loire-inférieure).
"				383	383	20 nov. 1865.	Nancy (Meurthe).
"	991	991			991	1 janvier 1865.	Paris (Seine).
"				385	385	11 sept. 1865.	Saint-Étienne (Loire).
"	671	671			671	15 juillet 1865.	Saint-Gaultier (Indre).

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	2,724 ^f	2,724 ^f	"	908 ^f	908 ^f	29 déc. 1863.	Amiens (Somme).
"	2,250	2,250	"	1,500	1,500	5 déc. 1863.	Bordeaux (Gironde).
"	3,652	3,652	"	"	3,652	17 février 1864.	Idem.
"	1,317	1,317	"	"	1,317	19 janvier 1864.	Valence (Drôme).
				TOTAL.	16,205		

2	1,069 ^f
15	16,205
17	17,274

ance royale du 24 août 1832, de mines de houille sises dans la commune de Firmy (Aveyron). Cette concession sera réunie aux concessions du Rial et de Rieuport, qui formeront désormais avec elle une seule et même concession désignée sous le nom de *Concession de Firmy*. (Paris, 14 Décembre 1863.)

16,544. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui proroge d'un an le délai fixé par le décret du 7 juillet 1856 pour l'exécution, par le sieur *Granier de Cassagnac*, des travaux de la partie du canal d'irrigation de Plaisance située sur la rive gauche de l'Arros (Gers). (Paris, 20 Décembre 1863.)

16,545. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

- 1° La foire qui a lieu dans la commune de la Nocle, arrondissement de Nevers (Nivernais), le 4 décembre est reportée au 9 novembre de chaque année;
- 2° La foire qui se tient dans la commune de Mayet, arrondissement de la Flèche (Mayenne), le premier lundi de juillet aura lieu, à l'avenir, le dernier lundi de mai;
- 3° La foire qui se tient au village du Guildo, commune de Créhen, arrondissement de Dinan (Côtes-du-Nord), le 16 novembre de chaque année est transférée au mardi qui précède le dimanche gras;

4° La foire qui a lieu le 4 septembre dans la commune de Cordemais, département de Savenay (Loire-Inférieure), se tiendra, à l'avenir, le premier jour du mois. (Paris, 20 Décembre 1863.)

N° 16,546. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui établissent :

1° Dans la commune de Guillaumes, arrondissement du Puget-Théniers (Alpes-Maritimes), une foire qui se tiendra, chaque année, le premier mardi du mois de mai.

2° Dans la commune de Marcilly-le-Hayer, arrondissement de Nogent-sur-Seine (Aube), une foire qui se tiendra le 31 mai de chaque année ;

3° Dans la commune du Neufbourg, arrondissement de Louviers (Eure), une foire qui se tiendra le 25 janvier de chaque année. (Paris, 20 Décembre 1863.)

N° 16,547. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui autorisent :

Le sieur *Ravique*, en sa qualité de gérant de la société du moulin du Ramier d'Ariège, à maintenir en activité une usine destinée à la mouture des céréales située sur la rivière d'Ariège, commune d'Auterive (Ariège) ;

Le vicomte de *Maleyssie*, à établir deux prises d'eau au bief 103 du canal de Bourgogne, pour arroser des propriétés qu'il possède dans la commune de Percy (Yonne).

Le sieur *Frouin* : 1° à agrandir le moulin qu'il possède dans la commune de Saint-Seurin (Gironde) ; 2° à établir une roue hydraulique pour l'irrigation d'un terrain situé aux abords de cette usine. (Paris, 20 Décembre 1863.)

N° 16,548. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant modification du décret du 18 mars 1861 qui a réglementé l'usine à fer et le moulin à farine que la dame *Anne-Marie Gabrielle Abat*, épouse du sieur *Anduze Faris*, possède sur une dérivation de l'Ariège, commune de Pamiers (Ariège). (Paris, 20 Décembre 1863.)



Certifié conforme :

Paris, le 2^e Juin 1864.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1041.

6,549. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant autorisation de la Caisse d'épargne établie à Cannes (Alpes-Maritimes).*

Du 21 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Sur la délibération du conseil municipal de Cannes (Alpes-Maritimes), en date du 18 octobre 1863 ;

Sur les budgets des recettes et des dépenses de la commune de Cannes, des années 1861, 1862 et 1863, et l'avis du préfet des Alpes-Maritimes, en date du 26 février 1864 ;

Sur les lois des 5 juin 1835, 31 mars 1837, 22 juin 1845, 30 juin 1851 et 1853, l'ordonnance du 28 juillet 1846 et les décrets des 15 avril 1852 et 15 mai 1858, sur les caisses d'épargne ;

Le Conseil d'État entendu,

NOUS DÉCRÉTE ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. La caisse d'épargne établie à Cannes (Alpes-Maritimes) est autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite caisse, tels qu'ils sont annexés au présent décret.

La présente autorisation sera révoquée en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

La caisse d'épargne de Cannes sera tenue de remettre, au commencement de chaque année, au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et au préfet du département des Alpes-Maritimes, un extrait de son état de situation, arrêté au commencement de l'année précédente.

Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois et inséré au

II^e Série.

Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires du département des Alpes-Maritimes.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 16,550. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant autorisation de la Caisse d'épargne
établie à Château-du-Loir (Sarthe).*

Du 21 Mai 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département
l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la délibération du conseil municipal de Château-du-Loir (Sarthe)
date du 8 novembre 1862;

Vu les budgets des recettes et des dépenses de la commune de Château-
du-Loir, pour les années 1861, 1862 et 1863, et l'avis du préfet de la Sarthe
en date du 22 juin 1863;

Vu les lois des 5 juin 1835, 31 mars 1837, 22 juin 1845, 30 juin 1848,
7 mai 1853, l'ordonnance du 28 juillet 1846 et les décrets des 15 mai
1852 et 15 mai 1858, sur les caisses d'épargne;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La caisse d'épargne établie à Château-du-Loir (Sarthe)
est autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite caisse, tels qu'ils sont annexés
au présent décret.

2. La présente autorisation sera révoquée en cas de violation
de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits
tiers.

3. La caisse d'épargne de Château-du-Loir sera tenue de remettre
au commencement de chaque année, au ministre de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics et au préfet du département
de la Sarthe, un extrait de son état de situation, arrêté au 31
décembre précédent.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution
du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré
Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires du département
de la Sarthe.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

16,551. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 9 liquidations de Pensions civiles.

Du 25 Mai 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 5, 6, 7, 8, 11, 12, 13, 18 et 23 de la loi du 9 juin
1833, sur les pensions civiles;

Vu les articles 35, 36 et 55 du décret du 25 août 1804 et les ordon-
nances des 9 janvier et 5 août 1840;

Vu les articles 8, 9 et 10 du décret du 4 juillet 1806;

Vu le décret du 10 novembre 1807;

Vu les articles 6, 10, 11 et 14 de l'ordonnance du 12 janvier 1825;

Vu les articles 6, 14 et 15 de l'ordonnance du 20 juin 1827;

Vu la loi du 11 avril 1831, sur les pensions militaires;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du
12 avril 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations com-
prises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur
le crédit d'inscription ouvert au ministère de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de
l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les neuf liquidations de pensions civiles comprises pour
une somme totale de six mille deux cent soixante-dix-sept francs
(277^{fr}) au tableau d'autre part sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance
à jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agri-
culture, du commerce et des travaux publics et des finances sont
chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent
décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé ACHILLE FOULD.

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			DÉCISION du Gouvernement et du Conseil d'État.
		Dates.	Lieux.			Ans.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services)									
1	YVON (Véronique-Ur- sule), veuve CASSE- MICHE.	23 juin 1822.	Cholet (Maine-et-Loire).	Lemari, employé d'école impe- riale d'arts et métiers.	Civils.....	22	.	.	Décret du 12 mai 1864.
2	DEMANGE (Charles-Ma- thieu).	28 janv. 1806.	Jandelincourt (Mourthe).	Garde-pêche.....	Militaires.... Civils.....	8 26	.	9	Décret du 12 mai 1864.
3	MEURANT (Anne-Ma- rie-Hortense), veuve DHAISSNE.	1 ^{er} fév. 1804.	Avesnes (Nord).	Le mari, conduc- teur des ponts et chaussées.	Idem.....	31	11	25	Décret du 12 mai 1864.
4	FUINEL (Jean-Alexis)...	14 sept. 1803.	Chisséria (Jura),	Palfrenier d'école impériale vétéri- naire.	Idem.....	30	11	.	Décret du 12 mai 1864.
5	FRASEINETTI (Louise), veuve PELTIER.	29 juin 1810.	Gênes (Italie).	Le mari, capi- taine de port.	Marine..... Civils.....	22 12	9	15	Décret du 12 mai 1864.
6	POUSSE (Jean-Marie)...	5 sept. 1801.	Sarronilles (Hautes-Pyrénées)	Garde à cheval de la pêche.	Idem.....	31	5	26	Décret du 12 mai 1864.
7	CLAUSEL (Marthe), v ^{ve} ROUSSEL.	24 juin 1794.	Dourdan (Seine-et-Oise).	Le mari, conduc- teur principal des ponts et chaussées.	Idem.....	47	.	13	Décret du 12 mai 1864.
8	SAINTOURENS (Jean-Bap- tiste).	11 avril 1801.	Tartas (Landes).	Conducteur des ponts et chaus- sées.	Militaires.... (confondus en liquidat- ion avec les ser- vices civils); Civils.....	5 31	4	3	Décret du 12 mai 1864.
9	VANDER - VRECKEN DE BORMANS (Eugène - Victor-François).	22 janv. 1804.	Gand (Belgique).	Ingénieur ordi- naire des ponts et chaussées.	Idem.....	38	2	2	Décret du 12 mai 1864.

N^o 16,552. — *DÉCRET IMPÉRIAL* qui approuve 8 liquidations de Pensions
Du 25 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR
DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu les articles 8, 11, 12, 13, 14, 18 et 23 de la loi du 9 juin 1853, sur
les pensions civiles;

Vu le règlement annexé au décret du 13 mai 1791 et le décret du 15
février 1811, sur les pensions de demi-solde de la marine, et l'arrêt du
Conseil d'État du 22 juillet 1857;

Vu les lois des 11 et 18 avril 1831, sur les pensions des armées de terre
et de mer;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du
8 avril 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations com-
prises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur
le crédit d'inscription ouvert au ministère de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de
l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
		608 ¹ 00 ^s		202	202 ^f	12 novembre 1863	Angers (Maine-et-Loire).
66 ^f 37 ^s	195 ¹ 00 ^s 116 19	377 86			377	1 ^{er} octobre 1863.	Blainville- sur-l'Eau (Meurthe).
	133 33 322 21	1,055 54		351	351	26 décembre 1863.	Valenciennes (Nord).
	307 03 150 79	457 82			457	1 ^{er} mai 1864.	Chisséria (Jura).
		594 00		198	198	18 décembre 1863.	Nantes (Loire-Inférieure)
	425 00 203 33	628 33			628	1 ^{er} mars 1864.	Bugue (Dordogne).
	2,314 76	2,314 76	1,250 ^f	416	416	14 janvier 1864.	Pontoise (Seine-et-Oise).
	977 96 334 37	1,312 33	1,305		1,305	1 ^{er} avril 1864.	Tartas (Landes).
	1,887 93 588 85	2,476 78	2,343		2,343	22 janvier 1864.	Château- Thierry (Aisne).
			TOTAL..		6,277		

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les huit liquidations de pensions civiles comprises pour ne somme totale de huit cent quatre-vingt-seize francs (896^f) au tableau d'autre part sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance au jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			LÉGISLATION en vigueur le 1 ^{er} janv. 1854.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
PENSIONS A RÉVISER									
QUI EXERÇAIENT, AU 1 ^{er} JANVIER 1854, DES FONCTIONS									
1	DURAND (Jean-Baptiste) (1).	29 oct. 1782.	Montagne (Gironde).	Eclusier.....	Civils.....	23	6	17	Loi de 1853
2	LABORDE (Baptiste) (1) ..	26 juillet 1801.	Aldudes (Basses-Pyrénées)	Employé second- aire des ponts et chaussées.	Idem.....	22	6	21	Idem
3	COMBE (Jean).....	5 sept. 1791.	Arles (Bouches-du-Rh.)	Garde-canal.....	Marine..... (déjà rémuné- rés par une pension).	9	7	28	Idem
4	CONNAN (Augustin)....	24 nov. 1799.	Brest (Finistère).	Gardien de phare	Civils..... Idem.....	22	5	5	Idem
5	JAMET (François).....	2 juin 1793.	Villequiers (Cher).	Eclusier.....	Militaires.... (déjà rémuné- rés par une pension).	21	4	7	Loi de 1853
6	DRAGON (Louise-Victoire- Césarine - Martine), veuve PÉLISSIER (2).	10 nov. 1828.	Bormes (Var).	Le mari, gardien de phare.	Civils..... Marine..... Civils.....	25	1	3	Loi de 1853
7	SIMONNET (Jacques- Edme).	15 déc. 1796.	Arneau (Yonne).	Garde-port.....	Civils.....	42	2	26	Loi de 1853
8	PORCHEROT (Marie), veuve TUPIN.	10 août 1807.	Rouvres (Côte-d'Or).	Le mari, éclusier	Militaires.... Civils.....	4	10	15	Loi de 1853
						29	1	11	Idem

(1) Infirmités résultant de l'exercice des fonctions. — (2) Le mari décédé par suite d'un naufrage.

(1) Infirmités résultant de l'exercice des fonctions. — (2) Le mari décédé par suite d'un naufrage.

N^o 16,553.—**DÉCRET IMPÉRIAL** qui approuve 25 liquidations de Pensions civiles

Du 28 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution;

Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 26 avril dernier;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					

AGENTS							
LA RETRAITE AVANT LA LOI DU 9 JUIN 1853.							
"	46 ^f 39 ^c	46 ^f 39 ^c	"	"	46 ^f	1 ^{er} dec. 1862.	Saint-Médard (Dordogne), Thill (Landes).
"	132 74	132 74	"	"	132	1 ^{er} avril 1864.	
"	65 94	65 94	"	"	65	1 ^{er} octobre 1863.	Arles (Bouches-du-Rh.
"	94 96 86 92	181 88	"	"	181	1 ^{er} sept. 1863.	Ile d'Ouessant (Finistère).
"	69 44	69 44	"	"	69	1 ^{er} janvier 1864.	La Chapelle- Hugon (Cher).
27 ^f 32 ^c	300 00	377 32	"	251 ^f	251	30 octobre 1858. rappel de trois années d'arré- rages antérieurs à la date de l'in- sertion au Bulet- tin des lois du décret de con- cession.	Bormes (Var).
"	59 79	59 79	"	"	59	1 ^{er} janvier 1864.	Armeau (Yonne).
35 73	57 95	93 68	"	93	93	12 juin 1863.	Dijon (Côte-d'Or).
TOTAL.					896		

NOUS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les vingt-cinq liquidations de pensions civiles com-
munes pour une somme totale de vingt-six mille trois cent un francs
3,301^f) au tableau d'autre part sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance
jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est
urgé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin
des lois, sous le n° 45.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DÉTAILS des PENSIONS.		
		Dates.	Lieux.			DÉTAILS des PENSIONS.		
						Ann. 1803.	Ann. 1804.	Ann. 1805.
(Pensions pour veuves)								
1	RABÉ (Louise-Angélique), veuve PUECH.	28 nov. 1803.	Paris (Seine).	Le mari, ex-sous- chef.	FINANCES. Civils.....	36	3	1
2	DUROIS (Ferdinande-Alexandrine), veuve BONNIEU DE LA RIVAUDIÈRE.	28 avril 1792.	Le Hérie-la-Vieville (Aisne).	Le mari, ex-con- trôleur de ville.	CONTRIBUTIONS INDIRECTES. Civils.....	36	1	1
3	GERRY (Jeanne), veuve DANIAULT.	25 nov. 1798.	Chalais (Charente).	Le mari, inspec- teur.	Idem.....	47	1	1
4	QUINAUD (Marie-Émilie), veuve PEYTOUREAU.	2 déc. 1787.	Bordeaux (Gironde).	Le mari, commis à pied.	Idem.....	36	5	3
5	RABY (Cécile), veuve GOSSART.	30 juillet 1809.	Rouillac (Charente).	Le mari, contrô- leur de ville.	Idem.....	29	3	3

(Pensions pour veuves)								
6	LEGROS DE MÉRICOURT (Alphonse).	17 fév. 1791.	Versailles (Seine-et-Oise).	Inspecteur gé- néral.	FINANCES. Civils.....	49	1	
7	BELESTA (Henriette-Aglée), veuve HUBAULT ⁽¹⁾ .	27 déc. 1821.	Laon (Aisne).	Le mari, ex- payeur.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	12	5	
8	HERLAUT (Marie-Claudine-Françoise), veuve MARTIN.	30 sept. 1799.	Paris (Seine).	Le mari, sous- chef.	postérieurs... Civils.....	10	1	
9	CHANTELOUP (Napoléon-Virgile).	4 mai 1808.	Prenilly (Indre-et-Loire).	Receveur à che- val.	CONTRIBUTIONS INDIRECTES. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	47	11	
10	FIGON (Jean-Joseph-Alexandre).	1 ^{er} oct. 1808.	Avenay (Marne).	Receveur ambu- lant.	postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	10	2	
11	FRETET (Joseph-Émilien).	15 juillet 1814.	Yquelon (Manche).	Idem.....	Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	7		
12	MAZUR (Antoine)	14 déc. 1798.	Cette (Hérault).	Receveur princi- pal entreposeur.	postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	10	1	
13	CHAUMON (Marguerite), veuve CHETTY.	8 juin 1821.	Paulliac (Gironde).	Le mari, ex-rece- veur à cheval.	Militaires.... Civils.....	6	1	
14	FINOT (Élise-Adélaïde), veuve RENAULT.	21 juin 1820.	Troyes (Aube).	Le mari, sous-ins- pecteur.	Idem.....	38	6	
15	LEGARDINIER (Aurore-Caroline), veuve BOUVERET.	24 août 1806.	Beaugency (Loiret).	Le mari, receveur principal entre- poseur.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ;	21		
					postérieurs... Civils.....	15	5	
						8	1	
						41	6	

(1) Maladie ayant le caractère d'accident.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
t au 1 ^{er} janvier 1864.)							
"	"	"	"	776 ^f	776 ^f	17 janvier 1864.	Paris (Seine).
"	"	"	"	361	361	1 ^{er} janvier 1864.	Bruz (Ille-et-Vilaine)
"	"	"	"	833	833	6 déc. 1863.	Châlons- sur-Saône (Saône-et-Loire)
"	"	"	"	387	387	2 janvier 1864.	Cadillac (Gironde).
"	"	"	"	533	533	18 février 1864.	Rouillac (Charente).
TOTAL.				2,114			

nt au 1^{er} janvier 1864.)

"	"	"	6,000 ^f	"	6,000 ^f	1 ^{er} mai 1864.	Paris (Seine).
"	2,069 ^f 43 ^s	3,749 ^f 97 ^s	"	1,249 ^f	1,249	26 février 1864.	Idem.
"	1,680 54		"	708	708	25 février 1864.	Idem.
				TOTAL.	7,957		
"	672 50	1,108 53	"	"	1,108	1 ^{er} mars 1864.	Laurière (Haute-Vienne)
"	436 03		"	"			
58 ^f 33 ^c	692 75	1,181 57	"	"	1,181	idem.	Senones (Vosges).
"	430 49		"	"			
"	672 08	1,090 20	"	"	1,090	21 février 1864.	Rennes (Ille-et-Vilaine)
"	418 12		"	"			
"	"	"	1,750	"	1,750	1 ^{er} mars 1864.	Villefranche (Haute-Garonne)
"	"	"	"	"	244	30 sept. 1863.	Blaye (Gironde).
"	901 57	1,488 02	"	496	496	28 mai 1865.	Le Havre (Seine-Inférieur)
"	586 45		"	"			
"	"	"	2,250	750	750	16 février 1864.	La Rochelle (Charente-Infér)

— Partie suppl.

70..

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des SERVICES.	DÉBUT des SERVICES.			ANCIENNETÉ au 1 ^{er} JANVIER 1854.	ANCIENNETÉ au 1 ^{er} JANVIER 1855.	ANCIENNETÉ au 1 ^{er} JANVIER 1856.
		Dates.	Lieux.			Ant.	Mois.	Jours.			
16	MARMESSE (Anne-Sophie), veuve LAGÈRE-RIGUEZ.	4 juillet 1815.	Villefranche (Aveyron).	Le mari, commis aux exercices.	Civils.....	30	8	5			
17	BULLER (Marie-Reine-Philippe), veuve POYDRAS.	28 janv. 1803.	Saintes (Charente-Infér.)	Directrice.....	POSTES. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	19	11				
18	DAROUX (Jean-Amédée)...	15 mai 1798.	Saint-Leu- d'Esserent (Oise).	Sous-chef.....	Civils.....	10	1				
19	FONTAINE (Augustine-Marie), femme DUFOUR.	14 nov. 1803.	Melun (Seine-et-Marne).	Directrice.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10	1				
20	MOULIN-LAUNAY (Constance-Marie), veuve DEBON.	13 janv. 1798.	Sourdeval (Manche).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10	1				
21	MOUQUET (Eulalie-Arsène-Virginie), femme POINT ⁽¹⁾ .	29 janv. 1808.	Paris (Seine).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10	1				
22	PUSTERLE (Étienne-Armand).	13 juin 1811.	Idem.	Commis des postes.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10	3				
23	ROUMIGUIER (Joseph-François-Jédouard).	4 mars 1811.	Pézénas (Hérault).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10	3				
24	DOYEN (Victoire-Eugénie), veuve ROGER.	16 sept. 1794.	Paris (Seine).	Le mari, ex-courrier.	Civils.....	20	11	16			
25	VALETTE (Marie-Élisa) ⁽²⁾ .	11 juillet 1843.	Caen (Calvados).	.....	Militaires....	6	11	20			
	— (Victor-Romain) ⁽²⁾ .	28 fév. 1847.			Civils.....	19	6	15			
	— (Pierre-Auguste) ⁽²⁾ .	7 février 1849.									

(1) Infirmités. — (2) Sous la tutelle du sieur RICHARD.

1 ^{re} catégorie..	{	Finances.....
		Contributions indirectes.....
2 ^e catégorie...	{	Finances.....
		Contributions indirectes.....
		Postes.....

Total

N^o 16,554. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 25 liquidations de Pensions civiles.

Du 28 Mai 1864.

NAPOI LÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	"	"	"	262 ^f	262 ^f	25 sept. 1863.	Villefranche (Aveyron).
				TOTAL.	6,881		
"	505 ^f 94 ^c 239 55	745 ^f 49 ^c	"	"	745	1 ^{er} février 1864.	S ^t -Pol-de-Léon (Finistère).
"	"	"	2,250 ^f	"	2,250	1 ^{er} avril 1864.	Paris (Seine).
"	508 92 226 45	735 37	"	"	735	16 février 1864.	Rueil (Seine-et-Oise).
"	520 00 201 67	721 67	"	"	721	1 ^{er} février 1864.	Sourdeval (Manche).
"	214 52 212 63	427 15	"	"	427	16 février 1864.	Paris (Seine).
"	1,158 03 519 20	1,677 23	1,600	"	1,600	1 ^{er} avril 1864.	Joigny (Yonne).
"	"	"	1,652	"	1,652	Idem.	Montpellier (Hérault).
"	"	"	"	337	337	7 janvier 1864.	Littry (Calvados).
"	"	"	"	106	106	Du 24 septembre 1863 au 6 février 1870, époque où le plus jeune des orphelins aura atteint sa majorité.	Caen (Calvados).
				TOTAL.	8,573		
	776 ^f 2,114 7,957 6,881 8,573	2,890 ^f 23,411					
.....		26,301					

Sur les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

Sur l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution ;

Sur la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864 ;

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt-cinq liquidations de pensions civiles comprises sur une somme totale de quatorze mille quatre francs (14,004^f) et tableau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FILIA- TION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					

Liquidation n° 1041. — Liquidation au 1 ^{er} janvier 1854. f							
75 ^f 74 ^c	426 ^f 66 ^c	502 ^f 40 ^c			502 ^f	1 ^{er} janvier 1854.	Ajaccio (Corse).
56 61	242 50 148 83	347 95			347	Idem.	Sainte-Marie (Pyrenées-Or.).
10 72	334 63 159 88	505 23			505	Idem.	Saint-Martin- de-Ré (Charente-Infér.).
39 12	358 33 199 17	596 67			596	Idem.	Déville (Seine-Inférieure)
"	356 55 195 83	552 38			552	Idem.	Le Tréport (Seine-Inférieure)
58 85	431 25	490 10			490	Idem.	Senneville (Seine-Inférieure)
29 63	312 00 179 30	520 93			520	Idem.	Saint-Valery- en-Caux (Seine-Inférieure)
47 87	665 62	713 59	675 ^f 00 ^c		675	Idem.	Le Havre (Seine-Inférieure)
"	357 33 180 00	517 33	517 33		517	Idem.	Idem.
60 18	603 75	663 93			663	Idem.	Idem.
"	637 85 274 16	912 01			912	Idem.	Bordeaux (Gironde).
"	199 88 145 90	370 00			370	Idem.	Plévenon (Côtes-du-Nord).

NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			NOMBRE des jours de service à compter du 1 ^{er} janvier 1854.
	Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
FAUCHEUX (Napoléon-François-Jacques-Marie).	19 mai 1805.	Cancale (Ille-et-Vilaine).	Sous-patron.....	Militaires..... Civils.....	5 32	10 10	10	10
GOUTÈS (Jean-Jacques-Pascal).	18 avril 1813.	Agde (Hérault).	Matelot.....	Militaires..... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs.....	15 10	1 1	1	1
HACQUEVILLE (Théodore-Frédéric).	3 mai 1809.	Notre-Dame-de-Bliquetuit (Seine-Inférieure)	Sous-brigadier....	Militaires..... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs.....	17 10	3 1	1	1
HERVÉ (Auguste-Marie).	10 janv. 1810.	Plévenon (Côtes-du-Nord).	Patron.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs.....	17 10	10 1	1	1
LANNÉ (Bienaimé-Louis-Benonin).	13 sept. 1815.	Reville (Manche).	Brigadier.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs.....	18 10	3 1	18	1
LARDE (Louis-Désiré)...	31 mars 1800.	Marvelise (Doubs).	Vérificateur de 1 ^{re} classe.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs.....	20 14	3 1	1	1
ORAZI (Joseph-Marie)...	3 juin 1813.	Brando (Corse).	Préposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs.....	19 8	4 9	1	1
QUILLIC (Benoît).....	21 mars 1811.	Saint-Nicolas (Corse).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs.....	18 10	1 1	1	1
ROHA (Jean-Nicolas)...	26 nov. 1808.	Bliesbrücken (Moselle).	Idem.....	Militaires..... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs.....	5 12	4 1	17	1
SCHNEIDER (Michel)...	18 mai 1809.	Metzerwisce (Moselle).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs.....	16 13	7 1	19	1
SOUM (Paul).....	25 nov. 1805.	Encoutrieuch (Ariège).	Préposé.....	Militaires..... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs.....	5 15	4 1	18	1
THOMAS (Jean-François).	15 fév. 1817.	Cuttina (Jura).	Brigadier.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs.....	16 10	10 1	18	1

LIQUIDATION		LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services civils.	Total.					
587 ^f 91 ^c	629 ^f 57 ^c	"	"	629 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Roteneuf (Ille-et-Vilaine).
241 33 159 20	428 30	"	"	428	Idem.	Cette (Hérault).
310 25 180 00	490 25	"	"	490	Idem.	Guebaville- la-Mailleraye (Seine-Inférieure)
356 66 199 65	572 46	"	"	572	Idem.	Saint-Malo (Ille-et-Vilaine).
361 03 191 89	554 92	"	"	554	Idem.	Caen (Calvados).
1,352 81 455 00	1,807 81	1,506 ^f	"	1,506	Idem.	Dijon Côte-d'Or).
294 15 131 92	426 07	"	"	426	Idem.	Ajaccio (Corse).
241 25 150 00	391 25	"	"	391	Idem.	Saint-Nicolas (Corse).
152 08 124 49	312 43	"	"	312	Idem.	Wissembourg (Bas-Rhin).
266 17 239 61	545 59	"	"	545	Idem.	Metzerwisse (Moselle).
236 35 149 68	421 73	"	"	421	Idem.	Agde (Hérault).
335 43 198 28	533 71	"	"	533	Idem.	Foncine- le-Bas (Jura).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
25	VIGNES (Pierre).....	1 ^{er} août 1807.	Bordes (Hautes-Pyrénées)	Matelot.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 : postérieurs... 10	8		

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n^o 46.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances.

Signé ACHILLE FOULD.

N^o 16,555.— *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 25 liquidations de Pensions civiles*
Du 28 Mai 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite au département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution ;

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
1	FAULCON (Aure), veuve DE MILAN D'ASTIS.	24 mars 1798.	Châtellerault (Vienne).	Le mari, ex-direc- teur.	CONTRIBU- TIONS DIRECTES. Civils.....	42	11	
2	CHARDON DE BOUSSAY (Marie-Thérèse-Del- phine), veuve HEUL- HARD.	14 mars 1804.	Châtillon (Indre).	Le mari, ex-rece- veur.	ENREGISTRE- MENT. Civils.....	40	11	22

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
53 ^f 33 ^c	245 ^f 00 ^c 150 00	418 33 ^c			448 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Marseille (Bouches-du-Rh.)
				TOTAL..	14,004		

la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864 ;
a section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du
mai 1864 ;
sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des
finances,

VOUS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

- ART. 1^{er}. Les vingt-cinq liquidations de pensions civiles comprises
dans une somme totale de trente et un mille neuf cent six francs
(30,906^f) au tableau ci-après sont approuvées.
2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance
à jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.
3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances
chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au
Bulletin des lois, sous le n° 47.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ ^R reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
				1,070	1,070	5 octobre 1863.	Tours (Indre-et-Loire).
				319	319	17 octobre 1863.	Châtillon (Indre).

à compter au 1^{er} janvier 1864.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			N ^o de la cote de service.
		Dates.	Lieu.			Ann.	Mois.	Points.	
3	DESAUD Jeanne-Amélie- mine, veuve COTTON.	5 avril 1796.	Clermont (Puy-de-Dôme).	Le mari, ex-garde magasin.	Civile.....	31	3	13	Reçu no 10 1891
4	GRANLY Marie-Anne, veuve LUGER.	15 mars 1801.	Hogny (Yonne).	Le mari, ex-ec- cuseur à cheval.	Civile.....	31	3	13	Idem.
5	LEFEVRE (Rose-Aline), veuve PETIT.	20 janv. 1806.	Amiens (Somme).	Idem.....	Militaires.....	26	3	13	Idem.
6	LUERMEIL Marie-Anne, veuve PIVERT.	28 oct. 1806.	Senlis (Yonne).	Le mari, ex-ec- cuseur ambulant.	Idem.....	27	3	13	Idem.
7	PERRIAU (Michel-Louise- Victoire, veuve VIVIX.	24 sept. 1781.	Coussey- les-Bois (Vienne).	Le mari, ex-ec- cuseur principal entreposeur.	Idem.....	24	3	13	Idem.
8	DE COENE Louise-Amé- lie, veuve COUSMET.	6 sept. 1802.	Hallogne- aux-Pierres (Aisne).	Le mari, ex-com- mis.	POSTES. Civile.....	31	1	13	Idem.

(Pensions pour services.)

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	Dates.	Lieu.	GRADES.	COTE DES COMPTES.			N ^o de la cote de service.
					Civile :	Antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	Postérieurs.....	
9	HARMAND D'ABANCOULT Etienne-Jules-Fran- çois, Le vicomte.	15 juin 1807.	Briey (Moselle).	Greffier en chef honoraire.	Civile :	Antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	Postérieurs.....	Idem.
10	DE PERLIN Jean-Fran- çois.	21 sept. 1805.	Singling (Moselle).	Commis princi- pal.	Civile :	Antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	Postérieurs.....	Idem.
11	BENNETT (Paul-Ga- briel-Aolphe).	8 avril 1800.	Rocheport (Maritima).	Directeur.....	Civile :	Antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	Postérieurs.....	Idem.
12	JOSEPH Hippolyte- Alexandre.	18 mars 1801.	Digne (Basses-Alpes).	Contrôleur.....	Civile :	Antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	Postérieurs.....	Idem.
13	LEFEVRE Andre-Isi- dore.	1 ^{er} janv. 1793.	Paris (Seine).	Directeur de 3 ^e classe.	Civile :	Antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	Postérieurs.....	Idem.
14	NOËL Augustin-Luce.	1 ^{er} oct. 1806.	Troyes (Aube).	Contrôleur de 1 ^{re} classe.	Civile :	Antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	Postérieurs.....	Idem.
15	LUCHEUX Victorine-Lou- ise-Augustine, veuve BROSSON.	23 mars 1811.	Fougères (Ille-et-Vilaine).	Contrôleur hors classe.	Civile :	Antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 :	Postérieurs.....	Idem.

¹⁾ Veuve de Français.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services civils.	Total.						
"	"	"	"	266	266	29 juillet 1863.	Clermont (Puy-de-Dôme).
				TOTAL.	585		
"	"	"	"	533	533	28 mai 1863.	Piney (Aube).
"	"	"	"	512	512	30 déc. 1863.	Saint-Riquier (Somme).
"	"	"	"	342	342	26 janvier 1864.	Livry (Seine-et-Oise).
"	"	"	"	631	631	19 janvier 1864.	Châtellerault (Vienne).
				TOTAL.	2,018		
"	"	"	"	502	502	18 janvier 1864.	Thionville (Moselle).

1^{er} janvier 1854.)

2,218'05° 2,755 39	4,973'44°	"	"	4,973	4 avril 1864.	Paris (Seine).
"	"	1,800	"	1,800	1 ^{er} avril 1864.	Idem.
"	"	4,500	"	4,500	Idem.	Marseille (Bouches-du-Rh.)
806 66 403 34	1,210 00	"	"	1,210	1 ^{er} février 1864.	Bayonne (Basses-Pyrénées)
"	"	4,000	"	4,000	1 ^{er} mars 1864.	Paris (Seine).
602 50 302 50	925 66	"	"	925	1 ^{er} février 1864.	Troyes (Aube).
"	"	"	"	520	14 janvier 1864.	Paris (Seine).
				TOTAL.	11,155	

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	ÉTAT des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Postes.
16	CHAUVEY (Agricol).....	24 oct. 1792.	Montjai (Hautes-Alpes).	Receveur du timbre.	ENREGISTREMENT. Civils.....	45	12	15
17	LAGOUR (Charles-Gilles).	19 déc. 1797.	Bordeaux (Gironde).	Timbreux.....	Militaires..... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1834 ; postérieurs... Civils.....	3	5	
18	DUCHON (Louise-Amélie), veuve COLIN.	14 mars 1799.	Orléans (Loiret).	Le mari, ex-conservateur des hypothèques.	CONTRIBUTIONS INDIRECTES. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1834 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1834 ; postérieurs... Civils.....	10	1	
19	PURNOT (Louis-Prosper).	11 août 1804.	Metz (Moselle).	Préposé en chef d'octroi.	Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1834 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1834 ; postérieurs... Civils.....	15	2	18
20	VILLAIN (Jean).....	12 avril 1801.	Villedieu (Manche).	Inspecteur.....	Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1834 ; postérieurs... Civils.....	38	4	
21	BERTHELOT (Louise-Adèle), veuve LAVAL-LART.	23 mai 1803.	Ticheville (Orne).	Le mari, ex-receveur principal entreposeur.	Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1834 ; postérieurs... Civils.....	10	2	
22	HORNEZ (Adélaïde-Joseph), veuve ULMET.	16 nov. 1803.	Coutiches (Nord).	Le mari, ex-commis aux exercices.	Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1834 ; postérieurs... Civils.....	10	2	
23	ODEYER (Élisabeth), veuve MARCHAND.	27 déc. 1816.	Valence (Drôme).	Le mari, ex-inspecteur.	Idem.....	31		
24	LEBOUX (Alfred-François-Joseph), orphelin. (1).	26 oct. 1843.	Liomer (Somme).	Le père, ex-contrôleur.	POSTES. Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1834 ; postérieurs... Civils.....	2	11	13
25	DUPONT (Jean) (2), ...	21 mai 1788.	Garlin (Basses-Pyrénées)	Directeur.....	Idem.....	15	9	

(1) Mineur émancipé; curateur, le sieur LEBLOUX. — (2) Infirmités.

1 ^{re} catégorie...	Contributions directes
	Enregistrement.....
	Contributions indirectes
2 ^e catégorie...	Postes.....
	Cour des comptes.....
	Administration centrale
	Contributions directes
	Enregistrement.....
	Contributions indirectes
	Postes.....

Total.....

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
			2,000	"	2,000	22 janvier 1864.	Bordeaux (Gironde).
1 ^{er} 33 ^e	419 ^f 43 ^c 168 04	608 ^f 80 ^c	"	"	608	1 ^{er} février 1864.	Idem.
			"	500	500	21 déc. 1863.	Orléans (Loiret).
				TOTAL.	3,108		
	925 68 578 90	1,504 58	"	1,504	1,504	1 ^{er} mars 1864.	Metz (Moselle).
			2,371	"	2,371	Idem.	Villedieu (Manche).
			"	666	666	6 mars 1864.	Vimoutiers (Orne).
40 03	288 52 281 35	610 90	"	203	203	28 janvier 1864.	Cuinchy (Pas-de-Calais).
			2,856	952	952	7 février 1864.	Valence (Drôme).
			"	516	516	Du 16 juillet 1863 au 25 octobre 1864.	La Chapelle- Saint-Denis (Seine).
				TOTAL.	6,212		
21 63	277 56 175 29	474 48	"	"	474	24 février 1864.	Garlin (Basses-Pyrénées)
				TOTAL.	31,906		

1,079 ^f 585	}	4,184
2,018 502		
4,973 1,800	}	27,722
11,155 3,108		
6,212 474		
.....		
		31,906

N° 16,556. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 25 liquidations de Pensions civiles.
Du 1^{er} Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **Empereur des Français**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution;

Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864:

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
(Pensions pour services militaires.)								
1	BALTAZAR (Anne - De - nise), veuve VALORY.	16 oct. 1808.	Pontoise (Seine-et-Oise).	Le mari, ex-inspecteur.	Civils.....	30	9	15
2	GODOT (Marguerite - Scolastique), veuve MORCEL.	27 juillet 1823.	Custines (Meurthe).	Le mari, garde-forestier.	Militaires....	2	6	12
					Civils.....	29	11	6
3	LEFEVRE (Marie-Marguerite-Henriette), veuve HELLER.	9 sept. 1791.	Hary (Aisne).	Le mari, brigadier forestier.	Civils.....	25	2	1
4	SEILLER (Marie - Madeleine), veuve MEYER.	2 mars 1793.	Wiedensohlen (Haut-Rhin).	Le mari, garde-forestier.	Idem.	26	0	0
(Pensions pour services civils.)								
5	ARNICH (Jean-Vicolas) ⁽¹⁾	5 février 1813.	Lubeck (étranger).	Garde forestier...	Forêts. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15	0	15
6	BIENFAIT (Jean - Baptiste).	9 avril 1797.	Bosseval (Ardennes).	Idem.....	Militaires....	8	5	12
7	BOUREZ (Louis-Joseph).	15 juin 1798.	Mennevret (Aisne).	Idem.....	Civils.....	32	11	13
8	BRAUD (François-Augustin).	15 avril 1811.	Salins (Jura).	Idem.....	Civils.....	40	10	5
					Militaires....	6	3	3
					Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	13	7	1
9	DE LIVET DE BARVILLE (Léon-Marc).	22 oct. 1801.	La Poterie-Mathieu (Eure).	Inspecteur.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	39	7	1
					Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	10	2	10
10	D'HASTREL (Gustave)...	23 juin 1802.	Neuwiller (Bas-Rhin).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	26	1	16

(1) Non astreint à justifier de sa naturalisation.

section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 10 mai 1864;

sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

ARRÊTÉS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt-cinq liquidations de pensions civiles comprises dans une somme totale de quatorze mille huit cent dix-huit francs 318^f) au tableau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
t au 1 ^{er} janvier 1854.)							
"	"	"	"	697 ^f	697 ^f	17 novembre 1863	Bourges (Cher).
"	"	"	"	117	117	3 janvier 1864...	Marbache (Meurthe).
"	"	"	"	113	113	21 avril 1863....	Hary (Aisne).
"	"	"	"	56	56	13 septembre 1862	Wiedensohlen (Haut-Rhin).
				TOTAL.	983		
nt au 1 ^{er} janvier 1854.)							
"	166 ^f 96 ^c	276 ^f 98 ^c	"	"	276 ^f	1 ^{er} mars 1864.	Autricourt (Ardennes).
"	110 02		"	"			
"	"	488 53	"	"	488	1 ^{er} janvier 1864.	Signy-l'Abbaye (Ardennes).
"	"	625 62	525 ^f	"	525	11 janvier 1864.	Mennevret (Aisne).
52 ^f 14 ^c	120 95 88 70	261 79	"	"	261	Idem.	Molain (Jura).
"	"	"	2,500	"	2,500	11 mars 1864.	Barville (Eure).
"	"	"	2,500	"	2,500	11 février 1864.	Vesoul (Haute-Saône).

N ^O D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des SERVICES.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann. Mois. Jours.	Jours de vacances.	Total.
11	DUTRUCH Pierre	1 mai 1806.	La Teste (Gironde).	Garde forestier..	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 : postérieurs... Civils :	6 19 10	7 3 -	13 32 -
12	DUPÉ Sébastien	18 mai 1808.	La Bourgonce Vosges).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 : postérieurs... Militaires.... Civils :	10 10 -	11 0 -	21 31 -
13	GEORGE Jean-Antoine).	10 juil. 1811.	Corcieux Vosges.	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 : postérieurs... Militaires.... Civils :	8 10 -	- 0 -	8 31 -
14	MAILLEBAUD Jean-Auguste.	30 mai 1814.	Glandaye Drôme.	Brigadier forestier.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 : postérieurs... Civils :	42 -	7 -	49 -
15	MARMOD Marie-Nicolas-César.	21 nov. 1798.	Obenheim Bas-Rhin.	Idem.....	postérieurs... Civils.....	11 23	5 1	16 31
16	MARTIN Dominique-Joseph.	27 mai 1814.	Rupt Vosges).	Garde forestier..	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 : postérieurs... Civils :	7 0 10 10	0 7 -	7 17 -
17	PERRI Jean-Marie-François.	1 ^{er} août 1807.	Toulouse Haute-Garonne.	Sous-inspecteur.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 : postérieurs... Militaires.... Civils :	30 10 -	10 0 -	40 31 -
18	PÉRROT Jean-Marie ...	20 mars 1801.	Honarzel (Luxemb.).	Garde forestier..	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 : postérieurs... Civils :	7 29	0 -	7 29
19	RAVER François-Adrien-Arthur.	6 avril 1800.	Buchay Eure.	Brigadier forestier.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 : postérieurs... Militaires.... Civils :	18 10 -	8 0 -	26 31 -
20	SAINT-JUST Pierre-Louis.	20 oct. 1800.	Nogent-les-Vierges Aube.	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 : postérieurs... Militaires.... Civils :	36 7 -	0 0 -	36 31 -
21	STIE Charles-Louis-Victor.	1803 11.	Scholestaft Poméranie).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 : postérieurs... Militaires.... Civils :	13 10 -	10 0 -	23 31 -
22	VILLER Joseph-Etienne.	1 ^{er} août 1801.	Grenoble Isère.	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 : postérieurs... Militaires.... Civils :	18 10 -	0 0 -	18 31 -
23	BARTHÉLÉMY Marie-Mathias, veuve LECHE.	Griffet 1814.	Les Grangettes Doubs.	Le mari, ex-garde forestier.	Militaires.... Civils.....	1 13	1 0	2 31
24	BOUDET Jeanne-Marie-Vierge Mox.	oct. 1798.	Avajan (Hautes-Pyrénées)	Idem.....	Militaires.... Civils.....	5 23	0 0	5 31

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des vices laïcs.	des services civils.	Total.					
18	239 ^f 08 ^c 129 82	424 ^f 08 ^c	"	"	424 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	La Teste (Gironde).
	259 12 127 64	386 64	"	"	386	20 février 1864.	Saint-Remy (Vosges).
75	93 33 99 92	259 00	"	"	259	1 ^{er} janvier 1864.	Corcieux (Vosges).
74	238 92 252 01	535 67	"	"	535	Idem.	Bugeaud près Bône. (Constantine).
	"	750 00	"	"	750	Idem.	Badonviller (Meurthe).
2	106 36 99 70	256 38	"	"	256	Idem.	Remiremont (Vosges).
	1,130 43 524 71	1,675 14	1,600 ^f	"	1,600	Idem.	Toulouse (Haute-Garonne).
	420 00	471 51	"	"	471	Idem.	Quimperlé (Finistère).
	298 66 160 00	458 66	"	"	458	Idem.	Puchay (Eure).
	"	793 75	750	"	750	16 décembre 1863.	Darney (Vosges).
	228 59 214 94	501 78	"	"	501	1 ^{er} décembre 1862	Orschwiller (Bas-Rhin).
	365 61 188 20	569 69	"	"	569	1 ^{er} janvier 1864.	Grenoble (Isère).
	"	"	"	100 ^f	100	16 juin 1863..	Pontarlier (Doubs).
	"	"	"	100	100	12 août 1863.	Sarrancolin (Hautes-Pyrénées).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	BUREAU des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
25	WIEDEMANN (Margue-rite), veuve MÜLLER.	9 janv. 1819.	Gries (Bas-Rhin).	Le mari, ex-garde forestier.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 : postérieurs...	18	7	19
						9	11	4
						Total.....		

1^{re} catégorie... Forêts.....
2^e catégorie.... Idem.....

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n^o 48.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances

Signé ACHILLE FOULD.

N^o 16,557.—**DÉCRET IMPÉRIAL** qui approuve 25 liquidations de Pensions civiles.
Du 1^{er} Juin 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite au département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution;

Vu le décret du 21 novembre 1860;

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	BUREAU des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
1	GILGENBACH (Lucie), veuve NEIS ⁽¹⁾ .	10 mai 1790.	Mayen (Étranger).	Le mari, sous-brigadier.	DOUANES. Civils.....	3e	1	11

(1) Le mari était Français.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissances.	DOMICILE des pensionnaires.
des services civils.	Total.						
252 ^f 79 ^c 125 42	378 ^f 21 ^c			126 ^f TOTAL..	126 ^f 13,835	5 déc. 1863.	Oberhoffen (Bas-Rhin).

983 ^f 13,835
14,818

situation du crédit d'inscription ouvert pour l'exercice 1864; l'adoption des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 1864;

le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

Nous DÉCRÉTE et DÉCRÉTONS ce qui suit :

1^{er}. Les vingt-cinq liquidations de pensions civiles comprises dans une somme totale de quinze mille neuf cent quatre-vingt-neuf francs (15,984^f) au tableau ci-après sont approuvées.

Les pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance à partir du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n° 49.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juin 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services civils.	Total.						
1 ^{er} janvier 1854.)							
				146 ^f	146 ^f	12 juillet 1863.	L'Hôpital (Moselle).

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
et des civiles.	Total.						
				1 15'	1 15'	1 ^{er} sept. 1863.	Miramont (Haute-Garonne).
				150	4 30	22 janvier 1864.	Condé (Nord).
				TOTAL.	7 21		

du 1^{er} janvier 1854.)

			2,337'		2,337 d.	1 ^{er} mars 1864.	Paris (Seine).
7' 11 ^c	26' 1' 39 ^c	311' 80 ^c			311	1 ^{er} janvier 1864.	Vinz-en-Sallaz (Haute-Savoie).
	831 00 317 88	1,178 88			1,178	1 ^{er} février 1864.	Agde (Hérault).
1 41	258 75 149 84	460 00			460	1 ^{er} janvier 1864.	Hyères (Var).
3 68	609 50	661 61			661	Idem.	St-Honorine (Calvados).
6 90	760 60 313 34	1,070 93			1,070	Idem.	La Gaude (Alpes-Maritimes).
13 81	379 00 178 90	557 90			558	Idem.	Lorient (Morbihan).
35 30	135 12 117 67	252 79			258	Idem.	Les Arcs (Var).
20 72	271 83 169 28	441 11			473	Idem.	La Flotte (Charente-Infér.).
22 00	320 00 160 00	500 00			502	Idem.	Brehat (Côtes-du-Nord).
23 57	288 75 101 98	390 73			407	Idem.	Dinard (Ile-et-Vilaine).

La somme totale des pensions est de 23,337 francs 21 centimes.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE du service.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Autres.
15	MICHEL (François-Thomas).	31 déc. 1807.	Ubraye (Basses-Alpes).	Préposé.....	Marine Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	7	1	10
16	NAUX (Émile-Célestin) ..	3 nov. 1810.	Brest (Finistère).	Idem.....	Marine Civils antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	3	7	2
17	PITEZ (Jérôme-Marie) ..	10 sept. 1812.	Auray (Morbihan).	Brigadier	Marine Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	15	10	6
18	RATHIER (Joseph).....	9 mars 1818.	Etagnac (Charente).	Préposé.....	Marine Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	8	1	10
19	RENIER (Napoléon-Jo- seph-Marie).	23 mars 1805.	Pléhérel (Côtes-du-Nord).	Idem.....	Marine Civils Bonification..	5	1	10
20	ROBERT (Alexis).....	17 août 1798.	Paris (Seine).	Sous-inspecteur..	Idem.....	15	1	10
21	ROMET (Thomas).....	21 déc. 1803.	Nocé (Orne).	Préposé.....	Marine Civils Militaires....	6	1	10
22	ROYER (François).....	26 oct. 1803.	Pontarlier (Côte-d'Or).	Sous-brigadier. .	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	15	10	6
23	SIMON (Bon-Louis-Ger- main).	29 juillet 1810.	Auderville (Manche).	Préposé.....	Marine Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	18	1	10
24	TOMASI (Pascal).....	17 mai 1810.	Bastia (Corse).	Patron.....	Marine Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	2	7	10
25	VILLARD (Jean-Désiré- Ferreol).	3 avril 1808.	Marigny (Jura).	Préposé.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854; postérieurs...	16	7	10

1^{re} catégorie — Douanes.....
2^e catégorie { Finances.....
 { Douanes.....

TOTAL.....

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
56 ^f 88 ^c	254 ^f 02 ^c 155 53	466 ^f 43 ^c	"	"	466 ^f	1 ^{er} janvier 1864.	Entrevaux (Basses-Alpes).
29 14	540 63	569 77	562 ^f	"	562	Idem.	Porspoder (Finistère).
56 44	300 83 189 00	546 27	"	"	546	Idem.	Nantes (Loire-Inférieure).
39 55	106 66 199 77	345 98	"	"	345	Idem.	Saint-Pierre, province d'Alger (Algerie).
44 05	506 25	550 30	"	"	550	Idem.	Pléhérel (Côtes-du-Nord).
"	"	"	1,750	"	1,750	1 ^{er} février 1864.	Metz (Moselle).
48 83	485 93	534 76	"	"	534	1 ^{er} janvier 1864.	Argentan (Finistère).
51 74	293 68 174 98	520 40	"	"	520	Idem.	Napoléon- Vendée (Vendée).
24 85	270 60 149 00	444 45	"	"	444	Idem.	Carteret (Manche).
21 10	406 66 198 89	626 65	"	"	626	Idem.	Bastia (Corse).
39 70	263 25 158 46	461 41	"	"	461	Idem.	Morbier (Jura).
TOTAL.					12,816		

3	.....	721 ^f
1	2,447	15,263
1	12,816	
5	.....	15,984

N° 16,558. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) portant :

ART. 1^{er}. La supérieure générale de la congrégation hospitalière et enseignante des sœurs de Saint-Joseph existant à Annecy (Haute-Savoie), en vertu de lettres patentes du roi de Piémont, en date du 23 septembre 1823, est autorisée à accepter, au nom de cette congrégation, le legs gratuit d'effets mobiliers fait par le sieur *Joseph-Marie Balmand*, suivant son testament mystique en date du 28 octobre 1862, à l'établissement des sœurs du même ordre fondé à Thorens (même département).

2. Le supérieur général des frères des écoles chrétiennes, institut légalement reconnu par décret du 17 mars 1808, est autorisé à accepter le legs fait à titre gratuit par le sieur *Joseph-Marie Balmand*, suivant son testament mystique du 28 octobre 1862, en faveur des frères de ladite association instituteurs à Thorens (Haute-Savoie) et consistant en effets mobiliers estimés deux mille quatre cent trente-trois francs et centimes (2,433¹ 10^c), pour servir aux frères ci-dessus désignés et à leurs successeurs s'il y a lieu.

3. Le trésorier de la fabrique de l'église curiale de Thorens (Haute-Savoie) est autorisé à accepter, aux clauses et conditions imposées, le legs fait à cet établissement par le sieur *Joseph-Marie Balmand*, suivant son testament mystique du 28 octobre 1862, et consistant en une somme de trois cents francs (300^f), à la charge de faire célébrer chaque année, à perpétuité, des grand'messes rétribuées trois francs chacune, dont le nombre sera fixé par l'autorité diocésaine.

Cette somme de trois cents francs sera, lors de son versement, employée à l'achat d'une rente trois pour cent sur l'État. Mention sera faite sur l'inscription de la libération des arrérages.

4. Le trésorier de la fabrique de l'église succursale de Saint-Nicolas-la-Chapelle (Haute-Savoie) est autorisé à accepter, aux clauses et conditions imposées, le legs fait à cet établissement par le sieur *Joseph-Marie Balmand*, suivant son testament mystique du 28 octobre 1862, et consistant en une somme de six cents francs (600^f), à la charge de faire célébrer chaque année, à perpétuité, des grand'messes rétribuées trois francs chacune, dont le nombre sera fixé par l'autorité diocésaine.

Cette somme de six cents francs sera, lors de son versement, employée à l'achat d'une rente trois pour cent sur l'État. Mention sera faite sur l'inscription de la libération des arrérages. (Paris, 15 Avril 1864.)



Certifié conforme :

Paris, le 7^e Juin 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1042.

6,559. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant concession de 11 Pensions de retraite d'une Pension de réforme sur les fonds de la Caisse des Invalides de la marine.*

Du 20 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de l'ordonnance du 27 août 1817, portant application à la marine;

La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de mer, et les lois des 21 juin 1856, 26 juin 1861 et 28 juin 1862;

Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, chargée par la loi de payer lesdites pensions;

La section de la guerre, de la marine, des colonies et de l'Algérie de notre Conseil d'État entendue,

NOUS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-joint d'autre part une pension de retraite ou de réforme fixée conformément aux indications de ce tableau.

La dépense annuelle de dix-sept mille huit cent trente-huit francs (17,838^f) qui résultera de la concession des douze articles de pensions de retraite ou de réforme compris dans le tableau qui suit sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

Signé C^{te} P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES.	RENTES effectives.				L'ÉTAT.
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Cent.	Ann.	
1	BAUX (Achille-Jean)...	30 nov. 1801.	Toulon (Var).	Inspecteur de la marine.	42	·	26	·	1
2	LEMOYNE (Jean-Baptiste-Yves-Léon).	9 octobre 1803.	Nantes (Loire-Inférieure)	Commissaire adjoint de la marine.	41	7	17	·	1
3	FRANÇOIS (Vincent-Jean-Baptiste-Edouard).	8 avril 1822.	Saint-Jean-de-Royan (Gironde).	Lieutenant de vaisseau.	25	8	·	9	·
4	PAGE (Gabriel).....	3 dec. 1809.	Plouguerneau (Finistère).	Maître canonnier entretenu à 1,800 fr.	43	3	·	13	·
5	PICARD (Jean).....	6 juillet 1806.	Ruelle (Charente).	Maître entretenu à 1,800 fr. à la fonderie de Ruelle.	41	6	15	·	·
6	RAYON (Louis-Edouard).	7 juin 1804.	Rochefort (Charente-Infér.).	Idem à 1,500 francs idem.	39	5	9	·	·
7	SUTTER (Jean).....	2, dec. 1811.	Bastenheim (Haut-Rhin).	Gardienn-concierge des bâtiments militaires à la Guado-loupe.	25	4	16	13	·
8	PORÉE (Pierre-Julien-André).	20 juin 1806.	Barenton (Manche).	Gardienn de bureau.	30	3	24	·	·
9	CHARTON (Pierre).....	13 juin 1811.	Haumont (Meuse).	Idem.	30	11	13	·	·
10	DUMESNIL (Joseph-Marie-Noël).	22 fev. 1803.	Brest (Finistère).	Distributeur embarquant à 45 fr.	35	9	3	·	·
11	ROUX (Jean-Baptiste)...	28 juin 1818.	Paris (Seine).	Capitaine d'infanterie de marine.	25	9	19	·	·
12	GARNIER (Louis-Augustin-Alfred).	19 fev. 1825.	Apt (Vaucluse).	Capitaine d'infanterie.	20	1	·	·	·

N° 16,560. — **DÉCRET IMPÉRIAL** portant concession de 25 Pensions de veuves et d'Orphelins sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.

Du 20 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de l'ordonnance du 27 août 1817, portant application à la marine;

2° La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de mer et celles des 21 juin 1856, 26 juin 1861 et 28 juin 1863;

ÉGALÉS la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE des titulaires.
		Lois des 18 avril 1831, 26 juin 1861 et 28 juin 1862.	Loi du 21 juin 1856.	Total.	
avril 1831 et	Inspecteur de la marine, réunissant plus de 6 ans de navigation sur les bâtiments de l'État.	3,900 ^f	"	3,900 ^f	Toulon.
1861.	Commissaire adjoint, réunissant plus de 6 ans de navigation sur les bâtiments de l'État.	2,590	"	2,590	Lorient.
R.	Lieutenant de vaisseau. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	2,221	"	2,221	Toulon.
R.	Maître entretenu à 1,500 ^f et au-dessus, réunissant plus de 6 ans de navigation sur les bâtiments de l'État. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,680	"	1,680	Brest.
R.	Maître entretenu à 1,500 fr. et au-dessus. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,396	"	1,396	Ruelle.
R.	Maître entretenu à 1,500 fr.	1,150	"	1,150	Idem.
avril 1831 et	Gardien-concierge, réunissant plus de 9 ans de services aux colonies.	529	"	529	La Guadeloupe
R.	Gardien des divers services.	377	"	377	Nantes.
R.	Idem.	375	"	375	Lorient.
avril 1831 et	Distributeur embarquant.	290	165 ^f	455	Brest.
et 18 avril 1861.	Capitaine, réunissant plus de 9 ans de services à la mer et aux colonies.	2,120	"	2,120	Paris.
avril 1831, 25 juin 1861.	Capitaine.	1,045	"	1,045	Brest.
	TOTAUX.....	17,673	165	17,838	

Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, chargée a loi de payer lesdites pensions;

la section de la guerre, de la marine, des colonies et de l'Algérie de ce Conseil d'État entendue,

NOUS DÉCRÉTE et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-dessus une pension ou un secours annuel fixé conformément aux indications de ce tableau.

. La dépense annuelle de cinq mille huit cent trois francs (5,803^f) qui résultera de la concession des vingt-cinq articles de pensions de veuves et d'orphelins compris dans le tableau qui suit

sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

NOMBRES D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris.	GRADÉS.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS ET PRÉNOMS des veuves.
			de la cessa- tion de l'ac- tivité.	du décès.		
1	Olivier Pierre-Marie-Elzéar.	Capitaine de vaisseau.	25 sept. 1855.	1 ^{er} déc. 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	GUERIN (Marie)
2	ROY Antoine-André.	Capitaine de frigate.	25 fev. 1863.	28 nov. 1863.	Idem.	CANDEL (Marie)
3	GARNIER Pierre-Etienne.	Idem.	20 mars 1857.	10 déc. 1863.	Idem.	BONNET (Marie)
4	FILS Charles-Arsène.	Tresorier des invalides de la marine de 5 ^e classe.	20 fev. 1866.	1 ^{er} nov. 1865.	Idem.	VALLEY (Marie)
5	SAINT-MARTIN Louis-Casimir.	Premier commis aux vivres.	1 ^{er} fev. 1863.	1 ^{er} fev. 1863.	Mort en possession de droits à une pension de retraite.	MARTIN (Marie)
6	LASSIN Joseph-Marie.	Deuxième maître calfat.	15 sept. 1863.	15 nov. 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	LAFFITTE (Marie)
7	GUILLOT Yves.	Quartier-maître de manœuvre.	25 sept. 1863.	25 sept. 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexique.	TASSOT (Marie)
8	GUILLONNEAU Anne-Pierre-Désiré.	Quartier-maître calfat.	5 avril 1860.	27 dec. 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	LAFORE (Marie)
9	DOUAI Thomas-Nicolas.	Matelot.	30 juillet 1863.	30 juillet 1863.	Mort des suites d'un accident résultant du service.	SÉVERIN (Marie)
10	PERGENT Yves-Marie.	Idem.	15 août 1861.	13 août 1861.	Mort des suites de maladie endémique contractée en Cochinchine.	LE BOSSÉ (Jeanne)
11	PERGENT Guillaume.	Idem.	13 août 1861.	13 août 1861.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexique.	NICOLAS (Marie)
12	NIVINIC Fidele.	Idem.	15 juillet 1863.	15 juillet 1863.	Idem.	LE PELLISSIER (Anne)
13	LE ROY Jean-François.	Distributeur du corps des combattants.	25 août 1863.	25 août 1863.	Mort en possession de droits à une pension de retraite.	BROUST (Marie)
14	LE GUEN Laurent-Marie.	Ouvrier charpentier.	15 avril 1862.	15 dec. 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	LE BRAS (Marie)
15	GUÉGAN Louis-Marie.	Idem.	15 dec. 1866.	8 nov. 1863.	Idem.	LE DANTE (Marie)
16	GAZIE Jean-Louis.	Ouvrier calfat.	30 août 1852.	16 sept. 1863.	Idem.	LÉGER (Marie)
17	DELORES Joseph-Christophe.	Ouvrier scieur de long.	26 mai 1866.	28 oct. 1863.	Mort titulaire d'une pension.	MELLYN (Marie)
18	LEITE Sébastien.	Idem.	31 dec. 1836.	1 ^{er} dec. 1863.	Idem.	DEBRIE (Marie)
19	GOUX Jacques-Honoré.	Ouvrier ajusteur.	15 dec. 1856.	1 ^{er} nov. 1863.	Idem.	GOUTBOX (Marie)
20	HAINVILLE Louis-Mathieu.	Boulangier au port de Cherbourg.	31 dec. 1844.	20 dec. 1863.	Idem.	VOISIN (Marie)
21	MAISSIN Julien-Alphonse.	Capitaine de port à la Martinique.	6 janvier 1864.	6 janvier 1864.	Mort des suites de maladie endémique contractée à la Martinique.	DUCLAS (Marie)

ait au palais des Tuileries, le 20 Février 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine
et des colonies,Signé C^{te} P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

NCE.	DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
			Lois des 18 avril 1831, 26 juin 1861 et 28 juin 1862.	Loi du 21 juin 1856.	Total.		
Toulon (Var).	23 janv. 1822.	Plus de 2 ans.	975 ^f	"	975 ^f	Aix.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.
Menton (M.-Maritimes)	5 mai 1832.	Idem.	780	"	780	Toulon.	Idem.
Martigues (Chas-du-Rh.).	4 sept. 1833.	Idem.	780	"	780	Martigues.	Idem.
Honfleur (Calvados).	24 nov. 1813.	Idem.	420	"	420	Honfleur.	Idem.
Toulon (Var).	26 juin 1838.	Idem.	175	41 ^f	216	Toulon.	Lois des 18 avril 1831 et 21 juin 1856.
Brest (Finistère).	2 mars 1853.	Idem.	100	51	151	Brest.	Idem.
Perquécq (Finistère).	29 mars 1849.	Idem.	100	26	126	Morlaix.	Idem.
Saint-Jean- l'Angély (route-Infer.).	8 février 1849.	Idem.	100	26	126	Rochefort.	Idem.
Marnenez (Finistère).	9 oct. 1830.	Idem.	100	16	116	Quimper.	Idem.
Nevez (Finistère).	27 oct. 1858.	Idem.	100	16	116	Idem.	Idem.
Prégénou (Finistère).	26 oct. 1851.	Idem.	100	16	116	Brest.	Idem.
Nezou (Finistère).	26 oct. 1858.	Idem.	100	16	116	Quimper.	Idem.
Lorient (Morbihan).	16 août 1826.	Idem.	141	"	141	Lorient.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.
Quingamp (M.-du-Nord).	24 janv. 1816.	Idem.	116	"	116	Brest.	Idem.
Pennebont (Morbihan).	21 oct. 1821.	Idem.	116	"	116	Lorient.	Idem.
Cardiwest (Manche).	17 nov. 1821.	Idem.	116	"	116	Cherbourg.	Idem.
Toulon (Var).	7 juillet 1817.	Idem.	116	"	116	Toulon.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1862.
Brest (Finistère).	23 avril 1816.	Idem.	116	"	116	Brest.	Idem.
Voy-le-Pré (Cher).	31 janv. 1837.	Idem.	116	"	116	Guérigny.	Idem.
Osteville (Manche).	7 nov. 1806.	Idem.	116	"	116	Cherbourg.	Idem.
Bordeaux (Gironde).	17 août 1831.	Idem.	333	"	333	Toulon.	Lois des 18 avril 1831 et 9 juin 1853.

NOM ET PRÉNOMS	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES	NOM ET PRÉNOMS
		de la cessation de l'activité.	du décès.		
les pères et mères.				du décès.	orphelins
PENSIONS D'ORPHELINS					
22 { QUINIOU (Jean-Marie), veuf en 1 ^{re} nocces de COLAS (Caroline - Hor- tense).	Ouvrier méca- nicien.	25 nov. 1863.	25 nov. 1863. 3 octobre 1855.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	AUDRY (Jean) veuf de QUINIOU (Caroline) une orphelins
PENSIONS D'ORPHELINS					
23 { LAGU (Marcel)..... veuf de SION (Marie).....	Deuxième mai- tre de manoeuvre.	28 fév. 1859.	27 avril 1863. 30 oct. 1854.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	LAGU (Marcel) veuf de SION (Marie)
24 { COCHÉ (Pierre-Marie).. marié à COUÉ (Virginie).....	Matelot.	16 fév. 1855.	16 fév. 1855.	.....	COCHÉ (Pierre-Marie) marié à COUÉ (Virginie)
25 { CHARIOT (Jacques)..... veuf de BARBOTIN (Marie-Anne).	Ouvrier sculp- teur.	23 nov. 1863.	23 nov. 1863.	Mort titulaire d'une pension. Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	CHARIOT (Jacques) veuf de BARBOTIN (Marie-Anne)
(a) Cette pension est payable, savoir : pour moitié à la veuve et pour l'autre moitié aux orphelins avec réversion viagère, au profit de la veuve, de la portion afférente auxdits orphelins lorsque'ils seront majeurs.					

N° 16,561. — DÉCRET IMPÉRIAL portant concession de 34 Pensions de Femmes ou d'Orphelins sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.

Du 20 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de la loi du 27 août 1817, portant application à la marine;

2° La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de mer et celles des 21 juin 1856, 26 juin 1861 et 28 juin 1862;

3° Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, par la loi de payer lesdites pensions;

La section de la guerre, de la marine, des colonies et de l'Algérie de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées :

NOM. Lieux.	DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
			Lois des 18 avril 1831 et 28 juin 1862.	Loi du 21 juin 1856.	Total.		
Brest (Finistère).	20 janv. 1857.	Plus de 2 ans.	116 ^f	"	116 ^f (a)	Brest.	Lois des 18 avril 1831 et 28 juin 1862.
Idem.	17 avril 1837.	Idem.					
EN ANS ACCOMPLIS.							
Toulon (Var).	3 juillet 1844.	Idem.	100	41 ^f	141	Toulon.	Lois des 18 avril 1831 et 21 juin 1856.
Le Croisic (Morbihan).	12 juillet 1852.	Idem.	100	16	116	Le Croisic.	Idem.
Rochefort (Morbihan).	9 octobre 1834.	Idem.	116	"	116	Rochefort.	Lois des 18 avril 1831 et 28 juin 1862.
TOTALS			5,548	255	5,803		
ans accomplis, et sous la condition que la part de la veuve, si elle décède sans enfants, fera retour aux jusqu'à ce qu'ils soient parvenus à leur majorité.							

deau d'autre part une pension ou un secours annuel fixé conformément aux indications de ce tableau.

2. La dépense annuelle de cinq mille quatre cent cinq francs (405^f) qui résultera de la concession des trente-quatre articles pensions de veuves et d'orphelins compris dans le tableau qui sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine
et des colonies ,

Signé C^m P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

NOMBRES D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris.	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS ET PRÉNOMS des veufs.
			de la cessa- tion de l'acti- vité.	du décès.		
1	HOFFMANS (Antoine-François).	Trésoirier des invalides de la marine de 4 ^e classe.	31 déc. 1859.	4 juin 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	KAT (Jeanne)
2	DENAISSON (Jean).....	Conducteur entretenu à 1,600 fr.	30 mars 1858.	28 oct. 1863.	<i>Idem.</i>	DUMET (Marie- phine).
3	AMENC (Louis-François).	Premier maître canonnier.	23 déc. 1862.	28 déc. 1863.	Mort des suites de fatigues éprouvées pendant l'exercice de ses fonctions.	LAURE (Marie- zaine).
4	CLOAREC (Gabriel-Marie).	Maître voilier.	7 nov. 1863.	7 nov. 1863.	Mort en possession de droits à une pension de retraite.	GOURMELON (Marie- rine).
5	BONNOTTE (Jean - Baptiste).	Magasinier embarquant à 90 fr.	26 nov. 1849.	7 octobre 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	SCHWEITZER (Marie- pharoline).
6	BOUDOLEC (Hervé-François-Marie).	Deuxième maître de manœuvre.	25 août 1862.	25 août 1862.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexique.	MANUEL (Marie- Antoinette).
7	BISSAT (Michel-Alexandre).	<i>Idem.</i>	6 octobre 1862.	6 octobre 1862.	Mort des suites de maladie endémique contractée dans les mers de Chine.	LAFORT (Marie- Augustine).
8	DUVAL (Pierre-Joseph).	<i>Idem.</i>	3 juin 1861.	3 octobre 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	MAREST (Marie- Victoire).
9	MARTIN (Pierre-Marie).	Deuxième maître charpentier.	5 nov. 1862.	5 nov. 1862.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexique.	BRENNER (Marie- Marie).
10	JÉGO (François - Marie - Benoni).	Deuxième commis aux vivres.	30 fév. 1863.	30 fév. 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée en Chine.	COLIN (Marie- Antoinette).
11	AGNÈS (Jean-François).	Quartier-maître de timonerie.	31 janv. 1863.	31 janv. 1863.	Mort des suites de maladie contagieuse contractée à bord du Tourville.	MÉNARD (Marie- Antoinette).
12	GUILMET (François-Bon-Thomas).	Coq de 1 ^{re} classe à 45 fr.	9 janvier 1862.	9 janvier 1862.	Mort des suites d'une blessure reçue pendant l'exercice de ses fonctions.	LE BARBANT (Marie- Antoinette-Françoise).
13	JARRAND (Jean).....	Matelot.	26 avril 1863.	26 avril 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexique.	LE FLEU (Marie- Antoinette).
14	PERSON (Hervé).....	<i>Idem.</i>	20 juillet 1862.	20 juillet 1862.	<i>Idem.</i>	BOUREL (Jeanne- Antoinette).
15	ASCOËT (Sébastien)....	<i>Idem.</i>	8 août 1862.	8 août 1862.	<i>Idem.</i>	MOYÈ (Marie- Antoinette).
16	LAPRANCE (Francisque).	<i>Idem.</i>	5 mars 1856.	5 mars 1856.	Péri dans le naufrage du canot-major de l'avis à vapeur la Grandeur, sur lequel il était embarqué.	BARBARA (Jeanne- Antoinette).
17	PETIT-BON (Yves).....	<i>Idem.</i>	5 février 1858.	1 ^{er} nov. 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	LE GALL (Marie- Antoinette).
18	CHUITON (Nicolas-Marie).	Aide contre-maître forgeron.	26 sept. 1863.	26 sept. 1863.	Mort en possession de droits à une pension de retraite.	HALLÉGOT (Marie- Antoinette).
19	BESSON (Lazare-Honoré).	Ouvrier charpentier.	22 août 1839.	9 octobre 1863.	Mort titulaire d'une pension.	GUIGOU (Marie- Antoinette).
20	MATHÉ (Jean).....	<i>Idem.</i>	28 déc. 1861.	22 nov. 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	CHEVRIER (Marie- Julie).
21	REY (Louis-André)....	Ouvrier mécanicien.	30 juin 1857.	19 nov. 1863.	Mort titulaire d'une pension.	BONNET (Marie- Antoinette).
22	TERRIENNE (René).....	Ouvrier forgeron.	7 nov. 1862.	1 ^{er} oct. 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	RIVIÈRE (Marie- Antoinette).

LIEUX.	DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
			Lois des 18 avril 1831, 26 juin 1881 et 28 juin 1862	Loi du 21 juin 1856.	Total.		
Arles (Bouches-du-Rhône).	21 oct. 1846.	Plus de 2 ans.	420 ^f	.	420 ^f	Arles.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.
Dunkerque (Nord).	17 mai 1836.	Idem.	350	.	350	Dunkerque.	Idem.
Saint-Cyr (Var).	21 dec. 1853.	Idem.	245	.	245	Toulon.	Idem.
Embézellec (Finistère).	2 juin 1845.	Idem.	175	41 ^f	216	Brest.	Lois des 18 avril 1831 et 21 juin 1856.
Toulon (Var).	1 ^{er} sept. 1847.	Idem.	175	41	216	Bucey- lez-Cy.	Idem.
Quarnenez (Finistère).	23 août 1851.	Idem.	100	41	141	Quimper.	Idem.
Toulon (Var).	23 mars 1853.	Idem.	100	41	141	Toulon.	Idem.
Gréville (Manche).	2 octobre 1853.	Idem.	100	41	141	Cherbourg.	Idem.
Saint-Servan (Ille-et-Vilaine).	13 oct. 1858.	Idem.	100	41	141	Brest.	Idem.
Brest (Finistère).	3 juin 1857.	Idem.	100	41	141	Idem.	Idem.
Granville (Manche).	15 janv. 1845.	Idem.	100	26	126	Granville.	Idem.
Virandeville (Manche).	19 janv. 1850.	Idem.	100	26	126	Cherbourg.	Idem.
Penvenan (Morbihan).	15 mai 1853.	Idem.	100	16	116	Paimpol.	Idem.
Tréfléz (Finistère).	26 nov. 1856.	Idem.	100	16	116	Morlaix.	Idem.
Pont-l'Abbé (Finistère).	2 dec. 1857.	Idem.	100	16	116	Quimper.	Idem.
(Afrique).	15 nov. 1850.	Idem.	100	16	116	La Guadeloupe	Idem.
Brest (Finistère).	3 nov. 1843.	Idem.	100	16	116	Paimpol.	Idem.
Locmaria- Plouzané (Finistère).	30 janv. 1847.	Idem.	126	.	126	Brest.	Lois des 18 avril 1831 et 28 juin 1862.
La Seyne (Var).	27 nov. 1811.	Idem.	116	.	116	La Seyne.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.
Aulnay (Charente-Inférieure).	10 mai 1852.	Idem.	116	.	116	Rochefort.	Idem.
Toulon (Var).	16 juillet 1821.	Idem.	116	.	116	Toulon.	Lois des 18 avril 1831 et 28 juin 1862.
S'-Colombin (Loire-Inférieure).	25 juin 1853.	Idem.	116	.	116	Nantes.	Idem.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris et des père et mère.	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES	Noms d'orphelins et de veufs
			de la cessa- tion de l'ac- tivité.	du décès.		
23	COURCOUX (Yves-Jean-François).	Ouvrier forge- ron.	31 oct. 1863.	28 oct. 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	LEVALLON (Jean- Charles).
24	MOROCU (Jean).....	Idem.	25 oct. 1863.	19 oct. 1863.	Idem.	LE COMTE (Jean- Joseph).
25	GOUZIEN (Gabriel - Oli- vier-Marie).	Idem.	8 octobre 1863.	8 octobre 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	LE GAC (Jean- Gabriel).
26	LE BRIS (Jean-François).	Idem.	23 sept. 1863.	25 sept. 1863.	Idem.	RIDE (Jean- Baptiste).
27	PETTON (Guillaume- Marie).	Ouvrier fon- deur.	29 oct. 1863.	29 oct. 1863.	Idem.	VOGEL (Jean- Baptiste).
28	DAVID (François).....	Idem.	10 nov. 1863.	10 nov. 1863.	Idem.	DAVID (François).
29	THÉVEN (Nicolas-Marie).	Ouvrier chan- dronnier.	24 oct. 1863.	24 oct. 1863.	Mort des suites d'une blessure reçue pendant l'exercice de ses fonctions.	YVON (Jean- Baptiste).
30	NICOLAU (Louis-Paul)...	Ouvrier cordier.	18 juin 1849.	2 juin 1863.	Mort titulaire d'une pension.	NIET (Jean- Baptiste).
31	PITRON (Jean-Charles)...	Ouvrier carrier.	9 juin 1847.	10 sept. 1863.	Idem.	SABON (Jean- Baptiste).
32	DE LABUE (Charles- Adrien).	Capitaine d'in- fanterie de ma- rine.	11 déc. 1844.	26 oct. 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	CRABE (Jean- Baptiste).
33	GUÉGUEN (Guillaume)...	Sergent des gar- des-chiourmes.	30 mai 1854.	29 oct. 1863.	Idem.	LARUE (Jean- Baptiste).
PENSION D'ORPHELINS						
34	FILY (Jean-Marie-Fran- çois). veuf de QUÉNÉA (Anne-Marie)...	Matelot.	8 février 1862.	8 février 1862.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexi- que.	FILY (Jean- Baptiste).
				26 juillet 1859.		— (Joseph).

N° 16,562. — DÉCRET IMPÉRIAL portant concession de 3 Pensions de Veufs sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.

Du 20 Février 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de la loi du 27 août 1817, portant application à la marine;

2° La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de mer, et celle du 26 avril 1855;

3° Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, chargés par la loi de payer lesdites pensions;

La section de la guerre et de la marine de notre Conseil d'État entendue.

AVONS DÉCHÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées

NOM.	DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
			Lois des 11 et 18 avril 1831, 25 juin 1861 et 28 juin 1862.	Loi du 21 juin 1856.	Total.		
Alleeune (Manche).	6 déc. 1842.	Plus de 2 ans.	116 ^f	"	116 ^f	Cherbourg.	Lois des 18 avril 1831 et 28 juin 1862.
Pont-Scorff (Morbihan).	1 ^{er} fév. 1835.	Idem.	116	"	116	Lorient.	Idem.
Plourin (Finistère).	26 sept. 1842.	Idem.	116	"	116	Brest.	Idem.
Plouarzel (Finistère).	14 juillet 1861.	Idem.	116	"	116	Idem.	Idem.
Tréglonou (Finistère).	11 mai 1843.	Idem.	116	"	116	Idem.	Idem.
Bouguenais (Morbihan).	2 juin 1844.	Idem.	116	"	116	Nantes.	Idem.
Lambézellec (Finistère).	13 juin 1858.	Idem.	116	"	116	Brest.	Idem.
Hennebont (Morbihan).	23 janv. 1810.	Idem.	116	"	116	Quimper.	Idem.
Couville (Manche).	26 oct. 1802.	Idem.	116	"	116	Cherbourg.	Idem.
Toulon (Var).	28 avril 1828.	Idem.	530	"	530	Toulon.	Lois des 11 avril 1831 et 25 juin 1861.
Lambézellec (Finistère).	6 janvier 1835.	Idem.	100	41 ^f	141	Idem.	Lois des 11 avril 1831 et 28 juin 1856.
ET UN ANS ACCOMPLIS.							
Brest (Finistère).	31 mars 1857.	Plus de 2 ans.	100	16	116	Brest.	Lois des 18 avril 1831 et 21 juin 1856.
TOTAUX..			4,929	476	5,405		

Tableau d'autre part une pension annuelle fixée conformément aux indications de ce tableau.

2. La dépense annuelle de cinq cent soixante-treize francs (573^f) qui résultera de la concession des trois articles de pensions de veuves compris dans le tableau qui suit sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Février 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine
et des colonies,

Signé C^{te} P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

NOMBRES D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris.	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS ET PRÉNOMS des veufs
			de la cessa- tion de l'acti- vité.	du décès.		
1	PORT (Louis-Frédéric).	Maître mécani- cien.	4 sept. 1863.	4 sept. 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexi- que.	SARSON Louis-Joseph
2	LESTUM (Grégoire - Alexis).	Deuxième mai- tre armurier.	6 sept. 1862.	6 sept. 1862.	<i>Idem.</i>	FILSIARET Louis-Joseph
3	SAVIGNAC (Charles-Hen- ry-Victor).	Maître mécani- cien.	18 mai 1862.	18 mai 1862.	Mort des suites de maladie endémique contractée sur la côte occidentale d'Afrique	MOSTET Louis-Joseph

N° 16,563. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux Rues de la commune de Maisons-sur-Seine (Seine-et-Oise).*

Du 11 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de
l'intérieur;

Vu le décret du 26 mars 1852, relatif aux rues de Paris, et le règlement
d'administration publique du 27 décembre 1858;

La délibération du conseil municipal de la ville de Maisons-sur-Seine, en
date du 15 octobre 1863;

Le plan général d'alignement de Maisons-sur-Seine, dûment approuvé
par arrêté du Président de la République, en date du 17 janvier 1849;

Les pièces de l'enquête;

L'avis du préfet du département;

La section de l'intérieur de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions du décret du 26 mars 1852, relatif aux
rues de Paris, sont déclarées applicables à la commune de Maisons-
sur-Seine (Seine-et-Oise), à l'exception des articles 1 et 7.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est
chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

ANCE. Lieux.	DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
			Portion à la charge de la caisse		Total.		
			des inva- lidés de la marine.	de la dotation de l'armée.			
Cherbourg (Manche).	23 oct. 1856.	Plus de 2 ans.	175 ^f	41 ^f	216 ^f	Dôle.	Lois des 18 avril 1831 et 26 avril 1855.
Brest (Finistère).	4 déc. 1858.	Idem.	100	41	141	Brest.	Idem.
Cannes pes-Maritimes)	27 oct. 1860.	1 an 6 mois 22 jours.	175	41	216	Antibes.	Idem.
		TOTAUX...	450	123	573		

16,564. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Moyrazès (Aveyron). (Paris, 4 Mai 1864.)

16,565. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Mehun-sur-Yèvre (Cher). (Paris, 4 Mai 1864.)

16,566. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Chapdes-Beaufort (Puy-de-Dôme) (Paris, 4 Mai 1864.)

16,567. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Hagenthal-le-Bas (Haut-Rhin). (Paris, 4 Mai 1864.)

16,568. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Hagenthal-le-Haut (Haut-Rhin). (Paris, 4 Mai 1864.)

16,569. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Saint-Germain-du-Plain (Saône-et-Loire). (Paris, 4 Mai 1864.)

16,570. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans chacune des communes de Marigny et de la Rixouse (Jura). (Paris, 11 Mai 1864.)

16,571. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Brunehamel (Aisne). (Paris, 14 Mai 1864.)

N° 16,572. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Combaux-et-Valsery (Aisne). (*Paris, 14 Mai 1864.*)

N° 16,573. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Decueville (Aveyron). (*Paris, 14 Mai 1864.*)

N° 16,574. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Jalleraux (Doubs). (*Paris, 14 Mai 1864.*)

N° 16,575. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Chambon (Indre-et-Loire). (*Paris, 14 Mai 1864.*)

N° 16,576. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Pajay (Sarthe). (*Paris, 14 Mai 1864.*)

N° 16,577. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Châteaufort (Loir-et-Cher). (*Paris, 14 Mai 1864.*)

N° 16,578. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Drouot (Loir-et-Cher). (*Paris, 14 Mai 1864.*)

N° 16,579. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de la Ferté (Maine-et-Loire). (*Paris, 14 Mai 1864.*)

N° 16,580. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant ce qui suit :

Est autorisée la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de La Froicourt (Meurthe);

Est autorisée la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Bréville (même département). (*Paris, 14 Mai 1864.*)

N° 16,581. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Demange-sous-Eaux (Meuse). (*Paris, 14 Mai 1864.*)

N° 16,582. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Marceville (Orne). (*Paris, 14 Mai 1864.*)

6,583. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Randonnai (Orne). (*Paris, 14 Mai 1864.*)

6,584. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune des Ardillats (Rhône). (*Paris, 14 Mai 1864.*)

6,585. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Quevillon (Seine-Mérieure). (*Paris, 14 Mai 1864.*)

6,586. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Sannois (Seine-Oise). (*Paris, 14 Mai 1864.*)

6,587. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Saint-Lieux-lez-Avaur (Tarn). (*Paris, 14 Mai 1864.*)

6,588. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui rapporte le décret du 9 septembre 1861, autorisant le sieur *Conduché* à établir un moulin à blé sur la rive droite du Lot, dans la commune de Saint-Géry (Lot). (*Paris, 23 Décembre 1863.*)

6,589. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui fixe le régime hydraulique du martinet à cuivre dit *de Payssel*, que le sieur *Costes* (*Jean-François*) possède sur le ruisseau deoudouyssou, dans la commune de Penne (Lot-et-Garonne). (*Paris, 26 Décembre 1863.*)

6,590. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui autorise les propriétaires du *lais de mer* dit *de Malakoff*, situé dans la commune de Saint-Michel-en-l'Herm (Vendée), à se réunir en association, à l'effet de pourvoir aux travaux de dessèchement, d'entretien et d'amélioration de ce *lais de mer*. (*Paris, 30 Décembre 1863.*)

6,591. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui autorise la compagnie des fonderies et forges de Terre-Noire, la Voulte et Bességes, à augmenter la consistance de l'usine à fer de Terre-Noire, située dans la commune de Saint-Jean-Bonnefonds (Loire). (*Paris, 16 Janvier 1864.*)

6,592. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui fixe le régime des eaux de l'usine à fer que la dame veuve *Montaut* possède sur une dérivation de la rivière de Meuse, dans la commune de Boncourt (Meuse). (*Paris, 16 Janvier 1864.*)

6,593. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant que les foires qui se tiennent dans la

commune d'Aillant-sur-Tholon, arrondissement de Joigny (Yonne), le jeudi saint, le 4 juillet et le 10 novembre, auront lieu à l'avenir le mardi de janvier, le mardi saint, le premier mardi de juillet et le mardi Saint-Martin. (*Paris, 30 Janvier 1864.*)

N° 16,594. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui établit :

Dans la commune de Névache, arrondissement de Briançon (Hautes-Alpes), une foire qui se tiendra le premier lundi de septembre de chaque année;

Dans la commune d'Isola, arrondissement de Puget-Théniers (Alpes-Maritimes), une foire qui se tiendra le 1^{er} juin de chaque année;

Dans la commune de Genis-d'Hiersac, arrondissement d'Angoulême (Charente), quatre foires qui auront lieu annuellement le 3 de chacun des mois de février, mai, avril et mai;

Dans la commune de Saint-Christophe-entre-Deux-Guiers, arrondissement de Grenoble (Isère), une foire qui se tiendra le 10 octobre de chaque année.

Dans la commune de Lessay, arrondissement de Coutances (Manche), une foire qui se tiendra le 22 avril de chaque année;

Dans la ville de Prades, chef-lieu d'arrondissement (Pyrénées-Orientales), une foire qui se tiendra le 20 décembre de chaque année. (*Paris, 3 Février 1864.*)

N° 16,595. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant que la foire dite de Saint-Pierre, qui se tient annuellement dans la commune de Longny, arrondissement de Longny (Orne), le 29 juin, sera fixée à l'avenir au premier mardi du même mois. (*Paris, 3 Février 1864.*)



Certifié conforme :

Paris, le 17^e Juin 1864.

Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes.

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1043.

5,596. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 3 liquidations de Pensions civiles.*

Du 25 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur les articles 5 et suivants de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

Sur la loi du 11 avril 1831 ;

Sur l'ordonnance du 20 juin 1827 ;

Sur l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 13 avril 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts par décret en date du 13 avril 1864 ;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue ;

Sur le rapport du ministre de notre Maison et des beaux-arts,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les trois liquidations de pensions civiles comprises dans le tableau ci-dessous pour une somme totale de mille cinq cent soixante et un francs (1,561^{fr}) au tableau d'autre part sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance au 1^{er} janvier 1865, le jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Le ministre de notre Maison et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Mai 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé **ACHILLE FOULD**.

Le Maréchal de France, Ministre de la Maison
de l'Empereur et des beaux-arts,

Signé **VAILLANT**.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann. mois. jours.	Ann. mois. jours.	Ann. mois. jours.
1	MONTAGNE (Israël).....	20 août 1801.	Saint-Georges- Montcoq (Manche).	Brigadier chef des haras.	Civils.....	33	2	10
2	THOUROUDE (Jean).....	30 sept. 1801.	S ^{te} -Marguerite- d'Elle (Calvados).	Palefrenier des haras.	Idem.....	26	11	10
3	REELNE (Jean).....	8 août 1805.	Ytrac (Cantal.)	Idem.....	Militaires civils.	29	4	10

N^o 16,597. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 4 liquidations de Pensions civiles.

Du 25 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 5 et suivants de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions
civiles;

Vu la loi du 11 avril 1831

Vu l'ordonnance du 20 juin 1827;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du
16 avril 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations sus-

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann. mois. jours.	Ann. mois. jours.	Ann. mois. jours.
1	LOUË (Arsène-Désiré)...	8 mai 1811.	Le Pin (Orne).	Palefrenier des haras.	Civils.....	31	2	10
2	HACTON (Charles-Pierre) dit MOREL.	1 ^{er} avril 1806.	Bourg- Saint-Léonard (Orne).	Idem.....	Idem.....	30	1	10
3	LAVIALLE (Pierre) dit LOUIS.	24 fev. 1814.	Saint-Sornin- la-Volpe (Corrèze).	Idem.....	Idem.....	25	1	10
4	GUILLERMIN (Jean) ⁽¹⁾ , orphelin du sieur GUILLERMIN (Pierre).	7 mai 1850.	Arnac- l'ompadour (Corrèze).	Le père, palefrenier.	Idem.....	29	10	12

(1) M. LANGEON (Jean-Baptiste), son tuteur.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance
du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Le ministre de notre Maison et des beaux-arts et le ministre
des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exé-
cution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	709 ^f 68 ^s	709 ^f 68 ^s	"	"	709 ^f	1 ^{er} mars 1864.	Saint-Lô (Manche).
"	438 17	438 17	"	"	438	Idem.	Idem.
16 ^f 18 ^s	367 87	414 05	"	"	414	Idem.	Aurillac (Cantal).
TOTAL.					1,561		

s dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur
édit d'inscription ouvert au ministère de la Maison de l'Empereur et
beaux-arts par décret du 13 avril 1864;

section des finances de notre Conseil d'État entendue;

r le rapport du ministre de notre Maison et des beaux-arts,

IONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

RT. 1^{er}. Les quatre liquidations de pensions civiles comprises
r une somme totale de mille cinq cent trente et un francs (1,531^f)
tableau ci-dessous sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	506 ^f 23 ^s	506 ^f 23 ^s	"	"	506 ^f	1 ^{er} mars 1864.	Bourg- Saint-Léonard (Orne).
"	490 96	490 96	"	"	490	Idem.	Idem.
"	406 95	406 95	"	"	406	Idem.	Pompadour (Corrèze).
"	"	387 00	"	129 ^f 00 ^s	129	De 20 janvier 1864 au 6 mai 1871.	Lubersac (Corrèze).
TOTAL.					1,531		

Fait au palais des Tuileries, le 25 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Le Maréchal de France, Ministre de la Maison
de l'Empereur et des beaux-arts,

Signé ACHILLE FOULD.

Signé VAILLANT.

N° 16,598. — *DÉCRET IMPÉRIAL* portant autorisation de la nouvelle Société anonyme formée à Bordeaux sous la dénomination de la Garonne.

Du 28 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce ;

Vu le récépissé, en date du 13 janvier 1864, constatant le dépôt à la caisse des dépôts et consignations de la somme de six cent mille francs (600.000) formant le cinquième du capital social ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La nouvelle société anonyme formée à Bordeaux (Gironde) sous la dénomination de *la Garonne* est autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite société tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé le 28 avril 1864, devant M^r Caboy et son collègue, notaires à Bordeaux, lequel acte restera annexé au présent décret.

2. La présente autorisation pourra être révoquée en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La société sera tenue de remettre tous les six mois un extrait de son état de situation au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au préfet du département de la Gironde, à la chambre de commerce et au greffe du tribunal de commerce de Bordeaux.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires du département de la Gironde, et enregistré, avec l'acte d'association, au greffe du tribunal de commerce de Bordeaux.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

r-devant M^e *Alexandre Caboy* et son collègue, notaires à Bordeaux, soussignés,

A comparu :

Léonce-Alfred-Denis-Hector Adam, négociant, demeurant à Bordeaux, place de l'Église, n° 2, agissant en vertu des pouvoirs ci-dessus énoncés, lequel a exposé ce qui suit :

Par acte du 22 septembre 1863, passé devant ledit M^e *Caboy* et son collègue, comparants audit acte ont, tant en leur nom qu'au nom des personnes qu'ils représentent, arrêté les statuts d'une société anonyme d'assurances maritimes formée à Bordeaux sous la dénomination de *la Garonne*, et souscrit intégralement le capital de cette compagnie.

L'article 3 des dispositions transitoires insérées dans cet acte est ainsi conçu :

Tous pouvoirs sont conférés par les autres comparants soussignés à M. *Léonce Adam*, l'un d'eux, à l'effet de, pour eux et en leurs noms, soumettre les présents statuts à la sanction du Gouvernement, et y faire tels changements, additions, retranchements et modifications qui pourront être exigés; signer et signer tous actes, élire domicile, substituer, et généralement faire tout ce qui sera nécessaire pour arriver à l'obtention de l'autorisation impériale et à la constitution définitive de la société.

Par acte du 25 novembre 1863, passé devant les mêmes notaires à Bordeaux, *Léonce Adam* a déclaré et établi que dans l'acte précité il avait agi, non pas seulement comme mandataire de M. *Ducasse*, négociant à Paris, mais de la maison de commerce *Duchemin, Ducasse et compagnie*.

Par acte du 2 décembre 1863, passé devant M^e *Acloque* et son collègue, notaires à Paris, M. *Henri-Pierre Hugues*, propriétaire, demeurant à Paris, a déclaré approuver, ratifier et ratifier dans toutes ses dispositions l'acte ci-dessus mentionné, du 22 septembre 1863, dans lequel M. *Léonce Adam* avait stipulé en son nom et comme représentant fort pour lui.

Aujourd'hui le comparant, agissant en vertu des pouvoirs ci-dessus, déclare arrêter qu'il suit les statuts de *la Garonne* :

STATUTS.

FORMATION ET BUT DE LA SOCIÉTÉ. — SA DURÉE.

ART. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de *la Garonne*, compagnie d'assurances maritimes. Le siège de la compagnie est à Bordeaux.

La société a pour objet l'assurance et la réassurance, tant en France qu'à l'étranger, des risques maritimes ordinaires, de ceux de guerre survenus ou pouvant survenir et ceux de navigation intérieure sur fleuves, rivières, lacs et canaux, et de ceux de transport par terre, autant qu'ils se rattachent à des assurances maritimes ou fluviales contractées par la compagnie. Elle pourra aussi faire des prêts à grosse aventure.

Toutes opérations autres que celles spécifiées ci-dessus ou étrangères au placement des fonds sociaux sont interdites à la société.

Le maximum des assurances et des prêts à la grosse sur un seul navire est fixé à cinq pour cent du capital social pour les risques ordinaires, à deux et demi pour cent du même capital pour les risques de guerre pouvant survenir, et à un et demi pour cent pour les risques de guerre survenus.

En cas de perte d'une partie du fonds social excédant la quotité déterminée par l'article 7 ci-après, les maxima ci-dessus fixés seront réduits proportionnellement au capital restant.

La durée de la société est fixée à trente années consécutives, à partir du décret d'autorisation, sauf les cas de dissolution prévus aux présents statuts, et sous la réserve de ce qui sera dit à l'article des dispositions transitoires.

FONDS SOCIAL. — ACTIONS. — VERSEMENTS. — ACTIONNAIRES.

Le fonds social est fixé à trois millions de francs; il est divisé en six cents actions nominatives de cinq mille francs chacune.

Le fonds social pourra être augmenté en vertu d'une délibération de l'assemblée

générale, prise à la majorité prescrite par l'article 42 des présents statuts, en vue de la création d'actions nouvelles, qui ne pourront être émises au-dessous du pair.

Les six cents actions formant le fonds social sont souscrites par les personnes ci-après dénommées et dans les proportions suivantes :

MM.

	Nombre des actions.	Somme
Adam (Léonce), dix actions, ci.....	10	50,000
Adam (Paul), une action, ci.....	1	5,000
Amalric, dix actions, ci.....	10	50,000
Aradel (R.), deux actions, ci.....	2	10,000
Arman (L.), quatre actions, ci.....	4	20,000
Badenier, trois actions, ci.....	3	15,000
Bal (Charles), huit actions, ci.....	8	40,000
Ballande (L.), deux actions, ci.....	2	10,000
Baudoux-Chesson (A.), deux actions, ci.....	2	10,000
Baurie (S.) père et fils, une action, ci.....	1	5,000
Bayvet, dix actions, ci.....	10	50,000
Beauger (Louis), une action, ci.....	1	5,000
Bégule, deux actions, ci.....	2	10,000
Bellemer, deux actions, ci.....	2	10,000
Berniard (Hermès), deux actions, ci.....	2	10,000
Beylard frères, huit actions, ci.....	8	40,000
Beylard (M ^{me} veuve), quatre actions, ci.....	4	20,000
Beyssac junior, trois actions, ci.....	3	15,000
Beyssac et Gautier, deux actions, ci.....	2	10,000
Biarnès (Jacques), deux actions, ci.....	2	10,000
Billiet, trois actions, ci.....	3	15,000
Bizat et compagnie, quatre actions, ci.....	4	20,000
Blanchy frères et compagnie, six actions, ci.....	6	30,000
Borchard, trois actions, ci.....	3	15,000
Bordes (J.-J.), deux actions, ci.....	2	10,000
Boulan (Adolphe), deux actions, ci.....	2	10,000
Bourdil (E.), quatre actions, ci.....	4	20,000
Brandao (J.-B.), cinq actions, ci.....	5	25,000
Buhan (J.-E.) et Raband (H.), trois actions, ci.....	3	15,000
Bussy (L. de), quatre actions, ci.....	4	20,000
Cabrol jeune (A.), six actions, ci.....	6	30,000
Cahuzac (Alphonse), six actions, ci.....	6	30,000
Cahuzac frères, cinq actions, ci.....	5	25,000
Calvé (F.), trois actions, ci.....	3	15,000
Caro (Ch.), cinq actions, ci.....	5	25,000
Cayrou aîné (J ^{me}), deux actions, ci.....	2	10,000
Cayrou jeune et fils, huit actions, ci.....	8	40,000
Celsis (Félix) et compagnie, trois actions, ci.....	3	15,000
Chaigneau frères, deux actions, ci.....	2	10,000
Charlus (J.-Barbier-Saint-Cyr), deux actions, ci.....	2	10,000
Chaumel, Durin et compagnie, huit actions, ci.....	8	40,000
Chaumet, cinq actions, ci.....	5	25,000
Chauviteau (Thomas), une action, ci.....	1	5,000
Civiac (Joseph), trois actions, ci.....	3	15,000
Coste (Henri), deux actions, ci.....	2	10,000
Cousteau frères, quatre actions, ci.....	4	20,000
Damblat, trois actions, ci.....	3	15,000
Davillier et compagnie, dix actions, ci.....	10	50,000
Debans aîné, dix actions, ci.....	10	50,000
De Boë (Adolphe), cinq actions, ci.....	5	25,000
De Boë (Hippolyte), deux actions, ci.....	2	10,000
Debotas, Daval et compagnie, trois actions, ci.....	3	15,000
Devis (J.), Lacoste et compagnie, six actions, ci.....	6	30,000
Doat aîné, deux actions, ci.....	2	10,000

	Nombre des actions.	Sommes.
Hemin, Ducasse et compagnie, cinq actions, ci.....	5	25,000 ^f
eyrat (Jules), trois actions, ci.....	3	15,000
uy (C.) et E. Samazeuilh, deux actions, ci.....	2	10,000
and (John), quatre actions, ci.....	4	20,000
hil et Chaperon, six actions, ci.....	6	30,000
enauer, Benecke et compagnie, trois actions, ci.....	3	15,000
everry (J.-B.), quatre actions, ci.....	4	20,000
t (Charles), vingt actions, ci.....	20	100,000
t et Lataillade, trois actions, ci.....	3	15,000
rcand (Émile), trois actions, ci.....	3	15,000
ssat (Charles), quatre actions, ci.....	4	20,000
yche (J.), trois actions, ci.....	3	15,000
res jeune, deux actions, ci.....	2	10,000
therin (Achille), deux actions, ci.....	2	10,000
treau (P.), deux actions, ci.....	2	10,000
es (Aug. de), quatre actions, ci.....	4	20,000
riez-Vaëz et fils, cinq actions, ci.....	5	25,000
idin frères, deux actions, ci.....	2	10,000
nd (P.), quatre actions, ci.....	4	20,000
n (J.-V.), deux actions, ci.....	2	10,000
nier (D.), six actions, ci.....	6	30,000
érineau (J.-B.), deux actions, ci.....	2	10,000
phen (Germain), cinq actions, ci.....	5	25,000
ary (P.-A.), deux actions, ci.....	2	10,000
menk et Bribes, deux actions, ci.....	2	10,000
e (Jules) et F. Lamarque et compagnie, deux actions, ci....	2	10,000
gues (H.-P.), trois actions, ci.....	3	15,000
land (Henri), quatre actions, ci.....	4	20,000
ns (Gustave), quatre actions, ci.....	4	20,000
urdan (Th.), deux actions, ci.....	2	10,000
het, trois actions, ci.....	3	15,000
rmel (A.-P.-M.-R.), trois actions, ci.....	3	15,000
chambre (Ch.), trois actions, ci.....	3	15,000
chambre (L.), deux actions, ci.....	2	10,000
fargue (Auguste), deux actions, ci.....	2	10,000
lande, Dubos et compagnie, quatre actions, ci.....	4	20,000
lubie (P.), deux actions, ci.....	2	10,000
maud, Cortès et compagnie, trois actions, ci.....	3	15,000
Myre-Mory (comte de), trois actions, ci.....	3	15,000
nseigne aîné, cinq actions, ci.....	5	25,000
porte (Ad.), deux actions, ci.....	2	10,000
salle-Hernou, six actions, ci.....	6	30,000
befaude et compagnie, trois actions, ci.....	3	15,000
grand (Emmanuel), deux actions, ci.....	2	10,000
on (A.) aîné et frère, quatre actions, ci.....	4	20,000
quellec (Louis), deux actions, ci.....	2	10,000
quellec et Bordes, trois actions, ci.....	3	15,000
stapis et compagnie, trois actions, ci.....	3	15,000
oy (F.), quatre actions, ci.....	4	20,000
vylier (H.), trois actions, ci.....	3	15,000
uba (Auguste-Frédéric), quatre actions, ci.....	4	20,000
uba (L.-A.), deux actions, ci.....	2	10,000
pes, Dubec et compagnie, trois actions, ci.....	3	15,000
ouys, vingt actions, ci.....	20	100,000
achado (Manuel), deux actions, ci.....	2	10,000
agniol, trois actions, ci.....	3	15,000
aiz fils, deux actions, ci.....	2	10,000
artin (Émile), deux actions, ci.....	2	10,000
atthes (J.-W.-F.), deux actions, ci.....	2	10,000
aurel et Prom, quatre actions, ci.....	4	20,000

	Nombre des actions	
Maydieu (P.) aîné et frère, deux actions, ci.....	2	
Merle (Marc) neveu et fils, trois actions, ci.....	3	
Meynieu (H.), une action, ci.....	1	
Michaëlsen (J.) et compagnie, quatre actions, ci.....	4	
Moncousin, trois actions, ci.....	3	
Nartigue et Bigourdan, quatre actions, ci.....	4	
Nicolet (Albert), deux actions, ci.....	2	
Noër (W.), deux actions, ci.....	2	
Nunès (Georges), cinq actions, ci.....	5	
Petit (M.) et compagnie, une action, ci.....	1	
Piganeau et fils, huit actions, ci.....	8	
Piganeau (le fils de J.-J.), quatre actions, ci.....	4	
Plouviez (J.), une action, ci.....	1	
Poupon, deux actions, ci.....	2	
Pourman (M ^{me} veuve B.), deux actions, ci.....	2	
Pozzi et compagnie, deux actions, ci.....	2	
Preller (G.) et compagnie, quatre actions, ci.....	4	
Prom (J.-J.) et compagnie, six actions, ci.....	6	
Puydebat, deux actions, ci.....	2	
Regis (G ^{me}), quatre actions, ci.....	4	
Roubeau (J.-Ch.), trois actions, ci.....	3	
Rousselon (A.), trois actions, ci.....	3	
Rousselon (P.), trois actions, ci.....	3	
Roy (Louis), vingt-cinq actions, ci.....	25	
Saint-Ange, Richon et compagnie, quatre actions, ci.....	4	
Sargos, cinq actions, ci.....	5	
Schroder (Pierre) et compagnie, trois actions, ci.....	3	
Segrestaa, trois actions, ci.....	3	
Sempé (H.) et compagnie, huit actions, ci.....	8	
Sensine et Chalès, deux actions, ci.....	2	
Seurin frères, trois actions, ci.....	3	
Soulié-Cottineau, deux actions, ci.....	2	
Tandonnet (J.) frères, deux actions, ci.....	2	
Tastet (J.-P.), trois actions, ci.....	3	
Thibaut (Germain), trois actions, ci.....	3	
Thomas (J.-B.-F.), cinq actions, ci.....	5	
Thomas (H.-G.), cinq actions, ci.....	5	
Thomas, Montagut et compagnie, trois actions, ci.....	3	
Van den Nest (M ^{me} veuve), deux actions, ci.....	2	
Vergez et compagnie, une action, ci.....	1	
Vermeil frères et compagnie, trois actions, ci.....	3	
Vignial, cinq actions, ci.....	5	
TOTAUX.....	600	3,000,000

6. Vingt pour cent, soit mille francs par action, seront versés en espèces par les actionnaires avant l'autorisation de la société.

Les titres d'actions ne seront remis aux titulaires qu'après la justification du versement de ce premier cinquième, et la remise des fonds en provenant au conseil d'administration nommé par l'assemblée générale, qui sera convoquée dans le mois de l'autorisation, conformément à l'article 25 ci-après.

7. Tout actionnaire demeure obligé de verser le surplus de ses actions sur la demande qui en sera faite par le conseil d'administration et dans le délai fixé par lui, lequel ne pourra être moindre de dix jours et commencera à courir à partir de la notification individuelle faite de la décision du conseil.

En cas de perte résultant de sinistres, excédant le vingtième du capital social, le conseil d'administration exige des actionnaires les versements nécessaires pour rétablir et maintenir le fonds de roulement au chiffre primitif de six cent mille francs représenté par le cinquième versé.

Postérieurement, le conseil d'administration, sur les bénéfices qui seront réalisés

et ordonner le remboursement aux actionnaires de tout ou partie des versements dépasseraient les premiers vingt pour cent, et les actionnaires resteront soumis, dans les limites de leurs obligations sociales, aux nouveaux appels de fonds ordonnés par le conseil d'administration.

Les fonds provenant du versement des actionnaires, soit pour le premier cinquième, et pour les appels qui pourraient être faits ultérieurement, et qui ne seraient pas destinés à des remboursements de pertes, seront employés par le conseil d'administration, soit en rentes sur l'État, bons du Trésor, ou en toutes autres valeurs créées et garanties par le Gouvernement, soit en obligations du Crédit foncier de France, et les sommes nécessaires pour les besoins courants du service.

8. Conformément à l'article 33 du Code de commerce, les actionnaires ne seront responsables des engagements de la société que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions.

9. Les actions sont nominatives et indivisibles; elles sont détachées d'un registre souche, signées par deux administrateurs et par le directeur, et revêtues du sceau de la société.

10. La transmission des actions s'opère par voie de transfert sur un registre tenu à cet effet.

Le transfert est signé par le cédant et le cessionnaire, ou par leur fondé de pouvoir.

Nul ne peut posséder plus de vingt-cinq actions.

11. Pour la validité du transfert des actions à l'égard de la société, le cessionnaire doit être agréé préalablement par une délibération du conseil d'administration, prise au scrutin secret et à la majorité des membres présents.

Ne sont pas soumis au scrutin d'admission les cessionnaires qui, en garantie des sommes restant à verser sur chaque action, transfèrent à la société une valeur en fonds publics français représentant au pair un capital d'au moins quatre mille francs.

Le directeur mentionne sur le titre d'action la garantie fournie par le cessionnaire.

Les arrérages des valeurs déposées en garantie sont remis aux actionnaires immédiatement après qu'ils ont été perçus.

12. Tout actionnaire est tenu d'élire un domicile à Bordeaux, où toutes notifications lui sont valablement faites.

Aucun transfert ou mutation d'action n'est admis sans l'accomplissement de cette formalité de la part du cessionnaire.

13. En cas de décès ou d'incapacité civile d'un actionnaire, ses héritiers ou ayants droit sont tenus dans les six mois, à compter du jour du décès ou de l'incapacité, de présenter au conseil d'administration une ou plusieurs personnes majeures, en remplacement du décédé ou de l'incapable. Les nouveaux possesseurs doivent être agréés conformément à l'article 11, ou fournir la garantie prescrite par le même article, deuxième alinéa.

14. La faillite, la déconfiture, le décès ou l'incapacité civile d'un actionnaire ne peuvent amener, dans aucun cas, la dissolution de la société.

Les créanciers, héritiers ou ayants droit de l'actionnaire ne peuvent faire apposer des scellés sur les livres ou valeurs de la société, les frapper d'opposition, ni requérir l'inventaire.

Ils sont tenus de s'en rapporter aux comptes arrêtés par l'assemblée générale, comme leur auteur aurait été tenu de le faire.

15. Si des actionnaires n'effectuent pas, dans les délais fixés, les versements demandés par le conseil d'administration, aux termes des articles 6 et 7;

Si, à l'expiration des six mois fixés par l'article 13, les héritiers ou ayants droit des actionnaires décédés ou incapables n'ont pas présenté de cessionnaires, ou si les cessionnaires présentés n'ont pas été admis par le conseil d'administration;

Si, enfin, un actionnaire tombe en faillite ou en déconfiture, la mise en vente des actions pourra être ordonnée par le conseil d'administration, sans autre formalité qu'un simple acte de mise en demeure notifié huit jours à l'avance, ou, en cas de faillite ou de déconfiture, qu'un simple avertissement par lettre adressée aussi huit jours à l'avance au syndic de la faillite.

Ces actions seront vendues par le ministère d'un agent de change, aux frais, risques et périls de l'actionnaire ou de ses représentants, et le produit de la vente, ainsi que des rentes transférées en garantie, sera affecté par privilège au paiement de ce qui pourrait être dû à la société, à quelque titre que ce puisse être.

Si les versements non effectués se trouvaient garantis par un transfert de valeurs publiques, conformément à l'article 11, le conseil d'administration ferait vendre d'abord les valeurs transférées jusqu'à concurrence de la somme due par l'actionnaire, et ce ne serait qu'en cas d'insuffisance que les actions seraient vendues comme il a été dit ci-dessus.

L'excédant, s'il s'en trouve, sera remis à qui de droit; s'il y a insuffisance, la société poursuit le paiement de ce qui lui reste dû par tous les moyens de droit.

16. Les titres et valeurs appartenant à la société sont renfermés dans une caisse à trois clefs, dont l'une reste entre les mains de l'administrateur de service, l'autre entre les mains du directeur et la troisième dans celles du caissier.

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ.

17. La société est administrée par un conseil composé de douze administrateurs. Les fonctions des administrateurs sont gratuites.

Ils ne reçoivent que des jetons de présence, dont la valeur est déterminée par l'assemblée générale.

18. Chaque administrateur doit posséder, en son nom personnel ou au nom de sa maison de commerce, trois actions au moins, qui sont inaliénables pendant la durée de ses fonctions.

19. Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale, à la majorité absolue des membres présents; la durée de leurs fonctions est de trois ans.

20. Le conseil se renouvelle par tiers chaque année; les membres sortants sont désignés par leur rang d'ancienneté.

Pour les deux premières années, les administrateurs sortants sont désignés par le sort. Les membres sortants peuvent être réélus.

21. Dans le cas où, pendant l'intervalle qui s'écoule entre deux assemblées générales, le nombre des administrateurs se trouve réduit au-dessous de huit, le conseil d'administration pourvoit provisoirement aux vacances, de manière à compléter le dernier nombre jusqu'à la première assemblée générale qui procède à l'élection définitive.

Les administrateurs ainsi nommés ne restent en exercice que pendant le temps qui restait à courir à leurs prédécesseurs.

22. Le conseil d'administration nomme parmi ses membres un président, un vice-président et un secrétaire.

La durée de leurs fonctions est d'une année; ils peuvent être réélus.

23. Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par mois; il peut être convoqué extraordinairement par le président ou par le directeur.

Pour qu'une délibération soit valable, sept membres au moins doivent assister au conseil.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Les délibérations du conseil sont transcrites sur un registre tenu à cet effet.

24. Le conseil d'administration prend connaissance de toutes les affaires de la société; il fait les règlements nécessaires pour le service; il ordonne le paiement des pertes et avaries; il autorise le directeur et les agents à souscrire les risques de guerre dans la limite prévue par l'article 3.

Sur la présentation du directeur, il nomme un directeur adjoint.

Il nomme également le caissier et les agents de la compagnie, les révoque, fixe leurs traitements et autres avantages, ainsi que les dépenses générales de l'administration.

Sur la présentation du directeur, il nomme un inspecteur, s'il y a lieu.

Il peut établir auprès des agences de Paris et du Havre, et pour les assister, un comité de surveillance.

Il fixe le nombre des membres de ce comité et les nomme sur une liste de dix candidats présentés par les actionnaires de chacune des places de Paris et du Havre, réunis par lui à cet effet en assemblée générale, sous la présidence du directeur, ou, au cas d'empêchement de ce dernier, d'un délégué du conseil d'administration.

Il détermine les attributions du comité et règle ses rapports avec le directeur de l'agence.

Il arrête la valeur des jetons à allouer aux membres du comité.

Il statue sur l'admission des cessionnaires des actions transférées.

détermine l'emploi des fonds disponibles dans la limite fixée par l'article 7, et ne la vente ou l'aliénation des rentes et autres valeurs appartenant à la société. Ordonne tous appels de fonds et fixe l'époque de leur exigibilité.

convoque l'assemblée générale lorsqu'il le juge utile.

arrête provisoirement les comptes de la société, et par l'organe de son président présente à l'assemblée générale l'état des opérations qui ont eu lieu pendant l'année écoulée, le compte de profits et pertes qui en résulte et le tableau général de la situation de la société.

peut aussi déléguer ses pouvoirs, mais seulement par un mandat spécial, pour une ou plusieurs affaires déterminées.

désigne chaque mois un administrateur de service qui prend connaissance des opérations de la société et qui appose sa signature sur les actes et pièces qui réclament l'avis d'un administrateur.

1. L'assemblée générale sera convoquée par le directeur provisoire, dans le mois suivant le décret de l'autorisation, pour nommer les membres qui devront composer le premier conseil d'administration et pour fixer le jour où commenceront les opérations de la société.

2. Les transferts des rentes sur l'État ou autres valeurs inscrites au nom de la société doivent être signés par deux administrateurs et par le directeur.

Il en est de même des actions de la société, des pouvoirs et des procurations.

DIRECTION.

7. Le directeur est nommé et peut être révoqué par l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration.

Le directeur doit être propriétaire de dix actions, qui sont inaliénables pendant la durée de ses fonctions.

8. Le directeur et le directeur adjoint ne reçoivent pas de traitement. Il leur est alloué une part dans les bénéfices annuels dont la quotité est arrêtée, sur la proposition du conseil d'administration, par l'assemblée générale.

9. Le directeur et le directeur-adjoint assistent aux conseils d'administration; le directeur y a voix consultative.

10. Le directeur est chargé de la gestion des affaires de la société et de l'exécution des délibérations et arrêtés du conseil d'administration.

Il conduit le travail des bureaux, règle et arrête les conditions des contrats d'assurances et de réassurances et souscrit les polices et les contrats à la grosse.

Il soumet au conseil d'administration les règlements des pertes et dommages à la charge de la société.

Il propose la nomination, révocation ou destitution du directeur-adjoint, du caissier, des agents de la compagnie et de l'inspecteur.

Il nomme les employés et commis; il peut les suspendre et les révoquer.

Il est chargé de la correspondance générale.

Il signe, conjointement avec deux administrateurs, les actions de la société et leur transfert, le transfert des rentes, les endossements et autres valeurs inscrites au nom de la société, ainsi que les pouvoirs et les procurations.

Il signe, conjointement avec le caissier, les acquits des primes.

Il opère la réassurance des sommes qui excèdent le maximum fixé par l'article 3, ainsi que celle des risques qu'il ne croit pas devoir garder.

Les actions judiciaires sont exercées au nom de la société, poursuites et diligences du directeur.

Le directeur habite au siège de la société.

31. Le directeur-adjoint remplace le directeur en cas de maladie, absence ou autres empêchements.

32. En cas de maladie ou d'absence du directeur et du directeur-adjoint, le directeur peut se faire remplacer momentanément, avec l'autorisation du conseil d'administration et sous sa responsabilité personnelle.

33. Au cas de décès ou de démission du directeur, le conseil d'administration pourvoit à son remplacement provisoire. Dans le délai de trois mois au plus tard, il convoque l'assemblée générale pour la nomination définitive du directeur.

Le conseil d'administration, convoqué spécialement pour cet objet par le président, peut suspendre le directeur et pourvoir provisoirement à la gestion des affaires de la société.

Dans ce cas, la décision du conseil doit être prise à la majorité de neuf voix au moins.

L'assemblée générale est convoquée dans un délai de vingt jours au plus tard, pour statuer définitivement.

34. M. Léonce Adam est nommé directeur de la compagnie, sauf confirmation par la première assemblée générale, prescrite par l'article 25.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.

35. L'assemblée générale représente l'universalité des actionnaires; ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents.

36. L'assemblée générale se compose des actionnaires qui depuis trois mois récents sont propriétaires d'une action au moins.

Chaque actionnaire a droit à autant de voix qu'il a d'actions.

Toutefois, le maximum de voix accordées à un seul actionnaire est de cinq, quel que soit le nombre d'actions dont il est propriétaire ou qu'il représente.

37. Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale, pourvu que le fondé de pouvoirs soit lui-même membre de l'assemblée. Chaque fondé de pouvoirs ne peut réunir plus de trois mandats.

38. Pour délibérer valablement, l'assemblée générale doit être composée de trois actionnaires au moins, et représenter le tiers au moins du capital social.

Dans le cas où cette double condition n'est pas remplie, il est procédé immédiatement à une nouvelle convocation dans la forme prescrite par les statuts.

Cette seconde assemblée ne peut délibérer que sur les objets qui devaient être soumis à la première, mais ses décisions sont valables, quel que soit le nombre d'actions représentées.

39. L'assemblée générale est convoquée par délibération du conseil d'administration, par lettres adressées au domicile élu des actionnaires au moins dix jours à l'avance, et par un avis inséré dans le journal de Bordeaux, désigné pour les annonces judiciaires.

Elle est présidée par le président ou le vice-président du conseil d'administration.

Les deux plus forts actionnaires parmi les membres présents sont scrutateurs.

Le bureau désigne le secrétaire.

Les scrutateurs et le secrétaire ne peuvent être pris parmi les administrateurs.

40. L'assemblée générale ordinaire se réunit dans le courant du mois de mai de chaque année.

Le conseil d'administration lui rend compte des opérations de la société pendant l'année écoulée; son rapport est imprimé et distribué aux actionnaires.

L'assemblée délibère sur les comptes qui lui sont présentés, ainsi que sur les propositions qui lui sont faites au nom du conseil d'administration.

Ses décisions se prennent à la majorité des membres présents, excepté dans le cas où une majorité spéciale est exigée par les présents statuts.

41. L'assemblée générale peut être convoquée extraordinairement par le conseil d'administration.

Dix actionnaires, possédant le quart des actions, ont le droit d'exiger la convocation extraordinaire d'une assemblée générale.

42. L'assemblée générale, convoquée extraordinairement dans la forme prescrite par l'article 39 des statuts, peut, sur la proposition du conseil d'administration, adopter toutes les modifications qu'elle juge utile de faire aux statuts, notamment celle qui aurait pour objet de proroger la durée de la société ou d'augmenter le fonds social; mais, dans ce cas, l'assemblée doit être composée de vingt-cinq membres au moins, et ses décisions, pour être valables, doivent être prises à la majorité des trois quarts des actionnaires présents, représentant au moins la moitié plus une des actions. Ces modifications ne sont exécutoires qu'après l'approbation du Gouvernement.

43. Les délibérations de l'assemblée générale sont transcrites sur un registre tenu à cet effet et signées par les membres du bureau.

INVENTAIRES. — BÉNÉFICES. — RÉSERVE.

44. Les comptes de la société sont arrêtés au 31 décembre de chaque année par le directeur, et soumis, après l'examen du conseil d'administration, à l'approbation de l'assemblée générale.

Jusqu'à ce que le fonds de réserve ait atteint le chiffre de trois cent mille francs, réparti aux actionnaires que deux cinquièmes du bénéfice; l'excédant du bénéfice est porté à la réserve, pour servir, en cas de perte et avant tous appels de fonds, à l'extinction des dettes et charges de la société.

Quand la réserve est arrivée à trois cent mille francs, le prélèvement n'est plus qu'un cinquième des bénéfices, jusqu'à ce que la réserve se soit élevée à la somme de six cent mille francs.

Dès le moment que le fonds de réserve a atteint la somme de six cent mille francs, il n'est plus exercé de retenue, et la totalité des bénéfices est distribuée aux actionnaires.

Pendant, toutes les fois que, par une circonstance quelconque, la réserve est inférieure soit à trois cent mille francs, soit à six cent mille francs, les prélèvements de trois cinquièmes dans le premier cas, et d'un cinquième dans le dernier, reprennent leur cours.

DISSOLUTION ET LIQUIDATION.

La dissolution de la société a lieu de plein droit,

si les pertes excèdent la moitié du capital social;

si elle est demandée par un nombre d'actionnaires représentant au moins les trois quarts des actions.

Dans les cas de liquidation prévus par l'article précédent, le conseil d'administration est tenu de convoquer immédiatement l'assemblée générale.

Dans tous les cas de liquidation de la société, l'assemblée générale nomme des commissaires liquidateurs et fixe la rétribution à leur accorder.

Les commissaires liquidateurs sont investis, à l'effet d'opérer la liquidation, de tous les pouvoirs attribués au conseil d'administration.

Ils sont réassurés les risques non éteints.

Ils règlent et arrêtent les remboursements des pertes et dommages à la charge de la société.

Ils réalisent l'actif de la société.

Les ventes et transferts des valeurs appartenant à la société, la correspondance et les autres actes doivent être signés par deux commissaires au moins.

La commission de liquidation peut compromettre et transiger sur toutes les contestations et demandes. Elle peut substituer à cet effet.

Ses décisions sont prises à la majorité.

Si, par démission, décès ou autre cause, la commission cesse d'être au complet, l'assemblée générale est convoquée immédiatement pour pourvoir aux vacances.

Les actionnaires sont tenus, sur la demande de la commission de liquidation, de verser dans le délai qu'elle déterminera, les versements nécessaires pour opérer le paiement des dettes de la société, jusqu'à concurrence de ce qui reste dû sur le montant des actions.

A l'expiration de l'année qui suivra l'époque où la dissolution aura été prononcée, il sera fait un inventaire de la situation de la société.

Un compte en sera rendu à l'assemblée générale, qui prononcera sur le terme de la liquidation.

Les capitaux de la société ne seront répartis aux actionnaires qu'à mesure de l'extinction des risques existants, de manière que, pendant toute leur durée, la société présente toujours aux assurés la garantie de l'exécution des engagements contractés par elle. A défaut des versements demandés, les actions seront vendues comme de droit à l'article 15.

Un an au moins avant l'époque fixée pour le terme de la société, les actionnaires réunis en assemblée décideront, conformément à l'article 42, s'il y a lieu de demander au Gouvernement la prorogation de la société.

En cas d'affirmative, la décision de la majorité n'obligera pas la minorité; mais les actionnaires dissidents seront tenus d'accepter la part afférente à leurs actions dans l'actif de la société, tel qu'il résultera du dernier inventaire.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

5. La société ne pourra, dans aucun cas, commencer ses opérations ni souscrire des risques, qu'à partir du moment et heure où la société d'assurances maritimes la

Garonne, actuellement existante et autorisée par ordonnance royale de 21 mai 1846 et décret impérial du 6 mars 1854, aura été définitivement et régulièrement dissoute, ce qui devra être constaté par acte authentique.

Dont acte :

Fait à Bordeaux, en la demeure de M. Adam,

L'an 1864, le 28 avril.

Après lecture faite par M^e Caboy, M. Adam a signé avec les notaires.

Est ainsi signé : Léonce Adam, Baleste-Marichon et Caboy, ces deux derniers notaires.

« Enregistré à Bordeaux, le 29 avril 1864, folio 101 verso, case 6. Reçu deux francs dix décimes quarante centimes. Signé Naudet. »

Vu pour être annexé au décret impérial en date du 28 mai 1864, enregistré au le n° 407.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 16,599. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'inscription, au Trésor public, de 2 Pensions de Donataires.

Du 4 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

NOMS, PRÉNOMS, qualités ou grades des pensionnaires décédés.	DATES des décès.	PENSIONS.		NOMS ET PRÉNOMS des nouveaux ayants droit.
		Numéros d'inscription.	Sommes.	
MABIT (Jean), soldat.....	25 février 1864.	2519	250 ^f	MABIT (Jean-Julien-François).....
				— (Marie-Antoinette).....
				— (Célestin-Étienne).....
				— (Josephine-Aimée).....
				— (Étiennette-Aimée).....
TARDIEU DE SAINT-AUBANET (le baron Jean-Gabriel-Alexandre), colonel.	25 février 1864.	2918	250	PARENTY (Marie-Louis-Jules).....
				DIEZ DE SAINT-AUBANET. TARDIEU DE SAINT-AUBANET & Charles-Nicolas-Jean-Marie.....
		TOTAL..	500	

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Juin 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances.

Signé ACHILLE FOULD.

L'article 1^{er} de la loi du 26 juillet 1821, qui attribue des pensions aux donataires français entièrement dépossédés de leurs dotations en pays étrangers, lorsqu'ils n'auront rien conservé en France;
 Les paragraphes 5 et 6 du même article, portant que ces pensions se-réversibles moitié sur les veuves et moitié sur les enfants des don-avec réversibilité en faveur des survivants de la veuve ou des enfants;
 Les demandes adressées par les ayants cause de titulaires de pensions nataires aujourd'hui décédés, ensemble les pièces produites pour la cation des droits des réclamants;
 L'opinion des finances de notre Conseil d'État entendue;
 Le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des es,

NS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

r. 1^{er}. Les deux pensions comprises dans le tableau ci-des-pour une somme totale de cinq cents francs (500^f), et qui étaient demment inscrites au nom d'anciens donataires décédés, se-reversées sur la tête de leurs veuves et enfants, conformément-aux indications de ce tableau, savoir :

ANCE. Lieux.	RÉSIDENCES.	ÉPOQUES de jouissance.	OBSERVATIONS.
int-Étienne- de-Montluc (Loire-Inférieure).	Saint-Étienne- de-Montluc (Loire-Inférieure).	26 février 1864.	
Calais (Pas-de-Calais). Paris (Seine).	Amiens (Somme).	29 février 1864.	

600. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui approuve 16 liquidations de Pensions civiles.

Du 4 Juin 1864.

APOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les articles 5, 6, 7, 11, 13, 18 et 23 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

L'ordonnance du 23 septembre 1814, portant règlement sur les pensions au ministère de la justice;

L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 14 avril 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations com-mises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant

sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de la justice et des cultes ;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ,

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE du service.		
		Dates.	Lieux.			Années.	Mois.	Jours.
1	D'AILHAUD (Joseph-Antoine - Gaspard - Vincent).	18 juin 1784.	Vitrolles (Vaucluse).	Juge de paix....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	27	10	8
2	BAZIRE (Alfred-Louis-Edmond).	5 déc. 1801.	Paris (Seine).	Juge honoraire..	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	24	6	1
3	BAZILLE (Charles).....	28 oct. 1794.	Loudun (Vienne).	Juge de paix....	Militaires et civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	24	1	2
4	BONNESSET (François-Louis).	21 déc. 1797.	La Trimouille (Vienne).	Conseiller honoraire.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	24	8	1
5	BOUBAL (Jean-François).	12 fév. 1794.	Séverac-l'Église (Aveyron).	Juge honoraire..	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	21	9	2
6	DANTY (Gabrielle), veuve DELALO.	5 mars 1802.	Mural (Cantal).	Le mari, ex-président.	Réversion du tiers de la pension de 1,716 fr. accordée à son mari pour Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	24	10	10
7	DUBOURG (Richard-Paul-Edmond).	31 juill. 1801.	Falaise (Calvados).	Juge honoraire..	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	25	9	26
8	LAMBOROT (Jean-Jacques).	4 avril 1796.	Charolles (Saône-et-Loire).	Commis greffier..	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	25	10	14

US DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

. 1^{er}. Les seize liquidations de pensions civiles comprises pour
omme totale de vingt-quatre mille neuf cent trente-six francs
36') au tableau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des rvice itaires.	des services civils.	Total.					
"	1,356 ^f	1,356 ^f	"	"	1,335 ^f	14 janvier 1864.	Nyons (Drôme).
"	5,803	5,803	"	"	5,803	27 nov. 1863.	Paris (Seine).
"	1,005	1,005	"	"	1,005	5 octobre 1863.	Loudun (Vienne).
"	2,611	2,611	"	"	2,611	23 nov. 1863.	Thollet (Vienne).
"	1,334	1,334	"	"	1,334	18 janvier 1864.	Rodez (Aveyron).
"	"	"	"	572 ^f	572	26 janvier 1863.	Mauriac (Cantal).
"	1,462	1,462	"	"	1,462	13 janvier 1864.	Falaise (Calvados).
"	111	111	"	"	111	22 janvier 1864.	Charolles (Saône-et-Loire).

NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	ANNÉE d'ARRIVÉE.		
	Dates.	Lieux.			1870	1871	1872
MAUGER (Émilie), veuve DE VARELIN DE LA BROSSE.	31 janv. 1803.	Pont-l'Évêque (Calvados).	Le mari, ex-pré- sident.	Réversion du tiers de la pension de 3,000 fr. ac- cordée à son mari pour	11	11	11
DE MONCLAR (Antoine- Pierre-Isidore-Adam).	20 avril 1793.	Montpellier (Hérault).	Conseiller - audi- teur.	Civils.....	11	11	11
PIERSON (Pierre-Fran- çois-Antoine).	22 mars 1795.	Mirecourt (Vosges).	Président de chambre honoraire.	Idem.....	16	16	16
ROCA (Thomas-Jean-Bap- tiste-Eugène) ⁽¹⁾ .	30 dec. 1810.	Prades (Pyrénées-Or.).	Président hono- raire.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 : postérieurs...	17 18	17 18	17 18
RIELLE (Pomponne- Charles).	19 oct. 1794.	Paris (Seine).	Juge.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 : postérieurs...	11 10	11 10	11 10
TEZENAS (Marianne-Ca- therine - Adélaïde), veuve VIAULETTON.	18 nov. 1791.	Le Montcel, commune de St-Étienne (Loire).	Le mari, ex-juge de paix.	Réversion du tiers de la pension de 997 fr. ac- cordée à son mari pour	15	15	15
TROFENAT (Octodi-Guil- laume) ⁽²⁾ .	18 déc. 1793.	Escassefort (Lot-et-Garonne).	Président hono- raire.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 : postérieurs...	16 16	16 16	16 16
WALTHERLÉ (Anne-Marie) veuve LANGHANS.	20 nov. 1800.	Colmar (Haut-Rhin).	Le mari, ex-vice- président.	Réversion du tiers de la pension de 1,000 fr. ac- cordée à son mari pour	21	21	21

ultrimites. — ⁽¹⁾ Limite d'âge.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance
à jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la justice
et des cultes et des finances sont chargés, chacun en ce qui le con-
cerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin
des lois.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
.	.	.	.	666 ^f	666 ^f	8 mars 1863.	Pont-l'Évêque (Calvados).
.	888 ^f	888 ^f	740 ^f	.	740	28 avril 1863.	Montpellier (Hérault).
.	6,082	6,082	4,634	.	4,634	26 nov. 1863.	Nancy (Meurthe)
.	1,326	1,326	.	.	1,326	4 novembre 1862.	Toulouse (Haute-Garonne).
.	1,289	1,289	.	.	1,289	19 janvier 1864.	Provins (Seine-et-Marne).
.	.	.	.	302	302	6 décembre 1862.	Saint-Étienne (Loire).
.	1,396	1,396	.	.	1,396	13 janvier 1864.	Marmande (Lot-et-Garonne).
.	.	.	.	350	350	16 sept. 1863.	Colmar (Haut-Rhin).
				TOTAL.	24,936		

Fait au palais des Tuileries, le 4 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

N° 16,601. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 3 liquidations de Pensions

Du 5 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 5 et suivants de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

Vu la loi du 11 avril 1831 ;

Vu l'ordonnance du 20 juin 1827 ;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
1	MOUCHEL (Justine-Adélaïde), veuve du sieur DAMONNEVILLE (Jean-Baptiste-Victor).	24 fév. 1825.	Sainte-Mère-Église (Manche).	Le mari, palefrenier des haras.	Civils.	29	2	
2	BOUCHERÉ (Jean-Pierre).	10 sept. 1804.	Voippy (Moselle).	Brigadier des haras.	Civils et militaires.	37	6	15
3	CHAPPEY (Pierre-François-Hubert).	29 mai 1813.	Le Pin (Orne).	Brigadier des haras.	Civils.....	30	1	

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Le ministre de notre Maison et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Juin 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Maréchal de France, Ministre
de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts

Signé VAILLANT.

N° 16,602. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui nomme au grade de commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. Fournel, inspecteur général de deuxième classe au corps impérial des mines; officier depuis le 9 novembre 1845. (Paris, 3 Février 1864.)

N° 16,603. — DÉCRET IMPÉRIAL (contresigné par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui nomme chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. Alibert (Jean-Pierre), propriétaire exploitant de mines de graphite dans la Sibérie orientale. (Paris, 20 Février 1864.)

il et 6 mai 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations prises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant au crédit d'inscription ouvert au ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, par décret en date du 13 avril 1864 ;
la section des finances de notre Conseil d'État entendue ;
le rapport du ministre de notre Maison et des beaux-arts,

NS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

r. 1^{re}. Les trois liquidations de pensions civiles comprises pour un somme totale de mille trois cent soixante-dix francs (1,370^f) au ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	"	452 ^f 00 ^c	"	150 ^f	150 ^f	5 janvier 1864.	Sainte-Mère- Église (Manche).
79 ^f 52 ^c	590 ^f 01 ^c	669 53	"	"	669	1 ^{er} octobre 1864.	Strasbourg (Bas-Rhin).
"	551 52	551 52	"	"	551	1 ^{er} mars 1864.	Argentan (Orne).
TOTAL..					1,370		

604. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État) qui nomme officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. le duc d'Albuféra, député, maire de Vernon et membre du conseil général de l'Eure; chevalier depuis le 1^{er} décembre 1857. (Paris, 29 Mai 1864.)

605. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui nomme officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur :

AU GRADE D'OFFICIER.

M. Avril de Burey, capitaine des sapeurs-pompiers d'Évreux (Eure); vingt-deux ans de services; chevalier depuis 1855.

AU GRADE DE CHEVALIER.

M. Chefdeville, adjoint au maire d'Évreux; en fonctions depuis douze ans; longs services gratuits.

M. Duval, adjoint au maire de Vernon (Eure); dix ans d'exercice; membre du conseil municipal depuis plus de vingt ans. (Paris, 29 Mai 1864.)

606. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts) qui nomme chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. Le Couteux de Cantleu, maire d'Étrepagny (Eure), président de la société hippique d'Étrepagny, éleveur. (Paris, 29 Mai 1864.)

607. — DÉCRET IMPÉRIAL (rendu sur la proposition du grand chancelier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur et contre-signé par le ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts) portant :

Art. 1^{er}. Est rayé des matricules des officiers de la Légion d'honneur, à partir du 1^{er} janvier 1864, date de la seconde condamnation mentionnée ci-après,

Guiot (Charles), capitaine en retraite, officier de la Légion d'honneur du 25 septembre 1854,

Condamné :

- 1° Le 16 avril 1859, à un mois de prison, pour outrage public à la pudeur;
- 2° Le 25 février 1864, à trois mois de prison, pour même délit.

2. Est suspendu pendant un an de tous les droits et prérogatives attachés à la qualité de chevalier de la Légion d'honneur :

Debaune (Henri), ex-maréchal des logis à la compagnie de gendarmerie de Laroche-Cher, chevalier de la Légion d'honneur du 2 juillet 1851,

Condamné, le 19 février 1864, à un mois de prison et à cinq cents francs de dommages-intérêts, pour diffamation. (*Paris, 28 Avril 1864.*)

N° 16,608. — DÉCRET IMPÉRIAL (rendu sur la proposition du grand chancelier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur et contre-signé par le ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts) portant :

ART. 1^{er}. Est rayé définitivement des contrôles des décorés de la médaille militaire à partir du 26 mars 1863, date de la dernière condamnation mentionnée ci-après.

Bride (Pierre-François) dit *Pataud*, ex-zouave au premier régiment, décoré de la médaille militaire du 13 août 1857, médaillé de Crimée,

Condamné :

- 1° Le 21 mars 1850, à trois mois de prison, pour vol;
- 2° Le 10 juin 1852, à treize mois de prison, pour vol;
- 3° Le 13 août 1853, à dix jours de prison et cinquante francs d'amende, pour chasse sans permis et menaces au garde;
- 4° Le 15 décembre 1853, à trois mois de prison, pour chasse sans permis;
- 5° Le 29 décembre 1853, à huit jours de prison et deux cents francs d'amende;
- 6° Le 18 mars 1858, à seize francs d'amende, pour chasse sur le terrain d'autrui;
- 7° Le 26 mai 1859, à six jours de prison et cinquante francs d'amende, pour chasse en temps et avec arme prohibés;
- 8° Le 11 mai 1861, à dix jours de prison et cinquante francs d'amende, pour chasse en temps prohibé;
- 9° Le 18 décembre 1862, à seize francs d'amende, pour délit de chasse;
- 10° Le 26 mars 1863, à quinze jours de prison et deux cents francs d'amende, pour chasse en temps prohibé.

Est retirée définitivement, en outre, au sieur *Bride*, à partir de la date du présent décret, l'autorisation de porter la médaille commémorative de la campagne de Crimée.

2. Est rayé définitivement des contrôles des décorés de la médaille militaire à compter du 15 février 1864, date de la condamnation mentionnée ci-après.

Loustallot (Jean), ex-canonnier d'artillerie de marine, décoré de la médaille militaire du 6 septembre 1855,

Condamné, le 15 février 1864, à six mois de prison et à vingt-cinq francs d'amende pour escroquerie. (*Paris, 28 Mai 1864.*)

N° 16,609. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui réunit en association syndicale les propriétaires intéressés à la réparation et à l'entretien de la digue établie sur la rive gauche du Doubs, au territoire d'Orchamps (Jura), pour la défense des terrains figurés sur le plan annexé au présent décret. (*Paris, 6 Février 1864.*)

N° 16,610. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant concession :

Aux sieurs *Jacques Rallier*, *Jacques Rallier jeune* et *Jeun-Baptiste Sabathier*, propriétaires de mines de houille, sises commune de Jumeaux (Puy-de-Dôme).

Cette concession prendra le nom de concession de Jumeaux.

sieurs *Victor de Bonald* et *Théogène Roubin de Longuiers*, de mines de lignite, commune de Millau (Aveyron).

La concession prendra le nom de *concession de Monna*. (Paris, 6 Février 1864.)

111. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

1°. La ville de la Flèche (Sarthe) est autorisée à établir un abattoir public annexes de fonderies de suif et triperies, en un point situé sur les bords du Loir, indiqué par la teinte rose sur le plan qui a été visé, pour copie conforme, à la date du 8 janvier 1861, lequel plan restera annexé au présent décret.

L'établissement de cet abattoir est déclaré d'utilité publique.

En conséquence, la ville de la Flèche est autorisée, en outre :

1°. d'acquiescer des héritiers *Huguet*, soit à l'amiable, d'après une expertise contraire, soit, s'il y a lieu, par voie d'expropriation, conformément à la loi du 3 mai 1841, pour servir d'emplacement à l'abattoir, une parcelle de terre de la contenance d'un hectare vingt-quatre ares soixante-dix-sept centiares et d'une valeur de trois cent sept cent quarante-trois francs dix centimes (3,743¹ 10⁰), telle, au surplus, qu'elle est désignée aux plans qui ont servi de base à l'enquête des 27, 28 et 29 mai 1861.

2°. d'emprunter, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, à un taux d'intérêt qui n'excède pas quatre et demi pour cent, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement, la somme de quatre-vingt mille francs (80,000⁰), remboursable en douze années, pour concourir, avec les ressources, au paiement de cette acquisition et des travaux de construction; 3°. d'imposer extraordinairement, pendant douze années, à partir de 1864, dix centimes (0⁰ 10⁰) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, pour rapporter une somme totale de quatre-vingt-deux mille cent quatre-vingt-six francs (82,186⁰), pour servir, concurremment avec un prélèvement sur les revenus ordinaires de la commune, à amortir l'emprunt ci-dessus mentionné.

Les taxes à percevoir dans l'abattoir sont fixées conformément au tarif ci-après :

Bœuf.....	5 ⁰ 00 ⁰
Vache.....	4 00
Veau et génisse.....	0 75
Porc.....	1 75
Mouton et brebis.....	0 40
Chèvre.....	0 25
Chevreau.....	0 05
Cent kilogrammes de suif.....	1 25

La mise en activité de l'abattoir public de la Flèche entraînera, de plein droit, la suppression des tueries particulières situées dans la localité. Néanmoins, les habitants qui élèvent des porcs pour la consommation de leur maison pourront les faire élever chez eux, pourvu que ce soit dans un local clos et séparé de la voie publique. La présente autorisation est accordée sous la réserve du droit, pour l'administration, de prescrire et de faire exécuter, à toute époque, les mesures et travaux qu'elle jugerait utiles dans l'intérêt de la salubrité publique. (Paris, 10 Février 1864.)

112. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui autorisent :

1°. la dame veuve *Bataille-Rossard* et fils, à pratiquer une prise d'eau dans le canal de la Sèvre-Nièvre, à l'urnes, pour alimenter une machine à vapeur qu'ils possèdent dans la commune de Rosendaël (Nord);

2°. le sieur *Chavallard*, à établir un moulin à farine sur un bras de la Loire, dans la commune de Saint-Jodard (Loire);

3°. le sieur *Mothré* (*Gabriel-Séverin*), à maintenir en activité une usine destinée à moudre du blé, dite *moulin des Rivottes*, qu'il possède sur la rivière de l'Yonne, commune de Vincelottes (Yonne);

Le sieur *Pierron*, à maintenir en activité le moulin à farine dit *de la Vierge*, situé sur la Sarre, commune de Willerwald (Moselle);

Les sieurs *Chatton et Bentz*, à maintenir en activité une usine dite *moulin de la ville*, destinée à la mouture du blé et à l'écrasement du chanvre et de l'écume, qu'ils possèdent sur la rivière de Vezouze, commune de Blamont (Meurthe);

Le sieur *Planteau*, à faire des additions à l'usine dite *moulin de Neuzic*, commune de ce nom (Dordogne);

La dame veuve *Berger*, à faire des additions à une usine à fer et à acier située au lieu dit *Bernay*, commune de Saint-Étienne (Loire). (Paris, 13 Février 1864.)

N° 16,613. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui établit dans la commune de Rigney, arrondissement de Besançon (Doubs), une foire qui se tiendra le 13 mars de chaque année. (Paris, 17 Février 1864.)

N° 16,614. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui autorise le syndicat du canal d'irrigation de la Bave (Lot) à contracter un emprunt de cinquante mille francs. (Paris, 24 Février 1864.)

N° 16,615. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant concession aux sieurs *Bontmy père et fils* et compagnie, de mines de fer hydroxydé oolithique, sises dans les communes de Longwy, Herseange et Rehon (Moselle). Cette concession prendra le nom de *concession de Senelle*. (Paris, 24 Février 1864.)



Certifié conforme :

Paris, le 18^e Juin 1864.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes.*

- J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'impression impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1044.

N° 16,616. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 109 Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.*

Du 21 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2° Les lois des 11 avril 1831 et 26 avril 1855 (titre IV), sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au budget public;

4° L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 10 mai 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 39, la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de cinquante-huit mille cinq cent cinquante-six francs (58,556^f), sur le crédit inscrit au budget ouvert pour l'année 1864;

la section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des cent neuf militaires désignés au tableau d'autre part une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾, savoir :

⁽¹⁾ Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CARTES.		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
1	HALLOT (Paul).....	23 mai 1816.	Rouen (Seine-Inférieure).	Portier - consigné de 1 ^{re} classe.	25	2	12	25		
2	CATALAN (Pierre-Ho- noré).	24 mai 1815.	Nérac (Lot-et-Garonne).	<i>Idem</i> de 2 ^e <i>idem</i> .	29	3	26	24		
3	BRANDI (Antoine-An- dré).	11 fév. 1816.	Cervione (Corse).	Adjudant sous-offi- cier à la 1 ^{re} compa- gnie de gendarmerie de la Corse.	26	1	12	20		
4	ANDRÉ (Pierre).....	23 fév. 1815.	Tonnerre (Yonne).	Maréchal des logis chef à la compagnie de gendarmerie de l'Yonne.	28	7	5			
5	LAFFITTE (Pierre).....	10 mars 1816.	Lelin-Lapujolle (Gers).	Maréchal des logis chef à la garde à pied de Paris.	25	6	7	4		
6	BENOIT-JEANNIN (Jean- Claude).	20 juillet 1810.	Septmoncel (Jura).	Maréchal des logis à la compagnie de gendarmerie du Jura.	30	10	29			
7	BERTHEAU (Pierre).....	8 déc. 1810.	Saint-Félix- de-Foucaud (Gironde).	<i>Idem</i> des Basses-Py- rénées.	32	8	22			
8	GUINAUD (Pierre).....	2 sept. 1815.	Anbeterre (Charente).	<i>Idem</i> de la Guade- loupe.	26	6	6	20		
9	VALLETTE (Joseph)....	11 nov. 1810.	Biviers (Isère).	<i>Idem</i> de l'Isère.	32	8	2			
10	HAUDEBOUT (Pierre-Fran- çois).	11 nov. 1817.	Saint-Paul (Oise).	Maréchal des logis, brigadier à la com- pagnie de gendarme- rie de la Somme.	25	1	14			
11	SOIPIEUR (Antoine-Jo- seph).	9 nov. 1816.	Montmahoux (Doubs).	Maréchal des logis, brigadier à la 2 ^e com- pagnie de gendarme- rie d'Afrique.	25	5	13	23		
12	LE BRAS Hypolite- Gilles.	20 août 1815.	Penmarch (Finistère).	Maréchal des logis, gendarme à la com- pagnie de gendarme- rie du Finistère.	26	8	28			
13	PATOT (Jean-Pierre)...	15 fév. 1810.	Meroux (Haut-Rhin).	Maréchal des logis, gendarme à la com- pagnie de gendarme- rie du Haut-Rhin.	27	2	26			
14	CAINE (Jean-Baptiste- Juste).	10 nov. 1811.	Barcelonnette (Basses-Alpes).	Sergent, gendarme à la compagnie de gendarmarie des Bon- ches-du-Rhône.	30	2	25			
15	COTTA (François-Régis).	24 janv. 1812.	Mézilhac (Ardèche).	Sergent, brigadier à la garde à pied de Paris.	26	6	12	13		
16	DISCHAMP (Guillaume)...	24 nov. 1812.	Saint-Jean- des-Ollières (Puy-de-Dôme).	Maréchal des logis à la compagnie de gendarmarie de la Sievre.	29		18			
17	IZARN (Jean-Philippe- Ayné).	12 sept. 1814.	Ceignac (Aveyron).	<i>Idem</i> du Lot.	27	2	5	1		
18	MEILLHAN (Bernard)....	4 mai 1814.	Armentieux (Gers).	Brigadier à la com- pagnie de gendarme- rie des Hautes-Py- rénées.	27		23			
19	RATIER (François).....	9 août 1819.	Hérissou (Allier).	<i>Idem</i> de l'Allier.	25	3	18	10		
20	VILLAUME (Jean-Bap- tiste).	2 mars 1807.	Xafféwillers (Vosges).	<i>Idem</i> .	35	1	5			
21	CALVIGNAC (Jean-Jo- seph).	5 mai 1817.	Ville-Comtal (Aveyron).	Brigadier, gendar- me à la compagnie de gendarmarie de l'He- rault.	25	1	15	1		

(1) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861.

(2) A la condition que les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été reçu.

GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires
	Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.	Total.			
Portier - consigne de 1 ^{re} classe.	600 ^f	165 ^f	765 ^f (a)	En activité à Douai.	1 ^{er} février 1864.	Tours (Indre-et-Loire).
Idem de 2 ^e idem.	500	165	665 (a)	Idem à Cherchell.	28 sept. 1863.	Moulins (Allier).
Adjudant sous-offi- cier.	600	165	765 (a)	En activité.	25 janvier 1864.	Cervione (Corse).
Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'ac- tivité dans ce grade.)	336	198	534 (a)	Dans ses foyers.	21 déc. 1863.	Paris (Seine).
Idem.	314	198	512 (a)	Idem.	16 janvier 1864.	Nogaro (Gers).
Idem.	372	198	570 (a)	Idem.	6 déc. 1863.	Morez (Jura).
Idem.	372	198	570 (a)	Idem.	Idem.	Paullac (Gironde).
Idem.	480	198	678 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Aubeterre (Charente).
Idem.	372	198	570 (a)	Idem.	7 déc. 1863.	Tournon (Ardèche).
Idem.	305	198	503 (a)	Idem.	21 janvier 1864.	Passy (Seine).
Idem.	480	198	678 (a)	Idem.	6 déc. 1863.	Boghari (Algérie).
Idem.	318	198	516 (a)	Idem.	26 déc. 1863.	Faon (Finistère).
Idem.	323	198	521 (a)	Idem.	6 déc. 1863.	Belfort (Haut-Rhin).
Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	386	198	584 (b)	Idem.	21 déc. 1863.	Marseille (Bouches-du-Rh.)
Idem.	431	198	629 (a)	Idem.	6 déc. 1863.	Paris (Seine).
Brigadier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	304	198	502 (a)	Idem.	Idem.	Clermont (Puy-de-Dôme).
Idem.	289	198	487 (a)	Idem.	16 déc. 1863.	Figeac (Lot).
Idem.	296	198	494 (a)	Idem.	6 janvier 1864.	Gallan (Hautes-Pyrénées)
Idem.	340	198	538 (a)	Idem.	6 déc. 1863.	Montluçon (Allier).
Idem.	376	198	574 (a)	Idem.	21 déc. 1863.	Moulins (Allier).
Idem.	275	198	473 (a)	Idem.	16 déc. 1863.	Pézénas (Hérault).

n. Cette pension, dans la fixation de laquelle il a été fait application de l'article 4 de la loi du
ut, d'après l'article 27 de ladite loi, être cumulée avec un traitement civil d'activité.

NOMINATIONS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectués.			CARTES		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
22	CAMUSET (Maurice-Alexandre).	2 avril 1815.	Arbecsey (Haute-Saône).	Brigadier, gendarme à la compagnie de Seine-et-Oise.	25	4	25	6		
23	CLUZAN (Jean).....	8 juillet 1816.	Archignac (Dordogne).	Brigadier, gendarme à la compagnie de la Haute-Vienne.	25		29	10		
24	FORTIN (Nicolas-Charles).	3 avril 1813.	Hellerville (Manche).	Brigadier, gendarme à la compagnie de la Manche.	25	8	7			
25	GIRARDIN (Laurent-Auguste).	8 avril 1815.	Épernay (Marne).	Brigadier, gendarme à la compagnie de la Réunion.	25	10	9	27		
26	HURET (Noël-Octave)...	3 février 1816.	Logron (Lure-et-Loir).	Brigadier, gendarme à la compagnie d'Eure-et-Loir.	25	4	7	10		
27	KARMAN (Jean).....	22 juillet 1814.	Grosblieders-troff (Moselle).	Brigadier, gendarme à la compagnie de l'Eure.	25	6	13			
28	POLY (Jean).....	19 fév. 1816.	Charentay (Rhône).	Brigadier, gendarme à la compagnie des Landes.	25	2	5	18		
29	BLANCHER (Michel) ⁽¹⁾ ...	14 oct. 1815.	Ussac (Corrèze).	Brigadier à la compagnie de gendarmerie de la Corrèze.	25	2				
30	GAUDE-CHOUTRILLET (Joseph).	7 août 1812.	Proveyzieux (Isère).	Idem de la Guyane.	30		29	26		
31	ADIASSE (Aimé-Désiré).	13 mars 1815.	Mauvois (Nord).	Idem de la Réunion.	26		26	23		
32	BOUCHBACHER (Jean)...	27 nov. 1814.	Fregming (Moselle).	Idem de la Moselle.	25	1	9	10		
33	DAMBRE (Gilbert).....	16 fév. 1813.	Ouronner (Cher).	Idem de la Guyane française.	28	8	8	17		
34	DESCRIÈRES (Charles-François)	13 juillet 1816.	Saint-Ouen-de-Membré (Sarthe).	Garde à la garde de Paris.	25	3	8	1		
35	FEYTOU (Jean).....	11 mai 1814.	Lembras (Dordogne).	Gendarme à la compagnie de la Haute-Garonne.	26		6	3		
36	GOURBET (Jean).....	26 sept. 1815.	Domerat (Allier).	Idem du Cher.	25	6	8			
37	HEITZ (François-Joseph)	30 oct. 1815.	Eschau (Bas-Rhin).	Idem de la Martinique.	26	10	6	18		
38	LÉCOLE (Michel Auguste)	29 dec. 1817.	Beauvais (Oise).	Idem de la Seine.	25		8	8		
39	LEGRAND (Léonard)....	15 avril 1816.	Meyniac (Corrèze).	Idem de la Corrèze.	25	8	11			
40	NESBAUM (Jean).....	1 ^{er} déc. 1815.	Marlenheim (Bas-Rhin).	Idem de la Haute-Marne.	25	3	15	6		
41	QUINQUENET (François-Hippolite).	15 sept. 1809.	Saint-Gaultier (Indre).	Idem de la Haute-Vienne.	32	11	23			
42	ROCHARD (Auguste-Anne).	21 avril 1809.	Couëron (Loire-Inférieure).	Idem de la Loire-Inférieure.	28		1	12		
43	ROUILLARD (Étienne)...	2 avril 1811.	Concourson (Maine-et-Loire).	Idem de Maine-et-Loire.	30	1	22			
44	TREICH (Aloyse).....	26 nov. 1810.	Hindisheim (Bas-Rhin).	Idem de la Haute-Garonne.	34	8	19			
45	TROISSIN (Jean-Baptiste).	20 nov. 1813.	La Vieille-Lyre (Eure).	Idem de l'Oise.	25	2		8		
46	VALENTIN (Blaise).....	29 mars 1815.	Bellefontaine (Vosges).	Idem de l'Allier.	25	3				

⁽¹⁾ Application de l'article 1^{er} de la loi du 25 juin 1864.

GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
	Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.	Total.			
Brigadier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	311 ^f	198 ^f	509 ^f (a)	Dans ses foyers.	11 déc. 1863.	Chevreuse (Seine-et-Oise).
Idem.	340	198	538 (a)	Idem.	6 janvier 1864.	Saint-Léonard (Haute-Vienne.)
Idem.	271	198	469 (a)	Idem.	26 déc. 1863.	Octeville (Manche).
Idem.	408	198	606 (a)	En activité.	23 janvier 1864.	Saint-Paul (île de la Réunion)
Idem.	310	198	538 (a)	Dans ses foyers.	21 déc. 1863.	Châteaudun (Eure-et-Loir).
Idem.	268	198	466 (a)	Idem.	16 déc. 1863.	Cheronvilliers (Eure).
Idem.	397	198	595 (a)	Idem.	6 déc. 1863.	Mont- de-Marsan (Landes).
Gendarme. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	243	198	441 (a)	Idem.	6 janvier 1864.	Brive (Corrèze).
Idem.	360	198	558 (a)	En activité.	23 janvier 1864.	Cayenne (Guyane).
Idem.	360	198	558 (a)	Dans ses foyers.	25 janvier 1864.	Maurois (Nord).
Idem.	303	198	501 (a)	Idem.	6 déc. 1863.	Devant- les-Ponts (Moselle).
Idem.	360	198	558 (a)	En activité.	23 janvier 1864.	Ourouer (Cher).
Idem.	249	198	447 (a)	Dans ses foyers.	6 déc. 1863.	Paris (Seine).
Idem.	258	198	456 (a)	Idem.	Idem.	Saint-Gaudens (Haute-Garonne).
Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	11 déc. 1863.	Lignerolles (Allier).
Idem.	360	198	558 (a)	En activité.	3 avril 1864.	Eschau (Bas-Rhin).
Idem.	288	198	486 (a)	Dans ses foyers.	16 déc. 1863.	Créteil (Seine).
Idem.	246	198	444 (a)	Idem.	6 déc. 1863.	Alger (Algérie).
Idem.	279	198	477 (a)	Idem.	Idem.	Paris (Seine).
Idem.	288	198	486 (a)	Idem.	16 déc. 1863.	Saint-Genest (Haute-Vienne).
Idem.	330	198	528 (a)	Idem.	11 déc. 1863.	Saint-Nazaire (Loire-Inférieure)
Idem.	273	198	471 (a)	Idem.	21 déc. 1863.	Angers (Maine-et-Loire).
Idem.	300	198	498 (a)	Idem.	Idem.	Montrejeau (Haute-Garonne)
Idem.	291	198	489 (a)	Idem.	11 déc. 1863.	Évreux (Eure).
Idem.	243	198	441 (a)	Idem.	6 déc. 1863.	Commentry (Allier).

que les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectués.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
47	WEBER (André).....	16 mai 1812.	Strasbourg (Bas-Rhin).	Gendarme à la com- pagnie de la Seine.	25	1	11	1	.	.
48	HOLTZ (Pierre).....	9 nov. 1816.	Hochfelden (Bas-Rhin).	Garde à la garde à pied de Paris.	25	1	10	1	.	.
49	GÉRIN (André - Rémi - Emile) ⁽¹⁾ .	17 oct. 1807.	Alexandrie (Etats-Sardes).	Ouvrier d'Etat d'ar- tillerie.	37	3	21	5	.	.
50	MORELLET (Pierre-Ga- briel).	22 janv. 1808.	Bourg (Ain).	Idem.	29	4	1	4	.	.
51	FEIBIÉ (Louis).....	27 avril 1806.	Alixan (Drôme).	Gardien de batte- rie de 2 ^e classe.	36	.	16	.	.	.
52	CHABOT (François-Au- guste).	15 nov. 1811.	Maille (Vienne).	Maître ouvrier de manufacture d'armes de guerre.	31	6	17	.	.	.
53	DEROUWAUX (Jean-Fran- çois) ⁽²⁾ .	21 mars 1806.	Clermont (Belgique).	Idem.	31	6	16	.	.	.
54	DONET (Jean-Nicolas)..	10 mars 1811.	Hautes-Rivières (Ardennes).	Idem.	31	6	16	.	.	.
55	DUMAS (François).....	8 février 1809.	Châtellerault (Vienne).	Idem.	31	7	1	.	.	.
56	LAFONTAINE (Julien)...	17 mars 1804.	Maubeuge (Nord).	Idem.	43	.	28	.	.	.
57	LECHAT (Jean-François).	25 août 1813.	Prix (Ardennes).	Idem.	34	1	3	.	.	.
58	LOISEAU (Albert - Nar- cisse).	20 oct. 1819.	Maubeuge (Nord).	Idem.	25	6	16	4	.	.
59	MARTINEAU (Jean-Oli- vier).	12 juillet 1815.	Châtellerault (Vienne).	Idem.	30	6	19	.	.	.
60	PERS (Jacques).....	31 mai 1815.	Rilhac-Xaintrie (Corrèze).	Idem.	26	6	26	.	.	.
61	REQUILÉ (Joseph).....	15 août 1808.	Maubeuge (Nord).	Idem.	36	1	10	.	.	.
62	ROY (Vincent).....	29 avril 1817.	Châtellerault (Vienne).	Idem.	28	9	1	.	.	.
63	SERREAU (André).....	21 oct. 1812.	Idem.	Idem.	33	.	16	.	.	.
64	SERREAU (Célestin)....	6 avril 1818.	Idem.	Idem.	27	8	25	.	.	.
65	WEBER (Louis).....	9 août 1803.	Boersch (Bas-Rhin).	Idem.	39	.	16	.	.	.
66	VILLERET (Louis).....	24 oct. 1813.	Châtellerault (Vienne).	Idem.	32	.	21	.	.	.
67	ANTZLINGER (Ignace)...	11 juillet 1814.	Ottrott-le-Haut (Bas-Rhin).	Idem.	29	1	1	2	11	5
68	BERTEAUX (Tircy-Joseph- Layaude).	25 janv. 1799.	Ferrière- la-Petite (Nord).	Idem.	44	6	16	.	.	.
69	ESSLINGER (François-An- toine).	11 sept. 1812.	Boersch (Bas-Rhin).	Idem.	31	.	16	.	.	.
70	FISCHER (Louis).....	15 mars 1816.	Grendelbruch (Bas-Rhin).	Idem.	30	.	16	.	.	.
71	BRÉAS (Pierre).....	15 avril 1813.	Valbenoite (Loire).	Idem.	30	6	16	.	.	.
72	BREUIL (Jean-François).	24 mai 1810.	La Fouillouse (Loire).	Idem.	33	.	16	4	.	.
73	FOURNIER (Jean-Denis).	24 août 1816.	Valbenoite (Loire).	Idem.	29	6	16	.	.	.

⁽¹⁾ Fils de Français. — ⁽²⁾ Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861. — ⁽³⁾ En instance pour naturalisation.

	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.	Total.			
	Gendarme. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	249 ¹	198 ¹	447 ¹ (a)	Dans ses foyers.	16 déc. 1863.	Strasbourg (Bas-Rhin).
	Idem.	249	198	447 (a)	Idem.	Idem.	Hochfelden (Bas-Rhin).
	Ouvrier d'État. (Ayant 12 ans d'acti- vité dans ce grade.)	690	198	888 (a)	En activité à la di- rection de Besançon.	1 ^{er} février 1864.	Besançon (Doubs).
	Idem.	582	198	780 (a)	Idem à la direction de Lyon.	Idem.	Bourg (Ain).
	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'ac- tivité dans ce gra- de.)	404	198	602 (a)	Idem à la direction d'artillerie de Brest.	30 janvier 1864.	Strasbourg (Bas-Rhin).
	Maître ouvrier. (Ayant 12 ans d'ac- tivité dans ce gra- de.)	363	198	561 (a)	En activité à la manufacture de Châ- tellerault.	23 février 1864.	Châtellerault (Vienne).
	Idem.	363	198	561 (a)	Idem.	17 mars 1864.	Idem.
	Idem.	363	198	561 (a)	Idem.	22 février 1864.	Idem.
	Idem.	363	198	561 (a)	Idem.	1 ^{er} février 1864.	Idem.
	Idem.	467	198	665 (a)	Idem.	29 janvier 1864.	Idem.
	Idem.	386	198	584 (a)	Idem.	1 ^{er} février 1864.	Idem.
	Idem.	345	198	543 (a)	Idem.	5 mars 1864.	Idem.
	Idem.	354	198	552 (a)	Idem.	1 ^{er} février 1864.	Idem.
	Idem.	318	198	516 (a)	Idem.	29 janvier 1864.	Idem.
	Idem.	404	198	602 (a)	Idem.	Idem.	Idem.
	Idem.	336	198	534 (a)	Idem.	30 janvier 1864.	Idem.
	Idem.	377	198	575 (a)	Idem.	21 janvier 1864.	Idem.
	Idem.	327	198	525 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Idem.
	Idem.	431	198	629 (a)	Idem.	3 mars 1864.	Idem.
	Idem.	368	198	566 (a)	Idem.	1 ^{er} février 1864.	Idem.
	Idem.	368	198	566 (a)	Idem à Mutzig.	18 février 1864.	Bernards- willer (Bas-Rhin).
	Idem.	480	198	678 (a)	Idem.	1 ^{er} février 1864.	Mutzig (Bas-Rhin).
	Idem.	359	198	557 (a)	Idem.	15 mars 1864.	Boersch (Bas-Rhin).
	Idem.	350	198	548 (a)	Idem.	1 ^{er} avril 1864.	Grendelbruch (Bas-Rhin).
	Idem.	354	198	552 (a)	En activité à la ma- nufacture de Saint- Étienne.	22 février 1864.	Saint-Étienne (Loire).
	Idem.	413	198	611 (a)	Idem.	5 déc. 1863.	Idem.
	Idem.	345	198	543 (a)	Idem.	17 mars 1864.	Idem.

Condition que les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAPITAINE		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
74	MONTAGNON (Jean-Marie).	15 janv. 1814.	La Tour-en-Jarrez (Loire).	Maître ouvrier de manufacture d'armes de guerre.	31	6	16	.	.	.
75	MURGES (Martin).....	6 sept. 1811.	Valbenoite (Loire).	Idem.	30	6	16	.	.	.
76	ANTOINE (Pierre).....	16 mars 1810.	Tulle (Corrèze).	Idem.	31	6	16	.	.	.
77	CAYRE (Antoine).....	14 juillet 1816.	Idem.	Idem.	29	6	17	.	.	.
78	GILLET (Antoine).....	6 sept. 1815.	Laguenne (Corrèze).	Idem.	30	6	16	.	.	.
79	GILLET (Louis).....	28 août 1814.	Idem.	Idem.	33	6	16	.	.	.
80	CHARISSEUX (Jean).....	12 oct. 1810.	Cornil (Corrèze).	Idem.	30	6	16	.	.	.
81	COIGNAC (Jean).....	24 janv. 1817.	Treignac (Corrèze).	Idem.	29	.	16	12	.	.
82	ESTAGERIE (Pierre).....	30 mars 1814.	Laguenne (Corrèze).	Idem.	32	.	16	6	.	.
83	DAGOIT (François).....	6 fév. 1811.	Chenecé (Vienne).	Ouvrier de manu- facture d'armes de guerre.	31	6	16	.	.	.
84	PASQUIER (François)...	20 oct. 1814.	Châtellerault (Vienne).	Idem.	31	3	11	.	.	.
85	BURSTERT (Ignace)....	16 mai 1802.	Mutzig (Bas-Rhin).	Idem.	28	.	16	.	.	.
86	HERRY (Joseph-Alexan- dre).	5 avril 1804.	Lutzelhausen (Bas-Rhin).	Idem.	28	6	16	.	.	.
87	BORIE (Jean).....	5 mai 1796.	Tulle (Corrèze).	Idem.	26	.	16	.	.	.
88	PASTRIE (Léonard).....	19 avril 1819.	Idem.	Idem.	26	6	16	.	.	.
89	BRÉET (George).....	28 sept. 1802.	Mercury- Gemilly (Savoie).	Sergent à la com- pagnie de sous-offi- ciers vétérans.	37	6	16	1	.	.
90	MERCIER (Louis).....	28 mars 1815.	Montpezat (Ariège).	Sergent à la 4 ^e com- pagnie de canonniers vétérans.	26	.	16	.	.	.
91	PORTIER (François)....	19 mai 1815.	Saint-Nicolas (Meurthe).	Sergent d'infanterie.	25	6	23	8	.	.
92	CHAUVEY (Jean-Joseph- Hypolite).	10 déc. 1813.	Méolans (Basses-Alpes).	Caporal à la com- pagnie de fusiliers vétérans.	25	6	17	16	.	.
93	COSSON (Louis).....	28 déc. 1816.	Joinville (Haute-Marne).	Caporal à la 2 ^e com- pagnie de canon- niers vétérans.	25	6	16	9	.	.
94	ROUGEMONT (Jean- Claude).	19 sept. 1816.	Neuville- sur-Ain (Ain).	Tambour à la com- pagnie de sous-offi- ciers vétérans.	25	1	23	1	.	.
95	AUBINEAU (Pierre).....	24 sept. 1815.	Les Moutiers- s.-Chautemerle (Deux-Sèvres).	Soldat à la compa- gnie de fusiliers vé- térans.	25	.	17	21	.	.
96	CONNAN (Jean-Marie)...	8 fév. 1815.	Locarn (Côtes-du-Nord).	Idem.	25	6	16	13	.	.
97	DESBORDES (Jean).....	30 juillet 1814.	Pageas (Haute-Vienne).	Idem.	25	6	16	17	.	.
98	DEVILLE (Charles).....	16 oct. 1811.	Lérouville (Meuse).	Idem.	25	1	13	21	1	.
99	EUPHORBE (Blaise).....	10 mai 1816.	Chambéry (Savoie).	Idem.	25	.	27	1	.	.

GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
	Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.	Total.			
Maitre ouvrier. Avant 12 ans d'acti- vité dans ce grade.)	363 ^f	198 ^f	561 ^f (a)	En activité à la ma- nufacture de Saint- Etienne.	25 février 1864.	Saint-Etienne (Loire).
Idem.	354	198	552 (a)	Idem.	6 février 1864.	Idem.
Idem.	363	198	561 (a)	Idem de Tulle.	9 mars 1864.	Tulle (Corrèze).
Idem.	345	198	543 (a)	Idem.	1 ^{er} fév. 1864.	Idem.
Idem.	354	198	552 (a)	Idem.	22 mars 1864.	Idem.
Idem.	381	198	579 (a)	Idem.	14 mars 1864.	Idem.
Maitre ouvrier.	310	165	475 (a)	Idem.	9 mars 1864.	Idem.
Idem.	374	165	539 (a)	Idem.	22 février 1864.	Treignac Correze).
Idem.	351	165	516 (a)	Idem.	23 janvier 1864.	Tulle (Corrèze).
Ouvrier.	235	165	400 (a)	Idem de Châtelle- rault.	19 février 1864.	Châtellerault (Vienne).
Idem.	233	165	398 (a)	Idem.	1 ^{er} février 1864.	Idem.
Idem.	218	165	383 (a)	Idem de Mutzig.	17 mars 1864.	Mutzig (Bas-Rhin).
Idem.	220	165	385 (a)	Idem.	21 février 1864.	Idem.
Idem.	208	165	373 (a)	Idem de Tulle.	17 février 1864.	Tulle (Corrèze).
Idem.	210	165	375 (a)	Idem.	3 février 1864.	Idem.
Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	426	198	624 (a)	En subsistance au 6 ^e régiment d'infan- terie de ligne.	17 nov. 1863.	Annecy (Haute-Savoie).
Idem.	314	198	512 (a)	En activité.	16 mars 1864.	Toulon (Var).
Sergent.	318	165	483 (a)	En activité à la compagnie de sous- officiers vétérans.	1 ^{er} janvier 1864.	Saint-Nicolas (Meurthe).
Caporal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	386	198	584 (a)	En activité.	26 février 1864.	Fontevrault Maine-et-Loire).
Caporal.	280	165	445 (a)	Idem.	18 février 1864.	Toulon (Var).
Lambour.	208	165	373 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Bar-le-Duc (Meuse).
Soldat.	300	165	465 (a)	Idem.	Idem.	La Châtaigneraie (Vendée).
Idem.	275	165	440 (a)	Idem.	14 février 1864.	Locarn (Côtes-du-Nord).
Idem.	290	165	455 (a)	Idem.	16 février 1864.	Pageas (Haute-Vienne).
Idem.	300	165	465 (a)	En conge.	5 octobre 1863.	Commercy (Meuse).
Idem.	208	165	373 (a)	En activité.	1 ^{er} janvier 1864.	Chatelard (Savoie).

que les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles

NOMBRES D'INDIGÈNES.	NOMS ET PRÉNOMS.	NATURALISÉ.		ARMES, etc.	PENSIONS.					
					Années.					
		Dates.	Lieux.		1869.	1870.	1871.	1872.	1873.	1874.
100	GARCEAU (Guillaume) . . .	3 janv. 1867.	Estancarbon (Basses-Garonnes).	Adjoint à la compagnie de fusiliers vétérans.	25	30	35	40	45	50
101	HABERT (Ferdinand) . . .	15 juin 1865.	Kœlsem (Bavière).	Idem.	25	30	35	40	45	50
102	MAIGRET (Mathurin) . . .	21 juil. 1865.	Faimpont (Haut-Rhin).	Idem.	25	30	35	40	45	50
103	RADIN (Benoît-Louis-Théodore) . . .	19 avril 1865.	Montcornet (Aisne).	Idem.	25	30	35	40	45	50
104	TEICHMANN (Jean) . . .	5 mars 1867.	Wiesbaden (Prusse).	Idem.	25	30	35	40	45	50
105	ESCAIGH (Jean-Bertrand) . . .	11 mai 1865.	Montespan (Basses-Garonnes).	Adjoint sous-officier de surveillance.	25	30	35	40	45	50
106	GIATTONI (François-Marie) . . .	27 sept. 1869.	Mazzola (Corse).	Adjoint sous-officier, agent principal de surveillance.	25	30	35	40	45	50
107	DARDARD (Nicolas) . . .	12 avril 1867.	Vorroy-Glenois (Moselle).	Sergent-major de surveillance.	25	30	35	40	45	50
108	MARCHAL (Laurent) . . .	16 août 1865.	Rehainviller (Meurthe).	Sergent de surveillance.	25	30	35	40	45	50
109	SCHWARTZ (Michel) . . .	8 juil. 1865.	Neuwiller (Bas-Rhin).	Idem.	25	30	35	40	45	50

(1) En instance pour obtenir sa naturalisation. — (2) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1865.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,

Ministre secrétaire d'État au département de la guerre.

Signé RANDON.

N ^o . Loi du avril 1855. et 20.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Loi du 11 avril 1831.	Loi du 26 avril 1855.	Total.			
	Soldat.	275 ^f	165 ^f	440 ^f (a)	En activité.	24 mars 1864.	Saint-Gaudens (Haute-Garonne).
dem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Colmar (Haut-Rhin).
dem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	Idem.	Plélan (Ille-et-Vilaine).
dem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	Idem.	Soissons (Aisne).
dem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	30 juillet 1863.	Alger (Algerie).
dem.	Adjudant sous-offi- cier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	720	198	918 (a)	Idem au péniten- cier militaire de Be- sançon.	1 ^{er} février 1864.	Besançon (Doubs).
dem.	Idem.	552	198	750 (a)	Idem à la prison militaire de Châlons.	20 janvier 1864.	Châlons- sur-Marne (Marne).
dem.	Sergent-major.	345	165	510 (a)	Idem au péniten- cier militaire de Metz	1 ^{er} février 1864.	Metz (Moselle).
dem.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	480	198	678 (a)	Idem à l'atelier n ^o 2 de Tenes.	20 janvier 1864.	Paris (Seine).
dem (2).	Caporal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	350	198	548 (a)	Idem au péniten- cier militaire de Metz	1 ^{er} février 1864.	Metz (Moselle).
		TOTAL.		58,556			

addition que les arrérages ne commenceront à courir que du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles

16,617. — DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 19 Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.

Du 21 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous, 1^o les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2^o La loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

3^o Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4^o L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 10 mai 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n^o 40, et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de trente-six mille cinquante-trois francs (36,053^f), sur le crédit d'inscription ouvert pour l'exercice 1864;

la section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Nous AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des dix-neuf militaires dénommés au tableau d'autre part une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾, savoir :

⁽¹⁾ Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAPACITÉS		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
1	COTNARD (Charles-Raimond).	5 mars 1806.	Dreux (Eure-et-Loir).	Lieutenant-colonel d'état-major.	39	4	17	1	.	.
2	MONTAGNE (Joseph)....	30 mars 1813.	Grenoble (Isère).	Capitaine commandant de place.	33	1	18	8	.	.
3	BOGGO (Jean-Baptiste)..	22 avril 1813.	Chambéry (Savoie).	Capitaine au 26 ^e régiment d'infanterie de ligne.	30	1	25	6	.	.
4	DE LESTELLET (Joseph-Henri-Louis-Gustave).	14 vent. an XII (5 mars 1804).	Grenoble (Isère).	Colonel du 75 ^e régiment d'infanterie de ligne.	41	4	11	36	.	.
5	BRAULT (Antoine-Joseph).	28 fev. 1814.	Avignon (Vaucluse).	Capitaine au 20 ^e régiment d'infanterie de ligne.	30	2	16	10	.	.
6	ROUX (François-Auguste-César).	12 mars 1810.	Brignoles (Var).	Idem au 57 ^e idem.	33	8	.	1	.	.
7	BOUTON (Michel).....	19 oct. 1811.	Pontailier (Côte-d'Or).	Idem au 62 ^e idem.	31	7	14	8	.	.
8	CONROIS (René-André).	8 février 1812.	Vibraye (Sarthe).	Idem au 3 ^e idem.	30	4	8	.	.	.
9	CHRISOSTÔME (Augustin).	12 juin 1815.	Ancemont (Meuse).	Idem au 36 ^e idem.	30	1	28	14	.	.
10	BRUN (Remi).....	25 nov. 1815.	La Pierre (Isère).	Idem au 63 ^e idem.	30	2	.	3	.	.
11	TIVOLIER (Paul-Louis) ⁽¹⁾ .	22 août 1810.	Sampier-d'Arenna (Italie).	Idem au 79 ^e idem.	30	1	20	.	.	.
12	HALTEBOURG (Jean-François).	11 mai 1810.	Laitre-sous-Amance (Meurthe).	Idem au 97 ^e idem.	30	2	27	13	.	.
13	JOSEPH (Constant-Basile).	3 février 1811.	Lerzy (Aisne).	Capitaine à la compagnie de gendarmerie du Pas-de-Calais.	31	3	16	.	.	.
14	LECLERC (Jean-Baptiste).	22 avril 1811.	Rilly (Marne).	Capitaine au 2 ^e régiment d'artillerie à pied.	31	2	26	5	.	.
15	MENU (Antoine).....	4 février 1806.	Vence (Var).	Garde d'artillerie de 1 ^{re} classe.	36	2	8	.	.	.
16	DEVARENNE (Charles-Marie).	26 prair. an XII (15 juin 1804).	Versailles (Seine-et-Oise).	Contrôleur d'armes de 1 ^{re} classe.	41	8	23	6	.	.
17	DION (Léon-Jean-François).	5 mai 1808.	Échouboulins (Seine-et-Marne).	Sous-lieutenant à la compagnie de fusiliers vétérans.	30	2	15	.	.	.
18	LAURENT (Louis-Pierre-Adolphe) ⁽¹⁾ .	15 sept. 1811.	Luxembourg (Prusse).	Officier d'administration de 3 ^e classe de la justice militaire.	31	2	15	.	.	.
19	CAHEZAC (Germain-Auguste-Cazimir).	18 mai 1806.	Gaillac (Tarn).	Adjudant d'administration en premier des bureaux de l'intendance militaire.	30	.	13	12	.	.

(1) Fils de Français.

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé de l'état d'activité.— (b) Cette pension, dans la fixation de laquelle il a été fait application de l'article 4 de la loi du 30 mars 1831.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traite-

GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
Lieutenant-colonel.	2,750 ^(a)	En activité au dépôt de la guerre.	10 avril 1864.	Paris (Seine).
Capitaine.	1,882 (a)	En activité à Dellys.	25 février 1864.	Blidah (Algérie).
Idem.	1,742 (a)	En activité.	5 mars 1864.	Chambéry (Savoie).
Colonel.	3,900 (a)	Idem.	25 mars 1864.	Paris (Seine).
Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,225 (a)	Idem.	5 mars 1864.	Avignon (Vaucluse).
Idem.	2,141 (a)	Idem.	10 mars 1864.	Saint-Tropez (Var).
Idem.	2,208 (a)	Idem.	16 mars 1864.	Rennes (Ille-et-Vilaine).
Capitaine.	1,574 (a)	Idem.	15 mars 1864.	Dijon (Côte-d'Or).
Idem.	1,966 (a)	Idem.	5 mars 1864.	Vernon (Eure).
Idem.	1,658 (a)	Idem.	16 mars 1864.	Bourg-la-Reine (Seine).
Idem.	1,574 (a)	Idem.	10 mars 1864.	Perpignan (Pyénées-Orientales).
Idem.	1,938 (a)	Idem.	25 mars 1864.	Andlau-au-Val (Bas-Rhin).
Idem.	1,602 (a)	Idem.	16 février 1864.	Arras (Pas-de-Calais).
Idem. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,090 (a)	Idem.	10 mars 1864.	Paris (Seine).
Garde d'artillerie de 1 ^{re} classe.	1,230 (a)	Idem à Strasbourg.	1 ^{er} avril 1864.	Strasbourg (Bas-Rhin).
Contrôleur d'armes de 1 ^{re} classe.	1,460 (a)	A l'atelier des armes de la garde nationale de la Seine.	25 février 1864.	"
Sous-lieutenant (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	1,092 (a)	En activité.	10 mars 1864.	Fontevrault (Maine-et-Loire).
Officier d'administration de 2 ^e classe.	1,545 b)	Greffier près le 2 ^e conseil de guerre de la 9 ^e division militaire.	25 mars 1864.	"
Adjudant d'administration en premier.	1,476 (c)	En non-activité.	6 février 1864.	Bayonne (Basses-Pyrénées).
TOTAL.....	36,653			

armes de l'article 27 de ladite loi, être cumulée avec un traitement civil d'activité. — (c) Sauf perçues depuis le 25 mars 1864 à titre de solde de non-activité.

itaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire que le même temps leur soit déduit sur le décompte à arrérages de leur pension.

ificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue et envers le trésor public, envers l'administration du corps ont partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,

Ministre secrétaire d'État au département de la guerre

Signé RANDON.

N° 16,618. — DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 32 Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.

Du 21 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de la loi de bonification du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

NOMBRES D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CARRIÈRE.		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
1	KURTZSCHEID (Jacques).	7 août 1815.	Sturzelbronn (Moselle).	Sergent au 2 ^e régiment de grenadiers de la garde impériale.	26	6	16	*	*	*
2	PORTERIE (Jean-Baptiste-Pierre).	26 août 1815.	Lalanne (Gers).	Maréchal des logis au 8 ^e régiment d'artillerie.	26	6	16	*	*	*
3	GERGELÉ (Jean - Guillaume).	28 mai 1819.	Strasbourg (Bas-Rhin).	Trompette au 4 ^e régiment d'artillerie.	26	6	17	*	*	*
4	MATHIEU (Fideli).....	27 oct. 1812.	Lentiof (Isère).	Soldat au 3 ^e régiment d'artillerie.	25	4	9	26	*	*
5	LEBEUL (Pierre).....	20 juin 1815.	Soulgé-le-Bruant (Mayenne).	<i>Idem</i> au 6 ^e <i>Idem</i> .	25	9	3	2	*	*
6	CZASTKA (François-Joseph).	2 février 1813.	Éguisheim (Haut-Rhin).	<i>Idem</i> au 7 ^e <i>Idem</i> .	25	8	29	18	*	*
7	DUMAS (Joseph).....	26 mars 1814.	Rochecolombe (Ardèche).	<i>Idem</i> .	26	*	16	12	*	*
8	MULLER (Jean-Léonard).	20 oct. 1815.	Wintzenbach (Bas-Rhin).	<i>Idem</i> au 17 ^e <i>Idem</i> .	27	*	16	2	*	*
9	VIDAL (Jean-François).	11 mars 1815.	Saint-Arnac (Pyénées-Orient).	<i>Idem</i> .	25	8	19	*	*	*
10	BOUÉ (Jean).....	21 déc. 1814.	Le Bois-de-la-Pierre (Haute-Garonne).	<i>Idem</i> au 19 ^e <i>Idem</i> .	26	5	5	10	*	*
11	DROUET (Jean-Marie)...	14 déc. 1815.	Saint-Menges (Ardennes).	<i>Idem</i> .	26	2	17	24	*	*

(1) Application de l'article 4 de la loi du 20 juin 1852.

Les lois des 11 avril 1831, 26 avril 1855 (titre IV) et 25 juin 1861, es pensions de l'armée de terre;

Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires éor public;

L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du ai 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des ions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 41, et la bilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de seize mille re-vingt-quatre francs (16,084^f), sur le crédit d'inscription ouvert pour ée 1864;

section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

ar le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la re,

IONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

RT. 1^{er}. Il est accordé à chacun des trente-deux militaires dénom- au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément indications de ce tableau ⁽¹⁾, savoir :

Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au r, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NOMS des titulaires.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
		Portion à la charge du trésor.	Portion à la charge de la dotation de l'armée.	Total.			
Loi du 5 avril 1855.							
et 20.	Sergent. (Ayant 15 ans d'ancienneté dans ce grade.)	318 ^f	198 ^f	516 ^f (a)	En activité.	14 février 1864.	Dambach (Bas-Rhin).
Idem. ⁽¹⁾	Brigadier. (Ayant 15 ans d'ancienneté dans ce grade.)	286	198	484 (a)	Idem.	9 février 1864.	Toulouse (Haute-Garonne).
Idem.	Trompette.	210	165	375(a)	Idem.	16 février 1864.	Bischwiller (Bas-Rhin).
Idem.	Soldat.	300	165	465 (a)	Idem.	26 janvier 1864.	Clermont- Ferrand (Puy-de-Dôme).
Idem.	Idem.	225	165	390 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Strasbourg (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	295	165	460 (a)	Idem.	Idem.	Obermorsch- wahr (Haut-Rhin).
Idem.	Idem.	268	165	433 (a)	Idem.	8 février 1864.	Roche-colombe (Ardèche).
Idem.	Idem.	223	165	388 (a)	Idem.	3 février 1864.	Wintzenbach (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	205	165	370 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Toulouse (Haute-Garonne).
Idem.	Idem.	258	165	423 (a)	Dans ses foyers.	Idem.	Bourges (Cher).
Idem.	Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	Idem.	Rethel (Ardennes).

condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles

NOM ET PRÉNOM.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.					
	Dates.	Lieu.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
12 PÉRIN (René-Hilaire)...	23 mars 1815.	Poitiers (Vienne).	Soldat au 10 ^e régi- ment d'artillerie.	26	5	26	10		
13 CAPESTAN (Pierre).....	19 oct. 1814.	Mèze (Hérault).	Caporal au 2 ^e régi- ment du génie.	26	11	20	20		
14 BAILLE (Anselme).....	13 juin 1815.	Loupian (Hérault).	Soldat au 1 ^{er} régi- ment du génie.	25	8	3	23		
15 BÉRIGAUD (Pierre).....	15 sept. 1814.	Ansac (Charente).	Idem.	25	3	7	12		
16 ROUSSION (Frédéric)...	18 oct. 1816.	Lusignan (Vienne).	Idem au 2 ^e idem.	25	5	16	24		
17 GOGUÉ (Nicolas).....	13 oct. 1817.	Ville-sur-Yron (Moselle).	Maréchal des logis au 5 ^e escadron du train des équipages militaires.	25	3	12	6		
18 MARIOTTE (Jean-Martial)	4 janv. 1819.	Joigny (Yonne).	Soldat au 3 ^e esca- dron du train des équipages militaires.	25		1	36		
19 LE BUREL (Yves-Michel).	15 mars 1816.	Ponteroiix (Finistère).	Idem au 4 ^e idem.	25	2	28	32		
20 MEYNIER (François)....	2 nov. 1816.	Bletterans (Jura).	Idem au 5 ^e idem.	25	9	14	1		
21 PERROT (Benjamin)....	20 févr. 1816.	Beaune (Côte-d'Or).	Sergent à la 6 ^e sec- tion d'ouvriers mili- taires d'administra- tion.	25	5	28	32		
22 LAGARDE (Adrien).....	3 juin 1813.	Aillères (Ariège).	Idem à la 13 ^e idem.	25	11	12	38		
23 WOLFHÜGEL (Charles)..	25 oct. 1816.	Lampertheim (Bas-Rhin).	Soldat à la 4 ^e com- pagnie d'ouvriers constructeurs des équipages militaires.	25	7	29			
24 BISENS (Joseph).....	8 sept. 1816.	Eysus (Basses-Pyrénées).	Sergent infirmier- major.	25	10	1	38		
25 BROHON (Louis-Al- phonse).	20 mars 1815.	Paris (Seine).	Idem.	25	1	16	31		
26 GERMAIN (Jean-Martin).	21 mai 1816.	Montans (Tarn).	Idem.	25	9	28	31		
27 LUTZ (Pontien).....	15 nov. 1817.	Valff (Bas-Rhin).	Idem.	25	8	27	38		
28 MASSON (François-Isaac).	29 sept. 1817.	Beaune- la-Rolande (Loiret).	Idem.	26			32		
29 MEUNIER (Joseph-Fran- çois).	12 janv. 1816.	Signy-le-Petit (Ardennes).	Idem.	25	6	16			
30 ARLAUD (Jean-Antoine).	10 oct. 1815.	Saint-Paul- lez-Roman (Drôme).	Idem.	25	5	3	34		
31 BARDY (Joseph).....	19 oct. 1814.	Saint-Sernin (Aveyron).	Sergent.	25	9		9		
32 GUILLOT - BOURACHOT (André-Joseph).	7 janv. 1816.	Roybon (Isère).	Idem.	25	2	29	36		

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront

GRADE sur lequel la pension est réglée.	PENSION ANNUELLE.			POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
	Portion à la charge du trésor.	Portion à la charge de la dotation de l'armée.	Total.			
Soldat.	260 ^f	165 ^f	425 ^f (a)	Dans ses foyers.	1 ^{er} janvier 1864.	Toulouse (Haute-Garonne).
Caporal.	340	165	505 (a)	En activité.	Idem.	Mèze (Hérault).
Soldat.	300	165	465 (a)	Idem.	26 janvier 1864.	Montpellier (Hérault).
Idem.	263	165	428 (a)	Idem.	27 janvier 1864.	Metz (Moselle).
Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Arras (Pas-de-Calais).
Maréchal des logis.	299	165	464 (a)	Dans ses foyers.	Idem.	Metz (Moselle).
Soldat.	300	165	465 (a)	En activité.	7 janvier 1864.	Joigny (Yonne).
Idem.	300	165	465 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Lyon (Rhône).
Idem.	225	165	390 (a)	Idem.	Idem.	Bletterans (Jura).
Sergent. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	480	198	678 (a)	Idem.	18 nov. 1863.	Metz (Moselle).
Idem.	480	198	678 (a)	Idem.	1 ^{er} janvier 1864.	Sidi-bel-Abbès (Oran).
Soldat.	205	165	370 (a)	Idem.	Idem.	Vernon (Eure).
Sergent. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	480	198	678 (a)	Idem à l'hôpital de Bayonne.	Idem.	Oloron (Basses-Pyrénées).
Idem.	480	198	678 (a)	Idem aux hôpitaux de la 9 ^e division mi- litaire.	Idem.	Marseille (Bouches-du-Rhône).
Idem.	480	198	678 (a)	Idem à l'hôpital mi- litaire d'Oran.	Idem.	Saïda (Oran).
Idem.	480	198	678 (a)	Idem à la divi- sion d'occupation de Rome.	Idem.	Valff (Bas-Rhin).
Idem.	480	198	678 (a)	Idem aux hôpitaux de la 11 ^e division mi- litaire.	30 nov. 1863.	Perpignan (Pyrén.-Orient.).
Idem.	309	198	507 (a)	Idem à l'hôpital mi- litaire de Calais.	24 février 1864.	Signy-le-Petit (Ardennes).
Idem.	400	165	565 (a)	Idem à la division d'Oran.	1 ^{er} janvier 1864.	Valmy (Oran).
Sergent.	325	165	490 (a)	Idem à la 14 ^e divi- sion militaire.	Idem.	Bordeaux (Gironde).
Idem.	400	165	565 (a)	Idem à la 8 ^e divi- sion militaire.	Idem.	Toulouse (Haute-Garonne).
TOTAL.			16,084			

addition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles

us de produire au payeur un certificat du sous-intendant mili-
re de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils
raient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des

invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée d'autre part, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,

Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

N° 16,619. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 15 Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.*

Du 28 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

2° Les lois du 11 avril 1831 et celle du 25 juin 1861, sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 27 mai 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 42, et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de trente-quatre mille neuf cent quatre-vingt-deux francs, sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864;

section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Nous DÉCRÉTE et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des quinze militaires dénommés au tableau d'autre part une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾.

Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance au jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auront reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée d'autre part, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte des arrérages de leur pension.

Le certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue sur débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,

Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

⁽¹⁾ Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit au ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES. armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAPITAUX		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
1	PLUMON (Jean-Édouard).	9 nov. 1813.	Rennes (Ille-et-Vilaine).	Capitaine adjudant de place.	33	6	18	18		
2	DUCASSE (Jean-Baptiste)	11 mai 1816.	Souyeaux (Hautes-Pyrénées)	Capitaine au régi- ment de dragons de l'Impératrice.	30		15	1		
3	MENESSIER (Louis-Fran- çois) ⁽¹⁾ .	10 août 1813.	Naples (Italie).	Chef de bataillon d'infanterie, ex-ca- pitaine au 4 ^e régi- ment de voltigeurs de la garde.	31	1	18	7		
4	COGNES (Zéphir-Camille)	29 avril 1810.	Albi (Tarn).	Capitaine au 6 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	33		17	5		
5	GAUTIER (Pierre).....	7 août 1812.	Briançon (Hautes-Alpes).	<i>Idem.</i>	30	6	15	7		
6	GIRARD (Denis - Fran- çois).	22 oct. 1812.	Mont- sous-Vaudrey (Jura).	Capitaine au 38 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	30	6	15	3		
7	GIACOBBI Alexandre)..	22 mars 1805.	Cervione (Corse).	Colonel de gendar- merie.	41	8	21	23		
8	MARSSQUELLE (Henri - Auguste).	20 déc. 1810.	Strasbourg (Bas-Rhin).	Capitaine d'artille- rie.	33		17	15		
9	REY (Jean - Baptiste - Pierre-Antoine).	17 janv. 1802.	Mont-Dauphin (Hautes-Alpes).	Capitaine comman- dant la 4 ^e compagnie de canonniers vété- rans.	42	6	17	4		
10	CONTENCIN (Adolphe)..	2 déc. 1804.	Nancy (Meurthe).	Colonel du génie.	42	7	8	21		
11	HEMAR (Claude-Michel).	5 mai 1811.	Paris (Seine).	Garde principal du génie.	31	6	15	10		
12	BLONDEL François - Émile).	3 nov. 1808.	Dijon (Côte-d'Or).	Officier comptable de 1 ^{re} classe des hô- pitaux militaires.	32	9	11	23		
13	DE CAGARRIGA (Gaspar).	20 mai 1807.	Millas (Pyrénées-Or.).	Chef d'escadron d'é- tat-major.	40	2	20	6		
14	BISCH (François-An- toine).	10 nov. 1803.	Klingenthal (Bas-Rhin).	Contrôleur prin- cipal d'armes.	44	1	4			
15	POIRSON (Charles - Eu- gène).	20 juin 1816.	Frolois (Meurthe).	Capitaine d'infan- terie.	28	4	9			

(1) Fils de Français. — (2) Application de l'article 4 de la loi du 25 juin 1861. — (3) Application de l'article 5 de la loi du 25 juin 1861.

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura eu le grade de capitaine d'activité. — (b) *Idem.* et sauf déduction des sommes perçues depuis le 1^{er} janvier 1864 sur les loyers de logement.

N^o 16,620. — DÉCRET IMPÉRIAL qui accorde à 2 Militaires des Pensions de retraite pour infirmités.

Du 28 Mai 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu, 1^o les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant et le décret du 8 juin 1852;

GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE des titulaires.
Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,477 ^f (a)	En activité à Saint-Omer.	10 juin 1864.	Saint-Omer (Pas-de-Calais).
Capitaine.	1,602 (a)	En activité.	1 ^{er} juin 1864.	Tarbes (Hautes-Pyrénées).
Chef de bataillon.	2,222 (b)	Dans ses foyers. (Hors cadre.)	1 ^{er} janvier 1864.	Paris (Seine).
Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,258 (a)	En activité.	20 avril 1864.	La Flèche (Sarthe).
Capitaine.	1,784 (a)	Idem.	15 mai 1864.	Montélimart (Drôme).
Idem.	1,672 (a)	Idem.	16 mai 1864.	Béthune (Pas-de-Calais).
Colonel.	3,900 (a)	Idem.	6 mai 1864.	Alger (Algérie).
Capitaine. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,527 (a)	Idem. Adjoint à la direction d'Oran.	1 ^{er} avril 1864.	Strasbourg (Bas-Rhin).
Idem.	2,342 (a)	En activité.	15 avril 1864.	Rouen (Seine-Inférieure).
Colonel.	3,900 (a)	Idem. Directeur des fortifications à Constantine.	9 mai 1864.	Constantine (Algérie).
Garde principal.	1,576 (a)	En activité au Havre.	20 mai 1864.	Eu (Seine-Inférieure).
Officier comptable de 2 ^e classe. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,520 (a)	En activité à Saint-Jean-Pied-de-Port.	1 ^{er} avril 1864.	Toulouse (Haute-Garonne).
Chef d'escadron. (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	2,974 (c)	En retraite.	25 janvier 1864.	Perpignan (Pyrénées-Orientales).
Contrôleur de 1 ^{re} classe (Ayant 12 ans d'ancienneté dans ce grade.)	1, 68 (d)	Idem.	5 février 1864.	Châtellerault (Vienne).
Capitaine.	1,560 (e)	En non-activité.	20 mars 1864.	Vaucouleurs (Meuse).
TOTAL.....	34,982			

ion des sommes perçues depuis le 25 janvier 1864 sur la pension de 2,897 francs accordée par décret impérial du 11 mars 1864, et que la présente annule. — (d) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 5 février 1864 sur la pension de 1,634 francs accordée par décret impérial du 11 mars 1864, et que la présente annule. — (e) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 20 mars 1864 à titre de solde de non-activité pour infirmités temporaires.

La loi du 11 avril 1831 et celle du 25 juin 1861, sur les pensions militaires de l'armée de terre;

Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires sur le trésor public;

L'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 10 mai 1864, exprimant qu'il a reconnu la légalité de la fixation des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 43, et la possibilité d'en imputer le montant, s'élevant à la somme de trois mille quatre cent vingt francs, sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864; La section de la guerre et de la marine du Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des deux militaires dénommés

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CARRIÈRE		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
1	TASSINI (Louis-Georges)	24 août 1819.	Bastia (Corse).	Chef de musique au 17 ^e régiment d'in- fanterie de ligne.	26	7	1	1	1	1
2	LESPINE (Paul-Gustave).	7 mars 1824.	Verdun (Meuse).	Capitaine au 34 ^e régiment d'infante- rie de ligne.	21	5	7	20	1	1

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel impérial des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc., afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,

Ministre secrétaire d'État au département de la guerre

Signé RANDEAU.

bleau ci-dessous une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau ⁽¹⁾, savoir :

Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit au ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, trois mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

Titulaire	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	EPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE des titulaires.
Esage	Chef de musique.	1,400 (a)	En activité.	1 ^{er} avril 1864.	Valence (Drôme).
	Capitaine.	2,120 (a)	<i>Idem.</i>	25 avril 1864.	"
	TOTAL....	3,520			

Condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'absence et d'être traité dans un hôpital militaire.

621. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui autorisent :

sieur Victor Servois, à se servir des eaux du canal latéral à la Loire pour l'irrigation pré située dans la commune de Saint-Germain-sur-l'Aubois (Cher);

dame Zoé Vidal-Burrau, à dériver de la Garonne tous les ans, pendant quatre mois compris entre le 15 juillet et le 15 novembre, le volume d'eau nécessaire pour faire en jeu d'une batteuse qu'elle se propose d'établir dans la commune de Labroque (Haute-Garonne);

sieur Vallet (Joseph), à maintenir en activité une usine destinée à la mouture du blé dite moulin du Hazard, qu'il possède dans la commune de Lorquin (Meurthe).
(Paris, 24 Février 1864.)

622. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

foire nouvelle qui se tient le 6 juin dans la commune de Saint-Clément, arrondissement de la Palisse (Allier), aura lieu à l'avenir le 3 du même mois.

foire qui se tient dans la commune de Claix, arrondissement de Grenoble (Isère), le 14 septembre, aura lieu à l'avenir le 16 de ce mois.

foire qui se tient annuellement le 28 avril dans la commune de Saint-Étienne-l'Orléans, arrondissement de Savenay (Loire-Inférieure), aura lieu à l'avenir le 1^{er} mois de mars. (Paris, 27 Février 1864.)

623. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui établit :

foire dans la commune d'Arles, chef-lieu d'arrondissement des Bouches-du-Rhône, deux fois par an qui se tiendront le 15 février et le 28 août;

foire dans la commune de Quevert, arrondissement de Dinan (Côtes-du-Nord), une fois par an qui se tiendra le mardi après le premier dimanche de septembre;

foire dans la commune de Boulay, arrondissement de Metz (Moselle), une nouvelle foire qui se tiendra, chaque année, le deuxième lundi du mois de novembre;

foire dans la commune du Chardonnay, arrondissement de Mâcon (Saône-et-Loire), une fois par an qui se tiendra le 16 août de chaque année. (Paris, 27 Février 1864.)

N° 16,624. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui institue un syndicat pour administrer l'association des propriétaires intéressés au dessèchement des marais de Beauvoir, à Barre-de-Mont, Saint-Gervais, Challans, Sallertaine, Saint-Urbain (Vendée), constituée en vertu de l'arrêt du conseil du 27 juin 1778. (Paris, 27 Février 1864.)

N° 16,625. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui rapporte le décret du 22 novembre 1861, autorisant les sieurs Bouvet père et fils à établir sur le canal de Bourgogne une prise d'eau destinée à la mise en mouvement d'une usine sise dans la commune d'Anrey (Côte-d'Or). (Paris, 27 Février 1864.)



Certifié conforme:

Paris, le 20^e Juin 1864.

Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1045.

5,626. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve des modifications aux Statuts de la Société anonyme formée à Saint-Étienne sous la dénomination de Compagnie d'éclairage par le gaz de la ville de Saint-Étienne.*

Du 4 Mai 1864.

APOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'ordonnance royale du 11 juillet 1845, qui a autorisé la société anonyme formée à Saint-Étienne (Loire) sous la dénomination de *Compagnie d'éclairage par le gaz de la ville de Saint-Étienne*, et approuvé ses statuts ;

Vu la délibération, en date du 28 septembre 1861, par laquelle l'assemblée générale des actionnaires de cette société a adopté des modifications aux statuts de ladite société, notamment la prorogation de sa durée et l'augmentation de son fonds social ;

Notre Conseil d'État entendu,

NOUS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les modifications aux statuts de la société anonyme formée à Saint-Étienne (Loire) sous la dénomination de *Compagnie d'éclairage par le gaz de la ville de Saint-Étienne* sont approuvées en ce qu'elles sont contenues dans l'acte passé les 15 et 16 avril 1864, devant M^{re} Moyse et son collègue, notaires à Saint-Étienne, lequel acte restera annexé au présent décret.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal-d'annonces judiciaires du département de

la Loire et enregistré, avec l'acte modificatif, au greffe du tribunal de commerce de Saint-Étienne.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Mai 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'Agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉRIC.

Par-devant M^e Moyse et son collègue, notaires à Saint-Étienne (Loire), soussignés.

Ont comparu :

1^o M. Gabriel Ruffieu, l'un des associés et le gérant de la maison de banque de MM. Balay frères et compagnie, demeurant à Saint-Étienne, cours Saint-Paul, n^o 4;

2^o M. Jacques Henry, notaire honoraire, ancien suppléant du juge de paix, à Saint-Étienne, propriétaire, demeurant à Saint-Étienne, rue de la Loire, n^o 10;

3^o M. Philippe-Régis Philip-Thiollière, ancien membre du conseil général de la Loire, négociant, demeurant à Saint-Étienne, rue de la Bourse, n^o 13;

4^o M. Pierre Girinon, ancien juge au tribunal de commerce de Saint-Étienne, membre du conseil municipal de la ville de Saint-Étienne, négociant, demeurant à ladite ville de Saint-Étienne, rue de la Bourse, n^o 30;

Et 5^o M. Victor Paillon, propriétaire et membre du conseil municipal de Saint-Étienne, demeurant à Saint-Étienne, rue de la Loire, n^o 22;

Agissant, savoir : M. Ruffieu, comme président, et les autres comparants, comme seuls membres du conseil d'administration de la compagnie d'éclairage par le gaz de la ville de Saint-Étienne (Loire), société anonyme dont le siège est à Saint-Étienne, rue Gérentet, n^o 8, formée suivant acte passé devant M^e Thomassin et son collègue notaires à Paris, le 29 mai 1845, et approuvé par ordonnance royale en date du 11 juillet suivant;

Lesquels ont exposé ce qui suit :

Par délibération en date du 28 septembre 1861, enregistrée à Saint-Étienne le 24 avril 1862, folio 91 recto, cases 8 et 9, par M. Portier, qui a perçu deux francs vingt centimes, l'assemblée générale des actionnaires de la société susdénommée, délibérant en conformité des articles 21, 27 et 31 des statuts, a 1^o décidé que la durée de la société, primitivement fixée à trente ans, à partir de l'ordonnance d'autorisation du 11 juillet 1845, serait prorogée jusqu'au 31 décembre 1910, date de l'expiration d'un traité de prorogation de la concession passé entre la ville de Saint-Étienne et la société, le 30 avril 1857, enregistré à Saint-Étienne le 4 juillet suivant, par M. Chasqui a perçu six mille quatre cent huit francs quarante-huit centimes pour les droits 2^o adopté plusieurs modifications aux statuts, notamment l'augmentation du capital social, par l'émission de mille cinquante actions nouvelles, nombre égal à celui des actions anciennes.

Par la même délibération, les pouvoirs les plus étendus ont été conférés au conseil d'administration pour établir et signer les modifications aux statuts à soumettre à l'autorité compétente, ainsi que pour y consentir toutes modifications et rectifications de détail réclamées par cette autorité.

Les mille cinquante actions nouvelles ont été souscrites intégralement, une par une, par les titulaires des actions anciennes. Les actes de souscription faits sous seings privés ont été déposés aux minutes de M^e Moyse, notaire à Saint-Étienne, suivant acte du 5 janvier 1863.

Aujourd'hui les comparants, agissant en vertu des pouvoirs susmentionnés, déclarent arrêter ainsi qu'il suit les modifications apportées aux statuts de la société.

« Art. 1^{er}. Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme ayant pour objet spécial et exclusif l'éclairage et le chauffage par le gaz hydrogène dans la ville de Saint-Étienne (Loire), en y comprenant les communes annexées par la loi du 31 mars 1855.

Toutes opérations qui ne se rattacheraient pas directement à ce qui fait l'objet de présente société lui sont formellement interdites.

Art. 2. Le siège de la société et son domicile social sont à Saint-Étienne.

Art. 3. La dénomination de la société est *Compagnie d'éclairage et de chauffage par gaz de la ville de Saint-Étienne*.

Art. 4. La durée de la société, primitivement fixée à trente ans, à partir de l'ordonnance d'autorisation en date du 11 juillet 1845, est prorogée jusqu'au 31 décembre 1910, date de l'expiration du traité passé entre la ville de Saint-Étienne et la société, le 30 avril 1857.

Art. 5. Le fonds social se compose :

1° Des droits résultant du traité passé, le 22 septembre 1836, entre M. le maire de la ville de Saint-Étienne et MM. J. Renau et compagnie, pour l'éclairage de ladite ville ;

2° Des droits résultant également d'un second traité passé, le 12 février 1841, avec le maire de Saint-Étienne, à l'effet de prolonger jusqu'au jour l'éclairage de ladite ville, limité d'abord à minuit, ledit traité approuvé par le conseil municipal le 12 février 1841, et par M. le préfet de la Loire le 12 avril suivant ;

3° Des droits résultant aussi du traité passé, le 12 février 1841, pour l'éclairage de la commune de Montaud, annexe de la ville de Saint-Étienne, avec M. le maire de ladite commune ;

4° Des droits résultant de l'arrêté de M. le préfet de la Loire, en date du 8 mars 1837, qui autorise la construction de l'usine ;

5° Des droits résultant d'un traité passé entre la ville de Saint-Étienne et la société, le 30 avril 1857, contenant prorogation, jusqu'au 31 décembre 1910, de la concession de l'éclairage public et privé par le gaz de la ville de Saint-Étienne, en y comprenant les communes y annexées par la loi du 31 mars 1855, et concession, jusqu'à la même époque, du chauffage par le gaz dans la même circonscription ;

6° Des abonnements contractés avec les établissements publics et particuliers dans cette circonscription ;

7° Des valeurs de toute nature appartenant à la société, telles que terrains, constructions, matériaux, outillages, espèces en caisse, comptes courants de banque, etc.

Et 8° d'une somme de six cent trente mille francs provenant du versement des mille cinquante actions nouvelles dont l'émission a été votée par l'assemblée générale des actionnaires, le 28 septembre 1861, lesquelles actions, intégralement souscrites, une pour une, par chacun des propriétaires des mille cinquante actions anciennes, sont intégralement libérées.

Ces nouvelles actions prendront jouissance du 1^{er} janvier 1864.

Art. 5 bis. La compagnie s'oblige à maintenir à la somme de cinquante mille francs le fonds de roulement nécessaire à l'exploitation, lequel doit toujours être représenté par des valeurs mobilières telles que numéraire, créances, objets d'approvisionnement, produits marchands ou matériaux en cours d'emploi, et, s'il vient à être diminué, aucun dividende n'est distribué aux actionnaires jusqu'à ce qu'il soit constitué.

Art. 6. Le fonds social, composé comme il est dit à l'article précédent, est divisé en deux mille cent actions ayant droit chacune à un deux-mille-centième de la propriété de l'actif social.

Ces deux mille cent actions appartiennent aux ayants droit ci-après nommés, dans la proportion suivante :

MM.	
Audibert, de Lyon, pour sept actions anciennes et pour sept actions nouvelles, en tout quatorze, ci	14
Avril-Reymond, rentier à Saint-Étienne, pour deux actions anciennes et deux actions nouvelles, en tout quatre, ci	4
Balay frères et compagnie, banquiers, demeurant à Saint-Étienne, pour vingt actions anciennes et vingt actions nouvelles, en tout quarante, ci ..	40
Barrallon, fabricant de rubans à Saint-Étienne, rue Royale, pour cinq actions anciennes et cinq actions nouvelles, en tout dix, ci	10
Basson aîné (Aubin), rentier à Saint-Étienne, pour trois actions anciennes et trois actions nouvelles, en tout six, ci	6
Baudoin (M ^{me} veuve), de Lyon, pour six actions anciennes et six actions nouvelles, en tout douze, ci	12

- « 7° Bertrand (Félix), de Paris, pour dix actions anciennes et dix actions nouvelles, en tout vingt, ci.....
- « 8° Bert, de Lyon, pour six actions anciennes et six actions nouvelles, en tout douze, ci.....
- « 9° Bethenod (M^{me} veuve), née Thomas, marchande de charbons à Saint-Étienne, ci-après nommée, représentée aujourd'hui par :
 - « 1° Louis-Marie-Augustin Bethenod, négociant, demeurant à Saint-Étienne, au lieu de Bellevue, section de Valbenoite;
 - « 2° Joseph-Charles-Marie Bethenod, étudiant en droit, demeurant à Saint-Étienne, au même lieu;
 - « 3° Pierre-Marie-Marc Bethenod, négociant, demeurant également à Saint-Étienne, au lieu de Bellevue;
 - « Et 4° M^{me} Marie-Alexandrine dite Antonia Bethenod, mineure, sous la tutelle dative de M. Pierre-Jacques Thomas, notaire honoraire, demeurant à Saint-Chamond,
 - « Seuls successibles et héritiers de droit, conjointement et chacun par quart, de M^{me} Marie-Firmine Thomas, veuve de M. Marc-Antoine Bethenod, demeurant à Saint-Étienne, où elle est décédée le 28 avril 1861, ainsi que le tout est constaté par l'intitulé de l'inventaire dressé après son décès par M^{re} Germain et son collègue, notaires à Saint-Étienne, le 2 mai de ladite année 1861;
 - « Lesdits héritiers Bethenod, propriétaires, du chef de leur mère et en leur dite qualité d'héritiers, de onze actions anciennes et onze actions nouvelles, en tout vingt-deux, ci.....
 - « Cesdites actions appartiennent, suivant acte de partage, savoir :
 - « 1° Trois actions anciennes et trois actions nouvelles à MM. Louis-Marie-Augustin et Pierre-Marie-Marc Bethenod, négociants associés;
 - « 2° Quatre actions anciennes et quatre actions nouvelles à M. Joseph-Charles-Marie Bethenod;
 - « Et 3° quatre actions anciennes et quatre actions nouvelles à M^{me} Marie-Alexandrine dite Antonia Bethenod.
- « 10° Bizalion (Antonin), demeurant à Saint-Étienne, place Saint-Charles, n° 3, pour dix actions anciennes et dix actions nouvelles, en tout vingt, ci.....
- « 11° Breitmayer (Jacques), de Lyon, pour cinq actions anciennes et cinq actions nouvelles, en tout dix, ci.....
- « 12° Brossette-Gaillard, de la Mulatière (Lyon), pour vingt et une actions anciennes et vingt et une actions nouvelles, en tout quarante-deux, ci...
- « 13° Broutin, notaire à Feurs, pour cinq actions anciennes et cinq actions nouvelles, en tout dix, ci.....
- « 14° Brun (Théodore), de Lyon, pour douze actions anciennes et douze actions nouvelles, en tout vingt-quatre, ci.....
- « 15° Brunaz-Merley, employé à la manufacture impériale d'armes à Saint-Étienne, pour cinq actions anciennes et cinq actions nouvelles, en tout dix, ci.....
- « 16° Bugnet, de Lyon, pour deux actions anciennes et deux actions nouvelles, en tout quatre, ci.....
- « 17° Buisson aîné, rentier à Saint-Étienne, pour dix actions anciennes et dix actions nouvelles, en tout vingt, ci.....
- « 18° Cadel (M^{me} veuve), rentière à Saint-Étienne, rue de la Badouillère, n° 1, pour dix actions anciennes et dix actions nouvelles, en tout vingt, ci.....
- « 19° Cadel (Ferdinand), directeur de ladite compagnie à gaz, pour vingt-quatre actions anciennes et vingt-quatre actions nouvelles, en tout quarante-huit, ci.....
- « 20° Canel-Chapelon (M^{me} veuve), rentière, place Saint-Charles, à Saint-Étienne, pour cinq actions anciennes et cinq actions nouvelles, en tout dix, ci.....
- « 21° Cartellier (Antoine), de Romanèche (Saône-et-Loire), pour douze actions anciennes et douze actions nouvelles, en tout vingt-quatre, ci.....
- « 22° Chaîne (Jean-Baptiste), de Lyon, pour quatre actions anciennes et quatre actions nouvelles, en tout huit, ci.....

° Chaland (Jean-Baptiste-A.), de Saint-Chamond, pour vingt et une actions anciennes et vingt et une actions nouvelles, en tout quarante-deux, ci.....	42
° Chanet (Dominique), ancien négociant et rentier, demeurant à Lyon, cours d'Herbouville, n° 1, pour six actions anciennes et six actions nouvelles, en tout douze, ci.....	12
° Chapeaux (M ^{lle} Marguerite), célibataire et majeure, ourdisseuse, rue de la Bourse, à Saint-Étienne, pour une action ancienne et une action nouvelle, en tout deux, ci.....	2
° Charny (Joseph-Henry), de Lyon, pour deux actions anciennes et deux actions nouvelles, en tout quatre, ci.....	4
° Chataing (M ^{me} veuve), de Lyon, pour cinq actions anciennes et cinq actions nouvelles, en tout dix, ci.....	10
° Chauviu (Louis), de Saint-Galmier, pour sept actions anciennes et sept actions nouvelles, en tout quatorze, ci.....	14
° Chauvin (M ^{me} veuve), née Philipon de Lyon, dont la signature est Philipon-Chauvin, pour cinq actions anciennes et cinq actions nouvelles, en tout dix, ci.....	10
° Chevallard (Denis-Valentin), de Saint-Étienne, pour six actions anciennes et six actions nouvelles, en tout douze, ci.....	12
° Cholat fils aîné, juge au tribunal de commerce de Saint-Étienne, pour vingt-neuf actions anciennes et vingt-neuf actions nouvelles, en tout cinquante-huit, ci.....	58
° Savaron de Cibeins (M ^{me}), propriétaire à Lyon, place Bellecourt, n° 28, pour neuf actions anciennes et neuf actions nouvelles, en tout dix-huit, ci.....	18
° Colard (Camille), d'Unieux-et-Fraisse, pour onze actions anciennes et onze actions nouvelles, en tout vingt-deux, ci.....	22
° Colombe (M ^{lle} Sophie), célibataire et majeure, de Saint-Sauveur, pour deux actions anciennes et deux actions nouvelles, en tout quatre, ci....	4
° Coron aîné, chapelier, rue Saint-Jacques, à Saint-Étienne, pour huit actions anciennes et huit actions nouvelles, en tout seize, ci.....	16
° Culhat, de Lyon, pour cinq actions anciennes et cinq actions nouvelles, en tout dix, ci.....	10
° Delavelle (Victor), rentier à Paroy (Doubs), pour douze actions anciennes et douze actions nouvelles, en tout vingt-quatre, ci.....	24
° Denoyel (Prosper), demeurant à Lyon, rue des Deux-Maisons, n° 2, pour trente actions anciennes et trente actions nouvelles, en tout soixante, ci.....	60
° Desclaux (M ^{me} veuve Amélie), de Toulouse, pour six actions anciennes et six actions nouvelles, en tout douze, ci.....	12
° Devienne, premier président à la cour impériale de Paris, pour six actions anciennes et six actions nouvelles, en tout douze, ci.....	12
° Deville, de Millery (Rhône), pour vingt-quatre actions anciennes et vingt-quatre actions nouvelles, en tout quarante-huit, ci.....	48
° Dorier, propriétaire à Lyon, pour vingt-deux actions anciennes et vingt-deux actions nouvelles, en tout quarante-quatre, ci.....	44
° Dugas (Jean-Baptiste-Camille), de Saint-Chamond, pour dix actions anciennes et dix actions nouvelles, en tout vingt, ci.....	20
° Escoffier (Antoine), de Givors, pour une action ancienne et une action nouvelle, en tout deux, ci.....	2
° Escoffier (Félix), de Saint-Étienne, pour trente-trois actions anciennes et trente-trois actions nouvelles, en tout soixante-six, ci.....	66
° Ferrand (Louis), de Lyon, pour onze actions anciennes et onze actions nouvelles, en tout vingt-deux, ci.....	22
° Ferrand (Frédéric), de Lyon, pour sept actions anciennes et sept actions nouvelles, en tout quatorze, ci.....	14
° Flottard fils, ancien négociant à Saint-Étienne, rentier, demeurant à Lyon, pour vingt-cinq actions anciennes et vingt-cinq actions nouvelles, en tout cinquante, ci.....	50
° Frécon (Jean-Baptiste), propriétaire, demeurant alternativement à Lyon,	

- «rue Sainte-Hélène, n° 32, et à Saint-Chamond (Loire), pour dix actions
«anciennes et dix actions nouvelles, en tout vingt, ci..... 20
- «50° Genton (Georges-François-Louis-Stanislas), avocat à Lyon, rue du Plat,
«n° 15, pour quatorze actions anciennes et quatorze actions nouvelles, en
«tout vingt-huit, ci..... 26
- «51° Girard (M^{me}), de Lyon, pour sept actions anciennes et sept actions
«nouvelles, en tout quatorze, ci..... 14
- «52° Girardon, de Lyon, pour deux actions anciennes et deux actions nou-
«velles, en tout quatre, ci..... 4
- «53° Girinon (Pierre), négociant à Saint-Étienne, pour quinze actions an-
«ciennes et quinze actions nouvelles, en tout trente, ci..... 20
- «54° Grangier (Victor), propriétaire à Saint-Chamond, pour dix actions
«anciennes et dix actions nouvelles, en tout vingt, ci..... 20
- «55° Henry (Jacques), propriétaire à Saint-Étienne, pour dix actions an-
«ciennes et dix actions nouvelles, en tout vingt, ci..... 20
- «56° Jacquemont père, rentier, demeurant à Saint-Étienne, pour une action
«ancienne et une action nouvelle, en tout deux, ci..... 2
- «57° Janvier (Victor), fabricant de rubans à Saint-Étienne, pour neuf actions
«anciennes et neuf actions nouvelles, en tout dix-huit, ci..... 18
- «58° Jordan (César), propriétaire rentier à Lyon, rue de l'Arbre-Sec, n° 40,
«pour sept actions anciennes et sept actions nouvelles, en tout quatorze,
«ci..... 14
- «59° Jullien (Jean-Marie-Jules), de Lyon, pour six actions anciennes et six
«actions nouvelles, en tout douze, ci..... 12
- «60° Jullien (A.), de Lyon, pour trois actions anciennes et trois actions
«nouvelles, en tout six, ci..... 6
- «61° Lachomette (Prosper de), directeur d'usines à gaz à Lyon, rue de la
«Gerbe, n° 2, pour onze actions anciennes et onze actions nouvelles, en
«tout vingt-deux, ci..... 22
- «62° Lemoyne de Vernon, de Dunières (Haute-Loire), pour trois actions
«anciennes et trois actions nouvelles, en tout six, ci..... 6
- «63° Mallassagny, propriétaire et notaire honoraire à Rive-de-Gier, pour dix
«actions anciennes et dix actions nouvelles, en tout vingt, ci..... 20
- «64° Martin-Gourdiat (M^{me} veuve), demeurant à Amplepuis (Rhône), étant au
«lieu et place de M. Martin, son mari, ainsi qu'il résulte de l'attribution
«faite au profit de ladite dame, suivant partage effectué par-devant M^e Conty,
«notaire à Amplepuis, le 16 avril 1862, pour une action ancienne et une
«action nouvelle, en tout deux, ci..... 2
- «65° Merle, curé à Chambost-sous-Longessaigne (Rhône), pour deux actions
«anciennes et deux actions nouvelles, en tout quatre, ci..... 4
- «66° Million, de Saint-Étienne, pour cinq actions anciennes et cinq actions
«nouvelles, en tout dix, ci..... 10
- «67° Mitiffiot (M^{me} Louise-Alexandrine-Adrienne), de Lyon, pour sept actions
«anciennes et sept actions nouvelles, en tout quatorze, ci..... 14
- «68° Mitiffiot (M^{me} Jeanne-Marie-Anastasie), de Lyon, pour huit actions an-
«ciennes et huit actions nouvelles, en tout seize, ci..... 16
- «69° Morlot, de Lyon, dont le nom est précédé de l'initiale E, pour deux
«actions anciennes et deux actions nouvelles, en tout quatre, ci..... 4
- «70° Morlot, de Lyon, dont le nom est précédé de l'initiale S, pour trois
«actions anciennes et trois actions nouvelles, en tout six, ci..... 6
- «71° Mortamet aîné, de Lyon, pour une action ancienne et une action nou-
«velle, en tout deux, ci..... 2
- «72° Mortamet (Pierre-Claude), de Lyon, pour une action ancienne et une
«action nouvelle, en tout deux, ci..... 2
- «73° Neyron-Desgranges, propriétaire à Saint-Étienne, pour quarante-trois
«actions anciennes et quarante-trois actions nouvelles, en tout quatre-vingt-
«six, ci..... 58
- «74° Neyron de Saint-Julien, propriétaire à Lyon, pour trente actions an-
«ciennes et trente actions nouvelles, en tout soixante, ci..... 60
- «75° Olivet (Antoine), de Givors, pour quinze actions anciennes et quinze
«actions nouvelles, en tout trente, ci..... 30

Ollion aîné, de Lyon, pour cinq actions anciennes et cinq actions nouvelles, en tout dix, ci.....	10
Paillon (Victor), de Saint-Étienne, pour dix actions anciennes et dix actions nouvelles, en tout vingt, ci.....	20
Paillon-Peyret, de Saint-Étienne, pour sept actions anciennes et sept actions nouvelles, en tout quatorze, ci.....	14
Paliard (François), de Saint-Genis-Laval, pour cinq actions anciennes et cinq actions nouvelles, en tout dix, ci.....	10
Penel (M ^{lle} Octavie), célibataire et majeure, rentière à Saint-Étienne, pour deux actions anciennes et deux actions nouvelles, en tout quatre, ci.....	4
Petroz (M ^{me} veuve), née Comte, de Paris, pour six actions anciennes et six actions nouvelles, en tout douze, ci.....	12
Peyret (M ^{me} Rose-Stéphanie), veuve de M. Garcin, de Lyon, pour deux actions anciennes et deux actions nouvelles, en tout quatre, ci.....	4
Philip (Jean-Marie), de Saint-Étienne, pour quarante-quatre actions anciennes et quarante-quatre nouvelles, en tout quatre-vingt-huit, ci....	88
Philip-Thiollière, négociant à Saint-Étienne, pour vingt-quatre actions anciennes et vingt-quatre actions nouvelles, en tout quarante-huit, ci.	48
Pichon (Maurice), de Saint-Étienne, pour trois actions anciennes et trois actions nouvelles, en tout six, ci.....	6
Pitrat, de Lyon, pour cinq actions anciennes et cinq actions nouvelles, en tout dix, ci.....	10
Pommerol (de), de Lyon, pour une action ancienne et une obligation nouvelle, en tout deux, ci.....	2
Populus, de Lyon, pour deux actions anciennes et deux actions nouvelles, en tout quatre, ci.....	4
Primat, de Lyon, pour cinq actions anciennes et cinq actions nouvelles, en tout dix, ci.....	10
Renaus (Charles), demeurant à Avignon, pour trente-deux actions anciennes et trente-deux actions nouvelles, en tout soixante-quatre, ci...	64
Reyne (M ^{lle} Alphonsine), célibataire et majeure, de Lyon, pour deux actions anciennes et deux actions nouvelles, en tout quatre, ci.....	4
Richon (Jules), demeurant au Puy (Haute-Loire), pour dix-huit actions anciennes et dix-huit actions nouvelles, en tout trente-six, ci.....	36
Romestin (M ^{lle} Philippine), célibataire et majeure, de Saint-Étienne, pour neuf actions anciennes et neuf actions nouvelles, en tout dix-huit, ci.....	18
Roux (M ^{me} veuve), demeurant à Lyon, rue du Plat, n° 6, pour trois actions anciennes et trois actions nouvelles, en tout six, ci.....	6
Roux (Charles-Victor), de Lyon, pour neuf actions anciennes et neuf actions nouvelles, en tout dix-huit, ci.....	18
Roux (Claude-André), de Lyon, pour six actions anciennes et six actions nouvelles, en tout douze, ci.....	12
Sénéclauze (Théodore), de Bourg-Argental (Loire), pour dix actions anciennes et dix actions nouvelles, en tout vingt, ci.....	20
Testenoire aîné, de Saint-Étienne, pour cinq actions anciennes et cinq actions nouvelles, en tout dix, ci.....	10
Thollon, de Lyon, pour vingt et une actions anciennes et vingt et une actions nouvelles, en tout quarante-deux, ci.....	42
Thollon (Joseph), de Lyon, pour sept actions anciennes et sept actions nouvelles, en tout quatorze, ci.....	14
Thomas (Pierre-Jacques), notaire honoraire à Saint-Chamond, pour dix-sept actions anciennes et dix-sept actions nouvelles, en tout trente-quatre, ci.....	34
Valentin, demeurant à Veurey (Isère), pour onze actions anciennes et onze actions nouvelles, en tout vingt-deux, ci.....	22
Valicon (Henry), de Saint-André-de-Chalancon (Haute-Loire), pour deux actions anciennes et deux actions nouvelles, en tout quatre, ci....	4
Verdollin (Ferdinand), avocat à Montbrison, pour dix actions anciennes et dix actions nouvelles, en tout vingt, ci.....	20

- « 105° Verne-Basson (M^{me} veuve), de Saint-Étienne, pour sept actions an-
« ciennes et sept actions nouvelles, en tout quatorze, ci..... »
- « 106° Vernes (M^{me} Félix), ayant pour prénoms Philippine-Adèle, de Lyon,
« pour quinze actions anciennes et quinze actions nouvelles, en tout
« trente, ci..... »
- « 107° Vernoy, avocat à Saint-Étienne, pour trois actions anciennes et trois
« actions nouvelles, en tout six, ci..... »
- « 108° Vourlat, de Lyon, pour sept actions anciennes et sept actions nou-
« velles, en tout quatorze, ci..... »

« TOTAL ÉGAL : deux mille cent actions, ci..... 2.100 »

« Si les besoins de l'entreprise exigeaient un accroissement de matériel, à par-
« être émis de nouvelles actions; cette création d'actions ne pourra s'effectuer qu'à
« vertu d'une délibération de l'assemblée générale, qui ne sera valable qu'autant qu'elle
« aura été prise dans la forme déterminée par l'article 27 des statuts, et ne sera ex-
« cutoire qu'après l'approbation du Gouvernement.

« Art. 7. Les actions sont nominatives; elles sont signées par trois membres du
« conseil d'administration et extraites d'un registre à souche qui est déposé au siège
« de la société.

« Elles portent le timbre sec de la société; elles ont une même série de numéros
« de un à deux mille cent. La nouvelle émission portera les numéros mille cinquante
« et un à deux mille cent inclusivement.

« Art. 30. Quand le fonds de réserve aura atteint la somme de cent mille francs, il
« sera facultatif à l'assemblée générale d'ordonner la continuation ou la suspension du
« prélèvement indiqué ci-dessus (article 29); mais, dans le cas où le fonds de réserve
« arrivé à ce taux viendrait à être entamé, ce prélèvement reprendrait son cours
« qu'à ce que le fonds de réserve ait été complété.

« La répartition de la portion du fonds de réserve qui excéderait cent mille francs
« ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation spéciale de l'assemblée générale.

« Art. 31. Dans le courant de l'année 1908, tous les actionnaires, quel que soit le
« nombre d'actions dont ils seront titulaires, seront convoqués extraordinairement
« dans la forme prescrite par l'article 22, à l'effet de délibérer sur le renouvellement
« de la société pour une période dont ils fixeront la durée.

« Le vote de la majorité ne liera pas la minorité; mais celle-ci ne pourra, dans
« aucun cas, demander la liquidation effective de la société et la limitation des
« meubles, et les actionnaires dissidents seront tenus d'accepter le remboursement de
« leurs actions d'après le résultat du dernier inventaire.

« La délibération autorisant le renouvellement de la société devra être prise, à peine
« de nullité absolue, à la majorité des trois quarts des voix des membres présents, et
« présentant les trois quarts des actions, et ne sera exécutoire qu'après l'approbation
« du Gouvernement.

« Les actionnaires non présents à l'assemblée qui aura prononcé sur la continuation
« de la société auront le droit de se retirer de la société aux mêmes conditions que
« les membres présents de la minorité.

« La société pourra être dissoute avant le terme fixé pour sa durée, à la majorité
« des voix des propriétaires des trois quarts des actions, délibérant comme il est dit
« ci-dessus. »

Dont acte :

Fait et passé à Saint-Étienne en la demeure respective des comparants pour chacun
« d'eux, excepté M. Ruffieu, pour lequel l'acte a été reçu chez MM. Balay frères et com-
« pagnie,

L'an 1864, les 15 et 16 avril.

Après lecture faite, les comparants ont signé avec les notaires.

Ainsi signé : Ruffieu, Henry, P. Girinon, Philip-Thiollière, V^{me} Paillon, Balay
« Moyse, notaires.

« Enregistré à Saint-Étienne le 18 avril 1864, folio 127 verso, case 8. Reçu cent
« francs; double décime, un franc. Signé Portier. »

Vu pour être annexé au décret impérial en date du 4 mai 1864, enregistré au
« le n° 327.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.
Signé ARMAND BÉHIC.

527. — **DÉCRET IMPÉRIAL** portant autorisation de la Société anonyme formée à Paris sous la dénomination de Société générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France.

Du 4 Mai 1864.

POLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics ;
 Les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de Commerce ;
 Le Conseil d'État entendu,

NOUS DÉCRÉTE et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. La société anonyme formée à Paris sous la dénomination de Société générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France est autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans les actes passés les 1^{er} et 4 mai 1864, devant M^r Cottin et son collègue, notaires à Paris, lesquels actes resteront annexés au présent décret.

La présente autorisation pourra être révoquée en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

La société sera tenue de remettre tous les six mois un extrait de son état de situation au ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, au préfet du département de la Seine, au préfet de police, à la chambre de Commerce de Paris et au greffe du Tribunal de Commerce de la Seine.

En outre, une situation arrêtée à la fin de chaque mois par le Conseil d'Administration et certifiée par le directeur sera publiée dans les premiers jours du mois suivant dans l'un des journaux d'annonces légales du département de la Seine, et copies en seront adressées à nos ministres du Commerce et des Finances. Cette situation devra connaître, indépendamment du bénéfice de la société, le mouvement de ses opérations et le montant des effets en circulation endossés et garantis par l'établissement.

La gestion de la société pourra être soumise à la vérification de délégués de notre ministre des Finances, toutes les fois que celui-ci le jugera convenable. Il sera donné à ces délégués communication des registres des délibérations, ainsi que de tous les livres, souches, quittances, comptes, documents et pièces appartenant à la société ; les valeurs de la caisse et de portefeuille leur seront également représentées.

La nomination du directeur est soumise à l'approbation de notre ministre des Finances.

Nos ministres secrétaires d'État au département de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics et au département des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

sent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au *Moniteur* et dans un journal d'annonces judiciaires du département de la Seine, et enregistré, avec l'acte d'association, au greffe du tribunal de commerce de la Seine.

Fait au palais des Tuileries, le 4 Mai 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉRIC.

Par-devant M^e Cottin et son collègue, notaires à Paris, soussignés.

Ont comparu :

M. Isaac-Édouard Hentsch, banquier, demeurant à Paris, rue Saint-Georges, n° 12 ci-devant et actuellement rue Le Peletier, n° 16;

M. Alphonse-Louis Pinard, officier de la Légion d'honneur, directeur du *Comptoir* d'escompte de Paris, président du conseil d'administration du Crédit foncier *français* demeurant à Paris, rue du Conservatoire, n° 5;

M. Paulin Talabot, officier de la Légion d'honneur, député au Corps législatif, ingénieur en chef des ponts et chaussées, directeur général de la compagnie de chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, demeurant à Paris, rue de Valenciennes, n° 210;

Lesquels ont exposé ce qui suit :

1. Par acte passé devant ledit M^e Cottin et l'un de ses collègues, les 27 et 28 mai 1863,

1° M. Edmond-Alexandre Archdeacon, propriétaire, ancien agent de change, demeurant à Paris, rue des Champs-Élysées, n° 15;

2° M. Jean-François Bartholony, officier de la Légion d'honneur, administrateur du Crédit foncier de France, président des conseils d'administration des chemins de fer d'Orléans et de Lyon à Genève, demeurant à Paris, rue de la Rochefoucauld, n° 12;

3° M. Louis-Raphaël Bischoffsheim, banquier, demeurant à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 26, ayant agi au nom et comme ayant la signature sociale de la maison Bischoffsheim-Goldschmidt et compagnie, dont le siège est à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 26;

4° M. Edwart Blount, banquier, administrateur des chemins de fer de l'Ouest et de Paris à Lyon et à la Méditerranée, demeurant à Paris, rue de la Paix, n° 3, ayant agi au nom et comme ayant la signature sociale de la maison de banque Blount et compagnie, dont le siège est à Paris, rue de la Paix, n° 3;

5° M. Meyer-Joseph Cahen d'Auvers, banquier, demeurant à Paris, rue de la Paix, n° 47;

6° M. Henry Davillier, chevalier de la Légion d'honneur, président de la chambre de commerce de Paris, administrateur du chemin de fer de l'Est, demeurant à Paris, rue Marignan, n° 13, ayant agi au nom et comme ayant la signature sociale de la maison Davillier et compagnie, dont le siège est à Paris, rue Ollivier-Saint-Georges, n° 23;

7° M. Guillaume Denière, officier de la Légion d'honneur, président du tribunal de commerce de la Seine, membre du conseil municipal de Paris et de la chambre de commerce de la Seine, administrateur du Comptoir d'escompte de Paris, demeurant à Paris, rue de Rougemont, n° 4;

8° M. Victor Fère, chevalier de la Légion d'honneur, censeur de la Banque de France, membre du conseil municipal de Paris, vice-président de la chambre de commerce, demeurant à Paris, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, n° 50;

9° M. Hentsch, l'un des comparants, ayant agi au nom et comme ayant la signature sociale de la société Hentsch-Lutscher et compagnie, dont le siège est à Paris, rue Saint-Georges, n° 23;

- . **Maximilien-Jules Kœnigswarter**, propriétaire, officier de la Légion d'honneur, au Corps législatif, demeurant à Paris, rue d'Astorg, n° 4 ;
- . **Paul-Augustin-Alfred Leroux**, officier de la Légion d'honneur, député au Corps législatif, membre du conseil d'administration du chemin de fer du Dauphiné, demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, n° 364 ;
- . **Léon-Louis-Philippe-Lucy Sedillot**, officier de la Légion d'honneur, ancien président du tribunal de commerce de la Seine, membre de la chambre de commerce de Paris, censeur du Comptoir d'escompte, demeurant à Paris, rue de Choiseul, n° 2 ;
- . **Henry-Louis Mirabaut**, banquier, demeurant à Paris, rue Richer, n° 15, ayant donné son nom et comme ayant la signature sociale de la maison de banque *Mirabaut et compagnie*, dont le siège est à Paris, rue Richer, n° 15 ;
- . **Joseph Perier**, ancien député, officier de la Légion d'honneur, régent de la Banque de France, demeurant à Paris, rue Royale-Saint-Honoré, n° 6, ayant agi au nom et comme ayant la signature sociale de la maison de banque *Perier frères*, dont le siège est à Paris, rue Royale-Saint-Honoré, n° 16 ;
- . **Pinard**, l'un des comparants ;
- . **Joseph-Eugène Schneider**, grand officier de la Légion d'honneur, vice-président du Corps législatif, régent de la Banque de France, directeur des forges du Creusot, demeurant à Paris, rue Boudreau, n° 1 ;
- . **Ernest-Rigobert Simons**, officier de la Légion d'honneur, administrateur des chemins de fer impériaux, président du conseil d'administration des chemins de fer de l'Est, demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, n° 374 ;
- et **M. Talabot**, l'un des comparants.

Il est déclaré former une société anonyme sous la dénomination de *Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France*.

L'article 66 et dernier de cet acte est ainsi conçu :

Les pouvoirs sont donnés à MM. *Paulin Talabot, Hentsch et Pinard*, à l'effet de solliciter auprès du Gouvernement l'autorisation de la société et l'approbation des statuts ; proposer ou consentir toutes modifications ; procéder à toutes mesures d'organisation et de publicité ; déposer pour minute, par acte notarié, les souscriptions d'actions ; passer et signer tous actes, et généralement faire le nécessaire, le capital a été souscrit intégralement, ainsi qu'il résulte d'un acte passé devant M. *Cottin* et l'un de ses collègues ce jourd'hui même, qui sera enregistré avant les présentes et auquel sont annexés les pouvoirs donnés par les souscripteurs et comparants à l'effet d'arrêter les statuts, ainsi que de consentir à toutes modifications qui seraient imposées par le Gouvernement.

Le jourd'hui lesdits comparants, agissant en vertu des pouvoirs ci-dessus relatés, ont arrêté ainsi qu'il suit la rédaction définitive des statuts de la société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France :

TITRE I^{er}.

FORMATION ET OBJET DE LA SOCIÉTÉ. — DÉNOMINATION. — SIÈGE ET DURÉE.

Art. 1^{er}. Il est formé par ces présentes, entre les propriétaires des actions ci-après, une société anonyme sous la dénomination de *Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France*.

Cette société a pour objet :

1^o De prêter son concours à des associations déjà constituées ou à constituer sous une ou plusieurs formes de sociétés en nom collectif, en commandites anonymes ou à responsabilité limitée, et ayant pour objet soit des entreprises industrielles et commerciales, mobilières ou immobilières, soit des entreprises de travaux publics ; de se charger de la constitution de ces sociétés, de l'émission de leur capital, du placement de leurs actions et obligations, et d'ouvrir toute souscription qui serait nécessaire ; d'accepter, au nom des actionnaires de ces sociétés, tout mandat de contrôle et de surveillance sur leurs opérations, tous pouvoirs de les représenter où besoin sera ; enfin de prendre dans les sociétés constituées ou à constituer une ou plusieurs parts d'intérêts, sans que le total des capitaux consacrés à cet objet puisse excéder le quart du capital social.

2^o Toutefois la faculté accordée par ce paragraphe ne pourra s'exercer en faveur des sociétés étrangères sans l'autorisation de M. le ministre des finances.

3^o D'ouvrir des crédits, avec ou sans nantissements, connaissements, etc., à toutes

sociétés ou à tout négociant industriel; de cautionner ou garantir l'exécution de toutes opérations et de tous engagements; de faire aux associations patronales, à la société générale tout prêt avec ou sans hypothèque; de faire des prêts et d'ouvrir des crédits sur garanties hypothécaires, transports en garantie ou nantissements, à des entrepreneurs de travaux publics et autres et à tous constructeurs; de céder et transporter les prêts effectués, avec ou sans garantie de la part de la société; de faire des avances à tout constructeur, propriétaire ou armateur de navires, sur sûretés ou garanties régulières; d'assurer au Crédit foncier de France le paiement des intérêts d'emprunts à long terme, reposant sur les immeubles industriels des entrepreneurs; de faire le patronage de la société générale; d'acheter des matières d'or ou d'argent destinées à être revendues en nature ou monnayées.

§ 3. D'escompter les effets de commerce payables à Paris, dans les départements et à l'étranger, les effets, bons et valeurs émis par le trésor public, les villes, communes et départements, les warrants ou bulletins de gage concernant les marchandises déposées dans les docks, entrepôts ou magasins généraux, et en général toutes sortes d'engagements fixes résultant de transactions commerciales et industrielles et d'opérations faites par toutes administrations publiques; de négocier et de transporter les valeurs ci-dessus mentionnées; les effets et valeurs de commerce mentionnés dans le présent paragraphe devront être au plus à six mois d'échéance.

§ 4. De se charger de tous les recouvrements pour le compte des associations patronales, clients et correspondants; de payer tous coupons d'intérêts et de dividendes; d'accepter et de payer tous mandats, chèques, traites ou lettres de change; de faire la couverture aurait été faite soit par crédits ouverts, soit en espèces, valeurs cotées, valeurs ou marchandises données en nantissement.

§ 5. De fournir sur les clients et correspondants de la société tous mandats, lettres de change à échéance fixe, à vue ou à plusieurs jours de vue; d'accepter des engagements portant intérêt dont l'exigibilité ne pourra être moindre de six mois ni excéder cinq années, et dont le montant ne pourra dépasser le capital social réalisé.

§ 6. De faire des avances sur rentes françaises et valeurs émises par l'État, les départements, villes et communes, et toutes autres administrations publiques; et obligations des chemins de fer français ou des sociétés industrielles françaises jusqu'à concurrence des quatre cinquièmes de leur valeur et à la condition que ces avances ne seront faites que pour une durée de quatre-vingt-dix jours au plus.

§ 7. De recevoir, moyennant un droit de garde, les dépôts volontaires de bijoux, lingots, monnaies, matières précieuses d'or et d'argent.

§ 8. De recevoir en compte courant, jusqu'à concurrence d'une fois et d'un tiers le capital social réalisé et la réserve les fonds qui seront versés à un taux d'intérêt fixé par le conseil d'administration et sous la condition que le solde de ces comptes sera toujours représenté par des valeurs de portefeuille escomptables à quatre-vingt-dix jours, des rentes, bons du trésor, actions ou obligations de chemins de fer ou de sociétés anonymes ou autres cotées à la Bourse de Paris.

§ 9. De contracter et de négocier, aux conditions qui seront arrêtées par le conseil d'administration, tous emprunts publics ou autres; d'ouvrir toute souscription, à leur émission; de participer à ces emprunts et à ces souscriptions, même à celles qui seraient ouvertes par d'autres pour lesdits emprunts.

Toutefois aucune participation, à quelque titre que ce soit, à l'émission ou au placement d'emprunts sur fonds publics étrangers ou sur toutes autres valeurs étrangères, ne pourra avoir lieu sans l'autorisation de M. le ministre des finances.

§ 10. D'effectuer, au mieux des intérêts de la société, le placement des fonds disponibles provenant du capital de la société, de son fonds de réserve et de ses bénéfices; vendre les valeurs ainsi achetées, faire tous emplois du produit de ces ventes le tout conformément aux décisions du conseil d'administration.

3. Sont interdites les opérations à terme sur les fonds publics français et étrangers et actions des compagnies. Ne sont pas compris dans cette interdiction les reports et les opérations rentrant dans l'exécution des paragraphes 9 et 10 de l'article précédent ou celles se rattachant à des valeurs émises par la société.

La faculté ouverte par le premier paragraphe de l'article 2 ne pourra être exercée en faveur des sociétés qui se seraient réservé le droit de faire ou qui feraient des opérations en opposition avec les dispositions du paragraphe précédent.

4. Le siège et le domicile de la société sont établis à Paris.

5. La durée de la société, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

prévu, est fixée à cinquante années qui commenceront à partir de l'homologation des statuts.

TITRE II.

FONDS SOCIAL. — ACTIONS. — VERSEMENTS.

Le fonds social est fixé à cent vingt millions de francs, représentés par deux cent mille actions de cinq cents francs chacune.

Ces actions sont réparties entre les souscripteurs ci-après dénommés dans les proportions suivantes :

MM.

Eugène), à Nîmes, cent actions, ci.....	100
Armand), rue de la Bruyère, n° 31, vingt-cinq actions, ci.....	25
Edmond), rue Bergère, n° 3, trois cents actions, ci.....	300
Félicien), négociant à Marseille, cinquante actions, ci.....	50
rue Boudreau, n° 1, trois cent soixante-cinq actions, ci.....	365
), rue Taitbout, n° 80, cinquante actions, ci.....	50
an, à Paris, avenue Montaigne, n° 41, trois cents actions, ci.....	300
à Paris, rue Richer, n° 18, quatre cents actions, ci.....	400
(Paul), à Turin, deux cents actions, ci.....	200
Thomas), boulevard de l'Étoile, n° 63, cinquante actions, ci.....	50
(N.-P.), à Londres, Mountagne square, mille actions, ci.....	1,000
acon (E.-A.), à Paris, avenue des Champs-Élysées, n° 15, deux cents actions, ci.....	2,000
acon (Sébastien), à Paris, rue d'Anjou-Saint-Honoré, n° 8, deux cents actions, ci.....	200
Ricardo et compagnie, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 44, deux cents actions, ci.....	200
er, à Paris, rue Laffite, n° 48, trente actions, ci.....	30
ufour, à Paris, rue du Conversatoire, n° 11, cent actions, ci.....	100
n (Honoré), rue Fort-Notre-Dame-de-la-Garde, n° 12, à Marseille, cinquante actions, ci.....	50
l (Amédée), rue de Rome, n° 71, à Marseille, deux cents actions, ci.....	200
(M.), à Paris, avenue de l'Impératrice, n° 9, deux cents actions, ci.....	200
), à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 31, cinq actions, ci.....	5
sous-chef au Trésor, à Paris, avenue des Champs-Élysées, n° 15, cinquante actions, ci.....	50
Desfougères, à Paris, rue Neuve, n° 4, cent actions, ci.....	100
rt, à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 89, deux cents actions, ci.....	200
et, à Paris, rue de la Victoire, n° 12, trente actions, ci.....	30
nd aîné, à Paris, rue de Clichy, n° 58, deux cents actions, ci.....	200
, propriétaire à Marseille, vingt-cinq actions, ci.....	25
au (le baron d'), à Paris, place de la Madeleine, n° 9, cinquante actions, ci.....	50
l, avocat à Marseille, quarante actions, ci.....	40
à Monchain-les-Mines (Saône-et-Loire), cinquante actions, ci.....	50
on, à Paris, rue des Martyrs, n° 19, soixante actions, ci.....	60
d et Reiffer, à Lyon, cent actions, ci.....	100
(G.), à Paris, rue de Provence, n° 65, cent cinquante actions, ci.....	150
chi (le comte de), à Paris, aux Tuileries, trois cents actions, ci.....	300
ères-Laffitte (M ^{me}), à Paris, rue de Clichy, n° 68, soixante actions, ci.....	60
, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 19, cinquante actions, ci.....	50
n (le vicomte de), à Paris, quai d'Orsay, n° 45, deux cents actions, ci.....	200
frères et compagnie, à Saint-Étienne, deux cent cinquante actions, ci.....	250
, à Paris, rue de Grammont, n° 17, cent actions, ci.....	100
ie de crédit et de dépôt des Pays-Bas (la), à Paris, rue Drouot, n° 8, mille actions, ci.....	3,000
te (le baron de), à Paris, rue Roquepine, n° 10, cent actions, ci.....	100
don, à Paris, rue de l'Université, n° 47, vingt-cinq actions, ci.....	25

Barbet (Ernest-Joseph), à Paris, rue de la Concorde, n° 10, cinquante actions, ci.....

Barbier (J.), à Paris, rue de la Verrerie, n° 58, vingt actions, ci.....

Barre (Aug.), à Paris, cinquante actions, ci.....

Barraud, à Paris, avenue de l'Impératrice, n° 9, cinq cents actions.....

Barry (J.-David), Thurlat square, n° 45, à Londres, cent actions, ci.....

Bartet, à Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, n° 23, vingt actions, ci.....

Barthélemy (le marquis de), à Paris, rue de la Ville-l'Évêque, n° 19, soixante-quinze actions, ci.....

Barchet, à Bondy, vingt-cinq actions, ci.....

Basset (E.), à Paris, rue de Clichy, n° 56, dix actions, ci.....

Batta (Alex.), à Saint-Germain-en-Laye, vingt-cinq actions, ci.....

Baudin (Alphonse), à Paris, rue Laffitte, n° 17, cinquante actions, ci.....

Beaume (le marquis de la), à Paris, rue de Courcelles, n° 20, cent actions, ci.....

Beaupréau (M^{me} la vicomtesse Henri de), à Paris, rue Miroménil, n° 28, cinquante actions, ci.....

Bayart (C.-H.), à Paris, rue de Rivoli, n° 240, cent cinquante actions, ci..

Bayvet, à Paris, rue du Cirque, n° 2, deux cents actions, ci.....

Bazaine, à Paris, rue Laffitte, n° 17, quarante actions, ci.....

Bazile (P.), à Paris, rue du Taut, n° 18, vingt-cinq actions, ci.....

Beale (Samuel), à Londres, mille actions, ci.....

Beau (Séverin-Pierre-Marie), à Nîmes, cinquante actions, ci.....

Beaure (Ant.), à Turin, cent actions, ci.....

Beausire (A.-M. de), à Paris, rue de Douai, n° 22, vingt-cinq actions, ci..

Beauveau (le prince Marc de), à Paris, rue des Champs-Élysées, n° 12, cinq cents actions, ci.....

Becquey-Beaupré, à Paris, rue de la Ferme, n° 32, vingt-cinq actions, ci..

Berchtold (Alexis), à Paris, rue de l'Empereur, n° 20, vingt actions, ci...

Belin (Robert), à Saint-Quentin, cinq cents actions, ci.....

Benat (A.-G.), à Paris, rue Castellane, n° 4, cent actions, ci.....

Benecke (L.), rue de la Verrerie, n° 58, cinq actions, ci.....

Benoît-Champy, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 53, cent actions, ci..

Benoît-d'Azy (le comte), rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 86, quatre cents actions, ci.....

Béranger, à Paris, rue du Cirque, n° 2, cent actions, ci.....

Bernheim (Alfred), à Paris, rue du Cirque, cinquante actions, ci.....

Berthier fils, place de la Madeleine, n° 30, à Paris, deux cents actions, ci..

Berthoud (Louis) et compagnie, à Paris, rue Richer, trois cents actions, ci..

Beyens (le baron Eugène), à Paris, rue de la Pépinière, n° 97, vingt-cinq actions, ci.....

Bidermann (James-Irénée), à Paris, rue de Bercy, n° 2, quarante actions, ci..

Bignami (E.), à Bologne, cent cinquante actions, ci.....

Billing (de), à Paris, cinquante actions, ci.....

Binachon-Fleury, à Pont-Salomon (Haute-Loire), cinquante actions, ci...

Bischoffsheim (J.-R.), à Bruxelles, mille actions, ci.....

Bischoffsheim (L.-R.), à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 26, cinq mille trois cents actions, ci.....

Biver (Ernest), à Paris, quai Conti, à la Monnaie, vingt-cinq actions, ci..

Blaise (Ad.), à Paris, rue Pigalle, n° 21, cinquante actions, ci.....

Bleymuller, à Paris, rue de Mogador, n° 18, cent actions, ci.....

Bochet (Léon), à Paris, rue Moncey, n° 2, cinquante actions, ci.....

Bocquet, à Paris, rue des Bourdonnais, n° 31, soixante-quinze actions, ci..

Boisacq, à Paris, place Vendôme, n° 8, à Paris, cinquante actions, ci....

Boissaye, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 31, deux cents actions, ci..

Boissaye fils aîné, rue du Sentier, n° 8, à Paris, deux cents actions, ci...

Boissonat (B.), à Paris, rue de Provence, n° 58, cent cinquante actions, ci..

Boitelle frères, à Cambrai, trois cents actions, ci.....

Bonfil (J.), à Paris, rue Royale-Saint-Honoré, n° 5, vingt actions, ci.....

Bonfils, à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 126, cent actions, ci..

Bonna (P.-F.) et compagnie, à Genève, cent actions, ci.....

Bonnet, à Paris, vingt-cinq actions, ci.....

Paris, rue Taitbout, n° 82, cent actions, ci.....	100
(Albert), à Paris, place du Palais-Bourbon, vingt-cinq actions, ci..	25
(Achille), à Paris, rue de Provence, n° 60, deux cents actions, ci.	200
oué (Paul-Adrien), à Bourges, quarante actions, ci.....	40
r, à Paris, place de la Bourse, n° 8, cent actions, ci.....	100
n (Jules), à Paris, rue du Bac, n° 32, cent actions, ci.....	100
ois (Eugène), à Paris, rue Lafayette, cinquante actions, ci.....	50
ng (de), à Paris, avenue des Champs-Élysées, n° 117, cinquante	
s, ci.....	50
, à Paris, rue Pigalle, n° 18, cent actions, ci.....	100
et (de), à Paris, boulevard Malesherbes, n° 33, cinquante ac-	
ci.....	50
à Paris, rue de la Madeleine, n° 23, quinze actions, ci.....	15
(de) et compagnie, à Paris, rue Drouot, n° 30, mille actions, ci...	1,000
x (Eugène), à Vienne (Autriche), cinquante actions, ci.....	50
in de Boulongue, à Marseille, quarante actions, ci.....	40
ot (Jules-Louis), à Paris, rue de l'Université, n° 6, cinquante ac-	
, ci.....	50
, à Paris, rue Martel, n° 4, deux cents actions, ci.....	200
(Thomas), à Londres, mille actions, ci.....	1,000
mayer (Eugène), à Paris, rue Ollivier, n° 12, cinquante actions, ci..	50
mayer, à Marseille, deux cents actions, ci.....	200
x (M ^{me} la comtesse de), à Paris, rue de Clichy, n° 66, cent ac-	
, ci.....	100
à Paris, rue Roqueline, n° 5, trois cents actions, ci.....	300
mann (Wilfrid), à Paris, rue de Marignan, n° 22, cent actions, ci...	100
t aîné, à Lyon, cent actions, ci.....	100
.-F.), à Milan, deux cents actions, ci.....	200
à Paris, rue de l'Arcade, n° 4, cinquante actions, ci.....	50
et (Alexandre), à Paris, rue de Tivoli, n° 22, vingt-cinq actions, ci..	25
corn (W.), rue de Lille, n° 97, à Paris, cent actions, ci.....	100
(F.), à Paris, rue Saint-Benoît, n° 20, deux cents actions, ci.....	200
(Louis), à Marseille, deux cents actions, ci.....	200
se (Henry), à Marseille, soixante-quinze actions, ci.....	75
ut (Sébastien), à Marseille, vingt-cinq actions, ci.....	25
(Ernest), à Marseille, cinquante actions, ci.....	50
a (Calixte), à Marseille, cinquante actions, ci.....	50
e (G. de la), à Marseille, cinquante actions, ci.....	50
mann (C.), à Marseille, rue Saint-Jacques, n° 46, cinquante ac-	
s, ci.....	50
olony (Jean-François), à Paris, cinq mille deux cent cinq actions, ci.	5,205
t (Edwart), à Paris, six mille neuf cent cinquante actions, ci.....	6,950
d'Auvers (Julius), à Paris, rue Laffitte, trois mille huit cents ac-	
s, ci.....	3,800
tte (Gustave), à Paris, rue Jean-Lantier, n° 4, vingt-cinq actions, ci.	25
rd (J.-E.), à Paris, avenue des Champs-Élysées, n° 117, cent actions,	
.....	100
t (H.), à Paris, rue de Berlin, n° 37, deux cents actions, ci.....	200
même, cent actions, ci.....	100
s (le baron de), à Paris, rue de Rivoli, n° 156, cent actions, ci.....	100
a (Jules-Pierre), à Paris, rue de Condé, n° 24, cinquante actions, ci.	50
a, à Paris, rue Laffitte, n° 5, deux cents actions, ci.....	200
jeune et compagnie, à Paris, rue Hauteville, deux cents actions, ci.	200
(le docteur), à Paris, rue de Condé, n° 15, dix actions, ci.....	10
on de Sandrans (le baron), à Paris, quai Malaquais, n° 1, cinquante	
ions, ci.....	50
, à Paris, rue Pigalle, n° 21, cent actions, ci.....	100
l (G.) et compagnie, à Bruxelles, cent actions, ci.....	100
ier, à Paris, rue Laffitte, n° 48, trente actions, ci.....	30
lier (Louis), à Vienne (Autriche), cinquante actions, ci.....	50
aud-Latour (le général baron de), à Paris, rue de l'Arcade, n° 32,	
ux cents actions, ci.....	200

Chabrol, à Paris, au Palais-Royal, cinquante actions, ci.....
 Chalmeton (Ferdinand), à Nîmes, cent actions, ci.....
 Champel, à Tain (Drôme), cinquante actions, ci.....
 Chapelles (R. des), à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 54 bis, cin-
 quante actions, ci.....
 Chaperon, à Paris, rue d'Aumale, n° 23, cent actions, ci.....
 Chappon (A.), à Bregançon (Var), deux cents actions, ci.....
 Chayet (Charles-Alexandre), à Fourchambault (Suisse), vingt actions, ci.....
 Chevillott (A.), à Paris, rue de la Victoire, n° 41, vingt actions, ci.....
 Chimay (le prince de), à Paris, quai Malaquais, n° 17, deux cents actions,
 ci.....
 Clary (le comte François), à Paris, rue d'Aumale, deux cents actions, ci.....
 Clary (Julien), à Paris, rue d'Anjou, n° 47, cinquante actions, ci.....
 Clary (le baron Nicolas), à Paris, rue d'Anjou-Saint-Honoré, n° 59, cent
 actions, ci.....
 Clary (le vicomte Justinia), à Paris, rue Barbet-de-Jouy, n° 17, cinquante
 actions, ci.....
 Clavel (A.), à Paris, rue d'Engbien, n° 17, cent actions, ci.....
 Clavel (F.) et compagnie, à Lausanne (Suisse), cent actions, ci.....
 Clerc (G.), à Paris, rue Saint-Lazare, n° 80, cent actions, ci.....
 Clerc-Kayser et compagnie, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 80, cent actions,
 ci.....
 Cochery, à Paris, rue de Rougemont, n° 11, trois cents actions, ci.....
 Cochin (Auguste), à Paris, rue Saint-Guillaume, n° 25, cent actions, ci.....
 Cahen (Julius), à Paris, avenue d'Antin, n° 37, cent vingt-cinq actions, ci.....
 Cahen (Louis) et fils, à Londres, cent actions, ci.....
 Cahen aîné, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, deux cents actions, ci.....
 Coindard, à Paris, cinquante actions, ci.....
 Coindard, à Paris, rue de Miroménil, n° 17, cinquante actions, ci.....
 Colin, à Paris, rue Laffitte, n° 53, soixante-dix actions, ci.....
 Collignon (Charles), à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 79, cent ac-
 tions, ci.....
 Collot, à Paris, rue Caumartin, n° 51, cinquante actions, ci.....
 Colongeat, à Paris, rue Impériale, n° 9, cent actions, ci.....
 Coquereau, à Paris, rue Bellechasse, n° 35, cent actions, ci.....
 Gordier, à Tours, cent actions, ci.....
 Cornu (F.), aux Batignolles, rue de l'Église, n° 32, soixante actions, ci.....
 Couillet (P.-J.), à Paris, rue de l'Éperon, n° 10, cent cinquante actions, ci.....
 Coulon et compagnie, à Londres, cinquante actions, ci.....
 Coupvent des Bois, à Paris, rue des Mathurins, n° 38, cent actions, ci.....
 Couturier (G.) et compagnie, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 18,
 cent actions, ci.....
 Couverchel (F.), à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 29, vingt-cinq
 actions, ci.....
 Crédit lyonnais (le), à Lyon, deux mille actions, ci.....
 Cruveilhaer, à Paris, rue des Pyramides, n° 3, soixante-quinze actions, ci.....
 Castellanne (le comte de), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 112,
 huit cents actions, ci.....
 Comptoir d'escompte de Paris (les actionnaires représentés par les admi-
 nistrateurs), seize mille actions dans la proportion d'une action pour
 cinq du Comptoir, ci.....
 Dailly (A.), à Paris, rue Pigalle, n° 2, cinquante actions, ci.....
 Dalain (E.), à Paris, rue de Richelieu, n° 79, vingt-cinq actions, ci.....
 Dalmas (A. de), à Paris, rue de Rivoli, n° 216, soixante actions, ci.....
 Darblay, à Paris, rue de Rivoli, n° 156, quatre cents actions, ci.....
 Darcy, à Paris, boulevard Malesherbes, n° 40, cent actions, ci.....
 Darjou (P.-Alexandre), à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 44, vingt-cinq
 actions, ci.....
 Daru (V.-P.), à Paris, rue Louis-le-Grand, n° 27, deux cents actions, ci.....
 D'Assailly (Th.), à Paris, rue Caumartin, n° 4, cent actions, ci.....
 Daveluy (A.), à Paris, rue d'Enfer, n° 2, quatre-vingts actions, ci.....
 David (A.), à Paris, rue de la Verrerie, n° 58, dix actions, ci.....

A-Portau, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 134, cinquante actions, ci.....	50
liet et compagnie, à Paris, rue Roquepine, deux mille cinq cents actions, ci.....	2,500
en, à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 31, mille six cents actions, ci.....	1,600
coste (A.), à Paris, cinquante actions, ci.....	50
cour (Ch.), à Paris, rue Jacob, n° 46, vingt actions, ci.....	20
cour (Ed.), à Paris, rue Saint-Sauveur, dix actions, ci.....	10
marre (H.), à Paris, place du Havre, n° 16, cinquante actions, ci....	50
rbre (J.), à Paris, boulevard Perebet, n° 10, à Auteuil, soixante actions, ci.....	60
becque, à Paris, rue de l'Arcade, n° 15, cinquante actions, ci.....	50
rue (E.), à Paris, rue des Tournelles, n° 28, quarante actions, ci....	40
urneau, à Paris, rue de Choiseul, n° 25, mille actions, ci.....	1,000
gand, à Sens, vingt-cinq actions, ci.....	25
n-Raimbert (Ch.), rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 24, cent actions, ...	100
ech (A.), à Paris, rue du Bac, n° 108, soixante-quinze actions, ci.....	75
ole (J.), à Genève, vingt-cinq actions, ci.....	25
ière (G.), à Paris, rue Rougemont, n° 4, mille sept cents actions, ci..	1,700
ion-Dupin, à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n° 54, deux cents actions, ci.....	200
eilligny (E.), au Creuzot, deux cents actions, ci.....	200
erin (D.-U.-P.), à Paris, rue Grange-Batelière, n° 17, cent actions, ci..	100
granges (H.), à Paris, cinquante actions, ci.....	50
aux (Ch.) et compagnie, à Londres, mille actions, ci.....	1,000
vignes (A.), à Paris, rue de la Ferme, cent actions, ci.....	100
on (Charles), à Paris, rue Saint-Lazare, n° 101, cent actions, ci.....	100
ay (P.-A.-X.-Maurice), à Milan (Italie), cinquante actions, ci.....	50
tecle (Jules), à Paris, rue Cretet, cent actions, ci.....	100
on (Ch.), à Maubeuge, cent actions, ci.....	100
dati (Th.), à Paris, rue de la Ferme-des-Mathurins, n° 20, cinquante actions, ci.....	50
nbre (Ch.), à Nîmes (Gard), cinquante actions, ci.....	50
nmanget (P.), à Paris, rue Laffitte, vingt actions, ci.....	20
en (Ch.), à Paris, rue Taitbout, n° 13, cent actions, ci.....	100
che-Robin, à Lyon, deux cents actions, ci.....	200
z (G.), à Paris, rue de la Ferme, n° 54, cent actions, ci.....	100
châtel (le comte), à Paris, rue de Varenne, n° 69, trois cents actions, ...	300
ochet (N.), à Paris, faubourg Poissonnière, n° 175, deux cents actions, ...	200
châtel (le vicomte N.), à Paris, rue de l'Université, n° 17, cent actions, ...	100
cos (M ^{me} A.-J. veuve Th.), à Paris, boulevard Malesherbes, cinquante actions, ci.....	50
feu (G.-E.), à Paris, cent actions, ci.....	100
four (le général), à Genève, trente actions, ci.....	30
four (L.), à Paris, trois cents actions, ci.....	300
mas-Descombes, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 58, cent actions, ci.....	100
mon (Sylvain), à Paris, cent actions, ci.....	100
mont-Demantcelz, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 26, cent actions, ci.....	100
rand (A.), à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 43, cent actions, ci...	100
ffoy (A.), à Paris, rue Taitbout, n° 43, cent actions, ci.....	100
vinage (Charles-François), à Paris, rue Fontaine-Saint-Georges, n° 32, vingt-cinq actions, ci.....	25
ville (Jules), à Marseille, cinquante actions, ci.....	50
mas (Émilien), à Sommières, cinquante actions, ci.....	50
esplaces (Gustave), ingénieur à Marseille, cinquante actions, ci.....	50
npaire (A.), à Paris, rue Hauteville, n° 8, cent actions, ci.....	100

Enfantin, à Paris, rue de Boulogne, n° 36, cent actions, ci.....	176
Espée (de l'), à Paris, cinquante actions, ci.....	177
Estienne, à Paris, rue d'Aumale, n° 18, cinquante actions, ci.....	178
Estrangin (Eugène), à Marseille, cinquante actions, ci.....	179
Fadane de Saint-Georges (E. de), à Paris, rue des Mathurins, n° 89, trois cents actions, ci.....	180
Favarger, passage Laferrière, n° 5, à Paris, cent actions, ci.....	181
Favrin, à Paris, rue Caumartin, n° 26, cent cinquante actions, ci.....	182
Feray (E.), à Paris, rue du Sentier, n° 29, cent actions, ci.....	183
Feray, rue de la Montagne, n° 2, à Passy, cent actions, ci.....	184
Fère (V.), à Paris, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, n° 50, mille cent actions, ci.....	185
Ferot (Alfred), à Paris, vingt-cinq actions, ci.....	186
Ferrère (P.) et compagnie, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 11, deux cents actions, ci.....	187
Ferri-Pisani (le lieutenant général), à Paris, rue de Valois (Palais-Royal), vingt-cinq actions, ci.....	188
Ferrier (G.-A.), à Marseille, rue du Saint-Sépulcre, n° 25, vingt actions, ci.....	189
Ferrier (H.), à Genève, trois cents actions, ci.....	190
Ferrouillat, place Louis-le-Grand, n° 29, à Lyon, cinquante actions, ci....	191
Feydeau, à Paris, rue de Clichy, n° 49 bis, cinquante actions, ci.....	192
Flambart, à Paris, rue de Londres, n° 8, vingt actions, ci.....	193
Fontenay (A. de), à Paris, rue du Cherche-Midi, n° 36, vingt actions, ci..	194
Fontenilliat (J.), à Paris, avenue des Champs-Élysées, trois cents actions, ci.....	195
Forcade (E.), à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17, trois cents actions, ci.....	196
Forget, à Paris, rue de Courcelles, n° 14, deux cents actions, ci.....	197
Fould (Eug.), à Paris, rue Rossini, n° 3, deux cents actions, ci.....	198
Fould (M ^{me} Hélène), à Paris, cinq cents actions, ci.....	199
Fould (Isidore), à Paris, rue Louis-le-Grand, six cent cinquante actions, ci.....	200
Foy (le comte), à Paris, place Vendôme, n° 10, cent actions, ci.....	201
Franceschi (G.), à Paris, rue de Suresnes, n° 9, vingt-cinq actions, ci....	202
Fraser-Fridell (M ^{re} de), à Paris, rue de Verneuil, n° 55, vingt actions, ci..	203
Foix (Étienne), à Marseille, vingt-cinq actions, ci.....	204
Feuilherade, rue La Fayette, n° 56, à Paris, deux cents actions, ci.....	205
Garella (L.-P. Eugène), à Paris, rue Paradis-Poissonnière, n° 49, quarante actions, ci.....	206
G ^d crédit et finances compagnie, à Londres, dix-huit mille quatre cents actions, ci.....	207
Gaillard (E.), à Paris, rue de Provence, n° 65, trois cents actions, ci....	208
Gaillard (F.), à Paris, rue Laferrière, n° 6, cent actions, ci.....	209
Gallard (A.), à Paris, rue Jacob, n° 54, cent actions, ci.....	210
Galline (P.) et compagnie, à Lyon, cinq cents actions, ci.....	211
Galos (Herry), à Paris, place Vendôme, n° 10, cent actions, ci.....	212
Gartemple (le baron de), à Paris, quai d'Orsay, n° 45, cent actions, ci...	213
Gascq (de), quai Malaquais, n° 19, cent cinquante actions, ci.....	214
Gauthier, à Paris, rue de Courcelles-Levallois, n° 64, vingt-cinq actions, ci.	215
Gautier (Edmond), à Paris, vingt actions, ci.....	216
Gay, Rostand et compagnie, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 61, trois cents actions, ci.....	217
Gervais (Alexis), à Paris, rue de la Victoire, n° 52, deux cent cinquante actions, ci.....	218
Gillet fils aîné, à Paris, quai de Béthune, n° 18, deux cents actions, ci...	219
Gillet (P.), à Paris, place du Pont-Saint-Michel, n° 4, cinquante actions, ci.	220
Gillois (E.), à Paris, rue de la Grange-Batelière, n° 18, cent actions, ci..	221
Girardin (E. de), à Paris, trois cents actions, ci.....	222
Girette, à Paris, place Royale, n° 16, cinquante actions, ci.....	223
Girod (G.), à Paris, rue de Provence, n° 16, cent actions, ci.....	224
Girod de l'Ain (Ed.), à Paris, rue de la Ferme-des-Mathurins, n° 17, cent actions, ci.....	225

ard (H.), à Paris, rue Godot-de-Mauroy, n° 36, cinquante actions, ci.	50
lsmith (Alfred), à Paris, rue Bellechasse, n° 32, quatre cents actions,	400
lsmith (M ^{lle} Amélie), à Paris, rue Bellechasse, n° 32, cinquante ac-	50
ons, ci.	200
lschmidt (B.-H.), à Francfort-sur-le-Mein, deux cents actions, ci.	100
lsmith (Édouard), à Paris, rue Laffitte, n° 3, cent actions, ci.	100
gen, à Paris, rue de Grammont, n° 17, cent actions, ci.	40
in, à Paris, rue de l'Arcade, n° 25, quarante actions, ci.	150
on (le général comte de), à Paris, rue d'Astorg, n° 31, cent cinquante	100
ctions, ci.	100
mmont (le marquis de), à Paris, rue de Lille, n° 121, cent actions, ci.	100
nmont d'Aster (le comte de), à Paris, rue de la Ville-l'Évêque, n° 37,	100
cent actions, ci.	100
ndeffe (de), à Paris, rue Saint-Dominique, n° 72, cent actions, ci.	60
ndjean (Ph.), à Paris, rue Paradis-Poissonnière, n° 32, soixante actions,	60
i.	50
vier, à Paris, rue Blanche, n° 69, soixante actions, ci.	100
vier (A.), à Paris, rue Saint-Lazare, n° 86, cinquante actions, ci.	100
vedon, à Paris, rue de Grammont, n° 13, cent actions, ci.	100
le (le marquis de), à Paris, rue de Lille, n° 87, cent actions, ci.	50
lmstadt, à Paris, rue Richer, n° 12, cinquante actions, ci.	50
stalla (L.), à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 49, cinquante actions,	100
i.	25
érin (V.) et fils, à Lyon, cent actions, ci.	100
erne (le vicomte de), à Paris, rue de Clichy, n° 47, vingt-cinq actions,	100
i.	100
érout (A.), à Paris, rue d'Amsterdam, n° 51, cent actions, ci.	150
ibert (G.), rue de la Tour-Passy, n° 63, trois cents actions, ci.	40
igue (P.-L. de), à Paris, rue Tronchet, n° 31, cent cinquante actions, ci.	100
ilhem (A.), à Paris, rue de Valois, n° 17, quarante actions, ci.	100
ilbermot, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 44, cent actions, ci.	100
izard (de), à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 55, cent actions, ci.	100
yardin (A.), à Paris, rue de la Bruyère, n° 10, cent actions, ci.	100
yot de Villeneuve, à Paris, rue Caumartin, n° 22, cent actions, ci.	100
andval (J.), à Marseille, cent actions, ci.	40
duel, à Marseille, quarante actions, ci.	1,500
ber (de), à Paris, rue de l'Arcade, n° 22, mille cinq cents actions, ci.	100
dot, à Melun, cent actions, ci.	50
limbourg (E.), à Paris, rue Caumartin, n° 27, cinquante actions, ci.	300
nte (de la), à Paris, rue Chauchat, n° 8, trois cents actions, ci.	100
nmont, à Paris, rue Cretet, n° 2, cent actions, ci.	20
ld (J.-F.), à Paris, passage Hulmer, n° 25, vingt actions, ci.	100
lv d'Oissel, à Paris, cent actions, ci.	25
emery (Frédéric), au Creuzot, vingt-cinq actions, ci.	300
entsch et compagnie, à Genève, trois cents actions, ci.	7,300
entz (S.-E.), l'un des comparants, à Paris, rue Saint-Georges, n° 23, sept	4,000
mille trois cents actions, ci.	100
entsch-Lutscher et compagnie, à Paris, rue Saint-Georges, n° 23, quatre	40
mille actions, ci.	100
ernoux (C.), à Paris, cent actions, ci.	50
ervey-Saint-Denis (le marquis d'), à Paris, rue du Bac, n° 126, quarante	200
actions, ci.	100
ochet (Jules), à Paris, rue de Miroménil, n° 33, cent actions, ci.	60
oux, (Ch. du), à Turin, cinquante actions, ci.	30
urel (J.), à Paris, rue de Provence, n° 65, deux cents actions, ci.	10
yrvoix (A.), à Paris, aux Tuileries, cent actions, ci.	150
nhaus (G.), à Foix, soixante actions, ci.	25
inocent (de Saint-), à Antun, trente actions, ci.	
idore (L.), à Paris, rue Notre-Dame-de-Nazareth, n° 30, dix actions, ci.	
icobson, à Lahaye, cent cinquante actions, ci.	
inoln, à Paris, rue d'Argenteuil, vingt-cinq actions, ci.	

Jarry (G.), à Paris, quai des Grèves, n° 40, cent actions, ci.....	170
Jarry-Surreaux, à Paris, rue Laffite, n° 48, trois cents actions, ci.....	300
Jaubert (le vicomte), à Paris, avenue Montaigne, n° 41, cent actions, ci..	100
Janzé (le vicomte J. de), à Paris, rue Saint-Nicolas-d'Antin, quinze ac- tions, ci.....	150
Javal (Léopold), à Paris, rue Chauchat, n° 10, six cents actions, ci.....	600
Joest (J.), à Cologne, vingt actions, ci.....	200
Joest (C.-H.) et fils, à Cologne, deux cents actions, ci.....	200
Johnston, à Paris, rue du Sentier, n° 28, cinquante actions, ci.....	500
Joly, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 41, cent actions, ci.....	100
Joffre (Fortuné), à Paris, rue de Bercy, n° 80, vingt-cinq actions, ci.....	250
Joubert (Ch.), à Paris, rue Royale-Saint-Honoré, n° 13, cinquante actions, ci.....	500
Judan, à Paris, rue du Départ, n° 9, cinquante actions, ci.....	500
Jullien (Ad.), à Paris, cent actions, ci.....	100
Jullien (A.), à Lyon, cent actions, ci.....	100
Jubinal (A.), à Paris, rue Boudreau, cinquante actions, ci.....	500
Kahn (Morel), à Paris, rue d'Astorg, n° 4, cinquante actions, ci.....	500
Kersaint (le comte de), à Paris, rue de l'Université, n° 17, cent actions, ci.	100
Kerwefuen (de), à Paris, rue de Clichy, deux cents actions, ci.....	200
King (John), à Avignon, cinquante actions, ci.....	500
Kohleral (C.), à Genève, cinquante actions, ci.....	500
Kœnigswarter (Louis), à Paris, rue Saint-Georges, n° 43, mille neuf cent cinquante actions, ci.....	1,950
Kœnigswarter, à Paris, rue d'Astorg, n° 4, quatre mille cinq cents actions, ci.....	4,500
Lacombe, à Paris, rue de la Rochefoucault, n° 46, cinquante actions, ci..	500
Lacroix (Ad.), à Paris, rue Parmentier, cinquante actions, ci.....	500
Lacroix de Saint-Pierre, à Paris, rue de l'Arcade, n° 16, cent actions, ci..	100
Le même, deux cent cinquante actions, ci.....	250
Laffitte (L.-A.), de Madrid, deux cents actions, ci.....	200
Laing (Samuel), à Londres, huit mille six cents actions, ci.....	8,600
Laferté (E.), à Paris, rue de Saintonge, n° 51, quinze actions, ci.....	150
Laffitte et compagnie (Charles), à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 48 bis, six mille actions, ci.....	6,000
Lagarde (Paul), à Paris, rue Laffitte, n° 29, mille cinq cents actions, ci..	1,500
La Guéronnière (le baron de), à Mâcon, cinquante actions, ci.....	500
Le même, cinquante actions, ci.....	500
La Comté (de), à Paris, rue Chabannais, n° 6, cent actions, ci.....	100
Lambot de Fougères, à Paris, rue des Saussaies, n° 10, cent actions, ci..	100
Lambert-Seron, à Chauny, cinquante actions, ci.....	500
Laisné (A.), à Paris, boulevard Saint-Martin, cinquante actions, ci.....	500
Lassalle (Jules), à Nîmes (Gard), cinquante actions, ci.....	500
Landau (Horace), à Turin, deux cents actions, ci.....	200
Landon, à Paris, rue de Marignan, n° 22, cinquante actions, ci.....	500
Larmoyer, à Paris, rue de la Victoire, n° 82, cinquante actions, ci.....	500
Lascoux (J.-B.), à Paris, rue de l'Université, trente actions, ci.....	300
Lassalle, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 17, cinquante actions, ci...	500
Lanyer, à Paris, quatre cents actions, ci.....	400
Latrinier de Clésieux (Auguste), à Paris, rue Royale, n° 10, deux cents actions, ci.....	200
Latry, à Paris-Grenelle, rue du Théâtre, vingt-cinq actions, ci.....	250
Laurent (Abel), à Paris, rue de Berry, n° 2, cinq cents actions, ci.....	500
Laurent (Ch.), à Paris, rue de Miroménil, cent actions, ci.....	100
Le même, trois cents actions, ci.....	300
Laurent, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 15, vingt-cinq actions, ci.....	250
Laurent (Charles), rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 38, cinq cents ac- tions, ci.....	500
Lavallée, à Paris, rue de Penthievre, n° 6, cent actions, ci.....	100
Lavalette (le marquis de), à Paris, avenue Gabrielle, n° 44, trois cents ac- tions, ci.....	300
Lavalley (E.-F.-J.), à Nantes, cinquante actions, ci.....	500

Missière (Émile), rue de la Verrerie, n° 58, vingt-cinq actions, ci.....	25
Missière (G.), rue de la Verrerie, n° 58, cinquante actions, ci.....	50
Missière (J.-F.), rue de la Verrerie, n° 58, deux cents actions, ci.....	200
at (J.-J.), à Wimbledon, cent actions, ci.....	100
on (L.), à Paris, rue de la Verrerie, n° 38, vingt actions, ci.....	20
reton (P.), à Paris, rue de Richelieu, n° 90, cinquante actions, ci.....	50
onte (V.), à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 38, cinquante actions, ci.....	50
omte (Eugène), à Paris, rue de la Paix, n° 7, deux cents actions, ci...	200
omte (Jules), à Paris, rue Boursault, n° 15, vingt-cinq actions, ci....	25
oulteux (le baron), à Paris, cinquante actions, ci.....	50
lerc (A.), à Paris, dix actions, ci.....	10
reux (A.), à Paris, rue de la Verrerie, n° 58, vingt actions, ci.....	20
oux (E.), à Paris, rue de Provence, n° 72, deux cents actions, ci.....	200
oux (Ch.), à Paris, rue de Provence, n° 21, cinquante actions, ci.....	50
èvre (A.), à Paris, rue d'Amsterdam, n° 82, cinquante actions, ci....	50
rendre, à Paris, rue de Lancry, n° 17, deux cents actions, ci.....	200
rand (J.), à Paris, rue Laffitte, n° 49, cinquante actions, ci.....	50
ion (M ^{me} la comtesse), à Paris, rue de Milan, deux cents actions, ci...	200
ion (L.), à Paris, rue Lord-Byron, n° 1, six cents actions, ci.....	600
den-Premrel et compagnie, à Paris, rue Taitbout, n° 52, deux cents actions, ci.....	200
noine des Mares (E.), à Avranches, cinquante actions, ci.....	50
oir-Duval et compagnie, à Genève, cent actions, ci.....	100
ointre (A.), à Gap, cent actions, ci.....	100
pel-Comtet, à Paris, cent actions, ci.....	100
pine (E.), à Paris, rue de l'Université, n° 108, quatre-vingts actions, ci.....	80
prevost, rue Basse-du-Rempart, n° 48 bis, trente actions, ci.....	30
ray (E.), à Paris, rue Saint-Florentin, n° 11, trois cents actions, ci....	300
roy (F.), à Paris, rue de l'Université, n° 18, cinquante actions, ci.....	50
roux (A.), à Paris, rue Saint-Honoré, n° 364, mille sept cent cinquante actions, ci.....	1,750
roux (J.), à Paris, rue de Chaillot, n° 96, cent cinquante actions, ci...	150
roy, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 15, trente actions, ci.....	30
vel (P.-A.), à Paris, rue Fontaine-Saint-Georges, n° 32, vingt actions, ci.....	20
villain (Eugène), à Paris, rue des Vieilles-Haudriettes, n° 3, deux cents actions, ci.....	200
vy (G.-J.), à Paris, rue Popincourt, n° 88, cent actions, ci.....	100
vy (Isaac), à Paris, rue de la Victoire, n° 61, vingt-cinq actions, ci....	25
vy (Michel), au Val-de-Grâce, cent actions, ci.....	100
vy-Crémiéux (Fr.) et compagnie, à Paris, passage Laferrière, deux mille actions, ci.....	2,000
Habitant, à Paris, rue Bellechasse, n° 32, cinquante actions, ci.....	50
andier (A.), à Paris, rue Boudreau, n° 1, dix actions, ci.....	10
edts (Ch.), à Bruxelles, cent actions, ci.....	100
ndo (H.), à Paris, rue Favart, n° 8, cent actions, ci.....	100
pmann, à Paris, rue de Penthièvre, n° 9, vingt-cinq actions, ci.....	25
ppmann, Rosenthal et compagnie, à Amsterdam, deux cents actions, ci.....	200
ombard, Odier et compagnie, à Genève, trois cents actions, ci.....	300
ouault (Ch.), à Paris, cinquante actions, ci.....	50
oynes (F. de), rue du Marché-d'Aguesseau, n° 10, cinquante actions, ci.....	50
ucy-Sédillot, rue de Choiseul, n° 2, à Paris, mille deux cents actions, ci.....	1,200
udivig (F.), à Francfort, cent actions, ci.....	100
azar-Luce, à Marseille, soixante-quinze actions, ci.....	75
achaud (Henri de), à Marseille, cinquante actions, ci.....	50
lackensie (J.-J.), à Londres, deux mille quatre cents actions, ci.....	2,400
lagnan (le maréchal), à Paris, place Vendôme, n° 9, deux cents actions, ci.....	200
laffioretto (J.), à Milan, cinquante actions, ci.....	50
lagnier (E.), à Paris, rue des Bourdonnais, n° 31, soixante-quinze actions, ci.....	75
Mailly, rue Basse-du-Rempart, n° 50, cent actions, ci.....	100

Maison-Haute, à Paris, cent actions, ci.....	100
Mangini, à Lyon, cent actions, ci.....	100
Manuel, à Paris, rue de Clichy, n° 48, quatre cents actions, ci.....	400
Marc (A.), à Paris, rue de Suresne, n° 9, cent actions, ci.....	100
Marchand, à Paris, rue Saint-Arnaud, n° 8, vingt-cinq actions, ci.....	25
Marcieu (le marquis de), à Saint-Égrève, cent actions, ci.....	100
Marcotte de Quivières (E.), à Paris, hôtel des Monnaies, cent actions, ci.....	100
Marcotte de Quivières (L.), à Paris, rue Laflitte, n° 36, cent actions, ci.....	100
Maréchal, à Paris, rue de Provence, n° 68, vingt-cinq actions, ci.....	25
Marganne (E.), à Paris, rue de la Monnaie, n° 2, cinquante actions, ci.....	50
Marguerite-Lucy, à Paris, rue des Jeûneurs, n° 36, cent actions, ci.....	100
Marié (P.-E.), à Paris, rue de Seine, n° 6, trente actions, ci.....	30
Maillard, à Paris, rue de Provence, cinquante actions, ci.....	50
Marmier, à Toulouse, cent actions, ci.....	100
Marsaud, à la Banque, cinquante actions, ci.....	50
Martin, à Paris, cinquante actions, ci.....	50
Martin (Pierre-Auguste-François), à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 44, vingt-cinq actions, ci.....	25
Martin aîné, à Toulouse, cinquante actions, ci.....	50
Martin (F.), à Paris, rue des Martyrs, n° 12, cinq cents actions, ci.....	500
Martin-Paschoud, à Paris, rue de Rivoli, n° 206, vingt-cinq actions, ci.....	25
Martinet, à Paris, rue de la Verrerie, n° 58, vingt actions, ci.....	20
Mazerat, à Paris, rue de Provence, n° 65, deux cents actions, ci.....	200
Mendes (D.), à Amsterdam, cinquante actions, ci.....	50
Mendes, à Amsterdam, vingt-cinq actions, ci.....	25
Menessier, à Paris, place Boieldieu, n° 1, vingt-cinq actions, ci.....	25
Micard (N.), à Paris, rue Joubert, n° 20, cinquante actions, ci.....	50
Midy (Casimir-Henry), à Lyon, quarante actions, ci.....	40
Milhan (le vicomte de), à Paris, rue Mandars, n° 4, quarante actions, ci.....	40
Millenet, à Paris, rue de la Tour-d'Anvergne, n° 28, cent actions, ci.....	100
Millescamps, à Paris, boulevard Malesherbes, n° 19, cent cinquante actions, ci.....	150
Millet (Gratien), à Paris, rue Boursault, deux cents actions, ci.....	200
Millet (L.), à Paris, rue Pigalle, n° 33, deux mille trois cent cinquante actions, ci.....	2350
Mirabaud, à Paris, rue Richer, n° 15, deux mille actions, ci.....	2000
Mirault, à Paris, faubourg Poissonnière, n° 23, trente actions, ci.....	30
Mongeol, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 364, cinquante actions, ci.....	50
Moiana, à Paris, rue Lepeletier, n° 4, deux cent cinquante actions, ci.....	250
Moinery, à Paris, cinquante actions, ci.....	50
Molard (Clément-Joseph), à Paris, rue Pigalle, n° 9 bis, cent actions, ci.....	100
Monbrun (de), à Paris, rue de Provence, quinze actions, ci.....	15
Monicault (de), à Paris, rue de Las-Cases, n° 15, deux cents actions, ci.....	200
Monnecove (Félix Le Sergent de), à Paris, rue du Bac, n° 103, vingt actions, ci.....	20
Monnier (M.), à Mouchard, cinquante actions, ci.....	50
Montalivet (Marthe-Camille Bachanon, comte de), à Paris, rue Royale-Saint Honoré, n° 11, cent cinquante actions, ci.....	150
Monteaux (Ch.) et Lunel (B.), à Paris, boulevard Montmartre, cent actions, ci.....	100
Montefiore (G.-Lévy), à Turin, vingt-cinq actions, ci.....	25
Montesquieu (le vicomte de), à Paris, boulevard de la Tour-Maubourg, n° 1, cinquante actions, ci.....	50
Montour (le baron de), à Paris, rue du Cirque, n° 5, cinquante actions, ci.....	50
Morand, à Paris, rue de la Verrerie, n° 58, cinq actions, ci.....	5
Moreau (Henri-Marie), à Paris, rue de l'Université, n° 14, dix actions, ci.....	10
Morel (le comte de), à Paris, rue Roqueline, n° 1, quarante actions, ci.....	40
Morel (Hippolyte), à Paris, rue de Bercy-Saint-Antoine, n° 4, vingt-cinq actions, ci.....	25
Moret (Félix-Augustin), à Paris, rue du Bac, n° 106, dix actions, ci.....	10
Morgand (de), à Paris, soixante-quinze actions, ci.....	75

n (M ^{me} veuve) et Pow et Morin, à Lyon, deux cents actions, ci.....	200
nière (de la), à Paris, rue Vivienne, n° 34, cinquante actions, ci.....	50
urgo-Parente, à Trieste, quatre cents actions, ci.....	400
nt (J.), à Londres, mille actions, ci.....	1,000
nier (docteur), à Paris, rue Caumartin, n° 66, quarante actions, ci..	40
se aîné, à Paris, avenue des Champs-Élysées, vingt-cinq actions, ci..	25
ier (le pasteur), à Genève, cent actions, ci.....	100
on (F.), à Paris, rue de la Paix, n° 3, cinquante actions, ci.....	50
nier (V.), à Paris, rue Richer, n° 52, cent actions, ci.....	100
ler (Ch.-S.), à Paris, rue de la Victoire, n° 66, vingt-cinq actions, ci..	25
ster (L.), à Paris, rue de Rivoli, n° 12, cent cinquante actions, ci....	150
at (le prince), cinq cents actions, ci.....	500
, à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 7, deux cents actions, ci....	200
rd, à l'École normale, vingt-cinq actions, ci.....	25
s (M ^{me} la comtesse de), à Paris, rue de Douai, n° 22, cent actions, ci..	100
rd-Ricord (J.), à Paris, rue Drouot, n° 16, cinquante actions, ci.....	50
illes (le duc de), à Paris, rue de Lille, n° 66, cent actions, ci.....	100
ette-Delorme, à Paris, rue Louis-le-Grand, n° 33, trois cents actions,	
ci.....	300
y (Jacques), à Paris, rue Saint-Lazare, n° 49, cent actions, ci.....	100
roy-Fouchet et compagnie, à Paris, faubourg Poissonnière, n° 63, cin-	
quante actions, ci.....	50
ereau, à Paris, rue des Petites-Écuries, deux cents actions, ci.....	200
mium (<i>société civile lyonnaise de la compagnie de l'</i>), à Lyon, trois cents ac-	
tions, ci.....	300
penheim (Sal), à Cologne, trois cents actions, ci.....	300
lfroy, à Paris, cinquante actions, ci.....	50
strowski (Charles), à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 14, quarante	
actions, ci.....	40
sford (M ^{me} la comtesse d'), à Cannes, cinquante actions, ci.....	50
illiette (G.), à Saint-Quentin, cinq cents actions, ci.....	500
iva (le vicomte de), à Paris, rue d'Astorg, n° 12, soixante-quinze actions,	
ci.....	75
anouse (le comte A. de la), à Paris, faubourg Saint-Honoré, n° 29, cent	
cinquante actions, ci.....	150
aravey, à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 44, cent actions, ci.....	100
aricot, à Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, n° 33, quinze actions, ci...	15
arys, à Bondy, cent actions, ci.....	100
ascault, à Paris, rue Blanche, n° 10, vingt actions, ci.....	20
eauger, à Paris, rue de Condé, n° 20, cinquante actions, ci.....	50
aven, à Paris, rue de Cléry, n° 19, deux cents actions, ci.....	200
éussier, à Paris, rue Rossini, n° 1, vingt-cinq actions, ci.....	25
erdrigeon, à Paris, rue de Richelieu, n° 79, mille six cent quatre-vingt-	
quinze actions, ci.....	1,695
ériier (J.), à Paris, rue Royale-Saint-Honoré, deux mille actions, ci.....	2,000
erlet (Théodore), à Paris, rue de Laval, n° 7, cinquante actions, ci.....	50
erodeaud (M ^{me} veuve), à Paris, rue de Londres, n° 8, cinquante actions,	
ci.....	50
Perret (Louis-Victor), à Paris, rue Neuve-Sainte-Eustache, n° 52, quinze	
actions, ci.....	15
Perrier, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 59, soixante-dix actions,	
ci.....	70
Perthuis (de), à Paris, rue de l'Université, n° 31, vingt-cinq actions, ci...	25
Petié (Jules-Alexandre), à Paris, rue de Dunkerque, n° 26, cent actions,	
ci.....	100
Peyronnet (le vicomte de), à Paris, rue de Bruxelles, n° 17, vingt-cinq ac-	
tions, ci.....	25
Peyrière (M ^{me} de la), cent actions, ci.....	100
Picard (A.), à Paris, rue d'Antin, n° 21, cinquante actions, ci.....	50
Picot (J.), à Passy, trente actions, ci.....	30
Richard-Pictet, à Genève, cent cinquante actions, ci.....	150
Pictet (Éd.) et compagnie, à Genève, cent cinquante actions, ci.....	150

Piganeau et fils, à Bordeaux, cent actions, ci.....	100
Pinard, l'un des comparants, sept mille quatre cent cinquante actions, ci.....	7,500
Pinard (le colonel), à Arras, quatre cents actions, ci.....	500
Pincherle, à Paris, faubourg Montmartre, n° 15, cent actions, ci.....	100
Pingrez, à Paris, rue d'Amsterdam, n° 17, dix actions, ci.....	10
Pleiffer (Charles-Julien), à Charenton, vingt-cinq actions, ci.....	25
Philippon (Louis-Marie-Edouard), rue Saint-Nicolas, n° 22, trente actions, ci.....	30
Plançon (F.), à Paris, rue de la Rochefoucauld, n° 31, cinquante actions, ci.....	50
Platzmann (F.), à Lyon, cinquante actions, ci.....	50
Pluignier, à Paris, rue de la Verrerie, n° 58, dix actions, ci.....	10
Plon (H.), à Paris, rue Garancière, n° 18, vingt-cinq actions, ci.....	25
Pognon, au Creuzot, deux cents actions, ci.....	200
Poirier, à Paris, rue Drouot, n° 4, deux cents actions, ci.....	200
Pouriau, à Paris, rue de la Madeleine, n° 50, vingt-cinq actions, ci.....	25
Puget (Wulfrain), à Marseille, soixante-quinze actions, ci.....	75
Pons-Peyruc, à Toulon, soixante-quinze actions, ci.....	75
Pastré (Jean-Baptiste), à Marseille, deux cents actions, ci.....	200
Pascal (Émile), à Marseille, soixante actions, ci.....	60
Pascal (Albert), à Marseille, trente actions, ci.....	30
Pascal fils et compagnie, à Marseille, soixante actions, ci.....	60
Pascal (Hilarion), ingénieur, à Marseille, cinquante actions, ci.....	50
Perrier, inspecteur général, à Marseille, trente actions, ci.....	30
Parent, à Paris, place Vendôme, n° 15, sept mille sept cent soixante actions, ci.....	7,760
Raballet (B.), à Paris, rue de Lille, dix actions, ci.....	10
Raimbeaux, rue de Ponthieu, n° 56, à Paris, cent actions, ci.....	100
Renneville (le vicomte de), à Paris, rue de l'Université, n° 15, cent actions, ci.....	100
Rambaud (J.), à Lyon, cent actions, ci.....	100
Ratisbonne (E.), à Châlons-sur-Marne, deux cents actions, ci.....	200
Real, à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 44, cinquante actions, ci.....	50
Rebouleau (E.), à Paris, rue Drouot, n° 15, trente actions, ci.....	30
Redon de Beaupréau (le vicomte Henry), rue de Miroménil, n° 28, cinquante actions, ci.....	50
Redon de Beaupréau (M ^{me} Louise), à Paris, rue de Miroménil, n° 28, cinquante actions, ci.....	50
Revenaz (A.), à Paris, trois cents actions, ci.....	300
Rivière (J.-B.-J.), à Lyon, rue des Missionnaires, n° 15, vingt actions, ci.....	20
Reviers de Mauny (le comte de), à Paris, rue de Verneuil, n° 30, vingt-cinq actions, ci.....	25
Revoil, à Paris, rue de la Bruyère, n° 14, dix actions, ci.....	10
Rey de Foresta, à Paris, rue Laffitte, n° 17, trois cents actions, ci.....	300
Richemont (le baron de), à Paris, rue d'Amsterdam, n° 82, cent actions, ci.....	100
Ricord (le docteur), à Paris, rue de Tournon, n° 6, soixante actions, ci.....	60
Rivet (J.-C.), à Paris, rue du Marché-d'Aguesseau, n° 8, cent actions, ci.....	100
Robiac (de), à Paris, rue de l'Université, n° 99, cent actions, ci.....	100
Robinson, à Glasgow, cinquante actions, ci.....	50
Rochussen, à la Haye, cent cinquante actions, ci.....	150
Roller, à Paris, rue Percier, n° 5, cinquante actions, ci.....	50
Rolloy (F.), à Paris, rue Hauteville, n° 17, cent actions, ci.....	100
Roqueplan (Nestor), à Paris, rue Taitbout, n° 25, cinquante actions, ci.....	50
Romieu (J.), à Paris, cité de Trévise, n° 10, cinquante actions, ci.....	50
Rosière (de la), à Paris, rue Laffitte, n° 17, deux cents actions, ci.....	200
Rostang (de), à Paris, rue Monsigny, n° 6, cinquante actions, ci.....	50
Rouquairol (A.), à Paris, rue de Provence, n° 68, vingt-cinq actions, ci.....	25
Ruelle, à Paris, rue Pigalle, n° 59 bis, cinquante actions, ci.....	50
Ruinet de Tailly (G.), à Paris, rue de Bercy-Saint-Antoine, n° 4, trente actions, ci.....	30
Roux (Ch.), à Marseille, cinquante actions, ci.....	50
Ramagny, à Marseille, quarante actions, ci.....	40

Victor), à Marseille, trente actions, ci.....	30
Fraissinet, à Marseille, deux cents actions, ci.....	200
M ^{me} la comtesse de), à Paris, rue Bellechasse, n° 32, cinquante actions, ci.....	50
el, à Paris, rue de Douai, n° 10, vingt-cinq actions, ci.....	25
le contre-amiral), à Paris, rue de Penthievre, n° 45, vingt actions, ci.....	20
Schneider, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 45 bis, quatre-vingt actions, ci.....	80
n (David), à Londres, mille actions, ci.....	1,000
y (de), à Paris, rue Cassette, n° 30, vingt-cinq actions, ci.....	25
(P.-C.-P.), à Toulon, deux cent cinquante actions, ci.....	250
e (Edme), à Paris, rue d'Anjou-Saint-Honoré, n° 8, cent cinquante actions, ci.....	150
ême, cent cinquante actions, ci.....	150
J.), à Troyes, vingt-cinq actions, ci.....	25
, à Saint-Quentin, cinquante actions, ci.....	50
(D.-P.-E.), à Genève, trois cents actions, ci.....	300
. de), à Paris, rue Jean-Goujon, n° 39, cent actions, ci.....	100
per (Ant.), à Paris, rue de Provence, n° 58, deux mille cinq cents actions, ci.....	2,500
ler (le baron), à Paris, rue Royale-Saint-Honoré, n° 13, vingt actions, ci.....	20
, à Paris, rue Turgot, n° 10, deux cents actions, ci.....	200
er, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 129, dix actions, ci.....	10
t (F.), à Paris, rue Saint-Fiacre, n° 7, cent actions, ci.....	100
(Paul de), à Paris, rue de la Pépinière, n° 100, cent actions, ci.....	100
(le général de), à Paris, rue de la Pépinière, n° 10, cent actions, ci.....	100
re (E.), à Paris, rue du Sentier, n° 30, cent actions, ci.....	100
r, à Paris, rue de la Grange-Batelière, n° 13, vingt-cinq actions, ci.....	25
(A.), à Paris, rue de l'Échiquier, n° 41, cent actions, ci.....	100
n (le comte), à Paris, quai d'Orsay, n° 23, cent actions, ci.....	100
is (M ^{me} veuve Ch.), à Paris, rue de Berlin, n° 39, deux cents actions, ci.....	200
(Roger de), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 107, cinquante actions, ci.....	50
é du Crédit genevois, à Genève, trois cents actions, ci.....	300
roup, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 6, cent actions, ci.....	100
nier, à Paris, rue de l'Arcade, n° 22, deux cents actions, ci.....	200
nier (A.) fils, à Paris, rue de l'Arcade, n° 20, cent actions, ci.....	100
owitch (M ^{me} la comtesse de), née Lagrange, à Paris, avenue de la République, n° 18, cinquante actions, ci.....	50
t (sir A. Donaldson), à Londres, Princes-Gardens-Kunsington, n° 32, cent actions, ci.....	1,000
lle (Félix de), au château des Essarts (Bouches-du-Rhône), deux cents actions, ci.....	200
ady, à Paris, boulevard Malesherbes, n° 216, cinquante actions, ci.....	50
anis (Caliste), à Marseille, trente actions, ci.....	30
eider, à Paris, rue Boudreau, n° 1, quatre mille sept cent soixante-quinze actions, ci.....	4,775
t-Pierre (de), à Tours, cinquante actions, ci.....	50
ns, à Paris, rue Saint-Honoré, n° 374, deux mille trois cent soixante-quinze actions, ci.....	2,375
erre (J.-T.-Z.), à la Grand-Combe, vingt-cinq actions, ci.....	25
bot frères, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 59, sept cents actions, ci.....	700
n (Jules), à Marseille, cinquante actions, ci.....	50
ly, à Paris, rue de Provence, n° 65, cinquante actions, ci.....	50
get (R.), à Paris, rue de Rivoli, n° 5, cent actions, ci.....	100
neaud frères, à Limoges, cent actions, ci.....	100
y (Casimir), à Lyon, cinquante actions, ci.....	50
et (A.), à Paris, au château des Bouleaux, cent actions, ci.....	100

Teisserenc de Bost, à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 80, trois cents actions, ci.....

Teixera-Demattos et frères, à Amsterdam, cinquante actions, ci.....

Tenré (L.) fils et compagnie, à Paris, rue Laffitte, n° 13, cinquante actions, ci.....

Texteris, à Paris, avenue des Champs-Élysées, n° 15, cent actions, ci.....

Thatcher (Th.), à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 12, vingt-cinq actions, ci.....

Thelier et Henrotte, à Paris, rue Chauchat, n° 10, cent actions, ci.....

Thierry-Mieg, à Paris, rue Laffitte, n° 13, vingt-cinq actions, ci.....

Thirion (M.-A.), à Paris, place Vendôme, n° 16, cent actions, ci.....

Tissandier, à Calais, dix actions, ci.....

Toché (F.), à Paris, rue Taitbout, n° 28, vingt-cinq actions, ci.....

Tostain (Albert), à Vienne (Autriche), cent actions, ci.....

Touchais (J.), à Nantes, vingt-cinq actions, ci.....

Tourasse (G.-F.), à Paris, rue Saint-Marc, n° 6, cinquante actions, ci.....

Toussaint (le baron), à Paris, rue Laffitte, n° 17, soixante-dix actions, ci.....

Traz (de), à Paris, place Vintimille, cinquante actions, ci.....

Treillard (le comte), à Paris, rue de Castiglione, n° 7, deux cents actions, ci.....

Trivulzi-Hollander et compagnie, à Paris, rue de Provence, n° 8, cinq mille deux cents actions, ci.....

Talabot (Paulin), six mille soixante-quinze actions, ci.....

Trousseau (le docteur A.), à Paris, rue Caumartin, n° 7, cent actions, ci.....

Trupel (Th.), à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 58, cinquante actions, ci.....

Turner (Ch.), à Liverpool, mille actions, ci.....

Touache (Félix), quarante actions, ci.....

Uzielli, à Londres, vingt-cinq actions, ci.....

Uzielli (Édouard), à Londres, vingt-cinq actions, ci.....

Uzielli (Théodosius), à Londres, cinquante actions, ci.....

Vallon, à Lille, cinquante actions, ci.....

Valmy (le duc de), à Paris, rue de Bourgogne, n° 33, trois cents actions, ci.....

Van Omvenhuysen (C.), à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 64, cinquante actions, ci.....

Vassal, à Paris, boulevard Montmartre, n° 14, soixante-quinze actions, ci.....

Vangham (G.), à Londres, vingt-cinq actions, ci.....

Vaulchier (de) à Paris, rue Bellechasse, n° 21, cent actions, ci.....

Verdié, à Firminy, soixante actions, ci.....

Verdié, à Firminy, quarante actions, ci.....

Vieyra Molina, à Paris, rue Saint-Georges, n° 43, cinquante actions, ci.....

Villeplaine (de), rue de Luxembourg, n° 5, cinquante actions, ci.....

Villot (F.), à Paris, rue de la Ferme-des-Mathurins, n° 26, vingt-cinq actions, ci.....

Vougy (le vicomte de), à Paris, rue de Grenelle, n° 103, cent actions, ci.....

Wagner de Pons (M^{me} la comtesse de), à Paris, rue du Bac, n° 86, trente actions, ci.....

Vaisse (Victor), à Marseille, cinquante actions, ci.....

Vaisse (Marius-Victor), rue François I^{er}, n° 3, cent actions, ci.....

Vaisse (Édouard), à Marseille, cent actions, ci.....

Verdet, à Avignon, soixante-quinze actions, ci.....

Wagram (le prince de), à Paris, rue Saint-Lazare, n° 56, cent actions, ci.....

Weber et Gotz, à Paris, boulevard Malesherbes, n° 48, deux cents actions, ci.....

Weil (L.), à Paris, boulevard Poissonnière, n° 14 bis, cinquante actions, ci.....

Weisseburger (J.), à Paris, rue de Saint-Quentin, n° 13, soixante actions, ci.....

Weisweiler et Goldschmith, à Paris, rue de Choiseul, n° 8, deux cents actions, ci.....

West, à Paris, deux cents actions, ci.....

Wiggins (E.) et compagnie, à Londres, soixante actions, ci.....

ki, rue de Clichy, n° 49, à Paris, cent actions, ci	100
à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 9, cent vingt-cinq ac- ci	125
(Georges), à Londres, mille actions, ci	1,000
à Paris, rue de la Paix, vingt actions, ci	20
l.-J.), à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 6, cinquante ac- ci	50
ein, à Courbevoie, cent actions, ci	100
TOTAL GÉNÉRAL des actions souscrites, deux cent quarante mille, ci	240,000

chaque action donne droit à un deux-cent-quarante-millième dans la propriété
if social et dans les bénéfices.

Le quart du montant de chaque action, soit cent vingt-cinq francs, sera versé
dans dix jours qui suivront l'approbation des statuts.

Le deuxième quart, soit cent vingt-cinq francs par action, sera versé aux époques
qui sont fixées par le conseil d'administration et au plus tard dans le courant de la
première année qui suivra l'autorisation de la société.

Le troisième et quatrième quarts, soit deux cent cinquante francs par action, ne
peuvent être appelés par le conseil d'administration qu'au fur et à mesure des besoins
de la société et avec l'autorisation de M. le ministre des finances.

Les appels de fonds sont annoncés, un mois avant l'époque fixée pour le versement,
dans les journaux d'annonces légales du département de la Seine, désignés pour
la publication des actes de société.

En cas de défaut de versement aux époques déterminées, l'intérêt est dû, par chaque
jour de retard, à raison de cinq pour cent par an, sans demande en justice.

La société peut en outre faire vendre les titres dont les versements sont en retard;
à cet effet, les numéros de ces titres sont publiés dans les journaux indiqués ar-
rêtés.

Dix-neuf jours après cette publication, la société, sans mise en demeure et sans
formalité ultérieure, a le droit de faire procéder à la vente de ces titres, pour
compte et aux risques et périls des retardataires.

La vente aura lieu sur duplicata, en une ou plusieurs fois, à la Bourse de Paris,
ou au ministère d'agents de change, soit un même jour, soit à des époques succes-
sives.

Les titres antérieurs ainsi vendus sont nuls de plein droit, et il est délivré aux
acheteurs, sous les mêmes numéros, des titres nouveaux qui sont seuls valables.

Les mesures autorisées par le présent article ne font pas obstacle à l'exercice, par
la société, si elle le juge convenable, des autres moyens ordinaires de droit.

Le prix provenant de la vente, déduction faite des frais, appartient à la compa-
gnie et s'impute, dans les termes de droit, sur ce qui lui est dû par l'actionnaire
propriétaire, qui reste passible de la différence, s'il y a déficit, mais qui profite de
l'excédant, s'il en existe.

Les titres provisoires d'actions sont nominatifs jusqu'au paiement intégral du
montant de l'action.

Les titres définitifs sont nominatifs ou au porteur, au choix des actionnaires.

Dans les titres provisoires ou définitifs sont extraits d'un registre à souche, numé-
rotés et revêtus de la signature du directeur et d'un administrateur.

Ils portent le timbre de la compagnie.

1. La cession des titres nominatifs s'opère conformément à l'article 36 du Code
de commerce et aux dispositions arrêtées par le conseil d'administration,
et celles des titres au porteur par la simple tradition.

Il n'est admis au transfert aucun titre ne portant pas la mention régulière des ver-
sements exigibles.

2. Le conseil d'administration peut autoriser le dépôt et la conservation des titres
dans la caisse sociale; il détermine, dans ces cas, la forme des certificats de dépôt, le
mode de leur délivrance, les frais auxquels ce dépôt est assujéti, s'il y a lieu, et les
autres mesures dont cette mesure doit être entourée dans l'intérêt de la société et des
actionnaires.

3. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques
cas qu'il passe.

La possession de l'action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

15. Toute action est indivisible à l'égard de la société, qui n'en reconnaît ni fractionnement. Tous les copropriétaires individuels d'une action sont tenus de se représenter auprès de la société par une seule et même personne.

Les héritiers ou ayants cause d'un actionnaire ne peuvent, pour quelque motif que soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration; ils doivent, pour l'exercice de leur droit, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale et du conseil d'administration.

16. En cas de perte d'un titre nominatif, la compagnie ne peut être tenue de délivrer un nouveau que moyennant caution.

Le nouveau titre sera délivré trois mois seulement après que la déclaration de perte aura été insérée dans un journal d'annonces légales de Paris.

Cette déclaration de perte sera faite dans les termes et suivant la forme qui seront indiqués par le conseil d'administration.

17. Les dividendes de toute action, soit nominative, soit au porteur, sont régulièrement payés au porteur du titre ou du coupon.

TITRE III.

ADMINISTRATION.

18. La société est administrée par un conseil d'administration composé de quinze membres nommés par l'assemblée générale et qui sont indéfiniment rééligibles.

19. La durée de leurs fonctions est de cinq ans.

Ils sont renouvelés par cinquième tous les ans; les membres sortants sortent par le sort pour les quatre premiers renouvellements et ensuite par l'ancienneté.

20. Par exception à l'article qui précède, le premier renouvellement ne s'opère que dans l'assemblée générale qui recevra les comptes de l'exercice 1864.

21. En cas de décès, de retrait ou d'empêchement permanent de l'un ou l'un des membres du conseil, il est pourvu provisoirement à son remplacement par les membres restants jusqu'à la première assemblée générale, qui statue définitivement.

L'administrateur ainsi nommé ne demeure en fonctions que pendant le temps d'exercice qui restait à son prédécesseur.

22. Chaque administrateur doit être propriétaire de deux cents actions qui sont inaliénables pendant la durée de ses fonctions.

Les titres de ces actions sont déposés à la caisse de la société.

23. Le conseil nomme parmi ses membres un président et un secrétaire.

En cas d'absence du président, le conseil désigne pour chaque séance certains membres présents qui doit en remplir les fonctions.

Le président et le secrétaire sont nommés pour cinq ans; ils peuvent toujours être réélus.

24. Le conseil d'administration se réunira aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, et une fois par semaine au moins.

Il peut être toujours convoqué extraordinairement par le président.

Pour qu'une délibération soit valable, huit membres au moins doivent assister au conseil.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Nul ne peut voter par procuration dans le sein du conseil.

25. Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et le secrétaire et l'un des membres qui ont pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces délibérations à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président ou par celui des membres qui en remplit les fonctions.

26. Le conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la société.

Il prend toutes décisions sur le concours à donner aux sociétés ou associations constituées ou à constituer, sur tous traités, ouvertures de crédit, prêts, cessions, transports de droits et de créances.

Il détermine la quotité des fonds à appeler sur les actions non libérées.

termine l'emploi des fonds libres, le taux et les conditions des escomptes, des dépôts et des comptes courants.

les conditions d'émission des valeurs et engagements de la société.

termine l'emploi des fonds libres et de la réserve.

autorise tous retraits, transferts, aliénations de fonds et valeurs appartenant à la

le et arrête les dépenses générales de l'administration.

à proposition du directeur, il nomme et révoque les agents et employés de la il fixe leurs traitements, salaires et gratifications.

ête provisoirement les comptes annuels et les soumet à l'assemblée générale, rapport sur la situation des affaires sociales.

il convoquer cette assemblée quand il le juge utile.

autorise toutes actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant; il autorise traités, transactions et compromis, tous désistements et toutes mainlevées putions, de saisies, oppositions et autres empêchements quelconques, avec ou yement.

autorise toutes acquisitions ou ventes d'immeubles, toutes participations dans les immobilières.

il a généralement les pouvoirs les plus absolus pour la gestion des affaires, l'énumération ci-dessus n'étant qu'indicative et non limitative de ses droits. Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs, mais ent par un mandat spécial et pour des cas spéciaux et déterminés.

Conformément à l'article 31 du Code de commerce, les membres du conseil d'administration ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle solidaire relativement aux engagements de la société. Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

Les administrateurs reçoivent des jetons de présence dont l'assemblée générale fixe la valeur.

Par dérogation à l'article 19 et jusqu'à la première assemblée générale qui aura lieu dans un délai de trois mois à partir de l'homologation des statuts, la société sera administrée par un conseil composé de :

M. *Jean-François Bartholony*, officier de la Légion d'honneur, administrateur du chemin de fer de France, président du conseil d'administration du chemin de fer de France et de Lyon à Genève;

M. *Louis-Raphaël Bischoffsheim*, banquier;

M. *Edward Blount*, banquier, administrateur du chemin de fer de l'Ouest et de la Méditerranée;

M. *Moyse-Joseph Cahen d'Auvers*, banquier;

M. *Henry Davillier*, chevalier de la Légion d'honneur, président de la chambre de commerce de Paris, administrateur du chemin de fer de l'Est;

M. *Guillaume Denière*, officier de la Légion d'honneur, président du tribunal de commerce de la Seine, membre du conseil municipal de Paris et de la chambre de commerce de la Seine, administrateur du Comptoir d'escompte de Paris;

M. *Victor Fère*, chevalier de la Légion d'honneur, censeur de la Banque de France, membre du conseil municipal de Paris, vice-président de la chambre de commerce;

M. *Isaac-Édouard Hentsch*, banquier, comparant;

M. *Samuel Laing*, président de la Société générale de crédit et de finances à Paris;

M. *Paul-Auguste-Alfred Leroux*, officier de la Légion d'honneur, vice-président du Corps législatif;

M. *Léon-Louis-Philippe-Lucy Sédillot*, officier de la Légion d'honneur, ancien président du tribunal de commerce de la Seine, membre de la chambre de commerce de Paris, censeur du Comptoir d'escompte de Paris;

M. *B. Parent*, de la maison *Parent-Schaker* et compagnie, administrateur de plusieurs compagnies de chemins de fer;

M. *Alphonse-Louis Pinard*, comparant, officier de la Légion d'honneur, directeur du Comptoir d'escompte de Paris, président du conseil d'administration du Crédit national;

M. *Joseph-Engène Schneider*, grand officier de la Légion d'honneur, vice-président du Corps législatif, régent de la Banque de France, directeur des forges du Creusot;

15° M. *Paulin Talabot*, officier de la Légion d'honneur, député au Corps législatif, ingénieur en chef des ponts et chaussées, directeur général de la compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.

TITRE IV.

CENSEURS.

31. L'assemblée générale choisit, parmi les membres autres que ceux du conseil d'administration, trois censeurs, toujours rééligibles, qui sont chargés de la vérification des comptes de la société.

La durée de leurs fonctions sera déterminée par l'assemblée générale, qui fixe en même temps l'importance des jetons de présence auxquels ils auront droit.

Chaque censeur doit être propriétaire de deux cents actions qui sont immobilisées pendant la durée de ses fonctions.

Les titres de ces actions sont déposés dans la caisse de la société.

32. Chaque année, et dans les quinze jours qui précèdent la réunion de l'assemblée générale, les censeurs vérifient les comptes de l'année précédente et rendent ensuite leur rapport à l'assemblée générale. Ce rapport est préalablement communiqué au conseil d'administration.

33. Les membres du comité de censure sont nommés par la première assemblée générale des actionnaires qui aura lieu après le décret d'autorisation de la société.

TITRE V.

DIRECTION.

34. Les affaires courantes de la société sont gérées par un directeur, qui peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs sous-directeurs.

Le directeur est nommé par le conseil d'administration; il doit être propriétaire de deux cents actions.

Les sous-directeurs sont nommés par le conseil d'administration; ils sont également propriétaires chacun de cinquante actions.

Ces actions sont inaliénables pendant la durée de leurs fonctions; elles sont affectées à la garantie de leur gestion, et restent déposées dans la caisse sociale pour l'apurement des comptes particuliers de chacun d'eux.

Le directeur et les sous-directeurs reçoivent annuellement pendant la durée de leurs fonctions un traitement fixé par le conseil d'administration.

35. En cas d'absence du directeur, il est remplacé par celui des sous-directeurs désigné à cet effet par le conseil d'administration.

36. Le directeur et les sous-directeurs assistent avec voix consultative aux délibérations du conseil d'administration.

37. Le directeur est chargé de la gestion des affaires sociales et de l'exécution des délibérations du conseil d'administration.

Il représente la société vis-à-vis des tiers.

Il signe la correspondance, les acquits ou endossements d'effets, les acquits des quittances des sommes dues à la compagnie, les mandats sur la banque, les traites ou mandats à ordre, tous traités, conventions, marchés, transactions, engagements, mainlevées, et généralement tous actes ayant pour objet la réalisation des affaires autorisées par le conseil d'administration.

Il signe, conjointement avec un administrateur, les titres provisoires et définitifs des actions.

Il dirige le travail des bureaux.

Il effectue les recettes et dépenses.

Il reçoit tous dépôts et placements de fonds et en donne tous récépissés.

Il peut, avec l'autorisation du conseil, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés et par des mandats spéciaux.

Les actions judiciaires sont exercées au nom de la compagnie, pour suite des diligences du directeur.

TITRE VI.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES.

38. L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires.

L'assemblée générale se réunit chaque année dans le courant du premier trimestre ; toutefois l'époque de la première assemblée sera fixée par le conseil. Les assemblées extraordinaires peuvent être convoquées toutes les fois que le conseil reconnaît l'utilité.

Tout titulaire ou porteur de quarante actions est de droit membre de l'assemblée générale.

Il ne peut être porteur de pouvoir d'actionnaire s'il n'est lui-même membre de l'assemblée générale. La forme des pouvoirs est déterminée par le conseil d'administration.

Les propriétaires d'actions doivent, pour avoir droit d'assister à l'assemblée générale, déposer leurs titres dans les caisses désignées par l'avis de convocation vingt jours au moins avant l'époque fixée pour la réunion.

Les certificats de dépôts mentionnés en l'article 13 donnent également droit d'assister à l'assemblée générale, pourvu que ces dépôts aient eu lieu plus de quinze jours avant l'époque fixée pour l'assemblée.

Il est remis à chaque déposant une carte d'admission. Cette carte est nominative et non transférable.

L'assemblée générale est régulièrement constituée lorsque les actionnaires présents ou représentés sont au nombre de quarante et réunissent le dixième des actions émises.

Dans le cas où, sur la première convocation, les actionnaires présents ne remplissent pas les conditions ci-dessus imposées pour constituer l'assemblée générale, il est procédé à une seconde convocation au moins à vingt jours d'intervalle.

Les délibérations prises par l'assemblée générale dans cette seconde réunion sont valables, quel que soit le nombre des actions représentées.

L'ordre du jour est arrêté par le conseil d'administration.

Il sera porté que les propositions émanant de ce conseil et celles qui lui auront été communiquées huit jours au moins avant la convocation de l'assemblée générale, et qui ont la signature d'actionnaires possédant ensemble un sixième au moins du fonds

peuvent être mises à l'ordre du jour ne peuvent être mises en délibération.

Dans ces assemblées, les délibérations sont prises à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les délibérations relatives aux augmentations du fonds social, aux modifications aux statuts, à la prorogation et à la dissolution anticipée de la société, et aux cessions, fusions ou alliances, par voie d'apport ou de toute autre manière, avec d'autres compagnies ou tous particuliers, ne peuvent être prises que dans l'assemblée générale réunissant au moins le quart des actions émises et à la majorité des deux tiers des voix des membres présents.

Les délibérations portant sur l'augmentation du fonds social, les modifications aux statuts, la prorogation de la société et les cessions, fusions ou alliances sont exécutoires qu'après avoir été approuvées par le Gouvernement.

Les convocations aux assemblées générales sont annoncées par un avis inséré huit jours au moins avant l'époque de la réunion dans les journaux d'annonces légales mentionnés à l'article 8.

La réunion aura lieu à Paris au lieu désigné par la convocation.

Si l'assemblée générale a pour objet de délibérer sur les propositions mentionnées en l'article 46, les avis de convocation doivent en faire mention.

L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration, en cas d'empêchement, par celui de ses membres que le conseil aura désigné à cet effet.

Les deux plus forts actionnaires, en dehors du conseil, présents à l'ouverture de l'assemblée, remplissent les fonctions de scrutateurs, et, sur leur refus, les deux plus forts actionnaires après eux jusqu'à acceptation.

Le secrétaire est désigné par le bureau.

L'assemblée générale entend le rapport du conseil d'administration.

Elle entend et discute les comptes, et les approuve s'il y a lieu.

Elle fixe, sur la proposition du conseil d'administration, les dividendes et les sommes affectées au fonds de réserve.

Elle nomme les administrateurs.

Elle prononce souverainement, en se renfermant dans la limite des statuts,

sur les intérêts de la compagnie, et confère par ses délibérations les pouvoirs nécessaires pour les cas qui n'auraient pas été prévus.

50. Les votes sont exprimés par assis et levés, à moins que le scrutin secret ne soit demandé par quinze membres au moins.

Il est compté à chaque actionnaire autant de voix qu'il a de fois quarante actions sans toutefois que le même actionnaire puisse avoir plus de cinq voix en son personnel, et plus de dix voix, soit pour lui-même, soit comme fondé de pouvoir.

51. Les délibérations de l'assemblée générale, prises conformément aux articles précédents, obligent tous les actionnaires, même absents ou dissidents.

Elles sont constatées par des procès-verbaux signés par tous les membres de l'assemblée ou au moins par la majorité d'entre eux.

52. Une feuille de présence destinée à constater le nombre des membres présents à l'assemblée et celui des actions représentées par chacun d'eux demeure annexée ainsi que les pouvoirs, à la minute du procès-verbal de l'assemblée générale.

Cette feuille est signée par chaque actionnaire en entrant en séance.

53. La justification à faire vis-à-vis des tiers des délibérations de l'assemblée résulte des copies ou extraits certifiés conformes par le président du conseil d'administration.

TITRE VII.

COMPTES ANNUELS. — FONDS DE RÉSERVE. — DIVIDENDES.

54. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

A la fin de chaque année sociale, il est dressé un inventaire général de l'actif et du passif de la société.

Cet inventaire est soumis à l'assemblée générale des actionnaires dans la séance annuelle.

L'époque du premier inventaire est fixée par le conseil d'administration.

55. Les produits de l'entreprise servent d'abord à acquitter les dépenses et à couvrir toutes les charges de la société.

56. Les produits nets, déduction faite des charges dont il vient d'être parlé, constituent les bénéfices.

Sur ces bénéfices on prélève annuellement :

1^o Cinq pour cent du capital des actions émises ;

2^o Dix pour cent des bénéfices pour le fonds de réserve.

Ce qui reste est réparti dans la proportion d'un dixième pour les administrateurs et de neuf dixièmes pour les actions, à titre de dividende.

Lorsque le fonds de réserve aura atteint le cinquième du capital social, le prélèvement y affecté cessera d'être obligatoire ; il reprendrait son cours si la réserve venait à descendre au-dessous de cette proportion.

Il peut en outre être fait une réserve spéciale, sauf l'approbation de l'assemblée générale.

57. Le paiement des dividendes a lieu chaque année à l'époque déterminée par l'assemblée générale qui les aura fixés.

Toutefois, pour le premier semestre de chaque année, le conseil d'administration est autorisé à distribuer, sur les bénéfices réalisés, jusqu'à concurrence de cinq pour cent par an du capital des actions.

58. Le paiement des dividendes se fait aux lieux déterminés par le conseil d'administration.

Tous dividendes qui n'ont pas été touchés cinq ans après l'époque fixée pour le paiement sont prescrits et acquis à la société.

59. En cas d'insuffisance des produits nets d'une année pour fournir un dividende de vingt-cinq francs par action, la différence pourra être prélevée sur le fonds de réserve en vertu d'une décision de l'assemblée générale.

TITRE VIII.

DISSOLUTION. — LIQUIDATION.

60. Lors de la dissolution de la société, l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration, détermine le mode de liquidation à suivre et nomme les liquidateurs.

61. Pendant toute la durée de la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée générale se continuent.

a notamment le droit d'approuver les comptes de la liquidation et d'en donner ce.

liquidateurs pourront, en vertu d'une délibération de cette assemblée, faire le port à une autre société de tous les droits, actions et obligations de la société e.

TITRE IX.

CONTESTATIONS.

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant la durée de la société ou sa liquidation, soit entre les actionnaires et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, et à raison des affaires sociales, seront jugées conformément à la

En cas de contestations, tout actionnaire devra faire élection de domicile à et toutes notifications seront valablement faites au domicile par lui élu, sans gard à la distance de la demeure réelle.

En l'absence d'élection de domicile, cette élection aura lieu de plein droit, pour les actions judiciaires et extrajudiciaires, au parquet de M. le procureur impérial : tribunal civil de première instance séant à Paris.

Domicile élu formellement ou implicitement, comme il vient d'être dit, entraînant attribution de juridiction aux tribunaux compétents du département de la

pour faire publier les présentes où besoin sera, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition ou d'un extrait.

ont acte :

et passé à Paris, au siège du Comptoir d'escompte de Paris, rue Bergère, n° 14, M. Pinard; rue Laffitte, n° 17, pour M. Talabot, et rue Boursault, n° 7, pour M. Schuch, ntsch,

le 1^{er} mai;

lecture faite, les parties ont signé avec les notaires.

Ensuite est écrit :

enregistré à Paris, huitième bureau, le 2 mai 1864, folio 65 verso, case 1^{re}. Reçu 5 francs et un franc pour double décime. Signé Gratian.

pour être annexé au décret impérial en date du 4 mai 1864, enregistré sous n° 347.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

devant M^e Cottin et son collègue, notaires à Paris, soussignés,

comparu :

Alphonse-Louis Pinard, officier de la Légion d'honneur, directeur du Comptoir d'escompte de Paris, président du conseil d'administration du Crédit foncier colonial, demeurant à Paris, rue du Conservatoire, n° 5;

lequel a dit qu'aux termes d'un acte passé devant ledit M^e Cottin et son collègue, le 1^{er} mai, présent mois, contenant la souscription aux actions de la société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France, il a souscrit comme se portant fort pour M. le prince Murat, à cinq cents actions de ladite société.

Pinard, expliquant cette souscription, déclare qu'il s'est porté fort de M. le prince Murat et de M. le prince Joachim Murat, et qu'il a souscrit pour eux deux cent cinquante actions, soit deux cent cinquante pour chacun,

confirmant ainsi la souscription par lui faite et la réitérant, au nom de M. le prince Murat, pour deux cent cinquante actions, et au nom de M. le prince Joachim Murat, pour deux cent cinquante actions;

Pinard se portant fort à raison de cette souscription de MM. les princes Murat.

ont acte :

et passé à Paris, en l'hôtel du Comptoir d'escompte,

le 4 mai;

Et M^r Pinard a signé avec les notaires, après lecture faite:

Ensuite est écrit :

« Enregistré à Paris, 8^e bureau, le 4 mai 1864; folio 75 verso, case 1^{re}. Reçu dix francs; double décime, quarante centimes. Signé Gratian. »

Vu pour être annexé au décret impérial en date du 4 mai 1864, enregistré n^o 347.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉRIC.

N^o 16,628. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 5 liquidations de Pensions civiles.

Du 1^{er} Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS; à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 5, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 14 et 18 de la loi du 18 mai 1853, sur les pensions civiles;

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	ANNÉE du service.	JOURS de service.	TOTAL du service.
		Dates.	Lieux.					
1	DESLANDES (Jean-Michel).	29 mars 1811.	Verneuil- sur-Avre (Eure).	Ex-commis co- lonial faisant fonctions de re- ceveur des con- tributions di- verses à Dellys.	Civils.....	33	31	33
2	OLIVIER (Jean-Antoine).	14 janv. 1797.	Toulon (Var).	Ex-inspecteur principal des bâtiments ci- vils à Alger.	Idem.....	31	31	31
3	GALPIN (Louis-Victor)..	13 mars 1814.	Bourgneuf (Mayenne).	Ex-geometre du service des opé- rations topogra- phiques à Milles- na.	Idem.....	17	31	17
4	BOUZAN (André-Amédée)	15 juin 1808.	Brignoles (Var).	Idem à Alger....	Idem.....	10	31	10
	BACHE (Eugène), dit PAUL.	26 nov. 1813.	Paris (Seine).	Ex-inspecteur de la maison cen- trale de Lambese	Idem.....	29	31	29
	Sa veuve :							
5	ÉMERIC (Marie-Anne- Elisabeth-Aglac).	3 juin 1817.	Hyères (Var).	.....	.....	.	.	.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué au tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juin 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Maréchal de France, Ministre
secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

la loi du 22 août 1790;

le décret du 13 septembre 1806;

l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date des 25 novembre 1862, 30 mars 1863, 2 et 29 février, 10 mars et 20 avril 1864, par lequel il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de la guerre pour l'année 1864 (Algérie);

la section des finances de notre Conseil d'État entendue; en ses avis des 25 février, 5 mars, 3 juin 1863, 8 et 15 mars et 3 mai 1864;

sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

NOUS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les cinq liquidations de pensions civiles comprises pour une somme de trois mille cinq cent cinquante-huit francs (3,558^f) dans le tableau ci-dessous sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	59,4 ^f 04 ^c	1,457 ^f 65 ^c	"	"	1,457 ^f (a)	25 déc. 1861.	Nîmes (Gard).
"	863 61		"	"			
"	808 27	1,243 10	"	"	1,243	1 ^{er} février 1863.	Toulon (Var).
"	634 83		"	"			
"	54 89	407 73	"	"	407	1 ^{er} janvier 1864.	Nantes (Loire-Inférieure)
"	352 83		"	"			
"	26 31	216 10	250 ^f	"	250	8 janvier 1864.	Alger (Algérie).
"	189 79						
"	187 67	605 54					
"	417 87						
"	"	"	"	201 ^f	201	16 sept. 1863.	Idem.
				TOTAL.	3,558		

à payer à partir de la cessation du traitement d'activité.

16,629. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise l'inscription, au Trésor public, de 220 Pensions militaires.

Du 14 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu le titre IV de la loi du 25 mars 1817 et l'ordonnance rendue le 20 juin 1820 pour en assurer l'exécution;

Vu l'ordonnance du 2 août 1820;

Vu la situation du crédit de deux millions six cent mille francs ouvert pour l'inscription des pensions militaires par la loi du 13 mai 1863;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les deux cent vingt pensions militaires comprises pour une somme totale de cent quarante mille huit cent soixante-deux francs (140,872¹) dans le Bulletin des lois n° 1040 (partie supplémentaire), et rappelées au tableau ci-dessous, seront inscrites au livre des pensions du trésor public.

DÉCRETS DE CONCESSION des pensions à inscrire.				NATURE DES PENSIONS à inscrire.	MONTANT des pensions.	
Numéro du Bulletin des lois où sont insérées les pensions.	Numéros d'ordre de l'insertion de chaque décret au Bulletin des lois.	Dates des décrets.	Numéros d'ordre de chaque décret.		Parties.	Somme.
Bulletin n° 1040, partie supplé- mentaire.	16,536	11 mai 1864.	34	Pensions de retraite à des militaires pour ancienneté de services.	75	1.140
	16,537	Idem.	35	Pensions de réforme à des officiers....	4	1.000
	16,538	Idem.	36	Pensions à des veuves et orphelins de militaires.	98	1.140
	16,539	Idem.	37	Idem.....	39	1.140
	16,540	Idem.	38	Pensions de retraite à des officiers pour ancienneté de services.	13	1.140
TOTAL.....					230	1.140

2. La jouissance de ces pensions commencera à courir du jour indiqué pour chacune d'elles dans les décrets qui viennent d'être signalés.

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
(Pensions pour services militaires.)								
					BOCACES.			
1	BÉRENGUIER (Marie-Monique), veuve AUDIBERT.	9 juillet 1796.	Grimaud (Var).	Le mari, préposé.	Militaires....	6	9	17
					Civils.....	25	2	1
2	GUILLET (Marie-Jeanne), veuve ROCHARD.	21 juin 1786.	Quessoy (Côtes-du-Nord).	Le mari, matelot.	Marine.....	7	11	13
					Civils.....	25	9	1
3	REY (Thérèse), veuve BONNAUD.	1 ^{er} août 1808.	Arles (Bouches-du-Rhône).	Le mari, préposé.	Marine.....	2	10	17
					Civils.....	26	2	1
(Pensions pour services civils.)								
					FINANCES.			
					Civils :			
4	DENAUT (Louis) ⁽¹⁾	22 janv. 1802.	Paris (Seine).	Commis principal.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1864;	17	4	1
					postérieurs....	10	3	1

⁽¹⁾ Infirmités.

⁽¹⁾ Infirmités.

Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

6,630. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 26 liquidations de Pensions civiles.

Du 14 Juin 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Sur l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution;

Sur l'ordonnance du 28 août 1822, concernant les employés des caisses d'emprunt et des dépôts et consignations;

Sur la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'exercice 1864;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 10 mai dernier;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt-six liquidations de pensions civiles comprises dans une somme totale de seize mille six cent trente-cinq francs (16,635^f) au tableau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
Antérieur au 1 ^{er} janvier 1854.)							
"	"	"	"	125 ^f	125 ^f	25 novemb. 1863.	Saint-Tropez (Var).
"	"	"	"	125	125	11 janvier 1864.	Saint-Jacut (Côtes-du-Nord).
"	"	"	"	125	125	4 janvier 1864.	Arles (Bouches-du-Rhône).
TOTAL.					375		
Postérieur au 1 ^{er} janvier 1854.)							
"	1,040 ^f 00 ^c 598 25	1,638 ^f 25 ^c	"	"	1,638	1 ^{er} avril 1864.	Paris (Seine).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	ÉTAT DE SAVANT	
		Dates.	Lieux.			Ant.	Post.
5	LAFORGE (Narcisse-Léon-Albin) ⁽¹⁾ .	4 oct. 1810.	Montpellier (Hérault).	Contrôleur.....	CONTRIBUTIONS DIRECTES. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs.....	9	0
6	CALIFE (Louis-Antoine-Désiré).	6 octobre 1790.	Barneville-sur-Seine (Eure).	Brigadier forestier.	FORÊTS. Militaires..... Civils.....	8	33
7	FOURTET Jean.....	16 fév. 1800.	Castelnau-Bixière-Basse (Hautes-Pyrénées).	Inspecteur.....	Idem.....	10	1
8	NOÛT (François) ⁽²⁾ .	27 oct. 1804.	Écronvies (Meurthe).	Garde forestier mixte.	Militaires..... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs.....	7	16
9	PELLEGRINI (Antoine) ..	22 août 1802.	Luciana (Corse).	Sous-inspecteur..	Militaires..... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs.....	11	10
10	SASSIS (Jean-Pierre) ...	9 juillet 1807.	Saint-Laurent (Hautes-Pyrénées).	Garde forestier..	Militaires..... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs.....	17	10
11	SCHWINDT (André-Auguste).	14 nov. 1803.	Strasbourg (Bas-Rhin).	Idem.....	Militaires..... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs.....	13	10
12	VALLON (Étienne)	15 juillet 1813.	Champniers (Charente).	Idem.....	Militaires..... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs.....	9	10
13	BÉGETS (Catherine) , v ^e DE SCHACKEN.	20 nov. 1807.	Vauvillers (Haute-Saône).	Le mari, garde forestier.	FORÊTS. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs.....	12	10
14	BERNARDT (François)...	1 ^{er} oct. 1796.	Entrevaux (Basses-Alpes).	Receveur principal.	Idem.....	10	10
15	ROQUIER (Gilles-Jean-Baptiste).	31 août 1810.	Saint-Sauveur-le-Vicomte (Manche).	Brigadier.....	Militaires..... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs.....	15	10
16	SABATÉ (Pierre-Joseph-Jean).	27 août 1819.	La Roque (Pyrénées-Orientales).	Préposé.....	Militaires..... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs.....	6	10
17	HOUCADE (Marguerite), veuve BERGE.	15 juillet 1830.	Vendays (Gironde).	Le mari, préposé.	Militaires..... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs.....	1	6

(1) Accident grave. — (2) Infirmités.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
“	458'33 ^c 479 16	937'49 ^c	“	“	937 ^f	1 ^{er} août 1863.	Montpellier (Hérault).
44'14 ^c	635 62	679 76	675 ^f	“	675	1 ^{er} janvier 1864.	Lantage (Aube).
“	“	“	2,227	“	2,227	1 ^{er} avril 1864.	Paris (Seine).
46 66	199 63 118 67	364 96	“	“	364	1 ^{er} janvier 1864.	Emberménil (Meurthe).
“	1,349 65 540 96	1,890 61	1,600	“	1,600	1 ^{er} avril 1864.	Bastia (Corse).
59 12	211 60 119 28	390 00	“	“	390	1 ^{er} janvier 1864.	Saint-Laurent (Hautes-Pyrénées)
100 02	317 50	417 52	“	“	417	Idem.	Strasbourg (Bas-Rhin).
79 04	90 41 101 39	270 84	“	“	270	1 ^{er} mars 1864.	Champniers (Charente).
“	“	“	“	124 ^f	124	13 août 1863.	Hénaménil (Meurthe).
“	“	“	1,732	TOTAL.	6,067 1,732	1 ^{er} mars 1864.	Entrevaux (Basses-Alpes).
55 43	310 00 203 62	569 05	“	“	569	1 ^{er} avril 1864.	Cherbourg (Manche).
42 70	79 00 154 50	276 20	“	“	276(a)	1 ^{er} mars 1864.	La Roque (Pyrénées-Orient)
18 36	400 00	418 35	“	278	278(b)	21 octobre 1862.	Vendays (Gironde).

rrrages ne courent qu'à dater du jour de la cessation effective du traitement d'activité. — (b) Le mari, rtes d'une maladie résultant d'un acte de dévouement.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	458 33 ^c 479 16	937 49 ^c	"	"	937 ^f	1 ^{er} août 1863.	Montpellier (Hérault).
44 14 ^c	635 62	679 76	675 ^f	"	675	1 ^{er} janvier 1864.	Lantage (Aube).
"	"	"	2,227	"	2,227	1 ^{er} avril 1864.	Paris (Seine).
46 66	199 63 118 67	364 96	"	"	364	1 ^{er} janvier 1864.	Emberménil (Meurthe).
"	1,349 65 540 96	1,890 61	1,600	"	1,600	1 ^{er} avril 1864.	Bastia (Corse).
59 12	211 60 119 28	390 00	"	"	390	1 ^{er} janvier 1864.	Saint-Laurent (Hautes-Pyrénées).
100 02	317 50	417 52	"	"	417	Idem.	Strasbourg (Est-Rhin).
79 04	90 41 101 39	270 84	"	"	270	1 ^{er} mars 1864.	Champniers (Charente).
"	"	"	"	124 ^f	124	13 août 1863.	Hénaménil (Meurthe).
"	"	"	1,732	TOTAL.	6,067	1 ^{er} mars 1864.	Entrevaux (Basses-Alpes).
55 43	310 00 203 62	569 05	"	"	569	1 ^{er} avril 1864.	Cherbourg (Manche).
42 70	79 00 154 50	276 20	"	"	276(a)	1 ^{er} mars 1864.	La Roque (Pyrénées-Orientales).
18 35	400 00	418 35	"	278	278(b)	21 octobre 1862.	Vendays (Gironde).

rétrages ne courent qu'à dater du jour de la cessation effective du traitement d'activité. — (b) Le mari nites d'une maladie résultant d'un acte de dévouement.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
18	MIVELLE (Marie-Alexan- drine), veuve BRIAU- DET.	13 oct. 1819.	Froide- Fontaine (Jura).	Le mari, sous- brigadier.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... CONTRIBU- TIONS INDIRECTES. Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 1/5 fictif.....	8	2	20
19	BÉRAUD (Marie-Thérèse- Louise), orpheline ⁽¹⁾ .	15 oct. 1846.	La Rochelle (Charente-Infer.).	Le père, préposé en chef d'octroi.	 POSTES. Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 1/5 fictif.....	11	5	12
20	ROMIEUX (Jeanne-Natha- lie), veuve BÉRAUD.	6 mars 1817.	Idem.	Le mari, préposé en chef d'octroi.	 POSTES. Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 1/5 fictif.....	7	1	3
21	CASPANG (Louis).....	18 mai 1797.	Villatte (Haute-Garonne).	Facteur de ville..	 POSTES. Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 1/5 fictif.....	10	8	1
22	ESCOUBÉ (Dominique)..	8 février 1799.	Toulouse (Haute-Garonne).	Idem.....	 POSTES. Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 1/5 fictif.....	23	11	13
23	LEVILLAIN (René).....	7 octobre 1801.	Saint-Michel- de-Chavaignes (Sarthe).	Gardien de bureau.	 POSTES. Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 1/5 fictif.....	10	2	1
24	BONNOT (Henriette), v ^e PERRÈRE.	19 nov. 1803.	La Charité- sur-Loire (Nièvre).	Le mari, facteur de ville.	 POSTES. Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 1/5 fictif.....	25	1	1
25	BRENCY (Jean-Georges).	14 avril 1805.	Puzey (Haute-Saône).	Agent de comp- toir.	 POSTES. Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 1/5 fictif.....	31	5	1
26	LEVERT (Aimé) ⁽²⁾	4 octobre 1793.	Caen (Calvados).	Commis princi- pal.	 POSTES. Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... 1/5 fictif.....	19	4	1

(1) Tuteur : le sieur BÉRAUD. — (2) Infirmités.

(a) Le mari mort des suites d'une maladie présentant le caractère d'accident grave. — (b) Lorsque l'orphelin

1 ^{re} catégorie..	Douanes.....
	Finances.....
	Contributions directes.....
	Forêts.....
2 ^e catégorie ..	Douanes.....
	Contributions indirectes.....
	Postes.....
	Caisse des dépôts et consignations.....

TOTAL.....

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
30 ⁶ 96 ^c	140 ⁶ 49 ^c 178 40	349 ⁶ 85 ^c	"	116 ^f	116(a)	28 décembre 1863.	Froide- Fontaine (Jura).
				TOTAL.	2,971		
58 33	505 64 413 75	977 72	"	81	81	12 mars 1864 au 14 octobre 1867, époque à laquelle l'orpheline at- teindra sa majo- rité.	Lalen (Charente-Infér.)
"	"	"	"	244	244(b)	12 mars 1864.	Idem.
				TOTAL.	325		
37 57	142 22 135 00	314 79	"	"	314	1 ^{er} mars 1864.	Toulouse (Haute-Garonne).
"	413 25 183 75	597 00	"	"	597	16 mars 1864.	Idem.
31 86	13 34	545 20	"	"	545	1 ^{er} mars 1864.	Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord).
"	"	"	"	114	114	18 juin 1862.	Nevers (Nièvre).
				TOTAL.	1,570		
"	886 98 442 03	1,329 01	"	"	1,329	1 ^{er} avril 1864.	Paris (Seine).
7 27	903 64 512 80	1,423 71	"	"	1,423	20 décembre 1863.	Idem.
				TOTAL.	2,752		

atteint sa majorité, ou à son décès, la part de 81 francs qui lui a été affectée fera retour à la veuve, dont la cote sera ainsi portée à 325 francs.

3	.....	375 ^f
1	1,638 ^f	
1	937	
8	6,067	
5	2,971	16,260
2	325	
4	1,570	
2	2,752	
26	.....	16,635

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n° 5p.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juin 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances.

Signé ACHILLE FOULD.

N° 16,631.—DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 16 liquidations de Pensions civiles

Du 14 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			
		Dates.	Lieux.			Ant.	Post.	Total.	Ann.
1	BOISSIER (Pierre).....	22 fev. 1795.	Nîmes (Gard).	Receveur particu- lier.	FINANCES. Militaires.... 8 2 Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; 35 6 postérieurs... 10 1 30 Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; 28 10 25 postérieurs... 9 7 8				
2	FOUGERAY - DELAUNAY (Adolphe).	1 ^{re} août 1795.	Paris (Seine).	Receveur-percep- teur.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; 18 4 9 postérieurs... 16 1 3 Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; 22 9 20 postérieurs... 10 1 1				
3	LE BRETON (Amand-Fi- dèle-Constant) ⁽¹⁾ .	15 juin 1795.	Liffré (Ille-et-Vilaine).	Percepteur.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; 22 9 20 postérieurs... 10 1 1 Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; 29 1 13 postérieurs... 10 1 1				
4	LUCY (Achille).....	6 juillet 1796.	Ognes (Oise).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; 29 1 13 postérieurs... 10 1 1				
5	PARISON (Jean-Baptiste- Nicolas).	9 juin 1795.	Vassy (Haute-Marne).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; 29 1 13 postérieurs... 10 1 1				

(1) Infirmités.

Sur la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864 ;
la section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du
mai dernier,
sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des
finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les seize liquidations de pensions civiles comprises pour
la somme totale de huit mille huit cent soixante-douze francs
(872^{fr}) au tableau ci-après sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance
à jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est
chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin
des lois, sous le n° 51.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juin 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur ;

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

LIQUIDATION			LIMI- TATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
104 ^{fr} 50 ^c	937 ^{fr} 56 ^c	1,042 ^{fr} 06 ^c	•	•	1,042 ^{fr}	22 février 1864.	Carpentras (Vaucluse).
•	•	1,905 16	•	•	1,905	4 août 1863.	Paris (Seine).
•	•	582 04	•	•	582	4 janvier 1864.	Le Puy (Haute-Loire).
•	•	451 42	•	•	451	1 ^{er} janvier 1864.	Meaux (Seine-et-Marne).
•	•	510 10	•	•	510	5 janvier 1864.	Vassy (Haute-Marne).

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Total des services.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
6	POMMERY (Alphonse-Constant) ⁽¹⁾ .	24 janv. 1805.	Paris (Seine).	Receveur percepteur.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	13	9	13	22
7	TAIGNY (Paul-Narcisse).	10 janv. 1794.	Idem.	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janv. 1854 (assujettis à retenue) ; Idem (non assujettis à retenue) ; postérieurs...	23	2	0	25
8	BACHY (Mélanie-Benoite-Josephite), veuve GAFRET.	3 déc. 1793.	Maroilles (Nord).	Le mari, ex-percepteur.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	31	6	9	37
9	BARJEAN (Jeanne-Adélaïde), veuve BACHE.	18 janv. 1798.	Mauvezin (Gers).	Le mari, ex-receveur particulier.	Civils.....	10	1	3	11
10	BARRAT (Denise-Alexandrine), veuve VACOSIN ⁽²⁾ .	13 janv. 1800.	Provins (Seine-et-Marne).	Le mari, percepteur.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	21	11	2	32
11	LAMOULOISE (Louise), veuve CÉDON.	5 sept. 1792.	St-Symphorien-de-Marmagne (Saône-et-Loire).	Idem.....	Civils.....	37	11	2	48
12	NANSÉ (Louise), veuve GAND.	14 oct. 1830.	Hattin (Bas-Rhin).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... POSTES. Militaires....	22	9	9	31
13	MAZARS (Jean-Baptiste).	14 mai 1807.	Sauveterre (Aveyron).	Facteur rural....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires....	7	6	0	13
14	MILLERET (Jean-Louis).	29 mars 1808.	Passenans (Jura).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	14	7	0	21
15	MOUREY (François-Xavier).	13 août 1807.	La Corbière (Haute-Saône).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1864 ; postérieurs...	23	5	0	28
16	POISSON (Antoine) ⁽¹⁾ ...	26 fév. 1799.	Toulouse (Haute-Garonne).	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1864 ; postérieurs...	11	4	12	15

(1) Infirmités. — (2) Le mari décédé des suites d'une maladie ayant le caractère d'accident grave.

Nouveaux assujettis. { Financiers.....
Postes.....

Total

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	"	807 ¹ 38 ^c	"	"	807 ¹	1 ^{er} février 1864.	Paris (Seine).
"	1,750 ¹ 69 ^a 808 91	2,559 60	"	"	2,559	Idem.	Poitiers (Vienne).
23 ¹ 89 ^c	304 78	328 57	"	109 ¹	109	Rappel de 3 années d'arrérages à partir de l'insertion du décret de concession au Bulletin des lois. 7 mars 1862.	Maroilles (Nord).
"	"	"	"	100	100		Montauban (Tarn-et-Garonne).
"	"	316 15	399 ¹ 00 ^c	133	133	3 décembre 1861.	Thann (Haut-Rhin).
"	"	"	"	100	100	Rappel de 3 années d'arrérages à partir du jour de l'insertion du décret de concession au Bulletin des lois.	Saint-Desart (Haute-Saône).
"	"	458 12	"	152	152	28 sept. 1862....	Soultz (Bas-Rhin).
					8,450		
92 20	66 51	158 71	"	"	158	16 février 1864.	Sauveterre (Aveyron).
53 33	71 03	124 36	"	"	124	1 ^{er} mars 1864.	Salins (Jura).
"	"	79 54	"	"	79	16 février 1864.	Luxeuil (Haute-Saône).
"	"	61 64	"	"	61	Idem.	Lanta (Haute-Garonne).
					422		

8,450¹

422

8,872

N° 16,632. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 2 liquidations de Pensions civiles

Du 14 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu les articles 18 et suivants de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu la loi du 22 août 1790;

Vu le décret du 13 septembre 1806;

Vu l'ordonnance du 20 juin 1827,

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	PÉRIODE des services.		
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.
(Pensions pour services militaires et civils.)								
1	AUBREJEAN (Françoise), veuve MASSON (Pierre).	2 juillet 1803.	Estaing (Aveyron).	Le mari, ancien palefrenier des harnas.	Militaires et civils.	13	14	15
(Pensions pour services civils.)								
2	LALLEMAND (Claude-Auguste).	30 oct. 1801.	Paris (Seine).	Archiviste aux archives de l'Empire.	Civils.....	31	1	1

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Le ministre de notre Maison et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juin 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé **ACHILLE FOUÛL**.

Le Maréchal de France, Ministre
de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts,

Signé **VAILLANT**.

N° 16,633. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui établit :

1° Dans la commune de Saint-Vit, arrondissement de Besançon (Doubs), des foires qui se tiendront le 24 avril et le 5 juillet de chaque année;

2° Dans la commune de Voullx, arrondissement de Fontainebleau (Seine-et-Marne), une foire qui se tiendra annuellement le jeudi qui suit la Fête du 15 août. (Par 5 Mars 1864.)

N° 16,634. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant concession au sieur *Flottes*; agissant comme

mars 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur crédit d'inscription ouvert au ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts pour l'exercice 1864;
la section des finances de notre Conseil d'État entendue;
sur le rapport du ministre de notre Maison et des beaux-arts,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les deux liquidations de pensions civiles comprises sur une somme totale de mille quatre cent soixante-quatorze francs (474^f) au tableau ci-dessous sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ reversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
nt au 1 ^{er} janvier 1854.)							
"	"	233 ^f	"	Un quart.	58 ^f	18 décembre 1863.	Rodez (Aveyron).
ent au 1 ^{er} janvier 1854.)							
"	1,416 ^f 67 ^c	1,416 ^f 67 ^c	"	"	1,416 ^f	1 ^{er} mai 1864.	Paris (Seine).
				TOTAL.	1,474		

représentant de la compagnie franco-savoisienne, de mines de plomb et d'autres métaux connexes, sises communes de Celliers, Bonneval et Doucy (Savoie). Cette concession prendra le nom de *Concession du Crozat*. (Paris, 9 Mars 1864.)

16,635. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

Une foire qui se tient dans la commune d'Yzernore, arrondissement de Nantua (Ain), le 8 octobre, aura lieu, à l'avenir, le 6 juillet de chaque année;
Les foires qui se tiennent dans la commune de Bretenoux, arrondissement de Cahors (Lot), le 28 avril, la veille de la Pentecôte, le 16 août et le 8 octobre, auront lieu, à l'avenir, le 12 avril, le 12 mai, le 12 juin et le 12 juillet;
Une foire qui se tient dans la commune d'Apremont, arrondissement des Sables-Moutiers (Vendée), le 10 mars, aura lieu, à l'avenir, le troisième samedi du même mois;
Une foire qui se tient à Saint-Joseph-de-Rivière, arrondissement de Grenoble (Isère), le premier lundi d'avril, aura lieu, à l'avenir, le 20 juin de chaque année. (Paris, 9 Mars 1864.)

16,636. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui établit :

- 1° Dans la commune de la Chaux-du-Dombief, arrondissement de Saint-Claude (Jura), une foire qui se tiendra le 20 septembre de chaque année;
- 2° Dans la commune de Sorey, arrondissement de Commercy (Meuse), une foire qui se tiendra le 15 novembre de chaque année;
- 3° Dans la commune d'Anor, arrondissement d'Avesnes (Nord), deux foires qui se

tiendront le premier lundi de chacun des mois de mars et de septembre. (Paris, 16 Mars 1864.)

N° 16,637. — DÉCRETS IMPÉRIAUX (contre-signés par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui autorisent :

1° Les ayants droit du sieur *Alexandre Joset-Batteux*, à maintenir en activité la brique de sulfate de fer, d'alun et autres produits accessoires, établie au lieu dit *Prée*, commune de Vieil-Arcy (Aisne);

2° Le sieur *Marcot*, à maintenir en activité un moulin à blé qu'il possède sur la *Selle*, dans la commune de Liverdun (Meurthe);

3° Les sieurs *Lemant frères*, à maintenir en activité une filature qu'ils possèdent sur la rivière du Val, dans la commune de Petit-Mont (Meurthe);

4° Le sieur *Boquel (Jean-Baptiste)*, à pratiquer sur la rive droite de la Meurthe une prise d'eau sans barrage pour l'irrigation de prairies sises au lieu dit *Grand-Pré*, commune de Bertrichamps (Meurthe). (Paris, 16 Mars 1864.)

N° 16,638. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui établit dans la commune de *Commeny*, arrondissement de Montluçon (Allier), trois foires qui se tiendront le 16 mars, le mardi qui suit le dimanche après le 15 août, et le 28 novembre de chaque année. (Paris, 19 Mars 1864.)



Certifié conforme :

Paris, le 25^e Juin 1864.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie Impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1046.

16,639. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux Rues de la ville de Charolles (Saône-et-Loire).*

Du 14 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu le décret du 26 mars 1852, relatif aux rues de Paris, et le règlement du 27 décembre 1858;

Vue la délibération du conseil municipal de Charolles (Saône-et-Loire), en date du 10 mai 1863;

Vu le plan général d'alignement de Charolles, dûment approuvé par ordonnance royale du 25 décembre 1839;

Vues les pièces de l'enquête;

Vu l'avis du préfet du département;

La section de l'intérieur de notre Conseil d'État entendue,

NOUS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions du décret du 26 mars 1852, relatif aux rues de la ville de Paris, sont déclarées applicables à la ville de Charolles (Saône-et-Loire), à l'exception des articles 1 et 7.

Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juin 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

N° 16,640. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 2 liquidations de Pensions civiles.

Du 14 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 5 et suivants de la loi du 9 juin 1833, sur les pensions civiles ;

Vu la loi du 11 avril 1831 ;

Vu l'ordonnance du 20 juin 1827 ;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 18 mai 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DÉBUT des services.			DÉBUT des pensions.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
1	MAHÉ (François) (1) . . .	23 mars 1809.	Plouray (Morbihan).	Sub-brigadier des houses.	Militaires et civils.	20	0	0	1864
2	SABREY Jean - Antide - Valéry (1).	3 dec. 1811.	Morey (Haute-Saône).	Idem.	Civils.	15	7	1	1864

(1) Accidents graves.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Le ministre de notre Maison et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juin 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé ACHILLE FOULD.

*Le Maréchal de France, Ministre de la Guerre
de l'Empereur et des beaux-arts,*

Signé VAILLANT.

N° 16,641. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'inscription, au Trésor public d'une Pension de Donataire.

Du 18 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 1^{er} de la loi du 26 juillet 1821, qui attribue des pensions aux anciens donataires français entièrement dépossédés de leurs dotations situées en pays étrangers, lorsqu'ils n'auront rien conservé en France :

as le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le cré-
d'inscription ouvert au ministère de la Maison de l'Empereur et des
beaux-arts par décret du 13 avril 1864;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue;

sur le rapport du ministre de notre Maison et des beaux-arts,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les deux liquidations de pensions civiles comprises
sur une somme totale de cinq cent quatre-vingt-un francs (581^f)
tableau ci-dessous sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
17 ^f 82 ^c	331 ^f 17 ^c	378 ^f 99 ^c	"	"	378 ^f	1 ^{er} mars 1864.	Hennebon (Morbihan).
"	203 75	203 75	"	"	203	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
				TOTAL.	581		

Vu les paragraphes 5 et 6 du même article, portant que ces pensions
sont réversibles moitié sur les veuves et moitié sur les enfants des dona-
ires, avec réversibilité en faveur des survivants de la veuve ou des enfants;

Vu la demande adressée par les ayants cause d'un titulaire de pension
donataire aujourd'hui décédé, ensemble les pièces produites pour la
justification des droits des réclamants;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des
finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La pension de mille francs précédemment inscrite sous
n° 12, au nom du comte *Berthier-Lasalle* (*Alexandre-Alméric*), sera
réversée sur la tête de sa veuve et de ses enfants ci-après dénommés,
avoir :

De Vanssay (*Jeanne-Jan-Armandine*), veuve du comte *Berthier-La-*
Lasalle, née le 14 janvier 1806 au Mans (Sarthe);

Et *Berthier-Lasalle* { *Albert-Henry-Alexandre*, né le 13 août 1833
au Mans (Sarthe);
Edgar-Hippolyte-Charles, né le 22 mai 1835
au Mans (Sarthe);
Lionel-Charles-Joseph, né le 6 juillet 1842 au
Mans (Sarthe).

2. Cette pension sera inscrite au trésor public, avec jouissance du

1^{er} janvier 1864, lendemain du décès du premier titulaire, et ordonnancée dans le département de la Seine.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Fontainebleau, le 18 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances

Signé ACHILLE FOULD.

N° 16,642. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise l'inscription, au Trésor public d'une Pension de Veuve de Vétéran du camp de Juliers.

Du 18 Juin 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 8 de la loi du 14 juillet 1819, portant que les anciens vétérans des camps de Juliers et d'Alexandrie seront inscrits au livre des pensions pour une somme égale à leur solde de retraite, en indemnité des donations nationales qui leur avaient été concédées par la loi du 1^{er} floréal an XI;

Vu le paragraphe 3 du même article, qui déclare ces pensions réversibles sur les veuves desdits vétérans;

Vu la demande formée par la dame *Dehan (Marie-Catherine)*, veuve du sieur *Duport*, ancien vétéran du camp de Juliers, ensemble les pièces à l'appui;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La pension de deux cent quarante-trois francs précédemment inscrite sous le n° 172, au nom du sieur *Duport (Joseph)* et rejetée des registres du trésor par suite du décès du titulaire, sera réinscrite au nom de la dame *Dehan (Marie-Catherine)*, sa veuve, née le 12 août 1787 à Cosnes (Moselle).

2. Cette pension sera ordonnancée dans le département de l'Aube et la jouissance en commencera à courir du 4 décembre 1863, le lendemain du décès du premier titulaire.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances

chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Fontainebleau, le 18 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

16,643. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 25 liquidations de Pensions civiles.

Du 18 Juin 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR S FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances;

Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'exercice 1864;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du 1^{er} mai dernier;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt-cinq liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de vingt-neuf mille six cent quarante-huit francs (29,648^{fr}) au tableau d'autre part sont approuvées.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance au jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n° 53.

Fait au palais de Fontainebleau, le 18 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			Autre service à compter depuis le 1 ^{er} janvier 1854.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	

(Pensions pour services)									
1	AGNÈS (Jeanne-Marie), veuve DELALAIS.	13 août 1790.	Vauville (Manche).	Le mari, préposé.	DOUANES. Militaires.... Civils.....	1 25	6 8	13 .	Reçu de la M. de la M. de la M. de
(Pensions pour services)									
2	GATECLOU (Charles-Ma- rie).	10 août 1801.	Saint-Nicolas- des-Laitiers (Vosges).	Receveur de 2 ^e classe.	ENREGISTRE- MENT. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	25 10	9 27	9 .	Reçu de la M. de la M. de la M. de
3	HALLEZ (Stanislas-Fran- çois).	13 juillet 1790.	Haguenau (Bas-Rhin).	Directeur.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	51 10	12 27	10 .	Reçu de la M. de la M. de la M. de
4	LENDORMY (Pierre-Gus- tave).	14 avril 1813.	Châteaurenault (Indre-et-Loire).	Inspecteur.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	20 10	6 27	13 .	Reçu de la M. de la M. de la M. de
5	MARTIN (Isidore).....	19 juillet 1802.	Bellême (Orne).	Receveur de 2 ^e classe.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	22 10	6 27	6 .	Reçu de la M. de la M. de la M. de
6	RIFFÉ DE CAUBRAY (Adé- laïde-Thérèse), veuve MORLANNE.	21 juillet 1790.	Paris (Seine).	Distributrice de papier timbre.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	30 10	1 27	1 .	Reçu de la M. de la M. de la M. de
7	BELLEAU (Jeanne-Claire), veuve DEMONFERRAND.	16 mars 1801.	Limoges (Haute-Vienne).	Le mari, conserva- teur des hypo- thèques dans un chef-lieu d'ar- rondissement.	Civils.....	40	5	20	Reçu de la M. de la M. de la M. de
8	CHARVET (Marie-Philips- Louise), veuve DUBIF.	2 février 1803.	Sisteron (Basses-Alpes).	Le mari, rece- veur dans un chef-lieu de dé- partement.	Idem.....	42	10	29	Reçu de la M. de la M. de la M. de
9	DARBAU (Alexandrine- Desirée), veuve LE- FEBVRE.	4 mai 1818.	Saint-Hilaire- des-Noyers (Eure-et-Loir).	Le mari, receveur de 1 ^{re} classe.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	22 10	5 27	20 .	Reçu de la M. de la M. de la M. de
10	POTIER (Louise-Marie), veuve PONTALLIÉ.	20 nov. 1822.	Nantes (Loire-Inférieure).	Le mari, conserva- teur des hypo- thèques de 2 ^e classe.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	21 10	11 27	17 .	Reçu de la M. de la M. de la M. de
11	SOLLIER (Françoise- Louise), veuve BAL- DESSON.	17 janv. 1811.	Metz (Moselle).	Le mari, receveur de 1 ^{re} classe.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	29 10	6 27	8 .	Reçu de la M. de la M. de la M. de
12	BARRÉ (François-Henri- Prosper) (1).	31 janv. 1800.	Clèves (Etranger).	Receveur.....	DOUANES. Civils.....	44	2	1	Reçu de la M. de la M. de la M. de
13	JOBARD (Paul).....	9 nov. 1805.	Pont-de-Roide (Doubs).	Préposé, garde- magasin.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	25 10	10 3	0 .	Reçu de la M. de la M. de la M. de

(1) N'est astreint à aucune justification de nationalité.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ reversible aux veuves et aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
nt au 1 ^{er} janvier 1854.)							
"	"	"	"	125 ^f	125 ^f	1 ^{er} décembre 1863	Vauville (Manche).
nt au 1 ^{er} janvier 1854.)							
"	1,010 ^f 36 ^c 417 59	1,427 ^f 95 ^c	"	"	1,427	19 mars 1864.	Sées (Orne).
"	"	"	4,500 ^f	"	4,500	9 mars 1864.	Bar-le-Duc (Meuse).
"	"	"	2,735	"	2,735	27 février 1864.	Amiens (Somme).
"	1,108 46 552 29	1,660 75	"	"	1,660	22 mars 1864.	Mortagne (Orne).
"	404 39 220 90	625 29	"	"	625	22 février 1864.	Paris (Seine).
"	"	"	1,500	500	500	26 février 1864.	Saint-Amand (Cher).
"	"	"	2,000	666	666	15 février 1864.	Grenoble (Isère).
"	1,647 49 809 51	2,457 00	"	819	819	29 février 1864.	Chartres (Eure-et-Loir).
"	"	"	2,000	666	666	19 janvier 1864.	Nantes (Loire-Inférieure).
"	1,583 97 576 39	2,160 36	"	720	720	24 janvier 1864.	Pont- à-Mousson (Meurthe).
"	1,282 25	1,282 25	1,125	"	1,125	1 ^{er} avril 1864.	Courtavon (Haut-Rhin).
"	596 00 236 88	832 88	770	"	770	Idem.	Saint-Louis (Haut-Rhin).
TOTAL.					14,318		

N ^o D'ORDRE	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	ANNÉES des services.			ANNÉE de la liquidation.
		Dates.	Lieux.			AN.	MOIS.	JOURS.	
14	PRODHOMME (Charles - François-Laurent).	22 fevr 1795.	Aubigny (Aisne).	Receveur.....	Civils.....	37	4		1892
15	CORNU (Catherine), veuve DENALDE.	25 avril 1812.	Lasalle (Hautes-Alpes).	Le mari, préposé.	Idem.....	28	1	29	1892
16	DELVIEU (Adrienne), veuve CAILLABA.	3 mai 1814.	Ganac (Ariège).	Idem.....	Militaires.... Civils.....	7 25		25	1892
17	RITOURET (Guillau- mette), veuve LAFON- GUE.	22 déc. 1809.	Bertien (Hautes Pyrénées)	Idem.....	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	16 10	9		1892
18	TURCAUD (Rose), veuve FAUDACQ.	6 mai 1831.	La Chapelle- Launay (Loire-Inférieure)	Le mari, briga- dier.	Idem.....	19	1		1892
19	BAUDRON DE LA MOTHE (François - Gaspard - Marcellin).	11 avril 1802.	Donzy (Nièvre).	Receveur princi- pal entrepo- seur.	Idem.....	39	2	11	1892
20	KLING (Charles-Auguste)	20 fevr. 1802.	Schelestadt (Bas-Rhin).	Entreposeur de tabacs.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	27 10	8		1892
21	NORMAND (Jean-Auguste- Gusman).	2 juillet 1803.	Parthenay (Deux-Sevres).	Receveur princi- pal entrepo- seur.	Idem.....	24	1	18	1892
22	PINGOT (Pierre-Adolphe)	22 janv. 1804.	Lorris (Loiret).	Receveur à che- val.	Civils.....	35	10	20	1892
23	ROBERT (Adolphe - Louis) ⁽¹⁾ .	20 juin 1811.	La Croce di Fieschi (Étranger).	Commis aux exer- cices.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... POSTES. Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	15 10 7	7		1892
24	PÉRIGORD (Anne-Léoca- die), veuve PANTEL- DEPLAND.	9 août 1813.	Rochechouart (Haute-Vienne).	Le mari, rece- veur à cheval.	Idem.....	13	4		1892
25	THÉVENIN (Justin-Louis).	20 janv. 1807.	Verdun (Meuse).	Inspecteur.....	Idem.....	26	11	11	1892

(1) Fils de Français.

1^{re} catégorie... Douanes.
Enregistrement.
2^e catégorie... Douanes.
Contributions.
Postes...

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	1,270 ^f 00 ^c	1,270 ^f 00 ^c	900 ^f	"	900 ^f	1 ^{er} avril 1864.	Lucelle (Haut-Rhin).
"	"	"	"	146 ^f	146	18 janvier 1864.	Tiaret (Oran).
"	"	"	"	151	151	25 janvier 1864.	Marseille (Bouches-du-Rh.)
"	268 00	428 00	"	142	142	3 janvier 1864.	Idem.
"	160 00						
"	367 33	557 33	"	185	185	10 janvier 1864.	Nantes (Loire-Inférieure)
"	190 00						
				TOTAL.	3,419		
"	2,679 35	2,679 35	1,600	"	1,600	5 février 1864.	La Haute-Jarrie (Isère).
"	"	"	3,000	"	3,000	1 ^{er} avril 1864.	Bordeaux (Gironde).
"	"	"	1,861	"	1,861	8 mars 1864.	Parthenay (Deux-Sèvres).
"	1,801 81	1,801 81	1,600	"	1,600	1 ^{er} avril 1864.	Briare (Loiret).
51 ^f 33 ^c	510 00 348 50	909 83	"	"	909	11 avril 1864.	Paris (Seine).
46 67	536 03 366 44	949 14	"	316	316	9 mars 1864.	Saint-Junien (Haute-Vienne).
				TOTAL.	9,286		
"		2,500 00	"	"	2,500	1 ^{er} avril 1864.	Orchamps (Jura).
.....	125 ^f						
14,318 ^f	29,523						
3,419							
9,286.							
2,500							
.....	29,648						

N° 16,644. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant autorisation de la Caisse d'épargne établie à Saint-Palais (Basses-Pyrénées).*

Du 18 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu la délibération du conseil municipal de Saint-Palais (Basses-Pyrénées), en date du 15 décembre 1863 ;

Vu les budgets des recettes et dépenses de la commune de Saint-Palais pour les années 1862, 1863 et 1864, et l'avis du préfet des Basses-Pyrénées, du 7 janvier 1864 ;

Vu les lois des 5 juin 1835, 31 mars 1837, 22 juin 1845, 30 juin 1851 et 7 mai 1853, l'ordonnance du 28 juillet 1846 et les décrets des 15 avril 1852 et 15 mai 1858, sur les caisses d'épargne ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La caisse d'épargne établie à Saint-Palais (Basses-Pyrénées) est autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite caisse, tels qu'ils sont annexés au présent décret.

2. La présente autorisation sera révoquée en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La caisse d'épargne de Saint-Palais sera tenue de remettre, au commencement de chaque année, au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et au préfet du département des Basses-Pyrénées un extrait de son état de situation, arrêté au 31 décembre précédent.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires du département des Basses-Pyrénées.

Fait au palais de Fontainebleau, le 18 Juin 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 16,645. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'inscription, au Trésor public, de 177 Pensions militaires.*

Du 25 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
ES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le titre IV de la loi du 25 mars 1817 et l'ordonnance rendue le 20 juin
sivant pour en assurer l'exécution;

Vu l'ordonnance du 2 août 1820;

Vu la situation du crédit de deux millions six cent mille francs ouvert
our l'inscription des pensions militaires par la loi du 13 mai 1863;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des
nances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les cent soixante-dix-sept pensions militaires comprises
our une somme totale de cent quarante-neuf mille cent quatre-
ingt-quinze francs (149,195¹) dans le Bulletin des lois n° 1044 (partie
pplementaire), et rappelées au tableau ci-dessous, seront inscrites
a livre des pensions du trésor public.

DÉCRETS DE CONCESSION des pensions à inscrire.				NATURE DES PENSIONS à inscrire.	MONTANT des pensions.	
Numéro du Bulletin des lois sont inscrites les pensions.	Numéros d'ordre de l'insertion de chaque décret au Bulletin des lois.	Dates des décrets.	Numéros d'ordre de chaque décret.		Parties.	Sommes.
Bulletin 1044, partie pple- mentaire.	16,616	21 mai 1864.	39	Pensions de retraite à des militaires pour ancienneté de services.....	109	58,556 ¹
	16,617	Idem.	40	Idem.....	19	36,053
	16,618	Idem.	41	Idem.....	32	16,084
	16,619	28 mai 1864.	42	Idem.....	15	34,982
	16,620	Idem.	43	Pensions de retraite à des militaires pour infirmités.....	2	3,520
				TOTAL.....	177	149,195

2. La jouissance de ces pensions commencera à courir du jour
indiqué pour chacune d'elles dans les décrets qui viennent d'être
signés

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est
chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin
des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Juin 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 16,646. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve 24 liquidations de Pensions civiles

Du 25 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 1, 2, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853. sur les pensions civiles;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 1825, relative aux pensions de retraite du département des finances, et les actes qui en ont réglé l'exécution;

Vu la situation du crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864:

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			REMARQUES.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
(Pensions pour services)									
1	BOIN (Marie - Louise), veuve MENSUELLE.	29 dec. 1798.	Sorbais (Aisne).	Le mari, ex-sous- brigadier.	Militaires.... Civils.....	6 25	3 3	9 0	Le mari est mort de la peste le 20 mai 1804.
2	DELANNOY (Honorine - Jo- sèphe), veuve VARLET.	1 ^{er} mai 1802.	Mouchin (Nord).	Le mari, préposé.	Idem.....	21	9	04	Idem.
3	KERCHT (Marguerite - Do- rothée), veuve KUNTZ (1).	26 dec. 1792.	Saundesheim (Etranger).	Idem.....	Idem.....	26	5	28	Idem.
4	MILLET (Anne - Marie - Ca- therine), veuve MIL- LET.	2 oct. 1805.	Omonville (Manche).	Le mari, briga- dier	Idem.....	25	0	0	Idem.
5	DEVILLE (Marie - Julie), orpheline (2).	29 juin 1819.	Le Petit- Abergement (Ain).	Le père, ex-pré- posé.	Idem.....	28	6	0	Idem.
(Pensions pour services)									
6	FORANTRU (Marie - Fran- çoise), veuve BENOIT.	27 fev. 1809.	Paris (Seine).	Le mari, ex-con- cierge de l'hôtel des Monnaies.	MONNAIES. Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... FORÊTS. Militaires.... Civils..... BOTANES. Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils.....	5 21 10	8 8 0	3 0 21	Le mari est mort de la peste le 20 mai 1804.
7	ROCHIER (Monique), veuve LUTIN (3).	16 juin 1820.	Gruey- lez-Surance (Vosges).	Le mari, ex- garde mixte.	Militaires.... Civils..... BOTANES. Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils.....	6 11	5 9	2 0	Le mari est mort de la peste le 20 mai 1804.
8	COLAS (Louis - Victor - Na- poléon).	19 nov. 1807.	Saint - Vaast (Manche).	Patron.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils.....	16 10	7 0	0 0	Idem.
9	DAGOBERT (Jean - Bap- tiste - François).	2 août 1803.	Vitré (Ille - et - Vilaine).	Sous - brigadier...	Militaires.... Civils.....	5 34	9 7	18 0	Idem.
10	DELOS (Jean - Philippe - Jacques).	10 sept. 1806.	Prats - de - Mollo (Pyrénées - Or.).	Matelot.....	Militaires.... Civils..... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	8 96 1 13	11 5 5 10	11 0 0 0	Idem.
11	GALLERY — DESGRANGES (Jean - Baptiste) (4).	28 janv. 1815.	Allemans (Lot - et - Garonne).	Verificateur....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	13	10	0	Idem.

(1) Le mari était Français. — (2) Sous la tutelle du sieur ACCA. — (3) Le mari mort des suites d'une maladie de caractère d'accident grave. — (4) Infirmités.

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du mai dernier;

sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vingt-quatre liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de neuf mille six cent vingt-neuf francs (9,629^f) au tableau ci-après sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					

ment au 1 ^{er} janvier 1854.)							
"	"	"	"	233 ^f	233 ^f	1 ^{er} février 1864.	Hirson (Aisne).
"	"	"	"	114	114	28 février 1864.	Lezennes (Nord).
"	"	"	"	125	125	1 ^{er} mai 1863.	Le Fort-Louis (Bas-Rhin).
"	"	"	"	125	125	2 mars 1862.	Omonville (Manche).
"	"	"	"	125	125	Du 7 juin 1863 au 28 juin 1865.	Jora (Ain).
				TOTAL.	722		

E. ement au 1 ^{er} janvier 1854.)								
0 ^e	"	273 ^f 47 ^e	573 ^f 06 ^e	"	191 ^f	191 ^f	22 janvier 1864.	Paris (Seine).
0	"	299 59						
0	53 ^f 51 ^e	90 00	143 51	"	100	100	16 juin 1863.	Gruey- lez-Surance (Vosges).
20	41 17	331 66	572 22	"	"	572	1 ^{er} janvier 1864.	Cherbourg (Manche).
20		199 39						
20	42 52	628 65	671 17	637 ^f	"	637	Idem.	La Bernerie (Loire-Inférieure)
00	71 79	428 33	500 12	"	"	500	Idem.	a Nouvelle (Aude).
00	5 50	484 16	840 21	"	"	840(a)	1 ^{er} mars 1864.	Nantes (Loire-Inférieure)
12		350 55						

Les arrérages ne seront payés que du jour de la cessation du traitement d'activité.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			LIEU des services.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
12	GUILLAUMEY (Georges) ⁽¹⁾ .	9 déc. 1814.	Chaux (Haut-Rhin).	Brigadier	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires.... Civils.....	12	4		Ann.
13	PADOVANI (François-Xavier) ⁽¹⁾ .	13 fév. 1818.	Évisa (Corse).	Préposé.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils.....	11	2		Ann.
14	PATINGRE (Nicolas) ⁽²⁾ ...	24 fév. 1830.	New-York (Étranger).	Idem.....	Militaires.... Civils.....	6	3	11	Ann.
15	BERNAIS (Claudine), veuve MEUNIER ⁽³⁾ .	27 mars 1822.	Brangues (Isère).	Le mari, ex-pré- posé.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils.....	12	7		Ann.
16	BERNIÈRE (Delphine- Adèle-Julie), veuve LÉCLUSE.	7 mars 1821.	Bourbourg (Nord).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils.....	15	3		Ann.
17	LECHAT (Rose), veuve MERMOND.	21 juill. 1793.	Chamouny (Haute-Savoie).	Le mari, sous- lieutenant.	Civils..... Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils.....	26	5	10	Ann.
18	MOUNIER (Esther), veuve MOREAU.	17 avril 1824.	Les Mathes (Charente-Infér.)	Le mari, préposé.	Militaires.... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils.....	10	5		Ann.
19	RENOU (Bonne-Pélagie), veuve RENOUD ⁽⁴⁾ .	14 mai 1814.	Saint-Georges- de-la-Rivière (Manche).	Idem.....	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils.....	14			Ann.
20	ROLLANDO (Marie-Fran- çoise), veuve HARVIEU.	23 oct. 1800.	Vannes (Morbihan).	Le mari, commis principal de 1 ^{re} classe.	postérieurs... Civils.....	9	11	16	Ann.
21	VANNAISSE (Félicité- Louise-Émilie), veuve POIRSON.	10 janv. 1819.	Remilly (Ardenne).	Le mari, receveur principal.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... CONTRIBUTIFS INDIRECTES.	29	2		Ann.
22	DUFÉY (Honoré-Louis).	14 déc. 1787.	Compiègne (Oise).	Contrôleur de la garantie.	postérieurs... Civils.....	9	11	33	Ann.
23	RONIN (Louis-Adolphe).	30 sept. 1803.	Nevers (Nièvre).	Receveur à che- val.	Militaires.... Civils.....	7	4	3	Ann.
24	HAMEL (Geneviève-Fran- çoise-Antoinette), v ^{ve} DAVY.	3 sept. 1799.	Compiègne (Oise).	Le mari, ex-con- trôleur de la ga- rantie.	Idem..... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils.....	35	11	16	Ann.
					antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Civils.....	21	5		Ann.
						9	11	19	

⁽¹⁾ Infirmités. — ⁽²⁾ Idem. Fils de François. — ⁽³⁾ Le mari mort des suites d'un accident grave. — ⁽⁴⁾ Le mari mort des suites d'une maladie ayant le caractère d'accident grave.

1 ^{re} catégorie.....	Douanes.....
	Monnaies.....
2 ^{de} catégorie.....	Forêts.....
	Douanes.....
	Contributions.....
TOTAL.....	

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
"	195' 27" 194 75	390' 02"	"	"	390' (a)	1 ^{er} avril 1864.	Fêche- l'Église (Haut-Rhin).
"	148 48 163 71	312 19	"	"	312 (a)	Idem.	Ajaccio (Corse).
51' 63"	133 33	184 96	"	"	184 (a)	Idem.	Delle (Haut-Rhin).
"	157 29 148 75	306 04	"	102'	102	29 déc. 1863.	Brangues (Isère).
"	244 00 160 00	404 00	"	134	134	24 janvier 1864.	Dunkerque (Nord).
"	"	"	"	125	125	8 décembre 1863.	Craz (Ain).
34 75	138 17 128 40	301 32	"	100	100	4 décembre 1863.	Les Mathes (Charente-Infér.).
"	186 66 158 66	345 32	"	115	115	17 déc. 1863.	Portbail (Manche).
"	"	"	"	489	489	11 janvier 1864.	Vannes (Morbihan).
"	"	1 00	1,750'	583	583	24 déc. 1863.	Hirson (Aisne).
				TOTAL.	5,083		
72	"	1,429 69	1,400	"	1,400	9 mars 1864.	Paris (Seine).
50	"	1,806 00	1,600	"	1,600	1 ^{er} avril 1864.	Vesoul (Haute-Saône).
00	1,156 50	1,692 00	1,600	533	533	20 déc. 1863.	Paris (Seine).
00	535 50			TOTAL..	3,533		

Les arrérages ne seront payés que du jour de la cessation du traitement d'activité.

5	.....	722'
1	191'	
1	100	
14	5,083	8,907
3	3,533	
24	.....	9,629

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, sous le n° 52.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 16,647. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) qui confirme les nominations faites à titre provisoire dans la Légion d'honneur par le général commandant en chef le corps expéditionnaire du Mexique, en vertu des pouvoirs à lui conférés par la décision impériale du 21 juillet 1862, en faveur des militaires dont les noms suivent, qui prendront rang du 30 septembre 1862, savoir :

AU GRADE D'OFFICIER.

M. Segonne (Léon), sous-intendant de deuxième classe; chevalier du 29 octobre 1862; quinze ans de service effectif, sept campagnes; services exceptionnels rendus à la Vera-Cruz.

M. Brincourt (Albert-Marie-Paul), chef du dix-huitième bataillon de chasseurs à pied; chevalier du 12 juin 1856; vingt-deux ans de service effectif, quinze campagnes; cité à l'ordre de l'armée pour sa conduite au combat d'Atlixco; s'est, en outre, distingué de la manière la plus brillante comme commandant de Chalco.

M. Dubosq (Jules-François), capitaine au régiment étranger; chevalier du 17 juin 1852; dix-sept ans de service effectif, douze campagnes, une citation; officier distingué qui a rendu des services signalés comme commandant de Minatitlan.

M. Aubert (Alphonse), médecin-major de première classe; chevalier du 17 octobre 1857; vingt et un ans de service effectif, treize campagnes, une blessure; a montré un dévouement remarquable depuis le commencement de la campagne.

AU GRADE DE CHEVALIER.

M. Besson (Pierre-François), capitaine au septième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif, sept campagnes; vigoureux officier.

M. d'Arbo (Victor), lieutenant au dix-huitième bataillon de chasseurs à pied; treize ans de service effectif, sept campagnes; s'est distingué au siège de la Puébla.

M. Humbert (Camille-Ernest), sous-lieutenant au dix-huitième bataillon de chasseurs à pied; huit ans de service effectif, trois campagnes; très-brillant pendant le siège de la Puébla.

M. Delahogue (Alexandre-Auguste-Jean-Baptiste), capitaine au régiment étranger; vingt ans de service effectif, vingt campagnes; très-bon officier sous tous les rapports.

M. Tamisey (Alphonse), lieutenant au régiment étranger; dix-sept ans de service effectif, sept campagnes; excellent officier qui a continué son service étant malade.

Mohammed ben Menjibar, sergent au régiment étranger; seize ans de service effectif, seize campagnes, deux blessures; très-méritant.

M. Levert (Jean-Gabriel), maréchal des logis au douzième régiment de chasseurs à cheval; quinze ans de service effectif, sept campagnes; brave sous-officier qui a rendu les plus grands services à la Soledad.

de Dion (*Eugène-Achille-Henri-Joseph*), sous-lieutenant au cinquième régiment ssards; treize ans de service effectif, huit campagnes, une blessure; excellent r qui s'est distingué en toutes circonstances.

Retailleau (*Auguste-Édouard*), capitaine commandant l'artillerie de la place de a-Cruz; treize ans de service effectif, une campagne; très-énergique.

Malaval (*Jean-Baptiste-Odilon*), médecin-major de deuxième classe; treize ans rvice effectif, sept campagnes; atteint du vomito, a repris son service avec un ement absolu.

Franchi (*Antoine-Louis-Charles-Auguste*), adjudant en premier du service des hô- ; dix-huit ans de service effectif, neuf campagnes; dirige l'hôpital de la Véra- avec le plus grand zèle.

Galvez (*José-Maria*), général de brigade dans l'armée mexicaine, commandant ontre-guérilla dans les Terres-Chaudes; officier sûr et d'un dévouement absolu nd les meilleurs services. (*Paris, 5 Décembre 1863.*)

648. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) qui con- ne les nominations faites à titre provisoire au grade de chevalier de la Légion onneur par le général commandant en chef le corps expéditionnaire du Mexique, vertu des pouvoirs à lui conférés par la décision impériale du 21 juillet 1862, faveur des militaires dont les noms suivent, qui prendront rang du 16 novembre 63, savoir :

Cassan (*François*), capitaine au quatre-vingt-quinzième régiment d'infanterie de , adjoint à l'intendance militaire; quinze ans de service effectif, trois cam- es; a rendu les services les plus dévoués et les plus constants dans les Terres- des, qu'il n'a pas quittées depuis plus d'un an.

Legendre (*Pierre-Désiré*), médecin-major de deuxième classe; quatorze ans de ce effectif, neuf campagnes; s'est particulièrement distingué par son dévoue- et son énergie pendant l'épidémie de fièvre jaune de Tampico, qui l'a même é. (*Paris, 3 Février 1864.*)

649. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme as l'ordre impérial de la Légion d'honneur les militaires dont les noms suivent, oir :

(Pour prendre rang du 27 novembre 1863.)

AU GRADE DE CHEVALIER.

Gaillet (*Jean-Clément-Gustave*), capitaine au corps d'état-major; quinze ans de ce effectif, cinq campagnes; officier actif, intelligent et très-dévoué; a montré usieurs circonstances et notamment au combat de Maravatio, le 22 novembre , un sang-froid et une vigueur remarquables.

(Pour prendre rang du 26 décembre 1863.)

de Bergenstrahl (*Jean-Gustave-Charles*), lieutenant au deuxième régiment de la e royale suédoise; cet officier s'est fait remarquer par son zèle, son activité et entrain pendant toute la campagne et notamment au siège de la Puebla. (*Paris, évrier 1864.*)

650. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme evalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. *Monget* (*Prosper*), gen- rme à l'escadron de gendarmerie de la garde impériale; vingt-quatre ans de ser- ce effectif, onze campagnes. (*Paris, 5 Mars 1864.*)

N° 16,651. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) qui donne dans l'ordre impérial de la Légion d'honneur les militaires dont les noms sont, savoir :

AU GRADE DE GRAND OFFICIER.

M. Douay (*Félix-Charles*), général de division, commandant la deuxième division d'infanterie du corps expéditionnaire du Mexique; commandeur du 15 juillet 1859; trente et un ans de service effectif, vingt-trois campagnes, deux blessures.

AU GRADE DE COMMANDEUR.

M. Schneider dit Lux (*François-Joseph-Henri*), colonel, commandant la place de Rochefort; officier du 15 août 1854; trente-neuf ans de service effectif, cinq campagnes, une blessure.

M. Barry (*Étienne-Émile-Henry*), colonel du soixante-dix-huitième régiment d'infanterie de ligne; officier du 25 juin 1859; trente ans de service effectif, cinq campagnes, une blessure.

M. Tilliard (*Adolphe-Jules*), colonel du sixième régiment de hussards; officier du 6 octobre 1856; vingt-sept ans de service effectif, cinq campagnes.

M. Prudon (*Hugues-Eugène*), colonel à l'état-major particulier du génie, directeur des fortifications à Lille; officier du 30 décembre 1858; trente-six ans de service effectif, douze campagnes, une blessure.

AU GRADE D'OFFICIER.

M. Petit (*Édouard*), chef d'escadron au corps d'état-major, employé à l'état-major de la dix-huitième division militaire; chevalier du 27 juin 1850; trente-cinq ans de service effectif, une blessure.

M. de la Haye (*Philippe-Ernest*), chef d'escadron au corps d'état-major, employé à l'état-major de la division d'occupation à Rome; chevalier du 27 août 1855; vingt ans de service effectif, quatre campagnes.

M. Laporte (*Jean-Claude-Louis*), sous-intendant militaire de première classe à Marseille; chevalier du 7 août 1851; trente-deux ans de service effectif, sept campagnes.

M. Guilmot (*Édouard*), chef d'escadron, commandant la place d'Auxonne; chevalier du 3 janvier 1842; trente-trois ans de service effectif, quatorze campagnes.

M. Champion (*Frédéric*), chef de bataillon au premier régiment de voltigeurs de la garde impériale; chevalier du 10 août 1853; vingt-neuf ans de service effectif, une campagne.

M. Guénard de la Tour (*Charles*), chef d'escadron à la cinquième légion de gendarmerie, commandant la compagnie des Côtes-du-Nord; chevalier du 16 décembre 1849; vingt-huit ans de service effectif, onze campagnes, une citation.

M. Boëto (*Jean-Baptiste-Alexandre*), chef d'escadron à la dixième légion de gendarmerie, commandant la compagnie des Landes; chevalier du 15 avril 1852; trente ans de service effectif, vingt et une campagnes, une blessure.

M. Beynaguet (*Victor*), chef d'escadron à la douzième légion de gendarmerie, commandant la compagnie de l'Aveyron; chevalier du 17 juin 1859; trente-trois ans de service effectif, une campagne.

M. Blondel (*Louis-Alexandre-Émile*), chef d'escadron à la vingt-troisième légion de gendarmerie, commandant la compagnie de la Meuse; chevalier du 2 août 1854; trente ans de service effectif.

M. Lefèvre (*Jean-Nicolas-Éléonor*), chef d'escadron à la vingt-cinquième légion de gendarmerie, commandant la compagnie de la Haute-Saône; chevalier du 6 février 1858; vingt-neuf ans de service effectif, six campagnes.

M. Giraud (*Marie-Adrien*), colonel du cinquante-septième régiment d'infanterie de ligne; chevalier du 21 août 1846; vingt-huit ans de service effectif, neuf campagnes, deux blessures.

M. Tondel (*Alexandre-Louis*), colonel du soixante et unième régiment d'infanterie de ligne; chevalier du 22 avril 1847; trente-huit ans de service effectif, trois campagnes.

M. Koch (*Félix-Annibal*), chef de bataillon au soixante-septième régiment d'infanterie de ligne; chevalier du 26 décembre 1852; vingt-six ans de service effectif, six campagnes, cinq blessures.

Zorbon (*Alphonse-Simon*), major du soixante-huitième régiment d'infanterie de chevalier du 30 juin 1844; vingt-huit ans de service effectif, neuf campagnes, une blessure.

Abraham (*Adolphe*), chef de bataillon au quatre-vingt-cinquième régiment d'infanterie de ligne; chevalier du 28 juillet 1848; trente et un ans de service effectif, six campagnes, une blessure.

Dupressoir (*Charles-François-Antoine*), lieutenant-colonel du cinquième régiment de mousquetaires; chevalier du 20 août 1853; vingt-sept ans de service effectif, sept campagnes.

Jacques (*Joseph*), chef d'escadron au quatrième régiment de dragons; chevalier du 10 août 1849; trente-cinq ans de service effectif, six campagnes.

Chaussée (*Gustave*), lieutenant-colonel du huitième régiment de hussards; chevalier du 16 avril 1856; trente-deux ans de service effectif, sept campagnes.

Rouxel (*Julien-Laurent-Marie*), lieutenant-colonel à l'école de cavalerie; chevalier du 12 juin 1856; trente et un ans de service effectif, trois campagnes.

Demolon (*Félix-Marie*), lieutenant-colonel à l'état-major particulier de l'artillerie, à Rennes; chevalier du 18 juin 1850; trente-cinq ans de service effectif, six campagnes.

Lucas (*François-Honoré*), lieutenant-colonel à l'état-major particulier de l'artillerie, inspecteur des fonderies à Paris; chevalier du 24 octobre 1848; trente-huit ans de service effectif, une campagne.

Carpentier (*Charles-Wulphy-Prosper*), chef d'escadron à l'état-major particulier de l'artillerie, attaché à la direction de Saint-Omer; chevalier du 25 septembre 1842; trente-deux ans de service effectif, quatre campagnes, une blessure; amputé; une opération.

Dassel (*Pierre-Henry*), chef d'escadron au dixième régiment d'artillerie; chevalier du 10 décembre 1844; trente-cinq ans de service effectif, trois campagnes.

Martin (*Jean-Baptiste*), chef de bataillon à l'état-major particulier du génie, chef de génie à Tlemcen; chevalier du 30 juin 1844; trente-six ans de service effectif, cinq campagnes.

Daulnoy (*Nicolas-Jules*), chef de bataillon à l'état-major particulier du génie, à Sedan; chevalier du 26 août 1850; trente-cinq ans de service effectif, six campagnes.

Teissier (*Alfred-Louis-Marie-Guillaume*), chef de bataillon à l'état-major particulier du génie, commandant le génie en Cochinchine; chevalier du 7 août 1851; vingt-neuf ans de service effectif, douze campagnes.

Gozé (*Jean-Baptiste-Eugène*), médecin principal de première classe à Paris; chevalier du 21 octobre 1848; quarante-trois ans de service effectif, quinze campagnes.

Villette (*Théodore-Louis-Alcibiade*), médecin principal de deuxième classe à Dunkerque; chevalier du 4 septembre 1848; trente-sept ans de service effectif, quatorze campagnes. (*Paris, 13 Mars 1864.*)

6.652. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme chevaliers de l'ordre impérial de la Légion d'honneur les militaires dont les noms suivent, savoir :

M. Viroux (*Eugène-Constant-Édouard*), sous-intendant militaire de deuxième classe; vingt ans de service effectif, six campagnes.

M. Ducrocq (*Philippe-Auguste*), sous-intendant militaire de deuxième classe; dix-neuf ans de service effectif, six campagnes.

M. Cordier (*Eugène-Charles-Guillaume*), capitaine secrétaire-archiviste de la dix-huitième division militaire; vingt-cinq ans de service effectif, dix-huit campagnes, une blessure.

M. Barbiche (*Pierre*), portier-consigné de première classe à Metz; quarante-cinq ans de service effectif, trois campagnes.

M. Gobel (*Charles*), lieutenant au régiment de gendarmerie de la garde impériale; vingt-sept ans de service effectif, une campagne.

M. Mercier (*Alexandre-Jean*), adjudant sous-officier au régiment de gendarmerie de la garde impériale; vingt et un ans de service effectif, deux campagnes.

M. Ulrich (Xavier), gendarme au régiment de gendarmerie de la garde impériale; vingt-cinq ans de service effectif, dix campagnes.

M. Depille (Arsène-Charles-Claude), sous-lieutenant porte-aigle du premier régiment de grenadiers de la garde impériale; quinze ans de service effectif, cinq campagnes.

M. Meyer (Isaac), capitaine au régiment d'artillerie à cheval de la garde impériale; vingt-deux ans de service effectif.

M. Pinchon (Daniel-Amable-Alphonse), capitaine à la première légion de gendarmerie; vingt-quatre ans de service effectif, cinq campagnes.

M. Borner (Antoine), brigadier à la première légion de gendarmerie, compagnie de la Seine; vingt-neuf ans de service effectif.

M. Piédallu (Jacques-Étienne), maréchal des logis à la deuxième légion de gendarmerie, compagnie du Loiret; vingt-trois ans de service effectif, une citation.

M. Favre (François), brigadier à la troisième légion de gendarmerie, compagnie de l'Eure; vingt-huit ans de service effectif.

M. Desborde (Pierre), lieutenant à la quatrième légion de gendarmerie, compagnie de la Manche; vingt-six ans de service effectif, cinq campagnes.

M. Moulin (Aimable), brigadier à la quatrième légion de gendarmerie, compagnie du Calvados; vingt-six ans de service effectif, deux citations.

M. Pellerin (Julien-François), maréchal des logis à la cinquième légion de gendarmerie, compagnie d'Ille-et-Vilaine; vingt-sept ans de service effectif, cinq citations.

M. Caillé (Eugène-Joseph), maréchal des logis à la sixième légion de gendarmerie, adjoint au trésorier de la compagnie de Maine-et-Loire; vingt-six ans de service effectif.

M. Bertrand (Aimé-Auguste), capitaine à la septième légion de gendarmerie, compagnie de Loir-et-Cher; vingt-deux ans de service effectif, cinq campagnes.

M. Manceaux (Pierre-Cyrille), maréchal des logis à la septième légion de gendarmerie, compagnie d'Indre-et-Loire; vingt-neuf ans de service effectif, quatre citations.

M. Chambaud (Pierre), maréchal des logis à la huitième légion de gendarmerie, compagnie de l'Allier; trente ans de service effectif, une citation.

M. Reillon (François-Étienne-Désiré), capitaine à la neuvième légion de gendarmerie, compagnie des Deux-Sèvres; vingt-cinq ans de service effectif.

M. Gachet (Hippolyte), adjudant sous-officier à la neuvième légion de gendarmerie, compagnie des Deux-Sèvres; vingt-huit ans de service effectif.

M. Peter (Jacques), maréchal des logis à la dixième légion de gendarmerie, compagnie de la Gironde; vingt-sept ans de service effectif.

M. Mespoulède (Jean), maréchal des logis à la onzième légion de gendarmerie, compagnie de la Dordogne; vingt-sept ans de service effectif.

M. Vidal (Julien), brigadier à la douzième légion de gendarmerie, compagnie de Lot, secrétaire du chef de légion; vingt et un ans de service effectif, trois campagnes.

M. Tailhades (Pierre-François), maréchal des logis à la treizième légion de gendarmerie, compagnie du Gers; vingt-neuf ans de service effectif, une citation.

M. Gayou (Pierre), capitaine à la quatorzième légion de gendarmerie, compagnie du Tarn; vingt-neuf ans de service effectif, une campagne.

M. Noroy (Eugène), capitaine à la quatorzième légion de gendarmerie, trésorier de la compagnie de l'Aude; vingt-neuf ans de service effectif, cinq campagnes.

M. Trauque (Léon), brigadier à la quatorzième légion de gendarmerie, compagnie des Pyrénées-Orientales; vingt-cinq ans de service effectif, quatre campagnes.

M. Astruc (Jean-Baptiste), brigadier à la quinzième légion de gendarmerie, compagnie de l'Hérault; vingt-trois ans de service effectif, une campagne, cinq citations.

M. de Fabry-Gruissac (Philippe-Eugène), maréchal des logis à la seizième légion de gendarmerie, compagnie des Bouches-du-Rhône; vingt-quatre ans de service effectif.

M. Sinibaldi (Ange-Joseph), maréchal des logis à la dix-septième légion de gendarmerie, deuxième compagnie; vingt-cinq ans de service effectif, douze campagnes, treize citations.

M. Pantalacci (Martin), gendarme à la dix-septième légion de gendarmerie, troisième compagnie; vingt-quatre ans de service effectif, douze campagnes, une blessure, une citation.

M. Robichon (Michel), maréchal des logis à la dix-huitième légion de gendarmerie, compagnie de la Drôme; vingt-quatre ans de service effectif, seize campagnes.

Pelletier (*Charles-Louis*), capitaine à la dix-neuvième légion de gendarmerie, compagnie de la Haute-Loire; vingt-sept ans de service effectif.

Perrier (*Nicolas*), brigadier à la dix-neuvième légion de gendarmerie, compagnie de la Haute-Loire; vingt-sept ans de service effectif, trois campagnes, deux citations.

Pérestien (*Henri-Charles*), chef d'escadron à la vingtième légion de gendarmerie, compagnie de l'Yonne; vingt et un ans de service effectif, une campagne.

Perrin (*Jean*), brigadier à la vingtième légion de gendarmerie, compagnie de la Haute-Loire; vingt-trois ans de service effectif, une blessure, trois citations.

Petit (*Jean-Antoine*), gendarme à la vingt et unième légion de gendarmerie, compagnie de l'Ain; vingt et un ans de service effectif, huit campagnes, deux citations.

Petit (*Sébastien*), gendarme à la vingt-deuxième légion de gendarmerie, compagnie de la Meurthe; vingt-huit ans de service effectif, douze campagnes.

Petit (*François*), maréchal des logis à la vingt-troisième légion de gendarmerie, compagnie de la Moselle; vingt-neuf ans de service effectif.

Petit (*François-Victor*), lieutenant à la vingt-quatrième légion de gendarmerie, compagnie du Nord; vingt-huit ans de service effectif, sept campagnes.

Petit (*Jean-François-Louis*), gendarme à la vingt-quatrième légion de gendarmerie, compagnie du Pas-de-Calais; vingt-deux ans de service effectif, onze campagnes.

Perrin (*Joseph-Auguste*), maréchal des logis à la vingt-cinquième légion de gendarmerie, compagnie de la Haute-Saône; vingt-sept ans de service effectif.

Perrin (*Antoine*), maréchal des logis à la vingt-sixième légion de gendarmerie, compagnie de l'Isère; vingt-sept ans de service effectif.

Perrin (*Hyacinthe*), capitaine instructeur à la garde de Paris; vingt-trois ans de service effectif.

Perrin (*Auguste*), adjudant sous-officier à la garde de Paris; trente ans de service effectif, une campagne.

Perrin (*Auguste-Alexandre*), garde à la garde de Paris; vingt-sept ans de service effectif, quatre campagnes.

Perrin (*Pierre-Marie*), maréchal des logis à la légion de gendarmerie d'Afrique, compagnie; vingt-quatre ans de service effectif, vingt et une campagnes, deux citations.

Perrin (*Jean-Baptiste-Théodore*), maréchal des logis à la légion de gendarmerie d'Afrique, troisième compagnie; vingt-sept ans de service effectif, dix campagnes, deux citations.

Perrin (*Jean*), maréchal des logis à la gendarmerie coloniale, compagnie de la Haute-Loire; vingt-deux ans de service effectif, treize campagnes.

Perrin (*Dominique*), gendarme à la gendarmerie coloniale, compagnie de la Haute-Loire; vingt-cinq ans de service effectif, douze campagnes.

Perrin (*Jean-Baptiste-Adolphe*), capitaine au deuxième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif, dix-sept campagnes, deux blessures.

Perrin (*Georges*), lieutenant au dix-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-neuf ans de service effectif, deux campagnes.

Perrin (*François-Mathias*), lieutenant au trente et unième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif, huit campagnes.

Perrin (*Liboire*), capitaine au trente-deuxième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif, sept campagnes.

Perrin (*André*), sous-lieutenant au trente-sixième régiment d'infanterie de ligne; dix-neuf ans de service effectif, six campagnes.

Perrin (*Claude*), capitaine au soixante-cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt-neuf ans de service effectif, cinq campagnes.

Perrin (*Louis-Joseph*), capitaine au soixante-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif, trois campagnes.

Perrin (*François-Augustin*), sous-lieutenant au soixante et onzième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif, huit campagnes, une blessure.

Perrin (*André-Laurent*), capitaine au quatre-vingt-cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt-sept ans de service effectif, quatre campagnes, une blessure.

Perrin (*Aristide-Antoine*), capitaine adjudant-major au quatre-vingt-quatorzième régiment d'infanterie de ligne.

régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif, neuf campagnes, deux blessures.

M. *Icart* (*Jean-Pierre*), sergent au neuvième bataillon de chasseurs à pied; trois ans de service effectif, huit campagnes, trois blessures.

M. *Concanon* (*Henri-Richard-Philippe*), soldat au deuxième régiment de chasseurs à pied; trois ans de service effectif, trois campagnes; amputé du bras droit.

M. *Chapel* (*Charles-Henri*), lieutenant au troisième bataillon d'infanterie légère d'Afrique; seize ans de service effectif, onze campagnes.

M. *Taverne* (*Jean*), lieutenant au premier régiment de tirailleurs algériens; quatre ans de service effectif, quatorze campagnes.

M. *Beyer* (*Vendelin*), capitaine au deuxième régiment de tirailleurs algériens; deux ans de service effectif, six campagnes.

M. *Corréard* (*Victor-Hippolyte*), lieutenant au troisième régiment de tirailleurs algériens; douze ans de service effectif, neuf campagnes, deux blessures.

M. *Laurens* (*Pierre-Jacques*), capitaine au cinquième régiment de cuirassiers; trois ans de service effectif.

M. *Hirtz* (*Édouard-Sebastien*), lieutenant au troisième régiment de chasseurs à cheval; dix-neuf ans de service effectif, neuf campagnes.

M. *Simonnet* (*Annet*), maréchal des logis au cinquième régiment de chasseurs à cheval; dix-neuf ans de service effectif, quatorze campagnes.

M. *Couderc* (*Auguste-Émile*), capitaine au huitième régiment de chasseurs à cheval; vingt-trois ans de service effectif, trois campagnes.

M. *Duvivier* (*Baptiste-Alexis*), maréchal des logis au troisième régiment de hussards; vingt et un ans de service effectif, quatre campagnes.

M. *Caillard* (*François*), lieutenant au quatrième régiment de hussards; vingt ans de service effectif, six campagnes.

M. *Degand* (*Étienne-Louis*), capitaine d'habillement du septième régiment de hussards; vingt-deux ans de service effectif, six campagnes.

M. *Dassier* (*Joseph-Auguste-René*), capitaine trésorier du huitième régiment de hussards; vingt-quatre ans de service effectif.

M. *Dodey* (*Pierre*), sous-lieutenant au deuxième régiment de chasseurs à cheval; dix-neuf ans de service effectif, dix-neuf campagnes.

M. *Fiaux* (*Jules-Jean*), capitaine au troisième régiment de chasseurs à cheval; vingt ans de service effectif, cinq campagnes.

Cherch Ould Molamet, sous-lieutenant au deuxième régiment de spahis; quatre ans de service effectif, vingt-quatre campagnes, une blessure.

M. *Bourriot* (*Clément-Théophile*), maréchal des logis aux spahis de Cochinchine; vingt ans de service effectif, treize campagnes.

M. *Oster* (*Frédéric-Nicolas*), capitaine à la direction des poudres de Constantinople; dix-sept ans de service effectif, cinq campagnes.

M. *Demarcy* (*Louis*), garde d'artillerie de première classe à la direction de Vincennes; trente-cinq ans de service effectif, deux campagnes.

M. *Claudet* (*Dominique*), garde d'artillerie de première classe au ministère de la guerre; trente-deux ans de service effectif.

M. *Édouard* (*Benoît*), garde d'artillerie de deuxième classe à la direction de Vincennes; trente-six ans de service effectif.

M. *Leleux* (*Hippolyte-Joseph*), contrôleur de première classe à la manufacture impériale d'armes de Tulle; quarante et un ans de service effectif.

M. *Le Harivel de Mézières* (*Louis-Alphonse*), commissaire des poudres de deuxième classe à la poudrerie du Ripault; vingt ans de service effectif.

M. *Philipparie* (*Louis*), capitaine au troisième régiment d'artillerie; vingt et un ans de service effectif.

M. *Léré* (*Jean-Auguste-Émile*), capitaine au quatrième régiment d'artillerie; vingt-quatre ans de service effectif, une campagne.

M. *Rostaing* (*Jacques*), adjudant sous-officier au cinquième régiment d'artillerie; vingt et un ans de service effectif, trois campagnes.

M. *Gence* (*Frédéric-Cléophas*), maréchal des logis au treizième régiment d'artillerie; vingt-deux ans de service effectif, deux campagnes.

M. *Gorce* (*Jean-Baptiste*), artificier au quatorzième régiment d'artillerie; vingt-deux ans de service effectif, sept campagnes.

M. *Crabos* (*Joseph*), maréchal des logis au quinzième régiment d'artillerie; vingt-trois ans de service effectif, quatre campagnes.

- Thomas (Jules)**, lieutenant au seizième régiment d'artillerie; dix-sept ans de service effectif, trois campagnes.
- Cérazin (Jean-Marie)**, maréchal des logis au vingtième régiment d'artillerie; deux ans de service effectif, une campagne.
- Gressin (Alphonse-Justin)**, lieutenant au quatrième escadron du train d'artillerie; quatre ans de service effectif, cinq campagnes.
- Ratheuu (Alexandre-Félix)**, capitaine à l'état-major particulier du génie à Fortins; vingt-quatre ans de service effectif.
- Sinn (Georges-Eugène)**, capitaine à l'état-major particulier du génie à Strasbourg; ans de service effectif, six campagnes.
- Duflos (Firmin-Grégoire)**, garde du génie de première classe à Thionville; trente ans de service effectif, huit campagnes.
- Lucroir (Jean)**, garde du génie de première classe à Bathna; vingt-neuf ans de service effectif, treize campagnes.
- Blondeau (Charles-Auguste)**, garde du génie de deuxième classe à Médéah; vingt ans de service effectif, seize campagnes.
- Gindre (Jean-Charles-Hyacinthe)**, capitaine au premier régiment du génie; dix ans de service effectif, sept campagnes.
- Boussion (Frédéric)**, maître ouvrier au deuxième régiment du génie; vingt-cinq ans de service effectif, quatorze campagnes.
- Joly (Apollinaire-Joseph)**, lieutenant aux équipages militaires (parcs), adjoint recteur à Vernon; vingt-deux ans de service effectif, quinze campagnes.
- Fosser (Louis-Exupère)**, adjudant sous-officier au troisième escadron des équipages militaires (parcs); vingt-quatre ans de service effectif, vingt-trois campagnes.
- Chantereau (Léonard-Eugène)**, lieutenant au quatrième escadron des équipages militaires (parcs); vingt-deux ans de service effectif, quinze campagnes.
- Buges (Jean-Antoine)**, médecin-major de première classe; vingt-trois ans de service effectif, neuf campagnes.
- Bédié (Joseph-Henri)**, médecin-major de deuxième classe au onzième régiment dragons; vingt-deux ans de service effectif, six campagnes.
- Lécard (Jules-Jean-Baptiste)**, médecin-major de deuxième classe à Oran; vingt ans de service effectif, dix campagnes.
- Robaglia (Sylvestre)**, pharmacien-major de première classe à l'hôpital de Rome; vingt-trois ans de service effectif, dix-huit campagnes.
- Éloy (Antoine-Louis)**, officier d'administration comptable de première classe des hôpitaux; trente-cinq ans de service effectif, quatorze campagnes.
- Fortin (Jacques)**, officier d'administration comptable de première classe du service de l'habillement et du campement; trente et un ans de service effectif, vingt campagnes.
- Goyhenne (Jean-Gaspard-Pamphile)**, officier d'administration comptable de première classe des subsistances militaires; vingt-neuf ans de service effectif, deux campagnes.
- Borbal-Combret (Louis-Auguste-Calixte)**, officier d'administration de première classe des bureaux de l'intendance; vingt-six ans de service effectif, treize campagnes.
- Mercier (Louis)**, adjudant d'administration en premier, greffier près le deuxième conseil de guerre de la seizième division militaire; vingt-neuf ans de service effectif, une campagne.
- Sambucucci (Charles-Paul)**, sergent à la première section des infirmiers militaires; vingt-cinq ans de service effectif, treize campagnes.
- Dussieux (Louis-Étienne)**, professeur d'histoire à l'école impériale spéciale militaire; vingt-deux ans de service effectif.
- Cuny (Joseph)**, capitaine au dixième régiment de dragons, commandant le dépôt de recrutement de la Haute-Loire; vingt-cinq ans de service effectif.
- Chauvet (Joseph-Amand)**, lieutenant au soixante-quinzième régiment d'infanterie de ligne, employé au dépôt de recrutement des Basses-Alpes; vingt-trois ans de service effectif, deux campagnes.
- Guémard (Hubert-Nicolas)**, vétérinaire en premier au premier régiment de dragons; vingt-quatre ans de service effectif.
- M. Basseville (Charles-Philippe)**, capitaine au soixante-neuvième régiment d'infanterie de ligne, rapporteur près le deuxième conseil de guerre de la division d'occupation à Rome; vingt-deux ans de service effectif, quatre campagnes.

M. Benoit (Louis), sergent, surveillant à la prison militaire à Paris: du bout de service effectif, neuf campagnes.

M. Boverat (Étienne-Louis-Paul), sous-chef à la troisième direction de l'administration centrale (artillerie); trente-trois ans de service effectif.

M. Delbousquet (Jude-Papoul-Antoine-Mathieu), sous-chef à la première direction de l'administration centrale (bureau du recrutement); vingt-sept ans de service effectif (Paris, 14 Mars 1864.)

N° 16,653. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) qui nomme dans l'ordre impérial de la Légion d'honneur, savoir:

AU GRADE DE COMMANDEUR.

M. Malcor (Guillaume-Alexandre-Ernest-Amédée), colonel du génie, directeur du dépôt des fortifications des colonies; officier du 29 décembre 1854; trente-quatre ans de service effectif, douze campagnes.

AU GRADE DE CHEVALIER.

M. Blazy (Joseph-Marie-Denis), capitaine en second à l'état-major du génie à Cochinchine; douze ans de service effectif, quatre campagnes.

M. Moussélet (Jean-François-Marie), garde du génie de première classe au Sénégal; treize ans de service effectif, six campagnes. (Paris, 14 Mars 1864.)

N° 16,654. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) qui nomme chevaliers de l'ordre impérial de la Légion d'honneur les militaires dont les noms suivent, pour leur belle conduite dans les expéditions récentes de Cayor (Sénégal) et de Koumac (Nouvelle-Calédonie), savoir:

M. Doucet (Edmond-Clément), capitaine du génie; douze ans de service effectif, trois campagnes.

M. Perraud (Bernard), lieutenant à l'escadron de spahis; quatorze ans de service effectif, six campagnes. (Paris, 19 Mars 1864.)

N° 16,655. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme chevaliers de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, pour prendre rang du 14 mars 1864, les militaires dont les noms suivent, savoir:

M. Harenc de Presle (Ernest-Augustin), lieutenant à l'escadron de gendarmerie de la garde impériale; dix-neuf ans de service effectif, deux campagnes.

M. Garempel de Bressieux (Arthur-Jean-Robert), lieutenant au deuxième régiment de chasseurs d'Afrique; douze ans de service, sept campagnes. (Paris, 19 Mars 1864.)

N° 16,656. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme dans l'ordre impérial de la Légion d'honneur les militaires dont les noms suivent, savoir:

AU GRADE D'OFFICIER.

M. Bourdillon (Jean-David), lieutenant-colonel de la garde de Paris; chevalier du 13 janvier 1852; trente et un ans de service effectif, une campagne. (Pour prendre rang du 18 mars 1864.)

M. Chanteclair (Mathurin-Victor), chef de bataillon au douzième régiment d'infanterie de ligne; chevalier du 17 juin 1859; vingt-quatre ans de service effectif, deux campagnes, une blessure. (Pour prendre rang du 17 mars 1864.)

M. de Cézac (Bertrand), major du vingt-septième régiment d'infanterie de ligne; chevalier du 14 mars 1857; trente ans de service effectif, dix campagnes. (Pour prendre rang du 17 mars 1864.)

M. Arbanère (Louis-Achille-Nicolas-Amédée), chef de bataillon au trentième régiment d'infanterie de ligne; chevalier du 18 septembre 1847; trente-sept ans de service effectif, deux campagnes. (Pour prendre rang du 15 mars 1864.)

Thierion (André-Désiré), major du soixante-cinquième régiment d'infanterie de chevalier du 10 août 1853; trente-quatre ans de service effectif. (Pour prendre rang du 18 mars 1864.)

Mousseron (Alphonse), chef de bataillon au soixante-dixième régiment d'infanterie de ligne; chevalier du 17 octobre 1857; vingt-quatre ans de service effectif, neuf campagnes. (Pour prendre rang du 18 mars 1864.)

Gouzil (Eugène-François), chef de bataillon au soixante-quinzième régiment d'infanterie de ligne; chevalier du 20 mars 1855; vingt-cinq ans de service effectif, six campagnes. (Pour prendre rang du 15 mars 1864.)

Moutier (Henry-René-Joseph), médecin-major de première classe au quatre-vingt-deuxième régiment d'infanterie de ligne; chevalier du 16 juin 1856; trente et un ans de service effectif, onze campagnes. (Pour prendre rang du 18 mars 1864.)

Villermé (Pierre-Marie-Adolphe), lieutenant-colonel du bataillon de sapeurs pompiers de la ville de Paris; chevalier du 27 novembre 1853; trente-deux ans de service effectif, une campagne. (Pour prendre rang du 18 mars 1864.)

Leforestier (Charles-Amand), capitaine au quatrième régiment de dragons; chevalier du 23 août 1848; trente et un ans de service effectif, dix campagnes.

Lesecq de Crépy (Jean-François), colonel du troisième régiment d'artillerie; chevalier du 7 août 1851; trente-six ans de service effectif, six campagnes. (Pour prendre rang du 17 mars 1864.)

Mengin (François-Louis), chef d'escadron au neuvième régiment d'artillerie; chevalier du 25 septembre 1854; trente-quatre ans de service effectif, une campagne. (Pour prendre rang du 17 mars 1864.)

AU GRADE DE CHEVALIER.

Quin (Alexandre), maréchal des logis à la première légion de gendarmerie; chevalier du 10 août 1853; trente et un ans de service effectif. (Pour prendre rang du 18 mars 1864.)

Casard (Philippe-Alexandre), capitaine à la garde de Paris; vingt-trois ans de service effectif, une campagne. (Pour prendre rang du 18 mars 1864.)

Debrigode (Valentin-François), brigadier à la garde de Paris; dix-huit ans de service effectif, cinq campagnes, une citation. (Pour prendre rang du 18 mars 1864.)

Faure-Beaulieu (Ferdinand-Guillaume), capitaine au douzième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif, cinq campagnes. (Pour prendre rang du 18 mars 1864.)

Beaumont (Joseph-Augustin), lieutenant au douzième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif, quatre campagnes. (Pour prendre rang du 18 mars 1864.)

Cellerin (Pierre), capitaine au vingt-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif, une campagne. (Pour prendre rang du 17 mars 1864.)

Valentin (Marie-Jules), lieutenant au vingt-septième régiment d'infanterie de ligne; quinze ans de service effectif, six campagnes, trois blessures. (Pour prendre rang du 17 mars 1864.)

Anziani (Ange-Joseph), capitaine au trentième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif, deux campagnes. (Pour prendre rang du 15 mars 1864.)

Fleury (Jean-Baptiste-Louis), lieutenant au trentième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif, sept campagnes. (Pour prendre rang du 18 mars 1864.)

Noëlle (Joseph-Mathias), capitaine au quarantième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif, quatorze campagnes. (Pour prendre rang du 18 mars 1864.)

Baco (Georges-Dominique), capitaine au quarantième régiment d'infanterie de ligne; vingt-six ans de service effectif, six campagnes. (Pour prendre rang du 17 mars 1864.)

Jourdain (François-Charles), capitaine au cinquante-quatrième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif, cinq campagnes. (Pour prendre rang du 18 mars 1864.)

Vidal (Jean-Étienne-Just), capitaine au cinquante-quatrième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif, neuf campagnes. (Pour prendre rang du 18 mars 1864.)

Fassiaux (Charles-Dominique), capitaine au soixante-cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif, six campagnes. (Pour prendre rang du 18 mars 1864.)

terie de ligne; vingt-neuf ans de service effectif, quatre campagnes. (Pour prendre rang du 18 mars 1864.)

M. Courtès (Antonin-Marie-Ferdinand), capitaine au soixante-huitième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif, neuf campagnes. (Pour prendre rang du 17 mars 1864.)

M. Cottin (Edme-Philippe), capitaine-trésorier du soixante-huitième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif, neuf campagnes. (Pour prendre rang du 17 mars 1864.)

M. Frémiot (Félix), lieutenant au soixante-dixième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif, huit campagnes. (Pour prendre rang du 18 mars 1864.)

M. Barbet (Nicolas), chef de musique du soixante-dixième régiment d'infanterie de ligne; dix-neuf ans de service effectif, cinq campagnes. (Pour prendre rang du 18 mars 1864.)

M. Camin (François-Bénigne), lieutenant au soixante-douzième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif, sept campagnes. (Pour prendre rang du 15 mars 1864.)

M. Vié (Louis), chef de musique du soixante-douzième régiment d'infanterie de ligne; vingt-huit ans de service effectif, dix campagnes. (Pour prendre rang du 15 mars 1864.)

M. Lebaud (Jean-François-Bénigne), capitaine au soixante-quinzième régiment d'infanterie de ligne; vingt-huit ans de service effectif, une campagne. (Pour prendre rang du 15 mars 1864.)

M. Millot (Gabriel-Jean), capitaine adjudant-major au soixante-quinzième régiment d'infanterie de ligne; dix-neuf ans de service effectif, cinq campagnes. (Pour prendre rang du 15 mars 1864.)

M. Slingsby (William-Henry), capitaine au quatre-vingt-neuvième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif, sept campagnes. (Pour prendre rang du 15 mars 1864.)

M. Mancel (François), capitaine au quatre-vingt-neuvième régiment d'infanterie de ligne; dix-huit ans de service effectif, sept campagnes. (Pour prendre rang du 15 mars 1864.)

M. Marquand (Joseph-Jules), capitaine au quatre-vingt-douzième régiment d'infanterie de ligne; vingt-deux ans de service effectif. (Pour prendre rang du 18 mars 1864.)

M. Briandet (Jean-Baptiste), lieutenant au quatre-vingt-douzième régiment d'infanterie de ligne; vingt-deux ans de service effectif, trois campagnes. (Pour prendre rang du 18 mars 1864.)

M. Pagnon (Jean-Pierre-Eugène), médecin-major de deuxième classe au deuxième bataillon de chasseurs à pied; vingt-trois ans de service effectif, deux campagnes. (Pour prendre rang du 17 mars 1864.)

M. Gascard (Joseph), sergent au deuxième bataillon de chasseurs à pied; vingt et un ans de service effectif, trois campagnes. (Pour prendre rang du 17 mars 1864.)

M. Blanchot (Jean-Martin), lieutenant au seizième bataillon de chasseurs à pied; dix-huit ans de service effectif, quatre campagnes. (Pour prendre rang du 18 mars 1864.)

M. Durand (Théodore-Désiré), capitaine au bataillon de sapeurs-pompiers de la ville de Paris; vingt-neuf ans de service effectif. (Pour prendre rang du 18 mars 1864.)

M. Maitrot (Jean-Nicolas), garde principal d'artillerie; vingt-sept ans de service effectif. (Pour prendre rang du 17 mars 1864.)

M. Chanteur (Joseph), adjudant sous-officier au neuvième régiment d'artillerie; vingt et un ans de service effectif, une campagne. (Pour prendre rang du 17 mars 1864.)

M. Margantin (Hyacinthe-Auguste), capitaine au cinquième escadron du train d'équipages militaires; vingt et un ans de service effectif, huit campagnes. (Pour prendre rang du 17 mars 1864.) (Paris, 19 Mars 1864.)

N° 16.657. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) portant nomination dans l'ordre impérial de la Légion d'honneur des militaires dont les noms suivent, qui prendront rang du 30 mars 1864, savoir :

AU GRADE D'OFFICIER.

M. Cellier de Starnor (Blaise-Achille-Jules), chef d'escadron au corps d'état-major; chevalier du 17 octobre 1857; vingt-neuf ans de service effectif.

du Bois de Jancigny (Ernest-Ludovic-Muric), chef d'escadron au régiment de gendarmerie de la garde impériale; chevalier du 29 décembre 1854; trente ans de service effectif, sept campagnes, deux blessures.

Meril de l'Enclos (Joseph-Marie-Désiré), lieutenant-colonel du deuxième régiment de voltigeurs de la garde impériale; chevalier du 10 août 1853; vingt-neuf ans de service effectif, seize campagnes, une citation.

Witz (Christophe), médecin-major de première classe au troisième régiment de voltigeurs de la garde impériale; chevalier du 14 septembre 1855; vingt-huit ans de service effectif, douze campagnes.

Halligon (Hilaire-Adolphe), chef d'escadron au régiment de lanciers de la garde impériale; chevalier du 25 avril 1860; vingt-six ans de service effectif, deux campagnes, une citation.

Goux (Jean-Baptiste-Auguste), vétérinaire principal de la garde impériale; chevalier du 22 octobre 1858; trente ans de service effectif, une campagne.

AU GRADE DE CHEVALIER.

Sévin (André-Prosper), maréchal des logis au régiment de gendarmerie de la garde impériale; vingt-neuf ans de service effectif, deux campagnes.

Kieffer (Louis-Charles), lieutenant au premier régiment de voltigeurs de la garde impériale; seize ans de service effectif, cinq campagnes, deux blessures.

Michelet (Simon), sergent au premier régiment de voltigeurs de la garde impériale; dix-neuf ans de service effectif, huit campagnes, deux blessures.

Beugeois (Constantin-Victor), capitaine adjudant-major au deuxième régiment de voltigeurs de la garde impériale; quinze ans de service effectif, cinq campagnes, une blessure.

Tadei (Antoine), sergent au deuxième régiment de voltigeurs de la garde impériale; dix-neuf ans de service effectif, neuf campagnes, une blessure.

Dupla (Joseph), sous-lieutenant au troisième régiment de voltigeurs de la garde impériale; seize ans de service effectif, cinq campagnes, une blessure.

Conraud (Jean-Claude), sergent au troisième régiment de voltigeurs de la garde impériale; vingt-sept ans de service effectif, quatre campagnes.

Vallier (Ernest-Philippe-Napoléon), lieutenant au quatrième régiment de voltigeurs de la garde impériale; seize ans de service effectif, cinq campagnes.

Faure (Jean-Baptiste-Clodomir), sergent au quatrième régiment de voltigeurs de la garde impériale; vingt-deux ans de service effectif, trois campagnes.

Thomas (François-Augustin), sous-lieutenant au bataillon de chasseurs à pied de la garde impériale; seize ans de service effectif, quatre campagnes, deux blessures.

Gerhardt (Gustave-Adolphe), capitaine adjudant-major au régiment de lanciers de la garde impériale; vingt et un ans de service effectif.

Nadaud (Léonard), maréchal des logis au régiment de lanciers de la garde impériale; vingt-deux ans de service effectif, une campagne.

Esplandes (Marc-Léon), sous-lieutenant au premier régiment de tirailleurs algériens; quinze ans de service effectif, neuf campagnes.

Athénas (Jean-Arthur), sous-lieutenant au premier régiment de tirailleurs algériens; seize ans de service effectif, huit campagnes.

Ali ben Tahar, sous-lieutenant au premier régiment de tirailleurs algériens; vingt ans de service effectif, vingt campagnes.

Houça ben Kouider, sous-lieutenant au premier régiment de tirailleurs algériens; dix-neuf ans de service effectif, dix-neuf campagnes.

Abdallah-Soliman, sous-lieutenant au premier régiment de spahis; vingt-deux ans de service effectif, vingt-deux campagnes.

Abib Ould Mohamed, maréchal des logis au deuxième régiment de spahis; dix-huit ans de service effectif, dix-huit campagnes.

M. Rappe (Léopold-André), sous-lieutenant au troisième régiment de spahis; quinze ans de service effectif, dix campagnes.

M. Bovier-Lapierre (Claude-Jean-Baptiste), adjudant d'administration en premier des bureaux de l'intendance; dix-huit ans de service effectif, cinq campagnes. (Paris, 16 Avril 1864.)

16,658. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) qui confirme les nominations faites à titre provisoire dans la Légion d'honneur par le gé-

néral commandant en chef le corps expéditionnaire du Mexique, en vertu des pouvoirs à lui conférés par la décision impériale du 21 juillet 1861, en faveur des personnes dont les noms suivent, savoir :

(Pour prendre rang du 10 janvier 1864.)

AU GRADE DE CHEVALIER.

M. *Guérin (Joseph-Aimé)*, capitaine au cinquante et unième régiment d'infanterie de ligne; dix-huit ans de service effectif, cinq campagnes; très-vigoureux et très-intelligent officier.

M. *Belchamps (Louis-Félix)*, sous-lieutenant au deuxième régiment de chasseurs d'Afrique; dix-huit ans de service effectif, treize campagnes, une blessure; bon officier de guerre, plein d'entrain et de sang-froid.

M. *de Saint Germain (Adolphe-Georges-Joseph)*, capitaine à l'état-major particulier de l'artillerie; quatorze ans de service effectif, deux campagnes, une blessure; officier d'avenir, très-distingué à tous égards.

(Pour prendre rang du 11 février 1864.)

AU GRADE D'OFFICIER.

M. *Blanchot (Auguste-Charles-Philippe)*, capitaine au corps d'état-major; chevalier du 29 juillet 1859; dix ans de service effectif, quatre campagnes, une citation; a rempli toutes les missions qui lui ont été confiées avec autant d'intelligence que de dévouement.

M. *de Granges de Rancy (Neulif-Charles-Raoul-Edmond)*, capitaine au corps d'état-major; chevalier du 29 décembre 1860; onze ans de service effectif, six campagnes; officier très-distingué par son dévouement, son intelligence et ses services de guerre.

M. *Sanson (Albert-Alexandre)*, sous-intendant militaire de première classe; chevalier du 15 août 1851; vingt et un ans de service effectif, onze campagnes; a rempli pendant toute la campagne autant d'intelligence que d'énergie et d'aptitude.

M. *Lefebvre (Adolphe-Ernest-Félix)*, lieutenant-colonel du quatre-vingt-dixième régiment d'infanterie de ligne; chevalier du 19 mars 1859; vingt-quatre ans de service effectif, quatorze campagnes; officier supérieur doué des meilleures qualités militaires.

M. *Méric (Simon-Alpinien-Thomas)*, capitaine au dix-huitième bataillon de chasseurs à pied; chevalier du 10 novembre 1856; dix-neuf ans de service effectif, neuf campagnes, une blessure; commandait une colonne d'assaut à l'attaque de Teocaltitlan le 28 janvier 1864; a déployé une intrépidité remarquable.

M. *Gautrelet (Claude-Auguste-René)*, chef de bataillon au deuxième régiment de zouaves; chevalier du 16 avril 1856; vingt ans de service effectif, quinze campagnes; d'une activité et d'une bravoure dignes de récompense.

M. *de Franchessin (Ernest)*, chef de bataillon au troisième régiment de zouaves; chevalier du 19 mars 1859; vingt et un ans de service effectif, neuf campagnes; officier supérieur intelligent, instruit et très-zélé.

M. *Rodes (Durand)*, capitaine au troisième régiment de zouaves; chevalier du 26 décembre 1852; vingt-huit ans de service effectif, dix-huit campagnes, une blessure; longs et honorables services.

M. *Munier (Gustave-Joseph)*, chef de bataillon au bataillon de tirailleurs algériens au Mexique; chevalier du 13 août 1857; dix-sept ans de service effectif, douze campagnes, une blessure; commandant son corps avec tact, capacité et énergie.

M. *Logerot (Pierre-Achille)*, capitaine à l'état-major particulier de l'artillerie; chevalier du 29 juillet 1854; vingt-deux ans de service effectif, cinq campagnes, une blessure; brillants services de guerre.

M. *Bressonnet (François-Antoine)*, chef de bataillon à l'état-major particulier de l'artillerie; chevalier du 11 avril 1855; vingt-deux ans de service effectif, dix campagnes; officier d'une grande bravoure et d'un dévouement à toute épreuve.

M. *Brault (François-René)*, médecin-major de première classe; chevalier du 16 décembre 1852; vingt-trois ans de service effectif, dix-huit campagnes; a donné pendant toute la campagne les preuves d'un rare dévouement et d'un grand savoir.

AU GRADE DE CHEVALIER.

abbé Bollangyer (Adolphe-Constant), aumônier militaire attaché à la première brigade d'infanterie; cinq ans de service effectif, trois campagnes, une blessure; à la Puebla, comme dans les hôpitaux, cet ecclésiastique a toujours témoigné courage, du dévouement et de la charité.

Schnell (Guillaume-Alfred), capitaine au corps d'état-major; quinze ans de service effectif, quatre campagnes; a déployé autant d'activité et de dévouement que d'intelligence pendant la campagne de l'intérieur.

Thouroude (Henry), adjoint de première classe de l'intendance militaire; treize ans de service effectif, trois campagnes; fonctionnaire méritant à tous égards.

Héricart de Thury (Henri-Jacques-Marie), lieutenant au régiment d'artillerie montée de la garde impériale; huit ans de service effectif, deux campagnes; officier distingué; a servi depuis son arrivée au Mexique avec un zèle et une intrépidité remarquables.

Souvigny (François-Léon), vétérinaire en second au régiment d'artillerie montée de la garde impériale; dix-neuf ans de service effectif, six campagnes; actif, dévoué et instruit.

Minot (Nicolas-Gustave), sous-lieutenant à l'escadron du train des équipages militaires de la garde impériale; seize ans de service effectif, treize campagnes; très-actif et tout dévoué à son devoir.

Illartain (Jean-Paul), capitaine au septième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif, sept campagnes; ancien, honorable et digne de récompense.

Manier (Jacques-Philippe-Jules), capitaine au cinquante et unième régiment d'infanterie de ligne; vingt-deux ans de service effectif, neuf campagnes; officier distingué et très-méritant.

Raymond (Marie-Louis-Frédéric), capitaine au soixante-deuxième régiment d'infanterie de ligne; quinze ans de service effectif, six campagnes; s'est particulièrement distingué, le 8 novembre 1863, à Tétipango.

Cauvin (Charles-Louis), capitaine au soixante-deuxième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif, sept campagnes; brave et énergique.

Gravis (Edmond-Antonin), capitaine adjudant-major au quatre-vingt-unième régiment d'infanterie de ligne; dix-sept ans de service effectif, quatre campagnes; bon officier sous tous les rapports.

Délon (Joseph-Nicolas), capitaine adjudant-major au quatre-vingt-quinzième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif, cinq campagnes; instruit, actif, tout dévoué au service.

Méhalie (Antoine), capitaine au quatre-vingt-quinzième régiment d'infanterie de ligne; dix-neuf ans de service effectif, cinq campagnes; commandait une des colonnes d'attaque au combat de Valle-Santiago, le 3 février 1864; a déployé autant de courage que d'intelligence.

Marchioni (Pierre-Félix), capitaine au quatre-vingt-quinzième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif, quatre campagnes; une blessure; bon officier.

Perfetti (Dominique), capitaine au quatre-vingt-dix-neuvième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif, trois campagnes; honorable, zélé et consciencieux.

Jacob (Louis-Marie-Léopold), capitaine au premier bataillon de chasseurs à pied; dix ans de service effectif, quatre campagnes; officier très-brillant et doué des meilleures qualités.

Delaire (Marie-Louis-Léon), lieutenant au septième bataillon de chasseurs à pied; onze ans de service effectif, quatre campagnes; a montré la plus grande intrépidité au combat de Valle-Santiago, le 3 février 1864.

Jeanselme (Marius-Jean-Baptiste), sous-lieutenant au septième bataillon de chasseurs à pied; quinze ans de service effectif, huit campagnes; très-bon officier.

Guillard de Saint-Germain (Marie-Clément-Eugène), lieutenant au dix-huitième bataillon de chasseurs à pied; neuf ans de service effectif, trois campagnes, une blessure grave; a été admirable d'intrépidité et de sang-froid à l'attaque de Teocaltiche.

Hervé (Mathurin), sapeur au dix-huitième bataillon de chasseurs à pied; vingt ans de service effectif, sept campagnes; s'est particulièrement distingué au même combat.

M. Hervot (*Mathurin-Désiré*), lieutenant au vingtième bataillon de chasseurs à pied; dix-sept ans de service effectif, sept campagnes; intelligent et actif.

M. Gauguain (*Victor-Frédéric*), lieutenant au vingtième bataillon de chasseurs à pied; dix-sept ans de service effectif, huit campagnes; a montré autant d'entrain que de sang-froid au combat de Valle-Santiago, le 3 février 1864.

M. Thuler (*François-Octave*), lieutenant au premier régiment de zouaves; dix-sept ans de service effectif, quinze campagnes; longs et honorables services.

M. Rouillet de la Bouillerie (*Marie-Louis de Gonzague*), lieutenant au deuxième régiment de zouaves; neuf ans de service effectif, neuf campagnes, une blessure; très-dévoué et parfaitement doué.

M. Clouet des Pesruches (*Félix-Louis*), lieutenant au deuxième régiment de zouaves, détaché de la compagnie de partisans de Mexico; huit ans de service effectif, six campagnes; jeune, mais déjà remarquable officier de guerre.

M. Muley (*François*), sous-lieutenant porte-drapeau au deuxième régiment de zouaves; quatorze ans de service effectif, huit campagnes, huit blessures; courageux et brave serviteur.

M. de Mascureau (*Marie-Alban*), lieutenant au troisième régiment de zouaves; dix ans de service effectif, cinq campagnes; a rempli pendant toute la campagne de 1863, la façon la plus distinguée, les fonctions d'officier d'ordonnance de M. le général de Lagry.

M. Pâris (*Pierre-Adolphe*), sergent-major au troisième régiment de zouaves; dix ans de service effectif, seize campagnes; bravoure et dévouement à toute épreuve.

M. Le Hir (*Yves-Marie*), capitaine au régiment étranger; vingt-trois ans de service effectif, quatre campagnes; capable, intelligent et très-dévoué.

M. Taddei (*Bernardin*), lieutenant au bataillon de tirailleurs algériens au deuxième régiment de zouaves; dix-sept ans de service effectif, onze campagnes; ancien serviteur très-honorable.

M. de la Pierre (*Charles-Hubert-Eugène-Xavier*), sous-lieutenant au douzième régiment de chasseurs à cheval; sept ans de service effectif, quatre campagnes; a brillamment pris part à tous les engagements de cavalerie depuis le commencement de la campagne.

M. Bourin (*Charles-Ernest*), sous-lieutenant au douzième régiment de chasseurs à cheval; huit ans de service effectif, cinq campagnes; dans le combat du 21 décembre 1863, à Zamora, cet officier, avec six hommes, a culbuté un poste de trente cavaliers mexicains.

M. Fèvre (*Édouard-Ernest*), sous-lieutenant au premier régiment de chasseurs d'Afrique; quatorze ans de service effectif, treize campagnes; vigoureux officier, plein d'entrain et de sang-froid.

M. Laurent (*Paul-Louis-Marie*), lieutenant au troisième régiment de chasseurs d'Afrique; treize ans de service effectif, huit campagnes; excellent officier; s'est distingué à Maravatio.

M. Céleste (*Pierre*), dit Cazabat, cavalier au troisième régiment de chasseurs d'Afrique; dix-huit ans de service effectif, dix-huit campagnes, une blessure; notable d'intrépidité, de discipline et de dévouement.

M. Lécivain (*Adolphe-Félix*), capitaine au premier régiment d'artillerie; quatorze ans de service effectif, quatre campagnes; se recommande par les meilleures qualités.

M. Petitjean (*André-Toussaint*), capitaine au troisième régiment d'artillerie; dix ans de service effectif, trois campagnes; zélé et consciencieux.

M. Bruneau (*Pierre*), lieutenant au quatrième régiment d'artillerie; vingt-trois ans de service effectif, deux campagnes; s'est fait particulièrement remarquer par son courage à l'attaque de Zacapoatlá.

M. Dutilleux (*Gustave*), capitaine à l'état-major particulier du génie; onze ans de service effectif, deux campagnes; bon et brave officier.

M. Aubanel (*Michel-Auguste*), lieutenant au troisième escadron du train des équipages militaires; vingt-huit ans de service effectif, dix-sept campagnes; a rendu d'excellents services pendant toute la campagne.

M. Galand (*Henri-Émile*), médecin aide-major de première classe; dix-sept ans de service effectif, onze campagnes; médecin très-dévoué et très-instruit.

M. Puig (*Pierre-Emmanuel*), pharmacien aide-major de première classe; dix ans de service effectif, huit campagnes; apte et zélé; a suivi la pénible expédition de Sierra du Michoacan.

M. Courteil (*Thomas*), officier d'administration de deuxième classe du service

ances; quinze ans de service effectif, treize campagnes; comptable d'un rare, remarquable par son initiative et son entente pratique de ses fonctions.
Martin (Richard), adjudant d'administration en premier des hôpitaux; vingt-ans de service effectif, onze campagnes; très-méritant par ses anciens services, attitude et son honorabilité. (*Paris, 6 Avril 1864.*)

59. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) qui confirme la nomination, faite à titre provisoire, au grade d'officier de la Légion d'honneur, par le général commandant en chef le corps expéditionnaire du Mexique, en vertu des pouvoirs à lui conférés par la décision impériale du 21 juillet 1862, en faveur de *M. Calvo (Manuel-Maria)*, général de brigade effectif de l'armée mexicaine, qui a obtenu le rang du 22 février 1864. Cet officier général a déployé une bravoure, un sang-froid et une intelligence remarquables lors de l'attaque de San Luis de Potosi contre les troupes libérales, le 27 décembre 1863; a perdu dans cette journée le seul cheval qui lui restait. (*Paris, 6 Avril 1864.*)

60. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances), portant ce qui suit :

Approuvée la création d'un nouveau bureau à l'octroi de la commune de Puteaux (Seine).
 Ce bureau sera placé à la demi-lune et sera mixte avec Courbevoie. (*Paris, 20 Octobre 1863.*)

61. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Les règlement et tarif en vigueur à l'octroi de Longwy (Moselle) sont prorogés jusqu'au 1^{er} janvier 1869.

L'octroi établi dans la commune de Condé (Nord) est maintenu.

Jusqu'au 31 décembre 1873 inclusivement, la perception dudit octroi continuera d'être opérée conformément aux tarifs et règlements en vigueur.

Les tarifs et règlements en vigueur à l'octroi de Graulhet (Tarn) sont et demeurent prorogés jusqu'au 31 décembre 1868 inclusivement.

Sont prorogés jusqu'au 1^{er} janvier 1874 les règlements et tarifs en vigueur à l'octroi de Mirecourt (Vosges). (*Saint-Cloud, 31 Octobre 1863.*)

62. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

L'établissement d'un octroi dans la commune de Goncelin (Isère) est autorisé. La perception sera opérée conformément aux tarifs et règlements ci-annexés. Ces tarifs et règlements seront exécutoires jusqu'au 31 décembre 1873 inclusivement.

A partir de la publication du présent décret, un octroi sera établi dans la commune de Fourmies (Nord).

La perception sera opérée conformément aux tarifs et règlements ci-annexés. Ces tarifs et règlements seront exécutoires jusqu'au 31 décembre 1869 inclusivement.

L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi du produit des taxes temporaires aux dépenses spéciales pour lesquelles elles ont été autorisées et de présenter à l'expiration du délai fixé pour leur perception le compte général de ce produit, tant en recette qu'en dépense.

L'établissement d'un octroi dans la commune de Fresnes (Nord) et les tarifs et règlements ci-annexés pour la perception de cet octroi sont approuvés.

Ces tarifs et règlements seront exécutoires jusqu'au 31 décembre 1873 inclusivement.

Il est établi un octroi dans la commune de Loos (Nord).

A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 31 décembre 1872 inclusivement, la perception dudit octroi sera opérée conformément aux tarifs et règlements ci-annexés.

5° L'établissement d'un octroi dans la commune de Wambrechies (Nord) et le tarif et règlement ci-annexés pour la perception de cet octroi sont approuvés.

Ces actes seront exécutoires jusqu'au 31 décembre 1873 inclusivement. (Séance
Cloud, 31 Octobre 1863.)



Certifié conforme :

Paris, le 6^e Juillet 1864,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'impression
impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1047.

6,663. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant concession de 26 Pensions de Veuves ou d'Orphelins sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.*

Du 9 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de l'ordonnance du 27 août 1817, portant application à la marine;

2° La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de mer, celles des 26 avril et 21 juin 1856, 26 juin 1861 et 28 juin 1862, ainsi que les décrets des 2 février et 4 mars 1808, sur les pensions spéciales des chefs et employés du ministère de la marine et des colonies et sur celles de leurs veuves;

3° Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, chargée par la loi de payer lesdites pensions;

La section de la guerre, de la marine, des colonies et de l'Algérie de notre conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau d'autre part une pension ou un secours annuel fixés conformément aux indications de ce tableau.

2. La dépense annuelle de six mille huit cent quatre-vingt-neuf francs (6,889^f) qui résultera de la concession des vingt-six articles de pensions de veuves et d'orphelins compris dans le tableau qui suit sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

Signé C^{te} P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris et des père et mère.	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS DES enfants et de leur
			de la cessa- tion de l'ac- tivité.	du décès.		
1	BONIFACIO (Eugène-Raphaël).	Commissaire gé- néral de la marine	15 mars 1863.	8 janvier 1864.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	VINCENT
2	JARY (Alphonse-Henri-Simon).	Lieutenant de vaisseau.	7 juin 1863.	27 nov. 1863.	Idem.	LEGESE
3	LAMESLE (Jean-Louis)..	Conducteur de travaux à 2,000f.	13 oct. 1849.	31 déc. 1863.	Idem.	GAUVES
4	FAVRE (Pierre-Edouard).	Maître ajusteur entretenu à 1,800f	22 janv. 1864.	22 janv. 1864.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	CASTAGNE
5	GAUTRON (Jean-Pierre-Charles).	Capitaine d'ar- mes de 2 ^e classe.	5 mai 1862.	5 mai 1862.	Reputé mort de blessures reçues à l'attaque de Guada- lupe, devant la Pue- bla (Mexique).	NEVEUX
6	BROCHE (Mathieu).....	Maître armurier.	5 janvier 1846.	28 juillet 1862.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	NOUVE
7	LE GUEN (Jean-Louis)..	Matelot.	22 oct. 1863.	22 oct. 1863.	Mort des suites d'un accident résultant de service.	HENRY
8	DEPAGNE (Joseph-Mathu- rin-Jean).	Inspecteur des pêches.	10 août 1861.	7 déc. 1863.	Mort titulaire d'une pension.	HUIT
9	EMBRIQUE (Jean-Bap- tiste).	Contre-maître tonnelier.	31 déc. 1833.	23 sept. 1863.	Idem.	MARTIN
10	CHARVAIS (Joseph-Marie).	Aide contro- maître forgeron.	25 avril 1849.	15 janv. 1864.	Idem.	LOUIS
11	LE BOLAY (Louis-Marie).	Ouvrier char- pentier.	2 juillet 1862.	18 janv. 1864.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	LESCOR
12	RENAUD (Michel).....	Ouvrier perceur.	3 déc. 1863.	3 déc. 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	BONNET
13	RIOD (Gilles-Marie)....	Idem.	10 janv. 1857.	31 déc. 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	ARTEL
14	SENÈS (Jean-Jacques)..	Ouvrier méca- nicien.	17 juillet 1857.	10 déc. 1863.	Mort titulaire d'une pension.	CAR
15	CAUSEUR (François)....	Ouvrier forge- ron.	31 mars 1854.	11 déc. 1863.	Idem.	TERRON
16	GUILLOT (Mathieu-Ma- rie).	Idem.	28 déc. 1863.	28 déc. 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	PAILLET
17	BOUNDAGEAU (Jean-Char- les).	Idem.	6 janvier 1864.	6 janvier 1864.	Idem.	BEAUDOU
18	SPIGHER (Jean-François).	Journalier au port de Rochefort	13 déc. 1862.	22 janv. 1864.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	NEVE
19	LESCOR (Louis-Olivier)..	Gardienn-portier.	23 déc. 1863.	23 déc. 1863.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	ORTEL
20	DELAGRYE (Alexandre- Jean-Joseph).	Commis au mi- nistère de la ma- rine et des colo- nies.	15 juillet 1848.	7 janvier 1864.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	THOM
21	CHAUVIN (Jean-Thomas).	Lieutenant de gendarmerie ma- ritime.	6 juin 1860.	29 déc. 1863.	Idem.	TRUPPE
22	DONET (Étienne).....	Garde-chiourme.	20 janv. 1860.	3 déc. 1863.	Idem.	BONNET
PENSIONS D'ORPHELINS						
23	MOREL (Jean-Marie).. marié à ÈVEN (Jeanne-Hortense).	Matelot.	1 ^{er} août 1845.	3 juin 1853.	.....	MOREL
				8 janvier 1864.	Morte titulaire d'une pension.	.....

SANCE.	DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	FIXATION DE LA PENSION			DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
			Lois des 18 avr 1831, 26 avr 1856, 26 juin 1861 et 28 juin 1862 et décrets des 2 février et 4 mars 1868.	Loi du 21 juin 1856.	Total.		
Lieux.							
Brest (Finistère).	30 août 1821.	Plus de 2 ans.	1,300 ^f	"	1,300 ^f	Lorient.	Lois des 18 avr 1831 et 26 juin 1861.
Nantes (Loire-Inférieure)	8 octobre 1853.	Idem.	530	"	530	Le Croisic.	Idem.
Cherbourg (Manche).	5 sept. 1811.	Idem.	350	"	350	Cherbourg.	Idem.
Toulon (Var).	28 nov. 1827.	Idem.	350	"	350	Guérigny.	Idem.
Brest (Finistère).	29 juin 1853.	Idem.	490	"	490	Brest.	Lois des 18 avr 1831, 26 juin 1861 et 26 avril 1866.
Vitry- sur-Marne (Marne).	16 déc. 1813.	Idem.	170	41 ^f	216	Vouvray- sur-le-Loir.	Lois des 18 avr 1831 et 21 juin 1856.
Plouha (Côtes-du-Nord).	18 avril 1860.	Idem.	100	16	116	Paimpol.	Idem.
Saint-Énogat (Ille-et-Vilaine).	12 sept. 1831.	Idem.	110	"	216	Dinan.	Lois des 18 avr 1831 et 28 juin 1862.
La Seyne (Var).	1 ^{re} avril 1813.	Idem.	141	"	141	Toulon.	Idem.
Saint-Servan (Ille-et-Vilaine).	24 janv. 1822.	Idem.	126	"	126	Brest.	Idem.
Rézé (Loire-Inférieure)	16 juillet 1833.	Idem.	116	"	116	Nantes.	Lois des 18 avr 1831 et 26 juin 1861.
Saint-Just (Charente-Infér.)	25 avril 1838.	Idem.	116	"	116	Rochefort.	Idem.
Plouguin (Finistère).	10 janv. 1831.	Idem.	116	"	116	Brest.	Idem.
La Seyne (Var).	4 mai 1832.	Idem.	116	"	116	Toulon.	Lois des 18 avr 1831 et 28 juin 1862.
Lampaul- londalmézeau (Finistère).	22 sept. 1845.	Idem.	116	"	116	Brest.	Idem.
Guilers (Finistère).	26 janv. 1830.	Idem.	116	"	116	Idem.	Idem.
Saint-Just (Charente-Infér.)	31 juillet 1840.	Idem.	116	"	116	Rochefort.	Idem.
Fosses (Charente-Infér.)	6 février 1836.	Idem.	116	"	116	Idem.	Idem.
Dinéault (Finistère).	30 sept. 1850.	Idem.	126	"	126	Brest.	Idem.
Paris (Seine).	1 ^{re} avril 1818.	Plus de 5 ans.	1,000	"	1,000	Paris.	Décrets des 2 fev- rier et 4 mars 1868.
Cherbourg (Manche).	8 janv. 1835.	Plus de 2 ans.	420	"	420	Cherbourg.	Lois des 11 avr 1831 et 26 juin 1861.
Six-Fours (Var).	30 avril 1858.	Idem.	100	16 ^f	116	La Seyne.	Lois des 11 avr 1831 et 21 juin 1856.

ET UN ANS ACCOMPLIS.

Brest (Finistère).	2 mai 1840.	Idem.	100	16	116	Brest.	Lois des 18 avr 1831 et 21 juin 1856.
-----------------------	----------------	-------	-----	----	-----	--------	---

NOMBRES D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pères et mères.	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS ET PRÉNOMS des enfants.
			de la cessa- tion de l'acti- vité.	du décès.		
24	PONDAVEN (Jean-Fran- çois), veuf de CAMPION (Marie-Renée).	Ouvrier forge- ron.	30 déc. 1862.	8 janvier 1864.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	PONDAVEN (Fran- çois), rue L. tave. phine).
25	GOUELIN (Jean-Bap- tiste), veuf de LE GUERRANNIC (Marie- Yvonne).	Ouvrier chau- dronnier.	24 août 1863.	11 janv. 1864.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	GOUELIN (Jean- Baptiste).
26	JOUSSAUD (Jean-Pierre), marié à BIANCHI (Marie - Made- leine).	Ouvrier hou- langer.	6 nov. 1861.	6 nov. 1861.	Morte titulaire d'une pension.	JOUSSAUD (Marie- Rienne- phine).

N° 16,664. — **DÉCRET IMPÉRIAL** portant concession de 24 Pensions de retraite et d'une Pension de réforme sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.

Du 9 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de la loi de non-annulation du 27 août 1817, portant application à la marine;

2° La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de mer.

N° D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES.	SERVICES effectifs.			CAMPAIGNES.		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
1	MORAND (le comte Louis-Charles-Alphonse).	30 déc. 1813.	Mayence (ex-département du Mont-Tonnerre).	Capitaine de fré- gate.	33	0	16	11	0	0
2	THOMASSY (Marie-Jean-Louis).	10 juillet 1816.	Montpellier (Hérault).	Idem.	31	5	21	10	8	13
3	LHOUMEAU (Alexis-Antoine).	23 avril 1816.	Rochefort (Charente-Infér.).	Commissaire de la marine.	30	1	15	11	5	0
4	DELASELLE (Louis-Victor).	11 nov. 1816.	Pondichéry (Inde).	Commissaire ad- joint de la marine.	31	3	1	0	0	0
5	MILLET (Théophile-François-Flavien).	4 mars 1819.	Port-Louis (Morbihan).	Lieutenant de vais- seau.	26	2	15	15	7	19
6	ATRAUD (Pierre-Charles).	9 déc. 1814.	Rochefort (Charente-Infér.).	Commis du service administratif des di- rections de travaux.	30	6	17	1	6	15

SANCE. Lieux.	DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
			Lois des 18 avril 1831 et 28 juin 1862.	Loi du 21 juin 1856.	Total.		
Brest (Finistère).	25 janv. 1825.	Plus de 2 ans.	116 ^f	"	116 ^f	Brest.	Lois des 18 avril 1831 et 28 juin 1862.
Idem.	25 fév. 1840.	Idem.	116	"	116	Idem.	Idem.
Toulon (Var).	24 fév. 1847.	Idem.	116	"	116	Toulon.	Idem.
TOTAUX...			6,800	89	6,889		

celles des 21 juin 1856, 26 juin 1861 et 28 juin 1862, ainsi que les décrets des 2 février et 4 mars 1808, sur les pensions spéciales des chefs et employés du ministère de la marine et des colonies;

3° Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, chargée par la loi de payer lesdites pensions;

La section de la guerre, de la marine, des colonies et de l'Algérie de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-après une pension de retraite ou de réforme fixée conformément aux indications de ce tableau.

BASES LÉGALES de la fixation de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE des titulaires.
		Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.	Loi du 21 juin 1856.	Total.	
Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.	Capitaine de frégate.	3,093 ^f	"	3,093 ^f	Toulon.
Idem.	Idem.	3,010	"	3,010	Montpellier.
Idem.	Commissaire de la marine, réunissant plus de 9 ans de services aux colonies.	3,765	"	3,765	Rochefort.
Idem.	Commissaire adjoint.	1,995	"	1,995	Pondichéry.
Idem.	Lieutenant de vaisseau.	2,004	"	2,004	Lorient.
Idem.	Commis des divers services.	952	"	952	Rochefort.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES.	CENTRES EFFECTIFS.			CARPENTIER		
		Dates.	Lieu.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
7	AGNÈS (Jean-Auguste) ..	3 février 1799.	Cherbourg (Manche).	Maître charpentier entretenu à 1,500 fr.	47	2	23	-	-	-
8	TESTON (Victor - François-Régis).	22 lev. 1808.	Toulon (Var).	Commis aux vivres entretenu à 1,560 fr.	32	8	21	13	3	19
9	JEHANNE (Charles-Jean-Marie).	7 mars 1810.	Brest (Finistère).	Idem à 1,500 fr.	31	10	11	12	10	21
10	BARRAUX (Jean - François).	29 oct. 1808.	Carneville (Manche).	Magasinier embarquant à 78 fr.	27	7	25	5	-	-
11	FLEURY (Claude)	22 juillet 1803.	Blanzay (Saône-et-Loire).	Distributeur embarquant à 45 fr.	30	4	28	3	9	7
12	SICARD (Henri-Laurent).	11 mars 1817.	Ollioules (Var).	Idem.	30	-	23	-	6	-
13	BONIFACE (Jean-Jacques)	31 janv. 1811.	S ^t -Paul-du-Var (Alpes-Maritimes)	Coq embarquant.	25	1	28	23	-	-
14	LEZOC (Louis-François).	16 fév. 1809.	Landunvez (Finistère).	Gardien de bureau.	36	9	23	-	-	-
15	BOUCHARD (Claude - Julien).	1 ^{er} juin 1813.	Cherbourg (Manche).	Aide contre-maître pompier.	30	7	8	-	-	-
16	BERNE (Jean-Noël)	9 mai 1805.	Marseille (Bouches-du-Rh.)	Ouvrier maçon.	31	3	2	2	-	-
17	AUBESCHE (Jean-Jacques)	24 janv. 1808.	Saint-Maurice-d'Ibie (Ardèche).	Ouvrier boulanger.	33	-	17	10	-	-
18	BEZOU (Léon) dit BEZOUT.	21 janv. 1797.	Marmande (Lot-et-Garonne).	Ouvrier compositeur à l'imprimerie du Gouvernement à la Basco-Terre.	36	10	5	20	-	-
19	DE COURTIÈRE (Adrien-Pierre-Louis).	6 juillet 1790.	Paris (Seine).	Bibliothécaire au ministère de la marine et des colonies.	25	-	1	-	-	-
20	RENAULT (Nicolas)	3 août 1815.	Gevrey-Chambertin (Côte-d'Or).	Capitaine d'infanterie de marine.	30	1	9	19	-	-
21	LIGNERON (Jean-Jacques)	7 sept. 1813.	S ^t -Christophe (Charente-infér.).	Maréchal des logis de gendarmerie maritime.	28	9	11	-	-	-
22	ABADIE (Pierre)	Nov. 1813.	Juilles (Gers).	Gendarme maritime.	25	6	2	1	-	-
23	GLOAGUEN (Jean-Pierre-Marie).	15 oct. 1823.	Esquibien (Finistère).	Surveillant de 2 ^e classe des établissements pénitentiaires	19	4	19	6	3	-
24	MIGNARD (Pierre)	8 mars 1837.	Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).	Soldat à la 2 ^e compagnie disciplinaire des colonies.	5	3	9	5	-	-
25	BROUARD (Joseph - Auguste).	8 nov. 1821.	Le Croisic (Loire-inférieure)	Capitaine d'artillerie de marine.	23	-	4	-	-	-

2. La dépense annuelle de trente mille trente-neuf francs (30,039) qui résultera de la concession des vingt-cinq articles de pensions

DÉTAILS de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE des titulaires.
		Lois des 11 et 16 avril 1831, 25 et 26 juin 1861 et 26 juin 1862, et décrets des 2 février et 4 mars 1868.	Loi du 21 juin 1856.	Total.	
16 avril 1831 et	Maître entretenu à 1,500 fr. et au-dessus.	1,322 ^f	"	1,322 ^f	Cherbourg.
"	<i>Idem.</i> réunissant plus de 6 ans de navigation sur les bâtiments de l'État.	1,400	"	1,400 (a)	Toulon.
"	<i>Idem.</i>	1,393	"	1,393	Brest.
16 avril 1831	Magasinier embarquant à 75 fr. et au-dessus.	577	165 ^f	742	Cherbourg.
"	Distributeur embarquant.	269	165	434	Toulon.
"	<i>Idem.</i>	259	165	424	<i>Idem.</i>
"	Coq embarquant.	340	165	505	<i>Idem.</i>
16 avril 1831 et	Gardien des divers ser- vices.	399	"	399	Brest.
"	Aide contre-maître.	419	"	419	Cherbourg.
"	Ouvrier.	416	"	416	Lorient.
"	<i>Idem.</i>	455	"	455 (b)	Toulon.
"	<i>Idem.</i>	465	"	465	La Guadeloupe
2 février et	Bibliothécaire au traite- ment moyen de 2,777 ^f 55 ^c . (Atteint d'infirmités qui l'empêchent de continuer ses fonctions.)	1,388	"	1,388	Orsay.
16 avril 1831 et	Capitaine.	2,095	"	2,095	Paris.
16 avril 1831 et	Maréchal des logis.	278	165	443	Rochefort.
"	Soldat. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans la gendarmerie.)	249	198	447	Lorient.
18 avril 1831 1856.	Surveillant de 2 ^e classe des établissements péniten- tiaires. (Infirmités résul- tant du service et mettant ce militaire hors d'état d'y rester et de pourvoir à sa subsistance.)	506	165	671	Brest.
11 avril 1831, 25 et 26 juin 1861.	Soldat. (Perte totale de la vue par suite d'un accident résultant du service.)	440	165	605	Clermont- Ferrand.
11 avril 1831, 25 et 26 juin 1861.	Capitaine.	1,197	"	1,197	Paris.
TOTAUX.....		28,686	1,353	30,039	

remplacement de la pension de 1,038 fr. qui lui a été réglée par décret du 18 novembre 1863. — (b) En rem-
placement de la pension de 440 fr. qui lui a été réglée par décret du 7 novembre 1863.

la retraite et de réforme compris dans le tableau qui précède sera
acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 9 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

Signé C^m P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 16,665. — DÉCRET IMPÉRIAL portant concession de 2 Pensions de Veuf ou d'Orphelins sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.

Du 23 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de la loi de donnance du 27 août 1817, portant application à la marine;

2° La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de terre et celle du 26 avril 1855;

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS du mari et des père et mère.	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	MONTANT de la pension et des intérêts.
			de la cessation de l'activité.	du décès.		
1	CLOUET (Émile-Henri).	Maître armurier militaire terminant comme maître embarquant.	8 février 1864.	8 février 1864.	Mort en possession de droits à une pension de retraite.	MONTANT de la pension et des intérêts.
PENSION D'ORPHELINS						
2	GUILLOTIN (Louis)..... marié à	Contre-maître mécanicien.	20 sept. 1857.	20 sept. 1857.	.....	GÉRILLOT Liste-Alphabétique des Pensions-Allocations
	DECKAEN (Marie-Perrine-Fanny).	.....	.....	31 janv. 1864.	Morte titulaire d'une pension.	

N° 16,666. — DÉCRET IMPÉRIAL portant concession de 23 Pensions de Veuf et d'Orphelins sur les fonds de la Caisse des Invalides de la Marine.

Du 23 Mars 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, chargée
 la loi de payer lesdites pensions;
 la section de la guerre, de la marine, des colonies et de l'Algérie de
 Conseil d'État entendue,

ONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au
 tableau ci-dessous une pension ou un secours annuel fixés con-
 formément aux indications de ce tableau.

La dépense annuelle de trois cent cinquante-sept francs (357^f)
 résultera de la concession des deux articles de pensions de
 veuves et d'orphelins compris dans le tableau qui suit sera ac-
 tée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine
 des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera
 inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine
 et des colonies,*

Signé C^{te} P. DE CHASSELOUP-LAUDAT.

NOM.	DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
			Portion à la charge de la caisse		Total.		
Lieux.			des inva- lides de la marine.	de la dotation de l'armée.			
Saint-Pierre- Quilbignon (Finistère).	15 juin 1853.	Plus de 2 ans.	175 ^f	41 ^f	216 ^f	Brest.	Lois des 18 avril 1831 et 26 avril 1855.
ET UN ANS ACCOMPLIS.							
Toulon (Var).	19 juin 1843.	Plus de 2 ans.	100	41	141	Toulon.	Idem.
		TOTAUX	275	82	357		

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 8 de l'or-
 onnance du 27 août 1817, portant application à la marine;

2° La loi du 18 avril 1831, concernant les pensions de l'armée de mer, et
 celles des 21 juin 1856, 26 juin 1861 et 28 juin 1862;

3° Les crédits ouverts au budget spécial de la caisse des invalides, chargée
 par la loi de payer lesdites pensions;

La section de la guerre, de la marine, des colonies et de l'Algérie de
 notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées :

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris.	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOM ET des
			de la cessa- tion de l'acti- vité.	du décès.		
1	BORIUS (Valentin - Au- guste).	Professeur d'hy- drographie de 1 ^{re} classe.	17 août 1860.	21 déc. 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	LE GARS (Jean- Jennet).
2	GAUQUELIN (Hyacinthe).	Lieutenant de vaisseau.	10 août 1849.	15 janv. 1864.	Idem.	GOUEL (Antoine).
3	MALLIÉ (Gustave - Isi- dore-Alphonse).	Idem.	4 janvier 1864.	4 janvier 1864.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	LAVIE (Marie- Eugène).
4	PELTIER (Thomas-Marie- Thadée).	Idem.	1 ^{er} mars 1846.	17 déc. 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	FRANÇOIS (Jean- Baptiste).
5	BROYON (Jean-Pierre)..	Premier mai- tre de timonerie.	22 mars 1842.	4 nov. 1863.	Idem.	ROUSSEAU (Mar- tin-Louis).
6	ROLLAND (Étienne-Pru- dent).	Deuxième mai- tre de manœuvre.	8 avril 1863.	8 avril 1863.	Mort des suites d'insolation épron- vée dans la rivière de Saigon où il avait été envoyé en corvée.	MORIS (Jean- Baptiste).
7	ESCALIER (Lagier - Ar- nould).	Deuxième com- mis aux vivres.	16 janv. 1857.	21 déc. 1863.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	JEAN (Jean- Baptiste).
8	GARDANNE (Jean - Fran- çois).	Quartier-maitre calfat.	3 octobre 1863.	3 octobre 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée en Chine.	SIMON (Jean- Baptiste).
9	GUERGADI (Julien).....	Distributeur em- barquant à 45 fr.	10 sept. 1863.	5 octobre 1863.	Mort des suites de maladie endémique contractée en Cochin- chine.	LE DUCLOS (Jean- Baptiste).
10	POIRIER (Pierre - Atha- nase).	Matelot.	24 août 1862.	24 août 1862.	Mort des suites de maladie endémique contractée au Mexi- que.	ALLIER (Jean- Baptiste).
11	ANDRÉ (Gabriel-Marie).	Patron de ca- not.	15 déc. 1862.	10 janv. 1864.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	PÉROS (Jean- Baptiste).
12	CABASSON (Jean - Pierre- Augustin).	Gardien au port de Toulon.	18 fév. 1860.	15 déc. 1863.	Mort titulaire d'une pension.	MAUREL (Jean- Baptiste).
13	LE COAT (Jean-Marie)..	Ouvrier char- pentier.	5 octobre 1850.	22 janv. 1864.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	LE GARS (Jean- Baptiste).
14	TAILLADE (Pierre).....	Idem.	31 déc. 1841.	1 ^{er} déc. 1863.	Mort titulaire d'une pension.	BOIS (Jean- Baptiste).
15	FUMEL (Joseph-Étienne).	Ouvrier menui- sier.	9 juillet 1857.	21 janv. 1864.	Idem.	CORDEAU (Jean- Baptiste).
16	PAPIN (Désiré-Magloire).	Journalier aux constructions na- vales.	31 oct. 1862.	20 janv. 1864.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	LAFRAY (Alexis- Magloire).
17	LUCIN (Alexis-Michel)..	Vérificateur des poids et mesures à la Martinique au traitement d'Eu- rope de 1,200 fr.	22 août 1862.	22 août 1862.	Mort des suites de maladie endémique contractée à la Mar- tinique.	MAFFRE (Alexis- Michel).
18	LE ROY (Claude-Désiré).	Capitaine d'in- fanterie de ma- rine.	15 août 1839.	25 janv. 1864.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	BONNET (Jean- Baptiste).
19	BRASSEUR (Joseph - Hen- ry).	Idem.	20 juin 1854.	7 février 1864.	Idem.	CORDEAU (Jean- Baptiste).
20	GLODEAU (Louis).....	Sergent des gar- des-chiourmes.	24 juillet 1848.	6 nov. 1863.	Idem.	BOISSONNET (Jean- Baptiste).

ou ci-après une pension ou un secours annuel fixé conformément aux indications de ce tableau.

NOM.	DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
			Lois des 11 et 18 avril 1831, 9 juin 1853, 20 et 26 juin 1861 et 28 juin 1863.	Loi du 21 juin 1856.	Total.		
ernean (sière).	12 sept. 1820.	Plus de 3 ans.	780 ^f	•	780 ^f	Nantes.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.
bourg (nche).	22 juillet 1830.	Idem.	530	•	530	Paris.	Idem.
rest (sière).	29 août 1849.	Idem.	530	•	530	Brest.	Idem.
ènes (lie).	27 août 1838.	Idem.	530	•	530	Nantes.	Idem.
ulon (Var).	4 mai 1813.	Idem.	245	•	245	Toulon.	Idem.
ozon (sière).	26 juillet 1855.	Idem.	100	41 ^f	141	Brest.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.
gentier (Var).	5 juin 1854.	Idem.	100	41	141	Toulon.	Idem.
és-Toucas (Var).	8 octobre 1856.	Idem.	100	26	126	La Seyne.	Idem.
éméné (rbihan).	21 août 1852.	Idem.	100	26	126	Lorient.	Idem.
auvoir (anche).	2 février 1861.	1 an 6 mois 25 jours.	100	16	116	Granville.	Idem.
éleaulin (sière).	14 sept. 1827.	Plus de 3 ans.	126	•	126	Brest.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.
1 Valette (Var).	25 oct. 1824.	Idem.	116	•	116	Toulon.	Idem.
Brest (sière).	24 sept. 1821.	Idem.	116	•	116	Brest.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.
ruissau (Aude).	27 mars 1806.	Idem.	116	•	116	Narbonne.	Idem.
Toulon (Var).	10 oct. 1836.	Idem.	116	•	116	Toulon.	Lois des 18 avril 1831 et 26 juin 1861.
herbourg (Manche).	6 août 1821.	Idem.	116	•	116	Cherbourg.	Idem.
aint-Pierre (artinique).	13 sept. 1857.	5 ans 11 mois	200	•	200	La Martinique.	Lois des 18 avril 1831 et 9 juin 1853.
Brest (Finistère).	10 avril 1830.	Plus de 3 ans.	530	•	530	Brest.	Lois des 11 avril 1831 et 26 juin 1861.
Warneton (Nord).	26 mai 1819.	Idem.	530	•	530	Lille.	Idem.
int-Médard- des-Prés (Vendée).	19 juillet 1847.	Idem.	100	41	141	La Rochelle.	Lois des 11 avril 1831 et 26 juin 1861.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS du mari et des pères et mères.	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	DÉTAILS de la situation et des enfants.
			de la cessa- tion de l'acti- vité.	du décès.		
21	GAUTIER (Ange-Simon), veuf en 1 ^{re} nocces de BELLEBON (Guillemette- Josèphe - Laurence - Anne).	Capitaine de fré- gate.	13 dec. 1863.	13 dec. 1863. 1 ^{er} janv. 1849.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	DÉTAILS Héritiers veuf et or- phelin. GAUTIER Clovis, orphelin.
PENSIONS D'ORPHELINS						
22	SEVIN (Auguste - Pierre- Marie), veuf de TÉPHANY (Anais-Marie- Antoinette).	Capitaine de vaisseau.	31 mai 1863.	30 janv. 1864. 11 mars 1856.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	SEVIN Marie- Antoinette enfant.
23	TRÉGUIER (Yves-Marie), marié à JAVOUEN (Marie-Yvonne)	Ouvrier à l'ar- tillerie. .....	..... .....	10 mars 1859. 16 janv. 1864.	Mort titulaire d'une pension.	TRÉGUIER Yvonne enfant.

(a) Cette pension est payable, savoir : pour moitié à la veuve et pour l'autre moitié à l'orphelin à son décès, en réversion viagère, au profit de la veuve, de la portion afférente à ladite orpheline, lorsqu'elle sera morte.

2. La dépense annuelle de sept mille deux cent quarante-trois francs (7,243') qui résultera de la concession des vingt-trois pensions de veuves et d'orphelins compris dans le tableau qui précède sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Mars 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

Signé C^{te} P. DE CHASSELOUP-LAURAT.

N° 16,667. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant ce qui suit :

Est autorisée la création d'un hôpital dans la commune de Marguerittes (Gard). Cet établissement sera administré conformément aux lois et règlements qui régissent les établissements publics de cette nature. (Fontainebleau, 11 Juin 1864)

N ^o .	DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	FIXATION DE LA PENSION.			DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
			Lois des 18 avril 1831 et 28 juin 1862.	Loi du 21 juin 1856.	Total.		
Pierre Nouvo).	25 oct. 1849.	Plus de 2 ans.	780 ^f	"	780 ^f (a)	Brest.	Lois des 18 avril 1831 et 28 juin 1861.
rest istère).	1 ^{er} janv. 1838.	Idem.					
ANS ACCOMPLIS.							
rest istère).	4 juillet 1848.	Plus de 2 ans.	975	"	975	Idem.	Idem.
pezellec istère).	18 juin 1840.	Idem.	116	"	116	Idem.	Lois des 18 avril 1831 et 28 juin 1862.
		TOTAUX.	7,052	191 ^f	7,243		

accomplis, et sous la condition que la part de la veuve, si elle décède sans enfants, fera retour à ladite
à ce qu'elle soit parvenue à sa majorité.

668. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) por-
ce qui suit :

autorisée la création d'un hôpital dans la commune de l'Île-Bouchard (Indre-
re).

établissement sera administré conformément aux lois et règlements qui ré-
t les établissements publics de cette nature. (*Fontainebleau, 11 Juin 1864.*)

669. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui auto-
la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Saint-Jean-
idmentel (Loir-et-Cher). (*Fontainebleau, 11 Juin 1864.*)

670. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant
qui suit :

l'autorisée, dans la commune de Lurey-Lévy (Allier), la création d'un hôpital
ortera le nom d'*Hôpital cantonal Papo*.

et établissement sera administré conformément aux lois et règlements qui ré-
nt les établissements publics de cette nature. (*Fontainebleau, 18 Juin 1864.*)

671. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant c
à suit :

st autorisée la création d'un hôpital dans la commune d'Auxy (Loiret).

et établissement sera administré conformément aux lois et règlements qui r-
ent les établissements de cette nature. (*Fontainebleau, 18 Juin 1864.*)

N° 16,672. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Chinon-Campagne (Nièvre). (*Fontainebleau, 18 Juin 1864.*)

N° 16,673. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de [] (Nièvre). (*Fontainebleau, 18 Juin 1864.*)

N° 16,674. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de [] (Nièvre). (*Fontainebleau, 18 Juin 1864.*)

N° 16,675. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de [] (Nièvre). (*Fontainebleau, 18 Juin 1864.*)

N° 16,676. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de [] (Orne). (*Fontainebleau, 18 Juin 1864.*)

N° 16,677. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de [] Bois (Somme). (*Fontainebleau, 18 Juin 1864.*)

N° 16,678. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui décide ce qui suit :

1° Est approuvé le tarif ci-annexé pour la perception de l'octroi de la commune de Sisteron (Basses-Alpes).

Cet acte sera exécutoire jusqu'au 1^{er} janvier 1870, époque à laquelle est prescrite la durée du règlement constitutif de la perception.

2° A partir de la publication du présent décret, la perception de l'octroi de la commune de Honfleur (Calvados) sera opérée conformément au tarif et au règlement ci-annexés.

Sauf en ce qui concerne la perception des taxes additionnelles et extraordinaires dont la durée est limitée à six années, ces tarifs et règlements seront exécutoires jusqu'au 31 décembre 1873 inclusivement.

L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'affectation du produit des taxes additionnelles et extraordinaires aux dépenses pour lesquelles elles ont été autorisées, et de présenter à ce magistrat, à l'expiration du délai fixé pour leur perception, le compte général de ce produit, en recouvrement de la dépense.

3° A partir du 1^{er} janvier 1864, et jusqu'au 31 décembre 1870 inclusivement, la perception de l'octroi de Nontron (Dordogne) sera opérée conformément aux tarifs et règlements ci-annexés.

4° Sont approuvés le règlement et le tarif ci-annexés pour la perception de l'octroi d'Épernay, département de la Marne.

Ces actes seront exécutoires jusqu'au 1^{er} janvier 1874.

Il sera perçu jusqu'au 1^{er} janvier 1871 une taxe additionnelle d'un décime par franc sur tous les articles du tarif, à l'exception du vin, des cidres, poirés et boissons, de l'alcool et des viandes de toute sorte.

ministration municipale sera tenue de justifier chaque année, au préfet du département, de l'affectation du produit de ce décime aux dépenses spéciales en vue desquelles il est autorisé, et le compte général de ce produit, en recette et en dépense, sera présenté à ce magistrat à l'expiration du délai fixé par l'article 3.

A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 31 décembre 1870 inclusivement, la perception de l'octroi établi dans la commune de Tardets-Sorholus (Basses-Pyrénées) sera opérée conformément aux tarifs et règlements ci-annexés.

A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 31 décembre 1872 inclusivement, la perception de l'octroi établi dans la commune de Moutiers, département de la Savoie, sera opérée conformément aux tarifs et règlements ci-annexés.

Les tarifs et règlements ci-annexés pour la perception de l'octroi de la commune de Meisy-le-Roi (Seine) sont approuvés.

Les actes seront exécutoires jusqu'au 31 décembre 1870 inclusivement.

La municipalité sera tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi du produit des taxes additionnelles comprises audit tarif aux dépenses en vue desquelles elles sont autorisées et de présenter à ce magistrat, à l'expiration du délai fixé pour leur perception, le compte général de ce produit, tant en recette qu'en dépense.

Le tarif en vigueur à l'octroi de Nemours (Seine-et-Marne) est et demeure approuvé jusqu'au 31 décembre 1873 inclusivement.

Le nouveau règlement ci-annexé pour la perception dudit octroi sera exécutoire à la même époque. (Saint-Cloud, 4 Novembre 1863.)

679. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

A partir du 1^{er} janvier 1864, et jusqu'au 31 décembre 1873 inclusivement, la perception de l'octroi d'Auzat, département de l'Ariège, sera opérée conformément aux tarifs et règlements ci-annexés.

Est autorisée, jusqu'au 1^{er} avril prochain, la prorogation des tarifs et règlements de l'octroi de la commune de Nyons.

L'établissement d'un octroi dans la commune de Kerfeunteun, département du Morbihan, et les tarifs et règlements ci-annexés pour la perception dudit octroi sont approuvés.

Les tarifs et règlements seront exécutoires jusqu'au 31 décembre 1873 inclusivement.

Sont approuvés le règlement et les tarifs principal et additionnel ci-annexés pour la perception de l'octroi d'Auch, département du Gers.

Le tarif principal et le règlement cesseront d'être exécutoires le 1^{er} janvier 1871. La durée du tarif additionnel reste limitée au 1^{er} janvier 1866, époque déterminée par le décret du 21 décembre 1859.

Les justifications prescrites par le décret précité, en ce qui concerne l'emploi du produit des taxes additionnelles, continueront à être fournies dans les formes y indiquées.

A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 31 décembre 1870 inclusivement, les taxes ci-après indiquées seront perçues à l'octroi de la commune d'Alleur, département de l'Isère :

Viande nette de porc de toute espèce.....	0 ^{fr} 05 ^c le kilog.
Poissons de toute espèce.....	0 10

Les tarifs et règlements principaux en vigueur continueront d'être exécutoires jusqu'au 31 décembre 1870, limite assignée à la durée de la perception par le décret du 20 février 1861.

A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 1^{er} janvier 1873, date d'expiration des actes constitutifs de la perception, les bois ouvrés (les meubles compris) seront soumis, à l'octroi de la commune de Comines (Nord), aux taxes ci-après indiquées :

Bois ouvrés en chêne, le stère.....	4 ^{fr}
Bois ouvrés autres que le chêne, le stère.....	4

7° La perception de l'octroi de la commune de Prades est prorogée jusqu'au 1^{er} avril prochain.

8° A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 31 décembre 1864 inclusivement, il sera perçu à l'octroi de Provins (Seine-et-Marne) un décime additionnel sur tous les objets compris au tarif, les vins, cidres et alcools exceptés.

L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'affectation du produit du décime additionnel aux dépenses en vue desquelles ce décime est autorisé et de présenter à ce magistrat, à l'expiration du délai fixé par l'article 1^{er}, le compte général de ce produit, tant en recette qu'en dépense.

9° La durée des tarifs et règlements en vigueur à l'octroi de Sotteville-lez-Rouen, département de la Seine-Inférieure, est prorogée jusqu'au 31 décembre 1872 inclusivement.

L'administration municipale continuera de justifier chaque année, au préfet, de l'affectation du produit des taxes additionnelles et extraordinaires comprises au tarif, aux dépenses en vue desquelles elles ont été autorisées et de présenter à ce magistrat, à l'expiration du délai fixé par l'article 1^{er}, le compte général de ce produit, tant en recette qu'en dépense.

10° A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 31 décembre 1864 inclusivement, la perception de l'octroi établi dans la commune de Bornes, département du Var, sera opérée conformément aux tarifs et règlements ci-annexés.

11° Sont approuvés les règlements et tarifs ci-annexés pour la perception de l'octroi d'Épinal (Vosges).

Ces actes cesseront d'être exécutoires le 1^{er} janvier 1874.

L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année, au préfet du département, de l'affectation du produit des taxes additionnelles et extraordinaires au paiement des dépenses spéciales en vue desquelles elles sont autorisées et de présenter à ce magistrat, à l'expiration du délai fixé par le paragraphe précédent, le compte général de ce produit, en recette et en dépense, sera présenté au préfet.



Certifié conforme :

Paris, le 8^{er} Juillet 1864.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes.*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du décret au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression impériale ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 1048.

1860. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif au Reboisement obligatoire de Terrains situés sur le territoire de la commune de Chadenet (Lozère).*

Du 22 Novembre 1863.

POLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des Forêts ;

Vu la loi du 28 juillet 1860, sur le reboisement des montagnes ;

Vu le décret du 27 avril 1861, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi ;

Vu le projet, accompagné des plans et pièces à l'appui, présenté le 21 décembre 1862 par les agents forestiers, avec le concours d'un ingénieur des ponts et chaussées, à l'effet de prévenir le retour des inondations produites par la rivière du Lot et ses affluents et des dégâts qui en résultent sur le territoire de la commune de Chadenet (Lozère) ;

Vu l'enquête qui a été faite sur le projet ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Chadenet, prise avec l'adjonction des plus imposés ;

Vu l'avis de la commission spéciale instituée par l'article 5 de la loi du 28 juillet 1860 ;

Vu les avis du conseil d'arrondissement de Mende, du conseil général et du préfet ;

Vu l'avis du conseil d'administration et du directeur général des forêts ;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 16 octobre 1863 ;

Notre Conseil d'État entendu.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique le reboisement obligatoire à exécuter, conformément au projet susvisé, sur trois cent trois hectares trente ares de terrains situés sur le territoire de la commune de Chadenet (Lozère), suivant périmètre teinté de diverses couleurs et entouré d'un liséré carmin sur les plans joints au projet.

2. Les travaux de reboisement devront être effectués sur les terrains appartenant aux particuliers dans un délai de cinq ans, à dater de la notification du présent décret aux parties intéressées.

Sur les terrains appartenant à la commune, les travaux de reboisement ne pourront être exécutés que dans la limite du vingtième de la contenance totale des biens communaux, conformément à l'article 10 de la loi du 28 juillet 1860, à moins qu'une délibération du conseil municipal de la commune intéressée n'autorise leur exécution sur une étendue plus considérable.

3. Notre ministre secrétaire d'État des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 22 Novembre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances

Signé ACHILLE FOULD.

N° 16,681. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif au Reboisement obligatoire de terrains situés sur le territoire des communes de Rians et d'Artigues (Var).

Du 22 Novembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, ~~Empereur~~
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances ;

Vu la loi du 28 juillet 1860, sur le reboisement des montagnes ;

Vu le décret du 27 avril 1861, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi ;

Vu le projet, accompagné des plans et pièces à l'appui, présenté le 3^{juin} 1862 par les agents forestiers, avec le concours d'un ingénieur des ponts et chaussées, pour le reboisement de deux cent soixante-douze hectares quatre-vingt-douze ares cinquante centiares de terrains situés sur le territoire des communes de Rians et d'Artigues (Var), à l'effet de prévenir le retour des inondations produites par les torrents de Vallat-l'Abéout et du Vacon ;

Vu l'enquête qui a été faite sur le projet ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Rians (Var) prise avec l'adjonction des plus imposés ;

Vu l'avis de la commission spéciale instituée par l'article 5 de la loi du 28 juillet 1860 ;

Vu les avis du conseil d'arrondissement de Brignolles, du conseil général et du préfet ;

Vu l'avis du conseil d'administration et du directeur général des forêts.

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique le reboisement obligatoire à exécuter, conformément au projet susvisé, de deux cent soixante-douze hectares quatre-vingt-douze ares cinquante centiares de terrains situés sur le territoire des communes de Rians et d'Artigues (Var).

t périmètre teinté de bistre sur les plans annexés au projet

es travaux de reboisement ne pourront être exécutés que dans
ite du vingtième de la contenance totale des biens commu-
conformément à l'article 10 de la loi du 28 juillet 1860, à
qu'une délibération du conseil municipal de la commune inté-
n'autorise leur exécution sur une étendue plus considérable.

otre ministre secrétaire d'État au département des finances est
de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin
s.

au palais de Compiègne, le 22 Novembre 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

582. — **DÉCRET IMPÉRIAL** relatif au Reboisement obligatoire de Terrains
situés sur le territoire de la commune du Bessat (Loire).

Du 30 Novembre 1863.

POLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des
es;

la loi du 28 juillet 1860, sur le reboisement des montagnes;

le décret du 27 avril 1861, portant règlement d'administration
que pour l'exécution de cette loi;

le projet, accompagné des plans et pièces à l'appui, présenté le 2 avril
par les agents forestiers, avec le concours d'un ingénieur des ponts
ussées, à l'effet de prévenir le retour des inondations produites par le
dement des torrents du Furens et du Guiers et des dégâts qui en
ent sur le territoire de la commune du Bessat (Loire);

l'enquête à laquelle il a été procédé sur le projet;

la délibération prise par le conseil municipal de la commune du Bes-
rise avec l'adjonction des plus imposés;

l'avis de la commission spéciale instituée par l'article 5 de la loi du
illet 1860;

les avis du conseil d'arrondissement de Saint-Étienne, du conseil
al et du préfet;

l'avis du conseil d'administration et du directeur général des forêts;

l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 16 octobre 1863;

le Conseil d'État entendu,

ONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

T. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique le reboisement obligatoire
écuter, conformément au projet susvisé, sur trois cent soixante-
hectares quatre-vingt-cinq ares soixante centiares de terrains

situés sur le territoire de la commune du Bessat (Loire), sur le périmètre teinté de jaune sur le plan d'ensemble, et entouré de vert sur les plans de détails annexés au projet susvisé.

2. Les travaux de reboisement devront être effectués sur les terrains particuliers dans un délai de trois ans, à dater de la notification du présent décret aux parties intéressées.

Sur les terrains appartenant à la commune, les travaux de reboisement ne pourront être exécutés que dans la limite du vingtième de la contenance totale des biens communaux, conformément à l'article 10 de la loi du 28 juillet 1860, à moins qu'une délibération du conseil municipal de la commune intéressée n'autorise les travaux à une étendue plus considérable.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Novembre 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances

Signé ACHILLE FOUL

N° 16,683. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif au Reboisement obligatoire des terrains situés sur le territoire de la commune de Bonneval (Drôme).

Du 30 Décembre 1863.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances ;

Vu la loi du 28 juillet 1860, sur le reboisement des montagnes ;

Vu notre décret du 27 avril 1861, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi ;

Vu le projet, accompagné des plans et pièces à l'appui, présenté le 20 mai 1862 par les agents forestiers, avec le concours des ingénieurs des ponts et chaussées, à l'effet de prévenir le retour des inondations produites par le débordement des torrents de Bonneval, de Tête-Vieille et de Charvillat, et des dégâts qui en résultent sur le territoire de la commune de Bonneval (Drôme) ;

Vu l'enquête qui a été faite sur le projet ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Bonneval en date du 25 octobre 1863, prise avec l'adjonction des plus imposés ;

Vu l'avis de la commission spéciale instituée par l'article 5 de la loi sur le reboisement des montagnes ;

Vu les avis du conseil d'arrondissement de Die, du conseil général de la Drôme, du préfet ;

Vu l'avis du conseil d'administration et du directeur général des forêts ;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 3 février 1863.

Notre Conseil d'État entendu,

S DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

1^{er}. Est déclaré d'utilité publique le reboisement obligatoire sur, conformément au projet susvisé, sur six cent quatre-vingt-neuf hectares dix-huit ares cinquante-cinq centiares de terrains situés sur le territoire de la commune de Bonneval (Drôme), et les périmètres entourés d'un liséré teinté en rouge sur les joints au projet, dressés par les membres de la commission et par le conservateur à Grenoble.

Les travaux de reboisement devront être effectués sur les terrains tenant à divers particuliers dans le délai de cinq ans, à dater de la notification du présent décret aux parties intéressées.

Les travaux de reboisement ne pourront être exécutés annuellement sur les terrains appartenant à la commune que dans la limite d'un vingtième de la contenance totale des biens communaux, conformément à l'article 10 de la loi du 28 juillet 1860, à moins d'une délibération du conseil municipal de la commune intéressée autorisant leur exécution sur une étendue plus considérable.

Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Décembre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

1864. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif au Reboisement obligatoire de Terrains situés sur le territoire de la commune de Boule (Drôme).*

Du 30 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances ;

Vu la loi du 28 juillet 1860, sur le reboisement des montagnes ;

Vu notre décret du 27 avril 1861, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi ;

Vu le projet, accompagné des plans et pièces à l'appui, présenté le 27 janvier 1862 par les agents forestiers, avec le concours des ingénieurs des ponts et chaussées, à l'effet de prévenir le retour des inondations produites par le débordement des torrents de Combe-Charronnière, Brunetière et Saint-Froide sur le territoire de la commune de Boule (Drôme) ;

Vu l'enquête qui a été faite sur le projet ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Boule, en date du 27 septembre 1863, prise avec l'adjonction des plus imposés ;

Vu l'avis de la commission spéciale instituée par l'article 5 de la loi du 28 juillet 1860;

Vu les avis du conseil d'arrondissement de Die, du conseil général de la Drôme, du préfet;

Vu l'avis du conseil d'administration et du directeur général des forêts;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 3 février 1863;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique le reboisement obligatoire à exécuter, conformément au projet susvisé, sur quatre cent cinquante et un hectares six ares soixante-deux centiares de terrains situés sur le territoire de la commune de Boule (Drôme), sur lesquels trois périmètres teintés de diverses couleurs sur le plan annexé au projet susvisé.

Les travaux de reboisement devront être effectués sur les terrains particuliers dans un délai de cinq ans, à dater de la notification du présent décret aux parties intéressées.

Sur les terrains communaux, les travaux de reboisement ne pourront être exécutés annuellement que dans la limite du tiers de la contenance totale des biens communaux, conformément à l'article 10 de la loi du 28 juillet 1860, à moins qu'une délibération du conseil municipal de la commune intéressée n'autorise leur exécution sur une étendue plus considérable.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Décembre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 16,685. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif au Reboisement obligatoire de terrains situés sur le territoire de la commune de Glandage (Drôme).

Du 30 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances ;

Vu la loi du 28 juillet 1860, sur le reboisement des montagnes;

Vu notre décret du 27 avril 1861, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi;

Vu le projet, accompagné des plans et pièces à l'appui, présenté le 20 janvier 1862 par les agents forestiers, avec le concours d'un ingénieur

et chaussées, à l'effet de prévenir le retour des inondations produites par le débordement du torrent de Puscle et des dégâts qui en résultent sur le territoire de la commune de Glandage (Drôme);

l'enquête qui a été faite sur le projet;

la délibération du conseil municipal de la commune de Glandage, avec l'adjonction des plus imposés, le 13 septembre 1863;

l'avis de la commission spéciale instituée par l'article 5 de la loi du 16 juillet 1860;

les avis du conseil d'arrondissement de Die, du conseil général et du conseil municipal;

l'avis du conseil d'administration et du directeur général des forêts;

l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 3 février 1863;

le Conseil d'État entendu,

NOUS DÉCRÉTE ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique le reboisement obligatoire à exécuter, conformément au projet susvisé, sur une étendue de cent quatre-vingt-trois hectares vingt ares vingt centiares de terrains situés sur le territoire de la commune de Glandage (Drôme), dont le périmètre teinté en diverses couleurs sur le plan joint au présent décret, visé le 20 janvier 1862 par les membres de la commission et le conservateur à Grenoble.

Les travaux de reboisement devront être effectués sur les terrains appartenant à divers propriétaires dans un délai de cinq ans, à dater de la notification du présent décret aux parties intéressées.

Les travaux de reboisement ne pourront être exécutés annuellement sur les terrains appartenant à la commune que dans la limite d'un vingtième de la contenance totale des biens communaux, conformément à l'article 10 de la loi du 28 juillet 1860, à moins qu'une délibération du conseil municipal de la commune intéressée n'autorise une exécution sur une étendue plus considérable.

Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Décembre 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

3,686. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif au Reboisement obligatoire de Terrains situés sur le territoire de la commune de Glandage (Drôme).

Du 30 Décembre 1863.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances;

Vu la loi du 28 juillet 1860, sur le reboisement des montagnes;

Vu notre décret du 27 avril 1861, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi;

Vu le projet, accompagné des plans et pièces à l'appui, présenté le 21 février 1862 par les agents forestiers, avec le concours des ingénieurs des ponts et chaussées, à l'effet de prévenir les inondations produites par le débordement des torrents de Grimone, de Bome et de la Vière et les dégâts en résultant sur le territoire de la commune de Glandage (Drôme);

Vu l'enquête qui a été faite sur le projet;

Vu la délibération du conseil municipal de Glandage, en date du 13 septembre 1863, prise avec l'adjonction des plus imposés;

Vu l'avis de la commission spéciale instituée par l'article 5 de la loi du 28 juillet 1860;

Vu les avis du conseil d'arrondissement de Die, du conseil général du département et du préfet;

Vu l'avis du conseil d'administration et du directeur général des forêts;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 3 février 1863.

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique le reboisement à exécuter, conformément au projet susvisé, sur huit cent vingt-huit hectares quatre-vingt-douze ares dix centiares de terrains situés sur le territoire de la commune de Glandage (Drôme), suivant les périmètres entourés d'un liséré teinté en rouge sur les plans joints au projet, dressés par la commission de reboisement et visés par le conservateur à Grenoble.

Les travaux de reboisement devront être effectués dans les terrains appartenant à divers particuliers dans le délai de cinq ans, à compter de la notification du présent décret aux parties intéressées.

Les travaux de reboisement ne pourront être exécutés sur les terrains appartenant à la commune que dans la limite du vingtième de la contenance totale des biens communaux, conformément à l'article 10 de la loi du 28 juillet 1860, à moins qu'une délibération du conseil municipal de la commune intéressée n'autorise leur exécution sur une étendue plus considérable.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Décembre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances

Signé ACHILLE FOULD.

687. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif au Reboisement obligatoire de Terrains situés sur le territoire de la commune de Lus-la-Croix-Haute (Drôme).*

Du 30 Décembre 1863.

POLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances ;

la loi du 28 juillet 1860, sur le reboisement des montagnes ;

notre décret du 27 avril 1861, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi ;

le projet, accompagné des plans et pièces à l'appui, présenté le 28 février 1862 par les agents forestiers, avec le concours d'un ingénieur des ponts et chaussées, à l'effet de prévenir le retour des inondations produites par le débordement des torrents le Buesch et le Lunel et des dégâts qui en résultent sur le territoire de la commune de Lus-la-Croix-Haute ;

l'enquête qui a été faite sur le projet ;

la délibération du conseil municipal de Lus-la-Croix-Haute, prise, avec l'assentiment des plus imposés, le 9 septembre 1863 ;

l'avis de la commission spéciale instituée par l'article 5 de la loi du 28 juillet 1860 ;

les avis du conseil d'arrondissement de Die, du conseil général et du conseil d'arrondissement de la Drôme ;

l'avis du conseil d'administration et du directeur général des forêts ;

l'avis de notre ministre de l'intérieur, en date du 3 février 1863 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique le reboisement obligatoire à exécuter, conformément au projet susvisé, sur une étendue de neuf cent trente-six hectares quatre-vingt-neuf ares soixante centiares de terrains situés sur le territoire de la commune de Lus-la-Croix-Haute (Drôme), suivant les périmètres entourés d'un liséré teinté à l'encre rouge sur les plans joints au projet, visés par les membres de la commission et le conservateur à Grenoble.

Les travaux de reboisement devront être effectués sur les terrains particuliers dans un délai de cinq ans, à dater de la notification du présent décret aux parties intéressées.

Les travaux de reboisement ne pourront être exécutés sur les terrains appartenant à la commune que dans la limite du vingtième de la contenance totale des biens communaux, conformément à l'article 10 de la loi du 28 juillet 1860, à moins qu'une délibération du conseil municipal de la commune intéressée n'autorise leur exécution sur une étendue plus considérable.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Décembre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances

Signé ACHILLE FOULD.

N° 16,688. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif au Reboisement obligatoire de terrains situés sur le territoire de la commune de Saint-Pons (Hérault).*

Du 30 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances ;

Vu la loi du 28 juillet 1860, sur le reboisement des montagnes ;

Vu notre décret du 27 avril 1861, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi ;

Vu le projet, accompagné des plans et pièces à l'appui, présenté le 15 1863 par les agents forestiers, avec le concours d'un ingénieur des ponts et chaussées, à l'effet de prévenir le retour des inondations produites par le débordement du cours d'eau le Jaur et des dégâts qui en résultent sur le territoire de la commune de Saint-Pons ;

Vu l'enquête qui a été faite sur le projet ;

Vu la délibération du conseil municipal de Saint-Pons, prise sur la jonction des plus imposés ;

Vu l'avis de la commission spéciale instituée par l'article 5 de la loi du 28 juillet 1860 ;

Vu les avis du conseil d'arrondissement de Saint-Pons, du conseil général et du préfet ;

Vu l'avis du conseil d'administration et du directeur général des forêts
Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique le reboisement obligatoire à exécuter, conformément au projet susvisé, sur une étendue de mille soixante-quatre hectares quatre-vingt-dix ares quarante et un centiares de terrains situés sur le territoire de Saint-Pons, suivant périmètre entouré d'un liséré teinté en vermillon sur le plan annexé au projet, visé à Montpellier le 4 mai 1863 par les membres de la commission de reboisement.

Dans les terrains appartenant à la commune, les travaux de reboisement ne pourront être exécutés que dans la limite du vingtième de la contenance totale des biens communaux, conformément à l'article 10 de la loi du 28 juillet 1860, à moins qu'une délibération du conseil municipal de la commune intéressée n'autorise leur exécution sur une étendue plus considérable.

les terrains appartenant à divers particuliers, les travaux de reboisement devront être effectués dans le délai de trois ans, à dater de la notification du présent décret aux parties intéressées.

Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Décembre 1863.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

689. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif au Reboisement obligatoire de Terrains situés sur le territoire de la commune de Soubès (Hérault).*

Du 30 Décembre 1863.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances ;

la loi du 28 juillet 1860, sur le reboisement des montagnes ;

notre décret du 27 avril 1861, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi ;

le projet, accompagné des plans et pièces à l'appui, présenté le 16 juillet 1862 par les agents forestiers, avec le concours d'un ingénieur des ponts et chaussées, à l'effet de prévenir le retour des inondations produites par le débordement du cours d'eau la Brèze et des dégâts qui en résultent sur le territoire de la commune de Soubès ;

l'enquête qui a été faite sur le projet ;

la délibération du conseil municipal de la commune de Soubès, prise sur l'adjonction des plus imposés ;

l'avis de la commission spéciale instituée par l'article 5 de la loi sur le reboisement des montagnes ;

les avis du conseil d'arrondissement de Lodève, du conseil général et du préfet ;

l'avis du conseil d'administration et du directeur général des forêts ;

notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique le reboisement obligatoire à exécuter, conformément au projet susvisé, sur une étendue de deux cent trente-huit hectares cinquante-sept ares soixante-quatre centiares de terrains situés sur le territoire de la commune de Soubès, suivant le périmètre entouré d'un liseré teinté en carmin sur le plan annexé au projet, visé à Montpellier le 16 juillet 1862 par les membres de la commission de reboisement.

Dans les terrains appartenant à la commune, les travaux de reboisement ne pourront être exécutés que dans la limite du vingtième de la contenance totale des biens communaux, conformément à l'article 10 de la loi du 28 juillet 1860, à moins qu'une délibération du conseil municipal de la commune intéressée n'autorise leur exécution sur une étendue plus considérable.

Dans les terrains appartenant à divers particuliers, les travaux de reboisement devront être effectués dans le délai de cinq ans, à dater de la notification du présent décret aux parties intéressées.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Décembre 1863.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances

Signé ACHILLE FOULD.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	ANN. DE PENSION.
		Dates.	Lieux.			
1	LEVERT (Thérèse-Adèle), veuve COLLINET.	5 déc. 1805.	Marly-le-Roi (Seine-et-Oise).	Le mari, pensionnaire.	Civils.....	
2	ÉDULINE (Catherine-Françoise), veuve MASLRET.	3 mai 1804.	Saint-Cloud (Seine-et-Oise).	Le mari, menuisier réparateur à la manufacture impériale de Sèvres.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs... Militaires... Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	
3	PITET (Françoise), veuve LAUGET.	3 février 1805.	Changy (Loire).	Le mari, portier au palais de Fontainebleau.	Civils : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 ; postérieurs...	
4	RICHARD (Agnes), veuve SIMON.	26 déc. 1798.	Versailles (Seine-et-Oise).	Le mari, pensionnaire.	Civils.....	

(1) Le paiement de cette pension sera suspendu jusqu'au parfait remboursement d'une somme de 50 francs dont le mari de la pensionnaire est resté débiteur envers le trésor public sur le montant des rétributions de services qu'il a rendus dans l'administration des anciennes listes civiles. — (2) Le paiement de cette pension sera suspendu jusqu'au parfait remboursement d'une somme de 50 francs dont le mari de la pensionnaire est resté débiteur envers le trésor public sur le montant des rétributions de services qu'il a rendus dans l'administration des anciennes listes civiles.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Le ministre de notre Maison et des beaux-arts et notre ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

5,690. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui approuve 4 liquidations de Pensions civiles.
Du 14 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur les articles 13, 17, 18, 20 et 24 de la loi du 9 juin 1853, sur les
pensions civiles;

Sur les décrets des 24 novembre et 31 décembre 1852;

Sur l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du
mai 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations com-
mises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur
le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1864 au ministère de la Maison
l'Empereur et des beaux-arts;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis du
mai 1864;

Sur le rapport du ministre de notre Maison et des beaux-arts,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les quatre liquidations de pensions civiles comprises
sur une somme totale de neuf cent cinquante et un francs (951¹)
tableau ci-dessous sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITA- TION de la pension ou maximum du grade.	QUOTITE réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
—	—	507 ¹	—	169 ¹	169 ¹	3 janvier 1864.	Louveciennes (Seine-et-Oise).
—	989 ¹ 32 ^c 395 44	1.382	—	454	454(0)	14 janvier 1864.	Sevres (Seine-et-Oise).
329 ¹ 99 ^c	248 75 150 13	433	—	144	144	3 février 1864.	Fontainebleau (Seine-et-Marne).
—	—	553	—	184	184(0)	12 février 1864.	Versailles (Seine-et-Oise).
TOTAL.				951	951		

jusqu'au parfait remboursement d'une somme de 324 fr. 46 cent, dont le mari de la pensionnaire est resté deb-
teur au trésor public sur le montant des retenues afférentes aux services qu'il a rendus dans l'administration
militaire liste civile.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juin 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Maréchal de France, Ministre de la Maison
de l'Empereur et des beaux-arts,

Signé VAHLANT.

N° 16,691. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui approuve des modifications aux statuts de la Société anonyme formée à Paris sous la dénomination de Compagnie des Entrepôts et Magasins généraux de Paris.

Du 18 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu notre décret du 22 août 1860, portant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de *Compagnie des entrepôts et magasins généraux de Paris* et approbation de ses statuts;

Vu notre décret du 13 octobre 1858, portant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de *Compagnie de l'Entrepôt général de la Villette*;

Vu les délibérations de l'assemblée générale des actionnaires de la compagnie des Entrepôts et magasins généraux de Paris, en date de 12 novembre 1862 et 3 mai 1864;

Vu la délibération de l'assemblée générale des actionnaires de la compagnie de l'Entrepôt général de la Villette, du 26 novembre 1863;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les modifications aux articles 4, 5 et 6 des statuts de la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de *Compagnie des entrepôts et magasins généraux de Paris* sont approuvées, en ce qu'elles sont contenues dans l'acte passé les 21 mai, 2 et 6 juin 1864, devant M^r Gautier et son collègue, notaires à Paris, lequel acte sera annexé au présent décret.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires du département de la Seine et enregistré, avec l'acte modificatif, au greffe du tribunal de commerce de Paris.

Fait au palais de Fontainebleau, le 18 Juin 1864.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé **ARMAND BÉHIC**.

Par-devant M^r Gautier et son collègue, notaires à Paris, soussignés,

Ont comparu :

M. *Émile Péreire*, président du conseil d'administration de la compagnie des Entrepôts et magasins généraux de Paris, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 35,

issant en vertu des pouvoirs qui ont été spécialement conférés par l'assemblée générale des actionnaires de la compagnie des Entrepôts et magasins généraux de Paris, suivant délibération des 18 novembre 1862 et 3 mai 1864, et qui lui ont été délégués par le conseil d'administration, aux termes de deux délibérations des 16 novembre 1863 et 9 mai 1864;

Extraits de ces quatre délibérations, qui seront enregistrés en même temps que ces statuts, sont demeurés ci-annexés, après avoir été certifiés véritables par M. *Pétreix*, après que mention de leur annexe a été faite sur chacun d'eux par les notaires soussignés. Lesquels extraits ont été délivrés et certifiés par le président du conseil d'administration de la compagnie des Entrepôts et magasins généraux de Paris, en vertu de l'article 27 de ses statuts approuvés par décret impérial du 22 août 1863 et publiés conformément à la loi, d'une part;

Le comte *Paul de Ségur*, président du conseil d'administration de la compagnie des Entrepôts et magasins généraux de la Villette, demeurant à Paris, rue de la Pépinière, n° 100,

Emile Vuigner, officier de la Légion d'honneur, demeurant à Paris, rue du Bourg-Saint-Denis, n° 146, ci-devant, et actuellement rue de Chabrol, n° 31;

M. *Jean-Baptiste Virey*, demeurant à Paris, passage Laferrière, n° 4 :

Les deux derniers administrateurs de ladite compagnie de l'Entrepôt général de la Villette;

Le comte *Paul de Ségur*, M. *Vuigner* et M. *Virey*, agissant en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés par l'assemblée générale des actionnaires de la compagnie de l'Entrepôt général de la Villette, suivant délibération du 26 novembre 1863, et qui leur ont été délégués par le conseil d'administration, aux termes d'une délibération du même jour, 26 novembre dernier.

Extraits de ces deux délibérations, qui seront enregistrés en même temps que ces statuts, sont demeurés ci-annexés, après avoir été certifiés véritables par MM. *de Ségur*, *Vuigner* et *Virey*, et après que mention de leur annexe a été faite sur chacun d'eux par les notaires soussignés, lesquels extraits ont été délivrés et signés par ledit président du conseil d'administration de la compagnie de l'Entrepôt général de la Villette, en conformité de l'article 25 de ses statuts approuvés par décret impérial du 13 octobre 1858 et publiés conformément à la loi, d'autre part;

Lesquels ont dit et fait ce qui suit :

La compagnie des Entrepôts et magasins généraux de Paris ayant résolu de déplacer le siège de ses établissements actuels et de les reporter vers le bassin de la Villette, où se trouvent déjà les magasins de la compagnie de l'Entrepôt général de la Villette; il a été reconnu que, dans cette circonstance, l'intérêt évident des deux compagnies était d'arriver à une entente réciproque.

Après examen de leur situation respective, il a été décidé d'un commun accord que la compagnie de l'Entrepôt général de la Villette fusionnerait avec la compagnie des Entrepôts et magasins généraux de Paris.

Et il a été arrêté conformément à cette décision, suivant acte reçu par M^e *Gautier*, notaire à Paris, le 6 décembre 1863, que la compagnie de l'Entrepôt général de la Villette serait fusionnée avec la compagnie des Entrepôts et magasins généraux de Paris; que les statuts de cette dernière compagnie seraient seuls maintenus, sauf les modifications nécessitées par la fusion.

En conséquence, les statuts de la compagnie des Entrepôts et magasins généraux de Paris, articles 4, 5 et 7, ont été modifiés comme suit :

« TITRE I^{er}.

« Art. 4. La durée de la société, qui devait finir le 23 juillet 1914, est prorogée au 23 janvier 1922.

« TITRE II.

« Art. 5. Le fonds social se compose :

« Premièrement. — De tous les biens meubles et immeubles, tels qu'ils se poursuivent et comportent, composant le fonds social de la compagnie des Entrepôts et magasins généraux de Paris, savoir :

« 1^o De la concession, expirant le 23 juillet 1914, de l'entrepôt réel des douanes établi à Paris;

« 2^o De la concession, expirant à la même époque, de l'entrepôt réel d'octroi;

« 3° De la concession, expirant à la même époque, de l'entrepôt réel des sucres et sels ;

« 4° De la concession, expirant à la même époque, de l'entrepôt réel des sels ;

« 5° Des magasins situés sur la rive droite du canal servant à l'emmagasinage public et consistant :

« Dans les grands magasins situés à l'angle de la rue de l'Entrepôt et de la rue de Marseille et allant jusqu'au canal, et dans deux grands magasins et deux maisons appartenant en toute propriété à l'ancienne société des docks et situés rues de Marseille, des Vinaigriers, de Lancry et Grange-aux-Belles ;

« 6° Des terrains situés à Paris, quartier de la Place de l'Europe, à droite et à gauche de la tranchée du chemin de l'Ouest, et qui sont d'une contenance totale de quarante-six mille deux cent dix-neuf mètres cinquante-quatre centimètres superficiels ;

« 7° Des bâtiments et dépendances de la verrerie de Sèvres, situés au Bas-Neuveau et couvrant une superficie de cent huit mille mètres, et de quarante-deux mille mètres environ de terrains situés à Ivry et touchant au chemin de fer d'Orléans ;

« 8° Des bâtiments et dépendances de l'usine à produits chimiques de Javel, à Paris, quai de Javel, et contenant une superficie de trente-trois mille mètres ;

« 9° D'une inscription de mille francs de rente quatre et demi pour cent déposée à la caisse des dépôts et consignations depuis le 27 septembre 1834, et dont les intérêts depuis cette époque ont été employés à l'achat de nouvelles rentes quatre et demi pour cent ;

« 10° De tous les recouvrements à opérer sur divers pour le compte de la liquidation de l'ancienne société des docks et résultant soit de titres, soit de jugements et arrêts passés en force de chose jugée ;

« 11° Des obligations du Crédit foncier, actions de la société de Pont-Rouge en caisse, ainsi que des valeurs de portefeuille et soldes de comptes courants avec négociants ou autres.

« Deuxièmement. — De tous les biens meubles et immeubles, tels qu'ils se trouvent et comportent, composant le fonds social de l'Entrepôt général de Paris et comprenant :

« 1° La jouissance emphytéotique, jusqu'au 1^{er} janvier 1922, de deux grands magasins à usage d'entrepôts de grains et farines situés à Paris (la Villette), le premier, au quai de la Loire et rue de Marseille, appelé *Magasin n° 1*, et le second, au quai de la Seine et rue de Bordeaux, appelé *Magasin n° 2*, séparés par le bassin de la Villette mais reliés par un pont de fer, ensemble des cours, clôtures, pavillons pour bureaux, cierges, bureaux, etc. : ces magasins sont d'une contenance superficielle de deux mille mètres environ chacun et élevés de six étages au-dessus du rez-de-chaussée ;

« 2° Un grand terrain entièrement clos, d'une contenance de cinquante-six mille mètres environ, tenant, du nord, au canal de Saint-Denis ; du midi, au chemin de fer de ceinture, à la rue de Valenciennes et à la rue de Cambrai ; de l'est, à la rue de Flandre et de l'ouest au chemin de fer de Paris à Strasbourg ; ensemble un bassin construit dans le terrain pour communiquer au canal de Saint-Denis ;

« 3° Trois parcelles de terrain, de quatorze cents mètres environ au total, acquises pour établir un raccordement avec le chemin de fer de ceinture, situées rue de Valenciennes et entre la compagnie du gaz et le chemin de fer de ceinture, plus une petite parcelle acquise de l'État ;

« 4° Un grand bâtiment portant le n° 3, d'une superficie d'environ deux mille mètres, construit sur le grand terrain susdésigné et bordant le bassin, élevé de six caves voûtées, de six étages au-dessus du rez-de-chaussée ;

« 5° Un magasin en face du précédent, dont il est séparé par le bassin, d'une superficie de deux mille mètres environ, n'ayant qu'un étage au-dessus du rez-de-chaussée et appelé *Magasin n° 4* ;

« 6° Un grand magasin séparé du n° 3 par une voie pavée de quinze mètres de largeur, ayant six étages au-dessus du rez-de-chaussée, d'une contenance superficielle de deux mille mètres environ, appelé *Magasin n° 5* ;

« 7° Un autre magasin d'une superficie égale, en face du précédent, dont il est aussi séparé par le bassin, n'ayant qu'un étage au-dessus du rez-de-chaussée, appelé *Magasin n° 6* ;

« 8° Un autre magasin bordant le chemin de ceinture et la rue de Cambrai, n'ayant qu'un rez-de-chaussée, d'une contenance superficielle de deux mille cinq cents mètres environ, appelé *Magasin n° 7* ;

« 9° Un autre magasin au midi du n° 6, dont il est séparé par un espace de 10

tres, n'ayant qu'un étage au-dessus du rez-de-chaussée, d'une contenance superficielle de trois mille deux cents mètres environ, appelé *Magasin n° 8*;

10° Enfin, un autre magasin situé sur la même ligne que les magasins n° 4, 6 et 8, sur le canal de Saint-Denis et le magasin n° 4, dont il est séparé par une voie pavée de dix mètres, n'ayant qu'un étage au-dessus du rez-de-chaussée, d'une contenance superficielle de mille cinq cents mètres, appelé *Magasin n° 9*;

11° Divers bâtiments accessoires existant sur les terrains dont il s'agit;

12° Les travaux exécutés pour le raccordement avec le chemin de fer de ceinture, comprenant principalement le pont établi sur le chemin de fer de l'Est, le ballast, les rails, etc.;

13° Les deux machines à vapeur et tous leurs accessoires existant, l'une au n° 1°, l'autre au n° 3; la machine Meaupou existant au n° 1°, les deux blutoirs, la pompe à huile, les soixante caisses à huile et tout le matériel accessoire en dépendant, les quatre-vingt-deux caisses à spiritueux et tout le matériel accessoire en dépendant, etc.;

14° Tous les appareils destinés à la manutention des magasins et au service de l'entrepôt, pompe à incendie, tout le matériel garnissant les bureaux; en un mot, tous les objets, sans exception ni réserve, garnissant l'entrepôt et servant à son exploitation.

15° De tous recouvrements et créances de l'ancienne compagnie de l'Entrepôt général de la Villette, de ses valeurs de portefeuille, des soldes de comptes courants, des négociations ou autres et fonds en caisse.

« Le fonds social est, par suite, composé du fonds social de chacune des deux compagnies, sans en rien excepter ni réserver.

« La société anonyme entrera en jouissance des biens énoncés dans le paragraphe 2 ci-dessus à partir de la remise qui en sera faite par le conseil d'administration de la compagnie de l'Entrepôt général de la Villette au conseil d'administration de la compagnie des Entrepôts et magasins généraux de Paris.

« FONDS SOCIAL.

« Art. 7. Le fonds social, ainsi composé, est divisé en trente et un mille actions.

« Ces actions donnent droit à un trente et un millième de l'actif social.

« Les actionnaires de la société anonyme de l'Entrepôt général de la Villette recevront la quantité de six mille actions, à raison de trois actions de la compagnie présente contre quatre de la compagnie de l'Entrepôt général de la Villette. Les vingt-cinq mille actions déjà émises restent attribuées à la compagnie des Entrepôts et magasins généraux de Paris.

« Les anciennes actions de l'Entrepôt général de la Villette seront réunies par groupe de quatre et échangées contre des actions nouvelles dans le délai de six mois, à partir du décret d'autorisation des présentes modifications des statuts.

« Les actions qui seront sans emploi après ledit délai pourront être vendues par la société à la Bourse de Paris par le ministère d'un agent de change, et, dans ce cas, le prix en sera attribué aux propriétaires des actions non échangées. »

PUBLICATION.

Pour faire publier les présentes où besoin sera, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition ou d'un extrait.

Dont acte :

Fait et passé à Paris, en l'étude de M^e *Gautier*, l'un des notaires soussignés, pour M. le comte de *Ségur*, et en leurs demeures respectives susindiquées pour les autres parties,

L'an 1864, les 21 mai, 2 et 6 juin,

Et ont, MM. *Pérelre*, comte de *Ségur*, *Vuigner* et *Virey*, signé avec les notaires après lecture faite.

En marge est écrit :

« Enregistré à Paris, troisième bureau, le 8 juin 1864, folio 35 verso, case 1^{re}. Reçu cinq francs; décimes, un franc. Signé *G. de Saint-Michel*. »

(Suit la teneur des annexes.)

Vu pour être annexé au décret impérial en date du 18 juin 1864, enregistré au
le n° 470.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 16,692. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant autorisation de la Société anonyme formée à Paris sous la dénomination de l'Internationale, Compagnie d'assurances maritimes et fluviales.*

Du 18 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de
l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce ;

Vu le récépissé, en date du 9 avril 1864, constatant le dépôt à la caisse
des dépôts et consignations de la somme de quatre cent mille francs (400,000 fr.)
provenant du versement du premier cinquième de chacune des actions de
la société ci-après dénommée ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La société anonyme formée à Paris sous la dénomination
de *l'Internationale*, compagnie d'assurances maritimes et fluviales,
est autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont conte-
nus dans l'acte passé le 11 juin 1864 devant M^r *Acloque* et son col-
lègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé au présent décret.

2. La présente autorisation pourra être révoquée en cas de viola-
tion ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des
droits des tiers.

3. La société sera tenue de remettre tous les six mois un extrait de
son état de situation au ministre de l'agriculture, du commerce et
des travaux publics, au préfet du département de la Seine, au préfet
de police, à la chambre de commerce de Paris et au greffe du tribu-
nal de commerce de la Seine.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du
présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au *Moni-
teur* et dans un journal d'annonces judiciaires du département de
la Seine et enregistré, avec l'acte d'association, au greffe du tribu-
nal de commerce de la Seine.

Fait au palais de Fontainebleau, le 18 Juin 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

r-devant M^e Acloque et son collègue, notaires à Paris, soussignés,

A comparu :

Henri de Gourcuff, demeurant à Paris, rue de Richelieu, n° 87;

Lequel a exposé ce qui suit :

Les actes passés devant M^e Acloque et son collègue, notaires à Paris, les 1^{er}, 2 et 3 mars 1864, il a été formé à Paris une société d'assurances maritimes sous la dénomination de *l'Internationale*.

Le capital de ladite société a été, aux termes des actes précités, souscrit en totalité par les personnes dénommées à l'article 6 des statuts ci-après.

Par une disposition transitoire, les actionnaires ont en outre donné à M. *Henri de Gourcuff*, comparant, tous pouvoirs à l'effet de poursuivre auprès du Gouvernement l'autorisation de la compagnie et l'approbation des statuts, d'y consentir, dans la mesure acquise, et partout où besoin serait, toutes modifications, passer et signer tous les actes qui seraient nécessaires pour parvenir à la constitution de ladite compagnie.

Aujourd'hui le comparant, agissant en vertu desdits pouvoirs, déclare arrêter à qu'il suit la rédaction définitive des statuts de la société :

STATUTS.

FORMATION DE LA SOCIÉTÉ. — SA DURÉE.

ART. 1^{er}. Il est formé entre les propriétaires des actions créées à l'article 6 ci-après une société anonyme sous la dénomination de *l'Internationale*, compagnie d'assurances maritimes et fluviales.

Le siège de la société est fixé à Paris.

2. La compagnie a pour objet l'assurance des risques maritimes ordinaires, de ceux de guerre survenue ou pouvant survenir, de ceux de navigation intérieure sur rivières, lacs et canaux, enfin de ceux de transport par terre, autant qu'ils rattachent à des assurances maritimes contractées par la compagnie.

La compagnie peut faire aussi des prêts à la grosse, dont le maximum sera fixé par le conseil d'administration dans les limites de l'article 3.

Dans aucun cas, les prêts cumulés avec les assurances ne pourront dépasser cette limite.

3. Le maximum des assurances et des prêts à la grosse sur un seul navire est fixé à cinquante pour cent du capital social.

En cas de perte d'une partie du fonds social excédant la quotité déterminée par l'article 13 ci-après, le maximum ci-dessus fixé sera réduit proportionnellement au capital restant.

4. Toutes opérations étrangères à celles spécifiées en l'article 2 et au placement des fonds sociaux sont expressément interdites à la société.

5. La durée de la société est fixée à trente années consécutives, à compter de la date de l'autorisation du Gouvernement, sauf les cas de dissolution prévus par l'article 47.

CAPITAL SOCIAL.

6. Le capital de la société est fixé à deux millions de francs, divisé en quatre cents actions nominatives, de cinq mille francs chacune.

Ces quatre cents actions sont souscrites par les personnes ci-après dénommées et dans les proportions suivantes, savoir :

MM.

1. De Gourcuff, propriétaire, rue de Richelieu, n° 87, vingt actions, ci.....	20
2. Auguste de Gourcuff, propriétaire, rue de Richelieu, n° 79, cinq actions, ci.....	5
3. Henri de Gourcuff, propriétaire, rue de Richelieu, n° 87, dix actions, ci..	10
4. Le comte de Kersaint, administrateur des chemins de fer de l'Ouest, rue de la Ville-l'Évêque, n° 26, dix actions, ci.....	10
5. Le vicomte de Kersaint, propriétaire, rue de la Ville-l'Évêque, n° 26, cinq actions, ci.....	5

6. Henri Davillier, président de la chambre de commerce, régent de la Banque de France, rue Roquépine, n° 14, cinq actions, ci.....
7. Davillier et compagnie, banquiers, rue Roquépine, n° 14, huit actions, ci.....
8. Bressole-Gibert, associé de la maison Davillier et compagnie, rue Roquépine, n° 14, deux actions, ci.....
9. De Courcy, président du comité des assureurs maritimes de Paris, rue de Richelieu, n° 87, dix actions, ci.....
10. Ad. Marcuard, banquier, rue de Ménars, n° 5, dix actions, ci.....
11. Le baron de Neuflize, banquier, associé de la maison Marcuard, André et compagnie, rue de Ménars, n° 5, dix actions, ci.....
12. Alphonse Mallet, régent de la Banque de France, rue d'Anjou-Saint-Honoré, n° 37, dix actions, ci.....
13. Le baron Alphonse de Rothschild, régent de la Banque de France, rue Lafitte, n° 21, dix actions, ci.....
14. Fontenilliat, ancien régent de la Banque de France, rue du Chemin-de-Versailles (Champs-Élysées), n° 76, dix actions, ci.....
15. Grandidier, ancien notaire à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 75, dix actions, ci.....
16. F.-A. Seillière, banquier, rue de Provence, n° 70, dix actions, ci.....
17. Ch. Demachy, banquier, associé de la maison F.-A. Seillière, rue de Provence, n° 70, dix actions, ci.....
18. Dutfoy, banquier, rue Taitbout, n° 43, dix actions, ci.....
19. Hentsch-Lutscher et compagnie, banquiers, rue Lepelletier, n° 16, quinze actions, ci.....
20. Lutscher, banquier, associé de la maison Hentsch-Lutscher et compagnie, rue Lepelletier, n° 16, cinq actions, ci.....
21. Couillet, administrateur des services maritimes de la compagnie des Messageries impériales, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 28, dix actions, ci.....
22. Edmond Odier, associé de la maison Gros, Odier, Roman et compagnie, boulevard Poissonnière, n° 15, cinq actions, ci.....
23. Trubert, conseiller référendaire à la cour des comptes, rue de Miron, n° 31, cinq actions, ci.....
24. Pillet-Will et compagnie, banquiers, rue Moncey, n° 12, vingt actions, ci.....
25. F.-S. Bartholony, président du conseil d'administration du chemin de fer d'Orléans, rue de La Rochefoucauld, n° 12, dix actions, ci.....
26. C. Bartholony, propriétaire, rue de La Rochefoucauld, n° 12, dix actions, ci.....
27. Alf. de Vandeul, propriétaire, avenue des Champs-Élysées, n° 116, quinze actions, ci.....
28. Du Vergier, propriétaire, rue de Londres, n° 39, dix actions, ci.....
29. P. de Hercé, propriétaire, rue Neuve-de-l'Université, n° 12, cinq actions, ci.....
30. H. de Hercé, propriétaire, rue Neuve-de-l'Université, n° 12, une action, ci.....
31. L. de Hercé, propriétaire, rue Neuve-de-l'Université, n° 12, une action, ci.....
32. M^{me} la vicomtesse de Maistre, propriétaire, rue de Varennes, n° 8, cinq actions, ci.....
33. De Kersauson, propriétaire, rue d'Angoulême-Saint-Honoré, n° 49, cinq actions, ci.....
34. Le baron de Bray, propriétaire, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 99, quatre actions, ci.....
35. De la Boulinière, ancien avocat au Conseil d'État, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 99, trois actions, ci.....
36. Landais, propriétaire, rue de Matignon, n° 14, quatre actions, ci.....
37. Ch. Bal, assureur maritime, place de la Bourse, n° 8, trois actions, ci.....
38. Henri Bal, assureur maritime, place de la Bourse, n° 8, deux actions, ci.....
39. Poulet, assureur maritime, place de la Bourse, n° 8, deux actions, ci.....
40. Panel, assureur maritime, place de la Bourse, n° 8, trois actions, ci.....
41. Delurtier, assureur maritime, place de la Bourse, n° 8, trois actions, ci.....
42. Marcotte de Sainte-Marie, propriétaire, boulevard Malesherbes, n° 18, trois actions, ci.....

F. Brault, propriétaire, rue de la Douane, n° 5, deux actions, ci.....	2
Henri de Courcy (M ^{me}), propriétaire, rue des Carrières (Passy), n° 8, deux actions, ci.....	2
E. de la Villemarqué, propriétaire, rue des Beaux-Arts, n° 17, deux actions, ci.....	2
J. Despereau, propriétaire, rue de la Ferme-des-Mathurins, n° 18, deux actions, ci.....	2
J. de Saint-Vidal, propriétaire, rue de Richelieu, n° 87, deux actions, ci..	2
Henri Léger, assureur maritime, place de la Bourse, n° 12, deux actions, ci.....	2
Le baron de Giresse, propriétaire, rue Basse (Passy), n° 50, deux actions, ci.....	2
Elie de Giresse, propriétaire, rue Basse (Passy), n° 50, deux actions, ci..	2
Le comte Brocard-Doumerc, propriétaire, rue du Havre, n° 7, deux actions, ci.....	2
Benoît, architecte, rue Olivier-Saint-Georges, n° 6, cinq actions, ci.....	5
E.-D. Dubezin, propriétaire, place de Bréda, n° 10, deux actions, ci.....	2
F. Villedieu de Torcy, propriétaire, rue de la Ferme-des-Mathurins, n° 56, deux actions, ci.....	2
A. Villedieu de Torcy, propriétaire, rue de la Ferme-des-Mathurins, n° 56, trois actions, ci.....	3
Schweisguth-Coudray père, assureur à Mulhouse, quatre actions, ci.....	4
Schweisguth-Coudray fils, assureur à Mulhouse, deux actions, ci.....	2
Watcher, assureur à Mulhouse, une action.....	1
O. Le Picard, assureur à Rouen, dix actions, ci.....	10
E. Le Picard, assureur à Rouen, une action, ci.....	1
L. Alex. Le Picard, propriétaire à Rouen, deux actions, ci.....	2
Alph. Le Picard, propriétaire à Rouen, deux actions, ci.....	2
De Lesterville, propriétaire au château du Bosc-Oursel, par Fleury-sur-Andelle, deux actions, ci.....	2
Le comte des Plas, chef d'escadron d'état-major à Rouen, une action, ci..	1
Poupardin, président du tribunal de Belfort (Haut-Rhin), quatre actions, ci	4
De Léseleuc, assureur au Havre, cinq actions, ci.....	5
Loncke, assureur à Lille, trois actions, ci.....	3
Le marquis de Montagu, propriétaire au château de Mardor, par Couches-les-Mines (Saône-et-Loire), cinq actions, ci.....	5
Henri Lacombe, propriétaire à Lyon, six actions, ci.....	3
Anatole de Giresse, propriétaire à Lyon, deux actions, ci.....	2
De Morgan, propriétaire à Huisseau-sur-Cosson (Loir-et-Cher), cinq actions, ci.....	5
De Bertheville, substitut à Melun, une action, ci.....	1
TOTAL.....	400

Le capital social pourra être augmenté ultérieurement au moyen de la création de nouvelles actions, qui ne pourront être émises au-dessous du pair et seront réservées par préférence aux actionnaires déjà porteurs des actions primitives, au prorata de leur intérêt social.

Toute augmentation du capital social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une délibération de l'assemblée générale des actionnaires, prise dans les formes et conditions prescrites par l'article 41 des présents statuts et qui ne sera exécutoire qu'après avoir été approuvée par le Gouvernement.

7. Le premier cinquième, soit mille francs par action, sera versé en espèces par les actionnaires avant l'autorisation de la société.

Chaque actionnaire souscrit, en outre, l'obligation de verser, s'il y a lieu, jusqu'à concurrence des quatre autres cinquièmes, sur les demandes qui en seraient faites par le conseil d'administration, dans le délai par lui fixé, lequel ne pourra être moindre de dix jours et commencera à courir à partir de la notification individuellement faite de la décision du conseil.

Chaque appel de fonds ne pourra être, au maximum, que d'un cinquième du capital social, pour le versement duquel il sera accordé un délai d'au moins dix jours.

Les actions ne seront remises au titulaire qu'après la justification du versement du

premier cinquième, et la remise des fonds en provenant faite au conseil d'administration ou à ses délégués.

Les fonds provenant des versements des actionnaires, soit pour le premier cinquième, soit pour les appels qui pourraient être faits ultérieurement, seront employés par le conseil d'administration et le directeur, sauf la somme nécessaire pour les besoins courants du service, soit en rentes sur l'État, bons du Trésor ou toute autres valeurs créées ou garanties par le Gouvernement, soit en obligations du Crédit foncier de France ou en obligations des compagnies françaises des chemins de fer dont les intérêts sont garantis par l'État.

8. Conformément à l'article 33 du Code de commerce, les actionnaires ne sont passibles que de la perte du montant de leur intérêt dans la société.

9. Les actions sont nominatives et indivisibles. Elles sont détachées d'un registre à souche et portent un numéro d'ordre. Elles sont signées par deux administrateurs et par le directeur.

Tout actionnaire est tenu d'élire à Paris un domicile où toutes les notifications lui seront valablement faites. Aucun transfert ne sera admis sans l'accomplissement de cette formalité.

10. Aucun actionnaire ne peut posséder plus de vingt-cinq actions.

11. La transmission des actions s'opère par voie de transfert sur un registre tenu à cet effet. Le transfert est signé par le cédant et accepté par le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs.

12. Aucun transfert n'est admis qu'en vertu d'une délibération du conseil d'administration, prise au scrutin secret, à la majorité des membres présents.

Dans le cas de refus d'admission, le conseil n'est pas tenu de faire connaître ses motifs.

Ne sont pas soumis au scrutin d'admission les cessionnaires qui, en garantie des fonds restant à verser sur chaque action, transfèrent à la compagnie une valeur en fonds publics français représentant au pair un capital d'au moins quatre mille francs et produisant au moins cent quatre-vingts francs de rente annuelle.

Dans le cas où la somme restant à verser serait inférieure à quatre mille francs, la quotité de fonds publics à transférer serait diminuée dans la même proportion.

Les arrérages, intérêts et dividendes des valeurs transférées sont remis aux actionnaires, immédiatement après qu'ils ont été perçus, déduction faite de tous droits et frais que pourraient nécessiter les encaissements.

13. En cas de perte d'un dixième du capital social, le conseil d'administration peut exiger des actionnaires, jusqu'à concurrence du montant non versé de leurs actions, les versements nécessaires pour établir et maintenir le fonds de roulement à son chiffre primitif.

Ultérieurement, le conseil d'administration peut, sur les bénéfices nets, rembourser tout ou partie de ces versements aux actionnaires, qui resteront soumis, dans les limites de leurs obligations sociales, aux nouveaux appels de fonds que les besoins de la compagnie rendraient nécessaires par la suite.

14. En cas de décès d'un actionnaire, les héritiers ou ayants droit sont tenus, dans les six mois, à compter du jour du décès, de présenter au conseil d'administration une ou plusieurs personnes en remplacement de l'actionnaire décédé.

Le conseil d'administration admet ou refuse les remplaçants présentés, conformément aux règles de l'article 12.

Les héritiers, créanciers ou ayants droit des actionnaires ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les livres et valeurs de la société, les frapper d'opposition, ni requérir l'inventaire; ils sont tenus de s'en rapporter aux comptes arrêtés dans les formes prescrites par les présents statuts.

15. Si les actionnaires n'effectuent pas dans le délai fixé par le conseil d'administration les versements appelés aux termes des articles 7 et 13;

Si, à l'expiration du délai de six mois fixé par l'article 14, les héritiers ou ayants droit des actionnaires décédés n'ont pas présenté des remplaçants ou si les remplaçants présentés n'ont pas été admis par le conseil;

La mise en vente des actions pourra être ordonnée par le conseil d'administration, sans autre formalité qu'un simple acte de mise en demeure notifié huit jours à l'avance et, en cas de faillite ou de déconfiture, qu'un simple avertissement par lettre adressé, aussi huit jours à l'avance, au syndic de la faillite. Ces actions seront vendues par le ministère d'un agent de change, pour le compte et aux frais, risques et périls de l'actionnaire ou de ses représentants et sous réserve de l'accomplissement

conditions déterminées par l'article 12; le produit de la vente sera affecté, par anticipation et par privilège, au paiement de ce qui pourra être dû à la compagnie. Les versements non effectués se trouvaient garantis par un transfert de fonds pu- blic, conformément à l'article 12, le conseil d'administration ferait vendre d'abord leurs transférées jusqu'à concurrence de la somme due par l'actionnaire en retard, et ce n'est qu'en cas d'insuffisance que les actions seraient vendues comme il est dit ci-dessus.

L'excédant, s'il s'en trouve, sera remis à qui de droit.

En cas d'insuffisance, la compagnie poursuit, par tous les moyens de droit, le payement de ce qui lui reste dû.

DE L'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ.

1. La compagnie est administrée par un conseil composé de huit administrateurs élus par un directeur.

Les fonctions des administrateurs sont gratuites; ils ne reçoivent que des jetons de présence, dont la valeur est fixée par l'assemblée générale.

Les fonctions de directeur sont rétribuées.

2. Chaque administrateur doit être propriétaire de cinq actions au moins, lesquelles sont inaliénables pendant la durée de ses fonctions.

3. Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires. La durée de leurs fonctions est de quatre ans.

Le conseil d'administration est renouvelé par quart d'année en année.

Les membres sortants sont désignés par le sort pendant les trois premières années, ensuite par l'ancienneté.

Les membres sortants peuvent toujours être réélus.

4. Le conseil d'administration nomme parmi ses membres un président; la durée de ses fonctions est d'une année; il peut être réélu. En cas d'empêchement ou d'absence du président, il est remplacé par le plus âgé des membres présents.

5. Dans le cas où, pendant l'intervalle qui s'écoule entre deux assemblées générales, le nombre des administrateurs se trouve réduit au-dessous de cinq, le conseil d'administration pourvoit provisoirement aux vacances, de manière à compléter ce dernier nombre jusqu'à la première assemblée générale, qui procède à l'élection définitive.

6. Les administrateurs ainsi nommés ne restent en exercice que pendant le temps qui leur faut pour aller à l'expiration de leurs fonctions de leurs prédécesseurs.

7. Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par mois.

Les délibérations doivent, pour être valables, être prises par quatre administrateurs au moins et à la majorité des membres présents.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

8. Le conseil d'administration délibère et statue sur toutes les affaires de la compagnie.

Il ordonne les appels de fonds, dans les cas et les limites prévus par les articles 7 et 13.

Il statue sur l'admission des cessionnaires des actions transférées.

Il arrête le paiement des pertes et dommages à la charge de la compagnie.

Il fait les règlements particuliers de l'administration.

Il arrête les conditions générales des contrats d'assurances.

Il nomme et révoque tous les agents et employés de la compagnie, fixe leurs traitements et salaires, ainsi que les dépenses générales de l'administration.

Il détermine l'emploi des fonds disponibles, dans la limite fixée par l'article 7.

Il vend et aliène les rentes et autres valeurs appartenant à la compagnie, suivant le mode déterminé par l'article 25.

Il arrête les comptes de la société, sauf l'approbation de l'assemblée générale.

Il convoque l'assemblée générale lorsqu'il le juge utile.

Il peut traiter, transiger et compromettre sur tous les intérêts de la compagnie.

Il peut aussi substituer, mais seulement pour une ou plusieurs affaires déterminées.

Enfin il peut statuer, quand il le juge nécessaire, sur toutes les affaires de la société qui ne sont pas dévolues à l'assemblée générale.

23. Le conseil d'administration désigne chaque mois un administrateur de service

qui surveille les opérations de la compagnie et appose sa signature sur les actes et pièces qui réclament celle d'un administrateur.

24. Le conseil d'administration peut être convoqué extraordinairement sur la demande du président, de deux administrateurs ou du directeur.

25. Les transferts de rentes sur l'État et des autres valeurs appartenant à la compagnie, ainsi que les mandats sur la Banque, doivent, pour être valables, être signés par un administrateur et par le directeur.

Les valeurs transférées au nom de la compagnie sont renfermées dans une cassette à deux clefs, dont l'une reste entre les mains de l'un des administrateurs de service et l'autre entre les mains du directeur.

26. Les membres composant le premier conseil d'administration, sauf confirmation par la première assemblée générale, qui devra être réunie dans le délai de trois mois à partir du décret d'autorisation, sont :

MM. *H. Davillier*, président de la chambre de commerce, régent de la Banque.
Coullet, administrateur des services maritimes de la compagnie des Messageries impériales;
de Courcy, président du comité des assureurs maritimes de Paris;
Ch. Demachy, banquier, associé de la maison F.-A. Seillière;
Dutfoy, banquier;
Lutscher, banquier, associé de la maison Hentsch, Lutscher et compagnie.
Alph. Mallet, banquier, régent de la Banque;
le baron *de Neufelize*, banquier, associé de la maison Marcuard, André et compagnie.

DE LA DIRECTION.

27. La société a un directeur qui est nommé par le conseil d'administration. Le conseil peut le révoquer, à une majorité de cinq voix, dans une réunion convoquée spécialement à cet effet.

Le directeur doit être propriétaire de sept actions au moins, lesquelles sont valables pendant la durée de ses fonctions.

Le directeur reçoit un traitement qui est fixé par le conseil. Il peut lui être accordée une participation dans les bénéfices; la quotité en est déterminée par l'assemblée générale des actionnaires, sur la proposition du conseil.

28. En cas de décès, de démission ou de révocation du directeur, le conseil d'administration nomme un directeur provisoire.

Dans le délai d'un an, le conseil est tenu de pourvoir à la nomination définitive d'un directeur.

29. En cas de maladie, d'absence ou d'empêchement du directeur, il est suppléé par un mandataire nommé provisoirement par le conseil d'administration.

30. Le directeur assiste au conseil d'administration et y a voix consultative.

31. Le directeur est chargé de la gestion des affaires de la société et de l'exécution des délibérations et arrêtés du conseil d'administration.

Il reçoit les primes et en donne quittance.

Il effectue également toutes les recettes et dépenses de la société.

Il signe seul les procurations et pouvoirs pour opérer les recouvrements de toute nature.

Il conduit le travail des bureaux, règle et arrête les conditions particulières des polices d'assurances.

Il propose la nomination, la révocation des agents et employés de la compagnie.

Il est chargé de la correspondance générale.

Il souscrit les polices d'assurances.

Il signe les bons de ristourne.

Il opère immédiatement la réassurance des sommes excédant le maximum fixé par l'article 3.

Les actions judiciaires sont exercées au nom de la compagnie, poursuites et diligences du directeur.

DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.

32. L'assemblée générale représente l'universalité des actionnaires; ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents.

33. L'assemblée générale se compose des actionnaires propriétaires de quatre actions.

nt droit à une voix, les propriétaires de deux à quatre actions; à deux voix, les propriétaires de cinq à huit actions; à trois voix, les propriétaires de plus de huit actions, sans qu'un actionnaire puisse avoir plus de trois voix, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède ou qu'il représente.

4. Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale, pourvu que le mandat de pouvoirs soit lui-même membre de l'assemblée. Chaque actionnaire ne peut accepter le mandat de plus de deux autres actionnaires.

5. Pour que ses délibérations soient valables, l'assemblée générale doit être composée de vingt membres au moins et représenter le tiers au moins du capital social. Dans le cas où cette double condition n'est pas remplie, l'assemblée est de nouveau convoquée à quinzaine, et, dans cette nouvelle réunion, elle peut délibérer quel que soit le nombre des actionnaires présents et des actions représentées, mais seulement sur les objets portés à l'ordre du jour de la première réunion.

6. L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration, en cas d'empêchement, par celui de ses membres qui est désigné à cet effet par le conseil.

Les deux plus forts actionnaires présents et acceptants sont nommés scrutateurs. Le bureau désigne le secrétaire parmi les membres de l'assemblée. Les scrutateurs ni le secrétaire ne peuvent être pris parmi les administrateurs.

7. L'assemblée générale sera réunie dans le mois qui suivra l'approbation des présents statuts.

8. Chaque année, l'assemblée générale se réunit dans le courant du mois de janvier.

Le conseil d'administration lui rend compte des opérations de la compagnie.

L'assemblée générale entend, discute, arrête les comptes de la société et détermine, s'il y a lieu, la quotité du dividende à répartir.

Elle prend toutes délibérations sur toutes les affaires de la société, en se conformant aux présents statuts.

Ses décisions sont prises à la majorité des membres présents, excepté dans les cas où une majorité spéciale est requise par les statuts.

Les voix sont recueillies au scrutin secret, si cinq membres au moins en font la demande.

9. L'assemblée générale nomme les administrateurs, à la majorité des membres présents.

10. L'assemblée générale peut être convoquée extraordinairement par le conseil d'administration.

L'assemblée générale, convoquée extraordinairement, peut, sur la proposition du conseil d'administration, adopter les modifications qu'elle juge utile de faire aux statuts; mais, dans ce cas, l'assemblée doit être composée de vingt-cinq membres au moins, possédant ou représentant la moitié au moins du capital social, et ses décisions, pour être valables, doivent être prises à la majorité des voix des trois quarts des membres présents. Ces modifications doivent être soumises à l'approbation du gouvernement.

L'assemblée générale peut, à la majorité prévue par l'article 46, prononcer la dissolution de la société.

11. Les décisions prises en assemblée générale sont inscrites sur un registre tenu à cet effet et signées par la majorité des membres du bureau.

12. Les lettres de convocation des assemblées doivent être adressées, au moins dix jours à l'avance, au domicile élu et indiquer l'objet de la convocation. Un avis est, en outre, inséré au siège social, au moins dix jours à l'avance, dans un des journaux désignés, conformément à la loi pour la publication des actes de société.

INVENTAIRES. — BÉNÉFICES. — RÉSERVES.

13. Les comptes de la société sont arrêtés au 31 décembre de chaque année et soumis, après examen du conseil d'administration, à l'assemblée générale.

14. Les bénéfices nets sont distribués de la manière suivante et dans l'ordre ci-après :

1° Il est porté à la réserve et avant tout partage un premier prélèvement de dix pour cent des bénéfices nets;

2° L'excédant est distribué aux actionnaires jusqu'à concurrence d'une somme représentant six pour cent du capital versé;

3° Le surplus, s'il en existe un, et tant que la réserve est inférieure à quatre cent mille francs, est partagé par moitié, dont l'une est portée à la réserve et l'autre distribuée aux actionnaires.

Lorsque la réserve aura atteint la somme de quatre cent mille francs, ou au plus seulement de ce surplus sera porté à la réserve et les trois quarts seront distribués aux actionnaires.

Enfin, lorsque la réserve aura atteint la somme de six cent mille francs, il est facultatif au conseil d'arrêter la réserve à ce chiffre, ou de continuer l'attribution au quart, ou de réduire cette quotité. Si, après avoir atteint l'un ou l'autre des chiffres ci-dessus, le fonds de réserve vient à être entamé, les prélèvements prennent leur cours.

45. Chaque année, le compte rendu des opérations de la société est imprimé et distribué aux actionnaires.

DISSOLUTION ET LIQUIDATION.

46. La dissolution de la présente société avant le terme fixé par l'article 40 pourra être prononcée que dans les cas suivants :

1° Si les pertes, après l'épuisement de la réserve, excèdent la moitié du capital social;

2° Si la dissolution est demandée par un nombre d'actionnaires représentant les trois quarts au moins des actions.

Dans l'un ou l'autre des deux cas ci-dessus, la dissolution est de plein droit.

47. Un an au moins avant l'époque fixée pour l'expiration de la société, les actionnaires réunis en assemblée générale décideront, à la majorité prescrite par l'article 40, s'il y a lieu de demander au Gouvernement la prorogation de la société. En cas d'affirmative, la décision de la majorité n'oblige pas la minorité; mais les actionnaires dissidents seront tenus d'accepter la part afférente à leurs actions dans le produit de la société, tel qu'il résultera du dernier inventaire.

48. Lors de la dissolution de la société, à quelque époque et pour quelque cause qu'elle advienne, le conseil d'administration convoque immédiatement l'assemblée générale.

L'assemblée détermine alors le mode de liquidation à suivre et nomme, à cet effet, les liquidateurs, dont elle fixe le traitement et les pouvoirs.

49. Les actionnaires sont tenus, sur la demande de la commission de liquidation, d'effectuer, dans le délai déterminé par l'article 7, les versements nécessaires pour opérer le paiement des dettes de la société jusqu'à concurrence de ce qui sera dû sur leurs actions.

50. A l'expiration de l'année qui suivra l'époque où la dissolution aura été prononcée, il sera fait un inventaire de la situation de la compagnie.

Cet inventaire sera soumis à l'assemblée générale, qui prononcera le terme de la liquidation.

POUVOIRS POUR PUBLIER.

Pour publier les présentes partout où besoin sera, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des pensionnaires.	NAISSANCE.		GRADES.	NATURE des services.	DURÉE des services.			REMARQUES.
		Dates.	Lieux.			Ann.	Mois.	Jours.	
1	TALBART (Jean).....	3 octobre 1794.	Saint-Georges-les-Baillargeaux (Vienne).	Gardien chef des prisons.	Militaires.... Civils.....	33	6	9	ancienneté
						33	5	24	
					Militaires.... Civils :	14	7	14	
2	BURGARD (Dominique).	3 août 1808.	Hartmannswiller (Haut-Rhin).	Gardiens ordinaires des prisons.	antérieurs au 1 ^{er} janvier 1854 : postérieurs...	3	3	11	ancienneté
						10	1	11	

Dont acte :

ait et passé à Paris, rue de Richelieu, n° 87, en la demeure du comparant, l'an 1864, le 11 juin ;
et a, le comparant, signé avec les notaires, après lecture faite.

En marge est écrit :

Enregistré à Paris, cinquième bureau, le 13 juin 1864, folio 81 recto, case 1. Coût cinq francs; double décime, un franc. Signé *Laffeuillade.*

En pour être annexé au décret impérial en date du 18 juin 1864, enregistré sous n° 472.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé **ARMAND BÉRIC.**

16,693. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui approuve 2 liquidations de Pensions civiles.

Du 25 Juin 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Vu la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles ;

Vu le décret réglementaire du 9 novembre 1853 ;

Vu l'ordonnance du 8 septembre 1831 ;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 3 mai 1864, portant qu'il a reconnu la légalité des liquidations comprises dans le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le crédit d'inscription ouvert au ministère de l'intérieur ;

La section des finances de notre Conseil d'État entendue ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les deux liquidations de pensions civiles comprises pour une somme totale de sept cent quarante - deux francs (742^f) au tableau ci-dessous sont approuvées.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATES de jouissance.	DOMICILE des pensionnaires.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
156 ^f 80 ^c	313 ^f 02 ^c	469 ^f 82 ^c	.	.	469 ^f	9 avril 1865.	Ruffee (Charente).
97 47	43 73 132 06	273 26	.	.	273	1 ^{er} mars 1864.	Hartmans- willer (Haut-Rhin).
				TOTAL..	742		

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Juin 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'intérieur,

Signé ACHILLE FOULD.

Signé P. BOUDET.

N° 16,694. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve une liquidation de Pension civile

Du 27 Juin 1864.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles;

Vu le décret réglementaire du 9 novembre suivant;

Vu l'ordonnance du 8 septembre 1831;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du
30 avril 1864, portant qu'il a reconnu la légalité de la liquidation comprise

N° d'ordre.	NOM ET PRÉNOMS du pensionnaire.	NAISSANCE.		GRADE.	NATURE des services.	Années de service.	
		Date.	Lieu.			Ant.	Post.
Unique.	SCHMID (Simon-Charles).	10 mars 1797.	Paris (Seine).	Surveillant de 1 ^{re} classe aux Ma- delouettes.	Civile : antérieurs au 1 ^{er} janvier 1834 ; postérieurs...	15	0 25
						9	10 15

N° 16,695. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, chargé de l'intérim du département des finances) qui nomme chevaliers de l'ordre impérial de la Légion d'honneur :

M. Fradin (Hippolyte-Aimé), inspecteur des postes à Pau (Basses-Pyrénées); quarante et un ans de services.

M. Juestz-Demire (Louis-Jules-Adolphe), directeur des contributions directes à Pau (Basses-Pyrénées); trente-cinq ans de services. (Biarritz, 3 Octobre 1863.)

N° 16,696. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, chargé de l'intérim du département des finances) qui nomme chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. Castellani (Pierre) directeur de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Tarbes (Hautes-Pyrénées); vingt-sept ans de services. (Biarritz, 3 Octobre 1863.)

sur le présent décret et la possibilité d'en imputer le montant sur le dit d'inscription ouvert au ministère de l'intérieur pour 1864;
La section des finances de notre Conseil d'État entendue, en son avis
17 mai 1864;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La liquidation de pension civile comprise pour une somme de six cent cinquante-quatre francs (654^f) au tableau ci-dessous est approuvée.

2. Cette pension sera inscrite au trésor public, avec jouissance du jour indiqué au tableau qui suit.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Juin 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'intérieur,

Signé P. BOUDET.

LIQUIDATION			LIMITATION de la pension au maximum du grade.	QUOTITÉ réversible aux veuves ou aux orphelins.	FIXATION définitive de la pension.	DATE de jouissance.	DOMICILE du pensionnaire.
des services militaires.	des services civils.	Total.					
° 5	425 ^f 31 ^c 228 70	654 ^f 01 ^c	"	"	654 ^f	16 nov. 1863.	Paris (Seine).

N° 16,697. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) qui nomme chevaliers de l'ordre impérial de la Légion d'honneur :

M. Isnard (Joseph-Honoré), receveur particulier des finances à Grasse (Alpes-Maritimes); vingt ans de services.

M. Sari (Joseph-Emmanuel), receveur particulier des finances à Sancerre (Cher); trente et un ans de services.

M. Fabre (André-Ferdinand), payeur du Trésor public dans le département de la Vendée; trente-huit ans de services. (Paris, 20 Décembre 1863.)

N° 16,698. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui nomme chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur M. Hughes, professeur de physique à l'université de New-York; inventeur de l'appareil télégraphique imprimant. (Fontainebleau, 22 Juin 1864.)

N° 16,699. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

1° L'établissement d'un octroi dans la commune de Sospel, département des Alpes-Maritimes, et les tarifs et règlements ci-annexés, pour la perception dudit octroi sont approuvés.

Ces tarifs et règlements seront exécutoires jusqu'au 31 décembre 1873 inclusivement.

2° A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 31 décembre 1873 inclusivement, la perception de l'octroi établi dans la commune de Saurat (Ain) sera opérée conformément aux tarifs et règlements ci-annexés.

3° La perception de l'octroi établi dans la commune de Plaisance, département du Gers, continuera d'être opérée jusqu'au 31 décembre 1873, conformément aux tarifs et règlements actuellement en vigueur. (Paris, 30 Novembre 1863.)

N° 16,700. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

1° Le règlement supplémentaire ci-annexé est approuvé pour la perception de l'octroi de Soissons (Aisne).

Cet acte sera exécutoire, de même que le règlement principal et le tarif annexé jusqu'au 31 décembre 1866 inclusivement.

2° L'octroi de Saint-Affrique (Aveyron) est prorogé pour trois ans, à partir du 1^{er} janvier 1864.

Jusqu'au 31 décembre 1866 inclusivement, la perception sera opérée conformément aux tarifs et règlements ci-annexés.

3° Sont approuvés le tarif et le règlement supplémentaire ci-annexés pour la perception de l'octroi de la Ciotat (Bouches-du-Rhône).

Ces actes, de même que le règlement principal en vigueur, dont la durée est prorogée pendant quatre ans, cesseront d'être exécutoires le 1^{er} janvier 1869.

L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année, au préfet du département, de l'affectation du produit des taxes additionnelles et extraordinaires comprises audit tarif au paiement des dépenses spéciales en vue desquelles elles sont autorisées, et le compte général de ce produit, tant en recette qu'en dépense, sera également présenté à ce magistrat à l'expiration du délai fixé par l'article 1.

4° La perception de l'octroi établi dans la commune de Milizac (Finistère) continuera d'être opérée, jusqu'au 31 décembre 1874 inclusivement, conformément au tarif et règlement actuellement en vigueur.

5° A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 31 décembre 1873 inclusivement, la perception de l'octroi de la commune d'Auray (Morbihan) sera opérée conformément au tarif et au règlement ci-annexés.

6° Sont approuvés les règlements et tarifs ci-annexés pour la perception de l'octroi de Beauvais, département de l'Oise.

Ces actes cesseront d'être exécutoires le 1^{er} janvier 1874. (Paris, 6 Décembre 1863.)

N° 16,701. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1864, et jusqu'au 1^{er} janvier 1869, les taxes additionnelles ci-après déterminées seront perçues à l'octroi de Charleville (Ardennes) savoir :

Neuf centimes par franc sur l'alcool;

Dix centimes par franc sur les autres articles du tarif, le vin excepté.

2. Les droits ci-après sont substitués à ceux établis au tarif sur les cires, bougies et chandelles :

Cires animales et végétales, spermacéti brut et raffiné, dix kilogrammes... 11

Acides stéariques et margariques et autres substances pouvant remplacer la

cire ou le suif venant de l'étranger, dix kilogrammes..... 9

Bougies de toute espèce venant de l'étranger, dix kilogrammes..... 9

Suifs et chandelles de suif venant de l'étranger, dix kilogrammes..... 9

droits seront perçus sur le poids brut, sans déduction pour tare, sauf la faculté toujours à l'introduit de déballer les objets introduits et de les faire peser à nouveau.

Le tarif ainsi modifié et le règlement en vigueur sont prorogés jusqu'au 1^{er} janvier 1873.

L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année, au préfet, de la destination du produit des taxes additionnelles aux dépenses spéciales en vue desquelles elles sont autorisées, et le compte général de ce produit, tant en recette qu'en dépense, devra également être présenté à ce magistrat à l'expiration du délai fixé par l'article 1^{er}. (*Paris, 6 Décembre 1863.*)

6,702. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

1^o A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 31 décembre 1873 inclusivement, la perception de l'octroi de Seix (Ariège) sera opérée conformément aux tarifs et règlements ci-annexés.

2^o La perception de l'octroi établi dans la commune de Fontvieille (Bouches-du-Rhône) continuera d'être opérée jusqu'au 31 décembre 1873, conformément aux tarifs et règlements actuellement en vigueur.

3^o Atefois, à partir de la publication du présent décret, la taxe de deux francs cinquante centimes sera substituée à celle de cinq francs par cent kilogrammes de viande de boucherie.

4^o Les tarifs et règlements de l'octroi de la commune de Douai, département du Nord, approuvés par le décret du 7 septembre 1854, continueront d'être exécutoires jusqu'au 31 décembre 1864 inclusivement.

5^o Les tarifs et règlements en vigueur à l'octroi de la commune d'Aire (Pas-de-Calais) continueront d'être exécutoires jusqu'au 31 décembre 1864 inclusivement.

6^o A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 31 décembre 1873 inclusivement, la perception de l'octroi établi dans la commune de Chef-Boutonne, département des Deux-Sèvres, sera opérée conformément au tarif et au règlement ci-annexés. (*Paris, 6 Décembre 1863.*)

6,703. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

1^o A partir de la publication du présent décret, la perception de l'octroi établi dans la commune de Nyons, département de la Drôme, sera opérée conformément aux tarifs et règlements ci-annexés.

2^o Sauf en ce qui concerne la perception des taxes additionnelles et extraordinaires, dont la durée est limitée à six années, ces tarifs et règlements seront exécutoires jusqu'au 31 décembre 1873 inclusivement.

3^o L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année, au préfet, de la destination du produit des taxes additionnelles et extraordinaires aux dépenses en vue desquelles elles sont autorisées et de présenter à ce magistrat, à l'expiration du délai fixé pour leur perception, le compte général de ce produit, en recette et en dépense.

4^o A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 31 décembre 1873 inclusivement, la perception de l'octroi établi dans la commune du Mans, département de Sarthe, sera opérée conformément au tarif et au règlement ci-annexés.

5^o La même durée est assignée aux taxes extraordinaires comprises au tarif.

6^o L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année, au préfet, de la destination du produit desdites taxes extraordinaires aux dépenses en vue desquelles elles sont autorisées et de présenter à ce magistrat, à l'expiration du délai fixé pour leur perception, le compte général de ce produit, en recette et en dépense.

7^o A partir de la publication du présent décret, la perception de l'octroi de la commune de l'Aigle, département de l'Orne, sera opérée conformément au règlement ci-annexé.

8^o Ce nouveau règlement, de même que le tarif actuellement en vigueur, sera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1873 inclusivement. (*Paris, 14 Décembre 1863.*)

N° 16,704. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

1° Les tarifs et règlements en vigueur à l'octroi de la commune d'Avesnes, département du Nord, sont et demeurent prorogés jusqu'au 31 décembre 1864 inclusivement.

2° Sont prorogés jusqu'au 31 décembre 1873 inclusivement les tarifs et règlements en vigueur à l'octroi de la commune de la Clayette (Saône-et-Loire).

3° Sont et demeurent prorogés jusqu'au 31 décembre 1869 inclusivement les tarifs et règlements en vigueur pour la perception de l'octroi de la commune d'Orgon, département des Bouches-du-Rhône.

4° Sont prorogés jusqu'au 31 décembre 1868 inclusivement les tarifs et règlements en vigueur à l'octroi établi dans la commune de Monségur (Gironde).

5° L'octroi établi dans la commune de Pont-l'Évêque, département du Calvados, est maintenu.

Jusqu'au 31 décembre 1865 inclusivement, la perception dudit octroi continuera d'être opérée conformément au tarif et au règlement en vigueur.

6° A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 31 décembre 1873 inclusivement, la perception de l'octroi établi dans la commune de Prades (Pyrénées-Orientales) sera opérée conformément aux tarifs et règlements ci-annexés.

7° Sont prorogés jusqu'au 31 décembre 1873 inclusivement les tarifs et règlements en vigueur à l'octroi de Saint-Joseph-de-Rivière, département de l'Aisne.

8° Sont et demeurent prorogés jusqu'au 31 décembre 1869 inclusivement les tarifs et règlements en vigueur à l'octroi de la commune de Samatan, département du Gers. (Paris, 20 Décembre 1863.)



Certifié conforme :

Paris, le 14^e Juillet 1864.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes.*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME XXIII DE LA XI^e SÉRIE

DU BULLETIN DES LOIS.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

PREMIER SEMESTRE DE 1864.

(N^{os} 1002 à 1048.)

A

ABATTOIRS. Décrets qui autorisent l'établissement d'abattoirs publics dans les communes suivantes : Albert (Somme), n^o 15,949, p. 203; — Barcelonnette (Basses-Alpes), n^o 15,849, p. 98; — Flèche (la) (Sarthe), n^o 16,611, p. 1323; — Guitres (Gironde), n^o 15,850, p. 99; — Jarnac (Charente), n^o 16,530, p. 1218; — Lussac (Vienne), n^o 15,903, p. 178; — Muret (Haute-Garonne), n^o 15,952, p. 204; — Saint-Dizier (Haute-Marne), n^o 16,083, p. 515.

ACQUISITIONS. Décrets qui autorisent les communes et diverses administrations suivantes à faire des acquisitions de propriétés : Albert (Somme) (une pièce de terre pour y établir un abattoir), n^o 15,949, p. 203; — Coutances (Manche) (décret qui autorise le proviseur du lycée impérial à faire des acquisitions et échanges d'immeubles), n^o 15,958, p. 230; — Flèche (la) (Sarthe) (une par-

celle de terrain pour la construction d'un abattoir), n^o 16,611, p. 1323; — Guitres (Gironde) (acquisition d'un immeuble destiné à l'établissement d'un abattoir), n^o 15,850, p. 100; — Jarnac (Charente) (un terrain pour y construire un abattoir), n^o 16,530, p. 1218; — Montebourg et Saint-Floxel (Manche) (autorisation donnée aux frères de la doctrine chrétienne de la Miséricorde d'acquérir, au prix de cent mille francs, le domaine de l'Abbaye de Montebourg), n^o 16,535, p. 1220; — Paris (Seine) (décret qui autorise le supérieur général des frères de la doctrine chrétienne à acquérir des rentes sur l'État pour une somme de quarante mille francs provenant de donation), n^o 16,205, p. 700; — Paris (Seine) (les frères de la doctrine chrétienne sont autorisés à faire l'acquisition d'une rente annuelle, etc.), n^o 16,257, p. 849; — Saint-Dizier (Haute-Marne) (plusieurs immeubles désignés dans la délibération du

8 février 1862), n° 16,083, p. 515.

AMÉNAGEMENTS. Voyez *Bois*.

ASSOCIATION. Décret qui autorise une réunion en association dans la commune suivante : Saint-Michel-en-l'Herm (Vendée) (réu-

nion en association pour travaux de dessèchement), n° 16,083, p. 1299.

ASSOCIATIONS SYNDICALES. Voyez *Syndicats*.

ASSURANCES. Voyez *Sociétés industrielles*.

B

BARRAGES. Décrets qui autorisent l'établissement de barrages dans les communes suivantes : Bionville (Meurthe) (autorisation de maintenir le barrage dans la rivière de la Plaine et d'utiliser les eaux à la marche d'une scierie et à l'irrigation de diverses propriétés), n° 15,848, p. 98; — Charmes (Vosges) (autorisation de construire dans le lit de la Moselle un barrage destiné à la mise en mouvement d'une usine), n° 15,950, p. 203.

BOIS. *Aménagements*. Décrets qui règlent l'aménagement des bois dans les communes suivantes : Abergement-lez-Auxonne (Côte-d'Or) (bois communaux de l'), n° 15,919, p. 196; Adelhouse (Meurthe) (forêt domaniale de), n° 15,894, p. 177; Anastasie (Var) (forêt communale de), n° 16,356, p. 1008; — Beauvais (Oise) (bois des hospices de), n° 16,348, p. 1006; Bonne-Fontaine (Meurthe) (forêt domaniale de), n° 15,925, p. 198; Bonnevent-et-Vellorcille (Haute-Saône) (forêts sectionales de), n° 16,019, p. 354; Bouchoux (Jura) (forêt communale de), n° 15,989, p. 284; Bouisse (Aude) (forêt communale de), n° 16,242, p. 730; Boujailles (Doubs) (forêt communale de), n° 16,218, p. 716; Büchelberg (Meurthe) (forêt domaniale de), n° 15,925, p. 198; — Candresse (Landes) (forêt communale de), n° 15,927, p. 199; Chambon-Sainte-Croix (Creuse) (bois communaux de), n° 16,023, p. 355; Chardonnay (Saône-et-Loire) (bois commu-

naux, sections de Chardonnay de Champvert), n° 16,236, p. 2; Charecey (Saône-et-Loire) (bois communaux de), n° 15,440, p. 196; Chaux (Doubs) (forêt domaniale de la), n° 15,812, p. 3; Chenevrey (Haute-Saône) (forêt sectionale de), n° 15,931, p. 19; Cognac (Charente) (forêt communale de), n° 15,891, p. 174; Coincourt (Meurthe) (bois communaux de), n° 16,348, p. 1002; Commande (Bas-Rhin) (forêt communale de la), n° 15,937, p. 201; Cour-d'Arcenay (Côte-d'Or) (bois communal de la), n° 16,212, p. 711; — Dax (Landes) (forêt communale de), n° 15,936, p. 200; Delsbach-lez-Hellimer (Moselle) (bois communaux de), n° 16,006, p. 1006; Domécourt-sur-Cure (Côte-d'Or) (bois communaux de), n° 16,386, p. 386; Dompierre (Vosges) (bois communaux de), n° 16,387, p. 663; Dun (Nièvre) (bois communaux de), n° 16,023, p. 355; Fay (Jura) (bois communaux de), n° 15,896, p. 177; Fouches-Haut (Jura) (forêt communale de), n° 16,355, p. 1008; Forcalqueire (Var) (forêt communale de), n° 16,450, p. 1073; Fourgs (Doubs) (forêt communale des), n° 16,218, p. 716; — Garde (Vosges) (forêt domaniale de la), n° 15,894, p. 176; Genay (Côte-d'Or) (forêt communale de), n° 15,933, p. 20; Gœrlingen (Bas-Rhin) (bois communaux de), n° 15,939, p. 20; Goutte-Bainsing (Meurthe) (forêt domaniale de), n° 15,894, p. 17; Gramcey (Meurthe) (forêt domaniale de), n° 15,808, p. 30; Grammont (Jura) (forêt communale de)

° 16,026, p. 356; — Hautvillers (Marne) (forêt domaniale de),
 ° 16,169, p. 664; Hazelbourg (Meurthe) (forêt domaniale de),
 ° 16,210, p. 714; Hohwald (Bas-Rhin) (forêt domaniale d'),
 ° 16,246, p. 730; Hollé-du-Ban (Vosges) (forêt domaniale de),
 ° 15,890, p. 176; — Lac-des-rouges-Truites (Jura) (forêt communale du), n° 16,345, p. 1005;
 Lamoura (Jura) (forêt communale de), n° 16,244, p. 730;
 Laruns (Basses-Pyrénées) (forêt communale de), n° 15,892, p. 176;
 Loison (Meuse) (bois communaux de), n° 15,919, p. 196;
 Lourmarin (Vaucluse) (bois communaux de), n° 16,348, p. 1006; — Marac (Haute-Marne) (forêt communale de), n° 15,929, p. 199;
 Marre (Meuse) (bois communaux de), p. 15,893, p. 176;
 Massouges (Meuse) (forêt domaniale de), n° 16,303, p. 949; Meuse (Haute-Marne) (forêt communale de), n° 16,252, p. 732;
 Moirans (Jura) (forêt communale de), n° 15,972, p. 254; Moncin (Basses-Pyrénées) (bois communaux de), n° 16,236, p. 728;
 Mouaville (Moselle) (bois communaux de), n° 16,023, p. 355; — Navarrenx (Basses-Pyrénées) (forêt communale de), n° 16,254, p. 732;
 Videck (Bas-Rhin) (forêt domaniale du), n° 16,302, p. 949; — Offemont (Haut-Rhin) (bois communaux d'), n° 15,800, p. 23;
 — Petite-Chaux (Doubs) (forêt communale de), n° 15,835, p. 75;
 Petites-Chiettes (Jura) (forêt communale des), n° 16,016, p. 354;
 Pourcieux (Var) (forêt communale de), n° 16,451, p. 1073; Pourlans (Saône-et-Loire) (forêt domaniale de), n° 16,247, p. 731;
 Puymoras (Vaucluse) (forêt communale de), n° 16,301, p. 949; — Rambucourt (Meuse) (bois communaux de), n° 15,939, p. 201;
 Reine (Meurthe) (forêt domaniale de la), n° 15,975, p. 255; Remoray (Doubs) (forêt

communale de), n° 15,934, p. 200; Resie-Saint-Martin (Haute-Saône) (forêt communale de la), n° 16,020, p. 354; Ribeauvillé (Haut-Rhin) (bois communaux de), n° 16,348, p. 1006; Roineyer (Drôme) (forêt domaniale de), n° 16,333, p. 983; Roquebrussanne (Var) (bois communaux de), n° 15,939, p. 201; — Saint-Louis (Meurthe) (forêt domaniale de), n° 15,889, p. 176; Saint-Pierre (Jura) (forêt communale de), n° 16,027, p. 356; Savigny (Vosges) (forêt communale de), n° 15,826, p. 56; Sessenheim (Bas-Rhin) (forêt communale de), n° 16,217, p. 716; Sézéria (Jura) (bois communaux de), n° 15,919, p. 196; Struth (Bas-Rhin) (forêt domaniale de la), n° 15,924, p. 198; — Thillombois (Meuse) (bois communaux de), n° 16,348, p. 1006; — Varsberg (Moselle) (bois communaux de), n° 15,919, p. 196; Vaudeurs (Yonne) (bois communaux de), n° 15,919, p. 196; Vaux-et-Chantegrue (Doubs) (forêt communale de), n° 16,015, p. 354; Viévy (Saône-et-Loire) (bois communaux de), n° 16,023, p. 355; Villes (Vaucluse) (bois communaux de), n° 16,236, p. 728; Vilsberg (Meurthe) (forêt domaniale de), n° 15,925, p. 198; Vins (Var) (bois communaux de), n° 16,348, p. 1006; Voudenay (Saône-et-Loire) (forêt sectionale de Ville-neuve), n° 16,347, p. 1006; — Wisembach (Vosges) (forêt domaniale de), n° 15,890, p. 176.

Construction. Décret qui autorise la construction d'une maison forestière dans la commune suivante : Mietesheim (Bas-Rhin), n° 15,886, p. 174.

Coupes de bois. Décrets qui autorisent des coupes de bois ordinaires et extraordinaires dans les forêts domaniales et les bois communaux des communes suivantes : Abbevillers (Doubs), n° 15,802, p. 26; Adaincourt (Moselle),

n° 15,862, p. 142; Ahéville (Vosges), n° 15,794, p. 5; Aigallier (Gard), n° 15,868, p. 148; Aissey (Doubs), n° 15,802, p. 24; Aix (Bouches - du - Rhône), n° 16,211, p. 714; Aix (Moselle), n° 15,862, p. 142; Alaise (Doubs), n° 15,802, p. 24; Albanne (Savoie), n° 15,884, p. 174; Albanette (Savoie), n° 15,884, p. 174; Algrange (Moselle), n° 15,862, p. 143; Allondans (Doubs), n° 15,802, p. 26; Altroff (Moselle), n° 15,862, p. 143; Amancey (Doubs), n° 15,802, p. 24; Anould (Vosges), n° 15,794, p. 7; Aouze (Vosges), n° 15,794, p. 5; Appenwihl (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 283; Aragnouet (Hautes-Pyrénées), n° 15,806, page 38; Arcizac-Adour (Hautes-Pyrénées), n° 15,806, p. 38; Argillers (Gard), n° 15,868, p. 147; Aspin (Hautes-Pyrénées), n° 15,806, p. 38; Asté (Hautes-Pyrénées), n° 15,806, p. 38; Athose (Doubs), n° 15,802, p. 24; Attignéville (Vosges), n° 15,794, p. 5; Aubure (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 283; Aussois (Savoie), n° 16,216, p. 715; Autigny-la-Tour (Vosges), n° 15,794, p. 5; Auzainvillers (Vosges), n° 15,794, p. 5; Avilley (Doubs), n° 15,802, p. 24; Avoudrey (Doubs), n° 15,802, p. 24; Azet (Hautes-Pyrénées), n° 15,806 et 16,452, p. 38 et 1073; — Bagard (Gard), n° 15,921, p. 197; Bambiderstroff (Moselle), n° 15,862, p. 142; Banios (Hautes-Pyrénées), n° 15,806, p. 38; Barembach (Vosges), n° 15,794, p. 7; Barrancoueu (Hautes-Pyrénées), n° 15,825, p. 56; Bart (Doubs), n° 15,802, p. 26; Bartherans (Doubs), n° 15,802, p. 24; Basses-Vigneulles (les) (Moselle), n° 15,862, p. 142; Bavans (Doubs), n° 15,802, p. 26; Bazembourg (Moselle), n° 15,862, p. 144; Bazus-Aure (Hautes-Pyrénées), n° 15,806, p. 38; Beaumont (Haute-Savoie), n° 16,024, p. 355; Béchy (Moselle), n° 15,862,

p. 142; Belfays (Doubs), n° 15,802, p. 26; Belfort (Haut-Rhin), n° 15,802, p. 282; Béliet (le) (Doubs), n° 15,802, p. 26; Bellemagny (Haut-Rhin), n° 15,802, p. 282; Belvédère (Alpes-Maritimes), n° 15,887, p. 175; Beljacq (Basses-Pyrénées), n° 15,802, p. 40; Bessoncourt (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 282; Beuste (Basses-Pyrénées), n° 15,813, p. 40; Bétal (Doubs), n° 15,802, p. 26; Beuveille (Moselle), n° 15,802, p. 142; Beux (Moselle), n° 15,802, p. 142; Beyrède-Jumet (Hautes-Pyrénées), n° 15,806, p. 38; Biding (Moselle), n° 15,802, p. 142; Bining-lez-Rorbach (Moselle), n° 15,862, p. 144; Biot (Alpes-Maritimes), n° 15,887, p. 175; Birlenbach (Bas-Rhin), n° 15,802, p. 145; Bisel-Hirsinger (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 282; Bruckén (Moselle), n° 15,802, p. 143; Bois-le-Champ (Vosges), n° 15,794, p. 7; Bonderval (Doubs), n° 15,802, p. 26; Bonhomme (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 282; Bonnay (Doubs), n° 15,802, p. 24; Bonneval (Drôme), n° 15,867, p. 147; Boncourt (Haute-Saône), n° 16,018, p. 355; Bonson (Alpes-Maritimes), n° 15,887, p. 175; Bonville (Savoie), n° 15,884, p. 175; Bordères (Hautes-Pyrénées), n° 16,238, p. 729; Bosse (Doubs), n° 15,802, p. 26; Boujaillies (Doubs), n° 15,802, p. 26; Boulange (Moselle), n° 15,802, p. 142; Boule (Drôme), n° 16,018, p. 355; Bouquet (Gard), n° 15,802, p. 148; Bourbach-Bas (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 282; Bourg-Barré (Vosges), n° 15,794, p. 7; Bourisp (Hautes-Pyrénées), n° 15,802, p. 1073; Bourogne (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 282; Bouvignies (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 282; Breitenau (Bas-Rhin), n° 15,802, p. 145; Bresse (la) (Vosges), n° 15,794, p. 7; Bretagne (Haut-Rhin), n° 15,802, p. 282.

ain), n° 15,989, p. 282; Brottes (Haute-Marne) (bois communaux), n° 15,800, p. 23; Brouveures (Vosges), n° 15,794, p. 7; Rouzet (Gard), n° 15,921, p. 197; Ruebach (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 282; Bruyères (bois de la commune de) (Vosges), n° 15,794, p. 6; Bruyères (hospice de) (Vosges), n° 15,794, p. 6; Buet (Vosges), n° 15,794, p. 6; Buffard (Doubs), n° 15,802, p. 28; Bühl (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 283; Bulle (Doubs), n° 15,802, p. 27; Urbach (Bas-Rhin), n° 15,863, p. 145; Burnevillers (Doubs), n° 15,802, p. 26; Burnhauptas (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 282; Byans (Doubs), n° 15,802, p. 27; — Cabris (Alpes-Maritimes), n° 15,887, p. 175; Camparan (Hautes-Pyrénées), n° 16,452, p. 1073; Cappel (Moselle), n° 15,862, p. 144; Cendrey (Doubs), n° 15,802, p. 24; Cernay (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 282; Certines (Ain), n° 16,014, p. 353; Chamesol (Doubs), n° 15,802, p. 26; Champagny (Doubs), n° 15,802, p. 24; Champans (Haute-Saône), n° 16,255, p. 732; Chanans (Doubs), n° 15,802, p. 24; Chantes (Haute-Saône), n° 16,158, p. 662; Chânelle (la) (Vosges), n° 15,794, p. 6; Chapelle-Rambaud (la) (Haute-Savoie), n° 15,888, p. 175; Charmois-devant-Bruyères (Vosges), n° 15,794, p. 6; Chatas (Vosges), n° 15,794, p. 7; Chatel (Haute-Savoie), n° 15,888, p. 175; Châtel (Vosges), n° 15,794, p. 6; Châtenois (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 282; Chaudière (la) (Drôme), n° 15,867, p. 147; Chauvac (Drôme), n° 15,867, p. 147; Channaz (Haute-Savoie), n° 16,024, p. 355; Chavannes-les-Grands (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 282; Chavannes-sur-l'Étang (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 282; Chenaotte (la) (Doubs), n° 15,802, p. 26; Chenebier (Haute-Saône) (bois communaux), n° 15,800,

p. 23; Chéniménil (Vosges), n° 15,794, p. 6; Circourt (Vosges), n° 15,794, p. 5; Clefs (les) (Haute-Savoie), n° 15,888, p. 175; Clerjus (le) (Vosges), n° 15,794, p. 6; Cléron (Doubs), n° 15,802, p. 24; Clémentaines (Vosges), n° 15,794, p. 6; Cluny (Saône-et-Loire), n° 16,160, p. 662; Cluse (la) (Doubs), n° 15,802, p. 27; Combes (les) (Doubs) (sections des Combes, de Lavenne et de Montbobilier), n° 15,802, p. 27; Cornimont (Vosges), n° 15,794, p. 7; Courcelles-Quingey (Doubs), n° 15,802, p. 24; Courvières (Doubs), n° 15,802, p. 27; Creyers (Drôme), n° 15,867, p. 147; Crosey-le-Petit (Doubs), n° 15,802, p. 24; Cubrial (Doubs), n° 15,802, p. 25; Cubry (Doubs), n° 15,802, p. 25; Cuisance-le-Val (Doubs), n° 15,802, p. 25; Cussey-sur-l'Ognon (Doubs), n° 15,802, p. 24; — Damas-aux-Bois (Vosges), n° 15,794, p. 6; Dambelain (Doubs), n° 15,802, p. 26; Damblain (Vosges), n° 15,794, p. 5; Damp-richard (Doubs), n° 15,802, p. 26; Darnieulles (Vosges), n° 15,794, p. 6; Deaux (Gard), n° 15,868, p. 148; Dénipaire (Vosges), n° 15,794, p. 7; Denney (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 282; Destorb (Vosges), n° 15,794, p. 6; Dettwiller (Bas-Rhin), n° 15,863, p. 145; Didenheim (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 282; Diding-Guiching (Moselle), n° 15,862, p. 143; Diemeringen (Bas-Rhin), n° 15,863, p. 145; Diessenthal (Bas-Rhin), n° 15,863, p. 146; Doazon (Basses-Pyrénées), n° 15,813, p. 40; Dolaincourt (Vosges), n° 15,794, p. 5; Domèvre-sur-Durbion (Vosges), n° 15,794, p. 6; Dommartin-aux-Bois (Vosges), n° 15,794, p. 6; Dommartin et Vécourt (Vosges), n° 15,794, p. 7; Doncourt (Moselle), n° 15,862, p. 142; Doubs (Doubs), n° 15,802, p. 27; Doulaize (Doubs), n° 15,802, p. 24; Drulingen (Bas-Rhin), n° 15,863, p. 145; Drusen-

heim (Bas-Rhin), n° 15,863, p. 145; Durnes (Doubs), n° 15,802, p. 24; Durrenentzen (Haut-Rhin), n° 15,805, p. 38; — Ebersheim (Bas-Rhin), n° 15,916, p. 195; Edling (Moselle), n° 15,862, p. 143; Elzange (Moselle), n° 15,862, p. 143; Emlingen (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 282; Enchenberg (Moselle), n° 15,862, p. 144; Engwiller (Bas-Rhin), n° 15,920, p. 196; Épenoy (Doubs), n° 15,802, p. 25; Épierre (Savoie), n° 15,884, p. 174; Ernolsheim (Bas-Rhin), n° 15,863, p. 145; Escles (Vosges), n° 15,794, p. 6; Esley (Vosges), n° 15,794, p. 5; Esserts-Blay (Savoie), n° 15,884, p. 174; Estensan (Hautes-Pyrénées), n° 16,452, p. 1073; Estezargues (Gard), n° 15,868, p. 148; Estialescq (Basses-Pyrénées), n° 15,813, p. 40; Etzling (Moselle), n° 15,862, p. 144; Euzet (Gard), n° 15,868, p. 148; Eysson (Doubs), n° 15,802, p. 25; Eyza hut (Drôme), n° 16,353, p. 1007; — Faimbe (Doubs), n° 15,802, p. 25; Falgoux (le) (Cantal), n° 15,923, p. 197; Feldbach (Haut-Rhin), n° 15,866, p. 147; Felleringen (Haut-Rhin), n° 15,985, p. 282; Fesches (Doubs), n° 15,802, p. 26; Fessenheim (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 283; Fessons-sur-Salins (Savoie), n° 15,884, p. 174; Filstroff (Moselle), n° 15,862, p. 143; Fislis (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 282; Flabeuville (Moselle), n° 15,862, p. 142; Flangebouche (Doubs), n° 15,802, p. 25; Fleurey (Doubs), n° 15,802, p. 26; Fléville-Lixières (Moselle), n° 15,862, p. 143; Frain (Vosges), n° 15,794, p. 5; Frappelle (Vosges), n° 15,794, p. 7; Freistroff (Moselle), n° 15,862, p. 143; Fréland (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 283; Fréméréville (Meuse), n° 16,354, p. 1008; Freney (Savoie), n° 16,216, p. 715; Fréville (Vosges), n° 15,794, p. 5; Frizon (Vosges), n° 15,794, p. 6; Froidevaux

(Doubs), n° 15,802, p. 26; — G lan (Hautes-Pyrénées), n° 16,354, p. 983; Germaine (Haute-Marne), n° 16,237, p. 729; Girecourt (Vosges), n° 15,794, p. 5; Girard (Doubs), n° 15,802, p. 26; Gersans (Doubs), n° 15,802, p. 26; Goumois (Doubs), n° 15,802, p. 26; Goux (Doubs), n° 15,802, p. 24; Goux-les-Usiers (Doubs), n° 15,802, p. 27; Graillet (Hautes-Pyrénées), n° 16,354, p. 38; Grainvilliers (Vosges), n° 15,794, p. 5; Grand (Vosges), n° 15,794, p. 5; Grandcourt (Vosges), n° 15,837, p. 76; Grandvillard (Bas-Rhin), n° 15,862, p. 146; Grandvillers (Vosges), n° 15,794, p. 6; Granges-Gardes (les) (Drôme), n° 16,354, p. 147; Gries (Bas-Rhin), n° 15,862, p. 145; Guchan (Hautes-Pyrénées), n° 15,806 et 15,807, p. 56; Guéblange (Moselle), n° 15,862, p. 144; Guéville (Moselle), n° 15,862, p. 144; Guessling-Héméring (Moselle), n° 15,862, p. 144; Guiberville (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 283; Guinglange (Moselle), n° 15,862, p. 142; Gumbrechtshoffen (Bas-Rhin), n° 15,863, p. 145; Hadigny-lez-Verrières (Vosges), n° 15,794, p. 7; Haffert (Vosges), n° 15,794, p. 7; Hagen (Moselle), n° 15,862, p. 144; Hageville (Moselle), n° 15,862, p. 142; Hallering (Moselle), n° 15,862, p. 142; Hannonville (Vosges), n° 15,794, p. 5; Har (Vosges), n° 15,794, p. 5; Harmanwiller (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 283; Hatten (Bas-Rhin), n° 15,863, p. 145; Hattmat (Bas-Rhin), n° 15,863, p. 145; Hautcour (Savoie), n° 15,884, p. 174; Hautes-Vigneulles (les) (Moselle), n° 15,862, p. 144; Hautmoulin (Vosges), n° 15,794, p. 6; Haute-de-Celles (les) (Vosges), n° 15,794, p. 7; Heimsbrunn (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 282; Hellimer (Moselle), n° 15,862, p. 144; Hertenheim (Bas-Rhin), n° 15,863, p. 145

p. 146; Hésingue (Haut-Rhin),
n° 15,989, p. 282; Hettenschlag
(Haut-Rhin), n° 16,157, p. 662;
Heywiller (Bas-Rhin), n° 15,863,
p. 146; Hilsenheim (Bas-Rhin),
n° 15,863, p. 146; Hindis-
heim (Bas-Rhin), n° 15,863,
p. 146; Hirtzfelden (Haut-Rhin),
n° 15,989, p. 283; Holacourt
(Moselle), n° 18,862, p. 142;
Holling (Moselle), n° 15,862,
p. 142; Hôpitaux-Vieux (les)
(Doubs), n° 15,802, p. 27; Houé-
court (Vosges), n° 15,794,
p. 5; Hours (Basses-Pyrénées),
n° 15,813, p. 40; Hurbache
(Vosges), n° 15,794, p. 7; Hus-
seren (Haut-Rhin), n° 15,989,
p. 283; — Igney (Vosges),
n° 15,794, p. 7; Illfurth (Haut-
Rhin), n° 15,989, p. 282; Ippling
(Moselle), n° 15,862, p. 144;
— Jezeaux (Hautes-Pyrénées),
n° 15,825, p. 56; Jonchères
(Drôme), n° 15,867, p. 147; Jon-
cherey (Haut-Rhin), n° 15,989,
p. 282; Joppecourt (Moselle),
n° 15,862, p. 142; — Kayzersberg
(Haut-Rhin), n° 15,989, p. 283;
Kerling (Moselle), n° 15,862,
p. 143; Kertzfeld (Bas-Rhin),
n° 15,863, p. 146; Kirwiller (Mo-
selle), n° 15,862, p. 144; Klang
(Moselle), n° 15,862, p. 143;
Kœtzingen (Haut-Rhin), n° 15,989,
p. 282; Kontz-Basse (Moselle),
n° 15,843, p. 143; Kurtzenhausen
(Bas-Rhin), n° 15,863, p. 145;
— Lacommande (Basses-Pyré-
nées), n° 15,813, p. 40; Lac-ou-
villers (Doubs), n° 15,802,
p. 27; Lagos (Basses-Pyrénées),
n° 15,813, p. 40; Lalaye (Bas-
Rhin), n° 15,863, p. 146; Laméac
(Hautes-Pyrénées), n° 15,806,
p. 38; Lampertsloch (Bas-Rhin),
n° 15,863, p. 145; Lanans
(Doubs), n° 15,802, p. 25; Lan-
laville (Vosges), n° 15,794, p. 5;
Landser (Haut-Rhin), n° 15,989,
p. 282; Langensoultzbach (Bas-
Rhin), n° 15,863, p. 145; Laning
(Moselle), n° 15,862, p. 144;
Lantenne-Vertières (Doubs),

n° 15,802, p. 24; Lanthénans
(Doubs), n° 15,802, p. 25; Lar-
nod (Doubs), n° 15,802, p. 24;
Lavans-Quingey (Doubs), n° 15,802,
p. 24; Lépages (Vosges), n° 15,794,
p. 7; Lepuix (Haut-Rhin),
n° 15,989, p. 283; Lerrain
(Vosges), n° 15,794, p. 6; Les-
chaux (Haute-Savoie), n° 15,888,
p. 175; Leywiller (Moselle),
n° 15,862, p. 144; Liebsdorff
(Haut-Rhin), n° 15,989, p. 282;
Lies (Hautes-Pyrénées), n° 15,806,
p. 38; Liesle (Doubs), n° 15,802,
p. 24; Lixing-lez-Saning (Mo-
selle), n° 15,862, p. 144; Longe-
villes (les) (Doubs), n° 15,802, p. 27;
Loray (Doubs), n° 15,802, p. 25;
Lorry-lez-Metz (Moselle), n° 15,862,
p. 142; Lugny (Saône-et-Loire),
n° 16,300, p. 948; Luisans
(Doubs), n° 15,802, p. 25; Luppy
(Moselle), n° 15,862, p. 142;
Lus-la-Croix-Haute (Drôme),
n° 16,331, p. 983; Lusse (Vosges),
n° 15,794, p. 7; Lutzelhausen
(Bas-Rhin), n° 15,863, p. 145;
Lyaud (Haute-Savoie), n° 15,888,
p. 175; — Mainvillers (Moselle),
n° 15,862, p. 142; Malaussène
(Alpes-Maritimes), n° 15,887,
p. 175; Manspach (Haut-Rhin),
n° 15,989, p. 283; Marlens (Haute-
Savoie), n° 16,024, p. 355; Mar-
moutier (Bas-Rhin), n° 15,863,
p. 145; Marthoz (Savoie), n° 15,884,
p. 174; Martinvelle (Vosges),
n° 15,837, p. 76; Marvelise
(Doubs), n° 15,802, p. 25; Mas-
d'Agenais (le) (Lot-et-Garonne)
(bois communaux), n° 15,800,
p. 23; Massoins-et-Tournefort
(Alpes-Maritimes), n° 15,887,
p. 175; Maudray (Vosges), n° 15,794,
p. 7; Médière (Doubs), n° 15,802,
p. 25; Medrevaux (Vosges),
n° 15,794, p. 5; Meménil (Vosges),
n° 15,794, p. 6; Ménil (le)
(Vosges), n° 15,794, p. 7; Mérey-
sous-Montrond (Doubs), n° 15,802,
p. 24; Mérey-Vieille (Doubs),
n° 15,802, p. 24; Merlebach (Mo-
selle), n° 15,862, p. 144; Meroux
(Haut-Rhin), n° 15,989, p. 283;

Métairies-de-Saint-Quirin (les) (Meurthe), n° 15,864, p. 146; Metzerrisse (Moselle), n° 15,862, p. 143; Mexy (Moselle), n° 15,862, p. 142; Miesenheim (Bas-Rhin), n° 15,886, p. 174; Mieussy (Haute-Savoie), n° 16,163, p. 662; Moernach (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 282; Moissac (Var), n° 15,922, p. 197; Mollans (Drôme), n° 15,867, p. 147; Mollkirch (Bas-Rhin), n° 15,863, p. 146; Moncel-et-Happoncourt (Vosges), n° 15,794, p. 5; Monein (Basses-Pyrénées), n° 15,813, p. 40; Montandon (Doubs), n° 15,802, p. 26; Montaren-Saint-Médier (Gard), n° 15,868, p. 148; Montarlier (Doubs), n° 15,802, p. 27; Montaut (Basses-Pyrénées), n° 15,813, p. 40; Montbéliardot (Doubs), n° 15,802, p. 26; Mont-de-Laval (Doubs), n° 15,802, p. 26; Montenach (Moselle), n° 15,862, p. 143; Montfaucon (Doubs), n° 15,802, p. 24; Montjoyer (Drôme), n° 16,353, p. 1007; Mont-le-Bon (Doubs), n° 15,802, p. 27; Montmorillon (Vienne) (hospices de), n° 15,836, p. 76; Montperreux (Doubs), n° 15,802, p. 27; Montpezat (Gard), n° 15,921, p. 197; Montpezat-Betracq (Basses-Pyrénées), n° 15,813, p. 40; Montureux (Vosges), n° 15,794, p. 5; Morfontaine (Moselle), n° 15,862, p. 142; Moriville (Vosges), n° 15,794, p. 7; Morlange (Moselle), n° 15,862, p. 142 et 143; Morlange-Remelang (Moselle), n° 15,862, p. 143; Morteau (Doubs), n° 15,802, p. 27; Morzine (Haute-Savoie), n° 16,024, p. 355; Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes), n° 15,895, p. 177; Mougins (Alpes-Maritimes), n° 15,887, p. 175; Mouguerre (Basses-Pyrénées), n° 15,813, p. 40; Mouillevillers (Doubs), n° 15,802, p. 26; Moyenmoûtier (Vosges), n° 15,794, p. 7; Mutzig (Bas-Rhin), n° 15,863, p. 145; — Naisay (Doubs), n° 15,802,

p. 25; Narbé-Fontaine (Moselle), n° 15,862, p. 142; Neunkirch (Moselle), n° 15,862, p. 143; Neuville (la) (Moselle), n° 15,862, p. 142; Neuville (Bas-Rhin), n° 15,863, p. 145; Neuville-sur-Fave (Vosges), n° 15,794, p. 5; Niederbronn (Bas-Rhin), n° 15,863, p. 145; Niederhagenthal (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 282; Niedermichelbach (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 282; Niedermorswiler (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 283; Niedermorschwiller (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 283; Noiron (Doubs), n° 15,802, p. 24; Nomexy (Vosges), n° 15,794, p. 7; Notre-Dame-du-Pré (Saône-et-Loire), n° 15,884, p. 174; — Oberkirch (Bas-Rhin), n° 15,863, p. 146; Obermagstatt (Bas-Rhin), n° 15,863, p. 146; Obermorschwiller (Haut-Rhin), n° 15,805, p. 283; Oetting (Moselle), n° 15,862, p. 144; Offemont (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 283; Onans (Doubs), n° 15,802, p. 25; Oncourt (Vosges), n° 16,022, p. 355; Orben (Bas-Rhin), n° 15,989, p. 283; Orschwiller (Bas-Rhin), n° 15,863, p. 146; Ossun (Hautes-Pyrénées), n° 15,806, p. 38; Ottrott (Bas-Rhin), n° 15,863, p. 146; Ouhans (Doubs), n° 15,802, p. 27; — Padoux (Vosges), n° 15,794, p. 7; Passavant (Doubs), n° 15,802, p. 25; Passonfontaine (Doubs), n° 15,802, p. 25; Péonne (Alpes-Maritimes), n° 15,887, p. 175; Petit-Croix (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 283; Petit-Réderching (Moselle), n° 15,862, p. 144; Pfstadt (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 282; Pfetterhausen (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 283; Pierre-Châtel (Isère), n° 15,802, p. 255; Pierre-Fontaine (Doubs), n° 15,802, p. 25; Pin (Gard), n° 15,868, p. 148; Pintac (Hautes-Pyrénées), n° 15,806, p. 38; Plancher-les-Mines (Haute-Savoie), n° 16,036, p. 386; Planey (Doubs), n° 15,802, p. 27; Plesnois (Moselle), n° 15,862, p. 142

Pleuvezain (Vosges), n° 15,794, p. 5; Plombières et les Granges-de-Plombières (Vosges), n° 15,794, p. 8; Pompierre (Doubs), n° 15,802, p. 25; Pontchy (Haute-Savoie), n° 16,024, p. 355; Pontets (les) (Doubs), n° 15,852, p. 27; Pont-èz-Bonfays (Vosges), n° 15,794, p. 5; Pouligney (Doubs), n° 15,802, p. 25; Propiac (Drôme), n° 15,867, p. 147; Pumerot (Vosges), n° 15,794, p. 5; Pussy (Savoie), n° 15,884, p. 174; Puttelange-lez-Rodemack (Moselle), n° 15,862, p. 143; — Quatre-Véziaux (Hautes-Pyrénées), n° 15,806, p. 38; — Rarécourt (Vosges), n° 15,794, p. 6; Réauville (Drôme), n° 16,350, p. 1007; Rebeuville (Vosges), n° 15,794, p. 5; Rechésy (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 283; Rehaincourt (Vosges), n° 15,794, p. 7; Rehervey (Vosges), n° 15,794, p. 8; Reiningen (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 282; Remeling (Moselle), n° 15,862, p. 143 et 144; Rémilly (Moselle), n° 15,862, p. 142; Renoulins (Gard), n° 15,868, p. 148; Retzwiller (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 283; Reyvrod (Haute-Savoie), n° 16,024, p. 355; Ribeaupillé (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 283; Rimling (Moselle), n° 15,862, p. 144; Rischofsheim (Bas-Rhin), n° 15,863, p. 145; Rivière (la) (Doubs), n° 15,802, p. 27; Rocaron (Var) (bois communaux), n° 15,800, p. 23; Rochejean (Doubs), n° 15,802, p. 27; Roche-èz-Clerval (Doubs), n° 15,802, p. 25; Rollainville (Vosges), n° 15,794, p. 5; Romain-aux-Bois (Vosges), n° 15,794, p. 5; Rombach - Allemand (Haut - Rhin), n° 15,989, p. 283; Rombas (Moselle), n° 15,862, p. 142; Romey (Saône-et-Loire), n° 15,917, p. 195; Romeyer (Drôme), n° 15,867, p. 147; Romont (Vosges), n° 15,794, p. 7; Ronchaux (Doubs), n° 15,802, p. 24; Roppentzwiller (Haut - Rhin), n° 15,989, p. 282; Roquebillière (Alpes-Maritimes), n° 15,887,

p. 175; Roquette-Saint-Martin (la) (Alpes-Maritimes), n° 15,887, p. 175; Rorbach (Moselle), n° 15,862, p. 144; Rosfeld (Bas-Rhin), n° 15,863, p. 146; Rotbach (Bas-Rhin), n° 15,863, p. 145; Rouceux (Vosges), n° 15,794, p. 5; Roulans (Doubs), n° 15,802, p. 25; Roussieux (Drôme), n° 15,867, p. 147; Ruaux (Vosges), n° 15,794, p. 8; Ruederbach (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 282; Russ (Vosges), n° 15,794, p. 7; — Saarwerden (Bas-Rhin), n° 15,863, p. 145; Sailhan (Hautes-Pyrénées), n° 15,885, p. 174; Saint-Bonnet-le-Château (forêt des hospices de) (Loire), n° 15,801, p. 23; Saint-Broing (Haute-Saône) (forêt communale de), n° 15,799, p. 22; Saint-Césaire (Alpes-Maritimes), n° 15,887, p. 175; Sainte-Croix-aux - Mines (Haut - Rhin), n° 16,017, p. 354; Saint-Élophé (Vosges), n° 15,794, p. 5; Sainte-Marie - de - Cuine (Savoie), n° 15,884, p. 174; Saint-Étienne (Haute-Loire) (bois dit *de Bramard*, appartenant à l'hospice de), n° 16,164, p. 663; Saint-Étienne (Vosges), n° 15,794, p. 8; Saint-Eustache (Haute-Savoie) n° 16,035, p. 386; Saint-Ferréol (Haute-Savoie), n° 16,035, p. 386; Saint-Germain (Savoie), n° 15,884, p. 174; Saint-Gorgon (Doubs), n° 15,802, p. 27; Saint-Hippolyte (Doubs), n° 15,802, p. 26; Saint-Jean-d'Ormont (Vosges), n° 15,794, p. 7; Saint-Jorioz (Haute-Savoie), n° 15,888, p. 175; Saint-Juan (Doubs), n° 15,802, p. 25; Saint-Julien - lez-Gorze (Moselle), n° 15,862, p. 142; Saint-Just (Gard), n° 15,921, p. 197; Saint-Lary (Hautes-Pyrénées), n° 15,885, p. 174; Saint-Laurent-de-Casnols (Gard), n° 15,868, p. 148; Saint-Marcel (Savoie), n° 15,884, p. 174; Saint-Nabord (Vosges), n° 15,794, p. 8; Saint-Paul (Savoie), n° 15,884, p. 184; Saint-Pée (Basses-Pyrénées), n° 15,813, p. 40; Saint-Quirin (Meurthe), n° 15,864,

p. 146; Saint-Régis (Loire), n° 15,940, p. 201; Saint-Remy (Savoie), n° 15,884, p. 174; Saint-Roch (Haute-Savoie), n° 15,888, p. 175; Saint-Sauveur (Loire), n° 15,940, p. 201; Saint-Supplet (Moselle), n° 15,862, p. 142; Salins (Savoie), n° 15,884, p. 174; Sancy (Moselle), n° 15,862, p. 142; Sauville (Vosges), n° 15,794, p. 5; Savigny - en - Revermont (Saône-et-Loire) (coupes aux six sections de Savigny), n° 16,241, p. 729; Saze (Gard), n° 15,868, p. 148; Scay (la-Tour-de) (Doubs), n° 15,802, p. 24; Schœnau (Bas-Rhin), n° 15,863, p. 146; Schweyen (Moselle), n° 15,862, p. 144; Schwobsheim (Bas - Rhin), n° 15,863, p. 146; Scionzier (Haute-Savoie), n° 16,035, p. 386; Secourt (Moselle), n° 15,862, p. 142; Séez (Savoie), n° 15,884, p. 174; Sénestis (Lot-et-Garonne) (bois communaux), n° 15,800, p. 23; Senonges (Vosges), n° 15,794, p. 6; Séranon (Alpes-Maritimes), n° 16,349, p. 1007; Sigolsheim (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 283; Sinzos (Hautes - Pyrénées), n° 15,806, p. 38; Sixt (Haute-Savoie), n° 15,888, p. 175; Socourt (Vosges), n° 15,794, p. 6; Sollières - Sardière (Savoie), n° 15,884, p. 174; Sombacourt (Doubs), n° 15,802, p. 27; Sommant (Saône-et-Loire), n° 16,161, p. 662; Souès (Hautes-Pyrénées), n° 15,941, p. 202; Souffgen (Moselle), n° 15,862, p. 143; Stetten (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 282; Stil (Bas-Rhin), n° 15,863, p. 145; Surbourg (Bas-Rhin), n° 15,863, p. 145; Suriauville (Vosges), n° 15,794, p. 5; Sus (Basses-Pyrénées), n° 15,813, p. 40; — Taintrux (Vosges), n° 15,794, p. 7; Tendon (Vosges), n° 15,794, p. 8; Théné-sol (Savoie), n° 15,884, p. 174; Thil (Moselle), n° 15,862, p. 142; Thilleux (Vosges), n° 15,794, p. 5; Thise (Doubs), n° 15,802, p. 24; Thuile (la) (Haute - Savoie), n° 15,888, p. 175; Thunimont

(Vosges), n° 15,794, p. 6; Tilbac (Hautes - Pyrénées), n° 16,420, p. 1073; Tillot (le) (Vosges), n° 15,794, p. 8; Totainville (Vosges), n° 15,794, p. 6; Tou-la) (Alpes-Maritimes), n° 15,888, p. 175; Tragny (Moselle), n° 15,862, p. 142; Trémontzey (Vosges), n° 15,794, p. 6; Tremouille (Cantal), n° 15,923, p. 197; Tréleim (Moselle), n° 15,862, p. 142; Tromborn (Moselle), n° 15,862, p. 143; Trouville (Moselle), n° 15,862, p. 142; Troyes (Aube) (forêt des hospices de), n° 16,241, p. 731; Troyon (Meuse), n° 16,354, p. 1008; Turckheim (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 283; Turgon (Hautes - Pyrénées), n° 16,354, p. 985; — Ungersheim (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 283; Urmatt (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 283; Uremain - la - Rue (Vosges), n° 15,794, p. 6; Urrugne (Basses-Pyrénées), n° 15,813, p. 40; Urritz (Basses-Pyrénées), n° 15,813, p. 40; — Vacquières (Gard), n° 15,921, n° 197; Vadelaincourt (Meuse), n° 16,354, p. 1008; Val d'Ajol (le) (Vosges), n° 15,794, p. 8; Valdersbach (Vosges), n° 15,794, p. 7; Valfroncourt (Vosges), n° 15,794, p. 6; Vaperviller (Meurthe), n° 15,862, p. 146; Vaudoncourt (Vosges), n° 15,794, p. 5; Vaudoncourt (Doubs), n° 15,802, p. 26; Vauthiermont (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 283; Vaux - et - Chantegrain (Doubs), n° 15,802, p. 28; Vauxcourt (Vosges), n° 15,794, p. 7; Vellevans (Doubs), n° 15,802, p. 25; Velving (Moselle), n° 15,862, p. 142; Vennes (Doubs), n° 15,802, p. 25; Ventron (Vosges), n° 15,794, p. 8; Vernois (Cantal), n° 15,923, p. 197; Verrens - Arvey (Savoie), n° 15,884, p. 174; Vézelois (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 283; Villorodin-Bourget (Savoie), n° 15,888, p. 174; Villars-sous-Écot (Doubs), n° 15,802, p. 27; Villars (Haute-Savoie), n° 15,888, p. 175; Villers-aux-Montois (Moselle), n° 15,862

n° 142; Villedieu (la) (Doubs), n° 15,802, p. 28; Villerargues (Gard), n° 15,868, p. 148; Villers-a-Combe (Doubs), n° 15,802, p. 26; Villette (Moselle), n° 15,862, p. 142; Vincey (Vosges), n° 15,794, p. 6; Vins (Var), n° 15,922, p. 197; Voellerdingen (Bas-Rhin), n° 15,920, n° 196; Voivres (les) (Vosges), n° 15,794, p. 6; Volmeange-lez-Autrange (Moselle), n° 15,862, p. 143; Vougeaucourt (Doubs), n° 15,802, p. 27; Vourvenans (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 283; Vrécourt (Vosges), n° 15,794, p. 5; — Walbach (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 283; Vangen (Bas-Rhin), n° 15,863, p. 145; Weckolsheim (Haut-Rhin), n° 16,157, p. 662; Weegsheid (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 283; Verentzhausen (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 282; Westhalten (Haut-Rhin), n° 15,942, p. 202; Vesthoffen (Bas-Rhin), n° 15,863, p. 145; Willer (Haut-Rhin), n° 15,943, p. 202; Wintzenheim (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 283; Wittersdorff (Haut-Rhin), n° 15,989, p. 282; Wœrth (Bas-Rhin), n° 15,863, p. 145; — Xamouarupt (Vosges), n° 15,794, p. 7; — Zenacker (Bas-Rhin), n° 15,863, p. 145.

Délivrance. Décrets qui autorisent la délivrance de coupes de bois aux communes suivantes : Besain (Jura) (bois communaux de), n° 15,978, p. 256; Bossieu (Isère), n° 15,882, p. 173; Burey (Doubs), n° 15,809, p. 39; — Fontaine-le-Bas (Jura), n° 16,351, p. 1007; — Guémar (Haut-Rhin) (délivrance à titre d'affouage), n° 16,240, p. 729; — Lemilly (Moselle), n° 15,865, p. 147; — Neuville-aux-Tourneurs (la) (Ardennes), n° 16,454, p. 1074; — Reithouse (Jura), n° 15,883, p. 173; Rourroy (Haute-Marne) (bois communaux de), n° 15,991, p. 284; Roye (Haute-Saône) (délivrance par anticipation de la coupe n° 8), n° 16,159, p. 662; Russey (Doubs),

n° 15,810, p. 39; — Samognat (Ain), n° 16,250, p. 731; Soultz (Haut-Rhin), n° 16,455, p. 1074; — Thiébauménil (Meurthe), n° 16,346, p. 1006; Tramans (Jura), n° 15,810, p. 39.

Division en séries. Décrets qui autorisent la division en diverses séries des forêts et bois communaux des communes suivantes : Bernardswiller (Bas-Rhin), n° 16,215, p. 714; — Châtenois (Bas-Rhin) (division en deux séries d'exploitation de la forêt domaniale de), n° 16,165, p. 663; Courtavon (Haut-Rhin) (division en deux séries d'exploitation de la forêt communale de), n° 16,239, p. 729; — Étival (Jura) (division en deux sections), n° 15,971, p. 254; — Fontenoy-le-Château (Vosges) (la forêt communale de Fontenoy-le-Château formera à l'avenir deux sections), n° 16,305, p. 950; Fort-du-Plasne (Jura) (cette forêt communale sera divisée en deux séries d'exploitation), n° 16,166, p. 663; — Goult (Vaucluse) (les bois communaux de Goult seront divisés à l'avenir en deux sections), n° 16,304, p. 950; — Haspelscheidt (Moselle) (division en quatre séries d'exploitation), n° 16,334, p. 984; — Kastenwald (Haut-Rhin) (forêt domaniale divisée en deux séries d'exploitation), n° 16,249, p. 731; — Lautenbach (Haut-Rhin) (division en trois séries d'exploitation), n° 15,970, p. 254; — Obernay (Bas-Rhin), n° 16,215, p. 714; — Rabouillet (Pyrénées-Orientales) (forêt communale divisée en deux sections), n° 16,245, p. 730; — Sermiers (Marne) (la forêt domaniale de Sermiers sera divisée en deux séries d'exploitation, l'une dite *du Bois-du-Roi*, l'autre dite *de Reims*), n° 16,168, p. 664; — Viry (Jura) (division en deux sections), n° 15,973, p. 255.

Exploitation. Décrets qui autorisent des exploitations dans les forêts domaniales et les bois com-

munaux des communes suivantes : Ambert (Puy-de-Dôme) (forêt sectionale de la Rodarie), n° 16,253, p. 732; Ambléon (Ain), n° 15,869, p. 148; — Boyer (Saône-et-Loire) (forêt communale de), n° 16,021, p. 354; Brumath (Bas-Rhin) (forêt communale de), n° 15,938, p. 201; — Carlepont (Oise) (bois communaux de), n° 15,930, p. 199; Censeau (Jura) (bois communaux de), n° 16,243, p. 730; Chelles (Oise) (forêt domaniale de), n° 16,025, p. 356; Clermont (Landes) (forêt communale de), n° 15,935, p. 200; — Florimont (Haut-Rhin) (bois communaux de), n° 16,013, p. 353; — Guémar (Haut-Rhin) (bois communaux de), n° 16,239, p. 729; — Lautenbach (Haut-Rhin), n° 15,918, p. 195; Loulle (Jura) (bois communal de), n° 16,213, p. 714; — Macenat (Allier) (bois communaux de), n° 16,453, p. 1074; Montégut (Hautes-Pyrénées) (bois communaux de), n° 16,352, p. 1007; Morez (Jura) (bois communaux de), n° 15,807, p. 38; — Natrou (Meurthe) (forêt domaniale de), n° 15,932, p. 200; Nevache (Hautes-Alpes) (forêt domaniale de), n° 15,926, p. 198; — Saint-André-le-Désert (Saône-et-Loire) (bois communaux de), n° 16,162, p. 662; Saint-Martin-d'Uriage (Isère) (bois communaux de), n° 15,977, p. 256; Saint-Vincent-de-Paul (Landes) (forêt communale de), n° 15,928, p. 199; — Thiébauménil (Meurthe) (bois communal de), n° 16,346, p. 1006.

Reboisement. Voyez *Établissements d'utilité publique.*

Réunion de forêts domaniales. Décrets qui portent la réunion des diverses forêts indiquées ci-après : Châtenois (Bas-Rhin) (réunion de la forêt domaniale de Châtenois à celle de Chalmont (Haut-Rhin), n° 16,165, p. 663; Chenessey (Meurthe) (réunion de forêts domaniales sous le nom de *forêt de Grammont*), n° 15,969,

p. 253; — Fouilly (Meurthe) (réunion de forêts domaniales sous le nom de *forêt de Grammont*), n° 15,969, p. 253; — Grammont (Meurthe) (réunion de forêts domaniales sous le nom de *forêt de Grammont*), n° 15,969, p. 253; — Haspelscheidt (Moselle) (réunion à la forêt de cette commune des cantons de la forêt domaniale de Bitche), n° 16,331, p. 984.

Suspension de coupes. Décret qui suspend les coupes de bois dans la forêt sectionale de la commune suivante : Fourmiguères (Pyrénées-Orientales) (forêt sectionale), n° 16,214, p. 714; — Bove (Haute-Saône) (suspension de l'exploitation de la coupe n° 7), n° 16,159, p. 662; — Saint-Étienne (Haute-Loire) (suspension pendant trois années, des coupes ordinaires des bois de l'aspece de), n° 16,164, p. 663.

Vente de bois. Décret qui autorise une vente de bois dans la forêt communale de la commune suivante : Châteauneuf (Nièvre), n° 15,975, p. 255.

BUREAUX DE BIENFAISANCE. Décrets qui autorisent l'établissement de bureaux de bienfaisance dans les communes suivantes : Aigué (Ille-et-Vilaine), n° 15,819, p. 54; Ardillats (les) (Rhône), n° 16,584, p. 1299; — Bey (Meurthe), n° 16,580, p. 1,298; Bocquene (Orne), n° 16,676, p. 1442; Brans (Jura), n° 16,056, p. 422; Brunehamel (Aisne), n° 16,571, p. 1297; — Chambon (Indre-et-Loire), n° 16,575, p. 1298; Chapdes-Beaufort (Puy-de-Dôme), n° 16,566, p. 1297; Châtea-Chinon - Campagne (Nièvre), n° 16,672, p. 1442; Châteauroux (Loir-et-Cher), n° 16,577, p. 1298; Cœuvres - et - Valsery (Aisne), n° 16,572, p. 1298; Cuise-la-Motte (Oise), n° 16,011, p. 353; — Decazeville (Aveyron), n° 16,573, p. 1298; Demange-aux-Eaux (Meuse), n° 16,581, p. 1298.

Donzy (Nièvre), n° 16,673, p. 1442 ;
 Droué (Loir-et-Cher), n° 16,578,
 p. 1298 ; — Envronville (Seine-
 inférieure), n° 16,365, p. 1028 ;
 — Ferrière (la) (Maine-et-Loire),
 n° 16,579, p. 1298 ; — Gerville
 Seine - Inférieure), n° 16,366,
 p. 1028 ; Grès (le) (Haute-Garonne),
 n° 15,824, p. 55 ; — Hagenthal-
 e-Bas (Haut-Rhin), n° 16,567,
 p. 1297 ; Hagenthal-le-Haut
 Haut-Rhin), n° 16,568, p. 1297 ;
 — Isola (Alpes - Maritimes),
 n° 15,821, p. 55 ; — Jallerange
 Doubs), n° 16,574, p. 1298 ; —
 Janfroicourt (Meurthe), n° 16,580,
 p. 1298 ; Limoges-Fourches
 Seine - et - Marne), n° 16,012,
 p. 353 ; — Marcey (Orne),
 n° 16,582, p. 1298 ; Marest-
 dampcourt (Aisne), n° 16,055,
 p. 422 ; Marigny (Jura), n° 16,570,
 p. 1297 ; Maulers (Oise), n° 16,675,
 p. 1442 ; Mehun-sur-Yèvre (Cher),

n° 16,565, p. 1297 ; Molliens-aux-
 Bois (Somme), n° 16,677, p. 1442 ;
 Mouchard (Jura), n° 16,010,
 p. 352 ; Moyrazès (Aveyron),
 n° 16,564, p. 1297 ; — Pajay
 (Isère), n° 16,576, p. 1298 ; Pré-
 mery (Nièvre), n° 16,674, p. 1442 ;
 — Quevillon (Seine-Inférieure),
 n° 16,585, p. 1299 ; — Randonnay
 (Orne), n° 16,583, p. 1299 ; Rixouse
 (la) (Jura), n° 16,570, p. 1297 ;
 — Saint-André (Yonne), n° 15,822,
 p. 55 ; Saint - Germain - du - Plain
 (Saône - et - Loire), n° 16,569,
 p. 1297 ; Saint-Jean-Froidmentel
 (Loir - et - Cher), n° 16,669,
 p. 1441 ; Saint-Lieux-lez-Lavaur
 (Tarn), n° 16,587, p. 1299 ; Sal-
 bris (Loir-et-Cher), n° 16,057,
 p. 422 ; Sannois (Seine-et-Oise),
 n° 16,586, p. 1299 ; — Varennes-lez-
 Nevers (Nièvre), n° 16,364, p. 1028.
 BUREAUX DE BIENFAISANCE. Voyez
Legs.

C

CAISSES D'ÉPARGNE. Décrets qui auto-
 risent la création de caisses d'é-
 pargne ou qui approuvent des
 modifications à celles existantes
 dans les communes suivantes :
 Angoulême (Charente), n° 16,134,
 p. 635 ; — Cannes (Alpes-Mari-
 times), n° 16,549, p. 1253 ; Châ-
 teau-du-Loir (Sarthe), n° 16,550,
 p. 1254 ; — Fontainebleau (Seine-
 et-Marne), n° 16,135, p. 636 ; —
 Lunéville (Meurthe), n° 16,062,
 p. 425 ; — Montargis (Loiret),
 n° 16,136, p. 638 ; — Saint-Julien
 Haute-Savoie), n° 15,877, p. 170 ;
 Saint-Palais (Basses - Pyrénées),
 n° 16,644, p. 1406 ; Somme-
 lieue (Meuse), n° 16,133, p. 634.
CARRIÈRES. Décrets portant règle-
 ment pour l'exploitation des
 carrières ouvertes ou à ouvrir
 dans les départements suivants :
 Jura (département du) (décret
 portant règlement pour l'explo-
 itation de carrières ouvertes ou à
 ouvrir), n° 16,361, p. 1014 ; —
 Mayenne (département de la) (dé-

cret portant règlement pour l'ex-
 ploitation de carrières ouvertes
 ou à ouvrir), n° 16,070, p. 456 ;
CHAPELLES DE SECOURS Décrets
 qui érigent en chapelles de se-
 cours les églises des communes
 suivantes : Beaumont - Hamel
 (Somme) (église de Hamel, sec-
 tion de), n° 16,228, p. 727 ;
 Beaumont-le-Hareng (Seine-Infé-
 rière), n° 16,505, p. 1188 ; Bois-
 leux-Saint-Marc (Pas-de-Calais),
 n° 16,324, p. 981 ; — Charencey
 (Côte-d'Or), n° 16,229, p. 727 ;
 Châteaulin (Finistère) (les cha-
 pelles de Notre-Dame et de Ker-
 lahon), n° 16,325, p. 981 ; Cler-
 ques (Pas-de-Calais), n° 16,510,
 p. 1191 ; — Daucourt (Marne),
 n° 16,228, p. 727 ; Duras (Lot-et-
 Garonne) (église du Petit-Sainte-
 Foy, section de la commune de),
 n° 16,234, p. 728 ; — Échigey
 (Côte-d'Or), n° 16,231, p. 727 ;
 — Fléville (Moselle), n° 16,527,
 p. 1218 ; — Gauchy (Aisne),
 n° 16,320, p. 980 ; — Illecques

(Pas-de-Calais) (église de Senlis, succursale de), n° 16,324, p. 981; — Montdidier (Somme), n° 16,228, p. 727; — Notre-Dame-des-Palmes, succursale de la Livi- nière (Hérault), n° 16,320, p. 980; — Rodemack (Moselle) (église de Pemming, section de), n° 16,322, p. 981; Roque - d'Antheron (Bouches-du-Rhône) (chapelle de l'abbaye de Sylvacane, commune de la), n° 16,231, p. 727; — Tecou (Tarn) (la chapelle d'Ennay, commune de), n° 16,235, p. 728; — Ugnv - l'Équipée (Somme), n° 16,319, p. 980; — Vestric-et-Candiac (Gard), n° 16,526, p. 1218; Villecourt (Somme), n° 16,326, p. 981.

CHAPELLES VICARIALES. Décrets qui érigent en chapelles vicariales les églises des communes sui- vantes : Béthencourt (Somme), n° 16,326, p. 981; — Cohartille (Aisne), n° 16,228, p. 726; — Geu (Hautes-Pyrénées), n° 16,327, p. 981; — Hageville (Moselle), n° 16,228, p. 727; — Lisse (Marne), n° 16,231, p. 727; — Misery (Somme), n° 16,497, p. 1112; Moussy (Moselle), n° 16,228, p. 727; — Saint - Genès - Champanelle (Puy-de-Dôme) (église de Theix, section de), n° 16,228, p. 726.

CIRCONSCRIPTION DES COMMUNES. Décrets qui établissent pour le spirituel la circonscription des communes suivantes : Béthen- court (Somme) (le territoire de Vil- lecourt est distrait, pour le spiri- tuel, de la succursale de Matigny), n° 16,326, p. 981; — Isigny (Calvados) (le hameau de Gapard est distrait de la succursale d'Os- manville et réuni à celle établie dans la commune d'Isigny), n° 16,232, p. 727; — Vienne (Grenoble) (modification de la circonscription des paroisses de Saint-Maurice et de Saint-André- le-Haut), n° 16,318, p. 980.

CITOYENS FRANÇAIS. Décrets qui ad- mettent à jouir des droits de citoyen français les dénommés

ci-après : Aff (Oscar), n° 16,323, p. 1062; Alby (Louis-Béné-Ernest), n° 16,420, p. 1068; Ambro- Calsa-Nar-Bey, n° 16,393, p. 1061; — Barella (Jean - Baptiste), n° 16,399, p. 1064; Beck (Maurice Jules), n° 16,411, p. 1066; — Capaccio (Louis), n° 16,381, p. 1060; Cossmann (Maurice Je- mann), n° 16,380, p. 1059; — Dziukewski (Adolphe Pierre-Gabriel), n° 16,397, p. 1063; — Emy- haussen, n° 16,375, p. 1058; — Giraud (Michel), n° 16,421, p. 1068; Giraud (Pierre), n° 16,421, p. 1068; Gislain (Hippolyte-Gus- tant), n° 16,388, p. 1061; Götze (Gustave - Charles - Hermann), n° 16,418, p. 1067; Goldschmidt (Hayum), n° 16,418, p. 1067; — Helmann (Bernard), n° 16,418, p. 1066; — Jäger (Charles-Bernard-Henry), n° 16,377, p. 1069; Jourdan (Jean-Joseph-Napoléon), n° 16,408, p. 1065; — Lamy (Auguste-Pierre), n° 16,389, p. 1062; Lucius (Jacques), n° 16,426, p. 1061; Lutz (Jean-Frédéric), n° 16,426, p. 1069; — Meyer (Louis - Jean - André - François), n° 16,415, p. 1067; Meyer-Guy- Simon), n° 16,411, p. 1066; — Mor- (Jean - Frédéric - Christophe), n° 16,438, p. 1071; Meier (Nicolas), n° 16,397, p. 1063; — Morel (Auguste), n° 16,397, p. 1063; Michels (Louis-Alphonse), n° 16,423, p. 1068; Mizzi (Jean-Baptiste-Antoine-Achille-François-Paul-Ber- saire-Vincent), n° 16,389, p. 1061; Müller (Louis-Édouard), n° 16,415, p. 1067; — Peplowski (Joseph), n° 16,447, p. 1072; Pourcel (An- toine-Félix), n° 16,432, p. 1070; — Righetti (Gaëtan), n° 16,386, p. 1061; Rochaid-Dahdah (Joseph), n° 16,394, p. 1062; Rota (Gallus-Chrysanthe-Marie), n° 16,386, p. 1062; — Schück (Léon), n° 16,408, p. 1066; Simon (Jacques-François), n° 16,444, p. 1072; Sorbé (Pierre-Édouard-Émile), n° 16,445, p. 1072; — Tognon (Maximilien-Pellegrin), n° 16,397, p. 1063.

n. 1063; — *Wagner (Nicolas)*, n° 16,386, p. 1061; *Westermann Louis-Frédéric*, n° 16,447, p. 1072; *Vulff (Sikker)*, n° 16,408, p. 1066.

Réintégration. Décret qui réintègre en qualité de citoyen français le dénommé ci-après : *Juge Paul-Antoine-Toussaint*, n° 16,382, p. 1059.

COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES. Voyez *Legs*.

COMMUNES. Voyez *Legs*.

CONGRÉGATIONS. Voyez *Legs*.

COUPES DE BOIS. Voyez *Bois*.

CURAGE. Décret portant règlement d'administration publique pour le curage et le faucardement des canaux dérivés de la Somme et de l'Avre à Amiens (Somme) et pour l'entretien des vergues et garde-corps, n° 15,898, p. 177.

CURÉS. Voyez *Legs*.

D

LIVRANCE. Voyez *Bois*.

SERVANTS. Voyez *Legs* (§ *Curés*).

DOMICILE EN FRANCE. Décrets qui autorisent les dénommés ci-après désignés à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront à résider : *Aragon de Fitou (Rachael-Janvier-Joseph)*, n° 16,439, p. 1071; *Armuna (Ramon-Manuel-Losa)*, n° 16,434, p. 1070; *Avaro Barthélemy-Antoine*, n° 16,385, p. 1060; — *Balter (Hermann)*, n° 16,442, p. 1072; *Barrachini Jacques*, n° 16,414, p. 1067; *Barringer (Georges - Alfred)*, n° 16,395, p. 1063; *Bauer (Jean-Georges)*, n° 16,396, p. 1063; *Baulard (Thomas)*, n° 16,400, p. 1064; *Beer (M^{me} Élisabeth)*, épouse de *M. Oppenheim (Alexandre)*, n° 16,401, p. 1064; *Benda (Eugène)*, n° 16,398, p. 1063; *Berghialla (Vincent)*, n° 16,406, p. 1065; *Bergeret (Pauline-Laure)*, épouse du sieur *Ide*, n° 16,449, p. 1073; *Bezagny (Dominique)*, n° 16,387, p. 1061; *Biodo (Charles-Joseph)*, n° 16,385, p. 1060; *Blum Charles - Louis*, n° 16,446, p. 1072; *Bo (Antoine-Vincent)*, n° 16,385, p. 1060; *Bo (Pascale-Nicolas-Marie)*, n° 16,414, p. 1067; *Bobics (Eugène-Antoine-Marie)*, n° 16,400, p. 1064; *Böttlinger Théodore*, n° 16,401, p. 1064; *Bogetti (Marc-Antoine)*, n° 16,385, p. 1060; *Borgatta (Jean-Baptiste-*

Benoit), n° 16,385, p. 1060; *Borreio (Charles-François-Joseph)*, n° 16,448, p. 1073; *Brabander (Charles-Joseph)*, n° 16,383, p. 1059; *Brandstätter (Joseph)*, n° 16,406, p. 1065; *Brandt (Jules-Gustave)*, n° 16,410, p. 1066; — *Calosso (Jean-Baptiste-Joseph-Marie)*, n° 13,385, p. 1060; *Cantons de Montblanc (Ernest-Charles-Louis-Guislain des)*, n° 16,419, p. 1068; *Cantons de Montblanc (Albéric-Marie-Guislain des)*, n° 16,419, p. 1068; *Caretli (Jean-Baptiste-Marie-Joseph)*, n° 16,410, p. 1066; *Castellani-Lonzi (Charles-Paul-Raymond)*, n° 16,378, p. 1059; *Chauvot (Jean-Georges)*, n° 16,406, p. 1065; *Chernoviz (Pierre-Louis-Napoléon)*, n° 16,414, p. 1067; *Chiappa (François)*, n° 16,385, p. 1060; *Cohen (Léonard)*, n° 16,435, p. 1070; *Corna (Barthélemy-Barnabé)*, n° 16,385, p. 1060; — *Dadesso (Louis-Ignace)*, n° 16,385, p. 1060; *Danne (André)*, n° 16,414, p. 1067; *Delecluse (Émile-Joseph)*, n° 16,407, p. 1065; *Delfino (Joseph-Barthélemy)*, n° 16,385, p. 1060; *Demaury (Jules-François)*, n° 16,390, p. 1062; *Devia (Étienne)*, n° 16,385, p. 1061; *Dillenius (Jacques-Louis-Martin)*, n° 16,395, p. 1063; *Dryander (Gustave-Frédéric)*, n° 16,424, p. 1069; *Dryander (Louis-Astolphe-Édouard)*, n° 16,424, p. 1069; — *Eckert*

(Louis-Désiré), n° 16,431, p. 1070; Einhorn (Ignace), n° 16,428, p. 1069; Etringer (Pierre), n° 16,391, p. 1062; — Ferrero (Vincent-Marie), n° 16,385, p. 1060; Ferris (Jean-Antoine-François), n° 16,385, p. 1060; Ficke (Ernest-Barthélemy), n° 16,407, p. 1065; Fontana (Louis), n° 16,398, p. 1063; Fortin (Henri-Adolphe), n° 16,446, p. 1072; Fournelle (Philippe), n° 16,395, p. 1063; Fraissinet (Jean-Hildebrand), n° 16,395, p. 1063; Frasca (Hyacinthe-Dominique), n° 16,385, p. 1060; Friedmann (Adolphe), n° 16,424, p. 1069; — Ganzler (Conrad), n° 16,381, p. 1059; Gastaldi (Pierre-Jean-Baptiste), n° 16,385, p. 1060; Giordano (Félix - Benoît - Jean - Baptiste), n° 16,385, p. 1060; Girod (Victor), n° 16,410, p. 1066; Goldschmidt (Ferdinand), n° 16,398, p. 1063; Gombert (Gustave-Édouard-Camille), n° 16,383, p. 1059; Goso (Paul-Antoine-Joseph), n° 16,410, p. 1066; Guardia (Joseph-Miguel-Magin), n° 16,391, p. 1062; Guell (Simon - Antoine - Paul), n° 16,429, p. 1070; Guglielmino (Pierre-Joseph), n° 16,398, p. 1063; Guislain (M^{lle} Marie - Catherine-Philomène), n° 16,449, p. 1073; — Haarbleicher (Samuel-Anselme-Frédéric), n° 16,383, p. 1060; Haber (Albert-Richard-Oscar-Félix de), n° 16,390, p. 1062; Hamburg (Joseph), n° 16,385, p. 1061; Hartmann (Moïse, appelé communément Maurice), n° 16,401, p. 1064; Haryett (Martin-Constantine), n° 16,425, p. 1069; Hasser (Ferdinand), n° 16,446, p. 1072; Hendlé (Henri), n° 16,433, p. 1070; Hirsch (Abraham), n° 16,419, p. 1068; Hochapfel (Georges-Antoine), n° 16,442, p. 1071; Howel (Griffith-Maria-Jones), n° 16,410, p. 1066; Hübner (Frédéric-Guillaume), n° 16,401, p. 1064; — Ide (Jean-Léon), n° 16,449, p. 1073; — Kaiser (Hermann), n° 16,429, p. 1070; Katzenberger

(Thomas), n° 16,437, p. 1071; Kisse de Nemesker (Nicolas), n° 16,427, p. 1069; Klaere (Godefroy), n° 16,424, p. 1069; — (Jean-Louis-Charles-Guillaume), n° 16,422, p. 1068; Kire (Georges), n° 16,379, p. 1069; Kulczycki (Adam - Joachim), n° 16,407, p. 1065; — (Henry), n° 16,406, p. 1065; Kummerlin (Auguste), n° 16,425, p. 1069; — Lagorio (Maurice-Philippe-Antoine), n° 16,425, p. 1067; Lambert (Barthélemy), n° 16,446, p. 1072; Lami (Antoine-Marie), n° 16,407, p. 1065; Liebreich (Frédéric-Richard), n° 16,429, p. 1070; Lohmeyer (Xavier), n° 16,390, p. 1061; Loth (Jean-Baptiste-Joseph), n° 16,425, p. 1069; Löwenstein (Édouard), n° 16,406, p. 1065; Macaroni (Barthélemy), n° 16,396, p. 1064; Marcenco (Maurice-Mathieu), n° 16,385, p. 1060; Mareleur (Adolphe-Joseph), n° 16,425, p. 1066; Massin (Michel-Joseph), n° 16,390, p. 1062; Mayer (Louis), n° 16,396, p. 1063; Mazza (Ignace-Alexandre), n° 16,425, p. 1067; Mohamed bel Hadj Abdour, n° 16,428, p. 1069; Madon (David), n° 16,387, p. 1061; Moreaux (Jean-Baptiste-Frédéric), n° 16,381, p. 1059; Morel (Jean-Nicolas), n° 16,387, p. 1061; Morra (Oddin), n° 16,385, p. 1061; Müller (Jean-Jacques), n° 16,425, p. 1072; — Nash (James), n° 16,400, p. 1064; Ney (Jean-Henri-Émile), n° 16,446, p. 1072; Nigris (Jean-Baptiste-Jacob de), n° 16,401, p. 1064; Novati (Gaspard), n° 16,385, p. 1061; — O'Kerrins (Michel-Guillaume), n° 16,442, p. 1072; Olivetti (Jean-Christophe-Jean-Baptiste), n° 16,385, p. 1060; Oppenheim (Alexandre), n° 16,396, p. 1063; Oppenheimer (Arnaud), n° 16,396, p. 1063; Ortlieb (Louis-Albert), n° 16,425, p. 1067; — Paruzza (Placide-Joseph), n° 16,385, p. 1060; Peruzza (Zéphyrin-Joseph), n° 16,385, p. 1060.

1060; *Pasquali* (Luigi), n° 16,442,
1072; *Pavenza-Woronicz* (Janus),
16,400, p. 1064; *Perges* (Jules),
16,441, p. 1071; *Perregaux*
Ifred-Henri, n° 16,442, p. 1072;
Étermans (Paul - Louis - Joseph),
16,383, p. 1059; *Pfeffer* (Jean),
16,428, p. 1069; *Poloso*
Charles, n° 16,412, p. 1066;
rato (Joseph-Louis), n° 16,385,
1061; *Prosper* (Louis-Charles),
16,434, p. 1070; — *Quirin*
Adam, n° 16,412, p. 1066; —
auffauf (Charles-Joseph), n° 16,443,
1072; *Rapoport* (Georges),
16,414, p. 1067; *Reichardt* (Al-
red-Léonard-Émile), n° 16,395,
1063; *Reinach* (Jacob-Adolphe),
16,407, p. 1065; *Reynaudi* (Jo-
seph), n° 16,403, p. 1064; *Rinck*
Jules, n° 16,437, p. 1071; *Riss-*
mann (Maxime-Émile), n° 16,398,
1063; *Rollhaus* (Charles-Au-
guste-Sigismond), n° 16,376,
1059; *Romano* (Théodore-Fran-
çois), n° 16,385, p. 1061; *Rosetty*
Michel, n° 16,406, p. 1065;
Rossi (Étienne), n° 16,385, p. 1061;
Rossi (Jean-Baptiste), n° 16,385,
1061; *Rubaud-Défondini* (Mau-
rice-Léonard), n° 16,429, p. 1069;
— *Sabre* (François - Joseph),
n° 16,385, p. 1061; *Samain* (Désiré-
Edmond), n° 16,406, p. 1065; *San-*
dri (Dominique), n° 16,385,
1061; *Savio* (Ascanius), n° 16,385,
1061; *Schacher* (Georges),
n° 16,383, p. 1060; *Schäfer* (Chris-
tophe-Louis-Henri), n° 16,406,
1065; *Schleicher* (Éberhardt-
Hugo), n° 16,401, p. 1064; *Schel-*
linus (Michel-Maurice), n° 16,385,
1061; *Scholten* (Henri-Bernard-
Jean), n° 16,383, p. 1060; *Schön-*
Feld (Charles - Louis - Édouard),
n° 16,401, p. 1064; *Schroeder* (Jean-
Louis-Désiré), n° 16,439, p. 1071;

Schultz (Charles-Ernest-Rodolphe),
n° 16,385, p. 1061; *Schuster* (Jo-
seph-Élie), n° 16,419, p. 1068;
Schuster (Léon-Élie), n° 16,419,
p. 1068; *Schwabacker* (Maurice),
n° 16,401, p. 1064; *Scott* (William-
Glendowyn), n° 16,398, p. 1063;
Simonino (Michel-Henri-Marie),
n° 16,385, p. 1061; *Siragusa*
(Étienne), n° 16,419, p. 1068;
Smart (Charles), n° 16,435, p. 1070;
Smolinski (Léopold), n° 16,390,
p. 1062; *Spielmann* (Emmanuel),
n° 16,446, p. 1072; *Sprenger*
(Christian - Henry), n° 16,406,
p. 1065; *Stutz* (Sébastien),
n° 16,419, p. 1068; — *Tarquino*
(Louis), n° 16,385, p. 1061;
Teischmann (Jean), n° 16,446,
p. 1072; *Temossi* (Michel-Ange),
n° 16,413, p. 1067; *Thirlwell* (Jo-
shua), n° 16,400, p. 1064; *Til-*
lière (Alphonse), n° 16,439,
p. 1071; *Tione* (Jean-Laurent),
n° 16,385, p. 1061; — *Vacchetta*
(Joseph-Étienne), n° 16,385, p. 1061;
Vandeveld (Joseph - Prosper),
n° 16,405, p. 1065; *Vanhove* (Sé-
raphin-Eugène-Clément), n° 16,410,
p. 1066; *Van Marcke* (Émile),
n° 16,412, p. 1066; *Von Stwolinsky*
(Carl-Richard - Mortimer - Ludwig-
Reinhold), n° 16,424, p. 1068;
Vygens (Jean-Baptiste), n° 16,419,
p. 1068; — *Waitz* (Émile-Auguste-
Édouard-Charles-Edmond-Maurice),
n° 16,424, p. 1069; *Waller*
(Jacques), n° 16,434, p. 1070;
Walzer (François-Xavier-Hippo-
lyte), n° 16,402, p. 1064; *Weber*
(Nicolas), n° 16,395, p. 1063;
Werner (Charles-Auguste-Hubert),
n° 16,413, p. 1067; *Willy* (Au-
guste), n° 16,424, p. 1069; —
Zöhls (Rodolphe), n° 16,434,
p. 1070.

DONATIONS. Voyez *Legs*.

E

xx. Décrets relatifs à des prises
d'eau dans les rivières dépen-
dantes des communes suivantes :

AT Série. — Partie suppl.

Abreschwiller (Meurthe) (conser-
vation et réparation d'une prise
d'eau avec barrage dans la Sarre-

Rouge), n° 15,902, p. 178; Aiserey (Côte-d'Or) (rapport du décret du 22 novembre 1861, qui autorisait une prise d'eau sur le canal de Bourgogne), n° 16,625, p. 1348; Arros (Gers) (prorogation du délai pour l'exécution des travaux de la partie du canal d'irrigation de Plaisance), n° 16,544, p. 1251; — Barberey-Saint-Sulpice (Aube) (une prise d'eau sur le bras de la Seine dit *le Fossé-Noir*), n° 16,084, p. 516; Bertrichamps (Meurthe) (une prise d'eau sans barrage pour l'irrigation de prairies), n° 16,637, p. 1396; Béziers (Hérault) (établissement d'une prise d'eau dans le canal du Midi destinée à l'irrigation de terrains), n° 15,902, p. 178; Boncourt (Meuse) (fixation du régime des eaux de l'usine à fer), n° 16,592, p. 1299; — Cagny (Somme) (autorisation de pratiquer une prise d'eau dans la rivière d'Avre), n° 15,307, p. 179; Capelle (Nord) (conservation d'une prise d'eau sur le canal de Bourbourg), n° 16,084 p. 515; Chapelle-Saint-Luc (la) (Aube) (conservation d'une prise d'eau d'irrigation dans la rivière de Seine), n° 15,907, p. 179; Charmes (Vosges) (autorisation de dériver, au moyen du barrage dont il est question au mot *Barrage*, les eaux nécessaires à l'irrigation de ses pâtis communaux à convertir en prairie), n° 15,950, p. 203; — Fleury (Nièvre) (autorisation d'employer les eaux du canal latéral à la Loire pour l'irrigation d'une terre), n° 15,907, p. 179; — Labroquère (Haute-Garonne) (autorisation de dériver des eaux de la Garonne), n° 16,621, p. 1347; — Paraza (Aude) (établissement d'une prise d'eau sur le canal du Midi destinée aux besoins domestiques), n° 15,902, p. 178; Penne (Lot-et-Garonne) (fixation du régime hydraulique du martinet à cuivre), n° 16,589, p. 1299; Percey (Yonne) (deux prises d'eau dans le

canal de Bourgogne), n° 16,621, p. 1347; — Rosendaël (Nord) (autorisation de pratiquer des prises d'eau sur le canal de Dunkerque à Furnes pour l'arrosage des propriétés), n° 15,907, et 181, p. 179 et 1323; — Sainte-Marie (Aube) (une prise d'eau sur le bras de la Seine dit *le Fossé-Noir*), n° 16,084, p. 516; Saint-Germain-sur-l'Aubois (Cher) (autorisation de se servir des eaux du canal latéral à la Loire), n° 16,621, p. 1347; Salies-du-Salat (Haute-Garonne) (autorisation de dériver de la rivière du Salat le volume d'eau nécessaire à l'irrigation d'une prairie), n° 15,907, p. 179; Sarlat (Gironde) (établissement d'une roue hydraulique pour l'irrigation d'un terrain), n° 16,547, p. 1252; Vasperwiller (Meurthe) (conservation et réparation d'une prise d'eau, etc.), n° 15,902, p. 178.

EMPRUNTS. Décrets qui autorisent les communes suivantes à contracter des emprunts: Bayac (Lot) (le syndicat du canal d'irrigation), n° 16,614 p. 1321; Bohère (Pyénées-Orientales) (autorisation au syndicat du canal d'irrigation de Bohère de contracter un emprunt), n° 16,101 p. 37; Guiers-Vif (Isère) (le syndicat de cette rivière est autorisé à emprunter vingt-six mille francs), n° 15,848, p. 98; — Fleche (Sarthe) (pour servir à la construction d'un abattoir), n° 16,621, p. 1347; — Jarnac (Charente) (une somme de quatrevingt-quinze mille francs destinée au paiement de tous les frais pour la construction d'un abattoir), n° 16,530, p. 1218; — Montebour et Saint-Floxel (Manche) (autorisation donnée au supérieur général des Frères de la doctrine chrétienne de la Miséricorde de faire un emprunt de soixante-cinq mille francs), n° 16,535 p. 1220; — Saint-Dizier (Haute-Marne) (emprunt destiné à payer les frais de construction du

abattoir, de pont, etc.), n° 16,083, p. 515.

ÉTABLISSEMENTS D'UTILITÉ PUBLIQUE. Décrets qui reconnaissent comme établissements d'utilité publique ceux ci-après désignés : Arles (Bouches-du-Rhône) (reboisement de terrains), n° 16,681, p. 1446; — Badaroux (Lozère) (reboisement obligatoire de terrains), n° 16,147, p. 650; Balsièges (Lozère) (reboisement obligatoire de terrains), n° 16,148, p. 651; Besançon (Doubs) (société de Charité maternelle), n° 16,312, p. 962; Bessat (Loire) (reboisement de terrains), n° 16,682, p. 1447; Bonneval (Drôme) (reboisement de terrains), n° 16,683, p. 1448; Boule (Drôme) (reboisement de terrains), n° 16,684, p. 1449; Brenoux (Lozère) (reboisement obligatoire de terrains), n° 16,149, p. 652; — Chadenet (Lozère) (reboisement de terrains), n° 16,680, p. 1445; Chastel Nouvel (Lozère) (reboisement obligatoire de terrains), n° 16,150, p. 653; — Elbeuf (Seine-inférieure) (société industrielle d'Elbeuf), n° 16,131, p. 605; — Flèche (la) (Sarthe) (l'abattoir de cette ville), n° 16,611, p. 1323; — Glandage (Drôme) (reboisement de terrains), n° 16,685 et 16,686, p. 1450 et 1451; — Lanuéjols (Lozère) (reboisement obligatoire de terrains), n° 16,151, p. 654; Lus-la-Croix-Haute (Drôme) (reboisement de terrains), n° 16,687, p. 1453; — Mende (Lozère) (reboisement obligatoire de terrains), n° 16,152, p. 655; Menglon

(Drôme) (reboisement obligatoire de terrains), n° 16,146, p. 649; Montauban (Tarn-et-Garonne) (Œuvre des orphelines protestantes), n° 15,980, p. 260; — Paris (Seine) (la société de patronage pour les aliénés sortis guéris des asiles de la Salpêtrière et de Bicêtre), n° 15,831, p. 72; — Rians (Var) (reboisement de terrains), n° 16,681, p. 1446; — Saint-Bauzile (Lozère) (reboisement obligatoire de terrains), n° 16,153, p. 657; Saint-Dizier (Haute-Marne) (1° construction d'un pont sur la Marne, 2° prolongement de la rue de Vergy et construction d'un bureau de l'octroi), n° 16,083, p. 515; Saint-Étienne-du-Valdonnez (Lozère) (reboisement obligatoire de terrains), n° 16,154, p. 658; Saint-Pons (Hérault) (reboisement de terrains), n° 16,688, p. 1454; Sens (Yonne) (orphelinat des enfants pauvres ou abandonnés), n° 16,030, p. 372; Soubès (Hérault) (reboisement de terrains), n° 16,689, p. 1455; Strasbourg (Bas-Rhin) (œuvre de bienfaisance en faveur des pauvres), n° 15,979, p. 257; Strasbourg (Bas-Rhin) (la société de Charité maternelle à), n° 15,839, p. 78; — Tours (Indre-et-Loire) (orphelinat sous le nom de *Maison des orphelins*), n° 15,981, p. 263; — Versailles (Seine-et-Oise) (la société d'assistance mutuelle, sous la dénomination de *l'Union*), n° 16,373, p. 1054.

ÉVÊCHÉS. Voyez *Legs*.

EXPLOITATION. Voyez *Bois*.

F

FABRIQUES D'ÉGLISES. Voyez *Legs* (*§ Églises*).

FABRIQUES DIVERSES. Voyez *Usines*.

FOIRES. Décrets portant établissement de foires nouvelles ou changement d'époque de la tenue de celles déjà établies dans les communes suivantes : Aillant-sur-Tho-

lon (Yonne) (changement d'époque de la tenue de diverses foires), n° 16,593, p. 1299; Anor (Nord), n° 16,636, p. 1395; Apremont (Vendée) (changement d'époque de la tenue d'une foire), n° 16,635, p. 1395; Arles (Bouches-du-Rhône), n° 16,623, p. 1347; —

Beaudrières (Saône-et-Loire) (établissement d'une foire), n° 15,847, p. 98; Boulay (Moselle), n° 16,623, p. 1347; Bretenoux (Lot) (changement d'époque de la tenue de trois foires), n° 16,335, p. 1395; — Castel-Sarrazin (Tarn-et-Garonne) (changement d'époque de la tenue de la foire du 30 avril), n° 15,901, p. 178; Cervières (Hautes-Alpes) (une foire), n° 16,103, p. 527; Chailland (Mayenne) (changement d'époque de la tenue d'une foire), n° 15,945, p. 202; Chambéry (Savoie) (suppression des foires des 22 février et 16 novembre et changement d'époque de la tenue de celles des 16 et 25 août), n° 15,846, p. 98; Chardonnay (Saône-et-Loire), n° 16,623, p. 1,347; Châteauneuf-sur-Sarthe (Maine-et-Loire) (changement d'époque de la tenue de la foire), n° 16,104, p. 527; Chaux-du-Dombief (la) (Jura), n° 16,636 p. 1395; Commentry (Allier), n° 16,638, p. 1396; Cordemais (Loire-Inférieure) (changement d'époque de la tenue de la foire), n° 16,545, p. 1252; Claix (Isère) (changement d'époque de la tenue de la foire), n° 16,622, p. 1347; — Digne (Basses-Alpes) (changement d'époque de la tenue de la foire du 12 mai), n° 15,901, p. 178; — Évrans (Côtes-du-Nord), n° 16,058, p. 423; — Genis-d'Hiersac (Charente), n° 16,594, p. 1300; Guildo, commune de Créhen (Côtes-du-Nord) (changement d'époque de la tenue de la foire du), n° 16,545, p. 1251; Guillaumes (Alpes-Maritimes), n° 16,546, p. 1252; — Hadol (Vosges) (changement d'époque de la tenue de la foire du lundi après le 11 mai de chaque année), n° 15,901, p. 178; — Isola (Alpes-Maritimes), n° 16,594, p. 1300; — Lessay (Manche), n° 16,594, p. 1300; Longny (Orne) (changement d'époque de la tenue de la foire du 29 juin), n° 16,595, p. 1300; — Malansac (Morbihan) (changement d'époque de la tenue

de la foire), n° 15,846; Marcilly-le-Hayer (Aube), n° 16,546, p. 1252; Mayet (Aube) (changement d'époque de la tenue de la foire), n° 16,545, p. 1251; Meilhan (Lot-et-Garonne) (changement d'époque de la tenue de la foire), n° 16,104, p. 527; Minzac (Dordogne) (changement d'époque de la tenue de la foire qui a lieu le 21 juillet), n° 16,104, p. 527; — Montigny (le) (Eure), n° 16,546, p. 1251; Naves (Hautes-Alpes), n° 16,104, p. 1300; Nevers (Nièvre) (changement d'époque de la tenue de la foire du 4 juillet), n° 16,104, p. 178; Nocle (la) (Nièvre) (changement d'époque de la tenue de la foire), n° 16,545, p. 1251; Poiré-sous-Napoléon (le) (Vendée) (changement d'époque de la tenue de la foire du troisième jour de septembre), n° 15,846, p. 98; Pontaurmur (Puy-de-Dôme) (changement d'époque de la tenue de six foires de), n° 16,059, p. 423; Pontchardon (Orne) (changement d'époque de la tenue de la foire), n° 16,104, p. 180; Prades (Pyrénées-Orientales), n° 16,594, p. 1300; — Rives (Côtes-du-Nord), n° 16,104, p. 1347; — Riberac (Dordogne), n° 16,103, p. 527; Rigney (Doubs), n° 16,613, p. 1324; — Saint-Christophe-entre-Deux-Guiers (Isère), n° 16,594, p. 1300; Saint-Clement (Allier) (changement d'époque de la tenue de la foire), n° 16,622, p. 1347; Saint-Étienne-de-Montlouis (Loire-Inférieure) (changement d'époque de la tenue de la foire), n° 16,622, p. 1347; Saint-Joseph-de-Rivière (Isère) (changement d'époque de la tenue d'une foire), n° 16,635, p. 1398; Saint-Paul (Aube) (changement d'époque de la tenue de la foire qui a lieu le lundi avant le lundi gras), n° 16,059, p. 423; Saint-Sulpice (Haute-Garonne) (changement d'époque de la tenue des deux foires de), n° 15,846, p. 98; Saint-Thibault (Aube), n° 16,103, p. 527.

t-Vit (Doubs), n° 16,633, p. 94; **Sauzet** (Lot) (changement d'époque de la tenue des foires), n° 16,636, p. 1395; **Soudan** (Indre-et-Vienne) (changement d'époque de la tenue d'une foire), n° 16,944, p. 202; — **Tournon**,

(Ardèche) (établissement de deux foires), n° 15,900, p. 177; **Troyes** (Aube) (deux foires), n° 16,103, p. 527; — **Voulx** (Seine-et-Marne), n° 16,633, p. 1394; — **Yzernore** (Ain) (changement d'époque de la tenue de la foire), n° 16,635, p. 1395.

H

Hospices. Décrets qui autorisent la création ou la réunion d'hospices dans les communes suivantes : **Antanton** (Indre) (rétablissement d'un hospice, supprimé par ordonnance du 26 février 1831), n° 16,367, p. 1028; **Auxy** (Loiret), n° 16,671, p. 1441; — **Houplines** (Indre), n° 16,007, p. 352; — **Ille-Perdrix** (Indre-et-Loire),

n° 16,668, p. 1441; — **Lannilis** (Finistère), n° 15,823, p. 55; **Lurcy-Lévy** (Allier), n° 16,670, p. 1441; — **Marguerittes** (Gard), n° 16,667, p. 1440; **Montet** (le) (Allier), n° 16,299, p. 948; **Mutzig** (Bas-Rhin) (hospice sous le nom de *hospice Marquaire*), n° 16,008, p. 352; — **Saint-Julien** (Haute-Savoie), n° 15,820, p. 54.

I

INSTRUCTION PUBLIQUE. Décret portant autorisation de concéder les biens de l'ancien collège

communal de Mende (Lozère) pour y établir une école secondaire libre, n° 15,959, p. 232.

L

LÉGION D'HONNEUR. Décrets portant promotions et des nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur, savoir :

Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. Au grade de commandeur, n° 16,602, p. 1320; — d'officier, n° 15,880, p. 173; — de chevalier, n° 15,879 et 15,881, p. 173; n° 16,603, p. 1320.

Ministère d'État. Au grade d'officier, n° 16,604, p. 1321.

Ministère des finances. Au grade d'officier, n° 16,176, p. 672; — de chevalier, n° 16,175, p. 672; n° 16,177, p. 672; n° 16,178, p. 674; n° 16,695, p. 1472; n° 16,696, p. 1472; n° 16,697, p. 1473.

Ministère de la guerre. Au grade

de grand-croix : décret qui nomme *M. de Martimprey* (Edmond-Charles), général de division, n° 16,187, p. 678; — de grand officier, n° 16,187, p. 678; n° 16,190, p. 695; n° 16,651, p. 1414; — de commandeur, n° 16,187, p. 679; n° 16,651, p. 1414; — d'officier n° 16,181, p. 674; n° 16,182, p. 675; n° 16,183, p. 676; n° 16,184, p. 676; n° 16,185, p. 677; n° 16,186, p. 678; n° 16,187, p. 679; n° 16,647, p. 1412; n° 16,651, p. 1414; n° 16,656, p. 1420; n° 16,657, p. 1422; n° 16,658, p. 1424; n° 14,659, p. 1427; — de chevalier, n° 16,179, p. 674; n° 16,180, p. 674; n° 16,181, p. 675; n° 16,182, p. 675;

n° 16,183, p. 676; n° 16,184, p. 676; n° 16,185, p. 677; n° 16,186, p. 678; n° 16,188, p. 681; n° 16,189, p. 695; n° 16,647, p. 1412; n° 16,648, p. 1413; n° 16,649, p. 1413; n° 16,650, p. 1413; n° 16,652, p. 1415; n° 16,655, p. 1420; n° 16,656, p. 1421; n° 16,657, p. 1423; n° 16,658, p. 1424.

Ministère de l'instruction publique. Au grade de grand-officier, n° 15,987, p. 280; — d'officier, n° 16,202, p. 700; — de chevalier, n° 15,988, p. 280;

Ministère de l'intérieur. Au grade de commandeur, n° 16,098, p. 526; — d'officier, n° 16,094, p. 526; n° 16,095, p. 526; n° 16,096, p. 526; n° 16,605, p. 1321; — de chevalier, n° 15,832, p. 75; n° 16,032, p. 385; n° 16,033, p. 386; n° 16,097, p. 526; n° 16,194, p. 696; n° 16,195, p. 696; n° 16,196, p. 696; n° 16,197, p. 696; n° 16,198, p. 699; n° 16,199, p. 699; n° 16,200, p. 699; n° 16,201, p. 700; n° 16,203, p. 700; n° 16,277, p. 912; n° 16,523, p. 1216; n° 16,525, p. 1217; n° 16,605, p. 1321; n° 16,698, p. 1475.

Ministère de la justice. Au grade de grand officier, n° 16,278, p. 912; — d'officier, n° 15,833, p. 75; n° 15,968, p. 253; — de chevalier, n° 15,834, p. 75; n° 16,099, p. 526; n° 16,276, p. 912; n° 16,524, p. 1217.

Ministère de la Maison de l'Empereur. Au grade de commandeur, n° 15,788, p. 2; — d'officier, n° 15,789, p. 2 et 3; n° 16,034, p. 386; n° 16,193, p. 695; n° 16,374, p. 1058; — de chevalier, n° 15,790, p. 3 et 4; n° 15,791, p. 4; n° 15,792, p. 4; n° 15,793, p. 4; n° 16,606, p. 1321.

Ministère de la marine. Au grade de commandeur, n° 16,653, p. 1420; — d'officier, n° 16,192, p. 695; — de chevalier, n° 16,191, p. 695; n° 16,192, p. 695; n° 16,653, p. 1420; n° 16,654, p. 1420.

LÉGION D'HONNEUR. Decrets pour des radiations et des suspensions dans l'ordre de la Légion d'honneur, de la médaille militaire, des médailles commémoratives des campagnes de Crimée et d'Italie, de la Valeur militaire, de Sardaigne, de Chine et de Saint-Hélène.

Légion d'honneur. *Bernard* (Nicolas), capitaine en retraite, n° 16,343, p. 1005. — *Genois* (Nicolas-Céleste), ancien garde de Paris, n° 15,860, p. 139. — *Gaiot* (Charles), capitaine en retraite, officier de la Légion d'honneur, n° 16,607, p. 1322. — *Ledru* (Louis-Ferdinand), garde mobile, ex-commandant des vivres, n° 16,075, p. 471. — *De l'herbe* (François-Victor), capitaine au deuxième régiment de grenadiers à cheval de la garde royale, ancien brigadier-inspecteur, n° 15,860, p. 139. — *Cerats* (Marc-Auguste), sous-préfet, ancien percepteur, n° 16,075, p. 471. — *Goussier* (Jean-Baptiste-Victor), ex-lieutenant au deuxième régiment de dragons, n° 15,860, p. 139. — *Poulet* (Pierre-Hippolyte), capitaine d'infanterie de marine en retraite, n° 16,341, p. 1005. — *De la* (Jean-Joseph), ex-lieutenant au cinquante-septième régiment d'infanterie de ligne, n° 15,860, p. 139. — *Tenet* (Gérard), ancien garde dans la garde nationale parisienne, n° 15,860, p. 140.

Suspension. — *Debaume* (Hippolyte), ex-maréchal des logis à la compagnie de gendarmerie de l'Or-et-Cher, suspension pendant deux ans, n° 16,607, p. 1322. — *Gaillet* (François-Pierre), ex-sous-lieutenant au troisième régiment, suspension pendant trois ans, n° 15,860, p. 140. — *Lacoste* (Pierre-François-Casimir), ancien maréchal-logis dans la garde républicaine et ancien maire, suspension pendant deux ans, n° 16,343, p. 1005.

Vollant (Jean-Achille), capitaine gendarmerie en retraite, suspension pendant six mois, n° 16,343, p. 1005.

Médaille militaire. Radiation. —

Crucand (Jules-Amédée), ex-caporal au cinquante-septième régiment d'infanterie de ligne, n° 16,342, p. 1004; *Bossut (Florent - Léopold - Joseph)*, sergent régiment étranger, n° 15,861, p. 141; *Bride (Pierre-François)*, dit *Patand*, ex-zouave au premier régiment, n° 16,608, p. 1322; *Brael (Aurice)*, sergent au soixante-neuvième régiment d'infanterie de ligne, n° 16,074, p. 471; — *Clerc (Étienne)*, infirmier militaire de la neuvième division, n° 15,861, p. 140; *Couey (Médéric-Pierre)*, sergent-major au deuxième régiment d'infanterie de marine, n° 16,342, p. 1004; — *Dapp (Jean-Georges)*, ex-sergent au quatre-vingt-sixième régiment d'infanterie de ligne, n° 16,344, p. 1005; *Dumont (Auguste)*, fusilier au dix-neuvième régiment d'infanterie de ligne, n° 16,074, p. 471; — *Gillardet (François)*, ex-sergent au cinquante-quatrième régiment d'infanterie de ligne, n° 16,074, p. 471; — *Lemaire (Pierre-Alfred)*, caporal au troisième régiment d'infanterie de marine, n° 15,861, p. 141; *Levet (Ludovic-Adolphe-Camille)*, ex-caporal au huitième régiment d'infanterie légère, n° 16,074, p. 471; *Loustallot (Jean)*, ex-canonnier d'artillerie de marine, n° 16,608, p. 1322; — *Panbourg (Joseph-Marie-Jean)*, ex-sergent au cinquante-neuvième régiment d'infanterie de ligne, n° 16,074, p. 471; — *Raux (Christophe)*, ancien fusilier au quarante-sixième régiment d'infanterie de ligne, n° 15,861, p. 140; *Rehm (Jean-Joseph)*, ex-lieutenant au cinquante-septième régiment d'infanterie de ligne, n° 15,860, p. 139.

Suspension. — *Hardisson (Pierre)*, matelot de troisième classe, suspension pendant cinq ans, n° 15,861, p. 141; — *Lapp (Florent)*, ex-soldat au régiment de dragons de l'Impératrice, suspension pendant six mois, n° 15,861, p. 141; — *Montant (Jacques)*, ex-soldat au cinquante-septième régiment d'infanterie de ligne, suspension pendant deux ans, n° 16,342, p. 1004; — *Portal (Louis-Joseph)*, brigadier au premier régiment de cuirassiers de la garde impériale, suspension pendant un an, n° 15,861, p. 141; — *Ribaud (François)*, tambour au quatre-vingt-quinzième régiment d'infanterie de ligne, suspension pendant trois ans, n° 15,861, p. 141.

Médaille militaire. Rapport de décrets. — *Poulain (Pierre-Marie)*, deuxième maître de manœuvre (le décret du 13 août 1863 est rapporté), n° 16,340, p. 1004; — *Strang (Jean-Paul)*, fusilier au vingt-quatrième régiment d'infanterie de ligne (le décret du 19 juillet 1862 est rapporté), n° 16,339, p. 1004.

Médaille de Crimée. Radiation. — *Bride (Pierre-François)*, dit *Patand*, ex-zouave au premier régiment, n° 16,608, p. 1322; — *Clerc (Étienne)*, infirmier militaire de la neuvième division, n° 15,861, p. 140; — *Dapp (Jean-Georges)*, ex-sergent au quatre-vingt-sixième régiment d'infanterie de ligne, n° 16,344, p. 1005; *Dumont (Auguste)*, fusilier au dix-neuvième régiment d'infanterie de ligne, n° 16,074, p. 471; — *Raux (Christophe)*, ancien fusilier au quarante-sixième régiment d'infanterie de ligne, n° 15,861, p. 140; *Rehm (Jean-Joseph)*, ex-lieutenant au cinquante-septième régiment d'infanterie de ligne, n° 15,860, p. 139.

Suspension. — *Guillemois (François-Pierre)*, ex-zouave au troisième régiment, suspension pendant trois ans, n° 15,860, p. 140; — *Hardisson (Pierre)*, matelot de

Suspension. — *Hardisson (Pierre)*, matelot de troisième classe,

troisième classe, suspension pendant cinq ans, n° 15,861, p. 141 ; — *Portal (Louis-Joseph)*, brigadier au premier régiment de cuirassiers de la garde impériale, suspension pendant un an, n° 15,861, p. 141 ; — *Ribaud (François)*, tambour au quatre-vingt-quinzième régiment d'infanterie de ligne, suspension pendant trois ans, n° 15,861, p. 141.

Médaille d'Italie. Radiation. — *Bossut (Florimond-Léopold-Joseph)*, sergent au régiment étranger, n° 15,861, p. 141 ; *Bruel (Maurice)*, sergent au soixante-cinquième régiment d'infanterie de ligne, n° 16,074, p. 471 ; — *Clerc (Étienne)*, infirmier militaire à la neuvième division, n° 15,861, p. 140 ; — *Dapp (Jean-Georges)*, ex-sergent au quatre-vingt-sixième régiment d'infanterie de ligne, n° 16,344, p. 1005 ; — *Vanbourg (Joseph-Marie-Jean)*, ex-sergent au cinquante-cinquième régiment d'infanterie de ligne, n° 16,074, p. 471.

Suspension. — *Guillemois (François-Pierre)*, ex-zouave au troisième régiment, suspension pendant trois ans, n° 15,860, p. 140 ; — *Lapp (Florent)*, ex-soldat au régiment de dragons de l'Impératrice, suspension pendant six mois, n° 15,861, p. 141 ; — *Ribaud (François)*, tambour au quatre-vingt-quinzième régiment d'infanterie de ligne, suspension pendant trois ans, n° 15,861, p. 141.

Médaille de la Valeur militaire de Sardaigne. Radiation. — *Bruel (Maurice)*, sergent au soixante-cinquième régiment d'infanterie de ligne, n° 16,074, p. 471.

Médaille de Chine. Radiation. — *Clerc (Étienne)*, infirmier militaire de la neuvième division, n° 15,861, p. 140.

Médaille de Sainte-Hélène. Suspension. — *Lacoste (Pierre-Victorin-Casimir)*, ancien maréchal des logis dans la garde républi-

caine et ancien maire, suspension pendant deux ans, n° 16,105, p. 1005.

LEGS ET DONATIONS. Décrets autorisant autorisations d'acceptation de legs et dons faits en faveur d'établissements ou corps communaux suivants :

Assistance publique. Administrations des communes suivantes Paris (Seine) (legs fait par le sieur *Jean Pichon*, en religion frère *Thomas*). n° 16,257, p. 849 ; Paris (Seine) (legs destiné au service de charité de la paroisse de Notre-Dame de l'Abbaye-au-Bois). n° 16,038, p. 387 ; Paris (Seine), n° 16,506, p. 1189.

Bureaux de bienfaisance. Les bureaux de bienfaisance des communes suivantes : Alger (Algérie) n° 16,259, p. 850 ; — Bordeaux (Gironde), n° 16,471, p. 1085 ; — Crépy (Aisne), n° 16,307, p. 951 ; — Dammartin (Seine-et-Oise), n° 16,262, p. 851 ; — Évrain (Côtes-du-Nord) n° 16,471, p. 1085 ; — Granville-sur-Honfleur (Calvados) n° 16,308, p. 951 ; Grosprie (Dordogne), n° 16,475, p. 1085 ; — Lanarce (Ardèche), n° 16,471, p. 1085 ; Lavaré (Tarn), n° 16,471, p. 1084 ; Laviolle (Ardèche) n° 16,471, p. 1085 ; — Marseille (Bouches-du-Rhône), n° 16,287, p. 850 et 916 ; Metz (Moselle), n° 16,494, p. 1111 ; Montchauvet (Seine-et-Oise) n° 16,262, p. 851 ; Mortiers (Vendée), n° 16,512, p. 1191 ; — Nevers (Nièvre), n° 16,283, p. 916 ; — Sainte-Marie-Kerque (Pas-de-Calais), n° 16,471, p. 1090 ; Saint-Étienne (Loire) n° 16,283, p. 915 ; Saint-Julien-du-Serre (Ardèche), n° 16,471, p. 1085 ; Salvizinet (Loire) n° 16,283, p. 915 ; Seignin (Ardennes), n° 16,284, p. 915 ; — Tenay (Ain), n° 16,283, p. 915 ; — Versailles (Seine-et-Oise) n° 16,262, p. 851.

Caisses d'épargne. A la caisse d'épargne de la commune suivante : Corbeil (Seine-et-Oise) autorisation donnée à la caisse d'épargne d'accepter une donation), n° 16,085, p. 516.

Caisses des retraites ecclésiastiques. A celles établies dans les diocèses suivants : Blois (Loir-et-Cher), n° 16,308, p. 951 ; — Nancy (Meurthe), n° 16,483, p. 1090 ; — Paris (Seine), n° 16,475, p. 1087.

Caisses diocésaines. A la caisse diocésaine de la commune suivante : Nevers (Nièvre), n° 16,286, p. 916.

Chapitres des cathédrales. Au chapitre des cathédrales des communes suivantes : Coutances (Manche), n° 16,477, p. 1088 ; — Rouen (Seine - Inférieure), n° 16,508, p. 1190.

Communautés. Aux communautés religieuses des communes suivantes : Angers (Maine-et-Loire) (sœurs de Saint-Charles et Petites Sœurs des pauvres), n° 16,119 et 16,481, p. 572 et 1089 ; Angoulême (Charente) (sœurs de Sainte-Marthe), n° 16,285, p. 915 ; Annecy (Haute-Savoie) (sœurs de Saint-Joseph), n° 16,558, p. 1284 ; Aurillac (Cantal) (filles de la Charité), n° 16,307, p. 951 ; — Bourg-Saint-Andéol (sœurs de la Présentation de Marie), n° 16,485, p. 1091 ; Bordeaux (Gironde) (sœurs de la Doctrine chrétienne et Petites Sœurs des pauvres), n° 16,261, 16,459 et 16,480, p. 850, 1075 et 1089 ; Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) (sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul et sœurs Augustines), n° 16,507, p. 1190 ; — Cherbourg (Manche) (congrégation des sœurs de la Charité de Jésus et de Marie), n° 16,485, p. 1091 ; Colmar (Haut-Rhin) (Petites Sœurs des pauvres), n° 16,262, p. 851 ; — Dognen (Basses-Pyrénées) (filles de la Croix), n° 16,481, p. 1089 ; —

Estaires (Nord) (dames Bénédictines), n° 16,119, p. 572 ; Évry-sur-Seine (Seine-et-Oise) (sœurs de Notre-Dame-de-Sion), n° 16,512, p. 1191 ; — Ferté-Saint-Cyr (la) (Loir-et-Cher) (sœurs de la Providence), n° 16,474, p. 1087 ; — Limoges (Haute-Vienne) (sœurs de la Croix), n° 16,287, p. 916 ; Lisieux (Calvados) (sœurs de la Miséricorde), n° 16,287, p. 916 ; Loos (Nord) (filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul), n° 16,486, p. 1091 ; Louveciennes (Seine-et-Oise), n° 16,479, p. 1088 ; Lyon (Rhône) (sœurs de Saint-Joseph), n° 16,470, p. 1085 ; — Mâcon (Saône-et-Loire) (sœurs de la Visitation Sainte-Marie), n° 16,458, p. 1075 ; Marseille (Bouches-du-Rhône) (association des hommes de la Providence, maison hospitalière de Saint-Jean-de-Dieu et Petites Sœurs des pauvres), n° 16,261, p. 850 ; Metz (Moselle) (Notre-Dame de la Charité du Bon-Pasteur), n° 16,494, p. 1111 ; — Nancy (Meurthe) (Petites Sœurs des pauvres et sœurs de la Doctrine chrétienne), n° 16,309 et 16,482, p. 951 et 1090 ; Nevers (Nièvre) (Ursulines), n° 16,286, p. 916 ; Niederbronn (Bas-Rhin) (Filles du divin Rédempteur), n° 16,473, p. 1086 ; — Orléans (Loiret) (sœurs de Saint-Aignan), n° 16,506, p. 1189 ; — Paris (Seine) (sœurs de Notre-Dame-de-Sion), n° 16,534, p. 1219 ; Puy (la) (Vienne) (filles de la Croix, dites *Sœurs de Saint-André*), n° 16,265, 16,466 et 16,481, p. 852, 1083 et 1089 ; — Rennes (Ille-et-Vilaine) (Petites Sœurs des pauvres), n° 16,283 et 16,512, p. 914 et 1191 ; — Saint-Étienne (Loire) (Petites Sœurs des pauvres), n° 16,486, p. 1091 ; Saint-Omer (Pas-de-Calais) (Petites Sœurs des pauvres), n° 16,306, p. 951 ; Saint-Sauveur-le-Vicomte (Manche) (sœurs de la Miséricorde), n° 16,076, p. 472 ; Salle-

de-Vihiers (la) (Maine-et-Loire) (filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus), n° 16,262, p. 851; Strasbourg (Bas-Rhin) (Petites Sœurs des pauvres et sœurs de Notre-Dame du Bon-Pasteur), n° 16,473, p. 1086; — Toulouse (Haute-Garonne) (Petites Sœurs des pauvres), n° 16,456, p. 1074; Troyes (Aube) (sœurs de la Providence), n° 16,107, p. 528; — Varennes-lez-Nevers (Nièvre) (l'œuvre du Bon-Pasteur, à), n° 16,286, p. 916; Vire (Calvados) (sœurs de la Miséricorde), n° 16,308, p. 951.

Communes. Aux communes suivantes : Aurelle (Aveyron), n° 16,471, p. 1085; Aurillac (Cantal), n° 16,307, p. 951; Azereix (Hautes-Pyrénées), n° 16,265, p. 852; — Bassonnes (Gers), n° 16,472, p. 1086; Bastide-du-Vert (la) (Lot), n° 16,473, p. 1086; Bauné (Maine-et-Loire), n° 16,119, p. 572; Bordeaux (Gironde), n° 16,472, p. 1086; Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), n° 16,507, p. 1190; Brison (Haute-Savoie), n° 16,479, p. 1088; — Chessy (Aube), n° 16,107, p. 528; Coligny (Ain), n° 16,456, p. 1074; Courvaudon (Calvados), n° 16,076, p. 472; Croix (la) (Haute-Vienne), n° 16,287, p. 916; — Dampierre (Calvados), n° 16,076, p. 472; Dième (Rhône), n° 16,470, p. 1085; — Épinay-sur-Duclair (Seine-Inférieure), n° 16,130, p. 604; Évry-sur-Seine (Seine-et-Oise), n° 16,534, p. 1219; — Ferté-Saint-Cyr (la) (Loir-et-Cher), n° 16,474, p. 1087; — Gaillan (Gironde), n° 16,480, p. 1089; Gausson (Côtes - du - Nord), n° 16,479, p. 1088; — Lamberst (Nord), n° 16,468, p. 1084; Lupiac (Gers), n° 16,477, p. 1088; — Maillebois (Eure-et-Loir), n° 16,460, p. 1076; Mayet-de-Montagne (le) (Allier), n° 16,485, p. 1091; Merle (Loire), n° 16,460, p. 1076; Misery (Somme), n° 16,497, p. 1112; Montesquieu-

Volvestre (Haute - Garonne n° 16,041, p. 388; Moulins (Puy-de-Sèvres), n° 16,262, p. 851. — Niasse (Mayenne), n° 16,258, p. 914; — Plessis-Bouchard (le) (Seine-et-Oise), n° 16,481, p. 1089; Pontoise (Seine-et-Oise) (un immeuble et deux rentes n° 16,258, p. 849; Prangy (Marne), n° 16,484, p. 1090; Puy-l'Évêque (Lot), n° 16,307, p. 951 et 1086; — Ranc (Gers), n° 16,511, p. 1191. — Saint-Agnan-de-Malherbe (Vendée), n° 16,076, p. 472; Sainte-Marie-Kerque (Pas-de-Calais), n° 16,483, p. 1090; Saint-Front (Puy-de-Dôme), n° 16,482, p. 1090; Saint-Front (Charente), n° 16,483, p. 915; Salins (Savoie), n° 16,483, p. 1082; Salvizinet (la) (Ain), n° 16,283, p. 915; Samadet (Lot), n° 16,261, p. 850; Sedan (Ardennes), n° 16,284, p. 915; Strasbourg (Bas-Rhin) (église de Saint-Pierre-le-Jeune), n° 16,473, p. 1086; — Tenay (Ain), n° 16,283, p. 915; Thiouville (Seine-Inférieure), n° 16,262, p. 851; — Vestric-et-Candiac (Gard), n° 15,526, p. 1218; Vieux-Breuil (Maine-et-Loire), n° 16,481, p. 1089; — Wanel (Somme), n° 16,284, p. 915; Wickerschwiller (Haut-Rhin), n° 16,263, p. 851.

Curés. Aux curés et desservants des communes suivantes : Albi (Lot), n° 16,307, p. 951; Almenches (Orne), n° 16,477, p. 1088; — Bastide-du-Vert (la) (Lot), n° 16,473, p. 1086; Bordeaux (Gironde), n° 16,472, p. 1086; Brison (Haute-Savoie), n° 16,479, p. 1088; — Chalandrey (Manche), n° 16,282, p. 914; Charité (la) (Nièvre), n° 16,286, p. 916; Château-Chinon (Nièvre), n° 16,286, p. 916; Clamecy (Nièvre), n° 16,286, p. 916; Cosne (Nièvre), n° 16,286, p. 916; Coulouvray (Manche), n° 16,496, p. 1112; Cretteville (Manche), n° 16,484, p. 1090; — Épinay-sur-Duclair (Seine-Inférieure), n° 16,130, p. 604; Évran (Côte-

lu-Nord), n° 16,471, p. 1085; Synesse (Gironde), n° 16,287, p. 916; — Feugères (Manche), n° 16,457, p. 1075; Fontenermont (Calvados), n° 16,308, p. 951; Fresnay (Loire - Inférieure), n° 16,495, p. 1111; — Garidech (Haute - Garonne), n° 16,107, p. 528; Grolejac (Dordogne), n° 16,475, p. 1087; Guipel (Ille-et-Vilaine), n° 16,483, p. 1082; — Hauteville (Haute-Savoie), n° 16,508, p. 1190; Hyenville (Manche), n° 16,487, p. 1092; — Irais (Deux-Sèvres), n° 16,118, p. 571; Issamoulenc (Ardèche), n° 16,533, p. 1219; Issudel (Lot), n° 16,307, p. 951; — Léméré (Indre-et-Loire), n° 16,464, p. 1082; Longpré-les-Corps-Saints (Somme), n° 16,534, p. 1219; Luneray (Seine - Inférieure), n° 16,460, p. 1076; — Macey (Manche), n° 16,308, p. 951; Maçon (Saône-et-Loire) (église Saint-Pierre, à), n° 16,458, p. 1075; Magny-les-Hameaux (Seine-et-Oise), n° 16,481, p. 1089; Marolles (Calvados), n° 16,508, p. 1190; Marseille (Bouches-du-Rhône) (église de Saint-Vincent-de-Paul, à), n° 16,261, p. 850; Mayet (Sarthe), n° 16,509, p. 1190; Ménil-Ozenne (le) (Manche), n° 16,106, p. 528; Merle (Loire), n° 16,460, p. 1076; Metz (Moselle) (église de Saint-Martin), n° 16,494, p. 1111; Monsec (Dordogne), n° 16,119, p. 572; Montourtier (Mayenne), n° 16,309, p. 952; Mortagne (Vendée), n° 16,512, p. 1191; — Nevers (Nièvre), n° 16,286, p. 916; — Pallud (la) (Savoie), n° 16,283, p. 914; Prayssac (Lot), n° 16,307, p. 951; Puy-l'Évêque (Lot), n° 16,472, p. 1086; — Rennes (Ille-et-Vilaine), n° 16,469, p. 1085; Routelle (Doubs), n° 16,489, p. 1091; — Saint-Amand-Rochesavine (Puy-de-Dôme), n° 16,463, p. 1082; Saint-Cyr (Nièvre), n° 16,286, p. 916; Saint-Jean-des-Baisants (Manche), n° 16,486, p. 1091; Saint-Jean-des-Mauvrets

(Maine-et-Loire), n° 16,457, p. 1075; Saint-Jean-d'Estissac (Dordogne), n° 16,485, p. 1091; Saint-Justin (Gers), n° 16,507, p. 1190; Saint-Pierre-des-Bois (Sarthe), n° 16,476, p. 1087; Salins (Savoie), n° 16,463, p. 1082; Savigné (Vienne), n° 16,459, p. 1075; Seigny (Ardennes), n° 16,284, p. 915; Sougy (Nièvre), n° 16,117, p. 570; Soulièvres (Deux-Sèvres), n° 16,460, p. 1075; Soupex (Aude), n° 16,284, p. 915; — Thory (Somme), n° 16,487, p. 1092; Tierceville (Calvados) (au prêtre desservant la chapelle vicariale de), n° 16,118, p. 571; Tordouet (Calvados), n° 16,469, p. 1085; — Vallesvilles (Haute - Garonne), n° 16,076, p. 472; Vanlay (Aube), n° 16,513, p. 1192; Vestric-et-Candiac (Gard), n° 16,526, p. 1218; Villemoisian (Maine-et-Loire), n° 16,482, p. 1090; Villeneuve-de-Berg (Ardèche), n° 16,279, p. 913; Virey (Manche), n° 16,534, p. 1220; Virieu (Isère), n° 16,279, p. 912; Voreppe (Isère), n° 16,308, p. 951.

Dépôt de mendicité. A celui de la commune suivante : Bordeaux (Gironde), n° 16,472, p. 1086.

Écoles chrétiennes. A celles des communes suivantes : Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), n° 16,507, p. 1190; — Corbigny (Nièvre), n° 16,286, p. 916; — Maçon (Saône-et-Loire), n° 16,458, p. 1075; Metz (Moselle), n° 16,494, p. 1111; Montlesquieu - Volvestre (Haute - Garonne), n° 16,041, p. 388; — Nancy (Meurthe) (legs fait par l'abbé Simon), n° 16,040, p. 388; — Paris (Seine), n° 16,205 et 16,257, p. 700 et 849; — Thorens (Haute-Savoie), n° 16,558, p. 1284.

Écoles secondaires ecclésiastiques. A celles des communes suivantes : Dorat (le) (Haute - Vienne), n° 16,107, p. 528; — Piquelin (Nièvre), n° 16,286, p. 916; — Saint-Cyr (Nièvre), n° 16,286, p. 916; Strasbourg (Bas-Rhin), n° 16,107 et 16,473, p. 528 et 1086.

Eglises. A celles des communes suivantes : Ahéville (Vosges), n° 16,117, p. 570; Aix (Bouches-du-Rhône) (Saint-Jean-Baptiste intra-muros, à), n° 16,493, p. 1110; Alby (Tarn), n° 16,478, p. 1088; Alençon (Orne), n° 16,483, p. 1090; Allaines (Somme), n° 16,477, p. 1088; Allaire (Morbihan), n° 16,130, p. 604; Almenèches (Orne), n° 16,477, p. 1088; Aniche (Nord), n° 16,306, p. 950; Apremont (Haute-Saône), n° 16,265, p. 852; Arbot (Haute-Marne), n° 16,306, p. 950; Arclez-Gray (Haute-Saône), n° 16,265, p. 852; Arsonval (Aube), n° 16,485, p. 1091; Aubignosc (Basses-Alpes), n° 16,511, p. 1191; Auch (Gers), n° 16,464, p. 1082; Audrehem (Pas-de-Calais), n° 16,510, p. 1191; Aunay (Calvados), n° 16,118, p. 571; Auray (Morbihan), n° 16,494, p. 1111; Aurelle (Aveyron), n° 16,471, p. 1085; Aurillac (Cantal) (église de Notre-Dame-des-Neiges, à), n° 16,307, p. 951; Auvet (Haute-Saône), n° 16,265, p. 852; — Baigt (Landes), n° 16,280, p. 914; Bassoues (Gers), n° 16,472, p. 1086; Bastide-d'Armagnac (la) (Landes), n° 16,468, p. 1084; Baudre (Manche), n° 16,308, p. 951; Bayencourt (Somme), n° 16,130, p. 604; Bazoches-les-Hautes (Eure-et-Loir), n° 16,459, p. 1075; Bazugues (Gers), n° 16,467, p. 1084; Beaucamps-le-Vieux (Somme), n° 16,265 et 16,493, p. 852 et 1110; Beaufort (Isère), n° 16,506, p. 1189; Belleville (Rhône), n° 16,487, p. 1092; Belrupt (Meuse), n° 16,513, p. 1192; Benoîte-Vaux (Meuse), n° 16,482, p. 1090; Bérat (Haute-Garonne), n° 16,467, p. 1084; Berweiller (Moselle), n° 16,464, p. 1082; Beslon (Manche), n° 16,282, p. 914; Boisieux-aumont (Pas-de-Calais), n° 16,479, p. 1088; Bordeaux (Gironde), n° 16,280, p. 914; Bouclans (Doubs), n° 16,471, p. 1085; Boulogne-sur-

Mer (Pas-de-Calais), n° 16,507, p. 1190; Bouquemaison (Somme), n° 16,130, p. 604; Bourgon (Mayenne), n° 16,470, p. 1085; Brens (Tarn), n° 16,478, p. 1088; Brest (Finistère), n° 16,51, p. 1191; Briis-sous-Forges (Seine-et-Oise), n° 16,486, p. 1091; Brison (Haute-Savoie), n° 16,475, p. 1088; Buais (Manche), n° 16,472, p. 1086; Buxy (Saône-et-Loire), n° 16,465, p. 1083; — Cacarins (Gers), n° 16,306, p. 951; Caen (Calvados), n° 16,117 et 16,260, p. 570 et 850; Calais (Pas-de-Calais), n° 16,118, p. 571; Cappel (Moselle), n° 16,476, p. 1087; Carvin (Pas-de-Calais), n° 16,465, p. 1083; Castelnaudary (Aude), n° 16,279, p. 913; Castres (Tarn), n° 16,513, p. 1192; Cernoy (Loret), n° 16,513, p. 1192; Chailly (Yonne), n° 16,508, p. 1190; Chaise-Baudoin (la) (Manche), n° 16,466, p. 1084; Chalandrey (Manche), n° 16,282, p. 914; Charray (Meuse), n° 16,487, p. 1092; Châteaulin (Finistère), n° 16,496, p. 1112; Château-Renault (Indre-et-Loire), n° 16,264, p. 851; Châteauneuf (Loir-et-Cher), n° 16,263, p. 851; Châtillon-sur-Cher (Loir-et-Cher), n° 16,263, p. 851; Châtillon-sur-Colmont (Mayenne), n° 16,456, p. 1075; Chémery (Loir-et-Cher), n° 16,263, p. 851; Cherbourg (Manche), n° 16,509, p. 1190; Cherencé-le-Héron (Manche), n° 16,480, p. 1089; Choussy (Loir-et-Cher), n° 16,263, p. 851; Clairvaux (Jura), n° 16,494, p. 1110; Cocumont (Lot-et-Garonne), n° 16,281, p. 914; Coligny (Ain), n° 16,456, p. 1074; Corréas-les-Yys (les) (Eure-et-Loir), n° 16,513, p. 1192; Couddes (Loir-et-Cher), n° 16,263, p. 851; Couffy (Loir-et-Cher), n° 16,263, p. 851; Coulovray (Manche), n° 16,496, p. 1112; Coutances (Manche), n° 16,466, p. 1084; Couvertpuits (Meuse), n° 16,533, p. 1219;

Craon (Mayenne), n° 16,280, p. 913; Crépy (Aisne), n° 16,307, p. 951; Crépy (Oise), n° 16,494, p. 1111; Cretteville (Manche), n° 16,484, p. 1090; Crique (la), (Seine-Inférieure), n° 16,505, p. 1188; Cuélas (Gers), n° 16,279, p. 913; Cuges (Bouches-du-Rhône), n° 16,469, p. 1084; Curcy (Calvados), n° 16,264, p. 851; Cutting (Meurthe), n° 16,487, p. 1,092; — Dammartin (Seine-et-Oise), n° 16,262, p. 851; Decize (Nièvre), n° 16,286, p. 916; Delouze (Meuse), n° 16,511, p. 1191; Dième (Rhône), n° 16,470, p. 1085; Dieupentale (Tarn-et-Garonne), n° 16,493, p. 1110; Dijon (Côte-d'Or) (église le Saint-Michel, à), n° 16,456, p. 1074; Dohis (Aisne), n° 16,513, p. 1192; Domart-en-Ponthieu (Somme), n° 16,495, p. 1112; Dotat (le) (Haute-Vienne), n° 16,107, p. 528; Douai (Nord), n° 16,512, p. 1191; Dozulé (Calvados), n° 16,309, p. 952; Duras (Lot-et-Garonne), n° 16,456, p. 1074; — Éclaron (Haute-Marne), n° 16,494, p. 1111; Épinay-sur-Duclair (Seine-Inférieure), n° 16,130, p. 604; Estouy (Loiret), n° 16,506, p. 1189; Évrans (Côte-du-Nord), n° 16,471, p. 1085; Évrange (Moselle), n° 16,466, p. 1083; Eynesse (Gironde), n° 16,287, p. 916; Eysines (Gironde), n° 16,475, p. 1087; — Ferté-sur-Amance (la) (Haute-Marne), n° 16,285, p. 915; Feugères (Manche), n° 16,457, p. 1075; Figanières (Var), n° 16,287, p. 916; Fleurie (Rhône), n° 16,487, p. 1092; Foncquevillers (Pas-de-Calais), n° 16,130, p. 604; Fontaine-en-Duesmois (Côte-d'Or), n° 16,513, p. 1192; Fontenermont (Calvados), n° 16,308, p. 951; Fournes (Nord), n° 16,281, p. 914; Framerville (Somme), n° 16,533, p. 1219; Fresnay (Loire-Inférieure), n° 16,495, p. 1111; — Gaillac (Tarn), n° 16,460, p. 1076; Gallardon (Eure-et-Loir), n° 16,118, p. 571; Garidech

(Haute-Garonne), n° 16,107 et 16,486, p. 528 et 1091; Gausson (Côte-du-Nord), n° 16,479, p. 1088; Géménos (Bouches-du-Rhône), n° 16,493, p. 1110; Girmont (Vosges), n° 16,280, p. 913; Goncourt (Haute-Marne), n° 16,457, p. 1075; Gonnehem (Pas-de-Calais), n° 16,260, p. 850; Grave (Tarn), n° 16,478, p. 1088; Grippont (Meurthe), n° 16,309, p. 952; Guignicourt (Ardennes), n° 16,495, p. 1111; Guilberville (Manche), n° 16,533, p. 1219; Guipel (Ille-et-Vilaine), n° 16,463, p. 1082; Gurgy (Yonne), n° 16,493, p. 1110; — Hamars (Calvados), n° 16,118, p. 571; Hambye (Manche), n° 16,487, p. 1092; Hauteville (Haute-Savoie), n° 16,508, p. 1190; Haye-Pesnel (la) (Manche), n° 16,117 et 16,487, p. 570 et 1092; Helette (Basses-Pyrénées), n° 16,493, p. 1110; Herbach (Moselle), n° 16,106, p. 527; Herbiers (les) (Vendée), n° 16,476, p. 1087; Héric (Loire-Inférieure), n° 16,456, p. 1074; Hezecques (Pas-de-Calais), n° 16,480, p. 1089; Houlbec-Cocherel (Eure), n° 16,469, p. 1084; Huberville (Manche), n° 16,486, p. 1091; Hyenville (Manche), n° 16,487, p. 1092; — Ile-Jourdain (l') (Vienne), n° 16,512, p. 1191; Irais (Deux-Sèvres), n° 16,118, p. 572; Issamoulenc (Ardèche), n° 16,533, p. 1219; Issudel (Lot), n° 16,307, p. 951; — Jaille-Yvon (la) (Maine-et-Loire), n° 16,495, p. 1112; Jarnages (Creuse), n° 16,463, p. 1082; Justian (Gers), n° 16,260, p. 850; — Lambersart (Nord), n° 16,468, p. 1084; Lammerville (Seine-Inférieure), n° 16,513, p. 1192; Landéan (Ille-et-Vilaine), n° 16,486, p. 1091; Landelles (Calvados), n° 16,468, p. 1084; Landivy (Mayenne), n° 16,494, p. 1111; Langres (Haute-Marne), n° 16,306, p. 950; Lapenche (Tarn-et-Garonne), n° 16,306, p. 950; Lannay-Villiers (Mayenne), n° 16,484

p. 1090; Lavar (Tarn), n° 16,469, p. 1084; Léméré (Indre-et-Loire), n° 16,464, p. 1082; Lescure (Tarn), n° 16,478, p. 1088; Liancourt (Oise), n° 16,118, p. 571; Lingreville (Manche), n° 16,513, p. 1192; Livinière (la) (Hérault), n° 16,474, p. 1086; Lixière (Moselle), n° 16,527, p. 1218; Locquivy-lez-Lannion (Côtes-du-Nord), n° 16,076, p. 472; Longevillers (Calvados), n° 16,509, p. 1190; Longpré-les-Corps-Saints (Somme), n° 16,534, p. 1219; Longuivy-lez-Lannion (Côtes-du-Nord), n° 16,279, p. 913; Louailles (Sarthe), n° 16,476, p. 1087; Louveciennes (Seine-et-Oise), n° 16,479, p. 1088; Lupiac (Gers), n° 16,477, p. 1088; — Macau (Gironde), n° 16,475, p. 1087; Macey (Manche), n° 16,308, p. 951; Mâcon (Saône-et-Loire) (église de Saint-Pierre, à), n° 16,458, p. 1075; Magny-les-Hameaux (Seine-et-Oise), n° 16,481, p. 1089; Maillebois (Eure-et-Loir), n° 16,460, p. 1076; Malbrans (Doubs), n° 16,470, p. 1085; Malzéville (Meurthe), n° 16,309, p. 952; Manois (Haute-Marne), n° 16,281, p. 914; Mantallot (Côtes-du-Nord), n° 16,279, p. 913; Mantoche (Haute-Saône), n° 16,265, p. 852; Marange-Zondrange (Moselle), n° 16,106, p. 527; Mareuil (Loir-et-Cher), n° 16,263, p. 851; Marolles (Calvados), n° 16,508, p. 1190; Marseille (Bouches-du-Rhône), n° 16,261 et 16,533, p. 850 et 1219; Mauriac (Cantal), n° 16,464, p. 1082; Mayenne (Mayenne), n° 16,479, p. 1088; Mayet (Sarthe), n° 16,509, p. 1190; Méhers (Loir-et-Cher), n° 16,263, p. 851; Ménil-Bœuf (le) (Manche), n° 16,309, p. 952; Ménil-Ozenne (le) (Manche), n° 16,106, p. 527; Mercy-le-Bas (Moselle), n° 16,466, p. 1083; Merle (Loire), n° 16,460, p. 1076; Metz (Moselle), n° 16,494 et 16,495, p. 111; Millières (Manche), n° 16,459, p. 1075; Moissac (Cantal), n° 16,477, p. 1087;

Monchy-Cayeux (Pas-de-Calais), n° 16,264, p. 851; Montargis-Bois (Manche), n° 16,309, p. 952; Montauban (Tarn-et-Ronne), n° 14,778, p. 1088; Moutaut (Landes), n° 16,309, p. 952; Montbard (Côte-d'Or), n° 16,476, p. 1076; Montchauvet (Seine-Oise), n° 16,262, p. 851; Montgothier (Manche), n° 16,309, p. 1091; Montpinchon (Manche), n° 16,484, p. 1091; Mortagne (Vendée), n° 16,512, p. 1192; Mouchan (Gers), n° 16,309, p. 952; Moulins (Allier), n° 16,106, p. 527; Muel (Ile-et-Vilaine), n° 16,476, p. 1191; Mur-de-Barrez (Aveyron), n° 16,511, p. 1191; Vaudouville (Manche), n° 16,264, p. 851; Nancy (Meurthe), n° 16,264, p. 851; 16,483, p. 850 et 1090; Neuville-sous-Châtenois (Vosges), n° 16,117, p. 570; Nevers (Nièvre), n° 16,286, p. 916; Niasle (Mayenne), n° 16,283, p. 914; Niort (Deux-Sèvres) (église de Saint-André, à), n° 16,457, p. 1075; Noisville-Rocheux (Haute-Marne), n° 16,106, p. 527; Noisville (Haute-Marne), n° 16,495, p. 1111; Noyen (Seine-et-Marne), n° 16,482, p. 1084; Noyers (Loir-et-Cher), n° 16,263, p. 851; Nuits-sur-Armançon (Yonne), n° 16,509, p. 1190; Orgny (Aisne), n° 16,480, p. 1087; Ortoncourt (Vosges), n° 16,476, p. 1087; — Pallud (la) (Savoie), n° 16,283, p. 914; Paris (Seine), n° 16,038, 16,039, 16,466, 16,467, 16,493, 16,506 et 16,533, p. 388, 1084, 1110, 1189 et 1219; Passy-Paris (Seine), n° 16,506, p. 1189; Péage-de-Roussillon (Isère), n° 16,475, p. 1087; Pen (Isère), n° 16,493, p. 1110; Pen-en-Beauficel (Manche), n° 16,482, p. 1089; Petit-Ménil (le) (Aube), n° 16,485, p. 1091; Plessis-Berchard (le) (Seine-et-Oise), n° 16,476, p. 1089; Plouec (Côtes-du-Nord), n° 16,106, p. 527; Plouër (Côte-du-Nord), n° 16,533, p. 1219; Plouër (Côtes-du-Nord), n° 16,263, p. 914; Ploumilliau (Côtes-du-

Nord), n° 16,493, p. 1110; Plounevez-Lochrist (Finistère), n° 16,469, p. 1085; Plouzelambre (Côtes-du-Nord), n° 16,281, p. 914; Poey (Basses-Pyrénées), n° 16,481, p. 1089; Pontorson (Manche), n° 16,282, p. 914; Port-sur-Seille (Meurthe), n° 16,494, p. 1111; Poussanpère (Gers), n° 16,467, p. 1084; Prades (Ariège), n° 16,475, p. 1087; Prayssac (Lot), n° 16,307, p. 951; Provin (Nord), n° 16,512, p. 1191; Provins (Seine-et-Marne), n° 16,130 et 16,508, p. 604 et 190; Prugies (Aisne), n° 16,474, p. 1086; Prunay (Marne), n° 16,484, p. 1090; Puylaurens (Tarn), n° 16,204, p. 700; Puy-l'Évêque (Lot), n° 16,472, p. 1086; — Querrien (Finistère), n° 16,281, p. 914; Quesnoy (le) (Nord), n° 16,280, p. 913; — Rapey (Vosges), n° 16,465, p. 1083; Remering (Moselle), n° 16,464, p. 1083; Remoiville (Meuse), n° 16,534, p. 1220; Rennes (Ille-et-Vilaine), n° 16,470, p. 1085; Richebourg (Seine-et-Oise), n° 16,495, p. 1111; Riencecourt (Somme), n° 16,076, p. 472; Rillieux (Ain), n° 16,508, p. 1190; Rochelle (la) (Manche), n° 16,281, p. 914; Roquevaire (Bouches-du-Rhône), n° 16,117, p. 570; Rouen (Seine-Inférieure) (églises de Saint-Maclou et de Saint-Nicaise, à), n° 16,106, p. 528; Routelle (Doubs), n° 16,486, p. 1091; Rozès (Gers), n° 16,511, p. 1191; Rueil (Eure-et-Loir), n° 16,511, p. 1191; — Sains (Nord), n° 16,533, p. 1219; Saint-Aignan (Loir-et-Cher), n° 16,263, p. 851; Saint-Amand-Roche-Savine (Puy-de-Dôme), n° 16,463, p. 1082; Saint-Aubin (Somme), n° 16,265, p. 852; Saint-Aubin-de-Terregatte (Manche), n° 16,477, p. 1088; Saint-Aubin-des-Préaux (Manche), n° 16,282, p. 914; Saint-Aubin-sur-Mer (Calvados), n° 16,117, p. 570; Saint-Béat (Haute-Garonne), n° 16,486, p. 1091; Saint-Cernin-de-Labarde (Dordogne), n° 16,119, p. 572; Sainte-Marie-

du-Bois (Manche), n° 16,534, p. 1220; Sainte-Marie-Kerque (Pas-de-Calais), n° 16,483, p. 1090; Saint-Ellier-les-Bois (Orne), n° 16,306, p. 950; Saint-Étienne-d'Avançon (Hautes-Alpes), n° 16,263, p. 851; Saint-Florel (Puy-de-Dôme), n° 16,482, p. 1090; Saint-Front (Charente), n° 16,285, p. 915; Saint-Jacques-d'Atticieux (Ardeche), n° 16,279, p. 913; Saint-Jean-des-Baisants (Manche), n° 16,486, p. 1091; Saint-Jean-des-Mauvrets (Maine-et-Loire), n° 16,457, p. 1075; Saint-Jean-d'Estissac (Dordogne), n° 16,485, p. 1091; Saint-Julien-sur-Calonne (Calvados), n° 16,263, p. 851; Saint-Justin (Gers), n° 16,507, p. 1190; Saint-Lager (Rhône), n° 16,482, p. 1089; Saint-Lambert-les-Bois (Seine-et-Oise), n° 16,481, p. 1089; Saint-Laurent-du-Pont (Isère), n° 16,494, p. 1110; Saint-Lô-d'Ourville (Manche), n° 16,259, p. 850; Saint-Loup (Haute-Saône), n° 16,283, p. 914; Saint-Loup (Manche), n° 16,468, p. 1084; Saint-Loup-Hors (Calvados), n° 16,469, p. 1084; Saint-Malon (Ille-et-Vilaine), n° 16,512, p. 1191; Saint-Nazaire (Loire-Inférieure), n° 16,308, p. 951; Saint-Nicolas-du-Pélem (Côtes-du-Nord), n° 16,471, p. 1085; Saint-Nicolas-la-Chapelle (Haute-Savoie), n° 16,558, p. 1284; Saint-Omer (Pas-de-Calais), n° 16,483, p. 1090; Saint-Pern (Ille-et-Vilaine), n° 16,512, p. 1191; Saint-Pierre-de-Lages (Haute-Garonne), n° 16,509, p. 1190; Saint-Pierre-des-Bois (Sarthe), n° 16,476, p. 1087; Saint-Planchers (Manche), n° 16,279, p. 912; Saint-Pol-de-Léon (Finistère), n° 16,280, p. 914; Saint-Projet (Tarn-et-Garonne) (Saillagol, commune de), n° 16,463, p. 1082; Saint-Remy (Bouches-du-Rhône), n° 16,260, p. 850; Saint-Remy (Côte-d'Or), n° 16,456, p. 1074; Saint-Romain (Loir-et-Cher), n° 16,263, p. 851; Saint-Saulge (Nièvre), n° 16,482,

p. 1089; Saint-Sauveur-de-Bonfossé (Manche), n° 16,459, p. 1075; Saint-Sauveur-Lendelin (Manche), n° 16,264, p. 851; Saint-Sébastien (Tarn), n° 16,204, p. 700; Saint-Sulpice-en-Pareds (Vendée), n° 16,282, p. 914; Salers (Cantal), n° 16,509, p. 1190; Salins (Savoie), n° 16,463, p. 1082; Sannois (Seine-et-Oise), n° 16,487, p. 1092; Sapois (Vosges), n° 16,509, p. 1190; Sassey (Loir-et-Cher), n° 16,263, p. 851; Saucède (Basses-Pyrénées), n° 16,481, p. 1089; Savigné (Vienne), n° 16,459, p. 1075; Semallé (Orne), n° 16,457, p. 1075; Senonches (Eure-et-Loir), n° 16,076, p. 472; Sept-Vents (Calvados), n° 16,494, p. 1110; Servon (Manche), n° 16,477, p. 1088; Seigny (Ardennes), n° 16,284, p. 915; Soissons (Aisne) (cathédrale de), n° 16,509, p. 1190; Somloire (Maine-et-Loire), n° 16,484, p. 1091; Sorel (Somme), n° 16,284, p. 915; Sortosville-en-Beaumont (Manche), n° 16,260, p. 850; Sougy (Nièvre), n° 16,117, p. 570; Soulièvres (Deux-Sèvres), n° 16,460, p. 1076; Soupex (Aude), n° 16,284, p. 915; Strasbourg (Bas-Rhin) (église cathédrale de), n° 16,107, p. 528; Surtainville (Manche), n° 16,260, p. 850; Suzanne (Somme), n° 16,508, p. 1190; — Tamnay (Nièvre), n° 16,464, p. 1083; Tecou (Tarn), n° 16,460, p. 1076; Thézée (Loir-et-Cher), n° 16,263, p. 851; Thiouville (Seine-Inférieure), n° 16,262, p. 851; Thorens (Haute-Savoie), n° 16,558, p. 1284; Thory (Somme), n° 16,487, p. 1092; Tordouet (Calvados), n° 16,469, p. 1084; Tromborn (Moselle), n° 16,309, p. 952; — Urville (Manche), n° 16,106, p. 527; Utelle (Alpes-Maritimes), n° 16,459, p. 1075; — Vabres (Aveyron), n° 16,485, p. 1091; Valence (Tarn), n° 16,478, p. 1088; Vallesvilles (Haute-Garonne), n° 16,076, p. 472; Van-

denesse (Côte-d'Or), n° 16,113, p. 1192; Varennes (Meuse), n° 16,486, p. 1091; Vaux-s-Laon (Aisne), n° 16,533, p. 121; Vaxy (Meurthe), n° 16,487, p. 1092; Versailles (Seine-et-Oise) (église de Notre-Dame), n° 16,262, p. 851; Viel-Baug (Maine-et-Loire), n° 16,487, p. 1089; Vignory (Haute-Marne), n° 16,459, p. 1075; Villier (Aude), n° 16,284, p. 915; Villebois (Ain), n° 16,468, p. 1083; Villeconin (Seine-et-Oise), n° 16,487, p. 1092; Villemorin (Maine-et-Loire), n° 16,487, p. 1090; Ville-sur-Arce (Aube), n° 16,281, p. 914; Virey (Manche), n° 16,534, p. 1220; Virieu (Isère), n° 16,279, p. 912; Vismes (Moselle), n° 16,476, p. 1087; Volmerange (Moselle), n° 16,457, p. 1076; Welferding (Moselle), n° 16,487, p. 1083; Wickerschwihr (Haut-Rhin) (la chapelle vicariale de), n° 16,262, p. 851; Wissembourg (Bas-Rhin), n° 16,263, p. 851; Woimbey (Meuse), n° 16,487, p. 1087; Woippy (Moselle), n° 16,494, p. 1111; Woutwiler (Moselle), n° 16,467, p. 1088; Zetting (Moselle), n° 16,467, p. 1083.

Évêchés. A ceux des communes suivantes : Cahors (Lot), n° 16,487, p. 1112; — Nantes (Loire-Inférieure), n° 16,306, p. 951; Nevers (Nièvre), n° 16,286, p. 916; — Périgueux (Dordogne), n° 16,117, p. 572.

Hospices. A ceux des communes suivantes : Alby (Tarn), n° 16,487, p. 1088; Aurillac (Lot), n° 16,307, p. 951; — Bordeaux (Gironde), n° 16,472, p. 1086; Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), n° 16,117, p. 1190; — Dorat (le) (Haute-Vienne), n° 16,107, p. 528; — Figanières (Var), n° 16,287, p. 916; — Gaillac (Tarn), n° 16,467, p. 1088; — Lauzerte (Tarn-et-Garonne), n° 16,478, p. 1088; — Mâcon (Saône-et-Loire), n° 16,459, p. 1075; — Nevers (Nièvre), n° 16,286, p. 916.

16,286, p. 916; — Voreppe (Isère), n° 16,308, p. 951.
Pauvres. A ceux des communes vivantes : Albas (Lot), n° 16,307, p. 951; Alençon (Orne), n° 16,483, p. 1090; Angers (Maine-et-Loire), n° 16,481, p. 1089; Aubignosc (Basses-Alpes), n° 16,511, p. 1191; — Bacqueville (Seine-Inférieure), n° 16,262, p. 851; Bassoues (Gers), n° 16,472, p. 1086; Bastide-duert (la) (Lot), n° 16,473, p. 1008; Baudre (Manche), n° 16,386, p. 951; Beaucamps - le - Vieux (Somme), n° 16,265, p. 852; Blou (Maine - et - Loire), n° 16,481, p. 1089; Bordeaux (Gironde), n° 16,472, p. 1086; Boulogne-sur-mer (Pas-de-Calais), n° 16,507, p. 1190; Bourg-Dun (le) (Seine-Inférieure), n° 16,263, p. 851; Bourgneuf (Mayenne), n° 16,470, p. 1085; Buais (Manche), n° 16,472, p. 1086; — Cernoy (Loiret), n° 16,513, p. 1192; Château (Finistère), n° 16,496, p. 1112; Château-Salins (Meurthe), n° 16,483, p. 1090; Cherbourg (Manche), n° 16,485, p. 1091; Cherencé-le-Héron (Manche), n° 16,480, p. 1089; Coligny (Ain), n° 16,456, p. 1074; Colmar (Haut-Rhin), n° 16,262, p. 851; Cretteville (Manche), n° 16,484, p. 1090; — Delouze (Meuse), n° 16,511, p. 1191; Donjeux (Meurthe), n° 16,483, p. 1090; Dorat (le) (Haute-Vienne), n° 16,107, p. 528; Douarnenez (Finistère), n° 16,496, p. 1112; — Épinay-sur-Duclair (Seine-Inférieure), n° 16,130, p. 604; Eysines (Gironde), n° 16,475, p. 1087; — Ferté-sur-Amance (la) (Haute-Marne), n° 16,285, p. 915; Fontenermont (Calvados), n° 16,308, p. 951; — Gaillac (Tarn), n° 16,460, p. 1076; Garidech (Haute-Garonne), n° 16,107, p. 528; Gausson (Côtes-du-Nord), n° 16,479, p. 1088; Gonnehem (Pas-de-Calais), n° 16,260, p. 850; Guipel (Ille-et-Vilaine), n° 16,463, p. 1082; — Ile-Jourdain (l') (Vienne),

n° 16,512, n° 1191; Issudel (Lot), n° 16,307, p. 951; — Jaille-Yvon (la) (Maine-et-Loire), n° 16,495, p. 1112; Jarnages (Creuse), n° 16,463, p. 1082; Justian (Gers), n° 16,260, p. 850; — Lamberville (Seine-Inférieure), n° 16,262, p. 851; Lisieux (Calvados), n° 16,287, p. 916; Luneray (Seine-Inférieure), n° 16,460, p. 1076; Lyon (Rhône), n° 16,482, p. 1090; — Macau (Gironde), n° 16,475, p. 1087; Macey (Manche), n° 16,308, p. 951; Mâcon (Saône-et-Loire), n° 16,458, p. 1075; Malbrans (Doubs), n° 16,470, p. 1085; Metz (Moselle) (paroisse de Saint - Martin, à), n° 16,496, p. 1111; Monsec (Dordogne), n° 16,119, p. 572; Montauban (Tarn-et-Garonne), n° 16,478, p. 1088; — Oigny (Aisne), n° 16,480, p. 1089; — Péage-de-Roussillon (le) (Isère), n° 16,475, p. 1087; Périers - en - Beauficel (Manche), n° 16,480, p. 1089; Poey (Basses-Pyrénées), n° 16,481, p. 1089; Prades (Ariège), n° 16,475, p. 1087; Prayssac (Lot), n° 16,307, p. 951; Provin (Nord), n° 16,512, p. 1191; Provins (Seine-et-Marne), n° 16,130, p. 604; Puy-l'Évêque (Lot), n° 16,472, p. 1086; — Quesne (le) (Somme), n° 16,265, p. 852; — Rennes (Ille-et-Vilaine), n° 16,470, p. 1085; Richebourg (Seine-et-Oise), n° 16,495, p. 1111; Rozès (Gers), n° 16,511, p. 1191; — Saint-Ellier-les-Bois (Orne), n° 16,306, p. 950; Sainte-Marie-du-Bois (Manche), n° 16,534, p. 1220; Saint-Floret (Puy - de - Dôme), n° 16,482, p. 1090; Saint-Jacques-d'Articieux (Ardèche), n° 16,279, p. 913; Saint-Jean-d'Estissac (Dordogne), n° 16,485, p. 1091; Saint-Julien-sur-Sarthe (Orne), n° 16,306, p. 950; Saint-Lager (Rhône), n° 16,482, p. 1090; Saint-Loup (Haute-Saône), n° 16,283, p. 914; Saint-Nazaire (Loire-Inférieure), n° 16,308, p. 951; Saint-Nicolas-du-Pélem (Côtes - du - Nord),

n° 16,471, p. 1085; Saint-Omer (Pas-de-Calais), n° 16,483, p. 1090; Saint-Planchers (Manche), n° 16,279, p. 912; Saint-Projet (Tarn-et-Garonne) (Saillagol, commune de), n° 16,463, p. 1082; Saint-Remy (Bouches-du-Rhône), n° 16,260, p. 850; Saint-Saulge (Nièvre), n° 16,482, p. 1089; Saucède (Basses-Pyrénées), n° 16,481, p. 1089; Senlis (Pas-de-Calais), n° 16,480, p. 1089; Sourdres (Maine-et-Loire), n° 16,481, p. 1089; Strasbourg (Bas-Rhin) (les pauvres d'un grand nombre de paroisses, à), n° 16,473, p. 1086; Surtainville (Manche), n° 16,260, p. 850; — Vabres (Aveyron), n° 16,485, p. 1091; Vallesvilles (Haute-Garonne), n° 16,076, p. 472; Vieil-Baugé (Maine-et-Loire), n° 16,481, p. 1089; Villemoisian (Maine-et-Loire), n° 16,482, p. 1090; Virey (Manche), n° 16,534, p. 1220; — Wanel (Somme), n° 16,284, p. 915.

Séminaires. A ceux des communes suivantes : Alby (Tarn), n° 16,469 et 16,478, p. 1084 et 1088; Angers (Maine-et-Loire),

n° 16,495, p. 1112; Arras (Pas-de-Calais), n° 16,265, p. 852; Autun (Saône-et-Loire), n° 16,475, p. 1075; — Bayeux (Calvados), n° 16,476, p. 1087; — Carcassonne (Aude), n° 16,284 et 16,475, p. 915 et 1087; Châlons (Marne), n° 16,468, p. 1084; — Laval (Mayenne), n° 16,477, p. 1084; Meaux (Seine-et-Marne), n° 16,475, p. 604; — Nevers (Nièvre) (seminaires réunis), n° 16,286, p. 916; — Paris (Seine) (les Missions étrangères, à), n° 16,038 et 16,280, p. 386 et 914; — Strasbourg (Bas-Rhin), n° 16,107, p. 528; — Verdun (Meuse), n° 16,482, p. 1090.

Sociétés d'agriculture. A celle du département suivant : Maine-et-Loire (département de la), n° 15,960, p. 232.

Sociétés de charité maternelle. A celle de la commune suivante : Bordeaux (Gironde), n° 16,475, p. 1086.

Sociétés de secours mutuels. A celles des communes suivantes : Ile-Jourdain (I.), (Vienne), n° 16,512, p. 1191; — Nevers (Nièvre), n° 16,286, p. 916.

M

MÉDAILLE MILITAIRE. Voyez *Légion d'honneur*.

MILITAIRES. Voyez *Pensions militaires et de la marine*.

MINES. Décrets portant des concessions de mines dans les lieux ci-après désignés : Aulus (Ariège) (concession de mines de plomb, argent, zinc et cuivre), n° 15,948, p. 203; — Berweiller (Moselle) (mines de houille), n° 15,851, p. 100; Bibling (Moselle), n° 15,851, p. 100; Bonneval (Savoie) (mines de plomb, sous le nom de *Concession du Crozat*), n° 16,634, p. 1395; Briançon (Hautes-Alpes) (concession de mines d'anthracite sous le nom

de *Concession de l'Échereau*), n° 15,906, p. 179; Bussière (Loire), n° 16,528, p. 1218; — Castifao (Corse) (nouvelle concession de mines de cuivre, plomb etc., pour être réunie à celle de Saint-Augustin), n° 16,087, p. 516; Celliers (Savoie) (mines de plomb sous le nom de *Concession du Crozat*), n° 16,634, p. 1395; — Dalem (Moselle), n° 15,851, p. 100; Decazeville (Aveyron) (réunion de concession de mines de houille), n° 16,532, p. 1219; Doucy (Savoie) (mines de plomb sous le nom de *Concession du Crozat*), n° 16,634, p. 1395; — Falck (Moselle), n° 15,850, p. 100.

my (Aveyron) (mines de houille), n° 16,543, p. 1251; Flanhac (Aveyron) (réunion de concession mines de houille), n° 16,532, p. 1219; — Gerzat (Puy-de-Dôme) (mines de bitume, sous le nom de *Concession de Cœur*), n° 15,906, p. 179; — Hargarten-aux-Mines (Moselle), n° 15,851, p. 100; Herange (Moselle) (mines de fer hydroxydé oolithique), n° 16,615, p. 1324; — Jumeaux (Puy-de-Dôme) (mines de houille), n° 16,610, p. 1322; — Laissey (Doubs) (autorisation donnée à la société des forges et fonderies du Doubs de réunir à la concession de mine de fer les concessions qu'elle possède dans le département de Saône-et-Loire), n° 15,904, p. 179; Longwy (Moselle) (mines de fer hydroxydé oolithique), n° 16,615, p. 1324; — Merten (Moselle), n° 15,851, p. 100; Métrol (Puy-de-Dôme) (concession de mines de bitume sous le nom de *Concession de Cœur*),

n° 15,906, p. 179; Milhau (Aveyron) (mines de lignite), n° 16,610, p. 1323; Monay (Jura) (acceptation de la renonciation d'une concession de mines de fer), n° 15,899, p. 177; — Rehon (Moselle) (mines de fer hydroxydé oolithique), n° 16,615, p. 1324; Rémering (Moselle), n° 15,851, p. 100; Riom (Puy-de-Dôme) (concession de mines de bitume sous le nom de *Concession de Macholles*), n° 15,906, p. 179; — Sainte-Agathe-en-Donzy (Loire) (mines d'antimoine), n° 16,528, p. 1218; Sainte-Colombe (Loire) (mines d'antimoine), n° 16,528, p. 1218; — Téterchen (Moselle), n° 15,851, p. 100; Tromborn (Moselle), n° 15,851, p. 100; — Villefort et Vialas (Lozère) (fixation des limites de la concession de mines de plomb dites de), n° 16,531, p. 1219; Villing (Moselle), n° 15,851, p. 100; Violay (Loire) (mines d'antimoine), n° 16,528, p. 1218.

N

NATURALISATION. Décret portant autorisation de naturalisation au profit de : Viry (de)

(Edmond-Georges-Joseph-Marie) est autorisé à se faire naturaliser Italien, n° 16,392, p. 1062.

O

OCTROI. Décrets qui autorisent la perception d'octrois ou qui approuvent des modifications aux tarifs et règlements d'octrois établis dans les communes suivantes : Aigle (l') (Orne), n° 16,703, p. 1475; Aire (Pas-de-Calais), n° 16,702, p. 1475; Allevard (Isère), n° 16,679, p. 1443; Apt (Vaucluse), n° 16,225, p. 726; Arles (Bouches-du-Rhône), n° 16,224, p. 724; Auch (Gers), n° 16,679, p. 1443; Auray (Morbihan), n° 14,700, p. 1474; Auzat (Ariège), n° 16,679, p. 1443; Avesnes (Nord), n° 16,704;

p. 1476; — Beauvais (Oise), n° 16,700, p. 1474; Blanc (le) (Indre), n° 16,225, p. 726; Bormes (Var), n° 16,679, p. 1444; Bourg (Ain), n° 16,225, p. 726; — Charenton-le-Pont (Seine), n° 16,225, p. 726; Charleville (Ardennes), n° 16,701, p. 1474; Châteaurenard (Bouches-du-Rhône) (prorogation de la durée du tarif), n° 16,145, p. 648; Chef-Boutonne (Deux-Sèvres), n° 16,702, p. 1475; Choisy-le-Roi (Seine), n° 16,678, p. 1443; Ciotat (la) (Bouches-du-Rhône), n° 16,700, p. 1474; Clayette (la) (Saône-et-Loire),

n° 16,704, p. 1476; Comines (Nord), n° 16,679, p. 1443; Commeny (Allier), n° 16,226, p. 726; Condé (Nord) (maintien en activité de l'octroi de cette commune), n° 16,661, p. 1427; — Dax (Landes), n° 16,225, p. 726; Douai (Nord), n° 16,702, p. 1475; — Épernay (Marne), n° 16,678, p. 1442; Épinal (Vosges), n° 16,679, p. 1444; — Fontvieille (Bouches-du-Rhône), n° 16,702, p. 1475; Fourmies (Nord), n° 16,662, p. 1427; Fresnes (Nord), n° 16,662, p. 1427; — Gan (Basses-Pyrénées) (suppression de l'octroi établi dans cette commune), n° 16,224, p. 725; Goncelin (Isère), n° 16,662, p. 1427; Graulhet (Tarn) (prorogation des tarifs et règlement), n° 16,661, p. 1427; — Halluin (Nord), n° 16,223, p. 724; Hazebrouck (Nord), n° 16,224, p. 725; Houffleur (Calvados), n° 16,678, p. 1442; — Issy (Seine), n° 16,224, p. 725; — Kerfeunteun (Finistère), n° 16,679, p. 1443; — Languidic (Morbihan), n° 16,224, p. 725; Levroux (Indre), n° 16,142, p. 647; Longwy (Moselle) (prorogation des règlements et tarifs), n° 16,661, p. 1427; Lons-le-Sauvier (Jura) (mise en vigueur du nouveau tarif), n° 16,141, p. 646; Loos (Nord), n° 16,662, p. 1427; Lorient (Morbihan), n° 16,227, p. 726; Lyon (Rhône) (changement d'affectation de dépenses extraordinaires), n° 16,143, p. 647; — Mans (le) (Sarthe), n° 16,703, p. 1475; Mende (Lozère) (prorogation des tarifs et règlement), n° 16,141, p. 646; Milizac (Finistère), n° 16,700, p. 1474; Mirecourt (Vosges) (prorogation des tarifs et règlement), n° 16,661, p. 1427; Monségur (Gironde), n° 16,704, p. 1476; Moutiers (Savoie), n° 16,678, p. 1443; — Nemours (Seine-et-Marne), n° 16,678, p. 1443; Nontron (Dordogne), n° 16,678, p. 1442; Nyons

(Drôme), n° 16,679 et 16,704, p. 1443 et 1475; — Orange (Vaucluse), n° 16,224, p. 725; — Orange (Bouches-du-Rhône), n° 16,224, p. 1476; — Plaisance (Gers), n° 16,699, p. 1474; — Poitiers (Vienne), n° 16,223, p. 724; — Poligny (Jura) (approbation des tarifs et règlement), n° 16,141, p. 646; Pont-l'Évêque (Calvados), n° 16,704, p. 1476; Prades (Pyrénées-Orientales), n° 16,679 et 16,704, p. 1444 et 1475; — Provins (Seine-et-Marne), n° 16,679, p. 1444; Puteaux (Seine), n° 16,660, p. 1427; — Rochefort (Morbihan), n° 16,224, p. 725; Rodez (Aveyron) (approbation du règlement supplémentaire), n° 16,144, p. 648; — Saint-Affrique (Aveyron), n° 16,700, p. 1474; Saint-Céré (Lot), n° 16,224, p. 724; Saint-Genis (Savoie), n° 16,223, p. 724; Saint-Joseph-de-Rivière (Isère), n° 16,704, p. 1476; Samatan (Gers), n° 16,704, p. 1476; Saurat (Ariège), n° 16,704, p. 1474; Sceaux (Seine), n° 16,224, p. 726; Segré (Maine-et-Loire), n° 16,224, p. 725; — Serres (Ariège), n° 16,702, p. 1475; Sisteron (Basses-Alpes), n° 16,678, p. 1443; Soissons (Aisne), n° 16,700, p. 1474; Sospel (Alpes-Maritimes), n° 16,699, p. 1474; Sotteville-lez-Rouen (Seine-Inférieure), n° 16,679, p. 1444; — Tarbes (Haute-Garonne), n° 16,678, p. 1443; Toulon (Var), n° 16,145, p. 648; — Tournon (Isère), n° 16,142, p. 647; — Wambrechies (Nord), n° 16,678, p. 1428.

ORPHELINAT. Décret qui autorise l'établissement d'un orphelinat dans la commune suivante: Angoulême (Charente) (création d'un établissement qui prendra le nom d'Orphelinat agricole le *clerc-Chauvin*), n° 16,009, p. 322.

ORPHELINS. Voyez *Pensions militaires et de la marine*.

P

ES. Voyez *Legs*.

CÔTIÈRE. Décret qui modifie l'article 178 du décret du 19 novembre 1859, relatif à la pêche dans le cinquième arrondissement maritime, n° 15,838, p. 7.

DES CIVILES. Décrets qui approuvent la liquidation des pensions civiles suivantes : à onze personnes pour pensions et indemnités viagères de veuves d'employés et agents des anciennes administrations civiles et du domaine privé du dernier règne, n° 15,787, p. 29; — à dix-neuf personnes, n° 15,803, p. 29; — à vingt-cinq personnes, n° 15,804, p. 32; — à sept personnes, n° 15,814, p. 31; — à trente-six personnes, n° 15,815, p. 42; — à une personne, n° 15,816, p. 43; — à six personnes, n° 15,818, p. 40; — à vingt-cinq personnes, n° 15,827, p. 57; — à vingt-cinq personnes, n° 15,828, p. 62; — à vingt-cinq personnes, n° 15,829, p. 66; — à un ancien employé de la compagnie des canaux d'Orléans et du Loing, ainsi qu'à la veuve d'un employé de ladite compagnie, n° 15,830, p. 70; — à quatre personnes, n° 15,840, p. 80; — à une personne, n° 15,841, p. 81; — à six personnes, n° 15,842, p. 82; — à une personne, n° 15,843, p. 81; — à vingt-cinq personnes, n° 15,844, p. 88; — à vingt-cinq personnes, n° 15,845, p. 92; — à une personne, n° 15,856, p. 130; — à cinq personnes, n° 15,857, p. 132; — à vingt-cinq personnes, n° 15,858, p. 134; — à six personnes, n° 15,870, p. 149; — à six personnes, n° 15,871, p. 150; — à vingt-quatre personnes, n° 15,873, p. 163; — à six personnes, n° 15,874, p. 166; — à une personne, n° 15,875, p. 168;

— à une personne, n° 15,876, p. 170; — à deux personnes, n° 15,957, p. 230; — à vingt-huit personnes, n° 15,984, p. 267; — à vingt-cinq personnes, n° 15,985, p. 272; — à vingt-deux personnes, n° 15,986, p. 276; — à trois personnes, n° 15,998, p. 324; — à trois personnes, n° 15,999, p. 326; — à six personnes, n° 16,000, p. 328; — à vingt-six personnes, n° 16,001, p. 330; — à quatre personnes, n° 16,002, p. 335; — à vingt-sept personnes, n° 16,004, p. 338; — à vingt-quatre personnes, n° 16,005, p. 344; — à vingt personnes, n° 16,006, p. 348; — à quatre personnes, n° 16,042, p. 389; — à six personnes, n° 16,043, p. 390; — à cinq personnes, n° 16,044, p. 392; — à une personne, n° 16,045, p. 394; — à deux personnes, n° 16,046, p. 394; — à cinq personnes, n° 16,049, p. 400; — à trente personnes, n° 16,051, p. 404; — à dix-sept personnes, n° 16,052, p. 410; — à vingt-cinq personnes, n° 16,053, p. 414; — à vingt-cinq personnes, n° 16,054, p. 418; — à soixante-sept personnes, n° 16,065, p. 431; — à deux personnes, n° 16,066, p. 437; — à une personne, n° 16,067, p. 438; — à cinq personnes, n° 16,071, p. 464; — à dix-neuf personnes, n° 16,072, p. 466; — à six personnes, n° 16,079, p. 509; — à quatre personnes, n° 16,080, p. 510; — à quatre personnes, n° 16,081, p. 512; — à deux personnes, n° 16,088, p. 517; — à trois personnes, n° 16,090, p. 519; — à vingt personnes, n° 16,114, p. 560; — à vingt-deux personnes, n° 16,115, p. 564; — à cinq personnes, n° 16,116, p. 568; — à onze personnes, n° 16,120, p. 573; — à onze personnes, n° 16,121, p. 576; — à

dix personnes, n° 16,122, p. 579; — à deux personnes, n° 16,123, p. 582; — à vingt-trois personnes, n° 16,126, p. 585; — à vingt-cinq personnes, n° 16,127, p. 590; — à vingt-cinq personnes, n° 16,128, p. 594; — à vingt et une personnes, n° 16,129, p. 598; — à vingt-cinq personnes, n° 16,139, p. 640; — à huit personnes, n° 16,140, p. 644; — à dix personnes, n° 16,155, p. 659; — une pension extraordinaire à *M^{me} Simon*, veuve de l'amiral *Hamelin*, n° 16,156, p. 660; — à dix personnes, n° 16,171, p. 666; — à deux personnes, n° 16,172, p. 668; — à une personne, n° 16,173, p. 669; — à une personne, n° 16,220, p. 717; — à cinq personnes, n° 16,221, p. 718; — à vingt et une personnes, n° 16,222, p. 720; — à vingt-cinq personnes, n° 16,273, p. 899; — à vingt-cinq personnes, n° 16,274, p. 904; — à vingt-cinq personnes, n° 16,275, p. 908; — à quatre personnes, n° 16,288, p. 917; — à trois personnes, n° 16,289, p. 918; — à trois personnes, n° 16,290, p. 920; — à vingt-six personnes, n° 16,292, p. 922; — à vingt-cinq personnes, n° 16,293, p. 928; — à vingt-cinq personnes, n° 16,294, p. 932; — à douze personnes, n° 16,295, p. 938; — à treize personnes, n° 16,296, p. 942; — à cent trois personnes, n° 16,310, p. 953; — à vingt-cinq personnes, n° 16,315, p. 967; — à vingt-cinq personnes, n° 16,316, p. 971; — à dix-huit personnes, n° 16,317, p. 976; — à vingt-cinq personnes, n° 16,335, p. 985; — à vingt-cinq personnes, n° 16,336, p. 990; — à vingt personnes, n° 16,337, p. 994; — à vingt-cinq personnes, n° 16,338, p. 998; — à huit personnes, n° 16,357, p. 1009; — à deux personnes, n° 16,358, p. 1010; — à une personne, n° 16,359, p. 1012; — à vingt-cinq personnes, n° 16,363, p. 1023; — à trois personnes,

n° 16,371, p. 1051; — à trois personnes, n° 16,372, p. 1052; — à douze personnes, n° 16,462, p. 1077; — à trois personnes, n° 16,462, p. 1080; — à deux personnes, n° 16,498, p. 1114; — à une personne, n° 16,500, p. 1116; — à trente-six personnes, n° 16,514, p. 1196; — à dix-huit personnes, n° 16,516, p. 1198; — à six personnes, n° 16,517, p. 1202; — à quatre personnes, n° 16,519, p. 1204; — à deux personnes, n° 16,519, p. 1205; — à deux personnes, n° 16,520, p. 1208; — à vingt personnes, n° 16,522, p. 1212; — à deux personnes, n° 16,522, p. 1244; — à dix-sept personnes, n° 16,542, p. 1246; — à deux personnes, n° 16,551, p. 1256; — à huit personnes, n° 16,553, p. 1256; — à vingt-cinq personnes, n° 16,553, p. 1262; — à vingt-cinq personnes, n° 16,555, p. 1274; — à vingt-cinq personnes, n° 16,557, p. 1301; — à quatre personnes, n° 16,597, p. 1302; — à deux personnes, n° 16,600, p. 1320; — à deux personnes, n° 16,640, p. 1398; — à vingt-cinq personnes, n° 16,646, p. 1401; — à vingt-quatre personnes, n° 16,646, p. 1382; — à vingt-six personnes, n° 16,630, p. 1385; — à deux personnes, n° 16,631, p. 1394; — à quatre personnes, n° 16,690, p. 1457; — à deux personnes, n° 16,693, p. 1472; — à une personne, n° 16,693, p. 1472.

PENSIONS DE LA MARINE. Décrets qui accordent des pensions de retraite, sur les fonds de la caisse des invalides de la marine, aux personnes indiquées aux tableaux joints aux Bulletins des lois rapportés ci-après : à soixante-trois personnes, n° 15,795, p. 9; — à quatre personnes, n° 15,796, p. 14; — à quatre veuves, n° 15,797, p. 16; — à quarante-quatre, veuves ou orphelins, n° 15,798, p. 16; — à quarante-quatre veuves et orphelins, n° 15,911, p. 181; — à six veuves et à une orpheline, n° 15,912, p. 186; — à une veuve, n° 15,913, p. 187; — à vingt-trois personnes, n° 15,914, p. 188; — à trente-six personnes, n° 15,915, p. 192; — à deux veuves, n° 15,961, p. 233; — à trente et une veuves et orphelins, n° 15,962, p. 234; — à trente-quatre personnes, n° 15,963, p. 238; — à trente-neuf personnes, n° 15,964, p. 242; — à vingt et une veuves et une orpheline, n° 15,965, p. 246; — à quatre veuves, n° 15,966, p. 250; — à treize personnes, n° 15,967, p. 250; — à vingt et une veuves et à une orpheline, n° 16,206, p. 701; — à vingt-sept personnes, n° 16,207, p. 704; — à deux veuves et à une orpheline, n° 16,208, p. 706; — à quarante-deux veuves et orphelins, n° 16,209, p. 708; — à deux mille huit cent quatre-vingt-douze personnes, n° 16,256, p. 735; — à dix-huit personnes, n° 16,488, p. 1093; — à trente-neuf personnes, n° 16,489, p. 1094; — à vingt-trois personnes, n° 16,490, p. 1099; — à quarante-sept personnes, n° 16,491, p. 1102; — à vingt et une personnes, n° 16,492, p. 1106; — à onze personnes à titre de retraite et une pension de réforme, n° 16,559, p. 1285; — à vingt-cinq veuves et orphelins, n° 16,560, p. 1286; — à trente-quatre veuves ou orphelins,

n° 16,561, p. 1290; — à trois veuves, n° 16,562, p. 1294; — à vingt-six veuves ou orphelins, n° 16,663, p. 1429; — à vingt-cinq personnes, n° 16,664, p. 1432; — à deux veuves ou orphelins, n° 16,665, p. 1436; — à vingt-trois veuves et orphelins, n° 16,666, p. 1436.

PENSIONS INSCRITES AU TRÉSOR PUBLIC. Décrets qui autorisent l'inscription au trésor public des pensions suivantes : de trente-quatre pensions civiles, n° 15,817, p. 49; — de deux pensions civiles, l'une accordée à un ancien employé de la compagnie des canaux d'Orléans et du Loing et l'autre à une veuve d'employé de ladite compagnie, n° 15,878, p. 172; — de quatre pensions militaires, n° 15,982, p. 265; — de deux cent soixante-quinze pensions militaires, n° 15,983, p. 266; — de quatre pensions de donataires, n° 16,003, p. 336; — de deux cent dix-neuf pensions militaires, n° 16,050, p. 402; — de quatre cent trois pensions militaires, n° 16,073, p. 470; — de cent cinquante et une pensions militaires, n° 16,089, p. 518; — d'une pension accordée à une titulaire devenue Française par le fait de la réunion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice à la France, n° 16,091, p. 520; — de vingt-trois pensions concédées à des titulaires devenus Français par le fait de la réunion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice à la France, n° 16,092, p. 522; — de cent soixante-dix-huit pensions militaires, n° 16,093, p. 524; — de deux pensions de donataires, n° 16,124, p. 582; — de seize pensions militaires, n° 16,125, p. 584; — de quatre-vingt-huit pensions militaires, n° 16,137, p. 638; — d'une pension accordée à titre de récompense nationale à M. *Crespelle-Dellisse*, n° 16,138, p. 639; — de deux cent quatre-vingts pensions mi-

litaires, n° 16,174, p. 670; — de la pension d'un titulaire devenu Français par suite de la réunion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice à la France, n° 16,291, p. 921; — de cinq pensions concédées à des titulaires devenus Français par suite de la réunion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice à la France, n° 16,297, p. 944; — de deux pensions concédées à des titulaires devenus Français par suite de la réunion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice à la France, n° 16,298, p. 947; — de deux pensions de donataires, n° 16,313, p. 965; — d'une pension civile accordée à M^{me} Simon, veuve de l'amiral Hamelin, n° 16,314, p. 966; — de quatre cent quinze pensions militaires, n° 16,362, p. 1021; — d'une pension concédée à la veuve d'un titulaire devenu Français par suite de la réunion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice à la France, n° 16,501, p. 1116; — de deux pensions de donataires, n° 16,599, p. 1314; — d'une pension de donataire, n° 16,641, n° 1398; — d'une pension de veuve d'un vétéran du camp de Juliers, n° 16,642, p. 1400; — de cent soixante-dix-sept pensions militaires, n° 16,645, p. 1407; — de deux cent vingt pensions militaires, n° 16,629, p. 1383.

PENSIONS MILITAIRES. Décrets qui accordent des pensions de retraite pour le département de la guerre aux personnes désignées aux tableaux joints aux bulletins des lois rapportés ci-après : à quatre militaires à titre d'ancienneté de service, n° 15,852, p. 101; — à soixante-cinq militaires à titre d'ancienneté de service, n° 15,853, p. 102; — à cent deux militaires à titre d'ancienneté de service, n° 15,854, p. 110; — à cent huit militaires à titre d'ancienneté de service, n° 15,855, p. 120; — à vingt-huit militaires

pour blessures ou infirmités, n° 15,953, p. 205; — à trois officiers à titre de réforme, n° 15,954, p. 209; — à quatre-vingt-cinq militaires à titre d'ancienneté de service, n° 15,955, p. 210; — à quatre-vingt-treize militaires à titre d'ancienneté de service, n° 15,956, p. 220; — à quatre-vingt-quinze militaires à titre d'ancienneté de service, n° 15,957, p. 285; — à cent cinq militaires à titre d'ancienneté de service, n° 15,993, p. 294; — à quatre-vingt-cinq militaires pour blessures ou infirmités, n° 15,994, p. 301; — aux veuves ou orphelins de soixante-sept militaires, n° 15,995, p. 304; — aux veuves ou orphelins de soixante-dix-sept militaires, n° 15,996, p. 313; — aux veuves de quatorze militaires, n° 15,997, p. 322; — à quatre-vingt-trois militaires à titre d'ancienneté de service, n° 16,001, p. 357; — à soixante-huit militaires à titre d'ancienneté de service, n° 16,029, p. 365; — à douze militaires à titre d'ancienneté de service, n° 16,031, p. 396; — à quatre officiers à titre de pensions de réforme, n° 16,048, p. 399; — à cent vingt-deux militaires pour ancienneté de service, n° 16,068, p. 440; — à cinquante-cinq veuves de militaires et à deux orphelins, n° 16,069, p. 452; — à quatre-vingt-huit militaires pour blessures ou infirmités, n° 16,071, p. 473; — à soixante-dix militaires à titre d'ancienneté de service, n° 16,108, p. 529; — à quatre-vingt-quatre veuves de militaires et à un orphelin, n° 16,109, p. 536; — à soixante-trois militaires à titre d'ancienneté de service, n° 16,110, p. 542; — à quatre-vingt-deux militaires à titre d'ancienneté de service, n° 16,111, p. 548; — à cinq militaires pour blessures ou infirmités, n° 16,112, p. 556; — à cent officiers à titre de pensions de

réforme, n° 16,113, p. 558; — à cent cinq militaires à titre d'ancienneté de service, n° 16,266 p. 853; — à cent quatre militaires à titre d'ancienneté de service, n° 16,267, p. 863; — à cent douze militaires à titre d'ancienneté de service, n° 16,268, p. 874; — à vingt-six militaires pour blessures ou infirmités, n° 16,269, p. 884; — à quarante-cinq militaires pour blessures ou infirmités, n° 16,270, p. 888; — à quinze militaires à titre d'ancienneté de service, n° 16,271, p. 894; — à huit militaires pour blessures ou infirmités, n° 16,272, p. 896; — à soixante-quinze militaires à titre d'ancienneté de service, n° 16,536, p. 1221; — à quatre officiers à titre de réforme, n° 16,537, p. 1229; — aux veuves ou orphelins de quatre-vingt-dix-neuf militaires, n° 16,538, p. 1230; — à un orphelin et aux veuves de vingt-huit militaires, n° 16,539,

p. 1238; — à treize officiers à titre d'ancienneté de service, n° 16,540, p. 1242; — à cent neuf militaires à titre d'ancienneté de service, n° 16,616, p. 1325; — à dix-neuf militaires à titre d'ancienneté de service, n° 16,617, p. 1335; — à trente-deux militaires à titre d'ancienneté de service, n° 16,618, p. 1338; — à quinze militaires à titre d'ancienneté de service, n° 16,619, p. 1342; — à deux militaires pour infirmités, n° 16,620, p. 1344.

PILOTAGE. Décret qui apporte des modifications au règlement général du pilotage dans le deuxième arrondissement maritime, n° 16,170, p. 665.

PONTS. Décret qui autorise le remplacement par un pont en charpente pour le service des voitures de la passerelle établie sur la rivière d'Eure à Ivry-la-Bataille (Eure), n° 15,907, p. 179.

R

REBOISEMENT. Voyez *Établissements d'utilité publique*.

RETRAITES. Voyez *Pensions militaires et de la marine*.

RUES. Voyez *Voirie*.

S

SERVICE À L'ÉTRANGER. Décrets portant autorisation d'accepter des fonctions civiles, judiciaires ou militaires en pays étrangers, sans perdre la qualité de Français, à la charge expresse, et sous quelque prétexte que ce puisse être, de ne jamais porter les armes contre la France, aux dénommés ci-après : *Carrée (Yves-Marie)* (armée pontificale), n° 16,409, p. 1066; *Charriol (Joseph)* (vice-consul à Calcutta), n° 16,436, p. 1071; *Crosnier, dit de Varigny (Charles-Victor)* (ministre des finances du roi des îles Sandwich), n° 16,440, p. 1071; — *Heeckeren (de)* (*Louis-Joseph-Maurice-*

Georges-Charles) (armée alliée mexicaine), n° 16,430, p. 1070; — *Jaubert (Pierre-Antoine-Amédée)* (marine espagnole), n° 16,416, p. 1067; — *Talleyrand-Périgord (de)*, duc de Valençay, autorisé à se faire conférer par le roi de Prusse l'investiture du duché de Sagan, n° 16,404, p. 1065; *Tordo (Paul-César)* (commissaire de police à Monaco), n° 16,436, p. 1071.

SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES. Décrets relatifs à l'établissement ou à des modifications apportées aux statuts des sociétés industrielles suivantes : Angoulême (Charente) (prorogation de la durée de la

société pour l'exploitation du comptoir d'escompte), n° 16,031, p. 376; — Bordeaux (Gironde) (société dite *la Garonne*), n° 16,598, p. 1304; — Caen (Calvados) (modifications aux statuts de la société d'assurances mutuelles mobilières contre l'incendie pour les départements du Calvados, de l'Orne, de la Manche, de la Sarthe, de la Mayenne et de l'Eure), n° 16,369, p. 1037; Caen (Calvados) (prorogation de la société pour l'exploitation du comptoir d'escompte), n° 15,872, p. 152; — Lyon (Rhône) (modifications aux statuts de la société anonyme sous la dénomination de *Compagnie générale de navigation*), n° 16,063, p. 426; Lyon (Rhône) (société sous la dénomination de *Compagnie lyonnaise des Magasins généraux et de la Gare de Vaise*), n° 16,368, p. 1029; — Metz (Moselle) (modifications aux statuts de la société anonyme sous la dénomination de *Compagnie des mines de Decize* (Nièvre), n° 16,064, p. 429; Moulins (Allier) (modifications aux statuts de la société d'assurances mutuelles immobilières contre l'incendie pour le département de l'Allier), n° 16,370, p. 1049; — Paris (Seine) (société anonyme sous la dénomination de *Compagnie du chemin de fer du Médoc*), n° 16,078, p. 482; Paris (Seine) (approbation des modifications aux statuts de la Caisse générale des assurances agricoles et des assurances contre l'incendie), n° 16,132, p. 606; Paris (Seine) (société anonyme sous la dénomination de *le Monde*, compagnie d'assurances contre l'incendie), n° 16,503, p. 1129; Paris (Seine) (société anonyme sous la dénomination de *le Monde*, compagnie d'assurances sur la vie), n° 16,504, p. 1155; Paris (Seine), société dite *Société générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France*, n° 16,627, p. 1357;

Paris (Seine) (modifications aux statuts de la société sous la dénomination de *Compagnie des entrepôts et magasins généraux de Paris*, n° 16,691, p. 1458; Paris (Seine) (autorisation de la société sous la dénomination de *l'Internationale*, compagnie d'assurance maritimes et fluviales), n° 16,692, p. 1462; — Saint-Étienne (Loire) (modifications aux statuts de la société dite *Compagnie d'éclairage par le gaz*), n° 16,626, p. 1349; Sainte-Foy (modifications aux statuts de la société de la colonie agricole), n° 16,082, p. 514; Saint-Jean-d'Angély (Charente-Inférieure) (prorogation de la société anonyme pour l'exploitation du comptoir d'escompte), n° 16,502, p. 1118.

STATUTS. Voyez *Sociétés industrielles*.

SUCCURSALES. Décrets qui créent en succursales les églises et chapelles des communes ci-après désignées : Aiguines (Var) la Barre, section de la commune d', n° 16,329, p. 982; Ain-Gueria (province de Constantine), n° 16,321, p. 980; Aubin (Aveyron) (le Gua, section de la commune d'), n° 16,330, p. 982; Audigny (Aisne), n° 16,230, p. 77; Auzouville-Lesneval (Seine-Inférieure), n° 16,330, p. 982; — Beffes (Cher), n° 16,329, p. 982; Beychac-et-Cailleau (Gironde) (Cailleau, section de), n° 16,330, p. 982; Bonpas (Ariège), n° 16,330, p. 982; Bou-Khanéfis (province d'Oran), n° 16,321, p. 980; Brest (Finistère) (église du Bel-Air à), n° 16,330, p. 982; Brives (Indre), n° 16,230, p. 727; Buhat (Seine-Inférieure), n° 16,330, p. 982; — Caulières (Somme), n° 16,329, p. 982; Chavagny-les-Chevrières (Saône-et-Loire), n° 16,329, p. 982; Chenorez (Saône-et-Loire), n° 16,230, p. 77; — Église-Neuve (1) (Dordogne), n° 16,330, p. 982; Enchir-Said (Algérie), n° 16,233, p. 728; Eugénie-les-Bains (Landes).

n° 16,329, p. 982; — Ferrières (Allier) (Guillermie, section de la commune de), n° 16,330, p. 982; Flassigny (Meuse), n° 16,330, p. 982; Foucart (Seine-Inférieure), n° 16,330, p. 982; Frévent (Pas-de-Calais) (Saint-Hilaire, section de), n° 16,230, p. 727; — Garost (Hautes-Pyrénées), n° 16,230, p. 727; Germisey (Haute-Marne), n° 16,329, p. 982; Gertwiller (Bas-Rhin), n° 16,328, p. 982; — Hamelet (le) (Somme), n° 16,329, p. 982; Hôpital-Lemercier (l') (Saône-et-Loire), n° 16,329, p. 982; — Lalla-Maghrnia (province d'Oran), n° 16,321, p. 980; Landin (le) (Eure), n° 16,229, p. 727; Loire (Charente-Inférieure), n° 16,230, p. 727; Loucrup (Hautes-Pyrénées), n° 16,330, p. 982; — Maissoncelle-et-Villers (Ardennes), n° 16,330, p. 982; Mannevillette (Seine-Inférieure), n° 16,330, p. 982; Mespuits (Seine-et-Oise), n° 16,330, p. 982; Meyrolles (les) (Ain), n° 16,230, p. 727; — Ocquerre (Seine-et-Marne), n° 16,329, p. 982; Oued-Touta (Algérie, province de Constantine), n° 16,233, p. 728; Ouled-Ramoun (province de Constantine), n° 16,321, p. 980; — Paris (Seine) (église de Notre-Dame-de-Clignancourt, à), n° 16,235, p. 728; Péchabou (Haute-Garonne), n° 16,230, p. 727; Pessac (Gironde) (Saint-Vincent-de-Paul de Toquetoucau, commune de), n° 16,230, p. 727; Peyrins (Drôme) (Saint-Ange, section de la commune de), n° 16,230, p. 727; Plessis-Bouchard (le) (Seine-et-Oise), n° 16,324, p. 981; Pommera (Pas-de-Calais), n° 16,329, p. 982; Pont-Noyelle (Somme), n° 16,230, p. 727; — Réghaïa (la) (Algérie), n° 16,233, p. 728; Reyerswiller (Moselle), n° 16,330, p. 982; Ricarville (Seine-Inférieure), n° 16,230, p. 727; Richardménil (Meurthe), n° 16,323, p. 981; Romagny (Haut-Rhin), n° 16,330,

p. 982; Romba (Algérie), n° 16,233, p. 728; Roubaix (Nord) (la Pile, section de la ville de), n° 16,230, p. 727; — Sadeillan (Gers), n° 16,329, p. 982; Saint-Ciers (Charente), n° 16,329, p. 982; Saint-Genès-de-Lombaud (Gironde), n° 16,329, p. 982; Saint-Mamet (Haute-Garonne), n° 16,330, p. 982; Saint-Maurice-de-Gourdans (Ain) (église de Pollet, section de), n° 16,329, p. 982; Saint-Palais-sur-Mer (Charente-Inférieure), n° 16,330, p. 982; Saint-Pierre-de-Méaroz (Isère), n° 16,230, p. 727; Saint-Vincent-sur-Jard (Vendée), n° 16,329, p. 982; Servaville-Salmonville (Seine-Inférieure), n° 16,230, p. 727; Sommeron (Aisne), n° 16,230, p. 727; — Thauvenay (Cher), n° 16,230, p. 727; — Vay (Loire-Inférieure) (Grigonnais, section de la commune de), n° 16,330, p. 982; Vénérieu (Isère), n° 16,329, p. 982; Versailles (Seine-et-Oise) (quartier du Petit-Montreuil, à), n° 16,230, p. 727; Vignes (les) (Basses-Pyrénées), n° 16,329, p. 982; Villejoubert (Charente), n° 16,230, p. 727; Villeurbanne (Rhône) (Saint-Julien-de-Cusset, section de la commune de), n° 16,319, p. 982.

SUPPRESSION D'ÉGLISE ET PARTAGE DE SES BIENS. Décret qui autorise le partage de tous les biens appartenant à l'église de l'*Abbaye-aux-Bois*, supprimée, à Paris (Seine), n° 16,039, p. 387.

SYNDICATS. Décrets portant autorisation et approbation des modifications apportées aux statuts des associations syndicales suivantes: Abreschwiller (Meurthe) (réunion en association syndicale des propriétaires dans le but d'exploiter une prise d'eau sur la Sarre-Rouge), n° 15,909, p. 180; Aulnay-la-Rivière (Loiret) (réunion en associations syndicales des propriétaires intéressés au curage à vieux fonds et vieux bords et au faucardement des rivières, 1° de

la Rimarde, 2° de l'Oenf et de la rivière d'Essonne), n° 16,061, p. 424 ; — Barre-de-Mont (la) (Vendée) (syndicat des propriétaires intéressés au dessèchement de marais), n° 16,624, p. 1348 ; Beauvoir (Vendée) (syndicat des propriétaires intéressés au dessèchement de marais), n° 16,624, p. 1348 ; Bréviandes (Aube) (réunion en association syndicale des propriétaires intéressés au curage à vieux fonds et vieux bords et au faucardement de la rivière de Hurande), n° 15,910, p. 180 ; — Challans (Vendée) (syndicat des propriétaires intéressés au dessèchement de marais), n° 16,624, p. 1348 ; Charin (Nièvre) (réunion en association syndicale des propriétaires intéressés aux travaux d'assainissement des vallées de Charin et de Saint-Hilaire), n° 16,102, p. 527 ; — Devay (Nièvre) (réunion en association syndicale des propriétaires intéressés aux travaux d'assainissement des vallées de Charin et de Saint-Hilaire), n° 16,102, p. 527 ; — Moussey (Aube) (réunion en association syndicale des propriétaires intéressés au curage à vieux fonds, etc., de la rivière de Hurande), n° 15,910, p. 180 ; — Nitting (Meurthe) (réunion en association syndicale des propriétaires dans le but d'exploiter une prise d'eau sur la Sarre-Rouge), n° 15,909, p. 180 ; — Orchamps (Jura) (réunion en association syndicale des propriétaires intéressés à la réparation et à l'entretien de la digue établie sur la rive gauche du Doubs), n° 16,609, p. 1322 ; — Pont-à-Mousson (Meurthe) (réunion en association syndicale des propriétaires qui usent des eaux du ruisseau dit *des Moulins* pour l'irrigation de leurs terrains), n° 15,947, p. 202 ; — Saint-André-le-Gaz (Isère) (modification de l'ordonnance du 20 juillet 1843), n° 16,086, p. 516 ; Saint-Fitilien

(Isère) (modification de l'ordonnance du 20 juillet 1843), n° 16,086, p. 516 ; Saint-Gervais (Vendée) (syndicat des propriétaires intéressés au dessèchement de marais), n° 16,624, p. 1348 ; Saint-Hilaire (Nièvre) (réunion en association syndicale des propriétaires intéressés aux travaux d'assainissement des vallées de Charin et de Saint-Hilaire), n° 16,102, p. 527 ; Saint-Léger (Aube) (réunion en association syndicale des propriétaires intéressés au curage à vieux fonds et vieux bords et au faucardement de la rivière de Hurande), n° 15,910, p. 180 ; Saint-Pouange (Aube) (réunion en association syndicale des propriétaires intéressés au curage à vieux fonds et vieux bords et au faucardement de la rivière de Hurande), n° 15,910, p. 180 ; Saint-Urbain (Vendée) (syndicat des propriétaires intéressés au dessèchement de marais), n° 16,624, p. 1348 ; Sallertaine (Vendée) (syndicat de propriétaires intéressés au dessèchement de marais), n° 16,624, p. 1348 ; — Trans (Var) (réunion en association syndicale des propriétaires intéressés au curage à vieux fonds et vieux bords et au faucardement de la rivière de Nartuby), n° 15,951, p. 204 ; — Vasperviller (Meurthe) (réunion en association syndicale des propriétaires dans le but d'exploiter une prise d'eau sur la Sarre-Rouge), n° 15,909, p. 180 ; Villemerueil (Aube) (réunion en association syndicale des propriétaires intéressés au curage à vieux fonds et vieux bords et au faucardement de la rivière de Hurande), n° 15,910, p. 180 ; Viriat (Ain) (réunion en association syndicale des propriétaires intéressés au curage à vieux fonds et vieux bords et au faucardement, etc., de la rivière de Reyssouze, etc.), n° 15,897, p. 177.

T

TRÉSOR PUBLIC. Voyez *Pensions inscrites au Trésor public.*

U

USINES. Décrets portant établissement ou maintien en activité d'usines dans les communes suivantes : Alliancelles (Marne) (maintien en activité de l'usine sur la rivière de Chée), n° 15,902, p. 178; Auterive (Ariège) (maintien en activité d'une usine destinée à la mouture des céréales), n° 16,547, p. 1252; — Balan (Ain) (établissement d'une usine à moudre les céréales), n° 15,907, p. 179; Barsac (Gironde) (maintien en activité de moulins), n° 15,902, p. 178; Blâmont (Meurthe) (maintien en activité d'un moulin à blé), n° 16,612, p. 1324; Bommes (Gironde) (maintien en activité de moulins), n° 15,902, p. 178; Brives (Corrèze) (décret qui rapporte celui du 9 septembre 1861, pour l'établissement d'une usine à fer), n° 15,905, p. 179; — Chaniers (Charente-Inférieure) (maintien en activité d'une usine pour la mouture du blé), n° 15,902, p. 178; Charmes (Vosges) (maintien en activité d'un moulin), n° 15,950, p. 203; Cornanel (Aude) (conservation dans son état actuel de l'usine dite *de Brasse*), n° 15,950, p. 203; — Durfort (Tarn) (autorisation de faire des additions à l'usine métallurgique), n° 15,904, p. 179; — Flagnac (Aveyron) (maintien en activité d'une usine sur la rivière du Lot), n° 15,907, p. 179; Flin (Meurthe) (maintien en activité d'une usine destinée au battage et à la mouture des grains), n° 16,084, p. 515; — Imling (Meurthe) (modifications à une usine sur la rivière de Sarre), n° 15,946, p. 202; — Livinhac (Aveyron) (maintien en activité

d'une usine sur la rivière du Lot), n° 15,907, p. 179; Liverdun (Meurthe) (maintien en activité d'un moulin à blé), n° 16,637, p. 1396; — Lorquin (Meurthe) (maintien en activité du moulin du Hazard), n° 16,621, p. 1347; — Maubeuge (Nord) (additions et modifications à une usine à fer), n° 16,529, p. 1218; Montrejeau (Haute-Garonne) (maintien en activité d'une scierie à bois, un foulon et une filature à laine), n° 16,084, p. 515; — Neuvic (Dordogne) (additions à une usine), n° 16,612, p. 1324; Noaillan (Gironde) (maintien en activité de moulins), n° 15,902, p. 178; Nouvelle (la) (Aude) (usine pour la fonte des métaux), n° 16,060, p. 424; — Pamiers (Ariège) (modification du décret du 18 mars 1861, qui a réglementé l'usine à fer et le moulin à farine de), n° 16,548, p. 1252; Petit-Mont (Meurthe) (maintien en activité d'une filature), n° 16,637, p. 1396; Preignac (Gironde) (maintien en activité de moulins), n° 15,902, p. 178; Pujols (Gironde) (maintien en activité de moulins), n° 15,902, p. 178; — Saint-Baudelle (Mayenne) (construction d'un moulin à blé sur la rivière de Mayenne), n° 16,084, p. 515; Saint-Étienne (Loire) (remise en activité d'une ancienne aciérie et additions à une usine à fer), n° 16,100 et 16,612, p. 526 et 1324; Saint-Géry (Lot) (rapport du décret du 9 septembre 1861), n° 16,588, p. 1299; Saint-Jean-Bonnefonds (Loire) (autorisation d'augmenter la consistance de l'usine à fer), n° 16,591, p. 1299; Saint-

Jodar (Loire) (moulin à farine), n° 16,612, p. 1323; Saint-Martin de-Pontchardon (Orne) (modification au régime hydraulique d'une usine à fer), n° 16,529, p. 1218; Seurin (Gironde) (agrandissement d'un moulin), n° 16,547, p. 1252; — Vieil-Arcy (Aisne)

(maintien en activité de la fabrique de sulfate de fer), n° 16,637, p. 1396; Vincelottes (Yonne) (maintien en activité d'une usine à moudre le blé), n° 16,612, p. 1323; — Willerwald (Moselle) (maintien en activité d'un moulin à farine), n° 16,612, p. 1324.

V

VANNAGE. Décrets qui autorisent l'établissement de vannages dans les communes suivantes : Barberey-Saint-Sulpice (Aube) (établissement d'un vannage d'irrigation sur un bras de la Seine dit *le Venoue*), n° 16,084, p. 516; — Sainte-Maure (Aube) (établissement d'un vannage d'irrigation sur un bras de la Seine dit *le Venoue*), n° 16,084, p. 516.

VENTE. Décret qui autorise la commune suivante à faire une vente de propriétés : Albert (Somme) (deux parcelles de terrains et deux ins-

criptions départementales, destinées à payer les frais d'un abattoir et de la construction d'une salle d'asile), n° 15,949, p. 203.

VENTE DE BOIS. Voyez *Bois*.

VEUVES. Voyez *Pensions militaires et de la marine*.

VOIRIE. Décrets relatifs aux rues des communes suivantes : Charolles (Saône-et-Loire), n° 16,639, p. 1397; — Maisons-sur-Seine (Seine-et-Oise), n° 16,563, p. 1296; — Nuits (Côte-d'Or), n° 16,311, p. 962.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE DU TOME XXIII, PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

5129
12
29